RAA 367
FEVRIER-MARS 2017
ISSN 0762-6096

Recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France

Prix de vente : 0.50 € - Abonnement annuel : 5 €

Les demandes d'abonnement peuvent être adressées au Bureau du Cabinet et des Interventions de la Région d'Île-de-France, 33, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris.

Les paiements sont effectués par chèque bancaire ou postal au nom du Régisseur des dépenses et des recettes de la Région d'Île-de-France.

Commission paritaire n° 1716 ADEP

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les circulaires de la Région d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

- N° CR 2017-65 du 9 mars 2017 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes……..14

- N° CR 2017-65 BIS du 9 mars 2017 relative au remplacement de représentants du Conseil régional dans divers……17

FINANCES

- N° CR 2017-68 du 10 mars 2017 relative à la candidature française à l'organisation de l'Exposition Universelle 2025 : constitution du Groupement d'Intérêt Public « Expo France 2025 » et adhésion de la Région……..19

ECONOMIE ET EMPLOI

- N° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SDREII) : convention entre la Région Ile-de-France et les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Ile-de-France 2017-2021 et soutien aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques, de l'Internet et du multimédia (ajustement du règlement d'intervention)……..20

- N° CR 2017-44 du 9 mars 2017 relative à un « SMALL BUSINESS ACT » francilien pour favoriser l'accès des TPE-PME à la commande publique régionale……...68

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CR 2017-49 du 10 mars 2017 relative au parc de la Poudrerie en Seine-Saint-Denis : approbation de la convention précisant les modalités du transfert de gestion pour 2017……70

- N° CR 2017-50 du 10 mars 2017 relative au « Plan Vert de l'Ile-de-France » : la nature pour tous et partout……..86

TRANSPORTS

- N° CR 2017-34 du 9 mars 2017 relative à l'engagement de la Région dans le projet de canal Seine Nord Europe……178

- N° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du Plan régionale « anti-bouchon » et pour changer la route……199

- N° CR 2017-64 du 9 mars 2017 relative au protocole-cadre de financement pour la réalisation du T12 EXPRESS (ex tram train Massy-Evry)……231

ÉDUCATION

- N° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027……..251

- N° CR 2017-67 du 10 mars 2017 relative à « Une Région exemplaire en matière d'alimentation locale et bio, en particulier pour ses lycées »…….267

CULTURE

- N° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à une politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien……269

- N° CR 2017-61 du 10 mars 2017 relative à une politique du Livre plus ambitieuse et plus inclusive…….297

- N° CR 2017-66 du 10 mars 2017 relative à « Défendre et valoriser le petit patrimoine francilien »……310

ACTION SOCIALE, SANTE ET FAMILLE

- N° CR 2017-45 du 9 mars 2017 relative à la participation régionale aux Fonds départementaux de compensation du handicap : amélioration du fonctionnement du CCH……..312

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au sport, booster l'attractivité en Ile-de-France et pour l'international (2ème partie)……...331

- N° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité……373

- N° CR 2017-55 du 9 mars 2017 relative à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des franciliennes et des franciliens aux loisirs et aux vacances……380

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CR 2017-56 du 10 mars 2017 relative aux diverses dispositions concernant les ressources humaines - régime indemnitaire……434

- N° CR 2017-57 du 10 mars 2017 relative à la mise en place d'une phase d'expérimentation du Télétravail pour les agents de la Région……438

- N° CR 2017-70 du 10 mars 2017 relative au remplacement à la Commission Permanente……445

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

ECONOMIE ET EMPLOI

- N° CP 2017-061 du 8 mars 2017 relative à la prime régionale et aide au recrutement pour les employeurs d'apprentis pour 2017 : 1ère affectation pour l'ASP……446

- N° CP 2017-075 du 8 mars 2017 relative au dispositif d'accès à l'apprentissage : affectation aux CFA des avances 2017……..451

- N° CP 2017-076 du 8 mars 2017 relative à l'approbation de la convention triennale d'objectifs et de moyens 2017-2019 entre la Région et le GUIP FCIP Versailles pour le Centre régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue ; affectation d'une subvention globale de fonctionnement au GIP FCIP Versailles pour le Centre régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue (affectation 2017)……..462

- N° CP 2017-078 du 8 mars 2017 relative aux attributions de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (1ère affectation pour 2017) : Institut des métiers et de l'artisanat de Cergy '95) ; décision de l'arrêt de la construction de CET Institut ; modification des conventions-types investissement travaux et équipements et avenant n°1 à la convention n° CP 16-491 02 relative à l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA ADAFORSS……492

- N° CP 2017-089 du 8 mars 2017 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion : affectation budgétaire au titre de la subvention au STIF pour la mise en œuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » : solde de la subvention 2016..528

- N° CP 2017-092 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « soutien aux forums pour l'emploi » - affectation 2017……532

- N° CP 2017-094 du 8 mars 2017 relative au soutien aux tiers lieux – réaffectation de subvention ; correctif suite à erreur matérielle……591

- N° CP 2017-095 du 8 mars 2017 relative aux attributions de subventions aux « plateformes de services ressources humaines pour les petites entreprises et les associations » - 1er semestre 2017……617

- N° CP 2017-080 du 8 mars 2017 relative au Fonds européens structurels et d'investissement……728

- N° CP 2017-106 du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation : actions pour l'économie, l'emploi et la formation sur les territoires……..730

- N° CP 2017-110 du 8 mars 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale en faveur du développement numérique PARIS REGION SMART EVENTS 2017 – cotisations aux associations du numérique et modifications de divers projets collaboratifs de R&D labellisés……..746

- N° CP 2017-111 du 8 mars 2017 relative au financement de l'entrepreneuriat : soutien aux réseaux du financement de la création de TPE et d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ; soutien aux couveuses et aux coopératives d'activités et d'emploi……805

- N° CP 2017-112 du 8 mars 2017 relative à « PARIS REGION UP » tome 1 : attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'UP, TP'UP et BACK UP……..1049

RURALITE ET AGRICULTURE

- N° CP 2017-096 du 8 mars 2017 relative au dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 1ère affectation 2017 et dotation supplémentaire au PNR du Gâtinais français……..1074

- N° CP 2017-102 du 8 mars 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux – Contrat Rural – Contrat Régional Territorial – Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural (1ère affectation pour 2017)……1112

- N° CP 2017-103 du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : programme de développement rural (FEADER) agriculture et filière (1ère affectation pour 2017)……1172

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CP 2017-091 du 8 mars 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique d'économie circulaire, des déchets et du Fonds propreté……1221

- N° CP 2017-097 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la « stratégie régionale pour la Biodiversité » - 1ère affectation pour 2017……..1278

- N° CP 2017-099 du 8 mars 2017 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides – 1ère affectation pour 2017……..1326

- N° CP 2017-100 du 8 mars 2017 relative à la politique Energie-Climat – 2ème affectation pour 2017……..1379

- N° CP 2017-101 du 8 mars 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains : Contrat Régional Territorial (1ère affectation pour 2017)……1431

- N° CP 2017-123 du 8 mars 2017 relative au Réseau PAM Ile-de-France pour la participation au fonctionnement du Réseau PAM Ile-de-France : convention de financement PAM 91 et convention de financement PAM 94……...1464

TRANSPORTS

- N° CP 2017-057 du 8 mars 2017 relative à la transmission des fichiers issus de l'enquête transport de marchandises en ville……1480

- N° CP 2017-108 du 8 mars 2017 relative aux subventions en faveur d'itinéraires cyclables à Marne-la Vallée (77) et en Essonne (91) et rectification relatif au financement d'un poste de chargé de mission PDE-CCI de l'Essonne (91)……..1488

- N° CP 2017-113 du 8 mars 2017 relative aux opérations du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 : Grands pôles intermodaux……...1518

- N° CP 2017-117 du 8 mars 2017 relative à l'opération du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 : Métro – prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier……1654

- N° CP 2017-119 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subvention pour les études du prolongement du Tramway T8 à Rosa Parks……1692

- N° CP 2017-121 du 8 mars 2017 relative aux opérations du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 : Schémas directeurs et Schémas de secteur des RER et Transiliens……1735

SECURITE

- N° CP 2017-073 du 8 mars 2017 relative au bouclier de sécurité (1ères affectation pour 2017)……1861

AFFAIRES EUROPEENNES

- N° CP 2017-080 du 8 mars 2017 relative au Fonds européens structurels et d'investissement……...1983

- N° CP 2017-090 du 8 mars 2017 relative à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Association Ile-de-France Europe……..1985

FINANCES

- N° CP 2017-063 du 8 mars 2017 relative aux remises gracieuses et admissions en non-valeur en matière de taxes d'urbanisme……2001

EDUCATION

- N° CP 2017-011 du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre du programme d'actions culturelles (année scolaire 2016-2017 : convention avec l'Association Poésie en liberté et soutien à l'apprentissage du Latin en Ile-de-France……2005

- N° CP 2017-058 du 8 mars 2017 relative à la sécurisation des lycées – Budget 2017……..2015

- N° CP 2017-059 du 8 mars 2017 relative à l'opération de reconstruction sur site du lycée Georges Brassens à Villeneuve-le-Roi (94)……..2050

- N° CP 2017-077 du 8 mars 2017 relative aux aides régionale aux élèves de second cycle et aux lèves des BTS, CPGE et formations post Bac et assimilés : ajustement des dotations ; aide régionale à l'équipement ; aide régionale à la demi-pension ; modification de tarifs de demi-pension ; subventions d'équilibre…….2093

- N° CP 2017-079 du 8 mars 2017 relative aux conventions d'utilisation d'équipements sportifs : lycées Clément Ader et Marcel Pagnol à Athis-Mons (91), lycée Gérard de Nerval à Luzarches (95)……..2104

- N° CP 2017-081 du 8 mars 2017 relative aux travaux dans les EPLE de la Région Ile-de-France……..2133

- N° CP 2017-082 du 8 mars 2017 relative aux travaux de restructuration d'ensemble du lycée d'Hôtellerie et du Tourisme de Guyancourt (78) : protocole transactionnel avec le Groupement d'entreprises BOUYGUES/MTO (ex TFN)/CITEOS (ex ELALE)/COLAS ILE-DE-FRANCE titulaire du marché n°09M0553-01 – lot n°1 : entreprise générale – mandataire : CITELLIOS…….2151

- N° CP 2017-083 du 8 mars 2017 relative aux dotations pour la maintenance immobilière ; poursuite du marché 1400100 concernant la mission d'assistance technique pour le renouvellement des marchés de maintenance multi techniques de 25 lycées du Val d'Oise (95) – versement des loyers concernant la convention de location pour l'occupation d'éléments immobiliers au sein de l'Aérodrome de Cerny pour le lycée Alexandre Denis ; poursuite du marché 1300511 relatif à la surveillance et la protection humaine contre les risques d'incendie et de panique dans les EPLE……..2162

- N° CP 2017-084 du 8 mars 2017 relative aux travaux dans les Cités mixte régionales et départementales de la Région Ile-de-France……..2167

- N° CP 2017-085 du 8 mars 2017 relative à la 1ère attribution de subventions dans le cadre des actions de sensibilisation à la mémoire (année scolaire 2016-2017) – partenariats avec le Comité Parisien de la Libération et l'Association pour le souvenir des Fusillés du Mont Valérien…….2177

- N° CP 2017-087 du 8 mars 2017 relative aux équipements pédagogiques des EPLE – diverses politiques régionales……2188

- N° CP 2017-122 du 8 mars 2017 relative au lycée de Prony (Asnières-sur-Seine) – Affaire Agence Patricia LEBOUCQ contre la Région Ile-de-France : approbation d'un protocole transactionnel et habilitation de la Présidente à le signer……2198

- N° CP 2017-124 du 8 mars 2017 relative aux travaux de restructuration d'ensemble et d'extension du lycée René Descartes à Antony (92) : protocoles transactionnels avec les Sociétés HERVE, BTB ELEC et le Groupement d'Entreprises ID VERDE/LINEA BTP.……2210

- N° CP 2017-125 du 8 mars 2017 relative aux travaux de restructuration d'ensemble et extension du lycée Jules-Hardouin Mansart à Saint-Cyr-l'Ecole (78) : habilitation de le Présidente à signer un protocole transactionnel avec l'Atelier Jean-François Laurent, mandataire du Groupement « Atelier Jean-François Laurent et Bureau d'Etudes techniques INCET », titulaire du marché de maîtrise d'œuvre n°06-3711…….2239

CULTURE

- N° CP 2017-065 du 8 mars 2017 relative au soutien aux Arts plastiques (1ère affectation pour 2017) et soutien aux Arts numériques (1ère affectation pour 2017).……..2262

- N° CP 2017-069 du 8 mars 2017 relative à l'aménagement culturel en Ile-de-France (1ère affectation pour 2017) – affectations provisionnelles pour le Domaine de Villarceaux et l'Orchestre d'Ile-de-France……..2320

- N° CP 2017-088 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du Livre (1ère affectation pour 2017).…….2395

- N° CP 2017-093 du 8 mars 2017 relative aux aides régionale au cinéma et à l'audiovisuel : soutien à des manifestations et réseaux cinématographiques (1ère affectation pou 2017) – aide après réalisation (1ère affectation pour 2017) – Education à l'image – aide à l'écriture de scénario : accompagnement des auteurs débutants (affectation provisionnelle 2017).…….2503

- N° CP 2017-127 du 8 mars 2017 relative au l'affectation provisionnelle 2017 pour le développement du patrimoine en Région et affectation d'autorisation d'engagement 2017 pour le développement du patrimoine en Région - adhésion à la Fondation du patrimoine.……..2561

ACTION SOCIALE, SANTE ET FAMILLE

- N° CP 2017-066 du 8 mars 2017 relative à la politique régionale de sante : attributions de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine de la santé (1ère affectation)……..2563

- N° CP 2017-067 du 8 mars 2017 relative au Plan Régional pour l'égalité des personnes en situation de handicap(s) et personnels valides - révision annuelle Agenda 22 du Conseil Régional d'Ile-de-France 2015-2016.……...2593

- N° CP 2017-068 du 8 mars 2017 relative à la Délégation au handicap (1ère affectation pour 2017) : appel à projets thématique 2017 – soutien aux aidants familiaux de personnes atteintes d'autisme, de handicaps cognitif ou de maladies neurodégénératives.……2721

- N° CP 2017-070 du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régional en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017……2744

- N° CP 2017-074 du 8 mars 2017 relative aux formations sanitaires et sociales : équipement des Ecoles et Instituts de formation sanitaire : projet « PICPUS » porté par l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, fusion des Centres Hospitaliers de Coulommiers, Marne la Vallée et Meaux : convention d'objectifs et de moyens 2017 et avenants de transfert aux conventions d'équipement fusion-absorption de l'Institut de formation Clorivière par l'Institut supérieure Clorivière – création du GRETA du Val d'Oise et avenant de transfert…2767

- N° CP 2017-128 du 8 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 – Grand Froid……..2816

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2017-116 du 8 mars 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Ile-de-France et affectations d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme.……2843

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2017-071 du 8 mars 2017 relative au soutien aux Nouveaux Domaines d'Internet Majeur (DIM) 2017-2020 : subventions d'amorçage 2017……..2918

- N° CP 2017-098 du 8 mars 2017 relative 1°) au CPER 2015-2020 : affectation d'autorisations de programme pour les opérations : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : réhabilitation de la Caserne Lourcine en pôle Universitaire, Collège de France : restructuration du site Cardinal Lemoine pour la création de l'Institut des Civilisations, COMUE PARIS SEINE : Campus International de Cergy-Pontoise – études de programmation, Université Paris Sud : construction d'un Centre Interdisciplinaire de Santé (PUIS) à Villejuif – études – 2°) aide pour le diplôme d'accès aux études universitaires : promotion 2016/2017 – 3°) cordées de la réussite : affectations d'autorisations d'engagement en vue de l'organisation d'un colloque 4°) portail régional de l'orientation : affectations d'autorisations de programme et d'engagement…….2932

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- N° CP 2017-060 du 8 mars 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux (1ère affectation pour 2017)…….2983

- N° CP 2017-062 du 8 mars 2017 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis (1ère affectation pour 2017)……3120

- N° CP 2017-064 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement : aide au parc privé (1ère affectation pour 2017)……..3136

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CP 2017-109 du 8 mars 2017 relative au Rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux…...3239

- N° CP 2017-114 du 8 mars 2017 relative à l'habilitation de la Présidente à signer une convention avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande couronne d'Ile-de-France dans le domaine des ressources humaines……..3244

ACTION INTERNATIONALE

- N° CP 2017-104 du 8 mars 2017 relative à la coopération décentralisée : soutien au projet SPRINT et au projet de mobilité professionnelle au Québec……..3254

- N° CP 2017-129 du 8 mars 2017 relative à l'affectation provisionnel d'autorisation d'engagement mars 2017……..3277

QUESTIONS ECRITE

- N° 16-305 QE du 13 décembre 2016 de Madame Céline MALAISÉ, Conseillère régionale d'Île-de-France, du groupe Front de Gauche, concernant la construction d'un lycée à Bagneux (92)……..3278

Réponse à cette question écrite……..3280

- N° 16-318 QE du 13 décembre 2016 de Madame Céline MALAISÉ, Conseillère régionale d'Île-de-France, du groupe Front de Gauche, concernant des lycéens sans hébergement à Saint-Ouen……..3282

Réponse à cette question écrite……..3283

- N° 16-322 QE du 16 décembre 2016 de Monsieur Taylan COSKUN, Conseiller régional d'Île-de-France, du groupe Front de Gauche, concernant l'obtention d'un commissariat de plein exercice Porte de Bagnolet…3285

Réponse à cette question écrite……..3286

DELIBERATIONS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 17-001 du 1er février 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au marché n°5306 d'amenée des fluides à Sainte Assise et à l'habilitation donnée à Présidente pour signer cet avenant……..3290

- N° 17-002 du 1er février 2017 relative à l'approbation de la convention relative à la prise en charge d'entretien des espaces naturels régionaux du Bout du Monde avec la commune d'Aubergenville et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……..3296

- N° 17-003 du 1er février 2017 relative à l'approbation de la convention relative à la prise en charge des frais d'entretien des espaces naturels régionaux du Bout du Monde avec la commune d'Epône et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.……3302

- N° 17-004 du 1er février 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat pour le maintien d'une agriculture périurbaine et l'installation d'agriculteurs avec les Jeunes Agriculteurs de Seine-et-Marne…….3307

- N° 17-005 du 1er février 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat pour le maintien d'une agriculture périurbaine et l'installation d'agriculteurs avec les Jeunes Agriculteurs d'Ile-de-France Ouest...3314

- N° 17-006 du 1er février 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec « le Point Accueil Installation d'Ile-de-France »…….3320

- N° 17-007 du 1er février 2017 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants……..3325

- N° 17-008 du 1er février 2017 relative à l'approbation de l'application du régime forestier à des parcelles régionales 'espace régional de la butte de Marsinval – Forêt régionale de Verneuil…….3327

- N° 17-009 du 7 février 2017 relative à l'habilitation donnée à la Présidente pour solliciter des subventions au titre de l'exercice 2017, afin de financer des opérations sur des propriétés régionales classées en Réserves Naturelles Régionales et gérées par l'Agence.……3333

- N° 17-010 du 1er février 2017 relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles……3341

- N° 17-011 du 28 février 2017 relative au rapport annuel d'activité 2016……..3343

- N° 17-012 du 28 février 2017 relative à l'approbation du Programme Général d'Action et des orientations budgétaires 2017…….3354

- N° 17-013 du 28 février 2017 relative à l'approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts.……3369

- N° 17-015 du 28 février 2017 relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Seiglats).……3373

- N° 17-016 du 28 février 2017 relative à l'approbation d'une convention de mise à disposition d'une parcelle régionale et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Vallée de l'Yerres et du Réveillon)……..3377

- N° 17-018 du 28 février 2017 relative à l'approbation d'une convention de passage et de mise à disposition du secteur Nord-Est de la Forêt régionale de Bondy et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Bondy association ANCA)……3416

- N° 17-019 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants……...3421

- N° 17-020 du 14 avril 2017 relative à Affectation d'une autorisation de programme dans le cadre de la convention quinquennale entre l'Agence des espaces verts et l'Office National des Forêts en vue de favoriser l'accueil du public dans les forêts domaniales d'Ile-de-France……3425

- N° 17-021 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et affectation d'autorisations de programme……3430

- N° 17-022 du 14 avril 2017 relative à Désignation de la Présidente de l'AEV pour la représenter au Conseil d'administration de Forest Stewardship Council (FSC) France……3431

- N° 17-023 du 14 avril 2017 relative aux modalités et durées d'amortissement applicables à l'agence des espaces verts……...3432

- N° 17-024 du 14 avril 2017 relative au budget primitif 2017……3434

- N° 17-025 du 14 avril 2017 relative à l'approbation du versement d'une indemnité de conseil au comptable assignataire de l'Agence des espaces……..3488

- N° 17-026 du 14 avril 2017 relative à l'approbation du programme d'accès à l'emploi titulaire……3490

- N° 17-027 du 14 avril 2017 relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les lots n°1, 2 et 3 de l'accord-cadre à bons de commande de travaux de voirie forestière, terrassements et réseaux……..3494

- N° 17-028 du 14 avril 2017 relative à l'approbation de la convention relative à la prise en charge des frais d'entretien de l'espace naturel régional de la Fosse aux Carpes avec la commune de Draveil (91) et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……3495

- N° 17-029 du 14 avril 2017 relative à Approbation d'une convention de mise en place de mesures compensatoires sur des propriétés régionales des Coteaux de l'Aulnoye gérées par l'Agence des espaces verts et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……...3505

- N° 17-030 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'un avenant n°1 à la convention d'occupation d'un logement sis Hameau de la Tuilerie à Pontcarré et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Ferrières)……3521

- N° 17-031 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Vallées de l'Yerres et du Réveillon) - agriculteur n°1……..3524

- N° 17-032 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Vallées de l'Yerres et du Réveillon) - agriculteur n°2……...3526

- N° 17-033 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Vallées de l'Yerres et du Réveillon) - agriculteur n°3……..3528

- N° 17-034 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'une convention de mise à disposition avec l'association le Mée sport Canin et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……..3530

- N° 17-035 du 14 avril 2017 relative à l'approbation de la convention de mise à disposition sur le domaine des Seiglats pour la pratique d'une activité de voile et de planche à voile et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……3537

- N° 17-036 du 14 avril 2017 relative à l'approbation de la convention de mise à disposition sur le domaine des Seiglats pour la pratique d'une activité de plongée et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……3545

- N° 17-037 du 14 avril 2017 relative à l'approbation de la convention de mise à disposition sur le domaine des Seiglats pour la pratique d'une activité de ski nautique et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.……3553

- N° 17-038 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'une convention de mise à disposition avec la Fédération Française de Golf et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……3561

- N° 17-039 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'une convention de servitude avec la société VTMTP et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention ainsi que l'acte notarié correspondant (Tégéval).……..3571

- N° 17-040 du 14 avril 2017 relative à l'approbation de l'application du régime forestier à des parcelles régionales (Forêt régionale de Galluis).……3578

- N° 17-041 du 14 avril 2017 relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts - autorisations de programme 2017.……..3581

- N° 17-042 du 14 avril 2017 relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels et Sensibles……..3622

- N° 17-043 du 14 avril 2017 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et à habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants……..3626

AVIS DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL

- N° 2017-04 du 23 février 2017 relatif au programme prévisionnel d'investissement des lycées neufs et rénovés pour tous les franciliens d'ici 2027.……3630

- N° 2017-05 du 23 février 2017 relatif aux besoins de mobilité des personnes : offres nouvelles et impacts.……3636

ARRETES DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° 17-09 du 20 janvier 2017 portant composition du Comité Technique de la Région d'Île-de-France…..3647

- N° 17-11 du 27 janvier 2017 portant délégations de signature du pôle logement et transports……3652

- N° 17-16 du 1er février 2017 portant délégation de signature de la Président du Conseil régional……...3655

- N° 17-17 du 2 février 2017 portant délégations de signature du pôle achats, performance, commande publique, juridique.……3656

- N° 17-18 du 3 février 2017 portant délégation temporaire de signature.……..3659

- N° 17-19 du 14 février 2017 portant décision de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le Conseil régional pour l'équipement des EPLE ; cessions de biens mobilier anciens et hors d'usage.……..3660

- N° 17-21 du 20 février 2017 portant délégations de signatures du pôle Lycées……..3674

- N° 17-25 du 28 février 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Institut de Physique du Globe de Paris.……3681

- N° 17-26 du 28 février 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux « Marne Confluence »…….3682

- N° 17-27 du 28 février 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Etablissement Public chargé de l'Aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (EPA Sénart).……3683

- N° 17-28 du 28 février 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA)……3684

- N° 17-29 du 28 février 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles……3685

- N° 17-30 du 28 février 2017 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public d'Aménagement EPAMARNE….3686

- N° 17-31 du 28 février 2017 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris (ESPCI).……..3687

- N° 17-32 du 28 février 2017 portant délégations de signature du pôle Finances…….3688

- N° 17-34 du 1er mars 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régionale d'Île-de-France au sein de l'Ecole Nationale des Arts du Cirque de Rosny-sous-Bois (ENACR)……3691

- N° 17-35 du 2 mars 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Association « Office du Tourisme Intercommunautaire » regroupant la Communauté de communes du Provinois, la Communauté de Communes du Bassée Mantois et la Communauté de communes des Deux Morin.……3692

- N° 17-36 du 2 mars 2017 portant délégations de signature de la direction des systèmes d'information….3693

- N° 17-37 du 6 mars 2017 portant homologation du téléservice PRISME/FSS traitant les bourses des étudiants inscrits en formations sanitaires, sociales et paramédicales.……...3695

- N° 17-38 du 6 mars 2017 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au jury (second tour) de sélection du concours de maîtrise d'œuvre pour la construction du bâtiment Auguste Chauveau et de la réhabilitation/extension du bâtiment Edmond Nocard sur le site de Maisons-Alfort (94700) qui se déroulera le 14 mars 2017 à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort……3697

- N° 17-39 du 7 mars 2017 portant désignation des membres du jury « 100 quartiers innovants et écologiques » pour la deuxième session et suivantes.……...3698

- N° 17-40 du 8 mars 2017 portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la session du 13 mars 2017.……3700

- N° 17-41 du 10 mars 2017 portant délégations de signature du pôle Logement et transports……..3701

- N° 17-42 du 13 mars 2017 portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la session du 20 mars 2017.……3704

- N° 17-43 du 13 mars 2017 portant désignation des membres du jury « Dessine-moi le Grand Paris demain – Soutien à la qualité architecturale » pour la session du 20 mars 2017……...3705

- N° 17-44 du 16 mars 2017 portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la session du 20 mars 2017.……3706

- N° 17-45 du 16 mars 2017 portant délégations de signature du pôle Développement économique, emploi et formation……3707

- N° 17-46 du 16 mars 2017 portant délégations de signature du pôle Achats, performance, commande publique juridique……3715

- N° 17-47 du 20 mars 2017 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régionale d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de la Fondation Serge Dassault……...3718

- N° 17-49 du 23 mars 2017 modifiant l'arrêté 16-326 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Île-de-France ainsi que la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional……3719

- N° 17-50 du 27 mars 2017 portant sur la décision de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le Conseil régional : équipement des EPLE - cessions de biens mobiliers anciens et hors d'usage……3788

- N° 17-51 du 29 mars 2017 portant délégation temporaire de signature……3790

- N° 17-52 du 29 mars 2017 portant nomination au Comité de lecture du programme de résidences d'écrivains Île-de-France……3791

- N° 17-53 du 31 mars 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité d'engagement de l'Association pour le développement de la libraire de création (ADELC)……3793

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-65

DU 9 MARS 2017

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL
DANS DIVERS ORGANISMES – MARS 2017

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4132-22 ;

VU la délibération n° CR 31-16 du 18 février 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 199-16 BIS du 13 octobre 2016 relative au remplacement des représentants du Conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 213-16 BIS du 17 novembre 2016 relative au remplacement des représentants du Conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 2017-10 du 26 janvier 2017 relative aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

Vu le rapport n° CR 2017-65 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Île-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ,

1. SECTEUR ÉDUCATION ET CULTURE

1.1. Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel

1.1.1. Comité de lecture Cinéma

- Abroge l'article 1.3.1. de la délibération n° CR 31-16 du 18 février 2016.

- Désigne, au sein de chacun des 3 collèges, 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
1er collège « Émergence, diversité de la création »	**M. Pierre-Yves BOURNAZEL Mme Catherine DUMAS M. Brice NKONDA Mme Clémentine AUTAIN**	**Mme Carine MARTINI-PEMEZEC Mme Catherine PRIMEVERT M. Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT Mme Juliette ESPARGILIÈRE**
2e collège « Structuration du secteur et accompagnement des talents »	**M. Pierre-Yves BOURNAZEL Mme Hamida REZEG M. Mustapha SAADI M. Olivier THOMAS**	**Mme Anne-Louise MESADIEU Mme Aurélie GROS M. Pascal GIAFFERI Mme Corinne RUFET**
3e collège « Films à fort impact économique et rayonnement national et international »	**M. Pierre-Yves BOURNAZEL Mme Florence BERTHOUT Mme Clotilde DEROUARD Mme Corinne RUFET**	**M. Jérémy REDLER Mme Delphine BÜRKLI M. Jean-François VIGIER Mme Marie-Pierre de la GONTRIE**

1.1.2. Comité de lecture Audiovisuel

- Abroge l'article 1.3.2. de la délibération n° CR 31-16 du 18 février 2016, ainsi que les remplacements opérés au sein de ce comité par délibération n° CR 213-16 BIS du 17 novembre 2016.

- Désigne 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Mme Delphine BÜRKLI	**Mme Anne-Louise MESADIEU**
Mme Carine MARTINI-PEMEZEC	**Mme Catherine DUMAS**
M. Brice NKONDA	**M. Jean-François VIGIER**
M. Olivier THOMAS	**M. Benoît MARQUAILLE**

1.2. Comité de lecture Scénario

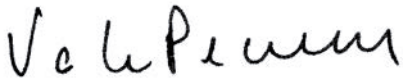
- Abroge l'article 1.6. de la délibération n° CR 31-16 du 18 février 2016, ainsi que le remplacement opéré au sein de ce comité par délibération n° CR 199-16 BIS du 13 octobre 2016.

- Désigne, au sein de chacun des 2 collèges, 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Collège « débutant »	**Mme Aurélie GROS** **Mme Anne-Louise MESADIEU** **M. Pascal GIAFFERI** **Mme Clémentine AUTAIN**	**Mme Carine MARTINI-PEMEZEC** **M. Pierre-Yves BOURNAZEL** **M. Didier DOUSSET** **M. François DAMERVAL**
Collège « confirmé »	**Mme Catherine PRIMEVERT** **Mme Florence PORTELLI** **Mme Carine MARTINI-PEMEZEC** **Mme Juliette ESPARGILIÈRE**	**Mme Hamida REZEG** **Mme Manon LAPORTE-SIERACZEK** **Mme Aurélie GROS** **M. Olivier THOMAS**

Cette abrogation et cette nouvelle désignation seront effectives à compter du 1er avril 2017.

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-65 BIS
DU 9 MARS 2017

REMPLACEMENT DE REPRESENTANTS DU CONSEIL REGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Les démissions communiquées au secrétariat général du conseil régional

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4132-22 et L.4132-14

VU La délibération n° CR 150-16 du 17 juin 2016 portant modification du règlement intérieur du conseil régional

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Désigne pour le représenter :

Conseil inter-académique d'Île-de-France

DÉMISSIONS		CANDIDATURES
Mme Juliette ESPARGILIÈRE (EELVA)	Titulaire	Mme Bénédicte MONVILLE - DE CECCO (EELVA)

Lycée public Camille Claudel à Pontault-Combault (LGT)

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	Mme Laure-Agnès MOLLARD-CADIX (UDI)

Lycée public Clément Ader à Tournan-en-Brie (LPO)

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	Mme Laure-Agnès MOLLARD-CADIX (UDI)
Mme Laure-Agnès MOLLARD-CADIX (UDI)	Suppléante	Mme Thi Hong Chau VAN (CD)

Lycée public Martin Luther King à Bussy-Saint-Georges (LGT)

M. Jacques GENDROT (personnalité qualifiée)	Titulaire	M. Franco PANIGADA (personnalité qualifiée)

Lycée public Gustave Eiffel à Gagny (LGT)

M. Patrick BRUCH (personnalité qualifiée)	Suppléant	M. Éric GOHIER (personnalité qualifiée)

Lycée public Jean-Baptiste Clément à Gagny (LP)

M. Patrick BRUCH (personnalité qualifiée)	Titulaire	M. Éric GOHIER (personnalité qualifiée)

Chœur régional Vittoria d'Île-de-France

M. Eddie AÏT (RCDEC)	Représentant	Mme Frédérique DUMAS (RCDEC)

Festival d'Île-de-France (FIF)

M. Eddie AÏT (RCDEC)	Représentant	Mme Frédérique DUMAS (RCDEC)

Commission pour la Permanence Artistique et Culturelle (PAC)

M. Eddie AÏT (RCDEC)	Titulaire	Mme Frédérique DUMAS (RCDEC)

Comité de lecture pour les résidences d'écrivains

Mme Bénédicte MONVILLE - DE CECCO (EELVA)	Titulaire	Mme Juliette ESPARGILIÈRE (EELVA)
Mme Juliette ESPARGILIÈRE (EELVA)	Suppléante	Mme Bénédicte MONVILLE - DE CECCO (EELVA)

Conseil d'administration de l'Université Paris VIII Vincennes - Saint-Denis

Mme Brigitte MARSIGNY (LR)	Titulaire	Mme Manon LAPORTE-SIERACZEK (LR)
Mme Manon LAPORTE-SIERACZEK (LR)	Suppléante	Mme Brigitte MARSIGNY (LR)

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-68

DU 10 MARS 2017

CANDIDATURE FRANCAISE A L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE 2025

CONSTITUTION DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC « EXPO FRANCE 2025 » ET ADHESION DE LA REGION

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, notamment ses articles 98 et suivants ;

VU Le budget 2017 du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17juin 2010 ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'adhérer, en tant que membre fondateur, au Groupement d'intérêt public EXPO FRANCE 2025 pour la candidature de la France à l'Exposition universelle de 2025.

Article 2 :

Délègue à la Commission Permanente l'approbation des actes concourant à la mise en œuvre de la participation régionale au sein du Groupement d'intérêt public EXPO FRANCE 2025.

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-37

DU 10 MARS 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION (SRDEII)

- **CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ILE DE FRANCE 2017 – 2021**
- **SOUTIEN AUX EVENEMENTS ET MANIFESTATIONS DANS LE DOMAINE DES CONTENUS NUMERIQUES, DE L'INTERNET ET DU MULTIMEDIA (AJUSTEMENT DU REGLEMENT D'INTERVENTION)**

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU La Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La Loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 intitulée : « Mise en œuvre de la SRDEI : ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 **;**

VU La décision du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP) du 9 décembre 2016 relative à l'adoption du CPRDFOP ;

VU Le rapport CR 2017-37 présenté par madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission enseignement supérieur et recherche **;**

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Approbation et signature de la convention entre la Région Ile-de-France et les CCI d'Ile-de-France

Approuve les termes de la convention de partenariat entre la Région Ile-de-France et les Chambres de commerce et d'industrie d'Ile-de-France figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer la convention.

Délègue à la Commission Permanente la compétence pour approuver tout avenant à cette convention.

Article 2 : Soutien renforcé aux événements et manifestations dans le domaine des contenus numériques, de l'internet et du multimédia (adaptation du règlement d'intervention)

Décide d'ouvrir le champ des bénéficiaires éligibles au dispositif « Soutien aux événements et manifestations dans le domaine des contenus numériques, de l'internet et du multimédia ». L'article 8.2.2 « Bénéficiaires », adopté par délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013, est modifié comme suit :

« Les bénéficiaires de la subvention régionale sont :
- les associations et fondations franciliennes ;
- les établissements publics ou les groupements d'établissements publics localisés en Île-de-France ;
- les entreprises franciliennes. »

La présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Convention entre la Région Ile-de-France et les CCI d'Ile-de-France

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION :
PROJET DE CONVENTION
ENTRE LA RÉGION ILE DE FRANCE
ET
LES CCI D'ILE-DE-FRANCE

2017 –2021

ENTRE

Le Conseil régional d'Ile-de-France, dont le siège est situé 33 rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS, **représentée par Valérie PECRESSE, sa présidente**, ci-dessous désigné « la Région »

ET

La Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France, dont le siège est situé 27 avenue de Friedland, 75008 Paris, **représentée par Didier KLING, son président**, ci-dessous désignée «CCI Paris Ile-de-France»

La Chambre de commerce et d'industrie territoriale en Essonne, dont le siège est situé 2 Cours Monseigneur Roméro, 91000 Evry, **représentée par Emmanuel MILLER, son président**, ci-dessous désignée «CCIT Essonne»

La Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Seine-et-Marne, dont le siège est situé 1 avenue Johannes Gutenberg - Serris - CS 70045 -77776 Marne-la-Vallée Cedex 4 **représentée par Jean-Robert JACQUEMARD**, son président, ci-dessous désignée «CCIT Seine-et-Marne»

Les trois CCI sont ci-après dénommées « les CCI d'Île-de-France »

PREAMBULE

L'Île-de-France, une économie puissante qui doit répondre à plusieurs défis pour exploiter pleinement son potentiel de création d'activités et d'emplois

Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, l'Île-de-France est la première région économique française et la première au niveau mondial.

Ses atouts sont nombreux. Son PIB représente environ un tiers de la richesse nationale et près de 4 % du PIB de l'Union européenne, devant le Grand Londres et la Lombardie. Elle est le premier bassin d'emploi européen et sa main-d'œuvre est hautement qualifiée : elle regroupe 18% de la population nationale, mais près du quart des étudiants nationaux et 35 % des cadres français. Enfin, sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu riche en PME / PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble une forte densité d'entreprises technologiques (grands groupes, PME, start-ups), des pôles de compétitivité de réputation internationale et une des plus importantes concentrations scientifiques et technologiques en Europe, favorisée par des réseaux de communication à haut débit qui permettent aux entreprises de bénéficier de conditions technologiques très favorables à leur essor.

Enfin, l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, ville d'art, d'histoire et de culture, restent très attractifs pour les touristes internationaux. Elle est, depuis plusieurs années, la première région touristique mondiale. En outre, avec 711 000 m² d'espaces d'exposition, Paris se situe au premier rang européen sur tous les critères : nombre de salons accueillis, nombre d'exposants et nombre de visiteurs pour les salons de plus de 200 exposants. Sur le marché mondial (salons de plus de 500 exposants), Paris est au premier rang en termes de nombre de salons et nombre de visiteurs et au cinquième rang en termes de nombre d'exposants.

Pourtant, les performances de l'économie francilienne sont aujourd'hui insuffisantes et très en deçà du niveau de croissance nécessaire pour créer les emplois qui permettront de s'attaquer réellement au chômage, en particulier chez

les jeunes, et à la réduction des inégalités sociales et territoriales qui marquent profondément notre région. Cet affaiblissement est d'autant plus incompréhensible qu'aux côtés de hubs comme Londres, New York ou Shanghai, l'économie francilienne dispose d'une puissance sans égale en France avec près de 12 millions d'habitants et plus de 6 millions d'emplois, 1,3 millions d'entreprises de toutes tailles, près du tiers du PIB et 40 % de la recherche nationale, faisant de l'Ile-de-France une région-monde.

La stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation (i.e. le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation), votée par le Conseil régional après une large concertation en décembre 2016, vise précisément à renverser cette spirale négative pour faire de l'Ile-de-France la région leader et attractive qu'elle peut être, développer la compétitivité des entreprises franciliennes et stimuler l'esprit d'entreprendre et d'innover sur tous les territoires.

Un contexte législatif qui renforce les compétences de la Région en matière de développement économique, de formation professionnelle, d'aménagement et de transport et de tourisme

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a renforcé les compétences régionales.

En particulier la Région est responsable de la définition des orientations en matière de développement économique. Elle a élaboré un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), qui a pour objectif de définir les grands axes de la stratégie régionale en matière de développement économique et la politique d'aides aux entreprises pour les 5 ans à venir. Ce schéma étant prescriptif, il organise l'action des collectivités locales compétentes, des établissements publics et de certains autres acteurs, avec comme fil conducteur la rationalisation des moyens, la coordination des interventions et l'efficacité des actions.

La Région Ile-de-France s'est ainsi dotée d'une stratégie économique globale pour la période 2017-2021 avec l'ambition de renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation. Cette décision s'inscrit dans un contexte historique, marqué à la fois par de formidables opportunités de transformation et de développement, liées au numérique, à la transition énergétique, à la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures, mais aussi par de nombreux défis, qui touchent de près les entreprises et les actifs franciliens : poursuite de la désindustrialisation, accès aux compétences, dépendance aux ressources…

La Région assure également une compétence majeure sur la formation et l'emploi, avec la mise en œuvre des actions de formation professionnelle continue et d'apprentissage, ce qui inclut l'insertion des jeunes en difficulté et les formations en alternance. L'ensemble de ces politiques fait l'objet d'un engagement pluriannuel avec l'Etat dans le cadre du Contrat de plan régional de développement de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP).

La Région, en sa qualité de chef de file de l'innovation, de la recherche et de l'enseignement supérieur, assure l'élaboration d'un Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI) en concertation avec les acteurs et collectivités du territoire. Le SRESRI définit pour la période 2017-2021 les orientations et les priorités en matière d'intervention de la Région et des autres collectivités territoriales dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, en cohérence avec les stratégies nationales de l'État.

La Région est compétente dans le domaine de l'aménagement du territoire et de la mobilité, avec l'élaboration des orientations régionales à travers le Schéma directeur régional pour l'Ile-de-France (SDRIF), et met en œuvre la politique des transports publics à travers le syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF).

La Région, qui jouit d'une compétence partagée avec les territoires en matière de tourisme, prépare son nouveau schéma régional du tourisme et des loisirs

(SRDTL) et met en œuvre sa politique au travers du Comité régional du tourisme (CRT).

En matière de développement durable, la Région met en œuvre un plan régional pour la qualité de l'air, et la loi NOTRe lui a confié la compétence d'élaborer un plan régional de prévention et de gestion des déchets.

La CCI Paris Ile-de-France, acteur majeur pour le développement des entreprises et de la formation et du tourisme en Ile-de-France

Les chambres de commerce et d'Industrie (CCI), établissements publics de l'État, sont pilotées et animés par des chefs d'entreprise bénévoles. La CCI de région Paris Île-de-France, première CCI de France et d'Europe, représentant plus de 650 000 entreprises, au travers de six chambres départementales (Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines) et deux chambres territoriales (Essonne et Seine-et-Marne), est mobilisée aux côtés de tous ceux qui font avancer l'économie régionale. Elle agit concrètement au quotidien pour faire entendre la voix des entreprises – à ce titre elle a rendu un avis sur le projet de SRDEII voté en assemblée générale de la CCI Paris Île-de-France du 8 décembre 2016 -, favoriser leur croissance en Ile-de-France et à l'étranger, en leur apportant des services**.** Elle accompagne 200 000 entreprises et 100 000 porteurs de projets dans leur développement par an, y compris à l'étranger où elle est présente dans 80 pays notamment au moyen d'accords avec les chambres françaises à l'étranger ou par l'intermédiaire de bureaux qui lui sont propres)**,** former avec ses 24 écoles les hommes et les femmes aux défis de demain (30 000 jeunes dont 14 500 apprentis et 30 000 adultes), préparer l'avenir en analysant les données économiques, juridiques et sociales et produisant les études utiles à la prise de décisions des pouvoirs publics. Elle participe, à ce titre, aux grands projets structurants pour l'Ile-de-France tels que le Grand Paris Express, les pôles de Saclay, Roissy, Orly, et anime la première place de congrès et de salons d'Europe. Cette dynamique est portée par l'ensemble des collaborateurs des CCI franciliennes qui par leur action au contact des entreprises et des jeunes s'inscrivent dans des modèles de développement régionaux tels que bilinguisme, co-working et télétravail.

Pour l'ensemble de ces raisons, la CCI Paris Île-de-France est un partenaire privilégié de la Région et s'attache à participer, à ses côtés, à la mise en œuvre efficace des politiques publiques régionales en faveur de la formation, du développement économique, de l'emploi et de l'attractivité au bénéfice des entreprises, des jeunes, des territoires et des Franciliens. Dans le cadre de la loi du 14 mars 2016 et du décret du 27 décembre 2016, les établissements publics qui la composent s'engagent dans une plus forte convergence de leurs actions en tenant compte des spécificités territoriales. C'est dans cet esprit que les trois Chambres s'engagent aux côtés de la Région. Elle déploie son offre de services en cohérence avec la Convention d'objectifs et de moyens (COM) signée avec l'Etat le 22 septembre 2016 qui s'inscrit dans le cadre des orientations nationales pour le réseau de CCI et identifie les actions menées par les chambres en Île-de-France afin de décliner les objectifs convenus avec l'État dans un contexte législatif nouveau avec les lois MAPTAM et NOTRe. Elle est partenaire d'autres acteurs publics et privés concourant au développement et à l'animation des entreprises et des territoires.

Un partenariat structurant entre la Région et la CCI de région Paris Ile-de-France, au service des entreprises et de l'emploi

La Région Ile-de-France entend exercer pleinement ses nouvelles responsabilités en matière de développement économique et d'innovation en fédérant les énergies de tous ses partenaires dans un cadre concerté et coordonné, et en établissant une définition claire des responsabilités de chacun des acteurs dans le respect du principe de subsidiarité.

Par cette convention, la Région Ile-de-France et les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Ile-de-France s'engagent à définir et mettre en œuvre des actions, des objectifs, des moyens et des modalités de suivi pour une collaboration renforcée.

La Région Ile-de-France et les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Ile-de-France s'engagent à œuvrer ensemble pour apporter aux entreprises

franciliennes, aux jeunes et aux adultes, une offre de service à la hauteur des enjeux de la première région économique de France et d'Europe.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de cet engagement commun autour de 4 axes.

Elle s'attache, en application du contrat de plan régional de développement des formations et d'orientation professionnelles (CPRDFOP), à formaliser l'engagement commun de la Région et de la CCI Paris Ile-de-France au service de la formation des jeunes et du développement de l'apprentissage (**axe 1**).

Elle précise, pour chacune des trois grandes orientations du SRDEII (« investir sur l'attractivité de l'Île-de-France », « développer la compétitivité de l'économie francilienne », « développer l'esprit d'entreprendre et d'innover sur tous les territoires »), les objectifs partagés, le rôle et les contributions de chacun, dans son champ de responsabilité respectif (**axe 2**).

Elle précise les conditions de mobilisation conjointe des fonds européens pour les projets franciliens. La CCI Paris Ile-de-France poursuivra sa collaboration avec la Région, autorité de gestion, en tant qu'organisme intermédiaire, dans le sens d'un développement de projets favorables aux entreprises ainsi qu'à la formation des publics (**axe 3**).

Elle précise les modalités de coopération en matière d'études avec pour objectifs de produire une image réelle et fiable de la situation économique de la région capitale, et favoriser la mise en place de dispositifs de politiques publiques répondant aux besoins des entreprises (**axe 4**).

Enfin, elle précise les objectifs, principes généraux et modalités de coopération en matière de communication (**axe 5**).

ARTICLE 1 : CONTENU DES ENGAGEMENTS : LES ACTIONS

AXE 1 - LA FORMATION DES JEUNES ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Orientation 1 : développer quantitativement et qualitativement l'apprentissage dans les CFA de la CCIR

Enjeux :

Les contrats de performance mis en œuvre par la Région Île-de-France correspondent aux engagements historiques des CFA de la CCIR, en termes notamment de développement qualitatif de l'apprentissage.
En janvier 2017, les CFA des CCI de la région Paris Ile-de-France comptaient 12 940 apprentis, représentant 16 % des effectifs apprentis de l'Ile-de-France.
Les formations proposées couvrent tous les niveaux, des classes préparatoires à l'apprentissage (DIMA) au niveau I (Master).
L'appareil de formation des CCI d'Ile-de-France est reconnu pour la qualité de ses résultats mesurés en termes de réussite aux examens (plus de 90 % tous niveaux confondus), d'insertion professionnelle (84 % à 7 mois en 2016 au global et 77.7 % pour l'apprentissage*) ou encore de faible taux de rupture des contrats pendant la formation (inférieur à 10 % contre 25 % en moyenne nationale) [1]
Dans ce contexte, les CCI d'Ile-de-France entendent se mobiliser pour contribuer à l'objectif régional de 100 000 apprentis en 2021.

Objectifs partagés :

La volonté des CFA des CCI d'Ile-de-France **est de :**

- **optimiser les sections d'apprentissage** en réponse aux attentes des entreprises

[1] *Les chiffres concernent la CCI de région Paris Ile-de-France, hors Essonne, Seine-et-Marne et Essec Business School*

- diminuer le coût de formation par apprenti
- diversifier les publics
- développer un accompagnement pédagogique renforcé
- intégrer le numérique au cœur de son système pédagogique
- sécuriser les parcours de formation
- impliquer les professionnels dans la vie de ses établissements
- renforcer les modules d'entrepreneuriat pour l'ensemble des sections.

Dans un souci de flexibilité, et au vu de l'obligation pour les CCI d'adapter en permanence leurs offres de formation aux besoins des entreprises et des territoires, la Région**, dans le cadre d'un dialogue permanent, apportera une attention particulière aux évolutions proposées par le CFA de l'offre de formation en apprentissage avec un double objectif d'équilibre de la carte des formations professionnelle initiale et de pérennité.**
Les CCI d'Ile-de-France et la Région se donnent pour objectif une augmentation de 3000 apprentis qui sera décomposée dans le cadre des contrats de performance.

S'agissant du CFA de la CCI Paris Ile-de-France, 2000 apprentis supplémentaires sont attendus, dont 1200 sur les niveaux 3,4 et 5 considérés comme prioritaires par la Région. L'atteinte de cet objectif repose préalablement sur :
- l'accueil de nouveaux apprentis sur les formations existantes
- l'ouverture dès la rentrée 2017 de nouvelles sections de formation correspondant aux besoins des entreprises et aux projets des jeunes, s'inscrivant pleinement dans les objectifs de la carte des formations initiales.

La Région tiendra compte dans son financement de la collecte de taxe d'apprentissage des CFA, notamment sur les formations des premiers niveaux structurellement moins financées par les employeurs à ce titre que celles des niveaux supérieurs. Le dialogue de gestion deviendra de fait un instrument de régulation vis-à-vis des objectifs et des résultats. Il permettra de faire évoluer le coefficient de prise en charge si nécessaire.

Concomitamment la CCI Paris Ile-de-France s'engage pour son CFA à réduire le coût moyen global par apprenti de ses formations actuelles d'au moins 7% à l'horizon 2021 par rapport aux coûts de formation 2015.

Indicateurs :

- nombre d'apprentis dans les CFA de la CCIR
- part des apprentis sur les formations de niveau 5,4 et 3 par rapport au nombre total d'apprentis de la CCIR
- coût moyen de l'apprenti

En ce qui concerne les opérations d'investissements, sont identifiés à ce stade les projets suivants :

Les opérations immobilières identifiées :

- Construction d'un nouveau bâtiment pour l'ITESCIA à Cergy, pour un montant de **7,5 M€** maximum attendu de la Région,
- 2 projets d'investissements travaux pour une participation financière prévisionnelle de la Région totale de **400 K€** sont en cours de finalisation (Ferrandi Paris : 283 K€ et 115 K€)
- ~~-~~ Mise en sécurité du CFA de la CCIT77 (UTEC) pour un montant total de **1 040 k€, sous réserve de l'application des recommandations de l'audit régional relatif à ce CFA.**
- Mise aux normes de l'IFA Chauvin en concordance avec le projet de développement de l'établissement et la volonté de la Région d'accueillir un nombre plus important d'apprentis infra bac (chiffrage en cours).
- Mise à l'étude de la demande de financement (1,2 M €) du centre de formation « usine du futur » porté par la FDME sur son site de Bondoufle.

Les opérations couvrant des renforcements et renouvellement d'équipements pédagogiques identifiées :

- CFI : 164 K€,

- ESIEE Paris : 258 K€,
- Gobelins : 400 K€,
- Filières industrie : 136 K€,
- ITESCIA : 95 K€,
- L'EA : 169 K€

Soit 6 dossiers d'investissements **pour 1,2 M€** de subvention de la Région.
La Région s'engage, dans le respect de ses règles d'intervention, sous réserve de l'approbation de son assemblée délibérante et de la disponibilité des crédits, à cofinancer ces investissements. La région pourra également cofinancer d'autres opérations directement en lien avec la modernisation des équipements et/ou la croissance des effectifs d'apprentis.

S'agissant de l'utilisation des reliquats de Taxe d'Apprentissage, ils peuvent être utilisés de manière discrétionnaire par les trois CFA concernés pour des opérations d'investissement hors immobilier, dans la limite de 200 k€ par an et par CFA.

Orientation 2 : Renforcer le dialogue sur la collecte et la répartition de la taxe d'apprentissage – fiabiliser l'enregistrement des contrats d'apprentissage

Enjeux :

L'année 2016 a été la première année d'activité de l'OCTA inter-consulaire Île-de-France qui regroupe les Chambres de commerce et d'industrie, les Chambres de métiers et de l'artisanat et les Chambres d'agriculture. Ce nouvel OCTA intervient dans un paysage de collecte où le nombre des opérateurs est fortement réduit, mais sera confronté à plusieurs inconnues.
Malgré la concurrence des OPCA, si la CCI Paris Ile-de-France a, en 2016, stabilisé sa collecte, elle est cependant confrontée à une baisse de ses fonds libres pour l'apprentissage de près de 4 M€. Dans ce contexte, la CCI Paris Ile-de-France a engagé une concertation avec la Région pour la répartition de ces

fonds. A l'issue de celle-ci 750 K€ ont été affectés sur demande de la Région à des CFA hors réseau CCI.
Par ailleurs, la CCI est l'un des principaux opérateurs en matière d'enregistrement des contrats d'apprentissage. La direction concernée de la CCI de région Paris Ile-de-France bénéficie d'une double certification. Les données concernées sont stratégiques pour permettre un pilotage fin de la politique d'apprentissage, notamment le contrat de performance développé par la Région pour les CFA.

Objectifs partagés :

- Instaurer pour les formations en apprentissage un dialogue sur la collecte et la répartition de la taxe d'apprentissage
- Optimiser la convergence entre l'enregistrement des contrats d'apprentissage et la base Ariane administrée par la DGEFP.

Actions :

- La convention doit permettre, au vu des résultats de collecte de la CCI Paris Ile-de-France et de ses contraintes budgétaires, de **définir par des échanges réguliers, la part de quota d'apprentissage fonds libres à affecter sur demande de la Région et celle permettant d'assurer le financement des actions liées à l'orientation.**
- **Les services de la Région et de la CCI Paris Ile-de-France collaboreront pour déterminer comment faciliter la vérification de la validité des informations renseignées sur les contrats d'apprentissage et leur cohérence avec les tables de référence de la base Ariane.**

Indicateurs :

Part du quota d'apprentissage sur fonds libres affectée sur demande de la Région

Orientation 3 : Soutien à l'effort de formation des demandeurs d'emploi

Objectifs partagés :

La Région Île-de-France souhaite évoluer vers une évolution de son effort de formation pour proposer aux demandeurs d'emploi des formations toujours mieux adaptées aux emplois non pourvus en Île-de-France, notamment dans l'informatique et les services à la personne.

Action :
Participer, **dans le cadre des appels d'offres lancés par la Région, et dans le respect des dispositions des règles des marchés publics, à l'effort de formation**.

Parmi les dispositifs/projets à soutenir :

La CCIR prévoit de candidater sur plusieurs champs :

- **Formation de demandeurs d'emploi ;**
- **Accompagnement de demandeurs d'emploi ;**
- **Et tous les dispositifs que serait amené à mettre en place le conseil régional dans le cadre de ses compétences en matière de formation et d'emploi.**

Indicateurs :

Nombre de demandeurs d'emploi accompagnés ou formés

Orientation 4 : rendre plus lisibles les dispositifs d'orientation professionnelle

Enjeux :
La loi du 5 mars 2014 confie aux régions la mise en place et l'animation du service public régional d'orientation. Les travaux d'intérêt commun aux membres du SPRO se déroulent dans le cadre de la Commission SPRO du CREFOP. La

feuille de route de cette commission et le CPRDFOP fixent les priorités et actions communes pour les prochaines années.

Objectifs partagés :

Les CCI d'Île-de-France et la Région s'accordent pour renforcer la qualité et la lisibilité du service offert aux Franciliens, au niveau régional et dans le cadre des bassins d'emploi.

Actions :

Les actions proposées dans la présente convention résultent de ce cadre général et prescriptif :

1/ La CCI Paris Ile-de-France participe aux actions de mise en réseau et d'animation du SPRO proposées par la Région afin d'assurer une coordination des interventions franciliennes.

2/ La Région soutient les demandes d'habilitation des services d'orientation consulaires à percevoir de la taxe d'apprentissage.

3/ Par ses actions et sa participation aux programmes d'actions partagés, les CCI de Paris Île-de-France veillent à assurer une plus grande lisibilité du service offert aux Franciliens.

4/ L'approche territorialisée du SPRO est promue dans le cadre des actions conduites à l'échelle des bassins d'emploi.

5/ Une attention particulière est portée à la professionnalisation des acteurs de l'orientation compte tenu des modifications apportées par la loi.

Dans le cadre de la politique régionale d'orientation, il est proposé à la Région d'étudier le développement de l'usage et l'accompagnement de la place des métiers, structure portée par la CCIT 77.

Indicateurs :

- Nombre d'actions/manifestations de promotion des métiers
- Nombre de jeunes informés/sensibilisés ou accompagnés

Orientation 5 : Enseignement supérieur

Enjeux :
L'enseignement supérieur et la recherche représentent un enjeu majeur pour la région Île-de-France. Avec 26 % des étudiants et 40 % de l'effort de recherche national, notre territoire est l'un des premiers pôles mondiaux du savoir.

En sa qualité de collectivité territoriale « chef de file » en matière de recherche et d'enseignement supérieur, la Région est chargée d'élaborer en concertation avec les acteurs et collectivités du territoire son Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI).

Couvrant la période 2017-2021, ce schéma a vocation à constituer le cadre de référence des orientations et priorités d'intervention de la Région, en cohérence avec les stratégies nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche et en articulation avec les autres schémas structurants régionaux (notamment la SRDEII et le CPRDFOP).

Ainsi, l'ambition du SRESRI est de tracer les orientations stratégiques de la Région en faveur de la mobilisation du potentiel de recherche et de formation, aujourd'hui sous-optimisé, afin de renforcer le rayonnement scientifique mondial de l'Ile-de-France et son développement économique en s'appuyant sur l'offre de formation tout au long de la vie, la qualité de la recherche, le développement de l'innovation et du transfert de technologie.

Objectifs partagés :

Dans la perspective de son adoption prévue d'ici à septembre 2017, la Région et la CCI Paris Ile-de-France se rapprocheront durant la phase de concertation afin d'identifier les actions prioritaires qui pourraient être menées en partenariat en faveur du renforcement du potentiel de recherche et de formation de l'Île-de-France.

Orientation 6 : Autres orientations communes

La Région souhaite conduire une réflexion avec les CCI d'Ile-de-France concernant le renforcement de leur dispositif de formation par le développement de partenariats avec d'autres écoles afin de rechercher des effets positifs de groupement et augmenter la valeur ajoutée des établissements.

AXE 2- LE DÉVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES ET DES TERRITOIRES

En tant qu'acteur de proximité reconnu auprès des entreprises franciliennes, la CCI Paris Ile-de-France sera pleinement associée à la mise en œuvre du SRDEII et participera à ses instances de gouvernance : la conférence stratégique, dont le rôle est de faire le point sur l'état d'avancement du déploiement opérationnel du schéma et d'arbitrer de grandes questions de politique de développement économique, et le comité des partenaires, qui sera le lieu technique d'articulation des interventions entre les différents acteurs, de formulation de propositions, d'analyse et de suivi.

Orientation 1 : Investir sur l'attractivité de l'Île-de-France

Objectif 1.1: attirer les entreprises, investisseurs et talents en Île-de-France

1.1.1 Développer et mettre en œuvre une stratégie d'attractivité autour d'une marque commune

Enjeux :

L'Ile-de-France, région économiquement puissante, s'appuie sur une combinaison d'atouts nombreux et différenciants (densité et qualité des infrastructures, richesse des compétences humaines, qualité de l'offre de formation, taille du marché, dynamisme de l'environnement d'affaires, etc.) lui permettant de bénéficier d'une attractivité plurielle. Toutefois, la multiplicité des actions de promotion internationale et la diversité des éléments de langage utilisés pour valoriser le territoire francilien renvoient l'image d'une région confuse auprès des décideurs étrangers et nuisent à son image. Il est donc essentiel qu'une stratégie régionale d'attractivité (pays, investissements, cibles, élaboration du discours sur les atouts de la Région) soit définie par la Région, en lien avec le Comité francilien de l'attractivité.

Dans ce cadre, la Région définira une stratégie d'attractivité autour de la marque commune « Paris Region ». Paris Region Entreprises (PRE), l'agence régionale d'attractivité, assurera la mise en œuvre coordonnée de cette stratégie conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec la Région et en associant les acteurs publics et privés pertinents, notamment la CCI Paris Ile-de-France. La chaîne de valeur de l'attractivité (cf. annexe n°1) issue du SRDEII précise la répartition des rôles entre les acteurs sur cette thématique.

Objectifs partagés :

- définir et mettre en œuvre une stratégie régionale d'attractivité avec pour objectif de faire de la Région Ile-de-France la première région économique du monde ;
- faire croître de façon significative les investissements directs étrangers en Ile-de-France, notamment ceux fortement créateurs d'emplois ;
- améliorer l'image de la région auprès des décideurs étrangers, rendue trop confuse par la multiplicité des actions de promotion internationale et la diversité des éléments de langage utilisés pour valoriser le territoire francilien ;
- assurer une répartition claire des rôles entre les acteurs comme indiquée dans la chaîne de valeur de l'attractivité (cf. annexe n°1).

Actions :

Les enjeux et les objectifs ci-avant ne pourront être atteints sans la mobilisation importante de la CCI Paris Ile-de-France. La Région s'engage à associer la CCI Paris Île-de-France à la définition de la stratégie régionale d'attractivité, et PRE à sa mise en œuvre. Cette participation sera valorisée par la Région dans ses actions de communication sur le dispositif.

Dans ce cadre, la CCI Paris Île-de-France s'engage à :

- utiliser la marque Paris Region dans la dénomination de ses bureaux à l'étranger et les éléments de langage associés pour les actions de promotion de l'Ile-de-France ;
- participer au guichet unique « Choose Paris Région » ;

- appuyer PRE dans la politique d'endossement de la marque Paris Region par les entreprises franciliennes (notamment les grands comptes) ayant des actions à l'étranger afin d'en faire des ambassadeurs de l'Ile-de-France.;
- informer PRE des délégations d'acteurs économiques de pays étrangers qu'elle reçoit, qui peuvent être utiles à la mission de l'Agence régionale et construire avec PRE les business tours dédiés à ces délégations

La Région et la CCI Paris Île-de-France s'engagent à créer les conditions d'un partenariat renforcé entre PCE, PRE et Paris Europlace. Un travail en commun sera opéré rapidement pour trouver les modalités juridiques et financières de ce rapprochement.

Objectif 1.2: accroître l'internationalisation des entreprises

1.2.1 Proposer une offre globale d'accompagnement à l'internationalisation des start-up, TPE et PME

Enjeux :

Pour les entreprises franciliennes qui ont un projet ou un potentiel à l'export, l'offre d'accompagnement est insuffisamment lisible, de nombreux acteurs publics et privés proposant des offres similaires ou très proches dans leur contenu. Une démarche d'optimisation a été engagée depuis deux ans dans le cadre du Plan régional d'Internationalisation des Entreprises (PRIE), dont la CCI Paris Ile-de-France est un acteur majeur, qui s'appuie sur un meilleur ciblage des entreprises à accompagner. La Région engagera dès 2017, en partenariat avec la CCI Paris Ile-de-France, un nouveau PRIE, très opérationnel et concret dans ses modalités et les résultats attendus, pour répondre aux à ces défis toujours présents d'une offre de services coordonnée.

Par ailleurs, l'Association des CCI de France comme la Région Ile-de-France, ont des accords avec Business France, en matière d'accompagnement d'entreprises à l'international. Des synergies doivent être trouvées en Ile-de-France entre la Région, Business France et les réseaux consulaires pour viser, de façon plus cohérente, des marchés-cibles et des filières prioritaires partagés, en y associant les pôles de compétitivité compétents.

Objectifs partagés :

- faire croître le nombre d'entreprises exportatrices en Ile-de-France ;
- pour les entreprises disposant d'une première expérience probante à l'international, les aider à se doter d'une stratégie et de moyens solides et durables ;
- proposer une offre de services régionale claire, lisible et accessible aux entreprises pour simplifier, accélérer et sécuriser leurs parcours à l'international ;
- coordonner les interventions des acteurs (cf. annexe n°2 : chaîne de valeur de l'internationalisation issue du SRDEII).

Actions :

La Région s'engage à associer étroitement la CCI Paris Île-de-France, acteur de premier rang sur cette thématique, à l'élaboration et au déploiement du prochain Plan Régional d'Internationalisation des Entreprises (PRIE).

Dans ce cadre, la CCI Paris Île-de-France s'engage à :

- articuler ses interventions avec les autres partenaires du PRIE selon les orientations du SRDEII (annexe n°2) ;
- accroître le volume des entreprises accompagnées dans leur internationalisation ;
- être au cœur des opérations de sensibilisation des entreprises franciliennes en maillant l'ensemble de l'Ile-de-France par des réunions d'information territorialisées en direction des dirigeants franciliens ;

- porter systématiquement à la connaissance des entreprises accompagnées les solutions adaptées à leurs besoins proposées par les partenaires et faciliter leur mise en relation. Il s'agira en particulier des aides régionales (TP'up, PM'up, etc.) et des actions des bureaux de Business France et des réseaux des Chambres de commerce françaises à l'étranger pour établir des partenariats commerciaux à l'étranger (hors, le cas échéant, Brésil, Chine, Inde et Russie où elle dispose de ses propres bureaux).

Orientation 2 : Développer la compétitivité de l'économie francilienne

Objectif 2.1: faire grandir les TPE-PME en Île-de-France

2.1.1 Renforcer l'accompagnement des dirigeants de petites entreprises dans leur développement et proposer une offre de financement lisible et coordonnée

Enjeux :
Les dirigeants de TPE n'ont pas accès (ou n'ont pas le réflexe de s'adosser) à des conseils externes pour inscrire leur entreprise dans une perspective de croissance. Pourtant, les enjeux sont nombreux, tant pour l'entreprise (accès aux compétences, transformation numérique, modernisation de l'outil de production, …), que pour la création d'emplois. En outre, l'offre de conseil et d'appui aux dirigeants de TPE est dispersée et ne propose pas suffisamment de garantie de professionnalisme pour des dirigeants aux moyens limités.

La Région s'engage à déployer dans chaque bassin d'emploi des « guichets actifs » organisés en réseau, dont le rôle sera d'aller au contact des entreprises qui méconnaissent les appuis dont ils pourraient bénéficier, et de leur proposer une orientation qualifiée.

Objectifs partagés :

- améliorer l'accompagnement des dirigeants, en particulier des petites entreprises, en leur faisant bénéficier de l'expertise de leurs pairs;

- structurer une offre d'accompagnement et d'appui lisible pour les dirigeants de TPE
- rendre plus lisible et plus simple d'accès l'offre aux entreprises dans le cadre des bassins d'emploi, grâce notamment à l'action des guichets actifs ;
- donner une information qualifiée à tout type d'entreprise sur les aides et les opportunités existantes.

Actions :

Les CCI d'Île-de-France s'engagent à développer la mission d'accompagnement des dirigeants en lien avec les « guichets actifs » mis en place dans chacun des bassins d'emploi en sa qualité d'organisme en interface avec les entreprises.

Les actions qui lui incombent consistent dès lors à :

- Sensibiliser et détecter les besoins d'aide et d'appui des entreprises et des porteurs de projet ;
- informer ces entreprises sur l'offre de services adaptée ;
- appuyer les dirigeants dans la constitution de demandes d'aide et les orienter vers le prestataire le plus pertinent ;
- suivre les entreprises dans la durée.

A travers ces actions, les CCI d'Île-de-France veilleront en particulier à :

- favoriser la mobilisation des aides régionales par les entreprises franciliennes ;
- appuyer la mobilisation des financements européens disponibles par les entreprises franciliennes via notamment son programme Enterprise Europe Network ;
- renforcer l'accès des TPE/PME à la commande publique en s'appuyant sur sa plateforme des investissements du Grand Paris « CCI Business » qui sera interfacée avec la plateforme des marchés publics franciliens du GIP Maximilien. Les modalités de cet interfaçage (une page dédiée sur chacun des sites internet renvoyant vers l'autre plate-forme) seront discutées avec cet organisme.

Les CCI d'Île-de-France s'engage également à accompagner les dirigeants dans la croissance de leur entreprise en :

- œuvrant à la constitution de clubs d'entreprises dans chacun des bassins d'emploi en s'appuyant notamment sur les réseaux PLATO ;
- accroissant l'offre de mentorat entrepreneurial dispensé par l'Institut du mentorat entrepreneurial (IME) et poursuivre le développement de l'Ecole des managers (EDM). Il s'agira en particulier de favoriser l'accès aux bénéficiaires d'aides régionales (PM'up) à cette offre de mentorat entrepreneurial.

2.1.2 Soutenir la transformation numérique et écologique des TPE/PME

Enjeux :

Les transformations numériques et écologiques impactent fortement les modèles économiques des entreprises. Une stratégie dans ces domaines est une condition impérative pour aider à leur développement, mais celles-ci ont parfois besoin d'une méthodologie et d'un accompagnement afin de cibler les déterminants d'une intégration numérique et écologique réussie. Une sensibilisation des dirigeants devra être développée à grande échelle en direction du tissu de dirigeants de TPE, à l'échelle des bassins d'emploi, à l'instar des actions conduites par la CCI Paris Ile-de-France à travers son offre «Les digiteurs». Les aides régionales TP'up ou PM'up pourront être mobilisées par les dirigeants pour les accompagner dans leur projet de transformation.

Objectifs partagés :

- sensibiliser les dirigeants aux enjeux et opportunités inhérents aux transformations numériques et écologiques ;
- accompagner les dirigeants dans l'évolution numérique et écologique de leur entreprise ;

  -moderniser l'outil industriel francilien et promouvoir de nouveau usages industriels ou modèles d'affaires.

Actions :

La CCI Paris Île-de-France s'engage à renforcer son offre « Les digiteurs » à destination des entreprises franciliennes et à poursuivre les actions régionales et les expérimentations territoriales ou départementales dans le domaine de la transition énergétique et du développement durable (performance énergétique, économie circulaire…).

2.1.3 Définir et mettre en œuvre une politique en faveur de la transmission/reprise des TPE/PME franciliennes

Enjeux :

La Région et la CCI Paris Ile de France considèrent que la transmission/reprise est un enjeu essentiel de maintien de l'emploi et de l'activité économique francilienne. Une politique régionale ambitieuse dans ce domaine sera proposée en 2017, en lien étroit avec l'ensemble des professionnels, notamment la CCI Paris Île-de-France.

Objectifs partagés:

- assurer un suivi des cessions et reprises en Ile-de-France ;
- anticiper les cessions d'entreprises ;
- informer les cédants et repreneurs potentiels ;
- accompagner les cédants et repreneurs dans leurs démarches de vente – achat.

Actions :
La Région et la CCI Paris Île-de-France mettront en place un observatoire partagé de la transmission des petites entreprises en Île-de-France dont l'objectif sera d'identifier et de hiérarchiser les cibles prioritaires selon les secteurs d'activité, les territoires et les emplois, ainsi que d'évaluer les résultats des

actions conduites. Cet observatoire s'inspirera notamment des actions engagées dans les Hauts-de-France et des outils développés avec l'Etat.

La CCI Paris Île-de-France s'engage par ailleurs à :

- conduire une action de sensibilisation à la transmission auprès des cédants potentiels, bien avant l'âge de la retraite des dirigeants, en fonction des priorités stratégiques locales ;
- offrir un parcours de formation des potentiels repreneurs en mobilisant notamment l'Ecole des managers.
- promouvoir l'offre d'expertises proposée par les principaux acteurs agissant sur les territoires dans le cadre des réseaux d'appui à la transmission et reprise d'entreprises.

2.*1.4 Accompagner les entreprises dans leurs actions en matière d''innovation*

La Région Ile-de-France a pour ambition de devenir un hub mondial de l'innovation au service des entreprises, via plusieurs axes :

- le soutien aux grands lieux d'innovation,
- l'accompagnement spécifique des porteurs de projet et des entreprises à fort potentiel de croissance,
- l'appui au financement et à la mise sur le marché des innovations,
- le développement de l'innovation ouverte, etc.

La Région travaillera en lien avec les CCI d'Ile-de-France pour identifier des projets innovants dans les entreprises.

A ce titre, des actions collectives de développement de réseaux et de mise en relation (PLATO…), des actions d'information, des projets spécifiques (numérisation des entreprises des entreprises industrielles, impression 3D…) pourront nourrir les déclinaisons opérationnelles de la stratégie régionale.

Orientation 3 : Développer l'esprit d'entreprendre et d'innovation sur tous les territoires

Objectif 3.1: accompagner la création d'entreprises et le développement de l'entrepreneuriat

3.1.1 Développer une politique de sensibilisation à l'entrepreneuriat

Enjeux :

30% des Français envisagent de créer ou reprendre une entreprise un jour, dont 35% souhaitent le faire à court terme, dans les 2 ans (sondage réalisé en déc. 2012 par l'institut « Think » pour l'Agence France Entrepreneurs (AFE) et le CERFRANCE). Le désir d'entreprendre est particulièrement fort chez les jeunes, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Objectifs partagés :

La Région s'engage à associer courant 2017 la CCI Paris Île-de-France à la définition et mise en œuvre d'une nouvelle politique régionale de sensibilisation à l'entrepreneuriat en direction de trois cibles principales : les jeunes (lycéens, étudiants et apprentis), les femmes et les séniors en deuxième partie de carrière. D'un point de vue territorial, une priorité sera donnée aux quartiers en politique de la ville et aux territoires ruraux à l'échelle des bassins d'emplois.

Cette nouvelle politique régionale se déclinera autour d'un plan d'action précis avec des objectifs mesurables. A titre d'exemples, des actions de participation à des salons, de sensibilisation en milieu scolaire (collèges, lycées, CFA), d'actions événementielles pourront être proposées.

3.1.2 Accompagner les projets des créateurs et des repreneurs, et coordonner l'appui à l'échelle des bassins d'emploi

Enjeux :

L'Île-de-France est la 1ère région de France en nombre de créations d'entreprises (27 %), très loin devant les autres régions : 143 600 entreprises créées en Île-de-France en 2015. Toutefois, les entreprises franciliennes créées sont plus fragiles qu'ailleurs en France. Les entreprises créées ne génèrent pas de création d'emploi au démarrage. 6 entreprises créées sur 7 le sont sans l'embauche de salariés. Au-delà, le taux de pérennité des entreprises créées en Île-de-France est plus faible que la moyenne française avec un taux de pérennité à 5 ans de 49,3 % contre 52,9 % à l'échelle nationale.
Toutefois, ce taux de pérennité atteint 80 % à 5 ans lorsque l'entrepreneur est accompagné. L'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprise est donc un enjeu crucial pour le tissu économique francilien et l'emploi.

Objectifs :

Dans le cadre de la refonte en 2017 de sa politique d'accompagnement à l'entrepreneuriat, la Région s'engage à bâtir une offre de service de proximité, lisible et coordonnée du parcours d'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprises. Cette nouvelle offre mettra en complémentarité et en synergie les interventions de l'ensemble des acteurs franciliens compétents, notamment la CCI Paris Île-de-France. Cette offre d'accompagnement en amont et en aval de la création d'entreprise, se déploiera de manière opérationnelle à l'échelle des bassins d'emplois et s'appuiera sur l'ensemble des réseaux compétents dont la CCI Paris Île-de-France.

Actions :

La CCI Paris Île-de-France s'engage à articuler ses actions de soutien et d'accompagnement à l'entrepreneuriat avec l'ensemble des acteurs intervenant sur ce champ afin de s'inscrire dans un parcours d'accompagnement lisible et structuré au sein de chacun des bassins d'emplois.

3.1.3 Créer des espaces dédiés à l'activité économique (espace de coworking, show-room, etc.)

Enjeux :

Afin d'accompagner le développement des activités économiques sur l'ensemble du territoire régional, il apparaît impératif de disposer d'une offre de proximité, sur l'ensemble de l'Ile-de-France, de qualité et répondant aux nouvelles pratiques de travail.

Objectif :

Mailler de façon optimale l'ensemble du territoire régional, y compris les territoires ruraux et les quartiers en politique de la ville, de nouveaux lieux d'accueil des porteurs de projets entrepreneuriaux, des entreprises déjà créées, des salariés (en télétravail) et des travailleurs indépendants.

Actions :

Dans le cadre des parcours résidentiels des entreprises, les entrepreneurs ont besoin d'espaces variés et complémentaires dédiés à l'entrepreneuriat.

La CCI Paris Île-de-France pourra participer au maillage du territoire en proposant des solutions de lieux adaptés aux attentes des entrepreneurs (espace de coworking, show-room, etc.), qu'elle pourra exploiter directement. La priorité sera donnée aux territoires non couverts par une offre existante. Ces lieux doivent avoir un dimensionnement significatif et une taille critique, un lien avec au moins une des filières stratégiques du SRDEII, un programme d'accompagnement des entrepreneurs, une mise en réseau (avec d'autres lieux) et une notoriété potentielle forte.

Objectif 3.2: favoriser la diversité de l'économie francilienne

3.2.1 Soutenir et accompagner la dynamique et les mutations du commerce sur l'ensemble du territoire francilien

Enjeux :

La Région soutient et accompagne la dynamique et les mutations du commerce francilien. Elle met en œuvre à ce titre trois principaux outils : le fonds quartiers pour soutenir le développement de projets de commerces dans les quartiers politique de la ville, l'aide TP'up et les dispositifs relatifs à l'aide aux commerçants en milieu rural.

Objectifs :

- contribuer au maintien et à l'amélioration de la qualité de vie, du lien social et du caractère hospitalier de tous les territoires franciliens ;
- encourager l'émergence et la structuration de nouvelles formes d'économies à fort potentiel d'emploi ;
- stimuler la création d'activités économiques dans les territoires fragilisés (quartiers prioritaires de la politique de la ville, zones rurales).
- élargir l'acquisition de la langue anglaise dans les activités économiques d'Ile-de-France pour répondre en particulier aux besoins touristiques.

Actions :

Les CCI d'Île-de-France favorisent la diversité de l'économie francilienne au moyen d'une action renforcée en faveur du commerce. A ce titre, elle vise à :

- sensibiliser les commerces et détecter les besoins d'aide et d'appui des entreprises et des porteurs de projet.
- relayer auprès des entreprises l'information sur les aides régionales mobilisables.
- informer et orienter ces entreprises et commerces sur l'offre de services adaptée.
- accompagner les commerçants dans le développement du bilinguisme et des pratiques digitales.
- inclure les acteurs du commerce dans la stratégie globale d'attractivité touristique et développer la performance des entreprises du secteur du tourisme.

Orientation 4 : Œuvrer en faveur d'une région multilingue et de l'initiative « Smart Region »

La Région Ile-de-France souhaite lancer en 2017 une initiative pour faire de la région Ile-de-France la première « smart region » d'Europe. La CCIR Paris Île-de-France souhaite intégrer cette initiative. Cela pourra se décliner sous différentes formes : candidatures aux dispositifs de formation, partage de données sur la plateforme régionale qui serait mise en place (exemple : géolocalisation des commerces), notamment.

Par ailleurs, dans l'objectif partagé d'œuvrer en faveur d'une Région multilingue qui parle parfaitement anglais, des actions pourront être déployées en commun.

L'ensemble des actions de l'axe 2 fera l'objet d'indicateurs qui permettront de favoriser le pilotage des actions et d'en mesurer l'efficacité. Les services de la Région et de la CCI Paris Ile-de-France élaboreront conjointement ces outils d'évaluation de l'efficacité des actions avant la fin du 1er semestre 2017.

AXE 3 - MOBILISATION EN FAVEUR DE L'UTILISATION DES FONDS D'INTERVENTION EUROPÉENS POUR LES PROJETS FRANCILIENS

La coopération de la CCI Paris Ile-de-France et de la Région vise deux objectifs :

- une captation optimale des fonds européens via la massification des opérations et des projets initiés par la CCI, au regard de son cœur de métiers et de son socle d'interventions en faveur des entreprises et de la formation des publics, mais aussi via l'accompagnement des porteurs de projets franciliens ;

- la performance globale, via la réalisation de projets et/ou d'opérations répondant aux besoins des entreprises, des publics et des territoires d'Ile-de-France, favorisant ainsi la bonne consommation des fonds structurels.

La CCI Paris Ile-de-France poursuivra sa collaboration avec la Région, autorité de gestion, en tant qu'organisme intermédiaire.
A cet effet, elle confortera les actions menées en partenariat avec la Région en orientant l'intervention du fonds social européen et du fonds européen de développement régional qu'elle gère sous forme de subvention globale, vers :

- La création et/ou la reprise d'entreprises,

- Actions collectives de soutien à la croissance des PME, notamment dans le secteur de la S3 en termes de : développement international, financement de la conversion écologique et sociale, compétences, stratégie de développement, analyse et conseil, compétitivité à l'échelle européenne et internationale, lien grand groupe / PME, financements

- Aide à de nouveaux projets de création, développement et diffusion d'outils, services et contenus numériques, notamment dans les domaines stratégiques de la S3. (cf. axe 7 – OS 11)

- Soutien aux nouveaux modes de travail collaboratif s'appuyant sur les technologies numériques (télécentres, travail à distance, espaces de coworking, fablabs, médialabs…) conformément au POR. (cf. axe 7 – OS 11)

- Aide aux projets d'innovation numérique en faveur de l'éducation. (cf. axe 7 – OS 11)

- Le financement de projets d'investissement structurants par la création de plateformes mutualisées, par exemple des démonstrateurs et leurs expérimentations in vivo / in situ destinés à l'accueil des entreprises prioritairement dans les domaines d'intérêt majeur de la SRI-SI - Il s'agit d'une priorité donnée et non d'une exclusivité (cf. fiche action avenant axe 6 – OS9);

- Prévenir et réduire le décrochage scolaire : actions en faveur de la diminution des sorties sans qualification des jeunes de moins de 25 ans, en articulation avec l'axe 1 - orientation 1 - du projet de convention.

- Les projets en faveur de l'employabilité des Franciliens sans emploi, en articulation avec l'axe 1 - orientation 3 - du projet de convention.

Par ses actions, la CCI Paris Ile-de-France participera aux objectifs de consommation efficace des fonds délégués par l'Union Européenne à la Région.

La CCI Paris Ile-de-France collaborera également avec la Région :

- dans la promotion des Programmes d'action communautaire;

- l'accompagnement des porteurs de projets en lien avec le service des développeurs de la direction des affaires européennes du Conseil Régional Île-de-France, en particulier sur « Horizon 2020 » - et le programme pour la compétitivité des entreprises et les P.M.E. (Cosme).

- à l'élaboration et à la consolidation d'accords de coopération mis en place au titre des programmes européens (Interreg, Erasmus+, Horizon 2020…).

AXE 4 - COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ÉTUDES

La CCI Paris Île-de-France propose, dans le cadre d'un travail avec les services du conseil régional, une coopération dans un double objectif :

- Contribuer à produire une image réelle et fiable de la situation économique de la région capitale.
- Favoriser des dispositifs de politiques publiques en réponse aux besoins des entreprises.

La CCI Paris Île-de-France dispose d'un centre d'observation économique (CROCIS) qui traite et analyse les données de la région et publie trimestriellement un tableau de bord de conjoncture ainsi que des études sur la démographie d'entreprises (création, transmission), sectorielles et de benchmark. Elle possède également, en raison de sa mission consultative régionale et nationale, une expertise dans l'examen des politiques publiques donnant lieu à des prises de position de ses élus. En qualité de personne publique associée, elle intervient notamment dans le cadre des procédures d'urbanisme (SCOT, PLUI, PLU…).

Outre la contribution au suivi de la mise en œuvre du SRDEII, et le partage de savoir-faire en matière de veille et d'informations économiques, la CCI Paris-Île-de-France propose :

De contribuer à produire une image réelle et fiable de la situation économique de la région capitale sur la durée de la mandature, déclinée en trois actions :

- Action 1 - Participer au diagnostic territorial des 24 bassins et à l'élaboration des mesures à mettre en œuvre pour soutenir leur développement.

- Action 2 - Produire les données, études économiques et enquêtes en collaboration avec l'IAU, qui assurent à la Région Île-de-France une

connaissance fine de la dynamique économique à moyen terme de son territoire.

- Action 3 - Engager une réflexion sur l'évolution de la publication "Les chiffres clés" réalisée par le CROCIS en partenariat avec l'IAU et l'INSEE.

Pour la durée de la convention, la CCI Paris Île-de-France et la Région Île-de-France se coordonneront chaque fin d'année sur leur programme d'études respectif et décideront de travailler à la réalisation d'études communes.

Pour 2017, à titre d'exemple, la CCI Paris Île-de-France propose d'examiner les possibilités d'un travail partenarial sur les sujets suivants :

- Analyser le risque de fragilisation des zones d'activités économiques, notamment celles éloignées du Grand Paris Express, et proposer des leviers d'action pour soutenir leur développement ou leur transformation.

- Analyser les freins des entreprises à participer aux salons professionnels en Île-de-France. Proposer des actions leur permettant de bénéficier des retombées économiques des salons franciliens et contribuer à leur premier pas à l'export grâce à leur participation aux salons professionnels.

- L'économie circulaire est un enjeu à la fois économique et d'aménagement du territoire. Dans la perspective voulue par la Région, d'une région "zéro déchet", analyser le potentiel en matière d'écologie industrielle et territoriale (EIT) lié à la gestion des déchets des entreprises en Île-de-France DF, notamment des déchets du BTP.

Par ailleurs, la CCI Paris Ile-de-France et l'IAU disposent de données économiques. Elles s'assureront de la complémentarité de ces données et

veilleront à éviter les doublons. Une réflexion sera lancée pour disposer d'une plateforme commune d'informations économiques partagées.

Enfin, la CCI Paris Ile-de-France et la Région, soucieuses du développement de la *smart city*, mèneront des études spécifiques dans ce domaine :

- rapprochement des entreprises et des collectivités territoriales (nouveau modèle économique des villes),
- benchmarking de l'état d'avancement des autres métropoles.

AXE 5 - LA COMMUNICATION

L'ensemble des objectifs partagés dans cette convention donneront lieu à une coopération destinée à appuyer les communications des deux parties.

Forte de leur volonté commune d'améliorer la visibilité de leurs actions et de permettre une meilleure appréhension de leurs dispositifs par le public bénéficiaire, les parties s'engagent à mettre en œuvre une coopération continue en matière de communication.

Pour chacun des objectifs, les parties s'engagent à mentionner le soutien de l'une ou l'autre sur l'ensemble de leurs supports de communication.

Par ailleurs, la communication dédiée à chacune des thématiques de la présente convention pourra donner lieu à l'élaboration de partenariats spécifiques revêtant différentes formes (évènements, salons, échanges de visibilité, campagnes communes…).

L'ensemble de cette coopération pourra être suivie dans le cadre d'un comité de pilotage « communication » associant les directions de la communication de la Région et de la CCI Paris Ile-de-France.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2021.

Toute modification, prolongation ou précision du contenu de la présente convention pourra faire l'objet d'un avenant signé par chacune des parties.

ARTICLE 3 : GOUVERNANCE ET PILOTAGE

Afin d'assurer le suivi et le bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, la Région et la CCIR et les CCI territoriales de l'Essonne et Seine-et-Marne créent un comité de pilotage. Il se réunira de façon annuelle sous la présidence conjointe des Présidents de la Région et/ou Directeurs généraux des entités signataires.

Un comité technique est également créé et composé des services de la Région et des CCI signataires chargés du suivi opérationnel des engagements.

ARTICLE 4 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région et les CCI signataires peuvent prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à un mois, à compter du courrier portant notification de la décision, envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultat de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente,

Valérie PECRESSE

Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie de région Paris Ile-de-France,
Le Président

Didier KLING

Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale en Essonne,
Le Président

Emmanuel MILLER

Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale de Seine-et-Marne,
Le Président

Jean-Robert JACQUEMARD



Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-44
DU 9 MARS 2017
UN « SMALL BUSINESS ACT » FRANCILIEN POUR FAVORISER L'ACCES DES TPE-PME A LA COMMANDE PUBLIQUE REGIONALE

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente,
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération n° CR 43-15 du 10 juillet 2015 adoptant le schéma de promotion des achats responsables ;
VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 adoptant la stratégie régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;
VU le rapport CR 2017-44 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
VU l'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation,
VU l'avis de la commission de l'administration générale,
VU l'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

S'engage à :

- Simplifier les procédures en :
    - généralisant à l'ensemble des marchés de plus de 25 000 € la démarche « Marché Public Simplifié » en 2017 ;
    - dématérialisant l'ensemble des marchés publics en vue de l'échéance d'octobre 2018 ;
    - développant le regroupement des documents contractuels dans un document unique pour les marchés publics de moins de 25 000 €.
- Réduire les problèmes de trésorerie que peuvent connaître les entreprises en incluant des avances pouvant aller jusqu'à 50 % de leurs montants selon le type de marché.
- Mieux accompagner les entreprises dans leurs connaissances et leurs réponses aux marchés publics régionaux en :
    - réalisant une étude afin de déterminer les moyens visant à mieux renseigner et guider les TPE-PME pour leurs réponses aux marchés publics, dont ceux de la Région ;
    - favorisant les rencontres en amont des lancements des marchés publics entre les acheteurs de la Région Ile-de-France et les entreprises, notamment les TPE-PME ;
    - renforçant l'allotissement des marchés publics ;
    -

- Développer les marchés réservés aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés.
- Améliorer le délai de paiement aux fournisseurs dès 2017, notamment en :
    - encourageant l'utilisation de la facturation électronique auprès de l'ensemble de ses fournisseurs et de façon anticipée dès 2017 (par rapport à l'obligation légale de 2019) pour les TPE-PME ;
    - engageant en 2018 une nouvelle réduction des délais de paiement aux fournisseurs grâce à la poursuite de la dématérialisation des documents et des échanges avec le comptable public.
- Mettre en place les conditions favorables pour permettre la constitution de groupements momentanés d'entreprises.
- Lutter contre le travail illégal et contre les fraudes au détachement de travailleurs en renforçant les mesures de contrôle sur les marchés régionaux.
- Intégrer dans les marchés publics de la Région, dont l'objet ou les conditions d'exécution s'y prêtent (travaux, transport, formation professionnelle, activités de conseil, etc.), des clauses imposant la compréhension et l'usage du français dites clause « Molière ».
- Expérimenter les achats innovants dans la commande publique régionale.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-49

DU 10 MARS 2017

PARC DE LA POUDRERIE EN SEINE-SAINT-DENIS :
APPROBATION DE LA CONVENTION PRECISANT LES MODALITES DU TRANSFERT DE GESTION POUR 2017

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Environnement ;
VU La délibération n° CR 63-98 du 4 novembre 1998 relative à l'approbation de la convention de partenariat concernant le Parc National Forestier de la Poudrerie de Sevran (93) ;
VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 prise par le Conseil Régional d'Ile-de-France relative aux nouvelles compétences régionales en matière de patrimoine naturel d'Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 105-09 du 27 Novembre 2009 relative au transfert de la gestion du Parc National Forestier de la Poudrerie à Sevran de l'Agence des Espaces Verts au Conseil général de Seine-Saint-Denis ;
VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 du Conseil Régional d'Ile-de-France approuvant le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020 – approbation du contrat de plan interrégional Etat Régions 2015-2020 Vallée de la Seine ;
VU La délibération n° CP 14-801 du 20 novembre 2014 approuvant la convention entre la Région et le Département de Seine-Saint-Denis relative aux modalités financières de gestion du Parc National Forestier de la Poudrerie ;
VU La délibération n° CP 15-248 approuvant l'avenant n°1 à la convention de partenariat concernant la gestion du Parc Forestier de la Poudrerie de Sevran entre la Région Ile-de-France et le Département de la Seine-Saint-Denis ;
VU La délibération n° CP 16-331 approuvant les avenants n°2 et 3 à la convention de partenariat concernant la gestion du Parc Forestier de la Poudrerie de Sevran entre la Région Ile-de-France et le Département de la Seine-Saint-Denis
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CR 2017-49 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.
VU L'avis de la commission de l'environnement, et de l'aménagement du territoire ;
VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : approbation de la convention précisant les modalités du transfert de gestion pour 2017

Approuve la convention annuelle pour 2017 proposée en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION : CONVENTION PRECISANT LES MODALITES DU TRANSFERT DE GESTION POUR 2017

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LA SEINE SAINT DENIS

Convention précisant les modalités du transfert de gestion
pris par arrêté préfectoral n°…… du ……..2016

-=-=-=-

L'an deux mil seize, le ……

L'ETAT, représenté par Monsieur Pierre-André DURAND, Préfet du département de la SEINE-SAINT-DENIS, nommé à cette fonction par décret du Président de la République en date du 8 septembre 2016, publié au Journal officiel de la République française en date du 9 septembre 2016.

DE PREMIERE PART,

LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS, dont les bureaux sont situés Hôtel du Département, 3, esplanade Jean Moulin à Bobigny, représenté par son Président Monsieur Stéphane TROUSSEL, dûment habilité en vertu de la délibération n°…… du …….

Le Département de la Seine-Saint-Denis est désigné « le gestionnaire » pour la durée de validité de la présente convention.

DE SECONDE PART,

LA REGION ILE-DE-FRANCE, dont les bureaux sont situés 33, rue Barbet de Jouy à Paris 75007, représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération n° ……. du ……

DE TROISIEME PART,

LA COMMUNE DE SEVRAN, représentée par son maire Monsieur Stéphane GATIGNON, dûment habilité en vertu de la délibération n°…….. du …….

LA COMMUNE DE VILLEPINTE, représentée par sa maire Madame Martine VALLETON, dûment habilitée en vertu de la délibération n°…….. du ……

LA COMMUNE DE VAUJOURS, représentée par son maire Monsieur Dominique BAILLY, dûment habilité en vertu de la délibération n°…… du ……..

LA COMMUNE DE LIVRY-GARGAN, représentée par son maire Monsieur Pierre-Yves MARTIN, dûment habilité en vertu de la délibération n°…….. du …….

DE QUATRIEME PART.

Lesquels, préalablement à la convention objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

PREAMBULE

Le parc de la Poudrerie situé dans le département de la Seine-Saint-Denis est une propriété de l'État, situé sur les emprises de l'ancienne poudrerie nationale de Sevran. Il fait l'objet d'une protection depuis 1994 au titre des Sites Classés pour son caractère " historique et pittoresque ". Il est intégré depuis 2006 au site Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis.

Par décision du 24 décembre 1998, l'État a approuvé la convention n° 98 RAD 28, qui a confié la gestion du parc à l'Agence des Espaces Verts de la Région Île-de-France, jusqu'au 31 décembre 2016. Au regard des caractéristiques de ce site (parc en milieu urbain), l'Agence des Espaces Verts a exprimé le souhait de transférer sa gestion, dans la mesure où sa mission première est de gérer des espaces naturels (bois et forêts) régionaux. Le Département de la Seine-Saint-Denis a accepté de reprendre cette gestion, jusqu'à l'échéance du contrat particulier Région-Département 2007-2013 (CPRD). Cette situation transitoire devait permettre de finaliser les investissements prévus par la Région dans le cadre du CPRD, de clarifier les questions de pollution suspectées sur le site, et de définir les modalités de gestion et de mise en valeur du parc à plus long terme.

Le 16 décembre 2010, par avenant n°1 à la convention n°98 RAD 28, la gestion du parc a ainsi été transférée au Département jusqu'à l'échéance du CPRD le 31 décembre 2013, avec reconduction si nécessaire d'une année supplémentaire.

Durant cette période, le Département a poursuivi les travaux d'entretien et de sécurisation du site identifiés au CPRD, engagé avec ses partenaires l'élaboration d'un plan de gestion, développé l'éducation à l'environnement ainsi que l'offre sportive et culturelle du parc.

Afin de mettre en valeur le patrimoine historique, architectural, naturel et paysager du site, le Département a également souhaité engager une réflexion à plus long terme sur son devenir. Ce travail a abouti à l'émergence d'orientations et d'un projet d'avenir du parc forestier de la Poudrerie. Fleuron de la Seine-Saint-Denis, le parc de la Poudrerie doit en effet pouvoir être valorisé de façon à contribuer à la qualité de vie en Seine-Saint-Denis et à l'attractivité de ce territoire. Ce rayonnement métropolitain sera atteint grâce à la mise en place d'un modèle économique pérenne permettant de le valoriser et tendant à promouvoir des projets culturels et sportifs, des éléments de transition énergétique, voire la construction maîtrisée de logements à proximité. Indépendamment de cette démarche, le ministère de la défense a été sensibilisé à la nécessaire cohérence historique et architecturale entre le parc et les bâtiments dont il a encore la propriété et qui sont contigus au parc.

Les conditions de mise en œuvre de ce projet restant à définir, le Département, en accord avec l'État et l'Agence des Espaces Verts de la Région Île-de-France, a souhaité prolonger la durée d'application de l'avenant n°1 à la convention du 24 décembre 1998 jusqu'à l'échéance de la dite convention, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Cette prolongation a été opérée par un avenant n° 2 du 4 février 2015.

A l'approche de l'échéance du 31 décembre 2016, la réunion organisée à l'initiative du Préfet de région le 8 novembre dernier avec l'ensemble des collectivités locales concernées, a permis d'acter le principe du transfert de la gestion du parc au profit de département, afin de permettre la mise en place d'un « projet d'avenir » pour ce parc.

La présente convention, d'une durée d'un an, permet à la fois de préserver l'accès au parc de la Poudrerie dans des conditions de mise en sécurité et d'entretien satisfaisantes, et de donner le temps nécessaire à l'élaboration d'un projet d'avenir bâti sur les résultats, d'ici juin 2017, d'un groupe de travail réunissant tous les partenaires impliqués.

*****

Titre I - OBJET ET CONTENU

ARTICLE 1 – OBJET

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°…….. du ……..2016 portant transfert de la gestion du parc de la Poudrerie au profit du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, la présente convention précise les règles de gestion et les modalités techniques et financières de ce transfert de gestion, en vertu des dispositions de l'article L. 2123-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

La durée de la présente convention est identique à celle du transfert de gestion. D'une durée d'un an, cette convention assure la continuité d'entretien et d'accès au Parc du public.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES BIENS OBJET DU TRANSFERT DE GESTION

Le parc forestier de la Poudrerie et les parcelles qui y sont attachées, est situé sur les communes de Livry-Gargan, Sevran, Vaujours et Villepinte, dans le département de la Seine-Saint-Denis.

2-1 Parcellaire

L'assiette du parc propriété de l'État est d'une superficie 113 ha 92 a 99 ca, constituée des parcelles cadastrales suivantes.

Sur la commune de SEVRAN : superficie totale 54 ha 41 a 63 ca
Parcelle AZ n° 9 pour 18 a 10 ca ;
Parcelle AZ n° 8 pour 86 a 42 ca ;
Parcelle AZ n° 1 pour 20 ha 74 a 71 ca ;
Parcelle AZ n° 17 pour 32 ha 62 a 40 ca.

Sur la commune de VILLEPINTE : superficie totale 53 ha 61 a 26 ca
Parcelle AH n° 3 pour 1 ha 07 a 48 ca ;
Parcelle AE n° 2 pour 52 ha 53 a 78 c.

Sur la commune de VAUJOURS : superficie totale 4 ha 72 a 03 ca
Parcelle A n° 417 pour 2 ha 80 a 07 ca ;
Parcelle A n° 427 pour 3 a 36 ca ;
Parcelle A n° 428 pour 21 a 26 ca ;
Parcelle A n° 429 pour 3 a 43 ca ;
Parcelle A n° 2239 pour 14 ha 8 a 00 ca ;
Parcelle A n° 1830 pour 15 a 91 ca.

Sur la commune de LIVRY GARGAN : superficie totale 2 ha 08 a 07 ca
Parcelle C n° 362 pour 21 a 20 ca ;
Parcelle C n° 370 pour 8 a 39 ca ;
Parcelle C n° 1263 pour 1 ha 78 a 48 ca.

2-2 Bâtiments et émergences

L'assiette du parc est également constituée de bâtiments. La numérotation des bâtiments telle que mentionnée dans la présente convention est reprise de celle figurant sur le plan annexé à la présente. La quasi-totalité des bâtiments date de la fin du XIX^{ème} siècle.

2-2-1 Bâtiments et émergences situés sur la commune de SEVRAN:

Sur la parcelle cadastrée AZ n° 1:

N° 15 au plan
– Centre de nature de Sevran : centre actuellement désaffecté et fermé au public, sous arrêté de péril n° 136 M/M du 22 juillet 2009.

Sur la parcelle cadastrée AZ n° 17 :

N° 6 au plan
– Bâtiment 35 en brique, toiture ardoise, à usage d'abri (ancien abri à munition).

N° 12 au plan
– Bâtiment « Carbonisation » : grand hall fermé, de belle allure, avec soubassement en pierres, sol ciment, écuries, en état d'usage, d'une superficie de 900 m²**.**

N° 19 au plan
– Ferme pédagogique : bâtiment datant de 1917, occupé par des stalles (anciennes écuries) ; état extérieur correct ; surface de 100 m².

N° 22 au plan
– Halle Est – Forum / 23 – Halle Ouest – Forum : grands hangars ouverts situés de part et d'autres du bâtiment de carbonisation (n°12), d'une surface de 1120 m² chacun, dont 156 m² de partie fermée et 60 m² de mezzanine.

N° 33 au plan
– Pavillon Maurouard **:** pavillon ouvert au public pour des conférences, réunions, et expositions :
Rez-de-chaussée : buvette, salle de conférence et de projection, sanitaires,
Entre le rdc et le 1er étage : bureaux pour l'association des Amis du Parc,
1er étage : bureaux de l'association CORIF, entretien, réserve pour la buvette.

Autres édifices et émergences sur la commune de SEVRAN :

N° 1 au plan
– Casemate (abri sous merlon fermé par une porte en métal) sur la parcelle AZ n° 17, commune de Sevran ;

N° 8 au plan
– Abri 717, murs + colonnes en fonte, toitures bac acier sur la parcelle Sevran AZ 1, en bon état ;

N° 9 au plan
– Abri 726, sur la parcelle Sevran AZ 1, en l'état ;

N° 25 au plan
– Casemate béton (dit « le labyrinthe »), en ruine, sur la parcelle AZ n° 17 ;

N° 27 au plan
– Monastère en ruine sur la parcelle AZ 1 ;

N° 28 au plan
– Casemate dit « le mouton » (fermée par une grille) sur la parcelle AZ 1 ;

N° 29 au plan
– Mur d'escalade

N° 34 au plan
– Pas de tir, ouvrage béton (murs et abri béton sous merlon fermé par une grille) sur la parcelle AZ 1.

2-2-2- Bâtiments et émergences situés sur la commune de VILLEPINTE :

Sur la parcelle cadastrée AE n° 2 :

N° 3 au plan
– ateliers techniques d'une superficie de 360 m², en état d'usage ;

N° 4 au plan
– bâtiment L (Ouest) : bâtiment de garde à l'entrée du parc, côté Vaujours, d'une superficie de 300 m² à usage mixte sur deux niveaux :

- rez-de-chaussée : bureaux à droite avec dans le prolongement un grand garage ; logement à gauche.
- à l'étage : un logement.

N° 5 au plan
– bâtiment M (Est) **:** bâtiment de garde à l'entrée du parc, face au bâtiment L, d'une superficie de 300 m², à usage mixte sur deux niveaux :

- rez-de-chaussée : bureaux à droite avec dans le prolongement un grand garage ; logement F2 à gauche.
- à l'étage : 3 bureaux, 2 salles de réunion.

N° 7 au plan
– Bâtiment 198 bis : pavillon à usage d'habitation présentant une surface de 45 m².

N° 10 au plan
– Pavillon Boris **:** bâtiment présentant une belle architecture, actuellement désaffecté**,** sans aucun aménagement intérieur, pas de plancher, entièrement muré avec panneau d'interdiction d'entrer (danger), d'une superficie de 500 m².

N° 11 au plan
– Buvette de la coulée verte : surface 70 m² + 80 m² de terrasse ; buvette + sanitaires ; bon état.

N° 16 au plan
– Centre de nature de Vaujours **:** centre de loisirs en bon état, d'une superficie de 200 m².

N° 17 au plan
– Centre de nature de Villepinte **:** centre de loisirs fermé d'une surface 114 m² (accès et usage interdit à ce jour - existence d'un plan de gestion lié à la pollution).

N° 18 au plan
– Ferme allée Burlot **:** ferme pédagogique ouverte au public ; bâti en bois d'une superficie de 45 m².

N° 20 au plan
– Halle métallique : accès actuellement interdit du fait de l'arrêté de péril du , surface de l'ordre de 2000 m².

N° 26 au plan
– Maison des abeilles : rotonde édifiée en 2005 pour l'accueil du public ; surface de 84 m² dont 50 m² couverts.

– Bâtiments vestiaires du stade Eugène Burlot, entre la maison des abeilles et la rue Eugène Burlot (environ 225 m² au sol).

Autres édifices et émergences sur la commune de VILLEPINTE :

N° 2 au plan
– Arches de transmission, au nombre de 6, qui supportaient les câbles d'entraînement des machines, datant de 1875 (1) 1877 (1) 1880 (4) ;

N° 30 et 31 au plan
– Mur de tennis (n°30) et Mur béton à usage de mur d'escalade (n°31) ;

N° 38 au plan
– Ancienne Presse, à usage de mur d'escalade.

N° 13 au plan
– Arche, vestige de l'ancienne cartoucherie datant de 1882.

N° 21 au plan
– Groupe XI - vestige de l'atelier de fabrication des poudres datant de 1880, (arcades couvertes).

N° 24 au plan
– Abri constitué d'une halle métallique (dit « Kiosque »).

2-2-3 Bâtiments et émergences situés sur la commune de LIVRY-GARGAN :

Sur la parcelle cadastrée C n° 1263

N° 14 au plan
– Centre de nature de Livry Gargan : accueil des classes de nature, centre de loisirs ; état d'usage ; surface de 445 m².

2-2-4 Enceinte du parc :

Le Parc forestier est entouré d'une clôture métallique qui ceinture l'ensemble des emprises, avec des grilles et des piliers qui marquent les entrées du parc, composées de pierres et de briques :

- Porte Picard coté Sevran Livry (XIX^{ième} siècle),
- Porte Ouest golf Livry Gargan,
- Porte Est coté Vaujours,
- Porte Burlot Cour d'Honneur.

Le présent transfert de gestion porte sur l'ensemble des parcelles, ainsi que sur l'ensemble des bâtiments et émergences énumérés dans le présent article.

ARTICLE 3 – Plan Local d'Urbanisme et occupations des sols

3-1 Commune de Livry-Gargan

Le site est situé sur la zone NL au plan local d'urbanisme approuvé le 17 décembre 2015.

- Occupations et utilisations du sol :

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :
1. Toutes les occupations et utilisations du sol, à l'exception de celles soumises à des conditions particulières citées au paragraphe suivant ;
2. La démolition ou la suppression des constructions ou parties de constructions à valeur patrimoniale identifiées au titre de l'article L 123-1-5 (Eléments de Paysage Identifiés) du code de l'urbanisme.

- Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières :

1. Les travaux de rénovation ou d'amélioration des logements existants.

2. Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics des lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées, et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

3. Les constructions nouvelles, les travaux d'extension, de surélévation ou d'aménagement réalisés sur des bâtiments faisant l'objet d'une protection au titre de l'article L 123-1-5 du code de l'urbanisme sont admis des lors qu'ils sont conçus dans le sens d'une mise en valeur des caractéristiques qui fondent l'intérêt du bâtiment.

4. Sont admises les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières au sein du site Natura 2000.
a. Les constructions et installations compatibles avec la protection portée par le classement Natura 2000.
b. Les affouillements et exhaussements de sol strictement nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la protection portée par le classement Natura 2000.
c. Les mouvements de terrain compatibles avec Natura 2000.

- Servitude relative aux forêts dites de protection :

Interdiction de changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements.

3-2 Commune de Sevran

Le site est situé sur la zone NL au plan local d'urbanisme approuvé le 15 décembre 2015. La zone N correspond aux grands ensembles naturels qui ponctuent le territoire communal. La zone comprend un sous-secteur NL, couvrant le Parc de la Poudrerie, qui peut recevoir avec des capacités d'accueil très limitées certains types de constructions en lien avec le caractère des lieux ainsi que l'extension mesurée des constructions existantes.

- Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières :

Sous réserve que le caractère de la zone naturelle ne soit pas mis en cause, et d'une bonne intégration au paysage des constructions ou installations :
1. Les constructions nécessaires à l'entretien et à la gestion des espaces naturels.
2. Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.
3. Les ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales et à l'aménagement de bassins de rétention et d'agrément.
4. La reconstruction à l'identique des bâtiments sinistrés, dès lors qu'ils ont été régulièrement édifiés.
5. L'extension très limitée des bâtiments existants quelle que soit leur affectation.
6. Les exploitations forestières et agricoles.
7. Les constructions et installations en souterrain nécessaires au réseau de transport du Grand Paris, ainsi que les installations classées pour la protection de l'Environnement qui leur sont nécessaires.

3-3 Commune de Villepinte

Le site est situé sur la zone N au plan local d'urbanisme approuvé le 4 juillet 2012. La zone N regroupe les espaces naturels et forestiers à protéger en raison de leur caractère d'espace naturel ou en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique ou écologique.

Sont autorisées sous réserve de conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :
1. l'aménagement, la réfection, l'isolation par l'extérieur et le changement de destination des constructions existantes sous réserve de ne pas altérer la valeur écologique et paysagère du site et de ne présenter aucun risque de nuisance de quelque nature que ce soit pour le milieu naturel ;
2. les aménagements légers et les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public d'espaces naturels, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux ;
3. les installations et constructions liées aux infrastructures et réseaux divers, notamment pour permettre l'exploitation, l'entretien, la rénovation, l'extension ou la construction d'installations spécifiques nécessaires à l'activité ferroviaire et à l'activité gare ;
4. les constructions en lien avec l'usage du site et sa mise en valeur touristique à hauteur de 5% de la surface protégée dans les secteurs parcs identifiés sur les documents graphiques.

3-4 Commune de Vaujours

Le site est situé sur la zone NDb, hormis les parcelles cadastrées A n°2239 et A n°429 qui sont situées en zone UG au plan d'occupation des sols "POS" adopté le 30 mars 2011.

La zone N est une zone naturelle non équipée faisant partie d'un site naturel qu'il convient de protéger.
La zone est divisée en 4 secteurs :
- Na (secteur de carrières en cours d'exploitation),
- Nb (secteur destiné à recevoir des équipements publics),
- Nc (secteur naturel protégé),
- Nd (secteur de carrières d'exploitation souterraine).

Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières en zone ND : sont autorisées en zone NDb,NDc, et NDe :
1. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation et la mise en valeur des zones boisées ou le fonctionnement des équipements sportifs, sanitaires et jeux d'enfants.
2. Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

La zone UG est une zone à dominante pavillonnaire. Les parcelles de la zone UG sont en zone réservée sur le POS, à savoir " Zone d'équipement public projeté". Sont autorisées en zone UG :
1. Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes
2. Les constructions à usage d'équipements collectifs publics ou privés.
3. Les constructions et installations liées aux infrastructures de voirie, de réseaux divers et des déchets (tri sélectif).

Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières en zone UG :
1. Les parkings ou aires de stationnement, les garages, les ateliers de réparations, les stations services ainsi que les postes de peinture et les dépôts d'hydrocarbure qui leur sont liés, et à condition que des dispositions particulières soient prises pour éviter le risque et la propagation des incendies et que leur SHON ne soit pas supérieure à 250 m².
2. Les chaufferies à condition qu'elles soient liées à des constructions existantes ou autorisées dans la zone.
3. Les installations classées ou les constructions à usage d'activités à condition qu'elles soient liées à des entreprises inscrites au répertoire des métiers, que l'activité soit complémentaire de l'habitation et lorsque leur présence est nécessaire pour la commodité des habitants et que leur SHON ne soit pas supérieure à 250 m².
4. L'extension ou la transformation des installations classées et des constructions à usage d'activités existant antérieurement à la date du 29 octobre 1974 à condition que la gêne causée au voisinage ne soit pas aggravée.
Dans les secteurs d'anciennes carrières, les constructions sont soumises à l'autorisation préalable de l'organisme agréé et doivent respecter les règles techniques prescrites par cette dernière.

Titre II - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

ARTICLE 4 – AFFECTATION DES IMMEUBLES

La totalité des parcelles transférées au gestionnaire est affectée à un usage de parc récréatif et paysager ouvert au public, à l'exception de l'enclos autour de l'ancien centre nature de Villepinte, actuellement sous plan de gestion du fait de la pollution des sols.

Le projet d'avenir du parc porté par le gestionnaire et les collectivités partenaires s'attachera à faire redécouvrir le patrimoine du parc aux usagers, mieux répartir les services et améliorer les accès au parc, enrichir l'offre d'activité du parc, définir le projet d'aménagement de la frange sud. Il s'attachera également à valoriser les activités existantes, notamment les aires de jeu et les jardins familiaux. Ce projet s'appuiera sur un nouveau modèle économique éclairé par l'objectivation des coûts du Parc, qui reposera pour partie sur le développement de nouvelles activités susceptibles de générer des recettes, compatibles avec les objectifs du classement au titre des sites, ainsi que la diversification des sources de financement.

ARTICLE 5 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

5-1 Droits et obligations du gestionnaire

5-1-1
Le gestionnaire a une compétence pleine et entière en matière de gestion du parc, en ce compris les aménagements nécessaires à sa valorisation, dans le respect des documents d'urbanisme et des procédures réglementaires précisées à l'article 5-1-3 de la présente convention.

Il assure l'entretien, la surveillance et le gardiennage du parc et des bâtiments qui le composent, à l'exception de l'entretien des bâtiments mis à disposition des communes à l'article 5.4 de la présente convention. Il définit et met en œuvre l'animation et la programmation du parc. Il définit les conditions d'accueil du public, et est responsable de la sécurité du site.

Le gestionnaire s'engage à utiliser et gérer le parc, conformément à l'affectation définie à l'article 4 de la présente convention.

5-1-2
Le gestionnaire fait son affaire exclusive de la gestion du parc paysager et récréatif, et les communes signataires font leur affaire exclusive de l'entretien des espaces et bâtiments mis à leur disposition en vertu de la présente convention, de telle sorte que le propriétaire ne puisse en aucun cas être recherché pour quelque motif que ce soit du fait de la gestion du parc, et que le respect des intérêts, des droits et des obligations du propriétaire du parc soient intégralement préservés.

5-1-3
La gestion du site s'effectue dans le respect des réglementations patrimoniales et écologiques suivantes :

- **1 - Site classé** au titre de la loi du 2 mai 1930, par décret du 21 avril 1994, en application des articles L. 341-1 et suivants du code de l'environnement, en raison de son caractère historique et pittoresque : les éventuels projets d'intervention sur le patrimoine bâti comme sur le patrimoine paysager doivent être préalablement présentés à l'inspection régionale des sites de la DRIEE ;
- **2 - Parc désigné comme site Natura 2000**, faisant partie du multi-site de la Seine-Saint-Denis, par décret du 26 avril 2006, en application des articles L. 414-1 et suivants du code de l'environnement : les plantations existantes peuvent être complétées et confortées, sans pour autant modifier l'aspect naturel du domaine (NATURA 2000) ;
- **3 - Espace Boisé Classé** figurant aux PLU et POS des communes, en application des articles L113-1 et 113-2 du Code de l'urbanisme ;
- **4 - Inventaire ZNIEFF**, en application de l'article L. 411-5 du code de l'environnement Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type I, «Parc forestier de Sevran, bois de la Tussion et bois des Sablons» (140 ha), 2010. Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type II, «Massif de l'Aulnoye, Parc de Sevran et la Fosse Maussoin» (790 ha), 2010.

5-1-4
Le gestionnaire perçoit le produit des redevances d'occupation et en assure le recouvrement.

Le gestionnaire peut délivrer des titres d'occupation et percevoir ainsi des redevances.

Le présent transfert de gestion ne confère aucun droit réel au gestionnaire.

5-2 Engagements du propriétaire liés à la dépollution des sols

L'ensemble des études réalisées par l'État sur le site de la Poudrerie a été remis au Conseil Départemental ainsi qu'aux collectivités territoriales intéressées par le préfet de la Seine-Saint-Denis en juin 2016, à savoir :

- Une étude historique et documentaire des pollutions sur l'ensemble des emprises État réalisée par l'INERIS (datée du 27/11/2009), qui a conduit à la mise en œuvre d'un plan de gestion autour d'un bâtiment qui était utilisé comme centre de loisirs par la commune de Villepinte ;

- Une étude complémentaire prenant en compte des sondages en profondeur sur l'ensemble de ces emprises, et un rapport d'interprétation des sondages réalisés par ANTEA GROUP (en novembre 2015).

Les études réalisées par les services du ministère de l'environnement pour caractériser la pollution sur le parc de la Poudrerie concluent à la compatibilité des usages actuels sur le parc de la Poudrerie, y compris dans les zones identifiées comme sensibles du fait de leur fréquentation par les enfants (aires de jeux).

Néanmoins, cette étude identifie 4 secteurs présentant des anomalies nécessitant la mise en œuvre de travaux de confinement ou de recouvrement.

- Zone Nord (sondages S58 : 400 m² / S200 : 225 m² / S329 : 100 m²) : plomb
- Zone Ouest (sondages S72 : 500 m² / S188 : 350 m² / S189 : 350 m²) : mercure et plomb
- Zone Centre du site (sondage S107 : 100 m²) : arsenic
- Zone Centre du site (sondage S23 / P17 : 100 m² : polychlorobiphényles

Le propriétaire mettra donc en œuvre, dès 2017, pour un montant évalué à 50.000 euros, les mesures simples de gestion (délais courts sans études complexes) des sources de pollution chimique identifiées sur les 4 zones singulières du parc (PCB et Métaux) et qui ne sont pas compatibles avec les usages existants actuels (usage récréatif avec accueil du public dont des enfants).

Ces travaux de gestion seront effectués conformément aux préconisations du rapport Antéa Group *(Rapport A81274 version B - novembre 2015) détaillées de la manière suivante :*

- *pour les 4 zones, confinement sur site par recouvrement (0,3 mètres d'épaisseur a minima) avec des terres saines (répondant aux tests ISDI pour les terres inertes), en veillant à la préservation des arbres existants ;*
- *mise en place d'un grillage avertisseur ou d'une protection physique (géotextile) entre les terrains en place non terrassés et les terres de remblaiement ;*
- *réalisation d'un dossier de récolement des mesures de gestion mises en œuvre (bons de suivi des remblais) ;*

A la suite de ces travaux qui seront conduits par le propriétaire, le gestionnaire veillera :

- *au maintien dans le temps de ce recouvrement et à la re-végétalisation avec des plantes locales ;*
- *à la conservation de la mémoire des études montrant les anomalies en métaux localisées, en cas de nouvel aménagement ou de changement d'usage des lieux (pas de plantations de type arbres à fruits/potagers sur la zone étudiée).*

Des mesures alternatives peuvent être retenues si elles répondent à l'état de l'art.

Le propriétaire prendra également en charge dès 2017 le retrait des fûts enfouis dans les jardins familiaux à hauteur de 20 000 €.

Par ailleurs, le bâtiment 17 (centre de nature de Villepinte) est actuellement soumis à un plan de gestion du fait de la pollution des sols, et doit à ce titre rester fermé au public, sauf à mettre en œuvre les mesures de gestion préconisées par l'INERIS (rapport DRC-08-98990-0833-c daté du 27 novembre 2009) pour traiter ce cas de pollution.

5-3 Engagements du propriétaire pour la mise en sécurité et la réhabilitation des bâtiments dégradés

Trois bâtiments valorisables et présentant un intérêt patrimonial nécessitent des travaux de réhabilitation et/ou de mise en sécurité : le Centre de nature de Sevran (n°15 au plan), le centre de nature de Villepinte (n°17 au plan), ainsi que la halle métallique située sur la commune de Villepinte (n°20 au plan).

Afin de contribuer à ces travaux, l'État s'engage à allouer en 2017 une aide financière maximale de 2 Millions d'euros aux communes sur le territoire desquelles ces bâtiments sont implantés, au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL).

En cas de reconduction du transfert de gestion au-delà de 2017, les collectivités pourront présenter à l'Etat des dossiers de subvention relevant du droit commun (FSIL et DETR, notamment).

5-4 Droits et obligations des communes signataires

Dans le cadre du présent transfert de gestion, les bâtiments suivants sont mis gratuitement à la disposition des communes sur le territoire desquelles le parc est implanté :

- le centre de nature de Livry-Gargan (n°14 au plan) est mis à la disposition de la commune de Livry-Gargan ;
- le centre de nature de Sevran (n° 15 au plan) est mis à la disposition de la commune de Sevran ;
- le centre de nature de Vaujours (n°16 au plan) est mis à la disposition de la commune de Vaujours ;
- le stade de Vaujours (parcelle n°2239) est mis à la disposition de la commune de Vaujours ;
- le centre de nature de Villepinte (n°17 au plan) est mis à la disposition de la commune de Villepinte.
- la halle de Villepinte (n°20 au plan) est mise à la disposition de la commune de Villepinte

Chacune des communes concernées assure l'entretien du ou des bâtiments ainsi mis à sa disposition. Elle en définit les conditions d'utilisation, dans le respect des règles d'accès au parc définies par le gestionnaire, et conformément à l'affectation prévue par la présente convention (centre de nature). Avec l'accord du propriétaire, et dans le respect des réglementations rappelées aux articles 3 et 5-1-3 de la présente convention, elle peut procéder à des travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments mis à sa disposition.Les conditions d'accès à ces espaces et bâtiments feront l'objet d'une convention bilatérale entre le gestionnaire du site et la commune.

5-5 Redevance liée au transfert de gestion

Le propriétaire admet que le présent transfert de gestion ne donne lieu à aucune privation de revenus, et le propriétaire ne percevra en conséquence aucune redevance au titre du présent transfert de gestion.

5-6 Coûts de gestion du parc

Les coûts de gestion annuels du parc sont assumés pour moitié par le Département et la Région, dans la limite globale de 900 000 euros.

Le Conseil départemental adressera avant le 1er mars de chaque année au Conseil régional, un état prévisionnel des dépenses et des recettes pour l'année à venir. Le Conseil départemental adressera avant la fin du premier trimestre de l'année N+1 un état des coûts de gestion réels de l'année N. La régularisation à opérer au titre des coûts de gestion pour l'année N sera faite, selon les cas, en plus ou en moins, dans le titre de recettes correspondant à la gestion du premier trimestre de l'année N+1.

Le nouveau modèle économique s'attachera à développer des activités génératrices de recettes, de manière à diminuer les coûts de gestion supportés par le Département et la Région.

De plus, les communes signataires pourront prendre part au financement d'actions de gestion ou d'animation du parc, dans des conditions à définir par convention.

ARTICLE 6 – ASSURANCE

Le gestionnaire et ses partenaires ont la charge de souscrire les assurances relatives à la gestion du parc, aux bâtiments et émergences.

Le gestionnaire communique annuellement au propriétaire ses attestations d'assurance.

Titre III - GOUVERNANCE

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION.

Le gestionnaire s'engage à rendre compte annuellement au propriétaire du parc, concernant les biens transférés, de leur bonne gestion, de l'évolution de l'état des ouvrages, de tous les travaux d'entretien, de rénovation et de modernisation qui y sont effectués, de toutes les autorisations obtenues, de toutes les occupations régulières et irrégulières sur le Parc, de toutes les prescriptions et réalisations en matière de sécurité, de tous les incidents et accidents intervenus.

Le gestionnaire s'engage à porter à la connaissance du propriétaire tous les faits susceptibles d'avoir une incidence sur la gestion ou la mise en œuvre des garanties légales en matière de travaux, notamment les autorisations d'occupation temporaires.

ARTICLE 8 – GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE L'ELABORATION DU PROJET D'AVENIR DU PARC DE LA POUDRERIE

Un groupe de travail rassemblera les différents partenaires (Etat, Région Ile-de-France, Département de la Seine-Saint-Denis, communes de Sevran, Livry-Gargan, Villepinte et Vaujours, Agence des espaces verts, Institut national de l'environnement industriel et des risques, Etablissements publics territoriaux de Paris Terres d'Envol et Grand Paris Grand Est), et sera chargé d' élaborer de façon concertée un modèle de gestion pérenne du parc permettant de le valoriser au regard de ses contraintes, et tendant à promouvoir des activités culturelles, sportives et patrimoniales ainsi que des actions valorisant la transition énergétique, dans une recherche permanente de bonne gestion des deniers publics. A cette fin, le groupe de travail sera chargé d'ici juin 2017 :

- pour ce qui est de l'État, d'informer sur la dépollution des sols et sur les modalités de mobilisation du Fonds de solidarité à l'initiative locale (FSIL) pour la rénovation et/ou mise en sécurité des bâtiments ;

- pour ce qui est des collectivités, d'établir un diagnostic technico-économique complet et d'objectiver les coûts du parc, notamment les coûts de fonctionnement et d'investissement ; d'étudier une diversification des sources de financement (mobilisation des fonds européens, appel au mécénat, diversification des activités du parc, etc.) ; et de réfléchir à l'évolution la plus adaptée de la gouvernance du parc.

Titre IV - DUREE ET RESILIATION

ARTICLE 9 - DUREE

La présente convention est **valable 1 an**, à compter du 1er janvier 2017. Cette période permettra aux acteurs concernés de concevoir le projet d'avenir du parc et de stabiliser un modèle de gestion pérenne conformément aux articles 1 et 4 de la présente convention.

ARTICLE 10 - RESILIATION

10-1
Si le gestionnaire n'utilise pas le bien conformément à l'affectation prévue à l'article 4 ou ne respecte pas l'un de ses engagements prévus aux articles 4 et 5, le propriétaire peut résilier la présente convention et faire usage de son droit à retour du bien gratuitement, conformément à l'article L.2123-3 I du code général de la propriété des personnes publiques.
La résiliation prendra effet 6 mois après la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception constatant l'utilisation du bien non conforme à l'affectation prévue ou le non-respect des obligations prévues, après une mise en demeure restée infructueuse.
Le gestionnaire ne peut prétendre à une indemnité.

10-2
En application de l'article L.2123-3 II du code général de la propriété des personnes publiques, le propriétaire peut décider de modifier l'affectation du parc transféré et mettre fin de façon anticipée au transfert de gestion.
Dans ce cas, le propriétaire notifie la modification de l'affectation au gestionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation de la présente convention prendra effet 6 mois après la réception de ladite lettre recommandée.

10-3
L'une des parties peut décider de résilier la présente convention pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, la décision de résilier la présente convention est notifiée aux autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation de la présente convention prendra effet 6 mois après la réception de ladite lettre recommandée.

Titre V - DIVERS

ARTICLE 11 – INDEMNISATION DU TITULAIRE

Les travaux et aménagements effectués par le gestionnaire sont et restent la propriété du gestionnaire pendant toute la durée de la présente convention.

En cas de résiliation amiable ou judiciaire de la convention, les constructions réalisées par le gestionnaire, comme toutes les améliorations de quelque nature qu'elles soient, deviendront de plein droit la propriété de l'État, sans indemnité et sans qu'il soit besoin d'aucun acte pour le constater.

ARTICLE 12 – ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature, avec effet rétroactif au 1er janvier 2017.

Fait et passé à BOBIGNY en la Préfecture de la SEINE-SAINT-DENIS,

le

Le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis

La Présidente du Conseil régional d'Ile de France

Le maire de Sevran

La maire de Villepinte

Le maire de Vaujours

Le maire de Livry-Gargan

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis

Le Préfet de la Région Ile-de-France, Préfet de Paris

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-50

DU 10 MARS 2017

PLAN VERT DE L'ILE-DE-FRANCE : LA NATURE POUR TOUS ET PARTOUT

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Environnement ;
VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;
VU La délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 relative à la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;
VU La délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016, portant approbation du règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;
VU La délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016, relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;
VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;
VU La délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016, relative à la création du contrat d'aménagement régional ;
VU La délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016, relative au nouveau contrat rural ;
VU La délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015, relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)
VU La délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 approuvant la convention type biodiversité ;
VU La délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016, approuvant le règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport n° CR 2017-50 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.
VU L'avis de la Commission de l'environnement, et de l'aménagement du territoire ;
VU L'avis de la Commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : La Région, chef de file et pleinement mobilisée

Décide, en tant que responsable de la définition de la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades depuis 1976, en qualité de Chef de file sur la protection de la biodiversité dont l'a investie la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, dite loi MAPTAM et dans le cadre de la stratégie régionale pour la biodiversité, de contribuer au développement de la végétalisation de l'Ile-de-France, pour les espaces verts et de nature existants, la création de nouveaux espaces et le développement d'une trame verte et bleue depuis la couronne rurale jusqu'au cœur de l'agglomération.

Décide, à cette fin, d'agir de manière globale et transversale, au travers des compétences qui sont les siennes en matière d'aménagement, de protection de la biodiversité, de transports, de sport et de loisirs, de logement, de formation de développement économique et d'innovation dans le cadre du plan régional mentionné à l'article 2, en cohérence avec le contenu du Schéma directeur de la région Île-de-France et du Schéma régional de cohérence écologique.

Article 2 : Plan Vert de l'Ile-de-France

Adopte le Plan Vert de l'Ile-de-France figurant en annexe 1 à la présente délibération qui définit des objectifs quantitatifs et qualitatifs, les orientations et le programme d'actions du Conseil régional.

Décide de présenter lors d'une prochaine séance plénière du Conseil régional l'adoption du règlement d'intervention pour la mise en œuvre du Plan Vert, intégrant les priorités régionales d'intervention.

Article 3 : Filière Horticole/Pépinières

Elabore, en partenariat avec les acteurs concernés, une charte pour la promotion des plantes issues de pépinières et de producteurs horticoles franciliens à l'attention des acteurs de la filière et des collectivités.

Au titre de l'exemplarité, s'engage à ajouter la référence au label « Végétal local » ou équivalent dans les marchés publics relatifs aux propriétés régionales.

Dans le cadre de ses dispositifs d'aide, incite les maîtres d'ouvrage, à faire référence au label « Végétal local » ou équivalent dans leurs marchés publics et à signer des contrats de culture avec des pépiniéristes.

Article 4 : Participation de la CDC Biodiversité au titre des opérations de compensation écologique

Approuve la convention de partenariat avec la CDC Biodiversité figurant en annexe 2 à la présente délibération en vue de sa contribution à la réalisation du Plan Vert, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 5 : Participation de l'Agence de l'eau Seine-Normandie au titre de ses compétences élargies aux enjeux de la biodiversité

Approuve le protocole d'accord avec l'Agence de l'eau Seine-Normandie figurant en annexe 3 à la présente délibération en vue de sa contribution à la réalisation du Plan Vert, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 6 : Elaboration d'un plan régional pour l'arbre en Ile-de-France

S'engage dans une démarche régionale pour la reconnaissance et la protection des arbres remarquables. Cette démarche consistera à :

- contribuer à des recensements participatifs et à des opérations citoyennes de protection des grands arbres,
- élaborer un guide de bonnes pratiques,
- étudier la création d'un statut pour les arbres remarquables en vue d'une reconnaissance nationale.

S'engage à privilégier le choix d'arbres d'essences régionales et d'arbres fruitiers dans les futurs aménagements d'espaces verts portés par la Région.

Article 7 : Exemplarité de la Région

S'engage à développer des projets régionaux pour en faire des « démonstrateurs » en matière de d'amélioration de la gestion du patrimoine vert et de gestion écologique :

- des espaces verts et forestiers régionaux,
- des lycées pilotes exemplaires en termes de végétalisation,
- des îles de loisirs.

Article 8 : Sensibilisation- Education

Décide que l'appel à projets « Education à l'Environnement vers un Développement Durable » approuvé par délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 portera en 2017-2018 sur le thème des espaces verts et de nature dans les villes et les villages.

Article 9 : Gouvernance régionale pour la biodiversité

Mandate la Présidente pour engager toutes les démarches nécessaires à la création de l'Agence régionale de la biodiversité en 2017 dans les conditions fixées à l'article L.131-8 du code de l'environnement.

Décide de présenter lors d'une prochaine séance plénière du Conseil régional l'approbation des conventions relatives à la création de l'Agence régionale de la biodiversité.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : PLAN VERT DE L'ILE-DE-FRANCE, LA NATURE POUR TOUS ET PARTOUT (2017-2021)

Plan Vert de l'Île-de-France

La nature pour tous et partout

2017-2021

îledeFrance

Table des matières

Des espaces verts inégalement répartis et dont la surface relative régresse 2

L'échelle régionale est la plus pertinente 4

La Région entend affirmer son rôle de chef de file pour la protection de la biodiversité 5

1. Contexte : les espaces verts et de nature en Île-de-France, une répartition inégale sur le territoire régional 6

1.1 La présence d'espaces verts en milieu urbain est un enjeu social et sanitaire prioritaire 6
1.2 Des espaces verts fragilisés, qui subissent de nombreuses pressions 6
1.3 En Île-de-France, il existe encore de nombreux secteurs carencés en espaces verts 7
1.4 Une élaboration concertée du Plan Vert de l'Île-de-France 12

2. Les grands objectifs du Plan Vert de l'Île-de-France 13

2.1 Les objectifs quantitatifs du Plan Vert 13
2.2 Les objectifs qualitatifs du Plan Vert 14

3. Pour une Île-de-France plus végétale, quatre orientations majeures pour l'action collective en faveur de la nature dans les villes et les villages du territoire francilien 15

Orientation 1 : Renforcer la place du végétal dans les villes et les villages pour le bien-être et la santé des habitants 15
Orientation 2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique 18
Orientation 3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants 24
Orientation 4 : Améliorer la gouvernance et mobiliser les acteurs publics et privés 26

4. Programme d'actions de la Région en faveur de la nature dans les villes et les villages 29

4.1 Territorialisation de l'intervention régionale 29
4.2 Les cinq actions emblématiques 31
4.3 Programme d'actions et planification de la mise en œuvre du Plan Vert 32

1. PRESERVER ET CREER DES ESPACES VERTS ET DE NATURE RENDANT DE MULTIPLES SERVICES 34

2. AMELIORER LES ACCES DES ESPACES VERTS ET DE NATURE 37

3. ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DES SAVOIR-FAIRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN VERT 39

4. FAVORISER LES STRATEGIES URBAINES ET UNE PLANIFICATION FAVORABLES AUX ESPACES VERTS ET DE NATURE 42

5. FAIRE DE LA REGION UNE COLLECTIVITE EXEMPLAIRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN VERT 44

6 RENFORCER LA GOUVERNANCE, CONTRIBUER AU FINANCEMENT DES ACTIONS ET METTRE EN PLACE LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PLAN VERT 47

Plan Vert de l'Île-de-France : la nature pour tous et partout

Les espaces verts et naturels de l'Île-de-France occupent des emprises de dimensions variables telles que les forêts, les parcs urbains et les squares de quartier, ou prennent des formes plus diffuses et linéaires comme les liaisons vertes, les promenades plantées ou encore les berges de rivière.

Des espaces verts inégalement répartis et dont la surface relative régresse

Les forêts, les espaces naturels et les espaces verts urbains constituent près du tiers (31%) de la surface du territoire régional mais leur répartition est très inégale. Certains secteurs bénéficient de grands espaces verts et naturels tandis que d'autres en sont carencés, ce qui réduit ainsi la qualité du cadre de vie de leurs habitants. La carte 1 ci-contre présente la répartition des espaces verts et boisés en Île-de-France.

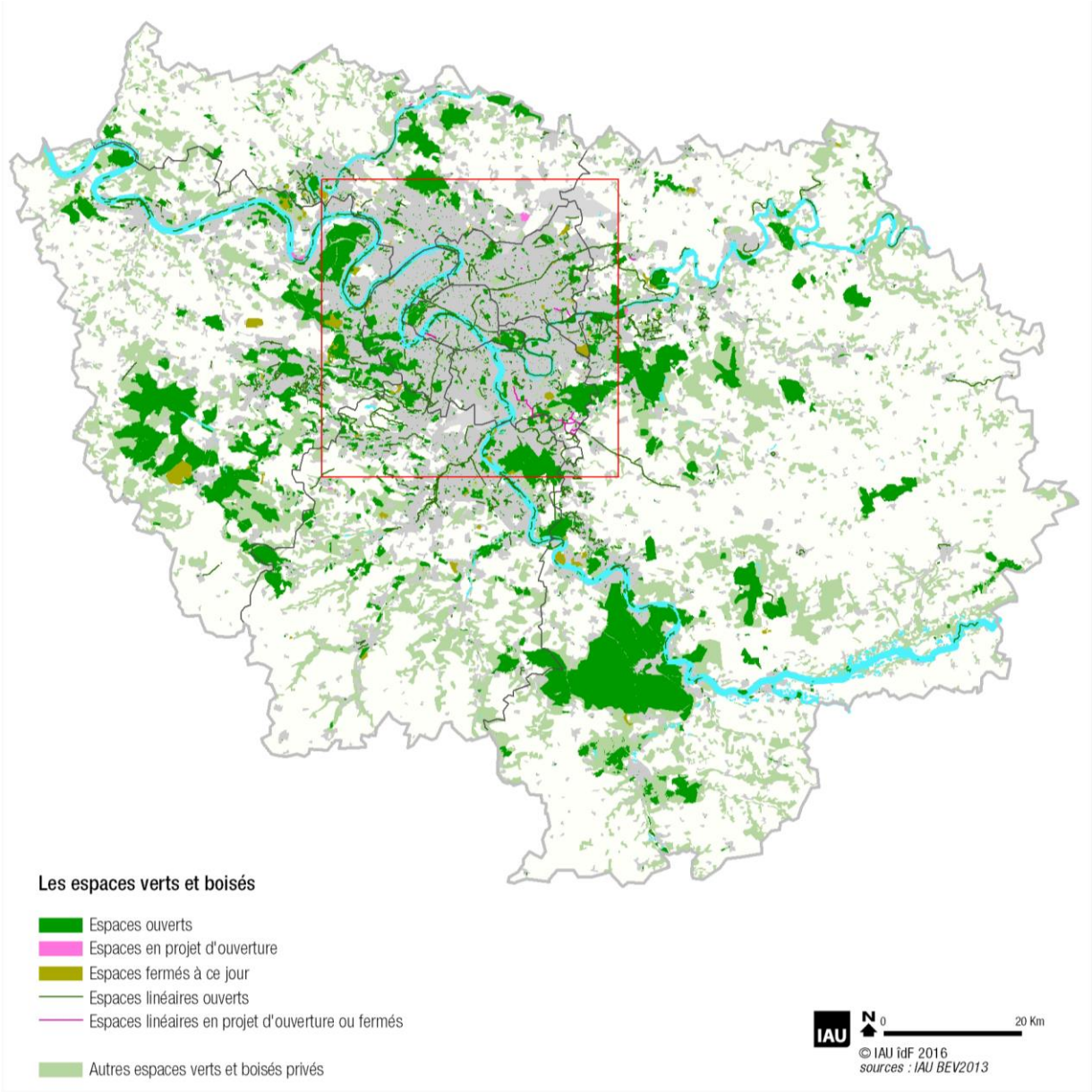
Les résultats des politiques et actions mises en œuvre jusqu'à présent restent insatisfaisants et ces inégalités perdurent : un tiers des Franciliens n'a pas accès en proximité aux espaces verts et boisés ouverts au public et, pour les autres, l'offre accessible est parfois insuffisante - au total, la moitié des Franciliens vit dans des secteurs comptant moins de 10 m² d'espaces verts et boisés par habitant, seuil minimum préconisé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Plus gravement, à partir du début des années 2000, pour la première fois après plus de 30 ans de politiques dynamiques de création et d'aménagement d'espaces verts, on observe une évolution négative de la superficie d'espaces verts et boisés par habitant, notamment en zone urbanisée dense. Cette diminution, résultant de la conjugaison du ralentissement de la création d'espaces verts et d'une augmentation toujours soutenue de la population francilienne, s'est confirmée sur la période récente 2009-2013.

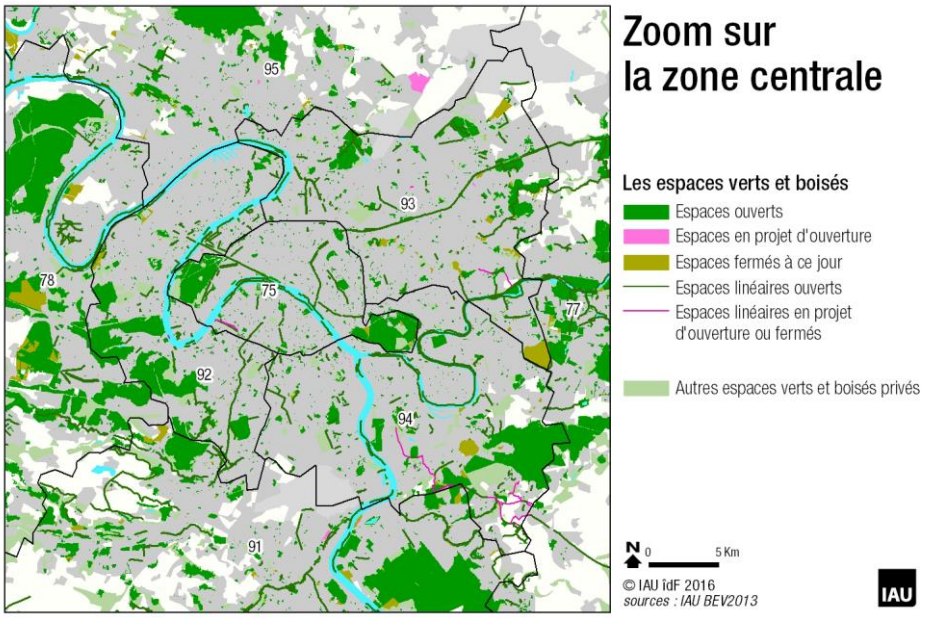
Or, parce que l'enjeu sanitaire, environnemental et social que représentent ces espaces est majeur, mais aussi parce qu'ils contribuent largement à renforcer l'attractivité du territoire, la Région a décidé d'inverser cette tendance et porte de façon prioritaire l'objectif de faire entrer davantage la nature dans les espaces urbanisés. Les villes et les villages franciliens doivent aujourd'hui faire face à de nouveaux enjeux, défis et mutations dans lesquels les espaces verts et naturels jouent un rôle structurant, indissociable de l'évolution du tissu urbain. Seront ainsi des priorités essentielles pour l'aménagement de l'Île-de-France, la plantation d'arbres le long des principaux axes routiers, le projet de forêt périurbaine de la plaine de Pierrelaye, le développement raisonné et durable du végétal en milieu urbain, la constitution de liaisons vertes. Celles-ci, notamment, associeront des fonctions de déplacement pour les habitants, de continuités écologiques pour les espèces et de rafraichissement des îlots de chaleur.

La Région joue un double rôle, fondamental pour développer et diversifier ces espaces, en lien direct avec ses compétences :

- elle propose un cadre de référence global, le Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF), qui combine à la fois les objectifs de la densification des secteurs urbanisés et une offre ambitieuse en espaces verts à créer, qu'ils soient constitués de parcs ou de liaisons vertes tissées dans et entre les espaces urbains ;
- en tant que chef de file pour la protection de la biodiversité et co-pilote du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), elle impulse la coordination des projets à l'échelle régionale.

Carte 1 : Les espaces verts et boisés en Île-de-France





L'échelle régionale est la plus pertinente

Depuis sa création en 1976, la Région est chargée de définir la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades[1]. Elle dispose depuis cette date d'un établissement public, l'Agence des espaces verts (AEV), qui assure la mise en œuvre de cette politique et la coordination avec les autres personnes publiques intervenant dans ce domaine. L'AEV intervient directement pour aménager et entretenir les 10 500 ha de propriétés régionales ouvertes au public ou auprès de divers maîtres d'ouvrage par des aides financières. Ainsi, le montant total de subventions allouées par l'AEV sur la période 2004-2015, pour l'acquisition et l'aménagement d'espaces verts, la plantation d'arbres d'alignement ainsi que la création de promenades s'est élevé à 55 millions d'€, soit un budget annuel moyen de 5 millions d'€.

Le SDRIF de 2013, réalisé pour la première fois sous la responsabilité de la Région, en association avec l'Etat, intègre la préservation et la valorisation des espaces ouverts. A l'horizon 2030, il prévoit notamment, la création de 2 300 hectares de parcs et jardins et de 500 ha de forêts, ainsi que la préservation ou l'aménagement de 157 continuités écologiques, 132 liaisons vertes et 75 espaces de respiration, sans compter 46 fronts urbains permettant de limiter l'étalement urbain.

Issu des deux lois du Grenelle de l'environnement, le Schéma de cohérence écologique (SRCE) co-élaboré par la Région et l'Etat puis adopté en 2013, est cohérent et complémentaire du SDRIF pour réaliser des réseaux écologiques fonctionnels dans tous les territoires (réservoirs et corridors écologiques). Ainsi, les espaces verts à préserver, à créer ou encore les liaisons vertes doivent également assurer des fonctions écologiques pour lutter contre l'appauvrissement de la biodiversité. Le SRCE traite des grandes continuités biologiques de la couronne rurale mais aussi de la nécessité de faire pénétrer les trames vertes et bleues jusque dans la zone dense de l'agglomération. Les berges de cours d'eau, les emprises ferroviaires, les grandes avenues plantées d'arbres associés si possible à des arbustes, les promenades végétalisées constituent autant de supports favorables au développement d'un réseau continu et maillé de liaisons vertes.

Par ailleurs, la Région porte des politiques en lien avec les espaces verts et la nature. A ce titre peuvent être soulignés par exemple le Pacte Agricole en préparation dont un des objectifs est la protection des espaces agricoles, le Plan Vélo sur le développement des pratiques cyclables, le Plan « Sport et Oxygène » sur le développement du sport et des loisirs ainsi que le Plan Déchets. Le Plan Vert d'Île-de-France n'a pas vocation à traiter directement de toutes ces politiques, existantes ou à venir, mais il s'inscrit en complémentarité. Pacte Agricole et Plan Vert ont vocation à s'articuler entre eux autour des espaces agricoles qui constituent un facteur atténuant de la carence en espaces verts. Le Plan Vélo sera un levier, au regard de ses propres priorités, pour traiter l'amélioration de l'accessibilité des espaces. Le Plan « Sport et Oxygène », quant à lui, pourra bénéficier de la mise en œuvre du Plan Vert grâce au développement d'espaces verts et de nature adaptés à la pratique de plein air du sport et des loisirs. Le Plan Déchets traite, entre autres, de la gestion des déchets verts et le fonds propreté accompagne le nettoyage des dépôts sauvages dans les milieux naturels et sur les espaces publics et privés.

La Région dispose donc des compétences et des outils, schémas de planification et organismes opérationnels, pour coordonner et mettre en œuvre une politique des espaces verts moderne et innovante, relevant les défis d'un aménagement équilibré du territoire francilien, en adéquation avec les besoins et le cadre de vie des habitants. Pour impulser une dynamique plus volontariste de

[1] Article L. 4413-2 du code général des collectivités territoriales.

développement de l'offre en espaces verts et naturels, elle a donc lancé l'élaboration du Plan Vert pour la végétalisation de l'Île-de-France.

La Région entend affirmer son rôle de chef de file pour la protection de la biodiversité

La protection de la biodiversité fait partie des domaines pour lesquels la loi[2] a confié à la Région un rôle de chef de file des collectivités territoriales. Ce faisant, la Région est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des collectivités intervenant dans ce secteur : les Communes, les Intercommunalités et les Départements, impliqués par leurs responsabilités de constructeurs, d'aménageurs et de gestionnaires d'espaces publics. Son rôle est de les accompagner et de coordonner leur action.

La Région entend également articuler son action avec l'Etat, compte tenu de la co-responsabilité exercée pour la mise en œuvre du SDRIF et du SRCE et de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

La résorption de la carence (en optimisant la desserte des espaces verts publics et en tendant vers l'objectif des 10 m² minimum par habitant) ne sera possible que par l'action des collectivités territoriales qui devront non seulement programmer la réalisation des nouveaux espaces verts qui accompagneront l'effort de densification mais aussi rattraper pour certaines les déficits accumulés par le passé.

La Région, en qualité de chef de file pour la protection de la biodiversité et de par sa responsabilité sur la politique régionale en matière d'espaces verts, assumera son rôle de coordination et veillera à la cohérence des politiques menées à l'échelle infra régionale. Elle s'assurera par des aides financières incitatives, que les projets sont prioritairement programmés dans les secteurs carencés.

Cette ambition est au cœur du Plan Vert qui s'articule autour des quatre chapitres suivants :

1- Contexte : les espaces verts et de nature en Île-de-France, une répartition inégale sur le territoire régional

Présente le diagnostic de l'Île-de-France au regard des espaces verts et de nature en Île-de-France et de la carence pour les Franciliens.

2- Les grands objectifs du Plan Vert de l'Île-de-France

Présente les objectifs quantitatifs et qualitatifs que se fixe le Plan Vert régional.

3- Vers une Île-de-France plus végétale, orientations en faveur de la nature dans les villes et les villages

Présente les orientations pour une action coordonnée de l'ensemble des acteurs de l'Ile-de-France au regard de leurs compétences propres.

4- Programme d'actions de la Région en faveur de la nature dans les villes et les villages

Présente les actions, avec la participation de ses organismes associés, que la Région s'engage à mener en propre au titre de l'exemplarité régionale et pour accompagner la mise en œuvre du Plan Vert auprès des acteurs franciliens.

[2] LOI n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

1. Contexte : les espaces verts et de nature en Île-de-France, une répartition inégale sur le territoire régional

1.1 La présence d'espaces verts en milieu urbain est un enjeu social et sanitaire prioritaire

En milieu urbain, l'artificialisation est telle que les services rendus par l'ensemble des composantes naturelles - le sol, l'eau, l'air, la lumière et le climat - sont altérés. Les pollutions, la chaleur, la sécheresse ou les inondations rendent parfois certains secteurs hostiles à l'accueil des êtres vivants : les plantes, les animaux mais aussi les Hommes.

L'augmentation des espaces végétalisés contribue à limiter ces dérèglements en recréant des écosystèmes fonctionnels à condition qu'ils soient de surfaces suffisantes et reliés entre eux. Ainsi, les sols perméables et végétalisés jouent leur rôle d'absorption et de dépollution de l'eau, les particules fines et certains polluants de l'air sont captés par les végétaux, la chaleur est diminuée localement par l'ombre apportée par les grands arbres et par l'évapotranspiration des plantes. Il convient toutefois de veiller à ne pas introduire d'espèces allergisantes qui nuiraient à la santé des habitants. La gestion écologique de ces espaces, en supprimant l'usage des produits phytosanitaires, en consommant moins d'eau et d'engrais, en réalisant un entretien et des équipements favorables à la biodiversité, accentue leur effet bénéfique.

Les espaces verts et de nature offrent des lieux récréatifs, générateurs de liens sociaux. Ils sont propices à la détente, aux loisirs et aux rencontres. Ils contribuent ainsi largement à la santé psychique des usagers et des habitants. Ouverts au public gratuitement pour la grande majorité d'entre eux, ils bénéficient à toutes les catégories de population et sont fréquentés à tous âges. En plus de cela, la présence du végétal dans les espaces urbanisés participe à l'embellissement de l'espace et au cadre de vie urbain. Plus attractifs quand ils sont végétalisés de manière importante, les villes et les villages séduisent plus les touristes et attirent facilement les activités économiques. La présence du végétal est donc cruciale pour la santé des habitants et constitue un facteur de cohésion sociale et d'attractivité.

1.2 Des espaces verts fragilisés, qui subissent de nombreuses pressions

Les espaces naturels et boisés sont généralement bien protégés, mais ils peuvent parfois être grignotés par des projets d'aménagement. Ce mitage peut également concerner des espaces verts et naturels en milieu urbain et périurbain. Les projets d'aménagement et d'infrastructures de transport peuvent également engendrer un isolement des espaces verts et naturels. Ils sont alors fragmentés et donc fragilisés, cela conduit à réduire leur fonctionnalité. Enfin, la sur-fréquentation des espaces, une gestion mal adaptée, un aménagement trop artificialisant peuvent altérer la qualité et l'équilibre de ces espaces et liaisons végétalisés.

Ainsi, les espaces verts subissent trois grands types de pressions qui nuisent à leur fonctionnement et diminuent les services qu'ils rendent à la population : la consommation, la fragmentation et l'altération. A cela s'ajoute les problématiques de densification qui conduisent à une augmentation de la population qui, certes faible au cours des dernières années, reste supérieure à l'augmentation des surfaces en espaces verts publics créés dans les villes et les villages. C'est ce phénomène qui conduit à une évolution négative du ratio en superficie d'espaces verts ouverts au public par habitants.

La préservation des espaces existants, la création de nouveaux parcs et jardins, la réalisation de liaisons entre eux, la végétalisation des espaces minéralisés et une gestion adéquate peuvent contribuer à améliorer leur fonctionnalité, leur accessibilité et le ratio en espaces verts par habitant. Les coûts de ces projets sont relativement faibles eu égard aux bénéfices sociaux, environnementaux et économiques, directs ou indirects, apportés par les espaces verts.

La transformation de la ville sur la ville et les extensions urbaines devront donc répondre aux enjeux de la densification, de la présence du végétal sous toutes ses formes, de la mise en valeur des paysages et du développement des trames écologiques et de déplacements pour construire une métropole francilienne plus agréable à vivre, satisfaisant les besoins de ses habitants.

1.3 En Île-de-France, il existe encore de nombreux secteurs carencés en espaces verts

Le rôle fondamental des espaces verts dans le développement humain et les relations sociales est reconnu au niveau international notamment par l'OMS qui recommande un minimum 10 m² par habitant. L'OMS précise que ce ratio n'est valable que si les espaces verts sont accessibles, à moins de 15 minutes de marche.

Bien que la Région soit dotée de compétences relatives à la préservation et la création d'espaces verts depuis 1976 et que ces préoccupations aient fait l'objet de politiques successives destinées à les prendre en compte comme des éléments essentiels de l'aménagement et de l'urbanisme, il subsiste encore aujourd'hui des secteurs éloignés des grands espaces de nature, où les espaces verts de proximité restent insuffisants en quantité et en qualité, et peu accessibles.

L'organisation spatiale particulière de l'Île-de-France, caractérisée par le cœur d'agglomération, la ceinture verte, la couronne rurale et les grandes vallées, crée des situations diversifiées. De plus, la densité urbaine est un facteur déterminant dans les besoins en espaces verts et dans les actions à mettre en œuvre. Cette diversité naturelle de la géographie et des paysages a été très largement modifiée au fil de l'histoire par le développement toujours plus important de l'urbanisation et de l'étalement urbain. Si une grande partie du cœur d'agglomération reste structurellement carencée en végétation et en espaces verts publics, l'Île-de-France est bien dotée en espaces ouverts périurbains grâce à sa ceinture verte et dispose d'un système de transports collectifs étendu qui favorise leur accessibilité. Ainsi, ils constituent non seulement une offre d'espaces de nature appréciée par les Franciliens pour la détente de « fin de semaine », mais aussi une offre de proximité pour la population riveraine. Sans la ceinture verte régionale, la carence en espaces verts en Île-de-France serait notablement aggravée.

Les exercices successifs de planification pour maîtriser cette urbanisation, l'action de l'AEV et les efforts des collectivités territoriales pour ouvrir de nouveaux espaces verts au public (augmentation de 135 % entre 1970 et 2000) n'ont toutefois pas permis de répartir équitablement l'offre. Aujourd'hui encore, bien que les SCoT et les PLU doivent réserver le potentiel spatial des « espaces verts à créer » figurés par des « marguerites » dans le SDRIF de 2013, ceux-ci ne sont assortis d'aucune obligation de réalisation alors que leur localisation réside généralement dans les secteurs carencés. La situation reste donc très contrastée : 17 des 20 arrondissements de Paris, 53 % des communes de petite couronne et 42 % des communes de grande couronne comptent moins de 10 m² d'espaces verts ou boisés ouverts au public par habitant.

Cette carence s'exprime en termes :

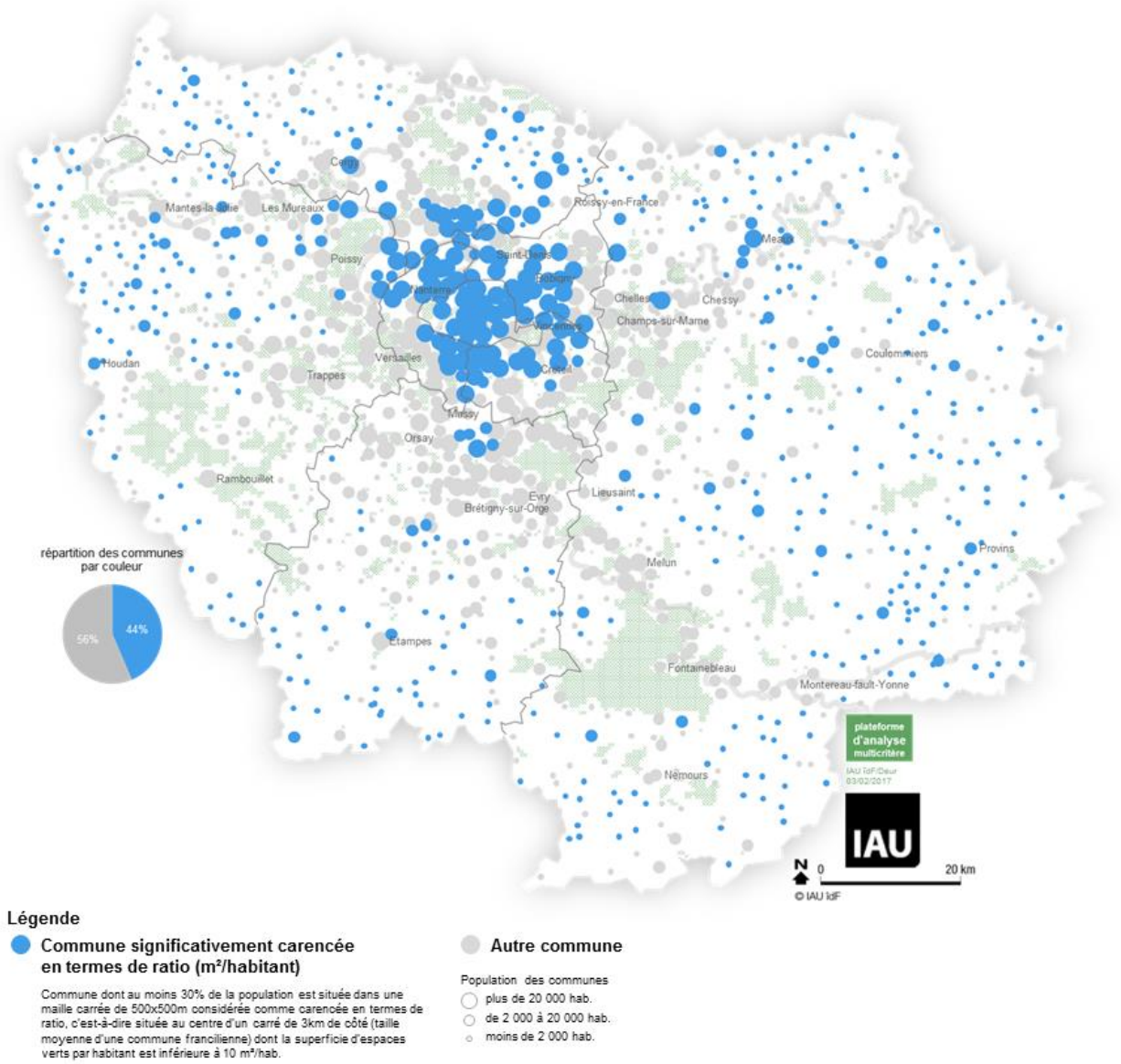
- de ratio en superficie d'espaces verts ouverts au public par habitant, au regard du ratio préconisé de 10 m²/habitant minimum,
- d'accessibilité des espaces verts.

Les cartes suivantes[3] illustrent la carence en ratio, ainsi que l'accessibilité aux espaces de proximité et « de fin de semaine ».

Carence en termes de ratio d'espaces verts

En Île de France, 50 % de la population est située dans des secteurs où le ratio en espaces verts ou boisés ouverts au public est inférieur à 10 m² par habitant. La carte 2 ci-après présente les communes considérées comme carencées au regard du ratio en espaces verts par habitants.

Carte 2 : Carence en termes de ratio en espaces verts par habitant

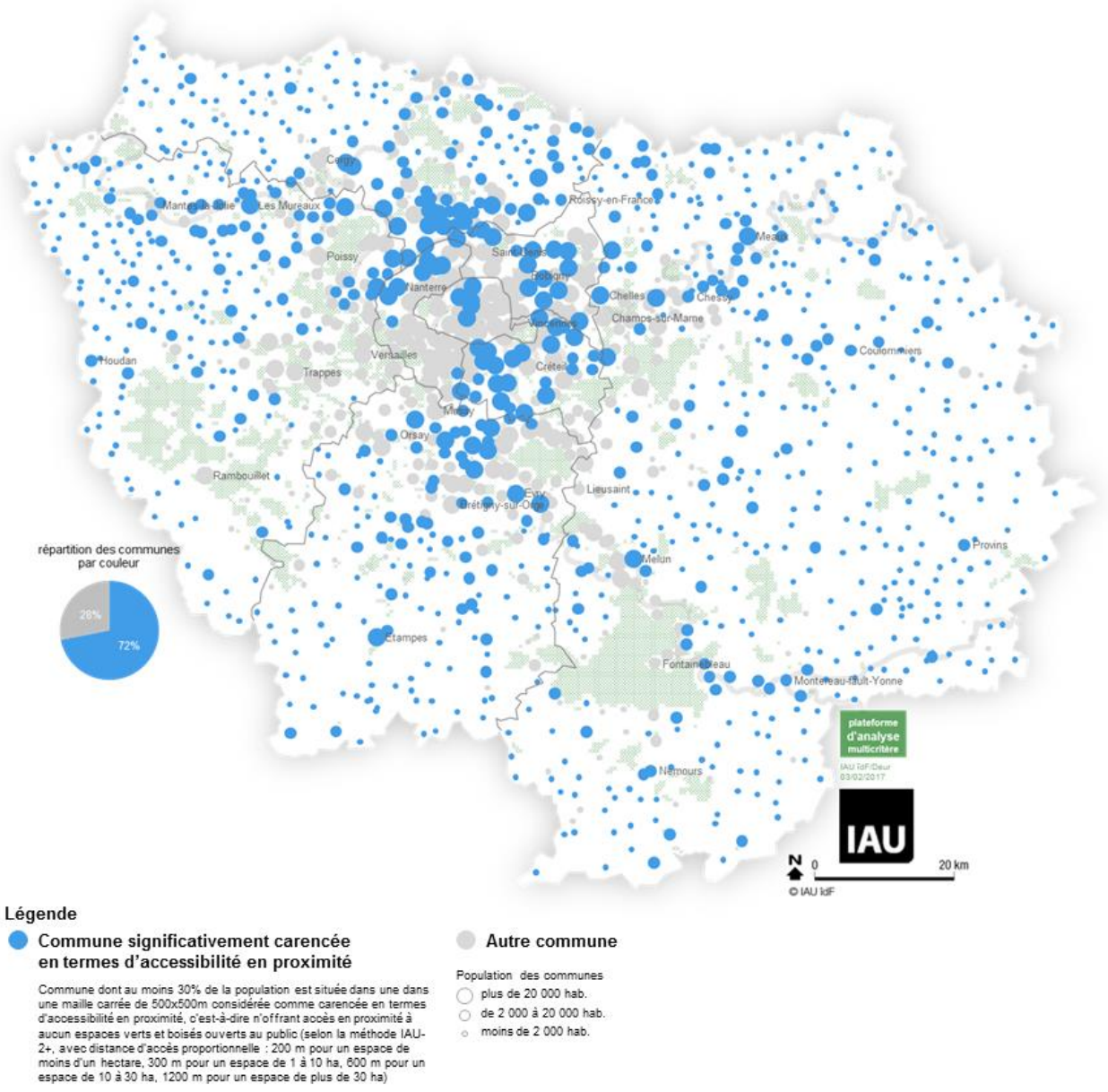


[3] Dans le cadre de cette analyse et notamment pour les différentes cartes présentées, les arrondissements parisiens sont considérés individuellement comme des communes.

Carence en termes d'accessibilité aux espaces verts

La résorption de la carence ne passe pas seulement par l'augmentation de la superficie d'espaces verts publics. Une meilleure accessibilité aux espaces verts et boisées existants contribue aussi à diminuer la carence.

Carte 3 : Carence en termes d'accessibilité aux espaces verts de proximité

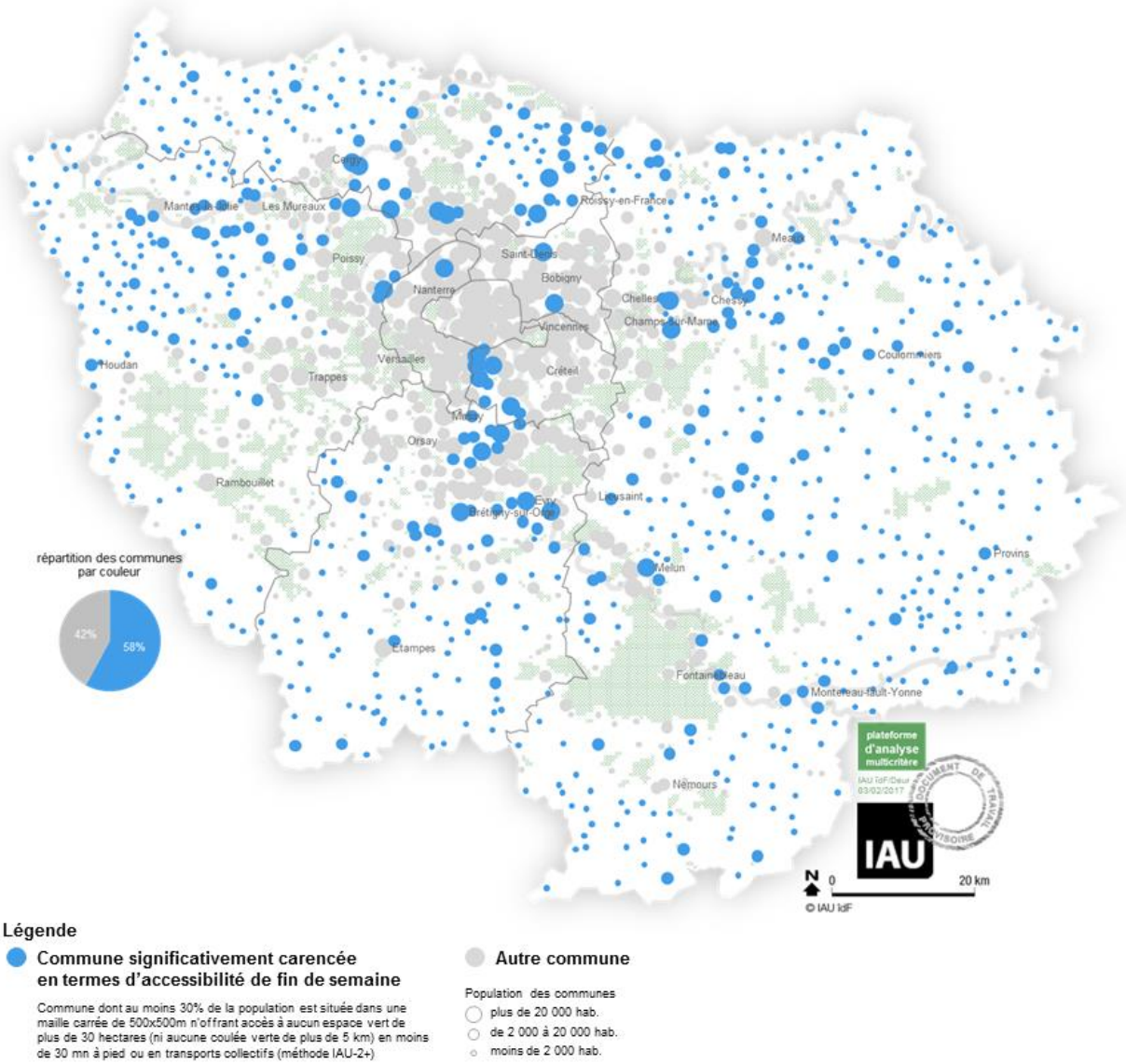


Aujourd'hui, 31 % des habitants de l'Île-de-France n'ont pas accès à un espace vert ou boisé de proximité[4] (carte 3 ci-dessus) et 8 % ne peuvent pas rejoindre un espace dit « de fin de semaine »[5] en moins de 30 minutes à pied, en vélo ou en transport en commun (carte 4 ci-après).

[4] Espaces verts d'une superficie d'au moins à 1000 m² ou espaces verts linéaires d'au moins 5 km.

[5] Espaces verts et boisés d'une superficie d'au moins 30 hectares.

Carte 4 : Carence en termes d'accessibilité aux espaces verts « de fin de semaine »



Légende

Commune significativement carencée en termes d'accessibilité de fin de semaine

Commune dont au moins 30% de la population est située dans une maille carrée de 500x500m n'offrant accès à aucun espace vert de plus de 30 hectares (ni aucune coulée verte de plus de 5 km) en moins de 30 mn à pied ou en transports collectifs (méthode IAU-2+)

Autre commune

Population des communes
- plus de 20 000 hab.
- de 2 000 à 20 000 hab.
- moins de 2 000 hab.

Facteurs « atténuants » et facteurs « aggravants »

Néanmoins, la « carence » n'est pas vécue de la même manière selon les territoires. Il peut en effet y avoir des facteurs « atténuants » qui n'ont pas d'incidence directe sur l'augmentation du ratio de 10 m² d'espaces ouverts au public par habitant, mais qui diminuent la sensation de manque d'espaces verts de détente. Ces **facteurs « atténuants »** sont :

- une présence végétale forte (arbres d'alignement, jardins privés, petits espaces végétalisés), caractérisée par un indice de végétation (calculé par l'IAU) supérieur à 4 sur au moins 50% de l'espace considéré ;
- une proximité aux espaces agricoles, boisés, semi-naturels ou en eau. Elle est considérée comme atténuante quand ces espaces atteignent 50% et plus de l'occupation du sol dans un carré de 1 km de côté. Ces espaces ne sont pas forcément ouverts au public mais ils

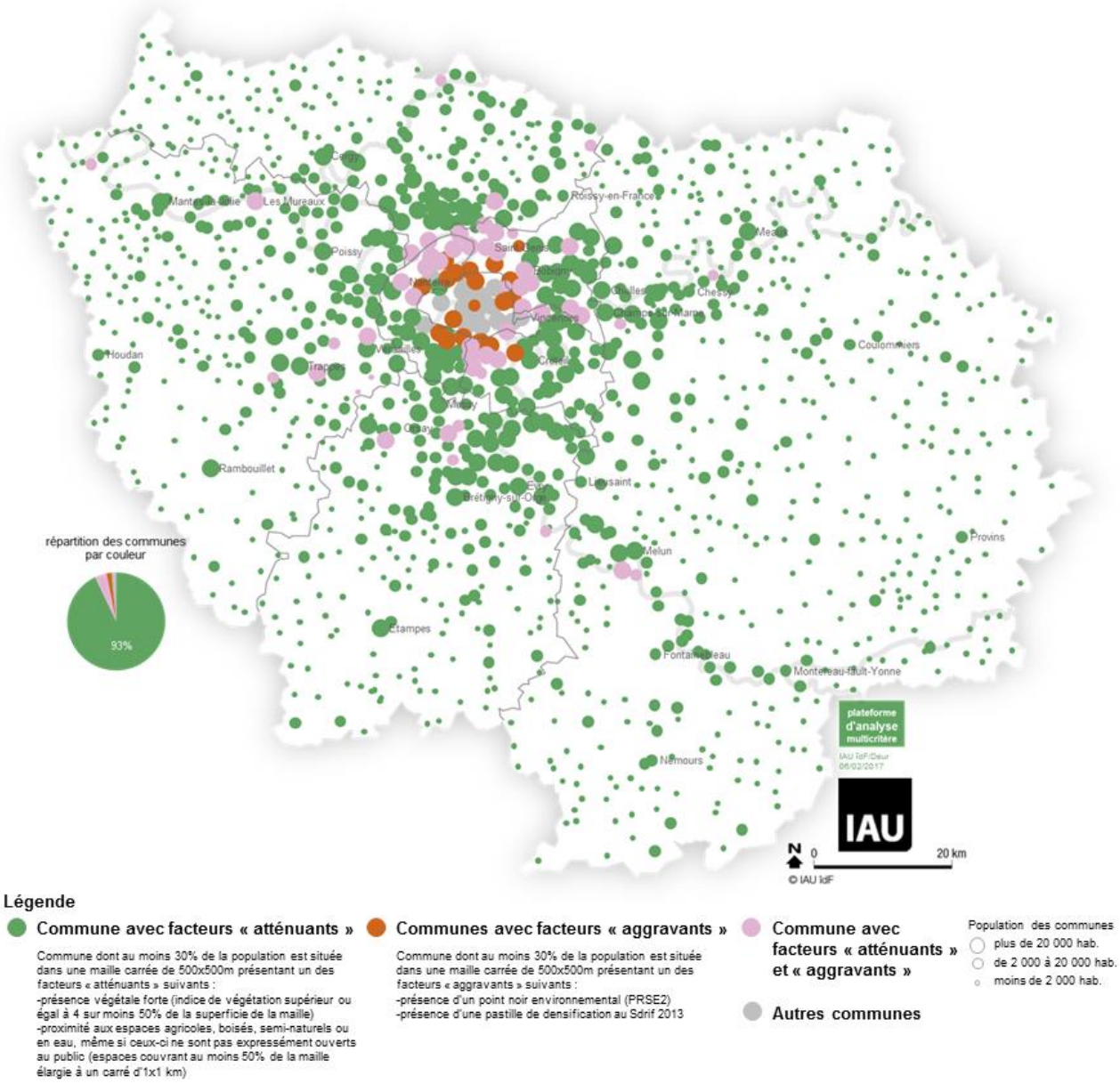
constituent un contexte favorable à la promenade et à la détente, notamment grâce aux échappées visuelles qu'ils offrent et aux chemins ruraux ou de randonnée qui les traversent.

Mais il peut y avoir également des **facteurs « aggravants »** qui accentuent la sensation de manque d'espaces de détente :

- la présence d'un point noir environnemental (infrastructure de transport bruyante, zone de stockage de déchets, industrie polluante…) ;
- la présence d'une pastille de densification qui augure d'une augmentation de la population et donc d'une diminution du nombre de m² d'espaces verts par habitant si la densification n'est pas accompagnée de l'ouverture ou de la création de nouveaux espaces verts.

La carte 5 ci-après illustre la répartition sur les communes franciliennes des facteurs atténuants et aggravants.

Carte 5 : Facteurs « atténuants » et facteurs « aggravants »



Sur l'ensemble de l'Île-de-France, 1204 communes sont particulièrement concernées par au moins un facteur « atténuant » (communes en vert sur la carte précédente), 21 par au moins un facteur « aggravant » (commune en orange) et 51 par les deux types de facteurs à la fois (commune en rose).

Croisement entre la carence en espaces verts et boisés et les facteurs atténuants et aggravants

Le croisement de la carence en espaces verts et boisés présentée précédemment, en termes de ratio par habitant (Carte 2) ou en termes d'accessibilité de proximité (Carte 3), avec l'analyse des facteurs atténuants et aggravants (Carte 5) permet d'identifier les communes franciliennes carencées et celles qui sont particulièrement sensibles.

Il ressort que :

- **919 communes et 16 arrondissements parisiens sont carencés**, soit au regard du ratio en espaces verts par habitants, soit au regard de l'accessibilité en espaces verts de proximité, soit des deux à la fois,
- **53 communes et 4 arrondissements parisiens sont très carencés**. Ils connaissent en effet une situation particulièrement sensible puisqu'ils sont concernés par des facteurs aggravants.

Cet état des lieux est utilisé comme base pour territorialiser l'action de la Région en vue de la mise en œuvre du Plan Vert (Cf. chapitre 4 et Carte 9).

1.4 Une élaboration concertée du Plan Vert de l'Île-de-France

Au regard de l'ensemble de ces éléments de diagnostic, la Région engage une nouvelle démarche pour créer une dynamique d'actions à mettre en œuvre par tous les acteurs concernés : le Plan Vert de l'Île-de-France qui porte l'ambition de diffuser la nature pour tous et partout.

La dimension de cette démarche et la volonté d'y associer tous les acteurs ont trouvé leur expression dans l'organisation d'une large concertation pour l'élaboration du Plan Vert. Engagée lors de la conférence du 3 octobre 2016, ces éléments de contexte ont été présentés et partagés avec de nombreux experts, services des collectivités territoriales, des associations, des professionnels (bureaux d'études, architectes, urbanistes et paysagistes), des chercheurs et des entreprises privées. Sur cette base, des ateliers se sont tenus les 4 octobre, 29 novembre, 1er et 2 décembre 2016 pour permettre aux participants d'exprimer leur analyse, leurs besoins et proposer leurs idées. Un atelier de restitution a été organisé le 20 février 2017 pour présenter les orientations du Plan Vert aux personnes ayant participé aux ateliers. Les grands principes du Plan Vert ont également été présentés au Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) qui a témoigné d'un fort intérêt pour cette démarche et souhaite être associé à la mise en œuvre et à l'évaluation du Plan Vert.

Cette concertation a permis de fixer des objectifs à la fois quantitatifs sur l'offre en espaces verts et boisés et leur accessibilité, et qualitatifs sur les fonctions sociales, économiques et écologiques que remplissent ces espaces. Ces deux catégories d'objectifs sont liées. De grandes orientations ont été tracées pour répondre à ces objectifs de façon coordonnée entre les acteurs franciliens et, enfin, un programme d'actions de la Région et de ses organismes associés met en évidence des zones d'intervention différenciées et propose des registres d'actions à mettre en œuvre de façon adaptée au contexte. L'ensemble de ces points est traité dans les chapitres suivants.

2. Les grands objectifs du Plan Vert de l'Île-de-France

Le Plan Vert régional vise à introduire des espaces végétalisés de qualité au sein de tous les territoires et au bénéfice de l'ensemble des Franciliens.

La difficulté de réserver des emprises foncières ou de transformer des espaces minéralisés en espaces végétalisés dans certains secteurs densément urbanisés, repousse malheureusement l'objectif d'atteindre 10 m² par habitant sur la totalité du territoire au moins à l'horizon 2030. Des difficultés persistent compte tenu de la structure de l'urbanisation au cœur de l'agglomération parisienne qui obère les opportunités foncières pour les espaces verts. Mais cette référence quantitative ne suffit à garantir ni l'accès à un espace vert de proximité au maximum de la population, ni la qualité d'insertion de cet espace vert dans le tissu urbain. Une commune ou un territoire peut atteindre ou dépasser les 10 m² par habitant tout en conservant des secteurs éloignés des espaces verts.

C'est pourquoi, qualifier le niveau de carence passe avant tout par une analyse de la répartition spatiale des espaces verts et la population effectivement desservie. En effet, lorsqu'il n'est pas possible d'offrir des espaces verts de proximité dans un quartier urbain, il convient de rendre accessible ceux situés aux alentours. Ainsi, au-delà de l'intérêt écologique des liaisons et continuités vertes, la constitution de promenades piétonnes et cyclables plantées en réseau, reliant les quartiers et les espaces verts entre eux diversifie considérablement les possibilités d'accès à la nature. La connexion à partir des gares permet d'augmenter encore ces possibilités, notamment pour les moments de détente du mercredi et des fins de semaine. En conséquence, la Région se fixe l'objectif principal d'accroître significativement les aires de desserte et les populations desservies par des espaces verts, existants ou à créer, à l'horizon 2021 dans les communes carencées.

Cet objectif est assorti d'un engagement de la Région à mobiliser les outils et les moyens disponibles pour éviter que ne se dégrade la situation dans les secteurs où la pression d'urbanisation est forte, au point qu'elle pourrait menacer l'intégrité des surfaces en espaces verts existants, soit par grignotage des espaces, soit par augmentation de la population. Cet objectif constitue en soi une réelle ambition, compte-tenu des nécessités de densification urbaine.

Enfin, il ne s'agit pas seulement d'augmenter les surfaces et l'accessibilité des espaces verts. Il convient également de garantir leur résilience, leur pérennité et les nombreuses fonctions qu'ils peuvent jouer. Ainsi, les objectifs quantitatifs s'accompagnent d'objectifs qualitatifs ciblés sur le développement de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'attractivité auprès du public afin que les espaces végétalisés rendent aux usagers et habitants tous les services que procure la nature dans les villes et les villages : accueil de la biodiversité, dépollution de l'air et de l'eau, lutte contre le changement climatique et les îlots de chaleur, réduction des risques d'inondations, détente et loisirs, ressourcement, qualité du cadre de vie, attractivité du territoire, diversité des paysages, espaces de sensibilisation à la nature…

2.1 Les objectifs quantitatifs du Plan Vert

Le Plan Vert porte une politique ambitieuse dont les objectifs principaux sont :

- **Relancer prioritairement la création d'espaces verts et boisés dans les secteurs carencés où elle est en panne depuis 15 ans.**
- **Préserver et entretenir les espaces verts et boisés existants, y compris dans les zones non carencées.**

- **Accompagner la création d'environ 500 ha d'espaces verts et boisés d'ici la fin de la mandature, soit l'équivalent du Bois de Boulogne, et permettre un accroissement net de l'offre en espaces verts et boisés ouverts au public à l'horizon 2021**, en portant une attention particulière :
    - aux secteurs comptant aujourd'hui moins de 10 m² d'espaces verts et boisés par habitant ;
    - aux secteurs (notamment les quartiers de gare) appelés à connaître à l'horizon 2030 un accroissement significatif de population ; dans ces secteurs, il s'agira notamment de faire en sorte que l'offre de proximité en espaces verts et boisés s'accroisse au moins au même rythme que la population.

- **Améliorer l'accessibilité des Franciliens à l'offre en espaces verts et boisés**, en veillant non seulement à la localisation optimale de l'offre additionnelle, mais aussi en améliorant les conditions d'accès à l'ensemble de l'offre (création de nouvelles entrées, réduction des coupures urbaines, amélioration des accès piétonniers et cyclables, amélioration de la desserte en transports collectifs pour les pratiques de fin de semaine, etc.) :
    - pour les pratiques de proximité, l'objectif à l'horizon 2021 est de réduire de moitié la part de la population francilienne n'ayant pas accès en proximité (moins de 15 minutes à pied, seuil minimum préconisé par l'Organisation mondiale de la santé) à des espaces verts et boisés, de 30 % à 15 %, en portant une attention particulière aux secteurs dans lesquels cette part est localement supérieure, parfois nettement, à 30 % ;
    - pour les pratiques dites « de fin de semaine », l'objectif à l'horizon 2030 est de garantir l'accès à 100 % de la population francilienne à au moins un espace vert ou boisé de plus de 30 ha en moins de 30 minutes à pied, à vélo ou en transports collectifs (plus particulièrement les mercredis, samedis et dimanches et pendant les vacances scolaires).

2.2 Les objectifs qualitatifs du Plan Vert

Il convient d'accompagner ces objectifs quantitatifs par des préoccupations qualitatives en lien avec les différentes fonctions de ces espaces verts et de nature. Plus ils seront situés en zone dense, plus les fonctions qu'ils devront remplir seront nombreuses : esthétique, récréative, rafraichissante, gestion des eaux pluviales, refuge pour la flore et la faune…

Les objectifs qualitatifs du Plan Vert visent à répondre aux multiples enjeux environnementaux qui concernent les Franciliens et ainsi à créer des espaces verts et de nature **multifonctionnels** :

- Concevoir des espaces favorables à **l'adaptation de la ville au changement climatique**, jouant un rôle bénéfique sur les îlots de chaleur et le rafraîchissement de l'air, renforçant la perméabilité de la ville aux eaux pluviales et minimisant les besoins en eau et en équipements énergivores.
- Renforcer **la nature et la biodiversité** dans les villes et les villages grâce à des espaces verts et de nature contribuant à la trame verte et bleue urbaine, en priorisant les espaces en pleine terre, l'utilisation d'espèces locales variées non allergènes et la mise en place d'une gestion écologique visant notamment à ne plus utiliser de pesticides.
- Contribuer à l'amélioration **du cadre de vie et de l'attractivité des territoires**, grâce à des espaces verts et de nature, concourant à la qualité des paysages urbains, aux loisirs quotidiens et de fin de semaine, à la pratique des circulations douces et favorables à la santé des Franciliens.

3. Pour une Île-de-France plus végétale, quatre orientations majeures pour l'action collective en faveur de la nature dans les villes et les villages du territoire francilien

Pour relever le défi d'offrir aux Franciliens plus d'espaces verts, plus accessibles et assurant de nombreuses fonctions sociales, écologiques et économiques, la Région, chef de file pour la biodiversité et la lutte contre le changement climatique, propose sur l'ensemble du territoire, à tous les acteurs concernés, collectivités, entreprises, associations et habitants, de se mobiliser collectivement autour de quatre grandes orientations telles qu'elles sont apparues comme prioritaires au terme d'une large concertation :

- **Orientation 1 : Renforcer la place du végétal dans les villes et les villages pour le bien-être et la santé des habitants.**
- **Orientation 2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique**
- **Orientation 3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants**
- **Orientation 4 : Améliorer la gouvernance et mobiliser les acteurs publics et privés**

Chacune de ces orientations est déclinée en objectifs opérationnels proposant aux acteurs franciliens de se mobiliser autour d'actions concrètes.

Orientation 1 : Renforcer la place du végétal dans les villes et les villages pour le bien-être et la santé des habitants

Rendre les villes et les villages plus agréables implique un développement urbain mieux ancré dans son environnement naturel qui prenne en considération la nature et l'ensemble des espaces verts existants et à créer comme des éléments à part entière du développement urbain, dans une logique de trame verte et bleue. En cohérence avec les prescriptions du SDRIF, il s'agit de considérer l'organisation du territoire par ses espaces ouverts, des plus petites friches jusqu'aux grands espaces naturels, autant que par ses espaces construits. Cela nécessite de mener une réflexion en amont à l'échelle du territoire, dans les documents d'urbanisme et dans la politique foncière, mais aussi à l'échelle des projets d'aménagement.

Les espaces verts périurbains de la ceinture verte jouent également un rôle important dans l'équilibre de la ville. Espaces verts de proximité pour certains habitants, ils constituent des espaces « de fin de semaine » pour les plus éloignés. Espaces plus vastes, plus naturels, ils apportent des services que ne peuvent fournir les espaces verts plus urbains.

1-1 Connaître la composante vivante de son territoire

La première étape visant à renforcer la place du végétal dans les villes et les villages et à garantir sa prise en compte dans les projets d'aménagement commence par une meilleure connaissance du territoire, et notamment de sa composante vivante. Cela passe par la réalisation d'un diagnostic territorial basé sur l'analyse fonctionnelle de la trame verte et bleue, des espaces verts et de nature existants, des liaisons vertes qui les relient, des espaces non construits pouvant être plantés, des caractéristiques des paysages présents. Ce diagnostic constituera une base solide pour planifier à court, moyen et long termes l'aménagement d'espaces verts (parcs de différentes tailles,

promenades plantées, arbres d'alignement…). Il doit être appréhendé sous plusieurs angles : paysage, fonctionnement écologique, perception et usages des habitants…

Pour ce faire, il existe différents outils que les collectivités peuvent mobiliser. C'est par exemple le cas de la méthodologie des atlas du paysage[6] que certains Départements ont élaborés. Les atlas du paysage visent à identifier, qualifier et caractériser tous les paysages d'un territoire, qu'ils se rapportent à des parties de territoire urbaines, périurbaines, rurales ou naturelles, des plus remarquables aux plus dégradées. Le guide d'analyse fonctionnelle des espaces ouverts permet de prendre en compte les effets systémiques entre espaces ouverts d'une part, et entre espaces ouverts et bâtis d'autre part. A l'échelle de la commune ou des intercommunalités, il existe la méthodologie des atlas de la biodiversité communale[7]. Cela passe par l'établissement d'un diagnostic précis des habitats naturels sur l'ensemble du territoire, y compris dans les secteurs les plus urbains. Outre ces méthodologies, l'élaboration ou la révision d'un document d'urbanisme est l'occasion d'approfondir, dans le diagnostic communal ou intercommunal, les volets relatifs aux espaces verts et de nature, aux paysages et à la biodiversité, notamment la dimension urbaine de l'espace vert.

Cette étape de diagnostic doit également s'attacher à qualifier les usages et les attentes des habitants, ce qui permettra d'éviter les désagréments résultant d'une conception inappropriée (conflits entre les usagers, détérioration, problèmes d'accessibilité…) et d'une gestion non planifiée.

Il convient également de fiabiliser la base de données des espaces verts et boisés ouverts au public que l'IAU a constituée depuis 1990 et qu'il actualise régulièrement. Le taux de réponse des collectivités devra être amélioré car il n'est que de 40 à 60 % aujourd'hui.

1-2 Coordonner les différentes stratégies pour composer les villes et les villages

Les stratégies d'aménagement et de planification doivent mieux prendre en considération les espaces verts et de nature dans la construction de la ville. Elles doivent pour cela s'appuyer sur l'existant identifié dans le cadre du diagnostic et mieux prendre en considération le socle géographique et géologique.

La maîtrise de l'urbanisation devrait conduire à la préservation des espaces verts existants et à la reconquête par la nature des espaces non bâtis. Il est indispensable de dégager ou de maintenir des espaces non bâtis aux sols perméables pour introduire des plantations sur des surfaces de différentes tailles en accompagnement de la densification des villes. Densité construite et densité verte ne sont en effet pas incompatibles. Dans le cadre des politiques de densification, les « dents creuses » ne doivent pas être systématiquement construites : il est important d'en réserver aussi pour les espaces verts, notamment quand elles portent déjà une végétation importante.

Les stratégies urbaines doivent valoriser les espaces non urbanisés comme éléments à part entière de la ville et intégrer les services rendus par ces espaces. La trame verte et bleue prend toute sa place dans cette réflexion. Il est important de prendre en compte tous les types d'éléments constitutifs de cette trame, qu'il s'agisse des connexions ouvertes au sein de la ville, des friches et délaissés, des éléments linéaires, des espaces d'accompagnement des équipements publics, des emprises routières et ferrées ou des secteurs d'anciennes carrières non urbanisées. La trame verte et bleue urbaine peut être prolongée, au-delà des espaces urbanisés, par une armature verte qui offre plusieurs fonctionnalités (modes de déplacements actifs, espaces de loisirs de proximité et de fin de semaine, biodiversité…). L'accueil d'espaces verts dans les espaces de transition tels que les fronts urbains permet aussi d'améliorer la qualité des aménagements réalisés dans ces secteurs.

[6] http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Methode_Atlas_des_paysages_2015-francais_version_web_cle7f9e61-2.pdf
[7] http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Guide-demarche-ABC-version-23-10-2014-1.pdf

Cette démarche pourrait utilement se traduire par l'élaboration de « plans verts territoriaux », déclinaisons territoriale et opérationnelle du Plan Vert de l'Île-de-France.

1-3 Décliner cette stratégie à l'échelle locale dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement

La prise en compte des espaces verts et de nature dans les villes et les villages doit se décliner dans les documents d'urbanisme, du ScoT au PLU :

- pour protéger les espaces verts existants, leurs accès, les plantations d'alignement, les arbres remarquables par un zonage approprié garantissant leur inconstructibilité et leur pérennité,
- pour permettre sur le moyen terme de réserver des emprises foncières à la réalisation de nouveaux espaces verts, de liaisons vertes et de nouvelles actions de végétalisation (emplacements réservés, etc…)

Il est important que les documents d'urbanisme traduisent une approche multifonctionnelle du territoire par le prisme de ses espaces ouverts, en cohérence avec les territoires limitrophes dans l'objectif d'optimiser les services rendus par les éléments de paysage (paysages, patrimoine, contact avec la nature, biodiversité, gestion de l'eau et prévention des risques inondation, rafraichissement, détente, pratique du sport, modes de circulations actifs…).

Les documents d'urbanisme peuvent ainsi, à leur échelle, recenser et intégrer les espaces verts à préserver, les espaces verts à créer (qu'ils soient d'intérêt régional ou plus local) et les liaisons vertes à préserver et à rétablir en lien avec la mise en œuvre du SRCE. De par le rapport de compatibilité avec le SDRIF, ils doivent favoriser la création des espaces verts et de loisirs prévus au Schéma régional sous la forme de « marguerites ». Comme pour les pastilles d'urbanisation, le SDRIF ne contraint pas à la réalisation des espaces verts et de loisirs pointés par les « marguerites », mais oblige seulement à ne pas obérer leur faisabilité.

Les documents d'urbanisme se doivent également de prendre en compte le SRCE qui fixe des orientations en matière de planification et qui constitue donc un outil précieux pour prendre en compte les espaces de nature dans les documents d'urbanisme. La Région peut apporter un appui sur la prise en compte des schémas de planification régionale dans les documents d'urbanisme locaux en renforçant son accompagnement des collectivités territoriales.

Il convient aussi d'intégrer les fonctions des espaces verts et de nature dans les autres politiques publiques : accessibilité cyclable via les schémas et les plans vélo, adaptation au changement climatique via les plans air énergie climat territoriaux, inondations via les schémas des berges et les plans de prévention du risque inondation…

Pour que les espaces verts et de nature rendent au maximum leurs services environnementaux en ville, il est nécessaire de mobiliser du foncier, en anticipant leur affectation à la végétalisation au même titre que pour les autres équipements publics. Une politique foncière doit être développée à long terme dans le cadre des projets de renouvellement urbain par les collectivités. Ces dernières et les autres acteurs fonciers pourraient utilement développer et coordonner leurs politiques foncières pour libérer du foncier à des fins de création de nouveaux espaces verts.

1-4 Garantir et développer l'offre en espaces verts et de nature dits « de fin de semaine »

Les politiques de planification et d'aménagement du territoire doivent également prendre en considération les besoins des Franciliens en matière d'espaces verts « de fin de semaine », notamment les habitants de la zone dense de l'agglomération centrale en permettant l'accès au

public de grands espaces périphériques de la ceinture verte régionale et au-delà. L'aménagement et la gestion des espaces naturels sensibles par les Collectivités territoriales (majoritairement par les Départements mais aussi par l'AEV, les communes et leurs groupements par délégation du droit de préemption), des forêts régionales, des îles de loisirs, des Parcs naturels régionaux et des Réserves naturelles régionales par la Région ainsi que la création des espaces verts et de loisirs prévus au SDRIF (les « marguerites ») par les collectivités concernées sont autant d'éléments qui contribuent à maintenir et à développer l'offre en espaces verts et de nature « de fin de semaine ». Il convient de rappeler que ces espaces jouent également un rôle d'espaces verts de proximité pour la population riveraine et que leur connexion est primordiale pour élargir et garantir les fonctions et les services qu'ils assurent : accueil de la biodiversité, dépollution de l'air et de l'eau, lutte contre le changement climatique et les îlots de chaleur, réduction des inondations, détente et loisirs, ressourcement, qualité du cadre de vie, attractivité du territoire, diversité des paysages, production de matériaux… Certains sont suffisamment importants (dans le cas des îles de loisirs par exemple), pour pouvoir accueillir des équipements sportifs légers compatibles avec l'objectif de préservation de leur environnement naturel.

Il faut noter par ailleurs que la ceinture verte est le secteur géographique où se concentrent les tensions et les enjeux de développement de l'agglomération centrale. Les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) mis en place par l'AEV intègrent en plus des espaces verts « de fin de semaine » évoqués précédemment, des projets de parc dans les zones denses et carencées qui vont contribuer à augmenter l'offre en espaces verts ouverts au public à court et moyen termes, mais aussi des espaces agricoles qui ont un rôle « atténuant » diminuant la sensation de manque d'espaces verts de respiration dans les zones carencées. Ces espaces agricoles sont particulièrement menacés en zone périurbaine.

Orientation 2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique

En même temps que les territoires urbains connaissent une forte artificialisation, la disparition des terres agricoles et le grignotage des bois périurbains se poursuivent. Il est nécessaire de soutenir la préservation et le développement des espaces verts et de la nature dans les villes et les villages, en quantité et en qualité, en priorité en pleine terre, pour l'ensemble des services sociaux, économiques et environnementaux qu'ils peuvent rendre. Cela nécessite une implication forte à l'échelle la plus fine dans la mise en œuvre des projets d'aménagement. Les espaces verts et de nature doivent réunir de nouvelles fonctions. Cadre de vie, promenade et loisirs, gestion des eaux pluviales, rafraîchissement de la ville et fonctionnalité écologique doivent être au cœur de la démarche. Permettre aux Franciliens de côtoyer une biodiversité de proximité au quotidien implique de multiplier les espaces végétalisés partout où il est possible de le faire.

2-1 Préserver, valoriser et requalifier les espaces verts et de nature existants et méconnus par la mise en place de méthodes et de projets innovants

Il est indispensable de préserver les espaces verts et de nature existants par la mobilisation des outils de la planification, des outils fonciers ou dans le cadre des projets d'aménagement.

Les aménageurs doivent également saisir les opportunités de réaménagement d'espaces verts existants, parcs urbains ou coulées vertes, qui ne sont plus adaptés aux besoins actuels pour répondre à la diversité des usages, au développement de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique... Certains espaces verts existants sont parfois très artificialisés et peu végétalisés, et nécessitent d'être renaturés. Cela conduit donc à mener des actions de requalification des parcs pour maintenir leur attractivité, en travaillant sur la fonctionnalité des espaces verts pour accroître leur durabilité et la qualité des services rendus. Dans ce contexte, l'aménagement des

« marguerites » du SDRIF sur les propriétés régionales est une priorité, car elles sont situées en zone dense et carencée (Butte Pinson à Groslay, Montmagny, Pierrefitte-sur-Seine et Villetaneuse, Buttes du Parisis à Argenteuil, Cormeilles-en-Parisis, Franconville, Montigny-Lès-Cormeilles, Sannois, Montguichet à Gagny Montfermeil…). Elles peuvent constituer des vitrines en termes d'innovation et de concertation.

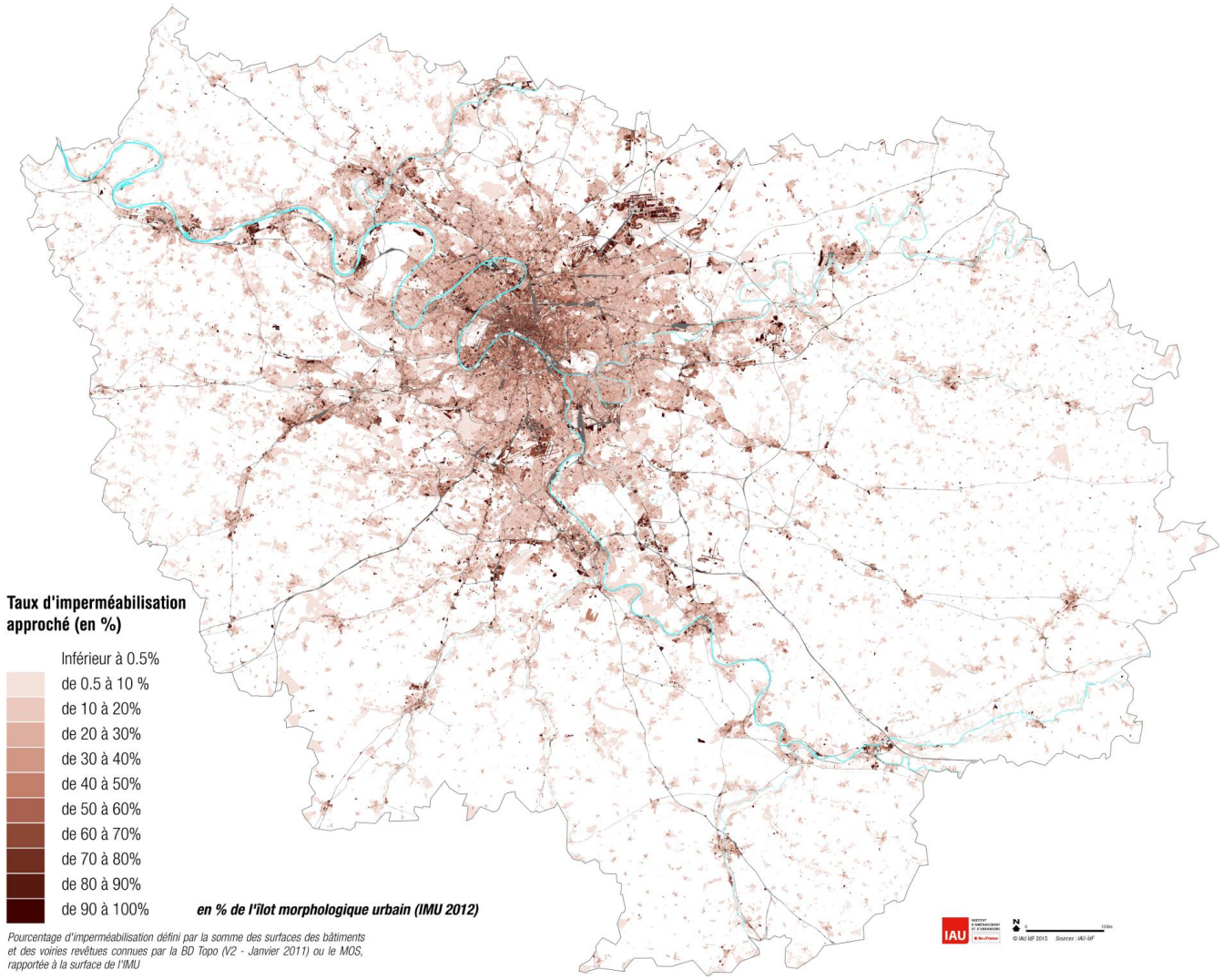
Les villes et les villages recèlent de nombreux espaces qui présentent un fort potentiel en matière de végétalisation et qui, parfois, n'ont plus d'usage. De même que pour la création de nouveaux espaces verts, la réappropriation de ces espaces et l'amélioration de leur accessibilité nécessitera de mettre en place une démarche qualitative, avec parfois la nécessité de réfléchir à des solutions innovantes compte tenu des contraintes particulières que représentent ces espaces. La question des sols pollués pourra être abordée spécifiquement, notamment sous l'angle de la recherche, pour étudier leur potentiel de renaturation.

Parmi les espaces à valoriser et à requalifier, on peut citer par exemple :

- **Les espaces publics (parkings, cimetières…) à désimperméabiliser** et végétaliser dès que cela est possible, pour une gestion alternative des eaux pluviales en zone urbaine (réduction des ruissellements et des pollutions diffuses, infiltration, récupération des eaux pluviales rendues disponibles pour la végétation). La carte 6, ci-après, présente le taux d'imperméabilisation des sols en Île-de-France[8].
- **Les friches et délaissés au cœur de la ville** à redécouvrir et mobiliser les **jardins éphémères,** soit dans le cadre de chantiers de longue durée (urbanisme transitoire), soit hors-sol pour certains espaces publics.
- **Les trames vertes et bleues le long des cours d'eau, des confluences et des îles** souvent à reconstituer.
- **Les espaces d'accompagnement des équipements publics et des zones d'activité** à valoriser en les végétalisant et en les rendant favorables à la biodiversité.
- **Les espaces bâtis hors sol à végétaliser** autant que possible par des méthodes écologiques et durables : balcons, jardins sur dalles, toitures végétalisées fonctionnelles (avec une profondeur de terre adéquate), murs végétalisés (par l'emploi de plantes grimpantes ou tombantes)…
- **Les emprises routières et ferrées** à aménager et à végétaliser.
- **Les anciennes carrières**, parfois présentes au cœur de la ville ou dans sa périphérie, pour les aménager, les végétaliser et les ouvrir au public, avec, le cas échéant, la mise en valeur du patrimoine géologique.
- **Les espaces verts publics** qui ont été **totalement ou partiellement fermés** à rénover et à rouvrir.

[8] Cette cartographie est réalisée selon les îlots morphologiques urbains. Elle prend en compte les emprises construites (bâtiments) ou revêtues (voirie, parkings). Cette cartographie est un reflet de la morphologie urbaine de la région, densément urbanisée en son centre. Cependant, un zoom montrerait des situations assez différenciées à l'intérieur de la zone dense.

Carte 6 : L'imperméabilisation des sols



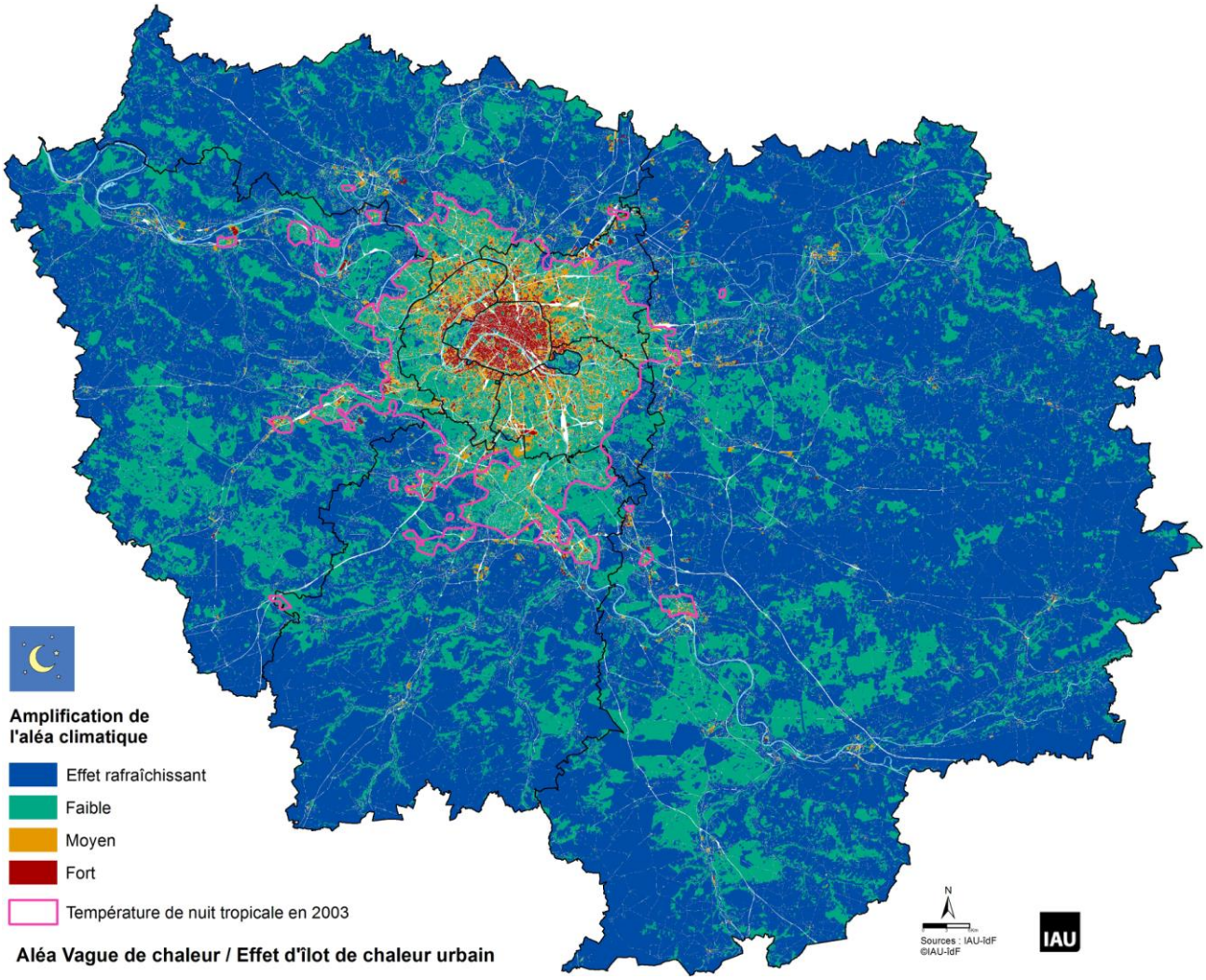
2-2 Développer des espaces verts diversifiés, plus naturels et plus riches rendant de multiples services

Pour atteindre les objectifs du Plan Vert, il est aussi nécessaire, notamment dans les secteurs carencés en espaces verts ouverts au public, de développer l'offre. Cela nécessite donc de concevoir des projets d'espaces verts et de nature innovants et multifonctionnels, alliant les différents services attendus en diversifiant l'offre et les usages (types d'espaces, équipements, animations…).

L'effet d'îlot de chaleur est important en Île-de-France, et plus marqué en cœur d'agglomération comme le montre la carte 7 ci-après. Cette cartographie est réalisée selon les îlots morphologiques urbains et leurs propriétés en termes de zones climatiques locales[9]. Des études climatiques récentes indiquent une augmentation très nette du nombre, de la durée et de l'intensité des canicules sur la région Île-de-France, à l'horizon 2100 : 11 jours de canicule par an en moyenne pour le scénario d'émission de gaz à effet de serre (GES) le plus réaliste.

[9] La carte présentée est celle de nuit car elle montre la situation la plus contrastée et la plus dangereuse en termes de santé publique (les personnes ne peuvent pas récupérer durant la nuit en raison de la chaleur). Cette cartographie « théorique » a été validée par le périmètre de « nuit tropicale » observé lors de la canicule d'août 2003.

Carte 7 : L'effet d'îlot de chaleur urbain (ICU) la nuit et indicateur de « Température de nuit tropicale » en août 2003



Une des solutions pour lutter contre l'effet d'îlot de chaleur passe par une végétalisation efficace des espaces. En effet, la végétation grâce à son évapotranspiration et à son ombrage a un fort effet rafraîchissant potentiel (abaissement local de la température de plusieurs degrés), à condition d'être suffisamment alimentée en eau. L'adaptation de la ville au changement climatique nécessite de travailler au retour des fonctions écosystémiques liées aux espaces végétalisés : cycle du carbone, cycle de l'eau et cycle de l'azote et de permettre au vivant de jouer son rôle de régulation et d'adaptation. Cela nécessite d'intégrer une analyse du fonctionnement des espaces dans le temps en fonction des contraintes à venir, en prévoyant par exemple les risques de tension sur la ressource en eau, et de prendre en compte la dimension sanitaire des espaces verts et de nature, avec notamment l'effet sur la pollution de l'air.

La création ou la valorisation d'espaces verts et de nature doit aussi être l'occasion de concourir à la maîtrise à la source des ruissellements, qui est un enjeu majeur en Île-de-France, par la désimperméabilisation, la mise en place de modelés de terrain modérés, de noues, de haies et d'une végétation adaptée.

Pour ce faire, un véritable travail qualitatif doit être mené sur les caractéristiques des projets, les modelés de terrain et le choix des espèces à planter. Il est important de donner une double priorité à la pleine terre, avec des sols vivants et de qualité, et aux arbres de plein développement, pour

maximiser les effets positifs dans la durée tant sur la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, que sur la maîtrise des eaux pluviales et sur la biodiversité. De plus, pour accroître la fonctionnalité écologique des espaces verts, mais également leurs rôles de rafraîchissement et de contribution au cadre de vie, il convient de diversifier les strates végétales en zone urbaine : strate arborée, strate arbustive et strate herbacée. On notera toutefois que les plantes résistantes à la sècheresse et à la chaleur ont un effet de rafraîchissement limité (les plantes les plus rafraichissantes ont de larges surfaces foliaires et consomment beaucoup d'eau). Il s'agira donc de trouver les meilleurs compromis en termes de palette végétale.

Viser une végétation « autonome » ou « robuste » grâce à des palettes végétales adaptées (notamment du point de vue d'une moindre exigence en arrosage et de la résistance à la sécheresse), non allergènes et aux ports compatibles avec les contraintes urbaines, pourra contribuer à réduire les coûts d'entretien. Cela nécessite donc de faire appel à des fournisseurs impliqués dans une démarche qualité et, de favoriser autant que possible l'utilisation de végétaux détenteur du label « Végétal local » ou d'un label équivalent. Ce label garantit la provenance locale, la prise en compte de la diversité génétique et la conservation de la ressource (plantes et arbres mères) dans le milieu naturel.

Par ailleurs, il est important de procéder à une évaluation au fil de l'eau des projets réalisés, ceci afin de faire évoluer les aménagements en fonction des évolutions des conditions locales.

Il est important que les maîtres d'ouvrage soient exigeants et impliquent des concepteurs, architectes, paysagistes et écologues, compétents en matière de conception qualitative, multifonctionnelle, écologique et pérenne d'espaces verts, de liaisons vertes et de végétalisation du bâti (substrats et espèces adaptées, économie en matériaux de construction, en eau, en énergie...). Afin d'accroître l'offre qualitative, il est nécessaire d'améliorer la formation des professionnels du paysage sur les enjeux et les pratiques en matière de végétalisation et de génie écologique tant à destination des équipes du maître d'ouvrage, des concepteurs, que des entreprises du paysage Cela pourrait donner lieu à un processus de certification des entreprises.

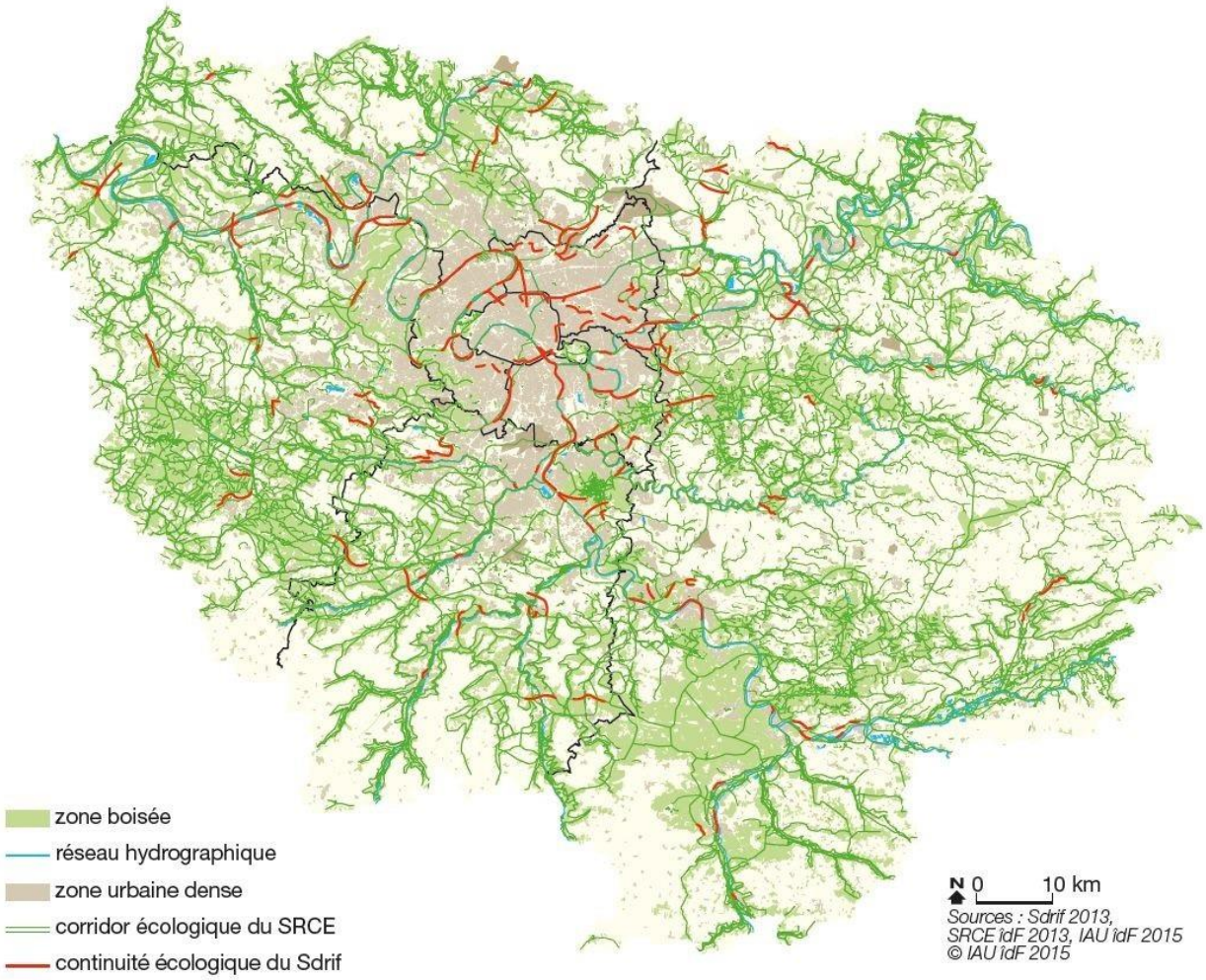
La démarche doit également se concrétiser dans la gestion des espaces verts ainsi créés avec la mise en place et la généralisation d'une gestion différenciée intégrant des solutions innovantes, le compostage et le paillage dans le respect du caractère des lieux et du patrimoine. Les secteurs les plus naturels peuvent bénéficier d'une gestion écologique, l'instauration de zones accessibles par visites guidées peut offrir par exemple une grande place à une nature plus sauvage (espaces refuges). Des partenariats gagnant-gagnant avec des éleveurs peuvent permettre de mettre en place une gestion par éco-pâturage dans une démarche. Ces différentes démarches, déjà développées dans les grands espaces régionaux gérés par l'AEV, ou par la Région directement sur les îles de loisirs, ont aussi l'avantage de réduire les coûts d'entretien et de gestion. Cela nécessite de mettre en place des cahiers d'entretien ou des plans de gestion adaptés et de former le personnel.

2-3 Maintenir et créer une trame verte et bleue urbaine connectée aux continuités écologiques et aux grands espaces boisés de la ceinture verte

La trame verte et bleue permet de conserver ou de restaurer une connexion des espaces verts et de nature les plus urbains avec les espaces naturels les plus préservés, ce qui facilite le déplacement des espèces, réduit la fragmentation des milieux et contribue ainsi à la protection de la biodiversité. Les maîtres d'ouvrage veilleront donc à maintenir et recréer des continuités écologiques, notamment lors d'opérations d'aménagement et de renouvellement urbain, s'inscrivant ainsi dans la mise en œuvre conjointe du SDRIF et du SRCE (Cf. carte 8 ci-contre qui réunit l'ensemble des liaisons écologiques identifiées dans le SDRIF et dans le SRCE). Ces continuités devront innerver les villes et les villages et reconnecter leurs espaces verts aux espaces naturels périurbains et ruraux selon les orientations du SRCE. Elles pourront se concrétiser par des trames vertes d'agglomération, des

plantations d'alignement, des liaisons vertes favorables à la biodiversité permettant la circulation à pied et à vélo, la mise en valeur des chemins de promenade et de randonnée, la végétalisation des entrées de villes et des villages, des continuités agricoles, forestières ou herbacées.

Carte 8 : Les liaisons écologiques franciliennes



De la même manière, les maîtres d'ouvrage devront favoriser la renaturation des berges et leur accessibilité au public au cœur de la ville. Il est important de soigner le traitement des lisières et interfaces entre les espaces verts et boisés et les milieux urbains, aussi bien dans l'agglomération dense que dans les zones périurbaines et les zones rurales.

Les emprises routières et ferrées en dehors des zones urbaines méritent une attention particulière en matière de végétalisation. Un travail est à mener pour une amélioration de ces espaces en tant que corridors écologiques. Cela nécessite une végétalisation particulièrement qualitative pour faire de ces espaces des liaisons et pour favoriser l'entrée de la nature dans les villes et les villages, en favorisant par exemple la reconstitution d'alignements d'arbres, avec des espèces diversifiées. Cette démarche de végétalisation vaut également dans l'accompagnement des nouvelles liaisons douces créées entre les agglomérations. Les infrastructures de transport méritent une attention particulière afin de les accompagner d'actions d'atténuation des points de blocage et de fragilité identifiés sur la trame verte et bleue (passages à faune, levées de points noirs).

Il est important que les habitants s'approprient le territoire sous tous ses aspects pour découvrir la nature dans les espaces urbains. Donner à voir un panorama, c'est permettre aux habitants de saisir

les perspectives et d'être sensibles aux évolutions du paysage. Mettre en valeur les percées visuelles permet aux habitants de mieux appréhender leur territoire et leur environnement, mais également de leur offrir des espaces de respiration. Cela peut se traduire par exemple en préservant et en rendant accessibles les belvédères, en préservant les coteaux, en maintenant des îlots urbains ouverts, en favorisant les clôtures transparentes…

Orientation 3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants

Les Franciliens sont en demande d'espaces verts et de nature, en particulier dans les territoires ou l'offre est insuffisante. Dans de nombreuses situations, l'enjeu n'est pas de créer des espaces verts et de nature manquants mais, plus simplement, de faciliter l'accès aux espaces verts existants les plus enclavés et les plus inaccessibles. Mais plus que de simples usagers, les habitants doivent être également considérés comme des acteurs à part entière de la conception des villes et des villages de demain. Il convient de garantir les conditions d'implication des habitants, à tous les niveaux : des premières étapes de la conception du projet jusqu'à la gestion des espaces végétalisés une fois le projet réalisé.

3-1 Décloisonner les espaces urbains et rendre accessibles les espaces verts et de nature de proximité et de « fin de semaine »

Il est prioritaire d'améliorer l'accessibilité des espaces verts de proximité par la réduction des coupures urbaines, l'optimisation de leurs entrées et de leur desserte en transports collectifs. Les communes et les intercommunalités doivent veiller à ce que leurs schémas de voies vertes permettent la desserte d'un maximum d'espaces verts mais également contribuent à mettre en réseau les espaces verts, par des liaisons et cheminements verts, au-delà des limites administratives. Dans cette démarche, il sera particulièrement intéressant d'accompagner la trame verte et bleue par des liaisons vertes accueillant les modes actifs de déplacement (promenades, pistes cyclables plantées, berges rendues accessibles…).

Les moyens d'accès aux grands espaces naturels de « fin de semaine » doivent aussi être améliorés. Cela implique de travailler sur l'accès pédestre ou cyclable, grâce à des liaisons vertes et dans certains cas des passerelles de franchissement, en lien avec les infrastructures de transports et les emprises urbaines. L'accès par les transports en commun devra également être amélioré. Le développement des liaisons vertes entre les gares et les espaces de nature contribuera à améliorer la desserte de ces espaces de « fin de semaine ». Les Plans départementaux des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) et les schémas cyclables locaux ou intercommunaux devraient améliorer la prise en compte les liaisons entre la ville, les villages et ces grands espaces de nature. La réalisation de grandes continuités vertes sous forme de parcs linéaires pourra aussi être proposée dans certains secteurs pour améliorer la connexion et l'accessibilité.

Dans les secteurs plus urbanisés, le regroupement de petits ou moyens espaces verts et de nature, par la création de liaisons vertes ou de passerelles entre deux parcs par exemple, est également un moyen d'accroître l'attractivité de ces espaces et ainsi de favoriser l'accès des habitants.

Tant pour les espaces de proximité que pour ceux de « fin de semaine », la lisibilité, la sécurité, l'agrément des cheminements piétonniers et cyclables et le stationnement doivent être améliorés dans la ville et autour des gares à proximité des espaces verts et de nature comme à l'intérieur des sites eux-mêmes. La question de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux espaces et aux liaisons vertes devra également être prise en considération.

Enfin, ouvrir au public des espaces verts et de nature qui ne l'étaient pas jusqu'alors est un moyen relativement peu coûteux d'assurer une meilleure répartition des espaces verts pour les habitants. Cela peut être réalisé sur des espaces publics non accessibles ou accessibles à un certain public ou seulement à certains moments particuliers, comme c'est le cas de parcs liés à des établissements scolaires (par exemple les parcs de lycées ou de collèges) ou à d'autres types d'équipements publics (hôpitaux…). Mais cette démarche peut également être mise en œuvre sur des espaces privés quand cela est possible, par voie de conventionnement entre les propriétaires (agriculteurs, entreprises, copropriétés, bailleurs sociaux, congrégations religieuses, personnes ou institutions privées…) et la collectivité, en intégrant les questions d'entretien et de sécurité.

3-2 Impliquer les habitants dans la conception, la réalisation et la gestion des espaces verts et de nature

La première étape consiste à mieux connaître la perception et les besoins des habitants en matière d'espaces verts et de nature en réalisant des enquêtes représentatives. Ce sujet est à prendre en considération dans le cadre des stratégies urbaines locales, des futurs plans verts territorialisés et des démarches d'élaboration ou de révision des documents d'urbanisme.

Il est également important d'accompagner l'appropriation des espaces verts et de la nature par les habitants. Sensibiliser, informer la population pour favoriser une nouvelle perception de la nature spontanée dans les espaces urbains, par exemple pour mieux faire accepter les « herbes folles », et ainsi permettre la mise en place de modalités de gestion des espaces verts et des espaces publics plus écologiques, ce qui s'accompagne généralement d'une réduction des coûts d'entretien. Cela peut se concrétiser par la mise en place de lieux d'échanges, de débat et de co-production des projets urbains avec les différents acteurs (habitants, élus et professionnels), par l'organisation d'actions et de chantiers citoyens de restauration d'espaces verts ou naturels. La mise en œuvre d'animations grand public dans les parcs et le développement des sciences participatives sont des moyens de sensibiliser le public aux enjeux de la nature dans les villes et les villages.

Les jardins privés peuvent également jouer un rôle dans la circulation des espèces animales et végétales. Sur ce sujet, les actions de sensibilisation des habitants sont à poursuivre et les guides pour la gestion écologique des jardins privés et le compostage des déchets verts sont des outils efficaces à promouvoir et diffuser largement, ainsi que la sensibilisation aux sciences participatives.

Les espaces verts et de nature peuvent introduire une fonction urbaine nouvelle à travers la production alimentaire, les habitants devenant directement bénéficiaires d'une production en circuit très court. Le désir de « retour à la nature » des Franciliens a été marqué par la diversité des initiatives de création de jardins collectifs. Le développement et la pérennisation de jardins collectifs sous l'égide d'une structure d'animation (qu'il s'agisse de jardins partagés, solidaires, familiaux, d'insertion, pédagogiques, thérapeutiques, sauvages…), notamment en lien avec les collectivités et les bailleurs sociaux, sont des actions importantes pour replacer les habitants au cœur de la végétalisation des espaces urbains grâce au jardinage. Les jardiniers peuvent investir les espaces urbains dans des endroits parfois insoupçonnés en mettant à leur disposition, par exemple, les pieds d'arbres qui s'y prêtent ou les grands bacs dans les secteurs les plus urbanisés.

Pour les différentes actions qu'elles mènent à l'attention des habitants et avec eux, les associations jouent un rôle décisif. Les collectivités peuvent faciliter les initiatives locales en favorisant la participation des habitants dans les projets urbains et en accompagnant les associations dans le travail qu'elles mènent.

Enfin, d'autres outils peuvent être développés pour associer les habitants. Il s'agit des chartes forestières et des chartes de territoire. Ces outils permettent de coordonner les actions des différents acteurs sur un grand territoire en donnant de la cohérence à la démarche de végétalisation

et en se répartissant les tâches. Par exemple, l'AEV participe à la charte forestière du territoire de « l'Arc Boisé en Val-de-Marne, Seine-et-Marne et Essonne » depuis de nombreuses années, avec un bilan positif notamment pour ce qui concerne la concertation des acteurs et des habitants.

Orientation 4 : Améliorer la gouvernance et mobiliser les acteurs publics et privés

La gouvernance globale à mettre en place autour des projets urbains, incluant notamment la création et le renforcement des espaces verts, de nature et de végétalisation avec tous les services que cela implique, se doit d'associer tous les acteurs, publics et privés, et de se doter des outils partenariaux nécessaires. L'implication de tous les acteurs partageant les mêmes objectifs constitue une condition indispensable pour le succès des actions à mener dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Vert.

4-1 Mobiliser et soutenir les collectivités territoriales

La question de la végétalisation des villes et des villages et de l'augmentation de l'offre en espaces verts et de nature concerne tous les types de collectivités territoriales. A commencer par les Communes et les Intercommunalités qui sont responsables de l'élaboration de leurs stratégies urbaines, de la planification de leur territoire, de la création et de la gestion de leurs espaces verts et de l'organisation de l'accès de ces espaces au public.

Les Départements, quant à eux, présentent une expérience de longue date et une véritable expertise en matière de politiques d'espaces verts. Ils sont impliqués, de par leur compétence, dans la création et la gestion des espaces naturels sensibles (ENS) qui sont destinés à être ouverts au public et contribuent donc à résorber la carence en « espaces verts » de proximité et « de fin de semaine ». Ils gèrent également des parcs départementaux et interviennent sur les questions de mobilité. A cela s'ajoutent les chemins de randonnés qui peuvent améliorer l'accessibilité des espaces verts et l'enjeu des routes départementales et de leurs dépendances vertes.

Fidèle à la démarche de concertation qui a présidé l'élaboration du Plan Vert, la Région s'attachera à poursuivre ce processus collectif pour sa mise en œuvre. Elle organisera des moments d'échange avec les maîtres d'ouvrage pour recenser les projets en cours et à venir, en particulier dans les secteurs sensibles où la carence est la plus forte.

Cela permettra de mobiliser au mieux les dispositifs d'aides financières existants (contrat d'aménagement régional, contrat rural, dispositifs pour l'urbanisme transitoire, pour les 100 quartiers innovants et écologiques), d'élaborer un règlement d'intervention spécifique au Plan Vert en bonne adéquation avec les besoins des acteurs et de programmer les enveloppes budgétaires nécessaires sur une échelle pluriannuelle.

La Région créera l'Agence régionale de la biodiversité en articulation avec l'Agence française récemment crée par la loi. De plus, chef de file pour la biodiversité, la Région est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. L'organisation d'une Conférence territoriale de l'action publique[10] sur la biodiversité pourrait favoriser l'exercice concerté des compétences des collectivités territoriales et de leurs groupements sur ce sujet. Ceci contribuerait, entre autres, à l'organisation de la gouvernance autour de la mise en œuvre du Plan Vert.

[10] L'institution d'une CTAP, instance de concertation des représentants des collectivités territoriales dans la région est prévue par la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM).

Par ailleurs, par l'action de son Agence des espaces verts, elle veillera à l'aménagement et l'ouverture au public de ses grands espaces de nature. La Région est également à l'origine des îles de loisirs, et elle est compétente en matière de classement des Parcs naturels régionaux et des Réserves naturelles régionales qui sont autant d'espaces de qualité « de fin de semaine » comme de proximité.

4-2 Mobiliser l'Etat et ses établissements publics

L'Etat a également vocation à contribuer au Plan Vert. Gestionnaire d'espaces, comme les forêts domaniales, il contribue à l'offre en espaces naturels de « fin de semaine », notamment en ce qui concerne les forêts périurbaines. Ces forêts, en fonction de leur localisation, jouent aussi un rôle « d'espaces verts » de proximité très important. En tant que propriétaire d'un important patrimoine foncier, l'Etat a un rôle à jouer dans la mise à disposition d'emprises lui appartenant pour la réalisation d'espaces verts ou de plantation et pour l'amélioration de l'accès aux espaces existants.

En tant que gestionnaire du réseau de routes nationales, l'Etat peut également améliorer la végétalisation des emprises et veiller au rétablissement des trames vertes et bleues quand celles-ci sont interrompues par des infrastructures existantes ou en projet.

L'Etat peut également participer à la préservation des espaces verts existants par l'institution de protections réglementaires, telles que les inscriptions ou classements des sites, les procédures de classement en forêt de protection ou les arrêtés de biotopes, et par le contrôle de légalité des documents d'urbanisme.

Par ailleurs, les établissements publics de l'Etat pourraient être sollicités pour contribuer à la mise en œuvre du Plan Vert. L'Agence de l'eau Seine Normandie est un financeur potentiel sur les questions de restauration de trame bleue urbaine, notamment des berges et des rivières souterraines et de maîtrise des eaux pluviales dans les espaces urbains. Voies Navigables de France (VNF) et les ports interviennent également le long des corridors fluviaux et des voies d'eau. Les Etablissement publics d'aménagement sont parfois maîtres d'ouvrage pour la réalisation de parcs, liaisons vertes et espaces végétalisés.

4-3 Mobiliser les acteurs privés

Les acteurs privés ont leur rôle à jouer dans la mise en œuvre du Plan Vert. A commencer par les associations qui peuvent jouer un rôle clef en matière de sensibilisation du public et d'animation autour des sujets liés à la nature dans les espaces urbanisés. Les collectivités peuvent favoriser cela en accompagnant les associations et en leur donnant toute leur place dans ces initiatives.

Les entreprises peuvent jouer un rôle très important dans la mise en œuvre du Plan Vert et de la végétalisation des villes et des villages. C'est le cas des entreprises liées aux métiers du paysage, des concepteurs jusqu'aux jardiniers, ainsi que des entreprises de la filière pépiniériste et horticole. Leur implication dans des démarches qualité est un gage de réussite de la mise en œuvre du Plan Vert.

Par ailleurs, les entreprises, en tant que propriétaires de parcelles, d'espaces communs, de jardins d'entreprises, peuvent également participer directement à la mise en œuvre du Plan Vert. Ces espaces et jardins privés, éléments de qualité urbaine et de bien-être au travail pour les salariés, peuvent contribuer à la reconquête des espaces urbanisés par la nature et à la trame verte et bleue urbaine à condition de s'inscrire dans les principes décrits dans l'orientation 2 « Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique ». Cela peut se concrétiser par exemple, par la remise en pleine terre et la végétalisation de parcelles non bâties à l'échelle de zones d'activités économiques et portuaires.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre de la compensation écologique que les maîtres d'ouvrage publics et privés doivent mener lorsque les atteintes liées aux projets de construction ou

d'aménagement ne peuvent être ni évitées, ni réduites, la CDC Biodiversité est un partenaire important. Elle peut jouer le rôle d'opérateur de compensation.

La Région Île-de-France est à l'initiative de l'élaboration du Plan Vert qui vise à impulser des orientations sur tout le territoire régional et dont chacun peut s'emparer pour mener des actions.

Pour accompagner la mise en œuvre du Plan vert de l'Île-de-France, et pour le mettre en œuvre elle-même, la Région s'engage à mobiliser les moyens à sa portée, compte tenu de ses compétences et de ses priorités. La partie suivante précise ces moyens.

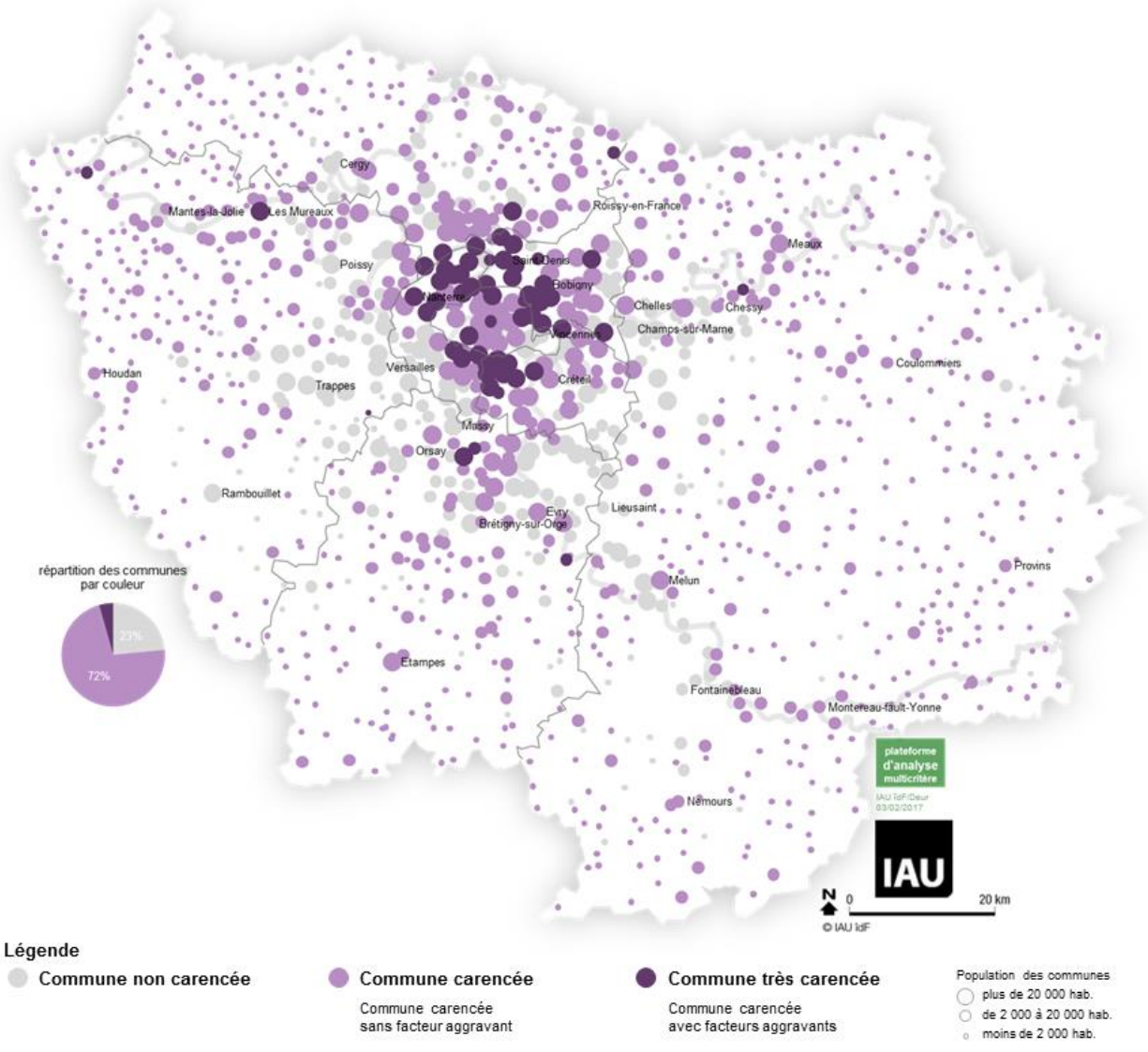
4. Programme d'actions de la Région en faveur de la nature dans les villes et les villages

La Région Île-de-France souhaite mobiliser ses moyens autour d'un programme d'actions opérationnel, auquel participeront ses organismes associés compétents. Ce programme concerne les actions menées par la Région elle-même sur ses propriétés au titre de l'exemplarité, ainsi que les moyens qu'elle mobilise pour accompagner les acteurs du territoire dans la mise en œuvre, à leur échelle, des orientations du Plan Vert.

4.1 Territorialisation de l'intervention régionale

Le diagnostic présenté dans le Chapitre 1 a montré que le territoire francilien est porteur de situations très contrastées que l'on peut étudier à l'échelle de la commune comme cela est représenté dans la carte 9 ci-après.

Carte 9 : Territorialisation de l'action régionale



Le territoire francilien comprend des **communes non carencées** en espaces verts et boisés de proximité ouverts au public. Elles sont pour la plupart situées dans la **ceinture verte**, riche en grands espaces verts et boisés accessibles en transports en commun, avec notamment la présence de forêts régionales grâce à l'action de la Région et de son Agence des espaces verts, et le long des vallées de la Seine et de la Marne. **Elles sont représentées en gris** sur la carte précédente et dans le tableau ci-après.

L'Île-de-France comprend également des **communes carencées non concernées par des facteurs aggravants**, de nature très variée puisque cela concerne tant **la plupart des arrondissements parisiens que les villes et villages de grande couronne**. Ces derniers, bien que carencés en ratio d'espaces verts publics par habitant, bénéficient de facteurs atténuants marqués en raison de la présence d'espaces agricoles et naturels composant un paysage de qualité et offrant des possibilités de promenade et de loisirs susceptibles de compenser la carence en espaces verts. **Ces communes carencées sont représentées en mauve** sur la carte et dans le tableau ci-après.

Enfin, le territoire régional comprend des **communes très carencées dont la situation est aggravée** par des facteurs tels que la présence d'activités générant des nuisances environnementales, ou des projets de densification qui risquent, par une augmentation de la population, de diminuer le ratio d'espaces verts par habitant. Ces territoires sont donc particulièrement sensibles à la carence en espaces verts et de nature. Ils sont essentiellement, mais pas exclusivement, situés en agglomération centrale. **Ces communes très carencées sont représentées en violet** sur la carte et dans le tableau ci-après.

Le programme d'actions présenté dans ce chapitre est conçu pour proposer des actions bénéficiant à l'ensemble du territoire francilien et pour adapter les actions sur les communes les plus sensibles du point de vue de la carence qui méritent une attention particulière. Il regroupe donc des **« Actions socles »** qui seront développées et accessibles dans tout le territoire de l'Île-de-France ainsi que des **« Actions renforcées »** s'ajoutant aux « Actions socles » pour accompagner les territoires carencés et très carencés.

Le Plan Vert se déploiera ainsi sur toutes les communes de l'Île-de-France, qu'elles se situent en zone urbaine dense, périurbaine ou rurale en fonction de leur niveau de carence de la façon suivante :

Grandes entités	Secteurs	Nombre de communes	% de population	Intervention régionale	
Zones urbaine dense, périurbaine et rurale	**Communes non carencées**	304 communes	24 %	**Actions socles**	
	Communes carencées	919 communes et 16 arrondissements parisiens	51 %	**Actions socles**	**Actions renforcées**
	Communes très carencées	53 communes et 4 arrondissements parisiens	25 %	**Actions socles**	**Actions renforcées et Contrats Verts**

Ces actions, socles et renforcées, sont détaillées et planifiées dans le programme d'actions dans les fiches présentées ci-après.

4.2 Les cinq actions emblématiques

Parmi les nombreuses actions programmées, cinq sont particulièrement emblématiques pour la mise en œuvre du Plan Vert :

- **l'accompagnement technique des maîtres d'ouvrage** en mobilisant ses organismes associés pour apporter des compétences et de l'ingénierie, en finançant l'élaboration de plans verts territoriaux opérationnels et les études de programmation des actions à mener,

- **le financement de la création et la requalification d'espaces verts et de nature ouverts au public** : études nécessaires aux projets, travaux de modelé de terrain et de terrassement, plantations et frais directement associés,

- **l'impulsion des projets réduisant l'effet d'îlot de chaleur en ville et favorisant la biodiversité et les trames vertes et bleues urbaines** par le financement d'espaces verts de pleine terre aux plantations adaptées, comportant une part importante d'espèces végétales locales, non allergènes et variées et bénéficiant d'une gestion écologique,

- **l'impulsion de la désimperméabilisation des espaces publics** en finançant la suppression des revêtements minéralisés et la végétalisation en pleine terre,

- **la mise en place d'un dispositif de compensation écologique de l'impact environnemental des projets** avec les acteurs publics et privés impliqués, notamment la CDC Biodiversité.

La Région intervient sur toute l'Île-de-France et, pour accompagner de manière particulièrement dynamique les territoires les plus sensibles du point de vue de la carence, elle met en place des **Contrats Verts** sur les territoires très carencés avec les collectivités territoriales ou leurs établissements publics. Ces Contrats Verts faciliteront la réalisation d'actions visant la résorption de la carence. Ils s'appuieront sur l'élaboration de plans vert territoriaux opérationnels et pourront mobiliser les « Actions socles » et les « Actions renforcées » du programme d'actions du Plan Vert. Ces Contrats Verts intègrent toutes les étapes favorables au développement des espaces verts et de nature et de leur accessibilité sur le territoire : plan vert territoriaux, études de diagnostics, concertation avec les habitants, définition de plans d'action de travaux pour des projets de création et de requalification, y compris les acquisitions nécessaires à la réalisation des projets…

En articulation avec les Contrats Verts, les Contrats Trame verte et bleue prévus dans la nouvelle stratégie régionale de l'eau et des milieux aquatiques et humides pourront être mobilisés sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France pour la mise en œuvre du Plan Vert.

4.3 Programme d'actions et planification de la mise en œuvre du Plan Vert

La Région s'engage à mener, avec l'appui de ses organismes associés, un programme d'actions comportant 20 actions articulées autour de 6 thèmes :

	THEMES	ORIENTATIONS		ACTIONS
1	**Préserver et créer des espaces verts et de nature rendant de multiples services**	*2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.*	1-1	Créer de nouveaux espaces verts et de nature réduisant les îlots de chaleurs, désimperméabilisés et favorables à la biodiversité
			1-2	Améliorer les espaces verts et de nature existants
			1-3	Préserver les espaces verts et de nature existants
			1-4	Mettre en place un dispositif de compensation écologique
2	**Améliorer les accès des espaces verts et de nature**	*3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants.*	2-1	Créer les accès nécessaires aux espaces verts et de nature insuffisamment desservis
			2-2	Ouvrir au public des espaces verts et de nature existants
3	**Accompagner le développement des compétences et des savoir-faire pour la mise en œuvre du Plan Vert**	*1 : Renforcer la place du végétal dans les villes et les villages pour le bien-être et la santé des habitants.* *2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.* *3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants.* *4 : Améliorer la gouvernance et mobiliser les acteurs publics et privés.*	3-1	Renforcer l'accompagnement technique des maîtres d'ouvrage et mobiliser les expertises
			3-2	Organiser des formations à l'attention des principaux acteurs concernés
			3-3	Impliquer les Franciliens dans la gestion écologique des espaces verts et de nature
			3-4	Accompagner les professionnels de la filière Horticole/Pépinières
4	**Favoriser les stratégies urbaines et une planification favorables aux espaces verts et de nature**	*1 : Renforcer la place du végétal dans les villes et les villages pour le bien-être et la santé des habitants.*	4-1	Accompagner les stratégies urbaines sur les territoires avec des plans verts territoriaux
			4-2	Renforcer l'accompagnement de la Région pour la prise en compte du Plan Vert dans les Documents d'urbanisme locaux
5	**Faire de la Région une collectivité exemplaire dans la mise en œuvre du Plan Vert**	*2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.* *3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants.*	5-1	Agir sur les espaces verts, naturels et forestiers régionaux
			5-2	Agir sur les espaces verts des lycées franciliens et du futur siège de la Région
			5-3	Agir sur les Îles de loisirs
6	**Renforcer la gouvernance, contribuer au financement des actions et mettre en place le suivi et l'évaluation du Plan Vert**	*4 : Améliorer la gouvernance et mobiliser les acteurs publics et privés.*	6-1	Proposer des Contrats Verts sur les territoires très carencés
			6-2	Créer l'Agence régionale de la biodiversité et renforcer la gouvernance pour la protection de la biodiversité
			6-3	Poursuivre la concertation avec les territoires pour une programmation des actions
			6-4	Mobiliser les outils financiers nécessaires à la mise en œuvre du Plan Vert avec les acteurs publics et privés
			6-5	Mettre en œuvre le suivi et l'évaluation du Plan Vert

La mise en œuvre du programme d'actions du Plan Vert est coordonnée, au niveau des services de la Région, par le Service Nature et Biodiversité de la Direction de l'Environnement, au sein du Pôle Cohésion territoriale.

L'élaboration du programme d'action est le fruit d'une concertation étroite avec les organismes associés compétents de la Région que sont l'Agence des espaces verts (AEV), Natureparif et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAU). Le programme réunit les actions que la Région s'engage à mettre en œuvre sur la période 2017-2021, avec la participation de ses organismes associés au regard de leurs objets et missions respectifs.

Ce programme d'actions s'organise sous la forme de fiches pour chacun des six thèmes avec l'identification de 20 actions au total.

Chaque fiche est structurée selon les éléments suivants :

- **Orientations du Plan Vert** (Cf. Chapitre 3) auxquelles la fiche se réfère.
- **Descriptif**.
- **Autres Directions** de la Région qui sont impliquées dans la mise en œuvre des actions.
- **Indicateurs** qui serviront au suivi du Plan Vert.

Au sein de chaque thème sont décrites les actions qui précisent le rôle de la Région. On peut distinguer :

- Les **« Actions socles »** à mener dans tout le territoire francilien.
- Les **« Actions renforcées »**, le cas échéant, à mener dans les territoires carencés et très carencés au regard de la territorialisation représentée dans la carte 9.
- Le **calendrier de mise en œuvre**.

1	PRESERVER ET CREER DES ESPACES VERTS ET DE NATURE RENDANT DE MULTIPLES SERVICES
Orientations du Plan Vert	*Orientation 2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.*
Descriptif	Il est nécessaire de soutenir la préservation et le développement des espaces verts et de nature et des continuités, en quantité et en qualité, en priorité en pleine terre, pour l'ensemble des services sociaux, économiques et environnementaux qu'ils peuvent rendre. Il est important de mener ces actions sur l'ensemble de l'Île-de-France, en agglomération, en ceinture verte et dans les villes et les villages de grande couronne. Les actions transversales d'accompagnement technique des acteurs du territoire 3-1, 3-2 et 3-3 viennent en appui de la mise en œuvre de toutes les actions présentées ci-après. Le partenariat de la Région avec l'Agence de l'eau Seine-Normandie (Cf. Action 6-3) permettra d'optimiser l'effet levier des financements sur les territoires. Une attention particulière sera portée dans les territoires carencés et très carencés sur lesquels les aides régionales seront renforcées.
Autres Directions concernées	Direction de l'Aménagement et Direction de l'Action territoriale (Pôle Cohésion territoriale).
Indicateurs de suivi	– Nombre et superficie d'espaces verts créés. – Nombre de projets de requalification accompagnés financièrement. – Etat d'avancement des espaces verts et de loisirs d'intérêt régional à créer (SDRIF). – Nombre de communes en Zéro Phyto.

Action 1-1	Créer de nouveaux espaces verts et de nature réduisant les îlots de chaleurs, désimperméabilisés et favorables à la biodiversité
Descriptif	La Région se fixe pour priorités d'accompagner la création de nouveaux parcs de plus de 1000 m² permettant de lutter contre l'effet d'îlot de chaleur et favorables à la biodiversité. Cela conduit à accompagner des projets en pleine terre, de désimperméabilisation, de végétalisation de ces espaces, et de renaturation des cours d'eau urbains.
« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien	
La Région : – Propose des aides financières aux collectivités territoriales et autres acteurs concernés pour les études nécessaires aux projets, les travaux, les plantations et les frais directement associés pour : – des espaces verts et de nature, des coulées vertes et des arbres d'alignement pour tous et partout, – des aménagements en pleine terre, comportant des plantations adaptées, une part importante d'espèces végétales locales, non allergènes et variées et bénéficiant d'une gestion écologique, – réduire l'effet d'îlots de chaleur en ville, – la désimperméabilisation des espaces publics par la suppression des revêtements minéralisés et la végétalisation en pleine terre, – favoriser la biodiversité, concourant aux continuités écologiques et aux trames vertes et bleues urbaines, – concourir à la maîtrise à la source des ruissellements par des modelés de terrain et une végétation adaptés, – la création et l'agrandissement de jardins collectifs. – Mobilise ses dispositifs au titre de l'aménagement du territoire pour le financement de nouveaux espaces verts et de nature (Contrats d'aménagement régional, Contrats ruraux, 100 quartiers innovants et écologiques – Cf. Action 6-3). – Participe au Syndicat mixte d'aménagement de la Plaine de Pierrelaye (SMAPP) pour accompagner et financer le projet de plantation de la forêt de la Plaine de Pierrelaye. – Poursuit l'aménagement des propriétés régionales et leur ouverture au public (Cf. Action 5-1). – Identifie, avec l'appui de ses organismes associés, des espaces (friches et délaissés urbains) présentant un potentiel de végétalisation, d'activités d'observation ou d'agriculture urbaine. – Anime le Schéma des berges élaboré par l'IAU et intégré au SRCE en vue de financer des projets phares.	

« Actions renforcées » à mener dans les territoires carencés ou très carencés					
La Région : – Renforce les aides : – pour les projets contribuant à réduire l'effet d'îlot de chaleur, de désimperméabilisation et de jardins collectifs, – pour la restauration des berges des cours d'eau et la réouverture des rivières urbaines dans le cadre de la politique régionale en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides. – Propose la signature de Contrats Verts sur les territoires très carencés (Cf. Action 6-3). – Renforce, dans le cadre des Contrat Verts, ses aides financières pour des projets contribuant à la réduction de la carence en prenant en compte les coûts d'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation des opérations.					
Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 1-2	**Améliorer les espaces verts et de nature existants**				
Descriptif	La requalification des espaces verts et de nature permet de les rendre plus attractifs en les adaptant aux nouveaux besoins des habitants, et de remplir différentes fonctions au regard de tous les services environnementaux attendus. L'amélioration de la gestion de ces espaces, avec la mise en place d'une gestion écologique, est aussi un moyen de requalifier les espaces verts et de nature existants.				
« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien					
La Région : – Propose des aides financières aux collectivités territoriales et autres acteurs concernés pour les études nécessaires aux projets, les travaux, les plantations et les frais directement associés pour : – la requalification des espaces verts et de nature, – l'amélioration de leur rôle en matière d'îlots de fraîcheur urbains, maîtrise à la source des ruissellements et de biodiversité, – l'amélioration de leurs usages et la prise ainsi en compte des nouveaux besoins d'accueil des habitants, – la végétalisation des friches urbaines, en lien avec l'Action 1-4, – la rénovation de jardins collectifs. – Mobilise les aides existantes à l'acquisition de matériels alternatifs à l'usage des phytosanitaires dans le cadre de la politique régionale en faveur de l'eau. – Accompagne la gestion du parc de la Poudrerie en Seine-Saint-Denis en constituant un groupe de travail pour définir en 2017 le plan d'avenir du parc (étude des partenariats, financements innovants…). – Mobilise ses organismes associés sur l'animation du label Ecojardin pour une amélioration de la gestion des espaces verts et de nature.					
Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 1-3	**Préserver les espaces verts et de nature existants**
Descriptif	L'objectif est d'éviter que la situation ne se dégrade. Cela peut passer par la protection dans les PLU ou par la maîtrise foncière. Il s'agit en particulier ici d'inciter à la mise en œuvre de politiques de préservation par les collectivités, via la planification sur laquelle la Région mobilisera ses moyens (en lien avec l'Action 4-2). L'Ile-de-France est bien dotée en espaces ouverts périurbains grâce à sa ceinture verte. Sans ceinture verte régionale, la carence en espaces verts en Ile-de-France serait fortement aggravée. Au regard des fortes pressions urbaines existantes, une attention particulière doit être apportée sur la préservation des espaces verts et de nature de la ceinture verte. Par ailleurs, la Région propose de mener des actions sur la préservation des arbres remarquables, qui contribuent à accroître la qualité des paysages.
« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien	
La Région : – Veille, dans le cadre des projets d'infrastructures ou d'équipements qu'elle finance, à la préservation des espaces verts (éviter notamment la fragmentation des espaces verts et de nature).	

– Elabore un plan régional pour l'arbre en Île-de-France et s'engage dans une démarche régionale, en partenariat avec les Départements franciliens et les CAUE, pour la reconnaissance et la protection des arbres remarquables. Cette démarche consistera à :
  – contribuer à des recensements participatifs,
  – élaborer un guide de bonnes pratiques,
  – étudier la création d'un statut pour les arbres remarquables en vue d'une reconnaissance nationale.
– Accompagne les gestionnaires des Réserves naturelles régionales.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 1-4	**Mettre en place un dispositif de compensation écologique**
Descriptif	Tout projet de travaux, de la réalisation d'activités ou d'exécution d'un plan ou d'un document de planification occasionnant des atteintes à la biodiversité se doit de les éviter ou de les réduire. Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité ne peuvent pas se substituer aux mesures d'évitement et de réduction. Si les atteintes liées au projet ne peuvent être ni évitées, ni réduites, les maîtres d'ouvrages, publics et privés, sont tenus de mettre en œuvre des mesures de compensation, dans le respect de leur équivalence écologique. Elles visent un objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité. Elles doivent se traduire par une obligation de résultats et être effectives pendant toute la durée des atteintes. La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages définit que toute personne soumise à une obligation de mettre en œuvre des mesures de compensation y satisfait soit directement, soit en confiant, par contrat, la réalisation de ces mesures à un opérateur de compensation, soit par l'acquisition d'unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation. La Région propose de mettre en place une offre de compensation écologique à l'attention des aménageurs.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :
– Met en place un dispositif de compensation écologique avec les acteurs publics et privés concernés, notamment la CDC Biodiversité, au titre de la compensation des impacts environnementaux des projets menés par les aménageurs.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

2	AMELIORER LES ACCES DES ESPACES VERTS ET DE NATURE
Orientations du Plan Vert	*Orientation 3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants.*
Descriptif	Dans de nombreuses situations, l'enjeu n'est pas de créer des espaces verts et de nature manquants mais, plus simplement, de faciliter l'accès aux espaces verts existants les moins faciles d'accès et d'ouvrir au public des espaces verts existants jusqu'alors inaccessibles.
Autres Directions concernées	Direction de l'Aménagement et Direction de l'Action territoriale (Pôle Cohésion territoriale). Direction des Transports (Pôle Logement Transports).
Indicateurs de suivi	– Nombre de coupures urbaines traitées. – Mesure des zones de desserte et de la population desservie.

Action 2-1	Créer les accès nécessaires aux espaces verts et de nature insuffisamment desservis
Descriptif	Il est important d'améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature par différents modes de transports et d'améliorer leur accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

« Actions renforcées » à mener dans les territoires carencés ou très carencés

La Région :

- Apporte son soutien, dans le cadre du Plan Vélo et de sa politique de transports :
  - à la résorption des coupures sur les liaisons cyclables structurantes, qui constituent des points durs à lever pour permettre la continuité des itinéraires et garantir la sécurité des cyclistes et piétons, ceci afin de faciliter l'accès de certains espaces verts et de nature. Il s'agira en articulation avec le Plan Vert de s'assurer de la double fonctionnalité de ces passages pour la circulation des hommes et celle du vivant en général (ouvrages végétalisés, limiter l'éclairage nocturne…) ;
  - à la mise en place de parkings à vélos à proximité des pôles générateurs de déplacements, dont les espaces verts et de nature ;
  - à l'intégration d'aires pour les véhicules partagés et le co-voiturage à proximité des espaces verts et de nature
  - pour faciliter l'embarquement des vélos dans les transports en commun.
- Identifie et accompagne des projets :
  - de mise en connexion piétonne ou de regroupement d'espaces verts de petite taille ou de taille moyenne, par exemple en installant une passerelle entre deux parcs ou en réalisant des continuités vertes sous la forme de parcs linéaires pour améliorer l'accessibilité et la connexion entre les parcs ;
  - autour des gares (notamment des nouvelles gares) sur l'amélioration de la signalétique, de la sécurité, de l'agrément des cheminements piétonniers et cyclables diurnes et nocturnes depuis les gares jusqu'aux espaces verts dits « de fin de semaine ».
- Favorise l'amélioration de la desserte de certains espaces verts et de nature en transports en commun.
- Identifie, avec la participation de l'IAU, les possibilités d'amélioration d'accès d'espaces verts ou boisés existants selon différents modes, dont le vélo et les transports en commun et répertorier, dans le cadre du Plan de déplacements urbains de l'Île-de-France, les coupures urbaines à résorber en priorité.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 2-2	Ouvrir au public des espaces verts et de nature existants
Descriptif	Ouvrir au public des espaces verts et de nature qui ne l'étaient pas jusqu'alors est un moyen d'assurer une meilleure répartition des espaces verts pour les habitants.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :

- Accompagne la mise en place de partenariats entre des collectivités territoriales et des propriétaires publics (équipements publics tels que des établissements scolaires ou des hôpitaux) ou privés (agriculteurs, entreprises, copropriétés, bailleurs sociaux, châteaux, manoirs, congrégations religieuses…) de parcs ou grands jardins par des conventions d'ouverture au public, incluant des dispositions innovantes permettant le transfert de responsabilité civile à la collectivité.
- Met en place, dans le cadre de la future Agence régionale de la biodiversité, un accompagnement des collectivités territoriales pour l'animation des programmes de sciences participatives, de promenades

naturalistes et d'actions de sensibilisation sur les espaces verts et de nature, la biodiversité, les milieux aquatiques et humides. – Etudie, avec la participation de l'IAU, les espaces verts ou boisés existants qui pourraient être ouverts au public pour réduire la carence sur certains secteurs.					
Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

3	ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DES SAVOIR-FAIRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN VERT
Orientations du Plan Vert	*Orientation 1 : Renforcer la place du végétal dans les villes et les villages pour le bien-être et la santé des habitants.* *Orientation 2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.* *Orientation 3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants.* *Orientation 4 : Améliorer la gouvernance et mobiliser les acteurs publics et privés.*
Descriptif	Un des facteurs clés pour la mise en œuvre opérationnelle du Plan Vert est l'accompagnement des acteurs du territoire. Cette démarche permettra de diffuser et de faciliter l'appropriation de ses objectifs qualitatifs au sein des métiers concernés en matière notamment de retour à la pleine terre, d'îlots de fraîcheur urbains et de biodiversité. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer l'ingénierie en appui des maîtres d'ouvrage lors de l'élaboration des projets et de mettre en place des formations adaptées à l'attention de tous les acteurs impliqués. Des actions sont à poursuivre dans l'accompagnement des acteurs de la filière horticole-pépinières ainsi que dans la sensibilisation du grand public. Toutes ces actions sont transversales et viennent en appui pour la mise en œuvre des autres actions du Plan Vert. Les sujets relatifs au SRCE seront également abordés dans ce cadre.
Autres Directions concernées	Direction de la Formation professionnelle continue et Direction de l'apprentissage (Pôle Développement économique, emploi et formation). Direction des Politiques éducatives et de l'équipement pédagogique et numérique (Pôle Lycées). Direction de l'aménagement et Direction de l'Agriculture, de la ruralité et de la forêt (Pôle Cohésion territoriale).
Indicateurs de suivi	– Nombre de projets accompagnés par les organismes associés ou les partenaires de la Région. – Nombre de participants aux journées de formations organisées. – Elaboration de la charte pour la promotion des produits pépinières et horticoles franciliens et nombre de signataires.

Action 3-1	Renforcer l'accompagnement technique des maîtres d'ouvrage et mobiliser les expertises
Descriptif	Il s'agit de promouvoir les méthodes et techniques, en matière de planification, de conception et de gestion écologique, au service de la qualité des espaces verts et de nature et des continuités écologiques. La Région mobilise ses moyens et sa future Agence régionale de la biodiversité (ARB ; Cf. Action 6-2) pour accompagner les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires dans ce sens.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :

- Finance, avec la participation de l'Agence de l'eau, les missions d'accompagnement technique et d'ingénierie territoriale dans le cadre de Contrats Trame verte et bleue intégrant les enjeux du Plan vert et du SRCE sur les continuités écologiques terrestres, aquatiques et humides.
- Finance, dans le cadre du futur Règlement d'intervention pour la mise en œuvre du Plan vert, les études de définition des besoins et de programmation des actions à mener ainsi que les études pré-opérationnelles nécessaires à la réalisation des projets.
- Met en place, avec la participation de ses organismes associés, une ingénierie « Espaces verts et Biodiversité » qui aura vocation à accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration de leurs projets. La priorité sera donnée aux territoires carencés ou très carencés ainsi que pour les communes accompagnées dans le cadre des dispositifs aménagement de la Région (Cf. Action 6-4).
- Mobilise les Parcs naturels régionaux pour :
  - l'accompagnement des maîtres d'ouvrage dans leurs territoires dans les domaines de l'urbanisme et du montage de projets de qualité,
  - la capitalisation et la diffusion des actions menées sur leurs territoires.

- Renforce les partenariats avec les Départements, au titre de l'ingénierie technique, et avec les CAUE grâce à des conventions spécifiques.
- Met à disposition et diffuse les outils méthodologiques, les carnets pratiques et les guides existants, élaborés par la Région ou les organismes associés, pour accompagner les maîtres d'ouvrage :
  - Planification et urbanisme : « Redécouvrir la nature en ville », « Comment traiter les fronts urbains ? », « Comment prendre en compte le fonctionnement des espaces ouverts ? », « Prendre en compte le SRCE dans les documents d'urbanisme » ;
  - Conception des aménagements : « Guide aménagement et construction durable », « Bâtir en favorisant la biodiversité », « Bâtiment et construction », « Guide de gestion écologique », « Réaliser des toitures végétalisées favorables à la biodiversité »…
- Elabore, avec la participation de ses organismes associés, des outils complémentaires en fonction des besoins identifiés (par exemple un outil méthodologique d'aménagement d'espaces verts en fonction de l'usage permettant de développer une approche sur les coûts).
- Fait connaître les retours d'expérience (animation d'un club technique).

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 3-2	**Organiser des formations à l'attention des principaux acteurs concernés**
Descriptif	La Région impulse l'organisation de formations qui contribuent à l'atteinte des objectifs qualitatifs du Plan Vert en matière de planification, de conception et de gestion écologique (label Ecojadin). Cela se concrétise par l'organisation de journées de formation destinées à des publics précis et par le travail en partenariat avec les organismes de formation en proposant des formations de formateurs ou en contribuant au montage de formations faisant appel à des experts de terrain connus pour leurs compétences spécifiques.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région, avec la participation de ses organismes associés :

Formation initiale

- Met en place des échanges avec le Ministère de l'Education et le Ministère de l'agriculture pour approfondir, avec les lycées, les lycées agricoles, les organismes de formation et les CFA, les sujets relatifs à la conception et à la gestion écologique des espaces verts dans le cadre du label Ecojardin.

Formation professionnelle continue

Salariés du privé

- Renforce le partenariat avec les CAUE pour monter des formations destinées aux concepteurs (architectes et paysagistes) sur l'intégration de la nature et des solutions adaptées en amont des projets urbains.
- Propose des formations de formateurs pour les organismes de formation professionnelle publics et privés en lien avec les métiers des espaces verts.

Agents des collectivités

- Met en place des échanges avec le CNFPT pour renforcer les modules de formation sur l'intégration des espaces verts dans les documents d'urbanisme, la conception et la gestion écologique des espaces verts.

Demandeurs d'emploi (la Région est compétente en matière de formation professionnelle des demandeurs d'emplois)

- Veille à mieux promouvoir les formations aux métiers des espaces verts auprès des prescripteurs de l'emploi
- S'assure du verdissement des pratiques de formation (respect de la biodiversité, recours à des espèces indigènes et sobres en eau, limitation stricte des intrants phytosanitaires).

Structures d'insertion par l'activité économique

- Mobilise le dispositif « Emplois d'insertion environnement » pour soutenir les structures d'insertion par l'activité économique spécialisées sur les chantiers employant le génie végétal.

Elus

- Organise des journées régionales de formation sur les enjeux du Plan Vert et du SRCE, sur des thèmes techniques variés comme l'analyse fonctionnelle des espaces ouverts.
- Appuie la démarche de certification des professionnels formés.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

« Actions renforcées » à mener dans les territoires carencés ou très carencés

La Région, avec la participation de ses organismes associés :

- Organise des journées de sensibilisation territorialisées sur les enjeux du Plan Vert à l'attention des élus et des salariés des maîtres d'ouvrage publics et privés : collectivités gestionnaires de grands équipements, hôpitaux, services acheteurs/prescripteurs des syndics de copropriétés, bailleurs sociaux, universités, établissements scolaires…

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
		x	x	x	x

Action 3-3	**Impliquer les Franciliens dans la gestion écologique des espaces verts et de nature**
Descriptif	La sensibilisation des habitants à la nature et leur participation à l'élaboration et à la gestion des projets sont des facteurs clés de réussite pour la réalisation des projets et pour leur pérennité.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :

- Aide les associations têtes de réseau en matière de sensibilisation à la biodiversité dans les villes et les villages.
- Met en place des conventions d'objectifs pluriannuelles avec des associations et oriente le dispositif « Education à l'Environnement vers un Développement Durable » en 2017-2018 sur les thèmes des espaces verts et de nature et de la biodiversité.
- Mène des actions de médiation et de sensibilisation sur les espaces verts et forestiers régionaux, pour une meilleure appropriation par les habitants de l'espace naturel afin, à terme, de faciliter l'émergence d'une dynamique locale de projet et un meilleur respect du site.
- Met en place, dans le cadre de la future ARB, un accompagnement des sciences participatives à destination des élèves, des gestionnaires d'espaces verts et du grand public et l'organisation de journées pratiques.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 3-4	**Accompagner les professionnels de la filière Horticole/Pépinières**
Descriptif	Faire des espaces verts et de nature de qualité tout en favorisant le développement économique régional implique de renforcer l'accompagnement de la filière Horticole/Pépinières. Il est également important de faire connaître les démarches qualité dans lesquelles s'inscrivent les professionnels français et en particulier Franciliens, avec une attention particulière sur le label « Végétal local » qui garantit la production de végétaux sauvages dont l'utilisation favorise la biodiversité.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :

- Poursuit son soutien à la profession en partenariat avec la Chambre régionale d'agriculture, le CERVIA, ASTREDHOR et l'interprofession VAL'HOR
- Elabore, en partenariat avec les acteurs concernés, une charte pour la promotion des produits de pépinières et horticoles franciliens à l'attention des acteurs de la filière et des collectivités.
- Incite les maîtres d'ouvrage, dans le cadre de ses dispositifs d'aides, à faire référence au label « Végétal local » ou équivalent dans leur commande publique et à monter des contrats de culture avec des pépiniéristes (en lien avec les Actions 1-2 et 1-3).
- S'engage sur ses propriétés, au titre de l'exemplarité, à ajouter la référence au label « Végétal local » ou équivalent dans la commande publique.
- Elabore, avec la participation de ses organismes associés, un guide « Plantons local en Île-de-France ».

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

4	FAVORISER LES STRATEGIES URBAINES ET UNE PLANIFICATION FAVORABLES AUX ESPACES VERTS ET DE NATURE
Orientations du Plan Vert	*Orientation 1 : Renforcer la place du végétal dans les villes et les villages pour le bien-être et la santé des habitants.*
Descriptif	Les enjeux et les orientations du Plan Vert doivent être pris en compte en amont à l'échelle du territoire, puis ils doivent être traduits dans les documents d'urbanisme et dans les politiques foncières. Les actions transversales d'accompagnement, et notamment les Actions 3-1 et 3-2, viennent en support sur les questions de stratégie territoriale, de planification et d'urbanisme.
Autres Directions concernées	Direction de l'Aménagement, Direction de l'Action territoriale et Direction de la Ruralité, de l'agriculture et de la forêt (Pôle Cohésion territoriale).
Indicateurs de suivi	– Nombre de plans verts territoriaux opérationnels réalisés. – Nombre de Lettres d'informations régionales évoquant le Plan Vert. – Nombre de PLU prenant en compte correctement les objectifs et les orientations du Plan Vert.

Action 4-1	Accompagner les stratégies urbaines sur les territoires avec des plans verts territoriaux
Descriptif	La prise en compte des enjeux du Plan Vert et du SRCE dans les stratégies urbaines peut prendre la forme, à un niveau plus opérationnel, de plans verts territoriaux, à l'échelle communale ou intercommunale. Ces derniers intègreront une programmation précise des actions à mener pour la requalification, la création et l'ouverture au public d'espaces verts et de nature et pour la prise en compte de la trame verte et bleue dans les villes et les villages et le long des cours d'eau urbains. Dans les communes très carencées, Les actions pourront faire l'objet d'une contractualisation sous la forme d'un Contrat Vert (Cf. Action 6-3).
« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien	
La Région : – Construit et teste, avec la participation de ses organismes associés, une méthode de travail pour l'élaboration de plans verts territoriaux qui articulent l'échelle régionale et les échelles locales selon une approche territoriale intégrée (dimension urbaine de l'espace vert, parcours verts englobant la desserte des équipements et les mobilités douces, mise en valeur du patrimoine et du paysage, valeur écologique, usages des espaces, recherche des opportunités foncières pour l'aménagement ou la création d'espaces verts, notamment en complément des « marguerites » du SDRIF…). La méthode sera généralisée sur tous les territoires via l'élaboration d'un cahier des charges déclinant la méthodologie que les collectivités pourront s'approprier. – Intègre dans le futur Règlement d'intervention (RI) régional pour la mise en œuvre du Plan Vert une aide financière spécifique pour la réalisation de plans verts territoriaux. – Associe ses organismes associés pour fournir les données disponibles aux maîtres d'ouvrage et mettre en place des outils (portails internet dédiés, cartographies d'offre et de carence en espaces verts et boisés publics, pour les fréquentations de proximité et de fin de semaine, cartographies proposant des approches croisées avec les enjeux sociaux et environnementaux).	

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 4-2	Renforcer l'accompagnement de la Région pour la prise en compte du Plan Vert dans les Documents d'urbanisme locaux
Descriptif	La traduction des stratégies urbaines et des orientations du Plan Vert dans les documents de planification (SCOT, PLUi et PLU) est un moyen efficace pour la mise en œuvre du Plan Vert. Cela implique que la Région, personne publique associée des procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme, renforce son action en matière de suivi des documents d'urbanisme.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :

Au moment du lancement de la procédure : Lettres d'information régionale

- Renforce les lettres d'informations régionales (LIR) transmises aux collectivités en début de procédure pour faire connaître les priorités régionales, sur les sujets relatifs au Plan Vert et au SRCE en intégrant systématiquement des paragraphes adaptés et veille ensuite à la bonne prise en considération de ces priorités.

Pendant l'élaboration ou la révision des documents

- Met en place des points d'alerte pour une vigilance accrue sur les secteurs sous pression comme les « dents creuses », les limites d'agglomération et les fronts urbains, les communes carencées, les communes de la ceinture verte, les quartiers de gare…
- Met en place un suivi renforcé adapté au territoire en :
  - impulsant le rapprochement des services de la Région (Pôle Cohésion territoriale), des organismes associés ou des partenaires (en lien avec l'Action 3-1) avec les maîtres d'ouvrages des documents d'urbanisme ;
  - participant aux réunions des personnes publiques associées et par un travail plus étroit avec les élus et le bureau d'études en charge du PLU pour favoriser les orientations appropriées ;
  - développant et en faisant connaître le référentiel territorial sur le SRCE accessible en ligne ;
  - mobilisant ses organismes associés pour la mise à disposition les données naturalistes et les études pour mieux connaître les territoires (outil CETTIA / ECOMOS – ECOLINE / Carto milieux du Conservatoire Botanique du bassin parisien) ;
  - mobilisant les organismes associés et les partenaires pour un accompagnement technique des collectivités (Cf. Action 3-1).

Au moment de l'avis de la Région, sur la base du document arrêté

- Pour renforcer la prise en compte des espaces verts publics dans ces documents, dans le cadre de son suivi de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux, émet des avis précis et motivés insistant sur :
  - le degré de prise en compte du Plan Vert, notamment concernant la superficie d'espaces verts publics par habitant et par commune,
  - l'évolution pressentie de cette superficie, de la desserte, des espaces de nature et du couvert végétal existant notamment dans les « dents creuses »,
  - la réalisation des espaces verts et de loisirs prévus au SDRIF,
  - etc.

« Actions socles » à mener dans les territoires carencés ou très carencés

La Région portera une attention particulière sur les territoires très carencés et sur les secteurs de densification.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

5	FAIRE DE LA REGION UNE COLLECTIVITE EXEMPLAIRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN VERT
Orientations du Plan Vert	*Orientation 2 : Concevoir et aménager des espaces et des trames végétalisés favorables à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.* *Orientation 3 : Améliorer l'accessibilité des espaces verts et de nature au public et impliquer les habitants.*
Descriptif	La Région est à l'origine de l'élaboration du présent Plan Vert et, à ce titre, se doit de montrer l'exemple sur ses propriétés. Cet objectif d'exemplarité se concrétise autour des trois sujets suivants : – Les **espaces verts et forestiers régionaux,** acquis par la Région grâce à son Agence des espaces verts depuis 1976 qui, par essence compte tenu de la démarche d'ouverture au public par leur aménagement et leur gestion, participent directement à la mise en œuvre du Plan Vert. C'est la raison pour laquelle un effort particulier est mené en matière de gestion écologique et exemplaire de ces espaces. Parmi ces espaces, la Région a classé des Réserves naturelles régionales qui contribuent à la protection d'espaces au patrimoine naturel particulièrement riche. – Les bâtiments régionaux : – les **lycées franciliens** sur lesquels des démarches de végétalisation, de désimperméabilisation et de gestion écologique sont en cours de développement, – le futur **siège de la Région**. – Les **îles de loisirs**, accessibles toute l'année aux Franciliens pour la pratique de sports en plein air dans un environnement protégé, qui contribuent également à la mise en œuvre du Plan Vert en proposant une offre d'espaces verts et de nature « de fin de semaine », et de proximité pour les Franciliens les plus proches. La Région sollicitera les aides financières de l'Agence de l'eau pour un accompagnement dans la mise en œuvre des actions présentées ci-après, notamment en matière de lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, de désimperméabilisation, de maîtrise des eaux de ruissellement et de toitures végétalisées.
Autres Directions concernées	Direction des Grands projets et Direction du Patrimoine et de la maintenance (Pôle Lycées). Direction du Soutien des sites (Pôle Patrimoine et moyens généraux). Direction des Transports (Pôle Logement Transports). Direction des Sports, des loisirs et de la jeunesse.
Indicateurs de suivi	– Nombres de sites démonstrateurs mis en place.

Action 5-1	Agir sur les espaces verts, naturels et forestiers régionaux
« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien	
La Région et son Agence des espaces verts : – Préservent les espaces naturels existants, poursuivent les efforts d'ouverture au public et de végétalisation et facilitent les accès notamment en transports en communs. – Interviennent de manière prioritaire : – sur les grands espaces naturels et forestiers de proximité et de « fin de semaine » de la ceinture verte contribuant à réduire la carence, – en vendant ses propriétés dans les zones non carencées sans que cela n'hypothèque la juste disponibilité des espaces verts, – en contrepartie et grâce au produit des ventes, en achetant éventuellement de nouvelles propriétés en zone carencée. – Identifient des sites pour en faire des « démonstrateurs » en matière de gestion écologique. – Poursuivent la démarche d'exemplarité dans les modalités d'aménagement et de gestion de ces espaces : label FSC et PEFC, mise en place de gestion différenciée sur les sites… – S'impliquent dans une gestion et un aménagement exemplaires des Réserves naturelles régionales existant parmi les propriétés régionales. – Poursuivent l'aménagement des propriétés régionales en vue de leur ouverture au public avec comme objectifs de favoriser l'adaptation au changement climatique, le rafraichissement de la métropole, la résilience des vallées par rapport au risque inondation et la biodiversité par la préservation et la mise en	

valeur des zones humides, la mise en place d'îlots de sénescence et de vieillissement et par la constitution d'une collection de milieux naturels représentant la biodiversité régionale.
– Favorisent l'amélioration de la desserte des propriétés régionales en transports en commun.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 5-2	**Agir sur les espaces verts des lycées franciliens et du futur siège de la Région**

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :
– Identifie des lycées pour l'amélioration de la gestion de leur patrimoine vert en vue de l'élaboration d'un plan de végétalisation des lycées.
– Fixe, dans le cadre de constructions, de restructurations et de rénovations de lycées, des exigences dans le traitement de la parcelle en matière de gestion différenciée, de végétalisation et de gestion alternative de l'eau. Cette démarche est accompagnée d'un plan de formation des agents adapté (Cf. Action 1-2) et d'une animation sur les retours d'expériences, avec l'organisation de journées techniques.
– Accompagne, dans les lycées écoresponsables, des projets auprès des communautés scolaires pour la création de jardins à thèmes et de zones humides (une quarantaine de lycées sont concernés).
– Favorise, dans le cadre de son nouveau Plan pluriannuel d'investissement (PPI), la mise en place de solutions alternatives à la gestion des eaux pluviales : noues plantées, perméabilité de certains espaces semi-minéraux (parking)…
– S'engage à désimperméabiliser des espaces minéralisés dans les lycées et au futur siège de la Région.
– Conçoit des espaces verts multifonctionnels présentant différentes strates végétales, pouvant être à la fois récréatifs, sportifs et pédagogiques, en valorisant les friches.
– Renforce la végétalisation qualitative des toitures des lycées et du futur siège de la Région.
– Facilite les conventions entre les lycées et les organismes gérant les espaces verts de proximité de type jardin partagé, notamment pour les lycées écoresponsables.
– Fait connaître aux communautés éducatives l'offre en espaces verts de proximité et de « fin de semaine ».
– Mobilise ses organismes associés pour un accompagnent dans la mise en œuvre des actions du Plan Vert dans les lycées.

« Actions renforcées » à mener dans les territoires carencés ou très carencés

La Région :
– Etudie les possibilités d'ouverture au public d'espaces verts de certains lycées, en compatibilité avec le plan de sécurisation des lycées, dans le cadre de futurs partenariats avec les collectivités des territoires concernés.
– Etudie les possibilités de cession d'une partie du foncier des lycées pour les valoriser par la création d'espaces verts dans les secteurs carencés.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 5-3	**Agir sur les Îles de loisirs**

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :
– Identifie des sites pour en faire des « démonstrateurs » en matière de gestion écologique.
– Met en place des campagnes de promotion des îles de loisir comme destinations de fin de semaine pour les faire connaître aux Franciliens.
– Au travers des syndicats mixtes qui assurent la gestion quotidienne de ces espaces et la maîtrise d'ouvrage des aménagements sur 10 îles de loisirs sur les 12 que compte l'Ile-de-France, incite et veille au respect des espaces naturels par la gestion différenciée et la préservation de la biodiversité.
– Met en place, sur les deux îles de loisirs d'Ile-de-France où la Région est maître d'ouvrage des aménagements, dont l'une est située en secteur dense de l'agglomération parisienne (Seine-Saint-Denis), une démarche de préservation des milieux naturels dès les études d'orientation d'aménagement, puis la passation des marchés de travaux. Se donne également pour objectif d'enrichir le milieu naturel en place et d'augmenter la diversité écologique, y compris dans le cadre de la gestion future de ces futurs espaces.
– Incite à une végétalisation qualitative des espaces et à la mise en place d'une gestion écologique des espaces verts et de nature.
– Incite les Départements à inclure les îles de loisirs dans les Plans départementaux des itinéraires de

randonnée.
- Négocie avec les acteurs concernés (Communes, Départements…) pour faciliter leur desserte par les liaisons douces (marche et vélos) notamment depuis les gares, les transports en commun et les voitures (ex covoiturage ou autopartage).
- Joue un rôle de facilitateur pour la traversée des îles par les grands itinéraires cyclables (les véloroutes).
- Accompagne la mise en place d'une billettique intégrée, combinant par exemple le ticket de transport avec le billet d'entrée dans l'ile de loisirs.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

6	RENFORCER LA GOUVERNANCE , CONTRIBUER AU FINANCEMENT DES ACTIONS ET METTRE EN PLACE LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PLAN VERT
Orientations du Plan Vert	*Orientation 4 : Améliorer la gouvernance et mobiliser les acteurs publics et privés.*
Descriptif	La mise en œuvre du Plan Vert par l'ensemble des acteurs du territoire francilien nécessite la mise en place de conditions adéquates. Dans un premier temps, la Région se rapprochera des territoires pour favoriser l'appropriation des orientations du Plan Vert et pour identifier les actions à accompagner. Les conditions de gouvernance, à travers le rôle de chef de file pour la protection de la biodiversité de la Région, seront établies et se concrétiseront par la création de l'Agence régionale de biodiversité (ARB). La Région étudiera également les conditions d'organisation d'une Conférence territoriale de l'action publique (CTAP) sur le thème de la biodiversité. Les outils financiers seront également adaptés à la mise en œuvre du Plan Vert. Enfin, un dispositif de suivi et d'évaluation sera défini.
Autres Directions concernées	Direction de l'Aménagement et Direction de l'Action territoriale (Pôle Cohésion territoriale). Direction des Transports (Pôle Logement Transports).
Indicateurs de suivi	– Création de l'Agence régionale de la biodiversité et organisation de la CTAP. – Nombre de projets relatifs au Plan Vert financés par la Région et par l'AEV. – Réalisation du rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Plan Vert annuel en commission environnement et d'un rapport en fin de mandature.

Action 6-1	Proposer des Contrats Verts sur les territoires très carencés
Descriptif	Pour accompagner de manière particulièrement dynamique les territoires les plus sensibles du point de vue de la carence, la Région met en place des Contrats Verts sur les territoires très carencés avec les collectivités territoriales ou leurs établissements publics. Ces Contrats Verts faciliteront la réalisation d'actions visant la résorption de la carence. Ils s'appuieront sur l'élaboration de plans vert territoriaux opérationnels et pourront mobiliser les « Actions socles » et les « Actions renforcées » du programme d'actions du Plan Vert. Ces Contrats Verts intègrent toutes les étapes favorables au développement des espaces verts et de nature et de leur accessibilité sur le territoire : plan vert territoriaux, études de diagnostics, concertation avec les habitants, définition de plans d'action de travaux pour des projets de création et de requalification, y compris les acquisitions nécessaires à la réalisation des projets…
« Actions renforcées » à mener dans les territoires très carencés	
La Région : – Mobilise ses services pour présenter la démarche sur les territoires très carencés et faire émerger des Contrats Verts en mobilisant ses dispositifs d'accompagnement technique (Actions 3-1 et 3-2). – Propose la signature de Contrats Verts dans les territoires très carencés aux collectivités territoriales ou à leurs établissements publics.	

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 6-2	Créer l'Agence régionale de la biodiversité et renforcer la gouvernance pour la protection de la biodiversité
Descriptif	La loi biodiversité permet aux Conseils régionaux de créer les Agences régionales de la biodiversité en articulation avec l'Agence française pour la biodiversité. L'ARB mettra en œuvre les missions suivantes : – Développement de la connaissance (Système d'information sur la nature et les paysages régional, listes rouges, indicateurs et états de santé, études divers). – Appui technique et administratif : développement d'outils, organisation de rencontres, animation de labels, ingénierie pour l'accompagnement des porteurs de projets… – Formation et communication auprès des animateurs nature, du grand public, des scolaires, des participants aux programmes de sciences participatives… – Gestion et appui à la gestion des aires protégées : appui à la politique des Réserves naturelles régionales et nationales, des Parcs naturels régionaux, bilans patrimoniaux et

	contribution à la Stratégie de création d'aires protégées. – Autres missions possibles : soutien financier, accompagnement et suivi du dispositif d'accès aux ressources génétiques, suivi des mesures de compensations des atteintes à la biodiversité… Par ailleurs, l'organisation d'une CTAP sur la biodiversité pourrait favoriser l'exercice concerté des collectivités territoriales et de leurs groupements sur ce sujet. Ceci contribuerait, entre autres, à l'organisation de la gouvernance autour de la mise en œuvre du Plan Vert.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :
– Crée l'ARB en s'appuyant sur Natureparif.
– Etudie les conditions d'organisation de la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP) sur le thème de la biodiversité.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 6-3	**Poursuivre la concertation avec les territoires pour une programmation des actions**
Descriptif	Il est important que la Région se rapproche des territoires afin de faciliter l'appropriation des orientations du Plan Vert. L'objectif sera de présenter le contenu du Plan Vert et de prendre connaissance des projets existants et à venir et de se mettre en adéquation avec les besoins des acteurs pour pouvoir programmer les enveloppes budgétaires nécessaires sur une échelle pluriannuelle.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :
– Organise des moments d'échange avec les territoires, en particulier dans les secteurs carencés, pour mobiliser au mieux les dispositifs régionaux d'aides financières existants.
– Sensibilise les établissements dans lesquels elle siège sur les objectifs du Plan Vert et sa mise en œuvre : STIF, EPF, Grand Paris aménagement, Société du Grand Paris…
– Participe, notamment en ceinture verte, à l'élaboration de projets de territoire réunissant les acteurs autour des sujets complexes d'aménagement (Cf. Action 4-1).
– Mène, avec la participation de ses organismes associés, une démarche de concertation et d'information avec les collectivités, les associations locales et des experts naturalistes et écologues au sujet des actions en cours ou en projet sur les propriétés régionales afin de prendre en compte au mieux les besoins des acteurs du territoire et les enjeux écologiques dans un contexte de forte pression urbaine.
– Met en place, dans le cadre de la future Agence régionale de la biodiversité, un « Club des entreprises franciliennes engagées pour la biodiversité ».

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x				

Action 6-4	**Créer et mobiliser les outils financiers nécessaires à la mise en œuvre du Plan Vert avec les acteurs publics et privés**
Descriptif	La mise en œuvre du programme d'actions Plan Vert implique de mettre en place les outils financiers adaptés et de mobiliser les outils existants. Dans les territoires très carencés, la Région proposera des Contrats Verts à la signature des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics. En articulation avec les Contrats Verts, les Contrats Trame verte et bleue pourront également être mobilisés sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France pour la mise en œuvre du Plan Vert.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :
– Elabore un Règlement d'intervention spécifique pour la mise en œuvre du Plan Vert.
– Veille à l'articulation des orientations du Plan Vert avec les dispositifs régionaux tels que les Contrats d'aménagement régional (CAR), les Contrats ruraux (COR), les 100 quartiers innovants et écologiques, l'Urbanisme transitoire, « Dessine-moi le Grand Paris de demain » et les Contrats Trame verte et bleue

(TVB) afin de ne pas renforcer les situations de carences et afin d'apporter des solutions adaptées pour composer la densification des espaces urbanisés avec leur végétalisation.

- Mobilise les aides régionales pour la mise en œuvre du Plan Vert.
- Accompagne, avec la participation de l'Agence de l'eau, l'émergence de Contrats TVB avec des territoires intercommunaux incluant un large éventail de milieux à préserver, à créer ou à restaurer (parcs, zones humides, berges, alignements d'arbres, promenades plantées…). Ces contrats multipartenariaux visent à favoriser la réalisation d'actions par les collectivités territoriales et à assurer la cohérence des interventions. Ils pourront se déployer sur des unités de territoire pertinentes, résultant d'une étude diagnostic préalable, et cohérente au regard des objectifs du SRCE et du Plan Vert.
- Développe des contrats d'objectifs biodiversité avec les établissements publics de l'Etat, avec les entreprises et avec les associations sur la mise en œuvre du Plan Vert.
- Etudie les conditions d'établissement de contrats de culture avec les pépiniéristes produisant des végétaux certifiés « végétal local ».
- Mobilise les partenaires financiers : Agence de l'Eau (signature d'un protocole d'accord), Union européenne…

« Actions renforcées » à mener dans les territoires carencés ou très carencés

La Région :

- Renforce les aides pour les projets contribuant à réduire l'effet d'îlot de chaleur, de désimperméabilisation et de jardins collectifs.
- Propose à la signature des Contrats Verts aux territoires très carencés (Cf. Action 6-1).

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

Action 6-5	**Mettre en œuvre le suivi et l'évaluation du Plan Vert**
Descriptif	La mise en œuvre du Plan Vert implique la mise en place d'un dispositif de suivi de la mise en œuvre du programme d'actions et d'évaluation de l'impact sur le territoire. Ce dispositif s'organisera autour des grands objectifs du Plan Vert (Cf. Chapitre 2). Cette action sera menée en lien avec le suivi et l'évaluation du SDRIF et du SRCE, dans un souci de cohérence et d'économie de moyens.

« Actions socles » à mener dans tout le territoire francilien

La Région :

- Assure le suivi régulier du Plan Vert, avec la participation de ses organismes associés, et veille à ce qu'un point d'étape annuel soit présenté en commission « environnement et aménagement ».
- Elabore un rapport sur la mise en œuvre du Plan Vert à partir des indicateurs identifiés (Cf. indicateurs pour chacun des 6 thèmes du programme d'actions) pour la fin de la mandature.
- Met en place, dans le cadre de la future ARB, un observatoire des territoires proposant des indicateurs et des cartographies permettant à chaque collectivité de connaître et de s'approprier les enjeux de biodiversité qui lui sont propres et de maitriser ainsi leur aménagement au regard de ces enjeux.

Avec la participation de l'IAU :

- Fiabilise la base des espaces verts et boisés ouverts au public pour en faire, avec les autres données nécessaires, un instrument de monitoring des actions du Plan Vert.
- Actualise la base de données régionale sur les jardins collectifs.
- Consolide les analyses spatiales d'état des lieux et de simulation de l'offre/de la carence en espaces verts.
- Contribue au suivi des projets d'aménagement et de leur impact (positif ou négatif) sur l'offre en espaces verts.

Calendrier de mise en œuvre	2017	2018	2019	2020	2021
	x	x	x	x	x

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CDC BIODIVERSITE

Région Ile de France **CDC Biodiversité**

CONVENTION DE PARTENARIAT

PREAMBULE

La Région Ile de France souhaite préserver et augmenter la place des espaces verts et de la nature en Ile de France. Pour cela, elle a adopté le xxx mars 2017 par délibération n° xxx du Conseil régional, le Plan vert de l'Ile-de-France 2017-2021: La nature pour tous et partout. Il s'agit d'une nouvelle politique en matière de rééquilibrage des espaces verts et naturels en faveur des zones carencées, de désimperméabilisation de la ville et du rôle de ces espaces pour la biodiversité et le rafraichissement des ilots de chaleur.

CDC Biodiversité est une filiale à 100% de la Caisse des Dépôts, entièrement dédiée à l'action en faveur de la biodiversité. Parmi ses activités, elle développe la compensation et a été dès 2008 le premier opérateur français de compensation. La conduite depuis lors de plusieurs dizaines d'opérations, dont deux premières européennes, lui ont donné une expérience reconnue dans ce domaine.

En Ile de France, elle intervient notamment pour le compte de la Société du Grand Paris, de Grand Paris Aménagement, et du STIF. Elle y développe sur ses fonds propres un projet, dénommé Projet Territorial de Biodiversité, dans lequel elle vise à sécuriser des terrains favorables à la compensation écologique.

Par ailleurs, elle a lancé en octobre 2016 un programme dénommé « Nature 2050 », qui est le premier programme d'action post COP21 pour l'adaptation des territoires agricoles naturels et forestiers au changement climatique. Ce programme, fondé sur le recours à des solutions naturelles, est décrit en annexe 1. Elle projette de développer ce programme dans les différentes régions françaises, et sur différents types de milieux, dans des situations diversifiées d'occupation des sols. Dans cet ensemble, la Région Ile de France, du fait notamment de la présence de l'agglomération parisienne, offre des problématiques spécifiques, liées en particulier à la relation « ville – nature ».

D'autre part, CDC Biodiversité agit pour accroître la place de la biodiversité en ville : développement de toitures écosystémisées, , renaturisation de friches…

L'action de CDC Biodiversité s'inscrit donc dans le cadre de l'action de la Caisse des Dépôts en faveur de la transition écologique et énergétique, notamment au travers de son engagement dans le projet phare et structurant du Grand Paris pour la région.

La Région Ile de France et CDC Biodiversité, constatant la convergence de l'intérêt qu'elles portent à la biodiversité et la complémentarité de leurs capacités d'intervention, voient un intérêt à agir ensemble sur la question de la biodiversité. Pour la Région, afin de contribuer à la mise en œuvre de ses politiques et concilier développement économique et biodiversité ; pour CDC Biodiversité, afin d'améliorer la bonne inscription de son action dans les politiques régionales.

Aussi, ont-elles décidé d'agir en partenariat sur trois sujets :

- L'organisation de la compensation écologique et forestière en Ile de France ;
- Le déploiement du programme Nature 2050 en Ile de France ;
- La meilleure prise en compte de la biodiversité en ville.

CECI ETANT PRECISE,

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Région Ile de France, dont le siège est situé 33 rue Barbet de Jouy à Paris 75 007,

Représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE,

Ci-après désigné(e) : « **la Région IDF**»,

D'une part,

ET

La Société CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts créée pour agir pour la biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 17.475.000 euros, dont le siège social est sis au 102, rue Réaumur, 75002 PARIS, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro unique 501 639 587

Représentée par son Président, Monsieur Laurent PIERMONT

Ci-après désignée : « **CDC Biodiversité** »,

D'autre part

La Région IDF et CDC Biodiversité sont désignées ensemble par « Les Parties »

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Région IDF et CDC Biodiversité mettront en œuvre une coopération, ci-après désignée « la coopération », pour l'organisation de la compensation écologique et forestière, pour la mise en œuvre du programme Nature 2050 en Ile de France et pour une meilleure prise en compte de la biodiversité en ville.

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS DE LA COOPERATION

2.1 – Objectif général

Sur un territoire comme celui de l'Ile de France où les demandes adressées au foncier sont multiples et souvent contradictoires, l'objectif principal est de contribuer à rationaliser, écologiquement et économiquement, l'action menée en faveur de la biodiversité :

- Pour mener des actions cohérentes écologiquement, s'inscrivant dans les écosystèmes franciliens et contribuant à améliorer leur résilience et leur adaptation au changement climatique ;

- Pour affecter des financements d'origines variées à des projets cohérents et ainsi optimiser l'utilisation des ressources financières.

2.2 – Compensation

- Favoriser la mise en œuvre de la séquence Eviter, Réduire, Compenser (E.R.C.) et la mise en œuvre de la compensation, telles que prévues par la loi biodiversité du 8 août 2016, et en particulier l'intervention d'opérateurs de compensation.
- Favoriser la contribution d'acteurs régionaux, publics ou privés, à la mise en œuvre de la compensation.

2.3 – Nature 2050

- Mobiliser les entreprises franciliennes pour la biodiversité et l'adaptation au changement climatique des territoires naturels agricoles et forestiers d'Ile de France.
- Inscrire au mieux les actions menées par CDC Biodiversité au titre de Nature 2050 dans le cadre des politiques régionales.

2.4 – Distinction entre la compensation et Nature 2050

- Nature 2050 est un programme d'action financé de façon volontaire par des entreprises et des institutions, indépendant et additionnel par rapport à leurs éventuelles obligations réglementaires et qui tient compte des souhaits des souscripteurs et institutions qui le financent.
- La compensation, au contraire, résulte d'obligations réglementaires imposées à des maîtres d'ouvrage, fixées par l'Autorité Administrative.

Toutefois, en tant qu'opérateur de compensation et de Nature 2050, CDC Biodiversité dispose d'une certaine marge d'appréciation quant à la nature des actions menées et leur localisation.

2.5 – Biodiversité en ville

L'objectif est de développer des leviers et outils, applicables à l'Ile de France, pour accroître la place de la biodiversité en ville en Ile de France, en particulier sur les thèmes suivants : toitures écosystémisées, agriculture urbaine, renaturation de friches.

ARTICLE 3 – CONTENU DE LA COOPERATION

3.1 – Compensation

- La Région IDF souhaite obtenir des résultats rapidement et, compte tenu de l'expérience acquise par CDC Biodiversité et de sa capacité, actuellement unique, à prendre en charge à long terme (jusqu'à 30, 50 ans et plus), techniquement et financièrement, la totalité des obligations de compensation d'un maître d'ouvrage, compte tenu également du fait qu'elle est depuis huit ans le seul opérateur ayant développé un site naturel de compensation et commercialisé des unités de compensation, compte tenu enfin de la position unique occupée par CDC Biodiversité vis-à-vis d'acteurs éminents du Grand Paris (SGP, STIF, GPA), la Région IDF s'appuiera sur CDC Biodiversité comme opérateur de compensation .
- Dans les actions de compensation qu'elle mènera, et notamment ses investissements, CDC Biodiversité se concertera avec la Région IDF afin de s'inscrire au mieux dans les politiques régionales.

3.2 – Nature 2050

- La Région IDF fera connaître son soutien à Nature 2050 et proposera aux entreprises franciliennes d'y participer sur une base strictement volontaire.
- CDC Biodiversité créera une division « Ile de France » de Nature 2050 ; les montants collectés au titre de cette division auprès des entreprises franciliennes seront affectés à des actions en Ile de France, dans le respect des conditions générales de Nature 2050 figurant en annexe 2.
- A titre exceptionnel, des actions concernant l'Ile de France et une région mitoyenne, par exemple dans le cadre de corridors écologiques, pourront être intégrées à cette division de Nature 2050.

3.3 – Nature 2050

- Les parties réfléchiront ensemble aux leviers permettant d'atteindre l'objectif fixé à l'article 2.5. Les actions menées en commun se feront dans le cadre de conventions ad hoc.

3.4 – Concertation

- Un comité de suivi est créé, qui se réunira deux fois par an au minimum et autant de fois que de besoin.
- Il est composé comme suit :
    - Pour la Région IDF :
    - Pour CDC Biodiversité : le chef de l'Agence Centrale de CDC Biodiversité, Matthieu Rivet, et/ou le directeur de la Recherche et de l'Innovation.
- CDC Biodiversité présentera les actions qu'elle mène en Ile de France au titre de la compensation et de Nature 2050. La Région IDF indiquera ses priorités. Les deux parties définiront ensemble les actions permettant de concourir aux objectifs cités à l'article 2 de la présente convention. Elles définiront ensemble les éléments de langage relatifs à leur coopération.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

Les parties feront savoir aux personnes concernées la nature de la coopération objet de la présente convention.

Toute communication relative à la présente convention sera réalisée en concertation.

ARTICLE 5 – ASPECTS FINANCIERS

La présente convention ne donne lieu à aucun échange financier entre les parties qui font leur affaire des moyens qu'elles engagent pour atteindre les objectifs de la présente convention.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention débute à sa date de signature et expire au 31 décembre 2021. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation trois mois avant le 31 décembre 2020.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Tant pendant la durée de la convention que pendant une période de deux (2) ans suivant son expiration et/ou résiliation, quelle qu'en soit la cause, les Parties s'engagent à tenir comme confidentielles toutes les informations désignées comme telles par les Parties. En particulier, les informations confidentielles relatives aux clients de CDC Biodiversité.

Les informations considérées comme confidentielles seront précisées, en tant que de besoin, par les Parties d'un commun accord. Les Parties s'engagent à faire respecter ces obligations par l'ensemble de leur personnel et, le cas échéant, par leurs partenaires.

ARTICLE 8 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle sur les informations communiquées dans le cadre de la Convention appartiennent en tout état de cause à la Partie dont elles émanent.

Par « Résultats », les Parties entendent toutes les informations et connaissances générées dans le cadre de la présente convention.

Les Résultats sont la propriété conjointe des Parties. Sous réserve du droit des tiers, la part de chacune des Parties dans la copropriété des Résultats et la Publication est fixée à parts égales.

Les Parties se garantissent contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers contre cette dernière, sur la base des droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la Convention. A ce titre, chacune des Partie garantit l'autre Partie être titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaire aux présentes ou disposer des autorisations nécessaires pour ce faire.

Les Parties s'engagent notamment à prendre toute mesure nécessaire, en particulier vis-à-vis de leur personnel et de leurs éventuels sous-traitants, afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits par l'une ou l'autre Partie.

Les Parties conviennent que la copropriété des Résultats exclut l'affectio societatis et toute assimilation, directe ou indirecte, à une société de fait ou toute autre entité juridique distincte dotée de la personnalité morale. Les Parties feront diligence en vue

d'exclure une telle assimilation. En particulier, chacune des Parties agira vis-à-vis des tiers, et notamment de ses fournisseurs et sous-traitants, en son propre nom et pour son seul compte.

Sous réserve des dispositions contraires à la convention, une Partie ne peut souscrire un engagement quelconque susceptible de lier l'autre Partie, sauf avec l'accord préalable et écrit de cette Partie.

ARTICLE 9 – RESILIATION

La présente convention est établie dans un esprit de coopération loyale, en vue d'un objectif d'intérêt général.

Si une partie considère que l'autre ne respecte pas ses obligations, elle le lui fera savoir lors d'une réunion de suivi (article 3.3.) ; sans réaction de la part de l'autre partie, elle est libre de résilier, sans indemnité d'aucune part, avec un préavis de trois mois.

Les engagements pris avant la résiliation effective ne seront pas affectés par celle-ci, notamment le lancement d'actions jusqu'en 2050 au titre de Nature 2050, ou la mise en œuvre d'actions de compensation.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de litige portant sur l'application de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier une résolution amiable et le cas échéant de porter ce litige devant un arbitre choisi d'un commun accord. Si le désaccord persiste, elles conviennent de s'adresser au Tribunal compétent de la juridiction de Paris.

Fait à Paris, le

En deux exemplaires

POUR LA REGION ILE DE FRANCE	**POUR CDC BIODIVERSITE**
La Présidente	Le Président
Valérie PECRESSE	Laurent PIERMONT

ANNEXE 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

NATURE 2050

1. Motivation

Nature 2050 est un programme d'action de long terme visant à restaurer la biodiversité et adapter les espaces naturels, agricoles et forestiers au changement climatique.

Il s'inscrit dans les conclusions et recommandations des conférences internationales sur le climat et sur la biodiversité, notamment la COP 21 tenue à Paris en décembre 2015.

Il s'appuie sur trois constats :

- Premièrement, si les températures s'élèvent de 1,5° à 2° durant le prochain siècle (l'objectif des Accords de Paris sur le Climat est de ne pas dépasser cette élévation), les systèmes naturels seront profondément bouleversés, ce qui générera un certain nombre de risques nouveaux.
- Deuxièmement, la biodiversité dont dépend une partie significative de l'activité humaine, fait l'objet de multiples autres agressions. Son érosion est reconnue par le monde scientifique et la nécessité d'agir pour lutter contre cette érosion est aussi reconnue.
- Enfin, climat et biodiversité sont en interaction permanente. La préservation et l'accroissement de la biodiversité est aussi une façon d'augmenter le stockage de gaz à effet de serre par la biosphère. C'est aussi une solution pour réduire les risques naturels (événements extrêmes tels que les inondations, la sécheresse…) liés au changement climatique.

C'est pourquoi, après l'objectif prioritaire de réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'autre grand enjeu écologique est l'adaptation des systèmes naturels et la restauration de leur biodiversité. C'est l'objet de Nature 2050.

2. Ce qui caractérise Nature 2050

2.1 Un programme d'action innovant et ambitieux

Nature 2050, premier programme post COP 21 de ce type sur les territoires français (y compris Outre-Mer) et européens, est conduit par CDC Biodiversité, qui s'engage à restaurer la biodiversité et favoriser l'adaptation au changement climatique d'espaces identifiés. CDC Biodiversité investira jusqu'en 2050 pour permettre cette restauration et la transition climatique.

Le programme a plusieurs caractéristiques qui en font son originalité : son engagement de long-terme, sa démarche partenariale associant acteurs économiques, scientifiques et associatifs, publics et privés, une approche volontairement intégrée des enjeux climat et biodiversité pour répondre à ceux du territoire, le recours à des solutions naturelles…

CDC Biodiversité a la capacité d'être l'ensemblier de la mise en œuvre de ce programme.

En fonction des moyens réunis, Nature 2050 se fixe l'objectif de dépasser le stade du pilote pour agir sur une fraction significative du territoire. Ce programme concernera prioritairement la France (y compris Outre-Mer).

2.2 Un engagement de long-terme

CDC Biodiversité s'engage financièrement jusqu'en 2050.

L'horizon 2050 a été choisi car le pas de temps de l'action en matière d'écosystèmes et de forêts se décompte en décennies, et parce qu'il s'agit de la période à laquelle, selon les experts du climat, les changements annoncés provoquent des effets profonds : inadaptation de nombres d'espèces au climat, récurrence des sécheresses et canicules, épisodes climatiques extrêmes notamment.

Il est attendu qu'au-delà de cette période, les espaces du programme Nature 2050 seront suffisamment résilients pour ne plus nécessiter d'investissement spécifique (voir §3 description des actions). Au-delà, CDC Biodiversité maintiendra les orientations écologiques de ces espaces.

2.3 Une action engagée dès à présent

En admettant une augmentation de température de 1,5 à 2° d'origine anthropique, l'humanité oblige les systèmes naturels à faire une évolution qu'ils ont déjà accomplie dans le passé. Mais cette évolution se produirait à une échelle séculaire alors que les rythmes naturels, pour une telle évolution, se comptent en milliers d'années.

La question est donc celle de la vitesse d'adaptation. C'est pourquoi il est nécessaire d'agir, et d'agir le plus tôt possible. Faute de quoi, les conséquences annoncées par les experts sur l'agriculture, la forêt et les systèmes naturels peuvent être significatives. D'autre part, la restauration et le maintien des écosystèmes contribuent au stockage de carbone et à un ensemble de services indispensables à l'humanité, tout particulièrement en France. Cela renforce la nécessité d'une action précoce. Enfin, l'utilisation des stratégies flexibles et sans regret, basées sur des méthodes de type « essai-erreur-correction » permet de disposer d'informations précieuses pour l'avenir, sur la réaction des systèmes naturels aux actions d'adaptation engagées.

2.4 Un programme basé sur des solutions naturelles

La restauration de la biodiversité, l'augmentation de la résilience des écosystèmes, la priorité donnée aux processus naturels, seront les solutions privilégiées par Nature 2050 (cela n'exclura d'ailleurs pas le recours à des moyens techniques lourds pour permettre de restaurer la naturalité d'espaces artificialisés). En effet :

- D'une part, les conséquences de décisions prises lors de la COP 21 conduisent à privilégier le recours aux processus naturels, moins consommateurs d'énergie et de ressources que les systèmes classiques (par exemple, génie écologique plutôt que génie civil, agro écologie plutôt qu'agriculture consommatrice d'intrants chimiques,…) ;
- D'autre part, les incertitudes caractérisant l'évolution des systèmes vivants, qui sont par essence dotés d'un haut degré d'imprévisibilité, conduisent à privilégier le maintien de leur résilience et de leurs conditions de fonctionnement (par exemple, il s'agira de reconstituer le fonctionnement d'une zone humide et sa

capacité d'absorption, plutôt que de miser sur l'augmentation de taille des canaux d'évacuation des crues).

2.5 Un programme partenarial

Nature 2050 est conduit en partenariat avec le monde scientifique et les associations de protection de la nature.

- Au niveau du pilotage : un comité de pilotage, auquel sont associés le comité scientifique de CDC Biodiversité par l'intermédiaire d'un de ses membres désignés, le Museum National d'Histoire Naturelle, la LPO (principale association de protection de la nature en France, créée en 1912), la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme et France Nature Environnement, examine la stratégie d'ensemble et les actions entreprises ;
- Au niveau scientifique : le Conseil Scientifique de CDC Biodiversité, réunissant une à deux fois par an des personnalités scientifiques indépendantes, sera consulté et tenu informé du déroulement du programme
- Au niveau des actions elles-mêmes : elles sont menées en concertation avec les acteurs locaux et s'inscrivent dans les projets de territoires des collectivités. Certaines actions seront menées avec les associations partenaires de CDC Biodiversité (par exemple la LPO).

  Deux types d'intervention sont possibles.

  - Si les conditions de sécurisation de l'action à long terme sont réunies, CDC Biodiversité s'appuiera sur des propriétaires / gestionnaires d'espaces naturels, agricoles ou forestiers chez qui seront menées les actions de restauration et/ ou d'adaptation, puis de préservation jusqu'en 2050. Cette possibilité concerne principalement les Etablissements publics, les collectivités locales, voire les aires protégées dans certaines conditions.
    - ⇨ Ces actions peuvent être mises en œuvre par CDC Biodiversité ou par un autre opérateur.
  - CDC Biodiversité pourra aussi réaliser l'ensemble de l'opération, ce qui consistera à acquérir le foncier pour mener ces actions jusqu'en 2050. Pour tout terrain acquis dans le cadre du programme Nature 2050, CDC Biodiversité s'engage à maintenir sa vocation écologique. En cas de revente, CDC Biodiversité reversera les produits de la vente dans le programme Nature 2050 ou un programme équivalent.

2.6 Un programme proposé aux acteurs économiques et aux collectivités

➲ Le financement de Nature 2050 est proposé aux acteurs économiques et aux collectivités qui souhaitent s'inscrire, sur une base volontaire, dans une démarche de biodiversité positive. Il leur est proposé :

- un financement proportionné à leur impact sur la biodiversité ou en fonction de la responsabilité environnementale qu'ils souhaitent afficher ;

- un appui par les partenaires associatifs du programme pour améliorer leurs pratiques vis à vis de la biodiversité ;
- de participer au Club pour des Entreprises à biodiversité positive, club d'information, d'échange et de promotion d'actions en faveur de la biodiversité ;
- un support de communication permettant de valoriser leur action.

(Remarque : ce financement ne se substitue en aucune façon aux obligations réglementaires éventuelles des entreprises et collectivités concernées, notamment la compensation écologique. Il est attendu des contributeurs un engagement dans un programme d'amélioration de leurs pratiques dès lors que leur activité a un impact direct sur la biodiversité et le changement climatique).

➲ Par ailleurs, il sera proposé, dans des conditions à définir, aux maîtres d'ouvrage, collectivités, propriétaires ou exploitants d'espaces naturels, forestiers ou agricoles, de participer à Nature 2050 en intégrant au programme les actions menées sur leurs espaces. En effet, l'ensemble des espaces agricoles, naturels et forestiers sont connectés et interagissent, et l'extension du programme Nature 2050 à des surfaces aussi importantes que possible accroîtra l'effet global sur le territoire.

3. Les actions menées

3.1 Description des actions

Nature 2050 déploiera un programme d'actions basées sur des solutions naturelles. En effet, il est de plus en plus partagé par les acteurs scientifiques ou institutionnels que les écosystèmes constituent une réponse pour renforcer les capacités d'adaptation de nos sociétés au changement climatique.

Cette stratégie se structure autour de trois types d'action : protéger, connecter, restaurer, et vise les milieux suivants :

- Les zones humides :

Les « milieux humides » représentent environ 6% des terres émergées et figurent parmi les écosystèmes les plus riches et les plus diversifiés de notre planète. Les zones humides fournissent des biens précieux et rendent de nombreux services. Elles jouent un rôle d'éponge en cas de crues, de réservoirs lors des périodes de sècheresse, de filtre en épurant les eaux polluées. Elles peuvent donc être d'une très grande utilité dans le cadre de l'adaptation face aux risques accrus d'inondation et de sécheresse. Elles sont par ailleurs de réels amortisseurs climatiques en stockant un cinquième du carbone mondial et en atténuant les canicules estivales.

Ces milieux sont aujourd'hui menacés en raison de l'urbanisation, de l'intensification de l'agriculture, des pollutions, de l'arrivée d'espèces envahissantes… Les actions en faveur des zones humides viseront en particulier à contribuer à rétablir la continuité écologique de cours d'eau; à réactiver les méandres de rivières ; à rouvrir des zones d'expansion de crues ; à contribuer à la restauration d'estuaires et de zones côtières

en favorisant les habitats à végétation marine, en particulier dans les territoires ultra marins avec la restauration de mangroves.

- Les continuités écologiques :

La France contribue à la mise en place du Réseau Ecologique Paneuropéen (REP) sur son territoire au travers du dispositif de la Trame Verte et Bleue (TVB), mesure phare du Grenelle Environnement. La Trame verte et bleue est constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques qui les relient. La mise en œuvre de la TVB doit permettre à la faune et à la flore sauvage de circuler, migrer, se répandre et se mélanger d'un espace à l'autre, de diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels, de prendre en compte le déplacement des espèces dans le contexte du changement climatique et de faciliter les échanges génétiques nécessaires à leur survie.

Nature 2050 contribuera à cet objectif de constituer un réseau écologique fonctionnel et cohérent, à l'échelle du territoire national en recréant des corridors écologiques.

- La transition des espaces forestiers et agricoles :

Le secteur des terres a une importance stratégique pour réussir l'atténuation. Il représente selon le GIEC environ 25% des émissions mondiales de gaz à effet de serre anthropiques. Au niveau mondial, sont principalement en cause la fertilisation azotée, l'élevage, la riziculture, la déforestation (conversion des forêts en terres cultivées) et l'artificialisation des sols, due à l'étalement urbain et aux infrastructures. Mais l'agriculture et la forêt de production jouent aussi un rôle notable de régulateur et d'amortisseur du changement climatique. En particulier, les arbres et les forêts en bonne santé et en croissance constituent de vrais « puits de carbone ». Le secteur des terres peut par ailleurs permettre de réduire significativement les émissions globales de GES d'autres secteurs économiques comme l'énergie, les transports ou la construction en fournissant des matériaux de substitution (bioproduits, bioénergies, chimie végétale).

L'agriculture et la forêt seront fortement impactées par le changement climatique, ce qui pourrait réduire leur capacité à capter du carbone atmosphérique et dégrader les services qu'elles rendent (alimentation, bois, qualité des eaux, paysages, épuration…). Les stratégies possibles d'atténuation par l'agriculture et la forêt sont donc étroitement liées aux capacités d'adaptation et de résilience des systèmes agricoles et forestiers. Notamment, le rythme d'évolution du climat risque d'être plus rapide que la capacité d'évolution spontanée de la plupart des espèces d'arbres. Si rien n'est fait, certaines forêts pourraient dépérir brutalement et ainsi passer de « puits de carbone » à « source de carbone ».

Les actions en faveur des secteurs agricoles et forestiers de Nature 2050 porteront en priorité sur l'adaptation de la gestion forestière, la mutation de certains systèmes de cultures (notamment cultures pérennes : vigne, arboriculture…), le développement de nouvelles pratiques agronomiques de type « agro-écologique », le développement des haies et de l'agroforesterie, et les reboisements. En matière forestière, l'action s'inscrira dans la préconisation du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique et, de façon concrète, s'inspirera de l'action engagée dès 2006 par la Société Forestière de

la Caisse des Dépôts sur les 250 000 ha de forêts dont elle a la gestion. Celle-ci a en effet été le premier grand opérateur à engager une action d'adaptation sur l'ensemble des patrimoines qu'elle gère et cette première décennie permet d'ores et déjà de bénéficier d'enseignements.

- La biodiversité en ville :

Les zones urbaines représentent en moyenne entre 53 et 87% des émissions mondiales de CO_2. Elles subissent aussi les conséquences du changement climatique telles que les canicules, la mauvaise qualité de l'air, les inondations… Les villes sont donc concernées à la fois par l'atténuation et par l'adaptation au changement climatique.

La nature en ville est source de nombreux services écologiques qui peuvent s'avérer précieux dans le contexte de l'adaptation au changement climatique. La végétalisation de l'espace public et du bâti permet de réduire les effets d'îlots de chaleur et contribue à assainir l'air. La désimperméabilisation des sols et leur végétalisation favorisent l'infiltration naturelle de l'eau et réduisent le risque de ruissellement et d'inondation. Bien mise en œuvre, la restauration de la nature en ville permet dans le même temps d'accueillir la biodiversité en constituant un refuge pour de nombreuses espèces animales et végétales. La ville est par ailleurs concernée par la construction de la trame verte et bleue. Il s'agit de mettre en réseau les parcs en les connectant grâce à des « corridors écologiques » et de les relier à l'extérieur de la ville. Les initiatives d'agriculture urbaine participent aussi au développement de la biodiversité tout en apportant un service d'approvisionnement en nourriture.

Nature 2050 contribuera à cet objectif de biodiversité en ville en menant des actions de végétalisation, de désimperméabilisation des sols, de reconstitution de trames vertes et bleues urbaines et en faveur de l'agriculture urbaine.

3.2 Un processus de sélection des projets

Les actions à mener sont potentiellement nombreuses et variées que ce soit par leur type (par exemple la réalisation d'un passage à faune, une restauration de mangroves ou de tourbières, la végétalisation de délaissés urbains, l'adaptation d'un massif forestier…) ou par leur situation géographique. Pour être éligible, ces actions doivent s'inscrire dans les projets de territoire, se faire en concertation avec les acteurs locaux et pourront bénéficier de cofinancements.

Les partenaires du programme Nature 2050 pourront participer à l'identification de projets et à leur mise en œuvre.

Les plus pertinents en termes d'efficacité écologique et économique seront sélectionnés, puis proposés aux contributeurs, sachant que CDC Biodiversité fait de son mieux pour couvrir une diversité de territoires et de typologie d'actions.

Les projets choisis seront présentés chaque semestre en comité de pilotage, y compris les co-bénéfices environnementaux et socio-économiques.

3.3 Un suivi et une évaluation des résultats

Les projets mis en œuvre feront l'objet d'un reporting annuel qui intégrera une évaluation des résultats écologiques. Ce reporting sera présenté au comité de pilotage

de Nature 2050. Cette évaluation reposera sur des critères et des indicateurs de suivi, voire des objectifs préalablement définis avec les partenaires scientifiques du programme. Elle permettra si nécessaire la mise en place de mesures correctives tout au long de la mise en œuvre du projet.

Chaque projet fera l'objet d'une analyse des bénéfices environnementaux et socio-économiques. Ce bilan sera généralement produit cinq ans après le démarrage du projet.

Ces informations permettront d'alimenter le dispositif de communication et de valorisation des actions menées dans le cadre du programme.

4. Comment devenir adhérent de Nature 2050 ?

- Etre partenaire :

Le programme Nature 2050 est ouvert à tout acteur scientifique ou associatif partageant l'ambition du programme et souhaitant s'impliquer dans sa réussite. En particulier, les partenaires peuvent contribuer à la réalisation des missions suivantes (liste non exhaustive) : identification et/ou mise en œuvre des projets, analyse des bénéfices environnementaux et socio-économiques, accompagnement technique des acteurs économiques publics et privés, valorisation du programme (media…), appui scientifique….

Pour des raisons d'efficacité, la participation au comité de pilotage est cependant limitée à un nombre restreint d'acteurs.

- Etre contributeur :

Le financement de Nature 2050 est proposé aux acteurs économiques et aux collectivités qui souhaitent s'inscrire, sur une base volontaire, dans une démarche de biodiversité positive en fonction de la responsabilité environnementale qu'ils souhaitent afficher.

L'engagement de CDC Biodiversité d'agir jusqu'en 2050 sur 1 m² pour 5 € versés permet aux acteurs économiques de prendre eux-mêmes un engagement de surface, en liant celle-ci à leur propre activité.

Il peut s'agir :

- d'indicateurs liés à leur rôle dans l'économie, que ce soit en fonction de leur nombre de client, de leur nombre de salariés, de leur chiffre d'affaires…,
- d'indicateurs liés à un impact sur le climat ou la biodiversité, que ce soit en termes de gaz à effet de serre, ou de surfaces (exemple : les m² artificialisées)…,
- ou de tout autre indicateur au choix du contributeur.

Quels exemples ?

- en France, 30 000 ha sont artificialisés chaque année. La restauration et l'entretien d'une surface équivalente jusqu'en 2050 coûteraient 1,5 milliard d'euros. La

France compte une population active d'environ 30 millions de travailleurs. Ainsi, une contribution de 50 €/salarié/an permettrait de remplir cet objectif.

- le modèle GLOBIO 3 (utilisé notamment par la Convention sur la Diversité Biologique pour évaluer les impacts des activités humaines sur la biodiversité), et en particulier, l'indicateur MSA (Mean Species Abundance) intègre le changement climatique dans les pressions exercées sur la biodiversité pour les différents scénarios du GIEC, y compris le scénario « 2°C ». Cela permet d'établir une contribution de 1,50 € pour chaque tonne eqCO2 émise en 2016.
- Nature 2050 pourrait adapter au changement climatique et à préserver à très long terme une surface de territoire égale à celle artificialisée (bâtiment, infrastructure…) en 2016 par l'entreprise.

ANNEXE 2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

CONVENTION DE PARTICIPATION AU PROGRAMME NATURE 2050

CONDITIONS GENERALES

ENTRE

L'entreprise **X,** … - …

Ci-après désigné(e) : « Le **Participant** »

Représenté par son …, … dûment habilité à l'effet des présentes,

ET

La Société CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts créée pour agir pour la biodiversité.

Ci-après désignée : « **CDC Biodiversité** », filiale de la Caisse des Dépôts, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 17.475.000 euros, dont le siège social est sis au 102, rue Réaumur, 75002 PARIS, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro unique 501 639 587

Représentée par son Président, Monsieur Laurent Piermont dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après collectivement dénommées les **Parties** et individuellement une/la **Partie.**

Préambule

Nature 2050 est le premier programme d'application concrète de l'Accord de Paris sur le Climat (COP21) à l'ensemble des territoires naturels, agricoles et forestiers français. Il vise à restaurer la Biodiversité de ces territoires et à favoriser leur adaptation au changement climatique. Il s'inscrit dans le plan national d'action pour le changement climatique.

En effet, climat et biodiversité sont intimement liés. D'une part, dans l'hypothèse où l'humanité parviendrait à limiter entre 1,5 et 2° la hausse des températures, cette hausse aura des conséquences considérables sur les espaces naturels, agricoles et forestiers, qui viendront s'ajouter aux autres causes d'érosion de la biodiversité. Il s'agit donc, à côté des actions de réduction des gaz à effet de serre, d'aider les territoires à s'adapter au changement désormais très probable. Il s'agit aussi d'agir sans tarder car ce changement va imposer en quelques décennies aux systèmes naturels une évolution qu'ils accomplissent habituellement en quelques millénaires. D'autre part, l'Accord de Paris sur le Climat (COP21) fixe l'objectif de réduire les émissions au niveau des capacités de la biosphère à les absorber. Or cette capacité d'absorption dépend beaucoup de l'état de la biodiversité.

Ainsi, agir dès à présent pour restaurer la biodiversité des systèmes agricoles, naturels et forestiers et favoriser leur adaptation au changement climatique est nécessaire pour maintenir ces systèmes en état de délivrer les services qu'ils rendent à l'humanité, dont l'absorption du CO2, et pour réduire les risques naturels liés à ce changement.

PROJET

Nature 2050 est conduit par CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts dédiée à l'action pour la biodiversité qui agira jusqu'en 2050 sur des espaces sélectionnés dans le cadre du programme. Cette durée correspond au pas de temps nécessaire pour obtenir des résultats pérennes en matière écologique.

Deux types d'intervention sont possibles.

1) Si les conditions de sécurisation de l'action à long terme sont réunies, CDC Biodiversité s'appuiera sur des propriétaires / gestionnaires d'espaces naturels, agricoles ou forestiers chez qui seront menées les actions de restauration et/ ou d'adaptation, puis de préservation jusqu'en 2050. Cette possibilité concerne principalement les Etablissements publics, les collectivités locales, voire les aires protégées dans certaines conditions. Ces actions peuvent être mises en œuvre par CDC Biodiversité ou par un autre opérateur.
2) CDC Biodiversité pourra aussi réaliser l'ensemble de l'opération, ce qui consistera à acquérir le foncier puis à y mener ces actions jusqu'en 2050. Pour tout terrain acquis dans le cadre du programme Nature 2050, CDC Biodiversité s'engage à maintenir sa vocation principalement écologique. En cas de revente avant 2050, CDC Biodiversité reversera les produits de la vente au programme Nature 2050. Après 2050, CDC Biodiversité reversera les produits de la vente dans un programme similaire ou pourra transmettre ce foncier à une Fondation ou à un organisme ayant un objet social concourant aux objectifs de Nature 2050.

Le programme Nature 2050 est mis en œuvre en partenariat avec le Muséum National d'Histoire Naturelle et de grandes associations de protection de la nature. Il bénéficie du soutien de personnalités scientifiques. Il sera conduit en s'inscrivant dans les projets de territoires en partenariat avec les acteurs locaux. Le financement de Nature 2050 est proposé sur une base volontaire à des acteurs économiques qui souhaitent exprimer leur engagement environnemental, compte tenu des moyens financiers nécessaires pour atteindre les objectifs.

Le présent contrat est donc passé entre un participant qui souhaite contribuer à cette action en la finançant et CDC Biodiversité qui s'engage à mener cette action et à apporter divers services au participant : services l'aidant à concilier son activité avec le respect des objectifs écologiques nationaux et internationaux, d'une part et d'en bénéficier dans sa communication interne et externe d'autre part.

CECI ETANT PRECISE :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention, comprenant ses annexes (la **Convention**), est composée de deux parties principales : les conditions générales de participation au programme Nature 2050 (les « **Conditions Générales** ») et les conditions particulières de cette participation (les « **Conditions Particulières** »).

Les présentes Conditions Générales définissent les conditions dans lesquelles :

- le Participant contribue au programme Nature 2050 et peut communiquer au titre de cette contribution,
- CDC Biodiversité utilisera le versement fait par le participant pour mettre en œuvre le programme Nature 2050 et apportera ses services au Participant.

Les Conditions Générales prévoient également les obligations respectives des Parties dans le cadre du Programme.

ARTICLE 2 – LE PROGRAMME NATURE 2050

Nature 2050 (le « **Programme »**) est un programme d'actions, développé et opéré jusqu'en 2050 par CDC Biodiversité, en faveur de l'adaptation des territoires au changement climatique, de la restauration de leur biodiversité et de la reconstitution d'espaces favorables à celle-ci.

Ses objectifs sont les suivants :

- adapter les territoires au changement climatique en misant sur la biodiversité pour atténuer les conséquences du changement climatique en développant des *solutions basées sur la nature ;*
- maintenir les services environnementaux rendus par les écosystèmes dans un contexte de changement climatique ;
- diminuer les coûts de l'adaptation en intervenant dès à présent ;
- assurer un retour d'expérience permettant d'adapter les actions.

Le financement demandé aux participants est directement lié à la contribution concrète que ceux-ci veulent apporter à la restauration écologique, à l'adaptation des territoires au changement climatique et à la responsabilité environnementale qu'ils veulent exprimer.
Leur contribution sera déterminée à leur initiative en fonction d'indicateurs de leurs choix.

En accord avec les objectifs internationaux (CDB, CNUCC), les actions mises en œuvre dans le cadre du Programme consisteront notamment en :

- Des mesures d'adaptation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers, au changement climatique
- Le renforcement de la résilience et la connectivité des réseaux de zones protégées (reconstitution des trames d'espaces naturels, vertes et bleues)
- La protection ou la restauration de zones humides
- La renaturation d'espaces artificialisés
- Des actions spécifiques en faveur des habitats les plus menacés.

Ces actions s'inscriront dans les projets de territoire, se feront en concertation avec les acteurs locaux et pourront bénéficier de cofinancements.
L'action sera localisée principalement en France.

Le programme Nature 2050 est piloté par CDC Biodiversité avec l'appui d'un comité de pilotage constitué de partenaires associatifs et scientifiques reconnus et qui apportera son regard sur la qualité et l'efficacité des actions menées.

PROJET

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU PARTICIPANT

3.1 Information

Le Participant fournit des informations sincères sur son activité et le(s) indicateur(s) choisi(s) pour déterminer le montant de sa participation financière au Programme, tels que présentés dans les Conditions Particulières, et sur les motivations de ce choix.

3.2. Politique RSE du Participant

Avant la signature de la Convention, le Participant s'oblige à fournir à CDC Biodiversité la description de sa politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) et notamment sur les sujets de la biodiversité et du changement climatique, pour justifier que son engagement au titre de Nature 2050 s'inscrit bien dans le projet d'entreprise du Participant. CDC Biodiversité étudie ces éléments et peut être amené à solliciter des modifications ou rectifications préalablement à la signature. Le Participant dispose d'un délai de 6 mois suivant la date de signature de la Convention pour fournir les éléments sollicités par CDC Biodiversité.

Ces éléments figurent en annexe 2.

Le Participant s'oblige à respecter ses engagements RSE tout au long de la durée de la Convention.

En cas de manquement au respect des engagements du Participant, CDC Biodiversité pourra résilier la convention conformément à l'article 9.1.

3.3 Obligation de paiement de la contribution financière du Participant à Nature 2050

3.3.1 Le Participant s'oblige à payer la contribution financière (« **C** ») à CDC Biodiversité selon les modalités prévues à l'article 5.
Elle est déterminée par le Participant en fonction de la responsabilité environnementale qu'il souhaite exprimer. Elle est définie aux Conditions Particulières du présent contrat.
Deux modalités sont possibles :

- Entreprises ou organismes souhaitant agir dans une démarche de biodiversité positive, en fonction d'indicateurs (« I ») liés à leur rôle dans l'économie.
- Entreprises ou organismes souhaitant agir pour atténuer leur impact. Leur contribution est proportionnée à cet impact, en fonction d'indicateurs (« I ») exprimant cet impact.

La contribution peut être calculée pour un engagement de plusieurs années (la « **Durée de l'Engagement** » ou « **D** »).

3.3.2 La formule de calcul de la contribution est la suivante :

$$C = I \times t \times D$$

Dans laquelle :

- « C » est la valeur de la contribution sur laquelle s'engage le participant, exprimée en euros hors taxe (HT),
- « I » est l'indicateur d'activité retenu à laquelle est attachée une valeur ;
- « t » est un taux exprimant la contribution demandée par rapport à l'indicateur retenu.
- D est la durée de l'engagement.

3.4 Respect des obligations de compensation écologique légales et règlementaires

Nature 2050 est un dispositif volontaire et additionnel. Le Participant s'engage par ailleurs à respecter l'ensemble des obligations légales et règlementaires de compensation écologique pouvant s'imposer au titre de ses activités.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE CDC BIODIVERSITE

4.1 Mise en œuvre de Nature 2050

CDC Biodiversité s'engage à adapter au changement climatique, à restaurer puis à préserver jusqu'en 2050 une surface de 1m² par tranche de 5 euros HT versés par le Participant. Les actions mises en œuvre interviendront dans le cadre du Programme Nature 2050 défini à l'article 2.

CDC Biodiversité s'engage à intervenir sur une surface égale à la Surface d'intervention telle que définie ci-dessous :

La contribution définitive, effectivement versée par le participant détermine la surface d'intervention (« S ») sur laquelle CDC Biodiversité agira, selon les formules :

$S = C / 5$.

« S » étant exprimé en m² (1m² pour 5 € HT versés).

Au-delà de 2050, CDC Biodiversité considère que les territoires concernés seront résilients. Elle cessera d'investir et s'abstiendra de toute action qui puisse faire régresser la biodiversité des territoires compris dans Nature 2050.

PROJET

4.2 Rapport annuel du Programme Nature 2050

CDC Biodiversité établit chaque année un rapport annuel du Programme Nature 2050. Ce rapport est transmis au 31 mars de chaque année au Participant, et durant les cinq ans qui suivent la fin de la Convention. Cet envoi sera fait par voie électronique.

Le programme fera l'objet d'un contrôle effectué par un tiers indépendant nommé par le comité de pilotage tous les cinq ans : ce contrôle permettra de vérifier la corrélation entre les fonds reçus et la surface sur laquelle les actions sont menées.

4.3 Communication

Dans ses actions de communication, CDC Biodiversité fera mention dans le rapport annuel du programme Nature 2050 de la contribution du Participant au Programme, en particulier à travers sa surface d'intervention annuelle, et cela durant la période allant de 2016 à 2050.

A ce titre, le Participant autorise CDC Biodiversité à mentionner la contribution du Participant au programme Nature 2050 et autorise expressément CDC Biodiversité à reproduire et utiliser le nom / logotype / marque du Participant tel(le) que reproduit en annexe.

Un matériel de communication pourra être remis à sa demande au Participant lui permettant de valoriser sa participation au programme dans le cadre de ses actions de communication interne et externe (par exemple, des vignettes ou un certificat).

A ce titre, il se fera remettre, à sa demande, une vignette en version numérique, et pour tout engagement supérieur à 5000 euros HT, des vignettes autocollantes au nombre de cinquante sauf modalités spécifiques fixées aux conditions particulières. Elle sera utilisée par les participants au programme dans leurs supports de communication comme témoignage de leur engagement au Programme.

Une charte graphique comprenant les éléments visuels, les couleurs, le graphisme, la police et le logo Nature 2050 sera créée par CDC Biodiversité et pourra être transmise au Participant à sa demande. Si le Participant en fait la demande, il pourra utiliser les templates (PPT,WORD) pour sa propre communication.

Un site internet dédié au Programme sera élaboré par CDC Biodiversité. La Contribution des Participants sera mentionnée. Les partenaires associatifs et scientifiques du programme pourront créer un lien hypertexte sur leur propre site vers le site web du Programme dont l'adresse sera communiquée au Participant.

Chaque Participant pourra faire référence à son implication dans le Programme pour ses besoins propres de communication interne et externe et ce dans le respect de la charte graphique susvisée. A l'occasion des manifestations de relations publiques, des contacts avec la presse, des interviews etc., le Participant s'engage à ne pas porter atteinte à l'image et la renommée de CDC Biodiversité et du Groupe Caisse des Dépôts et à faire mention du Programme de façon valorisante et exacte dans leurs déclarations écrites et orales.

Le Participant bénéficiera de la présentation du Programme Nature 2050 lors d'un séminaire annuel, auquel seront associés les partenaires et participants dans les cinq années suivant la fin de la Convention. Le 1er séminaire aura lieu en 2017. Ce séminaire visera à présenter l'état d'avancement du Programme.

Tous les deux ans, CDC Biodiversité organisera la visite d'un projet financé par le Programme Nature 2050. La première visite aura lieu en 2017. Durant les cinq ans suivant la fin de la Convention, le Participant sera invité à cette visite pour toute contribution supérieure à 15 000 € HT qu'elle soit atteinte par un engagement annuel ou pluriannuel. Cette invitation vaudra pour deux personnes par Participant. Les frais de déplacement dans les deux cas seront à la charge du participant.

Les obligations de CDC Biodiversité en matière de communication, définies au présent article constituent un engagement pour la participation au titre d'une année donnée et seront reconduites en cas de renouvellement du soutien financier du Participant.

PROJET

4.4 Accompagnement technique du Participant

A partir d'une contribution de 15 000 euros HT, le Participant bénéficiera d'un appui technique de CDC Biodiversité, comme défini ci-après, le cas échéant avec l'appui de ses partenaires sur les enjeux liés à l'érosion de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Celui-ci sera spécifique au regard des enjeux du Participant et de ses besoins (formation, animation d'une journée pédagogique, visite sur site, participation à un comité RSE..). Le participant est responsable des conditions matérielles dans lesquelles a lieu cet appui : accès aux locaux, fournitures des documents nécessaires, moyens de diffusion le cas échéant…

Pour toute contribution comprise entre 15 000 et 30 000 euros HT, qu'elle soit atteinte par un engagement annuel ou pluriannuel, le Participant bénéficiera de l'appui d'un expert pendant une journée.

Pour toute contribution comprise entre 30 000 et 50 000 euros HT, qu'elle soit atteinte par un engagement annuel ou pluriannuel, le Participant bénéficiera de l'appui d'un expert pendant deux journées.

Pour toute contribution comprise entre 50 000 et 100 000 euros HT, qu'elle soit atteinte par un engagement annuel ou pluriannuel, le Participant bénéficiera de l'appui d'un expert pendant trois journées.

Pour toute contribution supérieure à 100 000 euros HT, qu'elle soit atteinte par un engagement annuel ou pluriannuel, le Participant bénéficiera de l'appui d'un expert pendant quatre journées.

Par ailleurs, le Participant aura la possibilité d'intégrer le Club des Entreprises pour une Biodiversité Positive à partir d'une contribution annuelle supérieure à 30 000 € HT, et ceci sans que le montant de sa cotisation ne lui soit facturé.

L'accompagnement technique, présenté ici pour un engagement annuel / pluriannuel sera reconduit en cas de renouvellement de l'engagement.

ARTICLE 5 – ASPECTS FINANCIERS

CDC Biodiversité facture le Participant à hauteur de sa contribution à la date de signature de la Convention et au 31 janvier de chaque année en cas d'engagement pluriannuel.
La Contribution pourra le cas échéant être révisée conformément aux dispositions définies dans les Conditions Particulières.

Toutes les sommes figurant dans la présente convention seront majorées de la T.V.A. au taux en vigueur.

Le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours fin de mois à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir des intérêts moratoires de plein droit et sans autre formalité établis à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur (art. 441-6 du Code du Commerce) à compter du jour suivant la date limite de règlement.

PROJET

ARTICLE 6 – RENOUVELLEMENT DE L'ENGAGEMENT

Les parties conviennent de se s'entretenir trois mois avant l'échéance pour renouveler ou non l'engagement à l'issue de la période.

ARTICLE 7 – INFORMATION

Les Parties conviennent de s'informer mutuellement dans les meilleurs délais de tout événement significatif de nature à remettre en cause la présente convention ou à modifier de manière substantielle leurs obligations. Dans une telle hypothèse, les Parties s'engagent à se rapprocher et négocier de bonne foi afin de trouver une solution et le cas échéant, apporter toutes modifications utiles à la convention.

ARTICLE 8 – DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour s'achever à la date prévue à l'article 3 des Conditions Particulières, sous réserve des stipulations des articles 4.2 et 4.3 qui s'appliquent pour la durée des droits et obligations prévues par ces articles.

ARTICLE 9 - RESILIATION

9.1 Résiliation pour faute du Participant

Si le Participant ne respecte pas ses obligations prévues à l'article 3, ou s'il communique sur Nature 2050 sans respecter les dispositions de l'article 4.3, CDC Biodiversité peut résilier le contrat après une mise en demeure restée infructueuse durant quinze (15) jours, et cela sans indemnité d'aucune part. Toutefois, si l'usage des outils de communication a porté préjudice au programme Nature 2050, CDC Biodiversité a la possibilité de demander réparation.

9.2 Résiliation pour faute de CDC Biodiversité

Si CDC Biodiversité n'a pas respecté ses obligations prévues à l'article 4, le Participant peut demander la résiliation de la Convention et le remboursement de sa participation au prorata des sommes non engagées par CDC Biodiversité.

9.3 Résiliation pour force majeure

En cas de survenance d'un évènement de force majeure qui empêcherait CDC Biodiversité de réaliser les prestations objets de la Convention, la Convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification au Participant de l'événement constitutif de force majeure par CDC Biodiversité par lettre recommandée avec avis de réception.
Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à un évènement de force majeure.

Toutefois, les Parties pourront décider, d'un commun accord, de suspendre l'exécution des obligations. Une telle suspension ne pourra pas excéder trois (3) mois à compter de la date de survenance de l'évènement de force majeure. A défaut, la Convention sera résiliée de plein droit.

9.4 Effets de la résiliation

Dans tous les cas, les sommes versées à la date de résiliation restent acquises à CDC Biodiversité sauf les sommes non engagées. CDC Biodiversité poursuit l'application de Nature 2050 à hauteur des versements effectivement perçus. Le Participant perd le bénéfice des actions de communication et d'accompagnement.

PROJET

ARTICLE 10 - LITIGES

En cas de différend découlant du présent contrat ou lié à celui-ci, les parties conviennent de se rencontrer afin de chercher à régler le différend par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la Convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quel qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

11.2 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

11.3 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

11.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae ;* en conséquence, aucune des Parties ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

11.5 Election de domicile

Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la Convention.

La Convention est régie par la loi française.

Fait à Paris, le

En deux exemplaires

POUR « LE PARTICIPANT »	POUR CDC BIODIVERSITE
X	Laurent Piermont
X	Président

PROJET

CONVENTION DE PARTICIPATION AU PROGRAMME NATURE 2050

CONDITIONS PARTICULIERES

ENTRE

L'entreprise **X,** ... - …

ci-après désigné(e) : « Le **Participant** »

Représenté(e) par.., … dûment habilité à l'effet des présentes,

ET

La Société CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts créée pour agir pour la biodiversité.

Ci-après désignée : « **CDC Biodiversité** », filiale de la Caisse des Dépôts, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 17.475.000 euros, dont le siège social est sis au 102, rue Réaumur, 75002 PARIS, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro unique 501 639 587

Représentée par son Président, Monsieur Laurent Piermont, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après collectivement dénommées les **Parties** et individuellement une/la **Partie.**

PROJET

ARTICLE 1 - OBJET

Les présentes dispositions fixent les conditions particulières de la participation individuelle de chaque Participant au programme Nature 2050.

Ces Conditions Particulières déterminent :

- L'activité du Participant et éventuellement l'impact qu'elle a sur la biodiversité et le changement climatique ;
- Les motivations du Participant pour contribuer financièrement au Programme, au regard de l'activité précédemment décrite ;
- Le choix de la méthode de calcul de la contribution financière du Participant ;
- La durée pour laquelle le Participant s'engage dans le Programme ;
- Le calcul du montant de sa contribution financière, selon la formule détaillée dans les Conditions Générales, en fonction de la méthode de calcul choisie et de la Durée d'Engagement retenue ;
- Les éventuelles dispositions spécifiques au Participant

ARTICLE 2 – INFORMATIONS RELATIVES AU PARTICIPANT ET A SON ACTIVITE

1) Nom du Participant : X

2) Activité du Participant : …

3) Motivation de la participation :

« …. »

4) Personne référente :

Nom et coordonnées :

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE DU PARTICIPANT ET DUREE DE SON ENGAGEMENT

1) Indicateur retenu (I) :

- …

2) Durée de l'Engagement (D) :

D= X ans, soit à compter de la date de signature du contrat et jusqu'au 31 décembre X

3) Soit une contribution exprimée en euros de :

C = I * D * t

Avec t = … € par ….

C = ….

Soit une contribution totale de X euros HT, soit X euros TTC et une contribution annuelle de X euros HT, soit X euros TTC, correspondant à une surface d'intervention la première année S = X m².

ARTICLE 4 – CONTRIBUTION

Cas 1 : révision

Une contribution prévisionnelle est établie à la date de signature de la Convention. Au 31 décembre de chaque année, la contribution est révisée conformément à la formule présentée à l'article 3 ci-dessus et fait l'objet d'une facturation complémentaire par CDC Biodiversité au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Cas 2 : forfait

La contribution définitive est déterminé sur la une base forfaitaire au moment de l'engagement.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS DIVERSES

…

PROJET

Fait à Paris, le
En deux exemplaires

POUR « LE PARTICIPANT »	POUR CDC BIODIVERSITE
X	Laurent Piermont
X	Président

PROJET

ANNEXES

Annexe 1 : Logotype / marque du Participant

Annexe 2 : Présentation du participant et de son programme d'amélioration

…

Annexe 3 : Logotype Nature 2050

PROJET

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : PROTOCOLE D'ACCORD AVEC L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

******

PROTOCOLE D'ACCORD
ENTRE
LE CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE
ET
L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

******

ETABLI ENTRE :

Le Conseil Régional d'Ile de France, représenté par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE, dénommé ci-après « la Région »
d'une part,

ET

L'Agence de l'Eau Seine Normandie, établissement public à caractère administratif de l'Etat, créée par l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement, inscrit à l'INSEE sous le numéro 18 750 009 500 026, représentée par sa Directrice Madame Patricia BLANC, dénommée ci-après « l'Agence de l'Eau »
d'autre part,

Considérant la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles **(**MAPTAM) désignant la Région chef de filât « A la protection de la biodiversité »

Considérant la loi n°2016-1087 du 8 Août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et son article 29 élargissant le champ de compétence des agences de l'eau à la biodiversité

Considérant le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé par délibération n° CR 71-13 du Conseil régional du 26 septembre 2013, et adopté par arrêté n°2013294-0001 du Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris, le 21 octobre 2013.

Considérant la stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides adoptée par délibération n° CR 103-16 du Conseil régional le 22 septembre 2016, définissant

Considérant le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2016-2021 du Bassin de la Seine et des cours d'eau Côtiers adopté par le Comité de Bassin et arrêté le 1er décembre 2015 par le Préfet Coordonnateur de Bassin.

Considérant le 10ème programme de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie 2013-2018.

Considérant l'adoption de la stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine Normandie par le Comité de bassin en date du 8 décembre 2016.

Considérant le Plan Vert de l'Ile-de-France adopté par délibération n° CR…. du Conseil régional le ...Mars 2017, définissant une nouvelle politique de la Région en matière de rééquilibrage des espaces verts et naturels en faveur des zones carencées, de

désimperméabilisation de la ville et du rôle de ces espaces pour la biodiversité et le rafraîchissement des ilots de chaleur.

Considérant que la Région et l'Agence de l'Eau poursuivent des objectifs communs sur le territoire de l'Ile-de-France pour la préservation, la gestion et de la restauration de la biodiversité notamment des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ceci permettant la résilience des territoires aux inondations et l'adaptation au changement climatique,

Considérant l'intérêt d'organiser des synergies entre la Région et l'Agence de l'Eau pour développer, promouvoir et réaliser les opérations nécessaires pour atteindre ces objectifs,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I - OBJET DU PROTOCOLE

Le protocole a pour objet de définir les objectifs communs à la Région et l'Agence sur la durée de sa politique 2017-2021 ;

ARTICLE II - PERIMETRE D'INTERVENTION

Le périmètre du protocole correspond au périmètre de la région Ile-de-France.

ARTICLE III - OBJECTIFS VISES

Les objectifs généraux du protocole visent à organiser une coopération entre la Région et l'Agence de l'eau pour développer, promouvoir et financer les opérations à mener pour atteindre les objectifs suivants :

- Contribuer à la mise en œuvre du Plan Vert de l'Île-de-France en coordonnant leurs interventions auprès des collectivités territoriales.
- Contribuer à la désimperméabilisation de la ville en zone urbaine.
- Contribuer à la préservation et à la restauration des milieux aquatiques, des zones d'expansion des crues, des zones humides, à la limitation ou la suppression des obstacles à l'écoulement, et à la réouverture des rivières urbaines.
- Augmenter la résilience des territoires en reconnaissant le rôle protecteur des espaces boisés, prairies, espaces naturels et parcelles agricoles permettant d'agir sur l'aléa inondation pour réduire le coût des dommages.
- Poursuivre la mise en œuvre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique.

ARTICLE IV - ACTIONS COMMUNES

D'un point de vue opérationnel, la collaboration entre la Région et l'Agence de l'Eau portera sur les actions emblématiques suivantes :

- l'impulsion des projets réduisant l'effet d'ilot de chaleur en ville et favorisant la biodiversité et les trames vertes et bleues urbaines,
- l'impulsion de la désimperméabilisation des espaces publics,
- l'accompagnement technique des maîtres d'ouvrage.

Parmi les actions identifiées dans le Plan Vert de l'Île-de-France, les actions suivantes feront l'objet d'une collaboration étroite entre la Région et l'Agence de l'Eau :

Au titre de la végétalisation de la ville :

La Région et l'Agence de l'Eau se fixent pour priorités d'accompagner conjointement la mise en pleine terre des espaces urbanisés par la désimperméabilisation et la végétalisation de ces espaces.

Elles articulent leurs aides financières aux collectivités territoriales pour les études et les travaux de végétalisation des espaces publics de la ville, en vue de l'amélioration de leur rôle en matière d'îlots de fraîcheur urbains, de maîtrise à la source des ruissellements et de la biodiversité.

Elles mobilisent leurs aides à l'acquisition de matériels alternatifs à l'usage des phytosanitaires dans le cadre de la politique régionale en faveur de l'eau.

Accompagnement des maîtres d'ouvrages pour leurs interventions sur les milieux aquatiques et humides:

La Région et l'Agence de l'Eau financent les missions d'accompagnement technique et d'ingénierie territoriale dans le cadre de Contrats Trame verte et bleue intégrant les enjeux du Plan vert, complémentaires des enjeux du SRCE.

Elles financent les études de définition des besoins et de programmation des actions à mener ainsi que les études pré-opérationnelles nécessaires à la réalisation des projets.

Elles organisent des journées régionales de formation à l'attention des élus sur les objectifs et les thèmes identifiés dans le présent protocole et sur des thèmes techniques variés comme l'analyse fonctionnelle des espaces ouverts.

Planification et urbanisme : ***Plans verts territoriaux prenant en compte la trame bleue***

La prise en compte des enjeux du Plan Vert dans les stratégies urbaines peut prendre la forme, à un niveau plus opérationnel, de plans verts territoriaux, à l'échelle communale ou intercommunale. Ces derniers intègreront une programmation précise des actions à mener pour la végétalisation des villes et des villages et le long des cours d'eau urbains. Les actions pourront faire l'objet d'un Contrat Vert pour les communes très carencées concernées par un facteur aggravant (telles que définies dans le Plan vert de l'Ile-de-France). En articulation avec les Contrats Verts, les Contrat Trame verte et bleue prévus dans la nouvelle stratégie régionale de l'eau et des milieux aquatiques et humides pourront être mobilisés sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France pour la mise en œuvre du Plan Vert.

Mise en place de la future Agence régionale de la biodiversité (ARB)

La Région met en place une Agence régionale de la biodiversité en associant l'Agence de l'Eau.

La Région et l'Agence de l'Eau renforcent leur accompagnement pour la prise en compte des objectifs et des thèmes identifiés dans le présent protocole d'accord dans les Documents d'urbanisme locaux.

Gouvernance

La Région et l'Agence de l'Eau accompagnent l'émergence de Contrats TVB avec des territoires intercommunaux incluant un large éventail de milieux naturels, aquatiques et humides à préserver, à créer ou à restaurer.

La Région, avec la participation de l'Agence de l'Eau, met en place des Contrats Verts sur les communes très carencées incluant des actions sur la végétalisation et la

désimperméabilisation de la ville et sur la préservation et la restauration de milieux naturels ouverts au public.

ARTICLE V – MISE EN ŒUVRE

Le présent protocole fera l'objet d'une mise en œuvre au travers d'un contrat de partenariat. Ce contrat aura pour vocation d'articuler les financements de l'Agence de l'Eau et de la Région pour optimiser l'effet levier sur les territoires. Il instaurera un comité de suivi pour la mise en œuvre des actions.

L'Agence de l'Eau s'engage dans la limite des dispositions de ses programmes pluriannuels d'intervention.

Fait à Paris, le

La Présidente du Conseil Régional
Ile de France

Valérie PECRESSE

La Directrice générale
de l'Agence de l'eau
Seine-Normandie

Patricia BLANC

Le Préfet coordonnateur de bassin,
Président du Conseil d'administration de l'agence de l'eau

Michel DELPUECH

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-34

DU 9 MARS 2017

ENGAGEMENT DE LA RÉGION DANS LE PROJET DE CANAL SEINE NORD EUROPE

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CR 2017-34 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article unique :

Décide de participer au financement du projet d'aménagement du Canal Seine Nord Europe à titre exceptionnel et forfaitaire à hauteur de 110 000 000 €, y compris en cas de survenance d'aléas de chantier ou de défaut de financement.

Dans ce cadre, autorise la Présidente à signer le protocole joint en annexe à la présente délibération dans les conditions rappelées à l'alinéa précédent et conformément à l'annexe 4 dudit protocole.

Mandate sa Présidente pour négocier les termes de l'association de la Région au projet qui donnera notamment lieu à une convention de financement soumise à la commission permanente dans les conditions rappelées au premier alinéa.

Délègue à la Commission permanente l'attribution des subventions et l'approbation des conventions de financement au fur et à mesure de l'avancement du projet dans les conditions rappelées au premier alinéa.

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION : PROTOCOLE DE FINANCEMENT ET DE GOUVERNANCE POUR LA RÉALISATION DU CANAL SEINE-NORD EUROPE

PROTOCOLE DE FINANCEMENT ET DE GOUVERNANCE

POUR LA REALISATION DU CANAL SEINE-NORD EUROPE

Entre les soussignés : ***[à compléter]***

désignés dans la suite du présent protocole par « Les Parties »,

Préambule

Le canal Seine-Nord Europe constitue un maillon central de la liaison fluviale européenne à grand gabarit Seine-Escaut. En reliant les bassins de la Seine et de l'Oise aux 20 000 km de réseau fluvial nord européen à grand gabarit, il permet le transport de chargement de fret fluvial pouvant atteindre 4400 tonnes, soit l'équivalent de 180 poids-lourds. Ce report modal de la route vers la voie d'eau générera une diminution importante des émissions de CO2 et décongestionnera les autoroutes de cet axe. Cette nouvelle infrastructure permettra en outre la création de 10 000 à 13 000 emplois directs et indirects par an durant les années de chantier. A l'horizon 2050, le développement de nouvelles activités économiques engendrées par le projet et les plateformes multimodales est estimé à 50 000 emplois.

L'article 7 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a habilité le gouvernement à procéder, par voie d'ordonnance, à la création d'un établissement public de l'Etat avec pour mission la réalisation du canal Seine-Nord Europe. L'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016 de la Société du Canal Seine-Nord Europe a ainsi été publiée. Elle constitue une nouvelle étape majeure vers la concrétisation de ce grand projet.

Le présent protocole définit les principes de financement partagé du projet entre l'Etat, d'une part, et les collectivités territoriales partenaires, d'autre part, ainsi que les principes de gouvernance de la société de projet en charge de la réalisation de la nouvelle infrastructure. La conclusion du présent protocole permettra la mise en place opérationnelle de la Société du Canal Seine-Nord-Europe.

* *
*

Les Parties au présent protocole sont convenues des dispositions qui suivent :

Article 1 – Objet du protocole

Le canal Seine-Nord Europe sera réalisé dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage publique confiée à l'établissement public Société du Canal Seine-Nord Europe, créé par l'ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 et prévu à l'article 7 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 *pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.*

L'objet du présent protocole est de fixer les principes de partage des financements, de risques et de gouvernance du projet.

La Société du canal Seine-Nord Europe assurera la conception et la construction de la nouvelle infrastructure fluviale de Compiègne à Aubencheul-au-Bac. Le périmètre prévisionnel de maîtrise d'ouvrage de la société projet est défini en annexe 1 au présent protocole.

L'exploitation de la nouvelle infrastructure fluviale, son fonctionnement, son entretien et sa maintenance seront assurés par Voies navigables de France, une fois la mise en service réalisée. Par ailleurs, Voies navigables de France continuera d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la réalisation de certaines opérations d'accompagnement et de tout ou partie des interfaces avec la nouvelle infrastructure fluviale, selon les principes exposés en annexe 1.

Dans l'attente de la création effective de la Société du canal Seine-Nord Europe, Voies navigables de France continuera d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération et rendra compte de son avancement dans les conditions prévues à l'article 7.

Article 2 – Coût du projet

Le coût prévisionnel du projet d'infrastructure fluviale, sur la base du programme de référence précisé en annexe 2 au présent protocole, est estimé, à ce stade, à 4 524 M€ hors taxes aux conditions économiques de 2016. Ce montant ne comprend pas les dépenses déjà réalisées entre 2004 et 2015, financées par l'Etat, l'Union européenne, la Région Nord-Pas-de-Calais et la Région Picardie.

Sur la base d'une hypothèse d'évolution indicative des indices de coût de la construction de 1,5% par an et d'une réalisation des travaux entre 2017 et 2025, le coût prévisionnel à terminaison de l'opération est évalué à 4 900 M€ courants.

Le coût, tel que défini au premier alinéa du présent article, constitue l'estimation de Voies navigables de France au stade actuel des études ayant conduit à l'élaboration du dossier d'enquête publique modificative.

Par ailleurs, ces coûts n'intègrent pas la réalisation des quatre plates-formes multimodales qui relèveront, le moment venu, d'un financement spécifique de la part des collectivités territoriales. Ils intègrent en revanche la réalisation des quais et le terrassement des arrières-quais de ces plates-formes.

Les coûts prévisionnels définitifs, ainsi que les délais prévisionnels d'études et de réalisation du projet, seront affinés lors de la poursuite des études et préalablement à la conclusion de la convention de financement définitive de l'opération prévue à l'article 9.

Article 3 – Principes de financement du projet

Les financements publics nécessaires à la réalisation du programme de référence de l'opération seront apportés à hauteur de 50% par l'État, d'une part, et de 50% par l'ensemble des collectivités territoriales signataires, d'autre part, déduction faite des contributions effectives de l'Union européenne et des éventuelles sources de financement complémentaires qui pourront être mobilisées au service du financement du projet, dans les conditions définies à l'article 5 du présent protocole.

Chacun des financeurs verse la totalité de sa participation pendant la phase de réalisation de l'infrastructure, dans les conditions qui seront définies dans la convention de financement prévue à l'article 9.

Le principe de référence est le versement par chaque financeur de sa participation en fonction de l'avancement des travaux de réalisation de l'infrastructure. Toutefois, les Parties examineront la faisabilité de procéder à un lissage, sur la durée de réalisation de l'infrastructure, de la participation des financeurs qui le souhaitent. Dans l'hypothèse où cette faisabilité est confirmée, chacun des financeurs ayant décidé une adaptation du calendrier de ses versements par rapport au principe de référence, supportera seul les frais financiers correspondants.

Article 4 – Répartition de la participation financière des collectivités territoriales

Le montant des contributions des collectivités territoriales est réparti entre la Région Ile-de-France, la Région Hauts-de-France, le Département de l'Oise, le Département de la Somme, le Département du Pas-de-Calais, le Département du Nord, signataires du présent protocole, et d'autres collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou d'autres acteurs non signataires du présent protocole, jusqu'au seuil de 1 012,65 M€ aux conditions économiques de 2016, selon le tableau ci-dessous.

En $M€_{2016}$	Evaluation de la participation prévisionnelle des collectivités territoriales
Région Hauts-de-France	352,65 M€
Région Île-de-France	110 M€
Département du Nord	200 M€
Département du Pas de Calais	130 M€
Département de l'Oise	100 M€
Département de la Somme	70 M€
Autres acteurs	50 M€
Total de la part de la participation des collectivités locales	1 012,65 M€

Les participations financières des collectivités territoriales seront appelées en fonction de l'évolution constatée des indices de coût de la construction et du calendrier des travaux, sans préjudice des dispositions de l'article 6 relatif aux partages de risques.

Les Parties conviennent que d'autres acteurs non signataires du présent protocole peuvent financer la réalisation de l'infrastructure visée à l'article 1er. En particulier, la convention de financement sera l'occasion de définir les conditions de prise en charge du montant de 50 M€ aux conditions économiques de 2016 par d'autres acteurs non signataires du présent protocole. Les éventuelles participations complémentaires au-delà de ce montant pourront venir en déduction des participations des collectivités territoriales signataires.

Les collectivités territoriales signataires définiront, dans le cadre de cette convention, les règles complémentaires de répartition de leur participation s'appliquant, le cas échéant, au-delà de cette évaluation de 1 012,65 M€ aux conditions économiques de 2016, afin de garantir le respect du partage à hauteur de 50% entre l'Etat et les collectivités territoriales défini par l'article 3.

Article 4bis– Participation financière de l'Union européenne

Les Parties prennent acte de la volonté de la Commission européenne de financer le projet à hauteur de 50% du coût des études éligibles et jusqu'à 40% de l'ensemble des coûts des travaux éligibles.

La Commission européenne s'est d'ores-et-déjà engagée sur un montant de 769,5 M€ sur la période 2014-2019 avec la conclusion, le 1er décembre 2015, d'une première convention de financement. Lors des prochains appels à projets européens, l'Etat s'engage à présenter de nouvelles demandes de cofinancement à hauteur du taux maximal possible, dans le cadre des instruments de financement qui seront alors en vigueur.

Dans l'hypothèse du maintien du taux de cofinancement européen de 40% des coûts éligibles des travaux jusqu'à leur achèvement, la participation attendue de l'Union européenne dans le financement du projet est évaluée à 1 856 M€ aux conditions économiques de 2016, soit 2 010 M€ courants sur la base des hypothèses définies à l'article 2.

Article 5 – Sources de financement complémentaires mobilisées au service du financement du projet

Les Parties s'accordent pour que soient poursuivies les réflexions permettant d'identifier d'éventuelles sources de financement complémentaires qui pourraient être mobilisées au service du financement du projet.

Ces réflexions permettront de préciser l'opportunité et la faisabilité, notamment des points de vue technique et juridique, des sources de financements envisagées, ainsi que d'évaluer les recettes possibles.

Sur ces bases, l'Etat et les collectivités territoriales signataires décideront les éventuelles mesures à retenir, leurs modalités de mise en œuvre, et les montants qui peuvent en être raisonnablement attendus, préalablement à la conclusion de la convention de financement prévue à l'article 9.

La convention de financement précisera notamment les modalités de mise en place, le cas échéant, d'un emprunt par la Société du canal Seine-Nord Europe, ainsi que la répartition entre les Parties des garanties à apporter à la Société du canal Seine-Nord Europe.

Article 6 – Partage des risques

Dans l'hypothèse du dépassement des engagements budgétaires pris dans le cadre de la convention de financement prévue à l'article 9, les Parties conviennent de se revoir pour s'accorder, dans le respect des principes figurant à l'article 3, sur les conditions de poursuite de l'opération dans un calendrier permettant de ne pas impacter la conduite des travaux.

Dans ce cadre et afin de permettre la poursuite de l'opération, les Parties s'engagent à examiner et mettre en œuvre prioritairement l'une des différentes solutions exposées ci-après, pouvant éventuellement se combiner, selon l'ordre de priorité suivant :

- la recherche des sources d'économies à programme fonctionnel constant,
- la recherche des sources d'économie préservant les fonctionnalités essentielles du projet,
- l'appel à d'autres acteurs non signataires du protocole, dans le respect des principes prévus à l'article 3,
- l'appel à la ou les sources de financement complémentaires qui auront été identifiées suite aux réflexions prévues en ce sens à l'article 5 du présent protocole.

La convention de financement définitive de l'opération prévue à l'article 9, qui sera conclue préalablement à la signature des marchés de travaux principaux, précisera les mécanismes permettant de mettre en œuvre les principes du présent article.

Article 7 – Information des partenaires

L'association des collectivités territoriales aura lieu dans le cadre du conseil de surveillance et du comité stratégique définis dans l'article 8.

Article 8 – Principes de gouvernance de la Société du canal Seine-Nord Europe

L'article 7 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques prévoit la création d'un établissement public, associant notamment des représentants de l'État, d'établissements publics de l'État et de collectivités territoriales participant au financement du projet, aux fins de réalisation d'une infrastructure fluviale reliant les bassins de la Seine et de l'Oise au réseau européen à grand gabarit et de développement économique en lien avec cette infrastructure.

L'ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 *relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe* crée l'établissement public Société du Canal Seine-Nord Europe, qui sera principalement en charge de la maîtrise d'ouvrage du projet.

1 - Dans le cadre de cette ordonnance, il est prévu la mise en place d'un conseil de surveillance, composé pour moitié au moins de représentants de l'Etat et comprenant également un représentant de Voies navigables de France (VNF), une personne qualifiée

choisie en raison de ses compétences en matière de transport ou d'aménagement du territoire, un député et un sénateur désignés par leur assemblée et des élus des collectivités territoriales parties au présent protocole.

Les Parties s'accordent sur la composition du conseil de surveillance suivante, représentant un total de vingt-quatre membres et qui sera reprise dans le décret prévu à l'article 15 de l'ordonnance :

- Douze représentants de l'Etat,
- Huit représentants des collectivités territoriales repartis de la manière suivante :
  - le président du Conseil régional des Hauts-de-France, ou un représentant qu'il aura désigné, et deux conseillers régionaux désignés par l'assemblée délibérante ;
  - le président du Conseil régional d'Île-de-France ou un représentant qu'il aura désigné ;
  - le président du Conseil départemental du Nord ou un représentant qu'il aura désigné ;
  - le président du Conseil départemental de l'Oise ou un représentant qu'il aura désigné ;
  - le président du Conseil départemental du Pas-de-Calais ou un représentant qu'il aura désigné ;
  - le président du Conseil départemental de la Somme ou un représentant qu'il aura désigné ;
- un député et un sénateur, désignés par leur assemblée respective,
- une personnalité qualifiée,
- un représentant de VNF.

Les Parties s'accordent sur le principe que les décisions susceptibles d'avoir une incidence significative sur le montant des participations au financement du projet requerront le vote favorable d'une majorité des membres du conseil de surveillance. Cette majorité se définira comme étant égale à au moins la moitié des membres du conseil de surveillance, comprenant des parties au protocole de financement de l'infrastructure représentant dans leur ensemble au moins les trois quarts du montant des participations des collectivités publiques françaises en application des articles 3 et 4.

.

2 - Il est prévu que l'établissement public soit dirigé par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle de ce conseil de surveillance. Il est ainsi prévu que ce directoire comprenne trois membres désignés, après avis du conseil de surveillance, par un décret qui confère à l'un d'eux la qualité de président du directoire.

3 - Il est enfin prévu qu'un comité stratégique soit institué auprès du conseil de surveillance. Il sera composé de représentants des membres du conseil de surveillance, des représentants des communes et des établissements publics compétents en matière de transport fluvial et d'aménagement sur le territoire desquels est situé, pour tout ou partie, l'emprise du projet d'infrastructure fluviale.

Le comité stratégique pourra être saisi par le conseil de surveillance de toute question entrant dans les missions de l'établissement public susmentionné. Il pourra également émettre des propositions et demander que des questions soient inscrites à l'ordre du jour d'une réunion du conseil de surveillance.

Article 9 – Poursuite des discussions entre les Parties

Les Parties au présent protocole conviennent de poursuivre les discussions en vue de finaliser la convention de financement définitive de l'opération, selon les principes exposés ci-dessus, qui arrêtera les participations définitives des signataires, ainsi que l'échéancier des versements. Ils se fixent pour objectif la signature de cette convention en 2017. En tout état de cause, cette signature sera préalable à la signature des marchés de travaux principaux.

De premières conventions de financement pour les phases d'études et d'acquisitions foncières précédant l'engagement des travaux pourront être conclues dans cet intervalle. Ces participations financières anticipées seront prises en compte lors de l'établissement de la convention de financement définitive.

* *
*

Fait à , le

[à compléter]

ANNEXES AU PROTOCOLE

Annexe 1 : Périmètre de la maîtrise d'ouvrage de la société de projet

Annexe 2 : Description du programme de référence du projet d'infrastructure, objet du présent protocole, servant de support à l'estimation des coûts mentionnée à l'article 2

Annexe 3 : Détails de l'estimation des coûts mentionnée à l'article 2 du présent protocole et des dépenses déjà engagées par les différents financeurs

Annexe 4 : Courrier du 29 novembre 2016 de la présidence du Conseil régional d'Ile-de-France au secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche

Annexe 1 : Périmètre de la maîtrise d'ouvrage de la société de projet

Sont compris dans la maîtrise d'ouvrage de la société de projet :

- le canal Seine-Nord Europe du pK0 à Compiègne au pK 107,345 à Aubencheul au Bac
- les 6 écluses implantées à Montmacq, Noyon, Campagne, Allaines, Marquion et Oisy-le-Verger avec des avant-ports dimensionnés pour un seul sas, y compris les mesures conservatoires permettant la construction ultérieure d'un deuxième sas sous exploitation,
- une écluse de raccordement au gabarit « canal du Nord » entre le canal Seine-Nord Europe et le canal du Nord à Moislains,
- le bassin réservoir de la vallée de Louette,
- les terrassements et murs de quai des plates-formes de Nesle, de la partie Est de la plate-forme de Cambrai-Marquion, et des plates-formes de Péronne et de Noyon,
- les quais industriels de Thourotte et de Ribécourt-lès-Dreslincourt,
- les quais céréaliers à Languevoisin, Moislains et Graincourt-lès-Havrincourt,
- des équipements pour la plaisance à Saint-Christ-Briost et Allaines,
- les mesures environnementales.

Ne sont pas compris dans la maîtrise d'ouvrage de la société de projet :

- la viabilisation et l'aménagement des plates-formes,
- les raccordements routiers et ferroviaires des plates-formes.

Annexe 2 : Description du programme de référence du projet d'infrastructure, objet du présent protocole, servant de support à l'estimation des coûts mentionnée à l'article 2

I. Description du projet

Le projet, intitulé canal Seine-Nord Europe, consiste en une infrastructure nouvelle de 107,345 km de longueur entre Compiègne et Aubencheul-au-Bac, au gabarit Vb, ménageant un rectangle de navigation de 38 mètres x 4 mètres et une hauteur libre sous les ponts de 7 mètres.

Les 6 écluses séparant les 7 biefs de l'ouvrage autorisent le passage de convois poussés de 185 mètres de long sur 11,40 mètres de large.

Le projet comporte également un bassin réservoir pour l'alimentation en eau du canal en période de basses eaux, les infrastructures fluviales des plates-formes multimodales, des quais céréaliers, des quais industriels et des équipements pour la plaisance ainsi que les zones de dépôts de déblais excédentaires. Enfin, il comporte la réalisation de mesures environnementales, prévues notamment dans l'étude d'impact sur l'environnement et qui seront réalisées avec un objectif de qualité architecturale et paysagère.

Les ouvrages du canal en chiffres

Longueur :	107 km entre Compiègne et Aubencheul-au-Bac
Largeur en surface :	54 m
Profondeur d'eau :	4,50 m
Tirant d'eau :	3 m
Rectangle de navigation :	38 m x 4 m
Hauteur libre sous les ponts :	7 m
Nombre d'écluses :	6 (chutes de 6,4 m à 25,7 m)
Nombre de ponts-canaux :	3 dont le pont-canal de la Somme (1,3 km de long)
Nombre d'ouvrages de franchissement :	61
Mouvement de terres :	57 millions de m^3
Volume de remblais :	20 millions de m^3
Volume de déblais excédentaires :	37 millions de m^3
Nombre d'équipements fluviaux prévus pour les plates-formes multimodales :	- 3 quais de 400 ml (Noyon, Nesle, Péronne- Haute Picardie) - un quai de 1000 ml (Cambrai-Marquion) - un bassin de virement (Cambrai-Marquion) - 363 ha de réserves foncières
Nombre de quais céréaliers :	3
Nombre de quais industriels :	3
Nombre d'équipements pour la plaisance :	2

Tableau 1 : Les ouvrages du canal reconfiguré en chiffres

1. *Terrassements*

Le volume des déblais est d'environ 57 millions de m^3 et le volume de remblais de 21 millions de m^3.
Les excédents de matériaux sont mis en dépôt dans les emprises du projet ou valorisés sur des chantiers de remblaiement. La localisation des sites de dépôts, les conditions de mise en dépôt et la vocation ultérieure de ces sites seront définies en concertation avec la profession agricole en application du protocole signé le 25 septembre 2015 entre VNF et les organisations professionnelles agricoles.

2. *Ecluses*

Les écluses sont conçues de manière à permettre la construction d'un deuxième sas pendant la phase d'exploitation 15 à 20 ans après le début de mise en exploitation. Le tableau ci-dessous présente les 6 écluses ainsi que leur hauteur de chute.

Ecluse	Commune	Hauteur de chute
0	Montmacq	6,41 m
1	Noyon	19,57 m
2	Campagne	15,50 m
3	Allaines	13,10 m
4	Marquion-Bourlon	25,71 m
5	Oisy-le-Verger	25,00 m

Tableau 2 : Les écluses et leur hauteur de chute

3. *Ouvrages d'art*

Le franchissement des étangs de la Somme à l'Ouest de Péronne s'effectue par un pont-canal d'une longueur de 1 330 m et d'une largeur de 32,80 m.

Le rétablissement des voies de communication nécessite la construction de :
- 2 ponts-canaux franchissant respectivement les autoroutes A26 et A29 ;
- 3 ponts-rails ;
- 56 ponts routes.

4. *Alimentation en eau*

L'alimentation en eau sera assurée par un prélèvement dans l'Oise au niveau de l'écluse de Montmacq et un bassin réservoir d'une capacité de 14 millions de mètres cubes.
Le canal est rendu étanche sur l'ensemble de sa longueur. La perméabilité moyenne correspond à une couche de 30 cm d'épaisseur avec un coefficient d'infiltration de 10^{-8} m/s.

5. Les mesures environnementales

Le projet comporte des berges lagunées, des annexes hydrauliques, des boisements compensatoires, des restaurations de zones humides, des requalifications de cours d'eau naturel, des mesures de reconstitution des habitats pour la faune et la flore tels que décrits dans l'étude d'impact sur l'environnement.

Les ouvrages sont conçus et réalisés avec un objectif de qualité architecturale et paysagère.
La réalisation de l'ensemble de ces mesures est suivie par un observatoire de l'environnement.

6. *Les plates-formes multimodales et les quais de transbordement*

Le projet comprend :

- *Les infrastructures fluviales de deux plates-formes multimodales* à vocation portuaire, industrielle et logistique, situées à Nesle, à Cambrai-Marquion, à Noyon et à Péronne. Sur la plate-forme de Nesle d'une surface de 84 ha, il est ainsi prévu la réalisation des terrassements et d'un quai de 400 m de long. Sur la plate-forme de Cambrai-Marquion d'une surface de 82 ha, il est prévu la réalisation des terrassements, d'un quai de 1000 m de long et d'un bassin de virement. Sur la plateforme de Noyon (60ha) et Péronne Haute Picardie (60ha), il est prévu la réalisation de terrassements et de quais de 400m de long. Il est également prévu les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la partie Ouest de la plateforme de Cambrai-Marquion (74 ha). Ces éléments indicatifs seront précisés ultérieurement notamment dans le cadre des réflexions sur les contrats territoriaux de développement prévus par l'article 1er de l'ordonnance du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine Nord Europe ;
- *Deux zones équipées de quais* de transbordement à vocation de desserte des industries locales : Thourotte (un quai de 300m) et Ribécourt (un quai de 150 m et un quai de 200 m) ;
- *Trois sites de transbordement* à vocation agricole : Languevoisin (quai de 300 m), Moislains (quai de 200m), Graincourt-lès-Havrincourt (quai de 300 m).

7. *Les équipements pour la plaisance*

Il est prévu la réalisation par la société de projet de deux équipements pour la plaisance privée ou collective (bateaux promenade, paquebots fluviaux) sur les sites de Saint-Christ-Briost et Allaines.

II. Organisation générale du projet

Tenant compte de la taille du projet, un découpage en quatre secteurs géographiques (numérotés de 1 à 4 du Sud au Nord) a été mis en œuvre :

➔ Secteur 1

Le secteur 1 s'étend sur environ 18,6 km entre Compiègne et Passel. Il traverse 15 communes du département de l'Oise. Ce secteur se caractérise principalement par une reprise des voies d'eau existantes, la rivière Oise et le canal latéral à l'Oise.
Il comporte la construction d'une écluse de basse chute (Montmacq), 3 quais de transbordements. Il intègre également 7 rétablissements routiers et 5 rétablissements hydrauliques.

➔ Secteur 2

Le secteur 2 s'étend sur un linéaire d'environ 52,9 km entre Passel et Moislains. Il traverse 33 communes, sur les départements de la Somme et de l'Oise. Le secteur 2 comporte trois écluses sur le canal Seine Nord Europe, à Noyon, Campagne et Allaines, et une écluse de jonction sur le canal du Nord à Moislains, trois plates-formes multimodales à Noyon, Nesle et Péronne-Haute-Picardie, des quais de transbordement, un bassin réservoir d'eau, le pont-canal pour franchir la vallée de la Somme et deux aménagements pour la plaisance.
Le secteur 2 est en interface avec un rétablissement autoroutier (A29), 32 rétablissements routiers, 3 rétablissements ferroviaires et 40 rétablissements hydrauliques.

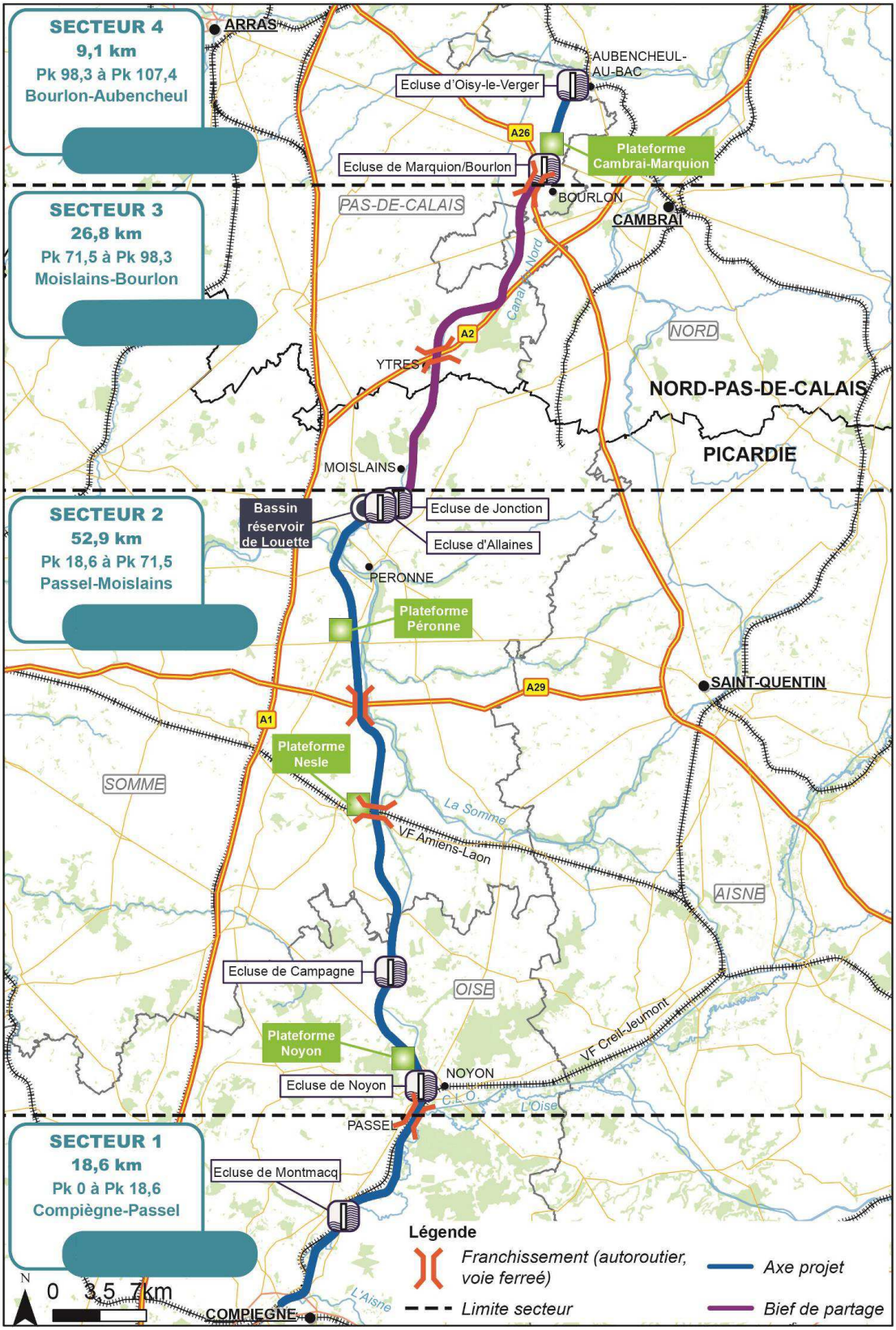
➔ Secteur 3

Le secteur 3 s'étend sur un linéaire d'environ 26,8 km entre Moislains et l'A26. Il traverse 12 communes, sur le département de de la Somme et du Pas de Calais. Ce secteur se caractérise par le terrassement d'un déblai de grande profondeur (environ 40 mètres) et par le remblaiement du canal du Nord sur un linéaire important (environ 15 km).
Le secteur 3 comporte deux quais de transbordement, 2 rétablissements autoroutiers (A2 et A26) et 11 rétablissements routiers.

➔ Secteur 4

Le secteur 4 s'étend sur un linéaire d'environ 9,1 km entre l'A26 et Aubencheul-au-Bac. Il traverse 5 communes sur le département du Pas de Calais.
Il est jalonné par deux écluses (Marquion et Oisy-Verger), une plateforme multimodale (Cambrai-Marquion) et comporte 5 rétablissements routiers.

Le plan ci-dessous présente ces différents secteurs, ainsi que les principaux ouvrages.


SECTEUR 4
9,1 km
Pk 98,3 à Pk 107,4
Bourlon-Aubencheul
SECTEUR 3
26,8 km
Pk 71,5 à Pk 98,3
Moislains-Bourlon
SECTEUR 2
52,9 km
Pk 18,6 à Pk 71,5
Passel-Moislains
SECTEUR 1
18,6 km
Pk 0 à Pk 18,6
Compiègne-Passel
ARRAS
AUBENCHEUL-AU-BAC
Ecluse d'Oisy-le-Verger
A26
Plateforme Cambrai-Marquion
Ecluse de Marquion/Bourlon
BOURLON
CAMBRAI
PAS-DE-CALAIS
Canal du Nord
A2
YTRES
NORD
NORD-PAS-DE-CALAIS
PICARDIE
MOISLAINS
Bassin réservoir de Louette
Ecluse de Jonction
Ecluse d'Allaines
PERONNE
Plateforme Péronne
SAINT-QUENTIN
A29
A1
Plateforme Nesle
SOMME
La Somme
VF Amiens-Laon
AISNE
Ecluse de Campagne
OISE
Plateforme Noyon
VF Creil-Jeumont
Ecluse de Noyon
NOYON
C.L.O.
L'Oise
PASSEL
Ecluse de Montmacq
COMPIEGNE
L'Aisne
N
0 3,5 7km
Légende
Franchissement (autoroutier, voie ferreé)
Limite secteur
Axe projet
Bief de partage

Annexe 3 : Détails de l'estimation des coûts mentionnée à l'article 2 du présent protocole et des dépenses déjà engagées par les différents financeurs

I. Les détails de l'estimation des coûts mentionnée à l'article 2 du présent protocole

L'estimation des coûts du projet de canal Seine-Nord Europe présentée à l'article 2 du présent protocole de financement et de gouvernance est le coût présenté dans les études d'avant-projet sommaire modificatif.

Ces études ont été validées par le Secrétaire d'Etat en charge des transports, de la mer et de la pêche, le 25 février 2015.

Le taux d'actualisation choisi pour les coûts au-delà de 2016 est de 1,5 % par an.

Dépenses 2016-2027	Montant en k€ constants (en valeur 2016) HT	Montant en k€ courants (hypothèse : travaux entre 2017 et 2025) HT
Dépenses déjà engagées sur la période 2004-2015	226 000	213 000
Etudes	559 000	599 000
Dont frais liées à la maîtrise d'ouvrage	86 000	93 000
Dont assistance à maîtrise d'ouvrage	184 000	197 000
Dont maîtrise d'œuvre	246 000	262 000
Dont autres études (études préalables)	43 000	47 000
Dégagement des emprises	289 000	307 000
Dont foncier	169 000	181 000
Dont archéologie préventive	20 000	21 000
Dont travaux préparatoires	100 000	105 000
Travaux	3 676 000	3 994 000
Dont travaux secteur 1	349 000	373 000
Dont travaux secteur 2	1 705 000	1 852 000
Dont travaux secteur 3	660 000	720 000
Dont travaux secteur 4	559 000	610 000
Dont provisions pour aléas et imprévus	403 000	439 000
Total des dépenses restant à réaliser	4 524 000	4 900 000

II. Synthèse des dépenses déjà engagées par les co-financeurs depuis 2004, exprimées en euros courants et en euros constants ramenées aux conditions économiques de 2016

1. Les dépenses déjà engagées en euros courants :

Dépenses totales sur 2004 - 2015 en € courants TTC	Total 2004-2015
Etudes	118 171 500
Archéologie préventive	37 763 167
Etudes foncières	13 486 967
Foncier	43 993 476
Travaux	22 413 610
Total	**235 828 720**

Recettes totales sur 2004 - 2015 en € courants	
Financeurs	**Total 2004-2015**
Union européenne	71 127 759
AFITF	140 158 876
Région Nord-Pas de Calais	22 380 841
Région Picardie	1 611 283
Recettes autres	549 961
Total	**235 828 720**

2. Les dépenses déjà engagées en euros constants hors taxe, ramenés aux conditions économiques de 2016 :

Dépenses totales sur 2004 - 2015 en € constants HT	Total 2004-2015
Etudes	115 998 803
Archéologie préventive	31 009 569
Etudes foncières	13 379 032
Foncier	46 394 540
Travaux	19 271 489
Total	**226 053 433**

Recettes totales sur 2004 - 2015 en € constants HT	
Financeurs	**Total 2004-2015**
UE	76 059 035
AFITF	127 633 586
Nord-Pas de Calais	20 391 658
Picardie	1 468 074
Recettes autres	501 081
Total	**226 053 433**

La méthodologie pour passer d'euros courants à euros constants est la suivante :

- les indices utilisés sont les suivants :

Choix des indices	
Etudes	Syntec
Archéologie préventive	Indice spécifiquement créé dans les contrats et dépendant des indices TP03 et ING
Etudes foncières	IPC
Foncier	IPC
Travaux	TP 01

- les indices choisis pour l'année n calculée est celui du mois de décembre ;
- la répartition entre financeurs des participations financières en euros constants a été calculée au prorata de celle des participations en euros courants ;
- les taux de taxe sur la valeur ajoutée tiennent compte du changement de taux de 19,6 % à 20 % au 1er janvier 2014 et de la part des dépenses liées aux coûts de maîtrise d'ouvrage non soumises à cette taxe ;
- les recettes « autres », d'un montant peu significatif en regard des autres recettes des conventions AFITF et de l'UE correspondent à :
  - des redevances des conventions de mise à disposition des SAFER,
  - des avoirs correspondant à des erreurs de la banque de 1 % sur les intérêts de stockage des SAFER,
  - des excédents de provision sur frais de vente (solde créditeur),
  - des reversements partiels de la taxe foncière sur les acquisitions,
  - des remboursements d'assurance en cas de dommages à des véhicules de service,
  - des pénalités de retard relatives à des marchés,
  - le remboursement par le GEIE Seine Escaut des frais d'administration et de gestion,
  - des remboursements de frais de déplacement sur facture.

Annexe 4 : Courrier du 29 novembre 2016 de la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Paris, le 29 NOV. 2016

Réf : CAB/VP/PS/ML/KOS/GS/N° DAG-CRIDF-002536

Monsieur Alain VIDALIES
Secrétaire d'État chargé des Transports
244, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS

Cher Monsieur le Ministre, Alain,

Vous avez sollicité un certain nombre de collectivités pour bâtir le plan de financement du projet de canal Seine-Nord Europe. Vous avez en particulier souhaité que la Région Île-de-France contribue à cette opération et m'avez soumis un projet de protocole de financement.

Conformément à la réunion que vous avez présidée le 28 novembre dernier et en plein accord avec Xavier BERTRAND, président de la Région Hauts-de-France, je tenais à vous confirmer par la présente lettre les orientations que je retiens pour ma collectivité et qui seront soumises à son assemblée délibérante dans les plus brefs délais.

Ce projet se situe intégralement en dehors du périmètre géographique de la Région. Pour autant, il permet de placer l'Île-de-France à la confluence des ports séquaniens et du réseau de voies navigables de l'Europe du Nord. De plus, ses effets attendus sur le trafic routier s'inscrivent en cohérence avec le plan régional pour la qualité de l'air en Île-de-France qui a été adopté avant l'été par la collectivité.

Aussi, j'ai le plaisir de vous informer que je soumettrai, au premier trimestre de l'année 2017, à mon assemblée délibérante, une décision approuvant la participation de la Région Île-de-France à titre exceptionnel et forfaitaire à hauteur de 110 millions d'euros au projet d'aménagement du canal Seine-Nord-Europe.

Compte tenu de la spécificité francilienne et de sa modalité forfaitaire de contribution au projet, je vous invite à annexer dès à présent le présent courrier d'engagement de principe de la Région Ile-de-France au protocole de financement que vous appelez de vos vœux et qui constitue le reflet fidèle des engagements de l'ensemble des autres collectivités qui le soumettront à leurs assemblées respectives.

Je m'engage très clairement à ce que la Région Ile-de-France participe pleinement à la mise au point de la convention de financement mentionnée dans le protocole, elle permettra de préciser les modalités de la participation forfaitaire de la Région Île-de-France. Cette convention de financement sera naturellement soumise à l'approbation de l'assemblée régionale.

.../...

Conseil régional
Adresse postale : 33, rue barbet de Jouy – 75700 Paris
Bureaux : 7-11 place des cinq martyrs du lycée Buffon – 75014 Paris
Tel : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Enfin, j'ai pris connaissance avec intérêt du projet de décret fixant les statuts de la société de projet qui aura la responsabilité de la conduite opérationnelle du projet. J'ai en particulier noté qu'il prévoyait que la Région Île-de-France participe au conseil de surveillance avec voix délibérative.

Compte tenu des échanges qui ont eu lieu récemment, je vous confirme mon accord pour que la Région dispose d'un administrateur au conseil de surveillance dans le respect de l'équilibre financier trouvé sur le plan de financement de l'ouvrage.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Bien cordialement

Valérie PÉCRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-54

DU 09 MARS 2017

MISE EN ŒUVRE DU PLAN RÉGIONAL « ANTI-BOUCHON » ET POUR CHANGER LA ROUTE

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code du commerce ;
VU Le Code des transports ;
VU Le Code de la route ;
VU Le Code de la voirie routière ;
VU La loi 82-1153 du 30 décembre 1982 sur l'orientation des transports intérieurs, et notamment ses articles 14, 17 et 28-3 ;
VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 portant sur l'adoption du Schéma directeur de la Région Île-de-France ;
VU La délibération n° CR 14-14 du 13 février 2014 relative à la politique régionale en faveur du développement des nouveaux véhicules urbains ;
VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative à l'approbation du PDUIF ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'action régional en faveur de la mobilité durable ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 114-16 du 16 juin 2016 portant sur l'adoption du Plan régional pour la qualité de l'air ;
VU La délibération n° CR 134-16 du 23 septembre 2016 relative au lancement de la démarche du plan régional « Anti-bouchon et pour changer la route » ;
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;
VU L'avis de la Commission environnement ;
VU Le rapport CR 2017-54 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article premier :

Approuve la consistance du réseau routier d'intérêt régional cartographié en annexe 1.

Décide que ce réseau sera le support des financements de projets de création, d'aménagement ou d'équipement d'infrastructures routières d'intérêt régional direct, au sens du 3°de l'article L4211-1 du CGCT

Article n°2 :

Adopte le programme de financement de création, d'aménagement ou d'équipement d'infrastructures routières départementales d'intérêt régional direct du « Plan régional anti-bouchon et pour changer la route 2016-2020 » présenté en annexe 2.

Décide à cet effet de retenir les taux de financement et les enveloppes maximales hors taxes indiqués par opération.

Demande d'annexer aux rapports présentés à la Commission permanente pour l'affectation des autorisations de programme relatives aux travaux des opérations anti-bouchon figurant à l'annexe 2, l'étude d'impact de l'opération subventionnée prévue par la règlementation en vigueur.

Article n°3 :

Adopte les objectifs de qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional, déclinés par niveau d'infrastructure et par type de territoire présentés en annexe 3.1.

Article n°4 :

Adopte les contrats-cadres types de mise en œuvre du « Plan régional anti-bouchon et pour changer la route 2016-2020 », présentés en annexes 3.1 et 3.2.

Délègue à la Commission permanente l'adaptation des contrats-cadres type et l'approbation des contrats-cadres ainsi mis au point avec les sept départements franciliens, la ville de Paris et l'État.

Article n°5 :

Décide que les expérimentations, les innovations concernant la route et les actions permettant de maîtriser la demande de déplacements, listées en annexe 4, relèvent, dès lors qu'il s'agit de créer des équipements collectifs, de l'intérêt régional direct, au sens du 3°de l'article L4211-1 du CGCT et qu'en conséquence, la Région pourra apporter une participation volontaire aux maîtres d'ouvrages les mettant en œuvre. Les autres actions listées en annexe 4 relèvent de propositions visant à coordonner et à rationaliser les investissements publics.

La participation maximale sera égale à 50 % du coût total de l'opération pour les thématiques de la partie A de l'annexe 4. Elle pourra exceptionnellement être portée à 70 %, dans le cas où l'aide régionale portera sur des solutions innovantes se substituant à des solutions usuelles comparables, sans toutefois dépasser le surcoût par rapport au coût moyen de mise en œuvre généralement constaté.

Pour la desserte des lycées et des îles de loisirs, la participation maximale sera égale à 70% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage (hors subventions provenant de tiers). Pour les plans de mobilité lycées, la participation maximale sera égale à 70% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage (hors subventions provenant de tiers).

La participation maximale sera égale, pour les autres thématiques, à 50 % de la dépense supportée par le maître d'ouvrage (hors subventions provenant de tiers).

Délègue à la Commission permanente l'adaptation des thèmes A à C de l'annexe 4 relatifs aux expérimentations et aux innovations, l'approbation du règlement et des modalités d'organisation d'appels à projets innovation qui pourraient être lancés en application du présent article.

Article n°6 :

Décide que les équipements collectifs suivants, situés sur ou à proximité immédiate du réseau routier d'intérêt régional visé à l'article 1 et concourant à la mise en œuvre des objectifs du plan régional pour la qualité de l'air, pourront être financés par la Région à hauteur de 50 % de la dépense supportée par le maître d'ouvrage (hors subventions provenant de tiers) :

- Les aires de covoiturage et leurs annexes
- Les infrastructures de recharge rapide de véhicules électriques et les équipements de distribution d'autres énergies alternatives pour les véhicules propres (gaz naturel, hydrogène...)

Article n°7 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation des conventions de financement des opérations résultant de la mise en œuvre des articles 2, 5 et 6 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Article n°8 :

Approuve le principe du soutien de la Région pour une durée de trois ans au projet de création d'un mastère dédié à la Mobilité à l'ère du Numérique, porté par l'École des Ponts ParisTech en duo avec Télécom ParisTech.

Article n°9 :

Décide de réaliser une étude sur les scénarios probables de déploiement du véhicule autonome en Île-de-France. Elle permettra d'évaluer les impacts de la diffusion du véhicule autonome et d'anticiper les choix qui se poseront aux pouvoirs publics locaux.

Article n°10 :

Approuve la réalisation d'une mission d'expertise technique spécifique pour la mise en œuvre du volet innovation du plan « anti-bouchon et pour changer la route » dont l'autorisation d'engagement sera affectée en Commission permanente.

Article n°11 :

Abroge les articles 5, 6, et 9 de la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 à compter du 1er juillet 2017.

Décide que pour les projets en cours financés selon les dispositions de la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014, la Région poursuivra son accompagnement financier jusqu'au terme du projet dans les conditions de la délibération votée.

Abroge la délibération n° CR 14-14 du 13 février 2014 à compter du 1er juillet 2017.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION

Carte du RRIR : réseau existant et projeté

Futur réseau routier d'intérêt régional : projets faisant l'objet d'un financement dans le cadre du plan régional « anti-bouchons »

Certains projets ne sont pas représentés pour des raisons de lisibilité

Seine-et-Marne
- **1** • *Liaison Meaux-Roissy. Etude du barreau RN 3 – RN 2*
- **2** • *Liaison sud de Chelles. Accès à l'île de loisirs de Vaires-sur-Marne*
- **3** • *Etude du contournement de Coulommiers*
- **4** • *Etude du contournement de Guignes*
- **5** • *Etude des franchissements de la Seine à Melun*
- **6** • *Liaison RD 306 – RD 346 (contournement de Melun)*
- **7** • *RD 1605. Liaison RN 105 – RD 606 (contournement de Melun)*
- **Non représenté** • *RD471. Aménagement des carrefours de Belle-Croix et des Quatre Pavés à Chévry-Cossigny et Ozoir-la-Ferrière*
- **Non représenté** • *Complément du diffuseur A 4 / RD 603 à Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux*

Essonne
- **8** • *Itinéraire est-ouest. Déviation de Paray-Vieille-Poste*
- **9** • *Etude du franchissement de la Seine entre Athis-Mons et Vigneux-sur-Seine*
- **10** • *RD 31. Liaison nord-sud. Barreau RD 17 / RD 74*
- **Non représenté** • *Itinéraire est-ouest. Autres aménagements des voies existantes (dont RD 36 et contournement d'Orly)*
- **Non représenté** • *Réaménagement du diffuseur de Corbeville avec la RN 118*
- **Non représenté** • *Amélioration de la circulation routière sur la RN 7 (hors financements SPTC)*
- **Non représenté** • *Etudes pré-opérationnelles de décongestionnement de carrefours sur la RN 20*

Yvelines
- **11** • *Etude de la liaison A 13 – RD 28*
- **12** • *Déviation de la RD 154 à Verneuil et Vernouillet*
- **13** • *Etude de la liaison RD 30 – RD 190*
- **14** • *RD 121. Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson*
- **Non représenté** • *Doublement de la RD 30 à Plaisir et Elancourt*
- **Non représenté** • *Bretelle d'accès A 12 / RD 7 à Bailly*

Val d'Oise
- **15** • *RD 14. Déviation de La Chapelle-en-Vexin*
- **16** • *Avenue du Parisis. Section est*
- **Non représenté** • *Desserte de la plateforme multimodale de Bruyères-sur-Oise depuis la RD 922*
- **Non représenté** • *Desserte du site Airbus Helicopters depuis la RD 84A*
- **Non représenté** • *Bretelle A 15 / RD 122 à Sannois*
- **Non représenté** • *Réaménagement de la patte d'oie d'Herblay (A 15 / RD 14 / RD 392 / RD 106)*

Hauts-de-Seine
- **17** • *Etude du boulevard urbain de Clichy – Saint-Ouen (en commun avec la Seine-Saint-Denis)*
- **Non représenté** • *A 86. Demi-diffuseur du Plessis-Robinson*
- **Non représenté** • *RD 1. Quai de Clichy à Clichy-la-Garenne et quai Michelet à Levallois-Perret (en commun avec la Seine-Saint-Denis)*
- **Non représenté** • *RD 7. Aménagements à Suresnes et Saint-Cloud*
- **Non représenté** • *SITER. Système informatisé de télésurveillance et de régulation du trafic*

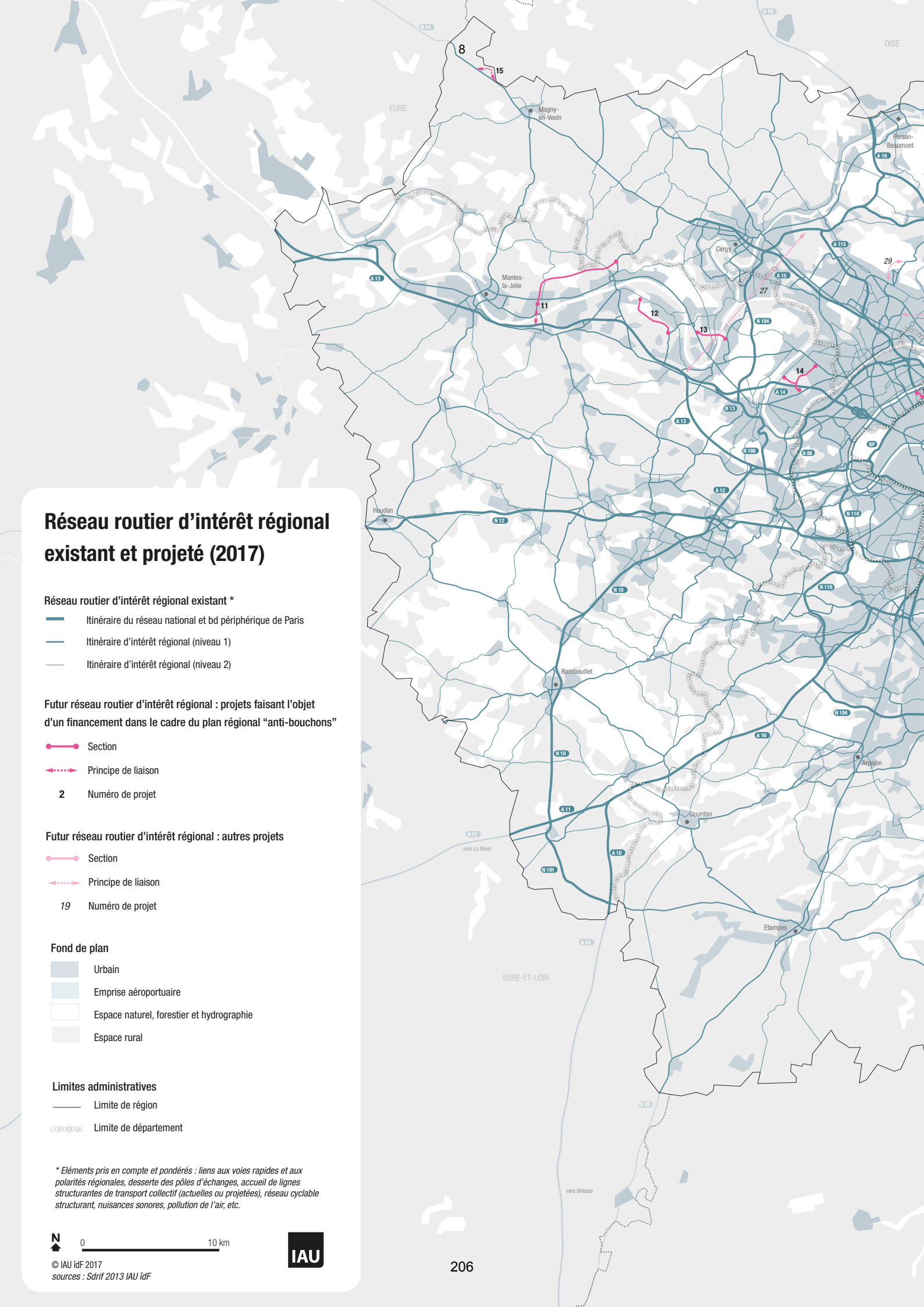
Seine-Saint-Denis
- **Non représenté** • *Traitement du point noir de circulation Ex-RN 302 / RD 116*
- **Non représenté** • *Etude du carrefour ex-RN 186 / A 3 (place Saint-Just) et nouveau franchissement*
- **Non représenté** • *Réaménagement de la RD 1 (5 km) au débouché du pont de Saint-Ouen*
- **Non représenté** • *Nouvelles tranches fonctionnelles de Gerfault II (poste central de circulation du Département)*

Val-de-Marne
- **18** • *Accessibilité et desserte du pôle d'Orly (maillage est-ouest à créer)*
- **19** • *Etudes du franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne*
- **Non représenté** • *Extension de Parcival (centre de gestion des feux de circulation sur le territoire du Val-de-Marne)*

Paris
- **Non représenté** • *Etude de voies réservées taxi, auto-partage et covoiturage*

Futur réseau routier d'intérêt régional : autres projets

- *20* • *Contournement est de l'aéroport Charles-de-Gaulle (95 / 77)*
- *21* • *RD 45. Contournement de Chalifert et Jablines (77)*
- *22* • *RD 619. Contournement de Mormant (77)*
- *23* • *Contournement de Melun (77)*
- *24* • *Franchissement de la Seine entre Vernou-la-Celle et Écuelle (77)*
- *25* • *Franchissement de la Seine en aval de Montereau-Fault-Yonne (77)*
- *26* • *Franchissement de l'Yonne en amont de Montereau-Fault-Yonne (77)*
- *27* • *A 104. Prolongement entre Cergy-Pontoise et Poissy-Orgeval (95 / 78)*
- *28* • *Avenue du Parisis. Section ouest (95)*
- *29* • *RD 909. Déviation de Montlignon (95)*
- *30* • *RD 370. Déviation d'Ecouen et d'Ezanville (95)*
- *31* • *Barreau de Louvres et nouveau diffuseur avec la Francilienne (95)*
- *32* • *Franchissement des voies ferrées à Saint-Denis entre le carrefour Pleyel et l'avenue du Président Wilson (93)*
- *33* • *Franchissement des voies ferrées et de la Seine entre Valenton et Choisy-le-Roi (94)*
- *34* • *RN 19. Déviation de Boissy-Saint-Léger. Section sud et tranchée couverte (94)*
- *35* • *RN 406. Prolongement et desserte du port de Bonneuil (94)*
- *36* • *RD 10. Prolongement dont projet de transport en commun en site propre Altival (94)*



Réseau routier d'intérêt régional existant et projeté (2017)

Réseau routier d'intérêt régional existant *

- Itinéraire du réseau national et bd périphérique de Paris
- Itinéraire d'intérêt régional (niveau 1)
- Itinéraire d'intérêt régional (niveau 2)

Futur réseau routier d'intérêt régional : projets faisant l'objet d'un financement dans le cadre du plan régional "anti-bouchons"

- Section
- Principe de liaison
- **2** Numéro de projet

Futur réseau routier d'intérêt régional : autres projets

- Section
- Principe de liaison
- *19* Numéro de projet

Fond de plan

- Urbain
- Emprise aéroportuaire
- Espace naturel, forestier et hydrographie
- Espace rural

Limites administratives

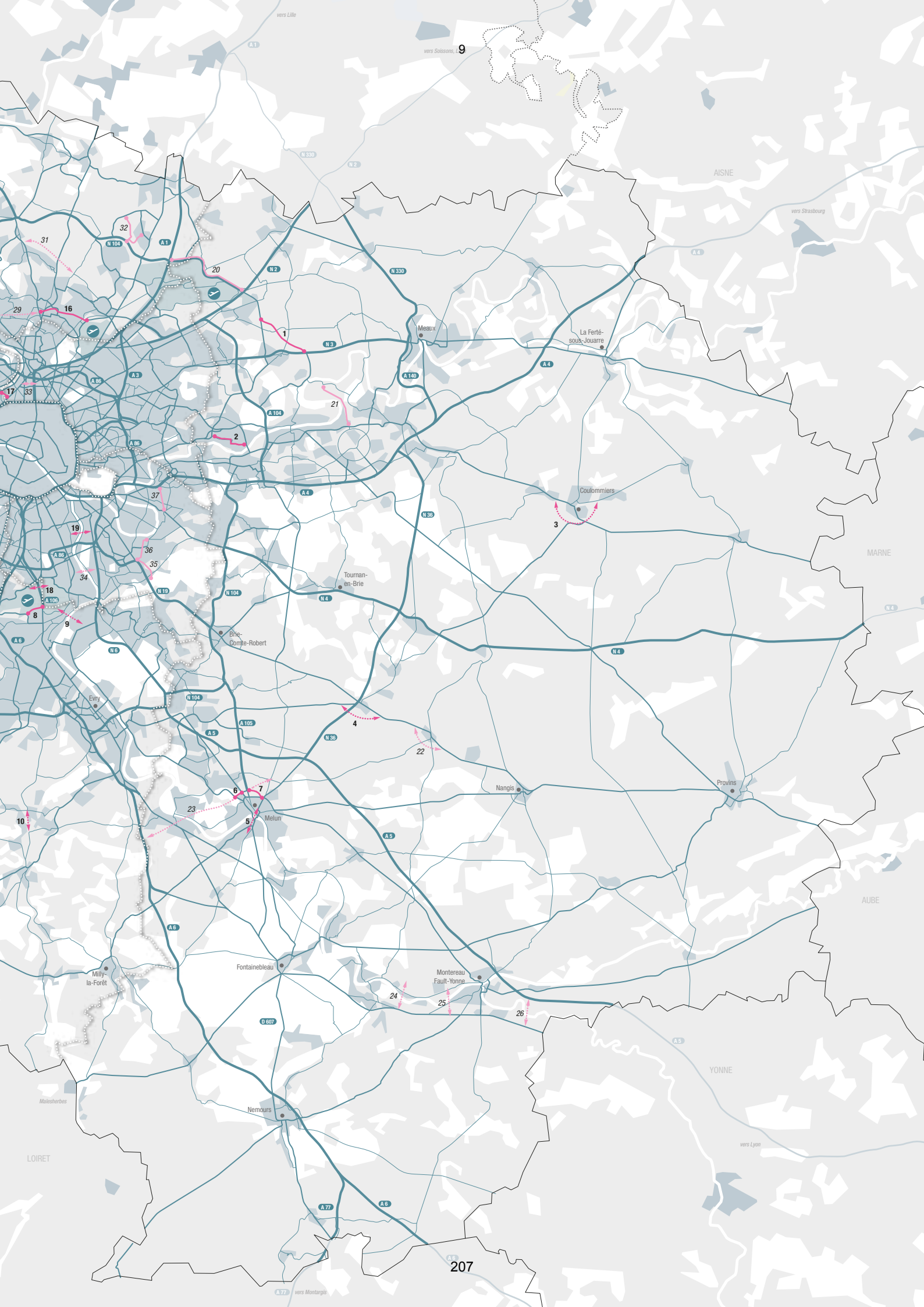
- Limite de région
- Limite de département

** Eléments pris en compte et pondérés : liens aux voies rapides et aux polarités régionales, desserte des pôles d'échanges, accueil de lignes structurantes de transport collectif (actuelles ou projetées), réseau cyclable structurant, nuisances sonores, pollution de l'air, etc.*

N 0 10 km

© IAU îdF 2017

sources : Sdrif 2013 IAU îdF


vers Lille
vers Soissons
AISNE
vers Strasbourg
Meaux
La Ferté-sous-Jouarre
Coulommiers
MARNE
Tournan-en-Brie
Brie-Comte-Robert
Evry
Melun
Nangis
Provins
AUBE
Fontainebleau
Milly-la-Forêt
Montereau Fault-Yonne
YONNE
Malesherbes
Nemours
LOIRET
vers Lyon
vers Montargis
A 1
A 3
A 4
A 5
A 6
A 77
A 86
A 104
A 105
A 106
A 140
N 2
N 3
N 4
N 6
N 19
N 104
N 330
N 36
D 607
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
29
31
32
33
34
35
36
37

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION

Programme d'investissement sur les infrastructures du RRIR 2016-2020

Dpt	Opération	Montant retenu (M€)	Clé Région	Crédits Région (M€)
75	Étude de voies réservées taxi, auto-partage et covoiturage	1,0	50%	0,5
77	Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy	40,0	50%	20,0
77	RD1605 Liaison RN105-RD606 (Contournement de Melun)	15,6	50%	7,8
77	Liaison sud de Chelles. Accès à la base régionale de Vaires.	9,0	30%	2,7
77	Franchissements de Seine à Melun	2,0	50%	1,0
77	RD471 : aménagement du carrefour de Belle-Croix et des 4 pavés à Chévry-Cossigny et Ozoir-la-Ferrière	5,0	30%	1,5
77	Contournement de Coulommiers-études	0,4	30%	0,1
77	Complément échangeur RD603 et A4 Saint Jean les Deux Jumeaux	1,0	30%	0,3
77	Contournement de Guignes (études, AF)	2,0	50%	1,0
77	Liaison RD306-RD346, contournement de Melun	1,0	50%	0,5
78	Doublement RD30 à Plaisir et Elancourt	34,9	50%	17,5
78	RD154 à Verneuil-Vernouillet	20,0	30%	6,0
78	RD121 Montesson Sartrouville	17,5	30%	5,3
78	Liaison RD30-RD190 études	5,0	50%	2,5
78	Bretelle d'accès A12 – RD7 à Bailly	3,0	30%	0,9
78	Liaison A 13 – RD 28	2,0	50%	1,0
91	Itinéraire est-ouest Contournement d'Orly- déviation de Paray- RD 36	36,0	50%	18,0
91	Réaménagement de l'échangeur de Corbeville	10,0	30%	3,0
91	Franchissement de Seine Athis Mons-Vigneux	8,0	50%	4,0
91	Amélioration de la circulation routière RN7 (hors financements SPTC)	4,0	50%	2,0
91	RD31 - Liaison Nord/Sud dont barreau manquant RD17/RD74	6,0	50%	3,0
91	RN20 : aménagements de décongestionnement de carrefours	5,0	50%	2,5
92	A86 Demi-diffuseur Le Plessis Robinson	7,4	50%	3,7
92	RD7 Suresnes Saint-Cloud	3,0	50%	1,5
92	SITER	4,4	50%	2,2
92,93	BUSCO (Boulevard Urbain de Clichy-St Ouen)	2,0	50%	1,0
92, 93	RD1 Quai de Clichy à Clichy la Garenne et Quai Michelet à Levallois	22,8	50%	11,4
93	Traitement du point noir de circulation Ex-RN 302 - RD 116	2,7	50%	1,4
93	Gerfaut II, nouvelles tranches fonctionnelles	5,9	50%	2,9
93	Carrefour ex N 186 - A3 (pl. Saint-Just) et nouveau franchissement, études	3,0	50%	1,5
93	Réaménagement RD1 (5 km) au débouché du Pont de Saint Ouen	8,0	50%	4,0
94	Extension de PARCIVAL	5,0	50%	2,5
94	Accessibilité et desserte du pôle d'Orly	15,0	50%	7,5
94	franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne (études)	2,2	50%	1,1
95	Avenue du Parisis (section est)	79,7	50%	39,9
95	Desserte de la plateforme multimodale de Bruyères-sur-Oise, accès sud RD 922	2,4	50%	1,2
95	Desserte du site Airbus Helicopters depuis la RD84A	4,0	30%	1,2
95	Bretelle RD122-A15 à Sannois	2,8	15%	0,4
95	RD14, déviation de La Chapelle en Vexin	8,0	30%	2,4
95	Réaménagement de la patte d'Oie d'Herblay A15/RD14/RD392/RD106	10,0	50%	5,0
	Fonds pour la route intelligente	116,4	50%	58,2
	TOTAL	**533,1**		**250,0**

ANNEXE 3.1 À LA DÉLIBÉRATION

Contrat-cadre type avec les Départements pour la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

Contrat type de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR xxx du Conseil régional en date du xxx 2017,

Et

le Département XXX représenté par Monsieur XXX, Président du Conseil départemental XXX, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée départementale du _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR xxx du Conseil régional en date du xx xxxx 2017, la Région Île-de-France et le Conseil départemental XXX souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, le Département XXX consacrera XX M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR xx-xx, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- XX
- XX
- XX

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

[si projets innovants déjà identifiés]
La Région apportera une contribution au projet de …… La mise en œuvre de ce projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérant des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers du Département sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

Le Département s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.
L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**
Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l'entretien et l'exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

Le Département, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l'entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Sur les itinéraires départementaux de niveau 2, le Département s'engage à assurer au moins une patrouille par semaine et à garantir la qualité de la signalisation horizontale (certification de respect des normes ou rénovation tous les 5 ans). Il certifie également qu'il améliorera, ou a minima qu'il maintiendra, la qualité de service existante sur les autres thématiques citées dans le tableau ci-après.

Par souci d'homogénéité, le Département s'engage, avec l'appui de la Région, à inciter les communes à assurer un niveau de service équivalent sur le RRIR urbain.

Afin d'améliorer l'interaction entre le réseau et ses usagers, la Région recommande au Département la mise en place d'un média (appli, site internet, numéro de téléphone ou simple adresse mail…) permettant aux usagers de signaler les dysfonctionnements du réseau (état de la chaussée, dégradations d'équipements, incidents…). De même, le Département cherchera à équiper les itinéraires départementaux de niveau 1 de systèmes d'information à l'usager.

Objectif de qualité de service sur le RIRRR	Critère d'évaluation	itinéraire départemental de niveau 1	
		urbain	interurbain
Entretien courant	Fréquence du nettoyage des chaussées	-	2/an
	Fréquence d'entretien des abords	-	2/an
	Campagnes d'enlèvement des déchets	-	1/an
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR		
	- Saumurage ou autres traitements préventifs	selon indications météorologiques	selon indications météorologiques
	- Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges ou de pluies verglaçantes)* :		
	• neige	4h	6h
	• verglas	3h	4h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance	en fonction des usages locaux	en fonction des usages locaux
	Délai d'intervention en cas de panne ou de dégradation	1h	3h
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR	2/sem	2/sem
	Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident	1h	3h
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation des marquages et de la signalisation police	4 ans	4 ans
	Délai d'intervention pour remise en état des éléments défectueux ou manquants [idem signalisation lumineuse]	1jour pour panneau provisoire	1jour pour panneau provisoire
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux	Information des usagers du RRIR :		
	- Délai de mise à disposition des informations d'indisponibilité auprès des réseaux d'information (médias, applications, sites web, …)	15 min	15 min
	- Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence]	1h	3h
	- Délai d'intervention pour traiter les dysfonctionnements, avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	1h	3h

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, le Département précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématique précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

3. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Département XXX, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de X M€
- la participation de la Région est fixée entre 15% et 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et le Président du Conseil départemental XXX sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	**Le Président du Conseil départemental XXX**

Annexe au contrat type n°1 : tableau des opérations et clés de financement

Opération	Montant (M€)	Part 2016-2020	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
Total				

Annexe au contrat type n°2 : Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

Thématiques reprises de l'annexe 4 à la délibération

ANNEXE 3.2 À LA DÉLIBÉRATION

Contrat-cadre type avec l'État pour la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

Protocole d'intention entre l'État et la Région pour la réduction de la congestion et pour l'évolution de la qualité du service par l'innovation et l'expérimentation sur le réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France

L'État représenté par Monsieur Michel DELPUECH, Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordinateur des itinéraires routiers,

et

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente de la Région Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR xxx du Conseil Régional en date du xxx 2017,

Conviennent ce qui suit :

1. Préambule

L'État est maître d'ouvrage de l'exploitation, de l'entretien, de la modernisation et de la gestion du réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France qui structure fortement le territoire régional et participe aux réseaux routiers d'intérêts national et européen. Le RRN en Île-de-France est composé de 1 300 km de routes, autoroutes, et voies rapides urbaines, opérées en régie la direction des routes Île-de-France (DiRIF) de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-france (DRIEA).

L'État déploie sur le RRN en Île-de-France des actions et systèmes innovants et/ou expérimentaux pour optimiser les conditions de circulation et de sécurité des usagers et des intervenants sur la route, en retardant la congestion ou en la réduisant. Historiquement, le système SIRIUS assure des mesures du trafic en temps réel, les traite et assiste les équipes de la DiRIF dans l'élaboration et la diffusion de l'information en temps réel aux usagers afin qu'ils adaptent leur comportement immédiat face aux évènements de circulation et qu'ils ajustent leurs itinéraires.

L'État a déployé des dispositifs permettant de moduler la capacité de sections autoroutières en fonction de la circulation pour limiter la congestion. L'État et la Région ont convenu dans le cadre du contrat de plan État-Région (CPER) 2015/2020 de moderniser ces dispositifs.

L'État équipe les bretelles de dispositifs permettant de réguler l'accès aux autoroutes afin de réduire la congestion.

L'État investit dans un nouveau système de recueil de données et de diffusion d'informations en temps réel aux usagers, aux équipes d'intervention et aux opérateurs de gestion du trafic, en s'appuyant notamment sur la connexion entre les véhicules et l'infrastructure, pour améliorer les conditions de sécurité et de fluidité.

Par le programme prioritaire de réalisation 2014/2020 du schéma directeur des voies bus en Île-de-France, inscrit au CPER 2015/2020, l'État, la Région et le STIF agissent déjà en partenariat pour développer les voies dédiées aux bus, pouvant être ouvertes aux taxis et au co-voiturage, afin d'optimiser la performance des transports en commun sur le RRN Île-de-France pour améliorer leur attractivité.

La Région Île-de-France a décidé de s'engager pour réduire la congestion routière et faire évoluer la route. Elle a ainsi adopté par le vote de son Plan « anti-bouchons » et pour changer la route, en conseil régional du JJ MMM 2016 par délibération n° CR_ _ _ _ _ _ . Les axes stratégiques de ce plan regroupent :

1) une action résolue « anti-bouchons » ;
2) la définition du réseau routier d'intérêt régional ;
3) le développement de la route intelligente au service de la « smart région ».

Ce plan a vocation à être décliné en précisant les dispositifs et actions concrètes et en définissant les règles d'intervention de la Région en partenariat avec chacun des gestionnaires d'infrastructures routières concernés.

Dans ce contexte, l'État et la Région Île-de-France affirment leur intérêt commun, en complément du contrat de plan État-Région, à œuvrer pour améliorer la qualité du service sur le réseau routier national non concédé (RRN), notamment des conditions de circulation, en y menant une politique commune d'expérimentation et d'innovation au bénéfice des usagers, des intervenants sur la route et des franciliens.

2. Objet du présent protocole d'intention

Aux termes de l'article L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales, la Région peut apporter son concours au financement des axes routiers qui, par leurs caractéristiques, constituent des itinéraires d'intérêt régional. Ce réseau constitue le périmètre routier sur lequel la Région veut soutenir un niveau de performance fiable au service des usagers et des franciliens.

Le concours financier que la Région apporte est volontaire et n'emporte aucune conséquence au plan des compétences institutionnelles ou de l'affectation domaniale. La Région décide en toute liberté du caractère d'intérêt régional des axes routiers et des conséquences qu'il entend attacher à ce caractère.

Par le présent protocole d'intention, la Région confirme l'intérêt régional du RRN en Île-de-France sur la base de l'adoption de son plan « anti-bouchons » et pour changer la route.

Dans ce cadre, l'État et la Région confirment leur volonté commune de mener à bien des actions répondant aux thématiques du présent protocole d'intention. L'État, opérateur du RRN Île-de-France, en assure seul la maîtrise d'ouvrage et l'évaluation, en s'appuyant notamment sur l'expertise de son réseau scientifique et technique. La Région s'engage à soumettre à son assemblée délibérante les conventions afin de soutenir financièrement ces actions conformément aux principes fixés par la délibération n° CR._____. Chaque action menée dans ce cadre fait l'objet d'une convention spécifique qui arrête notamment les conditions de financement, établie sur la base des principes énoncés ci-après.

L'engagement de la Région de contribuer au financement des services sur les axes routiers nationaux qui participent des itinéraires d'intérêt régional est indissociable de l'engagement de l'État :

- sur une qualité de service minimale offerte aux usagers du réseau routier national en Île-de-France ;
- sur les recueils et partages des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic.

3. Les principes contractuels

L'annexe au présent protocole liste les thématiques sur lesquelles la Région souhaite intervenir dans le cadre de son plan « anti-bouchons » et pour améliorer la route.

L'État et la Région identifient ensemble les projets dans ces thématiques, pour lesquels une action en partenariat amène un concours financier de la Région. Cette programmation initiale a une vocation pluri-annuelle, dans la mesure du possible d'au moins 3 ans. Chaque projet fait l'objet d'une convention spécifique qui précise les finalités du projet, ses objectifs, sa consistance, ses modalités d'évaluation, un échéancier prévisionnel de sa réalisation et un échéancier prévisionnel donnant des objectifs pour son financement sur l'ensemble de la période de réalisation, dans la mesure du possible sur au moins 3 ans.

Les partenaires déclinent en juin de chaque année la mise en œuvre de chaque projet afin d'établir les besoins de financement de l'année suivante.

La Région s'engage à informer l'État, au moment de l'examen de son projet de budget, au plus tard à l'automne, des montants soumis à l'Assemblée régionale, susceptibles d'assurer le financement des projets.

Au plus tard au mois de mars de chaque année, l'État et la Région arrêtent conjointement la liste des projets financés au cours de l'année ainsi que les modalités du versement de leur financement.

Cette programmation annuelle fait l'objet de conventions annuelles de financement correspondant chacune à chaque projet, conformément aux modalités arrêtées par la délibération CR_____, qui est soumise à la commission permanente.

Au plus tard en septembre, l'État adresse pour chaque projet un point d'avancement à l'appui d'une demande d'avance. Le solde du financement est versé à l'achèvement du projet ou de l'action au sein du projet.

Au plus tard un an après leur mise en service, l'État adresse pour chaque projet une première évaluation du projet subventionné mentionnant en particulier la comparaison entre les attentes et les résultats mesurés.

En tant que maître d'ouvrage, l'État prend en charge la communication sur les projets que la Région subventionne au titre du présent protocole. Il s'engage à valoriser l'action de la Région au titre de sa participation financière et à l'associer étroitement à la définition des principes de cette communication. La Région associe étroitement l'État à la définition des actions de communication qu'elle compte mener sur les projets. La Région s'engage à faire explicitement mention de l'État, maître d'ouvrage du RRN Île-de-France, dans sa communication sur ces projets. Les résultats du projet sont la propriété de l'État. La Région peut en faire usage sous réserve de l'accord de l'État. Les partenaires s'emploient à mener des actions conjointes de communication sur chaque projet. Chaque convention de projet décline les principes de communication retenus pour le projet.

4. Objectifs de gestion du RRN Île-de-France

L'État et la Région conviennent qu'une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité et de la régularité des déplacements. Cette gestion optimale garantit le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances produites par l'usage de la route. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale ainsi que le tourisme.

4.1. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes a une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur les conditions de sécurité et de circulation, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements. L'État et la Région conviennent que le RRN en Île-de-France doit être exploité conformément aux objectifs de qualité de service objet du présent paragraphe.

Les niveaux de service définis ci-après sont ceux mis en œuvre actuellement sur le RRN en Île-de-France. Ils s'appliquent sur les périmètres identifiés suivants :

- le réseau urbain comprend :
  - niveau 1 : les radiales à l'intérieur de A86 ainsi que A86 et accès aux aéroports sur tout leur linéaire,
  - niveau 2 : les radiales entre A86 et Francilienne (ou continuité de la Francilienne) ainsi que Francilienne (ou continuité de la Francilienne) ;
- autre réseau :
  - les routes du réseau routier national non concédé au-delà de la Francilienne.

Pour l'entretien courant, les sections courantes comprennent les bretelles de liaison entre deux routes nationales ou autoroutes.

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
Entretien courant	Fréquence de nettoyage des chaussées (y compris BAU/BDD et BDG[1]) : balayage complet et ramassage ponctuel des déchets en fonction de l'impact immédiat potentiel sur l'assainissent :			
	• sections courantes	1x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	À définir	À définir	À définir

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords (TPC entre dispositifs de retenue et zone de sécurité de 1,5 m en rives) : fauchage et élagage de la végétation masquant la signalisation de police sans définition de niveau de service pour le ramassage des déchets :			
	• sections courantes	1x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	1x/an
	Fréquence d'enlèvement des déchets sur les dépendances vertes au-delà de la zone de sécurité de 1,5 m :			
	• sections courantes	À définir	À définir	À définir
	• bretelles des diffuseurs	À définir	À définir	À définir
Viabilité hivernale	Intervention sur le RRN Île-de-France en cas de gel et neige (salages préventifs et curatifs, déneigement) : délai de retour aux conditions nominales de circulation (C1) à partir de la fin du phénomène ayant provoqué des conditions délicates de circulation (C2)	4h		
	Veille qualifiée pour les situations de crise (DIR de zone)	H24 7j/7		
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	En tunnel de plus de 300 m :			
	• délai d'intervention pour la maintenance d'urgence afin d'éviter la fermeture du tunnel à la circulation pour mise en cause rédhibitoire des conditions de sécurité des usagers	3h		
	• délai d'intervention pour la maintenance accélérée pour corriger un défaut qui ne conduit pas à la fermeture du tunnel à la circulation	3 jours		
	Hors tunnels de plus de 300 m :			
	• délai d'intervention pour la maintenance ordinaire	au plus rapide suivant programme des fermetures d'axes à la circulation, coordonnées au niveau régional		

1 BAU : bande d'arrêt d'urgence – BDD : bande dérasée de droite – BDG : bande dérasée de gauche.

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain	Autre réseau
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRN Île-de-France	2x/sem	
	Délai d'intervention sur événement aléatoire (incident/accident) en procédure d'urgence (mise en sécurité, assistance aux usagers…)	1h en moyenne	
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence des campagnes de rénovation des marquages (signalisation horizontale) : • axes à fort trafic (lignes d'axe / lignes de rive) • autres axes (lignes d'axe / ligne de rive) • bretelles de diffuseurs et îlots Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de police (réflectométrie des panneaux)	4 ans / 8 ans 6 ans / 8 ans 8 ans 12 ans	
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de direction	15 ans	
Informer les usagers en cas d'incident ou de travaux	Information des usagers du RRN Île-de-France : • délai de mise à disposition des événements confirmés auprès des réseaux d'information (médias, applications, sites web, …) • délai d'affichage PMV	15 min 15 min	
Intervention en cas d'accident	Délai d'intervention en cas d'accident sur le RRN Île-de-France	1h en moyenne	

Pour l'amélioration des niveaux de service en entretien courant sur le RRN en Île-de-France, l'État met en œuvre depuis plusieurs années, une politique de contractualisation avec les partenaires locaux qui manifestent la volonté de s'y investir. Au titre du présent protocole, l'État et la Région conviennent que la qualité de service en entretien courant du RRN en Île-de-France peut être améliorée conformément aux objectifs définis dans le tableau ci-après. Une amélioration au niveau défini par le tableau ci-après de la qualité de service en entretien courant nécessite un abondement cible du financement actuel à hauteur de 12,5 M€.

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
Entretien courant	Fréquence de nettoyage des chaussées (y compris BAU/BDD et BDG) : balayage et ramassage systématique des déchets : • sections courantes • bretelles des diffuseurs	2x/an 1x/an	1x/an 1x/an	1x/an 1x/an

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
	Fréquence d'entretien des abords (TPC entre dispositifs de retenue et zone de sécurité de 1,5 m en rives) : fauchage, nettoyage (ramassage des déchets) et élagage de la végétation masquant la signalisation de police :			
	• sections courantes	1x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	1x/an
	Fréquence d'enlèvement des déchets sur les dépendances vertes au-delà de la zone de sécurité de 1,5 m :			
	• sections courantes	1x/2 ans	1x/2 ans	1x/2 ans
	• bretelles des diffuseurs	1x/2 ans	1x/2 ans	1x/2 ans

L'amélioration de la qualité de service en entretien courant sur le RRN en Île-de-France est définie chaque année conjointement par l'État et la Région Île-de-France. Le financement de cette amélioration est géré dans le cadre d'un accord global et selon les principes fixés au point 3 du présent protocole. Dans le cadre de cet accord global, la Région finance au cours de la même période, au titre de l'investissement exclusivement, un programme d'interventions spécifiques.

En sus, les parties conviennent d'agir conjointement pour mener des actions afin d'éviter les incivilités des usagers et ou des dépôts illicites de déchets notamment du secteur des BTP. Elles accompagnent également la prise en charge par les communes ou les EPCI des interventions complémentaires nécessaires à un niveau de service supérieur pour l'entretien courant, que les communes et/ou les EPCI demanderaient pour les bretelles de diffuseur, notamment en entrée de ville, et pour les dépendances vertes, notamment en milieu fortement urbanisé.

4.2. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier national, l'État et la Région partagent les résultats observés de qualité de service pour les objectifs précisés dans les tableaux en point 4.1, a minima une fois par an, sur la base de constats annuels établis par l'État.

Au cas où le niveau de service attendu sur le réseau routier national se situe en deçà des objectifs et si les constats annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), l'État et la Région conviennent que le financement des actions et projets par la Région tel que prévu à l'article 1 du présent protocole est susceptible d'être remis en cause par la Région. Dans ce cas, l'État et la Région se rapprochent pour établir l'évolution des modalités de financement des projets.

4.3. La mise à disposition des données de trafic sur le RRN en Île-de-France

La Région peut accéder aux informations en temps réel concernant le réseau routier national d'Île-de-France par l'intermédiaire des points d'accès nationaux « action c » et « action b » mis en place en application de la directive 2010/40/UE, dans le respect des licences de réutilisation afférentes.

L'État s'engage à mettre à disposition une extraction pour l'Île-de-France de la dernière version disponible du fichier réglementaire HistoNat qui comprend les trafics moyens journaliers annuels observés sur les différentes sections du réseau, ainsi que les pourcentages de poids lourds si disponibles. Les modalités de diffusion et d'exploitation de ces données par l'OMNIL feront l'objet de conventions spécifiques dès lors que la gouvernance et le fonctionnement de l'OMNIL auront été modernisés.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant la présente convention-cadre afin de tirer les enseignements des différentes évaluations.

La Préfet de Région et la Présidente du Conseil régional sont chargés conjointement de l'exécution de la présente convention-cadre.

Fait à Paris, le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017, en deux exemplaires originaux,

Le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers	**La Présidente de la Région Île-de-France**
Michel DELPUECH	**Valérie PÉCRESSE**

Annexe : thématiques pouvant faire l'objet d'un financement par la Région Île-de-France au titre de l'expérimentation et de l'innovation sur le RRN Île-de-France

A- *Thématiques reprises de l'annexe 4 à la délibération*

ANNEXE 4 À LA DÉLIBÉRATION

Thématiques soutenues par la Région dans le cadre du Plan « anti-bouchon et pour changer la route », au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel
- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion

- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.
- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.
- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. <u>Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité</u>

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

Les thématiques ci-dessous n'ont pas vocation à figurer dans les conventions avec les contrats-types avec les départements, la Ville de Paris et l'État :

- Desserte des lycées et des îles de loisirs : aménagements de voirie en faveur des transports en commun dans un périmètre de 300 m autour des accès principaux des établissements

- Expérimentation et déploiement d'outils ou services innovants, notamment à travers les Agences Locales de Mobilité (ALM), visant à favoriser le report modal, changer les comportements de mobilité, améliorer l'accessibilité aux nouvelles mobilités pour toutes les catégories de population et tous les territoires, favoriser l'adaptation des politiques locales de mobilité et réduire l'impact environnemental des déplacements. La Région participera au financement des dépenses d'investissement relatives aux études de faisabilité, à l'investissement initial et au budget de fonctionnement, sur une période de 3 ans pour les ALM.

- Plans de mobilité : sur ce thème, la Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives aux études et plans d'actions des :

    - Plans de mobilité lycées et campus universitaires

    - Plans de mobilité visés par l'article L. 1214-8-2 du code des transports, à condition qu'il s'agisse de plans inter-entreprises

- PLD. La Région participera au financement des dépenses relatives aux missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'études préalables permettant d'aboutir à la définition du programme d'actions des PLD.

Choix des projets éligibles au financement régional

La participation financière de la Région aux projets présentés sera priorisée en fonction des ressources financières mobilisables annuellement, ainsi qu'au regard de la qualité des dossiers, et en particulier:

De la pertinence des projets au regard des objectifs du plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » et « du plan régional pour la qualité de l'air ».

De leur caractère prometteur au regard des évolutions en cours ou attendues

De leur capacité à anticiper ou intégrer les évolutions technologiques

De leur capacité à alimenter les programmes de recherche-innovation, ainsi que les adaptations nécessaires de politiques publiques

De leur potentiel de réplicabilité ou de généralisation, à court ou moyen terme.

NB : L'intervention de la Région sur les thèmes A à D pourra faire l'objet de lancement d'appels à projets thématiques ou méthodologiques, organisés par la Région seule ou en partenariat.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-64

DU 9 MARS 2017

PROTOCOLE CADRE DE FINANCEMENT POUR LA RÉALISATION DU T12 EXPRESS (ex TRAM TRAIN MASSY-EVRY)

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, modifié par le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014, notamment l'alinéa *o)* de l'article 9, étendant les missions de la Société du Grand Paris (SGP) et définissant les conditions dans lesquelles elle peut participer à des projets d'infrastructures de réseaux de transport public de voyageurs, autres que ceux dont elle s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage en 2010 ;
VU Le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du Réseau de transport public du Grand Paris ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Île-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;
VU Le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du grand Paris ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;
VU La délibération n° CP 15-729 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement relative à la réalisation de l'opération Tram Train Massy Evry et portant affectation d'une autorisation de programme dans son article 2 ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport n° CR 2017-64 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article n°1

Approuve le protocole cadre relatif au financement du T12 Express, joint en annexe à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Article n°2 :

Donne délégation à la Commission permanente pour attribuer et affecter les subventions et approuver les conventions de financement relatives à l'opération T12 Express tel que défini dans le protocole cadre approuvé à l'article 1 de la présente délibération.

Donne délégation à la Commission permanente pour approuver les avenants au protocole cadre objet de l'article 1 de la présente délibération dans la limite des montants de financement inscrits.

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION : PROTOCOLE CADRE

Janvier

2017

TRAM 12 EXPRESS

Protocole-cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la réalisation du Tram 12 Express entre Massy et Evry

Protocole cadre de financement relatif à la réalisation de l'opération Tram 12 Express régissant les rapports entre L'État, la Région Île-de-France, le Conseil départemental de l'Essonne, Le STIF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités

SOMMAIRE

PREAMBULE **8**

ARTICLE I. OBJET DU PROTOCOLE **11**

ARTICLE II. COUT D'OBJECTIF DE L'OPERATION **11**

ARTICLE III. COUT DE REALISATION DU PROJET **12**

ARTICLE IV. PLAN DE FINANCEMENT **12**

ARTICLE V. INTERET GENERAL DU PROJET **13**

ARTICLE VI. ENGAGEMENTS DES AP/AE ET MISE EN OEUVRE **13**

ARTICLE VII. ENGAGEMENTS DES MAITRES D'OUVRAGE **14**

ARTICLE VIII. MODALITES D'ACTUALISATION **14**

ARTICLE IX. MODALITES DE SUIVI ET MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE **15**

ARTICLE X. MODIFICATION ET RESILIATION DU PROTOCOLE **15**

ARTICLE XI. DATE D'EFFET ET DUREE DU PROTOCOLE **15**

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

  Le **Conseil départemental de l'Essonne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de l'Assemblée départementale du _____ du Conseil départemental,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 13ème, 92 avenue de France, représenté par son Directeur Général Délégué, dûment mandaté par délibération du Conseil d'administration de RFF en date du 12 juin 2014,

Ci-après désignés par « **les financeurs »**.

En deuxième lieu,

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 2 place aux Etoiles, représentée le Directeur Général SNCF Transilien, dûment habilité à signer la présente convention,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 13ème, 92 avenue de France, représenté par son Directeur Général Délégué, dûment mandaté par délibération du Conseil d'administration de RFF en date du 12 juin 2014,

- le **STIF,** Syndicat des Transports d'Ile de France, Établissement Public à caractère Administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général, dûment mandaté par délibération n°2016/302 du Conseil du STIF en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désignés individuellement par le « maître d'ouvrage » et conjointement par « **les maîtres d'ouvrages »**, le STIF assurant le rôle de maitre d'ouvrage coordonnateur.

En troisième lieu,

- le **Syndicat des Transports d'Ile de France (STIF)** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné comme « **le STIF » ou « l'autorité organisatrice »**.

Ensemble ci-après dénommés individuellement « **la Partie** » et conjointement « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire ;
Vu le décret n°2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;
Vu le décret n°2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;
Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;
Vu la délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, signé le 9 juillet 2015 ;
Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;
Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
Vu le Règlement financier du Conseil départemental de l'Essonne adopté par délibération n° 2011-01-0012 du 27 juin 2012 du Conseil départemental ;
Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) du tram-train Massy-Evry, approuvé par décision du Conseil d'Administration du STIF n°2008/0136 du 14 février 2008 ;
Vu le schéma de principe approuvé par décision du Conseil du STIF n°2012/0099 du 11 avril 2012 ;
Vu la déclaration de projet de Tram-train Massy-Evry, approuvée par décision du Conseil d'Administration du STIF n°2013-177 du 10 juillet 2013 ;
Vu l'arrêté inter-préfectoral du 22 août 2013 déclarant le projet d'utilité publique et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes, du projet de Tram-train Massy-Evry ;
Vu l'Avant-projet approuvé par décision du Conseil du STIF n°2014-248 en date du 5 juin 2014 ;
Vu le Plan Pluriannuel d'Investissement adopté par délibération du Conseil départemental de l'Essonne n°2016-01-0080 du 15 décembre 2016 ;
Vu la délibération _____ du Conseil d'administration de SNCF Réseau du _____ approuvant sa participation financière au projet de Tram 12 Express ;
Vu la délibération _____ du Conseil d'administration de SNCF Mobilité du _____ approuvant sa participation financière au projet de Tram 12 Express ;
Vu la délibération _____ du Conseil du STIF du _____ approuvant le présent protocole ;
Vu la délibération du conseil régional d'Ile-de-France n° _____ du _____ approuvant le présent protocole ;

Vu la délibération du conseil départemental de l'Essonne n° _____ du _____ approuvant le présent protocole ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Historique du projet de Tram 12 Express

La réalisation d'une tangentielle pour relier Massy et Evry, dans le département de l'Essonne a fait l'objet de plusieurs études dans les années 1990 et 2000. Afin de répondre efficacement aux déplacements de banlieue à banlieue, le Schéma directeur de la région Île-de-France de 1994 prévoyait la création de liaisons de transport collectif de rocade. Dans le cadre de ce schéma, le projet de Tangentielle Sud (Versailles – Melun) a été inscrit, en s'appuyant sur l'opportunité que constituent les infrastructures existantes de la Grande Ceinture. La Tangentielle Sud s'inscrivait dans un réseau de rocades nommé LUTECE (Liaison Utilisation Tangentielle En Couronne Extérieure) qui a fait l'objet d'une étude, menée par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAU-IDF). Un phasage de ce réseau LUTECE a été retenu afin d'offrir le meilleur rapport coûts/avantages, tout en restant dans une fourchette d'investissements réaliste. Par la suite, différents projets ont été étudiés, notamment celui d'une Tangentielle Ouest/Sud qui devait relier Achères-Ville à Melun. Ce projet a été soumis à une concertation en 2001. Son coût a été estimé à 1 500 millions d'euros, un montant qui s'est révélé trop élevé pour assurer sa viabilité. Au vu de ces résultats, le Conseil d'administration du STIF a décidé, en décembre 2002, de revenir à des projets distincts (Tangentielle ouest d'un côté et Tangentielle sud de l'autre), avec pour chacun, un mode de transport et un phasage du projet le mieux adapté aux besoins et aux contraintes. D'autres études ont ensuite (entre 2003 et 2005) été menées sur la partie sud, qui ont conclu à l'abandon d'une solution ferroviaire lourde et à la solution tramway, qui ne permettait pas une réutilisation des infrastructures ferroviaires existantes.

A la demande du Préfet et du Conseil départemental de l'Essonne, il a été décidé en 2005 de lancer une étude sur des solutions alternatives de type tram-train ou train léger avec une priorité : relier Evry à Massy, les deux pôles économiques majeurs de l'Essonne en assurant un maillage avec les RER B, C et D et en desservant les grands pôles d'activités (centre d'envergure Massy – Saclay – Les Ulis – Orly, Ville d'Evry). Les différentes études ont conduit à déterminer le tracé le plus à même de renforcer l'attractivité de la liaison Massy-Evry et ont abouti au projet de « tram-train Massy-Evry » ou TTME. Pour accélérer la mise en œuvre du TTME, l'Etat et la Région Ile-de-France se sont engagés, dans le cadre du plan Espoir Banlieues en 2008 à apporter 150M€ aux conditions économiques de 2008 à parts égales pour la desserte de ces quartiers en difficulté.

Le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales du TTME a été approuvé le 14 février 2008 par le Conseil du STIF. Sur cette base, une concertation publique, organisée par le STIF, s'est déroulée du 25 mai au 3 juillet 2009.

Le bilan de la concertation a été approuvé par le Conseil du STIF le 9 décembre 2009, qui a décidé de poursuivre le projet sur les bases du tracé soumis à la concertation et de réaliser le dossier d'enquête publique sur toutes les études afférentes, y compris l'examen des conditions de prolongement du tram-train de Massy à Versailles et la réalisation des aménagements suivants : création de la station ZAC de la Bonde à Massy, hypothèse d'une station supplémentaire à Champlan et Savigny-sur-Orge, la prise en compte de la desserte du quartier de Grand Vaux depuis la station de tram-train d'Epinay-sur-Orge, l'étude par SNCF Réseau du « ripage » de la Grande Ceinture le long de la rue des Rossays à Savigny-sur-Orge.

Le schéma de principe et le dossier d'enquête publique ont été approuvés le 11 avril 2012 par le Conseil du STIF. L'enquête publique s'est déroulée du 7 janvier au 12 février 2013 et la Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue le 22 août 2013 par arrêté préfectoral. Les études d'avant-projet ont été approuvées par le conseil du STIF du 05 juin 2014.

Le Tram-Train Massy Evry (TTME) est inscrit au Schéma directeur de la région Île-de-France, approuvé par décret le 27 décembre 2013 et au contrat de plan Etat-Région 2015-2020, où il est doté d'une enveloppe de 475 millions d'euros. Dans la perspective du début des travaux, le STIF lui a attribué sa dénomination définitive de Tram 12 Express.

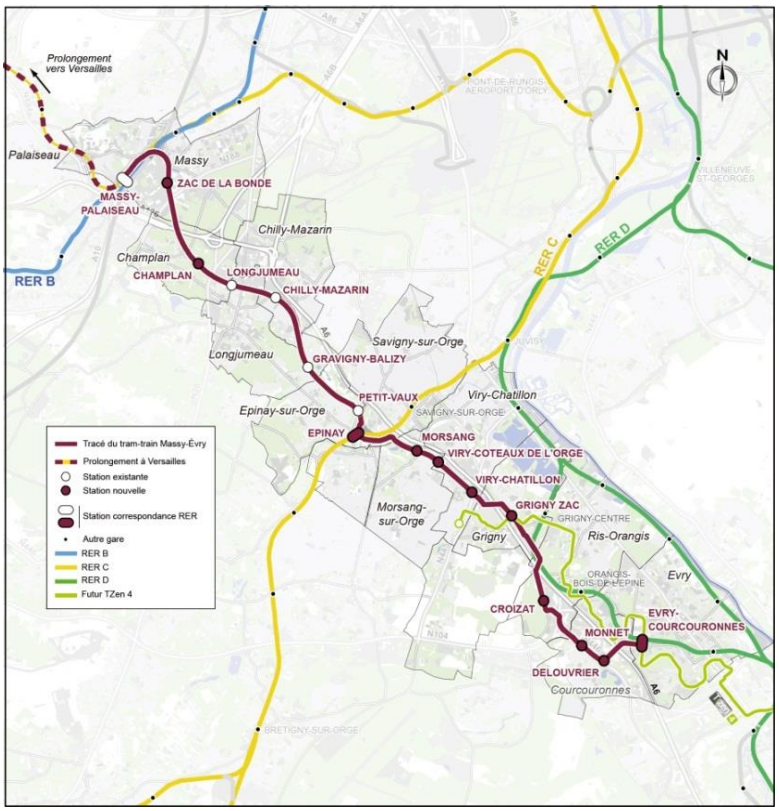
Présentation du projet

Le Tram 12 Express consiste en la création d'une liaison directe entre Massy-Palaiseau et Evry-Courcouronnes, via les communes de Champlan, Longjumeau, Chilly-Mazarin, Epinay-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Viry-Châtillon, Grigny, Ris-Orangis et Courcouronnes.

L'opération du Tram 12 Express s'étend sur 20,7 km et compte 16 stations. Elle consiste d'une part en la création d'une voie nouvelle sur le tronçon Epinay-sur-Orge / Evry-Courcouronnes (10,6 km) et d'autre part en l'aménagement d'une voie ferroviaire existante sur le tronçon Massy-Palaiseau / Epinay-sur-Orge (10,1 km), en substitution de l'actuelle mission Z 6 du RER C.

L'opération comprend :

- la réalisation de l'infrastructure ;
- la création de 11 nouvelles stations (2 sur le Réseau Ferré National et 9 sur la nouvelle infrastructure urbaine) ;
- la réalisation d'un atelier-garage sur les communes de Massy et Palaiseau ;
- la réalisation des équipements nécessaires à l'exploitation de la ligne.



Objectifs

Le Tram 12 Express a pour objectifs de :

- favoriser les déplacements de banlieue à banlieue ;
- améliorer le maillage du réseau de transports en commun ;
- relier deux pôles économiques majeurs Massy et Evry ;
- proposer une alternative à l'utilisation de la voiture particulière ;
- améliorer la desserte du territoire ;
- favoriser l'attractivité du territoire.

Financement du projet

Les conventions déjà votées dans le cadre du projet de Tram 12 Express sont les suivantes :

- convention relative à la réalisation des études de schéma de principe, des études d'impact, du dossier d'enquête publique et du dossier de sécurité, pour un montant de 1 400 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°CP 09-1225 du 17 novembre 2009 ;
- convention relative à la réalisation des études de schéma de principe – périmètre SNCF, pour un montant de 1 080 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°CP 10-987 du 17 novembre 2010 ;
- avenant à la convention relative à la réalisation des études de schéma de principe, des études d'impact, et du dossier d'enquête publique, pour un montant de 3 030 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°CP 11-419 du 19 mai 2011 ;
- convention relative à l'élaboration du dossier d'avant-projet, pour un montant de 17 026 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°CP 12-523 du 12 juillet 2012 ;
- convention relative aux premières acquisitions foncières et à la dépollution du site de remisage de Massy, d'un montant de 22 000 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°CP 12-866 du 21 novembre 2012 ;
- convention relative aux études projet (PRO), à la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT) et libération d'emprises, d'un montant de 39 162 288 € HT courants, approuvée en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n°CP 14-605 du 17 octobre 2014 ;
- convention n°1 relative à la réalisation du projet, d'un montant de 83 962 264 € HT courants, approuvée en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 15-729 du 8 octobre 2015.

Le coût d'objectif du Tram 12 Express est de 526,4 M€ constants (CE 06/2011), soit 553,1 M€ courants, selon les modalités d'actualisation définies dans l'Article VIII

Les études d'avant-projet (AVP), les premières acquisitions foncières, la dépollution, les études projet, la mission d'assistance aux contrats de travaux ont déjà été financés pour un montant global de 78,188 M€ courants. Ainsi, **le montant de la phase de réalisation de l'opération Tram 12 Express, couvert par le présent protocole, s'élève à 475 M€ courants.**

Le CPER 2015-2020 a été signé par l'Etat et la Région en 2015. Des négociations ont été entreprises pour trouver un plan de financement viable et supportable par tous.

La révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020, approuvé par la délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 , a permis d'entériner l'ajustement du tour de table financier du Tram 12 Express pour tenir également compte de l'apport pouvant raisonnablement être attendu du Département conformément à la délibération qu'il avait lui-même prise sur sa participation financière au CPER. L'État et la Région ont conjointement accepté d'augmenter leur participation en compensation, afin de permettre la réalisation de l'opération.

Le présent document est désigné comme suit :

« Protocole cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la réalisation du projet Tram 12 Express »

Article I. OBJET DU PROTOCOLE

L'objet du présent protocole est de définir les engagements réciproques des parties concernant les conditions financières pour la mise en œuvre de l'opération du « Tram 12 Express», selon les termes de l'avant-projet (AVP) approuvé par le STIF le 5 juin 2014.

Le présent protocole fixe un coût d'objectif sur lequel chacun des maîtres d'ouvrage s'engage, dans la limite des éléments constitutifs de l'opération les concernant tels que définis dans AVP.

Les financeurs reconnaissent l'obligation et la capacité du STIF, de SNCF Réseau et de SNCF Mobilité, en tant que maîtres d'ouvrage conjoints chargés de l'opération, à prendre dès le vote du protocole en Conseil du STIF, toutes dispositions et engagements pour mener à bien le projet, conformément à l'AVP du projet approuvé par le STIF le 5 juin 2014.

Ce protocole se déclinera, au fur et à mesure de l'avancement du projet, en conventions de financement qui préciseront les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles seront mis en place ces financements. Ces conventions s'inscriront dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020.

Article II. COUT D'OBJECTIF DE L'OPERATION

Le coût d'objectif du projet, défini au niveau de l'avant-projet et validé par le Conseil du STIF du 5 juin 2014, est de **526,4 M€ aux conditions économiques de juin 2011**, soit 553,1 M€ courants conventionnels selon les modalités d'actualisation prévues à l'Article VIII. Ce coût couvre les frais liés aux études d'avant-projet et de projet, les acquisitions foncières et les travaux de réalisation du projet. Ainsi, le coût d'objectif global du projet est différent de la phase de réalisation du projet, objet du présent protocole.

Aux termes de l'AVP, la répartition du coût d'objectif par maître d'ouvrage est la suivante :

Tram 12 Express Coût d'objectif global par maître d'ouvrage en **M€ HT** constants et courants conventionnels		
Maître d'ouvrage	**Montant en M€ constants HT CE juin 2011**	**Montant en M€ courant conventionnels HT**
STIF	255,8 M€	268,8 M€
SNCF Réseau	170,9 M€ *(y compris substitutions routières)*	179,6 M€ *(y compris substitutions routières)*
SNCF Mobilités	99,7 M€	104,7 M€
Total	**526,4 M€**	**553,1 M€**

Article III. COUT DE REALISATION DU PROJET

Le coût de réalisation du projet correspond à l'estimation du coût d'objectif du projet en € courants, calculés selon les modalités d'actualisation définies à l'Article VIII, déduction faite du montant des études AVP, PRO, des missions ACT, des premières acquisitions foncières.

Tram 12 Express Coût de réalisation par maître d'ouvrage en **M€ HT** constants et courants conventionnels		
Maître d'ouvrage	**Montant en M€ constants HT CE juin 2011**	**Montant en M€ courant conventionnels HT**
STIF	213,6 M€	222,6 M€
SNCF Réseau	152,4 M€ *(y compris substitutions routières)*	158,9 M€ *(y compris substitutions routières)*
SNCF Mobilités	89,7 M€	93,5 M€
Total	**455,7 M€**	**475,0 M€**

Article IV. PLAN DE FINANCEMENT

Les clés de financement sont fixées par la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 :

Tram 12 Express Plan de financement global prévisionnel Montant en euros courants conventionnels HT et % (1)					
	État	**Région**	**Département 91**	**SNCF Réseau (1)**	**TOTAL**
STIF	66 875 000 €	124 827 000 €	30 898 000 €	-	**222 600 000 €**
SNCF Réseau	47 116 000 €	88 351 000 €	3 823 000 €	19 600 000 €	**158 890 000 €**
SNCF Mobilités	28 709 000 €	51 822 000 €	12 979 000 €	-	**93 510 000 €**
TOTAL	**142 700 000 €**	**265 000 000 €**	**47 700 000 €**	**19 600 000 €**	**475 000 000 €**
%	***30,05%***	***55,80%***	***10,05%***	***4,10%***	***100,00%***

(1) SNCF Réseau autofinance son propre périmètre de maîtrise d'ouvrage. Ce pourcentage est calculé à titre indicatif, sur la base du montant forfaitaire en euros courants du financement apporté par SNCF Réseau sur son périmètre.

La signature du présent protocole cadre vaut engagement des financeurs, Etat, Région, Département de l'Essonne et SNCF Réseau à participer au financement nécessaire à la réalisation du projet, tel que défini dans

l'avant-projet approuvé le 5 juin 2014 par le Conseil du STIF, par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 6 et ce, dans la limite des montants en euros courants conventionnels HT inscrits dans le plan de financement global prévisionnel indiqué ci-dessus.

Article V. INTERET GENERAL DU PROJET

Dans le cadre du présent protocole cadre, les financeurs demandent aux collectivités territoriales, compte tenu de l'intérêt général du projet, de renoncer à faire payer aux maîtres d'ouvrage :

- les frais d'indemnisation liés au projet, notamment par la vente des tréfonds nécessaires à l'opération ;
- les redevances d'occupation temporaire du domaine public.

Article VI. ENGAGEMENTS DES AP/AE ET MISE EN OEUVRE

1.1. Engagements des financeurs

La signature du présent protocole cadre vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation des travaux, dans les conditions et selon les plans de financement détaillés dans l'article IV.

Les contributions des financeurs, objet d'autorisations de programme (AP) et d'autorisations d'engagement (AE), seront mises en place dans le cadre de conventions de financement approuvées ultérieurement au présent protocole cadre, conformément aux besoins des maîtres d'ouvrage.

1.2. Modalités de financement du Tram 12 Express

(a) Principes de cadencement des conventions de financement

Les conventions de financements seront établies sur la base des besoins prévisionnels des maîtres d'ouvrage et pour les besoins des financeurs traduit en autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE), selon les montants indiqués dans les tableaux de l'article (b).

Dans le cadre des conventions de financement, les parties conviennent que :

- les maîtres d'ouvrage procèdent aux appels de fonds par ordre de notification des conventions de financement selon un principe de saturation des crédits disponibles en euros courants conventionnels et dans le respect du montant en euros 2011 ;
- le principe de plafonnement des acomptes est repris dans la dernière convention de financement.

(b) Echéancier prévisionnel des engagements d'AP/ AE (vote des subventions)

L'échéancier prévisionnel en AP/ AE du protocole cadre, en euros courants, est indiqué ci-dessous.
Il ne tient pas compte des AP/AE mises en place antérieurement à la période couverte par le CPER 2015-2020.
Ces montants pourront être retravaillés lors de l'élaboration annuelle des conventions de financement. Les financeurs s'engagent en particulier à l'approbation de la convention de financement « REA 2 » au plus tard pour mai 2017.

Les valeurs indiquées ci-dessous constituent des plafonds sauf accord des financeurs.

€ courants	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	23,51		10	30	30	49,19		**142,7**
Région	44,50		179	41,50				**265,0**
CD 91	12,59		15,0	15,0	5,11			**47,7**
SNCF Réseau	3,36		10,49	5,75				**19,6**
TOTAL	**83,96**	**0,00**	**214,49**	**92,25**	**35,11**	**49,19**	**0,00**	**475,0**

(c) Echéancier prévisionnel des crédits de paiement (versement des subventions)

L'échéancier prévisionnel en crédits de paiement, en euros courants, est indiqué ci-dessous. Il est établi de manière à répondre aux besoins des maitres d'ouvrage. Il ne tient pas compte des crédits de paiements correspondant aux engagements conclus avant la période couverte par le CPER 2015-2020.
L'échéancier sera précisé dans les conventions de financement successives. Leur montant n'excédera pas les plafonds cumulés actualisables retenus en AP/ AE précisés ci-dessus.

€ courants	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Etat	17,6	20,9	20,0	29,8	29,8	14,8	9,8	**142,7**
Région	33,4	55,9	55,1	55,1	55,1	10,4		**265,0**
CD 91	2,7	4,4	8,4	8,5	8,5	7,6	7,6	**47,7**
SNCF Réseau	2,5	3,4	4,1	4,1	4,1	1,4		**19,6**
TOTAL	**56,2**	**84,6**	**87,6**	**97,5**	**97,5**	**34,2**	**17,4**	**475,0**

Article VII. ENGAGEMENTS DES MAITRES D'OUVRAGE

La signature du présent protocole cadre vaut engagement des maîtres d'ouvrage (STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilité) à respecter les engagements pris au titre de l'AVP validé par le Conseil du STIF du 5 juin 2014, notamment, le coût d'objectif de **526,436 M€ aux conditions économiques de juin 2011**, sous réserve de la mise à disposition des financements par les financeurs selon les conditions définies dans le présent protocole cadre.

Les maîtres d'ouvrage, sous réserve du respect des engagements pris à l'article 1.2, s'engagent à :

- procéder à des appels de fonds en justifiant de dépenses acquittées/ réalisées,
- à ne procéder aux appels de fonds qu'après notification de chaque convention de financement du projet.

Article VIII. MODALITES D'ACTUALISATION

Les conditions économiques de référence du présent protocole-cadre sont celles de juin 2011. Pour être comparables, tous les coûts finaux de réalisation du projet doivent être ramenés aux conditions économiques de juin 2011, par application de l'indice TP01. Les dates retenues pour la réalisation du projet correspondent à la conclusion des marchés par le maitre d'ouvrage. Pour faciliter les calculs, une date barycentrique est retenue à octobre 2019.

L'actualisation conventionnelle prévisionnelle est calculée à partir des derniers indices connus à la date de la convention, puis en utilisant un taux d'actualisation de 1.8% par an. Le détail du calcul de l'actualisation conventionnelle est annexé au présent protocole (annexe 1).

Les appels de fonds seront formulés et payés en euros courants, les maîtres d'ouvrage justifieront *in fine* la cohérence d'ensemble avec le coût d'objectif de l'opération exprimé en euros constants aux conditions économiques de juin 2011.

Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence de juin 2011 par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence de juin 2011 par application des indices définitifs. Les maîtres d'ouvrage justifieront *in fine* le respect du coût d'objectif de l'opération exprimé en euros 06/2011 par application des indices définitifs.

Article IX. MODALITES DE SUIVI ET MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE

Les partenaires s'engagent à réaliser annuellement un bilan du protocole, le premier bilan étant effectué dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent protocole.

Dans le cadre de la gouvernance de l'opération, et conformément au suivi des projets du Contrat de Plan, un comité de suivi des conventions de financement (CSCF), réunissant les maîtres d'ouvrage et les financeurs, sera mis en place. Il se réunira au minimum une fois par semestre.

En fonction de l'avancée des travaux, ce comité de suivi pourra provoquer autant que de besoin des comités dédiés au suivi comptable de l'opération et des Comités des Financeurs. Ce principe sera rappelé dans chaque convention de financement.

Un bilan physique et financier sera établi par les maîtres d'ouvrage à la mise en service.

Article X. MODIFICATION ET RESILIATION DU PROTOCOLE

Toute modification du protocole-cadre de financement global donne lieu à l'établissement d'un avenant élaboré selon les mêmes modalités que celles du protocole-cadre. En particulier, toute modification du coût ou des contributions des financeurs donne lieu à l'établissement d'un avenant permettant d'en requalifier les termes.

Conformément aux principes généraux applicables aux contrats administratifs reconnus par le Conseil d'Etat, les Parties peuvent prononcer la résiliation du présent Contrat-Cadre de financement Global pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la Partie en cause par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal à l'ensemble des autres parties.

Article XI. DATE D'EFFET ET DUREE DU PROTOCOLE

Le protocole cadre prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La date de prise en considération des dépenses financées est celle de l'approbation par la Commission Permanente du Conseil Régional d'Île-de-France de la première convention de réalisation du projet, soit le 8 octobre 2015.

Le protocole cadre prend fin à l'expiration de la dernière des conventions de financement visées à l'article 5 et au plus tard au 31 décembre 2030.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Il est signé par toutes les parties et notifié le / / 2017

Pour l'Etat, Jean-François CARENCO Préfet de la région d'Île-de-France	Pour la Région d'Île-de-France, Valérie PECRESSE Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Pour le Conseil Départemental de l'Essonne, François DUROVRAY Président	Pour le STIF, Laurent PROBST Directeur Général
Pour SNCF Réseau, Patrick JEANTET	Pour SNCF Mobilités, Guillaume PEPY

ANNEXE 1
Méthodologie de calcul de l'actualisation conventionnelle du protocole cadre

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect d'un coût d'objectif en € constants, en l'occurrence, pour le Tram 12 Express, aux conditions économiques de juin 2011. La référence au coût d'objectif en € constants permet de comparer les coûts entre eux et de s'assurer du respect du coût d'objectif, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

Les financeurs affectent les subventions (AP/AE) en € courants, au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet. C'est pourquoi, le protocole cadre et les conventions de financement prévoient une méthodologie de calcul en € courants conventionnels.

Le montant prévisionnel du projet, en € courants conventionnels, est calculé de la manière suivante :

- Le taux d'actualisation du « reste à financer » en € constants est calculé en deux phases :
- Pour la période passée (entre 2011 et 2016), actualisation sur le dernier indice connu de la série TP01 à la date du protocole. Compte tenu du changement de base des indices TP à compter d'octobre 2014, la série des index en vigueur entre juin 2011 et octobre 2014 est harmonisée par application du coefficient de raccordement de l'INSEE ;
- pour l'avenir, application du taux de 1,8% par an.
- L'actualisation est fixée en prenant pour hypothèse une valeur barycentrique d'octobre 2019

Ainsi le calcul du montant en € courants conventionnels du projet TTME est le suivant :

Valeur constatée du TP01		Cout d'objectif
janv-11	102,2	
juin-11	103,6	526,436
janv-13	107,9	
oct-14	106,5	
janv-16	100,2	
oct-16	103	
Hypothèse inflation	1,80%	
oct-17	104,9	
oct-18	106,7	
oct-19	108,7	553,088
oct-20	110,6	
oct-21	112,6	

Les autres valeurs du protocole sont déduites par application des clés de répartition.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-59

DU 10 MARS 2017

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027

LE CONSEIL REGIONAL D'Ile-De-France

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'Education et notamment son article L. 214-5 ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 portant délégation d'attributions du conseil régional à la commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ; Rapport-cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées;
VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s. Le projet éducatif régional;

VU La délibération CR 43-11 du 23 juin 2011 relative au plan régional pour le climat d'Ile de France ;

VU La délibération CR 81-12 du 25 octobre 2012 relative au projet de Schéma Directeur de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement des lycées 2012-2022 ;

VU La délibération CR 77-15 du 24 septembre 2015 relative à l'agenda d'accessibilité programmée du patrimoine régional ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 intitulée «Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins » ;

VU La délibération CR 114-16 du 16 juin 2016 relative plan régional pour la qualité d'air 2016-2021 ;

VU L'avis du Conseil inter académique de l'Education Nationale du 6 mars 2017 ;

VU L'avis du Conseil Économique, Social et Environnemental et Régional (CESER) du 23 février 2017;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la commission éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport n° CR 2017-59 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Places Nouvelles

Décide de la création de 21 600 places nouvelles supplémentaires dans les lycées publics sur l'ensemble du territoire régional et adopte la liste détaillée des opérations dressée en Annexe 1 à la présente délibération.

Donne délégation à la commission permanente pour adapter les programmes d'une opération dans la mesure où la capacité définitive ne représente pas une variation supérieure à 25% de celle prévue à l'Annexe 1.

Donne délégation à la commission permanente pour désigner les sites d'accueil non définis dans l'Annexe 1 et pour modifier les sites d'accueil dont les caractéristiques techniques ne se prêteraient plus à l'opération.

Article 2 : Actions patrimoniales

Décide d'engager 43 opérations de rénovation globale et adopte la liste détaillée dressée en Annexe 2.

Décide d'engager 95 opérations ciblées et adopte la liste détaillée dressée en Annexe 3.

Décide d'engager 59 opérations « Toits et Façades » et adopte la liste détaillée en Annexe 4.

Article 3 : Création de places d'internat

Décide de la création de 3000 places d'internat et adopte la liste détaillée des opérations dressée en Annexe 5.

Donne délégation à la commission permanente pour déterminer la répartition des places nouvelles entre chaque établissement concerné.

Donne délégation à la commission permanente pour désigner les sites d'accueil non définis dans l'Annexe 5 ou pour modifier les sites d'accueil dont les caractéristiques techniques ne se prêteraient plus à l'opération.

Article 4 : Mise en accessibilité du patrimoine lycéen

Décide de la mise en œuvre des actions listées dans l'Agenda d'Accessibilité des Lycées de la Région Ile-de-France.

Article 5 : Stratégies opérationnelles

Décide de recourir à toutes les stratégies opérationnelles offertes par les textes relatifs aux marchés publics, y compris les marchés globaux.

Donne délégation à la commission permanente pour se prononcer sur le principe du recours à un marché de partenariat sur la base d'une évaluation préalable du mode de réalisation et une étude de soutenabilité budgétaire dans le cadre de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Article 6 : Délégation à la commission Permanente

Donne délégation à la commission permanente pour décider de la mise en œuvre des opérations du Programme Prévisionnel des Investissements.

Article 7 : Prorogation et cadrage financier

Décide de proroger le Programme Prévisionnel des Investissements de 2022 à 2027, et fixe une enveloppe de 4,1 Mds € sur la période pour son financement.

Article 8 : Restauration, circuits courts, produits locaux et biologiques

Décide que 100% des cantines des lycées seront approvisionnées en circuits courts, en priorité par des produits locaux, avec un objectif de 50% de produits bios d'ici 2024. Mandate la Présidente du Conseil régional pour conduire, dès 2017, une expérimentation en Seine-et-Marne.

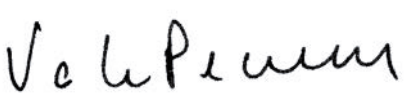
Article 9 : Abrogations

Abroge les articles 1, 2, 3, 7, 8, 10, 11 et 14 de la délibération n°CR106-12 du 22 novembre 2012.

Article 10 :

Décide de la mise en place d'un état d'avancement du PPI à mi-parcours et d'une présentation annuelle en commission Education.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

09/03/17 17:03:00

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION
LISTE DES CREATION DE PLACES NOUVELLES D'ENSEIGNEMENT

ANNEXE N°1

LISTE DES CREATIONS DE PLACES NOUVELLES D'ENSEIGNEMENT

Dpt	Briques d'études	PATRONYME	Commune	Places nouvelles
77	Seine-et-Marne	Lycée neuf	A définir	800
77	Est Seine-et-Marne	Henri-Becquerel	NANGIS	400
77	MarneLaValléeChellesRoissyEnBrie	Lycée neuf	COUPRAY? MONTEVRAIN? MAGNY? EPA MARNE? ESBLY?VILLEPARISIS ?	1200
77	MarneLaValléeChellesRoissyEnBrie	Emilie Bronte	LOGNES	200
77	Meaux	Pierre de Coubertin	MEAUX	250
77	Sud Seine-et-Marne	François-Couperin	FONTAINEBLEAU	500
78	OIN Seine aval Mantes Les Mureaux	Camille-Claudel	MANTES-LA-VILLE	300
78	Saint Germain	Extension les Pierres Vives	CARRIERES sur SEINE	600
78	Saint Germain	Evariste Galois	SARTROUVILLE	200
78	Versailles-Plaisir	Jules Ferry	VERSAILLES	300
91	Evry-Corbeil rive gauche	Georges Brassens	COURCOURONNES	400
91	Evry-Corbeil rive gauche	Pierre Mendes France	RIS-ORANGIS	600
91	Nord Essonne	Nadar	DRAVEIL	600
91	Nord Essonne	Extension à définir	A définir. Rive Gauche de la Seine	500
91	Saclay RER B	Lycée Neuf	PALAISEAU? SACLAY? ORSAY ? VAUHALLAN? IGNY? MASSY?	1200
91	Saclay RER B	Camille Claudel	PALAISEAU	400
91	Saclay RER B	Poincaré	PALAISEAU	400
91	Sud Essonne	René Cassin	ARPAJON	500
92	Centre Hauts-de-Seine	Ionesco	ISSY-LES-MOULINEAUX	400
92	Nord Hauts-de-Seine	Lycée Neuf	RUEIL?NANTERRE?COLOMBES?	1200
92	Nord Hauts-de-Seine	Lucie-Aubrac	COURBEVOIE	1200
92	Nord Ouest Parisien	Albert-Camus	BOIS-COLOMBES	400
92	Sud Hauts-de-Seine	Lycée Neuf	BAGNEUX	1200
92	Sud Hauts-de-Seine	Lycée Neuf 800pl. intégrant le lycée Montesquieu	LE PLESSIS ROBINSON	200
93	Saint-Denis	Lycée neuf	PIERREFITTE? SAINT-DENIS? VILLETANEUSE?	800
93	Saint-Denis	Extension Lycée neuf	PIERREFITTE? SAINT-DENIS? VILLETANEUSE?	400
93	Seine-Saint-Denis RER A	2ème tranche Noisy International	NOISY LE GRAND	400
93	Seine-Saint-Denis RER A	Lycée neuf	NEUILLY sur MARNE?	800
93	Seine-Saint-Denis RER A	Lycée neuf	ROMAINVILLE ? BONDY? ROSNY? NOISY LE SEC	800
93	Seine-Saint-Denis RER A	2ème tranche Cugnot	NEUILLY sur MARNE	300
93	Seine-Saint-Denis RER A	Extension à définir	SECTEUR LIVRY-CLICHY	400
93	Seine-Saint-Denis RER A	Nicolas-Joseph-Cugnot	NEUILLY-SUR-MARNE	250
94	Est Val-de-Marne	Lycée Neuf	VINCENNES	1000
94	Ouest Val de Marne	ème tranche du lycée Pauline Rollan	CHEVILLY LARUE	400
95	Argenteuil	Lycée Neuf	CORMEILLES	1200
95	Cergy Pontoise Nord 95	Paul Emile Victor	OSNY	400
95	Sarcelles Gonesse	Extension à définir	GARGES LES G? VILLIERS LE B?	500

TOTAL places nouvelles	21600

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION
LISTE DES OPERATIONS DE RENOVATION GLOBALE

ANNEXE N°2

LISTE DES OPERATIONS DE RENOVATION GLOBALE

Dpt	PATRONYME	Commune
75	JACQUES DECOUR	PARIS 09EME
75	RABELAIS	PARIS 18EME
75	CORVISART	PARIS 13EME
75	FRANCOIS VILLON	PARIS 14EME
75	EDGAR QUINET	PARIS 09EME
75	HELENE BOUCHER	PARIS 20EME
75	LAZARE PONTICELLI	PARIS 13EME
77	GEORGES CORMIER	COULOMMIERS
77	JULES FERRY	COULOMMIERS
77	BENJAMIN FRANKLIN	LA ROCHETTE
77	PIERRE DE COUBERTIN	MEAUX
77	CHARLES LE CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE
77	EREA LEOPOLD BOLLAN	CHAMIGNY
77	LA FAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE
77	JEAN MOULIN	TORCY
77	URUGUAY FRANCE	AVON
78	FRANCO ALLEMAND	BUC
78	INTERNATIONAL	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
78	LE CORBUSIER	POISSY
78	JEANNE D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
78	JULES FERRY	VERSAILLES (*)
78	EVARISTE GALOIS	SARTROUVILLE
78	SAINT-EXUPERY- JEAN ROSTAND	MANTES LA JOLIE
91	PIERRE MENDES FRANCE	RIS-ORANGIS
92	JEAN JAURES	CHATENAY-MALABRY
92	JEAN PIERRE VERNANT	SEVRES
92	L'AGORA	PUTEAUX
92	ALBERT CAMUS	BOIS-COLOMBES
93	HORTICOLE	MONTREUIL
93	MARCEL CACHIN	SAINT-OUEN
93	CONDORCET	MONTREUIL (*)
93	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS
93	JOSEPH CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE
94	GUSTAVE EIFFEL	CACHAN
94	MAXIMILIEN SORRE	CACHAN
94	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS
94	LA SOURCE	NOGENT S/MARNE
94	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE
94	LOUISE MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE
94	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI (*)
95	GUSTAVE MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS
95	JACQUES PREVERT	TAVERNY
95	EUGENE RONCERAY	BEZONS

(*) Reconstruction

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION
LISTE DES OPERATIONS CIBLEES

ANNEXE N°3

LISTE DES OPERATIONS CIBLEES

Dpt	PATRONYME	Commune	Commentaire
75	CHAPTAL	PARIS 08EME	Pôle science
75	HENRI IV	PARIS 05EME	Pole science/cuisine
75	JEAN BAPTISTE SAY	PARIS 16EME	Rénovation pole sciences. Création CDI dans l'ancienne cuisine (batiment isolé)
75	SAINT-LOUIS	PARIS 6EME	Chimie organique
75	JANSON DE SAILLY	PARIS 16EME	Pôle science
75	VICTOR HUGO	PARIS 03EME	Pôle science
75	BERGSON	PARIS 19EME	transformation en LPO - fusion Jacquart
75	MAURICE RAVEL	PARIS 20EME	Bâtiment administration + entrée
75	PAUL VALERY	PARIS 12EME	Demi-pension + création d'une UCPA
75	RACINE	PARIS 08EME	demi-pension
75	JANSON DE SAILLY	PARIS 16EME	Pôle science
75	ARAGO	PARIS	Rénovation simple
77	FRANCOIS COUPERIN	FONTAINEBLEAU	demi-pension
77	GALILEE	COMBS-LA-VILLE	Pôle science + théâtre
77	HENRI MOISSAN	MEAUX	Demi-pension
77	JEAN VILAR	MEAUX	Demi-pension
77	LA TOUR DES DAMES	ROZAY-EN-BRIE	demi-pension + résorption BD
77	AUGUSTE PERDONNET	THORIGNY SUR MARNE	Demi-pension
77	LEONARD DE VINCI	MELUN	Demi-pension
77	CHARLES BAUDELAIRE	MEAUX	Création Plateau sportif
77	LE CHAMP DE CLAYE	CLAYE SOUILLY	Demi-pension
78	ADRIENNE BOLLAND	POISSY	ateliers
78	PLAINE DE NEAUPHLE	TRAPPES	Demi - pension
78	POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Toitures à reprendre
78	JACQUES PREVERT	VERSAILLES	3ème étage de la diamanterie
78	FRANCOIS VILLON	LES MUREAUX	1/2 pension à examiner.
78	LES 7 MARES	MAUREPAS	Demi-pension
78	ERPD	LA BOISSIERE ECOLE	Demi-pension
78	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	Batiment B
78	JULES FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	Bâtiments anciens
78	MARIE CURIE	VERSAILLES	traitement de l'annexe
78	LABRUYERE	VERSAILLES	Pôle science. Batiment isolé
78	LOUIS BASCAN	RAMBOUILLET	Demi-pension
78	JACQUES PREVERT	VERSAILLES	Demi-pension
78	VAUCANSON	LES MUREAUX	Demi-pension
78	VINCENT VAN GOGH	AUBERGENVILLE	demi-pension
78	JEAN MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	demi-pension
91	FRANCOIS TRUFFAUT	BONDOUFLE	Demi-pension
91	FRANCOIS-JOSEPH TALMA	BRUNOY	demi-pension
92	SANTOS DUMONT	SAINT CLOUD	construction d'un gymnase definitif
92	AUGUSTE RENOIR	ASNIERES	Demi-pension
92	LAKANAL	SCEAUX	RENOVATION DP
92	LAKANAL	SCEAUX	Pôle sciences
92	ALBERT CAMUS	BOIS-COLOMBES	Demi-pension + UCPA
92	MARIE CURIE	SCEAUX	Equipements sportifs
92	MICHELET	VANVES	Gymnase et piscine
92	THEODORE MONOD	ANTONY	Bâtiments universitaires
92	PAUL PAINLEVE	COURBEVOIE	Vie scolaire et aménagements divers
92	LAKANAL	SCEAUX	Installations sportives
92	ALBERT CAMUS	BOIS-COLOMBES	Equipements sportifs
92	LAKANAL	SCEAUX	Ravalement
92	JOLIOT CURIE	NANTERRE	Demi-pension
92	THEODORE MONOD	ANTONY	Demi-pension
92	MONNET	MONTROUGE	atelier maçonnerie et plomberie
92	LAKANAL	SCEAUX	Internat
92	MICHELET	VANVES	Equipements sportifs
93	E. DELACROIX	DRANCY	demi-pension + résorption BD
93	E. COTTON	MONTREUIL	Demi-pension
93	JEAN RENOIR	BONDIY	Demi-pension
93	ALFRED NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	Demi-pension
93	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	Dernière tranche de rénovation.

93	D'ALEMBERT	AUBERVILLIERS	résorption BD et DP
93	A. BRIAND	LE BLANC-MESNIL	sécurité incendie
93	E. COTTON	MONTREUIL	résorption BD
93	RENE CASSIN	LE RAINCY	Demi-pension
93	LIBERTE	ROMAINVILLE	Résorbtion BD + salle polyvalente
93	A. SABATIER	BOBIGNY	Equipement sportif
93	ALFRED NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	résorption BD
93	LOUISE MICHEL	BOBIGNY	Rénovation simple
94	MARCELLIN BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	demi-pension
94	PABLO PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	Pôle sciences
94	ROMAIN ROLLAND	IVRY S/SEINE	demi-pension
94	EREA CAVANNA	NOGENT S/MARNE	Cuisine pédagogique et couverture terrasse
94	PAUL BERT	MAISONS ALFORT	Demi-pension
94	J. MACE	VITRY-SUR-SEINE	plate forme énergies renouvelables
94	GUILLAUME APOLLINAIRE	THIAIS	Demi-pension
94	SAINT EXUPERY	CRETEIL	Demi-pension
94	EREA STENDHAL	BONNEUIL	Ateliers
94	PIERRE BROSSOLETTE	LE KREMLIN BICETRE	Bâtiment maternelle
94	EUGENE DELACROIX	MAISONS ALFORT	Demi-pension
94	CHAMPLAIN	CHENNEVIERES S/MARNE	demi-pension
94	LOUIS ARMAND	NOGENT S/MARNE	Demi-pension
94	ARMAND GUILLAUMIN	ORLY	Demi-pension
94	SAINT EXUPERY	CRETEIL	Rénovation simple
95	GALILEE	CERGY	1/2 pension
95	ALFRED KASTLER	CERGY	1/2 pension
95	JEAN PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	1/2 pension
95	LOUIS JOUVET	TAVERNY	1/2 pension
95	F. ET N. LEGER	ARGENTEUIL	Bâtiment demi-pension
95	F. ET N. LEGER	ARGENTEUIL	Bâtiment principal
95	LEONARD DE VINCI	SAINT WITZ	Demi-pension
95	CAMILLE PISSARO	PONTOISE	Demi-pension
95	GERARD DE NERVAL	LUZARCHES	demi-pension à créer
95	VINCENT VAN GOGH	ERMONT	demi-pension
95	AUGUSTE ESCOFFIER	ERAGNY	Rénovation simple

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION
LISTE DES OPERATIONS « TOIT-FACADE »

ANNEXE N°4

LISTE DES OPERATIONS TOIT FAÇADE

Dpt	PATRONYME	Commune
75	HONORE DE BALZAC	PARIS 17EME
75	VAUQUELIN	PARIS 13EME
75	GALILEE	PARIS 13EME
77	ERPD SAINT MAMMES	MORET-SUR-LOING
77	GASTON BACHELARD	CHELLES
77	FREDERIC JOLIOT CURIE	DAMMARIE-LES-LYS
77	LEONARD DE VINCI	MELUN
77	LOUIS LUMIERE	CHELLES
77	GERARD DE NERVAL	NOISIEL
77	RENE CASSIN	NOISIEL
77	ANTONIN CAREME	SAVIGNY LE TEMPLE
78	JACQUES PREVERT	VERSAILLES
78	ADRIENNE BOLLAND	POISSY
78	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
91	PAUL LANGEVIN	Ste GENEVIEVE DES BOIS
91	L'ESSOURIAU	LES ULIS
91	JEAN MONNET	JUVISY
91	PARC DE VILLEGENIS	MASSY
91	BLAISE PASCAL	ORSAY
91	GEORGES BRASSENS	COURCOURONNES
91	L'ESSOURIAU	LES ULIS
91	FRANCOIS-JOSEPH TALMA	BRUNOY
92	VOILIN	PUTEAUX
92	EMMANUEL MOUNIER	CHATENAY-MALABRY
92	FRANCOIS RABELAIS	MEUDON
92	DARDENNE	VANVES
92	ALEXANDRE DUMAS	SAINT CLOUD
92	VASSILY KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE
92	CLAUDE CHAPPE	NANTERRE
93	EUGENE DELACROIX	DRANCY
93	JEAN JAURES	MONTREUIL
93	HENRI WALLON	AUBERVILLIERS
93	EUGENIE COTTON	MONTREUIL
93	OLYMPE DE GOUGES	NOISY-LE-SEC
93	PAUL ELUARD	SAINT-DENIS
93	GUSTAVE EIFFEL	GAGNY
93	MARCELLIN BERTHELOT	PANTIN
93	JEAN ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS
93	JEAN PIERRE TIMBAUD	AUBERVILLIERS
93	D'ALEMBERT	AUBERVILLIERS
93	LEONARD DE VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE
94	CAMILLE CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE
94	EDOUARD BRANLY	CRETEIL

94	ROMAIN ROLLAND	IVRY S/SEINE
94	LOUIS ARMAND	NOGENT S/MARNE
94	PABLO PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS
94	GUTENBERG	CRETEIL
94	GOURDOU LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES
94	MARCELLIN BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES
95	LOUIS JOUVET	TAVERNY
95	CAMILLE CLAUDEL	VAUREAL
95	JEAN MERMOZ	MONTSOULT
95	GERARD DE NERVAL	LUZARCHES
95	AUGUSTE ESCOFFIER	ERAGNY
95	JEAN JAURES	ARGENTEUIL
95	GEORGES BRAQUE	ARGENTEUIL
95	VINCENT VAN GOGH	ERMONT
95	GALILEE	CERGY
95	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM

ANNEXE N°5 A LA DELIBERATION
LISTE DES OPERATIONS D'INTERNAT

ANNEXE N°5

LISTE DES OPERATIONS D'INTERNAT

Dpt	PATRONYME	Commune
75		PARIS
75		PARIS
75	PIERRE GILLES DE GENNES	PARIS 13EME
75	HONORE DE BALZAC	PARIS 17EME
77	LAFAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE
77	HENRI BECQUEREL	NANGIS
77	ETIENNE BEZOUT	NEMOURS
77	DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE
77	Lycée neuf	COUPRAY? MONTEVRAIN? CHESSY? MAGNY? SERRIS?
77	URUGUAY FRANCE	AVON
77	GASTON BACHELARD	CHELLES
78	LOUIS BASCAN	RAMBOUILLET
78	SECTEUR DU MANTOIS	
91	ALFRED KASTLER ou F SARCEY	DOURDAN
91	Lycée Neuf	PALAISEAU? SACLAY? ORSAY ? VAUHALLAN? IGNY? MASSY?
91	PARC DE VILGENIS	MASSY
91	SECTEUR EVRY/CORBEIL	
91	GEOFFROY SAINT HILAIRE	ETAMPES
92	Lycée Neuf	RUEIL?NANTERRE?COLOMBES?
92	ALBERT CAMUS	BOIS-COLOMBES
93	JEAN JAURES	MONTREUIL
93	PAUL ELUARD	SAINT-DENIS
93	ALFRED NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS
94	LOUISE MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE
94	BRANLY	CRETEIL
94	ROMAIN ROLLAND OU CAMILLE CLAUDEL	IVRY-SUR-SEINE OU VITRY-S/-SEINE
94	FRANCOIS ARAGO	VILLENEUVE-ST-GEORGES
95	GALILEE	CERGY
95	JEAN PERRIN ou CHATEAU D	SAINT-OUEN-L'AUMONE
95	C. ST-SAENS Roissy	DEUIL-LA-BARRE
95	MONTESQUIEU	HERBLAY
95	EUGENE RONCERAY	BEZONS

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-67

DU 10 MARS 2017

Pour une région exemplaire en matière d'alimentation locale et bio, en particulier pour ses lycées

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'environnement et notamment ses articles L221-1 et suivants ;
VU Le Code de la santé publique et notamment l'article L1311-7 qui prévoit la participation des conseils régionaux à la mise en œuvre des plans régionaux santé environnement ;
VU Le code de l'urbanisme ;
VU Le règlement (UE) n° 1305/2013 du 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et ses règlements d'application ;
VU Le Programme de développement rural FEADER de la Région Ile-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 ;
VU La LOI n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
VU la LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire
VU La délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 approuvant la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural de la Région Ile-de-France et les conventions relatives à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la Région Île-de-France;
VU La délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 approuvant la convention relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 ;
VU La délibération CR 17-07 portant sur la convention entre la Région Ile-de-France et l'association « Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris-Ile-de-France (CERVIA) » ;
VU La délibération CR 121-09 du 26 et 27 novembre 2009 relative à l'Agenda 21 Île-de-France ;
VU La délibération CR 61-11 du 23 juin 2011 approuvant la stratégie régionale de développement économique et d'innovation ;
VU La délibération CR 97-13 du 18 octobre 2013, approuvant le schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) ;
VU La délibération CR 77-14 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France ;
VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU La délibération CR 09-16 des 17 et 18 mars 2016 portant doublement des aides aux territoires ruraux ;
VU La délibération CR 230-16 relative à la Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Ile-de-France
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;
VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;
VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation;
VU L'avis de la commission ruralité et de l'agriculture ;
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU Le rapport CR 2017-67 présenté par le groupe Europe Ecologie Les Verts et Apparentés ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1 :

Décide, conformément à la délibération CR 2017-59, de se donner pour objectif que 100% des cantines des lycées soient approvisionnés en circuits courts, en priorité par des produits locaux, avec un objectif de 50% de produits bio d'ici 2024. Dès 2017, une expérimentation sera conduite en Seine-et-Marne en lien avec les collectivités concernées.

Article 2 :

Décide en conséquence d'encourager les agriculteurs franciliens à assurer cet approvisionnement pour garantir ces objectifs, dans le cadre du Pacte Agricole Régional.

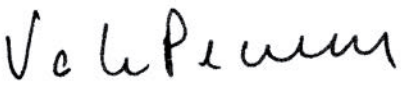
Article 3 :

Dans le cadre de l'élaboration du Pacte Agricole Régional, les groupes de travail réfléchissent à l'opportunité de l'élaboration d'un projet alimentaire régional.

Article 4 :

En particulier le groupe de travail « agriculture biologique » mis en place le 17 février 2017 est chargé de proposer une révision du Plan Bio adopté par le Conseil Régional en 2014 (délibération CR 77-14).

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-52

DU 10 MARS 2017

POUR UNE POLITIQUE DU SPECTACLE VIVANT INCLUSIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANCILIEN

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) N° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité paru au journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, L187/1 et notamment son article 54 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU La délibération n° CR 45-10 du 18 novembre 2010 relative aux aides régionales dans le domaine culturel portant sur le dispositif de la Permanence Artistique et Culturelle ;

VU La délibération n° CR 24-11 du 8 avril 2011 relative au soutien aux musiques actuelles et amplifiées ;

VU La délibération n° CR 75-12 du 28 septembre 2012 relative au soutien aux fabriques de culture ;

VU La délibération n° CR 52-13 du 20 juin 2013 relative au soutien aux arts de la rue et arts de la piste ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis émis par la Commission de la Culture ;

VU L'avis émis par la Commission des Finances ;

VU Le rapport n° CR 2017-52 présenté par madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve les dispositifs d'**aide à la Permanence artistique et culturelle :**

- **pour les lieux et opérateurs,**
- **pour les fabriques de culture,**
- **pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes**,

dont le règlement d'intervention figure en annexe 1 à la présente délibération.

A titre transitoire et dérogatoire :

Décide que pour les bénéficiaires qui ont signé une convention triennale de soutien à la Permanence artistique et culturelle ou de soutien aux fabriques de culture avant l'approbation de la présente délibération, les subventions leur seront attribuées dans le cadre d'un avenant annuel, sur la base des délibérations n° CR 45-10 du 18 novembre 2010 et n° CR 75-12 du 28 septembre 2012.

Décide que les projets portés par les bénéficiaires de l'aide à la Permanence artistique et culturelle et de l'aide aux fabriques de culture, dont le soutien régional a été renouvelé en 2016 et assorti d'une convention annuelle exceptionnelle, fassent l'objet d'une convention spécifique d'une durée de deux ans.

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le Règlement d'Intervention relatif aux dispositifs d'aide à la Permanence artistique et culturelle.

Article 2 :

Approuve le dispositif d'**aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant,** dont le règlement d'intervention figure en annexe 2 à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le Règlement d'Intervention relatif au dispositif d'aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant.

Article 3 :

Approuve le dispositif d'**aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional,** dont le règlement d'intervention figure en annexe 3 à la présente délibération.

A titre transitoire, décide que pour les bénéficiaires qui ont signé une convention pluriannuelle au titre de l'aide aux manifestations avant l'approbation de la présente délibération, les subventions leur seront attribuées dans le cadre d'un avenant annuel, sur la base de la délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005.

Donne délégation à la Commission Permanente pour modifier le taux et le plafond de l'aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant, en fonction de l'ampleur et de l'intérêt exceptionnel présenté par un festival ou une manifestation.

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le Règlement d'Intervention relatif au dispositif d'aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional.

Article 4 :

Approuve le dispositif d'**aide à la résidence territoriale,** dont le règlement d'intervention figure en annexe 4 à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le Règlement d'Intervention relatif au dispositif d'aide à la résidence territoriale.

Article 5 :

Approuve les deux dispositifs d'**aide à la création, soit une aide en fonctionnement et une aide en investissement,** dont les règlements d'intervention figurent en annexe 5 à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le Règlement d'Intervention relatif aux dispositifs d'aide à la création.

Article 6 :

Approuve le dispositif d'**aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains,** dont le règlement figure en annexe 6 à la présente délibération.

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le Règlement d'Intervention relatif au dispositif d'aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains.

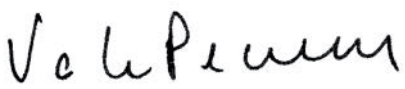
Article 7 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation des conventions-types relatives aux dispositifs approuvés par les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente délibération.

Article 8 :

Abroge les délibérations n° CR 24-11 du 08 avril 2011 et n° CR 52-13 du 20 juin 2013.
Abroge la délibération n° CR 45-10 du 18 novembre 2010 au 31 décembre 2019.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : DISPOSITIFS D'AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE : POUR LES LIEUX ET OPERATEURS, POUR LES FABRIQUES DE CULTURE, POUR LES EQUIPES ARTISTIQUES INDEPENDANTES ET PROFESSIONNELLES,

REGLEMENT DE L'AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE

- POUR LES LIEUX ET OPERATEURS

- POUR LES FABRIQUES DE CULTURE

- POUR LES EQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES INDEPENDANTES

MODALITÉS GENERALES

1- Objectifs généraux

Ce dispositif vise à :
- Favoriser la présence artistique sur l'ensemble du territoire francilien avec une attention particulière portée aux territoires les moins pourvus en offre culturelle tels que la grande couronne,
- Favoriser l'accès à la culture de tous les Franciliens et réduire les inégalités territoriales,
- Accompagner des projets artistiques territoriaux,
- Soutenir la création et la diversité des esthétiques, ainsi que la diffusion et la circulation des œuvres auprès des publics sur l'ensemble du territoire francilien,
- Encourager le développement de projets artistiques en lien avec les publics et de logiques partenariales entre différents acteurs culturels franciliens.

2- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires de cette aide régionale des personnes morales de droit public ou privé, ayant au moins un an d'existence, ayant leur siège social et exerçant leur activité principale en Ile-de-France.
Les bénéficiaires sont, notamment, les théâtres, les Scènes nationales, les Scènes conventionnées, les Centres dramatiques nationaux, Centres chorégraphiques nationaux, Centres nationaux d'art de la rue et de l'espace public, Centres nationaux de création musicale, les Centres culturels, les Scènes de musiques actuelles, les festivals, les compagnies indépendantes avec ou sans lieu, les ensembles vocaux et instrumentaux, les collectifs d'artistes, des lieux de travail, d'expérimentation et de création, des espaces mutualisés qui rassemblent plusieurs artistes ou collectifs d'artistes, les opérateurs, les Coopératives artistiques de production et de diffusion, les opérateurs…

La structure doit être soutenue financièrement par au moins un partenaire public avéré autre que la Région Ile-de-France (Etat et/ou collectivité territoriale).
La structure doit être dotée de moyens humains, logistiques et techniques professionnels suffisants pour garantir la faisabilité du projet.
Elle doit respecter les différentes législations en vigueur.

3- Critères communs d'éligibilité

L'aide régionale accompagne des projets artistiques, en lien avec les artistes, le territoire et les publics, et se déroulant en Ile-de-France.
Le projet de Permanence artistique et culturelle doit répondre aux critères suivants :
- s'appuyer sur un ou des partenariats définis dans le temps (résidences, compagnonnages…), entre des lieux ou opérateurs et une ou plusieurs équipes artistiques professionnelles, de tous les champs du spectacle vivant (théâtre, cirque, danse, marionnette, musiques, arts de la rue, conte etc.),
- associer des projets de création, de diffusion et d'actions culturelles et artistiques avec les publics.

4- Durée et mise en œuvre du soutien régional

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention d'une durée fixée à quatre ans.
Le niveau de l'aide régionale peut être révisé au regard de la réalisation des objectifs de la convention.
Chaque année, les actions du projet en cours font l'objet d'une analyse et d'un avenant financier, voté par la Commission Permanente, sous réserve des crédits votés et affectés annuellement.
L'aide régionale peut être renouvelée, après avis de la Commission pour la Permanence artistique et culturelle.

5- Modalités de sélection et d'évaluation des projets

L'attribution et le renouvellement d'un soutien régional au titre de l'aide à la Permanence artistique et culturelle sont soumis à l'avis consultatif de la Commission pour la Permanence artistique et culturelle.

La Commission pour la Permanence artistique et culturelle

Pour les trois types d'aide à la Permanence artistique et culturelle, une Commission pour la Permanence artistique et culturelle unique est constituée.
Elle est composée de huit membres titulaires et huit membres suppléants répartis de la façon suivante :

- quatre titulaires et quatre suppléants, conseillers régionaux, désignés par le Conseil régional, pour la durée du mandat,
- quatre titulaires et quatre suppléants, experts et professionnels du spectacle vivant, désignés par la Présidente du Conseil régional pour un an, renouvelable une fois.

La Commission est strictement paritaire, elle élit son/sa Président(e), choisi parmi les élus régionaux. Le/la Président(e) a voix prépondérante en cas d'égalité des votes.
La Commission examine l'éligibilité des projets candidats au dispositif de la Permanence artistique, sur la base des informations artistiques, économiques, techniques et financières des dossiers qui lui sont soumis.
La Commission se prononce sur les demandes et renouvellement de convention sur la base des évaluations proposées par les services. Elle propose des renouvellements de convention sur la base d'un projet de quatre ans, ou bien des sorties de convention qui peuvent, le cas échéant, être dégressives sur plusieurs années.
La Commission établit un règlement intérieur qui fixe, par arrêté de la Présidente du Conseil régional, ses modalités de fonctionnement.
L'avis de la Commission est un avis consultatif.

L'évaluation :

En fin de convention, une évaluation des projets soutenus est mise en œuvre par les services.
L'évaluation poursuit plusieurs objectifs :

- mesurer l'impact, l'efficacité et l'efficience du projet
- préparer les décisions de la Commission quant à la poursuite ou non d'un conventionnement

L'évaluation est fondée sur l'évolution d'indicateurs précis, définis par catégorie de structures éligibles au dispositif, portant sur les résidences, le rapport au territoire, la création, la diffusion, les publics, les actions culturelles, le budget et l'emploi.
Les indicateurs sont intégrés aux conventions et renseignés chaque année.

6- Non-cumul avec d'autres aides régionales dans le domaine du spectacle vivant

Un bénéficiaire ne peut pas cumuler l'aide à la Permanence artistique et culturelle avec l'aide aux réseaux franciliens, l'aide à la résidence territoriale et l'aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional.

L'AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES LIEUX ET OPERATEURS

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

2- Objectifs spécifiques

- Favoriser à l'échelle régionale un maillage d'équipements culturels de qualité tant au plan technique qu'artistique, permettant de contribuer à l'accès de tous à la culture et de réduire les inégalités territoriales.
- Favoriser l'accueil en résidences longues de compagnies professionnelles.
- Soutenir la création et la diffusion.
- Inciter les structures à proposer des projets en lien avec les artistes pour aller au-devant des publics.

3- Critères d'éligibilité du projet

- Le projet de Permanence artistique et culturelle doit être composé :

  - d'un projet artistique qui comprend :
    - *Des accueils de résidences d'artistes de moyennes ou longues durées avec un descriptif des conditions précises de leur mise en œuvre (durée, moyens mis à disposition, aide à la production, accompagnement professionnel et/ou à la diffusion, actions avec les publics…)*
    - *L'accompagnement d'équipes artistiques dont une part de jeunes équipes*
    - *Un soutien à la création incluant au moins un apport en coproduction*
    - *Un soutien à l'innovation artistique (3D, numérique, interaction avec les publics par exemple…)*

  - d'un projet pour les publics et le territoire qui comprend :
    - *Des partenariats locaux (associations, acteurs culturels, lycées…)*
    - *Un niveau de diffusion significatif, incluant le cas échéant des représentations en série et/ou de la diffusion hors les murs*
    - *De l'action culturelle et une politique de développement des publics*
    - *Des projets d'éducation artistique et culturelle en lycée et/ou CFA et/ou Iles-de-Loisirs*

4- Critères d'attribution

- La nature, les objectifs, le contenu et la singularité du projet,
- Les conditions d'accueil et d'accompagnement des artistes, la qualité et le niveau d'engagement des lieux ou opérateurs auprès des artistes,
- Les conditions de la rencontre artistique avec les publics, les habitants et notamment les jeunes,
- La diversité et la pertinence des partenariats engagés (insertion dans les réseaux professionnels, existence de projets communs avec d'autres structures, etc.),
- La cohérence du budget et la viabilité du projet (niveaux d'engagement des autres partenaires publics et des recettes propres, etc.),
- L'inscription du projet dans les objectifs de la politique régionale,
- Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures situées dans des territoires peu pourvus en offre culturelle, ainsi qu'aux structures non bénéficiaires d'une aide régionale au titre d'un autre dispositif culturel, hors dispositifs de soutien au spectacle vivant.

5- Modalités de calcul du financement régional

Les frais de fonctionnement généraux relatifs au projet peuvent être pris en compte dans la limite de 20% du budget du projet.
Le soutien régional est plafonné à 40 % des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale de 250 000 €.

L'AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES FABRIQUES DE CULTURE

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur le budget annuel de la structure. C'est une aide globale au fonctionnement de la structure.

2- Objectifs spécifiques

- Favoriser à l'échelle régionale un maillage d'espaces de travail indépendants dédiés principalement à la création artistique et culturelle, à l'expérimentation et à la recherche,
- Favoriser l'accueil en résidence et l'accompagnement de compagnies professionnelles, avec une attention particulière portée sur la jeune création,
- Favoriser le renouvellement des formes artistiques,
- Encourager le développement de partenariats entre acteurs culturels du territoire dans une logique de complémentarité.

3- Critères d'éligibilité du projet

Le projet doit avoir une ambition artistique cohérente et proposer un axe fort sur l'accompagnement des artistes et de leurs projets, à travers la mise à disposition de moyens matériels, de compétences.
Le partage de l'outil avec d'autres équipes artistiques doit représenter au moins 50% de l'activité du lieu.
La rencontre avec les publics est essentielle : elle s'effectue par la présentation des chantiers de création et par des actions liées au processus de création et articulées au territoire.

Le projet de Permanence artistique et culturelle doit répondre aux critères suivants :

- un projet artistique qui comprend :
  - *Un partage de l'outil de travail (mutualisation permanente ou accueils ponctuels) avec un descriptif des conditions précises du partage (durée, moyens ou personnels mis à disposition, aide à la production, accompagnement, diffusion, actions avec les publics…),*
  - *Des accueils de résidences de création, d'expérimentation ou de recherche,*
  - *L'accompagnement professionnel d'équipes artistiques, dont une part de jeunes équipes,*
  - *Un soutien à la création,*
  - *Un soutien à l'innovation artistique et au renouvellement des formes.*

- un projet pour les publics et le territoire qui comprend :
  - *Des partenariats de projets et une inscription dans les réseaux professionnels,*
  - *Un rapport aux publics du territoire (ouvertures aux publics, diffusion, ateliers de pratique artistique…),*
  - *De l'action culturelle en particulier dans les lycées et/ou CFA et/ou Iles-de-Loisirs*
  - *Lorsque la diffusion est un élément important du projet, elle doit se caractériser par une offre complémentaire des lieux institutionnels.*

4- Critères d'attribution

- La nature, les objectifs, le contenu et la singularité du projet,
- Les conditions d'accueil et d'accompagnement des artistes, la qualité et le niveau d'engagement des lieux auprès des artistes,
- Les conditions de la rencontre artistique avec les publics, les habitants et notamment les jeunes,
- La diversité et la pertinence des partenariats engagés (insertion dans les réseaux

professionnels, existence de projets communs avec d'autres structures, etc.),
- La cohérence du budget et la viabilité du projet (niveaux d'engagement des autres partenaires publics et des recettes propres, etc.),
- L'inscription du projet dans les objectifs de la politique régionale,
- Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures situées dans des territoires peu pourvus en offre culturelle, ainsi qu'aux structures non bénéficiaires d'une aide régionale au titre d'un autre dispositif culturel, hors dispositifs de soutien au spectacle vivant.

5- Modalités de calcul du financement régional

Le soutien régional est plafonné à 40 % du budget annuel de la structure dans la limite d'une subvention régionale de 200 000 €.

L'AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE POUR LES EQUIPES ARTISTIQUES PROFESSIONNELLES INDEPENDANTES

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

2- Objectifs spécifiques

- Favoriser le développement de partenariats sur la durée entre les équipes artistiques et les lieux et opérateurs franciliens,
- Soutenir la création et la diversité artistique et culturelle sur l'ensemble du territoire,
- Encourager la diffusion et la circulation des œuvres auprès des publics,
- Inciter les équipes artistiques à proposer des projets qui vont au-devant des publics,
- Soutenir la professionnalisation et la structuration des équipes artistiques indépendantes.

3- Critères d'éligibilité du projet

L'équipe artistique doit justifier d'une insertion avérée dans le réseau professionnel du spectacle vivant, et d'un rayonnement significatif en termes de création et de diffusion.
Le projet de Permanence artistique et culturelle doit présenter un effet structurant pour l'emploi artistique et technique de l'équipe artistique candidate.

Le projet de Permanence artistique et culturelle doit répondre aux critères suivants :

- un projet artistique qui comprend :
  - *Des résidences d'une durée significative, avec un descriptif des conditions précises d'accueil (durée, moyens ou personnels mis à disposition, aide à la production, accompagnement, diffusion, actions avec les publics…).*
  - *Au moins un projet de création et de la diffusion en Ile-de-France.*
  - *Une singularité (innovation, renouvellement des formes, intérêt pour le territoire, public concerné…).*
- un projet pour les publics et le territoire qui comprend :
  - *Des partenariats de projets et une inscription sur le territoire francilien.*
  - *Une relation nourrie aux publics du territoire (ouverture aux publics, diffusion, ateliers de pratique artistique…).*
  - *De l'action culturelle en particulier dans les lycées et/ou CFA et/ou Iles-de-Loisirs*

4- Critères d'attribution

- La nature, les objectifs, le contenu et la singularité du projet,
- Les conditions et la qualité des partenariats engagés avec des collectivités territoriales et/ou des lieux ou opérateurs, leur diversité et leur pertinence,
- Les conditions de la rencontre artistique avec les publics, les habitants et notamment les jeunes,
- La cohérence du budget et la viabilité du projet (niveaux d'engagement des autres partenaires publics et des recettes propres, etc.),
- L'inscription du projet dans les objectifs de la politique régionale,
- Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures situées dans des territoires peu pourvus en offre culturelle, ainsi qu'aux structures non bénéficiaires d'une aide régionale au titre d'un autre dispositif culturel, hors dispositifs de soutien au spectacle vivant.

5- Modalité de calcul du financement régional

Le soutien régional est plafonné à 40 % des dépenses subventionnables dans la limite d'une subvention régionale de 100 000 €.

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : DISPOSITIF D'AIDE AUX RESEAUX FRANCILIENS DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

REGLEMENT DE L'AIDE AUX RESEAUX FRANCILIENS DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

1- Définition

Un réseau francilien dans le domaine du spectacle vivant est une structure, qui fédère les professionnels d'un ou plusieurs secteurs artistiques ou filières professionnelles.
Un réseau est représentatif, à l'échelle du territoire francilien, du ou des secteurs ou filières concernés. Il comprend un nombre significatif de structures adhérentes franciliennes.

2- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur le budget annuel de la structure. C'est une aide globale au fonctionnement de la structure.

3- Objectifs

Ce dispositif vise à :
- Contribuer à la structuration et à la professionnalisation des acteurs franciliens du spectacle vivant, dont les acteurs émergents,
- Favoriser la mutualisation et le partage de moyens et de projets entre plusieurs structures,
- Développer les capacités des acteurs à s'adapter aux évolutions économiques et aux mutations du secteur.

4- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires des personnes morales de droit privé ayant au moins un an d'existence. Leur siège social doit être situé en Ile-de-France et leur activité s'y dérouler.
Ces structures doivent fédérer des acteurs professionnels d'un ou de plusieurs secteurs artistiques ou filières professionnelles du spectacle vivant en Ile-de-France.
Leurs effectifs d'adhérents doivent être représentatifs à l'échelle du territoire francilien soit sur le plan géographique avec une présence sur un nombre significatif de départements franciliens, soit en nombre d'adhérents du secteur artistique ou de la filière professionnelle concernés.
Les réseaux nationaux ne sont pas éligibles.
Les structures doivent être dotées de moyens humains, logistiques et techniques suffisants pour garantir la faisabilité du projet.
La structure doit être soutenue financièrement par au moins un partenaire public avéré (Etat et/ou collectivité territoriale).

5- Critères d'éligibilité du projet

Le réseau doit présenter un projet régional détaillant les moyens et les actions mis en œuvre pour le ou les secteurs ou filières concernés, qui permette de :
- Accompagner à la structuration,
- Mettre en réseau des acteurs,
- Mettre en œuvre des actions pertinentes et innovantes de mutualisation de moyens,
- Développer une fonction ressource pour les acteurs,
- Contribuer au développement des partenariats de projets et de la mutualisation des coûts entre acteurs professionnels du secteur.

6- Critères d'attribution

- La nature, les objectifs et la singularité du réseau
- La qualité et la pertinence des actions menées au regard des missions du réseau

- L'inscription du réseau dans les objectifs de la politique régionale
- L'ouverture du réseau sur l'extérieur
- La cohérence du budget et la viabilité du projet
- Le respect des législations en vigueur

Le dispositif n'est pas cumulable avec les aides à la Permanence artistique et culturelle, l'aide aux festivals et manifestations à rayonnement régional dans le domaine du spectacle vivant, l'aide à la résidence territoriale et les aides à la création.

7- Modalités de calcul du financement régional

L'aide régionale est plafonnée à 50 % du budget de fonctionnement de la structure.
Le niveau du financement régional tiendra compte du niveau d'engagement des autres collectivités territoriales et/ou des autres co-financeurs.

8- Durée et mise en œuvre du soutien régional

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention annuelle et peut être renouvelé, sur la base d'une évaluation du projet régional. Cette évaluation permettra de mesurer l'impact, l'efficacité et l'efficience du réseau.

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : DISPOSITIF D'AIDE AUX FESTIVALS ET MANIFESTATIONS DE SPECTACLE VIVANT A RAYONNEMENT REGIONAL

REGLEMENT DE L'AIDE AUX FESTIVALS ET MANIFESTATIONS DE SPECTACLE VIVANT A RAYONNEMENT REGIONAL

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

2- Objectifs

Ce dispositif vise à :
- Favoriser la diffusion artistique sur l'ensemble du territoire francilien avec une attention particulière portée aux territoires les moins pourvus en offre culturelle telle que la grande couronne.
- Soutenir la création et la diffusion artistiques professionnelles avec une attention portée à la jeune création.
- Soutenir l'accès de tous les Franciliens à la création et à la diversité des esthétiques sur l'ensemble du territoire régional.
- Encourager le développement de projets artistiques en lien avec les publics.

3- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires de cette aide régionale des personnes morales de droit public, ou privé ayant au moins un an d'existence.
La structure doit être dotée de moyens humains, logistiques et techniques professionnels suffisants pour garantir la faisabilité du projet.
Elle doit respecter les différentes législations en vigueur.
La structure doit être soutenue financièrement par au moins un partenaire public (Etat et/ou collectivité territoriale) avéré.

4- Critères d'éligibilité du projet

Les festivals et manifestations éligibles se déroulent en Ile-de-France et doivent présenter un rayonnement régional caractérisé par :
- l'envergure territoriale de l'offre artistique proposée,
ou
- le caractère singulier ou innovant ou inédit de la programmation,
ou
- la diversité des territoires et des publics touchés.

Les projets éligibles sont :
- soit des festivals, c'est-à-dire des événements qui se déroulent sur une durée précise inférieure à une année, qui se répètent lors d'éditions régulières, et qui affirment une ligne artistique précise ;
- soit des manifestations, c'est-à-dire des événements qui se déroulent sur une durée précise ou sur une série de dates spécifiques.

Le projet de manifestation ou de festival doit être composé :

- d'un projet artistique qui :
  - *s'appuie sur une programmation d'artistes professionnels rémunérés,*
  - *présente une programmation cohérente qui inclut des projets de création et/ou des projets d'artistes émergents.*

- d'un projet pour les publics et le territoire qui :
    - *dispose d'un taux significatif de fréquentation publique au regard du nombre de représentations, de la jauge et du territoire,*
    - *propose des actions de sensibilisation et d'action culturelle, notamment en direction des publics jeunes,*
    - *développe une politique d'accessibilité des publics, dont les jeunes de moins de 26 ans, notamment les lycéens, les apprentis, les demandeurs d'emploi (politique tarifaire, relations avec les publics, prise en compte des personnes en situation de handicap, etc.),*
    - *s'inscrit dans une dynamique territoriale (impact en termes de retombées touristiques, médiatiques, sociales, etc.).*

- **Les festivals et manifestations qui se déroulent à Paris et/ou en petite couronne** doivent proposer un volume de diffusion égal ou supérieur à 6 spectacles ou concerts différents et 10 représentations.
- **Les festivals et manifestations qui se déroulent en grande couronne** doivent proposer un volume de diffusion égal ou supérieur à 3 spectacles ou concerts différents et 6 représentations.

5- Critères d'attribution

- La nature, les objectifs, le contenu et la singularité du projet,
- Les conditions de diffusion et d'accueil des artistes,
- La part du budget consacrée aux dépenses artistiques et techniques,
- Les conditions de la rencontre artistique avec les publics,
- L'ancrage sur le territoire et les partenariats engagés,
- L'inscription dans les réseaux et partenariats professionnels,
- La cohérence du budget et la viabilité du projet (niveaux d'engagement des autres partenaires publics et des recettes propres, etc.),
- Le respect des législations en vigueur,
- L'inscription du projet dans les objectifs de la politique régionale,
- Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures situées dans des territoires peu pourvus en offre culturelle, ainsi qu'aux structures non bénéficiaires d'une aide régionale au titre d'un autre dispositif culturel, hors dispositifs de soutien au spectacle vivant.

L'aide n'est pas cumulable avec les aides à la Permanence artistique et culturelle et l'aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant.

6- Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont celles du projet. La part des coûts de fonctionnement de la structure pouvant être pris en compte dans l'assiette des dépenses du projet ne peut dépasser 20% du budget du projet.

7- Modalités de calcul du financement régional

Le soutien régional est plafonné à 30 % des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale de 50 000 €.
Le soutien régional peut être plafonné à 20 % des dépenses subventionnables dans la limite d'une subvention régionale de 100 000 €, dans le cas d'un festival ou d'une manifestation d'intérêt régional conduite en partenariat avec au moins deux partenaires publics autres que la Région (Etat, collectivités territoriales).
Le taux et le plafond sont susceptibles d'être modifiés par la Commission permanente en fonction de l'ampleur et de l'intérêt exceptionnel présenté par le festival ou la manifestation et l'aide régionale peut être formalisée, si besoin, par une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens.

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : DISPOSITIF D'AIDE A LA RESIDENCE TERRITORIALE

REGLEMENT DE L'AIDE A LA RESIDENCE TERRITORIALE

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

2- Objectifs

Ce dispositif vise à :
- Accompagner la présence d'artistes professionnels sur le territoire francilien sur une durée significative, qui dépasse la simple représentation d'un spectacle et permet la mise en place d'une relation durable avec les habitants et les acteurs du territoire.
- Inciter à la rencontre artistique et à la mise en œuvre d'actions culturelles avec les habitants d'un territoire,
- Encourager une présence artistique sur l'ensemble du territoire francilien, avec une attention portée sur les territoires peu pourvus en offre culturelle,
- Inciter les lieux, opérateurs et collectivités franciliens à accueillir en résidence longue des équipes artistiques professionnelles,
- Encourager le développement de projets artistiques en lien avec les publics.

3- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires de cette aide régionale des personnes morales de droit public ou privé, ayant au moins un an d'existence.
La structure doit être dotée de moyens humains, logistiques et techniques professionnels suffisants pour garantir la faisabilité du projet.
Elle doit respecter les différentes législations en vigueur.
Le projet doit être soutenu financièrement par au moins un partenaire public (Etat et/ou collectivité territoriale) ou privé avéré.

4- Critères d'éligibilité du projet

Le projet de résidence territoriale peut concerner toutes les esthétiques du spectacle vivant et doit répondre aux critères suivants :
- se dérouler sur une durée supérieure ou égale à 8 semaines pour l'accueil en résidence d'une même équipe artistique,
- être formalisé dans le cadre d'une convention, signée entre l'artiste ou l'équipe artistique et la structure d'accueil, qui précise les objectifs et contenus du projet, les moyens techniques, logistiques, administratifs et financiers mis à disposition par la structure d'accueil,
- s'appuyer sur une diversité d'acteurs du territoire (habitants, associations, établissements scolaires, équipements culturels…),
- prévoir la mise en œuvre de projets de sensibilisation et d'action culturelle, notamment en direction des jeunes,
- le budget de la résidence territoriale doit contenir une part significative de dépenses artistiques dont la rémunération des artistes.

5- Critères d'attribution

- La nature, le contenu, les objectifs et la durée de la résidence territoriale.
- Les conditions d'accueil des artistes et les moyens apportés par le ou les partenaires de la résidence territoriale.
- Les conditions de la rencontre artistique avec les publics, les habitants et notamment les jeunes.
- La diversité et la pertinence des partenariats sur le territoire.

- Le territoire d'implantation de la résidence et le rapport à l'offre culturelle déjà présente sur ce territoire.
- La cohérence du budget présenté et la viabilité du projet,
- L'inscription du projet dans les objectifs de la politique régionale.
- Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures situées dans des territoires peu pourvus en offre culturelle, ainsi qu'aux structures non bénéficiaires d'une aide régionale au titre d'un autre dispositif culturel, hors dispositifs de soutien au spectacle vivant.

L'aide à la résidence territoriale est renouvelable une fois sur le même projet de résidence en fonction de l'évaluation du projet et si celui-ci se prolonge.
Pour candidater sur un autre projet de résidence, un délai de carence d'une année est appliqué.
Ce dispositif n'est pas cumulable avec les aides à la Permanence artistique et culturelle, avec l'aide à la création et avec l'aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant.

6- Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont celles du projet. La part des coûts de fonctionnement de la structure pouvant être pris en compte dans l'assiette des dépenses du projet ne peut dépasser 20% du budget du projet.

7- Modalités de calcul du financement régional

L'aide régionale est comprise entre 8 000 € et 30 000 € dans la limite d'un taux d'intervention plafonné à 50 % des dépenses subventionnables du projet.
Lorsque la résidence territoriale se situe dans une zone géographique carencée et/ou dans les Iles de loisirs, le soutien régional est plafonné à 60% des dépenses subventionnables du projet.

Le niveau de l'aide régionale tiendra compte du niveau d'engagement financier des autres partenaires publics ou cofinanceurs.

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : DEUX DISPOSITIFS D'AIDE A LA CREATION

REGLEMENT DE L'AIDE A LA CREATION

MODALITÉS GENERALES

L'aide à la création est, en règle générale dans le domaine culturel, une subvention allouée au titre des crédits de fonctionnement. Cependant, dans certains cas, comme dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel par exemple, la puissance publique peut allouer des aides à la production au titre des crédits d'investissement, car les charges de production de l'œuvre sont immobilisées et amorties comptablement et fiscalement sur des périodes longues. Pour des productions de spectacle vivant d'envergure, les dépenses de création peuvent être immobilisées et amorties suivant le même principe. C'est pourquoi, il est proposé deux dispositifs d'aide à la création : l'un au titre des crédits de fonctionnement, l'autre au titre des crédits d'investissement pour des productions d'envergure.

1- Objectifs

L'aide à la création poursuit les objectifs suivants :
- Soutenir la vitalité de la création sur le territoire de l'Ile-de-France, la diversité des esthétiques, l'innovation artistique et le renouvellement des formes.
- Favoriser l'élargissement de la diffusion des créations sur l'ensemble du territoire francilien et la circulation des œuvres auprès des publics.
- Soutenir et améliorer les conditions d'emploi des artistes.
- Encourager le développement de logiques partenariales entre différents acteurs culturels franciliens.

2- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires de cette aide régionale des personnes morales de droit public ou privé ayant au moins un an d'existence.
Les structures candidates doivent, de manière directe ou par délégation de contrat, avoir la responsabilité de la mise en œuvre du projet de création.
Les structures candidates doivent être dotées de moyens humains, logistiques et techniques professionnels suffisants pour garantir la faisabilité du projet.
Elles doivent respecter les différentes législations en vigueur.
Les organismes dont l'activité principale est l'enseignement artistique ainsi que les adhérents de l'Association pour le Soutien du Théâtre Privé ne sont pas éligibles.

3- Critères communs d'éligibilité

L'équipe artistique du projet de création est francilienne et doit justifier d'au moins 3 créations professionnelles diffusées antérieurement dans le champ esthétique du projet de création concerné. Pour les artistes des musiques actuelles, des arts de la rue et du cirque de création sous chapiteau, ce nombre est réduit à 1 création professionnelle diffusée antérieurement.
Les répétitions, temps de fabrication et de création doivent se dérouler majoritairement en Ile-de-France, en partenariat avec des lieux et/ou opérateurs du territoire.

L'aide à la création
Au titre des crédits de fonctionnement

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

2- Critères spécifiques d'éligibilité

Le projet de création doit répondre aux critères suivants :
- Le projet de création doit justifier de partenariats en nature, en industrie et en numéraire d'au moins un lieu ou opérateur francilien.
- Le projet de création doit justifier **au minimum de deux coproducteurs financiers avérés** (sociétés civiles, collectivités territoriales, Etat ou lieux), dont un coproducteur francilien.
- Le projet de création doit justifier d'un volume minimum de dates de diffusion en Ile-de-France, dans la limite de deux saisons à partir de la date de création, et dans le cadre de contrats de cession ou de contrats d'engagement direct par la structure de diffusion, soit :

- Danse : 4 représentations dont 2 en Ile-de-France
- Théâtre : 8 représentations en Ile-de-France dans au moins 2 lieux différents
- Marionnette, conte, art du geste, cirque : 4 représentations en Ile-de-France dans au moins 2 lieux différents
- Opéra: 2 représentations en Ile-de-France
- Musiques : 5 représentations dont 2 en Ile-de-France
- Arts de la rue et cirque sous chapiteau : 4 représentations dont 1 en Ile-de-France
- Jeune public : 10 représentations en Ile-de-France dans au moins 2 lieux différents

3- Critères d'attribution

- La nature, le contenu et la qualité du projet
- L'inscription du projet sur le territoire régional et le rapport au public francilien
- La cohérence du budget et la viabilité du projet
- Le respect des législations en vigueur

Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures non bénéficiaires d'une aide régionale au titre d'un autre dispositif culturel, hors dispositifs de soutien au spectacle vivant.

Pour candidater sur un autre projet de création, un délai de carence d'une année est appliqué
L'aide n'est pas cumulable avec l'aide aux festivals et manifestations à rayonnement régional dans le domaine du spectacle vivant, l'aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant et l'aide à la résidence territoriale.

4- Dépenses éligibles

La part des coûts de fonctionnement de la structure pouvant être pris en compte dans l'assiette des dépenses du projet ne peut dépasser 20% du budget du projet.

5- Modalités de calcul du financement régional

Le soutien régional est plafonné à 40% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite de 40 000 €.
Lorsque le nombre de représentations en grande couronne et dans les Iles de loisirs est égal ou supérieur à 20% des représentations en Ile-de-France, le soutien régional est plafonné à 60% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite de 60 000 €.

Le niveau du financement régional tiendra compte du niveau d'engagement financier des autres collectivités, de l'Etat ou des co-financeurs, du nombre d'artistes présents au plateau, du format de la création.

L'aide à la création
Au titre des crédits d'investissement

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits d'investissement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

2- Critères spécifiques d'éligibilité

Le projet de création doit répondre aux critères suivants :
- être une production d'envergure comprenant un nombre important d'artistes,
- la production du spectacle a un caractère amortissable au sens où les dépenses de production font l'objet d'une immobilisation comptable ;
- justifier de partenariats en nature, en industrie et en numéraire avec au moins un lieu et/ou opérateur francilien en coproduction, un autre lieu et/ou opérateur francilien en diffusion et au moins un autre lieu ou opérateur hors Ile-de-France ;
- justifier d'au moins un partenariat en coproduction avec un lieu ou opérateur francilien bénéficiant d'une aide publique au fonctionnement ;
- justifier d'un volume minimum de diffusion en Ile-de-France et hors Ile-de-France, voire au national et/ou à l'international, dans la limite de trois saisons à partir de la date de création, et dans le cadre de contrats de cession ou de contrats d'engagement direct par la structure de diffusion, soit :

- Danse : 6 représentations dont 3 en Ile-de-France
- Théâtre : 10 représentations dont 5 en Ile-de-France dans au moins 2 lieux différents
- Marionnette, conte, art du geste, cirque : 6 représentations en Ile-de-France dans au moins 2 lieux différents
- Opéra : 5 représentations dont 2 en Ile-de-France
- Musiques : 8 représentations dont 6 en Ile-de-France dans deux lieux différents
- Arts de la rue et cirque sous chapiteau : 8 représentations dont 4 en Ile-de-France
- Jeune public : 20 représentations en Ile-de-France dans au moins 3 lieux différents

3- Critères d'attribution

- La nature, le contenu et la qualité du projet
- L'inscription du projet sur le territoire régional et le rapport au public francilien
- La cohérence du budget et la viabilité du projet
- Le respect des législations en vigueur.
- 20% minimum des recettes du projet (coproduction, aides publiques à la production, préachats de diffuseurs…) doit être confirmé par des engagements formels (contrats, lettres accord, lettres d'intention chiffrées, lettre de soutien public etc.), dès le dépôt de la candidature.

Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures non bénéficiaires d'une aide régionale au titre d'un autre dispositif culturel, hors dispositifs de soutien au spectacle vivant.
Pour candidater sur un autre projet de création, un délai de carence d'une année est appliqué
L'aide n'est pas cumulable avec l'aide aux festivals et manifestations à rayonnement régional dans le domaine du spectacle vivant, l'aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant et l'aide à la résidence territoriale.

4- Dépenses éligibles

La part des coûts de fonctionnement de la structure pouvant être pris en compte dans l'assiette des dépenses du projet ne peut dépasser 20% du budget du projet.

5- Modalités de calcul du financement régional

Le soutien régional est plafonné à 30% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite de 100 000€.
Lorsque le nombre de représentations en grande couronne et dans les Iles de loisirs est égal ou supérieur à 20% des représentations en Ile-de-France, le soutien régional est plafonné à 50% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite de 120 000 €.

Le niveau du financement régional tiendra compte du niveau d'engagement financier des autres collectivités, de l'Etat ou des co-financeurs, du nombre d'artistes présents au plateau, du format de la création.

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION : DISPOSITIF D'AIDE AU PROJET MUTUALISE POUR LES TERRITOIRES RURAUX ET PERIURBAINS

REGLEMENT DE L'AIDE AU PROJET MUTUALISE POUR LES TERRITOIRES RURAUX ET PERIURBAINS

1- Nature de l'aide

L'aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique qui fait l'objet d'un budget analytique.

2- Objectifs

Ce dispositif poursuit les objectifs suivants :
- Accompagner le développement de projets artistiques professionnels de qualité dans des territoires peu pourvus en offre culturelle,
- Favoriser l'attractivité de ces territoires
- Accompagner la coopération et la mutualisation de moyens
- Favoriser l'accès à la culture des Franciliens sur l'ensemble du territoire,
- Favoriser l'itinérance des projets artistiques professionnels sur le territoire
- Encourager la création, la diffusion et les projets d'action culturelle et artistique dans les territoires ruraux et périurbains.

3- Bénéficiaires éligibles

Peuvent être bénéficiaires, les personnes morales de droit public ou privé : équipes artistiques, lieux de spectacle vivant, opérateurs, communes et leurs groupements de moins de 10 000 habitants.
La structure doit être dotée de moyens humains, logistiques et techniques professionnels suffisants pour garantir la faisabilité du projet.
Elle doit respecter les différentes législations en vigueur.
Afin d'encourager ces initiatives sur le territoire, les bénéficiaires soutenus par le Conseil régional au titre d'un autre dispositif de soutien au spectacle vivant sont également éligibles.

4- Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont celles du projet. La part des coûts de fonctionnement de la structure pouvant être pris en compte dans l'assiette des dépenses du projet ne peut dépasser 30% du budget du projet.

5- Critères d'éligibilité du projet

Le projet doit se dérouler dans une ou plusieurs communes franciliennes de moins de 10 000 habitants.
Le projet doit être soutenu financièrement par au moins un partenaire public (Etat et/ou collectivité territoriale) avéré.
Le projet peut concerner la création et/ou la diffusion d'artistes professionnels et doit comporter une action artistique et culturelle avec les publics.
Le projet doit s'appuyer sur :
- une initiative conjointe de plusieurs communes rurales ou périurbaines ou de leurs groupements,
- une mutualisation de moyens entre les partenaires.

6- Critères d'attribution

- La nature, les objectifs, le contenu et la qualité du projet
- L'ancrage du projet sur le territoire et le rapport au public
- La capacité du projet à s'inscrire dans une dynamique de développement du territoire
- La cohérence du budget et la viabilité du projet
- Le respect des législations en vigueur.

Le soutien régional est prioritairement accordé aux structures situées dans des territoires peu pourvus en projets culturels offre culturelle.

7- Durée et mise en œuvre du soutien régional

Le soutien régional est mis en œuvre au moyen d'une convention annuelle et peut-être renouvelé une fois sur le même projet en fonction de son évaluation et si celui-ci se prolonge.
L'aide au projet mutualisé est renouvelable une fois sur le même projet de résidence en fonction de l'évaluation du projet et si celui-ci se prolonge.
Pour candidater sur un autre projet mutualisé, un délai de carence d'une année est appliqué.

8- Modalités de calcul du financement régional

Le soutien régional est plafonné à 50% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d'une subvention régionale de 40 000€.
Le niveau de l'aide régionale tiendra compte du niveau d'engagement financier des autres partenaires publics ou cofinanceurs.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION CR 2017-61

DU 10 MARS 2017

POUR UNE POLITIQUE DU LIVRE PLUS AMBITIEUSE

ET PLUS INCLUSIVE

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les Jeunes Franciliens ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis émis par la Commission de la Culture ;

VU l'avis de la Commission de l'Education ;

VU l'avis émis par la Commission des Finances ;

VU Le rapport CR 2017-61 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve le dispositif du programme régional de résidences d'écrivains dont le règlement figure en annexe 1 à la délibération.

Article 2 :

Approuve le dispositif d'aide aux projets des professionnels de la chaine du livre dont le règlement figure en annexe 2 à la délibération.

Article 3 :

Approuve le dispositif d'aide à la librairie indépendante dont le règlement figure en annexe 3 à la délibération.

Donne délégation à la Commission permanente pour préciser les modalités d'applications des dispositions relatives au partenariat avec l'Association de Développement des Librairies de Création (ADELC) et le Syndicat de la Librairie Française (SLF).

Article 4 :

Approuve le dispositif d'aide aux manifestations et actions littéraires dont le règlement figure en annexe 4 à la délibération.

Article 5 :

Décide la mise en œuvre par la Région des actions visant à accompagner la diffusion du livre et de la lecture sur l'ensemble du territoire, et prioritairement en direction des lycéens :

- Prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle avec dotation d'ouvrages pour les classes participantes,
- Quinzaine de la librairie pour les lycéens,
- Pour contribuer à leur promotion, organisation par la Région de stands regroupant des éditeurs franciliens au Salon Livre Paris et sur d'autres salons,
- Bons d'achat de livres aux jeunes dans le cadre des actions de médiation de la Région,
- Boîtes à livres dans les gares franciliennes,
- Création des « leçons de littérature » par des écrivains dans des lycées.

Donne délégation à la Commission permanente pour préciser les modalités d'applications des dispositions relatives à la mise en œuvre des actions citées.

Article 6 :

Autorise la Région à faire don des livres qu'elle reçoit, et qui pour certains n'ont pas vocation à être conservés, à des associations œuvrant dans le champ de la solidarité.

Article 7 :

Décide, à titre transitoire, que les dossiers déposés avant l'adoption de la présente délibération et déclarés complets par les services régionaux jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente délibération seront instruits et votés par la commission permanente selon les critères de la délibération n° CR 102-06 du 15 novembre 2006.

Article 8 :

Abroge la délibération n° CR 102-06 du 15 novembre 2006 à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : REGLEMENT DU PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ECRIVAINS

Règlement d'intervention
Programme de Résidences d'écrivains

Nature de l'aide

L'aide régionale spécifique constitue une aide au projet pour le porteur et une aide à la création pour l'auteur. Elle vise à accompagner, en Ile-de-France, sur une durée de 2 à 10 mois, les projets de résidence d'écrivains favorisant une relation vivante des habitants à la création littéraire tout en permettant le projet d'écriture propre à l'auteur. Elle entend par « résidence » l'association d'un auteur et d'une structure d'accueil pour réaliser un projet d'action littéraire.

A ce titre, l'aide régionale fait l'objet d'une demande conjointe de la structure porteuse et de l'auteur, précisant :

- Le projet lié à la résidence valorisant la rencontre des publics avec l'auteur et avec son œuvre, la portée littéraire des actions, l'ancrage territorial du projet,
- les implications respectives de l'auteur et de la structure d'accueil dans le projet ;
- le mode d'intervention de l'auteur, précisant le temps dédié au projet de résidence (30% minimum) et le temps dédié à son écriture personnelle (70% maximum).

Dispositions particulières

- Une liste de lieux volontaires pour construire une candidature avec un auteur pourra être communiquée par la Région sur simple demande motivée. Elle sera construite sur la base de la motivation des lieux intéressés ;
- Un auteur et un lieu pourront faire parvenir à la Région une pré-candidature, pour une première validation sur l'éligibilité et la pertinence du projet.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :

- des lieux culturels implantés sur les territoires, et tout particulièrement les lieux du livre et de la littérature, de droit public et de droit privé ;
- des lycées et des CFA ;
- les personnes physiques en résidence : auteurs, illustrateurs, traducteurs, critiques littéraires.

Les auteurs devront avoir publié au moins un ouvrage à compte d'éditeur (papier ou numérique) en langue française ou traduit en français, ou des textes dans une ou plusieurs revues.
Les traducteurs devront avoir traduit au moins un ouvrage publié à compte d'éditeur.
Les critiques littéraires devront avoir publié régulièrement des articles dans des journaux, magazines ou revues à caractère littéraire.

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la résidence d'écrivain, réalisées par les porteurs.
Les auteurs font l'objet d'une bourse.

Critères d'attributions de l'aide

- Présentation d'un projet de résidence élaboré par l'auteur et la structure d'accueil ;
- Contenu littéraire du projet ;
- Dimension territoriale du projet sur la base d'un programme précis : lien avec les publics, programme d'actions (ateliers d'écriture ou de lecture, rencontres littéraires, *master class*, etc.), partenariats spécifiques (lycées, bibliothèques, librairies, etc.) ;
- Dimension culturelle et territoriale de la structure d'accueil, capacité à mener le projet ;

- Pour les auteurs : un délai de carence de trois ans devra être respecté avant le dépôt d'une nouvelle demande.

Un comité présidé par un(e) conseiller(e) régional(e), composé de 4 élus et de 4 représentants de l'interprofession sera chargé de sélectionner les projets déposés auprès des services régionaux.

Modalités de calcul

L'aide régionale spécifique aux résidences d'écrivains est fixée à 50 % de la dépense subventionnable HT, dans la limite d'un plafond fixé à 10 000 €. Le taux peut être bonifié à hauteur de 60 % pour les lieux implantés dans des zones géographiques carencées.

La bourse aux écrivains est fixée à 2 000 € net par mois de résidence.

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : REGLEMENT DE L'AIDE AUX PROJETS DES PROFESSIONNELS DE LA CHAINE DU LIVRE

Règlement d'intervention
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre

Nature de l'aide

L'aide spécifique vise à accompagner :

- les projets éditoriaux exceptionnels dont l'équilibre économique ne peut être assumé dans le cadre ordinaire de l'activité de l'éditeur. Les programmes de réimpression peuvent entrer dans ce cadre.
- la promotion des éditeurs indépendants, notamment via leur participation à des salons et foires.
- l'élaboration d'outils et d'actions communes par des groupements de professionnels du livre et de la lecture afin de :
    - structurer un secteur professionnel via des actions mutualisées : associations de professionnels rassemblées sur des projets partagés, etc.
    - promouvoir le livre et la lecture via des projets rassemblant différents acteurs de la chaîne du livre : auteurs, librairies, bibliothèques, etc.
    - développer des actions sur les territoires franciliens, entraînant des acteurs locaux de la chaîne du livre, dans le but de développer les publics.
- les projets innovants en faveur du livre et de la lecture sur les territoires franciliens afin de :
    - développer des actions en direction de nouveaux publics, dans une démarche de partenariat et de médiation, etc. ;
    - prendre en compte l'évolution des pratiques culturelles, la diversité des genres littéraires, les nouveaux équilibres entre supports papier et numérique, etc.
    - inscrire la promotion du livre et de la lecture dans des logiques interdisciplinaires.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les personnes morales de droit privé ou public : associations, collectif d'auteurs, éditeurs indépendants, libraires indépendants, collectivités territoriales (au travers de leurs bibliothèques notamment)…

Pour la promotion des éditeurs indépendants, le porteur de projet peut être :

- soit un éditeur pour sa participation à plusieurs opérations (Salons, foires…);
- soit un regroupement de plusieurs éditeurs pour leur participation à une ou plusieurs opérations (Salons, foires…).

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement et d'investissement exclusivement imputables à l'action concernée.

Critères d'attribution de l'aide

Pour les projets éditoriaux exceptionnels :

- nature de l'éditeur : valeur culturelle de la ligne éditoriale, organisation de la diffusion-distribution, être un éditeur engagé dans une démarche respectueuse de la chaîne du livre, faire de l'édition son activité principale dans les champs de la création littéraire et des sciences humaines, avoir plus d'une année d'activité ;
- caractère exceptionnel du projet : création d'une collection, réalisation d'un ouvrage particulièrement ambitieux, traductions particulièrement lourdes, etc. ;
- pour un programme de réimpression, l'intérêt et la qualité du projet doivent être démontrés ;

- équilibre économique du projet : justification de l'aide régionale comme condition de viabilité du projet ;
- les livres aidés doivent être imprimés dans un pays de l'Union Européenne ;
- un délai de carence de trois ans devra être respecté avant le dépôt d'une nouvelle demande.

Pour la promotion des éditeurs indépendants :
- nature de l'éditeur : valeur culturelle de la ligne éditoriale, organisation de la diffusion-distribution, être un éditeur engagé dans une démarche respectueuse de la chaîne du livre, faire de l'édition son activité principale dans les champs de la création littéraire et des sciences humaines, avoir plus d'une année d'activité ;
- stratégie liée à la participation au(x) salon(s) ;
- nature des salons et foires concernées : inscription dans la chaîne du livre, fréquentations, etc.

Pour l'élaboration d'outils et d'actions communes par des groupements de professionnels du livre et de la lecture:
- notamment nombre et diversité des professionnels franciliens de la chaîne du livre associés, nature des liens établis entre le porteur et ses partenaires, qualification des objectifs, etc.
- contenu du projet : notamment nature des actions engagées, qualité et dimension structurante, etc.
- dimension territoriale du projet : notamment développement en grande couronne, structuration du lien aux acteurs des territoires ;
- nature des partenariats engagés avec les acteurs de la chaîne du livre ;
- modèle économique des projets portés par les éditeurs ou les libraires ;
- le cas échéant, place faite aux auteurs et notamment leur rémunération en conformité avec les usages de la profession ;
- caractère spécifique et nouveau de l'action par rapport aux activités ordinaires du porteur de projet ;
- publics visés, notamment lycéens.

Pour la réalisation de projets innovants en faveur du livre et de la lecture sur les territoires franciliens :
- nouveauté de l'action dans le cadre des activités ordinaires du porteur de projet ;
- caractère original dans la conception et dans la réalisation du projet ;
- attention portée à la diversité des territoires franciliens et de ses habitants
- rayonnement départemental ou régional.

Modalités de calcul

L'aide régionale spécifique est calculée sur une base subventionnable HT à laquelle s'applique un taux modulable maximum de 50% de la dépense éligible, dans la limite d'un plafond fixé à 50 000 €. Le taux peut être bonifié à hauteur de 60 % pour les projets situés en zone géographique carencée.

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : REGLEMENT DU SOUTIEN A LA LIBRAIRIE INDEPENDANTE

Règlement d'intervention
Soutien à la librairie indépendante

Nature de l'aide

L'aide régionale spécifique vise à accompagner les projets des librairies indépendantes franciliennes :

- dans le cadre de la constitution ou de renforcement du fonds, notamment :
  - la constitution d'un fonds général lié à un projet de création de librairie ;
  - le rachat d'un stock ou le développement d'un fonds pour une reprise ;
  - le projet de renforcement d'un fonds général lié au développement de la librairie ;
  - la création d'un fonds thématique particulier.
- dans le cadre de leur création, reprise, déménagement ou rénovation, notamment :
  - la réalisation de travaux ;
  - l'achat de mobilier ;
  - l'achat de matériel (enseigne, signalétique, éclairage, etc)
  - les travaux de mise en sécurité.
- dans le cadre d'un partenariat avec l'Association de Développement de la Librairie de Création (ADELC) pour accentuer son action en faveur de la librairie indépendante.
- dans le cadre d'un partenariat avec le Syndicat de la Librairie Française (SLF) pour apporter aux librairies franciliennes appui et conseil dans le domaine de la formation et pour l'accès aux marchés publics.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :

- les librairies indépendantes franciliennes, personnes morales de droit privé
- l'ADELC
- le SLF

Le partenariat avec le SLF fera l'objet d'une convention présentée à la Commission Permanente du Conseil Régional qui délibérera sur le contenu des actions soutenues, le montant de la subvention et les modalités d'attribution.

Le partenariat avec l'ADELC fera l'objet d'une convention présentée à la Commission Permanente du Conseil Régional qui délibérera sur le contenu des actions soutenues, le montant de la subvention et les modalités d'attribution.

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement ou d'investissement exclusivement imputables à l'action concernée.

Critères d'attribution de l'aide

Pour les projets des librairies indépendantes franciliennes :

- avoir la majorité du capital détenu par des personnes physiques impliquées dans le fonctionnement de l'entreprise ;
- être une librairie de littérature générale ou spécialisée dans un champ littéraire spécifique, magasin ouvert au public dont l'activité principale est la vente de livres neufs, diversifier les catégories d'ouvrages de fonds et favoriser la promotion de tous les ouvrages dans leur diversité.
- nature de la librairie : notamment qualification du libraire, implantation, spécificité,

histoire, etc.
- dans le cadre de la constitution ou de renforcement du fonds :
    - stratégie de constitution, de gestion et caractère culturel du fonds (notamment création, développement, fonds général, fonds spécifique, etc.)
- dans le cadre de leur création, reprise, déménagement ou rénovation :
    - stratégie du projet

Modalités du calcul

L'aide régionale spécifique est calculée sur une base subventionnable HT à laquelle s'applique un taux modulable maximum de 50% de la dépense éligible, dans la limite d'un plafond fixé à 50 000 €. Le taux peut être bonifié à hauteur de 60 % pour les projets situés en zone géographique carencée.

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : REGLEMENT DE L'AIDE REGIONALE AUX MANIFESTATIONS LITTERAIRES

Règlement d'intervention
Soutien aux manifestations littéraires

Nature de l'aide

L'aide régionale spécifique vise à accompagner les manifestations littéraires inscrites dans une dynamique territoriale, favorisant :

- Un projet culturel singulier, en lien avec les acteurs de la chaîne du livre ;
- Une attention aux publics, notamment par un travail en amont et une politique tarifaire adaptée au plus grand nombre ;
- La découverte de la création littéraire et la rencontre avec les auteurs.

Sont éligibles à l'aide régionale les événements dont l'objet n'est pas prioritairement commercial, tels que salons, fêtes du livre, festivals, etc.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont des personnes morales de droit public ou de droit privé dont les associations, auteurs, éditeurs, librairies indépendantes, collectivités territoriales (au travers de leurs bibliothèques notamment)

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à l'action concernée.

Critères d'attribution de l'aide

- Contenu de l'action, notamment qualité du programme, préparation en amont, etc.
- Prise en compte de la présence des auteurs dans le projet, et notamment leur rémunération en conformité avec les usages de la profession ;
- Nature des partenariats engagés avec les professionnels franciliens de la chaîne du livre et avec le monde scolaire, notamment lycéen ;
- Inscription dans une dynamique territoriale.

Modalités de calcul

L'aide régionale spécifique est calculée sur une base subventionnable HT à laquelle s'applique un taux modulable maximum de 40% de la dépense éligible, dans la limite d'un plafond fixé à 100 000 €. Le taux peut être bonifié à hauteur de 50 % pour les projets situés en zone géographique carencée.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-66

DU 10 MARS 2017

DÉFENDRE ET VALORISER LE PETIT PATRIMOINE FRANCILIEN

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code du patrimoine ;

VU La délibération n° CR 06-15 du 12 février 2015 relative à la politique culturelle et l'évolution du soutien régional à la restauration du patrimoine bâti ;

VU Le budget régional pour 2017 ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage;

VU L'avis de la commission de la culture ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CR 2017-66 présenté par le groupe du Centre et des Démocrates du conseil régional d'Île-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 :
Décide de mettre en place d'ici décembre 2017 un nouveau portail numérique sur le petit patrimoine francilien qui permettra :

- aux citoyens de faire connaître et renseigner des patrimoines en danger et de lancer des programmes de financements participatifs ;
- aux citoyens et professionnels de disposer d'un accès cartographique exhaustif du patrimoine francilien, complété le cas échéant des conditions d'accès ainsi que des événements culturels qui s'y déroulent.

Le portail numérique relaiera des initiatives citoyennes de valorisation du patrimoine telles que l'organisation des concours de photographie amateur.

Article 2 :
Décide de mettre en place une modification du règlement d'intervention de soutien à la restauration du patrimoine bâti non protégé d'Île-de-France (CR 06-15) d'ici décembre 2017.

Dans ce cadre, une attention particulière sera portée aux projets citoyens et aux projets mobilisant un au financement participatif qui verront leur soutien amplifié.

Article 3 :
Propose de mettre en place une réflexion, notamment en lien avec les conseils départementaux, sur la création d'un campus des métiers et des qualifications sur les métiers de l'art et de la conservation du patrimoine.

Article 4 :
Décide de réaliser un diagnostic emploi-formation sur les métiers d'art au sein des 24 bassins économiques régionaux.

Article 5 :
Décide de modifier le fonds de transition ESS figurant en annexe de la délibération CR 162-16 en augmentant les forfaits régionaux par ETP de 25% lorsqu'ils concernent des projets de rénovation de bâtiments d'intérêt patrimonial régional.

Article 6 :
Décide de renforcer l'accueil de publics spécifiques tels que les publics scolaires dans le cadre des manifestations organisées à l'occasion des journées européennes du patrimoine .

Article 7 :
Décide de lancer le dispositif « Capitale régionale du petit Patrimoine » dont la première ville lauréate pour 2018 sera désignée avant novembre 2017.

Article 8 :
Mandate la Présidente pour négocier une convention avec la Fondation du patrimoine pour la sauvegarde du patrimoine rural non protégé et le soutien aux métiers du patrimoine.

Article 9 :
Délègue à la commission permanente l'adoption des modalités de mise en œuvre et de communication de la présente délibération.

La Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-45
DU 9 MARS 2017

PARTICIPATION REGIONALE AUX FONDS DEPARTEMENTAUX DE COMPENSATION DU HANDICAP
AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT DU CCH

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 146-5 et suivants et L 245-3;

VU La loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente;

VU La délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 sur la politique sociale régionale ;

VU La délibération n° CR 45-08 du 26 juin 2008 sur l'action dans le domaine du développement social et de la santé ;

VU La délibération n° CR 41-10 du 18 novembre 2010 relative à la création du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU Le rapport CR 2017-45 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1:

Adopte le règlement d'intervention relatif à la contribution de la Région Ile-de-France aux fonds de compensation des Maisons départementales des personnes handicapées franciliennes et figurant en annexe I à la présente délibération.

Article 2 :

Approuve la convention-type figurant en annexe 2, fixant les nouvelles modalités d'attribution de la subvention régionale aux MDPH dans le cadre de la contribution de la Région aux fonds départementaux de compensation du handicap.

Autorise la présidente du Conseil régional à signer avec chaque MDPH francilienne une convention conforme à la convention type précitée.

Article 3 :

Délègue à la commission permanente compétence pour approuver les modifications du règlement d'intervention et de la convention type précités

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des projets détaillés en annexes 3 et 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 440 000 €**, selon la répartition financière figurant en annexe 3**.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée concomitamment, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 440 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2017.

Article 5 :

Abroge l'article 12 de la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale.

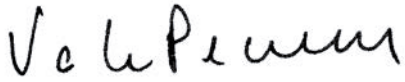
Abroge l'article 4 de la délibération n° CP 13-805 du 20 novembre 2013 portant approbation de la convention-type relative aux modalités de la participation régionale aux fonds départementaux de compensation des MDPH franciliennes.

Article 6 :

Décide de modifier l'article 2 de la délibération n° CR 41-10 relatif à la composition du Conseil consultatif du handicap (CCH) d'Ile-de-France comme suit :

- Le nombre total de ses membres est porté à 40 à parité femmes/hommes.
- Le nombre des personnalités qualifiées dans le champ du handicap est porté à 36.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION

REGLEMENT D'INTERVENTION DE LA PARTICIPATION REGIONALE AUX FONDS DEPARTEMENTAUX DE COMPENSATION DU HANDICAP DES MAISONS DEPARTEMENTALES DES PERSONNES HANDICAPEES FRANCILIENNES

Description de l'Action

La Région décide de contribuer aux fonds départementaux de compensation du handicap des Maisons départementales des personnes handicapées d'Ile-de-France pour les demandes d'acquisition d'aides techniques, d'appareillages, d'assistance animalière et/ou d'adaptation des logements au handicap, à l'exclusion de toute autre aide et en particulier des aides humaines.

Modalités d'attribution

Le comité de gestion du fonds de compensation de chaque MDPH, auquel participe un représentant des services régionaux, instruit les dossiers éligibles au fonds de compensation du handicap et fixe le montant et le plan de financement des aides qui sont attribuées à chaque bénéficiaire.

L'attribution de l'aide régionale se fait selon les modalités suivantes en application de l'article L245-3 du CASF[i] :

- Pour l'accès aux aides techniques, la participation régionale est égale à 15 % maximum de la dépense et ne peut excéder 2 400 € par opération,

- Pour l'aménagement du logement et du véhicule de la personne handicapée, ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant de son transport, la Région intervient comme suit :

    - Pour l'adaptation de logements au handicap, l'intervention régionale est égale à 60 % maximum de la dépense et ne peut excéder 4.500 € par opération. A cette somme s'ajoute la rémunération, fixée à 350 € par opération, des organismes mandatés pour l'évaluation et le suivi des travaux ;

    - Pour l'aménagement du véhicule, l'intervention régionale est égale à 30 % maximum de la dépense et ne peut excéder 3.500 € par opération. La Région n'intervient pas pour les surcoûts de transport.

On entend par «dépenses» le montant du coût du projet retenu pour le calcul de la prestation de compensation du handicap.

Obligations de la MDPH

En direction de la Région

La MDPH fournit un bilan annuel de l'utilisation de la subvention ainsi attribuée pour la seconde affectation annuelle suivant les indicateurs suivants :

- le nombre d'aides attribuées,
- le type de handicap concerné,
- le type de bénéficiaire (âge, sexe, situation familiale),
- la proportion de l'aide régionale apportée dans le financement des projets,
- la répartition géographique
- la liste exhaustive au format préétablie

Ces éléments feront l'objet d'un recueil et d'une présentation standardisée à l'ensemble des MDPH.

En direction des bénéficiaires

Le fonds de compensation de chacune des MDPH verse le montant de l'aide aux bénéficiaires. La notification individuelle qu'il leur adresse à cette occasion fait apparaître l'identité visuelle de la Région Ile-de-France et le montant de l'aide qu'elle a accordé.

Modalités de versement de la Région aux MDPH

Compte tenu du calendrier des CP et du temps de préparation des rapports, la période des consommations réalisées s'étend du 31 août N-1 au 1er septembre N. Les dépenses correspondant aux aides accordées lors des comités de validation de fin d'année seront prises en compte dans les premières affectations de l'année suivante.

La Région procède à une affectation en début d'année d'une subvention de 60 % de l'enveloppe annuelle prévisionnelle définie pour chacune des MDPH.

La Région répartit les 40 % restants de l'enveloppe globale en fonction des dépenses réalisées par les MDPH et procède à l'affectation complémentaire en fin d'année, ce qui assure une fongibilité des enveloppes entre MDPH.

La MDPH verse le montant de l'aide aux bénéficiaires. La notification individuelle qu'elle leur adresse à cette occasion fait apparaître l'identité visuelle de la Région Ile-de-France et le montant de l'aide qu'elle a accordée.

Critères de répartition de l'enveloppe globale par département

Les enveloppes prévisionnelles des subventions régionales aux MDPH sont calculées au prorata du nombre de bénéficiaires potentiels selon le calcul suivant :

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2015) - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la région (données CNSA 2015)	% de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X enveloppe =

[i] Code de l'action sociale et des familles

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP DE LA MDPH DE

La Région Ile-de-France, dont le siège social est à Paris 7ème au 33, rue Barbet-de-Jouy, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, agissant en vertu de la délibération n° CR

Et

La Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)
Adresse : Statut juridique : n° SIRET :
Code APE : représentée par : en vertu de

Vu la loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
Vu l'article L146-5 du code de l'action sociale et des familles relatif à la gestion et aux modalités d'organisation d'un fonds départemental de compensation du handicap,
Vu la Délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.
Vu la Délibération n° CR 45-17 du 9 mars 2017 relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap

Est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Par la présente convention, la Région Ile-de-France contribue au fonds départemental de compensation du handicap de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) conformément à la délibération n° CR 45-17 du 9 mars 2017 et à son règlement d'intervention. Celle-ci est chargée d'accorder des aides financières destinées à permettre aux personnes handicapées de faire face aux frais restant à leur charge, après qu'elles ont fait valoir l'ensemble de leurs droits, de manière à ne pas compromettre la réalisation de leur projet, tel qu'il a été validé par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Article 2- Montant de la subvention régionale :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, l'enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».
La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP[i] du département.

Elle fait l'objet
- d'une affectation au premier semestre de l'exercice considéré, dans la limite de 60 % du montant prévisionnel des subventions de chaque MDPH, et compte tenu des consommations N-1 ;

- d'une affectation complémentaire, au second semestre, correspondant au solde à couvrir en fonction du taux de consommation réel de chaque fonds de compensation, et dans la limite du budget voté par l'assemblée régionale.

Le versement de la subvention correspondante à chaque affectation se fait, pour chaque MPDH, en une fois sur appel de fonds.

Article 3 - Modalités d'instruction des demandes présentées par le fonds de compensation, et sollicitant l'aide régionale

1) Le comité de gestion du fonds de compensation de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de…….…… instruit les dossiers éligibles au fonds de compensation du handicap.

2) Le comité de gestion du fonds de compensation du handicap fixe le montant et le plan de financement des aides qui sont attribuées à chaque bénéficiaire.

L'aide régionale ne peut être mobilisée qu'en investissement pour les demandes d'acquisition d'aides techniques, d'appareillages, d'aménagement de véhicules, d'assistance animalière et/ou d'adaptation des logements au handicap, à l'exclusion de toute autre aide et, en particulier, des aides humaines.

L'attribution de l'aide régionale se fait selon les modalités suivantes en application de l'article L245-3 du CASF:

Pour l'accès aux aides techniques (élément 2 de la Prestation de Compensation du Handicap), la participation régionale est égale à 15 % maximum de la dépense et ne peut excéder 2 400 € par opération.

Pour l'aménagement du logement et du véhicule de la personne handicapée, ainsi que pour faire face à d'éventuels surcoûts résultant de son transport (élément 3 de la Prestation de Compensation du Handicap), la Région intervient comme suit :

- Pour l'adaptation du logement au handicap, l'intervention régionale est égale à 60 % maximum de la dépense et ne peut excéder 4.500 € par opération. A cette somme s'ajoute la rémunération, fixée à 350 € par opération, des organismes mandatés pour l'évaluation et le suivi des travaux.

- Pour l'aménagement du véhicule, l'intervention régionale est égale à 30 % maximum de la dépense et ne peut excéder 3.500 € par opération. La Région n'intervient pas pour les surcoûts de transport.

On entend par « dépenses » le montant du coût du projet retenu pour le calcul de la prestation de compensation du handicap.

3) Le représentant de la Région, participant aux comités de gestion du fonds de compensation, donne un avis sur les aides accordées.

Seules les listes établies selon le format préétabli par la Région et adressées électroniquement, pourront être retenues pour l'utilisation de la contribution régionale.

4) Les dossiers présentés et validés, avant le 31 décembre de chaque année, par les comités de gestion du fonds de compensation de la MDPH, et n'ayant pu être validés, ni faire l'objet d'une présentation devant la commission permanente du conseil régional avant

le 31 décembre de chaque année, pourront être soumis au vote de la commission permanente au cours de l'année suivante.

5) Compte tenu du calendrier des CP et du temps de préparation des rapports, la période des consommations réalisées s'étend du 31 août N-1 au 1er septembre N. Les dépenses correspondant aux aides accordées lors des comités de validation de fin d'année seront prises en compte dans les premières affectations de l'année suivante.

Article 4 - Modalités de versement de la subvention

4.1 Affectation de la subvention

La Commission permanente du Conseil régional procède à deux affectations annuelles au profit des MDPH.

Un avenant, voté lors de la première commission permanente qui suit le vote du budget de l'année, est notifié à chaque MDPH, indiquant, pour le département, le montant de la subvention ainsi obtenue **:**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA 2015) - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la région (données CNSA 2015)	% de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X enveloppe =

Chaque demande d'appel de fonds est signée par le représentant légal de la MDPH qui certifie la réalité du montant demandé et son affectation aux opérations subventionnées.

La subvention est versée sur le compte bancaire ou postal :

Soit de la MDPH de…… - (transmission d'un RIB aux services régionaux), établi au nom de :
MDPH
Ouvert à :
Compte n°:
Code Guichet :
Code Banque :

4.2 Versement au bénéficiaire

La MDPH verse le montant de l'aide au bénéficiaire. La notification individuelle qu'elle lui adresse à cette occasion fait apparaître l'identité visuelle de la Région Île-de-France et, le cas échéant, le montant de l'aide qu'elle a accordée.
A titre dérogatoire, le fonds de compensation de la MDPH est autorisé à verser une aide avant le vote de la commission permanente, sans préjuger de la décision de cette assemblée.

Article 5 – Obligations de la MDPH

Article 5.1 – obligations budgétaires et comptables - suivi et évaluation de l'action

La MDPH de, _____, s'engage à

1 – Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mission définie à l'article 1 et à fournir à la Région, lors de la seconde affectation de l'année, un bilan annuel de l'utilisation de la subvention ainsi attribuée selon les indicateurs suivants :

- le nombre d'aides attribuées,
- le type de handicap concerné,
- le type de bénéficiaires (âge, sexe, situation familiale),
- la proportion de l'aide régionale dans le financement des projets,
- la répartition géographique,
- la liste exhaustive au format préétabli.

Ces éléments feront l'objet d'un recueil et d'une présentation standardisée à l'ensemble des MDPH.

2 – Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièce ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toute pièce justificative.

Article 5.2 – Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, la MDPH s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, la MDPH s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 5-3 - Dispositions diverses

S'agissant de l'emploi des fonds attribués à la MDPH, les montants visés à l'article 2 de la présente convention seront uniquement destinés au fonds de compensation créé au sein de la Maison Départementale des Personnes Handicapées et utilisés conformément aux précisions de l'article 3 de la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées ou en cas de non-respect par la MDPH de ses obligations.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par la MDPH des bilans prévus à l'article 5.1 de la présente convention.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, la MDPH est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de l'action subventionnée et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

En cas de non-exécution de tout ou partie de la convention, de retard significatif ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par la MDPH, le montant de la subvention peut être révisé. En cas de trop perçu, l'organisme le reverse à la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par la MDPH sont à la charge de cette dernière.

Article 6 - Durée, validité et résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.
Un avenant sera proposé annuellement à l'issue du vote du budget régional pour définir la subvention annuelle prévisionnelle.
Par ailleurs, elle pourra être modifiée sous forme d'avenant, sur accord des parties. Elle sera actualisée, chaque année, en fonction de l'état des lieux des besoins arrêté au 1er septembre de l'année.

En 2017, à titre exceptionnel, la MDPH de……. se verra attribuer la somme de…….€ lors du CR 45-17 du 9 mars 2017

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 7 - Modification de la convention :

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Article 8 – Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif de Paris.

Fait en trois exemplaires originaux, à Paris,

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour la Maison Départementale des Personnes Handicapées

[1] « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015.
La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). »
(Source Caisse nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION: REPARTITION FINANCIERE MDPH 2017

Répartition financière MDPH 2017

Maison départementale de personnes handicapées	Nombre d'ACTP et PCH par département 2015*	Pourcentage d'ACTP et de PCH par département en 2015	Subvention prévisionnelle 2017 par MDPH	Première affectation pour 2017 (60 % de l'enveloppe)
Paris	7 647	17,32%	415 701 €	249 422 €
Seine-et-Marne	4 848	10,98%	263 544 €	158 126 €
Yvelines	5 268	11,93%	286 376 €	171 825 €
Essonne	4 661	10,56%	253 378 €	152 027 €
Hauts-de-Seine	5 466	12,38%	297 139 €	178 284 €
Seine-Saint-Denis	6 881	15,59%	374 061 €	224 436 €
Val-de-Marne	5 367	12,16%	291 757 €	175 054 €
Val-d'Oise	4 011	9,09%	218 043 €	130 826 €
total IDF	**44 149**		**2 400 000 €**	**1 440 000 €**

* « Bénéficiaires d'au moins un paiement intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015. La même personne bénéficiaire n'est comptée qu'une seule fois, quel que soit le nombre de paiements reçus à des titres divers (aides humaines et/ou aides ponctuelles). »
(Source : Caisse nationale de solidarité et d'autonomie – CNSA)

ANNEXE 4 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	CR2017-45	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200403 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

Dossier	17003377 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH du Val-d'Oise en 2017		
Bénéficiaire	R39196 - MDPH 95 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	130 826,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		218 043,00 €	

Dossier	17003378 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de PARIS en 2017		
Bénéficiaire	P0001418 - MDPH 75 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	249 422,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		415 701,00 €	

Dossier	17003379 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de Yvelines en 2017		
Bénéficiaire	R39197 - MDPH 78 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	171 825,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		286 376,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	CR2017-45	Budget	2017

Dossier	17003380 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la mdph de Seine-Marme en 2017		
Bénéficiaire	P0000356 - MDPH 77 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	158 126,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		263 544,00 €	

Dossier	17003381 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de Seine-Saint-Denis 2017		
Bénéficiaire	R39194 - MDPH GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	SEINE SAINT DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	224 436,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		374 061,00 €	

Dossier	17003382 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH des Hauts-de-Seine en 2017		
Bénéficiaire	R39195 - MDPH GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	178 284,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		297 139,00 €	

Dossier	17003383 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH du Val- de-Marne en 2017		
Bénéficiaire	R39198 - MDPH 94 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	175 054,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		291 757,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	CR2017-45	Budget	2017

Dossier	17003384 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de l'Essonne en 2017		
Bénéficiaire	P0024179 - MDPH 91 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	152 027,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		253 378,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap	1 440 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200403	1 440 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-47

DU 9 MARS 2017

LE SPORT, BOOSTER DE L'ATTRACTIVITE EN ÎLE-DE-FRANCE ET POUR L'INTERNATIONAL

DEUXIÈME PARTIE

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du sport ;

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU Le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;

VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013 ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale » ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 portant désignation des représentants du Conseil régional au sein de divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 « Nouvelles ambitions pour le sport en Île-de-France – Première partie »

VU La délibération n° CR 222-16 du 14 décembre 2016 « Une nouvelle stratégie internationale au service des Franciliens et du développement de notre territoire » ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport n° CR 2017-47 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France.

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des Affaires Européennes ;

VU L'avis de la Commission de la Coopération Internationale ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1 :

Décide, dans le cadre de la deuxième partie de la mise en œuvre des nouvelles ambitions pour le sport en Île-de-France, de mettre en œuvre les dispositifs suivants :

- Île-de-France, Terre d'excellence sportive pour l'international,
- Les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme,
- La Conférence Régionale du Sport,
- Les Clubs Excellence d'Île-de-France,
- Les Victoires Sportives de l'Île-de-France,

Article 2 :

Approuve les règlements d'intervention joints en annexe 2 à la délibération et correspondants aux dispositifs mentionnés à l'article 1er.

Article 3 :

Délègue à la commission permanente l'approbation des différentes conventions qui y sont rattachées, à l'exception de celle concernant le dispositif des « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme », présentée en annexe 3 de la présente délibération.

Délègue à la commission permanente la modification des règlements d'intervention.

Article 4 :

Abroge les délibérations n° CR 44-04, n° CR 33-06, n° CR 52-08, n° CR 74-12.

Abroge la délibération n° CR 04-11 à compter du 1er juillet 2017.

Article 5 :

Décide de compléter la liste des structures bénéficiaires du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France », approuvé par délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016, par l'ajout d'un alinéa ainsi rédigé :

« - et, dans le cadre d'actions spécifiques liées au développement de l'activité, à la formation sportive, à des sensibilisations d'intérêt général, à des pratiques sportives libres et non organisées, les fédérations agréées ou habilitées par le ministère en charge du sport, ainsi que les associations reconnues d'utilité publique ou ayant l'agrément jeunesse et éducation populaire. »

Article 6 :

Décide au titre du dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France » d'attribuer des bourses conformément à la liste figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 114 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Approuve la convention type jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à cette convention type.

La Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

État récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000078 - Dispositif des ambassadeurs du sport francilien et de l'olympisme

Dossier	17002820 - ADELAIDE ALEX (2017)		
Bénéficiaire	P0036200 - ADELAIDE ALEX		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17002821 - AICARDI JEREMY (2017)		
Bénéficiaire	P0036252 - AICARDI JEREMY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17002822 - ALAIZE JEAN-BAPTISTE (2017)		
Bénéficiaire	P0022411 - ALAIZE JEAN BAPTISTE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17002823 - AMZILE HASSAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036202 - AMZILE HASSAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17002824 - ANDEOL EMILIE (2017)		
Bénéficiaire	P0036260 - ANDEOL EMILIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17002825 - ANNE MAME-IBRA (2017)		
Bénéficiaire	P0036227 - ANNE MAME-IBRA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17002826 - ARDON PATRICK (2017)		
Bénéficiaire	P0022323 - ARDON PATRICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17002827 - AUFFRET BENJAMIN (2017)		
Bénéficiaire	P0036228 - AUFFRET BENJAMIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003166 - AUGIS AXEL (2017)		
Bénéficiaire	P0036229 - AUGIS AXEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003168 - BAROUKH THOMAS (2017)		
Bénéficiaire	P0022327 - BAROUKH THOMAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003169 - BERTRAND VALENTIN (2017)		
Bénéficiaire	P0036230 - BERTRAND VALENTIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003170 - BOREL YANNICK (2017)		
Bénéficiaire	P0022359 - BOREL YANNICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003171 - BOYER MARINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036294 - BOYER MARINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003172 - CHAINE GUILLAUME (2017)		
Bénéficiaire	P0036234 - CHAINE GUILLAUME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003178 - CISSOKHO SOULEYMANE (2017)		
Bénéficiaire	P0036291 - CISSOKHO SOULEYMANE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003179 - CITERNE ROBERT (2017)		
Bénéficiaire	R29139 - CITERNE ROBERT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003180 - CLAIR SANDIE (2017)		
Bénéficiaire	P0036235 - CLAIR SANDIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003181 - CLERGET AXEL (2017)		
Bénéficiaire	P0036236 - CLERGET AXEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003182 - COELHO JORDAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036237 - COELHO JORDAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003183 - CONINX DORIAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036238 - CONINX DORIAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003184 - CRATERE MARC-ANDRE (2017)		
Bénéficiaire	P0004569 - CRATERE MARC ANDRE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003185 - D'ALMEIDA MICHAEL (2017)		
Bénéficiaire	P0022337 - D ALMEIDA MICHAEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003187 - DE LA FOREST TANGUY (2017)		
Bénéficiaire	R29433 - DE LA FOREST TANGUY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003204 - DIANI KADIDIATOU (2017)		
Bénéficiaire	P0036240 - DIANI KADIDIATOU		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003205 - EMANE GEVRISE (2017)		
Bénéficiaire	R40703 - EMANE GEVRISE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003206 - EPANGUE GWLADYS (2017)		
Bénéficiaire	R29477 - EPANGUE GWLADYS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003207 - EURANIE ANNABELLE (2017)		
Bénéficiaire	R31383 - EURANIE ANNABELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003208 - GNETO PRISCILLA (2017)		
Bénéficiaire	P0022344 - GNETO PRISCILLA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003209 - GRUMIER GAUTHIER (2017)		
Bénéficiaire	P0022345 - GRUMIER GAUTHIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003210 - GUERIN LINA (2017)		
Bénéficiaire	P0036243 - GUERIN LINA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003211 - GUYART ASTRID (2017)		
Bénéficiaire	P0022347 - GUYART ASTRID		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003212 - HORTA FANNY (2017)		
Bénéficiaire	P0036249 - HORTA FANNY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003213 - HRIMECHE ZACHARI (2017)		
Bénéficiaire	P0036250 - HRIMECHE ZACHARI		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003220 - IDDIR ALEXANDRE (2017)		
Bénéficiaire	P0036251 - IDDIR ALEXANDRE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003221 - IFEBE YANNICK (2017)		
Bénéficiaire	P0036262 - IFEBE YANNICK		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003222 - JACQUES-ANDRE-COQUIN JOSEPHINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036253 - JACQUES-ANDRE-COQUIN JOSEPHINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003223 - JEREMIASZ MICHAEL (2017)		
Bénéficiaire	R29435 - JEREMIASZ MICHAEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003224 - JESEL ANTOINE (2017)		
Bénéficiaire	P0022350 - JESEL ANTOINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003225 - JURBERT MARINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036255 - JURBERT MARINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003226 - KEITA NANTENIN (2017)		
Bénéficiaire	R41237 - KEITA NANTENIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003227 - KHYAR WALIDE (2017)		
Bénéficiaire	P0036264 - KHYAR WALIDE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003228 - KONKI ELIE (2017)		
Bénéficiaire	P0036265 - KONKI ELIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003229 - LAUGEL JONATHAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036256 - LAUGEL JONATHAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003230 - LE BLOUCH KILIAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036257 - LE BLOUCH KILIAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003231 - LECAVELIER LAURINE (2017)		
Bénéficiaire	P0029271 - LECAVELIER LAURINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003233 - LEFEBVRE HELENE (2017)		
Bénéficiaire	P0036266 - LEFEBVRE HELENE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003235 - LEFORT ENZO (2017)		
Bénéficiaire	P0022356 - LEFORT ENZO		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003236 - LEVERDEZ BRICE (2017)		
Bénéficiaire	P0022357 - LEVERDEZ BRICE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003237 - LIMARE VINCENT (2017)		
Bénéficiaire	P0036258 - LIMARE VINCENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003238 - MALONGA MADELEINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036268 - MALONGA MADELEINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003239 - MANGA AUREL (2017)		
Bénéficiaire	P0036270 - MANGA AUREL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003240 - MARCHAND GUYLAINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036271 - MARCHAND GUYLAINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003241 - MARET CYRILLE (2017)		
Bénéficiaire	P0022361 - MARET CYRILLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003242 - MARTINY SEBASTIEN (2017)		
Bénéficiaire	R41267 - MARTINY SEBASTIEN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003243 - MORANTE ALLAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036273 - MORANTE ALLAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003244 - MORCH EMMANUELLE (2017)		
Bénéficiaire	P0036288 - MORCH EMMANUELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003245 - MORIAME JONATHAN (2017)		
Bénéficiaire	P0036274 - MORIAME JONATHAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003246 - NANKIN CEDRIC (2017)		
Bénéficiaire	P0036275 - NANKIN CEDRIC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003247 - N'DIAYE M'BAR (2017)		
Bénéficiaire	P0036276 - NDIAYE MBAR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003248 - OURAHMOUNE SARAH (2017)		
Bénéficiaire	P0036277 - OURAHMOUNE SARAH		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003250 - PAYET LAETITIA (2017)		
Bénéficiaire	R40704 - PAYET LAETITIA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003251 - POUSSE PAULINE (2017)		
Bénéficiaire	P0036278 - POUSSE PAULINE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003252 - PUJADES ANTHONY (2017)		
Bénéficiaire	P0036279 - PUJADES ANTHONY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003351 - RADIUS LOUIS (2017)		
Bénéficiaire	R41248 - RADIUS LOUIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003352 - REMBI LAUREN (2017)		
Bénéficiaire	P0036280 - REMBI LAUREN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003353 - SALLEM RYADH (2017)		
Bénéficiaire	R29043 - SALLEM RYADH		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003354 - TAMBADOU MOUSSA (2017)		
Bénéficiaire	P0036282 - TAMBADOU MOUSSA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003358 - TARDIEU STEPHANE (2017)		
Bénéficiaire	P0022374 - TARDIEU STEPHANE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003359 - TEBAR KAREN (2017)		
Bénéficiaire	P0036283 - TEBAR KAREN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003360 - THIBUS YSAORA (2017)		
Bénéficiaire	P0022384 - THIBUS YSAORA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003361 - TONY-HELISSEY JEAN-PAUL (2017)		
Bénéficiaire	P0036284 - TONY-HELISSEY JEAN-PAUL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003362 - TOUZI BADR (2017)		
Bénéficiaire	P0036285 - TOUZI BADR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003363 - ZAHI FRANCE CAROLLE (2017)		
Bénéficiaire	P0036287 - ZAHI FRANCE CAROLLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003364 - ATINE-VENEL TEDDY (2017)		
Bénéficiaire	R41269 - ATINE-VENEL TEDDY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	09/03/2017	N° de rapport	R0009297	Budget	2017

Dossier	17003366 - LUCENAY JEAN-MICHEL (2017)		
Bénéficiaire	P0003354 - LUCENAY JEAN MICHEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Dossier	17003374 - DAUTREMER GAUTIER (2017)		
Bénéficiaire	P0036348 - DAUTREMER GAUTIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000078 - Dispositif des ambassadeurs du sport francilien et de l'olympisme	114 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	114 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

Règlements d'intervention

I - Île-de-France, Terre d'excellence sportive pour l'international.
II - Les Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme.
III - La Conférence Régionale du Sport.
IV – Les Clubs Excellence d'Île-de-France.
V - Les Victoires Sportives de l'Île-de-France.

I – ÎLE-DE-FRANCE, TERRE D'EXCELLENCE SPORTIVE POUR L'INTERNATIONAL

Objectifs du dispositif

Décide de renforcer le dispositif relatif à l'accueil de délégations sportives issues de pays en lien avec les politiques internationale, européenne et francophone de la Région ou de par leurs résultats olympiques, paralympiques ou mondiaux.

Les objectifs de ce dispositif sont :

- d'accueillir des délégations sportives dans le cadre d'un stage, d'une préparation physique et sportive pour une compétition, recherchant ainsi une confrontation sportive avec des partenaires d'entraînement français ou d'une participation à une compétition internationale sur le territoire francilien ;
- de soutenir les délégations sportives, issues de pays en lien avec les politiques internationale, européenne et francophone de la Région, et disposant de peu de moyens financiers, contribuant ainsi à la solidarité internationale dans le cadre de projets d'accueil sportif ;
- de soutenir le mouvement sportif et handisportif francilien dans le cadre de projets d'accueil de délégations sportives, disposant d'une expérience et expertise sportive internationale de par leurs résultats olympiques, paralympiques ou mondiaux, afin de favoriser le développement de l'excellence sportive des athlètes franciliens ;
- de développer à cette occasion des rencontres rassemblant sportifs, bénévoles du sport francilien et les habitants, contribuant ainsi à l'animation sportive, culturelle et sociale du territoire francilien ;
- de proposer des sites « bases avancées franciliennes » de préparation physique et sportive, en vue d'une participation à un événement sportif international soutenu par la Région ;
- de proposer aux délégations sportives accueillies de bénéficier des infrastructures sportives franciliennes, mais aussi de découvrir la richesse touristique de l'Île-de-France en lien avec le Comité Régional du Tourisme (CRT).

Critères d'éligibilité

- ***1 : BÉNÉFICIAIRES***

Sont éligibles au présent dispositif les structures désignées ci-après :

- Les fédérations sportives nationales habilitées ou agréées par le ministère en charge du sport, les ligues et comités sportifs régionaux déjà partenaires de la Région.
- Les clubs de statut associatif bénéficiant d'un agrément du ministère en charge du sport et affiliés à une fédération sportive habilitée ou agréée par celui-ci.
- Les groupements d'intérêt public (GIP).
- Les collectivités territoriales et les EPCI, au titre de l'animation dans les quartiers.
- Les syndicats mixtes d'études, d'aménagement et de gestion (SMEAG) des Îles de Loisirs franciliennes.
- Les associations d'utilité publique (associations d'éducation populaire).
- Le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive d'Île-de-France (CREPS).

- ***2 : PROJETS ET CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ***

  - **Les projets**

Sont éligibles les projets qui associent les délégations de sportifs de haut niveau national et leur encadrement, issus des pays définis précédemment.

Ils sont examinés au titre des délégations « Sport, Jeunesse et Vie associative », « Coopération internationale » et « Affaires européennes ».

  - **Les critères d'éligibilité**

Les projets doivent :

- prévoir les modalités d'accueil, d'hébergement et de restauration en Île-de-France ;
- prévoir les modalités de transports en Île-de-France et le suivi médical des athlètes ;
- prévoir l'organisation d'animations en lien avec les délégations accueillies, tels que :
  - favoriser l'échange d'expérience entre les sportifs des délégations accueillies et leurs homologues français ;
  - favoriser la rencontre entre les sportifs accueillis, les bénévoles associatifs et les habitants des territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville, notamment les jeunes ne pratiquant pas de sport, dans le cadre d'initiatives sportives et de rencontres amicales, festives, sociales et culturelles ;
  - favoriser la rencontre entre les sportifs accueillis et les associations culturelles franciliennes, notamment lors de réception à thème aux couleurs des pays accueillis ;
  - favoriser la découverte du patrimoine francilien par les délégations accueillies, notamment lors de visites culturelles.

  - **Les critères d'appréciation**

Chaque dossier reçu est examiné selon une grille de lecture qui tient compte :

- des projets favorisant la pratique sportive féminine ;
- des projets soutenant la pratique sportive des personnes en situation de handicap ;
- des animations associant la pratique sportive des personnes valides et des personnes en situation de handicap ;
- des projets soutenant la solidarité internationale du mouvement sportif francilien à travers l'accueil de délégations sportives issues de pays disposant de peu de moyens financiers ;
- des projets contribuant à l'animation du territoire francilien grâce aux échanges qualitatifs entre les délégations accueillies et les jeunes franciliens ;
- de la valorisation de l'image de la Région et de la France à l'étranger ;
- de l'engagement contre toute forme de dopage et de corruption (notamment celle en lien avec les paris en ligne, …) ;
- de l'engagement contre toutes formes de discriminations (racisme, sexisme, homophobie, etc.).

Modalités du calcul de l'aide

L'aide régionale est calculée sur la base d'un budget prévisionnel détaillé comprenant tant les éléments liés à l'accueil et l'hébergement que ceux relatifs aux différentes opérations d'animation du territoire mises en place.

> Concernant l'accueil :

- La participation financière est plafonnée à 150 €, sur la base d'un budget prévisionnel validé, par membre de la délégation et par jour au titre de l'hébergement et de la restauration ;

- Les dépenses de transfert (aéroport – gare – lieu d'hébergement – lieux d'animation) et de suivi médical sont prises en charge sur la base du budget prévisionnel validé.

> Concernant l'animation :

- La participation financière régionale est plafonnée à 50 % d'un budget prévisionnel de 20 000 €.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Modalités de mise en œuvre

Une convention est signée entre la Région Île-de-France et la structure porteuse du projet d'accueil de délégation sportive, qui précise les modalités d'attribution de la subvention. La convention signée porte sur la durée du séjour d'accueil. Un rapport du séjour sera établi par la structure porteuse du projet.

II – LES AMBASSADEURS DU SPORT DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, DE L'OLYMPISME ET DU PARALYMPISME

Objectifs du dispositif

Décide de :

- Conférer aux sélectionnés olympiques et paralympiques franciliens d'été et d'hiver pour la durée de l'olympiade qui s'ouvre, un rôle actif d'ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France et des valeurs olympiques et paralympiques ;
- Soutenir efficacement ces sportifs de haut niveau dans leur vie, notamment en termes de formation et d'insertion professionnelle.

Quatre objectifs complémentaires sont visés :

- faire découvrir aux jeunes Franciliens (lycéens, apprentis, étudiants), sur la base du volontariat des athlètes, le sens, la portée et l'actualité des valeurs de l'olympisme et du paralympisme, en les amenant à mesurer les enjeux des jeux olympiques et paralympiques ;
- rendre concrète l'implication de la Région, dans le parcours de préparation des sportifs de haut niveau franciliens aux jeux olympiques et paralympiques, sans toutefois surajouter des aides aux prises en charge existantes ;
- participer, sur la base du volontariat des athlètes, à des animations auprès des jeunes franciliens (lycéens, apprentis, étudiants), avec le concours des organismes locaux, départementaux et régionaux impliqués dans la vie sportive (ligues et comités départementaux et régionaux, clubs sportifs, UNSS, CROSIF, Îles de Loisirs, Conseil régional des Jeunes, CREPS d'Île-de-France…). Est/sont ainsi favorisé(s) un ou des regroupement(s) sur les îles de loisirs ;
- établir des rencontres entre les entreprises franciliennes et les sportifs de haut niveau franciliens, afin de les soutenir et les accompagner dans leurs projets de reconversion, de formation et/ou d'insertion professionnelle.

Les critères d'éligibilité au titre d'Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France

Afin de bénéficier de l'aide régionale pour la durée de l'olympiade engagée (4 années), l'athlète doit :

- être licencié dans un club francilien (lors de sa sélection aux jeux et pendant la durée de l'olympiade) ;
- avoir été sélectionné aux derniers jeux olympiques ou paralympiques d'été et d'hiver de la dernière olympiade ;
- respecter l'éthique sportive (code moral et sportif établi par les fédérations sportives, engagement contre toutes formes de discriminations, telles que l'homophobie, le racisme, le sexisme…).

L'aide régionale est suspendue ou interrompue lorsque le sportif attributaire :

- n'appartient plus à un club francilien ;
- est suspendu par sa fédération (en attente de la décision statutaire) ;
- est suspendu pour dopage avéré ou corruption (notamment en lien avec les paris en ligne…) ;
- ne respecte pas l'éthique sportive (manquements au code moral et sportif établi par les fédérations sportives, propos ou attitudes discriminatoires allant à l'encontre des valeurs de la République, telles que l'homophobie, le racisme, le sexisme… ;
- n'est plus disponible pour assurer sa mission d'Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

Les missions des Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France

Sur la base du volontariat et au titre d'Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France, les athlètes ont pour mission de :

- favoriser la découverte, la sensibilisation et le développement de la pratique sportive des jeunes franciliens et contribuer à la lutte contre la sédentarité ;
- promouvoir les valeurs humanistes, ainsi que l'éthique du sport, de l'olympisme et du paralympisme ;
- contribuer à l'information et à la formation des jeunes franciliens ;

Le soutien et l'accompagnement de la Région aux sélectionnés olympiques et paralympiques

La Région décide d'accompagner les sportives et les sportifs franciliens sélectionnés aux jeux olympiques et paralympiques d'été 2016 et d'hiver 2018, qui bénéficient du statut de sportif de haut niveau reconnus par l'État en application du Code du sport. Ces athlètes disposent ainsi du titre d'Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, qui est mentionné lors de leurs interventions, mais aussi sur tous supports de communication en lien avec leurs missions.

Il s'agit de soutenir leur engagement sportif, de mieux répondre à leurs besoins notamment en termes de formation, d'équipement en matériel sportif, de transport, de logement, de faciliter leur insertion professionnelle et de les accompagner dans leur vie quotidienne de femme et d'homme, notamment durant leur parcours sportif.

Par ailleurs, le dispositif régional d'aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap permet de répondre au besoin ponctuel des Ambassadeurs du Sport paralympiques de la Région Île-de-France en matériels sportifs et aides auxiliaires spécifiques.

Les Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France en lien avec les nouvelles disciplines olympiques et paralympiques

Durant cette olympiade de nouvelles disciplines sportives (baseball / softball, karaté, skateboard, escalade et surf) et handisportives (taekwondo, badminton) vont faire leur apparition au programme des Jeux olympiques et paralympiques.

Afin de promouvoir ces disciplines et leur entrée aux Jeux, une sportive et un sportif de chaque discipline concernée sont intégrés au sein du dispositif des Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France pour l'olympiade 2016-2020. Ces athlètes sont proposés à la Région par les fédérations sportives, en lien avec les ligues et comités sportifs régionaux des disciplines sportives concernées. Ces athlètes sont sélectionnés selon les critères suivants : être licencié en Île-de-France, disposer du statut « Senior » ou « Élite » (excepté les athlètes handisports) sur la liste ministérielle des sportifs de haut niveau et être sélectionné en équipe de France.

Ces athlètes bénéficient ainsi du même statut que ceux des Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France et sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité (à l'exception des sélections olympiques et paralympiques) et aux mêmes missions.

Les Grands Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France

Des Ambassadeurs ont fait preuve d'une exceptionnelle implication dans le dispositif régional, contribuant ainsi à sa promotion et à sa réussite lors des précédentes olympiades.

Afin de préserver le caractère structurant de l'action de ces Ambassadeurs, dont certains n'ont pas participé aux jeux olympiques et paralympiques de Rio de 2016, il a été proposé de maintenir, au titre de l'olympiade 2016-2020, 10 de ces athlètes particulièrement impliqués.

Ces Grands Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France sont choisis, d'une part, sur la base de critères quantitatifs, à savoir le nombre d'interventions réalisées lors de l'olympiade 2012-2016, puis sur la base de critères qualitatifs, à savoir leur investissement personnel et leur pédagogie vis-à-vis des différents publics rencontrés lors des interventions, d'autre part, sur la base de critères égalitaires, à savoir la parité femme / homme et olympique / paralympique, mais également en prenant en considération la notoriété dont ils jouissent.

Les modalités et les champs d'intervention des Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France

Les athlètes volontaires interviennent, selon leur disponibilité, auprès des jeunes franciliens (lycéens, apprentis, étudiants) dans les lycées, les universités, les centres de formation des apprentis, les instituts de formation en soins infirmiers ou lors de manifestations organisées avec le concours des organismes locaux, départementaux et régionaux impliqués dans la vie sportive (ligues et comités départementaux et régionaux, clubs sportifs, UNSS, CROSIF, Îles de Loisirs, Conseil régional des Jeunes, CREPS d'Île-de-France…).

Conditions d'attribution et montant de l'aide

Il est proposé aux athlètes volontaires (Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France et Grands Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France), en fonction de leur disponibilité, une bourse d'un montant annuel et modulable de 1.500 € (de la première à la troisième intervention), de 1.500 € supplémentaires (de la quatrième à la sixième intervention) et de 1.000 € supplémentaires (à partir de la septième intervention) pour la durée de l'olympiade 2016-2020.

Modalités de mise en œuvre

Une convention est signée entre la Région Île-de-France et chaque athlète qui précise les modalités d'attribution de la bourse. La convention peut porter sur la durée de l'olympiade, un programme annuel étant établi avec chacun des intéressés.

La Région Île-de-France favorise l'entrée de ses Ambassadeurs dans ses dispositifs de formation et d'insertion professionnelle.

Un bilan du dispositif sera présenté annuellement lors de la commission « Sport, Jeunesse et Vie associative ».

III – LA CONFÉRENCE REGIONALE DU SPORT

Objectifs

Décide de poursuivre et renforcer l'action de la Conférence régionale du sport afin de faire de la Région Île-de-France une « Région stratège ». Cette conférence permettra notamment de faire émerger des synergies entre les politiques sportives de la Région et des autres collectivités territoriales.

Ses objectifs sont :

- d'articuler les ambitions, priorités et dispositifs de la Région, des départements et des collectivités, en lien avec l'État ;
- de répondre davantage aux enjeux du sport d'aujourd'hui en analysant la cohérence des différentes aides existantes et en favorisant la mutualisation des bonnes pratiques ;
- de dresser un diagnostic des différentes politiques publiques ;
- d'améliorer la lisibilité des besoins et des ressources du monde sportif sur le territoire régional.

Composition de la Conférence régionale du sport

La Conférence régionale se compose de 86 personnes réparties en six collèges :

- **1er collège : les élus-es du Conseil régional (15 personnes).**
    - la Présidente du Conseil régional,
    - le Vice-président chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative,
    - le (la) Président(e) de la Commission Sport, Jeunesse et Vie associative,
    - 11 représentants désignés au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne,
    - 1 conseiller par groupe politique non représenté.

- **2ème collège : des élus-es des autres collectivités territoriales (13 personnes)**
    - Les 8 Vice-présidents en charge du sport des Conseils départementaux d'Île-de-France,
    - 5 élus-es des communes et des intercommunalités représentatifs de la diversité des collectivités locales (urbaines, rurales, intercommunalité), désignés sur proposition de l'Association des maires de l'Île-de-France (AMIF).

- **3ème collège : les représentants du mouvement sportif, les Ambassadeurs et les Grands Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France (37 personnes)**

    ⇨ **17 représentant(e)s du mouvement sportif** dont :
    - le (la) Président-e du CROSIF,
    - 16 personnes désignées par le Vice-président chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative en concertation avec le (la) Président-e du CROSIF et représentant la diversité des sports et des catégories de fédérations,

    ⇨ **20 Ambassadeurs et Grands Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France** sur sollicitation de la Région, autant que possible à parité, en fonction de leur disponibilité.

- **4ème collège : les représentants de l'apprentissage et des structures de formation** (CFA Omnisport, CFA ARFA, CFA Université et sports, Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP), CREPS d'Île-de-France, Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS) d'Eaubonne) **(6 personnes)**.

- **5ème collège : les représentants de l'État (4 personnes) :**
    - le Préfet de Région ou son représentant,
    - le Directeur de la Direction régionale Jeunesse Sport et Cohésion sociale (DRJSCS) ou son représentant,
    - le Recteur de la région académique Île-de-France ou son représentant,
    - le Directeur du Centre national pour le développement du sport (CNDS) ou son représentant.

- **6ème collège : les personnalités qualifiées (11 personnes)** :
    - le Président du CESER ou son représentant,
    - la Directrice de l'Institut régional de développement du sport (IRDS),
    - le Président de la Commission paritaire nationale emploi formation (CPNEF),
    - le Président de l'Agence régionale de santé (ARS),
    - 4 chefs d'entreprises de la filière économique du sport désignées par le Vice-président chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative,
    - 3 personnes qualifiées en lien avec les thématiques de la Région désignées par le Vice-président chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

Fonctionnement de la Conférence régionale du Sport

La conférence est co-présidée par la Présidente du Conseil régional et le Préfet de Région. Le Vice-président de la conférence est le Vice-président de la Région chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative. Il remplace la Présidente en cas d'empêchement.

La première plénière permet de constituer le bureau composé :

- de la Présidente de la Région Île-de-France,
- du Vice-président chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative,
- du (de la) Président(e) de la Commission Sport, Jeunesse et Vie associative,
- de trois délégués représentant les quatrième, cinquième et sixième collèges,
- du représentant du troisième collège, désigné lors de la première plénière et d'un Grand Ambassadeur du sport de la Région Île-de-France désigné parmi les 10 Grands Ambassadeurs collaborant avec la Région.

La conférence se réunit en session plénière au moins une fois tous les 2 ans.

Les membres du Bureau établissent le règlement intérieur qui fixe les conditions de fonctionnement de l'instance, notamment ses modalités de réunion.

Les travaux de la conférence font l'objet d'une communication en séance plénière du Conseil régional.

IV – LES CLUBS EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE

Objectifs du dispositif

Décide de renforcer son soutien en faveur des clubs, aussi bien féminins que masculins, qui représentent l'Île-de-France au plus haut niveau national, afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution.

Ce dispositif, mis en place en lien étroit avec les ligues et les comités régionaux partenaires de la Région, a pour objectif de :

- soutenir des clubs pendant une saison sportive à compter de la saison 2017-2018 ;
- soutenir les actions qui permettent une formation à l'excellence des sportifs et sportives ;
- favoriser l'accès des clubs vers le plus haut niveau ;
- permettre aux clubs de conforter et améliorer leur projet sportif ;
- soutenir les clubs labellisés par leur fédération.

Propriétaire du CREPS, centre d'excellence sportive, la Région facilite la mise en œuvre de partenariat entre l'établissement et les clubs désignés afin de leur permettre de bénéficier d'un site offrant tout à la fois équipements sportifs, lieu d'hébergement, de restauration et centre de santé, notamment à l'occasion de stages de préparation.

Critères d'éligibilité

Deux types de clubs sont identifiés :

- Clubs Élite : clubs féminins franciliens évoluant au plus haut niveau national (1ère ou 2ème division nationale) qui, le cas échéant, en fonction des disciplines retenues pourront avoir le statut professionnel dans la limite de 4 clubs pour un partenariat d'un an renouvelable ;
- Clubs Premium : clubs franciliens évoluant ou ayant des athlètes évoluant au meilleur niveau national de disciplines non professionnalisées pour un partenariat de deux ans non renouvelable.

Ils doivent offrir les conditions d'épanouissement de l'ensemble de leurs sportifs, et ce quel que soit leur niveau, en :

- favorisant le développement de leur pratique sportive et permettant notamment l'accès à la pratique sportive pour les femmes, les personnes en situation de handicap, les adolescents et les séniors ;
- formant des encadrants et des officiels à tous les niveaux de compétitions ;
- renforçant l'intervention des bénévoles ;
- s'attachant au respect de la laïcité et des valeurs républicaines, et en prévenant les risques de radicalisation ;
- présentant des équipes de niveau régional dans toutes les catégories ;
- jouant le rôle de club « pilote/ressource » de la discipline.
- ayant une école labellisée par leur fédération ou sa structure régionale dans la discipline concernée ;
- ayant une école d'arbitrage ou favorisant le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- en étant en pleine cohérence avec les plans de développement de la fédération et de la ligue ou du comité régional ;
- proposant un programme adapté de préparation des sportives et sportifs paralympiques.

Les clubs issus des disciplines non professionnalisées sont choisis par la Région sur proposition de la ligue ou du comité régional de la discipline concernée et doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Avoir une école labellisée dans la discipline concernée ;
- Mettre en place une école d'arbitrage ou favoriser le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- Développer l'école des jeunes sportifs ;
- Aider à la formation des cadres professionnels et bénévoles du club ;
- Intégrer, dans la mesure du possible, des nouvelles pratiques.

Nature des projets soutenus

Le dossier de la ligue ou du comité régional présente, d'une part, la situation du ou des clubs choisis au regard de l'ensemble des critères ci-dessus et, d'autre part, le projet de chacune des structures retenues. Ce projet prévoit un plan d'actions accompagnées d'un budget prévisionnel détaillé. Le club peut ainsi, et à titre d'exemple, développer des actions notamment en faveur d'un public défavorisé ou des personnes en situation de handicap.

Pour des clubs qui proviendraient de disciplines professionnelles, le projet devra aussi préciser l'évolution sportive, l'animation locale et territoriale et le suivi individualisé socio-professionnel des sportifs, présenter la situation de son centre de formation (résultats sportifs, suivi scolaire des jeunes, situation financière de la structure).

Modalités de calcul de l'aide

L'aide régionale est calculée sur la base d'un projet de club (ambitions sportives, programme prévisionnel d'actions, besoins matériels identifiés) et d'un budget prévisionnel proposé par les clubs retenus.

La participation financière de la Région est fixée de la manière suivante :

- Jusqu'à 50.000 € par club Élite pour les clubs féminins dans un maximum de 4 clubs retenus ;
- De 10.000 € à 15.000 € par club Premium selon la pertinence du projet.

Cet accompagnement régional couvre une saison sportive.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

V - LES VICTOIRES SPORTIVES DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Objectifs du dispositif

La Région Île-de-France, soutien du mouvement sportif francilien et du sport de haut niveau, décide de récompenser, chaque année, les athlètes, les équipes et les structures de haut niveau qui auront marqué la saison sportive, valorisant ainsi l'excellence du sport francilien, de par leurs résultats, en Île-de-France et sur la scène internationale.

Trois objectifs sont définis :

- Récompenser les athlètes de haut niveau, les équipes franciliennes et les clubs de haut niveau franciliens pour leurs résultats et leurs performances, à chaque saison sportive.
- Valoriser le sport francilien et son image sur la scène internationale, de par les résultats des athlètes et des clubs franciliens.
- Soutenir le sport de haut niveau francilien et féliciter l'excellence sportive francilienne.

Les catégories de remise de prix aux Victoires sportives de l'Île-de-France

La Région Île-de-France souhaite récompenser les catégories suivantes :

- La sportive de l'année : une sportive et une handisportive de la liste ministérielle des sportifs de haut niveau allant de « Jeune » à « Élite » sont récompensées.
- Le sportif de l'année : un sportif et un handisportif de la liste ministérielle des sportifs de haut niveau allant de « Jeune » à « Élite » sont récompensés.
- L'Espoir féminin de l'année : une sportive et une handisportive issues des catégories minime, cadet et junior sont récompensées.
- L'Espoir masculin de l'année : un sportif et un handisportif issus des catégories minime, cadet et junior sont récompensés.
- L'équipe féminine de l'année : une équipe sportive et une équipe handisportive sont récompensées.
- L'équipe masculine de l'année : une équipe sportive et une équipe handisportive sont récompensées.
- Le club de l'année : un club sportif et un club handisportif sont récompensés.
- L'arbitre / juge / juge-arbitre ou officiel féminin de l'année.
- L'arbitre / juge / juge-arbitre ou officiel masculin de l'année.
- Le bénévole de l'année : une femme et un homme, bénévoles ou dirigeant(e)s sont récompensés.
- Le prix Innovation – Entreprise.
- Le prix du public.
- Le prix spécial de l'année.

Les membres du jury des Victoires sportives de l'Île-de-France

Le jury est composé des personnalités suivantes :

- La Présidente de la Région Île-de-France, Présidente du Jury,
- Le Vice-président de la Région Île-de-France chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative. Il remplace la Présidente en cas d'empêchement, en tant que Président du Jury,
- Le (la) Président(e) de la Commission Sport, Jeunesse et Vie associative,
- Le (la) Président-e du Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France ou son représentant.
- Le Directeur de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale, ainsi que le responsable du Pôle Sport, ou leurs représentants,
- Un(e) athlète olympique et un(e) athlète paralympique n'étant plus en activité sportive et portant le titre de Grand Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France,

- Trois personnalités qualifiées expertes du mouvement sportif dans le milieu des médias (journalistes, consultants, etc.) choisies par le Vice-président de la Région Île-de-France chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative.

Les membres du jury ont pour mission de choisir les lauréats aux Victoires sportives de l'Île-de-France.

Les critères de nomination aux Victoires sportives de l'Île-de-France

Afin d'établir une sélection des athlètes, des équipes et des clubs nominés aux Victoires sportives de l'Île-de-France, une liste de 4 noms pour chaque catégorie doit être établie par les ligues et comités sportifs régionaux soutenus par le biais d'une convention avec la Région Île-de-France. Ces listes doivent être établies et transmises à la Région Île-de-France, afin de les remettre aux membres du jury.

Les critères de nomination prennent en compte les résultats sportifs de chaque catégorie suivante :

- Meilleurs résultats aux jeux olympiques et paralympiques d'été et d'hiver.
- Meilleurs résultats aux championnats du monde.
- Meilleurs résultats aux tournois internationaux ou aux coupes du monde.
- Meilleurs résultats aux championnats d'Europe.
- Meilleurs résultats aux championnats de France.

La sélection des arbitres / juges / juges-arbitres / officiels se fait dans les mêmes conditions que pour les sportifs sur la base de leur participation sur les rencontres de niveau national voire international.

S'agissant des récompenses « bénévoles / dirigeants », chaque nom communiqué par les ligues et comités doit être accompagné d'un paragraphe explicitant les qualités, compétences, valeurs ou autre élément valorisant la candidature proposée.

Le prix Innovation – Entreprise de l'année récompense un service, ou un produit original, techniquement innovant en lien avec une pratique sportive ou un événement sportif.

Le prix du public est attribué à une personne ou un groupe parmi les nominés des catégories à l'issue d'un vote électronique via le site Internet et les différents canaux numériques de la Région.

Le jury se réserve le droit d'attribuer un prix spécial à une personnalité, une ligue ou un comité, un e-sport ou à une association en lien avec le sport.

Les modalités de mise en œuvre des Victoires sportives de l'Île-de-France

A partir du mois de septembre, la Région Île-de-France sollicite les ligues et comités sportifs régionaux afin de disposer de leurs propositions de 4 nominés dans chaque catégorie.

Par la suite, la Région Île-de-France réunit les membres du jury afin d'analyser les listes transmises et désigner les lauréats.

Ceux-ci sont récompensés à l'occasion d'une cérémonie des Victoires sportives de l'Île-de-France.

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

Convention-type Ambassadeurs du Sport
de la Région Île-de-France +
Liste des athlètes bénéficiant d'une première affectation

DISPOSITIF DES AMBASSADEURS DU SPORT DE LA REGION ILE-DE-FRANCE, DE L'OLYMPISME ET DU PARALYMPISME

CONVENTION TYPE

ENTRE

La **Région Ile-de-France,** représentée par ……., Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, faisant élection de domicile à PARIS (75007) – 33 rue Barbet de Jouy, ci-après dénommée la « Région »,

d'une part,

ET

M……., sportif / sportive de haut niveau, sélectionné(e) aux Jeux Olympiques / Jeux Paralympiques, en qualité d'Ambassadeur(rice) du Sport de la Région Ile-de-France, demeurant …….,

d'autre part,

OU

M……., sportif / sportive de haut niveau, en qualité de Grand(e) Ambassadeur(rice) du Sport de la Région Ile-de-France, demeurant …….,

d'autre part,

OU

M……., sportif / sportive de haut niveau, issu(e) des nouvelles disciplines olympiques et paralympiques et agissant en qualité d'Ambassadeur(rice) du Sport de la Région Ile-de-France demeurant …….,

d'autre part,

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :

Dans le cadre du développement de la pratique sportive en Île-de-France, la Région accompagne le mouvement sportif et s'engage à soutenir les sportives et les sportifs de haut niveau sélectionnés aux Jeux Olympiques, ainsi qu'aux Jeux Paralympiques. Le soutien de la Région a pour objectif de les accompagner dans leur parcours sportif, de favoriser leur formation professionnelle.

L'action de la Région, associée à la notoriété des sportives et des sportifs de haut niveau, doit aussi contribuer à la promotion du sport, de l'éthique sportive, ainsi que des valeurs dont l'olympisme et le paralympisme sont porteurs.

La Région décide ainsi de valoriser les fonctions sociales et éducatives du sport en favorisant les échanges et la mise en œuvre d'actions d'information et de formation réalisées par ces sportifs de haut niveau en direction des lycéens, des apprentis et des étudiants franciliens, ainsi que dans le cadre des manifestations organisées par le mouvement sportif régional (ligues et comités départementaux et régionaux, clubs sportifs, UNSS, CROSIF, Îles de Loisirs, Conseil Régional des Jeunes, CREPS d'Île-de-France …) et par la Région, au titre de la solidarité internationale et du développement des pratiques sportives.

Lors de l'olympiade 2012 - 2016, quelques Ambassadeurs du sport ont fait preuve d'une exceptionnelle implication dans le dispositif régional, ce qui a contribué à sa réussite auprès des jeunes, c'est pourquoi ceux-ci sont maintenus dans le dispositif, afin de préserver son caractère structurant.

Afin de promouvoir les disciplines sportives intégrant le programme olympique (baseball / softball, karaté, skateboard, escalade et surf) et paralympique (taekwondo et badminton) en 2020, il est proposé d'intégrer un sportif et une sportive de chaque discipline concernée au sein du dispositif.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Afin de permettre la réalisation des objectifs cités en préambule, la Région Île-de-France et M…….sportif / sportive de haut niveau s'engagent à être partenaires. Les modalités de ce partenariat sont précisées dans la présente convention.

Dans cet objectif, la Région Île-de-France s'engage à :

- favoriser l'accès de l'intéressé(e) aux dispositifs d'orientation, de formation et d'insertion qu'elle soutient.

- attribuer une bourse annuelle établie en fonction du nombre d'interventions. Elle est de 1.500 € pour moins de quatre interventions, 3.000 € de quatre à six interventions et 4.000 € dès la septième intervention.

  Cette bourse est destinée à :

  . soutenir son engagement pour sa mission « d'Ambassadeur du sport de la Région Île-de-France» / « de Grand Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France » ;
  . accompagner l'intéressé(e) dans son parcours sportif, ainsi que dans sa vie quotidienne (d'homme, de femme).

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'INTERESSE(E)

- Article 2.1 : Obligations relatives au dispositif des « Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France »

M……. s'engage à participer au programme d'actions des « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme ». Il est destiné à la promotion de la pratique sportive, de l'éthique du sport et des valeurs olympiques et paralympiques.

L'Ambassadeur du Sport / le Grand Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France, a ainsi pour missions de valoriser les fonctions sociales et éducatives du sport en favorisant les échanges et la mise en œuvre d'actions d'information et de formation réalisées en direction des lycéens, des apprentis et des étudiants, ainsi que dans le cadre des manifestations organisées par le mouvement sportif régional (ligues et comités départementaux et régionaux, clubs sportifs, UNSS, CROSIF, Îles de Loisirs, Conseil Régional des Jeunes, CREPS d'Île-de-France …) et par la Région, au titre de la solidarité internationale et du développement des pratiques sportives.

Le programme d'intervention de l'intéressé(e) sera déterminé annuellement en fonction de sa disponibilité.

- Article 2.2 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le sportif / sportive de haut niveau s'engage à mentionner ses missions et son titre dans le cadre du dispositif des « Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme » lors de ses interventions et ses rencontres avec les médias régionaux.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

- Article 3.1 : Modalités d'attribution de la bourse

L'attribution de la bourse ainsi que le montant de celle-ci sont déterminés et renouvelées chaque année par la Région en fonction du programme d'interventions établi avec l'intéressé(e).

Le montant est établi en fonction du nombre d'interventions prévues par le sportif / la sportive.

L'attribution de l'aide est proposée à la commission permanente du Conseil Régional.

- Article 3.2 : Modalités de versement de la bourse

Il est créé trois montants d'aide :

- Une bourse annuelle de 4.000 € pour les sportifs / sportives intervenant au moins sept fois par an dans le cadre de leur mission « d'Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme ».
  Le versement de l'aide régionale fait l'objet de trois versements annuels : 1.500 € dès la première intervention réalisée, le deuxième versement de 1.500 € dès la quatrième intervention réalisée et le troisième versement de 1.000 € dès la septième intervention réalisée.

- Une bourse annuelle de 3.000 € pour les sportifs / sportives intervenant au moins quatre fois par an dans le cadre de leur mission « d'Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme ».
  Le versement de l'aide régionale fait l'objet de deux versements annuels de 1.500 € : le premier dès la première intervention réalisée, le second à la quatrième.

- Une bourse annuelle de 1.500 € pour les sportifs / sportives dont la disponibilité ne leur permet d'intervenir que moins de quatre fois par an dans leur mission « d'Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme ». L'attribution de l'aide régionale s'effectue en un versement, une fois la première intervention réalisée.

Le versement de l'aide est conditionné à :

- la signature de la convention préalablement aux interventions du sportif ;

- la production de l'attestation de réalisation effective de chaque intervention, émise et signée par le responsable de la structure porteuse du projet d'intervention, et signée par le sportif / la sportive concerné(e).

L'attribution de l'aide financière régionale est effectuée par mandat puis virement administratif.

- Article 3.3 : Changement de domiciliation bancaire de l'intéressé(e)

Lorsque l'intéressé(e) change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, ses nouvelles coordonnées bancaires.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET, DUREE DE LA CONVENTION ET CADUCITE DE L'AIDE

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la première bourse au bénéficiaire, à savoir le …….. (date d'attribution).

Elle expire à la fin de l'Olympiade actuelle. Elle est établie pour une durée de quatre années.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de l'aide annuelle, le sportif / la sportive n'a pas réalisé(e) d'interventions permettant de procéder au paiement de celle-ci (conformément à l'article 3.2), ladite aide devient caduque et est annulée. Chaque aide fait l'objet d'une affectation en commission permanente du Conseil Régional sous réserve du vote des crédits correspondants.

ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La résiliation de la convention intervient :

- à la demande expresse de l'une des parties,

- lorsque le sportif / la sportive de haut niveau concerné(e) :

  . n'est plus licencié(e) dans un club francilien ;
  . est suspendu(e) par sa fédération (en attente de la décision statutaire) ;
  . est suspendu(e) pour dopage ou corruption (notamment celle en lien avec les paris en ligne…) ;
  . ne respecte pas l'éthique sportive (manquements au code moral et sportif établi par les fédérations sportives, propos ou attitude discriminatoire allant à l'encontre des valeurs de la République…) ;
  . n'est plus disponible pour assurer sa mission « d'Ambassadeur du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme »/ « de Grand Ambassadeur du Sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme ».

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le sportif / la sportive de haut niveau de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au sportif / sportive de haut niveau une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au sportif / sportive de haut niveau la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif.

Fait à ……, le ……. en deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France
La Présidente

Valérie PECRESSE **M……..**

	Nom	Prénom	Sport	Olympique / Paralympique	Première affectation des autorisations d'engagement de la bourse 2017 pour les Ambassadeurs du sport sous convention
1	ADELAÏDE	Alex	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
2	AICARDI	Jérémy	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
3	ALAIZE	Jean-Baptiste	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
4	AMZILE	Hassan	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
5	ANDEOL	Emilie	Judo	Olympique	1 500 €
6	ANNE	Mame-Ibra	Athlétisme	Olympique	1 500 €
7	ARDON	Patrick	Haltérophilie	Paralympique	1 500 €
8	ATINE-VENEL	Teddy	Athlétisme	Olympique	1 500 €
9	AUFFRET	Benjamin	Plongeon	Olympique	1 500 €
10	AUGIS	Axel	Gymnastique	Olympique	1 500 €
11	BAROUKH	Thomas	Aviron	Olympique	1 500 €
12	BERTRAND	Valentin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
13	BOREL	Yannick	Escrime	Olympique	1 500 €
14	BOYER	Marine	Gymnastique	Olympique	1 500 €
15	CHAINE	Guillaume	Judo	Olympique	1 500 €
16	CISSOKHO	Souleymane	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
17	CITERNE	Robert	Escrime	Paralympique	1 500 €
18	CLAIR	Sandie	Cyclisme	Olympique	1 500 €
19	CLERGET	Axel	Judo	Olympique	1 500 €
20	COELHO	Jordan	Natation	Olympique	1 500 €
21	CONINX	Dorian	Triathlon	Olympique	1 500 €
22	CRATERE	Marc-André	Escrime	Paralympique	1 500 €
23	D'ALMEIDA	Michaël	Cyclisme	Olympique	1 500 €
24	DAUTREMER	Gautier	Athlétisme	Olympique	1 500 €
25	DE LA FOREST	Tanguy	Tir	Paralympique	1 500 €
26	DIANI	Kadidiatou	Football	Olympique	1 500 €
27	EMANE	Gévrise	Judo	Olympique	1 500 €
28	EPANGUE	Gwladys	Taekwondo	Olympique	1 500 €
29	EURANIE	Annabelle	Judo	Olympique	1 500 €
30	GNETO	Priscilla	Judo	Olympique	1 500 €
31	GRUMIER	Gauthier	Escrime	Olympique	1 500 €
32	GUERIN	Lina	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
33	GUYART	Astrid	Escrime	Olympique	1 500 €
34	HORTA	Fanny	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
35	HRIMECHE	Zachari	Gymnastique	Olympique	1 500 €
36	IDDIR	Alexandre	Judo	Olympique	1 500 €
37	IFEBE	Yannick	Escrime	Paralympique	1 500 €
38	JACQUES-ANDRE-COQUIN	Joséphine	Escrime	Olympique	1 500 €
39	JEREMIASZ	Michaël	Tennis	Paralympique	1 500 €
40	JESEL	Antoine	Aviron	Paralympique	1 500 €
41	JURBERT	Marine	Trampoline	Olympique	1 500 €
42	KEITA	Nantenin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
43	KHYAR	Walide	Judo	Olympique	1 500 €
44	KONKI	Elie	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
45	LAUGEL	Jonathan	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
46	LE BLOUCH	Kilian	Judo	Olympique	1 500 €
47	LECAVELIER	Laurine	Patinage artistique	Olympique	1 500 €
48	LEFEBVRE	Hélène	Aviron	Olympique	1 500 €
49	LEFORT	Enzo	Escrime	Olympique	1 500 €
50	LEVERDEZ	Brice	Badminton	Olympique	1 500 €
51	LIMARE	Vincent	Judo	Olympique	1 500 €
52	LUCENAY	Jean-Michel	Escrime	Olympique	1 500 €
53	MALONGA	Madeleine	Judo	Olympique	1 500 €
54	MANGA	Aurel	Athlétisme	Olympique	1 500 €
55	MARCHAND	Guylaine	Aviron	Paralympique	1 500 €
56	MARET	Cyrille	Judo	Olympique	1 500 €
57	MARTINY	Sébastien	Trampoline	Olympique	1 500 €
58	MORANTE	Allan	Trampoline	Olympique	1 500 €

59	MÖRCH	Emmanuelle	Tennis	Paralympique	1 500 €
60	MORIAME	Jonathan	Water-polo	Olympique	1 500 €
61	NANKIN	Cédric	Rugby	Paralympique	1 500 €
62	N'DIAYE	M'Bar	Taekwondo	Olympique	1 500 €
63	OURAHMOUNE	Sarah	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
64	PAYET	Laëtitia	Judo	Olympique	1 500 €
65	POUSSE	Pauline	Athlétisme	Olympique	1 500 €
66	PUJADES	Anthony	Triathlon	Olympique	1 500 €
67	RADIUS	Louis	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
68	REMBY	Lauren	Escrime	Olympique	1 500 €
69	SALLEM	Ryadh	Rugby	Paralympique	1 500 €
70	TAMBADOU	Moussa	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
71	TARDIEU	Stéphane	Aviron	Paralympique	1 500 €
72	TEBAR	Karen	Equitation	Olympique	1 500 €
73	THIBUS	Ysaora	Escrime	Olympique	1 500 €
74	TONY-HELISSEY	Jean-Paul	Escrime	Olympique	1 500 €
75	TOUZI	Badr	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
76	ZAHI	Carolle	Athlétisme	Olympique	1 500 €
				TOTAL	**114 000 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-51
DU 9 MARS 2017

CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU La loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat ;

VU La loi n°2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics ;

VU La loi n°2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public ;

VU La délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 relative au Plan régional de lutte pour la défense de la laïcité, des valeurs de la République, et l'engagement dans la prévention de la radicalisation ;

VU La délibération n° CR 01-16 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU L'avis de la commission du sport, de la jeunesse, et de la vie associative ;

VU L'avis de la commission administration générale ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis du comité technique du 28 février 2017 ;

VU Le rapport CR 2017-51 présenté par madame la présidente du conseil régional

VU d'Île-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 :

Adopte la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité jointe en annexe à la présente délibération, qui s'applique aux agents régionaux, aux partenaires régionaux et aux usagers des équipements et services publics régionaux.

Article 2 :

Subordonne l'attribution de subvention régionale à tout organisme au respect et à la promotion de cette charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

A cette fin, tout organisme sollicitant une subvention du conseil régional annexe à sa demande un exemplaire de la charte signée par son représentant légal.

La mise en œuvre des dispositions de cette charte figure également dans le compte rendu d'exécution ou, le cas échéant, dans le compte-rendu financier, de l'action soutenue par le financement régional.

Tout manquement avéré au respect des valeurs de la charte conduit au non-versement ou à la restitution de la subvention régionale accordée, dans les conditions précisées par le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Article 3 :

Incite les structures compétentes pour gérer les équipements et services publics régionaux, et notamment les Iles de loisirs, à modifier leur règlement intérieur afin de prévoir les modalités de diffusion et d'application de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité auprès de leurs usagers.

Article 4 :

Décide de créer un comité paritaire de suivi et d'évaluation régional de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité réunissant des élus régionaux et des personnalités choisies pour leur expertise sur le sujet, sous la présidence d'un élu régional désigné par la Présidente du Conseil régional. Ce comité paritaire établit un bilan annuel permettant d'évaluer la mise en œuvre de la charte régionale, qui sera présenté à l'assemblée régionale et dans lequel il :

- identifie les éventuelles difficultés de mise en œuvre de la charte (notamment issues du réseau d'alerte et d'intervention) et propose des solutions pour les lever ;
- valorise les bonnes pratiques à diffuser ;
- conseille la Région sur les améliorations de la charte.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente compétence pour modifier la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE : CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Préambule

La Région Ile-de-France s'engage à préserver et défendre les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République que sont la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et la Constitution du 4 octobre 1958, ainsi que le principe de laïcité garanti par la loi du 9 décembre 1905[1]. La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité est l'expression de cet engagement et s'impose à tous ses agents, ses usagers ainsi que les partenaires dont elle soutient financièrement l'action. Elle prend particulièrement sens dans un contexte où la République française subirait des provocations et/ou des atteintes régulières dont le but serait de remettre en cause les valeurs qui la fondent.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de religion. Elle garantit des droits égaux aux femmes et aux hommes.

La laïcité repose sur trois principes : la liberté de conscience et de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. Les valeurs de la République permettent l'exercice de la citoyenneté. Elles impliquent le rejet de toute violence, des discriminations, garantissent l'égalité des femmes et des hommes et reposent sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre. Leur respect impose qu'aucun principe religieux ne leur est supérieur.

Nul ne peut se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour ne pas appliquer les principes et valeurs de la République. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public. La liberté de religion ou de conviction rencontre nécessairement les limites liées au respect du pluralisme religieux et à la liberté de ne pas croire, à la protection des droits et des libertés d'autrui, au maintien de l'ordre public, de la paix civile et du vivre ensemble.

Si la loi impose l'exercice du principe de neutralité aux services publics, les usagers du service public comme les acteurs privés ne doivent pas entraver la liberté et le libre-arbitre d'autrui, dans le souci de l'intérêt général.

La Région décide de promouvoir et de faire respecter ces principes dans tous les champs de son intervention, tout en garantissant à toutes et tous la liberté d'adhésion et d'accès aux services, la non-discrimination, la non tolérance des incivilités, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

[1] Le principe de laïcité a valeur constitutionnelle en application de l'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958. Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat ont constitutionnellement consacré le principe de laïcité dans leurs décisions CC, 19 novembre 2004, *Traité sur la Constitution Européenne* (n°2004-505 DC) ; CC, 21 février 2013, *Association pour la promotion et l'expansion de la laïcité* (n°2012-297 QPC) ; et CE, 6 avril 2001, *Syndicat national des enseignants du second degré* (n°219379).

Les agents de la Région Ile-de-France

Article 1

Le devoir de stricte neutralité s'impose à tout service public quelle que soit la nature de sa relation avec un administré ou un usager, et quel que soit le domaine d'activité.

Il en résulte un devoir de stricte neutralité pour les agents de la Région Ile-de-France. Ils doivent adopter un comportement impartial vis-à-vis de leurs collègues ainsi que de toutes les personnes et organismes avec lesquels ils sont en contact et respecter la liberté de conscience de leurs interlocuteurs.

Article 2

La liberté de conscience est garantie aux agents publics. La manifestation de leurs convictions dans l'exercice de leurs fonctions constitue un manquement au devoir de neutralité.

Article 3

Il appartient à tout agent public de faire respecter l'application du principe de laïcité et de transmettre aux usagers le sens et la valeur des principes fondamentaux de la République.

Les organismes soutenus par la Région

Article 4

Toutes les personnes morales publiques ou privées soutenues par la Région respectent et font respecter les principes et valeurs de la République.

Les organismes appartenant au mouvement d'éducation populaire et de jeunesse et du mouvement sportif s'engagent particulièrement à transmettre ces valeurs au travers de leurs œuvres éducatives, l'action associative ainsi que dans le sport.

A ce titre, ils contribuent à l'égal traitement de tous, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de religion et luttent contre toutes les formes de discriminations.

Ils s'engagent à faire respecter l'égalité entre les femmes et les hommes, refusent toutes les formes de sexisme et de violences faites aux filles, qu'elles soient mineures ou majeures, et aux femmes, toutes les formes de harcèlement, le port de tenues vestimentaires imposé, le refus de contact ou de relation hiérarchique avec des femmes.

Ils veillent à l'intégrité morale et physique des jeunes et notamment des mineurs (maltraitance psychologique ou physique, violence à caractère sexuel, mise sous emprise psychologique).

Ils protègent leurs adhérents, salariés, bénévoles et usagers contre tout prosélytisme qui constituerait des formes de pressions et les empêcherait d'exercer leur libre arbitre et de faire leurs propres choix.

Ils n'acceptent pas que des individus puissent se prévaloir de leur appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux lois de la République.

Ils ne tolèrent ni les violences ni les incivilités ou tout autre comportement signifiant le rejet et la haine de l'autre, en particulier sur les terrains de sport et dans les tribunes des stades.

Les usagers et utilisateurs des équipements et services publics régionaux

Article 5

La liberté de conscience s'applique aux administrés et usagers des équipements et services publics régionaux.

Le droit des usagers d'exprimer leurs convictions religieuses, syndicales, politiques, philosophiques s'exerce dans la limite du bon fonctionnement et de la neutralité du service public, du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions ainsi que des impératifs d'ordre public, de sécurité et d'hygiène.

Article 6

Les usagers des services publics régionaux doivent s'abstenir de toute forme de prosélytisme ainsi que tout comportement de nature à risquer de porter atteinte aux règles d'hygiène, de sécurité ou à troubler l'ordre public.

Article 7

Les usagers des services publics régionaux ne peuvent se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour ne pas appliquer les principes et valeurs de la République, ni porter atteinte au vivre ensemble.

Ils ne peuvent également récuser un agent public régional ou d'autres usagers du même service public, ni exiger une adaptation du fonctionnement du service public ou d'un équipement public.

Annexe à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Extraits des principaux textes fondateurs :

Articles 4 et 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 :
« *Article 4 : La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.* ».

« *Article 10 : Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.* ».

Extrait du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 :
« *3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.* ».

Extrait de l'article 1 de la Constitution du 4 octobre 1958 :
« *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances* (…). ».

Article 1 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat :
« *La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.* ».

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-55

DU 9 MARS 2017

NOUVELLE STRATEGIE RÉGIONALE POUR L'ACCES DES FRANCILIENNES ET DES FRANCILIENS AUX LOISIRS ET AUX VACANCES

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des marchés publics ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013, politiques régionales sociale et de santé, portant approbation de conventions type et annexe type relative à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport n° CR 2017-55 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission Famille, Action sociale, Handicap ;

VU L'avis de la commission des Finances.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1 :

Décide la mise en œuvre du dispositif de « développement de l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances ».

Article 2 : Tickets-loisirs

Approuve le règlement d'intervention tickets-loisirs, joint en annexe 1 à la délibération.

Approuve les conventions « types » associées, jointes en annexes n° 2 à 6 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Délègue à la commission permanente les modifications du règlement d'intervention et des différentes conventions rattachées au dispositif, mentionnées ci-dessus.

Décide la mise en œuvre du dispositif pour la période du 1er juin 2017 au 1er mars 2018.

Décide, pour cette période, l'attribution aux organismes gestionnaires des îles de loisirs, signataires de la convention évoquée ci-dessus, d'une participation de 6 € par souche de ticket-loisirs retournés.

Affecte une autorisation d'engagement de **686.539 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 (133003) « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », nature 656 « Participations ».

Délègue à la commission permanente, pour les exercices suivants, le vote du prix unitaire du ticket-loisirs et de sa période d'utilisation.

Article 3 :

Abroge la délibération n° CR 08-11 des 10 et 11 février 2011 approuvant le dispositif cadre sur la mise en œuvre du ticket-Loisirs dans les Bases de Plein air et de Loisirs régionales.

Article 4 : Mise en place d'actions à vocation sportive, culturelle et pédagogique

Approuve l'action village sportif et culturel de la Région Île-de-France, présentée en annexe 7 à la délibération.

Délègue à la commission permanente les modifications de la fiche action «village sportif et culturel de la Région Île-de-France », mentionnée ci-dessus.

Approuve la convention « type » de mise à disposition de service avec les Syndicats mixtes gestionnaires des îles de loisirs pour l'organisation des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France, jointe en annexe n° 8 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Délègue à la commission permanente les modifications de cette convention-type, ainsi que l'approbation des annexes relatives aux programmes d'activités des villages sportifs et culturels et au coût unitaire prévisionnel de fonctionnement de ces activités.

Délègue à la commission permanente l'approbation de conventions « types » de mise à disposition de service avec les Syndicats mixtes gestionnaires des îles de loisirs pour l'organisation d'autres actions à vocation sportive, culturelle et pédagogique.

Article 5 : Adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets 2017 « Aide au départ en vacances des familles hors Île-de-France »

Approuve le règlement d'intervention de l'appel à projets « Aide au départ en vacances des familles » figurant en annexe 9 de la présente délibération, ouvert dans le cadre de la mise en œuvre du « fonds régional de solidarité et soutien aux familles ».

Pour les associations, subordonne le versement des subventions issues de ce dispositif :

- pour les subventions inférieures ou égales à 23.000 euros, au respect, par les bénéficiaires, de l'annexe financière adoptée par la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013,

- pour les subventions supérieures à 23.000 euros, à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013,

Pour les organismes autres que les associations autorisées par le règlement d'intervention, subordonne le versement des subventions à des conventions-type dont l'adoption est déléguée à la commission permanente.

Délègue à la commission permanente toute modification du règlement d'intervention précité et des conventions précitées au titre du dispositif « aide au départ en vacances des familles».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

1 - Règlement d'intervention ticket-loisirs

2 - Convention type entre la Région et les organismes gestionnaires des îles de loisirs régionales pour la mise en œuvre du dispositif ticket-loisirs

3 - Convention type entre la Région et les organismes bénéficiaires des tickets-loisirs (hors mouvement sportif)

4 - Convention type pour la mise en œuvre de séjours sur les îles de loisirs au profit de familles franciliennes fragilisées et des femmes victimes de violences

5 - Convention type entre la Région et les organismes bénéficiaires des tickets-loisirs (mouvement sportif)

6 - Convention type entre la Région et les organismes bénéficiaires des tickets-loisirs (hors appel à projets)

7 - Fiche de présentation de l'action village sportif et culturel de la Région Île-de-France

8 - Convention de mise à disposition de service pour l'organisation des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France

9 - Règlement d'intervention de l'appel à projets « aide au départ en vacances des familles hors Île-de-France »

ANNEXE 1

RÈGLEMENT D'INTERVENTION TICKET-LOISIRS

Préambule

Les tickets-loisirs sont utilisables exclusivement sur les îles de loisirs d'Île-de-France :

- Seine-et-Marne : Bois-le-Roi, Buthiers, Jablines-Annet, Vaires-Torcy,
- Yvelines : Boucles de Seine, Saint-Quentin-en-Yvelines, Val-de-Seine,
- Essonne : Etampes, Le Port aux Cerises,
- Seine-Saint-Denis : La Corniche des Forts,
- Val-de-Marne : Créteil,
- Val-d'Oise : Cergy-Pontoise.

Article 1 : Objectifs

- Réaffirmer la vocation sociale des îles de loisirs,
- Renforcer le lien entre les acteurs du sport et ces propriétés régionales,
- Favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs, et leur dimension éducative et sociale,
- Encourager la pratique sportive féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Promouvoir les îles de loisirs, et notamment les activités et offres de séjours qui y sont proposées,
- Soutenir des animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs nationaux,
- Favoriser le tourisme de proximité.

Article 2 : Éligibilité

Article 2.1 : Bénéficiaires

Sont éligibles au dispositif des tickets-loisirs :

Bénéficiaires franciliens directs	Publics cibles (franciliens)
Dans le cadre de l'appel à projets :	
➢ **Communes et arrondissements de Paris** La commune ou l'arrondissement se charge d'assurer la répartition des TL au sein de son territoire au profit des services jeunesse, services des sports, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations, CCAS, centres sociaux, pour le public suivant : ⟶	Jeunes franciliens âgés de 11 à 17 ans.
➢ **Hôpitaux et organismes à but non lucratif œuvrant au profit d'enfants ou d'adolescents hospitalisés**	Franciliens hospitalisés de moins de 18 ans et les accompagnants lors de sorties (dont les familles).
➢ **Organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap**	Personnes franciliennes en situation de handicap (tout âge et tout type de handicap).

➢ **Mouvement sportif** (fédérations, ligues, comités régionaux, coordinations régionales ou unions régionales, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région)	Publics fréquentant les îles de loisirs Licenciés de tout âge
Organismes à but non lucratif, ayant un contact privilégié avec les publics cibles suivants : ⟶ ➢ **Communes et arrondissements de Paris** *(pour leurs propres comptes)***,** ➢ **Associations de solidarité** *(de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets)***,** ➢ **Centres sociaux et maisons de quartiers** ➢ **Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)**	<u>Pour des séjours uniquement</u> : Familles franciliennes fragilisées, notamment en situation de précarité, chômage ou rupture sociale et en priorité les familles monoparentales ou des jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité économique. Une priorité sera donnée à des primo-partants et aux habitants des territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville. Femmes victimes de violences
<u>Dans le cadre de projets sportifs, pédagogiques ou de solidarité (hors appel à projets) :</u>	
➢ **Collectivités locales et leurs groupements** (EPCI)**,** ➢ **Associations loi 1901 et fondations,** de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets ➢ **Structures d'encadrement de jeunes animées par des forces de l'ordre ou de secours** (policiers, militaires, pompiers) ➢ **Forces de de l'ordre et services publics de secours** ➢ **Gestionnaires des îles de loisirs** ➢ **Mouvement sportif associatif** (fédérations, ligues, comités régionaux, coordinations régionales ou unions régionales, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région)	En fonction des actions : - Jeunes franciliens de 11 à 17 ans fréquentant des structures associatives ou communales - Grand public - Forces de l'ordre et services publics de secours franciliens - Orphelins mineurs - Personnes franciliennes en situation de handicap - Personnels de la Région Île-de-France

Article 2.2 : Nature des projets soutenus sous la forme de tickets-loisirs

1.2.1. Dans le cadre de l'appel à projets

Les tickets-loisirs (TL) permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement des projets collectifs suivants :

Bénéficiaires	Projets
➢ **Communes et arrondissements de Paris** *(pour les services jeunesse, services des sports, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations, CCAS, centres sociaux)*	**<u>Sortie en groupe à la journée et cycles d'activités sportives</u>** ✓ Différentes formules proposées par les îles de loisirs, d'une valeur de 1 à 2 TL. Celles-ci comprennent l'entrée sur le site et une ou plusieurs activités libres ou encadrées. ✓ Financement d'une activité, d'une animation ou d'un projet hors formules : participation de la Région limitée à 2 TL par

➢ **Hôpitaux et organismes à but non lucratif œuvrant au profit d'enfants ou d'adolescents hospitalisés** ➢ **Organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap**	personne et par jour (3 TL pour un public en situation de handicap, si les conditions d'encadrement de l'activité proposée le justifient). ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, limitée à 5 séances pour un cycle d'activités sportives organisé sur plusieurs jours, ✓ Les frais de transports, de restauration et d'encadrement du groupe selon les normes en vigueur sont à la charge du bénéficiaire. Les dépenses liées à des sorties / animations scolaires ne sont pas éligibles au dispositif ticket-loisirs, à l'exclusion de celles organisées par les Fédérations sportives scolaires.
➢ **Mouvement sportif**	**<u>Actions développées en faveur des adhérents et licenciés de l'organisme</u>** Le soutien apporté vise à permettre l'accès à la pratique sportive au plus grand nombre et pour tous les publics, par le biais notamment d'actions favorisant : ✓ le développement des pratiques féminines ou mixtes, des adolescents, des personnes en situation de handicap notamment ; ✓ le développement des pratiques émergentes ; ✓ le développement du sport-santé ; ✓ la mise en place d'animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs. Peuvent être soutenues les actions développées en faveur des adhérents et licenciés de l'organisme, dans les conditions suivantes : ✓ Soutien conditionné à la mise en œuvre gratuite, dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France, d'animations sportives en lien avec les gestionnaires des îles de loisirs. L'action proposée devra être adaptée au public cible des villages, à savoir prioritairement des jeunes franciliens de 11 à 17 ans, accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…). La mise en place de cette action ne peut donner lieu à une facturation auprès des gestionnaires des îles de loisirs. ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement, de restauration des bénévoles et encadrants, réalisées sur les îles de loisirs. ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, plafonnée à : ▪ 30 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées en dehors des vacances d'été, ▪ 15 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées durant les vacances d'été. Le calendrier scolaire, arrêté par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sert de référence pour la définition de ces périodes. Chaque action proposée doit être présentée et accompagnée d'un descriptif et d'un plan de financement.

➢ **Communes et arrondissements de Paris** *(pour les services jeunesse, services des sports, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations, CCAS, centres sociaux)*	**<u>Séjours sur les îles de loisirs</u>** **1/ <u>Formule séjour groupes « sport-langues »</u>** (10 nuitées maximum) : ✓ Séjour incluant obligatoirement un projet pédagogique, comprenant l'apprentissage de l'anglais (cours de langues de 2H par jour) et des gestes de premiers secours, ainsi que la pratique d'activités sportives libres ou encadrées. ✓ Sont éligibles les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète), de location de salles et d'activités sportives ou de loisirs réalisées sur les îles de loisirs, ✓ Participation de la Région plafonnée à 50 % des dépenses éligibles, dans la limite de 4 TL par personne et par jour. ✓ Les dépenses complémentaires, dont les frais de transports, d'encadrement du groupe, de mise en place de l'apprentissage de l'anglais sont à la charge de l'organisme bénéficiaire de la prestation.
Organismes à but non lucratif, ayant un contact privilégié avec le public cible de l'opération ➢ **Communes, arrondissements de Paris** (pour leurs seuls comptes) ➢ **Associations de solidarité** *(de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets)***,** ➢ **Centres sociaux,** ➢ **Maisons de quartiers** ➢ **Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)**	**2/ <u>Formule séjours au profit de familles franciliennes fragilisées</u>** ✓ Cette action vise à proposer une offre de week-ends (2 jours) et de séjours (3 à 8 jours) à des familles franciliennes à revenus modestes (familles/jeunes adultes), par l'intermédiaire d'organismes relais en contact avec ces publics. ✓ Effets recherchés pour les familles : o rupture du quotidien nécessaire aux effets remobilisateurs, o renforcement des liens familiaux et parentaux, o prise d'initiatives et meilleure autonomie dans l'organisation de leurs loisirs et des projets de vacances ✓ Une participation familiale correspondant à au moins 10% des dépenses éligibles est exigée. L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs en est garant. **3/ <u>Formule séjours au profit des femmes victimes de violences</u>** (15 nuitées maximum) **:** ✓ Cette action vise à proposer une offre de séjour à des femmes victimes de violences et à leurs enfants pour les éloigner de leur milieu de vie habituel et permettre leur reconstruction dans un environnement nouveau et apaisé. ✓ L'organisateur bénéficiaire devra prévoir un encadrement social et psychologique et un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées. **<u>Règles communes aux séjours organisés au profit des familles franciliennes fragilisées et des femmes victimes de violences</u>** ✓ L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs s'engage à trouver le public bénéficiaire correspondant aux critères d'éligibilité. Il est l'interlocuteur unique des îles de loisirs et de la Région. Il assure l'interface avec les publics bénéficiaires des séjours. Il se charge de la réservation des séjours, des paiements, de la

	diffusion de toutes les informations utiles aux familles et aux femmes concernées par l'opération. Il s'engage à nommer un référent, chargé du suivi des inscriptions et du bon déroulement du séjour. ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète) et d'activités sportives et de loisirs réalisées sur les îles de loisirs. ✓ La participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, est plafonnée à : ✓ 85 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés en dehors des vacances d'été, ✓ 50 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés durant les vacances d'été, ✓ dans la limite de 7TL par jour et par personne. Le calendrier scolaire, arrêté par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, sert de référence pour la définition de ces périodes. Le transport du domicile à l'île de loisirs est à la charge des bénéficiaires.

1.2.2. Hors appel à projets

La Région pourra apporter un soutien, hors appel à projets, à des opérations spécifiques, développées en partenariat avec les îles de loisirs, à visée éducative, pédagogique, sportive ou solidaire, autres que ceux référencés à l'article 2.2.

Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement et de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète) réalisées sur les îles de loisirs.

La participation régionale, sous forme de tickets loisirs, pourra aller jusqu'à 100% des dépenses éligibles, suivant la nature des projets.

Article 2.3 : Les critères d'appréciation dans le cadre de l'appel à projets

Chaque demande de tickets-loisirs reçue est examinée selon une grille de lecture qui tient compte des éléments suivants :

- Population légale de la commune suivant le dernier recensement de l'INSEE,
- Nombre d'organismes sollicitant des tickets au sein de la commune,
- Organisme œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap ou de Franciliens mineurs hospitalisés : nombre de personnes susceptibles d'être accompagnées sur les îles de loisirs,
- Projets portés par des territoires ruraux,
- Nature et qualité des projets envisagés,
- Séjours groupes : qualité du projet pédagogique envisagé, notamment en matière d'apprentissage de l'anglais,
- Taux de réalisation des actions et qualité du bilan (année N-1)
- Mise en valeur du soutien régional dans les supports de communication de la structure (année N-1)

Critères spécifiques aux séjours organisés au profit des familles fragilisées et des femmes victimes de violences :

- Expérience et légitimité de l'organisme à porter le projet présenté,
- Proximité du porteur de projet avec le public cible,
- Critères et modalités du choix des bénéficiaires par l'organisme. Pour les familles fragilisées, une priorité est donnée à des primo-partants, notamment aux habitants des territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville.
- Pertinence du projet, choix des durées de séjours au regard du public et des objectifs recherchés,
- Programme d'accompagnement des familles et des femmes mis en place par le porteur de projet (accompagnement prévu dans la préparation, l'organisation, en cours de séjour et dans la phase d'évaluation),
- Pour les séjours au profit des femmes de violences : Encadrement social et psychologique et un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées,
- Capacité à mobiliser les co-financements et à mener à bien le projet.

Critères spécifiques au mouvement sportif :

- Nombre de licenciés franciliens dans la discipline considérée,
- Nature, qualité (organisation, communication, partenariat développé avec l'IDL) et pertinence de l'action envisagée en faveur des licenciés,
- Nouvelle action ou reconduction d'une action existante,
- Action favorisant la pratique sportive du plus grand nombre et soutenant la pratique féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Ampleur et qualité de l'action proposée dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France. Sera appréciée la mise en place d'actions sur des îles de loisirs rurales et péri-urbaines. Ces critères seront importants dans la détermination du pourcentage de participation de la Région au projet porté par l'acteur sportif au profit de ses licenciés.
- Grand évènement sportif prévu, dans les 12 mois, dans la discipline considérée.
- Coût de l'action au regard de la fréquentation prévisionnelle,
- Taux de réalisation des actions et qualité du bilan (année N-1),
- Mise en valeur du soutien régional dans les supports de communication de la structure (année N-1)

Article 3 : Modalités de fonctionnement

Article 3.1 : Modalités de l'appel à projets

Deux appels à projets annuels distincts se feront par le biais de la plateforme des aides régionales PAR :

- un premier concernant les actions suivantes : sortie(s) en groupe à la journée, cycles d'activités sportives, séjours groupes "sport-langues", actions développées en faveur de licenciés sportifs,
- un second portant exclusivement sur les séjours destinés aux familles fragilisées et aux femmes victimes de violences.

Seules les candidatures reçues via cette plateforme, dans les délais prévus par l'appel à projets, seront éligibles s'agissant des projets référencés à l'article 2.2.

La Région se réserve la possibilité de lancer un second appel à projets au cours de l'année, pour les différents types d'actions, si le nombre total de tickets-loisirs accordé suite au premier appel à projets est inférieur au nombre de tickets-loisirs susceptibles d'être émis au regard du montant d'autorisation d'engagement voté par la Commission Permanente pour la mise en œuvre du dispositif.

Le dossier transmis à la Région devra être établi conformément au document téléchargeable sous la rubrique « appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr. Le dépôt d'une demande de tickets-loisirs, même complète, n'entraîne pas sa sélection automatique et l'octroi d'une aide régionale.

Article 3.2 : Modalités d'instruction (appel à projets et hors appel à projet)

Le service de la Région en charge des loisirs instruit les demandes formulées dans le cadre de l'appel à projets ou hors appels à projets. Le service des sports apporte son soutien dans l'expertise des dossiers. En tant que de besoin, la procédure d'instruction sollicite d'autres partenaires internes ou externes.

Article 3.3 : Engagements de la Région Île-de-France, des bénéficiaires et des organismes gestionnaires des îles de loisirs (appel à projets et hors appel à projet)

L'attribution de tickets-loisirs fait l'objet d'une convention entre la Région et le bénéficiaire, quel que soit le mode de distribution.

S'agissant des services municipaux ou associations locales en charge de la jeunesse, seule une convention sera signée avec la commune considérée comme tête de réseau à l'échelle de son territoire (à l'exclusion des séjours organisées au profit des familles franciliennes fragilisées).

La mise en place du dispositif fait l'objet d'une convention entre la Région et les organismes gestionnaires des îles de loisirs. La Région s'engage à soutenir financièrement les îles de loisirs, pour la réalisation de l'opération tickets-loisirs, par l'attribution d'une subvention calculée suivant le nombre de tickets collectés dûment tamponnés. Le montant total versé par la Région à l'ensemble des îles de loisirs concernées ne peut excéder la valeur correspondant au nombre de tickets émis par la Région, et aux crédits inscrits au budget voté par la Région.

La commission permanente de la Région Ile-de-France se prononce sur les périodes d'utilisation des tickets-loisirs et leur valeur unitaire.

Les tickets loisirs accordés, quel que soit le mode de distribution, ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

Article 3.4 : Évaluation du dispositif (appel à projets et hors appel à projets)

Un bilan quantitatif et qualitatif est transmis par le bénéficiaire dans les délais prévus dans la convention. La production de ces justificatifs conditionne l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif l'année N+1.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

ANNEXE 2

**CONVENTION ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LES ORGANISMES GESTIONNAIRES DES ÎLES DE LOISIRS RÉGIONALES
POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF TICKET-LOISIRS**

ENTRE La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, en vertu de la délibération n° CR 055-17 du 9 mars 2017
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET L'organisme gestionnaire de l'île de loisirs de
représenté par …….
ci-après dénommé « l'organisme »,

d'autre part,

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Région souhaite mener sur ses îles de loisirs une politique volontariste de développement de l'accès au sport, une politique volontariste de développement de l'accès aux loisirs et aux vacances axée sur 3 volets :

- un volet social ;
- un volet loisirs-sportifs, culturel et éducatif accessibles à tous ;
- un volet touristique, jumelée à des loisirs récréatifs.

Le dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances », adopté par le CRX du X, dans lequel s'inscrit l'action ticket-loisirs a pour objectif de :

- Favoriser la cohésion sociale,
- Renforcer le lien entre les acteurs du sport et ces propriétés régionales,
- Favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs, et leur dimension éducative et sociale,
- Encourager la pratique sportive féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Promouvoir les îles de loisirs, et notamment les activités et offres de séjours qui y sont proposées,
- Soutenir des animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs nationaux,
- Favoriser le tourisme de proximité.

Dès lors, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'utilisation par l'organisme des tickets-loisirs distribués par la Région Île-de-France, en vue de permettre aux publics visés à l'article 2, d'organiser sur l'île de loisirs, des sorties à la journée, des cycles d'activités, des séjours ou des animations sportives, culturelles et pédagogiques.

ARTICLE 2 : PUBLICS BÉNÉFICIAIRES DU DISPOSITIF

Les publics cibles de ce dispositif sont les suivants :

- ✓ les jeunes Franciliens de 11 à 17 ans. Une attention particulière sera portée à la participation féminine aux activités sportives de plein air,
- ✓ les Franciliens hospitalisés de moins de 18 ans et leurs accompagnants (dont leurs familles),
- ✓ les familles franciliennes fragilisées, notamment en situation de précarité, chômage ou rupture sociale et en priorité les familles monoparentales ou des jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité économique,
- ✓ les femmes victimes de violences,
- ✓ les personnes franciliennes en situation de handicap qui fréquentent des structures d'accueil,
- ✓ les licenciés sportifs franciliens,
- ✓ les orphelins mineurs,
- ✓ les personnels de la Région Île-de-France,
- ✓ les publics fréquentant les îles de loisirs.

Ces publics bénéficient de sorties, d'animations ou de séjours sur les îles de loisirs, par le biais de structures bénéficiaires de tickets-loisirs, majoritairement des communes et organismes relais de ses territoires, des organismes œuvrant en faveur des personnes en situation de handicap et des acteurs du mouvement sportif.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

L'organisme signataire de la présente convention s'engage à :

- **proposer aux organismes bénéficiaires de tickets-loisirs :**
  - une formule « classique » à la journée, d'une valeur d'un ticket, comprenant l'entrée sur site, l'accès à l'espace de baignade (si le site en dispose), une activité habituellement payante. Le total du prix public des prestations proposées doit être supérieur ou égal à la valeur unitaire du ticket-loisirs. Celle-ci est fixée à X euros pour l'année X.
  - une ou plusieurs variantes, à la journée, d'une valeur d'un à deux tickets par personne, comprenant l'entrée sur site et une ou plusieurs activités. Elles permettront de diversifier l'offre et de l'étendre à des activités encadrées par du personnel qualifié (séances de voile, parcours dans les arbres, poney…). Le nombre de tickets-loisirs sollicité par l'organisme gestionnaire peut être porté à 3 pour des personnes en situation de handicap, si les conditions d'encadrement de l'activité proposée le justifient.

- **autoriser le financement, sous forme de tickets-loisirs, d'une activité, d'une animation, d'un cycle d'activités sportives ou d'un projet pédagogique hors formule**. Participation régionale limitée à 2 TL par personne et par jour et à 5 séances pour un cycle d'activités sportives.

Pour un public en situation de handicap, la participation régionale peut être portée à 3 TL par personne et par jour, au lieu de 2, si les conditions d'encadrement de l'activité proposée par l'organisme le justifient.

- **favoriser la mise en œuvre d'actions par le mouvement sportif**

  Ces acteurs bénéficient de tickets-loisirs pour l'organisation d'actions en faveur de leurs licenciés, dans les conditions suivantes :

  - ✓ Soutien conditionné pour le mouvement sportif, à la mise en œuvre gratuite, dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France, d'animations sportives en lien avec les gestionnaires des îles de loisirs. La mise en place de cette action ne peut donner lieu à une facturation auprès des îles de loisirs.
  - ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement, de restauration des bénévoles et encadrants, réalisées sur les îles de loisirs.
  - ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, plafonnée à :
    - 30 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées en dehors des vacances d'été,
    - 15 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées durant les vacances d'été.

    Le calendrier scolaire, arrêté par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sert de référence pour la définition de ces périodes.

- **accueillir les bénéficiaires dans le cadre de séjours dans les conditions suivantes** :

  a) **<u>séjours de groupes « sport-langues »</u>** (jeunes Franciliens de 11 à 17 ans et personnes en situation de handicap) :
  - Séjours incluant obligatoirement, dans le projet pédagogique, l'apprentissage de l'anglais (cours de langues de 2H par jour) et des gestes de premiers secours, ainsi que et la pratique d'activités sportives libres ou encadrées, proposées par l'île de loisirs. L'île de loisirs s'engage, selon ses disponibilités, à proposer la location d'une salle, à prix préférentiel, pour la mise en place des cours d'anglais.
  - Sont éligibles les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète), de location de salles et d'activités sportives ou de loisirs, réalisées sur les îles de loisirs.
  - Participation de la Région plafonnée à 50 % des dépenses éligibles, dans la limite de 4 TL par personne et par jour ; 10 nuitées maximum.
  - Les dépenses complémentaires, dont les frais de transports, d'encadrement du groupe, de mise en place de l'apprentissage de l'anglais, etc…sont à la charge de l'organisme bénéficiaire de la prestation.

  b) **<u>séjours au profit de familles franciliennes fragilisées</u>** :
  - Dès lors que l'île de loisirs dispose d'hébergements adaptés, l'organisme est tenu d'accepter les tickets-loisirs pour l'accueil de familles fragilisées, dans le cadre de week-ends (2 nuits) et de séjours (3 à 8 jours) avec activités, par l'intermédiaire d'organismes relais bénéficiaires de tickets-loisirs.
  - Une participation familiale correspondant à au moins 10 % des dépenses éligibles est exigée. L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs en est garant.

  c) **<u>séjours au profit de femmes victimes de violences</u>** (15 nuitées maximum)
  - Dès lors que l'île de loisirs dispose d'hébergements adaptés, l'organisme est tenu d'accepter les tickets-loisirs pour l'accueil de femmes victimes de violences et de leurs enfants, par l'intermédiaire d'organismes relais bénéficiaires de tickets-loisirs. Cette action vise à les éloigner de leur milieu de vie habituel et permettre leur reconstruction dans un environnement nouveau et apaisé. L'organisme relais assurera l'encadrement social et psychologique et un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées.

Pour les séjours organisés au profit des familles franciliennes fragilisées et des femmes victimes de violences :

- L'organisme relais est l'interlocuteur unique de l'île de loisirs dans le cadre de l'organisation du séjour. Il assure la liaison entre l'île de loisirs et la famille ou la femme bénéficiaire.
- L'île de loisirs veillera à proposer un panel d'activités variées en fonction de la période du séjour.
- Pour faciliter l'organisation des séjours par les structures bénéficiaires, l'organisme transmet à la Région, sur sa demande, toutes les informations utiles à l'élaboration d'une brochure de présentation. Elle s'engage à faire bénéficier ces publics des meilleurs tarifs disponibles.
- Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète), d'activités sportives et/ou de loisirs réalisées sur les îles de loisirs.
- La participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, est plafonnée à :
  - ✓ 85 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés en dehors des vacances d'été,
  - ✓ 50 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés durant les vacances d'été,
  - ✓ dans la limite de 7TL par jour et par personne.

  Le calendrier scolaire, arrêté par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sert de référence pour la définition de ces périodes.

- **favoriser la mise en œuvre de projets à visée éducative, pédagogique, sportive ou solidaire, soutenus par la Région Île-de-France, dans le cadre de conventions spécifiques.**

L'organisme veille au respect des plafonds de participation régionale lors de l'acquittement par les bénéficiaires des prestations réservées ou consommées.

L'organisme s'engage à :

- ne pas faire prendre en charge par le ticket-loisirs des activités habituellement gratuites,
- refuser le ticket-loisirs pour le financement :
  - de denrées alimentaires, à l'exception des prestations de restauration (demi-pension ou pension complète) dans le cadre des séjours,
  - d'animations scolaires, à l'exclusion de celles organisées par les Fédérations sportives scolaires.
- s'il y a lieu, utiliser les tickets qui, sur sa demande, lui ont été accordés par la Région pour mettre en place une opération ciblée,
- mettre en œuvre le dispositif ticket-loisirs conformément au règlement d'intervention annexé à la présente convention,
- organiser pour le compte de la Région, à une date qui lui aura été indiquée, la distribution des tickets-loisirs au profit des organismes bénéficiaires définis par la Région,
- mettre en œuvre, sur ses différents supports, des actions de communication, en accord avec la Région, pour valoriser le dispositif ticket-loisirs et la politique régionale en faveur de l'accès aux loisirs et aux vacances. Toute action de communication et de promotion ayant trait aux tickets-loisirs, quel que soit le support, doit mentionner la Région Ile-de-France et comporter son logo.
- respecter les règles d'utilisation des tickets loisirs (modalités de réservation, d'annulation, etc) et les formulaires de réservation communs à tous les sites.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme pour la mise en œuvre de ce dispositif, par l'attribution d'une subvention de X € par ticket retourné dûment tamponné, sous réserve que l'organisme ait satisfait à ses obligations.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Les souches de tickets-loisirs sont retournées à la Région en deux fois :

- avant le 1er octobre pour les tickets-loisirs perçus par l'île de loisirs avant le 15 septembre année N,
- avant le 10 mars année N+1 pour les tickets-loisirs perçus du 15 septembre de l'année N au 1er mars année N+1.

Elles sont dûment tamponnées par les organismes bénéficiaires et regroupées par paquets de 100 tickets.

La Région procède, sur présentation d'une facture, au versement de la subvention sur la base des tickets-loisirs retournés à la Région, dûment justifiés par la production des documents visés à l'article 7 et dont l'utilisation est conforme aux objectifs définis par la présente convention. Le versement de la subvention est effectué en deux fois, par mandatement administratif.

Le montant total versé par la Région à l'ensemble des organismes concernés ne pourra excéder la valeur correspondant aux nombres de tickets émis par la Région, et au crédit inscrit sur la ligne créée à cet effet.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur Payeur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région d'Île-de-France.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au XXXXXX (année N) et expire le XXXXXXXX (année N+1).

ARTICLE 7 : COMPTE RENDU D'UTILISATION

L'organisme remet à la Région, en même temps que ses demandes de versement de subvention, sur support papier et informatique, un compte rendu d'utilisation conformément au modèle type transmis par la Région.

Celui-ci comprendra un bilan :

- de l'utilisation des tickets-loisirs par les communes, organismes relais, et organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap dans le cadre des sorties à la journée et cycles d'activités,
- des séjours (groupes et familles),
- de l'utilisation des tickets-loisirs par le mouvement sportif,
- s'il y a lieu, de l'utilisation des tickets alloués directement à l'organisme.

Il comportera notamment une liste des organismes ayant fréquenté le site, précisant pour chacun leur coordonnées, le nombre d'utilisateurs, le type de projets acquittés sous forme de tickets (sortie à la journée, séjour, cycle d'activités, animation spécifique), la période concernée.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites, par la présente convention.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de quinze jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION VERSÉE

En cas d'inexécution des obligations de la présente convention, de fausse déclaration de l'organisme ou d'utilisation des tickets pour un objectif non prévu par la présente convention, la subvention est restituée à la Région à due concurrence.

Il est alors procédé à la résiliation de la convention selon les modalités prévues à l'article 8.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le

Pour l'organisme	**Pour la Région Île-de-France**
(*nom et qualité du signataire régional et cachet de l'organisme)*	**La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France**

ANNEXE 3

**CONVENTION ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES
DES TICKETS-LOISIRS
(hors mouvement sportif)**

ENTRE La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, en vertu de la délibération n° CR 055-17 du 9 mars 2017
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET « nom de l'organisme bénéficiaire »
représenté par …….
ci-après dénommé « l'organisme »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties et de déterminer les conditions d'utilisation des tickets-loisirs, qui sont fournis à l'organisme par la Région Ile-de-France en vue de faire bénéficier les publics visés par le dispositif cadre voté par délibération en date du .....et mentionné à l'article 3 de la présente convention, des activités et services proposés par les îles de loisirs.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DU DISPOSITIF

La Région souhaite mener sur ses îles de loisirs une politique volontariste de développement de l'accès au sport, aux loisirs et aux vacances, axée sur 3 volets :

- un volet social ;
- un volet loisirs-sportifs, culturel et éducatif accessibles à tous ;
- un volet touristique, jumelée à des loisirs récréatifs.

Le dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances », adopté par le CR…. du ……., dans lequel s'inscrit l'action ticket-loisirs a pour objectif de :

- Favoriser la cohésion sociale,
- Renforcer le lien entre les acteurs du sport et ces propriétés régionales,
- Favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs, et leur dimension éducative et sociale,
- Encourager la pratique sportive féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Promouvoir les îles de loisirs, et notamment les activités et offres de séjours qui y sont proposées,
- Soutenir des animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs nationaux,
- Favoriser le tourisme de proximité.

ARTICLE 3 : PUBLICS VISES PAR LE DISPOSITIF

Les publics cibles de ce dispositif sont les suivants :

- les jeunes Franciliens âgés de 11 à 17 ans. Une attention particulière sera portée à la participation féminine aux activités sportives de plein air,
- les Franciliens hospitalisés de moins de 18 ans et leurs accompagnants (dont les familles),
- les personnes franciliennes en situation de handicap qui fréquentent des structures d'accueil.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à mettre gratuitement à disposition de l'organisme, dès notification de la présente convention, une dotation de tickets-loisirs, d'une valeur unitaire de ….. €, répartie comme suit :

- X tickets-loisirs pour l'organisation de sorties en groupe à la journée ou de cycles d'activités sportives,
- X tickets-loisirs pour la mise en place de séjours groupe « sport-langues ».

(Les mentions inutiles seront supprimées)

Les tickets-loisirs sont à retirer par l'organisme bénéficiaire à l'adresse choisie lors de l'appel à projets, à la date précisée dans le courrier d'attribution.

Les tickets sont utilisables sur les îles de loisirs de la Région Île-de-France, du ……. au ……., pour le financement de :

- **Sorties en groupe à la journée ou cycles d'activités sportives** (jeunes Franciliens de 11 à 17 ans et organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap) :

  Les îles de loisirs proposent aux organismes bénéficiaires :

  - ✓ une formule « classique », d'une valeur d'un ticket, comprenant l'entrée sur site, l'accès à l'espace de baignade (si le site en dispose) et une activité.
  - ✓ une ou plusieurs variantes, d'une valeur d'un à deux tickets par personne, comprenant l'entrée sur site et une ou plusieurs activités libres et/ou encadrées. Le nombre de tickets-loisirs sollicité par l'organisme gestionnaire de l'île de loisirs peut être porté à 3 pour des personnes en situation de handicap, si les conditions d'encadrement de l'activité proposée le justifient.

  La liste des formules proposées par les îles de loisirs est consultable sur le site internet de la Région Ile-de-France.

  L'organisme bénéficiaire peut également utiliser les tickets-loisirs pour financer une activité ou une animation spécifique, un cycle d'activités sportives, un évènementiel ou un projet pédagogique. La participation régionale est limitée à 2 TL par personne et par jour et à 5 séances pour un cycle d'activités. Pour un public en situation de handicap, la participation régionale peut être portée à 3 TL par personne et par jour, au lieu de 2, si les conditions le justifient.

- **Organisation de séjours « sport-langues »** (jeunes Franciliens de 11 à 17 ans et organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap) :

  - Séjours incluant obligatoirement, dans le projet pédagogique, l'apprentissage de l'anglais (cours de langues de 2H par jour) et des gestes de premiers secours, ainsi que la pratique d'activités sportives libres ou encadrées, proposées par l'île de loisirs.

- Sont éligibles les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète), de location de salles et d'activités sportives ou de loisirs, réalisées sur les îles de loisirs.
- La participation de la Région est plafonnée à 50% des dépenses éligibles, dans la limite de 4 TL par personne et par jour ; 10 nuitées maximum.
- Les dépenses complémentaires, dont les frais de transports, d'encadrement du groupe, de mise en place de l'apprentissage de l'anglais, etc… sont à la charge de l'organisme bénéficiaire de la prestation.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

5.1 - Engagements généraux

(Rédaction pour les communes et arrondissements de Paris)

Les communes et les arrondissements Paris sont les interlocuteurs uniques de la Région pour leur territoire pour les actions destinées aux jeunes Franciliens de 11 à 17 ans (hors Franciliens hospitalisés, personnes en situation de handicap et actions spécifiques menées par les acteurs du sport). Ils se chargent d'assurer la répartition des tickets-loisirs pour ce public au profit, entre autres, des services jeunesse, services des sports, CCAS, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations (de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets), CCAS, centres sociaux de leur territoire.

Ils s'engagent à respecter et veiller au respect par les organismes auxquels ils octroient des tickets-loisirs des règles suivantes :

(Rédaction pour les autres organismes)

L'organisme s'engage à :

(Partie commune)

- mettre en œuvre le dispositif des tickets-loisirs conformément au règlement d'intervention annexé à la présente convention.
- utiliser les tickets-loisirs mis à disposition durant leur période de validité, en respectant la répartition prévue par action, précisée à l'article 4 ;
- faire bénéficier des tickets-loisirs des publics répondant aux critères définis à l'article 3 de la présente convention. L'organisme veillera à tamponner les tickets-loisirs avant remise à l'île de loisirs,
- mettre en place des sorties, cycles d'activités, projets pédagogiques et/ou séjours, répondant aux objectifs du dispositif et aux modalités financières et de mise en œuvre précisées à l'article 4,
- procéder à une réservation auprès des îles de loisirs choisies et à se conformer aux conditions d'utilisation des tickets-loisirs définies ;
- participer à toute réunion d'information ou de concertation qui serait organisée par la Région ;
- restituer à la Région, dans les meilleurs délais, tout ou partie des tickets loisirs que l'organisme ne pourra pas utiliser dans les délais de validité, afin de permettre à d'autres organismes d'en bénéficier ;
- transmettre à la Région, par le biais de Plateforme des Aides Régionales (PAR), un bilan quantitatif et qualitatif de l'utilisation des tickets-loisirs, aux périodes suivantes :
  - ✓ entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année N, si les projets prévus par l'organisme bénéficiaire sont réalisés. Les éventuels tickets-loisirs non utilisés seront alors retournés par courrier à la Région île de France, à l'attention du service loisirs.
  - ✓ au plus tard le 10 mars de l'année N+1 si l'organisme bénéficiaire utilise tout ou partie des tickets-loisirs octroyés sur la période allant du 1er janvier au 1er mars de l'année N+1.

Les communes et les arrondissements de Paris assurent, via ce même outil, la transmission à la Région d'un compte-rendu unique, regroupant les bilans des organismes bénéficiaires de tickets-loisirs au sein de leur territoire. ***(Phrase précédente spécifique aux communes et arrondissements de Paris).***

La transmission de ce bilan, via la Plateforme des Aides Régionales, dans les délais impartis, conditionne le renouvellement de l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à :

- valoriser le soutien de la Région Île-de-France dans les différents supports de communication de la structure (site internet, programme d'activités proposées aux jeunes…)
- mentionner ce soutien de la Région, dans toutes les actions de communication et de promotion ayant trait aux sorties ou séjours organisés dans le cadre des tickets-loisirs, quel que soit le support, et à y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques lui sont fournies, sur sa demande, par la direction de la communication de la Région.
- informer les bénéficiaires finaux des tickets-loisirs de ce soutien régional.

Le bilan des actions, transmis à la Région, devra intégrer une copie des supports de communication mettant en évidence le soutien régional.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DES TICKETS-LOISIRS

Les tickets loisirs accordés ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

En cas d'utilisation des tickets-loisirs non conforme à l'objet de la présente convention, il est procédé au reversement immédiat des tickets-loisirs non consommés et à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites, par la présente convention.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de quinze jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au XXXXXXX (année N) et expire le XXXXXX (année N+1).

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux, le :

Pour la Région Île-de-France La Présidente du Conseil régional	Pour l'organisme Le Représentant légal,

Valérie PÉCRESSE

ANNEXE 4

CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SÉJOURS SUR LES ÎLES DE LOISIRS AU PROFIT DE FAMILLES FRANCILIENNES FRAGILISÉES ET/OU DE FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

ENTRE La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, en vertu de la délibération n° CR 055-17 du 9 mars 2017
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET « nom de l'organisme bénéficiaire »
représenté par …….
ci-après dénommé « l'organisme »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties et de déterminer les conditions d'utilisation des tickets-loisirs, qui sont fournis à l'organisme par la Région Île-de-France en vue de l'organisation de séjours sur les îles de loisirs au bénéfice des publics visés à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DU DISPOSITIF

La Région souhaite mener sur ses îles de loisirs une politique volontariste de développement de l'accès au sport, aux loisirs et aux vacances, axée sur 3 volets :

- un volet social ;
- un volet loisirs-sportifs, culturel et éducatif accessibles à tous ;
- un volet touristique, jumelée à des loisirs récréatifs.

Le dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances », adopté par le CR…. du ……., dans lequel s'inscrit l'action ticket-loisirs a pour objectif de :

- Favoriser la cohésion sociale,
- Renforcer le lien entre les acteurs du sport et ces propriétés régionales,
- Favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs, et leur dimension éducative et sociale,
- Encourager la pratique sportive féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Promouvoir les îles de loisirs, et notamment les activités et offres de séjours qui y sont proposées,
- Soutenir des animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs nationaux,
- Favoriser le tourisme de proximité.

ARTICLE 3 : PUBLICS VISES PAR LE DISPOSITIF

Les publics cibles de ce dispositif sont :

- les familles franciliennes fragilisées, notamment en situation de précarité, chômage ou rupture sociale et en priorité les familles monoparentales ou des jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité économique. Une priorité est accordée aux primo-partants, aux résidents de territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville.
- les femmes victimes de violences et leurs enfants.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à mettre gratuitement à disposition de l'organisme, dès notification de la présente convention, une dotation de tickets-loisirs, d'une valeur unitaire de ……..€, répartie comme suit :

- X tickets-loisirs pour l'organisation de séjours au profit de familles franciliennes fragilisées,
- X tickets-loisirs pour l'organisation de séjours au profit de femmes victimes de violences et de leurs enfants.

(La mention inutile sera supprimée)

Les tickets-loisirs sont à retirer par l'organisme bénéficiaire à l'adresse choisie lors de l'appel à projets, à la date précisée dans le courrier d'attribution.

Ces tickets sont utilisables sur les îles de loisirs de la Région Ile-de-France du X au X.

Les îles de loisirs suivantes (Jablines-Annet (77), Bois-le-Roi (77), Buthiers (77), Val de Seine (78), Boucles de Seine (78), Saint-Quentin-en-Yvelines (78), Cergy-Pontoise (95)) peuvent proposer :

- une offre de week-ends (2 jours) et de séjours (3 à 8 jours) aux familles fragilisées,
- une offre de séjours (15 jours maximum) pour les femmes victimes de violences et leurs enfants.

(Liste des îles de loisirs à actualiser en fonction des éventuelles constructions ou fermetures d'équipements)

Effets recherchés pour les familles :

- o rupture du quotidien nécessaire aux effets remobilisateurs,
- o renforcement des liens familiaux et parentaux,
- o prise d'initiatives et meilleure autonomie dans l'organisation de leurs loisirs et des projets de vacances

Effets recherchés pour la femme victime de violences et ses enfants :

- o éloignement de leur milieu de vie habituel,
- o reconstruction dans un environnement nouveau et apaisé.

Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète) et d'activités sportives et/ou de loisirs réalisées sur ces îles de loisirs. Le transport du domicile à l'île de loisirs est à la charge des bénéficiaires.

La participation régionale à l'organisation de ces séjours est plafonnée à :

- ✓ 85 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés en dehors des vacances d'été,
- ✓ 50 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés durant les vacances d'été,
- ✓ dans la limite de 7 TL par jour et par personne.

Le calendrier scolaire, arrêté par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sert de référence pour la définition de ces périodes.

Pour les séjours organisés au profit des familles fragilisées, une participation familiale correspondant à au moins 10 % des dépenses éligibles est exigée. L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs en est garant.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs s'engage à :

- mettre en œuvre le dispositif des tickets-loisirs conformément au règlement d'intervention annexé à la présente convention,
- mettre en place des séjours suivant les modalités précisées à l'article 4, en utilisant les tickets-loisirs mis à disposition durant leur période de validité et en respectant la répartition des tickets-loisirs prévue par action. L'organisme veillera à tamponner les tickets-loisirs avant remise à l'île de loisirs,
- trouver le public bénéficiaire de séjours sur les îles de loisirs correspondant au public cible précisé à l'article 3,
- accompagner les bénéficiaires dans la préparation, l'organisation, en cours de séjour et dans la phase d'évaluation du projet. Il est l'interlocuteur unique des îles de loisirs et de la Région pour cette action. Il nomme un référent, chargé du suivi des inscriptions et du bon déroulement du séjour. Il se charge de la réservation des séjours et de leurs paiements.
- assurer l'interface avec les publics bénéficiaires des séjours. Il assure la diffusion de toutes les informations utiles aux familles et aux femmes concernées. Il veille à la bonne assimilation de toutes ces informations. Il aide les familles à préparer les séjours, les trousseaux et à organiser leur trajet jusqu'à l'île de loisirs.
- assurer l'encadrement social et psychologique de la femme victime de violences et mettre en place un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées.
- être le lien entre les familles/les femmes et l'île de loisirs, en mobilisant son référent et son personnel.
- transmettre un bilan quantitatif et qualitatif.
- prendre en charge les dégâts éventuels commis par les publics dans le cadre de leur séjour.
- distribuer aux familles et aux femmes, un document les informant de la politique régionale de développement de l'accès aux loisirs et aux vacances et mettant en évidence le soutien accordé par la Région pour la mise en œuvre de leur séjour.

La notion d'accompagnement des familles et des jeunes par l'organisme relais pour préparer le projet de « départ » et d'organisation du séjour constitue un élément majeur et primordial de réussite du bon déroulement sur site. L'organisme relais a pour mission de donner aux bénéficiaires les « clés » pour permettre aux familles/jeunes d'une part de disposer de toutes les informations pratiques relatives au séjour (fiches d'informations avec les modalités d'accès au site, préparer le transfert entre la gare et le site en amont, liste le trousseau…) et d'autre part de les mettre en confiance, et amenuiser l'appréhension potentielle de quitter son environnement.

Il s'engage par ailleurs à :

- participer à toute réunion d'information ou de concertation qui serait organisée par la Région ;
- restituer à la Région, dans les meilleurs délais, tout ou partie des tickets loisirs que l'organisme ne pourra pas utiliser dans les délais de validité, afin de permettre à d'autres organismes d'en bénéficier ;
- transmettre à la Région, par le biais de Plateforme des Aides Régionales (PAR), un bilan quantitatif et qualitatif de l'utilisation des tickets-loisirs, aux périodes suivantes :
    - ✓ entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année N, si les projets prévus par l'organisme bénéficiaire sont réalisés. Les éventuels tickets-loisirs non utilisés seront alors retournés par courrier à la Région île de France, à l'attention du service loisirs.

- ✓ au plus tard le 10 mars de l'année N+1 si l'organisme bénéficiaire utilise tout ou partie des tickets-loisirs octroyés sur la période allant du 1er janvier au 1er mars de l'année N+1.

La transmission de ce bilan, via la Plateforme des Aides Régionales, dans les délais impartis, conditionne le renouvellement de l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à :

- valoriser le soutien de la Région Île-de-France dans les différents supports de communication de la structure (site internet, programme d'activités proposées aux jeunes…)
- mentionner ce soutien de la Région, dans toutes les actions de communication et de promotion ayant trait aux sorties ou séjours organisés dans le cadre des tickets-loisirs, quel que soit le support, et à y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques lui sont fournies, sur sa demande, par la direction de la communication de la Région.
- distribuer aux familles un document les informant de la politique régionale de développement de l'accès aux loisirs et aux vacances et mettant en évidence le soutien accordé par la Région pour la mise en œuvre de leur séjour.

Le bilan des actions, transmis à la Région, devra intégrer une copie des supports de communication mettant en évidence le soutien régional.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DES TICKETS-LOISIRS

Les tickets loisirs accordés ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

En cas d'utilisation des tickets-loisirs non conforme à l'objet de la présente convention, il est procédé au reversement immédiat des tickets-loisirs non consommés et à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites, par la présente convention.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de quinze jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au X (année N) et expire le X (année N+1).

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux, le :

Pour la Région Île-de-France La Présidente du Conseil régional	Pour l'organisme Le Représentant légal,

Valérie PÉCRESSE

ANNEXE 5

**CONVENTION ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES
DES TICKETS-LOISIRS
(mouvement sportif)**

ENTRE La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, en vertu de la délibération n° CP 16-029 du 22 janvier 2016 ??? CR 055-17 du 9 mars 2017
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET « nom de l'organisme bénéficiaire »
représenté par …….
ci-après dénommé « l'organisme »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties et de déterminer les conditions d'utilisation des tickets-loisirs, qui sont fournis à l'organisme par la Région Ile-de-France en vue de faire bénéficier les publics visés par le dispositif cadre voté par délibération en date du .....et mentionné à l'article 3 de la présente convention, des activités et services proposés par les îles de loisirs ».

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DU DISPOSITIF

La Région souhaite mener sur ses îles de loisirs une politique volontariste de développement de l'accès au sport, aux loisirs et aux vacances, axée sur 3 volets :

- un volet social ;
- un volet loisirs-sportifs, culturel et éducatif accessibles à tous ;
- un volet touristique, jumelée à des loisirs récréatifs.

Le dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances », adopté par le CR…. du ……, dans lequel s'inscrit l'action ticket-loisirs a pour objectif de :

- Favoriser la cohésion sociale,
- Renforcer le lien entre les acteurs du sport et ces propriétés régionales,
- Favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs, et leur dimension éducative et sociale,
- Encourager la pratique sportive féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Promouvoir les îles de loisirs, et notamment les activités et offres de séjours qui y sont proposées,
- Soutenir des animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs nationaux,
- Favoriser le tourisme de proximité.

ARTICLE 3 : PUBLICS VISES

Les publics cibles de ce dispositif sont les suivants :

- les publics fréquentant les îles de loisirs,
- les licenciés sportifs franciliens.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à mettre gratuitement à disposition de l'organisme, dès notification de la présente convention, une dotation de ……. tickets-loisirs, d'une valeur unitaire de …….€ devant lui permettre de mettre en place sur les îles de loisirs, une ou plusieurs actions à destination du public susvisé. Les tickets-loisirs sont à retirer par l'organisme bénéficiaire à l'adresse choisie lors de l'appel à projets, à la date précisée dans le courrier d'attribution.

Le soutien apporté vise à permettre l'accès à la pratique sportive au plus grand nombre et pour tous les publics, par le biais notamment d'actions favorisant :

- le développement des pratiques féminines ou mixtes, des adolescents, des personnes en situation de handicap notamment ;
- le développement des pratiques émergentes ;
- le développement du sport-santé ;
- la mise en place d'animations périphériques proposées en amont des grands évènements sportifs.

Les tickets sont utilisables sur les îles de loisirs de la Région Île-de-France, du X au X.

Ils sont destinés à la mise en œuvre d'actions par le mouvement sportif en faveur de ses licenciés dans les conditions suivantes :

- ✓ Soutien conditionné-à la mise en œuvre, dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France, d'animations sportives en lien étroit avec les gestionnaires des îles de loisirs. L'action proposée devra être adaptée au public cible des villages, à savoir prioritairement des jeunes franciliens de 11 à 17 ans, accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…)
- ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement, de restauration des bénévoles et encadrants, réalisées sur les îles de loisirs.
- ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, plafonnée à :
  - 30 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées en dehors des vacances d'été,
  - 15 % du coût des dépenses éligibles pour des actions organisées durant les vacances d'été.

  Le calendrier scolaire, arrêté par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, sert de référence pour la définition de ces périodes.

Le descriptif et le plan de financement du ou des action(s) soutenu(e)s par la Région sont annexé(e)s, à la présente convention.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre le dispositif des tickets-loisirs conformément au règlement d'intervention annexé à la présente convention.

- utiliser les tickets-loisirs mis à sa disposition durant leur période de validité et à en faire bénéficier des publics répondant aux critères définis à l'article 3 de la présente convention. L'organisme veillera à tamponner les tickets-loisirs avant remise à l'île de loisirs.
- développer et coordonner des actions en lien étroit avec les gestionnaires des îles de loisirs, notamment dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France ;
- participer à toute réunion d'information ou de concertation qui serait organisée par la Région ;
- mentionner la participation de la Région dans toutes les actions de communication et de promotion ayant trait aux actions organisées dans le cadre des tickets-loisirs, quel que soit le support, et à y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques lui sont fournies, sur sa demande, par la direction de la communication de la Région.
- restituer à la Région, dans les meilleurs délais, tout ou partie des tickets loisirs que l'organisme ne pourra pas utiliser dans les délais de validité, afin de permettre à d'autres organismes d'en bénéficier ;
- transmettre à la Région, par le biais de Plateforme des Aides Régionales (PAR), un bilan quantitatif et qualitatif de l'utilisation des tickets-loisirs, aux périodes suivantes :
    - ✓ entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année N, si les projets prévus par l'organisme bénéficiaire sont réalisés. Les éventuels tickets-loisirs non utilisés seront alors retournés par courrier à la Région île de France, à l'attention du service loisirs.
    - ✓ au plus tard le 10 mars de l'année N+1 si l'organisme bénéficiaire utilise tout ou partie des tickets-loisirs octroyés sur la période allant du 1er janvier au 1er mars de l'année N+1.

  La transmission de ce bilan, via la Plateforme des Aides Régionales, dans les délais impartis, conditionne le renouvellement de l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à :

- valoriser le soutien de la Région Île-de-France dans les différents supports de communication de la structure (site internet, journal, newsletter…)
- mentionner ce soutien, dans toutes les actions de communication et de promotion ayant trait aux sorties ou séjours organisés dans le cadre des tickets-loisirs, quel que soit le support, et à y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques lui sont fournies, sur sa demande, par la direction de la communication de la Région.
- informer les bénéficiaires finaux des tickets-loisirs de ce soutien régional.

Le bilan des actions, transmis à la Région, devra intégrer une copie des supports de communication mettant en évidence le soutien régional.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DES TICKETS-LOISIRS

Les tickets loisirs accordés ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

En cas d'utilisation des tickets-loisirs non conforme à l'objet de la présente convention, il est procédé au reversement immédiat des tickets-loisirs non consommés et à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites, par la présente convention.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de quinze jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au X (année N) et expire le X (année N+1).

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux, le :

Pour la Région Île-de-France La Présidente du Conseil régional	Pour l'organisme Le Représentant légal,

Valérie PÉCRESSE

ANNEXE 6

**CONVENTION ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES
DES TICKETS-LOISIRS
(hors appel à projets)**

ENTRE La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, en vertu de la délibération n° CR 055-17 du 9 mars 2017,
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET « nom de l'organisme bénéficiaire »
représenté par ……
ci-après dénommé « l'organisme »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties et de déterminer les conditions d'utilisation des tickets-loisirs, qui sont fournis à l'organisme par la Région Île-de-France en vue de faire bénéficier les publics visés par le dispositif cadre voté par délibération en date du ..... du 9 mars 2017.et mentionné à l'article 3 de la présente convention, des activités et services proposés par les îles de loisirs.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DU DISPOSITIF

La Région souhaite mener sur ses îles de loisirs une politique volontariste de développement de l'accès au sport, aux loisirs et aux vacances, axée sur 3 volets :

- un volet social ;
- un volet loisirs-sportifs, culturel et éducatif accessibles à tous ;
- un volet touristique, jumelée à des loisirs récréatifs.

L'action proposée par l'organisme doit revêtir une dimension éducative et pédagogique et s'inscrire dans la logique d'animation des îles de loisirs.

ARTICLE 3 : PUBLICS VISES PAR LE DISPOSITIF

Les publics cibles de ce dispositif sont notamment les suivants :

- les jeunes Franciliens âgés de 11 à 17 ans.
- les personnes franciliennes en situation de handicap qui fréquentent des structures d'accueil,
- les forces de l'ordre et services publics de secours franciliens,
- les orphelins mineurs,
- les personnels de la Région Île-de-France,
- le public fréquentant les îles de loisirs.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à mettre gratuitement à disposition de l'organisme, dès notification de la présente convention, une dotation de …… tickets-loisirs, d'une valeur unitaire de …..€, destinée à la mise en œuvre du projet présenté en annexe à la présente convention. Les tickets-loisirs sont à retirer par l'organisme bénéficiaire à l'adresse choisie lors de l'appel à projets, à la date précisée dans le courrier d'attribution.

Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement et de restauration (exclusivement demi-pension et pension compète) réalisées sur les îles de loisirs.

La participation régionale, sous forme de tickets loisirs, est plafonnée pour ce projet à X% *(fourchette de 0 à 100%)* des dépenses éligibles.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

5.1 - Engagements généraux

L'organisme s'engage à :

- mettre en œuvre le dispositif des tickets-loisirs conformément au règlement d'intervention annexé à la présente convention,
- utiliser les tickets-loisirs mis à disposition durant leur période de validité et à en faire bénéficier des publics répondant aux critères définis à l'article 3 de la présente convention. L'organisme veillera à tamponner les tickets-loisirs avant remise à l'île de loisirs,
- mettre en place le projet tel que défini en annexe à la présente convention,
- travailler à la mise en œuvre du projet en lien étroit avec le gestionnaire de l'île de loisirs ;
- participer à toute réunion d'information ou de concertation qui serait organisée par la Région ;
- restituer à la Région, dans les meilleurs délais, tout ou partie des tickets loisirs que l'organisme ne pourra pas utiliser dans les délais de validité, afin de permettre à d'autres organismes d'en bénéficier ;
- fournir à la Région, sous format papier et informatique, suivant un modèle transmis par la Région, un bilan quantitatif et qualitatif de l'utilisation des tickets-loisirs, aux périodes suivantes :
  - ✓ entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année N, si les projets prévus par l'organisme bénéficiaire sont réalisés. Les éventuels tickets-loisirs non utilisés seront alors retournés par courrier à la Région île de France, à l'attention du service loisirs.
  - ✓ au plus tard le 10 mars de l'année N+1 si l'organisme bénéficiaire utilise tout ou partie des tickets-loisirs octroyés sur la période allant du 1er janvier au 1er mars de l'année N+1.

  La production de ce justificatif dans les délais impartis conditionne le renouvellement de l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

En matière de communication, le bénéficiaire s'engage à :

- valoriser le soutien de la Région Île-de-France dans les différents supports de communication de la structure (site internet, programme d'activités proposées aux jeunes…)
- mentionner ce soutien de la Région, dans toutes les actions de communication et de promotion ayant trait aux sorties ou séjours organisés dans le cadre des tickets-loisirs, quel que soit le support, et à y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques lui sont fournies, sur sa demande, par la direction de la communication de la Région.
- informer les bénéficiaires finaux des tickets-loisirs de ce soutien régional.

Le bilan des actions, transmis à la Région, devra intégrer une copie des supports de communication mettant en évidence le soutien régional.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DES TICKETS-LOISIRS

Les tickets loisirs accordés ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

En cas d'utilisation des tickets-loisirs non conforme à l'objet de la présente convention, il est procédé au reversement immédiat des tickets-loisirs non consommés et à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites, par la présente convention.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de quinze jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au XXXXXXX (année N) et expire le XXXXXX (année N+1).

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux, le :

Pour la Région Île-de-France La Présidente du Conseil régional	Pour l'organisme Le Représentant légal,

Valérie PÉCRESSE

ANNEXE À LA CONVENTION
FICHE PROJET

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination :

Adresse :

Statut juridique :

Représentant légal :

N° de SIRET :

Référent pour le projet (nom, tél, mail) :

Présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives) :

PRÉSENTATION DU PROJET

Objet du projet :

Dates :

Localisation :

Objectifs (détailler la dimension éducative et pédagogique) :

Description :

Moyens mis en œuvre (humains, matériels, logistiques…) :

Public(s) cible(s) :

Partenariat développé avec le gestionnaire du ou des sites concernés :

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'OPERATION

Plan de financement détaillé

ANNEXE 7

PRÉSENTATION DE L'ACTION VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Article 1 : Objectifs

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France est une opération organisée par la Région, sur ses îles de loisirs, en partenariat avec les gestionnaires des sites, le mouvement sportif et associatif. Elle vise, dans un environnement naturel et festif, à rendre la pratique d'activités physiques et sportives accessible à tous les jeunes Franciliens, à favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle, à promouvoir l'apprentissage des gestes de premier secours et à permettre aux jeunes de pratiquer les langues, et notamment l'anglais en dehors du milieu scolaire.

Article 2 : Bénéficiaires

Le village s'adresse prioritairement à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village répond aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière est apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine peuvent être proposées.

Article 3 : Organisation du village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités. Il est implanté sur une zone délimitée et visible d'une île de loisirs. L'agencement du village s'inscrit dans une ambiance chaleureuse, ludique et dynamique. La période de mise en place du village et sa durée peuvent varier selon les îles de loisirs d'implantation.

Les groupes sont accueillis sur des séances d'une durée variable suivant la nature de l'activité. L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires.

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2H). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…).

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites dans les villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. Ces projets de partenariats, et leurs modalités financières, seront portés à la connaissance de la Région.

La Région, au travers de son dispositif ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, met à disposition du village des sportifs de haut niveau, sous réserve de leurs disponibilités et des disciplines représentées, afin de sensibiliser les jeunes aux valeurs de l'olympisme en lien avec les activités sportives représentées sur le village.

Article 4 : Modalités de fonctionnement

Les modalités de mise en œuvre sont les suivantes :

- Une convention de mise à disposition de service public est passée avec chaque Syndicat mixte gestionnaire de l'île de loisirs, concerné par l'organisation d'un village sportif et culturel de la Région Île-de-France. Elle fixe la période, les conditions d'organisation et les modalités financières. Sont portés, en annexes, les programmes d'activités des villages, le détail du coût unitaire prévisionnel de fonctionnement de ces activités, ainsi que les projets de partenariats avec le mouvement sportif (nature du partenariat et conditions de mise en œuvre).

- La Région procède au remboursement de 70 à 90% des frais d'organisation du village engagé par le Syndicat mixte dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné, fixé dans le cadre de la convention.

- Le Syndicat mixte gestionnaire de l'île de loisirs fixe le ou les montants de la participation des bénéficiaires au financement du village. Ce tarif peut varier suivant les publics (groupes, individuels…).

- Le montant total des recettes perçues par le gestionnaire de l'île de loisirs (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne peut excéder le montant des dépenses de mise à disposition du service.

Article 5 : Bilan

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu qualitatif et financier en un exemplaire papier et sous format électronique sera transmis à la Région Île-de-France, dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

Il comportera notamment :

- une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…),
- la liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition genrée, le nombre d'activité par jeune,
- le nombre de participants par activité, y compris les séances d'anglais (individuels/groupes),
- le nombre de personnes handicapées accueillies,
- un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- un état détaillé des partenariats développés avec le mouvement sportif,
- les états financiers justificatifs précisés par voie de convention.

ANNEXE 8

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE ……

Entre

« La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 16…. du 18 mai 2016
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

La Région Île-de-France souhaite proposer aux jeunes Franciliens, et notamment ceux qui ne partent pas en vacances, la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles durant les vacances d'été, dans une ambiance ludique de plein air.

Cette opération relève du dispositif cadre « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances», voté par délibération CR……. du……

Cette opération a pour cadre les îles de loisirs de la Région.

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France a pour objectifs de :

- favoriser les rencontres, les échanges et les liens sociaux ;
- rendre les pratiques sportives accessibles à tous les jeunes sans discrimination ;
- promouvoir les valeurs fédératrices du sport et encourager les jeunes à une pratique sportive régulière ;
- favoriser l'accès à des activités d'éducation artistique ou culturelle ;
- proposer des initiatives aux gestes de premiers secours ;
- permettre aux jeunes de pratiquer l'anglais, en dehors du milieu scolaire.

Les publics cibles sont les jeunes franciliens garçons et filles âgés de 11 à 17 ans, principalement issus des territoires prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP……. du ……. 2017 et en application des articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du CGCT, la Région Ile-de-France décide de passer une convention de mise à disposition de service public pour l'organisation du village sportif et culturel de la Région Île-de-France avec le Syndicat mixte de l'île de loisirs et de procéder au remboursement de XXX % des dépenses de cette mission de service dédié à l'opération, qui se déroulera sur une durée de …….jours du ……..au……., dans le respect des conditions conventionnelles.

La Région procède au remboursement de X% *(fourchette comprise entre 70 et 90%)* des frais de fonctionnement du service mis à disposition par l'île de loisirs pour l'organisation du village, sur la base du détail du coût unitaire prévisionnel de fonctionnement du service village sportif et culturel de la Région Île-de-France déterminé ci-après, dans le cadre d'un montant prévisionnel plafonné à …….€ TTC, soit un montant maximum de remboursement de ……. € TTC (entier numérique, arrondi à l'euro inférieur le cas échéant).

Le coût global de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant plafond de ……. € TTC et en coûts de fonctionnement généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant plafond de …….. € TTC.

Le coût unitaire de fonctionnement du service est fixé sur ……. jours d'animation et comprend les unités de fonctionnement décrites dans le tableau figurant en annexe 2 de la convention. L'indication du coût horaire à la séance correspond au coût moyen horaire calculé en annexe dans ce tableau.

Le montant total des recettes perçues par le cocontractant au titre du village (remboursement de la Région, sommes acquittées par les usagers et recettes diverses) ne pourra excéder le total des dépenses engagées pour la mise en œuvre de l'opération.

ARTICLE 2 : CADRE DE MISE EN ŒUVRE DES SERVICES MIS A DISPOSITION DU VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La convention prend effet dès l'adoption de celle-ci par l'assemblée délibérante et prend fin par la réalisation de l'ensemble des missions incombant à l'organisme, conformément aux stipulations de la présente convention et de la procédure de règlement du solde financier de celle-ci.

2.1 : Organisation du concept de village

Le village est un lieu regroupant un espace d'accueil et des activités, il est implanté sur une zone délimitée et visible de l'île de loisirs et mise à disposition par elle.

L'agencement du village doit s'inscrire dans une ambiance chaleureuse, ludique, dynamique avec une identité moderne dans le respect des règles de communication prévues à l'article 2.9 de la présente convention.

Un plan d'implantation du village (espace accueil, activités) présenté par l'organisme et validé par la Région figure en annexe à la convention.

Espace central d'accueil

Cet espace central d'accueil sera le point d'entrée du village. Seront valorisées l'implication de la Région Île-de-France dans le projet, ainsi que la candidature aux JOP 2024.

Espaces dédiés aux activités

Les espaces d'activités sont clairement identifiés et délimités.

L'aménagement comprendra des panneaux expliquant les objectifs de l'opération, les modalités de déroulement des activités. Un espace couvert dédié à certaines activités pourra être proposé en cas d'intempérie.

2.2 : Personnel mis à disposition

Toutes les activités encadrées seront assurées par des cadres moniteurs ou éducateurs sportifs diplômés, selon la réglementation en vigueur. Un effort particulier sur la pédagogie sera mis en place. Les séances devront comprendre un moment d'échauffement, des séances de découverte et d'initiation.

La liste des encadrants par activité, avec leurs qualifications et expériences, sera communiquée à la Région avant l'ouverture du village.

2.3 : Les publics bénéficiaires

Le village s'adresse à des jeunes filles et garçons franciliens de 11 à 17 ans accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales…) situées exclusivement en Ile-de-France. Les individuels fréquentant les sites peuvent profiter du village de façon plus marginale suivant la disponibilité des créneaux d'activités.

Le village devra répondre aux normes d'accessibilité pour les publics en situation de handicap.

Une attention particulière sera apportée à la mixité des groupes notamment sur le taux de participation féminine, par une sensibilisation des structures à l'inscription de groupes à parité filles/garçons. Des actions spécifiques valorisant la pratique féminine pourront être proposées.

2.4 : Modalités d'accueil

Le village est dédié prioritairement à l'accueil de groupes. Ceux-ci sont accueillis du lundi au vendredi sur des créneaux d'activité variables selon les activités.

Les activités collectives sont proposées au libre choix des groupes lors de l'inscription**.**

L'île de loisirs assure la réservation des activités et la gestion des créneaux horaires. Elle pourra accueillir, de façon minoritaire, des individuels présents sur l'île de loisirs, en cas de créneaux disponibles.

2.5 : Programme d'activités

Le village propose des activités sportives, culturelles et pédagogiques diversifiées. Il favorise l'apprentissage des langues, notamment de l'anglais (séances de 2H). Des initiations aux gestes qui sauvent sont obligatoirement proposées dans le cadre du village. Des temps forts peuvent être organisés, soit à destination de publics spécifiques (public féminin, personnes en situation de handicap…), soit autour de disciplines spécifiques ou de rencontres (tournois, journées défis…).

Il présente, pour 2017, une ou plusieurs actions destinées à mettre en lumière la candidature aux JOP de 2024.

Le planning des activités est annexé à la présente convention.

2.6 : Partenariat avec le mouvement sportif régional

Le village sportif et culturel de la Région Île-de-France s'inscrit dans un partenariat fort avec le mouvement sportif associatif (ligues, comités, clubs). L'implication de ces acteurs a pour but de proposer des actions de découverte et d'initiation à différentes disciplines sportives, et de promouvoir une pratique régulière.

Cette implication est notamment favorisée par l'obligation, pour les acteurs du sport bénéficiant de tickets-loisirs, de mettre en œuvre gratuitement, l'année d'obtention des tickets, des animations gratuites dans les villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France. Les îles de loisirs veilleront à leur bonne intégration dans le dispositif.

Les gestionnaires de sites pourront par ailleurs nouer des partenariats, à titre gracieux ou onéreux, avec des acteurs du sport n'ayant pas souhaité bénéficier de tickets-loisirs, pour la mise en place d'activités. La liste des partenaires sera communiquée à la Région et les modalités du partenariat détaillées.

2.7 : Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France

La Région au travers de son dispositif ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, peut mettre à disposition du village des sportifs de haut niveau afin de sensibiliser les jeunes aux valeurs de l'olympisme en lien avec les activités sportives représentées sur le village.
L'île de loisirs devra se mettre en contact avec le service des sports de la Région pour identifier les disciplines représentées et organiser la venue d'ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France dans le village.

2.8 : Communication et signalétique spécifiques au village sportif et culturel de la Région Île-de-France

2.8.1 Communication

- Visuels / supports de communication

La Région réalise la conception du visuel de l'opération village sportif et culturel de la Région Île-de-France, identique pour les différents villages, qu'elle mettra à disposition de l'île de loisirs, en amont de la campagne de mobilisation des publics. Ce visuel devra être décliné sur les différents supports de communication.
L'île de loisirs assurera la diffusion de ces supports (affiches, flyers) auprès des structures socio-éducatives franciliennes.
Tout autre support réalisé par l'île de loisirs doit respecter la charte régionale qui sera communiquée dès notification.

L'impression de l'ensemble des supports est à la charge de l'île de loisirs.

Par ailleurs, l'île de loisirs s'engage à mettre en place sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France, des supports de communication valorisant la candidature de Paris aux JO de 2024.

- Sites web

Des informations devront également figurer sur le site des partenaires de l'opération et sur le site de l'île loisirs concernée.

Concernant la communication du projet sur les sites web, la mention et le logotype de la Région sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France (les liens des pages concernées devront être transmis à la Région).

- Logo de la Région

La présence du logotype de la Région et la mention « l'île de loisirs est la propriété de la Région Île-de-France » sont obligatoires, en 1ère de couverture, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication ainsi que sur la signalétique, dans le respect de la charte graphique adoptée par la Région Ile-de-France.

- Promotion de l'opération

L'île de loisirs assurera une communication auprès de ses partenaires et mettra en ligne toute information nécessaire sur le village sportif et culturel de la Région Île-de-France selon le visuel régional défini. La Région devra y être citée en tant que commanditaire du projet.

L'information relative à l'action régionale prend la forme de la mention « action soutenue par la Région Île-de-France et mise en œuvre par …» et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

- Information et mobilisation des publics

L'île de loisirs formalise un dossier d'inscription au village sportif et culturel de la Région Île-de-France sur la base du visuel régional qui doit comprendre une présentation du concept du village, la présentation des activités, les créneaux de réservation, les modalités d'inscription et d'annulation.

L'île de loisirs assure la diffusion auprès des structures municipales, sociales, éducatives, etc… sur la zone de chalandise de l'île de loisirs.

- Matériel mis à disposition

La Région fournira des banderoles intissées, des rouleaux de rubalise et des T-shirts frappés du logo de la Région Île-de-France, dans la limite des stocks disponibles, pour les encadrants du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.

Le matériel mis à disposition par la Région devra être enlevé par l'île de loisirs auprès des services de la Région.

- Contrôle par les services de la Région

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le cocontractant dans sa démarche.

2.8.2 Signalétique

La visibilité de la Région doit être assurée sur tous les supports : bannières drapeaux, banderoles, documents de communication et T-Shirts.

L'île de loisirs devra réaliser et mettre en place la signalétique (panneau de présentation de l'opération à l'entrée du village, fléchages et panneaux pour les activités).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXÉCUTION

Le syndicat mixte de l'île de loisirs s'engage à réaliser les missions de service dans les conditions fixées à l'article 2.

3.1 : Organisation

L'île de loisirs met en œuvre tous les moyens nécessaires à la mobilisation des publics cibles définis à l'article 2.3 de la présente convention. Elle gère les réservations et la gestion des inscriptions.
Le recours à un prestataire extérieur pour l'encadrement des activités est autorisé.

3.2 : Logistique et sécurité

L'île de loisirs s'engage, dans le cadre des activités mises à disposition du village, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Elle respectera les règles, normes et législations en vigueur.

Elle mettra en place les dispositifs de sécurité concernant notamment la lutte contre l'incendie, les moyens de communication pour contacter les secours et le plan d'accès des secours.

L'organisme mettra en place toutes les mesures de gardiennage nécessaires.

3.3 : Tarif d'accès au village

Le co-contractant décide de fixer à ……. € le montant du droit d'accès au village pour …… et à ……... € le montant du droit d'accès au village pour ……..

Le tarif d'accès au village doit être déterminé au regard du coût des activités proposées et ne doit en aucun cas être supérieur à la part restant à payer en complément des financements de la Région et d'autres recettes éventuellement perçues.

3.4 : Compte rendu d'exécution

Après l'exécution de l'opération, un compte-rendu en 1 exemplaire papier et sous format électronique sera transmis à la Région Ile-de-France avec les indications suivantes :

- Une présentation détaillée des activités proposées (séance type, durée des séances, nombre d'heures proposées durant le village, temps forts mis en place…)
- La liste des structures participantes, le nombre de jeunes par structures, leur répartition genrée, le nombre d'activité par jeune,
- Le nombre de participants par activité (individuels/groupes),
- Le nombre de personnes handicapées accueillies,
- Un état détaillé des encadrants comportant la qualification et les heures d'intervention,
- Les documents financiers détaillés au 5.2.2.

Le compte rendu sera fourni dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'opération d'animation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Syndicat de l'île de loisirs s'engage à :

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

5.1 : Détermination du coût unitaire de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article R. 5111-1 du CGCT, la Région procédera au remboursement de X% *(fourchette comprise entre 70 et 90%)* des charges liées au fonctionnement tel que prévu à l'article 1 de la présente convention, et conformément au détail du coût unitaire prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France prévu ci-après.

Les recettes perçues par le cocontractant ne pourront excéder le montant total des dépenses de mise à disposition du service.

5.2 : Modalités de versement

La Région procède au remboursement X% *(fourchette comprise entre 70 et 90%)* des dépenses de mise à disposition des services décrits ci-dessus en application du coût unitaire global du service dans la limite du plafond numéraire et dans la limite des plafonds définis pour les coûts d'activité et coûts fixes comme indiqué en article 1 de la présente convention.

Chaque demande de versement est effectuée par le syndicat mixte de l'île de loisirs selon les modalités suivantes :

5.2.1 Versement d'acomptes

L'organisme peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués.

Chaque versement est effectué sur présentation d'une demande de versement d'acompte précisant le montant des dépenses engagées pour la mise à disposition de service, et d'un récapitulatif des dépenses précisant les références, dates et montants des factures ou actes payées au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et figurant dans le décompte du coût unitaire prévisionnel de fonctionnement du village sportif et culturel de la Région Île-de-France du tableau annexé.

Ces documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.

5.2.2 Versement du solde

Le versement du solde s'effectuera sur la base des documents listés ci-après :

- Une demande de versement précisant le montant total des frais de fonctionnement du service mis à disposition (A);
- Un bilan financier des coûts unitaires, joindre la copie du tableau de décompte du coût unitaire prévisionnel (B) ;
- Une attestation de frais de fonctionnement généraux, des frais de personnel et d'activités, mis à disposition par l'île de loisirs (C) ;
- Un état récapitulatif détaillé des paiements effectués (au profit de tiers) (D)
- Un état détaillé des recettes de l'opération (E),
- Un compte rendu d'exécution qualitatif reprenant les informations demandées à l'article 3.4 et signé par le représentant légal (F).

Tous les documents devront comporter le cachet, la date et la signature du représentant légal de l'île de loisirs précisant ses nom, prénom et qualité.
Les états récapitulatifs (B, D et E) sont cosignés par le représentant légal et le trésorier public.

5.3 : Révision du montant prévisionnel attribué à l'opération

Les dépenses de service mis à disposition sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente et prennent fin à l'achèvement de l'opération.

Le remboursement de X% *(fourchette comprise entre 70 et 90%)* du service mis à disposition par le syndicat mixte est apprécié au vu du niveau d'exécution constaté, par application du coût unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention, et du montant total des recettes de l'opération, celui-ci ne pouvant excéder le montant des dépenses engagées pour la mise en œuvre du service.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant plafond inscrit à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de X.

Elle prend fin lors du versement du solde du remboursement des services objet de la présente convention dans la limite d'une année à compter de son adoption par la commission permanente.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de cette convention. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie des paiements versés par la Région.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES SOMMES VERSÉES PAR LA RÉGION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité des sommes versées en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier du village sportif et culturel de la Région Île-de-France.
Avant toute décision régionale de révision du montant du versement ou avant toute demande de restitution de tout ou partie du versement, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du village sportif et culturel de la Région Île-de-France et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le syndicat mixte de l'île de loisirs de XXXXXXXXX sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes.

Fait le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
(signature et cachet)	Valérie PÉCRESSE

Annexe 2 à la convention

BUDGET PREVISIONNEL - COUTS UNITAIRES DE FONCTIONNEMENT "village sportif et culturel de la Région Île-de-France" de l'île de loisirs de ……………………………………………………………

ACTIVITES REALISEES	EQUIPEMENTS et MATERIELS						ANIMATION DES SEANCES D'ACTIVITES (masse salariale ou prestations externes)						Pour X jours d'animation du au			
	Mise à disposition par l'île de loisirs (service, équipements matériels)		Location d'équipements ou de matériels		Acquisitions		Nbre d'heures sur durée du village	Nb d'enca-drants par séance	Coût total des séances sur la durée du village		Coût d'animation à l'heure de séance		COUT TOTAL		COUT HORAIRE	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC			HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!	0 €	0 €	#DIV/0!	#DIV/0!
											#DIV/0!	#DIV/0!			#DIV/0!	#DIV/0!
															Coût horaire moyen	
COUTS ACTIVITES	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**	**0**	**0 €**	**0 €**	**#DIV/0!**	**#DIV/0!**	**0 €**	**0 €**	#DIV/0!	#DIV/0!
							Nbre d'heures d'ouverture du village									
Fluides														0 €		#DIV/0!
Logistique / Sécurité														0 €		#DIV/0!
Communication														0 €		#DIV/0!
Personnel mis à disposition														0 €		#DIV/0!
Coordination																
Modalités d'inscription														0 €		#DIV/0!
Assurances														0 €		#DIV/0!
Autres														0 €		#DIV/0!
															Coût horaire moyen frais généraux	
FRAIS GENERAUX														0 €		#DIV/0!
TOTAUX						0 €										#DIV/0!

Date et cachet de la structure

Signature du Président

COUT JOURNALIER	TTC
Coût journalier moyen des séances d'activités	0,0
Coût journalier moyen "frais généraux"	0,0
Cout journalier moyen du village	0,0

ANNEXE 9

RÈGLEMENT D'INTERVENTION

Aide au départ en vacances des familles hors Île-de-France

I - OBJET

Le Conseil régional d'Île-de-France souhaite contribuer aux politiques sanitaires, sociales et familiales adaptées aux besoins des familles, au développement du lien social et de la solidarité ; dans ce but, il a notamment créé en 2016 un « fonds régional de solidarité et soutien aux familles » pour accompagner les publics les plus fragiles, les familles qui rencontrent des difficultés lors de la maladie d'un senior, dans la prise en charge des enfants, voire dans la maitrise de la langue.

Selon l'enquête du Credoc sur les « Conditions de vie et aspirations des Français », près de la moitié (46 %) de la population ne part pas en vacances (au moins quatre nuits consécutives hors du domicile pour des motifs autres que professionnels) chaque année. La principale raison est financière (51 % des cas). Le départ des enfants étant fortement lié à celui des parents, ce sont près de la moitié des enfants qui ne sont pas partis cette année.
Dans une société où le départ en vacances constitue un modèle social pour une majorité d'enfants et d'adolescents, ne pas partir en vacances représente une inégalité et une injustice sociale majeure. En outre, les vacances familiales sont un temps important pour l'épanouissement des enfants et de leurs parents, le renforcement de leurs relations et de l'éducation parentale.

II - NATURE DES PROJETS

Le présent appel à projets vise à favoriser et soutenir des projets d'organismes mettant en œuvre à une échelle d'envergure régionale des projets de vacances, hors Ile-de-France, menés au bénéfice des familles les plus démunies d'une part, et au bénéfice des seniors en grande difficulté d'autre part.

L'envergure régionale est définie ici comme ayant des effets importants dans le domaine sur au moins 3 départements franciliens ; les actions d'envergure plus large que le territoire francilien présenteront la part de leur projet nécessaire aux franciliens.

Deux types de projets peuvent être à ce titre retenus, dans le cadre d'une démarche éducative ou/et sociale :

1. des projets de séjours destinés aux familles, qui doivent répondre aux critères cumulatifs suivants :
   - Un accompagnement par le porteur de projet dans la préparation (actions et réunions collectives, suivi individuel…), l'organisation (montage, recherche de fonds…), en cours de séjour et dans la phase d'évaluation du projet de départ en vacances ;
   - Une participation familiale au coût du séjour ;
   - Une sélection et un suivi des familles avant et après le départ ;
   - Un travail sur l'autonomisation des familles notamment en les impliquant dans le projet ;
   - Un bilan avec les familles (impact sur les familles : insertion sociale, parentalité…).

Une attention particulière sera portée aux projets ayant pour objectif de favoriser :
- l'autonomie de la famille y compris pendant le séjour
- ou le développement des liens intra familiaux
- ou le développement des liens sociaux des personnes, des familles ou des groupes au sein de leur environnement,
- ou les familles effectuant leur premier départ en vacances

par l'accompagnement des familles les plus fragilisées ou se trouvant en situation de précarité à partir d'un projet de vacances en familles.

Les projets de journées collectives de découverte seront considérés en seconde priorité, avec des critères similaires.

2. des évènements festifs, des journées ou séjours de vacances pour des seniors isolés ou en difficulté financière, aux conditions suivantes :
- Un nombre de séniors significativement élevé particulièrement pour les évènements ou journées
- Un accompagnement par des personnes qualifiées, salariés ou bénévoles formés, particulièrement pour les séjours

III – PORTEURS DE PROJET

Les porteurs de projet sont les communes, les EPCI, les EPT, les CCAS, les CIAS et les associations de loi 1901, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

IV - CRITÈRES DE SÉLECTION

Les critères de sélection seront notamment les suivants :
- conformité aux thématiques et autres conditions de cet appel à projets,
- expérience, légitimité de l'association à porter le projet présenté ;
- critères et modalités du choix des bénéficiaires par l'association,
- efficience du projet (résultats escomptés/ressources mobilisées),
- envergure du projet notamment territoriale,
- compétence (qualification, recrutement, formation,…) des acteurs salariés ou bénévoles
- capacité à mobiliser les co-financements, à mener à bien le projet.

Sont exclus les projets déjà soutenus par la Région sur la même période, et les dossiers incomplets. Un organisme porteur ne peut déposer qu'un dossier.

A titre exceptionnel, compte tenu de la date de publication de cet appel à projets, du travail indispensable en amont des vacances pour les associations auprès du public et des prestataires, le commencement d'exécution de l'action pourra être considéré à partir du 1er janvier 2017.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la commission permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits. Les structures sélectionnées seront informées à l'issue de la commission permanente.

V - LES DÉPENSES ÉLIGIBLES

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement strictement liées au projet (dont frais de séjour ou transport facturés au bénéficiaire de la subvention). Elles sont TTC (sauf cas de récupération de la TVA par l'association).

Sont notamment exclus de ces dépenses éligibles les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes non strictement liés au projet, les salaires et les charges afférents aux emplois tremplins régionaux, les contributions volontaires (en nature, personnel, locaux, mobilier, immobilier… qui seront néanmoins présentées dans le dossier).

VI - MODALITÉS DE CALCUL ET ATTRIBUTION DE L'AIDE RÉGIONALE

Pour les associations, la subvention régionale est fixée au maximum à 50 % de la dépense subventionnable (= total des dépenses éligibles), dans la limite d'un montant maximum de subvention fixé par dossier à : 40.000 €.

Pour les organismes autres que les associations, la subvention régionale est fixée au maximum à 25 % de la dépense subventionnable (= total des dépenses éligibles), dans la limite d'un montant maximum de subvention fixé par dossier à : 20.000 €.

Les subventions sont subordonnées aux conditions d'une convention type liant la Région Ile-de-France et le porteur de projet.

VII - ÉLABORATION ET DÉPÔT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dans un premier temps, l'appel à projets concernera uniquement les associations. Un ou plusieurs autres appels à projets pourront être envisagés dans le courant de l'année, ouvert à tout ou partie des bénéficiaires éligibles.

Dans les délais prévus par l'appel à projets, le porteur de projet présente à l'appui de sa demande de subvention un dossier établi conformément aux documents téléchargeables pour cet appel à projets sur le site régional www.iledefrance.fr, rubrique « aides régionales et services ».

Ce dossier est à la fois :

- une présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives),

- une présentation du ou des projets et de leur opportunité, dont contexte, diagnostic et enjeux, objectifs et moyens notamment humains (qualifications), méthodes générales de mise en œuvre du projet ; indicateurs simples d'évaluation de la réalisation du projet, et indicateurs des quartiers relevant de la Politique de la Ville concernés par le projet ; selon la nature du projet, joindre en annexe les documents existants précisant les engagements associatifs,

- une présentation du ou des budgets prévisionnels de chaque projet, permettant d'apprécier son contour financier global, le niveau de participation des partenaires autres que la Région, le type, la nature et le montant des dépenses éligibles.

Ce dossier doit être complété des documents, dont la liste est téléchargeable. Seuls les dossiers complets sont instruits. En l'absence des pièces justificatives attendues, la candidature est automatiquement classée irrecevable.

Attention : le dépôt d'un dossier, même complet, n'entraîne pas sa sélection automatique et son financement par la Région.

La transmission du dossier se fera via la plateforme des aides régionales sur le site du conseil régional. www.iledefrance.fr (rubrique "Aides régionales et services").

Informations complémentaires auprès du service Action Sociale Santé Famille :
elisabeth.de-corbier@iledefrance.fr
laure.baeza@iledefrance.fr
et regine.bouillet@iledefrance.fr

VIII – CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE L'APPEL À PROJETS

Date de mise en ligne de l'appel à projets	15 mars 2017
Date limite d'envoi des dossiers de demande de subvention	21 avril 2017
Présentation prévisionnelle à la commission permanente du conseil régional	3° trimestre 2017
Date de démarrage du projet	après le passage en commission permanente

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-56
DU 10 MARS 2017

DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES – REGIME INDEMNITAIRE

LE CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 87 et 88 ;

VU Le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

VU Le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;

VU Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

VU Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;

VU La délibération n° CR 07-99 du 25 mars 1999 portant diverses dispositions relatives aux moyens de l'institution régionale, notamment l'article 5 ;

VU La délibération n° CR 35-00 du 29 juin 2000 portant diverses dispositions concernant les moyens de l'institution régionale, notamment l'article 1er ;

VU La délibération n° CR 11-02 du 20 juin 2002 portant diverses dispositions relatives à la gestion des ressources humaines, notamment l'article 1er ;

VU La délibération n° CR 67-05 du 16 décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines, notamment l'article 2 ;

VU La délibération n° CR 102-08 du 17 octobre 2008 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines – onzième rapport, notamment l'article 2 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis du comité technique du 30 janvier 2017

VU L'avis de la commission de l'administration générale ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CR 2017-56 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) peuvent bénéficier aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires appartenant aux catégories C et B dont les emplois sont relatifs :

- A la logistique : maintenance du matériel, des bâtiments, des systèmes informatiques, des déplacements (chauffeurs notamment), des réceptions.
- A la sûreté et la sécurité des personnes et des biens,
- A l'accueil du public,
- Au fonctionnement des instances régionales (courrier, reprographie, secrétariat, prestations son –vidéo, standard téléphonique…),
- A la restauration scolaire.

Les agents de catégorie C et B affectés sur ce type d'emplois sont susceptibles de réaliser des travaux supplémentaires et ce quel que soit leur cadre d'emplois et leur service d'affectation.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont versées dans le cadre de la réalisation effective d'heures supplémentaires ne donnant pas lieu à un repos compensateur, effectuées à la demande de l'autorité territoriale dès qu'il y a dépassement des bornes horaires, telles que prévues par la délibération relative au temps de travail.

Les travaux supplémentaires accomplis ne peuvent dépasser le nombre d'heures maximum défini par la réglementation applicable aux agents de l'Etat et par le protocole d'accord sur le temps de travail en vigueur à la Région Ile-de-France.

Les heures supplémentaires sont indemnisées ou récupérées, au choix de l'autorité territoriale, dans les mêmes conditions que pour les agents de l'Etat. Les modalités et les montants évoluent au même moment et de la même manière que pour les agents de l'Etat.

Article 2 :

Décide que les périodes d'astreintes d'exploitation, de sécurité, de décision peuvent être organisées dans les cas suivants :

- Effectuer des missions de logistique, de maintenance des bâtiments et des installations techniques et du matériel pour garantir la continuité du service public,
- Effectuer des missions de sécurité des personnes et des biens,
- Assurer la continuité du fonctionnement des instances régionales et des systèmes d'informations.

Tous les emplois listés à l'annexe budgétaire « Etat du personnel » qui intègrent des fonctions de sécurité, de maintenance, de logistique, de responsabilité administrative sont concernés par les astreintes quel que soit le service concerné ou la filière.

En ce qui concerne les agents des lycées appartenant à la filière technique ou au cadre d'emplois des adjoints territoriaux des établissements d'enseignement (ATTEE), seuls les agents logés par nécessité absolue de service peuvent effectuer des astreintes dans les conditions définies par la convention de gestion des personnels techniques, ouvriers et de services en vigueur.

L'astreinte peut intervenir pour :

- Une semaine complète (du lundi 8h au lundi suivant 8h) ;
- Du lundi matin 8h au vendredi soir 19h ;
- Une nuit de semaine (19h à 8h) ;
- Du vendredi soir 19h au lundi matin 8h ;

- Le samedi de 8h à 19h ;
- Le dimanche ou un jour férié de 8h à 19h.

Les personnes réalisant les astreintes seront dotées du matériel nécessaire, le cas échéant d'un ordinateur, d'un téléphone, voire d'un véhicule.

Article 3 :

Décide que les agents titulaires, stagiaires et non titulaires exerçant des fonctions équivalentes peuvent bénéficier, au choix de l'autorité territoriale, d'une indemnisation ou d'une compensation en temps, lorsqu'ils effectuent des astreintes, et ce dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget de l'exercice concerné.

Ces indemnités, de même que la compensation en temps ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service et aux agents percevant la nouvelle bonification indiciaire (NBI) attribuée aux fonctionnaires détachés sur certains emplois administratifs de direction.

L'indemnisation des astreintes se fait dans les mêmes conditions et aux mêmes taux que celles et ceux applicables aux agents de l'Etat et évoluent de la même façon et au même moment. Il en est de même pour les compensations en temps.

Article 4 :

Décide que les agents titulaires, stagiaires et non titulaires exerçant des fonctions équivalentes peuvent bénéficier, au choix de l'autorité territoriale, d'une indemnisation ou d'une compensation en temps, lorsqu'ils effectuent des interventions durant des périodes d'astreintes, et ce dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget de l'exercice concerné.

Ces indemnités, de même que la compensation en temps ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service et aux agents percevant la nouvelle bonification indiciaire (NBI) attribuée aux fonctionnaires détachés sur certains emplois administratifs de direction.

L'indemnisation des interventions durant des périodes d'astreintes se fait dans les mêmes conditions et aux mêmes taux que celles et ceux applicables aux agents de l'Etat et évoluent de la même façon et au même moment. Il en est de même pour les compensations en temps.

Article 5 :

Décide que des permanences peuvent être organisées dans les cas suivants :

- Effectuer des missions de logistique, de maintenance des bâtiments et des installations techniques et du matériel pour garantir la continuité du service public,
- Effectuer des missions de sécurité des personnes et des biens,
- Assurer la continuité du fonctionnement des instances régionales et des systèmes d'informations.

Tous les emplois listés à l'annexe budgétaire « Etat du personnel » qui intègrent des fonctions de sécurité, de maintenance, de logistique, de responsabilité administrative sont concernés par les permanences quel que soit le service concerné ou la filière.

La permanence peut intervenir pour :

- Toutes filières (hors filière technique) : journée du samedi (8h à 19h), demi-journée du samedi (8h à 13h30 ou 13h30 à 19h), journée du dimanche ou jour férié (8h à 19h), demi-journée du dimanche ou jour férié (8h à 13h30 ou 13h30 à 19h).
- Filière technique : une semaine complète (lundi 8h au lundi suivant 8h), nuit en semaine (19h à 8h), week-end (vendredi 19h au lundi 8h), samedi (8h à 19h), dimanche (8h à 19h), jour férié (8h à 19h)

Les personnes réalisant les astreintes seront dotées du matériel nécessaire, le cas échéant d'un ordinateur, d'un téléphone, voire d'un véhicule.

Article 6 :

Décide que les agents titulaires, stagiaires et non titulaires exerçant des fonctions équivalentes peuvent bénéficier, au choix de l'autorité territoriale, d'une indemnisation ou d'une compensation en temps, lorsqu'ils effectuent des permanences, et ce dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget de l'exercice concerné.

Ces indemnités, de même que la compensation en temps ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service et aux agents percevant la nouvelle bonification indiciaire (NBI) attribuée aux fonctionnaires détachés sur certains emplois administratifs de direction.

L'indemnisation des permanences se fait dans les mêmes conditions et aux mêmes taux que celles et ceux applicables aux agents de l'Etat et évoluent de la même façon et au même moment. Il en est de même pour les compensations en temps.

Article 7 :

Impute les dépenses relatives à ces indemnités sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux », code fonctionnel 0201 – « Personnel non ventilé », programme HP 0201-007 – « Frais de personnel », et sur le chapitre budgétaire 932 « enseignement », code fonctionnel 222 – « lycées publics », programme HP 222-022 – « Rémunération des agents techniques titulaires des lycées » et programme HP 222-023 – « Rémunération des agents techniques non titulaires des lycées ».

Article 8 :

Abroge l'article 1 de la délibération n° CR 11-02 et l'article 2 de la délibération n° CR 67-05

La présidente du conseil
régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-57

DU 10 MARS 2017

MISE EN PLACE D'UNE PHASE D'EXPERIMENTATION DU TELETRAVAIL POUR LES AGENTS DE LA REGION.

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code du travail, notamment son article L. 1222-9,

VU La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU La loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment son article 133,

VU Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, notamment ses articles 5 et 40,

VU Le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

VU L'avis du comité technique du 28 février 2017,

VU L'information du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du 7 mars 2017,

VU L'avis de la commission des finances,

VU L'avis de la commission de l'administration générale,

VU Le rapport CR 2017-57 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de l'expérimentation du télétravail au sein des services de la Région Ile-de-France.

Article 2 :

Approuve les principes généraux de l'expérimentation du télétravail tels que présentés en annexe de la présente délibération.

Article 3 :

Précise que les agents pratiquant le télétravail depuis leur domicile doivent justifier d'un abonnement internet (box ou téléphonie data). Ces agents bénéficient d'une prise en charge forfaitaire de dix (10) euros nets par mois.

La présidente du conseil régional

d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

Principes généraux relatifs à l'expérimentation du télétravail

L'expérimentation du télétravail peut être réalisée par les agents publics de la Région Ile-de-France (fonctionnaires et agents publics non fonctionnaires régis par la loi du 13 juillet 1983). Il s'agit d'une démarche volontaire pour l'agent et pour la collectivité matérialisée par une demande écrite et un accord de l'administration employeur (*article 5 du décret n°2016-151 du 11/02/2016*).

Lors de la durée de l'expérimentation, les agents régionaux nouvellement recrutés pourront faire une demande de télétravail après une période d'intégration, dont la durée sera définie par le responsable hiérarchique en fonction des missions exercées et de l'organisation du service.

La durée de travail des télétravailleurs est la même que celle des agents ne télétravaillant pas. Afin de permettre un niveau collectif de travail et garantir une séparation claire entre obligations professionnelles et vie privée, le télétravailleur organise son temps de travail en y intégrant sa modalité horaire de travail habituelle, dans le respect de la délibération en vigueur fixant le temps de travail.

Les conditions de l'expérimentation du télétravail sont organisées par une convention tripartite établie entre la collectivité (autorité territoriale), l'agent et son responsable hiérarchique.

En outre, l'expérimentation du télétravail est réversible. Il peut être mis fin au télétravail, à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'administration ou de l'agent, moyennant un délai de prévenance de deux mois. Toutefois, dans les 3 mois suivant la signature de la convention ce délai est réduit à 1 mois (*article 5 du décret 2016-151 du 11/02/2016*).

Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'administration, le délai de prévenance peut aussi être réduit en cas de nécessité de service dûment motivée.

Enfin, les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation (*article 6 du décret n°2016-151 du 11/02/2016*).

Nombre de jours

Pendant la durée de l'expérimentation, le nombre de jours télétravaillés est fixé à un maximum de deux par semaine, pour 3 jours de travail dans les locaux d'affectation de l'agent. Le nombre de jours maximum par semaine pour les agents à temps partiel est fixé au prorata.

Par ailleurs, à la demande des agents dont l'état de santé le justifie et après avis du médecin de prévention, il peut être dérogé pour six mois maximum aux conditions de seuils fixées au paragraphe précédent. Cette dérogation est renouvelable une fois après avis du médecin de prévention.

En outre, les jours de télétravail peuvent être modifiés ou reportés par le responsable hiérarchique, ponctuellement si les nécessités de service le justifient. Le jour de télétravail n'est modifiable ou reportable que sur la même semaine. Dans le cadre de dispositifs spécifiques approuvés par l'administration (intempéries, pandémies, etc.), le télétravail est possible des jours différents de ceux prévus dans la convention tripartite.

La convention tripartite détermine le (ou les) jour(s) de télétravail fixé(s) d'un commun accord entre l'agent, son responsable hiérarchique et l'autorité territoriale. Elle définit également les modalités de modifications ou de reports des jours de télétravail.

Activités éligibles

Au sein de la Région, environ **80% des postes sont éligibles à l'expérimentation du télétravail** au moins un jour par semaine, ce qui correspond à plus de 1600 postes budgétaires.

Les activités incompatibles avec le télétravail sont listées ci-dessous :

- Activités pour lesquelles une présence physique dans les locaux de l'administration est nécessaire pendant toute la durée du temps de travail.
- Activités comprenant l'accomplissement de travaux portant sur des documents papiers confidentiels qui ne peuvent faire l'objet d'une numérisation ou qui ne peuvent être transportés sans risquer de compromettre la confidentialité des données qui y sont mentionnées.
- Activités comportant l'accomplissement de travaux nécessitant l'utilisation de logiciels ou d'applications faisant l'objet de restrictions d'utilisation à distance ou l'utilisation de matériels spécifiques.

Les activités incompatibles avec l'exercice du télétravail ne doivent pas être confondues avec le poste sur lequel est affecté l'agent, ou plus largement la fonction qu'il exerce. Ainsi, si certaines activités exercées par un agent sont incompatibles avec le télétravail, le responsable de service étudiera la possibilité de regrouper les activités télétravaillables afin de permettre un ou plusieurs jours de télétravail par semaine.

L'agent volontaire à l'expérimentation du télétravail présente sa candidature par écrit selon le dispositif prévu à cet effet. La demande sera ensuite approuvée par l'autorité territoriale, après avis du responsable hiérarchique, notamment selon son éligibilité fonctionnelle et technique.

L'agent autorisé à expérimenter le télétravail est soumis aux présents principes généraux, aux prescriptions du guide de l'expérimentation du télétravail de la Région Ile-de-France, et à la convention tripartite établie entre lui-même, son responsable hiérarchique et l'autorité territoriale.

Lieux d'exercice

Les agents de la Région peuvent expérimenter le télétravail depuis le ou les domicile(s) déclaré(s) dans la convention, qu'il(s) soi(en)t situé(s) en Ile-de-France ou hors Ile-de-France.

Ils ont également la possibilité d'expérimenter le télétravail depuis :

- des locaux de la Région, situés sur un autre lieu que son site d'affectation ;
- des locaux mis à disposition par d'autres administrations ;
- des tiers-lieu inscrits au catalogue des espaces au sein desquels les agents seront autorisés à télétravailler.

L'administration peut par ailleurs refuser qu'une résidence soit choisie par l'agent si la distance entre celle-ci et son lieu d'affectation met l'agent dans l'impossibilité de rejoindre son site dans des délais raisonnables en cas de nécessité de service.

Equipement technique, systèmes d'information et protection des données

La collectivité prend en charge les coûts découlant directement de l'expérimentation du télétravail et, le cas échéant, les coûts de jours de présence en tiers-lieu. A cet effet, elle met à disposition du télétravailleur qui souhaite participer à l'expérimentation, un équipement informatique ainsi qu'un service de téléphonie professionnel.

La convention tripartite listera l'ensemble des équipements et moyens mis à la disposition du télétravailleur par l'employeur.

En cas de panne ou de dysfonctionnement, l'agent bénéficie d'une assistance informatique à distance. Dans le cas où une intervention technique serait nécessaire, elle sera réalisée au sein des locaux de la Région.

L'agent est responsable du matériel mis à sa disposition. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les dommages sur les équipements qu'ils lui sont remis. En cas d'incident technique l'empêchant d'effectuer normalement son activité à domicile, le télétravailleur doit en

informer immédiatement son responsable hiérarchique qui prendra alors les mesures appropriées pour assurer la bonne organisation de l'activité. A ce titre, il pourra être demandé à l'agent de revenir au sein des locaux de la Région dans l'attente de la résolution du ou des problèmes techniques.

La Région prend également, dans le respect des prescriptions de la CNIL, les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur à des fins professionnelles. Les règles spécifiques relatives à la sécurité des systèmes d'information ainsi que les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des données utilisées et traitées à des fins professionnelles dans le cadre de l'exercice du télétravail, sont précisées dans la charte pour l'usage des ressources informatiques et des services internet ainsi que dans la politique de sécurité des systèmes d'information de la Région. Le télétravailleur doit, quant à lui, assurer la confidentialité et l'intégrité des informations et dossiers qui lui sont confiés.

Contrôle de l'activité, accidents du travail et responsabilité civile lors de l'expérimentation

Afin de s'assurer que les objectifs fixés à l'agent, lorsqu'il exerce ses fonctions en télétravail, sont atteints, le responsable hiérarchique procède régulièrement à leur contrôle et évaluation. L'entretien professionnel annuel est par ailleurs l'occasion de faire le point sur l'exercice du télétravail, les attentes de l'agent, les réajustements nécessaires, etc.

La Région prend en charge les coûts relatifs aux accidents du travail survenus à l'agent qui expérimente le télétravail, comme pour tout autre agent, si l'imputabilité au service est reconnue.

La Région prend en charge les dommages subis par les biens de toute nature mis à disposition dans le cadre de l'activité professionnelle. Les dommages causés aux tiers sont pris en charge par la collectivité s'ils résultent directement de l'exercice du télétravail, ou s'ils sont causés par les biens qu'elle met à disposition. Si les dommages résultent d'une faute personnelle détachable du service, la responsabilité de la Région n'est pas engagée ; si la responsabilité de la Région est recherchée, cette dernière peut se retourner contre le télétravailleur.

Lors de la signature de la convention tripartite pour l'expérimentation du télétravail, l'agent devra attester :

- que l'installation électrique du poste de travail du ou des domiciles au sein desquels il télétravaillera respectent la norme électrique NF C 15-100. Il n'est pas exigé que l'intégralité du logement soit conforme, uniquement l'espace dédié au télétravail. Cette attestation permet de s'assurer que la prise à laquelle l'ordinateur sera branché est protégée par un interrupteur différentiel calibré à 30mA et par un disjoncteur.

- qu'il souscrit à une assurance habitation ou que le domicile au sein duquel il télétravaille est couvert par une assurance habitation, qui ne dispose pas de clause d'exclusion à l'exercice professionnel.

Postes de travail, accompagnement et formation

En faisant acte de candidature à l'expérimentation, l'agent déclare disposer des conditions suffisantes pour exercer ses missions dans un environnement de travail adapté. Afin de lui apporter toute l'assistance nécessaire dans l'appréciation des conditions du télétravail, l'agent peut s'appuyer sur les dispositifs de prévention mis en œuvre par la collectivité.

Par ailleurs, dans le cadre de ses attributions en matière de prévention des risques professionnels, le CHSCT a compétence pour visiter les locaux de travail. Dès lors, une délégation du CHSCT peut effectuer une visite du lieu de télétravail de l'agent afin de vérifier la bonne application des dispositions en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, l'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord préalable de l'intéressé, dûment recueilli par écrit.

Le CHSCT fixe sur cette base l'étendue, les missions ainsi que la composition de la délégation chargée de la visite dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur et du règlement intérieur du CHSCT régional.

Cette délégation comprend au moins un représentant de la collectivité et au moins un représentant du personnel. Elle peut être assistée d'un médecin de prévention, du ou des agents chargé(s) d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité, et de l'assistant ou du conseiller de prévention.

Afin d'assurer la réussite de l'expérimentation du télétravail les agents concernés et leurs encadrants suivront une formation dédiée et adaptée aux spécificités du dispositif au sein du CRIF. Elle traitera notamment des modalités du télétravail, des mesures de prévention individuelles et collectives mises en place par la collectivité, des évolutions de l'organisation du travail et les adaptations du management à une gestion à distance. Par ailleurs, le cas échéant, une ou des formations ciblées sur l'utilisation des équipements et outils nécessaires à l'exercice des missions en télétravail seront dispensées aux agents expérimentant le télétravail. *article 5 du décret n°2016-151 du 11/02/2016*).

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/03/2017

DELIBERATION N° CR 2017-70

DU 9 MARS 2017

REMPLACEMENT A LA COMMISSION PERMANENTE

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4133-5 et L. 4133-6 ;

Vu le règlement intérieur du conseil régional et particulièrement son article 3 ;

Vu la démission de Mme Samia KASMI de la commission permanente ;

Vu les délibérations CR 13-16 du 21 janvier 2016 et CR 36-16 du 18 février 2016 ;

Considérant l'accord unanime donné par l'assemblée régionale pour compléter la commission permanente ;

Considérant qu'à l'issue du délai d'une heure prévu par le CGCT pour le dépôt des listes, une seule liste comportant une unique candidate pour le seul siège à pourvoir a été déposée, et qu'en conséquence la nomination prend effet immédiatement, la présidente en donnant lecture ;

APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ,

ARTICLE UNIQUE :

Mme Muriel GUÉNOUX est élue à la commission permanente.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-061

Du 8 Mars 2017

Prime régionale et aide au recrutement pour les employeurs d'apprentis pour 2017 : 1ere affectation pour l'ASP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le livre II de la 6ème partie du Code du Travail ;

VU La loi n° 2002-276 modifiée du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité et notamment son article 107 ;

VU La loi de finances n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 et notamment son article 134 ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales et notamment ses articles 8 et 10 ;

VU La délibération n° CR 87-11 du 7 avril 1987 relative à la politique régionale de formation professionnelle et d'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 31-06 du 17 mars 2006 relative au dispositif cadre de la prime régionale aux employeurs d'apprentis

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative au dispositif cadre de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU La délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 relative à la réforme de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU La délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 relative à la création de l'aide au recrutement d'apprentis ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 « un nouvel engagement pour l'apprentissage » ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des Missions Locales, les Emplois-tremplin ; les dispositifs d'accès à l'apprentissage et de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP ;

VU Le règlement budgétaire et financier de la région Ile de France adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-061 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve le versement des primes régionales et des aides au recrutement aux employeurs d'apprentis par l'intermédiaire de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Article 2 :

Affecte un montant de **25 496 000 €** pour ce versement. Ce montant sera prélevé sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », sous-fonction 12 « apprentissage », programme HP 12-004 (112004) « Indemnité Compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis», Action 11200401 « Indemnité Compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis » code nature 6552 « indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis » du budget 2017.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-061	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112004 - Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprenti-e-s**
Action	**11200401 - Indemnité Compensatrice Forfaitaire versée aux employeurs d'apprenti-e-s**

Dispositif : N° 00000596 - Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis

Dossier	17002398 - PRIME REGIONALE ET AIDE AU RECRUTEMENT POUR LES EMPLOYEURS D'APPRENTIS POUR 2017:1ERE AFFECTATION POUR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 496 000,00 €		Code nature	6552
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 496 000,00 €	TTC	100 %	25 496 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000596 - Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	25 496 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112004 - 11200401	25 496 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-075

Du 8 mars 2017

DISPOSITIF D'ACCES A L'APPRENTISSAGE

AFFECTATION AUX CFA DES AVANCES 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code du Travail et notamment Les Livres II et III de la 6ème partie ;

VU La Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages ;

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil ;

VU La délibération n° CR 26-09 du 26 mars 2009 relative à l'adoption des dispositifs concourant à la sécurisation des parcours professionnels des jeunes ;

VU La délibération n° CR 41-13 du 20 juin 2013 relative au rapport intitulé « la Région s'engage pour l'emploi, refonte des dispositifs d'accès à l'emploi et à l'apprentissage »

VU La délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 intitulée « Pour une politique d'apprentissage réactive et qualitative » adoptant, par son article 2, le renforcement du soutien aux développeurs de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relatif au plan d'action régional pour un nouvel engagement pour l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 11-562 du 13 juillet 2011 relative à la convention type à signer entre la Région et les CFA dans le cadre du dispositif d'accès à l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 13-790 du 20 novembre 2013 relative à la politique régionale d'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014 relative à la modification des règlements d'intervention et de la convention-type des développeurs de l'apprentissage ;

VU La délibération n° CP 15-453 du 9 juillet 2015 relative au vote des avances de subvention aux CFA dans le cadre du programme 2015 du dispositif d'accès à l'apprentissage.

VU La délibération n° CP 16-051 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage ;

VU La délibération N° CP 16-064 du 10 février 2016 relative au programme de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016, relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage et de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP et TP'UP, le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-075 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er :

Dispositif d'accès à l'apprentissage - versement de l'avance (40%) de subventions relatives au programme 2017

Décide d'attribuer une subvention à chaque CFA candidat, tel que détaillé dans la liste qui se trouve en annexe 2 à la délibération, pour un montant total prévisionnel de 3 330 321,72 € au titre du dispositif d'accès à l'apprentissage 2017.

Subordonne le versement de ces avances à la signature des conventions conformes à la convention type adoptée par délibération de la Commission permanente n° CP 11-562 du 13 juillet 2011, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **3 330 321,72 €** pour le paiement de l'avance de la campagne 2017, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « Subventions » du budget 2017 conformément, à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er janvier 2017, date de démarrage des actions, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, afin de permettre la continuité des parcours de formation des jeunes entrés sur le dispositif en septembre 2016 et ne l'ayant pas achevé au 1er janvier 2017.

Article 2 :

Correctifs dans le cadre du dispositif Développeurs de l'apprentissage

Décide de participer, au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », au financement des postes détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 65 875 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 65 875 € au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « Subventions » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-075	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200302 - Accompagnement de la politique d'apprentissage**

Dispositif : N° 00000287 - Développeurs de l'apprentissage

Dossier	17002788 - GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE - AVANCE DAT 2016			
Bénéficiaire	P0025579 - GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	25 000,00 €	

Dossier	17002807 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG - SOLDE 2009			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 875,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	40 875,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000287 - Développeurs de l'apprentissage	65 875,00 €

Dispositif : N° 00000386 - Accès à l'apprentissage

Dossier	17003203 - Dispositif d'accès à l'apprentissage - Paiement ASP Avances 2017 (mars 2017)			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 330 321,72 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 330 321,72 €	TTC	100 %	3 330 321,72 €	

Total sur le dispositif N° 00000386 - Accès à l'apprentissage	3 330 321,72 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200302	3 396 196,72 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : REPARTITION DES AVANCES 2017 PAR CFA

Dispositif d'accès à l'apprentissage - Programmation 2017 - REPARTITION DES AVANCES PAR ORGANISME GESTIONNAIRE

CP 2017-075

	Organisme gestionnaire	Site de formation	Dpt	NB de sites	Subvention proposée pour 2017	NB de places prévisionnelles pour chaque passerelle									Effectif total	Montant de l'avance (40% de la subvention proposée)
						Découverte des métiers et de l'apprentissage	PDMA Handicap	Accès à un contrat de Janvier à Juin	Accès à un contrat de Septembre à décembre	Spécifique	Spécifique Handicap	Maintien	Parcours sécurisés vers l'apprentissage	Avenir Jeunes		
1	ACADEMIE des Arts du Cirque FRATELLINI	CFA Académie Fratellini	93	1	11 330,00 €	0	0	7	9	0	0	0	0	0	16	4 532,00 €
2	ACE (Assocaition des Comptables Experts)	CFA Expertise Comptable	75	1	74 883,60 €	0	0	35	60	40	0	4	0	0	139	29 953,44 €
3	ACPPAV (Association des cours professionnels de pharmacie, sanitaire et social)	CFA de la Pharmacie	78	4	125 021,60 €	90	10	29	43	20	20	4	0	5	221	50 008,64 €
4	ACPPP (Association des cours professionnels et de perfectionnement pour les employés et les	CFA de la Pharmacie	75	1	62 059,80 €	70	1	0	10	16	0	2	0	0	99	24 823,92 €
5	ADAFA (Association pour le développement de l'apprentissage Francilien Agricole)	CFA de l'ADAFA	78	9	151 760,40 €	68	10	35	74	29	0	15	10	0	241	60 704,16 €
6	ADAFORSS (Association pour le développement de l'apprentissage et la formation aux métiers sanitaires	CFA de l'ADAFORSS	92	1	83 300,80 €	0	0	50	55	0	0	12	0	0	117	33 320,32 €
7	ADEFSA (Association pour le développement de la formation supérieure par alternance)	CFA Descartes	77	1	136 174,50 €	0	0	0	45	45	0	5	0	0	95	54 469,80 €
8	ADESA (Association pour le développement par les entreprises de sections d'apprentissage)	CFA SACEF	75	1	72 292,00 €	0	0	25	100	0	15	5	0	0	145	28 916,80 €
9	ADFC	CFA Stephenson	75	1	42 715,20 €	0	0	18	140	28	2	3	0	0	191	17 086,08 €
10	ADMT - ASSOCIATION POUR LE DEVELOP DES METIERS DE LA TABLE	EPMTTH	75	1	201 124,00 €	90	20	10	150	60	0	10	0	20	360	80 449,60 €
11	AEPO (Association pour l'enseignement privé de l'optique)	CFA de l'Optique	75	1	16 042,40 €	2	0	8	16	0	0	6	0	0	32	6 416,96 €
12	AFASEC (Association de formation etd'action sociale des écuries de courses)	CFA de l'AFASEC (Grosbois)	94	1	27 121,60 €	48	0	3	3	7	0	2	0	0	63	10 848,64 €
13	AFASOP - ISIFA (Association pour la formation et l'apprentissage du sud ouest Parisien)	CFA Commerce-Gestion-Bureautique	92	1	12 100,00 €	0	0	0	25	0	0	0	0	0	25	4 840,00 €
14	AFFIDA (Association francilienne de formation interprofessionnelle pour le développement de	CFA de l'AFFIDA	95	2	79 704,90 €	200	0	0	90	15	0	11	0	0	316	31 881,96 €
15	AFGD (Association de formation de la grande distribution)	CFA CODIS	75	1	3 643,20 €	0	0	0	0	0	0	23	0	0	23	1 457,28 €
16	AFIA (Association pour la formation des informaticiens par l'apprentissage)	CFA de l'AFIA	91	10	51 466,80 €	0	0	1	135	34	0	0	0	0	170	20 586,72 €
17	AFIPE (Association de formation interprofessionnelle de Poissy et environs)	CFA de l'AFIPE (Vente et Commerce)	78	1	101 250,60 €	200	0	20	45	30	0	9	0	0	304	40 500,24 €
18	AFMDCC	CFA Danse, Chant, Comédie	75	1	346 500,00 €	0	0	0	0	45	0	0	0	0	45	138 600,00 €
19	AFOMAV (Association pour la formation aux métiers de l'audiovisuel)	CFA des Métiers de l'Audiovisuel	78	1	6 336,00 €	0	0	6	6	0	0	0	0	0	12	2 534,40 €
20	AFORP (Association pour la formation et le perfectionnement du personnel des entreprises	CFA de l'AFORP - CFAI	92	4	359 119,20 €	12	0	110	255	56	0	8	0	0	441	143 647,68 €
21	AFORPA (Association Régionale pour la formation professionnelle automobile)	CFA de l'AFORPA	94	6	131 698,60 €	214	14	16	60	36	0	20	28	6	394	52 679,44 €
22	AFTI (Association pour la formation aux techniques industrielles)	CFA AFTI	91	1	23 078,00 €	0	0	7	39	0	0	0	0	0	46	9 231,20 €
23	AFTRAL (Apprendre et se former en transport et logistique)	CFA de l'AFTRAL	75	7	16 170,00 €	14	0	0	40	0	0	10	0	0	64	6 468,00 €
24	AGEFA PME	CFA PME Apprentissage	92	1	48 892,80 €	28	2	25	62	0	0	2	0	0	119	19 557,12 €
25	AGESUP (Association pour la promotion et la gestion d'un centre d'enseignement supérieur par	CFA EVE	91	1	38 500,00 €	250	0	0	0	0	0	0	0	0	250	15 400,00 €
26	APHRL (Association professionnelle des hôteliers, restaurateurs et limonadiers)	CFA Médéric	75	1	66 693,00 €	18	8	9	35	0	20	20	0	0	110	26 677,20 €
27	ASFO JEUNES 77	CFA de l'Industrie de Seine-et-Marne	77	3	10 375,20 €	0	0	15	15	0	0	3	0	0	33	4 150,08 €
28	ASFORED (Association nationale pour la formation et le perfectionnement professionnel dans les métiers de	CFA de l'ASFORED (Edition)	75	1	2 736,80 €	0	0	2	18	0	0	2	0	0	22	1 094,72 €
29	ASSOCIATION DU CFA COUVERTURE ET PLOMBERIE	CFA COUVERTURE PLOMBERIE	75	1	10 956,00 €	8	0	2	20	0	0	5	6	0	41	4 382,40 €
30	ASSOCIATION DU CFA DE LA POISSONNERIE	CFA de la Poissonnerie	94	1	24 349,60 €	3	1	1	1	10	0	4	1	0	21	9 739,84 €
31	ASSOCIATION EN MOUVEMENT	CFA Académique en Mouvement	78	13	38 549,50 €	1	0	10	30	0	0	20	15	10	86	15 419,80 €
32	ASSOCIATION INGENIEURS 2000	CFA INGENIEURS 2000	77	5	10 428,00 €	8	0	6	22	0	0	10	0	0	46	4 171,20 €
33	ASSOCIATION REGIONALE POUR LA FORMATION DES ANIMATEURS	CFA de l'ARFA	75	8	348 220,40 €	22	3	0	23	129	0	6	15	0	198	139 288,16 €
34	ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	CFATrajectoire	78	7	30 179,60 €	0	0	6	12	20	0	4	0	0	42	12 071,84 €
35	ASSOCIATION UNION UNIVERSITE ECONOMIE	CFA Union	91	9	31 900,00 €	200	0	0	10	0	0	0	0	0	210	12 760,00 €

	Organisme gestionnaire	Site de formation	Dpt	NB de sites	Subvention proposée pour 2017	NB de places prévisionnelles pour chaque passerelle									Enveloppe total	Montant de l'avance (40% de la subvention proposée)
						Découverte des métiers et de l'apprentissage	PDMA Handicap	Accès à un contrat de Janvier à Juin	Accès à un contrat de Septembre à décembre	Spécifique	Spécifique Handicap	Maintien	Parcours sécurisés vers l'apprentissage	Avenir Jeunes		
36	ASSOCIATION VECTEUR	CFA Institut de l'Environnement Urbain - VEOLIA	95	1	10 164,00 €	60	4	0	0	0	0	0	0	0	64	4 065,60 €
37	BTP CFA IDF	BTP IDF	75	7	146 029,40 €	460	13	35	89	0	8	36	10	6	657	58 411,76 €
38	C3CFA	CFA C3	92	1	5 755,20 €	0	0	1	8	0	0	3	0	0	12	2 302,08 €
39	CAE - CHAMBRE D'APPRENTISSAGE DE L'ELECTRICITE	CFA Delépine	75	1	11 704,00 €	5	0	5	25	0	0	10	0	0	45	4 681,60 €
40	CAMAS	CFA CAMAS	93	2	134 420,00 €	15	5	15	40	55	0	0	0	0	130	53 768,00 €
41	CAMPUS DES METIERS ET DE L'ENTREPRISE - CMA 93	Campus des Métiers (Bobigny) + CFA Croisat (Paris)	93	2	161 238,00 €	350	20	45	100	0	10	20	20	0	565	64 495,20 €
42	CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE	CFA COM'	93	1	316 107,00 €	120	5	40	80	90	10	5	0	0	350	126 442,80 €
43	CCI 77	CFA UTEC	77	1	479 946,50 €	800	40	100	420	15	0	60	10	0	1445	191 978,60 €
44	CEFAA	CEFAA VILLEPINTE	75	1	109 356,50 €	15	0	0	50	25	0	10	10	0	110	43 742,60 €
45	CEFIPA	CFA INGENIEURS	92	3	22 715,00 €	140	5	0	0	0	0	0	0	0	145	9 086,00 €
46	CENTRE HORTICOLE D'ENSEIGNEMENT ET DE PROMOTION - CHEP	CFA du CHEP des Métiers Verts	78	1	3 232,90 €	9	1	0	6	0	0	1	1	0	18	1 293,16 €
47	CENTRE INTERPROFESSIONNEL DES COMMERCES DE L'ALIMENTATION - **CIFCA**	CFA des commerces de l'alimentation	75	1	29 436,00 €	0	0	0	20	12	0	5	0	0	37	11 774,40 €
48	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie	75	1	8 492,00 €	0	0	10	20	0	0	5	0	0	35	3 396,80 €
49	CERFAL	CFA du CERFAL	75	34	1 088 758,00 €	581	27	145	647	257	10	80	0	0	1747	435 503,20 €
50	CESFA	CFA CESFA	92	1	3 080,00 €	20	0	0	0	0	0	0	0	0	20	1 232,00 €
51	CEZ	CFA du CEZ	78	1	10 832,80 €	10	0	3	20	0	0	7	0	0	40	4 333,12 €
52	CFA BESSIERES	CFA Bessières	75	1	7 026,80 €	0	0	4	9	0	0	2	0	0	15	2 810,72 €
53	CHAMBRE D'APPRENTISSAGE DE LA PEINTURE	CFA de la Peinture - GPPF Formation	94	1	40 157,70 €	40	0	5	30	15	0	3	0	0	93	16 063,08 €
54	CHAMBRE D'APPRENTISSAGE DES INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT	CAIA (Ecole d'ameublement de Paris)	75	1	33 484,00 €	0	0	30	40	0	0	10	0	0	80	13 393,60 €
55	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGIONALE PARIS ILE-DE-FRANCE	CFA de la CCIR PARIS IDF	75	22	624 307,20 €	447	7	332	919	15	0	78	0	0	1798	249 722,88 €
56	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE SEINE ET MARNE	CFA de la CMA 77	77	2	66 720,50 €	65	6	60	55	20	0	15	5	55	281	26 688,20 €
57	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL DE MARNE	CFA DE LA CMA 94	94	1	18 537,20 €	80	0	0	15	0	0	8	0	0	103	7 414,88 €
58	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL D'OISE	CFA de la CMA 95	95	3	40 099,40 €	16	5	17	31	0	0	11	14	0	94	16 039,76 €
59	CNAM	CFA CNAM Ile-de-France	75	1	83 336,00 €	120	4	9	130	0	0	5	0	0	268	33 334,40 €
60	CNFPT	CFA Métiers Territoriaux	75	1	27 392,20 €	70	7	0	15	0	0	3	0	15	110	10 956,88 €
61	CPO. A (Centre promotionnel d'Orcemont apprentissage)	CFM BTP	78	1	60 060,00 €	20	0	10	20	15	0	0	0	0	65	24 024,00 €
62	CSFIF	CFA des Fleuristes IdF	75	1	2 472,80 €	0	0	2	4	0	0	2	0	0	8	989,12 €
63	ECOLE DE BOULANGERIE ET PATISSERIE DE PARIS	CFA boulangerie - pâtisserie	75	1	4 171,20 €	24	0	0	0	0	0	3	0	0	27	1 668,48 €
64	ECOLE DE TRAVAIL ORT	CFA de l'ORT	75	2	42 314,80 €	20	2	0	75	0	0	17	0	0	114	16 925,92 €
65	ECOLE PROFESSIONNELLE DE LA BOUCHERIE	CFA des métiers de la viande	75	1	13 783,00 €	70	0	0	5	0	0	0	12	0	87	5 513,20 €
66	EPLEA LA BRETONNIERE	CFA EPLEA La Bretonnière	77	3	63 351,20 €	40	40	22	34	52	0	3	0	0	191	25 340,48 €
67	EPLEAH LYCEE AGRICOLE ET HORTICOLE DE St GERMAIN EN LAYE/CHAMBOURCY	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	78	1	20 339,00 €	15	5	2	30	30	0	5	0	0	87	8 135,60 €
68	FACULTE DES METIERS DE L'ESSONNE	CFA de la Faculté des Métiers	91	3	697 107,40 €	35	5	100	745	96	12	31	25	18	1067	278 842,96 €
69	FCMB	CFA des Compagnons du Tour de France – AGEFA PME	75	1	15 815,80 €	60	5	2	4	0	0	2	4	0	77	6 326,32 €
70	FEDERATION FRANCAISE DE LA CARROSSERIE	CFA de la Carrosserie	75	1	792,00 €	0	0	0	0	0	0	5	0	0	5	316,80 €
71	FODIPEG	CFA Eugène Ducretet	92	1	73 727,50 €	83	7	0	15	35	0	0	0	0	140	29 491,00 €
72	FORMAPOSTE	CFA des Métiers de la Poste	93	1	61 908,00 €	457	0	0	0	40	20	0	0	0	60	24 763,20 €

	Organisme gestionnaire	Site de formation	Dpt	NB de sites	Subvention proposée pour 2017	NB de places prévisionnelles pour chaque passerelle									Effectif total	Montant de l'avance (40% de la subvention proposée)
						Découverte des métiers et de l'apprentissage	PDMA Handicap	Accès à un contrat de Janvier à Juin	Accès à un contrat de Septembre à décembre	Spécifique	Spécifique Handicap	Maintien	Parcours sécurisés vers l'apprentissage	Avenir Jeunes		
73	FRATERNITE SAINT JEAN	CFA Saint Jean	95	2	98 898,80 €	50	0	15	35	20	0	7	0	0	127	39 559,52 €
74	GARAC	CFA du GARAC	95	1	20 460,00 €	20	0	4	40	0	0	5	0	0	69	8 184,00 €
75	GIP FCIP	CFA Académique de Créteil + Lycée Gué à Tresmes	94	1	115 698,00 €	140	20	85	100	0	0	20	10	0	375	46 279,20 €
76	GIP FCIP VERSAILLES	CFA V3A + Municipalité d'Enghien	78	1	3 933,60 €	0	0	0	15	0	0	4	0	0	19	1 573,44 €
77	IFRIA	CFA de l'IFRIA	75	4	7 607,60 €	0	0	0	27	0	0	4	0	0	31	3 043,04 €
78	IMC ALTERNANCE	IMC Alternance	75	1	22 107,80 €	0	0	8	18	13	0	2	0	0	41	8 843,12 €
79	INCM	CFA DU CYCLE ET DU MOTOCYCLE	93	1	21 153,00 €	10	1	10	45	0	0	5	0	0	71	8 461,20 €
80	INFA	CFA de l'INFA	94	2	82 335,00 €	30	3	10	50	15	0	5	0	0	113	32 934,00 €
81	INHNI	CFA de la Propreté	94	1	166 397,00 €	50	4	0	20	90	0	5	30	0	199	66 558,80 €
82	INSTA	CFA INSTA	75	1	125 070,00 €	80	0	0	15	35	0	0	0	0	130	50 028,00 €
83	INSTITUT DE GESTION SOCIALE	CFA IGS	75	1	7 233,60 €	0	0	0	19	0	0	14	0	0	33	2 893,44 €
84	LE STUDIO	LE STUDIO	92	1	15 400,00 €	0	0	10	15	0	0	0	0	0	25	6 160,00 €
85	LYCEE PROFESSIONNEL HOTELIER BELLIARD	CFA Public Belliard	75	1	26 400,00 €	0	0	0	60	0	0	0	0	0	60	10 560,00 €
86	Lycée technique DORIAN	CFA DORIAN	75	1	7 427,20 €	0	0	10	25	0	0	3	0	0	38	2 970,88 €
87	MAISON FAMILIALE RURALE DE LA GRANGE COLOMBE	CFA Grange Colombe	78	1	75 198,20 €	5	3	10	10	15	0	3	0	5	51	30 079,28 €
88	MAISON FAMILIALE RURALE MOULIN DE LA PLANCHE	CFA Moulin de la Planche	91	1	100 892,00 €	10	0	15	15	50	0	5	0	0	95	40 356,80 €
89	MECAVENIR SUPII	CFAI MECAVENIR SUPII	92	2	60 535,20 €	0	0	0	70	20	0	3	0	0	93	24 214,08 €
90	OG CENTRE GUSTAVE EIFFEL	Centre Gustave Eiffel	91	1	25 212,00 €	0	0	4	33	0	0	5	0	0	42	10 084,80 €
91	PARIS ACADEMIE ENTREPRISE - PAE	CFA de Paris Académie Entreprise	75	1	9 000,20 €	0	0	5	15	0	0	3	0	0	23	3 600,08 €

Total effectif prévisionnel 2017	16 562
Nombre total de sites de formation	243
Montant total des subventions proposées	8 325 804,30 €
Montant des avances à verser	**3 330 321,72 €**

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : MISE EN APPLICATION DE LA « MESURE 100 000 STAGES » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION 2017 DU DAA

Application de la mesure 100 000 stages dans le cadre de la programmation 2017 du Dispositif d'accès à l'apprentissage

Répatition du nombre de stagiaires prévu (sur la base des lettres d'engagements des OG)

	Organisme gestionnaire	Site de formation	Nbre de stagiaires
1	ACADEMIE des Arts du Cirque FRATELLINI	CFA Académie Fratellini	1
2	ACE	CFA Expertise Comptable	1
3	ACPPAV	CFA de la Pharmacie	1
4	ACPPP	CFA de la Pharmacie	1
5	ADAFA	CFA de l'ADAFA	1
6	ADAFORSS	CFA de l'ADAFORSS	1
7	ADEFSA	CFA Descartes	1
8	ADESA	CFA SACEF	1
9	ADFC	CFA Stephenson	1
10	ADMT - ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES METIERS DE LA TABLE	EPMTTH	1
11	AEPO	CFA de l'Optique	1
12	AFASEC	CFA de l'AFASEC (Grosbois)	1
13	AFASOP - ISIFA	CFA Commerce-Gestion-Bureautique	1
14	AFFIDA	CFA de l'AFFIDA	1
15	AFGD	CFA CODIS	1
16	AFIA	CFA de l'AFIA	1
17	AFIPE	CFA de l'AFIPE (Vente et Commerce)	1
18	AFMDCC	CFA Danse, Chant, Comédie	1
19	AFOMAV	CFA des Métiers de l'Audiovisuel	1
20	AFORP	CFA de l'AFORP - CFAI	1
21	AFORPA	CFA de l'AFORPA	1
22	AFTI	CFA AFTI	1
23	AFTRAL	CFA de l'AFTRAL	1
24	AGEFA PME	CFA PME Apprentissage	1
25	AGESUP	CFA EVE	1
26	APHRL	CFA Médéric	1
27	ASFO JEUNES 77	CFA de l'Industrie de Seine-et-Marne	1
28	ASFORED	CFA de l'ASFORED (Edition)	1
29	ASSOCIATION DU CFA COUVERTURE ET PLOMBERIE	CFA COUVERTURE PLOMBERIE	1
30	ASSOCIATION DU CFA DE LA POISSONNERIE	CFA de la Poissonnerie	1
31	ASSOCIATION EN MOUVEMENT	CFA Académique en Mouvement	1
32	ASSOCIATION INGENIEURS 2000	CFA INGENIEURS 2000	1
33	ASSOCIATION REGIONALE POUR LA FORMATION DES ANIMATEURS	CFA de l'ARFA	1
34	ASSOCIATION TRAJECTOIRE FORMATION	CFA Trajectoire	1
35	ASSOCIATION UNION UNIVERSITE ECONOMIE	CFA Union	1
36	ASSOCIATION VECTEUR	CFA Institut de l'Environnement Urbain	1
37	BTP CFA IDF	BTP IDF	1
38	C3CFA	CFA C3	1
39	CAE - CHAMBRE D'APPRENTISSAGE DE L'ELECTRICITE	CFA Delépine	1
40	CAMAS	CFA CAMAS	1
41	CAMPUS DES METIERS ET DE L'ENTREPRISE - CMA 93	Campus des Métiers (Bobigny)	1
42	CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE	CFA COM'	1
43	CCI 77	CFA UTEC	1
44	CEFAA	CEFAA VILLEPINTE	1
45	CEFIPA	CFA INGENIEURS	1
46	CENTRE HORTICOLE D'ENSEIGNEMENT ET DE PROMOTION	CFA du CHEP des Métiers Verts	1
47	CENTRE INTERPROFESSIONNEL DES COMMERCES DE L'ALIMENTATION - CIFCA	CFA des commerces de l'alimentation	1
48	CEPROC	CFA des Métiers de la Gastronomie	1
49	CERFAL	CFA du CERFAL	2
50	CESFA	CFA CESFA	1
51	CEZ	CFA du CEZ	1
52	CFA BESSIERES	CFA Bessières	1

53	CHAMBRE D'APPRENTISSAGE DE LA PEINTURE	CFA de la Peinture - GPPF Formation	1
54	CHAMBRE D'APPRENTISSAGE DES INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT	CAIA (Ecole d'ameublement de Paris)	1
55	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGIONALE PARIS ILE-DE-FRANCE	CFA de la CCIR PARIS IDF	1
56	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE SEINE ET MARNE	CFA de la CMA 77	1
57	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL DE MARNE	CFA DE LA CMA 94	1
58	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL D'OISE	CFA de la CMA 95	1
59	CNAM	CFA CNAM Ile-de-France	1
60	CNFPT	CFA Métiers Territoriaux	1
61	CPO. A (Centre promotionnel d'Orcemont apprentissage)	CFM BTP	1
62	CSFIF	CFA des Fleuristes IdF	1
63	ECOLE DE BOULANGERIE ET PATISSERIE DE PARIS	CFA boulangerie - pâtisserie	1
64	ECOLE DE TRAVAIL ORT	CFA de l'ORT	1
65	ECOLE PROFESSIONNELLE DE LA BOUCHERIE	CFA des métiers de la viande	1
66	EPLEA LA BRETONNIERE	CFA EPLEA La Bretonnière	1
67	EPLEAH LYCEE AGRICOLE ET HORTICOLE DE SAINT GERMAIN EN LAYE/CHAMBOURCY	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	1
68	FACULTE DES METIERS DE L'ESSONNE	CFA de la Faculté des Métiers	2
69	FCMB	CFA des Compagnons du Tour de France – AGEFA PME	1
70	FEDERATION FRANCAISE DE LA CARROSSERIE	CFA de la Carrosserie	1
71	FODIPEG	CFA Eugène Ducretet	1
72	FORMAPOSTE	CFA des Métiers de la Poste	1
73	FRATERNITE SAINT JEAN	CFA Saint Jean	1
74	GARAC	CFA du GARAC	1
75	GIP FCIP	CFA Académique de Créteil	1
76	GIP FCIP VERSAILLES	CFA V3A	1
77	IFRIA	CFA de l'IFRIA	1
78	IGS	Institut de gestion sociale	1
79	IMC ALTERNANCE	IMC Alternance	1
80	INCM	CFA DU CYCLE ET DU MOTOCYCLE	1
81	INFA	CFA de l'INFA	1
82	INHNI	CFA de la Propreté	1
83	INSTA	CFA INSTA	1
84	LE STUDIO	LE STUDIO	1
85	LYCEE PROFESSIONNEL HOTELIER BELLIARD	CFA Public Belliard	1
86	Lycée technique DORIAN	CFA DORIAN	1
87	MAISON FAMILIALE RURALE DE LA GRANGE COLOMBE	CFA Grange Colombe	1
88	MAISON FAMILIALE RURALE MOULIN DE LA PLANCHE	CFA Moulin de la Planche	1
89	MECAVENIR SUPII	CFAI MECAVENIR SUPII	1
90	OG CENTRE GUSTAVE EIFFEL	Centre Gustave Eiffel	1
91	PARIS ACADEMIE ENTREPRISE - PAE	CFA de Paris Académie Entreprise	1

Total de stagiaires (engagements des OG) : **93**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-076

Du 8 Mars 2017

APPROBATION DE LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017-2019 ENTRE LA REGION ET GIP FCIP VERSAILLES POUR LE CENTRE REGIONAL DE RESSOURCES ILLETTRISME ET MAITRISE DE LA LANGUE

AFFECTATION D'UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GIP FCIP VERSAILLES POUR LE CENTRE REGIONAL DE RESSOURCES ILLETTRISME ET MAITRISE DE LA LANGUE

AFFECTATION 2017

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La partie VI du Code du travail ;

VU La délibération CR n°72-07 du 27 juin 2007 relative au « schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 » ;

VU La délibération CR n° 80-13 du 29 septembre 2013 relative à la prorogation du « schéma régional de formation tout au long de la vie 2007-2013 » jusqu'à l'adoption d'un nouveau schéma ;

VU La délibération CR n° 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : la Région clarifie les compétences en matière de formation des demandeurs d'emploi et simplifie leur accès à la formation ;

VU la délibération CR n°92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération CR n°01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR n°08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CR n° CR 210-16 du 17 novembre 2016 relative au vote de principe pour mettre en œuvre une convention triennale d'objectifs et de moyens avec le GIP FCIP qui porte le Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue

VU La délibération CR n°2017-01 du 23 janvier 2017 portant approbation du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle ;

VU La délibération CP n°16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et TP'UP, le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU Le budget 2017 de la Région Ile-de-France ;

VU Le rapport n° CP 2017-076 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention triennale d'Objectifs et de Moyens (COM) entre la Région Ile-de-France et le GIP FCIP, porteur du Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue, figurant en annexe 1 de la présente délibération, qui fixe les obligations réciproques du GIP FCIP Versailles, porteur du centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue et de la Région Ile-de-France, et donne compétence à la commission permanente pour approuver toute modification à la convention.

Autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide de participer au financement du centre régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement au GIP FCIP Versailles d'un montant maximal prévisionnel de 180 000 €, correspondant à la subvention annuelle 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la Convention mentionnée à l'article 1et figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement comme suit de 180 000 € correspondant au montant de la subvention globale annuelle du budget 2017 et disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », au titre du programme HP-11 005 « Mesures d'insertion professionnelle » Nature 657 « Subvention » sur l'action 11100501 « Accès aux savoirs de base ». du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 3 de la délibération.

.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention de fonctionnement du Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue à compter du 1er janvier 2017 conformément à la dérogation prévue à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée*.*

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION N°1
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LE GIP FCIP VERSAILLES CENTRE DE RESSOURCES ILLETTRISME-MAITRISE DE LA LANGUE

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

Le GIPFCIP VERSAILLES,
dont le n° SIRET est 18780913200025-APE : 804C
dont le siège social est 19 avenue du Centre BP 70101 78053 Saint-Quentin en Yvelines
ayant pour représentant M. Gérard Puigdemont directeur du Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle de l'Académie de Versailles (GIP FCIP Versailles),

Ci-après dénommé « centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue », ou « l'organisme »

En vertu de la délibération n° CR 210-16 du 17 novembre 2016 et de la délibération n°CP 17-XXXX du 08 mars 2017
d'autre part,

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a renforcé les compétences des Régions en matière de formation professionnelle continue.

En application depuis le 1er janvier 2015, la loi a conféré à la Région un rôle central dans la gouvernance de la formation professionnelle et des politiques d'orientation. Elle lui a notamment confié la responsabilité des formations visant à l'acquisition, par les demandeurs d'emploi et le public en insertion, du socle de compétences et de connaissances « CLéA[1] », en lien avec la politique de lutte contre l'illettrisme, conduite par l'Etat et l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme. Dans ce cadre, le financement du Centre de Ressources Illettrisme porté par le Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP FCIP) VERSAILLES a été transféré à la Région Ile-de-France, en date du 1er janvier 2015.
La volonté de la Région vise à renforcer le positionnement du Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue comme un pôle francilien de ressources identifié, à la fois pour les utilisateurs : professionnels de l'orientation, de l'emploi et de la formation, mais également pour les franciliens, à travers notamment le numéro vert dédié. Le centre de

[1] Socle de connaissance et de compétences professionnelles, décret **n° 2015-172 du 13 février 2015.** Socle de connaissances et compétences professionnelles qu'un individu, quel que soit son métier ou son secteur professionnel, doit maîtriser totalement, afin de favoriser son employabilité et son accès à la formation professionnelle. Il a fait l'objet d'une certification inscrite de droit à l'inventaire et il est éligible à l'ensemble des dispositifs de formation professionnelle, dont le compte personnel de formation (CPF).Cette certification s'appuie sur un référentiel issu des travaux menés au sein du Comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation (COPANEF) et par le Comité Observatoires et Certifications (COC)

ressources illettrisme et maîtrise de la langue inclut une double approche, illettrisme et maîtrise du français en tant que compétence professionnelle, afin de répondre aux besoins des professionnels qui orientent et forment des publics demandeurs d'emploi ou salariés, peu ou pas qualifiés. Il répond également aux besoins des territoires impliqués dans la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise de la langue, en lien avec l'emploi et la formation.

Enfin, par délibération CR n°210-16 du 17 novembre 2016, la Région a voté l'adoption du principe d'une convention d'objectifs et de moyens avec le GIP FCIP de Versailles afin de préciser les objectifs de mise en œuvre du plan d'actions proposé par le Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue pour la période 2017-2019 et les engagements du dit centre de ressources et de la Région pour garantir son opérationnalité. Elle précise également les conditions de l'engagement régional de soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

- **Historique et statuts du GIP FCIP**

Dans le cadre des orientations définies par le recteur de l'Académie de Versailles, le groupement d'intérêt public Formation continue et insertion professionnelle a pour objet le développement d'une coopération concertée au niveau de l'académie dans les domaines de la formation continue des adultes, de la formation et de l'insertion professionnelle. Le GIP FCIP de l'académie de Versailles agit prioritairement pour l'académie de Versailles mais porte également des actions régionales voir nationales. Sa constitution date du 2 décembre 2002 et la dernière convention constitutive a été signée le 2 juillet 2013.

- **Déploiement territorial du centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue**

Le centre de ressources, installé dans la maison d'Education du Val d'Oise (MDE95), a établi des partenariats au niveau régional, départemental et local. Il est en lien étroit avec la chargée de mission régionale « lutte contre l'illettrisme », rattachée auprès du préfet de Région et les Centres Académiques de Formation Continue (CAFOC) de Versailles, Paris et Créteil.

Ces 3 centres académiques permettent de couvrir les besoins d'intervention, en Ile-de-France, et répondent aux compétences de formation, d'ingénierie et de pilotage de projets nécessaires au déploiement du centre de ressources. Ils offrent également des lieux d'information et de documentation par l'intermédiaire des centres de ressources des CAFOC.

La Maison départementale de l'Education du 95 (MDE95) met à disposition du coordonnateur (trice) du Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue un espace de travail équipé d'un poste informatique et d'une ligne téléphonique. Elle propose également l'usage des salles de réunion pour des actions de formation et de sensibilisation à la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise de la langue. Le service pôle ressources éducatives de la MDE95 participe à la valorisation du fonds documentaire destiné au Centre de ressources.

Gouvernance et partenariats

- La gouvernance

L'assemblée générale du groupement GIPFCIP Versailles est composée de l'ensemble des membres. Elle prend toute décision relative à l'administration du groupement. Les décisions de modification ou de renouvellement de la convention, de transformation du groupement en une autre structure ou de dissolution anticipée du groupement ne peuvent être prises que par l'assemblée générale. Un procès-verbal est établi après chaque séance.
Le conseil d'administration est composé de représentants des membres du GIP, de représentants des personnels du GIP. Ces représentants ont voix délibérative.

Parallèlement, le conseil d'administration délibère sur les objets suivants : l'adoption du programme annuel prévisionnel d'activités et du budget correspondant, y compris, le cas échéant, les prévisions d'engagement de personnel, l'approbation des comptes de chaque exercice, la convocation de l'assemblée générale, fixation de son ordre du jour et des projets de résolutions, la nomination des membres du conseil d'orientation et enfin le fonctionnement du groupement.

- Les partenariats

Le GIP FCIP a signé une convention de partenariat avec le GIP FCIP PARIS et le GIP FCIP CRETEIL afin de fédérer plus largement les équipes au service des missions allouées au centre régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue (annexe 1 au rapport). Cette convention est portée en annexe 1 à la convention. Les actions du centre de ressources, après avoir été validées par la Région Ile- de-France, sont planifiées et mises en œuvre par la coordonnatrice du Centre de ressource en lien avec les référentes académiques.
Cette convention fixe les modalités de coopération des 3 CAFOC dans la mise en œuvre des missions allouées au centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue.
De plus, une convention de partenariat lie le GIP FCIP Versailles avec le réseau national de création et d'accompagnement pédagogiques, CANOPE. Elle a pour objet de favoriser la mutualisation de ressources et de moyens.

La MDE95 s'engage à contribuer au maintien et à l'actualisation du site en ligne pour l'information et la communication du Centre de ressources. (WWW.CDRI-Ile-de-France.fr) Le site est hébergé par les services de la DSI de l'Académie de Versailles.

L'intégration des nouvelles ressources dans le fonds documentaire est gérée par le pôle de médiation de ressources « transmédia » de l'Atelier Canopé du Val d'Oise. Ainsi, Le Centre de ressources, en enrichissant ses partenariats et de par sa vocation régionale, s'est doté de plusieurs lieux d'animation et d'accueil en Île-de-France. Ces lieux sont présentés en annexe 2 au rapport.

ARTICLE I : Objet de la Convention triennale d'objectifs et de moyens

La présente convention, répondant aux nouvelles orientations régionales, fixe les objectifs proposés par le Centre de ressources et les engagements de chacune des parties dans le cadre de leur mise en œuvre.
Le périmètre d'intervention du Centre de ressources est la région Ile-de-France.

La présente convention précise :

- Les objectifs généraux retenus en commun pour le partenariat engagé avec la Région et les moyens mis en œuvre pour les réaliser. L'organisme s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs ;

- Les conditions de suivi et d'évaluation des missions et actions. Ces missions se déclinent par des objectifs généraux stratégiques (décrits ci-dessous) et les éléments de suivi des actions sont déterminés par le plan d'actions 2017, annexé à la convention.

Identification des objectifs généraux stratégiques :

Objectif général n° 1 : Mettre à disposition des professionnels de l'orientation, de la formation et de l'emploi des outils d'information, de documentation et de veille pour les thématiques « Illettrisme et maîtrise du français compétence professionnelle ».Cet objectif implique notamment la mise à jour du site internet, l'actualisation d'une base de données des professionnels de l'orientation, la formation, l'emploi sur les territoires franciliens, l'élaboration d'outils d'information et d'outils pédagogiques facilement accessibles, une veille sur les thématiques « Illettrisme et maîtrise du français compétence professionnelle », les réponses au numéro vert etc…

Objectif général n° 2 : Développer des actions (locales ou régionales) de sensibilisation et de professionnalisation à la lutte contre l'illettrisme, à la maîtrise du français, compétence professionnelle et en lien avec le déploiement du socle de compétences et de connaissances « CléA ».

Cet objectif implique notamment l'organisation de sessions de professionnalisation des acteurs de la formation, le déploiement d'ingénieries rendant le bénéficiaire de formation acteur de son parcours et en mesure de développer des compétences de base en situation professionnelle, l'appui aux ingénieries partenariales pour sécuriser les parcours d'insertion professionnelle et les parcours professionnels, etc…

Objectif général n° 3 : Développer des actions de conseil, d'appui et d'expertise aux initiatives territoriales, en lien avec les objectifs de développement de compétences de base et de maîtrise du français langue professionnelle.

Cet objectif implique notamment d'identifier les besoins et les acteurs d'un territoire, d'un bassin d'emploi, en recherchant des propositions de réponse en lien avec la nécessaire sécurisation des parcours, etc…

Objectif général n°4 : Participer à la déclinaison régionale de la politique nationale de lutte contre l'illettrisme, en mettant en œuvre des actions dans le champ de l'emploi – formation. Le Centre de ressources sera alors en appui des actions portées par la Mission régionale Illettrisme et l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) au travers du Plan Régional de Prévention et de Lutte contre l'Illettrisme (PRPLCI). Ainsi, le plan d'actions 2017 précise les objectifs communs du centre de ressources en lien avec les actions du Plan Régional de Prévention et de Lutte contre l'Illettrisme (PRPLCI).

Cet objectif est directement corrélé à la mise en œuvre des objectifs 1, 2 et 3 dans le champ de l'emploi/formation et inscrits dans le Plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme ; plan qui sera proposé à la signature de la Présidente de la Région.

<u>ARTICLE 2</u> : Engagements de l'organisme

2.1. La réalisation des objectifs

L'organisme s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1 ;
- rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés et à tenir informés les représentants de la Région ;
- poursuivre et renforcer les financements spécifiques pour les actions concourant aux missions confiées au Centre de ressources. Le temps consacré à la recherche de financements spécifiques ne devra toutefois pas se faire au détriment de la mise en œuvre des objectifs visés à l'article 1.

2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année d'exécution de la présente convention. L'organisme saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

L'organisme informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) à la mise en œuvre de cette obligation.

2.3. La réalisation d'un plan annuel d'actions

L'organisme s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel ou plan d'actions annuel présenté en annexe 2, défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, l'organisme s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 septembre de l'année N, ses propositions pour le plan d'actions de l'année N+1. Ces propositions sont examinées dans le cadre du comité technique prévu à l'article 4.1 préalablement à son vote par l'instance de gouvernance de l'organisme.

Le plan annuel d'actions finalisé est transmis à la Région dès son vote par l'organisme.

La réalisation du plan annuel d'actions de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée, lors de comités techniques avec la Région, évalués au nombre de 3, et sur la base des éléments de suivi définis dans la présente convention.

2.4. Le cadre budgétaire et comptable

L'organisme s'engage à :

- Respecter les dispositions légales en vigueur relatives à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire prévisionnelle avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;

- Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- Fournir annuellement à la Région :

  a) au plus tard avant le 1er décembre de l'année N-1, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet de programme d'actions annuel ;

  b) dès leur approbation, le budget et le programme annuel d'actions définitifs ;

  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,

  - les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
  - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.
  - tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

2.5. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'organisme s'engage à :

- Répondre à toute demande d'information et de transmission de document relatives à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N -1 tels que précisés à l'article 4.3, au plus tard le 30 mars de l'année N.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et lui transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.6. Obligations administratives

Pour le suivi, les objectifs sont inscrits dans le logiciel SAFIR. Une saisie des réalisations effectives, tous les trimestres, est nécessaire pour permettre le suivi qualitatif de la réalisation de l'action.

L'organisme s'engage également à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter la réglementation des marchés publics, à savoir les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Faire précéder tous les déplacements de son personnel d'un ordre de mission écrit et signé par le Président de l'organisme ou par son représentant ; rembourser à son personnel les frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission.

- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…)
- Saisir l'ensemble des informations statistiques relatives à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à générer la facturation par le biais du système d'information régional SAFIR.

2.7. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Centre de ressources s'engage à faire apparaître la participation régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, sauf utilisation de la marque territoriale.

Les correspondances avec les destinataires des actions soutenues par la Région dans le cadre de la mise en œuvre du centre de ressources indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France et/ou du Fonds Social européen le cas échéant.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France, sauf utilisation de la marque territoriale.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs, sauf utilisation de la marque territoriale.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, CD ou tout autre support), l'organisme s'engage à :
- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication,
- mettre à disposition de la Région au maximum 1% pour chaque type de supports réalisés,
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. Moyens affectés à la réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention annuelle pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote annuel du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits au GIP FCIP Versailles, portant le centre de ressources, par la commission permanente du conseil régional, chaque année, par le biais de la fiche projet annexée à la délibération.

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre des missions définies ci-dessus, le montant de la subvention étant plafonné à 180 000€ par an. Les modalités de financement sont fixées pour une année sur la base de la convention signée avec le bénéficiaire de la subvention.

3.2. Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision de la Présidente du Conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionnée ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximal de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3.3. Modalités de versement de la subvention.

La subvention régionale annuelle est mandatée en trois versements : une avance de 30%, un acompte sur la base du réalisé dans la limite de 80% et le solde en année N+1, sur la base du bilan et des évaluations présentés, selon les modalités définies ci-dessous. Le tout est régi par les dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.
Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire par l'application SAFIR. La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

- Versement d'une avance :

Le bénéficiaire peut demander le versement d'une avance, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 30% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Cette demande sera accompagnée :

- d'un plan de trésorerie prévisionnel démontrant une insuffisance de trésorerie, daté, cacheté et signé par le représentant légal.
- d'un état des dépenses prévues signé par le représentant légal.

- Versement d'acomptes :

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention prévisionnelle.

Cette demande sera accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% de la subvention.

- Versement du solde :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

La demande de solde sera accompagnée :

- Des comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public;
- Du rapport annuel d'activité du dernier exercice clos ;
- D'un justificatif de recrutement du stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- D'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal et par le comptable public qui certifie la prise en charge de ces dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement

Les tableaux d'indicateurs consolidés s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'organisme et permettront l'obtention du solde de la subvention régionale.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », Programme HP-11 005 « Mesure d'insertion professionnelle », Nature 657 « Subvention » sur l'action 11100501 « Accès aux savoirs de base ».

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. Elle est versée sur le compte ouvert au nom du GIPFCIP Versailles

Intitulé et coordonnées du compte :

Titulaire du compte : GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

3.4. Révision et Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. En cas de trop perçu, l'organisme le reverse à la Région.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement du stagiaire ou de l'alternant.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 4 : Suivi de la Convention d'Objectifs et de Moyens et évaluation des actions

4.1 Comités techniques de suivi

Pour assurer le suivi de la présente convention, un comité technique réunit les services de l'organisme et ceux de la Région (unités opérationnelles et fonctionnelles).

Ce comité technique est chargé de préparer et de suivre :

- le programme d'actions relevant des objectifs ;
- le budget et sa mise en œuvre ;
- le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

Il associe les référents du centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue, en région.

Il se réunit en tant que de besoin et en particulier lors de l'élaboration du plan d'actions et du budget N+1. (a minima 3 par an). Les objectifs énoncés ci-dessus et leur déclinaison seront présentés lors des comités techniques en présence des services de la région. Cette modalité favorisera une veille par les services de la Région pour une mise en relation éventuelle avec d'autres acteurs et partenaires.

Un compte rendu de réunions est transmis par l'organisme aux services de la Région, Pôle Développement Economique Emploi et Formation, Direction de la formation professionnelle.

4.2 Comité de pilotage

Le comité de pilotage du Centre de ressources illettrisme et Maîtrise de la langue se réunit au moins une fois par an, à l'initiative du Délégué académique à la formation continue de l'académie de Versailles. Il a notamment pour objectif de présenter un bilan détaillé des actions et un rapport d'activité. Des axes de progrès éventuels pourront être envisagés.

Ce comité est composé :

- de représentants de la Région ile de France;
- de la chargée de mission de la Mission régionale ;
- des directeurs des GIP FCIP de Paris et Créteil ou des DAFPIC des académies de Créteil et Paris
- des directeurs de GIP FCIP de Créteil et Paris;
- du DAFCO ou du directeur du GIP/FCIP de l'Académie de Versailles ;
- de la cheffe de projet, la coordonnatrice du centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue et les référentes des académies de Créteil et Paris ;
- du directeur CANOPE Ile de France ;
- du directeur de la MDE95.

Un compte rendu de comité de pilotage est transmis par l'organisme aux services de la Région, Pôle Développement Economique Emploi et Formation, Direction de la formation professionnelle.

4.3 Evaluation des actions et éléments de suivi

L'évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région dans le cadre du comité technique de suivi.

Les éléments de suivi présentés en annexe 2 la convention, sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour les atteindre.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Les indicateurs de suivi sont susceptibles d'évoluer lors des comités techniques à la demande de la Région ou du GIP FCIP Versailles. L'objectif est de disposer de données de réalisation à travers notamment la transmission d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères collectés par le GIPFCIP Versailles. Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région au plus tard le 30 mars (pour l'année N-1).

ARTICLE 5 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, conclue pour une durée de 3 ans, prend effet à compter la date de sa signature par l'ensemble des parties et expire lors du versement du solde de la dernière subvention annuelle régionale ou à défaut, par l'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.

ARTICLE 6 : Contrôle de la Région

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, le GIP FCIP Versailles s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'organisme et par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse au GIP FCIP Versailles une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 9 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes suivantes :

- plan d'actions et éléments de suivi
- sites de référence du Centre de Ressources Illettrisme et maîtrise de la langue
- convention de partenariat entre les GIP franciliens

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……	**Le ……**
Pour la Région,	Pour le GIP FCIP Versailles
la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,	le Directeur
Valérie PECRESSE	**Gérard PUIGDEMONT**

ANNEXE A LA DELIBERATION N°2 :
PLAN D'ACTIONS 2017

PLAN D'ACTIONS 2017

CENTRE DE RESSOURCES ILLETTRISME ET MAITRISE DE LA LANGUE

Action / Projet	Partenaires à mobiliser	Lien avec les actions du PRPLCI N° Fiche	Attendu	Estimation en jours	Descriptif	Eléments de suivi et d'évaluation
Objectif 1 : Mettre à disposition des professionnels de l'orientation, de la formation et de l'emploi des outils d'information, de documentation et de veille pour les thématiques « Illettrisme et maîtrise du français compétence professionnelle ».						
1.1 Actualisation du site internet	CANOPE 95		Site actualisé et remanié	23	Mise à jour du site en fonction des nouvelles orientations de la convention triennale. Mise en ligne des événements et actualités liées à la maitrise de la langue française, et des nouveaux modes d'apprentissage.	- Réorganisation de l'information en fonction des publics cibles. - Identification de catégories d'information selon les professionnels (orientation-formation-emploi). - Fréquence de l'actualisation du site - Fréquentation du site internet mensuelle, par semestrielle, annuelle. - Fréquence de diffusion de la lettre du Centre de ressources. - Fréquence des relances pour les journées de sensibilisation/professionnalisation.
1.2 Communication, identification du centre de ressource illettrisme et maîtrise de la langue.	ANLCI DEFI METIERS Mission régionale Illettrisme		Référencement du CDRI auprès des différents sites et acteurs relais.	15	Vérification du référencement auprès d'autres sites internet. Mise à jour d'une base de données orientation-formation-emploi.	- Actualisation de la base de données. - Diffusion de la plaquette par mail ou en réunion. - Liste des partenaires référençant le CDRI.

1.3 Veille pédagogique : mise à disposition de ressources dans les espaces identifiés et mises à jour sur le site internet.	ANLCI, les CRI en France et les 3 CAFOC	Fiche 12	Mise en ligne des informations et mise à disposition de ressources dans un maximum de sites géographiques.	15	Mise en ligne de documents, d'outils transférables aux professionnels en région. Mise en ligne de bibliographies et sitographies actualisées. Mise à disposition de ressources pédagogiques dans les 3 antennes du CDRIML.	- Liste d'outils proposés par domaine (mise à jour). - Mise en lien et en ligne des outils. - Achat de ressources à disposition des professionnels (formation).
1.4 Déploiement de supports variés pour sensibiliser les collectivités, les départements, les OPCA et entreprises à la lutte contre l'illettrisme et à la maîtrise du français, compétence professionnelle.	ANLCI Mission régionale Illettrisme	Fiche 13	Site actualisé et remanié pour les professionnels. Renforcement des outils de communication.	20	Réorganisation de l'onglet ressources du site CDRI. Mise en valeur des supports déjà existants. Mise en ligne de la liste des supports et des adresses de téléchargements.	- Nombre de supports enregistrés et/ou mis en ligne - Diffusion de plaquettes de communication spécifiques.
1.5 Réponse au numéro vert Agence nationale de lutte contre l'illettrisme	ANLCI/CMR		Réponses individualisées. Production de statistiques sur le nombre, l'origine et la nature de la demande.	20	Analyse du besoin pour proposer une orientation adaptée sur le territoire francilien et suivi de l'orientation. Recensement et classification des types de demandes pour le bilan annuel.	- Nombre et fréquence d'appels téléphoniques au numéro vert (mensuel, semestriel, annuel). - Répartition des appels par type de publics et genre (franciliens demandeurs d'emploi, salariés, acteurs de la formation des dispositifs de droit commun, acteurs associatifs, acteurs de l'orientation, acteurs de l'emploi (dont Insertion par l'Activité Economique et Organismes Paritaires Collecteurs Agréés).
1.6 Action d'orientation sur les dispositifs « socles » Etat, Région- Départements ou actions associatives.			Mise en relation des demandeurs avec les organismes de formation.	20	Analyse du besoin pour une orientation adaptée sur le territoire francilien. Suivi de l'orientation.	- Nombre d'orientations préconisées à des publics par semestre, par département de résidence des publics. - Type d'orientation (association, dispositif de droit commun, lequel, autre préciser), par département de résidence. - Edition d'une fiche de prescription pour les organismes de formation ou structures associatives.

1.7 Participation aux journées d'information sur l'offre de formation en Ile de France	Région (*Direction de la formation professionnelle continue)* DEFI METIERS	Fiche 12	Promotion du CDRIML et de ses missions.	5	Présentation des missions et activités du centre de ressources. Diffusion de la plaquette CDRIML et documents adaptés aux participants. Collecte d'informations pour les actualisations du site internet.	- Nombre de demi-journées effectuées. - Répartition des interventions du centre de ressources sur l'offre de formation, par département et par type d'animation.
Objectif général n°2 : Développer des actions (locales ou régionales) de sensibilisation et de professionnalisation à la lutte contre l'illettrisme, à la maîtrise du français, compétence professionnelle et en lien avec le déploiement du socle de compétences et de connaissances « CléA ».						
2.1 Professionnaliser les professionnels de la formation (*ou bénévoles*) à l'utilisation d'outils d'évaluation et de positionnement afin de rendre le bénéficiaire acteur de son parcours en formation -en emploi. (*cartes de compétences Région-Agence Européenne pour la Formation des Adultes, référentiels etc*…)	DAVA et Point Info VAE Représentants d'organismes AVENIR JEUNES	Fiche 12	Utilisation de nouvelles pratiques d'évaluation par les professionnels de la formation.	5	Utilisation d'outils de références pour favoriser la sécurisation des parcours et pour rendre le bénéficiaire de formation acteur de son parcours. Proposition de démarches pour aider les bénéficiaires de formation à identifier leurs acquis. Organisation d'un séminaire sur la carte de compétences : des usages et des pratiques.	- Nombre de sessions organisées. - Pourcentage de professionnels par type de structure (associations- organismes de formation des dispositifs de droit commun, autre). - Identification des départements de travail des professionnels. - Nombre de présents. (feuilles d'émargement) - Production d'un questionnaire qualitatif d'évaluation. - Remise d'outils pédagogiques aux participants.
2.2 Professionnaliser les professionnels de la formation (*ou bénévoles*) Sur les stratégies liées à la compétence « Apprendre à apprendre » afin de rendre les apprenants autonomes.		Fiche 12	Diffusion de démarches et pratiques favorisant l'autonomie des apprenants.	5	Thèmes de formation possibles : Des outils pour apprendre à apprendre : démarches, méthodes pédagogiques et outils. Présentation d'outils tels que« Habiletés clés » en lien avec les compétences clés. Animation d'une séquence à partir d'une situation problème à résoudre en formation.	- Nombre de sessions organisées. - Pourcentage de professionnels par type de structure (associations- organismes de formation des dispositifs de droit commun, autre). - Identification des départements de travail des professionnels. - Nombre de présents. (feuilles d'émargement) - Production d'un questionnaire qualitatif d'évaluation. - Remise d'outils pédagogiques aux participants.
2.3 Professionnalisation des professionnels de la formation (*ou bénévoles*) aux démarches et outils pour permettant l'accès		Fiche 12	Déploiement de la certification CléA	8	Utilisation et usages du socle et la certification CléA. Présentation de démarches pour	- Nombre de sessions organisées. - Pourcentage de professionnels par type de structure (associations - organismes de formation des dispositifs de droit commun, autre).

aux compétences du socle voire à la certification CléA					attester, valider et valoriser les compétences du socle en lien avec CléA.	- Identification des départements de travail des professionnels. - Nombre de présents. (feuilles d'émargement) - Production d'un questionnaire qualitatif d'évaluation. - Remise d'outils pédagogiques aux participants.
2.4 Professionnaliser les professionnels de la formation (*ou bénévoles*) au développement des compétences numériques Echanges de pratiques.	CANOPE	Fiche 12 Fiche 17	Développement des compétences numériques chez les publics ciblés.	4	Valorisation et déploiement des usages du numérique en formation, sous forme d'échanges de pratiques entre professionnels. Valorisation des pratiques dans des actions territoriales ciblées, en lien avec les actions du Plan Régional de prévention et de Lutte contre l'illettrisme.	- Nombre de sessions organisées. - Pourcentage de professionnels par type de structure (associations - organismes de formation des dispositifs de droit commun, autre). - Identification des départements de travail des professionnels. - Nombre de présents. (feuilles d'émargement) - Production d'un questionnaire qualitatif d'évaluation. - Remise d'outils pédagogiques aux participants.
2.5 Favoriser les ingénieries pédagogiques qui permettent d'accueillir en formation des personnes en situation d'illettrisme avec des personnes qui apprennent la langue française *(non francophones)*.			Prise en compte de l'hétérogénéité des publics en formation.	5	Présentation de démarches pour développer les compétences de lecture et d'écriture (cf démarche ECLER). Développement des activités ludiques dans la pratique pédagogique. Développement de la culture mathématique et des compétences mathématiques de base.	- Nombre de sessions organisées. - Pourcentage de professionnels par type de structure (associations - organismes de formation des dispositifs de droit commun, autre). - Identification des départements de travail des professionnels. - Nombre de présents. (feuilles d'émargement) - Production d'un questionnaire qualitatif d'évaluation. - Remise d'outils pédagogiques aux participants.
2.6 Accompagnement des professionnels **de l'orientation** à l'analyse des besoins des publics (champ illettrisme-Maîtrise de la langue)	En partenariat avec la Région *(Direction de la formation professionnelle continue)*	Fiche 15 Fiche 16	Sensibilisation des prescripteurs.	8	Analyse des besoins des publics pour orienter : accueillir et accompagner. Planification d'actions pour les missions locales. Planification d'actions pour les CAP Emploi.	- Nombre de sessions organisées. - Pourcentage de professionnels par type de structure. - Identification des départements de travail des professionnels. - Nombre de présents. (feuilles d'émargement) - Production d'un questionnaire qualitatif d'évaluation. - Remise d'outils aux participants.

Objectif général n° 3 : Développer des actions de conseil, d'appui et d'expertise aux initiatives territoriales, en lien avec les objectifs de développement de compétences de base et de maîtrise du français langue professionnelle.						
3.1 Développer la connaissance d'un territoire, d'un bassin d'emploi et de ses acteurs **afin de mieux sécuriser les parcours vers l'emploi et vers la formation** pour les publics peu ou pas qualifiés, en difficulté avec la langue française et les savoirs de base.	Mission régionale illettrisme, structures de formation et structures d'accompagnement	Fiche 19 Fiche 14 Fiches 8-21	Mise en valeur des ingénieries partenariales à l'échelle d'un territoire pour sécuriser les parcours des publics les moins qualifiés.	16	Organisation d'une conférence sur la thématique illettrisme /maîtrise de la langue. Organisation de rencontres entre les acteurs de l'insertion, de la formation et de l'emploi (sur un territoire). Mise en valeur de références et d'expériences relatives à la sécurisation des parcours.	- Enregistrement et diffusion de la conférence vidéo et mise en ligne sur le site internet du CDRIML. - Mises à jour de l'annuaire. - Production de fiches d'analyse de besoins. - Nombre de rencontres/réunions avec différents acteurs sur un territoire. - Recueil des ressources (cartographie, annuaire etc…) préparé pour chacune des rencontres.
3.2 Recensement des besoins des territoires, des bassins d'emploi et planification des interventions à l'initiative du local. (Appui du centre de ressources afin de mieux sécuriser les parcours vers l'emploi et vers la formation).	Mission régionale illettrisme Défis Métiers Tête de réseaux et autres partenaires *(Selon le projet local)*	Fiches 13-32-21	Répondre aux besoins d'expertise des territoires.	15	Recensement des besoins et projets. Planification des interventions. Accompagnement des projets de sécurisation de parcours.	- Elaboration de la liste des projets - Planification du suivi des projets. - Compte-rendu et note d'intervention - Nombre de projets recensés (nature des sollicitations - type d'acteurs sollicitant-publics finaux bénéficiaires) - Présence du centre de ressources dans l'accompagnement en direct du projet territorial. - Feuilles d'émargement. - Accompagnement à distance du projet. (modalités de suivi). - Production d'un questionnaire d'évaluation qualitative relative aux accompagnements.

L'objectif général n°4 : Participer à la déclinaison régionale de la politique nationale de lutte contre l'illettrisme, en mettant en œuvre des actions dans le champ de l'emploi – formation. Le Centre de ressources sera alors en appui des actions portées par la Mission régionale Illettrisme et l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) au travers du Plan Régional de Prévention et de Lutte contre l'Illettrisme est décliné de façon transversale dans le plan d'actions.

Glossaire

CAFOC : Centre Académique de Formation Continue

CDRIML : Centre de Ressources Illettrisme et Maîtrise de la Langue

CANOPE : réseau de création et d'accompagnement pédagogiques de l'Education nationale.

DAVA : Dispositif académique de validation des expériences

ANNEXE A LA DELIBERATION N°3 :
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-076	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111005 - Mesures d'insertion professionnelle**
Action	**11100501 - Accès aux savoirs de base**

Dispositif : N° 00000881 - Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France

Dossier	17002449 - SUBVENTION 2017 CENTRE DE RESSOURCES ILLETTRISME			
Bénéficiaire	R25568 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	HT	100 %	180 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000881 - Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France	180 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111005 - 11100501	180 000,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N°4 :
FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002449

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SUBVENTION 2017 CENTRE DE RESSOURCES ILLETTRISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France	180 000,00 €	100,00 %	180 000,00 €
	Montant Total de la subvention		180 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100501- Accès aux savoirs de base

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF
Adresse administrative : 19 AV DU CENTRE
78280 GUYANCOURT
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant :

N° SIRET : 18780913200041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Centre de ressources Illettrisme et maîtrise de la langue
Rapport Cadre : CR89-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le Centre Illettrisme et maîtrise de la langue doit mettre en œuvre des actions de sensibilisation et de professionnalisation dès le début de l'année en lien avec l'appropriation de la nouvelle certification CLEA et animer des journées de professionnalisation de tous les organismes de formation autour de la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise du français compétence professionnelle.

Objectifs :

Les objectifs du centre de ressources sont les suivants :

- la déclinaison régionale de la politique nationale de lutte contre l'illettrisme, en actions dans le champ de l'emploi - formation. Le Centre de ressources sera alors en appui des objectifs portés par la Mission régionale Illettrisme et l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI).

- la mise en œuvre d'actions d'information, de documentation et de veille pour les thématiques Illettrisme et Maîtrise du français compétence professionnelle. La communication mise en œuvre vise à positionner le centre de ressources comme un pôle francilien de ressources identifié, à la fois pour les professionnels de l'orientation, de l'emploi et de la formation, mais également pour les franciliens.
- la mise en œuvre d'actions (locales ou régionales) de sensibilisation et de professionnalisation à la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise du français compétence professionnelle en lien avec le déploiement du socle CléA et incluant les innovations dans le domaine pédagogique dont le numérique : (ingénierie, échanges de pratiques, production d'outils) favorisant l'intégration des publics en difficulté avec l'écrit, les compétences de base et la maîtrise du français compétence professionnelle.
- la mise en œuvre d'actions de conseil, d'appui et d'expertise aux initiatives et actions territoriales, en lien avec les objectifs de développement de compétences de base et de maîtrise du français langue professionnelle des publics.

Description :

Le Groupement d'intérêt public-formation continue et insertion professionnelle (GIP FCIP) de l'Académie de Versailles a pour objet le développement d'une coopération concertée au niveau de l'académie dans les domaines de la formation continue des adultes et de l'insertion professionnelle.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :
1 coordonnatrice à temps plein
1 chef de projet à 75% de son temps
1 assistante administrative à 1/5 de son temps
1 gestionnaire à 1/10 de son temps
2 référentes illettrisme 10% du temps
1 formatrice vacataire occasionnelle
3 animatrices Centre de Ressources quelques jours par an
+ interventions ponctuelles de la Chargée de mission régionale illettrisme

Moyens matériels :
1 centre de ressources hébergé à la MDE du val d'Oise (salles de formation, médiathèque, librairie, lieu d'accueil et d'animation) ;
1 centre de ressources dans chacune des académies avec accès aux ressources sur rendez-vous ;
8 salles de formation dont certaines équipées d'un tableau numérique ;
Documentation, études, ouvrages, ressources pédagogiques ;
Site internet http://www.cdri-idf.ac-versailles.fr/ ;
Ordinateurs vidéoprojecteurs.

Intérêt régional :

Dans le cadre de ses missions, le Centre de ressources illettrisme d'Ile de France contribue à :
- Informer et fournir une documentation relative à la lutte contre l'illettrisme et à la maitrise du français compétence professionnelle en Ile de France ;
- sensibiliser et professionnaliser les acteurs contribuant à la lutte contre l'illettrisme et à la maîtrise du français compétence professionnelle, au développement des compétences socles ;
- Conseiller, apporter un appui et une expertise en matière de lutte contre l'illettrisme et de maîtrise du français compétence professionnelle en Ile de France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :

Professionnels concernés par le champ des compétences socles et de maîtrise du français langue professionnelle : conseillers Pôle emploi, mission locale, Pôle emploi, VAE, formateurs, travailleurs sociaux, entreprise et SIAE et tout professionnel intéressé par les compétences socles et la maîtrise du français compétence professionnelle.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

NOM DE L'ORGANISME
GIP FCIP de l'Académie de Versailles

INTITULE DE L'ACTION Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue

RECETTES Nature		MONTANT DES RECETTES	DÉPENSES Nature		Montant Total	Montant Région
Contribution des participants aux stages	1.1		Personnel enseignant	2.1	94 566	94 566
stagiaires Région	1.11		Personnel permanent de l'organisme de	2.11		
stagiaires autres	1.12		- Rémunérations	2.111	42 860	42 860
Subvention de la Région totale (prévisionnelle) = (a)	1.2	180 000	- Charges	2.112	21 859	21 859
			Autres personnels enseignants	2.12		
part FSE = % des dépenses éligibles =	1.21		- Rémunérations	2.121	17 165	17 165
part réelle Région = %	1.22		- Charges	2.122	12 682	12 682
Autres financements publics	1.3		Personnels non-enseignants	2.2	4 500	4 500
FSE	1.31		- Rémunérations	2.21	3 000	3 000
Etat	1.32	.....	- Charges	2.22	1 500	1 500
-	1.321	.....	Fonctionnement	2.3	85 884	80 934
-	1.322	.....				
Collectivités	1.33	.....	Frais pédagogiques	2.31	1 900	1 900
-.....	1.331	.....	matériel d'enseignement et matière d'œuvre	2.311	3 000	3 000
-.....	1.332	.....				
Autres :	1.34		Déplacements pour les besoins de la formation	2.312		
-.....			- Enseignants	2.3121	2 000	2 000
Participation des employeurs	1.4		- Stagiaires	2.3122		
Conventions-entreprises	1.41		Autres	2.313	58 884	53 934
OPCA	1.42	4 950	Frais administratifs	2.32	4 000	4 000
FONGECIF	1.43		Locaux	2.33		
Au titre LEPC23 (demandeur d'emploi)	1.44		Loyer ou amortissement	2.331	14 400	14 400
			autres charges	2.332		
Autres types de versement des entreprises	1.45		eau, gaz, électricité, chauffage	2.333		
			Autres frais de fonctionnement	2.34	1 700	1 700
TOTAL RECETTES		184 950	TOTAL DÉPENSES		184 950	180 000
Le cas échéant EXCEDENT (+)			Le cas échéant DEFICIT (-)			

"Certifie sincères et exactes les informations portées dans le plan de financement prévisionnel"
Le représentant légal de l'organisme (cachet, signature, nom et qualité)

Le Directeur du GIP-FCIP
l'académie de Versailles

d PUIGDEMONT

Fait à... Guyancourt
Le... 11 janvier 2017

Le Directeur du GIP-FCIP
de l'académie de Versailles

Gérard PUIGDEMONT

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	144 000,00 €
2018	36 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	29 588,00 €
2014	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	11 000,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 144 388,00 €
2015	Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France	120 000,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	33 740,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	14 364,00 €
2015	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	8 900,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	3 768 374,69 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 400 327,00 €
2016	Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France	120 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	72 524,00 €
2016	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	7 730,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	2 545 789,17 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 771 868,00 €
	Montant total	10 302 722,36 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-078

DU 8 MARS 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE
DE DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE
PREMIERE AFFECTATION 2017
INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DE CERGY (95)
DECISION DE L'ARRET DE LA CONSTRUCTION DE CET INSTITUT
MODIFICATION DES CONVENTIONS-TYPES INVESTISSEMENT
TRAVAUX ET EQUIPEMENTS
AVENANT N° 1 A LA CONVENTION N° CP 16-491 02 RELATIVE A L'ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX POUR LE CFA ADAFORSS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre II de la 6ème partie du Code du travail ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU Le Code des marchés publics ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 relative au Schéma régional des formations 2007-2013 en Ile-de-France :

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 définissant la politique régionale de développement de l'apprentissage et plus particulièrement son annexe 3 relative aux dispositifs d'attribution de subventions d'investissement aux CFA accompagnés des conventions-types correspondantes ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP10-633 du 14 octobre 2010 relative aux travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis (3ème rapport pour 2010) ;

VU La délibération n° CP 12-326 du 12 juillet 2012 relative à la construction de l'Institut des métiers et de l'artisanat de Cergy (95) – Transfert de la maîtrise d'ouvrage à la Région Ile-de-France – Affectation d'autorisations de programme – Acquisition de terrain ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-491 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – Sixième affectation 2016 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-078 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 731 120 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 731 120 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention régionale pour les honoraires et études des travaux de réfection d'un plateau technique du CFA des Métiers de la Table à compter du 1er mars 2016, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 2 : Institut des métiers et de l'artisanat de Cergy (95)

Décide l'abandon de l'opération de construction de l'Institut des métiers et de l'artisanat de Cergy (95).

Article 3 : Modification des conventions-types investissement travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis

Approuve les conventions-types « Investissement travaux » et « Investissement équipements » figurant en annexes 3 et 4 à la présente délibération.

Article 4 : Avenant n° 1 à la convention n° CP 16-491 02 relative à l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA de l'Association pour le Développement de l'Apprentissage et la Formation aux Métiers Sanitaires, Sociaux et Médico-sociaux (ADAFORSS)

Approuve l'avenant n° 1 à la convention n° CP 16-491 02 avec l'ADAFORSS, tel que joint en annexe 5 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-078	Budget	2017

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112001 - Construction et travaux dans les CFA**
Action	**11200101 - Construction et travaux dans les CFA**

Dispositif : N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage

Dossier	17002565 - INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DU PAYS DE MONTEREAU (77) - TRAVAUX DE MISE EN SECURITE, D'ACCESSIBILITE ET DE MISE EN OEUVRE DU PARCOURS DE DECOUVERTE DES METIERS DE L'ARTISANAT (1ERE TRANCHE)			
Bénéficiaire	P0014765 - CMA CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE LA SEINE ET MARNE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-LAVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 392 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 740 000,00 €	TTC	80 %	1 392 000,00 €	

Dossier	17002751 - CFA DES METIERS DE LA TABLE - TRAVAUX DE REFECTION D'UN PLATEAU TECHNIQUE (ETUDES)			
Bénéficiaire	R8449 - ADMT ASS DEVELOP METIER TABLE/ECOLE PARIS MET TABL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	143 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
179 500,00 €	TTC	80 %	143 600,00 €	

Dossier	17003232 - CFA DE L'INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM) - TRAVAUX DE RENOVATION DES CHAUFFERIES DU CFA			
Bénéficiaire	R18648 - IFPM INST FORM PERF ME TIERS			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	195 520,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
244 400,00 €	TTC	80 %	195 520,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	1 731 120,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112001 - 11200101	1 731 120,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS TRAVAUX DE RENOVATION, DE MISE EN CONFORMITE ET D'EXTENSION DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002565

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DU PAYS DE MONTEREAU (77) - TRAVAUX DE MISE EN SECURITE, D'ACCESSIBILITE ET DE MISE EN OEUVRE DU PARCOURS DE DECOUVERTE DES METIERS DE L'ARTISANAT (1ERE TRANCHE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	1 740 000,00 €	80,00 %	1 392 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 392 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 4 AVENUE DU GENERAL LECLERC 77000 MELUN
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 13001301400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de mise en sécurité, d'accessibilité et de mise en œuvre du parcours de découverte des métiers de l'artisanat (1ère tranche)

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-et-Marne (CMA 77) souhaite réaliser un aménagement de l'Institut des métiers et de l'artisanat du Pays de Montereau permettant la découverte, dans un environnement répondant aux normes d'accessibilité et de sécurité, des métiers de l'artisanat.

Ce site constituera un lieu d'accueil pour la découverte des métiers dans ses différentes dimensions de technicité, de modernité et de dynamique.

Des espaces dédiés à la présentation des produits et à leur développement seront créés sur trois pôles métiers. Ce seront de véritables lieux d'interface pour le formateurs, les prescripteurs et les visiteurs. Ils intégreront des concepts fournis par les partenaires et en particulier par les fabricants.

Chacun des espaces sera centré sur le cœur de métier de pôle :

- le pôle "maintenance des véhicules automobiles" disposera d'un showroom qui sera conçu comme une succursale automobile avec une ouverture sur l'atelier maintenance,
- le pôle "centre de beauté" disposera d'un espace beauté, dédié à l'accueil, au diagnostic et à la vente de produits, avec une ouverture sur le salon de coiffure et le salon maquillage-manucurie,
- le "pôle "commerce-vente" sera représenté par une boutique proposant plusieurs univers reconfigurables avec une partie alimentaire et non alimentaire. Ce pôle sera doté d'une vitrine permettant la présentation et la mise en valeur de produits.

La CMA 77 souhaite également aménager l'entrée du bâtiment principal afin que la partie accueil du public permette une prise en charge immédiate.

L'ensemble du projet d'inscrit dans une démarche environnementale globale sur l'ensemble du site afin de préserver le parc boisé extérieur mais également intégrer une conduite éco-responsable pour les travaux de rénovation de l'intérieur du site.

La réalisation des travaux aura lieu sur 3 années, de 2017 à 2019 et sera divisée en 3 phases : bâtiment BCDE en 2017, bâtiment hébergement/hôtellerie en 2018 et les bâtiments salle polyvalente et carrosserie en 2019.

Ces travaux sont d'un montant total de 3 362 730 € TTC.

Des études (honoraires) d'un montant de 600 000 € ont été votés lors de la Commission permanente du 16 novembre 2016.

Il convient de voter la 1ère tranche des travaux de mise en sécurité, d'accessibilité et de mise en œuvre du parcours de découverte des métiers.

Description :

Travaux de mise en sécurité, d'accessibilité et de mise en œuvre du parcours de découverte des métiers de l'artisanat (1ère tranche) comprenant :

- travaux d'accessibilité du bâtiment BCDE : 208 230 €

- travaux de mise en sécurité du bâtiment BCDE : 59 760 €

- travaux parcours découverte des métiers du bâtiment BCDE : 1 472 010 €

Soit un montant total investissement de 1 740 000 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : commerce, vente, comptabilité, gestion, accueil, hôtellerie, tourisme, agroalimentaire, alimentation, cuisine, coiffure, esthétique, moteurs et mécanique automobile. 730 apprentis.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LAVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'accessibilité bâtiment BCDE	208 230,00	11,97%
Travaux de mise en sécurité bâtiment BCDE	59 760,00	3,43%
Travaux Parcours découverte des métiers bâtiment BCDE	1 472 010,00	84,60%
Total	1 740 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	1 392 000,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	348 000,00	20,00%
Total	1 740 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	900 000,00 €
2018	492 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	244 384,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	24 384,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 375,00 €
2014	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	34 530,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	21 892,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	748 216,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	221 600,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 429 750,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	228 720,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	61 944,00 €

2015	Formation de formateurs en CFA	8 000,00 €
2015	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	37 454,17 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	24 492,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 012 168,68 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	992 904,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 782 372,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	231 892,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	16 400,00 €
2016	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	37 462,50 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	245 659,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 392 000,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 653 014,50 €
	Montant total	20 242 261,17 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002751

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CFA DES METIERS DE LA TABLE - TRAVAUX DE REFECTION D'UN PLATEAU TECHNIQUE (ETUDES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	179 500,00 €	80,00 %	143 600,00 €
	Montant Total de la subvention		143 600,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES METIERS DE LA TABLE
Adresse administrative	:	17 RUE JACQUES-IBERT 75017 PARIS
Statut Juridique	:	Association
N° SIRET	:	31721734700044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de réfection d'un plateau technique (études)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de réaliser des études d'avant-projet

Objectifs :

Le CFA des métiers de la table souhaite réaliser des travaux dans l'ancien self des élèves. Ces locaux, vétustes et insuffisamment adaptés aux besoins actuels vont être transformés afin de devenir un plateau technique servant à la pâtisserie et à la cuisine. Les espaces attenants seront aménagés en une salle de travaux dirigés, une salle informatique et un espace dédié aux formations hôtelières.

Description :

Honoraires et études techniques pour la réfection d'un plateau technique comprenant une cuisine, un espace de travaux dirigés et un espace dédié aux formations hôtelières :

* création d'un laboratoire de production culinaire pâtisserie/cuisine : 115 935 €

- honoraires architecte
- honoraires BET
- honoraires pilotage
- honoraires bureau de contrôle
- coordination SPS
- diagnostic amiante
- assurance dommage ouvrage

* rénovation de l'espace travaux dirigés et hôtellerie : 63 565 €

- honoraires architecte
- honoraires BET
- honoraires pilotage
- honoraires bureau de contrôle
- coordination SPS
- diagnostic amiante
- assurance dommage ouvrage

Soit un montant total honoraires et études de 179 500 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 2 à 5 : accueil, hôtellerie, tourisme, agroalimentaire, alimentation, cuisine. 930 apprentis.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires et études techniques pour la création d'un laboratoire de production culinaire pâtisserie/cuisine	115 935,00	64,59%
Honoraires et études techniques pour la rénovation de l'espace travaux dirigés et hôtellerie	63 565,00	35,41%
Total	179 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	143 600,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	5 385,00	3,00%
Taxe d'apprentissage	30 515,00	17,00%
Total	179 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	120 000,00 €
2018	23 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	9 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	121 824,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	59 848,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	5 539,20 €
2014	Formation de formateurs en CFA	14 700,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 361 389,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	115 936,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	114 754,40 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	89 600,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 456 204,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	47 687,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	117 152,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	5 775,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	174 956,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 792 549,00 €
	Montant total	8 819 253,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003232

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CFA DE L'INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM) - TRAVAUX DE RENOVATION DES CHAUFFERIES DU CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	244 400,00 €	80,00 %	195 520,00 €
	Montant Total de la subvention		195 520,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM)
Adresse administrative : 4 BOUVEVARD DU LEVANT
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 38426598900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de rénovation des chaufferies du CFA

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Les quatre bâtiments de l'IFPM sont chauffés par ses systèmes indépendants dont certains sont particulièrement vieillissants (chaudière à fioul). Les combustibles utilisés étant différents, il apparaît nécessaire de les uniformiser afin de réaliser des économies.

Il est également nécessaire de rénover et d'améliorer les systèmes de génération d'eau chaude pour le chauffage et la production d'eau chaude afin d'optimiser les consommations d'eau et d'énergie.

Un audit énergétique a été réalisé en janvier 2016. Ces travaux doivent être réalisés à l'été 2017.

Les études de maître d'œuvre ont été votées lors de la commission permanente du 21 septembre 2016 pour un montant de 24 510 €.

Il convient donc de voter les études complémentaires et les travaux de rénovation.

Description :

Etudes complémentaires et travaux de rénovation des chaufferies du CFA comprenant :

* Assistant de maître d'ouvrage : 5 000 €

* Bureau de contrôle : 6 600 €

* Travaux de rénovation : 232 800 €

- remplacement des chaufferies
- remplacement des ballons d'eau chaude

Soit un montant total investissement de 244 400 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : coiffure, esthétique et autres spécialités des services à la personne. 530 apprentis.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistant maître d'ouvrage	5 000,00	2,05%
Bureau de contrôle	6 600,00	2,70%
Rénovation des chaufferies et ballons d'eau chaude	232 800,00	95,25%
Total	244 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	195 520,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	48 880,00	20,00%
Total	244 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	160 000,00 €
2018	35 520,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	31 200,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	77 392,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	1 850,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 598 989,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	46 800,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	7 350,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	87 636,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	58 752,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 692,80 €
2015	Formation de formateurs en CFA	2 850,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 842 077,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	15 600,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	84 460,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	3 250,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	11 832,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	19 608,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 366 762,00 €
	Montant total	5 185 951,80 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE « INVESTISSEMENTS TRAVAUX » DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

CONVENTION D'INVESTISSEMENT TRAVAUX

relative à (libellé de l'opération)

n° **(CP)**

La **Région Ile-de-France** dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy – 75007 PARIS, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP du

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

(Nom organisme)
(Statut juridique)
dont le siège est situé :
représentée par :
en vertu de

ci-après dénommé «*le bénéficiaire*»

d'autre part,

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

La mission de service public de l'apprentissage mise à la charge de la Région par l'article L. 214-12 du code de l'éducation.

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

(Nom de l'organisme) est l'organisme gestionnaire du *(nom du CFA).*

Les stipulations de la convention de création du centre de formation d'apprentis conclues le *(date de création),* entre la Région et (nom de l'organisme).

Les termes de la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016, et plus particulièrement son article 3 et son annexe 3 portant règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis.

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'opération, relative à (*libellé de l'opération),* que la Région Ile-de-France, par délibération n° CP *(référence de la délibération)* précitée, a décidé de soutenir financièrement, est décrite de façon détaillée dans la «fiche projet» ci-jointe en annexe 1 à la présente convention.

Cette «fiche projet» comporte le descriptif complet de l'opération, ainsi que son plan de financement.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région attribue au bénéficiaire une subvention correspondant à *(taux de prise en charge)* du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à *(montant base subventionnable €),* soit un montant maximum de subvention de *(montant de la subvention €).*

Le programme d'exécution technique et financier de la subvention régionale est détaillé en annexe 2 à la présente convention.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OPERATION SUBVENTIONNEE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération définie dans la «fiche projet» précitée.

Pendant la durée d'amortissement des biens subventionnés par la Région, soit pendant xx ans commençant à courir à compter de la date d'effet de la présente convention, les biens ci-dessus définis sont affectés exclusivement à la formation d'apprentis. Ils sont inscrits à l'inventaire du centre de formation d'apprentis (CFA) auquel ils sont destinés ainsi qu'à l'actif du bilan comptable de ce dernier.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas facturer de loyers au CFA pour l'occupation des biens subventionnés au titre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans une démarche environnementale et à respecter les choix de performance définis en accord avec la Région lors du préprogramme à partir du guide «Aménagement et Construction Durable» qui sera remis au bénéficiaire. Pour ce faire, le bénéficiaire pourra se faire accompagner par une assistance à maîtrise d'ouvrage. Les subventions seront allouées au bénéficiaire, sous réserve de la validation des étapes clés lors de la démarche. La Région se réserve le droit de contrôler le suivi de la bonne exécution de cette démarche.

Le bénéficiaire s'engage à respecter s'il y a lieu la législation relative aux marchés publics en vigueur et en particulier les procédures de publicité et de mise en concurrence. La Région se réserve le droit de contrôler le suivi de la bonne exécution de cette démarche.

Dans le cadre de grosses opérations de construction neuve, si la Région subventionne l'opération à hauteur de 50 % minimum, elle souhaite que le bénéficiaire se conforme à une mise en concurrence par procédure de concours d'architecture, en référence à la loi Maîtrise d'Ouvrage Publique (MOP), sans pourtant être tenu à l'anonymat.

Quel que soit le type de procédure, le bénéficiaire s'engage à inviter la Région aux différents jurys de sélection de Maîtres d'œuvre.

Le bénéficiaire, le cas échéant, est tenu d'informer la Région de tout projet de vente du bien immobilier réalisé en totalité ou en partie par une ou des subventions de la Région Ile-de-France.

En cas de cession avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire est tenu :

- d'en informer au préalable la Région,
- de porter à la connaissance de l'acquéreur les obligations résultant de la présente convention qui lui sont intégralement transférées, dont celles relatives à l'objet et à la durée de l'affectation des dits biens. En cas de refus du repreneur de se voir transférer ces obligations, une partie de la subvention sera restituée à la Région.

En cas de cessation d'activité, totale ou partielle, du bénéficiaire, ou du centre de formation d'apprentis dont il est l'organisme gestionnaire, le bien immobilier sur lequel porte la présente convention doit être cédé à un organisme qui s'engage à poursuivre l'affectation, ci-dessus définie, pour la durée restant à courir.

À défaut du respect des dispositions, ci-dessus, le bénéficiaire reverse à la Région Ile-de-France l'intégralité de la subvention perçue au titre de la présente convention au prorata des années restant à courir.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire. Cette communication doit être réalisée, dans les deux mois de la survenance de la modification correspondante, par écrit et accompagnée de la copie «authentique» du ou des document(s) probant(s) correspondant(s),

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à la situation juridique et financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- conserver pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération objet de la présente convention, les documents comptables et les pièces justificatives qui s'y rapportent,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- respecter la nomenclature comptable des CFA (avis n 2003-04 du 01/04/2003 du CNC) : hormis les financements sur emprunt, toutes les subventions, y compris la participation de l'organisme gestionnaire sur fonds propres ou taxe d'apprentissage, doivent faire l'objet d'une reprise de l'amortissement au compte de résultat (comptes 777 et 139),

-respecter les obligations en matière d'Etablissement recevant du Public (ERP) et en particulier de sécurité, d'accessibilité et contrôles techniques obligatoires

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale en mentionnant expressément «action financée par la Région Ile-de-France» et en apposant le logo régional conformément à la charte graphique régionale qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire implante un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) visible de la voie publique et en bon état d'entretien, portant la mention *«Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de (taux de prise en charge) % du coût total de l'opération*».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale la demande de paiement d'une avance ou du premier acompte, ladite subvention devient caduque et la convention est résiliée.

Avant son expiration ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter du premier jour de l'année suivant la date de première demande de versement, (avance ou acompte) le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre ans pour présenter le solde de l'opération A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement d'acompte d'une partie de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

3.2.1 : VERSEMENT d'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention régionale par rapport au montant total prévisionnel du coût de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production du compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier est revêtu de la signature du représentant du bénéficiaire ou du commissaire aux comptes.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, il est en outre subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

3.3 : REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention, tel que défini à l'article 1 ci-dessus, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant prévisionnel de la dépense subventionnable mentionné à l'article 1 ci-dessus, le montant de la subvention régionale attribué est révisé, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Il fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, ou d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années défini au paragraphe 3.1 ci-dessus donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région aux fins de reversement par le bénéficiaire.

3.4 : ÉLIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 4 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisée et notamment du respect des performances définies à l'annexe 2 de la présente convention et /ou du non-respect des procédures de mises en concurrences telles qu'elles auront été définies en accord avec la Région Ile-de-France.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

En cas de non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de bénéficiaire la résiliation de la présente convention implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région au prorata de la durée d'amortissement restant à courir et dont le montant est calculé comme suit :

$$Sr = \frac{Sv \times (Dc - Da)}{Dc}$$

Dans laquelle :

Sr représente le montant de la part de la subvention qui doit être restituée à la Région,
Sv : montant de la subvention versée,
Dc : la durée contractuelle de la convention,
Da : durée effective d'affectation des biens subventionnés.

Par ailleurs, la Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le *(date de la délibération)*.

Elle prend fin à l'expiration de l'obligation d'affectation des biens subventionnés définie à l'article 2, paragraphe 2.1.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette dernière.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La présente convention est publiée au bureau des hypothèques [1] aux frais du bénéficiaire.

[1] *Stipulation applicable si la durée de la convention est égale ou supérieure à 12 années.*

La convention comprend les deux annexes suivantes

Annexe 1.«*fiche projet*»

Annexe 2. «*Programme d'exécution technique et financier de l'opération*»

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le _____ *(date de signature)*

Pour *(Nom de l'organisme)*

Signature, qualité, revêtue du cachet de l'organisme bénéficiaire

Le _____ *(date de signature)*

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE « INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS » DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

CONVENTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS

relative à (libellé de l'opération)

n° **(CP)**

La **Région Ile-de-France** dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy – 75007 PARIS, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP du

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

(Nom organisme)
(Statut juridique)
dont le siège est situé :
représentée par :
en vertu de

ci-après dénommé «*le bénéficiaire*»

d'autre part,

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

La mission de service public de l'apprentissage mise à la charge de la Région par l'article L. 214-12 du code de l'éducation.

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

(Nom de l'organisme) est l'organisme gestionnaire du *(nom du CFA).*

Les stipulations de la convention de création du centre de formation d'apprentis conclues le *(date de création),* entre la Région et (nom de l'organisme).

Les termes de la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016, et plus particulièrement son article 3 et son annexe 3 portant règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis.

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'opération, relative à (*libellé de l'opération),* que la Région Ile-de-France, par délibération n° CP *(référence de la délibération)* précitée, a décidé de soutenir financièrement, est décrite de façon détaillée dans la «fiche projet» ci-jointe en annexe 1 à la présente convention.

Cette «fiche projet» comporte le descriptif complet de l'opération, ainsi que son plan de financement.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région attribue au bénéficiaire une subvention correspondant à *(taux de prise en charge)* du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à *(montant base subventionnable €),* soit un montant maximum de subvention de *(montant de la subvention €).*

Le programme d'exécution technique et financier de la subvention régionale est détaillé en annexe 2 à la présente convention.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OPERATION SUBVENTIONNEE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération définie dans la «fiche projet» précitée.

Pendant la durée totale d'amortissement des biens subventionnés par la Région, soit pendant xx ans, commençant à courir à compter de la date d'effet de la présente convention, les biens ci-dessus définis sont affectés exclusivement à la formation d'apprentis.

Les équipements financés, en totalité ou en partie, par la Région Ile-de-France sont inscrits à l'inventaire du CFA auquel ils sont destinés et à l'actif du bilan comptable de ce dernier ; cette inscription est vérifiée régulièrement au moyen d'un inventaire physique.

En cas de cessation d'activité, totale ou partielle, du bénéficiaire, ou du CFA dont il est l'organisme gestionnaire, le ou les équipements sur lequel/lesquels porte(nt) la présente convention doit/doivent être cédé(s) à un organisme qui s'engage à poursuivre une activité similaire, pour la durée d'affectation ci-dessus définie, restant à courir.

À défaut le bénéficiaire reverse à la Région le montant de la subvention perçue au titre de la présente convention, au prorata des années restant à courir.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Cette communication doit être réalisée, dans les deux mois de la survenance de la modification correspondante, par écrit et accompagnée de la copie « authentique » du ou des document(s) probant(s) correspondant(s),

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- conserver pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération objet de la présente convention, les documents comptables et les pièces justificatives qui s'y rapportent,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- respecter la nomenclature comptable des CFA (avis n° 2003-04 du 01/04/2003 du CNC) : hormis les financements sur emprunt, toutes les subventions, y compris la participation de l'organisme gestionnaire sur fonds propres ou taxe d'apprentissage, doivent faire l'objet d'une reprise de l'amortissement au compte de résultat (comptes 777 et 139),

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale en mentionnant expressément «action financée par la Région Ile-de-France» et en apposant le logo régional conformément à la charte graphique régionale qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région.

Le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

-3-

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale la demande de paiement d'une avance ou du premier acompte, ladite subvention devient caduque et la convention est résiliée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter du premier jour de l'année suivant la date de première demande de versement, (avance ou acompte) le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement d'acompte d'une partie de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention régionale par rapport au montant total prévisionnel du coût de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.3 : VERSEMENT du SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production du compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier est revêtu de la signature du représentant du bénéficiaire ou du commissaire aux comptes.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, il est en outre subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

3.3 : REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention, tel que défini à l'article 1 ci-dessus, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant prévisionnel de la dépense subventionnable mentionné à l'article 1 ci-dessus, le montant de la subvention régionale attribuée est révisé, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, ou d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années défini au paragraphe 3.1 ci-dessus donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région aux fins de reversement par le bénéficiaire.

3.4 : ÉLIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 4 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas de non respect de l'affectation des biens subventionnés, ou d'un changement de bénéficiaire, la résiliation de la présente convention implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région au prorata de la durée d'amortissement restant à courir et dont le montant est calculé comme suit :

$$Sr = \frac{Sv \times (Da1 - Da2)}{Da1}$$

Dans laquelle :

Sr *représente* le montant de la part de la subvention qui doit être restituée à la Région

Sv : montant de la *subvention* versée

Da1 : durée *d'amortissement* de l'équipement concerné telle que mentionnée dans l'annexe aux comptes annuels

Da2 : durée effective d'affectation desdits biens

Étant précisé que l'amortissement d'un bien ne peut débuter qu'à compter de l'exercice suivant son acquisition.

Par ailleurs, La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,

- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le *(date de la délibération).*

Elle prend fin à l'expiration de l'obligation d'affectation des biens subventionnés définie à l'article 2, paragraphe 2.1.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette dernière.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La convention comprend les deux annexes suivantes

Annexe 1.«*fiche projet*»

Annexe 2. *«Programme d'exécution technique et financier de l'opération*»

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le _____ *(date de signature)*

Pour *(Nom de l'organisme)*

Signature, qualité, revêtue du cachet de l'organisme bénéficiaire

Le _____ *(date de signature)*

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : AVENANT N° 1 A CONVENTION N° CP 16-491 02 RELATIVE A L'ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX AVEC L'ADAFORSS

**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION N° CP 16-491 02
RELATIVE A L'ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX
POUR LE CFA DE L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'APPRENTISSAGE ET LA FORMATION AUX METIERS SANITAIRES,
SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX (ADAFORSS)**

La Région d'Ile-de-France,
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 17- du
ci-après dénommée «la Région»,

d'une part,

L'Association pour le Développement de l'Apprentissage et la Formation aux Métiers Sanitaires, Sociaux et Médico-sociaux (ADAFORSS)
Association loi 1901
dont le siège est situé : 15, rue Aristide-Briand – 92300 Levallois-Perret
représentée par son Président : Monsieur Xavier BOMBARD
en vertu du procès-verbal de l'assemblée constitutive du 19 septembre 2014
ci-après dénommée «le bénéficiaire»,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 16-491 du 12 octobre 2016, la Région a décidé de soutenir financièrement l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA ADAFORSS avec l'achat d'un immeuble situé au 106 rue Rivay à Levallois-Perret (92).

La durée d'amortissement des biens subventionnés inscrite au point 2.1 de la convention n° CP 16-491 02 par la Région a été initialement votée pour une durée de 30 ans, il convient de modifier cette durée par le présent avenant.

Selon le Code de commerce et le Plan Comptable Général (PCG) articles 214-1 et suivants, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée réelle d'utilisation.
Les taux les plus couramment admis par l'Administration fiscale pour l'amortissement de la structure d'un immeuble de bureaux (hors terrain), s'établissent entre 2% et 4%, soit une durée comprise entre 25 et 50 ans.

Article 1 : **Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'alinéa 2 de l'article 2.1 de la convention n° CP 16-491 02 comme suit :

« Pendant la durée d'amortissement des biens subventionnés par la Région, soit pendant 50 ans commençant à courir à compter de la date d'effet de la présente convention, les biens ci-dessus définis sont affectés exclusivement à la formations d'apprentis. Ils sont inscrits à l'inventaire du centre de formation d'apprentis (CFA) auquel ils sont destinés ainsi qu'à l'actif du bilan comptable de ce dernier ».

Article 2 :

Toutes les autres clauses de la convention n° CP 16-491 02 demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le _____*(date de signature)*

Pour l'Association pour le Developpement de l'Apprentissage et la Formation aux Métiers Sanitaires, Sociaux et Médico-sociaux (ADAFORSS)

Le Président

Xavier BOMBARD
signature revêtue du cachet de l'organisme bénéficiaire

Le _____*(date de signature)*

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-089

Du 8 Mars 2017

AIDE REGIONALE AU FINANCEMENT DE LA GRATUITE DES TRANSPORTS DESTINEE AUX JEUNES EN INSERTION :

AFFECTATION BUDGETAIRE AU TITRE DE LA SUBVENTION AU STIF POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE « GRATUITE DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES EN INSERTION » : SOLDE DE LA SUBVENTION 2016.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code du travail ;

VU Le Code des Transports ;

VU La loi 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée sur l'orientation des transports intérieurs, et notamment ses articles 14, 17 et 28-3 ;

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

VU La loi n°2008-136 du 18 janvier 2005 n°2005-32 modifiée de programmation pour la cohésion sociale ;

VU La loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public et de l'emploi ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU L'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

VU La décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France en date du 06 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la Région d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue, tout au long de la vie 2007/2013, prolongé ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au « service public régional de formation et d'insertion professionnelles » ;

VU La délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ; dispositifs régionaux « 2ème chance » à destination des 16/25 ans ; Avenir jeunes (Espaces dynamiques d'insertion) Ecoles de la 2ème chance ; aide au permis de conduire ;

VU La délibération n° CR 57-15 du 18/06/2015 relative à la participation régionale au financement du tarif uniques des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R « étudiant » toutes zones

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21/01/2016, portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

VU La délibération n° CP 11-526 de juillet 2011 relative à la mise en place de l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU La délibération n° CP 13-784 du 20 novembre 2013 relative au renouvellement de la convention entre la Région-Ile-de-France et le STIF - 2014-2016 ;

VU La délibération n° CP 16-284 du 12 juillet 2016 portant affectation budgétaire d'acompte à la subvention 2016 au STIF pour la mise en place de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU La délibération CP n° 16-635 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le réglement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilite européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le réglement des subventions PM'UP, TP'UP et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La convention signée le 18 décembre 2013 entre le conseil régional d'Ile-de-France et le STIF régissant la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » renouvelée pour les années 2014 à 2016 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-089 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des transports ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique

Affecte au titre du solde de la subvention 2016 allouée au STIF pour la mise en œuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » une autorisation d'engagement de

591 934 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme 11-004 « accès à l'information et à l'orientation », action 11100404 « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget de 2017.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION :

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-089	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100404 - Gratuité des transports pour les jeunes en insertion**

Dispositif : N° 00000664 - Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion

Dossier	17002569 - SOLDE DE LA SUBVENTION 2016 POUR LA MISE E OEUVRE DE LA MESURE GRATUITE DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES EN INSERTION		
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	591 934,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		591 934,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000664 - Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	591 934,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100404	591 934,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-092

DU 8 MARS 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE « *Soutien aux forums pour l'emploi* »

AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail et notamment son article L.6111-3 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération cadre n° CR 08-13 du 14 février 2013 approuvant le dispositif cadre relatif aux projets d'information sur l'emploi et au développement économique ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 13-763 du 17 octobre 2013 approuvant la convention-type de partenariat ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-092 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : « Soutien aux forums pour l'emploi »

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux forums pour l'emploi au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 93 075 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 13-763 de la Commission permanente du 17 octobre 2013 et modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 93 075 €.disponible sur le chapitre 931 « *Formation* professionnelle et apprentissage » - Code fonctionnel 10 « *Services communs* » - Programme 1 10 002 « Mesures transversales » - Action 1 10 002 02 « *Evaluation, études et promotion* » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de 255 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique » - Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation » - Programme HP 92-002 (1 92 002) « Soutien à l'innovation technologique » - Action 1 92 002 07 « Evaluation, études et promotion» du budget 2017, pour couvrir des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations dans le domaine du développement économique et de l'innovation.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » - Code fonctionnel 12 « Apprentissage » - Programme HP 12-003 (1 12 003) « Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage » - Action 1 12 003 02 « Accompagnement de la politique apprentissage» du budget 2017, pour couvrir des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements dans le domaine de l'apprentissage.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

17002811	CAMPUS JEUNES	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002627	PARIS POUR L'EMPLOI DES JEUNES	CARREFOURS EMPLOI ARMEES COLLECTIVITES ENTREP	02/01/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002546	FORUM EMPLOI DU VAL D'EUROPE	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU VAL D'EUROPE AGGLOMERATION	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002629	FORUM DE L'EMPLOI, DES METIERS ET DE L'APPRENTISSAGE	COMMUNE D'ANTONY	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

17003219	FORUM DE L'EMPLOI ET DE L'ETUDIANT	COMMUNE DE BUSSY ST GEORGES	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17003176	LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION	COMMUNE DE COURBEVOIE	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002558	5EME SALON DE L'EMPLOI	COMMUNE DE MENNECY	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002452	SALON DU RECRUTEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE LA CREATION D'ENTREPRISE	COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE	02/01/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002547	FORUM DES METIERS TECHNIQUES DE LA MODE	COMMUNE DE VILLEPINTE	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002815	NOUVEAU DEPART POUR L'EMPLOI	COMMUNE D'ETAMPES	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002541	JOURNEE DE L'EMPLOI SUR LES METIERS DE LA BANQUE-FINANCE-ASSURANCE	GIP MAISON DE L'EMPLOI RIVES DE SEINE	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002830	MIXITE DANS L'EMPLOI - UNE OPPORTUNITE POUR LES FEMMES	GRAND PARIS GRAND EST	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17003165	FORUM DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	MEIFE MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRISE	02/01/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
17002542	LES RENDEZ-VOUS POUR L'EMPLOI AU PARC ICADE BY ORLY	ORLY INTERNATIONAL	02/01/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

17002748	LES RENCONTRES POUR L'EMPLOI	PLAINE COMMUNE	01/02/2017	OUI	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-092	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**10 - Services communs**
Programme	**110002 - Mesures transversales**
Action	**11000202 - Evaluation, études et promotion**

Dispositif : N° 00000233 - Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi

Dossier	17002452 - SALON DU RECRUTEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE LA CREATION D'ENTREPRISE			
Bénéficiaire	R801 - COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 250,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC	25 %	6 250,00 €	

Dossier	17002541 - JOURNEE DE L'EMPLOI SUR LES METIERS DE LA BANQUE-FINANCE-ASSURANCE			
Bénéficiaire	P0028518 - GIP MAISON DE L'EMPLOI RIVES DE SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 525,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 100,00 €	TTC	25 %	4 525,00 €	

Dossier	17002542 - LES RENDEZ-VOUS POUR L'EMPLOI AU PARC ICADE BY ORLY			
Bénéficiaire	R32759 - ORLY INTERNATIONAL			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	16,67 %	5 000,00 €	

Dossier	17002546 - FORUM EMPLOI DU VAL D'EUROPE			
Bénéficiaire	R18208 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU VAL D'EUROPE AGGLOMERATION			
Localisation	VAL D'EUROPE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 946,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 787,32 €	TTC	25 %	7 946,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-092	Budget	2017

Dossier	17002547 - FORUM DES METIERS TECHNIQUES DE LA MODE			
Bénéficiaire	R1269 - COMMUNE DE VILLEPINTE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 612,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 450,00 €	HT	25 %	3 612,00 €	

Dossier	17002558 - 5EME SALON DE L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R1158 - COMMUNE DE MENNECY			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 048,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 192,00 €	TTC	25 %	2 048,00 €	

Dossier	17002627 - PARIS POUR L'EMPLOI DES JEUNES			
Bénéficiaire	R26198 - CARREFOURS EMPLOI ARMEES COLLECTIVITES ENTREP			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 500,00 €	HT	7,12 %	10 000,00 €	

Dossier	17002629 - FORUM DE L'EMPLOI, DES METIERS ET DE L'APPRENTISSAGE			
Bénéficiaire	R1009 - COMMUNE D'ANTONY			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC	25 %	5 000,00 €	

Dossier	17002748 - LES RENCONTRES POUR L'EMPLOI			
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 000,00 €	TTC	25 %	10 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-092	Budget	2017

Dossier	17002811 - CAMPUS JEUNES			
Bénéficiaire	P0034024 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
Localisation	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 700,00 €	TTC	7,07 %	5 000,00 €	

Dossier	17002815 - NOUVEAU DEPART POUR L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R1112 - COMMUNE D'ETAMPES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 213,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 855,50 €	HT	24,99 %	3 213,00 €	

Dossier	17002830 - MIXITE DANS L'EMPLOI - UNE OPPORTUNITE POUR LES FEMMES			
Bénéficiaire	P0033989 - GRAND PARIS GRAND EST			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 015,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 060,00 €	TTC	25 %	2 015,00 €	

Dossier	17003165 - FORUM DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE			
Bénéficiaire	P0016345 - MEIFE MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRISE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 966,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 864,40 €	TTC	25 %	7 966,00 €	

Dossier	17003176 - LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION			
Bénéficiaire	R1021 - COMMUNE DE COURBEVOIE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 500,00 €	TTC	19,8 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-092	Budget	2017

Dossier	17003219 - FORUM DE L'EMPLOI ET DE L'ETUDIANT				
Bénéficiaire	R288 - COMMUNE DE BUSSY ST GEORGES				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 620,00 €	TTC	10,46 %		10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000233 - Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	93 075,00 €

Total sur l'imputation 931 - 10 - 110002 - 11000202	93 075,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002452

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SALON DU RECRUTEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE LA CREATION D'ENTREPRISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	25 000,00 €	25,00 %	6 250,00 €
	Montant Total de la subvention		6 250,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77875 MONTEREAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves JEGO, Député-maire

N° SIRET : 21770305700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Le Salon du recrutement, de l'emploi, de la formation et de la création d'entreprise a pour objectif de faciliter l'accès à l'emploi et à la formation aux demandeurs d'emploi de tous âges, aux jeunes diplômés ou sans qualification primo demandeurs, ainsi qu'aux salariés en reconversion ou en quête d'évolution de carrière. Les entreprises devront présenter un panel d'offres d'emploi à disposition des visiteurs.

Description :
La Mairie de Montereau Fault Yonne organise le « Salon du recrutement, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la création d'entreprise », sur une ou deux journées, en avril 2017, au gymnase Jean Allasseur de Montereau-Fault-Yonne.
Près de 1 000 visiteurs sont attendus pour 50 exposants.

Exposants : (acteurs économiques, entreprises, organismes de formation et d'insertion professionnelle, institutions…) se rassemblent dans un intérêt commun de :
- Créer un événement local majeur permettant de rassembler en un lieu unique tous les acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et du développement économique
- Permettre la mise en relation directe entre les entreprises locales qui recrutent et les publics en recherche d'emploi et/ou de formation
- Faciliter l'accès à l'emploi par des actions de recrutements (chaque entreprise participante doit proposer un minimum d'offres lors du salon)
- Permettre de détecter des offres «cachées» n'apparaissant nulle part ailleurs
- Proposer un lieu d'information et de conseils sur les dispositifs d'insertion professionnelle, d'accès à l'emploi, les formations qualifiantes, l'apprentissage, les métiers les aides à l'orientation et à la reconversion professionnelle et à la création d'entreprises
- Aider à promouvoir les métiers et les secteurs économiques porteurs d'emploi sur le territoire local et la région Ile de France (notamment avec 5 « pôles entreprises » dédiés aux secteurs des services à la personne, des métiers de la sécurité, de la grande distribution, de la restauration et des entreprises locales).

Organisation du salon :
- 5 pôles entreprises représentant 5 secteurs porteurs d'emploi : services à la personne, métiers de la sécurité, grande distribution, restauration, entreprises locales (General Cable Silec, Solétanche, la SAM…).
La liste des offres d'emplois proposés sur les stands sera distribuée à l'accueil du salon.

- 1 pôle formation
- 1 pôle création d'entreprise
- 1 pôle institutionnel
- Des conférences thématiques avec présentation des dispositifs existants
- La retransmission en direct sur une radio locale
- La distribution d'un formulaire d'enquête de satisfaction à l'entrée du salon (précisant le profil des visiteurs)
- La participation des élèves du Lycée professionnel Flora Tristan (Bac Pro « accueil et relation clients et usagers » pour assurer l'accueil du public

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi de tous âges, jeunes diplômés ou sans qualification primo demandeurs d'emploi ou de formation professionnelle, salariés en recherche de formation continue ou en reconversion.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
organisation (standiste)	21 000,00	84,00%
Conférenciers	2 000,00	8,00%
Installateur sono radio	2 000,00	8,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune de Montereau	16 000,00	64,00%
CGET	2 750,00	11,00%
CRIF	6 250,00	25,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	40 090,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	15 000,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	1 190,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	7 442,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	10 458,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	20 400,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	7 750,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	100 000,00 €
2016	Chantier école	53 827,00 €
2016	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	15 313,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	13 393,00 €
	Montant total	294 863,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002546

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FORUM EMPLOI DU VAL D'EUROPE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	31 787,32 €	25,00 %	7 946,00 €
	Montant Total de la subvention		7 946,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU VAL D'EUROPE AGGLOMERATION
Adresse administrative : CHATEAU DE CHESSY
77701 CHESSY
Statut Juridique : Etablissement Public Local de Coopération
Représentant : Monsieur Arnaud de BELENET, Président

N° SIRET : 24770033900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Le forum du Val d'Europe réunira, pour une journée placée sous le recrutement, des entreprises, des centres de formation, des acteurs locaux. Pour le public en recherche d'emploi, c'est l'occasion de participer à des entretiens de pré-recrutements et de découvrir des formations correspondant aux métiers recherchés.
Des conseillers accueilleront et renseigneront les jeunes en recherche d'orientation professionnelle ou d'insertion sur les stands consacrés.

Description :
Val d'Europe agglomération organise le Forum Emploi Val d'Europe sur une journée placée sous le signe du recrutement, le 23 mars 2017 de 10h00 à 17h00, au gymnase du Bicheret à Chessy.

1 600 visiteurs sont attendus et une soixantaine d'exposants occuperont une surface totale d'environ 800 m².
Un partenariat avec les jeunes bénévoles de Relais Jeunes 77 est envisagé pour renforcer l'équipe de Val d'Europe agglomération à l'accueil des visiteurs et exposants

Plus de 1 000 offres seront proposées le jour du forum. Les candidats pourront être reçus en entretiens de pré-recrutement, ou bien échanger avec des représentants d'entreprises locales et des centres de formation.
Des ateliers sont programmés, axé sur le "portage salarial" animé par la société RH Solutions.

Des embauches sont prévues pour :
- l'extension du Centre commercial Val d'Europe, soit 26 nouvelles boutiques
- l'ouverture du méga complexe de loisirs Villages Nature (juillet 2017)

Deux navettes bus seront louées pour l'occasion et desserviront la gare RER Chessy et le Gymnase du Bicheret. Une rotation est prévue toutes les 15 minutes.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi, jeunes diplômés ou non à la recherche du 1er emploi, ou d'une formation, étudiants à la recherche d'un job d'été, salariés en recherche de mobilité professionnelle.

Localisation géographique :
- VAL D'EUROPE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location stands, mobilier...)	22 000,00	69,21%
Achats de badges	361,20	1,14%
Gardien	152,92	0,48%
Sécurité	550,00	1,73%
Communication (flyers, affiches, invitation)	2 713,00	8,53%
Création et impression des supports (livrets, flyers, panneaux...)	1 784,00	5,61%
Reportage photos	250,00	0,79%
Création des monolés	870,00	2,74%
Transport (2 navettes)	571,20	1,80%
Publicité, promotion événement (radio, presse...)	2 535,00	7,97%
Total	31 787,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	23 841,32	75,00%
CRIF	7 946,00	25,00%
Total	31 787,32	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 946,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	5 257 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	8 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	8 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	7 500,00 €
	Montant total	5 280 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002547

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FORUM DES METIERS TECHNIQUES DE LA MODE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	14 450,00 €	25,00 %	3 612,00 €
		Montant Total de la subvention	3 612,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPINTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine VALLETON, Maire

N° SIRET : 21930078700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Les objectifs du forum sont de rendre visibles ces métiers auprès du public en recherche d'emploi ou d'orientation, d'informer au mieux sur les perspectives professionnelles du secteur et surtout de permettre au public cible de trouver un poste dans ce secteur ou d'intégrer des formations conventionnées débouchant sur un emploi.
Cette action vise ainsi à réduire les inégalités face à l'emploi et à permettre aux personnes éloignées de ces métiers, d'y accéder.

Description :
La ville de Villepinte présentera le 16 mars 2017 son « forum des métiers techniques de la mode » à l'Espace V, à Villepinte.

Les métiers techniques de la mode offrent une palette très large de métiers. L'industrie de la mode et du textile est un secteur clé de l'économie francilienne avec plus de 2 000 entreprises qui génèrent 20 000 emplois dans la région.
Parallèlement, le territoire accueille un public dépourvu de formation professionnelle et sont éloignés de l'emploi.

La journée de sensibilisation a pour objectif général de faire découvrir les métiers techniques de la mode et de mettre en relation un public de personnes détectées et sélectionnées en amont, auprès de formations ciblées et d'entreprises qui recrutent.

Les objectifs opérationnels sont les suivants :
- Offrir des solutions d'apprentissage et de formation au public ciblé en proposant les métiers :
De mécanicien modèle
D'opérateur de finition
De retoucheur
- Rencontrer les acteurs économiques locaux
- Détecter des compétences spécifiques au sein des territoires, telles les broderies, les finitions particulières…
- Entretenir ce réseau (acteurs locaux et professionnels de la mode) pour :
Mettre en place des échanges de pratiques professionnelles avec les habitants
Permettre de faire le lien entre les chercheurs d'emploi et les réseaux professionnels de la mode, ainsi que les entreprises locales du secteur

Le forum nécessite la participation de partenaires professionnels : la fédération française du prêt-à-porter, le Syndicat de Paris de la mode féminine, la Maison du savoir-faire et de la création, les ateliers de Paris, l'Institut National des Métiers d'Art, les agences de placement et d'intérim du secteur mode/textile, l'association Jean-Luc François.

Ce forum s'inscrit dans un projet global qui s'articule sur 3 temps forts : le forum de sensibilisation, la présentation des formations aux métiers techniques de la mode et la mise en relation avec les entreprises qui recrutent (mobilisation des acteurs de l'insertion du territoire, tels Pôle Emploi, Mission locale, Service RSA/insertion…).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le public visé correspond à des personnes âgées de 18 à 60 ans installées sur le territoire. Ce public se caractérise par un faible capital économique, social et culturel, un fort taux de chômage et une absence de qualification professionnelle.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants ateliers	13 200,00	91,35%
Communication (flyers, affiches, invitations, impressions...)	1 250,00	8,65%
Total	14 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département 93	10 838,00	75,00%
CRIF	3 612,00	25,00%
Total	14 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 612,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	206 730,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 865,79 €
2015	Soutien aux contrats de ville	29 695,00 €
2016	E-administration	22 825,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	950 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 091,65 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	108 065,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	17 111,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	1 661 404,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002558

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 5EME SALON DE L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	8 192,00 €	25,00 %	2 048,00 €
	Montant Total de la subvention		2 048,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

N° SIRET : 21910386800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Le 5ème Salon de l'Emploi a pour objectif de rassembler les demandeurs d'emploi avec les entreprises locales et les acteurs sociaux-économiques. Cette journée permettra de favoriser des recrutements via les entreprises présentes sur le territoire.

Description :
La Mairie de Mennecy organise la 5ème édition du Salon de l'Emploi, le 12 avril 2017 au Gymnase René Guitton de Mennecy.
600 personnes sont attendues pour 51 exposants.

Le salon de l'emploi de Mennecy est l'occasion de proposer des offres d'emplois, de faire découvrir le contexte professionnel local, notamment le déploiement des services à la personne, mais aussi le

développement d'activités sous statut d'auto entrepreneur.

Des ateliers de conseils en technique de recherche d'emploi sont organisés (aide à la rédaction de CV et lettres de motivation, préparation aux entretiens de recrutement), ainsi que des ateliers dispensés par Pôle Emploi sur les nouvelles technologies.

Ce salon est organisé en partenariat avec la CCI de l'Essonne et Pôle Emploi (à l'initiative d'ateliers de techniques en recherche d'emploi et d'ateliers d'informations). Le CCAS, la Gendarmerie, l'Armée ainsi que des entreprises locales et départementales sont également présents sur ce salon afin de conseiller les demandeurs d'emploi. Les visiteurs à la recherche d'un emploi et/ou ayant un projet de création/reprise d'activité pourront rencontrer des entreprises qui recrutent, des partenaires du réseau local de l'emploi et participer à des ateliers de rédaction de CV, préparer un entretien d'embauche…
Des conseillers seront à la disposition des visiteurs pour donner tous les conseils permettant d'optimiser leurs chances de décrocher un entretien et répondre à vos questions

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi essonniens, demandeurs d'emploi, jeunes diplômés ou non à la recherche du 1er emploi, salariés en reconversion, séniors, acteurs économiques.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vidéoprojecteur	3 000,00	36,62%
Affiches, calicots, invitations	1 038,00	12,67%
Flyer impression et distribution	4 014,00	49,00%
Signalétique, panneaux d'information	140,00	1,71%
Total	8 192,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Mennecy	6 144,00	75,00%
CRIDF	2 048,00	25,00%
Total	8 192,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 048,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	26 250,00 €
2015	Politique énergie climat	6 475,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 423,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	26 507,58 €
	Montant total	78 655,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002629

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FORUM DE L'EMPLOI, DES METIERS ET DE L'APPRENTISSAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	20 000,00 €	25,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANTONY
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92160 ANTONY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Yves SENANT, Maire

N° SIRET : 21920002900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Véritable initiative opérationnelle locale, ce forum vise à soutenir les personnes en recherche d'emploi, d'apprentissage, de formation ou de reconversion professionnelle.
S'appuyant sur un réseau local dense d'acteurs économiques, le forum est une opportunité exceptionnelle de les rassembler en un même lieu et d'en simplifier l'accès aux publics cibles locaux pour mieux :
- Faciliter l'accès à l'emploi local par une action de recrutement direct avec les employeurs locaux,
- Concourir à la remobilisation des jeunes autour de leur futur parcours professionnel,
- Favoriser le retour à l'emploi des publics éloignés du monde du travail ou en difficulté d'insertion (ex : personnes en situation de handicap),
- Accompagner la forte dynamique locale de création d'activités et d'entreprises,
- Faciliter la reconversion professionnelle,
- Permettre la rencontre de professionnels de l'accompagnement individualisé.

Plus particulièrement, le forum est destiné à mettre en relation directe des demandeurs d'emploi avec des recruteurs, entreprises ou organismes de formation offrant des opportunités de postes ou d'insertion professionnelle (job dating, stage dating, offre de formation professionnelle).
Il permettra également à tous les publics adultes inscrits dans un processus de recherche d'emploi ou de conversion professionnelle de trouver un service adapté au stade d'avancement de leur démarche d'accès à l'emploi (conseils, ateliers, conférences, information).

Description :
Le forum se déroulera à l'espace Vasarely le mercredi 29 mars de 9h30 à 17h30.

Cet espace offre une capacité d'accueil de plus de 1 000 personnes pour 50 exposants (salle de conférences, espace ateliers, salle d'exposition).

La Ville fait appel à un prestataire pour l'accompagner dans l'organisation et l'animation du Forum, centraliser la mobilisation de nouvelles offres d'emplois et de stages. Le Pôle emploi Antonien, fort de 5 000 établissements, sera notamment sollicité pour compléter l'offre proposée par les acteurs traditionnels de l'emploi.

En outre, la Ville d'Antony, éligible au dispositif des quartiers prioritaires, activera le dispositif de la « Charte Entreprises et Quartiers ».
L'offre proposée sur le forum sera :
- Un forum de l'emploi dématérialisé, le « KUBE »
- Un espace « entreprises »
- Un espace « Information-conseil »
- Un espace « ateliers et conférences ».

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi, jeunes diplômés ou non à la recherche du 1er emploi, salariés en reconversion, séniors, acteurs économiques.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logistique (réseaux, plate-forme ...)	4 000,00	18,60%
Agent de sécurité	500,00	2,33%
Assistance gestion des offres, des entreprises, de l'accueil, orientation du public...)	8 500,00	39,53%
Location mobilier et matériels	1 000,00	4,65%
frais de nettoyage	500,00	2,33%
Intervenants	4 000,00	18,60%
Communication (flyers, affiches...)	1 500,00	6,98%
NE - Frais de restauration	1 500,00	6,98%
Total	21 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	5 000,00	23,26%
fonds propres	16 500,00	76,74%
Total	21 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 368,00 €
2015	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	5 684,00 €
2015	Contrat régional territorial	240 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	16 125,00 €
	Montant total	267 493,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002748

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LES RENCONTRES POUR L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	42 000,00 €	25,00 %	10 500,00 €
	Montant Total de la subvention		10 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Il s'agit d'un dispositif d'accompagnement à l'accès et/ou au retour à l'emploi, d'aide à l'insertion professionnelle. Cette action a pour objectif de préparer à la valorisation des candidatures des demandeurs d'emploi face aux recruteurs, afin de faciliter l'offre et la demande

Description :
Les 27èmes Rencontres Pour l'Emploi se dérouleront le 30 mars 2017, à l'Île-Saint-Denis.
Les Rencontres Pour l'Emploi font partie d'un projet global nommé « de l'emploi pour nos quartiers ". Il est présenté à travers plusieurs actions :
- Actions d'information sur l'accès à l'emploi et d'aide à l'insertion professionnelle,
- Actions de recrutement

Toutefois, cette opération comporte d'autres actions reprenant la logique du dispositif cadre de la Région

« visant à faciliter l'accès à l'emploi des Franciliens » en soutenant financièrement les opérations relevant des domaines suivants :
- Les rencontres jeunes diplômés,
- Actions de promotion de l'alternance,
- Actions de parrainage.

1500 visiteurs sont attendus pour 60 exposants.
Ce dispositif d'accompagnement reprend une partie de l'offre de services de la Maison de l'emploi et proposera dans chacune des 9 villes, des ateliers types :
- Présentation du CV,
- Expression de son projet professionnel,
- Simulation d'entretien,
- Information collective sur le métier et le secteur d'activité.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi (tous âges). Ciblage spécifique : publics en ZUS.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Standiste	20 000,00	47,62%
Electricité	600,00	1,43%
Sécurité	2 500,00	5,95%
Nettoyage	400,00	0,95%
Communication (Impressions, affiches, presse...)	12 500,00	29,76%
Conception (communication)	6 000,00	14,29%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Plaine Commune	31 500,00	75,00%
CRIDF	10 500,00	25,00%
Total	42 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Chantier école	50 302,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
	Montant total	1 052 964,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002811

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CAMPUS JEUNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	70 700,00 €	7,07 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 20005785900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'objectif de cette manifestation est double :
- Sensibiliser les entreprises à leur rôle déterminant dans l'accès à l'emploi des jeunes et recruter leurs futurs collaborateurs. Pour ce faire, le service « action économique » (inscrit comme l'interlocuteur reconnu par l'ensemble des acteurs économiques) a créé, développé et impulsé une dynamique économique sur le territoire (Pacte 2 et Contrat Ville).
- Trouver une solution d'avenir pour les jeunes, par la voie de l'alternance, les informer sur les métiers et rencontrer des entreprises.

Description :
Avec la Direction du Pôle de développement économique, de l'emploi et des grands projets, Cœur d'Essonne propose l'organisation d'un forum « jeunes » qui se tiendra le 26 avril prochain sur la commune de Sainte-Geneviève-des-Bois, salle Gérard Philippe, soit un espace de 600 m² avec une capacité d'accueil de 1 000 visiteurs. A ce titre, 700 visiteurs sont attendus pour 40 exposants.
Les moyens mis en œuvre ont été pensés et mis en œuvre avec nos partenaires lors de groupes de projet :
- Envoi d'invitations auprès d'un fichier d'entreprises, avec déclaration d'intention, permettant une gestion des retours d'intérêt,
- Sensibilisation aux entreprises via le forum emploi, avec guide et plaquette,
- Information aux jeunes des quartiers prioritaires via le city bus : Saint-Michel-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois, Egly, Arpajon, Fleury Mérogis et Brétigny,
- Campagne de communication : insertion dans le journal et sur le site de l'agglomération : affiches, flyers et calicots présenteront l'évènement.

L'organisation de ce forum reposera sur des espaces dédiés afin de répondre à une véritable initiative opérationnelle et une occasion de rassembler en un seul lieu, entreprises et publics pour échanger, découvrir les métiers, participer à des ateliers en libre accès.
- Découverte des métiers : cet espace dédié regroupera des CFA, la Faculté des Métiers, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, la Chambre de Commerce et d'Industrie, les organismes de formation et lycées professionnels. Ceux-ci pourront présenter les métiers en tension, accessibles par l'apprentissage.

Une découverte des dispositifs civiques et des programmes de volontariat international qui permettent de s'engager sera proposée afin de donner des pistes de réflexion aux jeunes volontaires.

- La rencontre entreprise

Un job dating sera organisé en session éclair afin de rapprocher l'offre et la demande avec les chefs d'entreprises partenaires.
Un espace bourse de l'apprentissage affichera les offres d'emplois en alternance et un espace bourse de l'emploi, les jobs d'été.
Ces offres seront affichées pour les entreprises qui n'auront pu se déplacer le jour de l'évènement et sont en recherche de candidats.
Le relai et le suivi des offres seront assurés par le service Développement, Emploi et Insertion, en collaboration avec les Missions locales et les PIJ du territoire.

- Des ateliers en libre accès

Il s'agit de conseils apportés aux participants qui pourront, lors des rencontres individualisées ou en groupe, bénéficier de conseil et d'astuces pour préparer sa rencontre avec un recruteur, des conseils relatifs au CV et à la lettre de motivation, la e-réputation et la recherche via les réseaux sociaux.
Les techniques de recherche d'entreprises ou comment démarcher une entreprises quand on s'oriente vers l'apprentissage.
Un stand « Droit » permettra de préciser les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics (Pôle emploi, Mission locale, CCI, MEDEF pour les jeunes sur le volet Droit du travail (période et durée de contrat, rémunération…) et pour les entreprises, les aides à l'embauche des jeunes.
L'initiative expérimentale sur notre territoire du Ministère de la Jeunesse « La boussole des droits » sera également présente.
Un spécialiste du coaching proposera les conseils utiles de présentation face aux recruteurs (attitude, prise de parole…).
Un espace multimédia sera mis à disposition afin de permettre la consultation des sites d'informations liés à l'apprentissage (Région), aux jobs d'été (Pôle Emploi) et aux informations sur les métiers (ONISEP, CIDJ…).

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les jeunes en construction de projet professionnel,
- Les jeunes issus de quartiers prioritaires du Val d'Orge et de l'Arpajonais,
- Les collégiens et lycéens souhaitant s'informer sur les métiers et l'apprentissage,
- Les entreprises du tissu économique du Cœur d'Essonne Agglomération et les artisans du territoire sollicités via les associations du commerce de proximité et les services Développement Economique des communes de Cœur d'Essonne Agglomération.

Localisation géographique :
- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Protection sol (moquette)	20 000,00	28,02%
Montage-démontage stands	22 000,00	30,82%
Electricité	12 000,00	16,81%
Décoration	3 000,00	4,20%
Surveillance / Sécurité	2 000,00	2,80%
Animation	1 500,00	2,10%
Nettoyage	2 000,00	2,80%
Communication (impressions, presse...)	6 500,00	9,11%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	0,70%
Transports navettes forum	1 200,00	1,68%
NE- Couverture médicale	675,00	0,95%
Total	71 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cœur Essonne Agglomération	53 700,00	75,24%
CRIDF	5 000,00	7,01%
Cœur d'Essonne	12 675,00	17,76%
Total	71 375,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	42 345,32 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Fonds Propreté	31 650,00 €
2016	Réalisation de lotissements agricoles	203 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	40 597,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	91 700,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	10 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	652 292,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002815

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : NOUVEAU DEPART POUR L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	12 855,50 €	24,99 %	3 213,00 €
	Montant Total de la subvention		3 213,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck MARLIN, Député-maire

N° SIRET : 21910223300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'action partenariale proposée ici, est bien une découverte des métiers et de l'offre d'emploi local qui permettra au public présent d'avoir un aperçu des formations et des choix possibles sur le territoire du sud Essonne en terme d'emploi à pourvoir à court et moyen terme et de mise en conditions.

Les objectifs de la manifestation sont les suivants :
- Fournir une information pertinente sur l'emploi et la formation professionnelle,
- Faciliter l'accès à un premier emploi pour les jeunes,
- Sensibiliser les jeunes sur les enjeux d'une insertion réfléchie et anticipée,
- Aider les jeunes à développer une attitude critique quant aux choix de métiers qui s'offrent à eux,
- Valoriser les secteurs qui recrutent dans le sud Essonne,
- Apporter des informations sur les métiers, les formations et les stages possibles,

- Mettre à disposition du public demandeur d'emploi les annonces et postes à pouvoir au sein des entreprises du territoire,
- Apporter des connaissances sur les ressources d'aide et de soutien à l'insertion,
- Rapprocher les demandeurs d'emploi et les employeurs conformément au besoin du territoire.

Description :
« Nouveau départ vers l'emploi » invitera le 15 mars 2017 une quinzaine d'entreprises du territoire à présenter leurs offres d'emploi afin de procéder à des entretiens d'embauche lors du forum. En amont, une prospection physique et téléphonique sera effectuée par le service du développement économique de la Communauté de Communes de l'étampois sud Essonne. Ce job dating concerne les jeunes non diplômés et les adultes en reconversion professionnelle. Chaque entreprise recevra six candidats par poste à pourvoir, par tranche d'1/4 d'heures, dans les secteurs : grande distribution (Leclerc et Carrefour d'Etampes), logistique (ITM Base de Mauchamps, UP Flammarion via Randstad'in house) , industrie (Thissen Krupp via Randstad'in house, C.N.H-hanicap), secteurs sanitaires et sociale (Armonie service), Armée de terre, commerce (association des commerçants d'Etampes).

- Un stand dédié aux offres de stages possibles chez les partenaires organisateurs/institutionnels du forum (BIJ, service développement économique, CIO, Pôle emploi) afin que des jeunes, du niveau collège aux études supérieures, puissent venir candidater.
Chaque structure organisatrice s'engage à prendre au moins un(e) jeune en stage pendant 2 moins minimum.
400 visiteurs sont attendus pour 30 exposants.

- Animation par Laetitia ROY de la société LR Conseil, d'un atelier sur la préparation aux entretiens d'embauche, comment se présenter, les termes à employer, l'estime de soi, le savoir-être professionnel, etc…
- Présentation de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre de Commerce et d'Industrie : missions, public accueilli, rôle… avec un focus sur la création d'entreprise,
- Présentation d'un atelier Pôle Emploi et Mission locale : modalités d'inscription, services à distance et outils proposés (créer son espace personnel, son CV en ligne, télé-candidater aux offres d'emploi, recevoir des alertes par mail…),
- Projection d'un documentaire lors du forum « à la découverte de l'Economie Sociale et Solidaire », présentant la situation de l'ESS en Essonne, certains métiers porteurs et des entreprises novatrices,
- Exposition-diaporama présentant les secteurs qui recrutent, le marché de l'emploi et ses potentiels sera présentée à l'accueil,
- Distribution au public du Guide des entreprises du territoire, présentent sur les 38 communes essonniennes.
- Présence d'un stand d'information et de soutien aux parcours : grâce au pôle « services spécifiques », présentant l'offre de soutien et d'accompagnement aux projets professionnels à destination des jeunes en fin de scolarité, déscolarisés ou demandeurs d'emploi avec la présence sur les stands du CIO, du Pôle emploi, du BIJ et son Espace Public Numérique, du GRETA, de la Mission Locale, du Point d'Accès Aux Droits, d'association partenaires sur des informations telles que la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), les bilans de compétences, les programmes de soutien de la Région…
- Rencontres sur le stand « 1er emploi » avec des entreprises proposant une première expérience professionnelle, ainsi qu'un recueil d'informations utiles aux démarches pour l'entrée dans le monde du travail.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés à la recherche d'un premier emploi stable (hors bénévolat, service civique, job d'été) ou d'une formation professionnelle, les demandeurs d'emploi de plus de 25 ans, les adultes en reconversion professionnelle, les personnes désirant créer leur entreprise puis les acteurs du territoire.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Badge exposition	505,00	3,93%
Intervenants conférences et ateliers	950,00	7,39%
Sécurité	97,50	0,76%
Création visuel	2 060,00	16,02%
Affiches quadri	460,00	3,58%
Calicot	1 011,00	7,86%
Création guides	5 700,00	44,34%
Brochures	2 072,00	16,12%
Total	12 855,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune d'Etampes	9 642,50	75,01%
CRIDF	3 213,00	24,99%
Total	12 855,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 809,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 440,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	4 500,00 €
2014	Soutien aux acteurs associatifs à ancrage territorial (S3AT) - Appel à projets services et usages numériques - Fonctionnement	1 025,90 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €

2016	Politique de l'eau-Investissement	20 193,30 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	38 772,11 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	3 321,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	42 792,00 €
	Montant total	122 018,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002830

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MIXITE DANS L'EMPLOI - UNE OPPORTUNITE POUR LES FEMMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	8 060,00 €	25,00 %	2 015,00 €
	Montant Total de la subvention		2 015,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS GRAND EST
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel TEULET, Président

N° SIRET : 20005879000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'objectif du forum est de proposer une insertion professionnelle directe dédiée à la mixité dans l'emploi des femmes, une information et des conseils sur les métiers traditionnellement masculins et les formations correspondantes.
Le forum se place dans le cadre de la semaine de l'égalité professionnelle femmes/hommes. Il met à disposition des offres d'emploi et des contrats d'apprentissages sous forme d'une journée de rencontres avec des entreprises qui recrutent ou forment dans les secteurs de l'industrie, énergie, environnement, aéronautique, numérique.

Description :
Le forum "mixité dans l'emploi : une opportunité pour les femmes" se tiendra le 7 mars 2017 dans la salle de l'Orangerie, à Clichy-sous-Bois.
Nombre de visiteurs attendus : 70

Cette journée sera l'occasion de rencontrer des entreprises qui recrutent ou qui forment dans les secteurs d'activité traditionnellement masculins pour des femmes curieuses de mieux connaître ces métiers (industrie, énergie, environnement, aéronautique, numérique...).

En matinée: intervention sur des thématiques emploi, formation avec des partenaires dédiés.
Après-midi : rencontre avec des entreprises qui recrutent (opération de recrutement Auxo, A2i Groupie Actual...)
En amont de la journée : préparation du public féminin pour le recrutement (passerelle proposée par la MLE de la Dhuys).

Partenaires :
La Direction Emploi Formation Insertion de l'EPT Grand Paris Grand Est qui accueille les demandeurs d'emploi
La Mission locale de la Dhuys
Le Pôle Emploi de la ville de Clichy-sous-Bois

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi
Jeunes diplômés ou non recherche 1er emploi
Salaries en reconversion
Seniors
Acteurs économiques

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Flyers impressions	360,00	4,47%
Roll up X 4	100,00	1,24%
Décoration	150,00	1,86%
Fournitures	250,00	3,10%
Organisation (Salle, navettes...)	2 000,00	24,81%
Organisation Atelier "Garderie éphémère"	800,00	9,93%
Intervenant ateliers	4 400,00	54,59%
Total	8 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Grand Paris Grand Est	6 045,00	75,00%
CRIDF	2 015,00	25,00%
Total	8 060,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 015,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien à l'immobilier d'entreprises	272 896,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	16 215,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
	Montant total	334 111,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003176

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	50 500,00 €	19,80 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92401 COURBEVOIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Député-maire

N° SIRET : 21920026800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'objectif du forum est de réunir en un même lieu des entreprises qui recrutent et d'organiser des conférences sur les thèmes de l'emploi et des ateliers de coaching individualisés.

Description :
Pour la quinzième année consécutive, la ville de Courbevoie se mobilise en faveur de l'emploi et organise le 30 mars 2017 le forum "le rendez-vous de l'emploi et de la formation" au Centre événementiel de Courbevoie, de 10h à 17h.

Le forum s'articulera autour de 5 grands axes
- Le recrutement direct des 30 entreprises présentes

- Des conférences sur l'actualité du marché de l'emploi
- Des conseils personnalisés
- Un pôle dédié à la formation tout au long de la vie
- Un pôle partenaire institutionnel

30 stands répartis sur cinq espaces
- Banques, assurances, finances
- Service aux entreprises
- Commerce distribution
- Secteur tertiaire Métiers de l'accueil
- SAP nettoyage

Des conférences ciblées sur l'emploi sont organisées et le village Attractive emploi sera composé d'une plateforme de services et de coaching à l'attention des demandeurs d'emploi.
Nouveauté 2017 : focus sur la formation tout au long de la vie pour rester performant sur le marché du travail. Six stands seront dédiés à la formation et à l'orientation
Nombre de visiteurs attendus : 1500
Exposants : 38

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi, contrats d'apprentissage, ateliers d'aide à la recherche d'emploi
Rencontres avec des professionnels des métiers
Rencontres avec des spécialistes de l'orientation

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Standiste	17 000,00	33,66%
Habillage stands, panneaux	2 000,00	3,96%
plateforme de dépôt d'offres	7 200,00	14,26%
Intervenants conférences	5 000,00	9,90%
Communication (kakemonos, diffusion et supports brochures....)	2 900,00	5,74%
Encarts presse	14 200,00	28,12%
Scénographie	2 200,00	4,36%
Total	50 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Courbevoie	40 500,00	80,20%
CRIDF	10 000,00	19,80%
Total	50 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	20 400,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 500,00 €
2015	Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	4 600,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 000 000,00 €
2016	Politique énergie climat	17 980,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	27 000,00 €
	Montant total	1 071 480,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003219

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FORUM DE L'EMPLOI ET DE L'ETUDIANT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	95 620,00 €	10,46 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUSSY ST GEORGES
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
77600 BUSSY-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur YANN DUBOSC, Maire

N° SIRET : 21770058200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Les objectifs annoncés sont de favoriser les embauches, de rapprocher les demandeurs d'emploi et les recruteurs, de développer l'emploi local dans un grand nombre de secteurs : hôtellerie, restauration, industrie, commerce, banque, assurance, immobilier, vente directe, hôpital, services à la personne… et enfin d'aider les jeunes dans leurs démarches d'entrée dans la vie active.

Description :
Le Forum de l'Emploi et de l'Etudiant se tiendra le jeudi 30 mars 2017 au Gymnase Maurice Herzog, à Bussy-Saint-Georges.

Après les forums emploi de 2015 et de 2016 qui ont accueilli 1 000, puis 1 500 visiteurs, la troisième

édition du forum de l'emploi de Bussy Saint-Georges va regrouper un espace emploi et un espace étudiant pour accueillir plus de 2 500 personnes.

Les partenaires de l'emploi
Les acteurs de l'emploi et plusieurs organismes d'aide à la recherche d'emploi, vont mettre leurs équipes et leur savoir-faire à la disposition des visiteurs de tous âges :
Auchan, Apple, BNP Paribas, la Société Générale, Boulanger, Carrefour, Century 21, Conforama, Décathlon, Leroy Merlin, Nestlé, Peugeot METIN, la Poste, Renault, la RATP, Tech Data, Toyota industrie, Véolia, Villages nature, Yprema, mais aussi des TPE/PME … environ 60 employeurs vont accueillir sur leur stand les demandeurs d'emploi de la région.
Hôtellerie, restauration, industrie, commerce, banque, assurance, immobilier, vente directe, hôpital, services à la personne, un grand nombre de secteurs sera représenté.
De plus, 5 agences de Pôle Emploi du secteur de Marne la Vallée, la CCI 77, Cap Emploi, la Mission locale pour l'emploi, la Fédération Française du Bâtiment, la Place des métiers.

Le public d'étudiants en recherche du premier emploi
La ville de Bussy-St-Georges va s'appuyer sur le savoir-faire du groupe l'Etudiant qui participera en amont à la communication événementielle. Sur place il tiendra un espace dédié aux 16-26 ans permettant de les informer sur l'orientation post-bac, l'alternance, l'apprentissage, la formation, les passerelles et les carrières par secteur.
Les institutionnels (pompiers/police /gendarmerie/armées de terre-air-marine) accueilleront les volontaires du service civique et les postulants à l'intégration des grands corps de l'état.
L'université Paris-Est René Descartes, les CFA et lycées professionnels apporteront conseils et opportunités aux jeunes et aux étudiants.
La radio Skyrock, la presse écrite locale et la chaîne TV Coquelicot participeront au succès médiatique de cet évènement

Les ateliers pratiques
- Une expérience originale de recrutement dans le noir avec des non-voyants de l'école des chiens-guides d'aveugles de Coubert
- Un atelier d'utilisation des réseaux sociaux
- 2 bars à CV avec accès handi-accueillant
- 2 conseillères en image pour apprendre à valoriser son apparence en entretien d'embauche
- Un Job-dating théorique et pratique (Atelier collectif avec un formateur pour apprendre à se présenter en 3 minutes suivi de rendez-vous avec des employeurs non présents sur un stand mais présents pendant environ 3 heures)
- Une « scène de crime inerte » à résoudre à côté des stands de la police et de la gendarmerie
- Un module de parcours-boussole avec un cheminement reliant un organisme de recherche, une école spécifique/ puis un employeur d'un même domaine
- 6 conférences originales qui se tiendront dans deux salles de conférences dotées d'une isolation phonique (1 dans l'espace forum, 1 dans l'espace étudiant)

Créer des opportunités
Les visiteurs pourront déposer leur CV directement sur les stands et s'entretenir avec les employeurs présents.
En amont du forum, une collecte de propositions sera organisée auprès des entreprises, commerces et artisans du territoire qui ne peuvent pas tenir un stand. Les candidats pourront aussi relever les offres d'emploi ou de stage qui les intéressent sur un mur dédié et déposer leur CV dans une urne prévue à cet effet.
Par l'intermédiaire de sa Direction de la communication externe, Pôle emploi va contacter au préalable les demandeurs d'emploi à la recherche des postes proposés sur le forum pour gérer la fluidité et la cadence des invitations à se présenter entre 10h00 et 18h30.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes demandeurs d'emploi à la recherche d'un premier travail, diplômés ou non.
Salariés en reconversion, séniors...

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Stands, panneaux, badges	30 000,00	31,37%
Affranchissement courriers entreprises	700,00	0,73%
Conférenciers, matériel d'accueil	7 000,00	7,32%
Petites fournitures (stylos, sacs, enveloppe, trousse de secours, encre papier...)	1 100,00	1,15%
Goodies	1 000,00	1,05%
Bornes Wifi	1 320,00	1,38%
Communication (affiches, flyers, invitation...)	9 500,00	9,94%
Installation du gymnase	24 000,00	25,10%
Organisation événementielle	15 000,00	15,69%
Clés USB et animation étudiants	6 000,00	6,27%
Total	95 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA Maren et Gondoire (CAMG)	32 000,00	33,47%
Commune de Boissy St Georges	39 715,00	41,53%
CRIDF	10 000,00	10,46%
Viile de Boissy	13 905,00	14,54%
Total	95 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique énergie climat	59 900,00 €
	Montant total	59 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002541

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : JOURNEE DE L'EMPLOI SUR LES METIERS DE LA BANQUE-FINANCE-ASSURANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	18 100,00 €	25,00 %	4 525,00 €
		Montant Total de la subvention	4 525,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65738-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP MAISON DE L'EMPLOI RIVES DE SEINE
Adresse administrative : 31 AVENUE MARCEAU
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame BRIGITTE PALAT, Présidente

N° SIRET : 13000319700022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Cette journée permet de rassembler les entreprises qui recrutent et les demandeurs d'emploi du territoire couvert par la Maison de l'emploi et de la formation Rives de Seine et sa périphérie. Ces rencontrent et entretiens visent à favoriser le recrutement direct dans les métiers concernés.

- Recueillir les besoins de recrutement des entreprises issues de ce secteur
- Pour les entreprises et les candidats : réaliser les premiers entretiens de sélection et/ou d'embauche.

Description :
La Maison de l'emploi et de la formation Rives de Seine organise la Journée de l'emploi consacrée aux métiers de la banque-finance-assurance, le 27 avril 2017 au stade Marcel Cerdan, à Levallois.
800 visiteurs sont attendus pour 20 à 30 exposants.

La Maison de l'Emploi et la Ville de Levallois ciblent 150 entreprises du territoire. Levallois dispose de 70 entreprises spécialisées dans les secteurs des métiers de la banque-finance-assurance qui seront sollicitées en priorité.

Il s'agit de favoriser une approche directe des recruteurs par les demandeurs d'emploi et/ou salariés en reconversion. A cet effet, des stands seront mis à disposition des entreprises leur permettant de mener des entretiens in situ avec le public venu sur la journée.

Partenariat :
Les publics seront mobilisés par les partenaires de la Maison de l'Emploi Rives de Seine:
- Pôle Emploi
- Apec
- Mission locale
- Cap emploi
Et le service emploi de la ville de Levallois : Levallois Emploi

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi, jeunes diplômés ou non à la recherche du 1er emploi, salariés en reconversion, séniors…

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de stands	7 000,00	38,67%
Communication (flyers, signalétique, impressions...)	9 400,00	51,93%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	2,76%
Intervenants pour missions ponctuelles	1 200,00	6,63%
Total	18 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	13 575,00	75,00%
CRIF	4 525,00	25,00%
Total	18 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 525,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002542

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LES RENDEZ-VOUS POUR L'EMPLOI AU PARC ICADE BY ORLY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	30 000,00 €	16,67 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORLY INTERNATIONAL
Adresse administrative : AEROGARE ORLY SUD
94543 ORLY AEROGARE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal PICARD, Président

Date de publication au JO : 22 juillet 2006

N° SIRET : 49165198000022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Les objectifs du projet visent à la fois à favoriser le recrutement pour les entreprises locales et à promouvoir le Parc ICADE via son Club d'entreprises. Le format du job meeting répond à ces attentes, consentant d'assurer un minimum de recrutements et de toucher les différentes cibles de façon spécifique : institutionnelles, professionnelles, partenariales, grand public et futurs salariés.
En parallèle du job meeting, un cycle d'ateliers collectifs est programmé afin de proposer aux candidats de se préparer au mieux pour leurs entretiens et drainer des candidats « spontanés », notamment du Parc Icade à la recherche de conseils et d'expertises.

Description :
Orly Paris organise la 6ème édition des rendez-vous pour l'emploi » le 27 avril 2017 au Parc ICADE à Rungis.

Les co-organisateurs de l'évènement reproduisent le schéma des 5 éditions précédentes dans le cadre des rendez-vous pour l'emploi d'Orly-Paris, dont les principes sont les suivants :
- Une entreprise confie une offre d'emploi à l'un des prescripteurs des Rendez-vous pour l'emploi, lequel l'intègre sur une plate-forme informatique à accès limité et sécurisé,
- Tous les prescripteurs peuvent consulter le détail de l'offre. Ils sont invités à rechercher et à positionner les meilleurs profils locaux correspondant aux besoins de l'entreprise,
- L'outil de gestion des plannings de la plate-forme génère alors des rendez-vous d'une durée de 20 minutes sur le prochain job meeting, en optimisant le temps de présence des recruteurs sur l'évènement.

Concernant l'édition 2017, les objectifs à atteindre, basés sur les réalisations précédentes sont les suivants :
- 40 recruteurs participants,
- 60 offres d'emploi à pourvoir,
- 500 rendez-vous de pré-recrutement,
- 40 recrutements à l'issue de l'évènement.

Le Club d'entreprises du Parc ICADE souhaite s'investir dans l'organisation de l'événement et mobiliser des ressources humaines pour reconduire l'atelier «Regard de recruteur sur votre CV». Cet atelier individuel propose un face à face d'une quinzaine de minutes entre un candidat muni de son CV et un recruteur qui lui apporte son expertise RH.
Enfin, l'entreprise Ricoh s'engage de nouveau à mettre à disposition gracieusement un photocopieur afin que les candidats puissent reproduire leurs CV autant que de besoin.

Le job meeting a pour objectifs :
- D'améliorer la satisfaction du recruteur du fait de la qualité des candidats présélectionnés par l'ensemble des partenaires qui se sont organisés pour proposer les meilleurs profils,
- De permettre aux chercheurs d'emplois suivis par les opérateurs du territoire d'accéder à un panel d'offres d'emploi résultant d'une collecte commune,
- De faire de la complémentarité des compétences des acteurs de l'emploi impliqués sur le territoire un service plus visible et plus lisible pour les entreprises et les chercheurs d'emploi.

Destiné prioritairement aux entreprises du territoire, de la communauté d'agglomération et à l'ensemble des communes limitrophes de l'Essonne, l'évènement est ouvert à tous les secteurs d'activité.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi, jeunes diplômés ou non à la recherche du 1er emploi, salariés en reconversion, séniors, acteurs économiques.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logistique (nettoyage, standiste...)	9 000,00	30,00%
Plateforme job meeting	2 000,00	6,67%
Fournitures	1 500,00	5,00%
Conférencier	2 000,00	6,67%
Sécurité	500,00	1,67%
Hôtesse	300,00	1,00%
Sourcing extérieur	2 000,00	6,67%
Missions ponctuelles, défraiement stagiaires	8 300,00	27,67%
Frais postaux	100,00	0,33%
Graphiste	1 500,00	5,00%
Kit communication	1 000,00	3,33%
Mailing	500,00	1,67%
Impressions et Goodies	1 300,00	4,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de stands	1 500,00	5,00%
Fonds propres	23 500,00	78,33%
CRIF	5 000,00	16,67%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Animation et cordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	10 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	38 600,00 €
2014	Subvention annuelle en faveur de l'association Orly International	61 400,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Animation et cordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	38 600,00 €
2015	Subvention annuelle en faveur de l'association Orly International	61 400,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €

2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	38 600,00 €
2016	Subvention annuelle en faveur de l'association Orly International	61 400,00 €
	Montant total	535 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002627

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARIS POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	140 500,00 €	7,12 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARREFOURS EMPLOI ARMEES COLLECTIVITES ENTREP
Adresse administrative : 1 PL JOFFRE 75007 PARIS 07
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Etienne SEGRETAN, Président

Date de publication au JO : 16 janvier 1991

N° SIRET : 43294548300035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'objectif du salon est de faciliter l'emploi auprès d'un public de jeunes en manque de visibilité. Cette action vise les candidats diplômés du CAP au BAC + 8, étudiants en recherche d'apprentissage, du premier emploi, d'une formation. Elle fait la promotion de l'égalité des chances, lutte contre le chômage des jeunes, l'aide au retour à l'emploi, insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Description :
Le Salon « Paris pour l'emploi des jeunes » se tiendra le mardi 7 mars 2017 à La Grande Halle de la Villette (Paris 19e).

12 000 visiteurs sont attendus auprès de 250 exposants.

Cette année, il accueillera un public jeune, candidats diplômés du CAP à BAC + 8, étudiants en recherche d'apprentissage et d'orientation, débutants en recherche d'un premier emploi, confirmés en veille professionnelle, sur un espace de 6 000 m².

Ce forum a pour but d'optimiser la mise en relation des recruteurs et des chercheurs d'emploi diplômés ou non avec un focus particulier sur l'apprentissage.
En amont, les candidats sont aidés dans leur préparation par des informations pratiques, un index des offres, des coordonnées des exposants, des conseils...

Mise en place de 3 univers thématiques :
- Diplômé du CAP à BAC+8
Débutants en recherche d'un premier emploi
Confirmés en veille professionnelle
- Etudiants
Intéressés par des formations
En recherche d'apprentissage
En quête d'un stage
- Volontaire
Rencontrer les missions handicap de structures handi-accueillantes
Découvrir un métier sur l'espace de démonstrations
Trouver une orientation professionnelle
Accompagner les jeunes dans le cadre de leur orientation
S'engager dans le bénévolat
Echanger avec les acteurs de l'économie sociale

Mise en place d'un outil web de gestion des RDV à destination des conseillers du service public de l'emploi :
En amont du forum, une mise à jour systématique des fichiers de prospection est réalisée dans la base de données en vue de rechercher les entreprises et collecter les postes proposés.
Un site internet dédié au salon est à disposition des candidats pour les aider dans la préparation de leur visite : information pratique, index des offres, coordonnées des exposants, conseils…
Un plan de visite en ligne est proposé aux candidats pour leurs permettre de rechercher les offres correspondant à leur profil à partir de mots-clés.
Sur place, le guide du candidat est distribué à l'entrée du forum ; il contient la liste des différents postes proposés, les coordonnées des structures présentes ainsi que leur localisation. Ce guide est également mis en ligne 10 jours avant la manifestation en version interactive sur parisemploi.org.
De nombreux médias partenaires relaient l'événement sur leurs supports.
Le forum est constitué en différents villages, dont le « village handi-accueillant » avec une entrée spécifique et la présence d'interprètes LSF ainsi que d'accompagnateurs pour les non-voyants.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Jeunes, diplômés ou non, adultes demandeurs d'emploi ou en reconversion.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location salle, électricité, nettoyage	44 500,00	15,34%
Installation générale (cloisons, moquettes, mobiliers...)	40 000,00	13,79%
Sécurité	2 500,00	0,86%
Communication (achats supports, publicités, impressions, vidéos...)	48 000,00	16,55%
Prestations de service	1 000,00	0,34%
Petites locations	2 000,00	0,69%
Fournitures forum (plantes, badges...)	1 500,00	0,52%
Déplacements, missions bénévoles	500,00	0,17%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	0,17%
NE - Restauration	9 500,00	3,28%
NE - Charges de personnel	112 000,00	38,62%
NE - Charges de structure	28 000,00	9,66%
Total	290 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de stands et achat d'espaces	180 000,00	62,07%
Département de Paris	100 000,00	34,48%
CRIF	10 000,00	3,45%
Total	290 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	90 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	50 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	100 000,00 €
	Montant total	249 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003165

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FORUM DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	31 864,40 €	25,00 %	7 966,00 €
		Montant Total de la subvention	7 966,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEIFE MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRISE
Adresse administrative : 1 RUE AUGUSTE RENOIR
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANK CANNAROZZO, Président

Date de publication au JO : 12 juin 2010

N° SIRET : 43012172300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
- Favoriser l'insertion professionnelle par la mise en relation entre l'offre et la demande
- Informer les visiteurs sur les métiers, les formations, l'offre de service et d'accompagnement des structures d'insertion
- Sensibiliser les visiteurs à l'évolution du marché du travail : secteurs en tension, nouveaux outils pour la recherche d'emploi, nouveaux métiers.
- Promotion de l'apprentissage
- Insertion professionnelle directe, recrutements

- Information et conseils sur les métiers et formations

Offres d'emploi / contrats d'apprentissage
Ateliers numériques

Description :
La maison de l'emploi et l'ensemble de ses partenaire, organisent la 6eme édition du forum de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle le jeudi 23 mars 2017.
Cet événement se tiendra à Aulnay sous-bois sur le complexe Pierre Peugeot (2000 m2 d'exposition).

Les secteurs représentés
- Sureté / sécurité
- Services à la personne et médico-social
- BTP
- Hôtellerie / Restauration
- Informatique et Web
- Commerce / grande distribution
- Transport / Logistique
- Banque/Finance/Assurance
- Nettoyage
- Maintenance/ réparation
- L'entrepreneuriat

Pour les exposants, le forum constitue une opportunité unique de
- Proposer leurs offres d'emploi ou de formation
- Réaliser des entretiens de recrutements sur leur stand
- Présenter leur activité
- Rencontrer les acteurs de l'emploi actifs sur le territoire

Afin de répondre aux attentes des publics, le forum est organisé autour de ces critères
- Un espace mobilité internationale
- Des stands adaptés aux échanges /entretiens
- Des espaces d'animation
- Démonstration métiers
- Conseil en image
- Mini conférences thématiques

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- demandeurs d'emploi
- jeunes diplômés ou non en recherche 1er emploi
- salariés en reconversion
- Seniors
- Acteurs économiques

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location salle	1 200,00	3,77%
Standiste	19 664,40	61,71%
Sacs/Goodies	3 000,00	9,41%
Petit matériel (nappe, serviettes...)	500,00	1,57%
Couverture vidéo	1 100,00	3,45%
Communication (impressions, calicots, graphiste, affiches...)	2 400,00	7,53%
Transports/navettes forum	4 000,00	12,55%
Total	31 864,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Villepinte	3 000,00	9,41%
Ville d'Aulnay	20 898,40	65,59%
CRIDF	7 966,00	25,00%
Total	31 864,40	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 966,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 026,00 €
2015	Soutien à la prévention	-30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	17 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	51 955,00 €
	Montant total	70 181,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-094

Du 8 mars 2017

SOUTIEN AUX TIERS LIEUX
REAFFECTATION DE SUBVENTION

CORRECTIF SUITE A ERREUR MATERIELLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement UE n° 1407/2013 de la Commission Européenne du 18/12/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 21-16 du 17 juin 2016 relatif à la politique régionale en matière de création de 1000 tiers lieux à l'horizon 2021 en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural des 2016 ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 adoptant la stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CP 11-98 du 27 janvier 2011 relative à l'attribution d'une subvention pour la construction d'une pépinière d'entreprises par la CA de Versailles Grand Parc et la convention associée n° 11001559 ;

VU La délibération n° CP 12-748 du 11 octobre 2012 relative à la création d'un pôle immobilier dédié aux activités de l'économie sociale et solidaire à Paris

VU La délibération n° CP 16-642 du 16 novembre 2016 relative à la politique de soutien de création aux tiers lieux ;

VU La délibération n° CP 16-647 du 13 décembre 2016 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » envers certains opérateurs de transport ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-094 présenté par madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

15/02/17 15:02:00

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif Tiers Lieux au financement de quatre projets détaillés en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 185 000 € réparti comme suit :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Forme juridique	Montant base subventionn	HT/TTC	Montant de l'aide régionale	Taux participation régional
17002575	ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- LE BASTION	BALTHAZAR SERVICES	SAS	207 050,00 €	HT	40 000,00 €	19,32%
17002574	ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- THE WORKING HOUSE	TCWH	SAS	186 280,00 €	HT	40 000,00 €	21,47%
17002576	ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- UNITED KITCHEN	UNITED KITCHENS	SAS	673 478,00 €	HT	80 000,00 €	11,88%
17000458	LA GRENELLE	NUMERIQUINZE	Association	81 606,00 €	TTC	25 000,00 €	30,64%

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-642 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 185 000 € disponible sur le chapitre 905, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 56, Technologies de l'Information et de la Communication, Programme HP 56-001 (156001), Aide au développement du territoire numérique, Action 15600105, Tiers lieux, du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date de la demande de subvention	Date prévisionnelle de démarrage	Démarrage anticipé	Motivation démarrage anticipé
17002575	ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- LE BASTION	BALTHAZAR SERVICES	11/01/2017	01/02/2017	OUI	Le projet a nécessité l'engagement des premières dépenses à compter de février 2017. L'urgence de l'opération s'explique par la nécessité d'ouvrir rapidement le lieu et ce afin de sécuriser le modèle économique du projet tel qu'envisagé par le porteur de projet
17002574	ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- THE WORKING HOUSE	TCWH	11/01/2017	01/02/2017	OUI	Le projet a nécessité l'engagement des premières dépenses à compter de février 2017. L'urgence de l'opération s'explique par la nécessité d'ouvrir rapidement le lieu afin de sécuriser le modèle économique du projet tel qu'envisagé par le porteur de projet

17002576	ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF-UNITED KITCHEN	UNITED KITCHENS	11/01/2017	01/02/2017	OUI	Le projet a nécessité l'engagement des premières dépenses à compter de février 2017. L'urgence de l'opération s'explique par la nécessité d'ouvrir rapidement le lieu. Le château de Nanterre accueille, outre le projet United Kitchen, d'autres espaces, tels qu'un incubateur. Il est prévu d'avoir un calendrier identique d'ouverture pour l'ensemble de ces espaces
17000458	NUMERIQUINZE	La grenelle	24/10/2016	15/11/2016	OUI	Le projet a nécessité l'engagement des premières dépenses à compter de novembre 2017. Urgence liée au calendrier opérationnel du porteur

Article 3 :

Décide d'attribuer 105 029,51 € à la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc correspondant au solde de la subvention accordée par délibération n° CP 11-98 du 27 janvier 2011 pour un montant de 200 000 € (convention n°11001559).

Subordonne le versement du solde de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe de la délibération n° 16-457 du 21 septembre 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 105 029,51 € disponible sur le chapitre 909 «Action économique», code fonctionnel 92 «Recherche et innovation», programme 92002 «Soutien à l'innovation», action 19200208 «Incubateurs, grands lieux d'innovation» du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles au projet à compter du 1er février 2011 par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Article 4 :

Décide de supprimer l'obligation de recruter un stagiaire ou alternant au titre des subventions n°16015410, 16015413, 16015414 et 16015415 attribuées à SNCF mobilités par délibération n° CP 16-642 du 16 novembre 2016.

Autorise la modification des documents contractuels relatifs à ces subventions à cet effet.

Article 5 :

Décide, suite à une erreur matérielle, de modifier l'article 1er de la délibération du Conseil régional n° CP 16-642 du 16 novembre 2016 pour le projet porté par l'association TRAMA ainsi que la fiche projet telle que présentée en annexe n° 4 du présent rapport.

Dossier - Code	Code postal lieu implantation	Porteur de projet	Titre du projet	Forme juridique actuelle	Montant base subvention-nable	Montants HT ou TTC	Montant de l'aide régionale sollicitée	Taux de participation régional
16014116	75	TRAMA	Why Théâtre	Association	115 106,00 €	HT	30 000,00 €	26,06%

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

15/02/17 15:02:00

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-094	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**56 - Technologies de l'information et de la communication**
Programme	**156001 - Aide au développement du territoire numérique**
Action	**15600105 - Tiers lieux**

Dispositif : N° 00000756 - Soutien aux espaces de travail collaboratif

Dossier	17000458 - La Grenelle- Espace de coworking dédié aux étudiants entrepreneurs			
Bénéficiaire	P0036025 - NUMERIQUINZE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 606,00 €	TTC	30,64 %	25 000,00 €	

Dossier	17002574 - ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- THE WORKING HOUSE			
Bénéficiaire	P0036189 - TCWH			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
186 280,00 €	HT	21,47 %	40 000,00 €	

Dossier	17002575 - ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- LE BASTION			
Bénéficiaire	P0036188 - BALTHAZAR SERVICES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 050,00 €	HT	19,32 %	40 000,00 €	

Dossier	17002576 - ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- UNITED KITCHEN			
Bénéficiaire	P0036207 - UNITED KITCHENS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
673 478,00 €	HT	11,88 %	80 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-094	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000756 - Soutien aux espaces de travail collaboratif	185 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 56 - 156001 - 15600105	185 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192002 - Soutien à l'innovation**
Action	**19200208 - Incubateurs, grands lieux d'innovation**

Dispositif : N° 00000254 - Soutien à l'immobilier d'entreprises

Dossier	17002490 - SOLDE SUBVENTION PEPINIERE CA VERSAILLES GRAND PARC			
Bénéficiaire	R27679 - CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC			
Localisation	CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	105 029,51 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 095 198,28 €	HT	9,59 %	105 029,51 €	

Total sur le dispositif N° 00000254 - Soutien à l'immobilier d'entreprises	105 029,51 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192002 - 19200208	105 029,51 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002576

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- UNITED KITCHEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux espaces de travail collaboratif	673 478,00 €	11,88 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-20421-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNITED KITCHENS
Adresse administrative : 28 RUE D'ORLEANS
92200 NEUILLY SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame ARMELLE AUGE DE FLEURY, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82048077000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet a nécessité l'engagement des premières dépenses à compter de février 2017

Objectifs :
Le projet vise à créer un espace de coworking cuilinaire au sein du château de Nanterre, dans le département des Hauts-de-Seine.

Description :
United Kitchen propose aux entrepreneurs de l'alimentation durable de partager des cuisines profesionnelles. En louant un espace de cuisine patagée, ils pourront valider leur concept, nouer un

réseau et se développer. L'espace totalise 500 m² représentant 16 postes de travail avec le matériel spécifique pour la cuisine.

Moyens mis en œuvre :
L'espace est situé au sein du château de Nanterre, lieu dédié à l'alimentation responsable (United ktichen partagera l'espace avec d'autres structures telles que Foodentropie, incubateur dédié au métier de l'alimentation)

L'espace développera quatre activités :
- un coworking cuilinaire (partage de cuisines partagées),
- développement d'accompagnement pour les entrepreneurs fréquentant le lieu,
- une activité de test (espace dédié à la R&D pour tester l'alimentation de demain),
- une activité pédagogique (pour expérimenter les bonnes pratiques alimentaires).

La communauté sera composée de start-up et d'entepreneurs dédiés à l'alimentation. Le CFA Ferrandi est partenaire du projet. France Active apporte un financement. Par ailleurs, le porteur est également membre du comité scientifique de la cité de la gastronomie, à laquelle adhère la région Ile-de-France

Intérêt régional : - Développement de nouveaux modes de travail collaboratifs dans le secteur de l'alimentation;
- Promotion et développement des start-up franciliennes de ce secteur;
- Promotion d'activité de r&d.

Ce projet donne lieu à l'engangement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- startp-up, entrepreneurs liés au secteur de l'alimentation

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Amenagement des locaux	443 080,00	46,07%
Equipement des locaux	228 398,00	23,75%
Equipement informatique	2 000,00	0,21%
Dépenses non éligibles	288 283,00	29,97%
Total	961 761,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	314 408,00	32,69%
Emprunts	522 353,00	54,31%
Subvention régionale	80 000,00	8,32%
Campagne crowdfunding	15 000,00	1,56%
Aide AMI revitalisation	30 000,00	3,12%
Total	961 761,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002575

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- LE BASTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux espaces de travail collaboratif	207 050,00 €	19,32 %	40 000,00 €
		Montant Total de la subvention	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-20421-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BALTHAZAR SERVICES
Adresse administrative : 20 RUE COURTANESSE
91790 BOISSY SOUS SAINT YON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Olivier GIRINON, GERANT

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81969063700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet a nécessité l'engagement des premières dépenses à compter de février 2017

Objectifs :
Le projet consiste à ouvrir un esapce de coworking à Boissy-sous-Saint-Yon (91) qui offre aux indépendants, aux porteurs de projets innovants, aux collaborateurs nomades et aux startups un espace fonctionnel pour travailler, se former et recevoir des clients. La résidence disposera également d'un atelier pour concevoir et fabriquer des prototypes en vue de tester un produit auprès d'utilisateurs.

Description :

Le Bastion offre une surface de 300 m². L'espace de coworking occupe 136 m² au rez-de-chaussée qui se répartissent de la façon suivante:
- une salle de créativité (15m²/6 places);
- un espace de coworking (52m²/ 24 places);
- un fab lab (30m²);
- des espaces communs (39m²).

La ville de Boissy-sous-Saint Yon se trouve dans une zone dite de transition entre les zones fortements urbanisées et les zones les plus rurales. A proximité du centre, se trouvent le centre d'essai de Renault à Lardy ou encore le centre du CEA à Bruyères-le-Châtel. Par ailleurs, la cité scientifique de Saclay se situe à 25 minutes de l'espace.

Moyens mis en œuvre :
Le Bastion s'adresse trois catégories d'utilisateurs :
- les indépendants et professions libérales,
- les porteurs de projets et startups,
- les intrapreneurs.

L'animation du lieu reposera sur la mise en place d'ateliers "makers", constitution d'un club d'experts, organisation d'évenements.

Intérêt régional : Développement du coworking en Essonne.

Le projet donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- indépendants, professions libérales, porteurs de projet, intrapreneurs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Amenagement des locaux	149 500,00	57,40%
Equipement des locaux	29 800,00	11,44%
Equipement informatique	27 750,00	10,65%
Dépenses non éligibles	53 400,00	20,50%
Total	260 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	138 400,00	53,14%
Prêt dirigeant	82 050,00	31,50%
Subvention régionale	40 000,00	15,36%
Total	260 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002574

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF- THE WORKING HOUSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux espaces de travail collaboratif	186 280,00 €	21,47 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-20421-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TCWH
Adresse administrative : THE COWORKING HOUSE
91370 VERRIERES LE BUISSON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur REMY BOIMOND, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82433969100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet a necessité l'engagement des premières dépenses à compter de février 2017

Objectifs :
Le projet vise la création d'un espace de coworking à Verrières le Buisson dans le département de l'Essonne.

Description :
L'espace est située dans l'ancienne école de Verrières le Buisson. Au total, l'espace comprendra 70 postes de travail sur un espace de 300 m²

La répartition de l'espace s'effectue de la manière suivante :
- 8 ilôts de travail,
- 2 lieux de communication,
- 5 bureaux privés collectifs.
- salles de réunion et détente.

L'offre de service est large. A côte d'une ofrre de location de bureaux, les résident pourront bénéficier d'un accompagnement sur des problématiques professionnelles spécifiques (relation client, création d'entreprise, etc..). L'espace comprendra également un laboratoire de développement technique.

Moyens mis en œuvre :
L'espace profitera de la proximité du plateau de Saclay, mais également des villes telles qu'Antony ou Sceaux. Les résidents seront à la fois des entrepreneurs, des intrapreneurs ou encore des télétravailleurs

Intérêt régional : Développement du voworking et du télétravail dans le département de l'Essonne.

Ce projet donne lieu à l'engangement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public cible Indépendants, consultants, professions libérales, créateurs de start-up, TPE, PME, salariés de grands groupes qui effectuent du télétravail.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement des locaux	89 880,00	45,62%
Equipement des locaux	96 400,00	48,93%
Dépenses non éligibles	10 720,00	5,44%
Total	197 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	64 000,00	32,49%
Prêts d'honneur	8 000,00	4,06%
Prêt bancaire	85 000,00	43,15%
Subvention Région Ile-de-France	40 000,00	20,30%
Total	197 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000458

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LA GRENELLE- ESPACE DE COWORKING DEDIE AUX ETUDIANTS ENTREPRENEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux espaces de travail collaboratif	81 606,00 €	30,64 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-20421-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NUMERIQUINZE
Adresse administrative : 140 RUE SAINT CHARLES
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE LIOUVILLE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 52367724300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 15 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet a necessité l'engagement des premières dépenses à compter de novembre 2016

Objectifs :
L'objectif est la création d'un espace de co-working dans le 15ème arrondissement. La spécificité du projet réside dans le public cible. En effet, un tiers de postes de travail disponibles sera destiné aux étudiants-entrepreneurs ainsi qu'aux jeunes diplômés en phase de création d'entreprise.

Description :
Le bâtiment sera installé au 37 rue Linois, 75015 Paris. Il occupera une surface de 135m² .

Moyens mis en œuvre :
L'espace comptera 12 postes de travail individuels,une grande salle (110 m²) et une salle de réunion (15 personnes) de 20m². Les horaires d'ouverture seront élargis (du lundi au vendredi , de 8h30 à 21h00 et le samedi de 10h00 à 18h00).

Intérêt régional : Développement du coworking,
Développement de l'entrepreneuriat étudiant.

Cette subvention donne également lieu à l'engagment du bénéficiaire de recruter deux stagiaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Coworkeur, étudiant entrepreneur

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Amenagement des locaux	39 935,00	48,94%
Equipement des locaux	9 965,00	12,21%
Equipement informatique	31 706,00	38,85%
Total	81 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	16 606,00	20,35%
Subvention Mairie du 15ème	10 000,00	12,25%
Subvention ministère de la culture	20 000,00	24,51%
Fondation orange	5 000,00	6,13%
Fondation orange	5 000,00	6,13%
Subvention Régionale	25 000,00	30,64%
Total	81 606,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET N° 17002490

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002490

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOLDE SUBVENTION PEPINIERE CA VERSAILLES GRAND PARC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 095 198,28 €	9,59 %	105 029,51 €
	Montant Total de la subvention		105 029,51 €

Imputation budgétaire : 909-92-204142-192002-400
19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC
Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur FRANCOIS de MAZIERES, Président

N° SIRET : 24780058400036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'immobilier d'entreprises
Rapport Cadre : CR37-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2011
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde (105 029,51 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 11-98 du 27 janvier 2011 dont le solde n'a pas pu être traité avant caducité.

Objectifs :
Réaffectation du solde de la subvention relative à la construction d'une pépinière d'entreprises par la Comunauté d'Agglomération Versailles Grand Parc.

Description :
Pépinière d'entreprises d'une surface totale de 1 398 m² décomposée en 58 lots de bureaux répartis sur 3 niveaux. Les entreprises bénéficient par ailleurs de salles de réunion, de salles de rencontres, d'un espace de coworking, et d'un parking extérieur d'une trentaine de places.

Intérêt régional :
Offre immobilière adaptée aux créateurs d'entreprises du territoire.

Localisation géographique :

- CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	105 029,51 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	16 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 324 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	114 461,10 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 549,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 585 657,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Fonds Propreté	137 273,86 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	57 200,00 €
	Montant total	3 459 140,96 €

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET N° 16014116

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014116

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-642

Objet : ASSOCIATION TRAMA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux espaces de travail collaboratif	115 106,00 €	26,06 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-56-20421-156001-400
15600105- Tiers lieux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRAMA
Adresse administrative : 53 RUE DE BELLEVILLE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LUCA GIACOMONI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51321269600027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet nécessite l'engagement des dépenses à compter du 30/05/2016.

Objectifs :
Il s'agit d'un espace d'apprentissage et de travail collaboratif lié aux nouvelles techniques narratives, situé à Paris.

Description :
Le porteur de projet est le président d'une SAS (Why Théâtre) qui a été incubée au sein de l'incubateur Creatis (résidence d'entrepreneurs culturels, adossée à l'espace la Gaité Lyrique). Il s'agit de rassembler dans un même lieu des indépendants de la communication, faisant appel à de nouvelles méthodes, plus spécifiquement adaptées aux start-up (méthode de communication narrative basée sur le story-telling). L'espace s'inscrira dans la continuité des activités de la Gaité.

Moyens mis en œuvre :
L'espace sera situé dans un bâtiment localisé à côté de la Gaité Lyrique. L'espace occupera une superficie de 295 mètres carrés (30 postes de travail)

Intérêt régional :
Intérêt pour les start-up franciliennes qui pourront venir se former à de nouvelles techniques narratives.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Coworkeurs franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement des locaux	24 930,00	21,66%
Equipement des locaux	22 601,00	19,63%
Equipement informatique	67 575,00	58,71%
Total	115 106,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	25 106,00	21,81%
Subvention BPI	30 000,00	26,06%
Emprunt	30 000,00	26,06%
subvention Région	30 000,00	26,06%
Total	115 106,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	30 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-095

Du 8 Mars 2017

Attributions des subventions aux « plateformes de services ressources humaines pour les petites entreprises et les associations » – 1er semestre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail ;

VU La délibération-cadre n° CR 14-12 du 16 février 2012 approuvant en son article unique la mise en œuvre du dispositif « Plateformes de services Ressources Humaines pour les très petites entreprises », et notamment le règlement d'intervention régional ;

VU La délibération-cadre n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 approuvant en son article 5 la mise en œuvre du dispositif « Plateformes de services Ressources Humaines pour les petites entreprises et les associations » par l'adoption d'un nouveau règlement d'intervention régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par la délibération CR 01-16 du 16 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale croissance, emploi et innovation ;

VU La délibération n° CR 17-01 du 26 janvier 2017 ayant adopté la Stratégie Régionale pour la formation et l'orientation professionnelle 2017-2021, notamment l'article 2 modifiant le règlement d'intervention des Plateformes de services Ressources Humaines pour les petites entreprises et les associations ;

VU La délibération n° CP 13-035 du 23 janvier 2013 approuvant le soutien de 16 « Plateformes de services Ressources Humaines pour les très petites entreprises » et un conventionnement sur 3 ans ;

VU La délibération n° CP 14-145 du 30 janvier 2014 approuvant le soutien de 15 « Plateformes de services Ressources Humaines pour les très petites entreprises » pour la deuxième année d'exécution ;

VU La délibération n° CP 15-020 du 29 janvier 2015 approuvant le soutien de 13 « Plateformes de services Ressources Humaines pour les petites entreprises et les associations » pour la troisième année d'exécution ;

VU La délibération n° CP 16-002 du 22 janvier 2016 approuvant le soutien de 13 « Plateformes de services Ressources Humaines pour les petites entreprises et les associations » pour la quatrième année d'exécution ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-095 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Prolongation du soutien aux Plateformes de services RH sur le premier semestre 2017

Décide de soutenir 13 plateformes de services Ressources Humaines sur le premier semestre 2017, portées par les structures citées ci-après et selon les modalités financières suivantes :

DPT	BENEFICIAIRE	Montant maximal de la subvention accordée par la Région	Taux maximal d'intervention	Base éligible
75	EPEC	**29 550 €**	58.83 %	50 229.68 €
77	MDEF NORD-EST 77	**30 000 €**	48.57 %	61 762.90 €
	MDEF SENART	**30 000 €**	40.58 %	73 931.18 €
	SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT	**23 000 €**	47,92 %	48 000 €
78	CA DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	**18 078 €**	80.00 %	22 597.50 €
91	MDE CORBEIL-ESSONNES / EVRY	**25 000 €**	26.25 %	95 250 €
92	MDEE SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI	**30 000 €**	46.79 %	64 121.57 €
93	MDE DU TERRITOIRE DE PLAINE COMMUNE	**21 600 €**	80.00 %	27 000 €
94	COMITE DE BASSIN D'EMPLOI DU SUD VAL-DE-MARNAIS	**30 000 €**	60.00 %	50 000 €
	T 12 EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE	**25 000 €**	57.64 %	43 373.60 €
95	ASSOCIATION A.V.E.C.	**27 500 €**	15.48 %	177 636.67 €
	MDE DE L'EST DU VAL D'OISE	**23 000 €**	28.15 %	81 707.60 €
	REFLEXES 95	**30 000 €**	38.27 %	78 386,08 €
TOTAL		**342 728 €**		

Subordonne le versement des subventions accordées aux structures mentionnées à la signature d'avenants conformes au modèle-type figurant en annexe n°2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Les projets et budgets prévisionnels de chacune des 13 plateformes ci-dessus mentionnées sont présentés dans l'annexe n°3 à la délibération.

Affecte, à ce titre, une autorisation d'engagement d'un montant de 342 728 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-012 « Soutien à l'emploi » », action 19101201 « Accompagnement dans l'emploi », nature 657, du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1 à la présente délibération.

Article 2 : Eligibilité des dépenses

Afin de ne pas rompre la continuité des services mis en œuvre en direction des bénéficiaires, autorise la prise en compte à compter du 1er janvier 2017 des dépenses éligibles à l'attribution des subventions mentionnées à l'article 1 de la présente délibération, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-095	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191012 - Soutien à l'emploi**
Action	**19101201 - Accompagnement dans l'emploi**

Dispositif : N° 00000333 - Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations

Dossier	17000173 - PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES ENTREPRISES DES SERVICES A LA PERSONNE - PARIS			
Bénéficiaire	P0007486 - EPEC ENSEMBLE PARIS EMPLOI COMPETENCES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 550,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 229,68 €	TTC	58,83 %	29 550,00 €	

Dossier	17000174 - PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES - NORD-EST 77			
Bénéficiaire	R38803 - MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU NORD EST 77			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 762,90 €	TTC	48,57 %	30 000,00 €	

Dossier	17000175 - PLATEFORME DE RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES - SQY			
Bénéficiaire	R7382 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Localisation	CA SAINT QUENTIN EN YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 078,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 597,50 €	TTC	80 %	18 078,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-095	Budget	2017

Dossier	17000176 - PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES - AVEC 95			
Bénéficiaire	R16341 - AVEC AGIR POUR LA VALORISATION POUR L EMPLOI ET LES COMPETENCES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
177 636,67 €	TTC	15,48 %	27 500,00 €	

Dossier	17000177 - PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES- Corbeil-Essonnes-Evry 91			
Bénéficiaire	EX006713 - MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES EVRY			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 250,00 €	TTC	26,25 %	25 000,00 €	

Dossier	17000178 - PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES DU HAUT VAL D'OISE			
Bénéficiaire	R4215 - REFLEXES 95			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 386,08 €	TTC	38,27 %	30 000,00 €	

Dossier	17000179 - PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES- CBE SUD (94)			
Bénéficiaire	R4933 - CTE DE BASSIN D EMPLOI SUD VAL DE MARNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	60 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-095	Budget	2017

Dossier	17000180 - PLATEFORME DE SERVICES RH POUR LES PETITES ENTREPRISES DU VAL DE BIEVRE				
Bénéficiaire	P0034103 - T12 EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	25 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 373,60 €	TTC		57,64 %	25 000,00 €	

Dossier	17000181 - PLATEFORME DE SERVICES RH POUR LES PETITES ENTREPRISES DE PLAINE COMMUNE				
Bénéficiaire	P0004092 - GIP MAISON EMPL TERR PLAINE COM				
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	21 600,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 000,00 €	TTC		80 %	21 600,00 €	

Dossier	17000182 - PLATEFORME DE SERVICES RH POUR LES PETITES ENTREPRISES DU GRAND PARIS SEINE OUEST				
Bénéficiaire	R30283 - SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI MAISON DES ENTREPRISES ET DE L EMPLOI				
Localisation	GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 121,57 €	TTC		46,79 %	30 000,00 €	

Dossier	17000183 - PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES - SENART				
Bénéficiaire	R19891 - MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 931,18 €	TTC		40,58 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-095	Budget	2017

Dossier	17000184 - PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES DE L'EST DU VAL D'OISE			
Bénéficiaire	P0016425 - MEEVO MAISON DE L'EMPLOI DE L'EST DU VAL D'OISE			
Localisation	CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 707,60 €	TTC	28,15 %	23 000,00 €	

Dossier	17000185 - PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES DU SUD 77			
Bénéficiaire	P0019538 - SMD SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 000,00 €	TTC	47,92 %	23 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000333 - Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	342 728,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191012 - 19101201	342 728,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION

Avenant- type relatif aux projets mis en œuvre par :

- EPEC (75)
- Seine-et-Marne Développement (77)
- MDEF de Sénart (77)
- MDEF Nord-Est 77
- Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (78)
- MDE Corbeil-Essonnes / Evry (91)
- MDEE Seine Ouest entreprise et emploi (92)
- MDE du territoire de Plaine Commune (93)
- CBE Sud (94)
- EPT 12 (94)
- MDE de l'Est du Val d'Oise (95)
- AVEC (95)
- Réflexes 95 (95)

PLATEFORMES DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES ET LES ASSOCIATIONS

AVENANT N°X A LA CONVENTION N°……

Dossier n°X

Présentation des parties signataires de la convention

La Région Ile de France
dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N°…….. Du …….
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé ……
dont le statut juridique est : ……
dont le N°SIRET est : …….. ….
dont le siège social est situé au : ……
……
représenté par son dirigeant : ……
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- Que les plateformes de services Ressources Humaines pour les très petites entreprises s'inscrivent dans le cadre d'un dispositif régi par le règlement d'intervention régional adopté par la délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015, modifié par la délibération n° CR 17-01 du 26 janvier 2017 ;

- Que la subvention est attribuée dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010, et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

- Que le présent avenant concerne le soutien sur le premier semestre 2017 du projet précisé dans son premier article.

Sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Par la délibération n° CP …… du …/…/…, la Région a décidé de soutenir ……. *(nom du bénéficiaire)* pour la mise en œuvre d'une plateforme de services Ressources Humaines pour les petites entreprises. Cette délibération a permis d'allouer à ce titre une subvention de fonctionnement à l'organisme ci-mentionné sur la période du 1er janvier 201.. au 31 décembre 201….

Par délibération n° CP …… du …/…/.., la Région a décidé d'accorder une subvention de fonctionnement à X (*nom du bénéficiaire*) pour poursuivre la mise en œuvre de cette plateforme de services Ressources Humaines pour un semestre supplémentaire, à savoir du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, faisant l'objet du présent avenant. Il modifie la convention n° XXXX tel que suit :

ARTICLE 2 – Modifications de la convention dans le cadre du soutien sur le premier semestre 2017

- ✓ ***L'article 1– « Objet de la convention» est modifié comme suit :***

En application de la délibération n° CR XX-XX du XX janvier 2017, la Région a décidé de poursuivre de six mois le soutien à …….. *(nom de l'organisme bénéficiaire)* pour la mise en œuvre d'une plateforme de services Ressources Humaines pour les petites entreprises et les associations

Par délibération n°CP ……du ……, la Région a décidé d'accorder une subvention de fonctionnement à …….. (*nom de l'organisme bénéficiaire)* pour la mise en œuvre d'une plateforme de services Ressources Humaines pour les petites entreprises **sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, et dont le descriptif complet figure dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet » du présent avenant.**

Cette subvention correspond à … % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à … €, soit un montant maximum de subvention de … €. Elle correspond aux financements de tout ou partie des postes de charges détaillés dans l'annexe 2 « Budget prévisionnel » du présent avenant.

- ✓ ***L'article 2.1 « Obligations relatives au projet conventionné » est modifié comme suit :***

ARTICLE 2.1 : Obligations relatives au projet conventionné et au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ». Les objectifs quantitatifs prévisionnels sont mentionnés à titre indicatif.

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

- ✓ ***L'article 2.2 « Obligations administratives et comptables » est complété comme suit :***

-Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- ✓ ***L'article 2.4.3 « Transmission des pièces » est modifié comme suit :***

- Conformément à l'article 3.2.3, le bilan qualitatif final du projet devra être transmis **avant le 15 septembre 2017.**

- L'organisme s'engage à fournir les informations de suivi dont la nature est précisée par les services régionaux au moment de la notification.

- ✓ ***L'article 3 « Dispositions financières» est modifié comme suit :***

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, soit le 8 mars 2018, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Concernant le **solde de la subvention, en cas de demande d'acompte précédente,** le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai d'un an **à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, soit avant le 8 mars 2018.**

Article 3.2 : Modalités de versement

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire selon le modèle « demande de versement » fourni au bénéficiaire. Ce document est complété et signé, daté par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation au projet subventionné.

Les articles 3.2.1 et 3.2.2 précisent la nature des pièces demandées en cas de demande d'acompte ou de demande de solde.

Article 3.2.1 : Versement d'acomptes

Les *versements d'acomptes*, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux de la subvention, interviennent sur demande de versement datée et signée par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention.

Le versement d'acomptes s'effectue sur présentation :

- de la « **demande de versement** » conforme au modèle-type fourni au bénéficiaire
- d'un **état récapitulatif des paiements**, conforme au modèle-type fourni au bénéficiaire, qui précise notamment les références, les montants et des dates des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le total des acomptes versés ne peut excéder 80% de la subvention prévue.

Article 3.2.2 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet du projet subventionné.

Le *versement du solde* de la subvention est effectué sur demande de versement datée et signée par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention qui certifiera l'achèvement et le paiement complet du projet.

Il s'effectue sur présentation :
- de la « **demande de versement** », conforme au modèle-type fourni au bénéficiaire
- d'un **état récapitulatif des paiements**, conforme au modèle-type fourni au bénéficiaire, qui précise notamment les références, les montants et des dates des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Il sera en outre assorti des documents suivants :
- un **bilan qualitatif** du projet transmis **avant le 15 septembre 2017.**
- la production d'un ou des **justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants** mentionné à l'article 2.1 du présent avenant (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- pour les collectivités territoriales et Etablissements publics : **un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable** qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité, ainsi que leur règlement.
- pour les structures privées et autres structures : **un compte-rendu financier du projet subventionné, signé par :**
  - **le représentant du bénéficiaire,**
  - **et par le trésorier**, ou bien **l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes** de l'organisme.

Le versement du solde est subordonné à la production des pièces mentionnées ci-dessus.

La demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, soit avant le 8 mars 2018. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 2 du présent avenant. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses éligibles sont celles comprises entre le **1er janvier 2017 et le 30 juin 2017 inclus.**

✓ ***L'article 4 « date d'effet et durée de la convention » est modifié comme suit:***

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 8 mars 2017.

Il prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 du présent avenant.

Les dates de réalisation du projet conventionné sont comprises entre le 1er janvier 2017 et le 30 juin 2017 (en application de la dérogation à l'article 29 du RBF de la Région Ile-de-France).

✓ ***L'article 6 « Restitution de la subvention » est complété comme suit :***

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

✓ ***L'article 8 « Pièces contractuelles» est modifié comme suit :***

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant proprement dit, l'annexe 1 dénommée « fiche projet n°» et l'annexe 2 « budget prévisionnel » adoptés par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX].

ARTICLE 3 – AUTRES DISPOSITIONS DE L'AVENANT

Les autres dispositions de la convention n° X demeurent inchangées.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION

Fiches projet « Plateformes de services RH pour les petites entreprises et les associations»

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000173

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORMES RESSOURCES HUMAINES POUR LES ENTREPRISES DES SERVICES A LA PERSONNE - PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 229,68 €	58,83 %	29 550,00 €
	Montant Total de la subvention		29 550,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65738-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPEC ENSEMBLE PARIS EMPLOI COMPETENCES
Adresse administrative : 209 RUE LA FAYETTE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudine BOUYGUES, Présidente
N° SIRET : 48338140600048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS :
- Favoriser la prise en compte des Ressources Humaines dans la stratégie globale des TPE dans le secteur des SERVICES A LA PERSONNE, marquée par un fort turn-over des salariés, des problématiques de recrutement et des temps partiels nombreux
- Développer la professionnalisation des dirigeants sur leur fonction d'employeur, notamment ceux issus du terrain médico-social et devant développer leurs compétences en matière de gestion RH et de management
- Favoriser la mise en réseau, la coopération et la mutualisation entres les structures parisiennes en matière RH
- Faciliter l'accès de ces TPE à l'offre RH existante sur le territoire parisien
- Proposer de nouveaux services sur les besoins non couverts

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
- Informer et/ou accompagner 50 structures sur le 1er semestre, dont 25 nouvelles (demande d'information, participation à un évènement collectif, RDV individuel), et dont 25 bénéficieront d'un accompagnement renforcé.
- Réaliser 35 RDV individuels (socle commun et axes de spécialisation)
- Organiser entre 5 à 7 événements collectifs : 3-4 informations collectives (dont 1 sur les axes de spécialisations) et 2-3 ateliers pratiques (dont 1 sur les axes de spécialisation)

Description :

SOCLE COMMUN :
Mettre en œuvre un centre de ressources sur les problématiques RH du secteur des SAP en capacité d'informer et d'orienter les dirigeants vers les partenaires du territoire et professionnaliser les dirigeants dans leur processus de recrutement et d'intégration des salariés.

1. Informations collectives

Petit-déjeuner, rencontres sur une thématique RH avec intervention d'un partenaire.

Objectif qualitatif :
- sensibiliser sur la problématique RH et apporter une information ciblée et actualisée.
- mobiliser les entreprises et faire connaître la plateforme
- faire connaître les partenaires du territoire aux entreprises
- favoriser les échanges de pratique et rompre l'isolement du chef d'entreprise
- Initier et favoriser des collaborations inter-entreprises (notamment par des jobdating)

Objectif quantitatif : 2 à 3 informations collectives avec 15 entreprises en moyenne par évènement collectif

Thématiques pressenties :

- Les impacts de la Loi ASV sur les structures SAP
- La construction du cadre de l'évaluation interne et son déroulement
- Les ruptures des contrats de travail et les normes juridiques à respecter
- Zoom sur les GIR 5 et 6 : les différentes caisses de retraite, le garde malade, l'aide sociale, le conventionnement CAF pour l'aide-ménagère
- Cadre légal : convention collective dans les SAP, évolution agrément / autorisation dans les SAP, rupture du contrat de travail, obligations liées à l'embauche, compte personnel de formation

2. Centre de ressources

- Centre de ressources en ligne : accès libre pour information de premier niveau pour les entreprises bénéficiaires de la plateforme (mise à disposition d'outils créés ad hoc dans le cadre de la plateforme)
- Diffusion des informations récoltées lors des événements collectifs et ajustement en fonction des besoins formulés dans le cadre des entretiens de conseil.
- création d'outils adaptés aux TPE SAP et mutualisation des outils avec les partenaires UT75, Pôle Emploi, Plie paris Nord-est, Ville de Paris, URSAP
- Rubrique Actualité RH (évolutions réglementaires)
- Rubrique Agenda (évènements à venir)
- Rubrique portrait d'entreprise : tous les trimestres, une entreprise sera interviewée afin de présenter son activité et les services dont elle a pu bénéficier auprès de la plateforme.
- Répertoire de l'offre de services du territoire sur le site de la Maison de l'Emploi

Objectif quantitatif :
- Création de 2 fiches pratiques de premier niveau d'information (dispositifs de formation, contrats

aidés…)
- Création de 2 fiches métiers principaux (assistante de vie aux familles, auxiliaire de vie, aide-ménagère…)
- Réalisation de 3 portraits d'entreprise
- Réalisation de 3 newsletters spécifiques à la plateforme.

Par ailleurs, les fiches pratiques et outils réalisés les années précédentes feront l'objet également d'un suivi et d'une actualisation en 2017.

3. Actions individuelles

Objectif : 30 RDV sur le premier semestre 2017
- Sollicitations par téléphone et mail de la responsable Plateforme (réponse sous 48h ou réorientation vers un partenaire)
- RV d'information et de conseil (sur place ou sur le site de l'entreprise)
- Un accompagnement personnalisé sous forme de plusieurs RV pourra également être proposé en compléments des ateliers pratiques de professionnalisation des dirigeants.
- Demandes dépassant le cadre RH (problèmes de gestion, de stratégie commerciale, de positionnement des services etc.) une orientation vers les acteurs de la création d'entreprise / suivi de la jeune entreprise sera réalisée (CCIP, BGE PARIF, ADIE, etc.), acteurs recensés par la MEP.

4. Ateliers pratiques

Objectif quantitatif : 1 à 2 ateliers pratiques du socle commun par groupe de 8 à 10 dirigeants

Objectif qualitatif : proposer un accompagnement renforcé pour développer les compétences, l'outillage et l'autonomie des dirigeants dans leur process de recrutement, l'intégration des salariés, leurs pratiques de management et favoriser la fidélisation du personnel.

Ces ateliers constitueront des évènements forts venant rythmer et donner lisibilité à l'action globale menée par la plateforme RH.

Organisation :
- Co-animation par le responsable de la Plateforme RH et par un partenaire du territoire (OPCALIA, AGEFOS PME, CGPME, etc.) ou encore par un prestataire extérieur.

Thématiques pressenties:
- Entretien professionnel annuel
- Evaluation interne et RH / autorisation – Agrément SAP
- Management et gestion des ressources humaines
- Conditions de travail : santé au travail et prévention des risques professionnels

AXES DE SPECIALISATION :
Objectif global : 5 RDV individuels sur les axes de spécialisation

Axe 1 : Développement des compétences et de la formation des salariés au sein de l'entreprise

Objectif qualitatif : favoriser la montée en qualité des services proposes pour la performance de l'entreprise et pour la sécurisation des parcours professionnels des salariés: connaissances des certifications du secteur, des modalités de formation et de VAE, des métiers et parcours professionnels, etc.

1. Evènement collectif : **1 évènement collectif** / an (12 structures par évènement)
2. Centre ressources : répertoire des organismes de formation spécialisés SAP, des OPCA.

3. Actions individuelles auprès des entreprises SAP avec une attention particulière pour les entreprises de moins de 10 ETP : Information et accompagnement sur les actions mises en place par l'OPCA : plan de formation, actions collectives de formation SAP, etc.).
4. Ateliers pratiques : **1 atelier**

Axe 2 : Amélioration de l'organisation et des conditions de travail

Thématiques privilégiées : la prévention des risques professionnels pour améliorer la gestion des RH ; DUERP, pénibilité au travail,

1. Evénement collectif : **1 événement collectif sur l'année** : « Faits de violence, maltraitance. Comment se doter d'outils efficaces ? »– (Séminaire)
2. Centre de ressources : mise à disposition des TPE des supports sur la prévention des risques professionnels et des risques psycho-sociaux
3. Actions individuelles : conseils ponctuels sur les obligations légales de l'employeur. Objectif : 15 RDV individuels.
4. Ateliers pratiques : **1 atelier** sur les conditions de travail (co-animé avec l'ARACT Ile-de-France)

PARTENARIAT :

Nature du partenariat :
- communication sur l'offre de services de la plateforme
- Organisation conjointe et/ou co-animation des événements en fonction des champs d'intervention et compétences des partenaires mobilisés
- accompagnement des entreprises en fonction des missions de chaque partenaire (appui juridique, aide au recrutement, actualités RH, formation professionnelle,...)
- participation au comité de pilotage

Partenaires :
- DIRECCTE UT 75 en charge des agréments
- Ville de Paris (DASES, développement économique, maisons des associations,…)
- Pôle Emploi
- Organisations professionnelles : FEDESAP et FESP
- Partenaires sociaux : CFDT services, CFTC Sante-Sociaux
- OPCA : AGEFOS PME, OPCALIA et Uniformation
- ARACT et cabinets de conseil spécialisés dans les SAP
- CAP Emploi, ALTHER, SAMETH (Service d'Appui au Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés),
- Autres acteurs : ADDEL pour les associations, CGPME, CCI, CMA, FEPEM, IPERIA etc.
- URSAP IDF (Union Régionale des plateformes de Services à la Personne d'Ile-de-France)
- Organismes de formation du secteur : IFAP (Institut de Formation à l'Assistance aux Personnes), GRETA M2S (Métiers de la Santé et du Social)., ESIC Arif parcours.

COMMUNICATION :
- Site portail de la MEP (qui sera intégré au futur site internet de l'EPEC) avec un accès dédié à la Plateforme RH SAP
- Informations relayées via les sites internet des partenaires mais aussi sur les supports de communication de la Ville de Paris : panneaux lumineux, journal de la Ville de Paris, etc.
- Poursuite de la diffusion de la plaquette et de la newsletter mensuelle
- Collaboration avec l'URSAP pour la promotion de la Plateforme RH

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

1,35 ETP, repartis prévisionnellement de la manière suivante :
- Responsable plateforme RH (équivalent à 1 ETP, soit 100% de son activité) chargée de l'organisation, la mise en œuvre et l'animation des actions de la plateforme
- Directeur Opérationnel (0,2 ETP, 20% de son activité) : chargé de l'encadrement, du pilotage et de la coordination des actions.
- Directeur Général (0,03 ETP, 3 %)
- Directeur Administratif et Financier (0,001 ETP, soir 0.1%)
- Chargée de Gestion RH (0,03 ETP, soit 3%)
- Secrétaire (0,08 ETP, soit 8%)

MOYENS MATERIELS :

- Bureaux et salles de réunion dans les locaux de l'EPEC
- Accueil et secrétariat
- Accès aux salles de réunion du site Millénaire
- Equipements informatiques (ordinateurs, vidéoprojecteur, ...)
- Portail internet (centre de ressources en ligne)

Intérêt régional :

Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention:
- intervention sur un Territoire PACTE
- ciblage de l'action sur un secteur stratégique (SAP)

Il participe à la compétitivité des TPE dans le secteur des services à la personne et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant (au regard de la capacité d'accueil de la structure et du nombre de stagiaires déjà accueillis dans le cadre d'autres subventions).

Public(s) cible(s) :

Entreprises et associations de moins de 50 salariés, dans les services à la personne, déclarées ou agréées auprès de la Direccte UT 75, quelles que soient les activités couvertes (activités de confort, activités auprès des personnes fragiles)

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	40 841,73	81,31%
FONCTIONNEMENT	5017,95	9,99%
PRESTATIONS EXTERNES	4370,00	8,70%
Total	50 229,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	29 550,00	58,83%
ETAT (CPO)	20 679,68	41,17%
Total	50 229,68	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 685,00 €
2018	8 865,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	103 974,40 €
2013	Chantier école	50 141,00 €
2013	Cotisations Unité Développement	17 000,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	56 800,00 €
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	30 000,00 €
2014	Chantier école	55 000,00 €
2014	Cotisations Unité Développement	50 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	48 657,48 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	57 900,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Cotisations Unité Développement	26 248,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	59 100,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	59 100,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	748 779,88 €

Structure porteuse de l'opération : **Ensemble Paris Emploi Compétences - EPEC**

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : ☒TTC (la structure ne récupère pas la TVA) ☐ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**40841,73**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**50229,68**
Rémunération des personnels	25384,57	Etat :	20679,68
Charges sociales	15457,17		
		Région :	29550,00
FONCTIONNEMENT	**5017,95**	FSE :	
Achats et fournitures	212,83		
Publications, communication	3700,00	Département :	
Locaux : locations, entretien	0,00		
Déplacements, missions, réceptions…	745,00	Communauté d'Agglomération	
Frais postaux et de télecom	14,20		
Gestion administratives et comptables	345,92	Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**4370,00**	Autres *(à préciser)* :	
Ateliers Thématiques RH	1250,00		
Lettre info + Hotline URSAP	3120,00	**AUTOFINANCEMENT**	
		Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**50 229,68**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**50 229,68**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**50229,68**	**Total des ressources**	**50229,68**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	3952,77	**Contributions volontaires en nature (4)**	3952,77
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	3952,77	Mise à disposition gratuite de biens et prestations	3952,77
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	54182,45	**Total des ressources affectés au projet**	54182,45

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 8,07%

Montant des dépenses éligibles	**50 229,68**
Montant de lasubvention sollicitée	**29 550,00**
Taux d'intervention	**58,83%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	41,17%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000174

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES – NORD-EST 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	61 762,90 €	48,57 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DU NORD EST 77
Adresse administrative : 12 BOULEVARD JEAN ROSE 77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Député-maire de Meaux
Date de publication au JO : 14 avril 2007
N° SIRET : 49789232300039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

OBJECTIFS QUALITATIFS

1. Faire évoluer les pratiques RH des dirigeants de TPE :
- Informer les TPE sur toutes les questions RH, les sensibiliser au respect de leurs obligations légales
- Apporter aux dirigeants des outils adaptés pour une meilleure appropriation et une simplification de la gestion des ressources humaines
- Faciliter le lien des dirigeants avec les partenaires et les informer sur les dispositifs existants
- Accompagner la professionnalisation des dirigeants dans le process de recrutement et d'intégration de nouveaux salariés et dans leurs pratiques de management
- Développer la formation en partenariat avec les OPCA et le recours à l'apprentissage

2. Améliorer les conditions de travail des dirigeants et de leurs salariés :
- Sensibiliser les dirigeants sur la prévention des risques,

- Favoriser le bien-être au travail,
- Sensibiliser les chefs d'entreprise sur le handicap.
3. Renforcer l'inscription territoriale de la plateforme :
- Renforcer les réseaux sur les territoires, améliorer la visibilité de l'offre de services de la plateforme Rh et des partenaires
- Appuyer les projets territoriaux et régionaux en identifiant les TPE issues de filières stratégiques identifiées dans le diagnostic partagé élaboré par la MDE comme l'industrie, le tourisme et les SAP.
- Accompagner les TPE des secteurs en tension comme le commerce, la restauration, l'hôtellerie, caractérisés par un fort turn-over pour une meilleure intégration des salariés
- Adapter sa stratégie aux caractéristiques rurales du territoire

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
- Diffusion de la newsletter PFRH à 300 entreprises et associations du territoire + 250 appels de « prospection » pour informer les dirigeants d'entreprises (entreprises ciblées des filières de l'industrie, du tourisme et des services à la personne) sur des actions spécifiques locales.

- 100 structures informées ou accompagnées sur une question RH, dont 40 nouvelles sur l'année.
- 40 entreprises en rdv individuels, dont 6 en doublon avec des partenaires de la PFRH
- 30 structures informées ou accompagnées dans le cadre de l'axe « Amélioration de l'organisation du travail et des conditions de travail »
- 7 actions collectives entreprises et associations : 2 informations collectives, 5 ateliers (dont 1 action collective sur le premier axe et 3 ateliers sur le second axe)

Description :

SOCLE COMMUN :

Objectifs qualitatifs :
- Favoriser la diffusion d'informations relevant du domaine des ressources humaines aux dirigeants d'entreprises.
- Renforcer notre connaissance de l'offre de services des partenaires pour mieux orienter les TPE.
- Permettre une professionnalisation des dirigeants dans les champs RH.
- Poursuivre le travail de structuration et d'animation en développant des synergies et des actions communes.

Objectifs quantitatifs :

- 100 entreprises informées et accompagnées (dont 40 nouveaux contacts)
- 35 rdv individuels.
- Université du Dirigeant : 1 information collective et 2 ateliers RH

Axes de services :
- Mise à disposition des centres ressources dédiés
- Recrutement et intégration
- Informations d'ordre juridique et administratif (cadre légal et droit social)
- Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- Promouvoir l'égalité dans l'emploi (management, recrutement…)
- Favoriser le dialogue social et la fidélisation des salariés.

1. Suivi individualisé :

Objectif : 35 RDV individuels avec pour résultat un conseil personnalisé, une mise en relation partenariale ou un accompagnement.

- Aider au recrutement (fiche de poste avec une approche compétence, supports à l'entretien, fiches de

synthèse d'entretien, modalités de fonctionnement avec le Pôle Emploi…).
- Contribuer à la meilleure connaissance des dispositifs d'aide à l'embauche (Emploi d'avenir, contrat de génération, préparation opérationnelle à l'emploi avec travail sur l'intégration des candidats – travail sur la formalisation de l'intégration –planning, missions).
- Intégrer le salarié dans l'entreprise (ou l'apprenti) : proposition d'un livret d'accueil, désignation d'un tuteur ou personne-ressource, entretien d'évaluation de la période d'essai.
- Mettre à disposition des modèles de courriers dans des situations sensibles avec propositions managériales
- Sensibiliser l'entreprise sur l'entretien professionnel (et si nécessaire travail sur l'entretien, supports) en partenariat avec les OPCA

2. Actions collectives : l'Université du Dirigeant

L'Université du Dirigeant propose aux dirigeants des actions collectives selon deux formats :

- L'information collective :
Objectif qualitatif : apporter des informations au dirigeant sur une thématique RH généraliste : les impacts de réformes légales, les aides à l'embauche,…

Objectif quantitatif : 1 information collective, 10 structures participantes

Thématique pressentie : Les aides à l'embauche

- Les ateliers pratiques :

Objectif qualitatif : proposer des ateliers pratiques sur une question RH dont l'objectif est d'apporter des solutions concrètes aux problématiques rencontrées et l'appropriation d'outils.

Objectif quantitatif : 2 ateliers pratiques RH comprenant 5 entreprises minimum par atelier

Thématiques pressenties :
- Droits et devoirs de l'employeur
- Recrutement du premier salarié

AXES DE SPECIALISATION :

AXE 1 Développement des compétences et de la formation des salariés au sein de l'entreprise

En collectif :
1. Favoriser le développement des compétences en informant les dirigeants sur les enjeux de la réforme de la formation professionnelle (notamment le CPF) et les dispositifs existants, en partenariat avec les OPCA
2. Promouvoir l'alternance en lien avec les CFA, la ML et les consulaires

Objectif quantitatif : 1 manifestation collective réunissant 10 chefs d'entreprises (Université du Dirigeant)
Thématique pressentie : les impacts de la loi EL Khomri

En individuel :

1. En fonction du diagnostic établi, informer le dirigeant sur les dispositifs existants
2. Aide à la définition des besoins de formation
3. Recensement de l'offre de formation existante adaptée au besoin du dirigeant
4. Accompagnement sur la mise en œuvre du plan de formation, de sa réalisation et suivi (avec les OPCA)
5. Suivi de l'intégration des apprentis et alternants (livret d'accueil, suivi intégration période d'essai, mise

en œuvre de points réguliers).

Objectif quantitatif :
- Accompagner en rdvs individuels 5 dirigeants d'entreprises ou d'associations de moins de 50 salariés
- Mettre à disposition des outils pour faciliter l'appropriation du CPF par les dirigeants

AXE 4 Amélioration de l'organisation et des conditions de travail

1. Sensibiliser les dirigeants sur la prévention des risques :

2 ateliers :
- la prévention des risques en partenariat avec la CRAMIF
- le Document Unique d'Evaluation des Risques (DUER) en partenariat avec l'ACMS et l'ARACT.

Objectif quantitatif : 10 dirigeants informés, 2 ateliers

2. Favoriser le bien-être au travail par des actions de sensibilisation au Télétravail et aux espaces de co-working. La plateforme RH va accompagner le déploiement de plusieurs lieux de télétravail sur le territoire (La Ferté sous Jouarre, Coulommiers, Brie des Morin) en sensibilisant les dirigeants sur l'intérêt du télétravail pour leurs salariés et pour leur entreprise.

Objectif quantitatif : 10 dirigeants informés et/ou accompagnés

3. Sensibiliser les dirigeants sur la thématique du handicap, en collectif et en individuel.

Mettre en place des actions en collaboration avec les partenaires ALTHER, SAMETH et CAP EMPLOI permettant d'informer les entreprises sur les dispositions légales concernant l'obligation d'emploi de personnes reconnues travailleurs handicapées et de les accompagner sur le recrutement, l'intégration et le maintien dans l'emploi.

Objectif quantitatif : 10 dirigeants informés et 1 atelier

PARTENARIAT

Objectifs quantitatifs :
- Programmation de 10 RDV /an avec les partenaires principaux de la plateforme, en individuel ou en collectif selon les actualités et évènements programmés, afin de mesurer les résultats des actions entreprises et d'améliorer le fonctionnement ou l'orientation (Pôle Emploi, partenaires sociaux patronaux et syndicaux, organismes de santé au travail, Consulaires, actions économiques des intercommunalités, la DIRECCTE, la MSA, le MEDEF …)
- Mettre en relation 25 dirigeants avec les partenaires
- Soutenir 3 manifestations ou plans d'action a minima

Les partenaires de l'action communiqueront sur l'offre de services proposée par la plateforme, et réciproquement.

- Les développeurs économiques des neuf intercommunalités (mutualisation des manifestations collectives)
- CCI 77 (échange de données sur les territoires, approche commune et concertée sur l'apprentissage, information sur la formation des salariés et des dirigeants de TPE, mise en relation des dirigeants des TPE).
- CMA 77 (approche commune et concertée sur l'apprentissage, information sur la formation des salariés et des dirigeants de TPE, détection par la Plateforme des projets de tradition et d'innovation pour une valorisation par la CMA de Seine et Marne, mise en relation)
- Les Pôle Emploi de Meaux et de la Ferté-sous-Jouarre (Contrat Opérationnel pour l'Emploi sur les

secteurs en tension et les offres non satisfaites). Action concertée sur l'emploi d'avenir et le contrat de génération. Mise en relation et rendez-vous conjoint face à une problématique RH.
- Le Groupement des Employeurs 77 : Solutions RH à temps partagé, actions conjointes
- Les OPCA, principalement AGEFOS PME, OPCALIA, UNIFORMATION et l'AFEDIM 77 (offre de formations et financement, aide à leur mise en place auprès des TPE, ingénierie, participation aux informations collectives)
- Le FONGECIF Ile de France (Information sur les dispositifs aide au montage des dossiers dans le cadre du point relais)
- Direccte UT 77 (Convention générale et EVO METIER 3D)
- LA PLACE DES METIERS D'EMERAINVILLE (fiche de délégation de centre associé Cité des Métiers): informer dans un lieu dédié les salariés sur les métiers
- CGPME Relais d'information des TPE, formation des dirigeants, opération « Défi compétence 77 »
- MEDEF : mise en place d'actions collectives sur le thème de l'apprentissage.
- COS de Torcy – antenne de Meaux du Point Conseil VAE Région Ile de France (Convention)
- CAVA/CIBC (convention) Mise en place de VAE pour l'Education Nationale, bilans de compétences
- ACMS et SIMT conventions signées pour un accompagnement des dirigeants d'entreprises pour le DUER et orientation de salariés).
- CEZAM : communication des actions collectives auprès de leurs adhérents, participation et sensibilisation des entreprises aux évènements organisés par CEZAM.
- Plateforme SAP : communication des actions collectives auprès de leurs adhérents ; et prise de rendez-vous avec les structures SAP, la Plateforme SAP et la plateforme RH.
- CRAMIF : mise en place d'ateliers sur la prévention des risques
- AGEFIPH : CAP EMPLOI, ALTHER, SAMETH sur la thématique du handicap

COMMUNICATION

1. Centre de ressources :
- points d'informations de la MDEF NE77 siège et antennes (informations partenaires, plaquettes, planning des évènements, newsletter…)
- site internet www.mdene77.fr/ actualisé toutes les 3 semaines.
- Media : presse locale, radio, point presse mensuel.
2. Informations collectives via les réseaux des partenaires (économiques, EPCI, communes etc.)
3. Appels directs aux TPE des territoires, fichiers mis en commun avec les partenaires pour une action concertée et dosée en termes de communication (500 entreprises ciblées).
4. Opportunité des rencontres entre entreprises et évènementiels qui favorisent la mise en relation.
5. Newsletter spécifique à la plateforme RH (11 par an)

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

1.95 ETP, répartis prévisionnellement de la manière suivante :
- La Directrice de la MEF (0,10 ETP) : Arbitre et valide les orientations et les résultats de la Plateforme, contrôle le budget et les dépenses, co-anime les comités de pilotage.
- L'adjointe de la Direction de la MDE (0,25 ETP) : pilote et organise le travail, contribue à l'organisation des manifestations entreprises réunissant des dirigeants de TPE, évalue les résultats obtenus.
- La chargée de mission RH (1 ETP) : Anime le réseau de partenariat de la Plateforme, rencontre les dirigeants de TPE, met en œuvre les orientations choisies.
- La chargée de mission (0,25 ETP) : en charge du développement de l'axe 4 : Amélioration de l'organisation du travail et des conditions de travail
- Le Web designer et infographiste (0,20 ETP) : met à jour le site internet, relaye les opérations de la Plateforme dans la Newsletter, assure la communication visuelle (affiches, flyers, invitations…), fait connaitre les données de l'observatoire pour les actions de la Plateforme.
- La responsable financière (0,15 ETP): réalise le bilan financier de la Plateforme selon les orientations choisies, suit les dépenses et assure la logistique administrative et comptable.

MOYENS MATERIELS :

Centre de ressources agréé Centre Associé Cité des Métiers :
- Ouverture aux dirigeants d'entreprises, aux salariés qui en font la demande.
- 6 postes informatiques dédiés (avec imprimante, logiciels spécifiques), disponibles aux heures d'ouverture de la MDE
- Documentation physique et dématérialisée (législatif et droit, RH, documentation partenariale, etc.)
Un service similaire (avec un seul poste) est disponible également dans les quatre antennes rurales.

Mise à disposition de bureaux :
- Permanences du point info conseil VAE et Uniformation
- Dans le cadre d'évènements ou de besoin ponctuels

Accueil physique au siège de la MDEF et dans chacune des 4 antennes de la MDEF

Intérêt régional :

Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- intervention sur un Territoire PACTE Nord Est 77
- frange francilienne, territoire identifié comme très vulnérable et susceptible de mutation économique
- contribution au développement de l'alternance en collaboration avec les développeurs de l'apprentissage
- actions ciblées prioritairement sur les territoires ruraux, les secteurs industriel et touristique.

Il participe à la compétitivité des entreprises et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant (au regard de la capacité d'accueil de la structure et du nombre de stagiaires déjà accueillis dans le cadre d'autres subventions).

Public(s) cible(s) :
Entreprises et associations de moins de 50 salariés du territoire

Localisation géographique :

- CC PAYS FERTOIS
- CC PAYS DE L'OURCQ
- CC MONTS DE LA GOELE
- CC PAYS CRECOIS
- CC BRIE DES MOULINS
- CA PAYS DE MEAUX
- CC PAYS DE COULOMMIERS
- CC COEUR DE LA BRIE
- CC BRIE DES MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	51 378,98	83,19%
FONCTIONNEMENT	10 383,92	16,81%
PRESTATIONS EXTERNES RH	0,00	0,00%
Total	61 762, 90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	30 000,00	48,57%
ETAT (CPO)	15 309,72	24,79%
CA - EPCI	16 453,18	26,64%
Total	61 762,90	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2013	Programme LEONARDO	17 940,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	15 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
	Montant total	332 940,00 €

Structure porteuse de l'opération : **MAISION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION NORD EST 77**

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : x TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**51 378,98**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**61 762,90**
Rémunération des personnels	32 400,85	Etat :	15 309,72
Charges sociales	18 978,13		
		Région :	30 000,00
FONCTIONNEMENT	**10 383,92**	FSE :	
Achats et fournitures	200,00		
Publications, communication	1 000,00	Département :	
Locaux : locations, entretien	8 193,92		
Déplacements, missions, réceptions, …	250,00	Communauté d'Agglomération	16 453,18
Frais postaux et de télecom	740,00		
		Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	0,00	Autres *(à préciser)* :	
A préciser			
		AUTOFINANCEMENT	
		Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**61 762,90**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**61 762,90**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**61 762,90**	**Total des ressources**	**61 762,90**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	61 762,90	**Total des ressources affectés au projet**	61 762,90

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 0

Montant des dépenses éligibles	**61 762,90**
Montant de lasubvention sollicitée	**30 000,00**
Taux d'intervention	**48,57%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	51,43%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000183

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES - SENART

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	73 931,18 €	40,58 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)
Adresse administrative : 462 RUE BENJAMIN DELESSERT 77550 MOISSY-CRAMAYEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric BAREILLE, Président
Date de publication au JO : 12 février 1992

N° SIRET : 38830264800026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :
Au regard des évolutions des limites territoriales de la loi MAPTAM ainsi que de la mise en place des bassins d'emploi par la Région, la question de la délimitation du territoire d'intervention de la Plateforme portée par la MDEF de Sénart se pose. Pour le 1er semestre 2017, la Plateforme RH interviendra uniquement sur le territoire de l'ex-CA de Sénart.

OBJECTIFS QUALITATIFS :
1. Informer et orienter : délivrer un premier niveau d'information et orienter les dirigeants d'entreprises vers les interlocuteurs et réseaux adaptés en fonction de leur demande ; assurer une veille sur l'actualité RH.
2. Accompagner et professionnaliser les dirigeants de TPE en matière RH : accueil physique ou visite en entreprise ; identification des besoins RH et anticipation, mise en place d'un plan d'actions, sessions de formations ; réunions d'échange entre dirigeants permettant la mutualisation des pratiques RH ; petits

déjeuners thématiques.
3. Outiller les TPE sur la gestion des RH : un centre de ressources physique et dématérialisé, ainsi que le développement d'un réseau de partenaires notamment association de chefs d'entreprises, fédération de secteur professionnel, association d'experts comptables, mais aussi avec les acteurs institutionnels et économiques du territoire tels que la DIRECCTE, les chambres consulaires, les OPCA, les services développement économique des intercommunalités et Pôle emploi.

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
- Nombre d'entreprises démarchées et ciblées dans le cadre d'une campagne de communication: 250
- Nombre global de structures informées/sensibilisées sur une question RH : 60 entreprises dont 15 nouvelles et 5 associations
- Nombre d'entreprises ayant bénéficié d'un accompagnement : 30
- Nombre d'entretiens individuels : 60
- Nombre total d'actions collectives de la PF : 7 (socle commun et axes de spécialisation)

Description :

SOCLE COMMUN :
Objectifs quantitatifs :
-60 rdv individuels (par tel ou sur place pour 30 entreprises)
-6 actions collectives (6 réunions Club RH)

A. Accueil de premier niveau des dirigeants
Objectif qualitatif : Apporter un premier niveau d'information généraliste sur toute question RH aux dirigeants de TPE
Objectif quantitatif : 60 rdv individuels (par tel ou sur place pour 60 entreprises)

- Accueil téléphonique ou physique dans les locaux des Maisons de l'Emploi ou en entreprise
- Orientation vers le partenaire pertinent ou vers une offre de services de la plateforme
- Renforcement du réseau de partenaires constitué lors des années précédentes : mise en place d'un partenariat spécifique lié à la santé (création d'un pôle santé) mais également avec des partenaires agissants sur le bien-être au travail (création d'un pôle bien-être au travail).

B. Centre de ressources
Objectif qualitatif : Mettre à disposition des dirigeants de TPE et de leurs salariés un centre de ressources, à la fois physique au sein des locaux des deux MDE et dématérialisé (site Internet dédié à la thématique RH pour les TPE).

- Actualiser la documentation du centre de ressources : ouvrages et revues spécialisées dans la gestion des RH ; documentation sur les métiers; les outils de gestion RH ; répertoire des acteurs locaux agissant dans la gestion des RH.
- Veille sur l'actualité RH et une mise à jour régulière des pratiques et process RH
- Poursuivre le développement du site internet de la plateforme RH : animation de l'agenda et intégration de nouvelles fiches méthodologiques.
- Poursuite du projet de « Caméra RH » : 2 courts épisodes sur la vie en entreprise en partenariat avec une troupe de théâtre et des spécialistes du montage vidéo

C. Appui au recrutement
Objectif qualitatif : professionnaliser le dirigeant dans son process de recrutement

1. Appui à l'identification des besoins de recrutement des TPE (entretien individuel sur place ou dans l'entreprise)

Contenu : Anticiper les besoins de recrutement présents et à venir en s'appuyant sur les principes de la GPEC ; définir la stratégie de recrutement ; définir les prérequis nécessaires à la prise de poste ; formaliser une fiche de poste (profil, durée du travail, contrat de travail, convention collective, coût de l'embauche), information sur les mesures et dispositifs d'aide à l'emploi; les outils de recrutement
Outils : Détermination des besoins, Référentiel métiers et compétences, profil de poste type pour le recrutement d'un nouveau salarié ; exemple de contrat de travail ; fiches sur aides à l'embauche.
Diffusion des postes auprès du réseau des partenaires (Pôle Emploi, Missions locales, etc.).

2. Accompagnement renforcé au recrutement dans un objectif de professionnalisation du dirigeant
-Niveau 1 : Appui méthodologique à la rédaction et à la diffusion de l'offre d'emploi et diffusion de l'offre au réseau de partenaires et sur le site des MDE.
- Niveau 2 : aide à la présélection des candidatures avant transmission des candidatures aux dirigeants.
-Niveau 3 : accompagnement du dirigeant dans le process d'un premier recrutement jusqu'à la prise de poste du nouvel embauché. Appui méthodologique dans l'organisation et la conduite des entretiens d'embauche (guide de recrutement, ...)

3. Accompagnement à l'intégration dans l'entreprise
Suivi post-embauche grâce à un carnet d'intégration, des entretiens avec le dirigeant :
Mise à disposition des outils créés lors des années précédentes : guide de l'intégration d'un nouveau salarié incluant la mise en place du tutorat en entreprise.

D. Appui juridique en matière RH
Objectif qualitatif : Informer et accompagner les TPE dans le champ juridique des RH en leur apportant un premier niveau d'information et d'accompagnement et orientation vers des professionnels adaptés.

Contenu : les obligations légales d'une entreprise en matières de RH (exemple : médecine du travail, CHSCT, droit à la formation,…) ; la mise en conformité des contrats de travail ; l'aide à la mise en œuvre d'accord d'entreprise ; veille législative permettant aux entreprises de rester informées sur les évolutions du droit du travail.
- Formalisation du partenariat avec la CCI de Seine-et-Marne, mais également les syndicats patronaux.
- Organisation d'une permanence avocat 1 fois tous les deux mois.

E. Professionnalisation des dirigeants par une approche collective
Objectifs qualitatifs :
- Professionnaliser les dirigeants de TPE sur les questions RH et pratiques de management
- Mutualiser les pratiques RH entre les dirigeants de TPE du territoire.
Objectifs quantitatifs : 6 actions collectives (6 réunions Club RH), 10 entreprises
Contenu :
- Petits-déjeuners mensuels sur des thématiques RH en partenariat avec l'association ESF avec l'intervention d'experts
- Club RH : espace d'échange de pratiques et de savoirs, tous les mois, du recrutement et de l'intégration à la GPEC ou le Management, avec pour objectif la mise en place d'un process RH territorial.

F. Valorisation du label territorial de responsabilité sociale et environnementale auprès des TPE

Objectif du label :
- Valoriser l'engagement social des entreprises dans le domaine de l'emploi et leurs politiques RH (garantir l'égalité des chances dans le recrutement, faciliter l'intégration des personnes en situation d'handicap, ...)
- Sensibiliser les entreprises à l'importance d'une démarche RSE dans les Ressources Humaines pour le territoire (participer à la vie du territoire par son implication dans différents évènements, etc.)

Objectif quantitatif : 4 entreprises labellisées sur le 1er semestre 2017

Ce label RH intervient sur différentes thématiques tels que le recrutement, l'égalité professionnelle,

l'intégration des nouveaux embauchés, mise en place d'outils de fidélisation, de maintien dans l'emploi, d'action en faveur de l'adéquation parentalité/vie professionnelle, amélioration des conditions de travail, la santé au travail,…Mais c'est également la possibilité de labelliser les entreprises ayant une politique de formation adaptée d'une part à leur entreprise, ainsi qu'aux souhaits de leurs salariés ; et d'autre part permettant l'accès à l'information concernant le droit à la formation tout au long de la vie à l'ensemble de leurs salariés.

L'objectif pour cette nouvelle année est la mise en place d'un plan de communication pour mieux faire connaitre le Label RH, afin de favoriser la labellisation de plusieurs entreprises.

AXES DE SPECIALISATION :

AXE 1 : Développement des compétences et de la formation des salariés au sein de l'entreprise

Objectif qualitatif : Accompagner les TPE dans l'anticipation des évolutions des compétences des salariés au regard des mutations économiques

Objectif quantitatif : 5 TPE informées ou accompagnées

Contenu :
- Information sur la **santé économique** de son secteur d'activité sur son territoire permettant d'envisager à moyen ou long terme un élargissement ou une réorientation de son activité notamment par le biais de la cartographie Emploi et Métiers ;
- Information à **l'élaboration des plans de formation interne** : recueil des besoins dans le cadre d'un diagnostic formation, rôle de l'OPCA et réorientation vers les partenaires;
- Sensibilisation des dirigeants à l'accès à la formation de leurs salariés par l'intermédiaire des OPCA;
- Sensibilisation des dirigeants au **droit à la formation** tout au long de la vie par l'organisation de réunions à destination des dirigeants et des salariés présentant les diverses possibilités (CIF, CPF, VAE, plan de formation interne)
- Sensibilisation des dirigeants aux **avantages de l'Alternance** et accompagnement dans la mise en œuvre et le suivi du contrat en alternance. Si besoin, accompagnement personnalisé et individuel pour la mise en œuvre et le suivi d'un contrat en alternance.

Méthode : Entretiens individuels

Outils : Cartographie Métiers / Compétences permettant une lisibilité de la santé économique des secteurs d'activité ; Référentiel métiers et compétences ; Outils de team building permettant de constituer et de remanier son équipe en fonction des compétences et des potentialités des salariés au sein de l'entreprise ; Outils de recueil des besoins de formations des salariés ; Plan d'action formation faisant apparaître les besoins, les coûts, les prises en charges, le planning, permettant la gestion des départs en formation ; Exemple de grille d'entretien d'évaluation annuel et de fin de carrière ; Guide de l'intégration des salariés en alternance : rôle et missions de chacun

Axe 2 : Amélioration de l'organisation du travail et des conditions de travail

Un partenariat renforcé a été mis en place depuis 2014 avec des complémentaires santé, la médecine du travail et le service employeurs de la CPAM.

Objectif qualitatif :
- Sensibiliser les dirigeants à l'amélioration de condition de travail et le bien être en entreprise,
- Sensibiliser les dirigeants sur la prévention des risques professionnels,
- Accompagner les entreprises sur la création du Document Unique des Risques Professionnels**.**

Objectif quantitatif :
- 5 dirigeants accompagnés et sensibilisés,
- 1 ateliers sur le DU
- Finalisation d'un guide du bien-être en entreprise

Contenu et modalités :

- **Atelier spécifique sur le Document Unique des Risques Professionnels :** Organisation d'1 atelier de sensibilisation sur la thématique du Document Unique suivi d'1 atelier expert avec l'ARACT (convention régionale).
- **Convention de partenariat avec des complémentaires santé** : Poursuite des conventions de partenariat avec 5 complémentaires santé afin de proposer des tarifs préférentiels aux entreprises bénéficiaires de la PRH.
- **Partenariat renforcé avec la CPAM service employeur** : L'objectif est d'avoir une réponse rapide avec un interlocuteur unique sur les questions liées aux arrêts de travail et aux maladies professionnelles.
- Mise en place d'une **convention de partenariat avec d'autres médecines du travail** afin d'informer les dirigeants sur les visites médicales obligatoires, mais également sur l'établissement de la fiche entreprises. Une convention est déjà établie avec la SIMT
- **Action de sensibilisation sur le télétravail et les espaces de Coworking** : L'objectif est d'apporter une meilleure connaissance des espaces de Coworking et de sensibiliser les dirigeants sur le bienfait du télétravail sur leurs salariés. La PRH pourra accompagner les dirigeants sur la mise en place du télétravail (exemple : accompagnement à la rédaction d'un avenant au contrat de travail) et informera sur les espaces de Coworking ainsi qu'une mise en relation.
- **Finalisation du Guide du bien-être en entreprise** : Poursuite du travail réalisé en 2016 pour la création d'un guide, en partenariat avec les entreprises du territoire, les acteurs du bien-être, mais également les institutions (questionnaire en partenariat avec le service la Balle au Bond de la MDEF afin de mieux définir les besoins des entreprises sur la partie bien-être ; synthèse des problématiques rencontrées par les entreprises,…)

Thématiques identifiées : le management, les avantages aux salariés et les conditions de travail.

Outils :
- Mettre à disposition un Centre ressources RH élargi au bien-être en entreprise et conditions de travail.
- Powerpoint sur le DU et RPS, exemple de DU.
- Article sur le télétravail et le coworking
- Tarif négocié pour des avantages sociaux tels que Carte cadeaux, espace de cohésion d'équipe … .

PARTENARIAT :

- Protocoles de collaboration avec ESF (Entreprises Sud Francilien, notamment dans le cadre de la Charte Entreprises et territoire)
- Direccte UT 77 (axe GTEC)
- CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart
- Pôle Emploi (aide au recrutement)
- OPCA : Agefos PME, OPCALIA IDF, UNIFORMATION
- CCI 77 (information sur l'alternance, organisation d'événements métiers, mise à disposition de ressources et d'outils, ...), CMA 77 (observation et anticipation, accès et retour à l'emploi, amélioration de l'organisation et des conditions de travail)
- CGPME 77, MEDEF 77
- Avocats (permanence avocat)
- IT 77 (télétravail, coworking)
- l'ARACT (condition de travail, bien-être en entreprise)
- Médecines du travail, CPAM, Complémentaires santé …
- AGEFIPH, Cap Emploi, ALTHER, SAMETH

COMMUNICATION :

- Envoi de plaquettes et d'information via les réseaux d'entreprises existants sur le territoire
- Développement du site Internet dédié à la plateforme
- Poursuite du projet « Caméra RH » (cf. socle commun)
- Organisation des réunions de présentation et d'échange sur la plateforme RH

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

2,70 ETP répartis de manière prévisionnelle de la manière suivante :
1. Chargée de mission RH – MDEF de Sénart- 1 ETP sur 6 mois Coordinatrice opérationnelle de la plateforme
2. Chargé de mission RH - 1 ETP sur 6 mois
3. Chargée de mission Axe de spécialisation« Condition de travail » -MDEF de Sénart 0,28 ETP
4. Responsable du Service Emploi et relations entreprises- Encadrement opérationnel de la plateforme RH + organisation et animation du Club RH –0,155 ETP sur 6 mois
5. Directeur adjoint MDEF Sénart - Encadrement et coordination globale de la plateforme -0,10 ETP sur 6 mois
6. Suivi administratif et financier par la Chargée de Projet MDEF de Sénart - 0,10 ETP

MOYENS MATERIELS :

- Une salle de réunion informatisée dédié au centre ressource permettant à chaque dirigeant de TPE de venir consulter la documentation et les bases de données mise à disposition
- Site internet permettant la mise à disposition d'information à distance.
- 1 bureau sur Sénart

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- contribution au développement de l'alternance

Il participe à la compétitivité des TPE et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant au regard de la capacité d'accueil de la structure et du nombre de stagiaires déjà accueillis dans le cadre d'autres subventions.

Public(s) cible(s) :
Dirigeants d'entreprises et d'associations de moins de 50 salariés du territoire

Localisation géographique :
- (ex) CA SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	66 057,18	89,35%
FONCTIONNEMENT	3 844,00	5,20%
PRESTATIONS EXTERNES	4 030,00	5,45%
Total	73 931,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT (CPO)	6431,36	8,70%
REGION IDF	30 000,00	40,58%
CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	9 445,00	12,78%
FSE	28 054,82	37,95%
Total	73 931,18	100,00%

ECHÉANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	13 820,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	22 500,00 €
2013	Egalité femmes-hommes	17 700,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2013	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	6 500,00 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	47 013,00 €
2013	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	73 828,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	15 460,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €

2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	65 435,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	52 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	23 233,50 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	104 495,48 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	12 475,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	55 600,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	32 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	60 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	22 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	40 560,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 075,00 €
	Montant total	1 368 392,43 €

Structure porteuse de l'opération : **MDEF de Sénart**

Budget prévisionnel semestriel 2017

Troisième année d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : X TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**66 057,18 €**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**73 931,18 €**
Rémunération des personnels	42 276,60 €	Etat : CPO MDE	6 431,36 €
Charges sociales	23 780,59 €		
		Région :	30 000,00 €
FONCTIONNEMENT	**3 844,00 €**	FSE :	28 054,82 €
Achats et fournitures	550,00 €		
Publications, communication	500,00 €	Département :	
Locaux : locations, entretien			
Déplacements, missions, réceptions…	2 500,00 €	Communauté d'Agglomération	
Frais postaux et de télecom	294,00 €	CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	9 445,00 €
		Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**4 030,00 €**	Autres *(à préciser)* :	
montage vidéo Caméra RH	1 800,00 €		
Metteur en scène Caméra RH	2 000,00 €	**AUTOFINANCEMENT**	
hébergement site Plateforme RH	230,00 €	Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**73 931,18 €**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**73 931,18 €**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement	18 548,87 €	FSE	13 980,24 €
		CPO	4 568,64 €
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**92 480,06 €**	**Total des ressources**	**92 480,06 €**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	92 480,06 €	**Total des ressources affectés au projet**	92 480,06 €

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 4,36%

Montant des dépenses éligibles	**73 931,18**
Montant de lasubvention sollicitée	**30 000,00**
Taux d'intervention	**40,58%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles 59,42%

Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles 0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000185

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES DU SUD 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	48 000,00 €	47,92 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMD SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT
Adresse administrative : 12 RUE DES SAINTS PERES
77010 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Arnaud de BELENET, Président
Date de publication au JO : 3 décembre 1981

N° SIRET : 32334805200099

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de l'année précédente, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS :

- Mettre en œuvre une Plateforme RH visant à renforcer et sécuriser l'emploi sur le territoire du sud Seine-et-Marne, faciliter la connaissance et l'utilisation des dispositifs existants en matière de gestion RH, valoriser les bonnes pratiques et communiquer sur les RH et ce en articulation avec les actions du Pacte Sud 77 et en adéquation avec les spécificités du territoire
- Proposer un accueil physique au sein des communautés de communes ou de tiers lieux en fonction des demandes et besoins des entreprises
- Proposer un guichet unique d'information et d'orientation et améliorer la lisibilité et la mobilisation de l'offre de services des partenaires en matière RH

- Professionnaliser le dirigeant de TPE dans sa fonction d'employeur et son process de recrutement

OBJECTIFS QUANTITATIFS :

- Nombre d'entreprises démarchées dans le cadre de la campagne de communication : 150
- Nombre de structures informées/sensibilisées dans le cadre d'une problématique RH : 40, dont 5 associations
- Nombre d'entreprises pouvant bénéficier d'un accompagnement : 15 (dont 5 sur l'axe Jeunes entreprises et 5 sur l'axe GPEC)
- Nombre d'actions collectives : 4

Description :

SOCLE COMMUN :

Objectifs qualitatifs : développer une offre de services adaptée et coordonnée à destination des dirigeants de TPE, en réponse à leurs problématiques RH.

1/ Favoriser la diffusion des services de la PRH Sud 77 auprès des entreprises et associations du territoire lors de rencontres dédiées
Afin d'apporter aux TPE et Associations du territoire une information claire et précise sur les services proposés par la Plateforme RH sud 77, des rencontres « terrain » seront organisées en lien avec les partenaires. Ces rencontres pourront prendre plusieurs formes et permettront de présenter les services et outils de la PRH sud 77 (power point, plaquettes…) :
- Participation aux petits déjeuners ou rencontres (diners, séminaires…) organisés par les Communautés de Communes ou partenaires du territoire (réseaux d'entreprises, organisations patronales…)
- Permanences au sein des tiers lieux (télécentres, pépinières, hôtels d'entreprises, siège des communautés de communes…)

2/ Apporter une réponse adaptée et rapide sous forme individuelle aux questions ponctuelles sur les thématiques RH (recrutements, aides à l'embauche, formations, cadre légal …) **auprès de 40 entreprises**

3/ Mettre en place un accompagnement individualisé renforcé auprès de 5 TPE (professionnalisation du dirigeant) par an afin d'apporter un appui au recrutement (information sur les obligations de l'employeur, analyse des besoins de l'entreprise, aide à la réalisation de fiches de postes…) par un accueil physique ou téléphonique

4/ Mettre en place des rencontres collectives :
Organiser 2 rencontres thématiques réalisées à partir d'un recueil des besoins, avec des interventions d'experts, en partenariat avec les partenaires locaux et la Plateforme RH de Sénart.

5/ Développer le centre de ressources afin d'outiller les TPE sur la gestion des RH :

- Alimentation du groupe « Plateforme RH sud 77 » sur le site de Seine-et-Marne Développement accessible pour l'ensemble des TPE et associations (à l'image de Businest http://www.seine-et-marne-invest.com/businest) permettant les échanges et la diffusion d'informations
- Alimentation de la page facebook de la plateforme RH sud 77 sur les évènements et changements RH
- Orientation des entreprises vers le site internet RH porté en commun avec la Plateforme RH de Sénart : www.plateforme-rh-senartmelun.fr/sud77

6/ Mettre en œuvre d'une dynamique de mutualisation entre les différents partenaires du territoire : Mutualiser des dispositifs RH déjà existants et des besoins RH en collaboration avec les partenaires du territoire, notamment les représentants ou groupements d'employeurs existants et structures consulaires.

AXES DE SPECIALISATION :

Axe 1 : Accompagnement à la mise en place d'une démarche d'anticipation en matière RH et de GPEC

.

Objectifs quantitatifs : accompagner de manière renforcée 5 entreprises, tous secteurs confondus ; organiser a minima 1 action collective sur ce thème.

1/ Sensibiliser et informer les TPE à la notion de GPEC
- Réaliser un état des lieux de l'offre de formation existante sur le territoire et diffuser l'information
- Faciliter la mise en réseau des structures entre elles
- Proposer aux dirigeants de bénéficier d'un pré diagnostic RH (en s'appuyant sur les outils développés par la plateforme RH de Sénart).
- Organiser une veille sur les projets d'implantation, de développement ou de fermetures d'entreprises

2/ Professionnaliser les dirigeants de TPE à la GPEC
- Permettre aux TPE de s'approprier des outils RH et d'accéder à un accompagnement collectif et/ou individuel dans la mise en œuvre d'une GPEC
- Organiser des réunions d'information sur les outils de GPEC (organigramme, pyramide des âges, référentiel de compétences…),
- Mettre en place des ateliers ou informations collectives pour les TPE employeurs afin qu'ils :
    - bénéficient de conseils de personnes ressources sur les aspects juridiques et sociaux du management
    - comprennent les enjeux de la gestion RH pour leurs entreprises et la nécessité de mettre en place une démarche qualité
    - se repèrent dans les fonctions de la GRH et appréhendent leur mise en œuvre
- Mettre en place des actions individuelles afin que les structures bénéficient d'un accompagnement individualisé
- Sensibiliser les dirigeants à la prévention des risques professionnels (en partenariat avec l'ARACT).

Axe 3 : Offre de services à destination des jeunes entreprises.

Objectifs quantitatifs : accompagner de manière renforcée 5 entreprises, organiser 1 atelier RH
Objectifs qualitatifs : accompagner les jeunes TPE dans leur stratégie de développement en les accompagnants dans leur politique RH

1/ Apporter une offre de services individuelle à destination de jeunes entreprises, notamment celles n'ayant aucun salarié et étant dans une stratégie de développement :
- développer individuellement la fonction d'employeur,
- accompagner les dirigeants dans le recrutement de leurs premiers salariés
- apporter les informations nécessaires (définition du profil de poste, type de contrats, aides financières liées à l'embauche, des obligations légales, professionnaliser et accompagner le (futur) jeune entrepreneur sur les questions RH…),

2/ Mettre en place 1 atelier RH afin de professionnaliser le dirigeant (définir une fiche de poste, réussir son premier recrutement, les aides à l'embauche, les démarches obligatoires…)

PARTENARIAT :

Les services de développement économique des intercommunalités
Orientation des entreprises vers la Plateforme RH, notamment dans le cadre du Club des Développeurs
La Chambre de commerce et d'industrie :
• Orientation et partage d'évenments collectifs
La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne
• Mise à disposition d'un référent facilement mobilisable pour répondre à des problématiques liées à l'activité de la chambre de métiers.
• Intervention du référent lors de certains évènementiels
Pôle Emploi (3 agences), ML, Cap Emploi, Initiatives 77, XL emploi
• Intervention de la Plateforme RH pour faire connaître l'offre de services
• Mobilisation des conseillers des agences Pôle Emploi de Fontainebleau/Avon, Montereau-Fault-Yonne et Nemours et des ML de Montereau-Fault-Yonne et Moret Seine-et-Loing lorsqu'une problématique de recrutement se pose
• Rdv entreprise en binôme possible avec le chargé de mission plateforme RH
• Diffusion des annonces envoyées par la plateforme RH
Agefos-PME IDF / OPCALIA IDF/ Uniformation
• Mise à disposition d'un référent facilement mobilisable pour répondre aux questions liées à la formation
• Participation aux évènements « entreprises »
CG PME et MEDEF :
• Organisation conjointe de petits déjeuners thématiques (ex. contrats de professionnalisation, contrats de génération, emplois d'avenir,…)
Les services Emploi des communes du territoire
• Appui à l'organisation d'évènements touchant les « entreprises » et les « salariés » des villes
Direccte (UT 77)
• Participation aux évènements organisés par SMD avec l'intervention de chargée de mission (aides à l'embauche, chômage partiel…)
Les centres de formations (Campus Numérique de Montereau Fault Yonne, GRETA, AFDAS…)
• Intervention des conseillers formation afin de mieux faire connaître l'offre de formation, la législation…
Les réseaux d'entreprise
• Acess, ESF, BNI, Dirigeantes Actives 77 : diffusion des événements organisés par ces réseaux via leur site internet
La Plateforme RH de Sénart-Melun Val-de-Seine et la plateforme SAP
• Mutualisation et échanges collaboratifs sur des problématiques RH
L'ARACT
• Partenariat sur le bien-être au travail, les conditions de travail, le document unique, …
La Fédération française du BTP
Le Club des développeurs
• Orientation des entreprises vers la Plateforme RH
Autres : Assurances, mutuelles, cabinet de paie externalisée, experts comptables, avocats, CPAM

COMMUNICATION :

- E-mailings et envoi de plaquettes à destination des TPE de moins de 20 salariés et associations de moins de 50 salariés afin de promouvoir la plateforme RH et faire connaître ses services via l'appui :
    - des fichiers entreprises de Seine-et-Marne Développement
    - des chargés de missions terrain de Seine-et-Marne Développement en contact avec les entreprises
    - des partenaires mobilisés au sein du dispositif Pacte sud 77
    - des réseaux d'entreprises du territoire
- Communication sur le site internet de Seine-et-Marne Développement sur la plateforme RH, ses services, partenaires, actualités…
- Inscrire un lien vers le site de la Plateforme RH Sénart-Sud77 sur les sites internet des CC

- Distribution de plaquettes d'information dans le Pépinières, hôtels d'entreprises, tiers lieux…
- Organisation de cafés/accueil dans les pépinières, tiers lieux …afin de présenter les services de la PRH
- Identification régulière de nouvelles entreprises implantées sur le territoire du sud 77 (via les chargés de mission de terrain et l'observatoire de Seine-et-Marne Développement) et identification des entreprises pouvant rencontrer des problématiques RH lors des rencontres réalisées dans le cadre du Club des développeurs.
- Disposition de Kakémonos et affiches lors d'évènements partenariaux (Forums, salons…)
- Articles de presses

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

1, 30 ETP répartis de manière prévisionnelle de la façon suivante

Animatrice PRH / 1 ETP (100%) : Coordination et animation de la Plateforme :
- Mise en œuvre opérationnelle de l'offre de service de la Plateforme
- Suivi de l'action
- Organisation des instances de pilotage (Comités techniques et Comités de pilotage)
- Prospection et visites entreprises
- Permanences au sein des communautés de communes et tiers lieux
- Organisation des évènements (petits déjeuners, rencontres thématiques …)
- Information sur l'offre de service
- Identifier avec les entreprises les problématiques rencontrées et apporter des réponses adaptées
- Orientation des entreprises vers les partenaires adéquats
- Assurer le suivi des actions et reporting
- Réalisation des supports de communications, plaquettes, Kakémonos
- Veille juridiques et RH

Assistanat administratif et financier : 0,30 ETP (30%)

MOYENS MATERIELS :

- Accueil physique au sein des 9 Communautés de communes et tiers lieux du territoire (permanences) afin de permettre aux dirigeants des TPE de rencontrer sur le territoire l'animateur de la PRH
- Constitution d'un guide des partenaires RH pour le territoire
- Mise à disposition d'un numéro de téléphone spécifique Plateforme RH et d'une adresse mail dédiée
- Mise à disposition d'un centre de ressources de la Plateforme de Sénart :
  - D'ouvrages : le droit du travail (2012), le Kit RH pour les PME (fiches pratiques et CD ROM), code du travail (2013), la gestion prévisionnelle des ressources humaines, les outils des RH…
  - Presse spécialisée : entreprises et carrières, liaisons sociales
  - Documentation sur les offres de formation : Opcalia, Fongecif, AGEFOS…
  - Plaquettes d'informations sur les partenaires : CCI, Pole emploi, Dirigeantes actives, GDE 77…
  - Fiches méthodologiques RH : le temps de travail, contrat de sécurisation professionnelle, la rupture conventionnelle…
  - Site internet

La plateforme RH du Sud 77 s'attachera en parallèle à constituer son propre centre de ressources afin de pouvoir apporter lors des permanences au sein des territoires une réponse rapide et concrète.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- intervention sur un Territoire PACTE
- intervention sur une frange francilienne et territoire identifié comme vulnérable et susceptible de mutations économique

Il participe à la compétitivité des entreprises et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
- les TPE et les associations de moins de 50 salariés
- les jeunes entreprises ou nouveaux employeurs

Localisation géographique :
- CC MORET SEINE ET LOING
- CC DEUX FLEUVES
- CC PAYS DE FONTAINEBLEAU
- CC BOCAGE GATINAIS
- CC ENTRE SEINE ET FORET
- CC PAYS DE SEINE
- CC PAYS DE NEMOURS
- CC LES TERRES DU GATINAIS
- CC GATINAIS VAL DE LOING

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017
Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	33 300,00	69,38%
FONCTIONNEMENT	8 100,00	16,88%
PRESTATIONS EXTERNES	6 600,00	13,75%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	23 000,00	47,92%
ETAT	25 000,00	52,08%
Total	48 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 100,00 €
2018	6 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	15 300,00 €
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	12 500,00 €
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €
2014	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	22 500,00 €
2015	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	29 700,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	12 500,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	55 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	30 700,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	47 500,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
	Montant total	300 700,00 €

Structure porteuse de l'opération : **SEINE ET MARNE DEVELOPPEMENT**

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : X TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**33300,00**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**48000**
Rémunération des personnels		Etat :	**25000,00**
Charges sociales			
		Région :	**23000,00**
FONCTIONNEMENT	**8100,00**	FSE :	
Achats et fournitures	1581,60		
Publications, communication	1500,00	Département :	
Locaux : locations, entretien	230,40		
Déplacements, missions, réceptions, …	1500,00	Communauté d'Agglomération	
Frais postaux et de télecom	1288,00		
Mise à jour site internet	2000,00	Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**6600,00**	Autres *(à préciser)* :	
Organisation d'évènement et/ou appui RH			
		AUTOFINANCEMENT	
		Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**48000,00**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**48 000,00**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**48 000,00**	**Total des ressources**	**48 000,00**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	48 000,00	**Total des ressources affectés au projet**	48 000,00

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 13,75%

Montant des dépenses éligibles	**48 000,00**
Montant de lasubvention sollicitée	**23 000,00**
Taux d'intervention	**47,92%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	52,08%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000175

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES - SQY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	22 597,50 €	80,00 %	18 078,00 €
	Montant Total de la subvention		18 078,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENNAFF
78192 TRAPPES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL LAUGIER, Président
N° SIRET : 24780045100087

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS :
Favoriser la prise en compte des Ressources Humaines dans la stratégie globale des TPE sur le territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines
- Apporter une information généraliste sur les questions RH
- Professionnaliser les dirigeants dans leur processus de recrutement et d'intégration

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
- 50 structures informées ou accompagnées sur une thématique RH, dont 30 nouvelles et 10 associations.
- 30 structures informées de manière collective
- 25 RDV individuels de manière globale (entreprises nouvelles ou pas)
- 3 à 4 événements collectifs sur une thématique RH

Description :

Inscrite au sein du service Développement économique de la Maison de l'Entreprise, la Plateforme RH bénéficie du soutien des « conseillers entreprises » dans la promotion du dispositif. Des problématiques RH pouvant émerger de ces RDV, la Plateforme peut intervenir conjointement et en totale complémentarité. La Plateforme RH sera située à compter de janvier 2017 dans les locaux de SQY Cub, nouveau pôle de l'Entreprenariat et de l'Innovation. Elle sera ainsi en contact avec les porteurs de projet de l'incubateur.

SOCLE COMMUN :

1. Proposer un premier niveau d'information sur les questions RH : information téléphonique, accueil physique de l'employeur.

Objectifs quantitatifs : 300 TPE nouvelles par an, dont 20% d'associations de moins de 50 salariés
Objectifs qualitatifs :
- Pré-diagnostic RH (grille de diagnostic), compte-rendu formalisé et suivi après 3 mois + accompagnement, si besoin, à la mise en place d'une stratégie RH
- Mise à disposition d'un centre de ressources physique. Intervention régulière de la conseillère de la Cité des Métiers sur des actions menées conjointement à destination des entreprises et des salariés.
- Orientation vers le partenaire pertinent et mise à disposition d'un répertoire des offres services RH du territoire
- Développement d'un partenariat avec les services associatifs d'Yvelines Active
- Pérennisation du partenariat avec le DLA et le service associatif de la CASQY (CODESQY)
- Participation aux Forums associatifs du territoire
- Centralisation et diffusion d'un calendrier mensuel des événements RH du territoire
- Conseil et accompagnement renforcé : 20 TPE/an
- Mise en place de petits déjeuners thématiques (2 à 3 matinales sur des sujets variés : handicap, management, …)

2. Appui au recrutement, à l'intégration et à la fidélisation des salariés :

Objectif quantitatif : 30 entreprises / 60 actions
Objectifs qualitatifs :
- former les dirigeants sur les procédures de recrutement, l'analyse des besoins, la formalisation d'une fiche de poste et fiche d'offre, la conduite d'un entretien d'embauche
- informer sur les différents types de contrats de travail, les mesures d'aide à l'embauche, les obligations légales
- sensibilisation aux bonnes pratiques, prévention de la discrimination à l'embauche et promotion de l'égalité des chances
- mettre en place un plan d'intégration, informer sur les techniques et méthodes de motivation et de fidélisation des salariés
- Développement de nouvelles sources de sourcing afin de démultiplier le réseau
Outils : méthodologie et grille de recrutement ; carnet de bord d'évaluation, fiche bilan de la période d'essai, guide sur le tutorat, mise en place d'un livret d'accueil
Partenaires : APEC, Pôle Emploi, missions locales, ...

3. Assistance juridique :

Objectif quantitatif : 30 entreprises / 50 actions
Objectif qualitatif :
- mettre en place une veille informative de premier niveau (newsletter et fiche d'actualité) et appui sur l'offre de services de la CGPME78 et la DIRECCTE
- en partenariat avec la Maison de la Justice et du Droit, mise à disposition d'une permanence téléphonique tous les mardis et d'une permanence mail toute la semaine : premier niveau d'information

sur le droit social et droit du travail.

AXES DE SPECIALISATION :

Axe 1 : développement des compétences et de la formation des salariés

Objectif quantitatif : 30 TPE / 30 actions ; 1 action collective

Objectifs qualitatifs :
- accompagner à l'élaboration et la mise en œuvre du plan de formation, développer les compétences des employeurs et salariés
- identifier les dispositifs de formation et les modalités de financement
- informer et accompagner les entreprises dans la mise en place de contrats en alternance
- Recenser et centraliser les besoins des entreprises en matière de formation pour développer une offre mutualisée et territorialisée

Modalités d'intervention :
- informations collectives : 1 matinale a minima en partenariat avec les OPCA
- entretiens individuels : information spécifique sur la formation, identification et mise en relation avec l'OPCA, ...
- incitation à l'utilisation des budgets alloués aux entreprises (plan de formation)
- relais auprès du service Point Info VAE établi à la Cité des Métiers pour les questions relatives à la formation des salariés.

Axe 2 : Accompagnement à la mise en place d'une démarche d'anticipation en matière RH et de GPEC

Objectifs quantitatifs : 10 TPE / 20 actions ; 1 action collective

Objectifs qualitatifs :
- permettre aux TPE d'accéder à un accompagnement collectif et/ou individuel dans la mise en oeuvre d'une GPEC
- appui à la mise en place d'actions pour le développement des compétences, notamment en s'appuyant sur le diagnostic GPECT initié par la Direccte 78 visant à renforcer l'offre de services territoriale en matière d'anticipation des mutations économiques.

Modalités d'intervention :
- Sensibilisation sur la GPEC avec l'intervention de partenaires (CGPME78).
- Mise en place de pré-diagnostic GPEC.
- Accompagnement individuel spécifique GPEC.
- Promotion du dispositif de la DIRECCTE (demande de subvention GPEC) et accompagnement dans la rédaction du dossier.
- Appui aux actions de communication GPEC en proposant aux entreprises de moins de 20 salariés de participer aux travaux et aux actions suivant : job dating, rencontres entreprises, plan sénior, Handicap…
- Groupe de travail avec les agences de travail temporaire du territoire.
- Petit déjeuner thématique GPEC avec Agefos PME

PARTENAIRES :

Mise en relation, diffusion réciproque d'information, interventions et informations collectives.
- Services Développement économique de la CA
- Pôle Emploi, APEC, le Réseau des Offres, Services Emploi des communes, Missions locales, Cap Emploi, PLIE, MDPH 78, Défense Mobilités, Université Versailles St Quentin (recrutement, intégration, fidélisation)

- ARACT, CCI, CMA
- DIRECCTE, CGPME78, Maison de la Justice et du Droit (assistance juridique)
- AGEFOS PME, OPCALIA IDF, UNIFORMATION, INTERGROS, IFOCOP, Cité des métiers, Fongecif, Relais VAE (formation des salariés)
- FTPE 78, PROMOPOLE, CJD, Club Face (réseaux d'entreprises), GEM OPTIM PME

COMMUNICATION :

- Diffusion d'une plaquette de communication spécifique, cartes de visites, programmes, flyers…
- Approche directe des TPE par téléphone, mail
- Participation aux manifestations existantes
- Newsletter par mail favorisant l'échange, la mutualisation et la diffusion de bonnes pratiques
- Communication sur le site internet de la CA sur la plateforme RH, ses services, ses partenaires et l'actualité
- Articles dans les journaux de SQY et journaux spécialisés

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

1 ETP, réparti de manière prévisionnelle de la manière suivante :
- une chargée de mission RH (1 ETP) : prospection d'entreprises, recueil des besoins RH, information, conseil et accompagnement RH, appui au recrutement et à l'intégration, développer un réseau d'entreprises local, animation de l'ensemble des partenaires, mise en place d'outils.

MOYENS MATERIELS :

- bureau de 15 m2 avec poste informatique et téléphone portable pour accueillir les chefs d'entreprise
- 2 salles de réunion
- espace accueil et espace documentation de la Maison de l'Entreprise et du nouvel espace tiers lieu du SQY Club

Intérêt régional :

Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
-intervention sur un territoire PACTE

Il participe à la compétitivité des TPE et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Entreprises et associations de moins de 50 salariés du territoire.

Localisation géographique :
- CA DE ST QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet. Dans la continuité des années précédentes et conformément au règlement d'intervention élevant le taux maximal d'intervention de la Région à 80% pour les nouveaux porteurs et pour les projets ne mobilisant pas de cofinancement, le taux d'intervention régional pour le projet de Saint Quentin en Yvelines s'élève à 80 %.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	22 232,67	98,39%
FONCTIONNEMENT	364,83	1,61%
PRESTATIONS EXTERNES	0,00	0,00%
Total	22 597,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	18 078,00	80,00%
AUTOFINANCEMENT	4 519,50	20,00%
Total	22 597,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 654,00 €
2018	5 424,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	420 000,00 €
2013	Equipements sportifs d'intérêt régional	2 672 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	243 100,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	20 226,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	17 756,29 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2013	Valorisation du patrimoine régional	73 400,00 €
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	62 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 432 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	88 500,80 €
2014	Politique énergie climat	5 000,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	23 077,00 €
2014	Réseau vert et déplacements à vélo en Ile de France	316 200,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	350 530,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	56 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	209 442,81 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	2 400 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	36 156,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 000,00 €
	Montant total	9 039 388,90 €

Structure porteuse de l'opération : Saint-Quentin-en-Yvelines

Budget prévisionnel semestriel 2017

Cinquième année d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : X TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ ~~HT (la structure récupère la TVA)~~

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**22 232,67**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**18 078,00**
Rémunération des personnels	16 185,76	Etat :	
Charges sociales	6 046,91		
		Région :	18 078,00
FONCTIONNEMENT	**364,83**	FSE :	
Achats et fournitures			
Publications, communication		Département :	
Locaux : locations, entretien			
Déplacements, missions		Communauté d'Agglomération	
Frais postaux et de télecom (mobile)	64,83		
Informatique	300,00	Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**0,00**	Autres *(à préciser)* :	
A préciser			
		AUTOFINANCEMENT	**4 519,50**
		Recettes générées (ventes, ...)	
		Autre autofinancement	4 519,50
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**22 597,50**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**22 597,50**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**22 597,50**	**Total des ressources**	**22 597,50**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	22 597,50	**Total des ressources affectées au projet**	22 597,50

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 0,00

Montant des dépenses éligibles	**22 597,50**
Montant de lasubvention sollicitée	**18 078,00**
Taux d'intervention	**80,00%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles 0,00

Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles 20,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000177

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES- CORBEIL-ESSONNES-EVRY 91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	95 250,00 €	26,25 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES EVRY
Adresse administrative : 14 RUE DU BOIS SAUVAGE 91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Eric BAREILLE, Président
Date de publication au JO : 02/01/2007

N° SIRET : 49444394800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

Objectifs qualitatifs : Accompagner les TPE, artisans, commerçants et les associations de moins de 50 salariés dans la mise en œuvre de leur politique RH : juridique, recrutement et fidélisation, formation, GPEC et anticipation des difficultés

Objectifs quantitatifs :
- 90 à 120 entreprises hors professions libérales, dont 45 nouvelles entreprises..
- 15 à 20 associations
- 9 actions collectives
- 20 rdv individuels

Description :

SOCLE COMMUN :
Mise à disposition d'un numéro de téléphone spécifique « Plateforme RH » et d'une adresse mail dédiée :

Objectifs quantitatifs :
- 60 à 80 entreprises hors professions libérales, dont 30 nouvelles entreprises..
- 10 à 15 associations
- 6 actions collectives
- 20 rdv individuels

1) INFORMATION JURIDIQUE (droit du travail) auprès des chefs d'entreprises (législation sociale, élaboration et rupture du contrat de travail, déclarations obligatoires, formalités et aides à l'embauche,…), en partenariat avec les juristes de la CCI 91 :

• Développer la mission d'information de proximité,
• Informer et accompagner les chefs d'entreprise et responsables associatifs sur les questions de gestion quotidienne du personnel,
• Favoriser la mise en relation des entreprises et des associations avec le(s) partenaire(s) adéquat(s) (institutionnels, organismes de contributions sociales, centres de formation..),
• Accroître la connaissance des dispositifs mis en œuvre,
• Prévenir les litiges en apportant aux dirigeants d'entreprises et responsables associatifs des informations de base pour une gestion du personnel en conformité avec la législation sociale,
• Simplifier les démarches administratives.

2) AIDE AU RECRUTEMENT: faciliter les démarches de recrutement et lever les freins du recruteur à l'embauche (information sur les contrats aidés, élaboration de fiches de poste, rédaction d'une offre d'emploi, diffusion d'une annonce par l'intermédiaire de nos partenaires, …).

• Contribuer à identifier le « marché caché » de l'emploi (non confié au service public de l'emploi) par une présence renforcée auprès des entreprises,
• Faciliter la démarche de recrutement des entreprises et des associations en les aidant à analyser les compétences attendues,
• Contribuer au rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi du bassin Evry/Corbeil,
• Aider le dirigeant ou le responsable associatif à diversifier le sourcing : handicapés, seniors, jeunes en difficultés…,
• Valoriser l'offre de service des acteurs locaux de l'emploi

3) FORMATION : information sur les dispositifs de formation et sur la législation en matière de formation. Favoriser la mise en œuvre de mesures d'adaptation au poste,

• Favoriser l'évolution des compétences,
• Anticiper les besoins en compétences,
• Valoriser l'offre de service des acteurs locaux (OPCA…).

4) FIDELISATION DES SALARIES: promouvoir et contribuer à la mise en œuvre d'outils de fidélisation négociés par les partenaires sociaux (mutuelle d'entreprises, tickets restaurants, CE interentreprises)

• Contribuer à réduire le turn-over des TPE,
• Permettre aux TPE de proposer des avantages sociaux à leurs salariés,
• Contribuer à favoriser l'égalité professionnelle (petites et grandes entreprises).

MODALITES D'INTERVENTION :

1. Information et appui individualisé des dirigeants et responsables associatifs

Objectif 1 : apporter un service de proximité de premier niveau d'information
• Mise à disposition d'un numéro de téléphone spécifique « plateforme RH » et d'une adresse mail dédiée
• Mise à disposition dans les locaux de la MDE d'un centre de ressources physique
• Mise en ligne d'un volet Plateforme RH sur le site internet de la MDE
• Animation d'un compte LinkedIn « Plateforme RH »

Objectif 2 : Appréhender les fondamentaux de la gestion RH (entretien d'embauche, évaluation annuelle, rédaction d'une annonce, mise en œuvre des outils de GPEC,…)
• Accueil physique et visite en entreprise (RDV individualisés) : 20 rdv

2. Organisation de réunions collectives
Objectif : Acquérir des connaissances et des outils d'application RH, et rompre leur isolement grâce à l'échange de bonnes pratiques
• Organisation de 6 actions collectives (petits déjeuners, déjeuners d'échanges, ateliers pratiques)

AXES DE SPECIALISATION :

Axe 4 – Amélioration de l'organisation du travail et des conditions de travail

Objectifs qualitatifs : Sensibiliser les TPE, artisans, commerçants et associations de moins de 50 salariés à l'amélioration de l'organisation et des conditions de travail.

- aider l'entreprise à conduire des projets d'amélioration des conditions de travail en agissant sur l'organisation du travail, la gestion des compétences (vieillissement, handicap,…), la santé au travail et la prévention des risques... ;
- aider l'entreprise et les salariés à repérer les différents appuis professionnels et financiers (médecine du travail, inspection du travail, instances du personnel, syndicats des salariés, ARACT, ANACT,…)

Objectifs quantitatifs :

- 30 à 40 entreprises touchées par an au minimum hors professions libérales, dont 15 nouvelles
- 5 à 10 associations par an,
- 3 actions collectives dont une journée séminaire sur la qualité de vie au travail, réunissant tous les acteurs intervenant sur ce champ.

PARTENARIAT

MODALITES :
• Coordination du réseau partenarial afin de pouvoir répondre à la problématique du dirigeant en identifiant au sein de chaque partenaire une personne ressource mobilisable facilement dans le cadre de l'offre de service plateforme RH,
• Consolidation du partenariat « associations »

PARTENAIRES :
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne :
• Mobilisation d'un conseiller juridique à destination des dirigeants
• Intervention du conseiller juridique lors de certains évènementiels Plateforme Rh
• Si nécessaire, RDV conjoint du conseiller juridique et d'un chargé de mission de la plateforme RH
• Orientation des dirigeants en difficulté économique vers le dispositif Rebond 91
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne
• Mobilisation d'un conseiller économique à destination des dirigeants

• Intervention du conseiller économique lors de certains évènementiels
• Orientation des dirigeants en difficulté économique vers le dispositif Rebond 91
• Mise à disposition du fichier des artisans du territoire
-Tribunal de commerce
• Mobilisation du président du Tribunal en cas de difficulté d'une entreprise
• Intervention du président du Tribunal à l'occasion de certains évènementiels entreprises
- Pôle Emploi
• Mobilisation des conseillers des agences de Corbeil et d'Evry lorsqu'une problématique de recrutement se pose
• Rdv entreprise en binôme possible avec le chargé de mission plateforme RH
• Diffusion des annonces envoyées par la plateforme RH
- Agefos-PME IDF
• Mobilisation d'un conseiller formation
• Intervention lors d'évènementiels entreprises
- DialoguEssonne
• Information sur les dispositifs négociés par les partenaires sociaux du département permettant aux TPE de contribuer à fidéliser leurs collaborateurs (ex : Plan épargne entreprises, complémentaires santé…)
• Intervention lors d'évènementiels entreprises pour promouvoir ces dispositifs
- CGPME :
• Organisation conjointe de petits déjeuners thématiques (ex. contrats de professionnalisation, contrats de générations, …)
• Intervention lors d'évènementiels entreprises
- MEDEF :
• Intervention lors d'évènementiels entreprises
- OPCALIA :
• Organisation conjointe de petits déjeuners thématiques
• Intervention lors d'évènementiels entreprises
- UNIFORMATION :
• Permanences d'Uniformation dans les locaux de la MDE pour les dirigeants et les salariés adhérents à cet OPCA
• Intervention lors d'évènementiels entreprises
- Conseil départemental **:**
• La formation des salariés des associations
• Conseil juridique aux associations
- Service Emploi de la commune de Lisses
• Appui à l'organisation d'évènementiels touchant les entreprises de la ville
- Service Emploi de la commune de Ris-Orangis
• Appui à l'organisation d'évènementiels touchant les entreprises de la ville
- Direccte (UT 91) (partenaire financier de la MDE)
• Participation aux évènementiels organisés par la MDE avec intervention d'inspecteurs ou de contrôleurs du travail
- ARACT
• Intervention lors d'évènementiels entreprises
- AFPA
• Organisation conjointe de petits déjeuners thématiques
• Intervention lors d'évènementiels entreprises ou salariés
- GRETA
• Intervention lors d'évènementiels entreprises ou salariés
- Essonne ACTIVE, porteur du DLA
• Orientation des associations
- APEC, AFDAS, AUDICER CONSEIL (Cabinet d'experts comptables), ACMS, Cramif
• Organisation conjointe d'ateliers thématiques
- ARACT
• Formations par l'ARACT sur la prévention des risques dans l'entreprise (DUER, risques psycho-sociaux)
• Intervention lors d'évènementiels entreprises (Ateliers experts)

COMMUNICATION :

- Faire connaître l'offre de service de la Plateforme RH aux chefs d'entreprises, aux salariés, aux associations et aux acteurs du territoire par des réunions d'informations, cafés accueil dans les pépinières, la diffusion de plaquettes, des publirédactionnels dans les supports de communication des partenaires : (communautés d'agglomération, Communes, CCI, CMA, …), des actualités sur le site de la MDE et les comptes LinkedIn et Twitter
- Identification de nouvelles et jeunes entreprises implantées sur le territoire de la MDE afin de les informer le plus en amont possible sur l'offre de services de la Plateforme RH

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

2.15 ETP, répartis de façon prévisionnelle de la manière suivante :
• 1 chargé de mission référent : 0,75 ETP (Pilotage, animation et mise en œuvre des actions de la plateforme)
• 1 chargé de mission suppléant : 0,60 ETP (Pilotage, animation et mise en œuvre des actions de la plateforme)
• 1 Assistante administrative: 0,25 ETP (suivi administratif et aide sur la partie opérationnelle de l'activité de la plateforme RH)
• 1 Directeur : 0,25 ETP (Animation et développement du réseau partenarial et des élus)
• 1 Stagiaire : 0,30 ETP (Appui à l'animation et mise en œuvre des actions de la plateforme)

MOYENS MATERIELS :
• Centre de Ressources dans les locaux de la MDE et virtuel via le site Internet de la MDE (accès sécurisé)
• Accueil physique au siège de la MDE, à Evry

Intérêt régional :

Il participe à la compétitivité des TPE et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant au regard de la capacité d'accueil de la structure et du nombre de stagiaires déjà accueillis dans le cadre d'autres subventions.

Public(s) cible(s) :
TPE et associations de moins de 50 salariés

Localisation géographique : 12 communes de la CA Grand Paris Sud

- BONDOUFLE
- COURCOURONNES
- EVRY
- LISSES
- RIS-ORANGIS
- CORBEIL-ESSONNES
- LE COUDRAY-MONTCEAUX
- ETIOLLES
- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL
- SOISY-SUR-SEINE
- GRIGNY

- VILLABE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	64 450,00	67,66%
FONCTIONNEMENT	26 300,00	27,61%
PRESTATIONS EXTERNES	4 500,00	4,72%
Total	95 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	25 000,00	26,25%
ETAT (CPO)	42 000,00	44,09%
CA GRAND PARIS SUD	28 250,00	29,66%
Total	95 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	59 688,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	319 688,00 €

Structure porteuse de l'opération : MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES/EVRY

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : ☑ TTC (la structure ne récupère pas la TVA) ☐ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**64 450,00**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**95 250,00**
Rémunération des personnels	41 050,00	Etat :	42 000,00
Charges sociales	19 260,00		
Autres charges de personnel (2 stagiaires)	2 000,00		
Taxes sur salaires	2 140,00	Région :	25 000,00
FONCTIONNEMENT	**26 300,00**	FSE :	
Achats et fournitures	500,00		
Publications, communication, impression	6 000,00	Département :	
Documentation centre ressources	200,00		
Locaux : locations, charges ,entretien	5 100,00	Communauté d'Agglomération	28 250,00
Maintenance	1 300,00		
Déplacements, missions, réceptions, …	2 400,00	Commune(s) :	
Transports par porteur spécial	2 000,00		
Frais postaux et de télecom	4 200,00		
Honoraires, honoraires comptables, commissaire aux comptes	4 100,00		
Impôts et taxes foncieres	500,00	**AUTOFINANCEMENT**	
		Autres *(à préciser)* :	
PRESTATIONS EXTERNES	**4 500,00**		
Prestations sur actions	4 500,00	Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**95 250,00**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**95 250,00**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**95250,00**	**Total des ressources**	**95 250,00**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	95250,00	**Total des ressources affectés au projet**	95 250,00

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 4,72%

Montant des dépenses éligibles	**95 250,00**
Montant de la subvention sollicitée	**25 000,00**
Taux d'intervention	**26,25%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	73,75%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000182

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE SERVICES RH POUR LES PETITES ENTREPRISES DU GRAND PARIS SEINE OUEST

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	64 121,57 €	46,79 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI MAISON DES ENTREPRISES ET DE L'EMPLOI
Adresse administrative : 2 RUE DE PARIS 92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Hervé MARSEILLE, Président
Date de publication au JO : 19 février 2011
N° SIRET : 45385371500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS :

Accompagner les TPE à la mise en œuvre d'une politique Ressources Humaines efficiente et adaptée aux problématiques qu'elles rencontrent et dans l'appréciation des RH comme facteur de développement pour les entreprises mais aussi pour leurs salariés.
• Proposer une réponse concrète, cohérente et intelligente aux besoins RH des TPE en accompagnant notamment les chefs d'entreprises dans l'anticipation de leurs besoins en compétences et en permettant aux salariés d'être acteurs de leur évolution professionnelle ;
• Créer une relation de confiance avec les TPE, par la qualité et la personnalisation des réponses

apportées, notamment par la signature d'une charte qualité par les partenaires ;
• Créer des outils RH à destination des entreprises nécessaires à leur plus grande autonomie en matière de gestion RH ;
• Travailler sur la complémentarité avec les partenaires du territoire dans le cadre de la mise en place d'actions pour répondre aux besoins non couverts et / ou pour renforcer l'existant selon les besoins des entreprises ;
• Assurer le rôle d'interface/de relais au niveau du territoire et favoriser ainsi la mutualisation des acteurs au travers de la proximité géographique.

OBJECTIFS QUANTITATIFS SUR LE PREMIER SEMESTRE 2017 :

- 50 structures dont 12 associations (40 dans le cadre du socle commun et 10 dans le cadre de l'axe de spécialisation) accompagnées par la plateforme, dont 25 nouvelles entreprises
- Nombre d'actions collectives : 6 actions avec une moyenne de 10 entreprises présentes (socle commun : 5 ateliers Club RH ; axe de spécialisation : 1 atelier spécifique).
- Nombre de rdv individuels : 25

Description :

SOCLE COMMUN :

Proposer une offre de services générale en gestion et en développement des ressources humaines aux dirigeants de TPE et associations du territoire

Objectif quantitatifs : 40 dirigeants de TPE et d'associations accompagnés

3 MODALITES D'INTERVENTION :
- Prestations sur mesure (accueil et conseils individualisés ; accompagnement dans la mise en œuvre d'actions RH ; orientation vers les partenaires)
Objectifs quantitatifs : 30 à 40 prestations
- Ateliers et Club "@cteurs RH" (Temps d'animations collectives ou événements ponctuels ; Ateliers thématiques ; Conférences ; Débats)
Objectifs quantitatifs : 5 ateliers actions club Rh
- Centre de ressources documentaires : "Cyber b@se RH"
Objectifs quantitatifs : 20 accès personnalisés à l'outil Cyber base

6 AXES D'INTERVENTION :

1. Recrutement
- Prestations sur mesure :
Aide à la définition du profil de poste ; diffusion de l'annonce auprès du réseau conseillers et partenaires ; organisation d'informations collectives ; organisation de présélection par téléphone ou sur entretien ; organisation de session de recrutement sur site ou chez l'employeur ; conseils sur les différents contrats de travail et aides associées ;
- Club @cteurs RH : Atelier : « Le Handicap en entreprise » (Agefiph, Cap Emploi, Sameth, Alther)

2. Intégration et fidélisation des salariés
- Prestations sur mesure : aide à la rédaction du livret d'accueil ; aide à la mise en place d'un parcours d'intégration ; accompagnement de 6 mois post-intégration salarié ; administration d'enquête de satisfaction

3. Gestion des compétences
- Prestations sur mesure : construction d'un référentiel des métiers ; aide à la construction d'un plan de formation, mise en place de formation-action ; accompagnement à la mise en place d'une revue de personnel

4. Droit social / Audit RH
- Prestations sur mesure : Diagnostic processus RH - niveau 1 ; conseil en droit social
- Club @cteurs RH :
Atelier : « Le fait religieux en entreprise »,
Atelier « Le prélèvement à la source »,
Atelier « Droit à la déconnexion-Equilibre vie professionnelle/vie privée »

5. Management
Club @cteurs RH : Atelier : «Manager avec les entretiens professionnels » (APEC)

6. Communication RH / stratégie RH

AXE DE SPECIALISATION :
Ce projet propose un seul axe de spécialisation qui sera développé pour les TPE du secteur du numérique.

Axe 1 : Accompagnement à la mise en place d'une démarche d'anticipation en matière RH et de GPEC

Objectifs quantitatifs : 10 TPE bénéficiaires

Objectifs qualitatifs : Cette action s'inscrit dans le cadre du projet global de création d'un pôle de mobilité dédié aux métiers du numérique et vise à développer la valorisation des RH sur le territoire en favorisant la structuration d'une gestion territoriale des emplois et compétences au bénéfice des TPE et permettre le maintien à l'emploi et la sécurisation des parcours professionnels par le développement des compétences.

1. Faciliter l'intégration des TPE au pôle de mobilité
- Informer sur le dispositif du pôle et l'offre de services proposée
- Mise en relation avec le pôle

2. Des conseils personnalisés sur la mobilité professionnelle
- Analyse des besoins de compétences et de leur évolution
- Constitution d'un outil de pré-diagnostic
- Suivi des projets en lien avec les gestionnaires du pôle : accompagnement individuel des salariés (bilan de compétence, atelier carrière, VAE, atelier coaching, …)
- réalisation d'un pré-diagnostic sur la mobilité
- Informations sur les dispositifs et financements possibles de l'Etat et/ou du FAFIEC pour la mise en œuvre de démarches GPEC adaptées aux TPE

3. Appui des TPE du numérique au recrutement de candidats issus du dispositif du pôle de mobilité

4. Sensibilisation à la fonction stratégique des RH par des ateliers spécifiques
- Permettre aux TPE de s'approprier des outils, et/ou de bénéficier de conseils sur les aspects juridiques et sociaux du management
- Atelier/information collective pour les TPE

Objectifs quantitatifs : 1 atelier spécifique du type « la mobilité inter-entreprises »

5. Mise à disposition de compétences RH
- Conventions avec de grandes entreprises membres du pôle de mobilité et/ou adhérentes du nouveau réseau des entreprises du numérique du territoire : SoDigital
- Mise à disposition et signature de conventions avec les TPE

PARTENARIAT :
• EPT T3 du Grand Paris Seine Ouest
• CIBC, partenaire de la MDEE, pour les bilans de compétences et si besoin pour l'aide au Recrutement et la préparation opérationnelle à l'emploi
• CCIP (hotline juridique)
• Délégation Formations et Compétences, organisme rattaché à la CCIP
• Centre d'Information sur la Formation
• FONGECIF
• OPCA : Agefos PME, Opcalia IDF, Uniformation (conventions régionales) ; FAFIEC, AFDAS,…
• Pôle emploi
• APEC (convention régionale)
• CGPME, MEDEF
• Pôles de compétitivité (Cap Digital, Systém@tic, Medicen,…)
• Agefiph, Cap Emploi, Alther, Sameth (convention régionale)
• Coopération active entre les Grandes Entreprises et les TPE

COMMUNICATION :
- Réédition de la plaquette de présentation de la plateforme
- Actualités et événements de la Plateforme Rh diffusés sur le site de SOEE, sur le site Pôle de compétence numérique et sur le site de GPSO
- Actualités et événements de la Plateforme Rh diffusés sur les réseaux sociaux de Seine Ouest Entreprise et Emploi
- Newsletter mensuelle « L'actu économique de GPSO »
- Journaux municipaux des territoires de Grand Paris Seine Ouest, revue de presse pour les élus
- Diffusion des événements de la Plateforme RH
- Prospection entreprises et associations par mail et par téléphone

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :
1,38 ETP répartis de manière prévisionnelle de la façon suivante :
- 1 chargée de projet Plateforme RH : 1 ETP
- 1 appui administratif : 0,38 ETP

MOYENS MATERIELS :
- 1 accueil « centre de ressources »
- 1 espace dédié pour l'accueil des chefs d'entreprise
- 1 bureau individuel, 1 photocopieur multifonctions et une imprimante
- 1espace Cyber base pour les travaux et recherche avec accès internet

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- axe de spécialisation ciblé sur un secteur stratégique (économie numérique)
- pôle majeur de développement économique.

Il participe à la compétitivité des TPE, plus particulièrement celles du secteur du numérique et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant au regard de la capacité d'accueil de la structure et du nombre de stagiaires déjà accueillis dans le cadre d'autres subventions.

Public(s) cible(s) :
les entreprises et associations de moins de 50 salariés du Grand Paris Seine Ouest et leurs salariés

Localisation géographique : Bassin d'emploi T3
- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	46 282,57	72,18%
FONCTIONNEMENT	9739,00	15,19%
PRESTATIONS EXTERNES	8 100,00	12,63%
Total	64 121,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	30 000,00	46,79%
CA	34 121,57	53,21%
Total	64 121,57	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
	Montant total	240 000,00 €

Structure porteuse de l'opération : **SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI**

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : ☒ TTC (la structure ne récupère pas la TVA) ☐ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**46 282,57**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**64 121,57**
Rémunération des personnels	28 394,21	Etat :	
Charges sociales	17 888,36		
		Région :	30 000,00
FONCTIONNEMENT	**9 739,00**	FSE :	
Achats et fournitures	300,00		
Publications, communication	6 249,00	Département :	
Locaux : locations, entretien	1 240,00		
Déplacements, missions, réceptions, …	930,00	Communauté d'Agglomération	34 121,57
Frais postaux et de télecom	1 020,00		
		Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**8 100,00**	Autres *(à préciser)* :	
Animation ateliers	8 100,00		
		AUTOFINANCEMENT	
		Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**64 121,57**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**64 121,57**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement	8 938,00	**Autofinancement (prise en charge par l'association des dépenses ou moyens utilisés par la plateforme RH)**	8 938,00
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**73 059,57**	**Total des ressources**	**73 059,57**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	73 059,57	**Total des ressources affectés au projet**	73 059,57

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 11,09%

Montant des dépenses éligibles	**64 121,57**
Montant de la subvention sollicitée	**30 000,00**
Taux d'intervention	**46,79%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	53,21%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000181

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE SERVICES RH POUR LES PETITES ENTREPRISES DE PLAINE COMMUNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	27 000,00 €	80,00 %	21 600,00 €
	Montant Total de la subvention		21 600,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65738-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP MAISON DE L'EMPLOI DU TERRITOIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 LA PLAINE SAINT DENIS
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Patrick BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 13000310600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS :
-information généraliste sur les questions RH et la professionnalisation des dirigeants dans leur processus de recrutement et d'intégration de nouveaux salariés
-développement des compétences et de la formation des salariés, notamment au travers de la mise en œuvre de formations en lien avec les OPCA, et promotion de l'alternance
- Offre de services à destination des jeunes entreprises n'ayant aucun salarié et étant dans une stratégie de développement.

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
45 structures informées et sensibilisées sur une question RH (hors action de communication), dont 30 nouvelles
6 structures bénéficiant d'un accompagnement renforcé

25 TPE en rdv individuels
4 actions collectives (hors forum emploi), dont 2 sur les axes de spécialisation

Description :

SOCLE COMMUN :

Objectifs qualitatifs :
- Apporter une information généraliste sur les questions RH et contribuer à la professionnalisation des dirigeants dans leur process de recrutement grâce à un accueil de proximité
- Développer des instances de coordination des acteurs du territoire en lien avec les problématiques RH, fédérer les acteurs locaux autour du plan d'action de la plateforme RH.

1. CENTRE DE RESSOURCES :

- Coordination des acteurs du territoire via des réunions avec les partenaires, dans le cadre notamment du groupe de travail « Le Cartel » qui regroupe l'ensemble des acteurs de l'accompagnement pour faciliter le parcours du porteur de projet et des entreprises
- Création de nouvelles fiches outils à destination des entreprises : les différentes instances représentatives du personnel, la période d'essai, la modification du contrat de travail, organiser et gérer le temps de travail de ses équipes, le licenciement pour motif personnel
- Mise en ligne sur le site de la MDE de fiches outils à destinations des entreprises (le CDI, le CDD, les démarches administratives liées à la première embauche, etc.)
- Proposition d'orientation des TPE vers le centre de ressources documentaires spécialisées de la MIEL

2. ACTIONS INDIVIDUELLES
- Conseil ponctuel via des échanges téléphoniques ou sur rdv dans les locaux de la MDE ou de l'entreprise : apporter un premier niveau d'information sur toute question RH : recrutement, intégration, droit du travail, contrat de travail, formation, etc.
- Développer un volet " recrutement " favorisant les embauches de proximité (en lien avec Pôle emploi, les Missions Locales):
. accompagnement des dirigeants des TPE dans l'analyse de leurs besoins en compétences,
. aide à la formalisation de fiches de poste et à la rédaction d'une offre d'emploi,
. trouver les bons canaux de communication,
. mener un entretien de recrutement,
. intégrer un salarié, etc.

Objectifs quantitatifs : 20 rdv individuels, dont 6 accompagnements renforcés

3. ACTIONS COLLECTIVES
Appui sur les réseaux d'entreprises partenaires : Club des dirigeants, Commission TPE de Plaine Commune Promotion, MIEL…
- Mettre en place des ateliers thématiques appropriés en fonction des besoins exprimés par les TPE et associations du territoire :
Thématiques pressenties :
- La mise en place des dispositifs réglementaires pour les entretiens professionnels (APEC)
- Le Document Unique d'Evaluation des Risques
- La Déclaration Sociale Nominative

- Représenter les TPE sur des forums emploi locaux, tels que « les Rencontres pour l'emploi », en relayant leurs offres sur un « stand TPE ».

Objectif quantitatifs :
- 2 ateliers thématiques à destination des TPE
- Participation à 1 forum emploi

AXES DE SPECIALISATION :

Axe 1 : Développement des compétences et de la formation des salariés au sein de l'entreprise

Objectifs quantitatifs :
- Organisation d'1 action collective sur la formation professionnelle en lien avec les OPCA, 15 entreprises

1. Professionnaliser les dirigeants en matière de formation professionnelle
- Familiariser les employeurs avec les outils de gestion de carrière de leurs collaborateurs (entretien professionnel, CPF, etc.)

Actions en partenariat avec la CCIP, la CMA, LA MIEL et les OPCA :
- formation des dirigeants sur les questions de management et les outils
- renforcement de la collaboration avec Agefos PME, Opcalia IDF et Uniformation

2. Promouvoir l'alternance auprès des TPE
-informer les dirigeants sur les différents types de contrats en alternance (apprentissage et professionnalisation) et sur les mesures de financement associées,
- aider les dirigeants dans leurs recrutements en alternance, en lien avec les développeurs de l'apprentissage des CFA du territoire et le développeur territorial.
- informer les dirigeants sur l'offre des OPCA en matière de définition et de mise en œuvre des procédures et de process liés à l'intégration de nouvel alternant et à la formation des tuteurs
- proposer aux TPE du territoire de participer à des initiatives alternance telles que les Quartiers de l'alternance (forum de recrutement d'alternants dans les quartiers du territoire)

Axe 2 : Offre de services à destination des jeunes entreprises

1. Sensibiliser sur la prise en compte des questions RH dans la stratégie globale de l'entreprise (aide à la détermination des compétences nécessaires, entretien individuel)

2. Information / sensibilisation sur ce qu'implique la fonction employeur

3. Accompagnement du dirigeant au recrutement de son premier salarié en lien avec Pôle Emploi

4. Participation active de la Plateforme RH au projet collectif porté par l'association Plaine Coworking : il s'agit de créer un écosystème d'acteurs sur le territoire réuni en un seul et unique lieu PLAINE CO WORKING pour apporter une solution d'accompagnement coordonnée aux entreprises innovantes. Elle regroupe ainsi la Plateforme RH, l'association Plaine Coworking la Société Générale, Icade, Numergy (Cloud souverain), l'incubateur de l'université Paris 13, Incub'13, Initiatives Plaine Commune, la Maison des Initiatives Locales, Réseau entreprendre, France Active, Cité Lab. .L'objectif est de faciliter le parcours du porteur de projet en favorisant les coopérations, la collaboration, le transfert de connaissance pour permettre la création d'entreprises innovantes et d'assurer leur pérennité.

L'appel à projet « Le Cartel » prévoit ainsi de proposer aux entreprises innovantes :
- des compétences métier et réseau
- un programme de 13 semaines de formation de la formalisation d'un projet pérenne jusqu'au Pitch
- un espace de travail sur l'espace de coworking

Objectifs quantitatifs :
- Organisation d'un petit déjeuner sur « les démarches administratives liées à la première embauche » : 10 TPE participantes
- Accompagnement de 10 dirigeants au recrutement de leur premier salarié
- Accompagnement des porteurs de projets dans le cadre du Cartel

PARTENARIAT :

- Plaine Commune Promotion, association d'entreprises du territoire de Plaine Commune, comptant 250 entreprises et englobant un réseau de 110 TPE : le Club des dirigeants.
- La MIEL (La Maison de l'Initiative Economique Locale), association qui accompagne la création et le développement des TPE locales, affiliée à deux pépinières basées à La Courneuve et Saint-Denis qui soutiennent le développement de jeunes TPE. Actions de sensibilisation à la création d'entreprise, d'information via leur centre de ressources, d'accompagnement individualisé des TPE, de réunions thématiques avec des experts pour aider les dirigeants dans leurs premières problématiques RH suite à l'embauche de leur premier salarié..
- AGEFOS PME, OPCALIA IDF, Uniformation, Intergros
- EPT de Plaine Commune qui mettra à sa disposition ses locaux et ses services logistiques (notamment son service communication) + un appui de ses salariés à l'animatrice de la plateforme. .
- APEC
- CCI 93, CMA
- Pôle Emploi
- Initiative Plaine Commune
- France Active

COMMUNICATION :

- Appui sur les réseaux d'entreprises existants à Plaine Commune et sur les partenaires sociaux
- Communication numérique (création d'un onglet PFRH sur le site de la MDE, mailing), papier (flyer, courrier), directe (téléphonique ou présentielle)… via les réseaux internet, la presse locale, les journaux spécialisés, les newsletters de Plaine Commune Promotion
- Diffusion d'une plaquette spécifique à la plateforme RH
- Organisation d'actions de communication et participation du chargé de mission plateforme RH à des rencontres inter-entreprises (Rencontres de Plaine Commune Promotion, Rendez-vous des experts de la MIEL, Revue des bilans chartes de Plaine Commune…)

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :
1 ETP réparti de manière prévisionnelle de la façon suivante :
- un chargé de mission Plateforme RH TPE (1 ETP)

MOYENS MATERIELS :
- Bureau, ordinateur
- Plaquettes, supports de communication divers
- Page internet dédiée sur le site internet de Plaine Commune
- Ligne téléphonique

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- intervention sur un Territoire PACTE
- territoire identifié comme vulnérable et susceptible de mutation économique
- contribution au développement de l'alternance en collaboration avec les développeurs de l'apprentissage
Ce projet participe à la compétitivité des TPE et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE et associations de moins de 50 salariés

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet. Dans la continuité des années précédentes et conformément au règlement d'intervention élevant le taux maximal d'intervention de la Région à 80% pour les nouveaux porteurs et pour les projets ne mobilisant pas de cofinancement, le taux d'intervention régional pour le projet de Plaine Commune s'élève à 80 %.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	25 500,00	94,44%
FONCTIONNEMENT	1 000,00	3,70%
PRESTATIONS EXTERNES	500,00	1,85%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	21 600,00	80,00%
ETAT (CPO)	5 400,00	20,00%
Total	27 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 120,00 €
2018	6 480,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	31 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	31 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	54 120,00 €
	Montant total	296 120,00 €

Structure porteuse de l'opération : **MDE Plaine Commune**

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : ☒ TTC (la structure ne récupère pas la TVA) ☐ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**25 500,00**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**27 000,00**
Rémunération des personnels	13 000,00	Etat :	5 400,00
Charges sociales	12 500,00		
		Région :	21 600,00
FONCTIONNEMENT	**1 000,00**	FSE :	
Achats et fournitures	200,00		
Publications, communication	300,00	Département :	
Locaux : locations, entretien			
Déplacements, missions, réceptions, ...	500,00	Communauté d'Agglomération	
Frais postaux et de télecom			
		Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**500,00**	Autres *(à préciser)* :	
Consultant RH	500,00		
		AUTOFINANCEMENT	0,00
		Recettes générées (ventes, ...)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**27 000,00**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**27 000,00**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**27 000,00**	**Total des ressources**	**27 000,00**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	**27 000,00**	**Total des ressources affectés au projet**	**27 000,00**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 1,85%

Montant des dépenses éligibles	**27 000,00**
Montant de la subvention sollicitée	**21 600,00**
Taux d'intervention	**80,00%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	20,00%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000180

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE SERVICES RH POUR LES PETITES ENTREPRISES DU VAL DE BIEVRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	43 373,60 €	57,64 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : T 12 EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 2 AV YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Michel LEPRETRE, Président
N° SIRET : 20005801400016

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

Objectifs qualitatifs :
- Mieux faire connaitre aux TPE, plus particulièrement celles du secteur de la santé et de l'économie numérique les dispositifs RH à mobiliser (formation, recrutement, GPEC)
- Mieux faire connaitre l'offre de service des partenaires
- Professionnaliser le chef d'entreprise dans sa fonction RH
- Participer à la mise en réseau des TPE du territoire

Objectifs quantitatifs :
- 50 entreprises informées ou accompagnées sur une question RH, dont 20 nouvelles.
- 30 rdv individuels (pour 15 entreprises environ)
- 4 actions collectives, dont 2 sur le socle commun et 2 sur les axes de spécialisation, avec en moyenne 8 entreprises présentes.
- 30 entreprises pour le socle commun, 20 entreprises sur les axes de spécialisation

Description :
La plateforme RH intervient depuis 2013 sur les 7 villes du territoire du Val de Bièvre et cible plus particulièrement les filières de la santé/Biotechnologies et de l'économie numérique, fortement représentées sur le territoire. Elle s'articule de manière complémentaire avec la plateforme portée par le CBE Sud 94 sur les deux villes communes de Fresnes et l'Haÿ les Roses. Dans le cadre de la réforme territoriale et de la loi NOTRe, la communauté d'agglomération a été dissoute et a rejoint au 1er janvier 2016, le « territoire 12 », Grand Orly Seine Bièvre. Sur le premier semestre 2017, la plateforme RH reste sur le même périmètre géographique, mais réalisera un travail d'ingénierie pour redéfinir le périmètre et les actions de la plateforme RH à l'échelle de l'EPT

SOCLE COMMUN : (30 entreprises)

Objectifs quantitatifs : 20 TPE accompagnées sur le 1er semestre 2017 en individuel et 10 TPE participant aux sessions collectives

1. Information généraliste sur toute question RH et orientation, si besoin, vers le partenaire pertinent
- Centre de ressources dématérialisé avec mise à disposition de guides et outils RH
- Service web « pearltrees » Plateforme RH pour favoriser la mise en réseau
- Information de premier niveau et orientation vers les structures

2. Information et Conseil individuel auprès du dirigeant dans son process de recrutement
- Diagnostic et aide à la rédaction de la définition de fonctions et de l'offre d'emploi, préconisations sur les moyens à mettre en œuvre pour recruter et conseil sur les aides à l'embauche
- Détection des situations discriminatoires et conseil sur les règles juridiques
- Conseil sur les dispositifs de formation du salarié ou du demandeur d'emploi (AFPR/POE)
- Conseil sur modalités des emplois d'avenir et contrats de génération
- Participation aux forums emploi du territoire, pour représenter les TPE suivies par la plateforme RH
- Conseils aux chefs d'entreprise pour le suivi des salariés en cours de période d'essai
- Orientation vers le partenaire compétent pour la mise en œuvre du recrutement
- Appui à la diffusion d'offres (site « Pole emploi.fr » et "réseau emploi Val de Bièvre")
- Promotion des modalités de recrutements innovants

Outils mis à disposition : Fiche recrutement (description de poste, fiche de poste), modèle offre d'emploi, guide de l'entretien de recrutement, guide des jobboards…

3. Sessions collectives :

Objectifs quantitatifs : 2 informations collectives socle commun en articulation avec l'offre collective du CBE Sud 94 (dates et thématiques programmées en concertation).

Les sessions collectives de la plateforme RH s'inscrivent dans le cadre des rencontres de la Fabrique, un cycle de conférences et ateliers mensuels organisés pour sensibiliser et informer les entreprises du Val de Bièvre et leur donner des outils pour favoriser leur développement et leur permettre de répondre aux problématiques qu'elles rencontrent.

Thématiques prévisionnelles :
- Mener un entretien d'embauche efficace
- Le contrat de travail

AXES DE SPECIALISATION : (20 entreprises)

Axe 1 : Développement des compétences et de la formation des salariés au sein de l'entreprise

Objectifs quantitatifs : 5 TPE accompagnées par an (2 en individuel et 3 en collectif)

1. Accompagnement sur les questions de formation
- Communication sur les obligations légales en matière de formation pour les TPE
- Mise en relation avec OPCA et OPACIF.
- Conseil sur les formations et ateliers proposés par les partenaires
- Conseil et recherche de mutualisation des besoins de formation
- Organisation de permanences d'OPCA sur le territoire (Fafiec, Uniformation…)

2 Développement de l'alternance
- Information sur les dispositifs contrat pro/apprentissage
- Aide à la recherche de formations en alternance (en priorisant les écoles du territoire)
- Diffusion d'offres de contrats en alternance au réseau emploi Val de Bièvre
- Développement des partenariats entre TPE, les écoles du territoire et les missions locales
- Accompagnement des TPE dans la mise en œuvre de contrats en alternance
- Appui à la mise en place d'une fonction tutoriale

3. Session collective :
Les dispositifs de formation des salariés (CPF, CIF, période de pro. plan de formation)

Axe 2 : Offre de services à destination des jeunes entreprises

Objectifs quantitatifs : 15 jeunes entreprises accompagnées dans leurs premiers recrutements (10 en individuel, 5 en collectif)

1. Accompagnement individuel
- Accompagnement spécifique pour aider le futur ou le jeune dirigeant à recruter son premier salarié (définition du besoin, rémunération à prévoir, identification des aides mobilisables, choix du type de contrat de travail, rédaction et diffusion de l'offre d'emploi, choix du candidat, respect des obligations liées à l'embauche et modèles de documents, accueil et intégration du nouveau salarié ; conseil sur profil de candidat adapté au poste dans le respect de l'égalité et de la non discrimination, etc.)
- Accompagnement des jeunes entreprises à envisager le développement RH de leur activité en ciblant en priorité les entreprises accompagnées par les IPHE et les incubateurs du Val de Bièvre.

2. Session collective
L'embauche des 1ers salariés : les formalités administratives (documents et affichages obligatoires)

PARTENARIATS

La plateforme RH poursuivra les partenariats engagés depuis 2013, notamment avec les acteurs suivants
Pôle emploi : accompagnement du dirigeant dans son process de recrutement, information des entreprises sur les aides à l'embauche et les dispositifs de formation/immersion des demandeurs d'emploi (AFPR/POE)
Mission locale Innovam, Mission locale Bièvre Val de Marne : accompagnement au recrutement de jeunes de moins de 26 ans notamment dans le cadre de contrats de génération, emplois d'avenir ou de recrutement en alternance + mise à disposition d'un stand lors des forums emploi organisés sur le Val de Bièvre.
APEC (convention Région): Information sur l'offre de service et organisation d'un atelier sur l'entretien de recrutement.
CBE Sud 94 : travail en complémentarité sur les deux villes communes aux deux structures (l'Hay les Roses et Fresnes) et concertation concernant les sessions collectives.
VMAPI : participation aux comités d'engagement VMAPI et information réciproque sur l'offre de services de chacun
DLA : Information des associations sur l'offre de service
Club d'entreprises Val de Bièvre : information sur l'offre de services

Chambres consulaires : Information sur leur offre de service
Opcalia, Agefos PME, Uniformation (Conventions Région), Fafiec : Organisation d'une session d'information sur la formation professionnelle et orientation vers les services des OPCA. Permanences d'Opca à la Fabrique
Incubateurs : Information et orientation des incubés vers la plateforme RH.
Partenaires sociaux : maintien des salariés dans l'emploi et développement des qualifications
Aract (convention Région): égalité et lutte contre les discriminations, prévention des risques professionnels, GPEC/Mutations économiques.
Handicap (Convention Région) : Sameth, Alther, Cap emploi, Agefiph, ESAT, EA : Information du dirigeant sur l'offre de service des structures favorisant le recrutement et le maintien en emploi des personnes handicapées.

Axes nouveaux :
En 2016, dans le cadre de la convention cadre Région / Agefiph, la plateforme RH a rencontré les acteurs du handicap : Alther, Sameth et Agefiph pour engager un travail partenarial. Elle a par ailleurs poursuivi les actions déjà menées avec le Cap emploi (atelier et information des entreprises sur les aides à l'embauche des personnes RQTH et participation à un handicafé). Pour 2017, la plateforme RH mènera de nouvelles actions pour favoriser l'embauche des travailleurs handicapés en participant à une table ronde avec la ville d'Arcueil et le CRP Vivre. Elle réalisera par ailleurs deux « mémos » sur le sujet (recruter et maintenir en emploi une personne RQTH).

COMMUNICATION :
- Appui sur les supports et les actions des Directions de la communication des 7 villes et de la CAVB
- Plaquette « plateforme RH »
- Sites internet de la CAVB et de la Fabrique, Twitter plateforme RH
- Agenda développement économique (pour les sessions collectives)

INGENIERIE ET 'EVOLUTION DE L'OFFRE DE SERVICE A L'ECHELLE DU BASSIN D'EMPLOI :

La plateforme RH intervient depuis 2013 en appui RH sur 7 villes du Val de Bièvre qui compte environ 9000 établissements et 200 000 habitants. Avec la création de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre et le changement d'échelle (24 villes – près de 50 000 Etablissements et plus de 700 000 habitants), il convient de réfléchir à l'offre de service d'appui RH sur un territoire plus large qui compte également de nouveaux acteurs (communes, Service public de l'emploi, OPCA, Chambres Consulaires, Organisations Syndicales, branches et fédérations professionnelles, Clubs et réseaux d'entreprises, CBE Sud 94, Orly International, Cité des métiers, Conseil départemental…).

Pour ce faire, l'EPT prévoit de se positionner dans le cadre de l'appel à projet de la Direccte « Développement de l'emploi des TPE-PME en Ile de France». en proposant d'intervenir en complémentarité du dispositif Plateforme RH sur deux volets :
- l'animation et la facilitation des systèmes d'appui au développement des TPE/PME
- le développement d'un service d'appui RH de premier niveau sur les zones non couvertes par l'offre de service.

Ces deux volets seront précédés par un travail d'ingénierie afin de rencontrer les nouveaux partenaires, répertorier l'offre de service existante et développer des synergies entre les acteurs du territoire impliqués dans la démarche d'appui RH.

Les dépenses et les recettes correspondant à cet appel à projet ne figurent pas dans le budget prévisionnel relatif au 1er semestre 2017.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :

1,55 ETP répartis de manière prévisionnelle de la manière suivante :
- Chef de projet plateforme RH : 0,5 ETP sur mise en œuvre globale du dispositif, gouvernance de l'action, Formalisation et actualisation des partenariats et de l'offre de services RH, suivi individuel d'entreprises, diffusion d'offres d'emploi plateforme RH au réseau emploi et participation aux forums emploi
- Chargée de mission plateforme RH : 0,90 ETP : Suivi individuel des entreprises et organisation des sessions collectives. En charge de la communication de la plateforme RH. Suivi administratif du projet. En charge des fichiers de TPE bénéficiaires d'actions de communication (courrier d'information, envoi plaquette, sessions collectives) et outils CAVB de suivi. Participation aux forums emploi.
- Chargé de mission relations entreprises : 0,15 ETP : promotion de la plateforme RH auprès des TPE du territoire. Lien avec les club et réseaux d'entreprises. Soutien dans l'organisation des événements à la Fabrique.

Moyens matériels :
- Accueil physique et téléphonique à la Fabrique, pépinière et hôtel d'entreprises du Val-de-Bièvre, située à Cachan
- Bureau à la fabrique avec ordinateur portable, téléphone fixe et centre de ressources
- Salles de réunion
- Accès aux photocopies, fax…
- Véhicule de service pour les déplacements
- Supports de communication

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- territoire PACTE, et extension en préparation au territoire du bassin d'emploi (T12)
- plateforme sectorielle + secteurs stratégiques : santé/biotech, économie numérique
- développement de l'alternance
- sensibilisation et information des dirigeants sur la thématique du handicap

Il participe à la compétitivité des TPE du secteur de la santé et de l'économie numérique et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant au regard de la capacité d'accueil de la structure et du nombre de stagiaires déjà accueillis dans le cadre d'autres subventions.

Public(s) cible(s) :
TPE de moins de 50 salariés, plus particulièrement du secteur de la santé, biotech et de l'économie numérique, notamment :
-TPE situées à la Fabrique
-TPE situées à Villejuif biopark
-Futures TPE hébergées dans les trois incubateurs
-TPE adhérentes du club Val de Bièvre entreprise
-Jeunes TPE de moins de 3 ans
-TPE de moins de 50 salariés dans les filières santé et numérique.

Localisation géographique : les 7 villes de l'ex CA du Val-de-Bièvre ont intégré le nouvel EPT 12 Grand Orly - Val de Bièvre - Seine Amont. Sur le premier semestre 2017, la plateforme RH reste sur le même

périmètre géographique, mais réalisera un travail d'ingénierie pour redéfinir le périmètre et les actions de la plateforme RH à l'échelle de l'EPT et du bassin d'emploi.

(EX94) CA VAL DE BIEVRE (DISSOUTE AU 01/01/2016) :
- ARCUEIL
- CACHAN
- FRESNES
- GENTILLY
- L HAY-LES-ROSES
- LE KREMLIN-BICETRE
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	38 544,00	88,87%
FONCTIONNEMENT	3 829,60	8,83%
PRESTATIONS EXTERNES	1 000,00	2,31%
Total	43 373,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	25 000,00	57,64%
AUTOFINANCEMENT	18 373,60	42,36%
Total	43 373,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	55 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	67 130,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 000,00 €

2016	Passerelles entreprises	247 720,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
	Montant total	626 850,00 €

PLATEFORME RH

Structure porteuse de l'opération : ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND ORLY SEINE BIEVRE

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : ☒☒ TTC (la structure ne récupère pas la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**38 544,00**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**25 000,00**
Rémunération des personnels	27 954,00	Etat :	
Charges sociales	10 590,00		
		Région :	25 000,00
FONCTIONNEMENT	**3 829,60**	FSE :	
Achats et fournitures	500,00		
Publications, communication	500,00	Département :	
Locaux : locations, entretien	2 829,60		
Déplacements, missions, réceptions, …	0	EPT	
Frais postaux et de télecom	0		
		Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**1 000,00**	Autres *(à préciser)* :	
Intervention expert	1 000,00		
		AUTOFINANCEMENT	**18 373,60**
		Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement (EPT)	18 373,60
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**43 373,60**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**43 373,60**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**43 373,60**	**Total des ressources**	**43 373,60**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	43 373,60	**Total des ressources affectés au projet**	43 373,60

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 2,31%

Montant des dépenses éligibles	**43 373,60**
Montant de lasubvention sollicitée	**25 000,00**
Taux d'intervention	**57,64%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles 0,00%

Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles 42,36%

Pour le président, par délégation le Directeur général délégué, Jacques GOUPIL

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000179

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES - CBE SUD (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €	60,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTE DE BASSIN D'EMPLOI SUD VAL DE MARNE
Adresse administrative : 1 RUE MAUREPAS
94320 THIAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Vincent JEANBRUN, Président
Date de publication au JO : 26 mars 2005

N° SIRET : 41370511200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

Objectifs qualitatifs :
- Participer à la consolidation du tissu d'entreprises locales en aidant les TPE à professionnaliser leur gestion des ressources humaines qu'il s'agisse de recrutement, d'amélioration des conditions de travail, de formation professionnelle, de fidélisation, ou encore de gestion du personnel en cas de difficultés économiques.
- Sensibiliser les chefs d'entreprise à l'idée selon laquelle la formation continue des salariés, leur adaptation au poste de travail et l'anticipation des besoins de formation face aux perspectives de développement et à l'évolution des technologies et de l'environnement économique constituent des éléments essentiels du maintien ou du développement de la compétitivité de l'entreprise, et les accompagner dans cette démarche.

- Participer au maintien dans l'emploi et à la sécurisation des parcours en accompagnant les salariés de TPE dans leur projet et parcours professionnels
- Accompagner les très jeunes entreprises dans leur développement en les aidant à structurer leurs ressources humaines et en leur permettant d'acquérir les bons réflexes dans une perspective de pérennisation de l'activité et de maintien de leur compétitivité .

Objectifs quantitatifs :

- 50 structures informées ou accompagnées sur une question RH, dont 5 associations
- 30 nouvelles entreprises par an dont 15 en accompagnement renforcé
- 38 structures en entretien individuel (dont 6 jeunes entreprises)
- 5 actions collectives à destination des entreprises, dont 1 à destination des jeunes entreprises et 1 sur l'axe formation

Description :

Un accord spécifique a été formalisé entre le CBE Sud 94 et la CA du Val-de-Bièvre, également porteuse d'une plateforme RH, afin de mutualiser leurs actions et d'articuler précisément leur offre de services sur les 2 communes en commun (Fresnes et L'Haye les Roses), la CA Val-de-Bièvre se spécialisant sur les secteurs santé/biotech et économie numérique.

Dans le cadre de la réforme territoriale et de la loi NOTRe, les villes actuellement couvertes par VAL SUD RH, à l'exception de Valenton et Villeneuve Saint-Georges font partie du « territoire 12 », comme la plateforme de la CAVB, qui a intégré l'EPT12. Des changements pourraient donc intervenir en fonction des réflexions et des échanges avec les partenaires et les territoires sur le périmètre le plus pertinent concernant la Plateforme RH.

SOCLE COMMUN :

Objectifs quantitatifs :
- 39 structures bénéficiaires
- 27 structures en entretien individuel
- 3 actions collectives

A. information généraliste sur les questions RH et les faits d'actualité en matière RH

1. Forme individuelle : Entretien avec le chef d'entreprise

- Ecoute de sa problématique RH, « Mini-diagnostic » de l'entreprise et de ses besoins, de sa connaissance de la réglementation, de ses pratiques de recrutement et de formation, et de ses perspectives d'évolution. (45 minutes environ)
- Présentation des premiers éléments de réponse par la plateforme RH. (Outils, invitation à des ateliers.
- Réponse personnalisée et adaptée à la situation de l'entreprise sur les problématiques ne relevant pas des missions des partenaires de la plateforme RH
- Si nécessaire, orientation vers le partenaire compétent pour un accompagnement plus approfondi sur une problématique spécifique. En cas de besoin et de souhait du chef d'entreprise, prise de contact avec le partenaire opérée directement par la PFRH.

Dans tous les cas, la PFRH proposera au chef d'entreprise de rester son référent pour toutes ses problématiques RH afin de lui éviter une multiplicité des contacts.

2. Forme collective : Organisation de petits déjeuners ou de soirées d'information, de sensibilisation et d'échanges sur des thèmes RH (aides à l'embauche, information sur les contrats en alternance, fonctionnement et financement de la formation professionnelle, information sur le choix et le contenu du

contrat de travail…).

B. Professionnalisation du dirigeant dans ses RH

1. Forme individuelle
Après réalisation du mini-diagnostic (cf A 1/), accompagnement dans le process de recrutement :

- Aide à la définition du besoin,
- Proposition d'outils pour faciliter les différentes étapes du recrutement,
- Sensibilisation sur la législation en matière de recrutement (obligations générales de l'employeur, et notamment les critères relatifs à la discrimination, information sur le choix du contrat de travail…)
- Accompagnement dans la rédaction d'une fiche de poste et dans la rédaction de l'offre d'emploi,
- Diffusion de l'offre d'emploi aux partenaires emploi de la structure
- Travail en partenariat avec Pôle Emploi pour la diffusion de l'offre et la mise en place éventuelle d'aides à l'embauche
- Conseil sur la pré-sélection des candidatures et l'entretien de recrutement
- Conseil sur l'intégration du salarié dans l'entreprise et la fidélisation du salarié

2. Forme collective
Organisation d'évènements sur le thème du recrutement et du management (obligations sociales, aides à l'embauche, professionnalisation du recrutement, management…)

Axes de spécialisation

Axe 1 : Développement des compétences et de la formation des salariés au sein de l'entreprise

Objectifs quantitatifs :
- 5 entreprises conseillées spécifiquement sur la mise en place d'action de développement des compétences et de la formation des salariés au sein de l'entreprise
- 1 action collective minimum sur le thème de la formation professionnelle

1. Forme individuelle :
Même offre que celle du socle commun auquel s'ajoutent :
• un appui particulier sur la mise en place d'actions de formation, l'identification sur le budget formation de l'entreprise et les différents leviers actionnables (prise de contact avec l'OPCA...).

2. Forme collective :
Les thèmes choisis pour les ateliers auront plus particulièrement pour objectif d'accompagner les entreprises sur les aspects suivants :
- Connaître les moyens dont l'entreprise peut disposer pour former ses salariés
- Déterminer les besoins en formation et identifier la solution optimale
- Construire son plan de formation

Axe 3 : Offre de services à destination des jeunes entreprises

Objectifs quantitatifs :
6 nouvelles entreprises (de moins 3 ans ou pour la première fois employeuses) en rdv individuel
1 action collective à destination des jeunes entreprises
1 envoi en priorité des invitations aux matinales et un choix de thèmes susceptibles de les intéresser spécifiquement

1. Forme individuelle :
Même offre que celle du socle commun auquel s'ajoutent :

- un appui particulier sur le respect des formalités, la réglementation du contrat (droits et obligations de l'entreprise), les rémunérations, les aides financières à l'embauche et à la professionnalisation du salarié.
- un accompagnement individualisé relatif aux spécificités du premier recrutement : information sur les formalités administratives (courrier à l'inspection du travail, Déclaration Unique d'Embauche, visite médicale), aide à l'identification de la convention collective applicable, informations relatives aux caisses de retraite complémentaire,

Identification et prise de contact avec l'OPCA référent, une aide au calcul de la masse salariale…ou toute autre question relevant de la gestion administrative du personnel.

2. Forme collective :

Les thèmes choisis pour les ateliers auront plus particulièrement pour objectif de sensibiliser les jeunes entreprises aux sujets suivants :

- Appréhension du coût d'un salaire/ aides à l'embauche : démarches administratives
- Choix du contrat de travail

Communication

- 2000 entreprises prospectées
- Distribution d'une plaquette destinée spécifiquement aux entreprises concernées avec le volet services RH « généralistes », et le volet « accompagnement spécifique proposé aux jeunes entreprises. »
- Campagne de communication auprès des médias locaux (journaux municipaux, Le Parisien Edition Val de Marne, Rungis Actualités (journal paraissant sur le MIN)…
- Invitations par courrier à des évènements thématiques (aides à l'embauche par exemple, professionnalisation du recrutement…). Le courrier sera accompagné de la plaquette de la PFRH. (minimum de 600 invitations/évènement)
- Organisation ponctuelle de réunions de sensibilisation auprès de jeunes créateurs, en partenariat avec « Espace pour Entreprendre » et la structure « Val de Marne Active Pour l'Initiative »(VMAPI), membre du réseau France Active. .

PARTENARIAT:

- Communauté d'agglomération Val de Bièvre, Mairie de Thiais, Mairie de l'Hay les Roses, Mairie de Chevilly, Mairie de Fresnes, Mairie de Rungis, Mairie d'Orly, Semmaris SILIC SOCOMIE
- CCIP 94, CMA 94
- OPCALIA, AGEFOS PME, INTERGROS, FAFIEC, FONGECIF, FAFTTT, FONGECIF IDF
- Pôle emploi l'Hay les Roses, Pôle emploi Choisy le Roy, Mission locale Bièvre Val de Marne, Cap emploi
- Club d'entreprises du Val de Bièvre, Rungis Groupement d'Employeurs, Aéroports de Paris, ADOR, UNIGROS, VMAPI, Espace pour Entreprendre
- MEDEF, CGPME
- ASPIR, Foyer jeunes travailleurs, CFDT, CFTC, CGT, CGC, Antenne VAE
- DLA
- ARACT IDF, CPAM, ACMS
- DIRECCTE, Conseil Général 94, Ministère du travail, URSAAF

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

3.4 ETP répartis de manière prévisionnelle de la manière suivante :

- Chargée de mission RH (1 ETP sur le semestre), dédiée au dispositif et spécialisée dans les questions de ressources humaines, proposition du calendrier des actions, référent pour les entreprises, réalisation des premiers diagnostics, orientation vers les partenaires, recherche d'intervenants pour les ateliers collectifs ou animation des ateliers, suivi de l'activité de la Plateforme.
- Chargée de partenariats entreprise (0,10 ETP sur le semestre) : appui à la communication, appui à la

mise en place de partenariats, mise à disposition de locaux pour actions collectives…
- Stagiaires (2 personnes dédiées, 2 ETP sur 6 mois) : appui à l'animation +développement des relations entreprise et relais sur la prospection
- Responsable Coordinatrice (0,15 ETP) : suivi administratif et financier. Animation de l'équipe projet et définition des orientations stratégiques du projet.
- Assistante de Direction (0,15 ETP) appui au suivi administratif et financier du projet.

MOYENS MATERIELS :
- Centre de ressources : Ouvrages à consulter sur place (Gestion des RH, DIF, Bilan de compétences, Entretiens Professionnels, Droit social, Création d'entreprise…), documentation fournie par les partenaires
- Accueil physique dans les locaux de la plateforme, sur le MIN de Rungis :
  - 1 salle de réunion permettant de réaliser des ateliers sur le MIN de Rungis.
  - 1 bureau pour la réalisation d'entretiens individuels
  - Mise à disposition d'autres lieux d'accueil par les partenaires, en fonction des lieux de réalisation des rencontres (Moulin de La Bièvre de L'Haye-les-roses, Mairie de Fresnes, de Thiais etc.).

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- intervention sur un Territoire PACTE
- centre d'activités important, située au cœur du MIN de Rungis

Il participe à la compétitivité des TPE et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
- TPE (moins de 50 salariés)
- jeunes entreprises
- associations

Localisation géographique :
- FRESNES
- L'HAY-LES-ROSES
- CHEVILLY-LARUE
- CHOISY-LE-ROI
- ORLY
- RUNGIS
- THIAIS
- VALENTON
- VILLENEUVE-LE-ROI
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche

projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	38 239,28	76,48%
FONCTIONNEMENT	11 760,72	23,52%
PRESTATIONS EXTERNES	0,00	0,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	30 000,00	60,00%
ETAT	20 000,00	40,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	7 000,00 €
2014	Dialogue Social Territorial	25 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
	Montant total	326 000,00 €

Structure porteuse de l'opération : **Comité de Bassin d'Emploi du Sud Val-de-Marnais**

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : □xTTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**38 239,28**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**50 000,00**
Rémunération des personnels	27 540,78	Etat :	20 000,00
Charges sociales	10 698,50		
		Région :	30 000,00
FONCTIONNEMENT	**11 760,72**	FSE :	
Achat d'étude et prestations de service	3 500,00		
Achats et fournitures	1 700,00	Département :	
Publications, communication	700,00	Communauté d'Agglomération	
Locaux : locations, entretien	350,00		
Déplacements, missions, réceptions, …	500,00	Commune(s) :	
Frais postaux et de télecom	1 323,72		
Documentation	750,00		
Rémunération intermédiaire et honoraires	1 937,00		
Autres taxes	1 000,00		
PRESTATIONS EXTERNES	**0,00**	Autres *(à préciser)* :	
A préciser			
		AUTOFINANCEMENT	
		Recettes générées (ventes, …)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**50 000,00**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**50 000,00**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**50 000,00**	**Total des ressources**	**50 000,00**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	50 000,00	**Total des ressources affectés au projet**	50 000,00

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 0

Montant des dépenses éligibles	**50 000,00**
Montant de lasubvention sollicitée	**30 000,00**
Taux d'intervention	**60,00%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	40,00%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000176

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES ET LES ASSOCIATIONS - AVEC 95

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	177 636.67 €	15,48 %	27 500,00 €
	Montant Total de la subvention		27 500,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVEC AGIR POUR LA VALORISATION POUR L EMPLOI ET LES COMPETENCES
Adresse administrative : 12 AVENUE DES BEGUINES 95802 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Thibault HUMBERT, Président
Date de publication au JO : 25 avril 2016

N° SIRET : 30975534600041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

Objectifs qualitatifs :
- Sensibiliser les entreprises et associations de moins de 50 salariés sur les enjeux d'une gestion qualitative des ressources humaines et contribuer à l'adaptation des compétences afin de faire face aux évolutions des emplois et des métiers.
- Faire progresser le nombre d'entreprises qui utilisent les outils de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- Assurer la sécurisation des parcours en favorisant la mobilité professionnelle des salariés, notamment

prévenir les risques de licenciement dus aux mutations économiques ou d'accompagner le repositionnement des salariés dans les meilleures conditions possibles.

Objectifs quantitatifs :
- 80 entreprises ou associations de moins de 50 salariés dont 40 nouvelles bénéficieront des services de la Plateforme (dont 27 associations)
- 50 rdv individuels (30 prestations individuelles, 20 pré-diagnostics RH)
- 8 actions collectives (5 ateliers RH et 3 cycles RH)
- Axe GPEC : 15 diagnostics RH et accompagnement de 50 salariés dans leur évolution professionnelle
- Axe salariés : 250 salariés TH ou ATMP

Description :

SOCLE COMMUN :

1ER NIVEAU D'INTERVENTION : Apporter une information généraliste aux entreprises et associations de moins de 50 salariés sur les principales thématiques RH :

1. **Informer et conseiller les dirigeants de manière individuelle sur des questions ponctuelles et mise en relation avec les partenaires pertinents pour celles nécessitant un traitement plus approfondi :**

Objectif quantitatif : 30 prestations individuelles d'information et de sensibilisation

Thématiques traitées :
- Droit du travail
- Cadre légal
- Gestion administrative du personnel
- Aides à l'embauche et recrutement
- Management
- Formation du dirigeant et du salarié
- GPEC
- Evaluation des risques

2. **Sensibiliser le dirigeant sur les enjeux d'une gestion qualitative des ressources par la réalisation de pré-diag RH**

Objectif quantitatif : 20 prédiagnostics RH

Réalisation en entreprise d'un premier bilan de la situation RH, seul ou avec un partenaire identifié afin d'évaluer sans approfondir les principaux champs RH (effectifs par poste, recrutements, formation des salariés, pratique RH de l'entreprise au regard du cadre légal) et de formuler des hypothèses quant à la ou aux principales problématiques de l'entreprise.

3. **Les ateliers RH**

Objectif quantitatif : 50 Entreprises et Associations de moins de 50 salariés participant à 5 Ateliers

Sensibiliser entreprises et associations par des ateliers « courts » (2h) sur l'actualité sociale et économique des TPE, en intégrant si possible des intervenants et professionnels de la fonction RH (responsables opérationnels) afin d'illustrer l'information et d'étayer la pratique.

Thématiques prévisionnelles :
- Le questionnement lors de l'entretien d'embauche avec l'APEC
- La Prévention des risques psychosociaux et/ou la qualité de vie au travail avec les Services de santé au travail du Val d'Oise
- Le maintien dans l'emploi des Travailleurs Handicapés avec le Sameth
- Les actualités du Droit du Travail (partenaire à déterminer)
- La Prévention de la Désinsertion Professionnelle avec la CRAMIF
- La mutualisation des ressources (avec un ou plusieurs groupements d'employeurs)
- Les formes de management RH (partenaire à déterminer)
- Le plan de formation avec OPCALIA

2nd NIVEAU D'INTERVENTION : Professionnaliser le dirigeant dans son process de recrutement et ses pratiques de management par un accompagnement individuel

Objectif quantitatif : 15 Entreprises et Associations de moins de 50 salariés accompagnées

- Définition du besoin
- Appui à la définition des profils de poste
- Rédaction d'une offre d'emploi
- Conseil sur le choix du contrat et les dispositifs d'aide à l'embauche (contrats aidés, alternance, POE, période de mise en situation professionnelle).
- Evaluation du coût global d'une embauche
- Appui sur le sourcing
- Appui sur la conduite des entretiens de recrutement
- Appui sur l'identification du bon profil
-Appui sur la mise en place d'une phase d'intégration : tutorat en entreprise, suivi et évaluation de l'intégration.

Axe(s) de spécialisation:

Axe 1. Accompagnement à la mise en place d'une démarche d'anticipation en matière RH et de GPEC
- Faire progresser le nombre d'entreprises qui utilisent des outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- Promouvoir via les différentes actions proposées aux entreprises, la mise en œuvre de ces outils grâce à leur adaptation au contexte de l'établissement, d'en faciliter l'appropriation par les échanges collectifs, les formations destinées à l'encadrement et aux salariés.

A. Le diagnostic RH

Objectifs quantitatifs : 15 diagnostics RH

-Réalisation en entreprise d'un premier bilan de la situation RH, seul ou avec un partenaire identifié :
-Mettre en évidence l'ensemble des dysfonctionnements de l'entreprise grâce à la prise en compte de tous les éléments structurels et humains, et pouvoir en faire une synthèse.
-Définir les priorités d'action, les ressources et leviers possibles, grâce à l'élaboration d'une proposition d'accompagnement, la construction du plan d'accompagnement, la réalisation du projet et son suivi.

Méthodologie :
-A partir d'un mini guide diagnostic stratégique et RH conçu par la Plateforme de services RH, reposant sur l'entretien avec le dirigeant sur les éléments suivants : les organigrammes (lisibilité), les différentes fonctions (valorisation et répartition), processus (adéquation des compétences et moyens associés aux processus, décalage entre les performances annoncées et les performances observées), management

(état des méthodes et pratiques), relations humaines (systèmes mis en place pour favoriser les relations de travail fonctionnelles), motivation (facteurs de motivation et de démotivation, système de rémunération).
-Elaboration d'un plan d'action afin de parvenir à la solution la plus adaptée sous forme d'un suivi opérationnel des préconisations issues du diagnostic, avec le cas échéant orientation vers des tiers pouvant relayer les préconisations ou faciliter le rapprochement avec des actions collectives de formation susceptibles de répondre aux attentes de l'entreprise.

B. Les Cycles RH

Objectif quantitatif : 20 TPE pour 3 cycles RH

Professionnaliser les dirigeants des Entreprises de moins de 50 salariés et leurs collaborateurs sur la stratégie d'entreprise, les connaissances techniques, les comportements à développer et les connaissances générales :
-Ingénierie de formation réalisée par la Plateforme : cadrage du besoin avec les entreprises bénéficiaires de la formation, mise en place du plan d'intervention (durée, contenu, objectifs, outils et supports) et identification des OF prestataires.
-Co-animation des actions de formation sur site sur un format court : 1 jour de formation.

Thématiques prévisionnelles :
- Thématique juridique de type : choisir/rédiger le contrat de travail
- Sécuriser la paye du personnel
- Le management RH par l'intelligence collective

C. Appui et accompagnement des dirigeants dans l'évolution professionnelle de leurs salariés

Objectif quantitatif : 25 salariés pour le 1er semestre

Objectif global : Accompagner le dirigeant dans la gestion de l'évolution professionnelle de ses salariés.

Salariés concernés :
- en fin de CDD, souhaitant capitaliser leur expérience professionnelle et/ou (re)définir leur positionnement professionnel.
- souhaitant évoluer ou se reconvertir professionnellement.
- ayant un projet de formation ou de démarche VAE.
- en appui à la réalisation de leur entretien professionnel.

Méthodologie :
- Analyse des compétences professionnelles du salarié : compétences les plus maîtrisées, activités jugées les plus intéressantes et compétences souhaitant être développées.
- Identification des compétences et fonctions transversales favorisant la mobilité professionnelle interne ou externe.
Ce diagnostic prendra la forme d'un livrable partageable avec le dirigeant.

Modalité :
Entretiens sur RDV, en entreprise ou dans les locaux de la Plateforme
Informations collectives destinées aux salariés, à l'initiative du dirigeant

Axe 2. Offre de service aux salariés en risque de désinsertion professionnelle

Objectif quantitatif : 250 salariés TH ou ATMP

Cible spécifique : salariés handicapés, en cours de reconnaissance, en maladie professionnelle, accident

du travail, (AT, M, MP du 1er jour d'arrêt à 2,5 ans d'arrêt de travail) menacés de licenciement pour inaptitude, sans possibilité de reclassement ou d'aménagement de poste.

Objectif global : construire un parcours de reconversion professionnelle réaliste et réalisable des personnes salariées ayant des droits à la formation continue, en collaboration avec les services de santé au travail, la CRAMIF

Méthodologie :
- Analyse de la situation du salarié : son parcours professionnel, sa situation médicale
- Préconisations : bilan de compétences, formation CIF, VAE ou reprise d'emploi
- Préparation et accompagnement : recherche organisme, élaboration du dossier Fongecif, contacts médecin traitant et employeur si besoin
- Suivi de la mise en œuvre du projet et réajustement du plan d'action

Cet axe sera mis en place en partenariat avec le SAMETH, l'OETH Paris, l'APAS BTP, le Cap Emploi, la MDPH, les services de santé au travail, la cellule de prévention de la désinsertion professionnelle, …

PARTENARIAT :

- la CA de Cergy-Pontoise (mener des actions en commun, informer la PFRH sur les projets d'implantation ou de développement d'entreprises, rendre lisible le parcorus de création d'netreprise,…)
- la DIRECCTE – UT 95 du Val d' Oise: la cellule FSE et la cellule Anticipation des Mutations Economiques
- le CEEVO, Conseil Général du Val d'Oise
- les OPCA interprofessionnels (OPCALIA Ile de France, AGEFOS PME, UNIFORMATION et l'OPACIF Fongecif Ile de France)
- la CCIV via son réseau de conseillers en développement économique
- La chambre des métiers
- l'ACCET Val d'Oise Technopôle
- la Direction de l'action économique de la communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise
- Pôle Emploi, APEC
- Plateforme RH du Haut Val d'Oise et Plateforme RH de l'Est du Val d'Oise
- Initiactive 95, ADIE
- Partenaires locaux / Formation : les centres de bilan, l'antenne VAE de l'AFPA à Cergy, les organismes de formation du Val d'Oise, l'Université de Cergy Pontoise, E2C Cergy, Association VIE, …
- Les réseaux partenaires : le réseau PLATO est un réseau d'entreprises basé sur l'accompagnement des PME par les grandes entreprises implantées sur un même secteur géographique ; Act'Eco est l'association des acteurs économiques de Jouy-le-Moutier ; Réseau Mam's preneur ; Co Axion, réseau mesure, GIDAD, GEYVO, GEANS
- Les services de santé au Travail
- Le Centre des Jeunes Dirigeants du Val d'Oise
- CGPME
- Des associations intermédiaires de l'emploi et centres de bilans

Partenariat à développer

- Etablissement d'une convention de partenariat avec le Parc Naturel Régional du Vexin Français, prévoyant des actions collectives animées par la Plateforme en faveur des entreprises du Vexin.
- Initiation d'un partenariat avec la SACV, groupement d'entreprises des 2 Parcs d'activités de Saint-l'Ouen-Aumône : Le Vert Galant et Les Béthunes. Il s'agit pour la Plateforme d'intégrer un projet soutenu par la Direccte visant à redynamiser cette zone d'activités et sollicitant les interventions de multiples partenaires en direction des entreprises. La Plateforme se positionne en proposant un accompagnement RH des TPE/PME.
- Intégration de la programmation annuelle du CSA 95, centre de services aux associations.
- Maintenir le partenariat avec les OPCA : réalisation de diagnostics RH en binôme avec

UNIFORMATION, coanimation d'un Petit Déjeuner RH avec OPCALIA
- Projet départemental interplateforme RH avec les 3 Services de santé au travail AMETIF, ACMS, SISTVO : apporter de l'information aux entreprises sur la pénibilité, la prévention des risques, la
- Poursuivre la collaboration avec l'APEC en tant que partenaire-relais privilégié sur le recrutement des cadres

Par ailleurs, l'association AVEC via sa Plateforme RH se propose
- Au sein d'un dispositif global « Ateliers Experts », en complémentarité d'autres intervenants, d'apporter son expertise sur les questions RH au service des porteurs de projets de la pépinière d'entreprise.
- En collaboration avec l'ARACT, d'accompagner des entreprises sur l'élaboration du document unique et le compte pénibilité et d'accompagner des associations qui accueillent du public sur la gestion des risques et la prévention de la violence.

COMMUNICATION

Campagne d'information annuelle via différents médias (presse écrite, mailing…) et information par les chargés de mission auprès de l'ensemble des partenaires identifiés comme étant en contact avec la cible visée (chargés de relations entreprises de Missions Locales, services emploi et développement économique des communes, …)

La Plateforme de services RH AVEC communique son offre de services et celle du réseau principalement par son site internet qui sera développé sous une nouvelle version au cours de l'année 2017 (mise à disposition d'outils,…). Elle participera également aux projets de développement local et à l'élaboration de documents stratégiques (PLD, contrat de ville…) Son offre de services sera relayée par la CACP (portail, rdv entreprises, …)

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

6,17 ETP répartis de manière prévisionnelle de la façon suivante :
- Encadrement : responsable de secteur 0.11 ETP
- Chargée d'accueil et assistante administrative - 1 ETP
- Chargée de mission PFRH /entreprises - 3 ETP
- 3 Conseillères formation - gestion de carrière -2,06 ETP (accompagnement salariés) répartis de la manière suivante :
1 conseillère : 385 h – 100 % de son activité – 0,5 ETP
1 conseillère : 508 h - 100 % de son activité – 0,66 ETP
1 conseillère : 695 h- 100% de son activité –0,9 ETP

MOYENS MATERIELS :
- Base documentaire du centre ressources: information métier, informations juridiques, droit de la formation, tendance observatoire économique et social
- Des supports d'information individualisés au regard de la demande exprimée (fiches juridiques, identification des partenaires relais, fiches techniques et outils RH...).
- Hotline juridique avec JURITRAVAIL

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- intervention sur un Territoire PACTE
Il participe à la compétitivité des TPE et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant au regard de la capacité d'accueil de la structure et du nombre de stagiaires déjà accueillis dans le cadre d'autres subventions.

Public(s) cible(s) :
- Les entreprises et les associations ayant un effectif inférieur à 50 collaborateurs
- Les salariés en risque de désinsertion professionnelle

Localisation géographique : Bassin d'emploi Ouest 95
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)
- CC SAUSSERON IMPRESSIONNISTES
- CC VEXIN VAL DE SEINE
- CC VEXIN CENTRE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	166 335,87	93,64%
FONCTIONNEMENT	3 460,00	1,95%
PRESTATIONS EXTERNES RH	7 840,80	4,41%
Total	177 636,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	27 500,00	15,48%
FSE	72 414,00	18,42%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY-PONTOISE	45 000,00	40,77%
ETAT (CPO)	32 722,67	25,33%
Total	177 636,67	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 250,00 €
2018	8 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Développeurs de l'apprentissage	45 000,00 €
2013	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	10 000,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	55 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites	55 000,00 €

	Entreprises	
2015	Campagne d'informatisation	688,80 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	55 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	55 000,00 €
	Montant total	325 386,25 €

Structure porteuse de l'opération : AVEC - Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences

Budget prévisionnel semestriel 2017

Quatrième année d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : ☒ TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**166 335,87 €**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**177 636,67 €**
Rémunération des personnels	101 464,88	Etat : Direccte -UT95	32 722,67 €
Charges sociales	64 870,99		
		Région :	27 500,00 €
FONCTIONNEMENT	**3 460,00 €**	FSE :	72 414,00 €
Achats et fournitures	500,00 €		
Publications, communication	1 000,00 €	Département :	
Locaux : locations, entretien			
Déplacements, missions	1 750,00 €	Communauté d'Agglomération	45 000,00 €
Frais postaux et de télecom	210,00 €		
		Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**7 840,80 €**	Autres *(à préciser)* :	
Maintenance du site - Béloa	4 240,80 €		
		AUTOFINANCEMENT	
Consultants	3 600,00 €	Recettes générées (ventes, ...)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**177 636,67 €**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**177 636,67 €**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement	17 763,67 €		17 763,67 €
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**195 400,34 €**	**Total des ressources**	**195 400,34 €**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	195 400,34 €	**Total des ressources affectés au projet**	195 400,34 €

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 4,01%

Montant des dépenses éligibles	**177 636,67 €**
Montant de la subvention sollicitée	**27 500,00 €**
Taux d'intervention	**15,48%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	84,52%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

Marie Hélène ZERBIB
Directrice

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000184

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES DE L'EST DU VAL D'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	81 707,60 €	28,15 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEEVO MAISON DE L'EMPLOI DE L'EST DU VAL D'OISE
Adresse administrative : LE PARC DU CHATEAU 95380 LOUVRES
Statut Juridique : Association
Représentant : Ilham MOUSTACHIR, Présidente
Date de publication au JO : 21 avril 2007
N° SIRET : 49828012200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS
- Développer un service RH, plus particulièrement spécialisé en formation et développement des compétences, afin de favoriser l'attractivité de l'Est du Val d'Oise.
- Professionnaliser les dirigeants sur les questions relevant des Ressources Humaines
- Intégrer la gestion des Ressources Humaines, plus particulièrement la formation, comme stratégie de développement de la performance de l'entreprise ;
- Développer les compétences des salariés, leur employabilité et sécuriser leurs parcours notamment à travers la formation comme opportunité de mobilité professionnelle.

OBJECTIFS QUANTITATIFS GLOBAUX

- 80 structures ayant bénéficié d'une information ou d'un accompagnement RH, dont 30 nouvelles.
- 7 actions collectives réunissant 3 à 7 entreprises par événement (dont 5 sur les axes de spécialisation)
- 50 rdv individuels, dont 30 pré-diagnostics RH

Description :

SOCLE COMMUN : Un guichet unique territorialisé sur toute problématique RH

OBJECTIFS QUALITATIFS :

1. Contribuer au développement de pratiques RH responsables
• Assurer une veille sur les évolutions concernant le droit du travail et de la formation continue
• Informer les dirigeants ou managers sur toutes les questions afférentes au droit du travail et de la formation continue
• Favoriser le développement de pratiques RH plus intégratrices et favorisant la sécurisation des trajectoires professionnelles

2. Contribuer à la professionnalisation des dirigeants, notamment en matière de recrutement et d'intégration
• Accompagner les dirigeants dans le cadre d'une réflexion sur leur politique ressources humaines afin de développer un management stratégique des RH
• Assurer la mise en relation avec l'offre des partenaires pouvant contribuer à la professionnalisation des dirigeants et des managers
• Informer et sensibiliser sur les techniques de recrutement, d'intégration, de fidélisation et accompagner les dirigeants sur ces thématiques
• Développer des outils adaptés et former aux techniques managériales et de recrutement

MODALITES D'INTERVENTION :

1. Proposer un accueil et un centre de ressources de proximité
• Proposer un service d'accueil téléphonique assuré par les conseillers RH de la plateforme pour une prise en charge plus rapide des demandes;
• Accueillir sur rendez-vous les employeurs au plus près de leur activité (sur le Hub, dans l'entreprise …) ;
• Créer et/ou diffuser des outils d'information ciblés, notamment un répertoire de l'offre RH existant sur le territoire, la publication de newsletter.

2. Actions individuelles d'information et d'accompagnement
• Informer les dirigeants sur toute question RH et mobiliser les ressources du territoire
• Accompagner le dirigeant de manière individuelle dans l'identification et la réflexion en matière RH:: réaliser un diagnostic de la problématique RH ; définir les objectifs à atteindre ; déterminer le mode d'accompagnement approprié, classique ou approfondi, et la méthode (évaluation sur poste de travail, e-bilans…) ; soutenir la mise en œuvre de l'accompagnement défini

3. Actions collectives d'information, de sensibilisation et d'accompagnement
• Organiser des matinales et des séances d'échanges de pratiques professionnelles thématiques en fonction d'une planification semestrielle co-organisée avec les partenaires (services économiques des villes, Pôle Emploi, chambres consulaires ...)
• Proposer une programmation d'ateliers visant à soutenir le développement de certaines compétences (ex : formation à la conduite d'un entretien de recrutement)
• Développer des outils ou actions sur mesure (ex : participation à la mise en œuvre d'une POE…) ;

OBJECTIFS QUANTITATIFS
- 35 entretiens individuels, dont 30 pré-diagnostics RH
- 2 manifestations collectives sur une thématique RH dont matinales et séances d'échanges.

AXES DE SPECIALISATION :

Axe 1 : Développement des compétences et de la formation des salariés au sein des entreprises

OBJECTIFS QUALITATIFS :

1. Contribuer à l'information, la professionnalisation des dirigeants en matière de formation professionnelle

• Informer et sensibiliser au respect des obligations légales inhérentes à la formation professionnelle ;
• Informer et sensibiliser aux différents dispositifs et à leurs modalités de mises en œuvre (Plan de formation, CIF, CPF, VAE…) ;
• Informer sur l'élaboration du plan de formation, les types de formation (adaptation, évolution/maintien dans l'emploi et développement des compétences)… ;

2. Contribuer au développement de l'alternance

• Informer et sensibiliser sur les contrats en alternance (type de contrats, financement, avantages, simulation de coûts…) ;
• Accompagner le dirigeant dans la définition de ses besoins et dans le choix du contrat le plus adapté
• Accompagner les dirigeants au recrutement et à l'intégration des alternants.

3. Contribuer au développement des compétences et à la formation des salariés comme outil au service de l'attractivité, de la stratégie et de la performance de l'entreprise

• Sensibiliser à la notion d'investissement formation, de compétences, de gestion de carrière… ;
• Former les dirigeants aux techniques d'évaluation, d'analyse des besoins de formation… ;
• Optimiser la mise en œuvre d'actions de formation à destination des salariés ;
• Accompagner l'évaluation et le développement des compétences des salariés.

MODALITES D'INTERVENTION :
- Organiser des matinales ou séances d'échanges de pratique avec remise d'outils génériques
- Participer à des événements collectifs avec mobilisation éventuelle des OPCA et élaborer des supports d'information dédiés
- Actions d'ingénierie de formation : diagnostic des besoins en formation, construction du programme de formation, recherche de financements, suivre la mise en œuvre et évaluer
- Accompagner les salariés en difficulté sur leur poste de travail

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
- 1 matinale sur la thématique de la formation (contrats en alternance, élaboration d'un plan de formation…)
- 7 rdv individuels (parmi les 50 entretiens) pour un appui à la mise en place d'une formation ou d'un contrat en alternance

Axe 4 : Amélioration de l'organisation du travail et des conditions de travail

OBJECTIFS QUALITATIFS :

1. Contribuer à l'information et à l'accompagnement des dirigeants à la prévention des risques professionnels et à l'élaboration du document unique :

• Informer, sensibiliser et accompagner au respect des obligations légales inhérentes au document unique (rappel du cadre réglementaire, transmission d'outils méthodologiques, vérification du document unique avec un expert (ARACT)…);
• Accompagner les dirigeants dans l'identification et la prévention des risques professionnels notamment des risques psychosociaux ;
• Favoriser la mise en relation avec les acteurs de la santé au travail (Service de santé au travail, IRP CRAMIF…)

2. Contribuer à la prise en compte de l'articulation entre vie privée/ vie professionnelle :
• Informer et sensibiliser les dirigeants ainsi que les managers à l'importance de la qualité de vie au travail ;
• Outiller les dirigeants sur les modalités permettant d'améliorer l'articulation entre vie privée/vie professionnelle : réorganisation du temps de travail, aménagement des postes…

3. Favoriser l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations dans les entreprises, favoriser la diversité des âges, notamment le maintien à l'emploi des séniors, l'intégration et l'accompagnement des séniors et des personnes en situation de handicap :
• Sensibiliser et accompagner les dirigeants, et leurs collaborateurs impliqués dans le recrutement, aux enjeux de la non discrimination et de la diversité ;
• Promouvoir l'application du principe de non discrimination sous toutes ses formes et dans toutes les étapes de la GRH (embauche, formation, avancement ou promotion professionnelle)

4. Favoriser l'adhésion à des Groupements d'employeurs pour les TPE recrutant en temps partiel ou saisonnier :
• Informer et sensibiliser les dirigeants aux différents type de formes d'organisation de travail notamment au partage de salariés.

MODALITES D'INTERVENTION :
- Information des dirigeants sur toutes questions liées à l'organisation et aux conditions de travail tout en veillant à mobiliser les ressources externes expertes en cas de nécessité (médecine du travail, ARACT, CRAMIF…),
- Accompagnement et outillage du dirigeant : lors des entretiens, en suivi sur une problématique spécifique identifiée et liée à l'amélioration des conditions de travail;
- Organisation d'ateliers avec présentation du sujet, information sur les règlementations en vigueur, remise d'outils génériques et échanges de pratiques
- Sollicitation de l'ARACT si nécessité d'organiser un atelier niveau expert
- Participation à des réunions / groupe de travail en lien avec la diversité, promotion de la charte de la diversité en entreprise, coopération avec les acteurs ressources sur ce volet ;

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
- 4 matinales sur la thématique de l'amélioration de l'organisation du travail et des conditions de travail (document unique et des risques psychosociaux, la diversité, qualité de vie au travail …)
- 8 rdv individuels (parmi les 50 entretiens) à la sensibilisation sur l'organisation de travail et des conditions de travail (Documents Unique, qualité de vie au travail, mobilité professionnelle, prévention des risques psychosociaux…).

PARTENARIAT :
La Plateforme RH détiendra un contact identifié et accessible dans chaque structure.

- DIRECCTE UT 95
- Maison de la justice, Maison des syndicats, CCI : experts droit du travail
- AGEFOS PME, OPCALIA IDF, OPCA TRANSPORT, ANFA, UNIFORMATION, FORCO, FFB, …
- FONGECIF IDF, UNIFOMATION, FAF TT
- CCI Expert du développement d'activité d'entreprise (mise en œuvre de formations de proximité employeurs/salariés)
- Services développement économique, expert du développement d'activité d'entreprise
- Département Développement économique, compétitivité, international de la DIRECCTE pour les entreprises en difficulté ou rencontrant des difficultés dans le développement de leur activité
- CMA, expert du développement d'activité des artisans
- Pôle Emploi, Mission locale
- APEC
- ARACT, expert sur les condtions de travail et la vie au travail

- Développeur de l'apprentissage, expert Alternance
- CAP EMPLOI-UNIRH 95, MDPH, SAMETH, expert Handicap
- CIBC 95, expert Bilan compétences
- Initiactive 95 (Relais DLA sur le 95) Expert en conseil, création et reprise d'activités
- ADESS, le CRESS, le GEANS et la Ligue 95, expert sur le domaine de l'économie sociale et solidaire
- Associations d'entreprises du territoire

COMMUNICATION :

- Mettre en œuvre une prospection multicanale (courriers, téléphone, mail, site Internet, journaux de commune, tractation…) adaptée et différenciée selon le public (dirigeants ou salariés) ; communiqués dans les différentes gazettes locales pour informer et sensibiliser les salariés
- Démarcher les zones d'activités afin d'informer sur l'offre et de nouer de nouveaux contacts avec les entreprises
- Mobiliser des partenaires et réseaux déjà actifs (OPCA, FONGECIF, organismes de formation, CCI, CMA, associations d'entreprises et de commerçants, associations d'accompagnement à la création d'entreprise, CGPME, MEVO……) en tant que relais d'information de l'offre de services et des actions mises en œuvre dans le cadre de ce projet ;
- Communiquer sur l'offre de la plateforme lors de forums
- Information et sensibilisation des personnes en charge des RH au sein des TPE/PME (par téléphone, lors des petits déjeuners, des visites…)

Moyens :

- Annuaire des entreprises à l'appui des invitations (courrier et/ou mail) pour les événements de promotion de la plateforme, les relances téléphoniques et les prises de rendez-vous avec les chefs d'entreprise,
- Participation de la plateforme RH aux évènements organisés par les associations d'entreprises afin de promouvoir son offre et de développer les contacts avec les adhérents,
- Co-organisation d'évènements avec les partenaires,
- Newsletters de la plateforme
- Diffusion des outils conçus par les OPCA à l'appui de la promotion de leurs services aux entreprises ou des dispositifs de formation,
- Mise en ligne sur le site internet de la plaquette de communication, de toutes informations et actualités de la plateforme RH avec des volets spécifiques : salarié/employeur ;
- Soutien à l'intégration de l'actualité RH (envoi de newsletters thématiques RH) dans la gestion du personnel des TPE;
- Mise à disposition de ressources documentaires.

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

3,38 ETP répartis prévisionnellement de la manière suivante sur le 1er semestre :

• Une Directrice : animation d'équipes, pilotage du projet : 0,13 ETP
• Un responsable de projet "Plateforme RH TPE" : interlocuteur privilégié pour la gestion et la coordination du projet, il devra coordonner le diagnostic, déterminer les objectifs et le type d'accompagnement approprié. Mise en œuvre d'actions, suivi et évaluation de l'action – 0,80 ETP
• Deux chargés de mission accompagnement des entreprises : 1.95 ETP
• Une assistante administrative et commerciale : 0, 5 ETP

0,24 ETP de moyens fonctionnels, non éligibles et affectés au suivi administratif et financier :
• Un agent administratif (soutien administratif et logistique) - 0,12 ETP
• Un chargé de gestion administrative et financière – 0,12 ETP

MOYENS MATERIELS :

• Centre de ressources : les Hubs de ressources et d'anticipation économique de la M2E95 (documentation sociale, référentiels métiers, guides, presse professionnelle, dossiers thématiques créés en interne ; affichage de l'actualité, site internet de la M2E95...)
• Fichier entreprises actualisé et mutualisé entre la MDE, les services de développement économique de l'agglomération
• Des postes informatiques en réseau, connectés à Internet
• Des lignes directes et téléphones portables
• Photocopieurs
• Salles pour les différents ateliers, les rendez-vous de suivi et formation

Intérêt régional :

Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- intervention sur un Territoire PACTE
- contribution au développement de l'alternance en collaboration avec les développeurs de l'apprentissage

Ce projet participe à la compétitivité des petites entreprises et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

- les chefs d'entreprises des TPE (- 50 salariés), plus particulièrement celles de l'alimentation, le tourisme et les loisirs, la logistique, les services de proximité et la mécanique ;
- les associations de moins de 50 salariés

Localisation géographique : Bassin d'emploi Roissy le Bourget

- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017
Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	76 117,60	93,16%
FONCTIONNEMENT	4 590,00	5,62%
PRESTATIONS EXTERNES	1 000,00	1,22%
Total	81 707,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	23 000,00	28,15%
ETAT (CPO)	58 707,60	71,85%
Total	81 707,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 100,00 €
2018	6 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	150 000,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	140 286,87 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	212 904,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2016	Passerelles entreprises	178 244,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2016	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	63 945,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	965 082,83 €

Structure porteuse de l'opération : MAISON DE L EMPLOI DE L EST DU VAL D OISE

Budget prévisionnel semestriel 2017

Période d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : ☒ TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**76 117,60 €**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**81 707,60 €**
Rémunération des personnels	49750,07	Etat : DIRECCTE - convention annuelle d'objectif	58 707,60
Charges sociales	26367,53		
		Région : Subvention PTRH Région - 1er semestre 2017	23 000,00
FONCTIONNEMENT	**4 590,00 €**	FSE :	
Achats et fournitures	300,00		
Publications, communication, ...	600,00	Département :	
Documentation, Abonnements, ...	2000,00		
Déplacements, missions, réceptions, ...	1000,00	Communauté d'Agglomération	
Frais postaux et de télecom	100,00		
Adhésions associations d'entreprises	590,00	Commune(s) :	
PRESTATIONS EXTERNES	**1 000,00 €**	Autres *(à préciser)* :	
Consultants à l'appui des ateliers	1000,00		
		AUTOFINANCEMENT	
		Recettes générées (ventes, ...)	
		Autre autofinancement	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**81 707,60 €**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**81 707,60 €**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement	**4801,73**	**Convention annuelle d'objectif - collectivité locale**	4801,73
charges de personnel	4801,73		
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**86 509,33 €**	**Total des ressources**	**86 509,33 €**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	86 509,33 €	**Total des ressources affectés au projet**	86 509,33 €

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 1,16%

Montant des dépenses éligibles	**81 707,60**
Montant de lasubvention sollicitée	**23 000,00**
Taux d'intervention	**28,15%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles	71,85%
Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles	0,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000178

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PLATEFORME DE SERVICES RESSOURCES HUMAINES POUR LES PETITES ENTREPRISES DU HAUT VAL D'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	78 386,08 €	38,27 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-400
19101201- Accompagnement dans l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REFLEXES 95
Adresse administrative : 36 RUE ALBERT 1ER
95260 BEAUMONT-SUR-OISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Nathalie GROUX, Présidente
Date de publication au JO : 25/01/2016
N° SIRET : 42909417000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises
Rapport Cadre : CR 34-15 du 10/07/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de garantir la continuité de services de la plateforme dans le prolongement de la quatrième année, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS :
- Développer une dynamique de territoire sur les questions RH
- Accompagner à la professionnalisation sur le plan RH des TPE et associations
- Promouvoir le concept de formation professionnelle tout au long de la vie.
- Contribuer à sécuriser les parcours professionnels des salariés

OBJECTIFS QUANTITATIFS :
Volet entreprises :
70 structures (dont environ 14 associations et 45 nouvelles structures)
60 structures en rdv individuel
11 actions collectives (4 petits déjeuners, 6 formations collectives, 1 action spéciale association)

Description :

SOCLE COMMUN :

Mise en place du guichet unique territorialisé pour les TPE sur les questions RH et aide à la professionnalisation du dirigeant dans son process de recrutement et d'intégration des nouveaux salariés.

Thématiques :
- Recrutement : comment réaliser une fiche de poste ; comment identifier les besoins actuels ; où diffuser son offre d'emploi (mise en relation avec Pôle emploi…) ; comment sélectionner les candidats (quelle méthodologie adopter ?).
- Formation professionnelle et développement des compétences : les obligations des employeurs, les différents dispositifs (VAE, CPF, CIF, plan…).
- Entretiens : comment mettre en place les entretiens et évaluer le potentiel de ses collaborateurs …
- Intégration des salariés : comment réussir l'intégration, le livret d'accueil, la période d'intégration, le choix d'un bon tuteur…
- Mesures pour l'emploi : l'alternance, les contrats aidés…
- Outillage RH : les tableaux de bord, les obligations des employeurs en matière d'emploi, les différents modes de ruptures d'un contrat de travail….
- Management : prendre des décisions, animer, motiver, poser le cadre, déléguer …
- Droit du travail : les différents contrats de travail, les modes de rupture, les IRP…
- Santé et la sécurité au travail (document unique, RPS, SST…)

1. Centre de ressources

Un centre de ressources sur chacun des deux sites (Persan et Beaumont-sur-Oise) proposant :
- Informations générales sur les questions RH : la santé et la sécurité au travail, la durée effective du travail, les obligations en matière d'emploi, les mesures en faveur de l'emploi, la sécurisation des parcours professionnels, les obligations en matière de DP, la loi handicap …
- Informations et documentation sur l'actualité RH : revues spécialisées ...
- Création d'un répertoire des partenaires du territoire mettant en œuvre des actions RH (CCI, CMA, OPCA, OPACIF, Associations d'entreprises, managers de ville, Pôle Emploi…)

2. Actions individuelles

Objectif quantitatif : 60 structures (45 entreprises et 15 associations de moins de 50 salariés).

Entretiens individuels, physiques, par téléphone, mail, sur le site de la MDE ou en entreprise :
- **Une information généraliste sur les questions RH et l'actualité RH** et des conseils avec une mise à disposition de fiches thématiques : les mesures pour l'emploi, la formation professionnelle, le droit du travail, la santé et la sécurité au travail, le document unique, la diversité …
- **La professionnalisation du dirigeant dans son processus de recrutement et d'intégration de nouveaux salariés dans son entreprise** : conseil et accompagnement adapté aux besoins du chef d'entreprise avec mise à disposition de fiches thématiques : comment identifier un besoin, comment faire une fiche de poste, comment intégrer de nouveaux collaborateurs, l'importance de la période d'essai et du tutorat ; comment fidéliser ; les obligations en matière d'emploi, …
- **Une réorientation vers les partenaires** en fonction des besoins du chef d'entreprise : Pôle Emploi, OPCA, Chambres consulaires, associations d'entreprises…

3. Actions collectives sur des thématiques RH en collaboration avec les partenaires

- **Les déjeuners thématiques**

  Objectifs quantitatifs : 4 petits déjeuners sur les thématiques suivantes :

- L'affichage obligatoire
- Recrutement et aides à l'embauche
- L'exercice du droit disciplinaire par l'employeur
- Le handicap

- **Un atelier spécial « association » à destination des Missions locales sur le Conseil en Evolution Professionnelle**

AXES DE SPECIALISATION

Axe 1 : Accompagnement à la mise en place d'une démarche d'anticipation en matière RH et de GPEC

Accompagnement renforcé du chef d'entreprise pour l'aider à mener une réflexion sur son organisation générale et la manière dont il prend en compte ses ressources humaines pour faire face aux changements.

1. **Sensibilisation à l'intérêt d'une démarche d'anticipation en matière RH et de GPEC**

Objectifs quantitatifs : 2 TPE sensibilisés à la GPEC

Objectif qualitatif : sensibiliser le chef d'entreprise aux enjeux liés à une démarche d'anticipation en matière RH et de GPEC :
- ajuster les compétences des salariés aux évolutions des métiers ;
- anticiper les changements de l'environnement,
- permettre une meilleure organisation de la gestion des ressources humaines (gérer la pyramide des âges ; identifier les compétences clés et veiller à les transférer et les capitaliser; favoriser la mobilité ; fidéliser) ;
- réfléchir sur sa pratique de management, organiser la délégation de pouvoir ;
- développer les compétences de ses collaborateurs et ceux de l'Organisation (compétences individuelles et collectives)

Méthodologie : Mise en place par le chargé de mission RH, en collaboration avec le chef d'entreprise et éventuellement l'un de ses partenaires (les chambres consulaires), d'un questionnaire GPEC (outil d'évaluation globale qui doit permettre d'identifier les problèmes, de repérer les axes prioritaires et les marges de progrès) et réaliser la lettre de mission qui fixera le cadre d'intervention en entreprise (mettre en place et organiser les tâches de recueil des données, centraliser les documents RH et ceux liés à l'organisation de l'entreprise et analyser les indicateurs RH, etc.)

2. **Diagnostic RH**

Objectifs quantitatifs : 6 diagnostics RH réalisés

Objectif qualitatif : Le diagnostic s'intéressera à la stratégie de l'entreprise, à son organisation du travail, au management et aux ressources humaines afin de faire le point sur les forces et faiblesses de l'organisation et identifier les éventuels dysfonctionnements.

Méthodologie :
- **Etat des lieux de l'existant** :
  - L'identification des conditions de travail et d'emploi : effectifs, pyramide des âges, types de contrats, projection des départs à la retraite à venir et dans 10 ans, les niveaux de qualification par catégorie de métiers, la santé et l'usure au travail…
  - Les outils existants et les pratiques RH : les modes de recrutement et l'intégration des nouveaux salariés, le repérage et l'évaluation des compétences (référentiels de compétences, entretiens); la

formation et le développement des compétences ; l'organisation du travail ; la reconnaissance au travail (l'accès à la formation et la mobilité interne, le dialogue social).

- **Analyse prospective des métiers** afin d'identifier l'évolution des métiers.
- **Analyse des compétences en interne** afin de mesurer les écarts entre les ressources actuelles et les besoins futurs individuels et collectifs : au cours de cette phase il s'agira d'identifier les emplois stables, ceux qui sont stratégiques, ceux dits « sensibles » et les métiers émergents (au regard du développement de l'activité).

A l'issue du diagnostic qui sera formalisé par écrit un plan d'actions sera proposé au chef d'entreprise.

3. Le plan d'actions RH

Objectifs quantitatifs : 4 plans d'actions proposés et mis en œuvre

Plan d'action proposé par le chargé de mission RH, en collaboration avec ses partenaires, comprenant des préconisations qui tiendront compte des problèmes identifiés, des ressources actuelles de l'entreprise et des besoins à venir en termes de compétences et d'emploi. Il comportera des objectifs, des résultats attendus, les moyens qui seront à mobiliser, un calendrier prévisionnel, des indicateurs de mesure. Il devra être accepté et partagé non seulement par le chef d'entreprise mais aussi ses collaborateurs.
L'intervenant de la MDE devra également assurer le suivi du plan d'actions (définir les modalités ; création d'un tableau de bord de suivi, organisations de réunions de suivi …).
A l'issue du plan d'actions des mesures d'accompagnement et de formations pourront être proposées au chef d'entreprise et à ses collaborateurs.

4. Des actions de formations collectives inter-entreprises sur les besoins identifiés

Objectifs quantitatifs : 6 formations collectives pour 10 TPE visées

Actions de formations d'une courte durée (0.5 à 1 jour) en collaboration avec les OPCA adaptées aux besoins du chef d'entreprise (qui répondent à des problématiques de management, de recrutement, d'élaboration du plan de formation, de fidélisation des collaborateurs…) et à ceux de ses collaborateurs afin de développer leur employabilité, sécuriser les parcours et de les aider à s'adapter aux changements de l'environnement.

Thèmes prévisionnels ayant pour objectif de permettre à l'employeur de respecter ses obligations réglementaires

- le document unique
- le règlement intérieur
- la formation et le recyclage Sauveteur Secouriste du Travail
- le management
- l'habilitation électrique

PARTENARIAT :

- Direccte UT95, Conseil Général du 95, Mairie du territoire et intercommunalités, Préfecture, - Pôle Emploi
- OPCALIA, AGEFOS PME, Uniformation
- ASCOVAE, AFPA, Berlitz (cours de langues), Incite (bureautique), AFPA
- Comité d'Expansion Economique du val d'Oise
- CCIV, CMA 95
- CGT, CFDT, CFE CGC, CGPME MEDEF
- FONGECIF
- Services développement économique de la CC du Haut Val d'Oise, commune de Persan
- Association des entreprises de Montsoult, association des commerçants Haut Val d'Oise
- Médecine du travail : Ametif

- Interventions audit : KT Consulting & formation (formations sauveteur secouriste du travail), ACE (Document unique, prévention des risques professionnels), Quintecia (Cabinet de conseils en Ressources Humaines partenariat dans le cadre de la GPEC Territoriale)
- APEC
- AGEFIPH, Cap emploi, ALTHER, SAMETH
- Expertise sociale et comptable : Fiducial
- Volets associations : Prisme 95, Direction Départementale de la Cohésion sociale, SEVO /CRIB, Uniformation, France Bénévolat 95, Agence du Bénévolat du Val d'Oise, Initiactive.

COMMUNICATION :

- 1 plaquette de communication.
- Page internet dédiée à la plateforme RH
- Prospection des TPE par courrier, mail et téléphone
- Diffusion de l'offre de services de la plateforme par les journaux municipaux et intercommunaux, les présidents d'associations d'entreprise, le CEEVO …

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS :

2,95 ETP répartis de manière prévisionnelle de la façon suivante :
- Directeur : 0.15 ETP: coordination générale du projet et structuration du partenariat territorial
- Responsable de projet- Directrice Adjointe : 0.50 ETP : coordination opérationnelle du projet, conception des supports de communication, élaboration du plan de prospection et de ciblage des entreprises et associations, mobilisation et coordination du partenariat, ingénierie pédagogique et de conception de l'offre de services, mise en œuvre opérationnelle et intervention au sein des entreprises et associations pour les axes de spécialisation.
- Chargée de mission RH : 1 ETP : mise en œuvre opérationnelle du « socle commun » de services et des deux axes de spécialisation. Prospection et mobilisation des entreprises sur les ateliers RH et les formations collectives. Gestion du reporting.
- Chargée de mission RH : 0.8 ETP : appui au diagnostic territorial et à la connaissance du tissu économique, appui au ciblage des entreprises et associations, appui à l'information et à la mobilisation des entreprises et associations ciblées. Gestion du reporting
- Chargée de documentation 0.50 ETP : qualification du fichier entreprises et mobilisation des entreprises sur les ateliers RH et les formations collectives. Tenue du tableau de reporting PFRH

MOYENS MATERIELS :
- salle documentaire accessible en permanence
- accueil physique dans les locaux de la MDE, salles informatisées et bureaux
- site internet

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les axes d'intervention prioritaires de la Région, indiqués dans le règlement d'intervention :
- intervention sur un Territoire PACTE
- territoire en frange francilienne et identifié comme vulnérable et susceptible de mutations économiques

Ce projet participe à la compétitivité des TPE et à la sécurisation des parcours professionnels grâce à un accompagnement des employeurs et de leurs salariés dans une dynamique partenariale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Entreprises et associations de moins de 50 salariés

Localisation géographique : Bassin d'emploi Est 95

- CC DU PAYS DE FRANCE
- CC VALLEE DE L'OISE ET DES TROIS FORETS
- CC CARNELLE PAYS DE FRANCE
- CC HAUT VAL D'OISE
- CA PLAINE VALLEE
- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	63 500,00	81,01%
FONCTIONNEMENT	11 636,08	14,84%
PRESTATIONS EXTERNES	3 250,00	4,15%
Total	78 386,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	30 000,00	38,27%
ETAT (CPO)	35 000,00	44,65%
CC HAUT VAL D'OISE	13 386,08	17,08%
Total	78 386,08	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	21 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	48 404,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
	Montant total	288 404,00 €

Structure porteuse de l'opération : **Réflexes 95**

Budget prévisionnel 1er semestre 2017

Quatrième année d'exécution de l'opération : **Du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017**

Cocher la bonne case : x TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**	
CHARGES DE PERSONNEL	**63 500,00**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**78 386,08**
Rémunération des personnels	63 500,00	Etat : CPO	35 000,00
FONCTIONNEMENT	**11 636,08**	Région I	30 000,00
Achats et fournitures	1 403,05		
Documentation	187,07	FSE :	
Locaux : locations, entretien	4 979,02		
Déplacements, missions, réceptions…	2 500,00	Département :	
Frais postaux et de télecom	1 415,71		
Location reseau internet	1 151,23		
		Communauté d'Agglomération	
		Communauté de communes du Haut Val d'oise	13 386,08
		Commune(s) :	
		Autres *(à préciser)* :	
		AUTOFINANCEMENT	**0,00**
		Recettes générées (ventes, …)	
PRESTATIONS EXTERNES	**3 250,00**	Autre autofinancement	
A préciser	3 250,00		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES	**78 386,08**	**SOUS-TOTAL DES RESSOURCES**	**78 386,08**
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres *(à préciser)*			
Total des charges	**78 386,08**	**Total des ressources**	**78 386,08**
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (4)**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
Côut total du projet	78 386,08	**Total des ressources affectés au projet**	78 386,08

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(4) : préciser la provenance des valorisations.

% des prestations externes/budget global 4,15%

Montant des dépenses éligibles	**78 386,08**
Montant de lasubvention sollicitée	**30 000,00**
Taux d'intervention	**38,27%**

Taux d'intervention des autres aides sollicitées / dépenses éligibles 61,73%

Taux d'intervention de l'autofinancement / dépenses éligibles 0,00%

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-080

Du 8 Mars 2017

FONDS EUROPEENS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT

AFFECTATION PROVISIONNELLE D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT SUR LE CHAPITRE 930 (Programmation FEDER/FSE 2014-2020)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds Européens Structurels et d'Investissement,

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER),

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen (FSE),

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU La loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU Le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

VU La délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020,

VU La délibération CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020,

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attribution du conseil régional à sa Commission Permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017,

VU L'avis de la Commission des affaires européennes,

VU L'avis de la Commission des finances,

VU Le rapport CP 2017-080 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 650 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-012 (102012) «fonctionnement des services », Action 10201213 « Assistance technique » du budget 2017, pour les dépenses directes liées à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens structurels d'investissement.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-106

DU 8 MARS 2017

MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION : ACTIONS POUR L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION SUR LES TERRITOIRES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (CE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis (JOUE n°L352/1 du 24 décembre 2013) ;

VU Le règlement (CE) n°651/2014 de la Commission européenne concernant l'octroi des aides aux projets de recherche et développement (régime d'aide n°SA 40391. JOUE du 26 juin 2014) ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1511-1 à L.1511-8 ;

VU La délibération n° CR 86-07 du 27 septembre 2007 « Emploi et Territoires » et plus particulièrement son article 29 et l'annexe 18 ;

VU La délibération n° CR 41-09 du 6 mai 2009 relative à la politique régionale de soutien à l'insertion par l'activité économique ;

VU La délibération n° CR 06-12 du 17 février 2012 relative à la politique régionale en faveur des Pactes : adaptation du dispositif ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption de la Stratégie Régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens.

VU La délibération n° CP 15-399 du 9 juillet 2015 relative à l'adoption du Pacte pour le développement du territoire du Nord-Est 77 ;;

VU La délibération n° CP 16-121 du 15 juin 2016 adoptant la convention type des dispositifs «Pactes», la convention type « PDEL-C », la convention type « appui régional à la professionnalisation des acteurs de l'emploi » et de la convention type « soutien à divers organismes »

VU Le budget de la région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-106 présenté par Madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 (Programme de développement économique local ciblé) :

Décide de soutenir au titre du dispositif Programme de développement économique local ciblé le financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subventions d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Subordonne le versement de la subvention relative à l'action « Démarche pour un nouveau positionnement stratégique d'Argenteuil en matière d'innovation, dans l'écosystème métropolitain et valdoisien » à la signature d'une convention conforme à la convention type du dispositif « PDELC » adoptée par délibération n° CP 16-121 du 15 juin 2016 et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 30 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-006 « développement économique des territoires », action 19100605 « Soutien aux projets de développement économiques locaux», nature 657 du budget 2017.

Article 2 (Animation et coordination du Pacte) :

Décide de participer, au titre du dispositif « Animation et coordination du Pacte », au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type des dispositifs « Pacte » adoptée par délibération n° CP 16-121 du 15 juin 2016, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement totale 30 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-006 « Développement économique des territoires », action 19100605 « Soutien aux projets de développement économiques locaux», nature 657 du budget 2017.

Article 3 (Démarrage anticipé) :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
17002786	Démarche pour un nouveau positionnement stratégique d'Argenteuil en matière d'innovation, dans l'écosystème métropolitain et valdoisien	COMMUNE D'ARGENTEUIL	01/02/2017	Le projet de la ville d'Argenteuil s'inscrit dans une démarche engagée dès 2016 par le Conseil économique d'Argenteuil. Plusieurs travaux démarreront à partir de février 2017 et notamment la mobilisation des partenaires ou la définition du cahier des charges afin de retenir un prestataire extérieur. La sollicitation du démarrage anticipé vise à assurer la continuité de la démarche.
17002809	ANIMATION ET COORDINATION DU PACTE DU NORD EST 77	MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU NORD EST 77	01/01/2017	Le démarrage anticipé est sollicité pour pouvoir assurer la continuité de l'animation au titre de la 2ème année du Pacte adopté en 2015 (CP 15-399 du 9 juillet 2015) et permettre d'assurer la continuité des projets engagés dans le cadre du Pacte adopté en 2015.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-106	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191006 - Développement économique des territoires**
Action	**19100605 - Soutien aux projets de développement économique locaux**

Dispositif : N° 00000262 - Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés

Dossier	17002786 - Démarche pour un nouveau positionnement stratégique d'Argenteuil en matière d'innovation, dans l'écosystème métropolitain et valdoisien			
Bénéficiaire	R60 - COMMUNE D'ARGENTEUIL			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	50 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000262 - Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €

Dispositif : N° 00000774 - Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire

Dossier	17002809 - ANIMATION ET COORDINATION DU PACTE DU NORD EST 77			
Bénéficiaire	R38803 - MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU NORD EST 77			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 212,00 €	TTC	48,22 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000774 - Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191006 - 19100605	60 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002786

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE POUR UN NOUVEAU POSITIONNEMENT STRATEGIQUE D'ARGENTEUIL EN MATIERE D'INNOVATION, DANS L'ECOSYSTEME METROPOLITAIN ET VALDOISIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605 - Soutien aux projets de développement économiques locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95107 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

N° SIRET : 21950018800012

PRESENTATION DU PROJET

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation adoptée le 14 décembre 2016 (CR230-16).

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le projet de la ville d'Argenteuil s'inscrit dans une démarche engagée dès 2016 par le Conseil Economique d'Argenteuil (CEA). Plusieurs travaux démarreront à partir de février 2017 et notamment la mobilisation des partenaires ou la définition du cahier des charges afin de retenir un prestataire extérieur. La sollicitation du démarrage anticipé vise à assurer la continuité de la démarche.

CONTEXTE

Argenteuil se situe à la confluence de deux écosystèmes en appartenant à la fois au Val d'Oise et à l'EPT Boucle Nord de Seine. Dans ce cadre, le Conseil Economique d'Argenteuil (CEA) a été créé pour porter un projet global de développement économique engageant une nouvelle dynamique. La définition de ce projet global passe par une démarche concertée et partagée avec les entreprises du territoire.

Parallèlement à ce travail, la ville d'Argenteuil s'est associée étroitement à la concertation organisée dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation. Le souhait d'Argenteuil est aujourd'hui de contribuer à la déclinaison de l'orientation n°3 du SRDEII axée sur le développement de l'esprit d'entreprendre et d'innover sur l'ensemble des territoires franciliens. Argenteuil se met donc au service de la Région Ile-de-France pour encourager l'entreprenariat et l'innovation, en s'appuyant à la fois sur les particularités du Val d'Oise, de l'EPT Boucle Nord de Seine, et plus globalement de l'ouest parisien.

OBJECTIFS

La démarche d'innovation que souhaite lancer Argenteuil, en partenariat avec la Région et sur la base du travail déjà engagé au sein des ateliers « Innovation » avec les entreprises argenteuillaises, permettra par conséquent de :
- définir le positionnement de la ville en matière d'innovation par rapport aux écosystèmes valdoisiens et ouest métropolitains ;
- proposer des outils de mise en œuvre de ce positionnement stratégique – dont la création d'un lieu totem ;
- mobiliser les acteurs locaux autour de cette ambition.

Elle aura pour objectif d'une part, de mettre en lumière les atouts d'Argenteuil lui permettant de prétendre être le territoire d'accueil et l'un des fers de lance de cette politique, et d'autre part, de replacer l'innovation comme moteur de la mutation économique du territoire. En effet, la taille critique d'Argenteuil (3ème ville d'Ile-de-France en nombre d'habitants), son tissu de TPE/PME (près de 7 000 établissements implantés sur la commune) et son volontarisme économique l'autorisent aujourd'hui à prétendre à un rayonnement métropolitain. La Ville viendra ainsi compléter la chaîne dynamique de l'innovation, déjà existante, de l'Ouest parisien.

DESCRIPTION :

La définition d'un nouveau positionnement stratégique de la ville d'Argenteuil en matière d'innovation se fera en deux phases:

PHASE 1 : Positionnement stratégique et état des lieux du territoire
- Préciser le positionnement d'Argenteuil dans la politique régionale et métropolitaine de l'innovation, replacer l'innovation comme moteur de la mutation économique du territoire ;
- Mettre en lumière les atouts de la ville lui permettant de prétendre être le territoire d'accueil et l'un des fers de lance de cette politique ;
- Identifier et mobiliser tous les partenaires indispensables à réunir pour contribuer à la mise en œuvre de cette démarche.

PHASE 2 : Préconisations stratégiques pour le territoire en matière d'innovation
- Proposer des scénarios de mise en œuvre du positionnement stratégique retenu en phase 1 ;
- Construire un scénario détaillé de création d'un lieu totem de l'innovation et de l'entrepreneuriat sur Argenteuil (offre de services, dimensionnement, articulation avec les autres équipements de l'ouest métropolitain et du Val d'Oise, modalités de gouvernance, etc), comme réponse à un projet d'innovation et comme outil de déploiement de la politique régionale.

Les partenaires associés à la démarche seront notamment : la Région, le Département, l'EPT Boucle Nord de Seine, la DIRECCTE, les entreprises membres du Conseil Economique d'Argenteuil, les acteurs de l'entreprenariat et de l'innovation, les antennes universitaires et écoles, les autres directions de la Ville…

Moyens mis en œuvre :

Pour construire cette démarche, la ville d'Argenteuil sera accompagnée par un prestataire extérieur, retenu à l'issue d'une procédure de marchés publics de type MAPA.
L'équipe projet de la Ville rassemblera :
· Président du Conseil Economique d'Argenteuil
· Chargée de mission Innovation et Entreprises du Conseil Economique d'Argenteuil
· Chargé de mission Conseil Economique d'Argenteuil
· Directeur Général des Services

Les modalités de suivi et d'animation envisagées sont les suivantes :
· Mise en place d'un COPIL de lancement en juin et de restitution en décembre en intégrant l'élu au développement économique de la Ville, la Région et l'Etat ;
· Mise en place d'un COTECH au nombre de 3 dès choix du prestataire en intégrant les personnes référentes du CEA, la Région, l'Etat ;
· Ateliers de concertation avec les entreprises et partenaires économiques.

Intérêt régional :
- Contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation
- Attirer les entreprises, investisseurs et talents en Ile-de-France
- Développer l'esprit d'entreprendre et d'innover sur l'ensemble des territoires franciliens
- Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Porteurs de projets innovants de l'Ouest métropolitain et du Val d'Oise, start'up, PME/PMI du territoire d'Argenteuil, créateurs d'entreprises

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du programme de développement économique local ciblé, le niveau d'intervention est plafonné à 50% des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an. Dans le cas présent, le coût global de cette opération est de 60 000 euros et un financement est demandé à hauteur de 30 000 euros, soit 50,00 %.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville d'Argenteuil	18 000,00	30,00%
Région IDF	30 000,00	50,00%
Etat	12 000,00	20,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	92 942,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	107 300,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	76 268,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	4 132 429,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	Chantier école	22 500,00 €
2016	Fonds Propreté	100 000,20 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	82 500,00 €
	Montant total	6 954 939,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002809

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ANIMATION ET COORDINATION DU PACTE DU NORD EST 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	62 212,00 €	48,22 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605 - Soutien aux projets de développement économiques locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU NORD EST 77
Adresse administrative : 12 BOULEVARD JEAN ROSE
77105 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Député-maire de Meaux

Date de publication au JO : 14 avril 2007

N° SIRET : 49789232300039

PRESENTATION DU PROJET

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation adoptée le 14 décembre 2016 (CR230-16).

Dispositif d'aide : Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire
Rapport Cadre : CR06-12 du 17/02/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité pour pouvoir assurer la continuité de l'animation au titre de la 2ème année du Pacte adopté en 2015 (CP 15-399 du 9 juillet 2015) et permettre de poursuivre les actions engagées dans le plan d'action du Pacte.

Objectifs :
Animer et décliner le plan d'action du Pacte Nord Est 77 au titre de sa 2ème année d'exécution.
Il s'agit de poursuivre le cofinancement d'un poste dédié au pilotage technique et à l'animation du Pacte pour le développement du territoire du Nord Est 77 (Pacte NE77) porté par la Maison de l'emploi et de la formation du Nord Est 77.

Rappel du contexte :
Signé le 30 novembre 2015 pour une durée de 3 ans, tout l'enjeu de cette démarche partenariale entre les 6 EPCI (au 1/1/2017) constituant le périmètre d'intervention, consiste à rééquilibrer l'activité économique sur l'ensemble du territoire en confortant le tissu existant et en s'appuyant sur des secteurs d'activités porteurs de développement et d'attractivité pouvant contribuer à créer une identité territoriale Nord-Est 77.

Bilan du plan d'action de l'année 1 et prévisionnel Année 2 :

<table>
<tr><td colspan="2">AXE TRANSVERSAL :
ACTION : Création des instances et des modalités de pilotage afin d'assurer le pilotage et la déclinaison opérationnelle du plan d'action</td></tr>
<tr><td>Résultats Année 1</td><td>Objectifs prévisionnel Année 2</td></tr>
<tr><td><u>Objectif atteint :</u>
- Création et mise en œuvre des instances de gouvernance technique et politique ainsi que des outils de pilotage, de suivi et d'évaluation du Pacte ,
- Mise en œuvre d'une articulation technique entre le Pacte et le programme d'action Leader NE77 afin d'améliorer la coordination des actions sur les thématiques communes : tourisme, mobilité et emploi/formation,
Renforcement du partenariat avec :
=> la réalisation d'un site dématérialisé partagé pour faciliter les échanges et la coordination technique
=> la création d'une newsletter au sein de chaque EPCI pour une communication élargie aux résidents
=> l'organisation d'une démarche de réflexion collégiale sous la forme d'un think tank</td><td>-Poursuivre le suivi/évaluation du plan d'action et de l'animation des groupes de travail
-Améliorer la politique de communication
-Conforter et développer l'articulation entre le Pacte, le Leader et le PNR
-Créer un observatoire commun sur les données économiques comme outil d'aide à la décision territoriale
-Créer les conditions pour faciliter l'articulation entre les objectifs du Pacte et des bassins d'emploi (Nord Est 77, Est 77 et Marne la Vallée)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Action : Définir et structurer une identité territoriale corrélée aux filières afin de renforcer l'attractivité économique du territoire</td></tr>
<tr><td><u>Objectif atteint :</u>
-Mobilisation et sensibilisation de l'ensemble des acteurs de l'économie et de l'emploi à l'intérêt de renforcer son attractivité territoriale et de créer une démarche de marketing territorial
-Mise en œuvre d'une action de benchmarking et d'analyse de la concurrence</td><td>Définition et mise en œuvre du plan d'action</td></tr>
<tr><td colspan="2">AXE 1 : RENFORCER L'ARTICULATION ENTRE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET L'EMPLOI AFIN DE RENDRE LE TERRITOIRE PLUS ATTRACTIF ET FACILITER LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DE L'EMPLOI LOCAL
<u>Objectif :</u> créer les conditions nécessaires pour concevoir et promouvoir une offre de services coordonnée et adaptée aux besoins des entreprises et être en capacité de mieux anticiper et favoriser l'implantation et le développement des entreprises. Cela nécessite une amélioration de l'articulation entre les secteurs de l'économie et de l'emploi/formation mais également de renforcer l'attractivité et la lisibilité de cette offre de services</td></tr>
<tr><td colspan="2">Action : création d'une offre de services coordonnée entre les acteurs de l'économie et de l'emploi</td></tr>
<tr><td>Résultats Année 1</td><td>Objectifs prévisionnels Année 2</td></tr>
<tr><td><u>Objectif atteint :</u>
- Recensement et rationalisation de l'offre existante</td><td>-Faire évoluer le répertoire des compétences en support numérique afin de faciliter son usage</td></tr>
</table>

pour une offre de parcours cohérente -Création d'un répertoire des compétences	partagé et sa mise à jour -Initier un travail partenarial autour d'une cellule de veille sur les entreprises en difficultés afin de pouvoir anticiper les défaillances et apporter une réponse coordonnée et réactive
Action : Renforcer l'appui RH aux entreprises	
Résultats Année 1	**Objectifs prévisionnels Année 2**
Objectif atteint : 324 entreprises et associations bénéficiaires d'un appui sur le territoire et création d'une université du dirigeant : 152 participants	600 entreprises bénéficiaires pour 2018 Etendre l'offre de service à l'EPCI de la CC des Deux Morins Développer l'alternance au sein des TPE/PME du territoire
Action : Faciliter l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi et lever les freins à la mobilité	
Résultats Année 1	**Objectifs prévisionnels Année 2**
Objectif atteint : -Création d'une plateforme de mobilité (Wimoov) -Sensibilisation des acteurs de l'emploi afin d'orienter les demandeurs d'emploi -109 demandeurs d'emploi accompagnés via la plateforme	-Doubler le nombre de bénéficiaires -Engager une réflexion afin d'élargir à de nouveaux moyens de transport -Mobiliser les entreprises autour des problématiques mobilité
AXE 2 : CONFORTER ET FAVORISER L'EMERGENCE DE FILIERES STRATEGIQUES PORTEUSES DE DEVELOPPEMENT ET CONTRIBUANT A CREER UNE IDENTITE TERRITORIALE NORD EST 77. Objectif : conforter les 3 filières « historiques » (Tourisme, Services à la personne, Industrie) en raison de leur potentiel d'emploi, d'insertion et de développement économique pour le territoire	
Action : Création et animation d'un réseau SAP	
Résultats Année 1	**Objectifs prévisionnels Année 2**
Objectif atteint : mutualisation et déploiement de l'offre de services à partir de la plateforme SAP77 (portée par la MDEF de Sénart) : ⇨ 18 structures sur 42 sensibilisées (945 salariés) et 13 adhésions ⇨ Création et animation d'un réseau local (38 participants) visant à apporter une réponse coordonnée à leurs besoins et professionnaliser les acteurs ⇨ Sensibilisation des prescripteurs et des demandeurs d'emploi aux métiers SAP afin de faciliter l'orientation et l'accès à l'emploi	Déploiement de la plateforme : => poursuivre la démarche de sensibilisation aux 25 structures restantes et accroitre le taux d'adhésion => poursuite de l'action de sensibilisation en faveur des demandeurs d'emploi => conception d'une cartographie des formations
Action : Tourisme – structuration et développement d'un réseau d'acteurs afin de proposer une offre plus homogène et en capacité de contribuer à l'attractivité économique du NE77	
Résultats Année 1	**Objectifs prévisionnels Année 2**
Objectif atteint : mobilisation et adhésion des acteurs à la création d'une destination commune en capacité de renforcer l'identité territoriale du NE77 : -Conception et mise en œuvre des ateliers destinés à construire cette offre touristique -Mise à plat des outils de communication des offices de tourisme - Optimisation de l'offre de formation en anglais sur le territoire. - Mise en ligne de tests d'anglais pour évaluer le	Définition et mise en œuvre du plan d'action

niveau des demandeurs d'emploi	

Action : Industrie – Amélioration de l'articulation entre les besions de recrutement de l'entreprise et l'offre de formation et d'alternance	
Résultats Année 1	**Objectifs prévisionnels Année 2**
Objectif Atteint : - Coordination des actions locales dans le cadre de la semaine de l'industrie avec la mobilisation des entreprises, des institutions et de l'éducation nationale. - Création d'une action de formation CAP AVIONIQUE en contrat de professionnalisation=>14 places conventionnées par la Région**.**	**-** Poursuivre la coordination des actions dans le cadre de la semaine de l'industrie 2017 - Proposer des formations de niveau supérieur dans le cadre de la filière aéronautique

Moyens mis en œuvre :
0,50 ETP d'Animateur et 0,25 ETP pour appuis complémentaires (poste responsable service).

Intérêt régional :
- Contribuer au déploiement de la SRDEI
- Intégrer un objectif de Haute Qualité Sociale en améliorant la qualité de l'emploi, en participant à la réduction des inégalités sociales et territoriales, en améliorant la compétence des salariés et des demandeurs d'emploi.
- Œuvrer pour un développement solidaire des territoires franciliens.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
EPCI du territoire.
TPE et PME du territoire positionnées sur les filières porteuses de développement identifiées.
Acteurs du développement économique et structures de l'emploi / formation / insertion du territoire.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de l'animation et de la coordination du pacte, le niveau d'intervention est plafonné à 50 % des dépenses éligibles dans une limite de 75 000 euros cumulé sur 3 ans. Dans le cas présent, le coût global de cette opération est de 62 212 € avec un financement sollicité à hauteur de 30 000 €, soit 48,22 %.

Indicateurs d'évaluation :
- Mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'économie, de l'emploi et de la formation/insertion du territoire Pacte
- Réalisation des instances de pilotage du Pacte
- Création et mise en application des outils de suivi technique et financier du plan d'action du Pacte
- Mise en œuvre du plan d'action du Pacte
- Nombre et type d'actions collectives générées.

Localisation géographique :
- CC PAYS FERTOIS
- CC PAYS DE L'OURCQ
- CC PAYS CRECOIS

- CA PAYS DE MEAUX
- CC PAYS DE COULOMMIERS
- CC DES DEUX MORINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : du 1er janvier au 31 décembre 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et traitements	60 245,00	96,84%
Frais de déplacements	900,00	1,45%
Frais de télécommunications et fournitures	1 067,00	1,72%
Total	62 212,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	48,22%
Maison de l'Emploi et de la formation du Nord Est 77 (Fonds propres)	32 212,00	51,78%
Total	62 212,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	15 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
	Montant total	250 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-110

Du 8 Mars 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE
PARIS REGION SMART EVENTS 2017
COTISATIONS AUX ASSOCIATIONS DU NUMERIQUE
MODIFICATIONS DE DIVERS PROJETS COLLABORATIFS DE R&D LABELLISES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU Le régime cadre exempté de notification N SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 intitulée « Mise en œuvre de la SRDEI : ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU Les délibérations n° CP 05-1004, CP 12-870, CP 13-835, CP 14-689 et CP 16-357 relatives au soutien aux projets de R&D des pôles de compétitivité ;

VU La délibération n° CP 16-357 du 12 juillet 2016 et notamment la convention type relative au soutien régional aux projets de R&D ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la Commission Développement économique, emploi et innovation ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-110 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Aide au développement du territoire numérique – financement des événements « Paris Region Smart Events 2017 »

Décide de participer, au titre du label « Paris Region Smart Event 2017 », au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération :

Evénement	Porteur	Type de structure	Date de l'événement	Coût total éligible	Demande de subvention Région	Taux de participation Région
Cloud Week Paris Region	**EUROCLOUD**	Association	3-7 juillet 2017	500 000 €	**30 000 €**	6,00%
Game Connection	**CAPITAL GAMES**	Association	1-5 novembre 2017	1 030 000 €	**125 000 €**	12,14%
Forum TER@TEC	**TER@TEC**	Association	27-28 juin 2017	309 912 €	**35 000 €**	11,29%
Paris Region Open Source Summit	**SYSTEMATIC**	Association	nov-17	238 000 €	**50 000 €**	21,01%
Paris Region IoT Photonics	**OPTICS VALLEY**	Association	juin-17	68 360 €	**20 508 €**	30,00%
Futur en Seine	**CAP DIGITAL**	Association	8-10 juin 2017	1 108 400 €	**325 000 €**	29,32%
Hello Tomorrow Global Summit	**HELLO TOMORROW**	Association	26-27 octobre 2017	903 000 €	**50 000 €**	5,54%
Total				**903 000 €**	**635 508 €**	

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe 3 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **635 508 €** disponible sur le Chapitre 935, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 56, Technologies de l'information et de la Communication, Programme HP 56-001 – Aide au développement du territoire numérique, Action 15600104 – Evénements et acteurs numériques, nature 6574, du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Aide au développement du territoire numérique – labellisation des événements « Paris Region Smart Events 2017 »

Décide de labelliser « Paris Region Smart Event 2017 » les événements suivants :

- Ubucon Paris, porté par l'association Ubuntu ;
- Metro'num, porté par l'association Systématic Paris Region ;
- Smart Manufacturing Paris Saclay, porté par l'association Systématic Paris Region ;
- Open Source Innovation Spring, porté par l'association Systématic Paris Region.

Subordonne la labellisation à la signature d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe 4 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 3 : Aide au développement du territoire numérique - cotisations aux associations du numérique

Affecte une autorisation d'engagement de **13 070 €** disponible sur la Chapitre 935, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 56, Technologies de l'information et de la Communication, Programme HP 56-001 – Aide au développement du territoire numérique, Action 15600104 – Evénements et acteurs numériques, nature 6281, du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Aide au développement du territoire numérique - contribution annuelle au syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** en faveur du Syndicat Mixte Seine-et-Marne Numérique, disponible sur le Chapitre 935, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 56, Technologies de l'information et de la Communication, Programme HP 56-001 – Aide au développement du territoire numérique, Action 15600104 – Evénements et acteurs numériques, nature 6281, du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Soutien aux pôles de compétitivité (Projet LINX V2 – OPEN WIDE / SMILE – Cap Digital)

Décide de transférer partiellement (**84 070,89 €**) à la société Smile la subvention attribuée à Open Wide par délibération n°CP 12-870 en date du 21 novembre 2012 dans le cadre du projet LINX V2.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la société Smile de l'avenant à la convention n°12018447 ci-annexé et autorise la présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 6 : Soutien aux pôles de compétitivité (Projet FREENIVI – OPEN WIDE / SMILE – Systematic)

Décide de transférer partiellement (**218 409,29 €**) à la société Smile la subvention attribuée à Open Wide par délibération n° CP 13-835 en date du 20 novembre 2013 dans le cadre du projet FREENIVI.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la société Smile de l'avenant à la convention n°13021286 ci-annexé et autorise la présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 7 : Soutien aux pôles de compétitivité (Projet Bisceltech (FUI21) - Systematic – Eurobraille)

Décide de transférer **418 765,95 €** à la société Belvue correspondant au montant de la subvention attribuée initialement à la société Eurobraille par délibération CP 16-357 du 12 juillet 2016 pour sa participation au projet coopératif Bisceltech du pôle de compétitivité Systematic Paris Region.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la société Belvue d'une convention conforme à la convention d'application type « projets de recherche et développement » adoptée par délibération n° CP 13-593 du 11 juillet 2013 et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 8 : Soutien aux pôles de compétitivité (Projet Scan Vision (FUI18) – Astech – Institut mines Telecom-telecom Paris Tech)

Décide de transférer **39 559,99 €** à l'Institut mines Telecom- Telecom Paris Tech correspondant au montant de la subvention attribuée initialement à l'Ecole Polytechnique par délibération n° CP 14-689 du 20 novembre 2014 pour sa participation au projet coopératif Scan Vision du pôle de compétitivité Astech Paris Region.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec l'Institut mines Telecom -telecom Paris Tech de l'avenant à la convention n° CP 14017931 ci-annexé et autorise la présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à le signer.

Article 9 : Prise en compte des dépenses éligibles

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Démarrage anticipé
EX017652	FUTUR EN SEINE 2017 / CAP DIGITAL / PARIS REGION SMART EVENT	CAP DIGITAL IMVN	06/01/2017	OUI
EX017541	CLOUD WEEK PARIS REGION 2017 / EUROCLOUD / PARIS REGION SMART EVENT	EUROCLOUD FRANCE	06/01/2017	OUI
EX017653	HELLO TOMORROW GLOBAL SUMMIT 2017 / HELLO TOMORROW / PARIS REGION SMART EVENT	HELLO TOMORROW	06/01/2017	OUI
EX017645	PARIS REGION IOT PHOTONICS 2017 / OPTICS VALLEY / PARIS REGION SMART EVENT	OPTICS VALLEY	06/01/2017	OUI
EX017622	GAME CONNECTION EUROPE 2017 / CAPITAL GAMES / PARIS REGION SMART EVENT	SPL CAPITAL GAMES	06/01/2017	OUI
EX017633	PARIS REGION OPEN SOURCE SUMMIT 2017 / SYSTEMATIC / PARIS REGION SMART EVENT	SYSTEMATIC PARIS REGION	06/01/2017	OUI
EX017630	FORUM TER@TEC 2017 / TER@TEC / PARIS REGION SMART EVENT	TER@TEC	06/01/2017	OUI

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-110	Budget	2017

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**56 - Technologies de l'information et de la communication**
Programme	**156001 - Aide au développement du territoire numérique**
Action	**15600104 - Evènements et acteurs numériques**

Dispositif : N° 00000332 - Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)

Dossier	EX017541 - CLOUD WEEK PARIS REGION 2017 / EUROCLOUD / PARIS REGION SMART EVENT			
Bénéficiaire	P0031326 - EUROCLOUD FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	TTC	6 %	30 000,00 €	

Dossier	EX017622 - GAME CONNECTION EUROPE 2017 / CAPITAL GAMES / PARIS REGION SMART EVENT			
Bénéficiaire	R29035 - SPL CAPITAL GAMES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	125 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 030 000,00 €	HT	12,14 %	125 000,00 €	

Dossier	EX017630 - FORUM TER@TEC 2017 / TER@TEC / PARIS REGION SMART EVENT			
Bénéficiaire	P0002991 - TER@TEC			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
309 911,53 €	HT	11,29 %	35 000,00 €	

Dossier	EX017633 - PARIS REGION OPEN SOURCE SUMMIT 2017 / SYSTEMATIC / PARIS REGION SMART EVENT			
Bénéficiaire	EXM00475 - SYSTEMATIC PARIS REGION			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 000,00 €	HT	21,01 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-110	Budget	2017

Dossier	EX017645 - PARIS REGION IOT PHOTONICS 2017 / OPTICS VALLEY / PARIS REGION SMART EVENT			
Bénéficiaire	R24091 - OPTICS VALLEY			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 508,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 360,00 €	HT	30 %	20 508,00 €	

Dossier	EX017652 - FUTUR EN SEINE 2017 / CAP DIGITAL / PARIS REGION SMART EVENT			
Bénéficiaire	R31090 - CAP DIGITAL IMVN			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	325 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 108 400,00 €	HT	29,32 %	325 000,00 €	

Dossier	EX017653 - HELLO TOMORROW GLOBAL SUMMIT 2017 / HELLO TOMORROW / PARIS REGION SMART EVENT			
Bénéficiaire	EXM01166 - HELLO TOMORROW			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
903 000,00 €	HT	5,54 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000332 - Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	635 508,00 €

Dispositif : N° 00000382 - Soutien aux acteurs associatifs régionaux des TIC

Dossier	17002511 - COTISATION 2017 - ADULLACT			
Bénéficiaire	R37069 - ADULLACT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	00 %	6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-110	Budget	2017

Dossier	17002514 - COTISATION 2017 - AVICCA			
Bénéficiaire	R29704 - AVICA AVICCA VILLES CO COM ELECTRO AUDIOVIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 070,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 070,00 €	TTC	00 %	7 070,00 €	

Dossier	17002623 - CONTRIBUTION 2017 AU SYNDICAT MIXTE SEINE ET MARNE NUMERIQUE			
Bénéficiaire	P0023475 - SYNDICAT MIXTE SEINE ET MARNE NUMERIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	00 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000382 - Soutien aux acteurs associatifs régionaux des TIC	113 070,00 €

Total sur l'imputation 935 - 56 - 156001 - 15600104	748 578,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017541

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CLOUD WEEK PARIS REGION 2017 / EUROCLOUD / PARIS REGION SMART EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	500 000,00 €	6,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EUROCLOUD FRANCE
Adresse administrative : 66 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre José BILLOTTE, Président

Date de publication au JO : 22 novembre 2011

N° SIRET : 75020072700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses liées à cet événement débutent dès le mois de janvier.

Objectifs :
La Cloud Week Paris Region 2017 a pour objectifs de :
- couvrir la région parisienne d'évènements pendant une semaine, permettant de démontrer à un public de professionnels (B to B) l'importance stratégique de l'intégration de solutions dites "Cloud Computing" au sein des entreprises françaises de toutes tailles à commencer par les PME/PMI ;
- renforcer les acteurs français du Cloud Computing : éditeurs de logiciels, hébergeurs, sociétés de conseil ;

- inciter les dirigeants d'entreprises (DG, directions informatiques, directions métiers) à intégrer les nouvelles solutions et services apportés par le Cloud Computing et à bénéficier de leurs avantages ;
- informer les informaticiens des nouvelles formations et débouchés.

L'événement a une ambition internationale, a minima à l'échelle européenne.

Description :
Pendant la Cloud Week Paris Region, seront organisés 30 événements en Ile-de-France et dans quelques métropoles régionales (dont Nice et Montpellier).

La Cloud Week Paris Region débutera le lundi 3 juillet 2017 en début d'après-midi et s'achèvera le vendredi 7 juillet 2017.

EuroCloud France prendra directement en charge l'organisation de :
- la conférence des visionnaires (conférence de lancement), lundi 3 après-midi ;
- la cérémonie des 11èmes trophées EuroCloud suivie d'un cocktail dînatoire, lundi 3 ;
- la 12ème édition des Etats Généraux, toute la journée du mercredi 5.

Les partenaires d'EuroCloud (organismes publics ou sociétés sponsors) intègreront leurs propres évènements au calendrier de la Cloud Week Paris Region.

L'événement portera notamment sur les thèmes suivants :
- Innovation, recherche et dernières tendances technologiques ;
- Etat du marché et prospectives ;
- Financement des start-ups ;
- Nouveaux business models et nouveaux usages ;
- Développement des achats publics de services Cloud ;
- Stratégie de migration vers le Cloud ;
- Souveraineté, sécurité, confiance ;
- Politique françaises et européennes en faveur du Cloud ;
- Formation.

Moyens mis en œuvre :
MOYENS HUMAINS :
- EuroCloud mobilise une équipe de 6 personnes, le comité de pilotage, chargé de préparer et de superviser l'ensemble de la Cloud Week Paris Region jusqu'à sa conclusion en juillet 2017 ;
- société sous-traitante pour les aspects logistiques : accueil des visiteurs, relation avec les salons, restauration, organisation du job dating, de la cérémonie de remise des trophées EuroCloud, animation des conférences et des tables rondes, production des lettres d'information ;
- société de relations presse avant, pendant et après la semaine ;
- société spécialisée dans les réseaux sociaux pour augmenter la visibilité des événements de la Cloud Week Paris Region ;
- création et gestion d'un site Internet présentant le programme et permettant d'enregistrer les participants ;
- société de traduction simultanée pour la conférence des visionnaires ;
- mobilisation d'un jury indépendant pour l'élection des lauréats des trophées EuroCloud;
- société de production vidéo.

AUTRES MOYENS :
- locations de salon et d'espace de démonstration et de rencontres ;
- achats de fichiers pour les mailings d'invitation ;
- publicités dans la presse spécialisée ;
- partenariats avec la presse pour relayer l'évènement ;
- partenariats avec d'autres associations du numérique pour qu'elles organisent leurs propres évènements sous la bannière de la Cloud Week Paris Region.

Intérêt régional : La région Ile-de-France possède des atouts indéniables en matière de cloud computing :
- qualité du réseau informatique (fibre par exemple) ;
- qualité de l'approvisionnement électrique (essentiel pour les Datacenters) ;
- qualité des formations et concentration des talents (essentiel pour les éditeurs de services et de contenu) ;
- très nombreuses Start-up du Cloud Computing (la moitié des Start-up françaises sont franciliennes) ;
- densité des infrastructures de transport.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les publics ciblés sont :
- les éditeurs, SSII, intégrateurs, distributeurs, conseils, hébergeurs, opérateurs et constructeurs ;
- les utilisateurs : grands comptes et PME, les administrations nationales et les collectivités locales ;
- les étudiants, universitaires, chercheurs ;
- les investisseurs ;
- les experts, consultants, journalistes.

Total visiteurs attendus : 4 000.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES INTERNES (salaires chargés, charges administratives...)	86 000,00	17,20%
CHARGES EXTERNES (Services, logistique, location, communication...)	414 000,00	82,80%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FINANCEMENT REGION	30 000,00	6,00%
FONDS PROPRES	100 000,00	20,00%
SPONSORSHIP	370 000,00	74,00%
Total	500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux acteurs associatifs régionaux des TIC	80 000,00 €
2016	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	25 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017622

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : GAME CONNECTION EUROPE 2017 / CAPITAL GAMES / PARIS REGION SMART EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	1 030 000,00 €	12,14 %	125 000,00 €
	Montant Total de la subvention		125 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL CAPITAL GAMES
Adresse administrative : 8 PASSAGE BRULON
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabien DELPIANO, Président

Date de publication au JO : 1 mai 2004

N° SIRET : 47925269400027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'événement aura lieu en novembre mais il nécessite la prise en charge de dépenses liées à la communication, à l'organisation et à la préparation des marchés avec les prestataires dès le début du mois de janvier.

Objectifs :
Le salon Game Connection, à dominante professionnelle, s'inscrit dans la stratégie à long terme de faire de la France en général et de la région francilienne en particulier une des places fortes du jeu vidéo dans le monde. Son rayonnement international attire des participants venus des quatre coins de la planète afin de structurer l'écosystème et faire fructifier des échanges commerciaux rapidement grâce à une

organisation rodée depuis plusieurs années et reconnue dans toute l'industrie.

Pour ce faire les objectifs chiffrés se composent de :
-Nombre de rendez-vous : supérieur à 9000
-Qualité des participants : uniquement des décideurs dont 60% d'internationaux
-Nombre de contrats attendus : supérieur à 2 par acheteurs
-Valeur des contrats attendus : supérieur à 300 000€ par acheteur
-Fréquentation des conférences : supérieure à 30 personnes par conférence en moyenne
-Nombre d'exposants : supérieur à 250
-Nombre d'acheteurs : supérieur à 490
-Nombre de participants : supérieur à 2700

Description :
Organisée depuis six ans à Paris – et pour la troisième fois aux côtés de la Paris Games Week la Game Connection s'est imposée comme le rendez-vous professionnel du jeu vidéo de la fin d'année rassemblant des sociétés françaises et étrangères dans un seul et unique lieu.

Ce défi a été relevé puisque la fréquentation globale a augmenté en 2016 en atteignant 2748 participants, prouvant ainsi l'intérêt de la manifestation pour les professionnels du secteur et notamment les acteurs de l'industrie française. Ces résultats ont contribué au renforcement de la manifestation pour conserver son rôle de leader du marché international du financement de l'industrie du jeu vidéo.

Au total, en 2016, la Game Connection a donc rassemblé 2748 participants pour 9800 rendez-vous professionnels. Véritable succès pour l'industrie française et son rayonnement, la répartition des 2853 participants représente plus de 58 nationalités.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe de Capital Games se compose d'une directrice générale ainsi que de 3 stagiaires et s'appuie sur la force de son réseau d'entreprises adhérentes pour dynamiser le salon.

L'équipe mise à disposition par Connection Events pour l'organisation de l'événement se compose de :
- 2 commerciaux pour les exposants et les participants ;
- 2 personnes chargées du recrutement des acheteurs et des conférences ;
- 2 personnes pour la logistique et le service client ;
- 2 personnes pour le marketing et la communication ;
- 1 responsable administration pour la facturation ;
- 1 manager d'équipe.

Un partenariat est en outre mis en place avec l'association Le Game afin de diffuser la communication auprès des différentes associations professionnelles régionales.

Intérêt régional : Une offre dédiée aux entreprises franciliennes a été construite en vue de renforcer leur compétitivité. De nombreux avantages ont permis à ces entreprises d'occuper une position de force au sein du salon.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La Game Connection est avant tout un événement dédié aux professionnels du jeu vidéo. Cette orientation résolument business permet d'offrir un cadre de qualité pour organiser les rendez-vous professionnels des participants :

- les acheteurs, présents pour rechercher des nouveaux projets dans lesquels investir ou pour des services bien spécifiques ;
- les développeurs qui sont présents pour présenter aux acheteurs leurs projets en cours de développement ou finalisés afin que ceux-ci investissent des ressources, notamment financières, dans ces projets dans le but de les éditer et de les distribuer. Cela inclut également les aspects commerciaux et marketingn ;
- les prestataires de service sont présents pour vendre leur expertise aux développeurs et aux acheteurs. Sont notamment représentés les services de traduction, de paiement, de communication etc.

Total visiteurs attendus : 2 748.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES EXTERNES (services, logistique, location, communication...)	1 030 000,00	100,00%
Total	1 030 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FINANCEMENT REGION	125 000,00	12,14%
RECETTES (SPONSORS, STANDS...)	905 000,00	87,86%
Total	1 030 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	125 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	180 000,00 €
2015	Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	180 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	132 987,00 €
2016	Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	160 000,00 €
	Montant total	472 987,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017630

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FORUM TER@TEC 2017 / TER@TEC / PARIS REGION SMART EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	309 911,53 €	11,29 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TER@TEC
Adresse administrative : CEA/DAM ZONE D'ACTIVITE TERATEC
91680 BRUYERES-LE-CHATEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERARD ROUCAIROL, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50742972800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'événement aura lieu en juin et aura donc des dépenses liées à l'organisation et à la communication de cette manifestation dès le mois de janvier.

Objectifs :
En regroupant les meilleurs experts internationaux du High Performance Computer (HPC), de la Simulation et du Big Data, le Forum Teratec est un évènement majeur en France et en Europe. Il confirme l'importance des technologies numériques dans le développement de la compétitivité et des capacités d'innovation des entreprises.

Le Forum Teratec illustre le dynamisme technologique et industriel du secteur et le rôle important que joue la France dans ce domaine. La participation et les témoignages de grands industriels, les présentations des entreprises technologiques leaders dans le domaine, la diversité et le niveau des ateliers techniques, la représentativité des exposants et l'innovation des offres présentées, sont autant d'atouts qui rendent incontournable le rendez-vous de tous ceux qui sont concernés par la simulation numérique, la haute performance et l'exploitation des données.

La 12ème édition du Forum Teratec a pour objectif de réunir plus de 1 300 professionnels internationaux, décideurs et experts du domaine de la simulation haute performance, issus du monde industriel et technologique et du monde de la recherche.

Description :
Les sessions plénières viseront à faire le point sur les évolutions les plus récentes des grandes technologies numériques et de mesurer leur importance croissante dans l'économie. De hauts responsables industriels apporteront leur témoignage sur les enjeux de la simulation numérique dans leur entreprise et leur analyse sur les stratégies à mettre en œuvre pour la maitrise de ces technologies. Des fournisseurs technologiques et des PME innovantes présenteront leurs dernières réalisations et montreront que ces technologies, même les plus avancées, deviennent accessibles aux PME/PMI.

Animés par les principaux acteurs du marché et des experts reconnus, des ateliers feront le point sur les technologies émergentes et sur de nouveaux secteurs d'application du HPC, de la simulation et du Big Data. Les ateliers technologiques permettront aux auditeurs d'évaluer l'intérêt, les limites et les évolutions de telle ou telle technologie. Les ateliers applicatifs présenteront des applications en entreprise, proposeront des méthodologies d'introduction de ces nouvelles technologies, montreront des approches métiers et Illustreront l'intégration des méthodes et des outils dans les entreprises en tenant compte des évolutions récentes.

Une exposition d'environ 80 stands regroupera les principaux acteurs du HPC et du Big Data. Constructeurs et éditeurs, fournisseurs et intégrateurs de solutions matérielles, logicielles et de services, universités et laboratoires de recherche et pôles de compétitivité présenteront leurs dernières initiatives et innovations en matière de simulation numérique hautes performances.

Les Trophées de la Simulation Numérique révèleront et récompenseront les champions de la simulation numérique et du Big Data avec la remise de 6 trophées : Start-up - PME - Innovation - Collaboration - Grand Prix de la Simulation - Personnalité de la Simulation.

Moyens mis en œuvre :
Marketing direct : Plusieurs éditions bilingues de la newsletter Forum Teratec 2017 seront diffusées entre janvier et juin 2017 auprès de 20 000 professionnels, français et étrangers, provenant du monde industriel et de la recherche.

Le site internet bilingue de Teratec propose de très nombreuses pages entièrement consacrées au Forum Teratec avec une présentation détaillée du programme des conférences et des ateliers, de l'exposition et des espaces thématiques (plus de 250 000 visites enregistrées en 2016).

Plan média et partenaires presse : des partenariats seront établis avec les médias les plus qualifiés pour informer différents lectorats concernés par la diversité et les enjeux des technologies et des usages présentés lors du Forum Teratec 2017.

Relations "presse" auprès de la presse régionale, nationale et internationale, économique, industrielle, informatique et spécialisée avec la diffusion à plus de 300 journalistes internationaux et spécialisés.

Supplément Simulation Numérique : publié et diffusé (55 000 ex) par l'Usine Nouvelle 3 mois avant le Forum Teratec, ce supplément de 32 pages rédactionnelles produites indépendamment par les rédactions de L'Usine Nouvelle et d'Industrie et Technologies couvrira une thématique forte dans les domaines de la

simulation numérique et du Big Data.

Intérêt régional : Le Forum Teratec présente les grandes technologies numériques, moteurs essentiels pour le développement économique et l'attractivité de l'Île-de-France
Les technologies numériques sont au coeur du développement économique et de l'innovation. La simulation numérique et le traitement des données massives (Big Data) permettent d'aborder des sujets industriels ou de recherche qui vont transformer radicalement l'industrie dans la plupart des secteurs. Leur maîtrise et leur diffusion dans le tissu économique sont essentielles pour la compétitivité et pour la capacité d'innovation des grandes entreprises, ETI et PME.

Dans ce domaine, la France est le seul pays européen à disposer des acteurs académiques et industriels couvrant l'ensemble de la chaîne : systèmes, logiciels, applications et services. Ces acteurs sont essentiellement basés en Île-de- France, qui bénéficie de la présence de Teratec, le pôle français et européen sur ces sujets, installé dans le sud de l'Île-de-France (Bruyères-le-Chatel).

Teratec rassemble tous les acteurs du domaine pour constituer un ensemble unique en Europe autour d'un Campus de 10 000 m² et du Très Grand Centre de Calcul du CEA. Le Campus Teratec réunit des entreprises technologiques, PME et Startup, des laboratoires industriels, une pépinière mise en place par la CCIE, des plateformes de services et des activités de formation.

L'Île-de-France dispose d'une situation exceptionnelle par la présence d'acteurs majeurs sur toutes les étapes de la chaine de valeur : depuis les supercalculateurs et les éditeurs de logiciels jusqu'aux sociétés de service spécialisées, en liaison étroite avec de très grands utilisateurs et un tissu actif de PME dans les nouvelles applications.

Le Forum Teratec contribue à la promotion et à la diffusion de ces technologies qui donnent lieu à de nombreuses réalisations qui sont un des principaux moteurs d'attractivité, de développement économique, d'innovation et de création d'emplois en Île-de-France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le Forum TERATEC s'adresse aux professionnels, prescripteurs et utilisateurs, français et étrangers provenant du monde industriel et technologique, universitaire, grandes écoles et de la recherche. Les visiteurs appartiennent à des entreprises de toutes tailles : Start up, TPE, PME, ETI et Grands Groupes. Ils viennent également d'universités et de grandes écoles, de centres de recherche et d'organismes publics. Tous les services stratégiques sont concernés : Direction Générale, Direction Industrielle, R&D, DSI, Direction Achats, BE, Techniques et Méthodes, Production/Fabrication.
Total visiteurs attendus : 1 500.

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires chargés, répartition charges administratives...)	101 500,00	32,75%
Charges externes (services, logistique, location, communication...)	208 411,53	67,25%
Total	309 911,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	11,29%
Financements privés	274 911,53	88,71%
Total	309 911,53	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017633

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARIS REGION OPEN SOURCE SUMMIT 2017 / SYSTEMATIC / PARIS REGION SMART EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	238 000,00 €	21,01 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION
Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA VAUVE
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

Date de publication au JO : 12 novembre 2005

N° SIRET : 48536452500033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cet événement devrait se tenir en novembre mais son organisation (réunion avec les partenaires, préparation des marchés avec les prestataires etc.) et sa communication auront lieu dès le début du mois de janvier.

Objectifs :
L'événement a pour ambition de devenir la vitrine de la filière du Logiciel libre et de l'Open Source en Ile-de-France et en France.

L'objectif principal est d'en faire le lieu de convergence européen entre l'innovation Open Source, le business et les défis sociétaux d'une société numérique ouverte.

Description :
Paris Region Open Source Summit sera organisé en novembre 2017 à Eurosites, aux Docks de Paris.

Il est le 1er événement européen du Logiciel libre et de l'Open source, fruit de la fusion de Solutions Linux et de l'Open World Forum, deux événements emblématiques du sujet.

Moyens mis en œuvre :
Paris Region Open Source Summit est un événement organisé par le Pôle Systematic Paris-Region opéré par la société Tarsus et présidé par Jean-Luc Beylat, président du Pôle Systematic.

La gouvernance de l'événement s'organise autour d'un comité de pilotage réunissant, autour de Systematic, l'opérateur, Tarsus et les co-organisateurs de l'événement, Alter Way, Bluemind, Henix, Inria et Smile.

Moyens humains :
Le pôle Systematic consacre un chef de projet ainsi qu'une contribution de son service administration et de la direction à l'organisation de l'événement.
Par ailleurs, le comité de programme est composé d'acteurs de l'écosystème qui s'impliquent bénévolement.

Moyens financiers :
Le budget est constitué de subventions publiques de la Ville de Paris et de la Région Ile-de-France et des revenus de la vente de stands et de sponsoring.

Intérêt régional : L'événement porte un fort ancrage régional et une implication conséquente des PME franciliennes de la filière au sein du programme et sur l'espace d'exposition, qui offre une vitrine internationale de l'innovation ouverte en Ile-de-France.

Par ailleurs, la Région Ile-de-France est visible à travers un espace commun avec le Pôle Systematic, et invitée à intervenir pour exprimer ses positions sur les sujets d'innovation ouverte et présenter les initiatives auxquelles elle participe sur le territoire et son implication pour l'Open Source et le Logiciel Libre.

Ainsi, cet événement offre un rayonnement national et international non seulement à la filière du numérique ouvert francilienne mais également aux actions entreprises par la Région Ile-de-France.

Enfin, une dimension grandissante est donnée à l'emploi avec la mise en place d'un forum de recrutement pour les sponsors et exposants – dimension dynamisée au sein même du programme par des conférences dédiées.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cet événement international cible :
- les professionnels de l'Open Source et du Logiciel Libre ;
- les grands utilisateurs de logiciels (Grands Groupes, Institutionnels) ;
- les étudiants ;
- les chercheurs.

Total visiteurs attendus : 4 500.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires chargés, répartition charges administratives...)	35 000,00	14,71%
Charges externes (services, logistique, location, communication...)	203 000,00	85,29%
Total	238 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	21,01%
Ville de Paris	20 000,00	8,40%
Financements privés	133 000,00	55,88%
Fonds propres	35 000,00	14,71%
Total	238 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	598 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2014	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	50 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	815 000,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2015	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	50 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	513 612,18 €

2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	685 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2016	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	50 000,00 €
	Montant total	3 216 612,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017645

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARIS REGION IOT PHOTONICS 2017 / OPTICS VALLEY / PARIS REGION SMART EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	68 360,00 €	30,00 %	20 508,00 €
	Montant Total de la subvention		20 508,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPTICS VALLEY
Adresse administrative : 35 BD NICOLAS SAMSON
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe BREGI, Président

Date de publication au JO : 9 octobre 1999

N° SIRET : 43485743900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cet événement aura lieu en juin. Les dépenses nécessaires à son organisation et à la communication débuteront dès le début du mois de janvier.

Objectifs :
« Paris Region IoT Photonics » ambitionne de mettre en avant des pépites aux technologies prometteuses (pitchs, showroom, networking) afin de leur offrir des opportunités de développement en les connectant à des financeurs en capacité d'accélérer leur croissance ou encore à des partenaires potentiels aux côtés desquels elles bâtiront de futurs projets d'innovation sur le territoire.

Cet évènement vise à sensibiliser les visiteurs aux enjeux de la transformation numérique par le biais d'interventions d'acteurs offrant des solutions digitales innovantes mais aussi grâce à la connexion avec le EY Experience Lab.

Les donneurs d'ordre mobilisés seront sensibilisés aux enjeux de l'Internet of Things (IoT) et trouveront des partenaires technologiques aux côtés desquels s'engager.

Description :
D'une durée d'une journée en juin 2017 (EY Experience Lab - La Défense), cet évènement s'articule autour des temps forts suivants :

1-Conférences et concours
a.La Région Ile-de-France aux côtés des acteurs de l'IoT.
b.Grands Prix de la Photonique et de l'IoT : lancement en février 2017 d'un appel à candidatures à destination des start-up photoniques/IoT en recherche de financement réparties sur 5 thématiques : santé, mobilité, usine 4.0, bâtiment intelligent et smart city. Opticsvalley constituera un jury par thème composé de financeurs privés (business angels, banques) et grands comptes. La sélection des candidats se fera en 2 temps : pré-sélection de 20 candidats, puis sélection du lauréat pour chaque catégorie sur dossier approfondi (envoyé postérieurement à la pré-sélection). Les lauréats seront connus à l'issue de leur pitch et seront récompensés par les sponsors de leur catégorie. Parmi l'auditoire, seront présentes 40 structures de financement de l'innovation.
c.Innovation ouverte : expression de besoins de donneurs d'ordre proposant des projets collaboratifs à l'attention des start-up et PME de la photonique et de l'IoT.
d.Le monde numérique de demain : détection/promotion de technologies numériques matures par le biais d'interventions de laboratoires pour faciliter leur transfert vers l'industrie.

2-Village de la photonique et de l'IoT
Showroom technologique permettant aux start-up d'exposer leur prototype et/ou démonstrateur sur un stand, de se promouvoir auprès des financeurs présents, de bénéficier d'une visibilité et de multiplier les opportunités de rencontres avec les visiteurs. Ce village sera ouvert lors des temps de pauses et de cocktail.

3-EY Experience Lab - la révolution numérique en pratique
Visites guidées du EY Experience Lab et rencontre avec les 60 experts du groupe qui permettront de sensibiliser les dirigeants aux enjeux de transformation numérique et de faire connaître les activités R&D du Lab.

Moyens mis en œuvre :
La promotion de cet évènement se fera grâce à différents canaux de communication :
- Internes :
o Campagne d'e-mailings : base de données de contacts qualifiés couvrant l'ensemble des acteurs de l'écosystème
o Newsletters mensuelles assurant la promotion des activités d'Opticsvalley et de ses adhérents
o Signatures d'e-mails avec bandeau de l'évènement
o Site internet dédié à l'évènement – promotion et diffusion de l'IoT en amont et aval de celui-ci
o Flyers distribués lors des manifestations Opticsvalley

- Presse : Réalisation de dossiers de presse adressés aux magazines spécialisés IoT tels que French Web (magazine de l'innovation), Maddyness (magazine des start-up françaises), L'usine digitale (actualités web, high-tech et cloud), Journal du net (e-business, FinTech, Big Data, IoT, tendances média).

- Salons : Distribution de flyers lors des salons thématiques, notamment IoT World organisé à Paris les 22 & 23 mars 2017.

Intérêt régional : Sur le plan régional, la mise en œuvre d'un tel évènement contribue à structurer et dynamiser l'écosystème numérique et plus largement high-tech francilien. La dynamique économique du territoire est favorisée en créant les conditions permettant les collaborations entre les acteurs, le développement d'innovations de pointe et in fine la création d'emplois en région Ile-de-France.

Le rayonnement de ces acteurs et de ces projets est diffusé au niveau national. En s'appuyant sur les médias nationaux de référence en matière d'IoT, sur les pôles et clusters photoniques en régions, sur des structures de développement économique à vocation nationale, les communications d'Opticsvalley seront relayées largement et mettront en avant la richesse du tissu économique francilien.

Sur le plan international, la communication réalisée auprès des partenaires européens d'Opticsvalley illustrera l'excellence et le dynamisme des acteurs technologiques franciliens du fait de leur implication dans l'évènement.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les typologies d'acteurs attendues lors de cet évènement sont multiples :
- les entreprises : start-up, TPE, PME, pour les pistes de marchés apportées via l'évènement ;
- les grands comptes du numérique et des high-tech, potentiels clients des start-up, pour le croisement de leurs compétences, la détection de pistes de projets ;
- les financiers : capitaux-risqueurs, business angels et banques pour la détection et l'accompagnement financier de projets innovants ;
- les incubateurs et accélérateurs pour la détection et l'accompagnement de porteurs de projets;
- les établissements supérieurs de formation et de recherche pour l'enrichissement de l'offre de formation en lien avec les besoins du territoire ;
- la presse pour détecter des start-up et valoriser les compétences industrielles et académiques du territoire ;
- les entreprises européennes ;
- les partenaires d'Opticsvalley (organismes de développement économique et collectivités territoriales) pour s'informer et apporter des outils complémentaires aux acteurs de l'écosystème ;
- les acteurs publics de la région Île-de-France pour leur soutien affiché au secteur du numérique et de l'IoT.

Total visiteurs attendus : 250.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES INTERNES (salaires chargés, répartition charges administratives...)	36 660,00	53,63%
CHARGES EXTERNES (services, logistique, location, communication...)	31 700,00	46,37%
Total	68 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	29 852,00	43,67%
FINANCEMENTS REGION	20 508,00	30,00%
SPONSORS	15 000,00	21,94%
REVENUS STANDS	3 000,00	4,39%
Total	68 360,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 406,00 €
2018	4 102,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	58 500,00 €
2014	Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	400 000,00 €
2015	Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	400 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	123 513,23 €
2016	Soutien aux structures d'interfaces et d'appui à l'innovation - Fonctionnement	300 000,00 €
	Montant total	823 513,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017652

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FUTUR EN SEINE 2017 / CAP DIGITAL / PARIS REGION SMART EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	1 108 400,00 €	29,32 %	325 000,00 €
	Montant Total de la subvention		325 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane DISTINGUIN, Président

Date de publication au JO : 25 février 2006

N° SIRET : 48974929100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'événement aura lieu en juin. Les dépenses liées à son organisation et à la communication débuteront dès le début du mois de janvier.

Objectifs :
Futur en Seine combine deux ambitions.

Une ambition économique :
- promouvoir l'innovation numérique comme levier de développement et d'attractivité de l'Île de France, en exposant l'innovation numérique et le dynamisme du secteur ;

- accompagner les entreprises de toutes tailles dans leur transformation numérique : TPE PME ETI et grands groupes. Le festival permet l'acculturation des entreprises à l'entreprenariat et au numérique ;
- faire rayonner l'innovation francilienne à l'international : Futur en Seine valorise les pépites d'Ile-de-France et leur offre des opportunités d'échanges avec de nombreuses délégations.

Une ambition de pédagogie numérique :
- accompagner les mutations liées à l'innovation numérique ;
- informer, éduquer et faire participer les individus au monde numérique ;
- promouvoir l'innovation centrée sur l'usager ;
-accompagner les changements du monde du travail, et susciter des vocations pour les métiers du numérique ;
- donner les moyens aux citoyens de choisir le monde numérique dans lequel ils vivront;
- promouvoir la diversité du numérique.

Futur en Seine se veut un festival urbain, proche des citoyens, de tous les acteurs de l'écosystème. Il est donc gratuit et ouvert à tous.

Description :
Le festival s'articule autour de 2 séquences :

>> Les 3 jours (8-10 juin) à la Grande Halle de la Villette rassembleront :
- une exposition de 150 projets innovants dans six thématiques : Travail, Territoires, Santé, Education/savoirs, Commerce/Distribution, Industries créatives/Media ;
- une programmation business centrée sur des actions de networking, grâce à une application de mise en relation performante et une majorité de formats de pitchs et rencontres : pitchs, reverse pitchs, matchmaking ;
- une programmation internationale renforcée autour de trois axes : accélération, innovation, interclustering. Les délégations présentes : Mexique, Hongrie, Allemagne, Nouvelle Zélande, Afrique (à confirmer), Royaume Uni (à confirmer) ;
- un cycle de grandes conférences prospectives autour de la thématique "Intelligences", explorant à la fois les sujets autour de l'intelligence artificielle et des autres formes d'intelligence que le numérique contribue à développer : l'intelligence collective, l'intelligence sociale ;
- des expériences ludiques, festives, pour favoriser l'expérimentation par tous du numérique et les échanges informels et les plus ouverts possible entre les participants.

>> En parallèle, du 8 au 18 juin,"le Off" prolonge le festival avec plus de 100 événements dans toute l'Ile-de-France : entreprises, associations, écoles, laboratoires, etc. peuvent proposer un événement sur le thème du numérique, que Futur en Seine intègre à sa programmation, répertorie dans une carte interactive, et valorise en communication.

Moyens mis en œuvre :
Equipe mobilisée:

Cap Digital porte Futur en Seine au travers son équipe coeur de projet, qui s'agrandit à mesure que le festival se rapproche : 3 permanents, la directrice du festival, le responsable de la coordination et la responsable de la programmation. Deux CDD viennent compléter l'équipe en janvier (chargé/e de production événementielle et chargé/e de communication), puis deux stagiaires en mars.

Le festival est également élaboré en lien étroit avec les différentes équipes de Cap Digital : équipe internationale et équipe Europe pour la programmation internationale, équipe Transformation numérique, équipe d'Edfab pour les sujets éducation formation emplois, partenariats pour la recherche de sponsors…

Lieux:

Le festival investit cette année la grande Halle de la Villette pour se déployer entre la région Ile-de-France

et Paris, dans un lieu urbain, culturel et de pédagogie scientifique. D'autres lieux annexes seront mobilisés pour accueillir les événements du festival.

Sélection de projets numériques innovants :

Pour pouvoir exposer les pépites du numérique, Futur en Seine a mis en place un appel à participation adressé à tous les porteurs de projet (startups mais aussi laboratoires de recherche, écoles…) sur les 6 thèmes suivants : Travail, Territoires, Santé, Education/savoirs, Commerce/Distribution, Industries créatives/Media. Les projets sont sélectionnés par un jury d'expert de Cap Digital et de partenaires, à l'aide de critères d'excellence : caractère innovant, attention portée à l'usage et au design, pertinence du numérique dans le modèle, débouchés commerciaux ou industriels avérés, potentiel de démonstration.

Intérêt régional : Les objectifs du festival servent les ambitions de la région sur le numérique et l'innovation :
- valoriser la créativité, les compétences et savoirs faire des entreprises franciliennes et renforcer leur attractivité en France et à l'international ;
- donner aux entreprises numériques innovantes l'accès à des partenaires, investisseurs, clients et média;
- rendre visible, renforcer le dynamisme de l'écosystème francilien de l'innovation animé par Cap Digital dans l'année, favoriser les rencontres fertiles des entreprises (Grandes entreprises et PME), des établissements publics, des écoles, des accompagnateurs du développement économique (organismes d'Etat ou des collectivités territoriales) ;
- accompagner par la pédagogie créative et l'expérimentation les entreprises franciliennes à prendre le virage du numérique et les citoyens de la Région à prendre part à la transformation de la société.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.**Error! Unknown op code for conditional.**

Public(s) cible(s) :
Le festival s'adresse à deux types de public :

- une population professionnelle avertie du numérique : innovateurs, directions de l'innovation ou du numérique de grands groupes, investisseurs. Leurs attentes: découvrir de nouveaux projets numérique innovants, se connecter à l'écosystème francilien du numérique, montrer des prototypes ou promouvoir une vision et leur stratégie d'innovation, creuser les sujets de fond abordés par le festival, emmener leurs collaborateurs moins avertis pour activer la transformation numérique.

- une population moins familière qui vient pour s'informer, comprendre, se former au monde numérique façonné par les innovations : entreprises en transformation, entreprises traditionnelles, mais aussi population éloignée du numérique, et familles.

Total visiteurs attendus : 25 000.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES INTERNES (salaires chargés, charges administratives...)	370 800,00	30,94%
CHARGES EXTERNES (services, logistique, location, communication)	827 600,00	69,06%
Total	1 198 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement Région	325 000,00	27,12%
Financement ville de Paris	50 000,00	4,17%
Financement DGE	12 500,00	1,04%
Financements privés	810 900,00	67,67%
Total	1 198 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	325 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	423 913,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	470 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Investissement	322 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	313 829,00 €
2014	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2015	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	605 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	631 369,41 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	463 419,58 €
2016	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
	Montant total	4 376 788,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017653

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : HELLO TOMORROW GLOBAL SUMMIT 2017 / HELLO TOMORROW / PARIS REGION SMART EVENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	903 000,00 €	5,54 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
15600104- Evènements et acteurs numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HELLO TOMORROW
Adresse administrative : 42 RUE DE MAUBEUGE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Xavier DUPORTET, Président

Date de publication au JO : 3 septembre 2011

N° SIRET : 53514587400025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cet événement se tient en octobre mais nécessite des dépenses nécessaire pour la communication et pour l'organisation de l'événement avec les partenaires institutionnels et les prestataires.

Objectifs :
Hello Tomorrow organise les 26 et 27 octobre 2017 son Hello Tomorrow Global Summit au Centquatre à Paris, sur la thématique des technologies de pointe ou "deeptechs" telles que la biologie synthétique ou l'intelligence artificielle, c'est à dire des innovations fondées sur des technologies de pointe et

scientifiques qui constituent les leviers de croissance du monde de demain.

Ce sujet est en pleine croissance depuis ces trois dernières années, et représente un relai de croissance important pour répondre aux problèmes sociétaux (santé, environnement, énergie, agriculture, etc.).

Cet événement a vocation à rassembler l'écosystème spécifique de ce secteur (académiques, startups, industriels) et à faire de l'Ile-de-France une région innovante dans ce domaine. Alors que l'écosystème est florissant en France, grâce notamment aux soutiens publics (comme les Plans d'Investissements d'Avenir) et à l'excellence académique, il n'existe pas de hub fédérant scientifiques, startups, investisseurs, PME, et grands groupes sur la plupart des événements organisés aujourd'hui visant les technologies.

Description :
En 2017, le Hello Tomorrow Global Summit présentera des parcours autour de 10 thématiques clés représentant les enjeux de demain :
- Environment, clean technologies ;
- Drones, Robotique, Impression 3D, Hardware ;
- Biotech, Ingénierie Génetique ;
- Bionics, Neurotech ;
- Agtech, Foodtech ;
- Energie ;
- Matériaux, Nanotechnologies, Biomatériaux ;
- Véhicules autonomes, Livraison, Eco-transports ;
- Aerospatial, Aéronautique ;
- Big Data, AI, deep learning.

Au programme :
- des sessions plénières dédiées aux innovations dont l'arrivée sur le marché est prévue pour 2018-2025 ;
- des tables rondes sur les enjeux sociétaux, réglementaires et éthiques de chaque secteur ;
- 70 pitches des startups finalistes du Hello Tomorrow Challenge ;
- 10 espaces spécialisés investis par nos partenaires et les meilleures startups Challenge où seront discutés (workshops) et présentés (mini-conférences) les innovations en détails ;
- des démonstrations de technologies des meilleurs entrepreneurs venus de 90 pays et représentations artistiques ;
- le tout s'achèvera par la grande finale récompensant les meilleures startups de l'année 2017 et la remise du grand prix de 100 000.

Moyens mis en œuvre :
- une équipe de 10 personnes à temps plein ;
- un comité stratégique ;
- un comité scientifique ;
- 50 volontaires à l'international pour identifier les participants étrangers les plus pertinents ;
- 150 volontaires les deux jours de l'événement ;
- des partenariats en nature.

Intérêt régional : L'événement a vocation à faire de la France et plus particulièrement la région francilienne un centre de gravité d'un nouvel écosystème "deeptech" en construction.

L'événement donnera une visibilité importante de la région à l'international : l'association dispose d'une présence locale à l'étranger, afin de faire venir les acteurs clés de cet écosystème.

Cette dimension internationale se retranscrit donc par le profile des 80 intervenants au Hello Tomorrow Global Summit (90% d'étrangers) et des 3 500 participants (80% de startups étrangères, et 60% d'étrangers tous participants confondus), mais aussi par l'écho médiatique en 2016 (4 816 tweets, Bloomberg comme principal partenaire media, 125 accréditation media dont CNN International, the

Guardian, BBC Future, The Next Web, Engadget, Spiegel Online, New Scientist, etc.).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Il réunit pendant 2 jours, 3,000 acteurs clés internationaux (60% en 2016) :
- les start-ups (800 en 2016 de 64 pays) ;
- 80 intervenants de renommée internationale ;
- les CEO et équipes des plus grands groupes industriels (700 en 2016 telles que BNP Paribas et L'Atelier BNP Paribas, BCG, Bloomberg, Roche, Air liquide, Airbus, Butagaz, Safran, Carrefour, L'Oréal, Groupe ADP, Michelin, Sycomore) ;
- les grands investisseurs internationaux (250 investisseurs étrangers en 2016 tels que YCombinator (US), 500 Startups (US), Flagship Ventures (US), Arch Ventures (US), MPM Capital (US), Romulus Ventures (US), Omnivore (IN), Shell Ventures (NL), Accel (US), Balderton (UK), Capricorn (BE), Coller (UK), EcoMachines (UK), Emerald Ventures (CH), Icos (NL), JP Morgan (US), Nest VC (HK), Bosch Venture (GE) ;
- des étudiants, PhD, chercheurs, ambassadeurs Hello Tomorrow ;
- des médias français et internationaux pour couvrir l'ensemble de l'événement.

Total visiteurs attendus : 3 000.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires chargés, répartition charges administratives...)	480 000,00	53,16%
Charges externes (services, logistique, location, communication...)	423 000,00	46,84%
Total	903 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	5,36%
Financements privés	883 000,00	94,64%
Total	933 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	50 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE RELATIVE AU FINANCEMENT DES EVENEMENTS « PARIS REGION SMART EVENT »

Convention n° XXX

Relative au soutien au projet «»

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP XXX du XXX,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE
dont le siège social est situé au :
représenté par « titre, nom, prénom du représentant légal » , dûment habilité(e),
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Evènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques, de l'internet et du multimédia » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 70-11 du 30 septembre 2011 et de ces ajustements par délibération n° CR 63 -13 du 27 septembre 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP XXX du XXX la Région Ile-de-France a décidé de soutenir « Nom du bénéficiaire» pour la réalisation de son projet « XXX » dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement correspondant à XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX € HT/TTC, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire a pour obligations de :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
- Affecter les moyens nécessaires, notamment en personnel, pour réaliser le projet qui conditionne l'octroi de la subvention régionale.
- Affecter le montant de la subvention versée par la Région dans le cadre de la présente convention à la réalisation du projet présenté l'annexe dénommée « fiche projet ».
- Solliciter préalablement l'accord écrit de la Région pour toute modification substantielle de la nature des dépenses définies l'annexe dénommée « fiche projet ».
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement de la réalisation du projet.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternat(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiqués par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
  - à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
  - au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.
- Appliquer, s'il y a lieu, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (compte-rendu d'exécution, bilan financier du projet…) dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Les contreparties en matière de communication pourront être ajustées en fonction des spécificités et de la taille de l'événement. Pourront être précisées les modalités de la participation de la Région lors de l'événement et l'utilisation des réseaux sociaux.

Trois mois avant la date prévue de l'inauguration ou de la principale manifestation du bénéficiaire relative à l'objet de la présente convention, une réunion sera organisée entre le service communication de la Région et les organisateurs de l'événement pour s'accorder sur le calendrier et les contreparties en termes de communication. L'initiative de la réunion revient aux bénéficiaires.

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication écrite ou orale liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale, dès que la décision de soutien aura été officiellement notifiée.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 20 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives au projet, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles d'ouverture et/ou de clôture organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Le bénéficiaire doit insérer des documents de présentation de la politique de la Région en matière d'innovation et de développement économique dans les documents distribués aux participants.

Le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété

intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Toute commercialisation de documents mentionnant la Région ou sur lesquels est apposé le logo, doit avoir reçu l'accord préalable et exprès de la Région.

Les services concernés de la Région (Unité Développement et Unité Communication) sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'association dans sa démarche.

En cas de non respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

Marque de territoire

Chacune des forces vives de la région Île-de-France peut contribuer à la notoriété du territoire régional et renforcer une image positive et attractive à l'international, dont elle est partie prenante. C'est l'objectif de la marque « PARIS REGION » que de développer l'attractivité économique et touristique régionale.

Cette marque territoriale permet de soutenir et d'amplifier la promotion du territoire à l'international et aussi de valoriser les exemples de réussites franciliennes pour affirmer l'excellence, les savoir-faire et les talents du territoire. Cette marque partagée permet également de révéler les richesses de l'Île-de-France et de les faire découvrir, tout en fédérant les acteurs du territoire autour d'une ambition commune. Paris et l'Île-de-France partagent une créativité exceptionnelle, ouverte et partagée, qui résonne comme une invitation à venir ici bâtir tous les possibles, un condensé unique de puissance et d'inspiration résolument tourné vers l'avenir et vers le monde. Ce caractère inimitable, cette personnalité faite d'audace et d'excellence, c'est l'esprit d'innovation et de création, c'est la capacité jamais démentie de l'Île-de-France à être, dans tous les domaines, une inégalable terre d'invention, et à se positionner.

XXXX s'engage à contribuer à l'attractivité, au rayonnement, à la promotion et à la valorisation de la région Ile-de-France en utilisant la marque de territoire « Paris Region » pour sa communication internationale. XXX s'engage à respecter, à soutenir et à encourager les valeurs portées par la marque de territoire et à appliquer le «Code de marque de territoire». Cela réside dans l'utilisation des codes d'expression de la marque : iconographique, sémantique, typographique, chromatique et dans l'utilisation du marqueur « PARIS REGION » sur tous ses supports de communication internationale selon les éléments précisés dans le code de marque.

Conçu comme un emblème venant s'ajouter à une identité existante, le marqueur permet d'affirmer l'adhésion à la marque en enrichissant sa propre identité. Il s'intègre facilement aux outils de communication, tout en soulignant clairement l'idée d'appartenance au territoire.

Xxx proposera aux entreprises participantes de devenir partenaire de la marque de territoire « Paris Region » et de bénéficier ainsi de l'image et de l'attractivité du territoire régional.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Subvention de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être

exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention est effectué à l'ordre du compte :

COORDONNEES BANCAIRES			
Titulaire du compte			
Code banque		Code guichet	
N° de compte		Clé RIB	

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande de versement est remplie et signée par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée).

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80 % du montant de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

L'avance interviendra sur appel de fonds et au vu des documents suivants :

- la présentation d'un plan de trésorerie signé du représentant légal du bénéficiaire,

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux d'intervention régional, interviennent sur appels de fonds et au vu des documents suivants :

- Une **liste récapitulative des dépenses réalisées** précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée), qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.
- Un **bilan intermédiaire** décrivant l'état d'avancement du projet signé du représentant légal du bénéficiaire, réservé à la Région uniquement.

Le total des acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le solde sera versé après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée et au vu des documents suivants :

- Une **liste récapitulative des dépenses réalisées** précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée), qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.
- Le **compte-rendu financier** de l'action indiquant les dépenses réalisées et les recettes perçues pour le projet. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée) qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée et certifié par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable si l'organisme en est doté, dans le cas contraire du trésorier.
- Le **compte rendu final d'exécution** du projet signé par le représentant légal du bénéficiaire, réservé à la Région uniquement.
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables pourront être prises en compte à compter du XXX et sur une période de XXX mois maximum à compter de la 1ère dépense.

Les dépenses pourront être prises en compte à compter du XXX (par défaut : date de la CP sinon, date de démarrage anticipé)

La période de réalisation du projet devra être compatible avec les règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale, ou à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées,

la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants**.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

- la convention,
- l'annexe n°1 : fiche projet n°XXX

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

Le représentant légal du bénéficiaire	La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Prénom, Nom	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE RELATIVE A LA LABELLISATION DES EVENEMENTS « PARIS REGION SMART EVENT »

Convention n° XXX

Relative au soutien au projet «»

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP XXX du XXX,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le partenaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE
dont le siège social est situé au :
représenté par « titre, nom, prénom du représentant légal » , dûment habilité(e),
ci-après dénommé « le partenaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le partenaire a sollicité la Région afin d'obtenir la labellisation de son événement au titre du dispositif « Evènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques, de l'internet et du multimédia » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 70-11 du 30 septembre 2011 et de ces ajustements par délibération n° CR 63 -13 du 27 septembre 2013.

Le partenaire a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt « Paris Region Smart Event » 2017 et répond aux critères d'éligibilité.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP XXX du XXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir « Nom du partenaire» pour la réalisation de son projet « XXX » dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au partenaire pour son événement « XXX » qui aura lieu du « XXX » au « XXX » le label « Paris Region Smart Event ».

Article 1.1 : engagement de la Région Île-de-France
La Région Île-de-France mettra en place une communication spécifique pour faire la promotion de l'événement dans le cadre du label « Paris Region Smart Event ».

Article 1.2 : engagements du partenaire
Le partenaire qui bénéficie de la labellisation s'engage à utiliser le label sur l'ensemble des supports de communication idoines.

Article 1.3 : labellisation

XX mois avant la date prévue de l'inauguration ou de la principale manifestation du partenaire relative à l'objet de la présente convention, une réunion sera organisée entre le service communication de la Région et les organisateurs de l'événement pour s'accorder sur le calendrier et les contreparties en termes de communication. L'initiative de la réunion revient aux partenaires.

Article 1.4 : utilisation de la marque de territoire Paris Region

Chacune des forces vives de la région Île-de-France peut contribuer à la notoriété du territoire régional et renforcer une image positive et attractive à l'international, dont elle est partie prenante. C'est l'objectif de la marque « PARIS REGION » que de développer l'attractivité économique et touristique régionale.

Cette marque territoriale permet de soutenir et d'amplifier la promotion du territoire à l'international et aussi de valoriser les exemples de réussites franciliennes pour affirmer l'excellence, les savoir-faire et les talents du territoire. Cette marque partagée permet également de révéler les richesses de l'Île-de-France et de les faire découvrir, tout en fédérant les acteurs du territoire autour d'une ambition commune. Paris et l'Île-de-France partagent une créativité exceptionnelle, ouverte et partagée, qui résonne comme une invitation à venir ici bâtir tous les possibles, un condensé unique de puissance et d'inspiration résolument tourné vers l'avenir et vers le monde. Ce caractère inimitable, cette personnalité faite d'audace et d'excellence, c'est l'esprit d'innovation et de création, c'est la capacité jamais démentie de l'Île-de-France à être, dans tous les domaines, une inégalable terre d'invention, et à se positionner.

XXXX s'engage à contribuer à l'attractivité, au rayonnement, à la promotion et à la valorisation de la région Ile-de-France en utilisant la marque de territoire « Paris Region » pour sa communication internationale. XXX s'engage à respecter, à soutenir et à encourager les valeurs portées par la marque de territoire et à appliquer le «Code de marque de territoire». Cela réside dans l'utilisation des codes d'expression de la marque : iconographique, sémantique, typographique, chromatique et dans l'utilisation du marqueur « PARIS REGION » sur tous ses supports de communication internationale selon les éléments précisés dans le code de marque.

Conçu comme un emblème venant s'ajouter à une identité existante, le marqueur permet d'affirmer l'adhésion à la marque en enrichissant sa propre identité. Il s'intègre facilement aux outils de communication, tout en soulignant clairement l'idée d'appartenance au territoire.

Xxx proposera aux entreprises participantes de devenir partenaire de la marque de territoire « Paris Region » et de bénéficier ainsi de l'image et de l'attractivité du territoire régional.

ARTICLE 2 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le partenaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au partenaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au partenaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du partenaire par la Région.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

Le représentant légal du partenaire	La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Prénom, Nom	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : AVENANT A LA CONVENTION N°12018447 ENTRE LA REGION ET SMILE

Avenant à la convention N° 12018447
entre la Région Ile-de-France et Smile
relative au Projet coopératif de Recherche et Développement LINX V2
du pôle Cap Digital Paris-Région

Entre :

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 33, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilité à signer la convention par délibération N°CP XXX,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :
Smile
N° SIRET : 378615363 00207
Sise : 20, rue des Jardins, 92600 Asnières sur Seine
Représentée par Mr/Mme XX agissant en tant que ---

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

COORDONNEES BANCAIRES			
Banque	[…]	**Code Banque**	
Agence	[…]	**Code Guichet**	
N° de compte		**Clé RIB**	

Vu la convention entre Open Wide et la Région n°**12018447**

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n° CP 12-870 en date du 21 novembre 2012, la Région a accordé 350 542 € à l'entreprise Open Wide (convention n°12018447) pour sa participation au projet LINX V2 (soit 45% des dépenses éligibles) dont l'objectif est de développer un lecteur automatique pour aider les personnes malvoyantes dans leur quotidien, en leur rendant accessible une partie de l'information textuelle. L'entreprise Open Wide a été rachetée en 2016 par Smile qui a souhaité continuer les travaux du projet tout en gardant l'emploi en Ile-de-France.

Il est donc proposé sur les 350 542 € initialement attribués à Open Wide de transférer **84 070,89€** à la société Smile (soit 12,10% de l'assiette éligible)

En conséquence de quoi, les articles suivants de la convention n°12018447 approuvée par délibération N°CP 12-870 en date du 21 novembre 2012 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Ce programme sera exécuté à :

Smile

20, rue des Jardins, 92600 Asnières sur Seine

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5, une aide d'un montant de **84 070,89 €,** sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFICIAIRE, telles que définies en annexe financière : **778 981,12 € HT**.
- Assiette de l'aide retenue : **778 981,12 € HT.**
- Taux d'aide : **10,79 %**

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

Les communes ou leurs groupements peuvent participer, pour ce qui les concerne, au financement du programme de recherche et développement susvisé, conformément à l'article L 1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention et son avenant n°1, l'annexe technique, l'annexe financière du programme et le modèle d'état récapitulatif des dépenses.

Toutes les autres dispositions de la convention n°12018447 demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le ---------

M. **La Présidente de la Région Ile-de-France**

ou son représentant

agissant en qualité

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION : AVENANT A LA CONVENTION N°13021286 ENTRE LA REGION ET SMILE

Avenant à la convention N° 13021286
entre la Région Ile-de-France et Smile
relative au Projet coopératif de Recherche et Développement FREENIVI
du pôle Cap Digital Paris-Région

Entre :

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 33, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilité à signer la convention par délibération N°CP XXX,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :
Smile
N° SIRET : 378615363 00207
Sise : 20, rue des Jardins, 92600 Asnières sur Seine
Représentée par Mr/Mme XX agissant en tant que ---

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

COORDONNEES BANCAIRES			
Banque	[…]	**Code Banque**	
Agence	[…]	**Code Guichet**	
N° de compte		**Clé RIB**	

Vu la convention entre Open Wide et la Région n°**13021286**

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :
Par délibération n°CP 13-835 en date du 20 novembre 2013, la Région a accordé 811 869€ à l'entreprise Open Wide (convention n°13021286) pour sa participation au projet FREENIVI (soit 45% des dépenses éligibles) dont l'objectif est de fournir une plateforme logicielle entièrement libre dédiée à la conception des systèmes embarqués pour l'automobile. L'entreprise Open Wide a été rachetée en 2016 par la PME Smile qui a souhaité continuer les travaux du projet tout en gardant l'emploi en Ile-de-France.

Il est donc proposé sur les 811 869 € initialement attribués à Open Wide de transférer 218 409,29€ à la société Smile, correspondant à une subvention de 218 409,29 € (soit 12,10% de l'assiette éligible)

En conséquence de quoi, les articles suivants de la convention n°13021286 approuvée par délibération n°CP 13-835 en date du 20 novembre 2013 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Ce programme sera exécuté à :

Smile

20, rue des Jardins, 92600 Asnières sur Seine

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5, une aide d'un montant de **218 409,29 €,** sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFICIAIRE, telles que définies en annexe financière : **1 804 154 € HT**.
- Assiette de l'aide retenue : **1 804 154 € HT.**
- Taux d'aide : **12,10 %**

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

Les communes ou leurs groupements peuvent participer, pour ce qui les concerne, au financement du programme de recherche et développement susvisé, conformément à l'article L 1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention et son avenant n°1, l'annexe technique, l'annexe financière du programme et le modèle d'état récapitulatif des dépenses.

Toutes les autres dispositions de la convention n°13021286 demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le ---------

M. **La Présidente de la Région Ile-de-France**

ou son représentant

agissant en qualité

ANNEXE 7 A LA DELIBERATION : AVENANT A LA CONVENTION N°14017931 ENTRE LA REGION ET L'INSTITUT MINES TELECOM PARIS TECH

Avenant à la convention N° 14017931
entre la Région Ile-de-France et l'Institut mines Telecom Paris Tech
relative au Projet coopératif de Recherche et Développement SCAN VISION
du pôle Astech Paris-Région

Entre :

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 33, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilité à signer la convention par délibération N°CP XXX,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :
Institut mines Paris Tech
N° SIRET : 18009202500022
Sise : 46 rue Barrault – 75634 Paris Cedex 13
Représentée par Mr/Mme XX agissant en tant que ---

Désigné(e) ci-après par le « BENEFICIAIRE »

COORDONNEES BANCAIRES			
Banque	[…]	**Code Banque**	
Agence	[…]	**Code Guichet**	
N° de compte		**Clé RIB**	

Vu la convention entre l'Ecole Polytechnique et la Région n°**14017931**

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :
Par délibération n°CP 14-689 en date du 20 novembre 2014, la Région a accordé 39 559,99 € à Ecole Polytechnique (convention n°14017931) pour sa participation au projet SCAN VISION (soit 100% des dépenses éligibles) dont l'objectif est de développer un scanner à ondes millimétriques innovant pour les postes d'inspection filtrage . L'Ecole polytechnique a souhaité renoncé aux travaux. L'institut mines paris tech a souhaité continuer les travaux du projet tout en gardant l'emploi en Ile-de-France.

Il est donc proposé sur les 39 559,99 € initialement attribués à l'Ecole Polytechnique de transférer 39 559,99 € à l'Institut mines Paris Tech, correspondant à une subvention de 39 559,99 € (soit 100% de l'assiette éligible)

En conséquence de quoi, les articles suivants de la convention n°14017931 approuvée par délibération n°CP 14-689 en date du 20 novembre 2014 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Ce programme sera exécuté à :
Institut mines Paris Tech
46, rue Barrault, 75634 Paris Cedex 13

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5, une aide d'un montant de **39 559,99 €,** sur la base suivante :

- Dépenses du programme du BENEFICIAIRE, telles que définies en annexe financière : **39 559,99 € HT**.
- Assiette de l'aide retenue : **39 559,99 € HT.**
- Taux d'aide : **100 %**

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

Les communes ou leurs groupements peuvent participer, pour ce qui les concerne, au financement du programme de recherche et développement susvisé, conformément à l'article L 1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention et son avenant n°1, l'annexe technique, l'annexe financière du programme et le modèle d'état récapitulatif des dépenses.

Toutes les autres dispositions de la convention n°14017931 demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 4 exemplaires originaux, le ---------

M. **La Présidente de la Région Ile-de-France**
ou son représentant

agissant en qualité

CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-111

DU 08 MARS 2017

FINANCEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT :

SOUTIEN AUX RESEAUX DU FINANCEMENT DE LA CREATION DE TPE ET D'ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

SOUTIEN AUX COUVEUSES ET AUX COOPERATIVES D'ACTIVITES ET D'EMPLOI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU Le régime cadre exempté de notification n° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de commerce ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #LEADER Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU La délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 4, adoptant les règlements d'intervention pour le financement de l'ESS ;

VU La délibération n° CR 23-13 des 24 et 25 avril 2013 relative au financement des plateformes de prêt d'honneur ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Les 26 conventions adoptées avec l'ensemble des structures de prêts d'honneur suite à la délibération CP 13-367 du 30 mai 2013, qui vont des n°00001277 à n°00001303 ;

VU La convention triennale 2014-2016 relative au partenariat avec l'ADIE et AFÎLE 77 approuvée par délibération n° CP 14-126 du 30 janvier 2014 ;

VU La convention triennale 2014-2016 relative au partenariat avec le Réseau France Active approuvée par délibération n° CP 14-475 du 18 juin 2014 ;

VU La délibération n° CP 14-643 du 17 octobre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale en faveur de l'ESS

VU Les prolongations aux 26 conventions n°0001277 à n°00001303 par voie d'avenants adoptés en CP 16-043 le 22 janvier 2016 et CP 16-462 le 21 septembre 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-292 du 12 juillet 2016 relative au soutien régional en faveur de l'Entrepreneuriat ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France voté en CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU Le rapport CP 2017-111 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la Commission du Développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Paiement des prestations d'accompagnement par l'ASP

Affecte une autorisation d'engagement à l'Agence des Services de Paiement d'un montant de :

- **2 512 398 €** pour couvrir le paiement aux opérateurs labellisés NACRE, disponibles sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises », nature 657 du budget 2017,

- **97 360,68 €** pour couvrir les frais de gestion de l'ASP, disponibles sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises », nature 622 du budget 2017.

Adopte la convention entre la Région et l'Agence des Services de Paiement, en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 2 : Convention avec l'Etat et la Caisse des dépôts

Adopte la convention entre la Région, l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations, en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 : Soutien à l'ADIE et à l'Afile 77

Décide, dans le cadre d'un avenant à la convention triennale adoptée par délibération n° CP n°14-126 du 30 janvier 2014, d'attribuer une subvention d'un montant maximum de 295 880 € à l'ADIE et de 16 640 € à l'Afile 77 pour leur activité d'accompagnement des micro-entrepreneurs telle que détaillée en annexe 6 (fiche projet).

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Nombre de porteurs appuyés	Montant proposé de la décision
17002753	ASSOCIATION AFILE 77	AFILE 77-1er semestre 2017 - AIDE DE FONCTIONNEMENT MICROCREDIT	32	16 640 €
17002754	ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	ADIE-1er semestre 2017 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	569	295 880 €
			TOTAL	**312 520 €**

Affecte une autorisation d'engagement de 295 880 € à l'ADIE et de 16 640 € à l'Afile 77 prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-003 « Economie sociale et solidaire », Action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », nature 6574 du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

Adopte l'avenant à la convention triennale adoptée par délibération n° CP n°14-126 du 30 janvier 2014, en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Subordonne le versement des subventions à la signature de l'avenant par toutes les parties.

Article 4 : Soutien au réseau France Active

Décide, dans le cadre d'un avenant à la convention triennale adoptée par délibération n° CP n°14-475 du 18 juin 2014, d'attribuer une subvention d'un montant maximum de 427 800 € aux structures identifiées dans le tableau ci-dessous pour leurs activités d'accompagnement et de financement des entreprises solidaires et des TPE telles que détaillées en annexe 7 (fiche projet).

		TPE		ESS		
Code dossier	Organisme bénéficiaire	Objectifs	Subvention prévisionnelle	Objectifs	Subvention prévisionnelle	Montant total
17002642	Coordination IDFA					44 000 €
17002639	75 - PIE	12	7 200 €	13	52 000 €	59 200 €
17002635	77 - AFILE 77	78	46 800 €	6	24 000 €	70 800 €
17002641	78 - Yvelines Actives	28	16 800 €	6	24 000 €	40 800 €
17002634	91 - Essonne Active	29	17 400 €	6	24 000 €	41 400 €
17002637	92 - HDSI	4	2 400 €	8	32 000 €	34 400 €
17002636	93 - Garances	50	30 000€	8	32 000 €	62 000 €
17002640	94 - VMAPI	10	6 000 €	6	24 000 €	30 000 €
17002638	95 - Initiactive 95	22	13 200 €	8	32 000 €	45 200 €
Total		**233**	**139 800€**	**61**	**244 000€**	**427 800 €**

Affecte une autorisation d'engagement de 427 800 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales » - Programme HP 91-003 « Economie sociale et solidaire », Action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

Adopte l'avenant à la convention triennale adoptée par délibération n° CP n°14-475 du 18 juin 2014, en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Subordonne le versement des subventions à la signature de l'avenant par toutes les parties.

Article 5 : « Soutien aux associations de prêts d'honneur» - contribution aux frais d'instruction des dossiers

Décide de participer au titre du dispositif soutien aux associations de prêts d'honneur, au financement des projets détaillés en annexe 8 (fiches projet) par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 937 800 €.

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Nombre de porteurs appuyés	Montant proposé de la décision
Plateforme TPE Classique				
17002606	INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE	ESSONNE INITIATIVE -SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	56	33 600 €
17002607	HAUTS DE SEINE INITIATIVES	HAUTS DE SEINE INITIATIVES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	65	39 000 €
17002608	INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE	INITIACTIVE 95 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - tranche 1	135	81 000 €
17002609	INITIATIVE GRAND EST SEINE SAINT DENIS	INITIATIVE GRAND EST SEINE SAINT DENIS - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	75	45 000 €
17002610	INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE	INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE SUD SEINE-ET-MARNE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	25	15 000 €
17002611	INITIATIVE PLAINE COMMUNE	INITIATIVE PLAINE COMMUNE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	37	22 200 €
17002612	ISY INITIATIVE SEINE YVELINES	INITIATIVE SEINE YVELINES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	37	22 200 €
17002613	INITIATIVE NORD SEINE ET MARNE	NORD SEINE ET MARNE INITIATIVES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	25	15 000 €
17002614	PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES	PARIS INITIATIVES ENTREPRISES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	115	69 000 €
17002615	INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES	SAINT QUENTIN EN YVELINES INITIATIVE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	15	9 000 €

17002617	VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE	VAL DE MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2016 - Tranche 1	82	49 200 €
TOTAL			**667**	**400 200 €**

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Nombre de porteurs appuyés	Montant proposé de la décision
Plateforme Scientipôle initiative				
17002616	SCIENTIPOLE INITIATIVE	Scientipole Initiative - Subvention des charges d''instruction des dossiers - Affectation 2017 - tranche 1	60	450 000,00

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Nombre de porteurs appuyés	Montant proposé de la décision
Plateformes TPE à potentiel				
17002595	VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE	FIDEP (VMAPI) FONDS INITIATIVE DEVEL ENTREPR POTENTIEL - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	5	6 000 €
17002597	RESEAU ENTREPRENDRE PARIS	PARIS ENTREPRENDRE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017	15	18 000 €
17002598	RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE CARRE HAUSSMANN	RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	12	14 400 €
17002599	RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE	RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION 2017 Tranche 1	7	8 400 €
17002600	RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE	RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - Tranche 1	7	8 400 €
17002601	RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES	RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 - tranche 1	10	12 000 €
17002602	92 ENTREPRENDRE	RESEAU ENTREPRENDRE 92 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 Tranche 1	10	12 000 €
17002603	RESEAU ENTREPRENDRE 93	RESEAU ENTREPRENDRE 93 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017 tranche 1	7	8 400 €
TOTAL			**73**	**87 600 €**
TOTAL Réseaux Initiative et Entreprendre			**800**	**937 800 €**

Affecte une autorisation d'engagement de 937 800 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de l'ensemble de ces subventions à la conclusion entre la Région et les bénéficiaires d'un avenant conforme aux modèles type présentés en annexe 4 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets, à savoir le 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

Article 6 : « Soutien aux associations de prêts d'honneur» - soutien à la coordination régionale du réseau Initiative France

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien à la coordination régionale Ile-de-France Initiative », au financement du projet détaillé en annexe 8 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 35 000 €.

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Montant proposé de la décision
17002648	INITIATIVE ILE DE FRANCE	INITIATIVE ILE DE FRANCE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR 2017 - Tranche 1	35 000 €

Affecte une autorisation d'engagement de 35 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion entre la Région et le bénéficiaire d'un avenant présenté en annexe 4 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

Article 7 : Soutien aux couveuses et CAE

Décide, dans le cadre du dispositif régional d'appui à la création et au fonctionnement des couveuses et coopératives d'activités et d'emploi (CAE), d'accorder des aides au fonctionnement telles que définies dans le tableau ci-dessous pour les projets conformes aux annexes techniques et financières présentées en annexe 9 de la délibération :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Nombre de porteurs de projet accompagnés	Montant proposé de la décision
17002471	ASTROLABE CONSEIL - appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 4 antennes de couveuse	ASTROLABE CONSEIL ASTROLABE COOPERATIVE	42	84 000,00
17002472	AFILE 77 – Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 3 antennes de couveuse	ASSOCIATION AFILE 77	25	50 000,00
17002474	BGE ADIL - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 5 antennes de couveuse	AGENCE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE LOCALE ADIL	55	110 000,00
17002475	BGE YVELINES - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 3 antennes de couveuse	ATHENA	32	64 000,00
17002481	EPICEAS - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 1 antenne de couveuse	PROJETS-19	8	20 000,00
17002483	GEAI - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 15 antennes de couveuse	GROUP ENTREPRENEURS ACCOMPAGNES INDIVID	130	268 000,00
17002487	RIVES DE SEINE INITIATIVES - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 2 antennes de couveuse	RIVES DE SEINE INITIATIVES	22	44 000,00
Total COUVEUSES			**314**	**640 000,00**
17002473	ALTER-BATIR - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	ALTER BATIR	9	22 500,00
17002477	CAE CLARA - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE	COOPERATIVE DE LIAISON DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES	21	42 000,00
17002478	COOPANAME - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 5 antennes de CAE	COOPANAME	55	110 000,00
17002479	COOPERATIFS ! - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	COOPERATIFS	8	16 000,00
17002480	COOPETIC MEDIAS - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE	COOPETIC MEDIAS	6	12 000,00
17002482	ESSCOOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	ESSCOOP	9	18 000,00
17002485	LA FORGE - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE	LA FORGE	8	16 000,00
17002486	PORT PARALLELE - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 2 antennes de CAE	PORT PARALLELE	23	46 000,00
17002488	RURBAN COOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	RURBAN COOP	11	22 000,00
Total COOPERATIVES D'ACTIVITE ET D'EMPLOI			**150**	**304 500,00**
TOTAL GENERAL			**464**	**944 500,00**

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 944 500 € prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-003 « Economie sociale et solidaire », Action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », nature 6574 du budget 2017.

Subordonne le versement de l'ensemble de ces subventions à la conclusion entre la Région et les bénéficiaires d'une convention conforme au modèle type en annexe 5 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

Article 8 : Rectificatif de la fiche projet 16007845

Décide de remplacer la fiche du projet n°16007845 adoptée par délibération n°CP 16-292 du 12 juillet 2016 par la fiche projet présentée en annexe 10 de la délibération.

Article 9 : Rectificatif de la fiche projet 14015418

Modifie l'encadré indiquant le taux d'intervention sur la fiche projet 14015418 votée par délibération n°CP14-643 du 17 octobre 2014 comme suit :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	100 666,67 €	49,67 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Remplace la phrase « l'organisme ne récupère pas la TVA » par « l'organisme récupère tout ou partie de la TVA »

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100102 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000363 - Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)

Dossier	17002595 - FIDEP (VMAPI) FONDS INITIATIVE DEVEL ENTREPR POTENTIEL - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R29689 - VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
355 350,00 €	TTC	1,69 %	6 000,00 €	

Dossier	17002597 - PARIS ENTREPRENDRE -SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R27252 - RESEAU ENTREPRENDRE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
296 000,00 €	TTC	6,08 %	18 000,00 €	

Dossier	17002598 - RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R22036 - RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE CARRE HAUSSMANN			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 500,00 €	TTC	8,65 %	14 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002599 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION 2017			
Bénéficiaire	P0021789 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
355 421,00 €	TTC	2,36 %	8 400,00 €	

Dossier	17002600 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	P0013136 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 810,00 €	TTC	8,77 %	8 400,00 €	

Dossier	17002601 - RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	P0001087 - RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
127 000,00 €	TTC	9,45 %	12 000,00 €	

Dossier	17002602 - RESEAU ENTREPRENDRE 92 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R22037 - 92 ENTREPRENDRE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 500,00 €	TTC	8,42 %	12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002603 - RESEAU ENTREPRENDRE 93 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R26302 - RESEAU ENTREPRENDRE 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 900,00 €	TTC	8,33 %	8 400,00 €	

Dossier	17002606 - ESSONNE INITIATIVE -SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30950 - INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 000,00 €	TTC	30,55 %	33 600,00 €	

Dossier	17002607 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R29693 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
333 000,00 €	TTC	11,71 %	39 000,00 €	

Dossier	17002608 - INITIACTIVE 95 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R13309 - INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 000,00 €	TTC	9,64 %	81 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002609 - INITIATIVE GRAND EST SEINE SAINT DENIS - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30914 - INITIATIVE GRAND EST SEINE SAINT DENIS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
225 500,00 €	TTC	19,96 %	45 000,00 €	

Dossier	17002610 - INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE SUD SEINE-ET-MARNE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30913 - INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 750,00 €	TTC	11,13 %	15 000,00 €	

Dossier	17002611 - INITIATIVE PLAINE COMMUNE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R31004 - INITIATIVE PLAINE COMMUNE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
156 250,00 €	TTC	14,21 %	22 200,00 €	

Dossier	17002612 - INITIATIVE SEINE YVELINES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30999 - ISY INITIATIVE SEINE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 100,00 €	TTC	14,31 %	22 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002613 - NORD SEINE ET MARNE INITIATIVES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R30951 - INITIATIVE NORD SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 200,00 €	TTC	16,82 %	15 000,00 €	

Dossier	17002614 - PARIS INITIATIVES ENTREPRISES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	R29675 - PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	69 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
543 200,00 €	TTC	12,7 %	69 000,00 €	

Dossier	17002615 - SAINT QUENTIN EN YVELINES INITIATIVE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017			
Bénéficiaire	P0001090 - INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
76 650,00 €	TTC	11,74 %	9 000,00 €	

Dossier	17002616 - Scientipole Initiative - Subvention des charges d'instruction des dossiers - Affectation 2017			
Bénéficiaire	R26801 - SCIENTIPOLE INITIATIVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	450 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
822 650,00 €	TTC	54,7 %	450 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002617 - VAL DE MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R29689 - VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
355 350,00 €	TTC	13,85 %	49 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000363 - Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	937 800,00 €

Dispositif : N° 00000367 - Ile-de-France initiative

Dossier	17002648 - INITIATIVE ILE DE FRANCE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR 2017			
Bénéficiaire	R13380 - INITIATIVE ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
209 000,00 €	TTC	16,75 %	35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000367 - Ile-de-France initiative	35 000,00 €

Dispositif : N° 00001005 - Paiement des opérateurs NACRE par l'ASP

Dossier	17003413 - FINANCEMENT DES PRESTATIONS NACRE PAR L'ASP 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 512 398,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	2 512 398,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001005 - Paiement des opérateurs NACRE par l'ASP	2 512 398,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191001 - 19100102	3 485 198,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191003 - Economie sociale et solidaire**
Action	**19100301 - Soutien à l'économie sociale et solidaire**

Dispositif : N° 00000308 - Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens

Dossier	17002753 - AFILE 77 - AIDE DE FONCTIONNEMENT MICROCREDIT 2017			
Bénéficiaire	R29690 - ASSOCIATION AFILE 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 640,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 000,00 €	TTC	21,33 %	16 640,00 €	

Dossier	17002754 - ADIE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R10512 - ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	295 880,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 550 204,00 €	TTC	19,09 %	295 880,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000308 - Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	312 520,00 €

Dispositif : N° 00000373 - Soutien à la coordination régionale d'Ile-de-France Active

Dossier	17002642 - ILE DE FRANCE ACTIVE 2017 - SUBVENTION DE RESEAU FRANCE ACTIVE			
Bénéficiaire	R26658 - ILE DE FRANCE ACTIVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 450,00 €	TTC	42,13 %	44 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000373 - Soutien à la coordination régionale d'Ile-de-France Active	44 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dispositif : N° 00000374 - Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active

Dossier	17002634 - ESSONNE ACTIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R32391 - ESSONNE ACTIVE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
409 550,00 €	TTC	10,11 %	41 400,00 €	

Dossier	17002635 - AFILE 77 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29690 - ASSOCIATION AFILE 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
484 150,00 €	TTC	14,62 %	70 800,00 €	

Dossier	17002636 - GARANCES - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29694 - GARANCES GARANT COMMUN ENTREPRENEURS SOC CCI			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
188 600,00 €	TTC	32,87 %	62 000,00 €	

Dossier	17002637 - HAUTS DE SEINE INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29693 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
392 200,00 €	TTC	8,77 %	34 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002638 - INITIACTIVES 95 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R13309 - INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
890 500,00 €	TTC	5,08 %	45 200,00 €	

Dossier	17002639 - PARIS INITIATIVE ENTREPRISE - SUBVENTION FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29675 - PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
536 000,00 €	TTC	11,04 %	59 200,00 €	

Dossier	17002640 - VAL DE MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29689 - VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
386 500,00 €	TTC	7,76 %	30 000,00 €	

Dossier	17002641 - YVELINES ACTIVES - SUBVENTION FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	P0003115 - YVELINES ACTIVES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 000,00 €	TTC	19,43 %	40 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000374 - Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	383 800,00 €

Dispositif : N° 00000793 - Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002471 - ASTROLABE CONSEIL - appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 4 antennes de couveuse		
Bénéficiaire	R29295 - ASTROLABE CONSEIL ASTROLABE COOPERATIVE		
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	84 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		84 000,00 €	

Dossier	17002472 - AFILE 77 – Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 3 antennes de couveuse		
Bénéficiaire	R29690 - ASSOCIATION AFILE 77		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 000,00 €	

Dossier	17002473 - ALTER-BATIR - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	R32365 - ALTER BATIR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 500,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 500,00 €	

Dossier	17002474 - BGE ADIL - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 5 antennes de couveuse		
Bénéficiaire	R12469 - AGENCE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE LOCALE ADIL		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	110 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		110 000,00 €	

Dossier	17002475 - BGE YVELINES - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 3 antennes de couveuse		
Bénéficiaire	R29280 - ATHENA		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	64 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		64 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002477 - CAE CLARA - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE		
Bénéficiaire	R36880 - COOPERATIVE DE LIAISON DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 000,00 €	

Dossier	17002478 - COOPANAME - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 5 antennes de CAE		
Bénéficiaire	R26600 - COOPANAME		
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	110 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		110 000,00 €	

Dossier	17002479 - COOPERATIFS ! - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	R38802 - COOPERATIFS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 000,00 €	

Dossier	17002480 - COOPETIC MEDIAS - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0030334 - COOPETIC MEDIAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	17002481 - EPICEAS - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 1 antenne de couveuse		
Bénéficiaire	R7937 - PROJETS-19		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002482 - ESSCOOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0019831 - ESSCOOP		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 000,00 €	

Dossier	17002483 - GEAI - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 15 antennes de couveuse		
Bénéficiaire	R27250 - GROUP ENTREPRENEURS ACCOMPAGNES INDIVID		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	268 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		268 000,00 €	

Dossier	17002485 - LA FORGE - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0031669 - LA FORGE		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 000,00 €	

Dossier	17002486 - PORT PARALLELE - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 2 antennes de CAE		
Bénéficiaire	R33437 - PORT PARALLELE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	46 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		46 000,00 €	

Dossier	17002487 - RIVES DE SEINE INITIATIVES - Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 2 antennes de couveuse		
Bénéficiaire	P0014623 - RIVES DE SEINE INITIATIVES		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-111	Budget	2017

Dossier	17002488 - RURBAN COOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0020291 - RURBAN COOP		
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000793 - Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	944 500,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191003 - 19100301	1 684 820,00 €

ANNEXE 2 : CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)

Agence de Services et de Paiement

CONVENTION RELATIVE AUX PRESTATIONS REALISEES PAR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT POUR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES L.5141-5 et L.5522-21 DU CODE DU TRAVAIL

ENTRE

La Région Île-de-France, sise…représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional,
Ci-après désignée « la Région »

ET

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), située 2 rue du Maupas 87040 Limoges cedex 1, représentée par son Président directeur général, Monsieur Stéphane LE-MOING.
Ci-après désignée « l'ASP »,

Vu le code du travail et notamment ses articles L.5141-5 et L.5522-21 relatifs à l'aide à la création ou à la reprise d'entreprise,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1611-7 relatif à la délégation de l'instruction et du paiement d'aides,

Vu le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.313-1 et R.313-13 et suivants relatifs à l'ASP,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment ses articles 7 (II) relatif au transfert aux régions de la compétence en matière de financement d'actions d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise et 133 (XII) relatif à la sécurisation des engagements contractuels souscrits par l'Etat avant la date du transfert de compétence,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu la délibération n° 2017-111 de la commission permanente du Conseil régional Île-de-France en date du 08/03/2017 autorisant la Présidente à signer la présente convention,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Aux termes de l'article 7 (II) de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les Régions disposent au 1er janvier 2017 de la compétence pour financer des actions de conseil et d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise destinées à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi.

A partir du 1er janvier 2017, les Régions ont l'obligation de proposer une offre de services en matière d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise, que ce soit pour les personnes déjà engagées dans un parcours d'accompagnement (Nacre) à la date du transfert ou pour celles qui solliciteront cette aide pour la première fois.

L'article 133 (XII) de cette même loi organise la sécurisation des engagements contractuels souscrits par l'Etat avant la date du transfert de compétence et dont les effets se poursuivent au-delà de cette dernière.

Cette disposition s'applique :

- aux conventions, annuelles ou pluriannuelles, signées entre l'Etat et les opérateurs d'accompagnement ;
- aux contrats d'accompagnement (CACRE), conclus par délégation de l'Etat, entre l'opérateur et le bénéficiaire de l'accompagnement, pour les phases en cours au moment du transfert ;
- au mécanisme conventionnel liant l'Etat et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour la gestion du système d'information et de paiement « Nacre ».

La présente convention précise les modalités de :

- couverture par chacune des Régions des frais de gestion assumés par l'ASP pour les opérations de gestion liées à la poursuite en 2017 de phases de parcours engagées avant le 31 décembre 2016 et non achevées à cette date ;
- versement des crédits destinés à rémunérer l'intervention auprès des opérateurs d'accompagnement conventionnés par l'Etat avant le 31 décembre 2016 pour les actions d'accompagnement engagées avant le 31 décembre 2016 et se poursuivant au-delà de cette date.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de confier à l'ASP la gestion :

- des phases ou années de phase engagées avant le 31 décembre 2016 et non achevées à cette date, afin d'assurer la poursuite de la prise en charge de ces dossiers. La gestion par l'ASP de ces opérations ne nécessite pas la saisie dans le système d'information (extranet ASP) de nouvelles annexes financières, étant entendu que les annexes financières signées par l'Etat pour les phases en cours au 31 décembre 2016 permettent à l'ASP de déclencher le paiement par la Région des opérateurs d'accompagnement, dès lors qu'ils justifient d'une poursuite de l'accompagnement en 2017 ;

ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

Les phases ou années de phase en cours engagées en 2016 et non achevées au 31 décembre 2016 telles que définies à l'article 1er, seront traitées selon les modalités décrites au cahier des charges (annexe 1).

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation financière de la Région Île-de-France versée à l'ASP et relative, d'une part, au paiement des dossiers indiqués à l'article 3.1 et, d'autre part, aux frais de gestion indiqués à l'article 3.2, est communiquée par la Région à l'ASP pour l'année 2017. La participation financière de la Région au-delà du 31 décembre 2017 correspondant aux opérations de fin de gestion assurées par l'ASP comme précisées dans l'article 7 et pour lesquelles la Région prévoit l'adoption du budget correspondant, sera communiquée à l'ASP par voie d'avenant ou par notification de crédits.

3.1 Crédits d'intervention

Le budget prévisionnel des crédits d'intervention est établi par la Région à hauteur de 2 512 398 € pour 2017.

Sur la base de ce budget prévisionnel, la Région établit une prévision des paiements à réaliser.

Le versement des fonds au titre des crédits d'intervention par la Région s'effectue de la manière suivante :

- une avance d'un montant de 1 004 959,20 € correspondant à 40% du budget prévisionnel est versée à la date d'entrée en vigueur de la présente convention,
- un 1er acompte de 753 719,40 € correspondant à 30% du budget prévisionnel est versé le 1er avril 2017,
- un 2ème acompte de 502 479,60 € correspondant à 20% du budget prévisionnel est versé le 1er juin 2017,
- un 3ème acompte versé le 1er octobre 2017 en fonction des paiements réalisés et des prévisions de dépenses restantes à effectuer. Ce solde est inférieur ou égal à 10% du budget prévisionnel indiqué précédemment.

Si entre deux versements, le solde de trésorerie disponible est inférieur à 30% de la dernière avance, l'ASP informe par écrit la Région de la situation financière et sollicite un virement intermédiaire. L'ASP pourra être amenée à suspendre les paiements dans l'attente de réception de ces fonds. Elle assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues.

Un compte d'emploi arrêté au dernier jour de chaque trimestre et signé par l'Agent comptable de l'ASP sera fourni à la Région au début du trimestre civil suivant.

Au terme de la présente convention, les crédits d'interventions non versés seront reversés à la Région à réception d'un titre de perception.

3.2 Frais de gestion

Les frais de gestion de l'ASP sont établis selon une unité d'œuvre (UO) et des forfaits.

L'UO pour la gestion des phases ou années de phase démarrées en 2016 et non achevées à la date du 31 décembre 2016, dénommée ci-après UO1 s'intitule : « réception des phases ou années de phase terminées ou rompues relatives aux annexes financières antérieures au 1er janvier 2017 ». Cette unité d'œuvre comprend :

- la réception et l'instruction des pièces provenant des opérateurs justifiant la réalisation de phases ;
- l'envoi, le cas échéant, de courriers de demandes de pièces complémentaires aux opérateurs et leur traitement ;
- le paiement de l'aide à la réception d'un dossier complet ;
- la réalisation d'opérations de clôture de dossiers pour les phases rompues (réalisation d'un ordre de recouvrer si l'opérateur a bénéficié d'une avance, clôture informatique);
- Gestion et suivi des recouvrements, suivi des créances et des demandes de recours gracieux ;
- les activités connexes et notamment l'assistance aux opérateurs et l'archivage des pièces afférentes aux phases terminées ou rompues.

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1er janvier 2017 à :

- UO1 « réception des phases ou années de phase terminées ou rompues relatives aux annexes financières antérieures au 1er janvier 2017 » : 13,70 € HT (16,44 € TTC) par justificatif reçu ;
- Forfait annuel relatif à l'hébergement/maintenance adaptative et corrective de l'extranet : 13 175 € HT (15 810 € TTC) ;
- Forfait annuel pour le suivi et le pilotage financier du dispositif (instrumentation technique, appels de fonds des crédits d'intervention, production de statistiques, appui technique à la Région, y compris les habilitations à l'extranet, saisie des autorisations d'engagement dans l'extranet, formations à l'extranet) : 6 350€ HT (7 620 € TTC) ;

Sur la base de 4 497 phases (4 497 phases antérieures au 1er janvier 2017), les frais de gestion sont calculés de manière prévisionnelle et estimés à 97 360,68 €TTC (81 133,90 € HT) pour 2017.

Ces tarifs sont actualisés au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation (tous ménages hors tabac - mois de référence: août).

L'ASP informe la Région de l'actualisation des tarifs par courrier simple.
Les prestations relatives à l'UO1 sont facturées à l'issue de chaque trimestre civil. Les quantités affichées dans les factures correspondent au nombre d'unités réellement traitées.
Les forfaits sont facturés en une seule fois à l'occasion de la 1ère facture de l'année considérée.

Ces factures sont envoyées à l'adresse suivante :
Région Île-de-France
Direction des entreprises et de l'emploi
142 rue du Bac
75007 PARIS

ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT

Le versement des fonds de la Région sera effectué sur le compte de dépôt ouvert au Trésor Public au nom de l'Agent Comptable de l'ASP :

IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0516 508
BIC : TRPUFRP1

ARTICLE 5 - ORDRE DE RECOUVRER ET RECOUVREMENT DES INDUS

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, de leur recouvrement amiable et forcé et de leur apurement selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Dans ce cadre, l'ASP peut accorder des délais de paiement aux débiteurs qui en font la demande.

Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives.

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté, l'ASP soumet à la Région afin de prendre une décision, la liste des dossiers concernés et lui communique une copie de la pièce justifiant la demande. Cette liste ne contient pas les clôtures de créances pour l'insuffisance d'actif, l'effacement de créance ou le décès du débiteur ainsi que les créances initiales ou des restes à recouvrer inférieures ou égales à 30 € pour lesquelles l'ASP procédera à l'apurement automatique. La Région informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande.

Si le Conseil Régional estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur sont à la charge de la Région.

ARTICLE 6 - QUALITE DES SIGNATAIRES

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement, en vue de garantir les intérêts de la Région, celle-ci transmettra à l'ASP, la liste des agents habilités à signer, par

délégation du Président, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues à la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

La Région s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure de nouvelles nominations et/ou changement de fonctions.

En l'absence de communication de ces documents à jour, la responsabilité de l'ASP sera dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

ARTICLE 7 - DUREE– CLÔTURE – MODIFICATION – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2017 pour une durée permettant l'ensemble des opérations de paiement et de recouvrement relatives aux phases métiers engagées avant le 31 décembre 2016 ;

La clôture définitive de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement du dernier ordre de recouvrer.

Au terme de la convention, l'ASP opérera la reddition des comptes et produira une balance générale des comptes signée du comptable et intitulée « compte d'emploi », certifiant que les paiements effectués sont appuyés des pièces justificatives correspondantes, sauf si la justification est accessible dans l'extranet par la Région. Le compte d'emploi sera complété d'une situation de trésorerie, faisant état des développements des soldes, qui sera signée par l'Agent Comptable.

L'ASP fournira par ailleurs un état des créances impayées par débiteur, qui précisera l'avancement du dossier du recouvrement (par exemple : l'existence de relances, la décision d'octroi d'un délai ou d'une remise gracieuse, l'abandon de créance ou l'admission en non-valeur). Il sera accompagné, d'une part, des pièces justificatives des recettes autorisant leur perception (ordre de recouvrer) et établissant la liquidation des droits, d'autre part, de la justification du caractère irrécouvrable de ces créances au regard des diligences que le comptable a accomplies.

Après le dernier paiement, l'ASP est chargée de poursuivre le recouvrement des ordres de recouvrer. A chaque fin d'exercice comptable suivant, le solde des sommes recouvrées au titre de l'exercice, diminué d'éventuels frais de gestion, est reversé à la Région s'il est positif, ou payé à l'ASP par la Région s'il est négatif.

La convention pourra être modifiée à tout moment, après accord des parties, par voie d'avenant.

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois. Dans ce cas, l'ASP arrêtera toutes les interventions en cours à la date de résiliation, dans les conditions prévues à l'article 9.

ARTICLE 8 – échanges et données à caractère personnel

Sans préjudice de conventions particulières, à l'occasion de la transmission ou de l'échange de toute donnée, de quelque nature qu'elle soit, effectuée dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à l'attention de parties ou de tiers autorisés, chacune des Parties est tenue de prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.
Chacune des parties se charge, pour ce qui la concerne, d'assurer le respect du présent article par ses prestataires ou sous-traitants.

Chacune des parties s'oblige à respecter et à faire respecter par ses prestataires ou sous-traitants les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés pour ce qui concerne les données à caractère personnel qu'elle détient ou dont elle a communication dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 – REVERSIBILITE

En cas de résiliation de la présente convention par une des parties, l'ASP s'engage à transmettre les fichiers de données nécessaires à la poursuite des opérations de paiements et de recouvrements.
L'ASP transmettra les données informatiques en cause dans un format exploitable conforme au référentiel général d'interopérabilité, remettra une documentation à la Région et lui apportera, en tant que de besoin, toute assistance jusqu'à 2 mois après la date de réversibilité.

Les dossiers et les divers justificatifs sont conservés par l'ASP. Des copies de pièces relatives aux dossiers de paiement ou de recouvrement peuvent être transmises à la région sur demande écrite et après acceptation par celle-ci du devis produit par l'ASP présentant les coûts afférant à la charge à réaliser.

ARTICLE 10 - SUIVI D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Afin de suivre le traitement des phases en cours au moment du transfert de compétence, et le cas échéant des nouvelles entrées, et de connaître les montants restant à payer, les régions peuvent consulter le tableau de suivi des annexes financières.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Paris.

Fait à , le _____/_____/ 20___

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE L'ASP

ANNEXE 1

Cahier des charges
ACCOMPAGNEMENT POUR LA CREATION ET LA REPRISE D'ENTREPRISE

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Aux termes de l'article 7 (II) de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les régions disposent au 1er janvier 2017 de la compétence pour financer des actions de conseil et d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise destinées à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi.

A cet effet, les articles L.5141-5 et L.5522-21 dans leur version entrant en vigueur au 1er janvier 2017 prévoient que la région participe, par convention, au financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes. Ces actions bénéficient à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, pour lesquelles la création ou la reprise d'entreprise est un moyen d'accès, de maintien ou de retour à l'emploi.

Le présent cahier des charges définit les modalités de gestion par l'ASP pour le compte de la Région :

- des phases ou années de phase engagées avant le 31 décembre 2016 et non achevées à cette date afin d'assurer la poursuite de la prise en charge de ces dossiers;

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette disposition législative, l'ASP est chargée pour le compte de la Région :

- de verser aux opérateurs les crédits permettant l'accompagnement des bénéficiaires dont le parcours engagé avant le 31 décembre 2016 n'est pas achevé à la date du transfert de compétences ;
- de maintenir un extranet qui alimente une base de données dédiée, accessible aux services du Conseil régional, à la Caisse des Dépôts, aux opérateurs et, le cas échéant aux organismes d'appui technique auxquels la Région peut faire appel si elle le souhaite,
- de maintenir les échanges, en étroite coopération avec le prestataire gestionnaire central des prêts à taux zéro, la Caisse des Dépôts, la DGEFP et le Conseil régional, établis entre l'extranet et le système de gestion des prêts développé par ce prestataire,
- de tenir à jour la documentation à destination des utilisateurs de cet extranet (services du Conseil régional, opérateurs et organismes d'appui technique sollicités par les Régions). Il appartient alors aux services du Conseil régional, de mettre à disposition de ces acteurs les informations nécessaires au pilotage et au suivi de la mise en œuvre du dispositif,
- de rendre compte au Conseil régional dans les conditions prévues au cahier des charges, des activités mentionnées ci-dessus,
- de concevoir et de diffuser à la Région les supports administratifs standardisés (CERFA) propres à la conclusion des conventions financières entre le Conseil régional et les opérateurs.

1. DIFFUSION, ENREGISTREMENT ET SUIVI DES CONVENTIONS SIGNEES AVEC LES OPERATEURS ..11

2. VERSEMENT ET REVERSEMENT DES CREDITS ALLOUES PAR LA REGION 11

2.1. ENGAGEMENT 11
2.2 MODALITES DE VERSEMENT 12
2.3 MODALITES DE REVERSEMENT DES SOMMES INDUMENT VERSEES 13

3. ECHANGES ET EDITIONS DE DONNEES 14

3.1 PILOTAGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « EXTRANET » 14
3.2 DONNEES DE SUIVI ET D'EVALUATION 14
3.3 DISPONIBILITE DE L'EXTRANET 15

4. CONTROLES 15

5. PROPRIETE DES DONNEES ET DES TRAITEMENTS.....15

1. DIFFUSION, ENREGISTREMENT ET SUIVI DES CONVENTIONS SIGNEES AVEC LES OPERATEURS

⇨ ***La mise en œuvre des articles L.5141-5 et L.5522-21 du code du travail implique :***

- le versement par la Région des crédits affectés à la mise en œuvre de la compétence transférée, dans le cadre des procédures budgétaires et comptables applicables ;

Les données à saisir sont indiquées dans l'annexe technique et référencées à l'article 1.2 du présent cahier des charges.

⇨ ***Le suivi du dispositif repose sur l'exécution d'un Contrat Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise (CACRE).***

Le CACRE formalise les engagements réciproques du porteur de projet et de l'opérateur d'accompagnement (qualité, délai, information…) et comprend l'ensemble des droits et devoirs du porteur de projet.

Pour les bénéficiaires engagés dans un parcours d'accompagnement en 2016 non achevé au 31 décembre de cette même année, le CACRE signé entre le bénéficiaire et l'opérateur produit ses effets jusqu'au terme de la phase en cours ou de l'année de phase en cours.

Au terme de la phase ou année de phase en cours, l'opérateur enregistre dans l'extranet les informations et les livrables remis au créateur, ainsi que les actions d'expertise spécialisée commandées (en cours) ou facturées (terminées) et imprime une annexe au Contrat Accompagnement Création/Reprise d'entreprise en trois exemplaires (un pour l'opérateur, un pour le créateur et le dernier pour l'ASP). Ces exemplaires devront être signés par les deux parties.

A réception de ce document, accompagné des pièces justificatives nécessaires, l'ASP enregistre les données et déclenche le paiement de l'opérateur sous réserve de disposer d'un dossier complet.

2. VERSEMENT ET REVERSEMENT DES CREDITS ALLOUES PAR LA REGION

2.1. Engagement

Concernant les poursuites de parcours, l'engagement est matérialisé par l'annexe signée dans les années antérieures à la date du transfert par les services de l'Etat.

2.2 Modalités de versement

2.2.1. Le montant des crédits versés par la Région

Les crédits versés par la Région comprennent :

- une enveloppe annuelle affectée aux actions d'accompagnement généraliste, déterminée en fonction du type et du nombre d'actions d'accompagnement conventionnés assurant le financement des poursuites de parcours ;
- une enveloppe annuelle allouée au titre de l'expertise spécialisée, plafonnée par opérateur et par phase de parcours pour le financement des poursuites de parcours.

Ces enveloppes seront communiquées à l'ASP afin de les saisir dans l'extranet.

Règle de gestion n°3 :

L'ASP s'assure que les Contrats Accompagnement Création/Reprise d'entreprise (CACRE) enregistrés par les opérateurs dans l'extranet respectent les modalités déterminées dans l'annexe financière à la convention d'objectifs.

2.2.2. Les autres versements

Les autres versements sont effectués mensuellement et sur service fait.

Le versement est déclenché à la fin de la phase, sur production de l'annexe de sortie de phase du CACRE contresignée par les parties.

A la réception du dossier complet, l'ASP procède à la mise en paiement dans un délai moyen de 15 jours.

Pour chaque année d'accompagnement en phase de post création ou reprise d'entreprise, le paiement est effectué en 2 fois, à raison de 50% du montant forfaitaire annuel, sous réserve du nombre de points de gestion[1] saisis dans l'extranet par l'opérateur :

- Pour la 1ère année, le versement de l'acompte et du solde est effectué au terme de chaque semestre sous réserve qu'au moins 2 points de gestion aient été enregistrés au cours de chaque période,
- Pour les 2ème et 3ème années, le versement de l'acompte et du solde est effectué au terme de chaque semestre, sous réserve qu'au moins 1 point de gestion ait été enregistré au cours de chaque période, et que l'année précédente ait été validée dans l'extranet par l'ASP.

2.2.3. Versement de l'expertise spécialisée

Une fois la prestation réalisée, l'opérateur enregistre les informations complémentaires indiquées dans la facture du prestataire.

[1] Point de gestion : Rendez-vous entre l'opérateur et le porteur de projet pour faire un point sur le projet. Le compte-rendu et la date de ce point sont saisis dans l'extranet.

L'opérateur édite l'Annexe de clôture du Contrat d'Achat d'Expertise Spécialisée en 3 exemplaires dont l'un d'eux, dûment signée par les parties, doit être adressé en original à l'ASP, accompagnée d'une copie de la facture de l'acte d'expertise et des pièces justifiant de sa situation de bénéficiaire des minimas sociaux le cas échéant (cf. article 1.4 supra).

A réception et vérification de l'ensemble des documents, l'ASP paie tout ou partie de la facture selon les règles suivantes :

Si le montant de la facture est inférieur ou égal au montant du devis, alors le versement doit correspondre à :
- 75% du montant de la facture si le créateur n'est pas bénéficiaire des minima sociaux,
- 100% du montant de la facture si le créateur est bénéficiaire des minima sociaux et en phase 1.

Si le montant de la facture est supérieur au montant du devis, alors le versement doit correspondre à :
- 75% du montant du devis si le créateur n'est pas bénéficiaire des minima sociaux,
- 100% du montant du devis si le créateur est bénéficiaire des minima sociaux et en phase 1.

2.2.4 Périodicité des paiements

L'ASP procède à la mise en paiement des opérateurs chaque semaine.

2.3 Modalités de reversement des sommes indûment versées

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de reversement, du recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de reversements selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les crédits ne sont pas versés et les sommes indûment perçues font l'objet de l'émission d'un ordre de reversement notamment dans les cas suivants :
- au terme de la période conventionnée, si la facturation des actions d'accompagnement réalisées est inférieure au montant de l'avance qui a été versée,
- dans le cadre d'une phase métier 3 et dès lors qu'un acompte a déjà été versé, en cas de rupture à l'initiative du porteur de projet ou de l'opérateur et sauf avis contraire motivé par le Conseil régional après appréciation du service fait,
- En cas de dénonciation de la convention d'objectif par l'autorité signataire et suivant son avis motivé après appréciation du service fait.

Lorsque l'autorité signataire dénonce la convention pour non-respect des engagements de l'opérateur, ou en cas de constat de fraude, elle informe l'opérateur de sa décision, ainsi que l'ASP qui sur cette base émet un ordre de recouvrement à l'encontre de l'opérateur de l'intégralité des sommes perçues au titre des contrats concernés par cette dénonciation.

Les sommes récupérées viennent en déduction des demandes d'avances formulées auprès de la Région par l'ASP.

3. ECHANGES ET EDITIONS DE DONNEES

3.1 Pilotage de la mise en œuvre du dispositif « Extranet »

L'ASP assure la mise en œuvre, l'administration (gestion des habilitations, mise à jour des référentiel…) et la maintenance d'un Extranet ainsi que celle de ses éventuelles évolutions. Cet extranet doit permettre, dans les conditions décrites ci-dessous, la saisie, le suivi, l'édition et la consultation des annexes financières, des Contrats Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise et des Contrats d'Achat d'Expertise Spécialisée.

L'Extranet contribuant à la gestion de ce dispositif, permettra :

- aux services du Conseil Régional d'accéder, aux fins de gestion et de consultation, à la fois aux données relatives aux annexes financières, aux Contrats Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise, aux Contrats d'Achat d'Expertise Spécialisée ainsi qu'à des données agrégées et à des indicateurs reportés dans des tableaux de pilotage dont l'élaboration et la mise en ligne est réalisée par l'ASP selon les besoins exprimés par les services du Conseil Régional ;
- aux opérateurs d'accompagnement:
    - de saisir et de suivre les données prévues au Contrat Accompagnement Création/Reprise d'Entreprise et au Contrat d'Achat d'Expertise Spécialisée,
    - d'accéder aux données individuelles les concernant relatives à leurs annexes financières, aux indicateurs de pilotage dont l'élaboration et la mise en ligne est réalisée par l'ASP selon les besoins exprimés par les services du Conseil Régional au regard des possibilités offertes par le système informatique au moment du transfert de compétences.
- aux organismes d'appui technique des services régionaux d'accéder, à des fins de consultation, aux données individuelles de chaque opérateur et aux données agrégées ainsi qu'aux indicateurs reportés dans des tableaux de pilotage dont l'élaboration et la mise en ligne est réalisée par l'ASP.

Une passerelle permet l'échange de données informatisées entre l'extranet dédié à la gestion du dispositif et l'extranet « Prêts » développé par le gestionnaire central des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et consignations.

3.2 Données de suivi et d'évaluation

Les informations physico-financières relatives aux annexes financières, aux CACRE et aux Contrats d'Achat d'Expertise Spécialisée mis en paiement par l'ASP, sont consolidées par opérateurs, type d'opérateurs, département et région et restituées par l'Extranet. Ces informations sont mises à jour régulièrement pour en permettre le suivi.

3.3 Disponibilité de l'extranet

L'ASP garantit une disponibilité de l'extranet tous les jours ouvrés de 8h à 19h.

L'ASP informera les régions (5 jours ouvrés) de toutes les opérations de maintenance programmées.

4. CONTROLES

L'ASP met en place des procédures d'alerte notamment en direction des services régionaux, en particulier s'agissant des anomalies définies au présent cahier des charges : dépassement de l'objectif prévu, réception d'annexes financières non conformes aux prescriptions édictées.

5. PROPRIETE DES DONNEES ET DES TRAITEMENTS

L'acceptation du présent cahier des charges par l'ASP vaut cession de tout droit, sur toutes les données et traitements informatiques produits dans le cadre de la convention.

Au terme de la convention ou en cas de résiliation, les données sont transférées à la Région.

ANNEXE 3 : CONVENTION ENTRE LA REGION, L'ETAT ET LA CAISSE DES DEPOTS

Convention entre la Région Île-de-France, l'Etat et la Caisse des Dépôts pour la mise à disposition d'une offre de services en matière de prêt à taux zéro pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement à la création/reprise d'entreprise à compter du 1er janvier 2017

Entre :

- La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, et désignée ci-après sous le terme « la Région » ;

  Et

- L'Etat, représenté par le Préfet de Région, Monsieur Jean-François CARENCO, et désigné ci-après sous le terme « Etat » ;

  Et

- La Caisse des dépôts et consignations, Etablissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille, 75007 PARIS, représentée par …,
  ci-après désignée sous le terme « la Caisse des Dépôts » ;

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

A compter du 1er janvier 2017, l'article 7 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, prévoit le transfert aux régions ou collectivités territoriales régies par l'article 73 de la Constitution de la compétence en matière de financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes :

- Le code du travail est ainsi modifié :
  - l'article L.5141-5 est ainsi rédigé : « La région participe, par convention au financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes. Ces actions bénéficient à des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, pour lesquelles la création ou la reprise d'entreprise est un moyen d'accès, de maintien ou de retour à l'emploi. » ;
  - l'article L.5522-21 est ainsi rédigé : « Pour l'application de l'article L. 5141-5, la région ou la collectivité territoriale régie par l'article 73 de la Constitution participe, par convention, au financement d'actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes. »

La Région déploie par ailleurs, dans le cadre de ses compétences en faveur de la création d'entreprise et d'activité, les dispositifs suivants :

- les prêts d'honneur en faveur des entrepreneurs en phase de création ou de reprise d'entreprise,
- la garantie bancaire pour les créateurs d'entreprise

Considérant – au vu des conclusions de différentes études[1] – d'une part que la création/reprise d'entreprise ne peut en effet être exercée de manière crédible par certains publics qu'avec un accompagnement très fort et d'autre part la pertinence d'associer un dispositif de prêt au porteur de projet de création/reprise d'entreprise, à un dispositif d'accompagnement de ce dernier, l'Etat et la Caisse des Dépôts ont souhaité, en concertation, proposer une offre de nature financière visant à être couplée aux dispositifs de conseil et d'accompagnement qui seront mis en œuvre par les Régions à compter du 1er janvier 2017.

Cette offre de nature financière reprend les caractéristiques du prêt Nacre associé au dispositif mis en place en 2009 qui a permis d'accompagner plus de 150 000 personnes sur tout le territoire national. A fin 2016, ce prêt a permis le financement de plus de 73 500 entreprises. Le bilan qualitatif de ce dispositif est salué par l'Inspection Générale des Finances et l'Inspection Générale des Affaires Sociales dans leur rapport d'évaluation[2]. Il est le seul dispositif destiné aux demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux qui associe à la fois un outil d'aide à la bancarisation (prêt à taux zéro) et un parcours d'accompagnement complet, de la maturation du projet aux trois premières années de la création de l'entreprise.

Article 1 – Objet

L'objet de la présente convention est de :

- définir l'offre de services faite par l'Etat et la Caisse des Dépôts en matière de prêt à taux zéro (PTZ) aux créateurs repreneurs d'entreprise bénéficiaires des actions d'accompagnement mises en place par la Région
- préciser les moyens apportés par chacune des parties signataires ;
- définir les modalités de pilotage de la convention entre les parties.

Les conditions d'accès à cette offre de services sont précisées dans l'annexe 1 à la présente convention.

Article 2 – Définition de l'offre de services de prêt à taux zéro

Afin de favoriser pour les porteurs de projet de création/reprise d'entreprise une bonne structuration financière de leur projet, dans les meilleures conditions de bancarisation possible, l'offre contenue dans le présent document consiste à permettre au porteur de projet de disposer d'une aide au financement du projet de création/reprise d'entreprise sous la forme d'un prêt à taux zéro couplé obligatoirement à un prêt complémentaire (bancaire ou assimilé).

Dans ce cadre, un prêt à taux zéro peut être accordé au bénéficiaire des actions d'accompagnement et de conseil mises en place par la Région.

Les caractéristiques et modalités d'attribution précises de ce prêt à taux zéro sont définies en annexe 1 de la présente convention.

Article 3 – Moyens apportés dans le cadre de la convention Agir pour l'Emploi entre l'Etat et la Caisse des Dépôts

La mise à disposition de l'offre de services Etat – Caisse des Dépôts en matière de prêts à taux zéro pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement à la création/reprise d'entreprise à compter du 1er janvier 2017, outre la prise en charge par l'Etat

[1] Conseil d'analyse stratégique, « L'entreprenariat en France, octobre 2012 ; France Stratégie, « Le Microcrédit professionnel et l'accompagnement à la création d'entreprise en France : quel devenir des créateurs sur le marché du travail trois ans après », Juin 2014 ; IGF-IGAS, « Evaluation du dispositif Nacre », octobre 2013 ; Commission des Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale, Avis n°3114 présenté le 8 octobre 2015 sur le projet de loi de finances pour 2016.

[2] « Evaluation du dispositif Nacre », IGF-IGAS, octobre 2013.

et/ou la Caisse des Dépôts des moyens techniques et financiers décrits en annexe 1 de la présente convention (accès à un système d'information centralisé, bénéfice des services d'un gestionnaire centralisé de décaissement, de suivi et de recouvrement des prêts, possibilité d'accès aux garanties du Fonds de Cohésion Sociale pour les prêts bancaires ou assimilés complémentaires au PTZ), repose sur :

- La mise à disposition d'une ressource sur fonds d'épargne privés gérée par la Caisse des Dépôts pour l'octroi des prêts à taux zéro (PTZ), dans la limite des crédits prévus à cette fin en loi de finances ;
- bonification des prêts financés sur les fonds d'épargne pour l'octroi des prêts à taux zéro (PTZ) partagée par l'Etat et la Caisse des Dépôts ;
- la garantie apportée par l'Etat, via le Fonds de Cohésion Sociale, sur la ressource sur fonds d'épargne pour l'octroi des prêts à taux zéro (PTZ), dans les conditions prévues par l'article 80 de la loi 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et par l'article 101 de la loi n°2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009, et dans la limite des crédits prévus à cette fin en loi de finances.

Article 4 – Moyens apportés par la Région

L'instruction de la demande de prêt à taux zéro et les missions afférentes confiées au prestataire en amont comme en aval de cette instruction et telles que précisées en annexe 1 de la présente convention sont du ressort du prestataire sélectionné par la Région (ci-après désigné sous le terme « l'opérateur d'accompagnement ») dans le cadre des actions d'accompagnement mises en place par la Région.

La rémunération de l'opérateur d'accompagnement est prise en charge par la Région conformément à la compensation financière prévue à l'article 133 de la loi NOTRe précitée.

Article 5 – Sélection des opérateurs d'accompagnement

Les Opérateurs d'Accompagnement sont sélectionnés par la Région.

Seuls les Opérateurs d'Accompagnement sélectionnés par la Région pourront conclure une convention avec la CDC pour l'octroi de Prêts à taux zéro dans le cadre de l'accompagnement de porteurs de projet. La convention conclue entre chaque Opérateur d'Accompagnement et la CDC comprend nécessairement un engagement de cet Opérateur de respecter le cahier des charges défini en annexe 1 de la présente convention. Ce cahier des charges est annexé à la convention conclue entre l'Opérateur d'Accompagnement et la CDC.

La CDC se réserve le droit de ne pas conclure de convention avec un Opérateur d'Accompagnement sélectionné avec la Région.

A titre d'information des opérateurs qui souhaiteraient assurer l'instruction et le suivi des prêts, le cahier des charges, défini en annexe 1 de la présente convention, pourra être inclus dans la documentation relative à leur sélection par la Région.

Article 6 – Pilotage

Les parties conviennent de constituer un Comité de pilotage en charge du suivi de la bonne exécution de la présente convention.

Ce comité est constitué d'au moins un représentant désigné par chacune des parties. Sa composition peut être étendue, sur accord de toutes les parties, à toute autre personne qualifiée.

Le comité se réunira au moins une fois par an et autant de fois que nécessaire.

Projet

Article 7 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée d'un 1 an à compter du 1er janvier 2017 et à échéance du 31 décembre 2017.

Article 8 - Communication

Les Parties s'informeront préalablement et mutuellement sur toute communication qu'elles souhaitent réaliser au sujet de la Convention. A ce titre, chaque Partie s'engage à respecter les signes distinctifs de l'autre Partie, notamment la charte graphique que lui communiquera l'autre Partie, ainsi que, le cas échéant, les marques et logotypes associés au projet.

Article 9 – stipulations générales

a - Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention quel qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

b - Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner de plein droit la nullité de la Convention, ni remettre automatiquement en cause la validité de ses autres stipulations.

Dans l'hypothèse où la nullité d'une ou plusieurs stipulations de la Convention affecterait de manière substantielle son économie, les Parties conviennent de se rapprocher en vue de rechercher les modifications de ladite Convention, qui seraient propres à en rétablir l'équilibre.

c- Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substitue à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

d- Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

e- Droit applicable - Règlement des litiges

La Convention est régie par la loi française.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la Convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les tribunaux compétents, du ressort de la juridiction de Paris.

f- Élection de domicile

Pour l'exécution de la Convention, la CDC fait élection de domicile en son siège.

La Région fait élection de domicile en son siège.

Projet

Fait à Paris, le __/__/2017, en trois exemplaires originaux

Pour l'Etat Pour la Caisse des Dépôts Pour la Région

Projet

Annexes

- Annexe 1 : Cahier des charges de l'offre de prêt à taux zéro pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement à la création/reprise d'entreprise à compter du 1er janvier 2017

- Annexe 2 : Missions du gestionnaire central de prêts à taux zéro

Projet

Version du 10/11/2016

Annexe 1 à la convention entre la Région Île-de-France, l'Etat, la Caisse des Dépôts et pour la mise à disposition d'une offre de services en matière de prêt à taux zéro Nacre pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise à compter du 1er janvier 2017

Cahier des charges de l'offre de prêt à taux zéro Nacre pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise à compter du 1er janvier 2017

Projet

Article 1 – L'offre de prêts à taux zéro pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise

Les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise à compter du 1er janvier 2017 peuvent, sous les conditions définies ci-après, solliciter un prêt à taux zéro Nacre (ou « PTZ ») dans le cadre de leur projet de création/reprise d'entreprise. Ce prêt à taux zéro présente les caractéristiques suivantes :

- Prêt personnel d'un montant maximum de huit mille euros (8.000 €), d'une durée de cinq ans (5 ans) maximum, remboursement sans différé par échéance mensuelle ;
- Il est obligatoirement couplé à un prêt bancaire ou assimilé (au sens des articles L. 511-6-5 et R. 518-57 et suivants du Code monétaire et financier) d'un montant et d'une durée de remboursement au moins équivalents. La garantie ou la caution personnelle du prêt bancaire complémentaire (ou assimilé) ne peut excéder cinquante pour cent (50%) du montant du prêt bancaire ou assimilé, y compris frais et accessoires ;
- Il peut être accordé en fonction des besoins de financement du projet et attribué après expertise du projet de création/reprise par un opérateur conventionné ;
- Aucune garantie ni caution ne peut être exigée pour ce Prêt.

Le plan de financement (ensemble des ressources mobilisées pour le financement du projet[1]) est plafonné à soixante-quinze mille euros (75.000 €) pour les projets individuels de création,. Les projets collectifs (accompagnement d'au moins deux à dix bénéficiaires par un opérateur conventionné dans le cadre du présent dispositif) et les reprises d'entreprises (reprises de tout ou partie d'un fonds de commerce, reprises par rachats de parts sociales et reprises d'entreprise soumises à une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire) ne sont pas concernés par le plafonnement du plan de financement. Les bénéficiaires ont la possibilité de solliciter les garanties du Fonds de cohésion sociale sur les prêts bancaires ou assimilés complémentaires.

Le titulaire du PTZ dans le cadre d'un projet individuel ou les titulaires de PTZ dans le cadre d'un projet collectif doivent être en position de contrôle effectif de leur entreprise, au sens des dispositions de l'article R. 5141-2 du code du travail.

Article 2 – Moyens mis à disposition des Régions par l'Etat et la Caisse des Dépôts pour les bénéficiaires d'un Prêt à taux zéro

Conformément à l'article 3 de la convention susmentionnée, les moyens techniques et financiers suivants sont pris en charge par l'Etat et/ou la Caisse des Dépôts :

- **Prise en charge par la Caisse des Dépôts de la rémunération de l'Opérateur central en charge du décaissement, du suivi et du recouvrement des Prêts à taux zéro**
  Cet opérateur, appelé « Gestionnaire central de prêts » dans le présent document, est désigné par la Caisse des Dépôts dans le cadre d'un marché public, spécialisé sur le segment de l'appui à la création d'entreprise par les publics éloignés de l'emploi, habilité à gérer le back-office de prêts à taux zéro selon les standards de la profession. Cet opérateur central est l'interlocuteur unique des opérateurs conventionnés s'agissant de la mise en œuvre des prêts à taux zéro notifiés par leurs soins conformément au présent cahier des charges. Les principales missions de l'Opérateur central sont décrites en annexe 2.

[1] Apports personnels, prêts aidés (prêt à taux zéro, prêt d'honneur, prêt à la création d'entreprise…), subventions, prêts bancaires ou assimilés, etc.

- **Prise en charge par la Caisse des Dépôts de l'accès à un Système d'information centralisé**
  Appelé « Système d'information centralisé » dans le présent document et développé par l'Opérateur central pour le compte de la Caisse des Dépôts, ce système d'information, est composé d'une solution logicielle et d'un extranet permettant d'assurer la gestion (front et back-office) centralisée des prêts à taux zéro et le reporting afférent à cette activité de financement des porteurs de projet. L'extranet est ainsi accessible aux différentes parties prenantes du dispositif (opérateurs et pilotes, voire partenaires bancaires), avec des droits d'accès modulables en fonction des profils.
  Les principales fonctionnalités, à date, du Système d'information centralisé sont décrites en annexe 3.

- **Possibilité de solliciter les garanties du Fonds de Cohésion Sociale pour les prêts bancaires ou assimilés complémentaires au prêt à taux zéro**
  Le prêt bancaire ou assimilé complémentaire, associé obligatoirement au prêt à taux zéro, est éligible à la garantie par le Fonds de cohésion sociale, conformément aux conventions de gestion et aux règlements d'intervention des fonds de garantie qu'il dote.

  La mise en place de la garantie du Fonds de cohésion sociale doit permettre de faciliter la décision d'octroi du crédit bancaire ou assimilé. Il revient à l'opérateur d'accompagnement conventionné de s'organiser au mieux pour la mobiliser.

Article 3 – Conditions d'accès à l'offre de prêt à taux zéro pour la création/reprise d'entreprise par les demandeurs d'emploi

Afin de prétendre au bénéfice du prêt à taux zéro, les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement à la création/reprise d'entreprise :

1. sont en priorité des demandeurs d'emploi de longue durée et/ou des bénéficiaires de minima sociaux ;
2. bénéficient d'un accompagnement de qualité ;

Ces deux conditions sont cumulatives.

a. Profil prioritaire des personnes sollicitant le prêt à taux zéro

Les personnes les plus éloignées de l'emploi, qui ont difficilement accès aux prêts bancaires et qui ont un faible apport financier personnel sont celles qui ont le plus besoin d'un accompagnement et d'un financement pour la création ou la reprise de leur entreprise.

Ainsi, les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement à la création/reprise d'entreprise qui sollicitent le prêt à taux zéro sont en priorité des demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an) et les bénéficiaires de minima sociaux (revenu de solidarité active, allocation de solidarité spécifique, allocation aux adultes handicapés, allocation temporaire d'attente, etc.).

En outre, il est recommandé une attention particulière aux publics résidant et aux projets menés sur des territoires fragiles (quartiers prioritaires de la politique de la ville, territoires ruraux).

b. Nature de l'accompagnement

La qualité de l'offre d'accompagnement est essentielle pour garantir la pérennité de l'entreprise, qui va conditionner à son tour sa capacité à générer de nouveaux emplois en dehors de celui du chef d'entreprise et la capacité de ce dernier à honorer ses obligations en matière de remboursement du prêt à taux zéro et du prêt complémentaire.

Projet

L'opérateur d'accompagnement conventionné réalise l'instruction du prêt à taux zéro définie par le présent document dans les règles et usages de sa profession. Il affecte à sa réalisation des intervenants dont il garantit les compétences et l'expérience.

L'opérateur d'accompagnement conventionné, de façon liminaire à son appui à la structuration financière du projet qui lui est présenté, réalise un diagnostic rapide de la situation du projet. Il s'assure notamment de la maturité du projet (existence d'un dossier structuré et complet de présentation susceptible de faciliter et accélérer la recherche de financement) au regard du traitement des principales problématiques[2] liées à un projet de création/reprise d'entreprise. L'accompagnement réalisé le cas échéant en amont par l'opérateur d'accompagnement lui-même ou les contacts établis avec un ou plusieurs opérateurs tiers ayant assisté le porteur de projet pour l'aide au montage peuvent alimenter ce diagnostic.

Les porteurs de projet qui sollicitent le prêt à taux zéro accèdent à une expertise sur l'optimisation du montage financier. Cette expertise doit notamment permettre au porteur de projet de :

- Valider la pertinence économique de son projet dont notamment la structuration financière du plan de financement (ressources bancaires et institutionnelles à mobiliser) pour aboutir à une solution équilibrée de financement de son projet ;
- Obtenir dans des délais raisonnables[3] une réponse à sa demande de prêt à taux zéro ;
- Être assisté dans ses démarches de recherche de financement notamment auprès des banques ;
- Obtenir des conditions satisfaisantes de la part de l'établissement bancaire retenu (garanties personnelles inférieures ou égales à 50 % y compris frais accessoires du montant du prêt bancaire ou assimilé, taux d'intérêt du prêt bancaire ou assimilé complémentaire, services bancaires professionnels de qualité) ; l'effet « levier » du prêt à taux zéro (et plus généralement de l'ensemble des ressources de nature publique mobilisées dans le cadre du projet) sur le montant du prêt bancaire est un critère de qualité de l'accompagnement et de la solution proposée[4] ;
- Obtenir si nécessaire la mobilisation d'une garantie institutionnelle pour le prêt bancaire ou assimilé complémentaire.

L'opérateur d'accompagnement est réactif vis-à-vis des diverses évolutions législatives, fiscales, locales, économiques permettant d'améliorer la qualité de service.

L'opérateur d'accompagnement doit disposer dans le cadre du dispositif mis en œuvre par le Conseil régional d'une équipe d'intervenants salariés ou bénévoles, permanents ou susceptibles d'être sollicités :

---

[2] Traitement des problématiques notamment :

- personnelles (analyse notamment des freins à l'emploi (santé, logement) et des appuis personnels et/ou familiaux mobilisables) ;
- technique (connaissance des contraintes réglementaires liées à l'activité) ; économique (évaluation du marché et de l'environnement du projet, compréhension des grands équilibres économiques et financiers du projet) ;
- juridique (connaissance et décision relative aux statuts d'exercice de l'activité et des options juridiques, fiscales et sociales) ;
- financière (existence d'un business plan, d'un compte de résultat et d'un plan de trésorerie prévisionnels à 3 ans)
- et administrative (identification et le cas échéant mobilisation des dispositifs d'aide à la création/reprise d'entreprise).

[3] Ce délai peut être estimé, sur la base de ce qui avait été généralement observé dans le dispositif « Nacre » en phase de structuration financière – c'est-à-dire à partir du moment où le porteur dispose d'un business-plan validé pour son projet et sollicite l'opérateur d'accompagnement pour finaliser le plan de financement et mobiliser des financeurs potentiels – à environ 3 mois.

[4] A titre indicatif, cet effet levier était en moyenne mesuré à sept fois le prêt « Nacre » en 2015.

- connaissant et comprenant l'environnement socio-économique du territoire au sein duquel l'opérateur est conventionné (marché du travail, emplois, métiers, secteurs professionnels, ...) ;
- maîtrisant les étapes et les techniques de la création et de la reprise d'entreprise ;
- connaissant les spécificités des secteurs d'activité visés par les porteurs de projets ;
- maîtrisant les formalités de la création/reprise d'entreprise et les différents dispositifs d'aide à la création ou reprise d'entreprise ;
- susceptibles de mettre en œuvre une intermédiation active entre les porteurs de projets et les autres opérateurs d'accompagnement sur le territoire, notamment ceux conventionnés par le Conseil régional ;
- maîtrisant les processus et les méthodes internes utilisés par l'opérateur conventionné ;
- en nombre suffisant pour garantir une exécution correcte de l'instruction de la demande du PTZ prévue par le présent document et respectant les délais prévus par celui-ci.

En aval du versement du prêt à taux zéro et de la création/reprise d'entreprise, l'opérateur d'accompagnement conventionné prend, en conformité avec les termes de sa contractualisation avec le Conseil régional et en cohérence avec les dispositifs mobilisables sur le territoire, toutes les dispositions utiles pour s'assurer d'un accompagnement du projet – adapté à ses spécificités et ses besoins – sur les trois principaux domaines d'accompagnement post-création que sont la gestion de l'entreprise, le suivi de sa rentabilité et l'appui au développement[5]. L'opérateur conventionné porte notamment une attention particulière au respect des échéances de prêt (prêt à taux zéro et prêt complémentaire) par le porteur de projet ; il se tient informé de l'état des remboursements et reste à disposition du Gestionnaire central de prêts en cas d'incident de remboursement pour lui communiquer toute information utile et le cas échéant étudier avec lui et le créateur/repreneur toute proposition pertinente de rééchelonnement du plan d'amortissement. Son avis peut également être sollicité avant le déclenchement éventuel d'une procédure de recouvrement par le Gestionnaire central de prêts.

Au titre des droits et obligations de l'opérateur d'accompagnement conventionné vis-à-vis du Gestionnaire central de prêts, une convention devra être signée entre les deux parties. Le modèle type de cette convention est proposé en annexe 4.

Article 4 – Modalités d'accès à l'offre de prêt à taux zéro

L'opérateur d'accompagnement, conventionné par le Conseil régional et la Caisse des Dépôts pour les séquences de l'accompagnement concernant l'instruction et le suivi des prêts à taux zéro, instruit, en s'appuyant sur le Système d'information centralisé, la demande de prêt à taux zéro selon les modalités décrites ci-après :

La sollicitation d'un prêt à taux zéro suppose la production par l'opérateur d'accompagnement conventionné de trois documents :

- dossier d'instruction de la demande de prêt à taux zéro, à saisir dans le Système d'information centralisé ;
- notification de décision relative à l'attribution du prêt à taux zéro, à éditer depuis le Système d'information centralisé ;
- fiche de synthèse du prêt (bancaire ou assimilé) complémentaire et des services bancaires professionnels obtenus, à éditer depuis le Système d'information centralisé de prêt.

[5] L'accompagnement du projet, par l'opérateur conventionné lui-même [ou par l'intermédiaire d'autres dispositifs habilités sur le territoire : pas sûre de comprendre cette partie], sur une durée de 3 ans après la création de l'entreprise, est un gage de qualité de l'accompagnement et de renforcement de la pérennité des projets.

Ces documents sont complétés par la signature d'un contrat de prêt à taux zéro entre le bénéficiaire, l'opérateur d'accompagnement conventionné et le Gestionnaire central de prêts (à éditer depuis le Système d'information centralisé).

a. Le dossier d'instruction du prêt à taux zéro

L'opérateur d'accompagnement conventionné effectue, dans le cadre des articles L5141-5 et L5522-21 du code du travail, l'instruction de la demande du prêt à taux zéro. Cette instruction comprend deux volets :

- L'évaluation du risque économique et financier induit par le projet sur des bases statistiquement satisfaisantes ; cette évaluation est documentée par la validation d'un dossier relatif à son modèle économique, qui comprend en particulier les éléments suivants :
  - Plan d'affaires à 3 ans ;
  - Tableau de financement de la création/reprise (besoins – ressources) ;
  - Plan de trésorerie prévisionnel sur un an ;
  - Compte de résultat prévisionnel sur 3 ans ;
  - Simulation du reste à vivre mensuel moyen du créateur/repreneur sur 12 mois.
- La validation qualitative du projet, permettant d'anticiper le risque social (risque personnel pour le porteur de projet) éventuel du projet.

Lors de l'instruction du prêt à taux zéro, l'opérateur d'accompagnement conventionné s'assure notamment en ce qui concerne la validation du tableau de financement de la création/reprise d'entreprise que le porteur de projet est en mesure de faire face aux échéances des prêts (taux zéro et complémentaire) et d'anticiper les échéances fiscales (TVA) ou sociales (URSSAF) notamment lorsqu'elles sont décalées dans le temps.

Le dossier d'instruction peut, pour tout ou partie, être remis au porteur de projet sous format papier et sous forme d'un document électronique non modifiable (format PDF par exemple). Sous réserve des dispositions de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ce dossier d'instruction a vocation à pouvoir être transmis par le créateur/repreneur aux organismes auprès desquels il sollicite un prêt bancaire ou assimilé complémentaire et dont l'attribution constitue une condition nécessaire à l'octroi du prêt à taux zéro.

b. La notification de décision relative à l'attribution du prêt à taux zéro

Dans un souci de maîtrise du risque, il est recommandé que la décision sur la demande de prêt à taux zéro soit actée dans le cadre d'un comité d'engagement réunissant des personnalités qualifiées et dont les règles de fonctionnement sont formalisées ou bien, à défaut, par un double contrôle du dossier selon des modalités à expliciter précisément.

Sur la base d'un modèle national édité par le Système d'informations centralisé de prêt, l'opérateur d'accompagnement conventionné communique au créateur/repreneur une fiche de décision relative à l'attribution du prêt à taux zéro. Cette décision et la fiche qui en résulte a une durée de validité de six mois (6 mois).

En cas de décision d'attribution, la fiche présente les caractéristiques (durée, montant) du prêt à taux zéro accordé ainsi que les réserves éventuelles. Cette fiche rappelle l'obligation de couplage du prêt à taux zéro avec un prêt bancaire ou assimilé complémentaire.

En décidant de l'attribution du prêt à taux zéro nacre, l'opérateur d'accompagnement s'engage en effet sur l'existence d'une assurance raisonnable que le créateur/repreneur obtienne un prêt bancaire ou assimilé complémentaire conforme aux exigences du présent cahier des charges.

Projet

Cette fiche est accompagnée d'une attestation pouvant être présentée aux établissements financiers (éventuellement identifiés en amont de la décision d'attribution du prêt à taux zéro) précisant que le prêt à taux zéro ne peut être décaissé que dans le cas de la mobilisation d'un prêt bancaire ou assimilé complémentaire.

La fiche de décision relative à l'attribution du prêt à taux zéro est remise au porteur de projet sous format papier et sous forme d'un document électronique non modifiable (format PDF par exemple).

c. La fiche de synthèse du prêt (bancaire ou assimilé) complémentaire et des services bancaires professionnels obtenus

L'opérateur d'accompagnement conventionné, une fois le prêt bancaire ou assimilé complémentaire obtenu par le porteur de projet, collecte auprès de lui les principales caractéristiques de ce prêt ainsi que celles des éventuelles garanties mobilisées comme celles de tout autre financement public obtenu. Il saisit l'ensemble de ces données dans le système d'informations centralisé.
La saisie de ces données permet de valider, dans le système d'informations, l'obtention du prêt bancaire ou assimilé complémentaire et de services bancaires professionnels.

La fiche de synthèse du prêt complémentaire est destinée au Gestionnaire central de prêt. La production de ce document, accompagné de la transmission, au Gestionnaire central de prêt, des pièces nécessaires au décaissement du prêt à taux zéro (RIB et copie de pièce d'identité pour le décaissement du prêt, autorisation de prélèvement signée pour les remboursements), conditionne le décaissement du prêt à taux zéro. Une copie de la lettre d'accord et/ou du contrat de prêt bancaire ou assimilé complémentaire devra être obligatoirement transmise au Gestionnaire central de prêt, pour que celui-ci procède à son décaissement directement sur le compte bancaire du porteur de projet.

d. Le contrat de prêt à taux zéro nacre

Une fois le prêt bancaire ou assimilé complémentaire obtenu et validé, le Gestionnaire central de prêt transmet le contrat de prêt à taux zéro, les tableaux d'amortissement correspondants et l'autorisation de prélèvement automatique à l'opérateur d'accompagnement conventionné.

Le contrat de prêt à taux zéro et ses annexes sont signés en trois exemplaires par le créateur/repreneur et l'opérateur d'accompagnement conventionné puis envoyés, par ce dernier, au Gestionnaire central de prêt qui signe à son tour le contrat, en retourne un exemplaire à chacun des deux autres cosignataires et décaisse le prêt à taux zéro.

Il est rappelé que le titulaire d'un PTZ étant bénéficiaire des actions régionales d'accompagnement et de conseil prévues aux articles L.5141-5 et L.5522-21 du Code du Travail, est accompagné pendant les trois années qui suivent la création ou la reprise de son entreprise, bénéficiant ainsi d'une aide au démarrage et au développement de l'entreprise.

Projet

Annexe 2 : Missions de l'opérateur FAFI

1/ glossaire
2/ principes généraux
3/ principes de conventionnement
4/ descriptif des processus de décaissement et de suivi des prêts

1/ glossaire

- EN ASP : Extranet Nacre géré par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour le compte de l'Etat/Direction Générale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (DGEFP) ;
- FAFI : France active financement ;
- GCP : gestionnaire central de prêts ;
- EPN FAFI : Extranet des prêts à taux zéro ;
- OPM : opérateur (ou Opérateur Phase Métier 2 ou 3 dans le cadre du dispositif Nacre).

2/ principes généraux

Dans le cadre de deux marchés public de la Caisse des Dépôts passés successivement en 2009 puis en 2014, France active financement (FAFI) a été désignée pour assurer une prestation de décaissement et de recouvrement des prêts à taux zéro Nacre.

FAFI est une structure associative créée par France Active pour répondre à ce marché. Rappelons que France Active est une association loi 1901, créée en 1988, dont l'objet est le financement des TPE, du secteur de l'Insertion par l'activité économique et celui de l'économie sociale et solidaire.

FAFI assure la gestion des étapes successive de l'existence du prêt à taux zéro :

- **Mise en place des prêts :** contrôle, contractualisation et décaissement après décision d'attribution des prêts par les opérateurs ;
- **Gestion du recouvrement de prêts :** Mise en place des prélèvements automatiques ; Liens avec les opérateurs chargés du suivi du prêt ; Mise en place de solutions de recouvrement amiables et judiciaires en cas de difficultés de remboursement.
- **Contentieux :** Gestion des contentieux avec les bénéficiaires ;
- **Juridique :** Suivi et mise en œuvre des conventions avec les opérateurs ;
- **Reporting :** sur l'activité des prêts en temps réel (par opérateur, par entité géographique), la consommation des enveloppes disponibles, les incidents de paiement et les sinistres, des données socioprofessionnelles sur les porteurs de projets, les caractéristiques des entreprises financées et les plans de financement ;

Pour ces différentes opérations un système d'information dédié a été développé par FAFI. Il est actuellement interfacé avec l'Extranet Nacre « EN ASP », géré par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour le compte de l'Etat/Direction Générale pour l'Emploi et la formation Professionnelle (DGEFP). A partir du 1er janvier 2017, il pourra également fonctionner en pleine autonomie pour l'instruction et le décaissement des prêts par les opérateurs conventionnés.

Fafi dispose par ailleurs d'un service d'assistance métier « hotline » pour toutes les questions relatives aux procédures sur le conventionnement, la contractualisation et le suivi des prêts à taux zéro.

3/ principes de conventionnement

Le conventionnement sur les prêts est annuel. Il prend la forme d'une convention signée entre la Caisse des Dépôts, le gestionnaire centralisé des prêts FAFI et l'opérateur d'accompagnement. Les conventions sont éditées par la direction régionale de la Caisse des Dépôts via le système dédié dans l'EPN FAFI.

A réception de la convention sur les enveloppes de prêts qui lui est adressée par l'opérateur, FAFI peut ouvrir les droits à prêts. Le système informatique EPN contrôle, lors de la demande de mise en place d'un prêt à taux zéro, le non dépassement en montant des droits à prêts accordés à chaque opérateur.

Des avenants édités par la direction régionale de la Caisse des Dépôts permettent d'ajuster le montant d'enveloppe de prêt autorisée pour chaque opérateur.

A partir du 1/1/2017, deux modes de renseignement des données dans les systèmes d'information coexisteront :

3.1 Dans le cadre du dispositif Nacre :
- Les données relatives au conventionnement des opérateurs sur les phases d'accompagnement sont enregistrées dans l'Extranet Nacre par l'ASP et communiquées à FAFI au moyen de la passerelle EN/EPN
- Les données relatives au conventionnement des opérateurs sur les enveloppes de prêts sont enregistrées dans l'EPN FAFI par la direction régionale de la Caisse des Dépôts ;

3.2 Dans le cadre du nouvel accompagnement prévu par la loi Notre à partir du 1er janvier 2017, deux modalités techniques sont envisageables :

a/ Si FAFI fonctionne de manière autonome, les données relatives au conventionnement des opérateurs sur les enveloppes de prêts sont enregistrées dans l'EPN par la direction régionale de la Caisse des Dépôts ;

b/ Si FAFI est relié à un système informatique propre à la Région (après réalisation par ses soins des travaux nécessaires à la mise en place de ces flux) :
- les données relatives au conventionnement des opérateurs sur les phases d'accompagnement sont enregistrées dans l'Extranet propriétaire Région. Elles pourraient être selon les développements envisagés par la Région être communiquées à FAFI au moyen d'une passerelle ;
- Les données relatives au conventionnement des opérateurs sur les enveloppes de prêts sont enregistrées dans l'EPN par la direction régionale de la Caisse des Dépôts ;

4/ descriptif des processus de décaissement et de suivi des prêts

4.1 Mise en place d'un prêt

- Dans le cadre du dispositif Nacre actuel, l'instruction des demandes de prêts est initiée par l'opérateur dans l'Extranet Nacre (EN ASP) puis finalisée dans l'Extranet prêt Nacre (EPN FAFI). Toutes les données descriptives saisies dans l'EN ASP sont transférées automatiquement dans l'EPN FAFI.
- Dans le cadre du nouvel accompagnement prévu par la loi Notre à partir du 1er janvier 2017, les demandes du prêt pourront être formulées directement dans l'Extranet des prêts (EPN FAFI) en mode autonome ou via les systèmes informatiques propres aux

Régions après réalisation par leurs soins des travaux nécessaires à la mise en place de ces flux informatiques.

La mise en place des prêts dans l'EPN FAFI se déroule en 4 étapes.

Etape 1 : Décision d'octroi du prêt :

L'opérateur renseigne les caractéristiques du prêt et du prêt bancaire complémentaire (montant et durée). Notifie au porteur de projet l'accord ou le refus du prêt à taux zéro. La date de la notification est enregistrée dans le système.

Etape 2 : l'opérateur édite dans l'EPN FAFI le contrat de prêt et mobilisation du prêt complémentaire

Etape 3 : Validation du bouclage du plan de financement et signature du contrat de prêt
L'opérateur constitue un dossier complet avec l'attestation sur l'honneur du bouclage du plan de financement. Envoie ce dossier à FAFI.

Etape 4 : Contrôle des pièces par FAFI et décaissement du prêt après validation du dossier
Les opérateurs adressent à FAFI une série de documents pour le versement du prêt à taux zéro : Contrat de prêt en 3 exemplaires (originaux) ; Copie du contrat de prêt bancaire ou attestation signée par la banque avec date de 1er déblocage ; IBAN et mandat de prélèvement SEPA daté et signé par le créateur (original) ; attestation de bouclage du plan de financement ; justificatif d'identité et justificatif d'immatriculation de l'entreprise
Si les pièces fournies sont conformes aux normes de contrôle, FAFI procède au décaissement du prêt. Dans le cas d'un dossier pour lequel une pièce est non conforme ou manquante, l'opérateur est informé et invité à apporter à FAFI les informations corrigées ou manquantes.

4.2 Suivi du recouvrement des prêts

Une fois le prêt décaissé, le dossier du créateur est suivi par un opérateur métier qui sera en charge de son bon remboursement au cours des trois premières années de son activité. Un numéro de prêt (corrélé au numéro CACRE dans le cadre du dispositif Nacre actuel) est affecté au dossier de prêt dans l'EPN FAFI. Il est indispensable à FAFI pour permettre le suivi de l'existence du prêt.

France Active Financement informe le titulaire du prêt et son opérateur de tout incident de remboursement.

En s'appuyant sur l'EPN FAFI, l'opérateur assure le suivi du prêt pendant les trois ans suivant sa mise en place afin de :
- Suivre les incidents relatifs à chaque dossier, et notamment les échéances impayées.
- Emettre des propositions de solution (régularisation, changement de compte à débiter ou de date de prélèvement, rééchelonnement, changement de quantième…)

La gestion contentieuse des prêts donne lieu à plusieurs procédures en fonction du motif de passage en contentieux (Déchéance du terme, décès, procédure collective, dossier en surendettement par la Banque de France.) Le traitement des dossiers est assuré par FAFI ou par un intervenant extérieur qu'il mandate. En cas d'échec total ou partiel de cette action de recouvrement amiable, les dossiers sont soumis pour décision de passage en perte à la direction régionale de la Caisse des Dépôts compétente.

ANNEXE 4 : AVENANTS AUX CONVENTIONS AVEC L'ADIE, LE RESEAU FRANCE ACTIVE, LE RESEAU FRANCE INITIATIVE, LE RESEAU ENTREPRENDRE

Avenant n°1 à la convention triennale entre l'ADIE, Afile 77 et la Région Ile-de-France pour la période 2014-2016

La Région Ile-de-France
dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N°CP XXX.

ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

L'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique),
dont le statut juridique est : Association loi de 1901,
dont le N°SIRET est 352 216 873 01565,
dont le siège social est situé au 139 boulevard de Sébastopol 75002 Paris,
représentée par son Président Frédéric LAVENIR, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé « l'Adie »,
d'autre part,

Afile 77
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
dont le N°SIRET est 384 706 412 00036
dont le siège social est situé au 10, rue Carnot – 77000 Melun
représenté par son Président Christian MESNIER, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé « AFILE 77 »
d'autre part,

L'Adie et l'AFILE 77 seront ci-après dénommés « les bénéficiaires ».

ARTICLE 1: OBJET

Le présent avenant a pour objet de prolonger de six mois la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 14-126 du 30 juin 2014 avec les associations, qui proposen un accompagnement et un financement adaptés à des porteurs de projet qui envisagent la création d'entreprise comme une voie de retour à l'emploi (demandeurs d'emploi, bénéficiaires de minima sociaux notamment), soit jusqu'au 30 juin 2017.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES :

D / Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Ce rapport met également en œuvre l'obligation pour les structures subventionnées d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016. Le nombre de stagiaires à recruter par structure est précisé dans la fiche projet afférente, annexée au projet de délibération.

Chacun des bénéficiaires s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

E / Obligations administratives et comptables relatives aux obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Les bénéficiaires doivent informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats…etc..) dans leur déroulement.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DU SOUTIEN REGIONAL

3.4 Versement du solde :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

-un ou des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

L'article 4 de la convention est modifié comme suit :

« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionale accordées pour le 1er semestre 2017 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention ».

ARTICLE 4 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux à Paris

Le

Pour l'ADIE	**Pour Afile 77**	**Pour la Région Ile-de-France,**
Le Président	**Le Président**	**La Présidente du Conseil Régional**
Frédéric LAVENIR	**Christian MESNIER**	**Valérie PECRESSE**

Avenant n°1 à la convention triennale entre le réseau France Active et la Région Île-de-France pour la période 2014-2016

Les parties signataires de la convention

La Région Ile-de-France
dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N°CP XXX.

ci-après dénommée « la Région »
d'une part

et

L'organisme dénommé France Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901,
sise 122 rue Réaumur 75002 Paris
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 27 avril 1988,
et dont le N°SIRET est 344 891 668 000 40 et code APE est 9499 Z
représentée par son Président Christian SAUTTER, habilité par ses statuts,

ci-après dénommé « France Active »

et

L'organisme dénommé France Active Garantie - FAG,
dont le statut juridique est : société anonyme, agréée en tant que société financière,
sise 122 rue Réaumur 75002 Paris
et dont le N°SIRET est 401 723 408 00027 et code APE est 6492 Z :
représentée par sa Directrice Générale, Anne FLORETTE,

ci-après dénommé « FAG »

et

L'organisme dénommé Ile-de-France Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 155 rue de Picpus. 75012 - PARIS
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 4/10/2001,
et dont le N°SIRET et code APE sont 442 562 716 00021 / 9499Z
représentée par son Président Lionnel RAINFRAY,
habilité par ses statuts,

ci-après dénommé « Ile-de-France Active »

et

L'organisme dénommé Paris Initiative Entreprise,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 68, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 02/11/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont 348 027 053 00043 / 9499Z
représentée par son Président Lucien JIBERT,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Paris Initiative Entreprise »

et

L'organisme dénommé Afile 77,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 10, rue Carnot, 77 000 Melun
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 06/11/1991,
et dont le N°SIRET et code APE sont 384 706 412 00036 / 8299Z
représentée par son Président, Christian MESNIER ,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Afile 77 »

et

L'organisme dénommé Yvelines Actives,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise Domaine La Bruyère – Bâtiment Rosny – 3 Rue Saint Charles 78000 Versailles
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 07/04/2009,
et dont le N°SIRET et code APE sont 512 426 644 00013 / 9499Z
représentée par son Président, Denis PAINCHAULT,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Yvelines Actives »

et

L'organisme dénommé Essonne Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 2, cours Monseigneur Roméro, 91 000 Evry
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 12/06/2006,
et dont le N°SIRET et code APE sont 491 530 275 / 9499Z
représentée par son Président, Gérard LEJEUNE,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Essonne Active »

et

L'organisme dénommé Hauts-de-Seine Initiative,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 123, rue Salvador Allende, 92 000 Nanterre
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 18/03/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 423 257 302 00012 / 9499Z
représentée par son Président, Lionnel RAINFRAY
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Hauts-de-Seine Initiative »

et

L'organisme dénommé Garances,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise C/O Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis 191, avenue Paul Vaillant Couturier 93000 Bobigny
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 30/05/1998,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 438 402 430 00039 / 9499Z
représentée par son Président, Thierry du BOUTIEZ de KERORGUEN

habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Garances »

et

L'organisme dénommé Val-de-Marne Actif pour l'Initiative,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 85-87 Avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 11/06/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 428 222 111 00026 / 9499Z
représentée par son Président, Patrick SIMOUNET,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Val-de-Marne Actif pour l'Initiative »

et

L'organisme dénommé Initiactive 95,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 3 avenue des Béguines 95800 Cergy Saint-Christophe
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 22/04/1994,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 401 566 252 00045 / 9499Z
représentée par son Président, Michel LEFEBVRE,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Initiactive 95 »
collectivement dénommés « les bénéficiaires », d'autre part ;

ARTICLE 1: OBJET

Le présent avenant a pour objet de prolonger de six mois la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 14-475 du 18 juin 2014 entre l'association, membre du réseau France active qui propose des garanties bancaires à des très petites entreprises portées par des publics en difficulté et une gamme de financement pour des entreprises ESS et la Région Ile-de-France, soit jusqu'au 30 juin 2017.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES :

2.4 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Ce rapport met également en œuvre l'obligation pour les structures subventionnées d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016. Le nombre de stagiaires à recruter par structure est précisé dans la fiche projet afférente, annexée au projet de délibération.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

2.5 Obligations administratives et comptables relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants:

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats…etc..) dans leur déroulement.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DU SOUTIEN REGIONAL

3.6 Versement du solde à Ile-de-France Active et aux 8 fonds territoriaux :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

-un ou des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

L'article 4 de la convention est modifié comme suit :

« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionale accordées pour le 1er semestre 2017 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention »

ARTICLE 4 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait en 12 exemplaires originaux à Paris, le

(date, signature et cachet de chaque organisme)

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional
Valérie PECRESSE

Pour France Active
Le Président
Christian SAUTTER

Pour France Active Garantie
La Directrice générale
Laure FLORETTE

Pour Ile-de-France Active
Le Président
Lionnel RAINFRAY

Pour Afile 77
Le Président,
Christian MESNIER

Pour Paris Initiative Entreprise
Le Président,
Lucien JIBERT

Pour Garances
Le Président,
Thierry Du BOUTIEZ De KERORGUEN

Pour Essonne Active
Le Président,
Gérard LEJEUNE

Pour Val-de-Marne Actif pour l'Initiative
Le Président,
Patrice SIMOUNET

Pour Hauts-de-Seine Initiative
Le Président
Lionnel RAINFRAY

Pour Initiactive 95
Le Président,
Michel LEFEBVRE

Pour Yvelines Actives
Le Président,
Denis PAINCHAULT

Avenant n°2 à la convention triennale entre la coordination Ile-de-France Initiative et la Région Ile-de-France pour la période 2013-2015

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé **Ile-de-France Initiative**
dont le statut juridique est : association loi 1901
dont le N°SIRET et code APE sont : 480 135 169 00047
dont le siège social est situé 25, Rue du Général Foy, 75008 Paris
représenté par son dirigeant, M. Édouard de PENGUILLY
habilité par Ile-de-France Initiative
ci-après dénommé « l'organisme »
d'autre part,

d'autre part,

ARTICLE 1: OBJET

Le présent avenant a pour objet de prolonger de six mois la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 13-367 du 30 mai 2013 entre Initiative Île-de-France et la Région Ile-de-France et prolongée jusqu'au 31 décembre 2016 par un avenant n°1 voté par délibération CP n°16-043 du 22 janvier 2016, soit jusqu'au 30 juin 2017.

ARTICLE 2 :

Au sein de l'article 2 relatif aux « OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE », il est inséré l'article suivant :

« ARTICLE 2.B : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

En conséquence, l'article 2.B « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES » devient l'article 2.C et l'article 2.C « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION » devient l'article 2.D.

Au sein du nouvel article 2.C relatif aux « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES », il est inséré après le dernier alinéa, l'alinéa suivant :

« Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »

ARTICLE 3 :

Au sein de l'article 5 relatif au « MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION REGIONALE » dans le paragraphe concernant le versement du solde, il est inséré à la suite des tirets les mentions suivantes :

« - un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.B de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

ARTICLE 4 :

Au sein de l'article 6 relatif à la « RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION », il est inséré la mention suivante :

« La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

ARTICLE 5 :

L'article 7 de la convention est modifié comme suit :
« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionales accordées pour l'année 2017 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention »

ARTICLE 6 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,

Le _____ Le _____

Pour l'Association	Pour la Région Ile-de-France
Le Président	La Présidente
	du Conseil régional d'Ile-de-France
Édouard de PENGUILLY	Valérie PECRESSE

Avenant n°2 à la convention triennale n° relative au partenariat entre les associations de prêt d'honneur et la Région Ile-de-France pour la période 2013-2015

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'association de prêt d'honneur francilienne,
régulièrement affiliée au réseau France Initiative depuis le.....
sise, ...
n° de SIRET :.....
et représentée par son Président, ...
ci-après dénommée l'Association,

d'autre part,

ARTICLE 1: OBJET

Le présent avenant a pour objet de prolonger de six mois la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 13-367 du 30 mai 2013 entre la plateforme de prêt d'honneur et la Région Ile-de-France et prolongée jusqu'au 31 décembre 2016 par un avenant n°1 voté par délibération CP n°16-043 du 22 janvier 2016, soit jusqu'au 30 juin 2017.

ARTICLE 2 :

Au sein de l'article 2 relatif aux « OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE », il est inséré l'article suivant :

« ARTICLE 2.B : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

En conséquence, l'article 2.B « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DE CHAQUE ENTITE SIGNATAIRE DE LA CONVENTION » devient l'article 2.C et l'article 2.C « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION » devient l'article 2.D.

Au sein du nouvel article 2.C relatif aux « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DE CHAQUE ENTITE SIGNATAIRE DE LA CONVENTION », il est inséré après le dernier alinéa, l'alinéa suivant :

« Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »

ARTICLE 3 :

Au sein de l'article 3.1. relatif au « DISPOSITIONS GENERALES » dans le paragraphe concernant le versement du solde, il est inséré à la suite des tirets les mentions suivantes :

« - un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.B de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

ARTICLE 4 :

Au sein de l'article 4 relatif à la « RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION », il est inséré la mention suivante :

« La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

ARTICLE 5 :

L'article 6 de la convention est modifié comme suit :
« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionales accordées pour l'année 2017 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention. »

ARTICLE 6 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,
Le _____ Le _____

Pour l'Association
Le Président

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

Avenant n°1 à la convention triennale entre la coordination Ile-de-France Initiative et la Région Ile-de-France pour la période 2013-2015

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'association Scientipôle Initiative,
régulièrement affiliée au réseau France Initiative depuis le.....
sise, ...
n° de SIRET :.....
et représentée par .....
ci-après dénommée l'Association de prêt d'honneur,

d'autre part,

ARTICLE 1: OBJET

Le présent avenant a pour objet de prolonger de six mois la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 13-367 du 30 mai 2013 entre Scientipôle Initiative et la Région Ile-de-France et prolongée jusqu'au 31 décembre 2016 par un avenant n°1 voté par délibération CP n°16-043 du 22 janvier 2016, soit jusqu'au 30 juin 2017.

ARTICLE 2 :

Au sein de l'article 2 relatif aux « OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION DE PRÊT D'HONNEUR », il est inséré l'article suivant :

« ARTICLE 2.B : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

Au sein de l'article 2.A relatif aux « OBLIGATIONS CONCERNANT LA CONVENTION », il est inséré après le dernier alinéa, l'alinéa suivant :

«11. Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »

ARTICLE 3 :

Au sein de l'article 3 relatif aux « MODALITES DE VERSEMENT DES DOTATIONS » dans le paragraphe concernant le versement du solde, il est inséré à la suite des tirets les mentions suivantes :

« - un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.B de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

ARTICLE 4 :

Au sein de l'article 4 relatif à la « RESTITUTION EVENTUELLE », il est inséré la mention suivante :

« La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

ARTICLE 5 :

L'article 5 de la convention est modifié comme suit :
« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionales accordées pour l'année 2017 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention »

ARTICLE 6 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,

Le _____ Le _____

Pour l'Association

Le Président

Pour la Région Ile-de-France

La Présidente

du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

Avenant n°2 à la convention n° relative au partenariat entre les associations de prêt d'honneur et la Région Ile-de-France pour la période 2013-2015

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'association de prêt d'honneur francilienne,
régulièrement affiliée au réseau Entreprendre depuis le.....
sise, ...
n° de SIRET :.....
et représentée par son Président, ...
ci-après dénommée l'Association,

d'autre part,

ARTICLE 1: OBJET

Le présent avenant a pour objet de prolonger de six mois la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 13-367 du 30 mai 2013 entre la plateforme de prêt d'honneur et la Région Ile-de-France et prolongée jusqu'au 31 décembre 2016 par un avenant n°1 voté par délibération CP n°16-043 du 22 janvier 2016, soit jusqu'au 30 juin 2017.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

L'article 6 de la convention est modifié comme suit :
« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionales accordées pour l'année 2017 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention »

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,

Le _____ Le _____

Pour l'Association

Le Président

Pour la Région Ile-de-France

La Présidente

du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

ANNEXE 5 : CONVENTION TYPE COUVEUSES ET CAE

CONVENTION N°……

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE
ET
…….
AIDE AU FONCTIONNEMENT

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
ayant son siège social 33, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS,
représentée par son Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
habilitée en vertu de la délibération n° CPXX du XXXXX

ci-après dénommée la Région,
d'une part,

NOM BENEFICIAIRE
N° de SIRET ……
Sis ……
et représenté par ……..

ci-après dénommée le bénéficiaire,
d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- S'il s'agit d'une action d'accompagnement ante ou post création, la subvention est versée aux entités accompagnées, bénéficiaires finales de l'aide, en application du règlement CE n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides « de minimis » ; et conformément à l'article L.1511-2 du code général des collectivités territoriales.

- La présente convention s'inscrit dans les dispositions du règlement d'intervention régional cadre relatif au dispositif d'appui à la création de « couveuses et coopératives d'activités et d'emploi (CAE) » et ce financement des nouveaux entrants dans ces structures voté par délibération du Conseil régional n° CR 93-12 du 22 novembre 2012. »

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CPXX-XXX, la Région a décidé d'accorder des subventions à …….., opérations décrites dans l'annexe technique et financière intitulée « fiche projet » à la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire a pour obligations de :

A/ obligations concernant l'opération subventionnée

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies dans l'annexe technique et financière à la présente convention.
- Se conformer aux dispositions du règlement d'intervention régional cadre relatif au dispositif d'appui à la création de « couveuses et coopératives d'activités et d'emploi (CAE) » et ce financement des nouveaux entrants dans ces structures
- Fournir à la Région tout élément utile au suivi de l'avancement du projet et à l'évaluation des résultats (rapport intermédiaire et annuel chiffré et détaillé par antenne : présentation des étapes du projet, niveau de réalisation des indicateurs d'évaluation, difficultés particulières sur les territoires, etc.).
- Inviter la Région à participer comme membre de droit aux comités de pilotage et/ou d'admission des porteurs de projet au sein de la structure bénéficiaire de la présente aide,
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

B/ Obligation relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

- Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
- Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

C/ obligations administratives

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Communiquer à la Région, dans les deux mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés dans l'article 5 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.

- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
    - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert comptable ;
    - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
    - un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

D/ Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le co-contractant s'engage à :

- Faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
- La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
- Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.
- Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Direction du développement économique et de l'innovation sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le co-contractant dans sa démarche.

E/ Obligations relative à la réglementation des aides d'Etat

Si le projet porté par le bénéficiaire est constitutif d'une aide d'État pour les entités accompagnées, le bénéficiaire de la subvention devra vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide qui sera alors fondée sur le règlement de minimis susvisé, lui notifier la nature et le montant de l'aide et remonter la liste des bénéficiaires à la Région.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement, les projets menés par …….. selon les modalités suivantes :

Nom Antenne	Généraliste/ESS	Montant prévisionnel de subvention	Objectif en nombre de nouveaux entrants
……			
……..			
……..			
TOTAL			

Il est rappelé que ces subventions se calculent de la manière suivante :

- 2 000 € par porteur de projet dans la limite de 45 000 € par antenne généraliste des couveuses ou 60 000 € par antenne généraliste des Coopératives d'Activités et d'Emplois
- 2 500 € par porteur de projet dans la limite de 50 000 € par antenne spécialisée dans les projets d'économie sociale et solidaire des couveuses ou 60 000 € par antenne spécialisée dans les projets d'économie sociale et solidaire des Coopératives d'Activités et d'Emplois

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION REGIONALE

Pour les subventions de fonctionnement, les règles de caducité sont les suivantes :

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 1 an, à compter de la date d'attribution de la subvention (date de la CP) pour présenter un premier appel de fonds (un appel de fonds est une avance, un acompte ou la demande de solde).

Passé ce délai, la convention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision du président si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

La demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum de 3 ans, à compter de la date de demande de premier appel de fonds.
A défaut, la convention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu.

Le versement d'avances : si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles et en proportion du taux de la subvention, à la notification de la subvention, d'un montant maximum de 50% du montant affecté et sur présentation :

- D'un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme,
- D'un plan de trésorerie démontrant son besoin d'avance. Ce plan de trésorerie est celui de la structure porteuse de la couveuse/CAE. Il est signé par le représentant de l'organisme,
- D'un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet financé. Ce plan est signé par le représentant de l'organisme.

Le versement d'acomptes, calculés en fonction du nombre de porteurs de projet accueillis depuis le début de la période, versé sur présentation :

- D'un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme,
- D'un tableau récapitulatif des nouveaux porteurs de projets accompagnés par antenne sur la période. Ce tableau contient la liste nominative des porteurs de projets, leur antenne de rattachement, leur domiciliation, la date d'entrée et est signé par le représentant de l'organisme. Le montant de l'acompte est calculé à raison de 2000 € par

nouveau porteur de projet accueilli pour les antennes généralistes et 2 500 € par porteur de projet pour les antennes spécialisées ESS.

Le total des avances et des acomptes versés ne peut excéder 80% de la subvention prévue.
Le versement du solde de la subvention est effectué sur présentation :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- D'un appel de fonds, signé par le représentant légal de la structure qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération,
- D'un tableau récapitulatif de l'ensemble des porteurs de projets accueillis par antenne sur la période signé par le représentant légal. Ce tableau contient la liste nominative des porteurs de projets, leur antenne de rattachement, leur domiciliation et leur date d'entrée. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- D'un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- D'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.B de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général de la Région d'Ile-de-France.

ARTICLE 5 - MODALITES DE REVISION DE LA SUBVENTION

Lors du versement du solde, le montant de la subvention est révisé en fonction du nombre de porteurs de projet effectivement nouvellement accueillis par antenne, selon les modalités inscrites ci-dessus et dans la limite de la subvention prévue.

ARTICLE 6 - ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier xxx jusqu'au 31 décembre xxxxx.

ARTICLE 7 - RESTITUTION EVENTUELLE

Le reversement total de la subvention sera exigé en cas d'inexécution de la convention notamment :

- dans le cas de non respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier,
- en cas d'utilisation des fonds non-conforme à leur objet.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues dans l'article 9 « résiliation de la convention ».

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions effectuées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant soumis préalablement à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 9 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date d'attribution de la subvention. Elle prend fin lors du versement du solde de la dernière dotation régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que l'annexe technique et financière ou l'ensemble des annexes techniques et financières (intitulée(s) Fiche projet).

Fait à Paris,

en 3 exemplaires originaux,

Le ……	Le …….
pour le bénéficiaire,	pour la Région d'Ile-de-France,
son représentant légal,	la Présidente du Conseil Régional
(*signature et cachet*)	Valérie PECRESSE

ANNEXE 6 : FICHES PROJETS ADIE ET AFILE 77

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002753

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AFILE 77 - AIDE DE FONCTIONNEMENT MICROCREDIT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	78 000,00 €	21,33 %	16 640,00 €
	Montant Total de la subvention		16 640,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AFILE 77
Adresse administrative : 10 RUE CARNOT
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian MESNIER, Président

Date de publication au JO : 11 décembre 1991

N° SIRET : 38470641200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avce la Région, il estproposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017

Objectifs :
L'objectif du 1er semestre 2017 est d'accompagner et de financer 32 entreprises nouvelles.
Le public cible de l'AFILE 77 (créateurs, demandeurs d'emplois, allocataires de minima sociaux, travailleurs pauvres) doit présenter 65 % de son activité.

Description :

L'AFILE 77 accompagne et finance, en Seine et marne, les porteurs de projets de très petites entreprises qui n'ont pas accès au créditt bancaire, en leur proposant un microcrédit.

Moyens mis en œuvre :
Depuis janvier 2013, AFILE 77 consacre 2 ETP à l'activité de microcrédit ce qui a permis une augmentation significative du nombre de microcrédits accordés.

Pour poursuivre cette dynamique, AFILE 77 mettra l'accent sur :
-le développement de son offre d'axcompagnement pour améliorer la pérennité des entreprises créées,
-la proposition d'une offre de microassurance adaptée à ces créateurs,
-le renforcement des partenariats avec les prescripteurs et l'amélioration de l'information sur l'offre de microcrédit afin de mieux orienter les porteurs de projets vers AFILE 77,
-le renforcement de sa présence dans les quartiers.

Intérêt régional :
Accès au crédit pour les publics non bancarisés afin de mener à bien leur projet d'entreprise et ainsi sortir d'une situation économique particulièrement difficile.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est constitué des créateurs d'entreprises qui ne peuvent accéder au crédit par la voie classique, majoritairement des demenaduers d'emplois et bénéfciiares des minima sociaux.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à financer l'AFILE 77 par le biais d'une subvention annuelle déterminée par le nombre prévisionnel, puis effectif, de dossiers d'entreprises instruits et financés dans l'année à hauteur de 520 € par projet d'entreprise nouvelle financée.
L'objectif d'AFILE 77 est d'accorder 32 microcrédits création en 2017.

Une affectation à hauteur de 16 640 € est proposée, soit 32 microcrédits X 520 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 400,00	3,08%
Services externes	4 700,00	6,03%
Frais de personnel	63 700,00	81,67%
Charges financières	1 125,00	1,44%
Autres services extérieurs	4 150,00	5,32%
Dotations et provisions	1 925,00	2,47%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSE	29 160,00	37,38%
Région	16 640,00	21,33%
Département	23 200,00	29,74%
ADIE	9 000,00	11,54%
Total	78 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	107 000,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	39 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	7 200,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	105 364,65 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	35 880,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	207 148,50 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2016	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	33 280,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	17 500,00 €
	Montant total	1 100 773,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002754

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ADIE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	1 550 204,00 €	19,09 %	295 880,00 €
	Montant Total de la subvention		295 880,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE
Adresse administrative : 139 BOULEVARD DE SEBASTOPOL 75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric LAVENIR, Président

Date de publication au JO : 1 février 1989

N° SIRET : 35221687301565

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
L'objectif pour le 1er semestre 2017 est d'accompagner et de financer 650 entreprises nouvelles, dont ¼ situés dans les quartiers sensibles d'Ile-de-France.

L'Adie s'engage par ailleurs à maintenir son public cible les créateurs demandeurs d'emplois, les

allocataires de minima sociaux, les travailleurs pauvres doivent représenter au minimum 70% de l'activité.

L'ADIE s'engage à accompagner 25 projets en phase métier 2 Nacre

Description :
L'Adie accompagne et finance les porteurs de projets de très petites entreprises qui n'ont pas accès au crédit bancaire, en leur proposant un microcrédit.

Moyens mis en œuvre :
Ses efforts porteront sur :

- la mise en oeuvre du nouveau plan stratégique 2015-2017 de l'Adie, autour de 3 axes prioritaires : l'accompagnement des créateurs dans la durée, le digital au service des clients et une évolution de l'organisation interne en équipes intégrées (salariés/bénévoles).
- le renforcement de l'ancrage local, l'approfondissement des partenariats existants et la conduite d'actions de communication régulières, permettant à l'Adie d'être visible des porteurs de projets.
- l'accompagnement des jeunes.
- le renforcement de l'accompagnement sur le développement commercial.
- le maintien d'un niveau de risque maîtrisé.
- l'extension des services de microassurance.

Intérêt régional :
Accès au crédit pour les publics non bancarisés afin de mener à bien leur projet d'entreprise et sortir ainsi d'une situation économique particulièrement difficile.

Accompagnement de porteurs de projet en phase métier 2 Nacre : aide à la structuration financière du projet, intermédiation bancaire et appui à la demande de prêt à taux zéro Nacre.

La subvention fléchée sur le microcrédit donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui des créateurs d'entreprises qui ne peuvent accéder au crédit par la voie classique.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à financer l'ADIE par le biais d'un avenant à la subvention triennale déterminée par le nombre prévisionnel, puis effectif, de dossiers d'entreprise instruits et financés dans l'année à hauteur de 520 € par projet d'entreprise nouvelle.

Il est prévu de créer 569 entreprises nouvelles dont 25 NACRE (569 * 520 €) soit un appui régional de 295 880 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	21 590,00	1,39%
Services extérieurs	267 633,00	17,26%
Autres services extérieurs	47 315,00	3,05%
Impôts et taxes	4 591,00	0,30%
Charges de personnel	991 252,00	63,94%
Dotation aux amortissements	550,00	0,04%
Transfert de charges	-990,00	-0,06%
Charges indirectes	218 263,00	14,08%
Total	1 550 204,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	125 750,00	8,11%
Région	295 880,00	19,09%
Région ERP	80 000,00	5,16%
Conseils départementaux	345 000,00	22,26%
Communes	40 000,00	2,58%
Fonds européens	250 000,00	16,13%
Autres produits	288 574,00	18,62%
Produits financiers	125 000,00	8,06%
Total	1 550 204,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	295 880,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Appui aux actions de formation entrepreneuriale et d'accompagnement des porteurs de projets à fort potentiel économique et social	200 000,00 €
2014	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	1 015 200,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	624 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	450 000,00 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	225 000,00 €
2015	Fonds de prêts d'honneur - ADIE	300 000,00 €
2015	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	1 200 000,00 €
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	603 720,00 €
2016	Ecole Régionale des Projets - ERP	163 000,00 €
2016	Fonds de prêts d'honneur - ADIE	300 000,00 €
2016	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	0,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	1 000 000,00 €
2016	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	566 340,00 €
	Montant total	6 647 260,00 €

ANNEXE 7 : FICHES PROJETS FRANCE ACTIVE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002641

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : YVELINES ACTIVES - SUBVENTION FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	210 000,00 €	19,43 %	40 800,00 €
	Montant Total de la subvention		40 800,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : YVELINES ACTIVES
Adresse administrative : 3 RUE SAINT CHARLES
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis PAINCHAULT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51242664400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pr existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE en Ile-de-France.

Indicateurs d'évaluation et reporting :

- Nombre d'entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité intermédiaire (remis en mai et septembre pour 4 mois d'activités) et annuel (remis en janvier de l'année n+1) d'Ile-de-France Active.

Ces rapports d'activité devront faire une synthèse de l'activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 30 500 € ou 45 000 € selon les départements. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional :
Faciliter l'accès au financement pour les structures de l'ESS
Faciliter l'accès au crédit bancaire pour les TPE

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.
Garantie TPE :
- 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les structures qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plateformes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS
Enveloppe affectée : 24 000 €
L'objectif est de 6 structures financées (6*4000€).

Garantie TPE
Enveloppe affectée : 16 800 €
L'objectif est de 28 entreprises nouvelles financées dont 8 NACRE (28 *600 €).

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 500,00	1,67%
Charges externes	10 750,00	5,12%
Charges de personnel	176 200,00	83,90%
Autres charges externes	15 300,00	7,29%
Autres charges de gestion courante	4 250,00	2,02%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 800,00	19,43%
Prestation de service	6 500,00	3,10%
Autres produits	162 700,00	77,48%
Total	210 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	83 800,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	49 786,23 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	73 800,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	130 531,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	73 800,00 €
	Montant total	411 717,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002640

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VAL DE MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	386 500,00 €	7,76 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE
Adresse administrative : 85 AV DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice SIMOUNET, Président

Date de publication au JO : 3 janvier 2011

N° SIRET : 42822211100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire dans le Val-de-Marne.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE dans le Val-de-Marne.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel d'Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 45 000 €. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional :
Faciliter l'accès au financement pour les structures de l'ESS
Fcailiter l'accès au crédit bancaire pour les TPE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, entreprises agréées solidaires, coopératives...)

Garantie TPE :
- au minimum 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les TPE qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plates-formes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS
Enveloppe affectée : 24 000 €
L'objectif est de 6 structures financées (6*4 000€).

Garantie TPE
Enveloppe affectée : 6 000 €
L'objectif est de 10 entreprises nouvelles financées (10 *600 €).

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 350,00	1,90%
Services extérieurs	41 150,00	10,65%
Charges de personnel	272 200,00	70,43%
Autres charges de gestion courante	6 300,00	1,63%
Autres services extérieurs	59 500,00	15,39%
Total	386 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	7,76%
Prestation de service	15 000,00	3,88%
Autres produits	341 500,00	88,36%
Total	386 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	70 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	79 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	50 000,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
	Montant total	815 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002639

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARIS INITIATIVE ENTREPRISE - SUBVENTION FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	536 000,00 €	11,04 %	59 200,00 €
	Montant Total de la subvention		59 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES
Adresse administrative : 68 BD MALESHERBES
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lucien JIBERT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34802705300043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise enc ompte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'Economie Sociale et Solidaire à Paris.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE à Paris.

Indicateurs d'évaluation et reporting :

- Nombre d'entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel d'Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 30 500 € ou 45 000 € selon les départements. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional :
Faciliter l'accès au financement pour les structures de l'ESS
Faciliter l'accès au crédit bancaire pour les TPE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, coopératives, entreprises agréées solidaires...)

Garantie TPE :
- 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les TPE qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plateformes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS
Enveloppe affectée : 52 000 €
L'objectif est de 13 structures financées (13*4 000€)

Garantie TPE
Enveloppe affectée : 7 200 €

L'objectif est de 12 entreprises nouvelles financées (12 *600 €).

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 500,00	0,84%
Services extérieurs	48 150,00	8,98%
Autres services extérieurs	76 550,00	14,28%
Charges de personnel	374 000,00	69,78%
Autres charges de egstion courantes	32 800,00	6,12%
Total	536 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	59 200,00	11,04%
Autres produits	476 800,00	88,96%
Total	536 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	59 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	138 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	480 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	123 600,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	400 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	280 000,00 €

2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	350 000,00 €
	Montant total	2 286 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002638

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INITIACTIVES 95 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	890 500,00 €	5,08 %	45 200,00 €
	Montant Total de la subvention		45 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE
Adresse administrative : 3 AV DES BEGUINES
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEFEVRE, Président

Date de publication au JO : 25 février 2012

N° SIRET : 40156625200060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire dans le Val-d'Oise.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE dans le Val d'Oise.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel d'Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 30 500 € ou 45 000 € selon les départements. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional : Faciliter l'accès au financement pour les structures de l'ESS
Faciliter au crédit bancaire pour les TPE

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, entreprises agréées solidaires, coopératives...)

Garantie TPE :
- 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les TPE qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plates-formes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS
Enveloppe affectée : 32 000 €
L'objectif est de 8 structures financées (8*4 000€).

Garantie TPE
Enveloppe affectée : 13 200 €
L'objectif est de 22 entreprises nouvelles financées (22 *600 €).

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 250,00	1,38%
Services extérieurs	101 000,00	11,34%
Autres services extérieurs	171 250,00	19,23%
Charges de personnel	550 000,00	61,76%
Autres charges de gestion courantes	56 000,00	6,29%
Total	890 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	45 200,00	5,08%
Prestations de services	1 000,00	0,11%
Autres produits	844 300,00	94,81%
Total	890 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	102 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	300 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	33 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	259 737,71 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	270 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	32 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	370 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	18 500,00 €
	Montant total	2 062 737,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002637

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : HAUTS DE SEINE INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	392 200,00 €	8,77 %	34 400,00 €
	Montant Total de la subvention		34 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAUTS DE SEINE INITIATIVES
Adresse administrative : 123 RUE SALVADORE ALLENDE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionel RAINFRAY, Président

Date de publication au JO : 21 octobre 2010

N° SIRET : 42325730200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE en Ile-de-France.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité intermédiaire (remis en mai et septembre pour 4 mois d'activités) et annuel (remis en janvier de l'année n+1) d'Ile-de-France Active.

Ces rapports d'activité devront faire une synthèse de l'activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 30 500 € ou 45 000 € selon les départements. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional :
Faciliter l'accès au financement pour les structures de l'ESS.
Faciliter l'accès au crédit bancaire pour les TPE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.
Garantie TPE :
- 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les structures qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plates-formes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS

Enveloppe affectée : 32 000 €
L'objectif est de 8 structures financées (8*4000€).

Garantie TPE
Enveloppe affectée : 2 400 €
Enveloppe affectée à 4 entreprises nouvelles financées (4 *600 €).

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	103 300,00	26,34%
Charges de personnel	265 900,00	67,80%
Autres charges de egstion courante	23 000,00	5,86%
Total	392 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	34 400,00	8,77%
Prestations de services	7 200,00	1,84%
Autres produits	350 600,00	89,39%
Total	392 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	78 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	160 063,43 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	80 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	32 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	300 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	18 500,00 €
	Montant total	1 457 163,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002636

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : GARANCES - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	188 600,00 €	32,87 %	62 000,00 €
	Montant Total de la subvention		62 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GARANCES GARANT COMMUN ENTREPRENEURS SOC CCI
Adresse administrative : 191 AV PAUL VAILLANT COURTURIER 93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry DU BOUETIEZ, Président

Date de publication au JO : 3 novembre 2007

N° SIRET : 43840243000054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avce la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2016.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Seine-Saint-Denis.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE en Seine-Saint-Denis.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel d'Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 45 000 € garanti. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional :
Faciliter l'accès au fiannecemnt pour les strcutures de l'ESS.
Faciliter l'accès au crédit banacire pour les TPE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, entreprises agréées solidaires, coopératives...)
Garantie TPE :
- au minimum 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les TPE qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plates-formes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS
Enveloppe affectée : 32 000 €
L'objectif est de 8 structures financées (8*4000€).

Garantie TPE

Enveloppe affectée : 30 000 €
L'objectif est de 50 entreprises nouvelles financées dont 36 Nacre (50 *600 €).

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 000,00	1,59%
Services extérieurs	17 400,00	9,23%
Autres services extérieurs	15 000,00	7,95%
Charges de personnel	126 500,00	67,07%
Autres charges de gestion courante	26 700,00	14,16%
Total	188 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	62 000,00	32,87%
Prestation de service	3 300,00	1,75%
Autres produits	123 300,00	65,38%
Total	188 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	95 800,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	45 307,14 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	84 800,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	84 800,00 €
	Montant total	310 707,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002635

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AFILE 77 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	484 150,00 €	14,62 %	70 800,00 €
	Montant Total de la subvention		70 800,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AFILE 77
Adresse administrative : 10 RUE CARNOT
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence RIGAULT, Directrice

Date de publication au JO : 11 décembre 1991

N° SIRET : 38470641200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE en Ile-de-France.

Indicateurs d'évaluation et reporting :

- Nombre d'entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel (remis en janvier de l'année n+1) d'Ile-de-France Active.

Ces rapports d'activité devront faire une synthèse de l'activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 30 500 € ou 45 000 € selon les départements. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional :
Faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.
Faciliter l'accès au crédit bancaire pour les TPE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.
Garantie TPE :
- 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les structures qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plateformes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS
Enveloppe affectée : 24 000 €
L'objectif est de 6 structures financées (6*4000€).

Garantie TPE
Enveloppe affectée : 46 800 €

L'objectif est de 78 entreprises nouvelles financées dont 40 NACRE (78 *600 €).

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	15 450,00	3,19%
Services extérieurs	36 000,00	7,44%
Autres services extérieurs	9 700,00	2,00%
Autres charges de gestion courante	19 500,00	4,03%
Charges de personnel	403 500,00	83,34%
Total	484 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	70 800,00	14,62%
Prestations de services	3 050,00	0,63%
Autres produits	410 300,00	84,75%
Total	484 150,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	94 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	107 000,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	39 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	7 200,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	105 364,65 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures	94 200,00 €

	de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	35 880,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	207 148,50 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2016	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	33 280,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	17 500,00 €
	Montant total	1 100 773,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002634

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ESSONNE ACTIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	409 550,00 €	10,11 %	41 400,00 €
	Montant Total de la subvention		41 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE ACTIVE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard LEJEUNE, Président

Date de publication au JO : 8 juillet 2006

N° SIRET : 49153027500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE en Ile-de-France.

Indicateurs d'évaluation et reporting :

- Nombre d'entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES et TPE
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES et TPE
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité intermédiaire (remis en mai et septembre pour 4 mois d'activités) et annuel (remis en janvier de l'année n+1) d'Ile-de-France Active.

Ces rapports d'activité devront faire une synthèse de l'activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Activité de garantie des TPE :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement puis assure le suivi du remboursement. L'outil de financement mobilisé pour la TPE est la garantie. Celle-ci peut aller jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 30 500 € ou 45 000 € selon les départements. Cette garantie peut être activée pour des TPE en création ou en reprise. Le fonds territorial joue un rôle de médiation bancaire dans la construction du tour de table financier.
La garantie TPE de FAG limite les cautions personnelles, ce qui en fait un outil très sécurisant principalement au service des créateurs en difficulté (demandeurs d'emplois, allocataires des minima sociaux).

Intérêt régional :
Faciliter l'accès au financement pour les structures de l'ESS.
Faciliter l'accès au crédit bancaire pour les TPE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.
Garantie TPE :
- 65 % issus de publics en difficulté (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emplois),
- le financement régional ne sera pas activé pour les structures qui bénéficient par ailleurs d'un autre dispositif de financement soutenu par la Région (à l'instar notamment des prêts d'honneur effectués par les Plates-formes d'initiatives locales).

Détail du calcul de la subvention :
Financement ESS
Enveloppe affectée : 24 000 €
L'objectif est de 6 structures financées (6*4 000€).

Garantie TPE
Enveloppe affectée : 17 400 €
L'objectif est de 29 entreprises nouvelles financées dont 9 NACRE (29 *600 €).
Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	97 350,00	23,77%
Services extérieurs	29 900,00	7,30%
Charges de personnel	247 800,00	60,51%
Autres charges de gestion courante	12 000,00	2,93%
Autres services extérieurs	22 500,00	5,49%
Total	409 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	41 400,00	10,11%
Prestations de services	19 700,00	4,81%
Autres produits	348 450,00	85,08%
Total	409 550,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	41 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	13 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	85 200,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	28 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	50 000,00 €
2015	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	31 500,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	75 400,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	35 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 100,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	165 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	75 400,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	16 500,00 €
	Montant total	580 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002642

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ILE DE FRANCE ACTIVE 2017 - SUBVENTION DE RESEAU FRANCE ACTIVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la coordination régionale d'Ile-de-France Active	104 450,00 €	42,13 %	44 000,00 €
	Montant Total de la subvention		44 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE DE FRANCE ACTIVE
Adresse administrative : 155 RUE DE PICPUS
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionnel RAINFRAY, Président

Date de publication au JO : 26 octobre 2001

N° SIRET : 44256271600021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la coordination régionale d'Ile-de-France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
L'objectif pour l'année 2017 est d'assurer le bon fonctionnement des programmes FINES et TPE. La coordination régionale sur ce programme se décline ainsi : reporting pour l'ensemble des fonds auprès des partenaires régionaux (principalement Région, Caisse des dépôts), organisation et animation des comités d'engagement régionaux, mise en place des financements et suivi des remboursements sur les outils relevant du programme FINES (contrat d'apport associatif, fonds d'amorçage associatif, Fonds régional d'investissement solidaire), développement de l'activité sur les programmes TPE et FINES au moyen de la mise en place de nouveaux partenariats, formation des chargés de mission aux outils de financement et aux spécificités des entreprises solidaires, soutien en instruction le cas échéant.

Ile-de-France Active s'engage à communiquer autour des outils de financement à disposition des créateurs d'entreprises notamment auprès des réseaux bancaires et des acteurs de l'économie sociale et solidaire régionaux (têtes de réseaux représentants des structures du secteur, acteurs de l'accompagnement et du financement spécialisés) et ce afin d'augmenter la visibilité de leur action et d'accroître leur activité.
Au-delà, Ile-de-France Active s'engage à construire des relations de partenariats avec ces acteurs afin de faciliter le repérage des dossiers dans les territoires.

Ile-de-France Active s'engage à informer tous les bénéficiaires finaux de la contribution apportée par la Région Ile-de-France.

Description :
Ile-de-France Active assure la coordination de l'activité France Active des huit fonds territoriaux franciliens, un par département.
L'objectif pour l'année 2017 est de continuer à assurer le bon fonctionnement du programme financement des entreprises solidaires, de poursuivre les partenariats avec les réseaux de l'économie sociale et solidaire et les banques. La dynamisation de l'activité ESS, restée stable entre 2011 et 2016, sera une priorité.

Intérêt régional :
Soutien au développement de l'activité de financement de l'ESS et au financement de la création d'activités TPE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à financer Ile-de-France Active par le biais d'une subvention de fonctionnement de 44 000 € pour le 1er semestre 2017.

Cette subvention couvre la coordination régionale sur les programmes de financement des entreprises solidaires et des TPE.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 500,00	2,39%
Services extérieurs	7 100,00	6,80%
Charges de personnel	71 750,00	68,69%
Autres charges	23 100,00	22,12%
Total	104 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	44 000,00	42,13%
Prestations de services	8 250,00	7,90%
Autres produits	52 200,00	49,98%
Total	104 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	35 000,00 €
2014	Soutien à la coordination régionale d'Ile-de-France Active	100 000,00 €
2015	Soutien à la coordination régionale d'Ile-de-France Active	88 400,00 €
2016	Soutien à la coordination régionale d'Ile-de-France Active	74 000,00 €
	Montant total	297 400,00 €

ANNEXE 8 : FICHES PROJETS PRÊTS D'HONNEUR RESEAUX INITIATIVE ET ENTREPRENDRE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002595

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FIDEP (VMAPI) FONDS INITIATIVE DEVEL ENTREPR POTENTIEL - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	355 350,00 €	1,69 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE
Adresse administrative : 85 AV DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice SIMOUNET, Président

Date de publication au JO : 3 janvier 2011

N° SIRET : 42822211100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur.
Absorption de FIDEP par VMAPI.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :

Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à potentiel

Détail du calcul de la subvention :
5 projets * 1200€/projet = 6 000 €.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	257 000,00	72,32%
Représentation et communication	3 000,00	0,84%
Frais administratifs	72 350,00	20,36%
Loyer et charges	23 000,00	6,47%
Total	355 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 000,00	1,69%
Autres collectivités territoriales	176 457,00	49,66%
Autres subventions	140 793,00	39,62%
Autres produits	32 100,00	9,03%
Total	355 350,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	70 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	79 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	50 000,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
	Montant total	815 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002597

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARIS ENTREPRENDRE -SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	296 000,00 €	6,08 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE PARIS
Adresse administrative : 32 RUE DU FBG POISSONNIERE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric Coisne, Président

Date de publication au JO : 9 mai 2009

N° SIRET : 45100338800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à potentiel

Détail du calcul de la subvention :
15 dossiers * 1200€/dossier = 18 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	150 000,00	50,68%
Représentation et communication	35 500,00	11,99%
Frais administratifs	20 500,00	6,93%
Loyers et charges	90 000,00	30,41%
Total	296 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	18 000,00	6,08%
Cotisations	258 000,00	87,16%
Mairie de Paris	20 000,00	6,76%
Total	296 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	36 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	36 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	36 000,00 €
	Montant total	258 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002598

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	166 500,00 €	8,65 %	14 400,00 €
	Montant Total de la subvention		14 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE CARRE HAUSSMANN
Adresse administrative : 4 ALL DU TRAIT D'UNION 77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Association
Représentant : Marc Mancini, Président

Date de publication au JO : 30 octobre 1999

N° SIRET : 42479210900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à potentiel

Détail du calcul de la subvention :
12 dossiers*1200 €/dossiers=14 400 €

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	111 000,00	66,67%
Représentations et communication	25 000,00	15,02%
Frais administratifs	20 500,00	12,31%
Loyer et charges	10 000,00	6,01%
Total	166 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	14 400,00	8,65%
Cotisations	64 000,00	38,44%
Autres collectivités	31 000,00	18,62%
autres subventions	57 100,00	34,29%
Total	166 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
	Montant total	384 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002599

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	355 421,00 €	2,36 %	8 400,00 €
	Montant Total de la subvention		8 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE
Adresse administrative : 33 AV PIERRE BROSSOLETTE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Alain-Philippe Etlin, Présidente

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 78882961200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à potentiel

Détail du calcul de la subvention :
7 dossiers*1200€/dossiers = 8 400 €

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	257 041,00	72,32%
Représentation et communication	3 000,00	0,84%
Frais administratifs	72 380,00	20,36%
Loyer et charges	23 000,00	6,47%
Total	355 421,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	8 400,00	2,36%
Cotisations	11 125,00	3,13%
Autres collectivités territoriales	164 752,00	46,35%
Autres subventions	171 144,00	48,15%
Total	355 421,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 600,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	651 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002600

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	95 810,00 €	8,77 %	8 400,00 €
	Montant Total de la subvention		8 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE
Adresse administrative : 1 MAIL GAY-LUSSAC
95000 NEUVILLE-SUR-OISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pizzaferi, Présidente

Date de publication au JO : 12 juin 2010

N° SIRET : 52297709900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à potentiel

Détail du calcul de la subvention :
7 projets * 1200€/projet = 8 400 €

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	67 510,00	70,46%
Charges d'exploitation	26 800,00	27,97%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 250,00	1,30%
Impôts et taxes	250,00	0,26%
Total	95 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Tranche 1	8 400,00	8,77%
Produits d'exploitation	70 410,00	73,49%
Autres produits	17 000,00	17,74%
Total	95 810,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	14 400,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
	Montant total	510 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002601

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	127 000,00 €	9,45 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE TOURAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Pierre Violot, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51281922800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé un prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à potentiel

Détail du calcul de la subvention :
10 dossiers * 1200€/dossiers = 12 000 €.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	90 500,00	71,26%
Représentation et communication	18 000,00	14,17%
Frais administratifs	17 500,00	13,78%
Loyer et charges	1 000,00	0,79%
Total	127 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 000,00	9,45%
Cotisations	109 500,00	86,22%
Autres collectivités territoriales	5 500,00	4,33%
Total	127 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	14 400,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
	Montant total	712 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002602

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE 92 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	142 500,00 €	8,42 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 92 ENTREPRENDRE
Adresse administrative : 14 RUE VICTOR HUGO
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain Goetzmann, Président

Date de publication au JO : 27 janvier 1998

N° SIRET : 42147333100062

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à fort potentiel

Détail du calcul de la subvention :
10 dossiers *1200 €/dossiers=12 000 €

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	95 000,00	66,67%
Représentation et communication	15 000,00	10,53%
Frais administratifs	25 000,00	17,54%
Loyer et charges	7 500,00	5,26%
Total	142 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	12 000,00	8,42%
Cotisations	88 000,00	61,75%
Autres collectivités territoriales	27 500,00	19,30%
Autres subventions	15 000,00	10,53%
Total	142 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
	Montant total	214 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002603

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE 93 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	100 900,00 €	8,33 %	8 400,00 €
	Montant Total de la subvention		8 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE 93
Adresse administrative : 35 RUE VICTOR HUGO
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry Petris, Président

Date de publication au JO : 29 mars 2003

N° SIRET : 44759111600036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE à potentiel

Détail du calcul de la subvention :
7 dossiers *1200 € /dossiers = 8 400 €

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	67 000,00	66,40%
Représentation et communication	12 500,00	12,39%
Frais administratifs	11 150,00	11,05%
Loyer et charges	5 250,00	5,20%
Charges exceptionnelles	5 000,00	4,96%
Total	100 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	8 400,00	8,33%
cotisations	58 200,00	57,68%
Autres collectivités territoriales	17 500,00	17,34%
Autres subventions	10 000,00	9,91%
Fonds de revitalisation	6 800,00	6,74%
Total	100 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 600,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	80 000,00 €
	Montant total	229 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002606

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ESSONNE INITIATIVE -SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	110 000,00 €	30,55 %	33 600,00 €
	Montant Total de la subvention		33 600,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO 91004 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 20 juillet 2013

N° SIRET : 41877378400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
56 dossiers dont 6 NACRE)* 600€ = 33 600 €.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	86 500,00	78,64%
Représentation et communication	5 500,00	5,00%
Frais administratifs	9 500,00	8,64%
Honoraires	8 500,00	7,73%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Tranche 1	33 600,00	30,55%
Cotisations	7 500,00	6,82%
Autres collectivités territoriales	19 500,00	17,73%
Autres subventions	24 400,00	22,18%
FSE	25 000,00	22,73%
Total	110 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	55 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	60 000,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	55 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
	Montant total	770 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002607

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : HAUTS DE SEINE INITIATIVES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	333 000,00 €	11,71 %	39 000,00 €
	Montant Total de la subvention		39 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAUTS DE SEINE INITIATIVES
Adresse administrative : 123 RUE SALVADORE ALLENDE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionel RAINFRAY, Président

Date de publication au JO : 21 octobre 2010

N° SIRET : 42325730200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
65 dossiers dont 5 NACRE * 600€/dossier = 39 000 €.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	225 000,00	67,57%
Représentation et communication	12 500,00	3,75%
Frais administratifs	61 500,00	18,47%
Loyer et charges	34 000,00	10,21%
Total	333 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	39 000,00	11,71%
Cotisations	34 500,00	10,36%
Autres collectivités territoriales	133 500,00	40,09%
Autres subventions	126 000,00	37,84%
Total	333 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	78 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €

2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	160 063,43 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	80 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	32 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	300 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	18 500,00 €
	Montant total	1 457 163,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002608

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INITIACTIVE 95 - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	840 000,00 €	9,64 %	81 000,00 €
	Montant Total de la subvention		81 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE
Adresse administrative : 3 AV DES BEGUINES
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEFEVRE, Président

Date de publication au JO : 25 février 2012

N° SIRET : 40156625200060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
135 dossiers dont 80 NACRE * 600€ = 81 000 €.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	502 250,00	59,79%
Autres charges de gestion courante	18 000,00	2,14%
Charges financières	1 000,00	0,12%
Charges exceptionnelles	1 000,00	0,12%
Achats	12 500,00	1,49%
Services extérieurs	263 000,00	31,31%
Impôts et taxes	42 250,00	5,03%
Total	840 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	81 000,00	9,64%
autres subventions	350 000,00	41,67%
CDC	67 500,00	8,04%
FSE	173 900,00	20,70%
ASP	5 000,00	0,60%
Produits d'exploitation	5 000,00	0,60%
Cotisations	25 000,00	2,98%
France Active	5 000,00	0,60%
CA du 95	127 600,00	15,19%
Total	840 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	81 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures	102 000,00 €

	de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	300 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	33 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	259 737,71 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	270 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	32 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	370 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	18 500,00 €
	Montant total	2 062 737,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002609

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INITIATIVE GRAND EST SEINE SAINT DENIS - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	225 500,00 €	19,96 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE GRAND EST SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 191 AV PAUL-VAILLANT COUTURIER 93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43234704500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
75 dossiers dont 30 NACRE * 600€/dossier = 45 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	146 100,00	64,79%
Communication	5 100,00	2,26%
Frais administratifs	39 000,00	17,29%
Loyer et charges	9 800,00	4,35%
Autres charges	25 500,00	11,31%
Total	225 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	45 000,00	19,96%
Cotisations	82 000,00	36,36%
Autres subventions	39 350,00	17,45%
Autres collectivités	45 000,00	19,96%
Produits financiers	14 150,00	6,27%
Total	225 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	55 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	63 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	63 000,00 €
	Montant total	181 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002610

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE SUD SEINE-ET-MARNE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	134 750,00 €	11,13 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 297 RUE ROUSSEAU VAUDRAN 77191 DAMMARIE LES LYS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Denis Kirchhoff, Président

Date de publication au JO : 1 janvier 1999

N° SIRET : 44510690900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui

a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Détail du calcul de la subvention :
25 (Dossiers) * 600/dossier = 15 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	101 000,00	74,95%
Communication	12 500,00	9,28%
Frais administratifs	7 750,00	5,75%
Loyers et charges	13 500,00	10,02%
Total	134 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	11,13%
Cotisations	3 500,00	2,60%
Autres subventions	23 000,00	17,07%
Autres collectivités territoriales	78 250,00	58,07%
Trésorerie	15 000,00	11,13%
Total	134 750,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
	Montant total	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002611

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INITIATIVE PLAINE COMMUNE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	156 250,00 €	14,21 %	22 200,00 €
	Montant Total de la subvention		22 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 9 AVENUE MICHELET
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Edouard de PENGUILLY, Président

Date de publication au JO : 18 novembre 2000

N° SIRET : 43379236300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui

a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Détail du calcul de la subvention :
37 dossiers dont 12 NACRE * 600€ = 22 200 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	100 500,00	64,32%
Communication	10 750,00	6,88%
Frais administratifs	32 000,00	20,48%
Loyer et charges	13 000,00	8,32%
Total	156 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	22 200,00	14,21%
Cotisations	15 000,00	9,60%
Autres collectivités territoriales	32 000,00	20,48%
Autres subventions	44 050,00	28,19%
Prestations de services	34 000,00	21,76%
Autres produits	9 000,00	5,76%
Total	156 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	85 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de	80 000,00 €

	l’entreprenariat	
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
	Montant total	449 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002612

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INITIATIVE SEINE YVELINES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	155 100,00 €	14,31 %	22 200,00 €
	Montant Total de la subvention		22 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISY INITIATIVE SEINE YVELINES
Adresse administrative : 38 AV PAUL RAOULT
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Amaury De Traxler, Président

Date de publication au JO : 14 septembre 2012

N° SIRET : 43926549700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Détail du calcul de la subvention :
37 dossiers dont 2 NACRE * 600€ = 22 200 €.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	112 300,00	72,40%
Communication	5 600,00	3,61%
Frais administratifs	29 000,00	18,70%
Loyer et charges	6 200,00	4,00%
Autres charges de gestion courante	2 000,00	1,29%
Total	155 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	22 200,00	14,31%
Cotisations	13 000,00	8,38%
Autres subventions	31 400,00	20,25%
Autres collectivités territoriales	88 000,00	56,74%
Produits financiers	500,00	0,32%
Total	155 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	42 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	215 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	42 000,00 €

2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
	Montant total	689 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002613

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : NORD SEINE ET MARNE INITIATIVES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	89 200,00 €	16,82 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE NORD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 1 AV JOHANNES GUTEMBERG
77700 SERRIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Arnaud Alacir, Président

Date de publication au JO : 31 août 2013

N° SIRET : 41339532800060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Détail du calcul de la subvention :
25 dossiers * 600€/dossiers = 15 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	57 500,00	64,46%
Représentation et communication	8 500,00	9,53%
Frais administratifs	12 500,00	14,01%
Loyers et charges	10 700,00	12,00%
Total	89 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	16,82%
Autres subventions	29 200,00	32,74%
Autres collectivités	45 000,00	50,45%
Total	89 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	27 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	70 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	70 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
	Montant total	227 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002614

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARIS INITIATIVES ENTREPRISES - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	543 200,00 €	12,70 %	69 000,00 €
	Montant Total de la subvention		69 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES
Adresse administrative : 68 BD MALESHERBES
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lucien JIBERT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34802705300043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :

Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
115 dossiers (dont 40 NACRE) * 600 € = 69 000 €.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	370 000,00	68,11%
Représentation et communication	45 900,00	8,45%
Frais administratifs	79 500,00	14,64%
Loyer et charges	28 500,00	5,25%
Impôts et taxes	19 300,00	3,55%
Total	543 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Tranche 1	69 000,00	12,70%
Cotisations	5 000,00	0,92%
Autres collectivités territoriales	200 000,00	36,82%
Région ESS	59 200,00	10,90%
Autres subventions	201 000,00	37,00%
Autres produits	9 000,00	1,66%
Total	543 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	69 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	138 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €

2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	480 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	123 600,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	400 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	280 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	350 000,00 €
	Montant total	2 286 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002615

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SAINT QUENTIN EN YVELINES INITIATIVE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 650,00 €	11,74 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : QUAI FRANCOIS TRUFFAUT
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Philippe Margerie, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50995308900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui

a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Détail du calcul de la subvention :
15 dossiers *600€/dossier = 9000 €.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	44 650,00	58,25%
Représentation et communication	1 500,00	1,96%
Loyers et charges	6 500,00	8,48%
Frais administratifs	24 000,00	31,31%
Total	76 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	9 000,00	11,74%
Cotisations	8 750,00	11,42%
Produits financiers	1 500,00	1,96%
Contributions de fonds de prêts	6 000,00	7,83%
CA	51 400,00	67,06%
Total	76 650,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
	Montant total	202 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002616

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SCIENTIPOLE INITIATIVE - SUBVENTION DES CHARGES D'INSTRUCTION DES DOSSIERS - AFFECTATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	822 650,00 €	54,70 %	450 000,00 €
	Montant Total de la subvention		450 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE INITIATIVE
Adresse administrative : CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ORSAY
91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Laure REINHART, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44120234800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : vote de la subvention pour charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur Scientipole Initiative pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
60 dossiers * 7500€/dossier = 450 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	525 000,00	63,82%
Représentation et communication	40 000,00	4,86%
Frais administratifs	93 750,00	11,40%
Loyer et charges	32 500,00	3,95%
Frais d'expertises	100 000,00	12,16%
Autres charges de gestion courante	31 400,00	3,82%
Total	822 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	450 000,00	54,70%
Cotisations	37 500,00	4,56%
FSE	145 000,00	17,63%
Quote part Scientipole croissance	190 150,00	23,11%
Total	822 650,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	450 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 900 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	291 761,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 700 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	600 485,41 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 500 000,00 €
	Montant total	8 692 246,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002617

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VAL DE MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE - SUBVENTION REPRESENTATIVE DES CHARGES D'INSTRUCTION DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	355 350,00 €	13,85 %	49 200,00 €
	Montant Total de la subvention		49 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VMAPI VAL-DE-MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE
Adresse administrative : 85 AV DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice SIMOUNET, Président

Date de publication au JO : 3 janvier 2011

N° SIRET : 42822211100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la subvention représentative des charges d'instruction de l'association de prêts d'honneur

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 1er janvier.

Objectifs :
Les associations de prêts d'honneur servent, sur décision d'un comité d'agrément, des prêts à taux zéro à des porteurs de projets.

Description :
Préalablement à la décision du comité d'agrément, le dossier d'entreprise donne lieu à une instruction qui a pour objet de mesurer la viabilité du projet, et donc sa capacité à assurer le remboursement du prêt.
La subvention régionale, calculée par application d'un montant forfaitaire par dossier d'entreprise ayant donné lieu au cours de l'exercice au versement d'un prêt d'honneur, vise à couvrir une partie des frais d'instruction ainsi générés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
82 dossiers dont 30 NACRE * 600€ = 49 200 €.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	257 000,00	72,32%
Représentation et communication	3 000,00	0,84%
Frais administratifs	72 350,00	20,36%
Loyer et charges	23 000,00	6,47%
Total	355 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	49 200,00	13,85%
Autres collectivités territoriales	165 000,00	46,43%
Autres subventions	131 500,00	37,01%
Autres produits	9 650,00	2,72%
Total	355 350,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	49 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	70 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	79 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €

2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	50 000,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
	Montant total	815 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002648

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INITIATIVE ILE DE FRANCE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ile-de-France initiative	209 000,00 €	16,75 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 25 RUE DU GENERAL FOY
75008 PARIS 8
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Edouard De PENGUILLY, Président

Date de publication au JO : 13 novembre 2012

N° SIRET : 48013516900054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ile-de-France initiative
Rapport Cadre : CR23-13 du 25/04/2013

Objet du projet : versement de la subvention de fonctionnement pour l'année 2016

Objectifs :
Le but d'Ile-de-France initiative est de :
- faciliter la création et le développement des associations de prêts d'honneur ;
- construire une expression collective et promouvoir des actions à leur profit.

Description :
L'association a pour objet :
- de coordonner les associations de prêts d'honneur d'Ile-de-France ;
- d'aider au développement du réseau ;
- de les représenter auprès des interlocuteurs régionaux ;
- de favoriser les échanges d'expérience entre les associations de prêts d'honneur ;
- de mutualiser des outils régionaux à leur profit.

Concrètement, elle prévoit en 2016 de mener les actions suivantes :
1) Gestion du fonds Ile-de-France Transmission.
Initiative Ile-de-France gère une poche de financement servant à augmenter le montant accordé localement par les plateformes classiques pour les dossiers de transmission. L'objectif est de financer environ 80 nouvelles entreprises en 2016.

2) Mobilisation des financements publics et privés du territoire pour l'ensemble du réseau.
Initiative Ile-de-France mène une forte action de lobbying à destination des entreprises privées, particulièrement des banques qui sont des partenaires naturels d'un tel réseau. Initiative Ile-de-France mène également une forte démarche vis à vis des opérateurs de la revitalisation (Direccte, préfecture) pour permettre aux plateformes locales de bénéficier de ces fonds.

3) Renforcement du professionnalisme des plateformes :
Initiative Ile-de-france remplit cette mission historique en proposant des formations à l'ensemble des salariés du réseau en Ile-de-France.
L'association anime également l'ensemble des réunions du réseau (réunions des directeurs, des présidents).

4) Représentation, communication :
Initiative Ile-de-France représente le réseau dans de nombreuses manifestations : salons des TPE/PME, séminaires de créations d'entreprises.
Initiative Ile-de-France déploit également la stratégie de communication des plateformes au niveau régional : plaquettes, présence sur les réseaux sociaux, rédactions de communiqués de presse et d'articles.

2016 sera marqué par un renforcement de la stratégie de communication, car le réseau considère que son action n'est pas encore assez connue ni relayée. Cette action intégrera la valorisation de la Région en tant que premier partenaire de manière renforcée.

Moyens mis en œuvre :
L'association compte 4 salariés au début de l'année 2016.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et Charges	130 000,00	62,20%
Représentation	22 500,00	10,77%
Frais administratifs	31 500,00	15,07%
Loyers	25 000,00	11,96%
Total	209 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	35 000,00	16,75%
Cotisations, dons manuels ou legs	7 850,00	3,76%
Autres subventions	20 000,00	9,57%
Autres produits	146 150,00	69,93%
Total	209 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ile-de-France initiative	70 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	137 728,78 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises	200 000,00 €
2015	Ile-de-France initiative	70 000,00 €
2016	Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises	200 000,00 €
2016	Ile-de-France initiative	70 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	343 755,00 €
	Montant total	1 116 483,78 €

ANNEXE 9 : FICHES PROJETS COUVEUSES ET COOPERATIVES D'ACTIVITE ET D'EMPLOI

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002487

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RIVES DE SEINE INITIATIVES - APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 2 ANTENNES DE COUVEUSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	44 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVES DE SEINE INITIATIVES
Adresse administrative : 18 BIS RUE DES SAUSSAIES
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annabelle URSULET, Présidente

Date de publication au JO : 10 octobre 2009

N° SIRET : 44452594300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 68 nouveaux entrepreneurs à l'essai (EAE) sur l'année civile, répartis sur 2 antennes :
- Antenne Rives de seine : 35 nouveaux EAE
- Antenne Argenteuil : 33 nouveaux EAE dont 15 issus d'Argenteuil Bezons.

Description :
L'accompagnement proposé par Rives de Seine Initiative permet de :
- S'approprier un comportement adapté en tant qu'entrepreneur : amener les bénéficiaires à prendre conscience des implications de rôle d'entrepreneur et le comportement adéquat à adopter en tant que tel.

- S'approprier son étude de marché, de faisabilité : à travers une compréhension et une structuration des différentes étapes du projet, amener le futur créateur à être actif dans ses démarches, à réaliser une étude concrète, précise de la faisabilité de son projet basée sur la mise en avant des points forts, points à améliorer, compétences acquises, compétences à développer et sur l'environnement socio-économique. S'approprier le vocabulaire spécifique en fonction des différents interlocuteurs.

- Formaliser le plan action : construire pour chaque étape les outils nécessaires : outils de communication en direction des différents interlocuteurs, outils comptables pour déterminer le budget prévisionnel, plan de financement …

- Construire un réseau d'échange de compétences : Réunir les conditions d'interactions et d'échanges entre les jeunes et adultes pour les sortir de l'isolement, pour qu'ils s'appuient sur les compétences des uns et des autres pour développer leur projet, pour qu'ils commencent à créer une base de données relationnelle et qu'ils s'entraident dans les difficultés rencontrées ainsi que dans la valorisation de leurs résultats.

Mode de sélection des bénéficiaires :

1. Entretien préalable
Un entretien préalable est effectué par la Couveuse durant lequel le créateur présente son projet et sa motivation. Le référent évalue si nécessaire les difficultés rencontrées sur le plan social et/ou professionnel, oriente ou non le dossier vers le comité de sélection.

2. Diffusion du Business plan au comité d'admission
Le Comité de sélection examine les dossiers de candidature et valide ou invalide l'entrée dans la couveuse. Le support d'évaluation est :
- le plan d'affaires du porteur (soit une étude de marché et une étude financière)
- une note récapitulative de la conseillère de la Couveuse, reprenant le parcours, la personnalité, les motivations du créateur, les points forts et les points à améliorer du projet,
- une lettre de motivation du candidat
- une note d'une ou des personnes l'ayant accompagné précédemment dans le montage de son projet

Le CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise) est signé entre le créateur et Rives de Seine Initiatives. A la fin de l'action d'accompagnement une évaluation de la prestation de la Couveuse est effectuée par les entrepreneurs à l'essai.

Le statut de l'entrepreneur à l'essai permet de privilégier la constitution de fonds propres pour que celui-ci puisse lancer son entreprise d'une manière consolidée au démarrage. L'entrepreneur à l'essai peut maintenir parallèlement son statut (ex. : demandeur d'emploi), et ses indemnités éventuelles.
Le créateur peut utiliser la structure pour recevoir ses rendez-vous et facturer ses prestations le cas échéant.

Les expérimentations passées de la couveuse ont montré l'efficacité de l'alternance d'un accompagnement collectif, d'un suivi individuel et personnalisé, de mise en situation et de travail personnel ainsi que la dynamique de groupe. En effet, cette alternance favorise l'émergence du potentiel de chaque participant, la valorisation des savoir faire, le développement de la cohésion du groupe ainsi que l'autonomie individuelle. L'objectif est par ailleurs d'adapter au maximum les formations aux projets et aux besoins des entrepreneurs à l'essai, elles sont donc évolutives.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe est formée de 3 accompagnateurs permanents (3 ETP) et d'intervenants extérieurs professionnels dans les domaines juridique, administratif, commercial, comptable et coaching. Ces compétences sont mutualisées au sein de l'équipe qui réunit des profils complémentaires.

Accompagnement individuel :
2 conseillers référents, pour le suivi au quotidien de l'activité et des ateliers collectifs

Accompagnement collectif :
- Un conseiller en comptabilité
- Un conseiller juridique
- Un conseiller en techniques commerciales
- Un conseiller coach sur des problématiques individuelles.
- Des consultants externes ainsi que des animateurs émanant du réseau de partenaires (personnes expérimentées dans des domaines particuliers) lors des ateliers collectifs

Matériel et logistique
- informatique et de communication
- 1 salle de formation pouvant accueillir jusqu'à 15 personnes
- 1 accueil
- 2 bureaux de rendez vous
- 1 vidéoprojecteur
- Un centre ressource (documentation sur la création d'entreprise, plaquette du réseau d'accompagnement et de financement à la création, fiches APCE, journaux, magazines, ...)
- Logiciels et système d'exploitation

Actions de communication envisagées
Les actions de communications sont nécessaires et fondamentales pour la pérennité de la Couveuse. Elles sont dirigées vers des institutionnels, des opérateurs de la création d'entreprise et du public.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les demandeurs d'emploi souhaitant créer leur entreprise, résidant notamment sur le territoire d'Argenteuil Bezons.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par nouvel entrant plafonné à 45 000 par antenne/an

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Soit :
- Antenne Rives de seine : 11 nouveaux EAE x 2 000 € = 22 000 €
- Antenne Argenteuil : 11 nouveaux EAE x 2 000 € = 22 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	69 680,00	79,18%
Achats	1 920,00	2,18%
Services extérieurs	14 250,00	16,19%
Autres services extérieurs	2 150,00	2,44%
Total	88 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	44 000,00	50,00%
Autofinancement	4 000,00	4,55%
Val Parisis	8 000,00	9,09%
Argenteuil	8 000,00	9,09%
CGET	12 000,00	13,64%
Financements privés	12 000,00	13,64%
Total	88 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	90 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	90 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	63 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	90 000,00 €
	Montant total	348 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002483

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : GEAI - APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 15 ANTENNES DE COUVEUSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 268 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUP ENTREPRENEURS ACCOMPAGNES INDIVID
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danielle DESGUEES, Présidente

Date de publication au JO : 23 septembre 2000

N° SIRET : 43354535700025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 281 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 15 antennes, comme indiqué ci-dessous :
1. 10 Antennes territoriales :
- Antenne Paris 18e : 23 nouveaux EAE
- Antenne Paris 11 : 23 nouveaux EAE
- Antenne Paris 14 : 20 nouveaux EAE
- Antenne Grigny : 23 nouveaux EAE
- Antenne Courtaboeuf : 15 nouveaux EAE
- Antenne Evry-Corbeil : 10 nouveaux EAE
- Antenne Sud 92: 23 nouveaux EAE
- Antenne Nord 92: 10 nouveaux EAE

- Antenne Saint Denis: 23 nouveaux EAE
- Antenne Noisy le Grand- Bagnolet-Montreuil: 10 nouveaux EAE

2. 5 Antennes spécialisées :
- Antenne IDEES « Initiatives Durables, Equitables, Ethiques et Solidaires »: 23 nouveaux EAE
- Antenne "insertion par l'activité économique" : 12 nouveaux EAE
- Antenne "Métiers de l'innovation" : 23 nouveaux EAE
- Antenne "métiers de la création": 23 nouveaux EAE
- Antenne "services à la personne : 14 nouveaux EAE

Description :
Avant l'entrée en couveuse
- Information sur la couveuse et comparaison des avantages de la couveuse avec le statut d'auto-entrepreneur.
- Diagnostic pour situer l'état d'avancement de son projet .

Lors du test en couveuse
- Gestion de la prise de risque
- Faciliter la charge administrative des couvés en assumant tous les aspects comptables, sociaux, fiscaux
- Un accompagnement individuel pour faciliter le décollage de l'activité : 4h/mois par couvé

Panel de 200 formations et ateliers thématiques par an :
Des formations premières à la commercialisation et à la gestion, des ateliers thématiques par filière métier, des shows rooms pédagogiques, des rencontres avec les professionnels, des échanges de savoirs

Un réseaux de 1000 anciens couvés et dix années de construction de partenariat avec les professionnels de la création d'entreprise (financement, hébergement…) mais également ceux des filières métiers (professionnels de la mode, du design, de l'innovation, du développement durable, de la distribution, des RH etc)

Moyens mis en œuvre :
Mutualisation des moyens du siège:
- 1, 5 ETP direction
- 2 comptables
- 5 salles de formation et un espace bureautique accessible aux couvés
- Site intranet de facturation et de gestion accessible aux couvés 24h/24
- 8 bureaux dédiés à la couveuse, chaises et armoires de rangement et 8 postes informatiques
- Accès à Internet haut débit, abonnements et accès à divers sites professionnels
- Documentation professionnelle de base
- Presse généraliste et spécialisée
- Téléphone Télécopieur Photocopieur

Les antennes de couveuses sont animées par 8.5 ETP, soit :

Antennes territoriales :
- Paris 11eme : 0,65 ETP
- Paris 14eme : 0,59 ETP
- Paris 18eme : 0,71 ETP
- 92 Nord : 0,31 ETP
- 92 Sud : 0,71 ETP
- 91 Grigny : 0,66 ETP

- 91 Evry : 0,24 ETP
- 91 Courtaboeuf : 0,48 ETP
- 93 Bagnolet/Montreuil/Noisy le Grand : 0,22 ETP
- 93 Saint-Denis : 0,70 ETP

Antennes spécialisées :
- IDEES : 0,78 ETP
- SIAE : 0,45 ETP
- Innovation : 0,67 ETP
- Métiers de la Création : 0,71 ETP
- SAP : 0,60 ETP

Lieux d'accueil décentralisés pour les réunions d'info collectives, certains entretiens individuels…:

Antennes territoriales :
- Paris 18e : MDE Paris
- Paris 11 : siège
- Paris 14 : siège
- Grigny : établissement de Grigny
- Courtaboeuf : pépinière APIS développement
- Evry-Corbeil : MDE d'Evry et local à Grigny
- Nord 92: mairie d'Asnières, local à Gennevilliers
- Saint Denis: locaux à Saint Denis, MDE d'Aulnay sous bois
- Noisy le Grand- Bagnolet-Montreuil: pépinière Espace 22 à Rosny

Antennes spécialisées :
- IDEES et insertion par l'activité économique : partenariats avec l'Atelier
- métiers de la création: Ateliers de Paris
- Innovation : partenariat avec Paris Région Entreprise
- services à la personne : agence des SAP,plateformes RH spécialisées

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
1. Statuts des porteurs de projet : Demandeurs d'emploi, DELD, bénéficiaires du RSA, salariés en reconversion professionnelle
2. Un projet qui présente un manque de visibilité économique en raison
- D'un domaine d'activité novateur et sans schéma économique reconnu,
- D'une activité relevant d'un cycle long (exemple : métiers de la mode où le décollage n'a lieu qu'après 3 à 6 collections),
- D'un carnet de pré-commandes qui ne permet pas d'envisager une création sereine.
3. Un manque d'expérience commerciale.
4. Des besoins forts en conseils et formation.
5. La volonté de prendre le temps nécessaire pour construire sa vie nouvelle de chef d'entreprise.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 45 000 € par antenne/an ou 2 500 € par porteurs de projet ESS plafonné à 50 000 € par antenne ESS/an.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Antennes territoriales :
- Antenne Paris 18e : 11 nouveaux EAE x 2000 = 22 000 €
- Antenne Paris 11 : 11 nouveaux EAE x 2000 = 22 000 €
- Antenne Paris 14 : 10 nouveaux EAEx 2000 = 20 000 €
- Antenne Grigny : 11 nouveaux EAE x 2000 = 22 000 €
- Antenne Courtaboeuf : 7 nouveaux EAE x 2000 = 14 000 €
- Antenne Evry-Corbeil : 3 nouveaux EAE x 2000 = 6 000 €
- Antenne Sud 92: 11 nouveaux EAE x 2000 = 22 000 €
- Antenne Nord 92: 5 nouveaux EAE x 2000 = 10 000 €
- Antenne Saint Denis: 11 nouveaux EAE x 2000 = 22 000 €
- Antenne Noisy le Grand- Bagnolet-Montreuil: 5 nouveaux EAE x 2000 = 10 000 €

Antennes spécialisées :
- Antenne "Métiers de l'innovation" : 11 nouveaux EAE x 2000 = 22 000 €
- Antenne "métiers de la création": 11 nouveaux EAE x 2000 = 22 000 €
- Antenne "services à la personne »: 7 nouveaux EAE x 2000 = 14 000 €
- Antenne IDEES « Initiatives Durables, Equitables, Ethiques et Solidaires »: 10 nouveaux EAE x 2500 = 25 000 €
- Antenne "insertion par l'activité économique" : 6 nouveaux EAE x 2500 = 15 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	380 000,00	68,59%
Achats	7 500,00	1,35%
Services extérieurs	67 500,00	12,18%
Autres services extérieurs	30 000,00	5,42%
Impôts et taxes directement liés à l'opération	37 000,00	6,68%
Frais de siège	32 000,00	5,78%
Total	554 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	268 000,00	48,38%
Autofinancement (dont participation couvés)	50 000,00	9,03%
Paris	88 500,00	15,97%
CGET 93	10 000,00	1,81%
CGET 92	10 000,00	1,81%
CAPS	7 500,00	1,35%
Crédits formation	40 000,00	7,22%
Agefos PME	55 000,00	9,93%
Fondation ESH	25 000,00	4,51%
Total	554 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	268 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	565 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	591 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	535 500,00 €
	Montant total	1 690 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002481

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPICEAS - APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 1 ANTENNE DE COUVEUSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROJETS-19
Adresse administrative : 9 RUE MATHIS
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Carlos DURAN, Président

Date de publication au JO : 17 janvier 1998

N° SIRET : 42294844800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de l'antenne EPICEAS de la structure PROJET 19 est d'accompagner 15 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
Sur le plan pédagogique, Projets-19 propose une intervention à la fois individuelle et collective auprès des porteurs de projets qui entrent dans le dispositif.
En aucun cas il ne s'agit de faire « à la place de » mais bien au contraire, les personnes doivent acquérir par la pratique « encadrée et guidée » les connaissances et les outils nécessaires au développement et à la pérennisation de leur activité.
C'est bien la fonction d'entrepreneur/employeur que les porteurs de projets doivent maîtriser au-delà des compétences propres à leurs domaines d'activités.
Cela nécessite un accompagnement renforcé à la fois en termes de méthodologie et d'appui technique,

mais également en termes d'apports matériels (local, outils informatiques, outils de communications…).

1. Actions de formation collective
Les actions collectives sont importantes car elles créent une véritable dynamique de groupe et enrichissent considérablement les apports de l'accompagnement individuel. Il importe que le dispositif permette de maximiser les temps collectifs, autour de la formation, d'ateliers pratiques, voire d'événements communs.

Les actions collectives vont revêtir plusieurs formes :

- Organisation de modules de formation en fonction des besoins collectifs exprimés par les couvés
- Organisation d'ateliers d'information et d'échanges en invitant des intervenants extérieurs pour un témoignage ou un éclairage sur un dispositif ou une problématique particulière
- Orientation vers des actions de formation externes en fonction des besoins individuels des couvés (Certificat de formation à la gestion associative ; formation du CNAM, autres dispositifs…).

2. Mise en place du suivi individuel et de l'évaluation des porteurs de projets
A raison de 4 heures par mois minimum, chaque entrepreneur est reçu individuellement dans le cadre d'un RDV dont l'objectif et de faire le point sur l'état d'avancement de ses démarches, l'évaluation de la montée en compétences, le respect de l'échéancier prévu initialement.

Un livret de suivi et d'évaluation a été mis en place pour chaque entrepreneur. Il est adapté à son projet, à son l'état d'avancement et aux objectifs qui lui ont été fixés dès l'entrée dans le dispositif.

Moyens mis en œuvre :
4 salariés interviennent au sein de la couveuse à hauteur de 1,4 Équivalents Temps Plein :
- Le Directeur de Projets-19
- Le responsable de la couveuse EPICEAS
- Deux chargés d'accompagnement

Du point de vue des conditions matérielles, les entrepreneurs à l'essai disposent d'un espace de travail accessible gratuitement comprenant :
- 3 ordinateurs équipés
- Connexion Internet haut débit
- Imprimante couleur
- Téléphone

Ils disposent également d'une salle de réunion ainsi que d'un centre de documentation riche et détaillé faisant l'objet d'une mise à jour régulière.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
La couveuse EPICEAS s'attache à privilégier les personnes rencontrant des difficultés économiques et

sociales, éloignées de l'emploi et/ou bénéficiaires des minima sociaux, mais possédant un savoir-faire (ou un concept) négociable sur le marché économique et doté d'une plus-value en termes d'utilité sociale, ayant un besoin et une demande d'apprentissage du métier d'entrepreneur social.

Détail du calcul de la subvention :
La Couveuse EPICEAS est spécialisée dans l'accompagnement de porteurs de projet de l'Economie sociale et solidaire. Conformément au règlement d'intervention régional le barème qui s'applique est donc de 2 500 € par porteur de projet accompagné.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Soit :
8 porteurs de projet x 2500 € = 20 000 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	33 200,00	80,00%
Achats	1 072,00	2,58%
Services extérieurs	3 539,00	8,53%
Autres services extérieurs	3 188,00	7,68%
Impôts et taxes directement liés au projet	501,00	1,21%
Total	41 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	20 000,00	48,19%
Paris	5 000,00	12,05%
FSE	13 000,00	31,33%
ASP	3 500,00	8,43%
Total	41 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	37 500,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	37 500,00 €
2015	Pré-demande Programme opérationnel régional FSE-FEDER	24 892,21 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	37 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	47 428,10 €
2016	Soutien aux contrats de ville	6 890,00 €
	Montant total	216 710,31 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002475

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : BGE YVELINES - APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 3 ANTENNES DE COUVEUSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 64 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATHENA
Adresse administrative : 6 AVENUE DE LA MAULDRE
78680 EPONE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal QUIJOUX, Président

Date de publication au JO : 5 mars 2011

N° SIRET : 39422254100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de BG Athena Yvelines est d'accompagner 65 nouveaux entrepreneurs à l'essai (EAE) en 2015, répartis sur trois antennes :
- l'antenne Nord Est Yvelines (territoires de Chatou-Sartrouville) : 21 nouveaux EAE
- l'antenne Nord Ouest Yvelines (CA Mantes en Yvelines, ville des Mureaux): 21 nouveaux EAE
- l'antenne Sud Yvelines (territoire de la CA Saint Quentin en Yvelines, notamment) : 23 nouveaux EAE

Description :
Afin de réaliser le test d'activité dans des conditions optimales, l'entrepreneur à l'essai bénéficie de rendez vous individuels de conduite de projet ainsi que des modules d'appuis collectifs spécifiques (14 thèmes).

- Les modules d'appuis collectifs ont pour objet de former le futur chef d'entreprise à la réalité de leurs

nouvelles fonctions dans leurs démarches entrepreneuriales. Tous les aspects de la vie de l'entreprise sont abordés, mais c'est essentiellement sur les techniques de vente et la stratégie commerciale que l'essentiel de ces collectifs sont organisés.

- La mise en place de la comptabilité des entrepreneurs à l'essai :
Les entrepreneurs à l'essai ont accès à un module d'initiation à la comptabilité générale et ils réalisent, grâce au logiciel « Gestion numérique des couveuses », une partie de leur comptabilité. Ce logiciel est accessible par Internet via un mot de passe qui est personnel à chaque entrepreneur à l'essai. Ainsi les entrepreneurs à l'essai réalisent eux même leurs devis, factures de vente, écritures de vente, d'achat, de frais et de banque. Ils ont également accès à un tableau des dépenses/recettes et au calcul de leur TVA à décaisser.

Moyens mis en œuvre :
Les ressources humaines mobilisées sont de 1,20 ETP sur 12 mois pour chaque antenne, avec les fonctions suivantes impliquées dans le programme : Direction, responsable (dont fonction comptable), coordinateur, conseillers formateur, pôle administratif.

Des supports d'accompagnement, ainsi que des outils de communication, suivi d'activité et de traitement administratif ont été développés par l'équipe interne du dispositif Couveuse

Pour l'accueil et l'information des candidats au dispositif :
- Plaquette d'information ;
- Page de présentation sur le site internet de BGE Yvelines ;
- Article thématique dédié au dispositif Couveuse ;
- Panorama type de présentation de la Couveuse pour les réunions d'information ;
- Cartographie des acteurs du territoire pour une réorientation.

Pour la sélection des entrepreneurs à l'essai et l'accompagnement :
- Autodiagnostic dont aspect financier du projet
- Règlement intérieur
- Fiche de décision pour les membres du comité d'admission
- Contrat d'Appui à la Création d'Entreprise (CAPE) et annexe
- Dossier d'admission
- Dossier de suivi de l'entrepreneur à l'essai
• Support de formation des collectifs
• Tableau de trésorerie des entrepreneurs à l'essai
• Questionnaire de satisfaction
• Tableau de déclaration de TVA mensuel, trimestriel et annuel
• Tableau de déclaration de charges sociales dont accident du travail trimestriel et annuel

Centre de ressources :
Au siège de BGE Yvelines, le centre de ressources propose :
Divers annuaires, des revues (Presse locale Yvelines, Alternatives économiques, Associations Mode d'Emploi, Juris Association, Feuillets Rapides F. Lefebvre, RF Conseil, etc.), les fiches métiers et mémofiches APCE, les offres de la Région et de divers prestataires pour la formation, de nombreux ouvrages spécialisés fiscal, social, juridique ou thématiques, une base documentaire interne constituée au fil du temps par classement thématique.

Partenariats :
- Antenne Nord Ouest: partenariat avec la CAMY et la ville des Mureaux qui permet de développer localement l'offre complète Couveuse.
- Antenne Sud: partenariat avec la Maison de l'Emploi Centre et Sud Yvelines et la Maison de l'entreprise de Saint Quentin en Yvelines qui permet de développer localement l'offre complète Couveuse.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Porteurs de projet de création d'entreprise.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant : une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 45 000 € par antenne/an.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Soit :
- antenne de Nord Ouest Yvelines: 11 porteurs x 2000 € = 22 000 €
- antenne Nord Est Yvelines: 10 porteurs x 2000 € = 20 000 €
- antenne Sud Yvelines: 11 porteurs x 2000 € = 22 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	100 269,00	72,92%
Achats	4 062,00	2,95%
Services extérieurs	10 154,00	7,38%
Autres services extérieurs	18 700,00	13,60%
Impôts et taxes directement liés à l'opération	4 315,00	3,14%
Total	137 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	64 000,00	46,55%
Autofinancement dont participation couvés	9 000,00	6,55%
Préfecture des Yvelines	3 500,00	2,55%
DIRECCTE	20 000,00	14,55%
AGEGOS	26 000,00	18,91%
COVANCE	15 000,00	10,91%
Total	137 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	64 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	129 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	31 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	129 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	31 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	129 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	17 500,00 €
	Montant total	470 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002474

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : BGE ADIL - APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 5 ANTENNES DE COUVEUSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 110 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE LOCALE ADIL
Adresse administrative : 23-27 RUE DAREAU
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Joël SAINGRE, Président

Date de publication au JO : 15 juin 1980

N° SIRET : 32685087200028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 114 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 5 antennes comme indiqué ci-dessous :
- Antenne Paris Sud : 23 nouveaux EAE
- Antenne Intergénérationnelle: 23 nouveaux EAE
- Antenne Ouest Val de Marne: 23 nouveaux EAE
- Antenne Centre Val de Marne: 22 nouveaux EAE
- Antenne Est Val de Marne : 23 nouveaux EAE

Description :
L'accompagnement en couveuse est conçu pour favoriser les allers retours entre la couveuse et le marché (se former, tester, débriefer), et intègre un rendez-vous physique minimum à la couveuse par semaine. Parcours complet d'accompagnement, il comprend des temps individuels et des temps collectifs et donne accès à un centre de ressources.
Temps collectifs :
- Une formation-action articulée prioritairement autour d'un contenu pédagogique centré sur l'action commerciale (Agir sur le marché);
- Des tables rondes permettant de rencontrer l'environnement des entrepreneurs (URSSAF, BPIFrance, PFIL…)
- Des entrées en couveuse programmées avec une gestion des groupes favorisant l'intégration
- Une mixité des projets qui permet l'échange des réseaux, un débriefing régulier des actions menées.

Temps individuels :
- Un rendez-vous mensuel programmé avec un consultant création attitré, pour traiter les aspects techniques de la création
- Des temps de suivi permettant l'échange et la remotivation assurés par la chargée de mission tout au long du parcours
- L'accompagnement au test d'activité et au traitement de la facturation
- L'assistanat d'étudiants en Master 2 création d'entreprise sur la recherche et le décryptage d'informations.

Le parcours en couveuse est sécurisé par la signature d'un Contrat CAPE

Méthodologie/outils : techniques de dynamique de groupe, simulation d'entretiens de ventes sous vidéo, études de cas, entretiens en face à face.

outre ces fonctions, la couveuse intergénérationnelle a une particularité : accueillir sur le même site des porteurs de projet de moins de 30 ans et de plus de 45 ans, deux populations ayant le plus de contraintes face à la création d'entreprise, et pouvant s'apporter complémentarité au sein d'un même parcours.
Si la base de la formation et du parcours est similaire aux autres couveuses ADIL, la spécificité des + de 45 ans, en dehors de l'action de communication spécifique, est prise en compte à tous les stades de l'accompagnement et de la formation dans la couveuse Intergénérationnelle (deuil plus long et douloureux du changement de statut, freins au changement, besoin de reconnaissance et de valorisation…). Les échanges sont ainsi réalisés par des conseillers et chargés de mission habitués à ce type de public.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- fonctions mutualisées entre toutes les antennes suivantes impliquées dans le programme : Direction, directrice programme couveuse, coordinatrice et chargée de mission couveuse, consultant, formateur, pôle administratif… et non compris dans le temps ETP, l'assistance d'un stagiaire Master 2 (équivalent 0.25 ETP)
- Paris Sud: 1.28 ETP sur 12 mois
- Intergénérationnelle: 1.30 ETP sur 12
- Est Val de Marne (Champigny): 1.28 ETP sur 12 mois
- Centre Val de Marne (créteil): 1.2 ETP
- Ouest Val de Marne (CAVB) : 1.28 ETP

Les moyens matériels, au delà de la logistique, attachés au RH, ci-dessus, mobilisés, et auxquels ont accès les couvés sont : une salle collective, un bureau, un centre de ressource avec bureautique, base données et documentation, ainsi qu'un accès à l'offre documentaire du CIDJ.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Ce sont des porteurs de projets de création d'entreprise, caractérisés par :

- leur statut de demandeur d'emploi ou de bénéficiaire des minimas sociaux
- leur âge : être âgé de moins de 30 ans ou de plus de 45 ans
- leur zone de résidence : Paris de façon prioritaire
- le type de projet, qui doit être pré formalisé mais sans carnet de commande, nécessitant une période de consolidation et de prospection de marché et justifiant la valeur ajoutée de la couveuse

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 45 000 € par antenne/an

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Soit:
- Antenne Paris Sud : 11 nouveaux EAE x 2 000 € = 22 000 €
- Antenne Intergénérationnelle: 11 nouveaux EAE x 2 000 € = 22 000 €
- Antenne Ouest Val de Marne: 11 nouveaux EAE x 2 000 € = 22 000 €
- Antenne Centre Val de Marne: 11 nouveaux EAE x 2 000 € = 22 000 €
- Antenne Est Val de Marne : 11 nouveaux EAE x 2 000 € = 22 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	168 450,00	72,22%
Achats	7 395,00	3,17%
Services extérieurs	39 535,00	16,95%
Autres services extérieurs	11 475,00	4,92%
Impôts et taxes directement liés à l'opération	6 395,00	2,74%
Total	233 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	110 000,00	47,16%
Autofinancement	11 500,00	4,93%
Paris	40 000,00	17,15%
EPT 94	20 000,00	8,57%
AGEFOS PME	39 750,00	17,04%
SANOFI (fonds de revitalisation)	6 250,00	2,68%
Ville de Champigny	5 750,00	2,47%
Total	233 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	110 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	224 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	45 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	224 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	8 900,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	35 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	220 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	20 500,00 €
	Montant total	781 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002471

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ASTROLABE CONSEIL - APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 4 ANTENNES DE COUVEUSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	84 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASTROLABE CONSEIL ASTROLABE COOPERATIVE
Adresse administrative : 17 RUE PASTEUR
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur RICHARD BARRE, Gérant

Objet : société coopérative spécialisée dans:
- l'accompagnement, le conseil et la formation de porteurs de projet dans la création de leur propre activité, emploi ou entreprise,
- L'accompagnement et le suivi d'entrepreneurs salariés d'Astrolabe Conseil exerçant tous types d'activités libérales, artisanales, agricoles ou commerciales,
- L'étude, le conseil et la formation, notamment auprès des acteurs du développement local et de l'économie sociale, afin d'impulser des solutions aux problèmes de l'emploi,
- Toutes activités annexes, connexes ou complémentaires

N° SIRET : 45186675000024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 87 nouveaux entrepreneurs à l'essai (EAE) sur l'année civile, répartis sur 4 antennes :

- Antenne Paris Est : 23 nouveaux EAE
- Antenne Paris Ouest : 23 nouveaux EAE
- Antenne Sevran Montreuil : 20 nouveaux EAE
- Antenne Fontenay Choisy : 21 nouveaux EAE

Description :
Dispositif d'accompagnement des entrepreneurs à l'essai (EAE) :
- Quatre entretiens par trimestre avec un chargé d'accompagnement dédié : finalisation de l'offre, plan d'action commerciale, démarrage opérationnel de l'activité…
- Un cycle de sessions de formation : intégration des nouveaux EAE, pilotage de projet, stratégie marketing et démarche commerciale, tableau de bord/gestion prévisionnelle/initiation à la comptabilité
- Des ateliers pratiques : outils de communication, techniques de vente, réseaux sociaux, plan d'affaires, prise de parole, coaching, référencement naturel sur internet, développement de blogs et sites-vitrines, recherche de financements, statuts juridiques …
- Des réunions d'échanges d'expérience et de mise en réseau : petits-déjeuners Astro'Déj, Pôles Métier, Club des Entrepreneurs Astro'Club, brainstormings inter-projets.

Gestion administrative globale de l'activité des EAE :
- Administration des Ventes (émission des devis et factures, rédaction des contrats,…)
- Assurance en responsabilité civile professionnelle
- Appui dans les démarches liées aux organismes divers (Pôle Emploi, structures d'insertion, organismes sociaux …)
- Tenue de la comptabilité, suivi des opérations bancaires et établissement des déclarations sociales et fiscales

Moyens mis en œuvre :
Moyens mutualisés sur les 4 antennes :

Ressources humaines (8 personnes) :
- Direction/Communication : 0,75 ETP
- Gestion : 1, 25 ETP
- logistique, informatique : 0,60 ETP
- Accompagnement : 5,00 ETP

Local de 155 m² comprenant notamment :
- 1 salle de réunion / formation (15 places)
- 1 salle de réunion / formation (6/8 places)
- 2 bureaux équipés dédiés aux EAE
- 1 espace mini cafétéria

Mise à disposition de moyens logistiques :
- Bureaux non privatifs, sur réservation, pour usage individuel ou collectif
- Espaces pour recevoir fournisseurs et clients
- Possibilité d'utiliser, sur réservation, les salles de réunion pour usage ponctuel
- Téléphones et ordinateurs avec accès internet, pour usage ponctuel
- Accès au fax et au photocopieur (pour tirages limités)
- Domiciliation du courrier, réception de livraisons (volume raisonnable)
- Connexion internet wifi dans l'ensemble du local

Partenariats mis en place dans les antennes:
- Paris Ouest: la structure a accès aux locaux de ses partenaires sur Courbevoie (EDC) et Nanterre (Cité des Métiers) pour la tenue des réunions d'informations collectives et des entretiens individuels de

diagnostic et d'accompagnement. Les porteurs de projet peuvent aussi accéder aux « Ateliers de l'Entrepreneuriat » organisés par EDC Business School.
- Sevran Montreuil: la structure a accès aux locaux de partenaires sur Montreuil (Pépinière) et Sevran (MAE) pour la mise en œuvre des entretiens individuels de diagnostic et d'accompagnement. Depuis octobre 2014, dans le cadre d'un partenariat avec Est Ensemble, sa présence sur le terrain s'est renforcée : réunions d'information, ateliers pratiques et entretiens individuels d'accompagnement à Pantin, au sein du pôle Métiers d'Art.
- Val de Marne : la structure a accès aux locaux de ses partenaires sur Vincennes (Mission Locale) et Choisy (Cité des Métiers et Centre de l'Entrepreneuriat) pour la mise en œuvre des entretiens individuels de diagnostic et d'accompagnement (Vincennes) et des réunions d'information (Choisy). En parallèle, permanences d'accueil du public au sein de l'équipe de conseillers Cité des Métiers.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les demandeurs d'emploi issus des publics confrontés aux discriminations à l'emploi sur le territoire francilien :
- Les femmes.
- Les cadres seniors.
- Les jeunes diplômés issus de l'immigration.
- Les personnes handicapées.

Ce positionnement de la couveuse Astrolabe Conseil est complété par une forte priorité accordée aux projets collectifs d'utilité sociale, en partenariat avec l'Union Régionale des SCOP pour la création de SCOP ou SCIC et avec l'Atelier.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet d'entreprise ou d'activité généraliste, plafonné à 45 000 € par antenne / an.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Soit :
- Antenne Paris Est : 11 nouveaux EAE x 2000 € = 22 000 €
- Antenne Paris Ouest : 11 nouveaux EAE x 2000 € = 22 000 €
- Antenne Sevran Montreuil : 10 nouveaux EAE x 2000 € = 20 000 €
- Antenne Fontenay Choisy : 10 nouveaux EAE x 2000 € = 20 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	117 500,00	69,94%
Achats	5 800,00	3,45%
Services extérieurs	25 150,00	14,97%
Autres services extérieurs	16 400,00	9,76%
Impôts et taxes directement liés à l'opération	3 150,00	1,88%
Total	168 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	84 000,00	50,00%
ACSE IDF	10 000,00	5,95%
ACSE CDV EST ENSEMBLE	2 500,00	1,49%
EPTI Seine Amont	2 000,00	1,19%
EPTI Est ensemble	4 500,00	2,68%
PARIS	22 500,00	13,39%
Autofinancement dont participation couvés	42 500,00	25,30%
Total	168 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	84 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	171 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	172 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	168 000,00 €
	Montant total	511 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002472

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AFILE 77 – APPUI AUX NOUVEAUX ENTREPRENEURS A L'ESSAI DE 3 ANTENNES DE COUVEUSE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 50 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AFILE 77
Adresse administrative : 10 RUE CARNOT
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence RIGAULT, Directrice

Date de publication au JO : 11 décembre 1991

N° SIRET : 38470641200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 51 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 3 antennes comme indiqué ci-dessous :
- Antenne Noisiel : 23 nouveaux EAE
- Antenne Meaux : 23 nouveaux EAE
- Antenne Sénart-boréal : 5 nouveaux EAE

Description :
La couveuse est un lieu d'apprentissage collectif qui permet à des porteurs de projet en création d'entreprise de tester en grandeur réelle leur entreprise.
Ces entrepreneurs à l'essai bénéficient d'une formation au métier d'entrepreneur et d'un accompagnement pour tester la viabilité de leur projet.

Dans la couveuse, l'entrepreneur à l'essai évalue sa capacité à entreprendre. Il bénéficie d'un hébergement juridique et économique : Il achète et vend ses produits ou services en utilisant le numéro SIRET de la couveuse.
La couveuse permet ainsi une limitation des risques de défaillances, de «casse sociale» et contribue à l'amélioration des conditions d'aboutissement des projets de création. La couveuse est également un dispositif qui permet de lutter contre le travail non déclaré et de développer des niches d'activités correspondant aux besoins des territoires.
Pour les entrepreneurs qui souhaitent créer leur entreprise dans le domaine des services à la personne, AFILE 77 a créé la première couveuse disposant d'un agrément simple. Cet agrément permet aux couvés de faire bénéficier à leurs clients de tous les avantages fiscaux prévus par la loi (TVA à taux réduit, et déductions fiscales).

La couveuse Boréal de Sénart présente une spécificité : la convergence entre hébergement physique et juridique de l'activité dans un même lieu d'apprentissage entrepreneurial, espace de créativité, d'échanges et de dynamique collective sur le territoire de Sénart. Le partenariat avec la fabrique à initiative permet par ailleurs d'envisager la spécialisation ESS de la couveuse. Au minimum une place sera réservée chaque année à l'accompagnement d'un projet relevant du champ de l'ESS et de l'innovation sociale.

Moyens mis en œuvre :
La couveuse propose des réunions d'information sur ses 3 sites Melun, Noisiel et Meaux et à la Maison de l'Emploi de Sénart.
Une fois sélectionnés, les entrepreneurs signent un contrat CAPE. Les entrepreneurs intégrés à la couveuse Boréal signent également un contrat pour intégrer l'espace de co-working de la pépinière d'entreprise de Sénart.

Les entrepreneurs bénéficient :
- D'un accompagnement d'une durée de 3 à 12 mois
- Des entretiens individuels (2 heures tous les 15 jours) avec pour thème : la gestion, le marketing, les aspects juridiques et fiscaux de la création d'entreprises.
- Des formations collectives
- Des moyens financiers : avance de trésorerie, financement grâce au microcrédit (AFILE 77 est la délégation seine-et-marnaise de l'Adie)
- Pour les porteurs de projet désireux de créer dans le domaine des services à la personne, Afile 77 a créé la première couveuse Service à la Personne
- Une salle de réunion et un bureau équipé en matériel bureautique et connexion Internet sur chaque site

Les moyens humains déployés pour le fonctionnement global de la couveuse:
- Un responsable TPE (0,1 ETP)
- Un chargé de développement (0,8 ETP)
- Un attaché administratif (0,1 ETP)
- Un responsable couveuse (0,97 ETP).
- Un responsable du pôle ESS et accompagnateur ESS

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
- Bénéficiaires du RSA
- Demandeurs d'emploi et demandeurs d'emploi longue durée
- Publics demandeurs d'emploi habitant les quartiers politique de la ville

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant : une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 45 000 € par antenne/an.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Soit :
- Meaux : 12 x 2000 = 24 000 €
- Noisiel : 11 x 2000 = 22 000 €
- Sénart Boréal : 2 x 2 000 = 4 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	84 756,00	83,52%
Achats	3 559,00	3,51%
Services extérieurs	6 960,00	6,86%
Autres services extérieurs	6 200,00	6,11%
Total	101 475,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	50 000,00	49,27%
Autofinancement	9 725,00	9,58%
Conseil départemental 77	10 000,00	9,85%
EPCI	6 750,00	6,65%
FSE	25 000,00	24,64%
Total	101 475,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	107 000,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	39 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	7 200,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	105 364,65 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	35 880,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	207 148,50 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2016	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	33 280,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	17 500,00 €
	Montant total	1 100 773,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002488

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RURBAN COOP - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 22 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RURBAN COOP
Adresse administrative : 32 RUE JEAN ANTOINE HOUDON
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant :

Objet : La coopérative a pour objet :
- la production et le commerce sédentaire et ambulant de biens et de services, de formation... ;
- la promotion de l'entrepreneuriat collectif.

N° SIRET : 53941610700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE RURBAN COOP est d'accompagner 22 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
RurBan Coop a pour vocation de fédérer des entrepreneurs individuels, porteurs de projets avancés ou ayant débuté leurs activités et qui souhaitent entreprendre autrement dans un cadre collaboratif.
Leur adhésion est conditionnée à l'acceptation du dossier par l'équipe dirigeante puis par l'assureur de Rurban Coop, la MACIF.

Le parcours de l'entrepreneur se découpe en plusieurs phases :

1) Premier contact lors d'une réunion d'information collective chez un de nos partenaires ou dans nos locaux, suivi d'un entretien individuel.
Cet entretien aura pour but de cerner le besoin de l'entrepreneur en terme d'accompagnement dans la mise en place de son activité, et l'orienter si besoin vers un partenaire de la création type couveuse ou boutiques de gestion si le projet n'est pas assez avancé.
Si le projet est adéquat et l'entrepreneur motivé par l'entrée dans la CAE, la réelle phase de formalisation et d'accompagnement commence.

2) Accompagnement au développement de l'activité de l'entrepreneur, en fonction de ses besoins personnels et de l'état d'avancement de son projet ou de son activité, dans le cadre d'une convention d'accompagnement.
Mise en place d'un plan de formation et d'accompagnement personnalisé, et d'une comptabilité analytique propre à l'entrepreneur. Aide dans la génération de devis, de factures, dans le suivi comptable de son activité. Réflexion sur la démarche commerciale et aide dans la rédaction des documents commerciaux.

3) Une fois l'activité lancée et suffisamment rémunératrice, signature d'un CDI à horaires variables, ajusté en fonction de l'activité de l'entrepreneur et du besoin de lisser les revenus sur l'année. La CAE assure toute la gestion administrative et comptable de l'activité et met à la disposition de l'entrepreneur des locaux pour recevoir ses clients/fournisseurs et avoir un lieu pour travailler. La CAE propose des formations et des temps collectifs importants pour contrer l'isolement que l'on retrouve couramment chez les créateurs d'entreprise. Elle propose également une mutualisation des achats de type fournitures de bureau, création et édition des documents commerciaux, logos, charte graphique, et a le projet de mutualiser un véhicule.
A terme la mutualisation de la trésorerie sera mise en place pour permettre d'assurer un revenu minimum à tous les entrepreneurs, même en cas de coup dur.

Moyens mis en œuvre :
1 ETP Gérance et accompagnement des porteurs de projet et entrepreneurs du 77
0,8 ETP Direction et accompagnement des porteurs de projet et entrepreneurs du 91 et du 77
0,3 ETP Comptabilité

Développement des informations collectives, notamment chez les partenaires. Permanences à Melun (77 Sud), Serris (77 Nord), et Etampes (91 Sud). Une permanence dans les locaux du PTCE Pole NOE sera mis en place début 2015 pour rencontrer les entrepreneur-e-s du Nord Essonne.

Développement de la partie « RurBan Coop, Vivier de Compétences » afin de vendre la coopérative auprès des TPE/PME comme une structure pouvant répondre à leurs besoins, afin d'augmenter le CA des entrepreneur-e-s et de ce fait les fonds propres de la coopérative.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Tous publics, demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, focus sur l'entrepreneuriat féminin et le rebond après un échec.

Détail du calcul de la subvention :
Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant :

11 porteurs de projet X 2 000 = 22 000 €

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	31 720,00	43,06%
Achats	19 440,00	26,39%
Services extérieurs	9 250,00	12,56%
Autres services extérieurs	13 250,00	17,99%
Total	73 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 000,00	29,87%
Autofinancement	27 500,00	37,33%
Département	20 400,00	27,69%
EPCI	2 500,00	3,39%
Financement CE	1 260,00	1,71%
Total	73 660,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	44 000,00 €
	Montant total	164 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002486

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PORT PARALLELE - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 46 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PORT PARALLELE
Adresse administrative : 70 RUE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant :

Objet : La coopérative a pour objet:
- la production et la vente de prestations de services, d'études, d'ingénierie et de formations, plus particulièrement dans les domaines des nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- La production et le commerce de biens, d'objets mobiliers divers, en sédentaire et en ambulant;
- La promotion de l'entrepreneuriat collectif par :
=> L'accompagnement, le conseil et la formation des hommes et des femmes dans la création de leur propre emploi, activité ou entreprise,
=> La mutualisation des moyens et des outils d'accompagnement ...

N° SIRET : 49219620900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 46 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 2 antennes comme indiqué ci-dessous :

- Antenne Port Parallèle : 24 porteurs
- Antenne Confluences : 22 porteurs

Description :
PORT PARALLELE est une structure d'appui conseil pour la phase de test de la viabilité économique des projets. Elle offre un accompagnement à des porteurs de projets qui sont de bons experts mais qui ont besoin d'apprendre le métier de chef d'entreprise : gérer, prospecter et commercialiser. Elle héberge juridiquement et socialement le porteur de projet et son activité économique, elle minimise le risque financier et juridique.
Elle permet de :
- gagner du temps dans les formalités administratives et réglementaires
- d'être assisté pour la résolution des litiges ou des impayés, véritables plaies des travailleurs indépendants.
Tout porteur de projet Francilien est accueilli sans présumer de sa réussite économique future.

PORT PARALLELE s'appuie sur le concept d'entrepreneuriat salarié. Un entrepreneur signe un CDI et est salarié de son chiffre d'affaires. Il bénéficie ainsi d'une protection sociale de bonne qualité en tant que salarié, un statut qui couvre le mieux les périodes non travaillées de la vie : maternité, retraite, invalidité, maladie, formation, chômage. Une participation de 10% de son CA HT permet de faire fonctionner les services supports mutualisés entre tous les entrepreneurs.
Une fois que l'entrepreneur est assuré d'avoir passé le cap du test, il fait le choix de créer une entreprise ou bien de développer durablement son activité au sein de la CAE.
Ce choix de rester et pourquoi pas de devenir associé repose sur un goût personnel à entreprendre dans l'économie sociale mais c'est aussi parce que l'entrepreneur a développé un réseau d'affaires, des solidarités collectives.

La CAE Port Parallèle est généraliste, mais a développé deux pôles de compétences :
- métiers du numérique et communication
- activités liées au développement soutenable
La logique de pôle renforce le réseau des entrepreneurs, leur permet de sortir de l'isolement commercial pour élaborer des offres communes.
Port Parallèle développe également une enseigne commerciale collective, Omnicité, créée, organisée et gérée par les entrepreneurs. Un apprenti chef de projet et management commercial est chargé d'animer l'enseigne. Son objectif : se consacrer à la recherche de nouveaux marchés à fort potentiel.

L'antenne Confluences, pour sa part, se concentre sur l'accueil de porteurs de projets issus du Val d'Oise et du Nord des Yvelines.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains pour l'ensemble de la structure Port Parallèle :
- 2,5 ETP sur l'accompagnement comptable et des affaires sociales
- 2 ETP sur l'appui à la création et au développement des activités économiques
- 2 salariés en charge de Confluences
- Des consultants extérieurs pour l'animation de certains ateliers et formations
- 1 bénévole en accompagnement de la direction et 1 en appui conseil de l'enseigne commerciale collective.

Moyens logistiques :
- siège à Paris 11e
- lieu d'accueil pour Confluences sur Cergy-Pontoise.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Tout porteur de projet francilien et notamment : femmes, demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, handicapés, personnes immigrées ou issues de l'immigration, personnes issues de quartiers politiques de la ville, séniors.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant : une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale soit :

- Port parallèle Paris: 12 porteurs de projet X 2 000 = 24 000 €
- Confluences : 11 porteurs de projet X 2 000 = 22 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	186 500,00	91,20%
Achats d'études et prestations de services	3 250,00	1,59%
services extérieurs	12 450,00	6,09%
Autres services extérieurs	2 300,00	1,12%
Total	204 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	46 000,00	22,49%
Autofinancement	120 000,00	58,68%
Département de Paris	10 000,00	4,89%
CACP	1 000,00	0,49%
Fonds européens	27 500,00	13,45%
Total	204 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	46 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	73 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	86 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	82 341,00 €
	Montant total	421 341,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002485

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LA FORGE - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS D'1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	16 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FORGE
Adresse administrative : 29 RUE RIEUSSEC
78220 VIROFLAY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Laurent Thuvignon, Gérant

Objet : La Société réalise l'accompagnement et le conseil des hommes et des femmes dans la création et le développement de leur propre emploi, activité ou entreprise : production et études paysagistes, édition vidéographique et production visuelle, commerce de biens et de services, prestation de conseil, de formation et d'évaluation, de ventes d'objets mobiliers et d'antiquités, de joaillerie, de métaux précieux et de restauration, animations culturelles et sportives.

N° SIRET : 53740977300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE La Forge est d'accompagner 16 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
Les micro- ou auto-entrepreneurs rencontrent souvent, tous, les mêmes difficultés : isolement, absence d'accompagnement, impossibilité d'accéder à des marchés importants par manque de crédibilité, précarité accrue à l'égard de leur couverture sociale, difficultés à articuler vies professionnelle et familiale, revenus aléatoires, dépendance à l'égard d'une poignée de donneurs d'ordres etc.

Les Coopératives d'Activités et d'Emploi (CAE), s'adressent à toutes celles et ceux qui, en se « mettant à leur compte », visent surtout à créer leur propre emploi dans une mutuelle de travail. Plutôt que de créer sa propre entreprise, il s'agit de créer son emploi salarié dans une entreprise coopérative que l'on partage avec d'autres entrepreneurs ayant des compétences et des projets très divers.

Le parcours type d'un entrepreneur intégrant la CAE la Forge est le suivant :
- information collective
- entretien individuel de diagnostic
- entrée dans la CAE sous convention d'accompagnement (3 mois, renouvelable 4 fois)
- signature d'un CDI lorsque le chiffre d'affaires existe (contrat de minimum 5h par mois)
- accès au sociétariat

A partir du moment où le porteur de projet intègre la Forge, il bénéficie d'un accompagnement individualisé, composé de :
- ateliers collectifs communs sur l'entrepreneuriat : gestion de projet, environnement du projet, tarification, stratégie commerciale, bilan etc...
- ateliers spécifiques aux besoins des entrepreneurs : gestion des stocks, facturation, appels d'offre
- entretiens individuels avec un conseiller
- rencontres mensuelles entre entrepreneurs

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 1 ETP gérance
- 1 chargé d'accompagnement
- 1 apprenti administratif

Prestations de services :
- mutualisation des outils comptables paye etc de Coopaname
- formations collectives

Charges de structure, notamment :
- locaux
- assurances
- frais généraux

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
La CAE 78 s'adresse à toute personne souhaitant créer ou développer une activité sous statut salarié. Il s'agit généralement de demandeurs d'emplois, d'auto-entrepreneurs, de travailleurs indépendants ... Ils sont souvent motivés par la possibilité de créer leur propre emploi sans avoir à créer une boîte, de conserver ou revenir vers un statut salarié ou de ne plus rester isolé dans leur activité d'auto-entrepreneur.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant :

- Une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne, soit 8 x 2 000 €= 16 000 €

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	27 750,00	54,52%
Achats	6 650,00	13,06%
Services exterieurs	2 500,00	4,91%
Autres services extérieurs	10 142,00	19,93%
Impôts et taxes	3 858,00	7,58%
Total	50 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	16 000,00	31,43%
Autofinancement	13 900,00	27,31%
Département	10 000,00	19,65%
DIRECCTE 78	6 000,00	11,79%
Prefecture	5 000,00	9,82%
Total	50 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Couveuses et CAE : amorçage	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	24 000,00 €
	Montant total	54 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002482

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ESSCOOP - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSCOOP
Adresse administrative : 105/117 AV VICTOR SCHOELCHER
91170 VIRY-CHATILLON
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant :

Objet : La coopérative a pour objet :
- la production et le commerce sédentaire et ambulant de biens et de services, de formation... ;
- la promotion de l'entrepreneuriat collectif.

N° SIRET : 53932839300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE ESSCOOP est d'accompagner 19 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
L'ACCOMPAGNEMENT :
L'accompagnement individuel : suivi de l'évolution du projet et de son porteur. Ce temps de partage a aussi pour vocation d'appréhender et d'assimiler dans le temps tous les aspects techniques liés à l'entrepreneuriat comme la comptabilité, la fiscalité, commercialisation….
L'accompagnement collectif : ateliers de démarrage regroupant l'ensemble des éléments stratégiques à définir lors de l'amorçage du projet : gestion de projet, communication, marketing, stratégie de commercialisation, tarification, simulations d'entretien de vente,…et ateliers spécifiques métiers

mutualisés avec Coopaname.
L'accompagnement mutuel : transfert de compétences (travail en groupe, binôme..), échanges de bonnes pratiques...

TRAVAIL EN RESEAU, MUTUALISATION, MISE A DISPOSITION D'OUTILS ET DE LIEUX DE TRAVAIL :
Outil extranet mutualisé avec quatre coopératives dont Coopaname pour se rencontrer, partager créer et mutualiser les compétences de chacun entre plus de 700 entrepreneurs, mais aussi de connaître et participer aux projets de chaque coopérative.
Membres de Développement et Partage, association d'entrepreneurs qui dispense des formations techniques et propose des matinées de mise en réseau avec des acteurs locaux.
Mutualisation des aspects comptables, administratifs, juridiques et de gestion.
Un bureau partagé dédié à la prospection téléphonique avec la possibilité d'être conseillé et suivi par son chargé d'accompagnement, réunions et travaux collectifs entre entrepreneurs ou individuels, rendez-vous commerciaux avec les clients et prospects.
Une salle de réunion de 90m2 pouvant accueillir jusqu'à 40 personnes. Dans ce lieu, les entrepreneurs disposent d'un espace pour dispenser des formations auprès de leurs clients.

Moyens mis en œuvre :
Direction : 0,30 ETP
Accompagnement : 1,29 ETP
Administratif : 0,27 ETP

Equipement : locaux composés de 2 bureaux et d'une grande salle de réunion partagée, 2 pc informatiques (dont 1 portable) 1 imprimante hp réseau, ligne adsl et wifi, 2 téléphones (1 portable et 1 ligne fixe), outils de gestion, extranet et serveurs mutualisés avec autres coopératives.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Esscoop s'adresse à tous les porteurs de projet essonniens.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale soit :

- Une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne, soit pour Esscoop : 9 porteurs de projet X 2 000 = 18 000 €

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	42 180,00	74,00%
Achats	8 335,00	14,62%
Services extérieurs	2 785,00	4,89%
Autres services extérieurs	3 700,00	6,49%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	18 000,00	31,58%
Autofinacement	17 500,00	30,70%
PRE	10 000,00	17,54%
Coeur Essonne EPCI	7 500,00	13,16%
EPT 12	2 500,00	4,39%
Financement privé	1 500,00	2,63%
Total	57 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	50 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	50 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	38 000,00 €
	Montant total	138 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002480

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COOPETIC MEDIAS - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS D'1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPETIC MEDIAS
Adresse administrative : 7 RUE DE PALESTRO
75002 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Nicolas FESTE, gérant

Objet : - la promotion de l'entrepreneuriat collectif par l'accomapgnement, le conseil et la formation des hommes et des femmes dans la création de leur propre emploi, activité ou entreprise, la mutualisation des moyens et outils d'accompagnement et de gestion des entrepreneurs salariés
- la fourniture à titre professionnel, la collecte, le traitement, la mise en forme de tous éléments d'information ayant fait l'objet d'un traitement journalistique par Coopetic medias.

N° SIRET : 80457246900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 12 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile

Description :
COOPETIC MEDIAS, créée en octobre 2014, a pour objet d'accueillir des professionnels de la presse (journalistes, journalistes reporters d'images, rédacteurs en chef, secrétaires de rédaction, iconographes…) et de leur proposer un statut qui leur permet d'exercer leur métier dans des conditions

sécurisées.
Pour ce faire, COOPETIC MEDIAS a obtenu l'agrément d'agence de presse pour une durée de 3 ans, à l'unanimité de la commission paritaire. Il permet d'assurer aux journalistes qui facturent à des médias via COOPETIC MEDIAS, de bénéficier ou de conserver la carte de presse.

L'arrivée d'une CAE organisée en agence de presse a comblé un vide dans un secteur professionnel en grande difficulté et a été très bien accueillie :
- Par les journalistes, à qui les médias et les groupes de presse, demandent de plus en plus fréquemment de facturer et les poussent vers le statut de l'auto-entreprenariat
- Par ces mêmes médias et groupes de presse, pour qui le recours à l'agence de presse COOPETIC MEDIAS, leur permet de rester dans la légalité
- Par les partenaires : les associations de journalistes, les syndicats, les clubs de la presse, le pôle emploi journaliste, qui trouvent en COOPETIC MEDIAS une proposition qui permet de reconstituer du salariat et garantit donc le statut de journaliste.

Le parcours d'un coopérateur entrant chez Coopetic Media est schématiquement le suivant :
- information collective
- intégration avec la signature d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) pour le test d'activité. L'objectif prioritaire est que les professionnels puissent se reconstituer un CDI grâce à leur facturation.
- journée d'accueil avec formation à l'utilisation des outils de devis et facturation, repérage de compétences le cas échéant
- ateliers collectifs (formation de formateurs, formation commerciale, animation des réseaux sociaux....)

Comme les CAE généralistes, Coopétic Medias prévoit la CDIsation de ses journalistes à terme, puis l'entrée au sociétariat. Particularité de la structure, Coopétic Media propose aussi des contrats de piges (CDD d'usage) pour les journalistes déjà multi pigistes et ne se projetant pas immédiatement dans du salariat en CDI.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains:
- 1 chargée de mission et d'animation
- 1 chargé de communication
les deux postes correspondant à 0.75 ETP.

Prestations externes :
Une mutualisation des fonctions supports est notamment organisée entre Coopetic Media et Coopetic, tant sur des prestations comptables et administratives que pour la mise à disposition de bureau et de salles de réunion.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les journalistes franciliens en situation précaire : demandeurs d'emploi, free lance non titulaires de la carte de presse, jeunes professionnels. Avec 21 419 cartes de presse comptabilisées en 2013, l'Ile-de-France compte 59,08 % des journalistes de France et est particulièrement concernée par l'enjeu de précarisation de ce secteur d'activité.

Une attention particulière sera apportée aux journalistes franciliens de plus de 45 ans voire de plus de 50 ans qui constituent une grande partie du public déjà intéressé par le projet.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale soit :

- Une subvention de 2000 € par porteur de projet, soit 6 x 2 000 € = 12 000 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	17 172,00	59,21%
Achats	174,00	0,60%
Services extérieurs	7 388,00	25,48%
Autres services extérieurs	4 096,00	14,12%
impots et taxes	170,00	0,59%
Total	29 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 000,00	41,38%
Autofinancement	13 500,00	46,55%
Autres fianncements public	2 000,00	6,90%
Refacturation locaux	1 500,00	5,17%
Total	29 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE : amorçage	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	24 000,00 €
	Montant total	54 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002479

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COOPERATIFS ! - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 16 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATIFS
Adresse administrative : 3 RUE ALBERT MARQUET
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Stéphane VEYER, Gérant

Objet : La réalisation et la vente de prestations de services au domicile des personnes ou dans son environnement immédiat si ces services contribuent au maintien à domicile des personnes. La mutualisation, l'accompagnement, la coordination et la formation de personnes dans la création de leur propre emploi dans le domaine exclusif des services à domicile.

N° SIRET : 49761043600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE Coopératifs! est d'accompagner 16 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
Coopératifs! offre une alternative à la création d'entreprise classique (et notamment aux formes précarisées de type auto-entrepreneuriat) à toute personne qui souhaite « se mettre à son compte ». Plutôt que de créer sa propre structure juridique, le porteur de projet est invité à créer son emploi salarié dans une entreprise partagée (une société coopérative) avec 60 autres entrepreneurs. Collectivement, les

coopérateurs se dotent du droit, de la protection sociale, des sécurités, des outils financiers, des réseaux, de la force de négociation, des moyens mutualisés, auxquels ils ne pourraient accéder en étant entrepreneurs individuels. Ils contribuent aussi à accompagner de nouveaux arrivants de manière à ce que chacun ait les capacités de vivre de ses savoir-faire. L'accès à la coopérative s'effectue sans sélection préalable du projet ni de la personne. Le porteur de projet bénéficie d'un accompagnement individuel, collectif et mutuel de manière à tester, lancer, développer, pérenniser son activité économique. Dès les premiers chiffres d'affaires, il signe un CDI avec la coopérative. Il en devient associé dès lors qu'il en fait le choix, une fois son emploi stabilisé.
Coopératifs!, filiale de Coopaname, permet à des personnes ayant un savoir-faire de créer leur propre activité dans le secteur de services à la personne. Pour ce faire, Coopératifs! dispose de l'agrément simple règlementé par la loi Borloo 2005 relative à ce secteur. Cette déclaration mutualisée permet aux entrepreneurs de bénéficier des avantages sociaux et fiscaux spécifiques aux services à la personne sans avoir à effectuer eux-mêmes les démarches administratives. Cette CAE à vocation régionale mutualise avec les antennes généralistes de Coopaname et Esscoop certains ateliers collectifs, frais administratifs ou fonctions, et assure le suivi individuel des porteurs de projet dans les différents points d'accueil existants (75, 91, 92, 93 et 94).

Moyens mis en œuvre :
L'accompagnement est effectué par une chargée d'accompagnement à mi-temps. Elle reçoit les porteurs de projet en premier entretien et les suit ensuite individuellement, autant que leur projet le nécessite. Cette chargée d'accompagnement animera également des ateliers dans le cadre de l'accompagnement collectif.
La comptabilité de Coopératifs! est assurée par une salariée ayant connaissance des spécificités des services à la personne (0,50 ETP).
Filiale de Coopaname, Coopératifs! bénéficie de la mutualisation avec la CAE généraliste des locaux, du service administratif, des ateliers de développement et d'un appui humain lorsqu'il est nécessaire.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Tout public francilien. Il n'y a aucune sélection selon des critères sociodémographiques. De fait, la coopérative s'adresse très majoritairement à des demandeurs d'emploi dont la moitié l'est depuis plus d'un an. Certaines populations font l'objet d'une prescription plus volontariste : bénéficiaires de minima sociaux, personnes handicapées, jeunes issus des quartiers populaires.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale soit:

- Une subvention de 2000 € par porteur de projet, soit 8 x 2 000 € = 16 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	23 495,00	69,20%
Achats	775,00	2,28%
Services extérieurs	3 000,00	8,84%
Autres services extérieurs	6 680,00	19,68%
Total	33 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	16 000,00	47,13%
Autofinancement	10 300,00	30,34%
Ville de Paris	7 650,00	22,53%
Total	33 950,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	32 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	32 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	24 000,00 €
	Montant total	88 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002478

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COOPANAME - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 5 ANTENNES DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 110 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPANAME
Adresse administrative : 3/7 RUE ALBERT MARQUET
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Madame NOEMIE DE GRENIER, Directrice

Objet : La coopérative a pour objet :
- la production et le commerce sédentaire et ambulant de biens et de services, de formation... ;
- la promotion de l'entrepreneuriat collectif.

N° SIRET : 44876252600136

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de l'antenne Nanterre de Coopaname est d'intégrer 110 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 5 antennes comme indiqué ci-dessous :
- antenne de Paris-Est: 22 porteurs
- antenne de Paris-Sud: 22 porteurs
- antenne de Nanterre : 22 porteurs
- antenne de Plaine Commune: 22 porteurs
- antenne du Val de Marne : 22 porteurs

Description :
Coopaname offre une alternative à la création d'entreprise classique (et notamment aux formes précarisées de type auto-entrepreneuriat) à toute personne qui souhaite « se mettre à son compte ». Plutôt que de créer sa propre structure juridique, le porteur de projet est invité à créer son emploi salarié dans une entreprise partagée (une SCOP-SA) avec 650 autres entrepreneurs. Collectivement, les coopérateurs se dotent du droit, de la protection sociale, des sécurités, des outils financiers, des réseaux, de la force de négociation, des moyens mutualisés, auxquels ils ne pourraient accéder en étant entrepreneurs individuels. Ils contribuent aussi à accompagner de nouveaux arrivants de manière à ce que chacun ait les capacités de vivre de ses savoir-faire. L'accès à la coopérative s'effectue sans sélection préalable du projet ni de la personne. Le porteur de projet bénéficie d'un accompagnement individuel, collectif et mutuel de manière à tester, lancer, développer, pérenniser son activité économique. Dès les premiers chiffres d'affaires, il signe un CDI avec la coopérative. Il en devient associé dès lors qu'il en fait le choix, une fois son emploi stabilisé. Coopaname construit une forme originale de mutualité, une « mutuelle de travail », dans laquelle des professionnels se protègent mutuellement et dans la durée leurs parcours professionnels. L'antenne Nanterre accueille et accompagne les porteurs de projet des Hauts-de-Seine, mais aussi des Yvelines et du Val d'Oise.

Moyens mis en œuvre :
Fonction d'accueil et d'accompagnement individuel:
- antenne de Paris-Est: 1 chargé d'accompagnement, au 3 rue Albert Marquet, Paris 20e
- antenne de Paris-Sud: 1 chargé d'accompagnement, au 17 bis rue Jenner, Paris 13e.
- antenne de Nanterre : 1 chargé d'accompagnement, au 2 av Félix Faure, Nanterre.
- antenne de Plaine Commune: 1 chargé d'accompagnement, au 9-13 rue de la Nouvelle France, Aubervilliers.
- antenne du Val de Marne : 1 chargé d'accompagnement, principalement dans le local du 1 rue de Verdun, Chevilly-Larue.

Moyens mutualisés à échelle de la coopérative :
- services comptables, juridiques, direction,
- animation des collectifs d'apprentissage,
- formation professionnelle,
- mécanismes de couverture des trésoreries, effets réseaux,
- mise à disposition de locaux,
- accompagnement mutuel etc.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Tout public francilien souhaitant créer son activité. Il n'y a aucune sélection selon des critères sociodémographiques. De fait, la coopérative s'adresse très majoritairement à des demandeurs d'emploi dont la moitié l'est depuis plus d'un an. Certaines populations font l'objet d'une prescription plus volontariste : bénéficiaires de minima sociaux, personnes handicapées, jeunes issus des quartiers populaires. Les 2/3 des coopérateurs sont des coopératrices. Par ailleurs, la coopérative est particulièrement adaptée à l'accompagnement de projets collectifs, notamment s'ils sont amenés à se constituer sous forme d'entreprises de l'économie sociale (coopérative, mutuelle).

Au niveau des antennes :

- Coopaname Nanterre est, dans le cadre du programme national « Piments », un lieu d'expérimentation de compagnonnage à destination des jeunes, notamment issus des quartiers populaires.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant : une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale soit :

- antenne de Paris-Est: 11 porteurs de projet X 2 000 = 22 000 €
- antenne de Paris-Sud: 11 porteurs de projet X 2 000 = 22 000 €
- antenne de Nanterre : 11 porteurs de projet X 2 000 = 22 000 €
- antenne de Plaine Commune: 11 porteurs de projet X 2 000 = 22 000 €
- antenne du val de Marne : 11 porteurs de projet X 2 000 = 22 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	245 650,00	58,88%
Achats	78 942,00	18,92%
Services extérieurs	45 637,00	10,94%
Autres services extérieurs	47 002,00	11,27%
Total	417 231,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	110 000,00	26,36%
Autofinancement	175 481,00	42,06%
Ville de Paris	22 950,00	5,50%
Conseil départemental du Val de Marne	12 500,00	3,00%
Ville de Nanterre	6 300,00	1,51%
FSE	45 000,00	10,79%
Autres financements publics	45 000,00	10,79%
Total	417 231,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	110 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	300 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	300 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	200 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	17 300,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	218 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	239 942,78 €
	Montant total	1 275 242,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002477

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CAE CLARA - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 42 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATIVE DE LIAISON DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES
Adresse administrative : 9 RUE DE LA CHARBONNIERE
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant :

Objet : La coopérative a pour objet :
- production et vente de prestations de services, d'études et de formation, dans les domaines artistique et culturel
- Lproduction et commerce de biens, d'objets, de projets artistiques divers, en sédentaire et en ambulant
- production audiovisuelle et numérique dans le cadre des activités suivantes :
production de contenu (...), réalisation et fourniture de prestations audiovisuelles, rédaction d'articles, vidéo, son ou écrits pour tout support télévisuel, internet, dvd, presse.

N° SIRET : 49423878500021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 43 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur

2 antennes comme indiqué ci-dessous :
- Antenne Clara : 22 porteurs
- Antenne Clarabis: 20 porteurs

Description :
La CAE CLARA a pour objectif de soutenir le développement économique des professionnels du secteur culturel, de leurs multi-activité, de leur créations, de leurs projets professionnels et surtout de leur autonomie entrepreneuriale en les accompagnant dans la structuration de leur projet, dans le test de la viabilité économique de leur activité et dans l'encadrement administratif et la gestion de la création de leur emploi.

La démarche d'accompagnement est la suivante :
1. Informer sur les activités de la CAE les professionnels de l'accompagnement (prescripteurs) et accueillir les porteurs de projets intéressés lors de réunions d'informations collectives.
2. Accueillir en rendez-vous individuels tous les porteurs de projets qui souhaitent être informés de ses activités et savoir si leurs projets d'activités professionnelles pourraient se développer dans le cadre de la coopérative.
3. Entretiens d'accompagnement individuel pour les entrepreneurs en convention de partenariat (3 mois renouvelable 2 fois).
4. Entretiens d'accompagnement et de consolidation, développement, pérennisation des activités pour les entrepreneurs déjà salariés
5. Formations aux principes comptables, techniques de commercialisation et de négociation, utilisation des NTIC. Les formations au développement spécifique de l'activité par Pôle Métiers (3h par mois et 3h de préparations des actualités du marché du secteur par l'animateur, permettant de donner de nouvelles pistes stratégiques et commerciales chaque mois).
6. Ateliers d'échanges de pratiques et de travail en commun sur les projets communs et collaborations artistiques (3x3h par mois)
7. La cellule de veille d'appels à projets et projets collectifs, les réponses aux appels d'offres portées par la structure CAE CLARA.
8. L'animation participative du collectif avec les réunions mensuelles, les projets mutualisés et la construction du projet d'entreprise partagée.
9. Gestion interne de la structure CAE par les permanents (statistiques d'entrées et d'activités des E.S - entrepreneurs-salariés-. Gestion administrative, financière, communication et partenariat ainsi que les prestations d'expertise proposées par la structure).

L'antenne Clarabis déploie cette méthodologie auprès de porteurs de projets audiovisuels, et constitue également une société de production spécialisée dans l'audiovisuel, les arts numériques et le multimédia. En proposant de devenir entrepreneur salarié, elle permet de répondre à un besoin spécifique pour les producteurs et techniciens, créateurs et développeurs numériques et multimédias des secteurs en mutation technologique : développer un projet dans un cadre sécurisé, favoriser les créativités collectives, limiter la multi-activité et le cumul de statuts courants dans ces secteurs. Tout en permettant à ces professionnels de bénéficier d'un hébergement juridique, social, comptable et fiscal, CLARAbis les accompagne en leur offrant la possibilité d'appréhender concrètement l'ensemble des réseaux et marchés culturels et plus particulièrement de concevoir et réaliser leurs activités de création et de les lier à leurs activités de production.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- une directrice opérationnelle : Gestion de la structure/management de l'équipe/animation des réunions collectives, développement des partenariats extérieurs et financiers et accompagnements, conseils de porteurs de projets spécifiques, développement de nouveaux projets.
- Une collaboratrice sur l'accompagnement des entrepreneurs et l'animation des temps collectifs et des formations

- Une responsable de l'antenne Clarabis
• Une assistante administrative en contrat de professionnalisation : missions d'assistanat RH et administratif, gestion des plannings des locaux (ouverture du co working aux entrepreneurs en 2013 à organiser), des plannings des formations et temps collectifs, des questions commerciales des entrepreneurs.
• Une responsable comptable et administrative

Moyens techniques :
La CAE CLARA est installée depuis 2009 à la Goutte d'Or dans un espace de 120m² :
- une salle de réunions collective et de formation,
- une cuisine (espace convivial)
- 5 bureaux individuels pour les entretiens et de travail d'accompagnement.
- un espace de présentation de leurs communications
- espace ressources d'informations sur le secteur, l'entrepreneuriat et leurs métiers,
- salle de coworking lorsque de besoin pour les entrepreneurs mais en permanence le soir et tous les jeudis toute la journée.
- wifi
- logiciel de gestion dématérialisé de leurs factures, suivi de règlements etc…..

Depuis mai 2012, CLARAbis bénéficie d'un bureau au sein de la pépinière de la Gaîté Lyrique, permettant aux entrepreneurs de venir rencontrer leur conseillère et d'autres entrepreneurs dans un lieu technologique et innovant.

Les entrepreneurs bénéficient aussi d'un espace personnel au sein du site de la CAE CLARA ainsi qu'un espace « profil » pour présenter leurs activités sur le site public de la CAE CLARA. Les porteurs de projets de Clarabis disposent également d'un espace de présentation « Clarabis ».

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
- les demandeurs d'emplois et les personnes souhaitant créer une entreprise individuelle.
- Les personnes souhaitant créer leur activité, tester et valider leur activité de manière entrepreneuriale, coopérative ou recherchant la démarche de mutualisation entrepreneuriale.
- les professionnels du secteur culturel, de la création et de l'art qui souhaitent développer leurs activités professionnelles et leur multi-activité (issue de tous secteurs culturels) dans un cadre salarié.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet, plafonné à 60 000 € par antenne de CAE.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale soit:
- Clara : 11 x 2000 € = 22 000 €
- ClaraBis : 10 x 2000 € = 20 000 €

les subventions sont non fongibles entre les antennes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	162 750,00	83,14%
Achats	7 150,00	3,65%
Services extérieurs	14 750,00	7,54%
Autres services extérieurs	11 100,00	5,67%
Total	195 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	42 000,00	21,46%
aAutofinancement	77 000,00	39,34%
Département	16 000,00	8,17%
Mairie de Paris	10 750,00	5,49%
FSE	50 000,00	25,54%
Total	195 750,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	74 494,28 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	86 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	162 407,95 €
	Montant total	562 902,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002473

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ALTER-BATIR - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 22 500,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTER BATIR
Adresse administrative : 11 RUE DE L'ESCAUT
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Régis FAGUELIN, Directeur

Objet : La coopérative a pour objet principalement la réalisation et la vente de tous travaux et prestations de services dans les domaines du bâtiment : maçonnerie, carrelage, peinture, vitrerie, revêtement, plâtrerie, couverture, plomberie, chauffage, aménagement et agencement, électricité ainsi que la réalisation de travaux et prestations en matière d'aménagement d'espaces verts, de travaux publics ainsi que la formation, avec une spécialité en écoconstruction.
...

N° SIRET : 49141910700033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE Alter-Bâtir est d'accompagner 18 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile

Description :
Alter-Bâtir vise à répondre à des problèmes spécifiques au secteur du Bâtiment, afin de :
• Réhabiliter auprès des jeunes, les métiers du secteur professionnel du Bâtiment qui possède à la fois

l'une des plus fortes sinistralités (accidents du travail, maladies professionnelles) et un faible niveau de revenus ;
• Encourager les femmes qui veulent travailler ou qui travaillent déjà dans le Bâtiment et les aider à créer leur propre activité ;
• Créer des emplois qualifiés et pérennes pour succéder aux artisans du papy-boom (importants départs à la retraite dans l'artisanat du Bâtiment) ;
• Participer à améliorer les conditions de vie environnementales et sanitaires en Région Ile-de-France par l'encouragement, auprès des professionnels du Bâtiment, des pratiques de l'éco-construction (utilisation de matériaux sains et naturels, réduction de la pollution de l'air intérieur, réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, etc) ;

Moyens mis en œuvre :
1. Structure :
a. Equipe permanente : 1 ETP gérant-fondateur, 1 ETP responsable technique, 1 ETP comptable, 1 ETP assistante comptable, 1 ETP assistant de direction
b. 1 local de bureaux équipé dans Paris 19ème dont : 1 salle de réunion pour 20 personnes, 9 postes informatiques, 5 imprimantes jet d'encre avec scanners, 2 imprimantes laser couleurs, petit matériel et consommables de bureau, logiciels : gestion, comptabilité, paye, bureautique.
2. Matériel pédagogique Bâtiment : 2 séries de prix, REEF (CSTB), matériel diagnostic chantier (1 testeur humidité des murs, 1 compteur radioactivité, 1 testeur qualité des prises de terre, etc), 1 échafaudage SYAM, logiciels spécifiques du Bâtiment, abonnements presse spécialisée.

Intérêt régional :
Dans le cadre de sa politique d'aide à la création d'entreprises et sa volonté d'appuyer les projets relevant d'une démarche sociale et solidaire, la Région Île-de-France s'est fixé pour objectif d'encourager et soutenir l'action spécifique des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés dans la création d'entreprises relevant spécifiquement des secteurs de l'ESS.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 1 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
3 catégories de Professionnels :
1. Professionnels du Bâtiment déjà sensibilisés à l'écoconstruction et qui veulent tester la réalisation de leur projet,
2. Travailleurs non déclarés qui cherchent à régulariser leur situation, tout en changeant de clientèle,
3. Professionnels du Bâtiment sans emploi, qui aimeraient créer leur structure mais qui n'ont pas forcément les compétences suffisantes en gestion pour le faire.

3 conditions d'entrée :
1. Expérience significative dans le Bâtiment et/ou un diplôme type BEP ou CAP
2. Motivation pour créer son activité
3. Ne pas rejeter a priori l'idée de travailler en écoconstruction

Détail du calcul de la subvention :
Alter Bâtir travaille sur l'accompagnement de porteurs de projet d'éco-construction dans une démarche économie sociale et solidaire. Dès lors, le barème applicable est de 2 500 € par porteur de projet accompagné.

Une nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat sera définie en 2017. Il convient donc de proposer un appui sur 6 mois dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale soit :

9 porteurs de projet X 2 500 = 45 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	60 244,00	69,08%
Achats	4 969,00	5,70%
Services extérieurs	12 075,00	13,85%
Autres services extérieurs	9 921,00	11,38%
Total	87 209,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 500,00	25,80%
Autofinancement	59 084,00	67,75%
Ville de Paris	5 625,00	6,45%
Total	87 209,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	45 000,00 €
	Montant total	165 000,00 €

ANNEXE 10 : FICHE PROJET RECTIFIEE DE LA MIEL

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007845

Commission permanente du 12 juillet 2016 CP16-292

Objet : PACE+ LA MIEL (2EME ANNEE DE FONCTIONNEMENT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	69 805,00 €	35,81 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEL MAISON INITIATIVE ECONOMIQUE LOCALE
Adresse administrative : 113 RUE DANIELLE CASANOVA 93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID PROULT, Président

Date de publication au JO : 12 septembre 1998

N° SIRET : 42071447900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Miel a été créée il y a 16 ans, par les élus locaux, après une période où les industries ont fermé une à une, laissant au chômage un volume important d'ouvriers habitants du territoire.
La Miel dans ce contexte a été conçue comme un outil mis en place pour permettre de générer de l'activité économique endogène et créer des emplois par et pour les habitants.
Elle soutient la création d'entreprise et le développement des Très Petites Entreprises du territoire de Plaine Commune. Elle gère et anime deux pépinières et anime le PACE rayonnant sur Plaine Commune depuis 2009.

La Miel présente la particularité d'être située au cœur des quartiers sensibles. Son siège social, le PACE et la pépinière de Saint Denis sont situés dans le quartier des Francs Moisins en ZUS. La pépinière de La Courneuve est située en ZFU au cœur du quartier des 4000.

Le territoire concerne le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération de Plaine Commune soit les villes de Saint Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Stains, Epinay, Villetaneuse, Pierrefitte, Ile Saint Denis et Saint Ouen.

Description :
1.L'accueil et le diagnostic

Le PACE + est un lieu physique d'accueil des TPE situé au cœur du quartier des Francs-Moisins à Saint Denis. Un conseiller dédié reçoit les dirigeants sur RDV afin d'établir avec eux un diagnostic approfondi de leur entreprise. Ce diagnostic va permettre d'identifier le positionnement du dirigeants dans son entreprise, d'analyser les aspects économiques et financiers de l'activité, d'échanger sur leur business model et leur stratégie de développement.
A noter que le diagnostic peut s'effectuer directement au sein de l'entreprise.

2.L'orientation

Au regard des besoins du dirigeant et des freins identifiés au développement de son entreprise, seront proposées des actions organisées au sein du PACE+ et/ou des orientations vers les partenaires (ou La Miel s'il s'agit d'un accompagnement individuel).
Les partenaires seront identifiés selon 6 thématiques relevant du développement de la jeune entreprise, à savoir :
-Le financement,
-Le développement du chiffre d'affaires,
-L'organisation juridique et comptable,
-La communication,
-Les ressources humaines,
-Le développement personnel,
-L'environnement économique (veille concurrentielle, juridique, prospective…).

Les partenaires et relais peuvent émaner de réseaux nationaux (France Active, Réseau Initiative, Réseau Entreprendre, ADIE, consulaires….), d'associations locales (clubs de dirigeants, Plaine de Saveurs…), l'initiatives publiques (bourses de locaux, plateforme RH, relais ZFU, service de développement économique de Plaine Commune, services commerces des villes…) ou de partenaires privés (consultants, Barreau de la Seine Saint Denis, Centre de Gestion Agréé, CGPME, experts comptables…) incluant les grandes entreprises (accueil des RDV de l'Expert, mécénat de compétences).

3.Les animations

Au sein du PACE + seront organisées des animations de type :
Les RDV de l'Expert : Conférences faisant appel à un expert. Elles sont l'occasion de sensibiliser les dirigeants à une problématique, d'échanger avec un expert consultant et avec d'autres dirigeants. Les thématiques sont définies en fonction des besoins identifiés. Elles sont animées en soirées de 18h30 à 20h30 et sont décentralisées au sein de grandes entreprises.

Les ateliers flash : Ce sont des ateliers d'une heure trente, organisés sur l'heure de déjeuner et proposés deux fois par semaine. Ils permettent d'acquérir de manière très pratique des outils et méthodes relevant des 7 thématiques du PACE +.

4.Le recours aux experts :

Le PACE + proposera des permanences d'experts permettant aux dirigeants d'avoir accès gratuitement à un premier niveau d'expertise sur le plan juridique (avocats), comptable (experts comptables), sur les risques (assurance) ou la propriété industrielle (INPI).

Par ailleurs, au regard du diagnostic initialement établit avec le dirigeant, La Miel pourra proposer dans le cadre du PACE +, le recours ponctuel à un expert dans les limites d'un cahier des charges. Il s'agit de lettres de mission co-financées par l'entreprise et le PACE +.

5.Les Rencontres Professionnelles

Il s'agit d'un grand évènement d'une demie journée organisé en partenariat avec Plaine Commune Promotion. Il a pour objectif de dynamiser les échanges entre les entreprises et de leur donner les informations utiles relatives au territoire. Les Rencontres Professionnelles sont organisées en deux temps avec d'une part les rencontres One to One (une plateforme web permet d'organiser des RDV d'affaires de 20 mn entre les entreprises participantes). Une douzaine d'acheteurs de grandes entreprises sont notamment mobilisés à cette occasion. Le second temps est consacré à une conférence portant sur un sujet relatif au développement endogène.

-18 entreprises accueillies individuellement
-328 entreprises participantes aux animations collectives
-79 bénéficiaires des permanences experts (Avocats, expert comptables, INPI, RSI…)
-18 entreprises bénéficiant d'un accompagnement d'un consultant via les lettres de mission
-45% des dirigeants d'entreprise sont des femmes
-62% des dirigeants ont un BAC+3 minimum dont 40% ont un BAC+5/MBA
-La taille des entreprises est en moyenne de 1.4 associés et de 0.35 salariés
-L'âge moyen des entreprises est de 2 ans
-77% des entreprises sont en société
-Tous les secteurs d'activité sont représentés
-Les entreprises accueillies ont exprimé des besoins liées à leur développement. Ceux-ci-ci se sont exprimées en termes de :
- oGestion du temps
- oDéveloppement commercial (développement de sa clientèle ou d'un nouveau marché)
- oDéveloppement des ressources humaines
- oChangement de statut (de l'auto entrepreneur vers l'EURL)
- oConseils pour cession d'une boutique.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains internes :
Une personne est dédiée à l'animation du dispositif.

Moyens humains externes :
Recours aux prestataires externes dans le cadre du dispositif sous forme de :
-Animations des rendez-vous de l'expert.
-Lettres de mission : intervention d'un consultant auprès de l'entreprise bénéficiaire à la suite des préconisations du diagnostic

Intérêt régional :
Le PACE+ participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté. Ce territoire bénéficie d'un PACTE pour le développement du territoire.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Le territoire concerne le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération de Plaine Commune soit les villes de Saint Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Stains, Epinay, Villetaneuse, Pierrefitte, Ile Saint Denis et Saint Ouen. Le siège de La MIEL se trouve à Saint Denis dans le quartier des Francs Moisins qui est une zone CUCS et ZUS. Les bénéficiaires sont répartis sur les villes proportionnellement au nombre d'habitants.

Détail du calcul de la subvention :
La rémunération emploi tremplin (15 000€) n'est pas éligible à l'assiette subventionnable.

Localisation géographique :
- (EX93) CA PLAINE COMMUNE (DISSOUTE AU 01/01/2016)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures non stockées	280,00	0,33%
Locations	4 600,00	5,42%
Entretien et réparations	2 500,00	2,95%
Primes d'assurance	250,00	0,29%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	14 700,00	17,33%
Publicité, publications, relations publiques	3 150,00	3,71%
Déplacements, missions et réceptions	3 195,00	3,77%
Frais postaux et frais de télécommunications	4 000,00	4,72%
Rémunération du personnel spécifique au projet	37 130,00	43,78%
Rémunération emploi tremplin (NE)	15 000,00	17,69%
Total	84 805,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional IDF	25 000,00	29,48%
Etat - Politique de la Ville	11 000,00	12,97%
Emploi tremplin	15 000,00	17,69%
EPT Plaine Commune	13 805,00	16,28%
CDC	20 000,00	23,58%
Total	84 805,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	94 258,62 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	91 845,95 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
	Montant total	261 104,57 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DÉLIBÉRATION n° CP 2017-112

du 08 mars 2017
PARIS RÉGION UP TOME 1
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS PM'UP, TP'UP ET BACK UP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission européenne du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le régime d'aide notifié à la Commission européenne relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté - Aide d'État SA. 41259 (2015/N) ;

VU le régime cadre notifié SA. 39618 « Aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire » entré en vigueur le 19 février 2015 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 17 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 14-219 du 10 avril 2014 désignant les lauréats de l'appel à projets PM'up juillet 2013 ;

VU la délibération n° CP 14-566 du 17 octobre 2014 désignant les lauréats de l'appel à projets PM'up janvier 2014 et attribuant les aides relatives aux plans de développement des lauréats PM'up septembre 2014;

VU la délibération n° CP 15-271 du 17 juin 2015 désignant les lauréats de l'appel à projets PM'up septembre 2014 ;

VU la délibération n° CP 15-681 du 8 octobre 2015 attribuant les aides relatives aux plans de développement des lauréats PM'up de septembre 2014 ;

VU la délibération n° CP 16-180 du 18 mai 2016 attribuant les aides relatives aux plans de développement des lauréats PM'up de juillet 2013 et septembre 2014;

VU la délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM'UP, TP'UP et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 17-052 du 27 janvier 2017 ayant modifié de la convention-type PM'up ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU le rapport CP 17-112 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Désignation de 29 nouveaux lauréats PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 4 410 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-368 du 12 juillet 2016 et modifiée par délibération n° CP 17-052 du 27 janvier 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 4 410 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Adoption de trois avenants spécifiques PM'up

Approuve l'avenant à la convention n° 2013-2-SBS-593529-A attribuant la subvention PM'up à la société **Ecodair** modifiant la répartition des aides par axe en vue d'intégrer les nouvelles orientations stratégiques de l'entreprise, tel qu'il figure en annexe 2.2 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

Approuve l'avenant à la convention n° 2014-1-HT-597498-A attribuant la subvention PM'up à la société **Micronique** modifiant la répartition des aides par axe en vue d'intégrer les nouvelles orientations stratégiques de l'entreprise, tel qu'il figure en annexe 2.3 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

Approuve l'avenant à la convention n°2014-2-TIC-598431-A transférant la subvention PM'up aux sociétés BGFI Consulting et ADNEOM, désignant la société BGFI Consulting comme le mandataire, tel qu'il figure en annexe 2.4 à la présente délibération et autorise la Présidente à le signer.

Article 3 : Soutien aux 6 bénéficiaires de l'aide régionale TP'up - Investissements

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 125 670 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-355 du 12 juillet 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 125 670 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up et métiers d'art » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Soutien aux 8 bénéficiaires de l'aide régionale TP'up - Salons

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.6 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 19 265 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 19 265 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up et métiers d'art » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Back'up Sauvegarde (investissement)

Décide de participer au titre du Back'up Sauvegarde, au financement des projets détaillés en annexe 2.7 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 355 500 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type « Back'up Sauvegarde » en annexe 2.8 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 355 500 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 6 : Back'up Sauvegarde (investissement)

Décide d'attribuer à la SARL FRIENDS une subvention Back'up sauvegarde de 32 500 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type « Back'up Sauvegarde » en annexe 2.8 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 32 500 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION

1.1 ÉTAT RÉCAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-112	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100101 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000865 - Back Up Sauvegarde

Dossier	17003371 - SOVATEX			
Bénéficiaire	P0036244 - SOVATEX			
Localisation	GUYANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
260 000,00 €	HT	50 %	130 000,00 €	

Dossier	17003375 - BERMUDES			
Bénéficiaire	P0036344 - BERMUDES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
260 000,00 €	HT	50 %	130 000,00 €	

Dossier	17003376 - EUROSCOP BACK UP SAUVEGARDE			
Bénéficiaire	EX004761 - EUROSCOP			
Localisation	MALAKOFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 000,00 €	HT	50 %	95 500,00 €	

Dossier	17003752 - Appui Back Up sauvegarde sarl Friend			
Bénéficiaire	P0036611 - FRIENDS			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 000,00 €	HT	50 %	32 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-112	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000865 - Back Up Sauvegarde	388 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191001 - 19100101	388 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400101 - PM'up**

Dispositif : N° 00000396 - PM'up - Investissement

Dossier	17002805 - PM'up jurys janvier et février 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 410 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	4 410 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000396 - PM'up - Investissement	4 410 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194001 - 19400101	4 410 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400201 - TP'up et métiers d'art**

Dispositif : N° 00000953 - TP'up - financement individuel (investissement)

Dossier	17002785 - AFFECTATIONS TP'UP INVESTISSEMENT CP 8 MARS 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	125 670,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	125 670,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-112	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000953 - TP'up - financement individuel (investissement)	125 670,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194002 - 19400201	125 670,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400202 - TP'up et métiers d'art**

Dispositif : N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)

Dossier	17002802 - AFFECTATIONS TP'up FONCTIONNEMENT CP 8 mars 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 265,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	19 265,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)	19 265,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194002 - 19400202	19 265,00 €

ANNEXES 2 À LA DÉLIBÉRATION – TOME 1

2.1 **Désignation de 29 lauréats PM'up**

2.2 **Avenant PM'up – Ecodair**

2.3 **Avenant PM'up – Micronique**

2.4 **Avenant PM'up – BGFI Consulting**

2.5 **Désignation de 6 bénéficiaires TP'up - Investissements**

2.6 **Désignation de 8 bénéficiaires TP'up - Salons**

2.7 **Désignation de 4 bénéficiaires Back'up Sauvegarde**

2.8 **Convention type Back'up Sauvegarde**

2.1 Désignation de 29 lauréats PM'up

Des données plus détaillées figurent dans le Tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Jurys – 12 janvier et 2 février 2017

Domaine d'activité	Raison sociale	Ville :	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nbre de stagiaires
Économie numérique	Core-Techs	Paris	150 000 €	14/09/2016	3
Industries créatives et culturelles	SMARTAPPS	Paris	150 000 €	21/09/2016	3
Économie numérique	YouTransactor	Paris	200 000 €	22/09/2016	3
Économie numérique	SPECTRUM Groupe	SCEAUX	120 000 €	28/09/2016	3
Santé	aqua-tools 1	POISSY	120 000 €	03/10/2016	3
Industrie	EURECAM	Les Ulis	150 000 €	07/10/2016	3
Industrie	GAUDIER KUPPEL Group	La Courneuve	200 000 €	10/10/2016	3
Économie numérique	SIRDATA	Paris	200 000 €	10/10/2016	3
Industrie	ETS PASCUAL	Ferrieres en Brie	150 000 €	11/10/2016	3
Autre	COOPANAME	Paris	180 000 €	11/10/2016	3
Industries créatives et culturelles	PIXAGILITY	Boulogne-Billancourt	200 000 €	13/10/2016	3
Économie numérique	YOLAW SAS	Paris	170 000 €	27/10/2016	3
Industries créatives et culturelles	OLT	PARIS	140 000 €	27/10/2016	3
Industries créatives et culturelles	NAILMATIC SAS	PARIS	150 000 €	28/10/2016	3
Industries créatives et culturelles	Stratus	PARIS	120 000 €	31/10/2016	3
Agroalimentaire	GANIX	Ivry-sur-Seine	200 000 €	10/11/2016	3
Industries créatives et culturelles	XD PRODUCTIONS	Bry-sur-Marne	150 000 €	15/11/2016	3
Économie numérique	ClickandBoat	Paris	150 000 €	30/11/2016	3
Économie numérique	Addict Mobile	Paris	150 000 €	17/11/2016	3
Industries créatives et culturelles	BROCANTELAB'	PARIS	130 000 €	22/11/2016	3
Eco-activités	ECO GTB	Paris	150 000 €	02/12/2016	3
Industries créatives et culturelles	JAPELL	PUSSAY	160 000 €	18/11/2016	3
Économie numérique	KAMELEOON	Paris	180 000 €	02/11/2016	3
Eco-activités	PHENIX SAS	Paris	180 000 €	29/11/2016	3
Économie numérique	QUABLE	PARIS	160 000 €	08/11/2016	3
Économie numérique	THE CUBE	Paris	150 000 €	18/10/2016	3
Économie numérique	SELECTIONN	PARIS	50 000 €	29/11/2016	2
Industrie	SOFABEX	SARCELLES	150 000 €	05/11/2016	3
Santé	SURICOG SAS	Paris	50 000 €	21/10/2016	2

2.2 Avenant PM'up – Ecodair

Avenant n°4
à la convention n° 2013-2-SBS-593529-A
attribuant la subvention PM'up à la société Ecodair

Identification des parties

Région Ile de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 17-xxx du 8 mars 2017.

Titulaire :

Raison sociale : **Ecodair**
Adresse : Rue de l'Évangile Cap 18 00073, 75018 PARIS
SIREN : 494141419
Représenté en la personne de Hervé BAULME, Président Directeur Général, dûment habilité.

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération CP 16-180 du 18 mai 2016 :

- axe 1 : 4 097 € au lieu de 24 097 €
- axe 2 : 20 000 € au lieu de 0 €,

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

A……., le…….
Hervé BAULME, Président

A……., le …….
La Région Île de France

2.3 Avenant PM'up – Micronique

Avenant n°3
à la convention n° 2014-1-HT-597498-A
attribuant la subvention PM'up à la société Micronique

Identification des parties

Région Ile de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 17-xxx du 8 mars 2017.

Titulaire :

Raison sociale : **MICRONIQUE**
Adresse : 61 RUE FERNAND LAGUIDE
91100 CORBEIL ESSONNES

SIREN : 304634918
Représentée par : M. Jean-Pierre LEBOEUF, Président, dûment habilité

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération CP 14-566 du 17 octobre 2014 :
  - axe 1 : 0 € au lieu de 46 100 €
  - axe 2 : 99 100 € au lieu de 53 000 €,

- de modifier comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération CP 15-681 du 8 octobre 2015 :
  - axe 1 : 0 € au lieu de 44 250 €
  - axe 2 : 100 900 € au lieu de 56 650 €,

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

A……., le…….
Jean-Pierre LEBOEUF, Président

A……., le …….
La Région Île de France

2.4 Avenant PM'up – BGFI Consulting

Avenant n°2

à la convention n°2014-1-TIC-598533-A attribuant la subvention PM'up

Identification des parties

Personne morale de droit public :

Région Île de France
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS
Dûment représenté par sa Présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération **CP 17- XXX du 8 mars 2017.**

Bénéficiaire :

BGFI Consulting
Adresse : 251 boulevard Pereire, 75852 PARIS
SIREN : 441 758 984
Représenté en la personne de Monsieur Hugues BONHOMME, son représentant légal, dûment habilité.

Nouveau bénéficiaire :

ADNEOM
Adresse : 251 boulevard Pereire, 75852 PARIS
SIREN : 452 777 808
Représenté en la personne de Monsieur Jeremy JACQUET, son représentant légal, dûment habilité

Suite au rachat de BGFI Consulting par la société Adneom, certaines actions du plan de développement initial seront portées par Adneom. BGFI Consulting est mandataire du projet.

Article 1 : Objet de l'avenant :
Les subventions relatives au plan de développement PM'up déclinant la stratégie décrite dans l'Avenant n°1 à la Convention mentionnée ci-dessus sont portées conjointement par BGFI Consulting et Adneom.

Article 2 :
Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Signature des parties

A……., le ……
Représentant légal de BGFI CONSULTING, Monsieur Hugues BONHOMME

A……., le ……
Représentant légal de ADNEOM, Monsieur Jeremy JACQUET

A……., le ……..

La Région Île de France.

2.5 Désignation de 6 bénéficiaires TP'up – Investissements

Des données plus détaillées figurent dans le tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de candidature	Nbre de stagiaires
Numérique	Digital Village	Paris	18 650,00 €	05/01/2017	1
Numérique	Chronolife	Paris	50 000,00 €	22/12/2016	2
Numérique	New Tank Network	Paris	9 000,00 €	05/12/2016	1
Numérique	Tentingo	Meudon	6 750,00 €	02/12/2016	1
Région – Ville durable et intelligente	Aiduca	Vanves	20 000,00 €	13/11/2016	1
Agroalimentaire	Les Glaciers Parisiens-Alperel	Trappes	21 270,00 €	02/01/2017	1

2.6 Désignation de 8 bénéficiaires TP'up – Salons

Des données plus détaillées figurent dans le tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de candidature	Nbre de stagiaires
Agroalimentaire	Cinq cidrés	Paris	1 700,00 €	19/12/2016	1
Autres	SARL 2011	Paris	1 700,00 €	22/12/2016	1
Agroalimentaire	Altiplans	Paris	2 200,00 €	25/11/2016	1
Numérique	TESTWE	Paris	1 600,00 €	02/12/2016	1
Eco-activités	SOSENZ	Sannois	1 965,00 €	12/12/2016	1
Eco-activités	SOL'ERE Solutions	Grigny	5 000,00 €	05/12/2016	1
Numérique	PARTOO	Paris	3 400,00 €	04/12/2016	1
Agroalimentaire	Les Glaciers Parisiens-ALPEREL	Trappes	1 700,00 €	18/01/2016	1

2.7 Désignation de 4 bénéficiaires Back'up Sauvegarde

Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de candidature	Nbre de stagiaires
Transport	Sovatex	Guyancourt	130 000 euros	10 novembre 2016	3
Téléphonie	Euroscop	Malakoff	95 500 euros	12 octobre 2016	2
Joaillerie	Bermudes	Paris (3ème arrondissement)	130 000 euros	25 octobre 2016	3
Commerce de proximité	Friends	Bobigny	32 500 euros	03 mars 2017	1

2.8 Convention type n° relative au dispositif Back'up Sauvegarde

Le régime d'aides n° SA.41259 relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté

La Région d'Ile-de-France
dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, (Madame Valérie PECRESSE)
en vertu de la délibération n° CP XXXX du XXXXX
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé XXXXX
dont le statut juridique est : XXXXX
N° SIRET : XXXXXXXXXXXX
Code APE : XXXXXX
Dont le siège social est situé au :
Ayant pour représentant : Monsieur XXXXXXX,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part.

PRÉAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif Back'up Sauvegarde adopté par la délibération n° CR 105-16 du 17 juin 2016.

Au regard des conditions d'urgence justifiées par la situation financière du bénéficiaire, l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font par dérogation au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

L'aide accordée au titre de ce dispositif est attribuée sur le fondement du régime d'aides n° SA.41259 relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté adopté par la Commission européenne le 15 juillet 2015.

La subvention objet de la présente convention est attribuée dans les conditions définies au règlement d'attribution du dispositif régional Back'Up Sauvegarde, adopté par la délibération n° CR 105-16 du 17 juin 2016. Il s'agit, par le versement d'une subvention de permettre aux PME franciliennes confrontées à des difficultés économiques mettant en jeu leur survie à court terme, de rétablir au plus vite leur situation en préservant l'essentiel des emplois concernés.

Dans le cadre de ce dispositif, la Région prendra en charge une partie des investissements nécessaires au redressement de l'entreprise tels que présentés au vote de la Commission permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XXX du XXXX, XXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire XXXX, pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXXX .

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT $^{et}/_{ou}$ TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Article 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Dans le cadre de son plan de restructuration, de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le bénéficiaire s'engage, avec la participation financière accordée par la Région Ile-de-France :

- à mettre en œuvre l'intégralité du plan, tel que décrit dans les annexes techniques et financières adoptées en Commission permanente du Conseil régional, et à maintenir en Ile-de-France les effectifs prévus par celui-ci, correspondant aux $^{2}/_{3}$ minimum des effectifs initiaux, sur une période minimale de trois ans ;
- à mobiliser, affecter et mettre en œuvre les moyens humains, techniques et financiers nécessaires au bon déroulement du plan.

Article 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire, etc. ;
- informer la Région des autres participations financières et aides publiques attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- conserver pendant 10 ans les documents comptables et les pièces justificatives à compter de la date d'expiration de la présente convention ;
- tenir une comptabilité ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au Plan comptable général en vigueur.

Obligations relatives au contrôle de la bonne exécution du plan

Le bénéficiaire s'engage à :

- se montrer disponible à l'égard des services de la Région pour suivre l'exécution du plan présenté et dresser son bilan d'exécution à l'échéance de sa mise en œuvre ;
- produire, pour les trois exercices suivant l'échéance du plan à mettre en oeuvre :
    - le compte-rendu annuel d'activité de l'entreprise ;
    - les comptes de gestion du dernier exercice, certifiés conformes par l'expert-comptable ou par un commissaire aux comptes ;
    - l'état des effectifs ;
    - l'état des aides publiques reçues au cours des trois dernières années ;
- participer à l'évaluation du dispositif en répondant favorablement aux sollicitations et demandes d'information nécessaires à cette évaluation, émanant de la Région ou de tout autre organisme par elle désignée, dans les mois suivants le solde de la subvention régionale ;
- communiquer sur simple demande de la Région ou du consultant par elle désignée tout document afférent au programme mis en œuvre au titre de la présente convention.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région-Ile-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par la Commission Permanente, l'entreprise n'a pas transmis aux services de la Région de demande de versement, la subvention devient caduque et son bénéfice est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage du plan projeté ne lui sont pas imputables.

A compter de la première demande versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Art 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Chaque versement de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- une **avance de 80%** du montant de la subvention attribuée à valoir sur les paiements à effectuer par l'entreprise peut intervenir à la signature de la présente convention et sur production par l'entreprise :
  - pour la Région et le Comptable assignataire :
    1. d'une demande de versement bénéficiaire (cf. formulaire en annexe) ;
    2. d'un plan de trésorerie.

  - pour la Région uniquement :
    3. Attestation de TVA.

- le **versement d'un acompte dans la limite de 10%** du montant de la subvention à valoir sur les paiements effectués par l'entreprise et sur production par l'entreprise
  - pour la Région et le comptable assignataire :
    1. d'une demande de versement du bénéficiaire (cf. formulaire en annexe) ;
    2. d'un état récapitulatif détaillé des paiements précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de la mise en œuvre du plan convenu, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées (cf. annexe)

  - pour la Région uniquement :
    1. d'un compte-rendu d'avancement du plan rédigé par le dirigeant de l'entreprise.

Le total de l'avance et du ou des acompte(s) ne pourra pas dépasser la limite de 90% de la subvention.

- le **solde** du montant de la subvention est versé par la Région sur justification :
  - pour la Région et le comptable assignataire :
    - d'une demande de versement du bénéficiaire (cf. formulaire en annexe)
    - du compte rendu financier certifié par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes, à défaut par le trésorier, et par le représentant légal de l'entreprise (cf annexe) ;
    - d'un état récapitulatif détaillé des paiements précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de la mise en œuvre du plan convenu, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées (cf annexe) ;

  - pour la Région uniquement :
    - attestation d'achèvement et du paiement complet du plan subventionné certifié par le représentant légal de l'entreprise ;
    - la dernière liasse fiscale disponible certifiée et signée par l'expert comptable et le représentant légal de l'entreprise ;
    - le compte-rendu de suivi du consultant mandaté par la Région ;
    - attestation de TVA.

Chaque demande de versement est signée par le représentant légal de l'entreprise bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation au plan de restructuration, de sauvegarde ou de redressement judiciaire subventionné.

Les versements sont effectués sur le compte désigné par le bénéficiaire.

Comptables assignataires de la dépense :

M. le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

Article 3.3 - RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

SI AVANCE : les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération de l'assemblée délibérante ayant attribué la subvention, sauf mention contraire spécifiquement délibérée, telle qu'indiquée à l'article 4 ci-dessous et à l'annexe dénommé fiche projet de la présente convention et jusqu'à la date de la demande de versement de solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 3.5 : PRINCIPE DE NON RECURRENCE DES AIDES PUBLIQUES

Le bénéficiaire est informé que conformément au régime d'aides n° SA.41259 relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté, il ne peut recevoir de nouvelles aides publiques au sauvetage ou à la restructuration pendant un délai de 10 ans à compter de la fin de la période de restructuration précisée en annexe à la présente, ou depuis que la mise en œuvre du plan a cessé, selon l'événement survenu en dernier.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire à savoir : XXXXXX

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, en tout état de cause, par application des règles de caducité figurant à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement adopté par la Commission permanente du Conseil régional.

En cas de difficultés à mettre en œuvre le plan de restructuration, celui-ci peut dès lors être modifié par voie d'avenant dans les conditions précitées, les modifications proposées devant respecter les règles posées par la réglementation communautaire (régime d'aides n° SA.41259 relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté) et le règlement d'intervention régional.

ARTICLE 6 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultat de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, notamment dans l'hypothèse où les engagements prévus ne sont pas respectés.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'organisme sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 – ÉVALUATION

L'entreprise bénéficiaire communiquera à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact des aides versées sur leur situation, y compris postérieurement au versement de la subvention régionale, ainsi que mentionné à l'article 2.

ARTICLE 9 – PIÈCES CONTRACTUELLES

- la présente convention de participation financière de la Région Ile-de-France ;
- son annexe technique et financière.

Fait à Paris,

en trois exemplaires originaux,

Le……	Le ……
Pour l'entreprise (raison sociale) Le (titre et fonction du représentant légal)	Pour la **Région Ile-de-France**, La Présidente du Conseil régional,
Prénom et NOM du représentant légal	Valérie Pécresse

ANNEXE 3 - PARIS REGION UP - TOME 2

1. **PM'up : liste détaillée des projets soutenus**
2. **TP'up : liste détaillée des projets soutenus – fiches projet**
3. **Back'up Sauvegarde : fiches projet**

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-096

Du 8 Mars 2017

DISPOSITIF DE SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL : PREMIERE AFFECTATION 2017

DOTATION SUPPLEMENTAIRE AU PNR DU GATINAIS FRANÇAIS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013

VU Le Code général des collectivités territoriales

VU La circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

VU La délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des Parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural, et approuvant l'avenant n°1 à la convention avec l'ASP visée par la délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017

VU Le rapport CP 2017-096 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission des finances

VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire

VU L'avis de la commission du développement économique et de l'innovation

VU L'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, et concernant les entreprises suivantes :

	Entreprises	Nature des investissements	Localisation	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Montant de subvention en euros
Attribution aux entreprises	Restaurant LE TEXIER – MORAIS SARL	Modernisation des locaux et achat d'équipements professionnels	Lardy (91)	5 500 habitants Communauté de communes entre Juine et Renarde	50 800
	Boulangerie QUINTON	Achat d'équipements professionnels, à la suite des inondations de mai/juin 2016	Nemours (77)	13 052 habitants Communauté de communes Pays de Nemours, dont le siège est situé hors de l'unité urbaine de Paris (Bagneux-sur-Loing)	14 162,30
	Chocolaterie pâtisserie boulangerie DENIS DOUCEAU	Achat d'équipements professionnels	Nangis (77)	8 549 habitants Communauté de communes de la Brie Nangissienne	4 235,86
	Boulangerie pâtisserie BORDEREAU G et J	Achat d'équipements et matériels professionnels, à la suite des inondations de mai/juin 2016	Souppes-sur-Loing (77)	5 450 habitants Communauté de communes Gâtinais-Val de Loing	12 110,20
	Salon de coiffure FLONA	Travaux de mise aux normes d'accessibilité des personnes à mobilité réduite et modernisation des locaux	Coulommiers (77)	14 889 habitants Communauté de communes du Pays de Coulommiers, dont le siège est situé hors de l'unité urbaine de Paris (Coulommiers)	22 633,76
	Total				103 942,12

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 103 942,12 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, et concernant les communes suivantes :

	Communes	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Nature du projet	Montant de subvention en euros
Attribution aux collectivités	Vaudoy-en-Brie (77)	879 habitants	Création d'un commerce multi services	87 915,50
	Saclas (91)	1 819 habitants Communauté de communes de l'Etampois Sud Essone	Accompagnement à la reprise d'une pharmacie	127 932,30
	Bures-sur-Yvette (91)	9 926 habitants Communauté d'agglomération Paris Saclay	Rénovation des halles du marché forain	29 169,50
	Villaines-Sous-Bois (95)	718 habitants Communauté de communes Carnelle Pays de France	Création d'un commerce multi services et de restauration, et aménagement d'une place en centre-bourg	88 849
Total				333 866,30

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 333 866,30 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017.

Article 3 :

Subordonne le versement des subventions attribuées aux articles 1 et 2 à la signature de conventions, conformément aux conventions type adoptées par la Commission permanente n° 16-468 du 21 septembre 2016.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer ces documents contractuels.

Article 4 :

Décide de participer au financement des actions de sauvegarde des commerces de proximité, telles que détaillées en annexe 1 à la présente délibération.

Approuve l'avenant numéro 2 à la convention transitoire relative au programme d'actions 2016 du PNR du Gâtinais Français, tel que joint en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 5 :

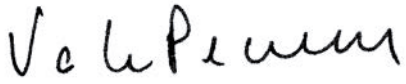
Affecte au PNR du Gâtinais Français une autorisation de programme d'un montant total de 60 000 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant visé à l'article 4.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets à l'annexe 1, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014886

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COMMUNE DE SACLAS - ACCOMPAGNEMENT A LA REPRISE D'UNE PHARMACIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	255 864,60 €	50,00 %	127 932,30 €
	Montant Total de la subvention		127 932,30 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SACLAS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA MAIRIE
91690 SACLAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves GAUCHER, Maire

N° SIRET : 21910533500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Installation d'un pharmacien

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est motivé par les études engagées avant le démarrage des travaux (études de sols notamment).

Objectifs :
Localisée en Essonne, la commune rurale de Saclas comptabilise 1 819 habitants.
Le projet consiste en l'aménagement et l'extension de locaux (appartenant à la commune), destinés à accueillir une pharmacie (à la suite d'une reprise d'activité) et un chirurgien-dentiste. Ce projet étoffera l'offre de services en matière de santé, qui s'est développée ces dernières années par la création d'un pôle de santé, regroupant plusieurs professionnels, et complétera aussi l'offre commerciale qui commence de se développer avec l'accompagnement de la ville (implantation d'un fleuriste, boulangerie/pâtisserie, boucherie, restaurant, notamment).

Description :
La demande de subvention concerne uniquement les investissements liés à l'installation de la pharmacie ; les investissements portant sur les travaux du cabinet du dentiste sont exclus du bénéfice de l'aide régionale.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses d'investissement liées aux travaux d'aménagement et d'extension des locaux commerciaux ainsi que la réalisation des parkings s'élève à 255 864.6 € HT. A ce montant s'applique un taux de subvention régionale de 50%, soit une subvention d'un montant de 127 932.3 €.

Localisation géographique :
- SACLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement (maçonnerie, couverture, menuiserie/serrurerie, plomberie/chauffage, électricité, peinture, carrelage, climatisation)	153 150,00	59,86%
Réalisation de parkings et aménagement des espaces extérieurs de la pharmacie	80 000,00	31,27%
Honoraires architecte	20 214,60	7,90%
Coordinateur SPS	1 000,00	0,39%
Etudes thermiques et diagnostic amiante	1 500,00	0,59%
Total	255 864,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Travaux	127 932,30	50,00%
Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne	28 894,80	11,29%
Fonds propres	99 037,50	38,71%
Total	255 864,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	127 932,30 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	300 000,00 €
2014	Contrats ruraux	25 013,16 €
2015	Contrats ruraux	15 891,93 €
2016	Contrats ruraux	9 009,41 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	53 271,00 €
	Montant total	403 185,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015961

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VILLAINES SOUS BOIS - CREATION D'UN COMMERCE MULTI SERVICES ET DE RESTAURATION ET AMENAGEMENT D'UNE PLACE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	177 698,00 €	50,00 %	88 849,00 €
	Montant Total de la subvention		88 849,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLAINES SOUS BOIS
Adresse administrative : 8 RUE DE LA GARE
95570 VILLAINES-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICE ROBIN, Maire

N° SIRET : 21950660700056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Création d'un commerce multi services et de restauration.

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Localisée dans le Val d'Oise, la commune rurale de Villaines-sous-bois n'est dotée d'aucun commerce de proximité. Le projet consiste ainsi à fournir aux quelques 800 habitants un lieu d'approvisionnement de quotidienneté et de vie locale, au travers de la création d'un commerce multi services offrant principalement des produits de première nécessité (dépôt de pain) et des produits bio issus des circuits courts, et comprenant une salle de restauration. Le restaurant sera doté d'une licence IV, en cours d'acquisition par la commune.

Ce commerce a vocation à accueillir à la fois les habitants et les salariés des pôles commerciaux alentours : Leclerc, Gamme Vert, Leroy Merlin, notamment, garantissant ainsi la viabilité économique du projet.

Description :
Le bâtiment, propriété de la ville, et objet du projet, est une ancienne annexe de la mairie, destinée à être affectée à cette future activité commerciale. La surface totale est d'environ 120 m². Les travaux de rénovation et d'extension du bâtiment communal ne concernent que la surface qui sera affectée au

commerce ; les travaux qui pourraient être entrepris dans le logement situé au premier étage, sont exclus de l'assiette de l'éligibilité à l'aide régionale. L'équipement du restaurant est également exclue des dépenses éligibles.

Il est également prévu l'aménagement d'une place publique en face du bâtiment, objet du futur commerce. Cette place qui est attenante à l'église pourra accueillir des actions commerciales, contribuant ainsi à la dynamisation du centre-bourg.

La gestion du commerce sera accompagnée par les chambres consulaires qui devraient soumettre au Maire plusieurs candidats capables d'animer ce futur lieu, situé en centre-bourg, à proximité de l'église et de la mairie.

La commune a obtenu une aide de l'Etat, au travers de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR), à hauteur de 80 k€, dont une partie est affectée aux dépenses éligibles à l'aide régionale.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses éligibles est de 177 698 € HT, hors équipements et mobiliers du restaurant, soit une subvention de 88 849 €, correspondant à 50% du montant des dépenses.

Localisation géographique :
- VILLAINES-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (maçonnerie, menuiserie, doublages/isolation/peintures, plomberie, chauffage, électricité)	109 998,00	61,90%
Travaux de façade	25 000,00	14,07%
Travaux d'aménagement d'une placette publique	42 700,00	24,03%
Total	177 698,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	88 849,00	50,00%
Aide d'Etat (DETR)	53 309,40	30,00%
Fonds propres	35 539,60	20,00%
Total	177 698,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	88 849,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX016579

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COMMUNE DE VAUDOY EN BRIE - CREATION D'UN COMMERCE MULTI SERVICES DE PROXIMITE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	175 831,00 €	50,00 %	87 915,50 €
	Montant Total de la subvention		87 915,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUDOY EN BRIE
Adresse administrative : PL DE L'EGLISE
77141 VAUDOY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Béatrice L'ECUYER, Maire
N° SIRET : 21770486500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Création d'un commerce multi services de proximité.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est motivé par les études engagées avant le démarrage des travaux.

Objectifs :
Localisée en Seine-et-Marne, et comptabilisant 879 habitants, la commune rurale de Vaudoy-en-Brie ne dispose pas de commerces de proximité, hormis un café bar. Les habitants doivent se rendre à la station-service, située en dehors de la ville sur la route départementale 231 pour acheter les produits de première nécessité (dont le pain), et pour les autres achats dans les communes alentours qui disposent de grandes et moyennes surfaces (communes de Coulommiers, Fontenay-Trésigny ou Pontault- Combault) ou d'une offre commerciale minimale (type épicerie/boulangerie/charcuterie), ce qui nécessite d'être impérativement véhiculés.

Le projet porté par la ville consiste en la création d'un commerce multi services qui fait face à la mairie, au cœur du centre-bourg. Plus précisément, il s'agit de la réhabilitation de locaux d'une ancienne épicerie, fermée à la suite du départ en retraite du gérant. Le bâtiment comprenant les locaux de l'ancienne épicerie (d'une surface de plancher de 84 m²) s'inscrit dans un ensemble immobilier composé de 4 logements (d'une surface de plancher de 216 m²) destinés à être réhabilités en logements locatifs

sociaux. L'ensemble immobilier a ainsi été acquis par la commune en février 2013, pour un montant total de 70 000 €.

Le diagnostic commercial réalisé en septembre 2016, à la demande de la ville, par la CCI de Seine-et-Marne montre que la zone d'influence du projet de création de cette nouvelle activité commerciale à Vaudoy-en-Brie se limite dans une large mesure au périmètre communal, et que sa viabilité économique n'est pas compromise. Le futur commerce a vocation à vendre des produits courants alimentaires et non alimentaires, avec la possibilité de spécialisation dans les produits bio locaux, et d'une offre de services associés (relais postal, photocopieuse, livraisons, paniers repas...).

La CCI de Seine-et-Marne est chargée d'accompagner l'installation du futur gérant avec lequel la commune est en lien.

Ce projet est également éligible au FISAC.

Description :
L'objet de la demande de subvention régionale porte uniquement sur le bâtiment commercial. Le montant des dépenses de réhabilitation concernant la surface commerciale est estimé à 175 831 € HT, hors coût d'acquisition ; le montant des dépenses liées aux logements à 351 776 € HT.

Les investissements concernent la réalisation de travaux d'aménagement, et les coûts d'AMO, et autres frais d'accompagnement (BET...), ainsi que le coût du diagnostic commercial.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses de réhabilitation concernant la surface commerciale est estimé à 175 831 € HT, hors coût d'acquisition. A ce montant s'applique un taux de subvention de 50%, soit un montant de subvention régionale égal à 87 915,5 €.

Localisation géographique :
- VAUDOY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (VRD, gros oeuvre, charpente couverture, menuiseries extérieures et intérieures, cloisons faux plafond, électricité, plomberie, revêtements intérieurs et extérieurs)	150 604,00	85,65%
AMO	1 848,00	1,05%
Maitrise d'oeuvre (architecte, BET structure, BET thermique)	16 464,00	9,36%
Bureau de contrôle	1 663,00	0,95%
Coordinateur SPS	3 012,00	1,71%
Etude viabilité économique	2 240,00	1,27%
Total	175 831,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - Pacte rural	87 915,50	50,00%
Aide Etat - FISAC	30 000,00	17,06%
Fonds propres commune (emprunt bancaire)	57 915,50	32,94%
Total	175 831,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	87 915,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	2 769,00 €
	Montant total	2 769,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017850

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE - RENOVATION DES HALLES DU MARCHE FORAIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	58 339,00 €	50,00 %	29 169,50 €
	Montant Total de la subvention		29 169,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire
N° SIRET : 21910122700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Rénovation du marché forain.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le démarrage anticipé est motivé par le lancement de l'étude de viabilité et de positionnement économique intervenu en janvier.

Objectifs :
La rénovation du marché forain s'inscrit dans le cadre d'un projet global de revitalisation commerciale du centre-ville de Bures-sur-Yvette, commune localisée dans l'Essonne. Ce projet global se décline en plusieurs actions dont la rénovation du marché est une des actions phares. Ainsi parmi les actions concourant à dynamiser la rue centre où est localisé le marché, figurent :
- la réhabilitation de la Grande Maison, espace classé situé dans le parc à proximité du marché. Celle-ci permettra l'accueil de plusieurs salles du conservatoire, d'un restaurant en rez-de-chaussée, d'une grande salle dédiée aux expositions où se tiendront conseils municipaux et mariages ;
- la création d'un foyer de personnes âgées.

Description :
Créé en 1961, le marché forain situé dans la rue Charles de Gaulle, axe central du centre-ville, est devenu vétuste, écornant son attractivité, malgré la présence de 16 commerçants abonnés (4 primeurs dont 1 bio, 1 fromager, 1 boucher, 1 volailler, 1 charcutier, 1 boulanger, 2 poissonniers, 3 traiteurs, 1 fleuriste et 1 horticulteur), et 7 commerçants dits volants.

Le marché qui complète actuellement l'offre commerciale sédentaire, notamment en ce qui concerne le textile et le petit équipement de la maison nécessite des travaux de rénovation de ses halles. Cette rénovation permettra de conforter l'offre commerciale locale dans la perspective de l'arrivée de 300 nouveaux habitants à l'horizon 2020 avec plusieurs programmes immobiliers en cours.

Les travaux concernent la réfection des façades (grilles, murets, infrastructures en bois), l'isolation latérales (plaques alvéolaires), le chauffage de l'espace buvette accueillant aussi des expositions temporaires, l'éclairage des enseignes, les travaux électriques pour les commerçants « volants » ainsi que la pose d'une signalétique extérieure. Le montant total des travaux s'élève à 55 039 € HT, auquel s'ajoute le montant de 3 300 € correspondant au coût d'une étude sur la viabilité économique réalisée par la CCI de l'Essonne.

L'Etat a été sollicité pour accompagner cette rénovation, à hauteur de 11 008 €, au travers du Fisac.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation des allées du marché (grattage, ponçage, traitement antirouille, peinture)	12 000,00	20,57%
Travaux de peinture des murets (reprise des angles en maçonnerie, peinture)	1 600,00	2,74%
Travaux de rénovation des clins, bardages et traverses en bois (ponçage, saturateur)	28 200,00	48,34%
Travaux d'isolation (plaques latérales alvéolaires)	2 194,00	3,76%
Travaux de chauffage de l'espace buvette/expositions temporaires, éclairage des enseignes, prises électriques pour commerçants « volants »	9 045,00	15,50%
Signalétique extérieure	2 000,00	3,43%
Etude de viabilité économique	3 300,00	5,66%
Total	58 339,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	29 169,50	50,00%
Aide d'Etat (FISAC)	11 008,00	18,87%
Fonds propres	18 161,50	31,13%
Total	58 339,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 169,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	13 536,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 750,00 €
	Montant total	32 286,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000223

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PNR GATINAIS FRANCAIS - ABONDEMENT ENVELOPPE POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	60 000,00 €	100,00 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président
N° SIRET : 25910256400046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour ne pas obérer l'instruction par le Parc de demandes émanant de potentiels bénéficiaires, et par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, il est autorisé le démarrage anticipé de projets avant le vote de la Commission permanente.

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Intérêt régional : L'engagement du syndicat mixte à recruter des stagiaires conformément à la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 est prévu dans la convention transitoire relative aux frais de structure du syndicat du Gâtinais Français.

Public(s) cible(s) :
Entreprises commerciales inscrites au RCS
Entreprises commerciales et artisanales doublement immatriculées

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR GATINAIS FRANCAIS - SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotation régionale 2016	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 961,37 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	487 038,63 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 748,61 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	7 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement	707 740,80 €

	des PNR	
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	244 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	356 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	107 452,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 912,56 €
2016	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €
2016	Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	20 000,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 741,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 250,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	491 250,00 €
2017	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	424 644,60 €
	Montant total	4 987 280,37 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX016544

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CHOCOLATERIE PATISSERIE BOULANGERIE DENIS DOUCEAU - ACQUISITION D'UN LAVE USTENSILES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	12 252,88 €	34,57 %	4 235,86 €
	Montant Total de la subvention		4 235,86 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL DENIS DOUCEAU
Adresse administrative : 29 RUE DU GENERAL LECLERC
77370 NANGIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DENIS DOUCEAU

N° SIRET : 53941981200026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : renouvellement d'un lave batterie

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La chocolaterie pâtisserie boulangerie Douceau est implantée à Nangis en Seine-et-Marne, depuis 1997. Elle emploie 9 salariés (boulangers, pâtissiers et apprentis). Son développement nécessite d'acquérir une machine de lavage des ustensiles de production (lave batterie), complétant les investissements déjà entrepris depuis 2014. L'ancienne machine est non réparable et très énergivore en eau et en électricité avec un fonctionnement qui altère l'audition du personnel travaillant à proximité de cette machine lors de son fonctionnement. Il s'agit ainsi d'un projet d'investissement, éligible à l'aide régionale.

Le gérant est accompagné par la Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-et-Marne.

Description :
L'acquisition de cet équipement nouveau est estimée à 11 452,88 € HT, hors frais d'installation et de montage.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un lave ustensiles	11 452,88	93,47%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	6,53%
Total	12 252,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	3 435,86	28,04%
Aide régionale - ingénierie	800,00	6,53%
Fonds propres	8 017,02	65,43%
Total	12 252,88	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 235,86 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017034

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : BOULANGERIE QUINTON - ACHAT D'EQUIPEMENTS, A LA SUITE DES INONDATIONS DE MAI/JUIN 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	44 541,00 €	31,80 %	14 162,30 €
	Montant Total de la subvention		14 162,30 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOULANGERIE QUINTON
Adresse administrative : 31 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur DENIS QUINTON

N° SIRET : 43819026600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Achat d'équipements, à la suite des inondations de mai/juin 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'acquisition de matériels et équipements sont rendus nécessaires par les inondations intervenues en mai et juin 2016.

Objectifs :
Localisée à Nemours, la boulangerie QUINTON a subi d'importants dégâts liés aux inondations de mai/juin 2016. En effet, la boutique, le fournil et le laboratoire de la boulangerie ont été inondés et rendus inutilisables pendant plusieurs mois.
La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine et Marne a accompagné ce commerce, notamment pour mobiliser les aides mises en place à la suite des inondations, à hauteur de 7 500 € (3000 Etat, 1500 CMA, 3000 RSI).

Description :
Le montant des investissements liés aux travaux, à l'achat d'équipements et de marchandises et produits consommables s'élève à 283 476,93 €. La compagnie d'assurance a indemnisé l'artisan à hauteur de 199 328,90 €. Cette indemnisation a été affectée à la réalisation de la totalité des travaux, et à la reconstitution du stock des consommables et à l'achat d'une partie des matériels et équipements.

La demande porte sur l'acquisition de matériels et d'équipements de boulangerie (four, pétrin, meubles vitrines..) pour le restant à charge d'un montant total de 44 541 €, correspondant au montant des dépenses éligibles à l'aide régionale.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de ces investissements éligibles est 45 341 €, incluant un montant de 800 € correspondant au financement d'une prestation d'ingénierie spécifique au projet. Ne sont pas éligibles :
- les dépenses courantes relevant du fonctionnement du commerce ;
- les frais de déplacements, main d'oeuvre ;
- les investissements déjà couverts par les assurances.

La subvention d'un montant de 14 162.3 € se décompose de la manière suivante :
- un montant correspondant à l'achat d'équipements éligibles de 44 541 €, auquel s'applique un taux d'intervention de 30%, soit une subvention de 13 362.3 €
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- CC PAYS DE NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements (four, repose patons, armoire de fermentation, pétrin, congélateur, batteur, refroidisseur d'eau, laminoir, trancheuse à pain, meuble vitrine froid pâtisserie & viennoiserie)	44 541,00	98,24%
Prestation d'ingénierie spécifique lié au projet	800,00	1,76%
Total	45 341,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	13 362,30	29,47%
Aide régionale - ingénierie	800,00	1,76%
Autres aides (Etat, RSI, CMA)	7 500,00	16,54%
Fonds propres	23 678,70	52,22%
Total	45 341,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 162,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017416

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : BOULANGERIE PATISSERIE BORDEREAU G ET J - ACQUISITION DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS ET MATERIELS PROFESSIONNELS, A LA SUITE DES INONDATIONS DE MAI/JUIN 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	38 500,67 €	31,45 %	12 110,20 €
	Montant Total de la subvention		12 110,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOULANGERIE PATISSERIE BORDEREAU G ET J
Adresse administrative : 19 RUE VOLTAIRE 77460 SOUPPES-SUR-LOING
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur GILLES BORDEREAU
N° SIRET : 48341645900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : l'acquisition de nouveaux équipements et matériels professionnels, à la suite des inondations de mai/juin 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les investissements sont rendus nécessaires par les inondations de mai/juin 2016.

Objectifs :
Localisée à Souppes-Sur-Loing, la boulangerie pâtisserie Bordereau a subi d'importants dégâts ayant nécessité la rénovation de la boutique, la réfection du laboratoire et l'acquisition de nouveaux équipements et matériels professionnels.

Le gérant a été accompagné par la Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-et-Marne, notamment pour mobiliser les aides publiques pour un montant total de 6 000 € (Etat pour 3 000 €, RSA et CMA 3 000 €), investi dans la rénovation des locaux.

Description :
Le montant des dégâts a été estimé à 191 053 € HT ; la compagnie d'assurance a indemnisé le gérant à hauteur de 160 119 €. Cette somme a été investie principalement dans la rénovation des locaux. Le reste à charge de 30 934 € auquel s'ajoute un montant de 6 767 € de nouveaux équipements nécessaires à l'activité, correspond ainsi aux équipements et matériels non pris en charge par la compagnie.

L'aide régionale sollicitée a ainsi pour objet d'acquérir des équipements professionnels non pris en charge par la compagnie d'assurance, pour un montant de 37 701 € auquel s'ajoute un montant de 800 € correspondant au financement d'une prestation d'ingénierie spécifique au projet. Ne sont pas éligibles :
- les dépenses courantes liées au fonctionnement de l'activité ;
- les dépenses liées aux frais de main d'œuvre, et les investissements couverts par les assurances.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 12 110,2 € se décompose de la manière suivante:
- un montant lié à l'acquisition d'équipements éligibles de 37 700,67 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30%, soit une subvention d'un montant de 11 310,2 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- CC GATINAIS VAL DE LOING

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition équipements et matériels professionnels (four, réfrigérateur, caisse enregistreuse, mobilier, porte automatique,...)	37 700,67	97,92%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,08%
Total	38 500,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	11 310,20	29,38%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,08%
Fonds propres	26 390,47	68,55%
Total	38 500,67	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 110,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017892

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SALON DE COIFFURE FLONA - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DU SALON DE COIFFURE AUX NORMES HANDICAPEES ET ACHAT D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	73 579,20 €	30,76 %	22 633,76 €
		Montant Total de la subvention	22 633,76 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLONA
Adresse administrative : 12 PLACE DU MARCHE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Personne Morale de Droit Privé
Représentant : Monsieur THIERRY MARTIN

N° SIRET : 49396147800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Mise en conformité du salon de coiffure aux normes handicapées et achat d'équipements professionnels

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Localisé à Coulommiers en Seine-et-Marne, le salon de coiffure FLONA envisage de réaliser des investissements rendus nécessaires par la réglementation en matière d'accès aux personnes à mobilité réduite, des travaux d'aménagement ainsi que l'acquisition de nouveaux équipements professionnels concourant à la modernisation du salon.

Description :
Le montant total des investissements est de 73 579,20 € HT, correspondant aux dépenses liées aux travaux et à l'achat d'équipement, et incluant une prestation d'ingénierie à hauteur de 800 €.

Ne sont pas éligibles :
- les dépenses courantes liées au fonctionnement de l'activité ;
- les dépenses liées aux frais de main d'œuvre, déplacements ainsi que les frais liés à la coordination du chantier.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 22 633,76 € se décompose de la manière suivante:
- un montant lié aux travaux et à l'acquisition d'équipements éligibles de 72 779,20 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30%, soit une subvention d'un montant de 21 833,76 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement du salon (démolition, carrelage, plâtrerie, peinture, électricité, menuiserie extérieure, plomberies sanitaires, et mobilier)	34 899,00	47,43%
Fourniture matériel éclairage	1 661,40	2,26%
Achat d'une rampe d'accès	315,90	0,43%
Revêtement des sols	3 427,90	4,66%
Achat de matériels professionnels (assise fauteuil, coiffeuses murales, module de caisse pour handicapés...)	27 712,00	37,66%
Fourniture d'enseignes lumineuses	4 763,00	6,47%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	1,09%
Total	73 579,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	21 833,76	29,67%
Aide régionale - ingénierie	800,00	1,09%
Fonds propres	50 945,44	69,24%
Total	73 579,20	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 633,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017893

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESTAURANT LE TEXIER-MORAIS SARL - MODERNISATION DES LOCAUX ET ACQUISITION D'EQUIPEMENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	265 399,00 €	19,14 %	50 800,00 €
	Montant Total de la subvention		50 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-200
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAURANT LE TEXIER-MORAIS SARL
Adresse administrative : 80 GRANDE RUE
91510 LARDY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame SUZETTE LE TEXIER

N° SIRET : 44093267100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : modernisation du restaurant

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'auberge de l'espérance, enseigne de la Sarl Le Texier-Morais est un restaurant gastronomique et traditionnel situé au cœur du centre bourg de Lardy (5 550 habitants), sur la place de l'église. Il est exploité par Madame et Monsieur Le Texier, respectivement gérante et chef cuisinier, depuis 2002.

L'Auberge de l'Espérance est le seul restaurant gastronomique et traditionnel sur le territoire communal qui comprend également un bar brasserie à proximité de la gare, une pizzeria, une crêperie avec des spécialités corses et un restaurant traditionnel ouvert uniquement le midi et le samedi soir.

La clientèle est majoritairement locale, composée d'habitants et de salariés de la mairie et du centre technique Renault présent sur le territoire communal.

L'objet du projet d'investissement, accompagné par la CCI de l'Essonne, est la modernisation du restaurant (aménagement intérieur, ravalement de façade) en vue de rajeunir la clientèle et de développer une offre de restauration traditionnelle pour s'adapter aux tendances du marché local.

Description :
Les dépenses d'investissement portent sur la modernisation des locaux et l'acquisition de nouveaux équipements et mobiliers.

Intérêt régional : Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements est égal à 265 399 € HT incluant un montant de 800 € correspondant au financement d'une prestation d'ingénierie spécifique au projet. Ne sont pas éligibles les dépenses :
- liées à la main d'œuvre/déplacement ;
- relevant du fonctionnement courant du restaurant.

La subvention d'un montant global de 50 800 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux et équipements éligibles de 264 599 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30%, soit une subvention d'un montant maximum de 50 000 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- LARDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation de la salle de restaurant (démolition, placage, peinture, carrelage, électricité et plomberie)	63 080,00	23,77%
Travaux de menuiseries (portes et fenêtres)	95 261,00	35,89%
Acquisition de mobilier professionnel (tables, chaises, fauteuils, bar)	36 671,00	13,82%
Travaux de ravalement de façade	69 587,00	26,22%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,30%
Total	265 399,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	50 000,00	18,84%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,30%
Emprunt et fonds propres	214 599,00	80,86%
Total	265 399,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 800,00 €

Annexe 2 :

Avenant n°2 à la convention transitoire relative au programme d'actions 2016 – PNR du Gâtinais Français

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION TRANSITOIRE RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2016 PNR DU GATINAIS FRANCAIS

Entre
La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE, autorisée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 21 septembre 201,

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Gâtinais Français, représenté par son Président, Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, autorisé par la délibération du Comité syndical du ……..2016

Ci-après dénommée « le PNR »

PREAMBULE

Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, et son avenant numéro 1 adopté par la délibération n°CP 16-468 du 21 septembre 2016.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :
L'article 4 de la convention est modifié comme suit :

« La Région Ile-de-France s'engage à soutenir financièrement le Parc dans l'animation et la mise en œuvre d'actions de sauvegarde des commerces de proximité, conformément à l'objectif de favoriser l'attractivité des territoires ruraux, défini à l'article 2. Au titre de ce complément d'actions, la Région verse une subvention d'investissement dont le montant maximum s'élève à 180 000 €, sur la période septembre-décembre 2016, telles que détaillées ci-dessous :

Aides aux entreprises		Aides aux collectivités		TOTAUX	
Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projet	Montant global de la dotation régionale
6	80 000 €	1	100 000 €	7	180 000 €

Dans le cadre ces actions, le PNR est autorisé à reverser la subvention régionale aux entreprises ainsi qu'aux communes et EPCI qu'il décide d'accompagner ».

ARTICLE 2 :
L'annexe 2 à la convention est modifiée comme suit :

Priorités mandature 2015-2021	Mesure	Montant total en € (TTC)	Part Région en € (100%)
Favoriser l'attractivité des territoires	« Aides aux commerces de proximité »	80 000	80 000
	« Aides aux communes et EPCI »	100 000	100 000
Total Programmes d'actions 2016		1 082 500	902 500

ARTICLE 3 :

Toutes les dispositions de la convention transitoire relative au programme d'actions 2016, y compris ses annexes, non modifiées dans le présent avenant, restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du PNR du Gâtinais Français

Le Président,

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente,

Valérie PECRESSE

Annexe 3 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-096	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300108 - Sauvegarde des commerces de proximité**

Dispositif : N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural

Dossier	EX014886 - COMMUNE DE SACLAS - Accompagnement à la reprise d'une pharmacie			
Bénéficiaire	R1191 - COMMUNE DE SACLAS			
Localisation	SACLAS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	127 932,30 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
255 864,60 €	HT	50 %	127 932,30 €	

Dossier	EX015961 - VILLAINES SOUS BOIS - Création d'un commerce multi services et de restauration et aménagement d'une place			
Bénéficiaire	EXM00902 - VILLAINES SOUS BOIS			
Localisation	VILLAINES-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 849,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
177 698,00 €	HT	50 %	88 849,00 €	

Dossier	EX016579 - COMMUNE DE VAUDOY EN BRIE - Création d'un commerce multi services de proximité.			
Bénéficiaire	R965 - COMMUNE DE VAUDOY EN BRIE			
Localisation	VAUDOY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	87 915,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
175 831,00 €	HT	50 %	87 915,50 €	

Dossier	EX017850 - COMMUNE DE BURES SUR YVETTE - Rénovation des halles du marché forain			
Bénéficiaire	R1082 - COMMUNE DE BURES SUR YVETTE			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 169,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 339,00 €	HT	50 %	29 169,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-096	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	333 866,30 €

Dispositif : N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural

Dossier	EX016544 - CHOCOLATERIE PATISSERIE BOULANGERIE DENIS DOUCEAU - Acquisition d'un lave ustensiles			
Bénéficiaire	EXM01003 - SARL DENIS DOUCEAU			
Localisation	NANGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 235,86 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 252,88 €	HT	34,57 %	4 235,86 €	

Dossier	EX017034 - BOULANGERIE QUINTON - Achat d'équipements, à la suite des inondations de mai/juin 2016			
Bénéficiaire	EXM01084 - BOULANGERIE QUINTON			
Localisation	CC PAYS DE NEMOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 162,30 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 541,00 €	HT	31,8 %	14 162,30 €	

Dossier	EX017416 - BOULANGERIE PATISSERIE BORDEREAU G et J - Acquisition de nouveaux équipements et matériels professionnels, à la suite des inondations de mai/juin 2016			
Bénéficiaire	EXM01132 - BOULANGERIE PATISSERIE BORDEREAU G ET J			
Localisation	CC GATINAIS VAL DE LOING			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 110,20 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 500,67 €	HT	31,45 %	12 110,20 €	

Dossier	EX017892 - SALON DE COIFFURE FLONA - Travaux de mise en conformité du salon de coiffure aux normes handicapées et achat d'équipements professionnels			
Bénéficiaire	EXM01192 - FLONA			
Localisation	COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 633,76 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 579,20 €	HT	30,76 %	22 633,76 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-096	Budget	2017

Dossier	EX017893 - RESTAURANT LE TEXIER-MORAIS SARL - Modernisation des locaux et acquisition d'équipements				
Bénéficiaire	EXM01193 - RESTAURANT LE TEXIER-MORAIS SARL				
Localisation	LARDY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	50 800,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
265 399,00 €	HT		19,14 %	50 800,00 €	

Dossier	17000223 - PNR GATINAIS FRANCAIS - ABONDEMENT ENVELOPPE POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE				
Bénéficiaire	R20624 - SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	60 000,00 €			Code nature	204181
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT		100 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	163 942,12 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300108	497 808,42 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° C¨P 2017-102
DU 8 MARS 2017

AFFECTATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX - CONTRAT RURAL – CONTRAT REGIONAL TERRITORIAL
FONDS D'INTERVENTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT RURAL
PREMIÈRE AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CR 30-03 du 26 juin 2003 relative à la refonte de la politique d'aide de l'aménagement et au développement rural ;

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation des contrats ruraux ;

VU La délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010, relative à l'approbation de la convention-type ;

VU La délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 approuvant le contrat rural type ;

VU La délibération n° CP 14-576 du 17 octobre 2014 relative à l'approbation du contrat rural de Vaucourtois (77) ;

VU La délibération n° CP 15-339 du 17 juin 2015 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Lisses (91) ;

VU La délibération n° CP 15-479 du 9 juillet 2015 relative à l'approbation des contrats ruraux de Moussy (77), Trocy-en-Multien (77) et Nerville-la-Forêt (95) ;

VU La délibération n° CP 15-674 du 8 octobre 2015 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Frémainville (95) ;

VU La délibération n° CP 15-678 du 8 octobre 2015 relative à l'approbation des contrats régionaux territoriaux de Marcoussis (91) et Menucourt (95);

VU La délibération n° CP 16-184 du 18 mai 2016 relative à l'approbation des contrats ruraux de Buthiers (77), Soisy-Bouy (77), Rennemoulin (78), Villeconin (91), à l'approbation de la convention type concernant les contrats ruraux votés à partir du 18 mai 2016 et à l'approbation de la convention-type concernant l'aménagement et le développement rural ;

VU La délibération n° CP 16-291 du 12 juillet 2016 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Thémericourt (95) ;

VU La délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 relative à l'approbation du contrat rural de Baulne (91) et Nerville-la-Forêt (95) ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-102 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU L'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « contrats régionaux territoriaux » au financement des opérations, telles que détaillées en annexe 2 à la présente délibération, et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés après mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés avant mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de

réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **572 703,43€** disponible et réparti comme suit, pour des opérations inscrites dans la programmation prévisionnelle des contrats régionaux territoriaux déjà conclus, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération :

- **273 145,58 €** disponible sur le chapitre 905 : « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 : Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial)», action 15200205 « contrat d'aménagement régional » du budget 2017.

- **274 557,85 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 31 « Culture », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création » action 13100206 «Contrat d'aménagement régional – équipements culturels et artistiques – actions territorialisées » du budget 2017.

- **25 000,00 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-005 « Contrats d'aménagement régional – équipements sportifs de proximité – Actions territorialisées, action 13200501 « Contrats d'aménagement régional – équipements sportifs de proximité – action territorialisées» du budget 2017.

Affectations 2017 pour les opérations de contrats régionaux territoriaux antérieurement adoptés :

COLLECTIVITES	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME EN €
ESSONNE (91)		
MARCOUSSIS	Construction modulaire de plateaux danse et théâtre pour l'école des arts	102 083,25
	Extension des vestiaires du stade du Moulin	**25 000,00**
	Réhabilitation de la place de la République	187 500,00
	Total subvention crt	**314 583,25**
LISSES	Réhabilitation de la Bergerie	85 645,58
	Total subvention crt	**85 645,58**
Val d'Oise (95)		
MENUCOURT	Réhabilitation salle Georges Brassens et extension salle pour le conservatoire	172 474,60

	Total subvention crt	**172 474,60**
TOTAL GENERAL		**572 703,43**

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « contrats ruraux » au financement des opérations, telles que détaillées en annexe 2 à la présente délibération, et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats ruraux approuvés après mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-184 du 18 mai 2016, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats ruraux approuvés avant mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **375 416,97 €** disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 « politique contractuelles en milieu rural », action 15300202 « contrats ruraux » du budget 2017 pour des opérations inscrites dans la programmation prévisionnelle des contrats ruraux déjà conclus, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Affectations 2017 pour les opérations de contrats ruraux antérieurement adoptés :

COLLECTIVITES	**OPERATIONS SUBVENTIONNEES**	**AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME EN €**
Seine-et-Marne (77)		
BUTHIERS	Aménagement intérieurs de la mairie	80 145,00
	Total subvention crur	**80 145,00**
COUBERT	Aménagement des abords de la maison des associations	**81 000,00**
	Total subvention crur	**81 000,00**
SOISY-BOUY	Remise aux normes de la salle culturelle	21 757,50
	Total subvention crur	**21 757,50**

TROCY-EN-MULTIEN	Aménagement d'un local communal en atelier municipal	23 433,05
	Total subvention crur	**23 433,05**
VAUCOURTOIS	Aménagement paysager et extension du cimetière	42 893,17
	Total subvention crur	**42 893,17**
YVELINES (78)		
RENNEMOULIN	Rénovation intérieure de la mairie	17 691,00
	Total subvention crur	**17 691,00**
ESSONNE (91)		
VILLECONIN	Aménagement de la place de l'église	20 250,00
	Total subvention crur	**20 250,00**
Val d'Oise (95)		
FREMAINVILLE	Aménagement des abord de la mairie	18 000,00
	Total subvention crur	**18 000,00**
MOUSSY	Restructuration de la mairie	22 500,00
	Total subvention crur	**22 500,00**
NERVILLE-LA-FORET	Création d'un local pour les services techniques communaux	36 000,00
	Total subvention crur	**36 000,00**
THEMERICOURT	Isolation et rénovation des combles de la mairie	11 747,25
	Total subvention crur	**11 747,25**
TOTAL GENERAL		**375 416,97**

Article 3 :

Approuve l'avenant au contrat rural joint en annexe 3 à la délibération pour la commune suivante :

- Un dossier en Seine-et-Marne : pour la commune de Coubert (77)

Autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Désaffecte un montant total de **81 000 €** relatif à l'opération « construction d'une classe supplémentaire dans l'école » en faveur de la commune de Coubert (77) affectée initialement par la délibération CP 15-674 du 8 octobre 2015, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « politiques contractuelles en milieu rural », action 15300201 « contrats ruraux » du budget régional 2015.

Article 4 :

Affecte une autorisation de programme de **63 180 €** dans le cadre de l'achèvement d'une opération pour la Commune de Féricy (77), disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300106 « Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Libellé procédure	dpt	Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
Contrat régional territorial	91	COMMUNE DE MARCOUSSIS	15015308	CONSTRUCTION MODULAIRE DE PLATEAUX DANSE ET THEATRE POUR L'ECOLE DES ARTS - MARCOUSSIS	15/01/2017
Contrat régional territorial	91	COMMUNE DE MARCOUSSIS	15015309	EXTENSION DES VESTIAIRES DU STADE DU MOULIN - MARCOUSSIS	15/01/2017
Contrat régional territorial	91	COMMUNE DE MARCOUSSIS	15015310	REHABILITATION DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE - MARCOUSSIS	20/01/2017
Contrats ruraux	77	COMMUNE DE BUTHIERS	16000405	AMENAGEMENT INTERIEUR DE LA MAIRIE - BUTHIERS	17/02/2015
Contrats ruraux	77	COMMUNE DE TROCY EN MULTIEN	15004055	AMENAGEMENT D'UN LOCAL COMMUNAL EN ATELIER- TROCY EN MULTIEN	01/01/2017
Contrats ruraux	77	COMMUNE DE VAUCOURTOIS	14007756	AMENAGEMENT PAYSAGER ET EXTENSION DU CIMETIERE - VAUCOURTOIS	02/01/2017
Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	77	COMMUNE DE FERICY	13005911	MISE EN SAUVEGARDE DE LA MAISON DE MAITRE DU DOMAINE DE LA SALLE - FERICY	31/05/2013

Article 6 :

Modifie l'article 7 de la délibération adoptée en Commission permanente du 9 juillet 2015 n° CP15-487 et autorise le démarrage anticipé en date du 8 octobre 2012 de l'opération « Construction d'un restaurant scolaire avec création de voirie et préau », tel qu'il est stipulé dans la fiche projet n°13020854.

Article 7 :

Modifie les fiches projets, en annexe 4, du contrat rural d'Arville n° 16006530 et 16006531 adoptées en Commission permanente du 12 juillet 2016 n° CP16-291 pour permettre le démarrage anticipé en date du 10 avril 2016 des opérations « Réhabilitation d'un bâtiment communal en salle d'association » et « Restauration du bâtiment de la pompe ».

La présidente du conseil régional

d'Ile-de-France



Valérie PÉCRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-102	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131002 - Equipements culturels de diffusion et de création**
Action	**13100206 - Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	15014792 - REHABILITATION DE LA SALLE CULTURELLE GEORGES BRASSENS ET EXTENSION DE LA SALLE POUR LE CONSERVATOIRE - MENUCOURT			
Bénéficiaire	R156 - COMMUNE DE MENUCOURT			
Localisation	MENUCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	172 474,60 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
862 373,00 €	HT	20 %	172 474,60 €	

Dossier	15015308 - CONSTRUCTION MODULAIRE DE PLATEAUX DANSE ET THEATRE POUR L'ECOLE DES ARTS - MARCOUSSIS			
Bénéficiaire	R1153 - COMMUNE DE MARCOUSSIS			
Localisation	MARCOUSSIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 083,25 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
408 333,00 €	HT	25 %	102 083,25 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	274 557,85 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131002 - 13100206	274 557,85 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132005 - Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées**
Action	**13200501 - Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-102	Budget	2017

Dossier	15015309 - EXTENSION DES VESTIAIRES DU STADE DU MOULIN - MARCOUSSIS			
Bénéficiaire	R1153 - COMMUNE DE MARCOUSSIS			
Localisation	MARCOUSSIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	25 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	25 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132005 - 13200501	25 000,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**152002 - Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)**
Action	**15200205 - Contrat d'aménagement régional**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	14008168 - REHABILITATION DE LA BERGERIE - LISSES			
Bénéficiaire	R1149 - COMMUNE DE LISSES			
Localisation	LISSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	85 645,58 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 485,26 €	HT	30 %	85 645,58 €	

Dossier	15015310 - REHABILITATION DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE - MARCOUSSIS			
Bénéficiaire	R1153 - COMMUNE DE MARCOUSSIS			
Localisation	MARCOUSSIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	187 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
750 000,00 €	HT	25 %	187 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	273 145,58 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 152002 - 15200205	273 145,58 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-102	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300106 - Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural**

Dispositif : N° 00000285 - Fonds d'intervention aménagement et équipement rural

Dossier	13005911 - MISE EN SAUVEGARDE DE LA MAISON DE MAITRE DU DOMAINE DE LA SALLE - FERICY			
Bénéficiaire	R394 - COMMUNE DE FERICY			
Localisation	FERICY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 180,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 600,00 €	HT	30 %	63 180,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000285 - Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	63 180,00 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300106	63 180,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153002 - Politiques contractuelles en milieu rural**
Action	**15300202 - Contrats ruraux**

Dispositif : N° 00000207 - Contrats ruraux

Dossier	11003795 - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS - COUBERT			
Bénéficiaire	R345 - COMMUNE DE COUBERT			
Localisation	COUBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 000,00 €	HT	45 %	81 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-102	Budget	2017

Dossier	14007756 - AMENAGEMENT PAYSAGER ET EXTENSION DU CIMETIERE - VAUCOURTOIS			
Bénéficiaire	R964 - COMMUNE DE VAUCOURTOIS			
Localisation	VAUCOURTOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 893,17 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 318,15 €	HT	45 %	42 893,17 €	

Dossier	15003693 - RESTRUCTURATION DE LA MAIRIE - MOUSSY			
Bénéficiaire	R169 - COMMUNE DE MOUSSY			
Localisation	MOUSSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	45 %	22 500,00 €	

Dossier	15004055 - AMENAGEMENT D'UN LOCAL COMMUNAL EN ATELIER- TROCY EN MULTIEN			
Bénéficiaire	R956 - COMMUNE DE TROCY EN MULTIEN			
Localisation	TROCY-EN-MULTIEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 433,05 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
52 073,44 €	HT	45 %	23 433,05 €	

Dossier	15014960 - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE - FREMAINVILLE			
Bénéficiaire	R117 - COMMUNE DE FREMAINVILLE			
Localisation	FREMAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	45 %	18 000,00 €	

Dossier	15018202 - AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE - VILLECONIN			
Bénéficiaire	R1231 - COMMUNE DE VILLECONIN			
Localisation	VILLECONIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 250,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	HT	45 %	20 250,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-102	Budget	2017

Dossier	15018820 - RENOVATION INTERIEURE DE LA MAIRIE - RENNEMOULIN			
Bénéficiaire	R694 - COMMUNE DE RENNEMOULIN			
Localisation	RENNEMOULIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 691,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 314,00 €	HT	45 %	17 691,00 €	

Dossier	16000405 - AMENAGEMENT INTERIEUR DE LA MAIRIE - BUTHIERS			
Bénéficiaire	R290 - COMMUNE DE BUTHIERS			
Localisation	BUTHIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 145,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
178 100,00 €	HT	45 %	80 145,00 €	

Dossier	16005428 - ISOLATION ET RENOVATION DES COMBLES DE LA MAIRIE-THEMERICOURT			
Bénéficiaire	R213 - COMMUNE DE THEMERICOURT			
Localisation	THEMERICOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 747,25 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 105,00 €	HT	45 %	11 747,25 €	

Dossier	16014775 - CREATION D'UN LOCAL POUR LES SERVICES TECHNIQUES COMMUNAUX - NERVILLE LA FORET			
Bénéficiaire	R170 - COMMUNE DE NERVILLE LA FORET			
Localisation	NERVILLE-LA-FORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT	45 %	36 000,00 €	

Dossier	17002504 - REMISE AUX NORMES DE LA SALLE CULTURELLE - SOISY-BOUY (77)			
Bénéficiaire	R928 - COMMUNE DE SOISY BOUY			
Localisation	SOISY-BOUY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 757,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 350,00 €	HT	45 %	21 757,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-102	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000207 - Contrats ruraux	375 416,97 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153002 - 15300202	375 416,97 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018202

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE - VILLECONIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	45 000,00 €	45,00 %	20 250,00 €
	Montant Total de la subvention		20 250,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLECONIN
Adresse administrative : 4 GRANDE RUE
91580 VILLECONIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Maire

N° SIRET : 21910662200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'organisation des différents services dans le centre du bourg entraîne un important problème de stationnement.
Ce nouvel aménagement permettra de doubler le nombre de places de stationnement et d'assainir la surface grâce à une gestion des eaux de ruissellement.

Description :
Les travaux porteront sur :
- l'amené et repli du matériel,
- les terrassements,
- le réglage et compactage du fond de forme,
- la fourniture et mise en œuvre d'un géotextile,
- la fourniture et mise en œuvre de grave calcaire,
- le reprofilage du parking en grave calcaire avant application des enrobés,
- la fourniture et pose d'un séparateur hydrocarbure,
- la fourniture et pose tuyau,

- le percement du mur pour chute du tuyau,
- la fourniture et pose de bordurettes,
- la fourniture et mise en œuvre d'enrobé (voirie et parking),
- la fourniture et mise en œuvre de sable calcaire pour cheminement piéton.

Intérêt régional : Le stagiaire a été désigné dans le cadre du vote du contrat.

Localisation géographique :

- VILLECONIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	46 114,00	100,00%
Total	46 114,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	20 250,00	43,91%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 - ACQUIS	15 750,00	34,15%
COMMUNE	10 114,00	21,93%
Total	46 114,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 000,00 €
2018	3 250,00 €
2019	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	57 600,00 €
	Montant total	57 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15014960

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAIRIE - FREMAINVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	40 000,00 €	45,00 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FREMAINVILLE
Adresse administrative : RUE DES ORMETEAUX
95450 FREMAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marcel ALLEGRE, Maire

N° SIRET : 21950253100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune souhaite réorganiser les espaces extérieurs, mettre en valeur le bâti et permettre l'accès des locaux aux personnes à mobilité réduite (PMR).

La réalisation de cette opération portera sur le terrain propre à la Mairie et celui partagé par la Mairie et la salle polyvalente (la réhabilitation de cette dernière est prévue dans la troisième opération du présent contrat rural)

Description :
Les deux terrains donnent accès aux bâtiments communaux.
L'espace extérieur propre à la mairie est accessible par trois marches pavées. Celui de la salle polyvalente se compose d'une place en béton constituée d'alignements de pavés et d'un accès pour les véhicules réalisé en gravillons.
La commune propose :
- de créer des rampes d'accès à l'intention des PMR,
- de modifier les cheminements afin de les adapter aux nouveaux accès,

- de réorganiser les espaces pour une meilleure utilisation des locaux,
- de mettre en valeur les équipements communaux.

Moyens mis en œuvre :
Sont prévus :
- la vérification des différents réseaux,
- la création d'un nouvel accès sur le terrain de la mairie,
- la modification des cheminements piétons,
- la réorganisation des espaces extérieurs pour gérer les différents niveaux,
- la création d'une rampe pour permettre l'accès des PMR aux équipements municipaux,
- la création d'une place de stationnement pour PMR.

Les travaux portent notamment sur :
- l'installation du chantier, les déposes nécessaires à la réalisation de l'opération (démolitions), l'évacuation des gravats,
- les terrassements,
- les canalisations,
- les fondations,
- les ouvrages en maçonnerie,
- les murs (murets de soubassement, chaperon en pierre),
- les espaces extérieurs (dallage en béton, reprise de maçonnerie, dallage des zones piétonnes, reprise de voierie; diverses finitions des abords, marquage et logo des places de stationnement).

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- FREMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	81 100,00	100,00%
Total	81 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 000,00	22,19%
CONSEIL DEPARTEMENTAL acquis	12 000,00	14,80%
COMMUNE	51 100,00	63,01%
Total	81 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

2018	4 000,00 €
2019	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	81 000,00 €
	Montant total	81 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 11003795

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS - COUBERT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 €	45,00 %	81 000,00 €
	Montant Total de la subvention		-81 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBERT
Adresse administrative : MAIRIE
77170 COUBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Louis SAOUT, Maire

N° SIRET : 21770127500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 30 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Il existe un réel besoin au sein de la commune d'aménager les abords de la maison des associations, en créant un espace public et en achevant d'aménager et de sécuriser les liaisons piétonnes dans ce cœur d'îlot regroupant plusieurs équipements municipaux (mairie, école élémentaire, bibliothèque et Maison des associations) et des logements communaux.

Description :
Les travaux porteront sur :
- l'installation de chantier,
- les VRD,
- l'assainissement,

- le mobilier urbain et signalétique,
- la réfection de murs de clôture,
- les travaux d'espaces verts.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 0 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- COUBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	250 444,76	86,96%
HONORAIRES	37 566,71	13,04%
Total	288 011,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	81 000,00	28,12%
Conseil Départemental 77 acquis	63 000,00	21,87%
COMMUNE	57 602,29	20,00%
DETR - En cours	86 409,18	30,00%
Total	288 011,47	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	74 000,00 €
2018	6 000,00 €
2019	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	166 500,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
	Montant total	606 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004055

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT D'UN LOCAL COMMUNAL EN ATELIER- TROCY EN MULTIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	52 073,44 €	45,00 %	23 433,05 €
	Montant Total de la subvention		23 433,05 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TROCY EN MULTIEN
Adresse administrative : MAIRIE
77440 TROCY-EN-MULTIEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Arnaud ROUSSEAU, Maire

N° SIRET : 21770476600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Dans le cadre de la réhabilitation d'un bâtiment municipal, actuellement désaffecté, il convient de requalifier cet espace pour y implanter au rez-de-chaussée un atelier communal.

Description :
L'atelier communal, mitoyen au bâtiment mairie, d'une surface de 52 m², comportera un espace atelier puis un espace bureau, une kitchenette et des sanitaires. L'atelier communal, d'une surface de 33m²,

pourra aussi accueillir le stationnement du véhicule de service. Outre les travaux de réaménagement de l'espace nécessitant la reprise des carrelages, menuiserie et plomberie, le projet prévoit le ravalement de la façade en cohérence avec la façade de la mairie.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- TROCY-EN-MULTIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	80 500,00	86,96%
Honoraires	12 075,00	13,04%
Total	92 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	23 433,05	25,31%
Conseil départemental 77 acquis	18 225,70	19,69%
Commune	50 916,25	55,00%
Total	92 575,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	6 000,00 €
2019	2 433,05 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	57 679,45 €
2016	Contrats ruraux	53 887,50 €
	Montant total	111 566,95 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000405

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT INTERIEUR DE LA MAIRIE - BUTHIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	178 100,00 €	45,00 %	80 145,00 €
	Montant Total de la subvention		80 145,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUTHIERS
Adresse administrative : 7 RUE DES ROCHES
77760 BUTHIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Yves LACROIX, Maire

N° SIRET : 21770060800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 17 février 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, OPC... etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
L'actuel agencement des locaux de la mairie ne permet pas un fonctionnement correct des services que les administrés sont en droit d'attendre ; il convient donc d'effectuer des travaux d'amélioration, consistant en une redistribution des fonctions des différentes salles et des accès, une réhabilitation des menuiseries et un ravalement de la façade.

Description :
Le secrétariat actuel est installé dans une salle de 20 m² qui sert également d'accueil du public.
Afin d'accueillir le public convenablement, l'aménagement de l'actuelle salle de réunion (34 m²) permettrait de constituer deux espaces : l'un, avec un comptoir, pour l'accueil et l'attente du public ; l'autre pour le

secrétariat à proprement dit. Cet espace d'accueil-attente bénéficierait d'un accès public indépendant.
L'actuelle salle du cadastre (15m²) serait transformée en un deuxième bureau destiné à la secrétaire principale (bureau de consultation) pour le traitement général des dossiers et la réception confidentielle du public.
La salle de réunion serait déplacée à proximité du bureau du maire.
Le projet prévoit une liaison entre la zone d'attente du public et le bureau de consultation (ouverture d'un mur et création d'une porte).
La zone d'accueil-attente-réception du public au rez-de-chaussée sera mise en accessibilité pour les Personnes à Mobilité Réduite. Des sanitaires accessibles PMR seront créés à l'arrière du bâtiment.
Le projet prévoit le ravalement des façades et le remplacement des menuiseries afin de mettre en valeur la façade de la mairie.

Intérêt régional : Le stagiaire a été désigné dans le cadre du vote du contrat.

Localisation géographique :

- BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	154 869,00	86,96%
HONORAIRES	23 231,00	13,04%
Total	178 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	80 145,00	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 ACQUIS	62 335,00	35,00%
COMMUNE	35 620,00	20,00%
Total	178 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 145,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	43 987,50 €
	Montant total	43 987,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14007756

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT PAYSAGER ET EXTENSION DU CIMETIERE - VAUCOURTOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	95 318,15 €	45,00 %	42 893,17 €
	Montant Total de la subvention		42 893,17 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUCOURTOIS
Adresse administrative : COMMUNE DE VAUCOURTOIS
77580 VAUCOURTOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Maryse MICHON, Maire

N° SIRET : 21770484000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, bureau CSPS -Coordinateur Sécurité Protection Santé), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Objectifs :
Dans le cadre de l'extension du cimetière, il convient de créer un aménagement paysager permettant une liaison entre la partie ancienne et l'extension. Dans un contexte environnemental revu, le projet permettra l'amélioration de la perception du lieu.

Description :
L'extension prévoit la création du jardin du souvenir minéralisé en galet et en gravillons puis la réalisation de 2 columbariums paysagers se faisant face. La plantation de haies de type buis au droit des 2

columbariums soulignera la perspective de liaison entre les deux cimetières et mettra en valeur l'anti symétrie des deux columbariums. Le revêtement de l'allée de liaison favorisera la circulation des véhicules mortuaires et les allées secondaires seront revêtues de gravillons silico-calcaire.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- VAUCOURTOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	90 477,40	94,92%
Honoraires	4 840,75	5,08%
Total	95 318,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Ile de France	42 893,17	45,00%
CG77 - acquis	33 361,35	35,00%
Commune	19 063,63	20,00%
Total	95 318,15	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	10 000,00 €
2019	2 893,17 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	64 290,42 €
2015	Contrats ruraux	27 816,41 €
	Montant total	92 106,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015308

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CONSTRUCTION MODULAIRE DE PLATEAUX DANSE ET THEATRE POUR L'ECOLE DES ARTS - MARCOUSSIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	408 333,00 €	25,00 %	102 083,25 €
	Montant Total de la subvention		102 083,25 €

Imputation budgétaire : 903-312-204141-131002-200
13100206- Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

N° SIRET : 21910363700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Il s'agit de regrouper les activités de l'Ecole des Arts afin de permettre la cohésion des différentes esthétiques enseignées.

Description :
L'espace modulaire de 300m2 proposé accueillera deux plateaux de danse-théatre dont un pourrait être utilsé comme un espace de type "auditorium" servant à la fois aux élèves de théatre et à la pratique

d'ensembles musicaux, des espaces accessoires (vestiaires, WC, lieu de stockage...).

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire

Localisation géographique :
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	370 600,00	90,76%
HONORAIRES	37 733,00	9,24%
Total	408 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	102 083,25	25,00%
COMMUNE	90 649,75	22,20%
CONSEIL DEPARTEMENTAL - Acquis	215 600,00	52,80%
Total	408 333,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	82 000,00 €
2018	20 083,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	27 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	65 625,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
	Montant total	119 625,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014775

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CREATION D'UN LOCAL POUR LES SERVICES TECHNIQUES COMMUNAUX - NERVILLE LA FORET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	80 000,00 €	45,00 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NERVILLE LA FORET
Adresse administrative : 20 RUE SAINT-CLAUDE
95590 NERVILLE-LA-FORET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe VAN HYFTE, Maire

N° SIRET : 21950445300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Au coeur du village, la place Henri Sadier joue un rôle central dans le paysage urbain
de Nerville-la-Forêt. Elle a l'avantage de bénéficier de quatre façades structurantes qui desservent les principaux services publics de la commune.
La quatrième façade de la place est fermée par une grange utilisée comme réserve et stockage par les services techniques municipaux. Une typologie tout en longueur et plutôt étroite en font une réserve peu adaptée à leurs besoins.

Description :
Le projet comprend la création de locaux de rangement pour les services techniques de la ville. Le nouvel édifice s'inscrira à flanc de coteau et fermera la perspective de l'allée nouvellement créée.
Le bâtiment semi-enterré dédié aux services techniques sera fonctionnel pour gérer l'ensemble des missions de maintenance. Il sera traité de façon hamonieuse pour être en accord avec l'architecture et le paysage environnant.

Les matériaux utilisés :
- structure ossature bois
- vitrages isolants
- façades légères en panneaux stratifiés compacts écologiques
- menuiseries extérieures en aluminium laqués
- parements enduit minéral.

Travaux envisagés :
- maçonnerie, VRD
- bardage en panneaux stratifiés
- toiture végétalisée

Intérêt régional : Le stagiaire a été désigné dans le cadre du vote du contrat.

Localisation géographique :
- NERVILLE-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	36 000,00	45,00%
DEPARTEMENT VAL D'OISE ACQUIS	24 000,00	30,00%
COMMUNE	20 000,00	25,00%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	26 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	99 000,00 €
	Montant total	99 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015309

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EXTENSION DES VESTIAIRES DU STADE DU MOULIN - MARCOUSSIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	100 000,00 €	25,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204141-132005-200
13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

N° SIRET : 21910363700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
Par ce projet , il s'agit de permettre aux usagers du stade d'y pratiquer leurs sports dans des conditions satisfaisantes et de répondre aux réglementations des fédérations.
Il s'agit aussi d'éviter les délocalisations des matchs sur des terrains des autres communes couvertes par le club de football.
Par ailleurs, suite aux sollilcitations de plus en plus nombreuses du Centre National de Rugby, il s'agit de pouvoir faire cohabiter les usages associatifs des usages professionnels.

Description :
Il s'agit d'équiper le stade du Moulin d'un bloc modulaire de 2 vestiaires, comprenant 2 douches séparées pour répondre à la réglementation de la FFF ainsi que d'un local technique.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire

Localisation géographique :
- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	94 330,00	94,33%
HONORAIRES	5 670,00	5,67%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	25 000,00	25,00%
COMMUNE	75 000,00	75,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	27 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	65 625,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
	Montant total	119 625,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005428

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ISOLATION ET RENOVATION DES COMBLES DE LA MAIRIE-THEMERICOURT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	26 105,00 €	45,00 %	11 747,25 €
	Montant Total de la subvention		11 747,25 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THEMERICOURT
Adresse administrative : RUE ACHIM D'ABOS
95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur DENIS SARGERET, MAIRE

N° SIRET : 21950610200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cette rénovation permettra l'utilisation des combles de la mairie, espace actuellement non exploité dû à une isolation inexistante. Ils pourront servir de local d'archivage ou de bureau. Cette opération permettra des économies d'énergie considérables.

Description :
Les travaux portent sur :
- la dépose et l'enlèvement des gravois,
- l'isolation sous rampants sur l'ensemble des combles, des piédroits et de la cage d'escalier (laine de verre et plaque de plâtres),
- la création d'un faux plafond (plaques de plâtres sur ossature métal),
- la reprise de l'ensemble des quatre chevêtres existants (3 dans les combles et 1 dans la cage d'escalier),
- le remplacement des anciennes tabatières par des fenêtres de toit Cast avec traverse centrale,

- la création d'un chevêtre et d'une fenêtre de toit supplémentaire dans les combles et création d'un velux,
- création de six chatières supplémentaires (6 existent actuellement mais pour une meilleure ventilation 6 autres seront réalisées),
- l'électricité (ensemble des commandes pour les fenêtres de toit, prise de courant et interrupteur),
- les enduits (enduit repassé),
- la peinture.

Intérêt régional : Le stagiaire a été désigné dans le cadre du vote du contrat.

Localisation géographique :

- THEMERICOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	22 700,00	86,96%
HONORAIRES ET FRAIS	3 405,00	13,04%
Total	26 105,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	11 747,25	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95	7 831,50	30,00%
COMMUNE	6 526,25	25,00%
Total	26 105,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	1 747,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	119 160,00 €
2016	Contrats ruraux	13 921,65 €
	Montant total	133 081,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13005911

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MISE EN SAUVEGARDE DE LA MAISON DE MAITRE DU DOMAINE DE LA SALLE - FERICY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	210 600,00 €	30,00 %	63 180,00 €
	Montant Total de la subvention		63 180,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300106- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FERICY
Adresse administrative : 1 RUE DE FERLAND
77133 FERICY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel AIMAR, Maire

N° SIRET : 21770179600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'intervention aménagement et équipement rural
Rapport Cadre : CR30-03 du 26/06/2003

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mai 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la date de la CP qui a voté la présente subvention.

Objectifs :
La commune de Féricy est propriétaire, depuis 2006, du Domaine de la Salle qui comprend sur une surface de 9 hectares une maison de maître, des communs, un vaste parc arboré, un étang, une source et un lavoir. De nombreses fêtes de village, manifestations culturelles et portes ouvertes y sont organisées chaque année.
Dans la nuit du 9 au 10 novembre 2012, un important incendie a ravagé une grande partie de la maison de maître, détruisant les planchers, la charpente et la toiture aux deux tiers.
La commune souhaite entreprendre des travaux pour éviter toute autre dégradation du bâtiment liée aux intempéries (pluies, gel) et sauvegarder la qualité du bâtiment et de ses façades.

Description :

Il s'agit donc de faire les travaux essentiels à la mise en sécurité et conservation de cette bâtisse, afin de préserver la possibilité d'une réhabilitation ultérieure.
Les travaux porteront sur :
- la reprise des arases découvertes et du bandeau-corniche à l'égout,
- la reprise des entraits bas de plancher bois faisant office de tirants au droit des façades nord et sud,
- la mise en place d'une nouvelle charpente et la toiture correspondante,
- la reprise partielle ou blocage des enduits dégradés, la purge intérieure du bâtiment, la reprise sur linteaux affaissés,...

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Population, commune

Localisation géographique :
- FERICY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	198 000,00	94,02%
HONORAIRES	12 600,00	5,98%
Total	210 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional d' Ile-de-France	63 180,00	30,00%
COMMUNE	147 420,00	70,00%
Total	210 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	63 180,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
	Montant total	63 180,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14008168

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REHABILITATION DE LA BERGERIE - LISSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	285 485,26 €	30,00 %	85 645,58 €
	Montant Total de la subvention		85 645,58 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LISSES
Adresse administrative : 2 RUE THIROUIN
91090 LISSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry LAFON, Maire

N° SIRET : 21910340500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Située dans le parc de la mairie de Lisses, cette ancienne bergerie (ou écurie) fait partie du patrimoine communal.
Servant jusqu'à présent de local de stockage pour différents matériels et matériaux des services techniques, il apparaît aujourd'hui nécessaire de procéder à différents travaux d'isolation et d'étanchéité afin d'assurer la conservation de ce patrimoine.
Constatant par ailleurs un besoin important de locaux de réunion sur l'ensemble de la commune de Lisses, il a été décidé de transformer cette dépendance de la mairie en lieu pour y tenir diverses réunions ou festivités.
Il est donc envisagé, tout en préservant le cachet de cette bergerie, d'y installer une salle polyvalente avec local de stockage, office et sanitaires pour personnes à mobilité réduite.

Description :
Il est nécessaire de refaire la toiture en conservant la charpente et de réaliser les fondations pour recevoir les planchers bétons inexistants à ce jour, y compris un plancher coupe-feu pour le local de stockage à

l'étage.
L'isolation intérieure des locaux est également à reprendre, ainsi que les installations électriques et sanitaires avec réseaux d'eau potable et d'eau usée.
Pour les murs extérieurs, un piquage de murs sera réalisé afin de refaire les joints et ainsi faire ressortir les pierres meulières.
Deux ouvertures seront à réaliser pour faire rentrer un maximum de luminosité dans la salle.
La grande ouverture actuelle de cette bergerie sera conservée et remplacée par une grande baie vitrée.
Viendront ensuite les travaux de second oeuvre comme les revêtements de sol, les peintures et encore les équipements des locaux.
Des travaux d'aménagement extérieur sont également programmés pour assurer l'accessibilité de cette salle polyvalente depuis le parking de la mairie ainsi qu'un aménagement paysagé au devant du bâtiment donnant dans le parc de la propriété.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire

Localisation géographique :

- LISSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	418 000,00	100,00%
Total	418 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	85 645,58	20,49%
COMMUNE	332 354,42	79,51%
Total	418 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €
2018	9 645,58 €
2019	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrat régional territorial	513 873,45 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	1 093,38 €

	Montant total	514 966,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015310

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REHABILITATION DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE - MARCOUSSIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	750 000,00 €	25,00 %	187 500,00 €
	Montant Total de la subvention		187 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

N° SIRET : 21910363700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 20 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
L'objet de l'opération est d'aménager la place de la République afin de lui donner une vrai polyvalence d'usage en accord avec les besoins exprimés par la population et les commerçants au cours de différentes réunions de concertatations.

Description :
Le projet intégrera tous les aménagements nécessaires afin que ce nouvel espace soit accessible et praticable par la plus grand nombre, notamment par les piétons et par les usagers des services publics alentours. Ces nouveaux aménagements seront également pensés dans l'optique d'améliorer l'accueil

des marchands forains. Il est question d'améliorer la fréquentation du marché par les habitants mais aussi de mettre en conformité les installations techniques nécessaires au bon fonctionnement du marché forain.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire

Localisation géographique :

- MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	682 000,00	90,93%
HONORAIRES	68 000,00	9,07%
Total	750 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	187 500,00	25,00%
COMMUNE	562 500,00	75,00%
Total	750 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €
2018	37 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	27 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	65 625,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
	Montant total	119 625,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15014792

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REHABILITATION DE LA SALLE CULTURELLE GEORGES BRASSENS ET EXTENSION DE LA SALLE POUR LE CONSERVATOIRE - MENUCOURT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	862 373,00 €	20,00 %	172 474,60 €
	Montant Total de la subvention		172 474,60 €

Imputation budgétaire : 903-312-204141-131002-200
13100206- Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENUCOURT
Adresse administrative : RUE PASTEUR
95180 MENUCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Éric PROFFIT-BRULFERT, Maire

N° SIRET : 21950388500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville souhaite améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments et s'inscrire ainsi dans la démarche du Grenelle de l'environnement.
La salle culturelle Georges Brassens a été construite dans les années 1980 et a fait l'objet d'une rénovation partielle en 2008, notamment sur le plan phonique.
La commune souhaite engager des travaux, tant sur le plan environnemental et énergétique, que sur sur le plan d'une meilleure rationalisation de l'occupation du bâtiment.
La municipalité a donc décidé de réaliser des travaux de réhabilitation et d'extension du bâtiment.

Description :
Les travaux comprendront principalement :
- la réhabilitation de la salle polyvalente, ainsi que celle dit "du Petit Cheval", des entrées, accueil et circulations,

- la construction en extension d'une école de musique (école aujoud'hui hébergée dans des préfabriqués),
- l'aménagement et la sécurisation des abords.

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire

Localisation géographique :

- MENUCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	819 473,00	86,96%
HONORAIRES	122 921,00	13,04%
Total	942 394,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	172 474,60	18,30%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (78)	146 603,00	15,56%
COMMUNE	623 316,40	66,14%
Total	942 394,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	137 979,68 €
2018	34 494,92 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	6 216,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 640,00 €
2015	Contrat régional territorial	178 580,00 €
	Montant total	194 436,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002504

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REMISE AUX NORMES DE LA SALLE CULTURELLE - SOISY-BOUY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	48 350,00 €	45,00 %	21 757,50 €
	Montant Total de la subvention		21 757,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SOISY BOUY
Adresse administrative : MAIRIE
77650 SOISY-BOUY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Patrick SOTTIEZ, Maire

N° SIRET : 21770456800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 15 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour objet la remise aux normes de la salle culturelle existante sur la commune

Description :
Le projet comprend :
- le remplacement des menuiseries existantes pour répondre aux conformités de la réglementation thermique
- la suppression de la chaufferie et son remplacement par la mise en place d'une pompe à chaleur placée sur la toiture terrasse de l'extension
- des travaux de remises aux normes acoustiques
- la réfection complète de l'électricité (réseau d'éclairage intégralement repris, distribution électrique remises aux normes)..

Intérêt régional : Le stagiaire a été désigné dans le cadre du vote du contrat.

Localisation géographique :

- SOISY-BOUY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	48 350,00	100,00%
Total	48 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	21 757,50	45,00%
Département 77 - acquis	16 922,50	35,00%
Commune	9 670,00	20,00%
Total	48 350,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 757,50 €
2018	10 500,00 €
2019	1 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	81 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	4 676,00 €
	Montant total	85 676,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018820

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RENOVATION INTERIEURE DE LA MAIRIE - RENNEMOULIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	39 314,00 €	45,00 %	17 691,00 €
	Montant Total de la subvention		17 691,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RENNEMOULIN
Adresse administrative : 1 CHE DES VIGNES
78590 RENNEMOULIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Arnaud HOURDIN, Maire

N° SIRET : 21780518300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Après l'installation des huisseries à double vitrage, il conviendra de rénover totalement l'intérieur des locaux.

Description :
Les peintures intérieures seront refaites dans la salle du conseil, quatre bureaux, le hall d'entrée, la cuisine, les toilettes et le local des archives. Les surfaces seront toutes lessivées, les fissures traitées, les enduits repassés et les peintures se feront en deux couches. Divers travaux intérieurs devront être réalisés : mise en conformité des réseaux électriques, téléphonie, changement de radiateurs au profit d'appareils à inertie faiblement consommateurs en énergie.

Intérêt régional : Le stagiaire a été désigné dans le cadre du vote du contrat.

Localisation géographique :
- RENNEMOULIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	39 314,00	100,00%
Total	39 314,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	17 691,00	45,00%
CD 78 - Acquis	13 760,00	35,00%
COMMUNE	7 863,00	20,00%
Total	39 314,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 000,00 €
2018	3 691,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	65 765,00 €
2016	Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	15 800,10 €
	Montant total	81 565,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003693

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESTRUCTURATION DE LA MAIRIE - MOUSSY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	50 000,00 €	45,00 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY
Adresse administrative : MAIRIE - 1 PLACE DU PRIEURE
95640 MOUSSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe HOUDAILLE, Maire

N° SIRET : 21950438800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La restructuration et la rénovation des locaux de la mairie, ainsi que la mutualisation de certains locaux municipaux avec ceux de la maison de village, objet d'une autre opération du présent contrat, permettra le développement d'un grand nombre d'activités communales et associatives.

Description :
Les locaux de la mairie occupent la plus grande partie du rez de chaussée de l'existant :
- un hall d'entrée ,
- un bureau pour la secrétaire de mairie,
- une salle du conseil (29,50 mètres carrés),
- des locaux sanitaires vétustes et inadaptés, situés à l'extérieur du bâti.

Dans le cadre de cette opération, la commune propose de restucturer les locaux de la mairie afin :
- de mutualiser deux bureaux existants,
- de réaliser des locaux sanitaires communs à la mairie et à la maison de village,
- de créer une liaison entre la mairie et la maison de village, permettant ainsi la tenue du Conseil municipal dans une salle plus grande et rénovée, et d'accueillir le public pour les séances pleinières dans de meilleures conditions,
- de créer une réserve commune aux deux équipements, adossée à la maison de village.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux portent notamment sur :
- la charpente (ferme et demi fermes, pannes et contrevents, chevrons),
- couverture en tuiles (liteaunages et ouvrages divers, couverture en tuiles plates, faîtages, arêtiers, gouttières pendantes, descente des EP extérieures, dauphins en fonte),
- la plomberie (alimentation en eau de ville, distribution et raccordement aux appareils sanitaires, WC adultes, meuble kitchenette, ballon d'eau chaude de 150 litres, collecteurs et chutes des eaux usées et des eaux pluviales, bouches d'extraction, gaines d'extraction verticales et horizontales, électricité, caisson d'extraction, percement en façade, calfeutrement, fourniture et pose de grille en acier laqué),
- les cloisons doublages et faux plafond (ossature métallique, laine de roche, plaques de plâtre, faux plafonds acoustiques, ouvrages divers de finition),
- les menuiseries intérieures bois (portes intérieures, parois coulissantes, habillages divers),
- les courants forts et courants faibles (modification de TGBT existant, circuits électrique WC, sanitaires et dégagements, éclairage de sécurité),
- la peinture (travaux préparatoires, peintures acrylique sur parois, nettoyage et mise en service des locaux).

Intérêt régional : Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MOUSSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	22 500,00	45,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL acquis	15 000,00	30,00%
COMMUNE	12 500,00	25,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats ruraux	36 000,00 €
2016	Contrats ruraux	76 500,00 €
	Montant total	112 500,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : COUBERT (77) AVENANT N° 1 AU CONTRAT RURAL

AVENANT N° 1 AU CONTRAT RURAL
DE COUBERT (SEINE-ET-MARNE)

ENTRE D'UNE PART :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional,

Et

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental,

ET D'AUTRE PART :

La Commune de Coubert, représentée par le Maire de la Commune,

Après avoir rappelé :

- le contrat rural signé le 3 mai 2016 et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n°CP15-674 du 8 octobre 2015,
- la délibération de la Commune de Coubert en date du 13 décembre 2016,
- la délibération du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 3 février 2016,

Et la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional n° CP……..du…….

Considérant :

- la nécessité de substituer l'opération « Construction d'une classe élémentaire » par l'opération « Aménagement des abords de la maison des associations »,
- la nécessité de proroger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :
L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau contrat initial

COUBERT (77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2015	2016	2017	2018	2019	EN € HT	(45%)	(35%)
Construction d'une classe supplémentaire dans l'école	234 505,70	180 000	90 000	90 000				180 000	81 000	63 000
Construction du préau de l'école	161 874	120 000	60 000	60 000				120 000	54 000	42 000
Aménagement des abords de l'école	87 285	70 000	35 000	35 000				70 000	31 500	24 500
TOTAL	**483 664,70**	**370 000,00**	185 000	185 000	0,00	0,00	0,00	**370 000,00**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			64 750	64 750	0,00	0,00	0,00			**129 500,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			83 250	83 250	0,00	0,00	0,00		**166 500,00**	

Tableau avenant n°1

COUBERT
(77)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2017	2018	2019	2020	2021	EN € HT	(45%)	(35%)
Aménagement des abords de la Maison des Associations	288 011,47	180 000	18 000	162 000				180 000	81 000	63 000
Construction du préau de l'école	161 874	120 000	120 000					120 000	54 000	42 000
Aménagement des abords de l'école	87 285	70 000		21 000	49 000			70 000	31 500	24 500
TOTAL	**537 170,47**	**370 000,00**	138 000	183 000	49 000	0,00	0,00	**370 000,00**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			48 300	64 050	17 150	0,00	0,00			**129 500,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			62 100	82 350	22 050	0,00	0,00		**166 500,00**	

Article 2 :
Annule l'opération « Construction d'une classe élémentaire » et la remplace par l'opération « Aménagement des abords de la maison des associations ».
Le présent contrat est prorogé d'un an et expire au 2 mai 2022.

Article 3 :
Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Coubert, le
Pour la Commune de Coubert
Le Maire

Louis-Marie SAOUT

A Melun, le
Pour le Département de Seine-et-Marne
Le Président du Conseil départemental

Jean-Jacques BARBAUX

A Paris, le
Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : ARVILLE (77) ERREUR MATERIELLE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006530

Commission permanente du 12 juillet 2016 CP16-291
Modifié par la Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL EN SALLE D'ASSOCIATIONS - ARVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	144 747,63 €	45,00 %	65 136,43 €
	Montant Total de la subvention		65 136,43 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300201- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARVILLE
Adresse administrative : MAIRIE
77890 ARVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne THIBAULT, Maire

N° SIRET : 21770009500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier.. etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage».

Objectifs :
Ce projet consiste à l'aménagement d'une salle des associations sous une ancienne halle en rez-de-jardin donnant sur la cour de la mairie.

Description :
Ce petit bâtiment et couvert de tuiles et présente une partie maçonnée et fermée. Il est actuellement dans un état satisfaisant malgré son ancienneté.
Le bâtiment sera paré d'un habillage bois en claire-voie permettant de dissimuler les espaces de rangements et de créer des brises soleil sur les façades vitrées tout en créant une unité. L'ensemble sera couvert de petites tuiles de terre cuite.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- ARVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	125 867,60	86,96%
HONORAIRES	18 880,13	13,04%
Total	144 747,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	65 136,53	45,00%
CD77- Acquis	50 661,67	35,00%
Commune	28 949,53	20,00%
Total	144 747,73	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	52 111,43 €
2017	13 025,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	88 279,50 €
	Montant total	88 279,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006531

Commission permanente du 12 juillet 2016 CP16-291
Modifié par la Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESTAURATION DU BATIMENT DE LA POMPE - ARVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	51 429,05 €	45,00 %	23 143,07 €
	Montant Total de la subvention		23 143,07 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300201- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARVILLE
Adresse administrative : MAIRIE
77890 ARVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne THIBAULT, Maire

N° SIRET : 21770009500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats ruraux

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune souhaite mettre à disposition de son agent municipal d'entretien un local décent et facilement accessible depuis le cœur du village. Elle a donc décidé d'aménager ce petit local afin de proposer un lieu conforme la législation du travail.

Description :
La bâtiment de la pompe est un ancien petit local appartenant à la mairie ; anciennement il abritait la pompe de défense incendie. Situé au cœur du village, il est aujourd'hui sans fonction réelle. Son état général est assez satisfaisant, toutefois sa toiture est à revoir. Il est composé d'un ensemble maçonné ancien couvert d'une toiture zinc à joints debouts. Les parements couvertures sont à bout d'usage et nécessitent une restauration. Un bloc sanitaire et un vestiaire seront donc aménagés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 0 stagiaire ou alternant.
L'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternant est pris en compte dans la fiche IRIS n° 16006530.

Localisation géographique :
- ARVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	44 720,91	86,96%
HONORAIRES	6 708,14	13,04%
Total	51 429,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	23 143,07	45,00%
CD 77- Acquis	18 000,17	35,00%
COMMUNE	10 285,81	20,00%
Total	51 429,05	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 513,07 €
2017	4 630,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	88 279,50 €
	Montant total	88 279,50 €

CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-103

DU 8 MARS 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET DE PROXIMITE : PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL (FEADER) AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT AGRICULTURE ET FILIERE 1ère AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

VU Le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 ;

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU Le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU Le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU Le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

VU Le régime cadre notifié n°SA 41595 (2016/N-2) - Partie B relatif aux aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation au changement climatique en date du 12 août 2016 ;

VU Le Programme de développement rural FEADER de la région Ile-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

VU La délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité ;

VU La délibération n° CR 10-15 du 13 février 2015 relative à la Convention cadre triennale avec les Chambres d'agriculture ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'adoption du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 203-16 du 18 novembre 2016 « Actions en faveur de l'agriculture et de la forêt : installation – innovation – forêt » approuvant l'avenant n°1 à la convention relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 ;

VU La délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 approuvant la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France ;

VU La délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 approuvant les conventions avec l'ASP ;

VU La délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016 approuvant de nouvelles conventions-type dans le secteur de l'agriculture ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-103 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de l'agriculture et de la ruralité.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

Décide de participer au titre du dispositif « **MAEC - Mesures agro-environnementales et climatiques** » au financement des projets des agriculteurs par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 400 000,00 €.

Affecte en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP) une autorisation d'engagement de **400 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-003 (193003) « Actions agri-environnementales » ; Action 19300306 « Agriculture et environnement » du budget 2017.

Article 2 : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT – INVESTISSEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Décide de participer au titre du dispositif « **Aides aux investissements à vocation environnementale** » au financement de l'acquisition par des agriculteurs de matériel agricole à caractère productif par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 160 000,00 €.

Affecte en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP) une autorisation de programme de **160 000,00 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-004 (193004) « Agriculture et environnement » ; Action 19300405 « Agriculture et environnement » du budget 2017.

Article 3 : AGRICULTURE ET AGRO-ALIMENTAIRE - DIVERSIFICATION

Décide de participer au titre du dispositif **« DIVAIR »**, au financement de la mise en œuvre du dispositif, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 000,00 €.

Affecte en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP) une autorisation de programme de **1 000 000,00 €**, disponible sur le Chapitre budgétaire 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2017.

Article 4 : AGRICULTURE ET AGRO-ALIMENTAIRE - MODERNISATION

Décide de participer au titre du dispositif **« PRIMVAIR »**, au financement de la mise en œuvre du dispositif, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 500 000,00 €

Affecte en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP) une autorisation de programme de **1 500 000,00 €**, disponible sur le Chapitre budgétaire 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2017.

Article 5 – SOUTIEN A LA FILIERE FORET-BOIS

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien à la filière Forêt-bois** » au financement d'opérations d'investissement dans le secteur de la forêt et du bois par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 300 000,00 €.

Affecte en faveur de l'agence de services et de paiement (ASP) une autorisation de programme de **300 000,00 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien au secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire» ; Action 19300108 « Soutien aux filières », du budget 2017.

Article 6 : AGRICULTURE ET FILIERES

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien à l'émergence et au développement des filières agricoles de proximité** » au financement du projet figurant en annexe n° 2 (fiche projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 39 760,00 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme au modèle-type adopté par délibération n°16-432 du 21 septembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte en faveur de l'association BIOMIS G3 une autorisation d'engagement de **39 760,00 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire » ; Action 19300112 « Soutien aux filières » du budget 2017.

Article 7 : RECTIFICATIF DEPENSES ELIGIBLES

Suite à une erreur matérielle, il convient de prendre en compte les dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après :

Dossier code	N° et date de délibération	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16009834	CP 16-432 du 21/09/16	Convention « Diagnostics agro-environnementaux »	CA IDF OUEST	10 juillet 2016
16015850	CP 16-605 du 16/11/16	Implantation d'un pôle de transformation de produits laitiers italiens 100% biologiques et franciliens	OTTANTA	29 août 2016
16015649	CP 16-605 du 16/11/16	Animation du programme agriurbain	TRIANGLE VERT	1er septembre 2016
16015638	CP 16-605 du 16/11/16	Animation du programme agriurbain	APPVPA	1er septembre 2016
16015631	CP 16-605 du 16/11/16	Animation du programme agriurbain	Plaine d'Avenir 78	1er septembre 2016

Approuve les avenants correspondants à ces modifications tels que présentés en annexes n° 3-4-5-6-7, ainsi que les fiches projets modifiées présentées en annexe n° 3-4-5-6-7 à la présente délibération.

Article 8 : EVALUATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL FEADER

Affecte une autorisation d'engagement de 35 000,00 € sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire » ; Action 19300112 « Soutien aux filières » du budget 2017.

Cette affectation permettra de réaliser les travaux d'évaluation du Programme du développement rural FEADER 2014-2020 de la région Ile-de-France. Ceux-ci permettront de répondre aux obligations communautaires en matière de suivi et d'évaluation, notamment par la production des rapports de mise en œuvre que la Région doit transmettre en 2017 et 2019 à la Commission européenne.

Article 9 : AGRICULTURE PERI URBAINE

Approuve l'avenant à la convention-type approuvée par délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016 présenté en annexe n°8 à la présente délibération.

Retire l'alinéa 10 de l'article 1 intitulé « Agriculture péri-urbaine » de la délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016 suite à l'approbation de l'avenant visé à l'alinéa 1 du présent article.
Subordonne le versement des subventions de fonctionnement attribuées dans le cadre des programmes agri-urbains par la CP 16-605 du 16 novembre 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par la même délibération et modifiée par l'avenant visé à l'alinéa 1 du présent article.

Retire les alinéas 11 et 13 de l'article 1 de la délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016 suite à une erreur matérielle pour la réaffectation au profit des communes de Montesson, Sartrouville, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-103	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300108 - Soutien aux filières**

Dispositif : N° 00000979 - Soutien à la filière forêt-bois

Dossier	17002519 - SOUTIEN AU SECTEUR FORESTIER			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	100 %	300 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000979 - Soutien à la filière forêt-bois	300 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193001 - 19300108	300 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300109 - Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits**

Dispositif : N° 00000888 - PRIMVAIR

Dossier	17002516 - PRIMVAIR - DOTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500 000,00 €	HT	100 %	1 500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000888 - PRIMVAIR	1 500 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-103	Budget	2017

Dispositif : N° 00000890 - DIVAIR

Dossier	17002517 - DIVAIR - DOTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	100 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000890 - DIVAIR	1 000 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193001 - 19300109	2 500 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300112 - Soutien aux filières**

Dispositif : N° 00000830 - Filières agricoles de proximité

Dossier	17002554 - FILIERE AGRICOLE DE PROXIMITE - BIOMIS G3			
Bénéficiaire	P0036199 - BIOMIS G3			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 760,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 520,00 €	HT	50 %	39 760,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000830 - Filières agricoles de proximité	39 760,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193001 - 19300112	39 760,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300306 - Agriculture et environnement**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-103	Budget	2017

Dispositif : N° 00000445 - MAEC - Aides aux agriculteurs

Dossier	17002442 - MISE EN OEUVRE DES MAEC (MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES)			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400 000,00 €	HT	100 %	400 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000445 - MAEC - Aides aux agriculteurs	400 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300306	400 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193004 - Agricuture et environnement**
Action	**19300405 - Agriculture et environnement**

Dispositif : N° 00000467 - Investissements productifs à vocation environnementale

Dossier	17002592 - MISE EN OEUVRE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS A VOCATION ENVIRONNEMENTALE			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	160 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 000,00 €	HT	100 %	160 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000467 - Investissements productifs à vocation environnementale	160 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193004 - 19300405	160 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002554

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FILIERE AGRICOLE DE PROXIMITE - BIOMIS G3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Filières agricoles de proximité	79 520,00 €	50,00 %	39 760,00 €
	Montant Total de la subvention		39 760,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300112- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIOMIS G3
Adresse administrative : FABRIQUE 21 - PARC ECO CONSTRUCTION
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERTRAND BEDEL, Président

Date de publication au JO : 28 février 2013

N° SIRET : 79179533900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Filières agricoles de proximité
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le miscanthus est une graminée robuste qui peut être utilisée dans le domaine des composites dans les différents secteurs de la plasturgie. (NB : est l'ensemble des techniques utilisées par l'industrie du matériel plastique pour la transformation des matières plastiques)
Il s'agit d'impulser à partir de cette ressource, la mise en œuvre amont/aval de la filière sur 2 territoires d'ancrage francilien, à partir de la construction et le lancement de 2 opérations pilotes.

Description :
Pour 2017, les objectifs prévus sont :
- d'intensifier les actions de 1ères réalisations de la filière au plan aval sur les produits miscanthus déjà réalisés,
- d'impulser de nouveaux produits impliquant d'autres secteurs d'activité,
- de structurer la filière locale complète, associant les partenaires (amont/aval) sur chacun des territoires.

1. **Dans le secteur de la construction/ rénovation**
   - autour de la réalisation:

- **de l'ensemble constructif Chanteloup en Brie** (77- Marne et Gondoire) : 46 logements sociaux- Lancement des travaux prévus à l'automne 2017.

NB : animation du groupe de pilotage : Groupe 3F Immobilière, Ciments Calcia, et Alkern, Epamarne, Agglomération de Marne et Gondoire, Mairie de Chanteloup en Brie, Novabiom et Saint Germain Paysage

- **d'un écoquartier de qualité résidentielle à Chapet – (78-Seine Aval)** labellisé « 100 quartiers innovants et écologiques Idf » TEPCV … regroupant 340 maisons (30 / an)- Lancement des travaux prévus pour l'année 2018.

NB : animation du groupe avec un promoteur (non encore désigné), Epamarne, Calcia-Alkern, CU GPS&O, Mairie de Chapet, Galmel PrestAgri et Novabiom

➢ poursuite des recherches de nouveaux industriels partenaires, impliqués sur des applications complémentaires en matière de construction/rénovation (avec l'appui des partenaires de ce secteur Calcia – Alkern)

2. **Dans le secteur de l'automobile :**

- Dépôt d'un grade par PSA sur la matière composite polymère élaborée (contenant 30% de miscanthus)- Lancement d'une pièce témoin habitacle sur un premier véhicule de PSA (choix du véhicule dédié et de la pièce choisie en 2017)
- Recherches de synergies entre PSA et Renault autour d'applications automobiles plus performantes (tenue au choc) à base miscanthus.
- Cibler avec le Groupement Plasturgie Automobile (GPA) les équipementiers prêts à s'engager sur ces applications à base Miscanthus
- Lancement d'un projet de recherche en 2017 pour la mise au point de nouvelles applications à base miscanthus (thermo-compression et non-tissé) avec l'équipementier « groupe Renfortech », Maître Expert Matériaux du groupe PSA.

3. Vers d'autres domaines d'application :

- **La cosmétique** : élaboration de pièces packaging à base miscanthus avec le soutien de la Cosmetic Valley, Groupe Albéa (1er équipementier mondial pour le packaging cosmétique)- Lancement d'un projet de recherche en 2017.
- **L'aéronautique** : Recherche de passerelles entre ce secteur et celui de l'automobile (cf recherche en cours sur les composites automobiles) - Pièces composites = allègement = moins de consommation de carburant.
  NB : Contacts déjà établis avec Airbus et Safran
- **D'autres cibles en matière de plasturgie** seront définies en cours d'année et feront l'objet de contacts exploratoires, auprès des industriels ciblés par Biomis G3 / PSA (Machinisme agricole…).

4. Agir en amont et en aval de la filière

- Le rôle est clairement dévolu pour l'aval industriel, d'entraîner l'ensemble de la filière.
- En amont de la filière :

✓ Rassembler au sein d'un collectif: Coopératives et Producteurs de miscanthus afin qu'ils soient en mesure d'approvisionner les industriels, au fur et à mesure de la mise sur le marché des nouveaux produits.

✓ Mettre en place un phasage entre la plantation de nouveaux gisements de miscanthus et la mise sur le marché des nouveaux produits élaborés

✓ Impliquer les agriculteurs au plus près des industriels (cf dans les phases successives de recherche- industrialisation – réalisations ; dans les opérations de communication ; dans la perspective de contractualisation à venir.

5. **Communication** :

- Site internet, organisation d'évènements, conférence d'ampleur nationale, réalisation d'une vidéo, salons…

Moyens mis en œuvre :
Outre le travail de la délégation générale et l'appui actif de ses membres partenaires, Territoires, Agriculteurs, industriels, Biomis G3 peut compter sur les appuis et les expertises d'autres partenaires :

- La DGE – Direction Générale des Entreprises (Bureaux de la chimie, des matériaux du futurs…).
- Le CGI- Commissariat général à l'Investissement et 3 directeurs de programme : Biothechnologies – Bioressources- Logement Urbanisme et Economie Circulaire
- Les Ministères de l'Environnement / DHUP et celui de l'Agriculture /DGPE – La Driea, Driee, Draaf, DDT77.
- Le CGEDD- Conseil général de l'environnement et du développement durable
- 5 Pôles de compétitivité : Advancity, Movéo, Astech, IAR et Cosmétic Valley.

Intérêt régional :
L'ensemble de ces démarches doivent à terme concourir à la mise au point d'un large éventail d'applications multi valorisations, renforçant l'impact économique de la filière au sein d'un territoire porteur.
La dynamique choisie s'appuie sur une prise significative de parts de marché sur les marchés franciliens de l'Economie Verte (cf : pour la Construction : 5% de parts de marché sur la maison individuelle d'Ile de France équivaut à la construction de 2500 maisons/an au bout de 5 ans, correspondant à 1000 ha de Miscanthus et l'emploi de 250 maçons ETP).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet est aidé à hauteur de 50% de l'assiette éligible car il bénéficie d'une bonification de 10% au titre des retombées sur l'ensemble de l'Ile de France

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de prestations externes	79 520,00	100,00%
Total	79 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	39 760,00	50,00%
Autofinancement	29 760,00	37,42%
Fonds européens (FEADER, ou autre) : Leader Seine Aval	10 000,00	12,58%
Total	79 520,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 880,00 €
2018	19 880,00 €

ANNEXE N° 3 A LA DELIBERATION : AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION CADRE-TRIENNALE 2015-2017 AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE IDF OUEST

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
relative à la mise en œuvre de la convention cadre triennale 2015-2017 avec les Chambres d'agriculture et l'ERE

La REGION ILE DE FRANCE, sise au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 17- du 8 mars 2017
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

la Chambre interdépartementale d'Agriculture Ile-de-France Ouest
sise au 2, avenue Jeanne d'Arc – BP 111 – 78153 LE CHESNAY CEDEX
représentée par Monsieur Christophe HILLAIRET, Président
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative au rapport « Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France » ;

La délibération CR 10-15 du 12 février 2015 « Convention cadre triennale avec les Chambres d'agriculture » ;

La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

La volonté de la Région de renforcer le partenariat avec les Chambres d'agriculture et l'Etablissement Régional de l'Elevage afin de soutenir les actions de développement conduites par ces structures dans les 3 domaines suivants :

- Axe 1 : protéger les terres agricoles, mettre en œuvre le schéma directeur de la Région Ile de France et renforcer l'installation
- Axe 2 : Accentuer la transition agro écologique et développer l'agriculture biologique
- Axe 3 : Promouvoir le développement et la diversification des filières économiques locales et l'agriculture durable

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de définir les engagements respectifs de la Région d'Ile-de-France et du *bénéficiaire* pour la mise en œuvre des actions des axes 1, 2 et 3 de la convention cadre triennale.

Par délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016, la Région d'Ile-de-France a décidé d'accorder une subvention ci-dessous, à la Chambre Interdépartementale d'Agriculture Ile-de-France Ouest, pour l'opération décrite dans l'annexe dénommée « fiches projet », correspondant à :

- la réalisation des diagnostics agro-environnementaux :

80 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 45 600,00 € ; soit un montant maximum de subvention de **36 480,00 €.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC, est détaillé dans les annexes de la présente convention.

ARTICLE 2– ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **10 juillet 2016 (pour l'axe 2-Diagnostic)**, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.
La période d'éligibilité figure dans la fiche projet (dates prévisionnelles de début et de fin de projet). Ces dates peuvent être modifiées après accord des services instructeurs de la Région.

ARTICLE 3- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale, ou le cas échéant, des subventions complémentaires. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant n° 1 à la convention proprement dite ainsi que les annexes dénommées « fiche projet » adoptée en délibération n° CP 17- du 8 mars 2017.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris
En 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour *le bénéficiaire*,
le Président,

Christophe HILLAIRET

Le _____

Pour la Région d´Ile de France,
la Présidente,

Valérie PECRESSE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009834

Commission permanente du 21 septembre 2016 CP16-432

Objet : CONVENTION "DIAGNOSTICS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX" - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	45 600,00 €	80,00 %	36 480,00 €
	Montant Total de la subvention		36 480,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300302- Agriculture et environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM INTERD AGRICULT IDF
Adresse administrative : 2 AV JEANNE D'ARC BP 111
78153 LE CHESNAY CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

N° SIRET : 18780005700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015

Objet du projet : Convention "Diagnostics Agro-Environnementaux"

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La précédente subvention couvrait les dépenses jusqu'au 9 juillet 2016. D'où la nécessité d'un démarrage au 10 juillet 2016.

Objectifs :
Mise en œuvre de l'axe 2 de la convention-cadre triennale avec les chambres d'agriculture

Description :
Le diagnostic agro-environnemental (DAE)
Le diagnostic agro-environnemental de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture d'Ile de France est un diagnostic proposé aux agriculteurs spécialisés ou des grandes cultures/élevage, dont l'objectif est de faire un état des lieux des différents postes existants sur l'exploitation (le site et le parcellaire) et qui peuvent avoir un impact sur l'environnement.

Le compte-rendu du diagnostic identifie les points faibles à améliorer sur l'exploitation. L'exploitant est ainsi sensibilisé pour une démarche de progrès dans un objectif environnemental.

Ce diagnostic est proposé à tout agriculteur souhaitant prendre connaissance des activités de son exploitation qui ont un impact, positif ou négatif sur l'environnement.
Le diagnostic est également demandé à l'exploitant lorsqu'il fait une demande de subvention (dans le cadre de la mesure 4 du PDR IDF/PCAE).

La mise en œuvre
- Une 1ère phase est dédiée à l'enquête des pratiques de l'exploitant, des installations et matériels existants sur l'exploitation, de même qu'à la typologie globale de l'exploitation (situation de l'exploitation dans le contexte agricole francilien). Les contraintes que peut connaître l'exploitant sont également identifiées (elles peuvent par exemple être inhérentes à la situation géographique de l'exploitation : péri-urbanité). Elles permettent de mieux comprendre les choix pris par l'exploitant et d'envisager les améliorations les plus réalistes possibles.
- La deuxième phase se constitue par la saisie des informations recueillies et leur analyse. Elle débouche sur la rédaction d'un compte-rendu de diagnostic qui met en avant les points forts et ceux à améliorer.
La dernière phase est le rendu à l'exploitant. Cette phase permet la concertation entre le diagnostiqueur et l'exploitant, afin d'échanger sur les constats observés et les améliorations proposées dans le compte-rendu. L'intérêt de cette étape est bien l'échange. Des ajustements peuvent ainsi être réalisés à l'issue de cette phase si l'exploitant juge des améliorations comme étant infaisables. D'autres solutions mieux adaptées sont alors proposées.

Moyens mis en œuvre :
Les conseillers spécialisés de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture d'Ile de France, pour les exploitations spécialisées (pépiniéristes, horticulteurs, arboriculteurs et maraîchers).
Deux chargées d'études en agro-environnement pour les DAE grandes cultures.
Un cartographe pour l'édition de cartes.

Intérêt régional :
Cette subvention ne donne pas lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter un stagiaire. Le bénéficiaire s'est déjà engagé à recruter des stagiaires au titre de la convention-cadre.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût jours	45 600,00	100,00%
Total	45 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	36 480,00	80,00%
Autofinancement	9 120,00	20,00%
Total	45 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 240,00 €
2017	18 240,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	80 000,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	32 384,00 €
2014	PARC BIO	109 200,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	29 621,00 €
2015	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	40 038,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	218 860,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	297 768,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	113 240,00 €
2016	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	32 166,00 €
	Montant total	953 277,00 €

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DU PROJET DE OTTANTA « IMPLANTATION D'UN POLE DE TRANSFORMATION DE PRODUITS LAITIERS ITALIENS 100% BIOLOGIQUES ET FRANCILIENS » DANS LE CADRE DU DISPOSITIF ALIMENTAIR

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
relative au financement par la Région Ile de France du projet « Implantation d'un pôle de transformation de produits laitiers italiens 100% biologiques et franciliens » dans le cadre du dispositif ALIMENTAIR

La REGION D'ILE-DE-FRANCE, sise au 33, rue Barbet de Jouy, 75 007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 17- du 8 mars 2017 et ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

et

OTTANTA
domicilié au 13, boulevard de la Résistance – 95100 ARGENTEUIL
représenté par Madame Sara LACOMBA, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional ALIMENTAIR adopté par l'Assemblée Délibérante n° CR 77-14 du 21 novembre 2014. Sa demande a été pré-instruite par le CERVIA Paris Ile de France en vertu de la convention cadre triennale 2015-2017 et retenue par le comité de sélection composé de représentants de la Région et du CERVIA.

VU :

Le Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

La délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative au rapport « Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France » et son annexe relative au règlement d'intervention du dispositif ALIMENTAIR ;

La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Cet avenant a pour objet de modifier la date d'éligibilité des dépenses suite à une erreur matérielle.

La Région a décidé de soutenir le bénéficiaire par délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016 pour la réalisation du projet dont le descriptif est rappelé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.
Dans cet objectif, elle a accordé au bénéficiaire une subvention d'investissement correspondant à 40 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 54 680,00 €, soit un montant maximum de subvention de **21 872,00 €**.

ARTICLE 2 – ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 29 août 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la convention.

ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant n° 1 à la convention proprement dite ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée en délibération n° CP 17- du 8 mars 2017

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris
En 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour le bénéficiaire,
La Présidente

Sara LACOMBA

Le _____

Pour la Région d´Ile de France,
La Présidente,

Valérie PECRESSE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015850

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-605

Objet : IMPLANTATION D'UN POLE DE TRANSFORMATION DE PRODUITS LAITIERS ITALIENS 100% BIOLOGIQUES ET FRANCILIENS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	54 680,00 €	40,00 %	21 872,00 €
	Montant Total de la subvention		21 872,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-200
19300104- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OTTANTA
Adresse administrative : 13 BD DE LA RESISTANCE
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame SARA LACOMBA, Présidente

N° SIRET : 81016761900024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 29 août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage du projet se fait à compter de la date de l'Accusé Réception de dossier complet.

Objectifs :
OTTANTA, premier laboratoire artisanal francilien à utiliser du lait local (moins de 80 km) et de préférence biologique pour la fabrication de ses produits, s'est fixé l'objectif de résoudre les problématiques liées à l'import de produits laitiers frais depuis l'Italie; tout en garantissant la qualité de la tradition artisanale italienne dans l'ensemble de la filière de production.

Description :
Les locaux loués par OTTANTA dans l'enceinte du CEZ Bergerie Nationale de Rambouillet étaient anciennement des ateliers d'abattage et de transformation de volaille. De fait ils possèdent déjà une configuration et des aménagements compatibles avec l'activité de transformation laitière.
En termes de travaux, des aménagements mineurs seront réalisés afin :
- d'isoler le local où seront placées le tank à lait (réception du lait par pipe-line) et la chaudière ;
- d'agrandir la salle dédiée à la coagulation du lait et d'y ajouter une laverie ;
- de séparer physiquement l'atelier de OTTANTA et celui, attenant, de La Ferme de Sigy ;
- de remettre aux normes le système électrique et séparer les arrivées d'électricité pour que OTTANTA soit totalement indépendant ;
- de refaire le réseau hydraulique (et séparation des arrivées d'eau avec l'atelier de La Ferme de Sigy) ;

- de rafraîchir la résine spécial "contact alimentaire" au sol ;
- de rafraichir la peinture murs/plafonds et le carrelage aux murs ;
- de mettre en place un système d'aspiration de chaleur/vapeur dans l'atelier ;
- de remplacer les groupes froids de trois chambres froides ainsi que un vaporisateur ;
- de remplacer les portes de la chambre froide principale par des portes étanches.

Intérêt régional :
Accompagner la structuration de la filière laitière en Île-de-France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux d'aménagement	54 680,00	100,00%
Total	54 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	21 872,00	40,00%
Autofinancement	32 808,00	60,00%
Total	54 680,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 936,00 €
2018	10 936,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	ALIMENTAIR	21 872,00 €
	Montant total	21 872,00 €

ANNEXE N°5 A LA DELIBERATION : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION RELATIVE AU PROGRAMME AGRI-URBAIN DU TRIANGLE VERT

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
RELATIVE AU PROGRAMME AGRIURBAIN

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 17- du 8 mars 2017.

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'Association Le Triangle Vert des Villes maraichères du Hurepoix
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET 45052008500017
dont le siège social est situé : 5, rue Alfred Dubois – 91460 MARCOUSSIS
ayant pour représentant Madame Brigitte BOUVIER - Présidente
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'Association Le Triangle Vert » pour l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle a accordé au bénéficiaire une subvention correspondant à :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en œuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	85 576,00 €	35.06 %	30 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 3- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant n° 1 à la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 17- du 8 mars 2017

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

Pour le bénéficiaire,
La Présidente,

Brigitte BOUVIER

Pour la Région d'Ile-de-France,
La Présidente

Valérie PECRESSE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015649

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-605

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DU TRIANGLE VERT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	85 576,00 €	35,06 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300303- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRIANGLE VERT VILLES MA RAICHERES HUREPOIX
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte BOUVIER, Présidente

Date de publication au JO : 9 août 2003

N° SIRET : 45052008500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Objet du projet : animation du programme agriurbain

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Passage en commission tardif par rapport aux années précédentes et frais déjà engagés

Objectifs :
La stratégie du Triangle Vert s'articule autour des objectifs suivants :

- Limiter l'étalement urbain et maîtrise foncière : Les exploitants ont besoin de garanties pour avoir une vision claire et de long terme pour l'exercice de leur métier. Les communes du Triangle Vert cherchent à conserver les meilleures terres pour l'agriculture.

- Contribuer au projet de trame verte et bleue intercommunale : Il s'agit de mettre en réseau tous les "espaces de nature" (agricoles, forestiers, aquatiques...), qui représentent 70 % de ce territoire.

- Fournir une aide technique à l'agriculture locale : Structure d'interface et de dialogue, le Triangle Vert est à l'écoute des agriculteurs du territoire pour apporter son appui, qu'il s'agisse des agriculteurs déjà en place, de ceux qui souhaitent transmettre leur exploitation, ou de candidats à l'installation lorsque des opportunités foncières se présentent.

- Développer les circuits courts et valoriser les productions : Instaurer de nouvelles solidarités et économies basées sur les ressources agricoles locales (en témoigne la naissance de la Conserverie coopérative).

- Communiquer, sensibiliser et échanger autour du territoire : en exergue l'importance de l'activité agricole pour un projet local durable.

Description :

Limitation de l'étalement urbain et maîtrise foncière

Actions en cours et à venir de l'assocation du Triangle Vert pour limiter l'étalement urbain et préserver le foncier :
- Poursuite de la veille sur les mouvements de foncier, en collaboration avec la Société d'Aménagement foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) (conventions communales) et l'Agence des Espaces Verts (AEV) dans le Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) ;
- Participation à l'élaboration des PLU (en tant que personne publique associée, et par des échanges avec les agriculteurs concernés) de Nozay et Saulx-les-Chartreux ;
- Travail avec les services de l'agglomération pour la prise en compte du projet agricole au sein des orientations et du Schéma de Cohérence Territorial (avec l'ancienne agglomération Europ'Essonne, reprise du travail avec la nouvelle Communauté Paris-Saclay) ; rédaction d'une nouvelle convention de partenariat pour l'année 2017, sur des actions ciblées ;
- Participation aux travaux du bureau d'études chargé de concevoir le Schéma Directeur du PRIF de l'Hurepoix pour le compte de l'AEV ;
- Aboutissement de la réflexion sur les interfaces entre espaces urbanisés et espaces agricoles, menée avec le CAUE91.

Actions en cours et à venir pour contribuer à la mise en oeuvre d'une Trame vert et bleue intercommunale :
- Participation à la réflexion globale conduite sur le bassin versant du ru des Paradis à Saulx-les-Chartreux, conduite de 2015 à 2018, pour favoriser l'écoulement naturel des eaux et réduire les inondations des parcelles agricoles situées en amont, tout en améliorant les caractéristiques écologiques et paysagères du site.
- Poursuite du projet de réhabilitation/replantation de vergers, notamment suite aux conventions passées entre l'AEV et les Potagers de Marcoussis pour la location de deux parcelles à des fins d'entretien et de re-création de vergers de production à Saulx. L'objectif à terme sur le secteur du Rocher et de la plaine de Saulx est d'installer une activité arboricole professionnelle.

Actions en cours et à venir en matière d'aides techinques à l'agriculture locale :

- Amélioration de la connaissance fine des exploitations du territoire
Il convient de :
- regrouper, d'enrichir et de préciser les données actuelles (amélioration de la connaissance des exploitations locales, de leur fonctionnement, meilleur accompagnement et visibilité à moyen terme),
- les organiser afin d'en faire usage dans le cadre des actions menées en faveur de l'agriculture locale (foncier, déplacements agricoles, points noirs, filières, répartition des circuits courts etc.).

L'utilisation d'un logiciel SIG gratuit (système d'informations géographiques) doit permettre de croiser les données, et d'en tirer des cartographies analytiques et thématiques,

Amélioration de la sécurisation des exploitations :
Les vols et dégradations dont sont victimes les exploitants agricoles nuisent à l'exercice de leur activité et viennent freiner les éventuels projets de développement :
- Participation au dispositif "Alerte Agri" mis en place par la Chambre d'Agriculture des personnes intéressées (agriculteurs, élus, polices municipales)
- Refoncement des patrouilles de la gendarmerie
- Mise en place d'une cartographie des lieux et installations sensibles
- Essai de chiffrage des préjudices sur 12 mois
- Mise en place d'une vigilance citoyenne à Nozay :

Valorisation des déchets en économie circulaire :
- Poursuite de la réflexion en cours sur la caractérisation et la valorisation du fumier de cheval issu des centres équestres du territoire, pour en faire une source de fertilisants pour l'agriculture locale.

Le rendu de l'étude diagnostic devrait intervenir dans le courant du 1er trimestre 2017.

Accompagnement de projets pluriannuls liés au développement d'infrastructures :
- ferme agro-écologique du Pas de Côté
- couveuse d'activités agricoles à Saulx,
- construction de la ferme agro-écologique des Potagers de Marcoussis (espace de stockage pour les produits bruts et transformés)

Actions en cours et à venir afin d'améliorer les circuits courts et valoriser les productions :
- Accompagnement de projets de distribution des produits locaux : distributeur automatique, lien avec le petit commerce local
- Poursuite de la réflexion sur l'approvisionnement local de la restauration collective :
encouragement des relations agriculteurs/cantine, à Nozay (fourniture de betteraves et lentilles bio)
- Recherche et test de contenants mieux adaptés à la restauration collective pour la Conserverie Coopérative à Marcoussis
- Réflexion commune avec Terre et Cité et l'APPVPA sur le thème de la transformation des produits agricoles,
- Promotion des circuits courts et des produits locaux
- Animations culinaires autour des produits de saison
- Mise en ligne d'une carte de localisation des exploitations et lieux de vente en circuit court
- Livret sur les produits et exploitations du territoire
- Animations dans des cantines

Communication, sensibilisation et échanges

- Témoignage et groupes de visites et de circuits courts à travers le territoire

répondre aux diverses sollicitations, notamment de la part des institutionnels, des professionnels, enseignants, et futurs professionnels
apporter son témoignage, intervenir en tant qu'expert, ou servir de support d'étude.

- Itinéraires de découverte de l'agriculture et du territoire
Mise en place d'un dépliant pédagogique (disponible sur papier et en version numérique).

- Projet de carte numérique avec l'association Terre et Cité
recenser et rendre accessible au plus grand nombre les ressources naturelles, agricoles et culturelles des territoires périurbains franciliens (par le biais d'une plate-forme numérique, et d'applications smartphone)
mettre régulièrement à jour les données (produits locaux, exploitations, événements, circuits de promenade éléments patrimoniaux et remarquables, etc.)
proposer des informations à mettre en ligne.

- Développement de l'Observatoire photographique des Paysages du Triangle Vert (OPPTV), pour enregistrer et rendre compte de leurs évolutions.
Il s'agit d'un outil d'observation, d'information, de sensibilisation et de pédagogie (pour faire parler les gens et les enfants du paysage, du territoire, des activités qui y prennent place, etc). Une base d'une quarantaine de points de vue, correspondant à 6 thématiques (agricultures, TVB/continuités naturelles, lisières agriurbaines, chemins/parcourir, panoramas/horizons, cellule de veille), a été défini en collaboration avec le CAUE91.

- Documents et outils de communication pour mettre en avant les actions de l'Association et son territoire :
Parution d'articles dans les bulletins communaux afin d'informer les habitants sur l'avancement des projets, des événements particuliers etc.
Mise à jour régulière du site web de l'association, qu'il s'agisse des articles de fonds comme des actualités récentes,
Téléchargement libre de toutes les études et publications réalisées par le Triangle Vert.
Envoi régulier de lettres d'information thématiques.

Moyens mis en œuvre :
- Charte pour une Agriculture Durable
Comité de Pilotage de l'association (une quinzaine de membres) regroupe le Ministère de l'Agriculture (la DRIAAF, la DDT-SEA), le Conseil Tégional d'Île-de-France, l'Agence des Espaces Verts d'Île-de-France, l'IAU, le Conseil départemental de l'Essonne, Communauté Paris-Saclay, la Chambre d'Agriculture d'Île-de-France ouest, la SAFER d'Île-de-France, le CAUE91, le SIVOA, le SIAHVY (syndicats de bassin), et le laboratoire de recherche en agriculture urbaine de l'ENSP (chaque structure suit régulièrement l'avancement du projet, conseille, et fournit une assistance technique et parfois financière.

Le Comité se réunit une fois par an, ou lors de l'Assemblée Générale annuelle de l'association.

Par ailleurs, des groupes de travail thématiques peuvent être montés pendant l'année, pour suivre plus étroitement la mise en oeuvre d'une action, avec une fréquence de réunion plus importante.

Le Triangle Vert cherche par ailleurs à renforcer ses partenariats avec les autres programmes agriurbains franciliens (PAU)
Des actions conjointes sont conduites, comme la réflexion sur les maillons manquants dans la chaîne d'approvisionnement local de la restauration collective en produits locaux, frais ou transformés, la mise en valeur des produits locaux

Intérêt régional : Ce projet agri-urbain s'inscrit dans une optique de développement durable et équilibré de son territoire :
- maintien des espaces agricoles et naturels au sein du périmètre de la Ceinture verte régionale,
- constitution de la trame verte et bleue régionale,
- préservation de la biodiversité régionale (diversité des espaces et des cultures),

La pérennisation du foncier agricole et l'accompagnement des projets locaux entraînent une dynamique locale, créatrice de richesses et d'emplois (nouvelles installations, nouvelles productions, nouveaux débouchés de commercialisation, nouvelles activités économiques basées sur les ressources du territoire, par définition non délocalisables). Nouvelles relations et solidarités, entre des acteurs et la population.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Agriculteurs, élus locaux, citoyens, jeunes, scolaires; autres associations, techniciens communaux

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation	75 486,00	88,21%
Etudes et diagnostics	9 200,00	10,75%
Coûts direct projet - Edition guide lisières	890,00	1,04%
Total	85 576,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	30 000,00	35,06%
FEADER Mesure 16	18 460,80	21,57%
Communauté d'agglomération Paris-Saclay	20 000,00	23,37%
Autofinancement	17 115,20	20,00%
Total	85 576,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	27 782,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	87 782,00 €

ANNEXE N°6 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE AU PROGRAMME AGRI-URBAIN DE L'APPVPA

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
RELATIVE AU PROGRAMME AGRIURBAIN

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 17- du 8 mars 2017.

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'Association Patrimoniale de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets (APPVPA)
dont le statut juridique est : **Association**
N° SIRET **44055036600023**
dont le siège social est situé : 33 ter rue des Petits Prés 78810 FEUCHEROLLES
ayant pour représentant **Monsieur PATRICK LOISEL, Président**
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'Association « APPVPA » pour l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle a accordé au bénéficiaire une subvention correspondant à :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en œuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	82 487,50 €	36,37 %	30 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 3- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant n° 1 à la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 17- du 8 mars 2017

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

Pour le bénéficiaire,
Le Président,

Patrick LOISEL

Pour la Région d'Ile-de-France,
La Présidente

Valérie PECRESSE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015638

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-605

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE L'APPVPA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	82 487,50 €	36,37 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300303- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPVPA ASS PATRIMONIALE PLAINE
Adresse administrative : 33 TER RUE DES PETITS PRES
78810 FEUCHEROLLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK LOISEL, Président

Date de publication au JO : 16 juillet 2001

N° SIRET : 44055036600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Passage en commission tardif par rapport aux années précédentes et frais déjà engagés

Objectifs :
La subvention est demandée pour l'animation en vue de la mise en oeuvre de la stratégie locale de développement de la Plaine de Versailles. Cette stratégie avait été définie pour 6 ans dans le cadre d'un

projet LEADER. La stratégie, co-construite par les acteurs du territoire et leurs partenaires reste valable même si le projet LEADER n'apporte pas tous les financements nécessaires pour financer les actions.

Description :
Contexte

La Plaine de Versailles est engagée dans une dynamique de mise en proximité des acteurs et de développement de projets depuis 2004, mais surtout depuis 2007 grâce au soutien du projet LEADER 2007-2013, en complément du programme agriurbain depuis 2008.
De nombreuses innovations ont eu lieu dans les domaines agricoles, identitaires, environnementaux. Des partenariats se sont également mis en place avec les établissements d'enseignement et de recherche présents sur le territoire ou voisins (AGROPARISTECH, ENSP, INRA, CHEP de Tremblay sur Mauldre, UVSQY) sur des sujets aussi variés que la biodiversité et les sols agricoles, le tourisme, le paysage.
Une charte paysagère a été signée par tous les maires et présidents d'intercommunalité

La Plaine de Versailles est aujourd'hui reconnue comme une entité remarquable et un patrimoine commun à défendre et à développer
En fin de projet LEADER, l'association a réalisé un bilan avec ses trois collèges, un audit auprès de partenaires privilégiés en région Ile de France, ainsi que des ateliers thématiques, pour construire une candidature au projet LEADER 2014-2020.

La situation du territoire entre les deux O.I.N. de Paris-Saclay et de Seine Aval, font de la Plaine de Versailles un poumon vert exceptionnel, soumis à une pression foncière

Les priorités pour 2016 et 2017 sont:

- Développer l'alimentation de proximité en commençant par l'animation du réseau des agriculteurs spécialisés pour favoriser les circuits courts et faire progresser l'offre de produits agricoles de proximité.

- Mettre oeuvre la charte paysagère: aménager les lisières urbaines; gérer et valoriser les trames vertes et espaces naturels; protéger les sites emblématiques (domaine de Grignon)

Une action coordonnée à l'échelle du poumon vert de la Plaine est pertinente pour répondre à cet enjeu et pour apporter un service aux communes. Deux actions sont lancées sur ces deux thèmes, grâce à des subventions du Conseil Régional (Biodiversité 2016 et programme agriurbain 2015).

Le travail de mise en oeuvre concerne le choix des prestataires, le pilotage avec la gestion des Comités Techniques ou de Pilotage, la communication envers les acteurs, la gestion des subventions, l'édition des documents de résultats, etc.

- Renforcer la Plateforme de l'innovation en agroécologie, levier de communication et d'animation.

Celle-ci regroupe les agriculteurs, la chambre d'agriculture, la Ferme Expérimentale de Grignon, l'INRA et des représentants de la société civile. Elle a pour but de créer des échanges, et in fine de progresser vers de nouveaux modèles en agroécologie.

- Education à l'Agriculture et à l'Environnement:
L'objectif est de proposer aux enfants des animations sur les thèmes de la faune et de la flore appartenant aux milieux de la Plaine de Versailles, qu'ils soient naturels ou agricoles.

- Animer et communiquer autour des Arts en Plaine et appropriation du territoire:
La nouvelle Maison de la Plaine est une opportunité et un outil pour donner de la visibilité (expositions,

vitrine des produits) et créer des évènements (cafés sciences, marchés de produits locaux).

Moyens mis en œuvre :
Cette animation et gestion générale de la mise en oeuvre de la stratégie n'est pas à confondre avec la réalisation des projets. En effet, l'association ne dispose que de 2 personnes (une animatrice à temps plein et une gestionnaire à 3/4 de temps), qui ne peuvent que faciliter la définition des projets multiacteurs et rechercher des financements ad'hoc. Chacun des projets font ou feront donc l'objet de recherche de financements et d'acteurs spécifiques pour les réaliser.

L'association est composée de trois collèges:
- le collège des élus, représentant les 26 communes et 3 des intercommunalités (des rencontres sont en cours avec les deux autres)
- le collège des agriculteurs, représentant une cinquantaine d'exploitations de grande culture, maraîchage, arboriculture, pépinière, équestre, ainsi que la chambre d'agriculture
- le collège des associations, particuliers, et depuis peu des entreprises, regroupant une vingtaine d'associations, une soixantaine d'habitants et une dizaine d'entreprises.

Des partenaires externes sont de plus en plus actifs et impliqués, tels que les établissements d'enseignement et de recherche (INRA, AGROPARISTECH, ENSP, CHEP du Tremblay sur Mauldre), l'administration (la DRIEE en particulier).

De nouveaux partenariats apparaissent ou se renforcent avec la nouvelle stratégie :
- Le partenariat entre exploitations agricoles spécialisées (maraîchers, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, apiculteurs) est nouveau. Il s'ouvre également aux entreprises de transformation agroalimentaires qui valorisent les produits.

- Les projets liés à la charte paysagère (trames vertes, lisières urbaines, etc) reposent sur la volonté des communes, des agriculteurs, mais aussi des habitants. Un appui est leur apporté par le biais d'expertises et assistance à projets (prestataires extérieurs).
- Le domaine de Grignon (300 ha de forêts, espaces agricoles, château, bâtiments de recherche et de formation) a fait l'objet d'un document réalisé sur le patrimoine à respecter au sein du site.

- La plateforme de l'innovation en agroécologie est nouvelle : le but est de mettre en adéquation les attentes du territoire avec les programmes de recherche et d'expérimentation. Aujourd'hui, des agriculteurs travaillent et échangent ensemble sur la Plaine de Versailles, pour faire évoluer les modèles agricoles. Un partenariat est aussi en cours de discussion avec l'Agence de l'Eau et le COBAHMA.
- Le projet sur l'éducation à l'Environnement et l'agriculture est encadré par un groupe de travail regroupant 2 agriculteurs (ferme de Gally et ferme de Pontaly), 3 associations (Ecogardes, St Nom la Nature, Actions Sciences) et plusieurs bénévoles.

- Les projets sur les Arts en Plaine, le Printemps et l'Automne de la Plaine, les cafés sciences, le groupe Energie Climat, reposent presque uniquement sur des bénévoles.

Intérêt régional : L'intérêt régional se décline en trois enjeux :
- Soutenir et développer l'agriculture régionale et les entreprises agroalimentaires artisanales
- Contribuer à la préservation de l'environnement de la Plaine de Versailles (adaptation des documents d'urbanisme aux Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique, innovations agro-écologiques, mise en valeur des lisières urbaines)
- Valorisation patrimoniale et touristique de la Plaine de Versailles

Plus concrètement, les résultats du projet attendus sont les suivants :
- Maintien et renouvellement des exploitations spécialisées : partage de matériel et de main d'œuvre, création d'un atelier de transformation local

- Intégration des lisières urbaines et des trames vertes dans les PLU
- Lisières urbaines en les rendant plus perméables et en créant un lien entre la ville et la campagne
- Restauration de trames vertes et valorisation d'espaces naturels pour le grand public sur les communes volontaires
- Développement de l'agroécologie, amélioration de la qualité des ressources (eau, sols, biodiversité), capture de carbone par les sols
- Plus grande entente et solidarité entre agriculteurs
- Meilleure compréhension et implication du grand public par rapport aux enjeux agricoles, alimentaires et naturels locaux (par les cafés sciences et la carte collaborative numérique)
- Développement des loisirs de proximité pour toute la population de la Plaine par les programmes d'animation (Printemps et Automne), les Arts en Plaine, les chemins de randonnée, les centres équestres à vocation sociale (150 000 habitants)
- Amélioration de la connaissance des enfants de leur environnement proche (le programme d'animations pédagogiques sera proposé aux 26 communes et à toutes les écoles)
- Intégration d'entreprises dans la dynamique de développement durable de la Plaine (commerces, restaurants, traiteurs, artisans ...)
- Création d'une zone artisanale pour entreprises agroalimentaires artisanales
- Sauver le site de Grignon du démembrement et favoriser un avenir en lien avec sa vocation d'origine

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation de la mise en oeuvre de la stratégie	66 765,00	80,94%
Gestion administrative et financière	15 722,50	19,06%
Total	82 487,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	30 000,00	36,37%
FEADER Mesure 16	32 995,00	40,00%
Autofinancement	19 492,50	23,63%
Total	82 487,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	25 496,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	50 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	128 800,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
	Montant total	294 296,00 €

ANNEXE N° 7 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 RELATIVE AU PROGRAMME AGRI-URBAIN DE PLAINE D'AVENIR 78

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
RELATIVE AU PROGRAMME AGRIURBAIN

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 17- du 8 mars 2017.

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'Association Plaine d'Avenir 78
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET **79060646100016**
dont le siège social est situé : 1 rue Pierre-Louis Guyard
ayant pour représentant Madame Nicole BRISTOL - Présidente
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 16-605 du 16 novembre 2016, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'Association « Plaine d'avenir 78 » pour l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle a accordé au bénéficiaire une subvention correspondant à :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en œuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	73 780,00 €	40,66 %	30 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er septembre 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 3- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant n° 1 à la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 17- du 8 mars 2017

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

Pour le bénéficiaire,
La Présidente,

Nicole BRISTOL

Pour la Région d'Ile-de-France,
La Présidente

Valérie PECRESSE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015631

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-605

Objet : ANIMATION DU PROGRAMME AGRIURBAIN DE PLAINE D'AVENIR 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	73 780,00 €	40,66 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300303- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE D'AVENIR 78
Adresse administrative : 1 RUE PIERRE LOUIS GUYARD
78360 MONTESSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE BRISTOL, PRESIDENTE

Date de publication au JO : 26 janvier 2013

N° SIRET : 79060646100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Passage en commission tardif par rapport aux années précédentes et frais déjà engagés

Objectifs :
Les objectifs de ce projet sont les suivants:
- préserver et améliorer la compétitivité des espaces agricoles

- faire de la Plaine un pôle d'excellence du maraîchage en y développant la recherche, l'innovation, l'expérimentation et l'insertion
- favoriser les liens entre les habitants et leur environnement agricole et naturel

Description :
Les trois axes définis dans la stratégie de territoire sont les suivants:
- préserver et améliorer la compétitivité des espaces agricoles : l'objectif est de préserver les terres mais aussi la diversité des sols pour permettre à l'agriculture de se diversifier et d'évoluer pour rester compétitive. Il s'agit ici de compléter les outils de protection déjà existants en créant une dynamique de :
- valorisation des espaces, notamment en friches,
- diversification des activités agricoles répondant à la demande des consommateurs.
- faire de la Plaine un pôle d'excellence du maraîchage en y développant la recherche, l'innovation, l'expérimentation et l'insertion : l'agriculture de la ceinture maraîchère a, de tout temps, été tournée vers les techniques innovantes.

Il s'agit de continuer cette démarche pour répondre aux enjeux actuels des producteurs confrontés à :
- de nouvelles maladies ou de nouveaux ravageurs.
- une réglementation de plus en plus stricte,
- de nouvelles demandes sociétales.

Un groupe de maraîchers sont prêts à tester de nouvelles techniques de production. Les habitants ont aussi montré des attentes en termes d'agriculture de proximité et de circuits courts.
- favoriser les liens entre les habitants et leur environnement agricole et naturel :
L'objectif est de mieux faire connaître la Plaine et ses productions et d'impliquer tous les habitants qui le souhaiteraient.

Il s'agit:
- d'améliorer la qualité paysagère des franges pour créer ce lien
- de mettre en place une ferme ouverte.

Une meilleure compréhension de la Plaine et des problématiques des maraîchers peut aider à résoudre certains conflits liés aux dépôts sauvages aux incivilités volontaires ou involontaires (chiens qui se promènent au milieu des champs, quads, dépôts sauvages, ...).

Moyens mis en œuvre :
Une animatrice (0,8 ETP)
Stagiaires
Expert-comptable
Evènementiel, moyens de communication

Intérêt régional : Les objectifs de PA78 sont au cœur d'enjeux régionaux :
- Préservation des espaces agricoles
- Développement des circuits courts
- Lutte contre les dépôts sauvages

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Agriculteurs, élus locaux, citoyens

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
animatrice	64 800,00	87,83%
stagiaire	4 180,00	5,67%
évènementiel - fête de la salade	1 200,00	1,63%
affiches	1 200,00	1,63%
expert comptable	2 400,00	3,25%
Total	73 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	30 000,00	40,66%
FEADER Mesure 16	28 552,00	38,70%
Auto-financement	15 228,00	20,64%
Total	73 780,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	30 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	5 760,00 €
	Montant total	95 760,00 €

ANNEXE N°8 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION-TYPE RELATIVE AU PROGRAMME AGRI-URBAIN

AVENANT n° 1 A LA CONVENTION-TYPE RELATIVE AU PROGRAMME AGRIURBAIN

Aides de fonctionnement et aides d'investissement

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XX du XX

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :

dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région a décidé de soutenir le bénéficiaire par délibération n° CP 16-605 du 16 Novembre 2016 au titre du dispositif « **NOM DU DISPOSITIF** » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 77-14 du 21 Novembre 2014.

ARTICLE 1 : OBJET

L'article 3.2.1 de la convention-type relative aux programmes agri-urbains, votée en CP N° 16-605 est complété comme suit :

« Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention **pour les subventions d'investissement et dans la limite de 60% du montant de la subvention pour les subventions de fonctionnement**. »

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

L'organisme
(nom, qualité du
signataire et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-091

DU 08 MARS 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE D'ECONOMIE CIRCULAIRE , DES DECHETS, ET DU FONDS PROPRETE

PREMIERE AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement n°360/2012 de la Commission Européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales

VU Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 541-13 et suivants

VU Le décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets

VU La délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier

VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation

VU La délibération CR 127-16 du 7 juillet 2016 relative au dispositif Ile-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté

VU La délibération CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France

VU La délibération CP n°15-295 du 17 juin 2015 relative à la signature d'une convention de partenariat global avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Ile-de-France

VU La délibération CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types

VU La délibération CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017

VU Le rapport CP 2017-091 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches détaillées en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **252 348,60 €** et déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **197 348,60 €** disponible sur le Chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 71 « Actions transversales », Programme PR 71-009 « Actions territorialisées », Action 471009023 « économie circulaire – déchets - actions territorialisées » du budget 2017**,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 de la délibération.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020
Volet 3 : « transition écologique et énergétique »
Sous-volet 32 : « économie circulaire et économie des ressources»
Projet 321 : stratégie de prévention des déchets »

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **55 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », Code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets », Programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », Action « Plan régional de prévention » (17200107) du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 de la délibération

Article 4

Décide de participer, au titre du dispositif Fonds propreté, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches détaillées en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **575 768,47 €** et déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Article 5 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **575 768,47 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 72 «actions en matière de déchets», Programme HP 72-001 (172001) «Prévention et gestion des déchets », Action 17200109 –« Fonds propreté » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 de la délibération.

Article 6 :

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets et autorise la présidente du Conseil Régional à les signer.

Article 7 :

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté et autorise la présidente du Conseil Régional à les signer.

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES OPERATIONS SUBVENTIONNEES

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-091	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200107 - Plan régional de prévention**

Dispositif : N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)

Dossier	17002522 - L'ESSONNE, TERRITOIRE ZERO GASPILLAGE ZERO DECHET - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	TTC	26,67 %	20 000,00 €	

Dossier	17002562 - ETUDE DE FAISABILITE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE DU RETOUR A LA CONSIGNE DES MICRO BRASSEURS FRANCILIENS PAR L'ASSOCIATION LA CONSIGNE FRANCILIENNE			
Bénéficiaire	P0036203 - LA CONSIGNE FRANCILIENNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 810,00 €	TTC	18,34 %	15 000,00 €	

Dossier	17003487 - MISE EN ŒUVRE DE LA PREVENTION ET DE LA VALORISATION DES DECHETS LORS D'UN EVENEMENT SPORTIF - ECO-TRAIL DE PARIS – ÎLE-DE-FRANCE			
Bénéficiaire	R39755 - LES TRAILERS DE PARIS IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 785,00 €	TTC	10,43 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	55 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 72 - 172001 - 17200107	55 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-091	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200109 - Fonds propreté**

Dispositif : N° 00000977 - Fonds Propreté

Dossier	17002439 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA VILLE DE BAGNOLET (93)			
Bénéficiaire	R1242 - COMMUNE DE BAGNOLET			
Localisation	BAGNOLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 500,00 €	HT	60 %	61 500,00 €	

Dossier	17002443 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA VILLE DE NOISY-LE-SEC (93)			
Bénéficiaire	R1259 - COMMUNE DE NOISY-LE-SEC			
Localisation	NOISY-LE-SEC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 562,50 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 604,16 €	HT	60 %	1 562,50 €	

Dossier	17002444 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA VILLE DE VILLENEUVE-LE-ROI (94)			
Bénéficiaire	R32 - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI			
Localisation	VILLENEUVE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 160,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
333 600,00 €	TTC	60 %	200 160,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-091	Budget	2017

Dossier	17002502 - FONDS PROPRETE – CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE « ENSEMBLE, LUTTONS CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES » (91)			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	211 500,00 €		Code nature	204131
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
423 000,00 €	HT	50 %	211 500,00 €	

Dossier	17002506 - FONDS PROPRETE – REDUCTION DES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNE DE MONTGE EN GOËLE (77)			
Bénéficiaire	R804 - COMMUNE DE MONTGE EN GOELE			
Localisation	MONTGE-EN-GOELE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 453,77 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 422,96 €	HT	60 %	1 453,77 €	

Dossier	17002530 - FONDS PROPRETE :LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNE DE BRIIS-SOUS-FORGES			
Bénéficiaire	R1077 - COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES			
Localisation	BRIIS-SOUS-FORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	HT	60 %	27 000,00 €	

Dossier	17002532 - FONDS PROPRETE :LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LIMOURS (91)			
Bénéficiaire	R17608 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LIMOURS			
Localisation	CC PAYS DE LIMOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	68 826,60 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 711,00 €	HT	60 %	68 826,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-091	Budget	2017

Dossier	17002537 - FONDS PROPRETE :LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNE DE GOMETZ-LA-VILLE (91)			
Bénéficiaire	R1123 - COMMUNE DE GOMETZ LA VILLE			
Localisation	GOMETZ-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 765,60 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 276,00 €	HT	60 %	3 765,60 €	

Total sur le dispositif N° 00000977 - Fonds Propreté	575 768,47 €

Total sur l'imputation 907 - 72 - 172001 - 17200109	575 768,47 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009023 - Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)

Dossier	17002508 - TRI A LA SOURCE DES BIODECHETS « MA CANTINE DURABLE » PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE POUR LES ANNEES 2017 ET 2018 (91)			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	204131
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	50 %	60 000,00 €	

Dossier	17002527 - RESTRUCTURATION DE LA DECHETERIE D'AUBERVILLIERS PAR PLAINE COMMUNE (93)			
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	79 002,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
263 340,00 €	HT	30 %	79 002,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-091	Budget	2017

Dossier	17002545 - CREATION DE LA RESSOURCERIE LA RESSOURCE DE BELLEVILLE PAR L'ASSOCIATION DU BLEU DANS LES YEUX				
Bénéficiaire	P0036185 - DU BLEU DANS LES YEUX				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD				
Montant total	44 233,20 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
147 444,00 €	TTC		30 %	44 233,20 €	

Dossier	17002552 - « ECO PLATS NETS » - MISE EN PLACE DE TABLES DE TRI DE BIODECHETS DANS LES ECOLES DE LA COMMUNE DE MENNECY (91)				
Bénéficiaire	R1158 - COMMUNE DE MENNECY				
Localisation	MENNECY				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	14 113,40 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 324,00 €	HT		35 %	14 113,40 €	

Total sur le dispositif N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	197 348,60 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009023	197 348,60 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002439

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA VILLE DE BAGNOLET (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	102 500,00 €	60,00 %	61 500,00 €
	Montant Total de la subvention		61 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNOLET
Adresse administrative : 1 PLACE SALVADOR ALLENDE
93171 BAGNOLET CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Tony DI MARTINO, Maire

N° SIRET : 21930006800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Bagnolet est confrontée aux dépôts sauvages de déchets. 1 238 tonnes de dépôts sauvages ont été collectés en 2015, et 17 lieux sensibles faisant l'objet de dépôts sauvages récurrents ont été identifiés par la ville.
Le projet de la ville de Bagnolet s'inscrit dans un projet plus global de territoire porté par Est Ensemble, pour lequel un objectif commun de réduction de 10% du tonnage de dépôts sauvages a été fixé à l'horizon 2020. Quatre indicateurs globaux de suivi ont été définis par Est Ensemble pour suivre l'atteinte de cet objectif (tonnages ramassés par ville, nombre de points récurrents, nombre de signalements reçus, et nombre de procès-verbaux dressés par ville).
De manière plus particulière pour la ville de Bagnolet, les deux actions décrites ci-dessous ont pour objectif de supprimer les 17 points sensibles identifiés sur le territoire. Ainsi, un indicateur complémentaire pour la ville sera le suivi du nombre de points noirs résorbés.

Description :
Afin de lutter contre les dépôts sauvages de déchets qui impactent fortement son territoire, la ville de Bagnolet a souhaité agir pour prévenir, dissuader et mieux sanctionner les auteurs de dépôts sauvages.

Pour ce faire, deux actions seront portées par la ville :
- La mise en place d'un dispositif de caméras mobiles de vidéosurveillance

La ville de Bagnolet souhaite disposer de trois caméras mobiles (comprenant les caméras et le logiciel de traitement), qui seront réparties sur le territoire en fonction des besoins et des observations réalisées. Les caméras auront une fonction à la fois dissuasive et également répressive via la verbalisation systématique de l'ensemble des contrevenants identifiés à partir des images. Pour cela, un partenariat sera mis en place avec la police nationale, ainsi qu'avec les bailleurs, pour l'implantation temporaire des caméras.
Cette action a pour objectif de supprimer les points récurrents de dépôts sauvages de la ville, mais aussi de freiner la récidive, et le sentiment d'impunité de riverains ou d'entreprises déposant régulièrement des déchets de manière illégale sur la commune.

- La réalisation d'aménagements de voirie sur les 17 zones de la ville faisant l'objet de dépôts sauvages récurrents

En complément de la mise en place des caméras mobiles, la ville de Bagnolet souhaite intervenir sur les 17 zones recensées comme sensibles du point de vue des dépôts sauvages. Sur ces zones, l'aménagement actuel de l'espace a été identifié comme étant un des facteurs facilitateurs pour les dépôts sauvages. La ville de Bagnolet souhaite donc réaliser un programme d'aménagement, sur trois ans, de l'ensemble de ces points. Chaque point fera l'objet d'une analyse spatiale suivie de la réalisation d'aménagements (installation de clôtures et de barrières), empêchant physiquement la dépose de déchets.

Moyens mis en œuvre :
La ville de Bagnolet et ses partenaires mettront en œuvre des moyens humains et des moyens matériels (acquisition d'un système mobile de caméras de vidéosurveillance et réalisation d'aménagements).

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Habitants et ensemble des acteurs (professionnels, …) de la ville de Bagnolet.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 102 500,00 €, soit une aide régionale de 61 500,00 €.

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 3 caméras mobiles (incluant l'achat du logiciel de traitement et les coûts de connexion et de mise en service)	37 500,00	36,59%
Aménagement de clôtures	40 000,00	39,02%
Pose de barrières et de dispositifs anti-intrusifs	25 000,00	24,39%
Total	102 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	41 000,00	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	61 500,00	60,00%
Total	102 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 500,00 €
2018	20 500,00 €
2019	20 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	27 710,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	350 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 489 381,00 €
2015	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	12 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	52 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 300,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	13 353,20 €
	Montant total	482 363,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002443

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA VILLE DE NOISY-LE-SEC (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	2 604,16 €	60,00 %	1 562,50 €
	Montant Total de la subvention		1 562,50 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY-LE-SEC
Adresse administrative : PLACE DU MARECHAL FOCH
93134 NOISY LE SEC
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire

N° SIRET : 21930053000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Noisy-le-Sec est confrontée aux dépôts sauvages de déchets. Plus de 700 tonnes sont collectées tous les ans, et une soixantaine de lieux sensibles faisant l'objet de dépôts sauvages récurrents ont été recensés.
Le projet de la ville de Noisy-le-Sec s'inscrit dans un projet plus global de territoire porté par Est Ensemble, pour lequel un objectif commun de réduction de 10% du tonnage de dépôts sauvages a été fixé à l'horizon 2020. Quatre indicateurs globaux de suivi ont été définis par Est Ensemble pour suivre l'atteinte de cet objectif (tonnages ramassés par ville, nombre de points récurrents, nombre de signalements reçus, et nombre de procès-verbaux dressés par ville).

Description :
La résorption des dépôts sauvages est une des priorités de la municipalité. Afin de sensibiliser les habitants et les professionnels du territoire à la problématique, des actions de communication sont menées tout au long de l'année par le biais d'articles de sensibilisation dans le magazine municipal, et de lettres de rappel de la réglementation qui sont diffusées dans les quartiers concernés.

Ces actions sont complétées par la verbalisation des contrevenants par la Police Municipale, et par la réalisation d'aménagements dissuasifs sur certains sites (pose de grillage, …).

En 2017, la ville souhaite déployer des panneaux « dépôts sauvages interdits » sur les points les plus sensibles du territoire. Ces panneaux s'inspireront de ceux installés par la ville en 2016 pour lutter contre les déjections canines, qui ont eu un effet très dissuasif. Ils seront mis en place sous différentes formes :
- 10 panneaux fixes sur poteaux acier de 2 mètres fixés au sol
- 15 panneaux mobiles, amovibles et temporaires, qui contiendront un slogan propre à la ville avec l'affichage du montant des amendes encourues. Ils seront déployés temporairement sur des zones de dépôts, et seront accompagnés d'une surveillance aléatoire des agents municipaux habilités.

Moyens mis en œuvre :
La ville Noisy-le-Sec recrutera un chef de service « protection du cadre de vie » qui sera assermenté et qui aura pour mission de lutter contre les dépôts sauvages avec le concours de la Police Municipale. La ville mettra en œuvre les moyens matériels nécessaires (acquisition et déploiement de panneaux).

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Habitants et ensemble des acteurs (professionnels, …) de la ville de Noisy-le-Sec.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 2 604,16 €, soit une aide régionale de 1 562,50 €.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 25 panneaux (10 standards et 15 sur mesure)	983,33	37,76%
Acquisition de 15 socles de lestage, de 25 poteaux et de matériel de fixation	1 620,83	62,24%
Total	2 604,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 041,66	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	1 562,50	60,00%
Total	2 604,16	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 562,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	15 870,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	80 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	2 661 750,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	23 757,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	2 866 377,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002444

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA VILLE DE VILLENEUVE-LE-ROI (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	333 600,00 €	60,00 %	200 160,00 €
	Montant Total de la subvention		200 160,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI
Adresse administrative : PLACE DE LA VIEILLE-EGLISE
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GONZALES, Maire

N° SIRET : 21940077700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Villeneuve-le-Roi subit de nombreux dépôts sauvages, qui sont en constante augmentation, et qui sont constitués principalement de gravats de chantiers, de pneus, d'hydrocarbures et de peinture. 1 436 tonnes ont été collectées de janvier à septembre 2016, pour 981 tonnes en 2015, et 1 005 tonnes en 2014.
Ces dépôts sauvages engendrent des dépenses importantes de collecte et de traitement, tout en causant un préjudice pour le cadre de vie. La collecte des dépôts sauvages mobilise 2 agents de la ville à temps plein.
C'est tout particulièrement la zone d'activités constituée par la ZI de la Carelle et la ZAC des Vœux-Saint-Georges, qui est touchée, et qui représente plus des 2/3 du volume, et du coût total du ramassage des dépôts sauvages de la ville (94 400 € en 2016).
Sur cette zone, existe une déchèterie intercommunale gérée par le SIEVD (Syndicat d'exploitation et de valorisation des déchets) , qui dessert 10 communes pour une population d'environ 212 000 habitants. Ces derniers ont droit à 10 passages gratuits par an, alors que les artisans et auto-entrepreneurs sont

facturés à chaque passage.
L'objectif du projet est de réduire les dépôts sauvages sur cette partie du territoire, en sécurisant la zone d'activités.

Description :
Le projet consiste à limiter et à contrôler, en période nocturne, les accès à la zone d'activités, et à adapter des réponses de prévention et de répression, afin de redonner une image valorisante du site aux usagers.

Villeneuve-le-Roi utilise, depuis plusieurs années, un outil permettant d'appréhender les caractéristiques d'actes délictueux et d'incivilités sur la zone d'activités, permettant d'adapter ainsi le type et la nature de l'intervention. La commune a travaillé avec un cabinet d'études pour sécuriser la zone et régler ce problème d'incivilités, par le biais de la mise en place de caméras de vidéoprotection, et d'un partenariat avec l'ensemble des entreprises du secteur concerné.
C'est dans le cadre de ce projet global que s'inscriront, à partir de juin 2017, les actions suivantes :
- limitation à 4 accès à la zone d'activités
- définition d'une entrée principale pour contrôler les accès de nuit/week-end et jours fériés
- mise en place d'un accueil pour le gardiennage de nuit
- mise en place de barrières levantes dans les deux sens de circulation pour les 4 entrées
- mise en place de bornes escamotables pour renforcer le contrôle d'accès sur les 4 entrées
- mise en place d'un système de bornes de communication équipé d'interphone pour communiquer avec les chauffeurs de véhicules.

Par ailleurs, la ville a décidé la mise en place d'une procédure, et d'une tarification visant à faire payer les responsables des dépôts sauvages dès que ceux-ci seront identifiés. La police nationale est partenaire, et il a été convenu de donner une suite judiciaire rapide (contravention de 5ème classe) à tout contrevenant identifié. De même, le Parquet de Créteil a été sensibilisé par la ville à la problématique des dépôts sauvages, et le correspondant Ville-Justice permettra d'assurer un suivi et un relais permanent entre la ville et les services instructeurs.

Enfin, une campagne de communication a été lancée par la municipalité pour sensibiliser les administrés sur la problématique des dépôts sauvages. Un article récurrent et actualisé sera présent dans la publication mensuelle municipale.

Moyens mis en œuvre :
La ville fera l'acquisition des matériels permettant de surveiller et de limiter les accès à la zone d'activités Ces moyens seront associés à la mise en place de dispositifs de communication et de verbalisation.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Habitants et entreprises, notamment celles situées sur la zone d'activités de la ville de Villeneuve-le-Roi.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses en investissement correspondant à 333 600,00 €, soit une aide régionale de 200 160,00 €.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de bornes escamotables	244 800,00	73,38%
Gestion des accès	4 800,00	1,44%
Portique fixe	31 200,00	9,35%
Barrières levantes	52 800,00	15,83%
Total	333 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	133 440,00	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	200 160,00	60,00%
Total	333 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	937 105,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	986 105,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002502

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE « ENSEMBLE, LUTTONS CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES » (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	423 000,00 €	50,00 %	211 500,00 €
	Montant Total de la subvention		211 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204131-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Conseil Départemental de l'Essonne, de par ses compétences pour la gestion des routes départementales et pour l'entretien des espaces naturels sensibles, est confronté régulièrement aux dépôts illégaux de déchets, qui sont en constante augmentation.
L'année 2014 a vu par rapport à 2013, une augmentation de 50% de dépôts sauvages dans les forêts départementales (50 tonnes en 2013, et 77 tonnes en 2014), de même que pour le réseau routier : 1 395 tonnes ramassées en 2014, contre 568 tonnes en 2013.
A cela se rajoute l'opération Essonne verte – Essonne propre (EVEP), qui collecte en moyenne 130 à 270 tonnes par an.
Ainsi, le Conseil Départemental souhaite intervenir sur l'ensemble de son territoire :
- Sur les routes départementales et leurs abords (linéaire de 1 373 kilomètres), fréquentées par 2,2 millions de touristes chaque année.
- Sur les 45 812 ha en Espaces Naturels Sensibles ; ces espaces sont protégés et valorisés dans le cadre de la politique des Espaces Naturels Sensibles.

De plus, le Conseil Départemental pilote le programme Territoire Zéro Gaspillage Zéro Déchet (TZDZG) à l'échelle du département de l'Essonne depuis 2014. Dans ce cadre, il anime un réseau d'acteurs de la prévention, et a un rôle d'interlocuteur de proximité pour l'ensemble de ces acteurs départementaux dans leurs projets de réduction des déchets et de lutte contre les dépôts sauvages.

Description :
Le plan d'actions départemental de lutte contre les dépôts sauvages se décline en 3 axes.
Axe 1 - Mesures de sensibilisation et de prévention des dépôts sauvages
Campagnes de communication et de sensibilisation des citoyens :

- Mise en œuvre d'une signalétique appropriée le long des routes départementales, et sur les véhicules départementaux d'entretien des routes (objectif à 2 ans : couvrir 10% du linéaire routier départemental au niveau des points sensibles et équiper 50% de la flotte des véhicules).
- Lancement d'une campagne d'affichage et d'encarts dans les journaux communaux et intercommunaux, et réaliser une page dédiée sur le site Internet du Conseil Départemental.

Mesures de prévention des dépôts aux abords des parcelles recensées ou classées en Espace Naturel Sensible :

- Mise en place de dispositifs de limitation des accès, tels que des barrières, chicanes, enrochements, panneaux (objectif à 2 ans : installation d'une dizaine de dispositifs).

Axe 2 - Mesures correctives
Les mesures correctives sont les collectes organisées par le Conseil Départemental :

- Collectes des abords des routes départementales (objectif à 2 ans : achat d'un nouveau véhicule de collecte dédié aux dépôts sauvages, pour chacune des 3 unités territoriales)
- Nettoyage par le Conservatoire des Espaces Naturels Sensibles des parcelles classées en Espaces Naturels Sensibles, et acquises par le Conseil Départemental
- Renouvellement, chaque année, des opérations citoyennes Essonne Verte - Essonne Propre sur l'ensemble du territoire essonnien (objectif à 2 ans : réaliser des opérations citoyennes de plus grande envergure, mobilisant plus de citoyens)
- Développement d'un dispositif à destination des communes pour la résorption des dépôts sauvages à proximité d'un milieu naturel.

Axe 3 - Mesures de dissuasion et de répression
Les mesures de dissuasion et de répression prendront deux formes :

- La surveillance des parcelles classées en Espaces Naturels Sensibles, et faisant l'objet de nombreux dépôts sauvages, sera testée avec des pièges photographiques ; une collaboration sera mise en place avec l'ONF, déjà équipée, et avec le Tribunal de Grande Instance, afin de permettre de faire aboutir la procédure pénale
- Des opérations « coup de filet » seront organisées en lien avec la gendarmerie nationale, et suivies d'une large communication sur les contraventions et peines encourues (objectif à 2 ans : réaliser au moins 2 opérations par an).

Moyens mis en œuvre :
Le Conseil Départemental mobilisera ses services et fera l'acquisition des matériels nécessaires.
Il mettra en place un groupe de travail, qui complétera le comité technique du programme TZDZG.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants, entreprises et collectivités du département de l'Essonne, ainsi que les touristes venant sur le territoire.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
50% des dépenses éligibles en investissement correspondant à 423 000,00 €, soit une aide régionale de 211 500,00 €.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux et signalétique pour les routes départementales	54 000,00	12,77%
Dispositifs de limitation des accès aux chemins	15 000,00	3,55%
Equipements et matériels de collecte	300 000,00	70,92%
Equipements de protection, de collecte et de communication pour l'action Essonne Verte - Essonne Propre	50 000,00	11,82%
Dispositifs de piégeage photographique	4 000,00	0,95%
Total	423 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	211 500,00	50,00%
Subvention Région prévisionnelle	211 500,00	50,00%
Total	423 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	105 750,00 €
2018	105 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €

2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
	Montant total	25 404 252,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002506

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : REDUCTION DES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNE DE MONTGE EN GOËLE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	2 422,96 €	60,00 %	1 453,77 €
	Montant Total de la subvention		1 453,77 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGE EN GOELE
Adresse administrative : MAIRIE
77230 MONTGE-EN-GOELE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal HIRAUX, Maire

N° SIRET : 21770308100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Montgé en Goële fait partie du territoire du SMITOM Nord 77 (syndicat intercommunal en charge du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés) , qui relaie le fonds propreté auprès des communes de son territoire, et a décidé d'expérimenter l'apport des dépôts sauvages collectés dans ses déchèteries.
L'objectif pour la commune de Montgé en Goële est de réduire les dépôts sauvages sur son territoire.

Description :
Deux chemins ruraux appartenant au domaine public de la commune de Montgé en Goële font l'objet de dépôts sauvages fréquents.
Il s'agit pour la commune de réduire la circulation sur ces deux voies en implantant des barrières de type ONF, permettant de limiter l'usage des voies aux piétons, cyclistes et cavaliers. L'accès pour les exploitants agricoles et forestiers sera contrôlé.

Moyens mis en œuvre :
La commune est maître d'ouvrage.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les habitants et entreprises de Montgé en Goële, et des environs.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 2 422,96 €, soit une aide régionale de 1 453,77 €.

Localisation géographique :
- MONTGE-EN-GOELE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrières ONF	2 270,00	93,69%
Cadenas et clés	152,96	6,31%
Total	2 422,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	969,19	40,00%
Subvention Région Prévisionnelle	1 453,77	60,00%
Total	2 422,96	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 453,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002530

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNE DE BRIIS-SOUS-FORGES (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	45 000,00 €	60,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
91640 BRIIS-SOUS-FORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard VERA, Maire

N° SIRET : 21910111000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Briis-sous-Forges est située à 30 kilomètres de Paris entre le nord urbain de l'Essonne et son sud rural, et fait partie de la communauté de communes du Pays de Limours (CCPL).
Les communes de la CCPL sont confrontées régulièrement à des dépôts sauvages. Cette dernière a mis en place un service d'aides aux communes par le biais d'intervention d'engins avec chauffeur, ou de mise à disposition de matériels mutualisés. Afin de développer son aide, elle a l'intention d'acquérir du matériel intercommunal qui sera mis à disposition de ses communes (broyeur à branches, chargeur, remorque, caméras, barrières…).
En complément de ce dispositif intercommunal, certaines communes du territoire de la CCPL souhaitent mettre en place des équipements de prévention et de gestion des dépôts sauvages, via leurs propres services techniques ; c'est le cas de la commune de Briis-sous-Forges.

Description :
La commune de Briis-sous-Forges a identifié plusieurs points récurrents de dépôts sauvages, et a déjà mis en place des mesures pour les limiter (barrières et plots béton). Elle doit néanmoins intervenir très régulièrement pour enlever des dépôts, qui représentent environ 2 bennes par semaine. Elle doit également louer une dizaine de fois par an des bennes de grande contenance pour les évacuer.
La commune souhaite s'équiper d'un camion-benne avec grappin qui lui permettra d'éviter les coûts de location d'une benne, et qui permettra de faciliter le travail des agents communaux : interventions plus rapides et meilleures conditions de travail.
Ce projet est cohérent avec l'ensemble du dispositif prévu par la Communauté de Communes du Pays de Limours, qui installera des panneaux de signalisation, des caméras et des barrières supplémentaires à Briis-sous-Forges.

Moyens mis en œuvre :
La commune de Briis-sous-Froges fera l'acquisition du matériel, qui sera utilisé par le personnel communal.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants et usagers de la commune de Briis-sous-Forges.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 45 000,00 €, soit une aide régionale de 27 000,00 €.

Localisation géographique :
- BRIIS-SOUS-FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un camion-benne	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 000,00	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	27 000,00	60,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	88 478,96 €
2015	Contrats régionaux	316 547,60 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	5 947,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	182 013,00 €
	Montant total	504 507,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002532

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LIMOURS (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	114 711,00 €	60,00 %	68 826,60 €
	Montant Total de la subvention		68 826,60 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LIMOURS
Adresse administrative : 615 RUE FONTAINE DE VILLE
91640 BRIIS-SOUS-FORGES
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean-Raymond Hugonet, Président

N° SIRET : 24910007400023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Communauté de Commune du Pays de Limours (CCPL) est située à 30 kilomètres de Paris, entre le nord urbain de l'Essonne et son sud rural. Elle regroupe 14 communes pour 27 139 habitants.
Les communes de la CCPL sont confrontées régulièrement à des dépôts sauvages. Leur localisation est multiple et aléatoire (bord d'un trottoir en ville, entrée de forêt, rebord de champ…). De même, la CCPL est confrontée à cette problématique sur les espaces qu'elle gère directement, comme la Véloscénie (voie verte de plus de 7 kilomètres sur le tracé d'une ancienne voie ferrée), les 5 parcs d'activités, le domaine de Soucy, le site de l'aire d'accueil des gens du voyage de Limours...
La Communauté de Commune dispose déjà d'un service d'aide aux communes, interventions d'engins avec chauffeur, mise à disposition de matériels mutualisés (deux tracteurs et une mini pelle), cependant, elle souhaite développer sa réponse aux besoins de ses 14 communes, et voudrait pour cela acquérir du matériel supplémentaire qui sera mis à leur disposition.

L'objectif de la Communauté de Communes du Pays de Limours est de mutualiser les investissements avec une offre de matériels polyvalents au service des 14 communes, leur permettant d'éliminer au fur et à mesure les dépôts sauvages, quelle que soit leur nature, et de réduire au maximum les nuisances, tout en limitant les frais de nettoyage, de personnel et d'enlèvement.

Description :
La CCPL souhaite s'équiper des matériels suivants :
- Un broyeur à branches : sur ce territoire semi rural, les déchets verts représentent une part importante des dépôts sauvages. Les déchets verts, moins polluants puisqu'ils finissent par se dégrader, gênent le passage des randonneurs et des agriculteurs. Un broyeur permettra soit de les disperser sur place, soit de les évacuer
- Un chargeur, pour éviter le chargement à la main des dépôts
- Une remorque, pour les communes qui ne sont pas équipées d'un camion benne
- Deux bennes ou caissons amovibles
- Neuf panneaux de signalisation
- Des barrières pour limiter les accès aux chemins ruraux et aux lieux de dépôts sauvages fréquents.
- Une tarière pour permettre au personnel communal de réaliser des trous pour planter des piquets de clôture afin de limiter les dépôts en bordure de chemins, et à proximité des zones accessibles avec des véhicules
- Deux conteneurs de 660 litres pour collecter les déchets abandonnées sur les chemins ruraux
- Un réseau de caméra de vidéosurveillance qui permettra de dissuader les contrevenants, de mettre rapidement en place l'enlèvement des dépôts sauvages, voire d'identifier les responsables.

Les matériels mobiles seront utilisés sur l'ensemble du territoire intercommunal, et les équipements fixes seront positionnés sur les sites les plus sensibles.

Moyens mis en œuvre :
La CCPL sera maitre d'ouvrage du projet en coordination avec les 14 communes de son territoire, et fera l'acquisition de l'ensemble des matériels et dispositifs.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants et usagers du territoire de la CCPL.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 114 711,00 €, soit une aide régionale de 68 826,60 €.

Localisation géographique :
- CC PAYS DE LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel	69 906,60	60,94%
Achat du réseau de vidéosurveillance	44 804,40	39,06%
Total	114 711,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	45 884,40	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	68 826,60	60,00%
Total	114 711,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	68 826,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	460 728,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 500,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	49 000,00 €
	Montant total	512 228,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002537

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FONDS PROPRETE : LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES SUR LA COMMUNE DE GOMETZ-LA-VILLE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	6 276,00 €	60,00 %	3 765,60 €
	Montant Total de la subvention		3 765,60 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-200
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOMETZ LA VILLE
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
91400 GOMETZ-LA-VILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard JACQUEMARD, Maire

N° SIRET : 21910274600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Gometz est située à 30 kilomètres de Paris entre le nord urbain de l'Essonne et son sud rural, et fait partie de la communauté de communes du Pays de Limours (CCPL).
Les communes de la CCPL sont confrontées régulièrement à des dépôts sauvages. Cette dernière a mis en place un service d'aides aux communes par le biais d'intervention d'engins avec chauffeur, ou de mise à disposition de matériels mutualisés. Afin de développer son aide, elle a l'intention d'acquérir du matériel intercommunal qui sera mis à disposition de ses communes (broyeur à branches, chargeur, remorque, caméras, barrières…).
En complément de ce dispositif intercommunal, certaines communes du territoire de la CCPL souhaitent mettre en place des équipements de prévention des dépôts sauvages via leurs propres services techniques ; c'est le cas de la commune de Gometz-La-Ville.

Description :
La commune de Gometz-La-Ville a identifié plusieurs points récurrents de dépôts sauvages, et souhaite installer des barrières en bois coulissantes, accompagnées de panneaux de signalisation spécifique, pour limiter les accès à ces zones.
Les équipements seront cohérents avec l'ensemble du dispositif prévu par la Communauté de Communes du Pays de Limours.

Moyens mis en œuvre :
La commune de Gometz-La-Ville fera l'acquisition des barrières, et réalisera leur installation.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants et usagers de la commune de Gometz-La-Ville.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 6 276,00 €, soit une aide régionale de 3 765,60 €.

Localisation géographique :
- GOMETZ-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
3 panneaux de signalisation	774,00	12,33%
3 barrières coulissantes	5 502,00	87,67%
Total	6 276,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 510,40	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	3 765,60	60,00%
Total	6 276,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 765,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002508

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : TRI A LA SOURCE DES BIODECHETS « MA CANTINE DURABLE » PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE POUR LES ANNEES 2017 ET 2018 (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	120 000,00 €	50,00 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204131-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Avec la prise de compétence de planification de la gestion des déchets en 1999, le Conseil Départemental de l'Essonne est devenu animateur de la politique de prévention et de gestion des déchets sur son territoire, animation qui a été poursuivie par la suite, avec l'approbation des différents dispositifs de soutien de 2003 à 2007, puis de 2007 à 2011, et de 2013 à 2017.
Actuellement lauréat de l'appel à projet national « Territoire Zéro Déchet, Zéro Gaspillage », le Conseil Départemental souhaite maintenir son engagement actif auprès de ses partenaires dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets.
L'objectif de cette action est de développer une démarche d'exemplarité de ses services et de ses collèges, au travers de la gestion des biodéchets alimentaires.

Description :
Les collèges sont identifiés comme étant les plus gros contributeurs en poids de déchets pour les activités du Conseil Départemental. Ainsi, un accompagnement spécifique a été lancé auprès des collèges pour réduire le gaspillage alimentaire, mettre en place le tri des biodéchets en vue d'un compostage in situ ou d'une collecte séparative, comme suit :
- Accompagnement à la réduction du gaspillage alimentaire
- Mise en place de tables de tri
- Mise en place de composteurs
- Achat d'autres équipements en vue d'une collecte de biodéchets.

Un projet est en cours avec le SIREDOM, la Région et la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud pour la mise en œuvre d'une collecte expérimentale de biodéchets dans plusieurs lycées, collèges, écoles, ainsi que dans une maison de retraite.
Les biodéchets triés seront traités dans des filières de valorisation agronomique et/ou énergétique par :
- compostage in-situ
- méthanisation
- compostage industriel.

Les biodéchets qui seront collectés dans le cadre d'une collecte sélective, seront traités sur des installations autorisées au titre des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement), et agréées pour le traitement des SPA 3 (sous-produits animaux de catégorie 3). Les solutions de traitement les plus locales seront privilégiées.
Avec ces dispositifs, il est prévu d'équiper entre 7 et 15 établissements par an en table de tri, et pour certains en site de compostage.
De plus, des travaux seront réalisés par la direction des collèges pour adapter les plonges à la mise en place du tri des biodéchets. Ces travaux pourront aussi concerner la mise en place de tables de tri directement intégrées dans les plonges.

Moyens mis en œuvre :
Les équipements nécessaires seront achetés et mis en place dans les établissements par le Conseil Départemental.
Ce dernier mobilisera ses services, et notamment le service expertise et partenariats environnementaux, avec un technicien déchets, un ingénieur déchets, une apprentie, des stagiaires et /ou des services civiques, qui pourront être recrutés sur des sujets ponctuels.
Le travail auprès des collèges se fera en collaboration avec le service « restauration scolaire », et le service « vie éducative et scolaire » de la direction de l'éducation et des collèges.
Les collectivités à compétence collecte et traitement des déchets seront également parties prenantes dans ces projets (collecte expérimentale sur le territoire du SIREDOM).

Intérêt régional :
Cette action s'inscrit dans la politique régionale de soutien à la prévention et à la gestion des déchets, et répond aux objectifs du PREDMA.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Collégiens et agents du Conseil Départemental.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 :
50% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 120 000,00 €, soit une aide régionale de 60 000,00 €.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement en tables de tri	60 000,00	50,00%
Equipements en composteurs de grande capacité	30 000,00	25,00%
Autres équipements pour un projet pilote de collecte des biodéchets	30 000,00	25,00%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	24 000,00	20,00%
Subvention Région prévisionnelle	60 000,00	50,00%
Subvention ADEME prévisionnelle	36 000,00	30,00%
Total	120 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €

2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
	Montant total	25 404 252,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002522

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : L'ESSONNE, TERRITOIRE ZERO GASPILLAGE ZERO DECHET - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	75 000,00 €	26,67 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-65733-172001-200
17200107- Plan régional de prévention

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Actuellement lauréat de la première édition de l'appel à projet national « Territoire Zéro Déchet, Zéro Gaspillage », le Conseil Départemental de l'Essonne souhaite maintenir son engagement actif dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets :
- Maintenir une animation et une intervention à l'échelle départementale sur la thématique des déchets en lien avec ses partenaires ;
- Faciliter les échanges, partenariats et synergies entre les EPCI ;
- Développer une démarche d'exemplarité de ses services et collèges.

Description :
Le Conseil Départemental organisera des évènements et manifestations grand public, des ateliers pour les collégiens, et des animations pour ses services :
- Animations et manifestations lors de la SEDD (semaine européenne du développement durable), de la SERD (semaine européenne de réduction des déchets), du printemps du réemploi, et de la fête des

agents du Conseil Départemental (ateliers cosmétiques, jardinage au naturel, ménage au naturel…)
- Ateliers de sensibilisation au gaspillage alimentaire / tri des biodéchets dans les collèges
- Animation sur le tri, le risque et la prévention des déchets dangereux ménagers, dans le cadre de l'action Essonne Verte - Essonne Propre (EVEP), qui permet sur une période de 3 mois d'organiser des nettoyages de dépôts sauvages.

Parallèlement, le Conseil Départemental souhaite mener une étude de réorientation de ses actions en matière de prévention et de gestion des déchets, à la suite de la fin de sa politique départementale en 2017. Une étude sera réalisée sur les résultats de cette politique sur la période 2013-2017, et sur les besoins en termes de prévention des déchets des acteurs du territoire.

Moyens mis en œuvre :
Le Conseil Départemental mobilisera ses services, et notamment le service expertise et partenariats environnementaux, avec un technicien déchets, un ingénieur déchets, une apprentie, des stagiaires et /ou des services civiques, qui pourront être recrutés sur des sujets ponctuels.
Le travail auprès des collèges se fera en collaboration avec le service « restauration scolaire », et le service « vie éducative et scolaire » de la direction de l'éducation et des collèges.
L'étude de réorientation de la politique déchets du département sera confiée à un bureau d'études externe.

Intérêt régional :
L'intérêt pour la Région est de disposer :
- d'un relais de la politique régionale à un échelon plus local, avec une animation territoriale des enjeux et des orientations du plan déchets régional
- d'un partage d'expériences menées avec les acteurs locaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Collectivités à compétence collecte et traitement des déchets, collégiens, grand public, agents du Conseil Départemental.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 :
26,67 % du montant total de l'opération qui correspond à 75 000,00 €, soit une aide régionale de 20 000,00 €.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animations sur la prévention des déchets	30 000,00	40,00%
Actions de sensibilisation des collégiens	15 000,00	20,00%
Actions de sensibilisation sur les déchets dangereux	10 000,00	13,33%
Etude / réorientation politique départementale	20 000,00	26,67%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	55 000,00	73,33%
Subvention Région prévisionnelle	20 000,00	26,67%
Total	75 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
	Montant total	25 404 252,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002527

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESTRUCTURATION DE LA DECHETERIE D'AUBERVILLIERS PAR PLAINE COMMUNE (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	263 340,00 €	30,00 %	79 002,00 €
	Montant Total de la subvention		79 002,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011 et CR 127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet consiste en la restructuration d'une partie de la déchèterie d'Aubervilliers, et du quai de transfert attenant réservé aux services techniques.
L'objectif des travaux de la déchèterie est d'augmenter la capacité d'accueil pour les déchets du bâtiment, tout en mutualisant certains équipements avec le quai de transfert attenant (locaux du personnel, sortie commune, vidéo-surveillance, …).

Description :
La restructuration de la déchèterie d'Aubervilliers implique des travaux sur les postes suivants :
- Accès : une nouvelle sortie sera créée afin de fluidifier les différents trafics des usagers et des opérations internes (roulement des bennes), et d'en assurer une meilleure gestion (contrôle des accès). Cette modification intègrera les aménagements extérieurs (accès en pavés, reprises des voiries, signalétiques et bordures), et des aménagements intérieurs, notamment la mise en œuvre d'un nouveau

portail et d'une barrière.

- Modification des conditions de stockage des gravats : le stockage actuel des gravats se sépare en deux points. L'objectif est de mettre en commun ces zones afin de centraliser le stockage sur une aire de près de 330 m² (soient 200m² supplémentaires), et d'améliorer ainsi la collecte des déchets issus du BTP. L'une des zones de stockage actuelles sera aussi utilisée pour le stockage de bennes de réserve, pour les rotations d'enlèvement des gravats.
En lien avec les recommandations de la CRAMIF (caisse régionale d'assurance maladie Ile-de-France) , un système de brumisation en réseaux enterrés est prévu, afin de réaliser l'abattage des poussières sur chaque benne. Ce dispositif ne permet pas pour autant le stockage des déchets amiantés, qui seront stockés sur une aire dédiée.

- Stockage des déchets amiantés : l'actuel stockage n'est pas sécurisé et ne permet pas le stockage confiné in situ de plaques de fibrociment. Faute de capacité d'accueil des différentes déchèteries du territoire, ces derniers font l'objet de dépôts sauvages sur la voirie. Un espace de stockage dédié et sécurisé est donc prévu dans le nouvel aménagement. Celui-ci sera clôturé, et permettra ainsi le conditionnement de big-bags sur palette, big-bags suffisamment larges permettant d'entreposer des plaques de fibrociment.

- Clôtures, locaux, assainissement et travaux divers : la principale spécificité de la déchèterie d'Aubervilliers réside sur sa situation géographique ; elle est située sous l'autoroute A86. Les différents accès et aires de stockage se trouvent à proximité des piliers de cet axe majeur. Afin d'éviter les risques de collision et de destruction de la structure de ces ouvrages, une protection périphérique de ces piliers sera mise en œuvre (glissières type autoroute).
La mise en commun des locaux d'une superficie de 80 m² des deux sites (quai de transfert et déchèterie) permettra à l'ensemble du personnel de disposer d'un cadre de vie amélioré, avec accès aux sanitaires, vestiaires, réfectoire et cuisine.
Les clôtures existantes sont vétustes, et seront reprises. Le portail entre les deux sites sera conservé, mais nécessitera un rafraichissement. Le projet sera clos sur toute sa périphérie sur une hauteur de 2 m (clôtures de type industriel en panneaux rigides à petites mailles rectangulaires).
Enfin, des réseaux d'assainissement de type séparatif seront installés sur le site. L'équipement du site sera complété par l'installation d'un réseau électrique, d'un système d'éclairage et d'un dispositif de vidéosurveillance.

Moyens mis en œuvre :
Pour mener à bien ces travaux de restructuration, la CA Plaine Commune fera appel à un maître d'œuvre. Le pilotage du projet sera assuré par les agents de la Communauté d'agglomération.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PREDEC, ainsi que dans les objectifs du dispositif « Ile de France propre », notamment par le fait qu'il renforce l'accueil des déchets des artisans du BTP, y compris les déchets amiantés, ce qui permet de contribuer à la lutte contre les dépôts sauvages.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Professionnels et particuliers utilisant la déchèterie, et agents travaillant sur le site.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 :
30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 263 340,00 €, soit une aide régionale de 79 002,00 €.
²

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accès déchèterie (portails, barrière, aménagement et signalisation)	53 940,00	20,48%
Réaménagement de la zone de stockage des gravats et installation d'un système de brumisation	42 000,00	15,95%
Réaménagement de la zone de stockage des déchets amiantés	4 000,00	1,52%
Protection des piliers de l'A86	12 600,00	4,78%
Aménagement des locaux sociaux	55 650,00	21,13%
Réseau d'assainissement de la déchèterie	28 000,00	10,63%
Réseaux divers (électricité, éclairage, vidéosurveillance, …)	67 150,00	25,50%
Total	263 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	184 338,00	70,00%
Subvention Région prévisionnelle	79 002,00	30,00%
Total	263 340,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	79 002,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Chantier école	50 302,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €

2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
	Montant total	1 052 964,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002545

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CREATION DE LA RESSOURCERIE DE BELLEVILLE PAR L'ASSOCIATION DU BLEU DANS LES YEUX (75)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	147 444,00 €	30,00 %	44 233,20 €
	Montant Total de la subvention		44 233,20 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DU BLEU DANS LES YEUX
Adresse administrative : 78 RUE DE LA VILLETTE
75019 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame MARIE-LAURE JOURDET, Présidente

N° SIRET : 81958287500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association « du Bleu dans les Yeux » a lancé, en octobre 2016, une ressourcerie éphémère dans le 20ème arrondissement de la Ville de Paris. Elle souhaite pérenniser ce projet, et pour ce faire, Paris Habitat a mis à disposition des locaux. Pour être opérationnels, ces derniers doivent faire l'objet de travaux d'aménagement, qui devront être complétés par l'achat de matériel.

Description :
La ressourcerie a pour nom « La Ressource de Belleville ».
Elle disposera au rez-de-chaussée :
- d'un espace de réception des collectes
- d'un espace de stockage
- d'une boutique
- d'un café associatif (dénommé le Café), avec une petite terrasse extérieure donnant sur la rue

- d'un espace de valorisation du mobilier (dénommé la Fabrique)
- d'un atelier de valorisation du matériel électrique.

Au premier étage, elle disposera :
- d'espaces de stockage
- d'ateliers de valorisation de petits objets, de jouets, de vaisselle, et de textile
- de bureaux administratifs
- d'un espace de repos pour les salariés.

La création de la Fabrique, espace de réparation et de création de mobilier ouvert à tous, et l'ouverture du café associatif, permettront de proposer chaque semaine un programme d'éducation à l'environnement par l'intermédiaire d'ateliers participatifs en rapport avec le 'Do It Yourself', la réparation, la récupération, et le développement durable. Des conférences, des rencontres, des projections, des expositions seront régulièrement organisées dans le Café.

Le tonnage de déchets ménagers qui sera détourné a été estimé à 60 tonnes la première année, pour atteindre 112 tonnes en troisième année de fonctionnement. Les apports de produits proviendront des dons des habitants (70 % des tonnages réceptionnés), et des deux collectes hebdomadaires à domicile (30 % des tonnages réceptionnés).

Les locaux mis à disposition par Paris Habitat représentent 350 m², et feront l'objet d'un bail civil d'une durée de 5 ans renouvelable. Ces locaux nécessitent des travaux d'aménagement :
- démolition des cloisons interne
- maçonnerie, électricité, plomberie, menuiserie, peinture
- protection incendie
- installation d'un monte-charge.

La création d'ouvertures dans les façades (pour permettre l'entrée de la lumière du jour), et d'une sortie de secours sera prise en charge par Paris Habitat à l'occasion des travaux de rénovation thermique du bâtiment qui vont être engagés.

La ressourcerie fera l'acquisition d'équipements et de matériels :
- matériel informatique, dont un logiciel de traçabilité
- un véhicule de collecte 9 m^3
- matériel de rangement
- petit outillage
- rayonnages, bacs de rangement.

Moyens mis en œuvre :
L'association « du Bleu dans les Yeux » mobilisera ses moyens. L'équipe sera composée à court terme d'une salariée à temps plein, d'un emploi d'avenir à 35 heures, d'un CUI-CAE à 35 heures, et de 2 CUI-CAE à 20 heures. La valorisation du mobilier au sein de la Fabrique sera réalisée par deux personnes du « Cartel de Belleville », et quatre bénévoles viendront renforcer l'équipe.
A terme, un technicien de réemploi / réparation, un animateur environnement et des jeunes en service civique volontaire seront recrutés.
Des contacts sont en cours avec les associations locales du quartier (Talacatak, Cyclofficine, Extramuros…) pour développer des projets communs.

Intérêt régional :
La création d'une ressourcerie supplémentaire en Île-de-France contribue à l'atteinte de l'objectif de prévention du PREDMA, ainsi qu'à l'atteinte de l'objectif de 30 ressourceries en fonctionnement en 2019.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du 20ème arrondissement de la Ville de Paris.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 2 :
30 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent 147 444,00 €, soit une aide régionale de 44 233,20 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieurs	113 520,00	76,99%
Outillage, rayonnage, rangement	22 140,00	15,02%
Véhicule	6 960,00	4,72%
Matériel informatique	4 824,00	3,27%
Total	147 444,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	36 861,00	25,00%
Subvention Région prévisionnelle	44 233,20	30,00%
Subvention SYCTOM prévisionnelle	36 861,00	25,00%
Subvention ville de Paris prévisionnelle	29 488,80	20,00%
Total	147 444,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 233,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002552

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : « ECO PLATS NETS » - MISE EN PLACE DE TABLES DE TRI DE BIODECHETS DANS LES ECOLES DE LA COMMUNE DE MENNECY (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	40 324,00 €	35,00 %	14 113,40 €
	Montant Total de la subvention		14 113,40 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-200
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

N° SIRET : 21910386800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Mennecy a décidé de mettre en place le tri et la valorisation des biodéchets alimentaires des restaurants scolaires et des crèches. Ce dispositif est effectif depuis le 1er septembre 2016, en partenariat avec le prestataire de restauration, le prestataire de collecte des déchets, et le prestataire de traitement, la SEMARDEL.
Les biodéchets sont transportés sur la plateforme de compostage de la SEMARDEL située sur l'éco-site de Vert-le-Grand – Echarcon.
Une formation spécifique a été dispensée auprès des agents municipaux de chaque site de restauration, ainsi qu'un accompagnement démonstratif auprès des enfants, lors de la semaine de la rentrée scolaire de septembre 2016.
Il s'agit de pérenniser cette action pour la rentrée 2017, dont les objectifs sont :
- Réduire et valoriser les déchets alimentaires des cantines scolaires
- Sensibiliser les convives aux quantités jetées et au tri sélectif

- Faire prendre conscience que ce qui n'est pas mangé est jeté, et donc réduire le gaspillage alimentaire
- Etre un acteur du développement durable
- Favoriser l'autonomie de l'enfant ; l'enfant est responsable, et débarrasse seul son plateau
- Détourner, chaque année, 30 tonnes de biodéchets des circuits de traitement habituels
- Consolider l'un des objectifs majeurs de l'Agenda 21 de la commune de Mennecy.

Description :
Pour pérenniser cette action, la commune souhaite investir dans l'achat de tables de tri pour équiper les cantines des écoles. Ce mobilier est dédié au débarrassage des plateaux et au tri des déchets de service. L'enfant est ainsi responsabilisé, il débarrasse en toute autonomie son plateau. Il prend conscience du gaspillage alimentaire.
Caractéristiques :
- Le mobilier sera installé à des endroits cibles afin que le passage de chacun soit optimisé
- Des tables adaptées à la taille de chaque convive seront installées
- Une signalétique orientera le convive à chaque étape du débarrassage
- Des poubelles seront intégrées à la table de tri avec une différenciation des déchets organiques et non organiques
- Le débarrassage des bacs, assiettes et couverts se fera avec des chariots à la bonne hauteur pour éviter aux agents de se baisser
- L'accès aux tables se fera par l'arrière pour éviter de gêner les enfants, et favoriser une fluidité des passages (300 enfants par table de tri et par service).

Moyens mis en œuvre :
La commune de Mennecy mettra en œuvre les actions suivantes :
- Achat de 5 tables de tri
- Formation du personnel
- Réalisation d'une signalétique
- Communication auprès des familles, et de manière institutionnelle.

Intérêt régional :
Cette action s'inscrit dans l'atteinte des objectifs de prévention et de valorisation du PREDMA.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les 1 200 enfants des 5 écoles primaires de la commune.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 :
35 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 40 324,00 €, soit une aide régionale de 14 113,40 €.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 5 tables de tri	40 324,00	100,00%
Total	40 324,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	26 210,60	65,00%
Subvention Région prévisionnelle	14 113,40	35,00%
Total	40 324,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 113,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	26 250,00 €
2015	Politique énergie climat	6 475,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 423,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	26 507,58 €
	Montant total	78 655,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002562

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ETUDE DE FAISABILITE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE DU RETOUR A LA CONSIGNE DES MICRO-BRASSEURS FRANCILIENS PAR L'ASSOCIATION LA CONSIGNE FRANCILIENNE (75)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	81 810,00 €	18,34 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-200
17200107- Plan régional de prévention

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CONSIGNE FRANCILIENNE
Adresse administrative : 14 AVENUE DU PERE LACHAISE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LUCAS LOMBARD, Président

N° SIRET : 82349942100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le nombre de micro-brasseries franciliennes a nettement progressé au cours de l'année 2016 (30 sites de production début 2016, et 48 sites en fin d'année), permettant ainsi d'offrir un gisement suffisant de bouteilles en verre et de fûts pour expérimenter la réintroduction de la consigne en Île-de-France.
L'association la Consigne Francilienne a retenu ces deux emballages pour son étude de faisabilité technique et économique, dans une optique de réduction des quantités de déchets, de préservation des ressources, et de diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Description :
Le développement de la consigne doit permettre de :
- diminuer les quantités de déchet (en privilégiant le réemploi au recyclage), et par conséquent diminuer le coût de la collecte et du traitement des déchets assumés pour les collectivités

- diminuer les besoins en capacités de traitement de déchets (centres de tri, collecteurs de verre…)
- favoriser une consommation locale plus responsable et respectueuse de l'environnement
- développer l'activité locale (création d'emplois locaux).

Au vu des expériences menées à l'étranger et en France, la consigne doit s'inscrire dans une échelle territoriale locale limitée pour être intéressante, ce que devrait permettre le marché des bières micro-brassées francilien, actuellement en plein développement. Environ 3 millions de bouteilles ont été utilisées en Île-de-France en 2016, auxquelles se rajoutent les 40 000 fûts, dont une majorité en plastique jetable remplace au fur et à mesure les fûts en inox réutilisables.

Cette étude permet de répondre à la préconisation de la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015, de développer les expérimentations de consigne, il s'agira :
- d'évaluer de façon précise le gisement francilien de bouteilles en verre et de fûts, et de le cartographier
- de comprendre les attentes et contraintes de tous les acteurs de la filière
- d'analyser les freins techniques au retour de la consigne (étiquettes, uniformisation des bouteilles, logistique retour…), et de proposer des solutions
- de proposer des scénarii de consigne, et de les valider avec les acteurs
- de chiffrer ces scénarii pour vérifier la rentabilité économique du projet avec les micro-brasseurs.

Moyens mis en œuvre :
L'étude sera menée par deux salariés et un stagiaire de l'association « La Consigne Francilienne », pendant 9 mois, et associera des micro-brasseurs, des distributeurs, des laveurs, des verriers…
Elle comportera des rencontres avec 45 acteurs franciliens, et plus de 100 entretiens téléphoniques.
Un comité de pilotage de suivi de l'étude sera créé, auquel participeront la Région et les autres co-financeurs.

Intérêt régional :
Les résultats contribueront aux travaux du plan régional de prévention et de gestion des déchets (CR-174-16 du 22 septembre 2016) qui devra :
- comprendre des objectifs en matière de prévention des déchets
- comporter un plan d'actions en faveur de l'économie circulaire
- être conforme au programme national de prévention des déchets 2014-2020, qui contient une action visant à développer le système de l'emballage consigné en vue du réemploi.

L'étude permettra de préfigurer le retour à la consigne en Île-de-France sur d'autres emballages.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les micro-brasseurs franciliens, des distributeurs, des laveurs, des verriers, ainsi que les collectivités en charge de la collecte et du traitement des déchets.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 2 :
18,3 % des dépenses éligibles qui correspondent à 81 810,00 €, soit une aide régionale de 15 000,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Moyens humains	77 810,00	95,11%
Achat matériel	4 000,00	4,89%
Total	81 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	24 810,00	30,33%
Subvention Région prévisionnelle	15 000,00	18,34%
Subvention ADEME prévisionnelle	42 000,00	51,34%
Total	81 810,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003487

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MISE EN ŒUVRE DE LA PREVENTION ET DE LA VALORISATION DES DECHETS LORS D'UN EVENEMENT SPORTIF - ECO-TRAIL DE PARIS – ÎLE-DE-FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	191 785,00 €	10,43 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-200
17200107- Plan régional de prévention

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES TRAILERS DE PARIS IDF
Adresse administrative : 15 SENTIER DES TRICOTS
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe ESPINASSE, Président

Date de publication au JO : 14 juillet 2007

N° SIRET : 50134082200029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La 10ème édition d'EcoTrail Paris Île-de-France se tiendra du 16 au 19 mars 2017. Il s'agit d'un événement sportif régional de masse conçu d'une façon éco-responsable. Les différentes courses proposées permettent aux participants de découvrir le patrimoine culturel et naturel de la Région Île-de-France tout en ayant un impact environnemental limité.

Description :
L'EcoTrail de Paris se présente comme un laboratoire de solutions responsables qui transmet son savoir-faire d'organisateur éco-responsable à ses équipes de partenaires, à ses prestataires, aux sportifs, participants, ainsi qu'aux bénévoles.
L'organisation des courses repose sur 6 piliers stratégiques qui contribuent à limiter les quantités de

déchets produites :
- L'eau, l'énergie et les déchets (valorisation des biodéchets, gestion raisonnée des bouteilles d'eau, suppression progressive des gobelets réutilisables, réemploi des équipements sportifs)
- La restauration (suppression des repas individuels avec organisation d'un ravitaillement plus important à l'arrivée de la course, en évitant les repas industriels et le gaspillage alimentaire)
- La prévention et la sensibilisation (animation de la charte 10 éco gestes, sensibilisation à la valorisation des déchets sportifs)
- Le patrimoine culturel et la sensibilisation (nettoyage des 30 derniers kilomètres par la brigade des bénévoles éco acteurs)
- La mobilité
- La santé et la solidarité.

Pour l'édition 2017, il s'agira de s'approcher du « zéro déchet ». Plusieurs axes d'intervention seront développés.

Axe 1 : action de nettoyage au-delà de la compétition sportive : « Devenez éco-acteur : courez responsable »
L'EcoTrail de Paris Ile-de-France souhaite mobiliser ses équipes d'éco-acteurs, non seulement pour nettoyer les parcours durant l'événement, mais aussi pour sensibiliser les participants et les organisateurs aux gestes d'un comportement citoyen et éco-responsable au quotidien, comme par exemple pendant un entrainement.
Ainsi, à la fin du parcours d'entrainement, les coureurs déposeront leurs sacs contenant des déchets collectés. Ce sont les équipes d'Eco acteurs qui les récupéreront, et qui les quantifieront et achemineront vers les bonnes filières pour un traitement adéquat. Par la suite une communication, à travers les médias, du bilan quantitatif sur le traitement et la valorisation des déchets, permettra d'inciter les utilisateurs à continuer cette action.

Des moyens humains et techniques seront mobilisés par Eco Trail pour le bon déroulement de cette initiative :
• Mise à disposition d'une équipe d'Eco acteurs pour le traitement et la valorisation des déchets
• Achat de sacs de nettoyage pour les coureurs avec le logo de l'opération « Devenez éco-acteur : courez responsable », de balances type « pèse-personne », de la « rubalise » tout au long du parcours...

Axe 2 : valorisation des déchets et création d'une nouvelle signalétique
Il s'agira :
-de l'utilisation de vaisselle compostable pour le ravitaillement et la restauration des coureurs et randonneurs
-de la valorisation de la vaisselle compostable et des biodéchets par un prestataire (compostage ou méthanisation)
-de l'élaboration d'une nouvelle signalétique pour la vaisselle compostable
-de l'élaboration d'une nouvelle signalétique pour les biodéchets, le tri sélectif, et les ordures ménagères résiduelles
-de l'achat de petites poubelles.
Par la suite, cette signalétique sera mutualisée avec d'autres évènements sportifs de la région.

Axe 3 : suppression des bouteilles en plastique et des gobelets jetables
Depuis la dernière édition en 2016, l'Organisation a supprimé les gobelets jetables pour les coureurs. Chaque coureur est dans l'obligation (matériel obligatoire) d'utiliser son propre gobelet réutilisable. Afin de supprimer tous les contenants en plastique, des citernes d'eau et des rampes à eau ont été mises à la disposition des coureurs et des bénévoles.
Ainsi les achats suivants seront réalisés :
-3000 Eco cups pour les bénévoles et l'organisation.
-des jerrycans.

Moyens mis en œuvre :
- Signature obligatoire par les coureurs d'une charte éthique
- Collaboration avec le monde scolaire et le mouvement sportif pour former les futurs éco-acteurs de l'évènement
- Une centaine de prestataires mobilisés
- 10 salariés et stagiaires
- Partenaires éco-acteurs locaux qui interviennent chacun dans un domaine spécifique
- 700 bénévoles
- 75 bénévoles éco-acteurs.

Intérêt régional : Promouvoir la prévention et la valorisation des déchets, auprès de l'ensemble des participants et de leurs accompagnants lors d'un évènement sportif d'envergure régionale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les 11 500 participants attendus pour l'édition 2017, ainsi que leurs accompagnants. Cette manifestation est destinée au grand public comme aux spécialistes.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets.

10,43% des dépenses éligibles en fonctionnement qui correspondent à 191 785,00€, soit une aide régionale de 20 000,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	182 485,00	95,15%
Charges de personnel	9 300,00	4,85%
Total	191 785,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fons propres	171 785,00	89,57%
Subvention Région prévisionnelle	20 000,00	10,43%
Total	191 785,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	15 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	24 205,60 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	26 400,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
	Montant total	81 400,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-097

Du 8 mars 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA « STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ »
PREMIERE AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Environnement ;
VU la délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;
VU la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014 habilitant le Président à signer
VU la convention d'objectifs et de moyens avec l'Agence des Espaces Verts ;
VU la délibération du Conseil Régional n°53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020, approbation du contrat de plan interrégional Etat régions 2015-2020 Vallée de la Seine, approbation du projet de contrat de plan interrégional Etat Régions plan Seine 2015-2020 ;
VU la délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 approuvant la convention type biodiversité ;
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-097 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.
VU l'avis de la commission de l'environnement, et de l'aménagement du territoire ;
VU l'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Attribution de subventions

Décide de participer au titre de la stratégie régionale pour la biodiversité au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention biodiversité type approuvée par délibération n° CP16-157 du 15 juin 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 : Affectation de crédits de fonctionnement- Biodiversité

Affecte une autorisation d'engagement de **9 476,29 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages » action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité » du budget 2017.

Article 3 : Affectation de crédits en investissement – Biodiversité

Affecte une autorisation de programme de **52 500 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 «Actions transversales», programme HP 71-009 (179009) «Actions territorialisées», action 17100905 « actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité – actions territorialisées » du budget 2017.

Article 4 : Affectation de crédits de fonctionnement - RNR - CPER

Affecte une autorisation d'engagement de **645 031,69 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme PR 76-003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages » - Action 476003053 « Réserves Naturelles Régionales» du budget 2017. Ces affectations relèvent du Contrat de plan 2015-2020 : Volet 3 « Transition écologique et énergétique » - Sous-volet 33 « reconquête de la biodiversité et préservation des ressources » - Action 331 « Réservoirs ».

Article 5 : Affectation de crédits en investissement - RNR

Affecte une autorisation de programme de **273 430,30 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600305 « Réserves Naturelles Régionales » du budget 2017.

Article 6 : Affectation provisionnelle

Décide d'affecter à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **5 000 €** sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine naturel», programme HP 76-003 « Protection des milieux naturels et des paysages » action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité» du budget 2017.

Article 7 : Affectation de crédits en investissement – Biodiversité

Affecte une autorisation de programme de **5 850 €** pour la commune de Vitry-Sur-Seine disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 «Actions transversales», programme HP 71-009 (179009) «Actions territorialisées», action 17100905 « actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité – actions territorialisées » du budget 2017.

Article 8 : Dérogation

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées ci-dessous, par dérogation visée aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier (1)	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002524	MISE EN OEUVRE D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE A VITRY SUR SEINE - AFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION	COMMUNE DE VITRY SUR SEINE	01/04/2011
17002587	ETUDE PREALABLE A LA RESTAURATION DES CONTINUITES ECOLOGIQUES DU TERRITOIRE DE GRAND PARIS SEINE ET OISE	GRAND PARIS SEINE ET OISE	14/01/2017
17002570	OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DE LA BOUCLE DE MOISSON : INVESTISSEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17002581	OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DES BRUYERES DE SAINTE ASSISE : INVESTISSEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17002585	OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DU MARAIS DE STORS : INVESTISSEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17000451	GESTION DES RNR EN 2017 - AEV	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17002564	OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DU GRAND VOYEUX : FONCTIONNEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17002566	OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DE LA BOUCLE DE MOISSON : FONCTIONNEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17002577	OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DES SEIGLATS : FONCTIONNEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17002579	OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DES BRUYERES DE SAINTE ASSISE : FONCTIONNEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017
17002582	OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE STORS : FONCTIONNEMENT 2017	AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE	01/01/2017

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-097	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100905 - Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement

Dossier	17002524 - MISE EN OEUVRE D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE A VITRY SUR SEINE - AFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION			
Bénéficiaire	R38 - COMMUNE DE VITRY SUR SEINE			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 850,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 850,00 €	HT	100 %	5 850,00 €	

Dossier	17002587 - ETUDE PREALABLE A LA RESTAURATION DES CONTINUITES ECOLOGIQUES DU TERRITOIRE DE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	52 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	HT	70 %	52 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	58 350,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100905	58 350,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**17600302 - Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité**

Dispositif : N° 00000257 - Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-097	Budget	2017

Dossier	17002498 - CONTRAT D'OBJECTIF BIODIVERSITE 2EME ANNEE - CBNBP / GRTGAZ			
Bénéficiaire	R13191 - MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 476,29 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 952,58 €	TTC	50 %	9 476,29 €	

Total sur le dispositif N° 00000257 - Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	9 476,29 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 176003 - 17600302	9 476,29 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**17600305 - Réserves naturelles régionales**

Dispositif : N° 00000256 - Réserves Naturelles Régionales Investissement

Dossier	17002570 - OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DE LA BOUCLE DE MOISSON : INVESTISSEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	MERIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 961,50 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 500,00 €	TTC	42,26 %	17 961,50 €	

Dossier	17002581 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DES BRUYERES DE SAINTE ASSISE : INVESTISSEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 338,80 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 100,00 €	TTC	54,45 %	46 338,80 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-097	Budget	2017

Dossier	17002585 - OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DU MARAIS DE STORS : INVESTISSEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	MERIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	209 130,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
226 630,00 €	TTC	92,28 %	209 130,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000256 - Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176003 - 17600305	273 430,30 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**476003053 - Réserves naturelles régionales**

Dispositif : N° 00000258 - Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement

Dossier	17000451 - GESTION DES RNR EN 2017 - AEV			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs - Hors CPRD			
Montant total	285 545,94 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 545,94 €	TTC	100 %	285 545,94 €	

Dossier	17002564 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DU GRAND VOYEUX : FONCTIONNEMENT 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	CONGIS-SUR-THEROUANNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs - Hors CPRD			
Montant total	141 892,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
171 620,00 €	TTC	82,68 %	141 892,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-097	Budget	2017

Dossier	17002566 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DE LA BOUCLE DE MOISSON : FONCTIONNEMENT 2017				
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs - Hors CPRD				
Montant total	125 785,75 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
157 890,00 €	TTC		79,67 %	125 785,75 €	

Dossier	17002577 - OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DES SEIGLATS : FONCTIONNEMENT 2017				
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE				
Localisation	CANNES-ECLUSE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs - Hors CPRD				
Montant total	11 940,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 700,00 €	TTC		81,22 %	11 940,00 €	

Dossier	17002579 - OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DES BRUYERES DE SAINTE ASSISE : FONCTIONNEMENT 2017				
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs - Hors CPRD				
Montant total	25 300,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 300,00 €	TTC		100 %	25 300,00 €	

Dossier	17002582 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE STORS : FONCTIONNEMENT 2017				
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE				
Localisation	MERIEL				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs - Hors CPRD				
Montant total	54 568,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 780,00 €	TTC		64,36 %	54 568,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000258 - Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476003 - 476003053	645 031,69 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002498

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CONTRAT D'OBJECTIF BIODIVERSITE 2EME ANNEE - CBNBP / GRTGAZ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	18 952,58 €	50,00 %	9 476,29 €
	Montant Total de la subvention		9 476,29 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-176003-200
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE
Adresse administrative : 57 RUE CUVIER
75231 PARIS 5
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Pierre DUBREUIL, DIRECTEUR GENERAL

N° SIRET : 18004417400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Région, le Conservatoire botanique et GRTgaz poursuivent leur partenariat dans le cadre du contrat d'objectifs biodiversité 2016-2018.

Description :
Ce contrat d'objectifs Biodiversité, tripartite entre la Région, le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) et GRTgaz, concerne les opérations suivantes pour l'année 2017 :

1 : Contribuer à l'animation du programme de conservation de la Violette élevée

Les études ont permis d'élaborer un programme de conservation de la Violette élevée et des prairies alluviales de la Bassée francilienne qui a pour ambition de reconstituer un réseau écologique fonctionnel.

Ce travail s'intégre à part entière dans la déclinaison locale du SRCE, les prairies alluviales de ce territoire, s'inscrivant conjointement dans la trame bleue et la trame verte.

Afin d'élaborer en concertation ce programme et sensibiliser les organismes pouvant agir en faveur de la reconstitution de cette « continuité écologique », un comité technique et de suivi du programme de conservation de la violette élevée a été créé et rassemble déjà de nombreux acteurs (Conseil régional d'Ile-de-France, GRTgaz, CBNBP, Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie, Conseil Départemental de Seine-et-Marne, Agence de l'eau Seine-Normandie, Natureparif, Agrenaba, Agence des espaces verts, Association des naturalistes de la Vallée du Loing, Voies navigables de France, EPTB Seine grands lacs, fédération de chasse de Seine-et-Marne).

A travers cette action, le CBNBP, la Région et GRTgaz ont contribué en 2016, à l'animation du comité. Ils ont par ailleurs, apporté un appui et une expertise auprès des acteurs s'engageant dans la mise en œuvre de ce programme ambitieux. Le but est de contribuer à la réalisation effective du programme de conservation de la Violette élevée. L'action se poursuivra en 2017.

GRTgaz, via le Club Infrastructures Linéaires et Biodiversité (CILB) auquel il appartient, pourra mobiliser les autres gestionnaires d'infrastructures concernés par le programme de conservation.

2 : Communiquer et sensibiliser

Il s'agit de saisir les différentes opportunités qui se présenteront pour promouvoir, communiquer et faire connaître les études menées sur les ouvrages de GRTgaz, que ce soit auprès d'experts, de scientifiques, d'autres aménageurs ou d'un public moins averti.
Enfin, des actions de sensibilisation auprès des équipes de GRTgaz, seront également utiles pour ancrer encore davantage la prise en compte de la biodiversité dans la culture de l'entreprise.

3 : Approfondir les connaissances sur les espèces exotiques envahissantes et contribuer à la lutte contre les espèces invasives

Les objectifs de cette action sont doubles :
1- Elaborer une liste des espèces invasives du territoire francilien, reconnue par les instances du territoire. Il n'existe en effet sur le territoire francilien, aucune liste officielle sur laquelle les aménageurs ou acteurs agissant en faveur de la biodiversité peuvent se fonder. L'un des objectifs principal de ce programme est donc de pallier à ce manque. Ce travail s'accompagnera d'une analyse approfondie visant à obtenir une image précise de la sensibilité des habitats naturels et des petites régions naturelles franciliennes face à ces invasions biologiques.
2- Sur la base de cette analyse, un travail spécifique sera mené sur les infrastructures linéaires de GRTgaz. En effet celles-ci ont un rôle à jouer tant dans l'implantation de ces espèces que dans la lutte contre l'invasion de certaines d'entre elles.
GRTgaz souhaite en ce sens, définir, des techniques surr des sites pilotes et sensibiliser ses agents à cette problématique.
Enfin, des recherches seront menées pour proposer des méthodes de luttes adaptées en vue de contenir la colonisation des espèces les plus invasives ou limiter leur implantation sur ces infrastructures. Ces pratiques pourraient ainsi s'apliquer par la suite, à d'autres territoires concernés par la même problématique.
Ce travail sur les espèces envahissantes et invasives se déroulera en 2017.

Intérêt régional :
Ce projet concerne la conservation de la violette élevée et des prairies alluviales de la Bassée francilienne

réalisé depuis 2011 pour la préservation de la biodiversité en Ile de France. Ce travail a pour but de préserver et de valoriser les prairies alluviales, éléments structurants de la Trame verte et Bleue francilienne et s'inscrit dans les travaux en faveur de la connaissance et la préservation de la biodiversité d'intérêt régional. il participe également à la mise en œuvre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 4 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contribuer à l'animation du programme de conservation de la Violette élevée	1 270,36	6,70%
communiquer et sensibiser	2 303,96	12,16%
suivi et mise en oeuvre des espèces exotiques envahissantes et invasives	15 378,26	81,14%
Total	18 952,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	9 476,29	50,00%
GRTgaz	9 476,29	50,00%
Total	18 952,58	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 476,29 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	12 578,00 €

2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 500,00 €
2014	Bibliorif	45 000,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	429 167,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	150 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 400,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	4 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	190 740,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	10 350,00 €
2015	SESAME	400 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	218 024,75 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	8 550,00 €
2016	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	2 500,00 €
2016	SESAME	200 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	109 952,96 €
	Montant total	1 905 962,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002524

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MISE EN OEUVRE D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE A VITRY SUR SEINE - AFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Connaissances continuités écologiques	5 850,00 €	100,00 %	5 850,00 €
	Montant Total de la subvention		5 850,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171009-200
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94407 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain AUDOUBERT, Maire

N° SIRET : 21940081900575

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2013
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nouvelle affectation pour le solde de la subvention, suite à la CP 13-515 du 11/07/2013 pour un montant de 15 000 €.

Objectifs :
Cette étude doit permettre d'établir un outil opérationnel de référence à l'échelle de la ville pour la mise en œuvre de la trame verte et bleue (TVB).
Facteurs d'une qualité de vie meilleure, outils dans la lutte pour la protection de l'environnement et contre l'imperméabilisation des sols, les espaces verts et la trame verte et bleue apparaissent comme un contrepoids à la densification urbaine ainsi qu'aux îlots de chaleur urbains. La mise en œuvre de la TVB s'inscrit dans la révision du PLU, prescrite lors du Conseil Municipal de Vitry-sur-Seine du 6 avril 2011.

La ville oeuvre pour augmenter la superficie de son patrimoine d'espaces verts, réalise des toitures végétalisées sur ses équipements publics, aménage des noues, intègre des objectifs en faveur du

développement de la biodiversité dans ses projets d'aménagement (ZAC Rouget de Lisle) et ses documents prescriptifs (cahiers des prescriptions environnementales des espaces publics et pour les logements collectifs du quartier du Coteau, charte d'aménagement des espaces publics, diagnostic, règlement et Orientations Particulières d'Aménagement du PLU 2006). Adhérente à Natureparif, elle a signé la Charte Régionale de la Biodiversité et des Milieux Naturels, ainsi que la Charte du Plan Bleu Départemental.

Par ailleurs, en terme de gestion des espaces, ses actions portent sur :
- les plantations privilégiées d'espèces indigènes et de vivaces,
- la diversification des espèces,
- la gestion raisonnée des espaces,
- la plantation de prairies fleuries,
- la lutte biologique intégrée,
- des actions tendant à la suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires (techniques alternatives),
- la participation au programme Phyt'Eaux Cités (programme terminé aujourd'hui),
- l'installation de nichoirs en lien avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux,
- la gestion naturelle des bords de Seine et de certains espaces,
- l'installation de ruches,
- …

Une réflexion pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan communal de désherbage est en cours.

Description :
1- Mission n°1 : une analyse écologique des différents constituants de la TVB, du paysage et des circulations douces existants
Sur la base de l'occupation du sol et des usages, les éléments du paysage constitutifs de la TVB seront cartographiés et qualifiés (réservoirs écologiques, corridors écologiques linéaires continus ou en pas japonais, alignements d'arbres, friches, noues, présence de l'eau…). De même les éléments de coupures et les « points noirs » de la TVB (du fait d'infrastructures ou de modes de gestion peu favorables à la biodiversité) seront identifiés.
Cette carte sera re-située dans son contexte communal et intercommunal au sein d'un territoire plus vaste support de trames vertes et bleues (régionales, départementales, intercommunales et communales).

2- Mission n°2 : plan d'action opérationnel
Les actions proposées pour la mise en œuvre de la TVB seront détaillées et illustrées, en correspondance avec la carte sur la TVB de la mission n°1. Le plan d'action sera décliné sous la forme de « fiches séquences » définissant les niveaux de priorité.

3- Propositions en matière de réglementation
A partir du projet de PLU révisé, les fiches consistent, en premier lieu à vérifier la pertinence et à enrichir les outils imaginés dans ce nouveau cadre.

4- Propositions en matière de partenariats possibles ou de politique incitative
De nombreux acteurs privés du territoire doivent être associés à la démarche : entreprises, bailleurs, associations, promoteurs / aménageurs, habitants.

Pourront être ainsi proposés, des chartes (ex : pour la qualité des aménagements extérieurs des grands ensembles résidentiels), des cahiers de prescriptions (pour les entreprises, ou pour les particuliers pour leur apporter des préconisations en matière de gestion alternative des eaux pluviales), des documents de sensibilisation, des actions communes…

Intérêt régional :
Alimenter les données régionales sur la biodiversité.
Le bénéficiaire veillera à transmettre à Natureparif les données brutes, les métadonnées ainsi que les

rapports d'activités qui seront aussi transmis au Conseil Régional.
L'ensemble des informations obtenues dans le cadre du projet sera dûment référencé par le bénéficiaire dans le système d'information sur la nature et les paysages (SINP).

Détail du calcul de la subvention :
Application du taux maximum d'intervention de 50 % sur un montant plafonné à 100 000 € selon l'article 5.4 du règlement d'attribution des aides régionales biodiversité, prévue en CR n°45-07 du 28/06/07.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude sur la trame verte et bleue	5 850,00	100,00%
Total	5 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
région Ile de France	5 850,00	100,00%
Total	5 850,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 850,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	81 660,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	960 326,00 €
2014	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	100 710,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	31 600,00 €
2016	Politique énergie climat	59 620,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	15 000,00 €
	Montant total	1 253 206,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002587

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ETUDE PREALABLE A LA RESTAURATION DES CONTINUITES ECOLOGIQUES DU TERRITOIRE DE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Connaissances continuités écologiques	75 000,00 €	70,00 %	52 500,00 €
	Montant Total de la subvention		52 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171009-200
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 14 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour intégrer les résultats de l'étude aux PLU en cours de révision.

Objectifs :
- Améliorer les connaissances sur le patrimoine naturel du territoire et sur les continuités écologiques : répertorier, regrouper et harmoniser les connaissances sur les continuités écologiques du territoire de la Communauté urbaine, afin d'aboutir à une cartographie fine du réseau écologique.
- Préciser les enjeux environnementaux en bordure de Seine : les espaces réservoirs de biodiversité à préserver, les corridors à restaurer et à créer
- Définir une stratégie d'actions pour la préservation et la reconquête de la qualité et de la fonctionnalité des continuités écologiques terrestres (acquisition foncière, modalités de gestion, plantations, lutte contre les espèces invasives…).
- Aider à la décision pour des projets de restauration des continuités écologiques en liaison avec les projets d'aménagement piéton et cyclable sur les berges de la Seine

Description :
Située au nord du département des Yvelines, la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPS&O) a été créée au 1er janvier 2016 et compte 73 communes, environ 400 000 habitants, 500 km² de superficie.

Ce territoire se caractérise par une relation « Ville-Nature » exceptionnelle : il rassemble en effet, aux côtés de grandes villes, de vastes espaces naturels, riches et variés : forêts de Rosny-sur-Seine, bois de l'Hautil, buttes sud du Vexin français, fleuves (Seine et Oise) et leurs affluents, boucles de Seine (de Guernes, de Moisson et de Chanteloup) et plateaux agricoles. Il correspond aussi à l'un des principaux sites de développement urbain francilien, tout particulièrement depuis les années 1960. Il compte ainsi 4 grandes villes : Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Poissy, Conflans-Sainte-Honorine.
Maintenir, restaurer et créer des continuités écologiques est donc essentiel, avec une double fonctionnalité : la préservation de la nature, et l'amélioration du cadre de vie (valorisation du paysage, bien-être, création de liens sociaux, supports pour les déplacements piétons et à vélo en offrant une liaison ville-campagne).

L'étude comprend deux phases :
-Phase 1 : diagnostic des continuités écologiques sur la totalité du territoire :
A partir des études déjà réalisées sur le territoire et des données disponibles, le prestataire élaborera un diagnostic permettant de définir précisément les composantes des continuités écologiques d'intérêt régional, d'intérêt local et leur fonctionnalité.
Des visites sur le terrain et des enquêtes auprès des experts locaux (naturalistes, Fédération de chasse, Parc naturel régional du Vexin français…) viendront compléter, préciser et vérifier, lorsque nécessaire, les corridors et réservoirs écologiques identifiés.
Le diagnostic aboutira à une liste des points d'obstacle et de fragilité des continuités écologiques terrestres et aquatiques à lever en priorité.
Il conduira à :
- Identifier les espaces réservoirs, espaces les plus riches en biodiversité.
- Identifier au sein de la matrice paysagère constituée des espaces agricoles, urbains, forestiers, humides…, les espaces corridors et continuums écologiques, zones entre deux réservoirs permettant à la faune et la flore de se déplacer.
- Caractériser la fonctionnalité des continuités et identifier les obstacles et fragilités.
- Identifier les passages à faunes et passages mixtes existants.
- Dans le cadre du projet Promenades en Seine, un diagnostic plus précis sera réalisé sur le bandeau de la Seine.

-Phase 2 : définition d'un plan d'actions opérationnel
Ce plan concernera des interventions sur les continuités écologiques terrestres en faveur de la conservation de la biodiversité, de la qualité paysagère, des aménités environnementales, de la plus grande présence de nature en ville, de l'opportunité de créer des espaces écologiques le long des infrastructures de déplacement (pistes cyclables, chemins, routes, fer…).
Le prestataire proposera une quarantaine d'actions pour le maintien des espaces et leurs liaisons écologiquement fonctionnelles. Une vingtaine de ces fiches seront consacrées à l'axe Seine.
Le plan d'actions devra préciser les orientations en termes de gestion et/ou de création d'espaces, et la stratégie foncière associée. Une grille d'évaluation de l'opportunité de l'action sera réalisée.
Chaque fiche-action devra préciser au minimum pour chaque espace ou catégorie d'espace concerné :
- les enjeux et intérêts écologiques et touristiques,
- les types d'action,
- la faisabilité technique,
- les acteurs à mobiliser et les partenaires financiers,
- le calendrier,
- l'estimation budgétaire.

Intérêt régional :
Participation à la Trame Verte et Bleue régionale et locale de ce très vaste territoire. Plusieurs continuités de ce territoire sont identifiées dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), dont bien sûr les berges de Seine.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s).

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 1 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude	75 000,00	100,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	52 500,00	70,00%
autofinancement	22 500,00	30,00%
Total	75 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	52 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement à l'élaboration de la charte et du plan d'actions (Territoires de catégorie 1)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	16 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €

2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	25 706,00 €
2016	Fonds Propreté	34 560,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	445 536,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 993,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	178 500,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 773,20 €
	Montant total	914 068,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000451

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : GESTION DES RNR EN 2017 - AEV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	285 545,94 €	100,00 %	285 545,94 €
	Montant Total de la subvention		285 545,94 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-200
476003053- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La continuité de l'entretien des Réserves Naturelles Régionales sur une année civile.

Objectifs :
La Région Ile-de France a confié la gestion de 5 Réserves Naturelles Régionales à l'Agence des Espaces Verts par le biais d'une convention quinquenale CR 12-14 du 13 février 2014 reconduite par courrier du 29/12/2016 : Grand-Voyeux, Seiglats, Bruyères de Sainte-Assise, Boucle de Moisson et Marais de Stors.

Description :
L'Agence des Espaces Verts est gestionnaire de 5 Réserves Naturelles Régionales. Elle assure la mise en oeuvre du plan de gestion sur chacun de ces sites : entretien, suivi de la gestion, animations pédagogiques...
Cette affectation permet la prise en charge des salaires des agents intervenant sur ces réserves ainsi que

les frais de structure afférents.

Intérêt régional :
Mise en oeuvre des plans de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales.

Cette structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
salaires et frais de structure	285 545,94	100,00%
Total	285 545,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	285 545,94	100,00%
Total	285 545,94	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	285 545,94 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €

2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002564

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DU GRAND VOYEUX : FONCTIONNEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	171 620,00 €	82,68 %	141 892,00 €
	Montant Total de la subvention		141 892,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-200
476003053- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2017.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR du Grand Voyeux approuvé en CP n° 15-707.

Description :
Les opérations engagées en 2017 consisteront en :

• Suivis scientifiques :
SE04 Suivi standardisé des oiseaux inféodés aux roselières
SE06 Suivi standardisé des sternes pierregarin et des mouettes mélanocephales

SE08 Suivi standardisé de la nidification de l'Oedicnème
SE11 Suivi des niveaux d'eau dans les mares de reproduction - suivi des pontes et têtards
SE14 Suivi standardisé du Pic noir et du Milan noir
SE21 Suivi de la réponse de l'avifaune à la fréquentation
SE27 Inventaire et suivi odonates (libellules)
AD25 Saisie des données naturalistes (observations courantes et inventaires) dans SERENA et le SIG de l'AEV

• Travaux d'entretien et de restauration écologique :
TE03 Entretien des ouvrages hydrauliques (buses, vannes, fossés…)
TE05 Fauchage hivernal avec exportation par secteur en rotation sur 5 ans
TE07 Coupe ou arrachage des saules dans les secteurs non accessibles aux moutons
TE08 Restauration de deux îlots par sarclage - coupe et/ou arrachage de la végétation ligneuse
TE09 Scarification annuelle d'une surface de 4000 m²
TE14 Gestion des refus (broyage…)
TE18 Arrachage du Sainfoin d'Espagne avant fructification et autres espèces herbacées invasives ou envahissantes
TE20 Entretien et maintenance des bâtiments
TE23 Entretien des panneaux et de la signalétique, notamment pour la dépose des panneaux existants en vue de la pose des panneaux réglementaires
TE24 Entretenir les mobiliers d'architectures
TE25 Maintien de la propreté de la RNR (déchets épars, évacuation des dépôts sauvages,…)
TE26 Entretien des clôtures du périmètre de la RNR et des zones pâturées, y compris barrières, portails, etc…

• Mission de surveillance :
PO01 Surveillance de la RNR par un personnel assermenté

• Accueil du public :
PI02 Organiser des sorties pédagogiques pour les écoles
PI03 Organiser des visites thématiques pour le Grand public
AD05 Organiser la vie de la maison de la Réserve

94 000 € seront consacrés à l'entretien et la maintenance des bâtiments ainsi qu'à l'organisation de la vie de la maison de la réserve (opérations TE20 et AD05).

Intérêt régional :
Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs, leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- CONGIS-SUR-THEROUANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivis scientifiques	20 000,00	11,65%
Travaux	42 950,00	25,03%
Surveillance et accueil	108 670,00	63,32%
Total	171 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	141 892,00	82,68%
AESN	11 200,00	6,53%
Feader	7 940,00	4,63%
Etat	1 588,00	0,93%
commune de Congis-Sur-Thérouanne	9 000,00	5,24%
Total	171 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	41 892,00 €
2018	50 000,00 €
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €

2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002566

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DE LA BOUCLE DE MOISSON : FONCTIONNEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	157 890,00 €	79,67 %	125 785,75 €
	Montant Total de la subvention		125 785,75 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-200
476003053- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR de la Boucle de Moisson approuvé en CP n° 16-593.

Description :
Les opérations 2017 consisteront en :

• Travaux d'entretien et de restauration écologique :
TE01 Fauche annuelle exportée
TE02 Broyage hivernal des secteurs de pelouse en restauration

TE03 Elimination des espèces invasives et envahissantes
TE04 Fauche exportée des friches et ourlets tous les deux ans
TE06 Contrôle des ligneux sur les zones de lande à Callune
TE07 Échelonnement des classes d'âge de la lande par rotation des zones broyées avec exportation. Échelonnement des classes d'âge de la fruticées par rotation des zones broyées
TE11 Entretien des cheminements/zones ouvertes (broyage, tailles lisière, …)

• Mission de surveillance :
PO01 Mise en place de tournées de surveillance

• Accueil du public :
PI02 Installation de panneaux de chantier pour communiquer sur les actions menées
PI04 Organisation de sorties pédagogiques pour les écoles et thématiques pour le Grand public

Intérêt régional :
Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs, leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- MOUSSEAUX-SUR-SEINE
- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux et restauration écologique	137 300,00	86,96%
Surveillance et accueil	20 590,00	13,04%
Total	157 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	125 785,75	79,67%
Etat	5 264,25	3,33%
Feader	26 840,00	17,00%
Total	157 890,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 785,75 €
2018	50 000,00 €
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002570

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DE LA BOUCLE DE MOISSON : INVESTISSEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	42 500,00 €	42,26 %	17 961,50 €
	Montant Total de la subvention		17 961,50 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-176003-200
17600305- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2017.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR de la Boucle de Moisson approuvé en CP n° 16-593.

Description :
Les opérations 2017 consisteront en :

• Travaux d'entretien et de restauration écologique :
TU01 Contrôle des résineux (arrachage, abattage …)
TU04 Déboisement et dessouchage de bois de recolonisation de Bouleau verruqueux

TU05 Expérimentation « d'annelage » qui consiste à inciser l'écorce d'un arbre (ou d'une branche) sur toute sa circonférence pour l'affaiblir sans avoir à le couper.

Intérêt régional :
Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux d'entretien et restauration écologique	42 500,00	100,00%
Total	42 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	17 961,50	42,26%
Etat	7 011,00	16,50%
Feader	17 527,50	41,24%
Total	42 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 961,50 €
2018	5 000,00 €
2019	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002577

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DES SEIGLATS : FONCTIONNEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	14 700,00 €	81,22 %	11 940,00 €
	Montant Total de la subvention		11 940,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-200
476003053- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2017.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR des Seiglats approuvé en CP n° 14- 797.

Description :
Les opérations engagées en 2017 consisteront en :

• Travaux d'entretien et de restauration écologique :
TE01 Contribution à l'entretien des berges de l'Yonne (retrait des déchets, embâcles …)

TE08 Débroussaillage / Faucardage tardif de la végétation se développant dans les mares une fois tous les 3 ans
TE12 Fauche des pelouses avec exportation de la matière
TE14 Entretien du chemin périphérique
TE15 Mise en œuvre si nécessaire de coupes de sécurité des arbres dangereux
TU09 Expérimentation pour le contrôle des rejets de ligneux (fauches, arrachages et contrôle des reprises) par placettes expérimentales fixes

• Accueil du public :
PI02 Mise en place de visites guidées thématiques pour le grand public
PI03 Développement de programmes pédagogiques spécifiques avec les scolaires des localités proches (Cannes-Ecluse, Montereau Fault-Yonne, Esmans, La Brosse Montceaux)

Intérêt régional :
Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- CANNES-ECLUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'entretien et de restauration écologique	13 880,00	94,42%
Accueil du public	820,00	5,58%
Total	14 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	11 940,00	81,22%
AESN	2 760,00	18,78%
Total	14 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 940,00 €
2018	5 000,00 €
2019	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002579

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DES BRUYERES DE SAINTE ASSISE : FONCTIONNEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	25 300,00 €	100,00 %	25 300,00 €
	Montant Total de la subvention		25 300,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-200
476003053- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2017.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR des Bruyères de Sainte-Assise approuvé en CP n° 14- 797.

Description :
Les opérations engagées en 2017 consisteront en :

• Travaux d'entretien et de restauration écologique :
TE01 Mise en place d'une gestion différenciée par broyages tournants
TE03 Fauchage avec exportation

TE04 Entretien des clôtures
TE06 Gestion des arbres à risque (axé mise en chandelle)

• Accueil du public :
PI02 Poursuite des visites guidées

Intérêt régional :
Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- BOISSISE-LA-BERTRAND
- SEINE-PORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'entretien et de restauration écologique	23 300,00	92,09%
accueil du public	2 000,00	7,91%
Total	25 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	25 300,00	100,00%
Total	25 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002581

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION SUR LA RNR DES BRUYERES DE SAINTE ASSISE : INVESTISSEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	85 100,00 €	54,45 %	46 338,80 €
	Montant Total de la subvention		46 338,80 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-176003-200
17600305- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2017.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR des Bruyères de Sainte-Assise approuvé en CP n° 14-797.

Description :
Les opérations engagées en 2017 consisteront en :

• Suivis scientifiques :
SE02 Collecte annuelle des données météorologiques afin de réaliser un bilan hydrique

• Travaux d'entretien et de restauration écologique :
TU03 Arrachage et export des ligneux hauts
TU07 Limiter le développement des espèces végétales invasives et des exogènes

Intérêt régional : Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- BOISSISE-LA-BERTRAND
- SEINE-PORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivis scientifiques	1 000,00	1,18%
travaux d'entretien et de restauration écologique	84 100,00	98,82%
Total	85 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	46 338,80	54,45%
AESN	38 761,20	45,55%
Total	85 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 338,80 €
2018	20 000,00 €
2019	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002582

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE STORS : FONCTIONNEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	84 780,00 €	64,36 %	54 568,00 €
	Montant Total de la subvention		54 568,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-200
476003053- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2017.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR du marais de Stors approuvé en CP n° 16-593.

Description :
Les opérations 2017 consisteront en :

• Travaux d'entretien et restauration écologique :
les opérations TE02, TE06 et TE07 font l'objet d'un cofinancement de l'Agence de l'Eau seine Normandie (AESN)

TE01 Fauche annuelle tardive avec exportation des pelouses
Gestion annuelle des pelouses calcicoles afin de préserver les habitats et les espèces de flore et faune associées

TE02 Entretien des zones étrépées (zones où a 10 à 20 cm l'horizon humifère superficiel de la végétation en place a été retirée), de fauche annuelle tardive du bas-marais, fauche alternée de la végétation bordant le ru avec exportation, coupe alternée de la roselière avec exportation. Gestion annuelle en rotation des zones de bas-marais restaurées les années précédentes

TE06 Contrôle des ligneux (arbres et arbustes). Coupe des ligneux recolonisant les zones réouvertes.

TE07 Fauche et faucardage tardif (coupe des roseaux et herbacées poussant dans l'eau) par tronçons des secteurs où l'Agrion (libellule) se reproduit. Entretien des secteurs favorables à Coenagrion mercuriale afin d'éviter le refermement et conserver des secteurs ensoleillés favorables au développement de l'espèce ;

TE09 Intervention sur les espèces invasives découvertes.
TE15 Ramassage des déchets.

• Accueil du public :
PI06 Organisation de sorties pédagogiques pour les écoles et thématiques pour le grand public.

Intérêt régional : Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs, leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'entretien et restauration écologique	82 030,00	96,76%
Accueil du public	2 750,00	3,24%
Total	84 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	54 568,00	64,36%
AESN	30 212,00	35,64%
Total	84 780,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 568,00 €
2018	20 000,00 €
2019	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002585

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : OPERATIONS DE GESTION DE LA RNR DU MARAIS DE STORS : INVESTISSEMENT 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	226 630,00 €	92,28 %	209 130,00 €
	Montant Total de la subvention		209 130,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-176003-200
17600305- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2017.

Objectifs :
Mise en œuvre des opérations d'aménagement et de gestion sur les Réserves Naturelles Régionales (RNR) gérées par l'Agence des Espaces Verts en application du plan de gestion de la RNR du Marais de Stors approuvé en CP n° 16-593.

Description :
Les travaux d'entretien et de restauration écologique en 2017 consisteront en :
TU07 Réalisation d'étrépages tests 1
TU09 Création ou remise en état des accès. Suite aux travaux de restauration, les accès et chemins utilisés par les usagers doivent être remis en état afin d'être de nouveau praticables.

TE06a Contrôle des ligneux
TE13 Entretien des voies de desserte, sécurisation des chemins

Accueil du public :
TU21 Condamnation si nécessaire des accès nouvellement créés sous les falaises

Intérêt régional : Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs, leur accès aux franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 15 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

La structure s'est engagée au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'entretien et de restauration écologique	223 630,00	98,68%
travaux pour l'accueil du public	3 000,00	1,32%
Total	226 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	209 130,00	92,28%
AESN	17 500,00	7,72%
Total	226 630,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	209 130,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
	Montant total	72 821 696,59 €

Acte certifié exécutoire
CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-099

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES – PREMIERE AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;
VU Le décret d'approbation du SDRIF n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du SDRIF
VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013, approuvant le projet de Schéma Directeur de la Région Ile-de-France
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020 – approbation du contrat de plan interrégional Etat Régions 2015-2020 Vallée de la Seine – approbation du projet de contrat de plan interrégional Etat Régions plan seine 2015-2020 ;
VU La délibération n° CR 76-15 relative à l'approbation du contrat de plan Interrégional Etat - Région Plan Seine 2015-2020
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015, relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du Règlement Budgétaire et Financier
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages » pour les jeunes franciliens » ;
VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;
VU La délibération n° CP 10-908 du 17 novembre 2010, relative à l'affectation d'autorisations de programme dans le cadre de la politique de l'eau - protection contre les inondations - protection et restauration des milieux aquatiques et de la ressource en eau - dépollution des eaux usées et des eaux pluviales - études préopérationnelles de faisabilité et de programmation ;
VU La délibération n° CP 10-909 relative à l'approbation du contrat de bassin Marne Confluence ;
VU La délibération n° CP 11-289 du 19 mai 2011, relative à l'affectation d'autorisations d'engagement dans le cadre de la politique régionale de l'eau - soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau (eaux superficielles et eaux souterraines) ;
VU La délibération n° CP 12-816 du 21 novembre 2012, approuvant le contrat de partenariat entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Région ;
VU La délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;
VU Le rapport CP 16-546 du 13 décembre 2016, relatif à l'approbation du règlement d'intervention en faveur de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;
VU Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 17-099 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission de l'Environnement et de l'aménagement du territoire ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : « Protection et restauration des milieux aquatiques – actions territorialisées » CPIER – Plan Seine

Décide d'attribuer au profit du maître d'ouvrage pour l'opération désignée dans l'annexe 2, une subvention régionale dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de 12 039 €.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 12 039 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme PR 71 009 (4 71 009) « Actions territorialisées » - Action 4 71 009 033 « Protection et restauration des milieux aquatiques – Actions territorialisées » - du budget 2017.

Axe de territorialité : CPIER 2015-2020 – Plan Seine et Vallée de la Seine (S) – Gestion de l'espace et développement durable (S3) – Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques (S35) - Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques (S3501)

Subordonne le versement de ces subventions d'un montant supérieur à 23.000 € à la signature de conventions conformes au modèle-type voté à la CP 16-313 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 : «Protection et restauration des milieux aquatiques – actions territorialisées » CPER

Décide d'attribuer au profit des maîtres d'ouvrage pour les opérations désignées dans l'annexe 2, des subventions régionales dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de 72 186 €.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 72 186 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme PR 71 009 (4 71 009) « Actions territorialisées » - Action 4 71 009 033 « Protection et restauration des milieux aquatiques – Actions territorialisées » - du budget 2017.

Cette affectation relève du Contrat de plan 2015-2020 - volet 3 « Transition écologique et énergétique » - sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources » - action 333 « Restauration des milieux ».

Subordonne le versement de ces subventions d'un montant supérieur à 23.000 € à la signature de conventions conformes au modèle-type voté à la CP 16-313 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 3 : «Protection et restauration des milieux aquatiques – actions territorialisées » Hors CPER

Décide d'attribuer au profit des maîtres d'ouvrage pour les opérations désignées dans l'annexe 2, des subventions régionales dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de 36 834 €.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 36 834 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71 009 (1 71 009) « Actions territorialisées » - Action 1 71 009 03 « Protection et restauration des milieux aquatiques – Actions territorialisées » - du budget 2017.

Subordonne le versement de ces subventions d'un montant supérieur à 23.000 € à la signature de conventions conformes au modèle-type voté à la CP 16-313 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 4 : « Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements » Hors CPER

Décide d'attribuer au profit du maître d'ouvrage pour l'opération désignée dans l'annexe 2, une subvention régionale dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable du projet, pour un montant total de 299 985 €.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 299 985 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 74 « politique de l'Eau » programme HP 74 001 (1 74 001) « prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements » - Action 1 74 001 01 « Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements » – du budget 2017.

Subordonne le versement de ces subventions d'un montant supérieur à 23.000 € à la signature de conventions conformes au modèle-type voté à la CP 16-313 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 : Animation des contrats de bassin

Décide d'attribuer au profit du maître d'ouvrage pour les projets désignés en annexe 2 une subvention régionale dont le montant est déterminé par l'application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable, soit un montant maximum prévisionnel de 46 507.44 €.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisation d'engagement de 46 507.44 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'eau » programme HP 74 005 (1 74 005) « soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau », action 1 74 005 04 « animation des contrats de bassin» - du budget 2017.

Article 6 : Dérogation

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-dessous, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

		Dossier	Bénéficiaire	Dossier (1)	Date prévisionnelle de démarrage
907					
	71	17000450	COMMUNE DE PALAISEAU	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE PALAISEAU	01/01/2017
	71	17002429	ASSOCIATION ESPACES	PUTEAUX : RESTAURATION DE BERGES SUR L'ILE DE PUTEAUX (PARC LEBAUDY)	01/01/2017
	71	17002431	ASSOCIATION ESPACES	RESTAURATION DE BERGES DE RUS ET ETANGS A MARNE LA COQUETTE ET A VILLE D'AVRAY	01/01/2017
	71	17002497	COMMUNE D'ETAMPES	REALISATION DU DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE DES ZONES HUMIDES SITUEES SUR LA COMMUNE D'ETAMPES	01/02/2017
	74	16015877	PLAINE COMMUNE DEVELOPPEMENT	DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE DES RUISSELLEMENTS DANS L'ECO-QUARTIER DE L'ILE SAINT-DENIS, SECTEUR "PRINTEMPS"	16/11/2016
937					
	74	17002432	ASSOCIATION ESPACES	ANIMATION 2017 DU CONTRAT DE BASSIN PLAINE ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE	01/01/2017
	74	17002434	ASSOCIATION ESPACES	ANIMATION 2017 ZERO PHYTO SUR LE CONTRAT DE BASSIN PLAINE ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE	01/01/2017

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-099	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100903 - Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	17000152 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MAISON-ROUGE			
Bénéficiaire	R769 - COMMUNE DE MAISON ROUGE			
Localisation	MAISON-ROUGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	567,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 890,00 €	HT	30 %	567,00 €	

Dossier	17000155 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE GIF-SUR-YVETTE			
Bénéficiaire	R1121 - COMMUNE DE GIF SUR YVETTE			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 450,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 250,00 €	HT	20 %	2 450,00 €	

Dossier	17000266 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE FONTAINS			
Bénéficiaire	R402 - COMMUNE DE FONTAINS			
Localisation	FONTAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	240,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800,00 €	HT	30 %	240,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-099	Budget	2017

Dossier	17000342 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE D'OZOUER-LE-VOULGIS			
Bénéficiaire	R1493 - COMMUNE D'OZOUER LE VOULGIS			
Localisation	OZOUER-LE-VOULGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 050,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	HT	30 %	1 050,00 €	

Dossier	17000440 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE BREUILLET			
Bénéficiaire	R1074 - COMMUNE DE BREUILLET			
Localisation	BREUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	30 %	9 000,00 €	

Dossier	17000442 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SERVON			
Bénéficiaire	R922 - COMMUNE DE SERVON			
Localisation	SERVON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	567,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 890,00 €	HT	30 %	567,00 €	

Dossier	17000448 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE BRIIS-SOUS-FORGES			
Bénéficiaire	R1077 - COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES			
Localisation	BRIIS-SOUS-FORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 020,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 400,00 €	HT	30 %	4 020,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-099	Budget	2017

Dossier	17000450 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE PALAISEAU			
Bénéficiaire	R1180 - COMMUNE DE PALAISEAU			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	30 %	9 000,00 €	

Dossier	17002497 - REALISATION DU DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE DES ZONES HUMIDES SITUEES SUR LA COMMUNE D'ETAMPES			
Bénéficiaire	R1112 - COMMUNE D'ETAMPES			
Localisation	ETAMPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 940,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 700,00 €	HT	20 %	9 940,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	36 834,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100903	36 834,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**174001 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements**
Action	**17400101 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	16015877 - DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE DES RUISSELLEMENTS DANS L'ECO-QUARTIER DE L'ILE SAINT-DENIS, SECTEUR "PRINTEMPS"			
Bénéficiaire	R24827 - PLAINE COMMUNE DEVELOPPEMENT			
Localisation	L'ILE-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	299 985,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 050 000,00 €	HT	28,57 %	299 985,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	299 985,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-099	Budget	2017

Total sur l'imputation 907 - 74 - 174001 - 17400101	299 985,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**174005 - Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau**
Action	**17400504 - Animation des contrats de bassin**

Dispositif : N° 00000225 - Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique

Dossier	17002432 - ANIMATION 2017 DU CONTRAT DE BASSIN PLAINE ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 557,44 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
83 200,00 €	HT	31,92 %	26 557,44 €	

Dossier	17002434 - ANIMATION 2017 ZERO PHYTO SUR LE CONTRAT DE BASSIN PLAINE ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 950,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 500,00 €	HT	30 %	19 950,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000225 - Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €

Total sur l'imputation 937 - 74 - 174005 - 17400504	46 507,44 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009033 - Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-099	Budget	2017

Dossier	17000339 - CHAMPAGNE-SUR-SEINE : ETUDE PRE-OPERATIONNELLE POUR LA CONTINUITE ECOLOGIQUE DES BERGES DE SEINE A L'OCCASION DE L'EURO-VELOROUTE				
Bénéficiaire	R306 - COMMUNE DE CHAMPAGNE SUR SEINE				
Localisation	CHAMPAGNE-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux - Hors CPRD				
Montant total	27 000,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	HT		30 %	27 000,00 €	

Dossier	17002431 - RESTAURATION DE BERGES DE RUS ET ETANGS A MARNE LA COQUETTE ET A VILLE D'AVRAY				
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux - Hors CPRD				
Montant total	45 186,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 620,00 €	HT		30 %	45 186,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	72 186,00 €

Dispositif : N° 00000223 - Projet interrégional Seine CPIER

Dossier	17002429 - PUTEAUX : RESTAURATION DE BERGES SUR L'ILE DE PUTEAUX (PARC LEBAUDY)				
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES				
Localisation	PUTEAUX				
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques - Hors CPRD				
Montant total	12 039,00 €			Code nature	20423
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 130,00 €	HT		30 %	12 039,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000223 - Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009033	84 225,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000152

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MAISON-ROUGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	1 890,00 €	30,00 %	567,00 €
	Montant Total de la subvention		567,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAISON ROUGE
Adresse administrative : MAIRIE
77370 MAISON-ROUGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PIERRE CAUMARTIN, Maire

N° SIRET : 21770272900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif du projet est la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires pour atteindre le zéro phyto sur la voirie en 2017.

Description :
Pour ce faire, la commune sollicite une aide pour l'acquisition d'un désherbeur thermique.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- MAISON-ROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUR THERMIQUE	1 890,00	100,00%
EQUIPEMENTS NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	1 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	567,00	30,00%
REGION	567,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS	756,00	40,00%
Total	1 890,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	567,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	11 000,00 €
	Montant total	11 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000155

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE GIF-SUR-YVETTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	12 250,00 €	20,00 %	2 450,00 €
	Montant Total de la subvention		2 450,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GIF SUR YVETTE
Adresse administrative : 9 SQUARE DE LA MAIRIE
91190 GIF-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel BOURNAT, Maire

N° SIRET : 21910272000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2007, la collectivité s'est engagée sous l'égide du SIAVHY (Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique de la Vallée de l'Yvette), dans le programme d'action Phyt'Eaux Cité visant la réduction de l'usage des produits phytosanitaires vers le « Zéro phyto ». Un plan de gestion différenciée a été mis en place sur la commune. De 2010 à 2015 la collectivité a diminué de 68 % le volume de produits phytosanitaires employés. La collectivité souhaite s'engager plus durablement vers le « Zéro Phyto » et pour se faire souhaite acquérir des matériels adaptés à ses besoins spécifiques pour l'entretien des surfaces pavées et des voiries.

Description :
Pour remplir ses objectifs, la commune souhaite s'équiper d'un matériel alternatif à l'usage des phytosanitaires et au binage manuel, soit l'acquisition d'une désherbeuse mécanique avec deux brosses de 62 et 75 cm.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUSE MECANIQUE	12 250,00	100,00%
EQUIPEMENTS NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	12 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	3 675,00	30,00%
REGION	2 450,00	20,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	6 125,00	50,00%
Total	12 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	650 585,75 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	27 469,30 €
	Montant total	678 055,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000266

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE FONTAINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	800,00 €	30,00 %	240,00 €
	Montant Total de la subvention		240,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINS
Adresse administrative : RUE GRELOTTERIE
77370 FONTAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier BALDY, Maire

N° SIRET : 21770190300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Fontains s'est engagée volontairement dans une démarche de réduction de l'usage de produits phytosanitaires sur les espaces communaux (espaces verts, voiries, cimetière...) avec l'appui de l'association AQUI'Brie.

Description :
Afin de poursuivre cette démarche, la commune souhaite acquérir une désherbeuse mécanique.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- FONTAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUSE MECANIQUE	800,00	100,00%
EQUIPEMENTS NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	240,00	30,00%
REGION	240,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS	320,00	40,00%
Total	800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	240,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	3 147,00 €
2015	Contrats ruraux	21 268,13 €
	Montant total	24 415,13 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000339

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CHAMPAGNE-SUR-SEINE : ETUDE PRE-OPERATIONNELLE POUR LA CONTINUITE ECOLOGIQUE DES BERGES DE SEINE A L'OCCASION DE L'EURO-VELOROUTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	90 000,00 €	30,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-471009-200
471009033- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE SUR SEINE
Adresse administrative : 149 RUE GRANDE
77430 CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel GONORD, Maire

N° SIRET : 21770079800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Etudier la faisabilité puis établir un programme global d'actions en vue du rétablissement de la continuité écologique des berges de Seine à Champagne-sur-Seine à l'occasion de l'arrivée de l'euro-véloroute n°3.

Description :
L'euro-véloroute n°3 doit relier la Norvège à Saint-Jacques de Compostelle en Espagne en passant par la France, et notamment Champagne-sur-Seine où elle longera le Seine. La commune qui mène une démarche de requalification de ses berges souhaite saisir cette occasion pour mener, là où elles sont possibles, des opérations de renaturation afin de reconstituer le corridor écologique lié aux berges.
Sont donc prévues :
Les études préalables de cadrage :

- recueil des études existantes et synthèse de leurs préconisations ;
- diagnostic de terrain sur le linéaire des bords de Seine à Champagne-sur-Seine afin de déterminer les points noirs, les espaces à retravailler… ;
- étude faune/flore sur l'ensemble du linéaire non investigué pour déterminer les enjeux associés ;
- levés topographiques là où ils sont manquants ;
- état foncier.

L'établissement d'un programme global :
- esquisse - programme des actions de renaturation à l'occasion de l'euro-véloroute, en fonction également des synergies possibles avec les autres projets de la ville ;
- estimation financière ;
- détermination des périmètres d'intervention des deux futures maitrises d'œuvre (renaturation – euro-véloroute) ;
- évaluation des dossiers et autorisations à obtenir pour mener à bien les deux projets et assistance à l'élaboration des cahiers des charges ;
- proposition de phasage : programme pluriannuel d'actions

La mise au point du marché de maitrise d'œuvre et l'assistance au choix du maitre d'œuvre pour l'élaboration du projet.

Intérêt régional : - SCRCE : continuité écologique des berges de Seine
- CPER

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDE PREVISIONNELLE	90 000,00	100,00%
ETUDE NON RETENUE	0,00	0,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	27 000,00	30,00%
REGION	27 000,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	36 000,00	40,00%
Total	90 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	9 000,00 €
2019	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	42 500,00 €
	Montant total	42 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000342

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE D'OZOUER-LE-VOULGIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	3 500,00 €	30,00 %	1 050,00 €
	Montant Total de la subvention		1 050,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OZOUER LE VOULGIS
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE - BP 6
77390 OZOUER-LE-VOULGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas GUILLEN, Maire

N° SIRET : 21770352900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cette demande de subvention fait suite à la signature par la commune de la charte du Champigny, pour la mise en oeuvre de la suppression de produits phytosanitaires dans l'entretien des espaces publics.

Description :
La commune souhaite acquérir un désherbeur mécanique.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- OZOUER-LE-VOULGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUR MECANIQUE	3 500,00	100,00%
EQUIPEMENTS NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	3 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	1 050,00	30,00%
REGION	1 050,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS	1 400,00	40,00%
Total	3 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 050,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	48 427,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	42 000,00 €
	Montant total	90 427,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000440

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE BREUILLET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	30 000,00 €	30,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard SPROTTI, Maire

N° SIRET : 21910105200112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2008, la collectivité s'est engagée dans le programme d'action Phyt'Eaux Cité visant la réduction de l'usage des produits phytosanitaires vers le « Zéro phyto » et la mise en place d'un plan de gestion différenciée des espaces communaux. La collectivité bénéficie d'un plan de gestion depuis 2010 et a depuis cette date réduit de plus de 80 % les surfaces traitées. La collectivité souhaite s'engager plus durablement vers le « Zéro Phyto » en « arrêtant sur le territoire communal l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre de campagne de désherbage » (Cf délibération du 13/06/2016).

Description :
Pour remplir ses objectifs, la commune souhaite s'équiper d'un matériel alternatif à l'usage des phytosanitaires et au binage manuel, soit l'acquisition d'une désherbeuse à eau chaude munie d'un réservoir de 600 l.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.
Cette aide tient compte des montants plafond de l'AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUSE A EAU CHAUDE	30 000,00	96,60%
EQUIPEMENTS NON RETENUS (PLAFOND AESN)	1 055,00	3,40%
Total	31 055,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	10 055,00	32,38%
REGION	9 000,00	28,98%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	12 000,00	38,64%
Total	31 055,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	5 228,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	E-administration	12 728,00 €

	Montant total	187 728,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000442

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SERVON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	1 890,00 €	30,00 %	567,00 €
	Montant Total de la subvention		567,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SERVON
Adresse administrative : MAIRIE
77170 SERVON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique STABILE, Maire

N° SIRET : 21770450100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Servon s'est engagée dans une démarche de réduction de l'usage des produits phytosanitaires, et a signé la charte du Champigny.

Description :
Dans la continuité de la préservation de l'environnement, la commune souhaite faire l'acquisition d'un désherbeur thermique.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- SERVON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUR THERMIQUE	1 890,00	100,00%
EQUIPEMENTS NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	1 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	567,00	30,00%
REGION	567,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	756,00	40,00%
Total	1 890,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	567,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	1 532,00 €
	Montant total	1 532,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000448

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE BRIIS-SOUS-FORGES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	13 400,00 €	30,00 %	4 020,00 €
	Montant Total de la subvention		4 020,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRIIS SOUS FORGES
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
91640 BRIIS-SOUS-FORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard VERA, Maire

N° SIRET : 21910111000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La collectivité s'est engagée dans le programme d'action Phyt'Eaux Cité visant la réduction de l'usage des produits phytosanitaires vers le « Zéro phyto » et la mise en place d'un plan de gestion différenciée des espaces communaux. La collectivité a bénéficié de sessions de formation des agents et des Elus et d'un plan de gestion. La collectivité souhaite s'engager plus durablement vers le « Zéro Phyto » et dans un premier temps arrêter l'usage de produits phytosanitaires sur 4 sites pilotes (hameau de Launay, le jardin public, l'espace vert rue division Leclerc, le quartier des écoles).

Description :
Pour remplir ses objectifs, la commune souhaite s'équiper de matériels alternatifs à l'usage des phytosanitaires et au binage manuel, soit l'acquisition :
• d'un porte outil avec brosse de désherbage pour les surfaces imperméabilisées
• d'un désherbeur mécanique pour les surfaces perméables

• une débroussailleuse avec lame réciproque (évite les projections de graviers).

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- BRIIS-SOUS-FORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PORTE OUTIL AVEC BROSSE	8 330,00	62,16%
DESHERBEUR MECANIQUE	4 430,00	33,06%
DEBROUSSAILLEUSE	640,00	4,78%
EQUIPEMENTS NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	13 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	4 020,00	30,00%
REGION	4 020,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	5 360,00	40,00%
Total	13 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 020,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	88 478,96 €
2015	Contrats régionaux	316 547,60 €

2015	Jardins solidaires en Ile de France	5 947,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	182 013,00 €
	Montant total	504 507,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000450

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE PALAISEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	30 000,00 €	30,00 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PALAISEAU
Adresse administrative : 91 RUE DE PARIS
91125 PALAISEAU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Grégoire de LASTEYRIE, Maire

N° SIRET : 21910477500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, pour respecter l'objectif « zéro phyto » dès le premier janvier 2017.

Objectifs :
La commune s'étend sur 1150 ha et dispose de nombreux espaces verts. La collectivité est engagée dans le programme d'action Phyt'Eaux Cité visant la réduction de l'usage des produits phytosanitaires vers le « Zéro phyto ». Depuis 2013 la collectivité a mis en place différentes techniques visant à une réduction de l'usage des phytosanitaires. Avec son plan de gestion différenciée des espaces communaux, elle souhaite atteindre le « Zéro Phyto » dès 2017 sur tout son territoire, y compris le cimetière et les installations sportives.

Description :
Pour remplir ses objectifs, la commune souhaite s'équiper d'un matériel alternatif à l'usage des phytosanitaires et au binage manuel, soit l'acquisition d'un véhicule électrique de désherbage thermique

à eau chaude efficace pour tout type d'espace et de supports (allée pavées ou gravillonnées, sentiers, massifs, cimetière, etc …).

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.
Cette aide tient compte des montants plafond de l'AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHERBEUR THERMIQUE	30 000,00	56,82%
EQUIPEMENTS NON RETENUS (PLAFOND AESN)	22 800,00	43,18%
Total	52 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	31 800,00	60,23%
REGION	9 000,00	17,05%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	12 000,00	22,73%
Total	52 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	650 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	22 651,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	27 779,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	2 695,46 €

	Montant total	686 680,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002497

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REALISATION DU DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE DES ZONES HUMIDES SITUEES SUR LA COMMUNE D'ETAMPES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	49 700,00 €	20,00 %	9 940,00 €
	Montant Total de la subvention		9 940,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck MARLIN, Député-maire

N° SIRET : 21910223300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les inventaires liés aux populations d'amphibiens doivent commencer dès février.

Objectifs :
La commune révise actuellement son Plan Local d'Urbanisme.
Elle souhaite établir une synergie entre l'aménagement du territoire et la préservation des milieux humides, en les intégrant aux documents d'urbanisme.

Description :
L'étude est à mener sur l'ensemble du territoire communal (superficie estimée 261 ha d'espaces humides) et consiste à :
• Identifier et cartographier les zones humides d'Etampes, selon la méthode définie dans le cahier des charges.
• Améliorer les connaissances écologiques des zones humides de la commune.

• Elaborer l'inventaire du patrimoine naturel (faune, flore, habitats) des zones humides de la commune.
• Caractériser l'état de dégradation et de fonctionnement des zones humides (lien avec le réseau hydrographique,…).
• Evaluer l'intérêt écologique des zones humides du territoire communal et hiérarchiser leur intérêt écologique.
• Identifier les menaces et pressions pesant sur ces zones humides.
• Mettre en évidence les enjeux de conservation.
• Hiérarchiser et prioriser les actions portant sur les zones humides, à partir des informations collectées lors de la caractérisation. Le prestataire définira la méthodologie et les critères de hiérarchisation, qui permettront de classer les sites, en concertation avec le comité de pilotage.
• Proposer des mesures de gestion, de restauration et de protection sur les différents sites, à partir notamment de l'identification des enjeux et des pressions.

Intérêt régional : Mise en oeuvre du SRCE.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRESTATIONS D'ETUDES ET CONDUITE DE REUNIONS	40 200,00	79,84%
REDACTION DU RAPPORT ET FRAIS DE REPRODUCTION	9 500,00	18,87%
NON RETENU : ASSIETTE DEPARTEMENT 91	650,00	1,29%
Total	50 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	15 105,00	30,00%
REGION	9 940,00	19,74%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	25 305,00	50,26%
Total	50 350,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €
2018	3 000,00 €
2019	3 940,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 440,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	4 500,00 €
2014	Soutien aux acteurs associatifs à ancrage territorial (S3AT) - Appel à projets services et usages numériques - Fonctionnement	1 025,90 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	20 193,30 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	38 772,11 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	3 321,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	42 792,00 €
	Montant total	122 018,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002431

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESTAURATION DE BERGES DE RUS ET ETANGS A MARNE LA COQUETTE ET A VILLE D'AVRAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	150 620,00 €	30,00 %	45 186,00 €
	Montant Total de la subvention		45 186,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20422-471009-200
471009033- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux sont à réaliser avant la saison de végétation.

Objectifs :
Reconstituer 155 m de berges végétales : 30 m le long du canal d'alimentation de l'étang de Villeneuve à Marne-la-Coquette, 50 m au nord de cet étang, et 75 m à l'ouest et au nord des étangs de Ville d'Avray.

Description :
Plusieurs types de travaux sont prévus :
- Canal d'alimentation de l'étang de Villeneuve : la fréquentation intense du secteur a dégradé la berge nord du canal qui se trouve érodée et en grande partie à nu, avec un profil en marche d'escalier. Sont prévus : le reprofilage de la berge, la suppression des niches d'affouillement, la reprise du pied de berges en banquette d'hélophytes après constitution d'une assise de graviers. Un balisage empêchera les

promeneurs de longer de trop près la berge.
- Berge nord de l'étang : le constat est identique et le même type de traitement est prévu sur 50 m
- Berges des étangs de Ville d'Avray : ces berges sont maintenues par des planches de bois jointives enfoncées verticalement (tunage), qui se sont dégradées ; de plus une telle technique empêche les échanges entre la terre et l'eau, essentiels au cordon écologique des berges. Après le démontage du tunage, diverses techniques complémentaires de génie végétal seront employées pour restaurer et maintenir durablement la berge tout en créant un milieu favorable à la faune de ce type de berges, notamment les amphibiens et les libellules : suppression de la verticalité de la berge et reconstitution d'un profil, implantation d'une banquette d'hélophytes maintenue par des pieux morts en châtaigner, ensemencement de toute la zone travaillée avec un mélange typique des milieux rivulaires, recul du cheminement pour protéger la berge de la fréquentation. Sont concernées 35 m de la berge nord de l'étang neuf et 40 m de la berge ouest du Vieil étang.

Ces travaux sont réalisés en régie par le Maître d'ouvrage.

Intérêt régional : - Restauration et valorisation des milieux aquatiques et humides du territoire régional ;
- Dans le cadre du SRCE, amélioration écologique de cet ensemble qui correspond pour l'étang de Villeneuve au tracé du rû de Vaucresson, et pour les étangs de Ville d'Avray à la reconstitution d'un milieu humide propice notamment aux amphibiens qui en fréquentent les rigoles d'alimentation.
- CPER Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- VILLE-D'AVRAY
- MARNES-LA-COQUETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PERSONNEL	93 400,00	62,01%
ACHATS ET SERVICES EXTERIEURS	12 454,00	8,27%
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, IMPOTS ET TAXES, CHARGES FIXES AFFECTEE AUX ACTIONS	44 766,00	29,72%
TRAVAUX NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	150 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	45 186,00	30,00%
REGION	45 186,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	60 248,00	40,00%
Total	150 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	15 000,00 €
2019	20 186,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
	Montant total	1 592 909,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002429

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PUTEAUX : RESTAURATION DE BERGES SUR L'ILE DE PUTEAUX (PARC LEBAUDY)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projet interrégional Seine CPIER	40 130,00 €	30,00 %	12 039,00 €
	Montant Total de la subvention		12 039,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20423-471009-200
471009033- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet interrégional Seine CPIER
Rapport Cadre : CR76-15 du 24/09/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux sont à réaliser avant la saison de végétation.

Objectifs :
Réhabiliter 35 m de berges de Seine en améliorant leur richesse écologique.

Description :
Le secteur à traiter couvre 35 m et se trouve côté petit bras de Seine, entre le pont de Puteaux et le pont de Neuilly. La berge actuelle est un talus vertical dégradé, en aval direct de l'écluse de Suresnes et donc soumise à une forte érosion (recul de 2m environ). La végétation présente est à caractère ornemental et sans lien particulier avec la Seine (robiniers faux-acacia, marronniers, pelouse). L'intervention vise à stabiliser la berge et à implanter une végétation adaptée au bord de Seine.
Sont prévus : l'abattage et le déssouchage de la végétation en place, la reconstitution de la berge et son reprofilage par adoucissement de la pente, la reprise du pied de berge par une banquette d'hélophytes

(boudin de graviers et de terre maintenus par un géotextile dégradable, ensemencé de plantes de type roseaux et fixé par des pieux de bois mort), et l'ensemencement du talus par une végétation adaptée.

Ces travaux sont réalisés en régie par le Maître d'ouvrage.

Intérêt régional : - Restauration et valorisation des milieux aquatiques et humides du territoire régional.
- SRCE (restauration du corridor écologique des berges de Seine)
- CPIER Vallée de la Seine

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Gestion des berges de la Seine et continuités écologiques

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PERSONNEL	24 771,00	61,73%
ACHATS ET SERVICES EXTERIEURS	3 718,00	9,26%
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, IMPOTS ET TAXES, CHARGES FIXES AFFECTEE AUX ACTIONS	11 641,00	29,01%
TRAVAUX NON RETENUS	0,00	0,00%
Total	40 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	12 039,00	30,00%
REGION	12 039,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	16 052,00	40,00%
Total	40 130,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €
2018	5 000,00 €
2019	2 039,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
	Montant total	1 592 909,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015877

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE DES RUISSELLEMENTS DANS L'ECO-QUARTIER DE L'ILE SAINT-DENIS, SECTEUR "PRINTEMPS"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	1 050 000,00 €	28,57 %	299 985,00 €
	Montant Total de la subvention		299 985,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-20422-174001-200
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE DEVELOPPEMENT
Adresse administrative : 17-19 AV DE LA METALLURGIE
93210 ST DENIS LA PLAINE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Patrick BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 38166692400034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, la commune ayant reçu l'avis des autres financeurs, elle souhaite lancer son opération au plus tôt.

Objectifs :
Constitution d'une trame verte et bleue pour la gestion alternative des eaux pluviales, amélioration du cadre de vie.

Description :
L'éco-quartier de l'île Saint-Denis, secteur « Printemps », va être édifié en partie en lieu et place des anciens entrepôts de ce magasin ; conformément aux premières orientations du plan vert, il en résulte une forte désimperméabilisation des terrains (30% de pleine terre), favorable à la maîtrise des ruissellements, à l'infiltration naturelle et à la trame verte et bleue. De plus, le parti retenu est celui d'un écoulement superficiel permettant la constitution d'une trame verte et bleue, selon les principes suivants :

- écoulement gravitaire suivant la pente naturelle des sols ;
- cheminement de l'eau visible depuis sa collecte par caniveaux ou noues jusqu'aux exutoires en Seine (aucune rétention enterrée) ;
- participation à la biodiversité et au cadre de vie ;
- connexion naturelle à la Seine par des micro-vallons situés à l'aval des noues et bassins et s'ouvrant sur les berges.

La circulation des eaux s'établit comme suit : elles rejoignent par caniveaux des jardins filtrants qui alimentent eux-mêmes des bassins d'agrément (dits « bassins amonts ») ; ceux-ci se déversent dans des bassins secs de rétention situés dans les micros-vallons permettant le rejet en Seine après rétention et à débit limité. Pour certains espaces publics, des fossés et noues plantés servent directement à la rétention des eaux et à leur filtration avant rejet en Seine.

Sont prévus, outre les parties en dur qui ne font pas l'objet de la présente subvention (caniveaux, ouvrages de franchissement et bassins d'agréments) :
- les décaissements pour assurer l'écoulement gravitaire de l'eau et la réalisation des noues et fossés, des bassins secs et des micro-vallons à connecter aux berges, elles-mêmes abaissées dans le cadre de la renaturation des berges du petit bras de Seine
- les travaux de modelé de terrain associés et les évacuations des volumes excédentaires ;
- la mise en place des jardins filtrants (substrat sableux planté de roseaux) et les travaux de plantation ;
- la mise en place de petits murets pour la rétention des eaux pluviales dans les bassins secs avant qu'elles ne rejoignent la Seine en traversant les micro-vallons.

Intérêt régional : Mise en place d'une trame verte et bleue locale connectée à la trame d'intérêt régional des berges de Seine ; désimperméabilisation et création d'espaces plantés ; maîtrise à la source des ruissellements d'eau pluviale ;

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Conformément au réglement d'intervention voté, le montant de la subvention étant plafonné à 300 000 €, le taux d'intervention est réduit en conséquence passant ainsi de 30% à 28.57%.

Localisation géographique :
- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TERRASSEMENTS	682 000,00	54,56%
MAÇONNERIES	278 000,00	22,24%
PLANTATIONS	90 000,00	7,20%
TRAVAUX NON RETENUS	200 000,00	16,00%
Total	1 250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	530 015,00	42,40%
REGION	299 985,00	24,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	420 000,00	33,60%
Total	1 250 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	100 000,00 €
2019	99 985,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	273 420,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	714 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	38 890,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	514 280,00 €
	Montant total	1 540 590,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002432

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ANIMATION 2017 DU CONTRAT DE BASSIN PLAINE ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	83 200,00 €	31,92 %	26 557,44 €
	Montant Total de la subvention		26 557,44 €

Imputation budgétaire : 937-74-6574-174005-200
17400504- Animation des contrats de bassin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute chaque année au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Objectifs :
Favoriser l'émergence des actions prévues au contrat Plaine et Coteaux de la Seine Centrale Urbaine. Mener certaines actions structurantes spécifiques. Assurer la gestion du contrat.

Description :
- Emergence des actions prévues au contrat Plaine et Coteaux de la Seine Centrale Urbaine : rencontres avec les maîtres d'ouvrage, animation de groupe de travail ; suivi et bilan des opérations pour un recueil de fiches à la mi-parcours du contrat ;
- Actions spécifiques : suivi de l'étude de réouverture du ru de Buzot, formation et sensibilisation des collectivités et aménageurs à la gestion des eaux pluviales à parcelle et sur l'intégration de la trame Verte

et Bleue, communication sur les bonnes pratiques et animation du site internet seine-centrale-urbaine.org, organisation de visites de terrain, veille technique et réglementaire ;
- Gérer le contrat : tenue des indicateurs et mise à jour du tableau de bord, réalisation du rapport d'activité, organisation des comités de pilotage et technique, comptes-rendus divers.

Intérêt régional : Contrat plaine et coteaux de la Seine centrale urbaine ayant vocation à devenir un contrat Trame Verte et Bleue

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : FINANCEMENT DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	52 500,00	63,10%
PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES	1 500,00	1,80%
POSTE, TELECOM MISSION ET DIVERS	4 500,00	5,41%
IMPOTS ET TAXES	5 500,00	6,61%
CHARGES FIXES AFFECTEES A L'ACTION	19 200,00	23,08%
ANIMATION NON RETENUE	0,00	0,00%
Total	83 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	16 642,56	20,00%
REGION	26 557,44	31,92%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	40 000,00	48,08%
Total	83 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 934,46 €
2018	10 622,98 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
	Montant total	1 592 909,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002434

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ANIMATION 2017 ZERO PHYTO SUR LE CONTRAT DE BASSIN PLAINE ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	66 500,00 €	30,00 %	19 950,00 €
	Montant Total de la subvention		19 950,00 €

Imputation budgétaire : 937-74-6574-174005-200
17400504- Animation des contrats de bassin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique
Rapport Cadre : CR103-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute chaque année au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Objectifs :
Assurer les animations et sensibilisations auprès des signataires du contrat de bassin en vue de les amener à supprimer l'utilisation des produits phytosanitaires dans leur territoire, à savoir : assurer une animation directe pour les communes membres du SEDIF et pour les acteurs économiques ; coordonner les animations pour les autres communes dont les distributeurs d'eaux font l'animation eux-mêmes.

Description :
Le contrat "Plaines et Coteaux de la Seine centrale urbaine" stipule à la demande de la Région que doit émerger avant la mi-contrat (fin 2016) un réseau pour l'accompagnement des collectivités pour la suppression des produits phytosanitaires.

Cette structure est aujourd'hui en place. L'organisation est la suivante :
- Espaces s'occupe de la coordination pour l'ensemble du territoire du contrat de bassin et de l'animation directe de la partie de ce territoire dont les communes sont adhérentes du SEDIF (Syndicat des eaux d'île-de-France), ainsi que des acteurs privés.
- les distributeurs d'eau autres que le SEDIF (essentiellement : le Syndicat de la Presqu'ile de Gennevilliers -SEPG, la Lyonnaise des eaux et le Syndicat Mixte pour la Gestion du Service des Eaux de Versailles et Saint-Cloud – SMGSEVESC), assurent l'animation directe de leurs communes membres.
- enfin la Ville de Paris est déjà en zéro-phyto pour les espaces ordinaires ; un appui est proposé par l'Association Espaces concernant les espaces à contraintes, cimetières notamment.

Les actions prévues pour 2017 sont :
- la coordination des animations menées par les distributeurs d'eau : animation des groupes de travail, formation aux outils du contrat de bassin des techniciens recrutés par le SEPG, le SMGSEVESC et Suez environnement ;
- un bilan de l'avancée de la démarche ;
- informer les acteurs du territoire des nouvelles techniques et actualités ; plusieurs ateliers seront organisés sur la gestion diférenciée, les espaces à contraintes, les nouvelles techniques, etc... ;
- au moins trois demi-journées techniques seront organisées sur au moins trois points du territoire (vraisemblablement quatre) avec démonstrations de matériel suivies de tables rondes regroupant élus, agents techniques, spécialistes ;
- au titre de l'animation directe des communes du SEDIF et des acteurs économiques : l'identification de l'état initial de la démarche zéro-phyto des communes demandeuses ; l'information préalable et la rencontre des collectivités par groupes, l'information et sensibilisation concernant les services municipaux et les populations ; l'organisation, validation et suivi des audits des pratiques d'application des produits phytosanitaires et des plans de gestion et de formation afférents.

Intérêt régional : Animation de la démarche zéro-phyto pour la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : FINANCEMENT DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES DE PERSONNEL	41 700,00	62,71%
PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES	1 500,00	2,26%
POSTE, TELECOM, MISSION ET DIVERS	5 500,00	8,27%
IMPOTS ET TAXES	2 800,00	4,21%
CHARGES FIXES AFFECTEES A L'ACTION	15 000,00	22,56%
ANIMATION NON RETENUE	0,00	0,00%
Total	66 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	13 300,00	20,00%
REGION	19 950,00	30,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	33 250,00	50,00%
Total	66 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 970,00 €
2018	7 980,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
	Montant total	1 592 909,88 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-100

Du 8 Mars 2017

POLITIQUE ENERGIE-CLIMAT – DEUXIEME AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'environnement ;
VU Le Code de l'énergie ;
VU La loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notammnent son article 188.1 ;
VU La délibération CR 55-10 du 30 septembre 2010 relative à la politique énergie-climat ;
VU La délibération CR 43-11 du 23 juin 2011 approuvant le Plan Régional pour le Climat ;
VU La délibération CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) .
VU La délibération CR 46-12 du 23 novembre 2012 relative à la politique énergie-climat en route vers la transition énergétique ;
VU La délibération CR 88-13 du 22 novembre 2013 relative au renforcement des mesures en faveur de l'efficacité énergétique et de lutte contre la précarité énergétique et sociale dans les politiques régionales en faveur du logement et énergie-climat ;
VU La délibération CR 16-14 du 13 février 2014 relative à la stratégie de développement de la méthanisation en Ile de France ;
VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Plan Seine ;
VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
VU La délibération CR 171-16 du 21 novembre 2016 « Protocole de collaboration entre la Région Ile-de-France, les services déconcentrés de l'État et la Direction régionale de l'ADEME : élaboration et mise en oeuvre du Programme Régional pour l'Efficacité Énergétique (PREE) / abrogation du dispositif d'aide aux propriétaires particuliers » ;
VU La délibération CP 15-117 du 29 janvier 2015 approuvant la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique développement rural dans la région Île-de-France ;
VU La délibération CP 16-162 du 15 juin 2016 relative à l'approbation de nouvelles conventions types dans le secteur de l'énergie ;
VU La délibération CP 16-288 du 12 juillet 2016 relative à l'approbation de la nouvelle convention type dans le secteur de l'énergie pour les opération réalisées en Délégation de Service Public ;
VU Le budget 2017 de la Région Ile-de-France ;
VU Le rapport CP 2017-100 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif « Politique Energie-Climat » au financement des projets détailles en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **2 692 612 €**.

Subordonne le versement des subventions des opérations réalisées en délégation de service public à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération CP 14-438 du 24 septembre 2014, ajustée par délibération CP 16-288 du 12 juillet 2016.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 €, à la conclusion de conventions conformes aux modèles types adoptés par délibération CP 16-162 du 15 juin 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **200 782 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Politique énergie », action 17500105 « Efficacité énergétique », du budget 2017 décomposée comme suit :

SUBVENTIONS aux MAITRISES D'OEUVRE			
Description	**Investissement HT (€)**	**Subvention régionale**	
		Taux	**Montant (€)**
DEPARTEMENT 75			
SDC 24 RUE COTENTIN 75015 PARIS - MT HABITAT - MOE	94 500	50 %	47 250,00
DEPARTEMENT 91			
SDC 29 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY-MAZARIN - CABINET DEBAYLE - MOE	18 226	50 %	9 113,00
SDC 30 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY MAZARIN - SYNDICAT COOPERATIF - MOE	18 432	50 %	9 216,00
DEPARTEMENT 93			
SDC 22-24 AVENUE ARISTIDE BRIAND 93190 LIVRY-GARGAN - FONCIA CHADEFAUX LECOQ - MOE	45 938	50 %	22 969,00
DEPARTEMENT 94			
SDC LES PREVOYANTS SISE 23 RUE ANDRE SOLADIER 94140 ALFORTVILLE - CABINET HJS IMMOBILIER - MOE	117 268	50 %	58 634,00
DEPARTEMENT 91			
SOUS-TOTAL : 147 182 €			

SUBVENTIONS aux TOITURES VEGETALISEES			
Description	**Investissement HT (€)**	**Subvention régionale**	
		Taux	**Montant (€)**
DEPARTEMENT 92			
COMMUNE DE BOIS COLOMBES - TTV COMPLEXE ALBERT SMIRLIAN	567 890	20€/m²	53 600,00
SOUS-TOTAL : 53 600 €			

Article 3

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **5 750 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP71-009 (171009) « Actions territorialisées », action 17100904 « Energies renouvelables – actions territorialisées », du budget 2017 décomposée comme suit :

Description	INVESTISSEMENT HT	Subvention régionale	
		Taux	Montant
DEPARTEMENT 94			
COMMUNE DE FRESNES : SCHEMA DIRECTEUR DU RESEAU DE CHALEUR GEOTHERMIQUE	23 000	25 %	5 750

Article 4

Affecte une **autorisation d'engagement** d'un montant total de **486 080 €,** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Politique énergie », action 475001033 : « Soutien aux agences, espaces et points info énergie », du budget 2017 décomposée comme suit :

SUBVENTIONS aux AGENCES LOCALES DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT et aux ESPACES INFO ENERGIE			
Description	Investissement HT (€)	Subvention régionale	
		Taux	Montant (€)
DEPARTEMENT 77			
SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT PROGRAMME D'ACTION 2017	208 122	16,82 %	35 000,00
DEPARTEMENT 78			
ALEC SAINT QUENTIN EN YVELINES (SQY) PROGRAMME E'ACTION 2017	468 931	12,8 %	60 000,00
GPSO ENERGIE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017	288 610	15,59 %	45 000,00
DEPARTEMENT 91			
ALEC OUEST ESSONNE PROGRAMME D'ACTION 2017	383 485	14,64 %	56 160,00
DEPARTEMENT 93			
MVE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017	649 832	10,77 %	70 000,00
AMI PLRE LAUREAT SESSION 2 ANNEE 3 MVE	45 000	44,44 %	20 000,00
ALEC PLAINE COMMUNE PROGRAMME D'ACTION 2017	442 700	9,04 %	40 000,00
ALEPTE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017	175 900	17,06 %	30 000,00
DEPARTEMENT 94			
CAUE 94 PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017	434 793	17,94 %	78 000,00
SOLIHA EST PARISIEN PROGRAMME D'ACTION 2017	176 167	22,66 %	39 920,00
DEPARTEMENT 95			
INVENTERRE	43 800	27,40 %	12 000,00
SOUS-TOTAL : 486 080 €			

Cette affectation relève du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « Energie et changement climatique », action 313 « Accompagnement ».

Article 5

Affecte une **autorisation de programme** d'un montant total de **2 000 000 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme PR 71-009 (471009) « Actions territorialisées », action 471009043 « Energies renouvelables – actions territorialisées », du budget 2017 décomposée comme suit :

Description	INVESTISSEMENT HT	Subvention régionale	
		Taux	Montant
BI METHA 77 – Réalisation d'une unité de méthanisation - Dammarie les Lys (77) – Lauréat AAP 3	8 000 983 €	25 %	2 000 000 €

Cette affectation relève du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « Energie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération».

Article 6

Désaffecte, du budget 2017, une autorisation de programme d'un montant de 9 113 € sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP75-001 (175001) « Politique énergie-climat », action 17500105 « Efficacité énergétique », décomposée comme suit :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
SDC 29 DOMAINE DU CHATEAU 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE - CABINET DEBAYLE - MOE	18 226 €	50 %	9 113 €

Article 7

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009274	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100904 - Energies renouvelables - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Dossier	17002555 - COMMUNE DE FRESNES : SCHEMA DIRECTEUR DU RESEAU DE CHALEUR			
Bénéficiaire	R39 - COMMUNE DE FRESNES			
Localisation	FRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 750,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	HT	25 %	5 750,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	5 750,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100904	5 750,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**75 - Politique de l'énergie**
Programme	**175001 - Politique énergie**
Action	**17500105 - Efficacité énergétique**

Dispositif : N° 00000634 - Politique énergie climat

Dossier	17000274 - COMMUNE DE BOIS COLOMBES - TTV COMPLEXE ALBERT SMIRLIAN			
Bénéficiaire	R1012 - COMMUNE DE BOIS COLOMBES			
Localisation	COURBEVOIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	53 600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
567 890,00 €	HT	9,44 %	53 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009274	Budget	2017

Dossier	17002509 - SDC LES PREVOYANTS SISE 23 RUE ANDRE SOLADIER 94140 ALFORTVILLE - CABINET HJS IMMOBILIER - MOE				
Bénéficiaire	P0026114 - CABINET HJS IMMOBILIER				
Localisation	ALFORTVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	58 634,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 268,00 €	HT		50 %	58 634,00 €	

Dossier	17002521 - SDC 22-24 AVENUE ARISTIDE BRIAND 93190 LIVRY-GARGAN - FONCIA CHADEFAUX LECOQ - MOE				
Bénéficiaire	P0036197 - FONCIA CHADEFAUX LECOQ				
Localisation	LIVRY-GARGAN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	22 969,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 938,00 €	HT		50 %	22 969,00 €	

Dossier	17002523 - SDC 29 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY-MAZARIN - CABINET DEBAYLE - MOE				
Bénéficiaire	P0032073 - CABINET DEBAYLE				
Localisation	CHILLY-MAZARIN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	9 113,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 226,00 €	HT		50 %	9 113,00 €	

Dossier	17002528 - SDC 24 RUE COTENTIN 75015 PARIS - MT HABITAT - MOE				
Bénéficiaire	P0036198 - MT HABITAT				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	47 250,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 500,00 €	HT		50 %	47 250,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009274	Budget	2017

Dossier	17002605 - SDC 30 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY MAZARIN - SYNDICAT COOPERATIF - MOE				
Bénéficiaire	P0036209 - JOUBERT Patricia				
Localisation	CHILLY-MAZARIN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	9 216,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 432,00 €	HT		50 %	9 216,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000634 - Politique énergie climat	200 782,00 €

Total sur l'imputation 907 - 75 - 175001 - 17500105	200 782,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009043 - Energies renouvelables - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000872 - Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)

Dossier	16004124 - BI METHA 77 - REALISATION D'UNE UNITE DE METHANISATION DAMMARIE LES LYS (77) - LAUREAT AAP 3				
Bénéficiaire	P0034013 - SEM BI-METHA 77				
Localisation	DAMMARIE-LES-LYS				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération - Hors CPRD				
Montant total	2 000 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000 983,00 €	HT		25 %	2 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000872 - Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	2 000 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009043	2 000 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**75 - Politique de l'énergie**
Programme	**475001 - Politique énergie**
Action	**475001033 - Soutien aux agences, espaces et points info énergie**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009274	Budget	2017

Dispositif : N° 00000195 - Plan régional énergies- sensibilisation

Dossier	17002463 - CAUE 94 PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017				
Bénéficiaire	R4496 - CAUE 94 CONSEIL ARCHIT URBA & ENVIRONNEMENT 94				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	78 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
434 793,00 €	HT		17,94 %	78 000,00 €	

Dossier	17002464 - GPSO ENERGIE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017				
Bénéficiaire	P0003607 - GPSO ENERGIE GRAND PARIS SEINE OUEST ENERGIE				
Localisation	GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	45 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 610,00 €	HT		15,59 %	45 000,00 €	

Dossier	17002465 - MVE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017				
Bénéficiaire	R38964 - MVE MAITRISEZ VOTRE ENERGIE				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	70 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
649 832,00 €	HT		10,77 %	70 000,00 €	

Dossier	17002469 - ALEPTE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017				
Bénéficiaire	P0033831 - AGENCE LOCALE DE L ENERGIE PARIS TERRE D ENVOL				
Localisation	PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	30 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
175 900,00 €	HT		17,06 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009274	Budget	2017

Dossier	17002470 - SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT PROGRAMME D'ACTION 2017				
Bénéficiaire	R10598 - SEINE-ET-MARNE ENVIRONNEMENT				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	35 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
208 122,00 €	HT		16,82 %	35 000,00 €	

Dossier	17002491 - ALEC PLAINE COMMUNE PROGRAMME D'ACTION 2017				
Bénéficiaire	P0022519 - ALEC PLAINE COMMUNE AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PLAINE COMMUNE				
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
442 700,00 €	HT		9,04 %	40 000,00 €	

Dossier	17002494 - SOLIHA EST PARISIEN PROGRAMME D'ACTION 2017				
Bénéficiaire	R7683 - SOLIHA EST PARISIEN				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	39 920,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
176 167,00 €	HT		22,66 %	39 920,00 €	

Dossier	17002496 - INVENTERRE				
Bénéficiaire	P0019555 - INVEN TERRE				
Localisation	VAL D'OISE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	12 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 800,00 €	HT		27,4 %	12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009274	Budget	2017

Dossier	17002499 - ALEC SAINT QUENTIN EN YVELINES (SQY) PROGRAMME E'ACTION 2017				
Bénéficiaire	EX004206 - ASS AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE SAINT QUENTIN EN YVELINES				
Localisation	YVELINES				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	60 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
468 931,00 €	HT		12,8 %	60 000,00 €	

Dossier	17002500 - ALEC OUEST ESSONNE PROGRAMME D'ACTION 2017				
Bénéficiaire	P0014809 - ALEC OUEST ESSONNE AGENCE LOCALE DE L ENERGIE ET DU CLIMAT OUEST ESSONNE				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	56 160,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
383 485,00 €	HT		14,64 %	56 160,00 €	

Dossier	17002503 - AMI PLRE LAUREAT SESSION 2 ANNEE 3 MVE				
Bénéficiaire	R38964 - MVE MAITRISEZ VOTRE ENERGIE				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	HT		44,44 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000195 - Plan régional énergies- sensibilisation	486 080,00 €

Total sur l'imputation 937 - 75 - 475001 - 475001033	486 080,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS ENERGIE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002555

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COMMUNE DE FRESNES : SCHEMA DIRECTEUR DU RESEAU DE CHALEUR GEOTHERMIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	23 000,00 €	25,00 %	5 750,00 €
	Montant Total de la subvention		5 750,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-200
17100904- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRESNES
Adresse administrative : 1 PLACE PIERRE ET MARIE CURIE
94260 FRESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BRIDEY, Maire

N° SIRET : 21940034800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 29 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville de Fresnes dispose d'une ressource géothermale abondante dans son sous-sol. Consciente de la nécessité de mettre en place une politique de maîtrise de l'énergie, la ville a ainsi décidé de créer dès les années 1980, son réseau de chaleur géothermique afin de valoriser cette énergie renouvelable.

Celle-ci a décidé de réaliser un schéma directeur, afin d'anticiper les évolutions urbaines de son territoire et les conséquences pour le réseau de chaleur mais aussi, dans l'optique de son extension et de la fourniture de chaleur à base d'énergie renouvelable.

Le schéma directeur suivra les préconisations du guide réalisé par AMORCE et l'ADEME et se déroulera selon les étapes suivantes :

I. ETABLISSEMENT DU PERIMETRE DU SCHEMA DIRECTEUR ET CONSTITUTION DU COMITE DE PILOTAGE
Un prestataire assistera la Ville pour la mise en place du comité de pilotage (conseil sur les acteurs à solliciter…) ainsi que sur la définition du périmètre du schéma directeur.

II. ETABLISSEMENT D'UN DIAGNOSTIC COMPLET SUR LA GESTION ACTUELLE DU RESEAU ET EVALUATION DE LA QUALITE DU SERVICE FOURNI :
A. Contexte et historique du réseau
B. Contexte contractuel
C. Audit technique des abonnés actuels, du réseau de distribution et des moyens de production de chaleur
D. Audit économique

III. ETAT DES LIEUX DES SOURCES DE CHALEUR A PROXIMITE

IV. ETUDES SUR LES EVOLUTIONS ET DEVELOPPEMENTS POSSIBLES A HORIZON 2030
A. Evolutions et développements envisagés pour la desserte du réseau
B. Faisabilité technique des extensions
C. Intégration d'énergies renouvelables

V. IMPACTS DES DIFFERENTS SCENARII D'EVOLUTION

VI. SYNTHESE DE L'ETUDE ET ELABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS ET D'UN ECHEANCIER PREVISIONNEL

Intérêt régional :
Développer les énergies renouvelables en Ile de France.
Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou apprenti.

Détail du calcul de la subvention :
Mesure n°12 : 25% du montant HT

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SCHEMA DIRECTEUR	23 000,00	100,00%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	5 750,00	25,00%
ADEME	5 750,00	25,00%
BENEFICIAIRE	11 500,00	50,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides Géothermie profonde	325 855,00 €
	Montant total	325 855,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16004124

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : BI METHA 77 - REALISATION D'UNE UNITE DE METHANISATION DAMMARIE LES LYS (77) - LAUREAT AAP 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	8 000 983,00 €	25,00 %	2 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20422-471009-200
471009043- Energies renouvelables - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEM BI-METHA 77
Adresse administrative : 11 RUE BENJAMIN FRANKLIN
77000 LA ROCHETTE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Fabrice JULIEN, DIRECTEUR GENERAL

Objet : NC

N° SIRET : 81458625100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)
Rapport Cadre : CR16-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Cette aide est octroyée sur le fondement du Régime cadre exempté de notification N° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 pris sur la base du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

La SEM BI-METHA 77, dotée d'un capital de 3,75 M euros, a pour actionnaires majoritaires, le syndicat départemental des énergies de Seine et Marne, la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine, la SEM Energies Positif.

La SEM a pour objectif la création et l'exploitation d'une unité de méthanisation émettant une production de biométhane. Cette unité comprend deux filières :

- l'une dédiée aux intrants de qualité comprenant des produits agricoles et des biodéchets (après déconditionnement et hygiénisation) hors FFOM dans un souci de valorisation d'un digestat de qualité pour les partenaires agricoles :
- l'une dédiée aux boues de stations d'épuration.

Description :

Au total, les intrants sont de 87.200 tonnes par an. Pour la première ligne, seront méthanisés des pailles et menues pailles : 3.250 t, du fumier équin : 5.560 t, des tontes : 2.000 t, des biodéchets : 2.567 t et des CIVE : 6.956 t.

Un partenariat avec le monde agricole est prévu par l'intermédiaire d'une structure collective (de type CUMA) qui réunira les agriculteurs du territoire impliqués dans la démarche méthanisation. Elle assurera la collecte, le pré-stockage, le transport et la fourniture des intrants d'origine agricole ainsi que le transport et l'épandage du digestat produit par cette filière.

Pour la seconde ligne, le tonnage de boues méthanisées est de 66.867 tonnes par an soit 2.400 t de matières environ.

Le process retenu pour la filière agricole/biodéchets est une méthanisation par voie sèche continue alors que, pour la filière industrielle, l'infiniment mélangé a été préféré.

La valorisation du biogaz s'effectue par injection de biométhane dans le réseau GRDF : 253 Nm3/h. La valorisation des digestats (16.740 t/an) de la filière agricole/biodéchets est l'épandage sur 2.100 hectares de surface agricole. Les digestats issus de la filière boues de STEU seront dirigés vers une unité d'incinération qui est la filière de traitement actuelle de ces boues.

Intérêt régional :

Cette unité s'inscrit dans la stratégie de développement de la méthanisation votée en février 2014.

Avec ses deux lignes de méthanisation, ce projet territorial traite, d'une part, des produits agricoles et des biodéchets et, d'autre part, des boues de STEU.

Le règlement de l'appel à projet qui a donné lieu à la présente subvention fait état de critères d'éligibilité, notamment concernant les pratiques culturales. Ces critères sont :

la part des cultures énergétiques dédiées ne doit pas dépasser 10 % en poids brut du plan d'approvisionnement du projet,

la part des résidus de cultures prélevée pour la méthanisation ne doit pas dépasser 30 % à l'échelle du chacune des exploitations agricoles qui fourniront des produits agricoles afin de ne pas porter atteinte au taux de matière organique des sols,

la conduite des cultures intermédiaire à vocation énergétique (CIVE) doit être réalisée sans engrais minéral ni traitement phytosanitaire. Seule l'utilisation du digestat est autorisée sous réserve du respect de l'équilibre de la fertilisation à l'échelle de la parcelle.

Le porteur de projet, pendant toute la durée de la présente convention, doit s'assurer auprès des exploitations agricoles du respect de ces critères et être à même de fournir des informations à la Région, notamment les registres phytosanitaires des exploitations agricoles concernées.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :

- DAMMARIE-LES-LYS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site	1 166 000,00	14,57%
Réception, gestion et incorporation des substrats	1 149 467,00	14,37%
Digestion	1 194 158,00	14,93%
Valorisation du biogaz	1 866 837,00	23,33%
Digestion du digestat	575 539,00	7,19%
Ingénierie	1 419 126,00	17,74%
Aléas et pièces détachées	629 856,00	7,87%
Total	8 000 983,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide Conseil régional	2 000 000,00	25,00%
Aide ADEME	2 808 667,00	35,10%
Fonds propres	3 192 316,00	39,90%
Total	8 000 983,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	500 000,00 €
2019	500 000,00 €
2020	1 000 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000274

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COMMUNE DE BOIS COLOMBES - TTV COMPLEXE ALBERT SMIRLIAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	567 890,00 €	9,44 %	53 600,00 €
	Montant Total de la subvention		53 600,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-200
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOIS COLOMBES
Adresse administrative : 15 RUE CHARLES DUFLOS
92270 BOIS COLOMBES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur YVES REVILLON, Maire

N° SIRET : 21920009400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Planning de construction prédéfini en plusieurs phases à respecter.

Description :
2680 m² de toiture végétalisée sur le complexe sportif Albert SMIRLIAN

Détail du calcul de la subvention :
20€/m²

Intérêt régional :
Végétalisation d'un équipement recevant du public.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de végétalisation	567 890,00	100,00%
Total	567 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	514 290,00	90,56%
Subvention Région	53 600,00	9,44%
Total	567 890,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	53 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	900 000,00 €
2015	Politique énergie climat	159 840,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	41 200,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	453 330,50 €
	Montant total	1 554 370,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002509

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SDC LES PREVOYANTS SISE 23 RUE ANDRE SOLADIER 94140 ALFORTVILLE - CABINET HJS IMMOBILIER - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	117 268,00 €	50,00 %	58 634,00 €
	Montant Total de la subvention		58 634,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-200
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET HJS IMMOBILIER
Adresse administrative : 59 RUE RASPAIL
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur François HAAS, Gestionnaire copro

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIEN

N° SIRET : 51916216800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Après présentation des conclusions de l'audit énergétique, la copropriété a voté lors de l'AG du 9 novembre 2016, en faveur de la réalisation d'une mission de maitrise d'œuvre afin d'élaborer un scénario énergétique ambitieux de niveau BBC rénovation.
La mission se décompose en 2 parties : phase conception (qui comprend 3 volets : définition du projet, consultation des entreprises et l'ingénierie financière) et phase de suivi des travaux

Description :
année de construction : 1974
nombre de bâtiments : 4
nombre de logements : 57
nombre de lots : 181
surface (m²) : 4653
mode de chauffage actuel : fioul collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : fioul collectif
consommation annuelle : 844 MWh

Cep ACTUEL : 226 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Cep PROJET : 100 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
phase conception 1 définition du projet	17 968,00	15,32%
phase conception 2 consultation des entreprises	14 700,00	12,54%
phase conception 3 ingénierie financière	8 400,00	7,16%
phase suivi des travaux	76 200,00	64,98%
Total	117 268,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	58 634,00	50,00%
Région Ile de France	58 634,00	50,00%
Total	117 268,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	58 634,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002521

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SDC 22-24 AVENUE ARISTIDE BRIAND 93190 LIVRY-GARGAN - FONCIA CHADEFAUX LECOQ - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	45 938,00 €	50,00 %	22 969,00 €
	Montant Total de la subvention		22 969,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-200
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA CHADEFAUX LECOQ
Adresse administrative : 24 RUE JEAN CHARCOT
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MICHAEL LAMBERT, GESTIONNAIRE COPROPRIETE

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIEN

N° SIRET : 59202763500040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Inscrite dans une démarche pour bénéficier des mesures du plan anti-bruit mis en place par le CD 93, la copropriété a un calendrier serré pour effectuer les travaux. En effet, elle doit respecter la date limite du 31 décembre 2017.

Objectifs :
La copropriété a effectué un audit global en 2015 qui a obtenu un financement de la région (8 320 € votés à la CP du 9 avril 2015). Suite à la présentation des résultats de cet audit, la copropriété a voté une mission de maitrise d'œuvre pour un scénario énergétique ambitieux de niveau BBC rénovation dont l'offre a été votée en AG le 13 octobre 2016.

Description :
année de construction : 1970
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 45 logements et 3 locaux commerciaux
nombre de lots : 134
surface (m²) : 4460
mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif

consommation annuelle : 222 MWh

Cep ACTUEL : 222 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Cep PROJET : 65 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : B

Localisation géographique :
- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
diagnostics préalables et lancement de la mission	6 161,00	13,41%
Phase APS	7 475,00	16,27%
Phase APD	8 500,00	18,50%
Plan de financement sommaire	3 500,00	7,62%
Phase Projet	8 150,00	17,74%
Consultation des entreprises	5 475,00	11,92%
Plan de financement définitif	4 175,00	9,09%
contrôle CSPS	2 502,00	5,45%
Total	45 938,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 969,00	50,00%
Région Ile de France	22 969,00	50,00%
Total	45 938,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 969,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002523

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SDC 29 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY-MAZARIN - CABINET DEBAYLE - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	18 226,00 €	50,00 %	9 113,00 €
	Montant Total de la subvention		9 113,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-200
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET DEBAYLE
Adresse administrative : 183 AVENUE GABRIEL PERI
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur BERTRAND PRETOT, SYNDIC

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIEN

N° SIRET : 53281821800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a enregistré à l'arrivée au courrier le 5 juillet 2016 mais n'est parvenu au service instructeur que tardivement.

Objectifs :
En 2015, la copropriété a effectué un audit. A la présentation des résultats, la copropriété a voté, lors d'une AG en 2016, une prestation de maitrise d'œuvre afin d'approfondir les études d'un scénario de travaux de niveau de performance BBC Effinergie. La copropriété souhaite profiter de la nécessité de ravalement pour mener des travaux de performance énergétique.

La mission de maitrise d'œuvre se compose de 3 phases :
1- définition du projet
2- consultation des entreprises
3- Ingénierie financière détaillée

Description :
année de construction : 1975
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 40
surface (m²) : 3195

mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif
consommation annuelle : 487 MWh

Cep ACTUEL : 152 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Cep PROJET : 104 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
définition du projet	6 379,00	35,00%
consultation des entreprises	7 290,00	40,00%
ingénierie financière	4 557,00	25,00%
Total	18 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	9 113,00	50,00%
Région ile de france	9 113,00	50,00%
Total	18 226,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 113,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique énergie climat	3 900,00 €
	Montant total	3 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002528

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SDC 24 RUE COTENTIN 75015 PARIS - MT HABITAT - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	94 500,00 €	50,00 %	47 250,00 €
	Montant Total de la subvention		47 250,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-200
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MT HABITAT
Adresse administrative : 22 RUE DIDOT
75014 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Patricia BAULAZ, Directrice d'agence

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIEN

N° SIRET : 50910964100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La copropriété doit effectuer des mesures en pleine saison de chauffe et des travaux dans un calendrier contraint, d'où le besoin de lancer la première phase de la maîtrise d'œuvre dès février.

Objectifs :
La mission de maîtrise d'œuvre "conception" se compose en 6 étapes
1 : Diagnostic
2 : Avant-projet
3 : Plan de financement sommaire
4 : Projet
5 : Consultation des entreprises
6 : Plan de financement définitif

Description :
année de construction : 1972
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 169
nombre de lots : 751
surface (m²) : 31880

mode de chauffage actuel : CPCU
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : CPCU
consommation annuelle : 1 570 MWh

Cep ACTUEL : 185 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Cep PROJET : 104 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
diagnostic	14 900,00	15,77%
avant-projet	23 600,00	24,97%
plan de financement sommaire	9 800,00	10,37%
projet	32 550,00	34,44%
consultation des entreprises	5 250,00	5,56%
plan de financement définitif	8 400,00	8,89%
Total	94 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	42 780,00	45,27%
Ville de paris	4 470,00	4,73%
Région Ile de France	47 250,00	50,00%
Total	94 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	47 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002605

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SDC 30 DOMAINE DU CHATEAU 91380 CHILLY MAZARIN - SYNDICAT COOPERATIF - MOE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	18 432,00 €	50,00 %	9 216,00 €
	Montant Total de la subvention		9 216,00 €

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-200
17500105- Efficacité énergétique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JOUBERT Patricia
Adresse administrative : 30 DOMAINE DU CHATEAU
91380 CHILLY MAZARIN
Statut Juridique :
Représentant : JOUBERT Patricia

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique énergie climat
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le syndicat coopératif doit démarrer la mission de maîtrise d'œuvre avant la prochaine AG qui se tiendra en mars 2017.

Objectifs :
En 2015, la copropriété a mené un audit financé. A la présentation des résultats, la copropriété a voté lors de l'AG du 21 mars 2016, une prestation de maîtrise d'œuvre afin d'approfondir les études d'un scénario de travaux de niveau de performance BBC Effinergie.

Le contenu de la tranche ferme de la mission de maîtrise d'œuvre est détaillé en 3 phases :
- Définition du projet
- Consultation des entreprises (DCE)
- Ingénierie financière

Description :
année de construction : 1975
nombre de bâtiments : 1
nombre de logements : 40
surface (m²) : 3195

mode de chauffage actuel : gaz collectif
mode de production d'eau chaude sanitaire actuelle : gaz collectif
consommation annuelle : 489 MWh

Cep ACTUEL : 152 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : D
Cep PROJET : 103 KWH/M²/AN
CLASSE DPE : C

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
définition du projet	6 451,00	35,00%
consultation des entreprises	7 373,00	40,00%
ingénierie financière	4 608,00	25,00%
Total	18 432,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	9 216,00	50,00%
Region Ile de France	9 216,00	50,00%
Total	18 432,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 216,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002463

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CAUE 94 PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	434 793,00 €	17,94 %	78 000,00 €
	Montant Total de la subvention		78 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAUE 94 CONSEIL ARCHIT URBA & ENVIRONNEMENT 94
Adresse administrative : 36 RUE EDMOND NOCARD 94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Yannick PIAU, Présidente

Date de publication au JO : 15 février 1985

N° SIRET : 31872104000042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
6 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action énergie 2017	434 793,00	100,00%
Total	434 793,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	149 000,00	34,27%
CRIF	78 000,00	17,94%
Autre	120 043,00	27,61%
CD 94	87 750,00	20,18%
Total	434 793,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	78 000,00 €
2018	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	55 000,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	55 000,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	56 160,00 €
	Montant total	166 160,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002464

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : GPSO ENERGIE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	288 610,00 €	15,59 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GPSO ENERGIE GRAND PARIS SEINE OUEST ENERGIE
Adresse administrative : 14 RUELLE DES MENAGERES 92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Muriel LE BOULANGER, Directrice

Date de publication au JO : 4 janvier 2010

N° SIRET : 50486166700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
3 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	288 610,00	100,00%
Total	288 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	94 330,00	32,68%
GPSO	117 730,00	40,79%
CRIF	45 000,00	15,59%
Autre	31 550,00	10,93%
Total	288 610,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	45 000,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	45 000,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	42 120,00 €
	Montant total	132 120,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002465

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MVE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	649 832,00 €	10,77 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MVE MAITRISEZ VOTRE ENERGIE
Adresse administrative : 12 BD ROUGET DE LISLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE COMPAIN, Présidente

Date de publication au JO : 29 janvier 2000

N° SIRET : 42330502800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
7 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	649 832,00	100,00%
Total	649 832,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	219 000,00	33,70%
CRIF	70 000,00	10,77%
EPT EST ENSEMBLE	75 000,00	11,54%
CD 94 et 93	46 723,00	7,19%
Autre	239 109,00	36,80%
Total	649 832,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €
2018	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	80 170,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	120 170,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	86 520,00 €
	Montant total	286 860,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002469

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ALEPTE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	175 900,00 €	17,06 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE PARIS TERRE D'ENVOL
Adresse administrative : 50 BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nicole VELEANU, Présidente

Date de publication au JO : 27 mai 2016

N° SIRET : 80875009500024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
3 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	175 900,00	100,00%
Total	175 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	80 000,00	45,48%
CRIF	30 000,00	17,06%
EPT	40 000,00	22,74%
Autre	25 900,00	14,72%
Total	175 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002470

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT PROGRAMME D'ACTION ENERGIE2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies- sensibilisation	208 122,00 €	16,82 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE-ET-MARNE ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 18 ALLEE GUSTAVE PRUGNAT
77250 MORET-SUR-LOING
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean DEY, Président

Date de publication au JO : 28 juin 1991

N° SIRET : 38371583600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
5 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	208 122,00	100,00%
Total	208 122,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	120 000,00	57,66%
CRIF	35 000,00	16,82%
Autre	53 122,00	25,52%
Total	208 122,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €
2018	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	20 000,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	20 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	3 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	52 760,00 €
	Montant total	96 260,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002491

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ALEC PLAINE COMMUNE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	442 700,00 €	9,04 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALEC PLAINE COMMUNE AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 8 RUE DES BOUCHERIES 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel BOURGAIN, Président

Date de publication au JO : 28 novembre 2013

N° SIRET : 75318036300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
4 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	442 700,00	100,00%
Total	442 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	96 000,00	21,69%
CRIF	40 000,00	9,04%
EPT Plaine Commune	135 000,00	30,49%
CD 93	20 000,00	4,52%
Autre	151 700,00	34,27%
Total	442 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002494

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOLIHA EST PARISIEN PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	176 167,00 €	22,66 %	39 920,00 €
	Montant Total de la subvention		39 920,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIHA EST PARISIEN
Adresse administrative : 54 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno COGNAT, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 2014

N° SIRET : 78556672000047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
2 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	176 167,00	100,00%
Total	176 167,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	118 679,00	67,37%
CRIF	39 920,00	22,66%
Collectivités locales	17 568,00	9,97%
Total	176 167,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 920,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux associations PACT	149 955,00 €
2014	Intermédiation locative - Aide à la gestion	7 200,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	39 920,00 €
2015	Adaptation à la dépendance de logements	6 575,00 €
2015	Aide aux associations PACT	129 900,00 €
2015	Lutte contre le saturnisme-Partie Commune	10 316,92 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	39 920,00 €
2016	Aide aux associations PACT	21 375,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	37 440,00 €
	Montant total	449 176,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002496

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INVENTERRE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	43 800,00 €	27,40 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INVEN TERRE
Adresse administrative : 8 RUE DES MARAIS
95460 EZANVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre PETITEAU, Trésorier adjoint

Date de publication au JO : 22 novembre 2007

N° SIRET : 41772784900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
1 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	43 800,00	100,00%
Total	43 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	24 000,00	54,79%
CRIF	12 000,00	27,40%
Autre	7 800,00	17,81%
Total	43 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	12 950,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	6 774,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	12 950,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	12 800,00 €
	Montant total	45 474,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002499

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ALEC SAINT QUENTIN EN YVELINES (SQY) PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies- sensibilisation	468 931,00 €	12,80 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 7 BIS AVENUE PAUL DELOUVRIER 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain LE VOT, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 43470278300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
9.5 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	468 931,00	100,00%
Total	468 931,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	190 000,00	40,52%
CRIF	60 000,00	12,80%
EPCIs	184 000,00	39,24%
Autre	34 931,00	7,45%
Total	468 931,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	60 000,00 €
2018	0,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002500

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ALEC OUEST ESSONNE PROGRAMME D'ACTION ENERGIE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies- sensibilisation	383 485,00 €	14,64 %	56 160,00 €
	Montant Total de la subvention		56 160,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALEC OUEST ESSONNE AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT OUEST ESSONNE
Adresse administrative : 4 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-PIERRE DIGARD, Présidente

Date de publication au JO : 30 octobre 2010

N° SIRET : 52797788800025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR46-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Continuité d'un soutien annuel aux programmes d'action « Energie » de la structure.

Objectifs :
Accompagnement des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques de transition énergétique et d'adaptation aux changements climatiques.
Accompagnement des petites entreprises et des bailleurs sociaux du territoire.
Accompagnement des particuliers dans leurs projets de réhabilitation performante de leur logement et/ou installation d'énergies renouvelables.

Description :
Renseignements apportés par les Conseillers Info Energie sur les volets techniques, réglementaires et d'opportunités de financements (subvention, prêts, dispositifs...).

Moyens mis en œuvre :
3 ETP

Intérêt régional :
Actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat sur le plan énergétique - compétence et responsabilité régionale. Participation à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie.
Actions en direction des copropriétés dans un objectif de lutte contre la précarité énergétique.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Particuliers (dans les territoires ayant conventionné avec la structure).
Collectivités et entreprises sur leurs programmes d'économie d'énergie.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'action Energie 2017	383 485,00	100,00%
Total	383 485,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	144 000,00	37,55%
CRIF	56 160,00	14,64%
EPCI	115 406,00	30,09%
Communes	56 619,00	14,76%
Autre	11 300,00	2,95%
Total	383 485,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	56 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	35 000,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	35 000,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	56 160,00 €
	Montant total	126 160,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002503

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMI PLRE LAUREAT SESSION 2 ANNEE 3 MVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional énergies-sensibilisation	45 000,00 €	44,44 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-75-6574-475001-200
475001033- Soutien aux agences, espaces et points info énergie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MVE MAITRISEZ VOTRE ENERGIE
Adresse administrative : 12 BD ROUGET DE LISLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE COMPAIN, Présidente

Date de publication au JO : 29 janvier 2000

N° SIRET : 42330502800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional énergies- sensibilisation
Rapport Cadre : CR88-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce soutien financier 2017 clôt un cycle de 3 ans et se fait en continuité des années précédentes.

Objectifs :
Mise en place d'une plateforme locale de la rénovation énergétique, à l'échelle départementale, afin de concrétiser les projets de rénovation énergétique performante des particuliers en maisons individuelles ou en micro-collectif. Travail exploratoire pour l'élaboration du Programme Régional pour l'Efficacité Energétique (PREE).

Description :
La Plateforme Locale de Rénovation Energétique préfigurée par MVE « Pass Réno Habitat 93 » prévoit un accompagnement plus abouti des particuliers.
MVE joue également un rôle d'impulsion dans l'animation des professionnels séquano-dyonisiens du secteur du bâtiment.

Moyens mis en œuvre :
1 ETP

Intérêt régional :
Expérimenter une forme de PLRE alternative à celle du CG 91, mais ciblant également comme parc résidentiel d'intervention les maisons individuelles.

Cette subvention régionale est conditionnée au recrutement d'un(e) stagiaire dans le cadre du dispositif "100 000 stages", pour laquelle un courrier d'engagement a été reçu.

Public(s) cible(s) :
Ménages propriétaires de maisons individuelles, bureaux d'études, architectes, entreprises du bâtiment.

Détail du calcul de la subvention :
Annexe 5 à la délibération CR88-13 : règlement de l'AMI PLRE – ADEME / Région, soit 60 000 € sur 3 ans.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Accompagnement

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation PLRE	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	20 000,00	44,44%
Autre	25 000,00	55,56%
Total	45 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	80 170,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	120 170,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	86 520,00 €
	Montant total	286 860,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-101

Du 8 Mars 2017

AFFECTATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES URBAINS
CONTRAT REGIONAL TERRITORIAL
PREMIÈRE AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 13-278 du 4 avril 2013 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Montigny-les-Cormeilles (95) ;

VU La délibération n° CP 15-339 du 17 juin 2015 relative à l'approbation du contrat régional territorial d'Evry (91) ;

VU La délibération n° CP 15-487 du 9 juillet 2015 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Mandres-les-Roses (94) ;

VU La délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Pontoise (95) ;

VU La délibération CP 16-289 du 12 juillet 2016 approuvant l'avenant à la convention de réalisation dans le cadre d'une opération réalisée en partenariat public-privé ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-101 présenté par Madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « contrats régionaux territoriaux » au financement des opérations telles que détaillées en annexe 2 à la présente délibération, et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés avant mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats régionaux territoriaux approuvés après mai 2016 à la signature de conventions conformes à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 608 832,65 €** disponible sur le chapitre budgétaire 902 «Enseignement », code fonctionnel 21 «Enseignement du premier degré », programme HP 21-001 (121001) : « contrat d'aménagement régional – école du 1er degré – action territorialisée », action 12100101 « contrat d'aménagement régional – école du 1er degré – action territorialisée» du budget régional 2017 pour des opérations inscrites dans la programmation prévisionnelle des contrats régionaux territoriaux déjà conclus, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Affectation 2017 pour les opérations de contrats antérieurement adoptés :

COLLECTIVITES	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME EN €
ESSONNE (91)		
EVRY	Travaux de restructuration et de rénovation du groupe scolaire Bois Guillaume	420 000,00
	Total subvention	**420 000,00**
VAL D'OISE (95)		
MONTIGNY-LES-CORMEILLES	Réhabilitation groupe scolaire Cézanne	250 000,00
	Total subvention	**250 000,00**
PONTOISE	Aménagement d'un groupe scolaire dans les locaux de l'ancienne CCI	938 832,65
	Total subvention	**938 832,65**
	TOTAL GENERAL	**1 608 832,65**

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Libellé procédure	dpt	Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
Contrat régional territorial	91	COMMUNE D'EVRY	14014567	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET DE RENOVATION DU GROUPE SCOLAIRE BOIS GUILLAUME- EVRY	01/06/2014

Article 3 :

Approuve l'avenant au contrat régional territorial joint en annexe 3 à la délibération concernant la commune suivante :

- 1 dossier dans l'Essonne (91) : commune d'Evry

Article 4 :

Approuve les avenants aux conventions de réalisation jointes en annexe 4 à la délibération concernant la commune suivante :

- 1 dossier en Val-de-Marne (94) : commune de Mandres-les-Roses

La présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-101	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**21 - Enseignement du premier degré**
Programme	**121001 - Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées**
Action	**12100101 - Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	14014567 - TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET DE RENOVATION DU GROUPE SCOLAIRE BOIS GUILLAUME- EVRY			
Bénéficiaire	R1115 - COMMUNE D'EVRY			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	420 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200 000,00 €	HT	35 %	420 000,00 €	

Dossier	16002880 - AMENAGEMENT D'UN GROUPE SCOLAIRE DANS LES LOCAUX DE L'ANCIENNE CCI - PONTOISE			
Bénéficiaire	R187 - COMMUNE DE PONTOISE			
Localisation	PONTOISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	938 832,65 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 682 379,00 €	HT	35 %	938 832,65 €	

Dossier	17002317 - REHABILITATION GROUPE SCOLAIRE CEZANNE - MONTIGNY LES CORMEILLES			
Bénéficiaire	R162 - COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES			
Localisation	MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	250 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	50 %	250 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	1 608 832,65 €

Total sur l'imputation 902 - 21 - 121001 - 12100101	1 608 832,65 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014567

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET DE RENOVATION DU GROUPE SCOLAIRE BOIS GUILLAUME- EVRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 200 000,00 €	35,00 %	420 000,00 €
	Montant Total de la subvention		420 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-21-204141-121001-200
12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EVRY
Adresse administrative : PL DES DROITS DE L'HOMME DU CITOYEN
91000 EVRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Maire

N° SIRET : 21910228200569

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF :
- l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage

Objectifs :
La commune a fait le choix de procéder au regroupement des capacités d'accueil de deux groupes scolaires Françoise Dolto (quartier Bois sauvage) et Bois Guillaume (quartier Bois Guillaume) au sein du groupe scolaire Bois Guillaume, qui dispose des surfaces nécessaires pour répondre aux besoins du quartier. Ce regroupement nécessite des travaux de restructuration et d'amélioration des conditions d'accueil des enfants.

Un diagnostic du bâtiment a été réalisé afin d'identifier les travaux de mise aux normes, de rénovation et de restructuration à engager.

Le projet de rénovation et de restructuration de ce groupe scolaire ne propose pas de changements fondamentaux sur le bâtiment existant. Il s'agit de réinvestir un équipement scolaire à fort potentiel en termes de surfaces et de diversité de locaux.

Description :
Pour adapter les espaces aux nouveaux besoins, des changements d'attribution et des interventions sur des espaces existants sont prévus ainsi que l'agrandissement de la cour maternelle pour se rapprocher des recommandations de l'Education nationale.

ECOLE MATERNELLE
- 7 salles de classe : 5 salles au RDC, 2 salles au R + 1 (dans la zone élémentaire) à positionner à proximité des sanitaires,
- Possibilité de trouver une salle de classe supplémentaire en lieu et place de la petite salle de jeux existante,
- 2 salles de repos (RDC),
- 1 salle polyvalente (RDC).

ACCUEIL PERISCOLAIRE MATERNEL (RDC)
- 1 bureau à créer dans le hall de l'école,
- 1 salle d'accueil et d'activité,
- 1 atelier aménagé en lieu et place d'une salle de repos (partagé avec l'école maternelle),
- 1 petite salle de jeux (partagée avec l'école maternelle).

ECOLE ELEMENTAIRE
- 11 salles de classe: (5 salles au RDC avec la transformation de la salle informatique en salle de classe et 6 salles au R + 1),
- 1 salle polyvalente (RDC).

ACCUEIL PERISCOLAIRE ELEMENTAIRE
- 1 salle d'accueil et d'activité (RDC) en relation avec la salle polyvalente élémentaire.
Cette salle comprend aujourd'hui un bureau qui sera décloisonné afin d'avoir un espace "unique" pour l'accueil périscolaire,
- 1 atelier périscolaire (R + 1) accessible depuis la salle d'accueil et d'activité.

ACCUEIL DE LOISIRS
Il est proposé d'investir les deux logements situés au R + 1 de l'équipement pour accueillir le centre de loisirs.
Bien que situés en étage, ces espaces bénéficient d'une accessibilité (cheminement) simple depuis le hall d'entrée de l'équipement ainsi que d'une totale indépendance.

On accédera ainsi depuis :
- le hall élémentaire au RDC par l'escalier (accès bibliothèque),
- l'ascenseur situé dans la zone élémentaire pour l'accès PMR,
- l'escalier extérieur (secondaire).

Cet aménagement demande de créer un sas au R + 1 entre les logements existants et la bibliothèque. Le sas d'accès à l'accueil de loisirs permettra l'utilisation des sanitaires à adapter éventuellement pour les enfants d'âge maternel et autorisera l'accès à la bibliothèque.

Les locaux comprendront :

- 2 salles de vie élémentaire de 40 à 50 m²,
- 1 salle de vie élémentaire ou maternelle de 60 m²,
- 1 salle des animateurs.

LOCAUX PARTAGES
La bibliothèque est un lieu partagé par l'école, l'accueil périscolaire et l'accueil de loisirs. L'espace sera réduit compte tenu de la création d'un sas d'accès au centre de loisirs à ce niveau. La surface de la bibliothèque sera d'environ 85 m².

RESTAURATION
La restauration comprend un office de réchauffage, une laverie et deux salles de restaurant (élémentaire et maternelle).
Il est envisagé d'étendre la salle de restauration maternelle en récupérant la surface d'un garage attenant. Le potentiel de surfaces supplémentaires est d'environ 20 m²

ESPACES EXTERIEURS ET RECREATIFS
Une extension de 300 à 400 m² des espaces récréatifs est envisagée pour répondre aux nouveaux besoins notamment pour la maternelle.
Ainsi, il s'agira d'étendre les espaces extérieurs sur une parcelle de terrain mitoyenne à l'école d'une superficie de 1016 m² et de dévoyer le cheminement piéton actuel.

Localisation géographique :

- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 825 000,00	88,69%
FRAIS D'HONORAIRES	615 000,00	11,31%
Total	5 440 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	420 000,00	7,72%
COMMUNE	2 254 000,00	41,43%
CONSEIL GENERAL ESSONNE (en cours)	2 100 000,00	38,60%
FONDS DE CONCOURS AGGLO	666 000,00	12,24%
Total	5 440 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	168 000,00 €
2018	168 000,00 €
2019	84 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	41 160,00 €
2015	Contrat régional territorial	980 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 055,85 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 650,00 €
	Montant total	1 067 865,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002880

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT D'UN GROUPE SCOLAIRE DANS LES LOCAUX DE L'ANCIENNE CCI - PONTOISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	2 682 379,00 €	35,00 %	938 832,65 €
	Montant Total de la subvention		938 832,65 €

Imputation budgétaire : 902-21-204141-121001-200
12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PHILIPPE HOUILLON, Député-maire

N° SIRET : 21950500500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'accroissement démographique, suite à la réalisation de programmes immobiliers en cours de construction, voire d'achèvement, aboutit par extension à l'accroissement des effectifs scolaires.
Ainsi la commune doit accueillir 1 070 élèves supplémentaires à l'horizon 2018-2019, représentant l'ouverture de 21 classes sur l'ensemble du territoire et nécessitant un remaniement de la carte scolaire.

Une étude faisabilité a démontré que les locaux désaffectés de chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) datant du début des années 1980, pourraient être réaménagés pour accueillir un groupe scolaire (maternel et élémentaire).

La commune a donc décidé de réhabiliter la CCI et y implanter le groupe scolaire de six classes élémentaires et quatre classes maternelles.

Description :
Le programme de travaux comprendra principalement :
Des travaux de réhabilitation, remise aux normes, cloisonnements, réalisation de faux plafonds et plâtrerie, changement de l'ascenseur, isolation intérieure.
La structure béton sera conservée en l'état avec traitement adapté, toutes les menuiseries extérieures seront changées.
Ainsi le bâtiment comprendra :
- au rez-de-chaussée : les locaux d'accueil, un préau couvert, les espaces administratifs de loisirs, les services administratifs et les locaux techniques,
- au 1er étage : les locaux de la maternelle comprenant quatre classes (de 60 m² minimum de surface utile), deux dortoirs, une tisanerie,
- au 2ème étage : les locaux de l'élémentaire, comprenant six classes.
Les sanitaires seront réaménagés sur chacun des niveaux afin de répondre aux réglementations et en particuliers accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Des espaces extérieurs comprendront deux cours de récréation, et travaux de réaménagement du terrain, seront réalisés (terrassement, abattage d'arbres et de souches), une clôture sera réalisée.
Il sera mis en œuvre des solutions en matière d'énergies renouvelables en complément d'une nouvelle chaufferie gaz, une ventilation double flux sera réalisée.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	277 000,00	7,53%
TRAVAUX	3 400 000,00	92,47%
Total	3 677 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	938 832,65	25,53%
Conseil départemental (95) - En cours	480 000,00	13,05%
COMMUNE	2 258 167,35	61,41%
Total	3 677 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	30 000,00 €
2019	515 066,12 €
2020	200 000,00 €
2021	187 766,53 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	22 300,00 €
2014	Construction et aménagement des "Musées de France"	9 532,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	13 380,00 €
2014	Habitat des gens du voyage	320 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 987,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	19 895,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	34 443,45 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	87 793,00 €
2016	Contrat régional territorial	402 356,85 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	119 350,00 €
	Montant total	1 361 037,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002317

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REHABILITATION GROUPE SCOLAIRE CEZANNE - MONTIGNY LES CORMEILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	500 000,00 €	50,00 %	250 000,00 €
	Montant Total de la subvention		250 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-21-204141-121001-200
12100101- Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES
Adresse administrative : 14 RUE FORTUNE CHARLOT
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Noël CARPENTIER, Député-maire

N° SIRET : 21950424800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le groupe scolaire Cézanne a été édifié dans les années 1970. Cette structure nécessite des travaux de réhabilitation.

Description :
Il s'agit de réaliser des travaux d'isolation thermique sur le groupe scolaire Cézanne.

Malgré des travaux récents d'isolation de la toiture, le bilan énergétique effectué révèle des déperditions thermiques totales qui sont la somme de :

- déperditions conductives surfaciques à travers les parois opaques vers l'extérieur
- déperditions conductives surfaciques à travers les parois vitrées cers l'extérieur,
- déperditions par renouvellement de l'air,

- déperditions à travers les espaces non chauffés.

Pour y remédier les préconisations proposées sont les suivantes :

- survitrage et isolation par l'extérieur des murs extérieurs;
- traitement des ponts thermiques au niveau des embrasures de fenêtres;
- réfection de la totalité des joints de porte;
- double vitrage et menuiseries performantes;
- ventilation simple flux hygrothermique;
- isolation de la toiture;
- traitement des ponts thermiques au niveau des acrotères.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de réhabilitation retenus pour cette opération portent notamment sur :

- la façade (décapage de l'ancien revêtement, lessivage des façades, sondage et piochage des bétons soufflés avec mise à nu des aciers, repoussage et désoxydation des aciers, ouverture et traitement des fissures y compris entoilage des fissures, reprise de l'ensemble des parties dégradées, dégarnissage et réfection des joints de dilatation),
- les sous faces auvents et loggias (lessivage, raccords d'enduit, 2 couches d'éclatite 0),
- les appuis (décapage, lavage des supports, 1 couche Laurafix, 2 couches Vitodur),
- l'aluminium (nettoyage avec un produit spécial rénovation),
- les ouvrages métalliques (lessivage, grattage des parties oxydées, 1 couche primaire antirouille, 2 couches de finition),
- l'escalier extérieur hélicoïdal (décapage, lavage du support, 1 couche primaire rumocoat, 2 couches de peinture, compris incorporation de silice),
- les couvertines (habillage de l'ensemble des acrotères et tableaux sans appuis béton moulé à l'aide de bavette en aluminium préalablement fixées mécaniquement),
- la fourniture et pose de menuiseries aluminium anodisé naturel ou blanc compris dépose et enlèvement à la décharge des existants),
- le vitrage isolant et stores à manœuvre par tige oscillante (ensembles composés de parties fixes, à 2 vantaux coulissants et allèges fixes, ensembles composés d'allèges fixes 3 vantaux coulissants et portes à 2 vantaux, ensemble composés de portes à vantaux parties fixes et coulissants).

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DES TRAVAUX	450 040,85	90,01%
HONORAIRES	49 959,15	9,99%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	250 000,00	50,00%
COMMUNE	250 000,00	50,00%
Total	500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	120 000,00 €
2018	80 000,00 €
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	13 240,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	13 216,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	104 819,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	775 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	926 275,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : AVENANT A UN CONTRAT REGIONAL TERRITORIAL DOCUMENT CADRE

AVENANT N° 1 AU CONTRAT REGIONAL TERRITORIAL DE LA COMMUNE D'EVRY
(91)

ENTRE D'UNE PART :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,

ET D'AUTRE PART :

La Commune d'Evry, représentée par son Maire.

Après avoir rappelé :
- le contrat régional territorial de la commune d'Evry signé 27 juillet 2015 et la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional n° CP 15-339 du 17 juin 2015.
- la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016,

Et la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP

Considérant la nécessité de modifier le contrat régional territorial par l'abandon de l'opération « Ecole Jacques Cartier » et son remplacement par l'opération « Travaux de restructuration et de rénovation du groupe scolaire Bois Guillaume ».

Article 1 :

Le contrat initial est modifié comme suit :

Tableau initial

Commune d'Evry

OPERATIONS	MONTANT TRAVAUX PROPOSES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER DE REALISATION					DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM (35%)
			2015	2016	2017	2018	2019	
Groupe scolaire Aimé Césaire	10 512 832,05	2 800 000	857 142	1 714 285	228 573			980 000
Ecole jacques Cartier	5 595 615	1 200 000			600 000	600 000		420 000
T O T A L	16 108 447,05	4 000 000	857 142	1 714 285	828 573	600 000		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM			299 999,70	599 999,75	290 000,55	210 000		1 400 000

Tableau modifié

Commune d'Evry

OPERATIONS	MONTANT TRAVAUX PROPOSES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER DE REALISATION					DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM (35%)
			2015	2016	2017	2018	2019	
Groupe scolaire Aimé Césaire	10 512 832,05	2 800 000	857 142	1 714 285	228 573			980 000
Travaux de restructuration et de rénovation du groupe scolaire Bois Guillaume	5 440 000	1 200 000			600 000	600 000		420 000
T O T A L	16 108 447,05	4 000 000	857 142	1 714 285	828 573	600 000		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM			299 999,70	599 999,75	290 000,55	210 000		1 400 000

Article 2 :
Annule l'opération « Ecole Jacques Cartier » et la remplace par l'opération « Travaux de restructuration et de rénovation du groupe scolaire Bois Guillaume ».

Article 3 :
Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

A Evry, le
Pour la Commune d'Evry

Le Maire,

Francis CHOUAT

A Paris, le
Pour la Région Ile-de-France

La Présidente,

Valérie PECRESSE

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : AVENANTS AUX CONVENTIONS DE REALISATION D'UN CONTRAT REGIONAL TERRITORIAL

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE REALISATION RELATIVE AU TERRITOIRE DE COMMUNE DE MANDRES-LES-ROSES (94)
ACTION : CONSTRUCTION D'UNE ECOLE ELEMENTAIRE DE DOUZE CLASSES

La Région d'Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy à Paris (75007),
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 17-102 du 08 mars 2017,
Ci-après dénommée « la Région »,

Et

La commune de Mandres-Les-Roses,
Dont le siège social est situé 4 rue du Général LECLERC à Mandres-Les-Roses (95),
Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Claude PERRAULT,
Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

PREAMBULE :

Une subvention régionale a été attribuée à la commune de Mandres-Les-Roses, lors de la Commission permanente du 9 juillet 2015, par délibération n° CP 15-487, pour un montant de 574 903,80 € afin de concourir au financement de l'opération « Construction d'une école élémentaire de douze classes » inscrite dans le cadre du dispositif « Contrat régional territorial » approuvé par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012.

Pour la réalisation de cette opération, le bénéficiaire a conclu un contrat de partenariat en application des articles L.1414-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, signé le 17 janvier 2014 avec la société EXTERIMMO.

Il convient donc d'adapter la convention de réalisation signée le 30 septembre 2016 entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire pour permettre à ce dernier de percevoir la subvention régionale.

Sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est complété comme suit :

« La subvention régionale doit être intégralement affectée au paiement du Loyer d'investissement du contrat de partenariat et de tout type d'études et actes directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat (L1).

Au plus tard lors de la demande du premier versement intervenant postérieurement à la signature du présent avenant, le bénéficiaire transmet à la Région tout document financier contractuel attestant de la prise en compte de l'intégralité de la subvention régionale dans le montant du loyer d'investissement payé par le bénéficiaire à son cocontractant et dans les études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat ».

ARTICLE 2 :

L'article 2.1, premier alinéa, de la convention est rédigé comme suit :

« Le bénéficiaire s'engage à faire réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » ».

L'article 2.1, deuxième alinéa, de la convention est rédigé comme suit :

« Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée d'au moins 10 ans ou, au moins pendant toute la durée du contrat de partenariat, l'affectation des aménagements et des équipements subventionnés tels que définis dans la « fiche projet » ».

ARTICLE 3 :

L'article 2.2 de la convention est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

- *affecter l'ouvrage, objet de la subvention régionale, aux actions définies dans la « fiche projet » pendant la durée mentionnée au deuxième alinéa de l'article 2.1 de la présente convention ;*
- *ce que la subvention régionale soit intégralement affectée au loyer de base du contrat de partenariat et à toute étude et acte directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat.*

ARTICLE 4 :

L'article 3.2 de la convention est rédigé comme suit :

« Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions ci-après.

Le versement d'acomptes est effectué sur présentation des pièces suivantes :

- *Copie du contrat de partenariat et de ses avenants éventuels, y compris les annexes financières, portant sur les contributions financières publiques ;*
- *Tout autre document contractuel, le cas échéant, montrant la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans le loyer payé par le bénéficiaire à son cocontractant et dans les études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat».*
- *Demande de versement de la subvention signée, datée et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée ;*
- *Etat des paiements réalisés par le bénéficiaire à son cocontractant (loyers) et les études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération. Cet état, signé et daté par le bénéficiaire, précise notamment les références, dates et montants des dépenses effectués par le bénéficiaire.*
-

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention régionale.

ARTICLE 5 :

L'article 3.3 de la convention de réalisation est rédigé comme suit :

« La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et de la réalisation complète de l'opération.

Le versement du solde est effectué sur présentation des pièces suivantes :

- *Copie du contrat de partenariat et de ses avenants éventuels, y compris les annexes financières, portant sur les contributions financières publiques ou tout autre document contractuel montrant la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans le loyer payé par le bénéficiaire à son cocontractant, s'il n'y a pas eu de demande d'acompte ;*
- *Demande de versement de subvention signée et datée et revêtue du cachet représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,*
- *Attestation d'achèvement des travaux objet de la subvention signée et datée du bénéficiaire ;*
- *Etat récapitulatif de l'intégralité des versements effectués par le bénéficiaire au cocontractant (loyers) et des études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération précisant notamment les références, dates et montants des dépenses effectuées par le bénéficiaire. Cet état devra être signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable public du bénéficiaire qui justifiera de la prise en charge de ces versements dans sa comptabilité.*

Le comptable assignataire est le receveur général des finances de Paris, Trésorier-payeur général pour la Région d'Ile-de-France.

ARTICLE 6 :

L'article 4 de la convention est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En tout état de cause, elle ne peut produire d'effet au-delà du terme du contrat de partenariat conclu entre le bénéficiaire et son cocontractant, dans le cadre duquel est réalisée l'opération subventionnée ».

ARTICLE 7 :

L'article 8 de la convention est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

- *« le présent avenant »*.

ARTICLE 8 :

Les autres dispositions de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Mandres-Les-Roses, le	A Paris, le
Pour la Commune de Mandres-Les-Roses Le Maire **Jean-Claude PERRAULT**	Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil Régional **Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE REALISATION RELATIVE AU TERRITOIRE DE COMMUNE DE MANDRES-LES-ROSES (94)
ACTION : CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE DE 150 PLACES ET DE LOCAUX D'ACTIVITES EXTRASCOLAIRE DE 60 PLACES

La Région d'Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy à Paris (75007),
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 17-101 du 08 mars 2017,
Ci-après dénommée « la Région »,

Et

La commune de Mandres-Les-Roses,
Dont le siège social est situé 4 rue du Général LECLERC à Mandres-Les-Roses (95),
Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Claude PERRAULT,
Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

PREAMBULE :

Une subvention régionale a été attribuée à la commune de Mandres-Les-Roses, lors de la Commission permanente du 9 juillet 2015, par délibération n° CP 15-487, pour un montant de 235 953 € afin de concourir au financement de l'opération « Construction d'un restaurant scolaire d e150 places et de locaux d'activités extrascolaire de 60 places » inscrite dans le cadre du dispositif « Contrat régional territorial » approuvé par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012.

Pour la réalisation de cette opération, le bénéficiaire a conclu un contrat de partenariat en application des articles L.1414-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, signé le 17 janvier 2014 avec la société EXTERIMMO.

Il convient donc d'adapter la convention de réalisation signée le 30 septembre 2016 entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire pour permettre à ce dernier de percevoir la subvention régionale.

Sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est complété comme suit :

« La subvention régionale doit être intégralement affectée au paiement du Loyer d'investissement du contrat de partenariat et de tout type d'études et actes directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat (L1).

Au plus tard lors de la demande du premier versement intervenant postérieurement à la signature du présent avenant, le bénéficiaire transmet à la Région tout document financier contractuel attestant de la prise en compte de l'intégralité de la subvention régionale dans le montant du loyer d'investissement payé par le bénéficiaire à son cocontractant et dans les études , actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat».

ARTICLE 2 :

L'article 2.1, premier alinéa, de la convention est rédigé comme suit :

« Le bénéficiaire s'engage à faire réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » ».

L'article 2.1, deuxième alinéa, de la convention est rédigé comme suit :

« Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée d'au moins 10 ans ou, au moins pendant toute la durée du contrat de partenariat, l'affectation des aménagements et des équipements subventionnés tels que définis dans la « fiche projet » ».

ARTICLE 3 :

L'article 2.2 de la convention est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

- *affecter l'ouvrage, objet de la subvention régionale, aux actions définies dans la « fiche projet » pendant la durée mentionnée au deuxième alinéa de l'article 2.1 de la présente convention ;*
- *ce que la subvention régionale soit intégralement affectée au loyer de base du contrat de partenariat et à toute étude et acte directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat.*

ARTICLE 4 :

L'article 3.2 de la convention est rédigé comme suit :

« Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions ci-après.

Le versement d'acomptes est effectué sur présentation des pièces suivantes :
- *Copie du contrat de partenariat et de ses avenants éventuels, y compris les annexes financières, portant sur les contributions financières publiques ;*
- *Tout autre document contractuel, le cas échéant, montrant la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans le loyer payé par le bénéficiaire à son cocontractant et dans les études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat».*
- *Demande de versement de la subvention signée, datée et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée ;*
- *Etat des paiements réalisés par le bénéficiaire à son cocontractant (loyers) et les études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération. Cet état, signé et daté par le bénéficiaire, précise notamment les références, dates et montants des dépenses effectués par le bénéficiaire.*

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention régionale.

ARTICLE 5 :

L'article 3.3 de la convention de réalisation est rédigé comme suit :

« La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et de la réalisation complète de l'opération.

Le versement du solde est effectué sur présentation des pièces suivantes :

- *Copie du contrat de partenariat et de ses avenants éventuels, y compris les annexes financières, portant sur les contributions financières publiques ou tout autre document contractuel montrant la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans le loyer payé par le bénéficiaire à son cocontractant, s'il n'y a pas eu de demande d'acompte ;*
- *Demande de versement de subvention signée et datée et revêtue du cachet représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,*
- *Attestation d'achèvement des travaux objet de la subvention signée et datée du bénéficiaire ;*
- *Etat récapitulatif de l'intégralité des versements effectués par le bénéficiaire au cocontractant (loyers) et des études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération précisant notamment les références, dates et montants des dépenses effectuées par le bénéficiaire. Cet état devra être signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable public du bénéficiaire qui justifiera de la prise en charge de ces versements dans sa comptabilité.*

Le comptable assignataire est le receveur général des finances de Paris, Trésorier-payeur général pour la Région d'Ile-de-France.

ARTICLE 6 :

L'article 4 de la convention est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En tout état de cause, elle ne peut produire d'effet au-delà du terme du contrat de partenariat conclu entre le bénéficiaire et son cocontractant, dans le cadre duquel est réalisée l'opération subventionnée ».

ARTICLE 7 :

L'article 8 de la convention est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

- *« le présent avenant »*.

ARTICLE 8 :

Les autres dispositions de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Mandres-Les-Roses, le	A Paris, le
Pour la Commune de Mandres-Les-Roses Le Maire **Jean-Claude PERRAULT**	Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil Régional **Valérie PECRESSE**

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : FICHES IRIS MODIFIEES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15006053

Commission permanente du 9 juillet 2015 CP15-487
Modifiée par la Commission Permanente du 8 mars 2017

Objet : CONSTRUCTION D'UNE ECOLE ELEMENTAIRE DE DOUZE CLASSES - MANDRES LES ROSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 916 346,00 €	30,00 %	574 903,80 €
	Montant Total de la subvention		574 903,80 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANDRES LES ROSES
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
94520 MANDRES-LES-ROSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude PERRAULT, Maire

N° SIRET : 21940047000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par le fait que le montage de l'opération se fait dans le cadre d'un Partenariat Public Privé, les premiers versements de la commune n'intervenant qu'après livraison du bâtiment, et l'école devant être livrée pour la rentrée 2015.

Objectifs :
Mandres les Roses possède une école maternelle de bonne qualité architecturale, construite en 1988 et une école primaire qui, elle, se situe sur deux sites proches mais séparés par l'intersection de deux voies de circulation départementale.

Un site situé Place Charles de Gaulle, accueille huit salles de classes dans deux bâtiments vieillissants, l'un du XIXème siècle, le second datant d'une quarantaine d'années.

L'autre site, situé dans le parc des Charmilles, accueille quatre classes dans deux bâtiments préfabriqués, un gymnase et un restaurant scolaire. Le restaurant, qui fonctionne en liaison froide, offre seulement soixante-cinq places.

Cette configuration a été jugée insatisfaisante par la commune pour plusieurs raisons :
- Certains locaux sont des préfabriqués ne présentant plus les conditions d'hébergement adéquates pour les élèves et les personnels ; les locaux dans leur ensemble et plus particulièrement ceux en étage ne répondent pas aux normes PMR.
- L'état des locaux ne permet pas de répondre aux objectifs actuels d'économie d'énergie ; le chauffage électrique des bâtiments préfabriqués est particulièrement pénalisant.
- Les élèves doivent traverser l'intersection des deux voies de circulation départementale pour aller et venir du restaurant, du centre de loisirs et du gymnase.
- Le restaurant scolaire est sous-dimensionné pour près de deux cent quarante rationnaires.

Pour toutes ces raisons, la commune souhaite construire de nouveaux locaux permettant d'accueillir 12 classes, un nouveau restaurant à proximité du gymnase sur le site des Charmilles ainsi que des locaux d'accueil extrascolaire.

Le site est situé au centre de la commune, ce qui permet à beaucoup de parents d'y venir à pied. La rue Général Leclerc est à proximité, ce qui constitue par ailleurs un élément favorable pour les commerçants du centre-ville. Enfin la dimension du terrain permet aisément la réalisation d'un tel projet.

Un Partenariat Public Privé a été choisi par la commune pour la réalisation de cette opération.

Description :
L'école actuelle accueille aujourd'hui 320 élèves.

Douze classes seront construites et le futur bâtiment est conçu pour pouvoir en accueillir quatorze. Cette évolution possible du nombre de classes a été intégrée au projet.

Le projet intègre une forte prise en compte de la dimension environnementale. Le projet envisagé intègre la norme RT2012 avec un objectif de diminution des consommations d'énergie de 30%. Le projet serait par ailleurs labélisé « Effiénergie + » à l'issue des travaux. L'exigence de non rejet des eaux de pluie dans les réseaux d'eaux pluviales fait l'objet d'une étude attentive.

La commune a également veillée à ce que l'ensemble des locaux soient accessibles aux personnes à mobilités réduite, ainsi un ascenseur permettant à ces personnes d'accéder au premier étage du bâtiment est prévu et l'ensemble des portes ont été dimensionnées pour les PMR.

La subvention régionale intervient seulement sur les fonds propres de la commune et les loyers d'investissement de l'opération, ainsi que tous types d'études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat de la commune.

Localisation géographique :
- MANDRES-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 152 636,00	81,75%
Autres dépenses d'investissement éligibles	1 150 000,00	18,25%
Total	6 302 636,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	574 903,80	9,12%
CAF (acquis)	149 748,72	2,38%
Agence de l'Eau Seine Normandie (acquis)	110 880,00	1,76%
Commune	5 467 103,48	86,74%
Total	6 302 636,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	231 911,80 €
2017	100 000,00 €
2018	242 991,99 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrat régional territorial	810 856,80 €
	Montant total	810 856,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15006869

Commission Permanente du 9 juillet 2015
Modifiée par la Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE DE 150 PLACES ET DE LOCAUX D'ACTIVITES EXTRASCOLAIRE DE 60 PLACES - MANDRES LES ROSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	786 510,00 €	30,00 %	235 953,00 €
	Montant Total de la subvention		235 953,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat d'aménagement régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANDRES LES ROSES
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
94520 MANDRES-LES-ROSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude PERRAULT, Maire

N° SIRET : 21940047000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par le fait que le montage de l'opération se fait dans le cadre d'un Partenariat Public Privé, les premiers versements de la commune n'intervenant qu'après livraison du bâtiment, et l'école devant être livrée pour la rentrée 2015.

Objectifs :
Mandres les Roses possède une école maternelle de bonne qualité architecturale, construite en 1988 et une école primaire qui, elle, se situe sur deux sites proches mais séparés par l'intersection de deux voies de circulation départementale.

Un site situé Place Charles de Gaulle, accueille huit salles de classes dans deux bâtiments vieillissants, l'un du XIXème siècle, le second datant d'une quarantaine d'années.

L'autre site, situé dans le parc des Charmilles, accueille quatre classes dans deux bâtiments préfabriqués,

un gymnase et un restaurant scolaire. Le restaurant, qui fonctionne en liaison froide, offre seulement soixante-cinq places.

Cette configuration a été jugée insatisfaisante par la commune pour plusieurs raisons :
- Certains locaux sont des préfabriqués ne présentant plus les conditions d'hébergement adéquates pour les élèves et les personnels ; les locaux dans leur ensemble et plus particulièrement ceux en étage ne répondent pas aux normes PMR.
- L'état des locaux ne permet pas de répondre aux objectifs actuels d'économie d'énergie ; le chauffage électrique des bâtiments préfabriqués est particulièrement pénalisant.
- Les élèves doivent traverser l'intersection des deux voies de circulation départementale pour aller et venir du restaurant, du centre de loisirs et du gymnase.
- Le restaurant scolaire est sous-dimensionné pour près de deux cent quarante rationnaires.

Pour toutes ces raisons, la commune souhaite construire de nouveaux locaux permettant d'accueillir 12 classes, un nouveau restaurant à proximité du gymnase sur le site des Charmilles ainsi que des locaux d'accueil extrascolaire.

Le site est situé au centre de la commune, ce qui permet à beaucoup de parents d'y venir à pied. La rue Général Leclerc est à proximité, ce qui constitue par ailleurs un élément favorable pour les commerçants du centre-ville. Enfin la dimension du terrain permet aisément la réalisation d'un tel projet.

Un Partenariat Public Privé a été choisi par la commune pour la réalisation de cette opération.

Description :
L'école accueille aujourd'hui 320 élèves et les actuels locaux de restauration ne permettent d'accueillir que 65 rationnaires, ce qui contraint à organiser un service de repas en continu avec plusieurs services. Près de 240 élèves déjeunent en effet dans ce restaurant.

Les locaux actuels sont des préfabriqués vieillissants qui ont été construits il y a près de quarante ans et qui malgré l'entretien ne répondent plus aux exigences d'accueil et de performances énergétiques.

La construction de ce nouveau restaurant scolaire permettra de mieux répondre aux exigences sanitaires.

De meilleures conditions d'accueil des enfants sont prévues, elles se manifestent par une insonorisation des locaux et un nombre de places plus important, 150 places seront offertes aux élèves.

La proximité des locaux scolaires, de restauration et de la cour de récréation permettra de réduire les déplacements des élèves et d'accéder aux locaux à l'abri en cas d'intempéries.

Les exigences environnementales et en particulier les performances énergétiques des locaux seront de même nature que celles de l'école élémentaire.

Concernant le centre de loisirs extra-scolaire, les locaux actuels sont sous dimensionnées et ne permettent pas d'accueillir la soixantaine d'enfants qui fréquentent le centre de loisirs pré et post scolaire dans de bonnes conditions.

La mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires nécessite des locaux plus proches de l'école élémentaire.

L'équipement disposera d'une entrée distincte pour les locaux extra scolaires ainsi que d'une cour dédiée à ces activités. Ce qui permettra d'organiser l'accueil des enfants et de leurs parents sur les créneaux horaires d'ouvertures de ces activités dans de bonnes conditions. Une cour séparée des locaux de l'école est également prévue.

La subvention régionale intervient seulement sur les fonds propres de la commune et les loyers d'investissement de l'opération, ainsi que tous types d'études, actes et équipements divers directement liés à la réalisation de l'opération objet du contrat de partenariat de la commune

Localisation géographique :

- MANDRES-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	333 332,00	42,38%
Autres dépenses d'Investissement éligibles	453 178,00	57,62%
Total	786 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	235 953,00	30,00%
CAF (acquis)	20 420,28	2,60%
Agence de l'Eau Seine Normandie (acquis)	15 120,00	1,92%
Commune	515 016,72	65,48%
Total	786 510,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	100 000,00 €
2017	35 953,00 €
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrat régional territorial	810 856,80 €
	Montant total	810 856,80 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-123
Du 8 Mars 2017

RÉSEAU PAM ÎLE-DE-FRANCE : PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU PAM ÎLE-DE-FRANCE CONVENTION DE FINANCEMENT PAM 91 CONVENTION DE FINANCEMENT PAM 94

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La loi n°82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;
VU L'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France ;
VU Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;
VU La délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010 relative à la participation de la Région d'Île-de-France au financement du réseau PAM Île-de-France Services de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Évolution du dispositif ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CP 10-537 du 8 juillet 2010 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans le Département du Val-de-Marne ;
VU La délibération du n° CP 13-508 du 11 juillet 2013 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans le Département de l'Essonne ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-123 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1 :

Approuve la convention de financement entre le STIF, la Région et le département de l'Essonne pour la mise en place d'un service PAM couvrant la période 2017-2022, jointe en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Approuve la convention de financement entre le STIF, la Région et le département du Val-de-Marne pour la mise en place d'un service PAM couvrant la période 2017-2023, jointe en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBERATION : CONVENTION TRIPARTITE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, STIF, DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

Annexe II

CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LE STIF, LA REGION ET LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE « POUR LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE PAM »

ENTRE :

- Le SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ÎLE-DE-FRANCE, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé 39 bis – 41 rue de Châteaudun à Paris (9ème), (n°SIRET 287 500 078 00012), représenté par son directeur général, Monsieur Laurent PROBST, en vertu de la délibération n°_____du _____ _____ci-après désigné le « STIF »,

- La RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional, habilitée par délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil régional en date du _____ ci- après désigné « la Région Île-de-France »,

d'une première part

- Le DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE, représenté par Monsieur François DUROVRAY, Président du Conseil Départemental de l'Essonne habilité par délibération n° _____ du _____, ci-après désigné le « Département »,

d'une seconde part

PRÉAMBULE :

- Considérant la mise en place en 2003 d'un service d'information au plan régional pour les personnes handicapées sur l'accessibilité des réseaux de transports publics et sur les transports spécialisés nommé INFOMOBI,

- Considérant leur volonté commune d'étendre les services du réseau PAM Île-de-France existant tout en assurant une cohérence sur l'ensemble du territoire régional, de la prise en charge financière et des services offerts,

- Considérant l'intérêt d'une organisation décentralisée des services de transport spécialisé de personnes handicapées,

- Considérant les dispositions du code des transports relatives au statut et aux missions du Syndicat de transports d'Île-de-France,

- Considérant la convention entre le STIF et le Département de l'Essonne portant délégation de compétence du STIF au Département pour l'organisation de services de transport spécialisé pour les personnes handicapées,

Le STIF, la Région Île–de-France et le Département de l'Essonne décident de contractualiser pour la mise en place et le financement d'un dispositif de transport spécialisé pour personnes handicapées, service PAM 91, organisé au niveau départemental, en relation avec le système d'information régional.

Le dispositif prévu est constitué :

- D'au moins une centrale de réservation,
- D'un service de transport pouvant disposer d'un ou plusieurs centres d'exploitation confiés à un (ou plusieurs exploitants),
- d'un contrôle des prestations réalisées par l'exploitant.

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement par le STIF, la Région Île-de-France et le Département de l'Essonne.

Les modalités d'organisation décentralisée de transports spécialisés pour les personnes handicapées sont fixées dans le cadre de la convention de délégation de compétence entre le STIF et le Département, à laquelle est annexée la présente convention.

Article 2 : Rôles du STIF et de la Région Île-de-France :

Le STIF et la Région apportent une subvention au Département. Ils partagent avec le Département le besoin de financement public relatif à la mise en service et au fonctionnement du service PAM et des centres d'exploitation, du contrôle, des actions de communication, ainsi que de l'évaluation selon les modalités décrites à l'article 4 de la présente convention.

Les parties s'engagent à se rencontrer après deux années d'exercice de la délégation de compétence, afin d'analyser les conséquences sur les clauses de la présente convention, des évolutions éventuelles du Règlement Régional en cours d'étude par le STIF, la Région et les Départements. Le Département prendra en compte ces évolutions dans la limite de l'équilibre économique du contrat qui le lie à son prestataire et dans la mesure où ce dernier prévoit une éventuelle évolution du dispositif.

Article 3 : Rôles du Département

Il est rappelé que conformément à la convention de délégation de compétence entre le STIF et le Département, ce dernier :

- est le maître d'ouvrage du service PAM dans le respect du règlement régional de la prestation joint en annexe à la convention de délégation de compétence,

- désigne le ou les exploitants du service PAM après mise en concurrence,

- met en œuvre la tarification applicable à l'usager dans le respect des règles fixées par le STIF à l'article 3 du règlement régional applicable aux services PAM en région Île-de-France annexé à la convention de délégation de compétence,

- est responsable de l'évaluation des services sur son territoire (ayants droit, mobilité, etc.). Il communique annuellement au STIF et à la Région Île-de-France cette évaluation ainsi que l'évolution des déplacements conformément à l'article 4.3 du règlement régional applicable aux services PAM en région Ile-de-France.

Au vu de la présente convention, le Département assure, avec le concours du STIF et de la Région Île-de-France, le financement du dispositif composé du service PAM, d'opérations de communication et d'une prestation de contrôle des prestations.

Article 4 : Modalités de financement du service PAM

4.1.) La différence entre le coût payé par l'usager et le coût réel de la course est fixé par le Département après appel à la concurrence et désignation de l'exploitant.

Cette différence résultante est répartie à égalité entre le Département, la Région Île-de-France et le STIF.

4.2.) Le STIF et la Région Île-de-France apportent au Département une subvention annuelle de fonctionnement correspondant aux deux tiers de la différence entre le coût unitaire supporté par l'exploitant et le tarif public pour l'usager. La subvention est fonction du nombre de courses réellement effectuées. La subvention est répartie pour moitié entre le STIF et la Région Île-de-France.

La subvention du STIF est plafonnée à 2 400 000 € TTC (valeur 2009). La subvention de la Région est également plafonnée à 2 400 000 € TTC (valeur 2009).

La participation financière des partenaires évoluera en fonction d'un indice spécifique tenant compte notamment du coût de personnel, très important pour ce service. La formule est la suivante :

$$\text{Plafond}_n = \text{Plafond}_{n-1} \times [\, 0.7 \times (IP_{n-1} / IP_{n-2}) + 0.08 \times (IG_{n-1} / IG_{n-2}) + 0.22 \times (IS_{n-1} / IS_{n-2}) \,]$$

Indices	**Coefficient**
Indice salaire horaire ouvriers « transport terrestre et transport par conduite » –Ministère du travail SHOUV **Identifiant** INSEE: indice 49 de la NAF 88	0.7
Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Indices divers - Métropole - Gazole **Identifiant** INSEE: 000641310	0.08
Intitulé : Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - par secteur conjoncturel Métropole - Services - Ensemble **Identifiant** INSEE: 641257	0.22

• Plafond n-1 et Plafond n sont les participations plafond respectivement des années n-1 et n.
• IP n-2 et IP n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice du salaire horaire des ouvriers « transport terrestre et transport par conduite » (Ministère du travail, indice 49 de la NAF 88).
• IG n-2 et IG n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Indices divers - Métropole – Gazole (Identifiant INSEE: 641310).
• IS n-2 et IS n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - par secteur conjoncturel Métropole - Services – Ensemble (Identifiant INSEE: 641257).

La subvention est due sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante.

Article 5 : Modalités de versement des subventions

Les subventions du STIF et de la Région seront versées trimestriellement au Département sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses au titre du contrat du service PAM 91.

Les appels de fonds seront formulés séparément, par l'émission d'un titre de recettes auprès de chacun des financeurs.

Article 6 : Communication

Le Département de l'Essonne s'engage, pendant toute la durée de validité de la convention, à :

- Se référer systématiquement aux éléments de la charte graphique du Réseau Pam pour toutes déclinaisons et tous supports (print, internet, habillage véhicule). (Charte en annexe III de la convention de délégation).

- Associer, au sein d'un comité de communication la Région Île-de-France et le STIF, en vue de l'élaboration d'un plan de communication du projet. Le comité de communication regroupe les directeurs ou responsables de communication de la Région et du STIF. Il est animé par le directeur de communication du Département.

- Inscrire sa propre communication autour du réseau PAM dans les orientations retenues par le comité.

- Fournir à la Région et au STIF un calendrier prévisionnel des temps de communication que le Département souhaite mettre en avant sur une période d'un an, et s'assurer de la validité des dates proposées.

- Mettre en valeur visuellement et dans la rédaction des documents le rôle de la Région Île-de-France, et du STIF, et à faire figurer les trois logos (la Région, le STIF et le Département) dans le cartouche de manière équilibrée sur tous les documents de communication relatifs au réseau PAM (affiches, brochures, dépliants, site internet, etc.) ainsi que pour toutes les actions de communication et de relations presse.

- Habiller les véhicules d'une livrée reprenant les éléments d'identité visuelle communs aux services du réseau PAM dont le STIF est propriétaire selon le design du STIF (voir charte du réseau PAM en annexe). Pour ce faire le STIF concède au Département, qui l'accepte, l'utilisation de ces éléments d'identité visuelle et l'autorise à sous concéder cette utilisation à l'exploitant du service. La présente concession de licence d'utilisation est acceptée pour une durée égale à celle de la présente convention. Ce design concilie l'identité visuelle propre au réseau PAM Île-de-France, par l'apposition d'éléments graphiques précis et l'habillage des véhicules propre au Département.

- Mentionner à l'intérieur des véhicules, pour l'information des usagers, que ce service est cofinancé par la Région Île-de-France, du STIF et du Département.

- Prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque représentant au comité de communication puisse valider ou faire valider les différents outils de communication (édition, presse, internet) retenus par leurs responsables respectifs.
  Ce délai ne sera pas inférieur à :
  - 8 semaines avant le BAT d'impression de tout support de communication, les éléments doivent être envoyés pour études, discussions et validation.

Dès impression ou mise en ligne d'éléments de communication relatifs au réseau PAM, adresser systématiquement à la Région Ile-de-France et au STIF des justificatifs de tous les supports de communication mis en œuvre (exemplaires des brochures, dépliants, affiches, capture d'écran, communiqué de presse…).

Le coût des actions de communication réalisées par le Département est supporté à parité par le STIF, la Région et le Département, au même titre que les autres dépenses. Ceci dans la limite du montant des subventions prévues à l'article 4.

Article 7 : Contrôle, sanctions, restitution éventuelle des subventions

Le STIF et la Région Île-de-France se réservent le droit de prendre toute disposition qu'ils jugeront nécessaire pour contrôler la bonne application du présent document et exiger du Département qu'il prenne toute disposition pour que les prestataires remédient aux éventuels manquements constatés. A défaut, le Département s'expose à la suspension et, le cas échéant, à la suppression de tout ou partie des aides accordées.

Le Département s'engage à faire ressortir directement dans ses écritures la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Le Département prend toute disposition nécessaire pour contrôler la bonne application du règlement régional et exiger du Centre et des transporteurs, lorsque ceux-ci sont distincts, qu'il(s) remédie(nt) aux éventuels manquements constatés. A défaut, le Département s'expose à la suspension et, le cas échéant, à la suppression de tout ou partie des aides accordées.

Le Département s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place, par le STIF et la Région Île-de-France ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le Département conserve l'ensemble des pièces justificatives pendant 10 ans.

En cas d'inexécution ou de non-respect des termes de la présente convention, les aides accordées sont restituées, dans la limite de durée des mois contestés, au plus tard dans l'année qui suit cette inexécution.

Article 8 : Durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2017.

Elle prend fin à l'expiration du futur contrat du service de transport départemental adapté aux personnes handicapées qui sera conclu pour une durée de 5 ans à compter de sa notification. La présente convention couvre tous les effets dudit futur contrat.

Article 9 : Évaluation

Le STIF, la Région et le Département, dans le but d'une bonne coordination du développement du dispositif et notamment de leur participation financière, mettent en place un comité de suivi PAM.

Ce comité se réunit au moins une fois par an, soit au moins 4 à 6 fois pendant la durée de la convention à l'initiative du STIF. Toute modification apportée au règlement régional, en cours d'exécution de la convention, se fera après consultation du comité de suivi PAM.

L'évaluation du dispositif est faite 18 mois avant l'expiration de la convention ou à sa résiliation si celle-ci intervient avant. Les modalités de cette évaluation sont définies par les trois signataires de la présente convention.

Le contrôle des prestations exercées par le titulaire du contrat du service PAM 91 de transport adapté aux personnes handicapées permettront notamment cette évaluation.

Fait en 3 exemplaires originaux,

Pour la Région Île-de-France	Pour le Département de l'Essonne,	Pour le STIF,

ANNEXE 2 À LA DÉLIBERATION : CONVENTION TRIPARTITE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, STIF, DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Annexe II

CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LE STIF, LA REGION ET LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE « POUR LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE PAM »

ENTRE :

- Le SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ÎLE-DE-FRANCE, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé 39 bis – 41 rue de Châteaudun à Paris (9ème), (n°SIRET 287 500 078 00012), représenté par son directeur général, Monsieur Laurent PROBST, en vertu de la délibération n°_____du _____ _____ci-après désigné le « STIF »,

- La RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional, habilitée par délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil régional en date du _____ ci- après désigné « la Région Île-de-France »,

D'une première part

- Le DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE, représenté par Monsieur Christian FAVIER, Président du Conseil Départemental du Val-de-Marne habilité par délibération n° du , ci-après désigné le « Département »

D'une seconde part

PRÉAMBULE :

- Considérant la mise en place en 2003 d'un service d'information au plan régional pour les personnes handicapées sur l'accessibilité des réseaux de transports publics et sur les transports spécialisés nommé INFOMOBI,

- Considérant leur volonté commune d'étendre les services du réseau PAM Île-de-France existant tout en assurant une cohérence sur l'ensemble du territoire régional, de la prise en charge financière et des services offerts,

- Considérant l'intérêt d'une organisation décentralisée des services de transport spécialisé de personnes handicapées,

- Considérant les dispositions du code des transports relatives au statut et aux missions du Syndicat de transports d'Île-de-France,

- Considérant la convention entre le STIF et le Département de l'Essonne portant délégation de compétence du STIF au Département pour l'organisation de services de transport spécialisé pour les personnes handicapées,

Le STIF, la Région Île–de-France et le Département de l'Essonne décident de contractualiser pour la mise en place et le financement d'un dispositif de transport spécialisé pour personnes handicapées, service PAM 94, organisé au niveau départemental, en relation avec le système d'information régional.

Le dispositif prévu est constitué :

- D'au moins une centrale de réservation,
- D'un service de transport pouvant disposer d'un ou plusieurs centres d'exploitation confiés à un (ou plusieurs exploitants),
- d'un contrôle des prestations réalisées par l'exploitant.

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement par le STIF, la Région Île-de-France et le Département du Val-de-Marne.

Les modalités d'organisation décentralisée de transports spécialisés pour les personnes handicapées sont fixées dans le cadre de la convention de délégation de compétence entre le STIF et le Département, à laquelle est annexée la présente convention.

Article 2 : Rôles du STIF et de la Région Île-de-France :

Le STIF et la Région apportent une subvention au Département. Ils partagent avec le Département le besoin de financement public relatif à la mise en service et au fonctionnement du service PAM et des centres d'exploitation, du contrôle, des actions de communication, ainsi que de l'évaluation selon les modalités décrites à l'article 4 de la présente convention.

Les parties s'engagent à se rencontrer après deux années d'exercice de la délégation de compétence, afin d'analyser les conséquences sur les clauses de la présente convention, des évolutions éventuelles du Règlement Régional en cours d'étude par le STIF, la Région et les Départements. Le Département prendra en compte ces évolutions dans la limite de l'équilibre économique du contrat qui le lie à son prestataire et dans la mesure où ce dernier prévoit une éventuelle évolution du dispositif.

Article 3 : Rôles du Département

Il est rappelé que conformément à la convention de délégation de compétence entre le STIF et le Département, ce dernier :

- est le maître d'ouvrage du service PAM dans le respect du règlement régional de la prestation joint en annexe à la convention de délégation de compétence,

- désigne le ou les exploitants du service PAM après mise en concurrence,

- met en œuvre la tarification applicable à l'usager dans le respect des règles fixées par le STIF à l'article 3 du règlement régional applicable aux services PAM en région Île-de-France annexé à la convention de délégation de compétence,

- est responsable de l'évaluation des services sur son territoire (ayants droit, mobilité, etc.). Il communique annuellement au STIF et à la Région Île-de-France cette évaluation ainsi que l'évolution des déplacements conformément à l'article 4.3 du règlement régional applicable aux services PAM en région Ile-de-France.

Au vu de la présente convention, le Département assure, avec le concours du STIF et de la Région Île-de-France, le financement du dispositif composé du service PAM, d'opérations de communication et d'une prestation de contrôle des prestations.

Article 4 : Modalités de financement du service PAM

4.1.) La différence entre le coût payé par l'usager et le coût réel de la course est fixé par le Département après appel à la concurrence et désignation de l'exploitant.

Cette différence résultante est répartie à égalité entre le Département, la Région Île-de-France et le STIF.

4.2.) Le STIF et la Région Île-de-France apportent au Département une subvention annuelle de fonctionnement correspondant aux deux tiers de la différence entre le coût unitaire supporté par l'exploitant et le tarif public pour l'usager. La subvention est fonction du nombre de courses réellement effectuées. La subvention est répartie pour moitié entre le STIF et la Région Île-de-France.

La subvention du STIF est plafonnée à 1 500 000 € TTC (valeur 2009). La subvention de la Région est également plafonnée à 2 500 000 € TTC (valeur 2009).

La participation financière des partenaires évoluera en fonction d'un indice spécifique tenant compte notamment du coût de personnel, très important pour ce service. La formule est la suivante :

$$\text{Plafond}_n = \text{Plafond}_{n-1} \times [\, 0.7 \times (IP_{n-1} / IP_{n-2}) + 0.08 \times (IG_{n-1} / IG_{n-2}) + 0.22 \times (IS_{n-1} / IS_{n-2}) \,]$$

Indices	**Coefficient**
Indice salaire horaire ouvriers « transport terrestre et transport par conduite » –Ministère du travail SHOUV **Identifiant** INSEE: indice 49 de la NAF 88	0.7
Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Indices divers - Métropole - Gazole **Identifiant** INSEE: 000641310	0.08
Intitulé : Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - par secteur conjoncturel Métropole - Services - Ensemble **Identifiant** INSEE: 641257	0.22

• Plafond n-1 et Plafond n sont les participations plafond respectivement des années n-1 et n.
• IP n-2 et IP n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice du salaire horaire des ouvriers « transport terrestre et transport par conduite » (Ministère du travail, indice 49 de la NAF 88).
• IG n-2 et IG n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Indices divers - Métropole – Gazole (Identifiant INSEE: 641310).
• IS n-2 et IS n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - par secteur conjoncturel Métropole - Services – Ensemble (Identifiant INSEE: 641257).

La subvention est due sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante.

Article 5 : Modalités de versement des subventions

Les subventions du STIF et de la Région seront versées trimestriellement au Département sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses au titre du contrat du service PAM 94.

Les appels de fonds seront formulés séparément, par l'émission d'un titre de recettes auprès de chacun des financeurs.

Article 6 : Communication

Le Département du Val-de-Marne s'engage, pendant toute la durée de validité de la convention, à :

- Se référer systématiquement aux éléments de la charte graphique du Réseau Pam pour toutes déclinaisons et tous supports (print, internet, habillage véhicule). (Charte en annexe III de la convention de délégation).

- Associer, au sein d'un comité de communication la Région Île-de-France et le STIF, en vue de l'élaboration d'un plan de communication du projet. Le comité de communication regroupe les directeurs ou responsables de communication de la Région et du STIF. Il est animé par le directeur de communication du Département.

- Inscrire sa propre communication autour du réseau PAM dans les orientations retenues par le comité.

- Fournir à la Région et au STIF un calendrier prévisionnel des temps de communication que le Département souhaite mettre en avant sur une période d'un an, et s'assurer de la validité des dates proposées.

- Mettre en valeur visuellement et dans la rédaction des documents le rôle de la Région Île-de-France, et du STIF, et à faire figurer les trois logos (la Région, le STIF et le Département) dans le cartouche de manière équilibrée sur tous les documents de communication relatifs au réseau PAM (affiches, brochures, dépliants, site internet, etc.) ainsi que pour toutes les actions de communication et de relations presse.

- Habiller les véhicules d'une livrée reprenant les éléments d'identité visuelle communs aux services du réseau PAM dont le STIF est propriétaire selon le design du STIF (voir charte du réseau PAM en annexe). Pour ce faire le STIF concède au Département, qui l'accepte, l'utilisation de ces éléments d'identité visuelle et l'autorise à sous concéder cette utilisation à l'exploitant du service. La présente concession de licence d'utilisation est acceptée pour une durée égale à celle de la présente convention. Ce design concilie l'identité visuelle propre au réseau PAM Île-de-France, par l'apposition d'éléments graphiques précis et l'habillage des véhicules propre au Département.

- Mentionner à l'intérieur des véhicules, pour l'information des usagers, que ce service est cofinancé par la Région Île-de-France, du STIF et du Département.

- Prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque représentant au comité de communication puisse valider ou faire valider les différents outils de communication (édition, presse, internet) retenus par leurs responsables respectifs.
  Ce délai ne sera pas inférieur à :
  - 8 semaines avant le BAT d'impression de tout support de communication, les éléments doivent être envoyés pour études, discussions et validation.

Dès impression ou mise en ligne d'éléments de communication relatifs au réseau PAM, adresser systématiquement à la Région Ile-de-France et au STIF des justificatifs de tous les supports de communication mis en œuvre (exemplaires des brochures, dépliants, affiches, capture d'écran, communiqué de presse…).

Le coût des actions de communication réalisées par le Département est supporté à parité par le STIF, la Région et le Département, au même titre que les autres dépenses. Ceci dans la limite du montant des subventions prévues à l'article 4.

Article 7 : Contrôle, sanctions, restitution éventuelle des subventions

Le STIF et la Région Île-de-France se réservent le droit de prendre toute disposition qu'ils jugeront nécessaire pour contrôler la bonne application du présent document et exiger du Département qu'il prenne toute disposition pour que les prestataires remédient aux éventuels manquements constatés. A défaut, le Département s'expose à la suspension et, le cas échéant, à la suppression de tout ou partie des aides accordées.

Le Département s'engage à faire ressortir directement dans ses écritures la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Le Département prend toute disposition nécessaire pour contrôler la bonne application du règlement régional et exiger du Centre et des transporteurs, lorsque ceux-ci sont distincts, qu'il(s) remédie(nt) aux éventuels manquements constatés. A défaut, le Département s'expose à la suspension et, le cas échéant, à la suppression de tout ou partie des aides accordées.

Le Département s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place, par le STIF et la Région Île-de-France ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le Département conserve l'ensemble des pièces justificatives pendant 10 ans.

En cas d'inexécution ou de non-respect des termes de la présente convention, les aides accordées sont restituées, dans la limite de durée des mois contestés, au plus tard dans l'année qui suit cette inexécution.

Article 8 : Durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2017.

Elle prend fin à l'expiration du futur contrat du service de transport départemental adapté aux personnes handicapées qui sera conclu pour une durée de 6 ans à compter de sa notification. La présente convention couvre tous les effets dudit futur contrat.

Article 9 : Évaluation

Le STIF, la Région et le Département, dans le but d'une bonne coordination du développement du dispositif et notamment de leur participation financière, mettent en place un comité de suivi PAM.

Ce comité se réunit au moins une fois par an, soit au moins 4 à 6 fois pendant la durée de la convention à l'initiative du STIF. Toute modification apportée au règlement régional, en cours d'exécution de la convention, se fera après consultation du comité de suivi PAM.

L'évaluation du dispositif est faite 18 mois avant l'expiration de la convention ou à sa résiliation si celle-ci intervient avant. Les modalités de cette évaluation sont définies par les trois signataires de la présente convention.

Le contrôle des prestations exercées par le titulaire du contrat du service PAM 94 de transport adapté aux personnes handicapées permettront notamment cette évaluation.

Fait en 3 exemplaires originaux,

Pour la Région Île-de-France	Pour le Département du Val-de-Marne,	Pour le STIF,

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-057

Du 8 Mars 2017

TRANSMISSION DE FICHIERS ISSUS DE L'ENQUÊTE TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU La loi n° 82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et notamment les articles 14 et 28-3 ;

VU La loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 09-800 du 24 septembre 2009 approuvant la convention de groupement de commandes pour la réalisation de l'enquête transport de marchandises en ville ;

VU La délibération n° CP 10-502 du 8 juillet 2010 relative à l'enquête transport de marchandises en ville portant affectation d'une autorisation de programme, notamment son article 3 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-057 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la Commission des transports ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article unique :

Subordonne la transmission de fichiers issus de l'enquête transport de marchandises en ville à École des Mines de Saint-Étienne**,** à la signature de la convention de partenariat jointe en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France



Valérie PECRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION : CONVENTION

CONVENTION DE PARTENARIAT
CONCERNANT LA TRANSMISSION DE FICHIERS ISSUS DE L'ENQUÊTE TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE

ENTRE :

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE, dont le siège social est situé 33, rue Barbet de Jouy 75007 Paris, représenté(e) par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional,
En vertu de la délibération n° 17 - xxx du 8 mars 2017

ci-après désigné(e) « la RIF »,

d'une part,

ET :

École des Mines de Saint-Étienne, Établissement Public à caractère Administratif, situé 158 cours Fauriel, 42023 Saint-Étienne représentée, par Monsieur Pascal RAY, en sa qualité de Directeur
ci-après désigné(e) « le Partenaire »,

d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par **les Parties** ou individuellement par **la Partie**.

APRÈS AVOIR RAPPELÉ EN PRÉAMBULE CE QUI SUIT

Objectifs de l'Enquête Transport de Marchandises en Ville

Sur le modèle des enquêtes transport de marchandises en ville menées à Bordeaux, Dijon et Marseille au milieu des années 90, une vaste enquête sur l'approvisionnement des établissements économiques d'Ile-de-France a été réalisée en 2011 – 2012. Cette enquête devait répondre aux objectifs suivants :

- La connaissance du nombre de mouvements de livraisons et enlèvements de marchandises occasionnés par l'activité économique de la métropole parisienne, et de leurs caractéristiques en termes de types de véhicules utilisés, organisation logistique déployée (importance des tournées de véhicules, poids respectifs du transport professionnel et du transport en compte propre), rythme (quotidien, hebdomadaire et annuel), types de marchandises, conditionnement, poids ;

- La description fine des pratiques de livraisons/enlèvements afin de comprendre

l'occupation de la voirie par les véhicules de transport de marchandises, qu'il s'agisse des types de stationnement utilisés, des moyens de manutention employés, de l'organisation des arrêts au sein des tournées, des distances parcourues par les véhicules ;

- Des indicateurs sur l'organisation du secteur des transports sur ce segment particulier des livraisons urbaines : importance du recours à la sous-traitance, poids du transport dédié, implantation des plates-formes…

L'enquête livre à présent ses premiers résultats, qui s'enrichiront au fur et à mesure de la progression de l'exploitation des données.

L'organisation de la réalisation de l'ETMV

L'enquête sur les transports de marchandises en ville réalisée en Île-de-France s'est inscrite dans la continuité des enquêtes réalisées sur les villes de Bordeaux (1994-1995), à Marseille et Dijon (1996-1997).

Ces enquêtes avaient été réalisées sur la base d'une méthodologie novatrice. Elles avaient alors permis de déterminer les facteurs explicatifs des mouvements de véhicules de transports de marchandises en milieu urbain, tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif, notamment grâce à un modèle développé par le Laboratoire Aménagement Economie Transports (LAET).

Ces enquêtes devaient être renouvelées et élargies à des agglomérations de tailles variables. C'est pourquoi la Région Île-de-France, l'État et l'ADEME ont souhaité mener conjointement une enquête en Île-de-France. Elle a été réalisée en 2011-2012.

Le LAET, du fait de sa connaissance tant scientifique que technique de la méthodologie d'enquêtes TMV, a été chargé d'adapter son modèle à l'Ile de France à partir des résultats de l'enquête afin de corriger, ajuster et apurer la base de données dont il a assuré une première exploitation.

Nature des fichiers mis à disposition

Les questionnaires remplis originaux ainsi que leur codage informatique comportent toutes les données brutes de l'enquête. Les données permettant l'identification directe des personnes interrogées (noms et adresse) en ont été supprimées. Les documents ainsi expurgés de leurs mentions directement identifiables sont contenus dans des fichiers appelés ci-après «Fichiers apurés», que la RIF se propose de mettre à disposition du Partenaire dans les conditions ci-après.

Contenu des Fichiers apurés

L'enquête a abouti à la constitution de fichiers informatiques qui se divisent en 3 grandes parties : les fichiers établissements, les fichiers transporteurs, les fichiers chauffeurs.

Afin de réaliser ou de faire réaliser des études complémentaires à ces analyses de mouvements de marchandises, le partenaire souhaite pouvoir utiliser les Fichiers apurés.

Compte tenu de ces différents éléments, les parties ont souhaité se rapprocher afin de déterminer les modalités de transmission de ces fichiers.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la RIF met à disposition du Partenaire, à titre non exclusif, les fichiers informatiques dits « Fichiers apurés » élaborés dans le cadre de la réalisation de l'Enquête Transports de Marchandises en Ville, et permet son utilisation par le Partenaire.

ARTICLE 2 : Désignation des correspondants des organismes intervenants

Pour l'exécution de la présente convention, chaque partie désigne un correspondant attitré :
- pour la RIF, GRANES Nathalie, Chef de service Fret et entreprises de transport de la Direction des Transports (nathalie.granes@iledefrance.fr - 01 53 85 53 63)
- pour l'École des Mines de Saint-Étienne, GONZALES-FELIU Jesus, Maître-Assistant Institut Henri FAYOL

Tout changement du correspondant d'un organisme signataire devra faire l'objet d'un courrier officiel au correspondant de l'autre organisme signataire de la convention.

ARTICLE 3 : Modalités de transmission

Une copie de l'ensemble des Fichiers Détails sous format informatique est remise par la Région au Partenaire après signature de la convention par les deux parties.

Ces fichiers seront livrés par voie numérique.

ARTICLE 4 : Protection des données

4.1. Propriété des Fichiers Détails

La RIF reste propriétaire des Fichiers apurés et des données transmises dans le cadre de la présente convention. En aucun cas, la présente convention n'entraine un quelconque transfert de droit de propriété, quel qu'il soit, sur les Fichiers apurés et les données transmises au profit du Partenaire.

Le LAET reste quant à lui propriétaire de la méthode utilisée. Avec la RIF, il est garant de l'utilisation des données dans le respect de la présente convention.

Le Partenaire s'engage à informer la RIF de toute atteinte aux droits de propriété de ce dernier dont il pourrait avoir connaissance.

ARTICLE 5 : Conditions d'utilisation des données transmises

5.1. Droits de réutilisation

Le Partenaire est autorisé pendant la durée de la présente convention à utiliser les fichiers apurés pour ses besoins propres, uniquement à des fins statistiques ou des études

rigoureusement anonymes, pour les besoins de la connaissance des mouvements de marchandises selon les différents modes de transport et les motifs.

Le secret statistique sera respecté dans toute publication.

Le Partenaire s'interdit donc d'utiliser les données des Fichiers apurés issus de l'ETMV, même sous une forme modifiée ou altérée, à des fins autres que celles mentionnées au premier alinéa de l'article 5.1.

Ainsi, toute autre utilisation des données des Fichiers apurés issus de l'ETMV, en particulier leur utilisation à des fins commerciales, pour l'élaboration de logiciels de consultation cartographiques ou encore d'outils de requettage des données, pour des besoins autres que internes, est interdite dans le cadre de cette convention (mais pourra le cas échéant faire l'objet d'une convention spécifique).

5.2. Mention de l'origine des données issues de l'ETMV

La publication par le Partenaire de documents, articles, rapports ou présentations ayant pour objet principal des analyses faites à partir des Fichiers apurés de l'ETMV ou réalisés en tout ou partie à partir des données issues des Fichiers apurés de l'ETMV devra intégrer la mention suivante : « L'enquête transport de marchandises en ville a été pilotée par le Laboratoire Aménagement Economie Transports et financée par la Région Ile-de-France, la DRIEA et l'ADEME.» La publication par le Partenaire de documents, articles, cartes, rapports ou présentations citant des résultats de l'ETMV initiale devra porter la mention obligatoire de la source : « ETMV 2011-2012 – RIF-DRIEA/DGITM-ADEME».

De même, ces documents, articles, rapports, présentations devront être transmis pour information au LAET, à la Région, à la DRIEA et à l'ADEME sur support papier ou support informatique.

5.3. Communication à des tiers

Le Partenaire s'interdit de communiquer les Fichiers apurés ou tout ou partie de leur contenu à des tiers. Il n'est pas autorisé à céder ou transmettre la présente convention, ni à consentir des conventions de réutilisation des données transmises, à quelques tiers que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même à titre temporaire et/ou gratuit, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable et écrite de la RIF.
Toutefois, le Partenaire pourra mettre à disposition des prestataires sous-traitants tels que sociétés d'études auxquelles il confierait par contrat la réalisation de travaux statistiques ou d'études. Ces contrats, qui préciseront que ces prestataires ne pourront agir que sur instruction du Partenaire, devront alors imposer aux sociétés d'études les engagements pris par le Partenaire, notamment :

- l'interdiction d'utiliser les données transmises, même sous une forme modifiée ou altérée, pour d'autres usages que ceux nécessaires à la mission qui lui est confié par le Partenaire, laquelle ne peut excéder ses propres droits d'utilisation décrits à l'article 5.1. ;

- le respect de la confidentialité des données et du secret statistique,

- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la sécurité et la confidentialité des Fichiers Détails et de leur contenu ;

- l'interdiction de toute communication à des tiers, sous quelque forme que ce soit,

- la restitution, au terme de ces contrats, de l'intégralité des données communiquées, la destruction et/ou la non conservation de toute copie, sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 6 : Conditions financières

La présente convention ne donne lieu à aucun flux financier, les parties consentant à respecter leurs engagements réciproques gratuitement.

ARTICLE 7 : Responsabilité

Le Partenaire utilise les données transmises, conformément à la présente convention, sous sa seule et exclusive responsabilité et à ses risques et périls, sans que d'aucune manière, la RIF ne soit responsable vis-à-vis des tiers de cette utilisation.
La RIF s'engage à mettre en œuvre les moyens adaptés pour transmettre les données selon les modalités convenues. En aucun cas, la responsabilité du RIF ne pourra être engagée au titre d'un dommage indirect ou imprévisible pouvant résulter de l'utilisation des données par le Partenaire. De convention expresse entre les parties, sont considérés notamment comme préjudices indirects, la perte de chiffre d'affaires ou de bénéfices, la perte d'image, de données, le manque à gagner, ou tout préjudice commercial.

ARTICLE 8 : Confidentialité

Chaque Partie reconnaît que l'exécution de la présente convention peut l'amener à prendre connaissance d'informations propres à l'autre partie. Chaque Partie prend donc l'engagement et se porte fort pour son personnel du respect de l'obligation de ne communiquer à quiconque, soit directement, soit indirectement, les renseignements, informations ou documents, identifiés comme confidentiels, recueillis à l'occasion de l'exécution de la convention ou à l'occasion d'échanges ou de visites précédant la conclusion de la présente convention.
La présente obligation de confidentialité survivra pendant une durée de cinq (5) ans à compter de l'expiration de la présente convention. En outre, dès l'échéance ou la résiliation de la présente convention, chaque partie devra soit restituer à l'autre partie l'ensemble des documents communiqués, soit assurer l'autre partie de la destruction de ces informations.

ARTICLE 9 : Entrée en vigueur et durée

La présente convention entre en vigueur à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par la RIF au Partenaire, et se termine à la date de parution d'une nouvelle ETMV, ou au plus tard le 5 avril 2018.

A l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit (arrivée du terme ou résiliation), le Partenaire devra cesser d'utiliser les Fichiers apurés transmis et leur contenu dès la date d'expiration.

ARTICLE 10 : Résiliation en cas d'inexécution des obligations contractuelles

Tout manquement de l'une ou de l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes de la présente convention, entraînera la résiliation de plein droit de celle-ci, 15 jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet ou immédiatement en cas de manquement non réparable, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

D'un commun accord, les parties peuvent en outre résilier la présente convention par avenant.

ARTICLE 11 : Règlement amiable des différends – Litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés devant la juridiction territorialement et matériellement compétente.

Fait à Paris, en 2 exemplaires :

Le

Pour la Région Île-de-France

Pour l'École des Mines de Saint-Étienne

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-108

Du 8 Mars 2017

SUBVENTIONS EN FAVEUR D'ITINÉRAIRES CYCLABLES Á MARNE-LA-VALLÉE (77) ET EN ESSONNE (91)

RECTIFICATIF RELATIF AU FINANCEMENT D'UN POSTE DE CHARGÉ DE MISSION PDE – CCI DE L'ESSONNE (91)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de la route ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'action régional en faveur de la mobilité durable et particulièrement son annexe 2 – dispositif « Déplacements à vélo en Ile-de-France » ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CP 14-182 du 10 avril 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale d'écomobilité ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;
VU Le rapport CP 2017-108 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1 : «Programme HP 78-001 - Circulations douces»

Décide de participer au titre du dispositif **«** *Déplacements à vélo en Ile-de-France »,* au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **979 727,50 €** réparti comme suit :

Maître d'ouvrage	Nom de l'opération	Montant de la subvention
Communauté d'agglomération Marne et Gondoire (77)	Itinéraire cyclable reliant la gare RER de Torcy aux pôles de Collégien et Bussy-Saint-Martin – RD406	387 000,00 €
Communauté d'agglomération Marne et Gondoire (77)	Itinéraire cyclable le long de la RD35 reliant Guermantes à la gare RER de Bussy-Saint-Georges	150 322,50 €
Communauté d'agglomération Marne et Gondoire (77)	Jalonnement cyclable entre les gares de Torcy (RER) et Lagny-Thorigny (SNCF)	9 655,00 €
Conseil départemental de l'Essonne (91)	Promenade des aqueducs de la Vanne et du Loing, création d'une voie verte	388 750,00 €

Conseil départemental de l'Essonne (91)	Aménagement d'une traversée piétons-cycles sécurisée du Chemin Gâtinais Beauce avec la RD 837 à Milly-la-Forêt	44 000,00 €
	TOTAL	**979 727,50 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-520 du 09 juillet 2015, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **979 727,50 €** disponible sur le chapitre 907 «Environnement» - code fonctionnel 78 «Autres actions» programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 «Réseaux verts et équipements cyclables», du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Programme HP 80-001 « Études générales »

Suite à une erreur matérielle soldant l'affectation votée par délibération n° CP 14-182 du 10 avril 2014 pour l'attribution d'une subvention pour le financement d'un poste de chargé de mission à la CCI de l'Essonne, affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de **13 526,13 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 80 « Services communs » programme HP 80-001 « Études générales » - Action 18000103 « Écomobilité » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17001775	Projet chargé de mission PDE à la CCI de l'Essonne – troisième année	CCI 91	10 avril 2014

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-108	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178001 - Circulations douces**
Action	**17800101 - Réseaux verts et équipements cyclables**

Dispositif : N° 00000718 - Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)

Dossier	16006593 - ITINERAIRE CYCLABLE RELIANT LA GARE RER DE TORCY AUX POLES DE COLLEGIEN ET BUSSY-SAINT-MARTIN - RD406, PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE-ET-GONDOIRE (77)			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	COLLEGIEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	387 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
774 000,00 €	HT	50 %	387 000,00 €	

Dossier	16006600 - JALONNEMENT CYCLABLE ENTRE LES GARES DE TORCY ET LAGNY-THORIGNY PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE-ET-GONDOIRE (77)			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 655,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 310,00 €	HT	50 %	9 655,00 €	

Dossier	17002169 - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 35 RELIANT GUERMANTES A LA GARE RER DE BUSSY-SAINT-GEORGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE-ET-GONDOIRE (77)			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 322,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 645,00 €	HT	50 %	150 322,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-108	Budget	2017

Dossier	17003218 - AMENAGEMENT D'UNE TRAVERSEE PIÉTONS-CYCLES SÉCURISÉE DU CHEMIN GATINAIS BEAUCE AVEC LA RD 837 A MILLY-LA-FORET (91)			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	MILLY-LA-FORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 000,00 €	HT	50 %	44 000,00 €	

Dossier	17003234 - PROMENADE DES AQUEDUCS DE LA VANNE ET DU LOING, CREATION D'UNE VOIE VERTE (91)			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	388 750,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
777 500,00 €	HT	50 %	388 750,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000718 - Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	979 727,50 €

Total sur l'imputation 907 - 78 - 178001 - 17800101	979 727,50 €

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**80 - Services communs**
Programme	**180001 - Études générales**
Action	**18000103 - Ecomobilité**

Dispositif : N° 00000395 - Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)

Dossier	17001775 - PROJET DE CHARGE DE MISSION PDE à la CCI ESSONNE - REAFFECTATION TROISIEME ANNEE			
Bénéficiaire	R1570 - CCI ESSONNE CHAM COM & INDUS			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 526,13 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 087,10 €	HT	30 %	13 526,13 €	

Total sur le dispositif N° 00000395 - Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	13 526,13 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-108	Budget	2017

Total sur l'imputation 938 - 80 - 180001 - 18000103	13 526,13 €

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001775

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PROJET DE CHARGE DE MISSION PDE A LA CCI ESSONNE - REAFFECTATION TROISIEME ANNEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	45 087,10 €	30,00 %	13 526,13 €
	Montant Total de la subvention		13 526,13 €

Imputation budgétaire : 938-80-65738-180001-200
18000103- Ecomobilité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCI ESSONNE CHAM COM & INDUS
Adresse administrative : 2 CRS MGR ROMERO BP 133
91004 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant :

N° SIRET : 18910002700052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : projet chargé de mission PDE à la CCI Essonne - Réaffectation troisième année

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation de la subvention, portant sur des actions ayant démarré en avril 2014 suite à une erreur matérielle soldant l'affectation initiale.

Objectifs :
Les zones prioritaires suivantes avaient été identifiées dans le cadre de la mission du conseiller mobilité et déplacements :

* L'entreprise FAURECIA sur la commune de Brières-les-Scellés dans le Sud Essonne,
* L'entreprise Alcatel-Lucent basée à Nozay,
* Le parc d'activités de Courtabœuf,
* Le plateau de Saclay,

* Le quartier autour de la gare d'Evry Courcouronnes,
* Le quartier autour de la gare d'Evry bras de Fer,
* Le quartier du pôle gare de Massy,
* La partie essonnienne d'Orly,
* L'entreprise Thalès basée à Limours.

Parmi ces neuf zones prioritaires, six ont été investiguées. Il s'agit des six premières zones listées ci-dessus dont cinq font aujourd'hui l'objet d'une démarche PDIE ou PDIEA et une a réalisé son PDE en interne (FAURECIA).

La CCI Essonne a accompagné avec des conseils d'ordre technique et méthodologique la stagiaire en charge du PDE de Faurecia.

Sur les cinq zones en démarches de PDIE, deux en sont au plan d'orientation d'actions (ce qui représente plus de 27 000 salariés dans 1102 entreprises) et trois en fin de phase pré diagnostic (ce qui représente près de 12 500 salariés dans 84 entreprises)

Les deux zones du quartier du pôle gare de Massy et la partie essonnienne d'Orly, font déjà l'objet d'un accompagnement PDIE par d'autres acteurs que la CCI Essonne. En effet, la ville de Massy accompagne les entreprises du PDIE Massy Atlantis, alors qu'un conseiller mobilité posté à l'ADOR gère les questions liées à l'amélioration de l'accessibilité des entreprises d'Orly.

En parallèle, de grandes actions de sensibilisation ont été engagées sous la forme d'un concours auquel 13 structures ont répondu (7000 actifs) et de deux forum sur l'accessibilité regroupant, indépendamment des intervenants, 120 participants.

Description :
Les axes de travail pour la 3ème et dernière année du poste, sont dans le prolongement de ceux de l'année 2 avec pour priorité de finaliser les plans d'orientation d'actions dès mai 2014 et d'organiser le suivi des premiers résultats en novembre 2014.

Consciente du besoin suscité par la présence du chargé de mission sur son territoire, la CCI de l'Essonne propose aux entreprises des prestations permettant de rendre durables leurs démarches de PDIE et qui s'appuient sur un modèle économique qui permet à la CCI de pérenniser le poste de chargé de mission.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 526,13 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	23 400,00 €
	Montant total	23 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006593

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ITINERAIRE CYCLABLE RELIANT LA GARE RER DE TORCY AUX POLES DE COLLEGIEN ET BUSSY-SAINT-MARTIN - RD406, PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE-ET-GONDOIRE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	774 000,00 €	50,00 %	387 000,00 €
	Montant Total de la subvention		387 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : Aménagement d'un itinéraire cyclable reliant la gare RER de Torcy aux pôles économiques et culturels des communes de Collégien et Bussy-Saint-Martin, par la communauté d'agglomération de Marne et Gondoire (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La communauté d'agglomération de Marne et Gondoire se situe dans le département de Seine-et-Marne et se trouve en partie dans le périmètre de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Son territoire est caractérisé ainsi par un tissu urbain de ville nouvelle séparant habitat et pôles de vie et par le passage d'importantes infrastructures routières (A4, A104, plusieurs départementales) générant de nombreuses coupures.
La communauté d'agglomération s'est engagée depuis plusieurs années dans un projet global de

développement du maillage en liaisons douces et en particulier de la pratique du vélo sur son territoire, via son schéma de cohérence territorial et son schéma directeur des liaisons douces intercommunal. L'agglomération a ciblé ainsi 6 itinéraires cyclables utilitaires et un itinéraire de loisirs dont l'aménagement est programmé et phasé d'ici 2025.

L'itinéraire cyclable reliant la gare RER de Torcy aux pôles économiques et culturels des communes de Collégien et Bussy-Saint-Martin a été identifié comme prioritaire avec une mise en œuvre programmée à court terme. L'objectif est de relier la gare RER de Torcy à la gare de Bussy-Saint-Georges, de desservir le parc culturel de Rentilly, le centre-commercial Bay 2 et plusieurs zones d'activités.

Le passage sous l'autoroute A4 constitue actuellement une importante coupure urbaine pour les piétons et les cycles. La route départementale RD 406 est une voirie limitée à 70 km accueillant un fort trafic et constitue un environnement peu propice au vélo.

L'aménagement d'une voie verte le long de la RD 406 et notamment le passage sous l'A4, qui constitue un point dur de l'itinéraire, permettra ainsi d'améliorer les conditions de circulation des piétons et des cyclistes pour accéder à la gare de Torcy et aux zones d'emplois. L'objectif est d'offrir une liaison cyclable continue, dans des conditions de confort et surtout de sécurité minimum, via un cheminement protégé de la circulation routière et éclairé.

Description :
Les travaux concernent l'aménagement d'un itinéraire cyclable reliant la gare RER de Torcy aux pôles économiques et culturels des communes de Collégien et Bussy-Saint-Martin sur un linéaire de 4 kilomètres, dont 1720 mètres créés.

L'itinéraire aménagé empruntera des sections différenciées en fonction de l'insertion dans le site : aire piétonne ouverte aux cycles, piste cyclable bidirectionnelle de 2,50 mètres de large, voie verte de 3 mètres de large et zone 30.
Les travaux consisteront en aménagement de voirie, pose de mobilier et de signalisation verticale sur 1720 mètres.
Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires, conformément aux recommandations du CEREMA.

Un travail a été mené avec le Département de Seine-et-Marne concernant les modalités d'aménagement de la voie verte le long de la RD 406 (largeur, dispositifs de sécurisation et gestion des traversées piétonnes et cycles) et plus particulièrement pour le passage sous l'A4.

Le jalonnement de l'ensemble de l'itinéraire, soit 4 kilomètres, fait également l'objet d'une demande de subvention (voir fiche projet spécifique).

Le démarrage des travaux est prévu mi 2017 pour une durée d'1 an.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 2 ».
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 983 703 € HT.
Au regard du linéaire de 1720 mètres et du ratio linéaire applicable de 450 €/ml, seule une partie de la dépense est éligible. La dépense subventionnable s'élève donc à 774 000 € HT.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 387 000 €.

Localisation géographique :
- COLLEGIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES	73 100,00	7,43%
TRAVAUX DE VOIRIE ET DE MARQUAGE	563 765,00	57,31%
EQUIPEMENT (ECLAIRAGE, ASSAINISSEMENT)	346 838,00	35,26%
Total	983 703,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	387 000,00	39,34%
Fonds propres	596 703,00	60,66%
Total	983 703,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	116 100,00 €
2018	270 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €

2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
	Montant total	6 571 238,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006600

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : JALONNEMENT CYCLABLE ENTRE LES GARES DE TORCY ET LAGNY-THORIGNY PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE-ET-GONDOIRE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	19 310,00 €	50,00 %	9 655,00 €
	Montant Total de la subvention		9 655,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : Jalonnement des itinéraires cyclables et piétons reliant les gares de Torcy (RER) et de Lagny-Thorigny (SNCF) par la communauté d'agglomération de Marne et Gondoire (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La communauté d'agglomération Marne et Gondoire s'est engagée depuis plusieurs années dans un projet global de développement du maillage en liaisons douces et en particulier de la pratique du vélo sur son territoire, via son schéma de cohérence territorial et son schéma directeur des liaisons douces intercommunal. L'agglomération a ciblé ainsi 6 itinéraires cyclables utilitaires et un itinéraire de loisirs dont l'aménagement est programmé et phasé d'ici 2025.

Dans ce cadre, la communauté d'agglomération a choisi de jalonner l'ensemble des parcours. Elle a élaboré pour ce faire un schéma directeur du jalonnement cycles et piétons, ainsi qu'un guide du

jalonnement des itinéraires modes actifs, à destination de l'ensemble des partenaires de l'aménagement du territoire.

Un premier tronçon du schéma directeur a été aménagé en 2016 et a permis de relier la gare de Torcy à Collégien et au Parc culturel de Rentilly.
Ce tronçon sera complété dans une 2e phase, par le jalonnement de la liaison de Collégien aux zones d'activités économiques des Portes de la Forêt et de Lamirault, dont l'aménagement fait l'objet d'une demande de subvention régionale.
L'objectif est de relier la gare RER de Torcy à la gare de Bussy-Saint-Georges, de desservir le parc culturel de Rentilly, le centre-commercial Bay 2 et plusieurs zones d'activités.
Un 2e tronçon sera jalonné reliant le parc culturel de Rentilly à Saint Thibault des Vignes et à la gare de Lagny Thorigny SNCF.

Description :
Les deux itinéraires jalonnés représentent un linéaire de plus de 12 kilomètres.

L'itinéraire empruntera des sections différenciées en fonction de l'insertion dans le site : pistes et bandes cyclables, voie verte de 3 mètres de large et zone 30. Une partie du linéaire aura préalablement été aménagée par la communauté d'agglomération et fait l'objet dans ce cadre d'une demande de subvention régionale présentée concommittament.

Les travaux consisteront à assurer le jalonnement de l'itinéraire par la pose de panneaux indiquant les principaux points d'intérêts (gares, équipements, sites touristiques comme la vallée de la Brosse, etc), conformément aux recommandations CEREMA.

Le démarrage des travaux est prévu à l'automne 2017, une fois les travaux d'aménagement réalisés pour permettre un itinéraire cyclable continu et sécurisé.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.5. Jalonner l'espace public afin d'assurer la lisibilité des itinéraires cyclables ».
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 40 000 € HT.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 19 310 € HT.
L'ensemble du coût des travaux est éligible car inférieur au plafond subventionnable.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 9 655 €.

Localisation géographique :

- TORCY
- COLLEGIEN
- LAGNY-SUR-MARNE
- THORIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MATERIEL ET POSE DE PANNEAUX	19 310,00	100,00%
Total	19 310,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	9 655,00	50,00%
Fonds propres	9 655,00	50,00%
Total	19 310,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 655,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €

2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
	Montant total	6 571 238,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002169

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 35 RELIANT GUERMANTES A LA GARE RER DE BUSSY-SAINT-GEORGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE-ET-GONDOIRE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	300 645,00 €	50,00 %	150 322,50 €
	Montant Total de la subvention		150 322,50 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement d'un itinéraire cyclable le long de la RD 35 reliant Guermantes à la gare RER de Bussy-Saint-Georges par la communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire se situe dans le département de Seine-et-Marne et se trouve en partie dans le périmètre de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Son territoire est caractérisé par un tissu urbain de ville nouvelle, séparant habitat et pôles de vie et par le passage d'importantes infrastructures routières (A4, A104, plusieurs départementales) générant de nombreuses coupures.
La communauté d'agglomération s'est engagée depuis plusieurs années dans un projet global de développement du maillage en liaisons douces et en particulier de la pratique du vélo sur son territoire,

via son schéma de cohérence territorial et son schéma directeur des liaisons douces intercommunal adopté en avril 2015. L'agglomération a ciblé ainsi 6 itinéraires cyclables utilitaires et un itinéraire de loisirs dont l'aménagement est programmé et phasé d'ici 2025.

L'itinéraire cyclable Lagny-sur-Marne, Conches-Guermantes, Bussy-Saint-Georges a été identifié comme prioritaire avec une mise en œuvre programmée à court terme. L'objectif est de de créer un axe nord-sud reliant les communes périurbaines de Conches et Guermantes aux deux centres de vie du territoire : Lagny-sur-Marne (gare SNCF – ligne P) et Bussy-Saint-Georges (RER A). Il s'agit ainsi de faciliter le rabattement vers les gares et les équipements majeurs du territoire : centre aquatique, conservatoire, bibliothèque, lycée et collège.

Cet axe viendra se connecter à la liaison est-ouest en cours d'aménagement entre Torcy-gare, Bussy-Saint-Georges et Val d'Europe, qui fait l'objet de demandes de subventions régionales pour le jalonnement global et l'aménagement cyclable d'un tronçon sur la RD406.

L'aménagement du tronçon de la RD35 permettra un rabattement sécurisé vers le pôle gare de Bussy-Saint-Georges, qui fait l'objet d'un contrat de pôle de requalification et dont les travaux ont débuté en octobre 2016. Le contrat de pôle a donné une place importante aux circulations en modes actifs et au stationnement vélo, fort enjeu sur cette gare. Ainsi, l'ouverture de consignes sécurisées Véligo en gare de Bussy-Saint-Georges et de Lagny a été validée auprès du STIF.

Description :
La communauté d'agglomération de Marne et Gondoire souhaite aménager le tronçon de l'itinéraire Lagny – Conches- Guermantes-Bussy se trouvant le long de la RD35 à Guermantes sur un linéaire d'1 kilomètre.

Il s'agit d'un axe très fréquenté desservant plusieurs sites générateurs de trafic. A ce jour, un aménagement non sécurisé en grave existe. La liaison n'est pas confortable (la présence de gravillons a causé la chute de nombreux cyclistes), non éclairée et étroite (1,70 mètres pour piétons et cycles).

La communauté d'agglomération souhaite créer une voie verte de 3 mètres de large le long de la RD35. Les travaux consisteront en aménagement de voirie, pose de mobilier, dispositif d'éclairage adapté, signalétique verticale et horizontale (conformément aux recommandations du CEREMA). La sécurisation des traversées sera assurée.

Cet aménagement sera relié au nord à la piste cyclable de la rue Hermières, au sud aux allées latérales en zone 30 de Bussy Saint Georges, à l'est aux voies vertes de promenade et à la zone 30 de Guermantes. Il permettra un rabattement sécurisé vers le pôle gare de Bussy-Saint-Georges en cours de requalification (aménagement d'une zone de rencontre et d'une piste cyclable) et vers la future consigne Véligo (160 places de stationnement sécurisé vélo et de 96 places en accès libre envisagées).

Le démarrage des travaux est prévu à l'été 2017 pour une durée de 6 mois.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 2 ».
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 300 645 € HT.

Au regard du linéaire aménagé de 1000 mètres et du ratio linéaire applicable de 450 € m/l, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable (1000*450).
Avec un taux de subvention de 50 %, la subvention s'élève à 150 322,50 €.

Localisation géographique :
- GUERMANTES
- LAGNY-SUR-MARNE
- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES	73 200,00	24,35%
VOIRIE	205 000,00	68,19%
EQUIPEMENT (ECLAIRAGE, JALONNEMENT)	22 445,00	7,47%
Total	300 645,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 322,50	50,00%
Fonds propres	150 322,50	50,00%
Total	300 645,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 161,50 €
2018	75 161,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
	Montant total	6 571 238,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003218

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT D'UNE TRAVERSEE PIÉTONS-CYCLES SÉCURISÉE DU CHEMIN GATINAIS BEAUCE AVEC LA RD 837 A MILLY-LA-FORET (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	88 000,00 €	50,00 %	44 000,00 €
	Montant Total de la subvention		44 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement d'une traversée piétons-cycles sécurisée du Chemin Gâtinais Beauce avec la RD 837 à Milly-la-Forêt, par le Conseil départemental de l'Essonne (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'aménagement d'une traversée sécurisée du Chemin Gâtinais Beauce avec la RD 837 vise à accompagner les cyclistes et piétons sortant de Milly-la-Forêt pour se rendre vers la forêt et le site touristique du Cyclope.
Cet aménagement a pour vocation de résorber un carrefour accidentogène, en réduisant la vitesse des véhicules et en protégeant les piétons et les cyclistes via la constitution d'îlots. Il permet de raccorder le Chemin Gâtinais Beauce à l'itinéraire cyclable existant le long de la R837.

Description :

Les comptages réalisés en avril 2016 montrent une fréquentation d'environ 70 piétons ou cyclistes transitant chaque jour, de part et d'autre de la RD 837. Considérant que le trafic sur cette voie départementale s'élève à 5562 véhicules par jour, dont 300 poids lourds, il s'avère nécessaire de sécuriser les pratiques actuelles en aménageant une traversée sécurisée pour les modes actifs.

Le projet consiste à réaliser un dispositif de sécurité au droit de la piste cyclable, via l'aménagement d'un ilot central et d'un cheminement en baïonnette, pour une traversée en deux temps. La vitesse sur la RD 837 sera abaissée à 50 km/h et les distances de freinage seront optimisées par la mise en œuvre d'un enrobé haute adhérence sur la chaussée.
Afin d'éviter les traversées de la rue Pasteur, une liaison verte sera créée pour diriger les piétons et cycles venant de cette rue vers l'aménagement sécurisé. En complément, une bordure en axe sera mise en place sur la RD 837 pour empêcher le franchissement dans l'axe de la rue Pasteur.

Le démarrage des travaux est prévu en avril 2017 à pour une durée de 2 mois, en vue d'une mise en service avant l'été (juin 2017).

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

Le projet se situe sur l'itinéraire cyclable n°14 du schéma directeur des pistes cyclables du Conseil départemental de l'Essonne.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 2 ».

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 3 000 000 € au titre des aménagements liés à la sécurité routière aux intersections.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 99 700 € HT, dont 11 700 € pris en charge par la commune de Milly-la-Forêt.
Le reste à financer pour le Département de l'Essonne correspond à un montant de 88 000 € HT.
En appliquant le taux de subvention de 50 % à cette dépense de 88 000 € HT, la subvention s'élève à 44 000 €.

Localisation géographique :

- MILLY-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES	10 000,00	10,03%
VOIRIE	84 700,00	84,95%
EQUIPEMENT (SIGNALISATION)	5 000,00	5,02%
Total	99 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	44 000,00	44,13%
Subvention Commune (attribuée)	11 700,00	11,74%
Fonds propres	44 000,00	44,13%
Total	99 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €

2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
	Montant total	25 404 252,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003234

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PROMENADE DES AQUEDUCS DE LA VANNE ET DU LOING, CREATION D'UNE VOIE VERTE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	777 500,00 €	50,00 %	388 750,00 €
	Montant Total de la subvention		388 750,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : Promenade des aqueducs de la Vanne et du Loing, création d'une voie verte par le Conseil départemenal de l'Essonne (91)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet de « Promenade des Aqueducs » s'appuie sur les ouvrages des aqueducs de la Vanne et du Loing. Il consiste à créer une voie verte accueillant notamment des piétons et des cyclistes sur un linéaire d'environ 5 km, dans la continuité de l'itinéraire existant sur le nord de l'Essonne et le Val-de-Marne.
L'aménagement rejoint le futur réseau cyclable de la RD153 au niveau du domaine de Montauger, équipement départemental structurant pour le territoire essonnien dont la rénovation a été financée avec l'aide de la Région Ile-de-France et qui accueille depuis 2016 une Maison de l'Environnement.

Dans la continuité de la nouvelle voie verte, le Département va dans un premier temps mettre en place un jalonnement cyclable couplé à des pictogrammes vélo sur la RD 153, afin d'orienter les usagers depuis et

vers la gare RER de Mennecy.
Le cheminement doux sera ensuite prolongé dans une deuxième phase de travaux depuis la patte d'oie jusqu'à la gare RER.

Description :
L'opération consiste à créer une voie verte de 3 mètres de large (réduite ponctuellement à 2,50 mètres) sur l'emprise des aqueducs de la Vanne et du Loing, sur les communes de Courcouronnes, Lisses, Villabé et Mennecy.

Les travaux suivants seront réalisés : aménagement de voirie, sécurisation des traversées, mise en place de dispositifs anti-intrusion des véhicules motorisés, pose d'un éco-compteur afin de connaître la fréquentation de l'itinéraire.

Le démarrage de l'opération est prévu en juin 2017 pour une durée de 8 mois.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

Le projet est inscrit au schéma directeur départemental des circulations douces 2015 de l'Essonne et figure au réseau cyclable régional structurant projeté au PDUIF.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 ».
Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 777 500 € HT.
Au regard du linéaire de 5 000 mètres et du ratio linéaire applicable de 610 € m/l, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable (5000*610).
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 388 750 €.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES
- LISSES

- MENNECY
- VILLABE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES	60 000,00	7,72%
VOIRIE	458 460,00	58,97%
EQUIPEMENT (SIGNALISATION, MOBILIER URBAIN, SIGNALISATION)	259 040,00	33,32%
Total	777 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	388 750,00	50,00%
Fonds propres	388 750,00	50,00%
Total	777 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	194 375,00 €
2018	194 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €

2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
	Montant total	25 404 252,23 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-113

DU 8 MARS 2017

OPÉRATIONS DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT – RÉGION 2015-2020
GRANDS PÔLES INTERMODAUX

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet «mobilité multimodale» du Contrat de Plan 2015-2020 ;
VU La délibération n° CP 12-444 du 12 juillet 2012 approuvant la convention de financement relative aux études d'initialisation du Pôle de Saint-Denis et portant sur l'attribution d'une subvention et d'une affectation d'autorisation de programme en son article 4 ;
VU La délibération n° CP 12-683 du 11 octobre 2012 approuvant la convention de financement relative aux études Projet, acquisitions foncières et travaux du Grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge et portant sur l'attribution d'une subvention et d'une affectation d'autorisation de programme en son article 2 ;
VU La délibération n° CP 14-175 du 10 avril 2014 portant affectation d'une autorisation de programme en son article 3 ;
VU La délibération n° CP 15-709 du 12 octobre 2015 approuvant la convention de financement relative au Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales et à la concertation préalable du pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 8 ;
VU La délibération n° CP 16-399 du 21 septembre 2016 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de financement relative aux études d'initialisation pour l'opération Pôle de Saint-Denis ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-113 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article n°1 : PR 812-010 «Grands pôles intermodaux»

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 531 935,25 €.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481010011)
STIF	Pôle de Saint-Denis	Saint Denis	**315 000 €**
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise	Pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture	Val d'Oise	**216 935,25 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature des conventions jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **531 935,25** € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 812 « Gares et autres infrastructures ferroviaires », programme PR 812-010 « Grands pôles intermodaux », action 481010011 « Grands pôles intermodaux », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

L'affectation relative au pôle de Saint-Denis relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 114 « Études, acquisitions foncières, premiers travaux éventuels et provisions »

L'affectation relative au pôle de relève Cergy-Préfecture du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Développement du réseau »

Article n°2 : PR 812-010 «Grands pôles intermodaux»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de 805 000 €.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481010011)
STIF	Pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay	Val-de-Marne	**805 000 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 805 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 812 « Gares et autres infrastructures ferroviaires », programme PR 812-010 « Grands pôles intermodaux », action 481010011 « Grands pôles intermodaux », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 114 « Études, acquisitions foncières, premiers travaux éventuels et provisions »

Article n°3 : HP 812-010 «Grands pôles intermodaux»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 10 000 000 €.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (18101001)
SNCF Réseau	Grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge	Essonne	**6 000 000 €**
SNCF Mobilités	Grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge	Essonne	**1 000 000 €**
Département de l'Essonne	Grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge	Essonne	**3 000 000 €**

Affecte une autorisation de programme de projet de **10 000 000** € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 812 « Gares et autres infrastructures ferroviaires », programme HP 812-010 « Grands pôles intermodaux », action 18101001 « Grands pôles intermodaux », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article n° 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002433	Pôle de Juvisy-sur-Orge	SNCF Réseau	01/03/2012
17002436	Pôle de Juvisy-sur-Orge	SNCF Mobilités	01/03/2012
17003446	Pôle de Juvisy-sur-Orge	Département de l'Essonne	01/03/2012

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-113	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires**
Programme	**181010 - Grands pôles intermodaux**
Action	**18101001 - Grands pôles intermodaux**

Dispositif : N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)

Dossier	17002433 - PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	JUVISY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 054 813,77 €	HT	42,69 %	6 000 000,00 €	

Dossier	17002436 - PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	JUVISY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 201 680,67 €	HT	23,8 %	1 000 000,00 €	

Dossier	17002446 - PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	JUVISY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000 000,00 €		Code nature	204133
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 202 191,44 €	HT	48,37 %	3 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	10 000 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 812 - 181010 - 18101001	10 000 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires**
Programme	**481010 - Grands pôles intermodaux**
Action	**481010011 - Grands pôles intermodaux**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-113	Budget	2017

Dispositif : N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)

Dossier	17002315 - POLE DE SAINT-DENIS – convention de financement relative à la concertation préalable, au Schéma de Principe et à l'enquête publique			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	315 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
900 000,00 €	HT	35 %	315 000,00 €	

Dossier	17002382 - PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE CERGY-PRÉFECTURE : ÉTUDES AVP			
Bénéficiaire	R7478 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Pôle de Cergy - Hors CPRD			
Montant total	216 935,25 €		Code nature	204143
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
619 815,00 €	HT	35 %	216 935,25 €	

Dossier	17002460 - PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE VAL-DE-FONTENAY - ÉTUDES SCHÉMA DE PRINCIPE ET ENQUÊTE PUBLIQUE			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	FONTENAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	805 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 300 000,00 €	HT	35 %	805 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 336 935,25 €

Total sur l'imputation 908 - 812 - 481010 - 481010011	1 336 935,25 €

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002315

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PÔLE DE SAINT-DENIS – CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE A LA CONCERTATION PREALABLE, AU SCHEMA DE PRINCIPE ET A L'ENQUETE PUBLIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	900 000,00 €	35,00 %	315 000,00 €
	Montant Total de la subvention		315 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041733-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur LAURENT PROBST, Directeur

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 53-15 du 18 juin 2015

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la concertation préalable, du Schéma de Principe et de l'enquête publique du Pôle de Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La gare de Saint-Denis est l'une des plus importantes d'Ile-de-France avec près de 90 000 voyageurs par jour.
Ce pôle viendra accueillir dans son périmètre un nombre croissant d'usagers dans les prochaines années au regard de l'offre de transports accrue, de l'augmentation annoncée des trafics et de la densification urbaine projetée par Plaine Commune.

Or, elle fait l'objet de nombreux dysfonctionnements. En effet, aussi bien les espaces voyageurs, que les ouvrages de circulation et de franchissement des voies ferrées sont très largement sous-dimensionnés.

Les correspondances sont donc devenues difficiles et la qualité des échanges intermodaux est fortement compromise sur l'ensemble du pôle gare.

Le projet de pôle de Saint-Denis vise à résoudre les différents problèmes et dysfonctionnement identifiés, ainsi qu'à mettre la gare en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Description :
La gare de Saint-Denis, située à la confluence de la Seine et du canal Saint-Denis, est desservie par la ligne H du Transilien et le RER D, ainsi que par les lignes de tramway T1 et T8.

Calendrier prévisionnel :
- 2017 : validation du DOCP et concertation
- 2018 : études du Schéma de principe
- 2019 : constitution du Dossier d'enquête d'utilité publique et déroulement de l'Enquête

Au stade des études de DOCP, le coût du projet est estimé à 65 M€ (CE 01/2016).

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études et de la concertation du public est portée par le STIF.

Intérêt régional :
Le projet de réaménagement et de mise en accessibilité sera utile à l'ensemble des voyageurs actuels et futurs du pôle gare, qu'ils soient en situation de transit ou utilisateurs finaux du pôle.

Le projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014 ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 37-17 du 19 juin 2014 ;
- au CPER 2015-2020 approuvé par la délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 ;
- dans la revoyure du CPER 2015-2020 approuvée par délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé au titre du PRMD, en application de la clé de financement suivante : 15% pour l'Etat, 35% pour la Région, 25% pour le bloc local (10% pour la Ville de Seine-Saint-Denis et 15% pour l'Etablissement public territorial de Plaine Commune) et 25% pour le maître d'ouvrage, le STIF.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Concertation préalable	150 000,00	16,67%
Schéma de principe	400 000,00	44,44%
Dossier et enquête publique	250 000,00	27,78%
Accompagnement enquête publique	100 000,00	11,11%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'instruction)	135 000,00	15,00%
Région	315 000,00	35,00%
Etablissement public territorial Plaine Commune (en cours d'instruction)	135 000,00	15,00%
Ville de Saint-Denis (en cours d'instruction)	90 000,00	10,00%
STIF (CA du 11 janvier 2017)	225 000,00	25,00%
Total	900 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	87 500,00 €
2018	122 500,00 €
2019	105 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des	-1 330 000,00 €

	modes actifs	
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	2 231 350 831,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002382

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE CERGY-PRÉFECTURE : ÉTUDES AVP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	619 815,00 €	35,00 %	216 935,25 €
	Montant Total de la subvention		216 935,25 €

Imputation budgétaire : 908-812-204143-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

N° SIRET : 24950010900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 53-15 du 18 juin 2015

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement des études d'avant-projet (AVP) du pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Avec près de 22 000 entrants par jour en gare SNCF, le pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture est identifié comme « grand pôle de correspondances » au PDUIF et fait partie des cinq gares SNCF les plus fréquentées du Val d'Oise, juste après Ermont-Eaubonne, Garges-Sarcelles et Argenteuil.

Le pôle présente, en l'état, un certain nombre de dysfonctionnements dont :

- une saturation de la gare routière, non accessible aux personnes à mobilité réduite et marquée par une déficience de l'information voyageurs. L'exploitation des bus est difficile, avec notamment des bus qui régulent en mouvement et des haut-le-pied importants ;

- une faible lisibilité du bâtiment gare, enclavé sous la dalle, une insuffisance des espaces voyageurs, et des services aux voyageurs déconnectés du bâtiment voyageurs ;
- une information voyageurs non cohérente à l'échelle de l'ensemble du pôle et une absence à certains endroits ;
- des espaces piétons globalement sous-dimensionnés, les cheminements piétons se font dans des conditions médiocres en termes de sécurité et d'ambiance, notamment entre la gare ferroviaire, la gare routière et sous la dalle pour rejoindre le nord-ouest du pôle ;
- une mono-orientation du pôle côté sud-est alors que plusieurs grands générateurs de déplacements sont situés au nord-ouest (université, ENSEA, IUT…).
- une liaison sol naturel / dalle difficile et peu lisible.

Le pôle de Cergy-Préfecture se trouve en interface avec plusieurs projets d'envergure en cours de développement et qui auront un impact direct ou indirect sur le fonctionnement du pôle :

- le projet urbain Grand Centre piloté par la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise pour requalifier la centralité de Cergy-Pontoise ;
- le schéma directeur du RER A qui prévoit une reprise de certains espaces en gare pour fluidifier l'accès actuel aux quais ;
- un projet de TCSP sur l'agglomération de Cergy-Pontoise (à l'étude) ;
- et le projet de Tangentielle Ouest dont il faut prévoir la mutation de certains espaces pour l'accueillir à terme.

Une réorganisation du pôle est donc indispensable pour accompagner l'accroissement progressif de la fréquentation du pôle lié à l'augmentation de l'offre de transport et à la densification du secteur.

L'ensemble de ces aménagements devra faire émerger, à terme, un pôle d'échanges multimodal plus fonctionnel, redimensionné pour répondre à la croissance du trafic, entièrement accessible aux PMR, et mieux sécurisé pour les flux qui s'y croisent quotidiennement.

Les principaux objectifs du pôle sont :

- améliorer le fonctionnement de la gare routière et la rendre accessible aux PMR ;
- améliorer les cheminements piétons et vélos d'accès au pôle ;
- améliorer la dépose/reprise minute automobile ;
- rendre plus lisibles les services vélos ;
- améliorer l'information voyageurs.

Description :
La convention de financement prévoit :

- la réalisation des études d'avant-projet : concours / AO, coordinateur santé / sécurité niveau 1, bureau de contrôle, étude d'impact, MOE ;
- une provision pour des études techniques complémentaires.

Moyens mis en œuvre :
Les études d'avant-projet (AVP) seront réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- dans la revoyure du CPER 2015-2020 approuvée par délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° 37-14 du 19 juin 2014.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins trois (3) stagiaires ou altermant(e)s.

Le maitre d'ouvrage saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Le versement du solde est subordonné à la production de 3 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de transports collectifs franciliens.

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement prévoit la répartition suivantes (montants en euros courants et HT) :

Part État + Région (CPER 2015-2020) = 50 %

- soit pour l'État : 92 972,25 € (15%)
- soit pour la Région : 216 935,25 € (35%)

Part "collectivités locales " = 25 %

- soit pour le Département du Val d'Oise : 154 953,75 €

Part "MOA" = 25%

- soit pour la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise : 154 953,75 €

MONTANT TOTAL = 619 815,00 € HT

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Pôle de Cergy

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONCOURS / AO	125 000,00	20,17%
MOE	305 765,00	49,33%
COORDINATEUR SANTÉ SÉCURITÉ NIVEAU 1	45 865,00	7,40%
BUREAU DE CONTRÔLE	61 153,00	9,87%
RÉVISION DES MARCHÉS ÉTUDES	3 715,00	0,60%
ÉTUDE D'IMPACT	33 334,00	5,38%
PROVISION POUR ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES	44 983,00	7,26%
Total	619 815,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT	92 972,25	15,00%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	216 935,25	35,00%
DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE (en cours)	154 953,75	25,00%
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE CERGY-PONTOISE (MOA) (en cours)	154 953,75	25,00%
Total	619 815,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	101 959,57 €
2018	104 128,92 €
2019	10 846,76 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	7 262 944,52 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	1 800 000,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	13 340,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	33 000,00 €
2014	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	126 160,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	44 000,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	437 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	365 970,70 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 937 055,48 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 127 075,00 €
2015	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	434 100,00 €
2015	Politique énergie climat	10 400,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 500,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €

2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 622,00 €
2016	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds Propreté	138 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 7	270 509,21 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 065,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	20 000,00 €
	Montant total	19 176 141,91 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002433

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	14 054 813,77 €	42,69 %	6 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041723-181010-200
18101001- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 37-14 du 19 juin 2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la phase de travaux du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de réaménagement du pôle ont été engagés dès 2014. Cette nouvelle autorisation de programme complémentaire correspond à la participation de la Région sur le périmètre SNCF Réseau pour la réalisation des travaux de réaménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge. Elle est en cohérence avec la convention de financement initiale votée à la CP 12-683.

Objectifs :
Le projet de réaménagement du pôle gare de Juvisy-sur-Orge est confronté à deux réalités :

- son insertion dans un tissu urbain dense, à fort potentiel de densification. L'enjeu est de fiabiliser le réseau existant et de répondre à un besoin d'optimisation de l'intermodalité et de rabattement vers la gare;

- la nécessaire articulation avec les travaux de réalisation du tramway T7 et du schéma directeur du RER C : l'enjeu est de gérer au mieux les interfaces « chantiers » et s'inscrire dans le calendrier de réalisation initial.

Le projet de réaménagement du pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge améliorera, à horizon 2020, les échanges au sein de la gare entre les lignes C et D du RER, les gares routières, et accueillera sur son parvis l'arrivée du prolongement du Tramway T7 (Villejuif - Athis-Mons - Juvisy).

Description :
Le pôle d'échanges de Juvisy-sur-Orge se situe en bords de Seine, dans un site contraint par le relief, où les emprises ferroviaires occupent un faisceau principal de près de 180 mètres de large, qui se divise, à hauteur du pôle, en deux faisceaux secondaires vers le sud. C'est le premier pôle multimodal de transport en commun d'Ile-de-France (hors Paris).

L'ensemble des accès aux quais s'effectue par des souterrains piétons. Un pont routier enjambe le faisceau de voies et relie les trois quartiers situés de part et d'autre :

- le côté Seine ;
- le côté Mairie (ou Centre);
- l'entre-deux ferroviaire.

Le pôle est composé :

- d'une gare ferroviaire desservie par les lignes C et D du RER ;
- de trois gares routières desservies par 22 lignes de bus ;
- de quatre parcs de stationnement.

L'opération consiste à :

- améliorer l'accessibilité à la gare SNCF et la gestion des flux sur l'ensemble du site ;
- développer l'accueil, la sécurité et l'information voyageurs ;
- optimiser l'insertion des aménagements dans le paysage urbain, en améliorant la liaison inter-quartier ;
- prendre en compte l'arrivée du futur tramway (T7) Villejuif - Athis-Mons - Juvisy au sein du pôle et améliorer les correspondances entre les gares routières, la gare ferroviaire et celui-ci;
- faciliter l'accessibilité, notamment pour les personnes à mobilité réduite.

La transformation du pôle est en cours. Les travaux ont été engagés en 2014 et se poursuivront jusqu'en 2020.

Le chantier est organisé pour limiter les perturbations occasionnées.

6 principes guident le chantier :

- Conserver au moins trois accès voyageurs à la gare ferroviaire ;
- Sécuriser le cheminement des piétons et la zone de chantier ;
- Maintenir l'offre de trains ;
- Assurer la circulation et l'accès aux bus en prévoyant des gares routières provisoires ;
- Mettre en place des itinéraires fléchés ;
- Garantir l'accès aux commerces situés à proximité du pôle.

Ci-dessous un bref état d'avancement des éléments marquants du programme de travaux :

- [en cours] réalisation de la nouvelle rampe Mairie (sous MOA Département) : les piles de la future rampe Mairie ont été posées ; la construction se poursuit et la nouvelle rampe devrait être

terminée fin 2018.

- [en cours] la réhabilitation de la rampe Condorcet (sous MOA du Département) : travaux terminés fin 2016.
- [en cours] la réparation du pont routier (sous MOA du Département) : travaux en cours.
- [en cours] l'allongement du passage souterrain (PASO) nord (sous MOA SNCF Réseau) : opération complexe qui a consisté libéré dans un premier temps 3 000 m² d'emprises ferroviaires (phase 1) pour accueillir le passage souterrain nord prolongé et la nouvelle rampe du pont routier. Le premier tronçon du PASO nord a ensuite été poussé lors d'un week-end coup de poing (9 au 12 octobre 2015) (phase 2). Les travaux se poursuivent et devraient se terminer mi 2017.
- [en cours] la création de l'accès Danton et travaux des quais du RER D (trémies d'accès direct et mise en accessibilité) (sous MOA SNCF Réseau) : accès provisoire créé coté Seine pour maintenir un accès voyageurs pendant la fermeture de l'accès existant (pour reconstruction). Cet accès sera CABé provisoirement. Une fois les travaux terminés, cet accès ne sera plus ouvert aux usagers.
- [En cours] Gare routière provisoire : le basculement a été réalisé été 2016.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, SNCF Réseau, le Département de l'Essonne et l'Établissement public territorial Grand Orly / Val de Bièvre / Seine Amont (EPT 12)

SNCF Mobilités a été nommé maître d'ouvrage coordinateur du projet par délibération du conseil du STIF n° 8348 du 13 mai 2005.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :

- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014 ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 37-17 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports publics franciliens.

Détail du calcul de la subvention :
La participation régionale (cf. convention de financement) s'élève à 51 887 000 € courants conventionnels, dont 22 497 000 € courants à verser pour SNCF Réseau. Dans ce cadre, SNCF Réseau a déjà bénéficié de deux subventions :

- 4 700 000 € courants attribués par délibération n° CP 12-863
- 2 000 000 € attribués par délibération n° CP 14-175

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POURSUITE DES TRAVAUX PERIMÈTRE SNCF RÉSEAU	14 054 813,77	100,00%
Total	14 054 813,77	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT (déjà affecté)	1 054 111,03	7,50%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	6 000 000,00	42,69%
DÉPARTEMENT ESSONNE (déjà affecté)	4 931 834,15	35,09%
EPT 12 (déjà affecté)	2 068 868,59	14,72%
Total	14 054 813,77	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 200 000,00 €
2018	900 000,00 €
2019	600 000,00 €
2020	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
	Montant total	348 837 695,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002436

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	4 201 680,67 €	23,80 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041713-181010-200
18101001- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Séverine LEPERE, DIRECTRICE D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 37-14 du 19 juin 2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la phase travaux du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de réaménagement du pôle ont été engagés dès 2014. Cette nouvelle autorisation de programme complémentaire correspond à la participation de la Région sur le périmètre SNCF Mobilités pour la réalisation des travaux de réaménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge. Elle est en cohérence avec la convention de financement initiale votée à la CP 12-683.

Objectifs :
Le projet de réaménagement du pôle gare de Juvisy-sur-Orge est confronté à deux réalités :

- son insertion dans un tissu urbain dense, à fort potentiel de densification. L'enjeu est de fiabiliser le réseau existant et de répondre à un besoin d'optimisation de l'intermodalité et de rabattement vers la gare ;

- la nécessaire articulation avec les travaux de réalisation du tramway T7 et du schéma directeur du RER C : l'enjeu est de gérer au mieux les interfaces « chantiers » et s'inscrire dans le calendrier de réalisation initial.

Le projet de réaménagement du pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge améliorera, à horizon 2020, les échanges au sein de la gare entre les lignes C et D du RER, les gares routières, et accueillera sur son parvis l'arrivée du prolongement du Tramway T7 (Villejuif - Athis-Mons - Juvisy).

Description :
Le pôle d'échanges de Juvisy-sur-Orge se situe en bords de Seine, dans un site contraint par le relief, où les emprises ferroviaires occupent un faisceau principal de près de 180 mètres de large, qui se divise, à hauteur du pôle, en deux faisceaux secondaires vers le sud. C'est le premier pôle multimodal de transport en commun d'Ile-de-France (hors Paris).

L'ensemble des accès aux quais s'effectue par des souterrains piétons. Un pont routier enjambe le faisceau de voies et relie les trois quartiers situés de part et d'autre :

- le côté Seine ;
- le côté Mairie (ou Centre);
- l'entre-deux ferroviaire.

Le pôle est composé :

- d'une gare ferroviaire desservie par les lignes C et D du RER ;
- de trois gares routières desservies par 22 lignes de bus ;
- de quatre parcs de stationnement.

L'opération consiste à :

- améliorer l'accessibilité à la gare SNCF et la gestion des flux sur l'ensemble du site ;
- développer l'accueil, la sécurité et l'information voyageurs ;
- optimiser l'insertion des aménagements dans le paysage urbain, en améliorant la liaison inter-quartier ;
- prendre en compte l'arrivée du futur tramway (T7) Villejuif - Athis-Mons - Juvisy au sein du pôle et améliorer les correspondances entre les gares routières, la gare ferroviaire et celui-ci ;
- faciliter l'accessibilité, notamment pour les personnes à mobilité réduite.

La transformation du pôle est en cours. Les travaux ont été engagés en 2014 et se poursuivront jusqu'en 2020.

Le chantier est organisé pour limiter les perturbations occasionnées.

6 principes guident le chantier :

- Conserver au moins trois accès voyageurs à la gare ferroviaire ;
- Sécuriser le cheminement des piétons et la zone de chantier ;
- Maintenir l'offre de trains ;
- Assurer la circulation et l'accès aux bus en prévoyant des gares routières provisoires ;
- Mettre en place des itinéraires fléchés ;
- Garantir l'accès aux commerces situés à proximité du pôle.

Ci-dessous un bref état d'avancement des éléments marquants du programme de travaux :

- [en cours] réalisation de la nouvelle rampe Mairie (sous MOA Département) : les piles de la future rampe Mairie ont été posées ; la construction se poursuit et la nouvelle rampe devrait être

terminée fin 2018.

- [en cours] la réhabilitation de la rampe Condorcet (sous MOA du Département) : travaux terminés fin 2016.
- [en cours] la réparation du pont routier (sous MOA du Département) : travaux en cours.
- [en cours] l'allongement du passage souterrain (PASO) nord (sous MOA SNCF Réseau) : opération complexe qui a consisté libéré dans un premier temps 3 000 m² d'emprises ferroviaires (phase 1) pour accueillir le passage souterrain nord prolongé et la nouvelle rampe du pont routier. Le premier tronçon du PASO nord a ensuite été poussé lors d'un week-end coup de poing (9 au 12 octobre 2015) (phase 2). Les travaux se poursuivent et devraient se terminer mi 2017.
- [en cours] la création de l'accès Danton et travaux des quais du RER D (trémies d'accès direct et mise en accessibilité) (sous MOA SNCF Réseau) : accès provisoire créé coté Seine pour maintenir un accès voyageurs pendant la fermeture de l'accès existant (pour reconstruction). Cet accès sera CABé provisoirement. Une fois les travaux terminés, cet accès ne sera plus ouvert aux usagers.
- [en cours] Gare routière provisoire : le basculement a été réalisé en août 2016.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, SNCF Réseau, le Département de l'Essonne et l'Établissement public territorial Grand Orly / Val de Bièvre / Seine Amont (EPT 12).

SNCF Mobilités a été nommé maître d'ouvrage coordinateur du projet par délibération du conseil du STIF n° 8348 du 13 mai 2005.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :

- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014 ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 37-17 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports publics franciliens.

Détail du calcul de la subvention :
La participation régionale (cf. convention de financement) s'élève à 51 887 000 € courants conventionnels, dont 5 733 000 € courants à verser pour SNCF Mobilités. Dans ce cadre, SNCF Mobilités a déjà bénéficié de deux subventions :

- 720 000 € courants attribués par délibération n° CP 12-863
- 960 000 € attribués par délibération n° CP 14-175

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POURSUITE DES TRAVAUX PÉRIMÈTRE SNCF MOBILITÉS	4 201 680,67	100,00%
Total	4 201 680,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT (déjà affecté)	175 630,25	4,18%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	1 000 000,00	23,80%
DÉPARTEMENT ESSONNE	822 689,08	19,58%
SNCF MOBILITÉS	2 203 361,34	52,44%
Total	4 201 680,67	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	700 000,00 €
2018	150 000,00 €
2019	100 000,00 €
2020	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
	Montant total	161 168 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002446

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 202 191,44 €	48,37 %	3 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-204133-181010-200
18101001- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 37-14 du 19 juin 2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de réaménagement du pôle ont été engagés dès 2014. Cette nouvelle autorisation de programme complémentaire correspond à la participation de la Région sur le périmètre du Département de l'Essonne pour la réalisation des travaux de réaménagement du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge. Elle est en cohérence avec la convention de financement initiale votée à la CP 12-683.

Objectifs :
Le projet de réaménagement du pôle gare de Juvisy-sur-Orge est confronté à deux réalités :

- son insertion dans un tissu urbain dense, à fort potentiel de densification. L'enjeu est de fiabiliser le réseau existant et de répondre à un besoin d'optimisation de l'intermodalité et de rabattement vers la gare;

- la nécessaire articulation avec les travaux de réalisation du tramway T7 et du schéma directeur du

RER C : l'enjeu est de gérer au mieux les interfaces « chantiers » et s'inscrire dans le calendrier de réalisation initial.

Le projet de réaménagement du pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge améliorera, à horizon 2020, les échanges au sein de la gare entre les lignes C et D du RER, les gares routières, et accueillera sur son parvis l'arrivée du prolongement du Tramway T7 (Villejuif - Athis-Mons - Juvisy).

Description :
Le pôle d'échanges de Juvisy-sur-Orge se situe en bords de Seine, dans un site contraint par le relief, où les emprises ferroviaires occupent un faisceau principal de près de 180 mètres de large, qui se divise, à hauteur du pôle, en deux faisceaux secondaires vers le sud. C'est le premier pôle multimodal de transport en commun d'Ile-de-France (hors Paris).

L'ensemble des accès aux quais s'effectue par des souterrains piétons. Un pont routier enjambe le faisceau de voies et relie les trois quartiers situés de part et d'autre :

- le côté Seine ;
- le côté Mairie (ou Centre) ;
- l'entre-deux ferroviaire.

Le pôle est composé :

- d'une gare ferroviaire desservie par les lignes C et D du RER ;
- de trois gares routières desservies par 22 lignes de bus ;
- de quatre parcs de stationnement.

L'opération consiste à :

- améliorer l'accessibilité à la gare SNCF et la gestion des flux sur l'ensemble du site ;
- développer l'accueil, la sécurité et l'information voyageurs ;
- optimiser l'insertion des aménagements dans le paysage urbain, en améliorant la liaison inter-quartier ;
- prendre en compte l'arrivée du futur tramway (T7) Villejuif - Athis-Mons - Juvisy au sein du pôle et améliorer les correspondances entre les gares routières, la gare ferroviaire et celui-ci ;
- faciliter l'accessibilité, notamment pour les personnes à mobilité réduite.

La transformation du pôle est en cours. Les travaux ont été engagés en 2014 et se poursuivront jusqu'en 2020.

Le chantier est organisé pour limiter les perturbations occasionnées.

6 principes guident le chantier :

- Conserver au moins trois accès voyageurs à la gare ferroviaire ;
- Sécuriser le cheminement des piétons et la zone de chantier ;
- Maintenir l'offre de trains ;
- Assurer la circulation et l'accès aux bus en prévoyant des gares routières provisoires ;
- Mettre en place des itinéraires fléchés ;
- Garantir l'accès aux commerces situés à proximité du pôle.

Ci-dessous un bref état d'avancement des éléments marquants du programme de travaux :

- [en cours] réalisation de la nouvelle rampe Mairie (sous MOA Département) : les piles de la future rampe Mairie ont été posées ; la construction se poursuit et la nouvelle rampe devrait être terminée fin 2018.

- [en cours] la réhabilitation de la rampe Condorcet (sous MOA du Département) : travaux terminés fin 2016.
- [en cours] la réparation du pont routier (sous MOA du Département) : travaux en cours.
- [en cours] l'allongement du passage souterrain (PASO) nord (sous MOA SNCF Réseau) : opération complexe qui a consisté libéré dans un premier temps 3 000 m² d'emprises ferroviaires (phase 1) pour accueillir le passage souterrain nord prolongé et la nouvelle rampe du pont routier. Le premier tronçon du PASO nord a ensuite été poussé lors d'un week-end coup de poing (9 au 12 octobre 2015) (phase 2). Les travaux se poursuivent et devraient se terminer mi 2017.
- [en cours] la création de l'accès Danton et travaux des quais du RER D (trémies d'accès direct et mise en accessibilité) (sous MOA SNCF Réseau) : accès provisoire créé coté Seine pour maintenir un accès voyageurs pendant la fermeture de l'accès existant (pour reconstruction). Cet accès sera CABé provisoirement. Une fois les travaux terminés, cet accès ne sera plus ouvert aux usagers.
- [en cours] Gare routière provisoire : le basculement a été réalisé été 2016.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, SNCF Réseau, le Département de l'Essonne et l'Établissement public territorial Grand Orly / Val de Bièvre / Seine Amont (EPT 12).

SNCF Mobilités a été nommé maître d'ouvrage coordinateur du projet par délibération du conseil du STIF n° 8348 du 13 mai 2005.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :

- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 37-17 du 19 juin 2014 ;

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports publics franciliens.

Détail du calcul de la subvention :
La participation régionale (cf. convention de financement) s'élève à 51 887 000 € courants conventionnels, dont 19 002 000 € courants à verser pour le Département de l'Essonne. Dans ce cadre, le Département a déjà bénéficié de deux subventions :

- 4 700 000 € courants attribués par délibération n° CP 12-863
- 2 000 000 € attribués par délibération n° CP 14-175

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POURSUITE DES TRAVAUX PÉRIMÈTRE DÉPARTEMENT ESSONNE	6 202 191,43	100,00%
Total	6 202 191,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT (déjà affecté)	527 186,27	8,50%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	3 000 000,00	48,37%
DÉPARTEMENT ESSONNE (déjà affecté)	2 467 231,75	39,78%
EPT 12 (déjà affecté)	207 773,41	3,35%
Total	6 202 191,43	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 100 000,00 €
2018	450 000,00 €
2019	300 000,00 €
2020	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €

2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
	Montant total	25 404 252,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002460

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE VAL-DE-FONTENAY - ÉTUDES SCHÉMA DE PRINCIPE ET ENQUÊTE PUBLIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 300 000,00 €	35,00 %	805 000,00 €
	Montant Total de la subvention		805 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041733-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur LAURENT PROBST, Directeur

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 53-15 du 18 juin 2015

Objet du projet : attribution d'une subvention en vue du financement des études de schéma de principe et de l'enquête publique du pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Situé sur la commune de Fontenay-sous-Bois, à l'intersection de la branche Marne-la-Vallée du RER A (RATP) et de la ligne Tournan – Haussmann St-Lazare du RER E (SNCF), le pôle de Val de Fontenay est le premier pôle d'échanges multimodal de l'est francilien.

Les deux infrastructures ferroviaires sont superposées et se croisent perpendiculairement. Cette situation permet une correspondance efficace entre les deux lignes de RER. Cependant, l'absence d'accès dédiés aux quais du RER E conduit à une saturation aux heures de pointe des circulations de correspondance et des trémies d'accès.

Cette configuration induit aussi des contraintes d'exploitation mutuelles entre les deux lignes ce qui fragilise l'exploitation du réseau notamment en cas de situation perturbée sur l'une ou l'autre des lignes.

Ce secteur est stratégique car il présente un fort potentiel de densification et de renouvellement urbain. Il joue un rôle d'interface dans le desserrement parisien des activités tertiaires et intermédiaires. La desserte de la gare de Val-de-Fontenay sera fortement renforcée à moyen et à long termes par l'arrivée de nouveaux modes de transports structurants et l'amélioration des modes déjà présents :

- le prolongement du tramway T1 depuis Noisy-le-Sec dont la gare de Val-de-Fontenay constitue le terminus sud ;
- le schéma directeur de la ligne A du RER dont l'un des objectifs est d'améliorer la gestion des situations perturbées. Des installations de retournement des trains sont prévues en gare de Val-de-Fontenay, Elles seront accompagnées d'une modification des espaces de la gare afin d'accueillir les flux lors des situations perturbées ;
- le prolongement de la ligne 1 du métro depuis le Château de Vincennes et dont la gare de Val-de-Fontenay constitue le terminus Est ;
- la création de la ligne 15 du métro, en rocade autour de Paris et desservant la gare de Val-de-Fontenay dans le cadre de son tronçon Est ;
- le prolongement du RER E à l'Ouest vers La Défense et le Mantois qui conduit à une évolution de l'offre sur le RER E à l'Est desservant la gare de Val-de-Fontenay ;
- la mise en accessibilité des quais du RER E et de la correspondance entre les lignes A et E.

L'enjeu pour ce territoire est de profiter de cette desserte renforcée pour produire des quartiers de gare denses et mixtes tout en répondant aux dysfonctionnements actuels du pôle.

La prise en compte de l'ensemble des modes de déplacement en connexion avec les projets précédemment cités est un enjeu déterminant. L'intermodalité constitue le meilleur moyen d'optimiser les équipements nouveaux, de leur donner un impact maximal et d'étendre leur zone d'influence.

Dans le but de proposer aux voyageurs un pôle d'échanges complet et cohérent, au plus tard à la mise en service du GPE ou du prolongement de la ligne 1 du métro, ou au plus tard en 2030, les partenaires se sont accordés sur les modalités de mise en œuvre du pôle de Val de Fontenay.

Description :
Les études de niveau DOCP pilotées par le STIF en 2016 ont permis de préciser la configuration de deux scénarios d'aménagement de la gare de Val de Fontenay :

- un scénario aérien (scénario A) consistant principalement en la création d'une passerelle franchissant les voies du RER E et l'A86 et desservant les deux quais du RER E ;
- un scénario souterrain (scénario B) consistant principalement en la création de deux passages souterrains desservant les deux quais du RER E.

Si les deux scénarios permettent de répondre de façon globale aux problématiques actuelles et à venir pour le pôle, ils présentent certaines caractéristiques contrastées :

- le scénario A est globalement moins couteux, plus simple à mettre en œuvre mais offre des conditions de confort et de fluidité moindre pour les voyageurs ;
- le scénario B offre de très bonnes conditions de confort et de fluidité pour les voyageurs et permet de répondre de façon plus globale aux problèmes de saturation des espaces mais est plus coûteux (+ 20% environ) et ses impacts travaux sont plus lourds.

Le DOCP n'a pas tranché sur un scénario préférentiel. Le scénario sera retenu soit en fin de concertation, soit après une première phase d'études préliminaires.

Concernant les aménagements et équipements en faveur de l'intermodalité, le DOCP propose un

programme fonctionnel traitant des bus qu'il s'agira de spatialiser et de compléter dans les études objet de la présente convention, en cohérence avec :

- le projet urbain du « Péripôle nord » porté par la ville et faisant l'objet d'une convention entre la ville de Fontenay-sous-Bois, la SPL Marne au Bois Aménagement et la SGP ;
- et l'intégration des autres modes de rabattement qui constituent les composantes de l'intermodalité (accès modes actifs, intermodalité bus, informations voyageurs, confort, accessibilités, stationnement, nouvelles formes de mobilité).

Il s'agira également d'identifier, notamment pour la phase transitoire de travaux, toutes les interfaces et mettre en avant les coordinations nécessaires d'une part, entre les différentes opérations de transport programmées sur ce secteur et d'autre part, entre les opérations de transport et les projets urbains (à l'étude ou en cours) afin d'assurer à l'usager une offre de déplacement cohérente et de qualité (service, information multimodale, information de l'impact des travaux sur l'offre disponible, etc.). Une attention particulière sera accordée au fonctionnement global et à l'aménagement futur des espaces publics ainsi que la trame viaire à proximité immédiate de la gare. Les évolutions futures du pôle auront un impact sur le plan de circulation tous modes qu'il conviendra d'anticiper.

Moyens mis en œuvre :
Les études de schéma de principe et l'enquête publique seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage du STIF.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- dans la revoyure du CPER 2015-2020 approuvée par délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 37-14 du 19 juin 2014.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports publics franciliens.

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement prévoit la répartition suivantes (montants en euros courants et HT) :

Part État + Région (CPER 2015 -2020) = 50 %

- soit pour l'État : 345 000 € (15%)
- soit pour la Région : 805 000 € (35%)

Part "Bloc local" = 25 %

- soit pour le Département du Val-de-Marne : 157 500 € (6,85%)
- soit pour la ville de Fontenay-sous-Bois : 157 500 € (6,85%)
- soit pour la SGP = 260 000 € (11,3%)

avec dans le détail pour la participation de la SGP :
- *100 000 € au titre du volet "intermodalité"*
- *160 000 € au titre du volet "interconnexions"*

Part "MOA" = 25 %
- soit pour le STIF = 575 000 €

MONTANT TOTAL = 2 300 000 € HT

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTUDES TECHNIQUES	1 400 000,00	60,87%
ÉTUDE D'IMPACT ET ENQUÊTE PUBLIQUE	400 000,00	17,39%
MISSIONS ET COORDINATION	200 000,00	8,70%
EXPERTISES	100 000,00	4,35%
PROVISION POUR ÉTUDES SUPPLÉMENTAIRES	200 000,00	8,70%
Total	2 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT	345 000,00	15,00%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	805 000,00	35,00%
DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE (en cours)	157 500,00	6,85%
COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS (en cours)	157 500,00	6,85%
SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS (volet intermodalité) (en cours)	100 000,00	4,35%
SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS (volet interconnexions) (en cours)	160 000,00	6,96%
STIF (MOA) (en cours)	575 000,00	25,00%
Total	2 300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	420 000,00 €
2019	315 000,00 €
2020	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	2 231 350 831,14 €

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION : CONVENTIONS

2017

PÔLE DE SAINT-DENIS

Convention de financement relative à la concertation préalable, au Schéma de Principe et à l'Enquête Publique

CONVENTION N° xx

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6
Définitions 6
Préambule 6
Objectifs du projet 7
Inscription dans les documents de planification et de programmation 7
1 - OBJET DE LA CONVENTION 7
1.1. Rappel des études 8
1.2. Définition et contenu de l'opération 8
1.2.1. La concertation préalable 8
1.2.2. Le Schéma de Principe 8
1.2.3. L'enquête publique 9
1.2.4. Prestations complémentaires 9
1.3. Calendrier prévisionnel de réalisation des études 10
2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10
2.1. L'autorité organisatrice des transports 10
2.2. La maîtrise d'ouvrage 10
2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 10
2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes 11
2.3. Les financeurs 11
2.3.1. Identification 11
2.3.2. Engagements 11
ARTICLE 3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 12
3.1. Estimation du coût des études 12
3.2. Coûts détaillés 12
3.3. Plan de financement 12
3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État et la Région 13
3.4.1. Versement d'acomptes 13
3.4.2. Versement du solde 14
3.4.3. Modalités de paiement 14
3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 15
3.5. Caducité des subventions 15
3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 15
3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement 16

3.6. Comptabilité de l'opération 16
4 – MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 16
5 – GESTION DES ECARTS 17
6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION 17
6.1. Comité technique (COTECH) 17
6.2. Le Comité des Financeurs 18
6.3. Commission de Suivi (COSU) 18
6.4. Suivi de la communication institutionnelle 18
6.5. Réunions de travail 19
7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES 19
8 – DISPOSITIONS GENERALES 20
8.1. Modification 20
8.2. Règlement des litiges 20
8.3. Résiliation de la convention 20
8.4. Date d'effet de la convention 20
8.5. Mesures d'ordre 21
ANNEXES 23
ANNEXE 1 24
ANNEXE 2 25
ANNEXE 3 26
ANNEXE 4 27
ANNEXE 5 28

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris,
- la **Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission permanente en date du …….. du Conseil régional d'Île-de-France,
- l'**Etablissement public territorial Plaine Commune,** représenté par son Président, ci-après désigné par « Plaine Commune », dûment mandaté par la délibération n°…… de l'Etablissement public territorial en date du ……,
- la **Ville de Saint-Denis,** représentée par son Maire, ci-après désigné par « Saint-Denis », dûment mandaté par la délibération n°…… du Conseil municipal en date du ……,

Ci-après désignés « **les financeurs** » (hors financement par le maître d'ouvrage).

En deuxième lieu,

- **le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité par délibération du conseil n° en date du ,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire ».**

Ci-après collectivement désignés « **les parties** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation,

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013,

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° 2011-631 et ses annexes du Conseil du STIF en date du 6 juillet 2011 approuvant le contenu type des Dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et des Schémas de principe (SDP),

Vu la délibération n°2017-…… en date du 11 janvier 2017 par laquelle le Conseil d'Administration du STIF a approuvé le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales,

Vu la délibération n° CR …… du Conseil régional d'Ile-de-France du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu le Schéma directeur d'accessibilité,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… de l'Etablissement public territorial de Plaine Commune du ……,

Vu la délibération n°…… de la Ville de Saint-Denis du ……,

Vu la délibération n°……. du Conseil du STIF du ……..,

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DU PROJET

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en Annexe 5.

« **Résultats des études** » : désigne le Schéma de principe réalisé par le maître d'ouvrage, comme défini dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 5 et qui sera présenté au conseil d'administration du STIF.

Préambule

La gare de Saint-Denis, située à la confluence de la Seine et du canal Saint-Denis, est l'une des plus importantes gares d'Ile-de-France avec près de 90 000 voyageurs par jour, desservie par la ligne H du Transilien et le RER D.

Egalement point de départ du prolongement du tramway T1 vers le département des Hauts-de-Seine et point de passage du tramway T8, ce pôle viendra accueillir dans son périmètre un nombre croissant d'usagers dans les prochaines années au regard de l'offre de transports accrue, de l'augmentation annoncée des trafics et de la densification urbaine projetée par Plaine Commune.

La gare de Saint-Denis fait l'objet de nombreux dysfonctionnements. En effet, aussi bien les espaces voyageurs, que les ouvrages de circulation et de franchissement des voies ferrées sont très largement sous-dimensionnés.

Les correspondances sont devenues difficiles et la qualité des échanges intermodaux est fortement compromise sur l'ensemble du pôle gare.

Des premières études préliminaires ont été réalisées, portant sur l'opportunité :

- de réaliser un nouvel ouvrage de franchissement des voies ferrées pour accéder aux quais et désaturer les espaces de correspondance permettant d'améliorer l'intermodalité à l'intérieur de la gare ;
- du type d'accès qu'il convient de retenir (accès simple ou nouveau bâtiment voyageurs) ;
- de déplacer ou dédoubler la station du T1 à l'ouest des voies ferrées (intermodalité, exploitation, sécurité, etc.).

Objectifs du projet

Les études, objet de la présente convention de financement, portent sur le pôle multimodal de Saint-Denis et viseront à établir le programme de réaménagement du pôle. Elles proposeront pour chaque élément du programme un maître d'ouvrage et des modalités de financement, conformément aux documents de planification (PDUIF) et de programmation en vigueur (Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) / CPER 2015-2020, subventions STIF, etc.).

Ces éléments de programme, qui seront étudiés dans ce cadre, correspondent à ceux des grands pôles de correspondance, tels que définis dans le PDUIF et repris dans le PRMD. Il s'agit des gares routières, des parcs relais, des parcs véligos, de l'accessibilité PMR, des aménagements cyclables, de l'information voyageurs, des aménagements extérieurs de voirie (parvis, carrefours et cheminements piétons d'accès directs au pôle) ainsi que les espaces ferroviaires (refonte ou rénovation de bâtiments voyageurs, accès aux quais, etc.).

Le projet de réaménagement urbain du quartier « Sud Confluence » porté par l'Etablissement public territorial Plaine Commune s'articule de manière très étroite avec l'aménagement du pôle d'échanges et pose la question des périmètres de chacun des projets (définition du phasage des opérations et répartition des coûts entre le périmètre d'aménagement du pôle et le périmètre urbain).

Du point de vue des transports, l'ensemble des aménagements devra faire émerger, à terme, un pôle d'échanges multimodal intégré plus fonctionnel, redimensionné pour répondre à la croissance du trafic, entièrement accessible aux PMR, mieux sécurisé pour les flux qui s'y croisent et développant toute une gamme de services aux usagers.

Inscription dans les documents de planification et de programmation

Le projet du Pôle de Saint-Denis est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan Régional en faveur de la Mobilité Durable voté par la Région n° CR 37-14 du 19 juin 2014 ;
- au Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 voté par l'assemblée régionale le 18 juin 2015 (CR 53-15) et signé le 9 juillet 2015.

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation** de l'État, de la Région Ile-de-France, de Plaine Commune, de la Ville de Saint-Denis et du STIF au financement de la concertation préalable, des études du Schéma de principe et de l'Enquête publique du Pôle de Saint-Denis.
- de préciser le **contenu des études** nécessaires à la constitution :
  - de la Concertation Préalable ;
  - du Schéma de Principe et du Dossier de Définition de Sécurité (DDS) ;
  - de l'Enquête Publique ;
- de préciser les **livrables** remis aux financeurs à chacune des étapes ;
- de préciser la **gouvernance du projet** à chaque étape dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Pôle de Saint-Denis : Concertation, schéma de principe et enquête publique »

1.1. Rappel des études

Des études d'initialisation et le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales ont été financées par une convention de financement votée en Commission permanente de la Région le 12 juillet 2012 pour un montant total de 280 K€ courants, financés par l'Etat (30%) et la Région (70%).

Le résultat des études d'initialisation a été présenté aux financeurs le 27 juin 2014. Le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales sera soumis pour approbation au Conseil d'administration du STIF de janvier 2017.

1.2. Définition et contenu de l'opération

L'opération porte sur :

- l'organisation, la conduite et la formulation du bilan de la concertation préalable ;
- l'élaboration du Schéma de Principe ;
- l'élaboration du dossier d'enquête d'utilité publique du Pôle de Saint-Denis ;
- la préparation et l'accompagnement de l'enquête publique du pôle jusqu'à la DUP ;
- des prestations complémentaires éventuelles à chacune de ces étapes.

L'annexe 5 de la présente convention détaille les éléments constitutifs d'un Schéma de Principe.

1.2.1. La concertation préalable

La concertation porte sur les objectifs du DOCP, qui sera approuvé par le Conseil du STIF, ainsi que sur les variantes retenues. Les objectifs et les modalités de la concertation sont validés par le Conseil du STIF à l'issue du DOCP.

La concertation pourra comporter :

- **Une publicité préalable** dans les communes concernées par le projet, sur l'objet et les modalités du déroulement de cette concertation préalable ;
- **Des documents d'information** sur le projet et sur les modalités de concertation, diffusés notamment aux riverains, équipements, entreprises, etc., situés à proximité du pôle, et mis à disposition dans les mairies ainsi que sur les lieux d'exposition et de rencontres publiques ;
- **Un dispositif de consultation du public** couvrant le territoire concerné par le projet prévoyant notamment des rencontres publiques;
- **Un site internet** dédié à la concertation, espace d'information sur le projet permettant le téléchargement des documents relatifs à la concertation ainsi que le dépôt d'observations ou suggestions du public.
- Tout autre dispositif adapté au contexte local et permettant de nourrir la concertation.

Ces modalités sont établies par le STIF en lien étroit avec le Département de Seine-Saint-Denis, Plaine Commune et la Ville de Saint-Denis et soumises aux financeurs avant le lancement de la concertation.

A l'issue de la concertation préalable, le STIF tirera le bilan de la concertation.

1.2.2. Le Schéma de Principe

Le Schéma de Principe permet de confirmer l'opportunité du projet, de formaliser le programme et les modalités d'insertion du projet.

Il est élaboré sur la base du DOCP approuvé par le Conseil du STIF et il tient compte des enseignements de la concertation préalable.

Le contenu du Schéma de Principe devra être compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il doit contenir les éléments suivants :

- **l'historique du projet** ;
- la description du **secteur concerné par les études** ;
- la définition des **objectifs et du programme** ;
- la **description du projet** : mise en compatibilité avec le SDRIF, insertion du projet et de ses variantes dans l'environnement urbain, en précisant le positionnement des différentes fonctionnalités, les caractéristiques des projets de développement économique et urbain en interface et l'incidence du projet sur l'environnement.
- **la justification du choix du réaménagement** du pôle existant et de la définition des solutions techniques,
- **les impacts du projet** au regard de la situation initiale ;
- **le management et calendrier du projet** ;
- **l'économie du projet** : estimation des coûts de l'infrastructure, du matériel roulant et de l'exploitation ;
- **l'intérêt socio-économique du projet** : prévision de trafic et report modal.

Par ailleurs, si nécessaire, le Dossier de Définition de Sécurité (DDS) est élaboré au stade du schéma de principe, permettant de définir les grands enjeux de sécurité liés au projet.

Le contenu du Schéma de Principe est précisé dans l'article R1241-31 du code des transports et par la délibération n°2011/631 du Conseil du STIF, prise dans sa séance du 6 juillet 2011. La partie relative au contenu du schéma de principe est jointe en annexe 5.

1.2.3. L'enquête publique

L'enquête publique porte sur le projet du Schéma de Principe approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les éventuelles variantes qui pourraient être retenues à ce stade. Elle se déroule conformément aux dispositions des articles L123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

Elle a pour objectif principal d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement.

L'enquête publique comprend les pièces prévues à l'article R123-8 du code de l'environnement, et notamment l'étude d'impact de l'opération.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées et définies en lien avec la commission d'enquête (ou le commissaire enquêteur) en charge de la procédure. Elles seront également présentées aux financeurs du projet et aux collectivités concernées par l'opération.

Pour mener à bien cette procédure d'enquête publique, le maître d'ouvrage pourra, sur demande de la Commission d'enquête ou de sa propre initiative, engager des études complémentaires, après accord des financeurs signataires de la présente convention, afin d'éclairer certains volets du projet.

Le type d'enquête sera précisé en fonction du contenu du projet à l'issue des études de schéma de principe.

1.2.4. Prestations complémentaires

Dans le cadre de la production des études techniques nécessaires à l'établissement du schéma de principe ou de l'enquête publique, le STIF pourra faire appel si nécessaire à des prestations, à concurrence de 20% de l'enveloppe indicative des études techniques soit 30 000 euros environ, portant sur :

- l'acceptabilité des solutions proposées pour le projet du pôle sur les ouvrages existants propriété de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités, notamment au regard de leur impact temporaire et/ou définitif sur leur exploitation ;
- l'estimation des coûts du projet proposée par le bureau d'étude mandaté par le STIF ;
- certaines propositions techniques du bureau d'études mandaté par le STIF ;

- des variantes ou options de programme ou d'aménagement.

Ces éléments seront soumis à l'accord des collectivités et des financeurs.

1.3. Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Le délai de réalisation des études est fixé à 24 mois. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 12 mois soit un délai de réalisation de **36 mois** à compter du passage de la convention de financement au Conseil du STIF. Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 8.4.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de la concertation préalable, du schéma de principe et de l'enquête publique est le suivant (détail en annexe 2) :

Concertation et bilan	2017
Elaboration du Schéma de Principe	2017
Enquête publique	2018

2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

À cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinées au transport public de voyageurs.

2.2. La maîtrise d'ouvrage

Le pilotage des études nécessaires à la préparation de la concertation préalable, à l'élaboration du Schéma de Principe, du dossier d'enquête et à la préparation de l'enquête publique sera assuré par le STIF.

La concertation préalable ainsi que l'enquête publique du projet transport en lien avec le projet urbain selon des modalités à définir seront pilotées par le STIF.

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le STIF est maître d'ouvrage du programme d'études décrit à l'article 1.2 de la présente convention.

Le STIF est notamment responsable de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention, dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

L'Etat, la Région, le Département de Seine-Saint-Denis, Plaine Commune et la Ville de Saint-Denis en seront tenus informés par transmission de la convention dès sa signature.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets connexes au pôle : SNCF Mobilités, SNCF Réseau, Plaine Commune, Département de Seine Saint-Denis RATP.

En tant que pilote des études du pôle, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, le STIF doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

À cette fin, le STIF se charge de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets connexes au Pôle ;
- formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

Le Département de Seine-Saint-Denis, Plaine Commune et la Ville de Saint-Denis seront étroitement associés à l'ensemble des études et procédures jusqu'à la DUP.

L'organisation et la répartition des maîtrises d'ouvrage devront être définies à l'issue des études de Schéma de Principe préalablement à l'engagement des Avant-Projets dans le cadre d'une autre convention.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement de la concertation préalable, des études du Schéma de principe et de l'enquête publique du pôle, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat ;
- La Région Ile-de-France ;
- L'Établissement public territorial Plaine Commune ;
- La Ville de Saint-Denis ;
- Le maître d'ouvrage, le STIF.

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 3.

ARTICLE 3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **900 000 € HT en euros courants**, non actualisables et non révisables.

3.2. Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Pôle de Saint-Denis	
1. Concertation préalable	**150 000 €**
2. Schéma de principe	**400 000 €**
Dont (à titre indicatif)	
Etudes de diagnostic et sondages	*100 000 €*
Etudes techniques	*150 000 €*
Dossier de synthèse	*100 000 €*
Mission de coordination	*50 000 €*
3. Dossier d'enquête	**250 000 €**
4. Accompagnement enquête publique	**100 000€**
TOTAL en € courants	**900 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3. Plan de financement

Le financement des études du pôle s'inscrit dans le cadre du Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) voté par l'Assemblée régionale en juin 2014 et dont **la participation financière de la Région est conditionnée à 2 éléments :**

- **le pôle doit être un pôle de niveau 1**[1] pour bénéficier d'un financement régional ;
- le **pôle doit être inscrit dans un document de programmation financière.**

Le Pôle de Saint-Denis remplit ces deux conditions.

Il est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région dans le cadre des études selon la répartition suivante :

- une participation de **25% minimum** des **maîtres d'ouvrage et/ou les bénéficiaires du projet**, tous périmètres confondus.

---

1 Les pôles de niveau 1 sont définis dans le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France et ils correspondent :
- ✓ **aux gares dont le trafic est supérieur à 15.000 voyageurs / jour, avec des correspondances entre lignes de RER, trains ou métro, et avec une ligne de tramway ou une gare routière importante (plus de cinq postes à quais),**
- ✓ **aux stations de métro avec gare routière,**
- ✓ **aux grandes gares parisiennes terminus.**

- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).
- un plafonnement de la participation de la Région Ile-de-France au projet à hauteur de 50%.

Le plan de financement des études de la présente convention est établi en euros courants et HT, non révisables et non actualisables.

	Pôle de Saint-Denis – plan de financement des études de concertation préalable, schéma de principe et enquête publique					
Financeurs [2]	**CPER 2015-2020**		**Plaine Commune**	**Saint-Denis**	**STIF**	**Total**
	Etat	**Région**				
Maitre d'ouvrage des études : STIF	50%		25%		25%	100%
	(30%)	*(70%)*	*(60%)*	*(40%)*		
	135 000 € **15%**	**315 000 €** **35%**	**135 000 €** **15%**	**90 000 €** **10%**	**225 000 €** **25%**	**900 000 €** **100%**

[2] *Clés de financement du CPER 2015-2020 pour les "pôles", dont 50% "tiers" incluant 25% pour le maître d'ouvrage*

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État et la Région

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le STIF, maître d'ouvrage.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 4 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

Demande de versement des acomptes auprès de la Région

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Le plafonnement des acomptes

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020. L'opération du Pôle de Saint-Denis est inscrite dans le CPER 2015-2020.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés au STIF, maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, et conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

3.4.3. Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1. de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du :

Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du STIF, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ETAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
REGION ILE-DE-FRANCE	Pôle Logement-Transports Direction des transports Direction des transports 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS emmanuel.hastings@iledefrance.fr
PLAINE COMMUNE	EPT Plaine Commune 21 avenue Jules-Rimet 93200 Saint-Denis karim.dedrumel@plainecommune.com.fr
SAINT-DENIS	Mairie de Saint Denis BP 269 93205 Saint Denis cedex françois.tchekemian@ville-saint-denis.fr
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE (STIF)	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des projets d'investissement (DPI) Division Projets Ferroviaires et Pôles 39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS gilles.fourt@stif.info

3.5. Caducité des subventions

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.6. Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 – MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 1.3, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

A compter de la mise en service du projet de Pôle de Saint-Denis, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

5 – GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique et du comité des financeurs. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets connexes au pôle multimodal.

6.1. Comité technique (COTECH)

Ce comité, convoqué par le STIF, comprend l'ensemble des signataires de la présente convention, ainsi que le Département de Seine-Saint-Denis.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués par le maître d'ouvrage avec un préavis minimum de deux semaines, et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments d'études techniques du Schéma de principe et du DEUP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- valider les choix techniques si nécessaire ;
- suivre le déroulement technique de la démarche, y compris en ce qui concerne la coordination avec les projets connexes à l'opération ;
- préparer les différents comités sur les aspects techniques de la démarche ;
- préparer les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2. Le Comité des Financeurs

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence du STIF en qualité d'autorité organisatrice des transports.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le Comité des Financeurs se prononce et valide :

- les ajustements techniques, administratifs et financiers n'ayant pu être validés en comité technique décrit à l'article 6.1 ;
- la diffusion des éléments liés à l'Opération ;
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi ;
- les projets de dossiers préparés en vue de leur approbation en Conseil du STIF.

Le Comité des Financeurs se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

Le compte rendu de chaque Comité des Financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

6.3. Commission de Suivi (COSU)

Placé sous la présidence du STIF, en sa qualité d'autorité organisatrice des transports, la Commission de suivi comprend les signataires de la présente convention et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet. Elle assure le rôle de comité de pilotage des études de l'opération.

Elle se réunit avant chaque passage en Conseil du STIF, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La commission de suivi a pour rôle de :

- veiller au bon déroulement et à la qualité des études, présenter les résultats des études et contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire ;
- favoriser le bon déroulement du projet notamment dans son articulation avec les partenaires locaux.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- les modalités de l'enquête publique ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le secrétariat permanent de la commission de suivi est assuré par le STIF. Les comptes rendus des réunions de la commission de suivi sont établis par le STIF.

6.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du MOA et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Plaine Commune, la Ville de Saint-Denis et le STIF ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

6.5. Réunions de travail

Des réunions seront dédiées à la coordination entre les différentes études entrant dans le périmètre du pôle multimodal.

Elles réunissent le maître d'ouvrage des études de pôle (STIF) ainsi que les maîtres d'ouvrages des projets connexes ainsi que leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier ;
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

8 – DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4. Date d'effet de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région Île-de-France approuvant la présente convention.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.3 et au plus tard 18 mois après la validation du bilan de l'enquête publique par le STIF.

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

SIGNATAIRES

Convention établie en 5 exemplaires originaux, signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat, Date et signature	**Pour la Région,** Date et signature
Pour l'Etablissement public territorial Plaine Commune, Date et signature	**Pour la Ville de Saint-Denis,** Date et signature
Pour le STIF, Date et signature	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 4 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

Annexe 5 : Contenu des dossiers de Schéma de Principe

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Gilles FOURT

Chef de la division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

gilles.fourt@stif.info

Knut PINTO DELAS

Chargée de Projets

Division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

knut.pinto-delas@stif.info

ANNEXE 2

CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DE L'OPERATION

	2017		2018		2019	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Validation DOCP - STIF						
Concertation						
Bilan de la concertation						
Réalisation SdP						
Validation SdP et DEUP - STIF						
EUP						

ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU STIF

	2017	**2018**	**2019**	**Total**
Concertation	100 000	50 000		150 000
Schéma de Principe	200 000	200 000		400 000
Dossier d'enquête		100 000	150 000	250 000
Accompagnement enquête publique			100 000	100 000
Total	**300 000**	**350 000**	**250 000**	**900 000**

ANNEXE 4

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEMANDES D'APPELS DE FONDS

Financeurs	Clé	Montant	2017	2018	2019
Etat	15%	135 000	37 500	52 500	45 000
Région Ile-de-France	35%	315 000	87 500	122 500	105 000
Plaine Commune	15%	135 000	37 500	52 500	45 000
Ville de Saint-Denis	10%	90 000	25 000	35 000	30 000
STIF	25%	225 000	62 500	87 500	75 000
Total	**100%**	**900 000**	**250 000**	**350 000**	**300 000**

ANNEXE 5

CONTENU TYPE DES SCHEMAS DE PRINCIPE (SDP)

(Conseil du STIF du 6 juillet 2011)

Objectif

L'objectif du Schéma de Principe est d'arrêter le programme fonctionnel de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation. Il permet d'engager l'enquête publique.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu des schémas de principe est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des résultats de la concertation ou du débat public tels que prévus par les articles L121-1 et suivants et R121-1 et suivants du code de l'environnement. Le Schéma de principe devra préfigurer le dossier d'enquête publique (défini à l'article R123-6).

- Articulation avec la loi MOP

Le schéma de principe permet d'arrêter le programme tel que défini par l'article 2 de la loi MOP :
« Le maître de l'ouvrage définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage. »

- Niveau de précision du Schéma de Principe

Le contenu du Schéma de Principe devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que décrites à l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation d'un ouvrage existant, la précision attendue est celle des études de diagnostic (article 19 ou, dans le cas d'un bâtiment, article 12 du décret). Enfin, dans le cas d'une opération de construction neuve de bâtiment, la précision attendue est celle des études d'esquisse (article 3 du décret).

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'étape Schéma de Principe.

Contenu

Le Schéma de Principe contient un volet transport détaillé présentant notamment les points suivants :

Partie I – Volet transport

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du schéma de principe pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. Historique

a. Rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,
b. Analyse rétrospective des dysfonctionnements éventuels et besoins de desserte du secteur concerné,

II. Diagnostics « transport » des territoires concernés

a. Présentation du secteur d'étude : analyse de la situation actuelle en termes d'occupation du sol, population, emplois, grands équipements,

b. Perspectives d'évolution de l'urbanisation : description des grandes opérations cadrages quantitatifs de développement des populations et des emplois, analyse de la cohérence avec les cadrages SDRIF,
c. Description des réseaux et de l'offre de transport (situation actuelle),
d. Présentation et analyse des déplacements actuels et de leur évolution future,
e. Analyse des dysfonctionnements éventuels et définition des besoins du secteur,

III. Objectifs du Projet / Programme

a. Objectifs de l'opération,
b. Nature et étendue des besoins,
c. Contraintes et exigences : de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques, économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

IV. Description du Projet

a. Caractéristiques principales,
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
  i. fonctionnelle des installations,
  ii. périmètre du projet,
  iii. consistance des dessertes envisagées,
  iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),
  v. dimensionnement justifié des installations,
d. Confirmation du choix du mode
e. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
  i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,
  ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,
f. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages / inconvénients techniques,
g. Compatibilité :
  i. avec SDRIF, PDUIF, PLU,
  ii. avec le bilan de la concertation préalable ou du débat public,
  iii. avec les objectifs du projet,
h. Pour les projets en souterrain : sondages avancés permettant de vérifier la faisabilité,

V. Impacts du projet

a. Principes d'insertion paysagère et architecturale du projet dans son environnement naturel et urbain,
b. Impact sur les réseaux concessionnaires,
c. Etude d'impact selon le Code de l'Environnement,

VI. Management et calendrier du Projet

a. Organisation :
  i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) futurs, MOE(s) études, collectivités, …
  ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),
  iii. méthodes : Plan Directeur Qualité.
b. Planification :
  i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du trimestre,
  ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructures ferroviaire et de voirie,
  iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. Economie du Projet

a. Coûts de réalisation :
   i. présentation synthétique des coûts :
      - coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assorti d'un taux de tolérance de + ou – 10%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA
      - présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, concertation,...)

   ii. présentation détaillée des coûts :
      - coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers - dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, ...), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, ...), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières...
      - pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,

   iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Analyse détaillée des risques spécifiques de l'opération : identification complète des réserves et des risques et méthodes envisagées pour les réduire, impact économique potentiel identifié sur le projet,
c. Coûts d'exploitation :
   i. Estimation sommaire des coûts d'exploitation,
   ii. Prévisions de restructuration éventuelle d'autres réseaux de transports collectifs liés au projet,

VIII.Financement

a. plan de financement
b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût

IX. **Evaluation de l'intérêt socio-économique**

a. Service rendu par le projet : populations et emplois desservis par le projet, prévisions de trafic (pointe, jour, année), en distinguant les diverses composantes nécessaires au calcul de l'évaluation du projet,
b. Bilan socio-économique pour la collectivité établi selon les principes méthodologiques préconisés par le STIF avec justification du calcul des gains pour la collectivité,
c. Bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part, selon phase, éléments chiffrés permettant de préparer le contrat d'exploitation (ou avenant)
d. Evaluation des conséquences du projet sur chacun des modes de déplacement, et pour le mode ferroviaire, incidence sur les autres circulations ferrées (grandes lignes, fret).

X. **Annexes graphiques :** tracé en plan pour les projets de liaison, vue en plan et élévation pour les projets de pôles

XI. Annexes de constitution du dossier

a. Décision de lancement du schéma de principe,
b. Demandes spécifiques Etat/Collectivités,
c. Bilan de la concertation préalable ou du débat public,

XII. Annexes complémentaires au dossier

a. Principaux éléments du bilan socio-économique (hypothèses utilisées pour la modélisation et le calcul du bilan),
b. Si nécessaire, Dossier de Définition de Sécurité et avis.

Dans le cas où le STIF mène, en tant que maître d'ouvrage, l'enquête publique, le Schéma de Principe devra être complété par une seconde partie contenant les éléments attendus dans un dossier d'enquête d'utilité publique (ils peuvent être regroupés en tant que de besoin) afin de constituer le support de l'enquête publique.

Partie II – Complément au schéma de principe en vue de l'enquête publique portée par le STIF

I. Une notice explicative indiquant :

- **a.** L'objet de l'enquête
- **b.** Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête (Présentation de l'opération, caractéristiques principales, étude des variantes, amélioration de l'offre de service, …)
- **c.** Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu.

II. L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise, comprenant :

- **a.** L'analyse de l'état initial de l'environnement
- **b.** L'analyse des effets du projet sur l'environnement, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité de voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique,
- **c.** Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu,
- **d.** Les mesures envisagées pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,
- **e.** L'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.

III. Le plan de situation

IV. Le plan général des travaux (Insertion : tracés, stations et points spécifiques)

V. Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (Ouvrages d'art, infrastructures et équipements, stations, locaux d'exploitation en ligne, site de maintenance)

VI. L'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières

VII. La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

2017

POLE D'ECHANGES MULTIMODAL DE CERGY-PREFECTURE

Convention de financement des Etudes relatives à l'élaboration des dossiers d'avant-projet (AVP)

CONVENTION N°

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6

Définitions 6

Préambule 6

Objectifs du projet 7

Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation 7

Caractéristiques principales du projet 8

1 - OBJET DE LA CONVENTION 10

1.1 Définitions et contenu des études d'avant-projet (AVP) 10

1.2 Délai de réalisation de l'AVP 10

2 - ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11

2.1 L'autorité organisatrice des transports 11

2.2 La maîtrise d'ouvrage 11
2.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 11
2.2.2 Coordination du projet de pôle et des projets connexes 11

2.3 Les financeurs 12
2.3.1 Identification 12
2.3.2 Engagements 12

3 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 12

3.1 Estimation du coût de l'opération 12

3.2 Coûts détaillés 13

3.3 Plan de financement 13

3.4 Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, le Département du Val d'Oise et la Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise 14
3.4.1 Versement d'acomptes 14
3.4.2 Versement du solde 15
3.4.3 Modalités de paiement 15
3.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 16

3.5 Caducité des subventions 16
3.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 16
3.5.2 Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement 17

3.6 Comptabilité de l'opération 17

4 - MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 17

5 - GESTION DES ECARTS 18

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION 18

6.1 Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 18

6.2 Commission de suivi 19

6.3 Information hors CSCF et comité des financeurs 20

6.4 Communication institutionnelle 20

7 - DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 20

8 - DISPOSITIONS GENERALES 21

8.1 Modification 21

8.2 Règlement des litiges 21

8.3 Résiliation de la convention 21

8.4 Date d'effet de la convention 22

8.5 Mesures d'ordre 22

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération 24

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds 24

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études 24

Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention 24

Annexe 5 : Engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants 24

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission Permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,
- le **Département du Val d'Oise**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil départemental en date du …….. ,

Ci-après désignés « **les financeurs** » (hors financement par le maître d'ouvrage).

En deuxième lieu,

- la **Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil Communautaire en date du……..,

Ci-après désigné « **le maître d'ouvrage** » ou « **le bénéficiaire** » ou **« CACP »,**

En troisième lieu,

- le **STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016-302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** »,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015

Vu la revoyure du Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvée par délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 15 décembre 2016,

Vu le protocole Etat – Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

Vu la délibération n° CR …… du Conseil régional d'Ile-de-France du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… du Département du Val d'Oise du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… du Département du Val d'Oise du ……,

Vu la délibération n°…… de la Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise du ……,

Vu la délibération n°……. du Conseil du STIF du …… .

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DU PROJET

Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en annexe 4.

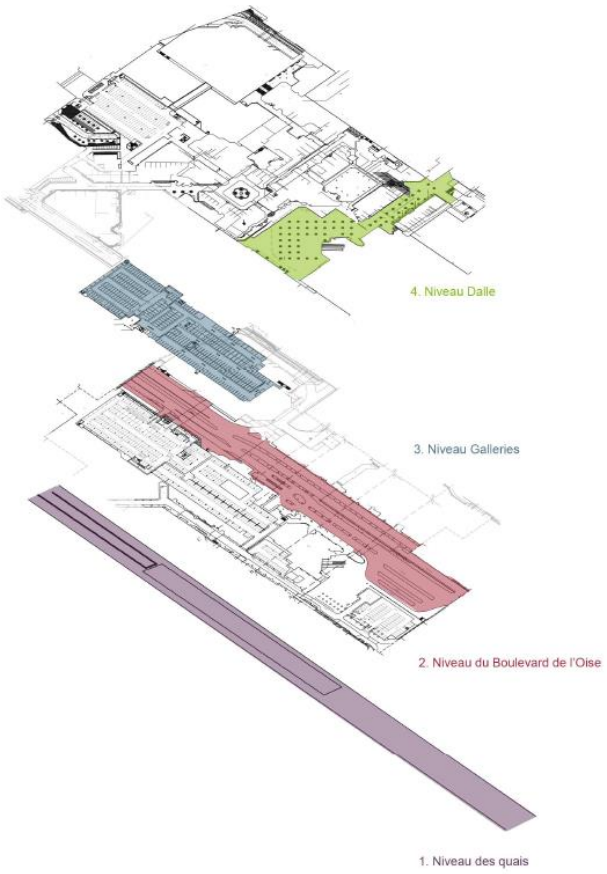
« **Résultats des études** » : désigne l'avant-projet réalisé par le maître d'ouvrage, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 4 et qui sera présenté au conseil d'administration du STIF.

Préambule

Avec près de 22 000 entrants par jour en gare SNCF, le pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture est identifié comme « grand pôle de correspondances » au PDUIF et fait partie des cinq gares SNCF les plus fréquentées du Val d'Oise, juste après Ermont-Eaubonne, Garges-Sarcelles et Argenteuil.

Le pôle de Cergy-Préfecture bénéficie :

- d'une desserte ferroviaire assurée par le RER A et la ligne L du Transilien ;
- d'une gare routière, parmi les plus importantes d'Ile-de-France : 12 lignes urbaines et 20 lignes interurbaines la desservent, pour environ 210 000 départs de bus par an, et des correspondances bus-bus très nombreuses ;
- d'une offre vélo : vélos libre-service, location, réparation et stationnement ;
- d'une aire de taxis ;
- de deux parcs relais et d'un parking à usage de dépose / reprise minute.



Créé dans les années 1970 au sein d'un quartier sur dalle, le pôle de Cergy-Préfecture s'organise sur quatre niveaux :

- le niveau dalle ;
- le niveau galerie ;
- le niveau du boulevard de l'Oise ;
- le niveau du quai ferroviaire.

Ce pôle présente aujourd'hui des dysfonctionnements en termes de déplacements et d'exploitation des différents transports :

- la gare routière est saturée, non accessible aux personnes à mobilité réduite et l'information voyageurs y est déficiente. L'exploitation des bus est difficile, avec notamment des bus qui régulent en mouvement et des haut-le-pied importants ;
- le bâtiment gare est peu lisible, enclavé sous la dalle, les espaces voyageurs y sont insuffisants, et les services aux voyageurs déconnectés du bâtiment voyageurs ;
- l'information voyageurs n'est pas cohérente à l'échelle de l'ensemble du pôle et est manquante par endroits ;
- les espaces piétons sont globalement sous-dimensionnés, et les cheminements piétons se font dans des conditions médiocres en termes de sécurité et d'ambiance, notamment entre la gare ferroviaire, la gare routière et sous la dalle pour rejoindre le nord-ouest du pôle ;
- le pôle est mono-orienté côté sud-est alors que plusieurs grands générateurs de déplacements sont situés au nord-ouest (université, ENSEA, IUT…). La liaison sol naturel / dalle est difficile et peu lisible.

Plusieurs projets d'envergure sont en cours de développement et auront un impact direct ou indirect sur le fonctionnement du pôle :

- **le projet urbain Grand Centre** piloté par la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise pour requalifier la centralité de Cergy-Pontoise ;
- **le schéma directeur du RER A** qui prévoit une reprise de certains espaces en gare pour fluidifier l'accès actuel aux quais ;
- un **projet de TCSP sur l'agglomération de Cergy-Pontoise** (à l'étude) ;
- et **le projet de Tangentielle Ouest** dont il faut prévoir la mutation de certains espaces pour l'accueillir à terme.

Objectifs du projet

Par leur rôle spécifique d'interface entre réseaux de transport, urbanisme local et desserte des territoires, les gares portent aujourd'hui des enjeux d'aménagement et constituent des leviers de transformation de la ville, abritant d'importantes opportunités de développement et d'amélioration de la qualité de vie des habitants. Les gares constituent des lieux métropolitains intermodaux et elles évoluent pour devenir des pôles d'échanges multimodaux de qualité.

Au regard des objectifs définis par le PDUIF pour les grands pôles de correspondance et de l'état des lieux réalisé sous maîtrise d'ouvrage STIF, les objectifs spécifiques pour le pôle d'échange multimodal de Cergy-Préfecture sont les suivants :

- améliorer le fonctionnement de la gare routière et la rendre accessible aux PMR ;
- améliorer les cheminements piétons et vélos d'accès au pôle ;
- Améliorer la dépose/reprise minute automobile ;
- Rendre plus lisibles les services vélos ;
- Améliorer l'information voyageurs.

Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation

Le projet de pôle de Cergy-Préfecture est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;

- dans la revoyure du CPER 2015-2020 approuvée par délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

Caractéristiques principales du projet

Les principes d'organisation du réaménagement du PEM de Cergy – Préfecture sont les suivants :

1/ <u>Périmètre pôle d'échanges multimodal</u> :

- **Gare routière : réorganisation d'une gare routière compacte en site propre**
  - Création d'une gare routière unique pour les lignes urbaines et interurbaines ;
  - Création de quais de dépose, d'espaces de régulation et de quais de reprise contigus.
- **Boulevard de l'Oise : redistribution des espaces de voirie** :
  - Libération d'emprises pour réorganiser les fonctionnalités urbaines / transport ;
  - Redistribution des espaces de voirie sur le Boulevard de l'Oise : partage de la voirie 2 X 1 voie en section courante / 1 X 2 ou 3 voies par sens au droit des carrefours ;
  - Réaménagement des carrefours du Bd de l'Oise avec les Bds de l'Hautil et du Port.
- **Amélioration des cheminements piétons et création d'une nouvelle liaison piétonne**
  - Création d'une liaison Haut – Bas indispensable au réaménagement du bâtiment voyageurs dans le cadre du schéma directeur du RER A ;
  - Création d'un espace de cheminement piéton continu Nord / Sud sous la dalle en gagnant sur l'infrastructure routière ;
  - Amélioration des accès piétons à la gare routière.
- **Amélioration de l'information voyageurs statique et dynamique sur le pôle**
  - Mise en place d'une information multimodale complète, lisible, hiérarchisée et homogène sur l'ensemble du pôle d'échanges ;
  - Information sur les transports et l'environnement du pôle.

2/ <u>Périmètre schéma directeur de la ligne A du RER (SDLA)</u> :

- **Gare ferroviaire de Cergy-Préfecture**
  - Reconfiguration des espaces voyageurs ;
  - Optimisation des liaisons Places Haute et Basse.
- **Création d'un accès Nord**

3/ <u>Projet urbain et projets connexes</u> :

- **Valorisation des espaces publics**
  - Couverture de la trémie du bâtiment voyageurs pour faciliter les circulations piétonnes ;
  - Création d'un escalier monumental.
- **Création d'une façade à la gare** ;
- **Création de surfaces commerciales complémentaires ;**
- **Préfigurer la création d'un site propre**

Les éléments de programme du projet pourraient être éligibles à plusieurs sources de financement :

- les financements prévus au CPER pour l'amélioration et la modernisation des RER (dont le schéma directeur de la ligne du RER A) et pour les pôles d'échanges multimodaux identifiés au PDUIF comme de niveau 1 ;
- les financements de droit commun du STIF tels que rappelés dans le Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) voté le 19 juin 2014 (notamment son annexe 3) ;
- les financements mobilisés par les collectivités territoriales dans le cadre de leurs compétences d'aménagement et de voire.

Le tableau ci-après donne une répartition indicative de la ventilation des financements par élément de programme du pôle. **Les montants et les sources de financement indiqués ci-dessous ne sont mentionnés qu'à titre indicatif car ils seront susceptibles d'évoluer à l'issue des conclusions des études pré-opérationnelles**.

PEM CERGY-PREFECTURE (HORS ACCES NORD)	COUT TOTAL HT EN M€ CE 01/2014	SOURCES DE FINANCEMENT POTENTIELLES			
		SDLA	CPER POLES NIVEAU 1	DROIT COMMUN STIF	TERRITOIRE CACP
Gare routière	4,98			X	
Stationnement Véligo	0,32			X	
Voirie et carrefours	3,74		X		
Accès gare routière	0,94			X	
Parvis	1,64		X		
Reconstruction boutique vélos	0,40		X		
Reconstruction boutique transports	0,40		X		
Liaison haut-bas	1,85		X		
Bâtiment voyageurs	5,00	X			
Marquise	1,33				X
Commerces	1,96				X
TOTAL	22,56				

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les conditions et modalités de financement des études d'avant-projet (AVP) du pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture ;
- de préciser le contenu des études nécessaires à la constitution des dossiers d'avant-projet ;
- de préciser les conditions de suivi et de rendu de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture : études d'avant-projet ».

1.1 Définitions et contenu des études d'avant-projet (AVP)

Faisant suite au schéma de principe, les études d'avant-projet ont vocation à approfondir les éléments suivants:

- **les caractéristiques principales du projet** : principes guidant le choix des aménagements retenus et de la définition des solutions techniques, eu égard au réseau existant, aux caractéristiques des projets de développement économique et urbain à desservir et à l'incidence du projet sur l'environnement ;

- une **évaluation précise des coûts** (investissement et exploitation), du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économique.

L'ensemble des études associées sera mené dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du projet.

La présente convention finance la réalisation :

- des études d'avant-projet dit également AVP « technique » ;
- d'un dossier d'avant-projet synthétique dit « administratif », conforme à l'annexe à la délibération du Conseil du STIF en date du 6 juillet 2011 (Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention).

1.2 Délai de réalisation de l'AVP

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de **18 mois**. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 12 mois soit un délai de réalisation de **30 mois** à compter de la notification de la présente convention par le STIF. Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 8.4.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'AVP, sur la base d'une notification mi-2017, est le suivant (détail en annexe 3) :

Elaboration des études AVP	2nd semestre 2017 – 2nd semestre 2018

2 - Rôles et engagements des Parties

2.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

2.2 La maîtrise d'ouvrage

2.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

La Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise (CACP) est désignée maître d'ouvrage du programme des études décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise est notamment responsable de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention.

L'Etat, la Région, le Département du Val d'Oise et le STIF en seront tenus informés par transmission de la convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.2.2 Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets connexes au pôle de Cergy-Préfecture : SNCF Mobilités, SNCF Réseau, Département du Val d'Oise et la commune de Cergy le cas échéant.

Il est indispensable d'articuler les futurs projets de transport programmés sur ce secteur avec les projets urbains en cours ou à venir. Il s'agit de garantir une cohérence d'ensemble pour l'aménagement de ce territoire, d'esquisser les périmètres de ces projets et leurs interactions ainsi que les modalités d'intervention de chaque maitre d'ouvrage. **L'objectif est d'aboutir à un projet d'ensemble partagé et maîtrisé et à une vision globale des enjeux intermodaux et urbains autour du pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture**.

Le maître d'ouvrage invitera les financeurs ou experts, missionnés sur l'un de ces projets, à assister, sur sa demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

En tant que pilote des études du pôle de Cergy-Préfecture, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, le maître d'ouvrage doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage se charge, avec l'appui du STIF, de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets connexes au pôle de Cergy-Préfecture ;
- formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, pour un montant de **619 815 € HT en euros courants**, non actualisables et non révisables par :

- Etat ;
- Région Ile-de-France ;
- Département du Val d'Oise ;
- Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise (MOA).

2.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisation d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

3 - Modalités de financement et de paiement

3.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études d'avant-projet, aux conditions économique de janvier 2016, est évalué à **619 815 € HT non actualisable et non révisable.**

3.2 Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT par postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet.

MAITRISE D'OUVRAGE CACP	COUTS HT EN EUROS CE 01/2016
1/ Etudes AVP	**574 832,00**
Dont (à titre indicatif)	
Concours / AO	*125 000,00*
MOE	*305 765,00*
Coordinateur santé sécurité niveau 1	*45 865,00*
Bureau de contrôle	*61 153,00*
Révision des marchés études	*3 715,00*
Etude d'impact	*33 334,00*
2/ Provision pour études complémentaires	**44 983,00**
TOTAL	**619 815,00**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3 Plan de financement

Le financement des études du pôle de Cergy-Préfecture s'inscrit dans le cadre du Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) voté par l'Assemblée régionale en juin 2014 et dont **la participation financière de la Région est conditionnée à 2 éléments** :

- **le pôle doit être un pôle de niveau 1**[1] pour bénéficier d'un financement régional ;
- le **pôle doit être inscrit dans un document de programmation financière.**

Le pôle de Cergy-Préfecture remplit ces deux conditions.

Il est inscrit dans la revoyure du Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région dans le cadre des études selon la répartition suivante :

- une participation de **25% minimum** des **maîtres d'ouvrage et/ou les bénéficiaires du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).
- un plafonnement de la participation de la Région Ile-de-France au projet à hauteur de 50%.

[1] Les pôles de niveau 1 sont définis dans le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France et ils correspondent :

- ✓ **aux gares dont le trafic est supérieur à 15.000 voyageurs / jour**, avec des correspondances entre lignes de RER, trains ou métro, et avec une ligne de tramway ou une gare routière importante (plus de cinq postes à quais),
- ✓ **aux stations de métro** avec gare routière,
- ✓ **aux grandes gares parisiennes** terminus.

Le plan de financement est établi en euros courants HT, non révisables et non actualisables.

	Pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture Montant HT en euros courants et %				
Financeurs [2]	**CPER 2015-2020**		**Département du Val d'Oise**	**CACP (MOA)**	**TOTAL**
	Etat	**Région**			
Maître d'ouvrage des études : CACP	50%		25%	25%	100%
	30%	70%			
	92 972,25	216 935,25	154 953,75	154 953,75	619 815,00

[2] *Clés de financement du CPER 2015-2020 pour les "pôles", dont 50% "tiers" incluant 25% pour la maître d'ouvrage. Les clés indiquées ci-dessus engagent les finaceurs uniquement pour la phase des études dites d'avant-projet et ne prévalent pas pour la phase travaux.*

3.4 Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, le Département du Val d'Oise et la Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise

3.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par la Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise, maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, les clés de financement définies à l'article 3.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF (ou de la collectivité territoriale).

Demande de versement des acomptes auprès de la Région, du Département du Val d'Oise

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Le plafonnement des acomptes :

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé au maître d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020 et dans sa revoyure.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés au maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 80% du montant de la subvention indiqué à l'article 3.3, et conformément à l'article 3.1 et au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés **par le Département du Val d'Oise** au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par le Département, conformément à l'article 3.3, avant le versement du solde.

3.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

Pour le Département du Val d'Oise et conformément à son Règlement Budgétaire et Financier, le versement du solde interviendra dans un délai de 90 jours après réception de la demande.

3.4.3 Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès de la :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY-PONTOISE

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
30001	00651	C9550000000	34

Code IBAN							Code BIC
FR82	3000	1006	51C9	5500	0000	034	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

PARTIES	COORDONNEES
ETAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
REGION ILE-DE-FRANCE	Pôle Logement et Transports Direction des transports 35 boulevard des Invalides 75007 PARIS emmanuel.hastings@iledefrance.fr
DEPARTEMENT VAL D'OISE	Direction des transports 2 avenue du parc CS20201 95032 CERGY-PONTOISE
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY-PONTOISE	Direction de l'urbanisme opérationnel Hôtel d'agglomération Parvis de la Préfecture – BP 80309 95027 Cergy-Pontoise Cedex

3.5 Caducité des subventions

3.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date

de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2 Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.6 Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 - MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 1.2, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

A compter de la mise en service du projet de pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

5 - GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets connexes au pôle multimodal.

En tant qu'autorité organisatrice, le STIF s'assure notamment du respect, par le maître d'ouvrage, de la remise des documents, des délais indiqués et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 1.1, 1.2 et 3.1 de la présente convention.

6.1 Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative du STIF, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le comité de suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce comité de suivi aborde principalement les questions techniques et financières du projet.

Le CSCF se réunit au moins deux (2) fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par le STIF avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le comité de suivi peut être réuni en séance extraordinaire par le STIF, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du comité de suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du comité de suivi.

Le suivi de l'opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des études ;
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature ;
- la liste des principaux marchés signés avec leur date et leur montant d'engagement ;
- la liste des principaux marchés à venir avec leur date et leur montant prévisionnel d'engagement ;
- le suivi du calendrier.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu ;
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage ;
- un état comparatif entre le coût prévisionnel de l'opération détaillé par postes CERTU tel qu'indiqué à l'AVP et le coût final de l'opération détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais ;
- le montant des dépenses comptabilisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses, de ses engagements et des appels de fond. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2016 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le comité de suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du projet.

3/ La communication autour du projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le projet ;
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

6.2 Commission de suivi

Il est constitué une commission de suivi des études, placée sous la présidence du Directeur général du STIF, composée des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention et des collectivités territoriales concernées par le projet.

La commission de suivi est réunie sur demande, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par le STIF.

La commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante.

6.3 Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet devant le Conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

6.4 Communication institutionnelle

Le STIF, maître d'ouvrage est en charge de la communication et s'engage, jusqu'à la mise en service du projet, à :

- associer, au sein d'un comité de communication, les signataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication commun. Ce comité de communication établira notamment le cahier des charges destiné à choisir le prestataire qui aura pour mission de proposer et de créer les outils de communication dédiés au projet ;
- mentionner les financeurs de l'opération et le STIF sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant le projet par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement ;
- prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque représentant au comité de communication puisse faire valider le principe des outils (plan de communication) par leurs responsables respectifs ;
- permettre l'implantation de la signalétique de chantier des co-signataires ;
- rapporter en tant que de besoin les réactions de la population concernant les travaux entrepris.

Le comité de communication regroupe les représentants des directeurs ou responsables de communication de chacun des organismes financeurs. Il est piloté par le maître d'ouvrage.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs: Etat, Région, Département du Val d'Oise, Communauté d'agglomération Cergy-Pontoise ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

7 - DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et au STIF, en qualité d'autorité organisatrice des transports, les études et les résultats des études.

Les études et les résultats des études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format informatique natif et pdf.

Le STIF pourra librement utiliser les études et résultats d'étude afin de remplir ses missions d'autorité organisatrice des transports dans le cadre du projet du pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture.

Le maître d'ouvrage autorise le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats des études sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les Etudes et les résultats des études qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles.

8 - DISPOSITIONS GENERALES

8.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 2 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3 Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4 Date d'effet de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2.

8.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, Date et signature **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, Date et signature **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour le Département du Val d'Oise Date et signature **Arnaud BAZIN** Président du Département du Val d'Oise
Pour la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, Date et signature **Dominique LEFEBVRE** Président de la Communauté d'agglomération de Cergy- Pontoise	Pour le STIF, Date et signature **Laurent PROBST** Directeur Général	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Annexe 4 : Détail du programme des études objet de la présente convention

Annexe 5 : Engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants

ANNEXE 1 :

Organigramme nominatif de l'opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maîtrise d'ouvrage

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.

Représentant du maître d'ouvrage : Dominique LEFEBVRE

Chef de Projet : Nathalie COMORASSAMY, Ingénieur, Direction de l'Urbanisme Opérationnel, sous la direction de Sylvie BURGUIERE - Direction associée : Mobilité et Stationnement, directrice : Angélique BOSQUET.

ANNEXE 2 :

Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS DU MAITRE D'OUVRAGE

ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES BESOINS EN AP/AE DU MAITRE D'OUVRAGE

€ HT Courants	2017	2018	TOTAL
Etat	43 385.40	49 586.85	**92 972.25**
Région	101 232.60	115 702.65	**216 935.25**
Département du Val d'Oise	72 309	82 644.75	**154 953.75**
CACP	72 309	82 644.75	**154 953.75**
Total	**289 236**	**330 579**	**619 815**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES DEPENSES PAR MAITRE D'OUVRAGE

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DU MAITRE D'OUVRAGE

€ HT Courants	2017	2018	TOTAL
Etat	43 385.40	49 586.85	**92 972.85**
Région	101 232.60	115 702.65	**216 935.25**
Département du Val d'Oise	72 309	82 644.75	**154 953.75**
Total	**216 927**	**247 934.25**	**464 861.25**

ANNEXE 3:

Calendrier prévisionnel indicatif

CERGY-PONTOISE l'agglomération

Requalification du Pôle d'Echanges Multimodal de Cergy-Préfecture

CALENDRIER PREVISIONNEL

Mise à jour Janvier 2017

Passage en Bureau (Autorisation programme)	20 janvier 2017
Finalisation Programme	janvier 2017
Validation Schéma de référence en Conseil- Convention de Financement études AVP (bureau 20 janvier 2017)	janvier 2017
Autorisation de programme en Conseil (Bureau 20 janvier 2017)	31 janvier 2017
AAPC	début Février 2017
Rendu candidatures	mi Mars 2017
Analyse des candidatures	mi-mars à mi-avril 2017
Commission technique	semaine du 17/04/17
CAO	fin avril 2017
Lancement DCC	début mai 2017
Rendu offres	mi-juillet 2017
Analyse des offres	mi-juil à fin Août 2017
Commission technique	début septembre 2017
CAO	mi-septembre 2017
Passage en Bureau	fin septembre 2017
Attribution marché maitrise d'œuvre en Conseil	Octobre 2017
Rendu AVP	Avril 2018
Rendu PRO	Octobre 2018
Consultation marché travaux (AO)	Novembre 2018
Attribution marché travaux	Janvier 2019
Démarrage travaux (période préparation 3 mois)	Avril 2019
Fin travaux	mi 2021

ANNEXE 4 :

Détail du programme des études objet de la présente convention

CONTENU TYPE DES AVANT-PROJETS SOUMIS A L'APPROBATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

Objectif

L'objectif de l'avant-projet est d'obtenir des études dont le niveau de détail permettent d'arrêter le programme détaillé définitif, de définir le plan de financement et le planning des travaux de l'opération puis le dépôt du permis de construire le cas échéant.

Enjeux

- **Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional**

Le contenu de l'avant-projet est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des conclusions de l'Enquête Publique.

- **Articulation avec la loi MOP**

o Le contenu de l'avant-projet devra être conforme aux dispositions des articles 4, 13 et 20 du décret 93-1268 précité :
o « Confirmer, compte tenu des études et reconnaissances complémentaires, la faisabilité de la solution retenue et en déterminer ses principales caractéristiques ;
o proposer une implantation topographique des principaux ouvrages ;
o permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme et d'en déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
o établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
o permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et autres autorisations administratives nécessaires à ce stade du projet et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction. »

L'article 2 de la loi MOP prévoit que, pour des projets de réutilisation/réhabilitation d'ouvrage existants ou de réalisation d'ouvrages neufs complexes d'infrastructure et de bâtiments, le programme défini avant commencement de l'avant-projet pourra être précisé avant le commencement des études de projet.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre de l'avant-projet pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :
a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,

II. diagnostics Transport des Territoires concernés
a. Rappel du schéma de principe et mises à jour éventuelles,

III. objectifs du Projet / Programme
a. Programme de l'opération arrêté en adéquation avec les objectifs précédents. Justification des changements apportés le cas échéant,
b. Nature et étendue des besoins (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),
c. Contraintes et exigences (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

IV. description du Projet
a. Caractéristiques principales (évolutions depuis le schéma de principe),
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
- *i. fonctionnelle des installations,*
- *ii. périmètre du projet,*
- *iii. consistance des dessertes envisagées,*
- *iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),*
- *v. dimensionnement justifié des installations,*

d. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
- *i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,*
- *ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,*

e. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages et inconvénients techniques,
f. Compatibilité entre l'avant-projet et la déclaration de projet,
g. Pour les projets en souterrain : sondages détaillés permettant d'arrêter les choix des techniques de réalisation,

V. impacts du projet
a. Descriptif de la prise en compte des conclusions de l'Etude d'impact et de l'Enquête Publique, et de leurs effets sur l'opération, en termes de définition, de performances, de coûts, de délais,

VI. management et calendrier du Projet
a. Organisation :
- *i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) désignés, MOE(s) études, collectivités…,*
- *ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),*
- *iii. méthodes : Schéma Directeur Qualité,*

b. Planification :
- *i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du mois,*
- *ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,*
- *iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec la décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/ gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).*

VII. économie du Projet
a. Coûts de réalisation :
- *i. présentation synthétique des coûts : coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 5%, Provisions pour Aléas et Incertitudes*, frais de MOE, acquisitions foncières,

frais de MOA*, présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, enquête publique,…)*

ii. présentation détaillée des coûts : coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières… pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises et des évolutions au regard de l'étape précédente,

iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Gestion des risques

i. coûts : Schéma Directeur Qualité

c. Coûts d'exploitation :

i. bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part,

ii. éléments chiffrés permettant de préparer contrat d'exploitation (ou avenant),

VIII. financement :

a. plan de financement global et annualisé,

b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût,

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Mise à jour du schéma de principe par rapport au programme retenu

X. annexes graphiques selon loi MOP

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement de l'AVP,

b. Avis du commissaire enquêteur,

c. Déclaration de projet,

d. DUP le cas échéant,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Projet de Convention de Financement,

b. *Eventuellement Dossier Préliminaire de Sécurité.*

Une synthèse de l'AVP destinée aux élus et aux services techniques des collectivités concernées devra également être produite.

ANNEXE 5 :

Engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002382

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE CERGY-PRÉFECTURE : ÉTUDES AVP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	619 815,00 €	35,00 %	216 935,25 €
	Montant Total de la subvention		216 935,25 €

Imputation budgétaire : 908-812-204143-481010-200
481010011 - Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

N° SIRET : 24950010900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 37-14 du 19 juin 2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement des études d'avant-projet (AVP) du pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Avec près de 22 000 entrants par jour en gare SNCF, le pôle d'échanges multimodal de Cergy-Préfecture est identifié comme « grand pôle de correspondances » au PDUIF et fait partie des cinq gares SNCF les plus fréquentées du Val d'Oise, juste après Ermont-Eaubonne, Garges-Sarcelles et Argenteuil.

Le pôle présente, en l'état, un certain nombre de dysfonctionnements dont :

- une saturation de la gare routière, non accessible aux personnes à mobilité réduite et marquée par une déficience de l'information voyageurs. L'exploitation des bus est difficile, avec notamment des bus qui régulent en mouvement et des haut-le-pied importants ;

- une faible lisibilité du bâtiment gare, enclavé sous la dalle, une insuffisance des espaces voyageurs, et des services aux voyageurs déconnectés du bâtiment voyageurs ;
- une information voyageurs non cohérente à l'échelle de l'ensemble du pôle et une absence à certains endroits ;
- des espaces piétons globalement sous-dimensionnés, les cheminements piétons se font dans des conditions médiocres en termes de sécurité et d'ambiance, notamment entre la gare ferroviaire, la gare routière et sous la dalle pour rejoindre le nord-ouest du pôle ;
- une mono-orientation du pôle côté sud-est alors que plusieurs grands générateurs de déplacements sont situés au nord-ouest (université, ENSEA, IUT…).
- une liaison sol naturel / dalle difficile et peu lisible.

Le pôle de Cergy-Préfecture se trouve en interface avec plusieurs projets d'envergure en cours de développement et qui auront un impact direct ou indirect sur le fonctionnement du pôle :

- le projet urbain Grand Centre piloté par la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise pour requalifier la centralité de Cergy-Pontoise ;
- le schéma directeur du RER A qui prévoit une reprise de certains espaces en gare pour fluidifier l'accès actuel aux quais ;
- un projet de TCSP sur l'agglomération de Cergy-Pontoise (à l'étude) ;
- et le projet de Tangentielle Ouest dont il faut prévoir la mutation de certains espaces pour l'accueillir à terme.

Une réorganisation du pôle est donc indispensable pour accompagner l'accroissement progressif de la fréquentation du pôle lié à l'augmentation de l'offre de transport et à la densification du secteur.

L'ensemble de ces aménagements devra faire émerger, à terme, un pôle d'échanges multimodal plus fonctionnel, redimensionné pour répondre à la croissance du trafic, entièrement accessible aux PMR, et mieux sécurisé pour les flux qui s'y croisent quotidiennement.

Les principaux objectifs du pôle sont :

- améliorer le fonctionnement de la gare routière et la rendre accessible aux PMR ;
- améliorer les cheminements piétons et vélos d'accès au pôle ;
- améliorer la dépose/reprise minute automobile ;
- rendre plus lisibles les services vélos ;
- améliorer l'information voyageurs.

Description :
La convention de financement prévoit :

- la réalisation des études d'avant-projet : concours / AO, coordinateur santé / sécurité niveau 1, bureau de contrôle, étude d'impact, MOE ;
- une provision pour des études techniques complémentaires.

Moyens mis en œuvre :
Les études d'avant-projet (AVP) seront réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret

n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;

- dans la revoyure du CPER 2015-2020 approuvée par délibération du Conseil régional n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° 37-14 du 19 juin 2014 ;

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins trois (3) stagiaires ou alternant(e)s.

Le maitre d'ouvrage saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Le versement du solde est subordonné à la production de 3 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de transports collectifs franciliens.

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement prévoit la répartition suivantes (montants en euros courants et HT) :

Part État + Région (CPER 2015-2020) = 50 %
- soit pour l'État : 92 972,25 € (15%)
- soit pour la Région : 216 935,25 € (35%)

Part "collectivités locales " = 25 %
- soit pour le Département du Val d'Oise : 154 953,75 €

Part "MOA" = 25%
- soit pour la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise : 154 953,75 €

MONTANT TOTAL = 619 815,00 € HT

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Pôle de Cergy

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTUDES AVP : Concours / AO	125 000,00	20,17%
ÉTUDES AVP : MOE	305 765,00	49,33%
ÉTUDES AVP : Coordinateur santé sécurité niveau 1	45 865,00	7,40%
ÉTUDES AVP : Bureau de contrôle	61 153,00	9,87%
ÉTUDES AVP : Révision des marchés études	3 715,00	0,60%
ÉTUDES AVP : Etude d'impact	33 334,00	5,38%
PROVISION POUR ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES	44 983,00	7,26%
Total	619 815,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT	92 972,25	15,00%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	216 935,25	35,00%
DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE (en cours)	154 953,75	25,00%
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE CERGY-PONTOISE (MOA) (en cours)	154 953,75	25,00%
Total	619 815,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	101 959,57 €
2018	104 128,92 €
2019	10 846,76 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	7 262 944,52 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	1 800 000,00 €

2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	13 340,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	33 000,00 €
2014	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	126 160,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	44 000,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	437 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	365 970,70 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 937 055,48 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 127 075,00 €
2015	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	434 100,00 €
2015	Politique énergie climat	10 400,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 500,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 622,00 €
2016	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds Propreté	138 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 7	270 509,21 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 065,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	20 000,00 €
	Montant total	19 176 141,91 €

2017

PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE VAL-DE-FONTENAY

Convention de financement relative aux études de schéma de principe et à l'enquête publique

CONVENTION N°

SOMMAIRE

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION 6

Définitions 6

Préambule 6

Objectifs du projet 7

Inscription dans les documents de planification et de programmation 8

1 - OBJET DE LA CONVENTION 8

1.1. Rappel des études 8

1.2. Définition et contenu de l'opération 9

1.2.1. Le schéma de principe 9

1.2.2. L'enquête publique 10

1.2.3. Prestations complémentaires 10

1.3. Calendrier de réalisation de l'opération 11

2 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11

2.1. L'autorité organisatrice des transports 11

2.2. La maîtrise d'ouvrage 11

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 11

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets en interface 12

2.2.3. Périmètre d'étude 13

2.3. Les financeurs 13

2.3.1. Identification 13

2.3.2. Engagements 13

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 13

3.1. Estimation du coût des études 13

3.2. Coûts détaillés 14

3.3. Plan de financement 14

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, le Département du Val-de-Marne, la commune de Fontenay-sous-Bois et la Société du Grand Paris 15

3.4.1. Versement d'acomptes 15

3.4.2. Versement du solde 17

3.4.3. Modalités de paiement 17

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 18

3.5. Caducité des subventions 18

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 18

3.5.2. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département du Val-de-Marne 19

3.5.3. Caducité des subventions versées par la commune de Fontenay-sous-Bois 19

3.6. Comptabilité de l'opération 19

4 – MODALITÉS D'AUDIT ET DE CONTRÔLE PAR LES FINANCEURS 19

5 – GESTION DES ÉCARTS 20

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPÉRATION 20

6.1. Comité technique (COTECH) 20

6.2. Comité des financeurs 21

6.3. Commission de Suivi (COSU) 21

6.4. Suivi de la communication institutionnelle 22

6.5. Réunions de travail 22

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES 22

8 – DISPOSITIONS GENERALES 23

8.1. Modification 23

8.2. Confidentialité 23

8.3. Règlement des litiges 24

8.4. Résiliation de la convention 24

8.5. Date d'effet et durée de la convention 25

8.6. Mesures d'ordre 25

ANNEXES 27

ANNEXE 1 28

ANNEXE 2 29

ANNEXE 3 30

ANNEXE 4 31

ANNEXE 5 32

Entre,

En premier lieu,

- l'**État**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

- le **Département du Val-de-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil départemental en date du …….. ,

- la **commune de Fontenay-sous-Bois**, représentée par le Maire, dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil municipal en date du ……..,

- la **Société du Grand Paris**, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 30 avenue des Fruitiers 93 200 SAINT-DENIS, SIRET n°525 046 017 00030, représentée par M. Philippe YVIN, en sa qualité de Président du directoire, dûment habilité à cet effet,

Ci-après désignés « **les financeurs** » (hors financement par le maître d'ouvrage).

En deuxième lieu,

- **Le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2006-0217 en date du 15 mars 2006,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »** ou « l**e maître d'ouvrage** »

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 modifiée relative au Grand-Paris, notamment son article 20-I,

Vu le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 modifié relatif à la Société du Grand Paris, notamment l'article 9,

Vu le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris.

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu l'avenant formalisant la révision du Contrat de plan Etat – Région 2015 -2020 approuvé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu le Plan de déplacement urbain d'Île-de-France voté par le Conseil régional le 19 juin 2014 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

Vu la délibération n° 2011-631 et ses annexes du Conseil du STIF en date du 6 juillet 2011 approuvant le contenu type des Dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et des Schémas de principe (SDP) ;

Vu la délibération n° CP 15-709 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement pour la réalisation des études relatives à l'élaboration du DOCP du pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay et à la concertation préalable,

Vu le dossier d'approbation du DOCP et des modalités de la concertation du pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay préparatoire à la délibération n°……. du conseil du STIF du 11 janvier 2017,

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… du Département du Val-de-Marne du ……,

Vu la délibération n°…… du Conseil municipal de Fontenay-sous-Bois du ……,

Vu la délibération n°…… du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris du ……,

Vu la délibération n°……. du Conseil du STIF du …….

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (DOCP, concertation préalable, schéma de principe, enquête publique, études d'Avant-projet, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Études** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en annexe 2.

« **Résultats des études** » : désigne le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et le schéma de principe réalisés par le maître d'ouvrage, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexes 5 et 6 et qui seront présentés au conseil d'administration du STIF.

Préambule

Situé sur la commune de Fontenay-sous-Bois, à l'intersection de la branche Marne-la-Vallée du RER A (RATP) et de la ligne Tournan – Haussmann St-Lazare du RER E (SNCF), le pôle de Val de Fontenay est le premier pôle d'échanges multimodal de l'est francilien.

Les deux infrastructures ferroviaires sont superposées et se croisent perpendiculairement. Cette situation permet une correspondance efficace entre les deux lignes de RER. Cependant, l'absence d'accès dédiés aux quais du RER E conduit à une saturation aux heures de pointe des circulations de correspondance et des trémies d'accès.

Cette configuration induit aussi des contraintes d'exploitation mutuelles entre les deux lignes ce qui fragilise l'exploitation du réseau notamment en cas de situation perturbée sur l'une ou l'autre des lignes.

Ce secteur est stratégique car il présente un fort potentiel de densification et de renouvellement urbain. Il joue un rôle d'interface dans le desserrement parisien des activités tertiaires et intermédiaires. La desserte de la gare de Val-de-Fontenay sera fortement renforcée à moyen et à long termes par l'arrivée de nouveaux modes de transports structurants et l'amélioration des modes déjà présents :

- **le prolongement du tramway T1** depuis Noisy-le-Sec dont la gare de Val-de-Fontenay constitue le terminus sud ;
- **le schéma directeur de la ligne A du RER** dont l'un des objectifs est d'améliorer la gestion des situations perturbées. Des installations de retournement des trains sont prévues en gare de Val-de-Fontenay, Elles seront accompagnées d'une modification des espaces de la gare afin d'accueillir les flux lors des situations perturbées ;
- **le prolongement de la ligne 1 du métro** depuis le Château de Vincennes et dont la gare de Val-de-Fontenay constitue le terminus Est ;
- **la création de la ligne 15 du métro**, en rocade autour de Paris et desservant la gare de Val-de-Fontenay dans le cadre de son tronçon Est ;
- **le prolongement du RER E à l'Ouest** vers La Défense et le Mantois qui conduit à une évolution de l'offre sur le RER E à l'Est desservant la gare de Val-de-Fontenay ;
- **la mise en accessibilité des quais du RER E** et de la correspondance entre les lignes A et E.

L'enjeu pour ce territoire est de profiter de cette desserte renforcée pour produire des quartiers de gare denses et mixtes tout en répondant aux dysfonctionnements actuels du pôle.

Le pôle, inscrit au réseau structurant PDUIF 2000, a fait l'objet d'un contrat de pôle validé en 2004 (bâtiment voyageurs rénové, accès supplémentaires, installation d'escaliers mécaniques et mise en accessibilité PMR du domaine RATP, nouvelle gare routière et réorganisation du stationnement en 2009).

La prise en compte de l'ensemble des modes de déplacement en connexion avec les projets précédemment cités est un enjeu déterminant. L'intermodalité constitue le meilleur moyen d'optimiser les équipements nouveaux, de leur donner un impact maximal et d'étendre leur zone d'influence.

Dans le but de proposer aux voyageurs un pôle d'échanges complet et cohérent, au plus tard à la mise en service du GPE ou du prolongement de la ligne 1 du métro, ou au plus tard en 2030, les partenaires se sont accordés sur les modalités de mise en œuvre du pôle de Val de Fontenay.

Les études de pôle puis le projet de pôle seront réalisés en cohérence avec (I) les études d'interconnexion sous maîtrise d'ouvrage du STIF, (II) les études des projets de transport précédemment citées, (III) les études urbaines menées conjointement par la Ville de Fontenay-sous-Bois, la SPL Marne au Bois Aménagement et la SGP, (IV) les études du GPE dont la SGP a la charge.

Les aménagements seront réalisés de manière à proposer aux voyageurs un niveau de qualité de service optimal selon les derniers standards en vigueur. Les modes de déplacements innovants seront favorisés de même que les expérimentations sur de nouveaux dispositifs.

Objectifs du projet

Le réaménagement du pôle de Val-de-Fontenay poursuit quatre objectifs généraux définis dans le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) :

(1) Réorganiser et agrandir les espaces de la gare :

- mettre en place des itinéraires de correspondance et d'accès efficaces entre modes lourds (RER/métro) et vers les modes de surface (bus gare routière / pôle RER / pôle métros / tramway T1) ;
- mettre en œuvre des accès dédiés au RER E ;
- maîtriser les flux empruntant les circulations verticales entre RER A et RER E, et désaturer les quais du RER E ;
- mettre en accessibilité les quais du RER E et la correspondance entre les lignes de RER ;
- rendre les accès à la gare lisibles depuis l'espace public à l'Est et à l'Ouest.

(2) Aménager les abords du pôle en cohérence avec les projets de développement portés par les collectivités :

- accompagner le développement urbain et l'augmentation des flux ;
- profiter de l'arrivée des lignes 1 et 15 du métro pour créer un accès structurant à l'Est du pôle, offrant aux voyageurs l'ensemble des services d'une gare et des aménagements en faveur de l'intermodalité ;
- Atténuer la coupure physique et visuelle A86 / « RER E » et créer un lien urbain Est-Ouest.

(3) Concevoir un projet phasé :

- qui intègre les horizons de mise en service des projets de transport et des projets urbains
- qui prend en compte les contraintes liées aux chantiers des lignes de métro, et compatible avec l'ambition urbaine environnante.

(4) Améliorer la qualité de service pour tous les voyageurs :

- améliorer la lisibilité, le confort et la sécurité des cheminements vers le pôle et à l'intérieur de celui-ci ;
- améliorer la qualité de service générale (gestion de l'information voyageurs en gare, mise en œuvre d'une signalétique mutualisée entre exploitants, développement de services et de l'animation commerciale, …).

Inscription dans les documents de planification et de programmation

Le projet de pôle de Val-de-Fontenay est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable voté par la Région n° CR 37-14 du 19 juin 2014 ;
- au Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 voté par l'assemblée régionale le 18 juin 2015 (CR 53-15) et signé le 9 juillet 2015 et dans l'avenant formalisant la révision du Contrat de plan Etat – Région 2015 – 2020 approuvé par l'assemblée régionale le 15 décembre 2016 (CR 123-16).

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation financière** de l'État, de la Région Ile-de-France, du Département du Val-de-Marne, de la commune de Fontenay-sous-Bois, de la Société du Grand Paris et du STIF au financement des études de Schéma de principe et de l'enquête publique du pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay.
- de préciser le **contenu des études** nécessaires à la constitution :
  - du schéma de principe ;
  - de l'enquête publique ;
- de préciser les **livrables** remis aux financeurs à chacune des étapes ;
- de définir les **conditions de suivi de ces études** dans le cadre de la procédure de convention prévue entre les différents acteurs concernés et en cohérence avec le calendrier général de la construction du projet ;
- de définir **les apports et contributions** de chacun des partenaires pour la réalisation des études et le processus de concertation pour leur validation ;
- de préciser la **gouvernance du projet** à chaque étape dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay :

études de schéma de principe – enquête publique »

1.1. Rappel des études

Le STIF a engagé en 2014 une **étude de faisabilité qui a débouché sur des premières pistes de programmation** déclinées en deux familles de scénarios :

- une famille « passerelle » dont la principale caractéristique est le franchissement des voies du RER E et de l'autoroute A86 par voie aérienne. L'ouvrage créé sert à la fois d'ouvrage d'accès aux quais SNCF-RER E et d'ouvrage de correspondance ;
- une famille « souterrains » dont la principale caractéristique est le franchissement des voies du RER E et de l'autoroute A86 par deux passages souterrains situés de part et d'autre des ouvrages du RER A. Ces deux ouvrages débouchent à l'Est et à l'Ouest du pôle et desservent les quais du RER E à leurs extrémités.

Les études de niveau DOCP pilotées par le STIF en 2016 ont permis de préciser la configuration de deux scénarios d'aménagement de la gare de Val de Fontenay :

- un scénario aérien (**scénario A**) consistant principalement en la création d'une passerelle franchissant les voies du RER E et l'A86 et desservant les deux quais du RER E ;
- un scénario souterrain (**scénario B**) consistant principalement en la création de deux passages souterrains desservant les deux quais du RER E.

Si les deux scénarios permettent de répondre de façon globale aux problématiques actuelles et à venir pour le pôle, ils présentent certaines caractéristiques contrastées :

- le **scénario A** est globalement moins couteux, plus simple à mettre en œuvre mais offre des conditions de confort et de fluidité moindre pour les voyageurs ;
- le **scénario B** offre de très bonnes conditions de confort et de fluidité pour les voyageurs et permet de répondre de façon plus globale aux problèmes de saturation des espaces mais est plus coûteux (+ 20% environ) et ses impacts travaux sont plus lourds.

Le DOCP n'a pas tranché sur un scénario préférentiel. Le scénario sera retenu soit en fin de concertation, soit après une première phase d'études préliminaires.

Concernant les aménagements et équipements en faveur de l'intermodalité, le DOCP propose un programme fonctionnel traitant des bus qu'il s'agira de spatialiser et de compléter dans les études objet de la présente convention, en cohérence avec :

- le projet urbain du « Péripôle nord » porté par la Ville et faisant l'objet d'une convention entre la Ville de Fontenay-sous-Bois, la SPL Marne au Bois Aménagement et la SGP ;
- et l'intégration des autres modes de rabattement qui constituent les composantes de l'intermodalité (accès modes actifs, intermodalité bus, informations voyageurs, confort, accessibilités, stationnement, nouvelles formes de mobilité).

Il s'agira également d'identifier, notamment pour la phase transitoire de travaux, toutes les interfaces et mettre en avant les coordinations nécessaires d'une part, entre les différentes opérations de transport programmées sur ce secteur et d'autre part, entre les opérations de transport et les projets urbains (à l'étude ou en cours) afin d'assurer à l'usager une offre de déplacement cohérente et de qualité (service, information multimodale, information de l'impact des travaux sur l'offre disponible, etc.). Une attention particulière sera accordée au fonctionnement global et à l'aménagement futur des espaces publics ainsi que la trame viaire à proximité immédiate de la gare. Les évolutions futures du pôle auront un impact sur le plan de circulation tous modes qu'il conviendra d'anticiper.

1.2. Définition et contenu de l'opération

L'opération porte sur :

- l'élaboration du schéma de principe ;
- l'élaboration du dossier d'enquête publique du pôle transport ;
- la préparation et l'accompagnement de l'enquête publique du pôle jusqu'à l'obtention de la déclaration de projet ;
- des prestations complémentaires éventuelles à chacune de ces étapes.

Les annexes 5 et 6 de la présente convention détaillent les éléments constitutifs.

1.2.1. Le schéma de principe

Le schéma de principe permet de confirmer l'opportunité du projet, de formaliser le programme et les modalités d'insertion du projet.

Il est élaboré sur la base du DOCP approuvé par le Conseil du STIF du 11 janvier 2017, et il tient compte des enseignements de la concertation préalable.

Le contenu du schéma de principe devra être compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il doit contenir les éléments suivants :

- **l'historique du projet** ;

- la description du **secteur concerné par les études** ;
- la définition des **objectifs et du programme** ;
- la **description du projet** : mise en compatibilité avec le SDRIF, insertion du projet et de ses variantes dans l'environnement urbain, en précisant le positionnement des différentes fonctionnalités, caractéristiques des projets de développement économique et urbain en interface et incidence du projet sur l'environnement. Une attention particulière sera portée à la réorganisation de la gare routière intégrant l'arrivée du prolongement du tramway T1, de la ligne 15 du Grand Paris Express, du prolongement de la ligne 1 du métro, le schéma directeur de la ligne A du RER, de la requalification des espaces publics associée ;
- la justification du choix du réaménagement du pôle existant et de la définition des solutions techniques et de leur phasage dans le temps ;
- **les impacts** du projet au regard de la situation initiale ;
- **le management et calendrier du projet**, en attachant une attention particulière aux temporalités et à l'articulation des études (en particulier l'articulation entre les études d'intermodalité et d'interconnexion, ces dernières étant plus avancées), ainsi qu'à l'horizon de mise en service du Grand Paris Express (2030) ;
- **l'économie du projet** : estimation des coûts de l'infrastructure et de l'exploitation ;
- **l'intérêt socio-économique** du projet.

Le contenu du schéma de principe est précisé dans l'article R1241-31 du code des transports et par la délibération n°2011/631 du Conseil du STIF, prise dans sa séance du 6 juillet 2011. La partie relative au schéma de principe est jointe en annexe 6.

Concernant l'intermodalité, le schéma de principe devra s'attacher à :

- établir un pré-programme complet sur l'ensemble des modes ;
- proposer des scénarios d'aménagement et formuler des propositions d'actions issues du diagnostic conduit en phase DOCP, intégrant des plans, une analyse multicritère de chaque scénario ainsi qu'une estimation financière de chaque scénario ;
- mettre en forme le scénario choisi par le comité de pôle avec des plans et une liste d'actions qui auront chacune : un maître d'ouvrage, un coût, un périmètre opérationnel, un financement, un planning : pas complète ni pour les études d'interconnexions ni pour les études d'intermodalité.

1.2.2. L'enquête publique

L'enquête publique porte sur le projet du schéma de principe approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les éventuelles variantes qui pourraient être retenues à ce stade. Elle se déroule conformément aux dispositions des articles L123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

Elle a pour objectif principal d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement.

L'enquête publique comprend les pièces prévues à l'article R123-8 du code de l'environnement, et notamment l'étude d'impact de l'opération.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées et définies en lien avec la commission d'enquête (ou le commissaire enquêteur) en charge de la procédure. Elles seront également présentées aux financeurs du projet et aux collectivités concernées par l'opération.

Pour mener à bien cette procédure d'enquête publique, le maître d'ouvrage pourra, sur demande de la Commission d'enquête ou de sa propre initiative, engager des études complémentaires, après accord des financeurs signataires de la présente convention, afin d'éclairer certains volets du projet.

1.2.3. Prestations complémentaires

Dans le cadre de la production des études techniques nécessaires à l'établissement du schéma de principe ou de l'enquête publique, le STIF pourra faire appel si nécessaire à des prestations portant sur :

- l'acceptabilité des solutions proposées pour le projet du pôle sur les ouvrages existants propriété de SNCF Réseau, de SNCF Mobilités, la RATP, l'Etat, du Département du Val-de-Marne ou de la Ville de Fontenay-sous-Bois, notamment au regard de leur impact temporaire et/ou définitif sur leur exploitation ;
- l'estimation des coûts du projet proposée par le bureau d'étude mandaté par le STIF ;
- certaines propositions techniques du bureau d'études mandaté par le STIF ;
- des variantes ou options de programme ou d'aménagement ;
- une mission de coordination (OPC) sur toute la durée de la présente convention et une mission de coordination architecturale sur l'ensemble du pôle d'échanges multimodal, sous pilotage du STIF ;
- des investigations géotechniques nécessaires autour du pôle d'échanges qui seront réalisées en compléments de celles programmées dans le cadre de la réalisation des lignes 15 et 1 du métro.

Ces éléments seront soumis à l'accord de la collectivité et des financeurs.

1.3. Calendrier de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de réalisation de l'opération est fixé à 24 mois. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 18 mois soit un délai de réalisation de **42 mois** à compter de la notification de la présente convention par le STIF. Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 8.4.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des études de schéma de principe et l'enquête publique, sur la base d'une notification début 2017, est le suivant (détail en annexe 4) :

Elaboration du schéma de principe	1er semestre 2017 – mi 2018
Enquête publique	1er semestre 2019

2 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

2.2. La maîtrise d'ouvrage

Le pilotage des études nécessaires à l'élaboration du schéma de principe, du dossier d'enquête et à la préparation de l'enquête publique sera assuré par le STIF.

L'enquête publique du projet transport, en lien avec les projets urbains et les projets de transport connexes selon des modalités à définir, seront pilotées par le STIF.

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le STIF est maître d'ouvrage du programme d'études décrit à l'article 1.2 de la présente convention.

Le STIF est notamment responsable de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention, dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

L'Etat, la Région, le Département du Val-de-Marne, la commune de Fontenay-sous-Bois et la Société du Grand Paris en seront tenus informés par transmission de la convention dès sa signature.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets en interface

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets en interface au pôle de Val-de-Fontenay : SNCF Mobilités, SNCF Réseau, RATP, Société du Grand Paris, Département du Val-de-Marne et la Ville de Fontenay-sous-Bois.

Il est indispensable d'articuler les futurs projets de transport programmés sur ce secteur avec les projets urbains en cours ou à venir. Le nouveau pôle multimodal offre à la Ville l'opportunité de repenser le quartier du Péripôle nord autour de cette nouvelle centralité afin de faire émerger un projet urbain ambitieux. Dans cet objectif, la Ville de Fontenay-sous-Bois, la SPL Marne au Bois Aménagement et la SGP ont engagé une démarche partenariale dans le cadre de la réalisation d'une étude urbaine permettant la construction d'une vision d'aménagement cohérente, globale et partagée.

Il s'agit de garantir une cohérence d'ensemble pour l'aménagement de ce territoire, d'esquisser les périmètres de ces projets et leurs interactions ainsi que les modalités d'intervention de chaque maitre d'ouvrage. L'objectif est d'aboutir à un projet d'ensemble partagé et maîtrisé et à une vision globale des enjeux intermodaux et urbains autour du pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay en termes d'aménagement, de dimensionnement des besoins, de calendrier de réalisation, etc.

Le STIF invitera les financeurs ou experts, missionnés sur l'un de ces projets, à assister, sur sa demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

En tant que pilote des études du pôle de Val-de-Fontenay, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, le STIF doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le STIF se charge de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets en interface au pôle de Val-de-Fontenay ;
- formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

Par ailleurs, le projet de pôle de Val de Fontenay intègre des éléments de programme relevant du schéma directeur d'accessibilité (SDA) et du schéma directeur de la ligne A du RER (SDLA). Les études du schéma de principe du pôle devront détourer ces éléments relevant de modalités de financement spécifiques.

Le schéma de principe devra également tenir compte des projets de transports ou de développement urbain à plus longue échéance.

Le schéma de principe abordera la qualité de l'aménagement des accès aux pôles par les différents modes de transport de surface, l'organisation efficace et la qualité des correspondances entre ces modes et avec le mode ferroviaire au sein des pôles. Il traitera également de la qualité des services de transport offerts globalement aux voyageurs au cours de leur déplacement (information, jalonnement des correspondances, espaces d'attente, …).

L'organisation et la répartition des maîtrises d'ouvrage devront être définies à l'issue des études de schéma de principe préalablement à l'engagement des avant-projets dans le cadre d'une autre convention.

2.2.3. Périmètre d'étude

Le territoire des pôles d'échanges multimodaux étant complexe et de nature hétérogène, trois catégories de périmètre d'études sont considérées pour la présente convention :

- le « périmètre opérationnel ferroviaire » (POF), comprenant les bâtiments voyageurs ouest et sud-est du pôle d'échanges, le niveau d'interconnexions nord-est du pôle d'échanges, le franchissement des voies et l'ensemble des espaces jusqu'aux quais ;
- le « périmètre opérationnel intermodal » (POI) du pôle, comprenant le « parvis » et les espaces publics alentours, notamment les plateformes intermodales (gare routière, taxi, arrêt de bus, …) ;
- le « périmètre d'étude » du pôle (PE) dans son contexte urbain, dans un rayon d'environ 500 m environ.

Afin d'assurer une cohérence architecturale de l'émergence nord-est du pôle d'échanges, il est convenu entre les partenaires que la conception architecturale de l'émergence nord-est d'entrée du pôle d'échanges sera étudiée par la SGP dans le cadre, d'une part de ses études d'AVP de la ligne 15 Est, et d'autre part, de ses études urbaines pour le compte de la Ville. Les études consisteront en une définition niveau AVP de l'émergence de la ligne 15 Est et une esquisse, non chiffrée, du reste du bâtiment gare d'entrée nord-est sur la base des données d'entrée qui seront fournies par le STIF et la RATP en début de mission et au plus tard en juillet 2017). Cette étude sera réalisée dans le calendrier des études d'AVP de la ligne 15 Est, dont le rendu est prévu en décembre 2017.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement des études schéma de principe et de l'enquête publique du pôle d'échanges multimodal Val-de-Fontenay, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat
- La Région Ile-de-France
- Le Département du Val-de-Marne
- La commune de Fontenay-sous-Bois
- La Société du Grand-Paris
- Le maître d'ouvrage, le STIF

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, conformément à la durée de validité de la convention indiquée à l'article 8.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **2 300 000€ HT en euros courants**, non actualisables et non révisables.

3.2. Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Maîtrise d'ouvrage STIF	Coûts HT En euros courants
1. Études techniques	**1 400 000**
Dont (à titre indicatif)	
Études préliminaires et rédaction du SdP	*600 000*
Études Opérateurs	*600 000*
Géotechnique	*200 000*
2. Étude d'impact et enquête publique	**400 000**
3. Missions de coordination	**200 000**
Dont (à titre indicatif)	
Architecturale	*50 000*
Planning et chantiers	*150 000*
4. Expertises	**100 000**
5. Provision pour études supplémentaires	**200 000**
TOTAL	**2 300 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3. Plan de financement

Le financement des études du pôle de Val-de-Fontenay s'inscrit dans le cadre du Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) voté par l'Assemblée régionale en juin 2014 et dont **la participation financière de la Région est conditionnée à 2 éléments** :

- **le pôle doit être un pôle de niveau 1**[1] pour bénéficier d'un financement régional ;
- le **pôle doit être inscrit dans un document de programmation financière.**

Le pôle de Val-de-Fontenay remplit ces deux conditions.

Il est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région dans le cadre des études selon la répartition suivante :

- une participation de **25% minimum** des **maîtres d'ouvrage et/ou les bénéficiaires du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).
- un plafonnement de la participation de la Région Ile-de-France au projet à hauteur de 50%.

Le financement du volet « intermodalité » du schéma de principe est assuré par la SGP dans la limite de 100 000 € HT. La SGP contribuera également au titre du financement « des interconnexions », dans la limite de 160 000 € HT.

[1] Les pôles de niveau 1 sont définis dans le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France et ils correspondent :

- ✓ **aux gares dont le trafic est supérieur à 15.000 voyageurs / jour**, avec des correspondances entre lignes de RER, trains ou métro, et avec une ligne de tramway ou une gare routière importante (plus de cinq postes à quais),
- ✓ **aux stations de métro** avec gare routière,
- ✓ **aux grandes gares parisiennes** terminus.

Le plan de financement est établi en euros courants et HT, non révisables et non actualisables.

	Pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay Montant HT en euros courants et %							
Financeurs [2]	**CPER 2015-2020**		**CD94**	**Fontenay-sous-Bois**	**SGP**		**STIF (MOA)**	**TOTAL**
	Etat	**Région**			**Intermod.**	**Interco.**		
Maître d'ouvrage des études : STIF	50%		25,00%				25%	100%
	30%	70%	6,85%	6,85%	4,35%	6,96%		
	345 000,00	805 000,00	157 500,00	157 500,00	100 000,00	160 000,00	575 000,00	2 300 000,00

[2] *Clés de financement du CPER 2015-2020 pour les "pôles", dont 50% "tiers" incluant 25% pour la maître d'ouvrage. Les clés indiquées ci-dessus engagent les financeurs uniquement pour la phase "schéma de principe - enquête publique".*

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, le Département du Val-de-Marne, la commune de Fontenay-sous-Bois et la Société du Grand Paris

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le STIF, maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.23.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF (ou de la collectivité territoriale).

Demande de versement des acomptes auprès de la Région, du Département du Val-de-Marne et de la commune de Fontenay-sous-Bois

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un échéancier prévisionnel des appels de fonds réactualisés.

Le plafonnement des acomptes :

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés au STIF, maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3, conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1 et au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Pour le Département du Val-de-Marne, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde.

Pour la commune de Fontenay-sous-Bois, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde.

Pour la Société du Grand Paris (SGP) *:*

Pour la réalisation des études d'intermodalité, la SGP attribue au STIF une subvention dont le montant ne peut excéder 100 000 € HT.

Pour le budget d'intervention de la SGP lié aux « interconnexions », le montant est plafonné à 160 000 € HT.

Le montant de la subvention de la SGP est calculé à partir des dépenses acquittées hors taxes (HT) dans le cadre des études.

Si le coût définitif des études est inférieur à la participation de la SGP, la subvention de la SGP est ajustée à hauteur des dépenses réellement acquittées par le STIF.

Dans le cas contraire, la subvention de la SGP est réévaluée dans la limite d'un montant total de 260 000 €. Dans ce cas, le STIF informe la SGP dès qu'il a connaissance du nouveau montant prévisionnel.

En toute hypothèse, en cas de dépassement du montant de 260 000 €, le complément sera à la charge du bénéficiaire.

Le STIF procède auprès de la SGP aux appels de fonds selon l'échéancier suivant :

- à la date de prise d'effet de la présente convention, un premier appel de fonds sera présenté à la SGP correspondant à 30 % du montant de la subvention, soit la somme de 78 000 €.
- après le démarrage des études et dès que la somme du 1er appel de fonds aura été consommée, le STIF procédera à des appels de fonds semestriels. Ils sont accompagnés d'un certificat d'avancement des études visé par le directeur de projet du STIF, ainsi que d'un récapitulatif détaillé des frais engagés et de toute pièce justificative permettant à la SGP d'honorer les factures du STIF. **Cet appel de fonds devra distinguer les dépenses liées au budget « intermodalité » de celles liées au budget « interconnexions », selon les clés définis au 3.3**.

À titre indicatif, un échéancier prévisionnel des appels de fonds est joint en annexe 2.

Le cumul des fonds appelés ne peut pas excéder 90 % du besoin de financement tel que défini à l'article 3.3. Après transmission des études et projets de décompte à la SGP et accord de celle-ci, le STIF présentera le relevé des dépenses réellement acquittées, ainsi qu'un récapitulatif des acomptes versés, qui fera l'objet d'un versement solde.

En cas de besoin de financement supérieur au montant des acomptes versés, le STIF procède à l'appel de fonds du solde dans la limite de 260 000 €.

En cas de montant inférieur au cumul des fonds appelés, le STIF procède au remboursement du trop-perçu. Dans ce cas, les sommes dues à la SGP sont réglées dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception du relevé des dépenses effectivement réalisées.

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro SGP de référence de la convention (numéro porté dans le libellé du virement) à :

Titulaire : Société du Grand Paris à l'établissement Trésor public

IBAN (International Bank Account Number)

FR76 1007 1750 0000 0010 0084 373

BIC (Bank Indentifier Code)

TRPUFRP1

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées et à la réalisation de l'enquête publique ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

Le versement du solde se fera sur présentation des factures acquittées.

3.4.3. Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1 de la présente convention. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du :

Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du STIF, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ÉTAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
RÉGION ILE-DE-FRANCE	Pôle Logement - Transport Direction des transports Service Budget 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS emmanuel.hastings@iledefrance.fr
DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE	Direction des Transports de la Voirie et des Déplacements Secteur Programmation Financière Europarc - 1, rue Le Corbusier - 94000 CRETEIL
COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS	Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement 4, esplanade Louis Bayeurte 94125 FONTENAY-SOUS-BOIS francoise.colas@fontenay-sous-bois.fr
SOCIÉTE DU GRAND PARIS	Société du Grand Paris 30 avenue des Fruitiers 93200 Saint-Denis Agence comptable – Service de centralisation des factures agence.comptable@societedugrandparis.fr
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE (STIF)	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des projets d'investissement (DPI) 39-41 rue de Châteaudun75009 PARIS gilles.fourt@stif.info

3.5. Caducité des subventions

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui

sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département du Val-de-Marne

Si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration départementale une demande de paiement d'un premier acompte, la subvention devient caduque et elle est annulée

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la collectivité, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la collectivité. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.3. Caducité des subventions versées par la commune de Fontenay-sous-Bois

Si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration communale une demande de paiement d'un premier acompte, la subvention devient caduque et elle est annulée

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la collectivité, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, les crédits rendus disponible pour l'opération sont désengagés et désaffectés par décision de la collectivité.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6. Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 – MODALITÉS D'AUDIT ET DE CONTRÔLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 8.5, toutes informations, tous documents et pièces comptables

justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement, particulièrement en cas de dépassement des délais des phases prévues dans l'article 1.4.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

A compter de la mise en service du projet de pôle d'échanges multimodal de Val-de-Fontenay, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

5 – GESTION DES ÉCARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPÉRATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets en interface au pôle multimodal.

6.1. Comité technique (COTECH)

Ce comité, convoqué par le STIF, comprend l'ensemble des signataires de la présente convention. Dans un souci de meilleure coordination entre les différents projets programmés sur le secteur de Val-de-Fontenay, le comité technique est élargi :

- à la SPL Marne Au Bois Aménagement, en charge des projets d'aménagement urbain du Péripôle nord ;
- à SNCF Mobilités, SNCF Réseau, RATP et aux opérateurs d'autobus.
- au Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, maître d'ouvrage du projet de prolongement du Tramway T1 de Noisy-le-Sec à Val-de-Fontenay.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués par le maître d'ouvrage avec un préavis minimum de deux semaines, et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments d'études techniques du schéma de principe et du dossier d'enquête publique, des éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- développer des points techniques lors de séances spécifiques,
- valider les choix techniques si nécessaire,
- suivre le déroulement technique de la démarche,
- préparer les différents comités sur les aspects techniques de la démarche,
- préparer les commissions de suivi sur les aspects techniques,

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2. Comité des financeurs

Il est constitué des financeurs comprenant l'ensemble des signataires de la convention, convoqué et placé sous l'autorité du STIF.

Le comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

Le comité se prononce et valide :

- L'avancement de cette étape de l'étude au regard des éléments demandés dans la présente convention de financement, notamment suivant les phases indiquées à l'article 2 et du calendrier ;
- Le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade, à la fin de l'étape de l'étude de l'étude permettant le versement du solde correspondant à la présente convention ;
- Le projet de contenu des conventions de financement pour les étapes ultérieures du projet ;
- Les éléments présentés lors du comité technique et de la commission de suivi ;
- Le projet de dossier préparé en vue de son approbation en / d'une information en Conseil du STIF et éléments nécessaires pour la concertation avec le public.

Le lancement d'éventuelles études complémentaires devra être validé préalablement en comité des financeurs.

6.3. Commission de Suivi (COSU)

Placée sous la présidence du STIF, en sa qualité d'autorité organisatrice des transports, la Commission de suivi comprend les signataires de la présente convention et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet. Elle assure le rôle de comité de pilotage des études de l'opération.

Elle se réunit avant chaque passage en Conseil du STIF, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La commission de suivi a pour rôle de :

- veiller au bon déroulement et à la qualité des études, présenter les résultats des études et contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire ;
- favoriser le bon déroulement du projet notamment dans son articulation avec les partenaires locaux.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager,
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante,

- les modalités de l'enquête publique,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le secrétariat permanent de la commission de suivi est assuré par le STIF. Les comptes-rendus des réunions de la commission de suivi sont établis par le STIF.

6.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du MOA et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, le Département du Val-de-Marne, la commune de Fontenay-sous-Bois, la Société du Grand Paris et le STIF.
- en dernier : le logo du STIF.
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

6.5. Réunions de travail

Des réunions seront dédiées à la coordination entre les différentes études entrant dans le périmètre du pôle multimodal.

Elles réunissent le maître d'ouvrage des études de pôle (STIF) ainsi que les maîtres d'ouvrages des projets en interface (la Société du Grand Paris pour la ligne 15 du Grand Paris Express, la RATP pour les aménagements du BV d'entrée ouest de la gare RER A, le prolongement de la ligne 1 et le RER A, SNCF Réseau et SNCF Mobilités pour le RER E, le Département de Seine-Saint-Denis pour le prolongement du tramway T1, la commune de Fontenay-sous-Bois, la SPL Marne Au Bois Aménagement et la Société du Grand Paris pour les projets d'aménagement urbain) ainsi que leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Seront également associés, les maîtres d'ouvrage des projets de BHNS (bus à haut niveau de service) et également la DIRIF pour la coordination avec les travaux sur l'A86.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Le STIF transmet à l'ensemble des signataires de la présente convention les rapports d'études intermédiaires et le rapport final dans un délai de cinq jours ouvrables avant la tenue des Cotech, COSU, comités des financeurs et réunions de travail.

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Il s'engage à transmettre les éléments plus détaillés des études (décomposition, hypothèses, méthodes, résultats intermédiaires, etc.) dont les financeurs souhaiteraient disposer pour pouvoir analyser les résultats des études.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

8 – DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 4 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires de la présente convention.

8.2. Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations ou données confidentielles » recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelles qu'en soient la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tout document écrit ou imprimé, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toute forme et modèle susceptibles d'être adoptés), qui sont transmises par l'une des Parties à l'autre Partie ou dont une Partie a connaissance au cours de la durée de la présente convention.

Toutes les informations, données dont chaque Partie aurait connaissance au cours de la présente convention revêtent un caractère strictement confidentiel. Chaque Partie s'engage à en respecter la confidentialité absolue, à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaut en aucun cas dérogation à cette règle.

Seules échappent à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication ou signalées comme non confidentielles.

Enfin, chaque Partie n'est pas soumise à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, la Partie concernée doit informer l'autre Partie de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer.

Aucune clause de la présente convention ne peut être interprétée comme obligeant le STIF ou la Société du Grand Paris à communiquer des informations confidentielles aux autres Parties.

Chaque Partie s'engage à ce que, pendant la durée et à l'issue de la présente convention et les dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles reçues de l'autre Partie :

- soient traitées avec la même précaution que chacune des Parties porte à la préservation de ses propres informations confidentielles et à faire respecter cette disposition à ses collaborateurs, employés et sous-traitants éventuels ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui de la présente convention.

Les informations orales transmises à l'une des Parties par l'autre Partie et relatives à des opérations confidentielles doivent conserver leur caractère oral, et la Partie destinataire de ces informations ne peut en aucun cas en faire état à des tiers ni les divulguer.

Chaque Partie s'engage à restituer, à la première demande de l'autre Partie tout document ou autre support contenant des informations confidentielles, que celle-ci aurait été amenée à lui remettre dans le cadre de la présente convention ainsi que toutes les reproductions de ceux-ci.

De façon générale, les Parties reconnaissent être tenues à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, offres, études, documents et décisions dont elles ont connaissance au cours de la présente convention.

Chaque Partie assume, dès la signature de la présente convention, la pleine et entière responsabilité de la bonne exécution des obligations mentionnées au présent article.

Tout prestataire exécutant une prestation pour le compte de l'une ou l'autre des Parties et qui serait conduit à utiliser les informations ou données faisant l'objet de la présente convention devra obligatoirement remplir l'autorisation et l'engagement de confidentialité selon le modèle joint en annexe X avant obtention de tout document.

En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, chaque Partie se réserve la possibilité d'engager la responsabilité de l'autre Partie sur le fondement du droit commun.

Les obligations de confidentialité du présent article ne font pas obstacle à l'application des lois et règlements en vigueur, notamment la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

8.3. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.4. Résiliation de la convention

Les parties de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

8.5. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.3 et au plus tard 18 mois après l'approbation de la déclaration de projet par le Conseil du STIF.

8.6. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux, un pour chacun des parties.

SIGNATAIRES

Convention établie en 6 exemplaires originaux.

Date de notification de la présente convention :

Pour l'État, Date et signature	**Pour la Région,** Date et signature	**Pour le Département du Val-de-Marne,** Date et signature
Pour la commune de Fontenay-sous-Bois, Date et signature	**Pour la Société du Grand Paris**, Date et signature	**Pour le STIF,** Date et signature

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 5 : Contenu des dossiers de schéma de principe

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Gilles FOURT

Chef de la division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

gilles.fourt@stif.info

Thomas GREFFIER

Chargé de Projets

Division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

thomas.greffier@stif.info

ANNEXE 2

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU STIF

	2017	2018	2019	Total
Études techniques	500 000	800 000	100 000	1 400 000
Étude d'impact et enquête publique	100 000	200 000	100 000	400 000
Missions de coordination	50 000	100 000	50 000	200 000
Expertises	0	50 000	50 000	100 000
Provision pour études supplémentaires	0	150 000	50 000	200 000
Total	650 000	1 300 000	350 000	2 300 000

ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEMANDES D'APPELS DE FONDS

	2018	2019	2020	Total
Total	**1 200 000**	**900 000**	**200 000**	**2 300 000**
Région Ile-de-France	420 000	315 000	70 000	805 000
Etat	180 000	135 000	30 000	345 000
SGP	135 000	102 000	23 000	260 000
Département du Val-de-Marne	82 500	61 500	13 500	157 500
Ville de Fontenay-sous-Bois	82 500	61 500	13 500	157 500
STIF	300 000	225 000	50 000	575 000

ANNEXE 4

PLANNING PREVISIONNEL

	2017		2018		2019	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2
CFI Etudes						
Réalisation SdP						
Validation SdP et DEP - STIF						
Enquête publique						

ANNEXE 5

CONTENU TYPE DES SCHEMAS DE PRINCIPE (SDP)

(conseil du STIF du 6 juillet 2011)

Objectif

L'objectif du Schéma de Principe est d'arrêter le programme fonctionnel de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation. Il permet d'engager l'enquête publique.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu des schémas de principe est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des résultats de la concertation ou du débat public tels que prévus par les articles L121-1 et suivants et R121-1 et suivants du code de l'environnement. Le Schéma de principe devra préfigurer le dossier d'enquête publique (défini à l'article R123-6).

- Articulation avec la loi MOP

Le schéma de principe permet d'arrêter le programme tel que défini par l'article 2 de la loi MOP :
« Le maître de l'ouvrage définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage. »

- Niveau de précision du Schéma de Principe

Le contenu du Schéma de Principe devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que décrites à l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation d'un ouvrage existant, la précision attendue est celle des études de diagnostic (article 19 ou, dans le cas d'un bâtiment, article 12 du décret). Enfin, dans le cas d'une opération de construction neuve de bâtiment, la précision attendue est celle des études d'esquisse (article 3 du décret).

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'étape Schéma de Principe.

Contenu

Le Schéma de Principe contient un volet transport détaillé présentant notamment les points suivants :

Partie I – Volet transport

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du schéma de principe pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. Historique

a. Rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,
b. Analyse rétrospective des dysfonctionnements éventuels et besoins de desserte du secteur concerné,

II. Diagnostics « transport » des territoires concernés

a. Présentation du secteur d'étude : analyse de la situation actuelle en termes d'occupation du sol, population, emplois, grands équipements,
b. Perspectives d'évolution de l'urbanisation : description des grandes opérations cadrages quantitatifs de développement des populations et des emplois, analyse de la cohérence avec les cadrages SDRIF,
c. Description des réseaux et de l'offre de transport (situation actuelle),
d. Présentation et analyse des déplacements actuels et de leur évolution future,

e. Analyse des dysfonctionnements éventuels et définition des besoins du secteur,

III. Objectifs du Projet / Programme

a. Objectifs de l'opération,
b. Nature et étendue des besoins,
c. Contraintes et exigences : de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques, économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

IV. Description du Projet

a. Caractéristiques principales,
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
    i. fonctionnelle des installations,
    ii. périmètre du projet,
    iii. consistance des dessertes envisagées,
    iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),
    v. dimensionnement justifié des installations,
d. Confirmation du choix du mode
e. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
    i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations en interface,
    ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,
f. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages / inconvénients techniques,
g. Compatibilité :
    i. avec SDRIF, PDUIF, PLU,
    ii. avec le bilan de la concertation préalable ou du débat public,
    iii. avec les objectifs du projet,
h. Pour les projets en souterrain : sondages avancés permettant de vérifier la faisabilité,

V. Impacts du projet

a. Principes d'insertion paysagère et architecturale du projet dans son environnement naturel et urbain,
b. Impact sur les réseaux concessionnaires,
c. Etude d'impact selon le Code de l'Environnement,

VI. Management et calendrier du Projet

a. Organisation :
    i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) futurs, MOE(s) études, collectivités, …
    ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),
    iii. méthodes : Plan Directeur Qualité.
b. Planification :
    i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du trimestre,
    ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructures ferroviaire et de voirie,
    iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. Economie du Projet

a. Coûts de réalisation :
    i. présentation synthétique des coûts :

- coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assorti d'un taux de tolérance de + ou – 10%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA
- présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, concertation,...)

ii. présentation détaillée des coûts :
- coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers - dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, ...), opérations en interface (accès, gares routières, parkings relais, ...), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières...
- pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,

iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Analyse détaillée des risques spécifiques de l'opération : identification complète des réserves et des risques et méthodes envisagées pour les réduire, impact économique potentiel identifié sur le projet,
c. Coûts d'exploitation :
   i. Estimation sommaire des coûts d'exploitation,
   ii. Prévisions de restructuration éventuelle d'autres réseaux de transports collectifs liés au projet,

VIII. Financement

a. plan de financement
b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Service rendu par le projet : populations et emplois desservis par le projet, prévisions de trafic (pointe, jour, année), en distinguant les diverses composantes nécessaires au calcul de l'évaluation du projet,
b. Bilan socio-économique pour la collectivité établi selon les principes méthodologiques préconisés par le STIF avec justification du calcul des gains pour la collectivité,
c. Bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part, selon phase, éléments chiffrés permettant de préparer le contrat d'exploitation (ou avenant)
d. Evaluation des conséquences du projet sur chacun des modes de déplacement, et pour le mode ferroviaire, incidence sur les autres circulations ferrées (grandes lignes, fret).

X. Annexes graphiques : tracé en plan pour les projets de liaison, vue en plan et élévation pour les projets de pôles

XI. Annexes de constitution du dossier

a. Décision de lancement du schéma de principe,
b. Demandes spécifiques Etat/Collectivités,
c. Bilan de la concertation préalable ou du débat public,

XII. Annexes complémentaires au dossier

a. Principaux éléments du bilan socio-économique (hypothèses utilisées pour la modélisation et le calcul du bilan),
b. Si nécessaire, Dossier de Définition de Sécurité et avis.

Dans le cas où le STIF mène, en tant que maître d'ouvrage, l'enquête publique, le Schéma de Principe devra être complété par une seconde partie contenant les éléments attendus dans un dossier d'enquête publique (ils peuvent être regroupés en tant que de besoin) afin de constituer le support de l'enquête publique.

Partie II – Complément au schéma de principe en vue de l'enquête publique portée par le STIF

I. Une notice explicative indiquant :

a. L'objet de l'enquête
b. Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête (Présentation de l'opération, caractéristiques principales, étude des variantes, amélioration de l'offre de service, …)
c. Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu.

II. L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise, comprenant :

a. L'analyse de l'état initial de l'environnement
b. L'analyse des effets du projet sur l'environnement, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité de voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique,
c. Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu,
d. Les mesures envisagées pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,
e. L'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.

III. Le plan de situation

IV. Le plan général des travaux (Insertion : tracés, stations et points spécifiques)

V. Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (Ouvrages d'art, infrastructures et équipements, stations, locaux d'exploitation en ligne, site de maintenance)

VI. L'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières

VII. La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE DE FRANCE

DÉLIBERATION N° CP 2017-117

DU 8 MARS 2017

OPÉRATION DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT – RÉGION 2015-2020
MÉTRO
PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 À ROSNY-BOIS-PERRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'Etat n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la Région Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 31-07 du 16 février 2007 approuvant le CPER 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signée le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020, signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération CR 123-16 du 15 décembre 2016, approuvant la révision du volet « mobilité durable » du CPER 2015-2020 ;
VU La délibération n° CP 16-338 du 12 juillet 2016 portant approbation de la convention de financement travaux n°1 relative au prolongement de la ligne 11 du métro de Mairie des Lilas à Rosny – Bois-Perrier ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-117 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article n°1 : PR 811-006 «Métro »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **73 123 316 €.**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481006011)
RATP	Prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier	Département de Seine Saint-Denis	73 123 316 €

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 73 123 316 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de

27/01/2017

voyageurs » - programme PR 811-006 « Métro » - action 481006011 « Métro », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »

Article n°2 :

Prend en compte la date de démarrage des travaux de l'opération prolongement de la ligne 11 à Rosny Bois-Perrier intervenue le 1/6/2016.

Autorise, en conséquence, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

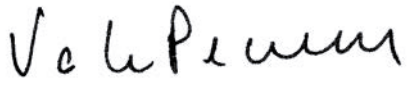
Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002305	Prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier	RATP	01/06/2016

Article n°3 :

Autorise, en conséquence, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention, votée par délibération CP 16-338 du 12 juillet 2016 en faveur de la RATP pour un montant de 73 498 858 €, à compter de la date de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16007494	Prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier	RATP	01/06/2016

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

27/01/2017

ANNEXE 1 À LA DÉLIBERATION : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-117	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481006 - Métro**
Action	**481006011 - Métro**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17002305 - PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 DU METRO A ROSNY-BOIS-PERRIER - TRAVAUX 2			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Métro Ligne 11 à Roisny-BoisPerrier - Hors CPRD			
Montant total	73 123 316,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
158 433 961,00 €	HT	46,15 %	73 123 316,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	73 123 316,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481006 - 481006011	73 123 316,00 €

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002305

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 DU METRO A ROSNY-BOIS-PERRIER - TRAVAUX 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	158 433 961,00 €	46,15 %	73 123 316,00 €
	Montant Total de la subvention		73 123 316,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution des subventions pour le financement des travaux de génie civil du prolongement de la ligne 11 du métro.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La RATP sollicite la prise en compte des dépenses éligibles à compter du démarrage effectif de l'opération

Objectifs :
Le prolongement de la ligne 11 du métro (doublement de sa longueur actuelle) doit désenclaver et offrir un maillage dense à l'est parisien (correspondances avec le tramway T1 à la place Carnot, et le RER E en terminus à Rosny).

La mise en service est prévue à horizon 2022.

Description :
Le prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier se caractérise par :

• prolongement de 6 km environ avec 6 nouvelles stations,
• nouveau site de maintenance et de remisage à aménager à Rosny-sous-Bois,
• matériel roulant à changer (passage de 4 à 5 caisses),
• trafic attendu en 2019 en HP: 36 000 voyageurs dont 11 000 sur prolongement,
• tronçon dimensionnant avec prolongement en 2019 : Goncourt/République et Pyrénées/Belleville avec 17 000 voyageurs en heure de pointe,
• besoin de maintenir la fréquence à 1mn45s en heure de pointe pour maintenir des conditions de transport acceptables (charge à 83% environ) mais avec passage à 5 voitures par rame.

Le financement de cette opération est assuré par la Région, l'Etat, la SGP et le département de la Seine-Saint-Denis.

Moyens mis en œuvre :
Cette opération s'appuie sur une co-maîtrise d'ouvrage RATP et STIF.

Conformément au protocole cadre de financement, approuvé en Conseil régional en septembre 2015 (CR 83-15), il s'agit de mettre en place la 2ème convention de financement. Le protocole cadre de financement prévoit la répartition suivante pour le volet infratsructures:
- Etat : 19,78%,
- Région : 46,15%
- Société du Grand Paris : 28,16%
- Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis : 5,90%

Intérêt régional : Ce prolongement répond aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports collectifs. Par ailleurs, il offre de nouvelles possibilités de maillage avec T1 à place Carnot, le RER E et la ligne 15 est du Grand Paris Express à Rosny-Bois-Perrier.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
De façon générale, les habitants et les actifs de l'Est parisien et en particulier ceux des communes desservies.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au protocole cadre de financement, approuvé en Conseil régional en septembre 2015 (CR 83-15), il s'agit de mettre en place la 2ème convention de financement afin d'engager les travaux pour un montant global de 158 433 961 € courants réparti comme suit :
- Etat : 31 338 564 € soit 19,78% (en cours d'instruction),
- Région : 73 123 316 € soit 46,15%
- Société du Grand Paris : 44 618 421 € soit 28,16% (en cours d'instruction),
- Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis : 9 353 660 € soit 5,90% (en cours d'instruction).

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Métro Ligne 11 à Roisny-BoisPerrier

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ouvrages d'art/stations	86 489 099,00	54,59%
Equipement des stations	5 782 840,00	3,65%
Déviations réseaux	21 436 115,00	13,53%
PCC/système transport	1 853 677,00	1,17%
AMT	6 971 094,00	4,40%
AF/libération d'emprises	6 099 708,00	3,85%
Voie	4 166 813,00	2,63%
Alimentation/énergie	1 188 255,00	0,75%
Opérations induites/Divers	12 025 138,00	7,59%
Frais MOA	4 451 994,00	2,81%
Frais MOE	7 969 228,00	5,03%
Total	158 433 961,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (EC)	31 338 564,00	19,78%
Région	73 123 316,00	46,15%
SGP (EC)	44 618 421,00	28,16%
CD93 (EC)	9 353 660,00	5,90%
Total	158 433 961,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	20 577 521,00 €
2018	45 628 948,00 €
2019	6 916 847,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
	Montant total	465 558 697,93 €

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION : CONVENTION

2017

Prolongement de la ligne 11

De Mairie des Lilas à Rosny - Bois-Perrier

Convention de financement relative à la réalisation de l'opération

Convention de financement travaux n°2

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 8

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 9

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 9

2.1. PERIMETRE DE LA CONVENTION 9
2.2. CONTENU DES DOSSIERS 9

ARTICLE 3 - ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE DU PROJET 10
3.1.1 Rappel du contexte de la maîtrise d'ouvrage conjointe .. 10
3.1.2 Identification et engagements des maîtres d'ouvrage conjoints 10
3.2 L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 11
3.3 LES FINANCEURS 11
3.3.1 Identification 11
3.3.2 Financement par le Département de la Seine-Saint-Denis 11
3.3.3 Engagements 11
3.4 CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION 11

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 12

4.1 COUT GLOBAL DE L'OPERATION DE PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 A ROSNY BOIS PERRIER 12
4.2 COUT DE REALISATION DE LA CONVENTION 12
4.2.1 Montant de la convention 12
4.2.2 Coûts détaillés 12
4.3 MODALITES D'ACTUALISATION 13
4.4 PLAN DE FINANCEMENT 13
4.5 MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS 13
4.5.1 Versement d'acomptes 13
4.5.2 Versement du solde 14
4.5.3 Paiement à la RATP 15
4.5.4 Domiciliation 15
4.6 CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 16

ARTICLE 5. MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE 16

5.1 PAR LES FINANCEURS 17
5.2 PAR LE STIF 17

ARTICLE 6. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS..... 17

6.1 DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU COUT PREVISIONNEL DE L'AVP 17
6.2 DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DES DELAIS 17
6.3 DISPOSITIONS COMMUNES.....18

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION..... 18

7.1 COMMISSION DE SUIVI.....18
7.2 COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT (CSCF).....19
7.3 INFORMATION HORS COMITE ET HORS COMMISSION DE SUIVI 20
7.4 COMMUNICATION 20
7.5 OBLIGATION D'INFORMATION PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE 20

ARTICLE 8. MODIFICATION DE L'AVANT-PROJET 21

ARTICLE 9. BILAN DE L'OPERATION..... 21

ARTICLE 10. STIPULATIONS GENERALES 21

10.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 21
10.2 RESILIATION DE LA CONVENTION 22
10.3 LITIGES 22
10.4 PROPRIETE ET DIFFUSION DES ETUDES 22
10.5 CONFIDENTIALITE 22
10.6 DATE D'EFFET DE LA CONVENTION.....23
10.7 MESURES D'ORDRE 23

ANNEXES..... 25

Entre,

En premier lieu,

L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par délibération n°CP de la commission permanente en date du

La **Société du Grand Paris** (SGP), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est 30 avenue des Fruitiers à Saint Denis et dont le numéro de SIRET est : 525 046 017 00030, représentée par le Président du directoire,

Le **Département de la Seine-Saint-Denis** (CD 93), représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n° en date du

Ci-après désignés par les « financeurs ».

En deuxième lieu,

Le STIF, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°…… - …… en date du ……,

ci-après désigné le STIF, autorité organisatrice et maître d'ouvrage conjoint.

La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisien, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 13ème, 54 quai de la Rapée, 75012 Paris, représentée par sa Présidente Directrice Générale,

ci-après désignée la RATP, maître d'ouvrage conjoint.

L'ensemble des signataires de la présente convention sont ci-après désigné « les Parties ».

Visas

VU le code des transports,
VU les articles 2100-1 et suivants du code des transports,
Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 modifiée relative au Grand Paris, notamment son article 20-1,
Vu le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 modifié relatif à la Société du Grand Paris, notamment le *o* de l'article 9,
VU le décret n° 2011-320 du 23 mars 2011 relatif aux missions de gestionnaire d'infrastructure exercées par la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et aux transferts patrimoniaux entre l'Etat, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la RATP,
VU le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du Réseau de transports public du Grand Paris,
VU le Contrat de projets 2007-2013 État – Région Île-de-France signé le 23 mars 2007,
VU la délibération du Conseil Régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan 2015-2020 État – Région Île-de-France,
VU la délibération du Conseil Régional n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de plan 2015-2020 État – Région Île-de-France,
VU le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,
VU la délibération n° CR 75-09 du 18 juin 2009 du Conseil Régional approuvant le protocole d'intention relatif à la mise en œuvre et au financement du plan de mobilisation pour les transports en Ile-de-France,
VU le Protocole cadre de financement Etat-Région pour la période « 2013-2017 » signé le 19 juillet 2013,
VU la délibération n° CR 50-11 du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 23 juin 2011 – Convention Particulière relative à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports collectifs de 2011 à 2013,
VU la délibération n° CS 2011-4 du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris en date du 26 mai 2011 adoptant l'acte motivé prévu par le V de l'article 3 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,
VU le Décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris,
VU la délibération n°2013/025 en date du 13 février 2013 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé le schéma de principe relatif au prolongement de la ligne 11, schéma de principe également approuvé par le conseil d'administration de la RATP le 29 mars 2013
VU la délibération n°2013/223 en date du 10 juillet 2013 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé la convention de financement et de réalisation du dossier d'avant-projet du prolongement de la ligne 11 actant la reprise de la branche Est de l'ex-ligne orange du Grand Paris Express par la ligne 11,
VU la délibération n° CR 83-15 du 24 septembre 2015 approuvant le protocole cadre relatif au financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et l'adaptation des stations existantes de la ligne 11 du métro,
VU la délibération n° 6-2 du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis en date du 24 septembre 2015 approuvant le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes
VU la délibération n°2015/521 du Conseil du STIF en date du 7 octobre 2015 approuvant le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes,
VU la délibération n° CP 14-814 du 20 novembre 2014 approuvant les études projet du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier,

VU la délibération n°2014/479 en date du 10 décembre 2014 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé les études d'AVP,
VU l'approbation des études d'AVP par le conseil d'administration de la RATP le 28 novembre 2014,
VU la délibération n°CS2014/11 en date du 24 novembre 2014 par laquelle le Conseil de Surveillance de la Société du Grand Paris a approuvé la convention de financement des études Projet du prolongement de la ligne 11 de la Mairie des Lilas à Rosny – Bois-Perrier,
VU la délibération n°2014/479 en date du 10 décembre 2014 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé la convention de financement relative aux études projet du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier
VU la convention de financement des études projet du prolongement de la ligne 11 de la Mairie des Lilas à Rosny – Bois-Perrier n°2014CONV061/14DPI029 notifiée le 27 mai 2015 conclue entre l'Etat, la Région Ile-de-France, la Société du Grand Paris, le STIF et la RATP,
VU la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe entre le STIF et la RATP relative au prolongement de la ligne 11 du métro à l'est (Rosny-Bois-Perrier) et à l'adaptation de la ligne existante approuvée par délibération du Conseil du STIF n°2015/571 en date du 7 octobre 2015
VU la délibération n°2014/0143 en date du 5 mars 2014 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé la déclaration de projet du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier,
VU la délibération n°CR 113-09 du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 27 novembre 2009 approuvant la charte pour l'aménagement d'un territoire durable autour du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la délibération n°CR 67-14 du Conseil Régional d'Île-de-France en date du 21 novembre 2014 approuvant le contrat « aménagement transport » du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la délibération n°10-01 de la Commission permanente du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en date du 20 novembre 2014 approuvant le contrat « aménagement transport » du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU l'arrêté inter-préfectoral n°2014-1331 en date du 28 mai 2014 déclarant d'utilité publique les travaux de prolongement à l'Est de la ligne 11 du métro parisien de « Mairie des Lilas » à « Rosny Bois-Perrier », l'aménagement des stations existantes et emportant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes des Lilas, Romainville et Rosny-sous-Bois,
VU l'arrêté inter-préfectoral n°2016-3816 du 10 novembre 2016 autorisant l'adaptation de stations existantes et le prolongement de la ligne de métro 11 sur les communes de Paris 1er, 3ème, 4ème, 10ème, 11ème, 19ème et 20ème arrondissements et sur les communes des Lilas, Bagnolet, Romainville, Noisy-le-Sec, Montreuil et Rosny-sous-Bois dans le Département de la Seine-Saint-Denis (93)
VU la délibération n°CP 16-338 du Conseil régional d'Île-de-France en date du 12 juillet 2016 approuvant la convention de financement travaux n°1 du prolongement de la ligne 11 du métro,
Vu la convention de financement travaux n°1 pour le prolongement de la ligne 11 notifiée en date du 28 novembre 2016,
VU la délibération n°…… du Conseil du STIF,
VU la délibération n°…… de la Commission permanente régionale,
VU la délibération n°…… du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris,
VU la délibération n°…….. de la Commission permanente du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis,
VU la délibération n°…… du Conseil d'Administration de la RATP.

Il est convenu ce qui suit :

Contexte général de l'opération

Prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier

Actuellement, la ligne 11 se caractérise par une longueur de 6,3 km et treize stations, reliant le centre de Paris (Châtelet) à la station Mairie des Lilas (Seine-Saint-Denis). Le prolongement de la ligne 11, jusqu'à la station du RER E de Rosny Bois-Perrier sur le territoire de Rosny-sous-Bois permettra de relier l'est parisien à la capitale à l'horizon fin 2022.

Ce prolongement prévoit la création de six nouvelles stations, dont le nom provisoire est : Serge Gainsbourg (Les Lilas), Place Carnot (Romainville), Montreuil-Hôpital (Montreuil-sous-Bois/Noisy-le-Sec), La Dhuys (Rosny-sous-Bois/Montreuil-sous-Bois), Coteaux-Beauclair (Noisy-le-Sec/Rosny-sous-Bois) et Rosny-Bois-Perrier en terminus. Le projet s'insère principalement en souterrain avec des stations enterrées. En raison de la topographie du territoire, le tracé comporte un viaduc sur une longueur de 600 m environ, avec une station aérienne (Coteaux-Beauclair).

Il entraînera une hausse du nombre de voyageurs sur la ligne 11 dans sa globalité. Pour répondre à ce besoin capacitaire, le matériel roulant actuel sera remplacé et le système d'exploitation de la ligne sera revu avec un Poste de Commande Centralisée (PCC) créé à Bagnolet.

Un nouvel atelier sera aménagé à Rosny-sous-Bois à la fois pour accueillir les rames MP14 (le Site de maintenance et de remisage (SMR) actuel n'étant pas adapté à ses dimensions) et pour intégrer le nombre de rames supplémentaires à prévoir pour le prolongement. L'atelier de maintenance actuel, situé dans l'axe de la ligne existante aux Lilas, sera donc démantelé et remplacé par ce nouvel atelier et une zone de garage implantés à Rosny-sous-Bois qui assureront l'exploitation et la maintenance de l'ensemble de la ligne 11, depuis Châtelet jusqu'à Rosny - Bois-Perrier.

La station « Rosny-Bois Perrier » deviendra à terme une gare de maillage avec la ligne 15 Est du Grand Paris Express dont la mise en service est également prévue à horizon 2025 pour sa première phase.

Financement de l'opération

Ce projet est inscrit au Contrat de Projets Etat Région (CPER) Ile-de-France « 2007-2013 », repris dans le Plan de Mobilisation de la Région voté en 2009, puis successivement confirmé le 26 janvier 2011 dans le protocole Etat-Région relatif aux transports publics en Ile-de-France, et en 2013 à la fois dans le protocole cadre Etat-Région pour la période « 2013-2017 » signé le 19 juillet 2013 et au Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), arrêté en Conseil régional le 18 octobre 2013 (n°CR97-13) et approuvé par le décret n°2013/1241 en date du 27 décembre 2013.

Les principes de financement de ce projet ont été retranscrits dans le contrat de plan Etat-Région 2015-2020, voté le 18 juin 2015 en Conseil régional et signé le 9 juillet 2015.

Le plan de financement général a été fixé dans le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes, approuvé par le conseil du STIF en date du 7 octobre 2015.

L'objet de la présente convention vise à financer les études et les travaux du prolongement de la ligne 11 depuis « Mairie des Lilas à Rosny Bois Perrier ».

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement de la poursuite des études, des acquisitions foncières, des travaux préparatoires et des travaux de réalisation du prolongement de la ligne 11 du métro. Ainsi, elle a pour objet de :

- définir les modalités de financement des études, des acquisitions foncières, des travaux préparatoires et des travaux notamment de gros œuvre,
- préciser les conditions de suivi de ces études, acquisitions foncières et travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Le financement de ces études, acquisitions foncières et travaux s'inscrit dans le protocole-cadre financier pour le prolongement de la ligne 11 signé le 8 mars 2016.

Les parties utilisent pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Prolongement de la ligne 11 du métro de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier - Convention de financement travaux n°2 »

Article 2. Contenu de la présente convention de financement

2.1. Périmètre de la convention

Dans le cadre de cette convention, la RATP assure :

- la poursuite :
  - des études de conception détaillée (PRO) et de l'établissement des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE), notamment pour le second œuvre, les équipements et les systèmes d'exploitation,
  - des acquisitions foncières,
  - des travaux de déviation des réseaux concessionnaires et travaux de voirie préparatoires, ainsi que des opérations induites,
- le lancement des travaux de gros-œuvre :
  - ✓ du tunnel,
  - ✓ des stations.
- du site de maintenance et de remisage le lancement des travaux du Poste de Contrôle et de Commande (PCC), des systèmes et des équipements électriques.

La présente convention intègre de plus :

- Les coûts de maîtrises d'ouvrage : pilotage, communication, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, contribution des différentes entités de la RATP à la conduite de la phase Achats pour la première partie des travaux,
- Les missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, lui permettant d'assurer la qualité des missions qu'elle dirige tant sur les plans organisationnel, juridique, économique et financier que technique,
- Les missions d'assistance réglementaires telles que coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) en phase conception, le contrôle technique (CT),
- Le coût des maîtres d'œuvre nécessaire à la bonne exécution de leurs missions (frais d'études et de surveillance, etc.).

2.2. Contenu des dossiers

Ils comprennent :

- les dossiers de consultation des entreprises,

- un dossier de synthèse sur les études des concessionnaires et l'impact des déviations sur le planning général de l'opération,
- un dossier de synthèse portant sur les acquisitions foncières réalisées durant cette phase.

Lorsque la demande est formulée, l'ensemble des documents, hors Dossier de consultation des entreprises (DCE), est remis par la RATP aux parties sous format CD-Rom.

A la demande d'un des signataires de la présente convention de financement, l'ensemble des documents hormis ceux concernant le système d'automatisation de l'exploitation des trains (SAET), y compris les DCE, peut être consulté auprès de la RATP.

Article 3 - Rôle et engagements des parties

3.1 La maîtrise d'ouvrage du projet

3.1.1 Rappel du contexte de la maîtrise d'ouvrage conjointe

L'article L 1241-4 du code des transports, dispose que :

« Le Syndicat des transports d'Ile-de-France peut assurer la maîtrise d'ouvrage ou désigner le ou les maîtres d'ouvrage de projets d'infrastructures nouvelles destinées au transport public de voyageurs, dans la limite des compétences reconnues à SNCF Réseau et à l'établissement public Société du Grand Paris.

Le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la Régie autonome des transports parisiens exercent conjointement, dans la limite des compétences reconnues à SNCF Réseau, la maîtrise d'ouvrage des opérations, décidées à partir du 1er janvier 2010, ayant pour objet les aménagements, les extensions ou les prolongements directs, dépendants ou accessoires des lignes, ouvrages ou installations constitutifs de l'infrastructure gérée par la Régie, en application de l'article L. 2142-3 existant à la même date. Le Syndicat des transports d'Ile-de-France s'assure de la faisabilité et de l'opportunité des opérations considérées, en détermine la localisation, le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle et, sans préjudice de la contribution de la régie, en assure le financement. La Régie autonome des transports parisiens choisit le processus selon lequel l'infrastructure et les matériels sont réalisés ou acquis, en assure ou en fait assurer la maîtrise d'œuvre et conclut les contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux. Pour chaque opération, une convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage dont le syndicat assure le suivi et le contrôle d'ensemble. »
Le projet de prolongement de la ligne 11 n'ayant pas fait l'objet d'un schéma de principe approuvé au 1er janvier 2010, c'est donc une opération décidée après le 1er janvier 2010 devant faire l'objet d'une maîtrise d'ouvrage conjointe STIF/RATP.

La convention prévue par l'article L1241-4 du code des transports précisant les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée conjointement par STIF et la RATP a été signée le 2 mars 2016.

3.1.2 Identification et engagements des maîtres d'ouvrage conjoints

Pour la réalisation de ce projet, le STIF et la RATP exercent conjointement la maîtrise d'ouvrage et en assument la responsabilité conjointe.
En application de l'article L1241-4 du code des transports, la répartition précise des tâches et responsabilités entre les deux maîtres d'ouvrage est prévue par la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe approuvée par la délibération du STIF 2015/571 du 7 octobre 2015.

3.2 L'Autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R 1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.
A cet effet, le STIF suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification

Le protocole-cadre relatif au financement du prolongement de la ligne 11 de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier et Adaptation de la ligne et de ses stations, prévoit le plan de financement général du projet.

Les clés de répartition du protocole pour le prolongement de la ligne 11 sont :
- L'Etat : 19,78%
- La Région Ile de France : 46,15%
- La Société du Grand Paris : 28,16%
- Le Département de la Seine-Saint-Denis : 5,90%

Ce protocole-cadre fixe la participation forfaitaire de la SGP à 300 millions d'euros (CE2012).

3.3.2 Financement par le Département de la Seine-Saint-Denis

Conformément au protocole de financement, il a été retenu *que les montants des versements se feront selon l'échéancier suivant :*

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Crédits de paiement (en CE 2014)	1	4	7	7	7	7	7	7	7	7	3

3.3.3 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à participer financièrement à la réalisation, par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.1.2, des études et des travaux précisés à l'article 2 de la présente convention dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.2 de la présente convention.

3.4 Calendrier prévisionnel de réalisation

Le délai prévisionnel de réalisation de cette phase est évalué à environ 36 mois, à compter de la notification de la présente convention par le STIF. Ces missions, détaillées à l'article 2.1 de la présente convention, s'inscrivent dans le cadre du planning général, joint en annexe 2 à la présente convention.
Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 10.6.

Article 4. Modalités de financement et de paiement

4.1 Coût global de l'opération de prolongement de la ligne 11 à Rosny Bois Perrier

Pour mémoire, le coût d'objectif du projet sur la base des études d'avant-projet (AVP), approuvées par le Conseil du STIF le 10 décembre 2014 et par le Conseil d'Administration de la RATP le 28 novembre 2014**, a été établi à 1 298 M€ (aux CE 01/2014)**, dont 1084 M€ (aux CE 01/2014) pour le volet prolongement.

Les montants en euros courants conventionnels sont estimés en actualisant les coûts prévus aux conditions économiques de référence de janvier 2014, par application de l'indice professionnel Travaux Publics (TP) 01.

4.2 Coût de réalisation de la convention

4.2.1 Montant de la convention

- Le montant prévisionnel des coûts de réalisation correspondant aux missions visées à l'article 2 est évalué à : 162 680 000 €, aux conditions économiques de référence (au 1er janvier 2014),
- soit 158 433 961 € courants selon les modalités d'actualisation prévues à l'article 4.3.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage (MOA) et de maîtrise d'œuvre (MOE).

4.2.2 Coûts détaillés

La RATP fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien les missions visées à l'article 2 :

Estimation prévisionnelle des coûts (en M€ HT)	**RATP**	
	CE janvier 2014	€ Courants Conventionnels
Ouvrages d'art et infrastructures des stations	88 830 000	86 489 099
Equipements des stations	5 930 000	5 782 840
Déviations réseaux	22 020 000	21 436 115
PCC/Système de transports/Courant faible (CF)	1 910 000	1 853 677
Atelier de maintenance des trains (AMT)	7 130 000	6 971 094
Acquisitions Foncières/ Libération d'emprises	6 260 000	6 099 708
Voie	4 270 000	4 166 813
Alimentation Energie traction	1 220 000	1 188 255
Opérations induites	12 350 000	12 025 138
Frais AMOA/MOA/Conduite de Projet (CDP)	4 580 000	4 451 994
Frais MOE	8 180 000	7 969 228
PAI	0	0
Total	**162 680 000**	**158 433 961**

4.3 Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2014.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants:

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier appliqués aux montants figurant dans l'échéancier en Annexe 3.

Les états d'acompte sont établis à partir des derniers indices connus et pertinents ; l'état du solde est établi par application des indices définitifs.

4.4 Plan de financement

Le plan de financement de la présente convention est établi en euros aux conditions économiques de référence de janvier 2014 :

Prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier € HT constants (CE 01/2014)					
	Etat	**Région**	**SGP**	**CD93**	**Total**
RATP	*32 178 439* *19,78%*	*75 083 025* *46,15%*	*45 814 197* *28,16%*	*9 604 339* *5,90%*	*162 680 000* 100%
Total	**32 178 439**	**75 083 025**	**45 814 197**	**9 604 339**	**162 680 000**

En euros courants conventionnels :

Prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier € HT courants					
	Etat	**Région**	**SGP**	**CD93**	**Total**
RATP	*31 338 564* *19,78%*	*73 123 316* *46,15%*	*44 618 421* *28,16%*	*9 353 660* *5,90%*	*158 433 961* *100%*
Total	**31 338 564**	**73 123 316**	**44 618 421**	**9 353 660**	**158 433 962**

4.5 Modalités de versement des subventions

4.5.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par la RATP.

A cette fin, la RATP transmet, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache trois fois par an, en avril, en octobre et une dernière fois entre novembre et décembre.

A-Versement des acomptes pour l'État, la Région, la SGP et le Département de la Seine-Saint-Denis :

Pour la Région, la SGP et le CD 93, la demande de versements d'acomptes comprend :
- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention,
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant la référence des factures comptabilisées, leur montant et leur date de comptabilisation. Ce montant global est ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résultant des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte signée par le directeur financier de la RATP.

Pour l'État, la demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprend :
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros constants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées signé par le responsable du projet,
- la demande d'acompte résultant des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4;
- la demande d'acompte signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

B-Plafonnement des acomptes pour l'État, la Région, la SGP et le Département de la Seine-Saint-Denis :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Région, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région est plafonné à 95% du montant global de l'opération indiqué à l'article 4.1, et conformément à l'article 3.3.1, avant le versement du solde de l'opération.

Le Département de la Seine-Saint-Denis adopte le même principe que la Région à savoir un cumul des acomptes plafonné à 95% du montant global de l'opération indiqué à l'article 4.1 et conformément à l'article 3.3.1.

Pour l'État, le montant est plafonné à 90 % du montant global de l'opération indiqué à l'article 4.1, et conformément à l'article 3.3.1, avant le versement du solde de l'opération.

Pour la SGP, le cumul des acomptes est plafonné à 90 % du montant global de l'opération indiqué à l'article 4.1, et conformément à l'article 3.3.1.

Les financeurs demandent à avoir un échéancier actualisé des crédits de paiement de la présente convention en avril et en août jusqu'à terminaison des travaux de la présente convention. En complément, en avril et août, les MOA fournissent la prévision annuelle de paiement jusqu'à terminaison de l'opération.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage.

4.5.2 Versement du solde

Après achèvement des études et des missions couvertes par la présente convention, la RATP présente un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde à un maître d'ouvrage est subordonné à la production des documents signés par le représentant dûment habilité dudit maître d'ouvrage indiqué à l'article 4.5.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, la RATP procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fait sur présentation des factures acquittées.

4.5.3 Paiement à la RATP

Le versement des montants de subvention appelés par la RATP doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.5.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement en tant que versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

4.5.4 Domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) à :

RATP sur le compte ouvert au nom de RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES de CALYON, dont le RIB est le suivant :
Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 198 757 753
Clé : 47

Le paiement est effectué à la RATP par virement bancaire, portant dans son libellé le numéro de référence de la facture.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
DRIEA	21/23 rue Miollis 75015 PARIS	DRIEA– SPOT – CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
SGP	Immeuble Le Cézanne 30, rue des fruitiers 93200 SAINT-DENIS	Agence comptable	01 82 46 20 05 agence.comptable@societedugrandparis.fr

Région Ile-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat Général	01 53 85 53.85 Annabelle.acharrok@iledefrance.Fr
Département de la Seine-Saint-Denis	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, Hôtel du Département 93006 Bobigny Cedex	Direction du Développement, des Mobilités et de l'Habitat, Bureau des Mobilités Métropolitaines	Bertrand Masquelier 01 43 93 87 46 bmasquelier@seinesaintdenis.fr
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54, quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	01 58 78 21 53 subvention.investissement@ratp.fr
STIF	39-41, rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement Division Appui aux projets d'investissement	01 82 53 81 36 api-marches@stif.info

4.6 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande du premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. **Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, comme c'est le cas en l'espèce, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.**

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 5. Modalités d'audit et de contrôle

Les maîtres d'ouvrage conjoints conservent l'ensemble des pièces comptables justificatives relatives à l'investissement objet de la présente convention, pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

Les financeurs se réservent le droit de solliciter des maîtres d'ouvrage conjoints, à tout moment et jusqu'à expiration de ce délai, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

5.1 Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

A compter de la mise en service du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier, les financeurs pourront engager un audit financier du projet.

5.2 Par le STIF

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.
Pour répondre à ce suivi, la RATP fournit et actualise les documents de suivi financier, dont les items sont détaillés à l'article 7.2, et les présente à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.2.

Article 6. Définition et gestion des écarts

6.1 Dispositions en cas de modification du coût prévisionnel de l'AVP

S'il apparaît que, au cours de l'opération, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif ne peut être respecté, la RATP fournit aux Parties, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.
Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par la RATP et propose le cas échéant la réalisation d'un avant-projet modificatif.
Au vu de l'avis rendu par le STIF, les financeurs précisent alors le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu à l'article 4.1 au titre du coût d'objectif initial du maître d'ouvrage.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs et le STIF. Les maîtres d'ouvrage sont entendus et informés de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un avant-projet modificatif.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe à la RATP.

La prise en compte de surcoûts par la SGP reste inscrite dans la limite de 300 millions d'euros (CE 01/2012) actualisable pour cette opération.

En cas d'économie, la participation des financeurs est réduite en conséquence par application des clés de répartition du plan de financement (tel que défini dans le protocole de financement). En cas de trop perçu, les financeurs sont remboursés à due concurrence.

6.2 Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai ne peut être assuré, le STIF et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux membres du comité de suivi de la convention de financement qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par la RATP, et précise la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif. Il indique notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précise l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, de l'avis rendu par le STIF et de l'avis formulé par la RATP, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, le STIF et la RATP.

6.3 Dispositions communes

Si, en application des statuts de la RATP, ou des règles qui lui sont applicables, les propositions doivent faire l'objet d'une décision d'approbation du STIF, la RATP transmet au STIF l'ensemble des pièces et dossier justificatif éventuel (avant-projet modificatif).

Le STIF instruit la demande de la RATP, approuve le cas échéant l'avant-projet modificatif et arrête selon les cas :

- un nouveau coût d'objectif pour le maître d'ouvrage concerné et pour l'opération,
- un nouveau délai de l'opération.

En application de ces décisions, un avenant formalise l'ensemble des modifications apportées à la convention notamment en terme :

- d'augmentation du coût d'objectif initial,
- d'augmentation du délai initial.

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.4 de la présente convention, comme le coût de la phase travaux du projet, tel qu'indiqué à l'article 4.1, constitue un plafond global.

Article 7. Organisation et suivi de la convention

Conformément à l'article L 1241-4 du code des transports, le STIF s'assure de la faisabilité et de l'opportunité des opérations considérées, en détermine la localisation, le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle et, sans préjudice de la contribution de la RATP, en assure le financement, conformément aux conditions prévues par la convention d'organisation de la maîtrise d'ouvrage conjointe visée à l'article 3.1.1.

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus locaux et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1 Commission de suivi

Placée sous la présidence du STIF, la Commission de suivi comprend les Parties et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet.

Elle se réunit en tant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins 15 jours au préalable par le STIF.

La Commission de Suivi informe ses membres de l'avancement du projet et arbitre, si la Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) n'a pu diligenter, les dispositions permettant l'avancement du projet dans les meilleures conditions de respect du délai, du programme et du coût du projet notamment.

7.2 Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative du STIF, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le comité de suivi ou CSCF » comprenant l'ensemble des signataires de la présente convention. Ce comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'opération relevant du protocole cadre et de la présente convention.

Il a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'Avant-projet. Il se réunit suite à une convocation du STIF avec un préavis minimum d'un mois, en tant que de besoin et au moins deux fois par an :

1- **en séance ordinaire concernant l'avancement général de l'opération (volet opérationnel et financier),**

La RATP y présente l'avancement général de l'opération et détaille les risques notamment en matière de respect du délai de réalisation et de coût d'objectif. Cela constitue un compte-rendu de l'exécution de ses missions. Ce compte-rendu est analysé par le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs.
A cette fin, l'ensemble des documents produits par la RATP devra être transmis aux membres du comité de suivi deux semaines avant la réunion du comité de suivi.

Le suivi de l'opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'opération tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel de l'opération tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour la RATP,
- un état des lieux sur la consommation des provisions (nature, origine de la demande, montant estimé, prise en charge…)
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant la même opération, la RATP effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période de l'opération. Ils sont établis en euros courants

prévisionnels conventionnels et en euros aux conditions économiques de référence pour toute la période de réalisation.

Le comité de suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, de l'opération.

3/ La communication autour du projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour l'opération,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

2- **en séance extraordinaire à l'initiative d'un des membres, sur des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés en séance ordinaire.**

La RATP y présente les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au comité d'arbitrer sur ces évolutions sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 8 et 10 de la présente convention.

7.3 Information hors comité et hors commission de suivi

La RATP s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :
- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'étude devant le Conseil du STIF à la demande de ce dernier,
- à informer le STIF et les parties sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

La RATP s'engage également à inviter le STIF et les parties, ou les experts missionnés par ceux-ci, à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Les documents présentés dans le cadre des différents organes de gouvernances prévues à l'article 7 de la présente convention, sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

7.4 Communication

Les Parties s'engagent à faire mention des financements accordés dans le cadre de la convention dans toute publication ou communication des Etudes, notamment par une indication portée sur les documents finaux. L'ensemble des dossiers d'Etudes, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des Parties de la présente convention.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :
- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, la Société du Grand Paris, la RATP
- l'ordre des financeurs : la Société du Grand Paris, l'Etat, la Région,
- en dernier : le logo du STIF.

7.5 Obligation d'information par la maîtrise d'ouvrage

Conformément au Contrat de projets Etat-Région d'Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle de la RATP.

Le STIF s'assure notamment du respect, par la RATP, des délais indiqués et des estimations conformément aux articles 3.4 et 4.2 de la présente convention.

Article 8. Modification de l'avant-projet

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 3.4) ou des coûts d'objectif précisés à l'article 4.1. de la présente convention, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation du STIF en tant qu'autorité organisatrice des transport, à la réalisation d'un Avant-Projet Modificatif, présenté au Conseil du STIF.

En conséquence, dès que la RATP envisage des modifications de son programme dans l'opération stipulée à l'article 2, elle transmet, au STIF et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Elle doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le STIF valide les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécie l'opportunité d'une saisine du comité de suivi ainsi que la nécessité de réaliser un Avant-Projet Modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet Avant-Projet Modificatif est présenté au Conseil du STIF. Il donne lieu ensuite à la conclusion d'un avenant au protocole cadre et le cas échéant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne peuvent avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application des stipulations de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces stipulations ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-Projet. La prise en compte de ces modifications est soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage conjoints. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

Article 9. Bilan de l'opération

La convention de financement qui boucle le financement des travaux de la ligne 11 actera dans des articles spécifiques :

- les modalités de bilan financiers, d'audit et de clôture de l'opération,
- le bilan LOTI (prévu par la Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs) de l'opération.

Article 10. Stipulations générales

10.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.5.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

10.2 Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire du financement, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des missions requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des financements.

10.3 Litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la Convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

10.4 Propriété et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété des maîtres d'ouvrage qui les ont réalisées.

Le maître d'ouvrage propriétaire communique les études à l'autre maître d'ouvrage. Le régime d'utilisation des études entre maîtres d'ouvrage est défini à l'article 5.1 de la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe relative « au prolongement de la ligne 11 du métro à l'est (Rosny-Bois-Perrier) et à l'adaptation de la ligne existante » (CONV15DPI041).

L'ensemble des résultats est communiqué aux Parties.

Les Parties s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la Convention, sans l'accord du maître d'ouvrage propriétaire et dans le respect des dispositions de l'article 10.5. Confidentialité.

10.5 Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq (5) années civiles suivant son terme, les Parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la convention comme strictement confidentielles et non divulgables. Ceci n'est toutefois pas applicable :

- aux résultats et notes de synthèses eux-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 10.4 « propriété et diffusion des études » de la convention, le maître d'ouvrage propriétaire autoriserait leur diffusion par les autres Parties.
- aux rapports et délibérations du Conseil du STIF qui ne sont pas considérés comme confidentiels.

Les Parties s'engagent ainsi à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que leurs employés, dirigeants, administrateurs, agents, sous-traitants, prestataires et mandataires amenés à avoir connaissance de ces informations confidentielles dans le cadre de leurs missions soient informés de cette obligation de confidentialité et en respectent la teneur.
- Ne pas exploiter les informations commercialement sensibles dont elles ont eu connaissance dans le cadre de la négociation ou de la mise en œuvre de la convention.

Cette obligation n'interdit cependant pas la divulgation de ces informations lorsqu'une telle divulgation ou utilisation est exigée (i) par la loi ou par toute décision de justice rendue exécutoire, (ii) pour permettre le plein exercice des droits dont chacune des Parties est titulaire en vertu de la Convention, (iii) par l'objet d'un litige relatif à l'application de la Convention ou (iv) si cette divulgation est effectuée à l'attention des conseils des Parties, à la condition qu'ils s'engagent à respecter les dispositions du présent article.

Préalablement à toute divulgation ou utilisation d'une quelconque information relative à la convention et l'application des points (i), (ii) et (iii) du paragraphe précédent, chaque Parties notifie sans délai à l'autre Partie la raison qui lui impose de divulguer les informations, cela afin de fournir à l'autre Partie la possibilité soit de contester cette divulgation ou utilisation soit d'en agréer le moment contenu.

10.6 Date d'effet de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région.

Sans préjudice de l'article 10.5, la convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10.2, soit après le solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.5.2, soit en cas d'application des modalités prévues à l'article 4.6 et au plus tard 36 mois après la mise en service.

10.7 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en six exemplaires originaux

Pour l'Etat	Pour la Région Ile-de-France	Pour la Société du Grand Paris
Jean-François CARENCO Préfet de la région Ile-de-France Préfet de Paris	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**Philippe YVIN** Président du Directoire
Pour le Département de la Seine-Saint-Denis	Pour la RATP	Pour le STIF
Stéphane TROUSSEL Président du Conseil départemental	**Elisabeth BORNE** Présidente Directrice Générale	**Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

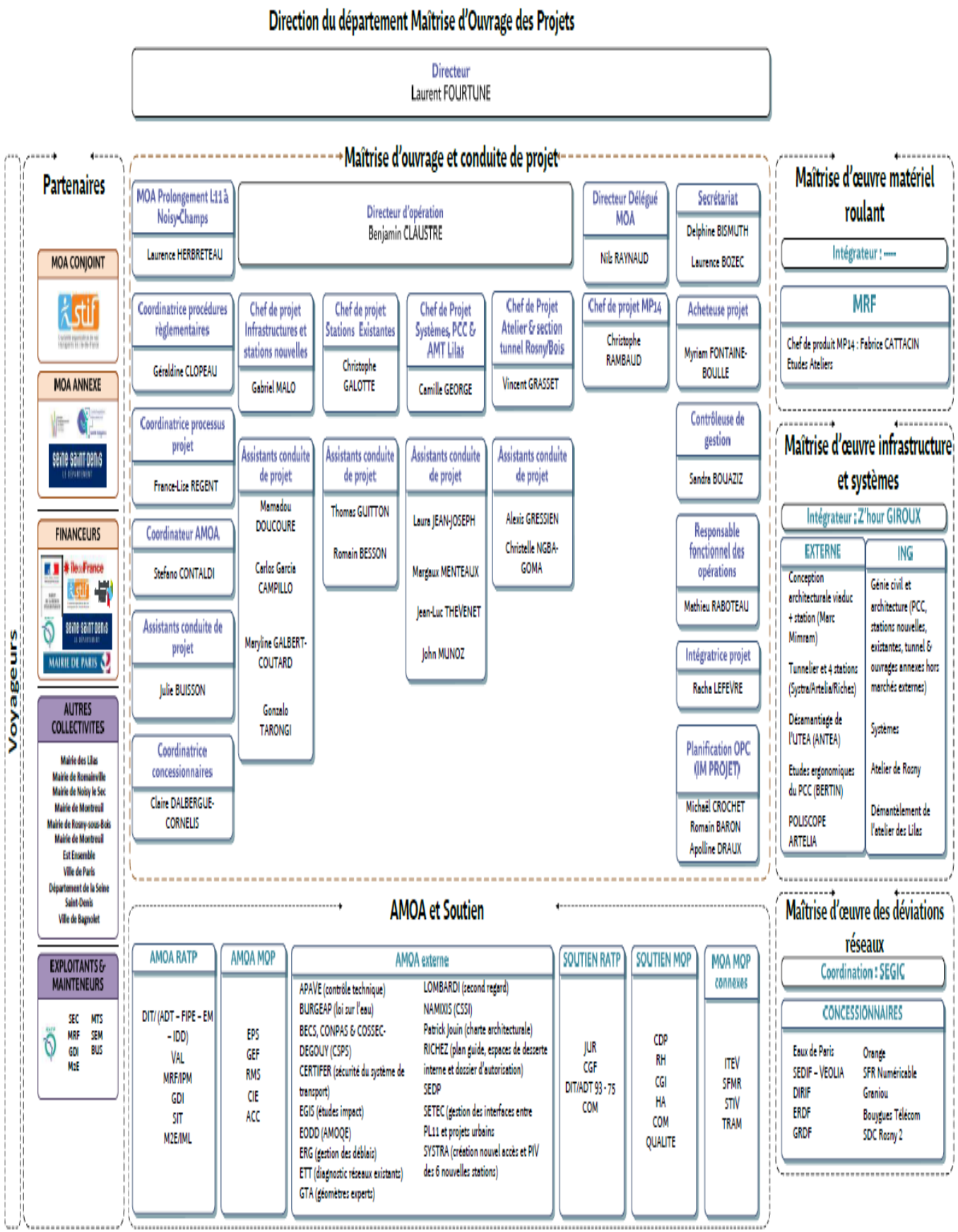
Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Calendrier

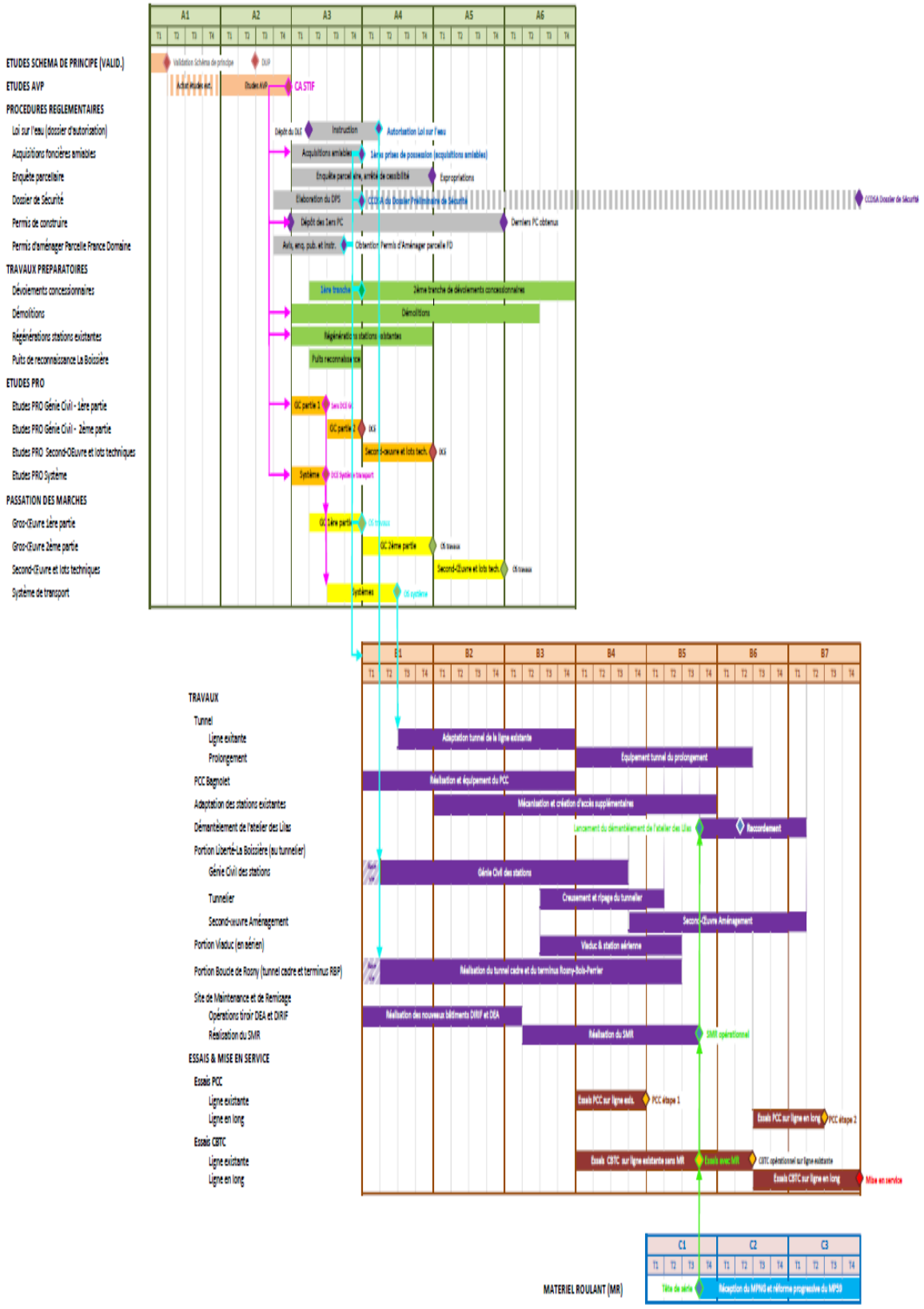
Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 4 : Méthodologie de calcul de l'actualisation conventionnelle

ANNEXE 1 : Organigramme de l'opération



ANNEXE 2 : Calendrier



ANNEXE 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Echéancier prévisionnel des dépenses du maitre d'ouvrage

M€ HT CE 2014	2017	2018	Total
Etat	14 265 407	17 913 033	**32 178 439**
Région	33 285 949	41 797 076	**75 083 025**
SGP	20 310 437	25 503 761	**45 814 197**
CD93	4 257 814	5 346 525	**9 604 339**
Total	**72 119 606**	**90 560 394**	**162 680 000**

M€ HT courants	2017	2018	Total
Etat	13 834 142	17 504 422	**31 338 564**
Région	32 279 665	40 843 651	**73 123 316**
SGP	19 696 422	24 921 999	**44 618 421**
CD93	4 129 094	5 224 567	**9 353 660**
Total	**69 939 324**	**88 494 639**	**158 433 962**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU MAITRE D'OUVRAGE POUVANT FAIRE L'OBJET DE PAIEMENT SUR L'EXERCICE (APPELS DE FONDS)

€ HT CE 2014	2017	2018	Total
Etat	11 007 950	21 170 489	**32 178 439**
Région	25 685 217	49 397 808	**75 083 025**
SGP	15 672 618	30 141 579	**45 814 197**
CD93	4 000 000	7 000 000	**11 000 000**
total	**56 365 785**	**107 709 876**	**164 075 661**

€ HT courants	2017	2018	Total
Etat	11 067 314	20 271 250	**31 338 564**
Région	25 823 732	47 299 584	**73 123 316**
SGP	15 757 138	28 861 283	**44 618 421**
CD93	4 021 571	6 652 602	**10 674 174**
total	**56 669 754**	**103 084 720**	**159 754 475**

Note : les montants prévisionnels d'appels de fonds du Conseil départemental de Seine Saint Denis renseignés sont théoriques. Les fonds effectivement appelés dans l'année le seront en application de l'article 3.3.2.

ANNEXE 4 : Méthodologie de calcul de l'actualisation conventionnelle

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect d'un coût d'objectif en € constants, en l'occurrence, pour le prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier, aux conditions économiques de janvier 2014. La référence au coût d'objectif en € constants permet de comparer les coûts entre eux et de s'assurer du respect du coût d'objectif, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

Les financeurs affectent les subventions (AP/AE) en € courants, au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet. C'est pourquoi, les conventions de financement prévoient une méthodologie de calcul en € courants conventionnels.

Le montant prévisionnel du projet (qu'il s'agisse du coût d'objectif ou du coût de la phase de réalisation ou le montant de la présente convention), en € courants conventionnels, est calculé de la manière suivante :

- actualisation du montant en € constants au regard du dernier indice connu, soit janvier 2016. Compte tenu du changement de base des indices TP à compter d'octobre 2014, la série des index en vigueur entre juin 2011 et octobre 2014 est harmonisée par application du coefficient de raccordement de l'INSEE ;

Valeur TP01	
janv-11	102,2
janv-16	**100,2**

- à partir de la chronique de dépenses du maître d'ouvrage, application du taux de 1,8 % par an jusqu'en 2020 inclus.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-119

Du 8 Mars 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LES ÉTUDES DU PROLONGEMENT DU TRAMWAY T8 À ROSA PARKS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Île-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signée le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 ;
VU La délibération n° CP 13-693 du 17 octobre 2013 relative au prolongement du tramway T8 au sud ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-119 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article unique : PR 811-005 « Liaisons tramways »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 715 000 €.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	action (481005011)
STIF	PROLONGEMENT DU TRAMWAY T8 AU SUD – convention de financement des études DOCP, à la concertation préalable, au Schéma de Principe et à l'enquête publique	Seine-Saint-Denis et Paris	1 715 000,00 €

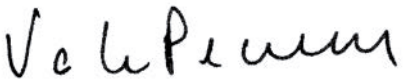
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 715 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-005 « Liaisons tramways », Action 481005011 « Liaisons tramways » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 114 « Études – acquisitions foncières – premiers travaux éventuels »

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009226	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481005 - Liaisons tramways**
Action	**481005011 - Liaisons tramways**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17002314 - PROLONGEMENT DU TRAMWAY T8 AU SUD – convention de financement des études du DOCP, de la concertation préalable, du Schéma de Principe et de l'enquête publique			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/T8 sud - Hors CPRD			
Montant total	1 715 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500 000,00 €	HT	49 %	1 715 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 715 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481005 - 481005011	1 715 000,00 €

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002314

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PROLONGEMENT DU TRAMWAY T8 AU SUD – CONVENTION DE FINANCEMENT DES ETUDES DU DOCP, DE LA CONCERTATION PREALABLE, DU SCHEMA DE PRINCIPE ET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 500 000,00 €	49,00 %	1 715 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 715 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481005-200
481005011- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation des études du DOCP, de la concertation préalable, du Schéma de Principe et de l'enquête publique du prolongement du T8 au sud

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce prolongement a pour objectif d'offrir de nouvelles possibilités de déplacement en transports en commun aux habitants et salariés concernés et d'améliorer le maillage des transports en commun au nord de l'agglomération parisienne. Il vise également à desservir efficacement les zones d'activités et zones d'habitat dense situées dans la Plaine Saint-Denis.

Description :
Le projet consiste à prolonger le tramway T8 du terminus actuel Saint-Denis Porte de Paris jusqu'à la gare Rosa Parks dans le 19ème arrondissement de Paris sur 5,5 km. Ce prolongement desservira 9 à 10

stations, sur les communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers et les 18ème et 19ème arrondissements de Paris.

Calendrier prévisionnel :
- o 2017 : DOCP
- o 2018 : concertation préalable et bilan
- o 2019 : études du Schéma de principe
- o 2020 : constitution du Dossier d'enquête d'utilité publique et déroulement de l'Enquête

Au stade des études préliminaires, le coût d'objectif du projet est estimé à 193 M€ (CE 01/2014), hors matériel roulant.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études et de la concertation du public est portée par le STIF.

Intérêt régional :
Le T8 sud complètera efficacement le réseau existant en venant se mailler avec :
- Le RER B et la future ligne 15 du métro à la gare de « La Plaine – Stade de France »,
- La ligne 12 du métro à la station « Front populaire »,
- Le tramway T3b et le RER E à la gare de « Rosa Parks ».

Le tramway permettra également la constitution d'un axe nord-sud entre les secteurs de Saint-Denis Porte de Paris et Paris Nord-Est.
Il accompagnera ainsi le développement des territoires traversés. De nombreux projets d'aménagement et d'infrastructures vont en effet voir le jour dans les prochaines années sur le territoire traversé par le projet créant de nouveaux logements, bureaux et équipements générateurs de déplacements : projet Paris Nord-Est, Campus Condorcet, ZAC Nozal Front Populaire, ZAC de la Montjoie…

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé au titre du CPER 2015-2020, en application de la clé de financement suivante : 21% pour l'Etat, 49% pour la Région et 30% pour le bloc local (10% Département de Seine-Saint-Denis, 7,14% Département de Paris et 12,86% pour l'Etablissement public territorial de Plaine Commune).

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T8 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DOCP	250 000,00	7,14%
Concertation préalable	250 000,00	7,14%
Schéma de principe	1 650 000,00	47,14%
Dossier et enquête publique	500 000,00	14,29%
AMO planning et technique	650 000,00	18,57%
Etudes et missions complémentaires	200 000,00	5,71%
Total	3 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'instruction)	735 000,00	21,00%
Région	1 715 000,00	49,00%
Département de Seine-Saint-Denis (en cours d'instruction)	350 000,00	10,00%
Département de Paris (en cours d'instruction)	250 000,00	7,14%
Etablissement public territorial Plaine Commune (en cours d'instruction)	450 000,00	12,86%
Total	3 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	61 250,00 €
2018	183 750,00 €
2019	612 500,00 €
2020	857 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €

2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	2 231 350 831,14 €

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION : CONVENTION

2017

Prolongement du Tramway T8 au sud

Entre Saint Denis - Porte de Paris

et la gare Rosa Parks à Paris

Convention de financement des études relative au Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP), à la concertation préalable, au Schéma de Principe et à l'Enquête Publique

CONVENTION N°

TABLE DES MATIERES

0 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6

0.1 DEFINITIONS 6
0.2 PREAMBULE 6
0.3 HISTORIQUE 6
0.4 OBJECTIFS DU PROJET 7
0.5 INSCRIPTION DU PROJET DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION 7
0.6 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

1 OBJET DE LA CONVENTION 7

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 8
1.1.1 DOCP ET CONCERTATION PREALABLE 8
1.1.2 SCHEMA DE PRINCIPE 9
1.1.3 ENQUETES PUBLIQUES 10
1.1.4 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES EVENTUELLES 10
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 10

2 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11

2.1 L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 11
2.2 LA MAITRISE D'OUVRAGE 11
2.2.1 IDENTIFICATION, ENGAGEMENTS ET PERIMETRE D'INTERVENTION DU MAITRE D'OUVRAGE 11
2.3 LES FINANCEURS 11
2.3.1 IDENTIFICATION 11
2.3.2 ENGAGEMENTS 11

3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 12

3.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 12
3.2 COUTS DETAILLES 12
3.3 PLAN DE FINANCEMENT 12
3.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 12
3.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 12
3.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 14
3.4.3 PAIEMENT 14
3.4.4 BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 14
3.5 CADUCITE DES SUBVENTIONS 15
3.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 16

4 GESTION DES ECARTS 16

5 MODALITES DE CONTROLE 16

6 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 17

6.1 LE COMITE TECHNIQUE 17
6.2 LE COMITE DES FINANCEURS 17
6.3 SUIVI DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 18
6.4 LA COMMISSION DE SUIVI 18
6.5 INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 18

7 DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 19

8 DISPOSITIONS GENERALES 19

8.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 19
8.2 REGLEMENT DES LITIGES 19
8.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 20
8.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 20
8.5 MESURES D'ORDRE 20

ANNEXES 1

ANNEXE 1 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES APPELS DE FOND 1
ANNEXE 2 : CONTENU TYPE DES ETUDES ET PRESTATIONS 1
ANNEXE 3 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES 1

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission Permanente en date du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,
- **Le Département de la Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission Permanente en date du _____ du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis,
- **Le Département de Paris**, représenté par la Présidente du Conseil départemental, ci-après désigné par « Paris», dûment mandatée par délibération n°_____ du Conseil de Paris en date des _____ et _____,
- **L'Etablissement public territorial Plaine Commune,** représenté par son Président, ci-après désigné par « Plaine Commune », dûment mandaté par la délibération n°_____ de l'Etablissement public territorial en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les financeurs** »,

En second lieu,

- **Le STIF**, Syndicat des Transports d'Ile-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, numéro SIRET 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité par la délibération n°_____ du Conseil du STIF en date du _____

Ci-après désigné « **le MOA** » ou « **le bénéficiaire** »,

Et en dernier lieu,

- **Le STIF**, Syndicat des Transports d'Ile-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, numéro SIRET 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité par la délibération n°_____ du Conseil du STIF en date du _____

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** »,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le Code des transports ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des Projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région Ile-de-France ;

Vu le Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu la délibération n° _____ du Département de Seine-Saint-Denis en date du _____ approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° _____ de la commission permanente du _____ du Conseil régional ;

Vu la délibération n° _____ du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis du _____ ;

Vu la délibération n° _____ du Conseil départemental de Paris du _____ ;

Vu la délibération n° _____ de l'Etablissement public territorial Plaine Commune du _____ ;

Vu la délibération n° _____ du Conseil du STIF du _____ ;

Il est convenu ce qui suit :

0 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

0.1 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du Projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les Résultats des Etudes, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en Annexe 2.

« **Résultats des Etudes** » : désigne le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) et le Schéma de Principe réalisés par le maître d'ouvrage, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en Annexe 2 et qui seront présentés au Conseil d'administration du STIF.

0.2 Préambule

Le tramway T8 a été mis en service le 16 décembre 2014. Il dessert les communes de Saint-Denis, Epinay-sur-Seine et Villetaneuse, dans le département de la Seine-Saint-Denis. Il est composé d'un tronc commun et de deux branches, comptant 17 stations sur un tracé de 8,5 km environ :

- Un tronçon commun sur la commune de Saint-Denis, au départ de la ZAC Porte de Paris, en correspondance avec la ligne 13 du métro. Ce tronçon dessert notamment la gare de Saint-Denis (RER D, Transilien H, tramway T1) ;
- Une branche sur la commune d'Epinay-sur-Seine, permettant notamment de desservir la gare d'Epinay-sur-Seine (RER C, future Tangentielle Nord) et le quartier d'Orgemont ;
- Une branche sur la commune de Villetaneuse, desservant en particulier le pôle universitaire et urbain de Villetaneuse (en correspondance avec la future Tangentielle Nord).

Le projet de prolongement du tramway T8 au sud consiste à prolonger le tramway T8 du terminus actuel Saint-Denis Porte de Paris jusqu'à la gare Rosa Parks dans le 19ème arrondissement de Paris (correspondance avec le RER E et tramway T3b). Il desservira un territoire dynamique et en forte évolution : les communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers et les 18ème et 19ème arrondissements de Paris.

0.3 Historique

Une première convention de financement entre l'Etat, la Région Ile-de-France et le STIF (convention 13DPI038, approuvée en commission permanente de la Région du 17/10/2013) a permis l'élaboration par le STIF d'un dossier d'Etudes Préalables et Mesures Conservatoires. Ce document présente les caractéristiques principales du

prolongement du tramway T8 et définit les mesures conservatoires à prendre en compte pour permettre sa réalisation.

Ce document a été transmis à l'ensemble des financeurs en août 2015. Sur la base de ce document, les financeurs se sont accordés sur l'utilité de ce projet pour le territoire et de la nécessité de poursuivre les études.

0.4 Objectifs du Projet

Ce prolongement a pour objectif d'améliorer le maillage des transports en commun au nord de l'agglomération parisienne. Il vise également à desservir efficacement les zones d'activités et zones d'habitat dense situées dans la Plaine Saint-Denis.

Il complètera efficacement le réseau existant en venant se mailler avec :

- Le RER B et la future ligne 15 du métro à la gare de « La Plaine – Stade de France »,
- La ligne 12 du métro à la station « Front populaire »,
- Le tramway T3b et le RER E à la gare de « Rosa Parks ».

Le tramway permettra ainsi la constitution d'un axe nord-sud entre les secteurs de Saint-Denis Porte de Paris et Paris Nord-Est. Il accompagnera ainsi le développement des territoires traversés. De nombreux projets d'aménagement et d'infrastructures vont en effet voir le jour dans les prochaines années sur le territoire traversé par le projet créant de nouveaux logements, bureaux et équipements générateurs de déplacements : projet Paris Nord-Est, Campus Condorcet, ZAC Nozal Front Populaire, ZAC de la Montjoie…

0.5 Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation

Le projet est inscrit au Schéma directeur de la Région Ile-de-France, ainsi qu'au Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 au titre des projets dont les études doivent être lancées ou se poursuivre sur la période 2015-2020.

0.6 Caractéristiques principales du Projet

Le projet T8 Sud prévoit le prolongement du tronc commun depuis la Porte de Paris jusqu'à la gare Rosa Parks.

Sur 5,5 km, ce prolongement desservira 9 à 10 stations. Le tracé peut se décomposer en 3 secteurs :

- Le corridor nord qui permet la desserte du quartier du Franc Moisin ;
- Le corridor ouest dans le secteur de la Plaine qui permet de desservir le quartier d'affaires existant autour du Stade de France, ainsi que les secteurs en développement de la ZAC Montjoie, du Campus Condorcet, de la ZAC Nozal Front Populaire, des EMGP et du secteur Gare des Mines Fillettes ;
- Le corridor sud qui dessert la Porte d'Aubervilliers et se maille au RER E et au Tramway T3b.

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des Etudes du DOCP, de la concertation préalable, du Schéma de Principe et de l'enquête publique du projet de prolongement du T8 au sud ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces Etudes dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Projet de prolongement du tramway T8 au sud ».

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'Opération doit permettre la réalisation :

- de la constitution du Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) du projet de prolongement du tramway T8 au sud ;
- de la concertation préalable ;
- de la constitution du Schéma de Principe et des dossiers d'enquête publique ;
- de l'enquête publique environnementale ou l'enquête d'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, ainsi que l'enquête parcellaire si celle-ci est réalisée conjointement ;
- du contenu des prestations complémentaires et d'éventuelles études complémentaires qui pourraient être nécessaires à l'avancement du dossier ;
- de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage coordination et planning.

L'Annexe **2** de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.1.1 DOCP et concertation préalable

Le DOCP porte sur :

- l'**opportunité** du Projet ;
- les **caractéristiques principales** du Projet : principes guidant le choix du/des modes, du (des) tracé(s) et des variantes retenu(s) ainsi que la définition des solutions techniques, eu égard au réseau existant, aux caractéristiques des projets de développement économique et urbain à desservir et à l'incidence du Projet sur l'environnement ;
- une évaluation sommaire du **coût**, du **calendrier** de réalisation avec phasage éventuel, des **impacts** et de **l'intérêt socio-économique** ;
- l'**identification des solutions les plus pertinentes** sur la base d'une analyse comparative multicritères.

Le contenu du DOCP est précisé dans l'annexe à la délibération n°2011/0631 du STIF du 6 juillet 2011, annexée à la présente convention (Annexe 2 : Contenu type des Etudes et prestations).

La concertation porte sur les objectifs du DOCP approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les variantes retenues. Les objectifs et les modalités de la concertation sont validés par le Conseil du STIF à l'issue du DOCP. La concertation pourra comporter :

- une **publicité préalable** dans la presse ou par voie d'affichage pour informer le public de l'objet de la concertation et des modalités de son déroulement ;
- une ou plusieurs **expositions d'information générale** sur le Projet, présentant des panneaux d'information ;
- la présence, sur les **lieux d'exposition, de registres** à disposition du public ainsi que la mise en place éventuelle d'une adresse e-mail pour que le public puisse y consigner ses observations ou suggestions ;
- la mise à disposition éventuelle d'un **dépliant d'information** au sujet du Projet sur place ;
- la tenue éventuelle de **réunions publiques** ;
- la mise en place d'un site internet.

Ces modalités sont précisées par le STIF puis soumises aux collectivités locales et aux financeurs avant le lancement de la concertation.

Un bilan de la concertation préalable est établi par le MOA. Les variantes de tracé du tramway seront précisées puis une variante sera retenue pour être étudiée dans le cadre du schéma de principe.

1.1.2 Schéma de Principe

Le Schéma de principe

Le Schéma de Principe permet de confirmer l'opportunité du Projet, le choix du mode de transport, et de préciser le tracé et les modalités d'insertion du Projet.

Il doit contenir les éléments suivants :

- **l'historique du Projet** ;
- la description du **secteur concerné par les Etudes** ;
- la définition des **objectifs et du programme** ;
- la **description du Projet** : mise en compatibilité avec le SDRIF, insertion du tracé et ses variantes dans l'environnement urbain, en précisant le positionnement des pôles et des stations ;
- la justification du **mode et modalités d'exploitation** et de réorganisation du réseau de transport ;
- **les impacts** du Projet au regard de la situation initiale ;
- **le management et calendrier du Projet** ;
- **l'économie du Projet** : estimation des coûts de l'infrastructure, du matériel roulant et de l'exploitation ;
- **l'intérêt socio-économique** du Projet : prévision de trafic et report modal.

Le contenu du schéma de principe est précisé dans l'article R1241-31 du code des transports et dans l'annexe à la délibération n° 2011/0631 du STIF du 6 juillet 2011 (Annexe 2 : Contenu type des Etudes et prestations).

L'étude d'impact

L'étude d'impact sera réalisée conformément à la législation en vigueur et servira de base à l'élaboration du dossier d'enquête publique et au volet impact du Schéma de Principe.

Les modalités de réalisation du Schéma de Principe, de l'étude d'impact seront présentées aux financeurs dans le cadre des instances de gouvernance de l'Opération.

1.1.3 Enquêtes publiques

Le dossier d'enquête publique sera réalisé en fonction du type d'enquête qu'il sera nécessaire de mettre en place :

- **Enquête environnementale :** le tracé ne nécessite pas d'expropriation mais, compte tenu des impacts environnementaux potentiels du Projet, il doit être soumis au public. Dans ce cadre, le STIF est à l'initiative du lancement de l'enquête environnementale et délibérera sur une déclaration de Projet justifiant l'intérêt général.
- **Enquête d'utilité publique :** le tracé nécessite d'éventuelles expropriations. Dans cette hypothèse, il s'agit de bien définir le planning de cette étape avec la saisine du Préfet pour l'examen conjoint et le lancement de l'enquête publique ainsi que le tribunal administratif pour la nomination du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête puis la déclaration d'utilité publique par le Préfet. Il est rappelé qu'avant l'adoption de l'arrêté de DUP par le préfet, le maître d'ouvrage doit, comme en enquête environnementale, délibérer sur une déclaration de Projet.
- **Enquête parcellaire :** elle est destinée à vérifier l'identité des propriétaires, titulaires de droits réels (détenteurs d'usufruit, bénéficiaires de servitude, preneurs à bail…) et autres éventuels intéressés des parcelles concernées. L'élaboration du dossier d'enquête parcellaire (en parallèle du schéma de principe) est réalisée par le maître d'ouvrage. Au terme de l'enquête parcellaire, les parcelles visées pourront être déclarées cessibles par arrêté préfectoral.

A ce stade du Projet, il est trop tôt pour déterminer le type d'enquête qui sera menée.

1.1.4 Prestations complémentaires éventuelles

Dans le cadre de la présente convention, des besoins de précisions techniques seront définis ultérieurement en fonction de l'évolution du Projet.

1.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel des études est 48 mois. Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 8.4. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes.

2 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

2.2 La maîtrise d'ouvrage

2.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

L**e STIF assure la maitrise d'ouvrage de la présente opération**, jusqu'au terme de la phase d'enquête publique.

Ainsi, le STIF est maître d'ouvrage des études décrites au 1.1 de la présente convention. Le STIF est notamment responsable de la conduite des Etudes qui font l'objet de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, pour un montant de 3,5 M€ selon les clés de répartition suivantes :

- Etat (21%) ;
- Région Ile-de-France (49%) ;
- Bloc local (30%), réparti comme suit :
    - Département de Seine-Saint-Denis (10%) ;
    - Département de Paris (7,14%) ;
    - Etablissement public territorial Plaine Commune (12,86%).

2.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 1.

3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 3 500 000 € HT en euros courants, **non actualisable et non révisable.**

3.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Montant € courants HT	
	STIF
Postes de dépenses	
DOCP	250 000 €
Concertation préalable	250 000 €
Schéma de Principe	1 650 000 €
Dossier et Enquête Publique	500 000 €
AMO Planning et technique	650 000 €
Études et missions complémentaires	200 000 €
TOTAL en € courants	**3 500 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale.

3.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants.

Montant € courants HT et %						
	Etat	**Région**	**CD93**	**Paris**	**Plaine Commune**	**Total**
STIF	735 000	1 715 000	350 000	250 000	450 000	3 500 000
	21%	*49%*	*10%*	*7,14286%*	*12,85714%*	***100%***

3.4 Modalités de versement des crédits de paiement

3.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

A - Demande de versement des acomptes auprès de la Région et du Département de Paris :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

B - Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le Directeur d'opérations ou le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du Projet du maître d'ouvrage.
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF.

D - Demande de versement des acomptes auprès de Plaine Commune :

- une attestation de l'état d'avancement des études ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du Projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF ;
- un courrier d'appel de fond, rappelant le montant total de la participation de Plaine Commune conformément à l'article 3.3, le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention et le montant appelé.

E - Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au maître d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde. Le Département de Paris adopte le même principe d'un cumul des acomptes plafonné à 95% du montant total des subventions avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 80% du montant de l'autorisation d'engagement (AE) mise en place en euros courants, conformément aux dispositions du décret n°99-1060.

3.4.2 Versement du solde

Après achèvement des Etudes couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- de l'état récapitulatif des dépenses, incluant les frais de maîtrise d'ouvrage, certifié par son comptable public ;
- du relevé final des recettes réalisées ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.4.1 ;
- du bilan physique et financier de l'Opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

3.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 3.4.1 et 3.4.2 de la présente convention. Les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du STIF, sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du STIF, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Etat	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr	DRIEA – SPOT – CBSF
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Direction des transports Secrétariat Général
Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	Hôtel du Département - Esplanade Jean-Moulin 93000 Bobigny	Direction du Développement, des Mobilités et de l'Habitat
Plaine Commune	21 avenue Jules Rimet 93218 Saint-Denis Cedex	Délégation générale à la Mobilité
Département de Paris	121 avenue de France CS51388 75639 Paris Cedex 13	Agence de la Mobilité
STIF	41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissements

3.5 Caducité des subventions

Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région et du Département de Paris :

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'Opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières leur étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

5 MODALITES DE CONTROLE

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités des financeurs tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

6 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour de comités et de commissions, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

En tant qu'autorité organisatrice, le STIF s'assure notamment du respect, par le maître d'ouvrage, de la remise des documents, des délais indiqués et des estimations à cette étape du Projet indiqués aux articles 1.1, 1.2 et 3.1 de la présente convention.

6.1 Le Comité Technique

Il est constitué un Comité Technique de suivi de l'Opération composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention.

Le Comité Technique est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité Technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques du DOCP, dossier d'enquête et Schéma de principe, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité Technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le Projet.

6.2 Le Comité des Financeurs

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence du STIF en qualité d'autorité organisatrice des transports.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le Comité des Financeurs se prononce et valide :

- les ajustements techniques, administratifs et financiers n'ayant pu être validés en comité technique décrit à l'article 6.1 ;
- la diffusion des éléments liés à l'Opération ;
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi ;
- les projets de dossiers préparés en vue de leur approbation en Conseil du STIF.

Le Comité des Financeurs se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

Le compte rendu de chaque Comité des Financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

6.3 Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par un Comité de Communication composé du MOA et des financeurs.

Le Comité de Communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage puis approuvé par les autres MOA.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Département de Seine-Saint-Denis, Département de Paris, Communauté d'agglomération de Plaine Commune ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

6.4 La Commission de Suivi

Il est constitué une Commission de Suivi des Etudes, placée sous la présidence du Directeur général du STIF, composée des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, des Collectivités Territoriales concernées par le Projet.

La Commission de Suivi est réunie sur demande, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des Etudes.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante.

6.5 Information hors Comité et Commission de suivi

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des Etudes devant le Conseil du STIF à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs et le STIF ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

7 DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses Etudes et sur les Résultats d'Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des Résultats des Etudes, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les Résultats des Etudes seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des Résultats des Etudes en dehors des parties de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les parties s'engagent à préserver la confidentialité des Résultats d'Etudes intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

8 DISPOSITIONS GENERALES

8.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

8.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.5 et 5, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après la réalisation des deux étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 1.1 de la présente convention,
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2.

Et au plus tard 18 mois après l'approbation de la déclaration de projet par le Conseil du STIF.

8.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour le Département de Seine-Saint-Denis, **Stéphane TROUSSEL** Président du Conseil départemental
Pour le Département de Paris, **Anne HIDALGO** Présidente du Conseil de Paris	Pour la Communauté d'agglomération de Plaine Commune, **Patrick BRAOUEZEC** Président du Conseil	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Contenu type des Etudes et prestations

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

ANNEXE 1 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

ANNEXE 1.1 : Echéancier prévisionnel des dépenses

MOA	Année				Total
	2017	2018	2019	2020	
STIF	125 000 €	375 000 €	1250 000 €	1750 000 €	**3 500 000 €**
TOTAL	125 000 €	375 000 €	1250 000 €	1750 000 €	**3 500 000 €**

ANNEXE 1.2 : Echéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds

	Année				Total
	2017	2018	2019	2020	
Région Ile-de-France	61 250 €	183 750 €	612 500 €	857 500 €	**1 715 000 €**
Etat	26 250 €	78 750 €	262 500 €	367 500 €	**735 000 €**
CD93	12 500 €	37 500 €	125 000 €	175 000 €	**350 000 €**
Paris	8 929 €	26 786 €	89 286 €	125 000 €	**250 000 €**
Plaine Commune	16 071 €	48 214 €	160 714 €	225 000 €	**450 000 €**
TOTAL	**125 000 €**	**375 000 €**	**1 250 000 €**	**1 750 000 €**	**3 500 000 €**

ANNEXE 2 : Contenu type des Etudes et prestations

ANNEXE 2.1

Contenu des dossiers de DOCP - annexe 1 à la délibération n°2011/0631 du STIF du 6 juillet 2011 relative à la définition du contenu des dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales, des schémas de principe et des avant-projets

CONTENU TYPE DES DOSSIERS D'OBJECTIFS ET DE CARACTERISTIQUES PRINCIPALES (DOCP)

SOUMIS A L'APPROBATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

Objectif

L'objectif du DOCP est d'engager le Projet, d'en présenter les caractéristiques générales et les principaux impacts. Il présente des éléments d'opportunité et de faisabilité du Projet. Il définit le pré-programme. Il permet d'engager la concertation ou le débat public, le cas échéant.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement

L'enjeu du DOCP est de répondre à l'impératif tel qu'exposé dans le code de l'environnement (extrait de l'article L121-8) :

«Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable du Projet adresse à la commission un dossier présentant les objectifs et les principales caractéristiques du Projet, ainsi que les enjeux socio-économiques, le coût estimatif et l'identification des impacts significatifs du Projet sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.»

- Respect du cadre régional

Le DOCP permet de s'assurer de la compatibilité du Projet avec le SDRIF, le PDUIF et les différents schémas directeurs élaborés par le STIF.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'opération.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du dossier d'objectifs et de caractéristiques principales pourra être regroupé dans un document final présentant

notamment les points suivants :

I. présentation du Projet

a. Contexte général : problématiques posées, enjeux, acteurs du Projet, inscription CPER ou CPRD,
b. Historique du Projet : état d'avancement du Projet, listes des données et études antérieures disponibles,
c. Compatibilité SDRIF, PDU IdF, PLU, Lois Grenelle de l'environnement 1 et 2,
d. Synthèse des étapes d'informations et de concertation, avec points abordés et apports éventuels,

II. diagnostic transport des territoires concernés : opportunité du Projet

a. Présentation du secteur : géographie, topographie, population et emplois, urbanisation actuelle, offre de transport et réseaux,
b. Présentation et analyse des déplacements, et de l'offre de transport
c. Perspectives d'évolutions de l'urbanisation,
d. Synthèse des dysfonctionnements éventuels et définition des enjeux et besoins du secteur,

III. description du Projet : faisabilité des différents scénarios

a. Caractéristiques techniques principales : hypothèses et justification du mode, tracé, lien avec le réseau,
b. Insertion : section courante et points difficiles, principes d'aménagements urbains, identification des réseaux, identification des impacts sur l'environnement,
c. Principes d'exploitation,
d. Scénario(s) préconisé(s) et justification,
e. Méthodes et estimation sommaire des coûts :
    i. d'investissement :
        - *coûts travaux détaillés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 20%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA,*
        - *pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,*
    ii. d'exploitation,
f. Calendrier prévisionnel : études, procédures administratives et travaux, détail au semestre,
g. Analyse sommaire des risques et des opportunités,
h. Pour les Projets en souterrain : premières campagnes de sondages,

IV. identification des impacts significatifs du Projet

a. Sur l'environnement (au sens Etude d'Impact Enquête Publique),
b. Sur l'aménagement du territoire,

V. évaluation et comparaison des différents scénarios

a. Evaluation sommaire de l'intérêt socio-économique du Projet (le cas échéant de ses variantes) dans le cadre d'une analyse multicritère : a minima prévisions de trafic à l'heure de pointe et à l'année, analyse des gains de temps, populations et emplois desservis à comparer avec le coût, le niveau de faisabilité des différentes variantes de Projet,
b. Classement des variantes,

VI. annexes graphiques

a. Plan de situation et plans des tracés,

b. Coupes de principes et plans de détail selon le besoin (échelles en fonction du mode et de la problématique exposée).

Lorsque la saisine de la CNDP est nécessaire, le dossier de saisine est composé du DOCP, dont le contenu est décrit précédemment, et d'une étude de contexte dans laquelle est établi un état des lieux de la position de l'ensemble des partenaires concernés du Projet (collectivités, associations…).

ANNEXE 2.2

Contenu des dossiers de Schéma de Principe - annexe 2 à la délibération n°2011/0631 du STIF du 6 juillet 2011 relative à la définition du contenu des dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales, des schémas de principe et des avant-projets

CONTENU TYPE DES SCHEMAS DE PRINCIPE (SDP)

SOUMIS A L'APPROBATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

Objectif

L'objectif du Schéma de Principe est d'arrêter le programme de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation. Il permet d'engager l'enquête publique.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu des schémas de principe est compatible avec le SDRIF, le PDU Ile-de-France et les différents schémas directeurs élaborés par le STIF. Il tient compte des résultats de la concertation ou du débat public tels que prévus par les articles L121-1 et suivants et R121-1 et suivants du code de l'environnement.

Le Schéma de principe devra préfigurer le dossier d'enquête publique (défini à l'article R123-6).

- Articulation avec la loi MOP

Le schéma de principe permet d'arrêter le programme tel que défini par l'article 2 de la loi MOP :

« *Le maître de l'*ouvrage *définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'*ouvrage*.* »

- Niveau de précision du Schéma de Principe

Le contenu du Schéma de Principe devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que décrites à l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 *relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé*. Dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation d'un ouvrage existant, la précision attendue est celle des études de diagnostic (article 19 ou, dans le cas d'un bâtiment, article 12 du décret). Enfin, dans le cas d'une opération de construction neuve de bâtiment, la précision attendue est celle des études d'esquisse (article 3 du décret).

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'étape Schéma de Principe.

Contenu

Le Schéma de Principe contient un volet transport détaillé présentant notamment les points suivants :

Partie I – Volet transport

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du schéma de principe pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :

- *a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,*
- *b. Analyse rétrospective des dysfonctionnements éventuels et besoin de desserte du secteur concerné,*

II. diagnostics transport des territoires concernés

- *a. Présentation du secteur d'étude : analyse de la situation actuelle en termes d'occupation du sol, population, emplois, grands équipements,*
- *b. Perspectives d'évolution de l'urbanisation : description des opérations d'urbanisme, cadrage quantitatifs de développement des populations et des emplois, analyse de la cohérence avec les cadrages SDRIF,*
- *c. Description des réseaux et de l'offre de transport (situation actuelle),*
- *d. Présentation et analyse des déplacements actuels et de leur évolution future,*
- *e. Analyse des dysfonctionnements éventuels et définition des besoins du secteur,*

III. objectifs du Projet / Programme

- *a. Objectifs de l'opération,*
- *b. Nature et étendue des besoins,*
- *c. Contraintes et exigences : de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques, économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement,*

IV. description du Projet

- *a. Caractéristiques principales,*
- *b. Insertion : tracés, pôles et stations,*
- *c. Définition :*
  - *i. fonctionnelle des installations,*
  - *ii. périmètre du Projet,*
  - *iii. consistance des dessertes envisagées,*
  - *iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),*
  - *v. dimensionnement justifié des installations,*
- *d. Confirmation du choix du mode*
- *e. Aménagements urbains et interfaces avec le Projet :*
  - *i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,*
  - *ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,*
- *f. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages / inconvénients techniques,*
- *g. Compatibilité :*
  - *i. avec SDRIF, PDUIF, PLU,*
  - *ii. avec le bilan de la concertation préalable ou du débat public,*
  - *iii. avec les objectifs du Projet,*
- *h. Pour les Projets en souterrain : sondages avancés permettant de vérifier la faisabilité,*

V. impacts du Projet

- *a. principes d'insertion paysagère et architecturale du Projet dans son environnement naturel et urbain,*
- *b. Impact sur les réseaux concessionnaires,*

c. *Etude d'impact selon le Code de l'Environnement,*

VI. management et calendrier du Projet

a. *Organisation :*
   i. *identification des différentes parties : STIF, MOA(s) futurs, MOE(s) études, collectivités, …*
   ii. *périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),*
   iii. *méthodes : Plan Directeur Qualité*
b. *Planification :*
   i. *calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du trimestre,*
   ii. *état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le Projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,*
   iii. *plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).*

VII. économie du Projet

a. *Coûts de réalisation :*
   i. *présentation synthétique des coûts :*
      - *coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 10%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA,*
      - *présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, concertation,…)*
   ii. *présentation détaillée des coûts :*
      - *coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières…*
      - *pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,*
   iii. *identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),*
b. *Analyse détaillée des risques spécifiques de l'opération : identification complète des réserves et des risques et méthodes envisagées pour les réduire, impact économique potentiel identifié sur le Projet,*
c. *Coûts d'exploitation :*
   i. *Estimation sommaire des coûts d'exploitation,*
   ii. *Prévisions de restructuration éventuelle d'autres réseaux de transports collectifs liés au Projet.*

VIII. financement :

a. *plan de financement*
b. *pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût*

IX. évaluation de l'intérêt socio-économique

a. Service rendu par le Projet : populations et emplois desservis par le Projet, prévisions de trafic (pointe, jour, année), en distinguant les diverses composantes nécessaires au calcul de l'évaluation du Projet,

b. Bilan socio-économique pour la collectivité établi selon les principes méthodologiques préconisés par le STIF avec justification du calcul des gains pour la collectivité,

c. Bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part, selon phase, éléments chiffrés permettant de préparer le contrat d'exploitation (ou avenant)

d. Evaluation des conséquences du Projet sur chacun des modes de déplacement, et pour le mode ferroviaire, incidence sur les autres circulations ferrées (grands lignes, fret),

X. annexes graphiques : *tracé en plan pour les Projets de liaison, vue en plan et élévation pour les Projets de pôles*

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement du schéma de principe,

b. Demandes spécifiques Etat/Collectivités,

c. Bilan de la concertation préalable ou du débat public,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Principaux éléments du bilan socio-économique (hypothèses utilisées pour la modélisation et le calcul du bilan),

b. *Si nécessaire, Dossier de Définition de Sécurité et avis.*

Dans le cas où le STIF mène, en tant que maître d'ouvrage, l'enquête publique, le Schéma de Principe devra être complété par une seconde partie contenant les éléments attendus dans un dossier d'enquête d'utilité publique (ils peuvent être regroupés en tant que de besoin) afin de constituer le support de l'enquête publique.

Partie II – Complément au schéma de principe en vue de l'enquête publique portée par le STIF

I. - Une notice explicative indiquant :

a. L'objet de l'enquête

b. Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête (Présentation de l'opération, caractéristiques principales, étude des variantes, amélioration de l'offre de service, …)

c. Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le Projet soumis à enquête a été retenu.

II. L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise,

a. analyse de l'état initial de l'environnement,

b. analyse des effets du Projet sur l'environnement, sur la protection

des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité de voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique,

c. *les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le Projet présenté a été retenu,*

d. *les mesures envisagées pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageable du Projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,*

e. *analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du Projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.*

III. Le plan de situation

IV. Le plan général des travaux (Insertion : tracés, stations et points spécifiques)

V. Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (Ouvrages d'art, infrastructures et équipements, stations, locaux d'exploitation en ligne, site de maintenance)

VI. L'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières

VII. La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations

	2017				2018				2019				2020			
	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4	Tri 1	Tri 2	Tri 3	Tri 4
DOCP																
Concertation préalable et bilan																
Etudes du schéma de principe																
DEUP et EUP																

CONSEIL REGIONAL D'ÎLE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-121

Du 8 Mars 2017

OPÉRATIONS DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION 2015-2020

SCHÉMAS DIRECTEURS ET SCHÉMAS DE SECTEUR DES RER ET TRANSILIENS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU L'ordonnance n°2014-690 du 26 juin 2014 relative à la participation de la Société du Grand Paris à certains projets du réseau des transports en Île-de-France ;
VU Le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, modifié par le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014, notamment l'alinéa *o)* de l'article 9, étendant les missions de la Société du Grand Paris (SGP) et définissant les conditions dans lesquelles elle peut participer à des projets d'infrastructures de réseaux de transport public de voyageurs, autres que ceux dont elle s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage en 2010 ;
VU Le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris ;
VU Le décret n° 2015-308 du 18 mars 2015 relatif à l'association du Syndicat des Transports d'Île-de-France aux missions de la Société du Grand Paris de conception et de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris ;
VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Île-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;
VU La délibération n° CP 14-175 du 10 avril 2014 approuvant la convention de financement relative aux études de schéma directeur de la ligne J Nord et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU La délibération n° CP 14-175 du 10 avril 2014 approuvant la convention de financement relative aux études de schéma directeur de la ligne N et U et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU La délibération n° CP 15-527 du 9 juillet 2015 approuvant la convention de financement relative au schéma directeur du RER D modernisation des gares et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU La délibération n° CP 15-695 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement relative aux études d'avant-projet et projet (APO) du schéma directeur du RER C et aux études d'avant-projet (AVP) du schéma directeur du RER D ;
VU La délibération n° CP 16-520 du 12 octobre 2016 approuvant la convention de financement relative au schéma directeur du RER E à l'Est et à la ligne P et portant affectation d'une

autorisation de programme en son article unique ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-121 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports;
VU L'avis de la Commission des finances;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article n°1 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **9 660 000 €**.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	RER D – adaptation des infrastructures – convention études, AVP et PRO	Île-de-France	2 170 000 €
SNCF Réseau	Ligne Transilien P – adaptation des infrastructures - convention études, AVP et PRO	Île-de-France	2 240 000 €
SNCF Réseau	Ligne Transilien J – adaptation des infrastructures	Île-de-France	3 500 000 €
SNCF Réseau	Ligne Transilien N – adaptation des infrastructures	Île-de-France	1 750 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **9 660 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n°2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002540	RER D – adaptation des infrastructures – convention études, AVP, PRO	SNCF Réseau	01/03/2016
17002489	Ligne Transilien J – adaptation des infrastructures	SNCF Réseau	01/03/2016
17002544	Ligne Transilien P – adaptation des infrastructures – convention études, AVP, PRO	SNCF Réseau	01/03/2016
17002544	Ligne Transilien N – adaptation des infrastructures	SNCF Réseau	01/03/2016

Article n° 3:

Approuve l'avenant n°1 à la convention de financement des Schémas Directeurs des RER C et D – Etudes APO du SA 2019 du RER D et adaptation de la signalisation entre Paris et Villeneuve, figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009230	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17002489 - LIGNE TRANSILIEN J - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne J - Hors CPRD			
Montant total	3 500 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000 000,00 €	HT	70 %	3 500 000,00 €	

Dossier	17002492 - LIGNE TRANSILIEN N - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne N - Hors CPRD			
Montant total	1 750 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500 000,00 €	HT	70 %	1 750 000,00 €	

Dossier	17002540 - RER D – ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES – CONVENTION ETUDES, AVP, PRO			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER D - Hors CPRD			
Montant total	2 170 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 100 000,00 €	HT	70 %	2 170 000,00 €	

Dossier	17002544 - LIGNE TRANSILIEN P – ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES – CONVENTION ETUDES, AVP, PRO			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne P - Hors CPRD			
Montant total	2 240 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 200 000,00 €	HT	70 %	2 240 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009230	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 660 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	9 660 000,00 €

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002540

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RER D – ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES – CONVENTION ETUDES, AVP, PRO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 100 000,00 €	70,00 %	2 170 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 170 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études d'adaptation des infrastructures du RER D.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de livraison du RERNG sur le RER D, les maîtres d'ouvrage ont été contraints de commencer les études dès le 1er mars 2016.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet dernier un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien:
- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)
- amélioration de la disponibilité (fiabilité)

À ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de

Secteur.

Description :
Une partie des rehaussements de quais étant réalisée dans le cadre du SDA, seront étudiés dans le cadre de la présente convention les rehaussements de quais des gares hors SDA IdF et les quais utilisés uniquement en situations perturbées.

Cette convention concerne les adaptations sous MOA SNCF Réseau liées aux matériels roulants RER D (hors Régio2N sur les navettes), notamment :
- Les adaptations de quais : essentiellement hauteur,
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gares : pancartes, balises, visibilité des signaux, …
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN, …
- Les impacts sur périmètre SNCF Réseau (hors périmètre sous COT accordée à Transilien) de l'adaptation de voies de garages et technicentres.

La convention vise :
- L'adaptation des infrastructures de voies principales entre Corbeil/Melun et Creil pour permettre la circulation du RER NG en UM2 et la desserte commerciale des gares
- L'adaptation du SMGL de Corbeil pour intégrer les modifications induites par la création de deux voies sur fosse.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional : L'adaptation des infrastructures du RER D doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux du RER D.

Détail du calcul de la subvention :
Les études sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.
Le montant global des études préliminaires, d'AVP et de PRO s'élève à 3 100 000 €, financé à 30% par l'État et à 70% par la Région.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER D

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voies principales RER D - Etudes préliminaires et acquisitions de données	2 500 000,00	80,65%
SMGL de Corbeil - études AVP et PRO	600 000,00	19,35%
Total	3 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours)	930 000,00	30,00%
Région Ile-de-France (en cours)	2 170 000,00	70,00%
Total	3 100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	910 000,00 €
2018	910 000,00 €
2019	350 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
	Montant total	348 837 695,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002544

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LIGNE TRANSILIEN P – ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES – CONVENTION ETUDES, AVP, PRO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 200 000,00 €	70,00 %	2 240 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 240 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études d'adaptation des infrastructures de la Ligne Transilien P.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de déploiement du Francilien sur la ligne P Paris – Provins en lien avec l'électrification de la ligne fin 2020, les maîtres d'ouvrage ont été contraints de commencer les études dès le 1er mars 2016.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet dernier un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien:
- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)

- amélioration de la disponibilité (fiabilité)

À ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de Secteur.

Description :
La convention vise à permettre (hors SDA) :
- l'adaptation des infrastructures de voies principales entre Gretz et Provins pour permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par des Franciliens US/UM2
- l'adaptation des infrastructures de voies principales entre Meaux et La Ferté Milon / Château-Thierry pour permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par des AGC en US/UM2/UM3 (La Ferté Milon) et des Franciliens US/UM2 (Château-Thierry)
- le déploiement du GMSR entre Trilport et La Ferté Milon pour permettre, en complément du déploiement de l'EAS (sous maîtrise d'ouvrage Transilien, financé par le PQI), d'exploiter la ligne sans agent d'accompagnement à bord du train
- la création du SMGL de Vaires.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional : L'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien P doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne Transilien P.

Détail du calcul de la subvention :
Les études sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.
Le montant global des études préliminaires, d'AVP et de PRO s'élève à 3 200 000 €, financé à 30% par l'État et à 70% par la Région.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne P

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préliminaires et acquisition de données (Voies principales Château-Thierry / La ferté Milon)	400 000,00	12,50%
Etudes AVP-PRO (Voies principales Château-Thierry / La ferté Milon)	800 000,00	25,00%
Etudes AVP-PRO (GSMR Trilport - La Ferté Milon)	300 000,00	9,38%
Etudes AVP-PRO (Voies principales Provins)	1 000 000,00	31,25%
Etudes AVP-PRO (SMGL Vaires)	700 000,00	21,88%
Total	3 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours)	960 000,00	30,00%
Région Ile-de-France (en cours)	2 240 000,00	70,00%
Total	3 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 540 000,00 €
2018	700 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
	Montant total	348 837 695,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002489

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LIGNE TRANSILIEN J - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 000 000,00 €	70,00 %	3 500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention pour les études d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien J.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de déploiement du Francilien sur la ligne J Nord, le maître d'ouvrage a été contraint de commencer les études dès le 1er mars 2016.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet dernier un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien:
- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)
- amélioration de la disponibilité (fiabilité)

A ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de Secteur.

Description :
Les études d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien J visent à l'adaptation :
- des quais (hauteur, longueur, suppression des travsersées de voies, etc.),
- d'équipements permettant l'arrêt en gare (pancartes, balises, visibilité des signaux, etc.),
- d'équipements permettant la bonne circulation des trains (GSMR, sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, etc.).

Moyens mis en œuvre :
Le financement des études se fait dans le cadre du CPER 2015-2020.

La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional : L'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien J doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne Transilien J.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global des études préliminaires, d'AVP et de PRO s'élève à 5 000 000 €, financé à 30% par l'État et à 70% par la Région.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne J

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préliminaires (+ données)	1 500 000,00	30,00%
AVP et PRO (voies principales Pontoise-Gisors)	3 000 000,00	60,00%
AVP et PRO (GSMR Boissy-Gisors)	500 000,00	10,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	1 500 000,00	30,00%
Région	3 500 000,00	70,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 310 000,00 €
2018	1 190 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
	Montant total	348 837 695,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002492

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LIGNE TRANSILIEN N - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 500 000,00 €	70,00 %	1 750 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 750 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de déploiement du Régio2N sur la ligne N, les maîtres d'ouvrage ont été contraints de commencer les études dès le 1er mars 2016.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet dernier un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien:
- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)
- amélioration de la disponibilité (fiabilité)

A ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de Secteur.

Description :
Les études d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N visent à l'adaptation :
- des quais (hauteur, longueur, suppression des traversées de voies, etc.),
- d'équipements permettant l'arrêt en gare (pancartes, balises, visibilité des signaux, etc.),
- d'équipements permettant la bonne circulation des trains (GSMR, sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, etc.).

Moyens mis en œuvre :
Le financement des études se fait dans le cadre du CPER 2015-2020.

La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional : L'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne Transilien N.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global des études préliminaires et l'acquisition de données s'élève à 2 500 000 €, financé à 30% par l'État et à 70% par la Région.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne N

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préliminaires (+ acquisitions de données)	2 500 000,00	100,00%
Total	2 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	750 000,00	30,00%
Région	1 750 000,00	70,00%
Total	2 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 050 000,00 €
2018	700 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
	Montant total	348 837 695,60 €

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION : CONVENTIONS

2017

RER D

Convention de financement relative aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du RER NG sur la ligne du RER D

(*Etudes et acquisitions de données*)

Convention 17DPI_____

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France,
SNCF Réseau et le STIF
relative à l'adaptation des infrastructures du
RER D

« Convention relative aux adaptations des infrastructures – RER D »

Version	Date	Modification	Auteur
V1	26/10/16	Première version	SNCF Réseau
V2	03/01/2017		STIF
V3	13/01/2017		SNCF Réseau
V4	19/01/2017		RIF
V5	27/01/2017		SNCF Réseau
V5.1	27/01/2017		STIF
V6	30/01/2017	Version consolidée	RIF

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 8

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 8

1.1. CONTENU ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION 8
1.2. DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 9

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

2.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 9
2.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 9
2.3. LES FINANCEURS 9
2.3.1. IDENTIFICATION 9
2.3.2. ENGAGEMENTS 10
2.4. LE BENEFICIAIRE 10

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

3.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES 10
3.2. REPARTITION DETAILLEES DES COUTS DES ETUDES 10
3.3. PLAN DE FINANCEMENT 10
3.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 11
3.4.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 11
3.4.2. VERSEMENT DU SOLDE 12
3.4.3. PAIEMENT 12
3.4.4. BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 12
3.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 13
3.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 13

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 13

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS 14

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 14

6.1. COMITE TECHNIQUE 14
6.2. COMITE DES FINANCEURS 15
6.3. COMMISSION DE SUIVI 15
6.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 16

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 16

7.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE 16
7.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 17
7.3. CONFIDENTIALITE 17

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES 18

8.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 18
8.2. REGLEMENT DES LITIGES 18
8.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 18
8.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 19
8.5. MESURES D'ORDRE 19

ANNEXES 21

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 22

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 23

ANNEXE 3 CALENDRIER PREVISIONNEL 24

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Jean FAUSSURIER, Directeur Accès Réseau IDF, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9ème, 39 bis/41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil n°_____ en date du_____.

Ci-après désigné comme le « **STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** ».

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le STIF a préconisé l'acquisition du RERNG sur la ligne D.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à ce déploiement de nouveau matériel roulant.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2016 et 2017, pour ne pas mettre en péril de calendrier de déploiement envisagé.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et acquisitions de données nécessaires aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du RER NG sur le RER D;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante : **« Etudes d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du RER NG sur le RER D – études et acquisitions de données».**

1.1. Contenu et périmètre de la présente convention

Les études seront basées sur le fait que le RERNG sur le RER D :

- ne circulera en service commercial sur le RER D qu'au nord de Corbeil et de Melun (par Lieusaint) jusqu'à Orry la ville, voire Creil (les navettes de l'étoile de Corbeil étant assurées en Régio2N),
- sera équipé d'emmarchement mobile.

Une partie des rehaussements de quais étant réalisés dans le cadre du SDA, seront étudiées dans le cadre de la présente convention les rehaussements de quais des gares hors SDA IdF et les quais utilisés uniquement en situations perturbées.

Cette convention concerne les adaptations sous MOA SNCF Réseau liées aux matériels roulants RER D (hors Régio2N sur les navettes), notamment :

- Les adaptations de quais : essentiellement hauteur (quais inférieurs à 55cm et option 76cm ou 92cm pour quais nominaux non SDA en Ile-de-France),
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gares : pancartes, balises, visibilité des signaux, …
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN, …
- Les impacts sur périmètre SNCF Réseau (hors périmètre sous COT accordée à Transilien) de l'adaptation de voies de garages et technicentres.

La convention vise à permettre la réalisation :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	Phases concernées
Adaptation des infrastructures de voies principales entre Corbeil / Melun et Creil	Permettre la circulation du RER NG en UM2 et la desserte commerciale des gares	Circulation matériel roulant	EP + données
SMGL Corbeil (périmètre Réseau)	Modifications induites par la création de deux voies sur fosses	Maintenance matériel roulant	AVP/PRO

Le déploiement du Régio2N sur les futures navettes de l'étoile de Corbeil fait l'objet d'une convention séparée.

1.2. Délais de réalisation des études

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 24 mois à compter de la notification de la convention par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 3.

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

2.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement des études, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant de 3 100 000 €, réparti selon les clés de répartition suivantes:

- L'Etat (30%) : soit 930 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70%) : soit 2 170 000 €.

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation des études par le bénéficiaire visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 8.4.et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

2.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de la présente convention est évalué à 3 100 000€ HT courants, **non actualisables et non révisables**.

3.2. Répartition détaillées des coûts des études

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Opération	Phases	Coût en € courants
Voies principales RER D	**Etudes préliminaires**	**1 000 000 €**
	Acquisitions de données	**1 500 000 €**
SMGL Corbeil	**AVP**	**300 000 €**
	PRO	**300 000 €**
Total adaptations des infrastructures – RER D		**3 100 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect de l'enveloppe globale.

3.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables, non révisables.

Adaptation Infra –RERNG sur le RER D Plan de financement Montant € courants HT et %			
	État 30%	**Région 70%**	**Total**
SNCF Réseau	**930 000 €**	**2 170 000 €**	**3 100 000 €**

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le responsable de projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 3.2 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 2.2. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

3.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

3.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Projets d'Investissements	01.47.53.29.14 arnaud.zimmermann@stif.info
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

3.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6. Comptabilité des bénéficiaires

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 3.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 1.2, 3.1 et 3.2 de la présente convention.

A la demande expresse du STIF, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et du maître d'ouvrage, et de réunions du maître d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

6.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et le maître d'ouvrage concerné par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

6.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- le prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 5 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

6.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

6.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et le STIF en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

7.1. Propriété intellectuelle

Les Etudes et les résultats d'Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et au STIF. Les financeurs et le STIF s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 7.3.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet.

Le STIF pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 7.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

7.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région ;
- en dernier : le logo du STIF.

7.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la Convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la Convention comme strictement confidentielles et non divulgables.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

- aux études elles-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 7.1 ci-dessus, le(s) maître(s) d'ouvrage autoriserai(en)t leur diffusion par les financeurs et le STIF ;
- aux résultats d'études qui seront approuvés par le CA du STIF qui ne sont pas considérés comme des informations confidentielles.

Les Parties s'engagent à ce que :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 « Rôle et engagements des parties » dans le cadre du Projet,
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 7.1.
- Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux.

Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son passage en commission permanente de la Région.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 3.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 8.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 3.2 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2. ;

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Jean FAUSSURIER** Directeur Accès Réseau IDF	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Thibault DAUGER, Direction Accès Réseau ; Jean-Luc LAFOURCADE, Direction des Projets Francilien

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS – SNCF RESEAU

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN €

€ HT courants	2017	2018	2019	TOTAL
Ligne D	1 300 000 €	1 300 000 €	500 000 €	3 100 000 €
Etat	390 000 €	390 000 €	150 000 €	930 000 €
Région	910 000 €	910 000 €	350 000 €	2 170 000 €

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel

Voies principales RER D :

- Etudes préliminaires : mars 2017 – décembre 2018
- Données d'entrées : février 2017 – décembre 2018

SMGL Corbeil :

- AVP : octobre 2016 - mars 2017
- PRO : avril 2017 – septembre 2017

2017

Ligne Transilien P

Convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement généralisé du Francilien sur la ligne P et l'amélioration de la maintenance du matériel roulant du RER E

(Études préliminaires, acquisitions de données, AVP et PRO)

Convention 17DPI_____

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France,
SNCF Réseau et le STIF
relative à l'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le
déploiement du Francilien sur la ligne P

« Convention relative aux adaptations des infrastructures – Ligne P »

Version	Date	Modification	Auteur
V1	26/10/16	Première version	SNCF Réseau
V2	03/01/2017		STIF
V3	13/01/2017		SNCF Réseau
V4	19/01/2017		RIF
V5	27/01/2017		SNCF Réseau
V5.1	27/01/2017		STIF
V6	30/01/2017	Version consolidée	RIF

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 8

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 8

1.1. CONTENU ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION 8
1.2. DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 9

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

2.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 9
2.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 9
2.3. LES FINANCEURS 10
2.3.1. IDENTIFICATION 10
2.3.2. ENGAGEMENTS 10
2.4. LE BENEFICIAIRE 10

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

3.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES 10
3.2. REPARTITION DETAILLEES DES COUTS DES ETUDES 10
3.3. PLAN DE FINANCEMENT 11
3.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 11
3.4.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 11
3.4.2. VERSEMENT DU SOLDE 12
3.4.3. PAIEMENT 12
3.4.4. BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 12
3.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 13
3.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 13

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 13

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS 14

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 14

6.1. COMITE TECHNIQUE 14
6.2. COMITE DES FINANCEURS 15
6.3. COMMISSION DE SUIVI 15
6.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 16

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 16

7.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE 16
7.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 17
7.3. CONFIDENTIALITE 17

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES 18

8.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 18
8.2. REGLEMENT DES LITIGES 18
8.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 18
8.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 19
8.5. MESURES D'ORDRE 19

ANNEXES 21

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 22

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 23

ANNEXE 3 CALENDRIER PREVISIONNEL 24

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Stéphane CHAPIRON, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9ème, 39 bis/41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil n°_____ en date du_____.

Ci-après désigné comme le « **STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** ».

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le STIF a approuvé l'acquisition de Francilien pour Paris – Provins en lien avec l'électrification de la ligne fin 2020.

Des redéploiements internes à la ligne P vont également nécessiter des adaptations d'infrastructures (AGC UM3 sur La Ferté-Milon et Francilien sur Château-Thierry).

Afin de pouvoir exploiter l'AGC en agent seul, le déploiement du GSMR entre Trilport et La Ferté Milon est nécessaire.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire à ces déploiements, ainsi qu'à l'amélioration de la maintenance du matériel roulant du RER E.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et acquisitions de données nécessaires aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Francilien sur la ligne P et l'amélioration de la maintenance du matériel roulant du RER E;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante : **« Etudes d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour la généralisation du déploiement du Francilien sur la ligne P et l'amélioration de la maintenance du matériel roulant du RER E – études préliminaires, acquisitions de données et études AVP et PRO ».**

1.1. Contenu et périmètre de la présente convention

Cette convention concerne les adaptations sous MOA SNCF Réseau liées aux matériels roulants des lignes P et E, notamment :

- Les adaptations de quais : hauteur, longueur, suppression de traversées de voies,
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gare : pancartes, balises, visibilité des signaux, …
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : GSMR, sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN, …
- Les impacts sur périmètre SNCF Réseau (hors périmètre sous COT accordée à Transilien) de l'adaptation de voies de garages et technicentres.

La convention vise à permettre la réalisation (hors SDA) :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	Phases concernées
Adaptation des infrastructures de voies principales entre Gretz et Provins	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par des Franciliens US/UM2	Circulation matériel roulant	AVP/PRO
Adaptation des infrastructures de voies principales entre Meaux et La Ferté Milon / Château-Thierry	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par des AGC en US/UM2/UM3 (La Ferté Milon) et des Franciliens US/UM2 (Château-Thierry)	Circulation matériel roulant	EP + données AVP/PRO
Déploiement du GMSR entre Trilport et Le Ferté Milon	Permettre, en complément du déploiement de l'EAS (sous MOA TN financé par le PQI), d'exploiter la ligne sans agent d'accompagnement à bord du train	Exploitation matériel roulant	AVP/PRO
Création du SMGL de Vaires (périmètre Réseau)	Adaptation voies principales (ripage VP et modification poste) en lien avec la création du SMGL de Vaires	Maintenance matériel roulant	AVP/PRO

1.2. Délais de réalisation des études

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 24 mois à compter de la notification de la convention par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 3.

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

2.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux

installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement des études, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant de 3 200 000 €, réparti selon les clés de répartition suivantes:

- L'Etat (30%) : soit 960 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70%) : soit 2 240 000 €.

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation des études par le bénéficiaire visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 8.4.et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

2.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de la présente convention est évalué à 3 200 000 € HT courants, **non actualisables et non révisables**.

3.2. Répartition détaillées des coûts des études

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Opération	Phases	Coût en € courants
Voies principales Château-Thierry / La ferté Milon	**Etudes préliminaires**	**400 000 €**
	AVP / PRO	**800 000 €**
GSMR Trilport – La Ferté Milon	**AVP / PRO**	**300 000 €**
Voies principales Provins	**AVP / PRO**	**1 000 000 €**
SMGL Vaires	**AVP / PRO**	**700 000 €**
TOTAL		**3 200 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect de l'enveloppe globale.

3.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables, non révisables.

Adaptation Infra –Francilien sur la ligne P Plan de financement Montant € courants HT et %			
	État 30%	**Région 70%**	**Total**
SNCF Réseau	**960 000 €**	**2 240 000 €**	**3 200 000 €**

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le responsable de projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 3.2 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 2.2. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

3.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

3.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Projets d'Investissements	01.47.53.29.14 aranud.zimmermann@stif.info
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

3.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6. Comptabilité des bénéficiaires

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 3.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 1.2, 3.1 et 3.2 de la présente convention.

A la demande expresse du STIF, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et du maître d'ouvrage, et de réunions du maître d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

6.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et le maître d'ouvrage concerné par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

6.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- le prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 5 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

6.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

6.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et le STIF en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

7.1. Propriété intellectuelle

Les Etudes et les résultats d'Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et au STIF. Les financeurs et le STIF s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 7.3.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet.

Le STIF pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 7.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

7.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région ;
- en dernier : le logo du STIF.

7.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la Convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la Convention comme strictement confidentielles et non divulgables.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

- aux études elles-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 7.1 ci-dessus, le(s) maître(s) d'ouvrage autoriserai(en)t leur diffusion par les financeurs et le STIF ;
- aux résultats d'études qui seront approuvés par le CA du STIF qui ne sont pas considérés comme des informations confidentielles.

Les Parties s'engagent à ce que :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 « Rôle et engagements des parties » dans le cadre du Projet,
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 7.1.
- Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux.

Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son passage en commission permanente de la Région.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 3.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 8.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 3.2 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2. ;

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Philippe FELTZ, Direction Accès Réseau ; Jean-Luc LAFOURCADE, Direction des Projets Francilien

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS – SNCF RESEAU

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN €

€ HT courants	2017	2018	2019	TOTAL
Ligne P	2 200 000 €	1 000 000 €	0 €	3 200 000 €
Etat	660 000 €	300 000 €	0 €	960 000 €
Région	1 540 000 €	700 000 €	0 €	2 240 000 €

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel

Voies principales La Ferté-Milon / Château-Thierry

- Etudes préliminaires : avril 2017 - octobre 2017
- Données d'entrée : avril 2017 - janvier 2018
- APO : janvier 2018 à septembre 2018

GSM-R :

- APO : octobre 2016 - décembre 2017

Voies principales Provins :

- APO : février 2017 – décembre 2017

SMGL Vaires :

- APO : février 2016 à juillet 2017

2017

Ligne Transilien J Nord

Convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement généralisé du Francilien sur la ligne J Nord

(Études préliminaires, acquisitions de données, AVP et PRO)

Convention 17DPI_____

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France,
SNCF Réseau et le STIF
relative à l'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le
déploiement généralisé du Francilien sur la ligne J Nord

« Convention relative aux adaptations des infrastructures – Ligne J Nord »

Version	Date	Modification	Auteur
V1	26/10/16	Première version	SNCF Réseau
V2	03/01/2017		STIF
V3	13/01/2017		SNCF Réseau
V4	19/01/2017		RIF
V5	27/01/2017		SNCF Réseau
V5.1	27/01/2017		STIF
V6	30/01/2017	Version consolidée	RIF

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 8

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 8

1.1. CONTENU ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION 8
1.2. DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 9

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

2.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 9
2.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 9
2.3. LES FINANCEURS 10
2.3.1. IDENTIFICATION 10
2.3.2. ENGAGEMENTS 10
2.4. LE BENEFICIAIRE 10

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

3.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES 10
3.2. REPARTITION DETAILLEES DES COUTS DES ETUDES 10
3.3. PLAN DE FINANCEMENT 11
3.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 11
3.4.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 11
3.4.2. VERSEMENT DU SOLDE 12
3.4.3. PAIEMENT 12
3.4.4. BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 12
3.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 13
3.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 13

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 14

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS 14

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 14

6.1. COMITE TECHNIQUE 14
6.2. COMITE DES FINANCEURS 15
6.3. COMMISSION DE SUIVI 15
6.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 16

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 16

7.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE 16
7.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 17
7.3. CONFIDENTIALITE 17

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES 18

8.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 18
8.2. REGLEMENT DES LITIGES 18
8.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 18
8.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 19
8.5. MESURES D'ORDRE 19

ANNEXES 21

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 22

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 23

ANNEXE 3 CALENDRIER PREVISIONNEL 24

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Stéphane CHAPIRON, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9ème, 39 bis/41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil n°_____ en date du_____.

Ci-après désigné comme le « **STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** ».

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le STIF a approuvé l'acquisition de Francilien pour compléter le parc sur la ligne J Nord.

Le planning de livraison et de déploiement du Francilien implique de réaliser les travaux d'adaptation des infrastructures sur un des deux axes Pontoise - Gisors ou Conflans – Mantes pour fin 2019 et sur l'autre axe pour fin 2020.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement de ces études et travaux nécessaires au déploiement généralisé du Francilien sur la ligne J Nord.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2016 et 2017, pour ne pas mettre en péril de calendrier de déploiement envisagé.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et acquisitions de données nécessaires aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement généralisé du Francilien sur la ligne J Nord ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Etudes d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement généralisé du Francilien sur la ligne J Nord – études préliminaires, acquisitions de données, AVP, PRO ».

1.1. Contenu et périmètre de la présente convention

Cette convention concerne les adaptations sous MOA SNCF Réseau liées aux matériels roulants de la ligne J Nord, notamment :

- Les adaptations de quais : hauteur, longueur, suppression de traversées de voies ;
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gare : pancartes, balises, visibilité des signaux ;
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : GSMR, sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN.

Le périmètre de la présente convention est composé comme suit :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	Phases concernées
Adaptation des infrastructures de voies principales entre Pontoise et Gisors	Permettre la circulation du Francilien et la desserte commerciale des gares	Circulation matériel roulant	EP + données AVP/PRO
Déploiement du GMSR entre Boissy l'Aillerie et Gisors	Permettre, en complément du déploiement de l'EAS (sous MOA TN financé par le PQI), d'exploiter la ligne sans agent d'accompagnement à bord du train	Exploitation matériel roulant	AVP/PRO

L'APO des adaptations des infrastructures pour le Francilien entre Conflans et Mantes a été financé par Transilien et ne fait donc pas l'objet de financement dans le cadre de la présente convention, cette opération fera intégrée pour la phase REA à une convention de financement ultérieure.

1.2. Délais de réalisation des études

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 24 mois à compter de la notification de la convention par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 3.

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

2.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement des études, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant de 5 000 000 €, réparti selon les clés de répartition suivantes:

- L'Etat (30%) : soit 1 500 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70%) : soit 3 500 000 €.

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation des études par le bénéficiaire visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 8.4.et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

2.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de la présente convention est évalué à 5 000 000 € HT courants, **non actualisables et non révisables**.

3.2. Répartition détaillées des coûts des études

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Opération	Phases	Coût en € courants
Voies principales Pontoise - Gisors	**Etudes préliminaires et acquisition de données**	**1 500 000 €**
	AVP / PRO	**3 000 000 €**
GSMR Boissy - Gisors	**AVP / PRO**	**500 000 €**
TOTAL		**5 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect de l'enveloppe globale.

3.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables, non révisables.

Adaptation Infra – Francilien sur la ligne Transilien J Nord Plan de financement Montant € courants HT et %			
	État 30%	**Région 70%**	**Total**
SNCF Réseau	**1 500 000 €**	**3 500 000 €**	**5 000 000 €**

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le responsable de projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 1.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 2.2. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

3.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

3.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Projets d'Investissements	01.47.53.29.14 arnaud.zimmermann@stif.info
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

3.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6. Comptabilité des bénéficiaires

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 3.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 1.1 et 3.1 de la présente convention.

A la demande expresse du STIF, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et du maître d'ouvrage, et de réunions du maître d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

6.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et le maître d'ouvrage concerné par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

6.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- le prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 5 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

6.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

6.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et le STIF en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

7.1. Propriété intellectuelle

Les Etudes et les résultats d'Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et au STIF. Les financeurs et le STIF s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 8.3.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet.

Le STIF pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans

d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 8.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

7.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région ;
- en dernier : le logo du STIF.

7.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la Convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la Convention comme strictement confidentielles et non divulgables.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

- aux études elles-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 8.1 ci-dessus, le(s) maître(s) d'ouvrage autoriserai(en)t leur diffusion par les financeurs et le STIF ;
- aux résultats d'études qui seront approuvés par le CA du STIF qui ne sont pas considérés comme des informations confidentielles.

Les Parties s'engagent à ce que :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 « Rôle et engagements des parties » dans le cadre du Projet,
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1.
- Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;

- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé& pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des

comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son passage en commission permanente de la Région.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 3.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 8.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 1.1 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2. ;

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Laurent PETIT, Direction Accès Réseau ; Jean-Luc LAFOURCADE, Direction des Projets Francilien

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS – SNCF RESEAU

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN €

€ HT courants	2017	2018	2019	TOTAL
Ligne J Nord	3 300 000 €	1 700 000 €	0 €	5 000 000 €
Etat	990 000 €	510 000 €	0 €	1 500 000 €
Région	2 310 000 €	1 190 000 €	0 €	3 500 000 €

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel

Voies principales Pontoise - Gisors :

- Etudes préliminaires : octobre 2016 - juin 2017
- Données d'entrées : octobre 2016 - octobre 2017
- APO : Septembre 2017 à mai 2018

GSM-R Boissy – Gisors :

- APO : février 2017 - décembre 2017

2017

Ligne Transilien N

Convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Régio2N sur la ligne N

(Études préliminaires et acquisitions de données)

Convention 17DPI_____

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France,
SNCF Réseau et le STIF
relative à l'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le
déploiement du Régio2N sur la ligne N

« Convention relative aux adaptations des infrastructures – Ligne N »

Version	Date	Modification	Auteur
V1	26/10/16	Première version	SNCF Réseau
V2	03/01/2017		STIF
V3	13/01/2017		SNCF Réseau
V4	19/01/2017		RIF
V5	27/01/2017		SNCF Réseau
V5.1	27/01/2017		STIF
V6	30/01/2017	Version consolidée	RIF

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 8

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 8

1.1. CONTENU ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION 8
1.2. DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 9

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

2.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 9
2.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 9
2.3. LES FINANCEURS 10
2.3.1. IDENTIFICATION 10
2.3.2. ENGAGEMENTS 10
2.4. LE BENEFICIAIRE 10

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

3.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES 10
3.2. REPARTITION DETAILLEES DES COUTS DES ETUDES 10
3.3. PLAN DE FINANCEMENT 10
3.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 11
3.4.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 11
3.4.2. VERSEMENT DU SOLDE 12
3.4.3. PAIEMENT 12
3.4.4. BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 12
3.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 13
3.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 13

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 13

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS 14

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 14

6.1. COMITE TECHNIQUE 14
6.2. COMITE DES FINANCEURS 15
6.3. COMMISSION DE SUIVI 15
6.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 16

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 16

7.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE 16
7.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 17
7.3. CONFIDENTIALITE 17

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES 18

8.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 18
8.2. REGLEMENT DES LITIGES 18
8.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 18
8.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 19
8.5. MESURES D'ORDRE 19

ANNEXES 21

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 22

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 23

ANNEXE 3 CALENDRIER PREVISIONNEL 24

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Jean FAUSSURIER, Directeur Accès Réseau IDF, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9ème, 39 bis/41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil n°_____ en date du_____.

Ci-après désigné comme le « **STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** ».

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le STIF envisage l'acquisition du Régio2N sur la ligne N.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à ce déploiement de nouveau matériel roulant.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2016 et 2017, pour ne pas mettre en péril de calendrier de déploiement envisagé.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et acquisitions de données nécessaires aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Régio2N sur la ligne N ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante : **« Etudes d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Régio2 N sur la ligne N – études préliminaires et acquisitions de données ».**

1.1. Contenu et périmètre de la présente convention

2.1. Le périmètre de la convention

Les études seront basées sur le fait que le Régio2N sur la ligne aurait une longueur de 105m.

Cette convention concerne les adaptations sous MOA SNCF Réseau liées aux matériels roulants de la ligne N, notamment :

- Les adaptations de quais : hauteur, longueur, suppression de traversées de voies ;
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gare : pancartes, balises, visibilité des signaux ;
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN.

La convention vise à permettre la réalisation de :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	Phases concernées
Adaptation des infrastructures de voies principales entre Paris et Rambouillet /Dreux/Mantes	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par des Régio2N en US/UM2	Circulation matériel roulant	EP + données

Une étude de faisabilité pour une longueur de 110m sera être menée dans le cadre de la présente convention afin d'éclairer les implications d'un tel choix. Néanmoins si cette longueur était in fine retenue, la présente convention fera l'objet d'un avenant pour mener les études préliminaires et recueils de données supplémentaires induits par ce choix.

Les adaptations complémentaires du plan de voies en gare de Mantes à l'horizon EOLE (séparation des flux ligne N et RER E du fait de leur différence de hauteur de plancher) sont étudiées dans le cadre du projet EOLE, mais devront faire l'objet d'un financement au titre de la ligne N pour les phases ultérieures.

1.2. Délais de réalisation des études

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 24 mois à compter de la notification de la convention par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 3.

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

2.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement des études, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant de 2 500 000 €, réparti selon les clés de répartition suivantes:

- L'Etat (30%) : soit 750 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70%) : soit 1 750 000 €.

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation des études par le bénéficiaire visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 8.4.et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

2.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de la présente convention est évalué à 2 500 000 € HT courants, **non actualisables et non révisables**.

3.2. Répartition détaillées des coûts des études

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Opération	Phases	Coût en € courants
Voies principales Ligne N	**Etudes préliminaires**	**1 000 000 €**
	Acquisitions de données	**1 500 000 €**
TOTAL		**2 500 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect de l'enveloppe globale.

3.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables, non révisables.

Adaptation Infra – Francilien sur la ligne Transilien J Nord Plan de financement Montant € courants HT et %			
	État 30%	**Région 70%**	**Total**
SNCF Réseau	**750 000 €**	**1 750 000 €**	**2 500 000 €**

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le responsable de projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 1.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 2.2. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

3.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

3.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Projets d'Investissements	01.47.53.29.14 arnaud.zimmermann@stif.info
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

3.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6. Comptabilité des bénéficiaires

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 3.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 1.1 et 3.1 de la présente convention.

A la demande expresse du STIF, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et du maître d'ouvrage, et de réunions du maître d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

6.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et le maître d'ouvrage concerné par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

6.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- le prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 5 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

6.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

6.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et le STIF en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 7. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

7.1. Propriété intellectuelle

Les Etudes et les résultats d'Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et au STIF. Les financeurs et le STIF s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 8.3.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet.

Le STIF pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 8.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

7.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région ;
- en dernier : le logo du STIF.

7.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la Convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la Convention comme strictement confidentielles et non divulgables.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

- aux études elles-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 8.1 ci-dessus, le(s) maître(s) d'ouvrage autoriserai(en)t leur diffusion par les financeurs et le STIF ;
- aux résultats d'études qui seront approuvés par le CA du STIF qui ne sont pas considérés comme des informations confidentielles.

Les Parties s'engagent à ce que :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 « Rôle et engagements des parties » dans le cadre du Projet,
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1.
- Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux.

Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

8.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son passage en commission permanente de la Région.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 3.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 8.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 1.1 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2. ;

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Jean FAUSSURIER** Directeur Accès Réseau IDF	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Isabelle ROUX, Direction Accès Réseau

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS – SNCF RESEAU

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN €

€ HT courants	2017	2018	2019	TOTAL
Ligne N	1 500 000 €	1 000 000 €	0 €	2 500 000 €
Etat	450 000 €	300 000 €	0 €	750 000 €
Région	1 050 000 €	700 000 €	0 €	1 750 000 €

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel

Voies principales ligne N :

- Etudes préliminaires : décembre 2016 – juin 2018
- Acquisitions de données : avril 2017 – juin 2018

Novembre

2016

SCHEMA DIRECTEUR DU RER D

Avenant n°1

A la convention de financement des schémas directeurs des RER C et D.

Etudes APO du SA 2019 du RER D et adaptation de la signalisation entre Paris et Villeneuve
n° 2015 CONV 060

Visas

Vu le code des transports,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la loi n0 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 20-1

Vu le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 modifié relatif à la Société du Grand Paris, notamment le o de l'article 9,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma Directeur de la région Île-de-France,

Vu la délibération n° 2015/261 du conseil du STIF du 8 juillet 2015 notifiée le 13 avril 2016 relative à l'approbation de la convention de financement 2015CONV060 pour les études APO et AVP des schémas directeurs C et D,

Vu la délibération n° CS 2015-14 du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris du 10 juillet 2015

Vu la convention n°15DPI006 – 2015CONV060 relative aux schémas directeur des RER C et D - Etudes avant-projet/projet (APO) et études d'avant-projet (AVP) du 3 mai 2016 et notamment son article 9.1.

Préambule

La convention n°15DPI006 – 2015CONV060 prévoyait notamment le financement de l'AVP d'un redécoupage de block permettant l'arrêt de 20 trains par heure à Vert-de-Maisons. Par la suite, des études d'exploitation approfondies réalisées par Transilien ont montré que l'abaissement de vitesse associé à ce redécoupage de block posait un problème d'ergonomie de conduite et que l'arrêt de 20 trains par heure conduisait à une dégradation de la régularité avec ce redécoupage.

A la suite de ces études, SNCF Réseau et Transilien ont proposé de reporter l'arrêt de 20 trains par heure à Vert-de-Maisons à l'horizon de déploiement du cantonnement mobile et du pilotage automatique (projet NExTEO), et de redéfinir le programme du redécoupage de block pour s'affranchir des abaissements de vitesse et limiter les fausses manœuvres par rapport au projet NExTEO. SNCF Réseau et Transilien ont réalisé des études préliminaires qui ont permis de définir un nouveau redécoupage de block plus économique et compatible avec ces objectifs. Ce redécoupage de block a été présenté aux différents partenaires lors du comité de pilotage du RER-D du 29 septembre 2016.

Le présent avenant vise à affecter les économies ainsi réalisées aux études du projet dit du « service annuel ou SA 2019 » du RER-D. Ce projet d'évolution de la desserte de la ligne D au Sud, qui s'accompagnerait d'un déploiement du matériel roulant Regio 2N sur les branches au sud de Corbeil, vise à améliorer la régularité de la ligne et la desserte sur les branches les plus chargées du plateau de Corbeil et de Sénart. Cette évolution de desserte nécessite la transformation de la voie 6 de Corbeil en voie principale, le renforcement des installations de transport du courant de traction sur le plateau de Corbeil, et, pour l'accueil du Regio 2N, l'abaissement partiel à 76 cm de la hauteur des quais 11/12 à Juvisy et 4/6 à Corbeil.

Entre,

En premier lieu,

La Société du Grand Paris (ci-après « SGP »), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est 30, avenue des Fruitiers, à 93200 Saint-Denis et dont le numéro de SIRET est 525 046 017 00030, représentée par **Monsieur Philippe YVIN**, Président du Directoire,

Ci-après désignée par « le financeur ».

En deuxième lieu,

SNCF Réseau, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, dont le siège est à Paris 13ème, 92 avenue de France, représenté par **Monsieur Didier BENSE**, Directeur Général île de France, dûment habilité à signer le présent avenant.

Ci-après désigné par « SNCF Réseau »,

SNCF Mobilités, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est situé 9 rue Jean-Philippe Rameau 93200 St Denis, représenté par **Monsieur Alain KRAKOVITCH**, Directeur Général de l'Activité TRANSILIEN de SNCF Mobilités, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désigné par « SNCF Mobilités »,

Ci-après désignés ensemble par « les Maîtres d'Ouvrage ».

En troisième lieu,

Le Syndicat des Transports d'Ile de France (STIF) dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par **Monsieur Laurent PROBST**, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné comme le « STIF » ou « l'Autorité organisatrice »,

En quatrième lieu,

L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

En cinquième lieu,

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE, dûment mandatée par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés ensemble comme « les Parties » ou individuellement « une Partie »,

Il est convenu ce qui suit :

Compte tenu de l'évolution du programme de redécoupage de la signalisation entre Paris et Villeneuve initialement envisagé pour la mise en service du Grand Paris Express (GPE), les parties conviennent de modifier la convention initiale n° 2015 CONV 060 signée le 13 avril 2016.

Les modifications apportées sont reprises dans la présente qui constitue l'avenant n°1 de convention n° 2015 CONV 060.

Pour une meilleure compréhension les inscriptions *en italique* donnent des éléments explicatifs sur les articles modifiés.

Afin de mettre à jour le programme d'étude de la convention initiale,

l'article 2 – B/ RER D – périmètre de la convention est remplacé par :

Le périmètre du financement apporté au titre du présent avenant couvre :

- les études de la reprise de la signalisation entre Paris et Villeneuve afin de rendre compatible la grille avec une desserte omnibus entre Gare de Lyon souterraine et Villeneuve Saint-Georges à l'horizon GPE, qui comprennent :
    - études d'avant-projet,
    - provisions pour études complémentaires.

- les études niveau avant-projet/projet (APO) du Service Annuel (SA) 2019, qui comprennent :
    - la principalisation de la voie 6 (V6) à Corbeil pour le retournement des missions Corbeil – Melun ;

- l'abaissement des quais des voies 4/6 de Corbeil et 11/12 de Juvisy pour permettre la desserte de ces quais par du matériel à plancher bas type REGIO 2N (*)
- le renforcement électrique du plateau de Corbeil (renforcement caténaire et retour traction) afin de permettre une alimentation électrique suffisante pour l'évolution des dessertes sur l'étoile de Corbeil (généralisation des compositions multiples sur le plateau) ;
- les études préliminaires de la suppression du tronc commun au sud de Corbeil et de la motorisation de l'entrée nord du faisceau de remisage ;
- une provision pour des études complémentaires éventuelles en lien avec le SA 2019 ;
- L'aménagement d'un second quai en gare de Créteil-Pompadour qui permet de fiabiliser l'exploitation d'installations en ligne pour la gestion des situations perturbées ;
- L'aménagement d'installations en ligne pour la gestion des situations perturbées en cas d'interruption au nord de Vert-de-Maisons.

L'article 4.1 troisième alinéa est modifié comme suit :

- **7 258 k€ HT courants non actualisables, non révisable valeur de référence janvier 2015** pour les études telles que définies à l'article 2.B.

L'article 4.2.2 est intégralement modifié comme suit :

Chaque bénéficiaire fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet, reprise ci-dessous :

La répartition indicative relative aux études APO pour la tranche 1 de l'aménagement de Brétigny peut évoluer en fonction des dépenses réelles dans un principe de fongibilité par poste pour chaque maître d'ouvrage et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage, actualisable et non révisable.

CE 01/2012	RER C : Montant en K€ HT aux CE 01/2012 de l'APO de la tranche 1 du projet d'aménagement du nœud ferroviaire de Brétigny			
Postes de dépenses	SNCF Réseau	SNCF Mobilités	STIF	Total
Frais de maître d'œuvre (MOE)	12 380	700	-	**13 080**
Frais de maître d'ouvrage (MOA)	3 280	270	-	**3550**
Provision pour études complémentaires	120	100	-	**220**
Frais d'études déjà engagés pour affiner le programme	-	590	-	**590**

Communication	100	50	-	**150**
Expertise	-	-	75	**75**
Total	**15 880**	**1 710**	**75**	**17 665**

La répartition indicative relative aux études AVP des projets du schéma directeur du RER D tels que définis à l'article 2 B peut évoluer en fonction des dépenses réelles dans un principe de fongibilité par poste pour chaque maitre d'ouvrage et dans le respect de l'enveloppe globale par maitre d'ouvrage, non actualisable et non révisable.

Etudes AVP de la reprise de la signalisation entre Paris et Villeneuve :

CE 01/2015	RER D : études AVP du redécoupage de la signalisation entre Paris et Villeneuve Saint Georges (exclus) en K€ HT courants (valeur de référence 01/2015)			
Postes de dépenses	SNCF Réseau	SNCF Mobilités	STIF	Total
Etudes AVP	1285	-	-	**1285**
Provisions pour études complémentaires	715	-	-	**715**
Total	**2000**	**0**	**0**	**2 000**

Etudes APO du SA 2019 :

CE 01/2015	RER D : études APO du SA 2019 – montants en K€ HT courants (valeur de référence 01/2015)			
Postes de dépenses	SNCF Réseau	SNCF Mobilités	STIF	Total
Etudes APO V6 Corbeil	400	-	-	**400**
Etudes APO abaissement quais voies 4/6 à Corbeil et 11/12 à Juvisy	430	-	-	**430**
APO renforcement électrique du plateau de Corbeil	270	-	-	**270**
Etudes préliminaires de la suppression du tronc commun au sud de Corbeil et motorisation de l'entrée nord du faisceau de remisage	350	-	-	**350**
Provision pour études complémentaires en lien avec le SA 2019	887	-	-	**887**

Total	**2 337**	**-**	**-**	**2 337**

Etudes AVP pour la création d'un second quai en gare de Créteil-Pompadour :

CE 01/2015	RER D : études AVP de la création d'un second quai en gare de Créteil Pompadour- montants en K€ HT courants (valeur de référence 01/2015)			
Postes de dépenses	SNCF Réseau	SNCF Mobilités	STIF	Total
Frais MOE	784	310	-	**1 094**
Frais de MOA	721	89	-	**810**
Provisions pour études complémentaires	300	40	-	**340**
Expertise	-	-	35	**35**
Total	**1805**	**439**	**35**	**2 279**

Etudes AVP pour l'aménagement d'installations en ligne de gestion de situations perturbées en cas d'interruption au nord de Vert-de-Maisons :

CE 01/2015	RER D : études AVP de l'aménagement d'installations en ligne de gestion des situations perturbées en cas d'interruption au nord de Vert-de-Maisons - montants en K€ HT courants (valeur de référence 01/2015)			
	SNCF Réseau	SNCF Mobilités	STIF	Total
Frais MOE	335	63	-	**481**
Frais de MOA	64	10	-	**74**
Provisions pour études complémentaires	84	30	-	**114**
Expertise	-	-	35	**35**
Total	**503**	**103**	**35**	**641**

L'article 4.3 - 5ème alinéa (tableaux compris) est modifié comme suit :

Le plan de financement des études AVP des projets du Schéma Directeur du RER D tels que définis à l'article 2.B/ **est établi en euros courants, valeur de référence 01/2015, et se situe hors champ de l'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)**.

Afin de mettre à jour les adresses de facturation de la SGP et de SNCF Réseau,

L'article 4.4.5 est modifié comme suit *(pour SGP et SNCF Réseau seulement)* :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
SGP	Société du Grand Paris, 30, avenue des Fruitiers 93200 Saint-Denis	Agence comptable Service de centralisation des factures	agence.comptable@societedugrandparis.fr
SNCF Réseau	DG Finances et achats 15/17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 – 93418 La Plaine Saint Denis	Direction Finance et Trésorerie - Unité Crédit Management	patricia.langelez@rff.fr

L'article 7 est modifié comme suit, par l'ajout d'un troisième alinéa :

Il peut, après accord préalable de la SGP, s'appuyer sur le contrôle exercé par la SGP au titre de l'article 5.

L'article 9.4 est modifié comme suit par l'ajout d'un nouvel alinéa après le premier alinéa :

A titre exceptionnel les dépenses engagées par SNCF Réseau au titre de l'article 2 à compter de l'approbation de l'avenant n° 1 par le Conseil de la Surveillance de la SGP seront prises en compte.

Fait en six exemplaires originaux

Pour l'Etat, Jean-François CARENCO Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, Valérie PECRESSE Président du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour la Société du Grand Paris, Philippe YVIN Président du Directoire
Pour la SNCF Réseau, Didier BENSE Directeur Général IDF SNCF Réseau	Pour la SNCF Mobilités, Alain KRAKOVITCH Directeur Général SNCF Mobilités	Pour le STIF, Laurent PROBST Directeur Général

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

Délibération N° CP 2017-073

DU 8 MARS 2017

BOUCLIER DE SECURITE
1ERES AFFECTATIONS POUR L'ANNEE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 212-16 du 17 novembre 2016 portant adoption de la convention relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « Soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU La délibération n° CP 16-496 du 12 octobre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière de médiation, prévention, protection (aide aux victimes) ;

VU La délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 relative au bouclier de sécurité modifiant le règlement d'intervention régional « Soutien à l'équipement des polices municipales » et adoptant la convention type relative à ce dispositif ;

VU La délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection ;

VU Le rapport CP 2017-073 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU L'avis émis par la commission des finances ;

VU L'avis émis par la commission de la sécurité.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 236 814 €,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par

délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 236 814 €,** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700103 « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement des polices municipales », au financement des projets d'équipement détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **86 858 €,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **86 858 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700104 « Soutien à l'équipement des polices et de de la gendarmerie » du budget 2017.

Article 3 :

Adopte la convention-type relative au dispositif « Aide à l'implantation des forces locales de sécurité – Soutien à l'équipement immobilier des polices municipales » jointe en annexe 1.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide à l'implantation des forces locales de sécurité », au financement des projets immobiliers des polices municipales de Villepinte et L'Haÿ-les-Roses détaillés en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **163 245 €**, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type précitée, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **163 245 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700101 « Aide à l'implantation des forces locales de sécurité » du budget 2017.

Article 5 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité », au financement du projet détaillé en annexe 7 à la présente

délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 997 €,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec la collectivité territoriale bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 997 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », code action 15700105 « Fond régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité », du budget 2017.

Article 6 :

Autorise, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 adoptant le règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau présenté en annexe 2.

Article 7 :

Décide de transférer au bénéfice de l'association APCE (association pour le couple et l'enfant ; Siret 313385098 / 00071) la subvention d'un montant maximum de 6 800 € initialement attribuée en faveur de l'association pour le couple et l'enfant en Hauts-de-Seine (Siret 394568950 / 00023) par délibération n° CP 16-496 du 12 octobre 2016

Approuve l'avenant de transfert de subvention présenté en annexe 8.

Subordonne ce transfert à la signature, avec l'organisme bénéficiaire, de l'avenant visé à l'alinéa précédent et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 8 :

Modifie le libellé de la dépense « 3 caméras piétons » en « 4 caméras embarquées » mentionnée dans le dossier 16014853 porté par la commune de Mennecy pour l'équipement de sa police municipale, voté en commission permanente du 16 novembre 2016 (n° CP 16-551), le montant restant inchangé.

Approuve la fiche projet ainsi corrigée, présentée en annexe 9, et autorise la Présidente du Conseil régional à notifier cette nouvelle annexe à la convention signée avec la commune de Mennecy.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 : CONVENTION-TYPE

Aide à l'implantation des forces locales de sécurité
Soutien à l'équipement immobilier des polices municipales

CONVENTION-TYPE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :

dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant Monsieur X, Maire ou Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du soutien à l'équipement des polices municipales, étendu par délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 à l'équipement immobilier des polices municipales, le financement des opérations en découlant relevant de l'action « Aide à l'implantation des forces locales de sécurité » du budget régional.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir X pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : description projet (référence dossier n°X).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de dix ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité des services de police municipale ou intercommunale, ou des forces de sécurité de l'Etat (police et gendarmerie nationale).

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

Le bénéficiaire s'engage également à ce que les maîtres d'ouvrage intègrent des clauses d'insertion sociales et professionnelles dans les marchés publics relatifs à leurs opérations.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à renforcer la présence policière aux abords des établissements d'enseignement de compétence régionale (lycées, CFA, centres de formations sanitaires et sociales), quand ces établissements existent sur le territoire municipal ou intercommunal, et à transmettre annuellement aux services régionaux le relevé des patrouilles réalisées aux abords de ces lieux.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La Région devra être associée à chaque inauguration d'infrastructure pour laquelle elle a participé au financement.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

La présentation d'un plan de trésorerie ne s'applique pas pour les collectivités territoriales.
Le bénéficiaire devra produire la promesse de vente pour les acquisitions foncières, et la copie des lettres de notification des marchés de travaux pour les opérations de construction, réhabilitation ou reconstruction.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonnée à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir de la date d'attribution de la subvention ou la date indiquée dans la fiche projet si celle-ci est antérieure à la date d'attribution.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée délibérante de la subvention au bénéficiaire.
Sa validité s'étend jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
Du Conseil régional d'Ile-de-France

Le bénéficiaire
COLLECTIVITE
Monsieur X, maire ou Président

ANNEXE 2 : DEROGATION ARTICLE 17 RBF

Procédure du dossier	Dossier - Code	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
Aide à l'implantation des forces de sécurité	17002749	RENOVATION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE L'HAY-LES-ROSES (94)	30/01/2017
Aide à l'implantation des forces de sécurité	17002399	CONSTRUCTION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE VILLEPINTE (93)	01/02/2017
Soutien à l'équipement des polices municipales	17001774	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BREUILLET	01/01/2017
Soutien à l'équipement des polices municipales	17000016	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BRUYERES-SUR-OISE	04/10/2016
Soutien à l'équipement des polices municipales	17000103	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE COURCOURONNES	01/11/2016
Soutien à l'équipement des polices municipales	17002394	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE L'HAY-LES-ROSES	10/01/2017
Soutien à l'équipement des polices municipales	17000014	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MONTIGNY-LES-CORMEILLES	01/10/2016
Soutien à l'équipement des polices municipales	17002116	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VELIZY-VILLACOUBLAY	02/01/2017
Soutien à l'équipement des polices municipales	17002553	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLEBON-SUR-YVETTE	01/01/2017
Soutien à l'équipement des polices municipales	17000120	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLENEUVE-LE-ROI	01/12/2016
Soutien à l'équipement des polices municipales	17001770	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'EVRY	01/01/2017
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX015579	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BUTRY-SUR-OISE	02/01/2017
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX013679	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CHATILLON	04/09/2016
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX013711	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CROSNE	01/02/2017
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX017293	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE FRESNES	01/03/2017
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX017626	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE NANTEUIL-SUR-MARNE	01/03/2017
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX014919	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE POISSY	01/01/2017
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX014734	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE VAIRES-SUR-MARNE	02/01/2017
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX015965	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI	01/12/2016
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX013735	VIDEOPROTECTION - COMMUNE D'EVRY	01/09/2016
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX013356	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DU BLANC-MESNIL	07/07/2016
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX015698	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DU PLESSIS ROBINSON	07/11/2016
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	EX015000	VIDEOPROTECTION - PARIS OUEST LA DEFENSE (SAINT-CLOUD)	01/10/2016

ANNEXE 3 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700101 - Aide à l'implantation des forces locales de sécurité**

Dispositif : N° 00000786 - Aide à l'implantation des forces de sécurité

Dossier	17002399 - CONSTRUCTION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE VILLEPINTE (93)			
Bénéficiaire	R1269 - COMMUNE DE VILLEPINTE			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 629 444,16 €	HT	6,14 %	100 000,00 €	

Dossier	17002749 - RENOVATION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE L'HAY-LES-ROSES (94)			
Bénéficiaire	R22 - COMMUNE DE L'HAY LES ROSES			
Localisation	L HAY-LES-ROSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 245,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 818,13 €	HT	30 %	63 245,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000786 - Aide à l'implantation des forces de sécurité	163 245,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700101	163 245,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700103 - Soutien à l'équipement en vidéo protection**

Dispositif : N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Dossier	EX013344 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SERRIS			
Bénéficiaire	R921 - COMMUNE DE SERRIS			
Localisation	SERRIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	148 482,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
424 236,50 €	HT	35 %	148 482,00 €	

Dossier	EX013356 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DU BLANC-MESNIL			
Bénéficiaire	R1243 - COMMUNE DU BLANC MESNIL			
Localisation	LE BLANC-MESNIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
976 574,00 €	HT	13,36 %	130 500,00 €	

Dossier	EX013679 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CHATILLON			
Bénéficiaire	R1016 - COMMUNE DE CHATILLON			
Localisation	CHATILLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 956,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
277 017,43 €	HT	35 %	96 956,00 €	

Dossier	EX013711 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CROSNE			
Bénéficiaire	R1102 - COMMUNE DE CROSNE			
Localisation	CROSNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 016,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 387,00 €	HT	30 %	31 016,00 €	

Dossier	EX013735 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE D'EVRY			
Bénéficiaire	R1115 - COMMUNE D'EVRY			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 040,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
196 800,00 €	HT	30 %	59 040,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Dossier	EX014734 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE VAIRES-SUR-MARNE			
Bénéficiaire	R959 - COMMUNE DE VAIRES SUR MARNE			
Localisation	VAIRES-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 619,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 729,00 €	HT	30 %	11 619,00 €	

Dossier	EX014919 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE POISSY			
Bénéficiaire	R684 - COMMUNE DE POISSY			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	103 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
345 000,00 €	HT	30 %	103 500,00 €	

Dossier	EX014949 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LARDY			
Bénéficiaire	R1144 - COMMUNE DE LARDY MAIRIE			
Localisation	LARDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 359,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 883,34 €	HT	35 %	36 359,00 €	

Dossier	EX015000 - VIDEOPROTECTION - PARIS OUEST LA DEFENSE (SAINT-CLOUD)			
Bénéficiaire	P0034127 - PARIS OUEST LA DEFENSE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	139 825,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
399 500,27 €	HT	35 %	139 825,00 €	

Dossier	EX015007 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE RUNGIS			
Bénéficiaire	R40 - COMMUNE DE RUNGIS			
Localisation	RUNGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 761,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 870,40 €	HT	30 %	34 761,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Dossier	EX015579 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BUTRY-SUR-OISE			
Bénéficiaire	R83 - COMMUNE DE BUTRY SUR OISE			
Localisation	BUTRY-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 675,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 916,30 €	HT	30 %	5 675,00 €	

Dossier	EX015698 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DU PLESSIS ROBINSON			
Bénéficiaire	R1034 - COMMUNE DU PLESSIS ROBINSON			
Localisation	LE PLESSIS-ROBINSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	139 500,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
480 138,41 €	HT	29,05 %	139 500,00 €	

Dossier	EX015965 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI			
Bénéficiaire	R32 - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI			
Localisation	VILLENEUVE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 528,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 761,00 €	HT	30 %	6 528,00 €	

Dossier	EX016307 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE D'AUBERVILLIERS			
Bénéficiaire	R1240 - COMMUNE D'AUBERVILLIERS			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	123 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
968 196,09 €	HT	12,7 %	123 000,00 €	

Dossier	EX017293 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE FRESNES			
Bénéficiaire	R39 - COMMUNE DE FRESNES			
Localisation	FRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	109 234,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
312 098,62 €	HT	35 %	109 234,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Dossier	EX017626 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE NANTEUIL-SUR-MARNE			
Bénéficiaire	R826 - COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE			
Localisation	NANTEUIL-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 819,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
173 771,00 €	HT	35 %	60 819,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection	1 236 814,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700103	1 236 814,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700104 - Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie**

Dispositif : N° 00000949 - Soutien à l’équipement des polices municipales

Dossier	17000014 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
Bénéficiaire	R162 - COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES			
Localisation	MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 395,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 986,00 €	HT	30 %	5 395,00 €	

Dossier	17000016 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BRUYERES-SUR-OISE			
Bénéficiaire	R81 - COMMUNE DE BRUYERES SUR OISE			
Localisation	BRUYERES-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 816,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 721,74 €	HT	30 %	9 816,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Dossier	17000103 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE COURCOURONNES			
Bénéficiaire	R1099 - COMMUNE DE COURCOURONNES			
Localisation	COURCOURONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 874,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 915,52 €	HT	30 %	6 874,00 €	

Dossier	17000120 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLENEUVE-LE-ROI			
Bénéficiaire	R32 - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI			
Localisation	VILLENEUVE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 692,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 308,33 €	HT	30 %	6 692,00 €	

Dossier	17001752 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MELUN			
Bénéficiaire	R785 - COMMUNE DE MELUN			
Localisation	MELUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	938,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 128,00 €	HT	29,99 %	938,00 €	

Dossier	17001770 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'EVRY			
Bénéficiaire	R1115 - COMMUNE D'EVRY			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 369,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 565,66 €	HT	30 %	7 369,00 €	

Dossier	17001774 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BREUILLET			
Bénéficiaire	R1074 - COMMUNE DE BREUILLET			
Localisation	BREUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 359,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 529,83 €	HT	30 %	4 359,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Dossier	17002116 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VELIZY-VILLACOUBLAY			
Bénéficiaire	R737 - COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY			
Localisation	VELIZY-VILLACOUBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 977,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 923,35 €	HT	30 %	8 977,00 €	

Dossier	17002303 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SAVIGNY-LE-TEMPLE			
Bénéficiaire	R917 - COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 070,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 201,80 €	HT	35 %	7 070,00 €	

Dossier	17002323 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE CLICHY-LA-GARENNE			
Bénéficiaire	R1019 - COMMUNE DE CLICHY			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 201,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 003,90 €	HT	30 %	7 201,00 €	

Dossier	17002348 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'ATHIS-MONS			
Bénéficiaire	R1050 - COMMUNE D'ATHIS MONS			
Localisation	ATHIS-MONS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 594,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 321,80 €	HT	29,95 %	1 594,00 €	

Dossier	17002394 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE L'HAY-LES-ROSES			
Bénéficiaire	R22 - COMMUNE DE L'HAY LES ROSES			
Localisation	L HAY-LES-ROSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 143,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 810,44 €	HT	30 %	7 143,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-073	Budget	2017

Dossier	17002553 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLEBON-SUR-YVETTE			
Bénéficiaire	R1230 - COMMUNE DE VILLEBON SUR YVETTE			
Localisation	VILLEBON-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 680,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 602,57 €	HT	30 %	10 680,00 €	

Dossier	17002584 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'ASNIERES			
Bénéficiaire	R1010 - COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE			
Localisation	ASNIERES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 750,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 858,64 €	HT	34,99 %	2 750,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000949 - Soutien à l’équipement des polices municipales	86 858,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700104	86 858,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700105 - Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité**

Dispositif : N° 00000948 - Fonds régional d’aide à l’équipement en portiques de sécurité

Dossier	17002324 - PORTIQUE DE SECURITE - COMMUNE DE CLICHY-LA-GARENNE			
Bénéficiaire	R1019 - COMMUNE DE CLICHY			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 997,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 990,00 €	HT	30 %	2 997,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000948 - Fonds régional d’aide à l’équipement en portiques de sécurité	2 997,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700105	2 997,00 €

ANNEXE 4 : FICHES PROJETS VIDEOPROTECTION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013344

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE SERRIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	424 236,50 €	35,00 %	148 482,00 €
	Montant Total de la subvention		148 482,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SERRIS
Adresse administrative : MAIRIE
77706 SERRIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe DESCROUET, Maire

N° SIRET : 21770449300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Serris

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le territoire de Serris comporte le centre commercial Val d'Europe et la "Vallée Village" et se situe à proximité des parcs Disney. Cette forte attractivité entraine une délinquance de voie publique qui oblige la collectivité a déployer un outil supplémentaire dans la lutte contre la délinquance, très attendu par les services de police et les habitants.

Description :
Le projet consiste à déployer pour la première fois sur la commune 53 caméras réparties sur 4 zones définies : le centre urbain, le Bourg, le secteur gare RER et les ZAC.
La centralisation du système d'exploitation avec visionnage en temps réel se fera au sein d'un centre de supervision dans les locaux de la police municipale.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Serris.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les dépenses liées aux travaux d'aménagement (11 585€), et aux études, paramétrages et réception des travaux (48 362,50€).
S'agissant d'une première installation sur la commune, le taux d'intervention maximum est de 35%.

Localisation géographique :
- SERRIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat caméras et projecteurs	121 350,00	25,06%
supports	32 048,50	6,62%
génie civil	159 800,00	33,00%
communication : liaisons locales et vers PCS	31 270,00	6,46%
Alimentation électrique	11 183,00	2,31%
centralisation technique	56 485,00	11,67%
Travaux d'aménagement	11 585,00	2,39%
Etudes, paramétrages, réception des travaux	48 362,50	9,99%
Equipement salle d'exploitation	12 100,00	2,50%
Total	484 184,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	148 482,00	30,67%
FIPD (ec)	62 000,00	12,81%
Commune de Serris (att)	273 702,00	56,53%
Total	484 184,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	44 544,00 €
2018	103 938,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013356

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DU BLANC-MESNIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	976 574,00 €	13,36 %	130 500,00 €
	Montant Total de la subvention		130 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU BLANC MESNIL
Adresse administrative : PLACE GABRIEL PERI
93156 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry MEIGNEN, Maire

N° SIRET : 21930007600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune du Blanc-Mesnil

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La commune a développé une politique sécuritaire répondant à une forte attente de la population. Afin d'aider au travail d'investigation et d'améliorer le taux d'élucidation des affaires, la commune souhaite implanter 29 nouvelles caméras, s'ajoutant aux 32 déjà en place, afin de couvrir les axes principaux et les lieux identifiés comme exposés à la délinquance par la police nationale.

Description :
29 caméras vont être positionnées, un CSU va être créé, permettant un raccordement aux services de police en 2016.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune du Blanc-Mesnil.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses liées à la création du CSU sont inéligibles, soit 235 410€.

Par ailleurs, le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 130 500€ pour 29 caméras, représentant 30% de 435 000€.

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'un CSU (dépense inéligible)	235 410,00	19,42%
déploiement des caméras	732 936,00	60,47%
déploiement fibre optique	243 638,00	20,10%
Total	1 211 984,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	130 500,00	10,77%
Commune du Blanc-Mesnil (att)	1 081 484,00	89,23%
Total	1 211 984,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	130 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	40 412,73 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	45 000,00 €

	culturelle	
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	30 218,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	854 123,10 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 310 379,00 €
2014	"Plan Piscines Régional"	1 686 341,74 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	206 940,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	22 600,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Soutien à l’équipement des polices municipales	40 703,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	27 685,00 €
	Montant total	2 673 060,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013679

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CHATILLON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	277 017,43 €	35,00 %	96 956,00 €
	Montant Total de la subvention		96 956,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATILLON
Adresse administrative : 1 PL DE LA LIBERATION
92321 CHATILLON CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre SCHOSTECK, Maire

N° SIRET : 21920020100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Chatillon

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit de mettre en place un dispositif de vidéosurveillance urbaine par le déploiement de 28 caméras permettant de mailler le territoire de la ville sur des espaces identifiés avec la Police Nationale.

Cette action s'inscrit dans le développement de la vidéoprotection souhaité par les élus de la Ville et doit permettre d'améliorer le travail des forces de sécurité publique et de la Justice dans leur enquête.
En résumé :
- Sécurité des personnes et des biens.
- Sécurité des bâtiments et installations publiques.
- Sécurité routière et régulation du trafic routier.

Description :
Mise en place de la vidéoprotection urbaine, par le déploiement de 28 caméras par le biais d'une architecture réseau dédiée au transport de flux de caméras jusqu'au local technique et le centre de surpervision urbain situés au sein du poste de Police Municipale, rue pierre Sémard, dans un espace dédié et sécurisé par contrôle d'accès.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Chatillon.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles :
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (8 040,00 €),
- les équipements de sûreté des locaux techniques (10 649,25 €),
- les études, formations, frais de dossier et panneau d'information (43 775,75 €).

S'agissant d'une première installation d'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :
- CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de caméras	52 128,00	15,36%
Pose des caméras	16 380,00	4,82%
Local technique	43 059,10	12,68%
Equipements de sûreté des locaux techniques (non éligible)	10 649,25	3,14%
Réseau électrique	86 837,30	25,58%
Réseau Data	71 030,03	20,92%
Mission d'assistance (non éligible)	8 040,00	2,37%
Prestations particulières	7 583,00	2,23%
Etudes, formations, frais de dossier et panneau d'information (non éligible)	43 775,75	12,89%
Total	339 482,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	96 956,00	28,56%
Conseil Départemental EC	64 501,66	19,00%
Commune de Chatillon ATT	178 024,77	52,44%
Total	339 482,43	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	96 956,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013711

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE CROSNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 387,00 €	30,00 %	31 016,00 €
	Montant Total de la subvention		31 016,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CROSNE
Adresse administrative : 35 AV JEAN-JAURES
91560 CROSNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michaël DAMIATI, Maire

N° SIRET : 21910191200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : Extension et refonte du dispositif de vidéoprotection de la commune.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Etendre le dispositif existant aux entrées de ville et sur les sites sensibles conformément aux préconisations issues du diagnostic local de sécurité établi conjointement entre la police nationale et la police municipale.

Description :
Le projet comporte 10 caméras pour atteindre un total de 36 caméras avec pour but la vidéoprotection d'espaces publics en différents points particuliers situés dans la commune.
Parmi les 10 caméras du projet, 6 seront des caméras fixes à champ étroit, 2 seront des caméras fixe à champ large et 2 seront fixe à 360 degrés. Ces caméras seront posées, selon le cas, sur des bâtiments

communaux, sur des mâts spécifiquement prévus à cet effet ou sur les façades.
Le projet prévoit la refonte ultérieure globale du système avec renvoi des flux sur un centre de surveillance urbain (CSU) intercommunal situé à Montgeron.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage de la commune de Crosne.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- CROSNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose 10 caméras dôme	34 870,00	33,73%
Extension du système d'enregistrement de la police municipale	12 154,00	11,76%
Dispositifs de transmission (10 caméras)	29 870,00	28,89%
Dispositif de transmission (de l'hôpital vers la PM)	7 874,00	7,62%
Génie civil, dont mât et massif	9 874,00	9,55%
Raccordement, câblage et mise en service	8 745,00	8,46%
Total	103 387,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	41 355,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	31 016,00	30,00%
Autofinancement commune	31 016,00	30,00%
Total	103 387,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	9 305,00 €
2018	21 711,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrats régionaux	180 000,00 €
	Montant total	180 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013735

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE D'EVRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	196 800,00 €	30,00 %	59 040,00 €
	Montant Total de la subvention		59 040,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EVRY
Adresse administrative : PL DES DROITS DE L'HOMME DU CITOYEN
91000 EVRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Maire

N° SIRET : 21910228200569

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune d'Evry

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La Ville d'Evry souhaite formaliser des actions de surveillance et de prévention visant à rassurer les populations, protéger les employés municipaux ainsi que les administrés susceptible de fréquenter les services administratifs ainsi que les parkings de la ville.
L'équipe municipale s'est fixée trois objectifs principaux :

1 – Réduire l'insécurité et le ressenti qui en découle en agissant sur les incivilités et la délinquance croissante dans les zones de forte activité de la Ville, ou dans les sites de forte symbolique, là où le nombre d'actes est le plus élevé (et/ou préjudiciable en termes d'image).

2 – Renforcer la lecture immédiate des actes d'incivilité/délinquance, adapter les réponses de prévention et/ou de répression,

3 – Mettre à disposition des Forces de Sécurité Publique et de la Justice, un « outil » permettant une analyse / exploitation ultérieure des actes de délinquance dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Description :
Il est prévu dans le projet l'installation de 15 caméras :
- 1 caméra rue Ratisbonne
- 1 caméra Impasse Alexis Trinquet
- 1 caméra Cours Blaise Pascal
- 2 caméras Stade des Bords de Seine
- 1 caméra sur le parking du Centre Commercial du Mousseau
- 1 caméra devant l'école des Champs Elysées
- 1 caméra près de l'aire de jeux rue Gutenberg
- 5 caméras dans l'Hôtel de Ville ;
- 1 caméra à la mairie annexe du Village ;
- 1 caméra à l'entrée de la Place Troisdorf

La Ville a missionné un maître d'œuvre pour préparer le projet et assurer le suivi jusqu'au parfait achèvement des travaux.
Une mise en concurrence doit être réalisée par voie d'appel d'offres.
Les services municipaux (Police Municipale, Informatique, Services Techniques et coordinatrice CLSPD) travaillent en étroite collaboration avec la Police Nationale pour la validation des emplacements et l'utilisation des données recueillies (statistiques, diagnostic sécurité, et connaissance du terrain).

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune d'Evry.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30% : 196 800 x 30% = 59 040 €

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de caméras sur divers sites	196 800,00	100,00%
Total	196 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat FIPD ATT	98 400,00	50,00%
Région EC	59 040,00	30,00%
Commune d'Evry ATT	39 360,00	20,00%
Total	196 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	59 040,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	41 160,00 €
2015	Contrat régional territorial	980 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 055,85 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 650,00 €
	Montant total	1 067 865,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014734

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE VAIRES-SUR-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	38 729,00 €	30,00 %	11 619,00 €
	Montant Total de la subvention		11 619,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAIRES SUR MARNE
Adresse administrative : 26 BOULEVARD DE LORRAINE
77360 VAIRES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre NOYELLES, Maire

N° SIRET : 21770479000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Vaires-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Vaires-sur-Marne jouit d'une implantation géographique stratégique due à sa proximité de Paris, l'aéroport Charles de Gaulle et Disneyland Paris, et du réseau autoroutier (A4, A104 et A199 à moins de 5km). A l'heure du Grand Paris, la ville de Vaires-sur-Marne va être amenée à jouer un rôle stratégique et majeur dans son développement.
De plus, avec la candidature de Paris aux jeux olympiques de 2024, le projet de requalification de l'île de loisirs de Vaires-Torcy prévoit d'accueillir les compétitions du plus haut niveau en aviron et canoë kayak. C'est pourquoi la commune souhaite s'équiper en vidéoprotection afin d'assurer la sécurité des riverains, de la nouvelle population empruntant la gare de Vaires-Torcy, mais aussi des nombreux touristes que l'île de loisirs sera susceptible d'attirer.

Description :
Les images recueillies par les différents points de vidéoprotection vont être centralisées en un seul centre opérationnel équipé d'écrans de contrôle.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Vaires-sur-Marne.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses suivantes sont inéligibles : paramétrage et mise en service (1 261€), suivi de projet (597€) et mise à jour des DOE (463€).

Localisation géographique :
- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement du centre de contrôle du système de vidéosurveillance	38 729,00	94,35%
Paramétrage et mise en service (dépense inéligible)	1 261,00	3,07%
Suivi de projet (dépense inéligible)	597,00	1,45%
Mise à jour des DOE (dépense inéligible)	463,00	1,13%
Total	41 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	11 619,00	28,30%
Commune de Vaires-sur-Marne (att)	29 431,00	71,70%
Total	41 050,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 619,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	35 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	47 949,00 €
	Montant total	47 949,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014919

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE POISSY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	345 000,00 €	30,00 %	103 500,00 €
	Montant Total de la subvention		103 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78303 POISSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl OLIVE, Maire

N° SIRET : 21780498800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : Dans le cadre de la délinquance pour la sécurisation des personnes et des biens, la ville de Poissy a décidé en phase 3, l'installation de 23 caméras.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Renforcer le système de vidéoprotection de la commune avec le déploiement de 23 caméras supplémentaires en 2017.

Description :
Un diagnostic de sûreté élaboré par les forces de sécurité a permis de définir les lieux les plus appropriés. Les implantations choisies permettront la protection des lieux exposés à des risques d'agression, de vol, de trafic de stupéfiants et de cambriolages.
La phase 3 de l'opération comporte 23 caméras, permettant de couvrir les quartiers en périphérie après

ceux du centre-ville.
Un centre de supervision urbain a été créé sur la première phase des travaux non subventionnée. Le fonctionnement est assuré par la police municipale avec des agents dédiés au visionnage des images, et l'accès ouvert à la police nationale à des fins d'enquête, en plus du déport des images au commissariat.
Une nouvelle convention entre la police nationale et la police municipale a été approuvée par le conseil municipal le 26 septembre 2016.

Moyens mis en œuvre :
Le public bénéficiaire s'adresse aux habitants 38 000 environ et toute personne transitant dans la ville.
Tous les quartiers de la Ville seront ainsi couverts. Le raccordement de la police municipale vers la police nationale est également effectué via un déport d'images.
Le retour actions caméras permettra avec un retour statistique des faits délictueux et des élucidations par la police. Nombre de réquisitions Police Nationale. Retour des données avec le commissariat et réunions.

Intérêt régional : Le projet s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Poissy.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût unitaire par caméra étant plafonné à 15000€ HT, le projet est plafonné à 345000€ HT pour 23 caméras, soit une proposition de subvention de 103500€ HT (30%).

Localisation géographique :
- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pilotage	26 521,00	3,56%
Génie civil et fibre optique	400 000,00	53,66%
Réseau RMS	100 000,00	13,41%
Vidéoprotection	115 000,00	15,43%
Mats et fication mairie	60 000,00	8,05%
Déport des images à la police nationale	43 972,00	5,90%
Total	745 493,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	103 500,00	13,88%
Autofinancement commune	641 993,00	86,12%
Total	745 493,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	31 050,00 €
2018	72 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	14 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	35 780,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	132 300,00 €
2014	Politique énergie climat	40 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	19 720,00 €
2015	Construction et aménagement des "Musées de France"	147 065,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	680 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 800,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 300,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	44 298,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 700,00 €
	Montant total	1 152 963,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014949

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LARDY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	103 883,34 €	35,00 %	36 359,00 €
	Montant Total de la subvention		36 359,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LARDY MAIRIE
Adresse administrative : 70 GRANDE RUE
91510 LARDY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Claude ROCH, Maire

N° SIRET : 21910330600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : fourniture et installation d'un système de vidéoprotection urbaine sur plusieurs voies publiques de la ville de Lardy

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Implanter un système de viédoprotection de 10 caméras sur le territoire de la commune.

Description :
La commune de Lardy n'étant pas pourvue de vidéoprotection, c'est un système complet qu'il convient de mettre en place sur la voie publique.
Les images seront exploitées par la police municipale et sur demande de la gendarmerie nationale ; elles pourront être visualisées en direct et en différé (14 jours).
5 sites sont prévus dans une première phase pour accueillir les caméras :
- les accès aux 2 gares RER C Lardy et Bouray (ainsi que le parking),
- le parking du collège Germaine Tillion (propriété de la commune),

- les axes de circulation jugés stratégiques par la gendarmerie.
Le système de vidéoprotection doit permettre la réception, la visualisation, l'enregistrement et la relecture des images des caméras installées sur les sites, tous situés sur le territoire de la commune de Lardy : il suppose l'installation d'un poste d'exploitation central (CSU) situé dans les locaux de la police municipale.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Lardy.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Lardy, et plus particulièrement les usagers des gares RER et des services publics communaux, ainsi que les collégiens et professeurs du collège Germaine Tillion.

Détail du calcul de la subvention :
Les prestations de suivi de chantier, maintenance et formations sont inéligibles à la subvention régionale. L'assiette des dépenses éligibles est donc réduite d'autant, soit 27635,22€ HT, pour s'établir à 103883,34€ HT.

Localisation géographique :
- LARDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose caméras	20 448,24	15,55%
Enregistreurs et systèmes de gestion (serveur, logiciel...)	11 248,31	8,55%
Postes d'exploitation, de visualisation et déport	1 911,24	1,45%
Equipements de communication et d'alimentation (cablage, réseau radio)	39 324,04	29,90%
Travaux raccordement intérieurs	6 379,27	4,85%
Travaux raccordement extérieurs	24 572,24	18,68%
Maintenance et formations (inéligibles)	1 111,45	0,85%
Suivi de chantier (inéligible)	26 523,77	20,17%
Total	131 518,56	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	52 608,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	36 359,00	27,65%
Autofinancement commune	42 551,56	32,35%
Total	131 518,56	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 907,00 €
2018	25 452,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	16 137,97 €
2016	Contrats régionaux	360 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	4 026,00 €
	Montant total	740 163,97 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015000

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - PARIS OUEST LA DEFENSE (SAINT-CLOUD)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	399 500,27 €	35,00 %	139 825,00 €
	Montant Total de la subvention		139 825,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS OUEST LA DEFENSE
Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Président

N° SIRET : 20005798200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection pour Paris Ouest La Défense (Saint-Cloud)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit de renforcer les moyens de prévention et de sécurité sur la voie publique par la mise en place de 27 caméras sur l'espace urbain de Saint-Cloud.

Description :
Installation d'un système de vidéoprotection urbain pour sécuriser les espaces publics

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Saint-Cloud.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les panneaux d'information du public, la mise en service, les frais de dossiers d'ouvrages executés, la formation (780 € + 3 400 € + 3 500 € + 800 €).
S'agissant d'une nouvelle installation en équipements de vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total vidéo	326 051,22	79,92%
Panneaux d'information du public	780,00	0,19%
Local technique	41 780,70	10,24%
Mise en service	3 400,00	0,83%
Centre de supervision urbain	22 907,60	5,61%
Déport Police Nationale	8 760,75	2,15%
Dossier d'ouvrage exécutés	3 500,00	0,86%
Formation	800,00	0,20%
Total	407 980,27	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	139 825,00	34,27%
Département ATT	70 590,84	17,30%
Préfecture Hauts-de-Seine ATT	86 706,05	21,25%
Paris Ouest la Défense ATT	110 858,38	27,17%
Total	407 980,27	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	139 825,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015007

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE RUNGIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	115 870,40 €	30,00 %	34 761,00 €
	Montant Total de la subvention		34 761,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUNGIS
Adresse administrative : 5 RUE SAINTE-GENEVIEVE
94150 RUNGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond CHARRESSON, Maire

N° SIRET : 21940065200067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Rungis

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Rungis souhaite étendre l'espace placé sous vidéoprotection au secteur hôtelier qui souffre du taux de délinquance le plus élevé de la ville. Cette zone est composée de 9 hôtels pouvant accueillir 4 022 personnes. Ces hôtels situés à proximité de l'aéroport d'Orly et d'une importante zone d'activité économique attirent touristes et clientèle d'affaires. Il faut également noter la présence de la discothèque le Métropolis d'une capacité d'accueil de 3 550 personnes, qui attire de nombreux noctambules. Ce secteur est particulièrement exposé aux vols à la tire et aux agressions à l'encontre des touristes étrangers notamment.

Description :
Le projet prévoit le déploiement de 8 caméras. Les images sont centralisées au centre de supervision urbaine situé au poste de la police municipale.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Rungis.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les dépenses liées aux études d'exécution, essais, mise en service (7 412,07€) et au taux horaire pour diverses prestations de service exceptionnelles (439,68€).

Localisation géographique :
- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de vidéoprotection	29 546,19	23,88%
Génie civil	49 857,91	40,30%
Câblage fibres optiques	260,77	0,21%
Equipements actifs réseau	2 371,32	1,92%
Infrastructure réseau	14 100,10	11,40%
Câblage coaxial, multipaires et alimentation électrique	1 834,21	1,48%
Equipements de transmission sans fil	15 857,84	12,82%
Etudes d'exécution, essais, mise en service (dépenses inéligibles)	7 412,07	5,99%
Licences logiciels	2 042,06	1,65%
Taux horaire pour diverses prestations de service exceptionnelles (dépenses inéligibles)	439,68	0,36%
Total	123 722,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	34 761,00	28,10%
FIPD (ec)	48 000,00	38,80%
Commune (att)	40 961,15	33,11%
Total	123 722,15	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 428,00 €
2018	24 333,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015579

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BUTRY-SUR-OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	18 916,30 €	30,00 %	5 675,00 €
	Montant Total de la subvention		5 675,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUTRY SUR OISE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
95430 BUTRY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel DESFOUX, Maire

N° SIRET : 21950120200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Butry-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit de financer l'extension du dispositif de vidéoprotection de la commune de Butry-sur-Oise. Cette installation supplémentaire de 4 caméras permettra de sécuriser les abords du groupe scolaire Raoul Sales, de la poste-bibliothèque et de la mairie.

Description :
Il est prévu l'installation de 4 caméras, dont 2 dômes fixes pour le groupe scolaire Raoul Sales, une caméra dôme mobile à l'arrière de la mairie, et une mobile sur la salle polyvalente en direction de la poste-bibliothèque et du parking de la salle polyvalente.
Ce sont des caméras à plan large avec stockage numérique et également des caméras à plan étroit.

Ce projet d'extension du dispositif de vidéoprotection sur des bâtiments et installations publics de la commune est soutenu par la gendarmerie, du fait qu'il permettra un meilleur maillage et une meilleure protection de sites communaux pouvant être la cible de vols ou de dégradations.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Butry-sur-Oise.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- BUTRY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 4 caméras	10 976,30	58,03%
Raccordement aux bâtiments de supervision	5 140,00	27,17%
Travaux de génie civil	2 800,00	14,80%
Total	18 916,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (EC)	5 675,00	30,00%
Etat FIPD (EC)	5 674,89	30,00%
Commune de Butry-sur-Oise (ATT)	7 566,41	40,00%
Total	18 916,30	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 675,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015698

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DU PLESSIS ROBINSON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	480 138,41 €	29,05 %	139 500,00 €
	Montant Total de la subvention		139 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS ROBINSON
Adresse administrative : 3 RUE DE LA MAIRIE
92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe PEMEZEC, Maire

N° SIRET : 21920060700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune du Plessis Robinson

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit de financer l'extension du dispositif de vidéoprotection de la ville du Plessis-Robinson (phase II). Cette augmentation substantielle du nombre de caméras (31) s'inscrit dans une volonté de poursuivre le maillage vidéo du territoire communal et d'optimiser la sécurité des voies, des bâtiments publics et plus généralement celle des concitoyens.

Description :
Il est prévu la pose de 31 caméras dômes mobiles haute définition réparties en différents points de la commune. Les caméras seront posées sur les mâts d'éclairage, des mâts spécifiques, les bâtiments publics et si nécessaire, après accord des propriétaires et syndics, sur des immeubles privés afin

d'optimiser les angles de vue. Chaque caméra disposera d'un masquage "à la source" des parties privatives et entrées d'immeubles.
Les emplacements de ces systèmes ont été définis après un examen attentif des états statistiques des forces de l'ordre et l'inventaire des lieux, de la nature et de la quantification des troubles de la circulation routière.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Plessis-Robinson.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les frais d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (5 150 € + 16 100 €).
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 139 500€ pour 31 caméras, représentant 30% de 465 000€.

Localisation géographique :
- LE PLESSIS-ROBINSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 31 caméras	97 433,00	19,43%
Fourniture et pose des caméras, accessoires, équipements, câbles, protections, ...	236 829,72	47,23%
Travaux de génie civil pour la mise en place de fourreaux et passage de fibre	145 875,69	29,09%
Mission d'assitance maîtrise d'ouvrage (non éligible)	5 150,00	1,03%
Mission d'assitance maîtrise d'ouvrage (non éligible)	16 100,00	3,21%
Total	501 388,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	139 500,00	27,82%
Département Hauts-de-Seine EC	60 437,16	12,05%
Etat (FIPD) EC	142 205,09	28,36%
Commune de Plessis Robinson ATT	159 246,16	31,76%
Total	501 388,41	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	139 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Valorisation du patrimoine régional	22 715,00 €
	Montant total	22 715,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015965

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	21 761,00 €	30,00 %	6 528,00 €
	Montant Total de la subvention		6 528,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI
Adresse administrative : PLACE DE LA VIEILLE-EGLISE
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GONZALES, Maire

N° SIRET : 21940077700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Villeneuve-le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La ville de Villeneuve le Roi a développé, depuis 2008, une politique de sécurisation des espaces publics à l'aide de sa police municipale et de moyens techniques dont fait partie la vidéoprotection.
Un système a été installé dès 2008 et comprend aujourd'hui 18 caméras.

La police nationale, avec laquelle la ville travaille en étroite collaboration dans le cadre du développement de la vidéoprotection, a identifié 5 points particulièrement difficiles et criminogènes sur lesquels la commune souhaite installer un nouvel équipement.

Description :

Les 5 cameras seront situées quartier Paul Bert (parc et place), place Martin Luther King, place de la Fontaine (angle rue de la Mairie-rue du Pont), square Stourport.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Villeneuve-le-Roi.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses suivantes sont inéligibles : forfait mise en service, formation, DOE, suivi travaux, réception, soit 840€.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture de 5 caméras	21 761,00	96,28%
forfait mise en service, formation, DOE, suivi travaux, réception	840,00	3,72%
Total	22 601,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 528,00	28,88%
Commune de Villeneuve-le-Roi (att)	16 073,00	71,12%
Total	22 601,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 528,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Financement des dossiers PRU et OPI	937 105,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	986 105,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX016307

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE D'AUBERVILLIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	968 196,09 €	12,70 %	123 000,00 €
	Montant Total de la subvention		123 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 2 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS
93308 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Mériem DERKAOUI, Maire

N° SIRET : 21930001900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune d'Aubervilliers

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis plusieurs années, la ville d'Aubervilliers connaît une forte augmentation des actes de délinquance. Face aux ventes à la sauvette, aux trafics de stupéfiants, aux vols à main armée, aux vols "portière" et aux vols à l'arrachée, la commune souhaite renforcer le système de vidéoprotection.
La mort d'un commerçant d'origine chinoise en août 2016, conséquence d'une agression pour vol, a confirmé la nécessité d'étendre le dispositif sur certains quartiers tels que le Landy et le centre-ville élargi où de nombreux vols avec violence sont commis.

Description :
La commune souhaite étendre le dispositif de vidéoprotection avec 25 caméras supplémentaires afin de couvrir le territoire plus efficacement. 7 de ces caméras seront situées en zone de sécurité prioritaire : angle rues Bordier-Cité, 28 rue Henri Barbusse, 75 avenue de la République, 88 avenue de la

République, rue des Cités, 65 rue des Cités, 16 rue des Postes.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune d'Aubervilliers.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les dépenses suivantes : prestations (chargé d'affaires à la journée, conducteur de travaux, projeteur), soit 16 510,86€, et frais de mise en service de 4 881,05€.

Le coût de revient à la caméra étant plafonné à 15 000€ HT/unité maximum, il est proposé une subvention maximum de 123 000€ pour 25 caméras, selon le calcul suivant :
- 7 des 25 caméras étant placées sur des secteurs situés en zone de sécurité prioritaire (ZSP), le taux d'intervention est de 40% maximum, soit un montant de subvention maximum de 42 000€, représentant 40% des dépenses éligibles de 105 000€.
- Les 18 autres caméras se voient appliquer un taux d'intervention de 30%, soit un montant de subvention maximum de 81 000€ pour 270 000€ de dépenses éligibles.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
25 caméras	190 423,00	19,24%
mise en service (dépense inéligible)	4 881,05	0,49%
Prestations (chargé d'affaires à la journée, conducteur de travaux, projeteur) - Dépenses inéligibles	16 510,86	1,67%
Déploiement fibre optique	677 773,09	68,49%
Création de points de comptage EDF pour alimenter les caméras	100 000,00	10,11%
Total	989 588,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	123 000,00	12,43%
FIPD (ec)	330 000,00	33,35%
Commune d'Aubervilliers	536 588,00	54,22%
Total	989 588,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	36 900,00 €
2018	86 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	42 765,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	50 295,00 €
2014	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	35 700,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	5 000,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	135 822,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	345 650,00 €
2015	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	23 400,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	138 900,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	47 065,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	18 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	852 597,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017293

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE FRESNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	312 098,62 €	35,00 %	109 234,00 €
	Montant Total de la subvention		109 234,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRESNES
Adresse administrative : 1 PLACE PIERRE ET MARIE CURIE
94260 FRESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BRIDEY, Maire

N° SIRET : 21940034800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Fresnes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Par le développement de la vidéoprotection, la commune de Fresnes entend protéger :
- l'activité commerçante sur la ville, soumise à plusieurs agressions dernièrement ;
- les abords du domaine pénitencier contre les intrusions, parloirs sauvages et jets de projectiles.
Elle souhaite également mieux contrôler les flux entrants et sortants sur son territoire, en cas d'infraction grave, et contribuer à une plus grande élucidation des faits délictueux.

Description :
Le programme comprend deux tranches, la première en 2017 portant sur l'installation de 22 caméras, ainsi que l'équipement d'un local d'enregistrement et de stockage des images. L'architecture réseau

associe la liaison radio et la fibre mise en place par la ville.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Fresnes.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les dépenses suivantes : chef de projet junior SSN (étude exécution, DOE) et chargé d'affaire à la journée, soit 43 138,26€.

S'agissant d'une première installation d'équipements de vidéoprotection sur la commune, le taux de la participation régionale est de 35% maximum.

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat caméras, matériel, génie civil, raccordement	292 725,20	82,40%
Chef de projet junior SSN (étude exécution, DOE) et chargé d'affaire à la journée (dépenses inéligibles)	43 138,26	12,14%
Fourniture et pose de mâts	19 373,42	5,45%
Total	355 236,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	109 234,00	30,75%
FIPD (att)	169 042,00	47,59%
Commune de Fresnes (att)	76 960,88	21,66%
Total	355 236,88	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 770,00 €
2018	76 464,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides Géothermie profonde	325 855,00 €
	Montant total	325 855,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017626

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE NANTEUIL-SUR-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	173 771,00 €	35,00 %	60 819,00 €
	Montant Total de la subvention		60 819,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTEUIL SUR MARNE
Adresse administrative : 1 PL LAFAYETTE
77730 NANTEUIL-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel VIVET, Maire

N° SIRET : 21770331300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Nanteuil-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Implanter un système de vidéoprotection urbain de 15 caméras.

Description :
La commune de Nanteuil-sur-Marne fait partie du Canton de la Ferté-sous-Jouarre qui regroupe 30% des cambriolages sur la période 2014 en Seine-et-Marne.

La municipalité a défini avec la gendarmerie une zone de couverture prioritaire à vidéoprotéger, à savoir les flux entrants et sortants de la commune, ainsi que trois points sensibles : place Lafayette (Mairie), place de Violaine, plateau de sport.

Le système de vidéoprotection urbain disposera d'enregistreurs en local situé dans les locaux de la mairie permettant l'enregistrement et le stockage des données.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Nanteuil-sur-Marne.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les travaux préparatoires et études, ainsi que le dossier des ouvrages executés (5 600 € + 3 100 €).
S'agissant d'une première installation de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :
- NANTEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de caméras (fourniture et génie civil, ...)	173 771,00	95,23%
Travaux préparatoires, études, ... (non éligibles)	5 600,00	3,07%
Dossier des Ouvrages Executés (non éligible)	3 100,00	1,70%
Total	182 471,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	60 819,00	33,33%
DETR EC	73 888,00	40,49%
Commune de Nanteuil-sur-Marne ATT	47 764,00	26,18%
Total	182 471,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 246,00 €
2018	42 573,00 €

ANNEXE 5 : FICHES PROJETS EQUIPEMENTS DES POLICES MUNICIPALES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000014

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	17 986,00 €	30,00 %	5 395,00 €
	Montant Total de la subvention		5 395,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES
Adresse administrative : 14 RUE FORTUNE CHARLOT
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Noël CARPENTIER, Maire

N° SIRET : 21950424800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Montigny-lès-Cormeilles

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Equiper la police municipale récemment créée par la commune de Montigny-lès-Cormeilles, afin de renforcer les effectifs présents sur le terrain, en soutien des équipes de prévention et de répression de la délinquance.

Description :
L'équipement des 3 agents de la police municipale nécessite l'achat de gilets tactiques et pare-balles (renforcés), de bâtons de défense et matraques télescopiques, d'un véhicule d'intervention, objets de la

présente demande de subvention.
La police municipale est localisée dans le quartier des Frances, prioritaire au titre du contrat de ville.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Montigny-les-Cormeilles.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante et de passage à Montigny-lès-Cormeilles.

Détail du calcul de la subvention :
Les frais de carte grise, redevance d'envoi, taxe de gestion et démarches d'immatriculation ne sont pas éligibles à la subvention régionale.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
3 gilets tactiques et pare-balles (avec plaques anti-trauma)	1 989,00	11,06%
5 bâtons de défense (matraques télescopiques et tonfas)	442,00	2,46%
1 véhicule type Kangoo d'occasion (non assujetti à la TVA)	10 880,00	60,49%
Equipement véhicule "police municipale"	4 675,00	25,99%
Total	17 986,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	750,00	4,17%
Subvention Région (sollicitée)	5 395,00	30,00%
Autofinancement commune	11 841,00	65,83%
Total	17 986,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 395,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	13 240,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	13 216,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	104 819,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	775 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	926 275,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000016

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BRUYERES-SUR-OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	32 721,74 €	30,00 %	9 816,00 €
	Montant Total de la subvention		9 816,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRUYERES SUR OISE
Adresse administrative : 6 RUE DE LA MAIRIE
95820 BRUYERES-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21950116000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : renouvellement de l'équipement de la police municipale de Bruyères-sur-Oise suite aux violences urbaines du mois de juillet 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Suite aux épisodes de violence urbaine qui se sont déroulés sur le terrioire de la commune du 19 juillet au 26 juillet 2016, procéder au remplacement des véhicules incendiés et au renforcement de l'équipement de sécurité des agents de police municipale.

Description :
Le projet consiste en l'acquisition de 2 nouveaux véhicules, dont 1 véhicule d'occasion, et de 2 gilets pare-balles.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Bruyères-sur-Oise.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Bruyères-sur-Oise.

Détail du calcul de la subvention :
Les coûts suivants, relatifs à l'acquisition des deux véhicules, ne sont pas éligibles : frais de carte grise, redevance envoi, taxe de gestion et carburant. Soit un total de 536,52€ à retrancher de l'assiette éligible, qui s'établit dès lors à 32 721,74€ HT.

Localisation géographique :
- BRUYERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gilets pare-balles	1 005,00	3,02%
Véhicules (dont 1 véhicule d'occasion au prix total de 14462,24€ non assujetti à la TVA)	31 716,74	95,37%
Frais de carte grise, gestion et carburant véhicules (non éligibles)	536,52	1,61%
Total	33 258,26	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	9 816,00	29,51%
Autofinancement commune	23 442,26	70,49%
Total	33 258,26	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 816,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Contrats régionaux	188 580,00 €
2015	Contrats régionaux	231 420,00 €
	Montant total	420 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000103

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE COURCOURONNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	22 915,52 €	30,00 %	6 874,00 €
		Montant Total de la subvention	6 874,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURCOURONNES
Adresse administrative : 02 RUE PAUL PUECH
91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BEAUDET, Maire

N° SIRET : 21910182100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : du renforcement de l'équipement de la police municipale de Courcouronnes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Assurer le remplacement d'un véhicule d'intervention et l'équipement en protection de deux nouveaux agents de police municipale, recrutés pour une prise de fonction le 1er novembre 2016.

Description :
L'objectif est de pouvoir assurer une présence policière quotidienne sur l'ensemble du territoire communal et notamment de renforcer cette présence aux abords du lycée situé au coeur du secteur sensible du Canal.

Moyens mis en œuvre :

Acquisition d'un véhicule entèrement équipé pour les interventions de la police municipale dont une partie pouvant accueillir une unité cynophile (cage de transport sur mesure et aérateur de toit). Ce véhicule sera entièrement sécurisé de films retardataires d'effraction pour la protection des agents. Il remplace un ancien véhicule à réformer.

Acquisition de deux gilets pare-balles pour assurer une protection permanente de deux nouveaux agents de la police municipale contre une éventuelle agression armée, pendant l'exercice de leurs fonctions.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Courcouronnes.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Courcouronnes.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles à la subvention régionale les frais de carte grise et le forfait livraison (dont carburant et gestion administrative), soit un total de 533,76€ HT.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 gilets pare-balles	1 078,26	4,60%
1 véhicule de patrouille type Citroën Berlingo équipé	22 371,02	95,40%
Total	23 449,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réserve parlementaire pour l'achat du véhicule	5 000,00	21,32%
Subvention Région (sollicitée)	7 034,78	30,00%
Autofinancement commune	11 414,50	48,68%
Total	23 449,28	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 874,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	3 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 560,00 €
2014	Contrat régional territorial	838 056,17 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	425 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	200 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	3 209,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	17 500,00 €
	Montant total	1 513 825,17 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000120

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLENEUVE-LE-ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	22 308,33 €	30,00 %	6 692,00 €
	Montant Total de la subvention		6 692,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI
Adresse administrative : PLACE DE LA VIEILLE-EGLISE
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GONZALES, Maire

N° SIRET : 21940077700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Villeneuve-le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Depuis le printemps 2015, la commune met ses agents de police municipale à disposition de la commune d'Ablon-sur-Seine. La convention de mutualisation a prévu une augmentation des effectifs de la police municipale, passant de 10 à 14 agents au 1er janvier 2017. Dans ce cadre, la commune souhaite acquérir dans les meilleurs délais un 4ème véhicule permettant d'assurer la réactivité, l'occupation sécurisée du territoire et l'efficacité du service.

Description :
La commune va s'équiper d'un véhicule Hyuday Tucson initial équipé et sérigraphié.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Villeneuve-le-Roi.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Villeneuve-le-Roi.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule Hyundai Tucson Initial 1.6 GDI	15 778,33	70,73%
Equipement et sérigraphie	6 530,00	29,27%
Total	22 308,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 692,00	30,00%
Commune de Villeneuve-le-Roi (att)	15 616,33	70,00%
Total	22 308,33	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 692,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	937 105,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
	Montant total	986 105,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001752

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MELUN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	3 128,00 €	29,99 %	938,00 €
		Montant Total de la subvention	938,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative : 14 RUE PAUL DOUMER
77011 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur LOUIS VOGEL, Maire

N° SIRET : 21770288500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Melun

Date prévisionnelle de début de projet : 24 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La police municipale de Melun a été créée en 1979 et compte aujourd'hui 26 policiers, avec un projet de déploiement à 40 d'ici 2020. Pour assurer leurs missions quotidiennes de sécurité publique, les policiers municipaux sont amenés à patrouiller sur l'ensemble du territoire, de jour comme de nuit, et conjointement avec la police nationale lors d'opérations spécifiques. La commune souhaite améliorer et moderniser l'équipement des policiers municipaux.

Description :
La ville souhaite équiper les policiers municipaux de 8 caméras piétons.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Melun.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Melun.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
8 caméras-piétons + harnais de portage	3 128,00	100,00%
Total	3 128,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	938,00	29,99%
Commune de Melun (att)	2 190,00	70,01%
Total	3 128,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	938,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	37 520,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	82 749,90 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	205 457,40 €
	Montant total	400 727,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001770

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'EVRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	24 565,66 €	30,00 %	7 369,00 €
	Montant Total de la subvention		7 369,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EVRY
Adresse administrative : PL DES DROITS DE L'HOMME DU CITOYEN
91000 EVRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Maire

N° SIRET : 21910228200569

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de la police municipale sur la commune d'Evry

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La politique de sécurité et de prévention de la ville d'Evry dont la légitimité est devenue incontestable se concrétise au travers de trois éléments majeurs :
- le développement des missions et moyens de la Police Municipale ;
- l'approfondissement des partenariats, en particulier avec la Police Nationale et la Justice ;
- la mise en œuvre d'actions de prévention adaptées aux besoins locaux.

Les moyens mis à disposition doivent contribuer à un service encore plus performant, en développant une véritable police citoyenne réactive. L'acquisition d'un véhicule supplémentaire et adapté aux nouvelles contraintes de terrain va dans ce sens.

Description :
Le projet vise à l'acquisition d'un véhicule Ford de type 4x4 Pick-up permettant une possibilité de charge conséquente, facilitée par l'accès direct à la plateforme de chargement arrière.

Ainsi, les policiers municipaux pourront effectuer l'enlèvement de tous les objets volumineux et/ou présentant un danger pour la sécurité publique ou celle des agents intervenants. Ce type particulier de véhicule permet également d'y installer très rapidement une cage amovible destinée à la capture des animaux errants ou dangereux sans compromettre l'hygiène et la santé des chiens de Police lorsqu'ils sont transportés dans les véhicules aménagés au transport des éléments canins.

Par ailleurs, lors d'un accident de la route ou d'une fermeture de voie de circulation consécutive à un événement soudain ou programmé, les policiers municipaux pourront transporter le matériel indispensable au traitement de l'urgence de façon autonome et dans l'attente de l'intervention d'autres services.

Enfin, ce véhicule offre notamment l'avantage d'une capacité de franchissement d'obstacle spécifique lorsque l'urgence nécessite une intervention immédiate comme cela a pu être le cas lors des dernières inondations afin de porter assistance aux habitants et aux usagers.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune d'Evry.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou itinérante à Evry.

Détail du calcul de la subvention :
La commune d'Evry ne disposant pas de quartier classé en Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP) sur lequel officie la police municipale, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule	21 606,66	87,95%
Pack Police	2 959,00	12,05%
Total	24 565,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	7 369,00	30,00%
Commune d'Evry EC	17 196,66	70,00%
Total	24 565,66	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 369,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	41 160,00 €
2015	Contrat régional territorial	980 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 055,85 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 650,00 €
	Montant total	1 067 865,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001774

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE BREUILLET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	14 529,83 €	30,00 %	4 359,00 €
		Montant Total de la subvention	4 359,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard SPROTTI, Maire

N° SIRET : 21910105200112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : remplacement du véhicule de service de la police municipale de Breuillet

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais de livraison du véhicule et entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Acquisition d'un véhicule de service pour la police municipale.

Description :
L'actuel véhicule d'intervention de la police municipale de type Renault Kangoo doit être remplacé. Acquis en 2004 et présentant 150 000 kilomètres au compteur, il engendre des frais d'entretien et des coups de réparation disproportionnés, et ne permet pas de remplir l'ensemble des missions attendues.
Le nouveau véhicule, plus adapté aux missions, participe à la modernisation du service de police municipale, par ailleurs déjà équipé de 2 vélos électriques.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Breuillet (Coeur d'Essonne agglomération).
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Breuillet.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles à la subvention régionale les dépenses suivantes : carte grise, redevance d'envoi, taxe de gestion, démarches d'immatriculation, carburant et malus écologique, pour un montant total de 837,09 euros HT.

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule type Dacia Duster équipé police municipale	14 529,83	94,55%
Frais accessoires d'achats : carte grise, immatriculation, taxe, etc. (inéligibles)	837,09	5,45%
Total	15 366,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 359,00	28,37%
Autofinancement commune	11 007,92	71,63%
Total	15 366,92	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 359,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Politique de l'eau-Investissement	5 228,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	175 000,00 €
2016	E-administration	12 728,00 €
	Montant total	187 728,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002116

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VELIZY-VILLACOUBLAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	29 923,35 €	30,00 %	8 977,00 €
	Montant Total de la subvention		8 977,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VELIZY VILLACOUBLAY
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
78145 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal THEVENOT, Maire

N° SIRET : 21780640500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : Soutien à l'équipement de la police municipale de Vélizy-Villacoublay

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Le diagnostic local de sécurité fait apparaître que l'essentiel des infractions commises sont des atteintes aux biens, notamment contre les véhicules. Depuis 2015, le commissariat de Versailles est devenu commissariat d'agglomération et a accueilli les effectifs de celui de Vélizy-Villacoublay, occasionnant une perte en termes de visibilité de patrouilles et un allongement des délais d'intervention.
C'est pourquoi la ville double les effectifs de sa police municipale et accroît sa plage "horaire de nuit", avec pour objectif une baisse des chiffres de la délinquance par la dissuasion et une baisse du sentiment d'insécurité.

Description :

La commune souhaite équiper sa police municipale de :
- 17 gilets pare-balles,
- 1 nouveau véhicule type monospace ou SUV (Véhicule Utilitaire Sportif, style 4x4) et ses équipements.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Vélizy-Villacoublay.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Vélizy-Villacoublay.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat gilets pare-balles	6 709,02	22,42%
Achat véhicule	23 214,33	77,58%
Total	29 923,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (EC)	8 977,00	30,00%
Ville de Vélizy-Villacoublay (ATT)	20 946,35	70,00%
Total	29 923,35	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 977,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	39 200,00 €

2016	100 quartiers innovants et écologiques	405 000,00 €
	Montant total	444 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002303

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SAVIGNY-LE-TEMPLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	20 201,80 €	35,00 %	7 070,00 €
		Montant Total de la subvention	7 070,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE
Adresse administrative : 1 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Line PICHERY, Maire

N° SIRET : 21770445100210

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : Soutien à l'équipement de la police municipale de la commune de Savigny-le-Temple

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Projet d'acquisition d'un véhicule de police municipale, en remplacement de l'existant devenu hors d'usage.

Description :
Véhicule de patrouille utilisé pour les tournées et les interventions sur le territoire communal.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Savigny-le-Temple.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Savigny-le-Temple.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicule	20 201,80	100,00%
Total	20 201,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (EC)	7 070,00	35,00%
Autofinancement commune (ATT)	13 131,80	65,00%
Total	20 201,80	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 070,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	37 554,71 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage	25 000,00 €

	scolaire / Sécurisation des parcours	
2016	Soutien aux contrats de ville	10 635,00 €
	Montant total	173 189,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002323

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE CLICHY-LA-GARENNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	24 003,90 €	30,00 %	7 201,00 €
	Montant Total de la subvention		7 201,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BOULEVARD JEAN-JAURES
92112 CLICHY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur REMI MUZEAU, Maire

N° SIRET : 21920024300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Clichy-la-Garenne

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Soucieuse de la sécurité des habitants, la commune de Clichy-la-Garenne s'est engagée à renforcer les effectifs de la police municipale et leur dotation en équipement. Ainsi, à la suite de l'augmentation des effectifs, la ville souhaite acquérir un véhicule et du matériel supplémentaire.

Description :
La commune souhaite acquérir :
- 8 gilets pare-balles,
- 20 bâtons de défense,
- un véhicule Dacia Dokker Silver Line équipé et sérigraphié.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la

commune de Clichy-la-Garenne.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Clichy-la-Garenne.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses suivantes sont inéligibles : frais de carte de grise (283,76€), et forfait livraison-carburant (250€).

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
8 gilets pare-balles	3 750,47	15,28%
20 bâtons de défense téléscopiques	2 250,00	9,17%
Véhicule Dacia Dokker Silver Line équipé et sérigraphié	18 003,43	73,37%
Carte grise (dépense inéligible)	283,76	1,16%
forfait livraison, carburant (dépense inéligible)	250,00	1,02%
Total	24 537,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 201,00	29,35%
Commune de Clichy (att)	17 336,66	70,65%
Total	24 537,66	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 201,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	21 000,00 €

2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	29 180,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	232 408,00 €
2014	Passerelles entreprises	106 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	1 605 632,00 €
2015	Passerelles entreprises	159 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	523 647,00 €
2016	Passerelles entreprises	159 000,00 €
	Montant total	2 835 867,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002348

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'ATHIS-MONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	5 321,80 €	29,95 %	1 594,00 €
		Montant Total de la subvention	1 594,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ATHIS MONS
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine RODIER, Maire

N° SIRET : 21910027800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de la police municipale sur la commune d'Athis-Mons

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sécuriser les interventions des agents et vérifier le bon déroulement de celles-ci.
La mise en place de ce dispositif permet d'avoir une véritable traçabilité des échanges entre les effectifs de la police municipale et les citoyens ; favorisant ainsi l'apaisement des tensions quotidiennes.

Description :
A partir de l'acquisition du matériel et durant une période de deux ans à titre expérimental, l'obtention de ce dispositif aura comme avantage et pour objectif de clarifier, de sécuriser les actions des agents afin que ceux-ci puissent intervenir en toute sécurité. Cette mise en place permettra d'avoir une véritable traçabilité des échanges entre les fonctionnaires de la police municipale et les citoyens ; favorisant ainsi l'apaisement des tensions quotidiennes.
La commune envisage l'acquisition de 10 caméras afin d'équiper les 3 véhicules de service, les 3 scooters

3 roues et les 4 chefs de bord de 4 patrouilles.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune d'Athis-Mons.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage à Athis-Mons.

Détail du calcul de la subvention :
La police municipale de la commune d'Athis-Mons n'intervient pas en Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP), le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- ATHIS-MONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caméras embarquées	5 321,80	100,00%
Total	5 321,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	1 594,00	29,95%
Commune d'Athis-Mons EC	3 727,80	70,05%
Total	5 321,80	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 594,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	10 900,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 100,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002394

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE L'HAY-LES-ROSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	23 810,44 €	30,00 %	7 143,00 €
		Montant Total de la subvention	7 143,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'HAY LES ROSES
Adresse administrative : 41 RUE JEAN-JAURES
94246 L'HAY-LES-ROSES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent JEANBRUN, Maire

N° SIRET : 21940038900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de L'Haÿ-les-Roses

Date prévisionnelle de début de projet : 10 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Assurer le renforcement de l'équipement des effectifs de police municipale de la commune.

Description :
Au regard de l'accroissement de ses effectifs, qui passent de 4 agents fin 2015 à 15 au 1er février 2017, la police municipale doit acquérir les matériels suivants pour équiper ses nouveaux agents et renforcer les moyens d'intervention du service :
- 6 gilets pare-balles type IIIA
- 4 bâtons de défense
- 4 caméras piétons avec GPS

- 8 terminaux portatifs de radiocommunication de marque Motorola avec micro et programmation (incluant 4 batteries et 1 chargeur 6 alvéoles)
- 1 véhicule de patrouille type Dacia Dokker sérigraphié et équipé.
L'ensemble de ces acquisitions représente un coût total de 24 557,05€ HT (29 441,71€ TTC).

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de L'Haÿ-les-Roses.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de L'Haÿ-les-Roses.

Détail du calcul de la subvention :
Sont déduites du plan de financement les dépenses inéligibles suivantes : les frais d'emballage et transport des terminaux portatifs de radiocommunication (30€ HT) ainsi que les frais de carte grise, convoyage et prestation d'immatriculation civile s'attachant à l'acquisition du véhicule (714,61€ HT).

Localisation géographique :
- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gilets pare-balles	3 050,08	12,42%
Bâtons de défense	604,80	2,46%
Caméras piétons	1 800,00	7,33%
Terminaux portatifs de radiocommunication (emballage et livraison, non éligibles, compris)	4 866,45	19,82%
Véhicule type Dacia Dokker	13 521,11	55,06%
Frais de carte grise, convoyage et immatriculation du véhicule (inéligibles)	714,61	2,91%
Total	24 557,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	1 250,00	5,09%
Subvention Région (sollicitée)	7 143,00	29,09%
Autofinancement commune	16 164,05	65,82%
Total	24 557,05	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	7 143,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	371 042,00 €
	Montant total	371 042,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002553

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE VILLEBON-SUR-YVETTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	35 602,57 €	30,00 %	10 680,00 €
	Montant Total de la subvention		10 680,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEBON SUR YVETTE
Adresse administrative : PLACE GERARD NEVERS
91140 VILLEBON S/YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Maire

N° SIRET : 21910661400072

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Villebon-sur-Yvette

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
- Sécuriser les agents lors des interventions sur le domaine public ;
- prévenir les incivilités lors du non respect du code de la route ;
- apporter des données complémentaires lors d'une enquête en cours.

Description :
La commune va acquérir courant 2017 deux véhicules de police municipale avec caméras embarquées. Actuellement les véhicules de la police ne sont pas pourvus de ce système.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la

commune de Villebon-sur-Yvette.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Villebon-sur-Yvette.

Localisation géographique :
- VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat véhicules avec caméras embarquées	35 602,57	100,00%
Total	35 602,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (EC)	10 680,00	30,00%
Autofinancement commune (ATT)	24 922,57	70,00%
Total	35 602,57	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 204,00 €
2018	7 476,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 200,00 €
	Montant total	12 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002584

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'ASNIERES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	7 858,64 €	34,99 %	2 750,00 €
	Montant Total de la subvention		2 750,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE
Adresse administrative : 1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92602 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

N° SIRET : 21920004500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale d'Asnières

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La police municipale d'Asnières se compose d'une cinquantaine d'agents. Dans le cadre des schémas locaux de tranquillité publique, elle en est un acteur clé et réalise un suivi d'individus repérés comme fauteurs de troubles. La police municipale est la première à intervenir lors du non respect de l'ordre public et des atteintes à la tranquillité publique. La police municipale se déplace sur l'ensemble du territoire asniérois, aussi est-il nécessaire d'équiper les agents.

Description :
Afin d'assurer la protection de ses policiers municipaux, la commune va procéder au renouvellement de leur équipement devenu obsolète, soit 10 gilets pare-balles et 4 caméras-piétons.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la

commune d'Asnières.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Asnières.

Détail du calcul de la subvention :
La commune d'Asnières comptant un quartier classé en Zone de Sécurité Prioritaire (les Hauts d'Asnières) sur lequel officie la police municipale, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 Caméras piétons + harnais de portage + station chargement	1 990,00	25,32%
10 gilets pare-balles	4 518,64	57,50%
10 bâtons de défense	1 350,00	17,18%
Total	7 858,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 750,00	34,99%
FIPD (ec)	2 500,00	31,81%
Commune d'Asnières	2 608,64	33,19%
Total	7 858,64	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	53 480,00 €
2015	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	41 700,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 348,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 000,00 €

2016	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
	Montant total	131 528,00 €

ANNEXE 6 : FICHES PROJETS SOUTIEN AUX FORCES LOCALES DE SECURITE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002399

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CONSTRUCTION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE VILLEPINTE (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 629 444,16 €	6,14 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204142-157001-300
15700101- Aide à l'implantation des forces locales de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPINTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine VALLETON, Maire

N° SIRET : 21930078700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'implantation des forces de sécurité
Rapport Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Objet du projet : construction d'un bâtiment dédié à la police municipale de Villepinte

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Construction d'un nouveau bâtiment pour la police municipale.

Description :
La construction de ce bâtiment est devenue indispensable compte tenu du contexte sécuritaire, ainsi que de l'exigüité des locaux actuels et de la vétusté du bâti, non conforme aux règles d'accessibilité des ERP. Ces conditions d'accueil du public et de travail des agents constituent un frein pour répondre aux besoins du service et une menace pour la sécurité des agents de police municipale.

Le projet de nouveau bâtiment de type R+1 est conforme à la RT2012 avec un niveau de performance

BBC.
Il se situe dans le quartier "Parc de la Noue", prioritaire au sens de la politique de la ville (QPV). Cette localisation vise à renforcer la sécurité mais également participer au désenclavement de ce quartier.

Moyens mis en œuvre :
Le coût des travaux s'établit à 1 629 444,16€ HT après notification du marché concerné, qui se compose des lots suivants : 1/ terrassement et gros oeuvre (564 000€ HT), 2/ plomberie, sanitaire, CVC (164 897,83€ HT), 3a/ électricité (216 007,43€ HT), 3b/ vidéosurveillance (67 426,45€ HT), 4/ ascenseur (23 900€ HT), 5/ couverture, étanchéité, zinguerie (67 500€ HT), 6/ revêtement de façade (78 125€ HT), 7/ menuiseries extérieures aluminium et menuiserie (234 095€ HT), 8/ menuiserie intérieure (78 206,15€ HT), 9/ cloisons, doublages, plafonds, sols et peinture (106 534,30€ HT), 10/ carrelage, faïence (28 752€ HT).

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Villepinte.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de Villepinte, et notamment le QPV "Parc de la Noue".

Détail du calcul de la subvention :
Sont déduites du budget prévisionnel initial les dépenses suivantes, inéligibles à la subvention régionale au titre de ce dispositif : diagnostic qualité, sondages et étude de sols, contrôle technique, coordination SPS, panneau information, mobilier, informatique et téléphonie, soit un total de 246 137,70€ HT.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 629 444,16	100,00%
Total	1 629 444,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	6,14%
Autofinancement commune (fonds propres et emprunt)	1 529 444,16	93,86%
Total	1 629 444,16	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €
2018	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	206 730,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 865,79 €
2015	Soutien aux contrats de ville	29 695,00 €
2016	E-administration	22 825,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	950 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 091,65 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	108 065,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	17 111,00 €
	Montant total	1 349 383,44 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002749

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RENOVATION DU POSTE DE POLICE MUNICIPALE DE L'HAY-LES-ROSES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	210 818,13 €	30,00 %	63 245,00 €
	Montant Total de la subvention		63 245,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204142-157001-300
15700101- Aide à l'implantation des forces locales de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'HAY LES ROSES
Adresse administrative : 41 RUE JEAN-JAURES
94246 L'HAY-LES-ROSES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21940038900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'implantation des forces de sécurité
Rapport Cadre : CR212-16 du 18/11/2016

Objet du projet : rénovation et sécurisation du poste de police municipale

Date prévisionnelle de début de projet : 30 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Rénover et sécuriser les locaux de la police municipale.

Description :
Les locaux de la police municipale ne sont pas en adéquation avec le développement de ses effectifs (passés de 4 à 11 agents depuis 2015) et de ses missions de service public. Les portes, les vitres et l'entrée du poste ne sont pas sécurisées, ne permettant pas notamment de conserver les armes en toute sécurité.
L'objectif des travaux est de créer un environnement sécurisé, tant pour les agents que pour les administrés, et conforme à la règlementation en vigueur.

Moyens mis en œuvre :
Le coût total des travaux s'établit à 215 618,13€ HT et se décompose comme suit : 1/ démolition et construction des cloisons et plafonds (40 801,83€ HT), 2/ création d'un sas d'entrée avec vitrage pare-balles et rideau métallique (66 098,97€ HT), 3/ création d'un sas automatisé (4 619,44€ HT), 4/ plomberie, chauffage, ventilation, climatisation (42 337,16€ HT), 5/ réfection installation électrique, création distribution réseau informatique, alarmes intrusion et incendie, éclairage de sécurité, distribution courant fort (56 960,70€ HT), 6/ contrôle technique (2 900€ HT), 7/ plan général de coordination, visite d'inspection, ouverture et tenue du Registre Journal (1 900€ HT).
Les dépenses 6 et 7 ne sont pas éligibles à la subvention régionale.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de L'Häy-les-Roses.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à L'Häy-les-Roses.

Localisation géographique :
- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation et de sécurisation	210 818,13	100,00%
Total	210 818,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	63 245,00	30,00%
Autofinancement commune	147 573,13	70,00%
Total	210 818,13	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	63 245,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	371 042,00 €
	Montant total	371 042,00 €

ANNEXE 7 : FICHE PROJET PORTIQUE DE SECURITE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002324

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PORTIQUE DE SECURITE - COMMUNE DE CLICHY-LA-GARENNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité	9 990,00 €	30,00 %	2 997,00 €
	Montant Total de la subvention		2 997,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700105- Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BOULEVARD JEAN-JAURES
92112 CLICHY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur REMI MUZEAU, Maire

N° SIRET : 21920024300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : acquisition de 2 portiques de sécurité par la commune de Clichy-la-Garenne

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune souhaite renforcer la sécurité des habitants, notamment au sein des bâtiments culturels et sportifs du territoire.

Description :
La commune va s'équiper de 2 détecteurs de métaux à panneaux, équipés de photocellules.
Les portiques seront installés à la maison des associations qui accueille des événements culturels, sportifs ainsi que des associations et des conseils de quartier, et au Pavillon Vendôme, centre d'art contemporain qui accueille des expositions et abrite les collections patrimoniales de la ville.

Intérêt régional : Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la

commune de Clichy-la-Garenne.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Clichy-la-Garenne.

Détail du calcul de la subvention :
Les frais de transport sont inéligibles, soit 180€.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 détecteurs de métaux à panneaux	9 990,00	98,23%
Frais de transport (dépense inéligible)	180,00	1,77%
Total	10 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 997,00	29,47%
Commune de Clichy (att)	7 173,00	70,53%
Total	10 170,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 997,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	21 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	29 180,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	232 408,00 €
2014	Passerelles entreprises	106 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	1 605 632,00 €
2015	Passerelles entreprises	159 000,00 €

2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	523 647,00 €
2016	Passerelles entreprises	159 000,00 €
	Montant total	2 835 867,00 €

ANNEXE 8 : AVENANT APCE

îledeFrance

AVENANT
DE TRANSFERT DES CONVENTIONS
CP 16-496 du 12 octobre 2016– Dossier EX013695

Entre

"La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 16-73 du 8 mars 2017

ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

"L'organisme dénommé : APCE – association pour le couple et l'enfant
dont le statut juridique est : Association Loi 1901
dont le n° SIRET et le code APE sont 313385098 00071- 94.99Z
dont le siège social est situé au : 23 rue Céline Robert 94300 VINCENNES
ayant pour représentante Madame Anne DANIERE, Présidente de l'association
ci-après dénommée « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

L'association APCE 92 a sollicité une subvention auprès de la Région Île-de-France en 2016 au titre du dispositif Médiation, Prévention, Protection (Aide aux victimes).

Le dossier EX013695, porté par l'association pour le couple et l'enfant en Hauts-de-Seine (Siret 394568950 / 00023) voté en commission permanente N°496 du 12 octobre 2016, relève désormais de l'APCE – association pour le couple et l'enfant (Siret 313385098 / 00071).

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

La subvention d'un montant maximum de 6 800 € attribuée par délibération N° CP 16-496 du 12 octobre 2016 (dossier EX013695) est transférée de l'association pour le couple et l'enfant en Hauts-de-Seine à l'APCE – association pour le couple et l'enfant, qui accepte de reprendre à son compte les engagements contractuels correspondants figurant dans la convention initiale.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date d'approbation du transfert de la subvention par la commission permanente du conseil régional, à savoir le 8 mars 2017.
Il prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 16-496 du 12 octobre 2016.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,
APCE – association pour le couple et l'enfant

Madame Anne DANIERE,
Présidente
(cachet de la structure)

Le

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente du Conseil Régional,

ANNEXE 9 : NOUVELLE FICHE PROJET MENNECY

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014853

Commission permanente du 16 novembre 2016 CP16-551

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MENNECY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	41 410,82 €	30,00 %	12 423,00 €
		Montant Total de la subvention	12 423,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

N° SIRET : 21910386800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement des polices municipales

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Renouvellement du matériel roulant et des équipements de protection de la police municipale.

Description :
Le présent projet consiste en l'acquisition de 9 gilets pare-balles, 4 caméras embarquées et 2 véhicules de patrouille types Peugeot Partner (renouvellement).

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Mennecy.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Mennecy.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat 2 véhicules Peugeot Parner équipés et sérigraphiés, dont l'un aménagé pour équipe cynophile	36 750,00	87,37%
Achat 9 gilets pare-balles PM avec housse tactique	4 968,00	11,81%
Achat 4 caméras embarquées	345,00	0,82%
Total	42 063,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 515,00	29,75%
Autofinancement commune	27 063,00	64,34%
Subvention État - FIPD (sollicitée)	2 485,00	5,91%
Total	42 063,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 423,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	26 250,00 €
2015	Politique énergie climat	6 475,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 423,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	26 507,58 €
	Montant total	78 655,58 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-080

Du 8 Mars 2017

FONDS EUROPEENS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT

AFFECTATION PROVISIONNELLE D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT SUR LE CHAPITRE 930 (Programmation FEDER/FSE 2014-2020)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds Européens Structurels et d'Investissement,

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER),

VU Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen (FSE),

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU La loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU Le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

VU La délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020,

VU La délibération CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020,

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attribution du conseil régional à sa Commission Permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017,

VU L'avis de la Commission des affaires européennes,

VU L'avis de la Commission des finances,

VU Le rapport CP 2017-080 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 650 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-012 (102012) «fonctionnement des services », Action 10201213 « Assistance technique » du budget 2017, pour les dépenses directes liées à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens structurels d'investissement.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-090

du 8 Mars 2017

CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET L'ASSOCIATION ILE DE FRANCE EUROPE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la définition de la Stratégie européenne de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission des affaires européennes ;

VU Le rapport CP 2017-090 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Approuve la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et IdFE figurant en annexe à la présente délibération et habilite la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 7 février 2017, date de démarrage des actions, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, afin de permettre la continuité des activités d'Ile de France Europe.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 Convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et IdFE

CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET IDFE

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris,

représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

en vertu de la délibération n° CP… du…,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'association Ile-de-France Europe association loi du 1er juillet 1901,

dont le n° SIRET est : 42418344000017

dont le siège social est situé : 35 boulevard des Invalides – 75007 PARIS,

ayant pour représentant son Président, Monsieur Pierre LEQUILLER,

ci-après dénommé « l'association »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre de la relance de sa stratégie européenne adoptée le 8 juillet 2016 dans le CR 16-129 : « Une nouvelle stratégie européenne pour la première Région d'Europe » , la Région a maintenu son soutien à l'association Ile-de-France Europe (IdFE) qui la représente auprès de l'Union européenne ainsi que sept départements franciliens : les conseils départementaux de l'Essonne, des Hauts de Seine, de la Seine et Marne, de la Seine-Saint-Denis, du Val de Marne, du Val d'Oise et des Yvelines.

La présence d'un bureau à Bruxelles est nécessaire afin d'avoir une visibilité auprès des instances européennes et de relayer au niveau européen les positions, enjeux et défis de la Région, et, plus globalement, du territoire francilien. Cette représentation doit également faciliter un accès à l'information et aux financements européens.

Les missions conférées à IdFE s'inscrivent dans la stratégie régionale européenne (délibération n°CR 16-129: « Une nouvelle stratégie européenne pour la première Région d'Europe »). Elles font l'objet d'une liste d'actions plus détaillées dans le cadre du programme de travail d'IdFE approuvé par les organes de gouvernance de l'association. Au regard de ce programme les missions sont déclinées dans une feuille de route définie conjointement entre IdFE et la direction des Affaires européennes.

Cette feuille de route annuelle sera déclinée pour chaque politique sectorielle de la Région afin de fixer les priorités et les attentes des directions opérationnelles en termes de veille et d'actions à mettre en place avec IdFE.

La direction des Affaires européennes assure, pour la Région, le suivi stratégique, opérationnel et administratif d'IdFE en cohérence avec les orientations et le programme de travail annuel acté conjointement.

ARTICLE I : Objet de la Convention triennale d'objectifs et de moyens

La présente convention présente les objectif*s* et missions d'IdFE pour une période couvrant la convention triennale. Ces objectifs correspondent aux ambitions de la stratégie régionale définie dans la délibération CR 16-129 : « Une nouvelle stratégie européenne pour la première Région d'Europe », à savoir :

1. la recherche de nouveaux financements européens et l'accompagnement des porteurs de projets, à la demande de la Direction des Affaires européennes ;

2. la promotion des intérêts de la Région auprès des institutions européennes sur des thématiques en lien direct avec les prérogatives premières de la Région (développement économique et soutien aux PME, recherche et innovation, éducation et formation, transports, environnement et développement durable, logement et coopération extérieure notamment). Dans le cadre de cette mission, l'avenir de la politique de cohésion (fonds structurels) pour laquelle les débats ont été lancés au niveau communautaire sera l'un des domaines prioritaires de 2017 et des années suivantes afin de définir et porter une position francilienne au niveau européen.

1. la recherche de nouveaux financements européens et l'accompagnement des porteurs de projets

Conformément aux souhaits exprimés par ses membres, IdFE recentre ses activités sur la recherche des financements européens au bénéfice des acteurs franciliens.

IdFE appuie le guichet unique de la Région afin de saisir les opportunités offertes par les programmes et les instruments financiers européens.

Dans le cadre de cette mission, IdFE intervient sur les champs suivants:

- la veille informative sur les programmes et les appels à projets incluant le développement d'outils de veille (tableau d'appels à projets européens) ;
- l'appui au montage du dossier de candidature (en amont par l'organisation de rencontres avec les responsables des programmes à Bruxelles) ;
- la valorisation des projets franciliens soutenus par des financements européens.

En lien avec les thématiques prioritaires listées *supra*, IdFE s'attache à identifier les opportunités de financements et prioritairement celles relevant des programmes suivants :

- COSME (qui permet de financer des projets relatifs au soutien aux PME),
- Horizon 2020 (qui permet de financer des projets relatifs à la recherche et l'innovation),
- ERASMUS + (pour les projets relatifs à l'éducation et la formation),
- LIFE (pour soutenir les projets visant un développement durable et préserver l'environnement)
- MIE (pour soutenir notamment les projets de transports),
- Le plan Juncker et les instruments financiers de la Banque Européenne d'Investissement.

Ces listes sont susceptibles d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région.

1.1 <u>veille informative</u>

IdFE assure une veille informative sur les appels à projets européens et les programmes européens susceptibles de financer des projets sur le territoire francilien.

Les modalités de diffusion de ces éléments de veille sont arrêtées de manière annuelle par IdFE pour son compte et celui de ses membres. La Direction des Affaires européennes, en concertation avec les directions opérationnelles, identifie certains besoins et priorités qu'elle notifie à IdFE et qui feront l'objet d'une attention particulière tout au long de l'année. Cela peut être formalisé sous la forme d'une feuille de route, le cas échéant, spécifique à chaque thématique susmentionnée et / ou chaque direction opérationnelle.

1.2 <u>accompagnement des porteurs de projets</u>

Dans le cadre de sa mission d'appui au montage de projets, IdFE veille à l'identification des programmes européens mobilisables, l'organisation de rendez-vous avec les représentants de la Commission européenne et des autres institutions européennes compétentes pour permettre aux porteurs de projets d'identifier des opportunités de financement et de tester la pertinence de leurs projets.

Enfin, la dissémination des résultats des projets étant une obligation à laquelle les évaluateurs européens attachent une importance toute particulière, IdFE peut également accompagner les porteurs de projets dans cette démarche. IdFE valorise les projets réalisés en mobilisant ses outils de communication.

Actions concrètes attendues en vue de poursuivre cette mission :

- Mise à jour trimestrielle du panorama des programmes et appels à propositions ;
- Rédaction de fiches sur les thématiques prioritaires ciblées par la Région ;
- Organisation de réunions bilatérales avec la Direction des Affaires européennes et le cas échéant les directions opérationnelles pour identifier les financements européens adéquats ;
- Organisation de rendez-vous avec la Commission européenne / les autres institutions européennes ;
- Mise en relation avec des partenaires potentiels / organisation de réunions de partenaires.

2. la veille informative et réglementaire et la promotion des intérêts de la Région auprès des institutions européennes sur des thématiques en lien direct avec les compétences et priorités de la Région

La réglementation européenne ayant un impact direct sur les politiques publiques, IdFE mène, auprès des instances européennes, une veille règlementaire et des activités d'influence afin que les intérêts de ses membres sur les champs relevant de leurs compétences soient entendus. L'activité d'IdFE dans ce domaine combine des alertes adressées à ses membres et une aide à la définition des positions de ses membres sur les enjeux qui les concernent.

Dans le cadre de cette mission, IdFE adresse des alertes à la Région et l'aide à définir des positions dans les champs relevant de ses compétences, plus particulièrement dans son rôle d'autorité de gestion afin que les intérêts franciliens soient entendus.

Sur ces différentes politiques IdFE s'assure de la bonne représentation des intérêts de la Région, tant au travers des consultations lancées qu'au cours des relations interinstitutionnelles qui suivront.

Ce travail mené très en amont du processus de décision donne à la collectivité les moyens de se positionner dans les discussions préalables puis dans les négociations interinstitutionnelles. En lien avec la Direction des Affaires européennes, IdFE est force de propositions en termes de stratégies d'influence, qu'il s'agisse de l'identification des bons interlocuteurs, du moment opportun pour intervenir ou du contenu des messages à délivrer, afin de bâtir des alliances pertinentes pour défendre et promouvoir les orientations et les points de vue de la Région.

Actions concrètes en vue de poursuivre cette mission :

- suivi des initiatives législatives, propositions normatives et projets de cadres d'actions ayant un impact pour la Région ;
- Compte-rendu des principaux débats informels et interinstitutionnels y compris dans le cadre de réseaux ;
- Rédaction de notes sur le calendrier, les forces en présence, leur positionnement et les marges de manœuvre envisageables ;
- Organisation des déplacements réguliers de la vice-présidente en charge des Affaires européennes et des élus régionaux à Bruxelles ou Strasbourg ;
- Organisation de séminaires de travail entre les représentants de l'Île-de-France et les institutions européennes ;

- Organisation de rendez-vous bilatéraux avec les décideurs européens ;
- Participation à des événements de dimension européenne.

ARTICLE 2 : Engagements de l'organisme

2.1. La réalisation des objectifs

L'organisme s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1.

2.2. La réalisation d'un programme annuel d'actions

IdFE s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, IdFE s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 novembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N+1.

La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région.

2.3. Prise en compte du dispositif « 100 000 stages »

En considération du montant de la subvention régionale, l'association s'engage à :

- Recruter annuellement 6 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. L'association saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

2.4. Le cadre budgétaire et comptable

L'organisme s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire annuelle avec pour objectif la maitrise des charges de structure ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations;
- Présenter son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- Fournir annuellement à la Région :

a) au plus tard avant le 1er novembre de l'année N, l'avant-projet de budget de l'année à venir ;

b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;

c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,

- les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos (certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), et notamment un compte emploi ressources ;
- le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

d) dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

2.5. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'organisme s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (Assemblée générale, conseil d'administration …) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'organisme.
- Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue.
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire annuellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée.
- Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N-1 tels que précisés à l'article 4.2, avant le 30 mai de l'année N.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc….) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.6. Obligations administratives

IdFE s'engage à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter les dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics ;
- Valider et mettre en œuvre des modalités de prise en charge des frais liés aux missions ;
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).

2.7. Obligations en matière de communication

IdFE s'engage à appliquer sans réserve la charte graphique des organismes associés élaborée par la Région, en concertation avec eux, dans un souci de cohérence à la fois graphique et institutionnelle.

Cette charte est constituée de principes, règles et recommandations graphiques liant l'identité visuelle des organismes associés à celle de la Région. Dans ce cadre, l'organisme s'engage à :

- la présence d'un bloc-marque conforme à la charte et comprenant la marque-institution Ile-de-France, sur tous les supports physiques et numériques, de promotion, d'information, de publicité et de communication de l'organisme ;
- l'activation sur tout site internet développé par l'organisme, d'un lien hypertexte vers le site www.iledefrance.fr. Concernant les réseaux sociaux, la charte susvisée énonce également des spécificités à respecter impérativement.

IdFE s'engage également à transmettre à la Région :

- trois exemplaires minimum de chaque publication pour les éditions papier, ou une version électronique de chaque édition multimédia.
- des jeux de données pertinentes et publiables pour enrichir, dans le cadre de la démarche régionale de libération des données publiques (open-data), la base de données de la plateforme régionale data.iledefrance.fr.

La Région peut, à la demande de l'association, apporter son expertise et émettre des recommandations sur la conception et réalisation de stands, la conception de brochures et les modalités de leur diffusion. Dans le cas d'une présence concomitante sur une même manifestation, salon ou festival, la Région et l'association collaborent, le plus en amont possible, en vue d'une recherche de cohérence et de complémentarité de leurs espaces d'accueil et d'information du public.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. La réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement l'association par le versement d'une subvention pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à IdFE par la commission permanente du conseil régional.

La Région soutient l'organisme au titre du fonctionnement. Ce soutien permet à IdFE d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs de la présente convention.

3.2. Modalités de versement de la subvention

Subvention globale de fonctionnement

La subvention régionale annuelle est mandatée en un minimum de deux versements, dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances ou d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- Un courrier d'appel de fonds ;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'association signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signés par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos ;
- la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.3. Révision et restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'association , le montant de la subvention régionale peut être révisé. En cas de trop perçu, l'association le reverse à la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 4 : Suivi de la Convention d'Objectifs et de Moyens et évaluation des actions

4.1. Pilotage et suivi

Pour assurer le suivi de la présente convention, la Direction des Affaires européennes est chargée de préparer le programme de travail, en lien avec IdFE, relevant des objectifs communs à l'organisme et à la Région, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

4.2. Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'association au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs précisés en annexe de la convention. Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec la Direction des Affaires européennes de la Région.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'association pour atteindre ses objectifs.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'association ;

- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'association.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'organisme. Ils sont présentés en annexe du rapport soumis au vote des élus de la Région pour l'affectation du solde de la subvention régionale de l'année N.

ARTICLE 5 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, conclue pour une période de trois ans, prend effet à compter du vote de la commission permanente du 8 mars du 2017.

Elle expire le 9 mars 2020.

ARTICLE 6 : Contrôle de la Région

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, l'association s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à l'association une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région,

La Présidente du Conseil Régional

d'Île-de-France,

Valérie PECRESSE

Le ……

Pour *l IDFE*

Le *Président,*

Pierre LEQUILLER

ANNEXE A LA CONVENTION : TABLEAU DES INDICATEURS IDFE

Domaines	Catégorie	Indicateurs	Modalités de calcul	Mesure du résultat	Commentaires
Eléments généraux	Communication et publications	Mesure de la fréquentation du site internet : **nombre de visiteurs sur le site**	Statistiques de fréquentation mensuelles du site internet www.iledefrance-europe.eu		
		Veille et information: **nombre de lettres mensuelles d'information (objectif : 6 à 9 lettres)**	Comptabilisation sur une année N du nombre de publication		
Veille informative	Générale	Diffusion d'une information de qualité et technique sur les thématiques prioritaires identifiées conjointement avec les services de la région (DAE) : **Nombre de notes techniques adressées à la direction des affaires européennes (objectif : 40 notes)**	Comptabilisation sur une année N du nombre de note technique adressée aux services de la DAE.		Le format et le contenu des notes techniques doit faire l'objet d'un travail conjoint entre la DAE et IDFE. Ces notes devront reprendre les principaux éléments des comptes-rendus de réunions auxquelles IDFE aura participé. Les notes relatives au post 2020 et aux déplacements de l'Exécutif ne sont pas comptabilisées.
	Programmes d'action communautaire	Identification des opportunités de financement : **Nombre de notes techniques relatives aux opportunités de financement adressées à la direction des affaires européennes (objectif : 60 notes)**	Comptabilisation sur une année N du nombre de note technique adressée aux services de la DAE.		Le format et le contenu des notes techniques doit faire l'objet d'un travail conjoint entre la DAE et IDFE. Ces notes devront reprendre les principaux éléments des comptes-rendus de réunions auxquelles IDFE aura participé.

Domaines	Catégorie	Indicateurs	Modalités de calcul	Mesure du résultat	Commentaires
Accompagnement	Projets et entités soutenus	Soutien aux porteurs de projets franciliens et rôle d'appui auprès des instances européennes : projets accompagnés **(objectif 10)**	nombre de **rendez-vous organisés pour les porteurs de projets franciliens (acteurs et services régionaux) auprès de la CE ou des instances européennes susceptibles de proposer des financements.**		Les rendez-vous ou réunion de travail devant intervenir à Bruxelles avec des responsables des programmes de la Commission européenne.
Ressources humaines	Stagiaires	Dispositif 100 000 stages : six **stagiaires accueillis dans la structure**	Nombre de stagiaires accueillis dans la structure		
	Budget	Equilibre budgétaire	Stabilisation des dépenses et des recettes. Transmission dans les délais des budgets prévisionnels : au plus tard avant le 1er décembre de l'année N.		
Sensibilisation, valorisation et promotion	déplacements	Organisation et planification des déplacements thématiques de la Vice-Présidente Affaires européennes et autres membres de l'Exécutif : **Nombre de rendez-vous organisés avec des interlocuteurs des institutions européennes et des parties prenantes à Bruxelles (fédération, représentation permanente, régions européennes etc…)**	Comptabilisation sur une année N du nombre de réunions techniques organisées pour le compte de la Vice-présidente par les services d'IDFE		La préparation et l'organisation des déplacements et rendez-vous de la VP font l'objet d'un travail conjoint entre la DAE et IdFE, notamment pour l'identification des thématiques et la préparation du dossier

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-063

Du 8 Mars 2017

REMISES GRACIEUSES ET ADMISSIONS EN NON VALEUR EN MATIERE DE TAXES D'URBANISME

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU Le livre des procédures fiscales et notamment les articles L 251 A et L 255 A ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU Le décret n° 96-628 du 15 juillet 1996 relatif à la remise des pénalités de retard assorties aux prélèvements en matière d'urbanisme ;

VU Le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 relatif à l'admission en non valeur des taxes d'urbanisme ;

VU La délibération CR n° 45-16 d'avril 2016 portant budget primitif de la Région pour l'année 2017 ;

VU La délibération CR n° 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente ;

VU L'avis de la Commission des Finances,

VU Le rapport CP n° 2017-063 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile- de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Les remises gracieuses de pénalités sur taxes d'urbanisme, dont le détail figure à l'état A ci-annexé, sont accordées.

Article 2 :

Un avis conforme est donné aux propositions d'admission en non-valeur en matière de taxes d'urbanisme faite par les administrateurs payeurs généraux du département des Yvelines, conformément à l'état B ci-annexé.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

DEMANDES EN REMISES GRACIEUSES DE PENALITES SUR TAXE D'URBANISME

Poste comptable charge de recouvrement	Numéro du permis de construire	Taxe d'urbanisme perçue par la Région	Montant de la pénalité appliquée	Montant de la remise accordée	Pénalité déjà payée	Avis favorable	Motif de la demande*
91 - Essonnes							
Evry	PC3261210007	6 493,00	683,00	683,00	N	O	2
Evry	PC4331110018	1 488,00	93,00	93,00	N	O	4
Evry	PC0271110086	2 395,00	67,00	67,00	N	O	4
Evry	PC5707P1023	550,00	44,00	44,00	N	O	4
Evry	PC5771030025	498,00	51,00	51,00	N	O	4
Evry	PC16107P1007	1 113,00	36,00	36,00	N	O	4
TOTAL		12 537,00 €	974,00 €	974,00			

* Motifs :

1) Réclamation contentieuse
2) Retard lié au transfert de permis de construire
3) Importantes difficultés financières (Perte d'emploi, surendettement, etc.)
4) Autres (Erreur d'adresse, mauvaise interprétation de la règlementation, retard de construction, débiteur public etc.)
5) Mauvaise foi, retard non justifié envers le Trésor ou absence de motif du Trésor
6) Demande régionale de poursuite de la procédure de recouvrement par le Trésor

TAXES D'URBANISME IRRECOUVRABLES

PROPOSITIONS D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Poste comptable	Numéro du permis de construire	Montant dû à la Région	Admission en non -valeur	Motif de la demande*
78 - Yvelines				
Maurepas	PC68607G1004	679,00	522,00	1
Maurepas	PC68607G1004C1	52,00	52,00	1
Les Mureaux	PC29907N1007	145,00	145,00	2
Les Mureaux	PC31108G0073	653,00	653,00	1
Les Mureaux	PC49807Y1033	678,00	339,00	2
Les Mureaux	PC3620601043	678,00	678,00 €	2
Les Mureaux	PC58606G1021	131,00	131,00 €	2
Les Mureaux	PC5310800021	185,00	185,00	2
TOTAL :		3 201,00	2 705,00	

* Motifs :

1) Liquidation judiciaire, clôture pour insuffisance d'actif

2) Procès verbal de carence, insolvabilité, irrecouvrabilité

3) Disparition / Décès

4) Autres (Prescription, faible montant, annulation du permis, etc.)

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-011

DU 8 MARS 2017

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS CULTURELLES
ANNEE SCOLAIRE 2016-2017
CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION POESIE EN LIBERTE

SOUTIEN A L'APPRENTISSAGE DU LATIN EN ILE DE FRANCE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU L'avis de la Commission de la culture ;

VU Le rapport CP 2017-011 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Actions de sensibilisation citoyenne » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 15 000,00 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 15 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de 12 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2017, au titre des marchés publics relatifs à la participation de lycéens franciliens au *Certamen Ciceronianum Arpino*.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-011	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	17000219 - POESIE EN LIBERTE 2017			
Bénéficiaire	R30755 - POESIE EN LIBERTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 060,00 €	TTC	36,53 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	15 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	15 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000219

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : POESIE EN LIBERTE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	41 060,00 €	36,53 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POESIE EN LIBERTE
Adresse administrative : 146 RUE DES CITES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc MULLER, Président

Date de publication au JO : 4 octobre 2003

N° SIRET : 47854642700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est demandé afin de permettre la prise en compte de la totalité des dépenses éligibles qui correspondent à la préparation en amont du projet.

Objectifs :
« Poésie en liberté » est un concours international de poésie en langue française via Internet, pour les lycéens, apprentis, jeunes du dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA) et étudiants en relation avec les opérations telles que la semaine de la langue française et de la francophonie ou le printemps des poètes. Il est organisé par l'association poésie en liberté et le lycée Henri Wallon à Aubervilliers.

L'opération s'adresse aux lycéen-ne-s, apprenti-e-s, jeunes du dispositif d'accès à l'apprentissage en les appelant à composer un poème – sans thème imposé – et à l'envoyer sur le site du concours.

Description :
Depuis 2014, la création d'un nouveau site avec des technologies permet de participer avec un smartphone, une tablette ou un ipod. Le site est conçu également pour inviter les lycéens et apprentis de la Région à participer à des rencontres de poésie.

Chaque candidat, par son envoi, garantit l'authenticité de son texte. Pour que la participation puisse être validée, le formulaire d'envoi du poème sur le site doit être correctement et complètement renseigné. Par leur participation au concours les candidats acceptent :

•la publication des textes sur le site du concours et les sites des partenaires,
•la publication en anthologie de leur texte,
•l'exploitation, non rémunérée à des fins pédagogiques et culturelles.

Moyens mis en œuvre :
A la clôture du concours, un comité de lecteurs composé de professionnels de l'éducation et de l'édition, de lycéen-ne-s, des apprenti-e-s, des jeunes du dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA), d'étudiant-e-s, de poètes, d'écrivains et de professionnels de la culture, d'un représentant de la Région Île-de-France, de représentants des partenaires et de délégués du monde associatif procède à la sélection d'environ trois cents poèmes.

La sélection de poèmes est soumise à un jury de lycéen-e-s, d'apprenti-e-s, de jeunes du dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA) accueillis pendant une semaine à Paris. Le jury est présidé par un poète assisté de la vice-présidente de l'association et du délégué général.

Une remise des prix est organisée au Salon Européen de l'Éducation en novembre 2016, qui réunit lauréats et jurés en une cérémonie accompagnée d'une lecture spectacle des poèmes retenus. Les lauréats et les jurés sont invités à Paris pendant trois jours.
Le palmarès est publié sur le site ainsi que toutes les données du concours (lycées, CFA participants en France et à l'étranger, lycéen-ne-s et apprenti-e-s présélectionné-e-s, textes publiés dans l'anthologie annuelle.)

-Déroulement du concours et actions d'accompagnement

Du 1er janvier au 9 avril 2017
Mise en place du règlement du concours 2017.
Diffusion du formulaire de participation.
Au cours de ces 14 semaines, des courriers sont adressés aux 28000 participants dont nous avons les coordonnées : sur le site, ils peuvent découvrir chaque mois un nouveau poète, trouver des informations sur le concours, sur les actions du Printemps des poètes et sur la Semaine de la langue française et le Cnous. Des soirées de poésie sont organisées avec une diffusion sur le site, accompagnée de témoignages de jurés et de lauréats.

-Comité de lecture

Mercredi 3 mai 2017
A l'issue du concours, les poèmes sont soumis à un Comité de lecture de 44 personnes : poètes, enseignants, comédiens, auteurs-compositeurs, lycéens, étudiants, apprentis, partenaires de l'opération et de professeurs et jeunes de l'international. Ce Comité se réunit au Ministère de l'Education nationale début mai pour procéder à la sélection d'environ 300 poèmes sur les milliers reçus. Les délibérations se font à partir de documents anonymés classés par catégorie de participants : lycées de France, lycées français de l'étranger, lycées de l'étranger, enseignement agricole, enseignement supérieur de France et de l'étranger, apprentissage, Projets personnalisés de scolarisation.

-Jury

Du lundi 22 mai 2017 au samedi 27 mai 2017
Fin mai se tient le jury qui doit désigner les 53 lauréats tels que prévus par le Règlement du concours ainsi que les 50 poèmes qui seront également publiés dans l'anthologie annuelle. Le jury se réunit pendant 5 jours à Paris au Ministère de l'Education nationale et au lycée Dorian. Il est composé de lycéens, d'apprentis et d'étudiants venant de différents pays et régions.
• en mai 2017 : soirée poétique et musicale avec Poésie et Chanson Sorbonne
• mi- juin : proclamation des résultats avec lecture par des jurés avec lycéens, étudiants et apprentis
Les résultats sont annoncés sur le site en plusieurs phases : les présélectionnés à la mi-mai, les lauréats à la mi-juin, les publiés en septembre.

-Festival DécOuvrir de Concèze en août 2017

Depuis 15 ans, ce Festival propose la rencontre et la découverte de poètes, de chanteurs, de musiciens, de comédiens, jeunes pousses comme personnalités reconnues. Il vise ainsi à «croiser poésie et chanson, univers et styles, dans un esprit d'ouverture et de découverte», comme l'indique sa devise. Des lauréats de Poésie en liberté participent.

6. Rencontres culturelles

Mi-octobre : soirée « Cartes blanches poétiques » à la Sorbonne
Début novembre : soirée lecture pour la présentation de l'anthologie 2017 avec les lycéens et apprentis. Fin novembre, la remise des prix a lieu à Paris. Sont invités 43 lauréats sur les 53 et les 11 membres du jury. Les 1ers prix de l'étranger sont invités grâce au soutien d'un partenaire. La remise des prix est honorée de la présence des partenaires et des personnes qui ont accompagné l'opération au cours de l'année. Comédiens, musiciens et poètes apportent leur concours pour fêter les jeunes récompensés.
• le 18 novembre : en fin de matinée, moment poétique et musical au Salon européen de l'éducation avec la Région Île-de-France
• le 25 novembre : soirée avec Poésie et Chanson Sorbonne pour les lauréats et publiés.
• le 25 novembre : soirée avec des poètes pour la remise des Prix internationale

-Anthologie annuelle 2017

Les 100 poèmes sélectionnés par le jury sont publiés dans l'anthologie annuelle de Poésie en liberté. En 2017 paraît le 19ème volume. Il rend compte du concours, présente les étapes et ses acteurs. La diffusion habituelle aux lauréats, publiés et établissements est également assurée. L'éditeur Bruno Doucey diffuse dans le réseau professionnel.

-Site : www.poesie-en-liberte.fr

Le site occupe une place centrale dans la conduite et la réussite du concours. Il a pour objectif de faire lire et écrire de la poésie aux lycéens, étudiants et apprentis non seulement pendant la durée du concours, mais aussi tout au long de l'année. Le site est enrichi pour offrir l'environnement adéquat. Il est relayé par les sites institutionnels et ceux des partenaires. Il s'appuie également sur les réseaux sociaux pour être au plus près des pratiques des jeunes. Le site apporte un témoignage audio des prestations des artistes.

Intérêt régional : Action culturelle et citoyenne dans les lycées franciliens.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Palmarès est organisé à partir de trois catégories :
•Lycées et établissements d'enseignement supérieur français (France et DOM TOM)
•Lycées français de l'étranger
•Lycées, CFA et établissements d'enseignement supérieur de l'étranger (francophones et non francophones).

Un prix spécial est décerné pour l'Île-de-France. Il consiste à primer d'une part le lycée et le CFA d'Île-de-France qui auront le plus participé au concours et d'autre part des lycéens et apprentis franciliens par niveau de classe.
Ce palmarès donne lieu à une remise des prix spécifique pour la Région Île-de-France au moment du Salon européen de l'éducation.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Comité de lecture	3 100,00	7,55%
Informatique	5 700,00	13,88%
Affiches	1 500,00	3,65%
Jury	3 200,00	7,79%
Rencontre Lycées	1 100,00	2,68%
Proclamation résultats	2 300,00	5,60%
Recueils Île-de-France	7 060,00	17,19%
Remise des prix et en ligne	12 850,00	31,30%
Bilan + Statistiques	1 460,00	3,56%
Fonctionnement	2 790,00	6,79%
Total	41 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	36,53%
Casden	3 000,00	7,31%
MSA AKOR MAEE	12 000,00	29,23%
Mgen+ Fondation BP	11 060,00	26,94%
Total	41 060,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	23 000,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	46 000,00 €
	Montant total	69 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-058

Du 8 Mars 2017

SECURISATION DES LYCEES
SECONDE AFFECTATION
BUDGET 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU Le budget de la Région pour 2017 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU L'avis de la commission de la sécurité ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-058 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte pour deux opérations une autorisation de programme de **109.400 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700101 « Etudes de sécurité des lycées » du budget régional 2017, afin de financer les projets présentés en Annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de **100.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700102 « Travaux de sécurité dans les lycées » du budget régional 2017, afin de financer le projet présenté en Annexe 2 de la présente délibération.

Article 3 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **2.148.034 €** conformément aux Annexes 3 et 4 de la présente délibération.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **2.148.034 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en Annexe 5 à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES N°1 A 4

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP027-001 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	LE PERREUX-SUR-	LYP P-DOUMER	0940119U	ETUDES POUR LA CREATION D'UN PARVIS SECURISE Y COMPRIS CONTROLE D'ACCES, CLOTURE SUR LA RUE PAUL DOUMER, CHANGEMENT DES PORTES PRINCIPALES DU LYCEE ET DIVERS TRAVAUX DE MAINTENANCE	50 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LP G-LESEURRE	0940140S	ETUDES SUR TRAVAUX DE SECURISATION DES ESPACES EXTERIEURS (CLOTURE ET PORTAILS) ET RENOVATION DES VRD ET DES ESPACES VEGETALISES	59 400,00

Budget 2017 - HP027-001 / 2031 chapitre 902 **109 400,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP027-001 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHES A COMMANDE VISANT A L'AMELIORATION DE LA SECURITE DES LYCEES OP.No 16B1750270010048 Complément de crédit soit 1,700 ME	100 000,00

Budget 2017 - HP027-001 / 2313 chapitre 902 **100 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	13 852,00
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	14 920,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	TRAVAUX DE SECURISATION SUIVANT DIAGNOSTIC SECURITE : INSTALLATION D'UN SYSTEME COMPLET DE SONORISATION POUR COMMUNICATION PPMS CENTRALISE A LA LOGE POUR BATIMENTS ADMINISTRATION, ENSEIGNEMENTS ET INTERNATS	42 000,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	13 028,00
75	PARIS 13EME	LCM CLAUDE-MONET	0750683K	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	15 000,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	FOURNITURE ET POSE D'UN VISIOPHONE AU NIVEAU DU PORTAIL D'ENTREE DES LOGEMENTS DE FONCTION POUR CONTROLE ET COMMANDE	17 000,00
75	PARIS 15EME	LCM BUFFON	0750693W	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	12 492,00
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE LA FACADE RUE LEON L'HERMITTE PAR LA MISE EN PLACE D'UN BARREAUDAGE AUX FENETRES OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	8 550,00
75	PARIS 15EME	EREA A-DUMAS	0753256G	TRAVAUX DE SECURISATION SUIVANT DIAGNOSTIC SECURITE : INSTALLATION D'UN SYSTEME COMPLET DE SONORISATION PPMS CENTRALISE A LA LOGE POUR BATIMENTS A, B ET C (SYSTEME DE SONNERIE DE FIN DE COURS VETUSTE NON COMPATIBLE)	25 000,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	14 242,00
75	PARIS 16EME	LYP JB-SAY	0750700D	PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE, ET, TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE, OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	11 938,00
75	PARIS 19EME	LYP DIDEROT	0750712S	REMPLACEMENT DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS	6 147,00
77	AVON	LYP U-FRANCE	0770918E	DANS LE CADRE DE LA SECURISATION : A LA LOGE, FOURNITURE ET POSE D'UN CHASSIS COULISSANT AFIN D'EVITER L'INTRUSION DANS LE LYCEE	6 500,00
77	AVON	LYP U-FRANCE	0770918E	FOURNITURE ET POSE D'UNE NOUVELLE PORTE VITREE POUR LA LOGE EN REMPLACEMENT DE LA PORTE VITREE EXISTANTE	2 300,00
77	BRIE-COMTE-ROBE	LYA BOUGAINVILLE	0771436T	CREATION DU SYSTEME DE DIFFUSEURS SONORES PPMS	20 000,00
77	BUSSY-SAINT-GEO	LYP M-L-KING	0772292Y	MODIFICATION ET AJOUT DE DIFFUSEURS SONORES	8 000,00
77	CHELLES	LYP G-BACHELARD	0770922J	CREATION D'UN ORGANIGRAMME POUR L'ENSEMBLE DU LYCEE (BATIMENTS A, B, C, D, INFIRMERIE ET LOGE)	75 000,00
77	CLAYE-SOUILLY	LP CHAMP-CLAYE	0771995A	REMPLACEMENT DE LA BAIE DE SONORISATION ET DIFFUSEURS PPMS	20 000,00
77	COMBS-LA-VILLE	LP J-PREVERT	0771997C	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SONORISATION POUR DIFFUSION PPMS	5 000,00
77	LA FERTE-SOUS-J	LYP S-BECKETT	0772685A	CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS	10 000,00
77	LOGNES	LYP E-BRONTË	0772294A	REMPLACEMENT DE LA BAIE DE SONORISATION ET DIFFUSEURS PPMS	12 500,00
77	MEAUX	LYP P-COUBERTIN	0770931U	CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS	48 829,00
77	ROISSY-EN-BRIE	LYP CH-LE-CHAUVE	0771763Y	REALISATION D'UNE INSTALLATION DE SONORISATION (SONNERIE DE FIN DE COURS), UN SIGNAL PPMS ET DIFFUSION D'APPEL MICRO. BATIMENTS CONCERNES : A, B, C, D, E, ET BATIMENTS PREFABRIQUES ET LES ESPACES EXTERIEURS.	20 000,00
77	SERRIS	LYP E-CHÂTELET	0772688D	REMPLACEMENT DE LA BAIE DE SONORISATION ET DIFFUSEURS PPMS	13 000,00
77	TORCY	LYP JEAN-MOULIN	0772120L	MODIFICATION ET AJOUT DE DIFFUSEURS SONORES	10 000,00
78	MANTES-LA-JOLIE	LYP ST-EXUPÉRY	0782539L	TRAVAUX DE SECURISATION : SYSTEME PERMETTANT LA SORTIE DES PERSONNES RESTEES APRES FERMETURE DU LYCEE	5 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PORTAIL ACCES PARKING PERSONNEL (ASPECT IDENTIQUE MAIS AVEC MOTORISATION)	35 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE SECURISATION DE VITRAGES COTE PETIT GYMNASE (BARREAUDAGE)	4 000,00
78	VERSAILLES	LYP MARIE-CURIE	0782567S	INSTALLATION D'UN MODULE AUDIO (SONNERIE PPMS ET ATTENTATS)	20 000,00
78	VILLIERS-SAINT-	LYP VIOLLET-DUC	0782587N	FOURNITURE ET POSE DE SERRURES SECURISEES AUX BATIMENTS D ET E	10 000,00
91	DRAVEIL	LP NADAR	0910755B	REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (ACTUEL HS), D'UN ECLAIRAGE LED SUR LA FACADE DE L'ENTREE, CREATION D'UNE PORTE DE SECOURS ENTRE LOGE ET LOGEMENT DE FONCTION, INSTALLATION D'UNE VENTOUSE TELECOMMANDEE ET POSE D'UN AMPLI POUR LA SONORISATION	36 200,00
91	LONGJUMEAU	LYP J-PRÉVERT	0911577V	INSTALLATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS	2 100,00
91	MORANGIS	LYP M-YOURCENAR	0911945V	SECURISATION DES ACCES PAR LE REMPLACEMENT DE SERRURES	10 000,00
91	YERRES	LP L-ARMAND	0910756C	DANS LE CADRE DE LA SECURISATION : MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE PPMS, SANS REUTILISATION DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS (SYSTEME ACTUEL BASE SUR DES SIRENES REPARTIES DANS LES COULOIRS ET NON DES HAUT-PARLEURS)	6 000,00
93	AUBERVILLIERS	LP JP-TIMBAUD	0931024H	BATIMENT LOGEMENTS : FOURNITURE ET POSE D'UNE PORTE D'ENTREE DU HALL	30 000,00
93	BOBIGNY	LP A-COSTES	0931198X	FOURNITURE ET POSE D'UNE INTERPHONIE SUR PORTAIL POUR LE BATIMENT LOGEMENT	10 000,00

93	LA COURNEUVE	LYP J-BREL	0931430Z	REMPLACEMENT DE L'ALARME ANTI-INTRUSION	20 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP JEAN-MOULIN	0932118X	CREATION DU SAS DE SECURITE ENTREE ELEVES	30 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP JEAN-MOULIN	0932118X	REMPLACEMENT COMPLET DE LA VIDEOSURVEILLANCE (ENREGISTREURS) ET DU CONTROLE D'ACCES	45 000,00
93	LES PAVILLONS-S	LP CN-LEDOUX	0930136T	CREATION D'UN SAS	17 500,00
93	LIVRY-GARGAN	LYP A-BOULLOCHE	0931585T	REMPLACEMENT DU PORTAIL DU SAS D'ENTREE	10 000,00
93	MONTREUIL	LYP CONDORCET	0930122C	TRAVAUX DE SECURISATION (REHAUSSEMENT ET CLOTURES) ET REMPLACEMENT DE LA SONNERIE FIN DE COURS INTEGRANT LA SONNERIE PPMS	50 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP E-GALOIS	0932047V	TRAVAUX DE SECURISATION DES ESPACES EXTERIEURS SUITE A DE NOMBREUSES INTRUSIONS (CLOTURES ET PORTAIL)	25 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	REMPLACEMENT DE LA GACHE DU PORTILLON D'ENTREE ELEVES PAR UN SYSTEME DE VENTOUSE Y COMPRIS INTEGRATION D'UN PANNEAU D'INFORMATION DANS LA CLOTURE DU LYCEE (ACCES ELEVES)	15 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LYP CH-DE-GAULLE	0932031C	REMPLACEMENT DES PORTES DU SAS D'ENTREE	20 000,00
93	NOISY-LE-SEC	LP T-MONOD	0930133P	RENOUVELLEMENT DE 3 CAMERAS ET REMPLACEMENT DE L'ENREGISTREUR	20 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0950641F	CREATION D'UN SAS D'ENTREE (SECURISATION ET REGULATION THERMIQUE)	200 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PORTAIL D'ENTREE DES PROFESSEURS	32 000,00
95	VAUREAL	LYP C-CLAUDEL	0951710T	TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE VOLETS ROULANTS EXTERIEURS DANS LES SALLES DU RDC	30 000,00
95	ENGHIEN-LES-BAI	LYP G-MONOD	0952196W	CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS	8 000,00
95	GONESSE	LYP RENÉ-CASSIN	0950646L	REMPLACEMENT DU PORTAIL 2 BATTANTS NON MOTORISE ACCEDANT AUX LOGEMENT DE FONCTION	13 000,00
95	L'ISLE-ADAM	LYP FRAGONARD	0951147F	REMPLACEMENT DE LA VIDEOSURVEILLANCE ET SONORISATION PPMS	8 000,00
95	MONTSOULT	LP JEAN-MERMOZ	0950949R	CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS	9 000,00
95	OSNY	LYP PE-VICTOR	0951937P	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS	25 000,00
95	SARCELLES	LYP JJ-ROUSSEAU	0950650R	MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE PPMS	20 000,00
95	SARCELLES	LYP JJ-ROUSSEAU	0950650R	REMPLACEMENT DE LA CLOTURE EXISTANTE PAR DE LA CLOTURE DE 2M50	30 000,00
95	SARCELLES	LYP TOURELLE	0950947N	REMPLACEMENT DE LA CLOTURE EXISTANTE PAR DE LA CLOTURE DE 2M50	30 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP JEAN-PERRIN	0951104J	TRAVAUX DE REMPLACEMENT SONNERIE FIN DE COURS	35 000,00
95	SAINT-WITZ	LYP LÉO-DE-VINCI	0951753P	CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS	3 000,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LYP P-PICASSO	0941347D	REHAUSSEMENT DE LA CLOTURE A 2,50 METRES	41 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	FOURNITURE ET POSE D'UN GRILLAGE SUR LE MURET SURPLOMBANT LA RUE JEAN BAPTISTE RENOULT	8 770,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	CREATION D'UN PORTILLON D'ACCES (PAR BADGE) RELIANT LE PARKING DES PROFESSEURS AU TERRAIN DE FOOT	12 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	SECURITE ANTI-INTRUSION : MODIFICATION DE L'EXISTANT + MOTORISATION DU PORTAIL "VEHICULES" ACIER 2 BATTANTS; REMPLACEMENT 4 PORTES ACCES BATIMENT PRINCIPAL (3 ACCES ESCALIER "AB" +1 PRES "B1"); 2 SYSTEMES CONTROLE ACCES "LECTEURS CARTES"	52 556,00
94	SUCY-EN-BRIE	LYP CH-COLOMB	0941918Z	AMELIORATION DU SYSTEME SECURITE ANTI-INTRUSION : INSTALLATION CENTRALE "GALAXY GD520"+ CLAVIER "MK7"+ ECHANGE DES RESISTANCES DE 10 DETECTEURS. MISE EN SERVICE, PROGRAMMATION ET ESSAIS	7 600,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE, ET, TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	37 350,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT DES DETECTEURS ANTI-INTRUSION DEFECTUEUX ET EXTENSION DE L'INSTALLATION AU R+1 BAT C OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	18 675,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LYP JEAN-MACÉ	0940129E	POUR LE SITE "TREMOULET" : FOURNITURE + POSE D'UN PORTAIL COULISSANT MANUEL DE 6,70M X 2,00M DE HAUT SUR L'ENTREE PRINCIPALE	17 226,00
75	PARIS 11EME	LYP DORIAN	0750676C	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS	12 240,00
75	PARIS 12EME	LP CH-MALÉZIEUX	0750783U	TRAVAUX DE SECURISATION ET DE RENOVATION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE EXISTANT PAR LE REMPLACEMENT DES 2 CAMERAS OBSOLETES AUX 2 SAS EXTERIEURS (AVENUE LEDRU ROLLIN ET RUE DE BERCY) ET DU MONITEUR HS A L'ANCIENNE LOGE	25 000,00
75	PARIS 13EME	LP GALILÉE	0750785W	REMPLACEMENT DES CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE HORS SERVICE	6 000,00
77	COMBS-LA-VILLE	LYP GALILÉE	0772127U	SUITE DE LA SECURISATION DE L'ACCES AU LYCEE : MOTORISATION DU GRAND PORTAIL (ACCES POMPIERS) ET PORTILLON DEPUIS LA LOGE. REMPLACEMENT DES CAMERAS ANALOGIQUES MOTORISEES DEVANT LOGE ET PORTILLON (2 CAMERAS ENTREE ET DEVANT LOGE)	24 300,00
77	PONTAULT-COMBAU	LYP C-CLAUDEL	0772243V	REMPLACEMENT DE 3 CAMERAS VETUSTES HORS SERVICE, D'UN MONITEUR ET D'UN ENREGISTREUR NUMERIQUE (PORTAIL ENTREE, PORTAIL LIVRAISON, ENTREE BATIMENT PRINCIPAL)	12 200,00
92	BAGNEUX	LP LÉO-DE-VINCI	0920680P	REMPLACEMENT DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE HS	2 800,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP M-DORMOY	0941951K	REMPLACEMENT DE DEUX CAMERAS DE SURVEILLANCE ET DE L'ECRAN DE CONTROLE, LA NOUVELLE INSTALLATION PERMETTANT L'ENREGISTREMENT	3 100,00
94	CRETEIL	LYP E-BRANLY	0941018W	REMPLACEMENT DE 3 CAMERAS DETERIOREES : LES CAMERAS DE SURVEILLANCE DE L'ACCES PROFESSEUR (PARKING), DE L'ACCES LIVRAISON ET DU MAGASIN SONT REMPLACEES PAR DES EQUIPEMENTS IDENTIQUES (CAMERAS DOMES)	10 000,00

94	VITRY-SUR-SEINE	LYP JEAN-MACÉ	0940129E	VIDEOSURVEILLANCE SUR LES 3 SITES : "FERRY" REMPLACEMENT DE 5 CAMERAS. "TREMOULET" REMPLACEMENT DE 3 CAMERAS. "SEMARD" REMPLACEMENT DE 6 CAMERAS	15 800,00
95	MONTMORENCY	LP TURGOT	0951281B	REMPLACEMENT DE LA CAMERA VIDEOSURVEILLANCE DU PORTAIL LIVRAISON ET RENFORCEMENT DE LA SECURITE COTE ASCENSEURS (SERRURES A CLES)	20 000,00
75	PARIS 15EME	LYP FRESNEL	0750695Y	TRAVAUX DE SECURISATION : CREATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE DE 4 CAMERAS AVEC MONITEUR A LA LOGE (ENTREE PRINCIPALE, ENTREE ANNEXE, COURS EXTERIEURE, SORTIE SECOURS ANNEXE)	27 000,00
75	PARIS 17EME	LYP JEAN-DROUANT	0750708M	MISE EN PLACE DE 21 CAMERAS DANS L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT	30 000,00
78	RAMBOUILLET	LYP LOUIS-BASCAN	0782549X	TRAVAUX DE SECURISATION : INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE ET D'INTERPHONIE (ACCES ELEVES-ENSEIGNANTS PORTAIL RUE D'ARBOUVILLE) MISE EN PLACE D'UN CONTROLE D'ACCES ET COMPLEMENTS DE CLOTURE	25 000,00
75	PARIS 15EME	LYP LÉO-DE-VINCI	0754475G	CREATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (SITE BOURSEUL)	20 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE FERRONNERIE POUR PROTECTION DE L'ACCES AU GYMNASE ROBY	30 000,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : REMPLACEMENT DE LA VIDEOSURVEILLANCE OBSOLETE	10 000,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : SECURISATION DU SAS ET D'UNE ISSUE DE SECOURS ISOLEE RUE DES MARAICHERS, ALARME ANTI-INTRUSION OP.No Complément de crédit soit 0,180 ME	142 128,00
93	DRANCY	LYP E-DELACROIX	0930119Z	MISE EN SECURITE PAR LA MISE EN PLACE DE VIDEOSURVEILLANCE SUR L'ENSEMBLE DU SITE	76 552,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE HORS SERVICE	38 814,00

Budget 2017 - HP027-001 / 2361 chapitre 902 **2 035 209,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	6 148,00
75	PARIS 05EME	LCM HENRI-IV	0750654D	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	5 080,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	6 972,00
75	PARIS 13EME	LCM CLAUDE-MONET	0750683K	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	5 000,00
75	PARIS 15EME	LCM BUFFON	0750693W	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	7 508,00
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE LA FACADE RUE LEON L'HERMITTE PAR LA MISE EN PLACE D'UN BARREAUDAGE AUX FENETRES OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	11 450,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS DE LA CMR OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	5 758,00
75	PARIS 16EME	LYP JB-SAY	0750700D	PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE, ET, TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE, OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	8 062,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET GRILLES COTE GYMNASE, ET, TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	12 650,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT DES DETECTEURS ANTI-INTRUSION DEFECTUEUX ET EXTENSION DE L'INSTALLATION AU R+1 BAT C OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	6 325,00
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : SECURISATION DU SAS ET D'UNE ISSUE DE SECOURS ISOLEE RUE DES MARAICHERS, ALARME ANTI-INTRUSION OP.No Complément de crédit soit 0,180 ME	37 872,00

Budget 2017 - HP027-001 / 4551 chapitre 902 **112 825,00**

ANNEXE N°5 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**27 - Sécurité**
Programme	**127001 - Sécurisation des lycées**
Action	**12700103 - Subvention pour la sécurité aux EPLE**

Dispositif : N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées

Dossier	17002649 - ETABLISSEMENT 0750656F - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3414 - LG LAVOISIER PARIS 05EME		
Localisation	LYP LAVOISIER (PARIS 5)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 852,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 852,00 €	

Dossier	17002650 - ETABLISSEMENT 0750656F - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3414 - LG LAVOISIER PARIS 05EME		
Localisation	LYP LAVOISIER (PARIS 5)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 148,00 €	Code nature	4551750416
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 148,00 €	

Dossier	17002651 - ETABLISSEMENT 0750654D - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3415 - LG HENRI IV PARIS 05EME		
Localisation	LCM HENRI IV		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 920,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 920,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002652 - ETABLISSEMENT 0750654D - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3415 - LG HENRI IV PARIS 05EME		
Localisation	LCM HENRI IV		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 080,00 €	Code nature	4551750316
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 080,00 €	

Dossier	17002653 - ETABLISSEMENT 0750658H - TRAVAUX DE SECURISATION SUIVANT DIAGNOSTIC SECURITE : I		
Bénéficiaire	R3416 - LG SAINT LOUIS PARIS 06EME		
Localisation	LCM SAINT LOUIS (PARIS 6)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 000,00 €	

Dossier	17002654 - ETABLISSEMENT 0750657G - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3418 - LG MONTAIGNE PARIS 06EME		
Localisation	LCM MONTAIGNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 028,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 028,00 €	

Dossier	17002655 - ETABLISSEMENT 0750657G - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3418 - LG MONTAIGNE PARIS 06EME		
Localisation	LCM MONTAIGNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 972,00 €	Code nature	4551750516
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 972,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002656 - ETABLISSEMENT 0750683K - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3446 - LG CLAUDE MONET PARIS 13EME		
Localisation	LCM CLAUDE MONET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17002657 - ETABLISSEMENT 0750683K - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3446 - LG CLAUDE MONET PARIS 13EME		
Localisation	LCM CLAUDE MONET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	4551751416
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Dossier	17002658 - ETABLISSEMENT 0750691U - FOURNITURE ET POSE D'UN VISIOPHONE AU NIVEAU DU PORTAIL		
Bénéficiaire	R3453 - LPO LYC METIER RASPAIL PARIS 14EME		
Localisation	LYT RASPAIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 000,00 €	

Dossier	17002659 - ETABLISSEMENT 0750693W - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3462 - LG BUFFON PARIS 15EME		
Localisation	LCM BUFFON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 492,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 492,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002660 - ETABLISSEMENT 0750693W - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3462 - LG BUFFON PARIS 15EME		
Localisation	LCM BUFFON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 508,00 €	Code nature	4551751816
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 508,00 €	

Dossier	17002661 - ETABLISSEMENT 0750694X - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE LA FACADE RUE LEON L'H		
Bénéficiaire	R3384 - LG CAMILLE SEE PARIS 15EME		
Localisation	LCM CAMILLE SEE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 550,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 550,00 €	

Dossier	17002662 - ETABLISSEMENT 0750694X - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE LA FACADE RUE LEON L'H		
Bénéficiaire	R3384 - LG CAMILLE SEE PARIS 15EME		
Localisation	LCM CAMILLE SEE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 450,00 €	Code nature	4551751916
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 450,00 €	

Dossier	17002663 - ETABLISSEMENT 0753256G - TRAVAUX DE SECURISATION SUIVANT DIAGNOSTIC SECURITE : I		
Bénéficiaire	R3368 - EREA ALEXANDRE DUMAS PARIS 15EME		
Localisation	EREA A. DUMAS ex CRONSTADT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002664 - ETABLISSEMENT 0750699C - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3387 - LG JANSON DE SAILLY PARIS 16EME		
Localisation	LCM JANSON DE SAILLY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 242,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 242,00 €	

Dossier	17002665 - ETABLISSEMENT 0750699C - PROGRAMME 2016 : SECURISATION DE L'ENTREE ET DES ABORDS		
Bénéficiaire	R3387 - LG JANSON DE SAILLY PARIS 16EME		
Localisation	LCM JANSON DE SAILLY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 758,00 €	Code nature	4551752216
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 758,00 €	

Dossier	17002666 - ETABLISSEMENT 0750700D - PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET G		
Bénéficiaire	R3388 - LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME		
Localisation	LYP J-BAPTISTE SAY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 938,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 938,00 €	

Dossier	17002667 - ETABLISSEMENT 0750700D - PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET G		
Bénéficiaire	R3388 - LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME		
Localisation	LYP J-BAPTISTE SAY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 062,00 €	Code nature	4551752416
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 062,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002668 - ETABLISSEMENT 0750712S - REMPLACEMENT DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS		
Bénéficiaire	R3350 - LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT		
Localisation	LYT DIDEROT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 147,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 147,00 €	

Dossier	17002669 - ETABLISSEMENT 0770918E - DANS LE CADRE DE LA SECURISATION : A LA LOGE, FOURNITUR		
Bénéficiaire	R3250 - LGT LYC METIER URUGUAY FRANCE AVON CEDEX		
Localisation	LYT URUGUAY FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 500,00 €	

Dossier	17002670 - ETABLISSEMENT 0770918E - FOURNITURE ET POSE D'UNE NOUVELLE PORTE VITREE POUR LA		
Bénéficiaire	R3250 - LGT LYC METIER URUGUAY FRANCE AVON CEDEX		
Localisation	LYT URUGUAY FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 300,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 300,00 €	

Dossier	17002671 - ETABLISSEMENT 0771436T - CREATION DU SYSTEME DE DIFFUSEURS SONORES PPMS		
Bénéficiaire	R3668 - LEGTPA BOUGAINVILLE BRIE-COMTE-ROBERT		
Localisation	LYA BOUGAINVILLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002672 - ETABLISSEMENT 0772292Y - MODIFICATION ET AJOUT DE DIFFUSEURS SONORES		
Bénéficiaire	R19061 - LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES		
Localisation	LYP MARTIN LUTHER KING BUSSY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	17002673 - ETABLISSEMENT 0770922J - CREATION D'UN ORGANIGRAMME POUR L'ENSEMBLE DU LYCEE (BA		
Bénéficiaire	R3254 - LGT GASTON BACHELARD CHELLES		
Localisation	LYP GASTON BACHELARD		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	75 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		75 000,00 €	

Dossier	17002674 - ETABLISSEMENT 0771995A - REMPLACEMENT DE LA BAIE DE SONORISATION ET DIFFUSEURS P		
Bénéficiaire	R3255 - LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY		
Localisation	LP LE CHAMP DE CLAYE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17002675 - ETABLISSEMENT 0771997C - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SONORISATION POUR DIFFUSI		
Bénéficiaire	R3256 - LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE		
Localisation	LP JACQUES PREVERT (COMBS LV)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002676 - ETABLISSEMENT 0772685A - CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS		
Bénéficiaire	R3983 - LGT SAMUEL BECKETT LA FERTE-SOUS-JOUARRE		
Localisation	LYP NOUVEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002677 - ETABLISSEMENT 0772294A - REMPLACEMENT DE LA BAIE DE SONORISATION ET DIFFUSEURS P		
Bénéficiaire	R3235 - LGT EMILY BRONTE LOGNES		
Localisation	LYP EMILY BRONTE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 500,00 €	

Dossier	17002678 - ETABLISSEMENT 0770931U - CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS		
Bénéficiaire	R18495 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX		
Localisation	LYT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	48 829,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 829,00 €	

Dossier	17002679 - ETABLISSEMENT 0771763Y - REALISATION D'UNE INSTALLATION DE SONORISATION (SONNERI		
Bénéficiaire	R3283 - LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE		
Localisation	LYP CHARLES LE CHAUVE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002680 - ETABLISSEMENT 0772688D - REMPLACEMENT DE LA BAIE DE SONORISATION ET DIFFUSEURS P		
Bénéficiaire	R3919 - LPO EMILIE DU CHATELET SERRIS		
Localisation	LYP EMILIE DU CHATELET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Dossier	17002681 - ETABLISSEMENT 0772120L - MODIFICATION ET AJOUT DE DIFFUSEURS SONORES		
Bénéficiaire	R3287 - LGT JEAN MOULIN TORCY		
Localisation	LYP JEAN MOULIN (TORCY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002682 - ETABLISSEMENT 0782539L - TRAVAUX DE SECURISATION : SYSTEME PERMETTANT LA SORTIE		
Bénéficiaire	R3669 - LGT SAINT EXUPERY MANTES LA JOLIE		
Localisation	LYP SAINT EXUPERY (MANTES LA J		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Dossier	17002683 - ETABLISSEMENT 0782132U - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PORTAIL ACCES PARKING PERSON		
Bénéficiaire	R3229 - LGT JEANNE D'ALBRET SAINT GERMAIN EN LAYE		
Localisation	LYP JEANNE D'ALBRET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002684 - ETABLISSEMENT 0782132U - TRAVAUX DE SECURISATION DE VITRAGES COTE PETIT GYMNASE		
Bénéficiaire	R3229 - LGT JEANNE D'ALBRET SAINT GERMAIN EN LAYE		
Localisation	LYP JEANNE D'ALBRET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 000,00 €	

Dossier	17002685 - ETABLISSEMENT 0782567S - INSTALLATION D'UN MODULE AUDIO (SONNERIE PPMS ET ATTENT		
Bénéficiaire	R3694 - LGT MARIE CURIE VERSAILLES		
Localisation	LYT MARIE CURIE (VERSAILLES)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17002686 - ETABLISSEMENT 0782587N - FOURNITURE ET POSE DE SERRURES SECURISEES AUX BATIMENTS		
Bénéficiaire	R3673 - LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC		
Localisation	LYP VIOLLET LE DUC		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002687 - ETABLISSEMENT 0910755B - REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (ACTUEL HS		
Bénéficiaire	R3332 - LP LYC METIER NADAR DRAVEIL		
Localisation	LP NADAR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 200,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002688 - ETABLISSEMENT 0911577V - INSTALLATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS		
Bénéficiaire	R3342 - LGT JACQUES PREVERT LONGJUMEAU 91		
Localisation	LYP JACQUES PREVERT LONGJUMEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 100,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 100,00 €	

Dossier	17002689 - ETABLISSEMENT 0911945V - SECURISATION DES ACCES PAR LE REMPLACEMENT DE SERRURES		
Bénéficiaire	R15365 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS		
Localisation	LYP MARGUERITE YOURCENAR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002690 - ETABLISSEMENT 0910756C - DANS LE CADRE DE LA SECURISATION : MISE EN PLACE D'UNE		
Bénéficiaire	R3554 - LP LYC METIER LOUIS ARMAND YERRES		
Localisation	LP LOUIS ARMAND		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	17002691 - ETABLISSEMENT 0931024H - BATIMENT LOGEMENTS : FOURNITURE ET POSE D'UNE PORTE D'E		
Bénéficiaire	R3618 - LP JEAN PIERRE TIMBAUD AUBERVILLIERS		
Localisation	LP JP TIMBAUD (AUBERVILLIERS)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002692 - ETABLISSEMENT 0931198X - FOURNITURE ET POSE D'UNE INTERPHONIE SUR PORTAIL POUR L		
Bénéficiaire	R3625 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY		
Localisation	LP ALFRED COSTES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002693 - ETABLISSEMENT 0931430Z - REMPLACEMENT DE L'ALARME ANTI-INTRUSION		
Bénéficiaire	R3639 - LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE		
Localisation	LYP JACQUES BREL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17002694 - ETABLISSEMENT 0932118X - CREATION DU SAS DE SECURITE ENTREE ELEVES		
Bénéficiaire	R3640 - LPO JEAN MOULIN LE BLANC MESNIL		
Localisation	LYP JEAN MOULIN (BLANC-MESNIL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17002695 - ETABLISSEMENT 0932118X - REMPLACEMENT COMPLET DE LA VIDEOSURVEILLANCE (ENREGISTR		
Bénéficiaire	R3640 - LPO JEAN MOULIN LE BLANC MESNIL		
Localisation	LYP JEAN MOULIN (BLANC-MESNIL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	45 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		45 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002696 - ETABLISSEMENT 0930136T - CREATION D'UN SAS		
Bénéficiaire	R3645 - LP LYC METIER CLAUDE NICOLAS LEDOUX LES PAVILLONS SOUS BOIS		
Localisation	LP CLAUDE NICOLAS LEDOUX		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 500,00 €	

Dossier	17002697 - ETABLISSEMENT 0931585T - REMPLACEMENT DU PORTAIL DU SAS D'ENTREE		
Bénéficiaire	R3646 - LGT ANDRE BOULLOCHE LIVRY GARGAN		
Localisation	LYP ANDRE BOULLOCHE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002698 - ETABLISSEMENT 0930122C - TRAVAUX DE SECURISATION (REHAUSSEMENT ET CLOTURES) ET R		
Bénéficiaire	R18521 - LGT LYC METIER CONDORCET (AUTOMOBILE) MONTREUIL		
Localisation	LYT CONDORCET (AUTOMOBILE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 000,00 €	

Dossier	17002699 - ETABLISSEMENT 0932047V - TRAVAUX DE SECURISATION DES ESPACES EXTERIEURS SUITE A		
Bénéficiaire	R18858 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND		
Localisation	LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002700 - ETABLISSEMENT 0931739K - REMPLACEMENT DE LA GACHE DU PORTILLON D'ENTREE ELEVES P		
Bénéficiaire	R3658 - LP JEAN MOULIN ROSNY SOUS BOIS		
Localisation	LP JEAN MOULIN (ROSNY/S BOIS)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17002701 - ETABLISSEMENT 0932031C - REMPLACEMENT DES PORTES DU SAS D'ENTREE		
Bénéficiaire	R15357 - LGT CHARLES DE GAULLE ROSNY SOUS BOIS		
Localisation	LYP CHARLES DE GAULLE ROSNY SB		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17002702 - ETABLISSEMENT 0930133P - RENOUVELLEMENT DE 3 CAMERAS ET REMPLACEMENT DE L'ENREGI		
Bénéficiaire	R15799 - LP THEODORE MONOD NOISY LE SEC		
Localisation	LP THEODORE MONOD NOISY LE SEC		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17002703 - ETABLISSEMENT 0950641F - CREATION D'UN SAS D'ENTREE (SECURISATION ET REGULATION		
Bénéficiaire	R18539 - LPO JEAN JAURES ARGENTEUIL CEDEX		
Localisation	LYP JEAN JAURES (ARGENTEUIL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	200 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002704 - ETABLISSEMENT 0951637N - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU PORTAIL D'ENTREE DES PROFES		
Bénéficiaire	R3474 - LGT GALILEE CERGY		
Localisation	LYP GALILEE (CERGY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	32 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 000,00 €	

Dossier	17002705 - ETABLISSEMENT 0951710T - TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE VOLETS ROULANTS EXTERIEURS		
Bénéficiaire	R3678 - LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL VAUREAL		
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL (VAUREAL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17002706 - ETABLISSEMENT 0952196W - CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS		
Bénéficiaire	R3682 - LGT GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS		
Localisation	LYP GUSTAVE MONOD (ENGHIEN LB)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	17002707 - ETABLISSEMENT 0950646L - REMPLACEMENT DU PORTAIL 2 BATTANTS NON MOTORISE ACCEDAN		
Bénéficiaire	R3687 - LGT RENE CASSIN GONESSE		
Localisation	LYP RENE CASSIN (GONESSE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002708 - ETABLISSEMENT 0951147F - REMPLACEMENT DE LA VIDEOSURVEILLANCE ET SONORISATION PP		
Bénéficiaire	R3392 - LGT FRAGONARD L'ISLE ADAM		
Localisation	LYP FRAGONARD		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	17002709 - ETABLISSEMENT 0950949R - CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS		
Bénéficiaire	R3396 - LP JEAN MERMOZ MONTSOULT		
Localisation	LP JEAN MERMOZ		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 000,00 €	

Dossier	17002710 - ETABLISSEMENT 0951937P - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS		
Bénéficiaire	R3215 - LPO PAUL EMILE VICTOR OSNY		
Localisation	LYP PAUL EMILE VICTOR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	17002711 - ETABLISSEMENT 0950650R - MISE EN PLACE D'UNE SONNERIE PPMS		
Bénéficiaire	R18545 - LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES		
Localisation	LYP JJ ROUSSEAU (SARCELLES)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002712 - ETABLISSEMENT 0950650R - REMPLACEMENT DE LA CLOTURE EXISTANTE PAR DE LA CLOTURE		
Bénéficiaire	R18545 - LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES		
Localisation	LYP JJ ROUSSEAU (SARCELLES)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17002713 - ETABLISSEMENT 0950947N - REMPLACEMENT DE LA CLOTURE EXISTANTE PAR DE LA CLOTURE		
Bénéficiaire	R3402 - LPO DE LA TOURELLE SARCELLES		
Localisation	LYP DE LA TOURELLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17002714 - ETABLISSEMENT 0951104J - TRAVAUX DE REMPLACEMENT SONNERIE FIN DE COURS		
Bénéficiaire	R3399 - LPO JEAN PERRIN SAINT OUEN L'AUMONE		
Localisation	LYT JEAN PERRIN ST-OUEN L'AUM		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 000,00 €	

Dossier	17002715 - ETABLISSEMENT 0951753P - CREATION D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE PPMS		
Bénéficiaire	R16193 - LGT LEONARD DE VINCI SAINT WITZ		
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI (ST WITZ)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002716 - ETABLISSEMENT 0941347D - REHAUSSEMENT DE LA CLOTURE A 2,50 METRES		
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS		
Localisation	LYP PABLO PICASSO		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	41 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		41 000,00 €	

Dossier	17002717 - ETABLISSEMENT 0940115P - FOURNITURE ET POSE D'UN GRILLAGE SUR LE MURET SURPLOMBA		
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE		
Localisation	IVRY-SUR-SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 770,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 770,00 €	

Dossier	17002718 - ETABLISSEMENT 0940118T - CREATION D'UN PORTILLON D'ACCES (PAR BADGE) RELIANT LE		
Bénéficiaire	R3490 - LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE		
Localisation	LYP LOUIS ARMAND (NOGENT S/M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	17002719 - ETABLISSEMENT 0940120V - SECURITE ANTI-INTRUSION : MODIFICATION DE L'EXISTANT +		
Bénéficiaire	R3497 - LGT MARCELIN BERTHELOT SAINT MAUR DES FOSSES		
Localisation	LYP MARCELIN BERTHELOT STMAUR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	52 556,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		52 556,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002720 - ETABLISSEMENT 0941918Z - AMELIORATION DU SYSTEME SECURITE ANTI-INTRUSION : INSTA		
Bénéficiaire	R16037 - LPO CHRISTOPHE COLOMB SUCY EN BRIE		
Localisation	LYP CHRISTOPHE COLOMB		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 600,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 600,00 €	

Dossier	17002721 - ETABLISSEMENT 0940124Z - PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET G		
Bénéficiaire	R3504 - LGT HECTOR BERLIOZ VINCENNES		
Localisation	LYP HECTOR BERLIOZ		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	37 350,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		37 350,00 €	

Dossier	17002722 - ETABLISSEMENT 0940124Z - PROGRAMME 2016 : MISE EN PLACE D'UN SAS PORTILLONS ET G		
Bénéficiaire	R3504 - LGT HECTOR BERLIOZ VINCENNES		
Localisation	LYP HECTOR BERLIOZ		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 650,00 €	Code nature	4551940316
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	17002723 - ETABLISSEMENT 0940124Z - PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT DES DETECTEURS ANTI-INTRU		
Bénéficiaire	R3504 - LGT HECTOR BERLIOZ VINCENNES		
Localisation	LYP HECTOR BERLIOZ		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 675,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 675,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002724 - ETABLISSEMENT 0940124Z - PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT DES DETECTEURS ANTI-INTRU		
Bénéficiaire	R3504 - LGT HECTOR BERLIOZ VINCENNES		
Localisation	LYP HECTOR BERLIOZ		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 325,00 €	Code nature	4551940316
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 325,00 €	

Dossier	17002725 - ETABLISSEMENT 0940129E - POUR LE SITE "TREMOULET" : FOURNITURE + POSE D'UN PORTA		
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE		
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 226,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 226,00 €	

Dossier	17002726 - ETABLISSEMENT 0750676C - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS		
Bénéficiaire	R3433 - LPO LYC METIER DORIAN PARIS 11EME		
Localisation	LYT DORIAN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 240,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 240,00 €	

Dossier	17002727 - ETABLISSEMENT 0750783U - TRAVAUX DE SECURISATION ET DE RENOVATION DU SYSTEME DE		
Bénéficiaire	R3441 - LP CHENNEVIERE MALEZIEUX PARIS 12EME		
Localisation	LP CHENNEVIERE MALEZIEUX		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002728 - ETABLISSEMENT 0750785W - REMPLACEMENT DES CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE HORS SERV		
Bénéficiaire	R3447 - LP GALILEE PARIS 13EME		
Localisation	LP GALILEE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	17002729 - ETABLISSEMENT 0772127U - SUITE DE LA SECURISATION DE L'ACCES AU LYCEE : MOTORISA		
Bénéficiaire	R3257 - LGT GALILEE COMBS LA VILLE		
Localisation	LYP GALILEE (COMBS LA VILLE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	24 300,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 300,00 €	

Dossier	17002730 - ETABLISSEMENT 0772243V - REMPLACEMENT DE 3 CAMERAS VETUSTES HORS SERVICE, D'UN M		
Bénéficiaire	R15273 - LGT CAMILLE CLAUDEL PONTAULT COMBAULT CEDEX		
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL PONTAULT-C		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 200,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 200,00 €	

Dossier	17002731 - ETABLISSEMENT 0920680P - REMPLACEMENT DE CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE HS		
Bénéficiaire	R3561 - LP LEONARD DE VINCI BAGNEUX		
Localisation	LP LEONARD DE VINCI		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 800,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002732 - ETABLISSEMENT 0941951K - REMPLACEMENT DE DEUX CAMERAS DE SURVEILLANCE ET DE L'EC		
Bénéficiaire	R3528 - LPO LYC METIER MARX DORMOY CHAMPIGNY SUR MARNE		
Localisation	LYP MARX DORMOY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 100,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 100,00 €	

Dossier	17002733 - ETABLISSEMENT 0941018W - REMPLACEMENT DE 3 CAMERAS DETERIOREES : LES CAMERAS DE		
Bénéficiaire	R18527 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL		
Localisation	LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002734 - ETABLISSEMENT 0940129E - VIDEOSURVEILLANCE SUR LES 3 SITES : "FERRY" REMPLACEMEN		
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE		
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 800,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 800,00 €	

Dossier	17002735 - ETABLISSEMENT 0951281B - REMPLACEMENT DE LA CAMERA VIDEOSURVEILLANCE DU PORTAIL		
Bénéficiaire	R3395 - LP TURGOT MONTMORENCY		
Localisation	LP TURGOT (MONTMORENCY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002736 - ETABLISSEMENT 0750695Y - TRAVAUX DE SECURISATION : CREATION DÆUN SYSTEME DE VIDE		
Bénéficiaire	R3385 - LPO LYC METIER FRESNEL PARIS 15EME		
Localisation	LYT FRESNEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	27 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		27 000,00 €	

Dossier	17002737 - ETABLISSEMENT 0750708M - MISE EN PLACE DE 21 CAMERAS DANS L'ENSEMBLE DE L'ETABLI		
Bénéficiaire	P0021683 - LPO LYC METIER LYCEE POLYVALENT JEAN DROUANT PARIS 17EME		
Localisation	LYP JEAN DROUANT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17002738 - ETABLISSEMENT 0782549X - TRAVAUX DE SECURISATION : INSTALLATION D'UN SYSTEME DE		
Bénéficiaire	R3313 - LPO LOUIS BASCAN RAMBOUILLET		
Localisation	LYP LOUIS BASCAN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	17002739 - ETABLISSEMENT 0754475G - CREATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE (SITE BOURSE		
Bénéficiaire	R3460 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI PARIS 15EME		
Localisation	LYT LEONARD DE VINCI (PARIS 15)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17002740 - ETABLISSEMENT 0782132U - TRAVAUX DE FERRONNERIE POUR PROTECTION DE L'ACCES AU GY		
Bénéficiaire	R3229 - LGT JEANNE D'ALBRET SAINT GERMAIN EN LAYE		
Localisation	LYP JEANNE D'ALBRET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17003503 - ETABLISSEMENT 0750715V - REMPLACEMENT DE LA VIDEOSURVEILLANCE OBSOLETE		
Bénéficiaire	R3358 - LGT MAURICE RAVEL PARIS 20EME		
Localisation	LYP MAURICE RAVEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17003504 - ETABLISSEMENT 0750715V - SECURISATION D'UN SAS ET D'UNE ISSUE DE SECOURS ISOLEE RUE DES MARAICHERS, ALARME ANTI-INTRUSION		
Bénéficiaire	R3358 - LGT MAURICE RAVEL PARIS 20EME		
Localisation	LYP MAURICE RAVEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	142 128,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		142 128,00 €	

Dossier	17003505 - ETABLISSEMENT 0750715V - SECURISATION D'UN SAS ET D'UNE ISSUE DE SECOURS ISOLEE RUE DES MARAICHERS, ALARME ANTI-INTRUSION		
Bénéficiaire	R3358 - LGT MAURICE RAVEL PARIS 20EME		
Localisation	LYP MAURICE RAVEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	37 872,00 €	Code nature	4551753017
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		37 872,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-058	Budget	2017

Dossier	17003506 - ETABLISSEMENT 0930119Z - MISE EN SECURITE PAR LA MISE EN PLACE DE VIDEOSURVEILLANCE SUR L'ENSEMBLE DU SITE		
Bénéficiaire	R3630 - LPO EUGENE DELACROIX DRANCY		
Localisation	LYP EUGENE DELACROIX (DRANCY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	76 552,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		76 552,00 €	

Dossier	17003517 - ETABLISSEMENT 0930834B - REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE HORS SERVICE		
Bénéficiaire	R3620 - LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS		
Localisation	LYT (VOILLAUME)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	38 814,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 814,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées	2 148 034,00 €

Total sur l'imputation 902 - 27 - 127001 - 12700103	2 148 034,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-059

DU 8 MARS 2017

Opération de reconstruction sur site du lycée Georges Brassens à Villeneuve-Le-Roi (94)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment son article L.214-5 ;

VU La délibération CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la présidente du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du conseil régional à la commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 112-12 du 23 novembre 2012 portant changement de statuts de la SAERP ;

VU La délibération n° CR 106-12 du 23 novembre 2012 relatif au PPI 2012 ;

VU La délibération CR 83-16 du 19-20 mai 2016 sur la révision du PPI 2016-2022 ;

VU La délibération CP 15-127 du 29 janvier 2015 adoptant le principe du lancement de l'opération de reconstruction du lycée Georges Brassens à Villeneuve-Le-Roi ;

VU La délibération CP 15-297 du 8 octobre 2015 approuvant le programme de l'opération de reconstruction globale sur un nouveau site du lycée Georges Brassens à Villeneuve-Le-Roi ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-059 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Abroge le premier tiret de l'article 1 de la délibération CP 15-297 du 8 octobre 2015 portant sur la reconstruction du lycée Georges Brassens à Villeneuve-Le-Roi sur un nouveau foncier.

Abroge le premier tiret de l'article 4 portant sur la signature du contrat de mandat avec la SAERP pour l'opération de reconstruction du lycée Georges Brassens à Villeneuve-Le-Roi sur un nouveau foncier.

Article 2 :

Approuve le programme de l'opération de reconstruction du lycée Georges Brassens de VILLENEUVE-LE-ROI (94) sur le foncier actuel.

Article 3 :

Pour l'opération visée à l'article 2, décide d'affecter un complément d'autorisation de programme de 1.320.000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « rénovation des lycées publics» (12200401) du budget 2017.

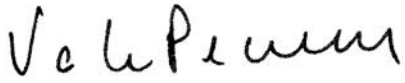
Article 4 :

Pour la conduite de l'opération visée à l'article 2, décide d'autoriser la Présidente à signer la convention de mandat avec la SAERP, conformément aux taux de rémunération votés dans le cadre de la délibération n° CR 112-12 du 23 novembre 2012 portant transformation de la SAERP en société publique locale, pour un taux de 2,10%.

Article 5 :

Pour l'opération visée à l'article 2, décide d'autoriser la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention de mandat avec la SAERP

CONVENTION DE MANDAT

N° 1500033 MAN UL 06

OPERATION : RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLEVEUVE-LE-ROI (94)

OBJET DE LA CONVENTION : MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE

MAITRE D'OUVRAGE : **REGION ILE-DE-FRANCE**
Pôle lycées
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisé par les délibérations de la commission permanente n° CP 17-059 du 8 mars 2017.

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, sa Directrice générale, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 14 mai 2014.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

ARTICLE 8 : ASSURANCES

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur l'opération de **Reconstruction du lycée Georges Brassens de Villeneuve-le-Roi à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne)**, comportant les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

L'enveloppe financière est fixée à 60.500.000,00 euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2A***.

Elle est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif, ou, à défaut, du projet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Charte graphique et ses annexes
- Annexe 5 : Documents techniques à remettre par le mandataire au pôle lycées au cours de l'opération
- Annexe 6 : Plan d'archivage

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :

Montant HT = [A x B] / [1 + (B x TVA en vigueur)]

A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues

B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : 2,10%

3.2 Ajustement de la Rémunération

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues (rémunération du mandataire comprise).

La rémunération est également ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

3.3 – Acomptes

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Phase 1	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés et publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre		2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 1		4%
	Validation du dossier de consultation des concepteurs		4%
	Sous-total		**10%**
Phase 2	Démarrage des commissions techniques		2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 2		5%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre		3%
	Sous-total		**10%**
Phase 3		1ère tranche travaux : 10 %	2ème tranche travaux : 90 %
	Transmission esquisse	2%	
	Transmission du rapport APS	5%	
	Validation APS	3%	
	Sous-total	**10%**	
Phase 4	Transmission de l'APD	2%	
	Validation de l'APD	4%	
	Notification de l'avenant au MOE en phase APD	4%	
	Sous-total	**10%**	
Phase 5	Validation du PRO	3%	
	Validation du DCE	3%	
	Validation du RAO	4%	
	Sous-total	**10%**	
Phase 6	Exécution des travaux	40%	
	Sous-total	**40%**	
Phase 7	Réception	2,5%	
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%	
	Sous-total	**5%**	
Phase 8	Etablissement du BFM		2,5%
	Quitus		2,5%
	Sous-total		**5%**

Les étapes 3 à 7 incluses ci-dessus décrites concernent : la réalisation des missions correspondant à la 1ère tranche de travaux (bâtiments démontables) représente 10 % du total desdites phases, et la réalisation des missions correspondant à la 2ème tranche de travaux (désamiantage et démolition du lycée et construction de la nouvelle demi-pension et des logements ; démolition du bâtiment logements, reconstruction du lycée ; démolition des BD et aménagements extérieurs) représente 90 % du total desdites phases.

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès du Service budget - Mission administration, pilotage, projets transverses – Pôle Lycées.

3.4 – Paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement cours à compter de la réception des justificatifs et dossier complet fournis par le mandataire conformément à la présente convention.

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de 3 ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention. A cet effet, il dresse et tient à jour le calendrier opérationnel (Diagramme de Gant) et ses évolutions tout au long de l'opération. Il doit être en capacité de le transmettre au maître d'ouvrage à tout moment ;
- pilote, la démarche Qualité Environnementale pour les opérations concernées et notamment la procédure de certification lorsque celle-ci s'applique à l'opération ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de la concertation ;
- gère, le cas échéant, la mise en œuvre du 1% artistique ;
- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par le code des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr). Il assure la dématérialisation des procédures, le suivi de la passation et le cas échéant des avenants, en utilisant l'outil informatique spécifique du maître d'ouvrage. Il rend compte des marchés qu'il a passé ;
- gère l'exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;
- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;
- établit les comptes rendus des réunions à chaque phase de l'opération telles que : lancement des diagnostics, synthèse des diagnostics, questions/réponses, commissions techniques, négociations, mise au point du projet (APS, APD, PRO, DCE….) ;
- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d'ouvrage ;
- s'approprie les résultats de l'ensemble des diagnostics liés à l'opération, y compris ceux dont il n'a pas assuré la passation et/ou l'exécution.
- participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu (hors réunions de chantier et OPC) ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier de l'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, le rapport d'avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;
- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l'opération.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous.

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 1B*** de la convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des concepteurs, dossier de consultation des entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 – De la notification de la convention de mandat à l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre

Le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DCC) des concepteurs et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché de maîtrise d'œuvre.

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, le mandataire apprécie la nécessité de réaliser le cas échéant toute autre étude non réalisée par le maître d'ouvrage et en réfère au maître d'ouvrage.
Avec l'accord du maître d'ouvrage, il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Les résultats des diagnostics sont alors analysés par le mandataire au regard de la fiche financière que le maître d'ouvrage lui a remis au début de l'opération. Il lui appartient d'alerter le maître d'ouvrage sur les difficultés techniques et de les confronter avec le budget de l'opération, de proposer des solutions.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :
- le projet de règlement de consultation de maîtrise d'œuvre,
- le DCC complet et finalisé.

Concomitamment à la constitution du DCC, le mandataire rédige le projet d'AAPC pour le marché de maîtrise d'œuvre qu'il soumet également à l'accord du maître d'ouvrage.

Le mandataire remet le DCC (y compris les questions-réponses) au maître d'ouvrage selon les prescriptions de ce dernier (cf. annexe 5 : arborescence et codification).

Il envoie aux publications l'AAPC de maîtrise d'œuvre dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

6.2 – De l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

6.2.1 : Assistance pour le choix du maître d'œuvre

Le mandataire assure, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des maîtres d'œuvre et la négociation du marché de maîtrise d'œuvre conformément aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

- il rédige et publie l'AAPC et les éventuels avis rectificatif sur les supports appropriés.

- il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :
  - contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
  - déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
  - présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et technique intégrant une analyse détaillée des candidatures au regard des critères de l'AAPC avec une proposition de classification (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage).

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de sélection ou de 1ère phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : //www. iledefrance.fr/marches-publics/) ;
  - assure la présentation orale de l'opération devant le jury ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets aux candidats.

- il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'anonymat et de l'égalité de traitement des candidats :
  - transmet le DCC complet et validé aux équipes concurrentes ;
  - organise et est présent à la (les) visite(s) du site ;
  - à l'issue des réponses aux questions des candidats, transmet, en deux exemplaires, sur CDROM les fichiers informatiques sous format pdf du DCC finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;
  - organise et est présent à la (aux) réunion(s) d'information ;
  - organise et est présent aux commissions techniques ;

- il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
  - rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
  - présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
  - analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAPC et le RPC.

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de désignation du ou des lauréats, ou jury de 2ème phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ;
  - s'assure de la présence des « experts » de la commission technique ;
  - assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
  - rédige le procès-verbal du jury qu'il soumet pour approbation au maître d'ouvrage ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets motivés

- il assiste le maître d'ouvrage pour la négociation du marché de maîtrise d'œuvre, transmet le rapport de la commission technique au lauréat, analyse les propositions de l'équipe lauréate (taux de complexité, taux de rémunération), rédige les comptes rendu de réunion de négociation ;

- il rédige le rapport destiné, le cas échéant à la CAO, au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution ;

- le cas échéant, il règle les indemnités aux personnalités qualifiées membres du jury.

6.2.2 : Passation des autres marchés d'études

Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage (Cf. article 7.2 de la présente convention).

6.3 – De la notification du marché de maîtrise d'œuvre au lancement de l'AAPC travaux

6.3.1 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

Le marché de maîtrise d'œuvre devra prévoir deux études et marchés de travaux en parallèle.
Le premier concernera les bâtiments démontables qui devront être livrés en 2020, pour permettre l'accueil du lycée préalablement aux opérations de désamiantage de l'établissement.
Le second concernera les opérations de démolition et de reconstruction avec comme objectifs : le désamiantage et la démolition du lycée avec la construction de la nouvelle demi-pension et des logements : livraison 2021 ; la démolition du bâtiment logements et la reconstruction du lycée : livraison du lycée en 2022 ; la démolition des BD et les aménagements extérieurs : livraison 2023.

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projet.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APS, APD, PRO et DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :
- CSPS
- Contrôleur technique
- CSSI
- AMO HQE
- Assistant câblage
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier APS, APD, PRO ou DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :
- programmation fonctionnelle et technique
- sécurité incendie
- qualité environnementale
- énergie
- Autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

La synthèse des documents à remettre à chaque phase au maître d'ouvrage (services opérationnels de la Région, lycées, outil de gestion du patrimoine) est présentée à l'annexe 5.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

En phase de validation d'APD, le mandataire effectue un contrôle de la cohérence avec les objectifs et du programme initial, amandée le cas échéant, des remarques de la commission technique du jury de concours reprises lors des négociations avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.
Dans ce cadre, il vérifie notamment le respect des éléments suivants : le maintien des objectifs, le respect de programme fonctionnel et environnemental, le respect des surfaces et des fiches techniques du programme. Il rend une note synthèse au maître d'ouvrage dans laquelle il fait des propositions de correction des éventuels écarts.

Le mandataire joint à son analyse du dossier APD le projet d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre qui arrête l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Ce projet d'avenant est accompagné d'un rapport de présentation. Ce projet est, le cas échéant, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du maître d'ouvrage. Le mandataire notifie au maître d'œuvre l'avenant à son marché dans les plus courts délais.

6.3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Au cours de la phase APS ou APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire prépare le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le maître d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.
Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il remet l'ensemble des demandes d'autorisation (permis de construire, permis de démolir, dossier Loi sur l'eau, Installations classées, etc) en y annexant les avis ou rapports d'instruction correspondants sous un fichier PDF unique regroupant les pièces scannées au service ressources techniques bâti et foncier de la Direction des grands projets.

6.4 – Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Dès la phase d'élaboration du DCE, il prépare l'ensemble du dossier marché et rédige l'AAPC. L'ensemble des documents sont soumis pour approbation au maître d'ouvrage.

A compter de l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, le mandataire transmet les DCE aux candidats qui en font la demande, assiste le maître d'ouvrage dans la préparation et lors des séances de la commission d'appel d'offres.

Il exerce le suivi de l'analyse réalisée par le maître d'œuvre et compulse le dossier final d'analyse.

Il assure la mise au point du ou des marchés de travaux.

Il prépare le dossier nécessaire à la transmission du dossier marché au contrôle de légalité. Il ne notifie le marché qu'après communication de l'accusé réception par la préfecture.

Il informe sans délai le maître d'ouvrage de la date de notification des marchés et lui transmet le marché et publie l'avis d'attribution.

6.5 – De la notification des marchés de travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement

6.5.1 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

6.5.2 : Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'Arrêté du 8 septembre 2009 (NOR: ECEM0916617A publié au JORF n°0227 du 1 octobre 2009).

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Après les opérations préalables à la réception, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

6.5.3 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

7.1 : Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Avenants aux marchés

Les avenants aux marchés ne peuvent en bouleverser l'économie, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties au marché.

Ils sont, avant tout début d'exécution :
- négociés avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvés préalablement par la commission permanente du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmis par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signés et notifiés au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants ».

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » est soumise à l'accord préalable et express du maître d'ouvrage qui se prononce au vu des informations transmises par le mandataire portant notamment sur le montant de l'opération, sa complexité technique, les risques spécifiques identifiés, le nombre de macro lots et l'existence de locaux d'habitation.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - Le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette : la liste des factures relatives aux dépenses de la dernière demande d'avance et le total des dépenses de l'opération) en format Excel. Les factures acquittées en 3 exemplaires.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées. Ils sont reversés annuellement à la Région.

Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau APS, APD, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation
- Présence et coordination sur le chantier
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – Contrôle financier et comptable

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, et ouvre, à cet effet, un compte bancaire spécifique.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – Pénalités

- **Respect du cadre calendaire de l'opération**

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) hors T.V.A. pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- **Maintien de la structure opérationnelle**

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent cinquante euros (150 €) hors T.V.A. par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- **Transmission des comptes rendus et synthèses**

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) hors T.V.A. par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- **Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets**

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- **Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions**

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €) hors T.V.A. Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- **Présence aux réunions de chantier**

En cas d'absence du mandataire à une des réunions de chantier, celui-ci est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de quatre cents euros (400 €) hors T.V.A. par absence.

- **Transmission des pièces pour les demandes d'avances**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) hors T.V.A. par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Bilan financier annuel**

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de huit cents euros (800 €) hors T.V.A. par mois de retard.

- **Transmission des documents visés à l'annexe 4**

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 4*** le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) hors T.V.A. par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission des pièces pour ester en justice et des pièces nécessaires à la gestion des précontentieux et contentieux**

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice) et de l'***article 6.6***, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de deux cents euros (200 €) hors T.V.A. par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- **Transmission du DOE vérifié**

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) hors T.V.A. par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- **Transmission des pièces du quitus**

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;

- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;

- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier,

- les cas de force majeure : tous les événements exceptionnels non imputables au mandataire et n'ayant pu ni être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

12.2 – Frais exclus du budget d'opération

- **Charge des intérêts moratoires**

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- **Charge des frais financiers**

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle opérationnelle en charge de l'opération et le pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :
- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au PAPCPJ :
- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :
- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au PAPCPJ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au PAPCPJ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - Dispositions fiscales

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu synthétique du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier du respect ou non du calendrier et du coût de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 6*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 6*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés à l'opération alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

16.1- Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16.2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de la société, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
La SAERP, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans la société, dans un délai de 15 jours.

16.2- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 6***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 10 % des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 4***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le	Le
Pour la SAERP	**Pour la Région d'Ile-de-France**
La Directrice générale	**La Présidente du Conseil Régional**
Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN	**Madame Valérie PÉCRESSE**

(*signature et cachet*)

NOTIFICATION DE LA CONVENTION :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : ……

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : ……

_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

PROGRAMME DE L'OPERATION

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

CADRE CALENDAIRE DE L'OPERATION

La mission du mandataire est divisée en phases :

Phase 1 : De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

Première phase travaux : construction des BD et du parking
Phase 2 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD
Phase 3 : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux
Phase 4 : Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux
Phase 5 : De la notification de la première tranche de marchés de travaux à la réception des travaux

Seconde phase travaux : bâtiment neufs, restructurations, logements, rénovations et espaces extérieurs.
Phase 2 bis : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD
Phase 3 bis : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux
Phase 4 bis : Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux
Phase 5 bis : De la notification de la deuxième tranche de marchés de travaux à la réception des travaux

Phase 6 : De la réception des travaux au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires

Délais par missions encadrées : en jours ouvrables :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	Délai global par phase	Missions encadrées	Délai des missions encadrées à respecter
Phase 1 De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre	12 mois	- remise du dossier par le maître d'ouvrage / remise de la note de synthèse des diagnostics (analyse des diagnostics réalisés, vérification du calendrier et du coût d'opération)	5 jours M
		- validation de l'AAPC de MOe / lancement de la consultation	3 jours M
		- date de clôture de la réception des plis / remise du rapport d'analyse final des candidatures	40 jours M
		- dépôt du rapport validé en 35 exemplaires / jury 1ère phase prévu au calendrier	15 jours m
		- transmission arrêté de jury de 1ère phase / remise du DCC au concepteur	12 jours M
		- date remise des projets (panneaux) / 1ère commission technique	5 jours M

		- remise du projet provisoire de rapport de synthèse / jury de 2ère phase	15 jours m
		- remise du rapport validé en 35 exemplaires / 2ème phase du jury	15 jours m
		- Jury 2ème phase / 1ère réunion de négociation - 1ère réunion de négociation / mise au point du marché - validation de la mise au point du marché ou de la CAO / transmission du marché de maîtrise d'œuvre au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	10 jours M 15 jours M 5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification du marché de maîtrise d'œuvre	3 jours M
Objectif - Première phase travaux : construction des BD : livraison 2020			
Phase 2 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD	5 mois (*)	- réception de l'APD / transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD	25 jours M
		- validation du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD par le PAPCPJ / envoi de l'avenant pour contrôle de légalité OU - transmission du PV de CAO pour avenant APD supérieur à 5% / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M 5 jours M
		- réception AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Phase 3 De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux	5 mois (*)	- réception du projet et DCE / analyse et transmission des documents formalisés au pôle lycées	20 jours M
		- validation du DCE par le pôle lycées / transmission de l'AAPC au PAPCPJ	5 jours M
		- validation de l'AAPC par le PAPCPJ / envoi de l'AAPC aux publications	3 jours M
Phase 4 Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux	8 mois	- transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (entreprise générale) OU - transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (lots séparés)	30 jours 40 jours
		- transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du (des) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification marché	5 jours M

Phase 5 De la notification des marchés de travaux à la réception de la première tranche de travaux (y compris les opérations d' aménagement)	8 mois	En cas d'avenant : - réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre / analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage	10 jours M
		- validation de l'avenant / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification avenant	3 jours M
		- validation de l'avenant / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Objectif - Seconde phase travaux : - 1ére phase : désamiantage et démolition du lycée et construction de la nouvelle demi-pension et des logements : livraison 2021 - 2ème phase : démolition du bâtiment logements, reconstruction du lycée : livraison 2022 - 3ème phase : démolition des BD et aménagements extérieurs : livraison 2023			
Phase 2 bis De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD	12 mois (*)	- validation de l'Esquisse	
		- réception de l'APD / transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD	25 jours M
		- validation du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD par le PAPCPJ / envoi de l'avenant pour contrôle de légalité OU - transmission du PV de CAO pour avenant APD supérieur à 5% / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M 5 jours M
		- réception AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Phase 3 bis De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux	6 mois (*)	- réception du projet et DCE / analyse et transmission des documents formalisés au pôle lycées	20 jours M
		- validation du DCE par le pôle lycées / transmission de l'AAPC le PAPCPJ	5 jours M
		- validation de l'AAPC par le PAPCPJ / envoi de l'AAPC aux publications	3 jours M
Phase 4 bis Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux	8 mois	- transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (entreprise générale) OU - transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (lots séparés)	30 jours 40 jours
		- transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du (des) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification marché	5 jours M

Phase 5 bis De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux : - 1ère phase : désamiantage et démolition du lycée et construction de la nouvelle demi-pension et des logements - 2ème phase : démolition du bâtiment logements, reconstruction du lycée - 3ème phase : démolition des BD et aménagements extérieurs	12 mois + 18 mois + 6 mois	En cas d'avenant : - réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre / analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage	10 jours M
		- validation de l'avenant / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification avenant	3 jours M
		- validation de l'avenant / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Phase 6 De la réception des travaux au quitus	27 mois	- parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

(*) ***hors avenant de maîtrise d'œuvre supplémentaire***

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

STRUCTURE ET ORGANISATION

MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE

ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	AP votées	CP mandatées			AP disponibles
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du	€	€	€	€	€
CP n° du	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE / REMUNERATION
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS ET /OU DE REMUNERATION N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

	REMUNERATION	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Rémunération totale prévisionnelle	
3	Cumul des rémunérations déjà versées	
4	Montant de la présente demande de rémunération	
5	Pour mémoire, paiements justifiés à la date de la demande	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

PLANNING PREVISIONNEL DETAILLE DES DEPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	*Cumul des dépenses antérieures*	*Année N*				*N+1*	*N+2*	*N+3*
		Mois 1	*Mois 2*	*Mois 3*	*Total année N*			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

FICHE NAVETTE

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise d		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

Le :

Cachet et signature du comptable :

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TOTAL							0,00	

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile-de-France qui assure la Maîtrise d'Ouvrage de 470 Lycées, souhaite optimiser la gestion de ce patrimoine. Pour ce faire, elle met en place d'un dispositif informatique pour l'établissement, la tenue à jour et l'exploitation d'une base de connaissance exhaustive des terrains et bâtiments.

Ce projet suppose que les plans des établissements, soient livrés sous forme informatique, respectant les prescriptions de la charte graphique définie par la Région Ile-de-France.

Un tel dispositif ne peut par ailleurs fonctionner que si les informations données par les plans sont fiables, et la traduction exacte de la réalité, aussi une attention toute particulière sera apportée à la qualité des D.O.E.

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAITRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.
L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :
DGP - Service ressources techniques bâti et foncier
Tél : 01.53.85.59.14 B : 125
connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

La CHARTE GRAPHIQUE Version 1.5.1 de janvier 2009 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V1.5.1*, à transmettre systématiquement :
- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version 1.5.1* janvier 2009
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V1.5.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

♦ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

♦ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RECONSTRUCTION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE-LE-ROI (94)

DOCUMENTS TECHNIQUES A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE A L'UNITE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant :

- **Pôle lycées** : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en 2 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)

- **Lycée :** Eléments à transmettre à l'établissement pour le gestionnaire (dossier papier + fichiers informatique sur 1 CD)

  GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques) : Eléments à transmettre au service « ressources techniques bâti et foncier » de la DGP (Direction des grands projets du Pôle lycées) : fichiers informatique sur 1 CD

		Pôle lycées	Lycée	GEDT
1	**AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES** - **1-a** : Permis de construire et ses attendus - **1-b** : Permis de démolir - **1-c :** Dossier Loi sur l'eau - **1-d :** Installations classées**,** etc…..	**X**	**X**	**X**
2	**DOSSIERS MARCHES** **Comprenant tous les marchés et notamment :** - **2-a** : Marché de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels - **2-b** : Marché d'assistant qualité environnementale et avenants éventuels - **2-c** : Marché de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels - **2-d** : Marché de coordination sécurité et prévention de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels - **2-e** : Marché de coordination des systèmes de sécurité (C.S.S.I) et avenants éventuels - **2**-**f** : Le ou les marchés de travaux - **2-g** : etc	**X**		
3	**DOSSIER ETUDE** **(APS – APD – PRO – DCE)** Comprenant l'ensemble du dossier de chaque phase d'étude accompagné des différents rapports d'analyses et fiches de synthèses avec la preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage. Les dossiers Maîtrise d'œuvre de chaque phase étant transmis à chaque service concerné (Notamment énergie et qualité environnementale)	**X**		**X**

4	**D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés)** validée par le maitre d'œuvre comprenant notamment: - **F1** : **le dossier architecte** comprenant : o tous les plans et notes nécessaires o le récapitulatif et le détail des surfaces (SU, SHON, SHOB, terrain) - **F2** : **le dossier technique** avec pour chaque lot les plans d'exécution et les pièces suivantes fournies par les entreprises: o Plans o Index des produits et des FDES (Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires) o Fabricants et fournisseurs o Notes de calcul o Fiches techniques et PV	**X**	**X**	**X**
5	**D.I.U.O** **Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage** établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé	**X**	**X**	
6	**CARNET SANITAIRE DES RESEAUX D'EAU** (document évolutif) conformément, à la circulaire DGS/VS 4 n°98-771 du 31 décembre 1998 relative à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'entretien des réseaux d'eau dans les établissements de santé et aux moyens de prévention du risque lié à la légionelle dans les installations à risque et dans celles des bâtiments recevant du public, à l'arrêté du 30.11.05 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public, ainsi qu'à l'arrêté du 21 Août 2008 sur la récupération des eaux pluviales.	**X**	**X**	
7	**LE GUIDE DE MAINTENANCE** (document évolutif) établi par l'AMO HQE et le BET du maître d'œuvre, accompagné des notices d'entretien de chaque fabricant, les projets de contrat de maintenance et l'inventaire détaillé des équipements de chacune des installations techniques avec le report sur plan de leur positionnement dans le ou les bâtiments et de second œuvre (notamment revêtements sol/mur/plafond/vitrerie, etc …..).	**X**	**X**	
8	**CARNET DE VIE** Document établi par l'AMO HQE du maître d'Ouvrage à destination des usagers : présentation de la qualité environnementale de l'opération pour la communauté scolaire (équipe de direction, enseignants et élèves)	**X**	**X**	**X**
9	**DOSSIER DE SECURITE (document évolutif)** Dossier permettant l'ouverture du registre de sécurité de l'établissement et comprenant notamment : - Les rapports finaux du contrôleur technique accompagné des fiches techniques et PV de tenue au feu - Le rapport initial des installations électriques - le procès-verbal de la commission de sécurité et d'accessibilité - l'arrêté d'ouverture du Maire - etc …….	**X**	**X**	

ANNEXE 6

PLAN D'ARCHIVAGE

CONVENTION DE MANDAT N°1500033 MAN UL 06

RESTRUCTURATION DU LYCEE GEORGES BRASSENS A VILLENEUVE LE ROI (94)

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier			1ex	papier	DAGE-SAJ
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Arrêté d'ouverture du Maire			1ex	papier	DAGE-SAJ
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, …)			1ex	papier	DAGE-SAJ
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			4ex	papier+CDROM (2 + 2)	DAGE-SAJ(1+1) SDT(1+1)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			1ex	papier	DAGE-SAJ
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1+1) SDT(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			4ex	papier+CDROM (1 + 3)	DAGE-SAJ(1+1) SDT(1CDROM) DGP(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contententieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,…)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région
(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-077

DU 8 MARS 2017

AIDES REGIONALES AUX ELEVES DE SECOND CYCLE ET AUX ELEVES DES BTS, CPGE ET FORMATIONS POST BAC ET ASSIMILEES : AJUSTEMENT DES DOTATIONS
- AIDE REGIONALE A L'ACQUISITION DES MANUELS SCOLAIRES
- AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT
- AIDE REGIONALE A LA DEMI PENSION
- MODIFICATION DE TARIFS DE DEMI-PENSION
- SUBVENTIONS D'EQUILIBRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération du Conseil régional CR 16-01 du 5 avril 2001 relative à la mise en œuvre de la gratuité des manuels scolaires ; année scolaire 2001-2002 ;

VU La délibération du Conseil régional CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements du second degré et à la mise en place du quotient familial ; année scolaire 2003-2004 ;

VU La délibération du Conseil régional CR 21-04 du 24 juin 2004 relative à la poursuite du dispositif de la gratuité des manuels scolaires ; année scolaire 2004-2005 ;

VU La délibération CR 44-08 du 26 juin 2008 relative aux aides sociales en faveur des élèves en formation post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil Régional à la Commission Permanente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 86-16 du 20 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU La délibération du Conseil régional CR 23-14 du 13 et 14 février 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace

VU La délibération CP 15-589 du 8 octobre 2015 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves de BTS, CPGE, formations post-bac et assimilées ;

VU La délibération CP 16-238 du 15 juin 2016 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens: gratuité des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, frais de concours ;

VU La délibération CP 16-392 du 12 octobre 2016 relative à la tarification de la restauration des lycées de Paris, des internats et des commensaux pour l'année 2017,

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 2017-077 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics et privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe I et qui s'élève à **34 952 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **34 952 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2017.

Article 2 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe II et qui s'élève à **2 088 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 088 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 3 :

Adopte l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 pour un établissement public telle qu'elle figure en annexe III et qui s'élève à **1 578** €.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 578** € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », Action 12800901 « aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2017.

Article 4 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement public et un établissement privé sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe IV et qui s'élève à **12 576 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **12 576 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2017.

Article 5 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement destinée aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement public et aux établissements privés sous

contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe V et qui s'élève à **1 808 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 808 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2017.

Article 6 :

Adopte le changement des modalités de tarification de demi-pension pour trois lycées conformément à l'annexe VI de la présente délibération

Article 7 :

Affecte au profit des lycées de la Plaine de Neauphle (78190) et Agricole et Horticole de St Germain en Laye (78100) une autorisation d'engagement d'un montant de **80 066 €** conformément à l'annexe VII de la délibération, disponible sur le chapitre 932, « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 004 (128004) « aides aux élèves de second cycle» action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 8 :

Affecte à titre provisionnel 200 000 € destinés au financement des frais annexes de mise en œuvre des différents supports et outils de la tarification au quotient familial, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 «autres services périscolaires et annexes», programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action 12800401 « Aide régionale à la demi-pension ») du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3633	0930120A	LGT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93801	EPINAY SUR SEINE CEDEX	1 849 €
					1	**Établissement**	**1 849 €**

LYCEES PRIVES

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3150	0753887T	LG PR	BOSSUET-NOTRE-DAME	17 RUE YVES TOUDIC	75010	PARIS	853 €
P0036045	0772840U	LG PR	LA SALLE-SAINTE MARIE	3 BIS CHEMIN DE LA MESSE	77140	SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS	3 750 €
P0036046	0932653D	LG PR	SAINT-JOSEPH LA SALLE	12 RUE DU 8 MAI 1945	93500	PANTIN	6 750 €
P0035974	0932654E	LG PR	SAINT-MARIE	7 RUE JEAN CHARDAVOINE	93240	STAINS	8 100 €
P0035975	0952208J	LGT PR	SAINT-JOSEPH	127 AVENUE DU MARECHAL JOFFRE	95100	ARGENTEUIL	13 650 €
					5	**Établissements**	**33 103 €**
					6	**Établissements publics et privés**	**34 952 €**

Annexe II
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0036046	0932653D	LG PR	SAINT-JOSEPH LA SALLE	12 RUE DU 8 MAI 1945	93500	PANTIN	696 €
P0035974	0932654E	LG PR	SAINT-MARIE	7 RUE JEAN CHARDAVOINE	93240	STAINS	1 305 €
P0035975	0952208J	LGT PR	Saint-Joseph	127 AVENUE DU MARECHAL JOFFRE	95100	ARGENTEUIL	87 €
					3	**Établissements**	**2 088 €**

Annexe III
Aide régionale à la demi-pension post bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3453	0750691U	LPO LYC METIER	RASPAIL	5/7 rue maurice d'ocagne	75014	PARIS 14EME	1 578 €
					1	**Établissement**	**1 578 €**

Annexe IV
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3395	0951281B	LP LYC METIER	TURGOT	3 place au pain	95160	MONTMORENCY	11 266 €
					1	**Établissement**	**11 266 €**

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3033	0911264E	LPO PR	OPTOMETRIE	134 ROUTE DE CHARTRES	91440	BURES-SUR-YVETTE	1 310 €
					1	**Établissement**	**1 310 €**

2	**Établissements publics et privés**	**12 576 €**

ANNEXE V
AIDE RÉGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
DOTATION AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3622	0930833A	LGT	JEAN ZAY	avenue du maréchal juin	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	891 €
					1	**Établissement**	**891 €**

Lycées Privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3187	0754015G	LPO PR	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	524 €
R3033	0911264E	LPO PR	OPTOMETRIE (D')	134 ROUTE DE CHARTRES	91440	BURES SUR YVETTE	393 €
					2	**Établissements**	**917 €**

3	**Établissements publics et privés**	**1 808 €**

AnnexeVI
Créations, suppressions ou modifications de tarifs

			Tarifs 2017 votés à la CP 16-392 du 12 octobre 2016			Tarifs 2017 proposés à la CP 8 mars 2017			
code RNE	**Lycée**	**Commune**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Motif de la demande**
0770926N	**FRANCOIS COUPERIN**	**77 FONTAINEBLEAU**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er janvier 2017
0932073Y	**PAUL ROBERT**	**93 LE LILAS**	Forfaits	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er janvier 2017

			Tarifs 2016 votés à la CP 15-621 du 8 octobre 2015			Tarifs 2017 proposés à la CP 8 mars 2017			
code RNE	**Lycée**	**Commune**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Motif de la demande**
0782549X	**LOUIS BASCAN**	**78 RAMBOUILLET**	ticket Forfait 5 jours Forfait 4 jours	4,05 531,00 € 447,84 €	4,05 € 2,95 € 3,11 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Régularisation : suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016

ANNEXE VII

Subventions d'équilibre Restauration
SOLDE 2010-2015 / 2016

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Commune	Dotation
R3691	0781297L	LGT	LA PLAINE DE NEAUPHLE	3 place Naguib Mahfouz	TRAPPES	766,00 €
R3665	0780004F	LYA	AGRICOLE ET HORTICOLE	Route Forestière des Princesses	ST GERMAIN EN LAYE	79 300,00 €

TOTAL subvention d'équilibre 932-28-12800401	**80 066,00 €**

CONSEIL REGIONAL DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-079
Du 8 Mars 2017

CONVENTIONS D'UTILISATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS :

LYCEES CLEMENT ADER ET MARCEL PAGNOL A ATHIS-MONS (91), LYCEE GERARD DE NERVAL A LUZARCHES (95)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU Le code du sport,
VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération n° CR 208-16 du 14 octobre 2016 relative à la DGFL pour l'année 2017,
VU Le budget régional pour 2017,
VU L'avis de la commission de l'éducation,
VU L'avis de la commission des finances,
VU Le rapport CP 2017-079 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune d'Athis-Mons au bénéfice du lycée Clément Ader figurant en annexe 1 à la délibération, et autorise la présidente à la signer.

Article 2 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune d'Athis-Mons au bénéfice du lycée Marcel Pagnol figurant en annexe 2 à la délibération, et autorise la présidente à la signer.

Article 3 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Luzarches au bénéfice du lycée Gérard de Nerval figurant en annexe 3 à la délibération, et autorise la présidente à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DU LYCEE CLEMENT ADER

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville d'ATHIS-MONS, représentée par Madame Christine RODIER, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 septembre 2016, déposée en Sous-Préfecture de PALAISEAU le 29 septembre 2016, donnant délégation au Maire en vertu de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
appelée ci-après « la collectivité locale »,

ENTRE
La Région d'Ile de France, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional, agissant en vertu d'une délibération en date du
appelée ci-après " la Région ",

ET
Le lycée Clément ADER, ayant son siège 37 bis rue Geneviève Anthonioz-de Gaulle à ATHIS-MONS (91200), représenté par son proviseur**,** spécialement autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du
appelé ci-après « l'établissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'établissement contractant les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit les conditions et les horaires d'utilisation, à savoir :

- Le gymnase Georges ARGANT, sis avenue Henri DUNANT à ATHIS-MONS
- Le gymnase Pierre de COUBERTIN sis avenue Aristide BRIAND à ATHIS-MONS
- Le stade de la cité de l'Air sis avenue Jean MERMOZ à ATHIS-MONS

Un état des lieux, établi contradictoirement, est réalisé avant la signature de la convention et annexé à la présente. Cet état des lieux est actualisé annuellement.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi à l'occasion de chaque rentrée scolaire, en concertation entre le propriétaire et l'établissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.
Pendant le temps et les activités scolaires, l'établissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. Le propriétaire assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non respect des dispositions, le propriétaire pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire d'accès des installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors de ces périodes, le propriétaire aura la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'établissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :
- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

Le propriétaire assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du Lycée à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2017, elle est fixée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire 2015-2016.

En cas d'évolution du montant de la redevance en cours de validité de la présente convention, celui-ci sera actualisé.

Dans le cadre de la présente convention, le lycée verse à la ville la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre du lycée. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le Conseil Régional d'Ile-de-France**.**

Article 4- validité :

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives. La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse. Elle prend effet à la date de sa signature.

Article 5- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6- Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'établissement, la date d'effet peut être fixée à la fin de l'année en cours.

Article 7- Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

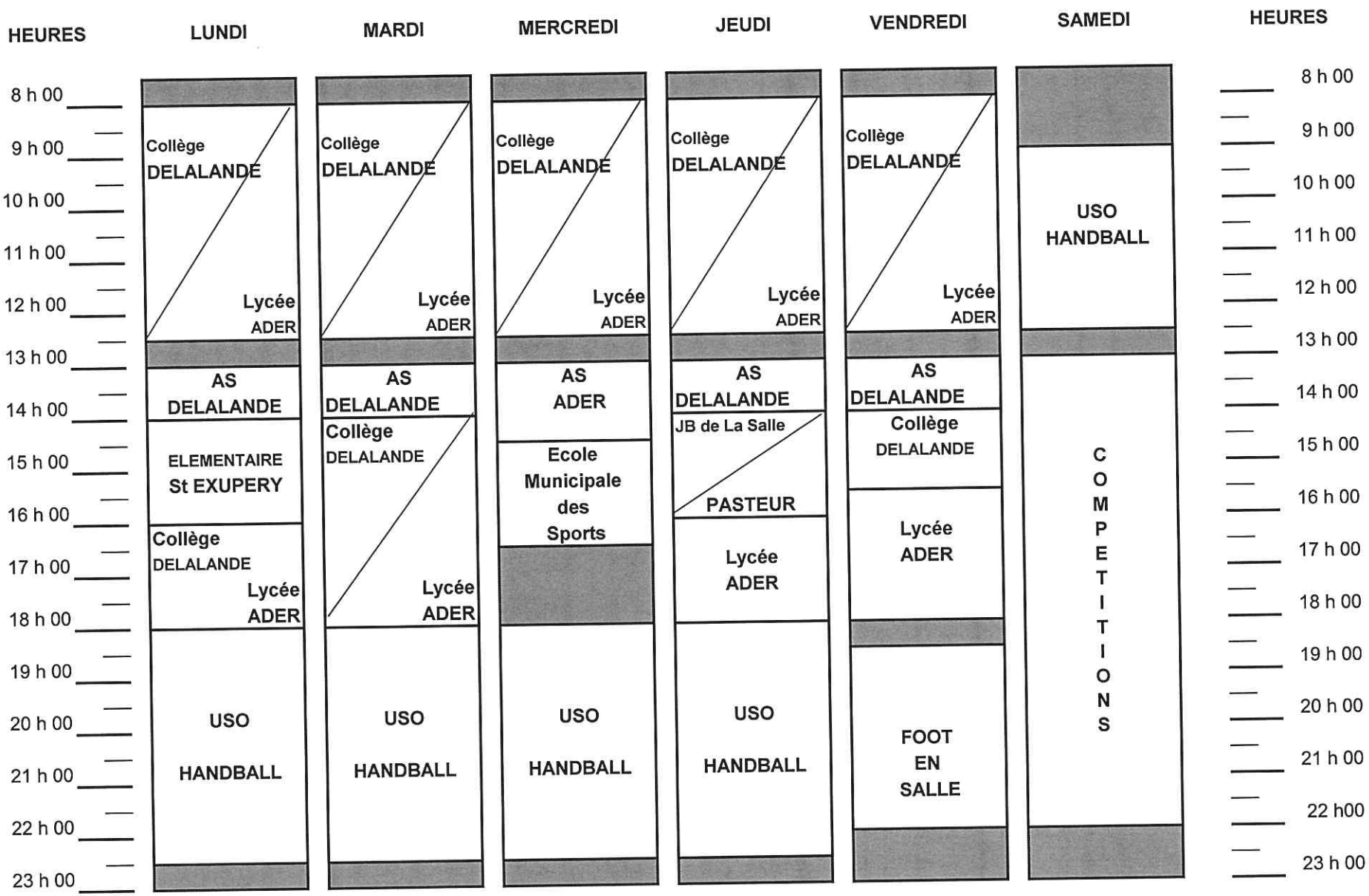
Fait à ATHIS-MONS
Le
Pour la collectivité territoriale,

Fait à ……..
Le …….
Pour la Région,

Fait à ……..
Le ……..,
Pour l'établissement

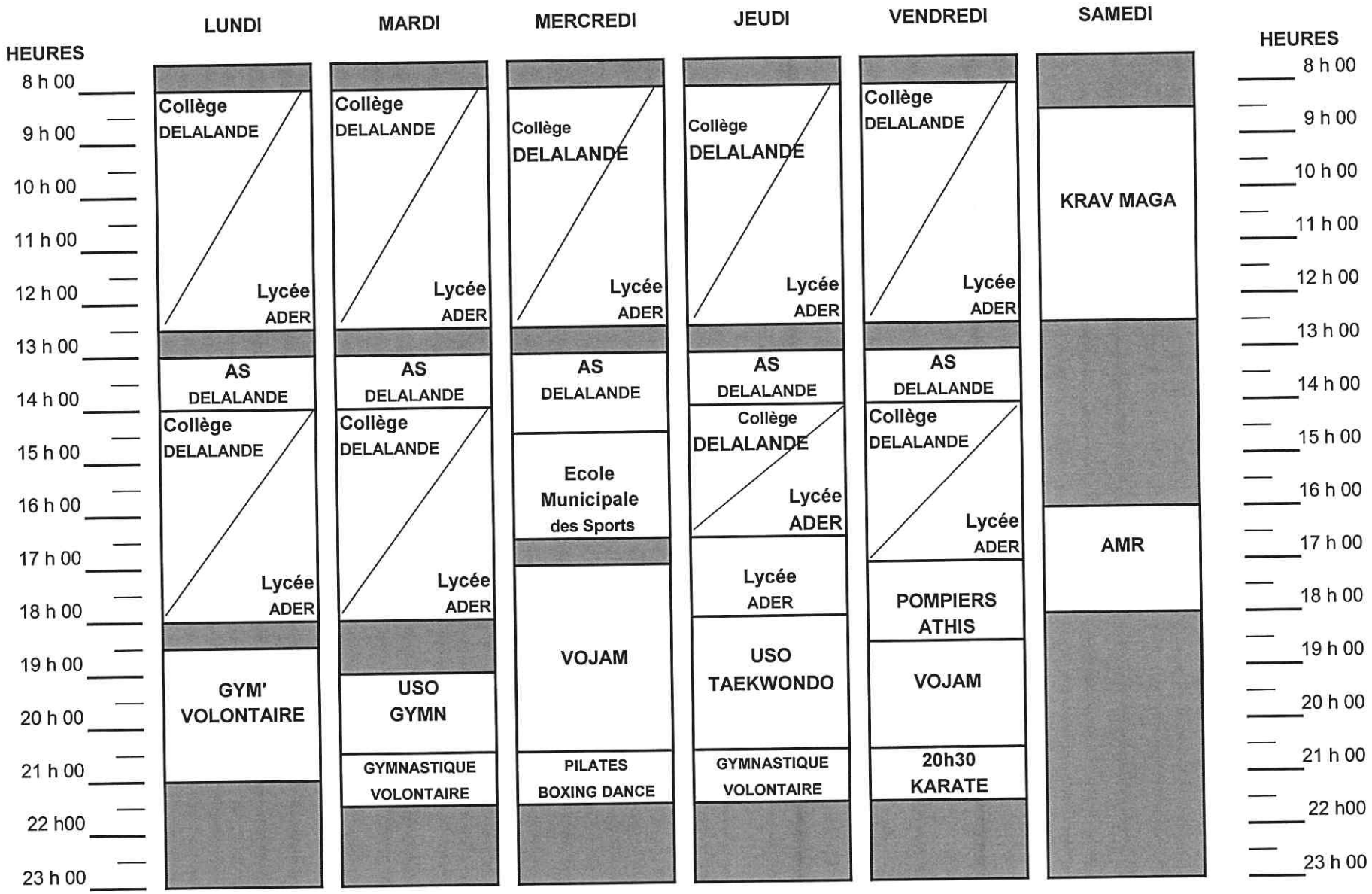
Annexe

Gymnase G. ARGANT (Grande salle)



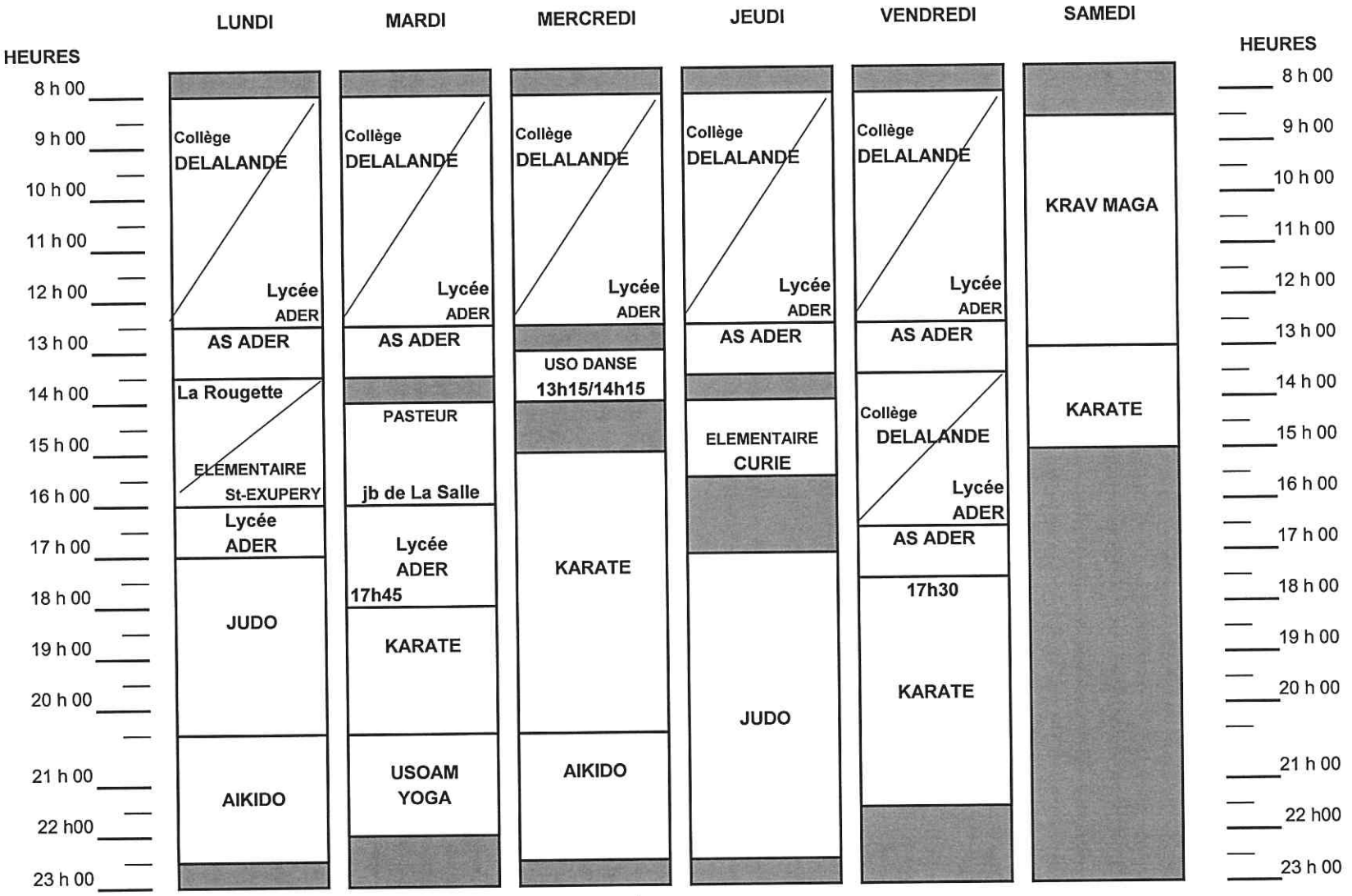
Saison 2016- 2017

Gymnase G. ARGANT (salle des Agrès)



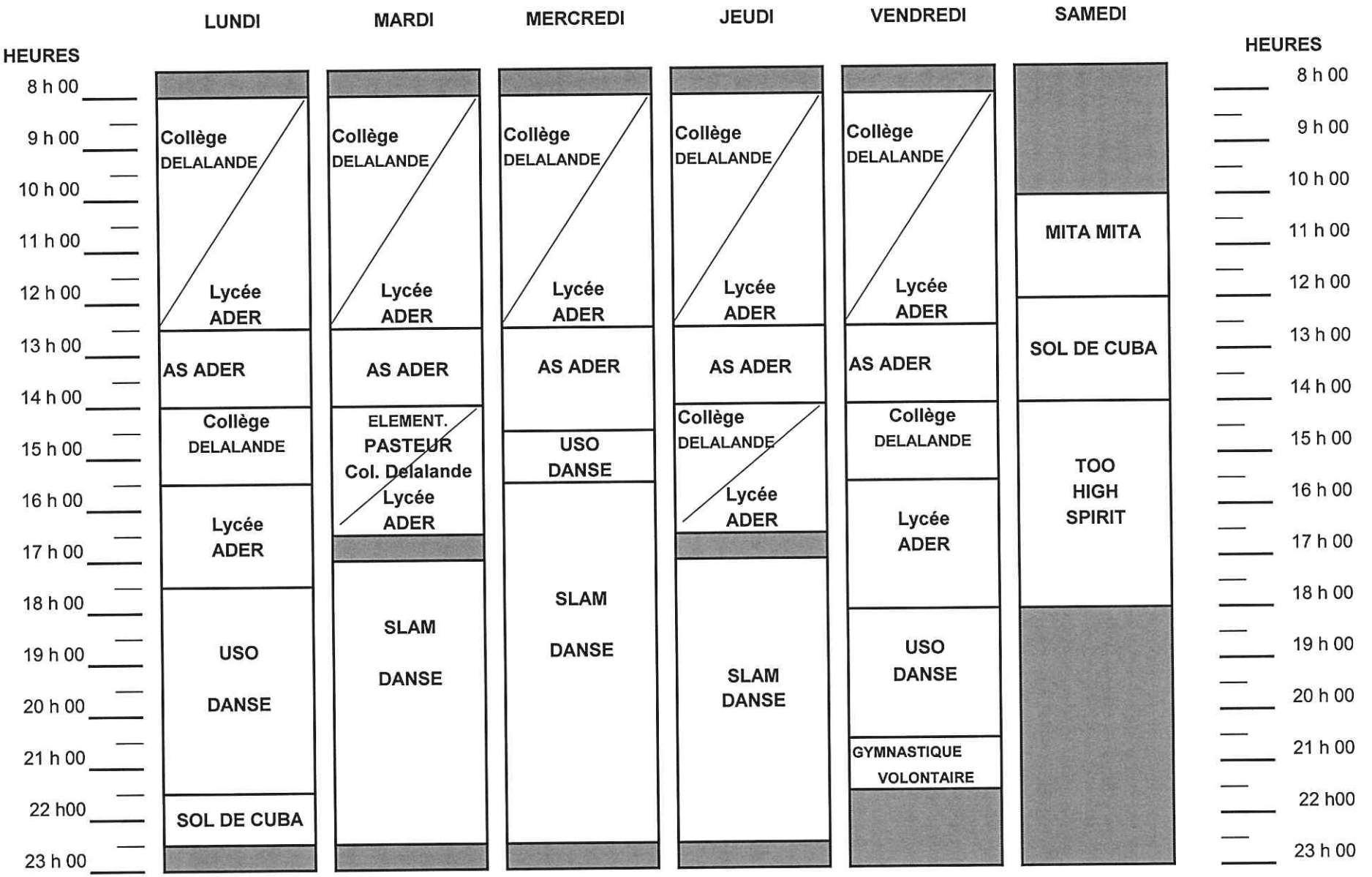
Saison 2016 - 2017

Gymnase G. ARGANT (salle Jean-Marc Malard)



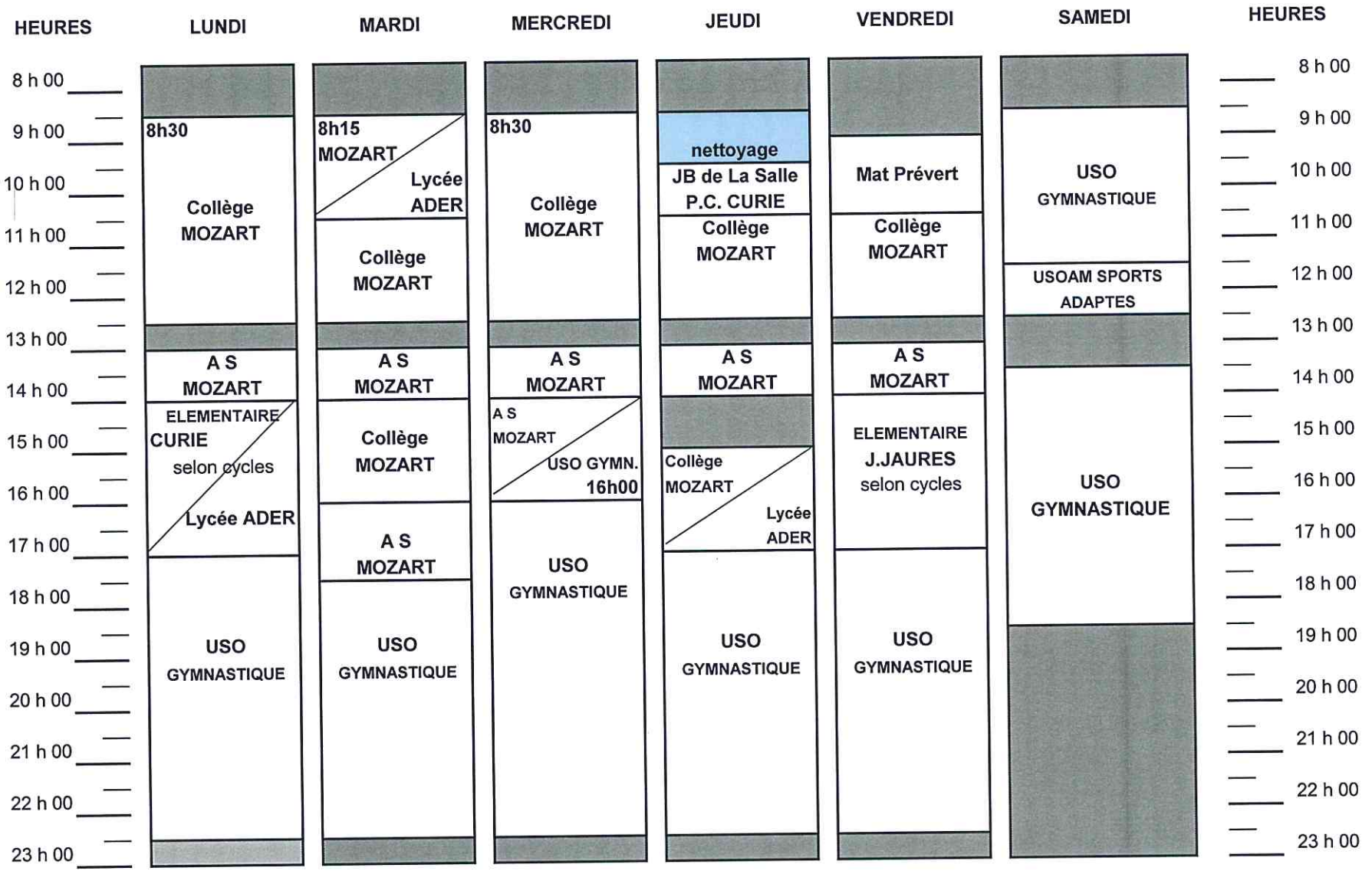
Saison 2016 - 2017

Gymnase G. ARGANT (salle de danse)



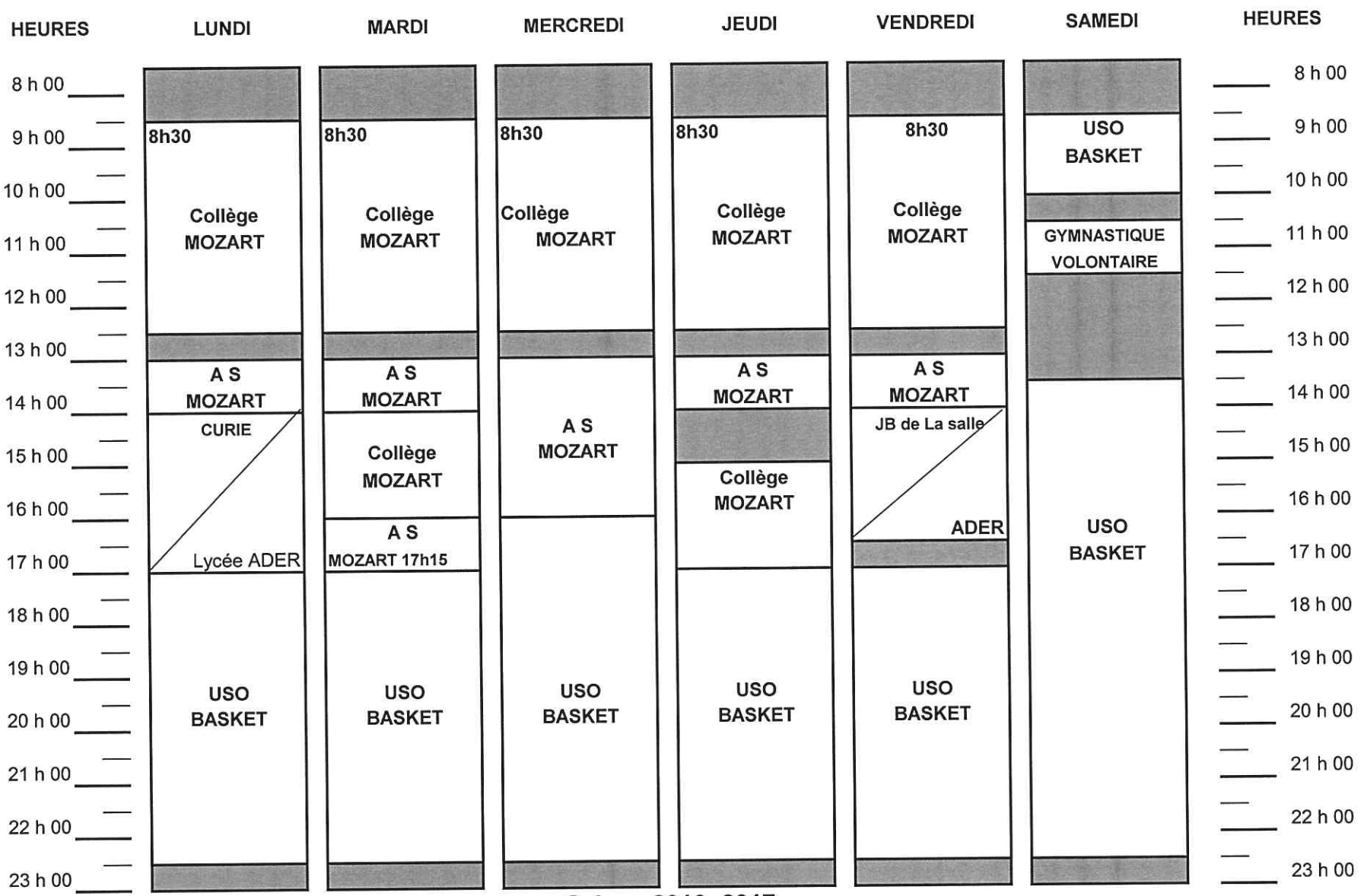
Saison 2016 - 2017

Gymnase Pierre DE COUBERTIN (salle de gymnastique)

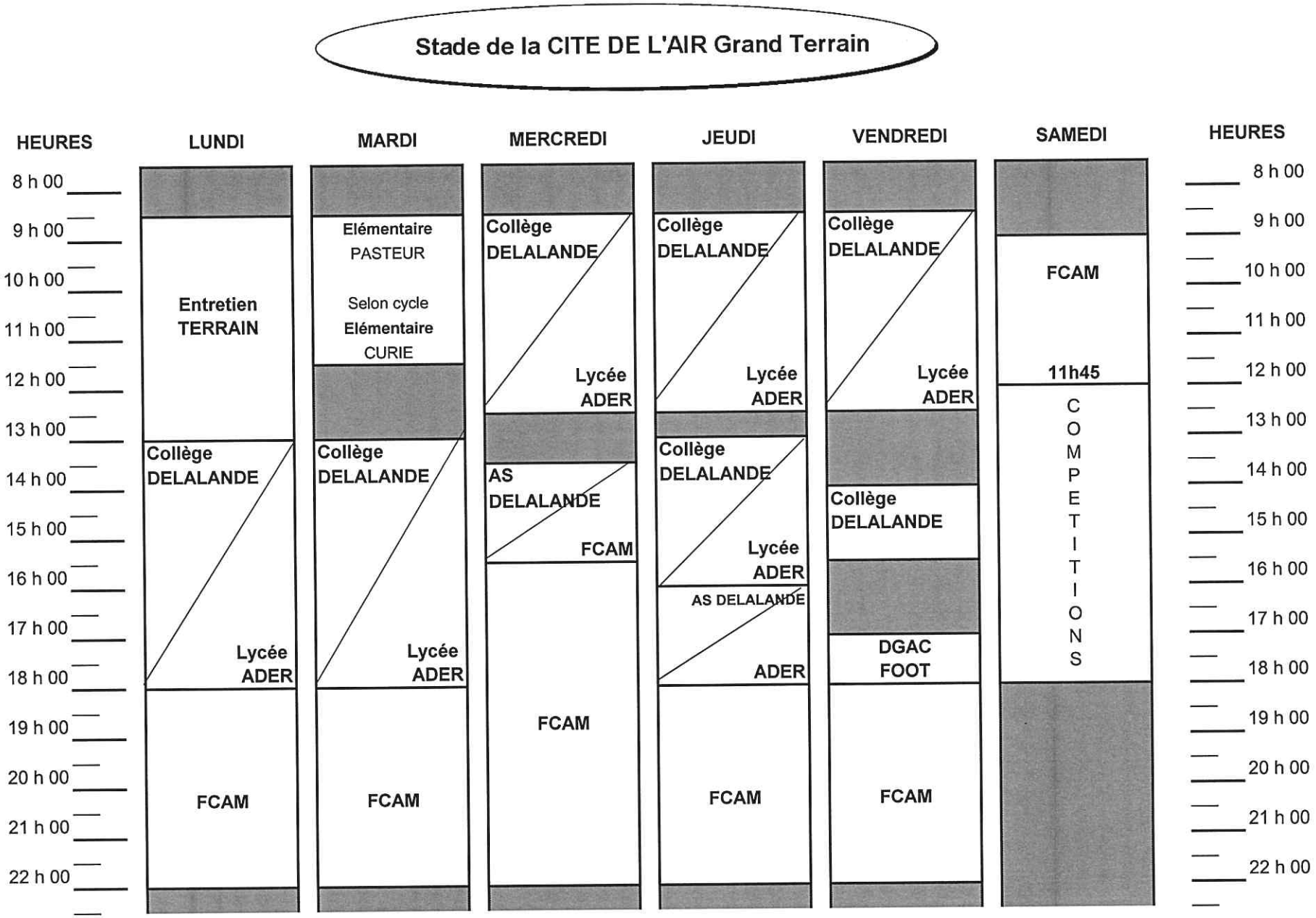


Saison 2016 - 2017

Gymnase Pierre de COUBERTIN (grande salle)

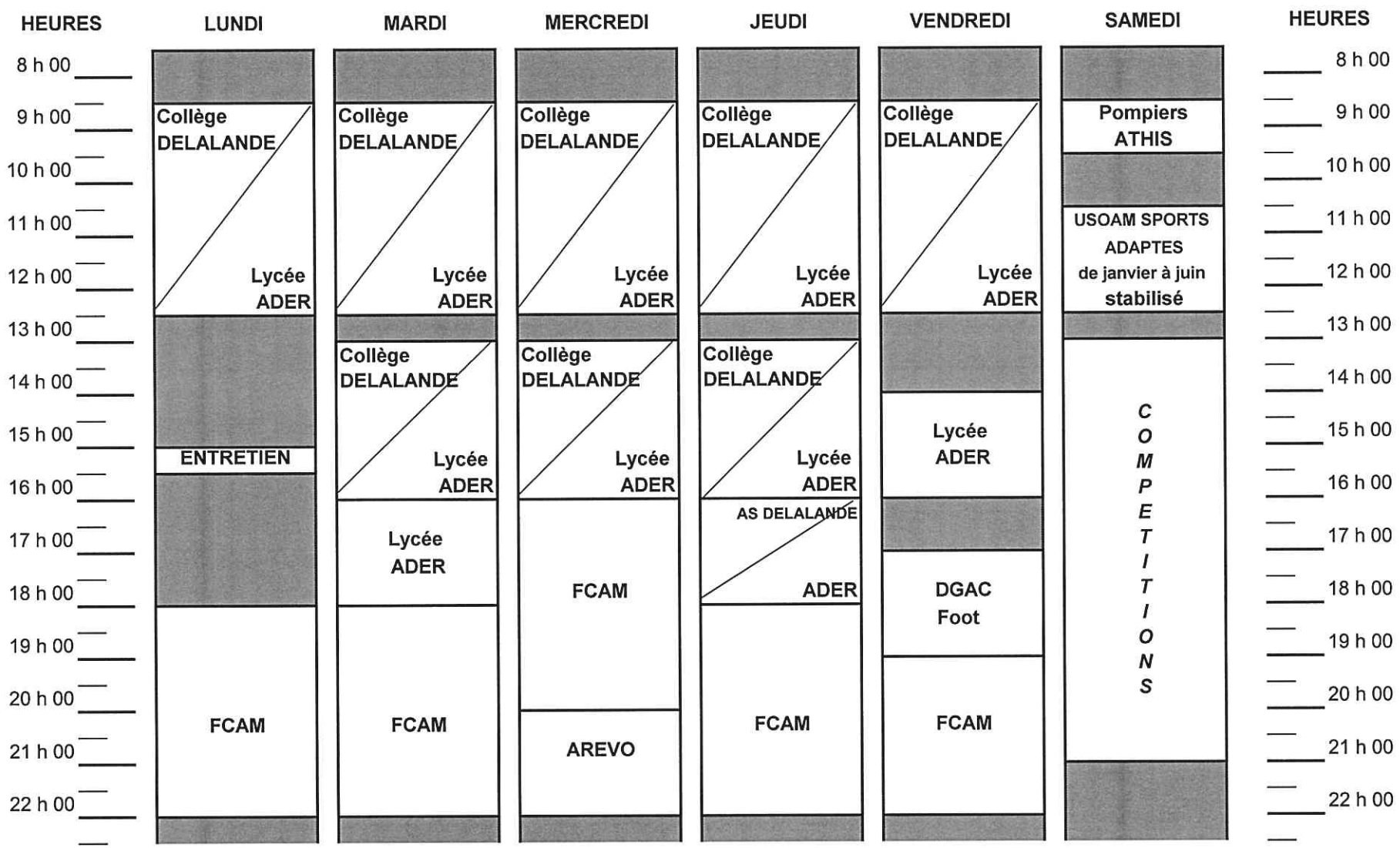


Saison 2016- 2017



Saison 2016 - 2017

Stade de la CITE DE L'AIR (Petit Terrain)



Saison 2016 - 2017

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DU LYCEE MARCEL PAGNOL

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville d'ATHIS-MONS, représentée par Madame Christine RODIER, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 septembre 2016, déposée en Sous-Préfecture de PALAISEAU le 29 septembre 2016, donnant délégation au Maire en vertu de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
appelée ci-après « la collectivité locale »,

ENTRE
La Région d'Ile de France, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional, agissant en vertu d'une délibération en date du
appelée ci-après " la Région ",

ET
Le lycée Marcel PAGNOL, ayant son siège 3 avenue de la Terrasse Prolongée à ATHIS-MONS (91200), représenté par son proviseur**,** spécialement autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du
appelé ci-après « l'établissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'établissement contractant les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit les conditions et les horaires d'utilisation, à savoir :

- Le gymnase Georges CARPENTIER, sis avenue de la Terrasse prolongée à ATHIS-MONS
- Le stade Auguste DELAUNE sis 2 rue Marx Dormoy à ATHIS-MONS

Un état des lieux, établi contradictoirement, est réalisé avant la signature de la convention et annexé à la présente. Cet état des lieux est actualisé annuellement.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi à l'occasion de chaque rentrée scolaire, en concertation entre le propriétaire et l'établissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.
Pendant le temps et les activités scolaires, l'établissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. Le propriétaire assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non respect des dispositions, le propriétaire pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire d'accès des installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors de ces périodes, le propriétaire aura la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'établissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :
- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

Le propriétaire assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du Lycée à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2017, elle est fixée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire 2015-2016.

En cas d'évolution du montant de la redevance en cours de validité de la présente convention, celui-ci sera actualisé.

Dans le cadre de la présente convention, le lycée verse à la ville la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre du lycée. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le Conseil Régional d'Ile-de-France**.**

Article 4- validité :

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives. La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse. Elle prend effet à la date de sa signature.

Article 5- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6- Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'établissement, la date d'effet peut être fixée à la fin de l'année en cours.

Article 7- Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

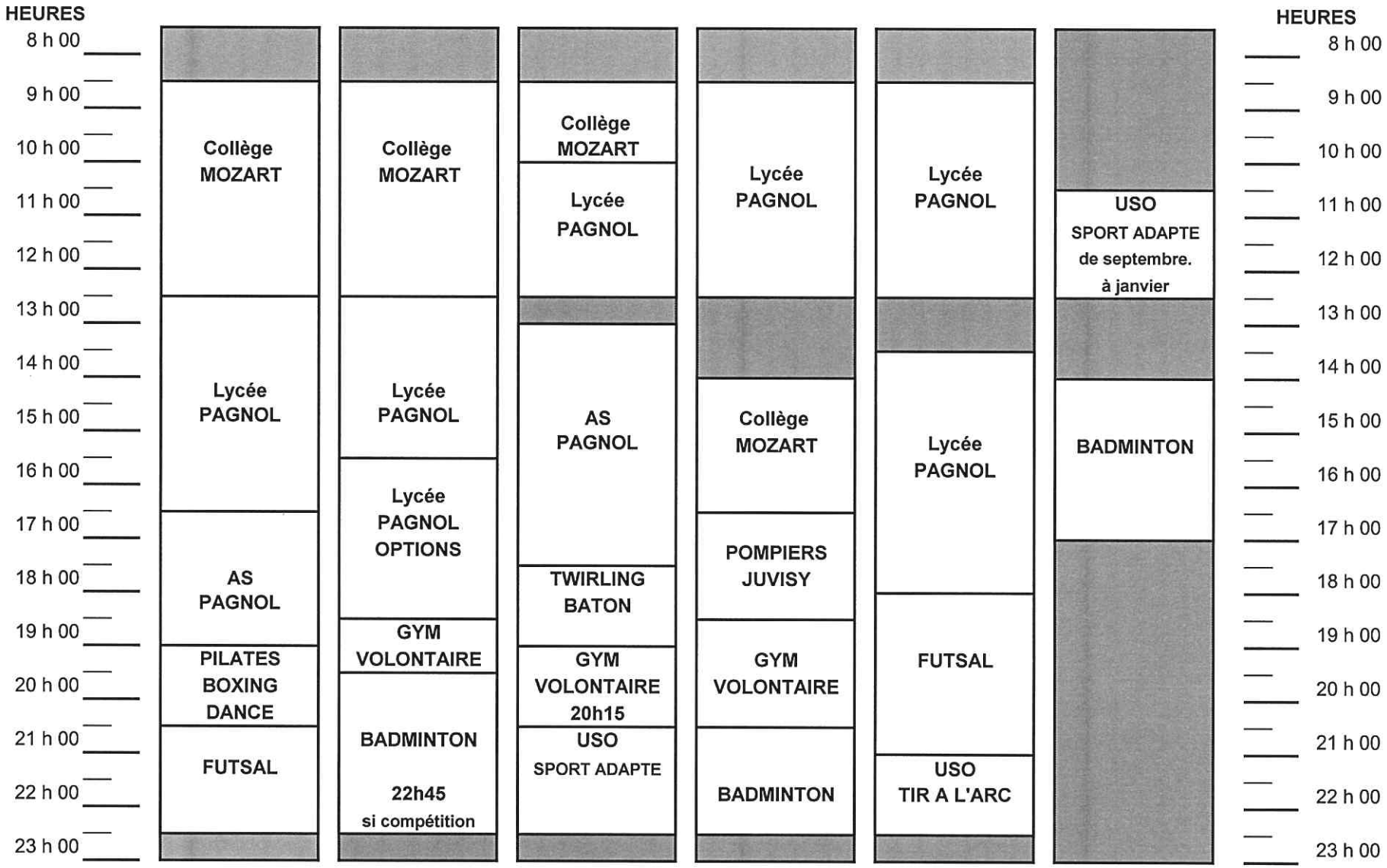
Fait à ATHIS-MONS
Le
Pour la collectivité territoriale,

Fait à ……..
Le …….
Pour la Région,

Fait à ……..
Le ……..,
Pour l'établissement

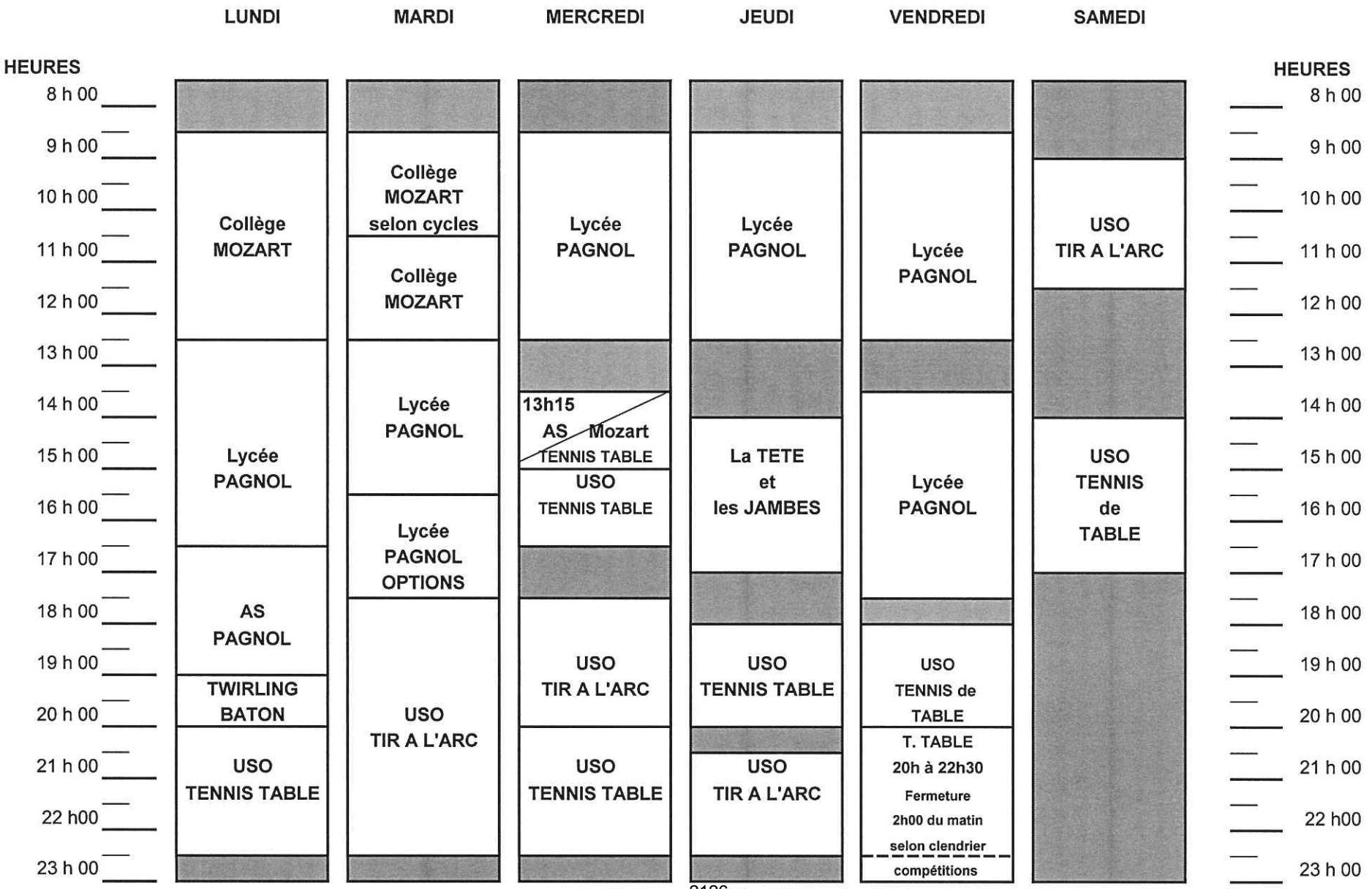
Annexe

Gymnase G. CARPENTIER (grande salle)



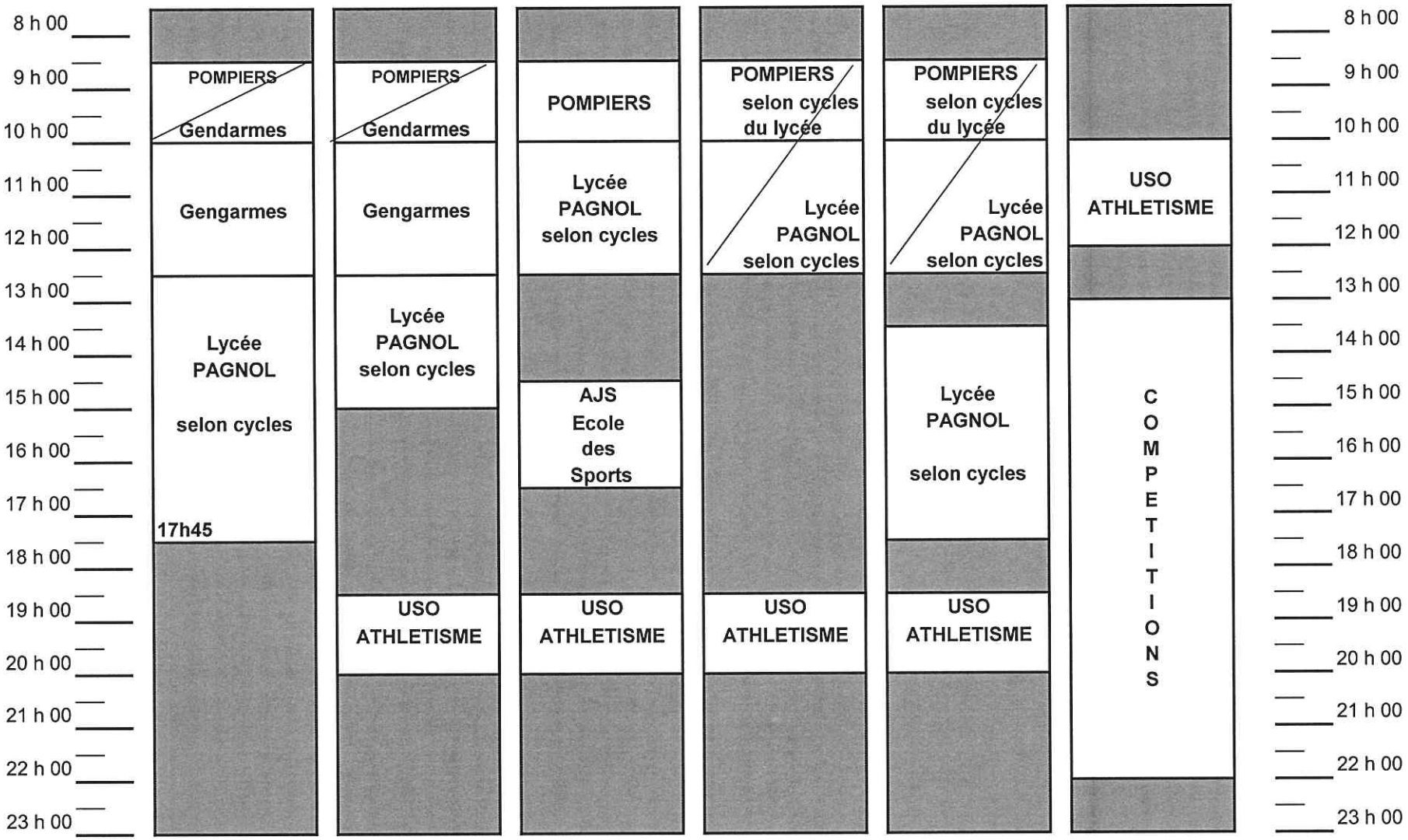
Saison 2016- 2017

Gymnase G. CARPENTIER (salle B. Brigat)



Saison 2016 - 2017

Stade Auguste DELAUNE (Piste)



Saison 2016 - 2017

2127

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville de Luzarches représentée par Monsieur DELRUE, maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 25 novembre 2016
appelée ci-après « la collectivité locale »,

ENTRE
La Région d'Ile de France représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération en date du
appelée ci-après " la Région ",

ET
Le lycée Gérard de Nerval à Luzarches représenté par son proviseur Madame HERIPET**,** spécialement autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 29 novembre 2016
appelé ci-après « l'établissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'établissement contractant les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit également les horaires d'utilisation.
Un état des lieux, établi contradictoirement, est réalisé avant la signature de la convention. Cet état des lieux est actualisé annuellement.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Ce calendrier d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par l'établissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.
Pendant le temps et les activités scolaires, l'établissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. Le propriétaire assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non respect des dispositions, le propriétaire pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire d'accès des installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors de ces périodes, le propriétaire aura la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'établissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :
- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

Le propriétaire assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du Lycée à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.
Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2017, elle est fixée à 8 € par élève dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire 2015-2016.

Dans le cadre de la présente convention, le lycée verse à la ville la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre du lycée. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4- validité :

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives. La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse. Elle prend effet à la date de sa signature.

Article 5- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6- Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'établissement, la date d'effet peut être fixée à la fin de l'année en cours.

Article 7- Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à ……..
Le …….
Pour la collectivité territoriale,

Fait à ……..
Le …….
Pour la Région,

Fait à ……..
Le …….,
Pour l'établissement

ANNEXE

1/ La commune de Luzarches met à disposition du lycée Gérard de Nerval

- Le gymnase de la ville rue des Selliers à Luzarches qui comprend 1 mur d'escalade, une salle multisports, une salle de danse et des agrès,
- Le gymnase COSEC rue de la Pommeraye à Luzarches qui comprend une salle multisports. Ce dernier sera complètement restructuré pendant l'été.
- Le terrain de football communal, situé rue de Rocquemont à Luzarches.

2/ Les équipements sont utilisés pour les cours les

- Lundi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30
- Mardi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 15h30
- Mercredi de 8h30 à 12h30
- Jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 15h30
- Vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Ils sont également utilisés par l'association sportive le mardi soir jusqu'à 19h, le mercredi après-midi jusque 16h30 et le vendredi soir jusqu'à 19h.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-081

DU 8 MARS 2017

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LA REGION ILE DE FRANCE 2EME RAPPORT DE L'ANNEE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2017 ;
VU L'avis de la commission de la sécurité
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances;
VU Le rapport n° CP 2017-081 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **280.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics » du budget 2017.

Article2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **32.960.400,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-003 (122003) « Rénovation des lycées publics », action (12200301) « Construction des lycées neufs» du budget 2017.

Article 3 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 3 à 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **25.908.424,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2017.

Article 4 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 6 et 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **2.810.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2017.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **10.011.228,00 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-001 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC AMIANTE OP.No 12B0752220010002 Complément de crédit soit 1,995 ME	150 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	CONSULT MARCHE ASSITANCE TECHNIQUE, INSTATLLATION ET RENOVATION CHAUFFAGE OP.No 15B6672220010001 Complément de crédit soit 0,270 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHÉ LOCALISATION PLOMB	30 000,00

Budget 2017 - HP222-001 / 2031 chapitre 902 **280 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
77	LOGNES	LYP E-BRONTË	0772294A	RECONSTRUCTION D'UN LYCÉE NEUF - COMPLÉMENT DE CRÉDITS	32 960 400,00

Budget 2017 - HP222-003 / 238 chapitre 902 **32 960 400,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MISE EN OEUVRE DU MARCHÉ AMO -EFFICACITÉ ENERGÉTIQUE EPLE OP.No 16B3272220050001 Complément de crédit soit 0,325 ME	125 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHÉ ASSISTANCE TECHNIQUE FINANCIÉRE ET JURIDIQUE POUR LAMISE EN OEUVRE DU PPI	300 000,00

Budget 2017 - HP222-004 / 2031 chapitre 902 **425 000,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-004 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC ASSISTANCE MO PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMNTALE DU PATRIMOINE EPLE OP.No 16B5682220050001 Complément de crédit soit 0,285 ME	200 000,00
91	MONTGERON	LYP ROSA-PARKS	0910625K	RENOVATION ET EXTENSION DU LYCEE OP.No 99B37313413 Complément de crédit soit 71,538 ME	2 800,00

Budget 2017 - HP222-004 / 2313 chapitre 902 **202 800,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-004 / 238

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LP G-PÉRI	0940132H	RESTRUCTURATION D'ENSEMBLE ET EXTENSION OP.No 09B6072220010001 Complément de crédit soit 29,628 ME	25 280 624,00

Budget 2017 - HP222-004 / 238 chapitre 902 **25 280 624,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC AT CÂBLAGE OP.No 15B2052220050010 Complément de crédit soit 1,668 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR LES TRAVAUX DE REFECTION DES TOITURES POUR 4 LYCEES : LOUIS JOUVET, CAMILLE CLAUDEL, FERNAND ET NADIA LEGER, JEAN PERRIN	345 000,00

Budget 2017 - HP222-005 / 2031 chapitre 902 **445 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 08EME	LYP RACINE	0750664P	TRAVAUX D'AMELIORATION DE L'ACCUEIL DES 2 SITES OP.No 07B0962220050002 Complément de crédit soit 0,433 ME	25 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TVX ELEC FAUX PLAFONDS OP.No 13B4942220050001 Complément de crédit soit 6,200 ME	200 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX GENIE CLIMATIQUE OP.No 15B0682220050023 Complément de crédit soit 6,233 ME	200 000,00
78	VILLIERS-SAINT-	LYP VIOLLET-DUC	0782587N	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SSI	600 000,00
78	TRAPPES	LP L-BLÉRIOT	0780273Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SSI ET TRAVAUX CONNEXES	300 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (COMPLEMENT)	40 000,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	TRAVAUX DE REALISATION D'UN PLATEAU SPORTIF DE 19X39 METRES	300 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MBC TRAVAUX D'ENLEVEMENT OU NEUTRALISATIONDE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE	600 000,00
77	CHAMIGNY	EREA L-BELLAN	0770342D	MR 2017 : RÉNOVATION-EXTENSION DE LA CUISINE PÉDAGOGIQUE	50 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP F-TRISTAN	0931565W	MR 2016: TRAVAUX DE RÉFECTION DE 3 SALLES DE SCIENCES	50 000,00

Budget 2017 - HP222-005 / 2313 chapitre 902 **2 365 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	CRETEIL	LYP E-BRANLY	0941018W	REMPLACEMENT D'EXTINCTEURS	4 500,00
94	CRETEIL	LYP E-BRANLY	0941018W	INSTALLATION D'UN MOTEUR DE LA VENTILATION DES LABORATOIRES DE PREPARATION DU BATIMENT C	2 000,00
94	VILLENEUVE-SAIN	LYP F-ARAGO	0941952L	CHANGEMENT DE 18 FENETRES PVC + DOUBLE VITRAGE	44 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LP LA-SOURCE	0940137N	REMPLACEMENT DE 32 EXTINCTEURS NON CONFORMES	4 600,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LP LA-SOURCE	0940137N	RENOVATION DU LOCAL POUBELLES - ASSAINISSEMENT DES MURS, CREATION D'UN POINT D'EAU, FINITION	11 000,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	EXTENSION DE LA SONORISATION PAR L'AJOUT DE DIFFUSEURS SONORES SUPLLEMENTAIRES (TIRAGE DE CABLES + APPAREILLAGES).	7 000,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	REMPLACEMENT DU BLOC PORTE DE LA GALERIE D'ENTRETIEN DU PUIT CANADIEN	4 000,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	TRANSFORMATION DES VESITIARES DU BATIMENT C EN SALLE INFORMATIQUE	55 000,00
94	CRETEIL	LYP ST-EXUPÉRY	0940114N	REGROUPEMENT DES SALLES D100 ET D101 EN UNE SEULE GRANDE : CLOISONNEMENT, ÉLECTRICITÉ PEINTURE ET SOLS. SALLE B106 : AMÉLIORATION DE L'ACOUSTIQUE PAR DOUBLAGE DES MURS ET REMPLACEMENT FAUX PLAFONDS	60 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REMISE EN PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER DES LOGEMENTS DE FONCTION PAR EMOP	2 963,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	POSE DE STORES INTERIEURS DANS L'ADMINISTRATION/BUREAU PROVISEUR/DEMI PENSION	3 125,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	TRAVAUX DE PEINTURE ET REVETEMENT DE SOL DANS LES LOGEMENTS DE FONCTION PROVISEUR/GESTIONNAIRE/CHE D'EQUIPE (EMOP)	11 500,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REMPLACEMENT PAR DES SYSTEMES MOTORISES LES SYSTEMES HS DES VOLETS ROULANTS DES APPARTEMENTS	18 000,00
94	MAISONS-ALFORT	LYP PAUL-BERT	0941355M	SUITE A AFFAISSEMENT DU PLANCHER DANS L'APPARTEMENT DU GESTIONNAIRE DIAGNOSTIC SONDAGE ET TRAVAUX DE REFECTION DU PLANCHER	30 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	TRAVAUX DE RENOVATION DES LOGEMENTS PROVISEUR ET PROVISEUR ADJOINT	12 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	TRAVAUX DE REORGANISATION DE LA SALLE DES PROFESSEURS ET DU LOCAL REPROGRAPHIE DU BATIMENT B	7 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	TRAVAUX DE RENOVATION DES BUREAUX ET CIRCULATIONS DU 3EME ETAGE DU BATIMENT ADMINISTRATION (MURS / PLAFONDS)	27 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	REMPLACEMENT DE GRANDS ENSEMBLES PVC DANGEREUX OUVRANT A SOUFFLET (RISQUE DE CHUTES) AU 2EME ETAGE DU BATIMENT A	65 000,00
94	CACHAN	LYP MAX-SORRE	0940580V	RENOVATION DES SANITAIRES VETUSTES FILLES ET GARCONS DE L'ANNEXE CARNOT	30 000,00
94	LIMEIL-BREVANNE	LYP G-BUDÉ	0940742W	REFECTION DES SOLS DANGEREUX DES CAGES D'ESCALIERS A/B/C DU BATIMENT F	18 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP M-DORMOY	0941951K	TRAVAUX DE RECHARGE ET DE REMPLACEMENT D'UNE PARTIE DU PARC EXTINCTEUR	4 400,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LP C-CLAUDEL	0940145X	SUITE INSPECTION DU SERVICE VÉTÉRINAIRE DU 08/11/2016, TRAVAUX DE PEINTURE EN CUISINE.	10 200,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	REMPLACEMENT DE 7 BLOCS PORTE ACIER, DOUBLE VENTAUX DU RDC DU BÂT C	38 360,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	AGRANDISSEMENT ET RÉFECTION D'UN VESTIAIRE POUR LES PERSONNELS "EMOP" ET TECHNIQUE DU LYCÉE	7 138,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	FOURNITURE ET POSE DE RIDEAUX OCCULTANTS DANS 38 SALLES DE CLASSES	18 346,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	RAFRAÎCHISSEMENT DU LOGEMENT DE FONCTION DU CONSEILLER PRINCIPAL D'EDUCATION	3 227,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	POSE DE CARRELAGE+NEZ DE MARCHE AU NIVEAU DU PRÉAU, DEVANT LA PORTE D'ACCÈS COUR + CRÉATION D'UNE DALLE BÉTON ARMÉ DESTINÉE AUX POUBELLES	15 627,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LYP JEAN-MACÉ	0940129E	SÉCURITÉ INCENDIE SITE FERRY: FOURNITURE ET POSE DE JOINTS "COUPE-FEU" SUR PORTE "COE" 2ÈME ÉTAGE + VENTOUSES MURALES	1 346,00
92	CLICHY	LYP NEWTON-ENREA	0920136Y	REMPLACEMENT ORGANIGRAMME À CLEFS	82 000,00
92	ANTONY	LYP DESCARTES	0920130S	REMPLACEMENT DES POMPES DE RELEVAGE DES EU DE LA CUISINE	5 000,00
92	ANTONY	LYP DESCARTES	0920130S	REMPLACEMENT D'UNE PORTE DE RECOUPEMENT (2 VANTAUX) VANDALISÉE : BÂT. GYMNASES	5 000,00
92	ANTONY	LP T-MONOD	0921676X	RÉNOVATION PARTIELLE DU LOGEMENT DE FONCTION DU PROVISEUR ADJOINT	8 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	MISE AUX NORMES ESCALIER GYMNASE	30 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	REFECTION COMPLETE LOGT CHEF CUISINE	25 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	REMISE EN PEINTURE ESCALIER BAT A	60 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	REMPLACEMENT EXTINCTEURS (42U) REMPLACEMENT ET REMISE A NIVEAU DE PORTE CF	35 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP JEAN-JAURÈS	0921166T	LOGT INTENDANT : RAFRAICHISSEMENT COMPLET(TX PEINTURE, PLOMBERIE ET FAIENCE, MENUISERIE)	40 000,00
92	MONTROUGE	LP JEAN-MONNET	0920164D	RÉNOVATION PARTIELLE DU LOGEMENT DE FONCTION DE L'AGENT D'ACCUEIL	8 000,00
92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	CRÉATION D'UNE PASSERELLE D'ACCÈS LA LA CTA (VIDE SANITAIRE N°1)	5 000,00
92	SCEAUX	LP FLORIAN	0920170K	REFECTION REVETEMENT MURAL GYMNASE	30 000,00
92	SCEAUX	LP FLORIAN	0920170K	REMISE EN SERVICE ACCES PIETONS ET LIVRAISON	30 000,00
92	VANVES	LP DARDENNE	0921505L	MISE EN JEU ET ENTRETIEN MENUISERIES EXTERIEURES	25 000,00

92	VANVES	LP DARDENNE	0921505L	RENOVATION SALLE DES PROFESSEURS (SOLS, MURS, PLAFOND, ÉCLAIRAGE)	20 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-MICHEL	0940112L	FOURNITURE ET POSE DE 10 GRILLES BARREAUDÉES POUR PROTÉGER LES ORIFICES D'AMENÉE D'AIR DE DÉSENFUMAGE DES COULOIRS DU BÂTIMENT "B"	3 226,00
95	ARGENTEUIL	LYP F-ET-N-LÉGER	0951811C	TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA PEINTURE DANS LES CIRCULATIONS DU BÂTIMENT B	25 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LP CH-EPLUCHES	0950658Z	TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UN PONT ÉLÉVATEUR DE VOITURE EN ATELIER MÉCANIQUE AUTO. CELUI-CI EN PLACE EST EN ARRÊT CAR IL N'ASSURE PLUS LA SÉCURITÉ DES ÉLÈVES	14 000,00
91	QUINCY-SOUS-SEN	LP FR-MOREAU	0911493D	REMPLACEMENT DE LA PORTE EN BOIS DE LA CHAUFFERIE, VÉTUSTE, PAR UNE PORTE AUX NORMES.	2 500,00
91	SAVIGNY-SUR-ORG	LYP G-MONGE	0912142J	RENOVATION PEINTURE LOGEMENTS (GESTIONNAIRE) ET PROVISEUR ADJOINT SUITE A DEGATS DES EAUX (INFILTRATIONS TOITURE)	15 000,00
91	SAVIGNY-SUR-ORG	LYP G-MONGE	0912142J	RENOVATION ECLAIRAGE ATELIER 3-4-5	40 000,00
91	SAINTE-GENEVIEV	LYP A-EINSTEIN	0911346U	REMPLACEMENT DES BANDEAUX DE PCF PAR DES VENTOUSES	16 000,00
91	SAINTE-GENEVIEV	LYP A-EINSTEIN	0911346U	IMPLANTATION DES POTEAUX METALLIQUES ENTRE PORTES CF POUR MAINTIEN DES BATIS	15 000,00
91	PALAISEAU	LYP H-POINCARÉ	0912251C	RENOVATION DE DEUX LOGEMENTS (PROVISEUR ADJOINT ET INTENDANT)	5 000,00
91	PALAISEAU	LYP C-CLAUDEL	0911938M	REMPLACEMENT DES ECLAIRAGES DES CIRCULATIONS	15 000,00
91	ORSAY	LYP B-PASCAL	0910626L	RENOVATION DE DEUX LOGEMENTS (PROVISEUR ADJOINT ET INTENDANT)	10 000,00
91	MORANGIS	LYP M-YOURCENAR	0911945V	MISE EN CONFORMITE DES ASCENSEURS	5 600,00
91	MASSY	LYP P-VILGÉNIS	0910727W	TRAVAUX DE RENOVATION WC BATIMENT A	15 000,00
91	MASSY	LYP P-VILGÉNIS	0910727W	REMPLACEMENT DE PLATE-FORME HANDICAPES ACCES SALLE POLYVALENTE	26 000,00
91	MASSY	LYP P-VILGÉNIS	0910727W	REMPLACEMENT DE LA CENTRALE HYDRAULIQUE SUR DEUX ASCENSEURS	23 000,00
91	LIMOURS	LYP JULES-VERNE	0911983L	LEVEE DES RESERVES MISE EN SECURITE DES ASCENSEURS	15 000,00
91	DOURDAN	LYP F-SARCEY	0910621F	POSE DE FILMS REZ DE CHAUSSEE BATIMENT A	3 600,00
91	DOURDAN	LYP A-KASTLER	0911985N	RENOVATION AUTOMATISME FOSSE DE RELEVAGE	7 000,00
91	ATHIS-MONS	LYP CLÉMENT-ADER	0910676R	RENOVATION DE DEUX LOGEMENTS (PROVISEUR ADJOINT ET INTENDANT)	8 000,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	REMPLACEMENT DE L'ARMOIRE DE MANOEUVRE DE L'ASCENSEUR DE LA RESTAURATION.	24 700,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	RÉNOVATION DU HALL D'ENTRÉE ET DE L'AGORA (PEINTURE, FAIENCE).	8 300,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	REMPLACEMENT DE PORTES D'ACCÈS VERS L'EXTÉRIEUR	75 000,00
91	MENNECY	LYP M-LAURENCIN	0911962N	ABATTAGE DE 5 GROS ARBRES ET ÉVACUATION.	5 100,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LYP JP-TIMBAUD	0910975R	LEVÉE DES OHSERVATIONS DU SSI ET DÉSEMFUMAGE.	6 500,00
91	ETAMPES	LYP G-ST-HILAIRE	0910622G	REMPLACEMENT DE RIDEAUX OCCULTANTS DANS LES SALLES DE COURS (SALLES E216, E206, E214, E106, E114 ET E118).	5 500,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	MISE EN PLACE DE SOL SOUPLE DANS LA SALLE DES PROFESSEURS	15 000,00
91	BRUNOY	LYP TALMA	0911021R	MISE EN PEINTURE DE 6 SALLES DE CLASSE (7,15,17,19,21,23)	25 000,00
91	SAINTE-GENEVIEV	LYP P-LANGEVIN	0912163G	TRAVAUX SUR LOCAL TRANSFORMATEUR ELECTRIQUE	1 200,00
91	ARPAJON	LP P-BELMONDO	0910628N	REFECTION DES BALCONS ET DES GARDES CORPS DU BATIMENT PRINCIPAL	39 000,00
91	BONDOUFLE	LYP F-TRUFFAUT	0911937L	REMPLACEMENT DU REVETEMENT DE SOL POUR 5 SALLES DE CLASSE (A001BIS A110 A103 B103 B105)	30 000,00
91	EVRY	LYP P-DES-LOGES	0911251R	REMPLACEMENT DE 4 PORTES COUPE-FEU (PIVOTS ET DOUBLE VANTAUX ABIMES)	25 000,00
91	ARPAJON	LYP E-MICHELET	0911961M	POSE DE REVETEMENT DE SOL DANS LE HALL	45 000,00
91	COURCOURONNES	LYP G-BRASSENS	0911828T	POSE DE L'AUTOCOM	40 000,00
93	ROMAINVILLE	LYP LIBERTÉ	0932267J	SALLE 4-5-6 BÂTIMENT A: RÉFECTION DES SYSTÈMES DE VENTILATION	35 000,00
93	AUBERVILLIERS	LYP LE-CORBUSIER	0930117X	SALLE DES PROFESSEURS DE GYM : OUVERTURE DE BAIE AVEC FOURNITURE ET POSE DE MENUISERIE	20 000,00
93	AUBERVILLIERS	LP JP-TIMBAUD	0931024H	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA ZONE PLONGE (PEINTURE, VMC)	30 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES BLOCS SANITAIRES FILLES ET GARÇONS VÉTUSTES AU BÂTIMENT A	50 000,00
93	BAGNOLET	LYP E-HÉNAFF	0932119Y	RAJOUT D'UN CHÂSSIS VITRÉ VIE SCOLAIRE - ATELIER COUPE-FEU	10 000,00
93	BAGNOLET	LYP E-HÉNAFF	0932119Y	TRAVAUX D'AMÉLIORATION EN CUISINE ET RÉFECTOIRE (SUITE RAPPORT VÉTÉRINAIRE AMÉLIORATION DU TRI)	35 000,00
93	BOBIGNY	LP A-COSTES	0931198X	RÉVISION ET RÉPARATION DE 8 MENUISERIES ET VOLETS ROULANTS DU CDI	30 000,00
77	BRIE-COMTE-ROBE	LYA BOUGAINVILLE	0771436T	REMPLACEMENT DU REVETEMENT DE SOL GYMNASE	100 000,00
93	BOBIGNY	LYP A-SABATIER	0932123C	TRAVAUX DE PEINTURE ET SOL DANS SALLES ET CIRCULATIONS BÂTIMENT PRINCIPAL.	80 000,00
77	BUSSY-SAINT-GEO	LYP M-L-KING	0772292Y	REFECTION DE LA FAIENCE COTE LOCAL LAVERIE	20 000,00
77	CHAMIGNY	EREA L-BELLAN	0770342D	REFECTION DE L'ESCALIER EXTERIEUR DE L'INFIRMERIE	15 000,00

93	BOBIGNY	LYP L-MICHEL	0931613Y	MISE EN PLACE DE 3 VOLETS OCCULTANTS SUR PORTE FENÊTRE COTÉ CDI	10 000,00
77	CHELLES	LYP G-BACHELARD	0770922J	REFECTION LOGEMENTS PROVISEUR ADJOINT ET CHEF DE CUISINE PEINTURE, SOL, MENUISERIE (EMOP)	15 000,00
93	BONDY	LP MADO VIONNET	0930129K	CRÉATION D'UN LOCAL POUBELLES VENTILÉ (PRESCRITION CCS)	10 000,00
93	CLICHY-SOUS-BOI	LYP A-NOBEL	0932026X	REMPLACEMENT DE L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES DE DÉSENFUMAGE DANS LES ATELIERS HS	50 000,00
77	CHELLES	LP L-LUMIERE	0771171E	REMISE EN ETAT DES SOLS DANS LE LOGEMENT	5 000,00
93	DRANCY	LYP E-DELACROIX	0930119Z	TRAVAUX DE RÉFECTION DE REVÊTEMENT MURAUX DANS LA CIRCULATION DES RÉFECTOIRES EN DP	45 000,00
93	EPINAY-SUR-SEIN	LYP J-FEYDER	0930120A	REPRISE CHÂSSIS 4 FENÊTRES EN RDC BÂTIMENT A	10 000,00
77	CLAYE-SOUILLY	LP CHAMP-CLAYE	0771995A	REMPLACEMENT DU REVETEMENT DE SOL ENTREE ET HALL	80 000,00
93	EPINAY-SUR-SEIN	LP L-MICHEL	0931735F	RECLOISONNEMENT D'UN ATELIER	10 000,00
77	CONGIS-SUR-THER	LYP GUÉ-A-TRESME	0771658J	REMPLACEMENT DE LA PORTE D'ENTREE DU BATIMENT ADMINISTRATION	8 000,00
93	GAGNY	LYP G-EIFFEL	0931272C	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE CHÂSSIS OUVRANTS DANGEREUX DANS LES SALLES DE COURS	70 000,00
93	LA COURNEUVE	LYP J-BREL	0931430Z	RÉFECTION BUREAU DES CPE, FAUX-PLAFONDS, PEINTURE ET SOL	28 000,00
93	LA COURNEUVE	LP A-RIMBAUD	0931738J	TRAVAUX DE RAFRAICHISSEMENT DES LOGEMENTS DE FONCTION (PROVISEUR, PROVISEUR ADJOINT, GESTIONNAIRE, OP ET CHEF CUISINE PEINTURE)	20 000,00
93	LA COURNEUVE	LYP J-BREL	0931430Z	TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE L'ASCENSEUR (ÉLECTRONIQUE + PMR)	20 000,00
77	CONGIS-SUR-THER	LYP GUÉ-A-TRESME	0771658J	FLOCAGE PONCTUEL DES SALLES DU BATIMENT F2 SALLE F212	15 000,00
93	LA COURNEUVE	LYP J-BREL	0931430Z	TRAVAUX DE RÉFECTION SALLE DE CLASSE 1ER ÉTAGE (PEINTURE, SOLS, FAUX PLAFONDS ET LUMINAIRES)	30 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LP A-BRIAND	0930831Y	DÉSAFFECTION DU LOCAL DE STOCKAGE GAZ	30 000,00
77	CONGIS-SUR-THER	LYP GUÉ-A-TRESME	0771658J	CREATION DE VESTIAIRE ET DE SANITAIRES POUR LES ELEVES DE BTS	35 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP WA-MOZART	0932034F	TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES VESTIAIRES EPS FILLES/GARÇONS	15 000,00
77	CONGIS-SUR-THER	LYP GUÉ-A-TRESME	0771658J	REMPLACEMENT DE BOISERIES POURRISSANTES EN FACADE DU BATIMENT D'ADMINISTRATION	40 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP WA-MOZART	0932034F	RÉFECTION DES SOLS DE CIRCULATION + MISE EN PEINTURE ET REMPLACEMENT DES DALLES DE FAUX PLAFOND Y COMPRIS IC LUMINAIRE	70 000,00
77	LA FERTE-SOUS-J	LYP S-BECKETT	0772685A	TRAVAUX DE MACONNERIE LIES A L'IMPLANTATION DE 12 PAILLASSES EXAO (SALLE 227)	10 000,00
93	LE RAINCY	LYP RENÉ-CASSIN	0932222K	TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SOL EN RÉSINE VÉTUSTE DANS L'ATELIER PRODUCTIQUE	50 000,00
77	LAGNY-SUR-MARNE	LYP VAN-DONGEN	0771512A	REMPLACEMENT D'UNE PORTE BÂTIMENT E	5 000,00
93	LES PAVILLONS-S	LP CN-LEDOUX	0930136T	TRAVAUX DE RAFRAICHISSEMENT (PARQUET ET PEINTURE) DANS LES LOGEMENTS DE FONCTION PROVISEUR, INTENDANT ET MO SUITE DÉGÂTS DES EAUX	50 000,00
77	LONGPERRIER	LYP CH-DE-GAULLE	0772228D	REMISE AUX NORMES D'UN LOCAL TECHNIQUE À RISQUE MOYEN AU 1ER ÉTAGE À CÔTÉ DE L'ADMINISTRATION	30 000,00
77	LONGPERRIER	LYP CH-DE-GAULLE	0772228D	REMISE AUX NORMES D'UN LOCAL TECHNIQUE À RISQUE MOYEN (AUTOCOM)	40 000,00
93	LES PAVILLONS-S	LP CN-LEDOUX	0930136T	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU TGBT	60 000,00
77	MEAUX	LYP P-COUBERTIN	0770931U	REMPLACEMENT DE 2 BLOCS PORTES COUPE-FEU BÂTIMENT D	6 000,00
93	LIVRY-GARGAN	LYP A-BOULLOCHE	0931585T	MISE EN PEINTURE DE 5 SALLES DE CLASSES DU 3ÈME ÉTAGE BÂTIMENT A	35 000,00
77	MEAUX	LYP P-COUBERTIN	0770931U	REMPLACEMENT D'ÉLÉMENTS DU SSI DÉFECTUEUX	10 000,00
93	LIVRY-GARGAN	LYP H-SELLIER	0932120Z	RAFRAICHISSEMENT LOGEMENT GARDIENNE, PROVISEUR, PROVISEUR ADJOINT, INTENDANT SUITE INFILTRATIONS (PEINTURE ET CARRELAGE SOL)	20 000,00
77	MEAUX	LYP P-COUBERTIN	0770931U	REMPLACEMENT DE 3 DOUBLES-PORTES D'ACCÈS AU HALL PRINCIPAL (BÂT A)	40 000,00
93	MONTREUIL	LYP CONDORCET	0930122C	TRAVAUX DE RÉNOVATION DU REVÊTEMENT DE SOL TRÈS VÉTUSTE ET DANGEREUX DANS LE CDI	60 000,00
93	MONTREUIL	LYP E-COTTON	0932116V	TRAVAUX DE PEINTURE DANS LES SALLES ET CIRCULATIONS BÂTIMENT A	15 000,00
93	MONTREUIL	LYP E-COTTON	0932116V	RÉFECTION DES IMPOSTES VITRÉS DANS LES CIRCULATIONS ET SALLES DE CLASSES. DOUBLAGE BA13.	50 000,00
93	MONTREUIL	LYP HORTICOLE	0931779D	RÉPARATION ET REMISE EN SERVICE DES ACCÈS DU JARDIN ÉCOLE	30 000,00
93	MONTREUIL	LYP HORTICOLE	0931779D	REMPLACEMENT DE L'ESCALIER EN BOIS SERVANT D'ÉVACUATION DE SECOURS BÂTIMENT PRINCIPAL	50 000,00
93	NEUILLY-SUR-MAR	LYP NJ-CUGNOT	0932291K	REMPLACEMENT ET MISE EN CONFORMITÉ DU SYSTÈME DE VENTILATION ATELIER MÉCANIQUE AUTO	25 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP F-TRISTAN	0931565W	REMPLACEMENT DE LA PORTE D'ACCÈS AU CDI (CCS) ET DE 3 PORTES D'ACCÈS VANDALISÉES	40 000,00
77	MEAUX	LYP P-COUBERTIN	0770931U	REMPLACEMENT DE 2 DOUBLES-PORTES D'ACCÈS AU BÂT D	10 000,00
93	PANTIN	LYP LUCIE-AUBRAC	0932117W	FOURNITURE ET POSE DE 10 STORES SUR LES FENÊTRES DU RDC (CÔTÉ RUE VICTOR HUGO)	15 000,00
93	PANTIN	LYP M-BERTHELOT	0930124E	TRAVAUX DE PEINTURE ET DE SOL DANS CIRCULATIONS ET 6 SALLES DE CLASSES DU 1 ER ÉTAGE.	35 000,00
93	PANTIN	LP SIMONE-WEIL	0930135S	TRAVAUX DE PEINTURE CIRCULATIONS DE 3 SALLES DE CLASSE BÂTIMENT A	10 000,00
93	ROMAINVILLE	LYP LIBERTÉ	0932267J	REMPLACEMENT DU REVÊTEMENT DE SOL SALLE DE PERMANENCE	15 000,00

77	MEAUX	LYP H-MOISSAN	0770930T	REFECTION DU PLANCHER HAUT DU BUREAU DE L'ASSISTANTE SOCIALE	30 000,00
77	MITRY-MORY	LYP H-DE-BALZAC	0771996B	CRÉATION DE RAMBARDE DE SÉCURITÉ, CHASSE ROUE ET GARDE-CORPS POUR LA RAMPE PMR	35 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	REPRISE PURGE LOCALE AGENTS	20 000,00
77	MITRY-MORY	LYP H-DE-BALZAC	0771996B	MISE EN PLACE DE PROTECTION POUR LE PORTES CF PAR DES POTELETS ET REMPLACEMENT PORTES CF DANS LE BÂTIMENT A 1ER ÉTAGE 4 BLOQUES PORTES	40 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP SUGER	0932121A	RÉNOVATION D'UN BLOC SANITAIRES FILLES/GARÇONS BÂTIMENT A	30 000,00
93	SAINT-OUEN	LYP A-BLANQUI	0930126G	PROTECTION TERRAIN DE BASKET (JET PROJECTILES DIVERS)	40 000,00
93	SEVRAN	LYP B-CENDRARS	0932048W	REMISE EN ÉTAT DES TOILETTES RDC FILLES ET GARÇONS	20 000,00
93	SEVRAN	LYP B-CENDRARS	0932048W	TRAVAUX D'ADAPTATION DE LA ZONE LAVERIE SUITE PASSAGE ERGONOME	50 000,00
77	THORIGNY-SUR-MA	LP A-PERDONNET	0770944H	RÉPARATION D'UN MUR ENTRE LE PORTAIL ET LE MUR D'ENCEINTE	18 000,00
93	STAINS	LYP M-UTRILLO	0932030B	REPRISE LISSES ESCALIERS DE SECOURS	10 000,00
93	STAINS	LYP M-UTRILLO	0932030B	REMPLACEMENT DE 8 PORTES MÉTALLIQUES	45 000,00
77	THORIGNY-SUR-MA	LP A-PERDONNET	0770944H	REMISE EN ÉTAT D'UNE SALLE DE SCIENCES : RÉFECTION DES FAUX PLAFONDS, REMISE EN PEINTURE DES MURS, SUPPRESSION DE LA PAILLASSE PROF, DÉPLACEMENT DES TABLEAUX SUPPRESSION DU GAZ ET TRAITEMENT DES APPUIS DE FENÊTRE NOUVELLE	40 000,00
93	TREMBLAY-EN-FRA	LP H-BOUCHER	0931193S	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 3 PORTES COUPE-FEU DE RECOUPEMENT FORTEMENT DÉGRADÉES (3 ENSEMBLES)	20 000,00
93	VILLEMOMBLE	LYP G-CLÉMENCEAU	0930127H	RÉAMÉNAGEMENT DE LA SALLE POLYVALENTE (PEINTURE, ÉCLAIRAGE ET SOLS)	60 000,00
77	LA FERTE-SOUS-J	LYP S-BECKETT	0772685A	RESTRUCTURATION DES SALLES 209 À 211 POUR LA CREATION D'UNE SALLE INFORMATION (RECLOISONNEMENT, REVETEMENT, SOLS ET MURS)	25 000,00
93	VILLEMOMBLE	LYP B-PASCAL	0932221J	REMPLACEMENT SOL CIRCULATION ET LOCAUX PÉDAGOGIQUE	20 000,00
93	VILLEPINTE	LYP JEAN-ROSTAND	0931584S	LEVÉE DE RÉSERVES DU BUREAU DE CONTRÔLE ET DE LA CCS (GAZ ET ÉLECTRICITÉ)	30 000,00
77	LE MEE-SUR-SEIN	LYP GEORGE-SAND	0771663P	RENOVATION DU COULOIR DU 1ER ETAGE ET DE 5 SALLES DE CLASSE AVEC REPRISE EN PEINTURE DES MURS, DES PORTES ET DES HUISSERIES, DES FENETRES ET POSE DE PROTECTION MURALE DANS LE COULOIR	21 000,00
93	VILLEPINTE	LYP JEAN-ROSTAND	0931584S	REMPLACEMENT DE 6 BLOCS PORTES COUPE-FEU VA-ET-VIENT CASSÉES	40 000,00
95	ARNOUVILLE	LP V-HENDERSON	0950709E	TRAVAUX DE PEINTURE DES VESTIAIRES DU GYMNASE	15 000,00
77	MELUN	LYP LÉO-DE-VINCI	0770934X	POSE DE SEPARATION DE LITS DANS L'INTERNAT À 4 LITS POUR LE 2EME ETAGE	20 000,00
77	MELUN	LYP LÉO-DE-VINCI	0770934X	REALISATION D'UN ESCALIER D'ACCES À LA TERRASSE TECHNIQUE DU BATIMENT	22 000,00
77	MELUN	LYP LÉO-DE-VINCI	0770934X	POSE DE 16 BLOC-PORTES, COUPE-FEU ET NORME PMR POUR LA ZONE CUISINE ET LE LOGEMENT DE FONCTION DU PROVISEUR	39 000,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LYP A-CHERIOUX	0941294W	MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION DE SONORISATION POUR LA DIFFUSION DES MESSAGES DU PPMS	17 500,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	BORNES DE RECHARGE DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES (3 UNITÉS).	6 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP SEC INTERN	0932638M	TRAVAUX D'ADAPTATION SUITE À OUVERTURE DU LYCÉE (BOITIER DE RÉARMEMENT, PORTES COUPE-FEU, ADDUCTION TÉLÉPHONE)	50 000,00
77	LA ROCHETTE	LP B-FRANKLIN	0770943G	REMISE EN PEINTURE DE 30 CHAMBRES DE L'INTERNAT AU 1ER ETAGE SUITE A DIVERSES DEGRADATIONS ET VETUSTÉ DE L'ENSEMBLE	58 000,00
75	PARIS 19EME	LYP ALEMBERT	0750650Z	MESURE DE RENTREE 2017 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR DANS L'APPARTEMENT TEMOIN /PEDAGOGIQUE	10 000,00
75	PARIS 15EME	LYT ENSAA	0750612H	ISOLATION ACOUSTIQUE INFIRMERIE - ATELIER MITOYEN; ENCOFFREMENT VMC EN PLÉNUM, POSE DE PLOTS ANTI-VIBRATILE DÉPART VMC ET POSE DE FAUX-PLAFOND ACOUSTIQUE	21 000,00
75	PARIS 09EME	LCM CONDORCET	0750667T	REMPLACEMENT ET MISE A JOUR DE TOUS LES PLANS D'EVACUATION ET D'INTERVENTION DU LYCEE	7 700,00
75	PARIS 17EME	LYP JEAN-DROUANT	0750708M	TRAVAUX TCE (PEINTURE, REVETEMENT DE SOL, FAUX-PLAFOND° POUR LA RENOVATION DE L'AMPHITHEATRE	120 000,00
77	PROVINS	LYP PANNEVELLES	0771336J	RÉNOVATION DE CHAMBRES DE L'INTERNAT (2 DORTOIRS)	8 000,00
75	PARIS 03EME	LYP TURGOT	0750647W	RENOVATION DE L'ESCALIER C	15 000,00
77	PROVINS	LYP PANNEVELLES	0771336J	REMPLACEMENT D'UNE PORTE MÉTALIQUE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT GÉNÉRAL	5 300,00
75	PARIS 04EME	LYP S-GERMAIN	0750653C	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE 2 FENETRESPVC OSCILLO-BATTANTES BATIMENTS C ET D	10 000,00
75	PARIS 03EME	LP ABBÉ-GRÉGOIR	0750770E	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU LOGEMENT DE FONCTION DU PROVISEUR (PEINTURE + SOLS)	10 000,00
75	PARIS 11EME	LP TURQUETIL	0750778N	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU LOGEMENT DE LA GESTIONNAIRE	4 000,00
77	PROVINS	LYP TH-CHAMPAGNE	0770942F	REMPLACEMENT DU PORTAIL ET DU PORTILLON ACCÈS PARKING LOGEMENTS ET RAVALEMENT DU MUR PÉRIPHÉRIQUE.	15 000,00
75	PARIS 20EME	LYP M-NADAUD	0754530S	REMPLACEMENT DES RIDEAUX DANS LES SALLES 20,21, 40 À 46	12 000,00
75	PARIS 09EME	LYP E-QUINET	0750671X	TRAVAUX SUE ESPACES EXTERIEURS	30 000,00
77	PONTAULT-COMBAU	LYP C-CLAUDEL	0772243V	RÉNOVATION DE LA LAVERIE DE LABORATOIRE : PAILLASSE, CAISSON, CUVE ET MÉLANGEUR, AU RDC BÂTIMENT PRINCIPAL.	1 300,00

75	PARIS 09EME	LYP E-QUINET	0750671X	REMPLACEMENT DE 2 CHASSIS VITRES DANS LE LABORATOIRE (SITE PRINCIPAL) ET MISE EN SECURITE DU GARDE-CORPS DU PERRON (SITE NAPLES)	8 000,00
75	PARIS 19EME	LYP DIDEROT	0750712S	TRAVAUX DE REPARATION DU GROUPE ELECTROGENE	1 400,00
75	PARIS 19EME	LYP ALEMBERT	0750650Z	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE SUR LES 4 ASCENSEURS G, D, E ET F (LIAISON TELEPHONIQUE)	17 035,00
75	PARIS 19EME	LCM G-BRASSENS	0754684J	TRAVAUX DE PEINTURE DANS LA CAGE D'ESCALIER PRINCIPAL ET DANS LA SALLE DE COURS SUITE A DEGAT DES EAUX	60 000,00
77	ROISSY-EN-BRIE	LYP CH-LE-CHAUVE	0771763Y	LEVÉE DE RÉSERVES SUITE AU PASSAGE DU BUREAU DE CONTRÔLE (APPAREIL EWV93) ET MISE EN PLACE D'UNE TÉLÉALARME OTIS CONTACT	9 950,00
75	PARIS 19EME	LP H-GUIMARD	0750802P	TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'APPARTEMENT DU PROVISEUR ADJOINT	8 670,00
75	PARIS 18EME	LYP RABELAIS	0750688R	TRAVAUX DE PEINTURE ET DE FAUX-PLAFOND DANS LE BUREAU DU CPE	12 000,00
75	PARIS 19EME	LYP DIDEROT	0750712S	TRAVAUX DE REPARATION DU DOUBLAGE DU COULOIR MENANT A LA 1/2 PENSION	8 000,00
75	PARIS 19EME	LYP DIDEROT	0750712S	TRAVAUX DE PEINTURE DE LA SALLE B4	3 000,00
77	ROISSY-EN-BRIE	LYP CH-LE-CHAUVE	0771763Y	PERCEMENT D'UN VOILE POUR CRÉER UN ACCÈS À LA TERRASSE DESSERVANT LES BÂTIMENTS A, B ET C, Y COMPRIS LES FINITIONS.	15 000,00
75	PARIS 09EME	LYP E-QUINET	0750671X	TRAVAUX DE REFECTION : CARRELAGE ET PEINTURE DANS LA CUISINE DE LA 1/2 PENSION	15 000,00
77	COMBS-LA-VILLE	LP J-PREVERT	0771997C	MODIFICATION DE LA PORTE MÉTALIQUE D'ACCÈS AU SOUS-SOL POUR CRÉATION D'UNE VENTILATION.	2 500,00
91	MONTGERON	LYP ROSA-PARKS	0910625K	DÉPART À LA RETRAITE DU PROVISEUR ; REMISE EN PEINTURE DE L'ENSEMBLE DES PIÈCES DU LOGEMENT DE FONCTION. NOMBREUSES INFILTRATIONS REPÉRÉES, PIÈCES DÉGRADÉES.	16 000,00
75	PARIS 05EME	LCM L-LE-GRAND	0750655E	RÉFECTION DE LA FONTAINE DE LA COUR D'HONNEUR; REMPLACEMENT DU SYSTÈME HYDRAULIQUE ET ÉLECTRIQUE VÉTUSTES.	16 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	LEVÉE DES OBSERVATIONS DES SERVICES SANITAIRES; REPRISES PONCTUELLES FAÏENCE, CARRELAGE DES LOCAUX TECHNIQUES DE CUISINES ET VITRIFICATION DU PARQUET DU RÉFECTOIRE ÉLÈVES DU BÂTIMENT VAUGIRARD.	18 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	REMPLACEMENT DE 4 MENUISERIES EXTÉRIEURES BOIS OUVRANTES SIMPLE VITRAGE VÉTUSTES ET NON ÉTANCHES, 2ÈME ÉTAGE DU BÂTIMENT CHAPELLE AVEC POSE DE DOUBLE VITRAGE ET REMPLACEMENT D'UNE PORTE CF BOIS DÉTÉRIORÉE ENTRE LOCAL PRÉPARATION FROIDE ET CHAUDE.	18 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	RÉFECTION FAUX-PLAFONDS, CLOISONS ET PEINTURE; RÉFECTION DES SALLES DE COURS GÉNÉRALES ET DE RÉUNIONS PARENTS D'ÉLÈVES VÉTUSTES C056, C058, C180 ET C181.	24 000,00
75	PARIS 12EME	LYP ARAGO	0750680G	REMPLACEMENT DE 2 POMPES DE RELEVAGE HS SITUÉES AU SOUS-SOL DU BÂTIMENT A DEPUIS INCENDIE D'ORIGINE ÉLECTRIQUE.	11 000,00
75	PARIS 13EME	LP GALILÉE	0750785W	RÉNOVATION DES ASCENSEURS DE CHARGE ET LOGEMENTS (TREUILS ET ARMOIRES DE COMMANDES VÉTUSTES)	60 000,00
75	PARIS 13EME	LP NL-VAUQUELIN	0751710B	REMISE EN ÉTAT DES VESTIAIRES DAMES ET LOCAUX ATTENANTS SUITE À DÉGATS DES EAUX	10 000,00
75	PARIS 13EME	LP NL-VAUQUELIN	0751710B	REMPLACEMENT D'UN FOUR ET D'UNE MARMITE VÉTUSTES	20 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	REMISE EN CONFORMITÉ DU PORTAIL MOTORISÉ ET DE L'ASCENSEUR SUITE À VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES DU BCT	4 000,00
75	PARIS 14EME	LP ERIK-SATIE	0752846L	RÉNOVATION PARTIELLE DU LOGEMENT DE FONCTION DU GESTIONNAIRE	6 000,00
75	PARIS 15EME	EREA A-DUMAS	0753256G	TRAVAUX DE MESURES CONSERVATOIRES SUR INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES SUITE À DISJONCTIONS INTEMPESTIVES GÉNÉRALES DES BÂTIMENTS A, B ET C	87 000,00
75	PARIS 15EME	LYP FRESNEL	0750695Y	TRAVAUX DE SÉCURITÉ; MISE EN CONFORMITÉ DU SECOND ASCENSEUR NECKER (VÉTUSTÉ MOTEUR ET COMMANDES)	72 000,00
75	PARIS 15EME	LYP FRESNEL	0750695Y	REMPLACEMENT DU LAVE VAISSELLE VÉTUSTE	35 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LYP JP-TIMBAUD	0910975R	MESURES DE RENTRÉE 2017: CRÉATION D'UNE SALLE DE SCIENCES POUR LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 2017.	150 000,00
77	CESSON	LYP S-DELAUNAY	0772332S	SUITE A DIAGNOSTIC REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM	40 000,00
77	NEMOURS	LYP E-BEZOUT	0770940D	MISE AUX NORMES DU PORTAIL COULISSANT DE L'ENTRÉE PRINCIPALE.	5 100,00
77	MONTEREAU-FAULT	LYP A-MALRAUX	0770938B	INSTALLATION DE STORES DANS LE BÂTIMENT B (20 SALLES 2° ET 3° ÉTAGE CÔTÉ SUD).	20 000,00
94	CHOISY-LE-ROI	LP JEAN-MACÉ	0941232D	CHANGEMENT DE LA PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE DU LYCÉE VÉTUSTE - INSTALLATION D'UNE PORTE EN ALUMINIUM	6 000,00
77	AVON	LYP U-FRANCE	0770918E	SUITE A LA VISITE ANNUELLE DE LA MAINTENANCE DU MATERIER DE PROTECTION INCENDIE, FOURNITURE ET POSE DE 62 EXTINCTEURS APRÈS REPRISE DE CEUX ENVOYÉS À LA DESTRUCTION	4 200,00
78	VERSAILLES	LYP MARIE-CURIE	0782567S	RENOVATION DU SYSTEME DE GESTION GTB HONYWELL	9 800,00
93	LIVRY-GARGAN	LYP A-BOULLOCHE	0931585T	REMPLACEMENT DE 2 PORTES COUPE-FEU A REMPLACER BATIMENT A	20 000,00
93	LES LILAS	LYP P-ROBERT	0932073Y	SUITE RAPPORT VETERINAIRE, TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA LAVERIE PLATEAU	35 000,00
93	LE BOURGET	LYP LYCÉE NEUF	0932577W	REFECTION BLOCS PORTES ACCES CUISINE, CIRCULATION BATIMENT E	20 000,00
93	BOBIGNY	LYP L-MICHEL	0931613Y	TRAVAUX DE PEINTURE EN SALLE DES PROFS	15 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP SUGER	0932121A	REMISE EN ÉTAT DES HUISSERIES PORTE-FENÊTRES ET VOLETS ROULANTS DES LOGEMENTS DE FONCTION	10 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP P-ELUARD	0930125F	TRAVAUX DE REFECTION DES BLOCS SANITAIRES ELEVES ET PROFESSEURS VETUSTES	50 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	POSE D'UN VOLET AU RDC, APPARTEMENT DE FONCTION N°6	10 000,00

93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	REMISE EN PEINTURE LOGEMENT DE FONCTION PROVISEUR	20 000,00
93	VILLEPINTE	LYP G-BRASSENS	0932260B	RÉNOVATION FOYER DES ÉLÈVES (AGRANDISSEMENT, CLOISONS ET REPRISE DE SOLS)	20 000,00
93	VILLEPINTE	LYP G-BRASSENS	0932260B	CRÉATION DE DEUX SALLES DE SCIENCES (PEINTURE, SOLS, PLAFONDS, ÉCLAIRAGE ET PAILLASSES)	140 000,00
75	PARIS 15EME	LYP LÉO-DE-VINCI	0754475G	RÉNOVATION DES BLOCS SANITAIRES ÉLÈVES (BLOCS SANITAIRES GARÇONS DU 1ER ET 2ÈME ÉTAGE)	35 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	TRAVAUX DE RENOVATION TOTALE DE 2 BLOCS AU BATIMENT A 2EME ETAGE ET AU BATIMENT C RDC (TRAVAUX DE PEINTURE, MENUISERIES, CARRELAGE) BLOCS SANITAIRES	30 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP G-BRAQUE	0950666H	TRAITEMENT ACCOUSTIQUE DU HALL - TRAVAUX DE REVETEMENTS DE SOLS POUR L'ENCLOISONNEMENT PARTIEL DES ESCALIERS	10 000,00
95	TAVERNY	LYP LOUIS-JOUVET	0951763A	REFECTION DU LOGEMENT DE FONCTION DU CHEF CUISINIER	12 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP F-ET-N-LÉGER	0951811C	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SYSTEMES D'ASSERVISSEMENT DES PORTES COUPE-FEU DES CIRCULATIONS HORIZONTALES DU BATIMENT A	15 000,00
95	VAUREAL	LYP C-CLAUDEL	0951710T	MISE EN PLACE DES PIEGES A SONS DANS 3 SALLES CATHEDRALES	7 000,00
95	VAUREAL	LYP C-CLAUDEL	0951710T	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE CARRELAGE MURAL DANS LE HALL DU BATIMENT 4	6 000,00
95	VAUREAL	LYP C-CLAUDEL	0951710T	TRAVAUX DE RENOVATION DU STUDIO DE MUSIQUE (REVETEMENTS DE SOLS ET MURS)	8 000,00
95	PONTOISE	LYP C-PISSARRO	0950649P	TRAVAUX DE CLOISONNEMENT, PEINTURE, MENUISERIES, SOLS SUITE A DEGATS DES EAUX	50 000,00
95	BEAUMONT-SUR-OI	EREA F-DOLTO	0950164M	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 2 PORTES EN BOIS SECTIONNELLES DONNANT SUR L'EXTÉRIEURS PAR DES PORTES ACIER,	30 000,00
95	DEUIL-LA-BARRE	LYP C-ST-SAENS	0951922Y	AMÉLIORATION ET CRÉATION DES ÉCLAIRAGES EXTÉRIEURS DONNANT SUR ESPLANADE ET SUR ESPACE COUR	15 000,00
95	ENGHIEN-LES-BAI	LYP G-MONOD	0952196W	REPRISE DU SOUBASSEMENT DE LA MACHINE DÉPOSE PLATEAUX EN CARRELAGE FAÏENCE	15 000,00
95	ENGHIEN-LES-BAI	LYP G-MONOD	0952196W	RÉNOVATION TOTALE DU LOGEMENT PROVISEUR (PARQUET, PEINTURE, VÉRIFICATION DES MENUISERIES EXTÉRIEURES)	20 000,00
95	ERMONT	LP F-BUISSON	0950657Y	CRÉATION D'UN ASCENSEUR AU BÂTIMENT A	10 000,00
95	ERMONT	LP F-BUISSON	0950657Y	TRAVAUX DE PEINTURE ET SOL LOGEMENT INTENDANT	20 000,00
95	ERMONT	LP F-BUISSON	0950657Y	RÉFECTION DES SOLS DU GYMNASE	46 600,00
95	ERMONT	LP F-BUISSON	0950657Y	RÉFECTION PEINTURE VESTIAIRE GYMNASE	18 000,00
95	ERMONT	LP G-EIFFEL	0951673C	REMPLACEMENT DE 2 PORTES DOUBLES AU RÉFECTOIRES	25 000,00
95	ERMONT	LYP VAN-GOGH	0950645K	TRAVAUX DE PEINTURE ET SOL DE L'ADMINISTRATION CÔTÉ INTENDANCE	30 000,00
95	FOSSES	LYP C-BAUDELAIRE	0951727L	REPRISE DU RAVALEMENT DES LOGEMENTS DE FONCTION	15 000,00
95	FOSSES	LYP C-BAUDELAIRE	0951727L	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 2 PORTES EN CUISINE SUITE AU PASSAGE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES	15 000,00
95	GARGES-LES-GONE	LYP S-BEAUVOIR	0951766D	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE L'INTENDANCE (SOL + PEINTURE)	30 000,00
95	GARGES-LES-GONE	LYP A-RIMBAUD	0951787B	CRÉATION DE 2 BOXES POUR ACCEUILLIR VÉHICULES NEUFS ÉLÉCTRIQUES	30 000,00
95	GARGES-LES-GONE	LYP A-RIMBAUD	0951787B	AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER LOGISTIQUE (MAÇONNERIE ET PEINTURE)	35 000,00
95	GONESSE	LYP RENÉ-CASSIN	0950646L	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 2 PORTES (SALLES EPS, ET SANITAIRES)	12 000,00
95	GOUSSAINVILLE	LYP R-ROLLAND	0950667J	TRAVAUX DE CLIMATISATION DU LOCAL SERVEUR	10 000,00
95	GOUSSAINVILLE	LYP R-ROLLAND	0950667J	REMPLACEMENT DES 2 LIGNES DE SELF	80 000,00
95	L'ISLE-ADAM	LYP FRAGONARD	0951147F	REMPLACEMENT D'UNE CLOISON MOBILE PAR CLOISON PLEINE	10 000,00
95	L'ISLE-ADAM	LYP FRAGONARD	0951147F	TRAVAUX DE REPRISE PARTIEL DE FAUX PLAFONDS DANS LES CIRCULATIONS	15 000,00
95	L'ISLE-ADAM	LYP FRAGONARD	0951147F	TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'AMPHITHÉÂTRE (SOL, MUR, PLAFOND SONORISATION)	90 000,00
95	LUZARCHES	LYP G-DE-NERVAL	0950647M	REMPLACEMENT DU SSI	20 000,00
95	LUZARCHES	LYP G-DE-NERVAL	0950647M	TRAVAUX DE REPRISE DE LA SALLE A2 (SOL MUR PLAFOND)	30 000,00
95	LUZARCHES	LYP G-DE-NERVAL	0950647M	RÉNOVATION COMPLÈTE DE 2 LOGEMENTS PRÉCÉDEMMENT (MAÇONNERIE, SOL ET PEINTURE)	50 000,00
95	MONTSOULT	LP JEAN-MERMOZ	0950949R	REMPLACEMENT DU SSI	15 000,00
95	MONTSOULT	LP JEAN-MERMOZ	0950949R	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU FOYER DES ÉLÈVES (SOL, MUR, PLAFOND ET ACOUSTIQUE)	45 000,00
95	SAINT-WITZ	LYP LÉO-DE-VINCI	0951753P	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE 30 MENUISERIES EXTÉRIEURES	20 000,00
95	SAINT-WITZ	LYP LÉO-DE-VINCI	0951753P	TRAVAUX DE RAFRAÎCHISSEMENT DES BUREAUX DANS L'ADMINISTRATION	25 000,00
95	SARCELLES	LYP JJ-ROUSSEAU	0950650R	DÉPLACEMENT DU LAVE-VAISELLE AVEC CRÉATION DE ZONES DE TRI	30 000,00
95	ERMONT	LP G-EIFFEL	0951673C	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU LABO SUITE À LA RÉFORME DU BAC PRO SEN (MAÇONNERIE ET PEINTURE)	20 000,00
92	NANTERRE	LP C-CHAPPE	0921626T	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE FAUX-PLAFOND DE LA ZONE CUISSON DE LA CUISINE	9 000,00
92	CLICHY	LYP NEWTON-ENREA	0920136Y	TRAVAUX CARTE SEQUENTIELLE + ESSAIS CONTROLE TECHNIQUE	15 000,00

92	SURESNES	LYP P-LANGEVIN	0920147K	TRAVAUX DE CREATION DE BLOCS SANITAIRES (TRAVAUX TCE : CARRELAGE; CLOISONNEMENTS)	90 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	REMPLACEMENT DU REVETEMENT DE SOL DES BUREAUX DE L'ADMINISTRATION	30 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	REMISE EN ETAT DE 84 MENUISERIES EXTERIEURES DU BATIMENT B AU 2EME ET 3EME ETAGE	45 000,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA TOURELLE D'EXTRACTION AU-DESSUS DE LA 1/2 PENSION	1 400,00
78	LIMAY	LYP CONDORCET	0781884Z	TRAVAUX SUR 2 ASCENSEURS SUITE RAPPORT TECHNIQUE ANNUEL	13 000,00
78	MANTES-LA-JOLIE	LYP ST-EXUPÉRY	0782539L	CHANGEMENT DES PORTES DU BATIMENT GENERAL ET CHANGEMENT DES SOLS DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INTENDANCE	85 000,00
78	MANTES-LA-JOLIE	LYP ST-EXUPÉRY	0782539L	TRAVAUX DE MENUISERIES EN ALUMINIUM. REMPLACEMENT ET MOTORISATION DE 3 VOLETS ROULANTS AU FENETRES DU PLATEAU THEATRE NOUVELLEMENT RENOVE DANS LE BATIMENT E	9 500,00
78	MANTES-LA-JOLIE	LYP ST-EXUPÉRY	0782539L	TRAVAUX DE PEINTURE DE 28 SALLES DE CLASSES DANS LE BATIMENT GENERAL (14 SALLES AU 1ER ET 14 SALLES AU 2EME - TRAVAUX REALISES PAR LES EMOP)	21 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE REJOINTEMENT ET ENDUIT SUR MUR DE DELIMITATION DE L'EMPRISE FONCIERE COTE RUE GIRAUD TEULON	40 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE DEMOLITION DU BATIMENT EN TOLE	25 000,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS ET PROTECTION DES MURS (PVC RIGIDE) AVEC POSE DE FILETS DE PROTECTION DANS LE GYMNASE	220 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	TRAVAUX DE SECURITE : CREATION D'UN LOCAL PRODUITS DANGEREUX EXTERIEURS (BOUTEILLE A GAZ)	4 900,00
78	LES MUREAUX	LYP F-VILLON	0780422K	TRAVAUX DE CREATION D'UNE TRIBUNE TELESCOPIQUE DANS LA SALLE MULTIACTIVITES (SALLE E011)	26 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP JB-POQUELIN	0782557F	TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ADMINISTRATION (SOLS, PEINTURE, MENUISERIES INTERIEURES, FAUX-PLAFONDS, ECLAIRAGE)	50 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP E-GALOIS	0782924E	TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS DES CIRCULATIONS DU 1ER ETAGE DU BATIMENT EXTERNAT	35 000,00
78	CARRIERES-SUR-S	LYP PIERRES-VIVE	0781860Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SOLS MOQUETTES PAR DES REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES DANS 8 SALLES DES SECTIONS 1ERES ET TERMINALES AINSI QUE DANS LE CDI ET BUREAU DU CHEF DES TRAVAUX	80 000,00
78	MARLY-LE-ROI	LYP L-DE-BROGLIE	0781861Z	REMPLACEMENT COMPLET DE LA PORTE CABINE ET VIDANGE HYDRAULIQUE DES APPAREILS	29 000,00
78	CONFLANS-SAINTE	LYP SIMONE-WEIL	0783447Y	CREATION D'UNE VENTILATION PAR CREATION D'UN APPORT D'AIR NATUREL SUR LOCAL LAVERIE	5 000,00
78	CONFLANS-SAINTE	LYP SIMONE-WEIL	0783447Y	TRAVAUX EN CUISINE DU LYCEE POUR AMELIORATION DES CONDITIONS D'HYGIENE (FAUX-PLAFOND LESSIVABLE, PEINTURE LESSIVABLE, TRAITEMENT DES BLOCS PORTES...)	25 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE PEINTURE DANS LES GYMNASES ACCOLES	60 000,00
78	POISSY	LYP A-BOLLAND	0781983G	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES BLOCS PORTES DONNANT SUR LE HALL DU BATIMENT B	25 000,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	TRAVAUX DE TRAITEMENT DES BOIS ET MISE EN PLACE DE PICOTS ANTI-PIGEONS SUR L'ARCHE	60 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE POSE DE LIMITATEUR D'OUVERTURE ET QUINCAILLERIE (POIGNEES, PIVOTS SUR LES MENUISERIES ALUMINIUM DES 5 NIVEAUX DU BATIMENT 4 ET 5)	80 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE CURAGE DES STORES SUR L'ENSEMBLE DU BATIMENT ADMINISTRATION/LOGEMENTS	5 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	TRAVAUX SECURITE INCENDIE : REMPLACEMENT INSTALLATION BATTRIE SSI	5 900,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP LÉO-DE-VINCI	0782556E	TRAVAUX DE CREATION D'UN PREAU SUR 2	160 000,00
78	LA BOISSIERE-EC	ERPD HÉRIOT	0783213U	POSE DE FILETS DE PROTECTION CONTRE LA CHUTE DANS LE VIDE DES ESCALIERS	15 000,00
78	LA BOISSIERE-EC	ERPD HÉRIOT	0783213U	STATION D'EPURATION ET DE TRAITEMENT DES EAUX : FOURNITURE ET POSE DE CHARBONS ACTIFS ET REALISATION D'UN DENITRATAGE	15 000,00
78	MAUREPAS	LYP SEPT-MARES	0780515L	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE FENETRES PAR DES CHASSIS DOUBLE VITRAGE THERMIQUE (PATIO CENTRALE NIVEAU 1)	75 000,00
78	LA BOISSIERE-EC	ERPD HÉRIOT	0783213U	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE DEUX PILASTRES DE L'ESCALIER D'HONNEUR DU CHATEAU	5 000,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DESCARTES	0781512V	TRAVAUX DANS LA DEMI PENSION ET REMISE EN ETAT DE PORTE COUPE FEU	35 000,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DE-BRETEUIL	0781819D	REMPLACEMENT DES ECLAIRAGES DE CIRCULATIONS DANS LE BATIMENT TECHNIQUE	30 000,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DE-BRETEUIL	0781819D	RENOVATION LOGEMENTS PROVISEUR ET PROVISEUR ADJOINT	10 000,00
78	RAMBOUILLET	LYP LOUIS-BASCAN	0782549X	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU SSI DES BATIMENTS D-DE-E	20 000,00
78	VERSAILLES	LP J-PRÉVERT	0782603F	AMENAGEMENT DES SECRETARIATS PROVISEUR ET INTENDANCE	10 000,00
78	VERSAILLES	LP J-PRÉVERT	0782603F	MISE EN PLACE DE JAUGES POUR SURVEILLANCE DES DEFORMATIONS DU BATIMENT	3 000,00
78	SAINT-CYR-L'ECO	LP JEAN-PERRIN	0782593V	CONTROLE ET REMISE EN ETAT DES 170 STORE EXTERIEUR A LAME BATIMENT C	8 400,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DE-BRETEUIL	0781819D	REMPLACEMENT DES MENUISERIES DES LOGEMENTS SUR FACADES RUE	30 000,00
77	CESSON	LYP S-DELAUNAY	0772332S	TRAVAUX DE REMISE AUX NORMES DES EXTINCTEURS (21 UNITES)	2 900,00
77	DAMMARIE-LES-LY	LYP F-JOLIOT-CUR	0771027Y	POSE D'UN PLAN MULTI-SENSORIEL CONFORME À LA NORME PMR À L'ENTRÉE DU LYCÉE	9 400,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	MR 2017 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE SALLES 1ERE PRO TCE	30 000,00
77	NOISIEL	LYP RENÉ-CASSIN	0771941S	SUITE AU VOL DES CLES DANS LE LYCEE, CREATION D'UN NOUVEL ORGANIGRAMME	35 000,00

92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	REFONTE DE L'ORGANIGRAMME DE CLES DE L'ETABLISSEMENT	13 500,00
93	ROMAINVILLE	LYP LIBERTÉ	0932267J	MODIFICATION DE L'ORGANIGRAMME DE CLES DES SALLES INFORMATIQUES	10 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	MR 2017 : RESTRUCTURATION D'UNE SALLE PHYSIQUE CHIMIE 15 PAILLASSES AU BÂTIMENT A	100 000,00
93	GAGNY	LYP G-EIFFEL	0931272C	MR 2017: RÉNOVATION ET RESTRUCTURATION D'UNE SALLE SVT 15 PAILLASSES ET D'UN LOCAL DE PRÉPARATION	130 000,00
93	LE RAINCY	LYP RENÉ-CASSIN	0932222K	MR 2017: RÉNOVATION ET RESTRUCTURATION D'UNE SALLE SVT 15 PAILLASSES (SOUS RÉSERVE DE LA CONFIRMATION DE LA PART DE DL4 ET DOTATION PAILLASSES SERVICE ÉQUIPEMENT)	100 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP P-ELUARD	0930125F	MR 2017: CRÉATION D'UNE SALLE SVT DE 15 PAILLASSES (SOUS RÉSERVE DE LA CONFIRMATION DE DL4)	120 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	MR 2017 : RESTRUCTURATION DES VESTIAIRES (TCE : CHANGEMENT D'AFFECTATION)	200 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	MR 2016 : IMPLANTATION FCIL (FORMATION COMPLÉMENTAIRE INITIATIVE LOCALE) (TRAVAUX: SALLE A AMÉNAGER TCE)	100 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP E-GALOIS	0932047V	PLAN SCIENCES" REMISE EN ÉTAT DE 2 LABORATOIRES + 4 SALLES DE SCIENCES AU RDC	110 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP JEAN-MOULIN	0932118X	TRAVAUX D'ADAPTATION DE 3 SALLES SUITE À MONTÉE DÉMOGRAPHIQUE	75 000,00
93	AUBERVILLIERS	LYP LE-CORBUSIER	0930117X	CRÉATION D'UNE SALLE DE SCIENCE DE 12 PAILLASSES AU 3E ÉTAGE	170 000,00
93	TREMBLAY-EN-FRA	LYP LÉO-DE-VINCI	0932046U	TRAVAUX D'ADAPTATION DE 5 SALLES SUITE MONTÉE DÉMOGRAPHIQUE	100 000,00
93	SEVRAN	LYP B-CENDRARS	0932048W	TRAVAUX D'ADAPTATION DE 3 SALLES SUITE À MONTÉE DÉMOGRAPHIQUE	100 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP JEAN-ZAY	0930833A	TRAVAUX DE RÉFECTION DES REVÊTEMENTS MURAUX DANS LES CIRCULATIONS TRÈS VÉTUSTES	50 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	RESTRUCTURATION DU SERVICE DEMI-PENSION ET MODIFICATION DES LIGNES SELF	120 000,00
93	DRANCY	LYP E-DELACROIX	0930119Z	TRAVAUX DE RÉNOVATION ET D'AMÉLIORATION DE LA SALLE POLYVALENTE (REVÊTEMENT MURAUX ET SOLS, REMPLACEMENT DE L'ÉCLAIRAGE ET MISE EN PLACE DE CAISSON POUR RÉSORBER LA RÉSONANCE DE LA SALLE)	80 000,00
93	GAGNY	LYP G-EIFFEL	0931272C	REMPLACEMENT D'UNE SAUTEUSE, DEUX ARMOIRES FROIDES ET AMLIORATION DE L'EXTRACTION ZONE CUISSON	40 000,00
93	MONTREUIL	LYP CONDORCET	0930122C	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES FAUX PLAFONDS ET DE L'ÉCLAIRAGE DES CIRCULATIONS BÂTIMENT C (MAC NON EXPLOITABLE)	50 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP P-ELUARD	0930125F	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES REVÊTEMENTS MURAUX DANS LES CIRCULATIONS DU BÂTIMENT T	50 000,00
78	VILLIERS-SAINT-	LYP VIOLLET-DUC	0782587N	RÉFECTION DE 2 BLOCS SANITAIRES DU BÂTIMENT L	180 000,00
77	CESSON	LYP S-DELAUNAY	0772332S	REMISE EN PEINTURE ET RÉFECTION DES SOLS DU COULOIR DU 2ÉME ÉTAGE	16 715,00

Budget 2017 - HP222-006 / 236.1 chapitre 902 **10 011 228,00**

Acte certifié exécutoire :
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-082

DU 08 MARS 2017

LYCEE D'HOTELLERIE ET DU TOURISME DE GUYANCOURT (78)

TRAVAUX DE RESTRUCTURATION D'ENSEMBLE

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LE GROUPEMENT D'ENTREPRISES BOUYGUES /MTO (EX TFN)/ CITEOS (EX ELALE)/ COLAS ILE-DE-FRANCE TITULAIRE DU MARCHE N°09M0553-01- LOT N°1 : ENTREPRISE GENERALE

MANDATAIRE : CITALLIOS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le Code civil

VU La Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR: PRMX1109903C.

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Les délibérations n° CP 01-670 du 8 novembre 2001, n° CP 02-693 du 7 novembre 2002, n° CP 10-856 du 17 novembre 2010, n° CP n°12-75 du 26 janvier 2012 ,n° CP 13141 du 23 janvier 2013 et n° CP 15-580 du 8 octobre 2015 affectant un montant total d'autorisations de programme de 62.295.849 € pour la réalisation des travaux de restructuration d'ensemble du lycée d'hôtellerie et du tourisme de Guyancourt, opération traitée en haute qualité environnementale;

VU La convention de mandat n° 312 MAN DAS 2002;

VU Le marché de travaux n°09M0553-01 notifié le 21 décembre 2010 au groupement d'entreprise Bouygues/MTO (ex-TFN Bâtiment)/CITEOS (ex-ELALE)/ COLAS ILE-DE-FRANCE et ses avenants n° 1, 2,3 et 4 notifiés respectivement le 27 février 2012, le 29 mai 2013, le 20 octobre 2014 et le 27 novembre 2014;

VU Le budget 2017 de la Région et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement» ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-082 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

- Approuve le protocole transactionnel, ci-annexé relatif, au marché de travaux n° 09M0553-01 conclu avec le groupement d'entreprises Bouygues/MTO (ex-TFN Bâtiment)/CITEOS (ex-ELALE)/ COLAS ILE-DE-FRANCE pour la restructuration d'ensemble en HQE du Lycée d'Hôtellerie et du Tourisme de Guyancourt (78), qui prévoit de verser audit groupement la somme globale, forfaitaire et définitive de 823 110 euros HT soit 987 732 euros T.T.C, décomposé comme suit :

- 602 727 euros HT, soit 723 272 euros TTC à l'entreprise Bouygues ;
- 100 845 euros HT, soit 121 014 euros TTC à l'entreprise CITEOS ;
- 99 510 euros HT, soit 119 412 euros TTC à l'entreprise MTO ;
- 20 028 euros HT, soit 24 034 euros TTC à l'entreprise COLAS.

et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

Article 2 :

- Affecte un complément d'autorisations de programme de 540 000 € prélevé sur le budget 2017 figurant sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics » programme HP 222-004 « rénovation des lycées publics » action «rénovation, extension des lycées publics » (12200401) pour cette opération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

relatif à l'exécution du marché alloti de travaux de restructuration d'ensemble en HQE du Lycée d'Hôtellerie et du Tourisme de Guyancourt (78)

ENTRE

La REGION ILE-DE-FRANCE

représentée par **Madame Valérie PECRESSE**, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment habilité à cet effet, par délibération CP 16-398 de la Commission Permanente en date du 21 septembre 2016 et domicilié en cette qualité au 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

d'une part,

ET

Le groupement solidaire d'entreprises composé de **Bouygues Bâtiment Ile-de-France** (mandataire), immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 433 900 834, ayant son siège social 1, avenue Eugène Freyssinet à Saint-Quentin-en-Yvelines (78061), **MTO** (ex-TFN Bâtiment), **CITEOS** (ex-ELALE) et **Colas Île-de-France**, représenté par **Monsieur Nicolas SCHWEITZER**, Directeur de Production de Bouygues Bâtiment Ile-de-France, dûment habilité à l'effet des présentes,

d'autre part

en présence de la société **CITALLIOS** (ex-SARRY 78), domiciliée 14 rue Joëlle Theule, BP 855 à Saint-Quentin-en-Yvelines (78058), mandataire de la Région Ile-de-France et représentée par **Monsieur Hervé GAY**, Directeur Général,

Il a été conclu ce qui suit :

PREAMBULE

La Région Ile-de-France a confié, via son mandataire CITALLIOS, le marché n°09M0553 le 21 décembre 2010 au groupement d'entreprises composé de Bouygues Bâtiment Ile-de-France (mandataire), MTO (ex-TFN Bâtiment), CITEOS (ex-ELALE) et Colas Île-de-France, lot n°1 « Entreprise Générale » du marché alloti de travaux relatif à la restructuration en Haute Qualité Environnementale du Lycée d'Hôtellerie et de Tourisme de Guyancourt (78).

Programme de l'opération

Le programme de l'opération a consisté à restructurer la totalité du patrimoine bâti du lycée hôtelier et à remettre à niveau l'ouvrage sur le plan technique, par phase et en site occupé.

Cette restructuration d'envergure a eu pour principaux objectifs d'améliorer l'image et la visibilité du lycée, d'en rationnaliser les nombreux accès extérieurs, de redéfinir les flux de circulation et liaisons internes, d'optimiser l'occupation des niveaux afin de pouvoir accueillir le nouveau programme fonctionnel de l'établissement, de requalifier les espaces extérieurs, de mettre tout le bâtiment aux normes de sécurité et d'accessibilité des handicapés.

L'opération a été réalisée dans le cadre d'une démarche de haute qualité environnementale.

Présentation du site et de son environnement

Le lycée d'Hôtellerie et de Tourisme se situe sur le territoire de la commune de Guyancourt, au cœur de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines à proximité de la gare RER, dans un secteur composé d'immeubles de logements collectifs et d'équipements publics.

Construit à la fin des années 70 par l'architecte Jean MONGE et mis en service en 1981, l'établissement accueille un peu plus de 900 élèves (dont 150 internes) en BEP, BAC PRO et BTS du secteur d'hôtellerie et de la restauration, ainsi que 700 élèves dans le cadre de la formation continue annuelle.

Construit en retrait par rapport aux voies publiques en bordure d'un mail piétonnier arboré de saules, le lycée se compose d'un imposant bâtiment linéaire de 130 mètres sur 9 niveaux qui développe 21 000 m² de SHON pour une emprise au sol de 5 855 m², sur une parcelle de terrain de 1,4 hectares.

Calendrier de réalisation de l'opération

Le délai global initial du marché de travaux était de quarante-trois (43) mois, à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage.

La réalisation du projet a été contractuellement prévue phasée selon le planning suivant :

- Phase de préparation du chantier : 74 jours calendaires ;
- Phase 0 - Travaux préparatoires de mise en place des bâtiments démontables et travaux provisoires dans l'aile Est du bâtiment : 130 jours calendaires ;
- Phase 1 - Restructuration de l'aile Ouest : 796 jours calendaires ;
- Phase 2 - Restructuration de l'Aile Est : 439 jours calendaires.

La phase de préparation du chantier démarrée le 31 janvier s'est achevée le 14 avril 2011.

La phase 0 a démarré le 11 avril 2011, suite à la libération totale des locaux par les utilisateurs. Les diagnostics destructifs complémentaires réalisés ont révélé la présence d'amiante non repérée dans de très importantes proportions.

Compte tenu de ces contraintes nouvelles, la phase 1 a partiellement débuté le 5 septembre 2011 avec les installations de chantier, le curage des structures hors contact des matériaux amiantés et des travaux extérieurs de façades.

L'ajournement du marché de restructuration a été prononcé le 2 mars 2012, afin d'organiser une consultation en vue de l'attribution d'un marché spécifique de retrait d'amiantes. Confiés à l'entreprise SNADEC, les travaux de désamiantage totale de l'aile Ouest (phase 1) se sont déroulés du 10 septembre 2012 au 22 mars 2013.

Ainsi, la phase 1 du chantier de restructuration a pu redémarrer le 2 avril 2013 pour une durée globale d'exécution initiale de 35 mois.
Cependant, afin de faciliter les déménagements du lycée et d'éviter de perturber le bon déroulement des examens professionnels, elle a été livrée en deux sous-phases :

- les niveaux R+2 à R+9, accueillant les logements du personnel, les salles de cours et une grande partie de l'internat, le 7 novembre 2014 ;
- les niveaux R-2 à R+1, accueillant la demi-pension, les cuisines, réserves et restaurants pédagogiques, le 21 août 2015.

Parallèlement, le marché complémentaire de désamiantage de l'aile Est (phase 2) a démarré par anticipation le 10 octobre 2014 pour un durée initiale de quatre (4) mois.

Cependant, suite à la découverte en cours d'exécution du marché d'amiante supplémentaire non repérée par la maîtrise d'œuvre, ce délai a été prolongé de quatre (4) mois afin de concilier le bon avancement des travaux de l'entreprise SNADEC et la poursuite du chantier de restructuration, évitant un nouvel ajournement du marché de restructuration sur la phase 2.

La reprise des travaux du groupement Bouygues a été effective le 7 juillet 2015 (y compris la période de réinstallation de chantier d'un mois), suite à la diffusion des analyses libératoires réglementaires de la phase 2, soit avec **cinq (5) mois de décalage par rapport au planning** et pour une durée contractuelle de treize (13) mois.

Enfin suite à l'avis favorable de la commission de sécurité de réception du 31 août dernier et conformément au planning actualisé, l'intégralité de l'établissement scolaire a été livrée à la rentrée scolaire et les opérations de réception ont été achevées au mois de Novembre 2016.

PREJUDICE DU GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le présent protocole transactionnel tient compte du **préjudice du groupement du fait de la mobilisation sur une durée supplémentaire de cinq (5) mois des personnels et moyens de chantier** des quatre entreprises, inhérente aux évènements exposés ci-avant, extérieurs aux parties. Ainsi, chacun des membres du groupement a formulé une demande détaillée et valorisé sa mobilisation sur la période supplémentaire ; le montant cumulé de ces demandes est de **1 097 130 €uros HT**, et se décompose comme suit :

Demandes de l'entreprise Bouygues

L'entreprise Bouygues a transmis le devis n°BY65 daté du 5 janvier 2016 d'un montant de **755 698 €uros HT**. Ce devis comporte :

- des frais de personnels de chantier sur six mois pour 299 050 €uros HT ;
- des frais des moyens de chantier (base-vie, logistique, gestion…) sur six mois pour 296 171 €uros HT ;
- des frais de location provisoire sur six mois pour 160 477 €uros HT.

Analyse de la demande de Bouygues

La Région Ile-de-France ne retient la demande d'indemnisation pour la mobilisation des personnels et moyens de chantier de l'entreprise Bouygues que sur une période de cinq (5) mois, correspondant au décalage effectif du planning de SNADEC. La mobilisation valorisée est conforme à l'encadrement et aux moyens constatés durant les travaux.

D'autre part, la Région Ile-de-France ne retient pas le montant de la location provisoire sur la même période des bâtiments démontables au lycée, cet impact étant propre au choix d'organisation et de planification des tâches du chantier retenu par le groupement.

Ainsi, la Région Ile-de-France décide de retenir comme montant d'indemnisation de l'entreprise Bouygues la somme de **483 700 €uros HT** dont :

- des frais de personnels de chantier sur cinq mois revus à 249 206 €uros HT (soit cumul des montants « *Agence BY* » = 299 047,80 € x 5 / 6 = 249 206 €) ;
- des frais des moyens de chantier sur cinq mois pour 234 494 €uros HT (soit cumul des montants « *Frais de chantier* » x 5 / 6 + « Incidence GPA » x 5 / 7 = 170 594 € + 63 900 € = 234 494 €) ;
- des frais de location provisoire pour 0 €uros HT.

Demandes de l'entreprise CITEOS

L'entreprise CITEOS a transmis le devis daté du 14 octobre 2016 d'un montant de **144 905 €uros HT**. Ce devis comporte :

- des frais de personnels de chantier sur cinq mois pour 138 746 €uros HT ;
- des frais des moyens de chantier sur cinq mois pour 6 160 €uros HT ;

Analyse de la demande de CITEOS

La Région Ile-de-France ne retient que la demande d'indemnisation pour la mobilisation des personnels de chantier de CITEOS, sur une période de cinq (5) mois.

De plus, compte tenu de la mobilisation effective des équipes de CITEOS constatée durant les travaux, la Région Ile-de-France applique les abattements suivants :

- Mobilisation du « Responsable d'affaires » réduite de 40 à 25 % ;
- Mobilisation du « Responsable de travaux » réduite de 100 à 85 % ;
- Mobilisation du « Chef de chantier Cfo » réduite de 50 à 30 % ;
- Mobilisation du « Chef de chantier Cfa » réduite de 50 à 40 %.

Ainsi, la Région Ile-de-France décide de retenir comme montant d'indemnisation de l'entreprise CITEOS la somme de **100 845 €uros HT** dont :

- des frais de personnels de chantier sur cinq mois pour 100 845 €uros HT ;
- des frais des moyens de chantier sur cinq mois pour 0 €uros HT ;

Demandes de l'entreprise MTO (ex-TFN Bâtiment)

L'entreprise MTO a transmis le devis n°TFN36 daté du 15 février 2016 d'un montant de **175 504 €uros HT**. Ce devis comporte :

- des frais de personnels de chantier sur cinq mois pour 170 378 €uros HT ;
- des frais des moyens de chantier sur cinq mois pour 5 126 €uros HT ;

***Analyse de la demande de MTO* (ex-TFN Bâtiment)**

La Région Ile-de-France ne retient que la demande d'indemnisation pour la mobilisation des personnels de chantier de MTO, sur une période de cinq (5) mois.

De plus, compte tenu de la mobilisation effective des équipes de MTO constatée durant les travaux, la Région Ile-de-France applique les abattements suivants :

- Mobilisation du « Chargé d'affaires » réduite de 100 à 33 % ;
- Mobilisation du « Conducteur de travaux » réduite de 100 à 70 % ;
- Mobilisation du « Chef de chantier » réduite de 100 à 70 % ;
- Mobilisation du « Compagnons » réduite de 70 à 50 %.

Ainsi, la Région Ile-de-France décide de retenir comme montant d'indemnisation de l'entreprise MTO la somme de **99 510 €uros HT** dont :

- des frais de personnels de chantier sur cinq mois pour 99 510 €uros HT ;
- des frais des moyens de chantier sur cinq mois pour 0 €uros HT ;

Synthèse des demandes du groupement

La Région Ile-de-France retient le montant d'indemnisation global du groupement, du fait de la mobilisation sur une durée supplémentaire de cinq (5) mois des personnels et moyens de chantier, de **684 056 €uros HT**, **soit 820 867 €uros TTC, dont** :

- **483 700 €uros HT à l'entreprise Bouygues (demande initiale de 755 698 €uros) ;**
- **100 845 €uros HT à l'entreprise CITEOS (demande initiale de 144 910 €uros) ;**
- **99 510 €uros HT à l'entreprise MTO (demande initiale de 175 500 €uros).**

REGULARISATION DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Dans le cadre du présent protocole transactionnel, le groupement d'entreprises a souhaité que soit régularisés des travaux supplémentaires exécutés, mais non rémunérés au titre du marché principal, pour un montant cumulé de **237 053 €uros HT**.

La Région Ile-de-France ne retient que les devis validés par la maîtrise d'œuvre pour un montant de **139 054 €uros HT** et qui concernent principalement la conformité de l'ouvrage :

- **le désamiantage/démolition de verrues prévu au permis de construire, devis BY41B d'un montant de 69 626 €uros HT ;**
- **les incidences de reprise TCE suite aux infiltrations, afin d'assurer la pérennité des ouvrages à livrer, devis BY76 d'un montant de 49 400 €uros HT ;**
- **la prise en charge du retour de la terre végétale stockée hors site durant l'ajournement de la phase 1 et de l'extension de garantie concernant le volet végétal du projet, devis COLAS d'un montant de 20 028 €uros HT ;**

INDEMNISATION GLOBALE DU GROUPEMENT

En conclusion, la Région Ile-de-France consent à retenir le montant d'indemnisation global et définitif des quatre (4) membres du groupement, du fait de la mobilisation complémentaire et des travaux supplémentaires, de **823 110 €uros HT** soit **987 732 €uros TTC**, dont :

- **602 727 €uros HT, soit 723 272 €uros TTC à l'entreprise Bouygues ;**
- **100 845 €uros HT, soit 121 014 €uros TTC à l'entreprise CITEOS ;**
- **99 510 €uros HT, soit 119 412 €uros TTC à l'entreprise MTO ;**
- **20 028 €uros HT, soit 24 034 €uros TTC à l'entreprise COLAS.**

SYNTHESE DES DEMANDES RETENUES PAR LE GROUPEMENT ET LA REGION ILE-DE-FRANCE POUR LE PRESENT PROTOCOLE

Chefs de réclamation	*Demandes initiales du groupement (€ HT)*	*Montant retenu (€ HT)*
Mobilisation des personnels et des moyens de chantier sur cinq (5) mois complémentaires	1 097 130	684 056
Travaux supplémentaires validés par la maîtrise d'œuvre	237 053	139 054
Total	***1 334 183***	**823 110**

Aussi,

- Désirant trouver une solution transactionnelle au litige les opposant, la Région Ile-de-France et le groupement conduit par Bouygues Bâtiment Ile-de-France (mandataire) composé des entreprises MTO, CITEOS et Colas Île-de-France, se sont réunis pour trouver une solution amiable à leurs différends et au terme de ces réunions, sont convenues de conclure une transaction, en application des dispositions de la circulaire du Premier Ministre du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, ainsi que de celles de la circulaire du 7 septembre 2009 du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;
- Un avis d'Assemblée du Conseil d'Etat a rappelé qu'en vertu de l'article 2052 du code civil, le contrat de transaction par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître a, entre ces parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et, qu'en conséquence, il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fassent obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique (C.E. Assemblée du 6 décembre 2002, Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré du district de l'Hay-Les-Roses, Rec. 433) ;

Les parties consentent donc à la signature du présent protocole.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la transaction

La présente transaction a pour objet de mettre fin à tout litige opposant la Région Ile-de-France au groupement conduit par Bouygues Bâtiment Ile-de-France (mandataire) composé des entreprises MTO, CITEOS et Colas Île-de-France, dans le cadre du marché alloti de travaux relatif à la restructuration en Haute Qualité Environnementale du Lycée d'Hôtellerie et de Tourisme de Guyancourt (78), lot n°1 « Entreprise Générale ».

Article 2 : Montant de l'indemnisation

La Région Ile-de-France accepte de payer, à titre transactionnel et définitif, au groupement conduit par Bouygues Bâtiment Ile-de-France qui l'accepte, la somme globale et forfaitaire de 987 732 €uros toutes taxes comprises, dont 164 622 €uros de T.V.A. au taux de 20 %, soit 723 272 €uros à Bouygues Bâtiment Ile-de-France, 121 014 €uros à CITEOS, 119 412 €uros à MTO et 24 034 €uros à COLAS.

Article 3 : Paiement

Le paiement des sommes dues en application de l'article 2 ci-dessus sera effectué par virement aux comptes ouverts aux noms de :

- Bouygues Bâtiment Ile-de-France, auprès du CIC Paris Grandes Entreprises
  IBAN : FR76 3006 6109 7200 0107 3810 173
  BIC : CMCIFRPP
- MTO, auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole
  IBAN : FR76 1820 6004 2765 0040 9575 3034 239
  BIC : AGRIFRPP882
- CITEOS, auprès de la banque Société Générale
  IBAN : FR76 3000 3041 7000 0290 5144 241
  BIC : SOGEFRPP
- Colas Île-de-France, auprès de la banque BNP PARIBAS
  IBAN : FR76 3000 4008 5200 0206 9383 819
  BIC : BNPAFRPPMNT

Article 4 : Transaction

La présente transaction est conclue en application des articles 2044 et suivants du code civil.

Le présent accord transactionnel aura, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort conformément à l'avis du Conseil d'Etat précité.

Le présent protocole ne sera pas homologué d'un commun accord des parties.

Article 5 : Renonciation à recours

Du fait de l'acceptation par la Région Ile-de-France et le groupement conduit par Bouygues Bâtiment Ile-de-France (mandataire) composé des entreprises MTO, CITEOS et Colas Île-de-France des termes de la présente transaction, les parties renoncent à toute demande, instance ou action concernant le marché alloti de travaux relatif à la restructuration en H.Q.E. du Lycée d'Hôtellerie et de Tourisme de Guyancourt (78), lot n°1 « Entreprise Générale ».

Fait à Paris en deux exemplaires, le ……
(signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvée, bon pour transaction »)

La Région Ile-de-France,

Bouygues Bâtiment Ile-de-France
(mandataire du groupement solidaire d'entreprises),

En présence de la société CITALLIOS,

Le présent protocole a été enregistré à la préfecture de la Région Île-de-France le .....

Reçu notification du protocole transactionnel le .....

Acte rendu exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-083

Du 8 MARS 2017

DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE. 2EME RAPPORT DE L'ANNEE 2017

POURSUITE DU MARCHE 1400100 CONCERNANT LA MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE RENOUVELLEMENT DES MARCHES DE MAINTENANCE MULTI TECHNIQUES DE 25 LYCEES DU VAL D'OISE (95)

VERSEMENT DES LOYERS CONCERNANT LA CONVENTION DE LOCATION POUR L'OCCUPATION D'ELEMENTS IMMOBILIERS AU SEIN DE L'AERODROME DE CERNY POUR LE LYCEE ALEXANDRE DENIS

POURSUITE DU MARCHE 1300511 RELATIF A LA SURVEILLANCE ET LA PROTECTION HUMAINE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES EPLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;
VU La délibération n° CP 09-1063 du 17 novembre 2009 relative à l'occupation d'éléments immobiliers au sein de l'aérodrome de Cerny par le lycée Alexandre Denis ;
VU Le budget régional 2017 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU Le rapport CP 2017-083 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine des lycées pour un montant de **52 260 €** conformément au tableau figurant en **annexe 1**.

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **52 260 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2017.

Article 2

Affecte une autorisation d'engagement de **26 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802) du budget régional 2017 afin de poursuivre le marché 1400100 relatif à la mission d'assistance technique pour le renouvellement des marchés de maintenance multi techniques de 25 lycées du Val d'Oise (95).

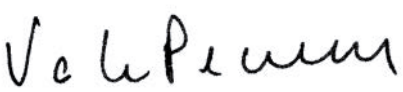
Article 3

Affecte une autorisation d'engagement de **24 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP 222-018 (122 018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Impôts, loyers, taxes» (12201803) du budget régional 2017, afin de verser les loyers concernant la convention de location du 21/12/2009 pour l'occupation d'éléments immobiliers au sein de l'aérodrome de Cerny par le lycée Alexandre Denis.

Article 4

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802) du budget régional 2017, afin de poursuivre l'exécution du marché 1300511 des sociétés ABAX et REACTIV SECURITE relatif à la surveillance et la protection humaine contre les risques incendie et de panique dans les EPLE.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

03/02/2017 11:03

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE POUR LES EPLE

Maintenance Immobilière EPLE
Chapitre 932 "enseignement"
code fonctionnel 222 "lycées publics"
programme HP 222-017 (122017) "Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics"
action "Maintenance immobilière" (12201702)

DPT	UAI	Nom de l'établissement	Commune	OBJET	DOTATION	N° IRIS
77	0771658J	LE GUE A TRESMES	CONGIS SUR THEROUANNE	Elagage sur le rivière jouxtant le lycée	15 000,00 €	17002423
77	0772310T	SIMONE SIGNORET	VAUX LE PENIL	Elagage d'arbres situés à proximité des lignes électriques dans le parc du lycée et établissement d'un diagnostic phytosanitaire de l'ensemble des arbres et parties boisées accessibles aux élèves	2 700,00 €	17002426
78	0783213U	ERPD HERIOT	LA BOISSIERE ECOLE	Nettoyage de la statue de la cour d'honneur	10 000,00 €	17002453
92	0920166F	VASSILY KANDINSKI	NEUILLY-SUR-SEINE	Elagage d'un arbre de type Ailante	948,00 €	17002588
94	0940111K	GUSTAVE EIFFEL	CACHAN	Déplacement de machines dans le bâtiment Léonard de Vinci, dans l'atelier de production, suite au départ des machines de l'ENS	10 500,00 €	17002455
94	0941018W	EDOUARD BRANLY	CRETEIL	Suite à la visite de maintenance, remplacement de 6 fusibles HTA	2 000,00 €	17002456
94	0940115P	ROMAIN ROLLAND	IVRY SUR SEINE	Elagage des arbustes	5 760,00 €	17002457
94	0941918Z	CHRISTOPHE COLOMB	SUCY EN BRIE	Mise en sécurité des espaces verts : élagage des deux pins et abattage d'arbres génants ou dangereux	5 352,00 €	17002458
					52 260,00 €	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-084

DU 8 Mars 2017

TRAVAUX DANS LES CITES MIXTES REGIONALES ET DEPARTEMENTALES DE LA REGION ILE DE FRANCE

2EME RAPPORT DE L'ANNEE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
Vu Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2017
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances;
VU Le rapport n° CP 2017-084 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **318.606,68 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2017.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **79.831,32 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part collège » du budget 2017.

Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 3 et 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.889.503,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2017.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **677.497,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2017.

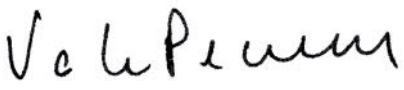
Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **800.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203204) « Bâtiments démontables – part lycées » du budget 2017.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **800.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
77	FONTAINEBLEAU	LYP F-COUPERIN	0770926N	PROGRAMME 2016 : MISE EN CONFORMITÉ DES ASCENSEURS OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	28 792,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : REMISE EN ETAT DU LOGEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,043 ME	32 121,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : POSE DE RESINE DANS LES PIECES HUMIDES DE LA DEMI-PENSION (PLONGE ET CUISINE) OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	14 940,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'INFIRMERIE AVEC LE DEPLACEMENT D'UNE CLOISON OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	3 735,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT DE LA MOQUETTE DE LA SALLE DES PROFS PAR DU SOL SOUPLE (100 M2) OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	3 735,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX ESPACES VERTS ACCES 106 RUEDE PARIS OP.No Complément de crédit soit 0,023 ME	17 181,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROVISIONS 2016: FOURNITURE ET POSE DE TRAPPES DE VISITE POUR ACCÉDER AUX CONDUITS VMC POUR LEUR NETTOYAGE EN PROFONDEUR (RÈGLEMENTATION INCENDIE) OP.No Complément de crédit soit 0,016 ME	11 220,12
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2015 – MOE POUR TRX DE TRANSFORMATION DES LOCAUX DU RDC EN ERP ET MISE AUX NORMES ÉLECTRIQUE DU PAVILLON DU HAMEAU	15 000,00
78	VERSAILLES	LCM HOCHE	0782562L	PROGRAMME 2015 : TRAVAUX DE PEINTURE POUR ENTRETIEN DES MENUISERIES EXTERIEURES OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	45 606,00
93	BONDY	LYP JEAN-RENOIR	0930118Y	PROGRAMME 2017 : RÉNOVATION SALLE POLYVALENTE (PARTIE LYCÉE) HORS PROGRAMME CG	80 000,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2017 : MISE EN PLACE D'UN FILET DE SÉCURITÉ PARE-GRAVÂT POUR LES SOUS FACES DE PLANCHERS, DES GARDE-CORPS BÉTON ET DES COURSIVES DU BÂTIMENT DEMI-PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,022 ME	15 734,40
75	PARIS 20EME	LYP M-RAVEL	0750715V	PROGRAMME 2017 : FOURNITURE ET POSE DE 10 HAUT-PARLEURS PPMS	15 000,00
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : REMPLACEMENT EN URGENCE DES 3 CELLULES HTA OP.No Complément de crédit soit 0,054 ME	35 542,16

Budget 2017 - HP224-029-1 / 236. chapitre 902 **318 606,68**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
77	FONTAINEBLEAU	LYP F-COUPERIN	0770926N	PROGRAMME 2016 : MISE EN CONFORMITÉ DES ASCENSEURS OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	11 208,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : REMISE EN ETAT DU LOGEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,043 ME	10 879,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : POSE DE RESINE DANS LES PIECES HUMIDES DE LA DEMI-PENSION (PLONGE ET CUISINE) OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	5 060,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'INFIRMERIE AVEC LE DEPLACEMENT D'UNE CLOISON OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	1 265,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT DE LA MOQUETTE DE LA SALLE DES PROFS PAR DU SOL SOUPLE (100 M2) OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	1 265,00
94	VINCENNES	LYP H-BERLIOZ	0940124Z	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX ESPACES VERTS ACCES 106 RUEDE PARIS OP.No Complément de crédit soit 0,023 ME	5 819,00
75	PARIS 05EME	LCM LAVOISIER	0750656F	PROVISIONS 2016: FOURNITURE ET POSE DE TRAPPES DE VISITE POUR ACÉDER AUX CONDUITS VMC POUR LEUR NETTOYAGE EN PROFONDEUR (RÈGLEMENTATION INCENDIE) OP.No Complément de crédit soit 0,016 ME	4 979,88
78	VERSAILLES	LCM HOCHE	0782562L	PROGRAMME 2015 : TRAVAUX DE PEINTURE POUR ENTRETIEN DES MENUISERIES EXTERIEURES OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	14 394,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2017 : MISE EN PLACE D'UN FILET DE SÉCURITÉ PARE-GRAVÂT POUR LES SOUS FACES DE PLANCHERS, DES GARDE-CORPS BÉTON ET DES COURSIVES DU BÂTIMENT DEMI-PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,022 ME	6 265,60
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROGRAMME 2017 : REMPLACEMENT EN URGENCE DES 3 CELLULES HTA OP.No Complément de crédit soit 0,054 ME	18 695,84

Budget 2017 - HP224-029-2 / 4551 chapitre 902 **79 831,32**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PI AMIANTE OP.No 14B6952240320001 Complément de crédit soit 0,227 ME	10 000,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	PROGRAMME 2017 : CONSULTATION MOE POUR REMPLECEMENT DU SSI +ORGANES ASSOCIÉS OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	20 223,00

Budget 2017 - HP224-032-1 / 2031 chapitre 902 **30 223,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAINTENANCE ET REPARATION EN CONFORMITE DES INSTALLATION DE GENIE CLIMATIQUE OP.No 14B0552240320001 Complément de crédit soit 1,320 ME	200 000,00
77	FONTAINEBLEAU	LYP F-COUPERIN	0770926N	PROGRAMME DE TRAVAUX 2017 : REFECTION COMPLETE DE LA COUVERTURE DU BATIMENT INTERNAT	300 000,00
75	PARIS 09EME	LCM LAMARTINE	0750670W	PROGRAMME 2015 : AMÉNAGEMENT DU PÔLE ARTISTIQUE	720 000,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX POUR REMPLACEMENT DU SSI +ORGANES ASSOCIÉS OP.No Complément de crédit soit 0,800 ME	539 280,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MBC DE TRAVAUX D'ENLÉVEMENT ET DE NEUTRALISATION DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMAINTE	100 000,00

Budget 2017 - HP224-032-1 / 2313 chapitre 902 **1 859 280,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MBC POUR DES TRAVAUX D ENTRETIEN DE MISE AUX NORMES ET DE REPARATION DE VRD ET DE RESEAUX D ASSAINISSEMENT DES EPLE OP.No 13B0792240320001 Complément de crédit soit 1,994 ME	150 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAINTENANCE ET REPARATION EN CONFORMITE DES INSTALLATION DE GENIE CLIMATIQUE OP.No 14B0552240320001 Complément de crédit soit 1,320 ME	200 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PI AMIANTE OP.No 14B6952240320001 Complément de crédit soit 0,227 ME	7 000,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	PROGRAMME 2017 : TRAVAUX POUR REMPLACEMENT DU SSI +ORGANES ASSOCIÉS OP.No Complément de crédit soit 0,800 ME	260 720,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	PROGRAMME 2017 : CONSULTATION MOE POUR REMPLECEMENT DU SSI +ORGANES ASSOCIÉS OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	9 777,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MBC DE TRAVAUX D'ENLÉVEMENT ET DE NEUTRALISATION DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMAINTE	50 000,00

Budget 2017 - HP224-032-2 / 4551 chapitre 902 **677 497,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP224-032-4 / 21351

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC BD CMR OP.No 16B5692240320001 Complément de crédit soit 1,200 ME	800 000,00

Budget 2017 - HP224-032-4 / 2135 chapitre 902 **800 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	AUDIT GLOBAL DES OUVRAGES ET EQUIPEMENT ET SCHEMA DIRECTEUR D'INVESTISSEMENT PREPARATION DE PLANS PLURIANNUELS DE MAINTENANCE DE RENOUVELLEMENT (PPM) DE CITE MIXTES RÉGIONALES TRANCHE 1 OP.No 14B7302240340001 Complément de crédit soit 1,500 ME	800 000,00

Budget 2017 - HP224-034-1 / 2031 chapitre 902 **800 000,00**

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-085

Du 8 Mars 2017

1ERE ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE SENSIBILISATION A LA MEMOIRE - ANNEE SCOLAIRE 2016-2017
PARTENARIATS AVEC LE COMITE PARISIEN DE LA LIBERATION ET L'ASSOCIATION POUR LE SOUVENIR DES FUSILLES DU MONT VALERIEN

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 2017-085 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : Actions de sensibilisation citoyenne

Décide de participer au titre du dispositif « actions de sensibilisation citoyenne » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de deux subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 16 000,00 €.

Subordonne le versement de la subvention à l'association « Comité parisien de la libération » à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Subordonne le versement de la subvention à « l'association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien » à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011.

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions visées aux deux précédents alinéas.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à « l'association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien » à compter du 3 janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Affecte une autorisation d'engagement de 16 000,00 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-085	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	17000220 - Organisation d'un Spectacle-atelier avec des lycéens franciliens pour la cérémonie d'hommage aux fusillés du Mont Valérien en 2017			
Bénéficiaire	P0015468 - ASS SOUVENIR FUSILLE MT VALERIEN I D F			
Localisation	SURESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 250,00 €	TTC	40,45 %	9 000,00 €	

Dossier	17000222 - ORGANISATION DE SPECTACLES AVEC DES LYCEENS FRANCILIENS POUR LA COMMEMORATION DE LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE			
Bénéficiaire	P0031696 - COMITE PARISIEN DE LA LIBERATION CPL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 000,00 €	TTC	16,28 %	7 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	16 000,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	16 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000220

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ORGANISATION D'UN SPECTACLE-ATELIER AVEC DES LYCEENS FRANCILIENS POUR LA CEREMONIE D'HOMMAGE AUX FUSILLES DU MONT VALERIEN EN 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	22 250,00 €	40,45 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SOUVENIR FUSILLE MT VALERIEN I D F
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Etienne LEGROS, Président

Date de publication au JO : 8 novembre 1973

N° SIRET : 48250860300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Début de la préparation du spectacle pour la cérémonie du 3 juin 2017 avec les lycéens du lycée Le Corbusier à Aubervilliers (démarrage des séances atelier 'Théâtre' avec les comédiens de la troupe des Tréteaux de France)

Objectifs :
Promouvoir la mémoire de tous les fusillés du Mont Valérien et de l'Ile de France. Intervenir auprès de la jeunesse afin de faire connaitre le sens de leur combat.

Description :
L'association organise, tous les ans depuis 1946, une cérémonie d'hommage aux fusillés du Mont Valérien, avec une évocation historique. En 2017, elle sera placée sous le signe de la jeunesse, avec comme thème les jeunes en résistance et se déroulera le 3 juin, de la façon suivante :

1) Spectacle : il sera joué par des élèves du lycée Le Corbusier à Aubervilliers. Les textes sont écrits et mis en scène par des auteurs et comédiens des Tréteaux de France sous la responsabilité de Robin RENUCCI, qui prévoit d'être présent pour lire un texte en préambule du spectacle. Ce travail met en scène les élèves de trois classes du lycée le Corbusier à Aubervilliers ;
2) Dépôts de gerbes en présence de personnalités, devant le mémorial de la France Combattante. Il est prévu plus de 40 gerbes. La fanfare des gardiens de la paix de la Préfecture de Police assurera la partie musicale ;
3) Dans la clairière des fusillés, lecture de lettres de fusillés et interprétation de chants par la chorale ;
4) Recueillement devant le Monument du souvenir des Fusillés ;
5) Ravivage de la flamme à l'Arc de Triomphe.

L'association prévoit la présence d'environ 600 à 700 personnes sur l'ensemble de la cérémonie. La date retenue permet la participation d'élus et de personnalités issus de divers horizons (politiques, sociaux, économiques et citoyens), auxquels il faut ajouter une centaine de jeunes.

LE SPECTACLE :

Le spectacle est écrit par une auteure de la troupe des Tréteaux de France. Il est ensuite préparé par trois comédiens de cette troupe, sous la direction de Robin Renucci. Le sujet retenu est : "les jeunes en Résistance".

Il comportera des textes de l'époque, des poèmes et des chants. Il sera interprété par des acteurs et des élèves de trois classes du lycée Le Corbusier à Aubervilliers.

Pour préparer la cérémonie du 3 juin 2017, les élèves concernés participent à plusieurs ateliers "théâtre" à partir du mois de janvier 2017. Leur travail consiste en des séances hebdomadaires avec les auteurs et concepteurs du spectacle.

Intérêt régional :
Il s'agit ici de
- rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de fortifier l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.
- soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle.

En raison des conditions matérielles d'accueil et d'encadrement, la négociation a abouti à l'impossibilité, pour la structure, d'accueillir un stagiaire. Il est donc autorisé, à titre exceptionnel, à déroger à la délibération n° CR 08.16 du 18 février 2016.

Public(s) cible(s) :
Pour le spectacle :
- environ 90 à 100 élèves du lycée Le Corbusier à Aubervilliers

Pour le public :
- environ 100 à 200 élèves de lycées franciliens invités par l'association (de par leurs autres activités, l'association a des contacts avec d'autres lycées franciliens qui font partie de leur base de données et pour lesquels elle leur envoie une invitation à la cérémonie)
- environ 600 à 700 autres personnes

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cachets des artistes : travail avec les lycéens (atelier théâtre)	8 000,00	35,96%
Cachets des artistes : Représentation du 3 juin 2017	2 000,00	8,99%
Estrade et sonorisation	6 900,00	31,01%
Communication	2 750,00	12,36%
Chorale	600,00	2,70%
Cars pour le transport des lycéens	600,00	2,70%
Divers	1 400,00	6,29%
Total	22 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE 2017	9 000,00	40,45%
Conseil départemental 92	1 500,00	6,74%
Conseil départemental 94	200,00	0,90%
Ville de Nanterre	2 150,00	9,66%
Ville de Boulogne-Billancourt	500,00	2,25%
Ville de Bagneux	200,00	0,90%
Ville d'Ivry	500,00	2,25%
Ville de Suresnes	200,00	0,90%
Ville de Paris	5 000,00	22,47%
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC)	1 000,00	4,49%
Participation de la structure	2 000,00	8,99%
Total	22 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	7 000,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	8 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	9 000,00 €
	Montant total	24 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000222

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ORGANISATION DE SPECTACLES AVEC DES LYCEENS FRANCILIENS POUR LA COMMEMORATION DE LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	43 000,00 €	16,28 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE PARISIEN DE LA LIBERATION CPL
Adresse administrative : 23 ALL DE LA DEUXIEME DB 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Guy HERVY, Secrétaire Général

Date de publication au JO : 26 juin 2010

N° SIRET : 52402994900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance 2017, il est proposé ici de présenter des spectacles impliquant des lycéens franciliens, pour travailler avec eux sur le devoir de mémoire.

Le spectacle vivant permet ici de construire une interactivité entre les troupes, les spectateurs et les jeunes intervenant dans les spectacles.

Description :

Contexte :

La journée nationale de la résistance correspond à la date de la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), présidée par Jean Moulin, qui s'est déroulée le 27 mai 1943, rue du Four, à Paris. À cette occasion, furent réunis, dans un même lieu, au cœur de Paris occupée, les représentants des principaux mouvements de résistance français ainsi que des principaux partis politiques et syndicats

existant avant la guerre. Ensemble, ils allaient œuvrer à coordonner l'action de la Résistance et, dans la perspective de la libération du territoire national, à préparer la refondation de la République.

La journée nationale de la résistance fournit l'occasion d'une réflexion sur les valeurs de la résistance, telles que le courage, la défense de la République, le souci constant de la justice, de la solidarité, de la tolérance et du respect d'autrui.

Les actions sont liées à des dates commémoratives et sur le thème du concours national de la résistance et de la déportation. Le thème de cette année est : "La négation de l'Homme dans l'Univers concentrationnaire nazi".

Des rassemblements ont lieu, sous l'égide du Comité Parisien de la Libération (CPL), avec 92 associations et institutions porteuses de la mémoire de la résistance et destinés principalement vers les publics jeunes (prévu par la loi du 19 juillet 2013).

La Journée Nationale de la Résistance 2017 va se situer dans un moment qui, du point de vue calendaire comme du point de vue politique, rend très complexe la reprise d'un format à l'identique des années précédentes (au milieu du week-end de l'ascension et les élections législative et présidentielle).

Dans ces conditions particulières, les organisateurs ont retenu des actions décrites ci-dessous.

Descriptif des actions et calendrier :

- 27 mai 2017 : Cérémonie commémorative
  Rassemblement rue du Four à Paris dans le 6ème arrondissement, vers 16h00 pour se rendre à l'arc de Triomphe pour le ravivage de la flamme à 18h30 en lien avec la Journée nationale de la résistance et le thème du Concours national de la résistance et de la déportation.

- Entre le 15 et le 31 mai 2017 : Installation, dans Paris (lieux à déterminer), de 3 ou 4 expositions en direction des publics jeunes et scolaires.

- le 30 mai 2017 : Organisation d'une veillée-soirée cinématographique de la Résistance autour de projection de films, intermèdes artistiques, périodes musicales et théâtrales dans une salle de cinéma parisienne (salle à confirmer)

- le 31 mai 2017 : Remise des prix du Concours National de la Résistance et de la Déportation à l'Hôtel de Ville de Paris.

Sur ces 4 temps forts, les élèves des lycées franciliens seront invités à y participer et plus particulièrement sur la journée du 30 mai 2017 pour assister à des projections de films et autres actions artistiques en lien avec la Journée nationale de la Résistance et du thème du Concours nationale de la résistance et de la déportation.

Intérêt régional :
Le « schéma prévisionnel des formations en collèges et lycées 2007-2013 » prévoit en son premier principe stratégique de concourir à l'insertion sociale en adoptant une vision globale de la formation de la personne et notamment de favoriser l'apprentissage actif de la citoyenneté par l'élargissement des champs de l'éducation et l'ouverture des établissements (4ème axe d'intervention).

Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de fortifier l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Une centaine de lycéen-ne-s de la seconde à la terminale.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	**Montant**	**%**
Achats : Prestations services (salaires +charges des participants comédiens et chanteurs)	15 000,00	34,88%
Services extérieurs : location de films + salle + assurances + documentaires	19 000,00	44,19%
Autres services extérieurs : publicité	4 000,00	9,30%
Autres charges de gestion courante : secrétariat + achat de fleurs (gerbes)	5 000,00	11,63%
Total	**43 000,00**	**100,00%**

Recettes (€)		
Libellé	**Montant**	**%**
SUBVENTION REGIONALE 2017	7 000,00	16,28%
Ville de Paris	10 000,00	23,26%
Ministère de la culture	10 000,00	23,26%
Ministère de l'Education Nationale	6 000,00	13,95%
Ministère des armées	10 000,00	23,26%
Total	**43 000,00**	**100,00%**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	7 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	7 000,00 €
	Montant total	14 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-087

ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DANS LES EPLE

DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES

DEUXIEME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 2017-87 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **1 285 301 €,** conformément aux tableaux figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 285 301 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2017.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 432 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **4 500 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 4 :

Décide d'attribuer aux cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **53 250 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **53 250 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2017.

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **470 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **500 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2017 au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **800 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action « études générales lycées publics » (12200101) du budget régional 2017 pour permettre le financement des études menées par les assistants techniques de la Région dans les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île de-France.

Article 8 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes », programme HP224-030 (122030) « Equipements des cités mixtes régionales » action « études liées aux cités mixtes régionales » (12203003) du budget régional 2017 pour permettre le financement des études menées par les assistants techniques de la Région dans les cités mixtes régionales.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°1

Dotations financières aux lycées

ANNEXE au rapport
Montant total dotations financières au titre du présent rapport

1 285 301 €

75 - PARIS 13EME PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB (0750685M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BATTEUR-MELANGEUR	REFORME BTS CHIMIE : MELANGEUR2	1	10 800 €
DIVERS	REFORME BTS CHIMIE : HPLC/IONIQUE	1	83 820 €
DIVERS	REFORME BTS CHIMIE : RMN	1	45 600 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	REFORME BTS CHIMIE : DSC	1	39 000 €
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	REFORME BTS CHIMIE	1	6 000 €
MATERIEL DE MESURE	REFORME BTS CHIMIE : MESURE CHIMIQUE + MESURE PHYSIQUE	1	38 842 €
MULTITESTEUR	REFORME BTS CHIMIE : TEST MECANIQUE2	1	3 684 €
VISCOSIMETRE	REFORME BTS CHIMIE : VISCOSITE2	1	6 792 €
		Somme :	**234 538 €**

77 - CESSON SONIA-DELAUNAY (0772332S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DEFIBRILATEUR	Dotation exceptionnelle pour l'achat de 2 défibrillateurs selon courrier reçu le 01/12/2016	2	3 576 €
		Somme :	**3 576 €**

77 - DAMMARTIN-EN-GOELE CHARLOTTE-DELBO (0772751X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE DE RANGEMENT A RIDEAUX	Dotation exceptionnelle pour acquisition de mobilier de CDI suite marché à commandes inactif	3	1 224 €
ARMOIRE DE RANGEMENT A RIDEAUX	Dotation exceptionnelle pour acquisition de mobilier de CDI suite marché à commandes inactif	1	407 €
ARMOIRE D'INFIRMERIE SUR SOCLE GRAND VOLUME	Equipement pour l'internat	1	521 €
ASSIETTE A DESSERT	Equipement pour l'internat	120	360 €
ASSIETTE CREUSE	Equipement pour l'internat	120	360 €
BAC GASTRONORME	Equipement pour l'internat	6	150 €
BOL	Equipement pour l'internat	120	240 €
BOUILLOIRES	Equipement pour l'internat	2	62 €
COUTEAU DE TABLE	Equipement pour l'internat	120	120 €
CUILLERE PETITE	Equipement pour l'internat	150	150 €
DIVERS	cafetière senseo pour la tisanerie. Equipement pour l'internat	1	80 €
DIVERS	Dotation exceptionnelle pour acquisition d'équipements de l'internat (linges et couchages, poubelles, balayettes, défibrillateur, lampes de bureaux et chevet etc	1	28 000 €
DIVERS	Fer à repasser. Mise à disposition des élèves pour installation dans la buanderie. Lieu commun.	1	97 €

DIVERS	thermomètre à infrarouge frontal. Equipement pour l'internat	1	52 €
FAUTEUIL DE REPOS POUR INFIRMERIE		1	322 €
FAUTEUIL ROULANT		1	400 €
LOUCHE	Equipement pour l'internat	4	40 €
PRESENTOIR A PERIODIQUE AVEC RESERVES (12 CASES)	Dotation exceptionnelle pour acquisition de mobilier de CDI suite marché à commandes inactif	1	887 €
PRESSE DE REPASSAGE	Presse à repasser pour linge de lit. Equipement pour l'internat	1	1 000 €
RAVIER	Equipement pour l'internat	120	360 €
RAYONNAGE BOIS SIMPLE FACE (AVEC 5 TABLETTES ET 10 SERRE LIVRES)	Dotation exceptionnelle pour acquisition de mobilier de CDI suite marché à commandes inactif	1	444 €
RONDEAU AVEC COUVERCLE	Equipement pour l'internat	3	300 €
RONDEAU AVEC COUVERCLE	Equipement pour l'internat	2	260 €
STETHOSCOPE	Equipement pour l'internat	1	22 €
TASSE CAFE	Equipement pour l'internat	120	360 €
TENSIOMETRE	Equipement pour l'internat	1	39 €
THERMOS	Equipement pour l'internat	6	84 €
TOASTER	Equipement pour l'internat	2	340 €
		Somme :	**36 681 €**

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE JEAN-BAPTISTE-POQUELIN (0782557F)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
DOTATION EXCEPTIONNELLE	RENOVATION : MOBILIER INFORMATIQUE	1	61 515 €
		Somme :	**61 515 €**

91 - CORBEIL-ESSONNES ROBERT-DOISNEAU (0910620E)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	14 interventions : réparations de tourelle, porte, clavier sur Tours, Fraiseuses. Rosilio, Hass Minimill, MULLER et PESANT	1	6 537 €
		Somme :	**6 537 €**

92 - COLOMBES CLAUDE-GARAMONT (0922427N)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour une imprimante multifonction	1	3 006 €
TABLE A DESSIN	dotation de 24 tables à dessin	24	4 176 €
		Somme :	**7 182 €**

92 - GENNEVILLIERS GALILÉE (0921156G)

Libellé Demande	Demande Commentaire	Quantité Accordée	Sme Montant Accordé
BATTEUR-MELANGEUR	REFORME BTS CHIMIE : MELANGEUR2	1	19 200 €

BIOREACTEUR	REFORME BTS CHIMIE : REACTEUR	1	20 784 €
DIVERS	REFORME BTS CHIMIE : GRANULOMETRIE	1	38 400 €
DIVERS	REFORME BTS CHIMIE : HPLC/IONIQUE	1	32 220 €
DIVERS	REFORME BTS CHIMIE : RMN	1	45 600 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	REFORME BTS CHIMIE : DSC	1	39 000 €
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	REFORME BTS CHIMIE	1	6 000 €
MATERIEL DE MESURE	REFORME BTS CHIMIE : MESURE CHIMIQUE + MESURE PHYSIQUE	1	129 902 €
MULTITESTEUR	REFORME BTS CHIMIE : TEST MECANIQUE2	1	15 768 €
PINCE DE TRACTION	REFORME BTS CHIMIE	1	18 181 €
VISCOSIMETRE	REFORME BTS CHIMIE : VISCOSITE2	1	22 402 €
		Somme :	**387 457 €**

92 - NANTERRE JOLIOT-CURIE (0920141D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
FAUTEUIL DE REPOS POUR INFIRMERIE	COMPLEMENT MATERIEL D'INFIRMERIE	1	3 000 €
		Somme :	**3 000 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS JEAN-ZAY (0930833A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	CREATION SALLE DE MUSCULATION	1	27 000 €
		Somme :	**27 000 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS VOILLAUME (0930834B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT POUR TRANSPORT DU LINGE	Équipement nouvel internat pour 90 couettes - Chariot 380L	2	1 672 €
DIVERS	Équipement nouvel internat : alèses - Lot de 5 alèses	18	2 952 €
DIVERS	Équipement nouvel internat : couette - Pack de 10 couettes en 140x200	9	2 844 €
DIVERS	Équipement nouvel internat : divers équipement (poubelle hygiène féminine + sceau + pelle + balai)	1	2 016 €
DIVERS	Équipement nouvel internat : oreiller - Lot de 10 oreilles en 65x65	9	855 €
DIVERS	Équipement nouvel internat : sèche linge pour couette	1	7 110 €
		Somme :	**17 449€**

93 - GAGNY GUSTAVE-EIFFEL (0931272C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE EPICERIE	Equipement en rayonnages conformes HACCP des nouvelles réserves de la demi-pension suite à la rénovation.	1	11 000 €
ECRAN MURAL DE VIDEOPROJECTION	ECRAN MURAL DE VIDEOPROJECTION	1	140 €

ENCEINTE AMPLIFIEE 20W	Equipement d'une grande salle de 80 places nécessitant une sonorisation appropriée.	1	530 €
MACHINE A LAVER	Les équipements actuels de la lingerie sont anciens et ne sont pas adaptés à un usage intensif.	1	3 000 €
SECHOIR A LINGE	Les équipements actuels de la lingerie sont anciens et ne sont pas adaptés à un usage intensif.	1	3 000 €
TABLE A REPASSER A VAPEUR		1	900 €
		Somme :	**18 570 €**

93 - NOISY-LE-GRAND EVARISTE-GALOIS (0932047V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle attribuée dans le cadre de la modernisation du Brevet de Technicien Supérieur des métiers de l'audiovisuel.	1	170 000 €
		Somme :	**170 000 €**

93 - SAINT-DENIS NOUVEAU LYCÉE LA PLAINE COMMUNE (0932667U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour réalisation d'un CDI (MAC terminé actuellement en cours d'écriture).	1	32 000 €
		Somme :	**32 000 €**

94 - GENTILLY VAL-DE-BIÈVRE (0940134K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	Matériel de Production pour la demi-pension, aujourd'hui en liaison chaude.	1	11 000 €
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	Pupitre sur roues utile lors des réceptions des marchandises pour la DP et les filières de restauration.	1	350 €
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	Vaisselle pour la cuisine pédagogique de collectivité.	1	1 600 €
ARMOIRE REFRIGEREE FROID POSITIF	Mini frigo indispensable dans la salle à manger des adultes - Eviter rupture de la chaîne du froid pour les paniers repas	1	360 €
DESTRUCTEURS DE DOCUMENTS	matériel pour bureaux de direction	1	765 €
DIVERS	armoire à clés	1	270 €
DIVERS	armoire à clés	1	75 €
DIVERS	Armoire électronique autonome de gestion de clès. Matériel indispensable lors des nocturnes pédagogiques.	1	3 000 €
DIVERS	Chariots de service indispensables pour acheminer les matières premières à la cuisine de collectivité située au 2e étage. Filière ATMFC	2	400 €
DIVERS	Equiper le nouvel espace (mobilier pour pause repas pour l'internat)	1	550 €
DIVERS	Matériel de cuisine (robots) pour cuisine pédagogique de collectivité - Filière ATMFC et APR	1	2 500 €
DIVERS	Petit matériel de la cuisine pédagogique de collectivité - Filière ATMFC et APR	1	8 000 €
DIVERS	Vaisselle, cafetière ... pour équiper la tisanerie.	1	265 €
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Fonds documentaire à créer - Nouvelles filières	1	7 000 €
		Somme :	**36 135 €**

94 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES ARSONVAL (D') (0940121W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	REFORME BTS CHIMIE : GRANULOMETRIE	1	38 400 €
DIVERS	REFORME BTS CHIMIE : RMN	1	45 600 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	REFORME BTS CHIMIE : DSC	1	39 000 €
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	REFORME BTS CHIMIE	1	6 000 €
MATERIEL DE MESURE	REFORME BTS CHIMIE : MESURE CHIMIQUE + MESURE PHYSIQUE	1	50 590 €
MULTITESTEUR	REFORME BTS CHIMIE : TEST MECANIQUE2	1	8 400 €
PINCE DE TRACTION	REFORME BTS CHIMIE	1	18 181 €
VISCOSIMETRE	REFORME BTS CHIMIE : VISCOSITE2	1	1 603 €
		Somme :	**207 774 €**

94 - VITRY-SUR-SEINE ADOLPHE-CHERIOUX (0941294W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DEFIBRILATEUR	Dotation exceptionnelle pour l'achat de 2 défibrillateurs	1	3 340 €
		Somme :	**3 340 €**

95 - ARGENTEUIL JEAN-JAURÈS (0950641F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Déménagement D4UNE machine-outil du lycée de l'AGORA PUTEAUX vers le lycée Jean Jaurès.	1	1 500 €
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	16 interventions sur : Tours, découpe LASER, cisailleNum, Compresseur, transpalette.	1	26 457 €
		Somme :	**27 957 €**

95 - MONTMORENCY JEAN-JACQUES ROUSSEAU (0950648N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASSIETTE PLATE	RENOUVELLEMENT VAISSELLE SUITE RENOVATION SELF	1	4 500 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	REFRIGERATEUR AGENT	1	90 €
		Somme :	**4 590 €**

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°2

Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

53 250 €

75 - PARIS 13EME RODIN (0750682J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE D'INFIRMERIE SUR SOCLE GRAND VOLUME	EQUIPEMENT INFIRMERIE	1	2 250 €
		Somme :	**2 250 €**

75 - PARIS 14EME FRANCOIS-VILLON (0750690T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour rénovation de la ligne de self (+ potelets guide file)	1	51 000 €
		Somme :	**51 000 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-122

DU 8 Mars 2017

Lycée de Prony– Asnières-Sur-Seine
Affaire Agence Patricia LEBOUCQ contre Région Ile-de-France
Approbation d'un protocole transactionnel et habilitation de la Présidente à le signer

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CP 01-670 du 8 novembre 2001 portant approbation du programme de restructuration et d'extension du Lycée de Prony à Asnières pour un montant de 25,09 M€,

VU La délibération n° CP 03-812 du 27 novembre 2003 affectant un montant d'autorisations de programme de 5,840 M€ pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée Prony,

VU La délibération n° CP 09-576 du 9 juillet 2009 affectant un montant d'autorisations de programme de 2 600 000 € pour l'opération de restructuration du lycée de Prony,

VU La délibération n° CP 11-163 du 11 mars 2011 affectant un complément d'autorisations de programme de 241 606 € pour l'opération de restructuration du lycée de Prony,

VU La délibération n° CP 13-289 du 4 avril 2013 affectant un complément d'autorisations de programme de 1 187 813 € pour l'opération de restructuration du lycée de Prony,

VU La délibération n° CP 13-894 du 20 novembre 2013 affectant un montant d'autorisations de programme de 289 130 € pour l'opération de restructuration du lycée de Prony,

VU La délibération n° CP 16-417 du 21 septembre 2016 affectant 2 639 705 € de crédits supplémentaires pour la restructuration et l'extension du lycée de Prony à Asnières,

VU Le rapport CP 2017-122 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de l'éducation,

VU L'avis de la commission des finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide, d'approuver le protocole transactionnel ci-annexé avec l'agence Patricia LEBOUCQ et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

1. Protocole d'accord transactionnel

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES

La REGION ILE DE FRANCE

Sise 35 boulevard des Invalides – 75 007 PARIS, représentée par sa Présidente, dûment habilitée à cet effet par une délibération de la Commission permanente n° _____en date du _____[**Annexe n°1**]

ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

Agence Patricia LEBOUCQ, Architecte

Domiciliée 17 rue Froment – 75 011 PARIS enregistrée au répertoire SIRET sous le numéro 334 814 464 00031 et inscrit à l'ordre des Architectes sous le n°27420

ci-après dénommée « l'Agence LEBOUCQ»

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Rappel des faits et de la procédure

Par un acte d'engagement n°05-54 notifié le 2 septembre 2005, le groupement composé de l'agence Patricia LEBOUCQ (mandataire) et de la société BETEREM (devenue TPF Ingénierie) s'est vue confier une mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée de Prony situé 2/4 rue de Bretagne et 7 rue du Maine à Asnières sur Seine (92 600).

L'acte d'engagement fixait le montant provisoire de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre à la somme de 1 812 950,42 euros HT.

Par un avenant n°1 conclu le 12 juin 2007, les parties ont validé l'avant-projet définitif et arrêté le coût des travaux à la somme 18 786 000 euros HT. Le forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre a donc été fixé à la somme de 1 977 226,92 euros HT soit un taux définitif de rémunération de 10,06 %.

Par un avenant n°3 conclu le 16 juin 2010, le montant du forfait de rémunération a été porté à la somme de 1 986 726,92 euros HT pour la prise en compte d'une rémunération complémentaire du BET BETEREM pour une mission supplémentaire de diagnostic des installations techniques et fonctionnelles du lycée.

Les travaux ont été divisés en 5 macro-lots et attribués au mois de septembre 2009 pour un démarrage des travaux fixé au 16 octobre 2009 pour un délai global de 41 mois.

La phase 3 des sites Maine et Bretagne devait ainsi être livrée le 15 mars 2013.

Le chantier n'est, toutefois, toujours pas achevé à ce jour, la date prévisionnelle d'achèvement étant fixée à fin avril 2017.

C'est dans ce contexte que par une première réclamation adressée le 14 décembre 2012, le Cabinet Patricia LEBOUCQ a, en sa qualité de mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, sollicité la conclusion d'un avenant tendant à obtenir le versement d'une rémunération complémentaire de 905 826,62 euros HT.

La Région a proposé au groupement de maîtrise d'œuvre la conclusion d'un avenant pour le versement d'une rémunération complémentaire de 29 134,27 euros HT.

Aucune suite n'a été donnée à cette proposition.

Par un courrier du 18 novembre 2014, le cabinet Patricia LEBOUCQ a, toujours en sa qualité de mandataire du groupement, adressé à la Région 4 notes d'honoraires portant sur les périodes du 1er avril 2013 ou 31 décembre 2013, puis du 1er janvier 2014 au 31 octobre 2014 pour un montant total de 235 878,27 € HT, soit 282 606,99 euros T.T.C.

Une nouvelle note d'honoraires a été reçue le 30 septembre 2015 pour le versement d'une rémunération complémentaire au titre de la phase DET pour la période novembre 2014 à septembre 2015 pour un montant de 87 202,45 euros HT.

Les réclamations du maître d'œuvre s'élevaient donc, au 30 septembre 2015, à une somme totale de 1 275 636,06 euros H.T.

Faute de réponse de la Région et de son mandataire, l'agence Patricia LEBOUCQ a saisi, par courrier en date du 4 février 2015, le CCIRA de Versailles d'une demande d'avis portant sur une demande de rémunération complémentaire de 729 305,42 euros HT. Cette demande a été formée en son nom propre et non en sa qualité de mandataire du groupement. Cette demande ne porte donc que sur les seuls préjudices que l'agence Patricia LEBOUCQ estime avoir subis sans tenir compte des réclamations antérieurement présentées au nom de BET BETEREM devenu TPF Ingénierie.

La Région n'a pas participé à cette procédure amiable compte tenu des opérations d'expertises en cours ordonnées, à la demande de la Région et de la société SATELEC par le Tribunal administratif de Cergy Pontoise le 14 janvier 2015.

Par son avis rendu le 11 février 2016, le CCIRA de Versailles a considéré que l'Agence Patricia LEBOUCQ pouvait prétendre au versement d'une somme de 200 000 euros HT pour le retard de 43 mois et une somme de 110 000 euros HT au titre des études supplémentaires réalisées soit un total de 310 000 euros HT.

Par une requête en référé présentée près du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise le 23 mars 2016, Madame LEBOUCQ a demandé au juge des référés de :

- Condamner la Région Ile-de-France à lui verser une provision de 119 157,46 euros HT au titre des études complémentaires,

- Condamner la région à lui verser une provision de 261 607,50 euros au titre de la prolongation de la phase DET,

- Condamner la collectivité à lui verser la somme de 2 500 euros au titre des frais irrépétibles.

Parallèlement, l'expert judiciaire a remis son rapport le 12 août 2016. Les conclusions de ce rapport laissent apparaître que les retards sont pour l'essentiel imputables à la société FAYOLLE et à l'OPC, le cabinet KLEIN.

Aux termes des conclusions de son rapport, l'expert considère que les responsabilités doivent être réparties de la façon suivante :

- A la société FAYOLLE pour 60 % ;

- A l'OPC KLEIN pour 20 % ;

- A la Région Ile de France et son mandataire pour 10 % ;

- A la société BELLIARD pour 5 % ;

- A l'équipe de Maîtrise d'œuvre pour 5% ;

C'est dans ce contexte que les parties ont engagé des discussions afin de trouver une issue amiable et négociée au litige les opposant.

L'impact des retards sur la situation financière de l'Agence Patricia LEBOUCQ, les règles spécifiques régissant les rapports avec les maîtres d'œuvre et l'absolue nécessité d'achever le chantier ont conduit la Région à accepter l'idée d'une transaction réglant l'ensemble des questions antérieures au 31 août 2016.

Dans le respect de leurs intérêts et après concessions réciproques, les parties ont donc décidé de régler à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil, le différend qui les oppose et portant sur l'ensemble des préjudices subis jusqu'au 31 août 2016 qu'ils résultent de travaux supplémentaires ou de l'allongement des délais.

Cet accord ne concerne que l'Agence Patricia LEBOUCQ et n'intègre pas le cotraitant du groupement de maîtrise d'œuvre, TPF Ingénierie (anciennement BET BETEREM), avec lequel les discussions sont toujours pendantes.

C'est sur ces fondements que les parties à la présente se sont rencontrées et ont convenu de ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole a pour but de mettre un terme définitif au litige né entre les parties portant sur la seule rémunération complémentaire sollicitée par l'Agence Patricia LEBOUCQ dans le cadre de l'exécution de son marché de maîtrise d'œuvre notifié le 2 septembre 2005 pour la rénovation et l'extension du Lycée de Prony à Asnières sur Seine (92) et liée aux travaux supplémentaires réalisés ou trouvant leur cause dans des événements antérieurs au 31 août 2016 ainsi qu'à l'allongement des délais d'exécution jusqu'au 31 août 2016.

Les parties conviennent expressément que les honoraires dus en exécution du marché de base et des avenants tels que rappelés à titre préliminaires et au titre des préjudices subis par l'Agence Patricia LEBOUCQ pour les travaux supplémentaires et/ou l'allongement des délais postérieurement au 31 août 2016 ne sont pas intégrés dans le présent protocole transactionnel.

Les parties conviennent également que le présent protocole se referme sur son objet et n'interdit pas à la Région de rechercher la responsabilité de l'Agence Patricia LEBOUCQ dans le cadre de l'exécution de son marché de Maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 2 : CONCESSIONS RECIPROQUES

Afin de faciliter la démarche transactionnelle et l'obtention d'un accord, la Région reconnaît devoir à l'Agence Patricia LEBOUCQ une rémunération complémentaire pour les travaux supplémentaires réalisés et l'allongement de la durée d'exécution jusqu'au 31 août 2016.

De son côté, l'Agence Patricia LEBOUCQ accepte de revoir sa position quant au montant réclamé et de renoncer définitivement à toute procédure contentieuse ayant pour objet le versement d'un complément de rémunération dans le cadre de l'exécution du marché litigieux et portant sur la rémunération de travaux supplémentaires réalisés ou trouvant leur cause dans une décision ou une situation antérieure au 31 août 2016 ainsi que sur les conséquences de l'allongement de la durée du chantier jusqu'au 31 août 2016.

À ce titre, l'Agence Patricia LEBOUCQ se désistera dès notification du protocole signé par la Région Ile-de-France, de son recours en référé provision introduit devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise enregistré au greffe de ce Tribunal sous le numéro 1602743-15. Dès transmission de ce mémoire en désistement d'instance et d'action, la Région adressera au Tribunal un courrier d'acceptation de désistement. Les parties conviennent, en tout état de cause, que le présent protocole vaut désistement et accord sur le désistement.

Elle s'engage, par ailleurs, à ne pas se prévaloir d'un nouveau différend sur la période non couverte par le présent protocole pour tenter d'échapper à ses obligations. Elle s'engage, notamment, à garantir à la Région Ile-de-France le soutien nécessaire pour analyser les réclamations des entreprises en appui du BET TPF Ingénierie et à fournir tous les éléments relevant de sa mission permettant à la Région d'assurer sa défense.

Madame LEBOUCQ s'engage en conséquence de la signature du présent protocole à soutenir la position de la Région Ile-de-France dans le cadre de tout litige l'opposant aux autres intervenants à l'opération et ayant trait aux conditions d'exécution du ou des marchés concernés.

Madame LEBOUCQ reconnaît que ces différents engagements constituent des éléments essentiels du protocole sans lesquels la Région Ile-de-France n'aurait pas consenti au présent protocole. Le non-respect de l'un de ces engagements permettra à la Région de remettre en cause le présent protocole et d'exiger la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée conformément aux stipulations de l'article 10.

ARTICLE 3 : INDEMNISATION

L'indemnisation due à l'Agence Patricia LEBOUCQ s'établit d'un commun accord à la somme globale et forfaitaire de **280 000 € HT (deux cent quatre vingt mille euros hors taxe)**, soit la somme de **336 000 euros TTC (trois cent trente six mille euros euros toutes taxes comprises)** révisions, intérêts, frais et accessoires de toutes natures compris.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE NON-RECOURS

Le présent accord est une transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil et met fin au litige ayant trait à l'indemnisation due dans le cadre de l'exécution du marché litigieux, sous réserve de l'exécution effective des obligations qu'il comporte.

En conséquence l'Agence Patricia LEBOUCQ renonce de manière irrévocable et définitive à toute instance, recours, revendication ou action de quelque nature que ce soit, passée, en cours ou future, comme cela est exposé à l'article 1er et dans le préambule.

Les parties conviennent, toutefois, que l'inexécution totale ou partielle des concessions mentionnées à l'article 2 conduira à la remise en cause, de plein droit, du présent protocole transactionnel.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION

Le versement des sommes dues sera réalisé par virement sur le compte bancaire de Madame LEBOUCQ. [**Annexe n°2**].

Il est convenu que, conformément aux dispositions de l'article 1erdu décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 *relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique* le paiement interviendra dans un délai de 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent protocole.

Le désistement de l'instance introduite sous le numéro 1602743-15 sera réalisé dès notification du protocole signé par la Région Ile-de-France. Le mémoire en désistement

d'instance et d'action sera adressé à la Région qui acceptera, sans délai, ledit désistement.

ARTICLE 6 : AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

Il est convenu entre les parties que le présent protocole transactionnel a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

ARTICLE 7 : COMPETENCE D'ATTRIBUTION

Les parties conviennent, conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région au titulaire, après accomplissement des formalités de transmission en préfecture, conformément aux dispositions des articles L. 4141-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à conserver au différend exposé et au présent accord un caractère strictement confidentiel, sauf pour celles-ci à se prévaloir de cet accord devant les tribunaux pour en exiger le respect des termes ou demander à ce que soit sanctionné leur non-respect.

Plus particulièrement, l'Agence Patricia LEBOUCQ s'engage, sous peine de remise en cause du présent protocole, à ne pas faire état de ce protocole auprès des personnes morales et physiques engagées sur le chantier du Lycée de Prony. Elle reconnaît, également, ne pouvoir faire état de ce protocole dans le cadre d'une procédure amiable ou judiciaire et tendant à obtenir une indemnisation complémentaire sur la période postérieure au 31 août 2016.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas pour le cas où l'une ou l'autre des parties aurait besoin de justifier auprès de l'administration fiscale des écritures passées en exécution du présent accord.

Elle ne s'applique pas non plus aux experts comptables, commissaires aux comptes ou assureurs des parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel à l'égard de leur client.

Cette obligation de confidentialité ne s'oppose pas à la communication de la présente convention aux élus du Conseil Régional conformément aux dispositions des articles L. 4132-17 et suivants du CGCT ou de tout autre texte faisant obligation à la Région d'en assurer communication.

ARTICLE 10 : CONSEQUENCES DE L'INEXECUTION DU PROTOCOLE

Les parties conviennent expressément que :

- Le retard dans le paiement des sommes dues ouvre de plein droit à l'Agence Patricia LEBOUCQ le bénéfice des intérêts moratoires calculés conformément aux dispositions du I de l'article 8 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 *relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique*

- Le non-respect par l'Agence Patricia LEBOUCQ de l'obligation de poursuivre l'exécution de son marché jusqu'à son terme et l'inexécution même partielle de l'une quelconque de ses obligations emporte résolution de plein droit du présent protocole et ouvre à la Région la faculté d'obtenir la restitution des sommes versées par l'émission d'un titre exécutoire ;

- Le non-respect par l'Agence Patricia LEBOUCQ de l'obligation de confidentialité stipulée à l'article 9 emporte résolution de plein droit du présent protocole et ouvre à la Région la faculté d'obtenir la restitution des sommes versées par l'émission d'un titre exécutoire sans préjudice de la faculté pour la Région d'obtenir l'indemnisation des préjudices subis de ce fait et correspondant, aux sommes qu'elle pourrait être condamnée à payer à des tiers ou à l'Agence Patricia LEBOUCQ consécutivement à la violation de l'obligation de confidentialité ;

- Le non-respect par l'Agence Patricia LEBOUCQ de l'obligation de se désister de son recours pendant devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (req. n°1602743-15) conduira la Région à produire au Tribunal le présent protocole afin que le désistement soit constaté ;

Fait en quatre exemplaires originaux

A Paris, le_____

Pour l'Agence Patricia LEBOUCQ **Pour la Région Ile-de-France**

ANNEXES :

Annexe 1 – Délibération de la Commission permanente de la Région Ile de France n°_____ en date du_____ ;

Annexe 2 – RIB Madame LEBOUCQ.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-124

DU 08 MARS 2017

LYCEE RENE DESCARTES A ANTONY (92)

TRAVAUX DE RESTRUCTURATION D'ENSEMBLE ET D'EXTENSION

PROTOCOLES TRANSACTIONNELS AVEC LES SOCIETES HERVE, BTB ELEC ET LE GROUPEMENT D'ENTREPRISES ID VERDE/LINEA BTP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le Code civil ;

VU La Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR: PRMX1109903C.

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Les délibérations n° CP 02-693 du 7/11/2002, n° CP 03-812 du 27/11/2003, n° CP 08-062 du 24/01/2008, n° CP 12-415 du 11/10/2012, n° CP 13-184 du 11/07/2013 et n° CP 14-133 du 30/01/2014 affectant un montant total d'autorisations de programme de 44 667 401,00 € pour la réalisation des travaux de restructuration d'ensemble – extension du lycée Descartes à Antony (92) ;

VU La convention de mandat n° 336 MAN DAS 02 ;

VU Le budget 2017, et notamment le chapitre 902 ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-124 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé, relatif au marché n° 09M0120-1 conclu avec l'entreprise HERVE SA pour le lot n°1 des travaux de restructuration d'ensemble et d'extension du lycée René Descartes à Antony, qui prévoit le versement d'une indemnité s'élevant à 1 047 501,20 € HT, soit 1 257 001,44 € TTC, et autorise la présidente à le signer.

Article 2 :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé, relatif au marché n° 09M0120-3 conclu avec l'entreprise BTB ELEC pour le lot n°3 des travaux de restructuration d'ensemble et d'extension du lycée René Descartes à Antony, qui prévoit le versement d'une indemnité s'élevant à 63 535,00 € HT, soit 76 242,00 € TTC, et autorise la présidente à le signer.

Article 3 :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé, relatif au marché n° 09M0120-4 conclu avec le groupement d'entreprises ID VERDE/LINEA BTP pour le lot n°8 des travaux de restructuration d'ensemble et d'extension du lycée René Descartes à Antony, qui prévoit le versement d'une indemnité s'élevant à 82 305,20 € HT soit 98 766,24 € TTC, et autorise la présidente à le signer.

Article 4 :

Affecte un complément d'autorisations de programme de 1 059 318 € prélevé sur le budget 2017 figurant sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics » programme HP 222-004 « rénovation des lycées publics » action « rénovation des lycées publics » (12200401) pour cette opération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, représentée par sa Présidente en exercice, domiciliée en cette qualité 33 rue Barbet de Jouy – 75007 Paris, dûment habilité à cet effet, par délibération de la Commission Permanente n° CP xxxx du xxxx.

Ci-après désignée « La Région Île-de-France »,

D'UNE PART,

ET :

L'entreprise HERVE SA, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro Siret 609 802 053 00049 et dont le siège social est situé 1 rue du Palais de Justice – 78200 MANTES LA JOLIE, représentée par Monsieur Jean-Michel SALVADOR en qualité de Président,

Ci-après dénommée « L'entreprise»

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Île-de-France a été amenée à envisager une opération de restructuration et extension du Lycée René Descartes à Antony (92).
Pour la réalisation de cette opération, la Région Île-de-France, Maître d'Ouvrage, a confié mandat à l'AFTRP (devenue Grand Paris Aménagement) par convention de mandat n°336 MAN DAS 02 notifiée le 04 mars 2003.

Les marchés de travaux ont fait l'objet d'un avis d'appel public à concurrence le 26 mars 2009. Ces marchés montraient le découpage en macrolots suivants :

- Lot 1 : démolition, gros œuvre, désamiantage, menuiseries, cloisons, doublage, faux plafonds, serrurerie et métallerie.
- Lot 2 : clos, couvert.
- Lot 3 : courants forts, courants faibles, incendie.
- Lot 4 : plomberie sanitaire, chauffage, ventilation, climatisation.
- Lot 5 : appareils élévateurs.
- Lot 6 : équipements de cuisine.
- Lot 7 : revêtements de sol et peinture.
- Lot 8 : VRD, espaces verts.

Le marché de travaux n°09-M120-1 relatif au lot 01 a été notifié le 08 janvier 2010 à l'entreprise HERVE SA par la Région Île-de-France pour un montant de 12 500 000,00 € HT.

La réception des travaux était organisée en phases, permettant la réalisation des travaux en site occupé :

- Phase 1 : construction de la nouvelle restauration et installation des bâtiments modulaires d'enseignement.
- Phase 2 : réhabilitation de la partie 1 du bâtiment enseignement et du gymnase 1, réalisation des premiers extérieurs.
- Phase 3 : réhabilitation de la partie 2 du bâtiment enseignement et des gymnases 2 et 3, finition des extérieurs.

Des avenants à ce marché ont été conclus avec l'entreprise :

- Avenant 1 – 1 047 343,01 € HT – soit 8.38% d'augmentation – notifié le 11 octobre 2013.

Cet avenant avait pour objet :

- Prise en compte des demandes de la maîtrise d'ouvrage et des aléas techniques ayant fait l'objet d'une fiche de travaux modificatifs validée au 15 avril 2013.
- Prolongation des délais de 37 semaines motivée par :
  - la répercussion du retard lié au désamiantage de la phase 2 sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 23 semaines du marché initial.
  - La répercussion du retard lié au désamiantage de la phase 3 sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 10 semaines du marché initial.
  - La répercussion du retard lié aux intempéries sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 4 semaines du marché initial sans incidence financière. Ces 4 semaines sont liées aux jours d'intempéries au-delà des estimations prévues par le CCAP (conditions climatiques dégradées entre novembre 2010 et janvier 2011, puis entre décembre 2011 et février 2012).

- Avenant 2 – 52 070,37 € HT – soit 0.42% d'augmentation (et 8.79% tous avenants cumulés) notifié le 03 mars 2014.

Cet avenant avait pour objet :

- Prise en compte des demandes de la maîtrise d'ouvrage et des aléas techniques postérieurs au 15 avril 2013.
- Prolongation des délais de 21 semaines motivée par :
  - 7 semaines liées à la réalisation des travaux de désamiantage et travaux complémentaires.
  - 10 semaines liées à la réalisation des travaux relatifs à la tour logement.
  - 4 semaines de jours d'intempéries au-delà des estimations prévues par le CCAP (conditions climatiques dégradées entre novembre 2010 et janvier 2011, puis entre décembre 2011 et février 2012, puis entre décembre 2012 et mars 2013 engendrant 8 semaines d'intempéries supplémentaires constatées au 31/08/2013, dont 4 semaines avaient déjà été intégrées à l'avenant précédent).

Le délai initial du marché étant de 37 mois, la réception définitive était envisagée en février 2013.
Les réceptions ont été phasées entre le 22 avril 2011 et le 16 mai 2014 ; cela représente les 58 semaines d'augmentation de délais, notifiées dans les avenants 1 et 2.

A – Exposé de la réclamation

A.1 – Réclamation de l'entreprise

L'entreprise a établi un projet de décompte général pour son marché, intégrant un ensemble de réclamations de chantier et les incidences financières de déphasage et prolongation des délais notifiés dans les avenants 1 et 2 au marché. La maîtrise d'ouvrage a souhaité que les incidences financières de déphasage et prolongation des délais soient retirées du projet de décompte général pour être formalisées en mémoire en réclamation, parvenu à Grand Paris Aménagement le 29 mai 2015.

La réclamation porte donc sur les 15 postes suivants :

1) Préjudice lié à la prolongation d'une partie du délai de l'avenant 1 (23 semaines sur 37) hors frais généraux

Le préjudice demandé est chiffré à un montant de 620 900.41 € HT, décomposé en :

a) Surcoût d'installations de chantier : 217 481,10 € HT.
b) Surcoût de personnel d'encadrement : 164 840,20 € HT.
c) Surcoût consécutif à la perte de production des compagnons : 120 703,75 € HT.
d) Surcoût consécutif aux frais de véhicules d'encadrement : 18 373,03 € HT.
e) Surcoût en matériel : 74 506,89 € HT.
f) Surcoût lié au poste travaux divers : 15 387,88 € HT.
g) Surcoût des consommations : 9 607,56 € HT.

2) Préjudice lié à la prolongation d'une partie du délai de l'avenant 1 (14 semaines sur 37) hors frais généraux

Le préjudice demandé est chiffré à un montant de 382 904,55 € HT, décomposé en :

a) Surcoût d'installations de chantier : 132 379,80 € HT.
b) Surcoût de personnel d'encadrement : 132 888,84 € HT.
c) Surcoût consécutif à la perte de production des compagnons : 91 268,84 € HT.

d) Surcoût consécutif aux frais de véhicules d'encadrement : 11 122,33 € HT.
e) Surcoût en matériel : 9 396,66 € HT.
f) Surcoût des consommations : 5 848,08 € HT.

3) Préjudice lié à la prolongation du délai de l'avenant 2 (21 semaines) hors frais généraux

Le préjudice demandé est chiffré à un montant de 475 434,15 € HT, décomposé en :
a) Surcoût d'installations de chantier : 198 569,70 € HT.
b) Surcoût de personnel d'encadrement : 215 270,58 € HT.
c) Surcoût consécutif aux frais de véhicules d'encadrement : 52 821,75 € HT.
d) Surcoût des consommations : 8 772,12 € HT.

4) Préjudice lié à la prolongation du délai au-delà de l'avenant 2 (27 semaines) hors frais généraux

Le préjudice demandé est chiffré à un montant de 48 274,33 € HT, décomposé en :
a) Surcoût d'installations de chantier : 15 415,06 € HT.
b) Surcoût de personnel d'encadrement : 30 638,25 € HT.
c) Surcoût consécutif aux frais de véhicules d'encadrement : 2 221,02 € HT.

5) Non amortissement des frais généraux

Le préjudice demandé est chiffré à un montant de 996 416,33 € HT.

6) Restitution des pénalités de retard

Le préjudice demandé est chiffré à un montant de 28 700,86 € HT.

7) Révision des présentes indemnités de préjudices

Le préjudice demandé est chiffré à un montant de 201 657,87 € HT.

Ce montant total de 2 552 631,23 € HT (mémoire) + 201 657,87 €HT (révision du mémoire) a été analysé par la Maîtrise d'œuvre, ci-dessous.

A.2 – Analyse de la Maîtrise d'œuvre :

Voici l'analyse point par point de la Maîtrise d'œuvre, selon les termes du marché.

1) Préjudice lié à la prolongation d'une partie du délai de l'avenant 1 (23 semaines sur 37) hors frais généraux

Dans son analyse du projet de décompte, la Maîtrise d'œuvre valide les postes (a), (b), (d), (e), (g) à hauteur de la demande de HERVE SA :
Les postes (c) et (f) sont corrigés respectivement à 62 199,41 € HT (le surcoût relatif à la perte de production des compagnons étant dû à la différence entre les temps prévus dans le mémoire technique et les temps réellement constatés) et 13 387,88 € HT (pour les amenées et repli de la machine à pieux, rendus nécessaires par le déphasage pour désamiantage).
Le préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre est ramené à 560 396,07 € HT.

2) Préjudice lié à la prolongation d'une partie du délai de l'avenant 1 (14 semain es sur 37) hors frais généraux

Dans son analyse du projet de décompte, la Maîtrise d'œuvre dissocie les 14 semaines en :
2.1) 10 semaines octroyées pour des travaux liés à l'amiante,
2.2) 4 semaines liées aux intempéries, puisqu'elles ne sont pas ouvertes à indemnisation (suivant CCAP).

2.1) Le préjudice demandé était alors de 300 425,99 € HT, décomposé en :
a) Surcout d'Installations de chantier : 94 557,00 € HT.
b) Surcout de personnel d'encadrement : 94 920,60 € HT.
c) Surcout consécutif à la perte de production des compagnons : 91 268,84 € HT.
d) Surcout consécutif aux frais de véhicules d'encadrement : 8 790,45 € HT.
e) Surcout en matériel : 6 711,90 € HT.
f) Surcout des consommations : 4 177,20 € HT.

Les postes (a), (d), (e), (f) sont validés par la maitrise d'œuvre à hauteur de la demande de HERVE SA.
Les postes (b) et (c) sont corrigés respectivement à 68 074,39 € HT et 0,00 € HT.

Par son retour du 2 juillet 2015, HERVE SA tendait à valider provisoirement les corrections apportées, à la réserve près pour le poste (b) de retenir 73 993,90 €HT, ce que la maitrise d'œuvre a convenu de valider suite aux compléments apportés le 2 juillet 2015 et le 30 septembre 2015.

2.2) La maitrise d'œuvre,
- après analyse de la jurisprudence invoquée par HERVE SA :
  - CAA de Bordeaux du 20/12/2005 « Groupement GUITOLI-SIORAT-MIRO »
  - CAA de Lyon du 29/01/1991 « Roger Martin »
  - Décision du CE du 13/05/1987 « CITRA France »
- après relecture d'un arrêt du 12/03/1989,

considère que les intempéries telles que constatées n'ouvrent pas à quelconque préjudice, au titre de l'extrait du CCAP suivant : « La prolongation du délai d'exécution équivalente à la durée des intempéries excédant les premiers jours d'intempéries prévisibles n'est bien entendu accordée que dans la mesure où les journées d'intempéries affectent directement les conditions d'exécution des ouvrages par les Entrepreneurs et n'autorise en aucun cas une augmentation du montant du marché. » Les jurisprudences citées ne mentionnent en effet pas si les CCAP propres aux chantiers en questions dérogeaient ou non au CCAG travaux.

Le préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre est ramené à 188 230,45 € HT.

3) Préjudice lié à la prolongation du délai de l'avenant 2 (21 semaines) hors frais généraux

Dans son analyse du projet de décompte, la Maîtrise d'œuvre dissocie les 21 semaines en :
3.1) 17 semaines octroyées pour des travaux liés à l'amiante et là la tour de logements,
3.2) 4 semaines liées aux intempéries, puisqu'elles ne sont pas ouvertes à indemnisation (suivant CCAP).

3.1) Le préjudice demandé était alors de 357 058,57 € HT, décomposé en :
a) Surcout d'Installations de chantier : 160 746,90 € HT.
b) Surcout de personnel d'encadrement : 174 266,66 € HT.
c) Surcout consécutif aux frais de véhicules d'encadrement : 14 943,77 € HT.
d) Surcout des consommations : 7 101,24 € HT.

Les postes (c), (d) sont validés par la maitrise d'œuvre à hauteur de la demande de HERVE SA, mais les postes (a) et (b) sont corrigés respectivement à 37 224,90 € HT et 115 726,46 € HT.

Par son retour du 2 juillet 2015, HERVE SA tendait à valider provisoirement les corrections apportées.

3.2) La maitrise d'œuvre,

- après analyse de la jurisprudence invoquée par HERVE SA :
  - CAA de Bordeaux du 20/12/2005 « Groupement GUITOLI-SIORAT-MIRO »
  - CAA de Lyon du 29/01/1991 « Roger Martin »
  - Décision du CE du 13/05/1987 « CITRA France »
- après relecture d'un arrêt du 12/03/1989,

considère que les intempéries telles que constatées n'ouvrent pas à quelconque préjudice, au titre de l'extrait du CCAP suivant : « La prolongation du délai d'exécution équivalente à la durée des intempéries excédant les premiers jours d'intempéries prévisibles n'est bien entendu accordée que dans la mesure où les journées d'intempéries affectent directement les conditions d'exécution des ouvrages par les Entrepreneurs et n'autorise en aucun cas une augmentation du montant du marché. » Les jurisprudences citées ne mentionnent en effet pas si les CCAP propres aux chantiers en questions dérogeaient ou non au CCAG travaux.

Le préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre est ramené à 174 996,37 € HT.

4) Préjudice lié à la prolongation du délai au-delà de l'avenant 2 (27 semaines) hors frais généraux

Le poste (a) était validé par la maitrise d'œuvre à hauteur de la demande de HERVE SA, mais les postes (b) et (c) étaient corrigés respectivement à 16 893,39 € HT et 2 136,21 € HT.
Par son retour du 2 juillet 2015, HERVE SA ne s'opposait pas aux corrections apportées.
Le préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre est ramené à 34 444,66 € HT.

5) Non amortissement des frais généraux

Le principe de calcul est validé par la maîtrise d'œuvre mais est lié aux indemnités précédemment validées ou refusées, aussi ce poste était validé par la maitrise d'œuvre à hauteur de 825 029,79 €HT.
Par son retour du 2 juillet 2015, HERVE SA ne s'opposait pas aux corrections apportées.

6) Restitution des pénalités de retard

L'entreprise demande la restitution complète de retenues appliquées sur la dernière situation, alors même que la maitrise d'œuvre propose de son coté sur le projet de décompte général des pénalités suivant les détails déjà listés et rappelés ci-après :

- 27/10/2010 : pénalité 18 : brulage constaté 150,00 € HT
- 17/12/2010 : pénalité 38 : méconnaissance dossier 600,00 € HT
- 13/01/2011 : pénalité 15 : défaut nettoyage véhicule 600,00 € HT
- 13/01/2011 : pénalité 12 : défaut gestion des flux 150,00 € HT
- 08/02/2011 : pénalité 58, récidive pénalité 38 : méconnaissance dossier 1 500,00 € HT
- 26/01/2012 : pénalité 35 : retard levée de réserves (5j à 600,00 € HT) 3 000,00 € HT
- 15/02/2012 : pénalité 58, récidive pénalité 38 : méconnaissance dossier 1 500,00 € HT
- 15/02/2012 : pénalité 58, récidive pénalité 38 : méconnaissance dossier 1 500,00 € HT
- 25/10/2012 : pénalité 16 : stationnement sur voie pompier 150,00 €HT
- 13/05/2014 : retard travaux suivant état daté du 13/05/2014 :
  - Sur étanchéité, 33 jours, type 5.2.2 : 12 650,55 € HT
  - Sur portes extérieures, 23 jours, type 5.2.3 :4 408,64 € HT
  - Sur briques et fibraroc Gymnase, 52 jours, type 5.2.3 : 9 967,36 €HT

La maitrise d'œuvre proposait alors l'application de 36 176,55 € HT de retenues au total, alors qu'HERVE demandait la levée de 28 700,86 € HT, soit 7 475,69 € HT de minoration.

Par son retour du 2 juillet 2015, HERVE SA s'opposait aux corrections apportées.
Le préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre est ramené à – 7 475,69 € HT.

7) Révision des présentes indemnités de préjudices

L'entreprise avait intégré les indemnités demandées dans les révisions demandées, hors, la clause de révision des prix a pour objet de prendre en compte les modifications des conditions économiques entre le prix du marché à la date de remise de l'offre de l'entreprise et le prix du marché à la date d'exécution effective des prestations. Or, l'indemnité du préjudice subi (car Hervé demande bien l'indemnisation d'un préjudice sub i et non le règlement de travaux supplémentaires) est évalué non à la date de remise de l'offre de groupement, mais à la date d'exécution effective des travaux ou des prestations, l'indemnité n'est donc pas révisable (cf. CAA Versailles 29/12/2011, 08VE024 20).

Le préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre est ramené à 0,00 € HT.

En conclusion, le montant accepté par la maîtrise d'œuvre est de 1 775 621,65 € HT, décomposé en :

- Délais : 958 067,55 € HT.
- Frais généraux : 825 029,79 € HT.
- Pénalités : - 7 475,69 € HT.
- Révisions du mémoire : 0,00 € HT.

B – Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Sur la base de l'analyse de la Maîtrise d'œuvre, et suite aux négociations et mises au point, les services de la Région Ile-de-France ont proposé à l'entreprise, par l'intermédiaire de son mandataire, l'indemnisation des chefs de préjudice et des montants suivants :

Le montant total du protocole est de 1 047 501,20 € HT, décomposé en :

- Délais : 937 559,86 € HT, correspondant au montant accepté par la Maîtrise d'œuvre déduit de la somme de 20 507,69 € HT (partie des surcoûts consécutifs aux frais de véhicules d'encadrement non justifiée comme avantage en nature complémentaire aux salaires).
- Frais généraux : 109 941,34 € HT :
  La Région refuse le principe de non amortissement des frais généraux à hauteur de la demande faite par l'entreprise. Elle permet l'application d'un taux de 10 % qui résulte des expériences précédents de la Région en la matière, par comparaison avec ceux affichés avec des entreprises ayant un CA annuel équivalent, au montant des avenants 1 et 2 du marché qui ont intégré au marché les travaux supplémentaires à l'origine des indemnités et les prolongations de délai.
  Le montant de 109 941,34 € HT correspond à 10% des montants des avenants 1 et 2.
- Pénalités : 0,00 € HT :
  La question de restitution des pénalités est à traiter dans le cadre du projet de décompte général.
- Révisions du mémoire : 0,00 € HT.

Indemnisation à hauteur de 1 047 501,20 € HT.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à l'exécution du marché de travaux du lot 1 pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92) afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

En règlement des litiges exposés en préambule du présent protocole, la Région Ile-de-France accepte de régler à l'entreprise la somme globale, forfaitaire et définitive de 1 047 501,20 € HT, soit 1 257 001,44 € TTC.

En contrepartie, l'entreprise abandonne irrévocablement toute demande, réclamation ou contestation que ce soit à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire Grand Paris Aménagement au titre de l'exécution et du règlement financier de son marché de travaux pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92).

L'entreprise déclare ainsi être pleinement remplie de ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux lot 1 pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92) et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à l'entreprise, selon les conditions suivantes :
Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole

Article 4 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux article 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

Article 6 :

Si l'une quelconque des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les Parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des

dispositions de portée équivalente et les plus proches des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à Paris,
en trois exemplaires originaux,
(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvée, bon pour désistement d'instance et renonciation à tout recours »)
le

Pour le compte de l'entreprise	Pour le compte de la Région Ile-de-France Dûment habilitée par la délibération de la Commission Permanente n° CP du xxxx

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, représentée par sa Présidente en exercice, domiciliée en cette qualité 33 rue Barbet de Jouy – 75007 Paris, dûment habilité à cet effet, par délibération de la Commission Permanente n° CP xxxx du xxxx.

Ci-après désignée « La Région Île-de-France »,

D'UNE PART,

ET :

L'entreprise BTB ELEC, immatriculée au RCS de Pontoise sous le numéro Siret 414 894 857 00039 et dont le siège social est situé 8 avenue Gay Lussac – 91420 MORANGIS, représentée par Monsieur Didier RAY en qualité de Président,

Ci-après dénommée « L'entreprise»

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Île-de-France a été amenée à envisager une opération de restructuration et extension du Lycée René Descartes à Antony (92).
Pour la réalisation de cette opération, la Région Île-de-France, Maître d'Ouvrage, a confié mandat à l'AFTRP (devenue Grand Paris Aménagement) par convention de mandat n°336 MAN DAS 02 notifiée le 04 mars 2003.

Les marchés de travaux ont fait l'objet d'un avis d'appel public à concurrence le 26 mars 2009. Ces marchés montraient le découpage en macrolots suivants :

- Lot 1 : démolition, gros œuvre, désamiantage, menuiseries, cloisons, doublage, faux plafonds, serrurerie et métallerie.
- Lot 2 : clos, couvert.
- Lot 3 : courants forts, courants faibles, incendie.
- Lot 4 : plomberie sanitaire, chauffage, ventilation, climatisation.
- Lot 5 : appareils élévateurs.
- Lot 6 : équipements de cuisine.
- Lot 7 : revêtements de sol et peinture.
- Lot 8 : VRD, espaces verts.

Le marché de travaux n°09-M120-3 relatif au lot 03 a été notifié le 08 janvier 2010 à l'entreprise BTB ELEC par la Région Île-de-France pour un montant de 1 507 116,17 € HT.

La réception des travaux était organisée en phases, permettant la réalisation des travaux en site occupé :

- Phase 1 : construction de la nouvelle restauration et installation des bâtiments modulaires d'enseignement.
- Phase 2 : réhabilitation de la partie 1 du bâtiment enseignement et du gymnase 1, réalisation des premiers extérieurs.
- Phase 3 : réhabilitation de la partie 2 du bâtiment enseignement et des gymnases 2 et 3, finition des extérieurs.

Des avenants à ce marché ont été conclus avec l'entreprise :

- Avenant 1 – 104 478,46 € ht – 6.93 % d'augmentation – notifié le 19 février 2013.

Cet avenant avait pour objet :

- Prise en compte des demandes de la maîtrise d'ouvrage et des aléas techniques ayant fait l'objet d'une fiche de travaux modificatifs validée avant le 30 mars 2012.
- Sans notification de délai complémentaire.

- Avenant 2 – 54 392,49 € ht – 3.61% d'augmentation – notifié le 11 octobre 2013.

Cet avenant avait pour objet :

- Prise en compte des demandes de la maîtrise d'ouvrage et des aléas techniques ayant fait l'objet d'une fiche de travaux modificatifs validée entre le 31 mars 2012 et le 15 avril 2013.
- Prolongation des délais de 37 semaines motivée par :
  - la répercussion du retard lié au désamiantage de la phase 2 sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 23 semaines du marché initial sans incidence financière.
  - La répercussion du retard lié au désamiantage de la phase 3 sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 10 semaines du marché initial sans incidence financière.

- La répercussion du retard lié aux intempéries sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 4 semaines du marché initial sans incidence financière. Ces 4 semaines sont liées aux jours d'intempéries au-delà des estimations prévues par le CCAP (conditions climatiques dégradées entre novembre 2010 et janvier 2011, puis entre décembre 2011 et février 2012).

- Avenant 3 – 18 073,87 € ht – 1.20 % d'augmentation (soit 11.74% tous avenants cumulés) – notifié le 23 janvier 2014.

Cet avenant avait pour objet :

- Prise en compte d'aléas techniques validés après le 16 avril 2013.
- Prolongation des délais du marché de 21 semaines, réparties en :
  - 7 semaines liées à la réalisation des travaux de désamiantage et travaux complémentaires.
  - 10 semaines liées à la réalisation des travaux relatifs à la tour logement.
  - 4 semaines de jours d'intempéries au-delà des estimations prévues par le CCAP (conditions climatiques dégradées entre novembre 2010 et janvier 2011, puis entre décembre 2011 et février 2012, puis entre décembre 2012 et mars 2013 engendrant 8 semaines d'intempéries supplémentaires constatées au 31/08/2013, dont 4 semaines avaient déjà été intégrées à l'avenant précédent).

Le délai initial du marché étant de 37 mois, la réception définitive était envisagée en février 2013.
Les réceptions ont été phasées entre le 22 avril 2011 et le 16 mai 2014 ; cela représente les 58 semaines d'augmentation de délais, notifiées dans les avenants 2 et 3.

A – Exposé de la réclamation

A.1 – Réclamation de l'entreprise

L'entreprise a établi un projet de décompte général pour son marché, intégrant les incidences financières de prolongation des délais notifiés dans l'avenant 3 au marché. La maîtrise d'ouvrage a souhaité que les incidences financières de déphasage et prolongation des délais soient retirées du projet de décompte général pour être formalisées en mémoire en réclamation, parvenu à Grand Paris Aménagement le 22 février 2016.

Concessions réciproques :
Les premières incidences financières de prolongation des délais étaient initialement chiffrées par l'entreprise à hauteur de :

- 62 946,00 € HT pour la période février à août 2013,
- 55 959 € HT pour la période de septembre à décembre 2013,

soit un montant total de 118 905,00 € HT.
Après un premier échange avec la Maîtrise d'œuvre, le montant global a été ramené 63 535,00 € HT, montant qui a été intégré dans le mémoire en réclamation de l'entreprise.

Ce montant de 63 535,00 € HT correspond à présent à la demande faite par l'entreprise que les 21 semaines d'allongement des délais conformément à l'avenant 3 évoqué ci-dessus lui soient rémunérées.

La réclamation porte exclusivement sur la prolongation de délai de 21 semaines, justifiée par :

- 7 semaines liées à des travaux de désamiantage liés à la présence d'amiante non décelée dans les rapports initiaux de repérage des matériaux amiantés.
- 10 semaines liées à des travaux de traitement de l'amiante décelé sur la tour de logements.
- 4 semaines de jours d'intempéries au-delà des estimations prévues dans le CCAP (conditions climatiques dégradées entre novembre 2010 et janvier 2011, puis entre décembre 2011 et février 2012, puis entre décembre 2012 et mars 2013, engendrant 8 semaines d'intempéries supplémentaires constatées au 31 août 2013, dont 4 semaines avaient déjà été intégrées dans l'avenant n°2).

A.2 – Analyse de la Maîtrise d'œuvre :

« La réclamation porte exclusivement sur la prolongation de délai dont le devis avait déjà été indicé et analysé favorablement par la maitrise d'œuvre en phase chantier, le devis joint par l'entreprise comprend d'ailleurs la signature le maitrise d'œuvre
Le projet de décompte général proposé les 8 décembre 2014 et 19 mai 2015 par la maitrise d'œuvre intégrait par ailleurs déjà ce montant.
Aussi, et ce depuis le 8 décembre 2014, la maitrise d'œuvre est favorable à cette réclamation justifiée par des aléas de chantier indépendants de l'entreprise. »
L'entreprise ayant déjà repris son chiffrage en fonction de la première analyse de la Maîtrise d'œuvre, cette dernière est donc en tout point d'accord avec l'objet du mémoire transmis par l'entreprise.

B – Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Sur la base de l'analyse de la Maîtrise d'œuvre, et suite aux négociations et mises au point, les services de la Région Ile-de-France ont proposé à l'entreprise, par l'intermédiaire de son mandataire, l'indemnisation des chefs de préjudice et des montants suivants :
Indemnisation à hauteur de 63 535,00 € ht

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à l'exécution du marché de travaux du lot 3 pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92) afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

En règlement des litiges exposés en préambule du présent protocole, la Région Ile-de-France accepte de régler à l'entreprise la somme globale, forfaitaire et définitive de 63 535,00 € HT, soit 76 242,00 € TTC.

En contrepartie, l'entreprise abandonne irrévocablement toute demande, réclamation ou contestation que ce soit à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire Grand Paris Aménagement au titre de l'exécution et du règlement financier de son marché de travaux pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92).

L'entreprise déclare ainsi être pleinement remplie de ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux lot 3 pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92) et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à l'entreprise, selon les conditions suivantes :
Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole

Article 4 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux article 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

Article 6 :

Si l'une quelconque des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les Parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des

dispositions de portée équivalente et les plus proches des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à Paris,
en trois exemplaires originaux,
(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvée, bon pour désistement d'instance et renonciation à tout recours »)
le

Pour le compte de l'entreprise	Pour le compte de la Région Ile-de-France Dûment habilitée par la délibération de la Commission Permanente n° CP du xxxx

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, représentée par sa Présidente en exercice, domiciliée en cette qualité 33 rue Barbet de Jouy – 75007 Paris, dûment habilité à cet effet, par délibération de la Commission Permanente n° CP xxxx du xxxx.

Ci-après désignée « La Région Île-de-France »,

D'UNE PART,

ET :

L'entreprise ID VERDE, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro Siret 339 609 661 01178 et dont le siège social est situé 28 rue Jacques Ibert – 92300 LEVALLOIS-PERRET, représentée par la société ARMORICA, en qualité de Président, elle-même représentée par Monsieur Hervé LANCON, mandataire du groupe d'entreprises composé de ID VERDE et LINEA BTP.

Ci-après dénommée « Le groupement d'entreprises»

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Île-de-France a été amenée à envisager une opération de restructuration et extension du Lycée René Descartes à Antony (92).
Pour la réalisation de cette opération, la Région Île-de-France, Maître d'Ouvrage, a confié mandat à l'AFTRP (devenue Grand Paris Aménagement) par convention de mandat n°336 MAN DAS 02 notifiée le 04 mars 2003.

Les marchés de travaux ont fait l'objet d'un avis d'appel public à concurrence le 26 mars 2009. Ces marchés montraient le découpage en macrolots suivants :

- Lot 1 : démolition, gros œuvre, désamiantage, menuiseries, cloisons, doublage, faux plafonds, serrurerie et métallerie.
- Lot 2 : clos, couvert.
- Lot 3 : courants forts, courants faibles, incendie.
- Lot 4 : plomberie sanitaire, chauffage, ventilation, climatisation.
- Lot 5 : appareils élévateurs.
- Lot 6 : équipements de cuisine.
- Lot 7 : revêtements de sol et peinture.
- Lot 8 : VRD, espaces verts.

Le marché de travaux n°09-M120-8 relatif au lot 08 a été notifié le 08 janvier 2010 à l'entreprise LINEA BTP et son co-traitant ISS ESPACES VERTS (devenu ID VERDE) par la Région Île-de-France pour un montant de 3 319 900,17 € HT.

La réception des travaux était organisée en phases, permettant la réalisation des travaux en site occupé :

- Phase 1 : construction de la nouvelle restauration et installation des bâtiments modulaires d'enseignement.
- Phase 2 : réhabilitation de la partie 1 du bâtiment enseignement et du gymnase 1, réalisation des premiers extérieurs.
- Phase 3 : réhabilitation de la partie 2 du bâtiment enseignement et des gymnases 2 et 3, finition des extérieurs.

Des avenants à ce marché ont été conclus avec l'entreprise :

- Avenant 1 – 229 853,57 € HT – 6.92% d'augmentation – notifié le 11 octobre 2013.

Cet avenant avait pour objet :

- Prise en compte des demandes de la maîtrise d'ouvrage et des aléas techniques ayant fait l'objet d'une fiche de travaux modificatifs validée entre le 31 mars 2012 et le 15 avril 2013.
- Prolongation des délais de 37 semaines motivée par :
  - la répercussion du retard lié au désamiantage de la phase 2 sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 23 semaines du marché initial.
  - La répercussion du retard lié au désamiantage de la phase 3 sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 10 semaines du marché initial.
  - La répercussion du retard lié aux intempéries sur l'intégralité du chantier, induisant une prolongation de délais de 4 semaines du marché initial sans incidence financière. Ces 4 semaines sont liées aux jours d'intempéries au-delà des estimations prévues par le CCAP (conditions climatiques dégradées entre novembre 2010 et janvier 2011, puis entre décembre 2011 et février 2012).

- Avenant 2 – 40 956,81 € HT – 1.23% d'augmentation (soit 8.15 % tous avenants cumulés) – notifié le 03 mars 2014.

Cet avenant avait pour objet :

- Prise en compte des demandes de la maîtrise d'ouvrage et des aléas techniques postérieurs au 15 avril 2013.
- Prolongation des délais de 21 semaines motivée par :
  - 7 semaines liées à la réalisation des travaux de désamiantage et travaux complémentaires.
  - 10 semaines liées à la réalisation des travaux relatifs à la tour logement.
  - 4 semaines de jours d'intempéries au-delà des estimations prévues par le CCAP (conditions climatiques dégradées entre novembre 2010 et janvier 2011, puis entre décembre 2011 et février 2012, puis entre décembre 2012 et mars 2013 engendrant 8 semaines d'intempéries supplémentaires constatées au 31/08/2013, dont 4 semaines avaient déjà été intégrées à l'avenant précédent).

- Avenant 3 – notifié le 11 octobre 2013.

Cet avenant avait pour objet la prise en compte de la nouvelle appellation de la société ISS ESPACES VERTS, cotraitant du marché, en ID VERDE et son changement d'actionnaires.

- Avenant 4 – notifié le 12 décembre 2015.

Cet avenant avait pour objet le changement de mandataire du groupement : ID VERDE est désormais mandataire du groupement ID VERDE / LINEA BTP.

Le délai initial du marché étant de 37 mois, la réception définitive était envisagée en février 2013.
Les réceptions ont été phasées entre le 22 avril 2011 et le 16 mai 2014 ; cela représente les 58 semaines d'augmentation de délais, notifiées dans les avenants 1 et 2.

A – Exposé de la réclamation

A.1 – Réclamation du groupement d'entreprises

Le groupement d'entreprises a établi un projet de décompte général pour son marché, intégrant un ensemble de réclamations de chantier et les incidences financières de déphasage et prolongation des délais notifiés dans les avenants 1 et 2 au marché. La maîtrise d'ouvrage a souhaité que les incidences financières de déphasage et prolongation des délais soient retirées du décompte général pour être formalisées en mémoire en réclamation, parvenu à Grand Paris Aménagement le 1er juin 2015.

La réclamation porte donc sur les 15 postes suivants :

1) Maintien de l'encadrement de chantier LINEA BTP

L'entreprise demande 58 semaines d'indemnisation, pour un montant de 77 720,00 € HT, décomposé en :

- Responsable exploitation : 34 800,00 € HT.
- Aide conducteur de travaux : 23 200,00 € HT.
- Géomètre : 11 600,00 € HT.
- Assistante administrative : 8 120,00 € HT.

2) Maintien de l'encadrement de chantier ID VERDE

L'entreprise demande 58 semaines d'indemnisation, pour un montant de 39 405,20 € HT, décomposé en :

- Conducteur de travaux : 30 531,20 € HT.
- Assistante administrative : 8 874,00 HT.

3) Décalage puis annulation d'intervention de la cour

LINEA BTP demande l'indemnisation d'une équipe travaux sur une durée de 6 semaines, liée à une intervention retardée de réalisation de la cour principale suite à la non libération des façades, pour un montant de 44 700,00 € HT, décomposé en :

- Chef de chantier : 12 000,00 € HT.
- Chef d'équipe : 9 900,00 € HT.
- Ouvriers (2 maçons) : 18 000,00 € HT.
- Immobilisation matérielle : 4 800,00 € HT.

4) Immobilisation au pied de la tour de logements

Le pied de la tour de logements n'a pu être libéré dans les délais par l'entreprise en charge de l'encapsulage de l'amiante de cette tour de logements. LINEA BTP demande l'indemnisation d'une équipe travaux sur une durée de 6 semaines, pour un montant de 7 450,00 € HT, décomposé en :

- Chef de chantier : 2 000,00 € HT.
- Chef d'équipe : 1 650,00 € HT.
- Ouvriers (2 maçons) : 3 000,00 € HT.
- Immobilisation matérielle : 800,00 € HT.

5) Immobilisation équipe ID VERDE été 2013

Le pied du gymnase côté Nord n'a pu être libéré à temps par l'entreprise titulaire du lot façade. L'entreprise ID VERDE demande 1 semaine d'indemnisation, pour un montant de 16 296,63 € HT, décomposé en :

- Chef de chantier : 1 820,00 € HT.
- Ouvriers : 4 720,00 € HT.
- Chauffeur d'engin : 1 248,00 € HT.
- Immobilisation matérielle : 8 508,63 € HT.

6) Perte d'amortissement ID VERDE

Demande de 27 498,30 € HT liée au retard chantier sur le parking des enseignants.

7) Perte de rendement suite à co-activité

Demande 14 900,00 € HT liée à la réalisation d'une variante de réalisation du parking des enseignants.

8) Modification phasage enrobés du parking

Travaux supplémentaires pour un montant de 7 360,00 € HT.

9) Prolongement installation de chantier LINEA BTP

L'entreprise demande 58 semaines d'indemnisation, pour un montant de 8 700,00 € HT.

10) Prolongement installation de chantier ID VERDE

L'entreprise demande 2 mois d'indemnisation, pour un montant de 4 225,00 € HT.

11) Dépose / repose bordure suite à phasage

Montant de travaux supplémentaires : 3 612,33 € HT.

12) Aménagement voie échelle et accès du personnel
Montant de travaux supplémentaires : 9 442,35 € HT.

13) Travaux d'adaptation des accès au bâtiment E
Montant de travaux supplémentaires : 30 944,12 € HT.

14) Remise en conformité du parking professeur
Montant de travaux supplémentaires : 4 000,00 € HT.

15) Note d'ID VERDE à la commission d'appel d'offre
L'entreprise fait référence à une note à la commission présentant des postes manquants ou erronés dans la DPGF, chiffrés au montant global de 4 449,91 € HT

Ce montant total 300 703,51 € HT a été analysé par la Maîtrise d'œuvre, ci-dessous.

A.2 – Analyse de la Maîtrise d'œuvre

Voici l'analyse point par point de la Maîtrise d'œuvre, selon les termes du marché.

1) Maintien de l'encadrement de chantier LINEA BTP
Les 58 semaines correspondent à la prolongation de délais notifiée dans les avenants 1 et 2. La maitrise d'œuvre a ramené à 50 semaines le délai puisque les 8 autres semaines étaient liées à des intempéries non rémunérées suivant CCAP.
La maitrise d'œuvre a également corrigé les taux journaliers utilisés et maintient sa correction en l'absence de justificatifs de l'entreprise, dans le sens où les indemnités sont pour couvrir les dépenses effectives et non pour créer une marge, aussi les corrections suivantes ont été réalisées :

- Taux journalier de responsable d'exploitation passé de 600 € à 500 €
- Taux journalier aide conducteur gardé à 400 €
- Taux journalier assistante passé de 280 € à 240 €.

La présence supplémentaire d'un géomètre est rejetée, les durées des interventions sur site n'ayant pas été rallongées. La présence d'un aide conducteur de travaux sur 1 journée est ramenée à une demie journée.
En outre, la maitrise d'œuvre a pointé 11 absences préjudiciables lors des réunions de chantier, et déduit ces absences des 50 semaines justifiées.
Le préjudice validé est ramené à 33 300,00 € HT, décomposé en :

- Responsable exploitation : 39 x 500 = 19 500,00 € HT.
- Aide conducteur de travaux : 39 x 1/2 x 400 = 7 800,00 €HT.
- Géomètre : 0.00 € HT.
- Assistante administrative : 50 x ½ x 240 = 6 000,00 €HT.

2) Maintien de l'encadrement de chantier ID VERDE
Les 58 semaines correspondent à la prolongation de délais notifiée dans les avenants 1 et 2. La maitrise d'œuvre a ramené à 50 semaines le délai puisque les 8 autres semaines étaient liées à des intempéries non rémunérées suivant CCAP.
La maîtrise d'œuvre a corrigé les taux journaliers utilisés et maintient sa correction en l'absence de justificatifs de l'entreprise, dans le sens où les indemnités sont pour couvrir les dépenses effectives et non pour créer une marge, aussi les corrections suivantes ont été réalisées :

- Taux journalier de conducteur de travaux passé de 526.40 € à 420 €
- Taux journalier assistante passé de 244.80 € à 240 €.

En outre, la maitrise d'œuvre a pointé 11 absences préjudiciables lors des réunions de chantier, et déduit ces absences des 50 semaines justifiées.

Le préjudice validé est ramené à 22 380,00 € HT, décomposé en :

- Conducteur de travaux : 39 x 420 = 16 380,00 € HT.
- Assistante administrative : 50 x 1/2 x 240 = 6 000,00 € HT.

3) Décalage puis annulation d'intervention de la cour

La maitrise d'œuvre a ramené à 2 semaines le délai puisque le délai demandé de 6 semaines correspondait au délai total de l'intervention, compris les 4 semaines initialement prévues par la prestation commandée par OS 8.22.
Les taux journaliers proposés semblaient quant à eux cohérents.
Le préjudice validé est ramené à 14 900,00 € HT, décomposé en :

- Chef de chantier : 10 x 400 = 4 000,00 € HT.
- Chef d'équipe : 10 x 330 = 3 300,00 € HT.
- Ouvriers (2 maçons) : 10 x 300 x 2 = 6 000,00 € HT.
- Immobilisation matérielle : 10 x (90+70) = 1 600,00 € HT.

4) Immobilisation au pied de la tour de logements

La maitrise d'œuvre a refusé en totalité la demande car LINEA BTP demande une indemnisation d'une semaine pour décalage de prestation sans justifier de date réelle de début d'intervention et alors même qu'elle a pu constater dans l'état des retards du 13/05/2014 que l'entreprise avait bel et bien commencé à intervenir à la bonne date mais s'était mise en retard ultérieurement sur ce poste.
Le préjudice validé est ramené à 0,00 € HT.

5) Immobilisation équipe ID VERDE été 2013

La maitrise d'œuvre valide l'intégralité du poste car il y a bien eu modification du marché dans le sens où la prestation prévue en 1 fois a été scindée pour des raisons OPC / Maitrise d'ouvrage en 2 fois, ce qui a rallongé la durée de l'intervention, et non engendré une immobilisation d'équipe comme demandé par ID VERDE.
Le préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre est de 16 296,63 € HT.

6) Perte d'amortissement ID VERDE

La maitrise d'œuvre a refusé en totalité la demande car ID VERDE demande une indemnisation alors même que le fait générateur de l'impossibilité de travailler sur le parking des enseignants de ID VERDE est LINEA BTP, membre du même groupement, puisqu'il était en retard.
De plus ID VERDE était alors en retard sur la zone terrains de sport et aurait pu reporter son activité sur cette dernière, ce qui ne fut pas le cas.
Le préjudice validé est ramené à 0,00 € HT.

7) Perte de rendement suite à co-activité

La maitrise d'œuvre a refusé en totalité la demande car le groupement demande une indemnisation alors même que le fait générateur est une variante sur le parking ayant fait l'objet de devis, d'ordre de service et d'avenant. L'incidence demandée ici est donc pour la maîtrise d'œuvre implicitement intégrée dans le devis.
Le préjudice validé est ramené à 0,00 € HT.

8) Modification phasage enrobés du parking

La maitrise d'œuvre a validé en totalité la demande mais signalé que cette dernière était déjà intégrée dans le devis traité dans le cadre des OS ou travaux complémentaires.
Le préjudice validé est ramené à 0,00 € HT.

9) Prolongement installation de chantier LINEA BTP

Les 58 semaines correspondent à la prolongation de délais notifiée dans les avenants 1 et 2. La maitrise d'œuvre a ramené à 50 semaines ce délai puisque les 8 autres semaines étaient liées à des intempéries non rémunérées suivant CCAP. Les 50 autres semaines correspondent
Les coûts journaliers sont cohérents.
La maitrise d'œuvre a validé en totalité la demande en la ramenant à 50 semaines.
Le préjudice validé est ramené à 7 500,00 € HT.

10) Prolongement installation de chantier ID VERDE

L'entreprise demande 2 mois d'indemnisation, ce que la maitrise d'œuvre valide.
Les coûts journaliers sont cohérents.
Le préjudice validé est de 4 225,20 € HT.

11) 12) 13) 14) Travaux supplémentaires divers

Ces travaux supplémentaires sont intégrés au Décompte général de l'entreprise. Ils ont effectivement été réalisés, et peuvent être rémunérés par application d'une balance financière liée aux moins values et réfactions également intégrées dans le Décompte général.
Le préjudice validé est ramené à 0,00 € HT.

15) Note d'ID VERDE à la commission d'appel d'offre

L'entreprise fait ici référence à une note à la commission présentant des postes manquants ou erronés dans la DPGF. Cette note n'est pas recevable puisque l'entreprise est responsable des quantités qu'elle renseigne dans la DPGF et aurait dû les modifier à ce titre sans réaliser cette note, qui, de surcroit, si elle avait été transmise en son temps à la Maîtrise d'œuvre, aurait fait l'objet d'une offre non conforme.
Le préjudice validé est ramené à 0,00 € HT.

Soit un préjudice global validé par la Maîtrise d'œuvre à hauteur de 98 601,83 € HT.

B – Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Sur la base de l'analyse de la Maîtrise d'œuvre, et suite aux négociations et mises au point, les services de la Région Ile-de-France ont proposé à l'entreprise, par l'intermédiaire de son mandataire, l'indemnisation des chefs de préjudice et des montants suivants :

Indemnisation à hauteur de 82 305,20 € HT, soit l'ensemble du préjudice validé par la Maîtrise d'œuvre (98 601,83 € ht) minoré du montant du point 5. En effet, le montant de 16 296,63 € HT n'est pas justifié car, même si la prestation a été scindée en deux et a, en durée, été rallongée, cela n'a pas engendré une mobilisation d'équipe comme le demande ID VERDE.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à l'exécution du marché de travaux du lot 8 pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92) afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

En règlement des litiges exposés en préambule du présent protocole, la Région Ile-de-France accepte de régler à l'entreprise la somme globale, forfaitaire et définitive de 82 305,20 € HT, soit 98 766,24 € TTC.

En contrepartie, l'entreprise abandonne irrévocablement toute demande, réclamation ou contestation que ce soit à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire Grand Paris Aménagement au titre de l'exécution et du règlement financier de son marché de travaux pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92).

L'entreprise déclare ainsi être pleinement remplie de ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux lot 8 pour l'extension et la restructuration du lycée René Descartes à Antony (92) et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à l'entreprise, selon les conditions suivantes :
Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole

Article 4 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux article 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

Article 6 :

Si l'une quelconque des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les Parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des

dispositions de portée équivalente et les plus proches des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à Paris,
en trois exemplaires originaux,
(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvée, bon pour désistement d'instance et renonciation à tout recours »)
le

Pour le compte de l'entreprise	Pour le compte de la Région Ile-de-France Dûment habilitée par la délibération de la Commission Permanente n° CP du xxxx

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-125

DU 8 MARS 2017

LYCEE JULES-HARDOUIN MANSART A SAINT-CYR-L'ECOLE (78)

TRAVAUX DE RESTRUCTURATION D'ENSEMBLE ET EXTENSION

HABILITATION DE LA PRESIDENTE A SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L'ATELIER JEAN-FRANÇOIS LAURENT, MANDATAIRE DU GROUPEMENT « ATELIER JEAN FRANÇOIS LAURENT ET BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES INCET », TITULAIRE DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE N°06-3711

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'éducation ;
VU Le code civil, notamment ses articles 2044 et suivants et 2052 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010
VU Le budget 2017 de la Région et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement» ;
VU Les délibérations n° CP 03-812 du 27 novembre 2003, n° CP 04-821 du 02 décembre 2004, n° CP 12-696 du 21 novembre 2012, n° CP 13-188 du 4 avril 2013, CP 14-127 du 30 janvier 2014, n° CP 14-273 du 10 avril 2014, n° CP 15-205 du 9 avril 2015, n° CP 15-434 du 9 juillet 2015, n° CP 15-329 du 8 octobre 2015 et n° CP 16-417 du 21 septembre 2016 affectant un montant total d'autorisations de programme de 47 913 279 € pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée Jules-Hardouin Mansart à Saint-Cyr l'Ecole ;

VU La convention de mandat n°362 MAN DAS 05 notifiée à la SEMAEST le 14 février 2005 ;
VU Le marché n° 06-3711 notifié le 31 octobre 2006 au groupement Jean-François Laurent (mandataire)/ INCET et ses avenants ;
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances,
VU Le rapport CP 2017-125 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve le protocole transactionnel, ci-annexé, relatif au marché de maîtrise d'œuvre n° M 06-3711 notifié le 31 octobre 2006 au groupement Jean-François Laurent (mandataire)/ INCET, concernant la restructuration d'ensemble et l'extension du Lycée Jules-Hardouin Mansart à Saint Cyr L'Ecole (78), et autorise la présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 2 :

Affecte un complément d'autorisations de programme de 132 891 € prélevé sur le budget 2017 figurant sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics »

programme HP 222-004 « rénovation des lycées publics » action « rénovation des lycées publics » (12200401) pour cette opération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP n°-15-125 de la Commission Permanente en date du 8 mars 2017 et domicilié en cette qualité 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

D'UNE PART,

ET :

Le Maître d'œuvre représenté par Jean François Laurent, mandataire du groupement Atelier Jean François Laurent et Bureau d'Etudes Techniques INCET

Ci-après dénommée « Le Maître d'Œuvre »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Ile-de-France, Maître d'Ouvrage, a décidé de confier mandat à la SEMAEST, pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée Jules-Hardouin Mansart à Saint-Cyr-l'Ecole (78)

La convention n°362 MAN DAS 05, signée entre les intéressés et notifiée le 24/01/2005, formalise cette décision.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été attribué à l'issue d'un concours au groupement atelier Jean François Laurent et Bureau d'études INCET (CP 06-696 du 21/09/2006) pour un montant provisoire de 2 472 000€ HT

Ce marché a eu plusieurs modifications et compléments.

Avenant 1

Un avenant 1 a été notifié au Maître d'œuvre Conformément à l'article 4.3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) du marché initial, le programme de l'opération a été complété par la mise en œuvre de prestations complémentaires.

Augmenté de 350 785,50 € HT, le nouveau montant prévisionnel des travaux a été de 24 350 785,50€ HT. Les études jusqu'au stade de l'APD inclus ayant été validées et réglées, la rémunération complémentaire intervient du stade du PRO jusqu'à la fin de la mission.

Proportionnellement à l'augmentation des travaux sur les 68% d'honoraires restants, la mission a été augmentée de 45 929,86€ HT.

La rémunération de la mission de base a été portée à 2 350 830,14€ H.T. créant un nouveau taux de rémunération par rapport au nouveau montant des travaux (24 530 785,50 € H.T.), de 9,58 %.

Les missions complémentaires sont passées de 156 000€HT à 167 099,72 € HT du fait de la mission complémentaire (études complémentaires) le forfait définitif de rémunération est porté à 2 517 929,87 € H.T. créant une augmentation par rapport au marché initial de 1,86 %.

Avenant 2

Un avenant 2 a été notifié au Maître d'œuvre le 19/05/2013 pour un montant de 420 390,13€ correspondant aux aléas et modifications rendues nécessaires en cours de travaux.

A/Travaux de désamiantage complémentaire.

Les sondages destructifs réalisés après libération des locaux et avant travaux (Août 2010, juillet et septembre 2012) ont fait apparaître la présence d'amiante sur des localisations et dans des quantités plus importantes que prévus dans les diagnostics initiaux. L'amiante est présente dans les joints périmétriques des allèges, les colles des faïences murales et plinthes et dans les joints de vitrages des ateliers SHED.

Le désamiantage complémentaire de la phase 1 du chantier traité dans l'avenant 1 de l'entreprise Demathieu et Bard est de 1 144 481,31€ Ht (devis 02c, 13,14 ,33 validés dans l'avenant 1 du marché de l'entreprise Demathieu et Bard) .

Le désamiantage complémentaire à réaliser pour la phase 2/3 objet de l'avenant 2 de l'entreprise Demathieu et Bard en cours est de 600 252,25€ HT (devis 45a, 45b ,45c, 50).

Cette prestation complémentaire se décompose de la façon suivante :

- la rédaction des documents ;
- L'assistance aux contrats de travaux ;
- Visa ;
- Le contrôle général des travaux étant compris dans la mission DET prolongée au paragraphe 3.

Le taux applicable sur le montant HT des travaux est arrêté à 4% soit un montant d'honoraires de **69 789,34 € HT.**

B/Modification de programme et travaux complémentaires

La modification de programme et les modifications de travaux résultant d'adaptation et de demandes complémentaires de la maîtrise d'ouvrage ont entraîné des études et travaux complémentaires listés ci-dessous (n° devis, objet, montant € HT)

-Demandes du maître d'œuvre validées par le maître d'ouvrage :

07	Déplacement des armoires électriques	8 950,00
08	Remplacement des fondations des bâtiments existants par plateforme	-3 275,24
09	Travaux d'éclairage supplémentaire extérieur	11 687,36
11-2	Modification et raccordement du réseau chauffage de l'école militaire	76 030,00
35	Cloisons des logements	10 113,80

-Demandes du maître d'ouvrage :

10	Commande par clef des ascenseurs	1 050,00
15-C	Modification du programme	277 176,39
19	Modification phasage et bâtiment provisoires	401 225,00
23-D	Suppression d'un logement	-81 101,61
24	Suppression du parement stratifié des portes intérieures	-21 274,00
27	Eclairage extérieur provisoire	3 918,88
31	Modification des clés d'accès aux salles	21 036,96
32 B	Installation de bornes DECT	14 616,43
34	Vidéophone utilisateurs	6 150,00
36	Incidence suppression d'une ligne de self	-461,55
37	Prises informatiques supplémentaires dans les bâtiments démontables Bât D	7 367,12
38	Protection cheminées des logements	2 760,00
39	Prises informatiques supplémentaires dans le local 3CC2	1 952,85
41	Aménagement cuisines et placards des logements	12 670,00
43	Adaptations pour le fonctionnement de l'établissement en phase 2/3 du chantier	48 533,60
46A	Améliorations dans les logements	15 859,73

Montant des travaux retenus pour le calcul des honoraires (hors amiante) 814 985,72 €

Sur ces travaux il est appliqué le taux contractuel de 9,65 % ramené à 6,5% soit un montant d'honoraires en demande de **52 974,07 €HT**

C/ Modifications du phasage, réorganisation du chantier et allongement de délai.

La maîtrise d'œuvre a étudié le phasage pour réduire l'impact de 16 mois et 15 jours de délai prolongé des travaux de désamiantage complémentaire en phase 1 du chantier. Les phases 2 et 3 ont été regroupées en une seule phase qui a permis un gain de 12 mois et demi réduisant ainsi l'impact du désamiantage complémentaire à 4 mois.. Ceci a entraîné pour le maître d'œuvre études, réunion, vérification de la faisabilité avec les entreprises. Le montant des honoraires relatifs à cette prestation est de 30 000€ HT forfaitaire .

D'autre part le désamiantage complémentaire en phase 2 entraine un allongement de la durée du chantier. Au total par rapport à la durée contractuelle, la durée du chantier est allongée de 18 mois en phase DET ramenée à 16 mois pour le calcul des honoraires complémentaires soit

-durée initiale du chantier : 36 mois

-montant de la phase DET initiale : 602 960,00€HT soit 602 960,00/36 = 16 726,67 € HT mensuel.

-prolongation du délai de la phase DET : 18 mois ramené à 16 mois soit 16762,67 x 16 =267 626,72 € HT

Soit un total pour les modifications de phasage, la réorganisation du chantier et l'allongement du délai de **297 626,72€HT**

Cet avenant 2 représente 17% de la rémunération initiale soit au total avec l'avenant 1 une augmentation de rémunération de 18,86 %.

Marché complémentaire

La cuisine neuve ayant été sinistrée suite à une mauvaise manipulation par une entreprise chargée du nettoyage final créant un contentieux avec expertise judiciaire.

Pour la remise en état de la cuisine sinistrée un marché complémentaire de maîtrise d'œuvre a été confiée au groupement Atelier Jean François Laurent / INCET pour un montant de 76 950,00€ HT notifié le 22/07/2015.

A –DEMANDE INITIALE D'INDEMNISATION DU MAITRE D'ŒUVRE

La fin de chantier et les évènements postérieurs à la notification de l'avenant 2 non pris en compte ci-dessus conduisent le maître d'œuvre à demander une rémunération complémentaire

Le mémoire explicatif et technique de la maîtrise d'œuvre du 30 mars 2015 expose l'historique et les incidences constatées des travaux complémentaires des entreprises DEMATHIEU & BARD et WATELET TP et la prolongation du délai d'exécution des travaux.

Ce document distingue 3 postes identifiés correspondant à 3 demandes d'honoraires complémentaires :

1) Travaux complémentaires de DEMATHIEU & BARD.

2) Travaux complémentaires de WATELET TP.

3) Incidences suivi de chantier suite à la prolongation du délai.

1. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES DE DEMATHIEU & BARD

Le maître d'ouvrage a jugé indispensable un certain nombre de prestations complémentaires au marché de l'entreprise DEMATHIEU & BARD résultant de modifications survenues en cours de chantier, à savoir :

- Les prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014,
- Les modifications de programme et travaux complémentaires suite à l'évolution des besoins,
- Les adaptations rendues nécessaires suite au sinistre de la cuisine bâtiment D,
- Les travaux réalisés sans devis, valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

A. Les prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014

Les devis concernés par les prescriptions des commissions de sécurités sont :
Réalisation de locaux refuges (Devis n° 63A).....10 688,44 € HT
Ajout de diffuseurs lumineux dans les sanitaires et leurs sas
(Devis n° 101A).....27 670,00 € HT
Création de locaux refuges supplémentaires (Devis n° 103).....24 876,09 € HT

SOUS-TOTAL A .....63 234,53 € H.T

B. Travaux « aléas divers de chantier »

□ *Aléas techniques non prévisibles :*

Réalisation d'une recharge fibrée dans la salle à manger bâtiment A2
(Devis n° 75) .....5 970,00 € HT
Déplacement des sanitaires parvis (Devis n° 80) .....8 112,13 € HT
Alimentation eau froide provisoire du bâtiment D (Devis n° 81) .....3 720,00 € HT
Plus-value pour descente EP supplémentaire (Devis n° 89) .....957,48 € HT
Dépose du parquet du logement L3B (Devis n° 93) .....2 615,68 € HT

□ *Propositions du maître d'oeuvre acceptées par le maître d'ouvrage :*

Reprise des crémones salles SVT et C10 (Devis n° 58C)
Modification des panneaux d'affichage extérieurs (Devis n° 69)
Sup. des panneaux d'affichage intérieurs (Devis n° 73)
Sup. vidéophone et commande d'ouverture depuis logement L4 (Devis n° 74)
Réal. de caniveaux portes d'accès à la cuisine façade nord (Devis n° 77B)
Suppression de la grille de rejet sur les sanitaires extérieurs (Devis n° 88)
Fourniture et pose d'un garde-corps escalier chaufferie (Devis n° 94)
Fourniture et pose d'un garde-corps à l'extrémité de la verrière (Devis n° 98)
Caillebotis au droit du mur rideau de la passerelle bât. B/C (Devis n° 100)

□ *Adaptations rendue nécessaires suite au sinistre dans la cuisine :*

Mise en œuvre d'un cloisonnement provisoire suivant DC127 (Devis n° 90) ..... 7 513,36 € HT
Création de vestiaires indépendants provisoires pour les agents (Devis n° 99B) ..... 7 162,91 € HT

SOUS-TOTAL B ..... 45 019,82 € HT

C. Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage

Ajout de siphons de sol dans les locaux ménages (Devis n° 66) ..... 1 271,15 € HT
Kitchenette local détente agents (Devis n° 82) ..... 927,00 € HT
Modifications électriques salle A103 (Devis n° 83) ..... 3 532,56 € HT
Ajout d'éclairage sous casquette entre les bâtiments B et C (Devis n° 86) ..... 3 006,30 € HT
Remise en état des sanitaires ALGECO (Devis n 95) ..... 1 788,80 € HT

SOUS-TOTAL C ..... 10 525,81 € HT

D. Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation

□ *Aléas techniques non prévisibles :*

Travaux supplémentaires liés à la mauvaise implantation du réseau AEP coté Est
Travaux supplémentaires de démolition de dalle béton sous le bâtiment Atelier
Portail by-pass et clôtures pour l'aménagement de l'accès arrière

□ *Prestations demandées par le maître d'œuvre :*

Démolition d'un linteau en béton blanc pour création d'un accès pompier
Solde de l'aménagement des cuisines et placards des logements de fonction

□ *Adaptations rendues nécessaires suite aux modifications de phasage :*

Changement de méthodologie pour la démolition du pignon A1
Aménagement provisoire pour l'accès au réfectoire définitif depuis la cour d'élèves

SOUS-TOTAL D ..... 60 109,30 € HT

RECAPITULATIF TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DEMATHIEU & BARD :

A. Les prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014	63 234,53 €	HT
B. Travaux « aléas divers de chantier »	45 019,82 €	HT
C. Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage	10 525,81 €	HT
D. Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation	60 109,30 €	HT
**TOTAL H.T. de l'avenant assujetti à honoraires supplémentaires	**178 889,46 €**	**HT**
T.V.A.	35 777,89 €	
TOTAL T.T.C.	214 667,35 €	TTC

INCIDENCE SUR HONORAIRES MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Honoraires supplémentaires sur la base du contrat à 9,65 % ramené à 6,5 % .....
conformément aux accords prix à la signature de l'avenant de maîtrise d'œuvre n° 2 (A, B, C et D). **11 627,81 € HT**

2. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES DE WATELET TP

Le maître d'ouvrage a jugé indispensable un certain nombre de prestations complémentaires au marché de l'entreprise WATELET TP résultant de modifications survenues en cours de chantier, à savoir :

- □ Travaux modificatifs liés à des aléas techniques,
- □ Travaux modificatifs liés à des modifications de programme,
- □ Travaux modificatifs liés à des demandes de la maîtrise d'œuvre,
- □ Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage.

A. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques

Modification de phasage : Devis n° 4 et 5.....7200,00 € + 7 882,00 € soit 15 082,00 € HT
Déplacement d'une chambre de tirage : Devis n° 15.....390,00 € HT
Conséquences du déminage : Devis n° 20, 21 et 31.....4 805,85 € + 1200 € + 4 588 € soit 10 593,85 € HT
Travaux de modification du réseau primaire de chaleur : Devis n° 22.....21 975,84 € HT
Réalisation d'un mur de soutènement : Devis n° 24 .....26 685,30 € HT
Structure drainante des jardins et des logements : Devis n° 28 .....12 754,80 € HT
Abattage d'arbres morts : Devis n° 51 .....4 752,00 € HT
Replantation d'arbres dégradés : Devis n° 52 .....9 807,24 € HT

SOUS-TOTAL A .....102 041,03 € HT

B. Travaux modificatifs liés à des modifications de programme

Modification du tracé du collecteur d'assainissement (Bilan financier du 27/10)
Suppression du plateau sportif (Bilan financier du 27/10)
Modification de programme (Bilan financier du 27/10)
Réalisation d'un revêtement de sol provisoire : Devis n° 27 et 35

SOUS-TOTAL B .....- 138 382,50 € HT

C. Travaux modificatifs liés à des demandes de la maîtrise d'œuvre

Drainage et collecte des eaux du ruissellement surabondantes des patios : Devis n° 9 et 13.
Candélabres supplémentaires : Devis n° 17

SOUS-TOTAL C .....30 026,04 € HT

D. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage

Point de puisage supplémentaire : Devis n° 11 .....6 007,00 € HT
Clôture logements : Devis n° 14 .....8 626,20 € HT
Accès élèves et stockage conteneurs de poubelles : Devis n° 29.....22 925,50 € HT
Claustra, haie bocagère et plantations : Devis n° 37 .....17 495,40 € HT
Modification du type de plantation des patios : Devis n° 40.....9 756,35 € HT
Modification du type de plantation des talus des logements : Devis n° 41 .....4 390,00 € HT
Portillons en clôture des logements : Devis n° 46.....5 500,00 € HT

SOUS-TOTAL D .....74 700,45 € HT

RECAPITULATIF TRAVAUX COMPLEMENTAIRES WATELET TP :

A. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques	102 041,03 €	HT
B. Travaux modificatifs liés à des modifications de programme	- 138 382,50 €	HT
C. Travaux modificatifs liés à des demandes de la maîtrise d'œuvre	30 026,04 €	HT
D. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage	74 700,45 €	HT
TOTAL H.T. de l'avenant assujetti à honoraires supplémentaires	**68 385,02 €**	**HT**
T.V.A.	13 677,00 €	
TOTAL TTC	82 062,02 €	TTC

INCIDENCE SUR HONORAIRES MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Honoraires supplémentaires sur la base du contrat à 9,65 % ramené à 6,5 % conformément aux accords prix à la signature de l'avenant de maîtrise d'œuvre n° 2 ..... **5 334,03 € HT ***

*** Suite à une erreur de calcul, ce montant est porté à 68 385,02 x 6,5 % = 4 445,03 € HT**

3. INCIDENCES SUIVI DE CHANTIER SUITE À LA PROLONGATION DU DÉLAI

Délai initial du Marché de travaux TCE	36 mois
Délai global des travaux TCE après avenant n°2	52 mois
Nouveau délai incluant l'incidence de l'avenant n°3	60 mois
Conclusion : **Supplément du délai de chantier par rapport au délai de l'avenant n°2**	**8 mois**

INCIDENCE SUR HONORAIRES DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Cette incidence a pour conséquence le rallongement de l'intervention de la maîtrise d'œuvre en phase DET. Les honoraires correspondants au rallongement du délai sont calculés au prorata du marché de base, à savoir :

DET (*Marchés de base*).....615 479,05 € HT
DET (*Avenant n°2*).....297 626,72 € HT

TOTAL DET .....913 105,77 € HT pour 52 mois
Soit.....17 559,73 € HT pour 1 mois

Honoraires liés à la prolongation du suivi de chantier : .....**8 mois x 17 559,73 € = 140 477,84**

4. RECAPITULATIF

	Montant HT des travaux supplémentaires indiqués dans le mémoire en réclamation	**Montant HT de la rémunération supplémentaire demandée par le maître d'œuvre**
1. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES DE DEMATHIEU & BARD		
A. Prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014	63 234,53 €	
B. Travaux « aléas divers de chantier »	45 019,82 €	
C. Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage	10 525,81 €	
D. Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation	60 109,30 €	
Sous-total	**178 889,46 €**	**11 627,81 €**
		soit 6,5% + 3 565,00 €
2. TRAVAUX WATELET		
A. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques	102 041,03 €	
B. Travaux modificatifs liés à des modifications de programme	-138 382,50 €	
C. Travaux modificatifs liés à des demandes de la maîtrise d'œuvre	30 026,04 €	
D. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage	74 700,45 €	
Sous-total	**68 385,02 € HT**	**4 445,03 €**
		soit 6,5%
3. PROLONGATION DU DELAI	8 mois x 17 559,73 € HT	**140 477,84 €**
TOTAL		**156 550,68 €**

Suite à l'analyse de ce mémoire effectuée par le mandataire de la région Ile-de-France, le maître d'œuvre a été invité à revoir ses réclamations en faisant certaines concessions sur ses demandes initiales. Un nouveau mémoire a par conséquent été remis au mois de mai 2016.

B – NOUVELLE DEMANDE D'INDEMNISATION DU MAITRE D'ŒUVRE

Le mémoire explicatif et technique de la maîtrise d'œuvre du 9 mai 2016 expose l'historique et les incidences constatées des travaux complémentaires des entreprises DEMATHIEU & BARD et WATELET TP et la prolongation du délai d'exécution des travaux.

Ce document distingue 3 postes identifiés correspondant à 3 demandes d'honoraires complémentaires :

1) Travaux complémentaires de DEMATHIEU & BARD.

2) Travaux complémentaires de WATELET TP.

3) Incidences suivi de chantier suite à la prolongation du délai.

1. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES DE DEMATHIEU & BARD

Le maître d'ouvrage a jugé indispensable un certain nombre de prestations complémentaires au marché de l'entreprise DEMATHIEU & BARD résultant de modifications survenues en cours de chantier, à savoir :

□ Les prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014,

□ Les modifications de programme et travaux complémentaires suite à l'évolution des besoins,

□ Les adaptations rendues nécessaires suite au sinistre de la cuisine bâtiment D,

□ Les travaux réalisés sans devis, valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

A. Les prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014

Les devis concernés par les prescriptions des commissions de sécurités sont :
Réalisation de locaux refuges (Devis n° 63A).....10 688,44 € HT
Ajout de diffuseurs lumineux dans les sanitaires et leurs sas
(Devis n° 101A).....27 670,00 € HT
Création de locaux refuges supplémentaires (Devis n° 103).....24 876,09 € HT

SOUS-TOTAL A .....63 234,53 € H.T.

B. Travaux « aléas divers de chantier »

□ *Aléas techniques non prévisibles :*

Réalisation d'une recharge fibrée dans la salle à manger bâtiment A2
(Devis n° 75) .....5 970,00 € HT
Déplacement des sanitaires parvis (Devis n° 80) .....8 112,13 € HT
Alimentation eau froide provisoire du bâtiment D (Devis n° 81) .....3 720,00 € HT
Plus-value pour descente EP supplémentaire (Devis n° 89) .....957,48 € HT
Dépose du parquet du logement L3B (Devis n° 93) .....2 615,68 € HT

□ *Adaptations rendue nécessaires suite au sinistre dans la cuisine :*

Mise en œuvre d'un cloisonnement provisoire suivant DC127 (Devis n° 90) .....7 513,36 € HT
Création de vestiaires indépendants provisoires pour les agents (Devis n° 99B) .....7 162,91 € HT

SOUS-TOTAL B .....36 051.56 € HT
Dans le mémoire en réclamation du maître d'œuvre, ce montant est de 36 021,56 € HT suite à une erreur de calcul. Le montant a donc été corrigé.

C. Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage

Ajout de siphons de sol dans les locaux ménages (Devis n° 66) .....1 271,15 € HT
Kitchenette local détente agents (Devis n° 82).....927,00 € HT
Modifications électriques salle A103 (Devis n° 83).....3 532,56 € HT
Ajout d'éclairage sous casquette entre les bâtiments B et C (Devis n° 86).....3 006,30 € HT
Remise en état des sanitaires ALGECO (Devis n 95) .....1 788,80 € HT

SOUS-TOTAL C .....10 525,81 € HT

D. Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation

□ *Aléas techniques non prévisibles :*

Travaux supplémentaires liés à la mauvaise implantation du réseau AEP coté Est
Travaux supplémentaires de démolition de dalle béton sous le bâtiment Atelier
Portail by-pass et clôtures pour l'aménagement de l'accès arrière

□ *Prestations demandées par le maître d'œuvre :*

Démolition d'un linteau en béton blanc pour création d'un accès pompier
Solde de l'aménagement des cuisines et placards des logements de fonction

□ *Adaptations rendues nécessaires suite aux modifications de phasage :*

Changement de méthodologie pour la démolition du pignon A1
Aménagement provisoire pour l'accès au réfectoire définitif depuis la cour d'élèves

SOUS-TOTAL D .....60 109,30 € HT

E. Travaux de mise en place d'une cuisine provisoire

Travaux nécessaires pour réaliser une cuisine provisoire suite aux dégradations occasionnées sur la cuisine du projet du lycée.

- □ Etudes complémentaires : pièces écrites, plans d'installation, plans techniques.
- □ Synthèse : phasage, circuit, sécurité incendie.
- □ Réunions : utilisateurs, maîtrise d'œuvre, Demathieu & Bard.
- □ Dépose (cuisine provisoire), démolitions complémentaires (mur CF 2H, rampes), OPR en même temps.

SOUS-TOTAL E .....263 007,00 € HT

RECAPITULATIF TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DEMATHIEU & BARD :

A. Les prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014	63 234,53 €	HT
B. Travaux « aléas divers de chantier »	36 051.56 €	HT
C. Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage	10 525,81 €	HT
D. Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation	60 109,30 €	HT
E. Travaux de mise en place d'une cuisine provisoire	*263 007,00 €*	HT
.....	(Non compris dans le calcul)	
TOTAL H.T. de l'avenant assujetti à honoraires supplémentaires	**169 921,20 €**	**HT**
T.V.A.	33 984,24 €	
TOTAL T.T.C.	203 905,44 €	TTC

INCIDENCE SUR HONORAIRES MAÎTRISE D'ŒUVRE :

A.B.C et D : Honoraires supplémentaires sur la base du contrat à 9,65 % ramené à 6,5 % ..... conformément aux accords prix à la signature de l'avenant de maîtrise d'œuvre n° 2 (A, B, C et D) .**11 044,88 € HT**
E : Honoraires relatifs aux études, synthèse et réunion relatifs aux travaux de mise en place d'une ..... cuisine provisoire ..... **3 565,00 € HT**

TOTAL .....14 609,88 € HT

2. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES DE WATELET TP

Le maître d'ouvrage a jugé indispensable un certain nombre de prestations complémentaires au marché de l'entreprise WATELET TP résultant de modifications survenues en cours de chantier, à savoir :

- □ Travaux modificatifs liés à des aléas techniques,
- □ Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage.

E. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques

Modification de phasage : Devis n° 4 et 5. ..... 7200,00 € + 7 882,00 € soit 15 082,00 € HT
Déplacement d'une chambre de tirage : Devis n° 15 ..... 390,00 € HT
Conséquences du déminage : Devis n° 20, 21 et 31 ..... 4 805,85 € + 1200 € + 4 588 € soit 10 593,85 € HT
Travaux de modification du réseau primaire de chaleur : Devis n° 22 ..... 21 975,84 € HT
Réalisation d'un mur de soutènement : Devis n° 24 ..... 26 685,30 € HT
Structure drainante des jardins et des logements : Devis n° 28 ..... 12 754,80 € HT
Abattage d'arbres morts : Devis n° 51 ..... 4 752,00 € HT
Replantation d'arbres dégradés : Devis n° 52 ..... 9 807,24 € HT

SOUS-TOTAL A ..... 102 041,03 € HT

B. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage
Point de puisage supplémentaire : Devis n° 11 ..... 6 007,00 € HT
Clôture logements : Devis n° 14 ..... 8 626,20 € HT
Accès élèves et stockage conteneurs de poubelles : Devis n° 29 ..... 22 925,50 € HT
Claustra, haie bocagère et plantations : Devis n° 37 ..... 17 495,40 € HT
Modification du type de plantation des patios : Devis n° 40 ..... 9 756,35 € HT
Modification du type de plantation des talus des logements : Devis n° 41 ..... 4 390,00 € HT
Portillons en clôture des logements : Devis n° 46 ..... 5 500,00 € HT

SOUS-TOTAL D ..... 74 700,45 € HT

RECAPITULATIF TRAVAUX COMPLEMENTAIRES WATELET TP :

A. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques ..... 102 041,03 € HT
B. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage ..... 74 700,45 € HT

TOTAL H.T. de l'avenant assujetti à honoraires supplémentaires ..... 176 741,48 € HT
T.V.A. ..... 35 348,30 €
TOTAL TTC ..... 212 089,77 € TTC

INCIDENCE SUR HONORAIRES MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Honoraires supplémentaires sur la base du contrat à 9,65 % ramené à 6,5 % conformément aux accords prix à la signature de l'avenant de maîtrise d'œuvre n° 2 ..... **11 488,20 € HT**

3. INCIDENCES SUIVI DE CHANTIER SUITE À LA PROLONGATION DU DÉLAI

Prolongation délai suivant avenants DEMATHIEU & BARD

- □ Délai initial Marché de travaux TCE .....36 mois
- □ Avenant 1 – Demathieu & Bard.....36 + 4 mois .....40 mois.....31.10.2013
- □ Avenant 2 – Demathieu & Bard.....40+12 mois.....52 mois.....15.10.2014
- □ Avenant 3 – Demathieu & Bard.....52 + 2 mois.....54 mois.....31.12.2014

Prolongation délai Maîtrise d'oeuvre

- □ Délai initial Marché de travaux TCE .....36 mois
- □ Avenant 1 – Maîtrise d'oeuvre.....36 + 16 mois .....52 mois.....15.10.2014
- □ Prolongation travaux bâtiments (D&B).....52 + **2 mois**.....54 mois.....31.12.2014

Conclusion :
Supplément du délai chantier (accordé par Avenant 3 à Demathieu & Bard)
prolongeant le délai pour les bâtiments d'Octobre à Décembre 2014 .....**2 mois**

Prolongation de délai liée aux conséquences du sinistre Cuisine sur travaux VRD / Espaces extérieurs

Le sinistre Cuisine - outre les travaux intérieurs de reprise de la cuisine prévus dans le cadre d'un marché complémentaire - entraîne un phasage nécessitant des études de fonctionnement provisoire (circuits, sécurité incendie, co-activité), des suivis de travaux en plusieurs temps et différentes étapes de mise à disposition.

En effet, la restauration a dû se poursuivre alors que la cuisine définitive était fermée.

Pour ce faire, les VRD notamment ont dû s'adapter en réalisant partiellement certaines surfaces pour permettre le bon fonctionnement de la restauration alors que d'autres zones ne pouvaient être achevées en raison de la mise en place d'une cuisine provisoire et de la conservation d'un transformateur existant voué à être démoli.

Ces zones ne pourront être exécutées qu'après fin des travaux de la cuisine définitive et nécessiteront une reprise totale de la chaussée (fond de forme + enrobé) après dépose de la cuisine provisoire et démolition du local transformateur existant ; s'ensuivra également la pose définitive des clôtures sur rue.

Cette ultime étape nécessitera pour les VRD une nouvelle visite de conformité alors que plusieurs visites d'OPR se sont déjà tenues.

Le délai de prolongation entre le dernier avenant maîtrise d'œuvre Octobre 2014 et la fin des travaux prévue fin Août 2016 est de 22 mois.

Nous ne retenons pas cette durée en raison du caractère discontinu de notre suivi durant cette période pour le lot VRD et ramenons ce délai à 3 mois (études phasage, suivi fractionné des travaux, réunions de chantier, mise au point avec les utilisateurs et la maîtrise d'ouvrage, …).

Conclusion :
Supplément du délai chantier en raison des conséquences du sinistre Cuisine
Sur VRD / Espaces extérieurs.....**22 mois**
..... ramenés à 3 mois

INCIDENCE SUR HONORAIRES MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Cette incidence a pour conséquence le rallongement de l'intervention de la maîtrise d'œuvre en phase DET. Les honoraires correspondants au rallongement du délai sont calculés au prorata du marché de base, à savoir :

DET *(Marché de base)*.....615 479,05 € HT
DET *(Avenant n° 2)*.....297 626,72 € HT

TOTAL DET .....913 105,77 € HT pour 52 mois
Soit.....17 559,73 € HT pour 1 mois

Honoraires liés à la prolongation du suivi de chantier : .....**5 mois * 17 559.73 = 87.798,65 € HT**

4. RECAPITULATIF

	Montant HT des travaux supplémentaires indiqués dans le mémoire en réclamation	**Montant HT de la rémunération supplémentaire demandée par le maître d'œuvre**
1. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES DE DEMATHIEU & BARD		
A. Prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014	63 234,53 €	
B. Travaux « aléas divers de chantier »	45 019,82 €	
C. Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage	10 525,81 €	
D. Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation	60 109,30 €	
E. Travaux de mise en place d'une cuisine provisoire		3 565,00 €
Sous-total	**178 889,46 €**	**14 609,87 €**
		soit 6,5% + 3 565,00 €
2. TRAVAUX WATELET		
A. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques	102 041,03 €	
B. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage	74 700,45 €	
Sous-total	**176 741,48 € HT**	**11 488,20 €**
		soit 6,5%
3. PROLONGATION DU DELAI	5 mois	**87 798,65 €**
TOTAL		**113 896,72 €**

C – PROPOSITION FAITE PAR LES SERVICES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Sur la base de l'analyse par le Mandataire et suite aux négociations et mise au point, les services de la Région Ile-de-France ont proposé à Jean François Laurent mandataire du Groupement de maîtrise d'œuvre, d'accepter les montants suivants :

1. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES de l'entreprise DEMATHIEU & BARD

1.A RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX CONSTITUANT LA BASE DE CALCUL

A. LES PRESCRIPTIONS DES COMMISSIONS DE SECURITE DES 03/05/2012 ET 26/08/2014

Les devis concernés par les prescriptions des commissions de sécurités sont :

- □ Réalisation de locaux refuges *(Devis n° 63A)* ..... *10.688,44 € HT*
- □ Ajout de diffuseurs lumineux dans les sanitaires et leurs sas *(Devis n° 101A)* ..... *27.670,00 € HT*
- □ Création de locaux refuges supplémentaires *(Devis n° 103)* ..... *24.876,09 € HT*

SOUS-TOTAL A ..... **63 234,53 € HT**

Ces travaux sont acceptés dans la base de calcul par les services. En effet, les demandes de la commission résultent d'évolutions de la réglementation et des prescriptions supplémentaires imposées sur place par la commission qui n'étaient pas dans les obligations initiales.

B. TRAVAUX « ALEAS DIVERS DE CHANTIER »

Aléas techniques non prévisibles :

- □ Réalisation d'une recharge fibrée dans la salle à manger bâtiment A2 *(Devis n° 75A)* .....
  la prise en compte de ce devis n'est pas acceptée par les services, la différence de niveau du sol relève du diagnostic initial et aurait pu être détecté dans la mission valdiag
- □ Déplacement des sanitaires parvis *(Devis n° 80)* ..... *8.112,13 € HT*
- □ Alimentation eau froide provisoire du bâtiment D *(Devis n° 81)* ..... *3.720,00 € HT*
- □ Plus-value pour descente EP supplémentaire *(Devis n° 89)* ..... *957,48 € HT*
- □ Dépose du parquet du logement L3B *(Devis n° 93A)* .....
  la prise en compte de ce devis n'est pas acceptée par les services, l'intervention de l'entreprise pour cette reprise de prestation ne nécessite pas un suivi particulier du maître d'œuvre

Aléas Sinistre Cuisine :

Adaptations rendue nécessaires suite au sinistre dans la cuisine :

- □ Mise en œuvre d'un cloisonnement provisoire suivant DC127 *(Devis n° 90)* ..... *7.513,36 € HT*
- □ Création de vestiaires indépendants provisoires pour les agents *(Devis n° 99B)* ..... *7.162,91 € HT*

SOUS-TOTAL B ramené par les services à ..... **28 165,88 € HT**

C. TRAVAUX SUIVANT DEMANDES DU MAITRE D'OUVRAGE

- □ Ajout de siphons de sol dans les locaux ménages *(Devis n° 66)* ..... *1.271,15 € HT*
- □ Kitchenette local détente agents *(Devis n° 82)* ..... *927,00 € HT*
- □ Modifications électriques salle A103 *(Devis n° 83B)* ..... *3.532,56 € HT*
- □ Ajout d'éclairage sous casquette entre les bâtiments B et C *(Devis n° 86)* ..... *3.006,30 € HT*

□ Remise en état des sanitaires ALGECO *(Devis n° 95)* .....*1.788,80 € HT*

SOUS-TOTAL C ..... **10 525,81 € HT**

Ces travaux sont acceptés par les services dans la base de calcul

D. TRAVAUX EXECUTES ET VALORISES DANS LE CADRE DU MEMOIRE EN RECLAMATION

Aléas techniques non prévisibles :

□ Travaux supplémentaires liés à la mauvaise implantation du réseau AEP côté Est

□ Travaux supplémentaires de démolition de dalle béton sous le bâtiment Atelier

□ Portail by-pass et clôtures pour l'aménagement de l'accès arrière

Adaptations rendues nécessaires suite aux modifications de phasage :

□ Changement de méthodologie pour démolition du pignon A1

□ Aménagement provisoire pour accès au réfectoire définitif depuis la cour d'élèves

SOUS-TOTAL D .....**60 109,30 € HT**

Ces travaux sont acceptés par les services dans la base de calcul

E. TRAVAUX DE MISE EN PLACE D'UNE CUISINE PROVISOIRE

Travaux nécessaires pour réaliser une cuisine provisoire suite aux dégradations occasionnées sur la cuisine du projet du Lycée.

□ Etudes complémentaires : pièces écrites, plans d'installation, plans techniques.

□ Synthèse : phasage, circuit, sécurité incendie.

□ Réunions : utilisateurs, maîtrise d'œuvre, Demathieu & Bard.

□ Dépose (cuisine provisoire), démolitions complémentaires (mur CF 2H, rampes), OPR en deux temps.

*Le montant des travaux inclus dans le devis correspondant à l'avenant 3 de l'entreprise Demathieu et Bard sont de **155 079,96€ HT** et non 263 007,00€ HT, la différence correspondant à une valeur de location de la cuisine provisoire installée après sinistre sur la cuisine neuve donc en dehors du domaine de la maîtrise d'œuvre.*

1.B INCIDENCE SUR HONORAIRES MAITRISE D'ŒUVRE

INCIDENCE SUR HONORAIRES MAITRISE D'ŒUVRE SUIVANT TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DEMATHIEU BARD → A + B + C + D

A.Les prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014 ..... 63 234,53 € HT
B.Travaux « aléas divers de chantier » ..... 27 435,96 € HT
C.Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage ..... 10 525,81 € HT
D.Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation ..... 60 109,30 € HT

TOTAL H.T. assujetti à honoraires supplémentaires ..... **161 305,6 € HT**

T.V.A. 20 % ..... 32 261,12 €

TOTAL T.T.C. ..... 193 566,72 € TTC

Sous-total A + B + C + D : Honoraires maîtrise d'œuvre
Honoraires supplémentaires sur la base du contrat à 9,65 % ramené à 6,5 % conformément aux accords pris à la signature de l'avenant de maîtrise d'œuvre n° 2 ..... **10 484,86 € HT**

INCIDENCE SUR HONORAIRES SUIVANT « E. TRAVAUX MISE EN PLACE CUISINE PROVISOIRE »

E. Mise en place d'une Cuisine provisoire ..... 155 079,96€ HT

Les services considèrent qu'il y a lieu d'accorder une rémunération forfaitaire de 2 000 € HT correspondant à la conception de l'installation de la cuisine et son insertion dans le fonctionnement du lycée, la cuisine provisoire étant elle-même constituée de modules préfabriqués et équipés, synthèse et réunions diverses, prestations demandées dans l'urgence par le maitre de l'ouvrage afin de permettre la fourniture de repas chauds dès le 7 avril 2014.

Sous-total E ..... **2 000 € HT**

Le total A, B, C, D et E des honoraires validé par les services au titre du paragraphe 1 de la réclamation du maître d'œuvre est de 12 484,86 € HT

2. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES de l'entreprise WATELET TP

2.A RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX CONSTITUANT LA BASE DE CALCUL

Le maître d'ouvrage a jugé indispensable un certain nombre de prestations complémentaires au marché de l'entreprise WATELET TP résultant de modifications survenues en cours de chantier, à savoir :

- □ Travaux modificatifs liés à des aléas techniques,
- □ Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage.

A. TRAVAUX MODIFICATIFS LIES A DES ALEAS TECHNIQUES

- □ Modification de phasage : Devis n° 4 / 5 ..... 7.882,00 € HT

Le devis 4 a été refusé par la maîtrise d'ouvrage lors du traitement de la réclamation de l'entreprise il y a donc lieu de le retirer de la base de calcul, le devis 5 est accepté

- □ Déplacement d'une chambre de tirage : Devis n° 15 ..... 390,00 € HT
- □ Conséquences du déminage : Devis n° 20 / 21 / 31 ..... 4.805,85 € + 1.200,00 € + 4.588,00 € HT
- □ Travaux de modification du réseau primaire de chaleur : Devis n° 22 ..... 21.975,84 € HT

□ Réalisation d'un mur de soutènement : Devis n° 24 .....26.685,30 € HT

□ Structure drainante des jardins et des logements : Devis n° 28 .....12.754,80 € HT

□ Abattage d'arbres morts : Devis n° 51 .....4.752,00 € HT

□ Replantation d'arbres dégradés : Devis n° 52 .....9.807,24 € HT

Le montant total des devis acceptés par les services dans la base de calcul au titre du paragraphe 2 A est de A ..... **94 841,03 € HT**

B. TRAVAUX MODIFICATIFS LIÉS A DES DEMANDES DU MAITRE D'OUVRAGE

□ Point de puisage supplémentaire : Devis n° 11 .....6.007,00 € HT

□ Clôture logements : Devis n° 14 .....

Le devis 14 a été refusé par la maîtrise d'ouvrage dans le traitement de la réclamation de l'entreprise il y a donc lieu de le retirer de la base de calcul

□ Accès élèves et stockage conteneurs de poubelles : Devis n° 29 .....22.925,50 € HT

□ Claustra, haie bocagère et plantations : Devis n° 37 .....17.495,40 € HT

□ Modification du type de plantation des patios : Devis n° 40 .....9.756,35 € HT

□ Modification du type de plantation des talus des logements : Devis n° 41 .....4.390,00 € HT

□ Portillons en clôture des logements : Devis n° 46 .....5.500,00 € HT

Le montant total des devis acceptés par les services dans la base de calcul au titre du paragraphe 2 B est de 66 074,25 € H.T

INCIDENCE HONORAIRES MAITRISE D'ŒUVRE

TRAVAUX COMPLEMENTAIRES WATELET TP

A. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques ..... 94 841,03 € HT
B. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage .....66 074,25 € HT
TOTAL H.T. assujetti à honoraires supplémentaires ..... **160 915,28 € HT**
T.V.A. 20 % ..... 32 183,05 €
TOTAL T.T.C. .....193 098,33 € TTC

INCIDENCE SUR HONORAIRES MAÏTRISE D'ŒUVRE :
Honoraires supplémentaires sur la base du contrat à 9,65 % ramené à 6,5 %
conformément aux accords pris à la signature de l'avenant de maîtrise d'œuvre n° 2 **10 459,49 € HT**

3. INCIDENCES SUIVI DE CHANTIER SUITE À LA PROLONGATION DÉLAI

Prolongation délai suivant avenants DEMATHIEU & BARD

- □ Délai initial Marché de travaux TCE.....36 mois
- □ Avenant 1 - Demathieu & Bard .....36 + 04 mois..... 40 mois 31.10.2013
- □ Avenant 2 - Demathieu & Bard .....40 + 12 mois..... 52 mois 15.10.2014
- □ Avenant 3 - Demathieu & Bard .....52 + 02 mois..... 54 mois 31.12.2014

L'entreprise Demathieu & Bard a obtenu par Avenant n° 3 une prolongation de délai de 2 mois en raison d'aléas techniques ayant un caractère exceptionnel (sinistre Cuisine).

En conséquence, prolongation de délai chantier résultant de l'avenant 3 au marché de travaux lot 1

- □ Délai initial Marché de travaux TCE.....36 mois
- □ Avenant 2 Maîtrise d'œuvre.....36 + 16 mois..... 52 mois 15.10.2014
- □ Prolongation travaux bâtiments (D&B).....52 + **02 mois**..... 54 mois 31.12.2014

Supplément du délai chantier (accordé par Avenant 3 à DEMATHIEU & BARD)
prolongeant le délai pour les bâtiments d'Octobre à Décembre 2014 ..... ***2 mois***

Le délai constaté et vérifié par les services correspond effectivement à deux mois supplémentaires écoulés entre la date de prolongation de délai inscrite dans l'avenant 2 au marché de maîtrise d'œuvre et le délai actualisé des travaux du lot 1 inscrit dans l'avenant 3 au marché de l'entreprise Demathieu et Bard correspondant effectivement au passage de la Commission de sécurité avec avis favorable autorisant la mise en service immédiate du dernier bâtiment .

Prolongation de délai liée aux conséquences du sinistre Cuisine sur travaux VRD / Espaces extérieurs

- □ Délai initial Marché de travaux TCE .....36 mois
- □ Avenant 2 (Maîtrise d'œuvre) .....36 + 16 mois..... 52 mois 15.10.2014
- □ Prolongation travaux des Espaces extérieurs (WATELET TP) 31.08.2016

Le nombre de mois de DET arrêtés pour indemniser le MOE au titre de la prolongation des interventions liées au sinistre de la cuisine et du traitement des contentieux (3 mois x 17 559,73 € HT soit 52 679,19 € HT), résulte d'une transaction avec celui-ci.

En effet, ce forfait de trois mois a pour but d'indemniser différentes prestations assurées par le MOE :

- Dans le cadre de l'expertise judiciaire qui a fait suite aux désordres sur les cuisines a duré du 27/03/2014 (date d'enregistrement de la requête par le TA de Versailles) à février 2016 (date de remise du rapport d'expert suite à l'extension de sa mission décidée en juin 2015). Durant cette période le MOE a été sollicité à de nombreuses reprises par le service contentieux de la Région, mission qui ne figurait pas dans le marché complémentaire qui lui confiait la mission de conception et de suivi des travaux de remplacement des équipements dégradés.

- Par ailleurs comme indiqué en page 18 du protocole, les travaux de VRD liés durant la prolongation du chantier ont dû s'adapter (achèvement par zones) et les travaux dans la zone de la cuisine provisoire n'ont pu reprendre qu'à partir de juillet 2016 (à l'issue de la procédure de référé expertise) et ont par ailleurs subi un aléa qu'il a fallu gérer opérationnellement (démantèlement de l'ancien transformateur par ERDF situé sur la parcelle du lycée).

- La maîtrise d'œuvre a donc assuré durant ces 22 mois des prestations de suivi de ces travaux discontinus et d'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage sur les contentieux divers (expertise judiciaire, mémoires d'entreprises…). L'indemnité proposée pour le travail effectif effectué durant cette période de prolongation (estimée à 22 mois) a été ramené à 3 mois de DET.

La prolongation de délai liée aux conséquences du sinistre Cuisine sur travaux VRD / Espaces extérieurs est donc :

- au titre de la prolongation du délai contractuel 2 mois x 17 559,73€ HT = 35 119,46 € HT

-au titre de la prolongation des interventions liées au sinistre de la cuisine et du traitement des contentieux 3 mois x 17 559,73 € HT = 52 679,19€ HT

Total prolongation de délai ....87 798,65 € HT

4. RECAPITULATIF

	Montant HT des travaux supplémentaires pris en compte par le maître de l'ouvrage	**Montant HT accordé par le maître de l'ouvrage**
1. TRAVAUX COMPLÉMENTAIRES DE DEMATHIEU & BARD		
A. Prescriptions des commissions de sécurité des 03/05/2012 et 26/08/2014	63 234,53 €	
B. Travaux « aléas divers de chantier »	27 435,96 €	
C. Travaux suivant demandes du maître d'ouvrage	10 525,81 €	
D. Travaux sans devis valorisés dans le cadre du mémoire en réclamation	60 109,30 €	
E. Travaux de mise en place d'une cuisine provisoire		2 000 €
Sous-total	**161 305,60 €**	**12 484,86 €**
		soit 6,5% + 2 000 €
2. TRAVAUX WATELET		
A. Travaux modificatifs liés à des aléas techniques	102 041,03 €	94 841,03 €
B. Travaux modificatifs liés à des demandes du maître d'ouvrage	74 700,45 €	66 074,25 €
Sous-total	**160 915,28 €**	**10 459,49 €**
		soit 6,5%
3. PROLONGATION DU DELAI	5 mois x 17 559,73	**87 798,65 €**
TOTAL		**110 743,00 €**

D) <u>RECAPITULATIF</u>

	Demande initiale	**Nouvelle demande**	**Accord de la Région**
Travaux supplémentaires DEMATHIEU & BARD	**11 627,81 € HT**	**14 609,87 € HT**	**12 484,86 € HT**
Travaux supplémentaires WATELET TP	**4 445,03 € HT**	**11 488,20 € HT**	**10 459,49 € HT**
Allongement du délai d'exécution des travaux	**140 477,84 € HT**	**87 798,65 € HT**	**87 798,65 € HT**
TOTAL HT	**157 439,68 € HT**	**113 896,72 € HT**	**110 743,00 € HT**

E) CONCLUSION

Après discussions et échanges avec le mandataire et le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage accepte le protocole proposé pour un montant de **110 743,00**€ HT soit **132 891,60** € TTC (taux de TVA correspondant au taux en vigueur selon la date de réalisation du service fait).
Cette proposition a été adressée par le mandataire ; le maître d'œuvre y a répondu favorablement le XX/XX/XX.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

C'est dans un tel contexte que les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu le présent protocole

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charge qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

Le maître d'œuvre entreprise renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France de **110 743,00** € HT soit **132 891,60** € TTC.

Le groupement de maîtrise d'œuvre Atelier Jean-François Laurent – INCET ayant pour mandataire Jean-François Laurent renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la Semaest toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de son marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du lycée Mansart à Saint Cyr l'Ecole.
Le groupement de maîtrise d'œuvre Atelier Jean-François Laurent – INCET ayant pour mandataire Jean François Laurent déclare ainsi être pleinement rempli dans ses droits découlant de l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre M 06 3711 pour la rénovation du lycée Mansart à Saint Cyr l'Ecole et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à Atelier Jean François Laurent, sur le compte bancaire n°……

Selon les conditions suivantes : Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole

Article 4 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires originaux.
(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour le Groupement de Maîtrise d'œuvre

Pour la Région Ile-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dûment habilitée par la délibération de la Commission Permanente
n° CP……
du ……

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-065

DU 8 MARS 2017

SOUTIEN AUX ARTS PLASTIQUES
PREMIERE AFFECTATION POUR 2017

SOUTIEN AUX ARTS NUMERIQUES
PREMIERE AFFECTATION POUR 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 16-171 du 18 mai 2016 relative à l'adoption des conventions type pour les lieux de diffusion et les manifestations dans le domaine des arts plastiques et numériques ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis émis par la commission des finances ;

VU L'avis émis par la commission de la culture ;

VU Le rapport CP 2017-065 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Soutien à la création et à la diffusion des arts numériques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux manifestations culturelles » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **70 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-171 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **70 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Soutien à la création et la diffusion numérique » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numérique » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux manifestations culturelles » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **274 110 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP16-171 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **274 110 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16009726	Festival International de Photographie Culinaire	Association FIPC	02 avril 2016
16017247	62ème Salon de Montrouge	Commune de Montrouge	01 janvier 2017
17000148	Programmation 2017	Association La Maison Populaire	01 janvier 2017
17007147	Festival Circulation(s) 2017	Association Fetart	01 octobre 2016
17001748	Programmation 2017 du CNEAI	Centre National de l'Estampe et de l'Art Imprimé	09 janvier 2017
17002151	Programmation 2017 du CPIF	Centre Photographique d'Ile-de-France	01 janvier 2017
17002160	Programmation 2017 du CREDAC	Centre d'art contemporain d'Ivry CREDAC	01 janvier 2017
15018664	Projet numérique Royal Garden	Centre d'art contemporain d'Ivry CREDAC	01 janvier 2017
17002302	Programmation 2017 du Centre d'art La Terrasse	Commune de Nanterre	01 septembre 2016

17002462	Programmation 2017	Khiasma	01 janvier 2017
17002543	11ème réunion du réseau des villes créatives de l'Unesco	Commune d'Enghien-les-Bains	01 janvier 2017
17002589	Programmation 2017 du CAC de Brétigny	CA Cœur Essonne	01 janvier 2017

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-065	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131006 - Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques**
Action	**13100601 - Soutien aux manifestations d'arts plastiques**

Dispositif : N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles

Dossier	16009726 - 7EME EDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE CULINAIRE			
Bénéficiaire	P0034625 - FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE CULINAIRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
176 900,00 €	TTC	2,83 %	5 000,00 €	

Dossier	16017247 - 62EME SALON DE MONTROUGE			
Bénéficiaire	R1031 - COMMUNE DE MONTROUGE			
Localisation	MONTROUGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
576 120,00 €	TTC	1,74 %	10 000,00 €	

Dossier	17000148 - LA MAISON POPULAIRE : PROGRAMMATION ARTS PLASTIQUES ET NUMERIQUES 2017			
Bénéficiaire	R21777 - MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
233 627,00 €	TTC	8,56 %	20 000,00 €	

Dossier	17001747 - FESTIVAL CIRCULATION(S) : EDITION 2017			
Bénéficiaire	P0005247 - FETART			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
248 230,21 €	TTC	8,06 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-065	Budget	2017

Dossier	17001748 - CNEAI= : PROGRAMME CULTUREL ET ARTISTIQUE 2017			
Bénéficiaire	R4643 - CNEAI CENTRE NATIONAL ESTAMPE ET ART IMPRIME			
Localisation	CHATOU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
181 000,00 €	TTC	30 %	54 300,00 €	

Dossier	17002151 - CPIF : PROGRAMME ARTISTIQUE ET CULTUREL 2017			
Bénéficiaire	R7873 - CTRE PHOTOGRAPHIQUE IDF			
Localisation	PONTAULT-COMBAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
478 610,00 €	TTC	10,03 %	48 000,00 €	

Dossier	17002160 - CREDAC : PROGRAMMATION 2017			
Bénéficiaire	R4824 - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - CREDAC			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
170 000,00 €	TTC	23,53 %	40 000,00 €	

Dossier	17002302 - LA TERRASSE - ESPACE D'ART DE NANTERRE : PROGRAMME ARTISTIQUE ET CULTUREL 2017			
Bénéficiaire	R1032 - COMMUNE DE NANTERRE			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 681,00 €	TTC	14,85 %	20 000,00 €	

Dossier	17002589 - CAC BRETIGNY : PROGRAMMATION 2017			
Bénéficiaire	P0034024 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
Localisation	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
165 000,00 €	TTC	24,24 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-065	Budget	2017

Dossier	17003164 - EXPOSITION LES TIRAILLEURS SENEGALAIS			
Bénéficiaire	P0036296 - DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE CHARTRETTES SAMOIS			
Localisation	CHARTRETTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 810,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 360,00 €	TTC	21,65 %	1 810,00 €	

Dossier	17003200 - CABINET DES AMATEURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES BEAUX ARTS : PROGRAMME PEDAGOGIQUE 2017			
Bénéficiaire	P0036302 - LE CABINET DES AMATEURS DE DESSINS DE L'ECOLE DES BEAUX ARTS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 800,00 €	TTC	23,89 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles	274 110,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131006 - 13100601	274 110,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles

Dossier	17002161 - CREDAC : ROYAL GARDEN 2017			
Bénéficiaire	R4824 - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - CREDAC			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 700,00 €	TTC	29,99 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-065	Budget	2017

Dossier	17002462 - KHIASMA : PROJET ET PROGRAMMATION 2017 ARTS VISUELS ET PRATIQUE DU RECIT				
Bénéficiaire	R34062 - KHIASMA				
Localisation	LES LILAS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
476 618,00 €	TTC	8,39 %		40 000,00 €	

Dossier	17002543 - XI EME REUNION DU RESEAU DES VILLES CREATIVES DE L'UNESCO				
Bénéficiaire	R106 - COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS				
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
569 800,00 €	TTC	1,76 %		10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131007 - 13100701	70 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : LES PROJETS ARTS NUMERIQUES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002161

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CREDAC : ROYAL GARDEN 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	66 700,00 €	29,99 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - CREDAC
Adresse administrative : LA MANUFACTURE DES OEILLETS 94300 IVRY S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Martin BETHENOD, Président
Date de publication au JO : 20 novembre 1985
N° SIRET : 33837417600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
Créé en 1987, Le Centre d'art contemporain d'Ivry - le Crédac est un lieu d'expositions, de production et d'expérimentation dévolu à la création artistique contemporaine.

Ses missions sont d'accompagner des artistes français et étrangers dans leurs projets et de permettre une rencontre sensible entre le public et les œuvres. Le Crédac propose ainsi des activités et des outils favorisant l'écoute et le dialogue. Des événements ouverts à tous les publics sont organisés pour chaque exposition.

Tout au long de l'année, le Crédac accueille des expositions consacrées à un ou plusieurs artistes émergents ou confirmés, français ou étrangers, témoignant de la diversité des pratiques actuelles : peinture, photographie, vidéo, son, graphisme, sculpture, installation, performance…

Le Crédac fêtera ses 30 ans d'activité en 2017.

Description :
Royal Garden 9 : Source Open

Le projet en ligne Royal Garden, initié en 2008, est un projet curatorial à part entière, au même titre que les projets développés dans les murs. L'esprit qui a prévalu à la naissance en 2008 Royal Garden évolue à chaque nouvelle occurrence. Depuis 2014, il possède sa propre interface. Prolongement sur le mode virtuel du projet artistique du Crédac, Royal Garden est un lieu de production de sens pluridisciplinaire, un cadavre exquis critique, théorique et artistique.

En 2016, Royal Garden 8 était orchestré par le graphiste Mathias Schweiger. Intitulé Figures, ce jeu de construction est constitué à partir de fragments d'objets glanés. Mathias Schweiger, artiste et graphiste, conçoit 128 compositions, à partir d'une foisonnante matrice d'éléments passés par le prisme de son scanner, qui sont autant de tableaux de jeux pour les visiteurs. S'il est à l'initiative de la première construction, elle est ensuite modifiable à l'envie par le visiteur de Royal Garden et laissée en l'état pour le prochain. Thierry Chancogne, théoricien du graphisme et enseignant, était invité à réagir à ces compositions élémentaires, et a proposé un flux de haïkus, qui côtoie le jeu tel un flux d'informations en continu.

Royal Garden 9 entame une invitation nouvelle, celle de la Résidence Royal Garden. De mai à novembre, un artiste est invité, à partir d'une règle du jeu précise, à formuler la production d'une œuvre spécifique qui évolue. De proliférant Royal Garden devient synthétique, en connivence avec le programme de production d'expositions. Il ne s'agit pas de prendre le contrepied de ce qui se produit sur internet, les blogs, l'hypertexte et la réalité augmentée, mais de continuer à éclairer les visiteurs sur les pratiques artistiques innovantes et formelles des plasticiens. Le projet sera visible en ligne sur www.crédac.fr à l'automne 2017.

Archives vivaces : Après le retour en vidéo sur les expositions présentées depuis 2003, les expositions sont maintenant systématiquement filmées par Bruno Bellec en charge de réaliser la production complète, et mises en ligne sur le site internet du Crédac.

Depuis son origine ce projet est réalisé grâce au soutien de la Région Ile-de-France.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Artistes et publics du centre d'art, internautes.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CREDAC au titre des Aides à la diffusion et la création numérique à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 66 700 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	49 289,00	73,90%
Production artistique de films revue des expositions, honoraires et droits de diffusion	6 445,00	9,66%
Développement web	6 500,00	9,75%
Frais techniques de production artistique	1 966,00	2,95%
Communication	2 500,00	3,75%
Total	66 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	22 000,00	32,98%
Ville d'Ivry (sollicité)	22 000,00	32,98%
Région IDF	20 000,00	29,99%
Fonds propres	2 700,00	4,05%
Total	66 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	54 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	62 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)	20 000,00 €
	Montant total	176 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002462

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : KHIASMA : PROJET ET PROGRAMMATION 2017 ARTS VISUELS ET PRATIQUE DU RECIT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	476 618,00 €	8,39 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KHIASMA
Adresse administrative : 15 RUE CHASSAGNOLLE
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Aline CAILLET, Présidente
Date de publication au JO : 24 février 2001
N° SIRET : 43901252700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
Khiasma est une structure de défrichage, une place remarquée d'où émergent des artistes en début de carrière qui trouvent dans cet espace un outil précieux pour expérimenter, produire de nouvelles œuvres, rencontrer le public, mais aussi développer leur visibilité auprès d'institutions nationales et internationales. Plusieurs artistes sont aujourd'hui à ce titre les ambassadeurs de ce savoir-faire et de véritables compagnons de route : Till Roeskens a été lauréat de la Villa Médicis en 2014, Vincent Meessen a présenté son travail à la Biennale de Venise en 2015, Pierre Michelon est lauréat du S.A.C.R.E (programme de recherche doctoral des Beaux Arts de Paris), une œuvre de Louis Henderson est entrée en 2016 dans le Fonds National d'Art Contemporain, une autre de François Daireaux dans le Fonds Départemental de la Seine-Saint-Denis, Ismaïl Bahri présentera à l'été 2017 sa première exposition monographique au Jeu de Paume… Tous sont passés par Khiasma pour y réaliser leur première exposition d'envergure en France et des résidences et temps forts marquants.

Khiasma souhaite aujourd'hui valoriser son rôle d'incubateur pour des grandes institutions françaises et internationales en renforçant la visibilité et en développant ses dispositifs d'accompagnement d'artistes émergents. Cela passera par un renforcement sensible des collaborations avec des écoles d'art et des universités franciliennes, tout autant que des parcours destinés aux lycéens et collégiens.

Description :
Pour Khiasma, l'enjeu est aujourd'hui de participer pleinement au paysage artistique de la Région comme un opérateur singulier, capable de faire le lien entre différentes échelles, scènes et institutions, entre les artistes et un public actif et d'accompagner l'émergence de nouveaux talents, situations et modes de transmission de savoirs. L'évolution de l'économie culturelle comme l'apparition de nouvelles pratiques du grand public – liées notamment à la large diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication - modifie en profondeur ses missions. Le programme de centre d'art en 2017 tente de dessiner certaines inflexions importantes qui tiennent compte de ces réalités nouvelles.

Au fil des années, Khiasma est devenu un lieu de référence pour le cinéma d'artistes – présenté en exposition ou en projection - sous l'impulsion de son directeur Olivier Marboeuf, devenu l'un des experts français en la matière – rapporteur pendant deux ans dans ce domaine pour la Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques, il a été expert pour la bourse Hors-les-Murs de l'Institut Français les deux années suivantes avant de devenir en 2016 jury pour trois ans au sein du Centre National des Arts Plastiques pour la bourse Image-Mouvement.

Khiasma s'est ainsi intéressé assez tôt au dialogue entre les arts visuels et les nouvelles pratiques du cinéma documentaire notamment, tout en assumant un tropisme pour les formes du récit dans les arts plastiques – et notamment pour la performance et les pratiques de l'oralité en art, encore aujourd'hui peut soutenues malgré l'importance qu'elles prennent sur la scène française et internationale tout autant que dans les écoles d'art. Mais l'intérêt pour le cinéma d'artistes est aussi une manière d'acter de nouveaux modes de fabrication issues de pratiques vernaculaires elles-mêmes héritées de la large diffusion d'outils de prise de vue, de montage et de diffusion. L'appropriation particulière par les jeunes artistes de ces outils a considérablement modifié le champ esthétique des arts visuels et l'arrivée d'Internet ouvert à des pratiques et des formes qui touchent aujourd'hui un large public autant comme audience que comme acteur de la production d'une nouvelle écologie des images. Une attention particulière sera dès cette année portée à la transmission des ressources des différentes filières audiovisuelles en direction notamment des élèves de collèges / lycées et des étudiants. Programme rencontres avec des professionnels - techniciens, artistes, producteurs…- tentant de donner à voir les différentes manières de produire des œuvres audiovisuelles et leurs espaces de diffusion.

L'année 2017 ouvre un nouveau cycle dans l'organisation de la programmation également. Il s'agit de poursuivre une stratégie inclusive qui permet de continuer à développer le public tout en offrant un outil ambitieux de recherche et de transmission des savoirs. Tout au long du premier semestre 2017 vont se mettre en place des groupes de travail (les Antennes) organisés selon des thématiques et des programmes précis mettant en relation le champs des arts plastiques et d'autres champs de la pensée (récit, sciences sociales, santé…) ou répondant à la demande d'espaces d'expérimentation notamment pour des étudiants en art. Ces Antennes, qui pour certaines ont déjà participé à la programmation de Khiasma par le passé, vont littéralement animer la vie de l'établissement à partir de 2017. Ces groupes de travail à géométrie variable seront invités à organiser sur place leurs réunions de travail, ainsi que des ateliers ouverts et des rencontres publiques de différents formats. Par ce biais l'Espace Khiasma passera d'un lieu de diffusion classique à un lieu de pratique et de transmission permettant au public de suivre et de s'impliquer dans certains programmes.

Le festival Relectures sera transformé en une antenne permanente autour des arts du son et de la parole qui produira un temps fort à l'automne comme par le passé.

Antenne Fables du réel / Nouvelles écritures documentaires : Projections et présentations de travaux en cours. Volume annuel : 6 projections – rencontres par an + 1 masterclass avec un cinéaste + un rencontre autour de la filière (lycéens)

Antenne La Fabrique Phantom / Cinéma d'artiste et recherche en arts visuels : Présentation de travaux en cours des artistes Estefania Peñafiel Loiaza, Ismaïl Bahri, Adrien Pescayre, Ana Vaz, Louis Henderson, Darielle Tillon, Joao Viera Torres + 2 soirées de présentation de travaux d'étudiants.

Antenne Fabbula / Réalité Virtuelle : l'Antenne Fabula tentera de mettre la Réalité Virtuelle à la portée de tous et de construire des ponts avec le champ des arts visuels et narratifs. Volume annuel : 3 soirées mensuelle + 1 temps fort +1 rencontre autour de la filière (collégiens et lycéens).

Antenne Ding Ding Dong / Arts visuels, narrations et santé : La résidence de l'auteure et personnage de fiction Alice Rivière (Emilie Hermant) et du collectif Ding Ding Dong à l'Espace en 2015 / 2016 a ouvert des pistes passionnantes au croisement entre les expérimentations artistiques et narratives et le domaine du soin. Volume annuel : 3 soirées publiques / an + des ateliers réservés aux patients.

Antenne Sounds of Europe / fables européennes et multilinguisme : L'antenne Sounds of Europe est une collaboration entre l'Espace Khiasma et la Fondation centre culturel Franco-Allemand de Karlsruhe en Allemagne. Volume annuel : 1 temps forts à Khiasma et plusieurs émissions radio.

Antenne Ruser l'image / Image et stéréotype / éducation à l'image : Volume annuel : 4 soirées / an + 1 atelier avec des lycéens.

Antenne Que fait la ville ? / ville, urbanisme et images : Développée en collaboration avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles. Volume annuel : 2 soirées / 4 artistes invités / an + 1 série d'émission radio.

Antenne Je ne souviens plus, je me rappelle de tout / Thématique : Mémoire / Présentations de recherches en cours au croisement en l'art, la science et l'Histoire. Volume annuel : 2 soirées / 1 exposition + 1 série d'émissions radio.

Outre les rendez-vous mensuels issus des activités des différentes Antennes (projections, présentation de travaux en cours, ateliers, conférences, performances…), un ensemble de temps forts va structurer l'année 2017. De mars à décembre 2017, Khiasma accueillera également en résidence Ana Vaz, artiste visuelle né à Brasilia en 1986 et qui s'est fait connaître ces dernières années par une série de courts films remarqués, accompagnés de performances et de publications.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Khiasma poursuit une politique des publics ambitieuse et innovante offrant différentes entrées à des publics variés, différentes manières de prendre part au projet. L'éducation à l'image, l'apprentissage par la pratique, la découverte des filières de l'art et de l'audiovisuel ainsi que l'élargissement de l'accès aux savoirs pour les habitants d'un territoire composent les axes principaux qui structurent ses actions de médiation. Khiasma a notamment développé les outils suivants : le Magazine en ligne de Khiasma, La webradio R22 Tout-Monde, L'Atlas Sensible (mis en ligne en février 2017, cet Altas pubie une cartographie des projets produits par Khiasma depuis 2008 dans le Nord Est parisien et au-delà. Le public a accès à des images, des sons, des vidéos et autres productions réalisées avec les habitants. En 2017, 4 artistes (Simon Quéheillard, Bertille Bak, Till Roeskens, Lara Almarcegui et Anaïs Tondeur) interviendront notamment dans 4 lycées (2 temps forts par établissement + projections et rencontres dans les lycées (1 artiste + 1 invités), rencontres autour des filières audiovisuelles.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Khiasma au titre des Aides à la diffusion et à la création numérique à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 476 618 € correspondant au budget prévisionnel présenté, déduction faite des contributions volontaires en nature et des frais financiers.

Localisation géographique :
- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	186 469,74	37,65%
Loyer	39 458,00	7,97%
Fluides	1 850,00	0,37%
téléphone internet	2 965,00	0,60%
Entretien et réparations	3 500,00	0,71%
Fournitures	5 250,00	1,06%
Matériel et petit équipement	4 320,00	0,87%
Missions et réceptions	6 100,00	1,23%
Services bancaires et assimilés	5 469,00	1,10%
Honoraires et autres	37 376,00	7,55%
Impressions, copies	36 595,00	7,39%
Assurances	2 927,76	0,59%
Documentation	1 700,00	0,34%
Prestations de service	3 246,00	0,66%
Projets artistiques	134 981,54	27,25%
Impôts et taxes	3 909,96	0,79%
Charges financières	9 654,00	1,95%
Emploi des contributions volontaires en nature	9 500,00	1,92%
Total	495 272,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ressources propres	100 530,00	20,30%
CNL festival reléctures	5 000,00	1,01%
DRAC IDF	10 000,00	2,02%
ARS	8 000,00	1,62%
CNC DICREAM	15 000,00	3,03%
CND TRAUM	6 500,00	1,31%
rectorat classe APAC	2 000,00	0,40%
Institut Français	15 000,00	3,03%
Région IDF	40 000,00	8,08%
ARCADI	12 000,00	2,42%
Mècènes du sud	10 000,00	2,02%
Movimiento	10 000,00	2,02%
CD 93	89 600,00	18,09%
Ville de Paris	34 000,00	6,86%
Ville des Lilas	10 000,00	2,02%
OPH	24 000,00	4,85%
SOFIA festival reléctures	6 000,00	1,21%
Fondation RATP	5 000,00	1,01%
Fondation de France	15 000,00	3,03%
Fondation Hermès	20 000,00	4,04%
Aides CUI CAE	25 142,00	5,08%
Service civique	3 000,00	0,61%
Contributions en nature	9 500,00	1,92%
Autres produits	20 000,00	4,04%
Total	495 272,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Manifestations littéraires	30 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	30 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	10 000,00 €
	Montant total	210 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002543

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : XI EME REUNION DU RESEAU DES VILLES CREATIVES DE L'UNESCO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	569 800,00 €	1,76 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ENGHIEN LES BAINS
Adresse administrative : 57 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe SUEUR, Maire
N° SIRET : 21950210100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
La ville d'Enghien-les-Bains a été désignée Ville UNESCO des arts numériques en 2013. Depuis 10 ans, les arts numériques font l'objet d'une stratégie concertée dans le domaine de l'éducation, du tourisme, de l'économie et du développement culturel, artistique et social de la ville.

Le Centre des arts, scène conventionnée pour les Écritures Numériques par le Ministère Français de la culture et de la communication, est l'un des principaux fers de lance de cette politique, en lien avec les différents services de la ville. Lieu de création, de recherche, de production et de diffusion, il porte une programmation annuelle exigeante et met en œuvre de nombreuses actions de médiation à destination de tout type de public. Grâce à une expertise artistique et technique pointue, l'établissement est également une plateforme d'échanges et de débats autour du lien entre arts, sciences et technologies.

Les arts numériques irriguent et dynamisent l'espace urbain grâce à d'ambitieux projets de vidéo-mapping et au rayonnement de la Biennale internationale Bains numériques qui, à travers une large palette de propositions artistiques, une compétition internationale et des rencontres professionnelles, transforme la ville en un laboratoire à ciel ouvert. Enghien-les-Bains s'implique également dans des partenariats et actions en réseau dans le domaine des arts numériques, par le biais du RAN, Réseau des Arts Numériques, initié par le Centre des arts en 2007 et qui compte aujourd'hui une quarantaine de membres à l'international, et de nombreuses collaborations avec le Canada, les Caraïbes, l'Asie du Sud-Est et

l'Afrique.

Description :
Enghien-les-Bains a été choisie par les villes membres pour être la Ville hôte de la XIe Réunion annuelle du Réseau des villes créatives de l'UNESCO, du 30 juin au 2 juillet 2017.

Rassemblant 116 villes dans le monde, le réseau est fondé sur un objectif commun : placer la créativité et les industries culturelles et créatives comme accélérateurs et leviers de développement urbain durable.

Le programme de la réunion sera constitué d'une assemblée générale sous l'égide de l'UNESCO, de deux dîners officiels, de visites d'études dans les lieux culturels les plus emblématiques d'Ile-de-France, et d'une programmation artistique d'envergure internationale "Data Cities", en accès gratuit dans l'espace public, qui incarnera la créativité et la diversité des expressions culturelles et artistiques de l'ensemble de 116 villes membres du réseau. La programmation sera organisée en sept catégories : arts numériques, design, musique, cinéma, littérature, arts traditionnels, gastronomie.

Parmi les temps forts, une exposition offrira au public un questionnement sur les objets connectés à l'échelle internationale. Une exposition "Data Cities" sur les arts numériques autour de la question de la ville et des imaginaires urbains est également prévue.

La programmation se déroulera au Centre des Arts d'Enghien mais également à l'école de musique et de danse, à la Médiathèque, à la salle des fêtes, dans les parcs et jardins, les commerces de la ville...

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Partenaires internationaux
Investisseurs
Entrepreneurs
Grand public

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la ville d'Enghien-les-Bains au titre des Aides à la diffusion et à la création numérique à hauteur de 10 000 € sur une base subventionnable de 569 800 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cachets artistiques	87 000,00	15,27%
Transports d'artistes	12 500,00	2,19%
transports de biens	12 500,00	2,19%
Edition catalogue	15 000,00	2,63%
Locations techniques	120 000,00	21,06%
Achats techniques	25 000,00	4,39%
personnel technique	60 500,00	10,62%
Communication	183 000,00	32,12%
Médiation et accueil	8 500,00	1,49%
Sécurité	30 000,00	5,27%
Catering et perdiems	9 000,00	1,58%
Coordination générale	6 800,00	1,19%
Total	569 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 95 (sollicité)	10 000,00	1,76%
Région IDF	10 000,00	1,76%
Commune d'Enghein-les-Bains (acquis)	459 800,00	80,69%
Institut Français	10 000,00	1,76%
SACEM	5 000,00	0,88%
Orange	5 000,00	0,88%
Autres partenaires privés	30 000,00	5,27%
Autres produits	30 000,00	7,02%
Total	569 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	4 608,00 €
2014	Soutien aux espaces de travail collaboratif	16 929,50 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	129 486,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	50 000,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	53 420,00 €
	Montant total	134 443,50 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : LES PROJETS ARTS PLASTIQUES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009726

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 7EME EDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE CULINAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	176 900,00 €	2,83 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE CULINAIRE
Adresse administrative : 42 RUE REAUMUR
75003 PARIS
Statut Juridique : Association loi de 1901
Représentant : Monsieur Jean-Pierre STEPHAN, Président
N° SIRET : 53789945200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 2 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet nécessite l'engagement des dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
L'ambition du festival international de la photographie culinaire (FIPC) est de réunir les univers de l'alimentation et de la photographie artistique pour une manifestation à destination du grand public et des professionnels ; de réunir le beau et le bon, le regard et l'émotion, l'œil et la bouche, la culture visuelle et celle du goût.

Description :
Depuis sa première édition en 2009 FIPC présente une sélection de photographes réunis autour d'une thématique : la mer, la terre, la rue, le luxe … 40 artistes sont présélectionnés par le comité artistique du festival, puis invités à illustrer la thématique. Le festival est chaque année parrainée par un chef prestigieux : Guy Savoie, Alain Passard... Le prix "lentille d'or" est décerné aux artistes lauréats, sélectionnés par un jury. Une compétition spécifique, décerne un prix pour les jeunes talents permettant de distinguer le travail réalisé par des binômes réunissant un élève/apprenti cuisinier et un élève/apprenti photographe. En 2015, les lauréats ont été invités à visiter le pavillon de la France à l'exposition Universelle de Milan. Pour ce prix jeunes talents le FIPC, mène une démarche de sensibilisation auprès d'associations et de clubs associatifs regroupant des professionnels émergents. Dans le cadre de son partenariat avec le Salon Paris Photo, le FIPC dispensera des ateliers d'initiation et de perfectionnement à la photographie culinaire.

En 2016 la thématique retenue pour le festival FIPC était la Table. Le festival se déroulait du 3 au 27 novembre 2016 sous le parrainage du chef Guillaume Gomez (chef des cuisines de la Présidence française). 40 artistes exposaient chacun 3 propositions, soient 120 photographies. L'exposition était présentée dans les salons de la mairie du 9ème arrondissement. Pour permettre un accès au plus grand nombre l'entrée était gratuite.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Grand public
Apprentis cuisiniers et photographes

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Festival international de la Photographie Culinaire au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 5 000 € sur une base subventionnable de 176 900 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	19 200,00	10,85%
Autres services extérieurs	155 900,00	88,13%
Charges indirectes affectées à l'action	1 800,00	1,02%
Total	176 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune de Caen (sollicité)	20 000,00	11,31%
Commune de Sète (sollicité)	20 000,00	11,31%
Commune de Valencay	10 000,00	5,65%
Région IDF	5 000,00	2,83%
Autres produits de gestion courante	60 000,00	33,92%
Autres produits	58 900,00	34,99%
Total	176 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017247

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 62EME SALON DE MONTROUGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	576 120,00 €	1,74 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTROUGE
Adresse administrative : 2 RUE EDMOND CHAMPEAUD
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Loup METTON, Maire
N° SIRET : 21920049000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de projet nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
L'objectif du salon de Montrouge est de faire émerger des jeunes talents en proposant un accompagnement critique de leur travail par un Collège constitué de professionnels.

L'attribution de prix (prix du salon, prix du CD92, Prix du jury) offrent aux lauréats la possibilité d'exposer dans le cadre de modules du Palais de Tokyo et de participer à la biennale itinérante Jeune Création Européenne.

Chaque année le Salon soutient également la création à travers l'édition d'un catalogue d'exposition à l'intérieur duquel deux pages sont consacrées à chaque artiste. Il constitue à la fois un élément de documentation à l'usage du public, et de travail à l'usage des professionnels.

Description :
Le 62ème salon de Montrouge se déroulera du 27 avril au 24 mai 2017 au centre culturel et de congrès "Le Beffroi". Cette nouvelle édition prendra la forme d'une véritable exposition où 55 artistes et leurs œuvres entreront en dialogue pour révéler les propos et tendances majeures actuelles.

2000 candidatures ont été adressées au salon. Le comité de sélection était composé du directeur artistique du salon, Ami Barak, et de personnalités issues de la critique d'art et des galeries mais aussi de

curateurs indépendants et d'artistes.

Cette année, le salon s'inscrit dans le cadre du Mois de la photo du Grand Paris. A cette occasion, les photographes ayant exposé au salon depuis 1955 seront mis à l'honneur.

Intérêt régional :
Le Salon de Montrouge est un rendez-vous incontournable du printemps qui accueille chaque année environ 25 000 visiteurs. Il a contribué à l'éclosion de nombreux artistes en favorisant les rencontres avec les professionnels qui s'y déplacent en nombre.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
- artistes émergents.
- les professionnels du milieu de l'art.
- la presse spécialisée.
- le grand public.
- les jeunes publics.

Depuis 2013, le Salon a notamment développé des visites découvertes pour les adultes, pour les entreprises, pour les étudiants et les groupes scolaires, une journée "interdite aux parents" avec des rencontres entre enfants et artistes...

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la ville de Montrouge au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 10 000 € sur une base subventionnable de 576 120 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :
- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	32 500,00	5,64%
Achats matières et fournitures	24 600,00	4,27%
Autres fournitures	7 000,00	1,22%
Locations	19 600,00	3,40%
Entretien et réparations	93 600,00	16,25%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	133 000,00	23,09%
Publicité, publications, relations publiques	167 220,00	29,03%
Déplacements, missions et réceptions	15 600,00	2,71%
Rémunération des personnels	44 000,00	7,64%
Charges sociales	14 000,00	2,43%
Autres charges de personnel	25 000,00	4,34%
Total	576 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture et de la communication (sollicité)	35 000,00	6,08%
Région IDF	10 000,00	1,74%
CD92 (sollicité)	25 000,00	4,34%
Aides privées parrainages	56 000,00	9,72%
Produits exceptionnels	6 000,00	1,04%
Ville de Montrouge	434 120,00	75,35%
Autres produits	10 000,00	1,74%
Total	576 120,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000148

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LA MAISON POPULAIRE : PROGRAMMATION ARTS PLASTIQUES ET NUMERIQUES 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	233 627,00 €	8,56 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS
Adresse administrative : 9B RUE DOMBASLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Rose-Marie FORCINAL, Présidente
Date de publication au JO : 17 mars 1970
N° SIRET : 37989654100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
La Maison populaire est à la fois un espace d'art et une association d'éducation populaire agréée. Elle accueille chaque saison plus de 2 300 adhérents, qui participent à la centaine d'ateliers d'expressions développés en direction des adultes et des enfants. Les actions qu'elle propose dans les domaines des arts visuels, du multimédia, de la musique, de la philosophie, des sciences humaines, viennent élargir ses publics. La Maison populaire s'associe à d'autres acteurs du territoire animés par les mêmes objectifs. En ce sens elle collabore activement dans différents réseaux tels que Tram, réseau d'art contemporain Paris/Ile-de-France, Ran, réseau arts numériques et au réseau MAAD 93 (Musiques Actuelles Amplifiées en Développement en Seine-Saint-Denis).

Description :
Dans le cadre de sa programmation, le centre d'art développe des actions culturelles spécifiques en arts plastiques, notamment à l'occasion de résidences de commissaires d'expositions et d'artistes.

En 2017, la Maison populaire accueillera la résidence curatoriale de Blandine Roselle autour de la thématique "L'autre... de l'image à la réalité". Depuis dix ans les expositions curatées par Blandine Roselle interrogent les arts populaires actuels en regard de l'art du marché. Le projet se déploie en trois

volets tout au long de l'année 2017 : Avec l'autre / Face à l'autre / L'autre que nous serons. L'exposition rassemblera des installations, photographies, et vidéos récentes d'artistes internationaux (France, Brésil, Chili, Mexique, Espagne, Portugal, Etats-Unis).

La résidence et les expositions seront également accompagnées de nombreux temps forts : vernissages, projections de films, rencontres, conférence débat philosophiques "l'autre en philosophie", rendez-vous pour les enfants, parcours en famille, finissages...). L'accès à tous ces événements et aux expositions est gratuit.

La résidence d'artiste sera elle consacrée à Pascal Marquilly, auteur, metteur en scène, plasticien et réalisateur qui porte un travail artistique intégrant activement l'image dans ses créations. Sa démarche interroge les mécanismes de la représentation, intègre la participation des publics et leur appréhension d'une œuvre, questionne l'idée du commun. Au cours de cette résidence, Pascal Marquilly développera le projet « Ombres de Chimère ». À partir de recherches comparatives sur la thématique de l'ombre, un dispositif numérique a été imaginé mettant en avant des concordances ou des similitudes entre les mythes et certains arts populaires de différentes cultures et à différentes époques. Le projet doit aboutir à une chorégraphie pour drones et tambours d'ombre : un ballet de drones supportant divers théâtres mécaniques et projetant des ombres dans l'espace de la représentation, en musique. Une série de modules mécanisés et lumineux projetant textes et images dans l'espace, pouvant être suspendus et motorisés et une douzaine de tambours d'ombres seront réalisés au cours de la résidence sur le principe des lanternes magiques et autres jouets optiques préfigurant le cinématographe. Cette résidence sera également ponctuée de workshop, rencontres avec le public, conférences, ciné-concert...

Enfin, la Maison populaire poursuivra son travail autour des pratiques amateurs :
- Ateliers adultes : Aquarelle, Dessin modèle, Dessin peinture, Modelage et sculpture, Mosaïque, Photographie argentique N&B, Photographie numérique, Poterie.
- Ateliers enfants : Bandes dessinées, Dessin peinture, Éveil aux arts plastiques, Modelage et sculpture.

Ces pratiques sont valorisées par le biais de 5 expositions par saison.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Visiteurs libres (entre 3000 et 5000 par an).
Actions culturelles (environ 1000 000 personnes par an).
Elèves du primaire, collège, lycées (entre 500 et 1000 personnes par an).
Enseignants impliqués dans les différentes propositions (entre 10 et 30 par an).
Artistes présentés (entre 5 et 50 par an)
Artistes impliqués dans des projets pédagogiques (entre 1 et 5 par an).
Visites de groupes (entre 40 et 70 par an).

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient La Maison populaire des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 233 627 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé et déduction faite des contributions volontaires en nature et des dotations aux amortissements et provisions.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés - Matières premières et fournitures	1 200,00	0,45%
Achats de sous traitance	74 000,00	27,88%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 255,00	0,47%
Services extérieurs	35 733,00	13,46%
Charges de personnel et taxes sur les salaires	119 639,00	45,08%
Dotations aux amortissements et aux provisions	6 417,00	2,42%
Autres charges de gestion courante	1 800,00	0,68%
Emplois des contributions volontaires en nature	25 345,00	9,55%
Total	265 389,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	72 647,00	27,37%
Ville de Montreuil (acquis)	65 393,00	24,64%
DRAC IDF (sollicité)	31 004,00	11,68%
CD 93 (sollicité)	46 000,00	17,33%
Région IDF	20 000,00	7,54%
Contributions volontaires en nature	25 345,00	9,55%
Autres recettes	5 000,00	1,88%
Total	265 389,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	6 500,00 €
2016	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
	Montant total	61 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001747

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FESTIVAL CIRCULATION(S) : EDITION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	248 230,21 €	8,06 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FETART
Adresse administrative : 51 RUE DES RIGOLES
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marion HISLEN, Présidente
Date de publication au JO : 4 juin 2005
N° SIRET : 48534098800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation de cette manifestation nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
Le festival Circulation(s) a pour vocation de faire émerger les talents de la jeune photographie européenne et de fédérer un réseau d'acteurs européens partageant la même ambition : aider les jeunes photographes à s'insérer dans le monde professionnel et faire découvrir au public la création artistique contemporaine innovante.

La programmation s'articule autour de la sélection d'un jury suite à un appel à candidatures international, d'invités (une galerie et une école) et de la carte blanche du parrain de chaque édition. Autour de cette exposition d'envergure réunissant une quarantaine de photographes européens, des activités pédagogiques (visites commentées par les artistes, projections,...) et des ateliers/workshops (lectures de portfolios,...) sont mis en place à destination du grand public et des jeunes photographes.

Le festival créé en 2011, s'est tenu dans un premier temps au Parc de Bagatelle à Paris. Après quatre années consécutives de succès, une reconnaissance toujours plus solide du public et de la critique, Circulations(s) a pris en 2014 un nouvel élan en s'installant au CENTQUATRE. Le festival est devenu l'un des rendez-vous incontournables de la photographie en France.

Description :
Le travail de l'association Fetart, en corrélation avec les professionnels de l'image, a mis en lumière la difficulté d'exposer, au même titre que pour les jeunes diplômés d'obtenir une première expérience.

Fetart est une association unique dans son action auprès des jeunes photographes. Elle a permis la découverte et la première exposition de nombreux jeunes talents dont le parcours s'est prolongé par la suite : Lucie & Simon, découverts et exposés en 2007, prix HSBC 2010, Stéphanie Lacombe, exposée en 2008 - prix Niepce 2009, Charlotte Tanguy, exposée en 2010, représentée par l'Agence VU', Eric Pillot, exposé en 2011 - Prix HSBC 2011, Julien Taylor, exposé en 2006 - Prix Nicolas Feuillatte pour l'art contemporain 2011, Maïa Flore, affiche de Circulation(s) 2011, représentée par l'agence VU' et repérée par trois galeries, Cristina De Middel, découverte Fetart du Festival 2013 a connu un succès mondial avec sa série Afronautes (exposée au Rencontres d'Arles, Paris Photo..), Lombardi, lauréat du CNAP / Soutien à la Photographie Documentaire – et du prix SCAM / Brouillon d'une Rêve Images , Bruno Fert, lauréat du Prix de l'Académie des beaux-arts 2016, David Fathi, lauréat du Grand Prize Fotofestiwal in Lodz, et du prix d'Arles Photo Folio Award, Laurent Kronental, lauréat de la bourse du Talent 2016 - BNF...

L'édition 2017 du festival se déroulera du 21 janvier au 5 mars.

Suite à l'appel à candidatures international diffusé auprès des structures européennes liées à l'image (institutions, festivals, écoles, galeries, médias), plus de 800 photographes ont envoyé leurs dossiers. Jugés sur leur qualité artistique, la pertinence de leur travail et la vision personnelle qu'ils expriment, les dossiers ont été examinés par un jury de professionnels du monde de l'image, réuni sous la houlette de José Manuel Gonçalvès, directeur du CENTQUATRE-PARIS et de la marraine Agnès b. 47 artistes ont été sélectionnés pour cette nouvelle édition.

Les actions suivantes sont par ailleurs prévues en parallèle des expositions :

- La résidence
José Manuel Gonçalvès, directeur du CENTQUATRE-PARIS, offre à un artiste "coup de coeur" la possibilité d'une résidence au sein de l'établissement. En 2017, c'est le prix du public : Laurent Kronental.

- Le catalogue de l'exposition
Le catalogue de référence bilingue (anglais/français) en couleurs présentant l'ensemble des artistes et des intervenants de Circulation(s) est réalisé cette année par les éditions du Bec en l'Air. Il est vendu au prix de 22€ à la librairie du CENTQUATRE-PARIS Le Merle Moqueur et dans toutes les librairies spécialisées.

- Les Fetart academy
Un cycle d'une semaine de conférences et de tables-rondes autour de thématiques en lien avec les problématiques concrètes de photographes. En partenariat avec Michel Poivert, Dalila Amor et l'Université Paris I, Panthéon- Sorbonne.

- Lieux associés
Innovation chez Circulation(s): pour la première fois, le festival s'associe aux lieux parisiens qui soutiennent et défendent la jeune photographie contemporaine (galeries Clémentine de la Féronnière, Escale à La Grange aux Belles, Esther Woerdehoff, Fisheye Gallery, Intervalle, La Capsule, Little Big Galerie et Librairie 29).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Photographes émergents.
Professionnels de la photographie (galeries, musées, collectionneurs, commissaires d'exposition..).
Grand public.
Jeunes publics.

La délocalisation de Circulation(s) au CENTQUATRE-PARIS s'est accompagnée d'une volonté de développer et de diversifier les activités du festival. Intégrant déjà dans sa programmation un champ d'actions de médiation culturelle auprès du grand public et des jeunes photographes (visites commentées par les artistes, projections, lectures de portfolios, ateliers/workshops, conférences/débats encadrés par des professionnels du monde de l'image), Fetart a souhaité prolonger ses actions de sensibilisation à la photographie par une offre adaptée au jeune public. Cette action vient appuyer une des ambitions premières de l'association Fetart, à savoir créer des événements conviviaux, moments d'échanges et de partages que nous voulons accessibles au plus grand nombre : Exposition à hauteur d'enfants, Visites guidées, outils pédagogiques...

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Festival Circulation(s) au titre des Aides aux arts plastiques à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 248 230,21 € correspondant au budget prévisionnel présenté, déduction faite des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	74 799,81	9,58%
Services extérieurs	5 836,35	0,75%
Autres services extérieurs	21 635,98	2,77%
Dépenses de personnel	120 110,50	15,38%
Autres charges de gestion courante	25 847,57	3,31%
Emplois des contributions volontaires en nature	532 850,00	68,22%
Total	781 080,21	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture (sollicité)	50 000,00	6,40%
Région Ile-de-France	20 000,00	2,56 %
Ville de Paris (sollicité)	40 000,00	5,12%
Aides privées	61 049,52	7,82%
Produits financiers	7 000,00	0,90%
Ressources directes affectées à l'action	65 180,69	8,34%
Bénévolat	10 000,00	1,28%
Prestations en nature	522 850,00	66,94%
Autres produits	5 000,00	0,64%
Total	781 080,21	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	12 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001748

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CNEAI : PROGRAMME CULTUREL ET ARTISTIQUE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	181 000,00 €	30,00 %	54 300,00 €
	Montant Total de la subvention		54 300,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNEAI CENTRE NATIONAL ESTAMPE ET ART IMPRIME
Adresse administrative : 2 RUE DU BAC 78400 CHATOU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Steven HEARN, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 40805049000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 9 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
Créé en 1997, le Centre national de l'estampe et de l'art imprimé est un centre national d'art consacré à la promotion de l'art contemporain, principalement dans le domaine de l'édition et de la publication, notamment par l'aide à la création, la réalisation d'expositions, la mise en œuvre de projets de recherches, l'accueil d'artistes, la constitution d'un fonds de publications, la programmation d'activités pédagogiques, l'édition et la diffusion.

Situé sur l'Ile des impressionnistes de Chatou, le centre accueil un lieu d'exposition (4 salles), un salon de télévision, une collection de multiples et une collection de livres d'artistes et d'éphéméras ainsi qu'un atelier de production. Amarrée aux abords du centre, La maison flottante, résidence interdisciplinaire a été créée et financée par la Région en 2007.

Le Cneai est aussi une structure culturelle reconnue par l'inspection académique, et s'associe aux projets des établissements scolaires selon différents dispositifs : atelier artistique – accompagnement éducatif – résidence d'artiste en milieu scolaire.

Son territoire d'action est local, national et international.

Description :
Le programme artistique se construit avec des artistes émergents, porté par des artistes plus confirmés, en lien avec des questions de société et de territoire. Il est corrélé à une intense démarche d'accompagnement des artistes vers la professionnalisation artistique. Ainsi, le travail mené avec le laboratoire de recherche Art by translation, intègre de jeunes artistes émergents (4 à 10 par année) pour un programme de professionnalisation incluant : la participation à un groupe professionnel (curateurs, critiques, artistes confirmés, collectionneurs, enseignants), la pratique collaborative menant à la réalisation d'œuvres et d'expositions en France et dans un réseau international et la publication de textes. Il donne également lieu à des phases d'enseignement dans le cadre de séminaire auprès d'étudiants issus d'écoles de Beaux-arts.

En 2017, le projet Art by translation, en partenariat avec le Cneai, l'Esba Angers Talm ENSAPC Cergy, École d'architecture de Versailles, l'Université libre de Bruxelles et quatorze partenaires internationaux, créé sur 3 ans un programme de pratique artistique post-master pour 4 artistes émergents, avec 30 journées de séminaires réunissant des groupes de 40 artistes et professionnels pour réaliser une exposition au Cneai ainsi que des journées de rencontres et performances publiques.

Le CNEAI développe un programme culturel en direction des lycées - notamment avec le Lycée Alain et un réseau de lycées sur plusieurs départements - en l'élaborant sur la durée avec d'autres partenaires culturels tels que la Médiathèque de Chatou et le Château Éphémère de Carrières-sous-Poissy. Il développe notamment le projet Iconotexte, composé d'une plate-forme web qui diffuse des propositions pédagogiques pour réaliser des assemblages de textes et d'images dans le cadre d'ateliers artistiques : application libre, produite par le Cneai dans le cadre du programme « art et société » de la Fondation Daniel et Nina Carasso et programme d'ateliers artistiques personnalisés pour les enseignants, les animateurs et leurs publics. Iconotexte crée de nouvelles pratiques, critiques et plus créatives, du rapport texte/image. Dans le cadre du plan départemental pour l'éducation artistique et culturelle et en partenariat avec la Direction des Services de l'Éducation Nationale des Yvelines, le Cneai accueille les enseignants et les conseillers pédagogiques en art visuel lors de séances dites d' « animations pédagogiques ».

Il étend ses actions dans les zones blanches, par le biais des établissements scolaires et des hôpitaux, des équipements culturels et la création de communautés d'amateurs d'art généralement éloignés de la scène artistique en diffusant des œuvres des collections multiples et FMRA chez l'habitant, dans le cadre de Art Heroes, programme d'art qui renouvelle et actualise le principe d'une « artothèque du XXIème siècle». Plus que les œuvres, ce sont les projets artistiques qui sont pris en charge par les habitants, qui deviennent eux-mêmes curateurs de leur exposition domestique auprès des amis et familles. Les œuvres sont prêtées avec des protocoles d' « expositions à la maison », d' « échanges de données avec l'artiste », de « diffusion publique depuis l'appartement » ou encore d'œuvre collaborative - DIT « Do it Together ». Mieux que des prêts d'estampes encadrées, c'est l'art vivant qui s'invite chez soi. Les artistes répondent en nombre à l'appel que leur fait le Cneai et proposent aux habitants non seulement une œuvre mais aussi les manières de se l'approprier, d'en faire profiter sa famille, ses amis, et surtout de constituer une communauté autour de l'artiste et de son projet. Sont disponibles au prêt 800 œuvres multiples de plus de 100 artistes (Fonds Multiple du Cneai), composé d'œuvres majeures d'artistes réputés et d'artistes émergents, dont une large part d'artistes vivant en France. Œuvres produites dans le cadre de résidences d'artistes au Cneai et accompagnées du récit relatant le processus de création. Des formes qui peuvent être classiques (gravures, peintures, sculptures) mais le plus souvent participatives ou surprenantes (une œuvre partition à réaliser chez soi, une veste, un siège, un protocole, une bougie, un texte, un livre, un film, une exposition entière,…) qui déclenchent discussions et jubilations sur la question « Mais qu'est donc une œuvre d'art ? ». L'objectif est notamment de former à terme des communautés artistiques d'habitants autour des artistes et des projets.

Chaque saison culturelle, de septembre à juin, une carte blanche par mois ouvre un des espaces du Cneai à un collectif d'artistes, d'éditeurs, et d'auteurs de tous horizons plastiques, notamment numérique… Le programme 2017-2018 comprend notamment :

. ROTOLUX : designers et éditeurs. Avec Léna Araguas, Alaric Garnier, Dimitry Robert (Montreuil).
. A CONSTRUCTED WORD : Groupement à géométrie variable d'artistes, de philosophes, d'écrivains, de musiciens et d'amateurs. Geoffrey Loewe, Jacqui Riva (Paris).
. LA NOUVELLE FABRIQUE : Atelier d'artistes et designers numériques. Johan Stool (Pantin).
. LES G.U.I : Designers, artistes et développeurs. Benoît Verjat, Nicolas Couturier, Alexis Jacomy (Paris).
. FRANCISCOPOLIS : Editeurs. Jean-Michel Géridan,Yann Owens (Le Havre).
. PEEPING TOM : Revue et ferme hors-sol – alimentation durable et système alimentaire innovant. Caroline Niémant (Les Lilas).
. LE BUREAU D'INVESTIGATION POÉTIQUE : Revue numérique de co-errance. Frank Smith (Paris).
. EXPOSER / PUBLIER : Editeurs, collectif d'artistes et de doctorants. Caroline Sebilleau, Léo Coquet, Benoît Brillent (Paris).
. COLLECTF LAUENEN : Collectif d'artistes auto-éditeur. David de Tscharner, Eric Croes, Jean-Baptiste Bernadet (Paris, Suisse et Belgique).
. DO NOT WORK ALONE. Collectif d'éditeurs et artistes (Paris).
. BEDFORD PRESS : éditeur et graphiste. Wayne Daily (Londres).
. THEOPHILE'S PAPER: éditeur et commissaire d'exposition (Bruxelles).
. OEI : chercheur, enseignant, éditeur (Suède).
. DIEUDONNÉ CARTIER : éditeur et artiste (Bruxelles).

Du 1er avril au 23 juillet 2017, dans le cadre de la série d'événements marquant le quarantième anniversaire du Centre Pompidou, Micro Onde, Centre d'art de l'Onde et le Cneai, s'associent avec les commissaires d'expositions Yann Chateigné et Tiphanie Blanc pour proposer une double exposition. A travers œuvres et documents issus des collections du Musée national d'art moderne et du Cneai, en lien avec les artistes qui ont marqué l'histoire des deux centres d'art, le projet explore deux pans d'une histoire inaccomplie. Au Cneai, en association avec Tiphanie Blanc, c'est autour de la figure de Pascal Doury, artiste, éditeur et collectionneur disparu en 2001, que le projet cartographie les ramifications d'une autre révolution française restée dans l'ombre, dans l'instant de son devenir moléculaire. Le Cneai invite également Jean-Baptiste Caron (né en 1983) pour sa première exposition monographique. Son travail interroge les lois physiques ou mécaniques relatives aux notions de pesanteur, d'impesanteur, de densité ou de légèreté.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Artistes (23 artistes émergents ont été accueillis en 2016, 25 le seront en 2017).
Public, notamment des écoles primaires, collèges et lycées. (9 693 visiteurs et participants en 2016)
Universités, écoles d'art.
Structures associatives du territoire.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CNEAI au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 54 300 € sur une base subventionnable de 181 000 €.

Localisation géographique :
- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	22 334,00	12,34%
Achats stockés - Matières premières et fournitures	11 484,00	6,34%
Achats non stockés de matières et fournitures	4 566,00	2,52%
Locations	5 600,00	3,09%
Entretien et réparations	18 290,00	10,10%
Primes d'assurance	2 620,00	1,45%
Documentation	400,00	0,22%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	600,00	0,33%
Publicité, publications, relations publiques	750,00	0,41%
Transports des oeuvres	1 343,00	0,74%
Déplacements, missions et réceptions	292,00	0,16%
Frais postaux et frais de télécommunications	2 115,00	1,17%
Services bancaires et assimilés	730,00	0,40%
Autres cottisations	800,00	0,44%
Rémunération des personnels	78 136,00	43,17%
Charges sociales	24 483,00	13,53%
Autres charges de personnel	4 407,00	2,43%
Charges diverses de gestion courante	1 000,00	0,55%
Autres charges de gestion courante	100,00	0,06%
Charges exceptionnelles	500,00	0,28%
Autres impôts et taxes	450,00	0,25%
Total	181 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	1 500,00	0,83%
Ventes de marchandises	1 000,00	0,55%
DRAC IDF	63 450,00	35,06%
Ville de Chatou	25 000,00	13,81%
CD78	35 000,00	19,34%
Région IDF	54 300,00	30,00%
CUI CAE	750,00	0,41%
Total	181 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	54 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2014	Manifestations littéraires	3 500,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	57 500,00 €
	Montant total	131 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002151

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CPIF : PROGRAMME ARTISTIQUE ET CULTUREL 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	478 610,00 €	10,03 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE PHOTOGRAPHIQUE IDF
Adresse administrative : 107 AV DE LA REPUBLIQUE
77347 PONTAULT COMBAULT CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick BARONE, Président
Date de publication au JO : 10 août 1988
N° SIRET : 38191908300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
Le Centre Photographique d'Ile-de-France, créé en 1989, appartient au réseau national des Centres d'art. Il suscite et accompagne la recherche, la production et la diffusion de projets artistiques liés à la photographie contemporaine. Il est attentif aux pratiques établies aussi bien qu'émergentes, aux formes traditionnelles comme aux formes issues de technologies numériques, aux relations que la photographie entretient avec les autres champs de la création contemporaine. Le centre accompagne et analyse ces évolutions afin d'offrir aux publics des repères. Dans cette perspective, il mène également des actions transversales fortement liées à sa programmation (actions de médiation, ateliers de pratique amateur, ateliers de post-production, résidences d'artistes).

Description :
En 2017, la saison s'organise exceptionnellement autour de trois périodes d'exposition et une journée de performance :
La question du temps sera au centre de la programmation. Le passé est considéré comme un temps perspectif. La saison explore le passé comme fondement du présent et terreau du futur. Se présentant comme un retour sur des techniques, une collection, un retour sur une conception d'une politique de soutien à la création moderne et contemporaine et de sa médiation, la proposition des artistes et commissaires invités sera prospective. Des expositions originales qui mêlent la production d'œuvres

nouvelles et la diffusion d'œuvres issues de collections, qui soutiennent les recherches d'artistes émergents, de jeunes artistes et d'artistes confirmés ainsi que celles de jeunes critiques d'art.

Dans un premier temps, le CPIF se transforme en laboratoire, au sens littéral du terme. En effet, Aurélie Pétrel amorce, in situ, une recherche qui s'appuie sur l'analyse du passé : car le 40e anniversaire du Centre Georges Pompidou, célébration à laquelle le CPIF a été invité à participer, constitue une occasion de reconsidérer des techniques, des œuvres, des rapports au corps, au monde, à la culture, à ses musées, à reconsidérer des positionnements artistiques et éthiques…

Elle sera rejointe par Marina Gadonneix, puis Marcelline Delbecq, Rémi Parcollet et Audrey Illouz qui s'associent à ces recherches pour le volet Pontellois-Combalusien de SoixanteDixSept : trois expositions et un festival de performance pour célébrer le 40ème anniversaire de l'ouverture du Centre Georges Pompidou, à l'initiative du CPIF, de la Ferme du Buisson et du Frac Ile-de-France.

À plus d'un titre, ces programmations reviennent sur une certaine vision de l'art et de la société, sur un moment clé porteur de ces utopies qui, aujourd'hui encore, traversent la création contemporaine.

En participant à cette célébration, qui valorise une collection d'envergure internationale sur le territoire seine-et-marnais, tout en permettant l'émergence et la diffusion d'œuvres nouvelles, le CPIF célèbre et réaffirme son positionnement comme instrument de décentralisation et de démocratisation culturelle. En s'associant à deux autres lieux d'art contemporain qui mènent, sur le département, un travail complémentaire, le CPIF poursuit sa contribution de dynamisation du territoire par l'action de réseau tout en travaillant à sa capacité de rayonnement sur la scène nationale et internationale.

L'exposition monographique en automne 2017 sera l'aboutissement d'un travail d'accompagnement d'Agnès Geoffray sur plusieurs années, de sa résidence à sa première exposition monographique d'importance en France. Le commissariat de l'exposition est assuré par J. Emil Sennewald, qui a emporté le prix AICA France 2016 de la critique d'art internationale en présentant le travail d'Agnès Geoffray. Cette exposition interroge la violence de l'acte photographique, le rapport aux images du passé, à la représentation de la violence et la tentative d'une forme de réparation du présent.

Dans ce calendrier, Les Précipités s'invitent pour la première fois hors les murs, de mars à mai, dans la Salle des Trophées du Parc Culturel de Rentilly – Comunauté d'agglomération de Marne et Gondoire, avec une proposition de Marie Sommer.

Les résidences de post-production et la résidence internationale permettent à des artistes émergents d'expérimenter l'image dans leur travail, à des artistes confirmés d'explorer de nouvelles pistes, et au Centre de parfaire un travail plus prospectif (sur appel à candidature et sélection par un jury). Un temps sera consacré à l'expérimentation par la mise en espace des œuvres produites. La recherche théorique est notamment alimentée par une journée d'étude. Conjointement, dans le cadre de l'action culturelle de l'Atelier, chaque proposition artistique fait l'objet d'un accompagnement auprès de tous les publics à travers la documentation, les rencontres publiques avec les artistes, les conférences, les visites commentées et de multiples actions éducatives en direction de publics diversifiés. Pour 2017, le jury, a retenu les candidatures de Marie Sommer pour Histoires parallèles, Florent Meng pour Sasabe Trails, Laurie Dall'Ava pour un projet Sans titre

De Pontault-Combault à Disneyland / Valérie Jouve, artiste et Arlette Farge, historienne mèneront en 2017 des recherches pour une exposition prévue au CPIF en 2018.

La Résidence internationale de recherche et de création pour un artiste étranger sera consacrée à Clare Strand. Née en 1973, elle vit et travaille à Brighton, en Grande-Bretagne. Elle est diplômée du Royal College of Art. Elle a déjà été à l'honneur dans de nombreuses expositions en Europe, et son travail a également été présenté dans plusieurs musées et institutions de notoriété internationale, en Europe et dans le monde entier.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Le Centre Photographique d'Île-de-France est un lieu ressource pour les initiatives visant à l'élaboration d'une pédagogie de l'image. Terrain de rencontres sensibles, il envisage l'art comme un facteur d'émancipation individuelle, nécessaire au développement de la curiosité, à la création de repères et à la fondation d'une culture commune.

Les actions éducatives du Centre s'adressent à tous les publics en recherchant des outils et formes de médiation accessibles, adaptés à chacun d'eux. Toutes les visites sont gratuites, elles prennent la forme d'un échange autour des œuvres et visent à former le regard du spectateur. Les ateliers de pratiques, notamment en laboratoire argentique, sont pour leur part pensés en écho avec l'exposition, ils permettent aux participants de s'approprier l'univers des artistes présentés.

Au sein de cette politique, une attention toute particulière est accordée aux personnes qualifiées d'« éloignés » des pratiques artistiques et culturelles - en situation de précarité sociale ou de handicap, détenues en milieu carcéral. Afin d'appréhender ou d'approfondir la compréhension et la pratique de l'image, de développer la connaissance de la création contemporaine, le service des publics a par ailleurs pour mission de concevoir et accompagner de nombreux projets pédagogiques axés sur l'intervention d'artistes auprès du public. Imaginés à l'échelle d'une ou plusieurs années, en lien avec la programmation artistique ou les résidences, ces projets trouvent des formes de valorisation spécifiques sur des supports et dans des lieux différenciés. Ils s'inscrivent dans les dispositifs de financements proposés par les collectivités territoriales, la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France ou le Ministère de l'Éducation nationale.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CPIF au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 48 000 € sur une base subventionnable de 478 610 € correspondant au budget prévisionnel présenté, déduction faite des dotations aux amortissements, des contributions volontaires en nature et des services bancaires.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	47 300,00	9,28%
Achats stockés - Matières premières et fournitures	16 774,00	3,29%
Locations	4 256,00	0,83%
Entretien et réparations	4 500,00	0,88%
Assurance	7 800,00	1,53%
Documentation	5 635,00	1,10%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	65 630,00	12,87%
Publicité, publications, relations publiques	28 024,00	5,50%
Déplacements, missions et réceptions	23 706,00	4,65%
Services bancaires et assimilés	500,00	0,10%
Impôts et taxes sur rémunérations	10 000,00	1,96%
Rémunération des personnels	173 445,00	34,01%
charges sociales	75 500,00	14,81%
Dotations aux amortissements et aux provisions	13 700,00	2,69%
Emplois des contributions volontaires en nature	17 150,00	3,36%
Autres charges de personnel	16 040,00	3,15%
Total	509 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	28 690,00	5,63%
Ville de Pontault Combault (sollicité)	148 000,00	29,02%
Service des politiques educatives TAP (sollicité)	200,00	0,04%
Appel à projet santé et handicap 2017 (sollicité)	2 300,00	0,45%
DRAC IDF (sollicité)	146 500,00	28,73%
CD77 (sollicité)	60 000,00	11,77%
Région IDF	48 000,00	9,41%
MEN	1 150,00	0,23%
ARS IDF	2 800,00	0,55%
ASP	19 260,00	3,78%
Produits financiers	500,00	0,10%
Reprise sur amortissement des provisions	31 410,00	6,16%
Prestations en nature	17 150,00	3,36%
Autres produits	4 000,00	0,78%
Total	509 960,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	48 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	48 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	8 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	51 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	48 000,00 €
	Montant total	104 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002160

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CREDAC : PROGRAMMATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	170 000,00 €	23,53 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - CREDAC
Adresse administrative : LA MANUFACTURE DES OEILLETS 94300 IVRY S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Martin BETHENOD, Président
Date de publication au JO : 20 novembre 1985
N° SIRET : 33837417600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
Créé en 1987, Le Centre d'art contemporain d'Ivry - le Crédac est un lieu d'expositions, de production et d'expérimentation dévolu à la création artistique contemporaine.

Ses missions sont d'accompagner des artistes français et étrangers dans leurs projets et de permettre une rencontre sensible entre le public et les œuvres. Le Crédac propose ainsi des activités et des outils favorisant l'écoute et le dialogue. Des événements ouverts à tous les publics sont organisés pour chaque exposition.

Tout au long de l'année, le Crédac accueille des expositions consacrées à un ou plusieurs artistes émergents ou confirmés, français ou étrangers, témoignant de la diversité des pratiques actuelles : peinture, photographie, vidéo, son, graphisme, sculpture, installation, performance…

Description :

A l'occasion des 30 ans du Crédac, le programme des expositions sera enrichi de différentes propositions

artistiques. Concerts, performances, festival de films d'artistes, qui toutes font écho à l'actualité, celle des artistes et de l'époque.

Corentin Canesson / Rétrospective my eye / Exposition du 20 Janvier au 2 avril 2017
À la fois artiste et curateur, Corentin Canesson dédie son temps à la peinture, à la musique et au commissariat d'expositions. Corentin Canesson fait le choix pour cette exposition d'un protocole : peindre des toiles abstraites de format 190 x 130 cm à l'acrylique et à l'huile. La peinture, conçue comme « un geste spontané de plaisir » convoque tour à tour différentes références de l'histoire picturale du XX" siècle, et affiche quelques clins d'œil non dissimulés à Eugène Leroy, Bram Van Velde ou Georg Baselitz. Corentin Canesson est né en 1988 à Brest, il vit et travaille à Brest, Rennes et Paris.

Lola Gongàleg / Te souviens-tu de la couleur des fraises ? / Exposition du 20 Janvier au 2 avril 2017
Que ce soit dans l'écriture, la production, ou encore le choix de travailler avec ses amis, les œuvres de Lola Gongàleg appellent une authenticité, une spontanéité et une fluidité, avec des formes visuelles simples et construites. Réalisant principalement des vidéos, elle y met en scène de façon presque systématique le collectif via le jeu d'une bande de jeunes individus dans une grande maison de caractère et son environnement. Pour l'exposition, elle présente un ensemble de films récents, ainsi qu'une nouvelle production tournée en décembre 2016. Par le biais d'invitations, elle souhaite aussi donner la parole à son réseau de complicités - famille, amis - intrinsèquement lié à sa façon de travailler. Lola Gongàieg est née en 1988 à Angoulême, elle vit à Paris.

NinaCanell / Exposition du 21 avril au 25 juin 2017
Les sculptures de l'artiste suédoise Nina Canell (née en 1979, vit à Berlin) donnent de la substance à l'immatériel et de la légèreté au physique. Suivant la subtilité des forces fluctuantes et la minutie de la perception, Nina Canell rend visible le lien inné que nous avons avec notre atmosphère environnante. Ses sculptures sont une exploration des conditions physiques : les courants électriques, les changements dans l'atmosphère, les forces d'attraction, les propriétés de l'air et de l'eau ….Nina Canell est née en 1979 à Vaxiô, Suède ; elle vît et travaille à Berlin.

Alexandra Bircken, Stretch / Exposition personnelle, septembre-décembre 2017
Les œuvres d'Alexandra Bîrcken (née en 1967 à Cologne) se distinguent par la présence puissante du corps. Dans son traitement des matériaux, qui sont interconnectés, étirés, déconstruits, l'artiste produit des réseaux « multicouches », physiquement et métaphoriquement. Cette matérialité qui exhale de ses installations s'exerce à la fois par l'usage de matériaux doux et naturels, tels le cuir. la laine, les bas de nylon, ou encore l'herbe, mais aussi lourds et usinés, tels le plastique, le plâtre, le métal ou le bronze. L'artiste choisit méticuleusement ces matériaux et objets, et les altère au moyen du modelage ou de la découpe. L'exposition réunit une large sélection d'œuvres récentes et de nouvelles productions, qui abordent le corps humain et le corps mécanique tels des paramètres fondamentaux de la sculpture de notre époque. Alexandra Bircken vit et travaille à Cologne et Londres.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Au cœur du projet artistique du Crédac, le bureau des publics a pour vocation de favoriser la rencontre avec l'art contemporain et les démarches artistiques actuelles. Dans cet objectif de sensibilisation, il développe un programme d'activités et de projets spécifiques à destination des publics de tous horizons.
Ces actions privilégient le contact sensible avec les œuvres et permettent de parcourir les processus

Chaque exposition au Crédac s'accompagne de rendez-vous ouverts à tous. Différents formats sont proposés :
La « Crédacollation » est une rencontre privilégiée avec l'artiste autour de ses œuvres. Pour « Les Rencontres », une personnalité (critique d'art, philosophe, sociologue...) est invitée à dialoguer autour du

travail de l'artiste et de ses œuvres. « Art-Thé » propose une visite commentée de l'exposition suivie d'un temps d'échange autour de références artistiques, de documents et d'extraits littéraires, filmiques et musicaux. Thé, café et pâtisseries sont offerts.

Pour les enfants et leurs familles, le Crédac propose des Ateliers-Goûtés dans les expositions. La visite est suivie d'un atelier prolongeant la rencontre avec les œuvres de manière sensible et ludique. Un goûter conclut ce moment de découverte et d'expérimentation. L'atelier s'adresse aux enfants âgés de 6 à 12 ans.

Formation / sensibilisation

Les professionnels de l'Education Nationale, du monde de l'enfance et de l'animation sont accueillis pour des rendez-vous de formation à l'art contemporain. Par ailleurs, le Crédac entretient une relation privilégiée avec certaines associations pour permettre un meilleur relais avec les acteurs du domaine socioéducatif présents sur son territoire.

Education Nationale
- Visite-découverte : Le bureau des publics reçoit les enseignants du 1er degré à chaque exposition pour une visite spécifique. C'est à cette occasion que sont présentes les différents outils pédagogiques ainsi que les visites et ateliers conçus en lien avec les démarches des artistes exposés.
- Formation des néo-titulaires : le centre d'art est une des structures culturelles partenaires dans l'élaboration de stages de formation à destination des néo-titulaires en lien avec la Délégation Académique à l'éducation Artistique et Culturelle (DAAC) du Rectorat de Créteil, daris le domaine des arts visuels et de l'architecture (en collaboration avec le CAUE du Val-de-Manie).
- Formation des étudiants : le Crédac accueille des cycles d'études supérieures d'Ivry, d'Ile-de- France et d'autres horizons pour des visites à caractère professionnel axées sur les enjeux artistiques et culturels des centres d'art et sur les aspects techniques de leur fonctionnement.

Scolaires
- Les visites commentées s'appuient sur l'apprentissage du regard et le dialogue autour des œuvres. Elles mettent en lumière les problématiques et les enjeux de l'exposition.
- Les ateliers de pratique artistique prolongent la visite par une approche plastique et expérimentale. Ils privilégient l'utilisation de techniques et de matériaux variés et donnent lieu à des réalisations individuelles ou collectives.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CREDAC au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 170 000 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	7 000,00	4,12%
Achats matières et fournitures	3 161,00	1,86%
Autres fournitures	42 141,00	24,79%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	11 800,00	6,94%
Publicité, publications, relations publiques	10 177,00	5,99%
Déplacements, missions et réceptions	2 000,00	1,18%
Dépenses de personnel	93 721,00	55,13%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (demandé)	40 000,00	23,53%
Inspection académique (acquis)	1 481,00	0,87%
Région IDF	40 000,00	23,53%
CD94 (sollicité)	30 000,00	17,65%
Ville d'Ivry (sollicité)	48 519,00	28,54%
Autres produits	10 000,00	5,88%
Total	170 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	54 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	62 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)	20 000,00 €
	Montant total	176 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002302

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LA TERRASSE - ESPACE D'ART DE NANTERRE : PROGRAMME ARTISTIQUE ET CULTUREL 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	134 681,00 €	14,85 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE
Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945
92014 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICK JARRY, Maire
N° SIRET : 21920050800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en œuvre de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
La Terrasse, espace d'art de Nanterre, est un lieu de diffusion de la création contemporaine, plastique en particulier, constitué d'un espace d'exposition polyvalent de 200 m2, d'une vitrine d'une surface de 40m² permettant la création d'œuvres in situ, d'un toit terrasse, ouvert au public situé au pied d'immeubles résidentiels et d'entreprises tertiaires. La Terrasse organise également des manifestations hors les murs (La conque, théâtre en plein air du parc des Anciennes-Mairies reçoit une proposition picturale monumentale annuelle).

Le programme est développé autour des 4 saisons climatiques et comprennent chacune une exposition temporaire, des activités et des événements : Médiation, éducations artistiques, parcours, expositions dans les écoles, rencontres et créations avec des artistes dans les écoles / Restitutions des pratiques à l'école, pratiques en amateur (dans les 10 ateliers municipaux gérés par le secteur) / visites de groupes scolaires (de la maternelle aux études supérieures), suivies d'ateliers de pratiques / Midi danse à la Terrasse avec la Maison de la musique de Nanterre (projection, performance, rencontre) / Deux cours hebdomadaires d'histoire de l'art de Licence III de l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense (convention partenariale) / Un atelier périscolaire hebdomadaire (accueil de loisirs groupe scolaire Lucie Aubrac) / Des concerts / Des séances Jeune public / Des conférences / Des colloques / Des parcours pédestres, en transports publics ou en car dans le cadre des Taxi-Tram et du réseau des lieux d'art des

Hauts-de-Seine / Des réunions ponctuellement (amicale des commerçants du quartier, conseil de quartier)

Description :

Manifestations artistiques et culturelles 2017.

A - Saison hiver 2017 : Du 27 janvier au 30 mars / Urbanisme sur papier.

- Salle principale : exposition : Urbanisme sur papier. Urbanism on Paper. Marjorie Welish et Oliver Gourvil explorent le rôle du dessin dans la fabrication de la ville en s'appuyant sur un texte « Fabriquer la ville avec la ville » de Muriel Pagès, urbaniste. L'exposition fait suite au projet "Paper architecture" présenté à Slought Foundation à Philadelphie en 2005.
- Vitrine de la Terrasse, place Nelson Mandela : création in situ : peinture murale. Alexandra Arango (née en 1979 en Colombie, vit en Seine-Saint-Denis). La Terrasse accueille en 2016/2017 la plasticienne Alexandra Arango en résidence-mission intercommunale Nanterre-Colombes, dans le cadre du CLEA Contrat Local d'Education Artistique, avec la DRAC Île-de-France, le département des Hauts-de-Seine et l'Education Nationale. Ces résidences invitent les habitants de Colombes et Nanterre à appréhender les arts et la culture par la rencontre d'artistes et à découvrir des démarches originales. Elles encouragent et accompagnent les expressions artistiques des habitants, en particulier celle des jeunes, par la création. Dans la vitrine, l'artiste réalise une peinture murale avant de déployer au printemps une œuvre collective sur la place Nelson Mandela.

Evénements :
- Vernissage de l'exposition Urbanisme sur papier et de la vitrine en présence des artistes.
- Midi Danse : Danse / Musique : un dialogue renouvelé
- Conférence-discussion : Dessiner la ville du XXIe siècle en partenariat avec le CAUE 92 et l'EPADESA.
- Concert
- Concordan(s)e : Coalition / Rencontre inédite entre Mylène Benoit, artiste plasticienne, chorégraphe et Frank Smith, écrivain, poète et vidéaste sur la coalition du corps et du mouvement.

Education artistique et culturelle :
- Médiation : Visites commentées et ateliers de pratiques pour des classes de maternelles à des classes de Lycéens.
- Partenariat Ville – Paris Ouest Nanterre – La Défense 1 semestre pour 2 TD de L3 à la Terrasse

B – Saison printemps 2017 : Du 25 mars au 10 juin / Archipel

- Terrasses 12 et 13 de Nanterre : Espace public extérieur.
Exposition Archipel, Thierry Fontaine dans le cadre du Mois de la Photo du Grand Paris.
- Salle principale de la Terrasse : Alexandra Arango. résidence dédiée à la création d'une œuvre collective monumentale sur la Place Nelson Mandela.
- Vitrine de la Terrasse : Alexandra Arango Une peinture murale de l'artiste se déploie dans la vitrine depuis le 27 janvier 2017. En vis-à-vis à une œuvre collective en extérieur dans l'espace public, l'artiste présente des carnets de ville réalisés avec des participants de la résidence dans le cadre de rencontres et parcours.
- Place Nelson Mandela : Alexandra Arango et des centaines de participants Œuvre collective. Portrait de Nelson Mandela.

Evénements :
- Vernissage de l'exposition Archipel en présence de l'artiste
- Taxi tram 22 avril 2017
- Week-end Diagonale. Mois de la Photo du Grand Paris.
- Vernissage de l'œuvre monumentale collective, Place Nelson Mandela.

Education artistique et culturelle
- Médiation : Visites commentées et ateliers de pratiques pour des classes de maternelles à des classes de Lycéens.
- Partenariat Ville – Paris Ouest Nanterre – La Défense Semestre pour 2 TD de L3 à la Terrasse
- Médiathèque Pierre-et-Marie Curie de Nanterre : AP 194. Projet de l'artiste Christophe Cuzin, intervenant à l'école nationale supérieure d'art de Paris-Cergy, ENSAPC. Projet pédagogique qui vise à mettre les étudiants dans les conditions de réalisations d'œuvres de commandes publiques ou de 1 % artistique.. Un partenariat Ville de Nanterre / ENSAPC porte sur une mission de conception, de réalisation d'un programme d'animation et d'amélioration extérieur du bâtiment et des abords de la médiathèque municipale Pierre-et-Marie-Curie de Nanterre par les étudiants de l'ENSAPC dans le cadre de leur projet tutoré. Cette transformation intégrera une dimension artistique qui permettra de renouveler l'aspect extérieur, d'assurer une nouvelle visibilité et attractivité de l'établissement. La mission inclura la fabrication et l'installation de la proposition retenue.
- Bords de Seine : Exposition Utopies Fluviales, Association Dans le sens de la Barge avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Cergy, l'Ecole Nationale Supérieure d'Art et de Design du Havre – Rouen, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Normandie, l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles.
- Inauguration du Graff Park de Nanterre.

C – Saison été 2017. Du 23 juin au 30 septembre

- Salle principale de la Terrasse : Exposition des travaux des 140 élèves des 10 ateliers de pratiques amateurs (enfants, adultes) encadrés par les 8 artistes ntervenants : Florence Cosnefroy, Célia Mauloise, Olivier Millerioux, Istvan Peto, Marc Rebollo, Evelyne Simonin, Catherine van den Steen.
- Vitrine de la Terrasse Programmation en cours
- Terrasses 12 et 13 : Archipel, Thierry Fontaine. Mois de la Photo du Grand Paris.
- La Conque, théâtre en plein air ; Programmation en cours.
- Evénements : Vernissage exposition pratiques amateurs et œuvre de la vitrine
- Education artistique et culturelle : Visites commentées et ateliers de pratiques pour des classes de maternelles à des classes de Lycéens.

D - Saison automne 2017 : D'octobre à décembre 2017

- Salle principale de la Terrasse : Exposition de Robert Milin. L'artiste a été accompagné en 2013 et en 2014 dans une exploration de Nanterre grâce à une convention de résidence. Il y a poursuivi un projet filmique de portraits entamé précédemment à cette résidence. A Nanterre, il a cherché à rencontrer des acteurs socio-culturels. Il a en parallèle créé une œuvre cinématographique intitulée « L'art Les Gens L'artiste » qui explore le rôle de l'art auprès des dites classes populaires. Enfin, Robert Milin travaille un troisième projet de film et de création sonore sur le foyer de migrants des Primevères du quartier du Petit-Nanterre. L'exposition à Nanterre permettra la découverte de son œuvre au-delà des pièces créées à partir du territoire de Nanterre. Robert Milin est l'auteur du jardin partagé du Palais de Tokyo, et de nombreuses œuvres 1%.
- Vitrine : Programmation en cours.
- Evénements : programmation en cours.
- Education artistique et culturelle : Visites commentées et ateliers de pratiques pour des classes de maternelles à des classes de Lycéens.
- Installation d'une œuvre de Robert Milin au Petit-Nanterre dans l'espace public.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Habitants de Nanterre.
Employés du quartier des Terrasses (derrière l'Arche de la Défense à Nanterre).
Publics franciliens.

La Terrasse est aussi un lieu d'interactions avec les acteurs sociaux, éducatifs et culturels de la ville, avec les champs des recherches universitaires de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et avec le monde économique du quartier des Terrasses de Nanterre.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Terrasse au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 134 681 €, correspondant au budget de l'action.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	88 681,00	65,85%
Autres services extérieurs	21 000,00	15,59%
Dépenses de personnel	25 000,00	18,56%
Total	134 681,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	10 000,00	6,55%
Ville de Nanterre	106 681,00	69,87%
Région IDF	20 000,00	13,10%
CD92 (sollicité)	11 000,00	7,20%
Autres produits	5 000,00	3,27%
Total	152 681,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	198 500,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	114 130,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	166 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 616 498,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	25 000,00 €

2014	Travaux de maintenance	910 499,83 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	16 045,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	45 000,00 €
2016	Politique énergie climat	38 760,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	630 226,78 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	17 250,00 €
	Montant total	4 170 909,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002589

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CAC BRETIGNY : PROGRAMMATION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	165 000,00 €	24,24 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président
N° SIRET : 20005785900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en place de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant le vote de la CP.

Objectifs :
Le CAC Brétigny, centre d'art contemporain Cœur d'Essonne, est un équipement public de l'Agglomération Cœur d'Essonne conventionné au titre de la circulaire du Ministère de la Culture et de la Communication sur les centres d'arts du 9 février 2012.

Le CAC Brétigny exerce ses missions de production et de diffusion de la création contemporaine sous la forme d'expositions présentées dans un espace dédié et sur le territoire local, tout en étant inscrit dans des réseaux à rayonnement régional, national et international. Le CAC développe un projet ambitieux prenant en compte les spécificités sociales, culturelles, urbanistiques et économiques du territoire local et initie une politique de développement des publics spécifique et active.

Description :
La saison du CAC est organisé en Quatre Temps / Un mouvement annuel

L'Ouverture / dite «La keynote» (septembre-novembre)
La saison démarre ainsi au centre d'art par une exposition emblématique des enjeux qui animeront l'année.

Le Thème / une exposition-enquête (décembre-février)
Dans un morceau musical, le thème trace le motif d'ensemble. Construite en partenariat avec des établissements de recherche, des structures pédagogiques, au niveau local, national et international, cette exposition-enquête permet d'explorer un sujet en invitant à la participation élèves, étudiants, amateurs jeunes ou seniors, grâce à des résidences, colloques, rencontres, ateliers, expositions satellites, événements...autant d'explorations en acte.

Le Solo (mars-mai)
Le solo fait un focus sur un artiste représentant une tendance du thème annuel.

Le Final / à la fois conclusion et ouverture (juin-août)
L'exposition finale se déploie dans plusieurs lieux de l'agglomération, du département et de la région. Elle invite artistes, écrivains, commissaires dans des espaces phares, usuels ou inattendus du territoire pour transfigurer le quotidien.

L'expression «champ de distorsion» qui a inspiré le titre choisi pour la saison 2016-2017, désigne la puissance charismatique de Steve Jobs, co-fondateur d'Apple, qui réussissait à influencer les plus rétifs de ses collaborateurs. Un champ magnétique semble déformer la perception de quiconque l'approchait, toujours dans l'intérêt de son émetteur. Si les œuvres provoquent cette modification de la réalité, elles ont ceci de particulier que leurs chants se construisent dans la relation même qui les relie à celui, celle ou ceux qui écoutent, à l'autre.

L'année 2017 sera marquée par :

- La mise en avant d'artistes franciliens : Hélène Bertin, Angélique Buisson, Kompost, Géraldine Longueville, Marie Preston, Lidwine Prolonge, Sébastien Rémy, Sabrina Soyer, Cyril Verde…

- Le Premier Final : l'art à la rencontre des territoires.

- La mise en place progressive des résidences sur le territoire. L'artiste Marie Preston interviendra dans un ou plusieurs établissements scolaires de Cœur d'Essonne (de la maternelle au lycée) avec le projet « Un Compodium, du travail du commun à l'école». Avec ce projet, Marie Preston fait se rencontrer tous les acteurs de la pédagogie au travail dans la construction d'un enfant ou d'un jeune.

- Le lancement de nouveaux outils de médiation.

- Le lancement du nouveau site internet.

Public(s) cible(s) :
Les actions d'éducation artistiques et culturelles du CAC permettent de développer l'appréhension de l'art contemporain par le public du territoire via des ateliers de pratique, des visites, des rendez-vous adaptés à chacun (lycéens, scolaires maternelles et élémentaires, centres de loisirs, seniors...). Plusieurs actions sont conçues en discussion avec les associations locales, l'Éducation nationale et les services municipaux concernés afin que le CAC soit aussi un espace ressource pour les différents habitants qui composent la ville de Brétigny, son agglomération, son département et sa région.

Des ateliers de pratique amateur au centre d'art sont animés par l'équipe de médiation, sur place ou chez les partenaires. Ateliers conte avec la médiathèque pour Vocales, thérapie primaire pour Liz Magic Laser, les pratiques sont variées et couvrent l'ensemble des médiums de la création contemporaine afin de sensibiliser le public par la manipulation des formes.

D'autre part, des résidences d'artistes sur le territoire sont mises en place, en relation avec des partenaires sociaux, pédagogiques ou avec des entreprises. Il s'agit là aussi de rendre le public acteur

dans sa rencontre avec l'art contemporain.

Un poster-autocollant « CAC ou pas cap ? », mis en place pour la première fois pour Vocales, à destination des enfants et des jeunes, allie visées pédagogiques et plaisir de collectionner.

Chaque année, un cycle de recherche alimente les enquêtes thématiques. «L'Oralité, le parlé» est co-produit cette année avec le MAC/VAL et l'Université Paris VIII, avec la participation de la Villa Vassillieff, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Ecole des Beaux-Arts de Grenoble. Ce cycle dialogue avec des structures d'éducation populaire et des partenaires locaux riches de parcours culturels différents. Ces rendez-vous s'adressent aux amateurs de tous âges et aux jeunes chercheurs sous forme de colloques, workshops, conférences, performances, séances de projection... Ils ont lieu au CAC Brétigny, au MAC/VAL et à la Villa Vassilieff. Le cycle de recherche suivant est en cours de conception et vise à s'ancrer d'avantage encore sur le territoire, avec une attention particulière aux formations arts plastiques de la Région comme la classe préparatoire des Ateliers d'Arts Plastiques d'Evry, l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts Paris-Cergy et toujours l'université Paris VIII…

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CAC de Brétigny au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 165 000 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :
- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	120 000,00	72,73%
Services extérieurs	7 000,00	4,24%
Autres services extérieurs	26 000,00	15,76%
Impôts et taxes	630,00	0,38%
Dépenses de personnel	11 370,00	6,89%
Total	165 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	63 370,00	38,41%
CD 91 (sollicité)	40 000,00	24,24%
Région IDF	40 000,00	24,24%
CA Cœur d'Essonne (acquis)	14 630,00	8,87%
Aides privées	2 000,00	1,21%
Autres produits	5 000,00	3,03%
Total	165 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	42 345,32 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Fonds Propreté	31 650,00 €
2016	Réalisation de lotissements agricoles	203 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	40 597,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	91 700,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	10 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	652 292,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003164

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EXPOSITION LES TIRAILLEURS SENEGALAIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	8 360,00 €	21,65 %	1 810,00 €
	Montant Total de la subvention		1 810,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE CHARTRETTES SAMOIS
Adresse administrative : 5 RUE CLAUDE MONNET 77590 CHARTRETTES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves BARBERON, Président
N° SIRET : 75080934500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association est composée de bénévoles passionnés de la Grande Guerre, et créée depuis novembre 2014, des expositions dans le cadre du centenaire de la guerre 1914-1918.

Description :
L'association organise l'exposition « Les Tirailleurs Sénégalais » en hommage aux 150 000 soldats qui ont combattu pour la France pendant la Grande Guerre et dont 30 000 ont perdu la vie. L'exposition traitera en particulier de l'offensive Nivelle, ou bataille du « Chemin des Dames », un événement majeur de l'histoire militaire de la Grande Guerre, au cours de laquelle l'Empire colonial français utilise massivement ses colonies dans son effort de guerre. Elle comprendra :

- 30 panneaux consacrés aux combats menés par les troupes coloniales, notamment les « Tirailleurs Sénégalais », déjà présents à Verdun. En avril 1917, lors de l'offensive du Chemin des Dames, ils sont engagés en masse, au cœur du dispositif de la IVe armée du général Mangin, et sont lancés à l'assaut d'un plateau escarpé. C'est un désastre car près de la moitié des 16.000 hommes engagés sont mis hors de combat.
- 24 panneaux consacrés à la conquête des colonies allemandes. Cette guerre en Afrique se distingue sur bien des points de celle menée en Europe. Ici, la guerre, c'est le mouvement, et non l'immobilité des tranchées. Les visiteurs découvriront la conquête des possessions allemandes :

le Togo, le Cameroun, l'Afrique de l'ouest actuelle Namibie et celle de l'Afrique orientale (partie continentale de l'actuelle Tanzanie), Burundi et Rwanda.

- Du matériel de collection provenant de collection privée, présentés sous vitrines : photos, documents, casques, outils de soldats, objets divers, nombreux uniformes d'époque...

Une association sud Seine et Marne « Photos Ciné Rétro » exposera conjointement « la Photographie et le Cinéma de 1914 à 1918 ». Un temps fort sera également consacré au témoignage d'Antoinette Mongo, fille d'un tirailleur venu du Congo.

Public(s) cible(s) :
Habitants de Melun (41.000 habitants) située à 2 km au N.O de Chartrettes et ses environs, de la « Communauté de communes du Pays de Seine » regroupant : Fontaine-le-Port, Bois-le-Roi et Chartrettes comptant près de 10. 000 habitants ; des communautés de communes du « Pays de Seine », « Vallées et Châteaux », de « Yerres à l'Ancœur », « Des deux Fleuves », de « Moret Seine et Loing » et du « Pays de Fontainebleau ».

Etablissements scolaires des agglomérations des communautés de communes précitées, les associations patriotiques, les établissements de la Défense (régiments, Gendarmerie etc.) ;

Représentations diplomatiques, situées à Paris, du Mali, Niger, Sénégal, Gabon et Congo.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'association LA mémoire combattante au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 1810 € sur une base subventionnable de 8360 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :

- CHARTRETTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais repas animateurs	510,00	6,10%
Frais de communication	1 200,00	14,35%
Infographie et impression des panneaux d'exposition	2 350,00	28,11%
coktail d'inauguration	2 000,00	23,92%
Frais d'assurance	800,00	9,57%
Frais de panneaux de publicité	500,00	5,98%
Achats de petits matériels	1 000,00	11,96%
Total	8 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Mairie de Chartrettes (acquis)	2 500,00	29,90%
Mémoire combattante	450,00	5,38%
UNABCC	200,00	2,39%
FNAOM	500,00	5,98%
AGRIBAT	300,00	3,59%
SNEMM	300,00	3,59%
CARAC	500,00	5,98%
Fondation France Mutualité	500,00	5,98%
Hyundai BM Motors Fontainebleau	300,00	3,59%
CD 77 (sollicité)	1 000,00	11,96%
Région IDF	1 810,00	21,65%
Total	8 360,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 810,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003200

Conseil régional du 9 mars 2017

Objet : CABINET DES AMATEURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES BEAUX ARTS : PROGRAMME PEDAGOGIQUE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	62 800,00 €	23,89 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CABINET DES AMATEURS DE DESSINS DE L'ECOLE DES BEAUX ARTS
Adresse administrative : ENSBA 14 RUE BONAPARTE 75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Daniel THIERRY
N° SIRET : 52531120500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts est située au cœur de Saint-Germain-des-Prés, face au musée du Louvre. Elle est l'héritière de l'Académie royale de peinture et de sculpture fondée au XVIIe siècle par Louis XIV.

Placée sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, elle demeure un haut lieu de rencontre entre la création, le patrimoine et l'histoire, et occupe une place essentielle sur la scène artistique contemporaine. Sa vocation première est de former des artistes de haut niveau.

Le cabinet des amateurs de dessin de l'école des Beaux-Arts a pour objet d'enrichir les collections, de contribuer à leur rayonnement et de mettre en place des actions pédagogiques.

Description :
Le projet a pour objectif de faire découvrir aux élèves des lycées franciliens les techniques et les fonctions du dessin à différentes périodes. Les mêmes élèves viennent trois fois dans l'année à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris afin de découvrir cette institution prestigieuse et apprendre à regarder un dessin. Toutes les séances se déroulent devant les originaux et sont conduites par de jeunes historiennes de l'art. Les œuvres montrées vont du XVIème au XXème siècle.

L'action soutenue par la Région concerne 15 lycées des académies de Créteil et de Versailles 'Lycée

Henri Matisse à Trappes, Georges Brassens à Courcouronnes, Escoffier à Eragny, Michel-Ange à Villeneuve la Garenne, Jean Vilar à Meaux, Gustave Eiffel à Gagny….).

Public(s) cible(s) :
300 lycéens issus de 15 établissements.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Cabinet des amateurs de dessins de l''école des Beaux-Arts au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 15 000 € sur une base subventionnable de 62 800 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	13 368,00	21,29%
Prestations de service réalisation des actions	29 000,00	46,18%
Prestations de service secrétariat de coordination	20 000,00	31,85%
Achats de petits matériels et de fournitures	432,00	0,69%
Total	62 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	9 800,00	15,61%
Fondation RATP	20 000,00	31,85%
Académie des beaux arts	3 000,00	4,78%
Région IDF	15 000,00	23,89%
Commission des finances du Sénat (acquis)	5 000,00	7,96%
Autres produits	10 000,00	15,92%
Total	62 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-069

du 08 mars 2017

Aménagement culturel en Ile-de-France
Première affectation pour 2017
Affectations provisionnelles
pour le domaine de Villarceaux et l'Orchestre d'Ile-de-France

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 relative aux modalités d'intervention de la Région en matière d'investissement dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001, relative aux actions régionales en faveur de la société d'information et notamment son article 2 ;

VU La délibération n° CR 06-15 des 12 et 13 février 2015 approuvant l'évolution du soutien régional à la restauration du patrimoine bâti ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 portant choc de simplification ;

VU La délibération n° CR 31-16, 31-16 BIS et 31-16 TER du 18 février 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 48-16 du 17 mars 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CP 11-598 du 7 juillet 2011 relative à l'aménagement culturel en Ile-de-France, quatrième affectation pour 2011 ;

VU La délibération n° CP 16- 164 du 18 mai 2016 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel, au numérique et aux fabriques (investissement);

VU La délibération n° CP 16- 266 du 12 juillet 2016 approuvant la convention-type relative à l'équipement numérique des salles de cinéma franciliennes;

VU Les délibérations n° CP 16-543 du 13 décembre 2016 et n°CP 12-660 du 11 octobre 2012 relatives aux subventions attribuées pour les médiathèques de Saint-Prix et de Montlignon ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-069 présenté par madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Culture ;

VU L'avis de la Commission des Finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Equipements de diffusion et de création culturels

Décide de participer au titre du dispositif « Activités culturelles et artistiques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **541 014 €.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **541 014 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Soutien à la création et diffusion des arts numériques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la création et à la diffusion numériques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **148 482 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'équipement numérique culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016 ou pour l'équipement numérique des salles de cinéma à la convention type approuvée par la délibération n° CP 16-266 du 12 juillet 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **148 482 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Actions en faveur de la valorisation du Patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « Valorisation du patrimoine » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **360 319 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 16-164 du 18 mai 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **360 319 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région » - action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Changements de bénéficiaire

Décide de transférer à la société FONCIA EFIMO LGI le solde de la subvention attribuée antérieurement à la société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF par délibération n° CP 12-488 du 12 juillet 2012 pour le projet de la restauration des façades de la Villa Hennebique à Bourg-la-Reine pour un reliquat de 26 954 €, rapporté à une subvention initiale maximum de 134 730 € (dossier 12008875).

Subordonne le versement de ce solde à la signature, avec la société FONCIA EFIMO LGI, de l'avenant de transfert à la convention initialement signée avec la société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF pour la réalisation du projet précité, figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Par délibération n° CP 16-543 du 13 décembre 2016, la Commission Permanente a décidé de transférer les subventions attribuées antérieurement à la communauté d'agglomération VAL ET FORET par délibération n°CP 12-660 du 11 octobre 2012 pour les médiathèques de Saint-Prix et de Montlignon à la communauté d'agglomération PLAINE VALLEE. Suite à une erreur matérielle, décide de transférer le reliquat de ces subventions à la communauté d'agglomération VAL PARISIS et autorise la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France à signer les avenants de transfert en annexe 3 à la présente délibération pour la réalisation des projets précités.

Article 5 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Procédure du dossier	Dossier - Code	Dossier (1)	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
Aide à la restauration du patrimoine protégé	17002747	SADEV (94) - RESTAURATION DE LA PORTE MONUMENTALE DU CHATEAU DE SUCY EN BRIE	SADEV 94 SOC AMENAG DEVELOP VILLES DEP VAL DE MARNE	01/02/2016
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	17002141	ARCA TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA PENICHE ADELAIDE	ARCA ASS RECHERCHE COM MUNICATION ARTISTIQUE	01/02/2017

Article 6 : Affectation provisionnelle Villarceaux

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de 150 000 €, disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-010 «patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101005 «patrimoine régional - Villarceaux » du budget 2017.

Article 7 : Affectation provisionnelle Orchestre d'Ile-de-France

Affecte une autorisation de programme provisionnelle de 10 000 €, disponible sur le chapitre 903 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-010 «patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101004 « Orchestre d'Ile-de-France » du budget 2017.

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-069	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131002 - Equipements culturels de diffusion et de création**
Action	**13100202 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle**

Dispositif : N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Dossier	17000102 - LES TRETEAUX DE FRANCE A PANTIN - AMENAGEMENT DES NOUVEAUX LOCAUX			
Bénéficiaire	R10990 - LES TRETEAUX DE FRANCE			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	161 255,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
537 515,00 €	HT	30 %	161 255,00 €	

Dossier	17002141 - ARCA TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA PENICHE ADELAIDE			
Bénéficiaire	R25693 - ARCA ASS RECHERCHE COM MUNICATION ARTISTIQUE			
Localisation	MORET LOING ET ORVANNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 700,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	29,25 %	11 700,00 €	

Dossier	17002158 - AMENAGEMENTS STRUCTURELS DES ESPACES DE CONSERVATION DES COLLECTIONS DU CNEAI			
Bénéficiaire	R4643 - CNEAI CENTRE NATIONAL ESTAMPE ET ART IMPRIME			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 057,00 €	TTC	29,34 %	18 500,00 €	

Dossier	17002329 - ZINGARO - AMENAGEMENTS DU THEATRE EQUESTRE D'AUBERVILLIERS ET DU CHAPITEAU			
Bénéficiaire	R4876 - ZINGARO			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 366,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
181 220,00 €	HT	30 %	54 366,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-069	Budget	2017

Dossier	17002343 - BOBIGNY (93) RESTAURATION DE LA MAISON DE LA CULTURE			
Bénéficiaire	R1273 - COMMUNE DE BOBIGNY			
Localisation	BOBIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	279 840,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
932 802,00 €	HT	30 %	279 840,00 €	

Dossier	17002539 - ASSOCIATION CITE THEATRE 75014 - TRAVAUX DE RENOVATION DES LOGES DU THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE			
Bénéficiaire	P0035593 - ASSOCIATION CITE-THEATRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 560,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 860,00 €	HT	30 %	9 560,00 €	

Dossier	17002557 - L'ERMITAGE PARIS 20ème TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DU STUDIO DE L'ERMITAGE			
Bénéficiaire	R29371 - L'ERMITAGE STUDIO DE L'ERMITAGE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 793,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 310,00 €	HT	30 %	5 793,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	541 014,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131002 - 13100202	541 014,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100402 - Valorisation du patrimoine**

Dispositif : N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-069	Budget	2017

Dossier	16007109 - COMMUNE DE CHENOU (77) - RESTAURATION INTERIEURE DE L'EGLISE SAINT SULPICE ET SAINT ANTOINE			
Bénéficiaire	R328 - COMMUNE DE CHENOU			
Localisation	CHENOU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 145,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 149,00 €	HT	30 %	62 145,00 €	

Dossier	17002318 - COMMUNE DE GOUPILLIERES (78) - RESTAURATION DU PORCHE ET DE LA FACADE SUR RUE DE L'EGLISE SAINT-GERMAIN-DE-PARIS			
Bénéficiaire	R593 - COMMUNE DE GOUPILLIERES			
Localisation	GOUPILLIERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 840,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
162 800,00 €	HT	30 %	48 840,00 €	

Dossier	17002355 - COMMUNE DE PROVINS (77) – POURSUITE DE LA RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-AYOUL (PROGRAMME 2016)			
Bénéficiaire	R863 - COMMUNE DE PROVINS			
Localisation	PROVINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
917 822,00 €	HT	9,59 %	88 000,00 €	

Dossier	17002360 - COMMUNE D'AUVERS SUR OISE (95) - RESTAURATION DES COUVERTURES ET CHARPENTES DE L'EGLISE NOTRE DAME			
Bénéficiaire	R58 - COMMUNE D'AUVERS SUR OISE			
Localisation	AUVERS-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	94 582,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
424 406,00 €	HT	22,29 %	94 582,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-069	Budget	2017

Dossier	17002560 - EPCC CHATEAU DE LA ROCHE-GUYON (95) - TRAVAUX URGENTS DE SAUVETAGE ET CONSERVATION PREVENTIVE DU THEATRE			
Bénéficiaire	R33303 - ETS PUB COOP CULTURELLE CHATEAU LA ROCHE GUYON			
Localisation	LA ROCHE-GUYON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 216,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 480,00 €	TTC	45 %	27 216,00 €	

Dossier	17002747 - SADEV (94) - RESTAURATION DE LA PORTE MONUMENTALE DU CHATEAU DE SUCY EN BRIE			
Bénéficiaire	R4571 - SADEV 94 SOC AMENAG DEVELOP VILLES DEP VAL DE MARNE			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 536,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
197 678,00 €	HT	20 %	39 536,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé	360 319,00 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100402	360 319,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique

Dossier	17000141 - COMPAGNIE DEFRACTO EQUIPEMENT EN MATERIEL SON ET LUMIERE			
Bénéficiaire	EXM00595 - DEFRACTO			
Localisation	CLAMART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 536,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 840,00 €	TTC	40 %	17 536,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-069	Budget	2017

Dossier	17000224 - COLLECTIF MXM EQUIPEMENT EN MATERIEL SON LUMIERE ET VIDEO			
Bénéficiaire	P0015377 - COLLECTIF MXM			
Localisation	NOISIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 783,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 457,00 €	HT	40 %	41 783,00 €	

Dossier	17001690 - CENTRE D'ACTION CULTURELLE GEORGES BRASSENS A MANTES LA JOLIE REMPLACEMENT DU MATERIEL NUMERIQUE SON			
Bénéficiaire	R9123 - CAC GEORGES BRASSENS			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 126,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 814,00 €	HT	40 %	9 126,00 €	

Dossier	17002336 - ZINGARO A AUBERVILLIERS - EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DU THEATRE EQUESTRE ET DU CHAPITEAU			
Bénéficiaire	R4876 - ZINGARO			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 977,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 942,00 €	HT	40 %	45 977,00 €	

Dossier	17002416 - ASSOCIATION CITE THEATRE 75014 - ACQUISITION DE MATERIEL SCENOGRAPHIQUE POUR LE THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE			
Bénéficiaire	P0035593 - ASSOCIATION CITE-THEATRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 060,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 158,00 €	HT	40 %	34 060,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique	148 482,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131007 - 13100701	148 482,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

1 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000102

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LES TRETEAUX DE FRANCE A PANTIN - AMENAGEMENT DES NOUVEAUX LOCAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	537 515,00 €	30,00 %	161 255,00 €
	Montant Total de la subvention		161 255,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES TRETEAUX DE FRANCE
Adresse administrative : 153 AV JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur DANIEL ROBIN RENUCCI, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 61201422500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Régime d'aides d'Etat : Régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014

Objet du projet : aménagement des nouveaux locaux des Tréteaux de France

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les Tréteaux de France sont "Centre dramatique national". La création d'oeuvres théâtrales qui est leur mission première s'est développée et les locaux qu'ils occupent à Pantin depuis 2011 ne sont plus adaptés. Un espace de travail a été trouvé à Aubervilliers, offrant une surface triple pour un loyer équivalent. L'égale proximité avec les liens artistiques, pédagogiques et territoriaux qu'ils ont tissés, constitue une opportunité. La présente demande de soutien porte sur l'aménagement de ces nouveaux

locaux à Aubervilliers.

Description :
L'activité historique des Tréteaux de France (TdF) était articulée autour de la création d'un spectacle de grande forme et sa tournée sous chapiteau. Les petites formes constituaient un accompagnement. Depuis 2011, sous la direction de Robin Renucci, sans chapiteau et en charge d'une mission qui mêle la création, la rencontre des publics et la transmission par la pratique, les besoins du nouveau projet des TdF ont évolués.

Les locaux actuels (av Jean Lolive à Pantin) ont donné un premier point d'appui au changement, ils sont aujourd'hui un frein au développement de l'activité. Leurs dimensions réduites (250 m2) mettent le CDN dans la dépendance de ses partenaires et occasionnent des surcoûts.

Les Tréteaux créent trois à quatre spectacles chaque saison et un spectacle destiné au jeune public tous les deux ou trois ans. Ce volume d'activités a cru de 2011 à 2015. Le centre dramatique tient à maintenir à son répertoire les projets les plus référentiels de sa démarche comme "l'Ecole des femmes" de Molière, présenté pendant trois saisons.

Dans le cadre de leur projet de partage social de la pratique du théâtre, les TdF ont signé avec la Région et l'Assofac un plan de formation professionnelle de 9 600 jeunes de 18 à 25 ans, éloignés du travail et de l'art. Ce projet est conclu pour quatre ans, ce qui représente 800 groupes à accueillir durant trois demi journées.

Moyens mis en œuvre :
Les Tréteaux ont trouvé un local disponible à Aubervilliers, à proximité du métro, d'une surface de 880 m2 sous 5 m de hauteur. L'objectif est de réaliser une grande salle de répétition pouvant accueillir des décors et jusqu'à 45 personnes, deux salles de répétition, un atelier, une salle de travail à la table, des bureaux, un accueil/réunion, sanitaires, douches, cuisine.

Tous les aménagements sont à réaliser :
- isolation thermique et phonique
- électricité,
- plomberie
- chauffage, ventilation de chacune des zones
- peintures, revêtements de sols, menuiseries.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter trois stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est de 621 500 € HT. La base subventionnable représente 537 515 € car les études, les honoraires de maîtrise d'oeuvre, les déposes et préparation de chantier n'entrent pas dans cette base. Au taux de 30 %, une subvention de 161 255 € est proposée.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	537 515,00	86,49%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	83 985,00	13,51%
Total	621 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	161 255,00	25,95%
MINISTERE DE LA CULTURE DGCA (subvention sollicitée)	225 000,00	36,20%
PLAINE COMMUNE (subvention sollicitée)	20 000,00	3,22%
VILLE D'AUBERVILLIERS (subvention sollicitée)	20 000,00	3,22%
LES TRETEAUX DE FRANCE	139 245,00	22,40%
FNADT (financement acquis)	56 000,00	9,01%
Total	621 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	161 255,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002141

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ARCA TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA PENICHE ADELAIDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	40 000,00 €	29,25 %	11 700,00 €
	Montant Total de la subvention		11 700,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCA ASS RECHERCHE COM MUNICATION ARTISTIQUE
Adresse administrative : 7 RUE GRANDE
77250 EPISY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel MICHEL, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33314992000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux de mise en conformité avec les normes européennes de sécurité concernant l'utilisation de la Péniche Adélaïde.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention, en raison de l'urgence à engager les travaux de mise en sécurité de la péniche avant l'expiration des autorisations à recevoir du public à bord qui est fixée fin avril 2017.

Objectifs :
L'association ARCA gère la Péniche Adélaïde qui est arrivée sur le réseau fluvial de la ville de Paris en

1988 et se consacre depuis essentiellement au spectacle vivant. Jusqu'en 2013, elle a été louée à plein temps par la "Péniche Opéra". Depuis 2014, elle porte des projets de création pluridisciplinaires.

Des travaux d'entretien et de rénovation doivent être réalisés tous les dix ans pour pouvoir maintenir l'ouverture du lieu culturel et pour renouveler, fin avril 2017, le certificat communautaire de navigation.

Description :
Depuis 1988, la Péniche Adélaïde fonctionne, de manière fiable, comme salle de spectacle de façon continue. C'est un concept original et le renouvellement artistique du lieu, avec l'arrivée depuis deux ans, d'un collectif soucieux des enjeux artistiques contemporains, justifient pleinement la poursuite de ses activités sur le Bassin de la Villette et autres voies navigables. La présente opération concerne un certain nombre de travaux qui sont imposés par les experts afin de mettre la péniche en conformité avec les nouvelles normes européennes et assurer l'accueil du public dans les meilleures conditions.

Le bateau comporte une salle de spectacle de 80 places avec gradins, plateau et loges, un salon-salle de réunion, une terrasse de 40 m2 et le logement du marinier.

Les activités culturelles et artistiques exercées en dehors des périodes de stationnement sur le bassin de la Villette sont importantes aux beaux jours, avec de nombreuses villes.
- festival Django Reinhardt à Samois chaque année depuis 2012
- résidence à Vitry sur Seine en 2014,
- résidence en Seine-et-Marne chaque année depuis 2013.

La fréquentation à Paris se situe aux alentours de 400 à 500 spectateurs et d'une vingtaine d'artistes par mois. Les relations avec les structures locales sont nombreuses (écoles, lycées, associations)

Moyens mis en œuvre :
Des travaux de révision et d'entretien de la péniche sont prévus ainsi que :
- le changement de la moquette des gradins
- la remise en état des sièges défectueux
- la remise en état du plafond de la salle
- la couverture de la terrasse
- la mise en conformité de l'accessibilité,
- le renouvellement des protections et signalisation de sécurité

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 40 000 €. La base subventionnable correspond à ce montant. Une subvention de 11 700 € est sollicitée, ce qui correspond à un taux de 29,25 %.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	11 700,00	29,25%
MECENAT acquis	10 000,00	25,00%
ARCA	18 300,00	45,75%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002329

Commission permanente du 08 mars 2017

Objet : ZINGARO - AMENAGEMENTS DU THEATRE EQUESTRE D'AUBERVILLIERS ET DU CHAPITEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	181 220,00 €	30,00 %	54 366,00 €
	Montant Total de la subvention		54 366,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ZINGARO
Adresse administrative : 176 AV JEAN JAURES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Messieurs DENIAUX ET PARTHENAY, GERANTS

Objet : NC

N° SIRET : 35080564400027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Régime d'aides d'Etat : Régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014

Objet du projet : aménagements du théâtre équestre d'Aubervilliers et du chapiteau

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le théâtre équestre Zingaro est installé au Fort d'Aubervilliers depuis 1989. C'est un lieu de création et de représentation des spectacles de Zingaro et aussi un lieu de vie pour les artistes de la troupe. Le renouvellement des équipements et des décors est indispensable à la prochaine "création 2017" de Zingaro dont la première aura lieu à Aubervilliers fin octobre 2017 et sera présentée jusqu'en 2020.

Description :

Le théâtre conçu par Patrick Bouchain, est une construction en bois qui donne au spectateur l'impression d'entrer et d'être dans le spectacle. Il est conçu à la fois en fonction de la mise en scène des spectacles et des déambulations des spectateurs. Il accueille plus de 60 000 spectateurs par an.
Le dernier spectacle de Bartabas pour Zingaro "On achève bien les anges", malgré son très grand succès public (230 000 spectateurs en 253 représentations, dont 173 à Aubervilliers) n'a pas pu tourner à l'international faute des autorisations d'exploitation des musiques en dehors du territoire français. Ce qui n'a pas permis à Zingaro de constituer l'amorce de la production du spectacle suivant.

Chaque création est l'occasion de réinventer le rapport public-scène. Pour le prochain spectacle, dont le titre n'est pas encore défini, Bartabas a imaginé un dispositif permettant plus de proximité avec le public en amenant les chevaux à s'exprimer au plus près des spectateurs.

Moyens mis en œuvre :

Les besoins en matériel concernent :
- le système de chauffage (deux générateurs d'air chaud) de l'espace scénique du théâtre équestre qui a plus de 20 ans.
- la reconfiguration de la scène et du bord de piste (enlèvement de l'anneau de vitesse), construction des contremarches du gradin et d'une mezzanine pour les musiciens.
- rénovation du sol de la piste (changement de la pouzzolane).
- remplacement de la Cerce qui permet l'accroche des lumières sous le chapiteau.
- construction d'un décor mobile.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la dépense pour les aménagements représente 191 185,00 HT. La base subventionnable s'élève à 181 220,00 € car les études et la démolition préalable n'entrent pas dans cette base. Au taux de 30 %, une subvention de 54 366,00 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en équipement au titre du "soutien à la création et à la diffusion numérique" proposée à cette même commission permanente fiche 17002336

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	181 220,00	94,79%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	9 965,00	5,21%
Total	191 185,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	54 366,00	28,44%
DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS (subvention sollicitée)	80 000,00	41,84%
ZINGARO	56 819,00	29,72%
Total	191 185,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	54 366,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002343

Commission permanente du 08 mars 2017

Objet : COMMUNE DE BOBIGNY (93) - RESTAURATION DE LA MAISON DE LA CULTURE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	932 802,00 €	30,00 %	279 840,00 €
	Montant Total de la subvention		279 840,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOBIGNY
Adresse administrative : 31 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane de PAOLI, Maire

N° SIRET : 21930008400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux de restauration de la MC93 de Bobigny

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La ville de Bobigny est maître d'ouvrage pour les travaux de rénovation de la Maison de la Culture (MC93). De nouveaux travaux d'aménagement portant sur le hall d'accueil, l'amélioration de l'éclairage de la salle Bourgois ainsi que sur l'optimisation thermique et acoustique des locaux sont prévus pour une amélioration conséquente pour le bon fonctionnement de cet équipement et serait une réelle plus-value pour son avenir.

Moyens mis en œuvre :
La Maison de la Culture 93 (MC93) de Bobigny, scène nationale de renom de l'Est francilien, est un théâtre de recherche et de création. Le bâtiment actuel date de 1978, une salle de répétition avait été créée en 1990 et une extension avait été réalisée sur sa façade Nord-Est en 2000. La ville de Bobigny a entrepris une restructuration globale pour mettre en cohérence ces évolutions successives, corriger le vieillissement de l'équipement et pour le mettre en conformité avec les normes actuelles. Un soutien de la

Région d'un montant de 2 950 965 € a été apporté à la ville par CP du 25 septembre 2014.

La présente demande porte sur des travaux supplémentaires de réaménagement du hall avec un nouvel accès vers les salles de spectacle, l'isolation thermique par la pose de fenêtres à double vitrage dans les bureaux et la rénovation du câblage électrique de la salle Bourgois.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 1 005 903,00 € HT. La base subventionnable est de 932 802,00 €. Au taux de 30 %, une subvention de 279 840 € est proposée.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	932 802,00	92,73%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	73 101,00	7,27%
Total	1 005 903,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	279 840,00	27,82%
VILLE DE BOBIGNY	726 063,00	72,18%
Total	1 005 903,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	279 840,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	104 135,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	69 321,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	2 950 965,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	20 680,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	97 151,40 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	436 450,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	650 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	42 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	1 800 000,00 €
2016	Fonds Propreté	200 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	25 000,00 €
	Montant total	6 395 702,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002539

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ASSOCIATION CITE THEATRE 75014 - TRAVAUX DE RENOVATION DES LOGES DU THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	31 860,00 €	30,00 %	9 560,00 €
	Montant Total de la subvention		9 560,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CITE-THEATRE
Adresse administrative : 21 BOULEVARD JOURDAN
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOSE ALFAROBA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82095968200023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux de rénovation des loges du théâtre de la Cité Universitaire

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis la réouverture du Théâtre de la Cité universitaire (TCI) en 2004, les trois salles connaissent un fort temps d'occupation (80 à 90 % selon les années entre programmation, festivals, résidences, temps forts, répétitions, actions culturelles, stages, rencontres avec les artistes). De plus, à partir de 2017, le TCI accueillera très régulièrement quatre équipes artistiques sorties depuis moins de cinq ans d'écoles supérieures d'art dramatique ainsi que de nombreux travaux d'élèves de l'ESAD, école supérieure d'art dramatique de la ville de Paris. Les loges doivent être rénovées et les rideaux de scène de la salle Galerie doivent être changés.

Description :
En juin 2016, Marc Le Glatin a pris la direction du Théâtre de la Cité Internationale.

Conçue dans une période de transition, la saison culturelle 2016-2017 se place volontairement dans la lignée pluridisciplinaire qui caractérisait les trois précédentes directions. Pour l'essentiel, elle permet à de jeunes artistes peu ou pas encore reconnus de faire découvrir leur art en privilégiant des séries de 10 à 15 représentations dans les domaines du théâtre ou du cirque. Un peu moins pour la musique et la danse. Elle se concentre sur sept mois, d'octobre 2016 à avril 2017 avec presque 140 représentations et une offre de plus de 30 000 places.

Moyens mis en œuvre :
L'opération concerne la rénovation des loges et sanitaires des salles Resserre et des coursives de la Galerie ainsi que le changement des patiences de rideaux pour le plateau de la Galerie.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 31 860 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 30 %, une subvention de 9 560 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en équipement scénographique au titre du "soutien à la création et à la diffusion numérique" proposée à cette même commission permanente fiche 17002416

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	31 860,00	100,00%
Total	31 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	9 560,00	30,01%
VILLE DE PARIS (subvention sollicitée)	14 337,00	45,00%
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE	7 963,00	24,99%
Total	31 860,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 560,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002557

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : L'ERMITAGE PARIS 20EME TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DU STUDIO DE L'ERMITAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	19 310,00 €	30,00 %	5 793,00 €
	Montant Total de la subvention		5 793,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ERMITAGE STUDIO DE L'ERMITAGE
Adresse administrative : 8 RUE DE L'ERMITAGE
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur CHADLY BENGANA, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 44268920400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux de mise en accessibilité du Studio de l'Ermitage

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Studio de l'Ermitage est un lieu culturel de l'Est parisien qui s'est implanté durablement sur la scène jazz, musiques improvisées et musiques du monde. Il est devenu salle de spectacle en 2001, avec 200 spectacles et 30 000 spectateurs par an en moyenne. Ces travaux ont pour but de rendre le lieu accessible à tous types de handicap et d'améliorer les dispositifs d'accueil et de sécurité du public.

Description :
Le Studio de l'Ermitage est un espace de 300 m2, répartis sur trois étages :
- le rez-de-chaussée comprend l'espace principal (scène, bar, régie technique), le sas d'entrée, les

sanitaires, la régie et deux espaces réservés au personnel,
- au premier étage, trois mezzanines comportent un bar d'appoint et un espace réservé
- au deuxième étage, se trouve une régie vidéo dont l'accès est réservé à l'équipe technique.

Le Studio de l'Ermitage dispose déjà d'un accès favorable aux personnes à mobilité réduite et d'un dispositif de sécurité abouti. Pour faire suite au diagnostic d'accessibilité, les travaux visent à améliorer les dispositifs d'accès et de sécurité ainsi que le confort du public et des artistes.

Moyens mis en œuvre :
Après réalisation d'un diagnostic d'accessibilité et d'un calendrier Ad'AP par Acca Conseil les travaux préconisés sont les suivants :
- mise aux normes des accès à la salle (porte principale, couloir d'entrée, espace billetterie) et de l'escalier qui lie le rez-de-chaussée aux mezzanines.
- les sanitaires sont totalement rénovés et mis aux normes (installation d'un groupe moteur au niveau de la ventilation, installation d'un chauffage, de luminaires et de sèche-mains)
- installation d'une barre anti-panique
- remplacement des praticables, formant l'espace scénique, qui sont en mauvais état, des pieds et contour de scène.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La dépense totale s'élève à 26 410 € HT. La base subventionnable représente 19 310 € car les honoraires, le diagnostic d'accessibilité et la main d'oeuvre n'entrent pas dans cette base. Au taux de 30 %, une subvention de 5 793 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	19 310,00	73,12%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	7 100,00	26,88%
Total	26 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	5 793,00	21,93%
CNV - VILLE DE PARIS (en cours)	13 205,00	50,00%
L'ERMITAGE	7 412,00	28,07%
Total	26 410,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 793,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002158

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENTS STRUCTURELS DES ESPACES DE CONSERVATION DES COLLECTIONS DU CNEAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	63 057,00 €	29,34 %	18 500,00 €
	Montant Total de la subvention		18 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNEAI CENTRE NATIONAL ESTAMPE ET ART IMPRIME
Adresse administrative : 2 RUE DU BAC
78400 CHATOU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Steven HEARN, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 40805049000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créé en 1997, le Centre national de l'estampe et de l'art imprimé est un centre national d'art consacré à la promotion de l'art contemporain, principalement dans le domaine de l'édition et de la publication, notamment par l'aide à la création, la réalisation d'expositions, la mise en œuvre de projets de recherches, l'accueil d'artistes, la constitution d'un fonds de publications, la programmation d'activités pédagogiques, l'édition et la diffusion.

La collection du Cneai est organisée en 4 sections :

1 - La collection éphéméras, constituée de 11 000 livres d'artistes, vinyles, revues, magazines, posters, flyers, stickers, enregistrement, cartes postales, CD, DVD, logiciels, livres de coloriage, etc. La collection constitue un fonds de recherche ouvert au public, aux chercheurs et aux acteurs de l'art. Des sous-ensembles sont constitués sur la création sonore, la production littéraire et poétique, le design graphique, l'illustration, le cinéma, etc. Plus de 2500 artistes y sont représentés.

2 - La collection Multiple / Programme HEROES est un fonds d'éditions signées, gravures, estampes, objets. Ce fonds a été généré par les artistes en résidences au Cneai depuis 1997. Les artistes les plus innovants et parfois les plus notoires y sont représentés par des œuvres témoins d'expériences artistiques fortes, dont chaque histoire est conservée au Cneai. 158 artistes sont représentés dans cette collection qui se compose de 800 œuvres en 2016.

3- Le catalogue de publications
74 titres (catalogues, livres, revue et journaux d'artistes publiés) ont été édités depuis 20 ans. Le programme éditorial privilégie les projets d'artistes (principalement livres d'artistes, disques et dvd) et les revues associant contributions en sciences humaines et contributions artistiques. Le Cneai publie les artistes et les auteurs qui placent la pratique éditoriale au rang de la pratique artistique.

4 – Le fonds Yona Friedman
Depuis 2006, Yona Friedman fait du Cneai le terrain d'expérimentation de son projet majeur « Le Musée sans bâtiment ». Il crée successivement : des structures en grilles de métal froissées (Structure Gribouilli, 2007), en carton ondulé (Structures Möbianne, 2007), des empilements de vitrines en plexiglass (Musée de rue, 2011), une structure en cerceaux d'aluminium (Iconostase Museum, 2012-2013), une « Möbianne » (2013) en référence au ruban de Möbius improvisée en fil d'aluminium. Elles servent de modèle pour de nouvelles maquettes urbaines. Partant du constat que le public du Cneai « fait quelque chose de ce qu'il voit », Yona Friedman donne au Cneai un ensemble important d'une soixantaine d'œuvres (maquettes, dessins, collages, archives). Ce fonds permanent accompagne les diffusions nationales et internationales de son travail.

Description :
Pour améliorer l'accessibilité publique de ses quatre collections, le Cneai propose de créer de nouveaux espaces qui seraient à la fois des lieux de travail "visitables" et des lieux de conservation ouverts aux visites de groupes.

Le Cneai souhaite développer une nouvelle expérience de travail en créant un cadre expérimental avec des nouvelles typologies d'espaces, pensées avec des artistes, designers et architectes comme des cabinets pour chaque projet actif. Ces architectures intégrées permettront aux équipes de travail de se concentrer sur des sujets différents en disposant de tous les documents et matériaux nécessaires. Moins personnalisés, ils sont aussi plus propices à l'appropriation par des personnes extérieures : élèves, doctorants ou encore collectifs d'artistes invités dans le cadre du programme artistique.

Ces cabinets créent un cadre de travail optimal pensé spécifiquement pour les ateliers pédagogiques. Conçus pour accueillir des groupes de vingt personnes, dans le cadre de Programmes lycéens, chercheurs et pratiques curatoriales. Les structures architecturales sont pensées pour chaque fonds favorisant à la fois l'ouverture au public et la sécurité. Les aménagements vont permettre de réduire au maximum la distance entre les œuvres et les visiteurs de la collection. Ce programme d'aménagement répond également au cahier des charges pour la création d'un espace d'emprunt des œuvres par les habitants (programme Art Heroes, artothèque du 21ème siècle). Ces nouveaux espaces permettront un accompagnement des emprunteurs qui deviendront curateurs de leurs propres expositions domestiques auprès de leurs amis et familles.

Ces aménagements ont aussi pour objectifs d'améliorer les conditions de conservation des collections. Les nouveaux systèmes de rangement permettront de faciliter le récolement et la restauration des collections. Ces travaux d'aménagements sont également concomitants à une nouvelle phase de numérisation et d'indexation de la collection ephéméras.

Eléments techniques :

Espace « Ephemera » : création de parois en acier bichromaté. Ces modules de construction favorisent la flexibilité. Système d'éclairage et de câblages informatiques. Adaptation de l'espace pour recevoir les nouvelles pièces indexées.

Espace « Heroes » : construction d'une salle en bois à la manière d'Enzo Mari versus Henry David Thoreau. Les plans interprètent des dessins d'architectes disponibles en open source. Parois en bois et en acier. Revêtements, système d'éclairage et de câblages informatiques. L'espace est conçu pour conserver toutes les œuvres encadrées disponibles aux prêts.

Espace « Lecture » : Aménagement de parois mobiles en bois intégrant des rayonnages structurels. Système d'éclairage et de câblages informatiques. Dispositifs spécifiques conçus pour les œuvres rares et épuisées et les publications récentes.

Espace "Yona Friedman" : espace de conservation des maquettes de Yona Friedman. Matériaux bois et aluminium, Système d'éclairage. Percées en plexiglass qui permettent de surveiller l'état de conservation tout en les présentant au public.

L'équipe de maîtrise d'œuvre est constituée du cabinet Bona-Lemercier.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CNEAI au titre des Aides à la construction et à l'aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle à hauteur de 18 500 € sur une base subventionnable de 63 057 € correspondant au budget prévisionnel présenté, déduction faite des honoraires MO et frais divers.

Localisation géographique :
- CHATOU
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires MO	2 000,00	3,05%
Frais divers MO	443,00	0,68%
Fournitures panneaux bois	3 754,00	5,73%
installations électriques	10 087,00	15,40%
Pose de supports et montage panneaux	6 500,00	9,92%
Fourniture de panneaux aluminium et acier	40 550,00	61,91%
Frais de livraison	250,00	0,38%
Nettoyage	170,00	0,26%
Matériel de conservation préventive	1 746,00	2,67%
Total	65 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 000,00	27,48%
DRAC IDF	29 000,00	44,27%
Région IDF	18 500,00	28,24%
Total	65 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2014	Manifestations littéraires	3 500,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	57 500,00 €
	Montant total	131 000,00 €

2 - Soutien à la diffusion et à la création numérique

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000141

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COMPAGNIE DEFRACTO EQUIPEMENT EN MATERIEL SON ET LUMIERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	43 840,00 €	40,00 %	17 536,00 €
		Montant Total de la subvention	17 536,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEFRACTO
Adresse administrative : 33 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
92140 CLAMART
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EMMANUEL PEREZ, Autre

Date de publication au JO : 28 mars 2009

N° SIRET : 52748129500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport cadre : CR 19-99 du 1er juillet 1999, modifiée et complétée par la délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001.

Objet du projet : équipement en matériel scénographique son et lumière

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Compagnie Defracto est une compagnie de cirque contemporain et d'arts de la rue, créée en 2009 par quatre artistes jongleurs. Ils expriment un langage corporel jonglé, à travers des créations tous terrains. Defracto a besoin de s'équiper en matériel scénographique son et lumière pour réaliser son prochain spectacle intitulé "Dystonie". C'est l'objet de cette demande.

Description :
La Compagnie Defracto est basée à Clamart (92) et a créé plusieurs spectacles dont le plus connu est "Flaque" qui tourne en Ile-de-France (créé à Brétigny, joué à la Ferme du Buisson, la Maison des Jonglages, la Villette). Dans sa deuxième année de diffusion ce spectacle rencontre un grand succès en

France comme à l'étranger (tournée en Afrique).

Les investissements en matériel scénographique sont destinés à une nouvelle création intitulée "Dystonie" qui sera présentée, début juin 2017, à la fête du chapiteau bleu du théâtre Louis Aragon de Tremblay-en-France (scène conventionnée). Ce spectacle met en scène trois jongleurs et trois musiciens et pourra être présenté aussi bien dans les espaces publics qu'en salle. La bande son du spectacle sera jouée en direct par deux chanteuses vocalistes percussionnistes et un musicien bruiteur percussionniste. La création sonore utilisera beaucoup le microphone. C'est pourquoi ils ont besoin de plusieurs sortes de microphones et d'un matériel numérique conséquent pour pouvoir traiter le son en direct.

Moyens mis en œuvre :
le matériel numérique a acquérir est le suivant :

Pour la lumière :
- un ordinateur-régie lumière, un convertisseur, des rampes d'éclairage en lumière diffuse.

Pour le son :
- un ordinateur-régie son, une table de mixage, des microphones, un enregistreur, des cables, des retours pour musiciens sous forme de casque sans fil, émetteurs récepteurs sans fil.

Intérêt régional :
cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la dépense représente 48 810 € TTC. La base subventionnable représente 43 840 € car la construction d'un gradin n'entre pas dans ce dispositif. Au taux de 40 %, une subvention de 17 536 € est proposée.

Localisation géographique :
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	43 840,00	89,82%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	4 970,00	10,18%
Total	48 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	17 536,00	35,93%
DEFRACTO	31 274,00	64,07%
Total	48 810,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	17 536,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000224

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COLLECTIF MXM EQUIPEMENT EN MATERIEL SON LUMIERE ET VIDEO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	104 457,00 €	40,00 %	41 783,00 €
		Montant Total de la subvention	41 783,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF MXM
Adresse administrative : 9 SQUARE DE CHAMPAGNE
77186 NOISIEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nicolas ROYER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43460246200021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport cadre : CR 19-99 du 1er juillet 1999, modifiée et complétée par la délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001.

Objet du projet : équipement en matériel son, lumière et vidéo

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La prochaine création du Collectif MxM, intitulée "Festen" sera une performance filmique, rencontre entre le ciméma et le théâtre. C'est en intégrant au plateau des outils techniques propres au monde du cinéma que ce projet peut se réaliser, que ce soit en matière d'équipement son, lumière ou vidéo.

Description :
Le Collectif MxM a été fondé au début des années 2000 par Cyril Teste (comédien et metteur en scène issu de l'Ecole régionale d'acteurs de Cannes et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris), Julien Boizard (régisseur) et Nihil Bordures (compositeur). Le Collectif MxM fonctionne selon un système horizontal où chacun reste autonome dans sa discipline, tout en travaillant et s'interrogeant

collectivement.

Autour des écritures théâtrales d'aujourd'hui, le Collectif invente une langue vivante, une poétique sensible qui place l'acteur au coeur d'un dispositif mêlant image, son, lumière et nouvelles technologies. Ils inventent et perfectionnent les outils, logiciels et matériels qui servent leur propos créatifs.

Parallèlement, le Collectif conduit de nombreux laboratoires de recherche en partenariat avec plusieurs lieux (TGP-CDN de Saint Denis, la Ferme du Buisson, le Cent Quatre). Ses espaces de recherche restent avant tout des lieux d'échanges menés avec des personnes d'horizons divers (acteurs amateurs et professionnels, étudiants, programmeurs, chef opérateur...).

MxM est soutenu par la Région Ile-de-France dans le cadre du dispositif de la "permanence artistique et culturelle".

Moyens mis en œuvre :
Le matériel à acquérir est le suivant :

- pour la lumière : kit lumière, projecteurs LED, réglettes fluo, kit lumière tournage.
- pour le son : plugins, kit perche, kit son tournage, boitier de scène.
- pour la vidéo : caméras, mélangeur ATEM, ordinateur, caméra 360°, cartes blackmagic.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la dépense représente 104 457,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 41 783,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	104 457,00	100,00%
Total	104 457,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	41 783,00	40,00%
DRAC ILE DE FRANCE	43 174,00	41,33%
MXM	19 500,00	18,67%
Total	104 457,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	41 783,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001690

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CENTRE D'ACTION CULTURELLE GEORGES BRASSENS A MANTES LA JOLIE REMPLACEMENT DU MATERIEL NUMERIQUE SON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	22 814,00 €	40,00 %	9 126,00 €
	Montant Total de la subvention		9 126,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAC GEORGES BRASSENS
Adresse administrative : 18 RUE DE GASSICOURT
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PASCALE WATRIN, Présidente

Date de publication au JO : 2 août 1951

N° SIRET : 78508829500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport cadre : CR 19-99 du 1er juillet 1999, modifiée et complétée par la délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001.

Objet du projet : renouvellement du matériel son dans l'espace de diffusion en musiques actuelles du CAC Georges Brassens de Mantes-la-Jolie.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Centre d'Action Culturelle (CAC) Georges Brassens de Mantes-la-Jolie a besoin de disposer d'un équipement de sonorisation performant pour chacun des trois espaces qu'il anime toute l'année. La demande de subvention concerne le renouvellement partiel du parc de matériel son de façon à pouvoir enchainer plus rapidement les accueils en résidence et les spectacles en diffusion.

Description :
Le CAC Georges Brassens est le seul lieu de musiques actuelles sur un bassin de 200.000 habitants

autour de Mantes-la-Jolie. Il est équipé de deux studios de répétition et d'un studio d'enregistrement ouvert tous les soirs de la semaine dans l'espace Zebra dédié aux pratiques amateurs.

Ses trois espaces de diffusion lui permettent une offre diversifiée et modulable : spectacles assis et résidences au théâtre (230 fauteuils), concerts debout au Caf Conc' (180 personnes) et diffusion amateur à l'espace Zebra (90 debout ou 40 assis).

Sa programmation professionnelle propose un panel diversifié de styles de musiques actuelles allant de la chanson au rock extrême, en passant par le reggae, l'électro, les musiques du monde, les musiques urbaines ou le jazz.

Moyens mis en œuvre :
Un partie du matériel son utilisé actuellement avait fait l'objet d'un don de la part de la mairie en 1999. Après des pannes successives et irréversibles, le CAC utilise un seul parc "retour" et les mêmes amplificateurs et processeurs pour les deux espaces pricipaux de diffusion. L'installation du matériel entraîne une charge de travail supplémentaire pour les techniciens qui doivent le déplacer d'une salle à l'autre en fonction de l'activité du lieu. Le matériel est fragilisé et l'activité du CAC limitée car il est impossible de mener simultanément deux actions nécessitant une sonorisation.

Le matériel à acquérir est le suivant :
- diffusion façade : enceintes, amplificateur, processeur
- diffusion retour : amplificateur
- microphones et pieds de micro.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la dépense représente 22 814,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 9126,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	22 814,00	100,00%
Total	22 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	9 126,00	40,00%
VILLE DE MANTES LA JOLIE (subvention sollicitée)	4 574,00	20,05%
CNV (subvention sollicitée)	6 900,00	30,24%
CAC Georges Brassens	2 214,00	9,70%
Total	22 814,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 126,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	17 000,00 €
2016	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	10 000,00 €
	Montant total	27 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002336

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ZINGARO A AUBERVILLIERS - EQUIPEMENT EN MATERIEL SCENOGRAPHIQUE DU THEATRE EQUESTRE ET DU CHAPITEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	114 942,00 €	40,00 %	45 977,00 €
	Montant Total de la subvention		45 977,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ZINGARO
Adresse administrative : 176 AV JEAN JAURES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Messieurs DENIAUX ET PARTHENAY, GERANTS

Objet : NC

N° SIRET : 35080564400027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport cadre : CR 19-99 du 1er juillet 1999, modifiée et complétée par la délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001.
Régime d'aides d'Etat : Régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014

Objet du projet : équipement en matériel scénographique du théâtre équestre et du chapiteau

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le théâtre équestre Zingaro est installé au Fort d'Aubervilliers depuis 1989. C'est un lieu de création et de représentation des spectacles de Zingaro et aussi un lieu de vie pour les artistes de la troupe. Le renouvellement des équipements scénographiques est indispensable avant la prochaine "création 2017" de Zingaro, dont la première aura lieu à Aubervilliers fin octobre 2017, et qui sera présentée jusqu'en 2020.

Description :
Le théâtre conçu par Patrick Bouchain, est une construction en bois qui donne au spectateur l'impression d'entrer et d'être dans le spectacle. Il est conçu à la fois en fonction de la mise en scène des spectacles et des déambulations des spectateurs. Il accueille plus de 60 000 spectateurs par an.

Chaque création est l'occasion de réinventer le rapport public - scène. Pour le prochain spectacle, Bartabas continue sa quête poétique qui sera une sorte d'aboutissement de son travail avec les chevaux.

Les investissements se dérouleront en deux temps, d'abord l'aménagement de la scénographie dans le théâtre à Aubervilliers début 2017 puis une adaptation de cette scénographie (fin 2017 - début 2018) dans le chapiteau Zingaro. La jauge publique restera à 700 places à Aubervilliers et à 1 300 places en tournée.

Moyens mis en œuvre :
Le matériel scénographique à acquérir est le suivant :
- système de sonorisation et microphones
- console lumières, gradateurs, système de secours console lumières, éclairage du tour de piste
- système de diffusion numérique pour fumée et neige

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense pour le matériel scénographique représente 134 932,00 € HT. La base subventionnable s'élève à 114 942,00 € car les études et les consommables n'entrent pas dans cette base. Au taux de 40 %, une subvention de 45 977,00 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en aménagement au titre du "soutien aux équipements de diffusion culturelle", proposée à cette même commission permanente fiche 17002329.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	114 942,00	85,19%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	19 990,00	14,81%
Total	134 932,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	45 977,00	34,07%
VILLE D'AUBERVILLIERS	30 000,00	22,23%
ZINGARO	58 955,00	43,69%
Total	134 932,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 977,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002416

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ASSOCIATION CITE THEATRE 75014 - ACQUISITION DE MATERIEL SCENOGRAPHIQUE POUR LE THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	85 158,00 €	40,00 %	34 060,00 €
	Montant Total de la subvention		34 060,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CITE-THEATRE
Adresse administrative : 21 BOULEVARD JOURDAN
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOSE ALFAROBA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82095968200023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Rapport cadre : CR 19-99 du 1er juillet 1999, modifiée et complétée par la délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001.

Objet du projet : acquérir du matériel scénographique pour répondre à l'utilisation croissante des plateaux du théâtre de la Cité Universitaire

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis la réouverture du Théâtre de la Cité universitaire (TCI) en 2004, les trois salles connaissent un fort temps d'occupation (80 à 90 % selon les années entre programmation, festivals, résidences, temps forts, répétitions, actions culturelles, stages, rencontres avec les artistes). De plus, à partir de 2017, le TCI accueillera très régulièrement quatre équipes artistiques sorties depuis moins de cinq ans d'écoles supérieures d'art dramatique ainsi que de nombreux travaux d'élèves de l'ESAD, école supérieure d'art dramatique de la ville de Paris. Ceci justifie l'achat de projecteurs à leds afin d'économiser l'électricité et pour offrir un matériel qui réponde à une modernisation technique.

Description :
Le Théâtre de la Cité internationale (TCI) est composé de trois salles dont les deux plus grandes (de 418 places pour la Coupole et 230 places pour la Galerie) ont fait l'objet d'un programme de rénovation entre 2002 et 2004 grâce à des financements croisés entre le Ministère de la Culture, le Ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, la Région Ile-de-France et la Ville de Paris.

L'utilisation intensive des salles fait que le matériel a besoin d'être renouvelé et adapté aux nouvelles technologies pour répondre aux demandes des jeunes artistes et des créateurs de formes nouvelles dont le TCI fait la promotion et à qui il assure une visibilité parisienne.

En juin 2016, Marc Le Glatin a pris la direction du Théâtre de la Cité internationale. Il a conçu un projet de creuset de la jeune création avec l'accueil en résidence de jeunes compagnies, pour plusieurs années. Les plateaux seront donc régulièrement utilisés pour des temps de répétition qui justifie l'achat de projecteurs à leds.

Les autres équipements correspondent à une modernisation technique intégrant les dimensions numériques, particulièrement les acquisitions prévues en matériel son.

Moyens mis en œuvre :
Le matériel à acquérir est le suivant :
- projecteurs à leds pour les trois salles
- console lumière pour la salle Resserre
- système son et moteur pour la salle Coupole
- console son
- microphones
- liaison Vidéo

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense en matériel est de 85 158 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 34 060 € est proposée.

Ce projet fait également l'objet d'une subvention en aménagement au titre du "soutien aux équipements de diffusion culturelle", proposée à cette même commission permanente fiche 17002416.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	85 158,00	100,00%
Total	85 158,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	34 060,00	40,00%
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE	12 778,00	15,01%
VILLE DE PARIS (subvention sollicitée)	38 320,00	45,00%
Total	85 158,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 060,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	90 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

3 - Valorisation du patrimoine

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007109

Commission permanente du 08 mars 2017

Objet : COMMUNE DE CHENOU (77) - RESTAURATION INTERIEURE DE L'EGLISE SAINT SULPICE ET SAINT ANTOINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	207 149,00 €	30,00 %	62 145,00 €
	Montant Total de la subvention		62 145,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHENOU
Adresse administrative : MAIRIE
77570 CHENOU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard MOUSSET, Maire

N° SIRET : 21770110100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Restauration intérieure de l'église Saint Sulpice et Saint Antoine de Chenou.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Chenou a sollicité la Région Ile-de-France pour le financement de la restauration intérieure de son église Saint-Sulpice Saint-Antoine.

Description :
L'église de Chenou est un petit monument précieux dont la qualité architecturale s'inscrit dans la richesse du Gâtinais Orléanais, avec son porche, son chœur roman orné d'arcatures et son mobilier baroque.
L'église est inscrite au titre des Monuments Historiques par arrêté du 28 mai 1926.

Des travaux de drainage viennent d'être effectués et ont permis d'assainir le monument. Les couvertures sont en bon état. L'intérieur de l'église présente une fissuration diagonale au droit de l'arc du chœur. Le plafond lambrissé nécessite d'être nettoyé mais est en bon état. Le sol en tomettes de la nef s'est affaissé. L'autel latéral dédié à la Sainte Vierge est à restaurer ainsi que le retable. Enfin les vitraux à remplacer feront l'objet d'une création par un artiste et un maître-verrier.

Moyens mis en œuvre :
La présente demande porte sur la restauration intérieure de l'église et les travaux concerneront:
- la structure
- la charpente
- les sols et l'accessibilité
- les décors et mobiliers remarquables dont le vitrail

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 232 628 € HT. La base subventionnable est de 207 149 € HT hors honoraires. Au taux de 30 %, une subvention de 62 145 € est proposée.

Localisation géographique :
- CHENOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration (tranche 1 et 2)	207 149,00	89,05%
Honoraires (non éligibles)	25 479,00	10,95%
Total	232 628,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	41 429,74	17,81%
Département 77 (en cours)	60 000,00	25,79%
Region IDF	62 145,00	26,71%
Part communale	69 053,26	29,68%
Total	232 628,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	62 145,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002318

Commission permanente du 08 mars 2017

Objet : COMMUNE DE GOUPILLIERES (78) - RESTAURATION DU PORCHE ET DE LA FACADE SUR RUE DE L'EGLISE SAINT-GERMAIN-DE-PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	162 800,00 €	30,00 %	48 840,00 €
	Montant Total de la subvention		48 840,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUPILLIERES
Adresse administrative : 24 VALLEE PENANT
78770 GOUPILLIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond JEAN, Maire

N° SIRET : 21780278400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : restauration du porche et de la façade sur rue (hors clocher) de l'église Saint-Germain-de-Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La présente demande concerne la restauration du porche et de la façade sur rue de l'église Saint-Germain-de-Paris de Goupillières. La commune souhaite obtenir le soutien de la Région dans le cadre du dispositif d'aide en faveur du patrimoine protégé.

Description :
L'église primitive du XIème siècle, qui a presque entièrement disparu, a été agrandie au XVIème siècle. De l'époque romane, ne subsiste qu'un portail très délabré mais remarquable, qui a conservé le décor de son tympan et de ses colonnes. L'originalité de l'édifice réside dans l'utilisation du bois. Une sablière sépare le chœur de la nef et d'autres poutres font office de piliers ou soulignent les corniches.
Au cours des années, les baies en plein cintre de la nef ont été refaites en béton. Le voutement lambrissé de la nef a fait l'objet en 2002 d'une importante campagne de restauration.
Le porche en charpente, et ses supports maçonnés sur la façade Ouest, présentent un état de dégradation relativement avancé dont les facteurs déclenchants ont, pour certains d'entre eux, un caractère évolutif. De nombreux désordres affectent les maçonneries, notamment la présence d'humidité

dans les pieds des murs, liée d'une part à la concentration des eaux pluviales provenant du cimetière surélevé et, d'autre part, aux remontées capillaires par les fondations. Le portail de l'église présente des pertes consistantes de matières et de décors.
Autant de facteurs qu'il convient de traiter dans la présente opération afin d'améliorer les conditions de conservation à long terme de ces ouvrages.

Moyens mis en œuvre :
La présente opération porte sur la restauration du porche et de la façade sur rue et comprend :
- les travaux de maçonnerie et pierre de taille
- les travaux de charpente
- les travaux de couverture
- les travaux de menuiserie et peinture sur bois
- les travaux d'électricité

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 190 476 € HT. La base subventionnable est de 162 800 € HT, hors honoraires divers. Au taux de 30 %, une subvention de 48 840 € est proposée.

Localisation géographique :
- GOUPILLIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	162 800,00	85,47%
Honoraires divers (non éligibles)	27 676,00	14,53%
Total	190 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	40 848,00	21,45%
Département 78 (sollicité)	40 848,00	21,45%
Sauvegarde de l'art français	5 000,00	2,63%
Région IDF	40 840,00	21,44%
Part communale	62 940,00	33,04%
Total	190 476,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	48 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002355

Commission permanente du 08 mars 2017

Objet : COMMUNE DE PROVINS (77) – POURSUITE DE LA RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-AYOUL (PROGRAMME 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	917 822,00 €	9,59 %	88 000,00 €
	Montant Total de la subvention		88 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PROVINS
Adresse administrative : 1 PL DU GENERAL LECLERC
77160 PROVINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian JACOB, Député-maire
N° SIRET : 21770379200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Poursuite de la restauration de l'église Saint-Ayoul (bras nord et sud du transept, abside, jardin nord, fenêtres du chevet et passerelles de circulation)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre des programmes d'opérations 2014, 2015, 2016 sur la poursuite et l'achèvement des travaux de restauration et d'ouverture au public du chevet de l'église Saint-Ayoul, la ville de Provins sollicite l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé pour la 3ème et dernière tranche de travaux. La première tranche avait été soutenue par la Région en 2015, la deuxième en 2016.

Description :
Par délibération du Conseil municipal du 19 octobre 2009, la Ville de Provins a décidé d'approuver le programme de restauration et d'ouverture au public de l'Eglise Saint-Ayoul, les finitions de la salle capitulaire, la poursuite et la consolidation des remparts au nord de la Porte de Jouy. Ces différentes opérations sont prévues dans le cadre de la convention décennale signée entre la Ville et l'Etat le 9 décembre 2004. La Région Ile-de-France est également régulièrement présente pour la restauration de ce patrimoine unique dans la Région et particulièrement remarquable. Inscrite par l'UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité depuis 2001, la ville de Provins dispose d'un patrimoine architectural exceptionnel. La Région a participé à plusieurs campagnes de restauration des remparts et de certains bâtiments religieux. Le premier contrat régional portant exclusivement sur le patrimoine a été conclu avec

le département de Seine-et-Marne et concernait les églises du Provinois.

L'ensemble du chevet de l'église Saint-Ayoul de Provins et du cloître a fait l'objet en 2010 d'une étude préalable à sa restauration et à son ouverture au public, remise à la municipalité de Provins et approuvée par la DRAC d'Ile-de-France le 25 novembre 2010. Cette étude a permis de définir un mode de présentation du monument et des vestiges archéologiques qu'il abrite, ainsi que les interventions d'assainissement, remise en état des structures et de restauration des parements adaptés.

A la suite des premiers programmes d'opérations 2010, 2011, 2012 scindé en trois tranches de travaux, le cloître a été aménagé, et la partie sud du chevet a été restaurée.

Moyens mis en œuvre :
La tranche 1 du programme 2014 a permis la restauration et la mise en valeur de la croisée du transept de l'église. La tranche 2 du programme 2015 a concerné la restauration du 1er étage de la Tour, la restauration du bras Nord du transept, l'achèvement de la Chapelle des Bénédictins et l'assainissement du déambulatoire.

La dernière tranche du présent programme 2016 concerne la finition de la restauration du bras nord du transept, la finition du bras sud du transept, la remise en état intérieure de l'Abside, l'aménagement du jardin nord-ouest, la création et la mise en œuvre de vitraux sur les baies du chevet, l'aménagement de l'accueil du public avec les plateformes de circulations et équipements techniques.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 960 000 € HT. La base subventionnable représente 917 822 € HT hors honoraires. La participation de la Région vient compléter celle du Département et de la DRAC. Une subvention à hauteur de 88 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PROGRAMME 2016 - Dernière tranche	917 822,00	95,61%
Honoraires (non éligibles)	42 178,00	4,39%
Total	960 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	480 000,00	50,00%
REGION ILE DE FRANCE	88 000,00	9,17%
DEPARTEMENT	200 000,00	20,83%
PART COMMUNALE	192 000,00	20,00%
Total	960 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	88 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 200,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	176 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	88 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	7 700,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	88 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	9 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	5 055,00 €
	Montant total	380 955,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002360

Commission permanente du 08 mars 2017

Objet : COMMUNE D'AUVERS SUR OISE (95) - RESTAURATION DES COUVERTURES ET CHARPENTES DE L'EGLISE NOTRE DAME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	424 406,00 €	22,29 %	94 582,00 €
	Montant Total de la subvention		94 582,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402 - Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUVERS SUR OISE
Adresse administrative : 40 RUE DU GENERAL DE GAULLE
95430 AUVERS-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Isabelle MEZIERES, Maire

N° SIRET : 21950039400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : restauration des couvertures et charpentes de l'église Notre-Dame d'Auvers-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune d'Auvers-sur-Oise sollicite l'aide régionale en faveur du patrimoine protégé afin de restaurer l'ensemble des couvertures et charpentes de l'église Notre-Dame de l'Assomption qui reçoit annuellement quelque 100 000 touristes Américains, anglais et Japonais entre autres.

Description :
L'église Notre-Dame de l'Assomption est un édifice classé par décret de 1915. Elle est propriété de la commune. Cette église surplombe la vallée de l'Oise et son clocher est visible depuis le plateau du Vexin français. Si l'église a été rendue célèbre pour beaucoup par le tableau de Van Gogh, elle n'en est pas

moins un des édifices religieux les plus monumentaux de la partie orientale du Vexin. Le chœur et le transept ont été érigés pour l'essentiel au cours du XIIème siècle et la nef élevée en 1220. Au cours du XIXe siècle plusieurs campagnes de travaux ont sensiblement modifié l'aspect de l'église. De cette époque datent les vitraux qui l'ornent.

Des travaux de restauration des couvertures de l'absidiole Nord, ont été réalisés entre décembre 2015 et fin janvier 2016. Suite à cela la commune a commandé une mission d'étude à la restauration des couvertures et des charpentes de l'église. L'étude a outre permis d'établir un lien entre les problèmes de descentes des eaux pluviales en façade Nord et les problèmes de structures de la première travée. Les eaux s'infiltrant dans le sol ont lessivé les fondations de la file des travées 1 et 2. Il est donc urgent d'intervenir sur les couvertures de l'église car non seulement le clos et couvert est menacé mais il y a un risque pour le public circulant au pied de l'édifice.

Moyens mis en œuvre :
Le phasage de l'opération a été réalisé par ordre d'urgence :
Phase 1 : Bras Nord du Transept, Chaufferie et raccord des EP du bas-côté Nord
Phase 2 : Révision bras Sud du Transept, tourelle d'escalier, clocher et révision du chœur
Phase 3 : Réfection versant Sud de la nef et révision du bas-côté Sud
Phase 4 : Réfection du versant Nord de la Nef et révision bas-côté Nord

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 472 911 € HT hors frais d'honoraires. La base subventionnable est de 424 406 € HT, hors honoraires divers. Au taux de 22,29 %, une subvention de 94 582 € est proposée.

Localisation géographique :
- AUVERS-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration (4 phases)	424 406,00	89,74%
Honoraires divers (non éligibles)	48 505,00	10,26%
Total	472 911,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	189 164,00	40,00%
Département 95 (en cours)	94 582,00	20,00%
Région IDF	94 582,00	20,00%
Part communale	94 583,00	20,00%
Total	472 911,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	94 582,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	247 380,00 €
2015	Contrats régionaux	28 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	50 000,00 €
	Montant total	325 380,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002560

Commission permanente du 08 mars 2017

Objet : EPCC CHATEAU DE LA ROCHE-GUYON (95) - TRAVAUX URGENTS DE SAUVETAGE ET CONSERVATION PREVENTIVE DU THEATRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	60 480,00 €	45,00 %	27 216,00 €
	Montant Total de la subvention		27 216,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204182-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS PUB COOP CULTURELLE CHATEAU LA ROCHE GUYON
Adresse administrative : 1 RUE DE L'AUDIENCE 95780 LA ROCHE GUYON
Statut Juridique : Etablissement Public Local Culturel
Représentant : Madame MARIE LAURE ATGER, Directrice

N° SIRET : 28950080300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Travaux urgents de sauvetage et de conservation préventive du Théâtre du Château de la Roche-Guyon

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'établissement public de coopération culturelle du Château de la Roche-Guyon lance un plan de restauration et d'entretien sur 4 ans. L'opération de sauvegarde du théâtre prioritaire, fait l'objet d'une première demande d'urgence de conservation préventive pour laquelle la Région est sollicitée.

Description :
Construit sur le rebord de la falaise de craie qui termine le plateau du Vexin, le château de La Roche-Guyon, en Val d'Oise, se trouve au cœur du Parc Naturel Régional du Vexin français. Le château est

classé au titre des Monuments Historiques par arrêté du 6 janvier 1943. Il témoigne de la vie mondaine et artistique que l'on menait au château de La Roche-Guyon au siècle des Lumières. Dès 1767, la duchesse d'Enville fait aménager dans le roc, un théâtre de charpente, installé sous la terrasse nord-ouest du château. Le théâtre agrémenté d'une tribune, est décoré avec raffinement. On y accède alors par deux escaliers, l'un monumental et extérieur, l'autre intérieur en bois. De cet exceptionnel théâtre du XVIIIème siècle à l'italienne, il ne reste que la structure en bois dont les tribunes et la scène, quelques restes d'étoffes, ainsi que quelques éléments de machinerie.
Actuellement, le théâtre est en état de péril. Les ouvrages de la salle creusée présentent depuis longtemps des désordres dus à leur situation en sous-sol qui induit un confinement, une humidité des maçonneries et une absence de lumière qui favorisent le développement de micro-organismes puis d'insectes xylophages.

Suite à l'étude préalable de diagnostic, établie par l'Architecte en chef des Monuments Historiques Pierre André Lablaude en 2013, il est recommandé de mener une opération de conservation préventive in situ des ouvrages.

Moyens mis en œuvre :
La présente opération urgente de conservation préventive comprend des interventions sur certaines zones d'infiltration avérées (au travers des emmarchements et des caniveaux en pavés). Seront réalisés :
- l'établissement du relevé précis de l'ensemble et l'identification des éléments significatifs dans la perspective de leur conservation,
- la purge des éléments exogènes éventuels et pathogènes (gravois, bois…),
- le tri et la mise en caisse des fragments divers.

En parallèle, une étude de diagnostic est à mener en 2017 afin de réaliser dès 2018 les travaux complémentaires de conservation préventive et curative, qui comprendront notamment un ensemble de dispositions visant à stopper les infiltrations d'eau, assurer la ventilation du local, prévoir un traitement curatif de l'enveloppe intérieure afin de stabiliser le processus de dégradation, et apporter de la lumière (naturelle ou artificielle).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 106 830 € TTC. La base subventionnable est de 60 480 € TTC, hors honoraires divers, relevés et inspection des réseaux. Au taux de 45 %, une subvention de 27 216 € est proposée.

Localisation géographique :
- LA ROCHE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de sauvetage et conservation	60 480,00	56,61%
Honoraires divers (non éligibles)	12 330,00	11,54%
Relevé et inspection des réseaux (non éligibles)	34 020,00	31,84%
Total	106 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	48 074,00	45,00%
Département (en cours)	10 683,00	10,00%
Région IDF	27 216,00	25,48%
Fonds propres	20 857,00	19,52%
Total	106 830,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 216,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	14 533,00 €
2016	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	2 377,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	12 000,00 €
	Montant total	43 910,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002747

Commission permanente du 8 mars 2017

OBJET : SADEV (94) - RESTAURATION DE LA PORTE MONUMENTALE DU CHATEAU DE SUCY EN BRIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	197 678,00 €	20,00 %	39 536,00 €
	Montant Total de la subvention		39 536,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SADEV 94 SOC AMENAG DEVELOP VILLES DEP VAL DE MARNE
Adresse administrative : 31 RUE ANATOLE FRANCE 94306 VINCENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : MONSIEUR JEAN-PIERRE NOURRISSON, DIRECTEUR-GENERAL

Objet : NC

N° SIRET : 34121497100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : restauration générale de la porte monumentale située en avant du Château de Sucy-en-Brie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution et en raison du calendrier contraint des travaux qui doivent être finalisés avant le 23 juin 2017, date d'inauguration des 10 ans de la Rénovation du Chateau de Sucy.

Objectifs :
La restauration générale du portail monumental situé en avant du Château de Sucy-en-Brie, s'inscrit dans le projet global de réalisation de la zone d'aménagement contrôlée (ZAC) « centre-ville », lancé par la commune, pour lequel un aménageur a été désigné. Un contrat de cession a été signé, en avril 2009, entre la Sadev, société d'économie mixte qui intervient pour le compte des collectivités locales, et la ville. La Sadev sollicite donc la Région Ile-de-France pour le financement de cette opération.

Description :
Au moyen-âge, le site et le parc du Château de Sucy-en-Brie font partie d'un fief appartenant à l'abbaye de Saint-Maure des Fossés. Le bâtiment principal date de 1662. En 1675, un portail monumental ouvrant sur la cour d'honneur est construit. En 1687 une orangerie est ajoutée. Celle-ci s'appuie sur le pavillon ouest. En 1956, le château et son parc sont cédés à la caisse des dépôts et consignations pour y construire une cité dans le parc. La Cité verte est constituée de 21 tours. Le Château, inutilisé est alors laissé à l'abandon. Un projet de démolition, au profit de la construction d'une maison de retraite, est évité de peu grâce à l'opposition des services de Monuments Historiques.
La mairie acquière finalement le château, en ruines, en septembre 1969. La commune décide alors de sa réhabilitation. Le château et le portail monumental qui donnait accès à la cours d'honneur sont classés au titre des Monuments Historiques, le 18 juillet 1975.
Le Château de Sucy-en-Brie est aujourd'hui un élément architectural particulièrement représentatif de l'identité de la ville. L'orangerie, inaugurée en 1989, est utilisée comme salle de spectacles et d'expositions. La métairie, seul vestige des communs du château, devient en 1990 le Musée de Sucy. Enfin, le corps du château, inauguré en 2007, abrite la maison des Arts et des Musiques.

La porte monumentale, objet de la présente demande, n'a pas fait l'objet de réelle campagne de restauration depuis le début du XXème siècle. Les maçonneries présentent l'intérêt d'être globalement d'origine tout en étant aujourd'hui particulièrement altérées. Par ailleurs, les ragréages, étant anciens, ils sont eux aussi très dégradés. Plusieurs zones sont fissurées et beaucoup d'éléments se décèlent progressivement. En partie haute, la couverture en pierre du fronton cintré est aussi fortement dégradée. Les joints n'assurent plus leur rôle d'étanchéité. Ainsi l'eau s'infiltre dans l'épaisseur de la construction et déstabilise les pierres de corniche. Au sommet, les vases, particulièrement exposés, sont eux aussi en état de dégradation avancé. Les éléments en fer forgé, très altérés, sont rouillés. Enfin, un chasse roue est manquant et un cercle décoratif en partie haute a totalement disparu.

Moyens mis en œuvre :
La présente demande porte sur la restauration générale du portail monumental et concerne :
- les travaux de maçonnerie et pierre de taille sur les façades dont l'espace sous le portail et les guirlandes décoratives
- le pavage des sols
- le traitement de la pierre et des vases
- la serrurerie et peinture des ferrures

La mise en valeur de l'ancienne cours d'honneur est prévue dans le cadre du réaménagement du centre-ville de Sucy-en-Brie et fera l'objet d'une nouvelle demande de travaux.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 218 346 € HT. La base subventionnable est de 197 678 € HT hors honoraires. Au taux de 20 %, une subvention de 39 536 € est proposée.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	197 678,00	90,53%
Honoraires (non éligibles)	20 668,00	9,47%
Total	218 346,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	87 339,00	40,00%
reserve parlementaire	11 000,00	5,04%
Mécénat (Fondation du patrimoine)	3 000,00	1,37%
Mécénat (souscription populaire)	21 295,00	9,75%
Région IDF	39 536,00	18,11%
Fonds propres	56 176,00	25,73%
Total	218 346,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 536,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	1 250 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 747 184,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 305 886,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	285 426,76 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	311 300,00 €
	Montant total	6 614 370,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CHANGEMENTS DE BENEFICIAIRE – AVENANTS DE TRANSFERT

AVENANT N°1 A LA CONVENTION
RELATIVE A LA RESTAURATION DES FACADES DE LA VILLA HENNEBIQUE A BOURG-LA-REINE

ENTRE

La Région Ile de France,
représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° CP XX du 08 mars 2017,
ci-après dénommée « La Région » ;

et

FONCIA EFIMO LGI
dont le statut juridique est : Société par Actions Simplifiée
dont le n° SIRET est : 632036489
dont le siège social est situé au : 60 avenue du Général Leclerc 92340 Bourg-la-Reine
ayant pour représentant :Monsieur Pascal DELAVAL, Président
ci-après dénommée « le nouveau bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention issu du rapport cadre n° CR 83-25 du 11 octobre 1983 abrogé par la délibération n° CR 06-15 du 12 février 2015, relatif au dispositif permettant d'intervenir en faveur de la restauration des monuments historiques inscrits ou classés, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Par délibération n° CP12-488 du 12 juillet 2012, la Région a attribué une subvention de 134 730 € à la société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF (dénommée « le bénéficiaire initial ») pour restauration des façades de la Villa Hennebique à Bourg-la-Reine.

Depuis le 17 septembre 2015, par déclaration de dissolution et de transmission à titre universel de patrimoine social, la structure FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF a été dissoute et il a été opéré au bénéfice et à la charge de société FONCIA EFIMO LGI la transmission universelle du patrimoine de la société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF.

Considérant la reprise du projet de restauration des façades de la Villa Hennebique à Bourg-la-Reine par la société FONCIA EFIMO LGI, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 16-(543) du … novembre 2016, décidé de lui transférer le reliquat non versé de la subvention attribuée initialement à la société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF par la délibération n° CP12-488 du 12 juillet 2012.

Les parties s'entendent pour signer un avenant de transfert à la convention initiale conclue entre la Région et société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF, pour acter du changement de bénéficiaire et transférer le reliquat de la subvention à la société FONCIA EFIMO LGI, pour un montant de 26 954 € correspondant au solde de la subvention initiale de 134 730 € représentant 20 % des dépenses éligibles estimées à 673 750 €.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le projet de restauration des façades de la Villa Hennebique à Bourg-la-Reine, initialement porté par la société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF, est désormais porté par la société FONCIA EFIMO LGI qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et société FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF.

ARTICLE 2 : ATTRIBUTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION INITIALE AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes d'un montant de 107 776 €. Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à l'avenant, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 26 954 €. Conformément à l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération à compter du 06 décembre 2014, date de demande du premier acompte.

ARTICLE 3 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE
Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Fait à Paris, en 4 exemplaires, le

Le **.....**

La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le**.....**

Le nouveau bénéficiaire
FONCIA EFIMO LGI

Pour la présidente du conseil régional et par délégation **La directrice de la Culture** Muriel GENTHON	**Monsieur Christian PEUTOT, Maire (*signature et cachet*)**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 12008875

Commission Permanente du 12 juillet 2012

Objet : RESTAURATION DES FACADES DE LA VILLA HENNEBIQUE A BOURG-LA-REINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Valorisation du patrimoine régional	673 650,00 €	20 %	134 730,00 €
	Montant Total de la subvention		134 730,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20414-131004-HP313-004
13100402-Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGIIDF FONCIA GESTION IMMOBILIERE-IDF
Adresse administrative : 101 AVENUE DU GENERAL LECLERC
92340 BOURG-LA-REINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame ANNE-MARIE LE LOUARGANT, SYNDIC

Objet : NC

N° SIRET : 33757062600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Valorisation du patrimoine régional

Objet du projet : Restauration des façades de la Villa Hennebique, archétype unique de réalisation en béton armé du début du XX°siècle.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2013
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construite par François Hennebique entre 1901 et 1903, la villa Hennebique est un témoignage unique de réalisation d'un immeuble en béton armé et incarne l'engouement de l'époque pour ce nouveau matériau. Elle constitue un véritable catalogue des possibilités techniques et esthétiques permises par le béton armé. Edifiée dans la proche région parisienne, elle constitue un mode de vie nouveau pour les Parisiens qui fuient la capitale et ses désagréments urbains. La Villa Hennebique est abandonnée aprés la mort de son auteur, menacée de destruction dans les années 70, mais fait l'objet d'une inscription au titre des monuments historiques en 1972. Elle est également fragilisée par la division en appartements opérée dans les années 1980. A la suite de tous ces désagréments, une procédure de classement a été entamée en 2010. L'arrêté de classement a été promulgué les 27 janvier 2012.
A la demande du syndicat des copropriétaires de la Villa Hennebique, alertés par la dégradation de son état architectural et une certaine démonumentalisation du bâtiment, un diagnostic a été établi par l'Agence

Gatier, architecte en chef des Monuments historiques. Selon cette étude, les structures en béton armé de l'édifice présentent en général un bon état de conservation. En revanche, les garde-corps, les balustres et les sous faces des balcons et des terrasses sont dans un état de dégradation avancée. Quant aux armatures métalliques de renforcement du béton, elles sont fortement corrodées, ce qui entraîne un éclatement systématique des bétons d'enrobage.
La restauration proposée permettra de mettre en place les moyens nécessaires à une parfaite conservation des éléments originaux et de remettre en valeur le caractère historique du monument.
L'opération se déroulera en deux phases successives:
-Une tranche ferme de six mois comportant la restauration des façades nord, est et du retour de façade ouest, la restauration de la tour belvédère, des menuiseries vitrées et du mur de clôture.
-Une tranche conditionnelle de six mois également comportant les restaurations des façades sur jardin, de la tour château d'eau, des menuiseries vitrées et des portes.
Le montant de l'ensemble des travaux est estimé à 673 650,00 € TTC, l'Agence FONCIA ne récupérant pas la TVA.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2012

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux tranche ferme	309 429,00	45,93%
Travaux tranche conditionnelle	364 221,00	54,07%
Total	673 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	269 460,00	40,00%
Région Ile de France	134 730,00	20,00%
FONDS PROPRES	269 460,00	40,00%
Total	673 650,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2012	34 730,00 €
2013	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2010	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	2 550,00 €
	Montant total	2 550,00 €

AVENANT
A LA CONVENTION RELATIVE A LA CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE DE MONTLIGNON

ENTRE

La Région Ile de France,
représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° CP XX du ,
ci-après dénommée « La Région » ;

et

la communauté d'agglomération
dont le statut juridique est : collectivité territoriale
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé au
ayant pour représentant :
ci-après dénommée « le nouveau bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention issu du rapport cadre n° CR 19-99 du 1er juillet 1999, relatif au dispositif permettant d'intervenir en soutien aux projets de centres culturels de diffusion et de création artistiques, d'aménagement de salles de cinéma et de centres d'art, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Par délibération n° CP 12-660 du 11 octobre 2012, la Région a attribué une subvention de 188 600 € à la communauté d'agglomération Val et Forêt (dénommée « le bénéficiaire initial ») pour la construction de la médiathèque de Montlignon.

Considérant que l'arrêté inter préfectoral du 25 novembre 2015 portant fusion de la communauté d'agglomération de la vallée de Montmorency et de la Communauté de Communes de l'Ouest de la Plaine de France et extension concomitante de périmètre aux communes de Montlignon et Saint Prix emporte le retrait de droit des communes de Montlignon et de Saint Prix de la Communauté d'agglomération Val et Forêt ;

Considérant que les conditions de majorité, prescrites à l'article 11 IV et V de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiées sont réunies pour autoriser la fusion au 1er janvier 2016 des communautés d'agglomération « Le Parisis » et « Val et Forêt »,

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2016, la communauté d'agglomération Val Parisis se substitue aux deux communautés d'agglomération dans tous leurs droits et obligations dans toutes leurs délibérations et dans tous leurs actes,

Les parties s'entendent pour signer un avenant de transfert à la convention initiale conclue entre la Région et la communauté d'agglomération VAL ET FORET, pour acter du changement de bénéficiaire et transférer le reliquat de la subvention à la communauté d'agglomération Val Parisis.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le projet de construction de la médiathèque de Montlignon, initialement porté par la communauté d'agglomération VAL ET FORET est désormais porté par la communauté d'agglomération Val Parisis, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et la communauté d'agglomération VAL et FORET.

ARTICLE 2 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Fait à Paris, en 4 exemplaires, le

Le représentant légal
du nouveau bénéficiaire,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

AVENANT
A LA CONVENTION RELATIVE A LA CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE
DE SAINT PRIX

ENTRE

La Région Ile de France,
représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° CP XX du ,
ci-après dénommée « La Région » ;

et

la communauté d'agglomération
dont le statut juridique est : collectivité territoriale
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé au
ayant pour représentant :
ci-après dénommée « le nouveau bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention issu du rapport cadre n° CR 19-99 du 1er juillet 1999, relatif au dispositif permettant d'intervenir en soutien aux projets de centres culturels de diffusion et de création artistiques, d'aménagement de salles de cinéma et de centres d'art, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Par délibération n° CP 12-660 du 11 octobre 2012, la Région a attribué une subvention de 188 600 € à la communauté d'agglomération Val et Forêt (dénommée « le bénéficiaire initial ») pour la construction de la médiathèque de Saint Prix.

Considérant que l'arrêté inter préfectoral du 25 novembre 2015 portant fusion de la communauté d'agglomération de la vallée de Montmorency et de la Communauté de Communes de l'Ouest de la Plaine de France et extension concomitante de périmètre aux communes de Montlignon et Saint Prix emporte le retrait de droit des communes de Montlignon et de Saint Prix de la Communauté d'agglomération Val et Forêt ;

Considérant que les conditions de majorité, prescrites à l'article 11 IV et V de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiées sont réunies pour autoriser la fusion au 1er janvier 2016 des communautés d'agglomération « Le Parisis » et « Val et Forêt »,

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2016, la communauté d'agglomération Val Parisis se substitue aux deux communautés d'agglomération dans tous leurs droits et obligations dans toutes leurs délibérations et dans tous leurs actes,

Les parties s'entendent pour signer un avenant de transfert à la convention initiale conclue entre la Région et la communauté d'agglomération VAL ET FORET, pour acter du changement de bénéficiaire et transférer le reliquat de la subvention à la communauté d'agglomération Val Parisis.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le projet de construction de la médiathèque de Saint Prix, initialement porté par la communauté d'agglomération VAL ET FORET est désormais porté par la communauté d'agglomération Val Parisis, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et la communauté d'agglomération VAL et FORET.

ARTICLE 2 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Fait à Paris, en 4 exemplaires, le

Le représentant légal
du nouveau bénéficiaire,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-088

DU 08 MARS 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU LIVRE

PREMIERE AFFECTATION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de la propriété intellectuelle

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU Le rapport CR 102-06 du 15 novembre 2006 relatif à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens

VU Les délibérations n° CP 07-284, CP 07-497, CP 07-749, CP 10-982, CP 11-936, CP 12-076, CP 13-017, CP 13-455 et CP 14-426 relatives à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU Le rapport n° CP 14-234 du 10 avril 2014 relatif à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du livre ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis émis par la Commission des Finances,

VU L'avis de la Commission de la culture ;

VU Le rapport n° CP 2017-088 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 : AFFECTATION POLITIQUE REGIONALE DU LIVRE

Décide de participer au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum est de **243 000 €.**

Subordonne le versement des subventions aux bénéficiaires d'une aide spécifique à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n°CP 16-168 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer :

Les bénéficiaires concernés sont :

- 48 H BD (10 000 €)
- Syndicat National de l'Edition (5 000 €)
- Association des Bibliothèques de France - groupe Ile-de-France (5 000 €)
- Montreuil sur livres (2 000 €)
- Libraire en Seine (20 000 €)
- Institut Tout Monde (10 000 €)
- Ent'revues (25 000 €)
- Labo des histoires (40 000 €)
- Maison Elsa Triolet (25 000 €)
- Vivre lire (8 000 €)
- Slam Production (15 000 €)
- Ferraille (8 000 €)
- Atlas (3 500 €)
- Editions de l'ogre (8 000 €)
- Ateliers Henry dougier (5 000 €)
- Librairie Théâtrale (10 000 €)
- La tête à Toto (5 000 €)
- Les bulles du 9ème (5 000 €)
- Nation diffusion (15 000 €)
- Le presse papier (3 000 €)
- Chantefable Folies d'encre Montreuil (7 000 €)
- La passerelle (3 500 €).

Subordonne le versement des subventions aux bénéficiaires d'une aide globale au fonctionnement des revues à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-168 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

- Théâtre Public (5 000 €)

Affecte une autorisation d'engagement de **243 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : PROGRAMME REGIONAL DES RESIDENCES D'ECRIVAINS

Décide de participer au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets de résidences d'écrivains détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **77 500 €.**

Subordonne le versement des aides aux résidences d'écrivains aux bénéficiaires suivants à la conclusion d'une convention conforme aux conventions type résidence d'écrivains adoptées par la délibération CP n°16-592 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente à les signer :

Maram MASSRI : Biennale internationale des poètes en Val-de-Marne
Didier CAHEN : réseau des bibliothèques de Versailles
Frédéric GRIOT : réseau des bibliothèques de Marne et Gondoire
Marc ROGER : communauté de communes du Pays de l'Ourcq.

Affecte une autorisation d'engagement de **77 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 au titre du programme régional de résidences d'écrivains.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE STANDS COLLECTIFS D'EDITEURS SUR PLUSIEURS SALONS

Affecte une autorisation d'engagement de **65 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 « aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017 pour permettre l'organisation de stands collectifs d'éditeurs visant à promouvoir en 2017 l'édition indépendante francilienne à l'Escale du livre à Bordeaux, au festival Etonnants voyageurs à Saint-Malo et à la Foire du Livre de Francfort.

ARTICLE 4 : Achat de livres pour le prix littéraire des Lycéens 2017-2018

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 – activités culturelles et artistiques, programme HP 312-008 « Aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2017, pour permettre l'achat de livres pour la mise en œuvre du Prix littéraire des lycéens

Article 5 : DEROGATION AU PRINCIPE DE NON COMMENCEMENT DES PROJETS

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002744	ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES DE FRANCE - ANIMATION DE LA COMMUNAUTE DES PROFESSIONNELS DE LECTURE PUBLIQUE - LIVRE 2017	ABF ASSOC BIBLIOTHECAIRE FRANCAIS	01/01/2017
17002766	ACADEMIE HORS CONCOURS - PRIX HORS CONCOURS DES LYCEENS - LIVRE 2017	AHC L'ACADEMIE HORS CONCOURS	01/01/2017
17002759	LES 48H BD - LIVRE 2017	ASSOCIATION LES 48H BD	01/02/2017
17002335	SLAM PRODUCTIONS - GRAND SLAM NATIONAL ET COUPE DU MONDE DE POESIE - LIVRE 2017	ASSOCIATION SLAM PRODUCTIONS	02/01/2017
17002339	ATLAS - PRINTEMPS DE LA TRADUCTION - LIVRE 2017	ATLAS ASSISES TRADUC LITTERAIRE EN ARLES	02/01/2017
17002328	MAISON TRIOLET-ARAGON - SAISON CULTURELLE ET PROJETS SCOLAIRES - LIVRE 2017	ELSA TRIOLET/LOUIS ARAGON	02/01/2017
17002325	ENTREVUES - UNE ANNEE REVUE 2017 - LIVRE 2017	ENT'REVUES	02/01/2017
17002135	INSTITUT DU TOUT-MONDE - CONCOURS DE POESIE POUR LES LYCEENS - LIVRE 2017	INSTITUT DU TOUT MONDE ASS	01/02/2017
17002745	LA CHARTE - RENCONTRES AVEC DES AUTEURS JEUNESSE EN BIBLIOTHEQUES - LIVRE 2017	LA CHARTE	01/01/2017
17002327	LABO DES HISTOIRES - PROGRAMME D'ATELIERS D'ECRITURE EN ILE-DE-FRANCE - LIVRE 2017	LE LABO DES HISTOIRES	02/01/2017
17002752	LE PRESSE PAPIER - LIVRE 2017	LE PRESSE PAPIER	15/01/2017
17002624	LES BULLES DU 9EME - LIVRE 2017	LES BULLES DU 9EME	01/11/2016
17002763	EDITIONS DE L'OGRE - LIVRE 2017	LES EDITIONS DE L'OGRE	01/09/2016

17002762	MONTREUIL SUR LIVRES - LIVRE 2017	MONTREUIL SUR LIVRES	01/01/2017
17002743	NATION DIFFUSION - LIVRE 2017	SANDRINE AND CO	01/03/2017
17002765	SYNDICAT NATIONAL DE L'EDITION - LES COULISSES DE L'EDITION - LIVRE 2017	SYND NATIONAL EDITION	01/01/2017
17002330	VIVRE LIRE - FESTIVAL QUARTIER DU LIVRE - LIVRE 2017	VIVRE LIRE	01/01/2017

ARTICLE 6 : MODIFICATION DU NOMBRE DE STAGIAIRES DANS LA FICHE PROJET N°16007164 – CENTRE DE PROMOTION D

Suite à une erreur matérielle, modifie le nombre de stagiaires soit 2 stagiaires au lieu de 3 stagiaires (la subvention étant d'un montant de 85 000 €).

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Aide au livre et à la lecture**
Action	**13100801 - Aide à la lecture publique et à la création littéraire**

Dispositif : N° 00000143 - Aides pour le fonctionnement des revues

Dossier	17002342 - THEATRE PUBLIC - REVUE THEATRE PUBLIC - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	R35149 - THEATRE PUBLIC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000143 - Aides pour le fonctionnement des revues	5 000,00 €

Dispositif : N° 00000150 - Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire

Dossier	17002135 - INSTITUT DU TOUT-MONDE - CONCOURS DE POESIE POUR LES LYCEENS - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R31499 - INSTITUT DU TOUT MONDE ASS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	TTC	14,49 %	10 000,00 €	

Dossier	17002325 - ENTREVUES - UNE ANNEE REVUE 2017 - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R15197 - ENT'REVUES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
121 333,33 €	HT	20,6 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Dossier	17002327 - LABO DES HISTOIRES - PROGRAMME D'ATELIERS D'ECRITURE EN ILE-DE-FRANCE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0019648 - LE LABO DES HISTOIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
245 000,00 €	TTC	16,33 %	40 000,00 €	

Dossier	17002328 - MAISON TRIOLET-ARAGON - SAISON CULTURELLE ET PROJETS SCOLAIRES - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R4589 - ELSA TRIOLET/LOUIS ARAGON			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
139 000,00 €	TTC	17,99 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000150 - Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	100 000,00 €

Dispositif : N° 00000151 - Manifestations littéraires

Dossier	17002330 - VIVRE LIRE - FESTIVAL QUARTIER DU LIVRE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036112 - VIVRE LIRE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 000,00 €	TTC	15,09 %	8 000,00 €	

Dossier	17002335 - SLAM PRODUCTIONS - GRAND SLAM NATIONAL ET COUPE DU MONDE DE POESIE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R29653 - ASSOCIATION SLAM PRODUCTIONS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 131,60 €	TTC	23,39 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Dossier	17002338 - FERRAILLE - FESTIVAL FORMULA BULA - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0014956 - FERRAILLE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
133 800,00 €	TTC	5,98 %	8 000,00 €	

Dossier	17002339 - ATLAS - PRINTEMPS DE LA TRADUCTION - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R9488 - ATLAS ASSISES TRADUC LITTERAIRE EN ARLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 400,00 €	TTC	11,15 %	3 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000151 - Manifestations littéraires	34 500,00 €

Dispositif : N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)

Dossier	17002744 - ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES DE FRANCE - ANIMATION DE LA COMMUNAUTE DES PROFESSIONNELS DE LECTURE PUBLIQUE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R31164 - ABF ASSOC BIBLIOTHECAIRE FRANCAIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 700,00 €	TTC	29,94 %	5 000,00 €	

Dossier	17002756 - LIBRAIRES EN SEINE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0023385 - LIBRAIRES EN SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	40 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Dossier	17002759 - LES 48H BD - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0036241 - ASSOCIATION LES 48H BD				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 800,00 €	HT		15,2 %	10 000,00 €	

Dossier	17002762 - MONTREUIL SUR LIVRES - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0031200 - MONTREUIL SUR LIVRES				
Localisation	MONTREUIL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 797,00 €	TTC		29,42 %	2 000,00 €	

Dossier	17002765 - SYNDICAT NATIONAL DE L'EDITION - LES COULISSES DE L'EDITION - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	R36697 - SYND NATIONAL EDITION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC		20 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	42 000,00 €

Dispositif : N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante

Dossier	17002450 - LIBRAIRIE THEATRALE - LIVRE 2017				
Bénéficiaire	P0036184 - EDICOM DIRECT LIBRAIRIE THEATRALE EDITION ART ET COMEDIE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 763,00 €	HT		43,93 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Dossier	17002593 - LA TETE A TOTO - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036215 - LA TETE A TOTO			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	12,5 %	5 000,00 €	

Dossier	17002624 - LES BULLES DU 9EME - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036217 - LES BULLES DU 9EME BULLES EN TETE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	4,17 %	5 000,00 €	

Dossier	17002630 - LA PASSERELLE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0024422 - LA PASSERELLE			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 500,00 €	HT	36,84 %	3 500,00 €	

Dossier	17002645 - FOLIES D'ENCRE MONTREUIL - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0016500 - CHANTEFABLE			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 000,00 €	HT	16,67 %	7 000,00 €	

Dossier	17002743 - NATION DIFFUSION - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036221 - NATION DIFFUSION SARL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	HT	27,27 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Dossier	17002752 - LE PRESSE PAPIER - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036232 - LE PRESSE PAPIER			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 139,00 €	HT	48,87 %	3 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante	48 500,00 €

Dispositif : N° 00000187 - Aide aux projets éditoriaux exceptionnels

Dossier	17002763 - EDITIONS DE L'OGRE - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0036242 - LES EDITIONS DE L'OGRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
52 100,00 €	HT	15,36 %	8 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000187 - Aide aux projets éditoriaux exceptionnels	8 000,00 €

Dispositif : N° 00000188 - Aide à la diffusion des éditeurs indépendants

Dossier	17002758 - ATELIERS HENRY DOUGIER - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	P0032384 - ATELIERS HENRY DOUGIER			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 600,00 €	HT	16,89 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000188 - Aide à la diffusion des éditeurs indépendants	5 000,00 €

Dispositif : N° 00000538 - Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Dossier	17002533 - BIENNALE INTERNATIONALE DES POETES EN VAL DE MARNE - MARAM AL-MASRI - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R4778 - BIENNALE INTER POETES 94			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	HT	50 %	3 000,00 €	

Dossier	17002550 - VILLE DE VERSAILLES - DIDIER CAHEN - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R741 - COMMUNE DE VERSAILLES			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	50 %	1 500,00 €	

Dossier	17002556 - CA MARNE ET GONDOIRE - FRED GRIOT - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R24173 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE			
Localisation	CA MARNE ET GONDOIRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	HT	50 %	4 000,00 €	

Dossier	17002578 - CC PAYS DU PAYS DE L'OURCQ - MARC ROGER - LIVRE 2017			
Bénéficiaire	R20378 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ			
Localisation	CC PAYS DE L'OURCQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	50 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000538 - Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	13 500,00 €

Dispositif : N° 00000539 - Programme régional de résidences d'écrivains (Auteurs)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-088	Budget	2017

Dossier	17002535 - MARAM AL-MASRI - BIENNALE INTERNATIONALE DES POETES EN VAL DE MARNE - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	R36291 - MASSRI MARAM		
Localisation	IVRY-SUR-SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17002551 - DIDIER CAHEN - VILLE DE VERSAILLES - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0036201 - CAHEN DIDIER		
Localisation	VERSAILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Dossier	17002559 - FRED GRIOT - CA MARNE ET GONDOIRE - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0001868 - GRIOT FREDERIC		
Localisation	CA MARNE ET GONDOIRE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	17002580 - MARC ROGER - CC DU PAYS DE L'OURCQ - LIVRE 2017		
Bénéficiaire	P0036208 - ROGER MARC		
Localisation	CC PAYS DE L'OURCQ		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000539 - Programme régional de résidences d'écrivains (Auteurs)	64 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131008 - 13100801	320 500,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002342

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : THEATRE PUBLIC - REVUE THEATRE PUBLIC - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE PUBLIC
Adresse administrative : 2 B RUE DUPRESSOIR
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD ROTHSTEIN, Président

Date de publication au JO : 16 juin 2010

N° SIRET : 49836265600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides pour le fonctionnement des revues
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien au programme éditorial 2017 de la revue Théâtre public.

Objectifs :
Créée en 1974, Théâtre Public est une publication trimestrielle qui se veut avant tout espace de réflexion sur les plans esthétiques, culturel et politique, s'intéressant au théâtre comme art et comme phénomène social.

Description :
Le soutien régional est sollicité pour le programme éditorial 2017 :
- n°223 : Nouvelles écritures dramatiques européennes (dossier coordonné par Christien Biet, Laurent Muhleisen et Christophe Triau), qui présentera les travaux de onze nouveaux auteurs de la scène européenne.
- n°225 : Théâtre et pouvoir (dossier coordonné par Olivier Neveux), qui étudiera les rapports que le théâtre entretient avec le pouvoir, comment le pouvoir est représenté par le théâtre, comment le pouvoir organise et structure l'activité théâtrale.
- n°225 : Actualité du répertoire (dossier coordonné par Christian Biet et Jean-Loup Rivière), qui interrogera la notion de patrimoine et l'appropriation de celui-ci par le théâtre contemporain.
- n°226 : Carte blanche à Maguy Marin (dossier conçu par Maguy Marin et coordonné par Olivier Neveux), qui s'intéressera au processus de création de la prochaine oeuvre de la chorégraphe.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

1- Dynamique secteur livre
- Une revue de référence sur l'écriture dramatique et les grandes questions du théâtre contemporain, dans son rapport à la société. La ligne éditoriale évoluera en 2017 pour s'intéresser plus directement à l'actualité du spectacle vivant national, dans une démarche de réflexion, en donnant notamment la parole à la jeune création.

2- Développement du public
- Un programme de valorisation de la revue sera lancé en 2017 : nouveau site internet, réseaux sociaux, numérisation de la collection, partenariats avec les théâtres pour l'organisation d'événements autour de la sortie des numéros.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget prévisionnel global du bénéficiaire est de 69 300 €. Conformément au barème de plafonnement de l'aide, le soutien régional proposé est de 5000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides pour le fonctionnement des revues	10 000,00 €
2015	Aides pour le fonctionnement des revues (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002135

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : INSTITUT DU TOUT-MONDE - CONCOURS DE POESIE POUR LES LYCEENS - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	69 000,00 €	14,49 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DU TOUT MONDE ASS
Adresse administrative : 217 BD SAINT GERMAIN
75007 PARIS 07
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François VITRANI, Président

Date de publication au JO : 25 novembre 2005

N° SIRET : 49015258400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Organisation du programme de rencontres littéraires annuel de l'Institut du Tout-Monde.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier de demande a été reçu le 23 novembre 2016. Le programme d'activités débute au 1er février 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'Institut du Tout-Monde a été créé en 2005 par l'écrivain Edouard Glissant pour faire partager la connaissance des processus de créolisation et la diversité des imaginaires des peuples. Dans cet objectif, l'Institut du Tout-Monde organise des rencontres artistiques et littéraires, participe à des festivals et contribue à l'édition de livres et de revues.

Description :

Le soutien régional porte sur l'organisation en 2017 d'un concours de poésie proposé aux lycées franciliens (une participation de 30 lycées, dont 7 parisiens, est visée, soit environ 750 lycéens) : intervention d'écrivains en classe, ateliers d'écriture.

Par ailleurs, un programme de rencontres d'écrivains sera mené à la Maison d'Amérique Latine, à la Maison de la poésie, à la Cité internationale des arts et à la Maison des sciences de l'Homme :
- rencontres philosophiques avec les écrivains Santiago Espinosa, Makis Solomos et David Christoffel,
- journées d'étude sur la traduction avec Alexandre Leupin, Catherine Delpech, Kadhim Jihad Hassan, Victor Martinez...
- soirées poétiques avec 20 poètes, cinéastes et artistes invités (Amos Gitaï, Patrick Chamoiseai, Esther Telermann...)

Territoire couvert : Paris et Ile-de-France

Bilan 2015 - 2016 : une trentaine de soirées littéraires ont été organisées, pour plus de 4000 visiteurs.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : la programmation de l'Institut du Tout-monde sollicite et valorise une pluralité d'auteurs et artistes dans un souci d'interdisciplinarité (écrivains, poètes, cinéastes, plasticiens, philosophes...).

Développement du public : pour le volet des actions en lien avec les lycéens, l'ensemble des lycées d'Ile-de-France sera contacté. Chaque événement de la programmation est capté en vidéo puis retransmis et diffusé par le biais de 2 sites internet.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Grand public et lycéens franciliens pour les actions dédiées.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, prestations de services...)	15 000,00	21,74%
Services externes (hébergement, location, droits d'auteurs, imprimeur, graphiste...)	21 500,00	31,16%
Autres services externes (déplacements, réceptions, honoraires, publicité...)	13 200,00	19,13%
Frais de personnel	19 300,00	27,97%
Total	69 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (s)	20 000,00	28,99%
CNL (s)	10 000,00	14,49%
Ministère Outre-Mer (s)	13 000,00	18,84%
Région IdF	10 000,00	14,49%
Paris (s)	10 000,00	14,49%
Mécénat	6 000,00	8,70%
Total	69 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	20 000,00 €
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	38 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	30 000,00 €
	Montant total	88 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002325

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ENTREVUES - UNE ANNEE REVUE 2017 - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	121 333,33 €	20,60 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENT'REVUES
Adresse administrative : 4 AVENUE MARCEAU
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE BERTINOTTI, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35259204200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Organisation du programme littéraire 2017 de l'association Ent'revues.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 9 décembre 2016. Le programme d'activité débute en janvier 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
Ent'revues est un espace d'information, de réflexion et de promotion des revues contemporaines. Sous le titre générique "Une année Revue", l'association propose un programme complet de valorisation des revue contemporaines.

Description :

En 2017, Ent'revues souhaite la poursuite du soutien de la Région pour la mise en valeur du travail des revues contemporaines :
- par le 27ème Salon de la revue : du 10 au 12 novembre 2017, 200 exposants feront découvrir plus de 900 revues,
- par les rencontres destinées à mieux faire connaître et apprécier le travail des revues (soirées Marceau, Salon du livre Paris, Marché de la poésie, cycle BPI, Salon de la revue hors les murs...),
- par la publication des numéros 57 et 58 de la Revue des Revues,
- par l'animation du site de ressource Ent'revues.org.

Territoire couvert : Paris et Ile-de-France

Bilan 2016 : le salon de la revue en octobre 2016 a rassemblé environ 6000 visiteurs pour 900 revues représentées sur 180 stands, et pour la vingtaine de soirées de rencontres entre une revue et le grand public organisées dans l'année.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : l'action d'Entrevues est majeure pour la valorisation des revues, dont le Salon de la revue, plus grand événement national sur ce secteur, est la partie émergée. 52 % des revues françaises sont situées en Ile-de-France (siège social et activité editoriale).

Développement du public : Avec 90 000 visiteurs et 200 000 pages vues, la fréquentation du site internet d'Entrevues, à la fois site d'actualité, catalogue exhaustif et commenté des revues et magazines, est en constante progression.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Grand public franciliens

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures...)	3 000,00	2,06%
Services externes (location, salon de la revue et manifestations annexes - équipement et prestations -, droits auteurs, imprimeur, graphiste...)	71 900,00	49,38%
Autres services externes (déplacements, réceptions, poste, honoraires, publicité...)	19 800,00	13,60%
Frais de personnel	50 900,00	34,96%
Total	145 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des services	43 500,00	29,88%
DRAC (s)	5 000,00	3,43%
CNL (s)	68 000,00	46,70%
Région IdF	25 000,00	17,17%
Mécénat	4 100,00	2,82%
Total	145 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	33 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	33 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	25 000,00 €
	Montant total	91 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002327

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LABO DES HISTOIRES - PROGRAMME D'ATELIERS D'ECRITURE EN ILE-DE-FRANCE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	245 000,00 €	16,33 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE LABO DES HISTOIRES
Adresse administrative : 161 RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE ROBINET, Président

Date de publication au JO : 2 avril 2011

N° SIRET : 53899077100031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Organisation du programme d'ateliers d'écriture en direction du public jeune en Ile-de-France.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 15 décembre 2016. Le programme d'activité débute en janvier 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
Créé en 2011, le Labo des histoires propose tout au long de l'année, dans ses espaces ouverts au public ou par des actions hors-les-murs en Ile-de-France, des formes originales d'actions contribuant à démocratiser la pratique de l'écriture, à créer et à renforcer de nouvelles formes d'écriture.

Intégré au projet présidentiel "La France s'engage", le Labo des histoires a initié fin 2014 son déploiement national avec pour objectif d'ici fin 2017 de s'établir dans 15 sites en France métropolitaine et ultramarine, et de recevoir à terme 50 000 jeunes par an.

Description :
En 2017, le Labo des histoires proposera à partir de ses trois antennes franciliennes un programme d'ateliers d'écriture couvrant l'Ile-de-France.

Plus de 1000 ateliers seront proposés à destination d'un public de 12000 bénéficiaires :
- des ateliers réguliers dans chaque antenne (environ 30 par mois),
- des activités « hors les murs » avec les partenaires pré-identifiés par le Labo des histoires (médiathèques - Meaux, Clamart, Plaine Commune, Créteil, Cormeilles-en Vexin...-, institutions culturelles - Institut du Monde Arabe, BPI, CMN... -, écoles élémentaires, collèges, lycées, hôpitaux, centres sociaux, maisons d'arrêt...)
- des actions dans le cadre du dispositif BOOSTER, piloté par le CFA CERFAL, à destination des décrocheurs scolaires, en partenariat avec les CFA Campus (75), Alterpro (78), Saint-Pierre (91), IFCV (92) et Cabrini (93)
- des activités dans les grandes manifestations départementales liées à la littérature jeunesse et l'écriture comme le Salon du livre jeunesse de Montreuil ou le Biennale internationale des Poètes, des master class et des projets spéciaux.

A ce stade de la préparation du programme, 17 lycées franciliens (3 parisiens) sont inscrits soit environ 510 élèves concernés.

Bilan 2016 : le Labo des histoires a d'une part organisé 800 rencontres, pour environ 9600 bénéficiaires, sur Paris et le territoire francilien et a créé sa troisième antenne en Ile-de-France, déployant ainsi ses activités dans le périmètre de l'académie de Créteil : Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Seine-et-Marne.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

1- Dynamique secteur livre
- Il s'agit d'un projet d'ampleur régionale, qui fait se rencontrer les auteurs contemporains et le jeune public. La chaîne du livre est au coeur du projet : les auteurs professionnels représentent environ 50 % des intervenants (auteurs, paroliers, scénaristes, poètes, slameurs...), des activités sont menées directement en librairies (master class, ateliers d'écriture...), les réseaux de lecture public sont associés au projet.

2- Attractivité et territoire
- Le Labo des histoires couvre l'ensemble du territoire francilien avec trois antennes : Labo des histoires Paris (localisé à la Maison de la Poésie Paris 4ème), Labo des histoires Ile-de-France Ouest couvrant les départements du Val d'Oise, des Yvelines et des Hauts-de-Seine (localisée à Versailles) et Labo des histoires Ile-de-France Est couvrant les départements de Seine-Saint-Denis, de Seine-et-Marne et du Val de Marne(localisé à Pantin).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fluides, fournitures de bureau...)	9 000,00	3,53%
Services externes (Hébergement, location, assurance, imprimeur, graphiste...)	12 000,00	4,71%
Autres services externes (déplacements, réceptions, honoraires, poste...)	90 500,00	35,49%
Frais de personnel	143 500,00	56,27%
Total	255 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	29 000,00	11,37%
DRAC (s)	37 500,00	14,71%
CNL (s)	45 000,00	17,65%
Service Civique	6 000,00	2,35%
Région Ile-de-France	40 000,00	15,69%
Mécénat et dons	57 500,00	22,55%
Nanterre, Issy-les-Moulineaux, Aulnay-sous-Bois, Fontainebleau (s)	10 000,00	3,92%
CD 93, CD 78, CD94, CD 95 (s)	30 000,00	11,76%
Total	255 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	15 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	30 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002328

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MAISON TRIOLET-ARAGON - SAISON CULTURELLE ET PROJETS SCOLAIRES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	139 000,00 €	17,99 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELSA TRIOLET/LOUIS ARAGON
Adresse administrative : MOULIN DE LA VILLENEUVE
78730 SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIK ORSENNA, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 37868683600024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Organisation des projets scolaires et de la saison culturelle 2017 de la Maison Triolet-Aragon.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 15 décembre 2016. Le programme d'activité débute en janvier 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
Louis Aragon a légué à l'Etat en 1976 sa maison du Moulin de Villeneuve où il vécut avec Elsa Triolet afin que soit donnée à ce lieu une triple vocation :
- lieu de mémoire où les textes des deux écrivains sont mis à l'honneur ;

- lieu de recherche avec une bibliothèque qui accueille chercheurs et artistes ;
- lieu ouvert à la création contemporaine avec des expositions, des rencontres et des spectacles.

Description :
En 2017, la Maison Triolet-Aragon sollicite le soutien régional pour sa programmation culturelle :
- trois expositions de peinture, de photographie et de sculpture (Bernard Rancillac, Benjamin Spark, Nils Udo),
- Des rencontres-débats mettant en relation des spécialistes de l'oeuvre d'Aragon et les publics de la Maison (cycle de conférence "Aurélien et la Grande guerre"),
- Des spectacles mettant en scène la poésie dans le parc de la Maison (spectacle jeune public de "M le méchant", soirée jazz avec Dirty Dozen Brass Band...)
- Deux festivals permettant la rencontre entre poésie et arts de la rue ("Poésie dans la ville" à Saint-Arnoult-en-Yvelines, "Jardins en fête"...)

Bilan 2016 : trois expositions d'art plastique (Aurélie De La Cadière, Jef Aerosol, Ben), 7 conférences et spectacles (Conférence sur "Le Fou d'Elsa" avec récital de piano, concert jeune public, concert de Sanseverino...), environ 17 000 visiteurs pour 8500 scolaires dont 15 lycées (450 lycéens). A noter que le lieu a souffert de l'inondation du 31 mai 2016 qui a limité sa programmation annuelle prévue.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : les auteurs sont mobilisés pour les lectures, conférences, rencontres et débats. Un travail spécifique avec les auteurs est mené dans le cadre des projets PEAC des établissements scolaires (Pascale Petit, Kaddour Hadadi).

Attractivité et territoire : la Maison Triolet-Aragon est un équipement culturel majeur du territoire des Yvelines. L'analyse de la provenance du public montre une part non négligeable de groupes scolaires de l'ensemble du territoire francilien.

Développement du public : Un programme spécifique est prévu en direction des lycéens : une journée d'étude autour du roman "Aurélien" d'Aragon à l'Hôtel de Ville de Paris, un projet de réalisation d'un livre avec deux classes du Lycée Dumont d'Urville (Elancourt), un projet d'écriture avec la classe de russe du lycée des Sept Mares (Maurepas)

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, prestations spectacles...)	32 500,00	23,38%
Services externes (location, études, recherche, documentation, expositions...)	13 000,00	9,35%
Autres services externes (distribution, diffusion, réceptions, déplacements, poste, publicité...)	23 500,00	16,91%
Rémunération du personnel	70 000,00	50,36%
Total	139 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des services	40 000,00	28,78%
DRAC (s)	4 000,00	2,88%
Région IdF	25 000,00	17,99%
Paris (s)	5 000,00	3,60%
Saint-Arnoult-en-Yvelines (s)	13 000,00	9,35%
Mécénat	52 000,00	37,41%
Total	139 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	20 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	25 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	10 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002330

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VIVRE LIRE - FESTIVAL QUARTIER DU LIVRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	53 000,00 €	15,09 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIVRE LIRE
Adresse administrative : 1 RUE FREDERIC SAUTON
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GABRIEL ANTONOPOULOS, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 80964570800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien à l'organisation du festival Quartier du livre 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est 14 décembre 2016. L'événement se déroule en mai 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'association Vivre Lire a été créée en 2014 pour rassembler les entrepreneurs et habitants du Quartier Latin autour de l'organisation d'événements et de manifestations consacrés au livre et à la passion de l'écrit.

Description :
Le soutien régional est sollicité pour l'organisation de la 3ème édition du festival "Quartier du livre", du 17

au 24 mai 2017, organisé dans le Quartier latin :
- 20 auteurs-intervenants (en cours de programmation),
- Tables-rondes sur la traduction (en partenariat avec L'Autre livre), sur la philosophie et la littérature (en partenariat avec Radio Aligre et la librairie Vrin), sur la place du livre dans la société (organisé et animé par l'Ecole Normale Supérieure),
- "Prix du livre d'histoire contemporaine du Vème arrondissement" (remis au Panthéon), Prix du meilleur essai étranger (remis à l'Université Paris Sciences et Lettres);
- "Nuit du livre et des étoiles" (en partenariat avec RCJ, le musée Cluny et la Bibliothèque Sainte-Geneviève)
- 10ème salon de la LICRA
- De nombreuses rencontres d'auteurs, des cafés littéraires autour de la poésie,
- Des ballades littéraires thématiques dans le 5ème arrondissement,
- Une exposition de l'artiste Hanna Assouline à la Mairie du 5ème arrondissement.

Territoire couvert : paris - 5ème arrondissement

Bilan 2016 : la seconde édition du festival s'est déroulée du 21 au 28 mai 2016, 119 participants dont 51 librairies, 9 bibliothèques, 20 maisons d'édition, plus de 300 événements, 20 000 visiteurs.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : les 290 événements prévus mobiliseront une grande partie des acteurs de la chaîne du livre, situés dans le quartier emblématique du 5ème arrondissement : 20 auteurs, 40 librairies, 24 éditeurs, 9 médiathèques...

Développement du public : 25 000 visiteurs sont attendus. Une campagne de promotion de l'événement est prévue (partenariat avec l'office de tourisme et des congrès de Paris, Nova Radio, RCJ, Radio Campus Paris...).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (prestataires, réceptions, soirée, droits auteurs, honoraires, communication...)	53 000,00	100,00%
Total	53 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (s)	3 000,00	5,66%
Mairie du Vème arrondissement (s)	5 000,00	9,43%
Mécénat, dons	10 000,00	18,87%
Région Ile-de-France	8 000,00	15,09%
Fonds propres	27 000,00	50,94%
Total	53 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002335

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SLAM PRODUCTIONS - GRAND SLAM NATIONAL ET COUPE DU MONDE DE POESIE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	64 131,60 €	23,39 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SLAM PRODUCTIONS
Adresse administrative : 103 RUE JULIEN LACROIX
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Patricia FERSTENBERT, Présidente

Date de publication au JO : 20 avril 1999

N° SIRET : 42865550000034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Organisation de l'édition 2017 de l'événement littéraire Grand Slam National et de la Coupe du monde de poésie.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est 13 décembre 2016. L'événement se déroule en mai 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Créée en 1999, l'association Slam Productions a pour objet de promouvoir les rencontres de slam poésie en France. Dans ce cadre, elle a créé la fédération française de slam poésie qui regroupe une vingtaine d'associations en France ainsi que des slameurs.

Description :
Le 14ème Grand slam national se déroulera du 22 au 28 mai 2015, intégrant également la 11ème Coupe du monde de poésie et le 13ème Slam de poésie interscolaire, pendant lesquels s'affrontent 16 équipes de quatre poètes adultes venues de toute la France et 20 équipes de quatre élèves venues de toute la France (dont une majorité de lycées franciliens).

Bilan 2016 : Du 23 au 29 Mai 2016 ,13ème Grand Slam National,10ème Coupe du Monde de Poésie et 12ème Slam de poésie interscolaire et inter-collèges et lycées, environ 15 000 spectateurs, dont une majorité de scolaires franciliens.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : Une centaine de poètes et slameurs participent à l'événement.

Attractivité et territoire : Le Grand Slam National se déroule dans les 19ème et 20ème arrondissements de Paris. En amont les présélections ont lieu dans toute la France et pour l'Ile-de-France à Vernou, La-Celle-sur-Seine, Melun, Ivry-sur-Seine, Paris, Champigny-sur-Seine.

Développement des publics : un important plan de communication est déployé pour la valorisation de l'événement (affichages, tracts, réseaux sociaux et newsletter, partenaires médias : MTV, Radio Nova, Mouv', Le Parisien, Vibrations Magazine, L'Etudiant Magazine, Dailymotion...)

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (consommables, fluides...)	8 766,00	16,40%
Services externes (location, hébergement, entretien...)	26 783,00	50,12%
Autres services externes (honoraires, publicité, réceptions, poste...)	17 894,00	33,48%
Total	53 443,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billeterie	3 443,00	6,44%
CGET (s)	10 000,00	18,71%
Ministère de la Culture (s)	4 000,00	7,48%
Ministère de l'Education Nationale (s)	2 000,00	3,74%
Ministère de la jeunesse et des sports (s)	11 500,00	21,52%
Paris (s)	7 500,00	14,03%
Région IdF	15 000,00	28,07%
Total	53 443,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	16 000,00 €
2014	Manifestations littéraires	21 642,21 €
2014	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	11 250,00 €
2016	Manifestations littéraires	15 000,00 €
	Montant total	87 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002338

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FERRAILLE - FESTIVAL FORMULA BULA - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	133 800,00 €	5,98 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FERRAILLE
Adresse administrative : 17 RUE POULET
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : VINCENT PARONNAUD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50949490200026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Organisation du Festival Formula Bula 2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ferraille est un collectif d'artistes associés pour développer et diffuser des projets de création artistique dans le domaine de la bande dessinée et des arts visuels.

Description :
En septembre et octobre 2017, l'association Ferraille organisera la cinquième édition de son festival de BD alternative "Formula Bula" depuis le Xème arrondissement jusqu'à Pantin en investissant le Canal de l'Ourcq : autour des auteurs et éditeurs invités, le festival proposera une série d'activités et d'exclusivités artistiques ponctuées par des spectacles et des performances en soirée.

Bilan 2016 : Du 30 septembre au 9 octobre 2016, l'association Ferraille a organisé sur un territoire

couvrant le Xème arrondissement de Paris, le canal de l'Ourcq et Pantin la quatrième édition du festival de la bande dessinée indépendante. 20000 visiteurs ont rencontré plus de 60 auteurs invités.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : la chaine du livre est mobilisée avec une cinquantaine d'auteurs et d'artistes invités (Terry Gilliam, Tomi Ungerer, Alejandro Jodorowsky, Tardi, Blutch, Bilal, Mézières...), le réseau des médiathèques du territoire (Françoise Sagan à Paris, Pantin, Aubervilliers…), les librairies (Monte-en-l'air, Litote en tête, Malles aux histoires, Galerie du jour) et une vingtaine d'éditeurs. En fin de festival, un village d'éditeurs indépendants sera organisé autour de la médiathèque Françoise Sagan.

Attractivité et territoire : Des navettes fluviales, les "Dédicroisières", vogueront du Point éphémère à Pantin pour des voyages en compagnie des auteurs pour des rencontres avec le public, soit sur les quais aux étapes, soit sur le bateau.

Dimension créative : cet événement valorise les jeunes talents de la BD de façon originale en les incluant à la programmation aux côtés d'auteurs chevronnés.

Développement du public : en amont du festival, au premier semestre, une trentaine de rencontres avec les auteurs pour les publics des centres sociaux et des médiathèques du territoire. Cette année, une masterclass sera organisée au Conservatoire Européen d'écriture audiovisuelle pour 20 lycéens franciliens invités

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, fluides, prestations de services...)	16 620,00	12,61%
Services externes (hébergement, assurance, documentation, droits d'auteurs, imprimeur, graphiste...)	41 779,00	31,70%
Autres services externes (diffusion, réceptions, poste, honoraires...)	13 611,00	10,33%
Frais de personnel	59 790,00	45,36%
Total	131 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des services	2 400,00	1,82%
CNL (s)	13 000,00	9,86%
CEEA (s)	1 500,00	1,14%
ADAGP (s)	7 000,00	5,31%
Région IdF	8 000,00	6,07%
Paris Bibliothèques (s)	1 500,00	1,14%
CD93 (s)	3 000,00	2,28%
Paris (s)	38 000,00	28,83%
Pantin (s)	3 000,00	2,28%
CA Est Ensemble (s)	1 400,00	1,06%
Agnès B (s)	3 000,00	2,28%
SOFIA (s)	20 000,00	15,17%
fonds propres	30 000,00	22,76%
Total	131 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	8 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	10 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002339

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ATLAS - PRINTEMPS DE LA TRADUCTION - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	31 400,00 €	11,15 %	3 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATLAS ASSISES TRADUC LITTERAIRE EN ARLES
Adresse administrative : ESPACE VAN GOGH
13200 ARLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SANTIAGO ARTOZQUI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33364361700041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : Organisation du Printemps de la traduction.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est 16 décembre 2016. L'événement se déroule en mai 2017 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Créée en 1983, l'association ATLAS (Association pour la Promotion de la Traduction Littéraire), située à Arles, a pour objet de promouvoir sur le plan national et international la traduction littéraire envisagée dans son rôle d'activité créatrice, ainsi que la reconnaissance du statut et de la fonction sociale du traducteur littéraire. Elle organise depuis 2015 en Ile-de-France "le Printemps de la traduction", permettant la rencontre entre traducteurs, auteurs et grand public.

Description :
La troisième édition du "Printemps de la traduction" se déroulera du 7 au 10 juin 2017 à Paris, Gif-sur-Yvette et Montreuil :
- Présence de 17 auteurs/traducteurs, deux conférenciers, un modérateur et un comédien,
- Conférence inaugurale à la Maison de la poésie,
- Ateliers de traduction à la SGDL (Hôtel de Massa),
- Rencontres traducteurs / public en librairies

Territoire couvert : Paris, Gif-sur-Yvette et Montreuil

Bilan 2016 : la seconde édition de l'événement s'est déroulée du 26 au 28 mai 2016 avec une soirée d'inauguration à la Maison de la poésie, une journée à la SGDL, 9 rencontres en librairie et une soirée de clôture aux Nautes (Paris 4ème). 470 spectateurs cumulés ont assisté à l'événement.

Intérêt régional : Le programme proposé présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre : Créé avec l'aide de la Région, le Printemps de la traduction est le plus important événement francilien consacré à ce secteur de la chaîne du livre.

Attractivité et territoire : si le coeur de l'événement est situé dans les grands lieux parisiens de valorisation de la littérature et de ses métiers (Maison de la poésie, SGDL...), un effort est fait pour une diversification des rencontres, notamment sur la grande couronne : à ce jour, 11 librairies retenues (8 à Paris, 1 à Vincennes, 1 à Gif-sur-Yvette, 1 à Montreuil) et une programmation en médiathèques.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Grand public francilien

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fourniture)	200,00	0,64%
Services externes (location, communication, déplacements, réceptions, rémunérations auteurs, droits auteurs...)	20 800,00	66,24%
Frais de personnel	10 400,00	33,12%
Total	31 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 500,00	11,15%
SOFIA (s)	15 000,00	47,77%
CNL (s)	10 000,00	31,85%
Fonds Propres	2 900,00	9,24%
Total	31 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	3 500,00 €
	Montant total	8 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002744

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES DE FRANCE - ANIMATION DE LA COMMUNAUTE DES PROFESSIONNELS DE LECTURE PUBLIQUE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	16 700,00 €	29,94 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ABF ASSOC BIBLIOTHECAIRE FRANCAIS
Adresse administrative : 31 RUE DE CHABROL
75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER GALAUP, Président

Date de publication au JO : 18 mai 1969

N° SIRET : 78420540300123

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : organisation d'un programme d'actions 2017 pour animer la communauté des professionnels de la lecture publique en Ile-de-France.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 16 décembre 2016. Le programme d'activité couvre l'ensemble de l'année 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'Association des Bibliothécaires de France a pour objet d'animer la communauté professionnelle des bibliothécaires, de promouvoir la place et le rôle des bibliothèques, d'assurer leur représentation auprès des pouvoirs publics et des instances internationales et de proposer aux professionnels des espaces d'échanges et de débats.

Description :
L'ABF sollicite le soutien régional pour son programme d'actions annuel pour dynamiser la communauté des professionnels travaillant dans les bibliothèques franciliennes :
- Création d'un groupe de travail francilien sur la réforme territoriale : il s'agira de proposer un blog professionnel, des fiches pratiques et une plaquette d'information pour aider les professionnels à travailler sur la mise en place des réseaux intercommunaux.
- Organisation de 3 journées d'étude à destination des professionnels franciliens (janvier, avril et dernière date à déterminer) : "les bibliothèques, leviers d'une dynamique sociale ?" (en partenariat avec la BPI), "Les aides à l'investissement en Ile-de-France" et "Le prêt de livre numérique en bibliothèque : où en est-on ?".
- Organisation d'un voyage d'étude au Danemark pour 15 professionnels franciliens (mars) : visite et rencontres des professionnels des équipements de Copenhague, d'Aarhus et d'Herning.
- Organisation du Congrès annuel de l'ABF sur le thème "Inégalités territoriales, égalité des chances" (juin) : tables rondes, ateliers numériques, visite de la Courneuve...

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre : l'ABF est l'espace de référence pour la réflexion sur les métiers, les pratiques et l'avenir de la lecture publique, pour l'ensemble de la communauté des bibliothécaires. Sur les 800 professionnels participant au congrès de l'association, 400 sont franciliens.

2-Développement du public et du lectorat : Sur les 3000 membres de l'association nationale, le groupe Ile-de-France regroupe 450 professionnels.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (hébergement, location, voyage étude, congrès, journée étude, imprimeur, graphiste...)	14 400,00	86,23%
Autres services externes (déplacements, réceptions, honoraires, transports...)	2 300,00	13,77%
Total	16 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des services	5 100,00	30,54%
DRAC (s)	6 600,00	39,52%
Région IdF	5 000,00	29,94%
Total	16 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002756

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LIBRAIRES EN SEINE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	50 000,00 €	40,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRES EN SEINE
Adresse administrative : 7 PASSAGE D ARCOLE
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JULIE BACQUES, Présidente

Date de publication au JO : 12 janvier 2012

N° SIRET : 78986352900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : développement d'outils et d'actions culturelles

Date de réalisation : 8 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée en décembre 2012, l'association Libraires en Seine, qui rassemble 10 librairies indépendantes de l'ouest parisien, situées pour 9 d'entre elles dans les Hauts-de-Seine, a pour objet de développer l'activité de chacune des librairies en mettant en commun des moyens financiers, techniques et humains, de développer des manifestations culturelles et de promouvoir plus généralement le livre et la librairie indépendante, par le biais de :
- l'organisation de projets culturels
- la réalisation de projets logistiques communs
- la mise en œuvre ou le support d'actions commerciales
- la réalisation d'actions de formation, de communication ou de lobbying destinées à promouvoir l'association, ses membres, la lecture, le livre et la librairie.

Intérêt régional : - Dynamique secteur livre
Dans un premier temps, l'association Libraires en Seine a créé une gazette papier gratuite pour les clients afin de communiquer sur les coups de cœur des libraires, de promouvoir leurs actions et un prix littéraire.

En 2017, l'association envisage différents types d'actions, en particulier :
- la poursuite de la publication de la Gazette (deux numéros);
- la réalisation de la quatrième édition du Prix littéraire qui fait participer les clients des 10 librairies, avec une soirée consacrée à la remise du prix;
- le développement du kiosque numérique, outil créé pour vendre des livres numériques aux particuliers et aux collectivités et positionner la librairie indépendante sur le marché du numérique, par des actions d'animation du site, des ateliers numériques en librairie et la réalisation d'une plaquette mode d'emploi

- Attractivité et territoire
Les librairies sont labellisées LIR. L'Association conduit d'autres projets, par exemple « La science se livre » dans le cadre d'un partenariat avec le Conseil départemental des Hauts de Seine.

- Développement du public et du lectorat
En 2016, le Prix littéraire organisé par Libraires en Seine a été décerné par plus de 500 lecteurs à Jeanne Benameur pour « Otages Intimes », prix remis lors d'une soirée au Théâtre des Amandiers à Nanterre qui a réuni plus de 300 personnes.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures de bureau ou d'entretien	300,00	0,60%
Services externes (assurance, documentation, réalisation gazette, kiosque numérique, prix littéraire)	45 700,00	91,40%
Autres services externes (déplacements, réception, honoraires, etc)	4 000,00	8,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes (numérique)	2 000,00	4,00%
Drac Ile-de-France (S)	16 000,00	32,00%
Particpation des adhérents	12 000,00	24,00%
Région Ile-de-France	20 000,00	40,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	30 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	30 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002759

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LES 48H BD - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	65 800,00 €	15,20 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES 48H BD
Adresse administrative : 31 RUE D'AMSTERDAM
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOISE KISSOUS, Président

Date de publication au JO : 29 décembre 2012

N° SIRET : 79109391700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : manifestation "48H BD" en Ile-de-France

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 15 décembre 2016. Le programme d'activité débute en février 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
L'association "48H BD" organise la manifestation "Les 48H BD", la Fête nationale de la bande dessinée, du manga et des comics afin de sensibiliser les publics à la bande dessinée.

Description :
L'association a pour objet de promouvoir l'offre de bandes dessinées en France et dans les territoires

francophones à travers un événement annuel. Depuis 5 ans, les principaux éditeurs de bande dessinée ont créé une fête nationale de la bande dessinée, du manga et des comics, intitulée « Les 48 Heures BD ».

Intérêt régional : 1. Dynamique secteur livre
En 2017, pour la cinquième édition, l'association envisage de développer la manifestation en augmentant le nombre de participants et d'investir davantage de lieux, notamment en dehors de ceux dédiés au livre. La manifestation se déroulera en avril 2017, avec plus de 200 animations menées par les auteurs à destination de tous les publics (ateliers, rencontres, jeux de pistes, battles de dessins, exposition d'originaux, etc.).
En Île de France, des partenariats avec les librairies, les lycées, les bibliothèques seront mis en place.
2. Dimension créative
En 2017, l'association prévoit d'impliquer des éditeurs indépendants franciliens (Ca et là, Les rêveurs, L'Agrume) dans la manifestation.
3. Attractivité et territoire
Cette action rassemblera 20 lycées, 20 bibliothèques, 20 librairies, 30 auteurs afin de sensibiliser les lycéens de seconde au 9ème art. Des classes de seconde seront amenées à se rendre à la bibliothèque où elles rencontreront un auteur de bandes dessinées. Un chèque-lire de 15 € sera remis à chaque lycéen qui l'utilisera dans une librairie-partenaire.
4. Développement du public et du lectorat
En 2016, la manifestation a rassemblé près de 300 000 participants sur les 2 jours.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures (impressions albums)	3 000,00	4,56%
Services externes (déplacements auteurs, rémunérations auteurs)	15 000,00	22,80%
Autres services externes (distribution livres, publicité, frais postaux, honoraires)	10 000,00	15,20%
Frais de personnel (stagiaire)	1 800,00	2,74%
Chèques-lire et dotation albums pour les classes	36 000,00	54,71%
Total	65 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes albums	55 800,00	84,80%
Région Ile-de-France	10 000,00	15,20%
Total	65 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002762

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MONTREUIL SUR LIVRES - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	6 797,00 €	29,42 %	2 000,00 €
		Montant Total de la subvention	2 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MONTREUIL SUR LIVRES
Adresse administrative : 36 RUE PARMENTIER
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIANNE ZUZULA, PRESIDENTE

Date de publication au JO : 24 janvier 2015

N° SIRET : 80926285000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : organisation de la manifestation Montreuil sur Livres

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 15 décembre. Compte tenu de la date de la manifestation qui se déroule en mai et de la nécessité d'engager les dépenses de communication dès le 1er janvier et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'association Montreuil-sur-Livres souhaite en 2015 donner plus d'ampleur au salon du livre qu'elle organise.

Description :
L'association a pour objet de faire vivre le livre et la lecture dans la ville en regroupant les éditeurs,

graphistes, dessinateurs, illustrateurs, auteurs, bibliothèques et libraires, pour élaborer des actions ou des outils communs et en renforçant les liens entre professionnels du livre et habitants pour donner plus de visibilité à l'activité éditoriale menée sur leur territoire.

- Dynamique secteur livre
L'association organise, en partenariat avec les acteurs du livre de Montreuil, une journée le 21 mai 2017, intitulé « Montreuil lit », autour du livre et de la lecture en proposant diverses activités : salon des éditeurs indépendants, ateliers proposés par des auteurs et illustrateurs montreuillois, lectures, rencontres et signatures avec les auteurs montreuillois, spectacles, signalétique urbaine autour du livre réalisé par le lycée.

- Attractivité et territoire
Cette journée est organisée en partenariat avec la librairie, le Salon du livre et de la presse jeunesse, le lycée Eugénie Cotton, les bibliothèques de Montreuil et rassemble plus d'une quarantaine d'éditeurs indépendants franciliens.

- Développement du public et du lectorat
L'objectif de l'action est d'accroître la visibilité des maisons d'édition et de faire connaître leurs catalogues.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'ateliers ou d'activités)	597,00	8,78%
Services externes (rémunération auteurs, impression affiches, flyers, programmes, graphisme)	3 500,00	51,49%
Autres services externes (distribution, frais postaux et de tlécommunication)	900,00	13,24%
Frais de personnel (communication et organisation)	1 800,00	26,48%
Total	6 797,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente emplacements salon	497,00	7,31%
Conseil départemental 93 (S)	1 000,00	14,71%
DRAC (S)	1 500,00	22,07%
Ville de Montreuil (S)	1 000,00	14,71%
Cotisations adhérents	800,00	11,77%
Région Ile-de-France	2 000,00	29,42%
Total	6 797,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	4 000,00 €
	Montant total	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002765

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SYNDICAT NATIONAL DE L'EDITION - LES COULISSES DE L'EDITION - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	25 000,00 €	20,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND NATIONAL EDITION
Adresse administrative : 115 BD SAINT GERMAIN
75006 PARIS 06
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE DUTILLEUL, Directeur

Date de publication au JO : 4 mai 1910

N° SIRET : 78428506600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : programme d'actions de valorisation des métiers de l'édition intitulé "Les Coulisses de l'édition".

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de réception de la demande de soutien est le 28 décembre 2016. Le programme d'activité débute en janvier 2017. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être proposée pour prendre en compte les dépenses éligibles.

Objectifs :
Créé en 1910, le Syndicat de l'édition porte la défense des intérêts de la profession du secteur de l'édition par la promotion de ses métiers auprès du grand public et plus particulièrement des jeunes.

Description :

Le SNE lance en 2017 une initiative intitulée "Les Coulisses de l'édition" destinée à mieux faire connaître les réalités de l'édition et les activités au quotidien des éditeurs, en s'intéressant à leur rôle en matière d'attractivité du territoire, dans le maintien de la pluralité de l'édition et de la liberté d'expression.

A partir de la cartographie des métiers de l'édition, réalisée en 2016 et 2017, un programme d'actions de communication et d'information est proposé tout au long de l'année dans les lycées et les établissements d'enseignements franciliens, avec un temps fort Salon du livre Paris 2017 avec l'organisation d'un forum des métiers.

Intérêt régional : - Dynamique secteur livre
Le Syndicat National de l'Edition souhaite mettre en place plusieurs outils d'information pour faire connaître les métiers de l'édition :
- Création de fiches métiers
- Création d'une brochure pédagogique qui sera adressée aux lycées et établissements d'enseignement supérieur
- Réalisation de vidéos sur la chaîne des métiers de l'édition
- Actions de promotion, information et formation auprès des lycées et établissements d'enseignement supérieurs, salons et forums professionnels
- Mise en place d'un forum des métiers de l'édition lors du Salon Livre Paris

- Attractivité et territoire
Ce projet a pour ambition de valoriser le secteur d'activité de l'édition, secteur très implanté en Ile-de-France (qui représente 85% des emplois de l'édition), et le rôle économique qu'il joue, le livre étant le premier bien culturel en France.

- Développement du public
Le SNE envisage de développer :
- des actions de promotion et de formation auprès d'étudiants, jeunes diplômés et acteurs de l'emploi, type « Jobtrail » organisé par l'Apec, en partenariat avec l'Université Paris 8 et le Conseil Régional d'Ile-de-France
- des rencontres dans des lycées et des master class au Salon Livre Paris
- une information spécifique pour les lycéens lors de Livre Paris
- des visites de directeurs de ressources humaines dans des établissements franciliens

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (documentation, colloque, imprimeur, graphiste...)	19 700,00	78,80%
Autres services externes (internet, honoraires...)	5 300,00	21,20%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SOFIA (s)	10 000,00	40,00%
Région IdF	5 000,00	20,00%
Fonds propres	10 000,00	40,00%
Total	25 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002450

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LIBRAIRIE THEATRALE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	22 763,00 €	43,93 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDICOM DIRECT LIBRAIRIE THEATRALE
EDITION ART ET COMEDIE
Adresse administrative : 3 RUE DE MARIVAUX
75002 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE MORY

N° SIRET : 41248965000058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds

Date de réalisation : 8 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Librairie Théâtrale envisage de reconstituer son stock intermédiaire.

Description :
Créée en 1840, située au centre du quartier de l'Opéra-comique dans le 2ème arrondissement, la Librairie Théâtrale est une librairie spécialisée en théâtre et en arts du spectacle. Son fonds est principalement composé de pièces de théâtre allant du classique au vaudeville. Son objectif est de permettre aux amateurs, professionnels et enfants de lire et jouer du théâtre.

Intérêt régional : - Dynamique secteur livre

La librairie Théâtrale prévoit de reconstituer son stock intermédiaire afin de présenter les livres des éditeurs cités ci-après : L'Arche, Actes Sud, Gallimard, L'Avant-Scène, les Solitaires Intempestifs, Albin Michel, etc.
La librairie a été labellisée LIR.

- Développement du public et du lectorat
La librairie accueille et conseille une clientèle formée d'étudiants, de comédiens et d'enseignants. Elle est très dynamique dans l'animation commerciale : elle organise les lundis soirs des lectures et des rencontres avec les auteurs. Elle propose tous les quatrièmes jeudis de de chaque mois une tragédie de Racine.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	22 763,00	100,00%
Total	22 763,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes d'ouvrages	12 763,00	56,07%
Région Ile-de-France	10 000,00	43,93%
Total	22 763,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002593

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LA TETE A TOTO - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	40 000,00 €	12,50 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TETE A TOTO
Adresse administrative : 22 RUE POISSONNIERE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : MONSIEUR RESVARD ANTHONY, Monsieur,

N° SIRET : 82410317000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Librairie La Tête à Toto procède à la constitution de son fonds dans le cadre de sa création.

Description :
La Tête à Toto, librairie spécialisée bande dessinée, ouvrira ses portes début février 2017 dans le quartier du Sentier dans le 2ème arrondissement, entre les grands boulevards et le quartier Montorgueil / Les Halles.
Elle proposera un assortiment composé de bande dessinée franco-belge, manga, comics et romans graphiques.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
Les livres seront répartis en six catégories : 5% petite enfance, 8% jeunesse, 10% mangas, 15% indépendants, 15% comics, 47% bande dessinée adulte franco-belge.

2-Attractivité et territoire
Le gérant souhaite créer un lieu de quartier convivial, de conseil où les gens viennent partager et s'adresser à une clientèle locale et touristique.
La librairie a intégré le réseau du Groupement des Librairies de Bandes Dessinées.

3-Dimension créative
La librairie envisage la répartition suivante dans son fonds: 60% de classiques de bandes dessinées et 40% de nouveautés. La librairie souhaite valoriser les petites maisons d'édition indépendantes.

4-Développement du public et du lectorat
Elle prévoit de développer une activité dynamique, en proposant en plus des livres, des dédicaces, des animations et des expositions. La librairie prévoit également de réaliser des newsletters pour ses clients.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	35 000,00	87,50%
Région Ile-de-France	5 000,00	12,50%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002624

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LES BULLES DU 9EME - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	120 000,00 €	4,17 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES BULLES DU 9EME BULLES EN TETE
Adresse administrative : 42 RUE LE PELETIER
75009 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : MONSIEUR JEAN-PIERRE NAKACHE, Monsieur,

N° SIRET : 82104110000024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : constitution du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu du projet de création de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 1er novembre 2016. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La Librairie Les Bulles du 9ème procède à la constitution de son fonds dans le cadre de sa création.

Description :
Les Bulles du 9ème, librairie spécialisée bande dessinée, a ouvert ses portes en 2016 dans le 9ème arrondissement, dans le quartier de Notre Dame de Lorette. La librairie souhaite proposer à sa clientèle

un fonds large couvrant les titres Franco-belges les plus classiques, les labels indépendants ainsi que des albums jeunesse.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
La librairie souhaite proposer un choix très étendu de livres dans l'ensemble des segments de la bande dessinée, avec un parti pris privilégiant les romans graphiques/ labels indépendants et le segment jeunesse (à la fois en bande dessinée et sur les albums d'images pour les plus petits) au détriment des segments mangas et comics américains.

2-Attractivité et territoire
La librairie a intégré le réseau du Groupement des Librairies de Bandes Dessinées.

3-Dimension créative
La librairie envisage la répartition suivante dans son fonds: 70% pour le fonds et 30% de nouveautés.

4-Développement du public et du lectorat
Au sous-sol, une offre d'affiches, sérigraphies et exposition de dessins originaux sera présentée. La Librairie prévoit également dans cet espace de mettre en place un programme ambitieux de rencontres, dédicaces, expositions, ateliers destinés à mieux faire connaître la bande dessinée à l'ensemble des publics du quartier.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	120 000,00	100,00%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	115 000,00	95,83%
Région Ile-de-France	5 000,00	4,17%
Total	120 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002630

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LA PASSERELLE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	9 500,00 €	36,84 %	3 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA PASSERELLE
Adresse administrative : 5 RUE HENRI LASSON
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame VERONIQUE MUTREL, GERANTE

Objet : LIBRAIRIE

N° SIRET : 44400089700025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : organisation du festival "La Jeunesse de l'art"

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie La Passerelle développe sa politique d'animation en partenariat avec les lieux culturels de la Ville.

Description :
Créée en 2002, la librairie La Passerelle a su conquérir une large clientèle, grâce à un choix d'ouvrages à la fois exigeant et répondant aux attentes de ses clients, et s'est agrandie en 2007. Dans le cadre de ce déménagement, la librairie a considérablement augmenté le rayon jeunesse et l'assortiment adultes.

Le déménagement de la librairie en 2007 a fait l'objet d'un soutien de l'Adelc.

La librairie organise chaque année depuis 2014 un festival intitulé « Jeunesse de l'art », qui s'articule autour d'ateliers de création assurés par les auteurs et illustrateurs et des rencontres avec des auteurs-illustrateurs invités qui dédicacent ensuite leurs livres.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
La librairie a toujours eu à cœur de développer une politique d'animation se concentrant principalement sur la littérature adulte, notamment dans l'optique de faire découvrir de jeunes talents.
La Librairie est labellisée LIR. Elle est aussi adhérente à Paris Librairie.

2-Dimension créative
Dès sa création, la librairie a accordé une large place à l'art dans ses rayons adulte et jeunesse, considérant que l'art est un excellent medium pour amener les jeunes vers le livre, la relation au visuel étant plus immédiate pour un jeune public né à l'heure de l'image.

4-Développement du public et du lectorat
Par cette action, la librairie prévoit de sensibiliser et faire découvrir la diversité de la création contemporaine à un public jeune, en partenariat avec les médiathèques d'Antony et de Verrières le Buisson et le cinéma, Le Select.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures de bureau et d'entretien)	200,00	2,11%
imprimeur, maquettiste, graphiste, illustrateur	1 900,00	20,00%
Autres servcies externes (déplacements, missions, réception,frais postaux et télécommunication, honraires)	2 900,00	30,53%
Frais de personnel	4 500,00	47,37%
Total	9 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	3 000,00	31,58%
Centre National du Livre (A)	3 000,00	31,58%
Région Ile-de-France	3 500,00	36,84%
Total	9 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante	10 000,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	8 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002645

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FOLIES D'ENCRE MONTREUIL - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	42 000,00 €	16,67 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHANTEFABLE
Adresse administrative : 9 AVENUE DE LA RESISTANCE
93100 MONTREUIL-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Amanda SPIEGEL, GERANTE

N° SIRET : 32141176100034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : organisation du Festival Vox

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Folies d'encre de Montreuil organise la 6ème édition de Vox, festival de lectures et de livre lus en milieu urbain.

Description :
Créée en 1981 à Montreuil et seule librairie indépendante du département de Seine-Saint-Denis à cette époque, Folies d'encre est une librairie généraliste qui propose des romans, des albums jeunesse, des livres d'art, des bandes dessinées, des livres pratiques et des essais. D'une surface de 300m2, elle présente plus de 30 000 références.

En partenariat avec le Conservatoire de musique de Montreuil, la bibliothèque de Montreuil, le cinéma Le Mélies, le nouveau Théâtre de Montreuil, le Salon du livre et presse jeunesse, le lycée Jean Jaurès, les Petits Champions de la lecture, le SNE, etc, la librairie organise, du 29 mai au 10 juin 2017, la septième édition d'un festival de lecture et de livres lus, considérant que « la lecture à voix haute est un partage immédiat du livre, au service de tous, y compris les non-lecteurs. »

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
A l'occasion de ce festival, la librairie organisera une soirée consacrée au conte, des lectures par des comédiens accompagnés de musiciens, des rencontres-dédicaces, des parcours jeunesse, la projection d'un film, etc. Se tiendra aussi un Salon du livre lu composé de stands d'éditeurs qui publient des livres audio.

2-Attractivité et territoire
La librairie est labellisée LIR.

3-Dimension créative
Les auteurs pressentis pour la manifestation sont Amélie Nothomb, Nédar Djavadi, Timothée de Fombelle, Luc Lang, etc.

4-Développement du public et du lectorat
Très dynamique depuis sa création dans sa politique d'animation, la librairie Folies d'encre a participé à la naissance du salon du livre jeunesse de Montreuil et organise régulièrement des rencontres-lectures en présence des auteurs, avec les comédiens des Fabulous Lectors of Montreuil.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures de bureau ou d'entretien et de spectacles	7 570,00	18,02%
Services externes (études et recherches, droits d'auteurs, imprimeur, etc)	5 055,00	12,04%
Autres services externes (diffusion, distribution, déplacements, missions, réception, honoraires, publicité)	10 725,00	25,54%
Frais de personnel	18 650,00	44,40%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Groupement des commerçants (GIE)	9 000,00	21,43%
Centre National du livre (S)	15 000,00	35,71%
Conseil Général 93 (S)	5 000,00	11,90%
Ville de Montreuil (S)	6 000,00	14,29%
Région Ile-de-France	7 000,00	16,67%
Total	42 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante	15 000,00 €
2016	Aide à la librairie indépendante	7 000,00 €
	Montant total	22 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002743

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : NATION DIFFUSION - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	55 000,00 €	27,27 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NATION DIFFUSION SARL
Adresse administrative : 307 RUE DU FBG ST ANTOINE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur BERNARD HEMERY

Objet : LIBRAIRIE

N° SIRET : 31111055500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds de la librairie.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de la librairie, des dépenses liées aux commandes d'implantation du fonds doivent être engagées le 1er mars et, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
La librairie Nation Diffusion envisage de développer son fonds dans le cadre de la reprise.

Description :

Créée en 1997 près de la place de la Nation et d'une surface de 78m2, la librairie Nation Diffusion est notamment connue comme papeterie et spécialiste du scolaire. Elle fait aujourd'hui l'objet d'une reprise.

Intérêt régional :

- Dynamique secteur livre

Professionnelle de la librairie, la nouvelle gérante souhaite développer un rayon conséquent en littérature française et étrangère, développer une offre en sciences humaines et en beaux-arts afin de créer une librairie généraliste de qualité.
La composition du stock de la nouvelle librairie se répartira ainsi : Jeunesse 17%, Littérature 30%, Sciences humaines 10%, Guides touristiques 10%, Bandes dessinées 9%, Vie pratique 6%, Art 5%, Policier SF 5%, Lecture Ado 4%, Parascolaire 4%.

- Dimension créative

Partant du principe que la librairie est un lieu d'échanges et ne doit pas avoir une image élitiste mais rester accessible à tous, les rayons seront animés par des vitrines; des tables thématiques, des expositions, des rencontres avec les écrivains, des rédactions de critiques pour les coups de cœur sur les ouvrages.

- Développement du public et du lectorat

Tout en privilégiant un rapport personnalisé avec la clientèle autour de rencontres, de conseils et d'échanges, la librairie prévoit de poursuivre l'organisation de rencontres régulières avec des écrivains et des éditeurs, le travail avec les écoles, la mise en œuvre d'un prix littéraire et souhaite instaurer un cycle de conférences annuels avec des chercheurs, essayistes, intellectuels.

Le projet de reprise bénéficie également du soutien de l'Adelc.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres	15 000,00	27,27%
Centre National du Livre (S)	25 000,00	45,45%
Région Ile-de-France	15 000,00	27,27%
Total	55 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002752

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LE PRESSE PAPIER - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	6 139,00 €	48,87 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PRESSE PAPIER
Adresse administrative : 28 AVENUE GABRIEL PERI
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur GILLES BRUEY

N° SIRET : 31568238500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : organisation du salon du livre "Lire sous les couvertures"

Date prévisionnelle de début de projet : 15 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte de la date de la manifestation qui se déroule le 5 mars 2017 et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 15 janvier et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La librairie Le Presse papier poursuit sa politique d'animation avec l'organisation du salon « Lire sous les Couvertures ».

Description :
Créée en 1979 et située au cœur de la ville d'Argenteuil, la librairie Le Presse Papier est une librairie

généraliste, qui propose 50 000 références sur 300m2 et, en particulier, un vaste rayon jeunesse.

Le déménagement de la librairie en 1996 a fait l'objet d'un soutien de l'Adelc.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
Poursuivant l'objectif de promouvoir la lecture comme vecteur de rencontres, de plaisir, de partage d'émotions, la librairie le Presse Papier organise régulièrement des dédicaces, des lectures, des ateliers pour les enfants, et participe à de nombreuses manifestations culturelles locales.

2-Attractivité et territoire
Bien implantée dans la ville, elle mène également un travail de diffusion sur le département à travers des fêtes du livre, des salons, par exemple le salon du voyage de Roissy en France, le salon du livre jeunesse d'Eaubonne et le salon « lire sous les couvertures » à Argenteuil, des lectures et participe à de nombreux projets d'établissements scolaires, rallye lectures, etc.

3-Dimension créative
La librairie est soucieuse de défendre la diversité des écritures et des talents.

4-Développement du public et du lectorat
Par cette action, la librairie prévoit d'amener le public à lire et à s'exprimer sur les lectures, de favoriser la rencontre des différents partenaires de la chaîne du livre et de développer la lecture en créant un événement festif autour du livre.

Près de 3 000 visiteurs sur le salon en 2016, public venant de tous les quartiers de la ville.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures d'ateliers	390,00	6,35%
Lectures/ Droits d'auteurs et illustration	2 750,00	44,80%
Graphisme et impression affiches, dépliants, caliquot	1 350,00	21,99%
Autres services externes (réception, sécurité)	849,00	13,83%
Frais de personnel	800,00	13,03%
Total	6 139,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	3 139,00	51,13%
Région Ile-de-France	3 000,00	48,87%
Total	6 139,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002763

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EDITIONS DE L'OGRE - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets éditoriaux exceptionnels	52 100,00 €	15,36 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES EDITIONS DE L'OGRE
Adresse administrative : 110 RUE REAUMUR
75002 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BENOIT LAUREAU, Président

N° SIRET : 79936690100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux projets éditoriaux exceptionnels
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : publication de la traduction "Les Métamorphoses" d'Ovide de Marie Cosnay

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la spécificité de l'activité d'éditeur, des achats de droits et des frais de traduction ont été engagés le 1er septembre 2016 de façon à permettre la réalisation ultérieure de projets. Afin d'apporter une aide à la réalisation de l'ouvrage et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnelle et dérogatoire doit ainsi être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Objectifs :
Les Editions de l'Ogre publient une traduction des « Métamorphoses » d'Ovide.

Description :
Créée en 2013, la maison d'édition publie de la littérature, avec un fort accent mis sur la création contemporaine française, notamment le premier roman. Ayant démarré son activité en 2015, elle compte aujourd'hui 16 titres à son catalogue, dont 4 premiers romans et 5 traductions.

Intérêt régional : 1-Dynamique secteur livre
Les Editions de l'Ogre ont pour projet de publier la traduction de l'intégralité des « Métamorphoses » d'Ovide par Marie Cosnay, écrivain et traductrice de textes antiques.

De par le travail de recherche, le nombre de pages et d'illustrations, ce projet revêt un caractère exceptionnel

2-Dimension créative
Pour les Editions de l'Ogre qui publient plutôt de la création contemporaine et de la fiction, la poésie de ce texte apparaît aussi actuelle et vivante que d'autres textes présents à leur catalogue.

3-Développement du public et du lectorat
L'objectif de la maison d'édition n'est pas seulement de publier ce texte mais de le faire rayonner durablement et largement afin de le rendre accessible à tous, notamment aux jeunes lecteurs. Il s'agit de faire vivre cette oeuvre par le biais d'ateliers, de rencontres, de lectures auprès du grand public et du public scolaire, ainsi que par la participation à des manifestations littéraires, le but étant de rendre à Ovide sa dimension populaire.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures de bureau	500,00	0,96%
Services externes (droits d'auteurs, imprimeur, maquettiste, graphiste, correcteur, préparateur de copie)	29 550,00	56,72%
Autres servcies externes (distribution, diffusion, déplacements, missions, frais postaux et de télécommunication, relations libraires, attachée presse)	20 450,00	39,25%
Indemnités de stage	1 600,00	3,07%
Total	52 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	44 100,00	84,64%
Région Ile-de-France	8 000,00	15,36%
Total	52 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002758

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ATELIERS HENRY DOUGIER - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion des éditeurs indépendants	29 600,00 €	16,89 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIERS HENRY DOUGIER
Adresse administrative : 7 RUE DU PR AUX CLERCS
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HENRY DOUGIER, Président

Date de publication au JO : 9 décembre 2013

N° SIRET : 80090296700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la diffusion des éditeurs indépendants
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : poursuite des publications "Nous, jeunes"

Date de réalisation : 8 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les ateliers Henry Dougier envisagent de publier des « livres-graphiques-pliés » de 16 pages entièrement réalisés en ateliers d'écriture par des lycéens d'Ile-de-France.

Description :
Créé en 2013 par le fondateur des éditions Autrement, Les ateliers Henry Dougier publient des ouvrages qui ont vocation "à créer du lien entre les hommes et les peuples". Avec un rythme de publication de 25 à 30 titres par an, la maison d'édition compte 79 titres au catalogue répartis en quatre collections.
En octobre 2015, la maison d'édition a créé un média de proximité participatif intitulé « Nous, jeunes des quartiers » qui consistent en la publication de livres-graphiques-pliés, sorte de journaux de 16 pages, réalisés par des jeunes en ateliers d'écriture. En 2016, elle envisage de poursuivre cette action dans les

lycées.

Intérêt régional : 1. Dimension créative
Il s'agit d'un projet éditorial innovant, impliquant des jeunes des quartiers populaires dans la création d'un média.
2. Attractivité et territoire
Des ateliers se dérouleront dans 7 lycées différents dans 4 départements de l'Île-de-France.
- Lycée des métiers du commerce et de la vente/ Théodore Monod. Noisy-le-Sec (93)
- Lycée des métiers de la communication et de l'industrie graphique/ Alfred Costes. Bobigny (93)
- Lycée des métiers du laboratoire et de la santé/ Liberté. Romainville (93)
- Lycée des métiers du transport./ Hélène Boucher. Tremblay en France (93)
- Lycée des métiers de la construction et de la gestion immobilière/ Samuel de Champlain. Chennevières sur Marne (94)
- Lycée des métiers de la santé et du travail social/Charles de Gaulle. Longperrier (77)
- Lycée des métiers de l'électronique et de la maintenance/ Maurice Rondeau. Bussy Saint Georges (91)
La diffusion des journaux sera effectuée à l'aide des acteurs locaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures d'ateliers ou d'activités, de prestations de servcies	22 000,00	74,32%
Services externes (droits d'auteurs, imprimeur, maquettiste, graphiste, illustrateur)	7 600,00	25,68%
Total	29 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	2 000,00	6,76%
Fonds propres	8 600,00	29,05%
Associations	6 000,00	20,27%
Etat (A)	3 000,00	10,14%
CGET (A)	5 000,00	16,89%
Région Ile-de-France	5 000,00	16,89%
Total	29 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002550

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : VILLE DE VERSAILLES - DIDIER CAHEN - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	3 000,00 €	50,00 %	1 500,00 €
	Montant Total de la subvention		1 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Député-maire

N° SIRET : 21780646200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence d'écrivain de Didier Cahen

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Didier Cahen est né en 1950. Poète et essayiste, il a publié de nombreux livres, parmi lesquels : Le Peu des hommes, Tarabuste Editeur, 2016, Edmond Jabès, Poètes d'aujourd'hui, éditions Seghers/Laffont, 2017. Certains de ses livres de poésie résultent d'une collaboration avec des peintres (Claude Garache, Gérard Garouste). Il a par ailleurs été longtemps producteur radio à France Culture et est chroniqueur au journal Le Monde ("TransPoésie", chronique de poésie mensuelle).

Le projet de l'auteur vise à associer la poésie classique et des formes contemporaines. Il s'inscrira dans le sillage des vers d'Edmond Jabès : "Je suis à la recherche d'un homme/ que je ne connais pas/qui jamais ne fut tant lui-même/que depuis que je le cherche." Une dimension autobiographique assumée viendra privilégier la dimension "existentielle" de l'écriture.

L'objectif est de faire découvrir la poésie contemporaine à un large public, essentiellement à des lycéens.

Description :
L'animation du projet s'articule autour de 3 temps :
* Des séminaires-ateliers d'écriture dans les lycées de Versailles (Hoche, La Bruyère et l'Ecole Sainte-Geneviève). Un atelier se déroulera sur un créneau de 2h avec une quinzaine d'élèves. Il se composera de 3 phases, une rencontre et des échanges avec un auteur, puis un exercice d'écriture libre et pour terminer une présentation des travaux réalisés par les élèves.
* Des soirées lectures et débats à la Bibliothèque centrale de Versailles. Une fois par mois de décembre 2017 à mai 2018, des lectures publiques se dérouleront avec les écrivains et poètes qui auront animé les « séminaires-ateliers d'écriture ». La soirée se déroulera en deux parties. La première sera consacrée à la présentation et à la lecture par le poète invité, la deuxième à un débat autour de l'auteur avec la participation des lycéens des « séminaires-ateliers d'écriture ».
* Dans le cadre du Mois Molière, une soirée de lecture des poètes invités pendant l'année, suivi de la remise du Grand prix de poésie de la ville de Versailles.

Parmi les poètes pressentis :
* Sir Michaël Edwards
* Silvia Baron-Supervielle
* André Velter
* Yves Peyré
* Esther Tellerman
* Marcel Cohen
* Samir Tahann

Genre littéraire : poésie
Durée de la résidence : 6 mois

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
* Lycéens
* Public plus large

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires (animateurs)	3 000,00	100,00%
Total	3 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	1 500,00	50,00%
Total	3 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	37 500,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	134 225,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	68 720,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	95 760,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	797 500,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	108 712,50 €
	Montant total	1 554 917,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002556

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CA MARNE ET GONDOIRE - FRED GRIOT - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	8 000,00 €	50,00 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77600 BUSSY ST MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

N° SIRET : 24770059400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence d'écrivain de Fred GRIOT

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Fred Griot est né en 1970. Poète et performeur, il se produit sur scène et expérimente des formes de poésies numériques. Il a surtout publié aux éditions publie.net.

L'auteur entend écrire un "livre d'écoute" à partir de sa recherche d'une "parole claire", dans une attention aux rencontres, aux paysages, aux hommes et à leurs territoires.
Le territoire et notamment sa population mixte des espaces périurbanisés pourront être source d'inspiration pour l'auteur.

Après avoir participé à plusieurs résidences au Parc culturel de Rentilly, les bibliothèques ont décidé de porter un projet pour donner corps à leur mise en réseau intervenue le 1er février 2016.

Description :
La résidence se traduira par des rencontres et ateliers sur l'ensemble du territoire de Marne-et-Gondoire, des espaces urbanisés aux plus ruraux (Bussy Saint Martin, Collégien, Lagny-sur-Marne, Montévrain, Chanteloup-en-Brie).

L'ensemble de la résidence se composera de 3 cycles, composés chacun d'une rencontre avec des invités et 2 à 4 séances d'ateliers avec une dizaine de participants. Par ailleurs, une lecture musicale aura lieu dans le cadre des Ritournelles, festival de Musique en Marne-et-Gondoire et du Printemps des poètes.

Le partenariat avec la médiathèque départementale permettra de toucher l'ensemble des professionnels de la lecture du département.

La Résidence permettra également la découverte du travail de l'auteur par les bibliothécaires, mais également la découverte de son œuvre par les spectacles de l'auteur qui seront produits dans les bibliothèques et équipements du territoire.

Genre littéraire : poésie

Durée de la résidence : 10 mois

Intérêt régional : Inscrit dans un contrat territoire lecture, le réseau fait de la résidence un élément de la dynamique partenariale du territoire.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
* Usagers des bibliothèques
* séniors
* adolescents
* club de lecteurs

Localisation géographique :
- CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'auteur	1 100,00	13,75%
Impression, maquettieste, graphiste	3 000,00	37,50%
Cachets musiciens et régisseurs	2 300,00	28,75%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	12,50%
Frais postaux et frais de télécommunications	400,00	5,00%
Internet	80,00	1,00%
Fournitures d'ateliers ou d'activités (papier, stylos...)	120,00	1,50%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 000,00	50,00%
Fonds propres	4 000,00	50,00%
Total	8 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 058,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	120 000,00 €
2014	Appui à la requalification et à l'extension des zones d'activités économiques et au soutien à la création d'écopôles dédiés aux éco-activités	2 261 658,37 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 538 000,00 €
2014	Politique énergie climat	1 063 761,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	8 200,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	47 500,00 €
2014	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	25 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	14 920,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	24 500,00 €
2015	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	7 425,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	15 274,50 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	410 000,00 €
	Montant total	6 571 238,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002578

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CC PAYS DU PAYS DE L'OURCQ - MARC ROGER - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OURCQ
Adresse administrative : 2 AV LOUIS DELAHAYE
77440 OCQUERRE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Michel DUCHESNE, Directeur

N° SIRET : 24770006500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence d'écrivain de Marc ROGER à la médiathèque départementale de Seine-et-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Marc Roger est né en 1958. Lecteur public de la compagnie La Voie des livres, il a publié plusieurs livres de chroniques à partir de son expérience de lecteur, notamment : Sur les chemins d'Oxor, Actes Sud, 2005, La Méridienne, Editions Folies d'encre.

Après plusieurs récits de voyage, Marc Roger souhaite écrire un roman "Le vieux Libraire et les thalwegs".

La Communauté de communes du Pays de l'Ourcq souhaite approfondir la collaboration avec Marc Roger qui intervient comme lecteur dans les maisons de retraite du territoire depuis 4 ans. En travaillant avec les

personnes âgées et les jeunes il permettra un dialogue intergénérationnel.

Description :
La résidence se traduira notamment par :
* Des ateliers de rencontres et de lecture, avec les résidents de 2 maisons de retraite du Pays de l'Ourcq, dans 4 bibliothèques du réseau de la Médiathèque départementale de prêt de Seine-et-Marne.

* Des ateliers de rencontre, de lecture et d'écriture, avec les jeunes des lycées du Pays de l'Ourcq.

* Une exposition "Sur les pas de Marc Roger : de la marche à l'écrit" pour faire découvrir les notes et clichés du voyage de Marc Roger jusqu'à l'Abbaye de Fontevreau.

* Un collectage de paroles destiné à alimenter le roman en cours.

* Des ateliers de lectures musicales à domicile « la Ruée Vers Jack ».

Durée de la résidence : 6 mois

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
* Résidents et personnels des maisons de retraite de Crouy-sur-Ourcq et de Lizy-sur-Ourcq
* Lycéens et personnels des lycées du territoire
* Personnes "éloignées" de la culture, responsables associatifs et des services socio-éducatifs en lien avec elles

Localisation géographique :
- CC PAYS DE L'OURCQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'ateliers ou d'activités (papier, autres)	500,00	4,17%
Fournitures de bureau ou d'entretien	100,00	0,83%
Hébergement/location (avec frais de chauffage et électricité)	4 000,00	33,33%
Imprimeur, maquettieste, graphiste, illustrateur (frais d'impression)	1 400,00	11,67%
Déplacements, missions et réceptions	2 500,00	20,83%
Frais postaux et frais de télécommunications	800,00	6,67%
Honoraires (contrat de cession)	2 000,00	16,67%
Publicité, publications, relations publiques	700,00	5,83%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	41,67%
Subvention Département (sollicitée)	5 000,00	41,67%
Fonds propres	2 000,00	16,67%
Total	12 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	74 219,00 €
2015	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	810 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	84 166,39 €
	Montant total	968 985,39 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002533

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : BIENNALE INTERNATIONALE DES POETES EN VAL DE MARNE - MARAM AL-MASRI - LIVRE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	6 000,00 €	50,00 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIENNALE INTER POETES 94
Adresse administrative : 8 PROMENEE VENISE-GOSNAT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain LANCE, Président

Date de publication au JO : 18 juillet 1990

N° SIRET : 38246863500059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence de Maram al-Masri

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maram Al Masri est née en 1962 à Lattaquié en Syrie. Après des études de littérature anglaise à l'Université de Damas et en Angleterre, elle s'exile en France en 1982 où elle vit actuellement. Elle a publié de nombreux livres de poésie, traduits notamment aux éditions Bruno Doucey, Al Manar et Le Temps des cerises.

Elle travaille actuellement sur des poèmes brefs, des portraits anonymes réalisés à partir des notes de voyage dans les transports et notamment dans le métro, mais également sur un roman provisoirement intitulé "La fille de Lattaquié" qui raconte la vie d'une jeune fille en Syrie.

La résidence créerait les conditions pour :
* faire découvrir l'œuvre de Maram Al Masri
* lui permettre de poursuivre son travail d'écriture
* permettre à la Biennale de développer des actions vers des publics spécifiques.

Description :
La Biennale Internationale des Poètes en Val-de-Marne est une association culturelle, qui a vocation à promouvoir le plus largement possible la poésie contemporaine, française et étrangère, dans la diversité de ses écritures et de ses pratiques.

La Biennale souhaite organiser un partenariat avec la RATP, pour réaliser un atelier d'écriture avec les salariés, mais également distribuer et afficher des poèmes dans le métro.

Parallèlement, un atelier d'écriture sera organisé avec des femmes migrantes allophones, en partenariat avec le Secours Populaire et la médiathèque d'Ivry-sur-Seine.

Par ailleurs Mariam Al-Masri interviendra dans les établissements scolaires, notamment pour le concours "poésie et antiracisme".
Elle aura carte blanche pour organiser des soirées de dialogues entre la poésie arabe et poésie française.

Durée de la résidence : 10 mois

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
* Des salariés de la RATP et les passagers de plusieurs lignes en banlieue
* Des collégiens et lycéens
* Femmes allophones
* Publics intéressés par la littérature arabe
* Les habitués des Jeudis de la Biennale

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	16,67%
Réceptions	1 000,00	16,67%
Traductions	4 000,00	66,67%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)	3 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	3 000,00	50,00%
Total	6 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	20 000,00 €
2014	Aides aux projets exceptionnels des revues	3 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2016	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	15 000,00 €
	Montant total	42 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002535

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MARAM AL-MASRI - BIENNALE INTERNATIONALE DES POETES EN VAL DE MARNE - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MASSRI MARAM
Adresse administrative : 26 RUE DELAMBRE
75014 PARIS 14
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant :

Objet : AUTEURE

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence à la Biennale Internationale des Poètes en Val de Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maram Al Masri est née en 1962 à Lattaquié en Syrie. Après des études de littérature anglaise à l'Université de Damas et en Angleterre, elle s'exile en France en 1982 où elle vit actuellement. Elle a publié de nombreux livres de poésie, traduits notamment aux éditions Bruno Doucey, Al Manar et Le Temps des cerises.

Elle travaille actuellement sur des poèmes brefs, des portraits anonymes réalisés à partir des notes de voyage dans les transports et notamment dans le métro, mais également sur un roman provisoirement intitulé "La fille de Lattaquié" qui raconte la vie d'une jeune fille en Syrie.

La résidence créerait les conditions pour :
* faire découvrir l'œuvre de Maram Al Masri
* lui permettre de poursuivre son travail d'écriture

* permettre à la Biennale de développer des actions vers des publics spécifiques.

Description :
La Biennale Internationale des Poètes en Val-de-Marne est une association culturelle, qui a vocation à promouvoir le plus largement possible la poésie contemporaine, française et étrangère, dans la diversité de ses écritures et de ses pratiques.

La Biennale souhaite organiser un partenariat avec la RATP, pour réaliser un atelier d'écriture avec les salariés, mais également distribuer et afficher des poèmes dans le métro.

Parallèlement, un atelier d'écriture sera organisé avec des femmes migrantes allophones, en partenariat avec le Secours Populaire et la médiathèque d'Ivry-sur-Seine.

Par ailleurs Mariam Al-Masri interviendra dans les établissements scolaires, notamment pour le concours "poésie et antiracisme".

Elle aura carte blanche pour organiser des soirées de dialogues entre la poésie arabe et poésie française.

Durée de la résidence : 10 mois

Public(s) cible(s) :
* Des salariés de la RATP et les passagers de plusieurs lignes en banlieue
* Des collégiens et lycéens
* Femmes allophones
* Publics intéressés par la littérature arabe
* Les habitués des Jeudis de la Biennale

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002551

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DIDIER CAHEN - VILLE DE VERSAILLES - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAHEN DIDIER
Adresse administrative : 9BIS RUE PIERRE DEMOURS
75017 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur DIDIER CAHEN

Objet : AUTEUR

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence d'écrivain sur le territoire de la ville de Versailles (lycée et bibliothèque)

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Didier Cahen est né en 1950. Poète et essayiste, il a publié de nombreux livres, parmi lesquels : Le Peu des hommes, Tarabuste Editeur, 2016, Edmond Jabès, Poètes d'aujourd'hui, éditions Seghers/Laffont, 2017. Certains de ses livres de poésie résultent d'une collaboration avec des peintres (Claude Garache, Gérard Garouste). Il a par ailleurs été longtemps producteur radio à France Culture et est chroniqueur au journal Le Monde ("TransPoésie", chronique de poésie mensuelle).

Le projet de l'auteur vise à associer la poésie classique et des formes contemporaines. Il s'inscrira dans le sillage des vers d'Edmond Jabès : "Je suis à la recherche d'un homme/ que je ne connais pas/qui jamais ne fut tant lui-même/que depuis que je le cherche." Une dimension autobiographique assumée viendra privilégier la dimension "existentielle" de l'écriture.

L'objectif est de faire découvrir la poésie contemporaine à un large public, essentiellement à des lycéens.

Description :
L'animation du projet s'articule autour de 3 temps :
* Des séminaires-ateliers d'écriture dans les lycées de Versailles (Hoche, La Bruyère et l'Ecole Sainte-Geneviève). Un atelier se déroulera sur un créneau de 2h avec une quinzaine d'élèves. Il se composera de 3 phases, une rencontre et des échanges avec un auteur, puis un exercice d'écriture libre et pour terminer une présentation des travaux réalisés par les élèves.
* Des soirées lectures et débats à la Bibliothèque centrale de Versailles. Une fois par mois de décembre 2017 à mai 2018, des lectures publiques se dérouleront avec les écrivains et poètes qui auront animé les « séminaires-ateliers d'écriture ». La soirée se déroulera en deux parties. La première sera consacrée à la présentation et à la lecture par le poète invité, la deuxième à un débat autour de l'auteur avec la participation des lycéens des « séminaires-ateliers d'écriture ».
* Dans le cadre du Mois Molière, une soirée de lecture des poètes invités pendant l'année, suivi de la remise du Grand prix de poésie de la ville de Versailles.

Parmi les poètes pressentis :
* Sir Michaël Edwards
* Silvia Baron-Supervielle
* André Velter
* Yves Peyré
* Esther Tellerman
* Marcel Cohen
* Samir Tahann

Genre littéraire : poésie
Durée de la résidence : 6 mois

Public(s) cible(s) :
* Lycéens
* Public plus large

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002559

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FRED GRIOT - CA MARNE ET GONDOIRE - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRIOT FREDERIC
Adresse administrative : 41 RUE LIANCOURT
75014 PARIS 14
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur Frédéric GRIOT, Auteur

Objet : AUTEUR

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence d'écrivain sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Fred Griot est né en 1970. Poète et performeur, il se produit sur scène et expérimente des formes de poésies numériques. Il a surtout publié aux éditions publie.net.

L'auteur entend écrire un "livre d'écoute" à partir de sa recherche d'une "parole claire", dans une attention aux rencontres, aux paysages, aux hommes et à leurs territoires. Le territoire et notamment sa population mixte des espaces périurbanisés pourront être source d'inspiration pour l'auteur.

Après avoir participé à plusieurs résidences au Parc culturel de Rentilly, les bibliothèques ont décidé de porter un projet pour donner corps à leur mise en réseau intervenue le 1er février 2016.

Description :
La résidence se traduira par des rencontres et ateliers sur l'ensemble du territoire de Marne-et-Gondoire, des espaces urbanisés aux plus ruraux (Bussy Saint Martin, Collégien, Lagny-sur-Marne, Montévrain, Chanteloup-en-Brie).

L'ensemble de la résidence se composera de 3 cycles, composés chacun d'une rencontre avec des invités et 2 à 4 séances d'ateliers avec une dizaine de participants. Par ailleurs, une lecture musicale aura lieu dans le cadre des Ritournelles, festival de Musique en Marne-et-Gondoire et du Printemps des poètes.

Le partenariat avec la médiathèque départementale permettra de toucher l'ensemble des professionnels de la lecture du département.

La Résidence permettra également la découverte du travail de l'auteur par les bibliothécaires, mais également la découverte de son œuvre par les spectacles de l'auteur qui seront produits dans les bibliothèques et équipements du territoire.

Genre littéraire : poésie

Durée de la résidence : 10 mois

Intérêt régional : Inscrit dans un contrat territoire lecture, le réseau fait de la résidence un élément de la dynamique partenariale du territoire.

Public(s) cible(s) :
* Usagers des bibliothèques
* séniors
* adolescents
* club de lecteurs

Localisation géographique :
- CA MARNE ET GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002580

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MARC ROGER - CC DU PAYS DE L'OURCQ - LIVRE 2017

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROGER MARC
Adresse administrative : 47 RUE PLANCHAT
75020 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant :

Objet : AUTEUR

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme régional de résidences d'écrivains (Auteurs)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : résidence d'écrivain sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Marc Roger est né en 1958. Lecteur public de la compagnie La Voie des livres, il a publié plusieurs livres de chroniques à partir de son expérience de lecteur, notamment : Sur les chemins d'Oxor, Actes Sud, 2005, La Méridienne, Editions Folies d'encre.

Après plusieurs récits de voyage, Marc Roger souhaite écrire un roman "Le vieux Libraire et les thalwegs".

La Communauté de communes du Pays de l'Ourcq souhaite approfondir la collaboration avec Marc Roger qui intervient comme lecteur dans les maisons de retraite du territoire depuis 4 ans. En travaillant avec les personnes âgées et les jeunes il permettra un dialogue intergénérationnel.

Description :
La résidence se traduira notamment par :
* Des ateliers de rencontres et de lecture, avec les résidents de 2 maisons de retraite du Pays de l'Ourcq, dans 4 bibliothèques du réseau de la Médiathèque départementale de prêt de Seine-et-Marne.

* Des ateliers de rencontre, de lecture et d'écriture, avec les jeunes des lycées du Pays de l'Ourcq.

* Une exposition "Sur les pas de Marc Roger : de la marche à l'écrit" pour faire découvrir les notes et clichés du voyage de Marc Roger jusqu'à l'Abbaye de Fontevreau.

* Un collectage de paroles destiné à alimenter le roman en cours.

* Des ateliers de lectures musicales à domicile « la Ruée Vers Jack ».
Durée de la résidence : 6 mois

Public(s) cible(s) :
* Résidents et personnels des maisons de retraite de Crouy-sur-Ourcq et de Lizy-sur-Ourcq
* Lycéens et personnels des lycées du territoire
* Personnes "éloignées" de la culture, responsables associatifs et des services socio-éducatifs en lien avec elles

Localisation géographique :
- CC PAYS DE L'OURCQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : TABLEAU DES RESIDENCES

Tableau des résidences d'écrivains

Porteur	Adresse du porteur	Montant subvention au porteur	Base subvention-nable	Taux	Auteur	Adresse de l'auteur	Montant Bourse à l'auteur	Durée résidence en mois
Biennale internationale des poètes en Val-de-Marne	8 promenée Venise Gosnat 94200 IVRY SUR SEINE	3 000,00 €	6 000,00 €	50%	Maram MASSRI	26 rue Delambre 75014 PARIS	20 000,00 €	10
Réseau des bibliothèques de Versailles	Commune de Versailles 4 avenue de Paris BP 1144 78011 VERSAILLES CEDEX	1 500,00 €	3 000,00 €	50%	Didier CAHEN	9 bis rue Pierre Demours 75017 PARIS	12 000,00 €	6
Réseau des bibliothèques de Marne et Gondoire	Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire 1 rue de l'Etang Parc de Rentilly 77600 BUSSY SAINT MARTIN	4 000,00 €	8 000,00 €	50%	Frédéric GRIOT	41 rue Liaucourt 75014 PARIS	20 000,00 €	10
Communauté de communes du Pays de l'Ourcq	2 avenue Louis Delahaye 77440 OCQUERRE	5 000,00 €	10 000,00 €	50%	Marc ROGER	47 rue Planchat 75020 PARIS	12 000,00 €	6
TOTAL		**13 500,00 €**					**64 000,00 €**	

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : MODIFICATION DE FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007164

Commission permanente du 12 juillet 2016

Objet : CENTRE DE PROMOTION DU LIVRE DE JEUNESSE - SALON DU LIVRE ET DE LA PRESSE JEUNESSE EN SEINE-SAINT-DENIS - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	977 200,00 €	8,70 %	85 000,00 €
	Montant Total de la subvention		85 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 3 RUE FRANCOIS DEBERGUE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE VASSALO, Directrice

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34260700900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien à l'organisation du 32ème Salon du livre et de la presse jeunesse en Sein-Saint-Denis.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Intérêt régional :
1- Dynamique secteur livre
- La 32ème édition du Salon du livre et de la presse jeunesse (SLPJ) se déroulera du 30 novembre au 5 décembre 2016 sur le thème "Sens dessus dessous". Au sein du Salon du livre proprement dit, un programme particulier, objet de la demande de subvention, est proposé pour la promotion de l'édition indépendante, des auteurs et de l'innovation dans le secteur de la littérature jeunesse : promotion et diffusion de la création littéraire nationale et internationale par les rencontres et ateliers avec des auteurs contemporains, valorisation de la "bibliodiversité" parmi les petits éditeurs indépendants avec le grand

marché de la petite édition, valorisation des littératures adolescentes et du multimédia.
- Des actions autour de l'événement permettent une intégration des différents acteurs de la chaîne du livre, notamment avec les libraires autour des Pépites du salon (prix littéraires jeunesse) ou encore par la journée professionnelle.
- Le budget global du projet se monte à 977 200 €, qui correspond à 35 % du budget du Salon, d'un montant de 2 813 600 € (le budget global de la structure se monte à 4 253 000 €). Sur le budget global du salon, le financement public est réparti comme suit : la Région participe à hauteur de 3 %, le CD93 à hauteur de 27,36 %, l'Etat à hauteur de 5,24 %, La Ville de Paris à hauteur de 2,13 %, la Ville de Montreuil à hauteur de 2,93 %, la CA Est-Ensemble à hauteur de 0,88 % et l'Union européenne à hauteur de 6,5%.

2- Attractivité et territoire
- Créé en 1984, le Salon du livre et de la presse jeunesse est le plus important salon de littérature jeunesse en France, le second événement littéraire francilien après le Salon du livre de Paris. C'est un événement littéraire majeur en Europe, qui connait un grand succès public et médiatique. Le SLPJ fait partie du réseau européen d'acteurs de l'édition jeunesse (Transbook).
- Le Salon accueille plus de 450 éditeurs et plus de 200 auteurs et illustrateurs.

3- Dimension créative
- Centrée sur les auteurs contemporains et l'actualité littéraire, la programmation variée proposera autant de points de repères dans une édition jeunesse qui continue son expansion (12 000 nouveaux titres publiés chaque année).

4- Développement du public
- Sont attendus plus de 160 000 visiteurs (30 000 jeunes, 25 000 professionnels).
- Le public scolaire est composé à 90 % de classes franciliennes, le public professionnel accrédité provient à 85 % d'Ile-de-France.

Présentation du porteur
- Le Centre de Promotion du Livre Jeunesse (CPLJ) conçoit et développe une activité permanente "multisupports" en lien avec le monde de l'édition, de la création et de la médiation : sélections d'ouvrages, édition de bibliographies et de sites internet, rencontres avec les auteurs, parcours littéraires, ateliers d'écriture ou d'illustration, ateliers multimédia, expositions, formations.

Bilan 2015 : le 30ème Salon du livre et de la presse jeunesse du 2 au 7 décembre 2015, a accueilli 441 éditeurs, plus de 3000 auteurs et illustrateurs et plus de 135 000 visiteurs.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	2 500,00	0,26%
Services externes (hébergement, location, assurance, documentation, expositions, lectures, imprimeur, graphiste...)	552 500,00	56,54%
Autres services externes (Diffusion, réceptions, transports, poste, honoraires)	112 200,00	11,48%
Frais de personnel	310 000,00	31,72%
Total	977 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération de services	31 000,00	3,17%
DRAC (s)	25 000,00	2,56%
CNL (s)	35 000,00	3,58%
Emplois aidés (s)	5 000,00	0,51%
Région IdF	85 000,00	8,70%
CD93 (s)	716 200,00	73,29%
Ville de Paris (s)	15 000,00	1,53%
Ville de Montreuil (s)	15 000,00	1,53%
Mécénat	50 000,00	5,12%
Total	977 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	70 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	19 000,00 €
2013	E-inclusion - Fonctionnement	10 000,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	10 000,00 €
2013	Manifestations littéraires	85 000,00 €
2014	Manifestations littéraires	85 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	85 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	37 800,00 €
	Montant total	346 800,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-093 DU 8 MARS 2017

AIDES REGIONALES AU CINEMA ET A L'AUDIOVISUEL

SOUTIEN A DES MANIFESTATIONS ET RESEAUX CINEMATOGRAPHIQUES – 1ERE AFFECTATION 2017

AIDE APRES REALISATION – 1ERE AFFECTATION 2017

EDUCATION A L'IMAGE

AIDE A L'ECRITURE DE SCENARIO – ACCOMPAGNEMENT DES AUTEURS DEBUTANTS

AFFECTATION PROVISIONNELLE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'Ile-De-France

VU Le régime exempté de notification n°SA.42996 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel pour la période 2015-2020

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CP 16-017 du 10 février 2016

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

VU La délibération n° CP 16-146 du 18 mai 2016 portant adoption des nouvelles conventions type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens, au dispositif d'aide après réalisation et au dispositif du fonds de soutien cinéma et audiovisuel

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU L'avis des commissions de visionnage de l'Aide après réalisation du 8 décembre (long-métrage) et 12 décembre 2016 (court-métrage)

VU L'avis de la commission de la Culture

VU L'avis de la commission des Finances

VU Le rapport CP 2017-093 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de 14 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **645 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **645 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2017.

Article 2 : Dispositif d'Aide après réalisation

Décide de participer au titre du dispositif d'*Aide après réalisation,* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 5 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **105 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **105 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100905 « Aide à l'après réalisation » du budget 2017.

Article 3 : Education à l'image

Affecte un montant global d'autorisation d'engagement, incluant les frais éventuels d'insertions pour les avis d'appel public à la concurrence, de **800 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel » action 13100902 « Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle » du budget 2017, afin de pouvoir relancer le marché relatif au dispositif Lycéens et Apprentis au cinéma pour l'année scolaire 2017-2018.

Article 4 : Participation de la Direction de l'Apprentissage au dispositif Lycéens et apprentis au cinéma en Ile de France-

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12003 (112003) « Qualification par l'apprentissage » action 11200302 « Accompagnement de la politique de l'apprentissage » du budget 2017 pour le renouvellement du marché relatif au dispositif Lycéens et Apprentis au cinéma au titre de l'année scolaire 2017/2018.

Article 5 : Aide à l'écriture de scénario Accompagnement des auteurs

Décide d'affecter un montant global d'autorisation d'engagement, de **60 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel » action 13100904 «Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle » du budget 2017 pour le renouvellement du marché d'accompagnement des auteurs soutenus au titre du dispositif d'Aide à l'écriture de scénario.

Article 6 : Affectation provisionnelle : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide d'affecter une autorisation d'engagement provisionnelle de **30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturels », programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2017 pour les opérations de promotion du cinéma et avant-premières de film.

Article 7 :

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier (1)	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002162	HORACE de Benoit Bouthors - GEKO FILMS	GEKO FILMS	25/10/2016
17002157	LOWER HEAVEN de Emad Aleebrahim Dehkordi - LA LUNA PRODUCTIONS	LA LUNA PRODUCTIONS	25/10/2016
17002159	CHAQUE MUR EST UNE PORTE de Elitza Gueorguieva - Les films du Bilboquet	LES FILMS DU BILBOQUET	28/09/2016
17002154	MON PAYS DEMON DE FER de Jude Ratnam - SISTER PRODUCTIONS	SISTER PRODUCTIONS	20/10/2016
17002153	AVANT LA FIN DE L'ETE de Maryam Goormaghtigh - 4A4 PRODUCTIONS	4 A 4 PRODUCTIONS	26/09/2016
17003186	FESTIVAL CINEMA(S) D'IRAN - 5EME EDITION - 2017	ASSOCIATION CINEMA S D IRAN	05/01/2017
17003173	PARTENARIAT FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES - EDITION 2017	ASSOCIATION FRANCAISE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM	14/12/2016
17003193	FESTIVAL « COTE COURT » - 26ÈME ÉDITION - 2017	COTE COURT	03/01/2017
17003197	BIENNALE DES FILMS BERBERES-3ème édition 2017	FESTIVAL FILMS BERBERES	05/10/2016
17003177	LA JOURNEE DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS - 2017	FJPI FEDERATION DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS	06/01/2017
17003167	PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB - 12EME EDITION - 2017	INDIGENES FILMS	07/09/2016
17003196	FESTIVAL "SERIE SERIES" - 6EME EDITION - 2017	KANDIMARI	06/01/2017
17003174	PARTENARIAT QUINZAINE DES REALISATEURS - EDITION 2017	SOC DES REALISATEURS DE FILMS	15/12/2016
17003175	PARTENARIAT SEMAINE DE LA CRITIQUE - EDITION 2017	SYND FRANCAIS DE LA CRITIQUE DE CINEMA	12/12/2016
17003191	19 EME SESSION EMERGENCE - 2017	UEIC UNIV ETE INTE CINE EMERGENCE	01/12/2016

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-093	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100902 - Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques

Dossier	17003167 - PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB - 12EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	R36896 - INDIGENES FILMS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 000,00 €	TTC	11,76 %	10 000,00 €	

Dossier	17003173 - PARTENARIAT FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES - EDITION 2017			
Bénéficiaire	R24497 - ASSOCIATION FRANCAISE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000 000,00 €	TTC	0,33 %	75 000,00 €	

Dossier	17003174 - PARTENARIAT QUINZAINE DES REALISATEURS - EDITION 2017			
Bénéficiaire	R16253 - SOC DES REALISATEURS DE FILMS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 300 000,00 €	HT	1,54 %	20 000,00 €	

Dossier	17003175 - PARTENARIAT SEMAINE DE LA CRITIQUE - EDITION 2017			
Bénéficiaire	P0023519 - SYND FRANCAIS DE LA CRITIQUE DE CINEMA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
680 000,00 €	TTC	2,94 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-093	Budget	2017

Dossier	17003177 - LA JOURNEE DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS - 2017			
Bénéficiaire	P0028646 - FJPI FEDERATION DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 000,00 €	HT	14,71 %	15 000,00 €	

Dossier	17003186 - FESTIVAL CINEMA(S) D'IRAN - 5EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	P0031805 - ASSOCIATION CINEMA S D IRAN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 350,00 €	TTC	12,09 %	5 000,00 €	

Dossier	17003191 - 19 EME SESSION EMERGENCE - 2017			
Bénéficiaire	R29084 - UEIC UNIV ETE INTE CINE EMERGENCE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
414 000,00 €	TTC	43,48 %	180 000,00 €	

Dossier	17003193 - FESTIVAL « COTE COURT » - 26ÈME ÉDITION - 2017			
Bénéficiaire	R23336 - COTE COURT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
318 000,00 €	TTC	9,43 %	30 000,00 €	

Dossier	17003196 - FESTIVAL "SERIE SERIES" - 6EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	P0019810 - KANDIMARI			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	175 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
550 000,00 €	TTC	31,82 %	175 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-093	Budget	2017

Dossier	17003197 - BIENNALE DES FILMS BERBERES-3ème édition 2017			
Bénéficiaire	P0036295 - FESTIVAL FILMS BERBERES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 000,00 €	TTC	8,77 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques	535 000,00 €

Dispositif : N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques

Dossier	17003195 - DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT CINE TALENTS -2017			
Bénéficiaire	P0016055 - 1000 VISAGES PRODUCTION			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
240 000,00 €	TTC	16,67 %	40 000,00 €	

Dossier	17003198 - DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS - 2017			
Bénéficiaire	R28223 - CINEMAS 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
129 500,00 €	TTC	11,58 %	15 000,00 €	

Dossier	17003201 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE - 2017			
Bénéficiaire	R4489 - CINESSONNE SALLE J-L BARRAULT			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
286 000,00 €	TTC	10,49 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-093	Budget	2017

Dossier	17003202 - CENTRE DE RESSOURCE POUR LES JEUNES COURT-METRAGISTES - 2017			
Bénéficiaire	R14839 - MAISON DU FILM COURT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
435 000,00 €	TTC	5,75 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques	110 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100902	645 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100905 - Aide après réalisation**

Dispositif : N° 00000761 - Aide après réalisation

Dossier	17002153 - AVANT LA FIN DE L'ETE de Maryam Goormaghtigh - 4A4 PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	R32519 - 4 A 4 PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Dossier	17002154 - MON PAYS DEMON DE FER de Jude Ratnam - SISTER PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	EX003416 - SISTER PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	37 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		37 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-093	Budget	2017

Dossier	17002157 - LOWER HEAVEN de Emad Aleebrahim Dehkordi - LA LUNA PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	R38407 - LA LUNA PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	17002159 - CHAQUE MUR EST UNE PORTE de Elitza Gueorguieva - Les films du Bilboquet		
Bénéficiaire	P0030494 - LES FILMS DU BILBOQUET		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 000,00 €	

Dossier	17002162 - HORACE de Benoit Bouthors - GEKO FILMS		
Bénéficiaire	EXM00772 - GEKO FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000761 - Aide après réalisation	105 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100905	105 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION -FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003202

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CENTRE DE RESSOURCE POUR LES JEUNES COURT-METRAGISTES - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	435 000,00 €	5,75 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DU FILM COURT
Adresse administrative : 10 PASSAGE DE FLANDRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle SEGOVIA, Présidente
Date de publication au JO : 4 décembre 1996
N° SIRET : 34528093700037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : Activité durant toute l'année 2017 du CENTRE DE RESSOURCE POUR LES JEUNES COURT-METRAGISTES

Objectifs :
Activité durant toute l'année 2017 du CENTRE DE RESSOURCE POUR LES JEUNES COURT-METRAGISTES

Description :
La Maison du Film Court est un centre de ressource dédié au court métrage : elle aide les jeunes auteurs, réalisateurs, producteurs, acteurs et techniciens à mettre en œuvre leurs projets. Elle a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes franciliens dans ce secteur, de développer les actions de formation et de proposer aux porteurs de projets des conditions optimales de développement de leurs projets.

Pour remplir ses missions, la Maison du film court propose les services et outils suivants :
- un fichier complet des adhérents : acteurs, techniciens, auteurs, réalisateurs, producteurs ainsi que tous les projets de films en cours. Les adhérents peuvent ainsi se constituer un réseau, partager des expériences ;
- un centre de documentation, une maison d'édition, un site internet, qui relaye un grand nombre d'informations sur le milieu du court métrage (financement, festivals, appels à films, espaces de formation...) ;
- un dispositif d'accompagnement des projets, constitué des départements scénario, production, et réalisation ; ainsi qu'un département Formation, qui organise des stages de formation continue et des stages d'initiation et de sensibilisation ;

- un espace de diffusion des films des adhérents, des dispositifs d'aides à la production et un programme de rencontres professionnelles.

En 2017, la structure continuera de développer ses activités, de renforcer les services aux adhérents et d'intensifier sa vie associative. Notamment en ce qui concerne les actions de formation, les services d'accompagnement des jeunes auteurs émergents et les outils de suivi et d'évaluation. Elle poursuivra également son travail en partenariat avec d'autres structures liées au court métrage.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : par son rôle de centre de ressources pour les jeunes réalisateurs émergents de courts métrages, la Maison du Film Court contribue au développement de la diversité culturelle et de l'innovation en Île-de-France.
Education et développement des publics : favoriser l'insertion professionnelle par l'organisation de formations, la mise à disposition de fichiers de professionnels
Partenariats et actions professionnalisantes : suivi personnalisé des projets, rencontres avec les producteurs, ateliers d'écriture de scénarios
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le centre de ressources accueille des techniciens, acteurs, réalisateurs de toute l'Île-de-France

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	Taux
Variation de stocks	1 000,00	0,23%
Locations	78 000,00	17,93%
Services extérieurs	39 000,00	8,96%
Salaires et charges sociales	243 000,00	55,87%
Honoraires	72 000,00	16,55%
Droits d'auteur	2 000,00	0.46%
Total	435 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	Taux
Formations	90 000,00	20,69%
Adhésions	77 000,00	17,70%
DRAC Ile-de-France (att.)	90 000,00	20,69%
CNC (EC)	15 000,00	3,45%
Conseil Régional IDF (soll.)	25 000,00	5,75%
Ville de Paris (att.)	12 000,00	2,76%
Sacem, Adami, Sacd	76 000,00	17,47%
Autres partenariats	50 000,00	11,49%
Total	435 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	25 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	25 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003201

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	286 000,00 €	10,49 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINESSONNE SALLE J-L BARRAULT
Adresse administrative : 15 PL JACQUES BREL
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal PLATEL, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 41199183900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE EN 2017

Objectifs :
Action pédagogique et culturelle cinématographique sur le réseau des salles de cinéma en Essonne
Du 1er janvier au 31 décembre 2017

Description :
L'association Cinéssonne, crée en 1996 regroupe aujourd'hui 15 salles de cinémas ainsi qu'un circuit de cinéma itinérant (21 points de diffusion) dans le département de l'Essonne. Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques (avec entre autres le dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma); l'animation des salles (rencontres, débats, partenariats locaux), et la diffusion des films (principalement via son nouveau festival Cinéssonne 2.0 : « En avant jeunesse ! »).

En 2017, Cinéssonne - en plus de son rôle permanent de conseils et d'expertises - propose à son réseau de salles sur le territoire essonnien, les actions structurantes suivantes :
- la carte Cinéssonne : tarif réduit valable dans toutes les salles ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- le pilotage du dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma ;
- des ateliers pédagogiques (avec tablettes numériques) ;
- les journées professionnelles de Marcoussis ;
- le parcours d'une cinéaste au travail (Julia Kowalski) qui viendra présenter au public des salles l'évolution de son long métrage (du scénario à la post-production) ;
- un ciné-concert diffusé à l'automne dans 10 salles de cinéma ;
- la seconde édition de la nouvelle manifestation "En avant jeunesse!" qui valorise les jeunes

cinéastes émergents ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- une nouvelle opération en direction du public jeune "Le printemps du Jeune Public"

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : cette association favorise la diffusion de courts métrages et de films de jeunes réalisateurs émergents
Education et développement des publics : ateliers pédagogiques et pilotage du dispositif d'éducation à l'image "Collège au cinéma"
Partenariats et actions professionnalisantes : organisation de journées professionnelles et d'actions de formation pour les personnels des salles de cinéma
Diffusion territoriale et rayonnement régional : cette association regroupe 15 salles de cinéma du département, ainsi qu'un circuit de cinéma itinérant (21 points de diffusion) et son festival diffuse dans l'ensemble des salles du département

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	25 000,00	8,74%
Services extérieurs	32 000,00	11,19%
Autres services extérieurs	30 000,00	10,49%
Impôts et taxes	2 000,00	0,70%
Charges de personnel	191 000,00	66,79%
Amortissements	6 000,00	2,09%
Total	286 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	60 000,00	20,98%
DRAC (EC)	27 000,00	9,44%
Rectorat / IA (acquis)	7 000,00	2,45%
CD 91 (EC)	150 000,00	52,45%
CR IDF (sollicité)	30 000,00	10,49%
Produits de gestion courante	7 000,00	2,45%
Autres ressources	5 000,00	1,74%
Total	286 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	27 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	30 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	30 000,00 €
	Montant total	87 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003198

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	129 500,00 €	11,58 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMAS 93
Adresse administrative : 87 BIS RUE DE PARIS
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annie THOMAS, Présidente
Date de publication au JO : 10 juin 1996
N° SIRET : 41017192000045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS EN 2017

Objectifs :
DIFFUSION CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ST-DENIS
Du 1er janvier au 31 décembre 2017

Description :
L'association Cinémas 93 qui regroupe les 23 salles de cinéma publiques de Seine St-Denis mène une action de réseau cinématographique sur le département qui s'articule autour de trois axes principaux : une action culturelle cinématographique pour la valorisation et la diffusion du cinéma indépendant, une action pédagogique en direction du jeune public et un rôle de conseil et d'accompagnement culturel pour les salles des cinémas du département.

En 2017, Cinémas 93 proposera à son réseau de salles, les actions suivantes :
- la 5ème édition des journées professionnelles départementales ;
- l'organisation de rencontres trimestrielles ("Les échappées") visant à favoriser les nouvelles formes de diffusions en lien avec les nouveaux équipements numériques ;
- l'organisation de formations professionnelles à destination des personnels des salles de cinéma ;
- la diffusion sur le département de programmes de films et d'animations à destination du très jeune public.

Une partie de ces actions spécifique seront menées en partenariat avec d'autres réseaux départementaux de salles de cinéma (Cinéma public, Ecrans VO, Cinéssonne). Par ailleurs, Cinémas 93 poursuivra le

déploiement de son dispositif d'avant-séances numériques ("Quartiers libres") à destination des salles de cinéma indépendantes.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : cette association favorise la diffusion de courts métrages et de films de jeunes réalisateurs émergents
Education et développement des publics : ateliers pédagogiques et pilotage du dispositif d'éducation à l'image "Collège au cinéma"
Partenariats et actions professionnalisantes : organisation de journées professionnelles et d'actions de formation pour les personnels des salles de cinéma
Diffusion territoriale et rayonnement régional : cette association regroupe 23 salles de cinéma du département

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Journées professionnelles	15 000,00	11,58%
Projets en réseaux	12 000,00	9,26%
Formations & actions JP	6 000,00	4,63%
Charges de personnels	71 000,00	54,83%
Frais de fonctionnement	25 500,00	19,70%
Total	129 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (att.)	18 000,00	13,90%
Conseil Régional IDF (soll.)	15 000,00	11,58%
CG 93 (att.)	96 500,00	74,52%
Total	129 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux réseaux cinématographiques	18 000,00 €
2015	Soutien aux réseaux cinématographiques	20 000,00 €
2016	Soutien aux réseaux cinématographiques	15 000,00 €
	Montant total	57 075,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003196

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FESTIVAL "SERIE SERIES" - 6EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	550 000,00 €	31,82 %	175 000,00 €
	Montant Total de la subvention		175 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KANDIMARI
Adresse administrative : 31 RUE CRAMAIL
92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Marie MERAT née BARRACO, Gérante
Objet : NC
N° SIRET : 50161470500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 6EME EDITION DU FESTIVAL "SERIE SERIES" EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL "SERIE SERIES" - 6EME EDITION - 2017
Du 28 au 30 juin 2017 à Fontainebleau

Description :
Exclusivement consacré aux séries, cet événement est basé sur l'organisation de rencontres professionnelles, de tables rondes, de projections et d'ateliers sans aucune compétition ni remise de prix.

Sont invités au festival les scénaristes mais aussi tous leurs partenaires de la filière de création audiovisuelle : les réalisateurs, producteurs, diffuseurs, comédiens qui se retrouveront pour échanger, faire évoluer les méthodes et les contenus. "Série Séries" se veut un lieu d'échanges et de collaboration entre professionnels de l'audiovisuel français et étrangers autour des préoccupations qui les réunissent.

Le grand public peut également participer au festival. Il a accès gratuitement à toutes les projections organisées durant les 3 jours de la manifestation, ainsi qu'à de nombreux débats et tables rondes.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : ce festival programme séries télévisuelles inédites
Education et développement des publics : pas de sensibilisation des scolaires
Partenariats et actions professionnalisantes : organisation de rencontres avec des professionnels
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse dans une seule ville, Fontainebleau

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programmation	164 000,00	29,82%
Frais logistiques	176 000,00	32,00%
Communication	91 000,00	16,55%
Intervenants et invités	119 000,00	21,64%
Total	550 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Fontainebleau (EC)	20 000,00	3,64%
Région IdF (sollicitée)	175 000,00	31,82%
CNC (EC)	70 000,00	12,73%
Programme Media (EC)	45 000,00	8,18%
Procirep	30 000,00	5,45%
Sacem	15 000,00	2,73%
Adami	12 000,00	2,18%
SACD	75 000,00	13,64%
Accréditations	50 000,00	9,09%
Diffuseurs	58 000,00	10,55%
Total	550 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	175 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	150 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	150 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	175 000,00 €
	Montant total	475 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003175

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARTENARIAT SEMAINE DE LA CRITIQUE - EDITION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	680 000,00 €	2,94 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND FRANCAIS DE LA CRITIQUE DE CINEMA
Adresse administrative : 17 RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Madame Isabelle DANEL, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 32230625900068

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : PARTENARIAT SEMAINE DE LA CRITIQUE - EDITION 2017
SEANCES SPECIALES POUR DES LYCEENS FRANCILIENS

Date prévisionnelle de début de projet : 12 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
Section parallèle du Festival de Cannes, la Semaine de la Critique se consacre, depuis ses débuts, à la découverte des jeunes talents. Dès sa création par le Syndicat Français de la Critique de Cinéma en 1962, elle s'est fixée pour mission de mettre à l'honneur les premières et deuxièmes œuvres des cinéastes du monde entier. Bernardo Bertolucci, Jean Eustache, Otar Iosseliani, Ken Loach, Wong Kar Wai, Jacques Audiard, ou encore Arnaud Desplechin ont fait leurs débuts à la Semaine de la Critique.

Description :
Reflet du mélange d'exigence et de curiosité qui caractérise la critique de cinéma, la Semaine de la Critique entend explorer et révéler la jeune création cinématographique. Un rôle de tête chercheuse qui lui a permis, ces dernières années, de faire découvrir "Amours Chiennes" d'Alejandro Gonzalez Iñarritu,

"Respiro" d'Emanuele Crialese "Mon trésor" de Keren Yedaya, ainsi qu'en 2014 "Hippocrate" le premier long de Thomas Lilti et en 2015 "Les anarchistes" d'Elie Wajeman, 2 films aidés par la Région.

Au regard de la qualité de la programmation et de sa cohérence avec les films soutenus par la Région le partenariat avec la Semaine de la Critique est très naturel et assez porteur de sens. Par ailleurs, la Semaine de la Critique est très investie dans des actions d'éducation à l'image dont des ateliers de sensibilisation à la critique de cinéma.

La Semaine de la Critique mettra en place un accompagnement des films sélectionnés lorsqu'ils sortiront en salle pendant l'année scolaire 2017/2018 avec l'organisation de séances spécifiques pour les lycéens franciliens dans le cadre de « Lycéens et Apprentis au Cinéma » en Ile-de-France.

L'équipe de la Semaine de la Critique participera également à des actions spécifiques en Ile-de-France sur les dispositifs d'éducation à l'image mises en œuvre par la Région. Il s'agira d'effectuer, au cours de l'année scolaire 2017/2018, un travail pédagogique auprès des lycéens et les enseignants.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	22 526,00	3,31%
Services extérieurs	53 705,00	7,90%
Autres services extérieurs	311 488,00	45,81%
Charges de personnel	273 059,00	40,16%
Impôts et taxes	6 692,00	0,98%
Frais de structure	12 530,00	1,84%
Total	680 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, prestations de services	405 000,00	59,56%
CNC (EC)	180 000,00	26,47%
Région PACA (EC)	40 000,00	5,88%
CD Alpes-Maritimes (EC)	5 000,00	0,74%
Ville de Cannes (EC)	3 500,00	0,51%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	2,94%
SACEM, SACD	26 500,00	3,90%
Total	680 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003174

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARTENARIAT QUINZAINE DES REALISATEURS - EDITION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	1 300 000,00 €	1,54 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC DES REALISATEURS DE FILMS
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe LEPARC, Secretaire général Quinzaine des Réalisateurs
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 30021824500045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : PARTENARIAT QUINZAINE DES REALISATEURS - EDITION 2017
SEANCES SPECIALES POUR DES LYCEENS FRANCILIENS

Date prévisionnelle de début de projet : 15 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
Dès sa première édition en 1969, la Quinzaine des Réalisateurs, organisée durant le Festival de Cannes par la Société des Réalisateurs de Films s'est fixée pour objectif d'aider les cinéastes et de favoriser leur découverte par le public et la critique. Parmi les films découverts et montrés par la Quinzaine des Réalisateurs, on peut citer les premiers films de Werner Herzog, Rainer Werner Fassbinder, Nagisa Oshima, George Lucas, Martin Scorsese, Jim Jarmusch, Michael Haneke, Spike Lee, les frères Dardenne, Sofia Coppola… La Quinzaine des Réalisateurs se distingue par sa liberté d'esprit, son caractère non compétitif et son souci d'ouverture aux spectateurs non professionnels qui fréquentent le Festival de Cannes, grâce à un système d'abonnements et de vente de billets à la séance.

Les objectifs de la Quinzaine sont non seulement de révéler les talents de la cinématographie mondiale et les grands cinéastes de demain mais aussi d'accueillir des auteurs confirmés ou encore méconnus en Occident. Dans un désir d'ouverture à toutes les formes de création cinématographique, la Quinzaine des Réalisateurs est attentive à la production annuelle des longs métrages de fiction, des courts métrages et des documentaires, à l'émergence des cinémas indépendants et marginaux comme aux films populaires, du moment que ces œuvres témoignent de l'expression d'un talent singulier et d'une écriture cinématographique originale. Depuis plusieurs années maintenant, la Quinzaine des Réalisateurs est à nouveau à Cannes le lieu d'enthousiasmes cinéphiliques intenses, où les présentations de films font sensation sur la Croisette, où l'exigence et l'originalité des choix des sélectionneurs sont récompensées par un accueil chaleureux mais aussi une curiosité croissante des spectateurs.

Description :
Depuis 2008, l'équipe de la Quinzaine va à la rencontre des lycéens et des apprentis franciliens sélectionnés par la Région pour leur expliquer le rôle, la vocation et les particularités de la Quinzaine des Réalisateurs au sein du Festival de Cannes.

La Quinzaine des Réalisateurs mettra en place un accompagnement des films sélectionnés lorsqu'ils sortiront en salle pendant l'année scolaire 2017/2018 avec l'organisation de séances spécifiques pour les lycéens franciliens dans le cadre de « Lycéens et Apprentis au Cinéma » en Ile-de-France.

L'équipe de la Quinzaine des Réalisateurs participera également à des actions spécifiques en Ile-de-France sur les dispositifs d'éducation à l'image mises en œuvre par la Région. Il s'agira d'effectuer, au cours de l'année scolaire 2017/2018, un travail pédagogique auprès des lycéens et les enseignants.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais logistiques	320 200,00	24,63%
Communication	30 600,00	2,35%
Charges de personnel	591 100,00	45,47%
Impôts et taxes	13 000,00	1,00%
Missions, réceptions	240 000,00	18,46%
Charges de fonctionnement	105 100,00	8,08%
Total	1 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, prestations de services	693 500,00	53,35%
CNC (EC)	485 000,00	37,31%
Ville de Cannes (EC)	31 500,00	2,42%
Région PACA (EC)	39 000,00	3,00%
CD Alpes-Maritimes (EC)	1 000,00	0,08%
DRAC PACA (EC)	10 000,00	0,77%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	1,54%
CGET (EC)	10 000,00	0,77%
Programme Média (EC)	10 000,00	0,77%
Total	1 300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
	Montant total	96 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003167

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB - 12EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	85 000,00 €	11,76 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDIGENES FILMS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Kamal EL MAHOUTI, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 44063551400027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 12EME EDITION DU PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
12EME EDITION DU PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB
Du 25 avril au 14 juin 2017 7 cinémas, & médiathèques, lieux culturels et librairies en Île-de-France

Description :
Depuis plus de 10 ans, l'objectif du Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient est de faire découvrir la cinématographie en plein essor en provenance de ces pays, et de faire rencontrer au public francilien des auteurs réalisateurs marocains, algériens, tunisiens, mais aussi yéménites, jordaniens, libanais israéliens et palestiniens. Le festival programme des films tous genres et formats confondus (courts et longs métrages, documentaires, fictions, expérimental, films du patrimoine...).

Dans l'objectif de valoriser l'ensemble de la culture maghrébine et moyen-orientale, les autres disciplines artistiques seront également à l'honneur : concert de musique et rencontres littéraires avec des auteurs.

Par ailleurs, le jeune public et les scolaires seront particulièrement sensibilisés et un jury de lycéens remettra un prix à un court métrage. Les centres sociaux et les associations familiales seront aussi étroitement liés à l'organisation et au déroulement de la manifestation.

En amont et en aval du festival des séances de sensibilisation à ces cinématographies sont organisées tout au long de l'année dans des cinémas partenaires franciliens. La fréquentation et le nombre de lieux de diffusion n'ont pas cessé de progresser (8 200 entrées au total pour l'ensemble de la saison 2015/2016).

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : ce festival programme des films des cinématographies peu diffusées de jeunes réalisateurs émergents et sensibilise le public aux autres expressions artistiques.
Education et développement des publics : tout au long de l'année et pendant le festival, le public scolaire et notamment les lycéens sont sensibilisés.
Partenariats et actions professionnalisantes : le festival effectue un travail de longue haleine auprès des associations locales et organise des tables rondes avec des professionnels.
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse dans 7 lieux franciliens et a acquis par sa renommée une dimension régionale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges externes	44 000,00	51,76%
Impôts et taxes	700,00	0,82%
Charges de personnels	39 000,00	45,88%
Frais de structure	1 300,00	1,53%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	2 500,00	2,94%
Ville de St-Denis (EC)	15 500,00	18,24%
CD 93 (EC)	14 500,00	17,06%
DRAC IdF (EC)	5 000,00	5,88%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	11,76%
Emploi aidé (Etat)	13 000,00	15,29%
Politique de la Ville (EC)	3 500,00	4,12%
Partenariats	21 000,00	24,71%
Total	85 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	12 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	10 000,00 €
	Montant total	37 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003177

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LA JOURNEE DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	102 000,00 €	14,71 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FJPI FEDERATION DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS
Adresse administrative : 8 RUE GODILLOT 93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin BONNET, Président
Date de publication au JO : 23 février 2013
N° SIRET : 79447051800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 6 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
LA JOURNEE DES JEUNES PRODUCTEURES INDEPENDANTS EN 2017
8 juin 2017 à la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord (St-Denis)

Description :
Les Journées des Jeunes Producteurs Indépendants (JJPI) sont des rencontres organisées par la Fédération des Jeunes Producteurs Indépendants (FJPI) pour permettre à de jeunes producteurs de venir présenter leurs projets innovants à des décideurs du cinéma, de la télévision et du web, pour bénéficier de conseils et d'aides éventuelles.

Les JJPI ont pour objectif de créer un dialogue, une passerelle entre des jeunes talents qui n'ont pas eu de formation et des professionnels peu disponibles, et d'être un "accélérateur de diversité". L'autre but recherché est de professionnaliser ces structures débutantes. La manifestation se déroule autour de 3 axes complémentaires : le marché aux producteurs, les conférences et master class et des séances de projections (films) et de visionnages (trailers de projets).

A l'issue de ces septièmes JJPI, l'action de la Fédération des Jeunes Producteurs Indépendants, sera complétée par des séances "hors les murs" dans le cadre de festivals organisés dans plusieurs villes en Île-de-France au cours du deuxième semestre 2017. Cette démarche s'inscrit dans l'opération "Talents en court" mise en place par le CNC. Par ailleurs, la fédération lance également un concours de programmes audiovisuels en partenariat avec France Télévision.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : cette manifestation s'adresse aux jeunes producteurs innovants
Education et développement des publics : prospection de jeunes talents émergents
Partenariats et actions professionnalisantes : participation au dispositif "Talents en court" initié par le CNC
Diffusion territoriale et rayonnement régional : la manifestation regroupe des jeunes talents de toute l'Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 470,00	3,40%
Services extérieurs	9 016,00	8,84%
Frais logistiques	58 443,00	57,30%
Communication	8 700,00	8,53%
Charges de personnel	21 131,00	20,72%
Impôts et taxes	1 240,00	1,22%
Total	102 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cotisations	15 000,00	14,71%
Région IdF (sollicitée)	15 000,00	14,71%
Ville de Paris (EC)	15 000,00	14,71%
CGET (EC)	15 000,00	14,71%
EPT Plaine Commune (EC)	5 000,00	4,90%
Ville d'Aubervilliers (EC)	3 000,00	2,94%
Aides emplois (CUI-CAE)	12 000,00	11,76%
Partenariats privés	22 000,00	21,57%
Total	102 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003191

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 19 EME SESSION EMERGENCE - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	414 000,00 €	43,48 %	180 000,00 €
	Montant Total de la subvention		180 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UEIC UNIV ETE INTE CINE EMERGENCE
Adresse administrative : 45 RUE DE BABYLONE
75007 PARIS 07
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique BESNEHARD, Président
N° SIRET : 42164959100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Description :
Inspirée à l'origine par l'expérience du Sundance Institute créé par Robert Redford (lieu de formation couplé au renommé festival américain), le projet développé par Elisabeth Depardieu et porté par l'association Emergence a pour objectif d'aider des réalisateurs en devenir à faire leur premier long métrage. Cette session d'Emergence est un lieu d'apprentissage et de brassage des expériences.
Sélectionnés par un jury de personnalités du cinéma, parmi une centaine de dossiers comprenant un scénario et les courts métrages réalisés préalablement, 6 jeunes candidats français et étrangers testent dans des conditions réelles leur projet de premier film.

Une importante phase de préparation d'environ 3 mois permet aux lauréats-jeunes réalisateurs, en collaboration avec l'équipe artistique d'Emergence, de retravailler sur le scénario, de construire un casting, de réfléchir aux méthodes de tournage. A cette phase succède ensuite une période de tournage d'une vingtaine de jours durant laquelle ils ont l'opportunité de réaliser, monter et mixer deux des scènes de leur projet de long métrage et une scène imposée. Là encore, les lauréats sont accompagnés par une équipe artistique et des équipes de techniciens bénévoles et ils bénéficient de moyens techniques mis à disposition. L'association leur permet de prendre contact avec de nouveaux talents et des professionnels de tous horizons, de rencontrer les différents corps des métiers du cinéma, de bénéficier des conseils d'experts. Un travail spécifique, mené avec la SACEM, favorise plus particulièrement les rencontres entre réalisateurs et jeunes compositeurs de musique.

Enfin, l'édition 2017 prévoit la mise en œuvre d'un nouveau programme d'éducation à l'image 'Passeurs de cinéma' en direction des lycéens d'Ile-de-France dans le cadre duquel des réalisateurs ayant participé à Emergence présenteront leur premier long-métrage dans des salles de cinéma avec un technicien de leur choix, afin de débattre aussi de la fabrication des films. Ce programme sera mené auprès d'une vingtaine de classes de lycées généraux, technologiques et professionnels.

Intérêt régional : Diversité culturelle et innovation : cette structure aide de jeunes réalisateurs émergents
Education et développement des publics : sensibilisation des lycéens essonniens
Partenariats et actions professionnalisantes : tutorats avec des professionnels aguerris
Diffusion territoriale et rayonnement régional : Essonne

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	236 000,00	57,00%
Achats	62 000,00	14,98%
Services extérieurs	42 000,00	10,14%
Autres services extérieurs	67 000,00	16,18%
Impôts et taxes	5 800,00	1,40%
Autres charges	1 200,00	0,29%
Total	414 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	130 000,00	31,40%
Région IDF (sollicitée)	180 000,00	43,48%
CD 91 (EC)	29 000,00	7,00%
Ville de Marcoussis (EC)	2 000,00	0,48%
Subventions privées	54 500,00	13,16%
Ressources propres	18 500,00	4,47%
Total	414 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	180 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	204 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	204 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	160 000,00 €
	Montant total	568 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003193

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FESTIVAL « COTE COURT » - 26ÈME ÉDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	318 000,00 €	9,43 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COTE COURT
Adresse administrative : 104 AVENUE JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric GARANDEAU, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 40008009900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 26ÈME ÉDITION DU FESTIVAL « COTE COURT » EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL « COTE COURT » – 26ème édition
Du 7 au 17 juin 2017 au cinéma Ciné 104 à Pantin et dans 10 lieux associés en Île-de-France

Description :
Depuis sa création en 1992, le festival « Côté court » se consacre exclusivement au court métrage, en présentant au public francilien les multiples facettes des œuvres cinématographiques de format court, et en mettant en avant la vitalité de la création contemporaine. Au cours des onze jours du festival, près de 400 films seront projetés dans les dix lieux qui accueillent la manifestation.

Pour cette 26ème édition, festival présentera 2 compétitions : l'une "Fiction" réunira des films courts sélectionnés pour l'originalité de leur écriture et l'autre "Expérimental-Essai-Art vidéo" regroupera des films prototypes, d'avant-garde ou des vidéos d'artistes. Dans la section non compétitive, plusieurs panoramas

viendront témoigner du dynamisme du court métrage français. Le festival présentera également un focus consacré à Emilie Aussel, jeune réalisatrice émergente.

Le festival continue de valoriser également le travail du scénariste, en proposant des lectures de scénarios de court métrage. Il organisera par ailleurs des rencontres professionnelles consacrées à la diffusion des courts métrages. Le festival réalise aussi un important travail en direction du jeune public et du milieu scolaire. Ainsi, en partenariat avec l'ACRIF (Association des cinémas de recherche d'Ile-de-France), opérateur du dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma," des Classes Festival de lycéens et d'apprentis franciliens viendront découvrir les richesses du court métrage et le fonctionnement d'un festival.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : ce festival programme des courts-métrages innovants
Education et développement des publics : sensibilisation des scolaires notamment des lycéens
Partenariats et actions professionnalisantes : organisation de rencontres avec des professionnels
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse dans 10 lieux associés en Île-de-France

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	28 000,00	8,81%
Services extérieurs	51 000,00	16,04%
Autres services extérieurs	83 000,00	26,10%
Charges de personnel	154 000,00	48,43%
Impôts et taxes	500,00	0,16%
Droit d'auteurs	1 500,00	0,47%
Total	318 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes, prestations	1 500,00	0,47%
Billetterie	7 000,00	2,20%
CD 93 (EC)	172 000,00	54,09%
Ville de Pantin (EC)	52 000,00	16,35%
ETP Est Ensemble (EC)	2 500,00	0,79%
DRAC IdF (EC)	25 000,00	7,86%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	9,43%
DDCS/DRJSCS (EC)	2 000,00	0,63%
Mécénat	15 000,00	4,72%
SACEM	5 000,00	1,57%
Adhésions	6 000,00	1,89%
Total	318 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	84 078,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003186

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : FESTIVAL CINEMA(S) D'IRAN - 5EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	41 350,00 €	12,09 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CINEMA S D IRAN
Adresse administrative : 51 RUE DAMREMONT
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nader T. HOMAYOUN, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 79740268200026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 5EME EDITION DU FESTIVAL CINEMA(S) D'IRAN EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 5 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
5EME EDITION DU FESTIVAL CINEMA D'IRAN
Du 14 au 20 juin 2017 au cinéma Nouvel Odéon à Paris, à L'Ecran de St-Denis, et à l'Utopia de St-Ouen l'Aumône

Description :
Le festival propose pour sa 5ème édition une programmation de courts et longs métrages (de fiction ou documentaires) réalisés par des cinéastes iraniens. La programmation comporte des films récents, des films de patrimoine et des grands classiques inédits. Une trentaine de films sera projetée dans le cadre d'un panorama : elle confirmera la vitalité du cinéma iranien. Il sera composé aussi bien de films de grands réalisateurs primés dans les festivals prestigieux, que de films de jeunes réalisateurs en devenir.

Cette année, le festival présentera des films qui auront trait à l'amour, avec la présentation de nombreux inédits. Les organisateurs effectuent un véritable travail de prospection pour présenter au public francilien les meilleures productions du cinéma iranien. A noter que le festival procède à la traduction et au sous-titrage des films inédits qui est effectué en Ile-de-France.

Les projections seront accompagnées par des rencontres et des tables rondes avec la participation de réalisateurs et de spécialistes du cinéma iranien. Le festival débute à Paris puis sera relayé dans 2 salles de cinémas franciliennes. Les organisateurs mènent avec ces salles de cinéma un travail de sensibilisation tout au long de l'année (avant-premières, ciné-clubs) ce qui leur a permis de développer et fidéliser leur public autour de cette cinématographie.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : ce festival programme des films d'une cinématographie peu diffusée
Education et développement des publics : sensibilisation des scolaires notamment des lycéens
Partenariats et actions professionnalisantes : organisation de rencontres avec des réalisateurs iraniens
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse dans 3 cinémas d'Île-de-France

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	8 400,00	20,31%
Moyens techniques	16 250,00	39,30%
Transports et hébergements	15 300,00	37,00%
Frais logistiques	1 400,00	3,39%
Total	41 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris (EC)	6 000,00	14,51%
DRAC IdF (EC)	6 000,00	14,51%
Région IdF (sollicitée)	5 000,00	12,09%
Universités	6 000,00	14,51%
Partenariats	13 500,00	32,65%
Kiss kiss bank bank	3 500,00	8,46%
Adhésions	1 350,00	3,26%
Total	41 350,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	5 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	5 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003173

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PARTENARIAT FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES - EDITION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	23 000 000,00 €	0,33 %	75 000,00 €
		Montant Total de la subvention	75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FRANCAISE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM
Adresse administrative : 3 RUE AMELIE
75007 PARIS 07
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre LESCURE, Président
Date de publication au JO : 19 juillet 2010
N° SIRET : 78436077800046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : PARTENARIAT FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES - EDITION 2017
SEANCES SPECIALES POUR DES LYCEENS FRANCILIENS

Date prévisionnelle de début de projet : 14 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
Le Festival de Cannes est l'événement mondial incontournable pour les professionnels du cinéma comme pour tous les cinéphiles. Au fil des années, l'Association Française du Festival International du Film a évolué tout en conservant la passion du cinéma, la découverte de nouveaux talents, l'enthousiasme des festivaliers et des professionnels du monde entier venant contribuer à la naissance et à la diffusion des films.

Le Festival de Cannes a toujours été le reflet de son époque : le lieu de toutes les cultures, de tous les espoirs, d'une forte effervescence et surtout, de la transmission. Défendre des projets ambitieux, différents, donner la possibilité à des cinéastes en herbe d'émerger. Une vitrine de talents et le respect de toutes les esthétiques.

La sélection officielle, au cœur du Festival, comprend différents volets représentant un florilège d'œuvres singulières, d'approches cinématographiques originales, de découvertes ou de confirmation de talents, mises en valeur et récompensées par les jurys :
- la Compétition,
- Un Certain Regard,
- les films Hors Compétition,
- les Séances Spéciales,
- la compétition des courts métrages

Le Festival valorise l'émergence des talents et la diversité de la création à travers plusieurs actions :
- Prix de la Caméra d'or, qui récompense le meilleur premier film présenté en Sélection officielle (Compétition et Un Certain Regard), à la Quinzaine des Réalisateurs ou à la Semaine Internationale de la Critique.
- la Cinéfondation, en plus de la sélection, soutient la relève du cinéma international à travers la résidence et l'atelier.
- le Short Film Corner, créé en 2004, se consacre à la promotion du film court.

Il offre des services spécifiques pour les professionnels, et notamment le Marché du Film, qui contribue au dynamisme de l'industrie mondiale du cinéma en constituant une place de marché exceptionnelle où des milliers de films sont vendus pour diffusion future lors du festival, contribuant ainsi à leur financement. Il offre des services qui permettent les échanges et les rencontres professionnelles : le village international, le Producers network et « cinando.com ». Il propose un véritable accueil des cinématographies à travers le Village international, le lieu où tous les pays producteurs de cinéma ont la possibilité de présenter la richesse de leur cinématographie dans le cadre d'un pavillon.

Il contribue ainsi au rayonnement international du cinéma français dans le monde et indirectement aux créateurs, prestataires techniques et savoir-faire francilien, l'Ile-de-France étant la principale terre de tournage en France.

Description :
PARTENARIAT FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES - EDITION 2017
SEANCES SPECIALES POUR DES LYCEENS FRANCILIENS

Depuis 2001, la Région est un acteur majeur du financement du cinéma, contribuant ainsi à conforter la création artistique et sa diversité, la diffusion des œuvres, mais aussi à soutenir, par l'aide à la localisation des tournages en Ile-de-France, une industrie de pointe qui fabrique le cinéma, reconnue mondialement et représentant 140 000 emplois sur le territoire francilien. C'est pourquoi la Région a choisi de renouveler en 2017 sa présence à Cannes tout en proposant un partenariat différent avec le Festival officiel, davantage orienté cette année sur un accompagnement des films de la section Un certain Regard lorsqu'ils sortiront en salle pendant l'année scolaire 2017/2018 avec l'organisation de séances spécifiques pour les lycéens en Ile-de-France.

La Région va ainsi poursuivre avec le Festival, le travail spécifique mené en direction du public scolaire :
- Présence de plusieurs classes de lycéens et d'apprentis dans le cadre de séances spéciales en Ile-de-France des films de la sélection cannoise.
- Participation de l'équipe de programmation du Festival de Cannes à des actions spécifiques en Ile-de-France sur les dispositifs d'éducation à l'image mises en œuvre par la Région. Il s'agira d'effectuer, au cours de l'année scolaire 2017/2018, un travail pédagogique auprès des lycéens dans le cadre d'opérations diverses (avant-premières de films, rencontres avec des professionnels, formation pour les enseignants).

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	185 000,00	0,80%
Services extérieurs	8 500 000,00	36,96%
Autres services extérieurs	8 500 000,00	36,96%
Impôts et taxes	370 000,00	1,61%
Charges de personnel	4 430 000,00	19,26%
Autres charges de gestion courante	115 000,00	0,50%
Dotations aux amortissements et aux provisions	900 000,00	3,91%
Total	23 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, prestations de services	12 100 000,00	52,61%
CNC (EC)	2 530 000,00	11,00%
Région PACA (EC)	300 000,00	1,30%
Région IdF (sollicitée)	75 000,00	0,33%
Ville de Cannes (EC)	6 195 000,00	26,93%
Produits financiers	800 000,00	3,48%
Reprise sur amortissement et provisions	1 000 000,00	4,35%
Total	23 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	100 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	100 000,00 €
2016	Soutien aux manifestations cinématographiques	75 000,00 €
	Montant total	275 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003195

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT CINE TALENTS -2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	240 000,00 €	16,67%	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1000 VISAGES PRODUCTION
Adresse administrative : PLACE RENE COTY
91170 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Holta HOXHA-CARRON, Directrice
Date de publication au JO : 4 mars 2006
N° SIRET : 49830332000036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT CINE TALENTS -2017

Objectifs :
Dispositif d'accompagnement "CinéTalents" en Essonne
Du 1er janvier au 31 décembre 2017

Description :
L'association 1000 VISAGES crée en 2006 par la réalisatrice Houda BENYAMINA est un centre de ressources qui accompagne des jeunes talents issus des quartiers prioritaires ou de zones rurales vers une professionnalisation dans le secteur du cinéma, de l'audiovisuel et du numérique.

CINETALENTS est un dispositif d'accompagnement jusqu'à l'insertion sociale et professionnelle dans le cinéma, et plus largement dans l'audiovisuel et le numérique, qui s'appuie sur un encadrement exercé par des professionnels confirmés. Il s'adresse en priorité à des jeunes de 13 à 30 ans issus de quartiers populaires ou de zones rurales éloignés de l'offre culturelle et privés de réseau professionnel.

Le dispositif CINETALENTS se caractérise par la mise en œuvre de deux parcours, l'un dit "parcours de base" pour les débutants, l'autre "parcours d'excellence" pour les jeunes déjà initiés qui préparent dans ce cadre les concours d'entrées aux grandes écoles de cinéma ou de théâtre. Chaque parcours se déploie sur 12 mois et il est composé d'ateliers de pratiques artistiques et de tutorat par des réalisateurs confirmés.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : cette structure aide de jeunes réalisateurs émergents
Education et développement des publics : sensibilisation des lycéens essonniens
Partenariats et actions professionnalisantes : tutorats avec des professionnels aguerris
Diffusion territoriale et rayonnement régional : Essonne

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	33 000,00	13,75%
Services extérieurs	25 000,00	10,42%
Autres services extérieurs	40 000,00	16,67%
Impôts et taxes	2 000,00	0,83%
Charges de personnel	140 000,00	58,33%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	40 000,00	16,67%
DRAC (EC)	30 000,00	12,50%
La France s'engage (EC)	100 000,00	41,66%
CD 91 (EC)	30 000,00	12,50%
CR IDF (sollicité)	40 000,00	16,67%
Total	240 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	30 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	5 000,00 €
	Montant total	65 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003197

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : BIENNALE DES FILMS BERBERES - 3EME EDITION 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	57 000,00 €	8,77 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL FILMS BERBERES
Adresse administrative : 5 RUE VERNET
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mohamed SAADI, Président
N° SIRET : 79390636300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 5 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
3ème édition de la BIENNALE DES FILMS BERBERES
Du 30 juin au 2 juillet 2017 au cinéma Luminor Hôtel de Ville à Paris

Description :
Cette biennale présente tous les 2 ans un panorama complet de la cinématographie berbère (court-métrages, longs métrages de fiction et documentaires). En 2015, sur 2 jours une vingtaine de séances avaient étés organisées dans les 2 salles du cinéma. Les courts et longs métrages projetés sont issus de la cinématographie berbère et plus largement de l'ensemble du Maghreb. Une compétition dotée de prix avait été organisée avec un jury de professionnels. Des rencontres ont également étés organisées avec les réalisateurs, ainsi qu'une exposition de photos.

En 2017, outre les films berbères cette manifestation souhaite mettre en avant également les jeunes réalisateurs français d'origine berbère. Des séances et des rencontres sont organisées pendant une semaine dans les 2 salles du cinéma Luminor-Hôtel de Ville à Paris en présence de réalisateurs invités par le festival. Une compétition et une exposition photographique sont aussi prévues.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : ce festival programme des films d'une cinématographie peu diffusée
Education et développement des publics : pas de sensibilisation des scolaires
Partenariats et actions professionnalisantes : organisation de rencontres avec des réalisateurs
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse dans un seul cinéma

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 800,00	15,44%
Services extérieurs	10 800,00	18,95%
Autres services extérieurs	13 500,00	23,68%
Charges de personnel	23 900,00	41,93%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	7 000,00	12,28%
CR IdF (sollicité)	5 000,00	8,77%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	8,77%
Drac IdF (EC)	5 000,00	8,77%
CGET (EC)	17 500,00	30,70%
Partenariats privés	17 500,00	30,70%
Total	57 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002153

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AVANT LA FIN DE L'ETE DE MARYAM GOORMAGHTIGH - 4A4 PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 4 A 4 PRODUCTIONS
Adresse administrative : 10 B RUE BISSON
75020 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Arthur AILLAUD, Gérant

Objet : NC

N° SIRET : 41192145500027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : AVANT LA FIN DE L'ETE
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisatrice : Maryam Goormaghtigh
Auteure : Maryam Goormaghtigh

Producteur : 4A4 Productions
Budget prévisionnel du film : 187 134 €
Durée du film : 80 mn

Résumé : Après 5 ans d'études à Paris, Arash ne se fait pas à la vie ici et a décidé de retourner vivre en Iran. Choqués par cette nouvelle, ses 2 amis, Hossein et Nima, le convainquent de faire un dernier voyage à travers la France, espérant secrétement le faire changer d'avis.

Commentaires : Maryam Goormaghtigh a étudié le cinéma en Suisse puis en Belgique. Elle est déjà l'auteure de plusieurs courts métrages en documentaire et en fiction. AVANT LA FIN DE L'ETE est son 1er long métrage.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 8 DECEMBRE 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	133 820,00	71,51%
Finalisation	53 314,00	28,49%
Total	187 134,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
4A4 Productions (numéraire, industrie et participation)	52 134,00	27,86%
Sunny Independant films (acquis)	25 000,00	13,36%
association Salvajes (acquis)	5 000,00	2,67%
CNC dév renforcé (sollicité)	40 000,00	21,38%
CNAP aide au dév (acquis)	10 000,00	5,34%
Région Ile-de-France (sollicité)	30 000,00	16,03%
Festival de Belfort - prix du film en cours (acquis)	15 000,00	8,02%
Shellac (acquis)	10 000,00	5,34%
Total	187 134,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide après réalisation	47 500,00 €
	Montant total	47 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002154

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MON PAYS DEMON DE FER DE JUDE RATNAM - SISTER PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 37 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SISTER PRODUCTIONS
Adresse administrative : LA FONTAINE GALINEAU
33390 BERSON
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MARGUERITE GIRE, Autre

Objet : NC

N° SIRET : 53330756700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : MON PAYS, DEMON DE FER
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisateur : Jude Ratnam
Auteurs : Jude Ratnam et Isabelle Marina

Producteur : Sister Productions
Budget prévisionnel du film : 269 417 €
Durée du film : 90 mn

Résumé : En remontant dans le train rouge de son enfance, Le démon de fer, qui symbolise l'exode de sa famille, Jude Ratnam, le réalisateur, traverse son pays du Sud au Nord, remontant vers les zones les plus violentes de son histoire récente pour évoquer la folie qui a conduit la guérilla tamoule au terrorisme.

Commentaires : Jude Ratnam est un réalisateur Tamoul de 34 ans qui vit à Colombo au Sri Lanka. Il a déjà réalisé quelques films courts diffusés sur les télévisions locales sri-lankaises. En 2006, il monte sa société de production et commence à travailler sur MON PAYS, DEMON DE FER. La société Sister Productions s'engage sur le projet dès 2010.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 8 DECEMBRE 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	209 537,00	77,77%
Finalisation	59 880,00	22,23%
Total	269 417,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Sister productions	30 417,00	11,29%
CNC aide au dév (acquis)	18 000,00	6,68%
Procirep (acquis)	6 000,00	2,23%
Arte - La lucarne (sollicité)	45 000,00	16,70%
IDFA bertha fund production (acquis)	40 000,00	14,85%
CNC - ACM (sollicité)	37 000,00	13,73%
Région Aquitaine - production (acquis)	20 000,00	7,42%
Région Ile-de-France (sollicité)	45 000,00	16,70%
Coproduction Sri-Lanka - KRITTI (acquis)	5 000,00	1,86%
Jan Vrijman fund -dév & prod (acquis)	23 000,00	8,54%
Total	269 417,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	42 000,00 €
	Montant total	42 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002157

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : LOWER HEAVEN DE EMAD ALEEBRAHIM DEHKORDI - LA LUNA PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LUNA PRODUCTIONS
Adresse administrative : 28 RUE DE LA CHAPELLE
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur SEBASTIEN HUSSENOT, PRODUCTEUR

Objet : NC

N° SIRET : 39524002100042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 25 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : LOWER HEAVEN
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateur : Emad Aleebrahim Dehkordi
Auteur : Emad Aleebrahim Dehkordi

Producteur : LA LUNA PRODUCTIONS
Budget prévisionnel du film : 43 311 €
Durée du film : 20mn

Résumé : 3 jours dans la vie de 2 frères afghans sans-papiers, récemment arrivés en Iran, qui voient leur destin basculer alors même qu'une vie meilleure semblait s'ouvrir à eux.

Commentaires : Iranien d'origine, le réalisateur a fait des études de cinéma à l'université de Téheran puis au Fresnoy et aux Gobelins en France. Il est déjà l'auteur de plusieurs oeuvres vidéos mais aussi de courts métrages de fiction et documentaire.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 12 DECEMBRE 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	29 781,00	68,76%
Finalisation	13 530,00	31,24%
Total	43 311,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
La Luna (numéraire)	9 311,00	21,50%
Coproduction iran - PB Prod (acquis)	7 000,00	16,16%
Région Ile-de-France (sollicité)	12 000,00	27,71%
France TV (sollicité)	15 000,00	34,63%
Total	43 311,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	13 500,00 €
	Montant total	13 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002159

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CHAQUE MUR EST UNE PORTE DE ELITZA GUEORGUIEVA - LES FILMS DU BILBOQUET

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES FILMS DU BILBOQUET
Adresse administrative : 76 BIS BOULEVARD BARBES
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Luc MICHEL

Objet : NC

N° SIRET : 53523865300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 28 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : CHAQUE MUR EST UNE PORTE
Nature du film : court métrage documentaire
Réalisatrice : Elitza Gueorguieva

Auteure : Elitza Gueorguieva
Producteur : Les films du bilboquet
Budget prévisionnel du film : 99 441 €
Durée du film : 52mn

Résumé : A travers VERSION M, singulière émission de télévision diffusée en Bulgarie dans les années 90, la réalisatrice nous parle de la transition d'un pays qui quitte le monde soviétique et se confronte à la démocratie.

Commentaires : Elitza Gueorguieva a suivi des études de cinéma à Paris (Paris VIII et les ateliers documentaire de la Fémis). Elle a déjà réalisé plusieurs courts métrages documentaires. Elle est également l'auteur d'un 1er roman paru en septembre 2016 LES COSMONAUTES NE FONT QUE PASSER.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 12 DECEMBRE 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	78 513,00	78,95%
Finalisation	20 928,00	21,05%
Total	99 441,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Les films du Bilboquet (numéraire et participation)	19 514,00	19,62%
Lyon TV (acquis)	15 127,00	15,21%
CNC cosip sélectif (acquis)	28 000,00	28,16%
Procirep (acquis)	10 800,00	10,86%
Région Ile-de-France (sollicité)	20 000,00	20,11%
Coproduction bulgarie - Studia Vreme (acquis)	3 000,00	3,02%
Ventes TV (sollicité)	3 000,00	3,02%
Total	99 441,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	35 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002162

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : HORACE DE BENOIT BOUTHORS - GEKO FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GEKO FILMS
Adresse administrative : 336 RUE SAINT HONORE
75001 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 52354724800048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 25 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : HORACE
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateur : Benoit Bouthors
Auteur : Benoit Bouthors
Producteur : GEKO FILMS
Budget prévisionnel du film : 76 000 €

Durée du film : 30mn

Résumé : Horace, jeune Corse de 17 ans perd son chien. Lui et ses amis pensent savoir qui est le coupable et décident d'aller le récupérer...

Commentaires : Jeune cinéaste, Benoit Bouthors a suivi des études de cinéma à la Sorbonne nouvelle et réalise entre 2011 et 2013, 3 courts métrages qu'il autoproduit. En 2015, TONY, fiction de 20mn, est produit par le GREC et l'IUT de Corse et obtient le prix du public au festival les Nuits MED.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 12 DECEMBRE 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	54 585,00	71,82%
Finalisation	21 415,00	28,18%
Total	76 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Geko Films	7 000,00	9,21%
Coproduction Stanley White	11 000,00	14,47%
Région Corse (acquis)	35 000,00	46,05%
France3 corse (acquis)	5 000,00	6,58%
Région Ile-de-France (sollicité)	18 000,00	23,68%
Total	76 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-127

DU 8 MARS 2017

AFFECTATION PROVISIONNELLE 2017 POUR LE DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE EN REGION.

AFFECTATION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT 2017 POUR LE DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE EN REGION

ADHESION A LA FONDATION DU PATRIMOINE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la propriété intellectuelle ;

VU Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2017 ;

VU L'avis émis par la commission des finances ;

VU L'avis émis par la commission de la culture ;

VU Le rapport CP 2017-0127 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de **150 700 €**, disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « connaissance et développement du patrimoine » du budget 2017, dans le cadre des actions du programme 2017 notamment les journées du patrimoine.

Article 2 :

Décide d'adhérer pour l'année 2017 à la Fondation du patrimoine et de verser la cotisation de 15 000 € pour l'année 2017. Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **15 000 €** sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « connaissance et développement du patrimoine » du budget 2017.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **370 300 €,** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 (131004) « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2017 pour la réalisation d'opérations de valorisation du patrimoine notamment les publications du service.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-066

DU 8 MARS 2017

LA POLITIQUE REGIONALE DE SANTE

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTION REGIONALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTE

PREMIERE AFFECTATION

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article 4221-1 ;

VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU la délibération n°CR 23-10 du 18 juin 2010 relative à la politique régionale de santé et la création d'un parcours d'autonomie des jeunes – aide régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et étudiants boursiers ;

VU la délibération n°CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération CR 97-16 du 17 juin 2016 relative à l'orientation pour une politique régionale de prévention santé en faveur des jeunes ;

VU la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 relative à l'adoption des conventions-type relatives aux participations régionales aux opérations, projets et programmes triennaux ;

VU la délibération n°CP 13-575 du 11 juillet 2013 relative à l'approbation des conventions relatives aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des étudiants franciliens boursiers des échelons 0 à 4 avec les CROUS franciliens et les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP ;

VU la délibération n°CP 13-830 du 20 novembre 2013 relative à l'approbation de la convention relative aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des jeunes franciliens inscrits dans un des dispositifs du service public régional de formation et d'insertion professionnelle ou dans un centre de formation d'apprentis avec Harmonie Mutuelle ;

VU la délibération n° CP 14-275 du 10 avril 2014 portant approbation de la convention type relative au contrat régional d'exercice sanitaire – appui aux praticiens ;

VU la délibération n° CP 14-659 du 17 octobre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine de la santé comprenant des opérations relatives à l'appel à projets « prévention des risques liés aux troubles et au manque de sommeil chez les jeunes » ;

VU la délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 portant approbation de la convention type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;

VU la délibération n°CP 15-629 du 8 octobre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention relative aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des jeunes franciliens inscrits dans un des dispositifs du service public régional de formation et d'insertion professionnelle ou dans un centre de formation d'apprentis ;

VU la délibération n°CP 16-424 du 21 septembre 2016 relative à l'approbation des conventions relatives aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des étudiants franciliens boursiers des échelons 0 à 4 avec les CROUS franciliens et les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP ;
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;
VU l'avis de la commission des finances ;
VU l'avis de la commission de la santé ;
VU le rapport CP 2017-066 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux»

Décide de participer au titre du programme « *Renforcement de l'offre de soins* » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **160.513,38 €**.

Subordonne le versement des subventions relatives aux structures d'exercice collectif à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions relatives aux contrats régionaux d'exercice sanitaires à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP 14-275 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **160.513,38 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* » - Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dispositif « Aide à la mutuelle des étudiants » - SMEREP

Attribue une subvention de **220.692,54 €** au bénéficiaire SMEREP pour le remboursement de l'avance opérée pour la prise en charge de la couverture santé complémentaire pour l' année universitaire 2015-2016, à hauteur de 100 € maximum par étudiant boursier (échelon 0 à 4) et par année universitaire, sur la base d'un état récapitulatif, correspondant à 2.237 adhésions, effectuées entre le 1er juillet 2016 et le 31 décembre 2016 affecte un montant d'autorisation d'engagement de **220.692,54 €** sur l'action 141 001 06 "Aide à la mutuelle des étudiants" du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « Santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dispositif « Aide à la mutuelle des étudiants » - HARMONIE MUTUELLE

Attribue une subvention de **400 €** au bénéficiaire HARMONIE MUTUELLE pour le remboursement de l'avance opérée pour la prise en charge de la couverture santé complémentaire pour l'année 2016-2017, à hauteur de 100 € maximum par jeune apprenti ou en insertion et par an, sur la base d'un état récapitulatif, correspondant à 4 adhésions, pour la période du 1er au 30 septembre 2016 et affecte un montant d'autorisation d'engagement de **400 €** sur l'action 141 001 06 "Aide à la mutuelle des étudiants" du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Tableau des dérogations pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier (1)	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002385	Aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Montereau-sur-Yonne (77)	DOCTEUR MOUHALA AMMAR	01/01/2017
17002633	Mise en place d'un projet expérimental pour la mise en place d'ateliers de prévention et de repérage des troubles du sommeil - REAFFECTATION -	ASSOCATION RESSOURCES CENTRE D'ACCUEIL	17/10/2014

Article 5 : Programme «Prévention et éducation à la santé» - Dispositif « Bourse régionale d'aide à l'installation médicale »

Décide de participer au titre du programme «*Prévention et éducation à la santé*», au financement de bourses régionale d'aide à l'installation médicale par l'attribution d'allocations de fin d'études d'un montant maximum prévisionnel de **700 €** par mois et par bénéficiaire, pour une durée maximale de 24 mois.

Subordonne le versement de ces allocations à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°13-830 de la Commission permanente du 20 novembre 2013 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **90.000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « *Prévention et éducation à la santé* » - Action 141 001 07 «Bourse régionale d'aide à l'installation médicale » du budget 2017.

Article 6 : Réaffectation d'une subvention

Décide de réaffecter une subvention d'un montant maximum de 20.000 euros au bénéfice de l'association Ressources pour son projet « Mise en place d'un projet expérimental d'ateliers de prévention et de repérage des troubles du sommeil », attribuée par délibération n° CP 14-659 du 17 octobre 2014 (Dossier 14014735), et conformément à la fiche projet jointe en annexe 2.

Affecte une autorisation d'engagement de **20.000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 03 « Fonds de prévention santé jeunes » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-066	Budget	2017

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100103 - Fonds de prévention santé jeunes**

Dispositif : N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades

Dossier	17002633 - Mise en place d'un projet expérimental pour la mise en place d'ateliers de prévention et de repérage des troubles du sommeil - REAFFECTATION -			
Bénéficiaire	R22025 - RESSOURCES CTRE ACCUEIL RESSOURCES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 111,00 €	TTC	39,13 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	20 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100103	20 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100106 - Aide à la mutuelle des étudiants**

Dispositif : N° 00000790 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire

Dossier	17002538 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens			
Bénéficiaire	R38420 - SMEREP SOC MUTUALISTE ETUDIANTS REGION PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	220 692,54 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 692,54 €	TTC	100 %	220 692,54 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-066	Budget	2017

Dossier	17002548 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des jeunes franciliens apprentis ou en insertion			
Bénéficiaire	P0029676 - HARMONIE MUTUELLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400,00 €	TTC	100 %	400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000790 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	221 092,54 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100106	221 092,54 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141002 - Renforcement de l'offre de soins**
Action	**14100203 - Fonds régional de résorption des déserts médicaux**

Dispositif : N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif

Dossier	17000100 - Equipement d'un centre de santé polyvalent à Brétigny-sur-Orge (91)			
Bénéficiaire	P0035891 - APSB - ASSOCIATION DE PROMOTION DE LA SANTE DE BRETIGNY-SUR-ORGE (91)			
Localisation	BRETIGNY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	106 822,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
213 644,00 €	TTC	50 %	106 822,00 €	

Dossier	17000324 - Rénovation du service radiologie du centre municipal de santé de Goussainville (95).			
Bénéficiaire	R127 - COMMUNE DE GOUSSAINVILLE			
Localisation	GOUSSAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 590,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 529,00 €	HT	35,96 %	37 590,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif	144 412,00 €

Dispositif : N° 00000792 - Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-066	Budget	2017

Dossier	17000099 - Equipement d'un cabinet médical en vue de l'installation d'une sage-femme sur la commune de Saint-Pathus (77)				
Bénéficiaire	P0035889 - MOULY SOPHIE				
Localisation	SAINT-PATHUS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	7 038,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 076,00 €	TTC		50 %	7 038,00 €	

Dossier	17000114 - Délocalisation extension, travaux et équipement de sécurisation d'un cabinet paramédical (Kiné) dans la résidence « le clos des tournelles » à L'Haÿ-les-Roses (94)				
Bénéficiaire	P0035924 - CHAUVEHEID ISABELLE				
Localisation	L HAY-LES-ROSES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 787,88 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 575,75 €	TTC		50 %	2 787,88 €	

Dossier	17002385 - aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Montereau-Fault-Yonne (77)				
Bénéficiaire	P0036142 - DOCTEUR MOUHALA AMMAR				
Localisation	MONTEREAU-FAULT-YONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	6 275,50 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 551,00 €	TTC		50 %	6 275,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000792 - Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	16 101,38 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141002 - 14100203	160 513,38 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000324

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RENOVATION DU SERVICE RADIOLOGIE DU CENTRE MUNICIPAL DE SANTE DE GOUSSAINVILLE (95).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	104 529,00 €	35,96 %	37 590,00 €
	Montant Total de la subvention		37 590,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUSSAINVILLE
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA CHARMEUSE
95190 GOUSSAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain LOUIS, Maire

N° SIRET : 21950280400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : rénovation du service radiologie du centre municipal de santé de Goussainville (95).

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'existence d'un centre municipal de santé (CMS) à Goussainville répond à une double problématique :
- une problématique de démographie médicale se manifestant par une faible représentation de la médecine générale, des secteurs paramédicaux et l'absence de certains spécialistes ;
- une problématique sociale forte : 52% des foyers fiscaux sont non imposables et 25% de la population vit dans un ménage à bas revenus.
Le CMS a accueilli près de 10.000 patients en 2015 pour un nombre total de passages de 32.507. Il propose également une séance mensuelle gratuite de vaccination, participe aux campagnes de dépistage et à l'éducation thérapeutique des malades (asthme et diabète).

Compte tenu de la population vieillissante, les besoins en imagerie médicale sont croissants : ces besoins

ciblent une meilleure prévention, un diagnostic de plus en plus précoce et un suivi thérapeutique personnalisé. Par ailleurs la commune est confrontée au prochain départ du seul radiologue libéral de son territoire. Face à cette situation, la mairie souhaite investir :
- en réaménageant intégralement le centre de santé afin d'y créer des salles de radiologie supplémentaires ;
- en investissant dans un matériel de qualité (radiologie numérique) permettant un accès plus précis et rapide au diagnostic.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Goussainville.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention, d'un montant total de 37.590 € se décompose ainsi :

- Dépense subventionnable travaux : 58.696 €
- Taux appliqué : 25%
- Montant de la subvention : 14.674 €

- Dépense subventionnable équipements : 45.833 €
- Taux appliqué : 50%
- Montant de la subvention : 22.916 €

Localisation géographique :
- GOUSSAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	58 696,00	56,15%
Equipements	45 833,00	43,85%
Total	104 529,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	37 590,00	35,96%
Fonds propres	66 939,00	64,04%
Total	104 529,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 590,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	28 890,00 €
2014	Chantiers solidarité	10 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	35 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	29 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	19 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	177 585,00 €
	Montant total	299 475,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000100

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EQUIPEMENT D'UN CENTRE DE SANTE POLYVALENT A BRETIGNY-SUR-ORGE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	213 644,00 €	50,00 %	106 822,00 €
	Montant Total de la subvention		106 822,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APSB - ASSOCIATION DE PROMOTION DE LA SANTE DE BRETIGNY-SUR-ORGE (91)
Adresse administrative : 46 RUE DE LA MAIRIE 91220 BRETIGNY SUR ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RICHARD BOUTON, Directeur

Date de publication au JO : 14 janvier 2014

N° SIRET : 80019065400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : équipement d'un centre de santé polyvalent à Brétigny-sur-Orge (91)

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La municipalité de Bretigny-sur-Orge, soucieuse de maintenir sur son territoire une offre en soins de santé primaire suffisante, a choisi de créer, avec la communauté d'agglomération du Val d'Orge, l'association de promotion de la santé de Brétigny-sur-Orge (APSBS) pour la création d'un centre de santé.
Le centre de santé, dentaire à l'origine, a débuté ses activités en février 2014 sur un site provisoire avant une installation commune avec la maison de santé pluridisciplinaire de la ville dans un même bâtiment à l'été 2017. Or la démographie médicale de Bretigny-sur-Orge s'est brutalement aggravée en mai 2016 lorsque 5 médecins généralistes de la commune ont décidé de faire valoir leurs droits à la retraite. La MSP ne pouvant intégrer qu'un seul médecin supplémentaire, la municipalité, par l'intermédiaire de

l'APSB, a décidé de faire évoluer le centre de santé dentaire en centre médico-dentaire avec la création de deux cabinets de médecine générale et le recrutement d'un orthoptiste, profession également en forte tension.
La demande de subvention concerne l'acquisition de l'équipement des deux cabinets de médecin généraliste et de celui d'orthoptiste, ainsi que du matériel dentaire.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Brétigny-sur-Orge, le Plessis-Pate et Leuville-sur-Orge, soit 35.000 personnes.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	213 644,00	100,00%
Total	213 644,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	106 822,00	50,00%
Conseil départemental (EC)	40 000,00	18,72%
Fonds propres	66 822,00	31,28%
Total	213 644,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	106 822,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000099

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EQUIPEMENT D'UN CABINET MEDICAL EN VUE DE L'INSTALLATION D'UNE SAGE-FEMME SUR LA COMMUNE DE SAINT-PATHUS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	14 076,00 €	50,00 %	7 038,00 €
	Montant Total de la subvention		7 038,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOULY SOPHIE
Adresse administrative : 9 RUE DU PUITS
60300 MONT L EVEQUE
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame SOPHIE MOULY

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : équipement d'un cabinet médical en vue de l'installation d'une sage-femme sur la commune de Saint-Pathus (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du fonds régional de résorption des déserts médicaux et apporte ainsi un soutien financier à l'installation de Mme Sophie MOULY, sage-femme, dans la commune de Saint-Pathus (77).

La commune de Saint-Pathus est répertoriée comme territoire fragile au titre de la démographie médicale et paramédicale dans le zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en mars 2015.

Description :
Mme Sophie MOULY, souhaite acquérir des équipements matériels pour son cabinet de sage-femme, dans un local mis à disposition au sein du pôle santé créé par la mairie à Saint-Pathus, en collaboration

avec un médecin généraliste, deux infirmières, trois kinésithérapeutes, un psychologue, un podologue pédicure et un ostéopathe.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : achat de divers équipements matériels nécessaires à la mise en place du cabinet de sage-femme.
Elle souhaite également acquérir le matériel nécessaire à son installation et à l'exercice de sa discipline :
- mobilier : bureau, meuble de rangement, chaises ; 2 plans de travail, caissons, bibliothèque, un tabouret
- matériel bureautique : ordinateur, imprimante ;
- matériel médical : divan d'examen, balances bébé et adulte, toise, tapis de gym, appareil de rééducation périnéal, tensiomètre, stéthoscope, lumière bleue, dop tom.

L'arrivée de cette professionnelle de santé va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Saint-Pathus (77).

Intérêt régional : Renforcement de l'accès aux soins dans une zone fragile au titre de la démographie médicale.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui des femmes et jeunes femmes à partir de 12 ans sur la commune de Saint-Pathus et ses environs au titre de la périnatalité.

La patientèle est estimée à 6000 femmes et jeunes filles par an soit 20 à 25 consultations estimées par jour.

Détail du calcul de la subvention :
Madame Sophie MOULY sollicite la Région au titre de l'équipement :

Montant de la base subventionnable = 14.076 €

Le maître d'ouvrage est un professionnel de santé : taux maximum = 50%
Montant de subvention maximum = 7.038 €
Taux d'intervention : 50,00%

Localisation géographique :
- SAINT-PATHUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements matériels et mobiliers	14 076,00	100,00%
Total	14 076,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 038,00	50,00%
Fonds propres	7 038,00	50,00%
Total	14 076,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 038,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000114

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DELOCALISATION EXTENSION, TRAVAUX ET EQUIPEMENT DE SECURISATION D'UN CABINET PARAMEDICAL (KINE) DANS LA RESIDENCE « LE CLOS DES TOURNELLES » A L'HAŸ-LES-ROSES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	5 575,75 €	50,00 %	2 787,88 €
	Montant Total de la subvention		2 787,88 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAUVEHEID ISABELLE
Adresse administrative : 37 RUE VALLEE AUX RENARDS
94240 L HAY-LES-ROSES
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame ISABELLE CHAUVEHEID

Objet : Kinésithérapeute

N° SIRET : 33223399800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : délocalisation extension, travaux et équipement de sécurisation d'un cabinet paramédical (Kiné) dans la résidence « le clos des tournelles » à L'Haÿ-les-Roses (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Région apporte un soutien financier à l'installation de mesdames Isabelle CHAUVEHEID et Mme Sidonie VALLET masseuses-kinésithérapeutes installées séparément sur la commune de l'Haÿ-les-Roses (94), située dans un territoire classé déficitaire au titre de la démographie médicale et paramédicale conformément au zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France.

Devant la très forte demande de soins, elles ont décidé de s'associer et de louer un local plus grand pour

développer leur activité.

Ce local nécessite de très gros travaux de transformation, de sécurisation et de mise en conformité.

Description :
Le cabinet de masseuses-kinésithérapie de mesdames Isabelle CHAUVEHEID et Sidonie VALLET est implanté dans la résidence "Le clos des Tournelles" à l'Haÿ-les-Roses (94).

Il s'agit d'un ancien local commercial vétuste de 185 m2 de plain-pied, les installations sont à créer intégralement, situé en plein centre ville à proximité de tous les organes municipaux et des transports.

Elles envisagent de recruter 4 praticiens supplémentaires.

Moyens mis en œuvre :
Travaux et équipements de mise en sécurité du local.

Public(s) cible(s) :
Habitants de la commune de l'Haÿ-les-Roses (94).

Détail du calcul de la subvention :
La demande de subvention porte sur des travaux de sécurisation (plafond = 15 000€)
Le maître d'ouvrage est un professionnel de santé : Le taux maximum = 50%

Détails du calcul de la subvention :

Base subventionnable = 5.575,75 €
Taux d'intervention = 50,00 %
Montant de subvention maximum = 2 787,88 €

Localisation géographique :
- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de mise en sécurisation	5 575,75	100,00%
Total	5 575,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 787,88	50,00%
Fonds propres	2 787,87	50,00%
Total	5 575,75	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 787,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002385

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS EN VUE DE L'INSTALLATION D'UN PRATICIEN EN MEDECINE GENERALE DANS LA COMMUNE DE MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	12 551,00 €	50,00 %	6 275,50 €
	Montant Total de la subvention		6 275,50 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DOCTEUR MOUHALA AMMAR
Adresse administrative : 64 AVENUE DE FONTAINEBLEAU
77250 VENEUX-LES-SABLONS
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur Ammar MOUHALA

Objet : Médecin généraliste

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Montereau-Fault-Yonne (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le docteur Ammar MOUHALA a commencé en urgence les travaux d'aménagement nécessaires à son installation à compter de janvier 2017 afin de pouvoir commencer son activité en février 2017.

Objectifs :
Dans le cadre du fonds régional de résorption des déserts médicaux la Région apporte un soutien financier à l'installation du docteur Ammar MOUHALA, médecin généraliste, dans la commune de Montereau-Fault-Yonne (77).

La commune de Montereau-Fault-Yonne (77) est répertoriée comme territoire déficitaire au titre de la démographie médicale et paramédicale dans le zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en mars 2015.

Description :
Le docteur Ammar MOUHALA, souhaite effectuer l'aménagement et l'équipement d'un local afin d'y créer un espace de consultations.

Il souhaite également acquérir le matériel nécessaire à son installation et à l'exercice de sa discipline :
- mobilier : bureau, fauteuil, meuble de rangement, chaises ;
- matériel bureautique : ordinateur, imprimante ;
- matériel médical : divan d'examen, tensiomètre, stéthoscope, otoscope.

L'arrivée de ce professionnel de santé va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Montereau-Fault-Yonne (77).

Intérêt régional : Renforcement de l'accès aux soins dans une zone déficitaire au titre de la démographie médicale.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui de la population de la ville de Montereau-Fault-Yonne (77)

La patientèle est estimée à 4000 personnes par an dont 2000 bénéficiaires de la CMU.

Détail du calcul de la subvention :
Le docteur Ammar MOUHALA sollicite la Région au titre de travaux et d'équipement :

Montant de la base subventionnable : 12.551 €
Le maître d'ouvrage est un professionnel de santé : taux maximum d'intervention 50%
Montant de subvention 6.275.50 €

Localisation géographique :
- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	12 551,00	100,00%
Total	12 551,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 275,50	50,00%
Fonds propres	6 275,50	50,00%
Total	12 551,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 275,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002633

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MISE EN PLACE D'UN PROJET EXPERIMENTAL POUR LA MISE EN PLACE D'ATELIERS DE PREVENTION ET DE REPERAGE DES TROUBLES DU SOMMEIL - REAFFECTATION -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	51 111,00 €	39,13 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESSOURCES CTRE ACCUEIL RESSOURCES
Adresse administrative : 6 AV JULES VALLES 91200 ATHIS MONS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DENIS JOUTEAU, Président

Date de publication au JO : 15 avril 1992

N° SIRET : 38757695200023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : mise en place d'un projet expérimental pour la mise en place d'ateliers de prévention et de repérage des troubles du sommeil

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : il s'agit d'une réaffectation de la délibération CP 14-659 du 17 octobre 2014, la demande n'ayant pu être traitée dans les délais.

Objectifs :
L'association RESSOURCES est une association connue et reconnue dans le domaine des addictions. Le projet expérimental proposé par la structure sera adossé au CSAPA et plus spécifiquement aux consultations jeunes consommateurs, il s'agira de réaliser une action de prévention précoce et de

traitement des troubles du sommeil.

Considérant que les adolescents ont des difficultés à s'inscrire dans la régularité et à faire des démarches, l'action a été conçue dans "l'aller vers". Six sites partenaires régulièrement fréquentés par les adolescents et correspondants à des réalités de vies différentes ont été ciblés.

A travers cette action l'association RESSOURCES vise à intervenir précocement sur les troubles du sommeil pour éviter les risques d'addiction aux psychotropes, d'une cyberaddiction et les conséquences psycho-sociales inhérentes. Elle pourra repérer à travers la manifestation de troubles du sommeil les signes de difficultés nécessitant un travail d'orientation vers le soin. Le projet permettra d'aider les adolescents à trouver d'autres moyens que les psychotropes ou la cyberaddiction pour lutter contre leurs troubles du sommeil. Il leur donnera les moyens de de prendre conscience des origines de leurs troubles du sommeil.

Description :
Le projet propose la mise en place d'atelier sur site mené par un animateur formé aux techniques de la relaxation, du théâtre forum, d'improvisation et aux jeux comme outils de médiation du message préventif, et d'une psychologue clinicienne formée au psychodrame.

Dans ce cadre 5 séries d'ateliers successifs seront proposés sur chacun des six sites retenus. Un maximum de 10 adolescents par ateliers seront acceptés, les entrées et sorties seront autorisées entre les différentes phases.

L'atelier se déroulera sur une heure trente et se découpera en trois temps :
- Temps n°1 : Les jeux collectifs de détente pour prendre conscience de son corps
- Temps n°2 : Le théâtre d'improvisation pour faciliter la verbalisation.
- Temps n°3 : La relaxation pour évacuer les tensions.

A l'issue de la première séance, chaque adolescent part avec un questionnaire d'auto-évaluation permettant de caractériser la nature individuelle des troubles du sommeil et d'alimenter la réflexion de l'adolescent pour le prochain atelier.

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 14-659 du 17 octobre 2014 (aide 14014735), d'un soutien régional à hauteur de 20 000€. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : animateur formé aux techniques de relaxation, de théâtre et une psychologue clinicienne.
Moyens de communication.
Matériels divers dont matériel de relaxation.

Intérêt régional : APPEL A PROJETS 2014 : Prévention des risques liés aux troubles et au manque de sommeil chez les jeunes.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes fréquentant les sites:
- la mission locale Nord Essonne
- le foyer Draveil
- le collège Delalande à Juvisy sur Orge
- le lycée Ader à Juvisy sur Orge
- le centre de planification familial Rol Tanguy à Grigny
- la maison de quartier Eole à Savigny sur Orge

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 600,00	12,91%
communication et services externes	3 418,00	6,69%
frais de personnel	41 093,00	80,40%
Total	51 111,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	39,13%
ARS	28 111,00	55,00%
Fonds propres	3 000,00	5,87%
Total	51 111,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002538

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AIDE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE DES ETUDIANTS FRANCILIENS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	220 692,54 €	100,00 %	220 692,54 €
	Montant Total de la subvention		220 692,54 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100106- Aide à la mutuelle des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMEREP SOC MUTUALISTE ETUDIANTS REGION PARIS
Adresse administrative : 28 RUE FORTUNY 75017 PARIS 17
Statut Juridique : Mutuelle
Représentant : Monsieur Joffrey HOUDOUX, Président

Objet : MUTUELLE

N° SIRET : 77568478000023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens

Objectifs :
La Région a mis en place, conformément à la délibération CR 23-10 du 17 juin 2010, un dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et les étudiants boursiers via un partenariat avec les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP.
L'objectif de la Région est de favoriser l'accès à une complémentaire santé des étudiants boursiers, et ainsi d'améliorer l'accès aux soins de ce public.

Description :
La Région soutient les étudiants boursiers au titre des échelons 0 à 3 du barème de ressources, ainsi que ceux situés à l'échelon 4 sous condition de revenu.
La Région contribue à hauteur de 100 € maximum par étudiant et par an, montant éventuellement proratisé en fonction de la durée d'adhésion, pour l'acquisition d'une complémentaire santé. Ce montant

correspond à une complémentaire santé étudiante qui couvre 100% des soins et remboursement des médicaments et analyses.

Dans le cadre d'une convention passée avec les deux mutuelles étudiantes, la LMDE et la SMEREP, la Région procède au remboursement de ce forfait, sur la base de la transmission d'une liste des adhérents éligibles avec le montant de leur adhésion.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention encadrant ce dispositif, la subvention concerne une période antérieure à la CP sur laquelle le montant est voté, puisque le versement s'effectue sur la base du récapitulatif des adhésions souscrites sur la période.

Ce dossier concerne le remboursement d'un montant total de 220.692,54 € se décomposant ainsi :
- le remboursement des adhésions à la SMEREP effectuées entre 1er juillet 2016 et le 31 décembre 2016 pour l'année universitaire 2016-2017, représentant 2.199 étudiants pour un montant total de 217.828,40 €
- le remboursement d'adhésions non transmises aux services régionaux pour les années universitaire 2014-2015 et 2015-2016, représentant 31 étudiants pour un montant total de 2.864,14 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	220 692,54 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	260 384,47 €
2015	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	148 700,75 €
2016	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	267 211,70 €
	Montant total	704 429,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002548

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AIDE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE DES JEUNES FRANCILIENS APPRENTIS OU EN INSERTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	400,00 €	100,00 %	400,00 €
	Montant Total de la subvention		400,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100106- Aide à la mutuelle des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HARMONIE MUTUELLE
Adresse administrative : 23 BD JEAN JAURES
45025 ORLEANS CEDEX
Statut Juridique : Mutuelle
Représentant : GUY HERRY, Président

Objet : MUTUELLE

N° SIRET : 53851847302843

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des jeunes franciliens apprentis ou en insertion

Objectifs :
La Région a mis en place, conformément à la délibération CR 03-12 du 27 septembre 2012, un dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les jeunes franciliens apprentis ou en insertion. A l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, la Région a ainsi signé une convention avec Harmonie Mutuelle.
L'objectif de la Région est de favoriser l'accès à une complémentaire santé des jeunes apprentis ou en insertion afin d'améliorer l'accès aux soins de ce public.

Description :
La Région contribue à hauteur de 100€ par étudiant pour l'acquisition d'une complémentaire santé. Ce montant correspond au montant de l'offre de base d'Harmonie Mutuelle qui couvre 100% des soins et remboursement des médicaments.

Dans le cadre de la convention passée avec la mutuelle Harmonie Mutuelle, la Région procède au remboursement de ce forfait sur la base de la transmission d'une liste des adhérents éligibles avec le montant de leur adhésion.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention encadrant ce dispositif, la subvention concerne une période antérieure à la CP sur laquelle le montant est voté, puisque le versement s'effectue sur la base du récapitulatif des adhésions souscrites sur la période.
Le présent dossier concerne le remboursement des adhésions auprès d'Harmonie Mutuelle effectuées entre le 1er et le 30 septembre 2016, représentant 4 dossiers pour un montant de 400 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	2 400,00 €
2015	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	10 500,00 €
2016	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	14 100,00 €
	Montant total	27 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-067

DU 8 MARS 2017

PLAN REGIONAL POUR L'EGALITE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP(S) ET DES PERSONNES VALIDES - REVISION ANNUELLE AGENDA 22 DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE 2015-2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU la Résolution 48/95 adoptée le 20 décembre 1993 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies «Règles pour l'égalisation des chances des Handicapés »

VU la Convention relative aux droits des personnes handicapées adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 décembre 2006

VU le Code Général des collectivités territoriales

VU La loi 2005-102 du 11 février 2005 « Pour l'égalité des droits et chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées »

VU La loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

VU L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des ERP, IOP, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de voirie pour les personnes handicapées

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 41-10 du 18 novembre 2010 portant création du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à « La politique sociale régionale »

VU La délibération n°CR 11-14 du 13 février 2014 portant création de l'Agenda 22 du conseil régional d'Ile-de-France – Plan régional pour l'égalité entre personnes en situation de handicap(s) et personnes valides

VU la délibération n°CP 15-494 du 9 juillet 2015 - Agenda 22 du conseil régional d'Ile-de-France Plan régional pour l'égalité des personnes en situation de handicap(s) et les personnes valides – 1ère révision annuelle

VU L'avis du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France du 7 décembre 2016

VU l'avis de la Commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la Commission des Finances ;

VU Le rapport CP 2017-067 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Approuve la révision annuelle du plan d'actions relatif à la mise en œuvre de l'Agenda 22 du Conseil régional d'Ile-de-France adopté par la délibération n° CR 11-14 du 13 février 2014 modifiée, figurant aux annexes 1 et 2 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE AU RAPPORT N°1
L'AVIS DU
CONSEIL CONSULTATIF DU HANDICAP

Conseil consultatif du handicap

Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France (CCH)

Avis sur le rapport CP 16-537 - PLAN REGIONAL POUR L'EGALITE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP(S) ET DES PERSONNES VALIDES - REVISION ANNUELLE AGENDA 22 DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE 2015-2016

Le Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France s'est réuni dans sa nouvelle composition les 3 novembre et 7 décembre 2016.
La Présidente de Région a désigné Pierre Deniziot, conseiller régional spécial en charge du handicap, comme Président de cette instance et Farida Adlani, Vice-Présidente en charge de l'action sociale, de la santé et de la famille, comme sa Vice-présidente.

La séance du 7 novembre était plus consacrée à l'examen de la révision 2015-2016 de l'Agenda 22 du Conseil régional d'Ile-de-France.

La reconnaissance de la démarche transversale

L'Agenda 22 a pour objectif l'animation, le suivi et l'évaluation d'une démarche transversale, prenant en compte la définition du handicap par l'Organisation Mondiale de la Santé comme «le produit de l'interaction entre les facteurs personnels et sociaux d'un individu et les facteurs environnementaux», dans son rapport mondial sur le handicap de 2011.
Il se place dans une conception d'accessibilité universelle : comme cela a été souligné en séance, toute amélioration dans l'accès d'un service ou à un équipement pour les personnes en situation de handicap est aussi un progrès dans l'accès de tout public à ce service ou cet équipement.
L'association de représentants des personnes en situation de handicap à l'évaluation des besoins, à la définition des objectifs et au suivi des réalisations, est un garant de la cohérence et de l'efficacité de la démarche.

Un débat riche et argumenté a permis de dégager des préconisations

Parmi les nombreuses contributions des membres du CCH, 4 sujets ont retenu plus particulièrement leur attention.

Les transports

L'accessibilité des transports conditionne l'accès à l'emploi, à la culture, au sport, aux loisirs, à toute la vie citoyenne. Si des progrès sont sensibles, notamment dans le réseau Bus de la RATP, il apparaît nécessaire de réfléchir aux enjeux de demain, notamment

dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024 et d'actualiser le Schéma Directeur d'accessibilité en ce sens.
La réflexion sur l'élaboration d'un dispositif Pour Aider à la Mobilité (PAM) 3 doit prendre en compte la nécessaire ponctualité, une plus grande réactivité aux demandes, la formation des chauffeurs à l'accueil de personnes en situation de handicap, à la possibilité de circuler d'un département à l'autre de la région et d'élargir son utilisation au-delà des trajets pour l'emploi et pour l'accès aux soins.
L'ensemble des handicaps doit être pris en compte.

Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH)
La refonte du dispositif de soutien régional aux fonds de compensation du handicap a suscité un grand intérêt, la Région Ile-de-France étant la seule Région de France à apporter ainsi sa contribution financière, non obligatoire de par ses compétences.
Comment améliorer l'intervention des MDPH en vue de l'inclusion sociale et culturelle ?
Les besoins particuliers des handicaps non visibles et des personnes autistes, tels que des prestations techniques et d'accompagnement, doivent être pris en compte, au risque d'inégalités de traitement et de discriminations.
La nécessité d'apporter un soutien aux enfants autistes dans les activités périscolaires et hors scolaires a été soulignée.

La formation professionnelle
De nombreuses personnes ne veulent pas déclarer leur handicap auprès de leur employeur et ne peuvent donc pas bénéficier des aides y compris humaines de l'Agefiph, organisme de gestion des contributions des entreprises, dans leur formation en Centre de formation d'Apprentis (CFA). Comment faire évoluer les règles d'attribution pour remédier à ce déficit de moyens pourtant disponibles ?

La sensibilisation nécessaire des opérateurs
La formation des professionnels, la sensibilisation des opérateurs dans tous les domaines (MDPH), Employeurs, Bailleurs de logements sociaux pour étudiants en situation de handicap, professionnels de la culture…) doit être approfondie, et la communication tout public et auprès des personnes en situation de handicap renforcée.

Le rapport a été approuvé avec un souhait de poursuite du travail en commun vers de nouvelles améliorations.

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION - TABLEAU SYNTHETIQUE DES FICHES ACTIONS

ACTUALISATION 2015-2016 DE L'AGENDA 22 REGIONAL CP 2017-067
Fiches actions actualisées au 21/07/2016

Unité	Num fiche A22	Intitulé et Périmètre de la fiche	Direction(s) concernée(s)	Commentaire /observations
	AMELIORER LES CONDITIONS D'ETUDE			
Lycée	1	Aides aux projets des équipes éducatives et des lycéens	Actions éducatives	**2015-2016**
Lycée	2	Mise à disposition d'équipements adaptés aux lycéens en situation de handicap	Programmation pédagogique et patrimoniale	**2015-2016**
Lycée	3	Contribuer à améliorer la connaissance du handicap par le soutien à la recherche et à l'innovation	Programmation pédagogique et patrimoniale	**2015-2016**
Lycée	4	Lancement de la 5ème campagne d'audit accessibilité	Programmation pédagogique et fonctionnelle	**2015-2016**
Lycée	5	Elaboration de l'Agenda d'accessibilité programmée en 2015	Programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité	**2015-2016**
Lycée	6	Planification et mise en oeuvre de l'accessibilité dans les opérations globales	Programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité	**2015-2016**
Lycée	7	Mise en œuvre de l'Ad'AP par des opérations de mise en accessibilité spécifiques	Programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité	**2015-2016**
Lycée	8	Elaboration d'une procédure pour plus d'efficacité dans l'accueil personnalisé des élèves handicapés et création de nouvelles ULIS	Programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité	**Rénovation de l'action de la Fiche 9**
Lycée	9	Accueil personnalisé des élèves handicapés	Programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité	**2015-2016**
Lycée	10	Elaboration de référentiels pour faciliter et optimiser les études et les travaux d'accessibilité dans le cadre de l'AD'AP lors des opérations ponctuelles	Programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité	**2016**
UDEV	11	Développement de l'accès à l'enseignement supérieur- Aide régionale pour le DAEU	DRES	**2016**
USOC	12	Soutien à l'éducation des enfants et adolescents en situation de handicap	DDSSDR	**2015**
	AMELIORER LES CONDITIONS D'ACCES AUX DISPOSITIFS DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'APPRENTISSAGE			
UDEV	13	Parcours d'orientation professionnelle - POP	DFP	**2015-2016**

ACTUALISATION 2015-2016 DE L'AGENDA 22 REGIONAL CP 2017-067
Fiches actions actualisées au 21/07/2016

Unité	Num fiche A22	Intitulé et Périmètre de la fiche	Direction(s) concernée(s)	Commentaire /observations
UDEV	14	Dispositif régional d'insertion des jeunes - Avenir Jeunes	DFP	**2015-2016**
UDEV	15	Accès à la qualification des personnes en situation de handicap (programme régional qualifiant Compétences, VAE, Rémunération en CRP)	DFP	**2015-2016**
UDEV	16	CAP Compétences	DFP	**2015-2016 Nouvelle fiche**
UDEV	17	Augmenter le nombre d'apprentis handicapés accueillis en CFA	DAE	**2015-2016**
UDEV	18	Dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA) - Passerelle Handicap	DAE	**2015-2016**
UDEV	19	Favoriser l'accès aux prestations régionales de formation et à l'emploi pour les personnes sourdes et malentendantes - ARIS	DFP	**2015-2016**
UDEV	20	CARIF Défi métiers	DFP	**2015-2016**
UDEV	21	Service public régional de l'orientation (SPRO) et mise en oeuvre du Conseil en évolution professionnelle (CEP)	DST	**Nouvelle fiche 2015-2016**
USOC	22	Mise en conformité de l'extranet PRISME avec le RGAA (Référentiel d'Accessibilité pour les Administrations)	DDSSDR FSS	**2015-2016**
	FAVORISER L'ACCES A L'EMPLOI ET LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP			
USOC	23	Emploi en milieu adapté - Aide à la mutation et au développement des ESAT et Entreprises adaptées	DDSSDR DSS	**2015**
UDEV	24	Favoriser l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap via les dispositifs Plateformes RH, Chantier Ecole et Passerelle Entreprise	DAE	**2015-2016 (+ PFRH)**
UDEV	25	Contribution au plan régional pour l'insertion des travailleurs handicapés (PRITH)	DST DFP DAE	**2015-2016**
UDEV	26	L'emploi des personnes en situation de handicap - Grande cause régionale 2016 (rapport CR 25-16)		**Nouvelle fiche 2016**
UDEV	27	100 000 stages pour les jeunes franciliens	DAE	**Nouvelle fiche 2016**

ACTUALISATION 2015-2016 DE L'AGENDA 22 REGIONAL
Fiches actions actualisées au 21/07/2016

Unité	Num fiche A22	Intitulé et Périmètre de la fiche	Direction(s) concernée(s)	Commentaire /observations
	FAVORISER LA MOBILITE ET LES TRANSPORTS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP			
UAD	28	Schéma directeur d'accessibilité (SDA)	Transports	**2015-2016**
UAD	29	Services PAM "Pour aider à la mobilité"	Transports	**2015-2016**
	AMELIORER LES CONDITIONS PREALABLES A LA VIE CITOYENNE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP			
USOC	30	Appel à projets "Lutte contre les discriminations"	DDSSDR MDRJ	**2015**
USOC	31	Soutien régional radio et TV locales en Ile-de-France	DDSSDR MDRJ	**2015-2016**
USOC	32	Approche intégrée du handicap dans les activités du Centre Hubertine Auclert	DDSSDR MDRJ	**2015-2016**
USOC	33	Soutenir l'accès aux droits des personnes en situation de handicap	DDSSDR DSS	**2015-2016**
USOC	34	Aide à la création et à la modernisation des services spécialisés pour enfants et jeunes handicapés franciliens	DDSSDR DSS	**2015-2016**
USOC	35	Aide à la création et à la modernisation des établissements médico-sociaux pour adultes handicapés	DDSSDR DSS	**2015-2016**
USOC	36	Aide aux services d'appui pour l'autonomie (MDPH)	DDSSDR DSS	**2015-2016**
USOC	37	Soutien à la vie familiale et à la plénitude de la vie personnelle	DDSSDR DSS	**2015-2016**
USOC	38	Information, prévention, santé, sexualité	DDSSDR DSS	**2015-2016**
USOC	39	Soutien à des initiatives de sensibilisation tout public(Mad Pride-Salon Autonomic)	DDSSDR DSS	**2015-2016**
	FAVORISER L'ACCES AU LOGEMENT DES PERSONNES HANDICAPEES			

CP 2017-067

ACTUALISATION 2015-2016 DE L'AGENDA 22 REGIONAL
Fiches actions actualisées au 21/07/2016

Unité	Num fiche A22	Intitulé et Périmètre de la fiche	Direction(s) concernée(s)	Commentaire /observations
USOC	40	Soutien à l'accès au logement des femmes victimes de violences en situation de handicap	Logement	2015-2016
USOC	41	Aide en faveur de la création de logements locatifs et de résidences pour jeunes et étudiants	Logement	2015-2016
	FACILITER L'ACCES A LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES HANDICAPEES			
USOC	42	Soutien aux évènements et manifestations sportifs	Sport	2015-2016
USOC	43	Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France	Sport	2015-2016
USOC	44	Accès au sport des personnes en situation de handicap	DDSSDR DSS	2015
USOC	45	Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap	Sport	2015-2016
USOC	46	Plan piscines	Sport	2015-2016
	DEVELOPPER L'ACCES A LA CULTURE, AU TOURISME ET AUX LOISIRS DES PERSONNES HANDICAPEES			
USOC	47	Mise en accessibilité des Iles de loisirs aux personnes en situation de handicap	Tourisme Loisirs	2015-2016
UAD	48	Accessibilité des Réserves Naturelles Régionales	Environnement	2015-2016
UAD	50	Accessibilité aux PMR de la coulée verte TEGEVAL	Aménagement	2015-2016
USOC	51	Actions en faveur de l'accessibilité des structures et sites touristiques franciliens - Comité régional du trourisme (CRT) Le Fonds touristique régional (FDTR)	Tourisme Loisirs	2015-2016
USOC	52	Accès à la culture et aux loisirs	DDSSDR DSS	2015
	RENFORCER LA RESPONSABILITE SOCIETALE DE LA REGION			

CP 2017-067

ACTUALISATION 2015-2016 DE L'AGENDA 22 REGIONAL
Fiches actions actualisées au 21/07/2016

Unité	Num fiche A22	Intitulé et Périmètre de la fiche	Direction(s) concernée(s)	Commentaire /observations
UCOM	53	Accessibilité des supports de communication de la Région (Prix Top Com OR dans la catégorie digital pour le site dédié facile-a-lire.iledefrance.fr)		2015-2016
UPRH	54	Convention Région FIPHFP 2014-2016 (Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)	Action sociale, prévention, santé et qualité de vie au travail	2015-2016
UPRH	55	Formation/sensibilisation à l'accueil des personnes handicapées (AD'AP)	Emploi-Formation	Nouvelle fiche 2016
UAJMQ	56	Achats publics et insertion des personnes handicapées	Marchés	2016
UAJMQ	57	Cartographie des parties prenantes de l'Agenda 22	Qualité	Nouvelle fiche 2016
UPMG	58	Mise aux normes et accessibilité des bâtiments régionaux	Actions Patrimoniales	2015-2016
UAD	59	Prise en compte du handicap dans le Référentiel Aménagement Construction durable et les guides sectoriels	Environnement	Nouvelle fiche 2015-2016
UDEV	60	Dispositif PM'up (Nouveau règlement en 2016)	Devéloppement économique et Innovation	2015-2016
	RECHERCHER LES MOYENS D'AMELIORER L'ACCESSIBILITE TOUT HANDICAP			
USOC	61	Le Conseil consultatif du handicap (CCH)	DDSSDR DSS	2015-2016
USOC	62	Insertion de la problématique du handicap dans les travaux de la Mission d'Information sur la pauvreté et l'exclusion sociale (MIPES)	DDSSDR	2015-2016
USOC	63	Conférence régionale du sport - Ateliers Sport Santé et Ambition Olympique et Paralympique	Sports	2015-2016
USOC	64	Sensibilisation des décideurs franciliens à la santé, aux conditions de vie des personnes handicapées - L'Observatoire régional de la santé (ORS)	DDSSDR DSS	2015-2016
Toutes	65	Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France (IAU)		2015-2016
UDEV	66	Fonds régional INNOV'up (Appel à projets AIR "L'innovation responsable pour contribuer à relever les défis du Handicap")	DDEI	2015-2016

	ACTUALISATION 2015-2016 DE L'AGENDA 22 REGIONAL Fiches actions actualisées au 21/07/2016			
Unité	**Num fiche A22**	**Intitulé et Périmètre de la fiche**	**Direction(s) concernée(s)**	**Commentaire /observations**
REGION ID	67	Organisation de la mise en œuvre de l'Agenda 22 de la Région Ile-de-France	DDSSDR DSS	**2015-2016**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION - LES FICHES ACTIONS

AMELIORER LES CONDITIONS D'ETUDES

1- AMELIORER L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

2- DEVELOPPER L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

3- SOUTIEN A L'EDUCATION

1- AMELIORER L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 1

Unité Lycées	Direction des Politiques Éducatives et de l'Équipement	Service: Actions Éducatives

Intitulé de l'Action : Aides aux projets des équipes éducatives et des lycéens

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

1 - Le dispositif « Agir au Lycée pour la Culture et la Citoyenneté des Elèves (ALYCCE) » consiste à soutenir les équipes éducatives qui développent des initiatives dans un objectif d'ouverture culturelle, sociale, historique et citoyenne des élèves. Il s'inscrit dans une démarche permettant à chaque élève d'acquérir et de maîtriser les codes sociaux, culturels et à l'international dont il a besoin pour réussir sa vie et devenir un sujet pensant à part entière.
Les domaines concernés sont : la lutte contre les addictions, la culture, l'éducation à la citoyenneté, la laïcité, l'environnement et le développement durable, ainsi que les discriminations et l'égalité filles-garçons

2 - Le programme « Actions Lycéennes » s'adresse directement aux élèves et soutient des projets qui concernent des sujets citoyens : la lutte contre les discriminations, le développement durable, le sport, les actions sur le quartier et la ville, la lutte contre les addictions.
Les projets proposés ayant un lien direct ou indirect avec la thématique du handicap peuvent relever de l'un de ces deux dispositifs.

Créée le :
-CR 06-08 du 27 juin 2008
-CR 84-11 du 30 septembre 2011
- CR 80-13 du 26 septembre 2013
- CR16-89 du 19 mai 2016

Objectifs :

⇨ **Agir au Lycée pour la Culture et la Citoyenneté des Élèves (ALYCCE)** :
-Encourager les équipes éducatives à développer des initiatives impliquant directement les lycéens et l'ensemble de la communauté scolaire, à participer ainsi à une forme d'éducation à la citoyenneté et à soutenir les initiatives suscitant l'engagement des jeunes ;
-Promouvoir des relations ouvertes et confiantes entre les jeunes et les adultes, en facilitant la participation des lycéens aux décisions qui les concernent. Il s'agit ici d'approfondir les formes d'expression vivante et démocratique au sein de l'institution.

⇨**Actions lycéennes :**
-Susciter et développer la capacité d'initiative et de création des lycéens franciliens et leur participation à la vie de leur établissement et faire connaître les initiatives prises en ce sens par une aide technique et financière.
- Contribuer à favoriser l'apprentissage de la responsabilité dans la conduite de projet, le travail en réseau, l'organisation du travail d'équipe et la prise en compte de la réalité de terrain.

Publics cibles :
-Lycéens et lycéennes
-Communauté éducative

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaire(s) :

-Éducation Nationale, Rectorat,
-Fédération de parents d'élèves
-Représentant du monde de l'entreprise
-Conseil régional des jeunes
-Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale - Ile-de-France

Coût de l'action :

2016

-ALYCCE + Actions lycéennes : 540 000 €

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Programme d'actions sur l'année scolaire

Publications et/ou communication externe/interne

Diffusion d'information en direction des Rectorats et des lycées franciliens, salons

Indicateurs d'évaluation :

-Nombre de dossiers retenus par les comités de validation
-Nombre d'élèves concernés dans le montage du projet
-Implication des élèves dans la réalisation des projets
-Impacts sur la scolarité

Possibilités d'extension de l'action :

Règle(s) standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 6, 20

Statut de l'action

- En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 28/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 2

Unité Lycées	**Direction** des Politiques Educatives et de l'Equipement	**Service** TICE - Equipement

Intitulé de l'Action : Mise à disposition d'équipements adaptés aux lycéens en situation de handicap

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** ☑ **projet** □ **autres**

Attribution de matériels spécialisés aux élèves qui ont un handicap (moteur, sensoriel, psychique, …) au titre de demandes individuelles et des classes ULIS (Unités localisées pour l'inclusion scolaire).
Dans le cadre de l'admission d'un élève en situation de handicap en milieu ordinaire, les équipements subventionnés tiennent compte des besoins et des souhaits individuels de chaque élève.

Créé à partir des lois de décentralisation

Objectifs :
- Favoriser l'acquisition de matériel adapté aux différents types de handicap (moteur, visuel, auditif, mental et psychique) pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des élèves handicapées
- Offrir aux élèves la possibilité de poursuivre des apprentissages adaptés à leurs possibilités au sein du lycée, quelle que soit l'origine de leur difficulté en fournissant et en subventionnant des équipements spécifiques
- Soutenir l'accès aux formations et notamment aux technologies de l'information et de la communication

Publics cibles :
- Lycéens et lycéennes
- Communauté éducative

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaire(s) :
- Education Nationale, Rectorat,
- MDPH
- Associations de représentant les personnes en situation de handicap et leurs familles, …

Prestataire(s) :
- Fournisseurs spécialisés de matériels

Coût de l'action :
2012 : 82.000 € de subventions attribuées
2013 : 42.000 € de subventions (en juillet 2013)
2014 : 67.000 € de subventions attribuées
2015 : 24.000 € de subventions attribuées
Prévisions : Dépendant du nombre d'accueil d'élèves en situation de handicap

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
- Demandes d'équipements soumis au vote des rapports CP
- Mise en œuvre sur l'année scolaire

Publications et/ou communication externe/interne :
Intégration dans la politique globale d'équipements des lycées

Indicateurs d'évaluation :
- Nombre de jeunes en situation de handicap inscrits ayant suivi complètement un parcours scolaire
- Nombre des équipements adaptés financés

- Montant des équipements attribués par typologie de handicap

Possibilités d'extension de l'action :

- Constitution d'un référentiel des équipements adaptés en fonction du handicap
- Mise en œuvre d'un dispositif d'alerte, en relation avec les MDPH et l'éducation nationale, grâce à la fourniture de données relatives aux jeunes en situation de handicap scolarisés ou susceptibles de le devenir à court terme (nombre, type de handicap) afin d'anticiper les actions à mettre en place pour assurer son intégration.
- Continuité de l'information pour assurer une complémentarité entre les acteurs
- Informations des publics et acteurs sur l'accès aux formations adaptées à leurs compétences
- Sensibiliser les personnels (personnels administratifs et techniques, enseignants, …) à l'accessibilité

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 4, 5, 6, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20

Statut de l'action

- En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 29/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 3

Unité LYCÉES	**Direction** : de la Programmation pédagogique et patrimoniale	**Service**: programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité

Intitulé de l'Action :
Contribuer à améliorer la connaissance du handicap par le soutien à la recherche et l'innovation

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** ☑ **projet** □ **autres**

Le travail de l'Ad'AP a également donné lieu à l'élaboration d'une cartographie des lycées permettant de visualiser un certain nombre d'informations générales (nombre d'élèves, présence d'internat, cite mixe régionale, types de formations, présence d'ULIS, ou de CFA) et les informations liées à l'accessibilité (le niveau d'accessibilité, la famille et sous-famille d'Ad'AP).

Cette cartographie, élaborée avec le concours de l'IAU, permet la visualisation des conditions de desserte et d'accessibilité nécessaires pour garantir un équilibre géographique homogène des formations adaptées et accessibles par bassin de formation. Elle a donc servi comme un outil de travail pour confirmer ou infirmer l'ordre de priorité des lycées, calculé par des critères objectifs. Elle sera à mettre à jour pour faire apparaitre l'avancement des travaux d'Ad'AP, au plus tard fin 2018 (fin des travaux des sous familles A2 et A3).

A partir de 2017, les possibilités techniques d'une application informatique en ligne pour constituer une cartographie sur demande seront étudiées avec l'IAU (Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France).

Objectifs :
L'objectif 2015 était l'usage de la cartographie pour mieux répartir géographiquement les lycées lors de l'élaboration de l'ordre de priorité des travaux de mise aux normes.
Les cartographies réalisées par l'IAU ont permis la répartition géographique des lycées dans le cadre de l'AD'AP.
Désormais, l'objectif serait de mettre en ligne une série d'informations pratiques permettant de faire des cartographies statiques dans un premier temps, pour aboutir par la suite à une plateforme interne et externe comme un outil d'aide à la décision pour le choix d'un lycée pour les partenaires et pour le grand public.

Publics cibles : Services internes, Education nationale, tout public.

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaire(s) : Rectorats, MDPH, CCH
Prestataire(s) : IAU

Coût de l'action : Non évalué, mais intégré dans les prestations de l'IAU.	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : Inscription du projet au programme d'étude de l'IAU dans les 2 ans à venir.
	Publications et/ou communication externe/interne Présentation et démonstration au comité stratégique de l'Ad'AP des lycées. Publication prévue aux rectorats.

Indicateurs d'évaluation :
La cartographie a été établie. Elle a été servie pleinement pour le dossier de l'Ad'AP.

<u>Possibilités d'extension de l'action</u> : Une application en ligne pour la recherche d'établissements accessibles en fonction du handicap, la zone géographique et la filière.
Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 6, 7, 18, 20
Statut de l'action ☑ En préparation : selon des nouveaux objectifs ☑ Terminée : En état statique pour l'usage de l'Ad'AP □ En cours de mise en œuvre : - Date de mise à jour de la fiche : 13/10/2016 - AA

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 4

Unité Lycées	**Direction** DL 4	**Service : Programmation** pédagogique et fonctionnelle

Intitulé de l'Action : Lancement de la 5ème campagne d'audits accessibilité

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Mise en œuvre du décret du 17 mai 2006 relatif à la réalisation d'un diagnostic préalable à la mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public. Les 505 à 515 sites accueillant un lycée francilien font l'objet de campagnes d'audits successives depuis 2007.

Ces campagnes d'audits visent à déterminer le niveau d'accessibilité de chaque établissement francilien et à fournir les préconisations d'aménagement chiffrées permettant leur mise en accessibilité complète. La 5ème campagne d'audits concerne les derniers établissements non audités lors des précédentes campagnes soit 10 ensembles immobiliers composés essentiellement d'annexes ou d'établissements en chantiers lors des précédentes campagnes d'audits.

Créé en 2007

Objectifs :
- Se conformer aux exigences de la réglementation accessibilité
- Chiffrer les travaux règlementaires à réaliser
- Déterminer, pour l'ensemble des lycées franciliens, les aménagements nécessaires à la mise en accessibilité des enseignements dispensés et des postes de travail des employés pour tous les types de handicap.
- Déterminer le niveau d'accessibilité des lycées pour orienter les élèves handicapés vers les formations souhaitées dispensées dans les établissements plus adaptés à leur handicap.
- Constitution d'une base de données globale du niveau d'accessibilité des EPLE intégrant les préconisations chiffrées relevées par les diagnostics accessibilité.

Publics cibles : Ensemble des personnes fréquentant les lycées franciliens, élèves, professeurs, employés régionaux ou non, parents d'élèves et techniciens de la maîtrise d'ouvrage régionale.

Partenaire(s) : CCH
Prestataire(s) : Accesmétrie

Coût de l'action :
3.100.000 € votés depuis 2007
Chiffrage de la campagne au 1er trimestre 2015.
Autorisation de Programme de 70 000 € pour la réalisation de l'audit n°5

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Depuis 2007, 4 campagnes d'audits ont été réalisées
Achèvement de la 4e campagne d'audits fin 2014
Lancement d'une 5ème campagne d'audits fin 2015
Finalisation de l'action mi 2016

Indicateurs d'évaluation : Nombre de sites audités

Possibilités d'extension de l'action :

- Constitution d'une cartographie interactive des lycées et formations accessibles pour la région Île-de-France (voir fiche n°3)
- Transmission des informations sur le niveau d'accessibilité des formations aux organismes en charge de l'orientation des élèves (CIO, ONISEP…) ainsi qu'aux services de l'Education Nationale et aux MDPH

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 5, 6, 7, 14, 17, 20

Statut de l'action

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 13/10/2016 –

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 5

Unité LYCÉES	**Direction** : de la Programmation pédagogique et patrimoniale	**Service**: programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité

Intitulé de l'Action : Elaboration de l'Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) des lycées en 2015

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

La loi du 10 juillet 2014 impose la planification des travaux de la mise en accessibilité de tous les ERP. Une large concertation a été organisée à travers la création d'un comité stratégique.
Une notation basée sur 10 facteurs a donné un premier ordre de priorité pour les 453 lycées à mettre aux normes. Les facteurs, avec des coefficients judicieusement répartis, sont les suivants : la diversité des filières, être pôle dans une ou plusieurs filières, l'effectif d'élèves, la présence d'ULIS, la présence de CFA, la présence d'Internat, la niveau d'accessibilité actuel, la proximité d'un collège avec ULIS, la proximité d'équipements pour enfants handicapés et la proximité des transports en commun.
La cartographie de l'IAU a permis une correction géographique, et une dernière concertation avec les 3 académies et les 4 sous-Directions territoriales a donné lieu à l'ordre définitif de l'Ad'AP. Il a été validé le 8 septembre par le comité stratégique et déposé le 25 septembre 2015.

Selon l'Ad'AP, les lycées sont répartis sous 3 familles (A, B et C), correspondant à 3 périodes de 3 ans, telles que la loi le précise, et chaque famille est composée de 7 sous-familles en fonction de la complexité et le secteur géographique des lycées. Les établissements se trouvant dans les opérations en cours du PPI sont également comptabilisés dans l'Ad'AP.

En 2015, 7,92 M€ sont votés pour le lancement des travaux de la sous-famille A2, soit 24 opérations décidées en 2013.
En 2016, la concertation et les échanges avec les partenaires ainsi que le suivi de l'évolution réglementaire se poursuivent (**voir la fiche 8** sur la mise en œuvre opérationnelle de l'AD'AP).

Objectifs :
- L'objectif initial pour 2015 d'élaborer l'Ad'AP est attient avec son dépôt le 25 septembre 2015. La Préfecture de Région a validé l'Ad'AP des lycées, sous le numéro 0750561607939.

- Le cadre "Objectifs" de cette fiche est désormais la mise en œuvre de l'Ad'AP selon le calendrier imposé par la loi.

Publics cibles :
Toute personne amenée à fréquenter un EPLE francilien (élèves, parents d'élèves, professeurs), ainsi que les organismes d'orientation et d'information, les associations des personnes handicapées (dans le cadre de la concertation), les services préfectoraux.

Concertation :
Représentants d'accessibilité des 3 Rectorats, du CCH de la Région, des associations représentatives des personnes handicapées (APF, AVH, URAPEI et ARPADA), des syndicats d'enseignants (Sgen-Cfdt) et de proviseurs (SNPDEN UNSA), des associations de parents d'élèves (FCPE, PEEP) et d'élèves (FNASPEH), les MDPH, les référents d'accessibilité des 8

Départements, le CEREMA, la fondation de Design for all, des enseignants spécialisés.

Partenaires : Rectorats, l'APF, l'AVH, l'URAPEI, l'ARPADA, l'IAU, les référents d'accessibilité des 8 Départements, le CEREMA, plusieurs services des Unités Lycées, Développement et Société.

Coût de l'action :
Le coût de la mise aux normes de tous les lycées serait de 448 414 821 € TTC. Cette estimation, basée sur les diagnostics ajournés est calculée indépendamment des travaux intégrés dans les opérations de rénovation et autres, en cours ou prévues.
En 2015, 7,92 M€ sont votés pour les travaux de la sous-famille A3 de l'Ad'AP.
Non évalué, mais intégré dans les prestations de l'IAU.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
La mise en œuvre de l'Ad'AP, soit la mise aux normes d'accessibilité de tous les lycées, selon la loi, devra être réalisée sur 3 période de 3 ans.

Publications et/ou communication externe/interne
Présentation et démonstration au comité stratégique de l'Ad'AP des lycées.
Publication interne, Education nationale, les Départements.

Indicateurs d'évaluation :
L'achèvement de l'ADAP à la date légale du dépôt et sa validation par les services préfectoraux sans délai supplémentaire.

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 6, 7, 14, 17, 18, 20

Statut de l'action
□ En préparation : selon des nouveaux objectifs
☑ Terminée : En état statique pour l'usage de l'Ad'AP
□ En cours de mise en œuvre :
- Date de mise à jour de la fiche : 13/10/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 6

Unité Lycées	**Direction** : Direction de la Programmation pédagogique et patrimoniale **+** Direction de la construction et de la maintenance	**Service : P**rogrammation pédagogique et fonctionnelle – Faisabilité + DCM/Sous-Direction Territoriales et SDMES

Intitulé de l'Action : Planification et mise en œuvre de l'accessibilité dans les opérations globales

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Prise en compte de la réglementation accessibilité dans les opérations globales (constructions neuves, rénovations globales, simples, thermiques et opérations ciblées) dans le cadre du PPI.

Les rénovations globales et les constructions nouvelles prendront en compte l'ensemble des préconisations de mise en accessibilité. Les opérations de rénovations simple, thermique ou les opérations ciblées traiteront l'accessibilité en tout ou partie, selon le périmètre de l'opération votée.

Objectifs :
Mise en accessibilité des EPLE franciliens dans le cadre des opérations globales votées au Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI) 2012-2022.

Publics cibles :
Toute personne amenée à fréquenter un EPLE francilien (élèves, parents d'élèves, professeurs, employés de l'établissement).

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH
Partenaire(s) :

Coût de l'action : Inclus dans le coût global de chaque opération	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : Selon le programme d'opérations voté annuellement

Indicateurs d'évaluation :
- Périmètre de mise en accessibilité dans le programme de l'opération PPI individualisée
- Validation par les Commissions locales de Sécurité Incendie et d'Accessibilité du niveau d'accessibilité de l'établissement.
- Nombre de filières rendues accessibles par secteur géographique.

Possibilités d'extension de l'action :
- Articulation des opérations régionales de mise en accessibilité avec celles des collectivités territoriales (Plans de Mise en Accessibilité des espaces Publics et de la voirie), et régionales (Schéma Directeur d'Accessibilité des transports publics)
- Communication en temps réel du niveau d'accessibilité de l'établissement concerné aux services du Rectorat, aux organismes d'orientation et aux MDPH

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 6, 7, 14, 17
Statut de l'action
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 18/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 7

Unité Lycées	**Direction** DL3**,** DL 4	**Service :** Programmation pédagogique et fonctionnelle – Faisabilité SDT et SDMES

Intitulé de l'Action : Mise en œuvre de l'Ad'AP par des opérations de mise en accessibilité spécifiques

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

L'Ad'AP dresse une liste priorisée des lycées à rendre accessibles à l'horizon 2024. Dans le cadre de la mise en œuvre, les crédits nécessaires aux études préalables de diagnostics, aux études et aux travaux seront individualisés annuellement. Les travaux sont mis en œuvre par séries d'opérations pour optimiser les moyens de conduite et d'achat.

Objectifs : Mise en accessibilité des EPLE franciliens dans le cadre fixé par l' « Ad'AP des Lycées »

Publics cibles :
Toute personne amenée à fréquenter un EPLE francilien (élèves, parents d'élèves, professeurs, employés de l'établissement)

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
449 M€ estimés dans l'Ad'AP (dont 37 M€ dans des opérations PPI)	Selon le programme d'opérations voté annuellement

Indicateurs d'évaluation :
- Nombre d'établissements traités (études préalables ou conduite d'opérations)
- Montants individualisés
- Validation par les Commissions locales de Sécurité Incendie et d'Accessibilité du niveau d'accessibilité de l'établissement.
- Nombre de filières rendues accessibles par secteur géographique.

Possibilités d'extension de l'action :
- Articulation des opérations de mise en accessibilité régionales avec celles des collectivités territoriales (Plans de Mise en Accessibilité des espaces Publics et de la voirie), et régionales (Schéma Directeur d'Accessibilité des transports publics)
- Communication en temps réel du niveau d'accessibilité de l'établissement concerné aux services du Rectorat, aux organismes d'orientation et aux MDPH

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 5, 6, 7, 14, 17, 20

Statut de l'action
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 18/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 8

Unité LYCÉES	**Direction** : DL3 DL4	**Service**: programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité

Intitulé de l'Action : Elaboration d'une procédure pour plus d'efficacité dans l'accueil personnalisé des élèves handicapés et création de nouvelles ULIS.

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Chaque année, la Région-Île-de-France reçoit des demandes d'adaptations rapportant le souhait d'élèves ou de personnels en situation de handicap d'intégrer des établissements. La Région souhaite mettre en place une procédure unifiée de traitement de ces demandes.

Objectifs :

Doter la Région Île-de-France d'une meilleure capacité de réaction aux demandes de mise en accessibilité ponctuelles des établissements d'enseignement dont elle a la gestion.

La mise en place d'une méthode de traitement de ces demandes est nécessaire. Selon le système actuel d'affectation des élèves à un lycée et le choix définitif des élèves, l'information sur les lycées à adapter est transmise à la Région arrive du début juin. Idéalement, l'arrivée d'informations devrait arriver à la Région, au plus tard, courant mars. Cela est nécessaire pour une livraison des travaux au 1er septembre.

Publics cibles : Les rectorats, les proviseurs, les élèves (et les personnels) en situation de handicap.

Concertation et partenaires :
Rectorats, Proviseurs, enseignants référents pour le handicap, l'Unité Développement (pour les nouveaux CFA).

Coût de l'action :
L'élaboration de la procédure n'a pas un coût d'investissement. Le coût de chaque opération varie selon les travaux et le type du handicap de l'élève et sera mentionné dans la fiche concernée.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Réunions de travail avec les référents d'accessibilité des rectorats, réunion d'information avec les acteurs du handicap des 3 rectorats, actions de communication destinées aux proviseurs.

Publications et/ou communication externe/interne :
Actions de communication destinée aux proviseurs

Indicateurs d'évaluation :
- Obtenir l'affectation définitive des élèves handicapés au lycée de leur choix, ainsi que les informations concernant la création des nouvelles ULIS pendant le mois de mars de chaque année.
- Mettre en place une procédure de guichet unique pour les demandes liées à l'adaptation des lycées pour les élèves en situation de handicap.

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 6, 7, 14, 17, 18, 20

Statut de l'action
☑ En préparation : selon de nouveaux objectifs
Date de mise à jour de la fiche : 29/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 9

Unité LYCÉES	**Direction** : DL3 DL4	**Service**: programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité

Intitulé de l'Action : Accueil personnalisé des élèves handicapés.

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Chaque année, la Région Île-de-France intervient pour réaliser les travaux d'adaptation des lycées pour LES nouveaux élèves handicapés (demande individuelle ou création de nouvelles ULIS). Ces adaptations devront être programmées, budgétées ? puis réalisées en urgence afin d'être livrées pour la rentrée scolaire suivante.

En 2015, 2 lycéens en fauteuil roulant ont fait la demande de l'adaptation. L'Unité lycées est intervenue pendant l'été 2015 aux lycées Henri IV à Paris et Emmanuel Mounier à Chatenay-Malabry (92).

Par ailleurs, d'autres interventions ont concerné des équipements informatiques et le câblage pour l'EREA Jacques Brel à Garches (92) ainsi que l'achat d'un lève-personne pour le lycée Jules Ferry à Paris. (Le coût de ces deux opérations, ainsi que la part des équipements dans les opérations d'adaptation, toutes initiées par la DL4, sont comptabilisés dans la fiche 2 de la DL1)

Objectifs :
Réaliser les travaux d'adaptation des lycées suite à un accueil personnalisé ou suite à la création des nouvelles ULIS.

Publics cibles : élèves et personnels en situation de handicap.

Concertation et partenaires :
Les 3 rectorats, les élèves concernés et leurs parents, les proviseurs et gestionnaires des lycées.

Coût de l'action :
302 495 € TTC (les travaux, sans les équipements))

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Réunions de travail avec les référents d'accessibilité des rectorats, Réunion d'information avec tous les acteurs du handicap de 3 rectorats, action de communication destinées aux proviseurs.

Publications et/ou communication externe/interne :
Actions de communication destinée aux proviseurs.

Indicateurs d'évaluation : Livraison des travaux pour la rentrée scolaire.

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 6, 7, 14, 17, 18, 20

Statut de l'action
□ En préparation : selon des nouveaux objectifs
☑ Terminée : En état statique pour l'usage de l'Ad'AP (**pour la rentrée 2015)**
☑ En cours de mise en œuvre (**pour la rentrée 2016)**
Date de mise à jour de la fiche : 29/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 10

Unité LYCÉES	**Direction** : DL4 et DL3	**Service**: programmation pédagogique et fonctionnelle - Faisabilité

Intitulé de l'Action :
Elaboration des référentiels pour faciliter et optimiser les études et les travaux d'accessibilité dans le cadre de l'Ad'AP ou lors des opérations ponctuelles.

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Elaborer des documents de référence à utiliser par les maîtres d'œuvre internes et externes :

- la notice d'accessibilité unifiée pour tout dépôt de dossier (permis, AT)
- le référentiel de signalétique des lycées
- les directives spécifiques pour la mise en œuvre des travaux

Objectifs :
Optimiser l'étude et la conception des solutions d'accessibilité pour les maitre d'œuvre, harmoniser et uniformiser la présentation des documents, faciliter les choix techniques ou matériaux, faciliter la lecture et la communication des documents livrés par les différents intervenants, …

Publics cibles :
Les mandataires, les maîtres d'œuvres, les ingénieurs et techniciens de l'unité lycées en charges des travaux de maintenance, les instructeurs des dossiers de dans les commissions départementales d'accessibilité.

Concertation et partenaires :
Les associations de handicap, les référents d'accessibilité des 8 Départements (Commissions d'accessibilité départementales).

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
Pas de coût d'investissement	Fin 2016 à début 2017.
	Publications et/ou communication externe/interne : Auprès des SDT, les mandataires et les maîtres d'œuvre.

Indicateurs d'évaluation : Livraison des travaux pour la rentrée scolaire.

Possibilités d'extension de l'action :
- une action de formation destinée aux personnels en charge de la maintenance et de la programmation (3 sessions de formation ont été réalisées en 2014)
- une application informatique de pointage des travaux

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 19

Statut de l'action
□ En préparation
□ Terminée
☑ En cours de mise en œuvre
Date de mise à jour de la fiche : 29/06/2016

2- DEVELOPPER L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 11

Unité Développement	**Direction** de la recherche et de l'enseignement supérieur (DRES)	**Service**: développement de la vie étudiante

Intitulé de l'Action : **Développement de l'accès à l'enseignement supérieur – l'aide régionale pour le DAEU**

Description de l'action □ **événement** **x dispositif** □ **projet** □ **autres**

Pour celles et ceux qui, à l'âge de passer le baccalauréat, ont été empêchés de le faire du fait d'un événement de la vie ou de conditions particulièrement difficiles ayant stoppé la poursuite de leurs études, la Région souhaite leur donner une seconde chance d'accéder à des études supérieures. C'est pourquoi elle propose la création d'une aide incitant au passage du Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU) qui s'inscrit dans une véritable politique de Formation tout au long de la vie. Destinée à couvrir les frais engagés en lien avec leur projet de reprise d'études (frais d'inscription, transport, etc.), l'aide régionale d'un montant de 900 € s'adressera aux étudiants préparant le DAEU, habitant en Ile-de-France et inscrits au sein des universités franciliennes. L'attribution des aides tiendra compte du parcours professionnel et personnel du candidat. L'aide régionale sera effective dès la rentrée universitaire de 2016.

La Région souhaite également inciter et favoriser les parcours universitaires des personnes reconnues en situation de handicap. En effet, plus de 80 % d'entre elles ont un niveau inférieur au baccalauréat et les étudiants en situation de handicap représentent moins de 1 % des effectifs nationaux poursuivant des études supérieures.
En conséquence, la Région établira une **communication spécifique auprès des personnes en situation de handicap** en les informant du dispositif régional en partenariat avec les organismes publics et associatifs habituellement en charge de leur accompagnement (Maisons départementales des personnes en situation de handicap, associations, pôles universitaires du handicap.)

Créés par la délibération cadre N° CR 96-16 du 19 mai 2016 « Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence »

Objectifs :
Ces dispositifs régionaux ont pour objectifs de rapprocher le monde de l'enseignement supérieur et les personnes en situation de handicap qui peuvent en être exclues, et de faciliter la poursuite des cursus universitaires des étudiants en situation de handicap en les soutenant par l'attribution d'une aide financière pour l'inscription en DAEU.

Publics cibles :
étudiants inscrits en DAEU avec une attention particulière apportée aux personnes en situation de handicap

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaires : les universités, le monde associatif intervenant dans le secteur de l'enseignement supérieur, les MDPH, les pôles handicap des universités, les Missions locales.

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2016 : non pertinent Années suivantes, le cas échéant	Les dispositifs sont soumis à un calendrier annuel d'appel à projets mis en ligne sur le site internet de la région.

	Publications et/ou communication externe/interne brochures, articles sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes……
Indicateurs d'évaluation : Nombre d'étudiants en situation de handicap soutenus	
Possibilités d'extension de l'action : Non prévues	
Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 6, 7,	
Statut de l'action En préparation Date de mise à jour de la fiche : 05/10/2016	

3-SOUTIEN A L’EDUCATION

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 12

Unité Société	**Direction** du Développement social, de la santé et de la démocratie régionale	**Service :** Développement social & santé

Intitulé de l'Action : Soutien à l'éducation à l'éducation des enfants et des adolescents

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

La Région est en mesure de soutenir, au titre de sa **politique sociale,** des **initiatives concourant à l'éducation des enfants et des adolescents en situation de handicap, et/ou permettant de prévenir l'aggravation de leur(s) handicap(s)**.
En 2015, la Région a soutenu :

- l'association ESPOIR AUTISME 94 pour la création de trois ateliers d'activités en vue d'une exposition d'œuvres réalisées par les enfants autistes de l'école Etoile à Villecresnes (94),
- l'association DU FUN POUR TOUS pour un projet d'accueil destiné à des enfants en situation de handicap mental, psychique ou cognitif, sur des temps périscolaires ou durant les vacances (78). Ce projet concourt à l'éducation des enfants, au soutien à la parentalité et au répit des aidants (voir la fiche action « Soutien à la vie personnelle et familiale »).

La Région a, par ailleurs, soutenu un programme triennal 2013-2015 de tutorat « Handivalide » dans les collèges et lycéens franciliens, organisé par l'association STARTING BLOCK : des étudiants et jeunes professionnels accompagnent des plus jeunes, en situation de handicap, dans leur choix d'orientation vers l'enseignement supérieur ou le monde de l'entreprise.
La Région contribue aussi au financement de projets, en investissement, de création, extension, restructuration et acquisition d'équipements de structures pédagogiques (voir fiche action «Aider la création et la modernisation des services spécialisés pour enfants et jeunes handicapés franciliens ») telles que les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) et les instituts thérapeutiques et pédagogiques (ITEP).
En 2015, elle a ainsi soutenu l'ASSOCIATION DE VILLEPINTE pour la création d'un SESSAD de 30 places pour enfants et adolescents autistes à Saint-Denis (93).
Créé le 7 avril 2011 - CR 23-11

Objectifs : Soutenir les initiatives associatives dans le domaine du soutien à l'éducation et prévention des handicaps ou de leur aggravation, pour un public jeune.

Publics cibles : Jeunes malades ou handicapés

Partenaires : Associations – collectivités (conseils départementaux, communes) – ARS

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 50.000 € de dépenses en fonctionnement	Sur projets
	Publications et/ou communication externe/interne Site internet de la Région

Indicateurs d'évaluation : Nombre de projets soutenus – Nouveaux projets

Possibilités d'extension de l'action :
Attention accrue aux projets alliant dépistage, stimulation et éducation, en milieu ordinaire quand cela est possible, à destination d'enfants pour prévenir l'aggravation des handicaps, ou les conséquences des maladies sur leurs apprentissages

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 6

Statut de l'action
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche 04/07/2016

AMELIORER LES CONDITIONS D'ACCES AUX DISPOSITIFS DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'APPRENTISSAGE

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 13

Unité Développement	**Direction** de la formation professionnelle	**Service**: Accompagnement du projet professionnel

Intitulé de l'Action : Parcours d'Orientation Professionnelle - POP

Description de l'action □ **événement** **X dispositif** □ **projet** □ **autres**

Le parcours d'orientation professionnelle est une mesure d'accompagnement à l'orientation destinée à faire émerger, à confirmer et à construire un projet professionnel.

Délibérations CR n°58-08 du 26 juin 2008 ; délibération CR n° 17-12 du 16 février 2012 ; délibération CP n°16-229 du 15 juin 2016.

Les objectifs du POP pour les bénéficiaires :

• Choisir un métier et construire un parcours pour y accéder ;
• Travailler sur soi, ses aspirations professionnelles ;
• Mettre à plat ses acquis scolaires et professionnels ;
• Acquérir une meilleure connaissance des entreprises et de leur environnement socio-économique ;
• Bénéficier d'une aide dans la recherche d'une formation ou d'un emploi dans le secteur professionnel choisi.

Description de l'action :

Les conseillers des missions locales s'assurent en amont que la pédagogie proposée est bien adaptée au profil de chaque jeune et que celui-ci s'engage sérieusement dans la démarche.
Le POP est de courte durée ; il est réalisé sous forme collective (61 heures) ou individuelle (25 heures) pouvant s'étaler sur 6 mois maximum. Cette durée varie selon les besoins du jeune évalués par le conseiller et les contraintes propres à chaque parcours.
Chaque parcours se compose de 3 phases :
L'exploration : elle amène le jeune à se questionner, à cerner et mesurer ses intérêts et ses capacités personnelles et professionnelles. Elle lui apporte une information complète sur les métiers et l'environnement professionnel.
La découverte : Il s'agit d'une mise en situation dont le but est de confronter le jeune à la réalité du secteur d'activité ou métier correspondant au projet. Elle se réalise sous forme de stage, de plateau technique et/ou de visite en entreprise.
La stratégie d'objectifs : Elle vise à concrétiser le projet professionnel et définir les actions à mener pour sa mise en œuvre/réalisation.

Bilan 2014 : 9237 jeunes entrés sur le dispositif dont 33 personnes en situation de handicap.

Objectifs en faveur des publics en situation de handicap :

- Réaffirmer le principe d'égalité des chances et de l'accès aux droits pour les jeunes en situation de handicap ;
- Sécuriser les parcours professionnels de ces jeunes ;
- Accroître le nombre de travailleurs handicapés accédant à la pré-qualification, à la qualification et à la certification et élever leur niveau global de formation ;
- Rendre plus lisible l'accès des jeunes en situation de handicap aux dispositifs régionaux de formation.

Publics cibles :

Les jeunes de 16 à 25 ans inscrits en mission locale, dont les jeunes en situation de handicap inscrits en mission locale plutôt « autonomes » et dont le profil n'apparaît pas trop éloigné de l'emploi.
Pendant son parcours, le jeune a le statut de stagiaire de la formation professionnelle non rémunéré et bénéficie d'une protection sociale.

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaire(s) : Missions locales,

Coût de l'action : *Budget non spécifique :* 2015 : 4 025 550 € 2016 : 4 024 650 €	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : Entrées / sorties permanentes tout au long de l'année **Publications et/ou communication externe/interne** Flyer à l'attention des entreprises pour favoriser les stages en phase de découverte
Indicateurs d'évaluation : Nombre de parcours complets réalisés chaque année	
Possibilités d'extension de l'action Néant	
Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 3, 5, 6, 7, 8, 13, 17, 18, 19, 20	
Statut de l'action En préparation En cours de mise en œuvre : X Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016	

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 14

Unité Développement	**Direction** de la formation professionnelle	**Service**: Accompagnement du projet professionnel

Intitulé de l'Action : Dispositif régional d'insertion des jeunes : AVENIR JEUNES

Description de l'action □ **événement** **X dispositif** □ **projet** □ **autres**

Le dispositif Avenir Jeunes comprend le programme Espace de dynamique d'insertion (EDI) et les Pôles de Projet Professionnel (PPP)

Chaque année, 11 500 jeunes sont bénéficiaires du dispositif Avenir Jeunes.

A- Les Espaces de Dynamique d'Insertion - EDI :
Le public cible : Jeunes de 16 à moins de 26 ans, pas ou peu qualifiés, présentant de grandes difficultés d'insertion sociale et professionnelle
Délibérations n° CR 18-10 du 17 juin 2010 ; délibération n° CP 15-032 du 29 janvier 2015 ; délibération CP n°16-063 du 16 mars 2016 ; délibération n° 16-366 du 12 juillet 2016.

Les objectifs des EDI sont les suivants :
- identifier et lever les principaux obstacles qui freinent ou compromettent l'insertion professionnelle des jeunes en mobilisant ses ressources et son réseau de partenaires : hébergement, santé, aspects administratifs, juridiques et financiers, formation, emploi ;
- favoriser l'acquisition et le développement des compétences transversales, notamment comportementales et sociales, nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle afin d'amener les jeunes à adhérer aux contraintes et aux exigences d'un organisme de formation classique et/ou d'un employeur ;
- construire et placer chaque jeune dans une dynamique de projet d'insertion sociale et professionnelle.

La réalisation de ces objectifs doit permettre aux jeunes, à leur sortie de ce parcours, l'accès immédiat ou ultérieur aux dispositifs de formation du droit commun et/ou à un emploi.
L'objectif de l'aide régionale est d'apporter un soutien aux structures qui accueillent et forment les jeunes qui, en raison de leurs difficultés personnelles n'accèdent pas aux programmes d'insertion ordinaires ou ne parviennent pas à s'y maintenir.

Description de l'action :
L'EDI assure un suivi et un accompagnement individualisés permanents de chaque stagiaire dans l'accomplissement de ses démarches d'insertion et sa participation aux différentes activités organisées.
Ces activités sont individuelles et collectives et visent une dynamique globale de projet.
Les EDI, en raison, notamment, de leur savoir-faire, constituent les organismes qui accueillent et suivent le nombre relativement le plus élevé des jeunes en situation de handicap.

Bilan 2014 (données non définitives) : 1905 jeunes entrés sur le dispositif, dont 80 personnes en situation de handicap.

B- Les Pôles de Projet Professionnel – PPP :

Le public cible :
- les jeunes de 16 à moins de 26 ans, pas ou peu qualifiés, en difficulté d'insertion sociale et professionnelle ;
- possédant au moins le niveau A1.1 du cadre européen commun de référence en matière de maîtrise de la langue.

Délibérations n° CP 14-268 du 10/04/2014 ; délibération n° CP 15-672 d'octobre 2015.
Objectif des PPP : Construire ou confirmer un projet professionnel réaliste, en vue d'accéder à l'emploi direct ou à une formation pré qualifiante, qualifiante ou à un contrat en alternance.

Description de l'action :

- Positionnement initial dans le sas à l'aide du référentiel régional « carte de compétences » permettant de valoriser les acquis du stagiaire et de co définir son parcours de formation,
- Evaluations intermédiaire et finale dans le sas
- Développement renforcement des compétences dont les compétences clés directement en lien avec l'élaboration du projet professionnel afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle
- Découverte du monde du travail et expérience professionnelle : stages en entreprise, plateaux techniques, Stage de Découverte de l'Apprentissage et des Métiers dans les CFA

Un parcours repose sur l'articulation d'unités thématiques (Unités obligatoires : Unité Projet professionnel, unité Communication et Unité Nouvelles technologies ; unités optionnelles : projets collectif et remise à niveau) dont les durées sont modulées en considération des besoins des stagiaires, des compétences à développer. Les compétences linguistiques, les compétences d'accès aux savoirs de base, les compétences clés sont travaillées de façon transversale **dans toutes les unités** et sont **en lien direct** avec la construction du projet professionnel.
La durée et la forme des parcours varieront selon les besoins des stagiaires. Ces besoins auront été identifiés avec le jeune lors de la phase de positionnement dans le sas du pôle de projet professionnel.

Les PPP mettent également en œuvre, sur tous les territoires franciliens, des parcours sécurisés, co construits avec des partenaires, externes (CFA, organismes du qualifiant, entreprises) et proposés aux stagiaires qui ont validé leur projet professionnel. Ces parcours favorisent la sécurisation des trajectoires professionnelles et le passage entre le dispositif de remobilisation et la qualification/l'emploi.

En 2013, sur un total de 9853 bénéficiaires, 73 jeunes étaient en situation de handicap, soit 0,74 %.
En 2014, sur 9980 bénéficiaires, 87 jeunes en situation de handicap ont été formés, soit 0,87%.
En 2015, sur 9840 bénéficiaires, 97 jeunes étaient en situation de handicap, soit 1%.

Objectifs en faveur des publics en situation de handicap :

- Réaffirmer le principe d'égalité des chances et de l'accès aux droits pour les jeunes en situation de handicap rencontrant des difficultés d'insertion ;
- Sécuriser les parcours professionnels de ces jeunes ;
- Accroitre le nombre de travailleurs handicapés accédant à la pré-qualification, à la qualification et à la certification et élever leur niveau global de formation ;
- Rendre plus lisible l'accès des jeunes en situation de handicap aux dispositifs régionaux de formation.

Publics cibles : jeunes franciliens, âgés de 16 à moins de 26 ans, rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle, dont les jeunes en situation de handicap

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaire) : missions locales, CFA…
Prestataires : prestataires de formation pour les PPP et leur cotraitant et organismes de formation pour les EDI (subvention)

Coût de l'action :
Budget non spécifique :
Pour 2016, il est prévu un budget total de48 611 449 € pour le dispositif Avenir Jeunes, dont :

- 42 998 867 € pour les PPP (dont 5 506 867 € dans le cadre du plan 500 000);
- 5 612 582 € pour les EDI.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Entrées / sorties permanentes tout au long de l'année

Publications et/ou communication externe/interne
brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes…

Indicateurs d'évaluation : Nombre de bénéficiaires par an

Possibilités d'extension de l'action Néant

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 3, 5, 6, 7, 8, 13, 17, 18, 19, 20

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 15

Unité Développement	**Direction** de la formation professionnelle	**Service**: Qualification et évolution professionnelle

Intitulé de l'Action : Accès à la qualification des personnes en situation de handicap (programme régional qualifiant Compétences, VAE, Rémunération en CRP)

Description de l'action □ **événement** X□ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Plusieurs programmes régionaux ouvrent aux personnes en situation de handicap la possibilité d'accéder à une qualification.

- **Le programme régional qualifiant « Compétences » :**

Public cible : Demandeurs d'emploi (DE) jeunes et adultes

Délibérations : Rapport CR n° 45-13 du 20 juin 2013 ; délibération n° CP 16-249 du 15 juin 2016 (reconduction).
Description de l'action : Le programme régional qualifiant « Compétences » permet aux DE l'accès à une pré-qualification et à une qualification dans différents secteurs d'activité.
Afin d'accroître le nombre de DETH accédant à la qualification, un partenariat a été construit avec l'AGEFIPH, sous la forme d'un groupement de commandes. Ce mode de partenariat permet ainsi la complémentarité des achats de formation de la Région et de l'AGEFIPH dans le cadre de ce programme.

22 000 bénéficiaires de ce programme.

En 2014, 316 stagiaires en situation de handicap ont suivi une formation dans le cadre de ce programme.

- **La Validation des Acquis de l'Expérience - VAE :**

- le programme d'information et de conseil en VAE :
Public cible : tout public
Délibération CP 15-670 du 7 octobre 2015
Description de l'action : Les professionnels des antennes VAE ont pour mission d'informer le public sur la VAE, d'explorer le projet de VAE au cours d'entretiens d'1h30, et de repérer la ou les certifications la plus adéquate au regard de ce projet. 1h30 d'entretien supplémentaire (ou plus en cas de besoin) peut être accordée aux personnes de niveau IV ou infra IV, pour renforcer leur chance de passer l'étape de la recevabilité. Les conseillers VAE mettent également en œuvre des prestations territorialisées d'une demi-journée, qui sensibilisent les professionnels de l'accueil, l'information et l'orientation sur la VAE ou participent à des projets ou évènements de territoire portant sur la VAE. 10 300 entretiens conseils sont mis en œuvre par an.

- 25 000 informations sur la VAE en Ile-de-France
- 18 600 entretiens conseil en VAE dans l'un des 34 points d'accueil des antennes VAE en Ile-de-France.

- **le Chéquier unique Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) :**
Public cible : Demandeurs d'emploi, salariés en cours de licenciement, et autres publics spécifiques, dont les personnes handicapées inscrites à Pôle emploi.

Date de la délibération : CP 15-670 du 7 octobre 2015

Description de l'action : Le chéquier unique VAE regroupe les aides financées par la Région et Pôle emploi liées au parcours de VAE : accompagnement à la présentation du dossier devant le jury, étendu au post-jury. L'accompagnement est classique (10 à 20h00) ou renforcé (20 à 40h00) pour les publics fragiles au regard de la certification. Le chéquier VAE finance également les frais annexes à l'accompagnement et, le cas échéant, le prise en charge des modules de formation complémentaires, avant ou après le jury. Ces aides sont prescrites par les conseillers Pôle emploi ou, dans le cas des publics éligibles non-inscrits à Pôle emploi, par les antennes VAE.

- 1 668 bénéficiaires par an (pour les seules aides régionales).

- CAP VAE, dispositif d'accompagnement pour les personnes handicapées (handicaps psychiques et mentaux) :
Le public cible :
Les personnes en situation de handicap mental et psychique travaillant dans les établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ainsi que les entreprises partenaires.

Descriptif de l'action : Ce dispositif a pour objectif de mener à la certification par la VAE les personnes en situation de handicap mental et psychique travaillant dans les ESAT ainsi que les entreprises adaptées partenaires et de faciliter leur insertion en milieu ordinaire de travail. La méthode d'accompagnement est adaptée aux publics concernés, principalement de niveau V.
Ce dispositif est complémentaire au chéquier unique VAE, ouvert au public relevant du milieu ordinaire.

- **L'accès à la qualification dans le cadre du « dispositif CRP » :**

Le « dispositif CRP » comprend les centres de Préorientation (CPO), les Unités d'Evaluation, de Réentrainement et d'orientation Sociale et / ou professionnelle (UEROS) et les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP).
Public cible : Demandeurs d'Emploi ayant la Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) et orientés par une Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).
Date de délibération : application de la loi, intégrée dans le code du travail.
Description de l'action : Depuis 1983, la Région Ile-de-France assume la prise en charge de la rémunération des stagiaires en situation de handicap en formation dans huit Centres de Rééducation Professionnelle (C.R.P.) et un centre de pré-orientation (CPO). La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a transféré à la Région la charge de la rémunération de l'ensemble des CRP et CPO franciliens, soit :

- 11 centres ou services de Préorientation et de Préorientation spécialisée ;
- 2 centres ou services UEROS ;
- 18 centres ou services de réadaptation professionnelle (CRP).

Plus de 5000 stagiaires reconnus travailleurs handicapés sont concernés par an.

Objectifs en faveur des publics en situation de handicap :

- Réaffirmer le principe d'égalité des chances et de l'accès aux droits pour les demandeurs d'emploi TH ;
- Accroitre le nombre de travailleurs handicapés accédant à la pré-qualification, à la qualification et à la certification et élever leur niveau global de formation ;
- Sécuriser les parcours professionnels des DETH en Ile de France ;
- Rendre plus lisible l'accès des DETH aux dispositifs régionaux de formation.

Publics cibles : les personnes en situation de handicap, spécialement les Demandeurs d'Emploi Travailleurs Handicapés, font partie du public cible des dispositifs présentés ci-dessus (cf. point « Description de l'action »).

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaire) : AGEFIPH, Pôle emploi, FAGERH, Missions locales…

Coût de l'action :
Programme Compétences (budget non spécifique) : 108 millions d'euros ;
Programme d'information et de conseil en VAE (budget non spécifique): 1,6 million d'euros ;
Chéquier unique VAE (budget non spécifique): 1,6 million d'euros.
CRP : 42 millions d'euros pour la rémunération des stagiaires en 2015.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Publications et/ou communication externe/interne brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes…

Indicateurs d'évaluation : Nombre de bénéficiaires par an pour chaque dispositif, dont les stagiaires ayant une reconnaissance TH – travailleurs handicapés

Possibilités d'extension de l'action Néant

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 3, 5, 6, 7, 8, 13, 17, 18, 19, 20

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 16

Unité Développement	**Direction** de la formation professionnelle	**Service**: Accompagnement du projet professionnel

Intitulé de l'Action : **Cap Compétences**

Description de l'action □ **événement** X□ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Par le biais du dispositif Cap Compétences, les personnes en situation d'illettrisme et les personnes ayant des besoins en maîtrise du français peuvent acquérir et développer des compétences qui contribueront à favoriser leur accès à une formation qualifiante ou un emploi.

Le dispositif Cap compétences propose trois parcours distincts (Parcours 1, réservé aux personnes en situation d'illettrisme ; Parcours 2, remise à niveau contextualisée au projet professionnel validé ; Parcours 3, français langue professionnelle sur certaines zones d'emploi).

Chaque parcours s'articule autour de différentes volets :

- la co-construction avec le stagiaire du contenu de sa formation individualisée ;
- la mise en place d'un suivi et d'un accompagnement individualisés ;
- la mise en œuvre de 3 évaluations (à l'entrée en formation, en cours de formation, en fin de parcours) auxquelles le bénéficiaire est pleinement associé ;
- le développement de compétences en lien avec son projet socio-professionnel ou favorisant l'émergence de son projet ;
- la possibilité d'obtenir une certification : le socle de compétences CléA, les titres professionnels inscrits au parcours 3.

A noter : la priorité est donnée aux actions de formation où l'on apprend en faisant, en travaillant sur des situations concrètes de la vie professionnelle et quotidienne.

La durée de formation diffère selon le parcours concerné
Parcours 1 : de 70 à 450 heures ;
Parcours 2 : de 70 à 250 heures ;
Parcours 3 : de 300 à 750 heures ;
Les parcours 1 et 2 se déroulent à temps partiel, avec un maximum de 18 heures hebdomadaires.
Les formations du parcours 3 peuvent être mises en œuvre à temps partiel ou complet.

Un lot spécifique régional est dédié au public sourd et malentendant, avec 24 places financées par la Région et 25 places par l'Agefiph.
Nombre de places dans le dispositif :

- **2015 : 4 400 places, dont 25% ont bénéficié à des personnes en situation de handicap.**
- **2016** (estimation) : 5 300 places (12 500 places avec le plan 500 000 formations).

Date de la délibération : CR 89-14 du 21 novembre 2014 et CR 15-48 du 10 juillet 2015

Public cible : prioritairement les personnes en situation d'illettrisme, relevant des niveaux 1 et 2 du cadre national de référence de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).
Les publics éligibles à ce dispositif sont :
- les demandeurs d'emploi sans qualification ou de premiers niveaux de qualification (niveau V et infra) y compris les personnes en situation de handicap ;
- les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) ;
- les personnes sous-main de justice disposant d'un aménagement de peine ;
- les bénéficiaires du dispositif régional d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE) ;

- les personnes en difficulté avec la langue française, non éligibles aux autres dispositifs de formation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, détenant le niveau A1 du Cadre Européen Commun de Référence sur les Langues (CECRL).

Objectifs en faveur des publics en situation de handicap :

- contribuer à la lutte contre l'illettrisme, et faciliter l'accès à un emploi, à une formation pré-qualifiante ou qualifiante des personnes en situation de handicap en difficulté avec la langue française.
- Accroitre le nombre de travailleurs handicapés accédant à la pré-qualification et élever leur niveau global de formation ;
- acquérir tout ou partie des compétences du Socle de compétences « CléA », en lien avec le projet socio-professionnel de la personne en situation de handicap.
- Sécuriser les parcours professionnels des DETH en Ile de France

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaires): Agefiph, Pôle-emploi, Missions locales, Cap emploi, PLIE, Ateliers sociolinguistiques, SIAE, Antennes VAE, SPIP, Centre de ressources illettrisme d'Ile-de-France.

Coût de l'action :

- 2015 : 5.5 M€
- 2016 : 7.5 M€ + 9 M€ dans le cadre du plan 500 000 formations.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Publications et/ou communication externe/interne : fiche de présentation du dispositif, article sur le site de Défi Métiers, etc.

Indicateurs d'évaluation :

Nombre de bénéficiaires par an, dont les stagiaires ayant une reconnaissance TH – travailleurs handicapés

Possibilités d'extension de l'action Néant

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 3, 5, 6, 7, 8, 13, 17, 18, 19, 20

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 24/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 17

Unité Développement	**Direction** : Direction de l'Apprentissage et de l'Emploi (DAE)	**Service**: transversal

Intitulé de l'Action : **Augmenter le nombre d'apprentis handicapés accueillis en CFA**

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** ☑**autres**

Le **rapport cadre n° CR 28-16 qui a été adopté le 18 février 2016 définit un nouvel engagement pour l'apprentissage, un plan d'action activant tous les moyens dont la Région dispose**, notamment pour optimiser le fonctionnement des centres de formation d'apprentis (CFA) par la mise en place de contrats de performance (qui comporte entre autre un indicateur de performance relatif au Taux d'apprentis formés déclarés en situation de handicap), adapter la carte des formations, revaloriser le statut des apprentis, faciliter leur recrutement et renforcer leur accompagnement…
Il s'articule étroitement avec le rapport n° CR 25-16 adopté le 18 février 2016, qui définit comme grande cause régionale 2016, l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap. La Région s'est engagée à développer l'accompagnement des acteurs de la formation et de l'apprentissage, mettre en place des actions de soutien aux employeurs, favoriser l'accès à l'apprentissage notamment par la mobilisation de huit développeurs territoriaux pour l'accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap.

Améliorer l'accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap est un objectif partagé du PRITH [1]porté par la Commission handicap du CREFOP (PRITH/ action 4, pilotée par la Région). Il s'agit de clarifier le diagnostic entre partenaires et de proposer plusieurs pistes d'action afin de mieux appréhender les besoins des apprentis handicapés, d'axer les problématiques sur l'employabilité, mais aussi sur les besoins d'accompagnement des CFA et des entreprises. Un groupe de travail technique Apprentissage/ handicap spécifiquement dédié à la thématique, associe la Direccte, la Région Île-de-France, les Académies franciliennes et la DRIAAF ainsi que l'Agefiph et plus récemment la CGPME, l'UNEA et la CFTC. Ce groupe de travail s'est réuni 23 fois sur trois années.
La fiabilisation des données concernant les personnes en situation de handicap a été un enjeu important pour les travaux du groupe. Aucune base de données ne permet d'avoir une visibilité satisfaisante sur le nombre de personnes concernées (difficulté de remontée de l'information, d'identification des jeunes en situation de handicap et d'apprentis ne souhaitent pas se déclarer). Une enquête a été élaborée pour mieux repérer le nombre d'apprenants en situation de handicap au sein des CFA franciliens. L'apport d'expertise du groupe de travail transversal a justifié l'appui en maîtrise d'œuvre du Prith (Amnyos) pour accompagner une partie de ces travaux.

Plusieurs types d'actions sont mises en œuvre en direction des CFA:

- La **convention portant création de CFA signée avec la région** rappelle l'obligation d'accueil des personnes handicapées en milieu ordinaire de travail/ formation: « Le CFA s'engage à développer l'accueil des apprentis handicapés et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces jeunes en milieu ordinaire de travail. Le CFA veille à l'accessibilité physique de ses locaux pour les personnes handicapées. Il désigne un référent handicap et s'assure que ce dernier participe aux formations adéquates. ».

- **Une attention particulière est portée à la problématique du handicap dans la mise en œuvre des dispositifs :**

  a. Les dépenses liées au handicap sont éligibles à la **subvention globale de fonctionnement** des CFA. Dans le cadre des **subventions d'investissement,** la Région est amenée à soutenir les travaux permettant une meilleure accessibilité des CFA, notamment à l'occasion de rénovations ou de constructions.
  b. La Région subventionne **l'achat de matériel adapté** aux apprentis handicapés (ordinateur spécifique pour personnes malvoyantes, mobilier scolaire adapté …) dans le cadre des demandes d'équipement des CFA.

- **Le travail innovant réalisé dans le cadre du dispositif « Qualité de l'alternance »** pour renforcer la confiance des entreprises envers les jeunes et leurs accompagnateurs sera consolidé dans le cadre des contrats de performance. Il s'agira notamment d'aider ces jeunes à prendre en compte les besoins immédiats des entreprises, à acquérir une posture professionnelle d'anticipation des situations de travail à court terme. Cela suppose une individualisation des formations qui garantit une montée en compétence et une posture optimale en entreprise, rendant le jeune plus confiant et plus attractif vis-à-vis des entreprises.

- **Un référent Handicap**, facilitant l'accueil et le suivi des personnes en situation de handicap, est identifié au sein de chaque CFA. La Région leur propose des outils afin de renforcer la communication et l'échange d'informations dans les réseaux de prescripteurs et les structures de formation. Un guide pratique des missions du référent handicap a été élaboré dans le cadre d'une action Défi métiers cofinancée par la Direccte et l'Agefiph, ce qui va permettre d'appuyer les CFA dans leur mission d'accueil. Des ateliers sont proposés à ces référents en OF et CFA pour sensibiliser et partager les pratiques.

- **Un travail est en cours sur la mobilisation des organismes et réseaux susceptibles d'orienter les personnes handicapées vers l'apprentissage dans les territoires** (Éducation nationale, Cap emploi, Pôle emploi, ALTHER, missions locales, associations…). Pour cela, il s'agit de **soutenir et accompagner l'activité des Développeurs de l'apprentissage Territoriaux** dans chaque département. Ces développeurs permettent une déclinaison territoriale des objectifs et sont des leviers d'actions au niveau départemental. **Tous font état, à minima, d'un axe de travail sur l'« accueil des apprentis handicapés » et 8 d'entre eux seront mobilisés courant 2016 spécifiquement sur chaque département.** La Région veille à la sensibilisation et à l'information systématique des développeurs territoriaux par l'Agefiph.

- **Informer et outiller les professionnels de l'apprentissage** (référents, conseillers…) :
    a. Mise en ligne sur l'extranet de l'apprentissage d'un « Kit handicap », une boite à outil permettant de donner une information minimum aux CFA concernant l'accueil d'une personne handicapée. Il s'agit de développer une culture commune à l'ensemble des CFA franciliens et à leurs partenaires, tant sur les obligations légales, les statuts, et qui propose un panorama des acteurs incontournables et des aides à la compensation du handicap existantes. Ce kit est mis à jour régulièrement et enrichi de nouveaux documents
    b. Une information régulière est transmise aux CFA sur les actualités de l'Agefiph et du FIPHFP (par exemple le kit alternance de l'Agefiph, le montant des primes aux entreprises et aux apprentis actualisé en 2016…).

Objectif du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 adopté par la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007, du nouvel engagement pour l'apprentissage (plan d'action) adopté par la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 et du rapport relatif à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap adopté par la délibération n° CR 25-16 du 18 février 2016..

Objectifs :

L'accès à l'emploi **des personnes en situation de handicap** est une grande cause régionale.
La Région s'est engagée à développer l'accompagnement des acteurs de la formation et de l'apprentissage, mettre en place des actions de soutien aux employeurs, favoriser l'accès à l'apprentissage notamment par la mobilisation de huit développeurs territoriaux pour l'accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap.

Sont encouragées les actions permettant un meilleur accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap (dont le dispositif d'accès à l'apprentissage), permettant d'améliorer leur niveau de qualification et leur accès à l'emploi, en lien étroit avec l'Agefiph et les commissions handicap et apprentissage du CREFOP.

Publics cibles :

Toute personne amenée à fréquenter un CFA francilien : jeunes et adultes en situation de handicap (apprentis qui sont salariés, jeunes scolaires ou stagiaires de la formation professionnelle dans le cadre du dispositif d'accès à l'apprentissage (voir fiche DAA), étudiants, demandeurs d'emploi), parents, formateurs, entreprises… et bénéficiant de la reconnaissance d'une situation de handicap.

Les personnes en situation de handicap sont éligibles au contrat d'apprentissage sans limitation d'âge.

Concertation avec associations ou représentants PH :

Groupe de travail technique Apprentissage/ handicap (CREFOP).

Articulation avec le PRITH et le CPRDFP. Échanges avec le groupe technique du CCH sur la qualification.

Partenaires :

CFA, entreprises. En fonction des projets : État (la Direccte/PRITH et ses unités départementales, l'Éducation Nationale (SAIA) et la DRIAAF, …), Agefiph/ FIPHFP, MDPH, Pôle emploi, Cap emploi, ALTHER, Missions locales, Défi Métiers, associations… les chambres consulaires, Centres de gestion, les missions handicap des entreprises, les associations locales, les coordinateur ULIS/ IMPRO, chef de travaux des lycées et des lycées techniques, Avenir Jeunes, Dispositif d'accès

Coût de l'action :

Actions dont le budget n'est pas fléché (droit commun- milieu ordinaire de travail)

Enquête auprès des CFA sur les apprentis identifiés (et qui souhaitent se déclarer) :

2015 = 550 apprentis en situation de handicap identifiées (0,68%)

2016 = 576 apprentis en situation de handicap (0,72%)

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

En fonction des dispositifs

Publications et/ou communication externe/interne :

Kit handicap disponible sur le site extranet de l'apprentissage Gloria, réunions d'informations internes et externes

Indicateurs d'évaluation :

- Développement d'outils : mise en ligne du Kit Handicap pour les CFA, modélisation de fiches pratiques sur les dispositifs (ex : fiche action Dispositif d'accès à l'apprentissage), référentiel des missions d'un référent Handicap dans les structures de formation …
- Nombre de réunions : développement de nouveaux partenariats, réunion d'échanges et de partage de pratiques entre partenaires institutionnels, entre partenaires locaux dans les départements, entre CFA,
- Nombre d'actions d'information / sensibilisation / professionnalisation des acteurs (nombre de réunions, nombre de participants, nombre de forum…)
- Nombre d'apprentis handicapés (comme indiqué, remontées chiffrées à fiabiliser).

Possibilités d'extension de l'action :

Le Groupe de travail Apprentissage/ handicap dans le cadre du CREFOP (action 4/ PRITH) a vocation à se poursuivre et à faire le lien avec d'autres groupes de travail du PRITH (groupe 1- Convention IJPH/Jeunes, groupe 5/ Contrats de professionnalisation).

Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs, développeurs de l'apprentissage et partenaires pour développer une culture commune sur la thématique du handicap et sur celle de l'apprentissage. Mettre en œuvre les nouvelles orientations de l'exécutif et notamment voir comment articuler les missions des 8 développeurs de l'apprentissage mobilisés dans les départements.

Renforcer l'organisation de groupes d'échange de pratique dans le cadre des contrats de performance qui seront déclinés en 2017 pour chaque CFA.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 20, 22

Statut de l'action

- En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 18

Unité Développement	**Direction** : Direction de l'Apprentissage et de l'Emploi (DAE)	**Service**: Service Développement de l'apprentissage

Intitulé de l'Action : Dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA) – Passerelle Handicap

Description de l'action □ **événement** ☑ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Afin de mieux répondre aux besoins exprimés par les jeunes, les familles et les CFA au profit des publics qui accèdent peu aujourd'hui à l'apprentissage, le Dispositif régional d'Accès à l'Apprentissage contribue au développement des actions partenariales destinées à permettre l'accès et le suivi en formation professionnelle des personnes handicapées.

Ainsi, dorénavant, l'ensemble des actions mises en œuvre par les CFA, dans le cadre du DAA, est accessible aux personnes en situation de handicap, de tous âges. Celles-ci sont regroupées sous quatre orientations-clés, intitulées « passerelles » :

- **L'information et l'orientation** sur les formations et les métiers accessibles en apprentissage (Passerelle Découverte des métiers et de l'apprentissage),

- **Le rapprochement avec des entreprises pour signer un contrat** : dans ce cadre, les jeunes peuvent commencer leur formation dès la rentrée, avec les apprentis, même s'ils n'ont pas signé de contrat. Ils sont guidés et aidés par le CFA vers la signature, grâce à un accompagnement dédié et des stages en entreprise (Passerelle Accès à un contrat),

- **L'accès à l'apprentissage de publics rencontrant des difficultés spécifiques** par la mise en œuvre d'actions ciblées qui permettent aux jeunes de travailler sur les compétences clés et la posture professionnelle, en répondant à des problématiques caractéristiques (liées à un handicap, à un premier niveau de qualification, en soutien aux décrocheurs scolaires et universitaires) (Passerelles spécifiques),

- **La sécurisation des parcours** par le maintien en formation en cas de rupture de contrat et le soutien actif vers la signature d'un nouveau contrat (Passerelle Maintien en formation).

Le soutien se matérialise par des mécanismes incitatifs financiers, destinés aux CFA volontaires, et de mise en réseau. C'est d'ailleurs par les CFA que les entreprises s'impliquent.

De manière à s'assurer de la possible entrée dans le dispositif de chacun et le, cas échéant, à la rendre optimale, une étape de «transition », présentée comme nécessaire aussi bien pour les bénéficiaires que pour les équipes pédagogiques, est toujours organisée par l'ensemble des parties prenantes. Il y est question de préparer les conditions d'une bonne intégration en CFA et d'évaluer dans certains cas la possibilité pour la personne de suivre la formation et de réussir son apprentissage.

Objectifs :

L'objectif principal est de favoriser l'insertion de personnes en milieu professionnel ordinaire ou de préciser son projet de formation. Le dispositif s'inscrit dans le cadre de la sécurisation des parcours des jeunes ou adultes, qui sont accueillis dans le CFA avec le statut scolaire ou de stagiaire de la formation professionnelle et l'objectif final demeure la signature d'un contrat d'apprentissage préparant à un diplôme.

A l'issue de la passerelle « Accès à un contrat » ou de la passerelle « Spécifique », la personne handicapée obtient selon ses compétences et son statut : soit un contrat d'apprentissage, pour parfaire sa formation et tendre vers l'obtention d'un diplôme, soit d'une attestation de compétences professionnelles, soit un contrat en CDD ou CDI en tant que travailleur handicapé (BOETH).

Publics cibles :

Jeunes ou adultes en situation de handicap âgés de + de 16 ans et s'orientant vers la formation par apprentissage. La personne peut être sous statut scolaire ou peut accéder au statut de stagiaire de la formation professionnelle.

Partenaires dans le cadre de la construction d'un parcours sécurisé

- Un CFA ayant une formation professionnelle de niveau V
- Une entreprise
- Une académie (SAIA, DISPEH)
- L'établissement d'origine d'accompagnement, soit établissement scolaire ou médico-social (IME, IMPRO, ULIS lycée, EREA…)
- L'**AGEFIPH** (ou le FIPHFP dans le public)
- Les familles des personnes handicapées
- MDPH, Cap Emploi, Missions locales (notamment dispositif AVENIR jeunes), collèges, lycées, EREA, IME…
- Eventuellement, des partenaires associatifs locaux (ADAPT, ARPEJEH…).

Coût de l'action :

Actions dont le budget n'est pas fléché (milieu ordinaire de travail). Les coûts liés à l'accueil d'apprentis en situation de handicap sont intégrés dans le dispositif, des bonifications sont prévues pour l'accueil d'une personne handicapée (BOETH).

2014 (refonte du dispositif) : 340 PSH (Enquête PRITH 2015)

2015 : Coût global de la mise en œuvre du DAA : 8 Millions d'euros pour 16 300 personnes accueillies. 380 PSH représentant 2,3% des bénéficiaires (bilan DAA 2016).

Les forfaits par type de passerelles (action) :

Type d'action	Mode de calcul	Coût horaire ou montant du forfait	Durées	Stages en entreprise obligatoire (O/N)
Découverte des métiers et de l'apprentissage pour TH	Forfait	210 €	20 heures minimum	NON
Accès au contrat ***Septembre à décembre***	H/stagiaire	2 €	300 heures maximum	OUI
Accès au contrat ***Janvier à juin***	H/stagiaire	2 €	700 heures maximum	OUI
Spécifique *(pour les TH, cette passerelle peut être prévue sur deux années scolaires)*	H/stagiaire	7 €	1 000 heures maximum	OUI
Maintien	Forfait	144 €	-	OUI

Publications et/ou communication externe/interne

Séminaire ponctuel avec les partenaires et opérateurs.

Appel à projet sur le réseau extranet de l'apprentissage « Gloria ».

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Appel à projet annuel auprès des CFA (candidature à l'automne)

Indicateurs d'évaluation :

- Taux de sorties positives » (signatures d'un contrat d'apprentissage ou emploi)
- Orientation vers le milieu ordinaire ou retour en milieu spécifique
- Délivrance d'une attestation de compétence ou d'un diplôme
- Obligation du suivi à 3 mois de la personne sortant du dispositif

Possibilités d'extension de l'action :

L'objectif est de développer le nombre de personnes accueillies sur ces parcours sécurisés, avec les partenaires – en particulier l'Agefiph- et sur les territoires. Le partage de bonnes pratiques, en lien avec le handicap, et la mutualisation ont permis de modéliser une fiche thématique sur l'accueil de personnes en situation de handicap pour la passerelle accompagnement.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 4, 6, 7, 16, 18, 19, 20

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 19

Unité Développement	**Direction** de la formation professionnelle	**Service**: Accompagnement du projet professionnel

Intitulé de l'Action : **Favoriser l'accessibilité aux prestations régionales de formation et à l'emploi pour les personnes sourdes et malentendantes - ARIS**

Description de l'action □ **événement** **X dispositif** □ **projet** □ **autres**

Soutien à l'action portée par l'Association Régionale pour l'Intégration des Sourds (ARIS) dans le cadre du dispositif « Appui à l'orientation professionnelle des actifs », visant à **favoriser l'accessibilité aux prestations régionales de formation et à l'emploi pour les personnes sourdes et malentendantes.**

Organisme chargé de la mise en œuvre de l'action : L'Association Régionale pour l'Intégration des Sourds (ARIS)

Le public cible : Personnes sourdes titulaires d'une reconnaissance de travailleur handicapé.

Objectif de l'action :
L'ARIS accompagne les sourds et les malentendants dans des contextes nécessitant une interface avec leur interlocuteur. Elle assure un service d'aides humaines pour l'accessibilité des dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes sourds d'Ile-de-France.

Date de la délibération : Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008 - La délibération CP n°16-315 du 12 juillet 2016.

Description de l'action :
L'association ARIS intervient sur plusieurs volets :

- Elle met à disposition des prescripteurs des interprètes – traducteurs pour un appui lors des entretiens, des formations, des forums, des informations collectives… ;
- Le personnel qualifié de l'association ARIS reçoit les demandeurs en entretien individuel pour les accompagner dans la réalisation de leur projet professionnel : les informer, les orienter sur les formations et les organismes susceptibles de les accueillir (en prenant en compte leur handicap), leur donner une culture d'entreprise et les coacher pour les amener vers l'emploi ;
- Cet accompagnement est complété, pour les personnes qui en ont besoin, par une aide personnalisée à la recherche d'emploi. En effet, partant du constat que 70% de ce public est illettré, l'association ARIS a décidé de leur proposer depuis 2012 un accompagnement d'environ 10 entretiens d'une heure et demi. Elle aide concrètement ces demandeurs sourds et malentendants qui ne maitrisent pas la lecture et l'écriture à sélectionner les offres d'emploi, les commenter en donnant des explications sur les attendues et le contenu du poste proposé, à rédiger leur CV, leur lettre de motivation, à les préparer à l'entretien de recrutement…

En 2015, 1000 personnes ont bénéficié d'un appui de l'ARIS (57% femmes / 43% hommes), dont 87% avaient un niveau de qualification V.
Années précédentes : 824 en 2013, 939 en 2014

Objectifs :

- Réaffirmer le principe d'égalité des chances et de l'accès aux droits pour les personnes sourdes et malentendantes ;
- Sécuriser les parcours professionnels de ces personnes ;
- Accroitre le nombre de travailleurs handicapés accédant à la pré-qualification, à la qualification et à la certification et élever leur niveau global de formation ;
- Rendre plus lisibles l'accès des travailleurs handicapés aux dispositifs régionaux de formation.

Publics cibles : Personnes sourdes et malentendantes, jeunes ou adultes, titulaires d'une reconnaissance de travailleur handicapé.

Concertation avec associations ou représentants PH :

Organisme assurant mise en œuvre de cette action : Association Régionale pour l'Insertion des Sourds (ARIS)

Partenaire: AGEFIPH

Coût de l'action :

2016 : 50 000 €

2015 : 80 000 €

2014 : 80 000 €

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Chaque année, tout au long de l'année.

Publications et/ou communication externe/interne

(présentation du dispositif/ éléments de bilan) types : brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes…

Indicateurs d'évaluation : Nombre de bénéficiaires de l'action par an : environ 1000

Possibilités d'extension de l'action

Néant

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 3, 5, 6, 7, 8, 13, 17, 18, 19, 20

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 21/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 20

Unité Développement	**Directions** Formation professionnelle et Stratégie et territoires	**Service**:

Intitulé de l'Action : **Centre d'animation, de ressources et d'information sur la formation en Ile-de-France (CARIF) Défi -métiers**

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** ☒**autres**

Le CARIF Défi-métiers est un groupement d'intérêt public ayant pour missions essentielles l'information sur l'offre de formation en Ile-de-France et l'observation de la relation emploi-formation.
A des fins de contribution à l'accès des personnes en situation de handicap à la formation professionnelle de droit commun, Défi métiers a, depuis 2014, systématisé **la prise en compte de la thématique handicap au travers ses interventions.** La structure a également opéré une sensibilisation de ses agents à la thématique du handicap et proposé une formation-action sur l'accessibilité numérique de ce public.

Par la mise en place d'actions diverses, Défi Métiers contribue notamment à la **professionnalisation des référents handicap des organismes de formation** (OF) **et des centres de formation d'apprentis (CFA)** :
- élaboration d'un référentiel d'activités et de compétences du référent handicap en organisme de formation et CFA, et ateliers d'appropriation du référentiel – lien www.defi-metiers.fr/publications/referentiel-handicap ;
- animation de petits déjeuners « Parlons Handicap » sur l'accès à la formation et à l'apprentissage des personnes en situation de handicap en partenariat avec la Région et l'Agefiph, destinés aux dirigeants des OF et des CFA : 3 sessions en 2015 ayant réuni environ 40 participants + 1 session en 2016 (15 participants) ;
- animation d'ateliers pour les référents Handicap des OF et des CFA « Prise en main de sa fonction de référent Handicap » 3 ateliers en 2015 (43 inscrits) et 4 ateliers programmés en 2016 (56 participants).
- animation d'une plateforme collaborative sur la thématique Handicap qui compte 177 utilisateurs en 2016.

En termes de communication, la thématique handicap du site Défi Métiers permet de valoriser l'ensemble des articles publiés sur ce champ (un dossier Handicap a été élaboré et mis en ligne en 2015, avec liens, actualités, interviews et vidéos). Un chat Handicap sur « Les métiers.net » a également été organisé en novembre 2014.

Créé par l'Etat et la Région en 1995, sous le statut d'association « loi 1901 », le CARIF est un organisme associé de la Région. Il devient Groupement d'intérêt public (GIP) en 2001 et adopte l'appellation Défi métiers en 2012.

Objectifs : Contribuer à la professionnalisation des référents handicap des organismes de formation et des CFA, et prise en compte de la thématique handicap à travers son plan d'actions annuel.

Publics cibles : organismes de formation et CFA, acteurs de l'AIO

Partenaire(s) : Agefiph

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : Non fléché 2016 : Non fléché	**Publications et/ou communication externe/interne** www.**defi-metiers**.fr

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 7

Statut de l'action
-En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 29/11/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 21

Unité Développement	Direction de la Stratégie et des territoires	Service : Mission SPRO

Intitulé de l'Action : **Prise en compte des personnes en situation de handicap dans le cadre du Service Public régional de l'Orientation (SPRO) et du conseil en évolution professionnelle (CEP)**

Description de l'action □ **événement**

Le SPRO garantit à toute personne l'accès à une information gratuite, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunérations, ainsi que l'accès à des services de conseil et d'accompagnement en orientation de qualité et organisés en réseaux. Il concourt à la mixité professionnelle en luttant contre les stéréotypes de genre. Il permet de **disposer d'une information exhaustive et objective sur les métiers, les compétences et les qualifications nécessaires pour les exercer, les dispositifs de formation et de certification, ainsi que les organismes de formation et les labels de qualité** dont ceux-ci bénéficient ; d'autre part de bénéficier de conseils personnalisés lui permettant de pouvoir choisir en connaissance de cause un métier, une formation ou une certification adaptés à ses aspirations, à ses aptitudes et aux perspectives professionnelles liées aux besoins prévisibles de la société, de l'économie et de l'aménagement du territoire.

De plus, toute personne peut bénéficier tout au long de sa vie professionnelle d'un conseil gratuit en évolution professionnelle (CEP), dont l'objectif est de favoriser l'évolution et la sécurisation de son parcours professionnel.

Depuis la loi du 5 mars 2014, la Région coordonne les actions des organismes participant au SPRO ainsi que la mise en place du conseil en évolution professionnelle.
Une partie des prérogatives régionales est exercé dans le cadre du quadripartisme représenté par le CREFOP et sa Commission SPRO. Il s'agit notamment de :

- la concertation sur la désignation des opérateurs régionaux du CEP ;
- la conception des éléments d'information relatifs au suivi de la mise en œuvre territorialisée du CEP réalisé par la région ;
- de l'évaluation du CEP en lien avec le CNEFOP ;
- de l'élaboration et de l'adoption du Contrat de Plan Régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle.

Les autres compétences sont exercées directement par le Conseil régional. Parmi les axes de travail identifiés, quatre enjeux principaux peuvent être dénombrés :

1. Mise en réseau, animation et coordination du SPRO
2. Amélioration du service rendu aux usagers en termes de lisibilité et de clarification de l'offre de service
3. Territorialisation du SPRO
4. Professionnalisation des acteurs

L'ensemble de ces actions s'adresse aux personnes en situation de handicap. C'est une priorité transversale du SPRO et du CEP.

La loi précise par ailleurs que **l'offre de service en matière de CEP doit être compréhensible et accessible**, quels que soient les publics et leurs bassins de vie et d'emploi. Elle est ainsi présentée dans un langage et des supports intelligibles et organisée en proximité des bassins de vie, d'emploi, et des moyens de transport ainsi que dans des locaux adaptés aux publics reçus, en tenant compte de leurs contraintes de vie et de mobilité (ex. : personne en situation de handicap).

Objectifs : Prendre en compte la problématique des personnes en situation de handicap dans toutes les actions conduites au titre du SPRO. Compte tenu des sujets à l'ordre du jour, les actions suivantes sont en préparation :

- Ouverture, au premier semestre 2017, d'une première version d'un portail numérique de l'orientation et de la formation, répondant aux normes d'accessibilité numérique et décliné en application smartphone pour

identifier, géolocaliser les formations de tout niveau, lieux d'orientation et délivrer les informations essentielles sur les métiers, les formations, les débouchés.

- Sessions de formation sur les personnes en situation de handicap dans le cadre du plan de professionnalisation des conseillers en évolution professionnelle ;
- Prise en compte du public en situation de handicap dans le plan de communication et les outils numériques ;
- Des conférences sur le SPRO sont envisagées qui prendront en compte la grande cause régionale en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap
- Intervention croisée entre les commissions SPRO et handicap du CREFOP pour définir un plan de travail conjoint (première intervention dès le 21 juin 2016)

Publics cibles :

Pour le CEP : tout actif (définition INSEE au sens du recensement de la population) quel que soit son statut, notamment les personnes en recherche d'emploi, indemnisées ou non ; les salariés du secteur privé, à temps complet ou partiel, les travailleurs indépendants, artisans, professions libérales, ou auto-entrepreneurs, les salariés du secteur public, fonctionnaires titulaires, contractuels ou vacataires.

Pour le SPRO : en plus des publics mentionnés au titre du SPRO, les étudiants et les jeunes en situation de décrochage sont également concernés.

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaire(s) : Commission SPRO du CREFOP

Prestataire(s) : Agefiph, Cap emploi

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : dès 2016
Non précisé à ce stade	**Publications et/ou communication externe/interne**

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1,5, 7

Statut de l'action

- En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 13/10/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 22

Unité Société	Direction Développement social - Santé - Démocratie régionale	Service: Formations sanitaires et sociales

Intitulé de l'Action :
Mise en conformité de l'extranet PRISME avec le RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations)

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** **x projet** □ **autres**

L'application PRISME est une application de gestion des dossiers de bourses pour les formations sanitaires et sociales.
Elle permet :

- aux étudiants de déposer leur dossier de demande de bourses ;
- aux centres de formation d'effectuer un premier contrôle des inscriptions des étudiants ;
- aux agents de la Région d'instruire les demandes de bourses, de procéder aux notifications et à la génération des fichiers de paiement.
- aux étudiants en situation précaire qui suivent une formation sanitaire, sociale ou paramédicale de déposer une demande de FRAS (Fonds Régional d'Aide Sociale) par l'intermédiaire de leur école

Le site est accessible à l'adresse www.iledefrance.fr/fss.

Dans le cadre de l'intégration du site fss au site institutionnel de la Région, l'intégralité du site est accessible aux étudiants et aux écoles et les formulaires de saisie sont, en conséquence, mis aux normes d'accessibilité.

Le volet communication sera prochainement développé au sein du site institutionnel selon les normes d'accessibilité du RGAA.

Créée le 06/12/2013 – **modifiée le** 15/06/2016

Objectifs :
l'accessibilité des usagers à l'information et aux services

Publics cibles : étudiants, centres de formation sanitaires et sociales

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaire(s) :

Prestataire(s) :

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
Prévisionnel 2014 Années suivantes, le cas échéant	Marché n°1100614 **Publications et/ou communication externe/interne**

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action :

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 5

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre :

Date de mise à jour de la fiche : 22/06/2016

FAVORISER L'ACCES A L'EMPLOI ET LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 23

Unité Société	Direction du Développement social, de la santé et de la démocratie régionale	Service: Développement social & santé

Intitulé de l'action : Emploi en milieu adapté
Aide à la mutation et développement des Esat et des entreprises adaptées

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Plusieurs dispositifs permettent de poursuivre cet objectif :

- Soutien financier aux initiatives du Gesat - groupement des établissements et services par le travail (Esat) & entreprises adaptées (Ea) par une contribution à la tenue des salons et études : 50% de la dépense et plafond à 10.000€ par an). A noter, en 2013 le lancement de l'observatoire économique du travail protégé et adapté (soutenu par la région) ;
- Dépenses d'investissement relatives à la création, l'extension, la restructuration et l'équipement des établissements et services d'aide par le travail et les entreprises adaptées permettant aux ph d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs capacités.
  A ce titre, la région a soutenu, en 2015, l'association entraide universitaire pour la rénovation d'un Esat de 75 places à Villeneuve-la-Garenne (92) et l'association Aède pour l'extension de l'Esat Val d'Europe à Bailly-Romainvilliers (77).

Créé le 7 avril 2011 CR 23-11 ARTICLES 14 ET 15

Objectifs : poursuite du soutien.

Publics cibles : travailleurs handicapés en Esat et Ea

Concertation avec associations ou représentants ph : CCH
Partenaires : Gesat – Esat et Ea franciliens
Prestataire(s) :

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 457.650 € de dépenses d'investissement	Sur projets
	Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation :
Nombre de projets soutenus – nouveaux projets – places créées, rénovées ou équipées

Possibilités d'extension de l'action :
Attention particulière aux projets de rénovation d'Esat – parc ancien important

Règle standard agenda 22 mise en œuvre : 3
Statut de l'action
- en préparation
- en cours de mise en œuvre : x
- date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 24

Unité Développement	**Direction** : Direction de l'Apprentissage et de l'Emploi (DAE)	**Service**: Accès à l'alternance et à l'emploi et Employeurs

Intitulé de l'Action : **Favoriser l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap via les dispositifs Plateformes RH, Chantier Ecole et Passerelle Entreprise**

Description de l'action **□ événement X dispositif □ projet □ autres**

Dispositif Plateformes RH :
Les Plateformes RH proposent une offre de proximité en matière RH aux entreprises et associations de moins de 50 salariés sous forme de rendez-vous individuels mais aussi d'événements collectifs sur toutes les questions RH : recrutement, formation, développement des compétences, obligation des employeurs, lutte contre les discriminations... Elles sensibilisent les dirigeants à la question du handicap, les informe et les accompagne dans leur projet de recrutement et/ou de maintien de personnel en situation de handicap. 6 plateformes proposent par ailleurs une offre spécifique aux salariés et développent des actions favorisant la reconnaissance TH et le reclassement professionnel.
Plus de 1 600 dirigeants et 2000 salariés accompagnés en 2015.

Dispositif Passerelle Entreprise.
La région soutient des actions initiées et mises en œuvre localement, visant l'accès à l'emploi de personnes en recherche d'emploi, prioritairement peu ou pas qualifiées. Dans ce cadre sont proposés une formation professionnelle et un accompagnement personnalisé, adapté aux besoins des entreprises partenaires qui ont des besoins de recrutement et sont pleinement impliquées dans l'action.

Dispositif Chantier Ecole
Ce dispositif permet de financer des actions pré-qualifiantes destinées à des personnes en difficultés d'insertion professionnelle, débouchant sur un emploi ou une formation. Elles prennent la forme d'un accompagnement global vers l'emploi combinant un accompagnement social et professionnel, une ou plusieurs immersions en entreprises, et un apprentissage des gestes et savoir être professionnels liés à une activité donnée.
Sa particularité réside dans son approche pédagogique, basée sur des mises en situation pratique, à partir de supports concrets et « grandeur nature » sur lesquels les stagiaires travaillent collectivement. Il arrive, dans le cadre de l'accompagnement socio-professionnel, que soit mise en place un accompagnement vers une reconnaissance du handicap.

Créée le : CR 41-13 du 20 juin 2013, CR 34-15 du 10 juillet 2015

Objectifs :
- Favoriser la formation et l'insertion professionnelle (jeunes et adultes) en soutenant des actions d'accompagnement vers l'emploi
- Conseiller et accompagner des dirigeants de TPE et d'associations de moins de 50 salariés

Publics cibles :
- Franciliens, dont ceux en situation de handicap, prioritairement peu ou pas qualifiés et pouvant rencontrer des difficultés sociales importantes.
- Dirigeants d'entreprises et d'associations de moins de 50 salariés

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaires : Direccte, AGEFIPH, Pole emploi, Missions Locales, CAP Emploi, Pôle Emploi
Bénéficiaires : acteurs locaux de l'emploi, de l'insertion (PLIE, Maison de l'emploi), Collectivités locales, associations…
Prestataires : des organismes de formations

Coût de l'action : Intégré dans les trois dispositifs et non fléché 2015 : Plateformes RH : 0,8 M€ Passerelles Entreprises 2,124 M€ avec une action	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : Plateformes RH : 13 Plateformes RH sur le territoire pour l'année 2016 Passerelle entreprise : appel à projets au fil de l'eau

spécifiquement dédiée pour demandeurs d'emploi reconnus TH, soit 2% de l'effectif global (45 passerelles au total). Chantiers école : 1 M€ **Prévisionnel 2016** : Plateformes RH : 0,7 M€ Passerelles entreprises : 2,200 M€ Chantiers école : 0,85 M€	Chantiers école : 2 appels à projet par an **Publications et/ou communication externe/interne :** Document de présentation Article sur le site internet Région spécifique Informations lors de séminaires-salons Réunions internes et externes Mise en ligne des appels à projets sur le site de la Région

Indicateurs d'évaluation : Nombre de personnes en situation de handicap accédant à un emploi ou à une formation

Possibilités d'extension de l'action :

Une communication et une sensibilisation accrues sur le recrutement de personnes en situation de handicap.

Un partenariat renforcé avec les organisations représentatives des personnes en situation de handicap, notamment l'Agefiph

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 17, 18, 19, 20

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 06/10/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 25

Unité Développement	**Directions** de la Stratégie et des territoires (DST), de la formation professionnelle (DFP) et de l'apprentissage et de l'emploi (DAE)	**Service**:

Intitulé de l'Action :

Contribution au PRITH IDF – Plan régional pour l'insertion des travailleurs handicapés en Ile-de-France

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** X **autres**

Le PRITH est un plan régional, piloté par l'Etat, qui réunit un collectif de partenaires régionaux et départementaux, intervenant dans le champ de l'emploi, de la formation et du secteur médico-social *(cf. ci-dessous § partenaires)*.

L'objectif de ce plan est de **développer une approche coordonnée entre les partenaires en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap**, par :

- le partage d'informations ;
- la coproduction d'un **diagnostic partagé**, à partir duquel est décliné un **plan d'actions** à mettre en œuvre ;
- la **mutualisation des moyens** et la **complémentarité dans l'action ;**
- l'engagement sur l'**évaluation des résultats.**

Le Plan d'actions du PRITH IDF s'articule autour de **trois axes stratégiques thématiques** :

- Sécuriser **l'accès et le maintien dans l'emploi** des TH
- Renforcer le niveau de **formation** des TH
- Mobiliser les partenaires dans les **territoires**

Auxquels s'ajoute un axe stratégique transversal : **information, communication et aide au pilotage**

La Région a adopté l'accord de partenariat pour le pilotage de ce plan lors de l'adoption de l'Agenda 22 francilien (délibération-cadre CR 11-14). Cet accord a été **signé lors de la mise en place du CREFOP le 10 décembre 2014.**
Le PRITH est piloté dans le cadre de la Commission Handicap du CREFOP (Comité régional de l'emploi, la formation et l'orientation professionnelle).
La présidence de cette commission est assurée par l'Etat ; la Vice-présidence revenant aux partenaires sociaux (CGPME).
La Région participe à plusieurs groupes de travail et en pilote de 2 d'entre eux : un portant sur la formation professionnelle et l'accès à la qualification, un second visant à améliorer l'accès à l'apprentissage (groupe de travail transversal aux Commissions Handicap et Apprentissage du CREFOP).

Objectifs :

- **Améliorer l'insertion et le maintien en emploi des personnes en situation de handicap**
- Pour ce faire, **optimiser la coordination entre acteurs et l'action collective**, notamment par :
  - la recherche d'efficacité et la complémentarité entre les interventions de chacun.
  - la recherche d'articulation entre offres spécifiques (ou dédiées) aux travailleurs handicapés et offres dites "de droit commun" (offres tout public du service public de l'emploi)

Publics cibles :

- Les personnes en situation de handicap, et spécialement les **demandeurs d'emploi** reconnus travailleurs handicapés (DETH)
- Les **salariés** bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH)
- Les **établissements privés et publics**, notamment ceux assujettis à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (établissements comptant 20 salariés et plus)

Concertation avec associations ou représentants PH :
Le CCH, Comité consultatif du handicap, est membre du comité de pilotage du PRITH ; des associations représentatives participent à certains groupes de travail selon les thématiques traitées.

Partenaires : Etat (Direccte + DRDJS), Education nationale, Agefiph, Agence Régionale de Santé, Assurance maladie / CRAMIF, Pôle emploi, MDPH, Partenaires sociaux, ANDRH, ARML, Défi Métiers…

Prestataire : Le cabinet AMNYOS est mandaté par les services de la Direccte pour animer ce Plan

Coût de l'action :
Pas de coût spécifique pour la Région – participation aux travaux et mobilisation des dispositifs de droit commun notamment

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Démarrage des travaux fin 2010, validation du diagnostic et du plan d'actions en novembre 2011
Lancement de la mise en œuvre du 1er plan d'actions en novembre 2011
Mise en œuvre du plan d'actions 2015-2017

Publications et/ou communication externe/interne :
Cf. le site du Plan : www.prithidf.org
Chaque année, le PRITH tient son séminaire annuel.
De plus, des séminaires thématiques régionaux sont programmés :
- décembre 2012 sur l'accès à l'emploi des jeunes en situation de handicap
- octobre 2013 sur le maintien en emploi des personnes en situation de handicap et la prévention de la désinsertion professionnelle
- décembre 2014 : séminaire conjoint Plan Egalité / PRITH sur les outils et bonnes pratiques des entreprises franciliennes en matière d'emploi des travailleurs handicapés
- novembre 2015 : séminaire décentralisé pour valoriser les initiatives locales durant la SEPH – semaine pour l'emploi des personnes handicapés
- **24 juin 2016 : Séminaire professionnel PRITH sur l'accès à la formation des personnes en situation de handicap**

Indicateurs d'évaluation :

- Indicateurs globaux : taux d'emploi des personnes en situation de handicap, niveau de qualification des personnes en situation de handicap (et comparaison de ces indicateurs avec la population globale)
- Indicateurs spécifiques selon les objectifs du plan d'actions : taux d'emploi des personnes en situation de handicap dans les entreprises sous accord, taux d'accès aux dispositifs de droit commun (contrats aidés, dispositifs de formation professionnelle, contrats d'alternance, etc.), nombre d'entreprises s'appropriant les bonnes pratiques … avec toutes les difficultés liées aux remontées de données chiffrées.

Possibilités d'extension de l'action :
Le cadre d'orientation du PRITH pour la période 2015-2017 a été élaboré durant le premier semestre 2015 en lien avec la mise en place de la commission Handicap du CREFOP, et les articulations possibles avec les autres commissions (dont la commission Apprentissage notamment). L'articulation avec d'autres commissions est recherchée : les travaux de la Commission Handicap ont été présentés en Commission SPRO du 21 juin 2016.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 6, 7, 14, 17, 18, 19, 20

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 26

Unité Développement **Unité Personnel et Ressources Humaines**	**UDEV –** toutes directions (suivi Direction de la Stratégie et des Territoires) **UPRH –** sous-direction Action sociale, prévention, santé et qualité de vie au travail	**Service**:

Intitulé de l'Action : L'emploi des personnes en situation de handicap Grande cause régionale 2016

Description de l'action □ **autres**

L'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap constitue un enjeu majeur pour la région Ile-de-France, comme vecteur d'insertion sociale et d'égalité entre tous les franciliens. La Présidente de la Région Ile-de-France a érigé **l'emploi des personnes en situation de handicap Grande cause régionale pour l'année 2016**, avec l'objectif d'impulser une politique régionale en faveur de cet objectif pour toute la mandature.

Cela s'est traduit dès le Conseil régional de février 2016 par **l'adoption de plusieurs premières mesures, en faveur de l'élévation du niveau de qualification, l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap, avec une priorité donnée aux jeunes, ainsi qu'en faveur du soutien aux employeurs, à la création/reprise d'entreprises et à l'innovation** :

- élaborer dans l'année 2016 le programme régional d'accès à la qualification et à la formation des personnes en situation de handicap ;
- renforcer le partenariat régional avec l'Agefiph par le biais d'un accord de partenariat ;
- accompagner les acteurs de la formation et de l'apprentissage dans l'accueil et le suivi des stagiaires et apprentis en situation de handicap ;
- élaborer une convention de partenariat avec le réseau des Cap emploi franciliens (CHEOPS) ;
- favoriser l'accès à l'apprentissage, notamment par la mobilisation de huit développeurs départementaux pour l'accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap ;
- intégrer le partenariat de la Convention régionale pour l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap ;
- mobiliser la mesure régionale « 100 000 stages pour les jeunes »
- mettre en place des actions de soutien aux employeurs ;
- mener des actions d'informations et de sensibilisation à destination des entreprises et des employeurs franciliens ;
- favoriser la création, la transmission et la reprise d'entreprises par les personnes en situation de handicap ;
- lancer des actions en faveur de l'innovation.

Il prévoit par ailleurs de rendre la Région exemplaire en matière d'accueil, de recrutement et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, en se fixant pour objectif d'atteindre d'ici la fin de la mandature la part réglementaire de 6 % de collaborateurs handicapés dans ses effectifs.

Référence : Rapport-cadre n° CR 25-16 du 18 février 2016

Objectifs :

- Mettre en application les mesures associées à la Grande cause régionale 2016 visant à améliorer l'accès et le maintien en emploi des personnes en situation en soutenant des actions qui leur sont destinées, ainsi qu'auprès des employeurs franciliens ;
- Soutenir l'innovation en matière de handicap ;
- Rendre exemplaire la Région en tant qu'employeur public.

Publics cibles :

- Les franciliens en situation de handicap
- Les employeurs publics et privés franciliens
- Les agents de la Région Ile-de-France

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaires : FIPHFP, AGEFIPH, CHEOPS / Cap emploi, les membres des commissions du Comité régional de l'emploi, la formation et l'orientation professionnelles (CREFOP), spécialement de sa Commission Handicap ; le Plan régional d'insertion

des travailleurs handicapés (PRITH), la démarche Handi-pacte (à destination des employeurs publics), les CFA et organismes de formation, etc.

Prestataire(s) :

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
Non fléché	Tout au long de la mandature
	Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation : Rapports adoptés en déclinaison des mesures votées, et les indicateurs associés

Possibilités d'extension de l'action :

Le rapport CR 25-16 a permis d'adopter de premières mesures en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap, qui pourront être complétées par d'autres.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 7

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION n° 27

Unité Développement	**Direction** : Direction de l'Apprentissage et de l'Emploi (DAE)	**Service**: Employeurs

Intitulé de l'Action : 100.000 stages pour les jeunes franciliens

Description de l'action : □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** ☑ **autres « mesure »**

Les élus régionaux ont adopté, lors du Conseil régional **CR 08-16 du 18 février 2016,** la mesure « 100.000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Le principe est que chaque bénéficiaire d'une subvention régionale en fonctionnement ou en investissement, dès le 1er euro, doit recruter au moins 1 stagiaire, pendant une période de 2 mois minimum. Cette mesure s'applique à tous les dispositifs régionaux.
Les jeunes en situation de handicap peuvent bénéficier de cette mesure.

Créée le : **CR 08-16 du 18 février 2016**

Objectifs :
Favoriser l'accès des jeunes, dont ceux en situation de handicap, au marché du travail et leur permettre de décrocher une première expérience professionnelle ;
100.000 stages (stagiaire, apprenti, contrat professionnalisation) concrétisés d'ici 2021.

Publics cibles :
Tous bénéficiaires d'une subvention régionale, à l'exception des dotations ou contributions obligatoires et règlementaires. Public ou privé.

Partenaire(s) : Cap emploi, Agefiph seront informés de la mesure
Prestataire(s) : néant

Coût de l'action :
Néant, conditionnalité de l'obtention de la subvention accordée.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Mise en application dès la CP du 18 mai 2016.

Publications et/ou communication externe/interne :
Page web sur le portail Région :
https://www.iledefrance.fr/notre-region/100000-stages-jeunes-franciliens
Guide utilisateur pour les bénéficiaires de subventions.
Espace ressource sur e-lien (intranet Région) et sur le réseau detravail partagé pour les agents instructeurs des demandes de subventions.

Indicateurs d'évaluation :
Nombre de propositions de stages déposées sur la Plateforme des Aides Régionales - PAR - par les bénéficiaires de subventions.
Nombre d'offres de stages pourvues sur la plate-forme d'échanges des stages.
Nombre de stagiaires reconnus en situation de handicap renseignés sur la PAR par les bénéficiaires de subventions, une fois le stage pourvu.

Possibilités d'extension de l'action : Nouvelle mesure 2016.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 5, 7, 15, 19

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 20/06/2016

FAVORISER LA MOBILITE ET LES TRANSPORTS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 28

Unité Aménagement Durable	**Direction des Transports**	**Service:** Opérations de transport en commun

Intitulé de l'Action : Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA)

Description de l'action □ événement X dispositif □ projet □ autres

L'élaboration du volet *gares* du Schéma directeur d'accessibilité (SDA) s'inscrit dans la loi 2005-102 du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », qui vise l'effectivité de l'intégration dans la société des personnes handicapées. Pour la plus grande autonomie des personnes à mobilité réduite (PMR), cette loi a notamment augmenté le niveau d'exigence sur l'accessibilité, en élargissant s'une part les types de handicaps à traiter, et en inscrivant d'autre part l'échéance de 2015 pour la mise en accessibilité. Suite au rapport de la sénatrice Campion, la loi du 11 février 2005 a été modifiée par l'ordonnance du 26 septembre 2014 pour offrir aux autorités organisatrices de transport, le STIF pour la Région Île de France, la possibilité de poursuivre les travaux de mise en accessibilité en toute légalité. Dans ce cadre, le STIF a été chargé d'élaborer un schéma directeur d'accessibilité – agenda d'accessibilité programmée (SDA – Ad'AP), à déposer avant le 27 septembre 2015. Cet agenda prévoit trois périodes de trois ans maximum pour les services de transport ferroviaire, la **1ère période courant de 2015 à 2018**.

L'étude menée en 2008 pour l'élaboration du SDA et mise à jour lors de la rédaction de l'Ad'AP a permis de dresser une photographie exacte de l'accessibilité du réseau ferré en Île de France. Lors de cette année de référence le réseau était composé de 455 gares dont 390 de la SNCF et 65 de la RATP (hors métro). Jusque-là les financements mis en place par la Région et le STIF avaient priorisé la mise en accessibilité des lignes A, B et E du RER. L'étude a permis aussi d'identifier une disparité dans le traitement des différents types d'handicap, l'essentiel des investissements ayant concerné les Usagers de fauteuil roulant (UFR).

Les orientations stratégiques identifiées par l'ensemble des partenaires du SDA et validées par le STIF lors du Conseil du 14/02/2008 ont pris en compte :

- Le réseau déjà accessible en 2008 et les coups partis ;
- L'obligation de rendre accessibles les cheminements entiers, du parvis jusqu'au train, et de traiter tous les handicaps ;
- Les critères de sélection des gares inscrites dans la norme européenne STI (+ de 5000 voy/jour ; sous réserve que la gare accessible la plus proche soit située à moins de 50 km) ;
- Le besoin de passer par des phases intermédiaires (assistance, rehaussements partiels…).

Ces orientations ont permis d'établir un réseau de référence de 266 gares à rendre accessibles en Île de France, ce qui permettra, une fois réalisé, de couvrir près de 95% du trafic ferroviaire francilien. Ce réseau de référence se décline comme suit :

- Périmètre SNCF : 207 gares dont 39 déjà accessibles aux UFR en 2009, 15 projets « coups partis » et 10 gares envisagées comme dérogatoires ;
- Périmètre RATP : 65 gares dont 58 déjà accessibles aux UFR en 2009 et 7 projets « coups partis ».

Les 143 gares restantes, situées sur le périmètre SNCF exclusivement, sont financées au titre du SDA puis Ad'AP. Ce dispositif complète ainsi la mise en accessibilité du réseau existant, l'accessibilité étant prise en compte de facto dans la définition des nouveaux projets de gares et de pôles multimodaux. Il est également complémentaire au SDA routier, qui finance la mise en accessibilité des points d'arrêt routiers (70 % STIF, 30 % maîtres d'ouvrage), aux services de substitution, au réseau de transport collectif à la demande PAM et aux services de transport scolaire adaptés.

Le financement du volet *gares* du SDA a fait l'objet d'un protocole cadre de financement établi à 1,4 milliards d'euros (CE2009), sur la base du plan de financement suivant : 50% STIF, 25% SNCF Réseau / Mobilités (sur chacun de leur périmètre respectif) et 25% Région. La rédaction de **l'Ad'AP en 2015** a mis la programmation au cœur de la démarche et a permis de rappeler les engagements financiers des différentes parties.

Créée le : Le protocole cadre a été voté en conseil régional de juillet 2011. La mise en œuvre de ce dispositif est prévue sur la période **2011-2021.**

Objectifs :
Rendre accessible l'ensemble du réseau de transport en commun ferroviaire francilien, depuis le réseau viaire jusqu'au train (accessibilité de niveau 4, soit en toute autonomie, soit avec assistance).

Publics cibles :
Personnes à mobilité réduite, personnes avec handicap moteur (UFR et autres), cognitif ou sensoriel (personnes malvoyantes, malentendantes…).

Concertation avec associations ou représentants PH :
La concertation avec les associations d'usagers du transport public et de personnes en situation de handicap a eu lieu en amont à la rédaction du SDA et a été renforcée lors de la rédaction de l'Ad'AP. Le comité de suivi du SDA, convoqué a minima une fois par an, est chargé du suivi du volet Ad'AP. Sa composition n'est pas figée, des nouvelles associations de voyageurs ou représentant des personnes en situation de handicap peuvent être amenées à représenter leurs membres au sein du comité.
En phase opérationnelle, la négociation par gare se fait essentiellement entre SNCF Réseau et SNCF Mobilités (maîtres d'ouvrage) ainsi que les partenaires locaux (communes) sur la base de la réglementation en vigueur.
Il n'y a pas de contacts spécifiques Région, la Région n'étant pas maître d'ouvrage.

Coût de l'action :
Le montant total de l'opération s'élève à 1,454 milliards d'euros aux conditions économiques de janvier 2009, dont 363,5M€ pour la Région (25%).

Depuis 2011 : 120,5 M€ d'AP affectées par la Région.

Affectations 2016 : 64 M€ dont solde de la 1ère tranche de financement

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Le protocole cadre se décline en conventions de financement qui précisent les besoins financiers en phases études et en phases travaux, gare par gare, en fonction du calendrier d'avancement du SDA validé lors du comité de pilotage annuel présidé par le Directeur général du STIF.

Publications et/ou communication externe/interne :
Pas pour le moment.

Indicateurs d'évaluation : Nombre de gares rendues accessibles chaque année.

Possibilités d'extension de l'action : Pas à ce stade.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 4, 5

Statut de l'action :
- En préparation
- En cours de mise en œuvre X
- Date de mise à jour de la fiche 27/09/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 29

Unité Aménagement Durable	**Direction** des Transports	**Service**: Offre et qualité de service

Intitulé de l'Action : Services PAM « Pour Aider à la Mobilité »

Description de l'action □ **événement** **x dispositif** □ **projet** □ **autres**

Il s'agit d'un service de transport collectif à la demande pour les personnes à mobilité réduite qui ne peuvent utiliser les transports collectifs du fait de leur handicap.

Hors subventions particulières (tarification sociale à charge des départements), ce service est cofinancé à parts égales par les départements, le STIF et la Région.

Créé le : de 2003 à 2011 (mise en service progressive selon les départements)

Objectifs :
Permettre une mobilité aux personnes à mobilité réduite, essentiellement pour des motifs de travail ou de santé.

Publics cibles :
Personnes handicapées (80%) et personnes âgées dépendantes (GIR 1 à 4)

Concertation avec associations ou représentants PH :
Pas de contact spécifique Région
Contacts STIF (pilotage général) ou CD (localement)

Coût de l'action :
2015 : 38,5 M€ cofinancés entre STIF/CD/RIF, soit environ 12,8 M€ pour la RIF

Prévisionnel d'exécution CPf 2015 : 12.5 M€
Années suivantes, le cas échéant : stabilisation ou faible hausse liée à l'actualisation du plafond conventionnel et à la montée en charge de certains départements.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
- Mise en œuvre sur l'ensemble des départements
- Délibération cadre régionale permettant le financement du dispositif

Publications et/ou communication externe/interne
- Bilan IAU mars 2010
- Evaluation et enquête de satisfaction STIF en 2012
- Enquête RIF en 2014
- Enquête de satisfaction STIF (en cours)

Indicateurs d'évaluation :
Nombre de courses réalisées par an, nombre d'inscrits et d'utilisateurs, taux de refus, motifs d'utilisation du service, indices de satisfaction.

Possibilités d'extension de l'action :
Travaux en cours pilotés par le STIF sur l'évolution du dispositif pour notamment améliorer la qualité du service, le rationnaliser et le rendre plus homogène sur le territoire.
A priori pas de réflexion sur une extension du public cible ou du service.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 4, 5

Statut de l'action :
En préparation
En cours de mise en œuvre X
Date de mise à jour de la fiche

- **AMELIORER LES CONDITIONS PREALABLES A LA VIE CITOYENNE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 30

Unité : SOCIETE	**Direction** : DSSDR UDEV	**Service**: MDRJ MELCD

Intitulé de l'Action : Appel à projets « Lutte contre les discriminations »

Description de l'action □ **événement** □**X dispositif** □ **projet** □ **autres**

Dans le cadre de l'appel à projets « lutte contre les discriminations », chaque année des projets liés au handicap et à l'accessibilité sont financés.

En 2015, 8 projets annuels relatifs au handicap ont été financés, pour un montant de 134 500 €, sur un total de 57 soutiens (14%) pour un montant global de 1 026 035 € (13%). Ces actions, portées par des associations, relèvent de l'accessibilité culturelle et artistique (Acajou, Compagnie les Toupies, Bête-à-Bon-Dieu Production), de l'accompagnement scientifique et de l'accessibilité numérique (Baisser les Barrières, STAR), de double discrimination femmes et handicap (Femmes pour le dire, Femmes pour agir), du handicap mental/psychique (GEM Etoile Polaire) et de médias et handicap (Média 78).

Créé en 2007 par le CR 74-07 « Engagement régional pour une politique intégrée de lutte contre les discriminations »
Renouvelé par la délibération n° CR 12-12 du 16 février 2012 portant sur la Politique régionale pour l'égalité réelle et contre les discriminations ; décliné en 2 plans d'actions à travers la délibération n° CR 20-13 du 20 juin 2013, plaçant la question du handicap comme axe prioritaire.

La **délibération CR 100-16** « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes » votée le 22 septembre 2016 prend en compte le critère de discrimination relatif au handicap

Objectifs :
Soutenir financièrement et méthodologiquement des associations porteuses de projets de lutte contre les discriminations

Publics cibles : franciliens en situation du handicap et tout public

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaire(s) : associations loi 1901, collectivités locales

Coût de l'action :
2013 : 155.000€
2014 : 228.838€
2015 : 8 projets pour 134 500.00 €

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Appel à projets lancé en octobre de chaque année

Publications et/ou communication externe/interne
Appel à projets publié sur le site internet de la Région
Bilan de l'appel à projets publié chaque année

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action : lancement des appels à projets 2017 « Lutte contre les discriminations et égalité entre les femmes et les hommes » et « Lutte contre les violences faites aux femmes »

Règle(s) standard Agenda 22 mise (s) en œuvre : 1, 4, 10, 17
Statut de l'action En préparation
En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 31

Unité Société	**Direction** DDSSDR	**Service**: MDRJ

Intitulé de l'Action : **Soutien régional aux radios et TV locales IDF**

Description de l'action □ **dispositif**

A travers ses actions, l'Association nationale pour la prévention des handicaps et pour l'information (ANPHI) s'engage à informer les personnes handicapées, leur entourage et la société civile afin de favoriser la prise en compte des droits des personnes handicapées et de faciliter les processus d'intégration sociale. Elle gère pour cela deux structures depuis 2004

- **Vivre FM** est une radio hertzienne en Ile-de-France dédiée à la thématique du handicap, de l'autonomie et de la solidarité.
Sa programmation est axée sur l'actualité générale du handicap et sur les thèmes de la vie courante : santé, formation, insertion et emploi, accessibilité, droit, ressources, autonomie, loisirs, sports, culture, etc.
Son autorisation à émettre par le CSA est valable jusqu'au 23 juillet 2019. Elle émet sur la fréquence 93.9 de 5h30 à 17h30 à Paris et en Ile-de-France et 24h sur 24 sur le site internet www.vivrefm.com, qui permet une réécoute et le téléchargement libre des émissions. Ce site compte 90 000 visiteurs par mois.
Vivre FM est signataire de la Charte de la diversité, et s'engage à promouvoir la non-discrimination à l'égard des personnes handicapées, des seniors, des femmes, des homosexuel-le-s, des minorités visibles
En 2016, **par la délibération CP 16-312,** un partenariat a été adopté avec la Région, afin de renforcer les actions de la radio autour de :
- sa communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- la diffusion, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité régional olympique et sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Ile-de-France ;
- sa participation à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

- **Le centre d'initiation aux métiers de la radio** accueille des personnes touchées par des handicaps physiques ou ayant été victimes d'accident vasculaire cérébral ou de traumatisme crânien. Ce centre est un espace intermédiaire entre les structures de santé mentales, sociales, et de l'emploi, offrant un cadre professionnel adapté aux stagiaires. il est équipé d'un studio et du matériel nécessaire à l'apprentissage des techniques de base des métiers liés à l'activité radiophonique.
En 2015, 51 stagiaires ont suivi le cursus du centre.

Objectifs : Prise en charge des frais de diffusion de la radio.

Publics cibles :
Auditeurs de Vivre FM et personnes handicapées
60 personnes travaillent autour du projet (salariés, stagiaires, bénévoles), dont 44% de personnes handicapées

Coût de l'action : 2016 : 3 750 € Aide à la Diffusion

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action

Règles standard Agenda 22 mise en œuvre : 1, 5

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre :
Date de mise à jour de la fiche : 08/11/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 32

Unité Société	**Direction** du Développement social, de la santé et de la démocratie régionale	**Services**: Développement social & santé Mission Démocratie Régionale et Jeunesse

Intitulé de l'Action : Approche intégrée du handicap dans les activités du Centre Hubertine Auclert

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** ☒**autres** **ORGANISME ASSOCIE**

Sous forme associative, le CENTRE HUBERTINE AUCLERT est composé de trois collèges : institutionnel, associatif et syndical.
Il abrite, depuis juillet 2013, un Observatoire régional des violences faites aux femmes et anime **un Club de réflexion Féminisme et Handicap. Le Centre s'attache à une approche intégrée du handicap dans ses activités.**
En 2015 : la cartographie interactive de l'Observatoire régional des violences faites aux femmes recense 400 points d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement des femmes victimes dans les départements franciliens avec des structures accessibles aux personnes à mobilité réduite et pratiquant la traduction en langue de signes. http://orientationviolences.hubertine.fr/
L'observatoire a accompagné, dans l'écriture et la direction artistique du projet, l'association Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA) pour la production **des 8 films de la série « Violence du Silence »** réalisés par Catherine Cabrol : https://www.youtube.com/watch?v=gnUOV1K5hzA

En 2016, cette série a été sélectionnée au festival de l'Entr'deux Marches et a reçu **le prix OCIRP** (Organisme Commun des Institutions de Rente et de Prévoyance).
Le guide « Améliorer l'accès à l'emploi des femmes victimes de violences » à destination des acteurs et actrices du secteur de l'emploi alerte sur la situation de handicap, facteur de risque aggravant de subir les violences : http://www.centre-hubertine-auclert.fr/outil/ameliorer-l-acces-a-l-emploi-des-femmes-victimes-de-violences-guide-pratique-a-destination-des-acteurs-et-actrices-de-l'emploi
L'étude sur les situations et parcours des jeunes femmes (18-25 ans) victimes de violences en Ile-de-France prend en compte la situation de handicap dans la fiche de collecte des données statistiques (comme facteur d'aggravation), et l'association FDFA est associée à l'étude (entretiens qualitatifs).
Une enquête est en cours sur les dispositifs de prise en charge psychologique disponibles pour les femmes victimes de violences en Ile-de-France, avec une question sur l'accessibilité de ces structures pour les victimes à mobilité réduite et la disponibilité de traduction en langue des signes.

Le site internet est accessible aux femmes en situation de handicap, **ainsi que les locaux** (boucle magnétique dans la salle de réunion) et les évènements, l'équipe salariée du centre Hubertine Auclert est sensibilisée à l'accueil des personnes handicapées.

Objectifs :
Mieux connaitre la situation des femmes handicapées, faire avancer les représentations sur le handicap.
Identifier et diffuser des bonnes pratiques auprès des acteurs concernés : associations, syndicats, collectivités locales, services de l'Etat.

Publics cibles : Associations, syndicats, collectivités locales, services de l'Etat.

Partenaires : FNSF - FDFA - Du Coté des femmes – Femmes solidaires – Associations du Planning familial français**,** syndicats, collectivités locales, services de l'Etat.

Publications et/ou communication externe/interne : Guides, téléchargements du guide en version numérique, site internet

Indicateurs d'évaluation : Nombre de guides (diffusion + téléchargements) – Nouveaux projets

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 1

Statut de l'action

En préparation X

En cours de mise en œuvre : x

Date de mise à jour de la fiche : 08/11/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 33

Unité SOCIETE	**Direction** DDSSDR	**Service**: Développement social-santé

Intitulé de l'Action : Soutenir l'accès aux droits des personnes en situation de handicap

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

La Région soutient les projets/programmes destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion.
En 2015, l'appel à projets thématique portait sur les actions de « lutte contre les violences faites aux femmes »
Son règlement d'intervention stipulait, parmi les critères de sélection, les projets intégrant la dimension d'accessibilité aux femmes victimes en situation de handicap.

4 projets innovants spécifiques, ou non, aux femmes en situation de handicap ont été soutenus :

- **« Le développement de la permanence téléphonique Ecoute Violences Femmes Handicapées »** par l'association Femmes pour le Dire Femmes pour Agir, 1ère plate-forme téléphonique spécialisée, le 01 40 47 06 06, en France.
- **« La prévention des violences faites aux femmes dans l'espace privé et dans l'espace public »** par le Théâtre du Chaos associant professionnels et personnes en situation de handicap dans la mise en scène de "Des coups et du silence".
- **« L'amélioration de l'accueil, l'information, l'accès aux droits et aux soins directs des victimes de violences »** par l'Association L'escale Solidarité.
- **L'information, la formation des professionnels de santé, de justice, de travail social, d'accueil des femmes victimes de violences dans le cadre de l'animation d'un réseau en Seine-Saint-Denis** par l'association SOS femmes 93, notamment auprès des professionnels de structures d'hébergement pour adultes handicapés.

Créé le 7 avril 2011 CR 23-11

Objectifs : Favoriser le soutien aux projets/programmes permettant l'accès aux droits des personnes en situation de handicap.

Publics cibles : Personnes en situation de handicap, victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales

Partenaires : Secteur associatif

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : Calendrier des commissions permanentes
	Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation : Nombre de femmes victimes de violences en situation de handicap ciblées.

Possibilités d'extension de l'action : Intégration d'une recommandation d'accessibilité aux personnes en situation de handicap dans les Appels à projets 2016 du service selon la thématique

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 4

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 16/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 34

Unité SOCIETE	**Direction** : DDSSDR	**Service**: Développement social & santé

Intitulé de l'Action :
Aider la création et la modernisation des services spécialisés pour enfants et jeunes handicapés franciliens

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Soutien à la création, à la modernisation et à l'équipement des établissements et services d'éducation spéciale : CAMSP (centres d'action médico-sociale précoce), SESSAD (soins et éducation spécialisée pour enfants) et IME (Institut médico éducatif), tous proposant une prise en charge éducative spécialisée aux enfants et adolescents handicapés (3 à 20 ans), en établissement et/ou à domicile.

Depuis 2004, la Région a consacré plus de 50.000.0000 € en investissement à la politique en faveur des enfants en situation de handicap.
En 2015, la Région a soutenu l'association Association de parents de l'enfance en difficulté (APED), pour la modernisation de l'Institut Médico-Educatif L'Espoir (80 places), pour enfants déficients intellectuels, à L'Isle-Adam (95) et l'ASSOCIATION DE VILLEPINTE pour la création d'un SESSAD de 30 places pour enfants et adolescents autistes à Saint-Denis (93).

Créé le 7 avril 2011 pour le dispositif cadre en vigueur

Objectifs : Poursuite du soutien

Publics cibles : Enfants et jeunes handicapés

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH
Partenaire(s) : Associations et fondations gestionnaires d'établissements et services – Bailleurs sociaux assurant la maîtrise d'ouvrage le cas échéant.
Prestataire(s) :

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 4,1 M €	**Publications et/ou communication externe/interne** Brochures de présentation des dispositifs régionaux de développement social

Indicateurs d'évaluation : Nombre de projets soutenus – Nouveaux projets – Places créées, rénovées ou équipées

Possibilités d'extension de l'action :

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 3

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 35

Unité SOCIETE	**Direction** : DDSSDR	**Service**: Développement social et santé

Intitulé de l'Action : Aider la création et la modernisation des établissements médico-sociaux pour adultes handicapés.

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Ce dispositif permet de participer en investissement à la création, à la modernisation (ou restructuration) et à l'équipement des établissements d'hébergement pour adultes handicapés, que ceux-ci soit médicalisés – tels que les Maisons d'accueil spécialisées (MAS) et les Foyers d'accueil médicalisés (FAM) – ou non médicalisés, à l'instar des foyers d'hébergement (pour travailleurs en ESAT) et des foyers de vie.

Depuis 2004, La Région a consacré plus de 110 millions d'euros en investissement à la politique en faveur des adultes en situation de handicap.
En 2015, la Région a notamment soutenu CARPI AXENTIA pour la création d'un FAM de 35 places pour adultes souffrant d'autisme à Sevran (93) et RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE pour la création d'un FAM de 30 places dans le 10ème arrondissement de Paris.

Créé le 7 avril 2011 pour le dispositif cadre en vigueur - le soutien préexistait néanmoins (1999)

Objectifs :
Poursuite du soutien dans les mêmes conditions (effort à maintenir, y compris en matière d'aide aux structures médicalisées innovantes et résidences d'accueil dans un contexte où les créations de MAS se raréfient).

Publics cibles : Adultes en situation de handicap

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH

Partenaire(s) :
Associations et fondations gestionnaires d'établissements et services
Bailleurs sociaux assurant la maîtrise d'ouvrage, le cas échéant
Agence régionale de santé et conseils départementaux, têtes de file de la politique médico-sociale

Coût de l'action : **2015 :** 3,3 M€	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : **Publications et/ou communication externe/interne** Brochures de présentation des dispositifs régionaux de développement social et santé

Indicateurs d'évaluation : Nombre de projets soutenus – Nouveaux projets – Places créées, rénovées ou équipées

Possibilités d'extension de l'action :

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 3

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 36

Unité SOCIETE	Direction DDSSDR	Service: Développement social-santé

Intitulé de l'Action : Aide aux services d'appui pour l'autonomie (MDPH)

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

La Région contribue aux fonds départementaux de compensation du handicap des Maisons départementales des personnes handicapées d'Ile-de-France pour les demandes d'acquisition d'aides techniques, d'appareillages, d'assistance animalière et/ou d'adaptation des logements au handicap, à l'exclusion de toute autre aide et en particulier des aides humaines. De 2004 à 2015, ce soutien s'élève à plus de 16 M€ représentant 9.303 projets d'acquisition d'aides techniques et 2.595 projets d'adaptations de logements au handicap.

En 2016, 1.568 dossiers d'aides techniques et 340 aides au logement ont été financés (avec la CP de novembre 2016)

La Région soutient financièrement, sur le même dispositif, les services de soutien et/ou de soins à domicile pour les personnes en situation de handicap.

Créé le 7 avril 2011 CR 23-11 Article 12-13 ; CP 13-805 : conventions 2014-2016 avec les MDPH

Objectifs :
Financer les fonds départementaux de compensation du handicap des Maisons départementales des personnes handicapées d'Ile-de-France.

Financer les études, travaux, honoraires et équipements des services de soutien et/ou de soins à domicile pour les personnes en situation de handicap.

Publics cibles : Personnes en situation de handicap en Ile-de-France

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH
Partenaires : MDPH, Etat, Département

Coût de l'action :
2015 : 1,4 M €
Prévisionnel 2016 : 2,5 M €

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Calendrier des commissions permanentes

Publications et/ou communication externe/interne
Brochure de présentation des dispositifs régionaux de développement social

Indicateurs d'évaluation :
- Nombre de personnes en situation de handicap ciblées ;
- Nombre de projets soutenus (AT / AL)

Possibilités d'extension de l'action : Pour les MDPH : poursuite de la convention type sur l'année 2015.

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 4
Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 37

Unité SOCIETE	**Direction** DDSSDR	**Service**: Développement social-santé

Intitulé de l'Action : Soutien à la vie familiale et à la plénitude de la vie personnelle

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

En 2015, la Région a financé plusieurs projets destinés à soutenir la vie familiale des personnes en situation de handicap :

- elle a ainsi soutenu l'association AUTISME 75 pour sa « Maison bleue », lieu de vacances et de répit pour des personnes atteintes d'autisme et leur famille,
- et l'association ESPACE SINGULIER pour la création d'un réseau solidaire de répit pour personnes dépendantes et handicapées dans la commune de Massy (91) et alentours.

La Région a aussi contribué au développement du premier Clubhouse francilien à Paris. Le clubhouse a pour objectif la réinsertion sociale et professionnelle de personnes souffrant d'un handicap psychique, en s'appuyant sur l'autonomisation, la responsabilisation et la solidarité entre pairs.

En 2016, la Région a ouvert, le 15 juin, un appel à projet de « Soutien aux aidants familiaux de personnes atteintes d'autisme, de handicaps cognitifs ou de maladies neurodégénératives ». Les projets éligibles ont été proposés à la commission permanente du 16 novembre 2016.

Créée le 7 avril 2011 CR 23-11

Objectifs :
Soutenir la vie familiale des personnes en situation de handicap et permettre leur insertion ou réinsertion sociale et professionnelle.

Publics cibles : Personnes en situation de handicap, aidants familiaux

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaires : Associations
Prestataire(s) :

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 55.000 €	Sur projets
	Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation : Nombre de projets soutenus – Nouveaux projets

Possibilités d'extension de l'action :

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 9

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 38

Unité SOCIETE	**Direction** du Développement social, de la santé et de la démocratie régionale	**Service**: Développement social & santé

Intitulé de l'Action : Information - Prévention - Santé - Sexualité

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** ☒ **projet** □ **autres**

Des séances d'information adaptées aux personnes en situation de handicap

La Région a confirmé, en **2015 et 2016,** son engagement dans le soutien à l'information/prévention santé, à la prévention du VIH-Sida et des infections sexuellement transmissibles (CR 03-12 Article 12) via deux espaces suivants :

L'espace Tête-à-tête, lieu d'information à destination des jeunes, relevant du Département de Seine-Saint-Denis et implanté au sein du Centre commercial Rosny 2, a développé des animations adaptées à un public souffrant de handicap mental et physique. Dans cet espace original, en accès libre et gratuit, sont proposés des expositions temporaires et permanentes, des rendez-vous (débats, rencontres, projections, etc.), des outils multimédias et des supports pédagogiques, du matériel de prévention, de l'information, une écoute, et une orientation en matière de prévention, de sexualité, de drogues, de mal-être, et de violences…

Dans le cadre des accueils de groupe en direction des structures scolaires (Collège, Lycée, CFA, etc.) et hors scolaires (PIJ, BIJ, Missions locales, PJJ, Associations, IME et CAT, club de prévention, etc.) du département de la Seine-Saint-Denis et des départements limitrophes, des séances d'information et de prévention collectives sur les problématiques liées à la sexualité et aux consommations de produits psychoactifs, aux violences, à l'estime de soi et la valorisation du bien-être, l'usages des écrans, les discriminations…

En direction du public spécifique d'IME (Institut médico-éducatif), les actions sont adaptées, élaborées en collaboration avec les équipes éducatives de ces structures.

Pour chaque groupe (10 à 12 personnes), 3 à 5 séances, d'une 1h30, sont proposées.

Objectifs :

Favoriser le dialogue patients, professions de santé, aidants ;
Favoriser l'accès aux soins des personnes en situation de handicap;
Encourager les structures à développer l'accès à l'information et la prévention santé, notamment sur la sexualité, en direction des jeunes en situation de handicap.

Publics cibles : Tous publics dont personnes en situation de handicap

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH

Partenaires : Espace Tête-à-Tête : Département de Seine-Saint-Denis **et** CRIPS, organisme associé

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 235 000 € **2016 :** 100 000 €	**Publications et/ou communication externe/interne**:

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action :

Faciliter l'accès à l'information et la prévention auprès des personnes en situation de handicap.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 2, 9

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 08/11/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 39

Unité Société	Direction du Développement social, de la santé et de la démocratie régionale	Service: Développement social & santé

Intitulé de l'Action : Soutien à des initiatives de sensibilisation tout public (Mad Pride, Salon Autonomic)

Description de l'action ☒ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Depuis de nombreuses années, la Région est aux côtés d'acteurs associatifs (fédérations, associations) du champ du handicap, gestionnaires d'établissements, de services et/ou représentants des familles et personnes en situation de handicap qui œuvrent au quotidien pour la qualité de vie, la compensation des déficiences, la lutte contre l'isolement des personnes handicapées, l'information (tous publics) et la prévention des handicaps. Vivier d'initiatives, ce monde associatif doit constamment fédérer ses membres, ses équipes et ses partenaires, les manifestations et évènements collectifs constituant un outil privilégié.

A ce titre, la Région a soutenu en **2015** l'association BICYCLE pour l'organisation de la MAD PRIDE à Paris. Elle fédère les associations œuvrant dans le champ de la santé mentale, afin de lutter contre les idées reçues et changer le regard que la société porte sur les malades psychiques.

En 2016, la Région était partenaire du Salon Autonomic à Paris, comprenant 300 exposants d'innovations pour plus d'autonomie à tous les âges de la vie, visités par une délégation d'élus avec la Présidente de la Région et participation d'un débat sur les engagements de la Région dans le domaine du handicap.

Créé le 7 avril 2011 par délibération CR 23-11 pour le dispositif cadre – soutien aux projets annuels

Objectifs :
Conforter, selon disponibilités budgétaires (rythme biannuel, le cas échant), le soutien à des événements majeurs (hors appel de fonds), représentatifs de la pluralité des handicaps, des fédérations, des publics, et susceptibles de toucher le grand public.

Publics cibles :
Public handicapé, professionnels du secteur, familles et bénévoles, grand public

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH
Partenaires : Fédérations, associations

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 20.000 € 2016 : 10.000 €	**Publications et/ou communication externe/interne** brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes…

Indicateurs d'évaluation : Fréquentation – Retombées presse

Possibilités d'extension de l'action :

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 7

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

FAVORISER L'ACCES AU LOGEMENT DES FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 40

Unité Société	**Direction** du Développement social, de la santé et de la démocratie régionale Direction Logement, action foncière et développement urbain	**Service:** Développement social & santé Service du logement

Intitulé de l'Action :
Soutien à l'accès au logement social des femmes victimes de violences en situation de handicap

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

La délibération cadre CR 11-14 « Agenda 22 du Conseil régional d'Ile-de-France – Plan d'actions entre les personnes en situation de handicap(s) et les personnes valides » a été votée le 13 février 2014. L'assemblée plénière a souhaité qu'un travail des services régionaux soit effectué en vue de la possibilité d'extension de l'action de la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF) dans la problématique de l'accès au logement des femmes en situation de handicap(s) victimes de violences.

Par délibération du **17 mars 2016 (CR 38-16),** le partenariat a été étendu sur la durée de la nouvelle mandature et les objectifs minimum de rétrocession portés de 50 à 100 logements par an.
Créée le CR 11-14 du 13 février 2014

Objectifs :
Veiller à ce que le dispositif de mise à disposition des logements Région à la FNSF pour le logement des femmes victimes de violences prenne bien en compte les femmes en situation de handicap.

La politique régionale du logement « Logement des femmes victimes de violences » a été votée par la délibération CR 111-08 du 15 décembre 2008.
Par délibération en date du 5 octobre 2011, une convention de partenariat entre la Région et la FNSF a été adoptée pour la période 2011-2012. Elle a été renouvelée pour la période **2013-2015.**
•La Région s'est engagée à réserver chaque année un objectif minimum de 50 logements sociaux pour les femmes accueillies dans les centres d'hébergement des associations de la FNSF d'Ile-de-France, ou suivies dans leurs services d'accueil.
• La FNSF regroupe 63 associations en France dont 11 associations franciliennes regroupées en Union Régionale Solidarité Femmes Ile-de-France, qui gèrent des centres d'hébergement et des accueils pour un suivi hors hébergement. Elle reçoit, de ces associations franciliennes, les dossiers de femmes victimes de violences hébergées ou suivies, prêtes au relogement et demandeuses de logement social. Selon les logements proposés et les candidatures reçues, la FNSF positionne une candidature sur un logement en fonction, entre autres, des ressources, du lieu de travail, de la présence d'enfant(s) ou pas. Une fois le dossier de demande de logement constitué, l'association concernée en lien avec la femme le fait parvenir au(x) bailleur(s).
•C'est le bailleur qui prend la décision d'attribution du logement, à l'appui d'une commission d'attribution.
De juillet 2009 à octobre 2014, dans ce cadre, 1.088 logements sociaux ont été proposés.

Un groupe de travail avec la FNSF s'est réuni en vue de l'amélioration de la connaissance du nombre de femmes victimes de violences en situation de handicap, dont celles demandeuses de logement ou ayant bénéficié de ce dispositif, adressées par des associations du réseau ou par le repérage des appels en Île-de-France au 3919, numéro national d'écoute Violences Femmes Info.
Analyse des données du 3919 (2013)
Sur plus de 13.000 appels pour violences conjugales, 115 femmes ont été repérées comme étant en situation d'invalidité ou de handicap. Dans la grande majorité des cas, ce sont les victimes qui ont appelé le 3919.
26 perçoivent des indemnités journalières. Elles sont majoritairement originaires de la région Ile-de-France et de la

région PACA (similaire aux données globales).
57 femmes ont déclaré que l'invalidité/handicap était une conséquence des violences, la plupart de ces femmes ont entre 50 et 59 ans

Des critères ont été ajoutés aux fiches de demandes de logement en 2014 :
1 item interrogeant sur une situation de handicap de la demandeuse,
1 item interrogeant sur une situation de handicap de ses enfants,
2 items sur la perception de l'Allocation Adulte Handicapé et de pension d'invalidité.
Ainsi en 2014, 2 femmes en situation de handicap ont été positionnées. 1 dossier a été refusé par le bailleur au motif de « ressources insuffisantes » et 1 dossier a été accepté en commission.

Année 2015 bilan global: 141 femmes (et 243 enfants) relogées.
Année 2016 (de janvier au 15 juillet): 20 femmes (et 21 enfants) relogés; 12 dossiers en attente de signature

Depuis 2015 les critères de repérage de situation de handicap ont été renforcés et systématisés
En 2015, 8 femmes en situation de handicap ont été positionnées. 1 dossier a été refusé par le bailleur au motif de « ressources insuffisantes », 4 femmes ont refusé le logement qui leur était attribué car il n'était pas adapté à leur handicap et 3 femmes en situation de handicap ont été relogées.
Depuis 2015, être en situation de handicap ou avoir un enfant en situation de handicap est un critère de priorité pour la FNSF dans l'accès au logement des femmes victimes de violence, ainsi en plus des 3 femmes en situation de handicap qui ont été relogées, 3 femmes dont un des enfants étaient en situation de handicap ont également pu accéder au logement.

Depuis janvier 2016, 3 femmes en situation ont été positionnées dont 1 sur une résidence sociale. 1 dossier a été refusé par le bailleur d'une résidence sociale au motif qu'elle était trop âgée pour intégrer cette résidence sociale. Les deux autres dossiers sont en cours de traitement par les bailleurs. 4 femmes ayant un enfant en situation de handicap ont été positionnées. 1 femme a été relogée et le dossier des 3 autres est en cours de traitement par les bailleurs.

Publics cibles : Femmes en situation de handicap victimes de violences conjugales ou familiales

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaire: FNSF

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
Prévisionnel 2015 Années suivantes, le cas échéant	**Publications et/ou communication externe/interne**

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action :
Formation des acteurs du secteur du handicap aux violences faites aux femmes
Sensibilisation et échange de pratiques avec les acteurs associatifs et institutionnels

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 19

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 22/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 41

Unité Société	**Direction Logement, action foncière, renouvellement urbain**	**Service: logement social**

Intitulé de l'Action : Aide en faveur de la création de logements locatifs et de résidences pour jeunes et étudiants

Description de l'action □ événement X dispositif □ projet □ autres

Imposer la réalisation de 5 % de logements directement adaptés aux personnes en situation de handicap dans les programmes de création de nouveaux logements sociaux (familiaux ainsi que les résidences pour jeunes et étudiants) accompagnés par la Région et communiquer auprès de la Maison départementale des personnes handicapées ainsi qu'à la Commission communale ou intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées dont relève la commune d'implantation du programme, la liste des logements adaptés.

Pour les programmes de logements familiaux, une prime de 300 € par logement peut être accordée pour les opérations dont le nombre de logements adaptés est au moins égal à 10 % des logements financés, cette prime ne porte que sur les logements adaptés réalisés en sus du seuil minimal de 5 %
Pour les résidences étudiantes, une prime équivalant à 100 % de la subvention de base peut être accordée afin de soutenir la création d'au moins 40 chambres pour étudiants gravement handicapés. Les logements du personnel accompagnant peuvent également être financés, à hauteur de 5 % de la dépense subventionnable, dans la limite de 50.000 € de subvention par logement, cette prime n'a, à ce jour, pas été mobilisée et aucun dossier n'est pour l'instant connu.

Créé les 10 février et 29 septembre 2011 (dates des délibérations cadres)

Objectifs : Favoriser l'accès des personnes handicapées au logement locatif social.

Publics cibles : Toute personne handicapée éligible au logement locatif social

Concertation avec associations ou représentants PH : APF
Partenaires : MDPH, Collectivités locales, CCAPH

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :**
Aucun coût direct pour la Région, les 5 % de logements adaptés constituent l'une des conditions d'éligibilité à l'intervention régionale. Logements familiaux : Prime de 300 € peu mobilisée par manque de demandes Résidences étudiantes : pas de demande	Les premières opérations instruites en application des délibérations cadres précitées ont été présentées en commission permanente progressivement à partir de début 2012 pour ce qui concerne le logement familial et de fin 2012 pour les résidences pour jeunes et étudiants. **Publications et/ou communication externe/interne**

Indicateurs d'évaluation :
Les équipements minimum demandés pour la réalisation des logements adaptés doivent être répertoriés dans les documents contractuels que constituent les CCTP des marchés de travaux et les notices descriptives pour les VEFA

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 5, 9

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 24/06/2016

FACILITER L'ACCES A LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES HANDICAPEES

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 42

Unité SOCIETE	**Direction** DCTSL	**Service**: SPORT

Intitulé de l'Action : Soutien aux évènements et manifestations sportifs

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

- **Objectifs** :
- de soutenir le mouvement sportif francilien,
- de promouvoir la pratique sportive,
- de valoriser la vie associative,
- de valoriser l'Ile-de-France en terme sportif, touristique et culturel,
- d'animer les territoires,
- de valoriser les bases de plein air et de loisirs comme point de convergence d'animations,
- périphériques à de grands événements internationaux ou nationaux,
- de favoriser la cohésion sociale,
- de favoriser la dimension éducative et sociale du sport.-

Publics cibles : Tous sportifs et handisportifs

Partenaires :

- les Groupements d'Intérêt Public (GIP), - les fédérations sportives agréées par le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative (MJSVA) ainsi que leurs ligues et comités sportifs régionaux,
- les associations sportives à but non lucratif régies par la loi de 1901 bénéficiant d'un agrément du MJSVA et affiliées à une fédération sportive agréée par celui-ci,
- les collectivités territoriales, - les associations sportives ou de jeunesse et d'éducation populaire bénéficiant d'un agrément du MJSVA, - les SAOS (Sociétés Anonymes à Object Sportif).

Coût de l'action :

2015 :

-Championnat d'Europe de Volley ball pour les sourds : 80 000 €
-Internationaux de France de Tennis Handisport : 15 000€

2016:

-Championnat du Monde Escalade Valides et handi : 100 000 €
-Tournoi de Villemomble à l'épée et au Fleuret et Handisport : 5000 €
-Championnat de France Handisport d'Athlétisme : 15 000 €
-Opération Vivre ensemble Jouer ensemble – Handisport (CP Juin) : 2 000 €
- Internationaux de France de Tennis Handisport (CP Juin) : 10 000 €

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action : en attente d'une nouvelle politique cadre

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 11, 1

Statut de l'action

En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 43

Unité SOCIETE	**Direction** DCTSL	**Service**: SPORT

Intitulé de l'Action :
Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Promouvoir la dimension sociale et éducative du sport, du sport santé ainsi que le développement durable.

Créé en 1999

Objectifs :
- Favoriser le développement de la pratique sportive en Ile-de-France, y compris par le soutien à la vie associative, à la prise de responsabilité, et à des manifestations régionales
- Soutenir les sportifs franciliens dans la recherche de l'excellence,
- Renforcer la formation et la qualité de tous les encadrants des clubs,

3 objectifs peuvent être proposés par la structure bénéficiaire :
- Objectif opérationnel de développement (publics et structures) : ex : accès à la pratique sportive au plus grand nombre et pour tous les publics, la pratique des personnes handicapées, développement du sport-santé, développement durable décliné sur des projets.
- Objectif opérationnel d'accompagnement de la structure bénéficiaire qui développement des projets en faveur de la vie associative
- Objectif opérationnel d'animation régionale. Ex : mise en place de manifestation d'intérêt régional visant également l'animation des structures et/ou au développement du sport santé.

Publics cibles :
Les ligues régionales, les comités sportifs régionaux qui relèvent d'une fédération sportive agréée, habilitée ou ayant reçue délégation du ministère en charge du sport,
Les structures associatives représentatives et les fédérations agréées ou habilitées par le ministère en charge du sport ainsi que les associations reconnues d'utilité publique dans le cadre d'actions spécifiques liées au développement de l'activité, à la formation sportive et à des sensibilisations d'intérêt général.

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaires : Fédérations Françaises, Ligues et Comités régionaux

Coût du dispositif :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 3,957 M€ pour la pratique sportive et 1,800 M€ en formation **2016 :** 3,774M€ pour la pratique sportive et 1,750 /€ en formation	- Projet de développement pluriannuel élaboré par chaque structure et qui s'inscrit dans les orientations de la Fédération pour la durée de l'Olympiade (4 ans) - Etat des lieux de la discipline et éclairage notamment en termes de pratiquants, d'offres de pratiques et de services sportifs sur les territoires. Taux maximum d'aide pour l'objectif de développement : 50% du budget prévisionnel majoré à 60 % s'il intègre la problématique du Handisport, soit un montant plafond d'aide à 120.000 € majoré à 140.000 € (pour la problématique du Handisport)

	Publications et/ou communication externe/interne Site Internet régional. Réunion annuelle des Président(e)s des Ligues, Comités. Fédérations sportives

Indicateurs d'évaluation :

Bilan annuel transmis par les Ligues, Comités, et Fédérations conventionnés.

Possibilités d'extension de l'action : en attente d'une nouvelle politique cadre

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 6, 11

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : x

Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 44

Unité Société	Direction du Développement social, de la santé et de la démocratie régionale	Service: Développement social & santé

Intitulé de l'Action : Accès au sport des personnes en situation de handicap

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

En 2015, la Région a soutenu plusieurs associations portant des projets favorisant l'accès au sport pour les personnes en situation de handicap :

l'association JUSTE POUR SON SOURIRE, pour la mise en place d'un programme annuel d'activités sportives et culturelles,

- l'association LES AMIS DE YANOUS, pour la diffusion et la promotion d'activités handisports et de loisirs adaptés en Ile-de-France,
- et l'association COMME LES AUTRES pour l'organisation d'un séjour sportif en Auvergne et d'activités sportives en Ile-de-France pour six personnes en situation de handicap.

Elle a aussi soutenu le programme triennal, **CAP' Loisirs Sportif**, créé en 2012, suite au constat du faible développement de la pratique sportive des jeunes franciliens en situation de handicap, d'autant plus lorsque ceux-ci sont accueillis dans des établissements médico-sociaux (19ème rang des régions françaises selon étude IRDS 2010).
Piloté et mis en œuvre par l'UCPA, en lien avec les Fédérations Françaises Handisport et Sport Adapté, ce programme a permis de proposer aux établissements médico-sociaux et aux collèges/lycées accueillant des jeunes en situation de handicap des Espaces sportifs mobiles (ESM), se déplaçant directement au sein des structures.

Créé le 29 mars 2012 par délibération n°CP12-307 (lancement) et le 30 mai 2013 pour le programme triennal CP13-385

Objectifs :

• Créer des espaces sportifs mobiles accessibles et adaptés permettant de répondre aux difficultés d'accessibilité aux équipements sportifs.
• Permettre aux personnes handicapées éloignées de la pratique sportive et des activités sportives de plein air de découvrir de nouvelles activités grâce aux Espaces sportifs mobiles se déplaçant directement sur leurs lieux de résidence.
• Sensibiliser les directeurs des structures médico-sociales et les éducateurs spécialisés à l'apport des pratiques sportives et de loisirs pour le développement et le bien-être de la personne en situation de handicap.
• Inscrire les séances d'activités sportives dans le prolongement du projet pédagogique des structures médico-sociales concernées et apporter un contenu éducatif permettant à chacun d'apprendre à mieux connaître son corps, à développer ses aptitudes physiques et à savoir comment se maintenir en forme.
• Créer une passerelle vers la pratique sportive régulière de ces personnes dans des associations Handisport, Sport Adapté ou des centres de loisirs sportifs, avec constitution de clubs locaux au besoin.

Publics cibles : Personnes en situation de handicap

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH
Partenaire(s) : UCPA - Fédérations Françaises Handisport et Sport Adapté – Ministère des sports

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 58.400€	**Publications et/ou communication externe/interne**

Indicateurs d'évaluation : Nombre de séances – Nombre de participants – satisfaction

Possibilités d'extension de l'action :

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 11
Statut de l'action
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 45

Unité SOCIETE	**Direction** DCTSL	**Service**: SPORT

Intitulé de l'Action :
Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Acquisition de matériels spécifiques destinés à la pratique sportive de personnes en situation de handicap en collaboration avec le mouvement sportif régional

Créée en 2002 – rapport cadre CR 04-11 du 10 février 2011 (en cours de modification)

Objectifs :
- Offrir les meilleures conditions de pratique aux personnes en situation de handicap
- Aider les ligues et comités régionaux à se doter du matériel dont ils deviennent les propriétaires, nécessaire au soutien d'une pratique licenciée ou à la mise en place d'actions de découverte pour de nouveaux publics (matériels spécifiques, véhicules adaptés)
- Répondre au besoin ponctuel des Ambassadeurs paralympiques en matériels sportifs et d'aide auxiliaire spécifique en collaboration étroite avec le Comité Ile-de-France Handisport et à sa demande.

Publics cibles : Le mouvement sportif régional ayant une convention pluriannuelle d'objectifs avec la Région (comités, ligues et fédérations sportives)

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaires : le Comité Ile-de-France Handisport, le Comité Ile-de-France Sport Adapté, l'ensemble des ligues et comités sportifs régionaux

Coût de l'action :

Budget 2015 :

41 303,00 € de subventions pour le Comité IDF Equitation ;
16 132,80 € pour la Ligue IDF Aviron ; 54 756,21 € pour le Comité IDF Handisport
48 683,53 € pour le Comité IDF Lutte ; 36 848,98 € pour le Comité IDF Handisport (ambassadeurs du sport)

Budget en 2016 : 300.000 €
Ambassadeurs du sport Handicapés : 8.731 €
Comité IDF Handisport 89.822 €
Ligue IDF Aviron : 22.692 €
Ligue IDF Roller skating : 7.850 €
Comité IDF Handisport 9.679€

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
- fournir une notice du projet accompagné du descriptif détaillé des matériels à acquérir complétée d'un devis et d'un plan de financement prévisionnel
- l'aide régionale correspond au maximum à 80 % du coût global de la demande
- le plafond de subvention est fixé à 100.000 €

Publications et/ou communication externe/interne
Site internet régional, réunion annuelle avec le mouvement sportif régional, réunion dans le cadre de la Conférence régionale du Sport
Etude sur la pratique sportive des personnes en situation de handicap réalisée par l'IRDS (Institut Régional de Développement du Sport) – avril 2010

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action : en attente d'une nouvelle politique cadre

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 4, 11, 17, 21

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS

FICHE-ACTION 46

Unité SOCIETE	**Direction** DCTSL	**Sous-direction Sport-Tourisme-Loisirs** **Service**: SPORT

Intitulé de l'Action : PLAN PISCINES

Description de l'action □ **événement** □ dispositif □ **projet** □ **autres**

Pour être éligible au financement régional dans le cadre du dispositif « Plan Piscines » il est demandé à tous les Maîtres d'Ouvrage de créer, outre le respect de la réglementation concernant l'accessibilité à l'équipement, une **rampe d'accès** au bassin d'apprentissage pour les handicapés et **une potence d'accès** au bassin de nage.
Pour les équipements existants ne permettant pas la réalisation d'une rampe d'accès, la mise en place d'une potence est obligatoire.

Créée le 28 septembre 2007 (CR 69-07)

Objectifs :
Faciliter l'accès aux bassins de natation pour les personnes en situation de handicap

Publics cibles :
Les personnes en situation de handicap, les enfants et les personnes en cours de rééducation fonctionnelle.

Concertation avec associations ou représentants PH :
Concertation, lors de l'étude réalisée en 2007, par le cabinet ISC qui était l'AMO pour la mise en place de ce dispositif.

Coût de l'action :
2015 :
Construction d'un centre aquatique intercommunal à Beaumont-sur-Oise- 1 600 000,00 €
Construction d'un centre aquatique à Clichy-sous-Bois- 1 920 000,00 €
Rénovation de la piscine Alfred Sevestre : 300 000,00 €

2016 :
piscine de Meaux : 1.577.650 €
CP juillet (à titre prévisionnel Piscine de Saint-germain-en Laye : 800.000 €)

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Prérequis obligatoire pour être éligible au financement régional dans le cadre du dispositif Plan Piscines

Publications et/ou communication externe/interne
(présentation du dispositif/ éléments de bilan) types : brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes……

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action : plus grande attention aux questions d'accessibilité à l'équipement et à l'intérieur (portes d'accès, vestiaires,….) à apporter lors de l'instruction des dossiers. En attente de la nouvelle politique cadre

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 11

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017

DEVELOPPER L'ACCES A LA CULTURE, AU TOURISME ET AUX LOISIRS DES PERSONNES HANDICAPEES

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 47

Unité Société	Direction DCTSL	Services : Tourisme Loisirs, Sports

Intitulé de l'Action : Mise en accessibilité des îles de loisirs aux personnes en situation de handicap.

Description de l'action □ **événement**

La Région s'est engagée, depuis l'année 2006, dans une politique volontariste de mise en accessibilité des îles de loisirs et de leurs activités aux personnes handicapées (déficience motrice, visuelle, auditive et intellectuelle).

Si les équipements récents intègrent les dispositions constructives prévues par la réglementation en terme d'accessibilité, il n'en est pas de même pour les plus anciens qui ont été conçus et aménagés il y a environ 30 ans lors de la création des bases. Pour ce faire, la Région s'est dotée, courant 2007, d'un outil d'expertise et de programmation à travers l'étude réalisée par les cabinets ACCESMETRIE et SOLEUS. Depuis, elle s'attache à soutenir les investissements souhaités par les îles de loisirs en vue de permettre à l'accès à tous aux bâtiments, espaces extérieurs et activités.

En 2015, il en a été ainsi des opérations suivantes :

- mise en accessibilité des bâtiments et espaces extérieurs de l'île de loisirs de Vaires-Torcy (77) ,
- mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap à Buthiers (77),
- mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap et mise aux normes des sanitaires du préau à Jablines-Annet (77),
- mise en accessibilité de cheminements à Draveil Port aux cerises (91).

En 2016 :

- poursuite de la mise en accessibilité du site à Cergy-Pontoise (95)
- mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap de l'hébergement et du centre de voile à Saint-Quentin-en-Yvelines (78)

Les AD 'AP ont été déposés par les SMEAG et la Région pour Vaires-Torcy, courant septembre 2015, conformément à la règlementation et à l'état des lieux établi sur la base des diagnostics de 2006.

Objectifs :

- permettre l'accès à tous aux activités et services proposés par les îles de loisirs IDF,
- faire découvrir les sports d'hiver aux franciliens dans une ambiance familiale et festive,
- favoriser la pratique d'activités sportives de plein air par des personnes en situation de handicap, fréquentant des centres d'accueil pendant les vacances scolaires.

Publics cibles :

- Les investissements doivent permettre à toute personne en situation de handicap d'accéder aux îles de loisirs et de pratiquer des activités.
- Le dispositif des tickets loisirs est destiné à des jeunes de 11 à 17 ans, des familles fragilisées et à des structures d'accueil de personnes en situation de handicap, sur la période du 1er juin au 15 novembre. **En 2015** : environ 2.854 personnes en situation de handicap ont bénéficié d'une sortie sur les îles de loisirs dans le cadre des Tickets-loisirs.
- « Village sportif d'été » : les 4 villages ont permis d'accueillir, en **2015**, 326 personnes en situation de handicap (de 11 à 17 ans), sur les 14.330 jeunes participants (2.3 %). **En 2016**, 1 067 personnes en situation de handicap (de 11 à 17 ans), sur les 17.458 jeunes participants (5,2) ont été accueillies.
- « Village sportif d'hiver » : durant un mois à l'île de loisirs de Vaires-Torcy (site Torcy) comprenant une piste de ski/luge et une patinoire de 800 m² ; 4 362 participants dont 717 participants en situation de handicap (15%) ; public total accueilli : 16 575 participants **en 2016**

Concertation avec associations ou représentants PH : concertation et partenariats entre les îles et différentes structures.

Partenaires : IME, APEI, comité handisport, comité sport adapté, Association Escapade, Liberté, Mobilité, ligues et comités sportifs, CROSIF et l'UCPA

Coût de l'action :

2015 :

460.025 € en investissement,

40.360 € en fonctionnement (tickets loisirs et VSE volet handicap).

198 000€ (marché) pour le « Village sportif d'hiver »

2016 :

306 135 € en investissement,

45.000 € en fonctionnement (tickets loisirs et VSE volet handicap).

198 000€ (marché) pour le « Village sportif d'hiver »

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

- Investissements : vote de subventions en Commission Permanente, sur sollicitations des SMEAG des îles de loisirs, sauf Vaires-Torcy (MO Région).
- TL : répartition tickets loisirs en mai pour utilisation du 1er juin au 15 novembre.
- Programme déployé sur 3 ans suite au dépôt en Préfecture des AD'AP en septembre 2015.
- « Village sportif d'hiver » vacances scolaires d'hiver (février 2016 et février 2017)

Publications et/ou communication externe/interne

guide des îles de loisirs

site internet des îles de loisirs

http://www.ilesdeloisirs.iledefrance.fr/iles-de-loisirs

Indicateurs d'évaluation :

- Avancement des investissements au regard des audits réalisés en 2007.
- Fréquentation des structures spécialisées sur les îles de loisirs.
- Animations et événements développés favorisant la participation de tous, et notamment de personnes en situation de handicap.
- « Village sportif d'hiver » : Public accueilli en provenance des structures associatives

Possibilités d'extension de l'action :

Les années 2015-2018 seront consacrées à la mise en œuvre des AD'AP.

Par ailleurs, **une nouvelle signalétique** est en cours d'implantation sur l'ensemble des îles de loisirs jusqu'à fin 2018 sur la base d'une nouvelle charte graphique régionale. **La charte a pris en considération les normes et règles liées à l'accessibilité.** Les implantations sur site se font en cohérence avec les normes en vigueur et en lien avec les orientations prises par les Syndicats Mixtes dans le domaine.

Renouvellement du marché en en cours d'un an (2016), reconductible deux fois (2017 et 2018) pour le « Village sportif d'hiver »

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 5, 11

Statut de l'action :

- En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 31/01/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 48

Unité **UAD**	**Direction** Environnement, Agriculture et Energie	**Service**: Eau et Biodiversité

Intitulé de l'Action : Accessibilité des Réserves Naturelles Régionales

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □**X projet** □ **autres**

La Région Île-de-France a acquis la compétence des réserves naturelles régionales (RNR) depuis 2006. Dans ce cadre, elle s'est engagée à classer en Réserves Naturelles Régionales des territoires aux enjeux écologiques remarquables. Aujourd'hui, la Région a labellisé 11 réserves et est propriétaires de 5 d'entre elles.
Ayant vocation à renforcer les couloirs écologiques entre les grands réservoirs de biodiversité franciliens, ces réserves sont également des lieux de sensibilisation du public à la biodiversité et à sa préservation. Pour toucher le plus grand nombre, la Région souhaite donc rendre ces sites plus accessibles.

Accessibilité PMR :
Dans ce cadre, l'observatoire ornithologique sur la RNR du Bassin de la Bièvre est accessible depuis la voie verte qui longe la RNR ainsi que celui de la RNR des Seiglats

Des projets sont en cours sur 6 RNR :

- RNR du Bassin de la Bièvre : réalisation du sentier d'interprétation et réaménagement de l'observatoire fin 2017-2018. Les aménagements et l'observatoire seront accessibles depuis la voie verte (piste cyclable, itinéraire départemental)

- RNR du Grand Voyeux : Le site est ouvert au public dans le cadre de sorties guidées uniquement, mais l'objectif est de créer une boucle de promenade en accès surveillé, accessible en autonomie (prêts de fauteuils adaptés). La construction de la Maison de la réserve permettant d'informer et de renseigner les visiteurs (une personne présente, expositions temporaires …), de surveiller le niveau de fréquentation et constituant un lieu de replis pour les groupes, est en cours. Les itinéraires en libre accès sont quasi achevés et les observatoires en cours d'installation. L'ouverture du parcours au public est envisagée au printemps/été 2017. En partenariat avec l'association Escapade, un équipement spécialisé sera mis à disposition dans la Maison de la réserve afin d'équiper les fauteuils roulants de roues tout terrain.

- RNR des Seiglats (AEV): le sentier menant à l'observatoire ornithologique, lui-même d'ores et déjà accessible, est en terre, et ne présente pas de stabilisé possible.

- RNR du site géologique de Limay : travaux d'aménagements pour la valorisation du patrimoine géologique avec sentiers pédagogiques (2016-2018)

- RNR de la Boucle de Moisson : sentiers d'interprétations à l'étude, avec accès PMR sur tous les observatoires et une partie des parcours (2018-2020)

- RNR des Iles de Chelles : les berges sont en grande partie déjà accessibles aux PMR. Reste encore à aménager les îles n'étant pas accessibles ; des visites en bateau sont organisées avec l'association « Au Fil de l'Eau »

Accessibilité à d'autres types de handicap :
En ce qui concerne l'accessibilité à d'autres types de handicap, la Région a engagé des actions auprès de publics spécialisés : handicap visuel sur RNR Bièvre ; handicap mental sur RNR du site géologique de Limay et du Grand Voyeux.

Prise de compétence par la Région en 2006 et adoption de la procédure de classement en 2008

Objectifs : Renforcer l'accessibilité au public des RNR en aménageant tout ou partie du site pour les PMR
Publics cibles : Public PMR des réserves naturelles régionales

Partenaires :

- gestionnaires et cogestionnaires de RNR : AEV, CORIF, SIAAP, Commune de Limay, Communauté d'agglomération Marne et Chantereine, Parc naturel régional du Vexin français

- associations qui traitent du handicap : **Escapade, Liberté & Mobilité**
- associations qui assurent des animations : AVEN du Grand Voyeux, CORIF

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : A minima 2013 – 2020 pour l'ensemble des projets
	Publications et/ou communication externe/interne Lettre d'information Île-de-France. Site internet AEV

Indicateurs d'évaluation :

Grand Voyeux : mise en place d'éco-compteurs à l'entrée et à la sortie de la future maison de réserve pour l'évaluation de la fréquentation, enquêtes de satisfaction.

Possibilités d'extension de l'action :

Poursuivre la mise en accessibilité de l'ensemble des réserves pour les PMR, et étendre l'action aux 5 autres restantes dans la mesure de l'acceptabilité du site en matière de préservation des milieux naturels.
Poursuivre la mise en accessibilité à d'autres types de handicaps.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 5, 11

Statut de l'action :

- En préparation X
- En cours de mise en œuvre X
- Date de mise à jour de la fiche 04/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 49

Unité AEV	**Direction** Aménagement des territoires	**Service**: Smer Tégéval

Intitulé de l'Action : Accessibilité PMR de la Tégéval

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** **X projet** □ **autres**

La coulée verte de l'interconnexion des TGV, baptisée la Tégéval, est une promenade verte destinée aux piétons, aux personnes à mobilité réduite et aux cycles. D'une surface totale de 96 ha pour un linéaire de 20 km, elle traverse huit communes : Créteil, Valenton, Limeil-Brévannes, Yerres (91), Villecresnes, Marolles-en-Brie, Santeny et Mandres-les-Roses.
Le tracé de la Tégéval traverse le Val-de-Marne et permet ainsi la découverte des paysages caractéristiques du département : espaces urbains denses de la Plaine centrale alluviale, coteau boisé et massif forestier de l'Arc boisé jusqu'aux milieux ruraux du plateau de la Brie. Cette coulée verte s'attache à connecter les parcs départementaux, les périmètres régionaux et les liaisons douces locales : elle participe ainsi à la constitution de la trame verte et au maillage du territoire en termes de circulations douces.
Elle permet de répondre à des enjeux urbains, environnementaux, et sociaux, parmi lesquels l'accessibilité aux personnes en situations de handicap.

Créé en 2009

Objectifs : Liaison verte accessible aux PMR : déplacements quotidiens fonctionnels & loisirs, trame verte

Publics cibles : Tout public

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaires :

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte d'Étude et de Réalisation (Smer) associant la Région Île-de-France, l'Agence des espaces verts (AEV) de la Région Ile-de-France et le Département du Val-de-Marne

Coût de l'action :

2009, budget global de 60 M€ (coût AVP valeur 2015).

Financement régional : 1,8 M€/an

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

- Travaux sur 2013 – 2016 :
- 2013 – 2014 Valenton et Limeil-Brévannes
- 2014-2015 : aménager une passerelle sur la RN406 entre Créteil et Valenton
- **2016 :** Créteil, Valenton, Villecresnes, Santeny

Publications et/ou communication externe/interne

- Site internet : www.lategeval.fr
- Outils de communication-concertation: newsletter, stand photo participatif, exposition, carte
- Plantation du 1er arbre le 02/10/2013
- Lancement participatif le 20/11/2013
- Inauguration première tranche travaux : 18/10/2014
- Ouverture de la passerelle sur la RN406 : **18/06/2016**
- Lancement de la première édition de l'appel à projets pour l'animation des sites
- Participation à des évènements locaux : fête de l'arc boisé, fêtes des associations, festival de l'Oh etc.

Indicateurs d'évaluation : Linéaire ouvert au public (5,5 km fin 2015)

Possibilités d'extension de l'action : Etudier la possibilité de mise en accessibilité de la Tégéval pour d'autres handicaps

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 5, 11

Statut de l'action :

- En préparation
- En cours de mise en œuvre X
- Date de mise à jour de la fiche

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 50

Unité Société	**Direction** Culture Tourisme Sport et Loisirs	**Service**: Tourisme et loisirs

Intitulé de l'Action : Le Fonds de développement touristique régional (FDTR)

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Créé en juin 2012 le FDTR est l'outil dédié à la Stratégie régionale de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL**) 2011-2016.**
L'Article 4.2 de la délibération cadre (CR 48-12 du 28 juin 2012), stipule que les projets éligibles au fonds, sont notamment ceux **visant *à l'amélioration de la desserte et information sur les sites, accessibilité pour les personnes en situation de handicap.***
Ce critère d'accessibilité par les personnes en situation de handicap fait l'objet d'une attention particulière lors de l'examen de chaque dossier candidat au FDTR.

Créée le 28 juin 2012

Objectifs :
La Stratégie régionale de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) **2011-2016** adoptée le 17 novembre 2011 définie sept orientations stratégiques celle relative aux ***transports et à l'accessibilité*** constitue l'une d'entre elles.

Publics cibles :
Sont éligibles au FDTR :
- les collectivités locales et leurs groupements (EPCI)
- les établissements publics
- les associations loi 1901 et fondations notamment celles œuvrant dans le tourisme social et solidaire
- les PME et ETI, à l'exception des filiales des grands groupes, pour les dépenses d'investissement.
- toutes les entreprises privées pour les dépenses d'études au stade de prè-projet
- les sociétés d'économie mixte (SEM)
- les bailleurs sociaux

Concertation avec associations ou représentants PH :

Coût de l'action :
2015 : quatre millions d'euros
2016 : quatre millions d'euros

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Deux appels à projet par an. Les dossiers sont soumis au vote d'un jury composé de deux collèges. Un collège d'élus du Conseil régional et un autre de professionnels du tourisme

Publications et/ou communication externe/interne brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes……

Indicateurs d'évaluation :
Depuis la création du FDTR, neuf jurys ont été organisés. 315 dossiers ont été examinés, 140 ont reçu un avis favorable.
L'instruction des dossiers se fait conjointement par le service tourisme de la Région et le Comité Régional du tourisme. Ce dernier joue un rôle dans l'accompagnement des projets élus en donnant un ensemble de préconisations notamment sur **l'accessibilité universelle.**

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 11

Statut de l'action
- En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 51

Unité Société	**Direction** Culture Tourisme Sport et Loisirs	**Service**: Tourisme et loisirs

Intitulé de l'Action :

Actions en faveur de l'accessibilité des structures et sites touristiques franciliens – Comité régional du tourisme

Description de l'action □ **événement**

Le comité Régional du Tourisme, par son action auprès des acteurs du tourisme et des visiteurs, assure la promotion et le développement de la destination Paris Ile-de-France.
Il met en place les ressources, les outils, l'accompagnement et le réseau permettant aux professionnels du tourisme francilien de développer et de distribuer une offre qualitative, innovante et adaptée.
Il plébiscite et envisage l'accessibilité comme l'opportunité d'assurer un accueil de qualité dans les lieux touristiques sous l'angle de la conception universelle qui offre un confort d'usage adapté à tous les publics :
familles, jeunes, séniors, touristes avec bagages, personnes handicapées…
Il se mobilise et poursuit sa politique de qualité de l'accueil des publics à besoins spécifiques en soutenant les professionnels franciliens du tourisme dans leur projet de mise en place d'offres adaptées.

Pour ce faire, le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France développe un certain nombre de dispositifs et d'outils qui assurent la visibilité de l'offre accessible et qui œuvrent activement à cette dynamique régionale :
- Un partenariat fort avec accessible.net, annuaire en ligne des établissements accessibles aux personnes à besoins spécifiques
- Un accompagnement personnalisé des professionnels du secteur quant à la mise en accessibilité de leur établissement touristique ;
- Un programme de formation adapté aux besoins des professionnels ;
- Un module E-learning en ligne « Réflexe accessibilité » ;
- Qualification de l'offre et promotion du site accessible.net (3000 sites référencés en France dont 320 en Île-de-France) ;
- Des outils pratiques : cahiers et fiches pratiques qui présentent les divers aménagements et attitudes d'accueil pour garantir un accueil totalement adapté de tous les publics, un annuaire qualifié de fournisseurs, une base de données de prospects, une veille mensuelle sur l'accessibilité, un agenda des évènements accessibles, une vidéo sur la conception universelle …
Tous ces éléments sont à retrouver sur pro.visitparisregion.com (rubrique « optimisation de vos prestations/accessibilité »).

Objectifs : Promotion de l'offre touristique accessible sur le territoire francilien	
Publics cibles : Personnes en situation de handicap	
Concertation avec associations ou représentants PH :	
Coût de l'action : Promotion d'accessible.net : 50 000 €	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : **Publications et/ou communication externe/interne** pro.visitparisregion.com
Indicateurs d'évaluation : site accessible.net : - 105 nouveaux sites inscrits, 27 professionnels accompagnés en 2015 - 360 nouveaux sites inscrits, en 2016	
Possibilités d'extension de l'action	
Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1,5, 11 **Statut de l'action** - En préparation - En cours de mise en œuvre : X - Date de mise à jour de la fiche : 30/01/2017	

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 52

Unité SOCIETE	**Direction** : Direction du développement social, de la santé et de la démocratie régionale (DDSSDR)	**Service**: Développement social & santé

Intitulé de l'Action : Accès à la culture et aux loisirs

Description de l'action □ **événement** ☒ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

En 2015, la Région a soutenu plusieurs associations développant des projets permettant l'accès à la culture et aux loisirs pour les personnes en situation de handicap :

- l'association TURBULENCES pour le développement d'un laboratoire d'art relationnel « Les Turbulents » à Paris. Cette association a pour vocation de permettre l'accès à la culture à une population en difficulté d'intégration sociale pour des raisons liées à la pathologie mentale et/ou aux troubles du spectre autistique.
- l'association CLAIR OBSCUR pour l'organisation d'un voyage culturel à Marseille pour une quarantaine de personnes souffrant de déficiences visuelles
- l'association LE SOUFFLE 9 pour la mise en place de temps de loisirs pour jeunes en situation de handicap sur la commune d'Aubervilliers (93).
- l'association HANDIVOIX pour l'organisation de la dixième édition du festival Feztivoix en Ile-de-France
- l'association PRO MUSICIS pour l'organisation de concerts de partage et d'un programme de rencontres musicales à destination d'enfants polyhandicapés en Ile-de-France.

Créé le 7 avril 2011 délibération CR 23-11

Objectifs :
Permettre aux personnes en situation de handicap d'accéder à l'offre culturelle et aux loisirs. Etablir un lien privilégié avec le milieu ordinaire par le biais de vecteurs culturels.

Publics cibles : Enfants, adolescents et adultes en situation de handicap

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH
Partenaires :
Associations, collectivités (conseils départementaux, communes)

Coût de l'action : **2015 :** 56.800 **€**	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : Sur projets
	Publications et/ou communication externe/interne :

Indicateurs d'évaluation : Nombre de projets soutenus – Nouveaux projets

Possibilités d'extension de l'action :

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 3

Statut de l'action
- en préparation
- en cours de mise en œuvre : x
- date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

RENFORCER LA RESPONSABILITE SOCIETALE DE LA REGION

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 53

Unité COMMUNICATION	Direction	Service:

Intitulé de l'Action : Accessibilité des supports de communication de la Région

Description de l'action **événement dispositif projet autres**

Contexte :
l'article 47 de la loi du 11 février 2005 stipule : « Les services de communication publique en ligne des services de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent doivent être accessibles aux personnes handicapées. L'accessibilité des services de communication publique en ligne concerne l'accès à tout type d'information sous forme numérique quels que soient le moyen d'accès, les contenus et le mode de consultation. Les recommandations internationales pour l'accessibilité de l'internet doivent être appliquées pour les services de communication publique en ligne. »
La version 3 du RGAA - Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations a été fixée par arrêté le 2 mai 2015.

En 2015-2016, cela s'est traduit :
- **par la création du site Facile à lire et à comprendre** (http://facile-a-lire.iledefrance.fr/) une transcription en ligne de ses informations dans une version simplifiée et accessible aux personnes en situation d'handicap mental, psychique ou cognitif. Pour ce projet, **ont été spécialement formés** à la transcription Facile à lire et à comprendre par l'Unapei : une vingtaine de travailleurs handicapés fréquentant deux établissements et services d'aide par le travail (Esat) des Yvelines (La Roseraie à Carrières-sur-Seine et Les Courlis à Chatou), des professionnels et bénévoles habitués à accompagner ces derniers, ainsi que le secrétaire de rédaction du portail internet de la Région.

- **par l'amélioration de l'accessibilité du portail internet de la Région.**

- **par la présence régulière d'articles, reportages et interviewes** relatifs aux activités des associations de personnes en situation de handicap, aux actions régionales dans le domaine de l'accessibilité, au sein de la Newsletter de la Région.

- **par la formation à l'accessibilité numérique de deux agents** du service innovation numérique de l'unité communication qui ont été **certifiés experts par l'association BrailleNet**.

- par la sensibilisation à l'accessibilité des services de la communication interne et de l'unité développement.

Objectifs :
La Région s'engage à faciliter l'accès à l'ensemble des informations diffusées par divers moyens par ses soins, notamment sous les formes suivantes :

- **Définition d'une stratégie en matière d'accessibilité numérique** au niveau régional pour les sites internet, mais aussi les extranets et outils métiers web.

- **Définition d'un plan d'accessibilité des espaces numériques** qui tiendra compte des différents handicaps (exemples : rendre possible la navigation sur le portail avec clavier uniquement ; sous-titrage systématique des vidéos diffusées sur le portail ; proposer des documents au format PDF accessibles pour permettre leur consultation via une aide technique ; etc.)

- **Nomination d'un référent accessibilité numérique** pour la Région (obligation légale)

- **Réalisation d'une deuxième version du site Facile à lire et à comprendre** co-construite avec les travailleurs handicapés des deux Esat des Yvelines. Une étude sur les usages et habitudes numériques a été réalisée. Un prototype a été soumis et validé après quelques itérations avec ces travailleurs.

- **L'amélioration continue du site iledefrance.fr** avec une adaptation constante des contenus et des technologies web pour faciliter la perception des informations, valorisation des articles et dossiers du site Internet.

- **Valorisation éditoriale des projets ou des réalisations** relatifs à ces situations dans les domaines sport/santé ; logement ; transports et mobilité ; éducation ; emploi…

Publics cibles : Tous franciliens et autres publics, notamment, en situation de handicap

Concertation avec associations ou représentants PH : Pour l'élaboration de la brochure Agenda 22

Coût de l'action : **2015** : 25.150 € **2016 :** 25.000 €	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :**
	Publications et/ou communication externe/interne : Portail internet

Indicateurs d'évaluation : Nombre de critères du RGAA validés

Possibilités d'extension de l'action :

Ateliers de sensibilisation (voire de formation) sur l'accessibilité de sites Web animés par le chef de service de l'unité communication auprès des unités en interne, auprès des webmasters des organismes associés et partenaires de la Région en externe.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1,5

Statut de l'action
En préparation X
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 04/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 54

Unité : UPRH	**Direction** : Sous-direction de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail	**Service**: Prévention et Santé au Travail

Intitulé de l'Action :
Convention Région-FIPHFP 2014-2016 (Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique)

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** X **projet** □ **autres**

La convention Région-FIPHFP, traduite par la mise en œuvre de 14 actions, a ouvert la possibilité de déployer différentes initiatives sur l'année 2014 pour faciliter les conditions d'accueil et de maintien dans l'emploi en faveur des agents reconnus travailleurs handicapés à la Région et d'améliorer leur intégration. **Quatre axes majeurs** sont développés via des instances de pilotage stratégique, opérationnel et financier : le maintien dans l'emploi, le recrutement, la communication et la formation.

Le maintien dans l'emploi :

Accompagner et améliorer les conditions de travail des agents en situation de handicap (BOE) et en restriction d'aptitude (aménagement des postes de travail).

Aides techniques et individuelles afin d'améliorer les conditions de travail des travailleurs handicapés (auxiliaires de vie, transport adapté, prothèses auditives, interprète LSF).

Améliorer la qualité de vie des agents en situation de handicap et leur permettre de mieux concilier vie professionnelle et vie privée (financement d'aides sociales : participation à la mutuelle et prévoyance, tickets Cesu et aide au déménagement).

Former les agents en situation de handicap (BOE) et les agents en situation de restriction d'aptitude pour favoriser le maintien dans l'emploi (bilans évaluation professionnelle, formations spécifiques pour compenser le handicap).

Dispositifs significatifs :

Marché relatif aux interventions ergonomiques par un prestataire externe (notifié en 2014) :

Evaluation du dispositif à fin décembre 2015 : 6 agents des lycées ont pu bénéficier de ces études occupant des postes en cuisine, entretien général ou accueil en loge. Elles se sont déroulées sur le premier semestre 2015. Elles ont eu pour objectif le maintien dans l'emploi des agents en adaptant leur poste de travail par des aménagements tant techniques et spatiaux qu'organisationnels.

Différents points sont à noter suite à cette première vague d'études :
- Enrichissement de la procédure de mise en œuvre et critérisation
- Développement du travail de transversalité
- Interaction des interventions individuelles avec le collectif de travail
- Transfert de savoirs faire : clés et points de repères donnés sur l'analyse d'un poste de travail

Financement des équipements : questionnement sur les process de financement entre la Région et les lycées

Etudes ergonomiques réalisées en interne : 10 agents bénéficiaires depuis 2014.

Evaluation du dispositif à fin décembre 2015 : les études internes ont été réalisées au bénéfice d'agents du siège travaillant en bureau et d'agents des lycées occupant des postes d'entretien général, d'accueil et de lingerie. Ces études ont visé à adapter les situations de travail de ces agents par des aménagements notamment techniques et spatiaux pour les maintenir en emploi.

Durant plusieurs études, il a été mis en évidence des contraintes architecturales et techniques fortes qui ont nécessité d'établir des compromis dans les adaptations de poste. Il a été mis en lumière l'importance d'avoir l'appui des techniciens et ingénieurs de l'Unité Lycées et des personnels de l'Unité Patrimoine et Moyens Généraux (UPMG) pour mettre en œuvre certains

aménagements.

Marché relatif aux prestations de Bilans d'évaluation professionnelle (notifié en 2014) : proposer aux agents Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi un bilan de leurs aptitudes et compétences, en vue de cerner les orientations professionnelles possibles en interne et en externe afin de construire un projet professionnel adapté. Ils s'adressent en priorité aux agents devant être reclassés pour raisons de santé.
Six premiers bilans ont débuté en octobre 2014 et se sont déroulés sur une période de 4 à 6 mois au cours du 1er semestre 2015.

Evaluation du dispositif à fin décembre 2015 : pour chaque agent il a été défini un plan d'action à court et/ou moyen terme sur la base d'au moins deux scénarios, pour une mise en œuvre sur le second semestre 2015. Globalement, ces démarches de bilan ont permis aux agents de pouvoir évaluer leur niveau, de se projeter à moyen terme et de se mobiliser sur leur avenir professionnel.

D'un point de vue RH, nous avons pu affiner nos objectifs et attentes au terme de ces bilans, de mieux cibler le public susceptible de suivre cette démarche, en particulier en repérant les vulnérabilités incompatibles avec une démarche mobilisatrice. Démarche concertée entre l'agent et les acteurs ressources de l'UPRH.
Afin de mieux articuler cette démarche avec les besoins de la collectivité en termes de compétences notamment pour les parcours qui nécessitent des reconversions professionnelles, un travail a été initié avec le service Emploi de la Région.

9 autres bilans d'évaluation professionnelle ont été lancés fin 2015 pour un déroulement sur le premier semestre 2016
13 autres ont été engagés en juin 2016 pour un déroulement sur le second semestre 2016.

S'ajoutent à ces dispositifs, le financement de matériels et équipement ergonomiques, de prothèses, d'aides sociales, de prestations d'auxiliaires de vie professionnels, d'interprète de langues des signes, de transports adaptés domicile-travail et de formations destinées aux agents BOE. A fin 2015, **173 agents** ont pu bénéficier d'une aide technique ou humaine favorisant le maintien dans leur emploi.

Le recrutement :

Recrutement de nouveaux agents et d'apprentis en situation de handicap en s'appuyant notamment sur le développement d'un réseau de partenaires externes (Cap Emploi, Missions handicap des Universités, CFA…).

Recrutement d'agents BOE depuis 2014 = 9 agents.

Recrutement d'apprentis depuis 2014 = 11 apprentis.

Le travail mené avec le Cabinet Hunt en 2015, à savoir l'élaboration d'un processus de recrutement et la constitution d'un carnet d'adresse actif et complet des partenaires qui pourraient contribuer à orienter des candidatures pour des recrutements de BOE, est un axe fort qui devrait permettre le développement d'un politique de recrutement plus significative.

Les partenariats conduits par d'autres unités de la Région avec le secteur associatif (au titre de la formation professionnelle, de l'emploi, des subventions aux structures sociales et médico-sociales…) ont déjà pu être identifiés (travail sur les parties prenantes dans le cadre de l'agenda 22 régional). Ils devraient permettre de développer le sourcing sur des métiers existants à la Région.

Le travail déjà mené en direction des CFA et qui porte ses fruits en termes de dynamique de candidatures doit pouvoir être développé en direction des autres filières génératrices de candidatures sur des postes au sein de la collectivité.

La communication :

Déploiement d'une politique de communication interne active en direction de l'ensemble des agents pour favoriser la diffusion d'une culture handicap et pour favoriser l'intégration des travailleurs handicapés (campagne interne d'affichage, flyers, articles, rubrique handicap dans l'intranet)

Marché notifié en 2014

- Nov. 2014 : conception et envoi, à tous les agents, d'un flyer permettant une information générale sur le handicap et

l'appel à témoignage d'agents reconnus travailleurs handicapés ou pas.

- 1er semestre 2015 : conception de 5 affiches et carte postales à partir des témoignages de 5 agents volontaires (3 agents siège et 2 agents lycée). Une première série a été réalisée en juin 2015 suivant un plan de diffusion à destination des lycées et des agents du siège.
- 2ème semestre 2015 : seconde diffusion avec 3 nouveaux témoignages.

Au total : 9 500 affiches et 47 000 cartes postales diffusées sur l'ensemble des lycées et des sites Région.

Evaluation du dispositif à fin décembre 2015 : les témoignages concrets d'agents de la collectivité (et la diffusion de chiffres représentatifs) ont permis une sensibilisation large et l'amorce d'une prise de conscience sur ce qu'est le handicap au travail. Cette campagne a contribué à une plus grande visibilité de la mission handicap ; les prises de contact ont augmenté : +33% d'entretiens de suivi réalisés en 2015.

La formation :

Développement de formations collectives pour sensibiliser et renforcer les connaissances sur la thématique handicap et du maintien dans l'emploi.

Marché notifié en 2014. Il comprend quatre lots :

1. management de l'intégration des travailleurs handicapés à la Région (notification le 25/08/2014),
2. recrutement de personnels handicapés (notification le 25/08/2014),
3. adaptation du poste et de l'environnement de travail à la situation de handicap (notification le 25/08/2014),
4. formation des membres du comité d'hygiène et de sécurité (notification le 21/08/2014).

Evaluation du dispositif à fin décembre 2015 :

109 agents ont été formés dont 87 chefs d'équipe des lycées

Selon les participants, les apports de ces formations sont :

- le changement des représentations sur le handicap ; « regard bienveillant »,
- la conviction qu'il est nécessaire de travailler sur les conditions de travail pour anticiper les nouvelles situations de restrictions médicales ou de handicap,
- les clés comportementales et l'importance de la communication,
- l'importance de la mobilisation de chacun.

L'ensemble de cette démarche s'accompagne d'une formalisation de procédures pour mieux recenser et connaître les agents en situation de handicap (BOE) et pour le cadrage de la mise en œuvre de la convention.

Objectifs :

- favoriser le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap ;
- recruter et intégrer des personnes en situation de handicap ;
- atteindre les 6% de taux d'emploi par de nouveaux recrutements et le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap.

Publics cibles : agents en situation de handicap (BOE) ou en restriction d'aptitude

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaires : FIPHFP, Réseau référents handicap Pacte IDF, Cap Emploi, CFA

Prestataire(s) :

Marchés publics notifiés en 2014 :

- **Acore,** prestation de bilans d'évaluation professionnelle (marché public de 3 ans),
- **Atouts et Handicap, Rayonnance et Acore, CCAH et Enéis Conseil,** prestations de formations collectives (marché public de 3 ans),
- **Indigo ergonomie,** prestations d'études ergonomiques (marché public de 3 ans),
- **Elton,** prestation de communication (marché public de 3 ans),
- **Cabinet Arthur Hunt,** accompagnement à la mise en œuvre de la convention (marché public de 3 ans)

Marchés publics développés en 2015 :

- **Expériencia :** accompagnement des apprentis travailleurs handicapés et leur maître d'apprentissage : consultation réalisée pour une prestation de 6 mois en 2015 (consultation de 6 mois reconduite sur 2016 pour cette même

prestation).

- **Elaboration d'un marché pour l'acquisition de matériels nécessaires à des aménagements de poste d'agents en situation de handicap ou de restriction d'aptitude** ; la notification est prévue en juillet 2016.

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
Le montant total de la convention s'élève à 2 228 073€ sur 3 ans.	- Janvier 2014 : début de la convention. - **Février 2015 :** 1er bilan d'activité - **Février 2016** : 2ème bilan d'activité + demande du versement du second acompte + demande de prolongation de 1 an de la durée de conventionnement jusqu'au 31/12/2017
	Publications et/ou communication externe/interne Publication d'articles dans E-Lien, sur l'intranet puis tout au long de la démarche, campagne de communication interne à l'attention de l'ensemble des agents.

Indicateurs d'évaluation : rapport d'activité narratif et financier, suivi des effectifs et déclaration annuelle obligatoire auprès du FIPHFP :

- **Taux de réalisation du programme d'action prévisionnel pour l'année 2015** : **80%** du 1er acompte Conformément à l'article 7.2 de la convention, le seuil des 70 % ayant été dépassé fin 2015, nous avons sollicitez le versement du deuxième acompte.
- **Taux d'emploi légal** (chiffre incluant le taux d'agents en situation de handicap abondé par les dépenses réalisées déductibles) – déclaration 2016 (effectif au 1er janvier 2015) : **4,76%** (4,32% en 2015).
- **Contribution 2016 versée au FIPHFP** (au titre de l'année 2015) **: 712 302 €** (955 413 € en 2015).

Possibilités d'extension de l'action :

Prolongation de la durée de conventionnement jusqu'au 31/12/2017 acceptée par le FIPHFP.

Pour chacune des 14 actions proposées dans le cadre de la convention, un plan d'action permettant d'assurer au mieux un déploiement sur l'année 2016 est en cours de consolidation.

Plus particulièrement, les axes suivants vont faire l'objet d'une attention soutenue :

- ***Recrutement de professionnels en situation de handicap*** **:**
  Mobilisation des réseaux d'acteurs permettant à des agents RQTH de postuler
  Formalisation d'une démarche d'accompagnement spécifique des services accueillant des agents RQTH
  Poursuite des formations en direction des managers et recruteurs
  Poursuite de l'accompagnement des apprentis RQTH
- ***Adaptation des postes de travail des agents en restriction d'aptitude ou RQTH*** :
  Montée en charge des études ergonomiques
  Mise en œuvre d'une procédure de financement des établissements d'enseignement achetant du matériel adapté
  Déploiement du marché public « matériel adapté »
- ***Formation des travailleurs handicapés et accompagnement des agents en transition professionnelle***
  Déploiement des bilans d'évaluation professionnelle
  Mise en place du parcours de formation reclassement / reconversion
  Développement d'actions d'immersion
  Renforcement de la traçabilité des parcours de reconversion professionnelle
- ***Actions d'information en direction des agents en situation de handicap :***
  Renforcement de l'information ciblée en direction des RQTH pour favoriser le lien avec la Mission Handicap
  Développement d'outils de communication autour de l'intérêt d'une RQTH et de la politique régionale

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 4, 7, 19, 20

Statut de l'action

En préparation X

En cours de mise en œuvre : x

Date de mise à jour de la fiche : 29/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 55

Unité UPRH	**Sous-direction** Emploi-formation	**Service** Formation

Intitulé de l'Action : Formation/sensibilisation au handicap à l'accueil des personnes handicapées (AD'AP)

Description de l'action ☑ **événement** □ **dispositif** □ **projet**

Le service Formation de l'unité du Personnel et des Ressources Humaines a organisé 10 sessions de formation au premier semestre 2016 de sensibilisation à l'accueil des personnels d'accueil. Au cours de la formation, les participants ont pu échanger sur leurs représentations du handicap, appréhender les différents types de handicap et percevoir les enjeux d'un accueil adapté.

Objectifs:
Lever le tabou du handicap et permettre aux personnels d'accueil de mieux comprendre les besoins spécifiques des personnes handicapées en matière d'accueil, d'information, et d'accessibilité du cadre bâti.

- d'acquérir un autre regard sur le handicap,
- d'avoir un premier niveau d'information sur ce qu'est le handicap,
- de comprendre les besoins spécifiques des personnes en situation de handicap en matière d'accueil, d'information, d'accessibilité au cadre bâti,
- de faciliter le contact avec la personne en situation de handicap,
- de savoir adopter la bonne attitude.
-

Publics cibles : Les personnels d'accueil du siège de la Région et des lycées

Partenaire : UPRH – service de formation

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
Cotisation CNFPT	10 sessions d'une journée chacune dispensées de **février à juin 2016** 10 sessions en attente de confirmation pour le second semestre 2017

Indicateurs d'évaluation :
Nombre de personnes formées de **février à mi-mai 2016 :** 74
Nombre de stagiaires inscrits sur les sessions de **mi-mai à juin 2016** : 54
Nombre de stagiaires prévus pour le **second semestre 2016** : 180 (10 sessions avec le CNFPT)
Le bilan de formation des participants

Possibilités d'extension de l'action :
Il est prévu de renouveler ces actions en 2017 (18 sessions au global dont 13 dans les lycées et centres de formation)

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 5, 19

Statut de l'action
En préparation X
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 05/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 56

Unité : UAJMQ	**Direction** des marchés	**Service**: conseil et assistance marchés

Intitulé de l'Action transversale : Achats publics et insertion des personnes handicapées

Description de l'action transversale : □ événement □ dispositif □ projet □ autres

La commande publique responsable de la Région s'appuie sur la règlementation des marchés publics qui contient des dispositions afin de participer à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi et notamment des travailleurs handicapées. La réglementation des marchés permet ainsi de recourir à la clause d'insertion qui réserve des heures d'insertion à des personnes éloignées de l'emploi et notamment aux travailleurs handicapées (art. L5212-13 code du travail). La clause d'insertion peut se conjuguer avec le critère de la performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés dans la sélection des offres. Afin d'ouvrir l'achat à des ateliers protégés, la règlementation des marchés offre également la possibilité de réserver certains marchés à des entreprises adaptées (EA) et des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) qui sont mis en concurrence.

En 2015, la Région a pu ainsi réserver à de nouveaux ateliers protégés les marchés suivants :
- Prestations de service de blanchisserie et teinturerie
- Des prestations rédactionnelles « Facile à lire et à comprendre »

La Région s'est distinguée lors du Grand Prix Top Com 2016 où le site facile-a-lire.iledefrance.fr a reçu le Top Com OR dans la catégorie digital / site dédié. Le prix a été remis le 11/02/2016.

Le marché d'impression, mise sous pli, affranchissement et expédition des notifications de bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales (9000 documents/an) attribué en 2014 est toujours en cours.
De même, les marchés de fourniture, impression d'articles de papèterie (blocs papier) et le marché d'achat et livraison d'enveloppes, chemises et divers blocs, sont toujours en cours.

La Région a également recours au secteur du travail protégé et adapté pour la collecte et le traitement des déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE).
Dans le marché actuel des ordinateurs de bureau pour les lycées, la prestation de reprise des DEEE est notamment assurée par une entreprise adaptée, intervenant en sous-traitance. Celle-ci a reçu le prix de l'Entrepreneur Social 2014.
Les déchets des équipements électriques et électroniques du siège de la Région Île-de-France sont gérés dans le cadre d'un marché réservé passé par une centrale d'achat, l'UGAP. Le titulaire, une entreprise du secteur adaptée, assure la mise à disposition de contenants, l'enlèvement des déchets et leur traitement par des entreprises du secteur adapté.

Parmi les marchés disposant d'une clause sociale d'exécution, le marché d'infogérance du système d'information de la Région, passé en 2012, contient une clause d'insertion de 10.000 heures qui bénéficie à deux techniciens supports informatiques reconnus travailleurs handicapés. Ces personnes ont été recrutées en CDI au regard des besoins de l'entreprise.

Créée en 2012

Objectifs :
- Favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées.
- Bénéficier des compétences des personnes en situation de handicap et du savoir-faire des ateliers protégés.
- Faciliter les passerelles entre le milieu protégé et le milieu ordinaire.

Publics cibles :
- Personnes en situation de handicap.

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaire(s) :

- Associations / réseaux des EA et ESAT
- Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP)

Prestataire(s) : EA et ESAT

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :**
	Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation :

- nombre de marchés avec du personnel en situation de handicap dédiée
- nombre de personnes en situation de handicap dédiées
- nombre de marchés réservés

Possibilités d'extension de l'action :

- Structurer les achats auprès des EA et des ESAT pour définir de nouveaux achats réservés :
  - développer une expertise de l'offre de services existante, des capacités de production des établissements et de leurs contraintes
  - communiquer auprès des unités
  - Intégrer les marchés réservés dans la programmation annuelle des marchés avec clauses sociales
- **Perspectives 2016 :** Diversifier les secteurs d'activités des marchés réservés, dont :

Marché de traiteurs (Plateaux repas)

Marché de transport d'agents régionaux en situation de handicap

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 7, 15, 16, 18

Statut de l'action

En préparation X

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 05/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 57

Unité UAJMQ

Intitulé de l'Action : Cartographier les parties prenantes de l'Agenda 22

Description de l'action □ **projet**

Le service Qualité, chargé de développer la culture du dialogue avec les parties prenantes au sein de l'administration régionale, accompagne les unités/services/projets sur cette question. En 2015, il a expérimenté, notamment avec l'Agenda 22, une méthodologie pour cartographier les parties prenantes.
Cette méthodologie est composée de 3 étapes : 1) recensement des parties prenantes, 2) qualification des relations, 3) approfondissement du dialogue avec certaines parties prenantes.
Les deux premières étapes ont été réalisées en 2015 via la mobilisation du Comité Technique Agenda 22. 8 unités et 12 contributeurs ont participé à ces travaux (ateliers de travail et/ou d'entretiens individuels). 108 parties prenantes ont ainsi été identifiées en 2015 et la majeure partie des relations correspondantes ont été qualifiées.
Les contributeurs ont particulièrement apprécié d'aborder l'Agenda 22 sous un angle partenarial et relationnel en partageant et réinterrogeant leurs pratiques.
Une synthèse des travaux comprenant des éléments de réflexion a été rédigée en décembre 2015.
Il appartient au Comité Technique d'exploiter ces éléments pour envisager collectivement des mesures précises afin de favoriser un dialogue constructif et plus efficace encore au profit des bénéficiaires de l'Agenda 22.

Objectifs :
Identifier l'ensemble des parties prenantes de l'Agenda 22 et améliorer le dialogue avec celles reconnues cruciales. Le dialogue avec les parties prenantes vise à mieux cerner leurs attentes et à mieux comprendre les enjeux et les impacts de l'intervention régionale en vue d'en optimiser l'efficacité.

Publics cibles : référents Agenda 22 et parties prenantes incontournables du projet

Concertation avec associations ou représentants PH :

Coût de l'action :
Pas de coût spécifique pour la Région
Mobilisation de moyens humains internes

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Publications et/ou communication externe/interne
Parties Prenantes Agenda 22 – Synthèse des travaux 2015
Cartographie obtenue au 21 décembre 2015
Fichier synthétique des relations qualifiées

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action :
La troisième étape qui consiste à mettre en place des actions pour maintenir ou développer de bonnes relations avec certaines parties prenantes identifiées lors de la deuxième étape est désormais à co-construire par les membres du Comité technique Agenda 22.
Le projet Région responsable, axé sur l'ISO 26000, est clos. Néanmoins, la démarche de responsabilité sociétale de la Région demeure d'actualité à travers de multiples sujets dont celui du dialogue avec les parties prenantes.

Règle standard Agenda 22 mise) en œuvre :

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 26/09/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE ACTION 58

Unité : UPMG	Sous-Direction des Actions Patrimoniales	**Service**:

Intitulé de l'Action : Mise aux normes et accessibilité des bâtiments régionaux

Description de l'action □ **événement** **x dispositif** □ **projet** □ **autres**

La Région met aux normes ses bâtiments afin de permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite. Ce plan s'étale sur plusieurs exercices et concerne l'ensemble des sites.

Plusieurs opérations ont déjà été réalisées :
Bâtiment "Invalides" : mise en accessibilité ascenseurs et sanitaires
Bâtiment "Babylone" : accès PMR extérieur côté façade sur rue
Barbet de Jouy : travaux rampes accès piétons et sanitaires.
Villarceaux **:** accessibilité sanitaires et ascenseur public du Manoir de Ninon + cheminement piétonnier

La mise en accessibilité des espaces ERP des bâtiments régionaux se poursuit dans le cadre de l'Ad'AP approuvé par le Préfet en **janvier 2016** :

- Barbet : salle de conférence Pierre Charles Krieg
- Babylone : hémicycle
- Invalides : salle Delouvrier
- Equipement culturel à Alfortville mis à la disposition de l'ONIF : salles de répétition et d'enregistrement
- Domaine de Villarceaux : accès au musée

A titre indicatif, des crédits en investissement sont prévus en 2016 pour l'ONIF et Villarceaux.

Enfin, dans le cadre de l'engagement de la Région en faveur de l'accessibilité tout handicap, l'hémicycle du Conseil régional, la salle 154 du bâtiment Invalides et la salle Pierre-Charles Krieg à Barbet sont équipés de boucles magnétiques individuelles pour les malentendants.

Objectifs : Permettre l'accessibilité des bâtiments régionaux aux personnes à mobilité réduite.

Publics cibles : personnes à mobilité réduite

Concertation avec associations ou représentants PH : /

Partenaire(s) :

Prestataire(s) :

Coût de l'action :
2016 : prévision 310 000 € en investissement
(dont 240 K€ affectés pour l'équipement culturel à Alfortville mis à la disposition de l'ONIF)

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Plan de mise aux normes selon Ad'AP échelonné sur plusieurs tranches et exercices budgétaires (sur 2 périodes)

Publications et/ou communication externe/interne
brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes……

Indicateurs d'évaluation : suivi financier de chacune des opérations

Possibilités d'extension de l'action : /

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 5 (l'accessibilité)

Statut de l'action
En préparation En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 27/09/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 59

Unité UAD	**Direction** Environnement, Agriculture et Energie	**Service**: Agenda 21 et Eco-Région

Intitulé de l'Action :

Prise en compte du handicap dans le Référentiel Aménagement Construction Durable et dans les guides sectoriels

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □**x autres**

La Région s'est dotée en 2011 d'un référentiel aménagement construction durable. Ce référentiel, élaboré dans le cadre de l'Agenda 21 et en cours d'actualisation, donne des lignes directrices à l'action régionale sur l'ensemble des finalités du développement durable appliquées aux projets d'aménagement et de construction.

A ce titre, les thématiques de lutte contre les discriminations et **prise en compte du handicap** y sont intégrées, au même titre que les thématiques de biodiversité, gestion de l'eau, bruit…
Ce référentiel est cité dans le SDRIF en vigueur comme outil d'accompagnement des porteurs de projet dans une démarche d'amélioration durable.

La Région a voté sa mise en application progressive et, afin de s'adapter au mieux aux spécificités des secteurs concernés, 2 guides ont été élaborés en 2014 : un pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'apprentissage et l'autre pour les îles de loisirs.

Réalisés de façon transversale par les services régionaux, les correspondants respectifs des deux secteurs concernés et avec l'appui de l'Arene, ces guides sont à destination des porteurs de projet internes et externes de l'urbanisme, de l'aménagement, de la construction. Ils ont vocation à être partagés avec tous les acteurs : financeurs, maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre en démarche projet.

Composés de fiches pratiques et proposant un tableau de bord de pilotage, ils sont ainsi un outil d'aide à la conception, réalisation, gestion et d'amélioration de la qualité des projets en termes de développement durable

Tronc commun aux 3 documents

- Permettre l'accès tout handicap
- Encourager la concertation avec les associations et les usagers :

La région rappelle la nécessité de respecter la réglementation et insiste sur la qualité des aménagements et la concertation avec les associations locales de personnes en situation de handicaps/
Sujet transversal à la fois traité sous l'angle de la concertation amont, du dialogue avec les usagers mais aussi de la phase chantier, la question de l'accessibilité fait l'objet d'une fiche dédiée : la fiche Sol 13 « accessibilité tout handicap ».

Exigences spécifiques au document îles de loisirs :

- Rendre les circuits en milieu naturel accessibles à tous (handicap moteur, visuel, auditif, mental)
- Développer un hébergement adapté aux personnes à mobilité réduite
- Encourager la concertation avec les associations et les usagers : Les bases peuvent servir de catalyseurs pour développer les relations entre les différentes structures liées à la gestion des handicaps.

Le guide met en avant les bonnes pratiques et précise que « **Toutes les îles de loisirs travaillent à une mise en accès progressive, avec des équipements, des activités et du matériel adaptés** : chaises de randonnées, selles d'équitation adaptées et système lève-personne, prêt de tiralo pour accès baignade, ponton d'accès et bateaux « Access » pour pratique de la voile, minigolf, tennis, piscine, tyrolienne. Plusieurs bases de loisirs ont reçu le label « Tourisme et Handicap»

Exigences spécifiques au document enseignement supérieur et apprentissage

- Réfléchir à une intégration harmonieuse et mutualisée des espaces d'attente sécurisés pour les handicapés (balcons…).
- Prévoir, le cas échéant, la présence d'accompagnateurs pour les usagers en situation de handicap (type auxiliaires de vie scolaire) une fois le bâtiment livré en complément des dispositions mises en œuvre dans le bâtiment et ses abords .(exemple : chiens guides proposés aux CFA)

Objectifs : Renforcer l'accessibilité au public et aux employés des bâtiments d'enseignement , universités et CFA et îles de loisirs en aménageant tout ou partie des sites en prenant en compte tous les handicaps

Publics cibles : Employés et public PMR et autres handicaps des bâtiments de ces secteurs

Partenaires :
Maîtres d'ouvrage et porteurs de projet,
SMEAG,
Associations locales dédiées

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
	Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action :
Poursuite du déploiement de l'application des guides méthodologiques de la Région notamment sur les futurs dispositifs d'accompagnement des grands projets d'aménagement

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1,5, 11, 18

Statut de l'action :
- En cours de mise en œuvre X
- Date de mise à jour de la fiche : 29 juin 2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 60

Unité Développement	**Direction** du Développement Economique et de l'Innovation	**Service**: Accompagnement des PME

Intitulé de l'Action : Dispositif PM'up

Description de l'action □ **événement** ● **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Le dispositif PM'up permet aux petites et moyennes entreprises franciliennes à fort potentiel de bénéficier d'un soutien financier dans la mise en œuvre d'un plan de développement ambitieux et responsable.
Il est ouvert aux entreprises (y compris associations, entreprises adaptées, et entreprises de soutien par l'insertion économique), qui apportent des réponses nouvelles en termes de produits, de services, de mode d'organisation ou de distribution à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits (handicap, dépendance, vieillissement, petite enfance, éducation, lutte contre la pauvreté, contre l'exclusion, contre les discriminations).

Parmi les 1 219 entreprises lauréates depuis 2008, plusieurs entreprises ont ainsi pour objet de proposer un service aux personnes en situation de handicap :
- Eurobraille (lauréat 2008) : développement, fabrication et commercialisation d'ordinateurs spécialisés pour les personnes aveugles et malvoyantes
- Substantiel - Ordissimo (2009) : création et distribution d'ordinateurs pour les débutants, dont les personnes souffrant de handicap visuel ou cognitif
- Transports adaptés franciliens (2011) : transport de personnes dépendantes ou à mobilité réduite
- Delta Process (2013): délivrance de services à distance en temps réel via une solution logicielle pour la communication de personnes sourdes ou malentendantes avec tout interlocuteur entendant.
- Deafi et Sourdline (2013) : centre de relation client spécialisé dans la gestion des contacts avec les personnes sourdes ou malentendantes
- Tactile Studio (2014) : conception et fabrication d'des interfaces tactiles en relief à destination essentiellement des personnes déficientes visuelles
-Association d'Entraide Vivre (2014) : Insertion professionnelle et sociale des personnes en situation de handicap
- Access 42 (2015) : prestations de conseil et formation pour l'accessibilité numérique des personnes en situation de handicap

et quelques-unes sont des entreprises adaptées et SIAE :
- ATF Gaia (lauréat 2011), entreprise adaptée spécialisée dans les DEEE
- Pro Emploi Interim (2011), SIAE visant à l'insertion des travailleurs handicapés
- Fastroad (2012), entreprise adaptée spécialisée dans les transports
-Cedre (2013) et Le Petit Plus (2014), respectivement entreprise adaptée et SIAE spécialisées dans la valorisation des déchets de bureaux
-Ecod'air (2013) : entreprise à la fois ESAT, EI et EA, spécialisée dans le reconditionnement d'ordinateurs portables et fixes par des personnes handicapées psychiques.
- Rézo Social (2014), SIAE spécialisée dans les services informatiques

SOUTIEN DES LAUREATS PM'UP DANS LA MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE DE RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)

Par délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016, le Conseil Régional a adopté un nouveau règlement d'intervention PM'up.

Le règlement offre la possibilité d'obtenir un soutien financier pour la mise en place d'une démarche d'amélioration de la performance sociale et/ou environnementale.

En matière de handicap, les actions soutenues relèvent de l'ergonomie des postes de travail, de l'intégration de politiques RH responsables, de la lutte contre les discriminations, etc.

La Région Ile de France souhaite inciter les entreprises candidates à intégrer à leur stratégie de développement une réflexion en matière de responsabilité sociétale et environnementale.

La prise en compte de la RSE fait l'objet d'une instruction et d'une sensibilisation spécifiques de la part des conseillers :

Candidature : les entreprises répondent à un questionnaire qui permet de mesurer le niveau de sensibilisation de l'entreprise aux enjeux de la RSE. Le guide de candidature comprend des liens vers plusieurs outils diagnostics RSE.

Phase d'instruction : l'instruction intègre la prise en compte des enjeux de la RSE par les entreprises candidates. Avec l'appui du conseiller mobilisé par la Région, les entreprises volontaires peuvent mettre en place une démarche de progrès. Cette démarche peut comprendre des actions relatives à l'ergonomie des postes de travail, l'accessibilité, la politique RH, la lutte contre les discriminations, les achats responsables ou encore les innovations responsables.

Afin d'aider les entreprises à identifier et mettre en œuvre les actions à intégrer dans leur démarche RSE, un guide a été élaboré avec l'aide de nombreux partenaires associés à la démarche. Depuis 2014, un suivi personnalisé est assuré gratuitement par l'ARACT pour les entreprises qui le souhaitent.

Dispositif rénové par délibération n° **CR 105-16 du 16 juin 2016**

Objectifs : Soutien au développement de PME-PMI à potentiel

Publics cibles : PME-PMI d'au moins 5 salariés (y compris structures de l'ESS), notamment les entreprises adaptées

Concertation avec associations ou représentants RH :

ARACT IDF associée aux outils de sensibilisation à la RSE

Action conjointe avec l'AGEFIPH à renforcer (dans le cadre de la mise en œuvre de la délibération CR 25-16 « emploi des personnes en situation de handicap, grande cause régionale 2016 ») : travail sur des outils d'information en direction des PME.

Partenaires : Jury composé de nombreux acteurs de l'appui aux entreprises (BPI, pôles de compétitivité, CCIR, organismes associés, etc.)

Mobilisation très large des partenaires franciliens pour la promotion du dispositif (collectivités, têtes de réseaux, etc.)

Prestataire(s) :

Coût de l'action :

2014 : 22 M€

2015 : 26 M€

2016 : 28 M€

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Dépôt et instruction des candidatures au fil de l'eau, tout au long de l'année

Publications et/ou communication externe/interne

Indicateurs d'évaluation :

Nombre de candidatures, nombre de bénéficiaires, sensibilisation des dirigeants à la RSE

Possibilités d'extension de l'action :

PM'up joue comme un « impulseur » pour sensibiliser et engager les PME franciliennes à la prise en charge de la RSE. Au-delà de cette impulsion, c'est avec l'ensemble des acteurs impliqués sur les enjeux de RSE et notamment du handicap, qu'il conviendra d'accompagner ce mouvement.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 16, 21

Statut de l'action :

- En cours de mise en œuvre X
- Date de mise à jour de la fiche : 08/07/2016

RECHERCHER LES MOYENS D'AMELIORER L'ACCESSIBILITE TOUT HANDICAP

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 61

Unité Société	**Direction** DDSSDR	**Service**: Développement social et santé

Intitulé de l'Action : Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France (CCH)

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □ **X autres**

En 2004, la Région Ile-de-France avait créé le Conseil régional consultatif des citoyens handicapés. En novembre 2010, prenant acte du bilan de cette instance, est créé le Conseil consultatif du handicap dans une forme renouvelée, composée à parité Homme-Femme de 34 membres dont 30 franciliens représentants d'associations dans le domaine du handicap ou experts dans ce domaine, désignés pour 3 ans.

En 2015, l'instance a auditionné le Vice-président chargé des Transports, sur un point d'étape du Schéma d'accessibilité (SDA) avec la participation d'intervenants de la SNCF (M. Didier DEVENS, délégué à l'accessibilité et Florence FRECHET, chargée des services accessibilité à la direction du Transilien), de la RATP (Betty CHAPPE, de la mission accessibilité et Marie-Christine RAOULT) et d'Optile (Mathieu JAMET).
Elle s'est aussi réunie sur le bilan annuel de la convention Région /FIPHFP par Isabelle Morel, sous-directrice de l'action sociale, prévention, santé et qualité de vie au travail de la Région Ile-de-France, les grandes lignes de l'actualisation 2014 du plan d'actions de l'Agenda 22 régional et un point d'étape sur la démarche de la Région Ile-de-France dans la préparation des AD'AP.

En 2016, après diverses consultations pour la désignation des membres du CCH par la Présidente de la Région, le CCH s'est réuni le 3 novembre et le 7 décembre, notamment sur la révision 2015-2016 de l'Agenda 22.

Créé le 18 novembre 2010 par CR 41-10 **Pérennisé** par la délibération CR 11-14 du 13 février 2014

Objectifs :
Développer la concertation avec les représentants des franciliens en situation de handicap dans une mission de participation citoyenne à la décision politique régionale

Publics cibles : Représentants des franciliens en situation de handicap dans différents domaines, et partenaires institutionnels

Concertation avec associations ou représentants PH : membres du CCH

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
Prévisionnel 2016 : 10.000€	Assemblées plénières et groupes de travail se réunissent sur saisine du Président de la Région, transmise par la Présidente du CCH. Une saisine par groupe politique est possible pendant le mandat de 3 ans
	Publications et/ou communication externe/interne Comptes-rendus des assemblées plénières

Indicateurs d'évaluation : nombre de dossiers régionaux soumis à son conseil, prise en compte de ses avis dans les décisions régionales

Possibilités d'extension de l'action :
Concertation sur l'application des nouvelles normes d'accessibilité du site extranet de la région, Participation à la concertation sur l'élaboration des AD'AP de l'Unité Lycées

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 17, 19
Statut de l'action
En préparation X
En cours de mise en œuvre : x
Date de mise à jour de la fiche : 22/11/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 62

Unité Société	**Direction** DDSSDR	**Service**: MIPES

Intitulé de l'Action : Insertion de la problématique du handicap dans les travaux transversaux de la Mission d'Information sur la Pauvreté et l'Exclusion sociale d'Île-de-France

Description de l'action □ **événement**

Créée le 26 février 2001 dans le cadre d'un partenariat Etat-Région, la MIPES est une instance permanente d'information, d'observation et d'échanges qui a pour mission d'informer et d'approfondir la réflexion sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Ile-de-France.

S'inscrivant dans une démarche partenariale avec l'ensemble des acteurs (organismes sociaux, organisations humanitaires ou sociales, les collectivités territoriales, les services de l'Etat), la Mission doit répondre à plusieurs objectifs :
- rassembler, coordonner, valoriser et mettre en perspective les données statistiques, études et enquêtes menées sur la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- organiser une veille sociale afin de pouvoir percevoir les phénomènes émergents ou cumulatifs susceptibles de frapper certaines populations fragiles ou certains territoires franciliens ;
- soutenir la réflexion de tous les acteurs et actrices impliqués dans les politiques favorisant l'insertion sociale ou professionnelle, en conduisant ou suscitant des études et recherches.

S'inscrivant dans la démarche Agenda 22, la MIPES tend à intégrer les problématiques du handicap dans ses recherches et colloques.

Le 8 octobre 2015, la MIPES a organisé, pour les dix ans de la loi 2005 sur le handicap, le colloque ayant pour thème le lien entre handicap et précarité, tous deux vecteurs d'exclusion sociale. « Handicap et précarité : quelles convergences, quels leviers d'actions ? ». En effet, être en situation de handicap recouvre des réalités très diverses selon l'origine (innée ou acquise), la nature du handicap (physique ou psychique), et la gravité de la déficience en question. En fonction du type de pathologie observée et du taux d'incapacité engendré, les conséquences économiques et sociales peuvent s'avérer plus ou moins discriminantes et générer des situations de précarité voire de pauvreté.

En 2016, la MIPES poursuit la création d'un ouvrage collectif intitulé « Regards sur les jeunes franciliens » sous-titré : « Vulnérabilité ; Précarité et ruptures de parcours » (finalisation prévue fin 2016). Cet ouvrage offrira un regard sur le lien entre handicap et précarité, présenté par l'ORS. Il s'intègre dans un projet de partenariat inter-régional avec deux observatoires régionaux, la MRIE (Auvergne- Rhône-Alpes) et le DROS (PACA), qui a pour objectif de présenter et comparer les résultats de travaux sur la jeunesse des 3 observatoires, lors d'un colloque prévu pour février 2017.

La MIPES veille aussi à l'accessibilité des colloques qu'elle organise : accessibilité aux PMR, traduction en LSF, boucle magnétique.

Objectifs :
Susciter la réflexion et promouvoir les échanges d'informations et de pratiques autour des problématiques de la pauvreté et de l'exclusion sociale en vue de préconisations d'aides et de dispositifs adaptés aux différents besoins des publics concernés.

Publics cibles : les publics en situation de précarité

Concertation avec associations ou représentants PH :

Partenaire(s) / Intervenants lors du colloque : Association Citoyenneté IMC. ; service SAMETH 75 (service d'appui pour le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés) ; AGEFIPH (Association de Gestion du Fonds Pour l'Insertion Professionnelle des Personnes handicapées).

Prestataire(s) : traducteur en LSF

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
2015 : 23 450 € Prévisionnel 2016 : 20 000 €	**Publications et/ou communication externe/interne** Actes des colloques publiés sur le site www.mipes.org

Indicateurs d'évaluation : en cours d'élaboration

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 13, 18

Statut de l'action

En préparation

En cours de mise en œuvre : X

Date de mise à jour de la fiche : 23/02/2017

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 63

Unité : SOCIETE	**Direction** DCTSL	**Service**: SPORT

Intitulé de l'Action : Conférence régionale du sport – Atelier Sport Santé et Ambition Olympique et Paralympique

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif X** □ **projet** □ **autres**

Instance permanente de réflexion, d'évaluation, de concertation entre la Région, le mouvement sportif, les autres collectivités locales de la région et l'Etat.

11 ateliers thématiques : Aménagement du territoire, Sport et développement durable, Ethique et Sport, Clubs Formateurs, Ile-de-France, Terre d'accueil, **Sport Santé,** Mixité et développement du sport féminin, Formation, Bénévolat et vie associative, Monde sportif et économie et Sport et insertion.

Un nouvel atelier a été créé : « Ambition Olympique et Paralympique ». Il s'agit d'une réflexion sur la candidature possible de Paris aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024.

Créé le 21 octobre 2010 - Rapport Cadre CR 04-11 du 10 février 2011
Installation de la Conférence le 1er décembre 2011

Objectifs :
- Formuler à la Région des préconisations ou avis, des demandes d'études
- Contribuer à la mise en œuvre de la politique sportive régionale.
- Favoriser l'égalité d'accès aux pratiques sportives pour tous

Publics cibles : Le mouvement sportif, les collectivités locales régionales, l'Etat.

Concertation avec associations ou représentants PH :
Partenaires : les élus des collectivités territoriales, les représentants du sport, les représentants de l'Etat et ses opérateurs, des personnalités qualifiées.
Prestataire(s) :

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
En cours de réflexion pour 2016 pour l'ensemble des ateliers	**Publications et/ou communication externe/interne** (Site de la Région et de la Conférence régionale du Sport (IRDS) Session plénière une fois par an. Magazine de la Conférence régionale du sport.

Indicateurs d'évaluation :
Bilan annuel des travaux menés

Possibilités d'extension de l'action :
Préconisations issues des travaux de concertation 2012 :
1) Atelier Sport santé : Intégrer la prise en charge des publics spécifiques dans le tronc commun de formation des éducateurs (DE, BP)
2) Atelier formation : Financer les formations « approche du handicap » aux éducateurs des clubs

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 11, 18

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : 2016 / 2017
Date de mise à jour de la fiche : 27/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 64

Unité SOCIETE	**Direction** : DDSSDR	**Service**: Développement social & santé

Intitulé de l'Action : Sensibilisation des décideurs franciliens à la santé, aux conditions de vie des personnes handicapées et à l'impact des programmes - L'Observatoire régional de la santé (ORS)

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** ☒**autres**

L'Observatoire régional de santé (ORS d'Île-de-France), organisme d'études dont la mission générale est l'aide à la décision dans le domaine sanitaire, social et médico-social, propose études et enquêtes relatives à la santé et aux conditions de vie des personnes, notamment handicapées, en Ile-de-France. Il entreprend également des études d'impact des programmes publics. L'ORS est organisme associé de la Région en tant que département technique autonome de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Ile-de-France
Il contribue ainsi au pilotage des politiques sociales ou de santé publique. Ses publications sont diffusables à tous.
En 2015, l'ORS a été chargé de réaliser un recensement des établissements et services pour enfants et adultes handicapés en Île-de-France. Une base de données à la commune recensant ces établissements et services («guide») a été mise en ligne est disponible au téléchargement sur le site internet de
l'Observatoire.
Il est aussi venu en appui scientifique au colloque Handicap et précarité organisé par la MIPES par une intervention en ouverture du colloque avec une présentation sur la formation, l'emploi et la santé
des personnes handicapées en Île-de-France (octobre 2015)
L'ORS est membre du conseil scientifique de l'enquête PMR (Personnes à mobilité réduite) mise en place par le STIF.

Objectifs : Poursuite des programmes d'études (personnes en situation de handicap/programmes) et diffusion au plus grand nombre (décideurs franciliens)

Publics cibles : Décideurs franciliens (du champ de la santé et de la dépendance, notamment) : communes, conseils généraux, agence régionale de santé

Concertation avec associations ou représentants PH : CCH
Partenaire : IAU

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** :
	Publications et/ou communication externe/interne Publication des études et de notes synthétiques. Publication sur le site internet de l'ORS. Colloque MIPES

Indicateurs d'évaluation :

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 21

Statut de l'action
- En préparation
- En cours de mise en œuvre :
- Date de mise à jour de la fiche : 16/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 65

Unité : Toutes	**Direction**	**Service**:

Intitulé de l'Action : Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France (IAU)

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □**X autres**

L'IAU Idf est le bureau d'études en aménagement et urbanisme du Conseil régional d'Île-de-France, qui a pour mission essentielle de réaliser les études et travaux nécessaires à la prise de décision des élus du Conseil régional d'Île-de-France.

De l'échelon local à l'échelon des grandes métropoles, il intervient dans de nombreux domaines
Il a publié plusieurs études depuis 2005 sur les transports en lien avec le handicap, ainsi qu'un retour d'expériences sur « Les commissions communales d'accessibilité », en 2009. L'Observatoire régional de la santé est un département de l'IAU.
En 2013, deux études ont été publiées, dont l'une sur « Les usages et les usagers des PAM », l'autre sur la « Tarification sociale des personnes âgées et des personnes handicapées »dans les transports, sur les résultats de laquelle l'avis du conseil consultatif du handicap a été sollicité.

En 2014, il a édité avec l'IRDS (Institut régional du développement du sport) « La géographie francilienne des disciplines olympiques et paralympiques d'été – 2014.
Il fournit le lien aux actions de communautés de communes en direction des personnes en situation de handicap
En 2015, il a publié les nouveaux textes législatifs portant création des Agendas d'Accessibilité Programmée, ainsi que la base de données intitulée « L'accessibilité des lycées publics aux personnes handicapées - Aide à l'élaboration d'un Ad'AP »

Créée le 4 mai 1960 par décret du ministre de l'Équipement, puis reconnu fondation d'utilité publique le 2 août 1960. Il devient, en 1976, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région d'Île-de-France.

Objectifs :
Eclairer la décision publique dans les domaines du développement durable, de la cohésion sociale et de la santé pouvant être directement relatifs au handicap.

Publics cibles : Tout public

Concertation avec associations ou représentants PH : Consultation du CCH

Coût de l'action :

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :

Publications et/ou communication externe/interne :
Brochures
Informations sur site internet

Indicateurs

Possibilités d'extension de l'action

Règle standard Agenda 22 mise en œuvre : 13

Statut de l'action
- En préparation
- En cours de mise en œuvre : X
- Date de mise à jour de la fiche : 16/06/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 66

Unité Développement	**Direction** du Développement économique et de l'Innovation	**Service**: Service Accompagnement de l'Innovation

Intitulé de l'Action : **FONDS REGIONAL INNOV'up**

Description de l'action □ **événement** ■ **dispositif** □ **projet** □ **autres**

Le Fonds Régional INNOV'up (anciennement FRICES) est actuellement le support de trois dispositifs d'aide à l'innovation : **AIMA** (aide à la maturation de projets innovants), **AIR** (aide au développement des innovations responsables) et **AIXPé** (aide à l'expérimentation de projet dans le cadre d'une mise en relation PME - territoires).
S'ils ne sont pas spécifiquement destinés aux actions en faveur du Handicap, ces trois dispositifs permettent néanmoins de soutenir les projets d'innovation portés par des PME franciliennes répondant aux besoins des personnes en situation de Handicap et/ou de leurs aidants.

Créé en 2016, INNOV'up (délibération n° 105-16 du 17 juin 2016) succède au FRICES. Les actions qu'il porte s'inscrivent dans le cadre de la SRDEI, adoptée par délibération n° CR 61-11 du 23 juin 2011. De nouvelles orientations et modalités entreront en vigueur au 1er janvier 2017.

Objectifs sur la thématique Handicap :
- faire émerger des solutions en termes de produits, process ou services correspondant aux attentes des personnes en situation de handicap et/ou de leurs aidants, si possible axées sur la conception universelle et la co-conception ;
- favoriser l'autonomie des personnes en travaillant sur l'accessibilité dans toutes ses dimensions, et la compensation des incapacités sensorielles, motrices ou cognitives.

Publics cibles :
Les PME franciliennes sont invitées à proposer des projets sur tous les types de handicaps, de naissance ou acquis au cours de la vie, visibles ou invisibles, et pour tous les âges.

Partenaire(s) : la Région et Bpifrance cofinancent à parité les projets soutenus au titre d'AIMA et AIXPé. La Région assure seule le financement des projets soutenus au titre d'AIR.

Coût de l'action : *budget non spécifique*
2015 : 7,5 M€ ont été affectés au FRICES.
Prévisionnel 2016 : 8,5 M€ pour INNOV'up
Années suivantes : en fonction des besoins estimés au regard des nouvelles orientations définies.

Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre :
Mise en œuvre continue, les dispositifs AIMA, AIR et AIXPé étant abondés au fur et à mesure des besoins.

Publications et/ou communication externe/interne
brochures, article sur le site internet Région-spécifique, séminaires-salons, réunions internes……

Indicateurs d'évaluation :
Nombre projets reçus et retenus : de 2011 à la mi année 2016 : 53 projets en lien avec le handicap ont été soutenus au titre d'AIMA, AIR et AIXPé pour un total d'aide de 2,621 M€.

Possibilités d'extension de l'action :
Sensibilisation des acteurs de l'écosystème de l'innovation pour faire émerger des projets innovants sur la thématique du Handicap.

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 3, 4, 5, 13

Statut de l'action
En préparation
En cours de mise en œuvre : X
Date de mise à jour de la fiche : 11/07/2016

POLITIQUE REGIONALE HANDICAP/ACCESSIBILITE/AGENDA 22
RECENSEMENT DES ACTIONS
FICHE-ACTION 67

Unité : USOC **Et toutes Unités**	**Direction** DDSSDR	**Service**:

Intitulé de l'Action :
Organisation de la mise œuvre du rapport CR 11-14 « Agenda 22 du Conseil régional d'Ile-de-France - Plan régional d'égalité entre des personnes valides et des personnes en situation de handicap »

Description de l'action □ **événement** □ **dispositif** □ **projet** □**X autres**

La mise œuvre de l'Agenda 22 régional comprend un volet politique, un volet consultatif, et un volet administratif:

Volet politique : **En 2016,** la Présidente de la Région a désigné Pierre Deniziot, délégué spécial en charge du handicap, qui anime la dimension transversale auprès de l'ensemble des vice-présidents et dans l'ensemble des politiques régionales.

Volet consultatif : **LE CONSEIL CONSULTATIF DU HANDICAP** s'est réuni :
En 2015, sur la convention avec le FIPHFP, sur les transports en Ile-de-France
En 2016, pour son installation et la présentation des ambitions régionales dans le domaine du handicap, puis sur la révision 2015-2016 de l'Agenda 22 et son règlement intérieur.

Volet administratif : **LE COMITE TECHNIQUE**, composé des référents des Unités désignés par les Directeurs Généraux Adjoints, et de la chef de projet (service Développement social et santé, DDSSDR, Unité Société), s'est réuni

- en 2015, sur l'élaboration des AD'AP, sur l'accessibilité de la communication de la Région, sur le bilan annuel de la convention avec le FIPHFP, ainsi que pour élaborer la cartographie de parties prenantes de l'Agenda 22 de la Région Ile-de-France,
- en 2016, sous la présidence de Pierre Deniziot, délégué spécial en charge du handicap, et de Farida Adlani, vice-présidente en charge de l'action sociale, de la santé et de la famille, pour un tour de table des actions et problématiques engagées et les ambitions de la Région dans le domaine du handicap.

Chaque Unité de services se donne l'organisation qu'elle juge la plus pertinente pour participer à la mise en œuvre de l'Agenda 22.
Ainsi, dès l'élaboration de l'étude de faisabilité, des groupes de travail constitués de référents des directions et des services ont été réunis au sein d'Unités telles que l'Unité Société, l'Unité Développement, l'Unité lycée.
L'Unité développement a élaboré une fiche pratique pour favoriser la pris en compte du handicap dans les actions régionales, réactualisé en 2016.

Objectifs :
- permettre progressivement une meilleure prise en compte des questions liées au handicap
- dans les politiques régionales mises en œuvre,
- faire connaitre aux franciliennes et franciliens les actions régionales en faveur des personnes en situation de handicap.

Publics cibles :
Objectif interne des groupes de travail Agenda 22 : tous les agents des unités concernées
Objectif global sur l'impact des politiques et dispositifs régionaux : les franciliens en situation de handicap ainsi que tout public pour changer le regard sur le handicap.

Concertation avec associations ou représentants PH : Consultation du CCH

Coût de l'action :	**Modalités et/ou calendrier de mise en œuvre** : Révision annuelle, passage en commission thématique, puis Commission permanente
	Publications et/ou communication externe/interne : Informations sur site internet, dont en open data Informations sur e-lien

Indicateurs

- Indicateurs généraux de suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 22 à élaborer
- Indicateurs spécifiques : poursuite de l'élaboration d'indicateurs pour l'ensemble des fiches actions.
- Indicateurs de l'organisation interne des Unités à préciser (Nombre de réunions du groupe de travail tenues, en interne et/ou associant des personnes ressources ou partenaires externes ; Implication dans les chantiers transversaux…)

Possibilités d'extension de l'action :

Règles standard Agenda 22 mises en œuvre : 1, 14, 17, 18, 20

- Développer **la connaissance**, la sensibilisation, partout dans la société des droits et des potentialités des personnes ayant un handicap, (Règle 1) ;
- La coordination des travaux pour ainsi mettre en place activement **les politiques appropriées** (Règle 14) incluant à tous les stades de décisions le handicap comme tel.
- Une bonne **coordination** (Règle 17) doit assurer une utilisation des ressources au bénéfice de tous.
- L'importance pour la société de faire appel à l'expertise des **organisations représentatives des personnes en situation de handicap** (Règle 18) constitue un fondement intangible des Règles Standard
- La mise en œuvre des mesures doit être accompagnée de **systèmes de révision permanente et d'évaluation des programmes** (Règle 20), afin que ces derniers puissent progressivement «coller» à l'esprit des Règles Standard

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-068

Du 8 mars 2017

DELEGATION AU HANDICAP
Première affectation pour 2017
APPEL A PROJETS THEMATIQUE 2017 - SOUTIEN AUX AIDANTS FAMILIAUX DE PERSONNES ATTEINTES D'AUTISME, DE HANDICAPS COGNITIF OU DE MALADIES NEURODEGENERATIVES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L114-1 & suivants ;
VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article L115-1 ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale
VU la délibération n° CR 45-08 du 26 juin 2008 relative à l'action régionale dans le domaine du développement social ;
VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 Politique de la ville – orientations pour une nouvelle action régionale ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n°CR 11-14 du 13 février 2014 relative à la pérennisation du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France
VU la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 Politiques régionales sociale et de santé – Approbation d'annexes-type relatives à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;
VU La délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 Politique régionale de lutte contre les inégalités sociales et de santé et pour l'autonomie – Approbation de conventions-type relative à la participation régionale en investissement ;
VU La délibération CP 08-458 du 22 mai 2008 – Accompagnement social et médico-social du handicap 3ème affectation pour 2008

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;
VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;
VU l'avis de la commission des finances ;
VU le rapport CP 2017-068 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour enfants et adolescents – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **10 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **10 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 01 « Etablissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour adultes – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif «La politique sociale régionale», au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **99 000 €**

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **99 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 02 « Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour adultes – Investissement -Réaffectation

Décide de participer, au titre du dispositif «La politique sociale régionale», à la réaffectation du solde d'une subvention, attribuée par délibération n° CP 08-458 du 22 mai 2008, d'un montant maximum de **128 829,80 €** au bénéfice de l'OPDH 92, et conformément au projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **128 829,80 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 02 « Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier-code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16015545	**Acquisition d'équipement FAM Sainte-Geneviève (66 places) Paris 14**	**ASSOCIATION NOTRE DAME DE BON SECOURS**	**01/09/2016**
17002321	**Création foyer de vie « les Lierres » 37 places à la Garenne-Colombes (réaffectation de solde)**	**OPDHLM 92**	**22/05/2008**

Article 5 : Adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets 2017 « Soutien aux aidants familiaux de personnes atteintes d'autisme, de handicap cognitif, psychique, de polyhandicap ou de maladies neurodégénératives »

Approuve le règlement d'intervention de l'appel à projets « Soutien aux aidants familiaux de personnes atteintes d'autisme, de handicaps cognitifs, de maladies neurodégénératives en Ile-de-France » figurant en annexe 3 de la présente délibération.

Article 6 :

Affecte à tire provisionnel une autorisation d'engagement de **5 000 €** (dépense directe n°D1700114) sur l'action 140 004 02 « Conseil consultatif du handicap et Haut comité médical » Programme HP 40-004 (140 004) « Observatoires et Organismes consultatifs » du code fonctionnel 40 «Services communs » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2017, pour faire face aux dépenses du Conseil consultatif du handicap d'Ile-de-France.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : TABLEAU RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-068	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200401 - Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000682 - Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap

Dossier	17002155 - Acquisition d'un véhicule pour le SESSAD d'Evry 91			
Bénéficiaire	R2411 - APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 768,83 €	TTC	42,07 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000682 - Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	10 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200401	10 000,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200402 - Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap

Dossier	16015545 - Acquisition d'équipement FAM Sainte-Geneviève (66 places) Paris 14			
Bénéficiaire	R26357 - ASSOCIATION NOTRE-DAME BON SECOURS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 406 662,00 €	TTC	7,04 %	99 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	99 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-068	Budget	2017

Dispositif : N° 00000709 - Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap

Dossier	17002321 - Création d'un foyer de vie "Les Lierres" à la Garenne-Colombes REAFFECTATION DE SOLDE				
Bénéficiaire	R7012 - OPDH92 HAUTS DE SEINE HABITAT OPH				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	128 829,80 €			Code nature	204162
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 630 866,00 €	TTC		3,55 %	128 829,80 €	

Total sur le dispositif N° 00000709 - Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	128 829,80 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200402	227 829,80 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002155

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VEHICULE POUR LE SESSAD D'EVRY 91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses charge foncière, études, travaux, honoraires et équipement	23 768,83 €	42,07 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142004-300
14200401- Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE APF
Adresse administrative : 17 BD AUGUSTE BLANQUI 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN ROCHON, Président

Date de publication au JO : 17 mai 1933

N° SIRET : 77568873203099

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'un véhicule pour le SESSAD d'Evry 91

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association des Paralysés de France (APF) a créé et gère depuis 1933 de nombreux établissements et services sur l'ensemble du territoire national : 97 délégations départementales, 92 établissements et services médico-éducatifs, 65 structures d'accueil pour adultes, 53 structures de travail adapté, 2 structures d'insertion en milieu ordinaire de travail, 96 séjours de vacances organisés par APF EVASION, 380 actions de formation réalisées par APF Formation, 25.700 bénévoles. L'effectif global de l'APF s'élève à 10.087 salariés auxquels s'ajoutent 946 travailleurs handicapés répartis dans les 21

établissements et services d'aide par le travail. Ainsi, elle gère, depuis 1972, à Evry (91) un Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSD).

Description :
Le Service d'Éducation spéciale et de Soins à Domicile (SESSD), autorisé depuis novembre 2010 pour accompagne 60 enfants, adolescents et jeunes adultes âgés de 0 à 20 ans présentant un handicap moteur avec ou sans troubles associés. Ce service, fait partie, depuis janvier 2014 du pôle SESSD 91, qui regroupe les SESSD d'Arpajon, d'Évry et d'Orsay. Le SESSD d'Évry offre aux personnes accueillies en son sein et à leur famille, un accompagnement et l'ensemble des soins que nécessite leur situation, médicale, scolaire, administrative et sociale.). Le service intervient dans un rayon de 30 kilomètre (plus particulièrement sur les villes de Corbeil, Ris-Orangis et Grigny) Aussi, afin de mener à bien son projet, il souhaite acquérir un véhicule adapté pour le transport de fauteuil roulant. Ce dernier permettra à la structure de transporter les enfants dans les divers lieux d'intervention (École, Domicile, lieux de soins ou de loisirs).

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant pendant la période du projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
60 enfants, adolescents et jeunes adultes porteurs d'un handicap moteur avec ou sans troubles associés.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000€.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'un Véhicule Adapté	23 768,83	100,00%
Total	23 768,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	42,07%
Fonds Propres	13 768,83	57,93%
Total	23 768,83	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	86 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	90 425,00 €
2015	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	480,92 €
2015	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	104 425,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	73 098,00 €
	Montant total	384 428,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015545

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ACQUISITION D'EQUIPEMENT FAM SAINTE-GENEVIEVE (66 PLACES) PARIS 14

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	1 406 662,00 €	7,04 %	99 000,00 €
	Montant Total de la subvention		99 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION NOTRE-DAME BON SECOURS
Adresse administrative : 68 RUE DES PLANTES
75674 PARIS 14 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS MERCEREAU, Président

Date de publication au JO : 23 mai 1921

N° SIRET : 77568298200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipement FAM Sainte-Geneviève (66) Paris 14

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le Foyer d'Accueil Médicalisé Sainte-Geneviève doit ouvrir ses portes le 16 mars 2017. Dans ce contexte, Il était urgent que l'Association Notre Dame de Bon Secours fasse l'acquisition de l'équipement matériel et mobilier avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
L'association Notre Dame de Bon Secours fut créée en association en 1921 et fut reconnue d'utilité

publique en 1923..Son action a été modifiée en 2005, avec la fusion de ses activités sanitaires avec celles des hôpitaux Saint-Joseph et Saint-Michel. Dès lors, elle a recentré ses activités dans la gestion d'établissements et services médico-sociaux en direction des personnes en situation de handicap (enfants, adultes), et des personnes âgées dépendantes. Ainsi parmi ses actions, l'association a élaboré, sur les terrains de l'ancien hôpital Notre Dame de Bon Secours, un projet médico-social innovant composé
- D'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 98 lits spécialisé dans la prise en charge de personnes Alzheimer et apparentées, atteintes de troubles sévères du comportement ;
-D'une crèche qui accueillera 64 enfants, dont des enfants atteints d'handicap physique
- D'un foyer d'accueil médicalisé de 66 places : cette dernière structure fait l'objet de la présente demande

Description :
Le Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) Sainte Geneviève est d'une capacité de 66 places au total. Il a deux sections distinctes : la première d'une capacité de 52 places accueillera des personnes présentant des séquelles d'Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC), la seconde d'une capacité de 14 places sera dédiée à l'accueil de personnes de moins de 60 ans présentant une maladie d'Alzheimer ou une maladie apparentée. Les résidents seront majoritairement parisiens (80 %) et des départements limitrophes pour les 20 % restants

Ce FAM a bénéficié, en 2012 pour sa construction, d'une subvention régionale (AV n 11007497). Le gros œuvre étant achevé, la structure devrait ouvrir ses portes en mars prochain. (la visite de conformité par l'ARS et la DASES doit se dérouler le 15 mars 2017), aussi elle doit faire avant son ouverture l'acquisition pour sa partie hébergement : de l'ameublement pour les chambres, les sanitaires, et les parties communes.
-Pour la partie restauration : du matériel et mobilier hôtelier, des équipements de cuisine
-Pour sa partie soins : de l'équipement et matériel médical (dont un espace thérapeutique snozelen)
-Enfin pour ses parties communes, des équipements administratifs, de téléphonie et de sécurité

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants pendant la période du projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
66 personnes en situation de handicap (Traumatisés crâniens, séquelles d'Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC) et malade d'Alzheimer de moins de 60 ans)
gestionnaire:
association Notre-Dame-de-Bon-Secours, 66 rue des Plantes 75014 Paris

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention fait application de l'article 19 de la délibération sociale (équipement pour hébergement médicalisé - soutien financier à la place) soit
-Équipement matériel et Mobilier
Base subventionnable : 1.406.662 €
Taux d'intervention : 7,04 % soit une subvention d'un montant maximum de 99.000 € (66 places 1.500 €)

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pour la partie hébergement	1 216 070,00	86,45%
Equipements pour la partie soins	190 592,00	13,55%
Total	1 406 662,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	99 000,00	7,04%
Subvention ville de Pais (sollicitée)	456 000,00	32,42%
Subvention CCAH (sollicitée)	106 400,00	7,56%
Emprunt Banque Populaire (attribué)	543 069,00	38,61%
Fonds propres	202 193,00	14,37%
Total	1 406 662,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	99 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002321

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CREATION D'UN FOYER DE VIE "LES LIERRES" A LA GARENNE-COLOMBES REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	3 630 866,00 €	3,55 %	128 829,80 €
	Montant Total de la subvention		128 829,80 €

Imputation budgétaire : 904-42-204162-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPDH92 HAUTS DE SEINE HABITAT OPH
Adresse administrative : 45 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER
92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Président

N° SIRET : 27920022400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 22 mai 2008
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant de la réaffectation de sommes (restant à verser) sur un projet voté en CP n° 08-458 du 22 mai 2008, il est nécessaire de prendre en compte la date d'éligibilité et de commencement d'exécution du projet visé par cette délibération soit le 22/05/2008.

Objectifs :
L'Office Départemental de l'Habitat des Hauts-de-Seine a pour objet la création et la gestion de logements sociaux.

Description :
travaux d'extension-restructuration du CITL de 27 places et du foyer de 14 places rattaché au centre.
Depuis 1985, cet établissement propose aux personnes en situation de handicap mental ou psychique inaptes au travail des activités variées afin de développer ou de maintenir leurs potentialités d'insertion

sociale.
Cette intitiation ne trouve plus sa place aujourd'hui en raison du vieillissement des personnes accueillies. Pour cette raison, les activités de jour s'orientent davatange vers celles d'un foyer de vie avec un accueil en externat.
Par ailleurs, les locaux ne répondaient plus aux normes de sécurité des établissements recevant du public.

Par délibération CP n° 08-458 du 22 mai 2008, la Région a participé au financement de ces travaux pour un montant de 644 149€.
Un 1er acompte de 102 917,33€ a été versé suite à la DVS du 26/04/2010. Un 2ème acompte de 379 125,77€ a été versé suite à la DVS du 14/09/2011.
Une demande de solde d'un montant de 162 105,90€ a été effectuée le 23 novembre 2013. Cette demande a été traitée par erreur comme s'il s'agissait d'une demande d'acompte et, compte-tenu des sommes déjà versées, le paiement a été plafonné à 33 276,10€. Il s'agit donc bien d'une erreur matérielle imputable aux services régionaux.

Le solde à réaffecter est de 128 829,80€.

N° d'engagement 2008AE226194

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition foncière	997 166,00	27,46%
travaux et charges afférentes	2 633 700,00	72,54%
Total	3 630 866,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France (sommes déjà versées)	515 319,20	14,19%
Région Ile de France (sommes restant à devoir)	128 829,80	3,55%
département des Hauts de Seine	260 000,00	7,16%
prêt PLS	1 785 691,00	49,18%
prêt foncier PLS	456 005,00	12,56%
fonds propres	485 021,00	13,36%
Total	3 630 866,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	128 829,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 014 979,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 018 267,00 €
	Montant total	1 358 496,00 €

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'APPEL A PROJET « SOUTIEN AUX AIDANTS FAMILIAUX DE PERSONNES ATTEINTES D'AUTISME, DE HANDICAP COGNITIF, PSYCHIQUE, DE POLYHANDICAP OU DE MALADIES NEURODEGENERATIVES »

APPEL A PROJETS
Soutien aux aidants familiaux de personnes atteintes d'autisme, de handicap cognitif, psychique, de polyhandicap ou de maladies neurodégénératives

Règlement d'intervention de l'appel à projets

I - OBJET

L'étude HSM (Handicap-santé - Volet ménages ordinaires) de 2010 estime que, en France, 8,3 millions de personnes, de 16 ans ou plus, aident de façon régulière et à domicile un ou plusieurs de leurs proches pour raison de santé ou d'un handicap.
La problématique des aidants familiaux est une des préoccupations majeures des plans définis par l'Etat ces dernières années, en direction des personnes handicapées (Troisième Plan Autisme 2013-2017) et/ou atteintes de maladies neurodégénératives (Plan Maladies Neurodégénératives 2014-2019). Elle a été réaffirmée dans la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement qui définit et reconnaît l'action des proches aidants.
Plus récemment, le Comité Interministériel du handicap, réuni le 2 décembre 2016, a présenté, « une stratégie nationale d'aide aux aidants » selon quatre axes d'actions principaux :
- repérer, informer et conseiller les aidants
- former et soutenir les aidants
- reconnaitre le rôle et l'expertise des aidants
- structurer une offre de répit adaptée

Ainsi, dans le cadre de son action dans le champ social, de la santé et de la famille, et plus particulièrement par le fonds régional de solidarité et soutien aux familles qu'elle a créé, la Région a soutenu en 2016, 13 projets associatifs relatifs à l'aide aux aidants.
En 2017, la Région souhaite prolonger son soutien aux actions innovantes à destination des aidants familiaux de personnes atteintes d'**autisme**, de **handicap cognitif, psychique, de polyhandicap** ou de **maladies neurodégénératives** parmi lesquelles la maladie d'Alzheimer (ou troubles apparentés), la maladie de Parkinson et la sclérose en plaques.

II - NATURE DES PROJETS

Sont éligibles les projets associatifs annuels visant les aidants familiaux de personnes atteintes d'autisme, de handicap cognitif, psychique, de polyhandicap ou de maladies neurodégénératives, et prévoyant pour ces publics un projet social spécifique.

Les projets proposés devront obligatoirement avoir une dimension régionale et entrer dans l'une des thématiques suivantes, présentées ci-dessous :

- les projets visant à informer rapidement et individuellement les aidants grâce aux nouvelles technologies :

- portail de recensement des solutions de répit pour l'aidant en IdF
- mise en réseau des différents acteurs régionaux

- forum d'échanges aidants/aidants et aidants/professionnels de santé

- **les projets apportant une réponse au besoin de recul et de répit de l'aidant et par là-même faciliter leur repérage et l'identification de leurs besoins**

- groupes de parole et de soutien, animés par un psychologue ;
- cafés des aidants, groupes d'information/d'échanges animés par un professionnel du travail social ;
- « speed-dating » permettant l'échange entre l'aidant et tout professionnel pouvant apporter une aide tant sanitaire que sociale ou juridique
- séjours et sorties destinés à l'aidant seul ou au binôme aidant/aidé ;

- **les projets destinés au binôme aidant-aidé œuvrant à la prévention des ruptures familiale, sociale et professionnelle** :

- formation des aidants et bonnes pratiques en matière d'accompagnement ;
- lutte contre la maltraitance au sein du couple aidant-aidé ;
- soutien à la relation familiale ;
- dispositif permettant de répondre aux situations d'urgence ;
- lutte contre l'isolement social de l'aidant ;
- soutien et aide à la réinsertion professionnelle de l'aidant ;

- **les projets mettant en place des actions de prévention-santé**, **spécifiquement dédiés aux aidants :**

Plus de 50% des aidants signalent des soucis de santé ou des troubles du sommeil depuis qu'ils s'occupent d'un proche en situation de handicap.

- repérage de l'aidant trop fatigué ou stressé pour continuer à assurer seul ses « fonctions » ;
- développement de solutions innovantes pour anticiper des situations d'urgence propres à l'aidant.

III – PORTEURS DE PROJET

Les porteurs de projet sont des associations de loi 1901, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.
Les projets seront également analysés et choisis de façon à apporter une réponse optimale sur le territoire d'Ile-de-France conformément à la loi NOTRe et à l'article L.4211-1 du CGCT autorisant la Région à participer à des dépenses de fonctionnement liées à des opérations d'intérêt régional direct.

IV - CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection se déclineront comme suit, par ordre de priorité :

- qualification des intervenants
- nature, nombre et lieux de réalisation précis des actions
- nombre et type de bénéficiaires escomptés
- projets innovants
- mutualisation de bonnes pratiques et essaimage

- mutualisation méthodologique dans la conduite d'études ou d'enquêtes
- indicateurs d'évaluation prévus en cours et à l'échéance du projet

Le commencement d'exécution de l'action doit être postérieur à l'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits.

V - LES DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles sont les dépenses de fonctionnement TTC exclusivement liées à l'action subventionnée telles que les frais de personnel, les frais de mission (transports, restauration) et les dépenses de communication (conception de documents, de sites web, impression…).
Sont notamment exclus les frais de formation destinée aux professionnels, les frais de structure même proratisés (location des locaux associatifs, frais administratifs et de gestion notamment), les frais financiers, les impôts et taxes, les frais bancaires, les salaires et charges afférents aux emplois tremplins régionaux et les contributions volontaires en nature.

VI - MODALITES DE CALCUL ET ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE

La subvention régionale est fixée au maximum à 50 % de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant maximum de subvention fixé à 30 000 € par projet.

Une association ne pourra déposer qu'un seul projet par type de public. Par ailleurs, un même projet ne pourra être soutenu au titre d'un autre dispositif régional.
Les associations ayant bénéficié d'un soutien au titre d'un autre appel à projets lancé par le service développement social et santé ne peuvent présenter de nouveau dossier dans le cadre de celui-ci, sauf à démontrer que l'action financée par ailleurs a été entièrement réalisée tant du point de vue qualitatif que financier.

De plus, l'assemblée régionale a adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Le principe est le suivant : chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire, pendant une période de deux mois minimum, quel que soit le montant de la subvention, voir les modalités dans l'annexe ci-jointe.

VII - ELABORATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dans les délais prévus par l'appel à projets, le porteur de projet présente à l'appui de sa demande de subvention un dossier établi conformément au document téléchargeable sous la rubrique « Appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr.

Ce dossier est à la fois :

- une présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives),

- une présentation du projet, sur 12 mois au maximum avec phasage, modalités et lieux d'intervention, description, objectifs et moyens du projet, nature et modalités de participation

des partenaires identifiés, publics visés, nombre de bénéficiaires concernés, indications quantitatives et qualitatives relatives au projet, résultats attendus pour le bénéficiaire.
Ne pourront être retenues les actions ponctuelles (festivals, journées d'information, colloques).

- une présentation du budget prévisionnel de l'action permettant d'apprécier son contour financier global, le niveau de participation des partenaires autres que la Région, le type, la nature et le montant des dépenses éligibles.

Ce dossier doit être complété des documents, dont la liste est téléchargeable sous la rubrique « Appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr.

Seuls les dossiers complets sont instruits. En l'absence des pièces justificatives attendues, la candidature est automatiquement classée irrecevable.

Attention : le dépôt d'un dossier, même complet, n'entraîne pas sa sélection automatique et son financement par la Région.

VIII - CONDITIONS DE DEPOT DU DOSSIER DE SUBVENTION

La transmission du dossier se fera via la plateforme des aides régionales sur le site du conseil régional. www.iledefrance.fr (rubrique "Aides régionales et services").

Informations complémentaires auprès de la Délégation au handicap :

- frederic.flashner@iledefrance.fr
- isabelle.beauvais@iledefrance.fr
- muriel.kawecki@iledefrance.fr

IX – CALENDRIER DE L'APPEL A PROJETS

Date de mise en ligne de l'appel à projets	13 mars 2017
Date limite d'envoi des dossiers de demande de subvention	18 avril 2017
Présentation prévisionnelle à la commission permanente du conseil régional	troisième trimestre 2017

Date de démarrage du projet : après le passage en commission permanente

Annexe au règlement d'intervention de l'appel à projet thématique

« Soutien aux aidants familiaux de personnes atteintes d'autisme, de handicaps cognitifs, ou de maladies neurodégénératives»

NOTICE EXPLICATIVE 100 000 STAGES

Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Le principe est le suivant : **chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire, pendant une période de deux mois minimum, quel que soit le montant de la subvention.**

S'entend par « stages » :

- Les stages relevant du code de l'éducation (étudiant et lycéens professionnels par exemple)
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap,
- Les périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP) pour les jeunes de moins de 25 ans dans le cadre d'un parcours de formation et accompagnés par la Mission locale
- Les formations en alternance (contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation).

Le nombre de stagiaires est calculé au regard du montant prévisionnel de votre subvention régionale, de vos capacités d'accueil; des plafonds légaux, chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire, pendant une période de deux mois minimum, quel que soit le montant de la subvention.

Le nombre de stagiaires peut aussi faire l'objet d'une négociation annuelle avec le bénéficiaire de la subvention.

Les stagiaires peuvent être affectés au projet subventionné et / ou à toute autre activité de la structure bénéficiaire de la subvention.

La gratification relève de la politique interne de votre structure car elle n'est obligatoire que pour les stages de plus de 2 mois (à partir de 2 mois et un jour).

Les stages doivent s'effectuer pendant la période de validité de la subvention :

- Un démarrage après le vote de la subvention
- Un démarrage avant le solde de la subvention

Les étapes du processus :

- Le bénéficiaire fournit un engagement de recruter au moment du dépôt de la demande de subvention.
- **Les stages (ou les contrats) doivent <u>débuter après la date d'attribution de la subvention</u>**

- **Une fois la subvention votée, le bénéficiaire saisit le contenu des stages** (nature, durée, objet, niveau…) sur la Plateforme des Aides Régionales pour publication sur le portail régional dédié à la diffusion des offres de stages. Cette saisie est vérifiée pour verser l'acompte.

- **Le respect de l'obligation est vérifié au moment de l'instruction de la demande de versement du solde**. Vous devrez à ce moment-là fournir une copie de des conventions de stages ou contrats d'apprentissage / professionnalisation dûment signées.

Attention : Le recrutement de stagiaire est une des conditions d'attribution et de versement de la subvention régionale. Si vous ne recrutez pas de stagiaire, vous perdez le droit de percevoir la subvention. Les sommes déjà versées, avances et acomptes, devront être remboursées à la Région.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-070

DU 8 mars 2017

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE REGIONALE

EN MATIERE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES EN 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;
VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération-cadre n° CR 23-15 du 13 février 2015 relative à la « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale » ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 portant approbation de conventions-type et annexe-type relatives à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;
VU la délibération n° CP08-1204 du 27 novembre 2008 concernant les attributions de subventions
VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 relative à la politique régionale de santé – Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé
VU la délibération n° CP 15-630 du 8 octobre 2015 – La politique sociale régionale pour les personnes précaires
VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017
VU la commission de la Famille, de l'Action Sociale et du Handicap
VU la commission des Finances
VU le rapport CP 2017-070 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Titre 1 : Volet investissement

Article 1 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – soutien aux innovations

Décide de soutenir financièrement les projets d'investissement en faveur des personnes en situation précaire qui par leur objet, leur modus operandi, ou leur public, peuvent être caractérisés comme innovants socialement, dans de nouveaux dispositifs mais également dans les établissements existants, avec une efficience nouvelle

Adopte le règlement d'intervention figurant en annexe 2.

Article 2 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire - Etablissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de soutenir financièrement les établissements d'hébergement sociaux et médico-sociaux, les services d'accueil, d'orientation et d'accompagnement social sans hébergement, mobile ou fixe, en journée ou de nuit, pour femmes en difficultés, avec ou sans enfant, notamment victimes de violences, y compris les services dédiés à ce public au sein de projets généralistes.

A cette fin, la Région peut subventionner les dépenses d'investissement relatives à la création la restructuration et l'équipement de ces services et établissements, éventuellement autorisés par l'autorité habilitée à cet effet, ou à des véhicules, conformément au règlement d'intervention figurant en annexe 2.

Titre 2 : Volet fonctionnement : fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Article 3 : Adoption du règlement d'intervention de l'appel à projet thématique 2017 « Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficultés»

Approuve le règlement d'intervention de l'appel à projet thématique «Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficultés» figurant en annexe de la présente délibération, ouvert dans le cadre de la mise en œuvre du fonds régional de solidarité et soutien aux familles.

Article 4 : Adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets 2017 « Solidarité Famille et enfants : Accompagnement personnalisé pour des actions d'éducation et d'insertion sociale »

Approuve le règlement d'intervention de l'appel à projets « Solidarité Famille et enfants : Accompagnement personnalisé pour des actions d'éducation et d'insertion sociale » figurant en annexe de la présente délibération, ouvert dans le cadre de la mise en œuvre du fonds régional de solidarité et soutien aux familles.

Article 5 : Réaffectation de subvention

Décide de réaffecter une subvention d'un montant maximum de 102 148,30 € au bénéfice de la Ville de Juvisy-sur-Orge, pour son projet de création d'une maison de la petite enfance située rue de Montessuy à Juvisy-sur-Orge (91) attribuée par délibération CP 08-1204 du 27 novembre 2008 (dossier 2008 AE 241001) et conformément à la fiche projet jointe en annexe 5.

Affecte une autorisation de programme de 102 148,30 € disponible sur le chapitre 904, Programme HP 42-001 (142 001 01) « Dispositif en faveur de la petite enfance » action 142 001 01 « Structures de garde collective pour les jeunes enfants » du budget de l'année 2017, conformément à l'état récapitulatif en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention d'investissement à la conclusion, avec ce bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 6 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier-code	dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17003199	Création d'une maison de la petite enfance située rue de Montessuy à Juvisy-sur-Orge (91) – réaffectation de solde	Commune de Juvisy-sur-Orge	septembre 2008

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 - A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-070	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142001 - Dispositif en faveur de la petite enfance**
Action	**14200101 - Structures de garde collective pour les jeunes enfants**

Dispositif : N° 00000679 - Structures d'accueil collectif des jeunes enfants

Dossier	17003199 - Création d'une maison de la petite enfance située rue de Montessuy à Juvisy-sur-Orge (91) - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R1133 - COMMUNE DE JUVISY SUR ORGE			
Localisation	JUVISY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 148,30 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 529 166,00 €	TTC	6,68 %	102 148,30 €	

Total sur le dispositif N° 00000679 - Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	102 148,30 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142001 - 14200101	102 148,30 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : REGLEMENT D'INTERVENTION POUR LE DISPOSITIF EN FAVEUR DES PERSONNES EN SITUATION PRECAIRE EN INVESTISSEMENT.

TITRE I : CRITERES D'ELIGIBILITE COMMUNS A L'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS

Article 1 : Maîtres d'ouvrage éligibles aux subventions d'investissement

Sont éligibles aux aides en investissement visées par la présente délibération les maîtres d'ouvrage suivants :

- les collectivités locales,
- les établissements publics,
- les sociétés d'économie mixte,
- les groupements d'intérêt public,
- les associations relevant de la loi de 1901,
- les fondations,
- les offices publics d'aménagement et de construction,
- les offices publics d'habitations à loyer modéré, les offices publics de l'habitat,
- les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré,
- les mutuelles privées non lucratives,
- les caisses de retraite publiques et privées non lucratives,
- les groupements de coopération sociale et médico-sociale, dès lors qu'ils sont exclusivement constitués d'organismes cités au présent article,
- les groupements de coopération sanitaire, dès lors qu'ils sont exclusivement constitués d'organismes cités au présent article,
- les sociétés coopératives et les sociétés coopératives d'intérêt collectif, relevant de la loi n° 47-1775 du 19 septembre 1947, dès lors qu'elles disposent d'un agrément, délivré par l'autorité habilitée à cet effet, leur conférant la qualité de maître d'ouvrage d'insertion,
- les sociétés civiles immobilières, dès lors que leur objet social indique que la destination des biens immobiliers acquis, créés, réhabilités gérés ou loués grâce à l'obtention de subventions régionales est exclusivement à caractère social et/ou médico-social ; et que les membres associés des sociétés civiles immobilières relèvent exclusivement des catégories de maîtres d'ouvrage listées au présent article.

Article 2 : Dépenses éligibles aux subventions d'investissement

Les dépenses éligibles aux subventions en investissement se décomposent en dépenses relatives à la charge foncière, aux études pré-opérationnelles, aux travaux et honoraires correspondants, à l'équipement mobilier et matériel et aux véhicules.

Charge foncière
La dépense subventionnable porte sur l'acquisition de terrain et/ou de bâtiments et les frais notariaux afférents, y compris dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), sous réserve que la dépense ait été opérée dans un délai maximal de deux années précédant le vote de la subvention correspondante.

Etudes pré-opérationnelles et honoraires
La dépense subventionnable porte sur les études pré-opérationnelles nécessaires au montage de l'opération (études de programmation, analyse du site, sondages et études de sol, études thermiques, hydrauliques, acoustiques, de matériaux, diagnostics) et les honoraires des divers intervenants, en phase programmation conception et réalisation, sous réserve que la dépense ait été opérée dans un délai maximal de deux années précédant le vote de la subvention correspondante.

Travaux
La dépense subventionnable porte sur les travaux de création (construction et extension). Peuvent également être financés les travaux de restructuration de bâtiment (d'un montant prévisionnel égal ou supérieur à 150.000 € HT). Sont inclus les travaux de démolition, dépollution, désamiantage et recherche de plomb, raccordements, VRD, ainsi que les révisions, actualisations et imprévus.
Sont exclus de la dépense subventionnable, les frais financiers, impôts, taxes, redevances, sujétions de voirie, et rémunérations internes diverses.

Equipement mobilier et matériel
La dépense subventionnable porte sur l'équipement mobilier et matériel, dont informatique numérique et frigorifique, dans la limite maximale d'une seule demande par établissement ou service.

Véhicules
La dépense subventionnable porte sur l'acquisition de véhicules (véhicules éventuellement aménagés : d'accueil de jour mobile ou de maraudes, véhicules frigorifiques, chariots élévateurs…) dans la limite maximale de 2 véhicules.

Durée
Le maître d'ouvrage s'engage à maintenir l'affectation des biens à l'usage exclusif de l'activité subventionnée pendant une durée de :
- 25 ans pour les biens immobiliers,
- 5 ans pour des projets socialement innovants dont l'immobilier, de par la nature innovante du projet, ne peut être que temporaire,
- et 3 ans pour les biens mobiliers.

Le non-respect de cette obligation entraîne la restitution, par le bénéficiaire de la subvention ou de la personne s'y substituant, de tout ou partie des sommes versées au prorata de la durée d'affectation du bien restant à observer.

TITRE II : MODALITES DE FINANCEMENT PROPRES A CHAQUE SECTEUR

Article 3 : Soutien aux projets socialement innovants, dont hébergement et aide alimentaire

Sont considérés comme des projets socialement innovants ceux qui, du fait de leur objet, leur modus operandi, ou leur public, apportent des réponses inédites dans le cadre de nouveaux dispositifs mais également dans les établissements existants, avec une efficience nouvelle ; dans les secteurs de l'hébergement ou de l'aide alimentaire, par exemple, il s'agira d'insuffler les pratiques innovantes prenant en compte la mixité des publics ou de publics peu pris en charge, la mixité des activités et de pratiques, et intégrant les enjeux du développement durable. Les actions proposant le développement de support numérique pour l'accès aux dispositifs et aux services seront prises en compte.
Ces pratiques seront appréciées notamment au regard du projet social mis en œuvre au sein de l'équipement.

A cette fin, la Région peut subventionner les dépenses d'investissement relatives à la création, la restructuration et l'équipement de locaux de services et établissements, éventuellement autorisés par l'autorité habilitée à cet effet, ou aux véhicules, conformément au règlement d'intervention général.

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 400.000 €.

Les subventions accordées en application du présent article sont imputées sur l'action (142 003 11) « Actions d'innovation sociale » du programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » de la sous-fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».

Article 4 : Services et accueils de jour des femmes en difficulté

La subvention régionale est fixée pour la charge foncière, les études, travaux, honoraires, l'équipement et l'acquisition de véhicule à 50% maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 100.000€ par établissement.

Les subventions accordées en application du présent article sont imputées sur l'action (142 003 01) « Etablissements et services pour femmes en difficulté » du programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » de la sous-fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».

Article 5 : Etablissements d'hébergement des femmes en difficulté

La subvention régionale est fixée :
- pour la charge foncière, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000 €,
- pour les études, travaux et honoraires, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 16.500 € par place,
- pour l'équipement, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 1.000 € par place.

Les subventions accordées en application du présent article sont imputées sur l'action (142 003 01) « Etablissements et services pour femmes en difficulté » du programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » de la sous-fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».

ANNEXE 3 - A LA DELIBERATION : ADOPTION DU REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'APPEL A PROJET THEMATIQUE 2017 « SOUTIEN REGIONAL AUX ACTIONS ASSOCIATIVES POUR LES FEMMES EN DIFFICULTES»

îledeFrance

APPEL A PROJET THEMATIQUE
Soutien régional aux actions associatives pour les femmes en difficultés

Règlement d'intervention de l'appel à projet

I - CONTEXTE

Dans le cadre de son action solidaire avec les familles, la Région a souhaité lancer un appel à projets de soutien aux femmes en difficultés, notamment par l'accompagnement des personnes pour un meilleur accès à l'emploi, aux droits, à la santé,…

1- Les difficultés de femmes sont pour nombre d'entre elles liées à la précarité des revenus et des conditions de vie et à la pauvreté.

Selon l'Observatoire des inégalités, on compte près de 2,6 millions de femmes et 2,3 millions d'hommes pauvres, au seuil de 50 % du revenu médian (revenu qui sépare la population en deux parties égales).

La plupart vivent dans de très grandes villes : 15,5 % habitent dans l'agglomération parisienne et 29 % dans les autres agglomérations de plus de 200 000 habitants, soit 44 % du total. Mais du fait de l'explosion des prix des loyers à partir des années 1980 en Ile-de-France (et à Paris en particulier) 1,3 million de personnes démunies vivent dans l'agglomération parisienne, soit un taux de 13,2 % inférieur à la moyenne du pays.
Précarité des revenus en raison d'emplois à temps partiels non souhaités, d'emplois à statut précaire, du logement, …70 % des travailleurs pauvres sont des femmes ainsi que 57 % des bénéficiaires du RSA (Source Conseil économique, social et environnemental - CESE). Deux retraités pauvres sur trois sont des femmes. Une retraitée sur trois touche moins de 700 euros.

2- Les difficultés des femmes peuvent aussi être liées à leur isolement, aux ruptures sociales et/ou familiales

Les femmes peuvent se trouver en situation de pauvreté après un divorce ou une séparation, pouvant faire suite à des violences conjugales et/ou familiales. Les femmes sont alors souvent seules pour élever leurs enfants. (Cf. bilan 2013-2014 du Plan pluriannuel contre la pauvreté et l'exclusion sociale) avec des problèmes de garde importants.

L'Observatoire des inégalités estime que 34,5 % des familles monoparentales (essentiellement des femmes avec enfants), soit plus d'1,8 million de personnes, disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian contre 11,2 % des personnes vivant en couple.

8,4 % de femmes âgées de 25-34 ans contre 6,8 % d'hommes se situent au seuil de pauvreté de 50 % du revenu médian: il s'agit souvent de mères célibataires qui perçoivent une allocation ou un salaire à temps partiel.

3- La pauvreté des femmes concerne aussi leurs enfants

Le 12 mai 2015, le Conseil économique, social et de l'environnement (Cese) a publié un rapport selon lequel 1,2 million d'enfants – un sur dix – vivent dans une famille pauvre ou très pauvre. Leur parcours scolaire est souvent marqué par l'échec. Ce rapport note les faiblesses de l'institution scolaire à accompagner ces élèves.

La forte exposition des enfants pauvres à des logements de mauvaise qualité et surpeuplés a des conséquences importantes sur la vie de la famille et le bien-être de l'enfant, son développement cognitif, son avenir professionnel.

4- Les difficultés touchent tous les domaines de la vie

L'alimentation, la santé, les conditions de logement, l'éducation, la formation, l'emploi…Le Collectif alerte de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS) mettait l'accent, en 2013, sur la nécessité de promouvoir davantage un accompagnement global et coordonné des personnes.

L'étude réalisée en 2009 par l'INSEE Ile-de-France, intitulée « Différents profils de familles pauvres selon le nombre d'enfants et l'activité des parents " souligne les atouts d'une approche territoriale pour renforcer les liens autour de l'enfant, autour de sa famille.

II - OBJET

La Région s'est dotée d'un Fonds régional de solidarité et de soutien aux familles les plus en difficultés. Dans ce cadre, elle souhaite contribuer au financement d'actions associatives de soutien aux femmes en difficultés, d'envergure régionale ou dont le caractère innovant est susceptible d'être dupliqué.

La Région vise à favoriser l'innovation sociale, dont l'action des associations constitue un grand laboratoire, leur travail au plus près de la population leur permettant de détecter les besoins nouveaux et leur apporter des réponses.

III - NATURE DES PROJETS

A -Thématiques

Les projets proposés devront obligatoirement entrer dans les thématiques suivantes :

- La création ou le renforcement de l'accompagnement pluridisciplinaire, social, juridique, administratif, à la santé, des femmes en difficultés.

  Une attention particulière sera portée aux projets visant à leur autonomisation et à celle de leur cellule familiale, particulièrement grâce aux actions en faveur de leur accès à la formation et à l'emploi.

- Des actions opérationnelles s'inscrivant dans la constitution et/ou l'animation d'un réseau institutionnel et/ou associatif, sur le territoire régional.

- La formation des intervenants et plus particulièrement des bénévoles.

B - Public concerné : Les femmes en difficulté et leurs enfants.

C - Durée des projets

Les projets doivent être annuels, soit 12 mois consécutifs de date à date à partir du vote en commission permanente.

D – Envergure régionale
L'envergure régionale est définie ici comme ayant des effets significatifs dans le domaine sur au moins 3 départements franciliens ; les actions d'envergure plus large que le territoire francilien présenteront la part de leur projet nécessaire aux franciliens.

IV – PORTEURS DE PROJET

Les porteurs de projet sont des associations de loi 1901, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

V - CRITERES DE SELECTION

Les projets pouvant être retenus devront répondre au maximum des critères de sélection déclinés ci-dessous :
- la qualification des intervenants,
- la nature, le nombre et les lieux de réalisation précis des actions,
- le nombre et le type de bénéficiaires escomptés,
- les projets intégrant la dimension d'accessibilité aux femmes en situation de handicap,
- la mutualisation de bonnes pratiques et leur essaimage,
- les indicateurs d'évaluation,
- la dimension territoriale du projet et l'attention portée au maillage territorial

Sont exclus :
- les projets de soutien aux femmes en difficultés déjà financés par la Région pour la même période
- les projets d'actions ponctuelles (festivals, journées d'information, colloques),
- les dossiers incomplets.

Chaque association ne peut déposer qu'un seul dossier.

Le commencement d'exécution de l'action doit être postérieur à l'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits.

V - LES DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles sont les dépenses de fonctionnement TTC (sauf cas de récupération de la TVA par l'association) exclusivement liées à l'action subventionnée, telles que les frais de personnel, les frais de mission (transports en Ile-de-France, restauration), les fournitures, le petit équipement y compris informatique.
Sont notamment exclus les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les salaires et les charges afférents aux emplois tremplins régionaux et les contributions volontaires en nature (qui seront néanmoins présentées dans le dossier).

VI - MODALITES DE CALCUL ET ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE

La subvention régionale est fixée au **maximum à 50 % de la dépense subventionnable**, dans la limite d'un **montant maximum de subvention fixé à 35.000 € par dossier**.

Les subventions sont subordonnées à la signature d'une convention-type entre la Région Ile-de-France et le porteur du projet.

Il conviendra enfin de respecter les conditions du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail.

VII - ELABORATION ET DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dans les délais prévus par l'appel à projets, le porteur de projet présente à l'appui de sa demande de subvention un dossier établi conformément aux documents téléchargeables pour cet appel à projets sur le site régional www.iledefrance.fr, rubrique « aides régionales et services ».

Ce dossier est à la fois :

- une présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives),

- une présentation du ou des projets, sur 12 mois avec phasage, et de leur opportunité, dont contexte, diagnostic et enjeux, objectifs (publics visés, nombre de bénéficiaires concernés,…) et moyens notamment humains (qualifications), méthodes générales de mise en œuvre du projet ; nature et modalités de participation des partenaires identifiés, indicateurs simples d'évaluation de la réalisation du projet, et indicateurs des quartiers relevant de la Politique de la Ville concernés par le projet ; selon la nature du projet, joindre en annexe les documents existants précisant notamment la compétence des intervenants formateurs le cas échéant,

- une présentation du ou des budgets prévisionnels de chaque projet, permettant d'apprécier son contour financier global, le niveau de participation des partenaires autres que la Région, le type, la nature et le montant des dépenses éligibles.

Ce dossier doit être complété des documents, dont la liste est téléchargeable. Seuls les dossiers complets sont instruits. En l'absence des pièces justificatives attendues, la candidature est automatiquement classée irrecevable.

Attention : le dépôt d'un dossier, même complet, n'entraîne pas sa sélection automatique et son financement par la Région.

La transmission du dossier se fera via la plateforme des aides régionales sur le site du conseil régional. www.iledefrance.fr (rubrique "Aides régionales et services").

Informations complémentaires auprès du service Action Sociale Santé Famille :
elisabeth.de-corbier@iledefrance.fr
laure.baeza@iledefrance.fr
et regine.bouillet@iledefrance.fr

VIII – CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'APPEL A PROJETS

Date de mise en ligne de l'appel à projets	2 mai 2017
Date limite d'envoi des dossiers de demande de subvention	16 juin 2017
Présentation prévisionnelle à la commission permanente du conseil régional	4° trimestre 2017

Date de démarrage du projet	après le passage en Commission permanente

ANNEXE 4 - A LA DELIBERATION : ADOPTION DU REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'APPEL A PROJETS « SOLIDARITE FAMILLE ET ENFANTS : ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE POUR DES ACTIONS D'EDUCATION ET D'INSERTION SOCIALE »

îledeFrance

APPEL A PROJETS
Solidarité famille et enfants

Accompagnement personnalisé pour des actions d'éducation et d'insertion sociale

Règlement d'intervention

I - OBJET

Le Conseil Régional d'Ile-de-France souhaite contribuer aux politiques sanitaires, sociales et familiales adaptées aux besoins des familles, au développement du lien social et de la solidarité ; dans ce but, il a notamment créé en 2016 un « fonds régional de solidarité et soutien aux familles » pour accompagner les publics les plus fragiles, les familles qui rencontrent des difficultés lors de la maladie d'un senior, dans la prise en charge des enfants, voire dans la maîtrise de la langue.

Pour grandir et s'épanouir, tout enfant peut avoir besoin, outre ses parents, de s'appuyer aussi sur d'autres adultes ou aînés ; la solidarité intergénérationnelle, notamment, peut permettre de tisser des liens avec l'enfant pour favoriser son développement et sa réussite, son ouverture sur le monde. Cette solidarité est également importante à l'égard des parents eux-mêmes pour les conforter dans leur mission éducative et les accompagner dans leur effort d'insertion sociale.

De nombreuses initiatives se sont développées ces dernières années pour accompagner la promotion sociale des jeunes et de leur famille, reposant sur des réseaux de bénévoles et sur une approche individualisée. Les relations de confiance et les échanges de compétences qui peuvent alors se construire, sont complémentaires de l'action sociale et éducative plus institutionnelle.

II - NATURE DES PROJETS

Le présent appel à projets vise à soutenir des projets d'associations mettant en œuvre des actions d'envergure régionale, ou expérimentales à visée d'essaimage régional, pour l'éducation et l'insertion sociale par l'accompagnement personnalisé d'un ou de quelques enfants, ou de leur famille, par un ou quelques adultes bénévoles formés, ou par des salariés spécialisés.
Le public francilien concerné ici est défavorisé et a moins de 18 ans.

Une attention particulière sera portée sur les projets et thématiques pour lesquels la relation de confiance établie entre le majeur et le mineur permet notamment de favoriser sa réussite scolaire

et son insertion sociale : accompagnement scolaire dont prévention ou remédiation aux difficultés linguistiques, soutien à la parentalité, médiation familiale, soutien à la motivation et à l'orientation du jeune vers un avenir plus ambitieux à la mesure de ses talents, dont des parcours d'excellence, …

L'accompagnement personnalisé considéré ici repose sur :
- l'intérêt de l'enfant, à la demande des parents ou autres titulaires de l'autorité parentale,
- la construction d'une relation de confiance privilégiée avec l'enfant dans un souci du dialogue avec les parents,

Il s'agit de favoriser le lien familial, social et culturel, et d'accompagner l'enfant ou/et sa famille dans vers l'insertion sociale, scolaire et dans la mission éducative.

Les projets, relatifs aux thématiques ci-dessus, concernent la mise en œuvre locale ou régionale d'actions innovantes ou/et la mise en réseau d'actions locales à caractère innovant ; ils sont appuyés sur une ingénierie de projet (dont diagnostic des méthodes existantes, modalité d'évaluation, modalités prévisionnelles d'essaimage ultérieur de l'expérimentation locale si elle réussit).

Ils sont établis pour une période maximale de 12 mois, leur réalisation débutera après le vote par la commission permanente du Conseil Régional.
L'envergure régionale est définie ici comme ayant des effets importants dans le domaine sur au moins 3 départements franciliens ; les actions d'envergure plus large que le territoire francilien présenteront la part de leur projet nécessaire aux franciliens.
Une association ne peut présenter qu'un seul dossier.

III – PORTEURS DE PROJET

Les porteurs de projet sont des associations de loi 1901, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et pouvant justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

IV - CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection seront notamment les suivants :
- conformité aux thématiques et autres conditions de cet appel à projets,
- expérience, légitimité de l'association à porter le projet présenté ; partenariats,
- qualité de recrutement, formation et suivi des accompagnateurs bénévoles ; qualification des intervenants salariés ou rémunérés
- efficience du projet (résultats escomptés/ressources mobilisées), envergure du projet notamment territoriale,
- attention au maillage territorial
- capacité à mobiliser les co-financements, à mener à bien le projet.

Sont exclus les projets présentés par des associations qui sont déjà soutenues par la Région au titre de l'appel à projets « Solidarité famille et enfants » de 2016 ou bénéficiaire en 2017 d'une aide régionale pour le même projet ou un projet apparenté. Les dossiers incomplets ne pourront être retenus.

Chaque association ne peut déposer qu'un seul dossier.

Le commencement d'exécution de l'action doit être postérieur à l'attribution de la subvention par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la commission permanente, seule compétente à décider du soutien régional, dans la limite de la disponibilité des crédits. Les structures sélectionnées seront informées à l'issue de la commission permanente.

V - LES DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement strictement liées au projet et de dépenses de petit d'équipement y compris numérique dès lors qu'elles sont indispensables à sa réalisation. Elles sont TTC (sauf cas de récupération de la TVA par l'association).

Sont notamment exclus de ces dépenses éligibles les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes non strictement liés au projet, les salaires et les charges afférents aux emplois tremplins régionaux, les contributions volontaires (en nature, personnel, locaux, mobilier, immobilier… qui seront néanmoins présentées dans le dossier).

VI - MODALITES DE CALCUL ET ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE.

La subvention régionale est fixée au maximum à 50 % de la dépense subventionnable (= total des dépenses éligibles), dans la limite d'un montant maximum de subvention fixé par dossier à 35.000 €.

Les subventions sont subordonnées aux conditions d'une convention type liant la Région Ile-de-France et le porteur de projet.
De plus, les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Le principe est le suivant : chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire, pendant une période de deux mois minimum, quel que soit le montant de la subvention.

Les subventions pourront faire l'objet d'une demande d'avance de 50% maximum, sous conditions définies par la convention.

VII - ELABORATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dans les délais prévus par l'appel à projets, le porteur de projet présente à l'appui de sa demande de subvention un dossier établi conformément aux documents téléchargeables pour cet appel à projets sur le site régional www.iledefrance.fr, rubrique « aides régionales et services ».

Ce dossier est à la fois :

- une présentation du porteur de projet et de ses activités habituelles (indications quantitatives et qualitatives),

- une présentation du ou des projets et de leur opportunité, dont contexte, diagnostic et enjeux, objectifs et moyens notamment humains (qualifications), méthodes générales de mise en œuvre du projet ; indicateurs simples d'évaluation de la réalisation du projet, et indicateurs des quartiers relevant de la Politique de la Ville concernés par le projet ; selon la nature du projet, joindre en annexe les documents existants précisant les engagements associatifs ou la compétence des intervenants formateurs,

- une présentation du ou des budgets prévisionnels de chaque projet, permettant d'apprécier son contour financier global, le niveau de participation des partenaires autres que la Région, le type, la nature et le montant des dépenses éligibles.

Ce dossier doit être complété des documents, dont la liste est téléchargeable sous la rubrique du même « Appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr. Seuls les dossiers complets sont instruits. En l'absence des pièces justificatives attendues, la candidature est automatiquement classée irrecevable.

Attention : le dépôt d'un dossier, même complet, n'entraîne pas sa sélection automatique et son financement par la Région.

VIII - CONDITIONS DE DEPOT DU DOSSIER DE SUBVENTION

Compte tenu des délais d'instruction et de préparation du rapport soumis au vote de la Commission permanente du Conseil régional, les dossiers doivent impérativement être adressés par écrit, en un seul et unique envoi, avant le 28 avril 2017 cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante :

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
Unité Société- Service du Développement social et de la santé
Appel à projets «solidarité familles et enfants»
115, rue du Bac – 75007 PARIS

Parallèlement à cet envoi, une version électronique du formulaire de demande de subvention doit parvenir aux trois adresses suivantes du service Action Sociale Santé Famille :

elisabeth.de-corbier@iledefrance.fr
laure.baeza@iledefrance.fr
et regine.bouillet@iledefrance.fr

VIII – CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'APPEL A PROJETS

Date de mise en ligne de l'appel à projets	14 mars 2017
Date limite d'envoi des dossiers de demande de subvention	28 avril 2017
Présentation prévisionnelle à la commission permanente du conseil régional	3° trimestre 2017
Date de démarrage du projet	après le passage en Commission permanente

ANNEXE 5 - A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003199

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CREATION D'UNE MAISON DE LA PETITE ENFANCE SITUEE RUE DE MONTESSUY A JUVISY-SUR-ORGE (91) - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	1 529 166,00 €	6,68 %	102 148,30 €
		Montant Total de la subvention	102 148,30 €

Imputation budgétaire : 904-42-204142-142001-200
14200101- Structures de garde collective pour les jeunes enfants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JUVISY SUR ORGE
Adresse administrative : 6 RUE PIVER
91265 JUVISY S/ORGE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Robin REDA, Maire

N° SIRET : 21910326400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Structures d'accueil collectif des jeunes enfants
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : création d'une maison de la petite enfance située rue de Montessuy à Juvisy-sur-Orge (91) - REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2008
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'objet de cette subvention est de prendre en compte les dépenses engagées par la commune de Juvisy-sur-Orge dès le vote initial de la subvention en 2008.

Description :
La Ville de Juvisy-sur-Orge a créé une maison de la petite enfance pour regrouper dans un même bâtiment l'ensemble des services de garde pour jeunes enfants.
Cet établissement était également l'occasion de répondre aux importantes attentes des familles et permettre d'augmenter la capacité d'accueil des structures existantes.

La maison de la petite enfance comprend 2 crèches collectives, une crèche familiale, le service de protection maternelle et infantile.

La subvention régionale initiale a été votée pour 350.000 € en 2008. 247.851,70€ ayant déjà fait l'objet de versement, l'objet de cette subvention est de réaffecter le solde de la subvention, soit 102.148,30€ sur les dépenses qui n'ont pas encore pu être prises en compte par la Région, soit 1.529.166€.

Localisation géographique :

- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux équipements et charges afférentes	1 529 166,00	100,00%
Total	1 529 166,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Solde Subvention Conseil régional	102 148,30	6,68%
Département 91	500 000,00	32,70%
CAF 91	250 000,00	16,35%
Fonds propres	677 017,70	44,27%
Total	1 529 166,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	102 148,30 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	62 500,00 €
	Montant total	62 500,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-074

DU 8 MARS 23017

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES :
EQUIPEMENT DES ECOLES ET INSTITUTS DE FORMATION SANITAIRE : PROJET « PICPUS » PORTE PAR L'ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS
FUSION DES CENTRES HOSPITALIERS DE COULOMMIERS, MARNE LA VALLEE ET MEAUX : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017 ET AVENANTS DE TRANSFERT AUX CONVENTIONS D'EQUIPEMENT
FUSION-ABSORPTION DE L'INSTITUT DE FORMATION CLORIVIERE PAR L'INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE
CREATION DU GRETA DU VAL D'OISE ET AVENANT DE TRANSFERT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La délibération n° CR 72-14 du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social, et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique ;

VU La délibération n° CR 73-14 du 21 novembre 2014 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU La délibération n° CR 75-15 du 24 septembre 2015 relative à la convention de partenariat avec Pôle Emploi et au programme triennal de qualification par la formation continue,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain », et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 16-160 du 18 mai 2016 relative aux formations sanitaires et sociales

VU La délibération n° CP 16-250 du 12 juillet 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission santé ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU Le rapport n° CP 2017-074 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire : projet « PICPUS » porté par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

Décide de participer, au titre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant total maximum prévisionnel de **744 104 €** au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 72-14 en date du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **744 104 €**, disponible sur le chapitre 901 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300104 « Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2017 pour l'équipement pédagogique, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Fusion des centres hospitaliers de Coulommiers, Marne-la-Vallée et Meaux : impact sur les conventions d'objectifs et de moyens 2015-2017 et sur les conventions d'équipement 2015 et 2016

Prend acte de la fusion des centres hospitaliers de Coulommiers, Marne-la-Vallée et Meaux pour former le nouvel établissement « Grand Hôpital de l'Est Francilien ».

Approuve la nouvelle convention d'objectifs et de moyens 2017 avec le Grand Hôpital de l'Est Francilien, telle que présentée en annexe 3, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Précise que le montant total de la subvention globale de fonctionnement 2016 s'élève, en conséquence, à 3 958 700 € (soit 3 654 700 € au titre de l'annexe 1 et 304 000 € au titre de l'annexe 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens précitée).

Approuve les quatre avenants de transfert aux conventions d'équipement n° 15-390-014-E, n° 15-390-015-E, n° 15-390-016-E et n° 16-250-010, tel que figurant en annexe 4, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 3 : Changement de bénéficiaire suite à la fusion-absorption de l'Institut de Formation Clorivière par l'Institut Supérieur Clorivière

Approuve l'avenant de transfert de la convention d'objectifs et de moyens n°15-022-015-S au profit de l'Institut Supérieur Clorivière, subrogé dans les droits de l'Institut de Formation Clorivière, tel que figurant en annexe 5, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 : Création du GRETA du Val d'Oise et avenant de transfert

Prend acte de la création du GRETA du Val d'Oise, par arrêté du recteur de l'Académie de Versailles du 9 décembre 2016, en remplacement des GRETA Ouest val d'Oise et Val de France.

Approuve l'avenant de transfert à la convention n° 16FCSS95026 présenté en annexe 6 et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-074	Budget	2017

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113001 - Formations sanitaires**
Action	**11300104 - Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire**

Dispositif : N° 00000844 - Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique

Dossier	17002356 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS			
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	744 104,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
930 130,00 €	TTC	80 %	744 104,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000844 - Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	744 104,00 €

Total sur l'imputation 901 - 13 - 113001 - 11300104	744 104,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002356

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	930 130,00 €	80,00 %	744 104,00 €
	Montant Total de la subvention		744 104,00 €

Imputation budgétaire : 901-13-204181-113001-300
11300104- Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative : 3 AVENUE VICTORIA 75004 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général

N° SIRET : 26750045200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique
Rapport Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Objet du projet : Subvention d'équipement 2017 au titre de l'ouverture du bâtiment Picpus

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A compter de septembre 2017, l'AP-HP accueille au sein du nouveau bâtiment Picpus des activités de formation initiale et continue résultant du transfert d'instituts de formation existants.

Description :
Ce projet est réalisé sur le site de l'hôpital Rothschild dans le 12ème arrondissement de Paris.

Dès la rentrée de septembre 2017, le bâtiment moderne et innovant (campus du 21ème siècle) accueillera notamment le transfert des instituts de formation suivants :
- cadre de santé (Pitié Salpêtrière) : capacité 185 places

- infirmiers (Saint-Antoine) : capacité 125 places
- aide-soignant (Saint-Antoine) : capacité 30 places
- auxiliaire de puériculture (Trousseau) : capacité 20 places
- puéricultrice (Trousseau) : capacité 40 places
- manipulateurs en électroradiologie médicale (Pitié Salpêtrière) : capacité 80 places
- préparateurs en pharmacie hospitalière (Pitié Salpêtrière) : capacité 80 places.

L'équipement mobilier est réalisé par Bouygues qui est maître d'œuvre du projet.

Les salles et les amphithéâtres seront équipés en matériel de dernière génération : visioconférence, micro, audio, informatique et équipement pour les étudiants malentendants. Des salles seront équipées pour les pratiques simulées en basse fidélité et en moyenne fidélité.

Le principe de fonctionnement repose sur une mutualisation des espaces de formation dès que cela est possible et, à l'exception de ceux susceptibles de n'accueillir qu'un type de formation dans des salles de travaux pratiques et dédiés aux formations des préparateurs en pharmacie, des manipulateurs en électroradiologie médicale, d'infirmiers et d'infirmiers puériculteurs.

Moyens mis en œuvre :
Subvention régionale et autofinancement.

L'opération porte sur un coût d'équipement de 1 471 535 € se décomposant ainsi :
- 881 400 € de matériel audio-visuel
- 488 157 € de matériel de visio-conférence
- 101 978 € de matériel informatique.

Une subvention d'un montant de 131 416 € a déjà été accordée pour ce projet en 2016 (délibération n° CP 16-250 du 12 juillet 2012) pour financer les équipements d'une salle informatique et de 4 salles de cours. Le coût de la part déjà financée est de 231 360 €, cette part vient en déduction des équipements proposés.

Le coût des équipements retenu dans cette fiche est donc de 1 240 175 € qui correspond au reste à financer du projet.

Intérêt régional :
Equipements de dernière génération pour les étudiants des formations paramédicales financées par la Région.

Public(s) cible(s) :
Etudiants des formations paramédicales, formateurs, personnels administratifs et techniques.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération est estimé à 1 240 175 €
Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1bis de la convention d'objectifs et de moyens est de 1 240 175 €
Le pourcentage du financement régional en fonctionnement en n-2 (2015) est de 75 %
L'assiette éligible = 1 240 175 € x 75 % = 930 131,25 € arrondis à 930 130 €
Le calcul de la subvention régionale = 930 130 € x 80 % = 744 104 €

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels audiovisuel, de visioconférence et informatique	1 240 175,00	100,00%
Total	1 240 175,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	744 104,00	60,00%
Autofinancement	496 071,00	40,00%
Total	1 240 175,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	350 000,00 €
2018	394 104,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	217 596,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	42 238 150,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	60 400,00 €
2015	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	145 665,61 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	42 771 150,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	89 960,00 €
2015	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	5 226,31 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	1 444 359,50 €
2016	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	385 816,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	45 454 465,00 €
2016	Fonds d'urgence pour les écoles et instituts de formation sanitaire	183 968,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	105 160,00 €

2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	247 600,00 €
	Montant total	133 171 430,92 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

CONVENTION SANITAIRE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération N°CP xxx du xxx

Ci-après dénommée *« la Région »*

ET

Nom du bénéficiaire : Grand Hôpital de l'Est Francilien
Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE :

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'Education ;

VU Le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7, D 4383-1 et suivants;

VU La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1998 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

VU La délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain », et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU Le programme régional pour le développement de la formation professionnelle 2007-2013 adopté par délibération du Conseil régional N° CR 72-07 du 27 juin 2007 prolongé par la délibération du Conseil régional N° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU Le règlement régional des bourses, adopté par délibération du Conseil régional N° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional N° CP 16-310 du 12 juillet 2016 ;

VU La délibération n° CP 12-780 du 21 novembre 2012 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis et pour le contrôle du service fait pour les actions éligibles au fonds social européen ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget de la Région Ile de France ;

VU L'avis de la commission de la santé ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU La délibération n° CP XXX du XXX relative aux formations sanitaires et sociales.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de permettre au bénéficiaire de mener à bien les formations paramédicales ou maïeutiques décrites dans les annexes 1 et 1 bis et ayant fait l'objet d'une autorisation d'ouverture conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention s'inscrit dans le cadre du schéma des formations sanitaires et sociales. Elle précise également les modalités du financement régional pour le fonctionnement des formations paramédicales et maïeutiques dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement annuelle.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Règles générales du partenariat

Le bénéficiaire s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les formations financées par la Région et l'accès à l'information ainsi que la transmission des dossiers d'aides aux étudiants.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région et notamment :

- les informations relatives au budget, aux effectifs, au personnel et aux aides aux étudiants ;
- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;
- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation pour contrôle et validation par la Région ;

- les informations relatives à la formation continue ;
- les informations nécessaires à la réalisation des enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Article 2.2 : Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies à l'article 1er ci-dessus et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l'utilisation de la subvention régionale ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région par écrit et dans les meilleurs délais, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- apporter toute explication ou toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution de la ou des actions subventionnées.

Afin de permettre le contrôle par la Région des obligations du bénéficiaire, ce dernier s'engage également à :

- respecter les conditions d'exécution imposées, à en faciliter et à en permettre le contrôle à tout moment par les services régionaux, assistés, le cas échéant, de personnes désignées par la Région ;
- conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'exécution pour une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des formations et la bonne gestion de l'organisme.

La Région, ou toute personne qu'elle aura désignée, se réserve la possibilité de contrôle, notamment technique et financier de l'utilisation des fonds et de la réalisation de la / des formation(s) au titre de la présente convention.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et sur place, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et à toutes autres pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d'attester du service fait, et notamment les listes d'émargement.

Pour rappel, il appartient au centre de formation :

- de déclarer son activité de formation auprès de la DIRECCTE conformément à la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie,
- de veiller chaque année à s'inscrire sur la liste des instituts autorisés à percevoir la taxe d'apprentissage, publiée par la Préfecture de Région, si les conditions requises sont remplies.

Article 2.3 : Obligations financières et comptables

Article 2.3.1 : Respect des principes comptables

La comptabilité du bénéficiaire retrace l'intégralité des opérations réalisées pour le centre de formation, y compris les équipements et les investissements.

Le bénéficiaire doit mettre en place une comptabilité analytique permettant de répartir les coûts entre les formations. Les principes de comptabilité analytique entre les formations doivent être respectés.

Toute modification des règles comptables requiert l'accord préalable écrit de la Région lors de l'envoi des documents budgétaires.

Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires. Toute modification de comptabilisation ou de montant doit être soumise pour accord préalable écrit de la Région.

Pour les centres de formation adossés à un établissement de santé, le budget du centre de formation est un budget annexe au budget principal.

Article 2.3.2 : Respect des règles d'équilibre budgétaire et affectation du résultat

a. Les budgets prévisionnels du bénéficiaire doivent être sincères et réalistes. Si le bénéficiaire est rattaché à un établissement public de santé, ils doivent être adoptés à l'équilibre.
b. En cas de déséquilibre à l'exécution, les excédents ou déficits doivent obligatoirement faire l'objet d'un report pluriannuel sur les exécutions et sur les budgets prévisionnels. Les excédents peuvent être mis en réserve ou affectés à l'investissement, après accord écrit de la Région.

Aussi, les organismes communiquent obligatoirement pour avis à la Région les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année (en distinguant les activités subventionnées du résultat global), avant communication aux instances décisionnaires.

En cas de déficit, le bénéficiaire doit informer la Région des causes du décalage entre le prévisionnel et le réalisé et fournir un plan de retour à l'équilibre pour examen lors de la procédure contradictoire suivante.

Article 2.3.3 : Diversification des ressources propres

Le centre de formation s'engage à élargir ses activités au-delà des activités subventionnées afin de disposer de ressources diversifiées (formation continue des salariés, formations modulaires, validation des acquis de l'expérience, préparation concours, etc.).

Par conséquent, l'organisme de formation facture des tarifs égaux aux coûts de formation pour tous les publics non éligibles à la subvention régionale.

Le centre de formation doit enregistrer dans ses comptes les produits de la formation continue, de l'apprentissage ou d'autres activités.

Les ressources de taxe d'apprentissage collectées sur un exercice doivent être consommées au cours de l'exercice. Si en fin d'année, un reliquat doit être constaté, il doit être enregistré en comptabilité.

Article 2.3.4 : Transmission des documents

L'ensemble des documents listés en annexe 2 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Ces documents sont transmis d'une part au moyen de l'outil informatique fourni par la Région, d'autre part sur support papier. Cette dernière version doit être signée par le directeur du centre de formation et le directeur financier.

Si, aux dates précisées en annexe 2, la Région n'a pas reçu tous les documents permettant le calcul de la subvention, la Région peut ne pas verser les avances et le solde de la subvention pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants jusqu'à réception et validation par la Région des dits documents.

Les documents transmis doivent être sincères et réalistes et respecter la forme définie par la Région.

Le centre de formation doit remonter aux services de la Région dans les meilleurs délais toute difficulté particulière pour fournir ces informations.

Article 2.4 : Obligations à l'égard des élèves, des étudiants et des stagiaires

Article 2.4.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Région, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant ;
- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;
- préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du livre III de la 6ème partie du code du travail ;
- s'assurer de la protection sociale des étudiants.

Article 2.4.2 : Obligations relatives aux aides sociales

- *Bourses destinées aux élèves et étudiants inscrits en formation initiale paramédicale et maïeutique*

Afin de faciliter l'inscription et l'instruction des demandes de bourses, l'organisme de formation s'engage à suivre les instructions de la Région pour :

- communiquer et informer les élèves et étudiants sur le calendrier des campagnes de bourse (distribution et affichage de la documentation et des informations transmises par la Région) ;
- accompagner les élèves et étudiants lors de leur inscription, et notamment, en cas de difficulté, lors de la saisie du formulaire sur Internet et dans la collecte des pièces justificatives ;
- réceptionner et valider les pièces des dossiers sur l'interface proposée par la Région dans les délais impartis fixés par la Région ;
- envoyer les pièces justificatives à la Région en respectant les délais impartis ;
- suivre les boursiers pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler l'assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d'un étudiant ;
- prévenir la Région, en cas de rentrée tardive (après la clôture des inscriptions) sur le nombre de dossiers qui sera transmis « hors délais », et rassembler les pièces nécessaires à l'instruction de la demande d'aide auprès de l'étudiant dans des délais raisonnables (3-4 semaines maximum).

- *Fonds Régional d'Aide Sociale (FRAS)*

Afin d'assurer le bon déroulement du dispositif, l'organisme s'engage à ne délivrer les dossiers du FRAS qu'aux élèves et étudiants en grande difficulté financière, qui ne peuvent prétendre à une bourse du fait de leur statut et en respectant les critères définis par la Région.

Pour faciliter l'inscription et l'instruction des demandes du fonds régional d'aide sociale, l'organisme de formation s'engage à :

- fournir le formulaire de demande « papier » à l'élève/l'étudiant et lui créer un dossier sur le site internet de la Région
- réceptionner, vérifier et valider le dossier papier en y apportant un avis motivé sur la demande de l'élève/étudiant
- valider le dossier sur internet
- envoyer le dossier à la Région dans les meilleurs délais
- contacter impérativement la Région avant l'envoi de tout dossier transmis après les 4 premiers mois suivant la rentrée scolaire. De même, les dossiers urgents doivent également être signalés en amont par le centre de formation.

L'organisme doit veiller à ne pas présenter simultanément un dossier de demande de bourse et un dossier de demande sur le FRAS pour le même élève ou étudiant.

En cas de doute sur l'éligibilité du bénéficiaire à l'un ou l'autre des dispositifs, le centre de formation consulte la Région, via son centre d'appels 01 53 85 73 84.

Pour ces deux dispositifs, l'organisme de formation s'engage à respecter les modalités définies par la Région et communiquées aux organismes de formation.

Article 2.4.3 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 3 à la convention ouvrent droit sous certaines conditions à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la procédure et les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites à l'annexe 3 de la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'instruction des demandes de prise en charge, l'organisme s'engage en priorité à :

- faire une demande d'agrément à la rémunération auprès des services de la Région (concerne les formations post bac de niveau III et les formations de niveau IV),
- vérifier auprès des services de la Région que l'agrément à la rémunération (l'arrêté de rémunération triennal) soit suffisamment abondé (concerne les formations de niveau V « Aide-soignant et Auxiliaire de puériculture »),
- dans tous les cas, à ne pas remettre à l'étudiant le dossier de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle avant la délivrance de l'agrément régional.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, le bénéficiaire s'engage à :

- fournir les dossiers de « demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle (R S1) » complets et validés à l'ASP,
- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels à l'ASP afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,
- fournir à l'ASP ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude des dossiers,

- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,
- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiant-e-s en situation de handicap

Le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiant-e-s en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiants en milieu ordinaire de travail,
- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.7 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données DOKELIO, www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation facilite l'accès à l'information des Franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et des professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Dispositions financières

La Région s'engage à verser au bénéficiaire, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention, une subvention globale de fonctionnement annuelle dont le montant est calculé en vertu de l'article 3.4 de la présente convention.

Article 3.2 : Principes généraux d'attribution de la subvention régionale de fonctionnement

La subvention régionale définie par cette convention ne finance que les dépenses de fonctionnement éligibles du bénéficiaire, listées à l'article 3.6.

La subvention de fonctionnement régionale est égale, pour les effectifs éligibles, à la différence entre les charges et les recettes d'exploitation, conformément à l'article R 6145-57 du code de la santé publique.

Article 3.3 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé devient caduc.

Dans le cas où la demande de première avance constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles de la première avance.

Article 3.4 : Principes de calcul de la subvention

Article 3.4.1 : Procédure contradictoire

Les réalisations, la proposition de budget prévisionnel et la demande de subvention complétée par les centres de formation servent de base aux échanges et discussions avec la Région. La procédure contradictoire permet de recenser et d'instruire les demandes de subvention présentées par les centres. Les demandes de subvention font l'objet d'une instruction par les services de la Région. L'arbitrage s'inscrit dans le cadre du budget régional, des évolutions structurelles du secteur et des priorités fixées par la Région.

Le montant de la subvention peut être ajusté par la Région, en fonction des critères fixés par la Région et des réalisations et des reports des exercices précédents. La Région peut revoir le montant de la subvention à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des besoins structurels de l'organisme par voie d'avenant.

Au terme de la procédure contradictoire et après vote en Commission permanente du Conseil régional, le montant de la subvention de l'année est notifié aux centres afin qu'ils puissent l'intégrer dans leurs budgets prévisionnels annuels et réajuster ces derniers pour ne pas créer de déséquilibre. Ce montant est définitif. Le bénéficiaire s'engage à adapter ses dépenses prévisionnelles et l'exécution de son budget au montant de la subvention annuelle attribuée par la Région, et transmet à la Région le document budgétaire signé intégrant la subvention régionale ainsi notifiée.

Article 3.4.2 : Principes de calcul

Le calcul de la subvention de fonctionnement de l'année « n » est fondé sur :

- la subvention de l'année n-1,
- le coût de formation,
- les priorités régionales définies annuellement,
- la prise en compte des mesures nouvelles retenues,
- les effectifs éligibles (en fonction des statuts des étudiants),
- l'analyse des charges, des produits et des résultats.

La subvention globale de fonctionnement est calculée annuellement selon les modalités indiquées dans les annexes 1 et 1 bis. Elle est déterminée chaque année sur la base des déclarations et des documents listés en annexe 2 transmis par le centre de formation et validés par la Région.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées selon les critères définis dans une ou plusieurs de ces annexes, en fonction des formations dispensées et des publics accueillis.

Article 3.5 : Modalités de versement

Cette subvention globale de fonctionnement annuelle est payée en trois versements :

- 1ère avance : versée au 1er trimestre de l'année n : 40% de la subvention de l'année n-1,
- 2ème avance : versée au 2ème trimestre de l'année n : 30% de la subvention de l'année n-1,
- solde de la subvention de l'année n : versé au 3ème trimestre de l'année n : 100% de la subvention de l'année n déduction faite des versements déjà effectués.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire.

Le versement du solde de la subvention de l'année n est subordonné à la production par l'organisme, prioritairement sous format numérique, et au plus tard le 15 juillet de l'année n, des comptes annuels clos et certifiés ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur.

Article 3.6 : Périmètre des dépenses éligibles

Pour toute la durée de la convention, les dépenses subventionnables sont prises en compte par année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Seules les dépenses suivantes afférentes à la formation des effectifs éligibles sont prises en compte dans la subvention régionale de fonctionnement. Elles ne peuvent pas être augmentées sans l'accord exprès de la Région :

- les dépenses de personnel affecté aux centres de formation : personnel pédagogique, documentaliste, administratifs et d'entretien, y compris les frais de personnel non permanent (vacataires sous contrats ou intervenants extérieurs facturés sur honoraires) : chargés liées aux rémunérations, frais de déplacements et de restauration ;
- les charges de location de locaux. Toute modification du périmètre de location des locaux doit être autorisée au préalable par la Région ;

- les charges de fonctionnement et d'entretien courant des locaux. Ces charges peuvent être directes (facturation distincte, individualisée) ou indirectes (calculées selon une clef de répartition). Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires ;
- les frais généraux
- les charges de blanchisserie ;
- les primes d'assurances et les dépenses d'études ;
- les impôts et taxes ;
- l'équipement pédagogique non immobilisé ;
- les charges exceptionnelles ;
- les charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements ou les équipements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région au préalable ;
- les dotations aux amortissements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région, et les dotations aux provisions. Toute augmentation des dotations doit être justifiée et acceptée par la Région au préalable ;
- le cas échéant, pour les formations concernées, les indemnités de stage et de déplacement des élèves en vertu de la réglementation en vigueur ;
- les exonérations ou remboursements de frais d'inscription pour les étudiants boursiers régionaux des formations paramédicales et maïeutiques.

Les autres dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention de fonctionnement. Elles doivent être couvertes par des recettes propres correspondantes et concernent notamment :

- les dépenses de formation continue, apprentissage, validation des acquis de l'expérience (VAE), classes préparatoires, passerelles, parcours partiels, à l'exception des parcours partiels définis par l'arrêté du 21 mai 2014 relatif à la formation des personnes titulaires des baccalauréats professionnels "accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires » entrant en formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture ;
- les frais de sélection et concours : ces frais doivent être couverts par les frais de dossier et d'inscription aux concours (sauf reliquats) ;
- les dépenses de vie étudiante (logement, repas et restauration, crèche, …), la recherche, les dépenses afférentes à l'organisation de colloques et de séminaires (pour les centres de formation adossés à des établissements de santé, ces dépenses ne figurent pas au budget annexe des écoles).

Le financement des immobilisations n'est pas couvert par le champ de la présente convention. En cas de projet d'équipement ou d'investissement même non financé par la Région mais néanmoins relatif aux activités de formation, le centre de formation doit en informer la Région en amont et lui soumettre un plan de financement pluriannuel pour garantir que la réalisation de l'équipement ne met pas en péril l'équilibre du fonctionnement sur les années à venir. La Région doit avoir donné son accord sur le projet pour que les charges liées au projet soient prises en compte.

Les fonds publics (subvention, taxe d'apprentissage …) utilisés pour financer des équipements et des investissements de l'organisme de formation sont amortis au bilan et au compte de résultat dans les mêmes conditions de durée que les équipements ou investissements qu'ils ont financés.

Article 3.7 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 8 mars 2017 jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 5 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région. Elle entraîne l'interruption des recrutements et l'achèvement des formations en cours.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfert les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 6 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 8 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes adoptées par délibération N°CP du .

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(*signature et cachet de l'organisme*)

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional

ANNEXE 1

Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement

Formations paramédicales et maïeutiques

(hors formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture)

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n s'élève à : XXX € répartie comme suit :

- Coulommiers : XXX €
- Marne la Vallée : XXX €
- Meaux : XXX €.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties par domaine comme suit :

- formation en soins infirmiers (niveau II)
- autres formations financées par la Région

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

- ***Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux***

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes, …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement

par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

- ***Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations***

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi depuis 3 mois au minimum, dont le coût de formation n'est pas pris en charge ou partiellement par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires de moins de 3 mois (sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation)
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

- Infirmier à Coulommiers
- Infirmier à Marne-la-Vallée
- Infirmier à Meaux

ANNEXE 1 bis
Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n s'élève à : XXX € répartie comme suit :

- Coulommiers : XXX €
- Meaux : XXX €.

L'objet du financement régional est de réduire les frais de formation à la charge des élèves dont le statut ne permet pas d'être pris en charge par un organisme tiers (étudiants en formation initiale, demandeurs d'emploi, parents isolés, jeunes inscrits en Mission Locale…).

Toute augmentation du financement régional doit être affectée à la réduction de la facturation aux élèves et répartie équitablement entre l'ensemble des effectifs éligibles.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Pour les 2 formations, un même coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

- ***Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux***

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,

- principe de gratuité des coûts pédagogiques pour les formations de niveau V (aide-soignant et auxiliaire de puériculture). Pour les demandeurs d'emploi éligibles, la subvention globale de fonctionnement régionale permet la gratuité de la formation dans le cadre des principes du service public régional de la formation professionnelle définis dans le Code du travail,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

❑ ***Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations***

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi depuis 3 mois au minimum, dont le coût de formation n'est pas pris en charge ou partiellement par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Par exception, les étudiants issus des Baccalauréats professionnels « accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires », et inscrits en parcours partiel tel que défini dans l'arrêté du 21 mai 2014, sont éligibles à la subvention régionale.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires (sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation)
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les passerelles,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

- Aide-soignant à Coulommiers
- Aide-soignant à Meaux
- Auxiliaire de puériculture à Coulommiers
- Auxiliaire de puériculture à Meaux

ANNEXE 2
Documents à présenter à la Région

1. Documents à transmettre pour le calcul de la subvention régionale de l'année n

Le bénéficiaire complète les informations suivantes, demandées par la Région dans le document budgétaire transmis annuellement. Ce document reprend notamment :

- le budget prévisionnel synthétique présenté en année civile,
- le détail des frais de personnel,
- l'état des immobilisations et des amortissements du centre de formation en identifiant les immobilisations financées par la Région et/ou par la taxe d'apprentissage,
- les activités du centre de formation,
- une annexe détaillant les charges indirectes refacturées dans les comptes du bénéficiaire.

Les documents suivants doivent également être transmis :

- la demande officielle de subvention par le centre de formation à la Région pour l'année n, cette notification ouvre la procédure contradictoire régionale,
- le budget prévisionnel présenté en conseil de surveillance, en conseil d'administration ou en assemblée générale,
- les décisions ou délibérations fixant les tarifs facturés aux employeurs et aux étudiants en formation,
- une note de présentation.

Les documents budgétaires doivent être signés par le directeur du centre de formation et par le directeur financier et transmis à la Région dans les délais impartis.

Ces documents doivent parvenir à la Région avant le 31 octobre de l'année n-1.

2. Documents des réalisations à transmettre

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le centre de formation et pour la structure gestionnaire (association, établissement public de santé …) :

- le document « Réalisé n-2 » renseigné pour le centre de formation et présenté en année civile, qui détaille notamment les charges et produits par formation, avant le 31 octobre de l'année n-1,
- les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année n-1,
- les comptes annuels clos certifiés et signés selon la réglementation en vigueur avant le 15 juillet de l'année n : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes, envoyés prioritairement sous format numérique,
- les documents de présentation des comptes clôturés en conseil d'administration, assemblée générale et conseil de surveillance (rapport financier, rapport moral et rapport d'activité),
- les explications complémentaires (justification des variations de postes),
- le cas échéant pour les centres de formation adossés à un établissement public de santé, l'état retraçant les dépenses et les recettes d'investissement réalisées au cours de l'exercice précédent au bénéfice des écoles et instituts de formation prévu à l'article R.6145-61 du code de la santé publique,
- le cas échéant, le rapport général et spécial du commissaire au compte,
- le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles du livre III de la 6ème partie du code du travail,

Tout au long de l'année, le bénéficiaire s'engage à envoyer les procès-verbaux des conseils de surveillance ou des conseils d'administration.

3. Rappel des règles de certification des comptes annuels

Les comptes annuels doivent être certifiés ou signés :

- par le directeur du centre hospitalier (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature régulière) si le centre de formation est adossé à une structure hospitalière (en cas de budget annexe au budget principal de l'établissement public hospitalier tel que défini par le code de la santé publique relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant des établissements publics de santé et modifiant le code la santé publique) ;
- par le président de l'organisme (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature) ou, en cas de sociétés commerciales par le mandataire social, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est inférieur à 15 245 € ;
- par un expert-comptable, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celles de la Région est comprise entre 15 245 € et 76 225 € ;
- par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est supérieur à 76 225 € et si l'organisme dispose d'un commissaire aux comptes, quel que soit le montant de la subvention ;
- par le comptable public pour les centres de formation rattachés à un établissement public de santé.

ANNEXE 3
Rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6ème partie du code du travail, décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002.

Le comptable assignataire de l'ASP est son agent comptable, 2 rue du Maupas – 87040 Limoges Cedex 1.

2. Pour les formations de niveau III et supérieurs

Le dispositif consiste en une prise en charge de rémunération en relais de l'Allocation Retour à l'Emploi Formation (AREF) ou de l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

A leur entrée en 2ème ou 3ème année de formation ou en spécialisation :

- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation de l'AREF/ARE versée par Pôle emploi,
- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation d'une allocation de substitution, telle l'allocation pour perte d'emploi dans le secteur public.

b. Public non éligible

- les stagiaires inscrits en première année de formation,
- les demandeurs d'emploi non indemnisés à l'entrée en formation,
- les étudiants sortis du système scolaire depuis moins d'un an,
- les agents publics et les salariés du secteur privé,
- les salariés bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

c. Durée de prise en charge régionale

- éligibilité à partir de la 2ème année de formation (sauf pour les spécialisations sur un an),
- démarrage à la date d'expiration complète des droits à indemnisation par Pôle emploi (ou régime de substitution),
- couverture de la totalité de la formation (reconduction automatique de la prise en charge d'un stagiaire jusqu'à la fin de sa formation ne nécessitant pas de nouvelle demande pour la deuxième année de rémunération),
- durée maximum de 21 mois, à l'exception du diplôme d'Etat sage-femme,
- durée de prise en charge calculée en mois stagiaires en vertu du tableau ci-après :

Désignation de la formation	Durée totale en année	Durée rémunérable en mois par année de formation
Diplôme d'Etat Infirmier	3	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5
Diplôme d'Etat masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute	3	2ème année : 10,5 3ème année : 9
Diplôme d'Etat sage-femme	4	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5 4ème année : 8,5
Diplôme d'Etat technicien d'analyses médicales	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat de manipulateur en électroradiologie médicale	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat pédicure-podologue	3	2ème année : 10 3ème année : 10
Diplôme d'Etat puéricultrice	1	Spécialisation : 10,5
Diplôme d'Etat d'infirmier bloc opératoire	1	Spécialisation : 9

d. Procédure et obligations des centres de formation

Le centre de formation fait une demande de prise en charge à la Région :

- via le formulaire régional intitulé « demande de prise en charge au titre de la rémunération professionnelle pour les stagiaires demandeurs d'emploi en formation de niveaux IV, III et II dans les secteurs sanitaire et social »,
- ce formulaire précise pour chaque stagiaire notamment :
  - les dates d'entrée et de sortie de formation,
  - la date de fin des droits à indemnisation (AREF/ARE, allocation de substitution),
  - il doit être accompagné de(s) la(es) copie(s) de notification(s) de Pôle emploi indiquant la nature de l'allocation chômage perçue, la date de fin de droits à indemnisation et la qualité de demandeur d'emploi.

La collecte des informations et des documents nécessaires à l'instruction de la Région auprès des stagiaires ainsi que l'envoi du formulaire complété sont assurés par le centre de formation.

A la réception de la demande, la Région complète le document. L'accord de la Région sur ce formulaire vaut agrément de rémunération.

L'agrément de rémunération est ensuite transmis par la Région au centre de formation et à l'ASP, service payeur de la rémunération professionnelle et des aides aux stagiaires (protection sociale, forfaits hébergement et transport).

A réception d'un accord de prise en charge, le centre de formation remet un dossier de *« Demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle »* préalablement obtenu auprès de l'ASP, aux stagiaire(s) concerné(s).

Le centre de formation renvoie l'ensemble des documents dûment complétés à la délégation régionale Ile-de-France de l'ASP dont il relève, dans les délais impartis. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, etc.) par les services rémunération de l'ASP en lien notamment avec son site REMUNET.

3. Pour les formations d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture

Le dispositif ouvre droit à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle correspondant au public éligible précisé ci-dessous, sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents un mois après la rentrée, sont éligibles à l'attribution d'une rémunération de la formation professionnelle:

- les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis 3 mois au minimum non indemnisés avant l'entrée en formation et non démissionnaires excepté pour les bénéficiaires de contrats aidés avant l'entrée en formation,
- les stagiaires bénéficiant d'une prise en charge du Pôle emploi (AREF) mais dont les droits ne couvrent pas la durée totale de la formation (rémunération prise de relais),
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les bénéficiaires du RSA.

b. Public non éligible

- les salariés des secteurs public et privé ou bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité,
- les démissionnaires (excepté pour les contrats aidés),
- les apprentis, les passerelles et les VAE,
- les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une rémunération de Pôle emploi sur la durée totale de la formation.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

c. Procédure et obligation des centres de formation

1. La Région établit pour 3 ans (en lien avec la durée de la convention triennale), les agréments de rémunération pour les formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture.
2. La Région adresse au centre de formation ainsi qu'à l'ASP l'agrément de rémunération triennal.
3. Le centre de formation retire les dossiers de « demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle » directement auprès de la Délégation Régionale Ile-de-France de l'ASP dont il relève :
   - site de Montreuil : pour les départements 75 – 91 – 92 – 94
   - site de Cergy-Pontoise : pour les départements 77 – 78 – 93 - 95
4. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services rémunération de l'ASP (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans REMUNET, etc.).

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 15-390-014-E
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXXXX,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Grand Hôpital de l'Est Francilien
dont le siège social est situé 6-8 rue Saint-Fiacre BP 218 – 77104 Meaux Cedex,
portant le n° SIRET : 200 063 4771 00018
représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Un nouvel établissement public de santé, le Grand Hôpital de l'Est Francilien, a été créé le 1er janvier 2017, par fusion des trois centres hospitaliers suivants : Meaux, Marne-la-Vallée et Coulommiers.

Par délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015, une subvention d'un montant de 23 289 € a été accordée au Centre Hospitalier de Meaux dans le cadre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique ».

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Décide de transférer au Grand Hôpital de l'Est Francilien la subvention d'équipement d'un montant de 23 289 €, attribuée au Centre Hospitalier de Meaux par délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015 (dossier IRIS : EX009511) pour financer l'acquisition d'un logiciel de gestion des données administratives et pédagogiques des étudiants de l'IFSI de Meaux.

Précise que la convention d'objectifs et de moyens n° 17-002-P, adoptée par délibération n° CP 17-XXX du 8 mars 2017, vient se substituer à la convention d'objectifs et de moyens n° 15-022-014-P visée dans le préambule de la convention n° 15-390-014-E.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 8 mars 2017.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° 15-390-014-E et le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,
Le Grand Hôpital de l'Est Francilien

Le

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 15-390-015-E
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXX,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Grand Hôpital de l'Est Francilien
dont le siège social est situé 6-8 rue Saint-Fiacre BP 218 – 77104 Meaux Cedex,
portant le n° SIRET : 200 063 4771 00018
représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Un nouvel établissement public de santé, le Grand Hôpital de l'Est Francilien, a été créé le 1er janvier 2017, par fusion des trois centres hospitaliers suivants : Meaux, Marne-la-Vallée et Coulommiers.

Par délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015, une subvention d'un montant de 19 414,10 € a été accordée au Centre Hospitalier de Meaux dans le cadre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique ».

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Décide de transférer au Grand Hôpital de l'Est Francilien la subvention d'équipement d'un montant de 19 414,10 €, attribuée au Centre Hospitalier de Meaux par délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015 (dossier IRIS : EX009512) pour financer le réaménagement d'une partie du 2ème étage du bâtiment Pierris 2 de l'IFSI de Meaux.

Précise que la convention d'objectifs et de moyens n° 17-002-P, adoptée par délibération n° CP 17-XXX du 8 mars 2017, vient se substituer à la convention d'objectifs et de moyens n° 15-022-014-P visée dans le préambule de la convention n° 15-390-015-E.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 8 mars 2017.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° 15-390-015-E et le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,
Le Grand Hôpital de l'Est Francilien

Le

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 15-390-016-E
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXX,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Grand Hôpital de l'Est Francilien
dont le siège social est situé 6-8 rue Saint-Fiacre BP 218 – 77104 Meaux Cedex,
portant le n° SIRET : 200 063 4771 00018
représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Un nouvel établissement public de santé, le Grand Hôpital de l'Est Francilien, a été créé le 1er janvier 2017, par fusion des trois centres hospitaliers suivants : Meaux, Marne-la-Vallée et Coulommiers.

Par délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015, une subvention d'un montant de 27 471,73 € a été accordée au Centre Hospitalier de Marne-la Vallée dans le cadre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique ».

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Décide de transférer au Grand Hôpital de l'Est Francilien la subvention d'équipement d'un montant de 27 471,73 €, attribuée au Centre Hospitalier de Marne-la Vallée par délibération n° CP 15-390 du 9 juillet 2015 (dossier IRIS : EX009514) pour financer l'acquisition d'un logiciel de gestion des données administratives et pédagogiques des étudiants de l'IFSI de Serris.

Précise que la convention d'objectifs et de moyens n° 17-002-P, adoptée par délibération n° CP 17-XXX du 8 mars 2017, vient se substituer à la convention d'objectifs et de moyens n° 15-022-013-P visée dans le préambule de la convention n° 15-390-016-E.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 8 mars 2017.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° 15-390-016-E et le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,
Le Grand Hôpital de l'Est Francilien

Le

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 16-250-010
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXX,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Grand Hôpital de l'Est Francilien
dont le siège social est situé 6-8 rue Saint-Fiacre BP 218 – 77104 Meaux Cedex,
portant le n° SIRET : 200 063 4771 00018
représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Un nouvel établissement public de santé, le Grand Hôpital de l'Est Francilien, a été créé le 1er janvier 2017, par fusion des trois centres hospitaliers suivants : Meaux, Marne-la-Vallée et Coulommiers.

Par délibération n° CP 16-250 du 12 juillet 2016, une subvention d'un montant de 22 912 € a été accordée au Centre Hospitalier de Coulommiers dans le cadre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique ».

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Décide de transférer au Grand Hôpital de l'Est Francilien la subvention d'équipement d'un montant de 22 912 €, attribuée au Centre Hospitalier de Coulommiers par délibération n° CP 16-250 du 12 juillet 2016 (dossier IRIS : EX012161) pour financer l'acquisition d'un logiciel de gestion des données administratives et pédagogiques des étudiants de l'IFSI de Coulommiers.

Précise que la convention d'objectifs et de moyens n° 17-002-P, adoptée par délibération n° CP 17-XXX du 8 mars 2017, vient se substituer à la convention d'objectifs et de moyens n° 15-022-010-P visée dans le préambule de la convention n° 16-250-010.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 8 mars 2017.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale n° 16-250-010 et le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,
Le Grand Hôpital de l'Est Francilien

Le

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 15-022-015-S

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXX,
ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

L'Institut Supérieur Clorivière
119, boulevard Diderot
75012 - PARIS
dont le statut juridique est : association loi de 1901.
dont le n° SIRET est : 419 684 725 00023
ayant pour représentant Monsieur François de TRUCHIS, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Deux associations, l'Institut de Formation Clorivière et l'Institut Supérieur Clorivière cohabitaient au sein des mêmes locaux, au 119 boulevard Diderot dans le 12ème arrondissement de Paris.

Les activités actuelles de l'Institut de Formation Clorivière étaient les suivantes :
- Classe de CESF, financée par la Région
- Classes de BTS par apprentissage « Technico-Commercial, option Vins et Spiritueux »
- Classe préparatoire au BTS ESF (privée)
- Classe préparatoire au BTS Tourisme (privée).

Les activités actuelles de l'Institut Supérieur Clorivière, sous contrat avec le Ministère de l'Education Nationale, étaient les suivantes :
- Classe de CESF
- Classes de BTS ESF
- Classes de BTS Tourisme
- Classes d'Assistant Manager.

Pour des raisons de simplification des structures et d'économie, les deux associations ont été fusionnées au 1er septembre 2016, date du début de l'année scolaire 2016-2017, dans le cadre d'une fusion-absorption de l'Institut de Formation Clorivière (IFC) par l'Institut Supérieur Clorivière (ISC).

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Décide de transférer la convention d'objectifs et de moyens N° 15-022-015-S approuvée par délibération n° CP 15-022 du 29 janvier 2015 de l'Institut de Formation Clorivière à l'Institut Supérieur Clorivière.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 8 mars 2017.
Il prend fin le 31 décembre 2017 conformément à l'article 4 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale et ses avenants ainsi que le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant,

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION

Avenant de transfert n° 1 à la convention n°16FCSS95026

Relatif au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue

La Région Ile-de-France
Dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 17-
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le GRETA du VAL D'OISE – Lycée polyvalent Gustave Monod
Statut juridique : EPLE
Adresse du siège social : 71 avenue de ceinture – 95880 Enghien-les-Bains
Représenté par :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part ,

PREAMBULE

Par arrêté du recteur de l'académie de Versailles du 9 décembre 2016, la carte des groupements d'établissements (GRETA) du Val d'Oise a été modifiée. Ainsi, au 1er janvier 2017, est créé dans le département du Val d'Oise, un GRETA dénommé « GRETA du Val d'Oise » qui regroupe les anciens GRETA Ouest Val d'Oise et Val de France.
Le lycée polyvalent Gustave Monod est l'établissement support du GRETA du Val d'Oise.

Article 1 : OBJET DE L'AVENANT

La Région prend acte, par le présent avenant, du transfert des activités du GRETA Ouest Val d'Oise, signataire de la convention initiale n°16FCSS095026 avec la Région, au GRETA du Val d'Oise.

Article 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 8 mars 2017.

Article 3 :
Toutes les autres clauses de la convention n° 16FCSSO95026 non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux

Le	Le
Pour le bénéficiaire, Le GRETA du Val d'Oise	Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-128

DU 8 mars 2017

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE REGIONALE

EN MATIERE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES EN 2017

GRAND FROID

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;
VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 portant approbation de conventions-type et annexe-type relatives à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;
VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017
VU la commission de la Famille, de l'Action Sociale et du Handicap
VU la commission des Finances
VU le rapport CP 2017-128 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **138 898 €** au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement :
- pour les subventions inférieures ou égales à 23.000 euros, au respect, par les bénéficiaires, de l'annexe financière adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

- pour les subventions supérieures à 23.000 euros, à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **138 898 €** disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 2 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de toutes les subventions présentées dans ce rapport à compter du premier janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-128	Budget	2017

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200304 - Fonds régional de solidarité et soutien aux familles**

Dispositif : N° 00000716 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Dossier	17003479 - Episode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis			
Bénéficiaire	R23157 - RESTAUS DU COEUR LES RELAIS COEUR PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	TTC	50 %	17 500,00 €	

Dossier	17003480 - Episode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis			
Bénéficiaire	R15626 - EMMAUS SOLIDARITE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 625,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 250,00 €	TTC	50 %	23 625,00 €	

Dossier	17003481 - Episode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis			
Bénéficiaire	R15647 - BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	50 %	5 000,00 €	

Dossier	17003482 - Episode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis			
Bénéficiaire	R35182 - SPF-IDF CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 773,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 546,00 €	TTC	50 %	15 773,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-128	Budget	2017

Dossier	17003483 - Episode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis			
Bénéficiaire	R10191 - CRF CROIX ROUGE FRANCAISE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	50 %	22 500,00 €	

Dossier	17003485 - Episode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis			
Bénéficiaire	R9072 - SAMU SOCIAL PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	50 %	35 000,00 €	

Dossier	17003486 - Episode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis			
Bénéficiaire	R17224 - FONDATION DE L ARMEE DU SALUT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 000,00 €	TTC	50 %	19 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000716 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	138 898,00 €

Total sur l'imputation 934 - 42 - 142003 - 14200304	138 898,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003485

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPISODE DE GRAND FROID DEBUT 2017 : AIDE SUPPLEMENTAIRE D'URGENCE AUX FRANCILIENS DEMUNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 €	50,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-65738-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAMU SOCIAL PARIS
Adresse administrative : 35 AVENUE COURTELINE
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Eric PLIEZ, Président

N° SIRET : 18750901300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : épisode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au froid exceptionnel début 2017.

Description :
Pour faire suite à la mobilisation financière de la Région Île-de-France visant à soutenir les acteurs de lutte contre l'exclusion face à la vague de grand froid, le présent projet recense les moyens supplémentaires à mobiliser et les besoins matériels (duvets, vêtements chauds) à renforcer.

Les équipes du 115 ont été particulièrement mobilisées par cet épisode météo. Elles ont donc été renforcées pour améliorer le nombre d'appels décrochés et traiter les signalements.
Par rapport au fonctionnement hivernal courant, durant la semaine précédant le 20 janvier, plus de 150 heures additionnelles ont été allouées avec 13 écoutants en début de soirée, contre 10 en temps normal. Le nombre d'appels décrochés est passé à 1600-1700 appels par jour contre 1200 appels par jour

habituellement. Le nombre de signalements est passé de 50 à plus de 500, nécessitant leur traitement par les équipes du 115 afin d'assurer leur relais auprès des équipes de maraudes. Le nombre de personnes rencontrées chaque nuit s'est considérablement accru (450 personnes rencontrées chaque nuit, contre 200 en moyenne au mois de décembre par exemple).

La mobilisation des équipes du Samusocial a été forte : retours de congés, congés décalés, heures supplémentaires, vacations additionnelles ont permis de pourvoir les postes d'écoutants. Les régulateurs en soirée ont été doublés pour encadrer l'activité. L'équipe d'encadrement (direction, coordination) s'est également fortement mobilisée sur le plan opérationnel.

A ces renforts d'équipes s'ajoutent les moyens additionnels matériels : la consommation de duvets au début de mois de janvier est de plus de 600, elle a doublé pendant la première quinzaine de janvier, (outre ceux distribués dans le site de l'accueil de jour). la subvention permettra de racheter un stock de 1500 unités pour intensifier les distributions et reconstituer le stock.
Il convient également d'intensifier les distributions de vêtements chauds, avec la mise à disposition de 300 kits comportant polaires, chaussettes, bonnets, gants et couverture de survie, le don de thermos individuels permettant de garder une boisson chaude quelques heures.

Moyens mis en œuvre :
La subvention porte sur les moyens matériels définis ci-dessus.

Intérêt régional : Contribution au soutien exceptionnel au public francilien le plus démuni.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants pour un minimum de 2 mois, dans un délai qui pourra dépasser celui nécessaire à la demande de solde.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Duvets, kits vêtements chauds, thermos et divers	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	35 000,00	50,00%
Etat, DRHIL	31 000,00	44,29%
Paris, DASES	4 000,00	5,71%
Total	70 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 823,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	821 417,30 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	18 147,58 €
	Montant total	861 387,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003479

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPISODE DE GRAND FROID DEBUT 2017 : AIDE SUPPLEMENTAIRE D'URGENCE AUX FRANCILIENS DEMUNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	35 000,00 €	50,00 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAUS DU COEUR LES RELAIS COEUR PARIS
Adresse administrative : 4 CITE HAUTEVILLE 75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine BOUR, Président

Date de publication au JO : 20 mars 1999

N° SIRET : 42334329200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : épisode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée au froid exceptionnel début 2017

Description :
Dans le cadre de l'épisode grand froid, les Restos du coeur renforcent leur action dans les 5 départements (75,92,93,94,95) où leurs bénévoles assurent la distribution de repas chauds pour les gens de la rue.
L'association envisage une augmentation de 500 repas par jour jusqu'à la fin de l'hiver, soit 30 000 repas.
En outre, l'association fournit également la distribution des denrées alimentaires auprès des dispositifs d'hébergement d'urgence qui lui en font la demande.

La subvention régionale porte sur la période grand froid.

Moyens mis en œuvre :
denrées alimentaires, autres frais matériels pour repas chauds

Intérêt régional : Contribution au soutien exceptionnel au public francilien le plus démuni.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant pour un minimum de 2 mois, dans un délai qui pourra dépasser celui nécessaire à la demande de solde.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Produits alimentaires pour repas chauds	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	17 500,00	50,00%
Fonds propres : dons...	17 500,00	50,00%
Total	35 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	8 640,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	214 290,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles	61 576,00 €

	demandeuses d'asile et les réfugiés	
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	17 550,00 €
	Montant total	402 056,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003480

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPISODE DE GRAND FROID DEBUT 2017 : AIDE SUPPLEMENTAIRE D'URGENCE AUX FRANCILIENS DEMUNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	47 250,00 €	50,00 %	23 625,00 €
	Montant Total de la subvention		23 625,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS SOLIDARITE
Adresse administrative : 32 RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul DUPREZ, Président

Date de publication au JO : 17 mars 1954

N° SIRET : 31723624800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : épisode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée au froid exceptionnel debut 2017

Description :
L'association gère en France 60 centres d'hébergement et 10 accueils de jour ; 4 équipes de maraude circulent à la rencontre des personnes dans la rue. Au moment du grand froid, l'association a renforcé sa réponse aux personnes en détresse, en acquérant des lits picots, des radiateurs supplémentaires ; elle a eu aussi besoin d'autres vêtements et effets chauds pour les franciliens, la subvention porte sur les dépenses de ce dernier type.

Moyens mis en œuvre :

duvets, sous vetements, chaussettes, polaires, blousons, et autres vetements ou chaussures chauds.

Intérêt régional : Contribution au soutien exceptionnel au public francilien le plus démuni.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant pour un minimum de 2 mois, dans un délai qui pourra dépasser celui nécessaire à la demande de solde.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
duvets, vetements et divers chauds	47 250,00	100,00%
Total	47 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 625,00	50,00%
Etat DRHIL	22 000,00	46,56%
Fonds propres : dons..	1 625,00	3,44%
Total	47 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 625,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	3 400,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	37 795,80 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	1 500,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	14 998,09 €
2014	Soutien aux associations contribuant à la mise en oeuvre du droit au logement	9 500,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du	2 100,00 €

	voyage (CR46-14)	
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 876 237,80 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	18 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	6 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	105 410,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d’aide aux familles	19 400,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	2 124 341,69 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003481

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPISODE DE GRAND FROID DEBUT 2017 : AIDE SUPPLEMENTAIRE D'URGENCE AUX FRANCILIENS DEMUNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 15 AVENUE JEANNE D'ARC 94117 ARCUEIL CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE RUBAN, Président

Date de publication au JO : 1 janvier 2001

N° SIRET : 34473197100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : épisode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au froid exceptionnel début 2017.

Description :
Lors de cet épisode de grand froid, la Banque alimentaire est sollicitée par les associations pour la distribution de ses produits habituels et de produits particuliers que sont en premier lieu les soupes individuelles lyophilisées et les barres de céréales.

Moyens mis en œuvre :
Produits alimentaires, notamment produits énergétiques, boissons chaudes et fruits sources de vitamine C.

Intérêt régional : Contribution au soutien exceptionnel au public francilien le plus démuni.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant pour un minimum de 2 mois, dans un délai qui pourra dépasser celui nécessaire à la demande de solde.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Produits alimentaires	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	5 000,00	50,00%
Etat, ministère de l'agriculture	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	160 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	74 132,00 €

	Montant total	274 132,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003482

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPISODE DE GRAND FROID DEBUT 2017 : AIDE SUPPLEMENTAIRE D'URGENCE AUX FRANCILIENS DEMUNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	31 546,00 €	50,00 %	15 773,00 €
	Montant Total de la subvention		15 773,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPF-IDF CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis DURAND-DROUHIN, Président

Date de publication au JO : 19 mars 1980

N° SIRET : 47997194700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : épisode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au froid exceptionnel début 2017.

Description :
Le SPF tient des permanences pour l'aide alimentaire et autre, notamment dans le 75, 92 et 93.

Il maintient ouvertes à Paris entre 12h et 14h ses permanences pendant la période de grand froid.

Il a également obtenu de grands fabricants des bases pour boissons chaudes.

La subvention est orientée vers l'achat de petit matériel.

Moyens mis en œuvre :
Distribution de matériel : vêtements et duvets chauds, percolateurs, thermos et divers.

Intérêt régional : Contribution au soutien exceptionnel au public francilien le plus démuni.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant pour un minimum de 2 mois, dans un délai qui pourra dépasser celui nécessaire à la demande de solde.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Petit matériel	31 546,00	100,00%
Total	31 546,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 773,00	50,00%
fonds propres : dons,...	15 773,00	50,00%
Total	31 546,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 773,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	168 756,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	45 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2014	Soutien aux associations contribuant à la mise en oeuvre du droit au	7 140,00 €

	logement	
2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	226 080,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	145 000,00 €
2016	Aide à la reconstruction - Investissement	55 117,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	160 000,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	245 000,00 €
	Montant total	1 152 093,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003483

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPISODE DE GRAND FROID DEBUT 2017 : AIDE SUPPLEMENTAIRE D'URGENCE AUX FRANCILIENS DEMUNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	45 000,00 €	50,00 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative : 98 RUE DIDOT
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques ELEDJAM, Président

Date de publication au JO : 27 avril 1945

N° SIRET : 77567227221138

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : épisode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au froid exceptionnel début 2017.

Description :
Pour cet épisode de froid, 8 abris de nuit supplémentaires, soit 182 places, ont été ouverts sur le territoire francilien ; les équipes maraudes ont été renforcées, avec 5 équipes de maraudes salariées en plus et près de 25 maraudes bénévoles hebdomadaires supplémentaires sur les huit départements franciliens.

De plus, la Croix-Rouge Française, dans la région a également apporté un renfort logistique et matériel (lits picots, duvets, …) à la DRIHL et à certaines communes.
Plus concrètement, sur l'organisation, une régulation nationale coordonne l'ensemble des dispositifs

déployés, ce qui permet de mobiliser des ressources et des équipements d'autres territoires au besoin, et donc d'avoir une réponse la plus adéquate possible.

La subvention est centrée sur les besoins en petit matériel.

Moyens mis en œuvre :
Matériels : duvets, vêtements chauds (bonnets, gants, écharpes…), alimentation, essence et divers.

Intérêt régional : Contribution au soutien exceptionnel au public francilien le plus démuni.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant pour un minimum de 2 mois, dans un délai qui pourra dépasser celui nécessaire à la demande de solde.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels divers chauds, alimentation, essence	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 500,00	50,00%
Fonds propres	22 500,00	50,00%
Total	45 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	297 800,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	3 376 135,00 €
2014	Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement)	50 000,00 €

2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2014	Solidarité internationale - Investissement	14 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	176 168,00 €
2015	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	22 687,45 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	206 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	3 577 935,00 €
2015	Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	50 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2015	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	20 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	80 000,00 €
2016	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	36 176,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	4 030 695,00 €
2016	Politique énergie climat	4 732,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	2 821 487,00 €
	Montant total	14 963 815,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003486

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : EPISODE DE GRAND FROID DEBUT 2017 : AIDE SUPPLEMENTAIRE D'URGENCE AUX FRANCILIENS DEMUNIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	39 000,00 €	50,00 %	19 500,00 €
	Montant Total de la subvention		19 500,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DE L ARMEE DU SALUT
Adresse administrative : 60 RUE DES FRERES FLAVIEN
75020 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Daniel NAUD, Président

Date de publication au JO : 1 janvier 2001

N° SIRET : 43196860100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : épisode de grand froid début 2017 : aide supplémentaire d'urgence aux Franciliens démunis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au froid exceptionnel début 2017.

Description :
Les differents établissements de la Fondation de l'Armée du Salut se mobilisent particulièrement pour l'accueil hivernal.
Dans ce but, ils ont évalué leurs besoins, en termes de petit matériel et de frais médicaux.

Moyens mis en œuvre :
- frais médicaux et kits médicaux d'urgence
- matériels : kits d'accueil (kits d'hygiène, serviettes de toilette, sous-vêtements,...), habits (manteaux,

pulls, pantalons, chaussures,...) et divers dont couvertures ou duvets, draps jetables, lits picots ou d'appoint, paravents, petit mobilier dont rangements et coffres pour sécuriser les documents, percolateurs, thermos,...

Intérêt régional : Contribution au soutien exceptionnel au public francilien le plus démuni.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant pour un minimum de 2 mois, dans un délai qui pourra dépasser celui nécessaire à la demande de solde.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Kits et frais médicaux	3 000,00	7,69%
Matériel : vêtements, kits d'hygiène, petit équipement d'hébergement,...	36 000,00	92,31%
Total	39 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	19 500,00	50,00%
Fonds propres : dons...	19 500,00	50,00%
Total	39 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	100 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	57 000,00 €
	Montant total	257 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-116

Du 8 Mars 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ILE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 02-06 du 30 Juin 2006 relative au dispositif cadre « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France », modifiée par la délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 86-15 du 24 Septembre 2015 relative à la l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, constitution du Groupement d'Intérêt Public « Paris 2024 » et adhésion de la Région ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 approuvant les délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 02-16 du 21 janvier 2016 portant ouverture d'autorisations de programme et d'engagement prise en application de l'article 133 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 ayant supprimé les critères de modulation issus de la délibération n° CR 92-11 pour le calcul des subventions ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France » (1ère partie) ;

VU La délibération n° CP 11-608 du 7 juillet 2011 relative à l'approbation de la nouvelle convention cadre, à l'approbation des programmes d'intervention des ligues, comités et fédérations et à l'affectation d'autorisations d'engagement 2011 ;

VU La délibération n° CP 15-549 du 8 octobre 2015 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et pour le contrôle du service fait pour les actions éligibles au fonds social européen ;

VU La délibération n° CP 16-185 du 18 mai 2016 relative à l'approbation des conventions type modifiées « Terrains synthétiques de grands jeux », « Plan Piscines Régional » et « Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap »;

VU La délibération n° CP 16-187 du 18 mai 2016 relative à l'affectation de subventions 2016 des conventions pluriannuelles 2013-2016 dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France et à l'approbation de l'avenant type à la convention relatif aux « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CP 16-188 du 18 Mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 16-245 du 15 juin 2016 relative à l'affectation de subventions 2016 des conventions pluriannuelles 2013-2016 dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-571 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention type du dispositif « Aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées » et à l'attribution d'autorisations de programme dans le cadre du dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » ;

VU Le marché n° 1200391 notifié à la société REV & SENS SAS le 28 mars 2013 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU Le rapport CP 2017-116 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, des Loisirs et de la Jeunesse ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Affecte une autorisation d'engagement de **220 000 €** sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », au titre du programme HP 32-002 « développement de la pratique sportive » et du code action 13200202 « aide au déplacement des jeunes sportifs » du budget 2017, dans le cadre du dispositif chèque tranSport.

Article 2 : Programme HP 32-003 « Evénements sportifs »

Décide au titre de la Promotion du sport, de financer le concours de la Région au fonctionnement du « GIP Paris 2024 » qui a pour objet de conduire la candidature de la ville de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, conformément au rapport CR 86-15 du 24 septembre 2015 qui a approuvé l'adhésion de la Région, en tant que membre fondateur, au GIP « Paris 2024 ».

Affecte une autorisation d'engagement de **4 000 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP 32-003 « Evénements sportifs », action 13200306 « Candidature JOP Paris 2024 » du budget 2017.

Article 3 : Programme HP 32-003 « Evénements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » de participer au financement des **2** projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum est déterminé conformément au règlement d'intervention cadre annexé à la délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-188 de la commission permanente du 18 Mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **8 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées à l'article 1 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
17003355	Union sportive de Ris Orangis	Coupe d'Europe féminine de Roller Hockey 2017	04/11/2016
17003356	Tournoi national de Floorball 2017	Festival Brunoy Vintage 2017	29/12/2016

Article 5 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées » au financement des **3** projets détaillés en annexe 2 (fiche projet) par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **904 168,24 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-571 de la commission permanente du 16 Novembre 2016, et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **904 168,24 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens » (13200106) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées à l'article 1 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
17002344	Commune de Saint-Maur-des-Fossés (94)	Reconstruction du centre Gilbert Noël	01/02/2017

Article 7 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature du nouveau modèle de convention figurant en annexe n° 3 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200101 « Equipements sportifs de niveau régional » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 8 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs de proximité » (Terrains synthétiques de grands jeux) au financement des 2 projets détaillés en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de **214 507,27 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-185 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **214 507,27 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200110 « Equipements sportifs de proximité » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 9 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Affecte une autorisation de programme de **600 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200105 « CREPS d'Ile-de-France » du budget 2017.

Article 10 :

Approuve l'avenant, présenté en annexe n° 4 de la présente délibération, qui intègre les mentions relatives au dispositif « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », pour les **4** fiches projet approuvées dans la délibération n° CP 16-571 du 16 novembre 2016, dans le cadre du dispositif « Equipements sportifs d'Intérêt régional ».

Subordonne le versement des subventions à la signature de cet avenant et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 11 :

Approuve l'avenant présenté en annexe n° 5 de la présente délibération, qui intègre les nouvelles modalités de versement des subventions destinées à tous les bénéficiaires du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ».

Subordonne le versement des subventions à la signature de cet avenant et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 12 :

Accorde aux **8** bénéficiaires identifiés par les annexes pédagogiques et financières jointes à l'annexe n° 6 de la présente délibération, une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires dans le cadre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France », et cela uniquement pour les aides financières accordées en 2016.

Subordonne le versement des subventions à la signature de ces annexes pédagogiques et financières et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 13 :

Approuve La convention tripartite présentée en annexe n° 7 de la présente délibération, entre la Région, le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif Français) et des radios locales afin de permettre la diffusion d'informations, la couverture médiatique des manifestations sportives et la réalisation de reportages.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer cette convention tripartite.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-116	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200101 - Équipements sportifs de niveau régional**

Dispositif : N° 00000036 - Equipements sportifs d'intérêt régional

Dossier	17002586 - District 93 de football : Construction du siège du district et salles de formation à La Courneuve			
Bénéficiaire	P0027264 - DISTRICT DE LA SEINE ST-DENIS			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
334 284,79 €	HT	29,91 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000036 - Equipements sportifs d'intérêt régional	100 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200101	100 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200106 - Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens**

Dispositif : N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées

Dossier	17002344 - Saint-Maur-des-Fossés - Reconstruction du centre sportif Gilbert Noel			
Bénéficiaire	R29 - COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	789 600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 974 000,00 €	HT	40 %	789 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-116	Budget	2017

Dossier	17002345 - Montgeron - Rénovation de la piste d'athlétisme du stade Pierre de Coubertin			
Bénéficiaire	R1166 - COMMUNE DE MONTGERON MAIRIE			
Localisation	MONTGERON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 427,10 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 271,00 €	HT	10 %	28 427,10 €	

Dossier	17002742 - La Celle Saint-Cloud - Création d'un terrain synthétique au stade LR Duchesne			
Bénéficiaire	R538 - COMMUNE DE LA CELLE SAINT CLOUD			
Localisation	LA CELLE-SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	86 141,14 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
574 274,28 €	HT	15 %	86 141,14 €	

Total sur le dispositif N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	904 168,24 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200106	904 168,24 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200110 - Equipements sportifs de proximité**

Dispositif : N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux

Dossier	EX010720 - ORSAY : Réalisation d'un terrain synthétique de rugby			
Bénéficiaire	R1178 - COMMUNE D'ORSAY			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	98 212,27 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
654 748,44 €	HT	15 %	98 212,27 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-116	Budget	2017

Dossier	EX014223 - CRECY LA CHAPELLE : Création d'un terrain synthétique / Stade Perichon			
Bénéficiaire	EXM00743 - CRECY LA CHAPELLE			
Localisation	CRECY-LA-CHAPELLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	116 295,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
775 300,00 €	HT	15 %	116 295,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux	214 507,27 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200110	214 507,27 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132003 - Événements sportifs**
Action	**13200301 - Soutien aux évènements sportifs**

Dispositif : N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France

Dossier	17003355 - COUPE D'EUROPE FEMININE DE ROLLER HOCKEY 2017			
Bénéficiaire	P0028029 - UNION SPORTIVE DE RIS ORANGIS			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 100,00 €	TTC	16,08 %	5 000,00 €	

Dossier	17003356 - TOURNOI NATIONAL DE FLOORBALL 2017 - FESTIVAL VINTAGE DE BRUNOY			
Bénéficiaire	P0036334 - BRUNOY FLOORBALL			
Localisation	BRUNOY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 750,00 €	TTC	17,91 %	3 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132003 - 13200301	8 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

Dispositif « Soutien aux évènements sportifs se déroulant en Ile-de-France »

Dispositif « Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées »

Dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional (ESIR)

Dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux »

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003355

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : COUPE D'EUROPE FEMININE DE ROLLER HOCKEY 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	31 100,00 €	16,08 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION SPORTIVE DE RIS ORANGIS
Adresse administrative : 60 RUE ALBERT REMY
91130 RIS-ORANGIS

Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ELISE BESSON, Présidente

Date de publication au JO : 5 octobre 1945

N° SIRET : 34225170900024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011 (le dossier a été déposé complet avant le 01/01/2017)

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Délivrance des titres de champions d'Europe.
- Encourager la pratique de cette discipline en Ile-de-France.
- Permettre aux athlètes français de se confronter à des compétiteurs internationaux.

Description :
L'Union Sportive de Ris-Orangis (USRO) va organiser la Coupe d'Europe féminine de Roller Hockey du 28 avril au 30 avril 2017, dans le Hall J.Trévisan à Ris-Orangis.
C'est la 1ère fois que cette Coupe d'Europe féminine de roller hockey se déroule en France.

Cette opération va mobiliser de nombreux bénévoles pour accueillir les 8 équipes européennes qui ont été sollicitées. Les 300 places du Hall J.Trévisan vont permettre d'accueillir environ près de 900 spectateurs sur la durée de cette opération.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de communication	9 000,00	28,94%
Frais de sécurité	3 500,00	11,25%
Achats divers	7 600,00	24,44%
Frais d'indemnités et d'hébergement des arbitres	2 500,00	8,04%
Frais d'animation, de déplacement	8 500,00	27,33%
Total	31 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	5 000,00	16,08%
Subvention Conseil Départemental	3 000,00	9,65%
Subvention communauté d'agglomération	3 000,00	9,65%
Subvention commune Ris-Orangis	4 700,00	15,11%
Subvention comité départemental	1 000,00	3,22%
Partenaires privés	5 000,00	16,08%
Recette buvette	5 000,00	16,08%
Recettes diverses	4 400,00	14,15%
Total	31 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003356

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : TOURNOI NATIONAL DE FLOORBALL 2017 - FESTIVAL VINTAGE DE BRUNOY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	16 750,00 €	17,91 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BRUNOY FLOORBALL
Adresse administrative : 13 RUE DE LA GARE
91800 BRUNOY

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NICOLAS DOHIN, Président

Date de publication au JO : 23 juin 2012

N° SIRET : 79133595300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011 (le dossier a été déposé complet avant le 01/01/2017)

Objet du projet : Tournoi national de Floorball 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 29 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Encourager la pratique de cette discipline en Ile-de-France.
- Promotion de nouvelles pratiques en complément d'une promotion touristique.

Description :
L'association "Les Lions Floorball" (Brunoy Floorball) vont organiser le Tournoi national de Floorball 2017 (Festival Vintage de Brunoy) les 13 et 14 mai 2017 dans la ville de Brunoy. Cette opération va regrouper 10 clubs de division 2, 1 club Belge et 1 club Suisse. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1000 spectateurs sur les 2 journées.

Les origines exactes du floorball sont mal connues. Il faut avant tout en parler comme d'une évolution du hockey sur glace. En effet, il est largement pratiqué dans la plupart des pays nordiques comme la Suède et la Finlande. Ce jeu se pratique l'été, en salle de gym ou à l'extérieur. L'intérêt pour le floorball de nombreux pays d'Europe et du monde a crû tout au long des années 1980. Le nombre de pratiquants ne cessant d'augmenter, le floorball s'est structuré et imposé comme une discipline à part entière. Il est même reconnu comme sport national en Suède.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Localisation géographique :
- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	10 050,00	60,00%
Achats de matériel	550,00	3,28%
Achats alimentation	3 450,00	20,60%
Frais de location	150,00	0,90%
Frais généraux dont l'assurance	1 400,00	8,36%
Frais de personnel	800,00	4,78%
Frais d''hébergement	350,00	2,09%
Total	16 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	3 000,00	18,69%
Subvention Conseil Départemental	2 000,00	12,46%
Recettes diverses	7 800,00	48,60%
Partenaires privés	1 250,00	7,79%
Brunoy Floorball	2 000,00	12,46%
Total	16 050,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002344

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SAINT-MAUR-DES-FOSSES - RECONSTRUCTION DU CENTRE SPORTIF GILBERT NOEL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 974 000,00 €	40,00 %	789 600,00 €
	Montant Total de la subvention		789 600,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94100 ST MAUR DES FOSSES

Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain BERRIOS, Député-maire

N° SIRET : 21940068600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR 48-11 du 17/11/2011 (le dossier a été déposé complet avant le 01/01/2017)

Objet du projet : reconstruction du centre sportif Gilbert Noel

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte-tenu des délais nécessaires à la réalisation des travaux (18 mois prévus), il est impératif de démarrer les travaux au plus tard en février 2017 afin de pouvoir ouvrir l'équipement à la rentrée de septembre 2018.

Objectifs :
Reconstruction et agrandissement du centre sportif Gilbert Noël dans le cadre de l'aménagement de la zone dite "des Facultés".

Description :
Malgré les 5 salles sportives de diverses tailles dont l'équipement dispose aujourd'hui, il est, du fait de sa conception et de l'époque de sa construction, peu pratique et pose des problèmes de circulation, de mixité, d'accessibilité de polyvalence et de rangement.

Le projet vise à la création de :
- une salle de compétition grande gabarit (62 m x 24 m)
- une salle polyvalente
- un dojo modulable
- une salle annexe (gymnastique d'entretien / danse moderne)
- une salle de préparation physique - musculation
- des vestiaires
- des locaux de rangement et des locaux associatifs ou professionnels.

Intérêt régional :
Les lycées Condorcet, d'Arsonval et Mansart seront utilisateurs de l'équipement à hauteur respectivement de 64h, 10h et 1,5h hebdomadaires.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Lycées Condorcet, d'Arsonval et Mansart, Pôle orienté "Arts martiaux et sports de combat", collège Pissaro, et diverses associations locales et établissements scolaires.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant plafond des travaux éligible pris en compte pour cette opération est de 1 974 000,00 € HT.

Taux de subvention de 40 % constitué comme suit :
- Taux de base = 10% (Plafond de prise en compte des dépenses = 1 974 000 € HT)
- Mise à disposition au delà de 30 h hebdomadaires = majoration plafonnée à 20 % (75 h hebdomadaires)
- Complément "autres équipements sportifs" = 10 % (Mise à disposition du centre sportif Brossolette, du stade Chéron, du stade Fernand Sastre... à hauteur de plus de 115 h hebdomadaires pour les lycées Condorcet, d'Arsonval et Mansart).

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installations et frais de chantier	858 900,00	7,58%
Dépollution	26 700,00	0,24%
Terrassement - Fondations - Gros œuvre	2 299 800,00	20,31%
Charpente	1 531 600,00	13,52%
Couverture - Etanchéité	685 000,00	6,05%
Revêtements de façades - Bardage	794 000,00	7,01%
Menuiseries extérieures	502 000,00	4,43%
Protections solaires - Occultations	111 000,00	0,98%
Cloisons - Doublages	200 000,00	1,77%
Faux-plafonds	252 000,00	2,23%
Menuiseries intérieures	710 000,00	6,27%
Métallerie	281 000,00	2,48%
Revêtements de sols	714 000,00	6,30%
Peintures - revêtements muraux	110 000,00	0,97%
Electricité (courants forts et faibles)	637 000,00	5,62%
Chauffage- Ventilation - Désenfumage	888 000,00	7,84%
Plomberie - Sanitaires	380 000,00	3,36%
Appareils élévateurs	71 000,00	0,63%
Equipements sportifs	163 000,00	1,44%
Aménagements extérieurs	110 000,00	0,97%
Total	11 325 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD94	2 080 000,00	18,37%
CNDS	1 875 000,00	16,56%
Commune de Saint-Maur des Fossés	6 580 400,00	58,11%
CRIF	789 600,00	6,97%
Total	11 325 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	400 000,00 €
2018	389 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	1 800,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	542 127,71 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéo protection	139 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	1 215,00 €
	Montant total	764 642,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002345

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MONTGERON - RENOVATION DE LA PISTE D'ATHLETISME DU STADE PIERRE DE COUBERTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	284 271,00 €	10,00 %	28 427,10 €
	Montant Total de la subvention		28 427,10 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON MAIRIE
Adresse administrative : 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91230 MONTGERON

Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie CARILLON, Maire

N° SIRET : 21910421300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR 48-11 du 17/11/2011 (le dossier a été déposé complet avant le 01/01/2017)

Objet du projet : rénovation de la piste d'athlétisme du stade Pierre de Coubertin

Date prévisionnelle de début de projet : 11 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Rénover la piste d'athlétisme et des aires de saut et lancer du stade Pierre de Coubertin

Description :
La piste actuelle d'athlétisme nécessite une rénovation complète afin de répondre aux normes fédérales et d'assurer une pratique sportive au plus grand nombre en toute sécurité.

-Dépose et évacuation des revêtements, caniveaux et enrobés, ainsi que de la demi-lune, de la fosse de steeple et des bacs de saut.
- Réalisation d'un topping sur l'ensemble de la piste
- Fourniture et pose des nouveaux bacs de saut, d'une nouvelle fosse de steeple, remise aux normes des marquages et planches d'appel

Intérêt régional :
Le Lycée Rosa Parks sera utilisateur à hauteur de 15 heures hebdomadaires.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Ecoles primaires et collèges du secteur, Lycée Rosa Parks, club local d'athlétisme (organisation de meetings et compétitions)

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif prévoit un montant plafond des travaux de 800 000 € HT pour les "plateau(x) extérieur(s) EPS : terrain de grands jeux, infrastructures d'athlétisme..."

Taux de subvention de 20 % constitué comme suit :
- Taux de base : 10 %

Localisation géographique :
- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier	4 950,00	1,74%
Nettoyage haute pression	11 286,00	3,97%
Comblement de fissures	2 420,00	0,85%
Reprise des zones de revêtement abimées	9 350,00	3,29%
Ponçage des lignes de marquage	8 250,00	2,90%
Déflashage de la piste	4 180,00	1,47%
Réalisation d'un topping	151 050,00	53,14%
Implantation des tracés, établissement des plans pour homologation	6 050,00	2,13%
Réalisation des tracés règlementaires	9 790,00	3,44%
Fourniture et pose de plaquettes de marquage	2 035,00	0,72%
Fourniture et pose de planches d'appel	9 240,00	3,25%
Fourniture et pose de bacs de perche	2 090,00	0,74%
Démolition de la rivière de steeple existante, fourniture et pose d'une nouvelle rivière	18 150,00	6,38%
Démolition de l'aire synthétique coté steeple, réalisation d'une aire engazonnée	21 175,00	7,45%
Réalisation d'une aire en revêtement synthétique à l'intérieur de la cage de lancer	24 255,00	8,53%
Total	284 271,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	28 427,10	10,00%
Commune de Montgeron	255 843,90	90,00%
Total	284 271,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 427,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	960,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	3 193,00 €
	Montant total	4 153,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002742

Commission permanente du 27 janvier 2017

Objet : LA CELLE SAINT-CLOUD - CREATION D'UN TERRAIN SYNTHETIQUE AU STADE LR DUCHESNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	574 274,28 €	15,00 %	86 141,14 €
	Montant Total de la subvention		86 141,14 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA CELLE SAINT CLOUD
Adresse administrative : 8 AVENUE CHARLES DE GAULLE
78170 LA CELLE-SAINT-CLOUD

Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier DELAPORTE, Maire

N° SIRET : 21780126500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR 48-11 du 17/11/2011 (le dossier a été déposé complet avant le 01/01/2017)

Objet du projet : création d'un terrain synthétique au stade LR Duchesne

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créer un terrain synthétique de football, en remplacement d'un terrain engazonné

Description :
Le terrain engazonné actuel ne permet pas une utilisation optimale de cet équipement, à cause d'une dépendance aux conditions climatiques et d'une dégradation trop régulière de sa surface.

Sa transformation en revêtement synthétique permettra de mieux satisfaire les besoins des utilisateurs.

- Dépose des équipements existants, ainsi que leur évacuation en décharge
- Décapage de la terre sur 20 cm et son évacuation
- Traitement de la plateforme et création d'un réseau complet de drainage
- Fourniture et pose de bordures et de revêtement synthétique
- Fourniture et pose d'équipements complets : buts, poteaux, abris et bancs de touche...)
- Réalisation de boite de raccordement et création d'un puits d'infiltration.

Intérêt régional :
Les Lycées Duchesne et Colbert seront utilisateurs de l'équipement, à hauteur respectivement de 10 heures hebdomadaires chacun).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Collège Victor Hugo, Lycées Colbert et Duchesne, clubs de football, de rugby et de frisbee.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif prévoit un montant plafond des travaux de 800 000 € HT pour les "plateau(x) extérieur(s) EPS : terrain de grands jeux, infrastructures d'athlétisme..."

Taux de subvention de 15 % constitué comme suit :
- Taux de base : 10 %
- Mise à disposition à hauteur de 20 h hebdomadaires : majoration de 5 % (1% par heure au-delà de 15 heures hebdomadaires)

Localisation géographique :
- LA CELLE-SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	10 455,34	1,82%
Démolitions - Terrassements	85 465,75	14,88%
Assainissement et drainage	34 478,61	6,00%
Mise en place du terrain	368 963,28	64,25%
Travaux de puisards, boites de branchements	74 911,30	13,04%
Total	574 274,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD92	250 000,00	43,53%
CRIDF	86 141,14	15,00%
Commune de La Celle Saint-Cloud	173 133,14	30,15%
FFF	65 000,00	11,32%
Total	574 274,28	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	86 141,14 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	103 500,00 €
	Montant total	103 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002586

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DISTRICT 93 DE FOOTBALL : CONSTRUCTION DU SIEGE DU DISTRICT ET SALLES DE FORMATION A LA COURNEUVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	334 284,79 €	29,91 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
13200101- Équipements sportifs de niveau régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DISTRICT DE LA SEINE ST-DENIS
Adresse administrative : 12 RUE EUGENE VARLIN
93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NASSER GAMMOUDI, Président
N° SIRET : 32249917900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs d'intérêt régional
Rapport Cadre : CR 204-16 du 14/12/2016 (le dossier a été déposé complet après le 01/01/2017)

Objet du projet : Construction du siège du district et salles de formation à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construction du nouveau siège du District de Football

Description :
L'opération consiste en l'acquisition d'un bâtiment de plus de 1.000 m² situé à La Courneuve et en sa rénovation.

Il s'agit d'une structure R+2.

Au rez-de-chaussée, outre l'accueil et les locaux d'archivage et de stockage, seront installées des salles de réunion communicantes qui pourront être ouvertes pour ne former qu'un seul espace de 137 m², permettant d'accueillir les formations les plus importantes. Une bibliothèque/médiathèque sera aussi implantée.

En les deux étages seront constitués d'un mix de bureaux et de salles de réunions. Ces dernières seront notamment équipées de tout le matériel permettant la dispense des formations organisées par le District.

De plus, en proximité immédiate, 2 terrains offriront le complément idéal aux aspects techniques développés dans le cadre des formations et un appoint pour l'organisation de compétitions.

Intérêt régional : Apporter les meilleures conditions au fonctionnement du District, instance représentative de la Ligue IDF sur le territoire de Seine-Saint-Denis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Licenciés, dirigeants

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'intervention : 29,91 %
Coût total du projet : 1.434.284,79 € TTC
Montant subventionnable : 334.284,79 € TTC
Montant de la subvention : 100.000,00 €

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	1 000 000,00	69,72%
Frais notariaux	100 000,00	6,97%
Travaux d'aménagements	259 793,44	18,11%
Equipements	74 491,35	5,19%
Total	1 434 284,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Départemental 93	100 000,00	6,97%
FFF	150 000,00	10,46%
FFF - Prêt taux 0%	100 000,00	6,97%
Prêt bancaire	300 000,00	20,91%
District 93 Football	684 584,79	47,72%
Région IDF	100 000,00	6,97%
Total	1 434 584,79	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014223

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : CRECY LA CHAPELLE : CREATION D'UN TERRAIN SYNTHETIQUE / STADE PERICHON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	775 300,00 €	15,00 %	116 295,00 €
	Montant Total de la subvention		116 295,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRECY LA CHAPELLE
Adresse administrative : 3 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77580 CRECY-LA-CHAPELLE
Statut Juridique :
Représentant : Madame ANNE VERHAEGHE, Autre
N° SIRET : 82037187000016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR 04-11 du 10/02/2011 (le dossier a été déposé complet avant le 01/01/2017)

Objet du projet : création d'un terrain synthétique, de grands jeux, multisports et de football.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet s'inscrit dans un complexe sportif- le stade PERICHON, entre le gymnase communal, la piscine, le grand Morin et la route départementale D934 (anciennement RN34) et le collège.

L'emprise foncière est conséquente et permettra, sans problème, la construction d'un terrain de grands jeux homologué, avec dégagements et équipements sportifs réglementaires.

Le programme d'aménagement prévoit un terrain de grands jeux en gazon synthétique, pour la pratique du football, avec homologation en niveau 5. Le réseau d'éclairage sera réalisé de façon à obtenir un niveau d'éclairement à 150 lux.
L'installation permettra la mise en lumière par demi-terrain.

Description :
Le terrain est ceinturé par une main courante vétuste et sans remplissage, qui sera refaite et complétée. Les autres équipements sportifs (abris joueurs, buts à 11) sont également usagés et ne seront pas conservés.

Il est prévu la réalisation d'un terrain de jeux à 11 de dimension 105m x 68m, avec dégagements latéraux de 2m50 et un dégagement derrière les buts à 11 de 6m. Il permettra l'utilisation en demi-terrain avec deux aires de jeux pour le football à 8 de 68m x 47.50m

Le revêtement est constitué de gazon synthétique, hauteur des fibres 60mm avec remplissage en sable et granulats SBR. Une main courante de 1m10 avec remplissage (panneaux de grillage en treillis soudé), équipée de portail 4m (maintenance) et portillons de 1m (accès joueurs) sera installée.

L'équipement sera complété par deux bancs de touches/abris joueurs, et un abri pour les officiels, de clôtures et filets pare-ballons, de 4 poteaux de corner, de grilles gratte-pieds à chaque portillon et d'accès périphériques en enrobés.

Moyens mis en œuvre :
Le site sera entièrement clos pour les besoins du chantier ; ceci pour garantir la sureté des lieux et la protection des équipements.

La liaison douce, le long du Grand Morin, très fréquentée par les promeneurs fera l'objet d'une attention particulière en cours de travaux.

Le parking, entre le Grand Morin, la liaison douce et le terrain gazonné fera office de base vie et de zone de stockage pour les travaux.

Intérêt régional :
Augmenter les capacités d'utilisation du terrain par l'augmentation des créneaux horaires hebdomadaires.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Cette transformation du terrain et son homologation en 5e catégorie augmentera le potentiel et les performances techniques des associations sportives.

Elle permettra également une ouverture au public scolaire et sera essentiellement en lien très étroit avec le collège tout proche. Les collégiens peuvent en effet se rendre à pied au stade et, la proximité est un véritable atout pour les élèves fréquentant l'établissement.

La proximité du collège est d'ailleurs la principale motivation de réalisation de cet équipement.

Détail du calcul de la subvention :
Coût global du projet : 775.300 € HT
Taux de subvention : 15 %
Montant de la subvention : 116.295 €

Localisation géographique :
- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transformation du terrain en synthétique	775 300,00	100,00%
Total	775 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	172 146,00	22,20%
Conseil départemental 77	185 000,00	23,86%
Réserve parlementaire	100 000,00	12,90%
Région IDF	116 295,00	15,00%
Commune de Crécy la Chapelle	201 859,00	26,04%
Total	775 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	116 295,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX010720

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ORSAY : REALISATION D'UN TERRAIN SYNTHETIQUE DE RUGBY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	654 748,44 €	15,00 %	98 212,27 €
	Montant Total de la subvention		98 212,27 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORSAY
Adresse administrative : 2 PL DU GENERAL LECLERC
91401 ORSAY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur David ROS, Maire

N° SIRET : 21910471800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR 04-11 du 10/02/2011 (le dossier a été déposé complet avant le 01/01/2017)

Objet du projet : réalisation d'un terrain synthétique de rugby.

Date prévisionnelle de début de projet : 16 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune dispose actuellement de 2 terrains engazonnés et d'un terrain synthétique pour la pratique du football et de 2 terrains engazonnés pour la pratique du rugby.

En période hivernale, notamment en cas de fortes pluies, de neige ou de gel, le terrain d'entrainement de rugby devient impraticable et l'association utilisatrice est dans l'obligation d'annuler des entraînements ou de louer les installations du CNR à Marcoussis ainsi que de reporter des rencontres de championnat des différentes équipes engagées dans leurs compétitions respectives.

De plus, dès la saison prochaine, les quelques créneaux utilisés par le club de rugby sur le terrain synthétique de football ne seront plus disponibles en raison de l'augmentation des effectifs du club de football.

Devant ce constat, la solution qui s'impose est la transformation du terrain annexe de rugby (terrain engazonné) en terrain synthétique homologué par la Fédération Française de Rugby avec vestiaires attenants.

Description :
Il s'agira, d'une part, de construire un terrain synthétique de dernière génération homologué en catégorie C par la Fédération Française de Rugby pour les dimensions et dont les caractéristiques techniques répondront aux normes de la règle 22 de l'IRB relatives à l'usage du gazon artificiel.

Cette création ne peut pas s'envisager sans une réflexion d'ensemble du site existant et dont la construction de vestiaires attenants. Ceux-ci répondant pleinement à la demande de classement en catégorie C (divisions fédérales) auprès de la Fédération Française de Rugby afin que le club d'Orsay puisse organiser des compétitions officielles pour ses différentes équipes.

Ce classement précise que 2 vestiaires d'un minimum de 60 m² chacun avec 2 salles de douche pour les joueurs et 2 vestiaires d'un minimum de 10 m² chacun avec 1 salle de douche pour les arbitres sont exigés. Des WC exclusivement réservés aux arbitres et joueurs doivent être accessibles directement depuis les vestiaires. Cette nouvelle construction est donc d'intérêt pour la ville et répond aux attentes du club mais plus généralement aux souhaits des usagers.

Un local administratif d'une surface minimum de 6 m² éclairé et chauffé, meublé d'une table et de chaises pour 4 personnes est également recommandé.

Moyens mis en œuvre :
Préalablement à cette réalisation, il sera nécessaire de prévoir :

. Un relevé topographique ;
. Une étude de sol (G12) ;
. Une mise en concurrence Maitrise d'Œuvre ;
. La recherche d'un CSPS ;
. La demande de raccordement (ERDF, eaux usées...)

Intérêt régional : Le club de rugby d'Orsay évolue au niveau national (fédérale 2) et les équipes qui le compose reçoivent tous les week-end durant la saison sportive des équipes de la région IDF ainsi que d'autres régions (Orléans, Nantes, Rouen, Niort, Tours ...).

Tous les ans, l'école de rugby organise un tournoi ouvert aux clubs de l'hexagone (1200 enfants) mais également à des clubs étrangers (Kildare en Irlande, ...).

De plus, dans le cadre de son championnat national, l'UFRSTAPS de l'université de Paris XI reçoit des équipes telles que :

. UFRTAPS de Bordeaux
. UFRSTAPS de Grenoble
. UFRSTAPS de Lyon...

L'ensemble de ces activités rugbystiques contribuent au rayonnement du club d'Orsay et de la ville d'Orsay.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce projet devra permettre au club CA Orsay RC d'accueillir dans de meilleures conditions l'ensemble des équipes qui le compose, à savoir :

1 école de rugby,1 équipe cadets, 1 équipe juniors, 3 équipes seniors dont l'équipe fanion évolue au niveau national en Fédérale 2.

De plus, cette réalisation permettrait d'accueillir l'ensemble des élèves de CM1 et CM2 des 3 groupes scolaires d'Orsay qui participent déjà à un cycle balle ovale encadré par les éducateurs sportifs de la ville et qui débouche en fin de cycle par un tournoi scolaire.

Le club s'investit également dans l'apprentissage de cette activité auprès des établissements privés de la ville. Une personne diplômée d'état recrutée à plein temps met en place tous les ans une initiation qui débouche sur un tournoi scolaire de fin de cycle.

En outre, les conditions actuelles ne permettent pas d'accueillir toute l'année l'option rugby de l'UFRSTAPS de la faculté de Paris XI. Cette dernière doit régulièrement se déplacer sur le site de Clamart qui dispose déjà d'un terrain synthétique de rugby.

Enfin, le club affiche une réelle volonté de s'ouvrir et de créer une équipe féminine qui manque aujourd'hui en raison de la saturation des équipements existants.

Détail du calcul de la subvention :
Coût du terrain : 654.748,44 € HT
Taux de subvention : 15 %
Montant de la subvention : 98.212,27 €

Localisation géographique :
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation du terrain de rugby	654 748,44	100,00%
Total	654 748,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	96 010,00	14,66%
Conseil Départemental Essonne	130 950,00	20,00%
Région IDF	98 212,27	15,00%
Ville d'Orsay	329 576,17	50,34%
Total	654 748,44	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	98 212,27 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	360 000,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Politique énergie climat	5 000,00 €
	Montant total	375 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : NOUVEAU MODELE DE CONVENTION ESIR

Adoption du nouveau modèle de convention pour le dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » (ESIR), afin d'intégrer les mesures du dispositif « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ».

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTERET REGIONAL

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET
……..

Dossier d'aide n° ……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

……dont le siège social est situé au :……
……, représenté par ……
……..,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

Ainsi, elle s'engage dans une dynamique de soutien au développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Dans ce cadre, le dispositif de soutien au développement des « Equipements Sportifs d'Intérêt Régional » (ESIR) permet d'offrir au mouvement sportif francilien des infrastructures de haut niveau facilitant le regroupement des athlètes, la tenue des formations et, le cas échéant, de compétitions.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de ……. au titre du développement des équipements sportifs d'intérêt régional, conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement de ……..

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE/MAITRE D'OUVRAGE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Agissant en qualité de Maître d'ouvrage, le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant la durée de la convention.

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter ….. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire opposera un refus à toutes les demandes qui visent à instaurer un traitement discriminatoire – fondé sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, les différences entre hommes et femmes – dans un lieu dévolu à l'accueil des usagers, et formera son personnel en conséquence.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.)

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de … % du montant global »,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du ……., la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de …….. €, représentant XX % du coût total HT ou TTC des travaux plafonné à …… € HT ou TTC.

L'autorisation de programme est prélevée sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional » (132001), action « Equipements sportifs de niveau régional » (13200101).

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

3.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

3.3 - COMMUNICATION

La Région fournit au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur sa participation.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

S'agissant des subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'opération subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;
- en cas de changement d'affectation des locaux financés par la Région Ile-de-France, le bénéficiaire restituera à la Région, au prorata du temps d'utilisation, les sommes perçues ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ou de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend fin 10 ans après la date de mise en service de l'équipement.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le reversement total ou partie de la subvention est exigé :

- dans le cas de non respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Si trois ans après la date de la délibération d'attribution de la subvention, aucune demande de paiement n'est adressée à la Région, la convention est résiliée de plein droit.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

En outre, à la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en courrier recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter leurs obligations contractuelles respectives.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux, le :

Pour le bénéficiaire **Le Représentant**	**Pour le Conseil Régional** **d'Ile de France** **La Présidente**

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : AVENANT AU MODELE DE CONVENTION DISPOSITIF ESIR, EN RELATION AVEC LA DELIBERATION N° CP 16-571

Adoption d'un avenant pour intégrer les mesures du dispositif « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », pour les **4** fiches projet qui ont été approuvées par la délibération n° CP 16-571 du 16 novembre 2016, dans le cadre du dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » (ESIR).

AVENANT A LA CONVENTION TYPE
« EQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTERET REGIONAL »

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

La Région Ile-de-France a approuvé, par délibération n° CP 11-964 du 16 novembre 2011, la convention-type relative au dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional ». Cet avenant vient appliquer les mentions relatives au dispositif « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » aux 4 fiches projet approuvées par la délibération n° CP 16-571 du 16 novembre 2016.

IL EST EGALEMENT EXPOSE QUE :

Par délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, le Conseil régional a voté la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ».

ARTICLE 1 :

L'article 2 « Engagements du maître d'ouvrage » est complété par le sous-article suivant :

« Art 2.2 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

ARTICLE 2 :

Les sous-articles 2.2 « Mise à disposition de l'équipement » et 2.3 « Obligations d'information et d'accès aux documents » de l'actuelle convention deviennent respectivement les sous-articles 2.3 et 2.4.

ARTICLE 3 :

Le sous-article 2.4 « Obligations en matière de communication » de la convention actuelle devient le sous article 2.5 et est complété par l'alinéa suivant :

« Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »

ARTICLE 4 :

Le sous-article 4.3 « Versement du solde » de l'actuelle convention est complété par l'alinéa suivant :

« **Le bénéficiaire est tenu de fournir le ou les justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 1.2 du présent avenant (convention(s) de stage signée(s), contrat(s) de travail signé(s)).** »

ARTICLE 5 :

L'article « Restitution de la subvention » de l'actuelle convention est complété par l'alinéa suivant :

« La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants**. »

ARTICLE 6 :

L'ensemble des autres stipulations de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour **Le Président**	**Pour la Présidente du Conseil** **Régional Ile-de-France**

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : AVENANT AU MODELE DE CONVENTION DISPOSITIF SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF

Adoption d'un avenant pour modifier les modalités de versement des subventions destinées à tous les bénéficiaires du dispositif de « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France ».

AVENANT A LA CONVENTION PARTENARIALE SPORT SIGNEE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

En 2013, la Région Ile-de-France et l'ensemble du mouvement sportif francilien ont acté de conventions pluriannuelles pour quatre années (2013-2016) pour favoriser le développement de la pratique des différentes disciplines représentées sur le territoire francilien, sur la base d'une convention-cadre approuvée par délibération n° CP 11-608 du 7 juillet 2011.

ARTICLE 1 :

L'article 2.3 : Modalités de versement est modifié comme suit :

2.3.1 – Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

2.3.2 – Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

2.3.3 – Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée.

Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 1.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- le compte rendu de l'assemblée générale ainsi que le bilan et compte de résultat relatifs au dernier exercice connu

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 2 :

Les dispositions relatives aux modalités de versement de la subvention de l'annexe pédagogique et financière sont supprimées.

L'article 2.4 est supprimé.

ARTICLE 3:

L'ensemble des autres stipulations de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour **Le(a) Président(e)**	**Pour la Présidente du Conseil** **Régional Ile-de-France**

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION : ADOPTION D'UNE DEROGATION EXCEPTIONNELLE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF

Adoption d'une dérogation exceptionnelle à **8** ligues et comités sportifs qui ont bénéficié d'une aide financière en 2016 dans le cadre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France », car ils ne sont pas mesure de recruter le ou les stagiaire(s) mentionnés dans les dispositions du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens ».

- Ligue Ile-de-France de Bowling et Sport de Quilles
- Comité Ile-de-France de Montagne, Escalade
- Ligue Ile-de-France de Ski Nautique
- Comité Ile-de-France du Sport en milieu rural
- Comité régional du Sport Universitaire
- Ligue Ile-de-France des Sports de Glace
- Ligue Ile-de-France de Vol libre
- Ligue Ile-de-France de Pétanque

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16003267)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BOWLING ET SPORT DE QUILLES

Convention n° 13 SP BOW 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 10.530 €
Taux de l'objectif : 15,19 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.600 €

L'objectif propose notamment de développer la pratique féminine et d'organiser des journées « Portes Ouvertes » pour accueillir un public plus nombreux.

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 79.400 €
Taux de l'objectif : 0,76 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 600 €

Il s'agit de soutenir des compétitions régionales sélectives pour les Championnats de France ainsi qu'une compétition spécifique féminine.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 13.215 €
Taux de l'objectif : 6,05 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 800 €

Les jeunes espoirs régionaux sont détectés et accompagnés vers l'Elite nationale grâce à des regroupements.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 3.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Bowling a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier 16004013)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BOWLING ET SPORT DE QUILLES

Convention n° 13 SP BOW 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation continue des animateurs et instructeurs
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 276 €

Formation 2 : Formation d'arbitres de niveau 1 et 2
Public formé : Licenciés et arbitres de niveau 1
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3,15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 378 €

Formation 3 : Formation en gestion de clubs
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3,70 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 296 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 950 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Bowling a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16000474)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE MONTAGNE, ESCALADE

Convention n° 13 SP MON 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 49.400 €
Taux de l'objectif : 10,12 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 5.000 €

Il s'agit de promouvoir l'escalade à travers des opérations de découverte de handi-escalade et des actions « Escalade et santé ».

Ib / Objectif opérationnel de soutien à la vie associative et au bénévolat

Budget prévisionnel de l'objectif : 10.400 €
Taux de l'objectif : 4,81 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 500 €

La volonté est ici à la fois de valoriser les bénévoles et dirigeants impliqués mais aussi de favoriser l'arrivée de dirigeantes féminines.

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 83.400 €
Taux de l'objectif : 3 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.500 €

L'animation régionale recouvre tant les championnats régionaux, l'IDF Speed Tour qu'une compétition qui contribue à la promotion de l'escalade.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 35.684 €
Taux de l'objectif : 5,60 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.000 €

Il s'agit de soutenir l'équipe régionale mise en place et de regrouper les meilleurs jeunes afin de les voir progresser en se confrontant à des compétiteurs de haut niveau et de créer une équipe féminine.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 10.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité Ile-de-France de Montagne, Escalade a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16000520)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE MONTAGNE, ESCALADE

Convention n° 13 SP MON 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation d'ouvreurs régionaux
Public formé : Officiels
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9,5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 570 €

Formation 2 : Formation d'entraîneur de clubs
Public formé : Initiateurs de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 24 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 48 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9,5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 456 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation Gestionnaire EPI (Equipements de Protection Individuelle)
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 144 €

Formation 4 : Formation Arbitre régional
Public formé : Officiels sur les compétitions
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 24 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 528 €

Formation 5 : Formation Initiateurs SAE (Structure Artificielle d'Escalade)
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 6 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.800 €

Formation 6 : Formation Initiateurs Escalade
Public formé : Initiateurs SAE
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 36 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.160 €

Formation 7 : Formation de juges de voie et juges de bloc
Public formé : Officiels des compétitions
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 48 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 48 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 516 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 6.174 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité Ile-de-France de Montagne, Escalade a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaire.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16003586)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SKI NAUTIQUE

Convention n°13 SP SKN 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 134.880 €
Taux de l'objectif : 9,71 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 13.100 €

De nombreuses initiatives sont prises tout au long de l'année pour permettre la découverte de la discipline notamment des initiations sur le simulateur de l'île de loisirs de Buthiers, des journées handiski ou des journées « Petits princes de l'eau ». Le Centre de ressources sur le ski nautique sera développé afin d'appuyer le programme de développement.

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 11.500 €
Taux de l'objectif : 9.56 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.100 €

Cet objectif permettra de développer des rencontres interclubs et d'organiser des championnats de Ligue.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 131.000 €
Taux de l'objectif : 2,14 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.800 €

Des stages de détection des jeunes talents seront organisés.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 17 000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Ski Nautique a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16005074)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SKI NAUTIQUE

Convention n° 13 SP SKN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation aux brevets fédéraux (BP, BE)
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 23 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 138 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016: 3.105 €

Formation 2 : Préparation aux brevets fédéraux Initiateurs
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 21,15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.115 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de dirigeants et bénévoles
Public formé : Dirigeants et bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 22,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.780 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 7.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Ski Nautique a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16000484)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DU SPORT EN MILIEU RURAL

Convention n° 13 SP SMR 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 34.000 €
Taux de l'objectif : 20,88 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 7.100 €

Le comité souhaite animer le territoire par le soutien aux écoles multisports et les stages d'initiation et découverte multisports dans les villages ruraux. Il se propose également de créer des animations post scolaires et des stages découverte multi-activités.

Ib / Objectif opérationnel de soutien à la vie associative et au bénévolat

Budget prévisionnel de l'objectif : 10.250 €
Taux de l'objectif : 22,44 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.300 €

L'objectif est de valoriser les bénévoles en mettant en place des outils d'information et de communication sur le sport en milieu rural mais également en poursuivant les Trophées « Sport en milieu rural » pour les associations actives.

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 13.000 €
Taux de l'objectif : 6,15 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 600 €

Le comité souhaite poursuivre le Challenge Ile-de-France de DiscGolf qui comprend 10 manches sur tout le territoire francilien.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 10.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité Ile-de-France du Sport en milieu rural a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFICATIVE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16000539)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DU SPORT EN MILIEU RURAL

Convention n° 13 SP SMR 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'animateur SMR niveau 1
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 21 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 3.780 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 3.780 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité Ile-de-France du Sport en milieu rural a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16003591)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL DU SPORT UNIVERSITAIRE

Convention n° 13 SP FSU 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 375.190 €
Taux de l'objectif : 9,33 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 35.000 €

Des opérations spécifiques en direction des féminines et un développement de la pratique sportive étudiante notamment d'un point de vue « Santé » et de la lutte contre la discrimination seront réalisées tout au long de l'année.

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 121.500€
Taux de l'objectif : 1,65 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.000 €

Cet objectif permettra l'organisation de différents championnats de France universitaires.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 37.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité régional du sport universitaire en Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16005078)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL DU SPORT UNIVERSITAIRE

Convention n° 13 SP FSU 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de juges et arbitres
Public formé : Etudiants
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3,20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 4.800 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 4.800 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité régional du sport universitaire en Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16003676)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES SPORTS DE GLACE

Convention n° 13 SP SGL 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 33.000 €
Taux de l'objectif : 27,27 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 9.000 €

La ligue souhaite développer la pratique chez les jeunes patineurs grâce à des stages, des opérations de découverte.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 9.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France des Sports de glace a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16005083)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES SPORTS DE GLACE

Convention n° 13 SP SGL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1: Encadrement sur glace et hors glace
Public formé : Membres de l'ETR
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 10 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 280 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2: Initiateur
Public formé : Bénévoles, patineurs en activité
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 24 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 48 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 29,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.416 €

Formation 3: Formation des officiels
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.680 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 3.376 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France des Sports de glace a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16000489)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOL LIBRE

Convention n° 13 SP VLI 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 11.200 €
Taux de l'objectif : 38,48 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 4.310 €

La ligue souhaite continuer la promotion de la discipline par l'acquisition de matériel technique et pédagogique, l'accessibilité pour les publics spécifiques (handicapés, très jeunes, féminines) et l'entretien des sites mais également par le regroupement des compétiteurs des différentes disciplines.

Ib / Objectif opérationnel de soutien à la vie associative et au bénévolat

Budget prévisionnel de l'objectif : 5.340 €
Taux de l'objectif : 37,45 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.000 €

L'objectif est de valoriser les bénévoles en mettant en place des outils d'information et de communication sur les différentes disciplines regroupées au sein de la ligue.

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 8.765 €
Taux de l'objectif : 12,43 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.090 €

La ligue souhaite accompagner la mise en place de différentes compétitions nationales ou régionales dans les différentes disciplines.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 14.900 €
Taux de l'objectif : 17,45 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.600 €

Dans cet objectif, des stages de détection et de perfectionnement vont être organisés pour repérer les meilleurs jeunes, les perfectionner et créer une dynamique d'équipe francilienne.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 10.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Vol libre a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFICATIVE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16000545)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOL LIBRE

Convention n° 11 SP VLI 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation continue des pilotes
Public formé : Licenciés, encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 1.800 €

Formation 2 : Formation d'encadrants fédéraux
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 2.400 €

Formation 3 : Formation à la sécurité
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif *:* 10 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle en 2016 : 355 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 4.555 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Vol libre a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 16000480)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PETANQUE

Convention n° 13 SP PJP 001

I) DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ENCADREE

Ic / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 4.400 €
Taux de l'objectif : 18,18 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 600 €

Il s'agit, dans cet objectif, d'accompagner les championnats de ligue des clubs et en triplettes.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 3.180 €
Taux de l'objectif : 23,58 %
Subvention prévisionnelle 2016 : 750 €

L'accession au haut niveau est valorisée par des stages de détections de zone et régionaux des meilleurs jeunes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2016 : 1.350 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Pétanque a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 16000535)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PETANQUE

Convention n° 13 SP PJP 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation au brevet fédéral 1
Public formé : Licenciés ayant participé à des journées d'encadrement
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 18 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 297 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation à l'arbitrage électronique
Public formé : Educateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 39,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2016 : 474 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2016 : 771 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Qualification par la formation continue », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Pétanque a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2016, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires et d'accorder le versement de la totalité de la subvention, même en l'absence de stagiaires.

ANNEXE 7 A LA DELIBERATION : ADOPTION D'UNE CONVENTION ENTRE LA REGION, LE CROSIF ET LES RADIOS LOCALES

Adoption d'une convention entre La Région Ile-de-France, le CROSIF et les radios locales afin de permettre la diffusion d'informations, la couverture médiatique des manifestations sportives et la réalisation de reportages.

Protocole de diffusion de l'information concernant les manifestations et évènements sportifs

Région Ile-de-France – CROSIF – Radios locales

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège social est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP n° 116-17 du 11 mars 2017
ci-après dénommée « la Région »

et

d'une part,

Le Comité régional olympique et sportif de l'Ile-de-France - CROSIF dont le siège social est situé au 1 rue des carrières, 94250 GENTILLY,
représenté par sa Présidente Madame Evelyne CIRIEGI
ci-après dénommée « le CROSIF »

d'autre part

L'association Radio xxx, dont le siège social est situé au xxxxxx
représentée par son Président xxxxxx
ci-après dénommée « Radio XXX »

Conviennent que,

Préambule

La Présidente de la Région Île-de-France, Valérie Pécresse et le Vice-président chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative, Patrick Karam, entendent impulser de nouvelles formes de coopérations innovantes pour élargir l'impact des politiques régionales.

En particulier les radios locales sont invitées à être très attentives à la valorisation de disciplines sportives et notamment celles qui ne bénéficient pas d'une visibilité suffisante.

L'exécutif régional souhaite renforcer l'accompagnement des radios locales dans leur rôle de médias de proximité et faciliter leurs liens avec tous acteurs de terrain, notamment dans les domaines de la jeunesse et du sport et décide d'engager le CROSIF et les radios locales franciliennes dans une coopération entre les deux parties.

Dans son rôle de tête de réseau du monde sportif régional, le CROSIF, interlocuteur privilégié de la Région Île-de-France, se doit d'être au plus près des structures associatives pour les aider à se développer. Cette mission s'inscrit dans un accompagnement pour la valorisation des acteurs du mouvement sportif francilien.

Le CROSIF représente le mouvement sportif régional pour toutes les questions d'intérêt général auprès des pouvoirs publics et des organismes officiels régionaux. D'une part, il sauvegarde et développe l'esprit Olympique, suivant les principes définis par le Comité National Olympique et Sportif Français, et d'autre part, participe au développement de la pratique sportive de la région Ile-de-France. Le CROSIF participe à la formation des dirigeants et bénévoles au management, aux valeurs de la République, à la laïcité et au développement durable.

Dans leur rôle de service de communication sociale de proximité, les radios locales se saisissent des sujets concernant la jeunesse, le sport, la citoyenneté et la défense des valeurs républicaines. Cette mission s'inscrit dans la mise en place d'actions suivant les exigences du CSA – Conseil supérieur de l'audiovisuel pour les radios de catégorie A :

- actions culturelles et éducatives ;
- en faveur des échanges entre groupes sociaux et culturels ;
- actions en faveur de l'intégration et de la lutte contre toutes les formes de discriminations et pour l'égalité femmes-hommes et des personnes en situation de handicap ;
- en faveur de l'environnement et du développement local.

Le présent protocole concerne les radios locales bénéficiaires d'un financement régional dans le cadre du dispositif « soutien régional aux radios locales en Ile-de-France » et s'inscrit dans la mise en œuvre des conventions signées à cet effet.

Objectif

Le présent protocole permet de renforcer le rôle d'acteur local de Radio « XXX » et de faciliter ses liens avec les acteurs de terrain dans le domaine du sport en instaurant le partenariat entre Radio « XXX» et le CROSIF pour diffuser les informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs de leur territoire d'émission et ainsi favoriser la pratique sportive en Ile-de-France.

Il s'agit également de permettre la découverte de pratiques sportives peu connues ou originales et d'inciter les jeunes à s'engager dans la pratique du sport, source d'enrichissement personnel, de développement de liens sociaux et de bénéfices pour la santé.

Engagement des partenaires

Pour le CROSIF,

- mettre en relation Radio « XXX » avec les ligues, comités régionaux et clubs sportifs actifs dans l'aire de diffusion de la radio ;
- communiquer ou favoriser la communication des informations sur les événements et manifestations sportives se déroulant sur le territoire d'émission de la radio plus de 15 jours en avance ;
- proposer les sujets de reportages pour favoriser l'information des publics, notamment des jeunes et susciter l'intérêt et la découverte de pratiques sportives.

Pour Radio « XXX », dans le cadre de ses axes éditoriaux et en rapport avec son audience,

- diffuser les informations sur les événements et manifestations sportives se déroulant sur son territoire d'émission ;
- réaliser, lorsque c'est possible, la couverture de manifestations sportives et des reportages plus approfondis sur des pratiques sportives ou des événements sportifs régionaux, voire départementaux ;

- inviter lorsque les émissions s'y prêtent, les représentants des associations sportives, en particulier dans des sports peu connus ou originaux, pour des interviews ou la participation à des émissions de débats.

Modalités de mise en œuvre
Le CROSIF désigne à Radio « XXX » un interlocuteur sur ces questions ; celui-ci fera le lien avec les ligues et les responsables des clubs actifs sur le territoire de diffusion de la Radio.
Notamment, il communiquera à la Radio les informations dont il dispose et tous les contacts locaux pour favoriser le lien direct.
La Radio désignera un interlocuteur et communiquera au CROSIF sa grille de programme, en particulier les émissions susceptibles de diffuser les informations.
Le CROSIF pourra proposer à la Radio des sujets de reportage.

Obligations des partenaires
Le CROSIF tient un relevé des informations communiquées à la Radio.
Le CROSIF recueille les retours des ligues, comités régionaux et des clubs concernés.
Le CROSIF et la Radio transmettent un bilan annuel d'exécution avec notamment un relevé des émissions et des informations diffusées puis participent à une réunion annuelle organisée par les services régionaux et participent ainsi à l'amélioration du dispositif.
La Région, initiatrice du processus, organisera son suivi et le bilan annuel par le recueil du bilan et l'organisation d'une réunion annuelle.

Durée :
Le présent protocole est prévu pour la durée des conventions de financement qui lient la Radio et la Région (conventions de financement signées au titre du dispositif régional de soutien aux radios locales adoptées par délibération n° CP 16-312 du 12 octobre 2016).

Dénonciation
En cas de non-respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements respectifs inscrits dans le présent protocole, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en trois exemplaires originaux, à Paris,

La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Le Vice-président
chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative
du Conseil régional d'Ile-de-France

Le Président de radio « XXX » La Présidente du CROSIF

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-071

DU 8 MARS 2017

SOUTIEN AUX NOUVEAUX DOMAINES D'INTERET MAJEUR (DIM) 2017-2020

SUBVENTIONS D'AMORCAGE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n°CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU le rapport CP 2017-071 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la Commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;

VU l'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de modifier l'article 1.5 de l'annexe 1 à la délibération n°CR 229-16, comme suit :

«

Les DIM sont labellisés par délibération du Conseil régional pour une période de quatre ans, avec une évaluation du Conseil scientifique régional (CSR) au bout de deux ans. En cas d'évaluation négative du CSR, la Région se réserve le droit de retirer la labellisation DIM et les financements afférents.

Le soutien à un DIM est soumis à l'approbation de la Commission permanente :

- soit sur la base d'un programme d'activités et d'axes de recherche définis annuellement entre la Région et le DIM. Dans ce cas, le DIM fourni chaque année un rapport d'activités à la Région et un représentant de la Région est invité aux réunions des

instances de gouvernance du DIM ainsi qu'aux comités de suivi des projets financés dans le cadre du DIM.

- soit sur la base d'un programme de recherche composé de plusieurs projets, et mentionnant notamment les budgets prévisionnels de chacun des projets ainsi que le programme prévisionnel des actions de coordination et d'animation du réseau.

Une convention est conclue entre la Région et l'organisme gestionnaire qui a pour mission :

- d'être l'unique interlocuteur de la Région pour la gestion des fonds alloués ;
- la coordination et le suivi des activités liées au programme de recherche ;
- l'animation des relations entre les partenaires à l'échelle du territoire francilien ;
- les relations avec la Région et l'interface éventuelle avec les autres structures régionales.

Pour la première année de labellisation des DIM, une subvention de fonctionnement (dite d'amorçage) est proposée au vote de la commission permanente, afin de donner à chaque DIM les moyens nécessaires à sa structuration en amont de l'élaboration du premier programme d'activités ou de recherche.

L'organisme gestionnaire, au nom du réseau, est responsable de la diffusion des appels à projets que le DIM décide de lancer. Dans ce cas d'appels à projets, la sélection des projets est effectuée par un jury scientifique auquel est invité un représentant de la Région. Les résultats des appels à projets sont publiés sur le site Internet du DIM. La coordination du DIM informe les candidats retenus et non retenus.

Afin d'assurer la visibilité du soutien régional au domaine d'intérêt majeur, la contribution de la Région sera mise en évidence, par tout moyen approprié, dans les opérations de communication ou dans les articles scientifiques. »

Article 2 :

Décide de modifier l'article 2.5 de l'annexe 1 à la délibération n°CR 229-16, comme suit :

« Les DIM émergents sont identifiés par délibération du Conseil régional pour une période de deux ans maximum.

Après cette période et sur avis du Conseil scientifique régional, les domaines concernés peuvent être proposés pour une labellisation DIM en Conseil régional.

Le soutien à un DIM émergent est soumis à l'approbation de la Commission permanente, sur la base d'un programme d'activités de coordination et d'animation du réseau défini annuellement entre la Région et le DIM. Le DIM émergent fourni chaque année un rapport d'activités à la Région et un représentant de la Région est invité aux réunions des instances de gouvernance du DIM émergent.

Pour la première année d'existence des DIM émergents, une subvention de fonctionnement (dite d'amorçage) est proposée au vote de la commission permanente, afin de donner à chaque DIM les moyens nécessaires à sa structuration en amont de l'élaboration du premier programme d'activités ou de recherche.

Une convention est conclue entre la Région et l'organisme gestionnaire qui a pour mission :

- d'être l'unique interlocuteur de la Région pour la gestion des fonds alloués ;

- la coordination et le suivi des activités liées au programme de coordination et d'animation du réseau ;
- l'animation des relations entre les partenaires à l'échelle du territoire francilien ;
- les relations avec la Région et l'interface éventuelle avec les autres structures régionales. »

Article 3 :

Décide d'attribuer, dans le cadre du dispositif de soutien à des domaines d'intérêt majeur, une première subvention d'amorçage d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 € par DIM et 50 000€ par DIM émergent pour permettre leur mise en place en 2017, conformément à l'état récapitulatif présenté en annexe n°1 à la présente délibération.

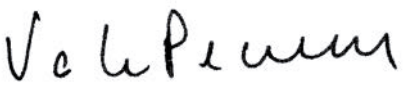
Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque bénéficiaire de la convention-type figurant en annexe 2 à la délibération et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 1 100 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objet de l'article 3 à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, le travail de mise en place des DIM ayant débuté dès le début de l'année.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

20/02/17 12:02:00

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-071	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192006 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur**
Action	**19200601 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)**

Dispositif : N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)

Dossier	17002594 - DIM SCIENCE ET INGENIERIE POUR LES TECHNOLOGIES QUANTIQUES - SIRTEQ - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	17002621 - DIM SCIENCES DES SOLIDES POREUX - DIMPOREUX - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	17002622 - DIM MATHEMATIQUES - MATH'INNOV - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	P0021001 - FONDATION SCIENCES MATHEMATIQUES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	100 %	100 000,00 €	

Dossier	17002625 - DIM ASTROPHYSIQUE ET CONDITIONS D'APPARITION DE LA VIE - ACAV+ - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	100 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-071	Budget	2017

Dossier	17002626 - DIM SANTE ANIMAL ET SANTE HUMAINE - ONE HEALTH - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	17002628 - DIM TECHNOLOGIES INNOVANTES POUR LES SCIENCES DE LA VIE - ELICIT - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	17002643 - DIM EMERGENT QUALITE DE L'AIR - QI2 - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	100 %	50 000,00 €	

Dossier	17002644 - DIM MATERIAUX ANCIENS ET PATRIMONIAUX - MAP - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	P0034253 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MOY400 IDF SUD			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	100 %	100 000,00 €	

Dossier	17002646 - DIM ISLAM EN IDF : HISTOIRE, CULTURE ET SOCIETE - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	TTC	100 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-071	Budget	2017

Dossier	17002647 - DIM EMERGENT RESEAU FRANCILIEN EN SCIENCES INFORMATIQUES - RFSI - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	P0032046 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	100 %	50 000,00 €	

Dossier	17002741 - DIM THERAPIE GENIQUE - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	P0036220 - FONDATION DE COOPERATION SCIENTIFIQUE IMAGINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	17002746 - DIM EMERGENT SCIENCES DU TEXTE ET CONNAISSANCES NOUVELLES - PRADA - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	R6664 - UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	100 %	50 000,00 €	

Dossier	17002819 - DIM EMERGENT LONGEVITE ET VIEILLISSEMENT - AMORCAGE 2017			
Bénéficiaire	P0036281 - GEROND IF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	100 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	1 100 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192006 - 19200601	1 100 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE DE FINANCEMENT DE LA PHASE D'AMORÇAGE DES DIM

CONVENTION N°XXXXX relative à l'amorçage du programme 2017 du DIM AcronymeDuDIM

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 17-XXX du 8 mars 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

XXXXXXXXXXX
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant XXXXXX,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation des neuf Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) et des quatre DIM émergents pour la période 2017-2020 par délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques et économiques, liés à la recherche dans le(s) domaine(s) « NomDuDIM »,
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en « Réseau », nommé(e) « AcronymeDuDIM », ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'organisme gestionnaire de la subvention régionale,
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Afin de donner rapidement les moyens au DIM AcronymeDuDIM / au DIM émergent AcronymeDuDIM de se constituer et de mettre en place le fonctionnement nécessaire à la réalisation de ses objectifs, la Région Île-de-France a décidé par délibération N° CP 17-71 du 8 mars 2017 d'attribuer au (à la) NomDuBénéficiaire une première subvention d'amorçage de **XX XXX €**, correspondant à **100%** de la dépense subventionnable.

La liste des actions éligibles à cette subvention d'amorçage est détaillée dans l'annexe technique à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROJETS SUBVENTIONNES

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe technique. Il associe également la Région au Comité de pilotage (ou organe équivalent) du Réseau.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaires :
- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Dans le cadre d'actions menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnées seront prises en comptes.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'organisme gestionnaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.
L'organisme gestionnaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives à la manifestation, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'information relative au soutien régional aux allocations de recherche prend la forme de la mention « Projet soutenu par l'attribution d'une allocation de recherche Région Ile-de-France » ou « This work was supported by grants from Paris Ile-de-France Région » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention (en particulier l'inauguration des projets menés par le Réseau) font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances sur la subvention après la notification de la convention et sur demande de versement. Pour percevoir une nouvelle avance, le bénéficiaire devra justifier de l'utilisation de l'avance précédente.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces coûts environnés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet de la subvention d'amorçage, accompagné des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de cette subvention, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de cette subvention, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2017, et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 8 mars 2017. Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe technique adoptée par délibération n° CP 17-71 du 8 mars 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le représentant du bénéficiaire
NomDuReprésentant

Annexe technique à la convention N°XXXXX relative à l'amorçage du programme 2017 du DIM AcronymeDuDIM

La Région Ile-de-France attribue une première subvention d'amorçage de **XXX 000 €** au (à la) NomDuBénéficiaire, organisme gestionnaire du réseau de recherche du DIM AcronymeDuDIM.

Dans les conditions ci-dessus exposées, sont éligibles à l'aide de la Région les dépenses liées à :

- la mise en place de la gouvernance du réseau ;
- l'organisation des premiers temps d'échanges et d'animation avec les partenaires du réseau,
- la mise en place de la structure opérationnelle et notamment le recrutement des moyens humains (y.c. des allocations de recherche) nécessaire à l'animation et la coordination administrative et financière du DIM/DIM émergent ;
- la définition des potentiels de transfert et de valorisation de la recherche sur les champs scientifiques du DIM/DIM émergent ;
- *[pour les DIM non émergent]* la préparation de la mise en œuvre du programme scientifique 2017 du DIM, et notamment, le cas échéant, le lancement des appels à projets.

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-098

Du 8 mars 2017

1. CPER 2015 – 2020 : AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME POUR LES OPERATIONS :

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE : REHABILITATION DE LA CASERNE LOURCINE EN POLE UNIVERSITAIRE

COLLEGE DE FRANCE : RESTRUCTURATION DU SITE CARDINAL LEMOINE POUR LA CREATION DE L'INSTITUT DES CIVILISATIONS

COMUE PARIS SEINE : CAMPUS INTERNATIONAL DE CERGY-PONTOISE – ETUDES DE PROGRAMMATION

UNIVERSITE PARIS SUD : CONSTRUCTION D'UN CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE SANTE (PUIS) A VILLEJUIF - ETUDES

2. AIDE POUR LE DIPLOME D'ACCES AUX ETUDES UNIVERSITAIRES : PROMOTION 2016 / 2017

3. CORDEES DE LA REUSSITE : AFFECTATION D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT EN VUE DE L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE

4. PORTAIL REGIONAL DE L'ORIENTATION : AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil regional à sa présidente
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
VU La loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique modifiée et ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du
VU Conseil Régional à sa Commission Permanente
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat – Région 2015-2020
VU La délibération CR 123-16 du 14 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015-2020
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens
VU La délibération n°CR 96-16 du 19 mai 2016 relative à la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence
VU La délibération n° CP 16-425 du 16 novembre 2016 relative à l'aide au diplôme d'accès aux études universitaires
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-098 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-

France

VU L'avis de la Commission des Finances

VU L'avis de la Commission de l'enseignement supérieur et de la recherche

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention type figurant en annexe 2 de la présente délibération relative au financement des projets immobiliers inscrits dans le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Article 2:

Décide de participer au titre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 au projet de réhabilitation de la caserne Lourcine en pôle universitaire pour l'Université Paris 1, détaillé dans la fiche projet figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 6 420 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type présentée en annexe 2 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 6 420 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », Programme PR 23-002 «Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur», Action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget 2017.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 212 « opération du Plan Campus et Condorcet »
Projet 21204 « Bibliothèques de Droit sur le campus Lourcine »

Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Paris (75)

Article 3 :

Décide de participer au financement de la restructuration du site Cardinal Lemoine pour la création de l'Institut des Civilisations pour le Collège de France tel que détaillé en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 000 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type présentée en annexe 2 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 2 000 000 € prélevées sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 23 « enseignement supérieur », programme PR 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget 2017.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21207 « Restructuration du site Cardinal Lemoine pour la création de l'Institut des Civilisations »

Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Paris (75)

Article 4 :

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des études de programmation du Campus International de Cergy-Pontoise tel que détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution à la COMUE Paris Seine d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 110 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type présentée en annexe 2 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte, une autorisation de programme d'un montant de 110 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2017.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 ;
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21132 « Financement des études de programmation du Campus International de Cergy-Pontoise à Neuville »

Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Neuville (95)

Article 5:

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des études de l'opération de construction d'un Pôle Universitaire Interdisciplinaire de Santé (PUIS) à Villejuif tel que détaillé en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution à l'Université Paris-Sud d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type présentée en annexe 2 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 200 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2017.

Cette affectation relève du Contrat de projets 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21131 « Construction d'un pôle interdisciplinaire de santé (PIUS) à Villejuif (études) »

Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Villejuif (94)

Article 6 :

Approuve la liste des bénéficiaires de l'aide au passage du Diplôme d'accès aux études universitaires figurant en annexe n°7 à la présente délibération.

Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement de 15 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-008 (123-008) « Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants », action 12300802 « Développement de l'accès à l'enseignement supérieur » du budget 2017, en vue d'organiser un colloque sur la relance des cordées de la réussite en Île-de-France.

Article 8 :

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-009 « Orientation et formations supérieures », action 12300903 « Orientation et formations supérieures » du budget 2017, en vue de lancer les travaux de développement du Portail Régional de l'Orientation.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 220 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-009 «Orientation et formations supérieures», action 12300901 «Orientation et formations supérieures» du budget régional 2017, en vue de lancer les travaux de développement du Portail Régional de l'Orientation.

Présidente du Conseil Régional

d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-098	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**423002 - Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur**
Action	**423002012 - Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur**

Dispositif : N° 00000252 - Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche

Dossier	16013033 - REHABILITATION DE LA CASERNE LOURCINE EN POLE UNIVERSITAIRE			
Bénéficiaire	P0009706 - ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT UNIVERSITAIRE REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Bibliothèques de droit sur le campus Lourcine - Hors CPRD			
Montant total	6 420 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 110 000,00 €	TTC	27,78 %	6 420 000,00 €	

Dossier	16017263 - RESTRUCTURATION DU SITE CARDINAL LEMOINE POUR LA CREATION DE L'INSTITUT DES CIVILISATIONS			
Bénéficiaire	R4783 - COLLEGE DE FRANCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Restructuration du site Cardinal Lemoine pour la création de l'Institut des civilisations - Hors CPRD			
Montant total	2 000 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 500 000,00 €	HT	13,79 %	2 000 000,00 €	

Dossier	17003192 - ETUDES DE PROGRAMMATION DU CAMPUS INTERNATIONAL DE L'UNIVERSITE PARIS SEINE			
Bénéficiaire	P0031328 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SEINE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Financement des études de programmation du Campus International de Cergy-Pontoise à Neuville - Hors CPRD			
Montant total	110 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 000,00 €	TTC	100 %	110 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-098	Budget	2017

Dossier	17003253 - ETUDES DE PROGRAMMATION D'UN POLE UNIVERSITAIRE INTERDISCIPLINAIRE DE SANTE (PUIS)			
Bénéficiaire	R1499 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD			
Localisation	VILLEJUIF			
CPER/CPRD	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Construction d'un pôle interdisciplinaire de Santé (PIUS) à Villejuif (études) - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	100 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000252 - Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	8 730 000,00 €

Total sur l'imputation 902 - 23 - 423002 - 423002012	8 730 000,00 €

ANNEXE 2 : CONVENTION TYPE

Convention N°

-

INTITULE DE L'OPERATION

Entre

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy à Paris (75007),
Représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France**,** Madame Valérie PECRESSE
Dûment habilité par la délibération de la Commission permanente n°
Ci-après dénommée la Région

D'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé, maitre d'ouvrage
Adresse
Dont le statut juridique est
Dont le N° SIRET est
Représenté par dûment habilité,
ci-après dénommée le maître d'ouvrage, et bénéficiaire de la subvention

L'affectataire
Domiciliée au
Dont le statut juridique est Dont le n° SIRET est le
Représentée par,
Ci-après dénommée affectataire des nouveaux locaux,

D'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du Contrat de plan, adopté par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 pour la période 2015-2020, et révisé par délibération n° CR 123-16 du décembre 2016, entre l'Etat et la Région, pour l'opération de

Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet
Projet n°XXX «XXX»

Considérant :
- la demande de mobilisation de la participation régionale pour la réalisation de l'opération
- le règlement budgétaire et financier de la Région Ile de France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01.16 du 22 janvier 2016,
- la délibération de la Commission permanente n° CP - XXXX du XXXX autorisant la Présidente du Conseil régional à signer la présente convention.
- l'engagement de la Région Ile-de-France, depuis 2009, dans une politique de développement durable. A ce titre, elle souhaite mettre en œuvre sur les opérations immobilières qu'elle finance une démarche de développement durable.

Cette démarche sera suivie avec attention par la Maîtrise d'Ouvrage et, en ce sens, le concepteur devra pouvoir justifier de ses choix architecturaux, paysagers et techniques tout au long de la l'opération. Le « Guide aménagement et construction durable de l'enseignement supérieur, de la

recherche et de l'apprentissage », élaboré en 2013 par la Région Ile-de-France est le référentiel approprié. A ce titre, il servira de base pour définir le profil environnemental du projet immobilier. Destiné à tous les acteurs participant au processus de construction des bâtiments de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage, ce guide s'inscrit dans le prolongement du Référentiel Aménagement et Construction Durable de l'Agenda 21 régional dont la mise en œuvre progressive a été actée dans le Plan régional pour le Climat adopté en 2011.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XX-XXXX du XXXXXXX , la Région Ile-de-France a décidé de soutenir XXXX, pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°XXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXXX % du montant de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXXXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX €.

Le montant de la subvention constitue un plafond. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation du/des bien(s) objet(s) de la subvention régionale à une activité publique liée à l'enseignement supérieur et/ou à la recherche pour une durée de 10 ans.

Le bénéficiaire devra intégrer dans l'opération immobilière des choix de performance environnementale (tableau de bord) définis en accord avec la Région au moment du préprogramme conformément au guide « Aménagement et Construction Durable ».

Le guide se compose de 5 axes, eux-mêmes déclinés en 25 objectifs pour lesquelles des niveaux de performance environnementale seront définis. Les trois niveaux de performance : a minima (= réglementaire), exigeant et exemplaire. Le niveau de performance a minima doit être atteint systématiquement, y compris pour les réhabilitations.

En amont de toute signature de convention, l'ensemble des 25 objectifs seront passés en revue par la Région et le porteur de projet afin de décider de celles qui vont s'appliquer au projet au regard du contexte et des enjeux du celui-ci et du niveau d'exigence fixé (a minima, exigeant ou exemplaire) pour chacun d'entre eux.

Le tableau de bord figurant à la fin du guide devra être mis à jour par le porteur de projet et transmis aux étapes clés (esquisse/concours, APD, réception de l'ouvrage). Dans le cas où le niveau de performance préalablement fixé avec le porteur de projet n'aurait pas été atteint, la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention.

ARTICLE 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire et/ou XXXXXXX, en tant qu'établissement affectataire des nouveaux locaux, s'engagent à recruter XXXX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois, sur la durée de la convention.

Le bénéficiaire et/ou l'établissement affectataire des nouveaux locaux saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette

obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région, par écrit et documents à l'appui, dans les deux mois de sa survenance de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Associer la Région et les différents partenaires à la mise en œuvre et au suivi du projet sous la forme d'un Comité de Pilotage à réunir aux différentes phases de l'opération (programmation, APS/APD, réception).

Informer la Région, par écrit, documents à l'appui de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Le bénéficiaire et/ou l'établissement affectataire des nouveaux locaux s'engagent à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Appliquer, s'il y a lieu, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée avec le soutien de la Région Ile-de-France » et par l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale. Pour obtenir ce logo, le porteur de projet doit adresser sa demande par mail à : XXXX

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication édités par le bénéficiaire.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement visible, faisant apparaître la mention –« travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France » à hauteur de X % du montant global ».

En complément, la Région fournira à l'établissement un ou plusieurs panneaux d'information chantier. Le bénéficiaire s'engage à garantir le maintien de ces panneaux dans de bonnes conditions de lisibilité pendant toute la durée des travaux et à faire la demande de ces panneaux au moins 6 semaines avant le démarrage effectif des travaux. Un formulaire type de demande de panneau de chantier est joint à cette convention ou est disponible sur simple demande auprès de la Région. Ce panneau complémentaire est financé par la Région (fabrication, pose et dépose).

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région et sa disposition sera étudiée en accord avec le maître d'œuvre et l'université ou le centre de recherche. Elle devra respectée une charte définie par la Région.

Dans le cas où d'autres financeurs ont contribué à l'ouvrage, une plaque inaugurale rappelant la contribution des différents partenaires y sera substituée. La plaque sera réalisée par le bénéficiaire qui s'engage, alors, à associer en amont et à faire valider le support de communication par le service protocole du Cabinet. Cabinet@iledefrance.fr

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype est proportionnellement supérieure à celles des autres cofinanceurs.

Les services concernés de la Région, et notamment le service des projets immobiliers du Pôle TRESOR qui assure le suivi de cette convention, sont chargés de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche et de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai des 3 ans mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes sur demande du représentant habilité du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à proportion du taux de subvention (XXXX%) à valoir sur les paiements déjà effectués, au vu d'un état récapitulatif des dépenses précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état doit être signé et daté par le représentant légal de la structure qui certifie que l'ensemble des dépenses listées sont réputées acquittées à la date de la demande et sont affectées à l'opération subventionnée.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : Versement du solde

Le solde est versé sur demande du représentant légal qui certifie l'achèvement et le paiement complet de l'action subventionnée,

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- **d'un état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie que l'ensemble des dépenses listées sont réputées acquittées à la date de la demande et sont affectées à l'opération subventionnée. et de l'expert-comptable.

- **d'un compte rendu financier** de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et de l'expert à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- **d'un rapport d'activité** retraçant l'ensemble de l'opération soutenue

- **des justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants** mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75002 PARIS.

ARTICLE 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond indiqué à l'article 1 de la présente convention.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter XXXXXXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXX. Elle prend fin à l'expiration de la période d'affectation des biens subventionnés mentionnée à l'article 2.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées et en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XXXXXXXX.

Fait à Paris en trois exemplaires

Le.....	Le.....	Le.....
Le maitre d'ouvrage délégué	Le Président de l'Université	La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France **Valérie PECRESSE**

ANNEXE 3 : FICHE PROJET – UNIVERSITE PARIS-1 – CAMPUS LOURCINE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013033

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : REHABILITATION DE LA CASERNE LOURCINE EN POLE UNIVERSITAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	23 110 000,00 €	27,78 %	6 420 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 420 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-400
423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT UNIVERSITAIRE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 103 RUE REAUMUR 75002 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Thierry DUCLAUX, Directeur

N° SIRET : 18009205800031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour objet de transformer l'ancienne caserne militaire Lourcine en pôle universitaire, afin de regrouper diverses implantations de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et d'augmenter l'offre d'hébergement et de restauration des étudiants sur Paris. Seront regroupés sur le site Lourcine les enseignements les plus avancés (masters 2) et une partie de la recherche juridique.

Description :
Le programme de futur campus universitaire prévoit, sur une surface totale construite de 28 569 m2, la

réalisation d'un bâtiment dédié à la recherche et l'installation de deux bibliothèques (un service commun de documentation et une bibliothèque de recherche)

Moyens mis en œuvre :
Le budget nécessaire à la réalisation de cette opération est estimé à 33,42 M€ TDC (dont coûts travaux évalués à 26,1 M€ HT) financé dans le cadre du CPER 2015-2020 par l'Etat (Plan Campus) à hauteur de 27 M€ et la Région Ile-de-France à hauteur de 6,42 M€.

Intérêt régional :
La Région Ile-de-France a mis au cœur de ses priorités l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants franciliens. Cet engagement se traduit dans la signature avec l'Etat le 9 juillet 2015 du CPER 2015-2020 qui vise à conforter le rayonnement international de la Région capital en offrant aux 18 000 étudiants franciliens et aux 680 enseignants chercheurs des espaces de travail de bonne qualité.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 8 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Etudants, étudiants chercheurs, enseignants, personnels administratifs et techniques.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Bibliothèques de droit sur le campus Lourcine

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostics (non éligible)	150 000,00	0,45%
Maîtrise d'oeuvre (non éligible)	2 680 000,00	8,02%
AMO (non éligible)	210 000,00	0,63%
TRAVAUX (dépenses éligibles)	26 110 000,00	78,13%
Dont dépenses déjà réalisées	3 000 000,00	8,98%
Divers (révisions, aléas, frais divers) (non éligibles)	1 270 000,00	3,80%
Total	33 420 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT (financement ANR - Plan Campus)	27 000 000,00	80,79%
Région Île-de-France	6 420 000,00	19,21%
Total	33 420 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000 000,00 €

2018	3 200 000,00 €
2019	1 280 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	20 000 000,00 €
	Montant total	20 000 000,00 €

ANNEXE 4 : FICHE PROJET - COLLEGE DE FRANCE – INSTITUT DES CIVILISATIONS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017263

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : RESTRUCTURATION DU SITE CARDINAL LEMOINE POUR LA CREATION DE L'INSTITUT DES CIVILISATIONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	14 500 000,00 €	13,79 %	2 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-400
423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLEGE DE FRANCE
Adresse administrative : 11 PL MARCELIN BERTHELOT
75231 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : ALAIN PROCHIANTZ, ADMINISTRATEUR

N° SIRET : 19753480300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La rénovation-restructuration du site Cardinal Lemoine a pour objectif de regrouper dans un même projet interdisciplinaire, la création de l'Institut des Civilisations, les chaires, les équipes et les bibliothèques présentes au Collège de France.

Description :

La restructuration du site vise à mettre en conformité les locaux aux réglementations thermique, accessibilité PMR, sécurité incendie et réglementation sanitaire.

Moyens mis en œuvre :
L'opération est estimée à un coût global de 29.4 M€ HT financée par l'Etat (20,7 M€), la Région Ile-de-France (2 M€) et le Collège de France (6,6 M€).

Intérêt régional :
La rénovation du site Cardinal Lemoine en vue d'y accueillir l'Institut des Civilisations répond à la priorité régionale de renforcer les pôles de recherche en Sciences Humaines et Sociales de niveau international en Ile-de-France. Il s'agit d'un enjeu déterminant pour l'attractivité de la Métropole et plus globalement de la région Ile-de-France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 5 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Enseignants, chercheurs, étudiants

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Restructuration du site Cardinal Lemoine pour la création de l'Institut des civilisations

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX RESTANT A REALISER	14 500 000,00	49,32%
TRAVAUX DEJA REALISES	3 427 382,00	11,66%
AMENAGEMENTS EXTERIEURS (non éligibles)	58 827,00	0,20%
CONCOURS, ETUDES (non éligibles)	4 560 000,00	15,51%
ALEAS, ASSURANCES, REVISIONS (non éligibles)	589 214,19	2,00%
TRAVAUX OPTIONNELS - FACADES (non éligibles)	708 634,00	2,41%
HONORAIRES MAITRISE OEUVRE (non éligible)	1 840 627,04	6,26%
TVA (non éligibles)	3 715 315,77	12,64%
Total	29 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT PLAN CAMPUS	20 775 000,00	70,66%
REGION ILE DE FRANCE	2 000 000,00	6,80%
COLLEGE DE FRANCE	6 625 000,00	22,53%
Total	29 400 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	750 000,00 €
2018	850 000,00 €
2019	400 000,00 €

ANNEXE 5 : FICHE PROJET – COMUE PARIS SEINE - CAMPUS INTERNATIONAL DE CERGY-PONTOISE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003192

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ETUDES DE PROGRAMMATION DU CAMPUS INTERNATIONAL DE L'UNIVERSITE PARIS SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	110 000,00 €	100,00 %	110 000,00 €
	Montant Total de la subvention		110 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-400
423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SEINE
Adresse administrative : 1 AV BERNARD HIRSCH
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Anne-Sophie BARTHEZ, Présidente

N° SIRET : 13001632200021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est de préfigurer le campus international de Cergy-Pontoise (programmation, traduction spatiale, montage opérationnel), qui constitue la déclinaison immobilière du projet I-SITE.

Description :
Trois études prioriaires ont été identifiées devant être lancées au premier semestre :

- Etude de définition des fonctionnalités du « Lieu de vie / Learning Center » du Campus International Paris Seine à partir d'un benchmarking international des équipements comparables ;

- Etude de programmation générale du campus : approfondissement des contraintes de règlementation, afin d'affiner la programmation de la partie « Berges » du campus ;

- Etude sur les modalités d'actions permettant d'atteindre le développement de 5000 logements pour étudiants et chercheurs, tel que prévus dans la programmation du projet Campus International Paris Seine.

Moyens mis en œuvre :
La COMUE Université Paris Seine s'appuiera sur des prestataires extérieurs pour réaliser ces différentes études.

Intérêt régional : A l'occasion de la révision du CPER 2015-2020 en décembre 2016, la Région a souhaité rééquilibrer ses financements en faveur des acteurs universitaires et scientifiques porteurs d'un projet I-SITE.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Etudiants, enseignants, personnels administratifs et techniques.

Localisation géographique :
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Financement des études de programmation du Campus International de Cergy-Pontoise à Neuville

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de programmation	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	60 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Insertion professionnelle des doctorants	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

ANNEXE 6 : FICHE PROJET – UNIVERSITE PARIS-SUD - CONSTRUCTION D'UN POLE UNIVERSITAIRE INTERDISCIPLINAIRE DE SANTE (PUIS) A VILLEJUIF

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003253

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ETUDES DE PROGRAMMATION D'UN POLE UNIVERSITAIRE INTERDISCIPLINAIRE DE SANTE (PUIS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	200 000,00 €	100,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-400
423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS-SUD
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES CLEMENCEAU
91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Sylvie RETAILLEAU, Présidente

N° SIRET : 19911101400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le PUIS a pour objectif de structurer l'offre des formations en santé autour des axes suivants :
- les formations de tronc commun en santé,
- les formations en sciences paramédicales,
- les formations continues en médecine et pharmacie,
- les écoles de formation supérieure.

Description :
Le projet PUIS concerne la construction de bâtiments neufs d'une surface comprise entre 15000 et 2000 m².

La réalisation du PUIS nécessite au préalable une étude de faisabilité incluant aussi bien la programmation des bâtiments que des diagnostics de terrain et le choix d'emplacement de la construction sur le site.

Moyens mis en œuvre :
Compte tenu de son ampleur, l'étude de faisabilité a été évaluée à 400 000 € TTC avec un financement réparti entre l'État (200 000 € TTC) et la Région Île-de-France (200 000 € TTC).

Intérêt régional :
La Région Île-de-France a mis au coeur de ses priorités l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants franciliens. Cet engagement vise à conforter le rayonnement international de la Région capitale en offrant des espaces de travail de bonne qualité.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Étudiants, enseignants, personnels administratifs et techniques.

Localisation géographique :
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Construction d'un pôle interdisciplinaire de Santé (PIUS) à Villejuif (études)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Études de programmation	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	160 000,00 €
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	245 250,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	215 552,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	65 172,00 €
2014	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2014	SESAME	200 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	23 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	35 000,00 €
2014	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	20 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 750,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	6 000 000,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	4 500,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	194 850,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	66 837,00 €
2015	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 870,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	30 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	16 906 780,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	164 700,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	161 586,80 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	63 438,00 €
2016	PSP - Diplôme universitaire de musicien intervenant	85 734,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 000,00 €
2016	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	17 070,00 €
	Montant total	27 021 777,80 €

ANNEXE 7 : LISTE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE AU DIPLÔME D'ACCES AUX ETUDES UNIVERSITAIRES POUR L'ANNEE 2016-2017

Liste des bénéficiaires de l'aide au passage du Diplôme d'accès aux études universitaires - Année 2016/2017

Dossier - Code	Civilité	Bénéficiaire	Nom de l'établissement	Filière de formation
EX018404	Madame	AABAIDA SORAYA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018039	Monsieur	ABAR LYES	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018511	Madame	ABATI SANDRINE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX017800	Madame	ABBAS HAKIMA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018492	Madame	ABDALLAH CAROLINE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018550	Madame	ABDMEZIEM CELIA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018447	Madame	ABECASSIS AURELIA	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018564	Monsieur	ABECASSIS JEREMIE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018034	Madame	ABSALON PRESCILLIA	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018090	Madame	ADAIDI DOS SANTOS FATIMA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017865	Madame	ADONAI ANAIS	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX017723	Monsieur	AICH YASSINE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018433	Monsieur	AIMENE IDIR	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX017777	Madame	AKANSU ESRA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018457	Monsieur	AL KHOURI RACHED	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018366	Madame	ALAHO SAIDATH SAMIA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018497	Madame	ALAYA FATMA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018412	Madame	ALCABELARD MAUD	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018084	Madame	AMRI LINDA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018115	Monsieur	ANDREANI ANGE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018329	Monsieur	ANIS CYRILLE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018679	Madame	ANNONI CHARLOTTE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018346	Monsieur	ANTONIO MAURO	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018334	Madame	ASQUIN CECILE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018353	Monsieur	ATTAR SAFIEDDINE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018589	Monsieur	AUVILLE ROLAND	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018448	Madame	AYADI AHLEM	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire

EX018240	Monsieur	AYIVI ARNAUD	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018380	Monsieur	BAH KINDY	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018506	Monsieur	BALLET LOIC	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018120	Monsieur	BALU AIME	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018549	Monsieur	BANQ MARTIAL	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018232	Madame	BARIOL CHRISTELLE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018311	Monsieur	BASPEYRAS WILLIAM	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX017978	Monsieur	BASRI WISSEM	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018546	Monsieur	BASSONVILLE YANN	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX017997	Monsieur	BATISSE WILLIAM	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018602	Madame	BAZIE AIDA TATANIA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017955	Madame	BECKER NINA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018591	Monsieur	BEEKIA HANS	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018387	Madame	BEHAL TAOUS	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018414	Madame	BEJAOUI KHADIJA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018390	Monsieur	BEKHTAOUI ADEL	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018528	Madame	BELAIDI LAMIA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018458	Madame	BELAOUNI RAHMOUNA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017939	Madame	BELKALEM IMANE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018563	Madame	BELKHIR ANISSA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018521	Madame	BELLILI NASSIMA	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX017683	Madame	BELLOW CARINE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018427	Madame	BELOUNIS MORJANE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018599	Madame	BEN ALLEL MARINA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018213	Monsieur	BEN LAGHA HOSSEIN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018583	Madame	BEN TAMANSOURT KAOUTHAR	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018161	Madame	BENABDI LAILA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017762	Madame	BENAMAR MORGANE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018357	Monsieur	BENAVIDES ALAI	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire

EX018417	Madame	BENCHAOUCHE AMELIE	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018376	Monsieur	BENDIAB KHEMIS	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018322	Madame	BENDJEBBOUR KONATE SABRINA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX017796	Madame	BENMOUHOUB KADA OUARDIA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018313	Madame	BEOUCHE SOFIA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018321	Monsieur	BERGIA BASTIEN	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018428	Madame	BERNADEL LINDA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018364	Madame	BETTIOUI NAOUAL	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018370	Madame	BEZZARI NAJI NAOILE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018473	Monsieur	BINAGOT SOFIANE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018331	Madame	BINELI LILIANE PHILIPPE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018217	Madame	BINGOL EDA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018253	Madame	BIR JULIE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018220	Monsieur	BISCIGLIA MICHAEL	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018503	Madame	BISSON DELPHINE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018581	Madame	BLYDA FABIENNE	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018267	Madame	BOGOEVSKI ANGELA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018392	Madame	BOILARD JENNIFER	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018574	Madame	BONAMICI JULIE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018289	Monsieur	BONGO HALTON	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018411	Madame	BONNASSEAU JULIA	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018536	Madame	BONOGO ROOGEMNOOMA ELIANE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018416	Madame	BOUFEDJIKH SABRINA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018050	Madame	BOUGE MARINE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018226	Madame	BOUILLAGUET HELENE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018333	Monsieur	BOUKHENAISSI SELIM	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018610	Madame	BOULAHBAQ HAJAR	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018514	Monsieur	BOURDON YANN	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018415	Monsieur	BOUROTTE SACHA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire

EX017909	Madame	BOUSAIDI FATIHA	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018475	Madame	BOUSSAID LAETITIA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018158	Monsieur	BOUVIER ANTOINE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018424	Madame	BOZDERE NESIBE	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option B scientifique
EX018484	Madame	BRANDAO CECILE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018343	Monsieur	BREUIL JEROME	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017754	Madame	BRKIC PAUNOVIC ALEXANDRA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018045	Monsieur	BRUEL VAZEUX FLORENT	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018356	Madame	BRUNO MARIE JACQUELINE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018365	Monsieur	BRUSQ PHILIPPE	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX018571	Monsieur	BUGNY ALEXANDRE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018111	Madame	BUREL MANON	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018070	Monsieur	CALLO CHRISTIAN	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017530	Madame	CAMARA BINTOU	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018332	Madame	CAMARA MARIE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018600	Madame	CAMILLOT CLEMENTINE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX017536	Madame	CARRE MYRIAM	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018420	Monsieur	CASTANO PUERTA CRISTIAN CAMILO	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018310	Madame	CASTILLO MELISSA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018487	Madame	CASTRO- - BAGOT ALYCIA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018113	Monsieur	CASTRO LUIS-HENRI	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018441	Madame	CELIN EP GENITEAU CECILE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018126	Madame	CHAABI NINA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018242	Monsieur	CHAKOF CHEMS-EDINE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018493	Madame	CHAMAYRAC MARIE-PIERRE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018110	Monsieur	CHANTEUR LUDOVIC	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018466	Madame	CHARLES BEGLENE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018351	Monsieur	CHARTIER ROMAIN	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018330	Madame	CHAULET CHANA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire

EX017907	Monsieur	CHAUVEY CYRIL	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018194	Monsieur	CHAUVIERE CYPRIEN	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018033	Madame	CHECA PAULINE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017882	Madame	CHEVAILLER ELODIE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018047	Monsieur	CHHOEUNG PANHCHARITH	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018104	Madame	CHIKER NAWELLE	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018014	Monsieur	CHITAMBO JOHN LOBE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018451	Monsieur	CHOBEAUX ANTONIN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018554	Madame	CISSE ASSANATOU MIRIBELLE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018196	Madame	COGNAC CELINE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018053	Madame	COLMARD-DESCAMPS JENNY	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018423	Madame	CORALIE CORINNE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018408	Monsieur	COSSET ANTOINE	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option B scientifique
EX018243	Madame	COSTE GEORGIA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018273	Monsieur	COUDERT VICTOR	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018326	Madame	COULAUD-DELANNOY ANNIE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018609	Monsieur	COUSIN SEBASTIEN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option B scientifique
EX018239	Monsieur	COUTURIER JULIEN	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018282	Madame	CREISMEAS SAMANTHA	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX018509	Monsieur	CROZON KEVIN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option B scientifique
EX018557	Madame	DA VEIGA SEMEDO EMILIE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018019	Madame	DAHAOUI SAKINA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018002	Monsieur	DAHMANI NORMAN	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018486	Madame	DALLIN-KPANA ESTELLE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018585	Madame	DAON FANNY	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018022	Madame	DARAN CYNDIE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018044	Madame	DAROUX JULIE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018308	Madame	DARRIBEROUGE LINDA	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018109	Madame	DAYF LELIEVRE NAIMA	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire

EX018277	Madame	DE FRANCESCO ISABEL	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018369	Madame	DE LA TRIBOUILLE MARION	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018320	Madame	DE OLIVEIRA EVA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018367	Madame	DE OLIVEIRA VALINA	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX018317	Madame	DELACHAUX LESLIE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018260	Monsieur	DELAPORTE GUIREC	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX017895	Madame	DELAVAL AUDREY	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017759	Monsieur	DELMAS ISMAEL	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018122	Madame	DEMAZEAU PRESCILLIA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018257	Monsieur	DEMIR CELAL	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018385	Madame	DEMONTREUILLE MARIE-FRANCE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017925	Madame	DENIS SANDRA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018388	Madame	DEROCHE-LOPEZ MAEVA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018562	Madame	DEROFF MARIE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018046	Madame	DEZUSINGE AUDREY	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX018055	Madame	DI PAOLO LYDIA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018566	Madame	DIAB ANISSA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018373	Madame	DIALLO AFISSATOU	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018578	Madame	DIALLO AISSATA	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018307	Monsieur	DIALLO MAHMOUD	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018075	Madame	DIALLO MAMADOU TALIBE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018271	Madame	DIARRA MAIMOUNA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018305	Monsieur	DIENER VALENTIN	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018498	Madame	DIF RAHMA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018580	Madame	DIMENE MOUKOKO AGATHE GEORGES	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018518	Madame	DISCORD AMELIE	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option B scientifique
EX018450	Madame	DJAZIRI LILIA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018358	Monsieur	DJEBAILI MASHOUD	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017676	Madame	DJIKINE BOULAYE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire

EX017668	Madame	D'OLIVEIRA DORINE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018467	Madame	DOUARED FERDINE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018379	Madame	DOUAZI SABAH	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018284	Madame	DOUMBOUYA AICHA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018606	Monsieur	DRAME MAKAN	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018418	Madame	DRANE RACHELLE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018246	Madame	DRIOUACHE LIS SARA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018405	Monsieur	DUMONTET ADRIEN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018761	Monsieur	DUPONT PATRICK	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018381	Madame	DURAND AUDREY	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX017863	Monsieur	DUSONG FABIEN	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018013	Madame	DUSSAUD ELEONORE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018001	Madame	EDOUARD ODILE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018532	Madame	EL BALLAT EMILIE	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX018131	Monsieur	ELHAOUARI IBRAHIM	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018452	Madame	ELKEBIR LEILA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018406	Madame	EMANI DEUTCHOUA SYLVIE BLANCHE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018436	Monsieur	ENUKIDZE SABA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018048	Monsieur	EONE MATHIAS	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018073	Monsieur	ERBILGIN ADRIEN	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018160	Madame	ESPINASSE CHARLOTTE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017871	Madame	ESSADI LOEVA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018547	Monsieur	ESSAKJI JEREMY	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option B scientifique
EX018250	Monsieur	ESTEVEZ VICTOR	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018124	Madame	FADLI NASSSERA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017748	Madame	FALZONE JESSY MATILDE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018224	Monsieur	FARAJ AHMED	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018354	Monsieur	FARTASS ISMAEL	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option B scientifique
EX017927	Madame	FATHI OSMAN ESRA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire

EX018449	Madame	FAURE INGRID	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018324	Monsieur	FENTATI SALIM	UNIVERSITE DE PARIS IV SORBONNE	DAEU option B scientifique
EX017862	Madame	FERREIRA ISABELLE	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX017938	Madame	FITOUSSI ROXANE	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018234	Madame	FLEURET CARINA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018472	Monsieur	FOMBA FRANCK CEDRICK	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX017840	Madame	FORMONT ROXANNE	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX018453	Madame	FORTAS OUIDED	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017953	Madame	FOTSO STELLA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018560	Monsieur	FOUQUER ALEXANDRE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018363	Madame	FOURASTIE SANDRA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018312	Madame	FRIEDERICK KELLY	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018241	Madame	FUTOL AURELIE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018438	Madame	GALASSI LAURA	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018293	Madame	GALLOUDEC SOPHIE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018537	Monsieur	GASPAR HUMBERTO	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX017597	Madame	GAULT MARIE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX017694	Monsieur	GAYE AMIDOU	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017965	Madame	GHORAB RADIA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018216	Monsieur	GHULAM WAQUAS	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018531	Monsieur	GIACOMONI MAXIME	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017852	Madame	GIBERT MARION	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option B scientifique
EX018596	Madame	GILLES CYNTHIA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018456	Monsieur	GILLET MATHIEU	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018429	Monsieur	GIMENEZ FRANCOIS	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018258	Monsieur	GOHABAR MOHAMMAD IBRAHIM	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX017928	Madame	GOMES MELISSA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018156	Madame	GONZALEZ EMMANUELLE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018496	Madame	GOUNO AUDREY	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire

EX018049	Monsieur	GOUPIL ANTHONY	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX017549	Madame	GRIMAUD LOUISE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018444	Monsieur	GUTIERREZ MICHEL	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX017857	Monsieur	HABIB JULIEN	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018400	Madame	HADJ-KACI SAMIA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX017973	Monsieur	HAMDAT LAID	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018590	Madame	HAMMOUCHE SANDIE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017875	Madame	HAMZA NISSA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018342	Madame	HAREL-CARIOU PAULINE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018470	Monsieur	HARMANDAYAN VIKEN	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018286	Madame	HARRARI MARGOT	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018401	Monsieur	HERI ABIDINE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018167	Madame	HOPPLEY MARYLINE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018455	Madame	IMANI SAID YOUSRA	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018520	Madame	JABIR SOUKAINA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX017987	Madame	JARMARCZYK CAROLINE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018303	Madame	JAUGEY LEANA EDEN	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018601	Madame	JEAN VERIS ROSEMANE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018118	Madame	JEANTY NATACHA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017678	Monsieur	JEMAI ALI	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018668	Madame	JENDOUBI SOUNDOSS	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018607	Monsieur	JENGOU NKOUANE BENOIT	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018402	Madame	JOLY ELODIE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018425	Monsieur	JUAREZ CHILDERIC	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017966	Madame	JUNG CORINNE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018255	Madame	KACI KARIMA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018567	Madame	KAJJI LAILA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018476	Madame	KANE FATIMATA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017999	Madame	KANOUNI LINDA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire

EX018407	Madame	KASMI SHEERAZADE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018611	Madame	KASOMPWA KIVIA	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018283	Madame	KASSI PRISCILLA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018543	Monsieur	KEBE HAITOULAI	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018442	Madame	KEBILENE ASSIA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017688	Madame	KEITA ADAMA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018359	Madame	KERDOUCHE MERIEM	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018510	Madame	KHAOUTI CHAHRAZAD	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018504	Madame	KHARBOUCH SIHAM	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018106	Madame	KHEFIF SABRINA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017728	Madame	KHERMANE TRAORE KAHINA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017962	Monsieur	KIMBU MUMAKA GUYLORD	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option B scientifique
EX018512	Monsieur	KITOKO CHRISTIAN	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018409	Madame	KOC SELMA	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX017745	Madame	KOSGODA GAN ACHARIGE RUWANI	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018462	Madame	KOUSSIKOU ADELINE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018192	Madame	KREMER SEPHORA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018568	Madame	KRIR MAISSA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018551	Madame	KURT SEVILAY	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018360	Monsieur	LAFAITE DAVID	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018141	Madame	LAHBIL MYRIAM	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018594	Madame	LAINE AMANDINE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018482	Monsieur	LALOU MICHAEL	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018157	Madame	LANDU KIMOTO COUCOU HELENE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018598	Madame	LANGLAIS BARBARA	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018439	Madame	LARCHER JULIE-ANNE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017640	Madame	LAUP AURELIE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017929	Madame	LAURENT BRABANT CHRISTELLE	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018327	Madame	LE COMTE JUSTINE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire

EX018505	Madame	LEBBIHI MYRIAM	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018325	Madame	LEBLANC JACQUELINE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018103	Monsieur	LECLERC VINCENT	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX017924	Madame	LEFEBVRE ALEXANDRA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018107	Madame	LEFFONDRE CINDY	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018612	Madame	LEON AGATHE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018116	Madame	LERALU MARION	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018410	Monsieur	LEREVEREND GUILLAUME	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018082	Monsieur	LETO CHRISTOPHE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018339	Madame	LETOUZE AUDREY-EMILIE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018603	Madame	LIBEAUD LARA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018519	Madame	LICATESI EVA	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option B scientifique
EX018088	Madame	LOBA EHY YANN PASCAL EMMANUELLA	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option B scientifique
EX018274	Madame	LOCHET EMILIE	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018276	Madame	LOEB PASCALE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018335	Monsieur	LONGEAU JONATHAN	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018318	Monsieur	LONGO MARCO	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018062	Monsieur	LOPES FREDERICENOELSON	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018495	Madame	LOPEZ Y NAVARRO ELEONORE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018523	Madame	LORENTZ CINDY	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018440	Madame	LOSORGIO MICAELLA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018542	Madame	LOYATE LOLA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018489	Monsieur	LOYOT JASON	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017797	Madame	LUCAS AUDREY	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option B scientifique
EX018477	Madame	MAACHI RABEA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018454	Monsieur	MADENLI TONY	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018469	Madame	MAGNIER JOHANE	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX018384	Monsieur	MAHDID MOURAD	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX017778	Madame	MAILLET LEA	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire

EX018548	Madame	MAKANA SOPHIE	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018501	Madame	MALANDILA LEYA BRUNELLE	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option B scientifique
EX017936	Madame	MALLET LUZ ELENA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018570	Madame	MAMBOUANA MBONDO PROELLE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018371	Monsieur	MANE DAVE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018374	Monsieur	MANGASSOUBA OUSMANE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018010	Monsieur	MARAVAL TOM	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017727	Madame	MARBOEUF DEBORAH	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018552	Madame	MARCHAND CAPUCINE	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018199	Monsieur	MARCOU ANTHONY	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017756	Monsieur	MARIAGE AURELE	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018569	Monsieur	MARINHO LEMOS LUDOVIC	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX017538	Madame	MARTIN SABRINA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018525	Monsieur	MATHEY SEBASTIEN	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018524	Monsieur	MATHIEU TONY	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018114	Madame	MATUNDU LAETITIA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018576	Madame	MAYAMONA SALAY FALLONNE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018280	Madame	MAYAUD NATHALIE	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX017960	Monsieur	MAZAUD LUCAS	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018278	Monsieur	MBAKI MAKUKA ARIEL	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018507	Madame	MBALOULA JOY ANAIS	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018460	Madame	MEALLAOUI SARAH	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018588	Madame	MEFTAH SEGHIRI MANNELLE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option A littéraire
EX018445	Madame	MEGUENNI-TANI CHALLAL LILA	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018529	Madame	MEHIAOUI SOMIA	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018285	Madame	MEKEOUH SORELLE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018377	Madame	MENDEZ LEA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018465	Madame	MENUSET MELODIE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018437	Madame	MERAL LENA DURDANE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire

EX018314	Madame	MERED MERIEM	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017945	Monsieur	MESANS KEVIN	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018597	Madame	MESSAOUDENE NADIA	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option A littéraire
EX017726	Madame	M'GHARFAOUI NADA	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018399	Madame	MHIRSI YASSEMINE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017681	Madame	MICHETTE HERMELINE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018228	Madame	MIER Y TERAN NOELIA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017876	Madame	MIETOUHANGANA SOPHIE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017864	Madame	MIGEON ANGELIQUE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018372	Monsieur	MILOUD MOHAMED	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018117	Madame	MINOUX ERIKA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018398	Madame	MIREDIN OLIVIA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018256	Madame	MIXTUR SANDY	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018508	Madame	MOHAMED NAJEEB AMANY	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018573	Madame	MOJICA JESSICA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018593	Madame	MOKTARI MENINA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018527	Madame	MONDALI VAHINA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018155	Madame	MORIO FIONA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018490	Monsieur	MORITZ NICOLAS	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018500	Madame	MOUANDZA DORYA	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018464	Monsieur	MOUSNIER ANTOINE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018341	Monsieur	MOUSSIER CHARLES	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018394	Madame	MOUTALA JEANNINE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017958	Monsieur	MURALITHARAN DANY	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018162	Madame	NASEER RAMEEZA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018105	Monsieur	NDONGO NGONO DAMIEN	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017964	Madame	NEAU ADELINE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018677	Madame	NEROME SAMANTHA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018315	Madame	NEUVILLE MEGHANN	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire

EX018352	Madame	NGAWANG LHAZEY	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018281	Madame	NIAKATE FATOUMATA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018203	Monsieur	NIARE SALIF	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018544	Madame	NINKEU GAELLE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX017856	Monsieur	NKOMBE AMBA JORIS	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018397	Madame	NOMOKO FOUNEMOUSOU	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018382	Monsieur	NOU FREDERIC	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018031	Madame	OGET CHARLENE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018171	Madame	OGET GLADYS	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018584	Madame	OKOU GAELLE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018244	Madame	OLIVE LINDA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018434	Monsieur	OLIVEIRA PEREIRA MATHIEU	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018395	Madame	ONG PHALLAR	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX018595	Madame	ORBLIN ANNE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018587	Madame	OTRO CHRISTELLE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017868	Monsieur	OUAKI MATTHIEU	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017722	Madame	OUAZARI AICHA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018166	Madame	OUKKAL SABRINA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018534	Monsieur	OUNASSER HASSAN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017816	Madame	OZDEMIR MARION ROXANE VANILLE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018184	Madame	PANOTIER SANDRINE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018502	Monsieur	PARE PATRICK	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018488	Monsieur	PARIS LILIAN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option B scientifique
EX018153	Madame	PERONET KATIA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option B scientifique
EX018227	Madame	PICARD SYLVIE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX017779	Monsieur	PICARD VINCENT	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018076	Madame	PIERRE GINA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX017685	Madame	PINCON VIRGINIE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018396	Monsieur	PITIPANA ACHIGE JIMMY	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire

EX018478	Monsieur	PIZEM YOEL	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018446	Madame	PLACIDE MARIE-EUNICE	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX017993	Madame	PLUMAS AUDREY	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX017869	Madame	POILVE STEPHANIE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018223	Madame	POITIER BETTY	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018078	Madame	POLO PAMELA VICTOIRE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017795	Madame	PONDE NKOT LAETITIA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018426	Madame	PONGE ANGELIQUE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018005	Madame	PORTUGAIS EMILIE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017959	Madame	PREIRA GENEVIEVE ANNIE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018463	Madame	PROBELEON BAUTISTA MARILYN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018494	Madame	PROVEDI LISE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018238	Monsieur	PUNTI IGOR	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018222	Madame	QABBAL NADA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX017780	Monsieur	QUERUEL NATHAN	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option B scientifique
EX018187	Madame	RABA ALINA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017934	Madame	RAFARAMANANIRINA VEROHANITRAMARCELLE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018474	Monsieur	RAJAONA LUC	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX017861	Monsieur	RASPHONE PIERRE	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option B scientifique
EX018421	Monsieur	REMOND WILLY	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018245	Monsieur	RIBEIRO ALEX	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018229	Madame	RIBEIRO SYLVIE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018000	Madame	RICARDO LAURA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018349	Madame	RICHARDSON LINDSAY	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018018	Monsieur	ROBIN FLORENT	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018348	Madame	ROBSON GENEVIEVE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018119	Madame	RODRIGUES ELENA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018054	Monsieur	ROLLAIS MICHAEL	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017641	Madame	ROUILLE AMANDINE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire

EX018540	Madame	ROY-CIVELLI CELINE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018468	Monsieur	ROYER MATTHIEU	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018538	Madame	RUFFIN SONIA	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017971	Madame	RUPERT WENDY	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017923	Madame	SAFE HOUMOU	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	DAEU option A littéraire
EX018535	Madame	SAKO FATOUMATA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018605	Monsieur	SAMBA MEHDI	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017716	Monsieur	SAMSON ALEXIS	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX017940	Monsieur	SCALISI DAVID	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018515	Monsieur	SCLISSON ERWAN	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	DAEU option B scientifique
EX018393	Monsieur	SEBAG JORDAN	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017961	Monsieur	SEBIANE MEHDI	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018231	Madame	SEDDAOUI KRIEF FATIHA	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017686	Madame	SEGBEDJI BERNICE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018431	Madame	SEMIDA RIANE	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX017776	Monsieur	SENA QUEIROZ JEAN	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018068	Madame	SENOTIER CELINE	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017802	Monsieur	SERI OKOU JULIEN	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018586	Monsieur	SIABDELKADER BEMOUSSA SAFI	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018517	Madame	SISSOKO FATOUMATA	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017996	Monsieur	SISSOKO STEVEN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018052	Madame	SOLOLA JEANNE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018051	Madame	SOLOVEI TATIANA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018559	Monsieur	SORET MATHIEU	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX017994	Monsieur	SOW WARREN	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX017682	Madame	SRITI RACHIDA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018112	Madame	STAGNITTO LINA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018251	Madame	STASSINET JULIE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017690	Madame	SUEUR CASSANDRA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire

EX018230	Monsieur	SUEUR LOUIS	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017793	Madame	SY HABY	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018471	Madame	SYLLA AMINATA	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018298	Madame	SYLLA MABINTOU	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018268	Madame	SYLVESTRE AUDREY	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018604	Madame	TABET SAMIRA	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018209	Madame	TAGUIA DOUNIA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018355	Madame	TCHEUDJIO JOUODO INES	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018225	Madame	TEMMACHE RAHMOUNA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018316	Monsieur	THOME GUILLAUME	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017941	Madame	TOUCHARD STEPHANIE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018249	Madame	TOURE BARBARA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018108	Monsieur	TOURE FODE ABASS	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018555	Monsieur	TRANCART CHRISTOPHE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018556	Madame	TRANTI AMEL	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX018362	Madame	TRAORE ASSA	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018030	Madame	TRAORE BINTOU	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018347	Monsieur	TREFFRE AYMERIC	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017957	Monsieur	TRENA GENT	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018419	Madame	TSOLENYANOU ESTELLE	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX018350	Monsieur	TWUM DA COSTA	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018383	Madame	VALEMBOIS HORTENSE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018575	Madame	VALETTE NINA	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique
EX017867	Madame	VANDENHOVE VIRGINIE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX017930	Madame	VARIN ALICE	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX018608	Madame	VAZ ELEN	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018461	Madame	VAZ LOPES STELLA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018287	Madame	VEGA STEPHANIE	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	DAEU option A littéraire
EX017841	Madame	VERBEKE SEVERINE	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire

EX018337	Madame	VERGNAUD ESTELLE	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017679	Madame	VESPUCE CELINE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018269	Monsieur	VIEILLEFOND QUENTIN	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX018592	Monsieur	VIEIRA MIGUEL	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018233	Monsieur	VIEUXBLED ALEXANDRE	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	DAEU option B scientifique
EX018491	Monsieur	VOLMAR JOSUE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option B scientifique
EX018443	Madame	WISARD MARIE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017725	Madame	WUMBA EMERAUDE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017712	Monsieur	YA PHONG	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX018016	Madame	YAGCI SUMEYRA	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018247	Madame	YAHIAOUI KENZA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017517	Madame	YARDE SHIYAMA	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	DAEU option A littéraire
EX018236	Monsieur	YEHOUESSI NICOLAS	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option B scientifique
EX017729	Madame	YENGO TSOUEKELA KARINE SALIA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018526	Monsieur	YILMAZ ADEM	UNIVERSITE PARIS DIDEROT - PARIS 7	DAEU option A littéraire
EX017775	Madame	YOUSFI SOFIA	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX018485	Madame	ZEGAI NATHALIE	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL-DE-MARNE	DAEU option A littéraire
EX018319	Monsieur	ZERARI AHMED	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	DAEU option A littéraire
EX018219	Monsieur	ZHAN ALEXANDRE	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	DAEU option A littéraire
EX017798	Madame	ZHENG XIAOZHEN	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	DAEU option A littéraire
EX017691	Madame	ZIRCON MAEVA	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018218	Madame	ZONGO MBOM LEONNELLE NOMIE	UNIVERSITE PARIS XIII - NORD	DAEU option A littéraire
EX017995	Madame	ZORDAN ZOE	UNIVERSITE DE CERGY PONTOISE	DAEU option A littéraire
EX018163	Monsieur	ZYBURA MATTHIEU	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	DAEU option B scientifique

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-060

DU 8 MARS 2017

Attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux

Première affectation pour 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement ;
VU La délibération n° CR 40-14 du 19 juin 2014 relative à la mobilisation pour l'accès des franciliens au logement social ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 39-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du logement – dispositif anti ghettos ;
VU La délibération n° CR 41-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du logement – engagement en faveur des classes moyennes ;
VU La délibération n° CP 15-385 du 9 juillet 2015 portant notamment affectation de subventions en faveur du logement social et très social ;
VU La délibération n° CP 16-370 du 12 juillet 2016 portant notamment approbation des conventions type en faveur du logement très social, social et intermédiaire ;
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-060 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;
VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « aide à la création de logements locatifs intermédiaires » de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 125 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **125 000 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400201

« Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « aide à la création de logements locatifs sociaux » de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel 3 392 574 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 392 574 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « aide à la création de logements locatifs très sociaux » de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 684 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 684 000 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Subordonne le versement des subventions des opérations décrites en annexe 2 à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-370 du 12 juillet 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	OS/Date prévisionnelle de démarrage
15010563	réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis rue du Château/route de Lardy à Cheptainville	SA d'HLM Pierres et Lumières	09/07/2015
16006934	réalisation de 27 logements PLUS sis square Alphonse de Lamartine à Fontenay-le-Fleury	SA D'HLM LOGIREP	28/11/2016
16006935	réalisation de 11 logements PLAI sis square Alphonse de Lamartine à Fontenay-le-Fleury	SA D'HLM LOGIREP	28/11/2016

16015244	réalisation de 65 logements PLUS situés Zac du Sycomore, lot SY7, avenue Marie Curie et rue Pavée à Bussy-Saint-Georges	SA D'HLM EMMAUS HABITAT	12/12/2016
17002152	réalisation de 44 logements PLAI situés Zac du Sycomore, lot SY7, avenue Marie Curie et rue Pavée à Bussy-Saint-Georges	SA D'HLM EMMAUS HABITAT	12/12/2016
16016673	réalisation de 22 logements PLUS sis 15-19, avenue du Docteur Roux à Morsang-sur-Orge	IMMOBILIERE 3F	01/12/2016
16016674	réalisation de 7 logements PLAI sis 15-19, avenue du Docteur Roux à Morsang-sur-Orge	IMMOBILIERE 3F	01/12/2016
16016675	réalisation de 4 logements PLS sis 15-19, avenue du Docteur Roux à Morsang-sur-Orge	IMMOBILIERE 3F	01/12/2016
16016658	réalisation de 22 logements PLUS sis rue Hélène Boucher / allée Henri Sellier (lot Z4) aux Mureaux	EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE	07/10/2016

Article 6 :

Transfère à la SA d'HLM Pierres et Lumières, les deux subventions, dont les fiches projet sont jointes en annexe 3 à la délibération, ci-dessous référencées, initialement attribuées à l'Opievoy par délibération n° CP 15-385 du 9 juillet 2015 pour la réalisation de 14 logements PLUS/PLAI situés rue du Château – route de Lardy à Cheptainville :

- Subvention dossier n° 15010563 ;
- Subvention dossier n° 14018140.

Subordonne le versement de ces deux subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 11-868 du 16 novembre 2011 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 7 :

Modifie la délibération n° CP 15-385 du 9 juillet 2015 concernant l'opération de création de 14 logements PLUS/PLAI située rue du Château – route de Lardy à Cheptainville conformément aux fiches projets jointes en annexe 3 (dossiers n° 15010563 et n° 14018140), et modifie comme suit les montants de subventions attribuées.

Ramène le montant de la subvention en faveur des logements PLUS (dossier n° 140181404) de 77 105 € à 75 449 €.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de **1 656 €** sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2015.

Porte le montant de la subvention en faveur des logements PLAI (dossier n° 15010563) de 36 000 € à 48 000 €.

Affecte en conséquence une autorisation de programme complémentaire de **12 000 €** sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2017.

Article 8 :

Approuve les modalités d'application du dispositif « 100.000 stages pour les jeunes franciliens » prévues dans la convention-type jointe en annexe 4 à la délibération. Peuvent y être éligibles :

- les opérateurs ayant bénéficié, au cours d'un des trois derniers exercices budgétaires, d'au moins 10 affectations de subventions pour un montant minimum cumulé de 0,5 M€ au titre des aides en faveur du développement du parc locatif social et du logement des jeunes et des étudiants,
- les opérateurs de la maîtrise d'ouvrage d'insertion ayant bénéficié, au cours d'un des trois derniers exercices budgétaires, d'au moins 5 affectations de subventions au titre des aides en faveur du développement du parc locatif social et du logement des jeunes et des étudiants.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N° 1

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400201 - Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires**

Dispositif : N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux

Dossier	16011579 - 91 - OLLAINVILLE - PRIMEVERES - 33 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	OLLAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
709 630,00 €	TTC	4,23 %	30 000,00 €	

Dossier	16014204 - 78 - CHATOU - SQUARE DEBUSSY - 42 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	CHATOU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
835 512,00 €	TTC	4,79 %	40 000,00 €	

Dossier	16016675 - 91 - MORSANG SUR ORGE - DOCTEUR ROUX - 33 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MORSANG-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
550 533,00 €	TTC	3,63 %	20 000,00 €	

Dossier	17000072 - 95 - HERBLAY - ILOT NORD EMISSAIRE/SEGUIN - 33 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
863 471,00 €	TTC	4,05 %	35 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	125 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400201	125 000,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400202 - Aide à la création de logements locatifs sociaux**

Dispositif : N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux

Dossier	14018527 - 78 - BOUGIVAL - BOISSY D'ANGLAS - 19 PLUS/PLAI / 23 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	BOUGIVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	74 505,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 490 091,00 €	TTC	5 %	74 505,00 €	

Dossier	15004181 - 77 - VENEUX-LES-SABLONS - RUE DE LA LIBERTE - 59 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	VENEUX-LES-SABLONS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	231 596,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 631 912,00 €	TTC	5 %	231 596,00 €	

Dossier	15013931 - 78 - LES MUREAUX - AVENUE PAUL RAOULT - 38 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	LES MUREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	167 368,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 347 365,00 €	TTC	5 %	167 368,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	15018007 - 95 - GONESSE - 1 RUE CHAUVART - 20 PLUS - 32 LOGTS				
Bénéficiaire	R12520 - LA MAISON DU CIL				
Localisation	GONESSE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	154 082,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 081 648,00 €	TTC		5 %	154 082,00 €	

Dossier	15018781 - 77 - CHEVRY-COSSIGNY - RUES JEAN ET CASSIN - 56 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R10930 - ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM				
Localisation	CHEVRY-COSSIGNY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	174 501,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 490 022,00 €	TTC		5 %	174 501,00 €	

Dossier	15018783 - 77 - FONTENAY TRESIGNY - RUE EMILE ZOLA - 27 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R10930 - ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM				
Localisation	FONTENAY-TRESIGNY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	128 001,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 560 017,00 €	TTC		5 %	128 001,00 €	

Dossier	16006875 - 95 - MARGENCY - SALENGRO/DUNANT - 32 PLUS/PLAI - 40 LOGTS				
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION				
Localisation	MARGENCY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	132 260,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 645 193,00 €	TTC		5 %	132 260,00 €	

Dossier	16006934 - 78 - FONTENAY LE FLEURY - SQUARE LAMARTINE - 38 PLUS/PLAI / 53 LGTS				
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP				
Localisation	FONTENAY-LE-FLEURY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	228 022,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 560 434,00 €	TTC		5 %	228 022,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	16010408 - 77-RUBELLES - ZAC DES 3 NOYERS - 45 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT				
Localisation	RUBELLES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	179 397,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 587 936,00 €	TTC		5 %	179 397,00 €	

Dossier	16011576 - 91 - OLLAINVILLE - PRIMEVERES - 33 PLUS/PLAI/PLS				
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE				
Localisation	OLLAINVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	140 348,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 806 963,00 €	TTC		5 %	140 348,00 €	

Dossier	16013176 - 91 - LA VILLE DU BOIS - DIVISION LECLERC/CAILLEBOUDES - 28 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT				
Localisation	LA VILLE-DU-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	127 436,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 548 725,00 €	TTC		5 %	127 436,00 €	

Dossier	16014202 - 78 - CHATOU - SQUARE DEBUSSY - 42 PLUS/PLAI/PLS				
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE				
Localisation	CHATOU				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	156 729,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 134 587,00 €	TTC		5 %	156 729,00 €	

Dossier	16014206 - 91 - EVRY - COQUIBUS - 61 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT				
Localisation	EVRY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	132 362,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 647 237,00 €	TTC		5 %	132 362,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	16014208 - 91 - EVRY - MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - 81 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	174 588,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 491 765,00 €	TTC	5 %	174 588,00 €	

Dossier	16015244 - 77-BUSSY SAINT GEORGES - SYCOMORE SY7 - 109 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5028 - SA D'HLM EMMAUS HABITAT			
Localisation	BUSSY-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 936,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 018 714,00 €	TTC	5 %	400 936,00 €	

Dossier	16016028 - 91 - ARPAJON - RUE DU 8 MAI 1945 - 45 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	193 101,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 862 017,00 €	TTC	5 %	193 101,00 €	

Dossier	16016295 - 95 - SAINT BRICE SOUS FORET - CHEMIN DE NEZANT - 23 PLUS/PLAI - 32 LOGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	SAINT-BRICE-SOUS-FORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 909,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 458 173,00 €	TTC	5 %	72 909,00 €	

Dossier	16016658 - 78 - LES MUREAUX - HELENE BOUCHER - 22 PLUS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	LES MUREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	155 923,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 898 456,00 €	TTC	5,38 %	155 923,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	16016673 - 91 - MORSANG SUR ORGE - DOCTEUR ROUX - 33 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MORSANG-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	142 720,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 854 394,00 €	TTC	5 %	142 720,00 €	

Dossier	16017243 - 77-CHELLES - CITES - 13 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17626 - MC HABITAT MARNE ET CHANTEREINE HABITAT			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 725,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
694 498,00 €	TTC	5 %	34 725,00 €	

Dossier	17000019 - 77-LA FERTE GAUCHER - CHAINE AUX LOUPS - 5 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033107 - LE FOYER REMOIS			
Localisation	LA FERTE-GAUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 426,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
428 517,00 €	TTC	5 %	21 426,00 €	

Dossier	17000070 - 95 - HERBLAY - ILOT NORD EMISSAIRE/SEGUIN - 33 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	112 920,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 258 399,00 €	TTC	5 %	112 920,00 €	

Dossier	17000073 - 95 - HERBLAY - ILOT SUD EMISSAIRE/SEGUIN/BAYONNES - 12 PLUS/PLAI - 14 LOGTS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 719,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 134 387,00 €	TTC	5 %	56 719,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 392 574,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400202	3 392 574,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400203 - Aide à la création de logements locatifs très sociaux**

Dispositif : N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux

Dossier	15004182 - 77 - VENEUX-LES-SABLONS - RUE DE LA LIBERTE - 59 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	VENEUX-LES-SABLONS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	216 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 021 703,00 €	TTC	10,68 %	216 000,00 €	

Dossier	15010563 - 91 - CHEPTAINVILLE - CHATEAU - 14 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	CHEPTAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
487 422,00 €	TTC	9,85 %	48 000,00 €	

Dossier	15013932 - 78 - LES MUREAUX - AVENUE PAUL RAOULT - 38 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	LES MUREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
375 619,00 €	TTC	12,78 %	48 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	15018782 - 77 - CHEVRY-COSSIGNY - RUES JEAN ET CASSIN - 56 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10930 - ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM			
Localisation	CHEVRY-COSSIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	204 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 439 925,00 €	TTC	14,17 %	204 000,00 €	

Dossier	15018784 - 77 - FONTENAY TRESIGNY - RUE EMILE ZOLA - 27 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10930 - ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM			
Localisation	FONTENAY-TRESIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 115 076,00 €	TTC	8,61 %	96 000,00 €	

Dossier	16006800 - 78 - BOUGIVAL - BOISSY D'ANGLAS - 19 PLUS/PLAI / 23 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	BOUGIVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 301 633,00 €	TTC	8,3 %	108 000,00 €	

Dossier	16006876 - 95 - MARGENCY - SALENGRO/DUNANT - 32 PLUS/PLAI - 40 LOGTS			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	MARGENCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	144 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 463 946,00 €	TTC	9,84 %	144 000,00 €	

Dossier	16006935 - 78 - FONTENAY LE FLEURY - SQUARE LAMARTINE - 38 PLUS/PLAI / 53 LGTS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	FONTENAY-LE-FLEURY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 629 355,00 €	TTC	8,1 %	132 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	16010409 - 77-RUBELLES - ZAC DES 3 NOYERS - 45 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT				
Localisation	RUBELLES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	168 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 365 840,00 €	TTC		12,3 %	168 000,00 €	

Dossier	16011578 - 91 - OLLAINVILLE - PRIMEVERES - 33 PLUS/PLAI/PLS				
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE				
Localisation	OLLAINVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	120 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 606 945,00 €	TTC		7,47 %	120 000,00 €	

Dossier	16013177 - 91 - LA VILLE DU BOIS - DIVISION LECLERC/CAILLEBOUDES - 28 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT				
Localisation	LA VILLE-DU-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	108 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 102 123,00 €	TTC		9,8 %	108 000,00 €	

Dossier	16014203 - 78 - CHATOU - SQUARE DEBUSSY - 42 PLUS/PLAI/PLS				
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE				
Localisation	CHATOU				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	156 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 777 477,00 €	TTC		8,78 %	156 000,00 €	

Dossier	16014207 - 91 - EVRY - COQUIBUS - 61 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT				
Localisation	EVRY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	444 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 939 179,00 €	TTC		11,27 %	444 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	16014209 - 91 - EVRY - MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - 81 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	588 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 274 313,00 €	TTC	11,15 %	588 000,00 €	

Dossier	16016034 - 91 - ARPAJON - RUE DU 8 MAI 1945 - 45 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 786 596,00 €	TTC	9,4 %	168 000,00 €	

Dossier	16016296 - 95 - SAINT BRICE SOUS FORET - CHEMIN DE NEZANT - 23 PLUS/PLAI - 32 LOGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	SAINT-BRICE-SOUS-FORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 187 944,00 €	TTC	10,1 %	120 000,00 €	

Dossier	16016674 - 91 - MORSANG SUR ORGE - DOCTEUR ROUX - 33 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MORSANG-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 017,00 €	TTC	10 %	84 000,00 €	

Dossier	16017245 - 77-CHELLES - CITES - 13 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17626 - MC HABITAT MARNE ET CHANTEREINE HABITAT			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
415 080,00 €	TTC	14,46 %	60 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	R0009233	Budget	2017

Dossier	17000022 - 77-LA FERTE GAUCHER - CHAINE AUX LOUPS - 5 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033107 - LE FOYER REMOIS			
Localisation	LA FERTE-GAUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 982,00 €	TTC	8,42 %	24 000,00 €	

Dossier	17000071 - 95 - HERBLAY - ILOT NORD EMISSAIRE/SEGUIN - 33 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 403 677,00 €	TTC	8,55 %	120 000,00 €	

Dossier	17000074 - 95 - HERBLAY - ILOT SUD EMISSAIRE/SEGUIN/BAYONNES - 12 PLUS/PLAI - 14 LOGTS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
542 262,00 €	TTC	8,85 %	48 000,00 €	

Dossier	17002152 - 77-BUSSY SAINT GEORGES - SYCOMORE SY7 - 109 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5028 - SA D'HLM EMMAUS HABITAT			
Localisation	BUSSY-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	528 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 832 306,00 €	TTC	10,93 %	528 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 696 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400203	3 696 000,00 €

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N° 2

Fiches projet opérations nouvelles

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015244

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-BUSSY SAINT GEORGES - SYCOMORE SY7 - 109 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	8 018 714,00 €	5,00 %	400 936,00 €
	Montant Total de la subvention		400 936,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92/98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY LA GARENNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gilbert SANTEL, Président

Objet : NC

N° SIRET : 54210157100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 65 logements PLUS situés Zac du Sycomore, lot SY7, avenue Marie Curie et rue Pavée à Bussy-Saint-Georges

Date prévisionnelle de début de projet : 12 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du calendrier de livraison imposé dans le périmètre OIN dans lequel est située l'opération.

Description :
Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain biomasse
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement niveau -20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3.789,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLUS

Calcul de la subvention : 8.018.714 € x 5 % = 400.936 €

Plafond : 10.000 € x 65 = 650.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIS DE REVIENT PREVISIONNEL	10 520 769,00	100,00%
Total	10 520 769,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	250 250,00	2,38%
PRET 1%	1 073 395,00	10,20%
FONDS PROPRES	2 704 961,00	25,71%
PRETS CDC	6 091 227,00	57,90%
SUBVENTION REGION	400 936,00	3,81%
Total	10 520 769,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Convention régionale de patrimoine social	1 002 625,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	146 146,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	99 159,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 029 794,00 €
2015	Accueil et mise à l'abri des personnes vivant en bidonville	250 000,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	432 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	512 298,00 €
2015	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	-6 000,00 €

2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2016	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	258 494,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	150 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 460 113,00 €
	Montant total	4 968 242,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002152

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-BUSSY SAINT GEORGES - SYCOMORE SY7 - 109 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 832 306,00 €	10,93 %	528 000,00 €
	Montant Total de la subvention		528 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92/98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY LA GARENNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gilbert SANTEL, Président

Objet : NC

N° SIRET : 54210157100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 44 logements PLAI situés Zac du Sycomore, lot SY7, avenue Marie Curie et rue Pavée à Bussy-Saint-Georges

Date prévisionnelle de début de projet : 12 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du calendrier de livraison imposé dans le périmètre OIN dans lequel est située l'opération.

Description :
Taux de logements sociaux : 17,50%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain biomasse
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement niveau -20%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 2.283,48 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 4.832.306 € x 30 % = 1.449.692 €

Plafond : 12.000 € x 44 = 528.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 982 811,00	100,00%
Total	5 982 811,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	169 400,00	2,83%
PRIME D'INSERTION	196 200,00	3,28%
PRET 1%	726 605,00	12,14%
FONDS PROPRES	726 028,00	12,14%
PRETS CDC	3 636 578,00	60,78%
SUBVENTION REGION	528 000,00	8,83%
Total	5 982 811,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Convention régionale de patrimoine social	1 002 625,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	146 146,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	99 159,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 029 794,00 €
2015	Accueil et mise à l'abri des personnes vivant en bidonville	250 000,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	432 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	512 298,00 €

2015	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	-6 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2016	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	258 494,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	150 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 460 113,00 €
	Montant total	4 968 242,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017243

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-CHELLES - CITES - 13 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	694 498,00 €	5,00 %	34 725,00 €
	Montant Total de la subvention		34 725,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MC HABITAT MARNE ET CHANTEREINE HABITAT
Adresse administrative : 2 RUE WLADISLAW PUSZ
77505 CHELLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Guillaume SEGALA, Président

N° SIRET : 43419242300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLUS sis 132 rue des Cités à Chelles

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz (Individuel électrique pour l'ECS)
Caractéristiques techniques : Certification NF habitat BBC Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 329,29 m²
Loyer / m² SU - Valeur septembre 2016 : 8,09 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 694.498 € x 5% = 34.725 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	847 861,00	100,00%
Total	847 861,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	49 200,00	5,80%
SURCHARGE FONCIERE VILLE	16 274,00	1,92%
PRET 1%	187 779,00	22,15%
PRET CDC	522 225,00	61,59%
FONDS PROPRES	37 658,00	4,44%
SUBVENTION REGION	34 725,00	4,10%
Total	847 861,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	97 625,00 €
2015	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	664 036,00 €
	Montant total	979 881,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017245

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-CHELLES - CITES - 13 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	415 080,00 €	14,46 %	60 000,00 €
		Montant Total de la subvention	60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MC HABITAT MARNE ET CHANTEREINE HABITAT
Adresse administrative : 2 RUE WLADISLAW PUSZ
77505 CHELLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Guillaume SEGALA, Président

N° SIRET : 43419242300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI sis 132 rue des Cités à Chelles

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Collectif gaz (Individuel électrique pour l'ECS)
Caractéristiques techniques : Certification NF habitat BBC Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 196,79 m²
Loyer / m² SU - Valeur septembre 2016 : 7,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 415.080 € x 30% = 124.524 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	506 260,00	100,00%
Total	506 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	30 750,00	6,07%
SURCHARGE FONCIERE VILLE	9 726,00	1,92%
PRET 1%	112 221,00	22,17%
FONDS PROPRES	12 444,00	2,46%
PRETS CDC	281 119,00	55,53%
SUBVENTION REGION	60 000,00	11,85%
Total	506 260,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	97 625,00 €
2015	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	664 036,00 €
	Montant total	979 881,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018781

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77 - CHEVRY-COSSIGNY - RUES JEAN ET CASSIN - 56 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 490 022,00 €	5,00 %	174 501,00 €
	Montant Total de la subvention		174 501,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM
Adresse administrative : 15 RUE CHANOINESSE 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MICHEL LAVALEIX, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57218809200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 39 logements PLUS sis 1-3 rue Aman Jean et 6 rue René Cassin à Chevry-Cossigny

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.447,48 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,34 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.490.022 € x 5% = 174.501 €

Plafond : 10.000 € x 39 = 390.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 876 370,00	100,00%
Total	5 876 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	218 182,00	3,71%
PRET 1%	352 000,00	5,99%
PRETS CDC	4 451 670,00	75,76%
FONDS PROPRES	680 017,00	11,57%
SUBVENTION REGION	174 501,00	2,97%
Total	5 876 370,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018782

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77 - CHEVRY-COSSIGNY - RUES JEAN ET CASSIN - 56 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 439 925,00 €	14,17 %	204 000,00 €
	Montant Total de la subvention		204 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM
Adresse administrative : 15 RUE CHANOINESSE 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MICHEL LAVALEIX, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57218809200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLAI sis 1-3 rue Aman Jean et 6 rue René Cassin à Chevry-Cossigny

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,5%
RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 1.009,79 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,53 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.439.925 € x 30 % = 431.978 €

Plafond : 12.000 € x 17 = 204.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 426 887,00	100,00%
Total	2 426 887,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	90 023,00	3,71%
PRET 1%	112 000,00	4,61%
PRETS CDC	1 838 499,00	75,76%
FONDS PROPRES	182 365,00	7,51%
SUBVENTION REGION	204 000,00	8,41%
Total	2 426 887,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000019

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-LA FERTE GAUCHER - CHAINE AUX LOUPS - 5 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	428 517,00 €	5,00 %	21 426,00 €
	Montant Total de la subvention		21 426,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FOYER REMOIS
Adresse administrative : 8 RUE LANSON
51051 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE VILLERS, Président

Objet : NC

N° SIRET : 33558121100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLUS situés rue de la Chaîne aux Loups à La Ferté-Gaucher

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Pompe à chaleur - appoint individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 273,57 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 5,48 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 428.517 € x 5% = 21.426 €

Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LA FERTE-GAUCHER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	607 526,00	100,00%
Total	607 526,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	7 200,00	1,19%
PRETS CDC	482 104,00	79,36%
FONDS PROPRES	96 796,00	15,93%
SUBVENTION REGION	21 426,00	3,53%
Total	607 526,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	134 008,00 €
	Montant total	134 008,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000022

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-LA FERTE GAUCHER - CHAINE AUX LOUPS - 5 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	284 982,00 €	8,42 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FOYER REMOIS
Adresse administrative : 8 RUE LANSON
51051 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE VILLERS, Président

Objet : NC

N° SIRET : 33558121100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 2 logements PLAI situés rue de la Chaîne aux Loups à La Ferté-Gaucher

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 26,30%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Pompe à chaleur et appoint inididuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 182,38 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 4,87 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 284.982 € x 30% = 85.495 €

Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LA FERTE-GAUCHER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	400 208,00	100,00%
Total	400 208,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	22 000,00	5,50%
PRETS CDC	331 906,00	82,93%
FONDS PROPRES	22 302,00	5,57%
SUBVENTION REGION	24 000,00	6,00%
Total	400 208,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	134 008,00 €
	Montant total	134 008,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018783

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77 - FONTENAY TRESIGNY - RUE EMILE ZOLA - 27 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 560 017,00 €	5,00 %	128 001,00 €
	Montant Total de la subvention		128 001,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM
Adresse administrative : 15 RUE CHANOINESSE 75004 PARIS 04
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MICHEL LAVALEIX, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57218809200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 19 logements PLUS sis rue Emile Zola à Fontenay-Trésigny

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.354,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.560.017 € x 5% = 128.001 €

Plafond : 10.000 € x 19 = 190.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- FONTENAY-TRESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 451 979,00	100,00%
Total	3 451 979,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	242 054,00	7,01%
PRET 1%	142 000,00	4,11%
FONDS PROPRES	727 163,00	21,07%
PRETS CDC	2 212 761,00	64,10%
SUBVENTION REGION	128 001,00	3,71%
Total	3 451 979,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018784

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77 - FONTENAY TRESIGNY - RUE EMILE ZOLA - 27 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 115 076,00 €	8,61 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE HABITAT CONSTRUCTION SA D'HLM
Adresse administrative : 15 RUE CHANOINESSE
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MICHEL LAVALEIX, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57218809200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis rue Emile Zola à Fontenay Trésigny

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,40%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Qualitel Habitat & environnement Effinergie+

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 590,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,42 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.115.076 € x 30 % = 334.523 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- FONTENAY-TRESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 503 592,00	100,00%
Total	1 503 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	105 433,00	7,01%
PRET 1%	420 000,00	27,93%
PRETS CDC	882 159,00	58,67%
SUBVENTION REGION	96 000,00	6,38%
Total	1 503 592,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010408

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-RUBELLES - ZAC DES 3 NOYERS - 45 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 587 936,00 €	5,00 %	179 397,00 €
	Montant Total de la subvention		179 397,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 31 logements PLUS situés Zac des Trois Noyers à Rubelles

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.147,69 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,12 et 6,59 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.587.936 € x 5 % = 179.397 €

Plafond : 10.000 € x 31= 310.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- RUBELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 583 676,00	100,00%
Total	5 583 676,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	170 500,00	3,05%
SUBVENTION VILLE	77 000,00	1,38%
SUBVENTION 1%	45 000,00	0,81%
PRET 1%	644 000,00	11,53%
FONDS PROPRES	992 025,00	17,77%
PRETS CDC	3 475 754,00	62,25%
SUBVENTION REGION	179 397,00	3,21%
Total	5 583 676,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
	Montant total	2 251 711,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010409

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77-RUBELLES - ZAC DES 3 NOYERS - 45 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 365 840,00 €	12,30 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 14 logements PLAI situés Zac des Trois Noyers à Rubelles

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 826,71 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,34 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.365.840 € x 30 % = 409.752 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- RUBELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 125 569,00	100,00%
Total	2 125 569,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	77 000,00	3,62%
SUBVENTION VILLE	35 000,00	1,65%
SUBVENTION 1%	160 000,00	7,53%
PRET 1%	60 000,00	2,82%
PRETS CDC	1 625 569,00	76,48%
SUBVENTION REGION	168 000,00	7,90%
Total	2 125 569,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	317 521,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
	Montant total	2 251 711,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004181

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77 - VENEUX-LES-SABLONS - RUE DE LA LIBERTE - 59 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 631 912,00 €	5,00 %	231 596,00 €
	Montant Total de la subvention		231 596,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 41 logements PLUS sis rue de la Liberté à Veneux-les-Sablons

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2,938,78 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,17 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.631.912 € x 5% = 231.596 €

Plafond : 10.000 € x 41 = 410.000 €

Montant de la subvention : 231.596 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- VENEUX-LES-SABLONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 209 015,00	100,00%
Total	7 209 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 500,00	0,28%
PRIME SPECIFIQUE	173 016,00	2,40%
SUBVENTION 1%	540 000,00	7,49%
PRET 1 %	720 000,00	9,99%
PRETS CDC	5 523 903,00	76,62%
SUBVENTION REGION	231 596,00	3,21%
Total	7 209 015,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 926 927,00 €
	Montant total	5 842 110,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004182

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 77 - VENEUX-LES-SABLONS - RUE DE LA LIBERTE - 59 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 021 703,00 €	10,68 %	216 000,00 €
	Montant Total de la subvention		216 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLAI sis rue de la Liberté à Veneux-les-Sablons

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.239,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.021.703 € x 30 % = 606.511 €

Calcul du plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Montant de la subvention : 216.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VENEUX-LES-SABLONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 007 113,00	100,00%
Total	3 007 113,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	162 000,00	5,39%
PRIME SPECIFIQUE	300 711,00	10,00%
PRETS CDC	2 328 402,00	77,43%
SUBVENTION REGION	216 000,00	7,18%
Total	3 007 113,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 926 927,00 €
	Montant total	5 842 110,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14018527

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - BOUGIVAL - BOISSY D'ANGLAS - 19 PLUS/PLAI / 23 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 490 091,00 €	5,00 %	74 505,00 €
	Montant Total de la subvention		74 505,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS sis 5-6, quai Boissy d'Anglas / avenue de la Drionne à Bougival

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 649,32 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,80 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.490.091 € x 5% = 74.505 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 395 656,00	100,00%
Total	2 395 656,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	15 500,00	0,65%
SUBVENTION EPCI (ATTRIBUEE)	91 261,00	3,81%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	67 787,00	2,83%
SUBVENTION 1%	330 848,00	13,81%
PRETS CDC	1 600 000,00	66,79%
FONDS PROPRES	215 755,00	9,01%
SUBVENTION REGION	74 505,00	3,11%
Total	2 395 656,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
	Montant total	24 251 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006800

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - BOUGIVAL - BOISSY D'ANGLAS - 19 PLUS/PLAI / 23 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 301 633,00 €	8,30 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLAI sis 5-6, quai Boissy d'Anglas / avenue de la Drionne à Bougival

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 567,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,24 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.301.633 € x 30 % = 390.490 €

Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 092 667,00	100,00%
Total	2 092 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	63 500,00	3,03%
PRIME SPECIFIQUE	114 000,00	5,45%
SUBVENTION EPCI (ATTRIBUEE)	79 718,00	3,81%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	59 213,00	2,83%
SUBVENTION 1%	53 152,00	2,54%
PRETS CDC	1 417 000,00	67,71%
FONDS PROPRES	198 084,00	9,47%
SUBVENTION REGION	108 000,00	5,16%
Total	2 092 667,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €

2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
	Montant total	24 251 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014204

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - CHATOU - SQUARE DEBUSSY - 42 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	835 512,00 €	4,79 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLS sis 1-34, square Debussy à Chatou

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz et ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 400,25 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 835.512 € x 5% = 41.776 €

Plafond : 5.000 € x 8 = 40.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 222 201,00	100,00%
Total	1 222 201,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	731 215,00	59,83%
FONDS PROPRES	450 986,00	36,90%
SUBVENTION REGION	40 000,00	3,27%
Total	1 222 201,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
	Montant total	10 623 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014202

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - CHATOU - SQUARE DEBUSSY - 42 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 134 587,00 €	5,00 %	156 729,00 €
	Montant Total de la subvention		156 729,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 21 logements PLUS sis 1-34, square Debussy à Chatou

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz et ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.442,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.134.587 € x 5% = 156.729 €

Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 585 327,00	100,00%
Total	4 585 327,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	220 000,00	4,80%
PRET 1%	1 346 820,00	29,37%
PRETS CDC	2 353 049,00	51,32%
FONDS PROPRES	508 729,00	11,09%
SUBVENTION REGION	156 729,00	3,42%
Total	4 585 327,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
	Montant total	10 623 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014203

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - CHATOU - SQUARE DEBUSSY - 42 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 777 477,00 €	8,78 %	156 000,00 €
	Montant Total de la subvention		156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 13 logements PLAI sis 1-34, square Debussy à Chatou

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,8%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz et ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 811 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,85 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.777.477 € x 30 % = 533.243 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 600 123,00	100,00%
Total	2 600 123,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	97 500,00	3,75%
PRIME SPECIFIQUE	157 500,00	6,06%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	130 000,00	5,00%
PRET 1%	766 939,00	29,50%
PRETS CDC	1 292 184,00	49,70%
SUBVENTION REGION	156 000,00	6,00%
Total	2 600 123,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
	Montant total	10 623 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006934

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - FONTENAY LE FLEURY - SQUARE LAMARTINE - 38 PLUS/PLAI / 53 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 560 434,00 €	5,00 %	228 022,00 €
	Montant Total de la subvention		228 022,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 27 logements PLUS sis square Alphonse de Lamartine à Fontenay-le-Fleury

Date prévisionnelle de début de projet : 28 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des contraintes techniques imposées par la réalisation de plusieurs opérations sur le même site.

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.875,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,87 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.560.434 € x 5% = 228.022 €

Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 924 606,00	100,00%
Total	4 924 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION EPCI (SOLLICITEE)	137 537,00	2,79%
PRET 1%	480 000,00	9,75%
PRETS CDC	3 598 609,00	73,07%
FONDS PROPRES	480 438,00	9,76%
SUBVENTION REGION	228 022,00	4,63%
Total	4 924 606,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
	Montant total	6 128 970,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006935

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - FONTENAY LE FLEURY - SQUARE LAMARTINE - 38 PLUS/PLAI / 53 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 629 355,00 €	8,10 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLAI sis square Alphonse de Lamartine à Fontenay-le-Fleury

Date prévisionnelle de début de projet : 28 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des contraintes techniques imposées par la réalisation de plusieurs opérations sur le même site.

Description :
Taux de logements sociaux : 25,6%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 669,94 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,11 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.629.355 € x 30 % = 488.806 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- FONTENAY-LE-FLEURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 759 466,00	100,00%
Total	1 759 466,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	247 000,00	14,04%
SUBVENTION EPCI (SOLLICITEE)	56 033,00	3,18%
PRET 1%	240 000,00	13,64%
PRETS CDC	930 487,00	52,88%
FONDS PROPRES	153 946,00	8,75%
SUBVENTION REGION	132 000,00	7,50%
Total	1 759 466,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
	Montant total	6 128 970,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013931

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - LES MUREAUX - AVENUE PAUL RAOULT - 38 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 347 365,00 €	5,00 %	167 368,00 €
	Montant Total de la subvention		167 368,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 34 logements PLUS sis avenue Paul Raoult, ZAC du Prolongement du Centre Ville, aux Mureaux

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.147,25 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,79 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.347.365 € x 5% = 167.368 €
Plafond : 10.000 € x 34 = 340.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 301 587,00	100,00%
Total	5 301 587,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	205 105,00	3,87%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (SOLLICITEE)	283 616,00	5,35%
PRET 1%	360 000,00	6,79%
PRETS CDC	3 421 959,00	64,55%
FONDS PROPRES	863 539,00	16,29%
SUBVENTION REGION	167 368,00	3,16%
Total	5 301 587,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
	Montant total	13 373 742,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013932

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - LES MUREAUX - AVENUE PAUL RAOULT - 38 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	375 619,00 €	12,78 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis avenue Paul Raoult, ZAC du Prolongement du Centre Ville, aux Mureaux

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 40,7%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 240,95 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 375.619 € x 30 % = 112.686 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	594 909,00	100,00%
Total	594 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	101 721,00	17,10%
PRIME SPECIFIQUE	69 435,00	11,67%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (SOLLICITEE)	16 384,00	2,75%
PRET 1%	40 000,00	6,72%
PRETS CDC	319 369,00	53,68%
SUBVENTION REGION	48 000,00	8,07%
Total	594 909,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
	Montant total	13 373 742,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016658

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - LES MUREAUX - HELENE BOUCHER - 22 PLUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 898 456,00 €	5,38 %	155 923,00 €
	Montant Total de la subvention		155 923,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 22 logements PLUS sis rue Hélène Boucher / allée Henri Sellier (lot Z4) aux Mureaux

Date prévisionnelle de début de projet : 7 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux afin de conserver le bénéfice de la subvention accordée par l'ANRU.

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (bois)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.470,86 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,88 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.898.456 € x 5% = 144.923 €

Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Majoration certification (RT 2012 - 20%) : 500 € x 22 = 11.000 €

Subvention totale : 155.923 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 268 881,00	100,00%
Total	3 268 881,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	146 113,00	4,47%
PRET 1%	600 000,00	18,35%
PRETS CDC	2 007 268,00	61,41%
FONDS PROPRES	359 577,00	11,00%
SUBVENTION REGION	155 923,00	4,77%
Total	3 268 881,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
	Montant total	10 623 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016028

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - ARPAJON - RUE DU 8 MAI 1945 - 45 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 862 017,00 €	5,00 %	193 101,00 €
	Montant Total de la subvention		193 101,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 31 logements PLUS sis 13, rue du 8 mai 1945 à Arpajon

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompes à chaleur thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.896,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.862.017 € x 5% = 193.101 €

Plafond : 10.000 € x 31 = 310.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 649 227,00	100,00%
Total	4 649 227,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	107 500,00	2,31%
SUBVENTION 1%	792 000,00	17,04%
PRETS CDC	3 036 805,00	65,32%
FONDS PROPRES	519 821,00	11,18%
SUBVENTION REGION	193 101,00	4,15%
Total	4 649 227,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
	Montant total	24 251 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016034

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - ARPAJON - RUE DU 8 MAI 1945 - 45 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 786 596,00 €	9,40 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 14 logements PLAI sis 13, rue du 8 mai 1945 à Arpajon

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 23,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompes à chaleur thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 877,45 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,23 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.786.596 € x 30 % = 535.979 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 150 766,00	100,00%
Total	2 150 766,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	140 000,00	6,51%
SUBVENTION 1%	270 000,00	12,55%
PRETS CDC	1 357 689,00	63,13%
FONDS PROPRES	215 077,00	10,00%
SUBVENTION REGION	168 000,00	7,81%
Total	2 150 766,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
	Montant total	24 251 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014206

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - EVRY - COQUIBUS - 61 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 647 237,00 €	5,00 %	132 362,00 €
	Montant Total de la subvention		132 362,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS sis boulevard des Coquibus / boulevard des Champs Elysées, ZAC Centre Urbain (ilot KZ) à Evry

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (incinération des déchets ménagers)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.571,1 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.647.237 € x 5% = 132.362 €

Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 828 367,00	100,00%
Total	3 828 367,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	400 000,00	10,45%
PRETS CDC	2 382 998,00	62,25%
FONDS PROPRES	913 007,00	23,85%
SUBVENTION REGION	132 362,00	3,46%
Total	3 828 367,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
	Montant total	2 035 735,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014207

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - EVRY - COQUIBUS - 61 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 939 179,00 €	11,27 %	444 000,00 €
	Montant Total de la subvention		444 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 37 logements PLAI sis boulevard des Coquibus / boulevard des Champs Elysées, ZAC Centre Urbain (ilot KZ) à Evry

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 42%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (incinération des déchets ménagers)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 2.337,85 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,35 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.939.179 € x 30 % = 1.181.754 €

Plafond : 12.000 € x 37 = 444.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 696 740,00	100,00%
Total	5 696 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	266 400,00	4,68%
PRIME SPECIFIQUE	99 900,00	1,75%
PRET 1%	458 800,00	8,05%
PRETS CDC	4 427 640,00	77,72%
SUBVENTION REGION	444 000,00	7,79%
Total	5 696 740,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
	Montant total	2 035 735,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014208

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - EVRY - MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - 81 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 491 765,00 €	5,00 %	174 588,00 €
	Montant Total de la subvention		174 588,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 32 logements PLUS sis 1, boulevard du Maréchal de Lattre de Tassigny, ZAC Parc aux Lièvres - Bras de Fer (ilot A) à Evry

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (incinération des déchets ménagers)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.062,25 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.491.765 € x 5% = 174.588 €

Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 049 702,00	100,00%
Total	5 049 702,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	534 400,00	10,58%
PRETS CDC	2 803 145,00	55,51%
FONDS PROPRES	1 537 569,00	30,45%
SUBVENTION REGION	174 588,00	3,46%
Total	5 049 702,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
	Montant total	2 035 735,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014209

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - EVRY - MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - 81 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 274 313,00 €	11,15 %	588 000,00 €
	Montant Total de la subvention		588 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 49 logements PLAI sis 1, boulevard du Maréchal de Lattre de Tassigny, ZAC Parc aux Lièvres - Bras de Fer (ilot A) à Evry

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 42%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (incinération des déchets ménagers)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 3.115,03 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,35 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 5.274.313 € x 30 % = 1.582.294 €

Plafond : 12.000 € x 49 = 588.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 627 578,00	100,00%
Total	7 627 578,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	352 800,00	4,63%
PRIME SPECIFIQUE	132 300,00	1,73%
PRET 1%	607 600,00	7,97%
PRETS CDC	5 946 878,00	77,97%
SUBENTION REGION	588 000,00	7,71%
Total	7 627 578,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
	Montant total	2 035 735,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016675

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - MORSANG SUR ORGE - DOCTEUR ROUX - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	550 533,00 €	3,63 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 4 logements PLS sis 15-19, avenue du Docteur Roux à Morsang-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des délais de livraison contractuellement fixés pour l'opération en accession, indissociable du programme de construction des logements sociaux.

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique collective pour les logements du bâtiment A / individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les logements du bâtiment B.
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS

Surface utile : 268,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 9,56 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 550.533 € x 5% = 27.527 €

Plafond : 5.000 € x 4 = 20.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	666 889,00	100,00%
Total	666 889,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	60 000,00	9,00%
PRETS CDC	560 000,00	83,97%
FONDS PROPRES	26 889,00	4,03%
SUBVENTION REGION	20 000,00	3,00%
Total	666 889,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
	Montant total	24 251 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016673

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - MORSANG SUR ORGE - DOCTEUR ROUX - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 854 394,00 €	5,00 %	142 720,00 €
	Montant Total de la subvention		142 720,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 22 logements PLUS sis 15-19, avenue du Docteur Roux à Morsang-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des délais de livraison contractuellement fixés pour l'opération en accession, indissociable du programme de construction des logements sociaux.

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique collective pour les logements du bâtiment A / individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les logements du bâtiment B.
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.390,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.854.394 € x 5% = 142.720 €

Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 457 677,00	100,00%
Total	3 457 677,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	50 000,00	1,45%
PRET 1%	568 000,00	16,43%
PRETS CDC	2 500 000,00	72,30%
FONDS PROPRES	196 957,00	5,70%
SUBVENTION REGION	142 720,00	4,13%
Total	3 457 677,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
	Montant total	24 251 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016674

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - MORSANG SUR ORGE - DOCTEUR ROUX - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	840 017,00 €	10,00 %	84 000,00 €
		Montant Total de la subvention	84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 7 logements PLAI sis 15-19, avenue du Docteur Roux à Morsang-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des délais de livraison contractuellement fixés pour l'opération en accession, indissociable du programme de construction des logements sociaux.

Description :
Taux de logements sociaux : 25,3%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique collective pour les logements du bâtiment A / individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les logements du bâtiment B.

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 409,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,23 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 840.017 € x 30 % = 252.005 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 017 556,00	100,00%
Total	1 017 556,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	77 000,00	7,57%
PRIME SPECIFIQUE	68 000,00	6,68%
PRETS CDC	700 000,00	68,79%
FONDS PROPRES	88 556,00	8,70%
SUBVENTION REGION	84 000,00	8,26%
Total	1 017 556,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €

2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
	Montant total	24 251 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011579

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - OLLAINVILLE - PRIMEVERES - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	709 630,00 €	4,23 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLS sis rue des Primevères à Ollainville

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique collective
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 313,71 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 709.630 € x 5% = 35.481 €

Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	882 768,00	100,00%
Total	882 768,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	180 000,00	20,39%
PRETS CDC	420 806,00	47,67%
FONDS PROPRES	251 962,00	28,54%
SUBVENTION REGION	30 000,00	3,40%
Total	882 768,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
	Montant total	10 623 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011576

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - OLLAINVILLE - PRIMEVERES - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 806 963,00 €	5,00 %	140 348,00 €
	Montant Total de la subvention		140 348,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 17 logements PLUS sis rue des Primevères à Ollainville

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique collective
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.240,87 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,90 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.806.963 € x 5% = 140.348 €

Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 491 815,00	100,00%
Total	3 491 815,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	1 004 000,00	28,75%
PRETS CDC	1 892 437,00	54,20%
FONDS PROPRES	455 030,00	13,03%
SUBVENTION REGION	140 348,00	4,02%
Total	3 491 815,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
	Montant total	10 623 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011578

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - OLLAINVILLE - PRIMEVERES - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 606 945,00 €	7,47 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLAI sis rue des Primevères à Ollainville

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur thermodynamique collective
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 710,38 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.606.945 € x 30 % = 482.083 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 999 013,00	100,00%
Total	1 999 013,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	110 000,00	5,50%
PRIME SPECIFIQUE	25 000,00	1,25%
PRET 1%	1 072 000,00	53,63%
PRETS CDC	672 013,00	33,62%
SUBVENTION REGION	120 000,00	6,00%
Total	1 999 013,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
	Montant total	10 623 884,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013176

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - LA VILLE DU BOIS - DIVISION LECLERC/CAILLEBOUDES - 28 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 548 725,00 €	5,00 %	127 436,00 €
	Montant Total de la subvention		127 436,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 19 logements PLUS sis 47, avenue de la Division Leclerc / 36-38, rue des Cailleboudes (tranche 2) à La-Ville-du-Bois

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.260,16 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,15 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.548.725 € x 5% = 127.436 €

Plafond : 10.000 € x 19 = 190.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LA VILLE-DU-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 185 160,00	100,00%
Total	3 185 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION DEPARTEMENT (SOLLICITEE)	85 500,00	2,68%
PRET 1%	450 000,00	14,13%
PRETS CDC	2 015 997,00	63,29%
FONDS PROPRES	506 227,00	15,89%
SUBVENTION REGION	127 436,00	4,00%
Total	3 185 160,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
	Montant total	2 035 735,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013177

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - LA VILLE DU BOIS - DIVISION LECLERC/CAILLEBOUDES - 28 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 102 123,00 €	9,80 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLAI sis 47, avenue de la Division Leclerc / 36-38, rue des Cailleboudes (tranche 2) à La-Ville-du-Bois

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 6,8%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 544,92 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,36 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.102.123 € x 30 % = 330.637 €

Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LA VILLE-DU-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 377 331,00	100,00%
Total	1 377 331,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	154 000,00	11,18%
SUBVENTION DEPARTEMENT (SOLLICITEE)	108 000,00	7,84%
PRETS CDC	1 007 331,00	73,14%
SUBVENTION REGION	108 000,00	7,84%
Total	1 377 331,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
	Montant total	2 035 735,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018007

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - GONESSE - 1 RUE CHAUVART - 20 PLUS - 32 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 081 648,00 €	5,00 %	154 082,00 €
	Montant Total de la subvention		154 082,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DU CIL
Adresse administrative : 12 BD ROOSEVELT
02100 ST QUENTIN
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard CHOQUENET, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58598002200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 20 logements PLUS sis 1 rue Chauvert à Gonesse

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)
Toitures végétalisées

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 413,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,72 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.081.648 € x 5% = 154.082 €

Plafond : 10.000 € x 20 = 200.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 754 325,00	100,00%
Total	3 754 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	80 000,00	2,13%
PRET 1%	1 008 000,00	26,85%
FONDS PROPRES	591 181,00	15,75%
PRETS CDC	1 921 062,00	51,17%
SUBVENTION REGION	154 082,00	4,10%
Total	3 754 325,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	666 025,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 066 025,00 €
	Montant total	2 732 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000073

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - HERBLAY - ILOT SUD EMISSAIRE/SEGUIN/BAYONNES - 12 PLUS/PLAI - 14 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 134 387,00 €	5,00 %	56 719,00 €
		Montant Total de la subvention	56 719,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS sis chemin de l'Emissaire / avenue Philippe Seguin / rond point des Bayonnes (îlot Sud) à Herblay

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 582,86 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,90 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.134.387 € x 5% = 56.719 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :

- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 585 288,00	100,00%
Total	1 585 288,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	24 000,00	1,51%
PRET 1%	460 000,00	29,02%
FONDS PROPRES	12 870,00	0,81%
PRETS CDC	1 031 699,00	65,08%
SUBVENTION REGION	56 719,00	3,58%
Total	1 585 288,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
	Montant total	1 301 043,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000074

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - HERBLAY - ILOT SUD EMISSAIRE/SEGUIN/BAYONNES - 12 PLUS/PLAI - 14 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	542 262,00 €	8,85 %	48 000,00 €
		Montant Total de la subvention	48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis chemin de l'Emissaire / avenue Philippe Seguin / rond point des Bayonnes (îlot Sud) à Herblay

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,70 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 278,62 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 542.262 € x 30 % = 162.679 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	757 789,00	100,00%
Total	757 789,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	36 000,00	4,75%
PRIME SPECIFIQUE	12 000,00	1,58%
PRET 1%	164 000,00	21,64%
FONDS PROPRES	7 888,00	1,04%
PRETS CDC	489 901,00	64,65%
SUBVENTION REGION	48 000,00	6,33%
Total	757 789,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
	Montant total	1 301 043,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000072

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - HERBLAY - ILOT NORD EMISSAIRE/SEGUIN - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	863 471,00 €	4,05 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLS sis chemin de l'Emissaire / avenue Philippe Seguin (îlot Nord) à Herblay

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 410,60 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,09 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 863.471 € x 5% = 43.174 €

Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :

- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 197 325,00	100,00%
Total	1 197 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	120 000,00	10,02%
FONDS PROPRES	435 325,00	36,36%
PRETS CDC	607 000,00	50,70%
SUBVENTION REGION	35 000,00	2,92%
Total	1 197 325,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
	Montant total	1 301 043,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000070

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - HERBLAY - ILOT NORD EMISSAIRE/SEGUIN - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 258 399,00 €	5,00 %	112 920,00 €
	Montant Total de la subvention		112 920,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLUS sis chemin de l'Emissaire / avenue Philippe Seguin (îlot Nord) à Herblay

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 073,92 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,26 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.258.399 € x 5% = 112.920 €

Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 185 484,00	100,00%
Total	3 185 484,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	48 000,00	1,51%
PRET 1%	756 000,00	23,73%
FONDS PROPRES	24 697,00	0,78%
PRETS CDC	2 243 867,00	70,44%
SUBVENTION REGION	112 920,00	3,54%
Total	3 185 484,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
	Montant total	1 301 043,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000071

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - HERBLAY - ILOT NORD EMISSAIRE/SEGUIN - 33 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 403 677,00 €	8,55 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis chemin de l'Emissaire / avenue Philippe Seguin (îlot Nord) à Herblay

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,70 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 667,48 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,45 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.403.677 € x 30 % = 421.103 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 979 893,00	100,00%
Total	1 979 893,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	90 000,00	4,55%
PRIME SPECIFIQUE	30 000,00	1,52%
PRET 1%	508 000,00	25,66%
FONDS PROPRES	18 167,00	0,92%
PRETS CDC	1 213 726,00	61,30%
SUBVENTION REGION	120 000,00	6,06%
Total	1 979 893,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
	Montant total	1 301 043,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006875

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - MARGENCY - SALENGRO/DUNANT - 32 PLUS/PLAI - 40 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 645 193,00 €	5,00 %	132 260,00 €
	Montant Total de la subvention		132 260,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 20 logements PLUS sis 4-6 rue Roger Salengro / 5 rue Henri Dunant à Margency

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 233,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,81 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.645.193 € x 5% = 132.260 €

Plafond : 10.000 € x 20 = 200.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :

- MARGENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 069 527,00	100,00%
Total	4 069 527,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	68 605,00	1,69%
PRIME SPECIFIQUE	77 498,00	1,90%
SUBVENTION 1%	57 171,00	1,40%
PRET 1%	420 000,00	10,32%
FONDS PROPRES	1 250 887,00	30,74%
PRETS CDC	2 063 106,00	50,70%
SUBVENTION REGION	132 260,00	3,25%
Total	4 069 527,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €

2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
	Montant total	4 801 223,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006876

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - MARGENCY - SALENGRO/DUNANT - 32 PLUS/PLAI - 40 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 463 946,00 €	9,84 %	144 000,00 €
	Montant Total de la subvention		144 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLAI sis 4-6 rue Roger Salengro / 5 rue Henri Dunant à Margency

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,6 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 708,49 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.463.946 € x 30 % = 493.184 €

Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- MARGENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 252 225,00	100,00%
Total	2 252 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	39 395,00	1,75%
PRIME SPECIFIQUE	44 502,00	1,98%
SUBVENTION 1%	32 829,00	1,46%
PRET 1%	312 000,00	13,85%
PRETS CDC	1 679 499,00	74,57%
SUBVENTION REGION	144 000,00	6,39%
Total	2 252 225,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €

2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
	Montant total	4 801 223,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016295

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - SAINT BRICE SOUS FORET - CHEMIN DE NEZANT - 23 PLUS/PLAI - 32 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 458 173,00 €	5,00 %	72 909,00 €
	Montant Total de la subvention		72 909,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS sis chemin de Nézant à Saint-Brice-sous-Forêt

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 820,58 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,06 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.458.173 € x 5% = 72.909 €

Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- SAINT-BRICE-SOUS-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 303 750,00	100,00%
Total	2 303 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	10 000,00	0,43%
PRIME SPECIFIQUE	39 000,00	1,69%
PRET 1%	180 000,00	7,81%
FONDS PROPRES	410 336,00	17,81%
PRETS CDC	1 591 505,00	69,08%
SUBVENTION REGION	72 909,00	3,16%
Total	2 303 750,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
	Montant total	13 373 742,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016296

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 95 - SAINT BRICE SOUS FORET - CHEMIN DE NEZANT - 23 PLUS/PLAI - 32 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 187 944,00 €	10,10 %	120 000,00 €
		Montant Total de la subvention	120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis chemin de Nézant à Saint-Brice-sous-Forêt

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,7 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 668,51 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,28 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.187.944 € x 30 % = 356.383 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- SAINT-BRICE-SOUS-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 876 818,00	100,00%
Total	1 876 818,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	94 000,00	5,01%
PRIME SPECIFIQUE	30 000,00	1,60%
PRET 1%	396 000,00	21,10%
PRETS CDC	1 236 818,00	65,90%
SUBVENTION REGION	120 000,00	6,39%
Total	1 876 818,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €

2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
	Montant total	13 373 742,00 €

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N° 3

Fiches projet opération modifiée

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14018140

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - CHEPTAINVILLE - CHATEAU - 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 508 971,00 €	5,00 %	75 449,00 €
	Montant Total de la subvention		-1 656,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS sis rue du Château/route de Lardy à Cheptainville

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Individuel gaz et ballons thermodynamiques

Projet initial:
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 11
Surface utile : 898,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,22 €
Coût de l'opération : 2.243.357 €
Dépense subventionnable : 1.542.099 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.542.099 € x 5 % = 77.105 €
Calcul du plafond : 10.000 € x 11 lgts = 110.000 €

Montant de la subvention votée par délibération n° CP 15-385 du 9 juillet 2015 : 77.105 €

Projet modifié :
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 10
Surface utile : 822,25 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,66 €
Coût de l'opération : 2.210.073 €
Dépense subventionnable : 1.508.971 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.508.971 € x 5 % = 75.449 €
Calcul du plafond : 10.000 € x 10 lgts = 100.000 €

Nouveau montant de la subvention : 75.449 €

MONTANT DE SUBVENTION A REGULARISER : - 1.656 €

Ces modifications font l'objet d'une nouvelle convention.

Localisation géographique :
- CHEPTAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 210 073,00	100,00%
Total	2 210 073,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	7 282,00	0,33%
SUBVENTION EPCI (ATTRIBUEE)	25 000,00	1,13%
SUBVENTION 1%	53 500,00	2,42%
PRET 1%	500 000,00	22,62%
PRETS CDC	1 409 905,00	63,79%
FONDS PROPRES	138 937,00	6,29%
SUBVENTION REGION	75 449,00	3,41%
Total	2 210 073,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15010563

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - CHEPTAINVILLE - CHATEAU - 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	487 422,00 €	9,85 %	48 000,00 €
		Montant Total de la subvention	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis rue du Château/route de Lardy à Cheptainville

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Urgence au regard de la date du financement régional initial (09/07/2015)

Description :
Taux de logements sociaux : 1,4%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz et ballons thermodynamiques

Projet initial :
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnent, BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLAI
Nombre de logements : 3
Surface utile : 233,95 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 5,54 €
Coût de l'opération : 599.649 €
Dépense subventionnable : 401.350 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 401.350 € x 30 % = 120.405 €
Calcul du plafond : 12.000 € x 3 lgts = 36.000 €

Montant de la subvention votée par délibération n° CP 15-385 du 9 juillet 2015 : 36.000 €

Projet modifié :
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnent, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Nombre de logements : 4
Surface utile : 265.60 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,92 €
Coût de l'opération : 713.889 €
Dépense subventionnable : 487.422 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 487.422 € x 30 % = 146.227 €
Calcul du plafond : 12.000 € x 4 lgts = 48.000 €

Nouveau montant de la subvention : 48.000 €

MONTANT DE SUBVENTION A REGULARISER : + 12.000 €

Ces modifications font l'objet d'une nouvelle convention

Localisation géographique :
- CHEPTAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	713 889,00	100,00%
Total	713 889,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	33 000,00	4,62%
PRIME SPECIFIQUE	53 500,00	7,49%
SUBVENTION EPCI (ATTRIBUEE)	10 000,00	1,40%
PRETS CDC	569 389,00	79,76%
SUBVENTION REGION	48 000,00	6,72%
Total	713 889,00	100,00%

ANNEXE À LA DÉLIBERATION N° 4

Convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la Région Île-de-France dans le cadre du chapitre 905-54 - Secteur du logement social N° (année) (N° IRIS du tiers) 905-54

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CR XX-XXX du …..,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le numéro de SIREN est :
dont le statut juridique est :
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par délibération CR 08-16 du 18 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter, au cours de l'année n, en contrepartie des subventions qui lui sont affectées par la Région, au titre de l'exercice budgétaire (année n), dans le cadre de ses actions en faveur du logement social et du logement des jeunes et des étudiants (chapitre 905-54),
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement,
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable qui tient notamment compte des capacités d'accueil du bénéficiaire, des obligations légales qui s'imposent à lui en la matière et des caractéristiques des stagiaires qu'il prévoit d'accueillir.

Cette négociation tient également compte des subventions susceptibles de lui être affectées par la Région au cours de l'année **n** dans le cadre de ses actions en faveur du logement social et du logement des jeunes et des étudiants, ainsi que des engagements d'accueil de stagiaires et / ou alternants pris par le bénéficiaire en contrepartie des subventions qui lui ont été accordées antérieurement.

Paragraphe spécifique à insérer pour les conventions conclues au titre de 2017 :
Les négociations prennent en outre en considération les engagements d'accueil de stagiaires déjà pris en compte en contrepartie de subventions votées ou proposées à l'approbation de la commission permanente en 2017 antérieurement à la signature de la présente convention.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à accueillir **XX** stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit impérativement être mis en œuvre entre le 1er janvier (année n) et le 31 décembre (année n). A ce titre, les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de la présente convention doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier (année n) et le 31 décembre (année n), et peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre (année n).

Article 3 : offres de stages et information de la Région

Le bénéficiaire dépose les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR). Lors de la saisie des offres sur la PAR, le bénéficiaire indique le numéro de la présente convention dans le champ « numéro de dossier ». Les conventions et contrats de stages ou formations qui seront signés par le bénéficiaire au titre de la présente convention devront impérativement mentionner ce numéro.

Au plus tard le 15 septembre (année n), le bénéficiaire :

. dépose l'ensemble des offres sur la PAR,

. dépose sur la PAR tous les contrats déjà signés à cette date,

. adresse à la Région un premier bilan des recrutements de stagiaires en précisant notamment le nombre de stagiaires recrutés et la durée de ces stages, (référence du contrat ou de la convention / date de début et de fin / type de stage ou de contrat / nom et âge du bénéficiaire).

Un bilan définitif de la mise en œuvre de la présente convention est adressé à la Région, au plus tard, le 31 janvier (année n+1), à cette même date l'ensemble des contrats signés devront être déposés sur la PAR.

Article 4 : contrôle et demandes de versement

En cas d'absence de communication des pièces et informations précisées dans l'article 3 de la présente convention aux dates convenues, le versement des aides régionales affectées au bénéficiaire, en (année n), au titre de l'action régionale en faveur du logement social et du logement des jeunes et des étudiants peut être suspendu.

Le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le Conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'(année n+1).

Article 5 : ajustements et avenants

Si des modifications substantielles des conditions de l'intervention régionale en faveur du logement interviennent pendant l'exécution de la présente convention, des discussions s'engagent entre la Région et le bénéficiaire afin d'ajuster le nombre de stagiaires défini à l'article 2 de la présente convention.

Cet ajustement fait l'objet d'un échange de courriers entre la Région et le bénéficiaire dans le courant de l'année n. Le cas échéant, un avenant à la convention est soumis à l'approbation de la commission permanente avant le terme du 1er semestre de l'(année n+1).

Article 6 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier (année n) et prend fin au plus tard au 31 janvier (année n+1).

La présente convention comporte 2 annexes.

Fait à ……
Le ……..

Pour la Région Ile de France

Pour le bénéficiaire

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération CR 08-16 du 18 février 2016

La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil » ;*
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois* répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité.

Deux mois* : En application de l'article D.124-6 du Code de l'éducation : *« La durée du (ou des) stage (s) ou de la (ou des) période (s) de formation en milieu professionnel prévue aux articles L.124-5 et L.124-6 est calculée en fonction du temps de présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil. Chaque période au moins égale à 7 heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour et chaque période au moins égale à 22 jours de présence, consécutifs ou non, est considérée comme équivalente à 1 mois. », 2 mois équivalent donc à 308 heures de présence effective.* En application de l'article L.124-6 / D.124-8, la gratification est due à compter de la 309ème heure de présence.

Annexe 2 - Délibération CR 08-16 du 18 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte rendu exécutoire
Par publication électronique le 19/02/2016
Par la remise au Contrôle de Légalité le 19/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

rapport 100 000 stages 020216 *18/02/16 18:02:00*

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DÉLIBERATION N° CP 2017-062

Du 8 Mars 2017

Aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis Première affectation pour 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 portant approbation du Schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis ;
VU La délibération n° CR 09-14 du 13 février 2014 portant diverses mesures en faveur du logement ;
VU La délibération n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant actualisation du schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 39-16 du 17 mars 2016 relative au dispositif anti-ghettos et de promotion de la mixité sociale et urbaine ;
VU La délibération n° CP 12-411 du 12 juillet 2012 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants approuvant la convention type ;
VU La délibération n° CP 12-811 du 21 novembre 2012 relative à l'aide en faveur du logement des jeunes et des apprentis approuvant la convention type ;
VU La délibération n° CP 16-165 du 18 mai 2016 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants - première affectation, et portant modification de la convention type ;
VU La délibération n° CP 16-182 du 18 mai 2016 relative à l'aide en faveur du logement des jeunes et apprentis - première affectation, et portant modification de la convention type ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;
VU Le rapport CP 2017-062 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission des finances ;
L'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBERÉ

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants » de la délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée relative à l'aide en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **3 936 400 €.**

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 936 400 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400501 « Logements des étudiants » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 12-411 du 12 juillet 2012 modifiée par la délibération n° CP 16-165 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis » de la délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée relative à l'aide en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **120 535 €**.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **120 535 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400502 « Logements des jeunes et des apprentis » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 12-811 du 21 novembre 2012 modifiée par la délibération n° CP 16-182 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions identifiées ci-dessous, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
15018715	réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 218 logements PLUS (256 places) et 145 logements PLS (170 places) sise ZAC du Moulon, lot NF1, à Gif-sur-Yvette	BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM	30/12/2016
16006828	réalisation, avec charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 36 logements PLS (36 places) sise 4 rue Pasteur / 17 avenue de Fontainebleau / 3 rue Roger Salengro au Kremlin-Bicêtre	RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE	02/11/2016

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE A LA DÉLIBERATION N° 1

État récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-062	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400501 - Logements des étudiants**

Dispositif : N° 00000733 - Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants

Dossier	15018715 - 91 - GIF-SUR-YVETTE - ZAC MOULON LOT NF1 - ETUDIANTS 218 PLUS/145 PLS			
Bénéficiaire	R7008 - BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 830 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 596 802,00 €	TTC	15,22 %	2 830 000,00 €	

Dossier	16006828 - 94 - KREMLIN-BICETRE - RUE PASTEUR - ETUDIANTS 36 PLS			
Bénéficiaire	P0015176 - RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	165 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 462 497,00 €	TTC	6,72 %	165 600,00 €	

Dossier	17002391 - 93 - SAINT DENIS - MOULIN BASSET - ETUDIANTS 44 PLUS/103 PLS			
Bénéficiaire	R22860 - ESPACIL HABITAT			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	940 800,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 134 568,00 €	TTC	7,75 %	940 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000733 - Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 936 400,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400501	3 936 400,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400502 - Logements des jeunes et des apprentis**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-062	Budget	2017

Dispositif : N° 00000734 - Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis

Dossier	15003697 - 78 - MEZIERES SUR SEINE - RUE MAURICE FRICOTTE - FJT 8 PLAI			
Bénéficiaire	R29364 - OPH MANTES YVELINES HABITAT			
Localisation	MEZIERES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 535,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
602 676,00 €	TTC	20 %	120 535,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000734 - Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	120 535,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400502	120 535,00 €

ANNEXE A LA DÉLIBERATION N° 2

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018715

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 91 - GIF-SUR-YVETTE - ZAC MOULON LOT NF1 - ETUDIANTS 218 PLUS/145 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	18 596 802,00 €	15,22 %	2 830 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 830 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM
Adresse administrative : 89 RUE DE TOCQUEVILLE
75828 PARIS 17
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique DUBAND, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200010500137

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 218 logements PLUS (256 places) et 145 logements PLS (170 places) sise ZAC du Moulon, lot NF1, à Gif-sur-Yvette

Date prévisionnelle de début de projet : 30 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux afin de faire coïncider la livraison de la résidence avec la rentrée universitaire.

Description :
La résidence sera composée de 293 T1, 30 T1', 7 grands T1' pour étudiants en thèse, 8 grands T1' pour couples, 5 T1 bis mutualisés (2 personnes), 10 T4 en colocation (3 personnes) et 10 T5 en colocation (4 personnes).

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, Effinergie +

Le CROUS de l'académie de Versailles assurera la gestion de la résidence.
Les redevances prévisionnelles varieront de 286,7 € à 421,16 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 18.596.802 € x 20% = 3.719.360 €

Plafond : (256 x 8.000 €) + (170 x 4 600 €) = 2.830.000 €

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISONNEL	25 073 086,00	100,00%
Total	25 073 086,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	1 004 866,00	4,01%
SUBVENTION 1%	1 600 000,00	6,38%
PRET 1%	1 500 000,00	5,98%
PRETS CDC	18 138 220,00	72,34%
SUBVENTION REGION	2 830 000,00	11,29%
Total	25 073 086,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	31 320,00 €
2015	Politique énergie climat	4 540,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 515 248,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 816 800,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	75 309,00 €
	Montant total	2 366 049,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002391

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 93 - SAINT DENIS - MOULIN BASSET - ETUDIANTS 44 PLUS/103 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	12 134 568,00 €	7,75 %	940 800,00 €
	Montant Total de la subvention		940 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT
Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude CROCQ, Président

Objet : NC

N° SIRET : 30249439800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, avec charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 44 PLUS (44 places) et 103 PLS (128 places) sise avenue du docteur Lamaze "Moulin Basset" à Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 126 T1, 19 T1bis (2 personnes) et 2 T5 en colocation (4 personnes).

Chauffage/ECS : PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE
Toiture végétalisée

La SA d'HLM ESPACIL assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de

266,20 € à 471,25 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 12.134.568 € x 20% = 2.426.914 €

Plafond : (44 x 8.000 €) + (128 x 4 600 €) = 940.800 €

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	12 181 775,00	100,00%
Total	12 181 775,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	652 400,00	5,36%
PRETS CDC	10 588 575,00	86,92%
SUBVENTION REGION	940 800,00	7,72%
Total	12 181 775,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 132 800,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 620 400,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 238 662,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	433 066,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	4 621 600,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	804 170,00 €
	Montant total	9 377 898,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006828

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 94 - KREMLIN-BICETRE - RUE PASTEUR - ETUDIANTS 36 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 462 497,00 €	6,72 %	165 600,00 €
	Montant Total de la subvention		165 600,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE
Adresse administrative : IMMEUBLE PARYSEINE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur BERTRAND GOUJON, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances et annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 49528609800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 36 logements PLS (36 places) sise 4 rue Pasteur / 17 avenue de Fontainebleau / 3 rue Roger Salengro au Kremlin-Bicêtre

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence au regard de la nécessité de faire coïncider la livraison de la résidence avec la rentrée universitaire.

Description :
La résidence sera composée de 36 logements T1 de 18 m².

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompes à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 -10%

Le CROUS de Créteil assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles s'élèveront à 458 € par personne. Ce montant pourra varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 2 462 497 € x 20% = 492 499 €

Calcul du plafond : 36 x 4 600 € = 165 600 €

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 665 888,00	100,00%
Total	2 665 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	228 000,00	8,55%
REGION	165 600,00	6,21%
VILLE (EC)	34 339,00	1,29%
PRETS PLS	1 434 611,00	53,81%
FONDS PROPRES	803 338,00	30,13%
Total	2 665 888,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	3 144 916,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 005 090,00 €
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	780 000,00 €
2014	Logement social pour personnes sans abri	375 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 752 000,00 €

2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	565 442,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	448 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	660 000,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	450 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 977 143,00 €
2015	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	100 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	383 595,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 096 349,00 €
	Montant total	8 772 579,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003697

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : 78 - MEZIERES SUR SEINE - RUE MAURICE FRICOTTE - FJT 8 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	602 676,00 €	20,00 %	120 535,00 €
	Montant Total de la subvention		120 535,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154005-300
15400502- Logements des jeunes et des apprentis

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH MANTES YVELINES HABITAT
Adresse administrative : 7 RUE CHARLES GOUNOD
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-Michel VOYER, Président

N° SIRET : 48268185500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : acquisition-amélioration, hors charge foncière, d'un foyer de jeunes travailleurs de 8 logements PLAI (13 places) sis rue Maurice Fricotte / 120, rue Nationale à Mézières-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le foyer sera composé de 3 T1 de 16,36 m² en moyenne et 5 T1' de 27,86 m² en moyenne pour couples.

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine, habitat & environnement, label Effinergie Rénovation pour le bâtiment existant, et label BBC Effinergie pour l'extension.

L'association Foyer de Jeunes Travailleurs Mantes Val de Seine assurera la gestion du foyer. Les redevances prévisionnelles varieront de 354,85 € à 478,6 €. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Surface Utile : 228,89 m²

Calcul de la subvention : 602.676 € x 20% = 120.535 €

Calcul du plafond : 228,89 m² x 535 € = 122.456 €

Localisation géographique :
- MEZIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	650 506,00	100,00%
Total	650 506,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	64 000,00	9,84%
SUBVENTION DEPARTEMENT (SOLLICITEE)	97 500,00	14,99%
SUBVENTION EPCI (SOLLICITEE)	24 000,00	3,69%
SUBVENTION CAF (SOLLICITEE)	26 000,00	4,00%
PRET 1%	100 000,00	15,37%
PRETS CDC	218 471,00	33,58%
SUBVENTION REGION	120 535,00	18,53%
Total	650 506,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	578 878,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	159 878,00 €
	Montant total	738 756,00 €

Acte certifié exécutoire
CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-064

Du 8 Mars 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LOGEMENT AIDE AU PARC PRIVÉ
Première affectation pour 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales,

VU Le Code de la construction et de l'habitation,

VU Le Décret n°2016-1439 du 26 octobre 2016 déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier dit « Grigny 2 » à Grigny,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CP 13-730 du 17 octobre 2013 portant notamment affectation de subventions pour les copropriétés Les Acacias et les Bleuets à Villiers-le-Bel,

VU La délibération n° CP 14-035 du 30 janvier 2014 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Beauchamp à Argenteuil,

VU La délibération n° CP 14-300 du 18 juin 2014 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Le Clos des Sansonnets à Epinay-sur-Seine,

VU La délibération n° CP 14-679 du 20 novembre 2014 portant notamment affectation de subventions en faveur des copropriétés du Chêne Pointu et de l'Etoile du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois,

VU La délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 approuvant notamment la labellisation des copropriétés Alice et Béatrice à Sevran,

VU La délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Colonel Fabien à Garges-lès-Gonesse et l'affectation de subventions en faveur des copropriétés du Chêne Pointu et de l'Etoile du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois,

VU La délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie

VU La délibération n° CP 16-388 du 21 septembre 2016 portant notamment affectation de

VU subventions en faveur de la copropriété Grigny 2,
La délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 approuvant notamment la labellisation de la copropriété La Bruyère à Bondy,

VU Le rapport CP 2017-064 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017,

VU L'avis émis par la commission du logement et de la politique de la ville,

VU L'avis émis par la commission des finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

01/02/17 11:02:00

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des programmes de travaux détaillés en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 613 642, 00 €.

Subordonne le versement de ces subventions pour travaux à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'aide aux travaux approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 613 642 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des mesures d'ingénierie détaillées en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 10 subventions d'un montant maximum prévisionnel 329 142, 00 €.

Subordonne le versement de ces subventions en ingénierie à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'appui en ingénierie approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **329 142,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de transférer les subventions initialement attribuées à AJAssociés, administrateur provisoire du Chêne pointu et des bâtiments 10, 11, 12 et 18 de l'Etoile du Chêne pointu, à Grand Paris Aménagement, conformément au tableau ci-après :

Dossier	Référence de la commission permanente	Montant de la subvention transférée
14018378	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	3 577 903,00 €
14018382	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	617 692,00 €
14018409	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	310 885 €
14018414	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	585 727 €
14018419	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	311 089 €
15018609	n° CP15-574 du 8/10/2015	428 472,00 €
15018611	n° CP15-574 du 8/10/2015	93 880,00 €

01/02/17 11:02:00

15018610	n° CP15-574 du 8/10/2015	165 921,00 €
15018612	n° CP15-574 du 8/10/2015	316 981,00 €
15018613	n° CP15-574 du 8/10/2015	165 745,00 €

Approuve l'avenant de transfert correspondant, joint en annexe 3, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 4 :

Décide de transférer les subventions initialement attribuées à GIEP (Gestion Immobilière de l'Est Parisien), syndic des bâtiments 15, 17, 19 et 20 de l'Etoile du Chêne pointu, à Grand Paris Aménagement, conformément au tableau ci-après :

Dossier	Référence de la commission permanente	Montant de la subvention transférée
14018422	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	180 683,00 €
14018384	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	163 727,00 €
14018424	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	110 236,00 €
14018425	n° CP14-679 du 20/11/2014 et n° CP15-574 du 8/10/2015	262 061,00 €
15018660	n° CP15-574 du 8/10/2015	36 897,00 €
15018661	n° CP15-574 du 8/10/2015	65 183,00 €
15018662	n° CP15-574 du 8/10/2015	44 065,00 €
15018663	n° CP15-574 du 8/10/2015	47 201,00 €

Approuve l'avenant de transfert correspondant, joint en annexe 4, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

.

Article 5 :

Décide de transférer la subvention d'un montant de 4 631 705,00 € (dossier n° 16012997) initialement attribuée par la délibération de la commission permanente n° CP 16-388 du 21 septembre 2016 à AJAssociés, administrateur provisoire de Grigny 2, à SIPENR.

Approuve l'avenant de transfert correspondant, joint en annexe 5, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

.

Article 6 :

Approuve la convention entre partenaires publics relative à la mise en œuvre de l'opération d'intérêt national de requalification de la copropriété dégradée de Grigny 2 à Grigny (91) jointe en annexe 6 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en

application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16015833	DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX RELATIF A LA RESIDENCE FABIEN A GARGES-LES-GONESSE (95140)	BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER	01/10/2016
16017277	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES ACACIAS A VILLIERS-LE-BEL (95400)	SABIMO	06/06/2016
16017318	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES BLEUETS A VILLIERS-LE-BEL (95400)	SABIMO	06/06/2016
17000105	ATELIERS D'AUTO-REHABILITATION ACCOMPAGNEE DANS LES COPROPRIETES DE CLICHY-SOUS-BOIS (93300), SEVRAN (93200), ET VILLIERS-LE-BEL (95400).	COMPAGNONS BATISSEURS ILE DE FRANCE	01/09/2016
17001759	DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE ALICE A SEVRAN (93270)	2ASC IMMOBILIER	15/12/2016
17001764	DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE BEATRICE A SEVRAN (93270)	CABINET DENIS ET COMPAGNIE	15/12/2016
17001765	DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE CHARCOT A SEVRAN (93270)	2ASC IMMOBILIER	15/12/2016
17002374	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RESIDENCE FABIEN A GARGES-LES-GONESSE (95140)	BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER	16/01/2017
17002401	ETUDE ACTION SUR LA COPROPRIETE DU PARC DE LA NOUE 93420 VILLEPINTE	COMMUNE DE VILLEPINTE	02/12/2016

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

01/02/17 11:02:00

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 1

État récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-064	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154004 - Aide au parc privé**
Action	**15400403 - Aide aux copropriétés en difficulté**

Dispositif : N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie

Dossier	16015833 - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX RELATIF A LA RESIDENCE FABIEN A GARGES-LES-GONESSE (95140)			
Bénéficiaire	R27900 - BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 257,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 514,00 €	TTC	50 %	13 257,00 €	

Dossier	16017277 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES ACACIAS A VILLIERS-LE-BEL (95400)			
Bénéficiaire	R19466 - SABIMO			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 050,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,44 €	HT	30 %	1 050,00 €	

Dossier	16017318 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES BLEUETS A VILLIERS-LE-BEL (95400)			
Bénéficiaire	R19466 - SABIMO			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 721,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 738,44 €	HT	30 %	7 721,00 €	

Dossier	17000063 - MISSION DE SUIVI ANIMATION DANS LE CADRE DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES DU QUARTIER ROUGEMONT A SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	R1268 - COMMUNE DE SEVRAN			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	30 %	36 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-064	Budget	2017

Dossier	17000105 - ATELIERS D'AUTO-REHABILITATION ACCOMPAGNEE DANS LES COPROPRIETES DE CLICHY-SOUS-BOIS (93300), SEVRAN (93200), ET VILLIERS-LE-BEL (95400).			
Bénéficiaire	P0030269 - COMPAGNONS BATISSEURS ILE DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	129 510,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
286 797,00 €	TTC	45,16 %	129 510,00 €	

Dossier	17000159 - SDC LA BRUYERE - ETUDES D'INGENIERIE - 93 140 BONDY			
Bénéficiaire	R27900 - BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 204,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 408,00 €	TTC	50 %	33 204,00 €	

Dossier	17001759 - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE ALICE A SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	P0030064 - 2ASC IMMOBILIER			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 800,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 600,00 €	TTC	50 %	7 800,00 €	

Dossier	17001764 - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE BEATRICE A SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	R17688 - CABINET DENIS ET COMPAGNIE			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 800,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 600,00 €	TTC	50 %	7 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-064	Budget	2017

Dossier	17001765 - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE CHARCOT A SEVRAN (93270)				
Bénéficiaire	P0030064 - 2ASC IMMOBILIER				
Localisation	SEVRAN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	7 800,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 600,00 €	TTC		50 %	7 800,00 €	

Dossier	17002401 - ETUDE ACTION SUR LA COPROPRIETE DU PARC DE LA NOUE 93420 VILLEPINTE				
Bénéficiaire	R1269 - COMMUNE DE VILLEPINTE				
Localisation	VILLEPINTE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	85 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
340 000,00 €	HT		25 %	85 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie	329 142,00 €

Dispositif : N° 00000746 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives

Dossier	17002435 - TRAVAUX EN PARTIES PRIVATIVES - 1 ALLEE RODIN - 93800 EPINAY-SUR-SEINE				
Bénéficiaire	P0036180 - BAH LUDMILA				
Localisation	EPINAY-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	331,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
829,00 €	TTC		39,93 %	331,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000746 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives	331,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-064	Budget	2017

Dispositif : N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété

Dossier	17002374 - TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RESIDENCE FABIEN A GARGES-LES-GONESSE (95140)			
Bénéficiaire	R27900 - BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 554 938,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 358 477,38 €	TTC	46,3 %	1 554 938,00 €	

Dossier	17002393 - TRAVAUX DE REHABILITATION SDC BEAUCHAMP - 1-13 PLACE ALESSANDRIA - 95100 ARGENTEUIL			
Bénéficiaire	R19960 - CABINET CAZALIERES			
Localisation	ARGENTEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	352 568,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
853 827,33 €	TTC	41,29 %	352 568,00 €	

Dossier	17002590 - TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE - SDC RESIDENCE FABIEN - GARGES-LES-GONESSE (95140)			
Bénéficiaire	R27900 - BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	705 805,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 581 198,41 €	TTC	19,71 %	705 805,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 613 311,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154004 - 15400403	2 942 784,00 €

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 2

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000063

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : MISSION DE SUIVI ANIMATION DANS LE CADRE DES PLANS DE SAUVEGARDE DES COPROPRIETES DU QUARTIER ROUGEMONT A SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	120 000,00 €	30,00 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative : 28 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane GATIGNON, Maire

N° SIRET : 21930071200524

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de la deuxième année de la mission de suivi-animation du des plans de sauvegarde des copropriétés du quartier Rougemont (labels CDSR 8 et 10 Hélène Boucher, Alice, Béatrice et Charcot) à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation concernés : 405

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Contribuer au redressement des copropriétés 8, allée Hélène Boucher, 10, allée Hélène Boucher, Alice, Béatrice et Charcot actuellement concernées par un plan de sauvegarde.

Description :
- animation, pilotage,
- redressement de la gestion,
- suivi social,
- travaux - financement.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale annuelle au taux de 50 % maximum dans la limite de 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 405) est fixée à 36 000 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	120 000,00	100,00%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	60 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	36 000,00	30,00%
Quote part	24 000,00	20,00%
Total	120 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	80 340,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	400 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	131 140,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 533 156,52 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	3 491 709,00 €
2014	Politique énergie climat	24 615,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	63 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	41 806,00 €
2015	Politique énergie climat	8 872,56 €
2015	Soutien aux contrats de ville	43 305,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	209 663,31 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	193 827,00 €
2016	Politique énergie climat	1 000 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	39 714,00 €
	Montant total	7 776 916,39 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002401

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ETUDE ACTION SUR LA COPROPRIETE DU PARC DE LA NOUE 93420 VILLEPINTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	340 000,00 €	25,00 %	85 000,00 €
	Montant Total de la subvention		85 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPINTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine VALLETON, Maire

N° SIRET : 21930078700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en œuvre d'une étude action préconisée dans la perspective de l'élaboration du plan de sauvegarde et de la labellisation régionale.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée aux contraintes de calendrier pour l'élaboration du plan de sauvegarde de la copropriété, dont la candidature, éligible à l'appel à projet ITI (investissements territoriaux intégrés) du FEDER, a été retenue.

Objectifs :
Mise en œuvre d'une étude action préconisée pour l'élaboration du plan de sauvegarde et dans la perspective de la labellisation régionale.
nombre de lots d'habitation concernés : 757

Description :
- Assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de la copropriété sur le volet technique :
Approfondissement du diagnostic et élaboration d'un programme global de réhabilitation pérenne en lien avec le projet urbain et les financements mobilisables,
Assister la copropriété dans la programmation et la mise en œuvre des travaux urgents.

- Assistance immédiate de la copropriété :
Appui aux instances de gestion pour améliorer leur fonctionnement,
Formation des conseils syndicaux et des copropriétaires,

- Propositions de scenarii de réhabilitation, choix d'une stratégie d'intervention commune.

- Proposition de préconisations opérationnelles et élaboration du dispositif.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible et plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 757 lots) est fixée à 85 000 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	340 000,00	100,00%
Total	340 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	136 000,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	85 000,00	25,00%
Subvention CDC (sollicitée)	51 000,00	15,00%
Qote-part Commune	68 000,00	20,00%
Total	340 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	206 730,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 865,79 €
2015	Soutien aux contrats de ville	29 695,00 €
2016	E-administration	22 825,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	950 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 091,65 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	108 065,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	17 111,00 €
2016	100 quartiers innovants et écologiques	312 020,78 €
	Montant total	1 661 404,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015833

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX RELATIF A LA RESIDENCE FABIEN A GARGES-LES-GONESSE (95140)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	26 514,00 €	50,00 %	13 257,00 €
	Montant Total de la subvention		13 257,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative : 50 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : PHILIPPE BLERIOT, MAITRE

Objet : NC

N° SIRET : 35239967900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation d'une mission de diagnostic amiante avant travaux au bénéfice de la Résidence Fabien sise 2-16 rue Alphonse Daudet à Garges-lès-Gonesse (95140).
Nombre de lots d'habitation: 194

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CP 15-574 du 08/10/2015 portant labellisation de la copropriété Résidence Fabien à Garges-lès-Gonesse (label n° 15-574 CDSR 95140-01).

Objectifs :
Contribuer au redressement de la copropriété dégradée concernée.

Description :
Mission de maîtrise d'œuvre: réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux.

Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Résidence Fabien sise 2-16, rue Alphonse Daudet à Garges-lès-Gonesse et ayant donné lieu à l'accord d'un label n°15-574 CDSR 95140-01 par la commission permanente du 8 octobre 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 194 lots) est fixée à 13 257 €.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	26 514,00	100,00%
Total	26 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	13 257,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	13 257,00	50,00%
Total	26 514,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Habitat Privé CDSR-Parties communes	32 556,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	123 094,04 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 710,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	48 500,00 €
2016	Habitat Privé OAHSR/CDSR-Parties communes	150 800,00 €
	Montant total	218 860,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017277

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES ACACIAS A VILLIERS-LE-BEL (95400)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 500,44 €	30,00 %	1 050,00 €
	Montant Total de la subvention		1 050,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SABIMO
Adresse administrative : 23 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Joseph MPINDA, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 38518551700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : aide à la gestion de la copropriété Les Acacias à Villiers-le-Bel (95400).
Nombre de lots d'habitation : 16

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CP 13-730 du 17/10/2013 portant labellisation de la copropriété Les Acacias à Villiers-le-Bel (label n° 13-730 CDSR 95400-02).

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic de la copropriété Les Acacias à Villiers-le-Bel, dans le cadre du projet de redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Les Acacias à Villiers-le-Bel et ayant donné lieu à l'accord d'un label n°13-730 CDSR 95400-02 par la commission permanente du 17 octobre 2013.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 16) s'élève à 1 050 €.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	3 500,44	100,00%
Total	3 500,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 050,00	30,00%
Quote part	2 450,44	70,00%
Total	3 500,44	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	89 598,01 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 124,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 035 550,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	864 000,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	17 322,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 022,00 €
	Montant total	2 026 616,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017318

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LES BLEUETS A VILLIERS-LE-BEL (95400)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 738,44 €	30,00 %	7 721,00 €
	Montant Total de la subvention		7 721,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SABIMO
Adresse administrative : 23 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Joseph MPINDA, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 38518551700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : aide à la gestion de la copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel (95400).
Nombre de lots d'habitation : 200

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CP 13-730 du 17/10/2013 portant labellisation de la copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel (label n° 13-730 CDSR 95400-01).

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic de la copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel, dans le cadre du projet de redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel et ayant donné lieu à l'accord d'un label n°13-730 CDSR 95400-01 par la commission permanente du 17 octobre 2013.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 200) s'élève à 7 721 €.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	25 738,44	100,00%
Total	25 738,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 721,00	30,00%
Quote part	18 017,44	70,00%
Total	25 738,44	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	89 598,01 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 124,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 035 550,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	864 000,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	17 322,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 022,00 €
	Montant total	2 026 616,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000105

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : ATELIERS D'AUTO-REHABILITATION ACCOMPAGNEE DANS LES COPROPRIETES DE CLICHY-SOUS-BOIS (93300), SEVRAN (93200), ET VILLIERS-LE-BEL (95400).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	286 797,00 €	45,16 %	129 510,00 €
	Montant Total de la subvention		129 510,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNONS BATISSEURS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 3 RUE DE PARADIS
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Olivier HORVAIS, Directeur

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 79779986300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : développement d'ateliers de quartier d'auto-réhabilitation accompagnée sur les copropriétés de Clichy-sous-Bois, Sevran, et Villiers-le-Bel bénéficiant d'un label CDSR.
Nombre de lots : 2531

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessaire articulation des ateliers d'auto-réhabilitation accompagnée avec les projets de réhabilitation des copropriétés en difficulté labellisées, en cours de mise en œuvre.
Projet déjà validé par délibération n° CR 82-12 du 27/09/2012 (labellisation n° 82-12 CDSR93390-01 et n° 82-12CDSR93390-02) et par délibération n° CP 13-333 du 30/05/2013 (labellisation n° 13-333CDSR93390-01) copropriétés de Clichy-sous-Bois
Projet déjà validé par délibération n° CP 12-783 du 21/11/2012 (labellisation n° 12-783CDSR93270-01) copropriété la Boétie 3 à Sevran
Projet déjà validé par délibération n° CP 14-195 du 14/04/2014 (labellisation n° 14-195CDSR93270-01) copropriété les Jardins de Beausevran à Sevran

Projet déjà validé par délibération n° CP 14-300 du 18/06/2014 (labellisation n° 14-300CDSR93270-01) copropriété Chalands 2 à Sevran
Projet déjà validé par délibération n° CP 13-730 du 17/10/2013 (labellisation n° 13-730CDSR95540-01) copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel
Projet déjà validé par délibération n° CP 13-730 du 17/10/2013 (labellisation n° 13-730CDSR95540-02) copropriété Acacias à Villiers-le-Bel

Objectifs :
Aider les ménages des copropriétés en difficulté labellisées dans la résolution de leur problème de logement, par la mise en place d'ateliers d'auto-réhabilitation accompagnée de travaux en parties privatives.

Description :
- conseils techniques et prêt d'outillage,
- trois animations collectives (ateliers travaux) par mois sur les thématiques de l'amélioration du logement,
- diagnostics et chantiers avec travaux relatifs à la lutte contre la précarité énergétique.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
la subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 2531 lots) est fixée à 129 510 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS
- SEVRAN
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ATELIERS AUTO-REHABILITATION	286 797,00	100,00%
Total	286 797,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	43 000,00	14,99%
Subvention Communes (sollicitées)	26 500,00	9,24%
Subvention Département (sollicitée)	9 000,00	3,14%
Subvention Région (sollicitée)	129 510,00	45,16%
Subvention Organismes sociaux (sollicitée)	22 500,00	7,85%
Subvention Aides privées (sollicitée)	44 500,00	15,52%
Fonds propres	11 787,00	4,11%
Total	286 797,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	82 656,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	195 484,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	50 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	41 432,00 €
	Montant total	369 572,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000159

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : SDC LA BRUYERE - ETUDES D'INGENIERIE - 93 140 BONDY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	66 408,00 €	50,00 %	33 204,00 €
	Montant Total de la subvention		33 204,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative : 50 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 35239967900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'études d'ingénierie pour permettre l'élaboration du programme de travaux pour la résidence la Bruyère à Bondy (93140) - label n° 16-535 CDSR 93140-01 du 16/11/2016
Nombre de lots d'habitation : 176

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Missions d'ingénierie destinées à l'élaboration du programme de travaux

Description :
- étude de maîtrise d'œuvre
- audit énergétique
- certification des travaux NF Habitat
- diagnostic amiante avant travaux

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 176) est fixée à 33 204 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et recherches	66 408,00	100,00%
Total	66 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTIONS FAAHP (sollicitées)	14 767,00	22,24%
Subvention Région (sollicitée)	33 204,00	50,00%
Quote part	18 437,00	27,76%
Total	66 408,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Habitat Privé CDSR-Parties communes	32 556,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	123 094,04 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 710,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	48 500,00 €
2016	Habitat Privé OAHSR/CDSR-Parties communes	150 800,00 €
	Montant total	218 860,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001759

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE ALICE A SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	15 600,00 €	50,00 %	7 800,00 €
		Montant Total de la subvention	7 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2ASC IMMOBILIER
Adresse administrative : 52 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Arnaud COUETTANT, Directeur

Objet : NC

N° SIRET : 80097602900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux concernant la copropriété Alice située 1, allée Marise Hilsz à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 112

Date prévisionnelle de début de projet : 15 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 portant labellisation de la copropriété Alice à Sevran (label n° 15-036 CDSR 93270-03).

Objectifs :
Contribuer au redressement de la copropriété dégradée concernée.

Description :
Mission de maîtrise d'œuvre: réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux.

Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Alice sise 1 allée Marise Hilsz à Sevran et ayant donné lieu à l'accord d'un label n° 15-036 CDSR 93270-03 par la commission permanente n° CP 15-036 du 29 janvier 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 112 lots) est fixée à 7 800 €.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	15 600,00	100,00%
Total	15 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 800,00	50,00%
Quote part	3 120,00	20,00%
Subvention ANAH (sollicitée)	4 680,00	30,00%
Total	15 600,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	376 826,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	15 770,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	1 680,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	233 174,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	108 230,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 073,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 285 926,00 €
	Montant total	3 029 679,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001764

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE BEATRICE A SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	15 600,00 €	50,00 %	7 800,00 €
	Montant Total de la subvention		7 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET DENIS ET COMPAGNIE
Adresse administrative : 3 RUE TURGOT
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel LEGRAND

Objet : NC

N° SIRET : 66205605000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux concernant la copropriété Béatrice située 3, allée Marise Hilsz à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 112

Date prévisionnelle de début de projet : 15 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 portant labellisation de la copropriété Béatrice à Sevran (label n° 15-036 CDSR 93270-04).

Objectifs :
Contribuer au redressement de la copropriété dégradée concernée.

Description :
Mission de maîtrise d'œuvre: réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux.

Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Béatrice sise 3 allée Marise Hilsz à Sevran et ayant donné lieu à l'accord d'un label n° 15-036 CDSR 93270-04 par la commission permanente n° CP 15-036 du 29 janvier 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 112 lots) est fixée à 7 800 €.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	15 600,00	100,00%
Total	15 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 800,00	50,00%
Quote part	3 120,00	20,00%
Subvention ANAH (sollicitée)	4 680,00	30,00%
Total	15 600,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 038,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	692 947,00 €
	Montant total	696 985,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17001765

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX CONCERNANT LA COPROPRIETE CHARCOT A SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	15 600,00 €	50,00 %	7 800,00 €
	Montant Total de la subvention		7 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2ASC IMMOBILIER
Adresse administrative : 52 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Arnaud COUETTANT, Directeur

Objet : NC

N° SIRET : 80097602900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux concernant la copropriété Charcot située 2-19, allée Hélène Boucher à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 184

Date prévisionnelle de début de projet : 15 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 portant labellisation de la copropriété Charcot à Sevran (label n° 15-036 CDSR 93270-05).

Objectifs :
Contribuer au redressement de la copropriété dégradée concernée.

Description :
Mission de maîtrise d'œuvre: réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux.

Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Charcot sise 12-16 allée Marise Hilsz à Sevran et ayant donné lieu à l'accord d'un label n° 15-036 CDSR 93270-05 par la commission permanente n° CP 15-036 du 29 janvier 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 184 lots) est fixée à 7 800 €.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	15 600,00	100,00%
Total	15 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 800,00	50,00%
Quote part	3 120,00	20,00%
Subvention ANAH (sollicitée)	4 680,00	30,00%
Total	15 600,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	376 826,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	15 770,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	1 680,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	233 174,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	108 230,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 073,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 285 926,00 €
	Montant total	3 029 679,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002435

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : TRAVAUX EN PARTIES PRIVATIVES - 1 ALLEE RODIN - 93800 EPINAY-SUR-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives	829,00 €	39,93 %	331,00 €
	Montant Total de la subvention		331,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAH LUDMILA
Adresse administrative :

Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant :

Objet : TRAVAUX PRIVATIFS

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de travaux privatifs de mise aux normes électriques - copropriété du Clos des Sansonnets (Délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011)
Projet validé par délibération n° CP 14-300 du 18 juin 2014 (label n°14-300CDSR93800-01)

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagner le redressement de la copropriété Le Clos des Sansonnets (label CDSR)

Description :
Travaux privatifs de mise aux normes électriques

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	829,00	100,00%
Total	829,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	331,00	39,93%
Subvention Commune (sollicitée)	207,00	24,97%
Quote part	291,00	35,10%
Total	829,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002374

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RESIDENCE FABIEN A GARGES-LES-GONESSE (95140)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	3 358 477,38 €	46,30 %	1 554 938,00 €
	Montant Total de la subvention		1 554 938,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative : 50 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : PHILIPPE BLERIOT, MAITRE

Objet : NC

N° SIRET : 35239967900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation des travaux de rénovation des parties communes de la Résidence Fabien sise 2-16 rue Alphonse Daudet à Garges-lès-Gonesse (95140).
Nombre de lots d'habitation: 194

Date prévisionnelle de début de projet : 16 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au fait que le dé-murage du bâtiment F inoccupé doit impérativement intervenir en amont pour permettre l'évaluation du potentiel de valorisation immobilière de l'ensemble de la copropriété.

Objectifs :
Engager les travaux de réhabilitation de la résidence Fabien conformément au projet déjà validé par délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574CDSR95140-01).

Description :
Programme de travaux comprenant:
- Individualisation des compteurs d'eau
- Rénovation des halls en rez-de-chaussée
- Réfection des cages d'escaliers (sécurité incendie)
- Réfection de l'électricité et de la plomberie dans les parties communes
- Pose de volets roulants
- Pose de fenêtres performantes
- Fermeture des loggias
- Travaux de maçonnerie et de menuiserie sur le bâtiment F

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 194 lots) est fixée à 1 554 938 € compte tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études, de prestations de services, de matériels, équipements et travaux	3 358 477,38	100,00%
Total	3 358 477,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	1 304 319,00	38,84%
Subvention Région (sollicitée)	1 554 938,00	46,30%
Subvention ADP (sollicitée)	215 792,00	6,43%
Quote part	283 428,38	8,44%
Total	3 358 477,38	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Habitat Privé CDSR-Parties communes	32 556,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	123 094,04 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 710,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	48 500,00 €
2016	Habitat Privé OAHSR/CDSR-Parties communes	150 800,00 €
	Montant total	218 860,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002393

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION SDC BEAUCHAMP - 1-13 PLACE ALESSANDRIA - 95100 ARGENTEUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	853 827,33 €	41,29 %	352 568,00 €
	Montant Total de la subvention		352 568,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET CAZALIERES
Adresse administrative : 12 RUE EUGENE FLACHAT
75017 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame ABRIBAT, SYNDIC

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 32040735600031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en œuvre des travaux de réhabilitation de la copropriété Beauchamp sise 1-13 place Alessandria à Argenteuil (95100).

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation des travaux de réhabilitation de la copropriété Beauchamp sise 1-13, place Alessandria 95100 Argenteuil.
Nombre de lots d'habitation : 111

Description :
- ravalement ITE
- travaux de sécurité (structure, électricité, incendie).

Projet validé par vote du label en commission permanente (délibération n° CP 14-035 du 30 janvier 2014) - label n° 14-035 CDSR 95100-01;

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 111 lots) est fixée à 352 568 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	853 827,33	100,00%
Total	853 827,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	352 568,00	41,29%
Subvention ANAH (sollicitée)	202 911,00	23,76%
Quote-part Copropriété	298 348,33	34,94%
Total	853 827,33	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	42 714,95 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	165 938,34 €
2014	Politique énergie climat	25 765,50 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	536 273,97 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	177 567,69 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	35 764,00 €
2016	Politique énergie climat	182 100,00 €
	Montant total	1 166 124,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002590

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE - SDC RESIDENCE FABIEN - GARGES-LES-GONESSE (95140)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	3 581 198,41 €	19,71 %	705 805,00 €
	Montant Total de la subvention		705 805,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative : 50 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : PHILIPPE BLERIOT, MAITRE

Objet : NC

N° SIRET : 35239967900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation des travaux de rénovation des parties communes de la Résidence Fabien sise 2-16 rue Alphonse Daudet à Garges-lès-Gonesse (95140).
Nombre de lots d'habitation: 194

Date prévisionnelle de début de projet : 8 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Engager les travaux de réhabilitation de la résidence Fabien conformément au projet déjà validé par délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574CDSR95140-01).

Description :
Programme de travaux comprenant:
- Etanchéité et isolation de la toiture
- Ravalement avec isolation thermique par l'extérieur des façades
- Création d'une ventilation basse pression hygroréglable
- Isolation des planchers des logements du rez-de-chaussée

L'étude thermique réalisée avant travaux a permis d'identifier la consommation énergétique des bâtiments soit 364 kWhep/m²/an (classe F).

La mise en œuvre du programme de travaux permet d'atteindre une consommation énergétique de 181 kWhep/m²/an (classe D), soit un gain de 51%.

Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574CDSR95140-01).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25% maximum dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 194 lots) est fixée à 705 805 € compte tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études, de prestations de services, de matériels, d'équipements et travaux	3 581 198,41	100,00%
Total	3 581 198,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	2 249 808,00	62,82%
Subvention Région (sollicitée)	705 805,00	19,71%
Quote part	625 585,41	17,47%
Total	3 581 198,41	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Habitat Privé CDSR-Parties communes	32 556,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	123 094,04 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 710,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	48 500,00 €
2016	Habitat Privé OAHSR/CDSR-Parties communes	150 800,00 €
	Montant total	218 860,04 €

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 3

Avenant de transfert des subventions attribuées à AJAssociés à Grand Paris Aménagement

AVENANT DE TRANSFERT

Avenant aux conventions n° 14018378, n° 14018382, n°14018409, n°14018414, n° 14018419, n° 15018609, n°15018611, n°15018610, n° 15018612, n° 15018613

approuvées par les délibérations n° CP 14-679 du 20 novembre 2014 et n° CP 15-574 du 8 octobre 2015

Entre les soussignés :

La Région Ile-de-France, représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse d'une part,

AJAssociés, représenté par Maître Nicolas Deshayes d'autre part,

Et Grand Paris Aménagement représenté par Thierry Lajoie, directeur général d'autre part,

Préambule :

Dans le cadre du protocole de préfiguration de l'ORCOD-IN de Clichy-sous-Bois, la Région a alloué 10 subventions d'un montant total de 6 574 295, 00 € au titre des travaux d'urgence engagés sur les copropriétés Le Chêne pointu et l'Etoile du Chêne pointu (bâtiments n° 10, n° 11, n° 12 et n° 18).

En instituant le placement sous administration judiciaire renforcée, la Loi ALUR permet parallèlement au syndic mandataire de la copropriété (conventionnel ou judiciaire) de confier à un opérateur, par le biais d'une délégation de maîtrise d'ouvrage (DMO), la réalisation des travaux de requalification de la copropriété mis en œuvre dans le cadre de l'ORCODIN. Après habilitation par le Tribunal de Grande Instance de Bobigny cette nouvelle procédure, une convention a été conclue entre AJAssociés et Grand Paris Aménagement le 18 juillet 2016 pour que soit confiée à cet opérateur la réalisation des travaux sus-évoqués et cofinancés par la Région.

Sur la demande expresse d'AJAssociés, il est donc convenu que Grand Paris Aménagement reprenne à son compte, en lieu et place d'AJAssociés, les engagements contractuels initialement établis par les conventions n° 14018378, n° 14018382, n°14018409, n°14018414, n° 14018419, n° 15018609, n°15018611, n°15018610, n° 15018612 et n° 15018613 dédiées au financement des travaux d'urgence entrepris en faveur des copropriétés du Chêne pointu et de l'Etoile du Chêne pointu (bâtiments n°10, n°11, n°12 et n°18).

Il est, dès lors, convenu ce qui suit :

Article 1 :

Les subventions régionales d'un montant global de 6 574 295, 00 € réparti comme suit :

	halls/terrasses CP 15-574 du 8/10/2015	L129-1 : CP14-679 du 20/11/2014 et CP 15-574 du 8/10/2015
CHENE POINTU	428 472,00 €	3 577 903,00 €
	Dossier n° 15018609	Dossier n° 14018378
ETOILE-BAT-10	93 880,00 €	617 692,00 €
	Dossier n° 15018611	Dossier n° 14018382
ETOILE-BAT-11	165 921,00 €	310 885,00 €
	Dossier n° 15018610	Dossier n° 14018409
ETOILE-BAT-12	316 981,00 €	585 727,00 €
	Dossier n° 15018612	Dossier n° 14018414
ETOILE-BAT-18	165 745,00 €	311 089,00 €
	Dossier n° 15018613	Dossier n° 14018419

et initialement allouées à AJAssociés pour la réalisation des travaux d'urgence entrepris en faveur des copropriétés du Chêne pointu et de l'Etoile du Chêne pointu (bâtiments n° 10, n° 11, n° 12 et n° 18) sont transférées au profit de Grand Paris Aménagement, lequel accepte de reprendre à son compte les engagements contractuels correspondants figurant dans les conventions n°4018378, n° 14018382, n°14018409, n°14018414, n° 14018419, n° 15018609, n° 15018611, n° 15018610, n° 15018612 et n° 15018613 dédiées au financement de ces travaux.

Article 2 :

Les conventions n° 4018378, n° 14018382, n°14018409, n°14018414, n° 14018419, n° 15018609, n° 15018611, n° 15018610, n° 15018612 et n° 15018613 ainsi que les fiches projet associées aux dites conventions sont intégrées en tant que pièces contractuelles au présent avenant.

Fait à Paris, le

Pour Grand Paris Aménagement pour AJAssociés pour la Région Ile-de-France

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 4

Avenant de transfert des subventions attribuées à GIEP à Grand Paris Aménagement

AVENANT DE TRANSFERT

Avenant aux conventions n° 14018422, n° 14018384, n° 14018424, n° 14018425, n° 15018660,
n° 15018661, n° 15018662, n° 15018663

approuvées par les délibérations n° CP 14-679 du 20 novembre 2014 et n° CP 15-574 du 8 octobre 2015

Entre les soussignés :

La Région Ile-de-France, représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse d'une part,

GIEP, représenté par Madame Sophie Leridon d'autre part,

Et Grand Paris Aménagement représenté par M. Thierry Lajoie, directeur général d'autre part,

Préambule :

Dans le cadre du protocole de préfiguration de l'ORCOD-IN de Clichy-sous-Bois, la Région a alloué 8 subventions d'un montant total de 910 053, 00 € au titre des travaux d'urgence engagés sur la copropriété de l'Etoile du Chêne pointu (bâtiments n° 15, n° 17, n° 19, et n° 20).

En instituant le placement sous administration judiciaire renforcée, la Loi ALUR permet parallèlement au syndic mandataire de la copropriété (conventionnel ou judiciaire) de confier à un opérateur, par le biais d'une délégation de maîtrise d'ouvrage (DMO), la réalisation des travaux de requalification de la copropriété mis en œuvre dans le cadre de l'ORCODIN. Après habilitation par le Tribunal de Grande Instance de Bobigny de cette nouvelle procédure, une convention a été conclue entre GIEP et Grand Paris Aménagement le 21 juillet 2016 pour que soit confiée à cet opérateur la réalisation des travaux sus-évoqués et cofinancés par la Région.

Sur la demande expresse de GIEP, il est donc convenu que Grand Paris Aménagement reprenne à son compte, en lieu et place de GIEP, les engagements contractuels initialement établis par les conventions n° 14018422, n° 14018384, n° 14018424, n° 14018425, n° 15018660, n° 15018661, n° 15018662, et n° 15018663 dédiées au financement des travaux d'urgence entrepris en faveur de la copropriété de l'Etoile du Chêne pointu (bâtiments n° 15, n° 17, n° 19, et n° 20).

Il est, dès lors, convenu ce qui suit :

Article 1 :

Les subventions régionales d'un montant global de 910 053, 00 € réparti comme suit :

	halls/terrasses CP15-574 du 20/11/2014	L129-1 : CP14-679 du 20/11/2014 et CP 15-574 du 8/10/2015
ETOILE-BAT-15	36 897,00 €	180 683,00 €
	Dossier n° 15018660	Dossier n° 14018422
ETOILE-BAT-17	65 183,00 €	163 727,00 €
	Dossier n° 15018661	Dossier n° 14018384
ETOILE-BAT-19	44 065,00 €	110 236,00 €
	Dossier n° 15018662	Dossier n° 14018424
ETOILE-BAT-20	47 201,00 €	262 061,00 €
	Dossier n° 15018663	Dossier n° 14018425

et initialement allouées à GIEP pour la réalisation des travaux d'urgence entrepris en faveur de la copropriétés de l'Etoile du Chêne pointu (bâtiments n° 15, n° 17, n° 19, et n° 20) sont transférées au profit de Grand Paris Aménagement , lequel accepte de reprendre à son compte les engagements contractuels correspondants figurant dans les conventions n° 14018422, n° 14018384, n° 14018424, n° 14018425, n° 15018660, n° 15018661, n° 15018662, et n° 15018663 dédiées au financement de ces travaux.

Article 2 :

Les conventions n° 14018422, n° 14018384, n° 14018424, n° 14018425, n° 15018660, n° 15018661, n° 15018662, et n° 15018663 ainsi que les fiches projet associées aux dites conventions sont intégrées en tant que pièces contractuelles au présent avenant.

Fait à Paris, le

Pour Grand Paris Aménagement pour GIEP pour la Région Ile-de-France

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 5

Avenant de transfert des subventions attribuées à AJAssociés à SIPENR

AVENANT DE TRANSFERT

Avenant à la convention n° 16012997

approuvée par délibération n° CP 16-388 du 21 09 2016

Entre les soussignés :

La Région Ile-de-France, représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse d'une part,

AJAssociés, représenté par Maître Nicolas Deshayes d'autre part,

Et SIPENR , représenté par M. Arnaud Brunel d'autre part,

Préambule :

Dans le cadre du protocole de préfiguration de l'ORCOD-IN de Grigny 2, la Région a alloué une subvention de 4 631 705, 00 €, par délibération n° CP 16-388 du 21 septembre 2016 au titre des travaux de raccordement de la copropriété au réseau public de géothermie.

En instituant le placement sous administration judiciaire renforcée, la Loi ALUR permet parallèlement au syndic mandataire de la copropriété (conventionnel ou judiciaire) de confier à un opérateur, par le biais d'une délégation de maîtrise d'ouvrage (DMO), la réalisation des travaux de requalification de la copropriété mis en œuvre dans le cadre de l'ORCODIN. Après habilitation par le Tribunal de Grande Instance d'Evry de cette nouvelle procédure, une convention a été conclue entre AJAssociés et la société SIPENR le 26 décembre 2016 pour que soit confiée à cet opérateur la réalisation des travaux sus-évoqués et cofinancés par la Région.

Sur la demande expresse d'AJAssociés, il est donc convenu que la société SIPENR reprenne à son compte, en lieu et place d'AJAssociés, les engagements contractuels initialement établis par la convention n° 16012997 dédiée au financement des travaux de requalification de la copropriété Grigny 2.

Il est, dès lors, convenu ce qui suit :

Article 1 :

La subvention régionale d'un montant de 4 631 705, 00 € (dossier n°16012997) initialement allouée à AJAssociés pour la réalisation des travaux de géothermie de la copropriété Grigny 2 est transférée au profit de la société SIPENER, laquelle accepte de reprendre à son compte les engagements contractuels correspondants figurant dans la convention n° 16012997 dédiée au financement de ses travaux.

Article 2 :

La convention n° 16012997 ainsi que la fiche projet associée à ladite convention sont intégrées en tant que pièces contractuelles au présent avenant.

Fait à Paris, le

pour Grand Paris Aménagement pour AJAssociés pour la Région Ile-de-France

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 6

Projet de convention de l'opération d'intérêt national de requalification de la copropriété dégradée de Grigny 2 à Grigny (91)

Opération d'intérêt national de requalification de la copropriété dégradée de « Grigny 2 » à Grigny (91)

Convention entre partenaires publics

Conclue en application de l'article L741-1 du Code de la construction et de l'habitation

Objet :

La présente convention, prévue à l'article L741-1 du Code de la construction et de l'habitation, constitue le socle contractuel du partenariat conclu entre la Ville de Grigny, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart (GPS SES), le Département de l'Essonne, la Région Ile-de-France, l'Etablissement public foncier d'Ile de France, la Caisse des dépôts, l'ANAH, l'ANRU, l'EPARECA, l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, le Ministère de la Justice, l'AORIF et l'Etat. Elle détermine les conditions nécessaires au démarrage de l'Opération de Requalification de Copropriétés Dégradées d'Intérêt National (ORCOD IN) de Grigny 2, en définissant l'ambition partagée des signataires et en fixant leurs engagements réciproques pour garantir la réussite du projet.

Cette convention sera complétée au fur et à mesure du processus et de la réalisation des études, en particulier sur le programme urbain, le plan de relogement et d'accompagnement social, l'intervention immobilière et foncière ainsi que les volumes financiers et la mobilisation de moyens humains à engager par les partenaires.

La présente convention est valable pendant toute la durée de l'ORCOD IN. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant en tant que de besoin. Sa mise en œuvre fera l'objet d'un point d'étape annuel.

Il est convenu entre :

L'Etat représenté par le Préfet de la Région Ile de France, Préfet de Paris, Jean-François CARENCO et par la Préfète du département de l'Essonne, Josiane CHEVALIER ;

L'Etablissement foncier d'Ile de France représenté par son Directeur général, Gilles BOUVELOT, ci-après dénommé « l'EPFIF » ;

La communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, représentée par son Président, Francis CHOUAT, ci-après dénommée « GPS SES » ;

La ville de Grigny représentée par son Maire, Philippe RIO, ci-après dénommée « la Ville » ;

La région Ile de France, représentée par la Présidente du Conseil régional, Valérie PECRESSE ;

Le département de l'Essonne, représenté par le Président du Conseil départemental, François DUROVRAY ;

L'Agence régionale de santé Ile-de-France représentée par son Directeur général, Christophe DEVYS, ci-après dénommé « l'ARS » ;

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, représentée par son Directeur général, Nicolas GRIVEL, ci-après dénommée « l'Anru » ;

L'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux, représenté par sa Directrice générale, Valérie LASEK, ci-après dénommée « Epareca » ;

L'Agence nationale de l'habitat, représentée par sa Directrice générale, Blanche GUILLEMOT, ci-après dénommée « l'Anah » ;

La Caisse des dépôts, représentée par la Directrice régionale Ile de France, Marianne LOURADOUR, ci-après dénommé « la CDC » ;

Le Ministère de la Justice, représenté par le Directeur des services judiciaires, Jean François BEYNEL ;

L'association régionale HLM d'Ile-de-France, représentée par son Président, Jean-Luc VIDON, ci-après dénommée « l'AORIF ».

Ce qui suit :

Sommaire :

PREAMBULE : 4
Les enjeux de l'ORCOD d'intérêt national de Grigny 4
1) Grigny 2, une « ville dans la ville », qui concentre les dysfonctionnements urbains et sociaux 4
2) La création d'une ORCOD IN à Grigny 2 7
3) Les axes d'une intervention globale sur Grigny 2 7
4) Articulation de l'ORCOD IN avec les projets du territoire 15
Titre 1 : Les engagements réciproques des partenaires publics 17
Article 1 – L'Intervention immobilière et foncière 17
Article 2- Le relogement et l'accompagnement social 21
Article 3- Montée en puissance des procédures de lutte contre l'habitat indigne. 24
Article 4- Le plan de sauvegarde de Grigny 2 25
Article 5- Administration provisoire renforcée. 27
Article 6- Elaboration et mise en œuvre du projet d'aménagement. 27
Titre 2 : Gouvernance du projet 31
Article 7- Rôle et missions de l'EPFIF 31
Article 8- Communication, concertation, médiation et participation des habitants. 32
Article 9- Organisation du pilotage 33
Annexe 1 : Décret n°2016-1439 du 26 octobre 2016 36
Annexe 2 : Périmètre de l'ORCOD IN 36
Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'ORCOD IN 36
Annexe 4 : Projet de feuille de route scission 36
Annexe 5 : Projet de délibération relatif à la délégation du droit de préemption urbain renforcé de la ville à l'EPFIF 36

PREAMBULE :
Les enjeux de l'ORCOD d'intérêt national de Grigny

1) Grigny 2, une « ville dans la ville », qui concentre les dysfonctionnements urbains et sociaux

Située au nord de l'Essonne, la ville de Grigny fait partie depuis le 1er janvier 2016 de l'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart (GPS SES).

A proximité immédiate du centre-ville, en bordure de la zone verte des lacs, le quartier de Grigny 2 représente près de la moitié de la ville, avec environ 17 000 habitants vivant dans près de 5000 logements gérés dans le cadre d'une immense copropriété, véritable « ville privée dans la ville ».

Elle se répartit sur 2 quartiers :

- Les Sablons au Nord, proche de la gare RER : 4004 logements en R+10/12, avec une majorité de propriétaires bailleurs et une grande variété dans la typologie des logements dans tous les syndicats secondaires (à l'exception du syndicat 26 qui se caractérise par la présence exclusive de T1/T2 et où l'AFTRP avait été mandatée pour procéder au regroupement de logements contigus),
- Les Tuileries au Sud : 989 logements en R+5 avec une majorité de propriétaires occupants.

Deuxième copropriété d'Europe par sa taille, la construction de cet ensemble immobilier (104 bâtiments) date du début des années 70, et reste le produit inachevé d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) interrompue en 1975, qui prévoyait à l'origine la construction de plus de 8000 logements.

- **Un rôle massif d'accueil de populations précaires :**

La copropriété comptait en 2013 52% de propriétaires occupants, 38% de locataires de propriétaires privés et 10% de locataires de propriétaires institutionnels (I3F, Grand Paris Aménagement). Seuls 13% des habitants sont des propriétaires occupants « historiques » (présents depuis plus de 15 ans). Les niveaux de revenus sont particulièrement préoccupants : les revenus médians sont les plus bas de l'Essonne, aussi bien pour les propriétaires occupants, 1121 €/UC, que pour les locataires, 509 €/UC. De plus, cette précarisation ne cesse de s'accélérer, particulièrement pour les propriétaires occupants, dont le revenu médian a chuté de 40% entre 2007 et 2013.

Les ménages de Grigny 2 se caractérisent par ailleurs par un profil très familial : la taille moyenne des ménages est supérieure à 3,5 personnes/ménage chez les propriétaires occupants comme chez les locataires du parc privé. On constate toutefois une inadéquation entre la typologie du parc et le profil des ménages uniquement chez les locataires du parc privé parmi lesquels on recense de nombreuses situations de sur-occupation, y compris dans le cadre de « locations à la découpe ». 460 ménages, 22% des locataires et 5% des propriétaires occupants « récents », seraient concernés par la sur-occupation.

Cette question sociale est au cœur des projets d'intervention publique dans le quartier. La copropriété remplit aujourd'hui massivement un rôle d'accueil de populations précarisées, qui quittent la copropriété dès qu'elles en ont la possibilité. Certains propriétaires occupants sont toutefois « piégés » dans la copropriété : ne pouvant faire face aux charges très élevées de la copropriété, ils entrent dans une spirale de surendettement, sans pouvoir pour autant vendre leur bien, dont la valeur s'est dépréciée. Il est estimé que parmi les 1800 propriétaires occupants présents depuis moins de 10 ans sur la copropriété, 50% ne disposent pas de revenus compatibles avec leur choix d'accession à la propriété. En ce qui concerne les locataires du parc privé, 90% ont des ressources inférieures aux plafonds Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)[1].

- **Une copropriété marquée par de nombreux dysfonctionnements :**

Grigny 2 est marquée par une structure institutionnelle en « millefeuille » qui ne permet pas une gestion cohérente : 1 syndicat principal, 27 syndicats secondaires d'habitation regroupant 4985 logements et 1445 lots de parkings, 1 syndicat regroupant 39 commerces. La structure institutionnelle de cette copropriété, particulièrement complexe, et à tous points de vue hors normes, explique en partie la dégradation physique et sociale de ce quartier :

- Complexité de la gestion, incompréhension des copropriétaires sur la répartition des compétences entre le syndicat principal et les syndicats secondaires et les espaces gérés par les collectivités (ville et agglomération) ;
- Postes de charges très élevés (estimés à 62 €/m²/an pour les charges cumulées au syndicat principal et au syndicat secondaire), engendrant de nombreux impayés.
- Difficultés à réunir les majorités nécessaires pour faire voter les travaux dans certains syndicats secondaires qui, conjuguées à l'augmentation des impayés, n'ont pas permis de réaliser les travaux d'entretien nécessaires.

Le syndicat principal est en faillite et sous administration judiciaire depuis 2011, administré par AJ Associés. Il est propriétaire à la fois des terrains, voiries et espaces extérieurs, d'une chaufferie urbaine[2], des réseaux, d'une partie des parkings, de certains commerces et équipements communs dont il doit assurer la gestion.

Le niveau d'impayés au niveau du syndicat principal est particulièrement important. Selon l'administrateur provisoire, au 16 mars 2015, **2451 copropriétaires avaient plus de 1000€ d'impayés au syndicat principal**, pour un montant global d'impayés de 15 millions d'euros.

La santé financière des syndicats secondaires d'habitation n'est pas uniforme. 5 syndicats secondaires d'habitation sont sous administration provisoire :

- Les syndicats secondaires 26,27 et 49 sont administrés par Me Tulier-Polge ;
- Les syndicats secondaires 18 et 48 sont administrés par Me Hotte.

La mission de suivi-animation a permis d'estimer qu'au 31 décembre 2015, **au moins 1272 copropriétaires avaient plus de 1000€ d'impayés à leur syndicat secondaire**, pour un montant global d'impayés de 7 millions d'euros.

[1] Données issues des études réalisées dans le cadre de la préfiguration de l'ORCOD IN, à partir des données Filocom 2013.

[2] La vente de la chaufferie à la SEER, exploitant du futur réseau de géothermie, est en cours. La chaufferie devrait sortir du patrimoine de la copropriété à l'horizon automne 2017.
Elle s'inscrit dans le cadre du projet global géothermie-travaux d'individualisation sur la copropriété.

Alors que la copropriété concentre de nombreux ménages modestes, le niveau élevé des charges accentue les difficultés financières. La réduction des charges constitue donc un des leviers majeurs du redressement durable de la situation financière de la copropriété (syndicat principal et syndicat secondaire). Cette réduction des charges repose notamment sur l'évolution de la filière thermique visant à la baisse du coût du chauffage et de l'eau chaude et sur l'individualisation des charges visant à une responsabilisation des habitants.

- **De nombreuses interventions publiques sur la copropriété**

Depuis 2001, le quartier de Grigny 2 a bénéficié d'un important volume d'investissements publics, investissements inscrits dans trois plans de sauvegarde (2001-2007 ; 2007-2013 ; 2014-2019) et dans un projet de rénovation urbaine (convention signée le 30 janvier 2007). Ces investissements ont porté sur :

- l'aménagement urbain (restructuration du square Surcouf, amélioration du réseau viaire, aménagement du Coteau Vlaminck),
- la réhabilitation de certaines écoles et la construction d'équipements publics (école Charpak Aubrac),
- la réalisation de travaux d'amélioration des immeubles d'habitation (plan de patrimoine, environ 18 millions d'€),
- la restructuration de l'offre immobilière à travers le portage par l'AFTRP d'environ 25 % des logements situés dans le syndicat 26 (acquisition de 108 logements),
- la mise en place d'un système de vidéo protection,
- la réalisation d'un important programme d'études permettant d'améliorer la connaissance de la copropriété, de son fonctionnement, de son occupation…

Malgré ces investissements, force est de constater la poursuite de la dégradation préoccupante de la situation des ménages et, parallèlement, des syndicats de copropriétaires. L'administration provisoire en place ne permet pas à ce jour le redressement de la copropriété.

Cette situation critique a motivé la mission de préfiguration d'une **opération de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national** (ORCOD IN) confiée par la Ministre du Logement au Préfet de l'Essonne en octobre 2014.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR), promulguée le 24 mars 2014, qui crée les opérations de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD), pour traiter de manière globale les copropriétés dégradées et qui permet, pour les cas les plus complexes, de les déclarer d'intérêt national.

Afin de mettre en œuvre les premières actions de traitement inscrites dans le plan de sauvegarde n°3, et parallèlement à la mission de préfiguration, **un « protocole d'accord pour la mise en œuvre d'une stratégie de redressement de la copropriété de Grigny 2 » a été signé par les partenaires du comité de pilotage le 15 décembre 2015, afin de :**

- définir les étapes nécessaires à l'élaboration de la stratégie d'intervention et des conditions de mise en œuvre de l'ORCOD IN,
- engager des premières actions de traitement de la copropriété visant notamment l'autonomisation des syndicats secondaires**, dans l'objectif à terme de scinder la copropriété puis de liquider le syndicat principal :**

- Recrutement d'une équipe de suivi-animation du plan de sauvegarde
- Premières rétrocessions foncières
- Individualisation des compteurs de Gaz
- Validation du protocole de raccordement au projet de réseau de géothermie et lancement des travaux
- Engagement des travaux d'urgence

Par la mise en place d'une telle opération d'intérêt national à Grigny, les acteurs publics s'engagent collectivement et à long terme, en concentrant des moyens exceptionnels sur le territoire, afin de transformer la copropriété et de requalifier le quartier, tout en apportant une réponse à l'urgence des besoins sociaux de sa population.

2) La création d'une ORCOD IN à Grigny 2

Le décret en Conseil d'Etat n° 2016-1439 du 26 octobre 2016 déclarant d'intérêt national l'ORCOD de la copropriété de « Grigny 2 » à Grigny (annexe 2) :

- crée une ORCOD d'intérêt national pour le quartier dit de « Grigny 2 » à Grigny ;
- définit le **périmètre de l'ORCOD IN « Grigny 2 »** : le périmètre retenu correspond au périmètre historique de la ZAC qui a permis l'aménagement de la copropriété Grigny 2. Il s'agit d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave (voir carte en annexe).
- **charge l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France de conduire l'ORCOD IN**, de coordonner les actions des personnes publiques signataires de la convention, et de réaliser ou faire réaliser les différentes actions de l'ORCOD IN, notamment le portage immobilier, le projet d'aménagement, et les dispositifs de redressement des copropriétés.
  Dans le périmètre de l'opération, le décret habilite l'EPFIF à :
  - concéder la réalisation de l'opération d'aménagement
  - prendre l'initiative de créer une zone d'aménagement concerté
- précise les conditions dans lesquelles l'EPFIF peut bénéficier des **aides de l'Anah et de l'ANRU** ;
- prévoit qu'une avance pouvant aller jusqu'à 70 % du montant prévisionnel de l'aide Anah puisse être versée aux syndicats de copropriétaires compris dans le périmètre.

3) Les axes d'une intervention globale sur Grigny 2

L'ORCOD IN vise à développer une approche globale du traitement de la copropriété de Grigny 2 pour améliorer les conditions de vie des habitants et requalifier le quartier. Elle s'inscrit dans le cadre d'un projet social et urbain visant à lutter contre l'indignité et la dégradation des immeubles en copropriété. Ce nouveau dispositif permet d'intensifier et de mieux coordonner l'intervention publique. Il articule les actions suivantes, prévues par la loi ALUR et codifiées à l'article 741-1 du code de la construction et de l'habitat, nécessaires au redressement du quartier :

- Un dispositif d'intervention immobilière et foncière (acquisition, travaux, portage de lots de copropriété)
- Un plan de relogement et d'accompagnement social des occupants ;
- La mobilisation des dispositifs coercitifs de lutte contre l'habitat indigne ;

- La mise en œuvre d'un plan de sauvegarde ainsi que de la procédure d'administration provisoire renforcée ;
- La mise en œuvre d'actions ou d'opérations d'aménagement.

Conformément aux termes du décret en Conseil d'Etat n° 2016-1439 du 26 octobre 2016, dès la signature de la présente convention, l'EPFIF, en tant qu'opérateur de l'ORCOD IN, et en lien étroit avec la ville de Grigny, l'agglomération GPS-SES et l'Etat, sera en charge :

- Du **pilotage global de la mise en œuvre de la convention** (rôle de direction de projet et d'ingénierie opérationnelle), en lien étroit avec la ville de Grigny, l'agglomération GPS SES et l'Etat, ainsi que de l'animation des volets de l'ORCOD IN.
- Du dispositif **d'intervention immobilière et foncière**.
- Du pilotage et de la mise en œuvre du **Plan de sauvegarde** de Grigny 2.
- De la mise en œuvre de l'**opération d'aménagement urbain** sur le périmètre de l'ORCOD IN, en cohérence avec le schéma stratégique de cohérence urbaine qui sera défini au niveau de GPS.

Le **plan de sauvegarde**, à travers la mobilisation de plusieurs opérateurs de suivi-animation dès la signature de la présente convention, a pour objectif d'accompagner l'**assainissement financier du syndicat principal et des syndicats secondaires**.

Il a par ailleurs vocation à **engager la scission de la copropriété et la liquidation du syndicat principal** à horizon 2020 et doit permettre d'identifier précisément les capacités de redressement de chaque syndicat secondaire, et ainsi d'**accompagner les syndicats secondaires susceptibles d'être redressés de manière pérenne en copropriété**. Les autres syndicats feront l'objet de transformation, avec la reprise d'une partie du patrimoine par des bailleurs sociaux, ou, le cas échéant, de démolition, dans le cadre du projet urbain.

La présente convention décrit la stratégie d'intervention au démarrage de l'ORCOD IN sur chacune des actions prévues par la loi. Les **modalités de mise en œuvre précises** seront affinées dans le délai de 18 à 24 mois de la signature de la présente convention, concomitamment à l'élaboration de la convention ANRU. Elles feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

3.1. Le dispositif d'intervention immobilière et foncière :

L'acquisition de lots d'habitation au sein de la copropriété permettra :

- De freiner l'arrivée de nouveaux bailleurs indélicats ou de copropriétaires impécunieux,
- D'offrir une solution aux copropriétaires qui souhaiteraient vendre dans des conditions acceptables,
- D'améliorer la trésorerie de la copropriété par le paiement des charges des lots acquis,
- De peser sur les décisions en assemblées générales et de participer au redressement de certaines copropriétés via la présence d'un copropriétaire public,

- De préparer la mise en oeuvre du projet urbain (démolitions ou conventionnement en logement locatif social), en anticipant les acquisitions qui seront finalisées dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique.

Différents modes d'acquisition publique seront mobilisés :

- Acquisitions amiables ;
- Exercice du droit de préemption urbain renforcé, délégué par la Ville à l'EPFIF ;
- Acquisitions suite aux ventes par adjudication : suite aux procédures de saisies immobilières, l'EPFIF se portera acquéreur des lots mis à la barre ou exercera son droit de préemption pour se substituer à l'adjudicataire (21 adjudications en 2015 et 40 enregistrées entre janvier et août 2016) ;
- Expropriation : après déclaration d'utilité publique, les expropriations seront ciblées sur les immeubles voués à la démolition ou à la transformation en mono propriété HLM.

A l'issue de la phase de portage immobilier, et suite à la scission de la copropriété et à l'autonomisation des immeubles, les ensembles immobiliers acquis par l'EPFIF feront l'objet de trois types d'intervention selon le projet urbain retenu :

- Redressement et réhabilitation des immeubles demeurant sous statut privé, le cas échéant sous forme de copropriété « mixte ». Le redressement de ces immeubles s'accompagnera de travaux de rénovation à programmer à compter de la scission, à horizon 2020, dans le cadre de dispositifs d'accompagnement des copropriétés adaptés (opération programmée d'amélioration de l'habitat - OPAH -, plans de sauvegardes, etc.) ;
- Possibilité de recyclage d'une partie du parc immobilier en logement social, quand le redressement de la copropriété est impossible ;
- Démolition de certains immeubles, justifiée par le projet urbain, avec reconstruction totale ou partielle sur site.

La stratégie d'acquisition

Dans l'attente de l'élaboration d'une stratégie d'intervention globale (stratégie habitat, intervention en habitat privé, projet urbain), il est convenu que :

- l'EPFIF se portera systématiquement acquéreur des **logements vendus à la barre**, dans le cadre d'adjudication, indépendamment de la localisation de ces logements dans Grigny 2.

- certains ensembles immobiliers présentent un indice de fragilité particulièrement élevé et se concentrent au cœur du quartier des Sablons. L'EPFIF concentrera son action sur ce secteur, dit **« secteur cible », composé des syndicats 24, 25, 26, 27, 44, 48 et 49**.
  Dans ce secteur, l'EPFIF se portera systématiquement acquéreur, sauf cas particulier identifié, des logements faisant l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner (DIA)

  L'EPFIF ne réalisera pas de préemption systématique en dehors de ce secteur cible, hormis situations d'urgence, mais exercera sur le reste du parc, tout particulièrement sur les syndicats 28, 29, 30, 31 et 46, une vigilance spécifique, en particulier vis-à-vis des acquéreurs et des prix d'acquisition (dispositif de veille), afin d'éviter les risques de report et lutter contre la fragilisation des autres syndicats.

- Afin de renforcer la maîtrise immobilière des syndicats 26 (26% des lots appartenant à Grand Paris Aménagement) et 44 (90% des lots appartenant à Immobilière 3F), l'EPFIF mènera en complément une **campagne d'acquisitions amiables** sur ces deux ensembles immobiliers.

- L'EPFIF procédera en parallèle des acquisitions amiables :
  - des **propriétaires occupants très endettés** en amont de l'engagement de procédures de saisies immobilières ; un travail d'identification de ces propriétaires sera réalisé en lien avec l'équipe de suivi-animation, l'administrateur provisoire du SP, les syndics/administrateurs provisoires des syndicats secondaires et la commission de surendettement.
  - des propriétaires occupants vendeurs s'étant signalés aux partenaires publics.
  - des propriétaires bailleurs s'étant signalés aux partenaires publics notamment du fait de situations/difficultés spécifiques : squat de leur logement, succession, personnes âgées, etc.

Le cas échéant, une priorisation devra être décidée pour tenir compte des objectifs annuels d'acquisition de 250 logements annuels.

A horizon 2018, le projet urbain sera arrêté et la stratégie d'acquisition sera précisée. L'EPFIF engagera la maîtrise foncière des parcelles et lots de copropriété nécessaires à la réalisation de la stratégie validée (stratégie habitat, intervention en habitat privé, projet urbain), pour la transformation et la requalification du quartier.

La stratégie d'acquisition et ses évolutions le cas échéant seront validées dans les instances partenariales de l'ORCOD IN.

3.2. Un plan de relogement et d'accompagnement social des occupants :

La capacité à reloger rapidement est essentielle pour accompagner l'action de portage immobilier de l'EPFIF et garantir la bonne réalisation du projet urbain.

Les opérations de relogement permettront de :
- résoudre parallèlement à leur acquisition par l'EPFIF, les situations d'indignité manifestes (insalubrité, dangerosité, sur occupation,…),
- améliorer les conditions de vie des habitants en leur proposant un parcours résidentiel.
- réaliser dans les délais prévus le projet urbain,

Le nombre de relogements induits par le projet urbain a été estimé dans le cadre des études de préfiguration entre 1300 et 2500 sur une période de 15 ans. Le plan de relogement devra répondre à plusieurs problématiques identifiées par les diagnostics menés en 2015 :

- Identifier une offre adaptée aux ménages extrêmement précarisés (dettes de loyer, surendettement, difficultés sociales ou sanitaires, familles nombreuses …) ;
- Identifier une offre adaptée ou une solution de logement temporaire pour les ménages qui n'auront pas accès au logement social, notamment en constituant une offre temporaire sur site en diffus, parmi les logements acquis par l'EPFIF ;

- Identifier une offre de relogement sur la commune et aux différentes échelles : agglomération, Département, Région ;
- Répondre à l'attente des ménages qui souhaiteront et auront les capacités financières de devenir ou de rester propriétaires (accession sociale sur site, maintien en copropriété de certains immeubles).
- S'assurer de la cohérence avec les plans de relogements élaborés dans le cadre des autres Projets de Rénovation Urbaine de l'agglomération.

La stratégie de relogement

La stratégie de relogement relève d'un enjeu régional. Elle sera définie en lien avec la stratégie globale d'intervention (stratégie habitat, intervention en habitat privé, projet urbain), et sera envisagée à l'échelle régionale, départementale et intercommunale, afin d'offrir des opportunités de parcours résidentiel aux habitants du quartier, en cohérence avec leurs capacités financières et leurs souhaits.

A ces fins, les partenaires de l'ORCOD IN Grigny 2 poursuivront l'objectif de proposer des offres de relogement concrètes hors de l'agglomération Grand Paris Sud afin de favoriser la mixité sociale du nouveau quartier. Cette volonté devra être affinée en fonction des enquêtes sociales et des besoins exprimés par les copropriétaires.

La stratégie d'accompagnement social

La situation sociale des habitants de Grigny 2 est particulièrement préoccupante. Les niveaux de revenus sont les plus bas de l'Essonne, aussi bien pour les propriétaires occupants, 1121 €/UC, que pour les locataires, 509 €/UC.

La population se caractérise par ailleurs par un très faible accès aux droits aux prestations sociales : les nombres de demandes déposées auprès des acteurs des politiques sociales (MDS, CCAS, CAF…) sont très inférieurs à d'autres quartiers comparables de l'Essonne.

Les partenaires de l'ORCOD IN en charge des politiques sociales s'engagent, dans le délai de 18 à 24 mois de la signature de la présente convention, à définir une stratégie d'accompagnement sociale globale, à destination des habitants de Grigny 2 (locataires du parc privé et propriétaires occupants), et à en préciser les modalités de mise en œuvre et les engagements précis des partenaires.

Un suivi social important des locataires et propriétaires occupants est en effet nécessaire. Une nouvelle action complémentaire est donc à envisager au-delà des actions de droit commun menées par la MDS et le CCAS entre autres, ainsi que l'action spécifique sur les propriétaires occupants en impayés de charges menée par la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud depuis 2011.

Cette action nouvelle devra être construite autour de la question du coût du logement et notamment de l'importance des charges de copropriété.

La situation des locataires du secteur privé devra par ailleurs être examinée, avec, il faut prévoir la prévention des risques d'expulsion par un suivi social de tous ceux qui présentent des risques.

En complément de l'intervention des services sociaux mobilisés sur la copropriété de Grigny 2, l'EPFIF mobilisera un dispositif ciblé sur le relogement et/ou l'accompagnement social lié au logement pour les ménages concernés par le portage ainsi que pour les propriétaires endettés (accompagnement social habituellement inclus dans les missions de l'opérateur de suivi-animation du plan de sauvegarde,

mise en place de commissions de suivi des impayés). Lorsque seront identifiées des problématiques relevant d'autres politiques publiques (santé, emploi…), l'ensemble des services compétents devront être mobilisés.

3.3 La mobilisation des dispositifs coercitifs de lutte contre l'habitat indigne :

L'article L741-2 du CCH précise que dans le cadre d'une ORCOD IN, le droit de préemption urbain renforcé est assorti de l'obligation de joindre un rapport relatif à la salubrité et à la sécurité du bien.

Avec l'annexion de rapports salubrité et sécurité des biens aux DIA, les mesures de police liées à l'habitat indigne seront déclenchées systématiquement dès le repérage des problématiques, permettant d'enclencher les mécanismes de protection des locataires et de sanctions administratives et/ou pénales, à l'encontre des propriétaires indélicats. De façon connexe, seront enclenchées les actions nécessaires pour garantir la sécurité et la santé des occupants et l'amélioration à court terme de leurs conditions de vie dans les cas les plus urgents.

L'architecture des bâtiments et l'organisation spatiale des logements de Grigny 2 répondent aux normes d'habitabilité. Même si des problématiques ponctuelles de risques sanitaires existent du fait du manque d'entretien de certains équipements, les logements insalubres ou impropres à l'habitation ne caractérisent pas à ce jour les problématiques les plus courantes d'habitat indigne sur la copropriété. Celles-ci reposent surtout sur les pratiques abusives de certains propriétaires indélicats qui n'hésitent pas à organiser la sur-occupation des biens qu'ils louent à la découpe.

On estime que plus de 22% des locataires du parc privé de Grigny 2 et 5% des accédants récents (propriétaires de leur logement depuis moins de 15 ans) sont en situation de sur occupation (moins de 9m²/personne - art D.542-14 du code de la sécurité sociale).

Une Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP) a été créée en 2012, qui couvre notamment les quartiers de la Grande Borne et de la copropriété de Grigny 2. Dans le cadre de la ZSP, une action spécifique de lutte contre les différents types de fraude à l'immobilier est mise en place sur le périmètre de Grigny 2. Elle vise les infractions commises par les « marchands de sommeil » mais porte également sur les squats, les pratiques illégales de certains professionnels de l'immobilier, etc.

3.4 L'intervention sur l'habitat privé :

La copropriété fait l'objet d'un troisième plan de sauvegarde pour la période 2014-2019, qui vise à la scission, la dissolution du syndicat principal et la création de copropriétés indépendantes.

Les orientations de ce plan de sauvegarde sont re priorisées au regard de la création de l'ORCOD IN et de la stratégie d'intervention globale sur le quartier. Ainsi :

Afin d'engager **les actions les plus urgentes**, sans attendre la création de l'ORCOD d'intérêt national, **le « protocole d'accord pour la mise en œuvre d'une stratégie de traitement de la copropriété de Grigny 2 », signé le 15 décembre 2015**, a permis d'entreprendre les premières actions du plan de sauvegarde :

- Mise en œuvre du projet de géothermie et les travaux sur les installations du réseau d'eau et de chauffage appartenant à la copropriété (remise à niveau des installations de la

copropriété, l'individualisation des comptages eau et chauffage à l'échelle des syndicats secondaires et adaptation au projet de géothermie). Ces travaux s'inscrivent dans le double objectif du plan de sauvegarde de réduction des charges pour les habitants de Grigny 2 et de simplification de l'organisation juridique de la copropriété.
- Mise en place d'une mission de suivi-animation transitoire en charge du transfert de la compétence gaz du syndicat principal vers les syndicats secondaires, de l'analyse des contrats d'eau et d'entretien des espaces verts des syndicats secondaires, de l'accompagnement des travaux d'urgence, de l'information aux habitants …
- Réalisation de travaux d'urgence (garde-corps, ascenseurs, contrôle d'accès aux caves et/ou aux halls, étanchéité sur certains syndicats secondaires)

Dès à présent, le plan de sauvegarde doit permettre :

- de conduire l'apurement de la situation financière de la copropriété
- d'accompagner la réalisation des travaux d'individualisation à l'échelle du syndicat principal, liés à la création du réseau géothermal, et de réaliser les transferts de compétences qui en découlent,
- de conduire les rétrocessions foncières et les cessions d'équipements indépendantes du projet urbain,
- d'identifier et d'orienter les copropriétaires qui auraient besoin d'un accompagnement social,
- d'accompagner les syndicats secondaires, et de définir une stratégie d'intervention pérenne pour chacun d'eux.
- d'identifier et d'accompagner le cas échéant les travaux d'urgence sur les immeubles.

Le suivi-animation du Plan de sauvegarde sera renforcé afin de préparer les conditions juridiques, financières et techniques de la scission et accompagner les syndicats secondaires dans la réalisation des travaux d'individualisation et, le cas échéant, les travaux d'urgence et de sécurité.

Les enseignements issus de cette première phase d'intervention permettront, en lien avec le projet urbain, de déterminer les ensembles immobiliers à maintenir en copropriété, y compris avec l'appui d'un bailleur social, les ensembles à transformer en logement social et les ensembles à démolir. Le programme de travaux d'amélioration à conduire sur les immeubles, notamment ceux qui resteront sous le régime de la copropriété, sera aussi défini à l'issue de cette phase.

A compter de la validation du projet urbain, il s'agira, en lien avec sa mise en œuvre, de :

- piloter la scission des syndicats secondaires et les rétrocessions foncières qui n'auront pas pu être menées précédemment.
- d'accompagner les ensembles immobiliers soit vers un maintien sous le régime de la copropriété dans le cadre d'un plan de sauvegarde, soit vers une acquisition amélioration ou une démolition.

- Le cas échéant, les dispositifs d'amélioration adaptés à la situation des nouvelles copropriétés issues de la scission devront être mis en place (Opération programmée d'amélioration de l'Habitat – Copropriétés dégradées ou Plan de Sauvegarde).

3.5 La mise en œuvre d'actions ou d'opérations d'aménagement :

Au-delà de l'intervention sur le patrimoine immobilier, l'ORCOD IN a vocation à permettre la transformation durable du quartier et à renforcer l'attractivité de ce territoire, en lien avec les projets urbains alentours.

Le quartier de Grigny 2, comme celui de la Grande Borne, a été reconnu d'intérêt national au titre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Un protocole de préfiguration a été examiné en comité d'engagement le 7 novembre 2016, permettant d'engager les études nécessaires à l'approfondissement du projet urbain.

Le protocole de préfiguration prévoit que le pilotage du schéma de cohérence urbaine d'ensemble (Grigny 2, ZAC Centre-Ville, Grande Borne/ Plateau) soit assuré par Grand Paris Sud en pilotage étroit avec l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et les villes de Grigny et Viry-Châtillon.

L'objectif des partenaires est de définir un projet d'aménagement urbain à l'horizon 2018, à partir des premières orientations urbaines suivantes :

- Conforter le futur centre-ville dans une logique de centre-ville élargi du pôle gare vers la future station TTME et plus largement au Damier, en lien avec l'arrivée du TZEN4.

- Restructurer la dalle devant la gare actuellement occupée par un parking pour construire un réel parvis de gare et valoriser cet espace pour en faire un vrai quartier de gare.

- Développer des vecteurs d'intercommunalité, faisant de Grigny la porte Nord-Ouest de la nouvelle intercommunalité **:**

    - Poursuivre la restructuration de la RD310, en tant que support d'activités économiques, génératrices d'emploi, dans la continuité des interventions dans la ZAC Centre-Ville de part et d'autre de l'A6 (y compris le secteur Grande Borne) et en complémentarité de la dynamique existante sur le secteur de la ZAC des Radars.

    - Construire un maillage viaire vers Ris-Orangis depuis la route de Corbeil et la RD310 permettant de desservir le terrain de La Folie, créer de réelles connexions urbaines avec le secteur des Terres Saint-Lazare et l'Orme Pomponne permettant de valoriser un foncier actuellement en friche. Ce site sera support d'une mixité fonctionnelle dans la même logique que le centre-ville.

- Désenclaver les « morceaux de ville privée **»** que constituent les ensembles immobiliers Sablons et Tuileries, en proposant un nouveau maillage viaire, et un redécoupage foncier.

- Favoriser la mise en îlot en lien avec les évolutions foncières à venir (scission de la copropriété et liquidation du syndicat principal) afin de retrouver des unités de gestion à taille humaine et intégrer du stationnement à vocation résidentielle.

- Traiter la problématique de stationnement tant l'offre résidentielle que l'offre publique.

- Le désenclavement et l'extrême densité de certains secteurs questionneront de fait le devenir de certains bâtiments créant aujourd'hui des zones d'étranglement.

- Mailler le secteur des Tuileries pour le raccrocher au futur cœur de ville et accompagner sa mise en îlot.

4) Articulation de l'ORCOD IN avec les projets du territoire

Un Pacte territorial a été négocié autour des grands projets structurants de la « Porte Sud du Grand Paris ». Le **contrat d'intérêt national « Porte Sud du Grand Paris » a été signé le 24 juin 2016** par l'État, les Communautés d'agglomération « Grand Paris Sud » et « Cœur d'Essonne », et les Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne. Il définit une stratégie de développement pour le territoire, en lien avec la dynamique du Grand Paris, et porte des engagements concernant les transports, le développement économique et l'aménagement urbain.

La mise en œuvre de ces contrats passe par la création de plusieurs OIN.

Suite à la remise d'un rapport interministériel coordonné par l'inspection générale de l'administration et consacré à la coordination de l'action de l'Etat pour le territoire de Grigny, l'Etat s'engage, aux côtés de la ville et de l'agglomération Grand Paris Sud (GPS), pour soutenir et accélérer le développement de la ville, à travers la création de deux opérations d'intérêt national :

- l'ORCOD IN qui porte sur le territoire de la copropriété Grigny 2 ;
- l'OIN qui porte sur le territoire de la ZAC centre-Ville et du quartier de la Grande Borne (décret n° 2016 – 1484 du 2 novembre 2016).

Afin de coordonner cette mobilisation publique exceptionnelle, la **« feuille de route pour le développement de Grigny – Grigny 2030 » a été signée le 8 septembre 2016**. Pour en assurer la mise en œuvre, une gouvernance tripartite entre la Préfète de l'Essonne, le Maire de Grigny et le Président de l'agglomération est mise en place, avec l'appui d'un délégué du gouvernement missionné sur le territoire.

L'ORCOD IN de Grigny 2 s'articulera avec l'OIN « ZAC Centre-Ville/Grande Borne », l'OIN « Porte Sud du Grand Paris », et les projets du territoire de l'agglomération « Grand Paris Sud » parmi lesquels :

- La création d'un réseau de géothermie qui doit profondément modifier les modalités de chauffage urbain à Grigny, auquel la copropriété Grigny 2 sera raccordé (objectif de mise en service à l'automne 2017) ;
- La desserte en transports en commun de Grigny qui sera améliorée : amélioration du RER D, TZen 4, tram-train Massy-Evry…
  La gare RER de Grigny constituera l'un des principaux accès au futur Grand Stade de Rugby situé à Ris-Orangis ;

Le nombre de projets de ce territoire met en évidence tant la dynamique positive pour valoriser les potentiels du territoire, que la nécessaire articulation entre ces projets. Il s'agira en particulier d'éviter

les phénomènes de reports ou de concurrence, et d'envisager de façon globale les enjeux d'équilibre de l'habitat et de mixité sociale et fonctionnelle.

La programmation « habitat » sur le quartier de Grigny 2, en termes d'intervention sur l'existant et de construction neuve, sera précisée dans le cadre de l'élaboration de la convention ANRU, dans un délai de 18 à 24 mois de la signature de la présente convention, et articulée avec les orientations du nouveau PLH intercommunal dont l'élaboration a été lancée le 22 novembre 2016.

Une complémentarité sera également nécessaire entre l'ORCOD IN et le **Contrat de Ville (et sa convention d'application**, qui sera signée au premier trimestre 2017) qui vise à :

- Favoriser pour les habitants des quartiers populaires des parcours dans la vie éducative, professionnelle, sociale et citoyenne ;
- Promouvoir la diversité sociale dans l'habitat et mettre en œuvre la transition énergétique dans un tissu urbain attractif.

L'ORCOD IN s'articulera enfin avec le **Contrat Local de Santé signé fin 2014 entre notamment l'ARS et la ville de Grigny** et/ou les dispositifs contractuels ultérieurs spécifiques liant l'Agence régionale de santé et les acteurs du territoire.

Titre 1 : Les engagements réciproques des partenaires publics

Par cette convention conclue en application de l'article L741-1 du CCH, les partenaires s'engagent dès à présent à mobiliser pour l'ORCOD IN de Grigny 2, d'une part et en priorité leurs moyens de droit commun et, d'autre part, des moyens exceptionnels.

Les engagements de chacun des partenaires seront précisés dans le cadre d'un avenant à la présente convention devant intervenir au plus tard dans un délai de 18 à 24 mois après la signature des présentes, en lien avec l'élaboration de la convention ANRU. Cet avenant précisera, au regard de la définition du projet urbain et pour chaque volet de l'ORCOD IN, les objectifs d'intervention, les modalités de mise en œuvre, de pilotage et d'organisation ainsi que les moyens humains et financiers mobilisés par chacun des partenaires.

Article 1 – L'Intervention immobilière et foncière

Article 1.1 Acquisition et gestion de lots de copropriété :

L'acquisition se déroulera en deux phases :

- *Une phase d'acquisition au « fil de l'eau » dès l'engagement de l'opération (négociations amiables, préemptions, adjudications) ;*

- *Une phase d'expropriation pour cause d'utilité publique, une fois le projet urbain définitivement validé. On estime entre 1000 et 1400 le nombre de logements qui feront l'objet d'une fixation judiciaire du prix dans le cadre de l'expropriation.*

1.1.1 **La Ville de Grigny** prendra une nouvelle délibération pour instaurer un droit de préemption urbain renforcé qui prévoit l'obligation de joindre un rapport hygiène à chaque DIA. Elle s'engage à déléguer, dès la signature de la présente convention, son droit de préemption urbain renforcé à l'EPFIF, sur le périmètre de l'ORCOD IN (cf. projet de délibération en annexe).

1.1.2 **L'EPFIF** réalisera un volume d'acquisitions publiques estimé à environ 250 logements par an, sur toute la durée de l'action de portage, selon le projet urbain et la stratégie habitat retenus. **L'EPFIF** mobilisera les moyens financiers correspondants et mettra en œuvre les procédures d'acquisition et de gestion (y compris locative).

1.1.3 **L'EPFIF** assurera la maîtrise totale des lots à acquérir dans les immeubles ayant vocation à être démolis et ayant vocation à être conventionnés en bloc, en vue de leur cession à un bailleur social.

1.1.4 **L'EPFIF** pourra céder des logements à des bailleurs sociaux dans certains immeubles, dans le cadre de la stratégie de création de copropriétés mixtes. Cette stratégie sera précisée avec les bailleurs sociaux partenaires du projet, et validée dans les instances de gouvernance de l'ORCOD IN.

Les conditions de reprise des immeubles en copropriété pour leur transformation totale ou partielle en logement social seront étudiées en lien avec l'AORIF et les bailleurs partenaires du projet.

Les premiers scenarii d'intervention permettent d'estimer que 1100 à 1700 logements seront transformés en logements locatifs sociaux, dont 250 à 550 dans le cadre de ***copropriétés mixtes****.*

1.1.5 **La Direction nationale d'interventions domaniales (DNID)** dédiera **les moyens nécessaires** pour l'estimation prioritaire des lots à acquérir à compter de la signature de la présente convention, et pour assurer la mission de commissaire du Gouvernement à l'occasion des fixations judiciaires.

1.1.6 **La Direction des services judiciaires renforcera le nombre de magistrats et de greffiers au Tribunal de Grande Instance d'Evry pour** le traitement prioritaire des expropriations de Grigny 2 pour la période 2020-2030, **ainsi qu'au Tribunal d'Instance de Juvisy** pour les procédures de recouvrement des impayés.

1.1.7 **L'Anah** apportera son concours financier aux travaux de réhabilitation en parties privatives et d'amélioration engagés par l'EPFIF sur les lots faisant l'objet d'un portage ciblé de redressement.

L'Anah apportera également son concours financier aux travaux dans les parties communes des bâtiments ayant vocation à se maintenir en copropriété ou à devenir des copropriétés mixtes, selon des modalités définies par son Conseil d'administration ou par son autorité de gestion, lorsque le devenir des copropriétés aura été décidé dans le cadre des stratégies urbaine et habitat.

Une avance pourra être versée, sans excéder 70% du montant prévisionnel de l'aide, aux syndicats de copropriétaires dans le cadre des programmes de travaux décidés dans le cadre de l'ORCOD IN.

1.1.8 **L'Anru** apportera son concours financier aux acquisitions/améliorations de logements par des organismes HLM, selon les modalités définies par son règlement général et les principes validés par le comité d'engagement NPNRU.

1.1.9 En tant que de besoin, **la CDC** pourra mettre à disposition de l'EPFIF des prêts sur fonds d'Epargne destinés au financement du portage de lots de copropriété et de leur réhabilitation par l'EPFIF. Ces modalités d'intervention devront être précisées par convention, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

1.1.10 L'**Epareca** apportera son expertise sur le retrait du syndicat secondaire de copropriété du centre commercial, sur la maîtrise foncière des lots à vocation commerciale et sur la gestion après acquisition de ces lots jusqu'à leur rétrocession en vue de la démolition.

Article 1.2 Organisation et mise en œuvre de l'action de portage

1.2.1 Pour mener à bien sa mission de portage**, l'EPFIF** s'appuiera sur des prestataires :

- Un mandataire de gestion sera missionné pour réaliser l'ensemble des actions nécessaires à la gestion des lots de copropriétés acquis.
- Des prestataires techniques seront missionnés pour assurer l'ensemble des actions relatives aux travaux à l'intérieur des lots acquis : audits techniques, travaux d'entretien, travaux de sécurisation...
- Un prestataire social assurera notamment l'accompagnement individuel lié au logement des locataires de l'EPF et des ménages à reloger, en lien avec les services de droit commun de la Ville de Grigny, de la Communauté d'agglomération GPS SES et du Département.

➢ *Avant l'acquisition – réalisation des diagnostics :*

1.2.2 Quel que soit le mode d'acquisition (préemption, adjudication, amiable), tous les lots concernés feront l'objet d'une **visite préalable** qui permettra d'établir un premier diagnostic social (identification du besoin de relogement signalé à l'Etat en cas de sur-occupation notamment, d'accompagnement social, soupçon de sur-occupation…) et technique (état du logement, soupçon d'insalubrité…).

En outre**, l'EPFIF** fera réaliser un audit de sécurité avant la prise de possession des lots acquis afin d'établir la liste et le montant des travaux à effectuer, préconisés par le maître d'œuvre et validés par le bureau de contrôle.

➢ *Au moment de l'acquisition :*

1.2.3 Dès l'acquisition, **l'EPFIF** fera systématiquement réaliser les travaux de mise en sécurité préconisés et validés par le bureau de contrôle.

Les travaux de mise en sécurité seront réceptionnés par le maître d'œuvre et certifiés conformes par le bureau de contrôle.

Des travaux supplémentaires, de confort, seront réalisés dans les lots occupés en tant que de besoin, ou dans certains lots vacants en vue de leur mise en location.

Les lots vacants et non remis en location seront sécurisés pour prévenir les tentatives de squat.

➢ *Après l'acquisition :*

1.2.4 La gestion technique et locative sera assurée par le mandataire de gestion, qui pourra être un organisme HLM le cas échéant, désigné par **l'EPFIF**.

Les ménages à reloger ou les locataires de l'EPFIF feront l'objet d'un accompagnement au maintien dans le logement assuré par le prestataire social de l'EPFIF.

Le relogement interviendra dans les conditions décrites au 2.

1.2.5 La gestion locative des lots commerciaux pourra être le cas échéant confiée à Epareca.

Article 1.3 Fonctionnement du comité des acquisitions et du relogement

1.3.1 Il est créé un **comité des acquisitions et du relogement**, composé de l'EPFIF, de l'Etat (DDCS et DDT), de la Ville, représenté par le Maire ou un Maire-adjoint, et de l'agglomération Grand Paris Sud. Les membres sont assistés le cas échéant des prestataires en charge de l'animation des plans de sauvegarde, du relogement et de l'accompagnement social. La Délégation départementale de l'ARS (DD-ARS) participera à ce comité en tant qu'expert.

Ce comité décidera des **acquisitions, statuera sur les besoins de relogement en fonction des critères définis au 2.1.3, dès leur repérage, en articulation avec les procédures de lutte contre l'habitat indigne, et décidera de la stratégie de portage de chaque lot qui lui sera soumis.**

Il se réunira a minima une fois par mois.

1.3.2 **Préalablement à toute acquisition :**

- **L'EPFIF et** l'inspecteur salubrité **de la Ville** procéderont à la visite du logement concerné.
- **L'EPFIF** fera établir un pré-diagnostic technique du logement et social des occupants afin d'identifier le besoin de relogement.
- Parallèlement**,** l'inspecteur salubrité **de la Ville établira son rapport relatif à** la salubrité et à la sécurité du bien**.** En cas de soupçon d'insalubrité ou de sur-occupation, il transmettra son rapport à **la DD-ARS** pour instruction. La DD ARS dispose ensuite d'un délai maximum de 2 mois, à compter de la saisine par les services municipaux, pour transmettre son rapport motivé au Préfet en vue de la prise de l'arrêté d'insalubrité.
- Si un **besoin de relogement** lié aux critères définis au 2.1.1 est identifié**, l'EPFIF** le signalera immédiatement à l'Etat et le portera à l'ordre du jour du comité des acquisitions et du relogement suivant.

1.3.3 **Lors du comité des acquisitions et du relogement :**

- **L'Etat s'engagera sur un délai et des conditions** de relogement le cas échéant en lien avec la procédure de désignation. Il sera décidé de la poursuite des procédures d'acquisition au regard de ces éléments.
- Compte tenu du délai mentionné à l'article 1.3.2, l'arrêté d'insalubrité ou de sur-occupation interviendra au plus tard **un à deux mois après la décision de préemption** validée en comité des acquisitions.

Lorsque la décision d'acquisition est confirmée et que la vente a pu être conclue **l'EPFIF s'engage à** :

- Accompagner techniquement le relogement du ménage (déménagement, constitution des dossiers…) en mobilisant son prestataire « accompagnement social », lorsqu'une proposition de logement aura été faite par l'Etat et acceptée par l'occupant. Ce relogement permettra la levée de l'arrêté de sur-occupation le cas échéant.
- Mettre tout en œuvre pour réaliser les travaux permettant de lever l'arrêté d'insalubrité le cas échéant.
- Réaliser toutes les actions prévues au 1.2 de la présente convention.

Lorsque la décision d'acquisition n'est pas confirmée ou que la vente n'a pu être conclue (refus du propriétaire), **le propriétaire du lot demeure responsable de la levée de l'arrêté.**

1.3.4 **L'EPFIF** établira le **compte-rendu des décisions du comité des acquisitions**, qui vaudra relevé de décisions pour les partenaires concernés par la poursuite des actions d'acquisition, de relogement et de lutte contre l'habitat indigne.
Chaque comité des acquisitions fera un bilan des engagements pris par les différents partenaires lors des comités précédents, pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la procédure.

1.3.5 Un bilan périodique des acquisitions et du relogement sera fait au comité directeur de l'ORCOD IN.

En cas de difficulté ou blocage dans la mise en œuvre de cette procédure d'acquisition et de relogement, le comité directeur de l'ORCOD IN sera saisi, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier et permettre l'atteinte des objectifs de résultat confiés aux signataires de la présente convention d'ORCOD IN.

Article 2- Le relogement et l'accompagnement social

Suite au Comité Interministériel à l'Egalité et à la Citoyenneté (CIEC) du 6 mars 2015, une expérimentation a été engagée sur le périmètre de Grigny avec les bailleurs et plusieurs réservataires (Etat, villes, Conseil départemental et Conseil Régional). A ce jour, elle prévoit que les partenaires du dispositif s'engagent à présenter des dossiers de demande de logement social à la commission d'attribution pour des ménages dont les ressources égalent ou excèdent le seuil des bas revenus, avec pour objectif d'atteindre 80% de candidats répondant à ce critère. Une évaluation de cette expérimentation (résultats et effets reports) est nécessaire.

Les relogements qui seront menés dans le cadre de l'ORCOD IN se conformeront au cadre de l'expérimentation menée à Grigny en vigueur au moment où ils auront lieu.

Article 2.1 Mise en œuvre du relogement

2.1.1 ***Dans la première phase de l'opération***, **l'Etat, en partenariat avec l'ensemble des réservataires publics,** pilotera le processus de relogement, afin de faire face aux relogements rendus nécessaires par l'intervention foncière et immobilière de l'EPFIF, quand ce dernier rencontrera des situations d'habitat indigne.

La décision de relogement sera actée collégialement dans le cadre du comité des acquisitions et du relogement (cf. article 1.3.).

L'AORIF s'engage à mobiliser ses adhérents pour accélérer la mise en œuvre des relogements décidés dans cette première phase du projet.

2.1.2 ***Dans un deuxième temps***, pour la mise en œuvre du projet urbain, l'EPFIF, en lien avec la ville, l'agglomération et l'Etat, ainsi qu'avec le Département, et l'AORIF et les bailleurs partenaires du projet, définira un **plan de relogement adapté**, intégré dans les documents d'orientation de la future conférence intercommunale du logement. Ce plan de relogement intègrera des engagements de l'ensemble des réservataires de logements locatifs sociaux sur le territoire.

2.1.3 **En application de l'article L741-2 du code de la construction et de l'habitation, l'Etat mettra en œuvre la procédure de désignation prévue à l'art. L441-2-3 sur l'ensemble du territoire régional, à compter de la signature de la convention.** Le comité des acquisitions et du relogement pourra décider au cas par cas de déclencher cette procédure dès le constat initial du besoin de relogement et sans attendre l'aboutissement des procédures de lutte contre l'habitat indigne, de manière à permettre l'acquisition sans délai.

Sur décision du comité des acquisitions et du relogement, et afin de permettre l'acquisition sans délais par l'EPFIF, cette procédure de relogement portera également sur les situations de sur occupation constatées, au titre du code de la santé publique, ne faisant pas l'objet d'arrêté, lorsque les ménages sont relogeables (situation administrative en règle, situation économique et sociale permettant d'envisager un relogement) et de bonne foi (éléments attestant de la bonne foi au regard des diagnostics sociaux produits). L'Etat examinera également au cas par cas la situation des ménages pour lesquels le logement est considéré comme inadapté (personnes âgées, handicap), et recherchera des solutions pour les situations les plus urgentes.

Pour les relogements qui pourraient être réalisés hors de l'Essonne, le Préfet de Région interviendra auprès des Préfets de département concernés pour qu'ils procèdent à ces désignations.

2.1.4 **L'Etat mettra à disposition son propre contingent**.

2.1.5 **La Région Ile de France**, à l'échelle de l'ensemble de son territoire, s'engage à mobiliser son contingent dans le cadre de sa convention avec l'Etat en faveur du logement des publics prioritaires.

2.1.6 **Le Conseil départemental de l'Essonne s'engage à** participer au relogement, à titre temporaire ou définitif, des ménages pour lesquels le logement s'avère inadapté. Il désignera à cet effet leurs candidatures pour l'attribution d'un logement social adapté dont il est réservataire.

2.1.7 **La Ville de Grigny** s'engage à s'inscrire et à se mobiliser dans le cadre du dispositif de relogement de l'ORCOD IN.

2.1.8 Cette mobilisation des contingents pour le relogement interviendra en coordination avec la mission de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) ad hoc portée par l'EPFIF et dans le cadre du plan de relogement à élaborer de manière partenariale, selon les principes et objectifs précisés au paragraphe *3.2. Plan de relogement et d'accompagnement social des occupants*.

2.1.9 **L'AORIF** s'engage à mobiliser les bailleurs sociaux pour mettre en œuvre les relogements sur les contingents publics listés ci-avant dans les meilleurs délais.

Dans le cadre de la stratégie de relogement élaborée de manière partenariale, l'AORIF s'engage à mobiliser les bailleurs sociaux pour qu'ils mettent à disposition leurs propres contingents de logements. En contrepartie, l'Etat s'engage à leur accorder en priorité les droits à construire dans les opérations de construction que lui et ses établissements publics portent, à savoir : dans le cadre des projets des ORCOD IN eux-mêmes, via l'acquisition-amélioration de logements privés et la production **d'une offre nouvelle sur site,** dans les communes carencées où la production de logements sociaux est très insuffisante au regard des objectifs fixés par la loi SRU et dans les nouvelles opérations d'intérêt national qui seront lancées à l'échelle de la Région Ile de France.

2.1.10 Dans le cadre de l'**Accord Collectif Départemental** (ACD) 2017-2019, en cours de validation, les ménages propriétaires ou locataires sur le périmètre de l'ORCOD IN Grigny 2 sont éligibles à la labellisation ACD.

Ce dispositif de priorisation de la demande de logement social doit s'articuler de manière cohérente et pertinente avec les autres dispositifs et engagements régionaux et/ou spécifiques mentionnés précédemment, auxquels il ne saurait se substituer.

Article 2.2 Constitution d'une offre nouvelle de logements pour favoriser le relogement :

Une offre nouvelle de logements, en partie dédiée au relogement des ménages de Grigny, sera développée dans le cadre du projet urbain. Sa programmation sera définie dans le cadre de la préparation de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

2.2.1 **L'ANRU** apportera ses concours financiers à la création de logements locatifs sociaux, en construction neuve et en acquisition/amélioration, selon les modalités définies par son règlement général et les principes validés par le comité d'engagement NPNRU.

Afin de faciliter le relogement des ménages dans le parc locatif social neuf, ou conventionné depuis moins de 5 ans, l'ANRU accordera des indemnités pour minoration de loyer.

2.2.2 **L'EPCI** s'engage à saisir via les villes du territoire les opportunités foncières pour développer des programmes de logements sociaux susceptibles de contribuer au relogement, en tenant compte des capacités d'accueil des équipements locaux et des objectifs fixés par les futures conventions ANRU du territoire et des objectifs de mixité sociale définis dans le cadre du PLH et de la conférence intercommunale du logement engagés fin 2016.

2.2.3 **Le Conseil départemental de l'Essonne** soutiendra la création de logements locatifs sociaux, en construction neuve ou en acquisition-amélioration, dans les conditions définies dans son programme d'action habitat-logement 2013-2017 (et les documents afférents) dont la révision est prévue fin 2017. Les aides à la pierre du Département sont ainsi attribuées dans le cadre des appels à projets portant sur la diversification de l'offre de logements et le développement du logement adapté pour les publics prioritaires, dans une logique de promotion des équilibres territoriaux et de la mixité sociale des villes et des quartiers.

2.2.4 **L'EPFIF** constituera ponctuellement et si nécessaire une offre de logement temporaire au sein de son patrimoine situé dans le périmètre de l'opération afin de répondre aux situations d'urgence.

Article 2.3 Accompagnement social et sanitaire :

2.3.1 **L'EPFIF** missionnera un prestataire spécialisé pour l'accompagnement social lié au logement de ses occupants, pour le relogement et pour les propriétaires occupants identifiés dans le cadre du suivi-animation du plan de sauvegarde.

2.3.2 Dans le cadre des acquisitions, le prestataire réalisera le diagnostic social des ménages concernés par l'action de portage et accompagnera dans la durée les locataires de l'EPFIF. Il sera chargé notamment de :

- réaliser le pré-diagnostic social lors de la première visite du logement à acquérir et, le cas échéant, une évaluation sociale approfondie;
- le cas échéant, assurer l'accompagnement individuel au maintien dans le logement des locataires de l'EPFIF : ouverture de droits, accompagnement social lié au logement (ASLL), constitution de dossiers de surendettement …
- accompagner le relogement : constitution des dossiers de relogement, organisation des visites et des déménagements, …
- participer aux commissions « sociales » et « impayés » des plans de sauvegarde, aux comités techniques sociaux …

2.3.3 En lien avec l'opérateur du plan de sauvegarde, le prestataire social missionné par l'EPFIF sera chargé de prendre contact, d'évaluer la situation et d'accompagner les propriétaires occupants endettés signalés par la commission de suivi des impayés.
Le prestataire missionné par l'EPFIF devra travailler en lien étroit avec la mission d'accompagnement social créée en 2012 au sein de l'agglomération, afin de garantir un accompagnement et un suivi de qualité aux ménages.

Une commission sociale mensuelle réunissant les services sociaux du territoire et le prestataire d'accompagnement social missionné par l'EPFIF permettra d'examiner les situations les plus complexes des occupants de Grigny 2.

2.3.4 Un dispositif en faveur de l'accès et du maintien dans le logement des ménages de Grigny 2 est étudié par le **Conseil départemental 91 et l'EPFIF,** en lien avec les autres partenaires de l'opération et le **GIP FLS 91**, pour tenir compte de la fragilité des occupants de cette copropriété.

2.3.5 **La DD-ARS** s'assurera de la mobilisation des acteurs sanitaires, qui pourra être enclenchée lorsque le diagnostic social mettra en évidence des interactions spécifiques entre cadre de vie et pathologies (maladies chroniques, handicap, problèmes de dépendance, pathologies psychiatriques, pathologies infectieuses liés ou non à un recours tardif aux soins).

En particulier, dans la lutte contre le développement des punaises de lit, la commune de Grigny pourra solliciter l'hôpital Avicenne pour une expertise parasitologique en vue de l'élaboration d'un traitement de précision. Cette opportunité s'inscrit dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens entre l'ARS Ile-de-France et le Groupe hospitalier des Hôpitaux universitaires de Paris-Seine-Saint-Denis (Hôpital Avicenne) relative à l'activité d'expertise parasitologique au Département de parasitologie – Mycologie de l'hôpital Avicenne de Bobigny du 8 octobre 2014 reconduite pour 2017.

Article 3- Montée en puissance des procédures de lutte contre l'habitat indigne.

Article 3.1 Identification des situations d'indignité

➢ *Phase d'acquisition au fil de l'eau :*

3.1.1 Pour toute DIA située dans le périmètre de l'ORCOD IN**, le service hygiène de la Ville de Grigny** établira dans un délai d'un mois le rapport prévu par l'article L741-1 du CCH. Dans un second temps, il conduira les procédures en application des polices du maire et signalera à la DD-ARS et/ou au parquet les logements pour lesquels une procédure de lutte contre l'habitat indigne doit être mise en œuvre relativement aux articles L. 1311-4, L. 1331-22 et suivants du Code de la santé publique ainsi qu'à l'article L. 111-6-1 du Code de la construction et de l'habitation et à l'article 225-14 du Code pénal.

Dans le cas des adjudications, le déplacement d'un agent de la Ville pour établir un rapport est nécessaire dès la visite organisée par le Tribunal.

Dans le cadre de l'ORCOD IN, 150 à 250 DIA par an devront être traitées durant les cinq premières années de l'intervention (avant la mise en place des procédures d'expropriation sur les immeubles à démolir ou à transformer en logement social).

➢ *Phase d'expropriation pour cause d'utilité publique*

*Dans un second temps, préalablement à l'expropriation des immeubles à démolir ou à céder à un bailleur social, une opération de visite systématique des logements concernés sera lancée, afin d'identifier les situations d'habitat indigne et d'engager les procédures de police idoines**. Ces visites concerneront 1000 à 1400 logements.***

3.1.2 Pour ce faire, la **Ville recrutera un inspecteur salubrité en 2017. Un autre poste d'inspecteur salubrité sera recruté fin 2017- début 2018 en fonction de la montée en charge du dispositif.**

3.1.3 Dans le cadre du Nouveau programme national de renouvellement urbain, **l'ANRU** pourra financer ce renforcement d'ingénierie selon les modalités définies par son règlement général et les principes validés par le comité d'engagement NPNRU. Ce renforcement permettra notamment de prendre en compte le pic d'activités dû à la mise en œuvre des procédures d'expropriation.

Article 3.2 Mise en œuvre des pouvoirs de police du Préfet

3.2.1 **Une convention entre l'ARS Ile de France et l'EPFIF a été signée le 15 janvier 2016.** Elle prévoit un renforcement de moyens au sein de l'ARS, via la création d'une cellule dédiée à la mise en œuvre des ORCOD IN en Ile de France. Un avenant à cette convention précisera les modalités d'intervention de la DD-ARS sur Grigny.

Au regard des premières analyses relatives à la sur-occupation à Grigny 2 et du nombre d'acquisition prévisionnel, on estime que l'ORCOD IN de Grigny mobilisera 1 à 1,5 ETP à la DD-ARS (postes d'inspecteurs).

3.2.2 Lorsque des situations d'indignité seront relevées par le service hygiène, un signalement sera fait à **la DD-ARS** qui mettra en œuvre les pouvoirs de police du Préfet en matière de lutte contre l'habitat indigne.

A l'échelle de Grigny 2, une trentaine de dossiers sont concernés par an, au regard des études sur les problématiques de sur-occupation réalisées dans le cadre des diagnostics sur la situation sociale des occupants.

3.2.3 **Le délai entre la saisine par les services municipaux et la transmission du rapport motivé en vue de la prise de l'arrêté d'insalubrité par la Préfète ne pourra excéder 2 mois**, hors cas spécifiques qui seront portés à la connaissance des comités de suivi.

Article 4- Le plan de sauvegarde de Grigny 2

Article 4.1 Le plan de sauvegarde 2014-2019

4.1.1 **L'EPFIF** assurera la maîtrise d'ouvrage et la coordination du plan de sauvegarde n°3, en lien étroit avec la Ville, l'EPCI et l'Etat. Un modificatif à l'arrêté du 26 août 2014 portant approbation du plan de sauvegarde sera pris en ce sens.

Dans le respect des principes définis par la convention de partenariat Anah-ANRU, la mission de suivi-animation et l'équipe en charge de la scission opérationnelle pourront bénéficier de financement de l'Anru et de l'Anah. Les financements de l'ANRU seront octroyés selon les modalités définies par son règlement général et les principes validés par le comité d'engagement NPNRU.

Du fait de la complexité de l'opération, il est possible que des études ou expertises complémentaires soient nécessaires tout au long du plan de sauvegarde. L'Anah et l'ANRU s'engagent à apporter des financements pour ces études dans le cadre de leur régime d'aide respectif.

4.1.2 Conformément aux termes du code de la construction et de l'habitation, **le Maire** pourra prendre les arrêtés L129-1 ou L. 511-1 et suivants permettant la mise en œuvre des travaux de mise en sécurité lorsque nécessaire.

4.1.3 **L'Anah** financera ces opérations dans le cadre des règles de son droit commun.

4.1.4 Durant la première phase d'intervention (dans le délai de 18 à 24 mois de l'élaboration du projet urbain), **l'Anah** accompagnera également la réalisation des travaux d'urgence liés à la sécurité des biens et des personnes, dans le cadre des règles de son droit commun.

Un travail d'identification mené par le suivi-animation du Plan de sauvegarde permettra au préalable d'identifier la liste des travaux éligibles à cet accompagnement. L'Anah sera associée au rendu des diagnostics de ces travaux.

Article 4.2 Des dispositifs d'intervention sur l'habitat postérieurs à la scission de la copropriété

4.2.1 La mise en œuvre du plan de sauvegarde permettra, en articulation avec la définition du projet urbain, de définir le devenir possible de chaque immeuble à terme.

4.2.2 A l'issue du Plan de sauvegarde en cours, des dispositifs habitat privé adaptés seront mis en œuvre pour accompagner le redressement des syndicats secondaires ayant vocation à conserver un statut de copropriété. L'Anah accompagnera, selon ses règles de droit commun, les copropriétés intégrées dans ces opérations, plan de sauvegarde ou OPAH -CD.

4.2.3 Suite à la scission de la copropriété, **l'EPFIF** sera amené à vendre des logements à des **organismes HLM** en vue de la transformation de certains bâtiments en immeubles de logements sociaux, ou de stabilisation de certains syndicats sous forme de « copropriétés mixtes » caractérisées par la présence significative d'un bailleur social parmi les copropriétaires. Ce changement de statut des logements sera réalisé sous forme d'acquisition/amélioration.

4.2.4 **L'Etat** s'engage à permettre la transformation de logements privés en logements locatifs sociaux au sein de la copropriété de Grigny 2, par dérogation aux règles applicables en quartier prioritaire de la politique de la ville.

4.2.5 Dans le cadre du Nouveau programme de renouvellement urbain, **l'ANRU** apportera son concours financier aux organismes HLM porteurs des opérations d'acquisitions/améliorations, selon les modalités définies par son règlement général et les principes validés par le comité d'engagement NPNRU.

Article 5- Administration provisoire renforcée.

Les travaux nécessaires à l'individualisation de la distribution des fluides seront réalisés en lien avec le changement de filière énergétique sur Grigny 2 et le raccordement à la géothermie, autorisée par une ordonnance du tribunal de grande instance d'Evry en date du 18 février 2016. Afin de préparer la scission de la copropriété, la mise en œuvre du projet de géothermie prévoit ainsi la cession de la chaufferie et des réseaux primaires jusqu'aux sous-stations à la Société Publique Locale : Société d'Exploitation des Energies Renouvelables (SEER), acteur public compétent. Les travaux sur les sous-stations permettant le comptage des consommations d'eau et de chauffage par syndicat seront réalisés par le syndicat principal dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée.

Ces travaux d'individualisation, d'un montant de 9 930 880 € sont financés par l'Anah et la Région :

- *4 522 825€ sont accordés par l'Anah par suite de la décision de la commission locale d'amélioration de l'habitat du 21 novembre 2016 ;*
- *4 631 705€ de subventions sont accordés par la Région conformément au vote de la commission permanente par délibération n° CP 16-388 du 21 septembre 2016.*

5.1 Par ordonnance du 29 novembre 2016, le tribunal de grande instance d'Evry a placé le syndicat principal de la copropriété de Grigny 2 sous administration provisoire renforcée.

5.2 A court terme, l'administration provisoire renforcée permet de mobiliser une maitrise d'ouvrage déléguée pour accompagner la réalisation des travaux sur les réseaux et les sous-stations permettant le comptage des consommations d'eau et de chauffage par syndicat et l'adaptation du réseau à la géothermie. Une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée sera conclue entre la SEM SIPEnR et l'administrateur judiciaire et soumise pour homologation au TGI d'Evry.

5.3 Le passage en administration provisoire renforcée en application de la loi ALUR permettra par ailleurs de formaliser de nouvelles négociations avec l'ensemble des créanciers de la copropriété, dans l'objectif d'apurement de la dette.

Article 6- Elaboration et mise en œuvre du projet d'aménagement.

La mise en œuvre du projet d'aménagement de Grigny 2 s'inscrit dans le projet stratégique d'aménagement de la ville de « Grigny 2030 ». En tant qu'opérateur de l'ORCOD IN, l'EPFIF définit, en lien avec la ville, la communauté d'agglomération et les services de l'Etat, le projet d'aménagement urbain sur le périmètre de l'ORCOD IN.

Article 6.1 Définition du projet urbain :

Le protocole de préfiguration, examiné en comité d'engagement le 7 novembre 2016, s'inscrit dans la démarche « Grigny 2030 » et prévoit que

- *Le pilotage des études et groupes de travail transversaux soit réalisé par Grand Paris Sud (pour le compte de deux intercommunalités : Grand Paris Sud - EPT 12). L'EPFIF sera associé au pilotage de ces études.*

- *Le pilotage des études concernant spécifiquement Grigny 2 soit assuré par l'EPFIF, en lien étroit avec la communauté d'agglomération GPS-SES et la Ville de Grigny.*

Dans le cadre des études lancées par l'EPFIF, une priorité pré-opérationnelle sera donnée au secteur Barbusse pour deux raisons principales :

- le départ de l'enseigne commerciale dans la galerie de Grigny 2,
- l'arrivée programmée du Tzen 4 au coeur du secteur Barbusse d'ici à 2020 et la structuration d'un pôle gare.

Il s'agit de deux éléments structurants qui imposent aux partenaires (EPFIF, ville, agglomération, EPARECA, Grand Paris Aménagement en tant qu'aménageur de la ZAC Centre-Ville et STIF) d'anticiper la transformation de ce site stratégique, levier d'une nouvelle attractivité pour les quartiers.

La restructuration du secteur Barbusse est une des actions prioritaires identifiées dans la **« feuille de route pour le développement de Grigny – Grigny 2030 ».**

6.1.1 **L'EPFIF** assurera la direction du projet de renouvellement urbain sur Grigny 2, dans les conditions législatives et réglementaires d'une opération d'intérêt national, tout en s'inscrivant dans l'instance créée au niveau de Grand Paris Sud pour piloter les PRU du territoire.

La définition du programme de constructions de logements, d'activités et d'équipements publics à développer dans le cadre de la zone d'aménagement concertée devra être arrêtée en lien étroit avec la commune et l'agglomération. Elle sera validée dans le cadre de la gouvernance partagée Grigny 2030 présidée par la Préfète de l'Essonne, le Président de la Communauté d'Agglomération et le Maire de Grigny.

6.1.2 Les instances de suivi, de pilotage et de validation du projet de renouvellement urbain seront inscrites dans le protocole de préfiguration de renouvellement urbain, puis précisées dans le cadre de la convention de renouvellement urbain. Elles associeront étroitement la Ville de Grigny et la CA GPS et tiendront comptes des instances de pilotage mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville.

6.1.3 **Les signataires de la présente convention** tiendront à la disposition de l'EPFIF l'ensemble des éléments nécessaires à une évaluation précise de la situation locale et des moyens d'actions futurs.

Les signataires de la présente convention mettront à disposition de l'EPFIF toute étude ou travaux réalisés pour contribuer à la réalisation du projet sur le quartier de Grigny 2 et associeront étroitement l'établissement aux instances de pilotage de ces travaux, dès la phase de lancement.

6.1.4 **L'ANRU** mobilisera les experts de son pôle d'appui opérationnel, à la demande de l'EPFIF pour la réalisation de missions ponctuelles.

A la demande de l'EPFIF et du délégué de l'Anah dans le département, **l'Anah** mobilisera l'expertise de son pôle copropriété ou de ses prestataires mobilisables dans le cadre de ses missions d'appui ponctuelles.

6.1.5 **La CDC** pourra apporter son concours financier et son appui technique à la mise en œuvre du projet urbain de l'ORCOD IN, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

6.1.6 **L'ARS** proposera les outils permettant de maximiser les effets bénéfiques du projet urbain sur la santé des habitants, notamment la mise en œuvre d'une étude d'impact en santé (EIS).

6.1.7 **L'AORIF et les bailleurs** seront associés à l'élaboration du projet urbain en apportant leur connaissance du territoire.

6.1.8 **L'Epareca** apporte son expertise sur le volet commercial suite à la fermeture de l'enseigne Casino. La question commerciale devant être traitée dans le cadre du projet urbain global, il apportera également son expertise sur le volet commercial de l'étude de stratégie urbaine prévue au protocole de préfiguration Anru dans la mesure où les conclusions de ces études pourraient avoir un impact sur la stratégie de maîtrise foncière des lots de la copropriété commerciale Barbusse.

Article 6.2 Mise en œuvre du projet urbain :

6.2.1 Les partenaires publics s'engagent à céder à l'EPFIF les parcelles qu'ils détiennent dans ce périmètre (cf. annexe 3) nécessaires à la réalisation du projet. Les modalités juridiques, financières et techniques de ces mutations seront fixées dans le cadre d'accords bilatéraux entre l'EPFIF et chacun des propriétaires concernés.

Terrain de la Folie

Le « terrain de la Folie » appartient à la Ville. Il constitue aujourd'hui un lot de copropriété, lot 81, non bâti, d'une superficie de 65 160 m².

La procédure de scission est en cours de finalisation, après la sortie comptable du lot 81 de la copropriété au 31 décembre 2015. Dès que le terrain sera juridiquement scindé, l'EPFIF sera en mesure de l'acquérir, conformément à l'avis de la DNID et au visa du contrôleur général.

Centre commercial Barbusse

Construit en 1973 en même temps que l'ensemble de la copropriété Grigny 2, le centre commercial Henri Barbusse constitue un syndicat secondaire de la copropriété, géré par le syndic Urbi et Orbi, dont la ville est le propriétaire principal. Il se décompose en 39 lots de copropriété représentant 24 locaux commerciaux.

Concernant la maitrise foncière du centre commercial, les modalités d'intervention doivent être précisées entre l'EPARECA et l'EPFIF. Elles feront l'objet d'une convention bilatérale entre les deux établissements qui précisera que :

- à court terme, l'EPARECA est susceptible d'acquérir, à l'amiable, les locaux de la galerie, sous réserve de la décision de démolition du centre commercial et de leur rachat à terme par l'EPFIF,
- l'EPFIF prendra le relais de l'EPARECA en vue de la démolition du centre commercial, dès que la programmation urbaine de la dalle sera arrêtée.

6.2.2 Le projet de requalification du square Surcouf prévoit la restructuration et le désenclavement du square Surcouf. Il permet notamment la création d'une voie Est-Ouest qui permettra de traverser l'ilot en reliant la rue Pasteur à la rue Vlaminck, et de réduire l'effet d'enclave.

Compte tenu de son avancement, l'opération d'aménagement du Square Surcouf, sous maîtrise d'ouvrage Grand Paris Sud et financée au titre du PNRU, sera menée à son terme. Le projet urbain définitif devra prendre en compte cette première réalisation. Le démarrage des travaux est prévu pour 2017.

6.2.3 Dans le cadre du Nouveau programme de renouvellement urbain, dans le respect de son règlement général et de son règlement comptable et financier, **l'ANRU** s'engage à apporter son concours financier aux opérations situées dans son périmètre d'intervention, qui auront été validées par les partenaires de l'ORCOD IN et par les partenaires nationaux de l'ANRU réunis en comité d'engagement.

6.2.4 **La Région Ile-de-France** s'attachera à accompagner financièrement les opérations du projet urbain, dans le cadre de ses dispositions de droit commun et des orientations et des moyens qu'elle définira pour le soutien du NPNRU.

Au titre de sa politique en matière de transports, la **Région Ile-de-France** rappelle qu'elle est le principal financeur du volet transport du CPER, cadre du financement du tram 12 express Massy-Evry (TTME), de TZEN 4 et du schéma directeur du RER D.

6.2.5 Le **Conseil départemental de l'Essonne** accompagnera financièrement les opérations du projet urbain, dans le cadre de ses dispositions de droit commun et des orientations et des moyens qu'il définira pour le soutien du NPNRU.

6.2.6 **L'Etat** assurera l'instruction des décisions d'urbanisme liées à l'OIN (permis de construire, ZAC, etc.).

6.2.7 S'agissant d'une opération d'intérêt national, **les collectivités concernées feront évoluer les documents d'urbanisme correspondants, en particulier le PLU, pour prendre en compte le programme urbain qui sera défini et validé par les partenaires.**

6.2.8 **La CDC pourra** mobiliser des moyens financiers sur ses fonds propres ainsi que des prêts sur fonds d'épargne en privilégiant les volets économiques, urbains la construction de logements sociaux. Ses modalités d'intervention seront précisées par convention, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

6.2.9 **L'ORCOD IN de Grigny intégrera les objectifs d'insertion** par l'activité économique prévus dans la Nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru.
Des clauses d'insertion sociale sont d'ores et déjà intégrées aux marchés lancés par l'EPFIF sur le périmètre de l'ORCOD IN.

Titre 2 : Gouvernance du projet

La gouvernance de l'ORCOD IN s'inscrit dans la **gouvernance stratégique et resserrée du projet de ville "Grigny 2030" qui prévoit un comité de pilotage stratégique co-présidé par la Préfète de l'Essonne (déléguée territoriale de l'ANRU et de l'Anah), le Président de GPS et le Maire de Grigny.**

Il s'agit, à travers ce comité, de garantir une cohérence d'ensemble au projet de territoire, au-delà des périmètres stricts de chaque OIN et dispositif public.

Article 7- Rôle et missions de l'EPFIF

7.1 Conformément au décret n°2016-1439 du 26 octobre 2016 déclarant d'intérêt national l'ORCOD du quartier de Grigny 2 à Grigny, **l'EPFIF** est chargé de la **coordination des actions des personnes publiques dans le cadre de la mise en œuvre de l'ORCOD IN.**

A ce titre, il assure les missions de **direction de projet**, en lien étroit avec la Ville de Grigny, la Communauté d'agglomération GPS SES et le représentant de l'Etat dans le département, dans le respect des orientations inscrites à la présente convention.

Il organise et co-anime les instances de pilotage du projet avec le Maire de Grigny, le président de l'EPCI et le représentant de l'Etat dans le département, par ailleurs délégué territorial de l'ANRU et de l'ANAH. Les agences de l'Etat seront associées le cas échéant à ces instances de pilotage.

Il assure un reporting régulier de l'avancement de l'opération au Maire de Grigny, au président de la Communauté d'agglomération GPS SES et au représentant de l'Etat dans le département.

7.2 L'EPFIF assure la **mission de portage de lots** au sein de la copropriété de Grigny 2. Il s'appuie sur un mandataire de gestion pour la mise en œuvre opérationnelle des procédures de gestion.

7.3 **L'EPFIF** assure la maîtrise d'ouvrage et la coordination du plan de sauvegarde de Grigny 2, sous l'égide du représentant de l'Etat dans le département, président de la commission du plan de sauvegarde. Il recrutera le ou les opérateurs en charge du suivi-animation, en association avec la Ville et l'agglomération, veillera au bon déroulement des opérations, établira un reporting régulier de leur avancement et préparera les commissions du plan de sauvegarde.

7.4 Au titre de **l'opération d'aménagement d'intérêt national**, l'EPFIF prend l'initiative des ZAC au nom de l'Etat, après avis de la Ville de Grigny et de la Communauté d'agglomération GPS SES, conformément à l'article L121-2 du Code de l'Urbanisme. La définition du programme de construction (logements, bureaux, activités et équipements publics) sera au préalable défini dans le cadre du comité technique dédié et sera validée dans le cadre de la gouvernance Grigny 2030 pilotée par la Préfète, le Président de l'agglomération GPS SES et le Maire de Grigny.

En conséquence, la direction de projet de l'EPF assurera les missions opérationnelles suivantes :

1. Animation et coordination des actions prévues par la convention entre partenaires publics ;
2. Participation à la définition partenariale du projet urbain global piloté par l'agglomération, définition et mise en œuvre du projet d'aménagement urbain sur le périmètre de l'ORCOD IN, en articulation avec le pilotage opérationnel défini dans le cadre du NPNRU ;
3. Maîtrise d'ouvrage et coordination du plan de sauvegarde ;
4. Mise en œuvre des acquisitions ;

5. Pilotage du mandat de gestion dans le cadre du portage, des marchés subséquents liés au portage et du volet « accompagnement social » de cette action ;
6. Contribution et coordination de la stratégie de relogement sous l'égide de l'Etat et en lien avec les orientations de la future conférence intercommunale du logement ;
7. Communication et concertation spécifiquement liées au projet, en copilotage avec la ville de Grigny et les dispositifs de participation des habitants prévus dans le cadre du contrat de ville ;
8. Gestion administrative et financière de l'opération.

7.5 **L'EPFIF** s'engage à mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à l'accomplissement de ses missions. A cet effet, le Conseil d'administration de l'EPFIF a validé, dès mars 2014 :

- L'augmentation de la Taxe spéciale d'équipement de 5€ (montant maximum autorisé par la loi ALUR) consacrée au financement des opérations d'intérêt national de requalification de copropriétés dégradées qui lui seront confiées par décret en Conseil d'État ;
- La création d'une Direction ORCOD, et la mobilisation des services supports et expertises de l'EPFIF.

Une direction de projet dédiée à l'ORCOD IN de Grigny est mise en place, afin d'assurer l'ensemble des missions attendues. Cette direction de projet sera installée sur le site du projet, afin d'organiser la proximité et la réactivité nécessaires pour la mise en œuvre du projet.

Article 8- Communication, concertation, médiation et participation des habitants.

8.1 L'ORCOD IN ne pourra se concevoir sans une association étroite et une information claire des habitants du quartier, tout au long du projet et par anticipation. L'information et la communication sur le dispositif ORCOD IN s'inscriront dans le cadre d'une stratégie de communication partagée sur les différents projets du territoire (Grigny 2030)

En particulier, dans le contexte de Grigny 2, les copropriétaires (occupants ou bailleurs) seront des acteurs prépondérants de la mise en œuvre du projet, notamment s'agissant des opérations sur les bâtiments, de la gestion et du fonctionnement du site, et de la pérennité du projet. Une attention particulière sera apportée à la mobilisation des copropriétaires dans les instances de pilotage de ces dispositifs, notamment du plan de sauvegarde.

L'association des habitants à l'ORCOD IN reposera sur trois piliers, qui seront précisés avec les partenaires locaux dans le cadre de la stratégie de communication « Grigny 2030 » :

- **Un dispositif d'information tout au long du projet (permanences, documents de communications…)**.

- **Un dispositif de concertation légale sur l'élaboration et la mise en œuvre de l'opération d'aménagement**, co-animé par l'EPFIF et ses prestataires, la ville de Grigny et la communauté d'agglomération.

- La mobilisation des conseils citoyens et la création d'une maison du projet, conformément à la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

En complément, des actions spécifiques à destination des conseils syndicaux (formations notamment) et visant la mobilisation des copropriétaires pourront être organisées dans le cadre du plan de sauvegarde pour faciliter le redressement des copropriétés dans la durée.

8.2 Compte-tenu de l'évolution envisagée du quartier (foncière, urbaine), une stratégie de gestion urbaine de proximité doit être élaborée en parallèle de la scission du syndicat principal. Un travail itératif entre la restructuration foncière du quartier et les enjeux de la gestion urbaine de proximité (gestion des déchets, stationnement, espaces de proximités, rôle des gardiens…) doit être mené. Aussi, conformément au contrat de ville, une **convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP), pilotée par la ville / l'EPCI, et en lien avec l'EPFIF, le syndicat principal et les syndicats secondaires,** sera élaborée. Deux volets distincts et complémentaires peuvent d'ores et déjà être identifiés :

- des actions spécifiquement liées aux travaux et à leurs impacts sur le quotidien de la population, qui seront pilotées par la direction de projet de l'EPFIF, en lien étroit avec la ville ;
- un projet de gestion global liée au fonctionnement du quartier, à ses modes de gestion et à l'appropriation par les habitants de leur nouveau cadre de vie et de leur nouveau logement, pilotée par la **Ville/l'EPCI**.

La Ville et l'EPCI s'engagent à désigner des référents pour la mise en œuvre de la convention de GUSP, qui assureront le lien avec les services impactés au sein de leurs organisations respectives (notamment les services techniques).

Article 9- Organisation du pilotage

Article 9.1. Le comité directeur :

Le comité directeur de l'ORCOD IN est l'instance partenariale où seront pris les arbitrages concernant l'ORCOD IN de Grigny 2, en lien avec les orientations stratégiques du projet de ville « Grigny 2030 ».

Présidé par **le Maire, le Président de l'EPCI** et la Préfète de département, et animé par l'EPFIF, il sera notamment composé des signataires de la présente convention entre partenaires publics :

- des services déconcentrés de l'État (DRIHL, DRIEA, DDT, DDCS…) ;
- du ministère de la Justice ;
- de l'Agence régionale de santé (ARS)
- de la Région Île de France ;
- du Département de l'Essonne ;
- de l'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart
- de la Ville de Grigny
- de l'Administrateur Judiciaire ;
- de l'Anah ;
- de l'ANRU ;
- de l'Epareca ;
- de l'AORIF ;
- de la Caisse des Dépôts ;
- de l'EPFIF.

En tant que de besoin, les maîtres d'ouvrage impliqués dans le projet (bailleurs, syndicats de copropriété…) seront associés à ce comité directeur. Il se réunira au moins 2 fois par an.

En cas de difficulté ou blocage dans la mise en œuvre de la convention, le comité directeur de l'ORCOD IN sera saisi, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier et permettre l'atteinte des objectifs de résultat confiés aux signataires de la présente convention d'ORCOD IN.

Article 9.2. Une gouvernance resserrée intégrée au comité de pilotage stratégique « Grigny 2030 » :

Pour permettre la mise en œuvre du projet d'ORCOD IN, le comité de pilotage stratégique se réunira une fois par mois en présence de l'EPFIF sur la mise en œuvre du projet du projet, éventuels blocages et arbitrages à prendre.

En tant que de besoin, et en fonction de l'ordre du jour, le Maire, le Président de l'agglomération et la Préfète de département associeront les autres partenaires de l'opération.

Article 9.3. Les comités techniques :

Des comités techniques seront organisés et animés par l'EPFIF pour la mise en œuvre opérationnelle du projet, au plus près du terrain. Ils seront chargés de préparer les éléments nécessaires à la prise de décision dans le cadre du comité directeur et du comité de pilotage restreint :

- Comité de suivi des acquisitions et du relogement (CF article 3.3) ;
- Commissions plan de sauvegarde et comités thématiques habitat privé
- Comité technique projet urbain ;
- Comité technique des bailleurs sociaux ;
- Comité technique social ;
- Comités communication et concertation ;
- Comités gestion/cadre de vie ;
- Comité technique et de gestion du centre commercial.

L'ensemble de ces comités techniques associeront à minima la ville, l'agglomération, l'Etat, et l'ensemble des personnes concernées par les différents sujets.

Article 9.4. Clause de revoyure :

La présente convention, prévue à l'article L741-1 du Code de la construction et de l'habitation, constitue le socle contractuel des partenaires de l'ORCOD IN de Grigny 2. Elle est valable pendant toute la durée de l'ORCOD IN. Il est néanmoins convenu qu'elle fera l'objet d'une actualisation liée à la définition de la stratégie d'intervention globale, dans un délai de 18 à 24 mois de sa signature, concomitamment à l'élaboration de la convention ANRU. Cet avenant précisera les engagements de chacun des partenaires, au-delà du droit commun.

Au-delà de cette actualisation, elle pourra être modifiée par voie d'avenant en tant que de besoin pour préciser la stratégie d'acquisition, le dispositif d'accompagnement social, le plan de relogement, etc.

Mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation

Pour assister le comité directeur dans les orientations stratégiques de l'ORCOD IN, un dispositif de suivi et d'évaluation sera nécessaire pour mesurer l'avancement des missions ainsi que l'impact de l'intervention publique : nombre d'acquisition dans chaque copropriété, impact de l'intervention immobilière sur la trésorerie du syndicat principal et des syndicats secondaires, impact de l'action sociale, etc.

Le contour de ce dispositif sera défini dans le délai de l'élaboration de la convention ANRU.

Annexe 1 : Décret n°2016-1439 du 26 octobre 2016

Annexe 2 : Périmètre de l'ORCOD IN

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'ORCOD IN

Annexe 4 : Projet de feuille de route scission

Annexe 5 : Projet de délibération relatif à la délégation du droit de préemption urbain renforcé de la ville à l'EPFIF

Annexe 1 : Décret n°2016-1439 du 26 octobre 2016

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT DURABLE

Décret n° 2016-1439 du 26 octobre 2016 déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier dit « Grigny 2 » à Grigny

NOR : *LHAL1621598D*

Publics concernés : *commune de Grigny, communauté d'agglomération Grand Paris Sud, établissement public foncier d'Ile-de-France, syndicats de copropriétaires de Grigny.*

Objet : *décret déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier dit de « de Grigny 2 » à Grigny.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

Notice : *aux termes de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, des opérations de requalification de copropriétés dégradées peuvent être mises en place par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements pour lutter contre l'indignité et la dégradation des immeubles. L'Etat peut déclarer d'intérêt national une opération de requalification, si celle-ci présente des enjeux majeurs en matière d'habitat dégradé, une complexité de traitement particulière et nécessite de lourds investissements, si le site comporte une ou plusieurs copropriétés bénéficiant d'un plan de sauvegarde et si le droit de préemption urbain renforcé a été instauré et que la commune s'est engagée à le déléguer à l'opérateur. Le quartier de Grigny 2 à Grigny réunit toutes ces caractéristiques : le présent décret déclare en conséquence sa requalification d'intérêt national. Il en confie la mise en œuvre à l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) qui est ainsi autorisé par ce décret à mobiliser une partie de ses ressources fiscales affectées pour financer la requalification du quartier et peut bénéficier, à titre exceptionnel et pour les besoins de l'opération, de subventions de la part de l'Agence nationale de l'habitat. Afin d'assurer un déroulement opérationnel coordonné et cohérent de l'opération, l'opération de Grigny 2 est ajoutée à la liste des opérations d'intérêt national figurant à l'article R.102-3 du code de l'urbanisme, ce qui permet à l'Etat d'accorder les autorisations d'urbanisme dans le périmètre de l'opération. Le décret permet également la mise en place d'un pilotage et de moyens d'accompagnement renforcés et adaptés à la situation particulière de Grigny 2. Ce renforcement des moyens consacrés par l'Etat et ses Agences est matérialisé par la convention de mise en œuvre mentionnée à l'article 3 dont les collectivités territoriales et leurs groupements pourront également être signataires.*

Références : *le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (http: //www.legifrance.gouv.fr).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du logement et de l'habitat durable,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 741-1, L. 741-2, R. 321-5, R.* 321-12, R. 321-18 et R. 321-20 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 1607 *ter* ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 102-12, L. 132-1, L. 311-1, L. 311-6, L. 321-1-1, R. 102-3 et R. 311-1 ;

Vu l'avis du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, en date du 25 août 2016 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public foncier d'Ile-de-France en date du 15 septembre 2016 ;

Vu la délibération de la commune de Grigny en date du 26 septembre 2016 ;

Vu la délibération de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud en date du 11 octobre 2016 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – I. – Une opération de requalification de copropriétés dégradées d'intérêt national, au sens de l'article L. 741-2 du code de la construction et de l'habitation, est mise en place pour le quartier dit « Grigny 2 » à Grigny (91).

Conformément au tracé reporté sur le plan au 1/5 000 joint en annexe 1 au présent décret (1), le périmètre de cette opération est composé des parcelles dont les références sont énumérées dans le tableau suivant :

SECTIONS INCLUSES PARTIELLEMENT dans le périmètre de l'opération	RÉFÉRENCES CADASTRALES DES PARCELLES incluses dans le périmètre de l'opération
Section AM	AM 2 AM 4, AM 5, AM 6, AM 8, AM 9, AM 10, AM 11, AM 12, AM 13, AM 14 AM 23, AM 24, AM 25, AM 26, AM 27, AM 30, AM 59, AM 60, AM 61, AM 62, AM 63, AM 64, AM 65, AM 66, AM 67, AM 68, AM 69, AM 70
Section AL	AL 18, AL 19, AL 20, AL 22, AL 23, AL 24, AL 25, AL 37, AL 39, AL 45, AL 46, AL 47, AL 48, AL 49, AL 50, AL 51, AL 52, AL 60, AL 61, AL 62, AL 63, AL 64, AL 68, AL 69
Section AK	AK 152, AK 153, AK 154, AK 156, AK 226

II. – L'article R. 102-3 du code de l'urbanisme est complété par un 18° ainsi rédigé :

« 18° A l'opération de requalification de copropriétés dégradées d'intérêt national du quartier dit "Grigny 2" à Grigny, dans le périmètre défini par le décret n° 2016-1439 du 26 octobre 2016 ».

Art. 2. – L'établissement public foncier d'Ile-de-France est chargé de conduire cette opération au sens de l'article L. 321-1-1 du code de l'urbanisme et peut réaliser ou faire réaliser toutes les actions mentionnées aux 1°, 4°, 5° et 6° de l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation.

Dans le périmètre de l'opération mentionné à l'article 1er, l'établissement public foncier d'Ile-de-France peut :

– concéder la réalisation des actions ou opérations d'aménagement prévues au 6° de l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation à toute personne y ayant vocation dans les conditions prévues par l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme ;
– prendre l'initiative de créer une zone d'aménagement concerté en application de l'article R. 311-1 du code de l'urbanisme.

L'établissement public foncier d'Ile-de-France ne peut intervenir sur les équipements publics, notamment les équipements scolaires et les voiries publiques, que si cette intervention est nécessaire pour la réalisation des actions ou opérations d'aménagement prévues au 6° de l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation ou pour faciliter les éventuels transferts de propriété visant à faire coïncider celle-ci avec l'usage effectif des biens en cause.

Art. 3. – Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le préfet de l'Essonne, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence régionale de santé, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ainsi que l'établissement public foncier d'Ile-de-France et toute personne publique intéressée à l'opération, sont signataires de la convention de mise en œuvre de l'opération prévue par l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les conditions d'octroi des concours financiers à l'établissement public foncier d'Ile-de-France sont soumises aux règles et procédures prévues par les règlements respectifs de l'Agence nationale de l'habitat et de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Art. 4. – L'établissement public foncier d'Ile-de-France peut bénéficier des subventions de l'Agence nationale de l'habitat pour les opérations de portage de lots d'habitation d'une copropriété en difficulté comprise dans le périmètre de l'opération mentionnée à l'article 1er. Les modalités de financement et les contreparties sociales exigées pour le financement de ces opérations sont fixées par le conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat. L'aide accordée peut être assortie de dérogations aux règles d'occupation des locaux définies à l'article R. 321-20 du code de la construction et de l'habitation.

Art. 5. – Par dérogation aux dispositions du huitième alinéa de l'article R. 321-18 du code de la construction et de l'habitation et à celles du règlement général de l'Agence nationale de l'habitat prises en application de cet alinéa, une avance peut être versée, sans excéder 70 % du montant prévisionnel de l'aide, aux syndicats de copropriétaires définis au 7° du I de l'article R. 321-12 du même code et dont les immeubles sont situés dans le périmètre mentionné à l'article 1er.

Art. 6. – La ministre du logement et de l'habitat durable et le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 26 octobre 2016.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

La ministre du logement et de l'habitat durable,
EMMANUELLE COSSE

Le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports,
PATRICK KANNER

(1) Ce plan peut être consulté à la préfecture de l'Essonne (cité administrative, boulevard de France, CS10701, 91010 Evry Cedex), à la mairie de Grigny (19, route de Corbeil, 91350 Grigny) et au siège de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France (14, rue Ferrus, 75014 Paris).

Annexe 2 : Périmètre de l'ORCOD IN

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----90-----

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CP 2017-064

Département :
ESSONNE

Commune :
GRIGNY

Section : AM
Feuille : 000 AM 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/5000

Date d'édition : 19/07/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2016 Ministère des Finances et des Comptes publics

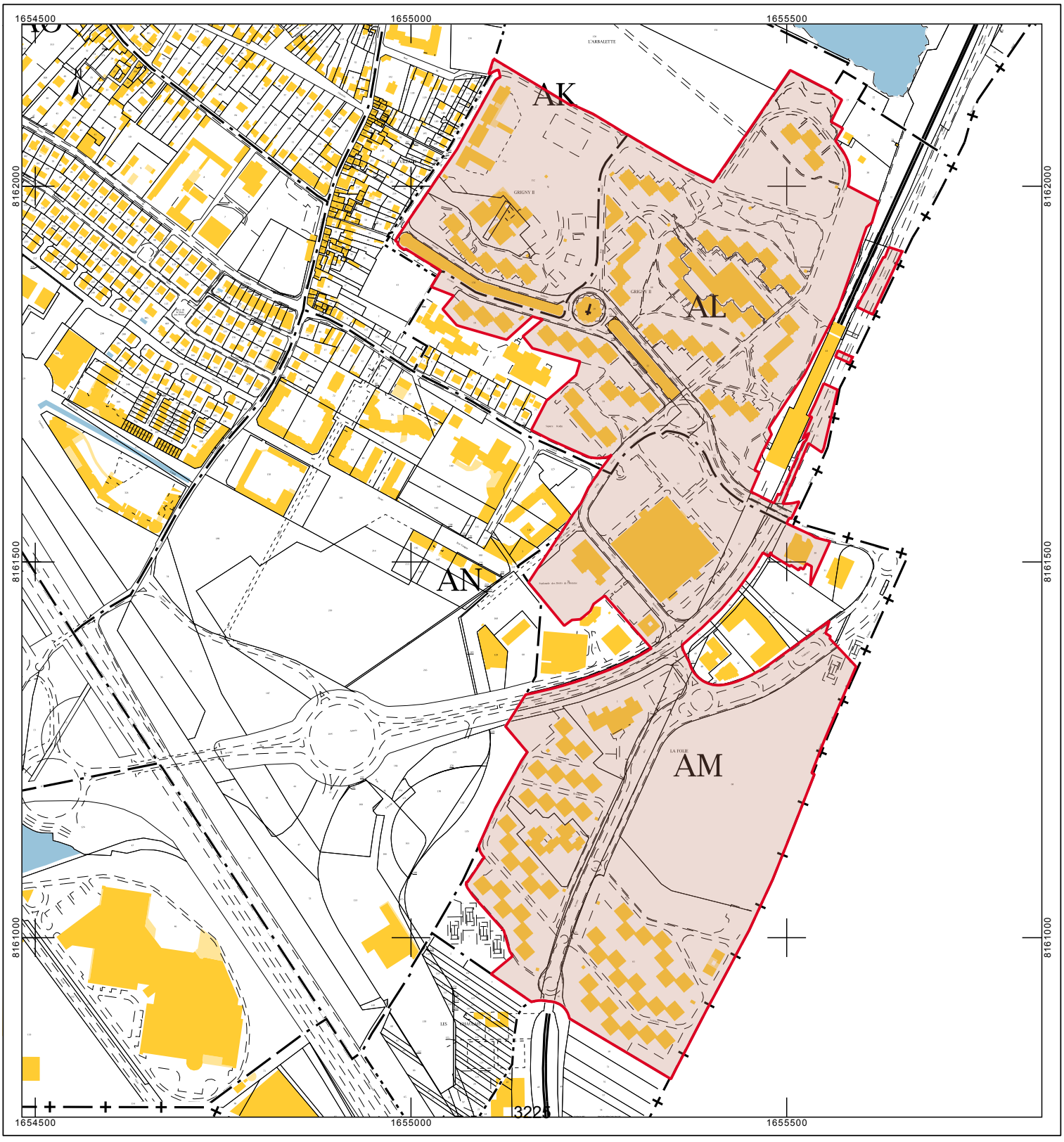
Légende :

- Périmètre ORCOD-IN
- Parcelles
- Immeubles

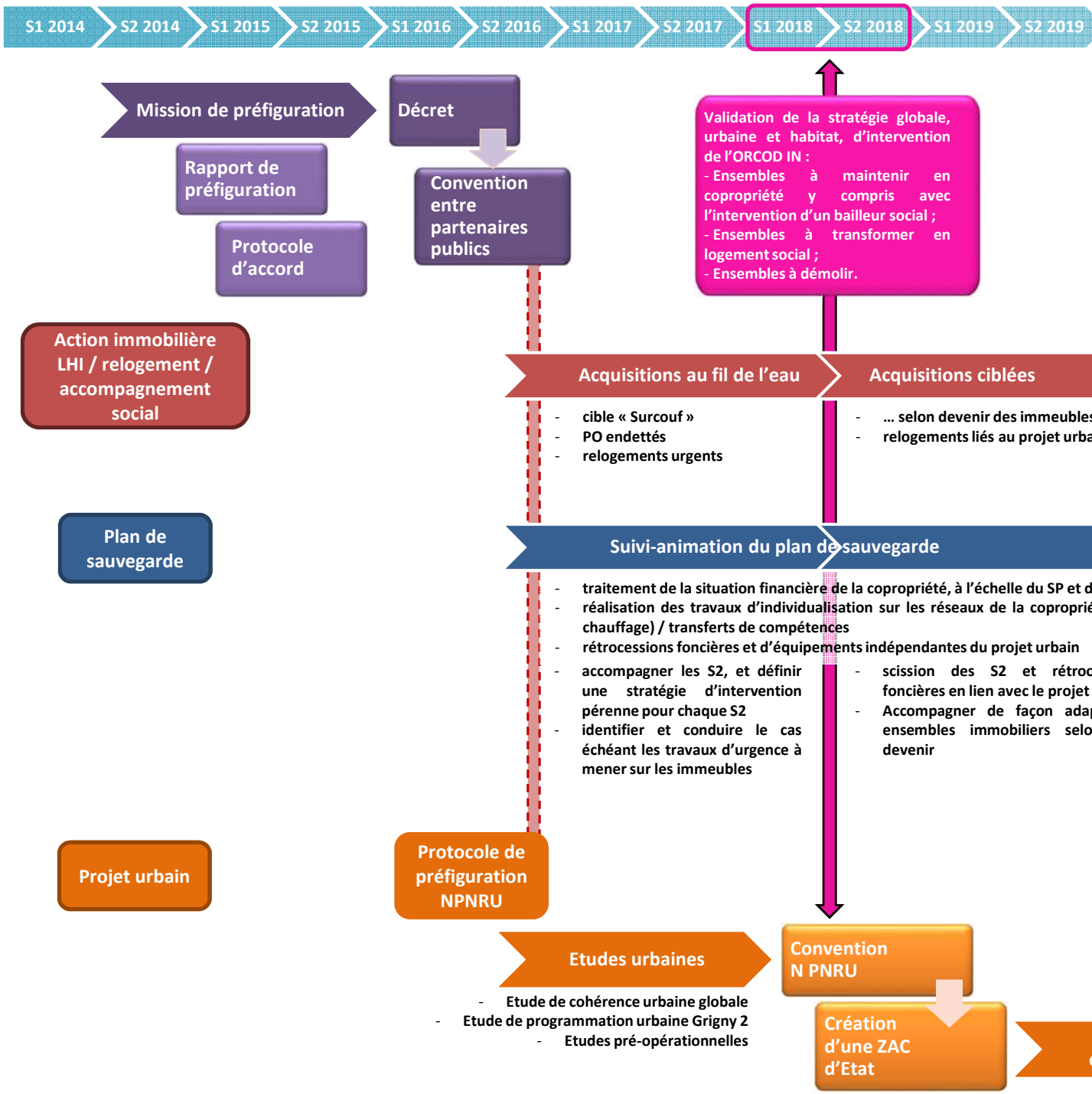
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Corbeil
75-79 rue Feray 91107
91107 Corbeil-Essonnes Cedex
tél. 01 60 90 51 00 -fax 01 60 90 51 28
cdif.corbeil@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'ORCOD IN


S1 2014
S2 2014
S1 2015
S2 2015
S1 2016
S2 2016
S1 2017
S2 2017
S1 2018
S2 2018
S1 2019
S2 2019
Mission de préfiguration
Décret
Rapport de préfiguration
Convention entre partenaires publics
Protocole d'accord
Validation de la stratégie globale, urbaine et habitat, d'intervention de l'ORCOD IN :
- Ensembles à maintenir en copropriété y compris avec l'intervention d'un bailleur social ;
- Ensembles à transformer en logement social ;
- Ensembles à démolir.
Action immobilière LHI / relogement / accompagnement social
Acquisitions au fil de l'eau
Acquisitions ciblées
- cible « Surcouf »
- PO endettés
- relogements urgents
- … selon devenir des immeubles
- relogements liés au projet urba
Plan de sauvegarde
Suivi-animation du plan de sauvegarde
- traitement de la situation financière de la copropriété, à l'échelle du SP et d
- réalisation des travaux d'individualisation sur les réseaux de la copropri
chauffage) / transferts de compétences
- rétrocessions foncières et d'équipements indépendantes du projet urbain
- accompagner les S2, et définir une stratégie d'intervention pérenne pour chaque S2
- identifier et conduire le cas échéant les travaux d'urgence à mener sur les immeubles
- scission des S2 et rétroc
foncières en lien avec le projet
- Accompagner de façon ada
ensembles immobiliers selo
devenir
Projet urbain
Protocole de préfiguration NPNRU
Etudes urbaines
- Etude de cohérence urbaine globale
- Etude de programmation urbaine Grigny 2
- Etudes pré-opérationnelles
Convention N PNRU
Création d'une ZAC d'Etat

Annexe 4 : Projet de feuille de route scission

Projet de feuille de route pour la scission de la copropriété Grigny 2

1. Transferts de compétences

- **Gaz cuisine**

Le réseau de gaz appartient à GRDF. La pose des compteurs nécessaires à l'individualisation du comptage du gaz cuisine à l'échelle de chaque bâtiment a été réalisée fin 2015/début 2016.

Feuille de route :

- Septembre 2016 : l'administrateur provisoire sollicite Engie pour réaliser un relevé des compteurs et transmet à l'opérateur de suivi-animation la clé de répartition utilisée à ce jour.
- Dernier trimestre 2016 : réunion avec l'administrateur provisoire et les syndics sur les modalités de transfert de la compétence gaz cuisine et les conditions de passage de nouveaux contrats.
- 1er semestre 2017 : AG des S2 pour le transfert de compétence « gaz cuisine » + PV du SP sur la date de fin du contrat existant.
- 1er janvier 2018 : transfert de compétence « gaz cuisine »

- **Eau et chaleur**

En lien avec le développement de la géothermie, des travaux sur les sous-stations de la copropriété seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Sem Sipenr : d'ici l'automne 2017, ces travaux permettront l'individualisation du comptage de la chaleur et de l'eau à l'échelle de chaque syndicat secondaire.

Feuille de route :

- Printemps 2017 : finalisation de l'état des lieux SP et S2 sur la gestion de l'eau : compteurs, maintenance, clés de répartition…
- Automne 2017 : individualisation du comptage eau/chauffage en sous-station pour chaque syndicat secondaire
- Octobre 2017 : Signature du contrat entre le syndicat principal et la SPL SEER pour la fourniture de chaleur
- Printemps 2018 : PV du SP et AG des S2 pour le transfert des compétences eau et chauffage
- 1er janvier 2019 : transfert de compétence et abonnement des syndicats secondaires.

2. Cessions et scissions en amont de la validation du projet urbain

Pour permettre la réalisation des scissions/rétrocessions foncières, l'EPF va missionner une équipe pluridisciplinaire (dite « AMO scission ») réunissant un notaire et un géomètre en charge de mettre en œuvre la présente feuille de route.

PROJET

2.1 Cessions

- **L'église**

L'église et sa sous-station sont des parties communes du syndicat principal. Le diocèse bénéficie d'un bail emphytéotique avec une redevance d'un franc par an jusqu'en 2073, mais a la responsabilité de l'ensemble des charges et travaux d'entretien.

Feuille de route :
- Dernier trimestre 2016 : l'EPF prend contact avec le diocèse pour étudier les conditions de cession de ce bien.
- Courant 2017 : mobilisation AMO scission et sollicitation de la DNID
- Fin 2017 : Saisine du juge pour une cession à titre onéreux (article 29.6)

- **Les terrains et lots de la Ville**

La scission des lots 80, 81 et de Sydney Béchet, propriétés de la Ville, est en cours. La Ville est également propriétaire des lots 780 et 79 (coteau Vlaminck).
Pour mémoire : la ville est propriétaire de 6 logements.

Feuille de route :
- Deuxième trimestre 2017 : mobilisation de l'AMO scission pour préciser l'assiette foncière et les conditions de scission des lots 79 et 780.
- Courant 2017 : Sollicitation de la DNID sur les biens à céder.

- **Les terrains et lots du syndicat principal**

Le syndicat principal possède 4 terrains : les lots 7 (au sud du terrain de la Folie), 76 (devant la tranche 21), 77 (arrière tranche 25) et 781 (sud-ouest du coteau Vlaminck).
Pour mémoire : le SP est propriétaire de 12 logements, 9 caves et 129 parkings.
⇨ *Recensement à actualiser.*

Feuille de route :
- Deuxième trimestre 2017 : mobilisation de l'AMO scission pour préciser l'assiette foncière et les conditions de scission des lots 7, 76, 77, et 781.
- Courant 2017 : avis des Domaines sur l'ensemble des biens du SP.
- Fin 2017/début 2018 : saisine du juge pour la cession des biens.

- **Voirie**

La copropriété comprend des voiries communales et départementales. Une partie des voiries communales sera rétrocédée à la Ville avec la sortie du lot 81 (du côté des Tuileries). L'entretien des voiries communales est de la responsabilité de l'EPCI.

Feuille de route :
- Fin 2016, l'EPF se rapprochera du Conseil départemental pour étudier les conditions de cession des voieries (budget de fonctionnement).
- Deuxième trimestre 2017 : mobilisation de l'AMO scission pour déterminer l'assiette foncière et les conditions de scission des voiries.
- Fin 2017 : Saisine du juge pour une cession des voiries à titre gratuit (article 29.9).

- **Réseau d'assainissement**

PROJET

Le réseau d'assainissement appartient au syndicat principal jusqu'aux regards mixtes. Les réseaux de chute et d'écoulement sont des parties communes des syndicats secondaires. Des travaux de maintenance importants ont été identifiés en 2014 et doivent être réalisés à court terme (les dysfonctionnements du réseau entraînent une pollution des lacs).

Feuille de route :

- Début 2017 : lancement d'une étude technique par l'EPCI pour approfondir la connaissance de l'état des réseaux et actualiser les coûts de travaux. Cette étude sera un support de négociation avec les partenaires sur les conditions de financement des travaux nécessaires sur les réseaux, y compris sur les parties relevant des syndicats secondaires.
- Début 2018 : saisine du juge, sur la base d'un rapport montrant l'ampleur des travaux à mener, pour une cession à l'EPCI à titre gratuit (article 29.9).

- **Eclairage collectif extérieur**

Le réseau d'éclairage collectif comprend 298 points lumineux, dont 110 sont gérés par l'EPCI dans le cadre d'un contrat de gestion avec le syndicat principal. L'état du réseau est vétuste : une étude de 2010 estime à un million d'euros les coûts de remise à neuf.

Feuille de route :

- Début 2017 : Estimation par l'EPCI des coûts de maintenance du réseau
- Automne 2017 : saisine du juge, sur la base d'un rapport montrant l'ampleur des travaux à mener, pour une cession à la collectivité à titre gratuit (article 29.9).
- Mise en place d'une servitude publique sur les emprises foncières privées, afin de permettre à l'EPCI de réaliser les travaux nécessaires. Mobilisation de l'AMO scission en appui en tant que de besoin.

- **Réseau de vidéosurveillance**

L'évolution de ce réseau doit être traitée en lien avec le développement d'un réseau de vidéosurveillance sur d'autres quartiers de Grigny.

2.2 Scissions

- **Tranche 4 (station-service)**

La tranche 4 est une ancienne station-service appartenant à une filiale de Total. En matière de projet urbain, ce terrain peut être concerné par le projet de TZen 4 et par la restructuration de la dalle Barbusse.

Feuille de route :

- Fin 2016 : préciser la situation du terrain (constructibilité, pollution éventuelle, propriétaire…)
- Mobilisation AMO scission pour déterminer l'assiette foncière et les conditions de scission de cette tranche.
- Saisine de l'administrateur provisoire pour une scission de cette tranche et décision de scission au titre de l'article 28.II.

- **Tranche 7 (immeuble de bureaux)**

Cette tranche comprend un lot « immeuble » et 80 lots de parkings attenants, à usage public. Elle est propriété de Cicobail.

Feuille de route :

- Fin 2016/début 2017 : Etat des lieux + rencontre avec le propriétaire.
- Mobilisation AMO scission pour déterminer l'assiette foncière et les conditions de scission de cette tranche.

PROJET

- Saisine de l'administrateur provisoire pour une scission de cette tranche et décision de scission au titre de l'article 28.II.

- **Tranche 2 (lots commerciaux Vlaminck) et tranche 3 (lots commerciaux Tuileries)**

Il s'agit de deux tranches de lots de commerces, autonomes en matière de fourniture de fluides. Dans la tranche 2, 3 des 6 lots appartiennent à la Ville.

Feuille de route :
- Fin 2016/début 2017 : état des lieux de chaque syndicat (propriétaires, situation financière vis-à-vis du syndicat principal, etc.)
- Mobilisation de l'AMO scission pour déterminer l'assiette foncière et les conditions de cession de chaque tranche.
- Si la majorité nécessaire est atteignable : organisation d'une AG exceptionnelle pour demander à l'administrateur provisoire une scission au titre de l'article 28 II
- Si la majorité n'est pas atteignable en AG : saisine du juge pour une division de la copropriété (article 29-8).

3. Cessions et scissions suite à la validation du projet urbain

Suite à la validation du projet urbain (horizon 2018), l'EPF missionnera un géomètre pour définir précisément :
- Les emprises foncières des futurs ensembles immobiliers suite à la scission
- Les espaces à vocation publique devant être rétrocédés à la Ville/cédés à l'EPF...

Le devenir des **parkings** fera l'objet d'une attention particulière dans le cadre des études urbaines à venir.

L'opérateur de suivi-animation accompagnera les syndicats secondaires dans les prises de décision nécessaires (budget post-scission…) dans les AG du premier semestre 2019.

L'administrateur provisoire saisira le juge à l'été 2019 en vue d'une scission de la copropriété et d'une cession des espaces à vocation publique au 1er janvier 2020.

PROJET

Annexe 5 : Projet de délibération relatif à la délégation du droit de préemption urbain renforcé de la ville à l'EPFIF

Validation du membre de la DG :*Nom*
Le date

Conseil Municipal du
Note de Synthèse n°

Commission compétente : texte texte texte.
Date de réunion : texte texte texte.
Rapporteur : texte texte texte.

Objet : Délégation du Droit de Préemption Urbain renforcé à l'Établissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF) dans le périmètre de l'ORCOD

Exposé :

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) introduit dans le code de la Construction et de l'Habitat un nouveau dispositif global de traitement des copropriétés dégradées (ORCOD). Cette ORCOD peut être déclarée d'intérêt national, notamment si le site présente des enjeux majeurs en matière d'habitat dégradé et une complexité de traitement particulière.

Le décret du Conseil d'État n°2016-1439 du 26 octobre 2016 a créé une OIN-ORCOD sur le secteur de Grigny II, dont le périmètre est composé des parcelles dont les références sont énumérées dans le tableau suivant et dont le plan est joint en annexe :

SECTIONS INCLUSES PARTIELLEMENT dans le périmètre de l'opération	RÉFÉRENCES CADASTRALES DES PARCELLES incluses dans le périmètre de l'opération
Section AM	AM 2 AM 4, AM 5, AM 6, AM 8, AM 9, AM 10, AM 11, AM 12, AM 13, AM 14 AM 23, AM 24, AM 25, AM 26, AM 27, AM 30, AM 59, AM 60, AM 61, AM 62, AM 63, AM 64, AM 65, AM 66, AM 67, AM 68, AM 69, AM 70
Section AL	AL 18, AL 19, AL 20, AL 22, AL 23, AL 24, AL 25, AL 37, AL 39, AL 45, AL 46, AL 47, AL 48, AL 49, AL 50, AL 51, AL 52, AL 60, AL 61, AL 62, AL 63, AL 64, AL 68, AL 69
Section AK	AK 152, AK 153, AK 154, AK 156, AK 226

Ce décret a désigné l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) comme opérateur de cette ORCOD-IN.

La copropriété incluse dans ce périmètre voit chaque année de nombreux logements vendus par adjudication à la barre du tribunal de grande instance, suite à des saisies immobilières. Ces logements peuvent appartenir à des propriétaires

bailleurs indélicats ou bien à des propriétaires occupants insolvables, et incapables de payer leurs charges et/ou crédit immobilier. Les prix de mise aux enchères étant nettement inférieurs à ceux du marché, ces logements intéressent fortement les spéculateurs et les marchands de sommeil.

La Ville a institué par délibération en date du 5 juin 2012, un droit de préemption urbain renforcé sur l'ensemble du territoire de Grigny. En effet, la Ville avait un intérêt à appliquer le droit de préemption urbain aux aliénations et cessions mentionnées à l'article L. 211-4 du Code de l'Urbanisme sur l'ensemble du territoire, comportant notamment des copropriétés vétustes ou dégradées. Ce droit de préemption urbain renforcé permet donc d'intervenir dans des copropriétés de plus de dix ans et donc dans la copropriété de Grigny II.

L'usage du droit de préemption urbain renforcé devant notamment être envisagé pour des acquisitions foncières s'inscrivant dans la mise en œuvre de l'OIN-ORCOD, dont l'EPFIF a été désigné comme opérateur, il convient de déléguer ce droit de préemption urbain renforcé à l'EPFIF selon le périmètre délimité par l'OIN-ORCOD.

L'EPFIF se portera ainsi acquéreur, en lieu et place de la Ville, de logements vendus par adjudication, ou bien de logements vendus au gré à gré, les aliénations à titre gratuit, les aliénations au sein des sociétés civiles immobilières, ou toutes autres aliénations entrant dans le champ d'application des articles L213-1 et L 211-4 du Code de l'Urbanisme conformément à la stratégie validée par le comité des acquisitions et du relogement instauré dans le cadre de l'ORCOD. Ce comité sera composé notamment de représentants de la Ville, de l'État, de l'administrateur provisoire, des syndics, de l'opérateur en charge du suivi-animation des plans de sauvegarde, et de l'EPFIF.

Dans le cadre de l'OIN-ORCOD, en plus, de la délégation de son droit de préemptions urbain renforcé, la Ville s'engage à adresser un rapport relatif à la salubrité et à la sécurité du bien établi par les autorités compétentes, à l'opérateur chargé de la mise en œuvre (L. 741-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

La Ville conserve la compétence d'instaurer, de modifier ou de supprimer le droit de préemption urbain sur son territoire. Par ailleurs, l'article R 213-1 précise que la délégation d'exercice du droit de préemption urbain peut être retirée par une délibération du Conseil municipal de la commune prise de la même forme que la précédente délibération.

Par conséquent, il est demandé :

- De déléguer l'exercice du droit de préemption renforcé à l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) au sein du périmètre de l'OIN-ORCOD et ce dans le cadre de la convention entre personnes publiques portant sur l'Opération d'Intérêt National de Requalification des

Copropriétés Dégradées de Grigny II à Grigny, à compter de la date de signature de cette convention.

Conseil Municipal du
Projet de Délibération n°

Objet : Délégation du Droit de Préemption Urbain renforcé à l'Établissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF) dans le périmètre de l'ORCOD

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.121-8, L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 1988 instaurant sur le territoire communal un Droit de Préemption Urbain,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 novembre 1989 instaurant sur le territoire de la commune un Droit de Préemption Urbain renforcé à l'intérieur du périmètre de la ZAC Les Tuileries, constituant le quartier Grigny 2, en application de l'article L 211-4 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 octobre 2010, étendant à l'ensemble du territoire de la commune le Droit de Préemption Urbain renforcé,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 juin 2012 instaurant le droit de préemption urbain renforcé au regard du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le décret du Conseil d'État n°2016-1439 du 26 octobre 2016 déclarant d'intérêt national l'ORCOD de Grigny, dont le projet a été approuvé par délibération du conseil municipal n° 2016-0069 du 26 septembre 2016,

Vu la délibération du conseil municipal n° du portant sur l'approbation de la convention entre personnes publiques portant sur l'Opération d'Intérêt National de Requalification des Copropriétés Dégradées de Grigny II à Grigny,

Considérant qu'il convient d'acquérir certains lots vendus par adjudications, et de préempter des lots vendus de gré à gré, et ce afin de lutter contre les marchands de sommeil, et de faciliter le redressement financier de la copropriété,

Considérant qu'il convient de déléguer le droit de préemption urbain renforcé à l'EPFIF, à compter de la date de signature de la convention entre personnes publiques portant sur l'Opération d'Intérêt National de Requalification des Copropriétés Dégradées de Grigny II à Grigny,

Considérant que dans le cadre de l'OIN-ORCOD, en plus, de la délégation de son droit de préemptions urbain renforcé, la Ville s'engage à adresser un rapport relatif

à la salubrité et à la sécurité du bien établi par les autorités compétentes, à l'opérateur chargé de la mise en œuvre (L. 741-1 du Code de la Construction et de l'Habitation),

Délibère, et,

Décide de déléguer l'exercice du droit de préemption renforcé à l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) au sein du périmètre de l'OIN-ORCOD et ce dans le cadre de la convention entre personnes publiques portant sur l'Opération d'Intérêt National de Requalification des Copropriétés Dégradées de Grigny II à Grigny, à compter de la date de signature de cette convention.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-109

DU 8 MARS 2017

Rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU Le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU Les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-014 du 22 janvier 2016 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « services généraux » et 933 et 903 « culture, sports et loisirs » ;

VU Le rapport CP 2017-109 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de commission de l'administration générale.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

TABLEAU CP DU 8 MARS 2017

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSP S/SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
BEAUDET	Stéphane	FRANCE	Brest	Transport par cables	14-mars	15-mars	x	x	x			
PECRESSE	Valérie	FRANCE	Cannes	MIPIM	14-mars	17-mars	x	x	x			x
BOURNAZEL	Pierre-Yves	FRANCE	Cannes	MIPIM	14-mars	17-mars	x	x	x			x
CHARTIER	Jérôme	FRANCE	Cannes	MIPIM	14-mars	17-mars	x	x	x			x
DIDIER	Geoffroy	FRANCE	Cannes	MIPIM	14-mars	17-mars	x	x	x			x
NASROU	Othman	ROYAUME UNI	Londres	Rencontre avec les acteurs économiques	20-mars	21-mars	x	x	x			x
PECHENARD	Frédéric	FRANCE	Nice	Colloque sécurité	21-mars	23-mars	x	x	x			x
EVREN	Agnès	BELGIQUE	Bruxelles	Fonds européens et Culture	22-mars	22-mars	x	x	x			x
NASROU	Othman	CHINE	Pékin Shanghaï Hangzhou	Rencontre avec des acteurs institutionnels, économiques et des professionnels du tourisme	26-mars	31-mars	x	x	x	x	x	x

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSP S/SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
PECHENARD	Frédéric	FRANCE	Lyon	Colloque sécurité	06-avr	07-avr	x	x	x			x
JOUANNO	Chantal	BELGIQUE	Bruxelles	Fonds européens et Environnement	20-avr	20-avr	x	x	x			x
NASROU	Othman	BELGIQUE	Bruxelles	Fonds européens et coopération extérieure	04-mai	04-mai	x	x	x			x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
Par publication ou notification le 10/03/2017
Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-114

Du 8 Mars 2017

HABILITATION DE LA PRESIDENTE A SIGNER UNE CONVENTION AVEC LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION (CIG) DE LA GRANDE COURONNE D'ÎLE DE FRANCE DANS LE DOMAINE DES RESSOUCES HUMAINES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 23 modifié par l'article 113 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU Le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

VU Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU Le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

VU La délibération n° CP 15-663 du 8 octobre 2015 habilitant le président à signer deux conventions avec le CIG de la grande couronne d'Île de France ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU L'avis de la commission de l'administration générale ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 2017-114 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Approuve la convention relative aux secrétariats des comités médicaux et des commissions de réforme avec le CIG de la Grande Couronne d'Ile-de-France, jointe en annexe de la délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

VALERIE PECRESSE

Conventions CIG commissions de réformes et comités médicaux v2 modif pôlefi *15/02/17 17:02:00*

ANNEXE A LA DELIBERATION

CP 2017-114

CONVENTION RELATIVE A L'EXERCICE DES MISSIONS FIGURANT A L'ARTICLE 23-IV DE LA LOI n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, CONCERNANT LA MISE EN PLACE D'UN APPUI TECHNIQUE INDIVISIBLE A LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Entre

Le Centre Interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France, représentée par son président, Monsieur Jean-François PEUMERY, Maire de Rocquencourt, dument habilité par délibérations n° 2015-32 du 12 octobre 2015, et n° 2016-24 du 20 juin 2016

Et

La Région Ile de France
Représenté par son autorité territoriale,

Préambule :

Par délibération n° 2013-26 du 15 avril 2013 relative à la mise en place de l'appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines, le Centre de gestion a défini les conditions d'adhésion au socle indivisible de prestations visées à l'article 23-IV de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Dans l'attente de la parution des textes réglementaires en permettant la mise en œuvre intégrale, (Recours Administratif Préalable Obligatoire notamment) et pour répondre aux besoins exprimés par les employeurs concernés, le Centre de gestion, par délibération n° 2013-72 du 21 octobre 2013 a décidé de mettre en place un système conventionnel pour les missions opérationnelles au jour de la signature de la présente convention, et en a fixé les taux de contribution par délibération n° 2015-36 du 12 octobre 2015.

La présente convention pourra faire l'objet d'un avenant notamment à l'occasion de la publication d'un ou plusieurs textes permettant la mise en œuvre d'une ou plusieurs missions supplémentaires.

Elle prendra fin de plein droit le premier jour du mois suivant la publication de l'intégralité des textes requis.

- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 23,
- Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,
- Vu les délibérations n° 2013-72 et 2015-36 du Conseil d'Administration du Centre Interdépartemental de Gestion en date du 21 octobre 2013 et du 12 octobre 2015 relatives à la mise en place et à la tarification du socle commun de prestations pour les collectivités non-affiliées, n°2016-24 du 20 juin 2016 relative au montant et au mode de prise en charge des rémunérations des médecins du Comité Médical et de la Commission de Réforme,

Il a été convenu ce qui suit :

CP 2017-114

Article 1 - Objet

La Région Ile de France sollicite du Centre de gestion la mise en œuvre de la ou des compétences désignées ci-après (cocher la ou les missions choisies) :

☒ Le secrétariat de la commission de réforme

☒ Le secrétariat du comité médical

☐ Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine

☐ Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite.

Article 2 - Modalités d'exercice des missions

Les modalités pratiques d'exercice des missions sont définies par une annexe technique propre à chaque mission, jointe à la présente convention.

Article 3 - Coût d'exercice des missions

En application de la délibération n° 2015-36 du 12 octobre 2015, la Région Ile de France s'acquittera mensuellement d'une contribution fixée selon les taux suivants (cocher le taux correspondant à la ou aux missions choisies) :

4

☒ **0,029 %** de la masse globale des rémunérations de l'ensemble des agents de droit public, telles qu'elles apparaissent sur les Bordereaux de Recouvrement de Cotisations URSSAF au titre de l'assurance maladie, **pour le secrétariat de la commission de réforme**,

En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale et de la Fonction Publique Hospitalière, la Région Ile de France conserve à sa charge :

- La rémunération des médecins membres de la commission de réforme (généralistes et spécialiste). Cette rémunération est versée directement aux médecins par le Centre de gestion, et remboursée par La Région Ile de France au taux fixé pour 2016, et pour chaque médecin siégeant à la commission :
- pour un nombre de dossiers inférieur à 5 : 32,98 €,
- pour un nombre de dossiers compris entre 5 et 10 : 49,77 €
- pour un nombre de dossiers supérieur à 10 : 68,03 €

- Les frais d'expertise diligentée soit à l'initiative de l'employeur, soit à la demande de la commission de réforme. Les expertises diligentées par le secrétariat de la commission de réforme sont prépayées par le CIG, sous réserve de remboursement ultérieur par la collectivité concernée.

☒ **0,030 %** de la masse globale des rémunérations de l'ensemble des agents de droit public, telles qu'elles apparaissent sur les Bordereaux de Recouvrement de Cotisations URSSAF au titre de l'assurance maladie, **pour le secrétariat du comité médical.**

En application des dispositions du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des comités médicaux dans la fonction publique territoriale, la Région Ile de France conserve à sa charge :

- La rémunération des médecins membres du comité médical, à l'exception de celle du médecin secrétaire. Cette rémunération est versée directement aux médecins par le Centre de gestion, et remboursée par La Région Ile de France au taux forfaitaire fixé pour 2016 à 8,06 € par dossier, par délibération n° 2016-24 du 20 juin 2016.
- Les frais d'expertises diligentées par le comité médical. Les honoraires sont versés directement aux médecins par le Centre de gestion, et remboursés par Région Ile de France.

❒ **0,027 %** de la masse globale des rémunérations de l'ensemble des agents de droit public, telles qu'elles apparaissent sur les Bordereaux de Recouvrement de Cotisations URSSAF au titre de l'assurance maladie, **pour une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité de agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine.**

❒ **0,025 %** de la masse globale des rémunérations de l'ensemble des agents de droit public, telles qu'elles apparaissent sur les Bordereaux de Recouvrement de Cotisations URSSAF au titre de l'assurance maladie, pour l'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite

Article 4 - Modalités de règlement de la contribution

5

Dans le cadre de la dématérialisation et de la gestion électronique de documents, le Centre de gestion à mis en place « la déclaration en ligne » sur le site internet www.cigversailles rubrique « finances ».
Pour la mise en œuvre de ce processus, La Région Ile de France prendra contact avec le service finances du Centre de gestion à l'adresse finances@cigversailles.fr.
La déclaration ainsi établie constituera la pièce justificative pour le règlement de la contribution, qui s'effectuera mensuellement par mandat administratif, émis le 10 du mois suivant la période concernée, auprès du Payeur départemental des Yvelines (RIB joint en annexe).

Article 5 - Durée de la convention :

La présente convention est souscrite pour une durée d'un an renouvelable expressément, dans la limite de la publication des textes requis pour la mise en œuvre intégrale de l'appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines.
En cas de dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, un délai préalable de 3 mois minimum devra être respecté.

Article 6 - Date d'effet :

La présente convention prend effet le 1er juillet 2016.

Article 7 - Compétence juridictionnelle

Le Tribunal Administratif de Versailles est compétent pour connaître de tout litige relatif à la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour le Centre de Gestion
A Versailles, le

Le président
Jean-François Peumery
Maire de Rocquencourt
1er Vice-président de la communauté
d'agglomération de Versailles Grand Parc.

Pour la Région Ile de France
A ..., le

L'autorité territoriale,

ANNEXE TECHNIQUE AU TRAITEMENT DES DOSSIERS DE LA COMMISSION DE REFORME PAR LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Article 1er :

Le centre de gestion assure la présidence et le secrétariat de la Commission de Réforme pour les agents des catégories A, B et C, dans les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale et de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 :

Le centre de gestion :

- Réceptionne les dossiers de saisine, vérifie les pièces reçues et demande des éléments complémentaires le cas échéant,
- Instruit les dossiers et les inscrit à l'ordre du jour de la réunion en informant la Région Ile de France quinze jours avant la séance,
- Transmet aux membres de la commission, au moins quinze jours avant la réunion de la commission la convocation à la séance, l'ordre du jour accompagné d'un bref résumé de chaque dossier dans le respect du secret médical,
- Informe le médecin de prévention de la Région Ile de France de la date de la réunion et des dossiers présentés,
- Informe l'agent au moins quinze jours avant la réunion de la date à laquelle la commission examinera son dossier, de la possibilité d'être entendu par la commission, de se faire représenter, de présenter des observations écrites et de venir prendre connaissance de son dossier,
- Assiste aux réunions et établit le procès-verbal,
- Transmet l'avis de la commission de réforme à la Région Ile de France et communique l'avis à l'intéressé à sa demande,
- Assure la veille réglementaire, le suivi de la doctrine et de la jurisprudence concernant les domaines d'attribution de la commission de réforme. Les collectivités non affiliées pourront faire appel au service pour toute question en rapport avec les dossiers traités par la commission de réforme,
- Calcule et verse aux médecins membres de la commission la rémunération due pour chaque séance,
- Transmet à la Région Ile de France des états de remboursement des sommes relatives à la rémunération des médecins membres de la commission,
- Règle les frais d'expertise diligentée par le secrétariat de la commission et transmet à la Région Ile de France des états de sommes à rembourser à ce titre,
- Etablit annuellement un récapitulatif de l'activité du service de la commission de réforme.

Article 3 :

la Région Ile de France, employeur :

- Saisit la commission dans les délais compatibles avec la situation du fonctionnaire concerné en fournissant tous les éléments et pièces nécessaires à un examen éclairé. Le secrétariat pourra renvoyer à une réunion ultérieure l'examen d'un dossier incomplet ou le retourner à l'employeur,

- Fournit au centre de gestion tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission (certificats médicaux, déclarations, témoignages, constatations ...) et se porte garante du strict respect du secret médical,
- Prend en charge les dépenses liées à la rémunération des médecins membres de la commission de réforme,
- Prend directement en charge les frais d'expertise diligentée à sa propre initiative,
- Rembourse au CIG les frais d'expertise diligentée à la demande de la commission de réforme,
- Prend directement en charge les frais éventuels de transport et d'hospitalisation pour le diagnostic des agents convoqués en expertise. Ce remboursement est effectué sur justificatifs à la demande expresse effectuée directement auprès de la Région Ile de France,
- Prend directement en charge les frais de déplacement des membres de la commission de réforme présents en séance, des agents pour la consultation de leurs dossiers et présence en séance de la commission de réforme. Ce remboursement est effectué sur justificatifs à la demande expresse effectuée directement auprès de la Région Ile de France.

Article 4 :

Les membres de la commission de réforme sont désignés par le Préfet parmi les élus et les représentants du personnel la Région Ile de France.
Le centre de gestion prépare pour les services de l'Etat les arrêtés de composition de la commission (présidence, représentants des collectivités et du personnel), notamment après les élections et renouvellement des CAP, après avoir recueilli les propositions la Région Ile de France.
Les membres désignés s'engagent à répondre aux convocations du secrétariat de la commission de réforme afin de garantir le quorum lors des réunions.

Article 5 :

Le centre de gestion réunit la Commission de Réforme selon une fréquence en principe mensuelle (à l'exception du mois d'août), définie au début de chaque année, qui pourra être modifiée en fonction du nombre de dossiers à examiner.

Article 6 :

La responsabilité des décisions prises par la Région Ile de France , employeur consécutivement aux avis rendus par la commission incombe à cette seule collectivité.

ANNEXE TECHNIQUE AU TRAITEMENT DES DOSSIERS DU COMITE MEDICAL PAR LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Article 1er :

Le centre de gestion assure le secrétariat du comité médical dans les conditions précisées par le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987.

Article 2 :

Le centre de gestion :

- Réceptionne les dossiers de saisine, vérifie les pièces reçues et demande des éléments complémentaires le cas échéant,
- Diligente des expertises nécessaires en accord avec le médecin secrétaire du comité médical,
- Instruit le dossier et l'inscrit le dossier à l'ordre du jour de la réunion en l'informant la Région Ile de France avant la séance,
- Informe le médecin de la prévention de la Région Ile de France de la date de la réunion et des dossiers présentés,
- Informe l'agent de la date à laquelle le comité examinera son dossier, de la possibilité de se faire représenter par un médecin, de ses droits concernant la communication du dossier, de présenter les observations écrites et des voies de recours possibles devant le comité médical supérieur,
- Assiste aux réunions et établit le procès-verbal,
- Calcule et verse aux médecins membres du comité la rémunération due pour chaque séance,
- Verse la rémunération au médecin secrétaire du comité médical,
- Transmet à la Région Ile de France les états de remboursement des sommes relatives à la rémunération des médecins membres du comité, à l'exception de celle du médecin secrétaire,
- Règle les frais d'expertise diligentée par le secrétariat de la commission et transmet à la Région Ile de France des états de sommes à rembourser à ce titre,
- Transmet l'avis du comité médical à la Région Ile de France et communique l'avis à l'intéressé à sa demande,
- Assure la veille réglementaire, le suivi de la doctrine et de la jurisprudence concernant les domaines d'attribution du comité médical. Les collectivités non affiliées pourront faire appel au service pour toute question en rapport avec les dossiers traités par le comité médical,
- Etablit annuellement un récapitulatif de l'activité du service du comité médical.

Article 3 :

La Région Ile de France, employeur :

- Saisit le comité dans les délais compatibles avec la situation du fonctionnaire concerné en fournissant tous les éléments et pièces nécessaires à un examen éclairé. Le secrétariat pourra renvoyer à une réunion ultérieure l'examen d'un dossier incomplet ou le retourner à l'employeur,

- Fournit au centre de gestion tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission (certificats médicaux, y compris ceux sous pli confidentiel ...) et se porte garante du strict respect du secret médical,
- Rembourse au CIG les dépenses liées à la rémunération des médecins membres du comité médical,
- Rembourse au CIG les frais d'expertise diligentée à la demande du comité médical,
- Prend directement en charge les frais éventuels de transport et d'hospitalisation pour le diagnostic des agents convoqués en expertise. Ce remboursement est effectué sur justificatifs à la demande expresse effectuée directement auprès la Région Ile de France,
- Prend directement en charge les frais de déplacement des agents pour la consultation de leurs dossiers du comité médical. Ce remboursement est effectué sur justificatifs à la demande expresse effectuée directement auprès de la Région Ile de France,
- S'engage à informer le comité médical des décisions prises à l'encontre de l'avis donné.

Article 4 :

Les membres du comité médical sont désignés par le Préfet parmi les médecins agréés.
Un président du comité médical est élu par les médecins parmi les médecins généralistes agrées.
Le secrétariat du comité médical est assuré par un médecin recruté et rémunéré par le centre de gestion.

Article 5 :

Le Centre de gestion réunit le comité médical selon une fréquence en principe mensuelle (à l'exception du mois d'août), définie au début de chaque année, qui pourra être modifiée en fonction du nombre de dossiers à examiner.

10

Article 6 :

La responsabilité des décisions prises par la Région Ile de France, employeur consécutivement aux avis rendus par le comité médical incombe à cette seule collectivité.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

DELIBERATION N° CP 2017-104
Du 8 Mars 2017

COOPERATION DECENTRALISEE
SOUTIEN AU PROJET SPRINT ET AU PROJET DE MOBILITE PROFESSIONNELLE AU QUEBEC

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n°CR 222-16 du 14 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget 2017 de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU le rapport CP 2017-104 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

SOUTIEN AU PROJET SPRINT COOPERATION DECENTRALISEE

Décide de participer au titre de sa politique de coopération internationale au projet SPRINT détaillé en annexe de la présente délibération par l'attribution à IMPACT NETWORK d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 120 000 €, correspondant à 46.15 % de la base subventionnable du projet

Affecte une autorisation d'engagement de **120 000 €** sur le chapitre 930, HP048-017 « Coopération décentralisée » action 10401702 « Coopération décentralisée » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er janvier 2017 par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Article 2 :

SOUTIEN AU PROGRAMME DE MOBILITE PROFESSIONNELLE FRANCE-QUEBEC

Décide de participer au titre de sa politique de coopération internationale au programme de mobilité France-Québec à destination des jeunes franciliens issus des filières de formation professionnelle, détaillé en annexe de la présente délibération par l'attribution à l'Office franco-québécois pour la jeunesse d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 18 000 €, correspondant à 58,80 % de la base subventionnable du projet.

Affecte une autorisation d'engagement de **18 000 €** sur le chapitre 930, HP048-017 « Coopération décentralisée » action 10401702 « Coopération décentralisée » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	08/03/2017	N° de rapport	CP2017-104	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée**
Action	**10401702 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	17002755 - PROJET SPRINT- SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A IMPACT NETWORK			
Bénéficiaire	P0036233 - IMPACT NETWORK			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
260 000,00 €	TTC	46,15 %	120 000,00 €	

Dossier	17002801 - PROGRAMME DE MOBILITE FRANCE-QUEBEC A DESTINATION DES JEUNES EN FORMATION PROFESSIONNELLE			
Bénéficiaire	P0014458 - OFQJ OFFICE FRANCO QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 612,00 €	TTC	58,8 %	18 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	138 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401702	138 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002755

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PROJET SPRINT- SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A IMPACT NETWORK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	260 000,00 €	46,15 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMPACT NETWORK
Adresse administrative : 7 BOULEVARD VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nicolas HAZARD, Président

Date de publication au JO : 26 septembre 2016

N° SIRET : 82287990400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR 222-16 du 14 décembre 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses concernant l'organisation du lancement de l'opération ont débuté en amont de la Commission permanente.

Objectifs :
Le projet a pour ambition de développer l'entrepreneuriat social green tech dans les pays ciblés (Maroc, Tunisie, Algérie, Cote d'Ivoire, Sénégal, Madagascar) en connexion avec l'écosystème francilien.
Il s'agit ainsi de créer un réseau d'entrepreneurs et ce, avec le soutien des collectivités partenaires de la Région Île-de-France.

Description :
Le chef de file du projet (ImpactNetwork) constitue le 1er réseau mondial de start-ups green et sociales.

Le réseau est constitué de 15 programmes d'incubation et d'accélération implantés dans 12 pays sur 4 continents à travers le monde.

Les incubateurs partagent entre eux leurs méthodologies, savoir-faire et bonnes pratiques à travers notamment une plate-forme en ligne dédiée. Les entrepreneurs peuvent ainsi accéder facilement à de nouveaux marchés et à un vaste réseau d'investisseurs, de grandes entreprises, de mentors et d'experts-métiers.
Regroupant plus de 500 start-ups à travers le monde, ImpactNetwork se donne pour mission d'accompagner les entrepreneurs du réseau à se développer à l'international tout en restant à la pointe de l'innovation.

En partenariat avec les collectivités territoriales partenaires de la Région Île-de-France, **le projet SPRINT (Start up Paris Région International)** a pour ambition de sensibiliser la jeunesse de 6 pays d'Afrique francophone à l'entrepreneuriat et de créer des opportunités de partenariat avce des entreprises franciliennes à travers les actions suivantes :
- ateliers de sensibilisation
- 30-40 porteurs de projet formés à l'entrepreneuriat sur 2 mois
- 12 start-ups incubées sur 6 mois durant lesquels, elles effectueront un business trip en Ile-de-France pour rencontrer entrepreneurs à succès, experts et partenaires stratégiques.

Actions envisagées pendant la première année du projet :
- Recherche et mise en place de partenariats locaux et internationaux (opérationnels et financiers).
- Organisation d'évènements de sensibilisation à l'entrepreneuriat dans les 6 pays : ateliers, tables rondes, etc.
-Organisation du prix SPRINT récompensant les meilleures start-ups social green tech (demi-finales régionales dans les 6 pays, puis finales internationale).
-Formations à l'accompagnement et hébergements des incubateurs locaux partenaires

Le projet permettra ainsi de :
-Promouvoir l'économie sociale et solidaire et l'entrepreneuriat social green tech comme modèle de développement auprès de la jeunesse algérienne, marocaine, tunisienne, ivoirienne, malgache et sénégalaise et ainsi faire naître des vocations pour pousser les jeunes à entreprendre.
-Créer des liens forts et durables entre plusieurs écosystèmes confrontés à des problématiques et des stades de développement différents pour favoriser l'émergence de solutions globales à fort impact.
-Accompagner une nouvelle génération d'entrepreneurs en leur donnant des clés de réussite et en les mettant en relation avec les meilleurs experts et mentors issus de différents pays.
-Mobiliser d'autres sources de financement (fondations africaines, etc.)

Moyens mis en œuvre :
2017 sera une phase pilote : elle permettra de développer les premiers incubateurs d'une part et d'initier la mise en réseau avec l'écosystème francilien d'autre part. Par la suite, le réseau pourrait être étendu à de nouvelles zones, en fonction de l'avancée des partenariats institutionnels engagés dans ces pays.

Une conférence de lancement du réseau sera organisée en mars 2017 à la Région Île-de-France associant les responsables politiques de nos zones partenaires ainsi que des Fondations d''entreprises. Cet évènement se répètera annuellement, tour à tour, dans chaque capitale des pays où sont implantés les incubateurs et serait l'occasion de remettre un prix de l'innovation pour les meilleures start-ups du réseau.

Le projet a vocation :
- Au développement de partenariats avec un incubateur local dans chacun des pays cibles d'Afrique Francophone pour bénéficier de sa connaissance de l'environnement local et s'assurer de la pérennisation de SPRINT.
- A la mobilisation de ressources humaines par Impact Network en appui des équipes locales de nos

partenaires (envoi de VIE, etc.)
- A la constitution d'un réseau de mentors franciliens et locaux.
- A la constitution d'une plateforme internet mettant en relation toutes les parties prenantes de SPRINT (incubateurs, mentors, incubés, partenaires, etc.)

Intérêt régional :
Ce projet correspond aux nouvelles orientations de la stratégie internationale de la Région : d'une part il concerne 6 territoires dont sont issus de nombreux Franciliens et avec lesquels des accords de coopération existent ou sont envisagés ; d'autre part, il contribue au développement économique conjoint des territoires et assure la promotion d'innovations sociales et environnementales. Enfin, il participe à la valorisation de l'expertise francilienne à l'international.
La Région sera pleinement associée au projet et apportera un appui institutionnel dans le cadre des coopérations qu'elle développe avec les autorités locales.

En outre, l'intérêt pour les entrepreneurs franciliens repose sur la possibilité de tisser des partenariats avec des Start up africaines et d'être hébergés dans les incubateurs du réseau implantés dans les 6 pays cibles.

Public(s) cible(s) :
- Populations locales : ateliers de sensibilisation ouverts à tous.
-Jeunes porteurs de projets africains (18-35 ans) : participants au programme de formation, d'incubation et d'accélération.
- Incubateurs locaux : partenaires du projet et bénéficiaires de l'expertise en incubation ainsi que du réseau d'Impact Network (entrepreneurs, mentors, experts, incubateurs, etc.)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention contribuera au financement des missions d'expertise réalisées par des acteurs franciliens, incluses dans le programme d'incubation et d'accélération. La subvention couvre également une partie des bourses et déplacements des incubés pour la semaine d'immersion en Île-de-France.

Localisation géographique :
- COTE D'IVOIRE
- ALGERIE
- MAROC
- MADAGASCAR
- SENEGAL
- TUNISIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination et formation des équipes	140 000,00	53,85%
Frais de transport et d'hébergement incubateurs, experts	21 000,00	8,08%
Communication	84 000,00	32,31%
Frais administratif	15 000,00	5,77%
Total	260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	140 000,00	53,85%
Région Île-de-France	120 000,00	46,15%
Total	260 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	120 000,00 €

FONCTIONNEMENT

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XX du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : IMPACT NETWORK, 7 boulevard Voltaire 75011 PARIS,représenté par son Président, Monsieur Nicolas HAZARD
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de la politique de coopération internationale, définie par délibération du Conseil régional n° CR 222-16.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XX-XX du, la Région Île-de-France a décidé de soutenir IMPACT NETWORK dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à X% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à X€, soit un montant maximum de subvention de X €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES

Le bénéficiaire s'engage à recruter deux stagiaires pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1re de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Le logo SPRINT doit inclure explicitement la mention "en partenariat avec la Région Ile-de-France"

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Les documents financiers requis (bilan financier, état récapitulatif des dépenses) doivent être signés par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes, le cas échéant par le trésorier de l'organisme. Les documents sont établis en français et libellés en euros.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus, dans la limite des 30% du montant prévisionnel de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie, établi en français et en euros, signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, sur présentation d'un état récapitulatif des paiements. Celui-ci précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il est établi en français et en euros et signé par le

représentant légal de l'organisme bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
  Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'organisme, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un compte-rendu financier de l'opération (ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche), daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et le comptable public ;
- un compte-rendu final d'exécution de l'action, daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire ;
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'organisme, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un compte-rendu financier de l'opération (ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche), daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes ;
- un compte-rendu final d'exécution de l'action, daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire ;
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ART 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant de 120 000 €.

ARTICLE 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date du 12 janvier 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 8 mars 2017.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XX-XX du X.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le..... Le.....

Pour le bénéficiaire

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile de France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé de l'Unité des Affaires internationales et européennes

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002801

Commission permanente du 8 mars 2017

Objet : PROGRAMME DE MOBILITE FRANCE-QUEBEC A DESTINATION DES JEUNES EN FORMATION PROFESSIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	30 580,00 €	58,86 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401702- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFQJ OFFICE FRANCO QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE
Adresse administrative : 11 PASSAGE DE L AQUEDUC
93210 LA PLAINE ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal BONNETAIN, SECRETAIRE GENERAL

N° SIRET : 78471923900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- intégrer une expérience internationale dans les parcours des jeunes français et québécois issus des filières de formation professionnelle ;
- permettre aux jeunes français de suivre une formation complémentaire à leur formation initiale ;
- promouvoir des filières de formation professionnelle d'excellence à l'international.

Description :
L'intégration d'une expérience internationale dans le parcours de formation professionnelle en filière professionnelle et technique constitue de plus en plus un enjeu de réussite académique, de persévérance scolaire et d'insertion sur le marché du travail pour les jeunes. Les métiers de l'accueil du public étranger (tourisme, restauration, hôtellerie) et de certaines filières de pointe à fort rayonnement (web et multimédia)

appellent plus particulièrement au développement d'une offre de formation à l'international.

A travers l'action des Centres de formation des Apprentis (CFA), le Conseil régional d'Île-de-France pilote et anime une partie de l'offre de formation professionnelle sur le territoire. Toutefois, les programmes de mobilité relèvent d'initiatives portées par les CFA, de façon ponctuelle.

Le projet a pour objectif de mettre en place une offre cohérente de mobilité pour les jeunes issus des filières techniques françaises vers le Québec dans le cadre de la coopération décentralisée de la Région Île-de-France avec la Province de Québec. Une première phase sera dédiée à l'identification des centres de formations français et québécois souhaitant participer au programme. Des missions d'information seront organisées dans les deux pays à leur attention. Une fois les établissements ainsi que les conditions d'accueil identifiés, une vingtaine de jeunes franciliens bénéficiera d'un accompagnement au départ et d'une bourse de 900 €.

En retour, le dispositif devra prévoir l'accueil en Île-de-France de jeunes québécois dans le cadre de stages en entreprise. Les filières technique d'excellence telles que la pâtisserie, la boulangerie et le numérique seront à privilégier dans le cadre de ces stages.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est cofinancé par les gouvernements français et québécois à travers le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée, outil gouvernemental d'animation des relations bilatérales.

Le projet est mis en place avec l'appui de deux partenaires:

- En France, l'Office franco-québécois pour la Jeunesse, organisme bilatéral qui développe des programmes de mobilité en matière dans le champ de l'entrepreneuriat et du développement socio-culturel.

- Au Québec, Éducation Internationale qui est un organisme public mandaté par le Réseau des commissions scolaires du Québec pour mettre en place les dispositifs de coopération international des établissements d'enseignement (mobilité des enseignants et des élèves, promotion des filières d'enseignement québécoise, etc.)

Les deux structures collaborent déjà ensemble depuis 2015 dans le cadre d'un programme expérimental de mobilité national destiné aux jeunes demandeurs d'emploi et sont dotés d'une expérience solide en matière d'accompagnement des jeunes dans leurs parcours de mobilité.

Intérêt régional : L'initiative s'inscrit en complémentarité de la politique de formation professionnelle de la Région. Il s'agit en effet de capitaliser sur les partenariats existants entre la Région et les CFA régionaux, pour mettre à disposition des jeunes franciliens des outils d'aide à la mobilité professionnelle.

L'internationalisation des filières de formation professionnelle d'excellence, telle que l'hôtellerie, la boulangerie et le numérique, participe également au rayonnement du savoir faire francilien dans ces secteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- une vingtaine de jeunes franciliens issus des formations professionnelles prioritairement dans les filières de l'hôtellerie, du tourisme, de la restauration et du numérique;
- entre 5 et 10 jeunes québécois issus des centres de formation des filières susmentionnées;

- les CFA et centres de formation québécois participants au programme.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention finance l'ensemble des dépenses éligibles de fonctionnement inscrites dans le budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- MONTREAL
- QUEBEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mission France (billets AR, hébergement, per diem, transport)	6 580,00	21,52%
Mission Québec (billets AR, hébergement, per diem, transport)	4 032,00	13,19%
Bourses (900€/jeune)	18 000,00	58,86%
Accompagnement et suivi des jeunes	1 968,00	6,44%
Total	30 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	18 000,00	58,86%
OFQJ	6 000,00	19,62%
Education internationale	3 290,00	10,76%
Ministère des relations internationales du Québec	3 290,00	10,76%
Total	30 580,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux expérimentations et aux partenariats	220 650,00 €
2015	Soutien aux expérimentations et aux partenariats	224 300,00 €
2016	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	7 000,00 €
	Montant total	451 950,00 €

FONCTIONNEMENT

CONVENTION N° 17002801

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 17-104 du 08-03-2017
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Office franco-québécois pour la jeunesse
dont le statut juridique est : une association
N° SIRET : 784719239 - 00021
dont le siège social est situé au 9, passage de l'Aqueduc
représentée par Monsieur Pascal BONNETAIN, Secrétaire général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de la politique de coopération internationale, définie par délibération du Conseil régional n° CR 222-16.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n°CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 17-104 du 08-03-2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'Office franco-québécois pour la jeunesse pour la réalisation de l'opération : « Programme de mobilité France-Québec à destination des jeunes issus de la formation professionnelle », dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de 18 000 €., correspondant à 58,86% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 30 580 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES

Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1re de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Les documents financiers requis (bilan financier, état récapitulatif des dépenses) doivent être signés par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes, le cas échéant par le trésorier de l'organisme. Les documents sont établis en français et libellés en euros.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les dépenses prévisionnelles s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie, établi en français et en euros, signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. L'avance est calculée sur la base des dépenses subventionnables en proportion du taux d'intervention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, sur présentation d'un état récapitulatif des paiements. Celui-ci précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il est établi en français et en euros et signé par le

représentant légal de l'organisme bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
  Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'organisme, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un compte-rendu financier de l'opération (ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche), daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et le comptable public ;
- un compte-rendu final d'exécution de l'action, daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire ;
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal de l'organisme, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un compte-rendu financier de l'opération (ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche), daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes ;
- un compte-rendu final d'exécution de l'action, daté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire ;
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ART 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant de 18 000 €.

ARTICLE 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 08-03-2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 8 mars 2017.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 17-104 du 08-03-2017.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le.....

Pascal BONNETAIN, Secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse

Le.....

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile de France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé des affaires européennes, de la coopération internationale et du tourisle

Acte rendu exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 2017-129

Du 8 Mars 2017

Affectation provisionnelle d'autorisation d'engagement mars 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-France

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget 2017 de la Région Île-de-France,

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU L'avis de la commission des finances,

VU le rapport CP 2017-129 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **25 000 €** sur le chapitre 930, « services généraux », code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-017 « Coopération décentralisée », action 10401702 « coopération décentralisée » du budget pour la prise en charge de prestations à l'occasion de l'accueil de délégations issues des zones de coopération prioritaire, l'organisation de manifestations.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

îledeFrance
Conseil régional

Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français, Parti de gauche,
Ensemble et République & Socialisme

ARRIVE
23 NOV. 2016
16-305
S.G.C.R

Madame Valérie PECRESSE
Présidente
Conseil régional d'Île-de-France
33 rue Barbet de Jouy
75007 Paris

Paris le 15 novembre 2016

QUESTION ECRITE à l'attention de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à propos de la construction d'un lycée à Bagneux (92)

Madame la Présidente,

Le 20 septembre dernier, Mme Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux et M. Robert Daussun, président de LBO France vous adressaient une lettre portant sur le projet « un grand lycée pour Bagneux ».

Alors qu'à l'horizon 2030, 700 lycéen.ne.s supplémentaires sont attendu.e.s à Bagneux du fait de la forte poussée démographique et des nouveaux programmes de logements, l'installation de ce nouveau lycée public d'enseignement général permettrait de répondre aux besoins de la ville la plus jeune du sud des Hauts-de-Seine. Les jeunes des communes limitrophes en bénéficieraient également (Châtillon, Fontenay-aux-Roses, Bourg-la-Reine).

Au-delà, ce projet de lycée s'inscrit dans la transformation du site de la colline des Mathurins, où 16 hectares viennent d'être libérés par le départ de la Direction générale de l'armement, en avril dernier. Un nouveau quartier y est prévu, accueillant 6000 nouveaux habitants et 4000 emplois. La perspective d'un cluster éducatif, intégré dans la vallée scientifique de la Bièvre, pourrait être étudiée par notre collectivité, en lien avec les collectivités concernées. Dans ce contexte, la ville et LBO peuvent mettre gratuitement à la disposition de la Région une emprise d'un hectare pour y implanter le lycée.

Le 29 mars dernier à l'issue d'une rencontre Mme Evren, Vice-Présidente chargée de l'Education et de la Culture, la qualité du projet et son intérêt en faveur de la mixité sociale et de la réduction des inégalités sociales, scolaires et territoriales ont été reconnus.

Conseil régional
57, rue de Babylone – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance
Conseil régional

Mme Amiable et M. Daussun seraient heureux de pouvoir vous présenter l'ensemble du projet, et sollicitent donc une rencontre avec vous dès que possible.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes respectueuses salutations.

Céline MALAISE
Présidente de groupe

Conseil régional
57, rue de Babylone – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance

Réponse de madame Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Ile de France

A la question écrite de madame Céline Malaisé, présidente du groupe front de gauche, concernant la construction d'un lycée à Bagneux (92)

Suite à votre question écrite du 25 novembre, vous trouverez ci-après les éléments de réponse concernant la construction d'un lycée neuf à Bagneux

Notre région fait face à une poussée démographique et à une demande d'accueil plus important d'élèves en seconde générale qui n'avaient pas été correctement estimées dans le PPI 2012-2022.

Ainsi, je vous rappelle que, le 19 mai dernier, le conseil régional a voté les principes de la révision du programme prévisionnel d'investissement (PPI) qui sera présenté à l'assemblée régionale en début d'année prochaine. Celui-ci a pour objet de faire face à la réalité des besoins des EPLE, notamment au regard des problématiques de capacités d'accueil liées à la démographie.

Le secteur Sud Hauts-de-Seine a distinctement été identifié comme un secteur en tension. Le besoin en places nouvelles dicte la construction d'un nouveau lycée.
C'est pourquoi, nous étudions toutes les opportunités foncières qui existent sur ce territoire.

Dans le cadre de la finalisation du PPI, les maires, dans les territoires concernés par cette pression démographique, seront officiellement sollicités pour soumettre une proposition foncière.
C'est dans ce contexte que sera examiné le projet porté par la ville de Bagneux.

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 04/01/2017

SGCR/EA/ET/N°17-002

Mme Céline MALAISÉ
Présidente du groupe FdG
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Madame la présidente,

Vous m'avez posé une question écrite concernant la construction d'un lycée à Bagneux (92).

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Madame la présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

îledeFrance
Conseil régional

Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français, Parti de gauche,
Ensemble et République & Socialisme

ARRIVÉ
13. DEC. 2016
16-318
S.G.C.R

Madame Valérie PECRESSE
Présidente
Conseil régional d'Île-de-France
33 rue Barbet de Jouy
75007 Paris

Paris, le 12 décembre 2016

QUESTION ECRITE à l'attention de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à propos des lycéens sans hébergement à Saint-Ouen.

Madame la Présidente,

Depuis novembre 2016, six jeunes scolarisé.e.s au Lycée Auguste Blanqui de Saint-Ouen se retrouvent sans hébergement. Ce sont quatre lycéennes et deux lycéens qui depuis des semaines dorment dans une voiture ou sous un abri-bus... Leurs familles ont contacté le SAMU social, la municipalité de Saint-Ouen mais aussi la Région Île-de-France, sans que cela aboutisse à une solution pérenne.

Selon le communiqué de leurs enseignants, qui font preuve d'une solidarité à toute épreuve : « *Ces élèves sont tous sérieux, motivés et obtiennent de bons résultats pour certains (...) Dignement, ils font face à la précarité* ». Il est maintenant vital que les pouvoirs publics prennent le relais de l'entraide individuelle, pour trouver à ces jeunes une solution de long terme et viable pour leurs familles.

Ces événements ont lieu à Saint-Ouen, futur ville siège de notre Région. Madame la Présidente, comment comptez-vous agir pour proposer une solution de logement pérenne à ces six lycéens et leurs familles ?

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes respectueuses salutations.

Céline MALAISE
Présidente de groupe

Conseil régional
57, rue de Babylone – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite Madame Céline Malaisé, présidente du groupe front de gauche, concernant la construction d'un lycée à Bagneux (92)

J'ai le plaisir de vous informer qu'à la suite de l'intervention de la région auprès des services de la préfecture de Seine-Saint-Denis, les situations de ces six élèves ont pu être prises en charge.
Chacun de ces élèves relevant de situations de nature différente, il m'appartient de vous les exposer individuellement.

L'une d'entre elles s'est vue délivrer une carte de séjour le 08/12/2016 par les services de la sous-préfecture de Sarcelles. En revanche, et en dépit de multiples relances de la part du service intégré d'accueil et d'orientions pour les mal-logés, la famille n'a jamais donné suite aux différentes orientations proposées par nos services.

Une fratrie de deux garçons est actuellement suivie par le service jeunesse de la ville de Saint-Ouen mais n'a plus répondu aux services municipaux depuis la fin du mois de décembre.

Une quatrième élève pourra faire l'objet d'un travail plus approfondi vers une solution de relogement dès lors que les services disposeront de tous les éléments nécessaires.

Enfin et s'agissant de la dernière fratrie, la prise en charge par les services du 115 reste le seul dispositif possible compte tenu de l'irrégularité de leur situation administrative.

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 7 mars 2017

SGCR/DB/ET/N°17-058

Mme Céline MALAISÉ
Présidente du groupe FdG
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Madame la présidente,

Vous m'avez posé une question écrite concernant des lycéens sans hébergement à Saint-Ouen.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Madame la présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance
Conseil régional

Le secrétaire général

Paris, le 24 janvier 2017

Réf : SGCR/DB/ET

Mme Magali LAMIR
Directrice de cabinet

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Réponse à la question écrite de Monsieur Taylan COSKUN, conseiller régional d'Ile-de-France du groupe Front de Gauche, concernant l'obtention d'un commissariat de plein exercice.	1	

06/03/2017 MN
SIGNATURE DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL

A compter

03/03

10/03/2017

RETOUR AU SGCR
(poste 69.66)

CONSEIL RÉGIONAL IDF
COURRIER ARRIVÉ
24 JAN. 2017
Secrétariat de la Directrice de Cabinet
de la Présidente V. PÉCRESSE

CONSEIL RÉGIONAL IDF
COURRIER ARRIVÉ
21 FEV. 2017
MN
tariat de la Directrice de Cabinet
la Présidente V. PÉCRESSE

Conseil régional
57, rue de Babylone – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 69 60 – Fax : 01 53 85 69 69
www.iledefrance.fr – courriel : eric.arnaud@iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

île de France

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite Monsieur Taylan COSKUN, conseiller régional d'Ile-de-France du groupe Front de Gauche, concernant l'obtention d'un commissariat de plein exercice porte de Bagnolet.

Par une question écrite du 15 décembre 2016, vous me demandez quelles initiatives le Conseil régional compte prendre pour obtenir la création d'un commissariat de plein exercice porte de Bagnolet, à la fois zone hôtelière et gare d'autocars internationaux.

Pour lutter contre la délinquance et la criminalité, la région a souhaité agir pour améliorer la sécurité des Franciliens en adoptant en 2016 un « Bouclier de Sécurité ». Depuis le 1er janvier 2017, une convention a été signée avec l'Etat. Cette convention quinquennale avec l'Etat permet une participation plus large de la région sur les différents projets en passant le niveau des subventions régionales de 20% à 40%, voire 50% en ZSP. Par ailleurs, en dehors de l'immobilier de la Police et de la Gendarmerie, elle permet notamment de subventionner l'équipement de la Police Régionale des Transports et de mener des actions de sécurisation pour les touristes.

La Région n'a pas compétence pour décider de l'implantation des forces de sécurité de l'Etat. Cette décision relève des prérogatives du ministère de l'Intérieur, notamment au regard de la réalité de la situation des territoires observée par ses services.

Dans le cadre du partenariat entre la Région de l'Etat, et en particulier de la convention relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Ile-de-France, adoptée par délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016, la Région établit un dialogue régulier avec la préfecture de police de Paris, compétente pour la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (Paris et départements de la petite couronne) depuis le décret n° 2009-898 du 24 juillet 2009.

Je vous informe que je vais demander aux services de la région de faire part de votre demande à la préfecture de police.

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 24 janvier 2017

SGCR/DB/ET/N° 17-024

M. Frederic PECHENARD
Vice-président en charge
de la sécurité

Monsieur le Vice-président,

Monsieur Taylan COSKUN, conseiller régional d'Ile-de-France du groupe Front de Gauche, m'a posé une question écrite concernant l'obtention d'un commissariat de plein exercice porte de Bagnolet.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-président, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 24 janvier 2017

SGCR/DB/ET/N° 17-022

Monsieur David BONNEAU
Directeur général des services
35 boulevard des Invalides
75007 PARIS

Monsieur le Directeur général, Cher David,

Monsieur Taylan COSKUN, conseiller régional d'Ile-de-France du groupe Front de Gauche, m'a posé une question écrite concernant l'obtention d'un commissariat de plein exercice porte de Bagnolet.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes salutations distinguées.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance
Conseil régional

La présidente

Paris, le 24/01/2017

SGCR/DB/ET/N°17-023

Monsieur Taylan COSKUN
Conseiller régional
Groupe FdG
57 rue de Babylone
75007 PARIS

Monsieur le conseiller régional,

Vous m'avez posé une question écrite concernant l'obtention d'un commissariat de plein exercice porte de Bagnolet.

Vous trouverez, ci-jointe, la réponse qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le conseiller régional, l'expression de mes salutations distinguées.

Bien cordialement

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 01 FEV. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le 01 FEV. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 001 du 1e février 2017

Approbation de l'avenant n°1 au marché n°5306 d'amenée des fluides à Sainte Assise et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16,

VU l'ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

VU le décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

VU le Budget général de l'Agence des espaces verts,

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n°1 au marché d'amenée des fluides à Ste-Assise (n° 5306).

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n°1 ci-annexé.

Article 3 L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché qui est augmenté de 232 085,30 € HT à 261 431,34 € HT, soit une augmentation de **12,64%.**

Article 4 Les dépenses afférentes à la conclusion de cet avenant sont imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	9
Votes POUR	8+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

MARCHÉS PUBLICS

Travaux d'amenée des fluides à Sainte Assise (77)

AVENANT N°1

A - Identification de l'acheteur public

Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France
Cité régionale de l'environnement
90-92 avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN
Tél. : 01 83 65 38 00

B - Identification du titulaire du marché public.

EUROVIA
ZAEC de l'Ormeau
32 rue Jean Rostand
77382 COMBS LA VILLE Cedex
Tél : 01 60 34 50 50
senart@eurovia.com
SIRET : 420 948 226 00014

C - Objet du marché public.

- Objet du marché public:

Marché n°5306 - Travaux d'amenée des fluides à Sainte Assise (77)

- Date de la notification du marché public: 04/11/2016
- Durée d'exécution du marché public: 6 mois à compter de l'OS de démarrage.
- Montants du marché public :
  - Tranche ferme + Tranche optionnelle 1 : 232 085,30 € HT soit 278 502,36 € TTC

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

1) D'intégrer les plus-values suite à la modification du projet de réseau de distribution d'eau potable à la demande du concessionnaire
2) D'introduire des prix nouveaux
3) D'intégrer les moins-values au marché

1) Intégrer les plus-values au marché :

Dans le cadre de la conception du projet établi par le BET OGI, le réseau de distribution pour l'alimentation du bâtiment et de la défense Incendie, était assurée à partir d'une seule conduite de ø 100.
Lors de la réunion de préparation du chantier, le concessionnaire nous a informés que le projet initial n'était réglementairement parlant, pas conforme.
La distribution devra être réalisée en réseau séparé :

- 1 pour la défense Incendie
- 1 pour l'alimentation de bâtiment

Les études hydrauliques effectuées par le concessionnaire ont permis de dimensionner les nouveaux réseaux.

Les travaux supplémentaires représentent les montants suivants :

- Prix 2.2.3 : Fouilles en tranchée sous accotement pour réseau AEP linéaire 1B
  Largeur supplémentaire 0.10 m prof 1.20m, mise en merlon en bord de tranchée et remblaiement par couche de 30cm et compactage.
  52,8 M3 x 83,80 € HT = 4 424,64 € HT
- Prix 2.2.5 : Fouilles en tranchée commune sous accotement pour réseau AEP linéaire 2
  2 largeurs supplémentaires 10 cm sur 1.20 m de profondeur
  56,4 M3 x 51,00 € HT= 2 876,40 € HT

Montant de la plus-value :7 301,04 € HT

2) Introduire les prix nouveaux :

Référence du Prix Nouveau	Description des travaux	Unité	Prix en € H.T.	Quantité	Total
PN 1	Fourniture et pose de conduite PEHD DN 200 mm en tranchée ouverte	ML	35,10	960	33 696,00
PN 2	Fourniture et pose de l'ensemble des té/raccord/coude DN 200/200, 200/50 nécessaires	F	2 550,00	1	2 550,00
PN 3	Raccordement complémentaire DN 50 sur conduite existante DN 200 mm	F	2 560,00	1	2 560,00
PN 4	Fourniture et pose de conduite PEHD DN 50 mm en tranchée ouverte	ML	14,50	890	12 905,00
TOTAL					**51 711,00**

3) **Intégrer les moins-values au marché :**

- Prix 2.1.2 : Plan de retrait spécifique aux enrobés amiantés, démolition selon les normes en vigueur et mise en décharge spécialisée
  - **2 x 2680,00€ HT = 5 360,00 € HT**

- Prix 2.2.14 : Franchissement de réseau enterrés sous passage busé (dépose passage busé, surprofondeurs de terrassement, maçonnerie / génie civil et repose passage buse)
  - **1 x 563,00 € HT = 563,00 € HT**

- Prix 2.2.15 : Transplantation avec mise en jauge temporaire y compris arrosage d'espèces patrimoniales selon recommandations du CCTP
  - **20 x 33,10 € HT =662,00 € HT**

- Prix 2.3.1 : Percement et reprises de maçonnerie pour passage réseau sur fondation de mur maçonné (mur de clôture ou du bâti)
  - **1 x 1690,00 € HT = 1 690,00 € HT**

- Prix 3.3.2 : Fourniture et pose de conduite PEHD DN 65 mm en tranchée ouverte
  - **70 x 15,50 € HT = 1 085,00 € HT**

- Prix 3.3.3 : Fourniture et pose de conduite PEHD DN 100 mm en tranchée ouverte
  - **960 x 19,60 € HT = 18 816,00 € HT**

- Prix 3.3.5 : Fourniture et pose de l'ensemble des té/ raccord/ coude DN 200/100, 100/100, 100/65 nécessaire
  - **1 x 1490,00 € HT = 1 490,00 € HT**

Montant de la moins-value : 29 666,00 € HT

■ Incidence financière de l'avenant 1 :

Cet avenant a une incidence financière sur le montant initial du marché public (tranche ferme + tranche optionnelle 1).

Montant de l'avenant n°1 :

Montant en € HT : (7301,04 + 51 711 – 29 666) soit **29 346,04**

Pourcentage d'écart introduit par rapport au montant initial du marché: **12,64 %**

Nouveau montant du marché public après l'avenant n°1 : **261 431,34 € HT** soit 313 717,61 € TTC.

E - Signature du titulaire du marché.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'acheteur public.

A : Pantin , le

Signature

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ....., le
Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 01 FEV. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 01 FEV. 2017
La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N°17-002 du 1er février 2017

Approbation de la convention relative à la prise en charge, des frais d'entretien des espaces naturels régionaux du Bout du Monde avec la commune d'Aubergenville et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention, ci-annexée, relative à la prise en charge des frais d'entretien des espaces naturels régionaux du Bout du Monde par la commune d'Aubergenville.

Article 2 Habilite la présidente à signer cette convention.

Article 3 Les recettes afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	9
Votes POUR..... :	8+1
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

CONVENTION FINANCIÈRE RELATIVE À LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE D'AUBERGENVILLE À LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS RÉGIONAUX DU BOUT DU MONDE

ENTRE

La commune d'AUBERGENVILLE dont le siège administratif est sis à l'Hôtel de ville, 1 avenue de la division Leclerc - 78410 Aubergenville, représentée par son Sénateur-Maire Mme Sophie PRIMAS en exercice agissant au nom et pour le compte de la commune, dûment habilitée par délibération de son conseil municipal du 10 novembre 2016.

Ci-après dénommée la « Commune »,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, dont le siège administratif est sis 92B Avenue du Général Leclerc, 93500 Pantin, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 alinéa 3 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales, représentée par Anne CABRIT, sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° du .

Ci-après dénommée l' « AEV »,

PREAMBULE

L'AEV intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Île-de-France.

Le conseil régional d'Île-de-France subordonne les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linéaires pour y aménager une coulée verte, etc.) à la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les collectivités territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978.

Cette demande de contribution financière est motivée par la fréquentation principalement locale de ces sites (attestée, entre autres, par l'enquête de « La fréquentation des forêts publiques d'Île-de-France » réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) et publiée en 2000).

La Commune s'est engagée dans la préservation de ses espaces naturels sur son territoire notamment par la démarche "zéro phyto".

Les 54 hectares sis à Aubergenville et visés dans cette convention font partie d'un ensemble plus vaste de parcelles, propriété de la Région, dans le périmètre régional d'intervention foncière (PRIF) du Bout du Monde, gérées par l'AEV et ouvertes à la fréquentation du public d'intérêt environnemental notamment par la présence de l'étang du Giboin, de la Mauldre et de ses annexes, soit une surface totale de 102 ha répartis comme suit :

Propriétés régionales	PRIF du Bout du Monde			Autres propriétés hors PRIF
Communes	Aubergenville	Épône	Gargenville	-
Surf. (ha) *	54	47	13	-

* surfaces de bois ou espaces naturels acquis et gérés par l'AEV au 31/12/2015

Ne sont pas visées dans la présente convention :

- les parcelles agricoles acquises par la Région mais gérées par bail rural,

- les parcelles boisées acquises par la Région mais pas encore ouvertes au public à la date de signature de la convention.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par la Commune, des frais de fonctionnement liés à l'entretien de 54 ha hectares régionaux inclus dans le PRIF du Bout du Monde et gérés par l'AEV.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet au 1er janvier 2017 et s'achèvera au 31 décembre 2019. A son terme, elle pourra être prorogée pour la même durée par reconduction expresse, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par une lettre adressée dans un délai de trois mois avant la fin de la présente convention (soit avant le 30 septembre 2019), incluant les éventuelles modifications apportées par avenant (voir article 7 ci-après).

ARTICLE 3 : DEPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement recouvrent :

- les travaux d'entretien divers liés aux espaces naturels et/ou à l'ouverture au public,
- la surveillance des sites ;

Ils donnent lieu à un bilan annuel (voir article 5 ci-après).

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 - Participation financière de la Commune

La participation financière annuelle de la Commune s'établit à 4.200€ (quatre mille deux cent euros).

4.2 - Modalités de versement de la participation

La Commune procèdera au mandatement de la participation annuelle en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV.

Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Comptable public responsable de la Trésorerie de Paris - Établissements Publics Locaux, comptable assignataire de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, BDF 30001/00064/C7510000000

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion des sites. En tant que gestionnaire des sites, elle pourra confier la gestion courante du site à un ou des tiers par la conclusion de marchés publics de services et de travaux.

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède, ou fait donc procéder, aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site ;

L'AEV définit le programme d'entretien et de surveillance. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le Service « Aménagement et Gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service, et réalisés par le prestataire retenu dans le cadre de la réglementation relative aux marchés publics.

L'AEV s'engage à remettre annuellement à la Commune, une fiche récapitulative des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes dans le périmètre régional concerné.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de la Commune, en particulier sur les éventuels supports provisoires d'information expliquant des travaux à Aubergenville et, le cas échéant, sur des plaques ou panneaux d'information au public pérennes, à l'occasion de leur installation ou remplacement.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population à des sites naturels et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, la Commune s'engage, sous réserve du vote des crédits par son Conseil municipal, à verser la somme actualisée à hauteur du montant prévu à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.2.

La Commune s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la région Ile-de-France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire.

ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.

En particulier, en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles à Aubergenville ayant vocation à relever de la présente convention, un avenant permettra de rectifier les périmètres et les surfaces considérées ainsi que les montants correspondants.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.

L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des mureaux, sis 53 avenue paul Raoult 78130 LES MUREAUX, RIB n° 3000100866E783000000035.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE DES DEPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que la Commune souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 10 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal administratif de Versailles.

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le

Pour la Commune d'Aubergenville	Pour l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France
Sophie PRIMAS	Anne CABRIT
Maire	Présidente
Sénateur des Yvelines	

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 01 FEV. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 01 FEV. 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N°17-003 du 1er février 2017

Approbation de la convention relative à la prise en charge, des frais d'entretien des espaces naturels régionaux du Bout du Monde avec la commune d'Épône et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention, ci-annexée, relative à la prise en charge des frais d'entretien des espaces naturels régionaux du Bout du Monde par la commune d'Épône.

Article 2 Habilite la présidente à signer cette convention.

Article 3 Les recettes afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	9
Votes POUR	8+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION FINANCIERE

RELATIVE A LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE D'EPONE A LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS REGIONAUX DU BOUT DU MONDE

ENTRE

La Commune d'Epône dont le siège administratif est sis à l'Hôtel de Ville, 90 avenue du Professeur Emile Sergent à Epône (78680), représentée par son Maire M. Guy MULLER en exercice agissant au nom et pour le compte de la commune, dûment habilité par délibération de son Conseil Municipal du 8 décembre 2016.

Ci-après dénomme la « Commune »,

Et

L'agence des Espaces Verts de la Région d'Ile de France, dont le siège administratif est sis 92 bis avenue du Général Leclerc à Pantin (93500), établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile de France en vertu des articles L. 4413-2 alinéa 3 et R. 4413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, représentée par son Président en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n° 17-XXX du 1/02/2017.

Ci-après dénommée l' « AEV »,

PREAMBULE

L'AEV intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Ile de France.

Le Conseil Régional d'Ile de France subordonne les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linaires pour y aménager une coulée verte, etc....) à la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les Collectivités Territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978.

Cette demande de contribution financière est motivée par la fréquentation principalement locale de ces sites (attestée, en autres, par l'enquête de « la fréquentation des forêts publiques d'Ile de France » réalisée par le Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC) et publiée en 2000).

La Commune est engagée dans la mise en valeur des espaces de nature sur son territoire. Cette implication se traduit notamment dans le balisage de sentiers de découverte de la nature.

Les 47 hectares sis à Epône et visés dans cette convention font partie d'un ensemble plus vaste de parcelles, propriété de la Région, dans le Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) du Bout du Monde, gérées par l'AEV et ouvertes à la fréquentation du public d'intérêt environnemental

notamment par la présence de l'étang du Giboin, de la Mauldre et de ses annexes, soit une surface totale de 102 ha répartis comme suit :

Propriétés régionales	PRIF du Bout du Monde			Autres propriétés hors PRIF
Communes	Aubergenville	Epône	Gargenville	-
Surf. (ha)*	54	47	13	-

*surfaces de bois ou espaces naturels acquis et gérés par l'AEV au 31/12/2015

Ne sont pas visées dans la présente convention :

- Les parcelles agricoles acquises par la Région mais gérées par bail rural,
- Les parcelles boisées acquises par la Région mais pas encore ouvertes au public à la date de signature de la convention.

Ce ci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par la Commune, des frais de fonctionnement liés à l'entretien de 54 hectares régionaux inclus dans le PRIF du Bout du Monde et gérés par l'AEV.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet au 1er janvier 2017 et s'achèvera au 31 décembre 2019. A son terme, elle pourra être prorogée par la même durée par reconduction expresse, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par une lettre adressée dans un délai de trois mois avant la fin de la présente convention (soit avant le 30 septembre 2019), incluant les éventuelles modifications apportées par avenant (voir art. 7 ci-après).

ARTICLE 3 : DEPENSES CONCERNEES

Les frais de fonctionnement recouvrent :

- Les travaux d'entretien divers liés aux espaces naturels et/ou à l'ouverture au public,
- La surveillance des sites.

Ils donnent lieu à un bilan annuel (voir art. 5 ci-après).

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1- Participation financière de la Commune

La participation financière annuelle de la Commune s'établit à 4 200 € (quatre mille deux cents euros).

4.2- Modalités de versement de la participation

La Commune procèdera au mandatement de la participation annuelle en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV.
Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Comptable Public responsable de la Trésorerie de Paris – Etablissements Publics Locaux, comptable assignataire de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, BDF 3000/00064/C7510000000.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion des sites. En tant que gestionnaire des sites, elle pourra confier la gestion courante du site à un ou des tiers par la conclusion de marchés publics de services et de travaux.

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède, ou fait donc procéder, aux travaux d'aménagement et travaux d'entretien destinés :

- A maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- A assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site ;

L'AEV définit le programme d'entretien et de surveillance. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le Service « Aménagement et Gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service, et réalisés par le prestataire retenu dans le cadre de la réglementation relative aux marchés publics.

L'AEV s'engage à remettre annuellement à la Commune, une fiche récapitulative des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes dans le périmètre régional concerné.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous les moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de la Commune, en particulier sur les éventuels supports provisoires d'information expliquant des travaux à Epône et, le cas échéant, sur des plaques ou panneaux d'information au public pérennes, à l'occasion de leur installation ou remplacement.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population à des sites naturels et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, la Commune s'engage, sous réserve du vote des crédits par son Conseil Municipal, à verser la somme actualisée à hauteur du montant prévue à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.2.

La Commune s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la région Ile de France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire.

ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.

En particulier, en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles à Epône ayant vocation à relever de la présente convention, un avenant permettra de rectifier les périmètres et les surfaces considérées, ainsi que les montants correspondants.

ARTICLE 8 : RESILIATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois.

L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal de la Commune d'Epône, 75 avenue du Professeur Emile Sergent, 78680 Epône, BDF Versailles 30001/00866/D7810000000.

ARTICLE 9 : CONTROLE DES DEPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que la Commune souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 10 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux, le 2 janvier 2017.

Pour la Commune d'Epône,
Le Maire,

Guy MULLER.

Pour l'Agence des Espaces Verts
de la Région IDF,

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 01 FEV. 2017
Transmise au contrôle de légalité, le 01 FEV. 2017

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-004 du 1er février 2017

Approbation d'une convention de partenariat pour le maintien d'une agriculture périurbaine et l'installation d'agriculteurs avec les Jeunes Agriculteurs de Seine-et-Marne.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT l'intérêt de valoriser l'agriculture en Ile-de-France et notamment sur les espaces agricoles gérés par l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de partenariat ci-annexée avec les Jeunes Agriculteurs de Seine-et-Marne.

Article 2 Habilite la Présidente à signer cette convention.

Nombre de votants	9
Votes POUR	8+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA PROTECTION ET LA VALORISATION DE L'AGRICULTURE FRANCILIENNE

Entre les soussignés :

Jeunes Agriculteurs de Seine-et-Marne, syndicat de loi 1884, dont le siège est sis 418 rue Aristide Briand – 77350 Le Mée-sur-Seine, représenté par son Président.

Ci-après, dénommés « JA77»,

D'une part

Et

L'Agence des espaces verts d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 Avenue du Général Leclerc - 93500 Pantin, agissant pour le compte de la Région Île-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 16-121 du 22 novembre 2016

Ci-après dénommée « AEV »,

PREAMBULE :

Dès 1973 (circulaire du 08/02/1973 relative à la politique d'espaces verts), les espaces verts étaient définis comme intégrant les zones d'activités agricoles.
C'est ainsi que le conseil régional d'Ile-de-France a, par délibération du 01/02/1983, décidé de protéger 2 000 ha d'espaces agricoles menacés.
Conformément à la politique régionale en matière d'espaces verts, par délibération du 18/10/1991, le conseil d'administration de l'AEV a délibéré pour la protection des espaces agricoles, confirmant ainsi sa compétence en cette matière.
Cette compétence a été réaffirmée dans la convention entre la Région et l'Agence 2014-2018, laquelle fixe « les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles ».

C'est dans ce cadre, que JA77 et l'AEV, souhaitent travailler ensemble pour la protection et la valorisation de l'agriculture francilienne, et le renouvellement des générations d'agriculteurs en Ile-de-France.

Ces trois partenaires ont constaté :

- leur intérêt commun pour le maintien d'une agriculture francilienne durable et diversifiée,
- leur contribution à l'installation de nouveaux agriculteurs,
- l'intérêt d'informer le grand public sur le rôle joué par l'agriculture,
- la complémentarité de leurs activités dans ces différents domaines.

Pour garantir l'efficacité de leurs actions communes, JA77 et l'AEV se sont rapprochées afin de formaliser leurs relations par la conclusion de la présente convention.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les actions à mener en commun par JA77 et l'AEV afin de favoriser le maintien de l'agriculture périurbaine et l'installation d'agriculteurs en Seine-et-Marne, notamment par l'échange de données et le développement de relations de travail. L'AEV intervient à l'échelle des Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF).

Article 2 - ECHANGES DE DONNEES ET D'INFORMATIONS RECIPROQUES

L'AEV transmettra les informations concernant les propriétés régionales susceptibles de se libérer en Seine-et-Marne suite à des départs à la retraite, sans repreneur, et des agriculteurs locataires qui souhaiteraient rentrer dans une démarche de transmission de leur exploitation, sous réserve de leur accord exprès.
JA77 tiendra l'AEV informée des manifestations agricoles qu'il est susceptible d'organiser sur les Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF) et réciproquement.
L'AEV invitera JA77 à participer aux comités de pilotage des études de territoire menées par l'AEV comportant un volet agricole
JA77 invitera l'AEV à participer au comité de pilotage des études de territoires qu'elle pourrait réaliser sur ou aux abords des PRIF.
JA77 fournira les résultats des études globales menées sur l'installation agricole en Île-de-France.

Pour assurer un bon fonctionnement du partenariat, chacune des parties fournira régulièrement à l'autre partie un organigramme et/ou une liste mis à jour des différents interlocuteurs de son organisation.
L'AEV et JA77 s'informeront mutuellement des personnes référentes sur les projets qu'elles suivent.
L'AEV et JA77 relayeront, autant que possible, à leur réseau de contacts respectifs, les activités ou événements qu'ils organisent (calendrier des animations nature, colloque, inauguration, etc...).

Article 3 - INSTALLATION D'AGRICULTEURS

JA77 fournira à l'AEV, avec l'accord des porteurs de projet identifiés et concernés, les informations concernant les installations d'agriculteurs au sein des PRIF (contact, type de production, mode de commercialisation, surface par type de production...), et réciproquement.
L'AEV et JA77 se transmettront réciproquement, avec l'accord des porteurs de projet concernés, les contacts de porteurs de projets qui recherchent du foncier pour s'installer en Île-de-France.
L'AEV transmettra à JA77 les pistes d'acquisition de parcelles agricoles potentiellement disponibles pour une installation en Seine-et-Marne et dont elle aurait connaissance.
En cas d'appel à candidatures, l'AEV s'engage à laisser la priorité à l'acquisition du foncier agricole par le futur exploitant (ou l'exploitant en place dont la structure est à conforter) s'il le souhaite.
L'AEV, lorsqu'elle rencontre des porteurs de projets potentiels, transmettra systématiquement les coordonnées du « Point Accueil Installation[1] » si le porteur de projet n'est pas déjà en contact avec ces derniers.

[1] Le Point Accueil Installation est le guichet unique pour tous les porteurs de projet en agriculture. C'est un lieu ressource où un conseiller accueille, informe et oriente tous les candidats à l'installation.

JA77 communiquera en réunion PAI sur l'existence et la mission de préservation de l'agriculture périurbaine de l'AEV. Dans cette optique, l'AEV fournira au PAI tout support d'information disponible pouvant concerner les porteurs de projet.

JA77 et l'AEV pourront si besoin, analyser conjointement les candidatures des porteurs de projets formulant le souhait de s'installer en Seine-et-Marne sur des terres appartenant à la Région Île-de-France et gérées par l'AEV.
La priorité sera donnée dans la mesure du possible aux candidats ayant suivi un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) et dont l'étude économique répond aux critères d'éligibilité des aides nationales (entre 1 SMIC et 3,5 SMIC au terme des 4 premières années)
JA77 pourra proposer à l'AEV des noms d'interlocuteurs de son réseau qui pourraient donner un avis sur la pertinence technico-économique des projets des candidats.

Lorsqu'une terre agricole en propriété régionale en Seine-et-Marne est soumise à intermédiation locative via la SAFER IDF :

- l'AEV s'engage à prioriser des projets d'installation d'agriculteurs, selon les mêmes critères qu'énoncé ci-dessus (PPP et critères économiques d'éligibilité aux aides),
- JA77 s'engage à sensibiliser ses représentants qui siègent en comité technique SAFER afin qu'ils se positionnent en faveur d'un soutien en priorité aux projets d'installation, et dans un second temps aux projets de confortement de petites structures[2] pour les installés de moins de cinq ans,
- JA77 et l'AEV échangeront en amont des comités techniques SAFER sur les candidatures reçues et celles qui paraissent les plus pertinentes.

Article 4 - FORMATION ET SENSIBILISATION

JA77 pourra mener, à la demande de l'AEV, des actions de sensibilisation et de formation auprès d'élus et/ou d'agents de l'AEV.

L'AEV pourra intervenir, à la demande de JA77, auprès des administrateurs de et JA77, de ses employés, ou de porteurs de projets d'agriculteurs pour expliquer son rôle et ses missions.

Article 5 - ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS LOCATAIRES DE PROPRIETES REGIONALES

JA77 pourra accompagner dans leur démarche les agriculteurs qui s'installent sur les propriétés régionales, sous réserve de leur accord exprès. Ils tiendront informée l'AEV de l'avancée des projets des agriculteurs installés et des éventuelles difficultés rencontrées.

Article 6 - MODALITES FINANCIERES

La présente convention de partenariat est conclue à titre gratuit.

[2] On considère comme petites structures les exploitations agricoles cultivant une surface inférieure aux seuils de contrôle de surface pour le passage en CDOA.

Article 7 – THEMES DE TRAVAIL EN COMMUN

L'AEV et JA77 pourront mettre en place des groupes de travail thématiques sur des sujets de réflexion communs (ex. : la transmission d'exploitations à des agriculteurs souhaitant s'installer, la gestion des déchets ou la gestion de la faune et de la flore...).

Article 8 - COMMUNICATION

L'AEV et JA77 pourront mener des actions de communication en commun pour sensibiliser les Franciliens aux enjeux de l'agriculture en Ile-de-France.
L'AEV disposera chaque année d'un stand dédié lors du Festival de la Terre organisé par les Jeunes Agriculteurs, hors village OPA, au tarif des exposants extérieurs.

Chacune des parties mentionnera l'autre dans toute communication portant sur la présente convention, en intégrant notamment son logo dans tous les documents promotionnels.
Cet engagement vaut pour toute diffusion ou communication écrite.

Article 9 - SUIVI DE LA CONVENTION

En vue de faciliter l'application de la présente convention, un comité de pilotage, composé de représentants de l'AEV et de JA77 (à minima un par structure), se réunira une fois par an.

Ce comité aura pour mission de faire le point sur la mise en œuvre de la convention.

Article 10 - DUREE / RESILIATION

10.1. Durée – renouvellement

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature. Cette convention pourra être renouvelée par tacite reconduction pour la même durée.
En cas de non-renouvellement, **la partie qui ne souhaite pas renouveler** devra respecter un préavis de 3 mois avant la date d'échéance.

10.2. Résiliation

La convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties en invoquant préalablement d'un juste motif. La décision devra être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception à l'autre partie, dans un délai de 3 mois avant la date prévue de résiliation.

À la demande expresse et motivée de l'une ou l'autre des parties, la présente convention peut également être résiliée pour la période considérée en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les parties à la présente convention sont tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

Article 11 - DISPOSITIONS FINALES

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Fait à Pantin,

Le.....

En deux exemplaires originaux, comprenant 6 pages recto.

Le Président de Jeunes Agriculteurs de Seine-et-Marne

Mathieu BEAUDOIN

La Présidente de l'Agence des Espaces Verts Région Ile de France

Anne CABRIT

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 01 FEV. 2017
Transmise au contrôle de légalité, le 01 FEV. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-005 du 1er février 2017

Approbation d'une convention de partenariat pour le maintien d'une agriculture périurbaine et l'installation d'agriculteurs avec les Jeunes Agriculteurs d'Ile-de-France Ouest.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT l'intérêt de valoriser l'agriculture en Ile-de-France et notamment sur les espaces agricoles gérés par l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de partenariat ci-annexée avec les Jeunes Agriculteurs d'Ile-de-France Ouest.

Article 2 Habilite la Présidente à signer cette convention.

Article 3 Les crédits correspondants seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	9
Votes POUR	8+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE MAINTIEN D'UNE AGRICULTURE PERIURBAINE ET L'INSTALLATION D'AGRICULTEURS

ENTRE

Agence des Espaces Verts Région Ile de France

sise Cité régionale de l'environnement 90-92 avenue du général Leclerc 93500 PANTIN
Représentée par sa Présidente, en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-005 du 1e février 2017
Désigné ci-après **AEV,**

d'une part,

ET

Les Jeunes Agriculteurs d'Ile de France Ouest
sis 2, avenue Jeanne d'Arc – 78153 Le Chesnay Cedex
représenté par son Président, **Monsieur Frédéric Arnoult**
désigné ci-après **JA IDFO,**

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les Jeunes Agriculteurs d'Ile de France Ouest, est un syndicat Loi 1884 créé en 1958. Les JA ont pour vocation de défendre les intérêts des jeunes agriculteurs. Ils interpellent les parlementaires, les pouvoirs publics et les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) pour mettre en avant les revendications des jeunes agriculteurs. Outre cet aspect purement syndical, les JA tiennent une grande place dans le développement agricole. En effet, par leurs actions de formation, de communication, leurs groupes de réflexion, ils contribuent activement à la dynamique du monde rural.

Dès 1973 (circulaire du 08/02/1973 relative à la politique d'espaces verts), les espaces verts étaient définis comme intégrant les zones d'activités agricoles.
C'est ainsi que le conseil régional d'Ile-de-France a, par délibération du 01/02/1983, décidé de protéger 2 000 ha d'espaces agricoles menacés.
Conformément à la politique régionale en matière d'espaces verts, par délibération du 18/10/1991, le conseil d'administration de l'AEV a délibéré pour la protection des espaces agricoles, confirmant ainsi sa compétence en cette matière.

Cette compétence a été réaffirmée dans la convention entre la Région et l'Agence 2014-2018, laquelle fixe « les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles ».

JA IDFO et l'AEV ont constaté :

- leur intérêt commun pour le maintien d'une agriculture périurbaine et le renouvellement des générations en agriculture,
- leur contribution à l'installation de nouveaux agriculteurs,
- l'intérêt d'informer le grand public sur le rôle joué par l'agriculture,
- la complémentarité de leurs activités dans ces différents domaines.

Pour garantir l'efficacité de leurs actions communes, JA IDFO et l'AEV se sont rapprochées afin de formaliser leurs relations par la conclusion de la présente convention.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de **l'AEV** et de **Jeunes Agriculteurs Ile-de-France Ouest** afin de favoriser le maintien d'une agriculture périurbaine et l'installation d'agriculteurs, notamment par l'échange de données et le développement de relations de travail.

ARTICLE 2 : ECHANGES D'INFORMATIONS RECIPROQUES

JA IDFO tiendra l'AEV informée des manifestations agricoles susceptibles d'être organisées sur les Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF) et réciproquement.
L'AEV invitera JA IDFO à participer aux comités de pilotage des études de territoire menées par l'AEV comportant un volet agricole.
JA IDFO invitera l'AEV à participer aux Assemblées générales organisées chaque année.

Pour garantir un bon fonctionnement du partenariat, chacune des parties fournira régulièrement à l'autre partie un organigramme mis à jour des différents interlocuteurs de son organisation.
L'AEV et JA IDFO s'informeront mutuellement des personnes référentes sur les projets qu'ils suivent.
L'AEV et JA IDFO relayeront, autant que possible, à leur réseau, les activités ou évènements qu'ils organisent (colloque, inauguration, etc...)

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS SUR L'INSTALLATION EN AGRICULTURE

L'AEV et JA IDFO pourront si besoin, analyser conjointement les candidatures des porteurs de projet formulant le souhait de s'installer sur des terres appartenant à la Région Ile de France et gérées par l'AEV.
JA IDFO pourra proposer à l'AEV des noms d'interlocuteurs de son réseau qui pourraient donner un avis sur la pertinence technico-économique des projets des candidats.

Lorsqu'une terre agricole en propriété régionale est soumise à intermédiation locative via la SAFER d'Ile de France :
- l'AEV s'engage à prioriser des projets d'installation en agriculture,
- JA IDFO s'engage à sensibiliser ses représentants qui siègent en comité technique SAFER afin qu'ils se positionnent en faveur des projets d'installation,
- JA IDFO et l'AEV échangeront en amont des comités techniques SAFER sur les candidatures reçues et celles qui paraissent les plus pertinentes.

ARTICLE 4 - FORMATION ET SENSIBILISATION

JA IDFO pourra mener, à la demande de l'AEV, des actions de sensibilisation et de formation auprès des élus et/ou d'agents de l'AEV.
JA IDFO pourra organiser annuellement, une matinée de ramassage des déchets en partenariat avec l'AEV.
L'AEV pourra intervenir, à la demande de JAIDFO, auprès des administrateurs de JAIDFO et de ses employés, ou de porteurs de projets en agriculture, pour expliquer son rôle et ses missions.

ARTICLE 5 - ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS LOCATAIRES DE PROPRIETES REGIONALES

JA IDFO pourra accompagner dans leurs démarches les agriculteurs qui s'installent sur les propriétés régionales, sous réserve de leur accord. Il tiendra informée l'AEV de l'avancée des projets des agriculteurs installés et des éventuelles difficultés rencontrées.

ARTICLE 6- THEMES DE TRAVAIL COMMUNS

L'AEV et JAIDFO pourront mettre en place des groupes de travail thématiques sur des sujets de réflexion communs (transmission d'exploitations, gestion des déchets, gestion de la faune et de la flore, ...)

ARTICLE 7- COMMUNICATION

L'AEV et JAIDFO pourront mener des actions de communication en commun pour sensibiliser les Franciliens aux enjeux de l'agriculture en Ile de France.
L'AEV disposera chaque année d'un stand dédié lors du Festival de la Terre organisé par JAIDFO.
JA IDFO pourra, sur demande de l'AEV, rechercher auprès de ses adhérents des champs disponibles pour l'installation de panneaux de communication commune AEV – JA IDFO sur la prévention et la gestion de déchets.
Chacune des parties mentionnera l'autre dans toute communication portant sur la présente convention, en intégrant notamment son logo dans tous les documents promotionnels. Cet engagement vaut pour toute diffusion ou communication écrite.

ARTICLE 8 - MODALITES FINANCIERES

La présente convention de partenariat est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 9 - SUIVI DE LA CONVENTION

En vue de faciliter l'application de la présente convention, un comité de pilotage, composé de représentants de l'AEV et de JA IDFO se réunira une fois par an.
Ce comité aura pour mission de faire le point sur la mise en œuvre de la convention.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de sa signature. Cette convention pourra être renouvelée par tacite reconduction pour la même durée. En cas de non-renouvellement, la partie qui ne souhaite pas renouveler devra respecter un préavis de 3 mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 12 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties en justifiant préalablement d'un juste motif, par courrier adressé en recommandé avec accusé de réception à toutes les parties dans un délai de 3 mois avant la date prévue de résiliation.

À la demande expresse et motivée de l'une ou l'autre des parties, la présente convention pourra également être résiliée pour la période considérée en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les parties à la présente convention sont tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

Fait à .....
le

en deux exemplaires originaux

Le Président de JA IDFO	**La Présidente de l'Agence des Espaces Verts Région Ile de France**
Frédéric Arnoult	**Anne Cabrit**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 01 FEV. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 01 FEV. 2017 :

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-006 du 1er février 2017

Approbation d'une convention de partenariat avec « le Point Accueil Installation d'Ile-de-France ».

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT l'intérêt de valoriser l'agriculture en Ile-de-France et notamment sur les espaces agricoles gérés par l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de partenariat ci-annexée avec « le Point Accueil Installation d'Ile-de-France ».

Article 2 Habilite la Présidente à signer cette convention.

Nombre de votants	9
Votes POUR	8+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

Agence des Espaces Verts Région Ile de France

Sise Cité régionale de l'environnement - 90-92 avenue du général Leclerc 93500 PANTIN
Représentée par sa Présidente, en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 17-006 du 1e février 2017
Désignée ci-après **AEV,**

d'une part,

ET

LE POINT ACCUEIL INSTALLATION D'ILE-DE-FRANCE

sis 2, avenue Jeanne d'Arc – 78153 Le Chesnay Cedex
représenté par son Président, **Monsieur Frédéric Arnoult**
désigné ci-après **PAI IDF,**

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La PAI IDF, est une association « Loi 1901 » créée en 1998. Son objet est de « faciliter l'accès à une grande diversité de profils de futurs agriculteurs afin d'assurer le renouvellement des générations d'agriculteurs, facteur essentiel pour répondre aux nombreux défis de l'agriculture d'aujourd'hui et de demain. Afin de garantir à tous une information de qualité et impartiale sur les différentes étapes conduisant à l'installation, il apporte un service à tous les candidats à l'installation. Il est donc ouvert à tous les porteurs de projet en agriculture, qu'ils soient demandeurs ou non des aides de l'Etat et des collectivités ».

Dès 1973 (circulaire du 08/02/1973 relative à la politique d'espaces verts), les espaces verts étaient définis comme intégrant les zones d'activités agricoles.
C'est ainsi que le conseil régional d'Ile-de-France a, par délibération du 01/02/1983, décidé de protéger 2 000 ha d'espaces agricoles menacés.
Conformément à la politique régionale en matière d'espaces verts, par délibération du 18/10/1991, le conseil d'administration de l'AEV a délibéré pour la protection des espaces agricoles, confirmant ainsi sa compétence en cette matière.

Cette compétence a été réaffirmée dans la convention entre la Région et l'Agence 2014-2018, laquelle fixe « les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles ».

La PAI IDF et l'Agence ont constaté :

- leur intérêt commun pour l'amélioration de l'accueil et de l'accompagnement des porteurs de projets en agriculture,
- leur contribution à l'installation de nouveaux agriculteurs,
- l'intérêt d'informer le grand public sur le rôle joué par l'agriculture,
- la complémentarité de leurs activités dans ces différents domaines.

Pour garantir l'efficacité de leurs actions communes, le PAI IDF et l'AEV se sont rapprochées afin de formaliser leurs relations par la conclusion de la présente convention.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de **l'AEV** et du **PAI IDF**, dans le cadre de la labellisation[1] pour 3 ans du PAI IDF.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE

L'AEV s'engage à fournir les informations et à mettre en place les actions suivantes :

- Mettre à disposition du PAI IDF les informations pouvant être fournies par la structure concernant notamment les actions menées et lui transmettre les supports de communication nécessaires ;
- Informer en temps réel de tout changement apporté aux actions menées,
- Faire part d'éventuelles locations ou mise à disposition de terres agricoles en Ile de France pour que le PAI puisse en faire part aux porteurs de projets ;
- Faire parvenir au PAI les listes éventuelles de porteurs de projets susceptibles de se rendre à l'une des réunions du PAI dans le cadre de son projet d'installation ;
- Transmettre systématiquement les coordonnées du PAI, lorsqu'elle rencontre des porteurs de projet potentiels, si celui-ci n'est pas déjà en contact avec ces derniers.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU PAI IDF

- Mettre à disposition de tous les porteurs de projet les informations et actions menées par le partenaire ;
- Mentionner l'organisme partenaire et décrire ses missions lors de la réunion collective d'information sur l'installation et informer sur ses missions et son rôle sur le territoire,
- Fournir à l'AEV, avec l'accord des porteurs ceux-ci, les contacts des porteurs de projet qui cherchent à s'installer au sein des PRIF ;
- Fournir à l'AEV les résultats des études globales menées sur l'installation agricole en Ile-de-France ;
- Informer les porteurs de projets d'appel à candidatures réalisés par l'AEV pour la mise en location de parcelles agricoles.

Article 4 - MODALITES FINANCIERES

La présente convention de partenariat est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 6 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 21 février 2017 et pour la durée de labellisation du PAI IDF. A l'issue de cette labellisation, la convention pourra être reconduite par tacite reconduction pour une durée de 3 ans.

---

[1] Le PAI IDF est labellisé pour 3 ans par l'État et est ainsi habilité à accompagner l'ensemble des candidats à l'installation. C'est dans ce cadre qu'il peut signer des conventions avec l'ensemble de ses partenaires concernant l'accompagnement des porteurs de projets.

En cas de non-renouvellement à l'issue de la labellisation, la partie qui ne souhaite pas renouveler devra respecter un préavis de 3 mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 7 - RESILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse et motivée de l'une ou l'autre des parties, la présente convention peut être résiliée pour la période considérée en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les parties à la présente convention sont tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

Fait à .....
En deux exemplaires originaux
le

Le Président du PAI IDF

Frédéric Arnoult

La Présidente de l'Agence des Espaces Verts Région Ile de France

Anne Cabrit

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 01 FEV. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 01 FEV. 2017

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-007 du 01 février 2017

Approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N° 16-018 du 31 mars 2016 portant approbation du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N° 16-067 du 22 juin 2016 portant sur la décision modificative N° 1 du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N°16-101 du 18 octobre 2016 portant approbation du budget supplémentaire ;

VU la délibération N° 16-126 du 13 décembre 2016 portant sur la décision modificative N° 3 du budget primitif 2016 ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2012 d'un montant de 74.998,12 € relatives à la DUP de la Butte de Marsinval (Verneuil) ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente à signer les actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

Article 2 Habilite la Présidente à mandater, en vue de leur paiement ou de leur consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1, pour un montant total de 370 € et à mandater les frais d'opérateur foncier liés à cette opération.

Article 3 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	9
Votes POUR ..... :	8+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE 1

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 424 (Verneuil-81) cts GRENIER

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
17/01/14	24/05/16	12/06/16	

Prix total : 370,00 € **Surface : 0 ha 03 a 08 ca** **Prix au m² : 1,20 €**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78440	LES MUREAUX	AL	169	0 ha 03 a 08 ca	3

Total Butte de Marsinval	**0 ha 03 a 08 ca**	**370,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**0 ha 03 a 08 ca**	**370,00 €**	**Nombre de dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**1,20 €**	

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 01 FEV. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 01 FEV. 2017

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-008 du 1er février 2017

Approbation de l'application du régime forestier à des parcelles régionales (espace régional de la butte de Marsinval - Forêt régionale de Verneuil).

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le code forestier et notamment ses articles L. 211-1 et L. 212-1 ;

VU Le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve l'application du régime forestier aux propriétés régionales ci-annexées, dans l'espace régional de la butte de Marsinval (forêt régionale de Verneuil).

Article 2 Habilite la Présidente à faire la demande de soumission auprès des services compétents de l'État.

Nombre de votants ..... :	9
Votes POUR ..... :	8+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote... :	0

Commune	SECTION	N°	Lieu dit	Surface
CHAPET	A	1	Notre Dame des Neiges	5 ha 01 a 40 ca
CHAPET	A	2	Notre Dame des Neiges	0 ha 21 a 10 ca
CHAPET	A	3	Notre Dame des Neiges	11 ha 23 a 05 ca
CHAPET	A	4	Notre Dame des Neiges	2 ha 61 a 75 ca
CHAPET	A	5	Notre Dame des Neiges	0 ha 62 a 45 ca
CHAPET	A	6	Notre Dame des Neiges	4 ha 96 a 35 ca
			Total	**24 ha 66 a 10 ca**

Commune	SECTION	N°	Lieu dit	Surface
LES MUREAUX	AK	74	Les Petits Closeaux	0 ha 05 a 29 ca
LES MUREAUX	AK	75	Les Petits Closeaux	0 ha 08 a 10 ca
LES MUREAUX	AK	76	Les Petits Closeaux	0 ha 08 a 70 ca
LES MUREAUX	AK	78	Les Petits Closeaux	0 ha 36 a 66 ca
LES MUREAUX	AK	79	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 03 ca
LES MUREAUX	AK	87	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 32 ca
LES MUREAUX	AK	88	Les Petits Closeaux	0 ha 03 a 67 ca
LES MUREAUX	AK	89	Les Petits Closeaux	0 ha 03 a 58 ca
LES MUREAUX	AK	93	Les Petits Closeaux	0 ha 09 a 67 ca
LES MUREAUX	AK	94	Les Petits Closeaux	0 ha 20 a 03 ca
LES MUREAUX	AK	95	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 40 ca
LES MUREAUX	AK	96	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 66 ca
LES MUREAUX	AK	102	Les Petits Closeaux	0 ha 03 a 57 ca
LES MUREAUX	AK	103	Les Petits Closeaux	0 ha 08 a 10 ca
LES MUREAUX	AK	106	Les Petits Closeaux	0 ha 03 a 05 ca
LES MUREAUX	AK	107	Les Petits Closeaux	0 ha 36 a 66 ca
LES MUREAUX	AK	108	Les Petits Closeaux	0 ha 03 a 09 ca
LES MUREAUX	AK	110	Les Petits Closeaux	0 ha 10 a 08 ca
LES MUREAUX	AK	111	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 37 ca
LES MUREAUX	AK	112	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 59 ca
LES MUREAUX	AL	20	Les Grands Closeaux	0 ha 17 a 33 ca
LES MUREAUX	AL	21	Les Grands Closeaux	0 ha 15 a 87 ca
LES MUREAUX	AL	22	Les Grands Closeaux	0 ha 15 a 50 ca
LES MUREAUX	AL	23	Les Grands Closeaux	0 ha 14 a 98 ca
LES MUREAUX	AL	25	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 14 ca
LES MUREAUX	AL	26	Les Grands Closeaux	0 ha 04 a 99 ca
LES MUREAUX	AL	27	Les Grands Closeaux	0 ha 02 a 59 ca
LES MUREAUX	AL	28	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 12 ca
LES MUREAUX	AL	34	Les Grands Closeaux	2 ha 69 a 60 ca
LES MUREAUX	AL	35	Les Grands Closeaux	0 ha 73 a 20 ca
LES MUREAUX	AL	36	Les Grands Closeaux	0 ha 09 a 97 ca
LES MUREAUX	AL	38	Les Grands Closeaux	0 ha 05 a 90 ca
LES MUREAUX	AL	39	Les Grands Closeaux	0 ha 10 a 01 ca
LES MUREAUX	AL	40	Les Grands Closeaux	0 ha 13 a 26 ca
LES MUREAUX	AL	41	Les Grands Closeaux	0 ha 13 a 27 ca
LES MUREAUX	AL	42	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 61 ca
LES MUREAUX	AL	43	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 39 ca
LES MUREAUX	AL	44	Les Grands Closeaux	0 ha 05 a 99 ca
LES MUREAUX	AL	45	Les Grands Closeaux	0 ha 13 a 11 ca
LES MUREAUX	AL	46	Les Grands Closeaux	0 ha 10 a 70 ca

LES MUREAUX	AL	47	Les Grands Closeaux	0 ha 03 a 44 ca
LES MUREAUX	AL	48	Les Grands Closeaux	0 ha 12 a 59 ca
LES MUREAUX	AL	49	Les Grands Closeaux	0 ha 04 a 86 ca
LES MUREAUX	AL	50	Les Grands Closeaux	0 ha 02 a 35 ca
LES MUREAUX	AL	51	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 68 ca
LES MUREAUX	AL	52	Les Grands Closeaux	0 ha 14 a 18 ca
LES MUREAUX	AL	53	Les Grands Closeaux	0 ha 04 a 03 ca
LES MUREAUX	AL	54	Les Grands Closeaux	0 ha 09 a 70 ca
LES MUREAUX	AL	55	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 07 ca
LES MUREAUX	AL	56	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 63 ca
LES MUREAUX	AL	58	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 66 ca
LES MUREAUX	AL	59	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 49 ca
LES MUREAUX	AL	60	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 91 ca
LES MUREAUX	AL	61	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 38 ca
LES MUREAUX	AL	63	Les Grands Closeaux	0 ha 11 a 68 ca
LES MUREAUX	AL	64	Les Grands Closeaux	0 ha 08 a 17 ca
LES MUREAUX	AL	66	Les Grands Closeaux	0 ha 01 a 95 ca
LES MUREAUX	AL	67	Les Grands Closeaux	0 ha 02 a 30 ca
LES MUREAUX	AL	68	Les Grands Closeaux	0 ha 44 a 22 ca
LES MUREAUX	AL	69	Les Grands Closeaux	0 ha 04 a 43 ca
LES MUREAUX	AL	70	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 72 ca
LES MUREAUX	AL	71	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 39 ca
LES MUREAUX	AL	72	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 93 ca
LES MUREAUX	AL	73	Les Grands Closeaux	0 ha 05 a 36 ca
LES MUREAUX	AL	74	Les Grands Closeaux	0 ha 04 a 61 ca
LES MUREAUX	AL	75	Les Grands Closeaux	0 ha 04 a 65 ca
LES MUREAUX	AL	76	Les Grands Closeaux	0 ha 03 a 49 ca
LES MUREAUX	AL	78	Les Grands Closeaux	0 ha 08 a 32 ca
LES MUREAUX	AL	79	Les Grands Closeaux	0 ha 08 a 78 ca
LES MUREAUX	AL	80	Les Grands Closeaux	0 ha 11 a 26 ca
LES MUREAUX	AL	81	Les Grands Closeaux	0 ha 11 a 39 ca
LES MUREAUX	AL	83	Les Grands Closeaux	0 ha 11 a 12 ca
LES MUREAUX	AL	84	Les Grands Closeaux	0 ha 18 a 85 ca
LES MUREAUX	AL	85	Les Grands Closeaux	0 ha 05 a 92 ca
LES MUREAUX	AL	86	Les Grands Closeaux	0 ha 01 a 58 ca
LES MUREAUX	AL	87	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 71 ca
LES MUREAUX	AL	89	Les Grands Closeaux	0 ha 15 a 37 ca
LES MUREAUX	AL	90	Les Grands Closeaux	0 ha 15 a 53 ca
LES MUREAUX	AL	91	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 67 ca
LES MUREAUX	AL	92	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 73 ca
LES MUREAUX	AL	93	Les Grands Closeaux	0 ha 15 a 11 ca
LES MUREAUX	AL	96	Les Grands Closeaux	0 ha 17 a 11 ca
LES MUREAUX	AL	97	Les Grands Closeaux	0 ha 21 a 79 ca
LES MUREAUX	AL	98	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 18 ca
LES MUREAUX	AL	99	Les Grands Closeaux	0 ha 19 a 97 ca
LES MUREAUX	AL	100	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 06 ca
LES MUREAUX	AL	101	Les Grands Closeaux	0 ha 25 a 25 ca
LES MUREAUX	AL	103	Les Grands Closeaux	0 ha 09 a 79 ca
LES MUREAUX	AL	104	Les Grands Closeaux	0 ha 57 a 93 ca
LES MUREAUX	AL	105	Les Grands Closeaux	0 ha 14 a 37 ca

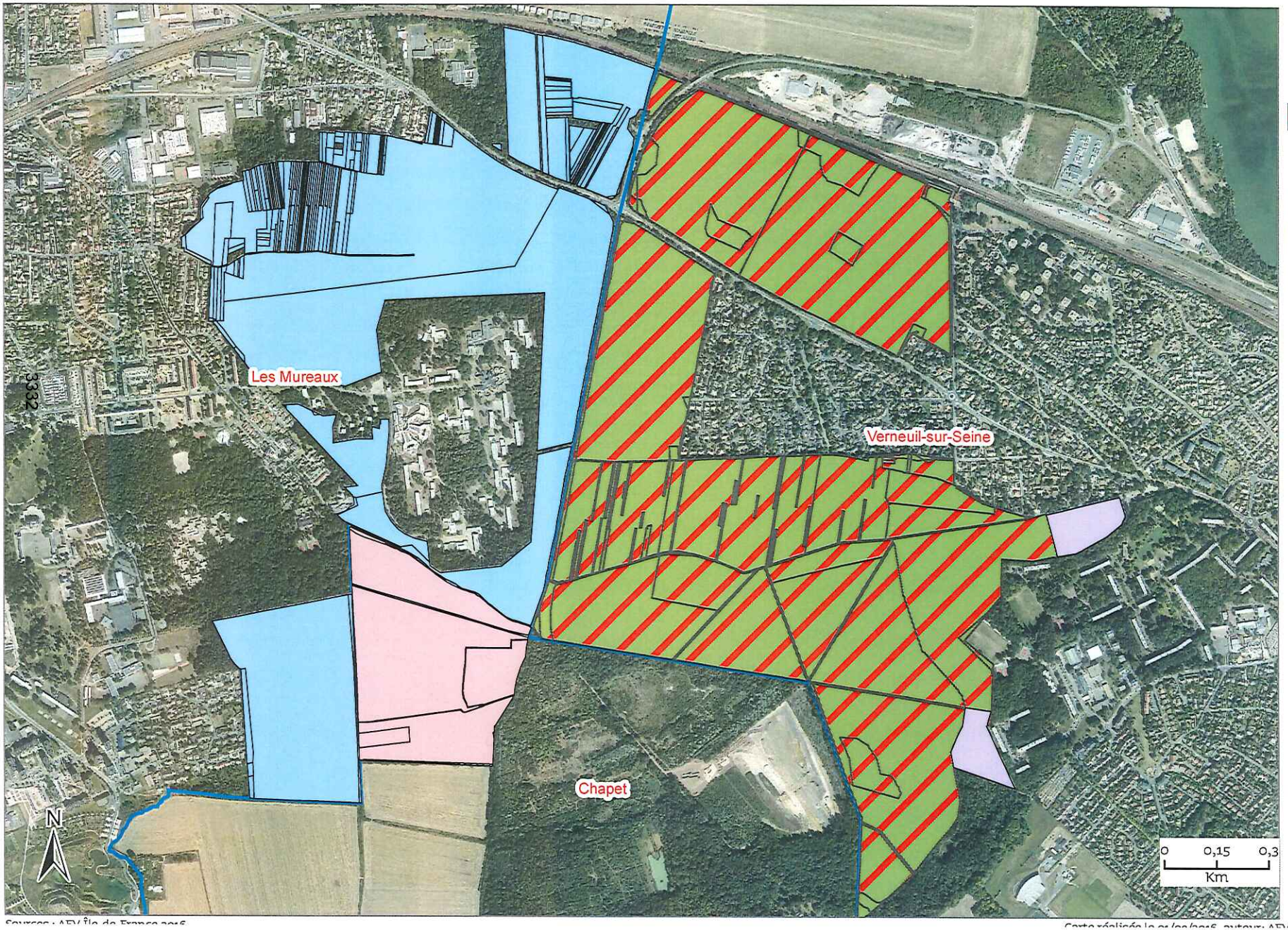
LES MUREAUX	AL	106	Les Grands Closeaux	0 ha 15 a 03 ca
LES MUREAUX	AL	107	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 78 ca
LES MUREAUX	AL	163	Les Grands Closeaux	0 ha 05 a 85 ca
LES MUREAUX	AL	164	Les Grands Closeaux	0 ha 11 a 09 ca
LES MUREAUX	AL	165	Les Grands Closeaux	0 ha 19 a 58 ca
LES MUREAUX	AL	166	Les Grands Closeaux	0 ha 17 a 43 ca
LES MUREAUX	AL	167	Les Grands Closeaux	0 ha 09 a 23 ca
LES MUREAUX	AL	168	Les Grands Closeaux	0 ha 12 a 28 ca
LES MUREAUX	AL	171	Les Grands Closeaux	0 ha 20 a 55 ca
LES MUREAUX	AL	172	Les Grands Closeaux	0 ha 58 a 34 ca
LES MUREAUX	AL	175	Les Grands Closeaux	0 ha 16 a 40 ca
LES MUREAUX	AL	176	Les Grands Closeaux	0 ha 29 a 66 ca
LES MUREAUX	AL	177	Les Grands Closeaux	0 ha 12 a 66 ca
LES MUREAUX	AL	220	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 92 ca
LES MUREAUX	AL	222	Les Grands Closeaux	0 ha 12 a 25 ca
LES MUREAUX	AL	225	Les Grands Closeaux	0 ha 03 a 22 ca
LES MUREAUX	AL	226	Les Grands Closeaux	0 ha 03 a 22 ca
LES MUREAUX	AL	230	Les Grands Closeaux	0 ha 02 a 97 ca
LES MUREAUX	AL	232	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 11 ca
LES MUREAUX	AL	234	Les Grands Closeaux	0 ha 17 a 85 ca
LES MUREAUX	AL	236	Les Grands Closeaux	22 ha 50 a 82 ca
LES MUREAUX	AL	290	Les Bruyères Grillantes	0 ha 03 a 50 ca
LES MUREAUX	AL	296	Les Bruyères Grillantes	3 ha 48 a 02 ca
LES MUREAUX	AL	299	Les Bruyères Grillantes	0 ha 65 a 46 ca
LES MUREAUX	AL	303	Les Bruyères Grillantes	0 ha 17 a 75 ca
LES MUREAUX	AL	304	Les Bruyères Grillantes	0 ha 92 a 03 ca
LES MUREAUX	AL	309	Les Bruyères Grillantes	0 ha 10 a 46 ca
LES MUREAUX	AL	310	Les Bruyères Grillantes	0 ha 10 a 40 ca
LES MUREAUX	AL	311	Les Bruyères Grillantes	0 ha 10 a 11 ca
LES MUREAUX	AL	312	Les Bruyères Grillantes	0 ha 10 a 06 ca
LES MUREAUX	AL	315	Les Bruyères Grillantes	0 ha 30 a 67 ca
LES MUREAUX	AL	317	Les Bruyères Grillantes	0 ha 10 a 04 ca
LES MUREAUX	AL	328	Les Bruyères Grillantes	6 ha 05 a 47 ca
LES MUREAUX	AL	353	Les Bruyères Grillantes	6 ha 05 a 20 ca
LES MUREAUX	AL	368	Les Bruyères Grillantes	25 ha 36 a 45 ca
LES MUREAUX	AL	369	Les Bruyères Grillantes	10 ha 89 a 00 ca
LES MUREAUX	BK	3	Les Bois de Bescheville	19 ha 32 a 35 ca
			Total	**111 ha 64 a 02 ca**

Commune	SECTION	N°	Lieu dit	Surface
VERNEUIL SUR SEINE	A	290	Les Bruyères (A)	0 ha 3 a 25 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	311	Les Bruyères (A)	0 ha 5 a 10 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	313	Les Bruyères (A)	0 ha 7 a 70 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	315	Les Bruyères (A)	0 ha 21 a 55 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	320	Les Bruyères (A)	0 ha 1 a 95 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	321	Les Bruyères (A)	0 ha 7 a 40 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	331	Les Bruyères (A)	0 ha 4 a 05 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	340	Les Bruyères (A)	0 ha 1 a 35 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	341	Les Bruyères (A)	0 ha 1 a 39 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	386	Les Bruyères (A)	0 ha 5 a 30 ca

VERNEUIL SUR SEINE	A	387	Les Bruyères (A)	0 ha 3 a 45 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	388	Les Bruyères (A)	0 ha 0 a 15 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	1076	Les Bruyères (A)	0 ha 3 a 37 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	1098	Bois de la Justice (A)	0 ha 10 a 00 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	2661		0 ha 13 a 80 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	2663		0 ha 4 a 58 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	2664		0 ha 12 a 55 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	2666		0 ha 28 a 67 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	2668		0 ha 4 a 57 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	2669		0 ha 0 a 32 ca
VERNEUIL SUR SEINE	A	2670		0 ha 13 a 80 ca
VERNEUIL SUR SEINE	AP	9	L'Etang	2 ha 39 a 07 ca
VERNEUIL SUR SEINE	AO	30	Les Pâtures de la Commune	2 ha 20 a 35 ca
			Total	**6 ha 13 a 72 ca**

DEMANDE DE SOUMISSION

Forêt régionale de VERNEUIL



Légende

Soumission 2001

Parcelles à soumettre

- Chapet
- Les Mureaux
- Verneuil/Seine

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Sources : AEV/Île-de-France 2016

Carte réalisée le 01/09/2016, auteur: AEV

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 01 FEV. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 01 FEV. 2017
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N°17-009 du 07 février 2017

Habilitation donnée à la Présidente pour solliciter des subventions au titre de l'exercice 2017, afin de financer des opérations sur des propriétés régionales classées en Réserves Naturelles Régionales et gérées par l'Agence.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ces articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R.4413-16 ;

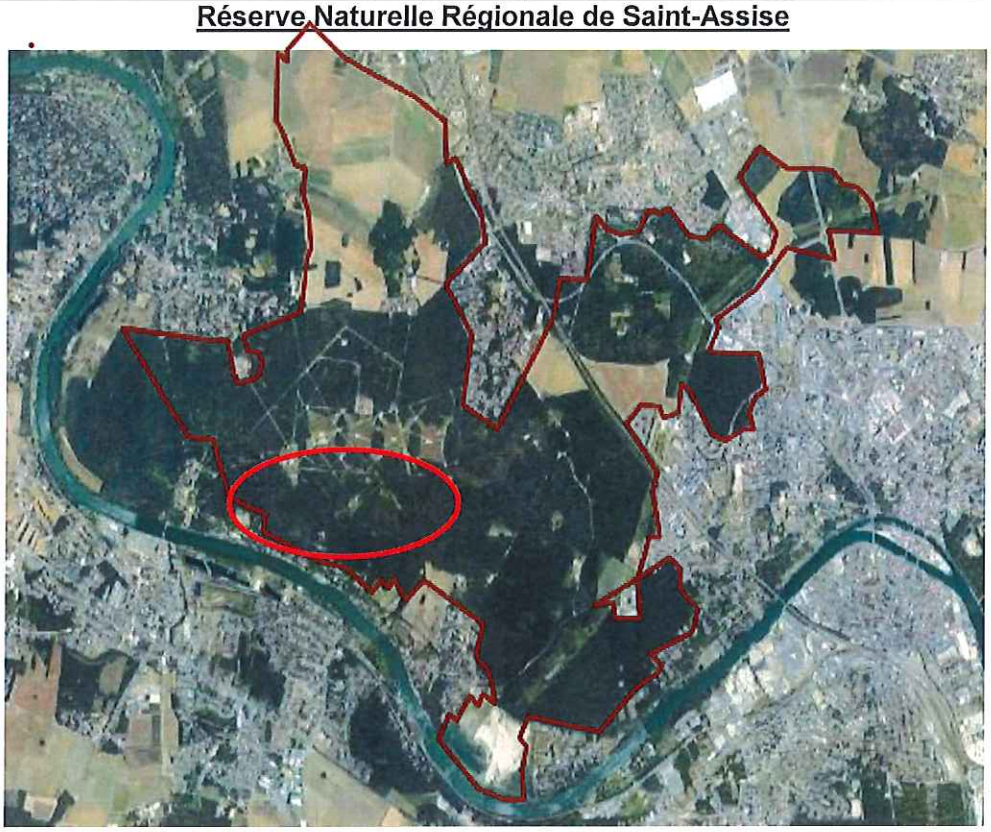
VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article unique : Habilite la Présidente à solliciter des subventions au titre de l'exercice 2017, au conseil régional d'Ile-de-France, et à d'autres financeurs potentiels (AESN, N2000, Europe...), pour financer les opérations de fonctionnement et d'investissement sur les propriétés régionales classées RNR, proposées sur la base du budget prévisionnel ci-annexé.

Nombre de votants	: 9
Votes POUR	: 8+1
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Intitulé des opérations	2017
Réserve Naturelle Régionale de Saint-Assise	
	
Investissements 2017	
Etudes et inventaires	1 000,00 €
Collecte annuelle des données météorologiques afin de réaliser un bilan hydrique (SE02)	*1 000,00 €*
Travaux de restauration écologique	84 100,00 €
Arrachage et export des ligneux hauts (TU03)	*82 600,00 €*
Limiter le développement des espèces végétales invasives et des exogènes (TU07)	*1 500,00 €*
Fonctionnement 2017	
Travaux de gestion conservatoire	23 300,00 €
Mise en place d'une gestion différenciée par broyages tournants (TE01)	*6 500,00 €*
Fauchage avec exportation (TE03)	*15 200,00 €*
Entretien des clôtures (TE04)	*1 000,00 €*
Gestion des arbres à risque (TE06)	*600,00 €*
Accueil du public	2 000,00 €
Salaires et frais de fonctionnement	57 304,62 €
Total investissement annuel	**85 100,00 €**
Total fonctionnement annuel	**82 604,62 €**

Intitulé des opérations	2017
Réserve Naturelle Régionale des Seiglats	
	
Fonctionnement 2017	
Travaux de gestion conservatoire	13 880,00 €
Contribution à l'entretien des berges de l'Yonne (retrait des déchets, embâcles …) (TE01)	*720,00 €*
Débroussaillage / Faucardage tardif de la végétation se développant dans les mares une fois tous les 3 ans (TE08)	*4 000,00 €*
Expérimentation pour le contrôle des rejets de ligneux (fauches, arrachages … et contrôle des reprises) par placettes expérimentales fixes (TU09)	*600,00 €*
Fauche des pelouses avec exportation de la matière (TE12)	*2 900,00 €*
Entretien du chemin périphérique (TE14)	*5 000,00 €*
Mise en œuvre si nécessaire de coupes de sécurité des arbres dangereux (TE15)	*660,00 €*
Accueil du public	3 000,00 €
Salaires et frais de fonctionnement	50 979,60 €
Total fonctionnement annuel	**67 859,60 €**

Intitulé des opérations	2017
Réserve Naturelle Régionale du Marais de Stors	
	
Investissements 2017	
Travaux de restauration écologique	226 630,00 €
Réalisation d'étrépages tests(TU07)	*35 000,00 €*
Création ou remise en état des accès (TU09)	*10 000,00 €*
Condamnation si nécessaire des accès nouvellement créés sous les falaises(TU21)	*3 000,00 €*
Contrôle des ligneux (TE06)	*170 000,00 €*
Entretien des voies de desserte, sécurisation des chemins (TE13)	*8 630,00 €*
Fonctionnement 2017	
Travaux de gestion conservatoire	82 030,00 €
Entretien des zones étrépées, Fauche tardive du bas-marais, Fauche alternée de la végétation bordant le ru, Coupe alternée de la roselière avec exportation (TE02)	*62 500,00 €*
Contrôle des ligneux (TE06)	*7 000,00 €*
Fauche et faucardage tardif par tronçons des secteurs où l'Agrion se reproduit (TE07)	*1 530,00 €*
Fauche annuelle tardive avec exportation (ou pâturage), pelouses (TE01)	*6 000,00 €*
Intervention sur les espèces invasives découvertes (TE09)	*4 500,00 €*
Ramassage des déchets (TE15)	*500,00 €*
Accueil du public	3 600,00 €
Salaires et frais de fonctionnement	57 304,62 €
Total investissement annuel	**226 630,00 €**
Total fonctionnement annuel	**142 934,62 €**

Intitulé des opérations	2017
Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux	
	
Investissements 2017	
Travaux de restauration écologique	12 500,00 €
Création de chenaux pour augmenter l'interface eau libre-roselière pour l'avifaune (TU05)	*12 500,00 €*
Fonctionnement 2017	
Travaux de gestion conservatoire	136 950,00 €
Entretien des ouvrages hydrauliques (TE03)	*1 500,00 €*
Fauchage hivernal avec exportation par secteur en rotation sur 5 ans (TE05)	*19 000,00 €*
Coupe ou arrachage des saules dans les secteurs non accessibles aux moutons (TE07)	*9 000,00 €*
Restauration de deux îlots par sarclage - coupe et/ou arrachage de la végétation ligneuse (TE08)	*1 500,00 €*
Scarification annuelle d'une surface de 4000 m² (TE09)	*1 000,00 €*
Gestion des refus (broyage...) (TE14)	*4 500,00 €*
Arrachage du Sainfoin d'Espagne autres espèces herbacées invasives ou envahissantes (TE18)	*450,00 €*
Entretien et maintenance des bâtiments, Organiser la vie de la maison de la Réserve (TE20 / AD05)	*94 000,00 €*
Entretenir les mobiliers d'architectures (TE24)	*3 000,00 €*
Maintien de la propreté de la RNR (déchets épars, évacuation des dépôts sauvages,...) (TE25)	*2 500,00 €*
Entretien des clôtures du périmètre de la RNR et des zones pâturées (TE26)	*500,00 €*
Suivis scientifiques	20 000,00 €
Suivi standardisé des oiseaux inféodés aux roselières (SE04)	*4 500,00 €*
Suivi standardisé des sternes pierregarin et des mouettes mélanocéphale (SE06)	*1 000,00 €*
Suivi standardisé de la nidification de l'Œdicnème (SE08)	*1 000,00 €*
Suivi des niveaux d'eau dans les mares de reproduction - suivi des pontes et têtards (SE11)	*1 800,00 €*
Suivi standardisé du Pic noir et du Milan noir (SE14)	*1 000,00 €*
Suivi de la réponse de l'avifaune à la fréquentation (SE21)	*2 200,00 €*
Inventaire et suivi odonates (SE27)	*1 000,00 €*
Saisie des données naturalistes (observation courante et inventaires) (AD25)	*7 500,00 €*

Accueil du public	21 300,00 €
Organiser des sorties pédagogiques pour les écoles (PI02)	*13 800,00 €*
Organiser des visites thématiques pour le Grand public (PI03)	
Surveillance de la RNR par un personnel assermenté (PO01)	*7 500,00 €*
Salaires et frais de fonctionnement	57 304,62 €
Total investissement annuel	**12 500,00 €**
Total fonctionnement annuel	**235 554,62 €**

Intitulé des opérations	2017
Réserve Naturelle Régionale du Marais de Moisson	
	
Investissements 2017	
Travaux de restauration écologique	42 500,00 €
Contrôle des résineux (arrachage, abattage ...) (TU01)	*21 500,00 €*
Déboisement et dessouchage de bois de recolonisation de Bouleau verruqueux (TU04)	*18 000,00 €*
Expérimentation d'annelage (Robiniers et bouleaux) (TU05)	*3 000,00 €*
Fonctionnement 2017	
Travaux de gestion conservatoire	137 300,00 €
Fauche annuelle exportée (TE01)	*31 400,00 €*
Broyage hivernal des secteurs de pelouse en restauration (TE02)	*27 000,00 €*
Fauche exportée des friches et ourlets tous les deux ans (TE04)	*12 600,00 €*
Contrôle des ligneux sur les zones de lande à callune (TE06)	*11 500,00 €*
Échelonnement des classes d'âge de la fruticées par rotation des zones broyées (TE07)	*29 800,00 €*
Élimination des espèces invasives et envahissantes (TE03)	*8 000,00 €*
Entretien des cheminements/zones ouvertes (broyage, tailles lisière, ...) (TE11)	*17 000,00 €*
Accueil du public	20 850,00 €
Mise en place de tournées de surveillance (PO01)	*17 000,00 €*
Installation de panneaux de chantier pour communiquer sur les actions menées (PI02)	*1 300,00 €*
Organisation de visites guidées pour le grand public (PI04)	*2 550,00 €*
Salaires	62 652,48 €
Total investissement annuel	**42 500,00 €**
Total fonctionnement annuel	**220 802,48 €**

Total investissement annuel pour toutes les RNR	**366 730,00 €**
Total fonctionnement annuel pour toutes les RNR (incluant les salaires)	**749 755,94 €**
Total général	**1 116 485,94 €**

N.B. Au titre des prévisions de demande de subventions en fonctionnement et investissement, il est nécessaire de préciser qu'une clef de financement pour les opérations d'entretien est à l'étude. Dans le cas de financement par un tiers, la demande formulée auprès du conseil régional pourrait être différente que le montant indiqué dans les tableaux ci-après.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 01 FEV. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le 01 FEV. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N°17-010 du 1er février 2017

Habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels et Sensibles.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 215-1, L. 215-8 et L. 215-17 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

CONSIDERANT que les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles proposées sont motivées par les objectifs assignés aux périmètres régionaux d'intervention foncière qui sont l'ouverture au public et la protection des espaces naturels et boisés qui les composent.

D E L I B E R E

Article 1 Autorise l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour le bien décrit à l'annexe 1 ci-jointe, en révision de prix, à un prix compatible avec l'avis des Domaines.

Article 2 Habilite la Présidente à signer la décision relative à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour l'opération mentionnée à l'article 1.

Article 3 Habilite également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour cette opération, en cas de fixation judiciaire du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation du prix.

Nombre de votants..... :	9
Votes POUR..... :	8+1
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE 1

ANNEXE 1

Orge Aval

N° de Dossier : 723 (Orge Aval 29) LE CRISTAL

Montant de la DIA : 250 000,00 €	Surface : 1 ha 01 a 07 ca	Prix moyen : 24,74 €/m²

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91044	BALLAINVILLIERS	A	190	0 ha 27 a 59 ca	
91044	BALLAINVILLIERS	A	192	0 ha 40 a 10 ca	
91044	BALLAINVILLIERS	A	245	0 ha 33 a 38 ca	

Total Orge Aval	**1 ha 01 a 07 ca**	**250 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**1 ha 01 a 07 ca**	**250 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**24,74 €**	

N.B : Le droit de préemption ne s'exercera que sur la seule la parcelle A 245 (3.338 m²) incluse dans la zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 02 MARS 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 02 MARS 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-011 du 28 février 2017

Relative au rapport annuel d'activité 2016

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 4413-10 alinéa 4° ;

VU la délibération n° 14-002 du 11 février 2014 du conseil d'administration de l'Agence relative à l'approbation de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles et les obligations réciproques pour la période 2014-2018 ;

VU la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014 du conseil régional d'Ile-de-France relative à l'approbation de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles et les obligations réciproques pour la période 2014-2018 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

D E L I B E R E

Article unique : Prend acte du rapport annuel d'activité 2016 de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, annexé à la présente.

Nombre de votants	15 + 1
Votes POUR	15 + 1
Votes CONTRE	
Abstentions	
Ne prend pas part au vote	

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2016

- INTRODUCTION -

En application des articles R 4413-10 du Code général des collectivités territoriales et de l'article 2.3 de la convention 2014-2018 entre l'AEV et la Région adoptés respectivement en CA du 11 février 2014 et en CR 12-14 du 13 février 2014, l'Agence établit un rapport annuel d'activité.

Ce rapport permet d'apprécier les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés dans le cadre du programme général d'action 2016.

I - INVESTISSEMENT

Autorisations de programmes

1.1- Acquisition d'espaces verts régionaux

Un budget primitif a été voté pour un montant de 3,840 M€.
Suite à une mise en réserve de 0,600 M€ et au virement de 0,950 M€ au profit des programmes « équipement » et « aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, de forêts ou de promenades », c'est un montant de 2,084 M€ d'AP 2016 qui a été affecté aux acquisitions foncières (49 opérations représentant 129 ha) dont :

- 0,520 M€ pour l'acqusition de 9 ha de terrains destinés à la réalisation de la Tégéval,
- 0,942 M€ pour diverses opérations d'acquisition au sein des différents PRIF,
- 0,622 M€ aux honoraires.

0,206 M€ seront affectées avant le vote du budget 2017.

1.2- Aménagement d'espaces verts régionaux et coulées vertes

Budget primitf (hors subventions spécifiques) :	3,960 M€
Crédits spécifiques :	0,903 M€
Total	**4,863 M€**

Les projets envisagés en 2016 sont présentés ici selon les priorités du Programme général d'actions (PGA) pour 2016, approuvé par le Conseil d'administration de l'AEV le 08/03/2016 (délibération 16-006). Pour mémoire, le PGA 2016 prévoyait un montant total d'autorisations de programme de 11,150 M€ (y compris crédits spécifiques RNR) et un montant total de crédits de paiement de 13.092 M€.

Priorité 1 :

- Ferme des 8 routes (dép. 78)
Les travaux de reprise de charpente ont été réalisés sur des crédits votés antérieurement. L'aménagement des abords a été programmé.
130 000 € - pour mémoire, 260 000 € prévus au PGA

- Création de chemins de desserte sylvicole
Dans certaines forêts, le document d'aménagement forestier a diagnostiqué un manque de chemins de desserte, préjudiciable à l'exploitation juste de la forêt. En 2016, de nouveaux chemins de desserte dans le massif de Bréviande ont été programmés.
300 000 € - conformément au PGA

- Travaux sylvicoles
Selon les recommandations des documents d'aménagement forestier établis pour différentes forêts régionales, un programme de travaux sylvicoles doit être mis en œuvre, comprenant des interventions sur les jeunes peuplements – dépressages, dégagements, broyages de cloisonnements, enlèvement des protections anti-gibier, regarnis…
200 000 € - conformément au PGA

- Fosse aux Carpes (dép.91) - Poursuite des travaux d'aménagements paysagers
Études et travaux de plantations et d'ouvrages complémentaires aux travaux de 2015 (maintien des berges, accès pontons, mise en défens de la héronnière)
170 000€ - conformément au PGA

- Buttes du Parisis - Sécurisation du mur de soutènement du terrain Chabrand-Thibault
Ce mur de soutènement d'une hauteur de 3 à 5 mètres a été diagnostiqué en 2015. Ce diagnostic a révélé un état dégradé et des risques de désordres impactant les propriétés riveraines situées en contrebas. Le montant initialement prévu a été revu à la suite d'études complémentaires.
650 000 € - pour mémoire, 1 000 000 € prévus au PGA

- Tous secteurs - Abattages de sécurité
Ces travaux visent à mettre en sécurité les cheminements piétonniers du domaine régional.
151 000 € - pour mémoire, 200 000 € prévus au PGA

- Tous secteurs – Travaux de démolitions et prises de possession
Ces travaux visent à mettre en sécurité les cheminements piétonniers du domaine régional.
675 000 € - pour mémoire, 1 330 000 € prévus au PGA

- Tégéval :
1 800 000 € - crédits spécifiques

A ces principales opérations s'ajoutent des opérations consacrées à la sécurisation (222 000 €), à l'externalisation des études (100 000 €) et aux imprévus (230 000 €) :
552 000 € - pour mémoire, 500 000 € prévus au PGA

Total priorité 1 (hors crédits spécifiques) :
2 828 000 € - pour mémoire, 5 760 000 € prévus au PGA

Priorité 2 :

- Études de diagnostics et d'aménagements paysagers et naturalistes des forêts régionales (Brou) qui feront l'objet en 2017 d'un plan d'aménagement forestier, permettant l'exploitation sylvicole.
0 € - pour mémoire, 120 000 € prévus au PGA

- Butte Pinson (dép. 93 et 95)
Les tranches suivantes de l'aménagement se poursuivent sur la partie ouest du ruban : activités agri-urbaines, friches potagères, réhabilitation du parc sur Villetaneuse.
857 000 € - pour mémoire, 800 000 € prévus au PGA

- Divers travaux étaient programmés pour préparer et faciliter l'installation de nouveaux locataires au sein des PRIF agricoles, tels que des défrichages de terrains, la mise en place de clôtures ou des travaux de remise en état de bâtiments agricoles. Seule une action de restauration de terres agricoles a été programmée sur le PRIF de la haute Vallée de Chevreuse.
50 000 € - pour mémoire, 105 000 € prévus au PGA

- Tous secteurs – Accueil du public :
Les opérations d'aménagement et de mise en valeur prévues au PGA sur divers sites, concernant le stationnement, les cheminements, le mobilier, les plantations ou d'autres éléments destinés à améliorer l'accueil du public n'ont pas pu être programmées. Seuls des crédits destinés à la réfection de voiries ont été votés.
75 000 € - pour mémoire, 500 000 € prévus au PGA

- Tous secteurs - Valorisation du patrimoine bâti, propriété de la région Ile-de-France. Certains des bureaux et logements de l'Agence nécessitent des remises en état importantes, des investissements notamment pour améliorer les performances énergétiques des bâtiments et mettre aux normes l'ensemble des réseaux (assainissement et électricité). Une enveloppe financière a été programmée afin de répondre aux changements d'usages et autres vétustés.
150 000 € - pour mémoire, 600 000 € prévus au PGA

- Tous secteurs - Valorisation et équipement des forêts régionales : le programme n'a pas été relancé en 2016.
0 € - pour mémoire, 150 000 € prévus au PGA

-Travaux écologiques :
Les opérations prévues au PGA contribuant à préserver la biodiversité sur plusieurs sites régionaux (restauration de mares, réouverture de landes, aménagement de continuités) n'ont pas pu être programmées en 2016.
0 € - pour mémoire, 65 000 € prévus au PGA

- Tous secteurs - Travaux de démolition :
Pas de nouvelle enveloppe de travaux de démolition programmée concernant les terrains nouvellement acquis.
0 € - pour mémoire, 300 000 € prévus au PGA

- Andilly : Réhabilitation de site
Le site d'Andilly fait l'objet d'un projet de reforestation dans le but d'offrir à terme au public un ensemble forestier continu depuis la forêt domaniale de Montmorency. Ce projet a été poursuivi avec les crédits antérieurement votés.
0 € - pour mémoire, 400 000 € prévus au PGA.

Total priorité 2 :
1 132 000 € - pour mémoire, 4 665 000 € prévus au PGA

Crédits spécifiques :

Réserves naturelles régionales :

- Réserve naturelle régionale du Grand-Voyeux (dép 77)
Conformément aux objectifs fixés par le plan de gestion, des travaux de restauration de milieux naturels en dehors des zones d'accueil du public et d'amélioration des connaissances ont été programmés.
299 500 € - pour mémoire, 183 000 € prévus au PGA

- Réserve naturelle régionale de la Boucle de Moisson (dép 78)
Conformément aux objectifs fixés par le plan de gestion, les travaux programmés en 2016 portent sur la poursuite de la restauration de landes et de pelouses.
56 920 € - pour mémoire, 61 000 € prévus au PGA

- Réserve naturelle régionale de Sainte Assise (dép 77)
Conformément aux objectifs fixés par le plan de gestion, poursuite de la restauration de landes et réalisation d'études pédologiques, faunistiques et floristiques.
223 200 € - pour mémoire, 248 000 € prévus au PGA

- Réserve naturelle régionale des Seiglats (dép 77)
Conformément au plan de gestion, une réflexion sur l'aménagement du sentier pour l'accueil du public est engagée.
76 550 € - pour mémoire, 40 000 € prévus au PGA

- Réserve naturelle régionale du Marais de Stors (dép 95)
Conformément aux objectifs fixés par le de gestion, les travaux portent sur une opération supplémentaire de restauration du bas marais alcalin, la mise en place de dispositifs de franchissement permanent afin d'assurer la gestion des milieux tourbeux et une étude de maîtrise d'œuvre pour la renaturation du ru du Vieux Moutiers.
146 000 € - pour mémoire, 193 000 € prévus au PGA

Total crédits spécifiques RNR :
802 170 € - pour mémoire, 725 000 € prévus au PGA.

La Tégéval (dép. 91,94) :

L'année 2016 a permis de terminer le chantier de la passerelle sur la RN406. Les réserves à la réception des travaux ont été levées et l'ouvrage a ainsi été ouvert au public le 18 juin 2016.

Le renouvellement de l'accord-cadre de travaux pour une période de 4 ans a été lancé suite à l'efficience de la première édition (2012-2016).

Les groupements d'entreprises attributaires ont été mis en concurrence pour la réalisation des cinq opérations inscrites au planning de réalisation :

- Opération ZAC Val Pompadour activités (TCSP) à Valenton
- Opération ZAC Val Pompadour logements à Valenton
- Opération Traversée du RD260 à Villecresnes
- Opération Pointe du lac phase 3 à Créteil
- Opération Connexion au Chemin des Roses à Santeny

Dans le cadre de ces marchés publics de travaux, le SMER a poursuivi sa démarche pour l'insertion professionnelle des publics en difficulté face à l'emploi. Ces opérations ont en effet intégré un engagement des entreprises à consacrer 5 % minimum du montant HT du marché à l'embauche de personnes considérées comme prioritaires. Ainsi au 31 octobre 2016 cela représente 2 231 heures pour un objectif global au terme des travaux de 4 224 heures.

Par ailleurs, les études de maîtrise d'œuvre de Projet (PRO) pour les travaux 2017 ont été lancées. Elles concernent les opérations « SIAAP-STVA » à Valenton et « Traversée de l'avenue Foreau » à Villecresnes.

L'année a également été marquée par le lancement de la première édition de l'appel à projets « animons la Tégéval ! ». Il marque l'aboutissement de la démarche participative engagée par le SMER avec la consultation régulière de la population (stand participatif #maTégéval) et l'association des acteurs locaux à divers temps d'échanges (réunions plénières, visites de sites, balades d'idées). Cette première édition est un succès avec 19 dossiers déposés par 14 structures. Après une phase de concertation des communes, les lauréats ont été désignés par le comité syndical pour une mise en œuvre des projets dès le printemps 2017.

.Total crédits spécifiques Tégéval :
1 800 000 €

Opérations de compensation écologique :

L'AEV réalise, par voie de convention, des travaux de restauration écologique permettant à certains maîtres d'ouvrage de remplir leurs obligations en matière de compensation écologique. Des crédits spécifiques ont été programmés dans ce cadre en 2016, pour un montant total de 100 590 €.

Total crédits spécifiques compensation écologique :
100 590 €

Total crédits spécifiques : 2 702 760 €

RECAPITULATIF	
Priorité 1 (hors Tégéval)	2 828 000 €
Priorité 2	1 132 000 €
Sous-total Priorités 1 & 2	**3 960 000 €**
Crédits spécifiques: **RNR, la Tégéval et compensation**	2 702 760 €
Montant total des AP votées	**4 862 760 €**

1.3- Action : Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, de forêts et de promenades ou à l'acquisition d'immeubles à vocation agricole

Les autorisations de programmes votées pour les subventions d'espaces verts, forêts et promenades s'élèvent à 550 000 € :

- 191 963 € de subventions aux collectivités locales (15 opérations d'espaces verts) ;
- 304 320 € de subventions à l'ONF au titre du fonds pour l'amélioration de l'accueil du public dans les forêts domaniales.

Le solde de l'AP, soit 53 717 € sera affecté à des subventions aux collectivités au plus tard avant le vote du budget 2017.

1.4- Équipement

En décision modificative, 800 000 € d'autorisations programmes ont été transférés du programme « acquisition » vers le programme « équipement » afin de permettre le passage d'une flotte de véhicules jusqu'alors en location à une flotte de véhicules en toute propriété.

Crédits de paiement

2.1 Acquisition d'espaces verts régionaux

Le montant des dépenses mandatées sur ce programme est de 4,211 M€, dont :

- 3,717 M€, soit 88 %, au titre du prix principal,
- 0,494 M€ soit 12 % au titre des honoraires et des frais liés aux acquisitions (opérateur foncier, notaire, géomètre).

Bilan des dépenses en CP par PRIF (prix principal)

PRIF	Montant payé	% montant	Surface acquise	Nbre de parcelles	Nbre dossiers
Montjean	1 436 141,00	39%	24 ha 93 a 30 ca	45	1
La Tégéval	636 628,00	17%	5 ha 72 a 55 ca	27	2
Vallées de l'Yerres et du Réveillon	502 815,00	14%	0 ha 93 a 65 ca	4	4
Butte Pinson	336 692,30	9%	2 ha 49 a 15 ca	60	34
Brosse et Gondoire	222 835,34	6%	6 ha 81 a 67 ca	27	4
Haute Vallée de Chevreuse	140 200,00	4%	15 ha 74 a 02 ca	13	1
Rougeau-Bréviande	76 500,00	2%	9 ha 71 a 33 ca	3	1
Maubué	70 300,00	2%	8 ha 31 a 35 ca	3	1
Orge Aval	70 000,00	2%	2 ha 79 a 77 ca	1	1
Vallières	50 546,36	1%	4 ha 05 a 92 ca	68	6
Divers PRIF	57 178,40	1%	11 ha 65 a 18 ca	78	19
Butte de Marsinval	49 461,80	1%	3 ha 27 a 48 ca	47	18
Hurepoix	33 605,05	1%	2 ha 08 a 62 ca	23	5
Moisson	33 594,00	1%	6 ha 65 a 68 ca	64	3
Total général	3 716 497,25	100%	105 ha 19 a 67 ca	463	100

2.2 Aménagement d'espaces verts régionaux et coulées vertes (programme 13 et 14)

Les principales opérations qui ont été mandatées en 2016 sont les suivantes (selon les axes de la convention Région/AEV 2014-2018) :

Axe prioritaire 1 :

- Travaux de démolition, de sécurisation et de prise de possession (tous secteurs) : 2 164 963 €
- Buttes du Parisis (95) - Travaux d'aménagement de la Butte d'Orgemont tranche 1 : 1 020 000 €
- Rosny (78) - Travaux de réhabilitation de la ferme des 8 Routes : 472 000 €
- Accueil du public en forêt (tous secteurs) : 464 000 €
- Nouvelles dessertes forestières pour l'exploitation sylvicole : 442 500 €
- Valorisation du patrimoine bâti - Remise en état de maisons d'habitation et en général de tout le patrimoine bâti : 340 000 €
- Travaux d'aménagement sylvicoles : 286 000 €
- Allée Royale (91-77) - Remplacement du brise-vue de la passerelle au-dessus de la N104 : 230 000 €
- Abattages de sécurité (tous secteurs) : 229 000 €
- Mise en place de mobiliers d'accueil aux entrées des domaines régionaux : 220 000 €

- Accueil du public sur le Moulin des Marais (77) : 183 000 €
- Rosny (78) - Reprise de la route Dauphine : 181 000 €
- Buttes du Parisis (95) - Confortement du mur de soutènement de la rue du Cdt Kieffer : 166 000 €
- La Roche-Guyon (95) - Réfection du parking de l'allée de Beauregard : 140 000 €
- Bondy (93) - Réfection du parking P1 : 105 000 €
- Buttes du Parisis (95) - Aménagement d'un chemin rue du Bois Trouillet (Sannois) : 93 000 €
- Fosse aux Carpes (91) - Études et début des travaux complémentaires à la tranche de travaux de 2015 : 85 000 €
- Butte Pinson (93 et 95) - Parc de Villetaneuse. Études préalables aux travaux de la 3e tranche et études et travaux de réfection des mares : 65 000 €
- Orge Aval (91) - Création d'un sentier à Leuville-sur-Orge : 53 000 €
- Hurepoix (91) – Études du schéma directeur : 51 000 €
- Définition et mise en œuvre du programme de valorisation des sites régionaux (tous secteurs) : 39 000 €
- Claye (77) – finalisation de l'étude paysagère préalable à l'aménagement forestier : 31 000 €
- Bureaux du secteur sud (77) : 25 000 €
- Buttes du Parisis (95) - Sécurisation du mur de soutènement du terrain Chabrand-Thibault. Études préalables : 24 000 €

Total axe 1 :
7 109 463 €

Axe prioritaire 2 :

- Études d'aménagement des territoires agricoles de Montjean, Le Plessis-Saint-Antoine suite des études menées en 2015 : 60 000 €
- Palaiseau (91) - Installation du projet expérimental agricole (« protocole de Saclay ») : 30 000 €

Total Axe 2 :
90 000 €

Axe prioritaire 3 :

- RNR du Grand-Voyeux (77) - Aménagement du site, études et travaux de scénographie, maison de la nature et réaménagements écologiques : 1 170 000 €, crédits spécifiques RNR
- RNR de Moisson (78) - Restauration de landes et pelouses, accueil du public : 23 000 €, crédits spécifiques RNR
- RNR de Ste Assise (77) - Mise en œuvre du plan de gestion : 27 000 €, crédits spécifiques RNR
- RNR des Seiglats (77) - Mise en œuvre du plan de gestion : 2 500 €, crédits spécifiques RNR
- RNR du Marais de Stors (95) - Mise en œuvre du plan de gestion : 51 000 €, crédits spécifiques RNR
- Travaux écologiques (tous secteurs) : 98 000 €, crédits spécifiques RNR

Total Axe 3 :
1 371 500 €

Soit un total, pour ces opérations principales, identifiées sur les 3 axes, de 8 571 000 €

Aménagement la Tégéval : 3 100 000 €

RECAPITULATIF	
Montant total des CP mandatés	**11 670 963 €**
Opérations localisées sur les 3 axes :	
Axe 1	7 109 463 €
Axe 2	90 000 €
Axe 3	1 371 500 €
Total programme 13	**8 570 963 €**
La Tégéval (programme 14)	**3 100 000 €**

2.2- Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, de forêts et de promenades ou à l'acquisition d'immeubles à vocation agricole

Des subventions ont été versées pour un montant total de 1 599 516 € selon le détail suivant :

- Subventions aux Conseils Généraux : 62 465 € (programmes 2015)
- Subventions aux collectivités territoriales (communes et EPCI) : 1 177 179 € (programmes 2010 à 2015)
- Subventions aux associations et aux autres personnes de droit privé : 93 509 € (programme 2015)
- Subventions à l'ONF pour l'amélioration de l'accueil du public dans les forêts domaniales : 266 363 € (programme 2014 et 2016).

2.3- Équipements de l'AEV

Les dépenses d'équipement réglées en 2016 s'élèvent à 806 714 €. En outre, 10 804 € de dépenses engagées sur l'exercice 2016 sont comptabilisées en restes à réaliser.
Ces sommes ont financé des véhicules, des matériels informatiques, le développement des logiciel métiers et l'achat de matériels pour les cinq sites de l'AEV (Ferrières, Bondy, Franconville, Savigny le Temple, Rosny sur Seine).

Le résultat cumulé d'investissement 2016 est excédentaire de 4,281M€.

II - FONCTIONNEMENT

Le montant total du budget de fonctionnement de l'Agence, comprenant les opérations d'ordre (ex. : amortissements), s'établit après budget supplémentaire et décisions modificatives à 34,867 M€.

La dotation régionale allouée à l'Agence des espaces verts en 2016 pour son fonctionnement s'est élevée à 9,660 M€. A ce montant s'ajoutent les subventions spécifiques perçues en cours d'année afin de compenser les charges supplémentaires liées aux Réserves Naturelles Régionales, aux sites Natura 2000 et à la base de plein air et de loisir (BPAL) de l'Ile de Vaires pour un montant de 602 K€.

Le budget voté cette année à permis de prendre en charge principalement :

- la masse salariale (chapitre 012) pour 6,962 M€ ;
- L'entretien des propriétés régionales et le gardiennage équestre pour 3,114 M€ ;
- Les loyers et charges pour 1 014 M€ ;
- Les taxes foncières pour 0,619 M€ ;

L'exécution de la section de fonctionnement présente, avant d'éventuels derniers ajustements à l'issue des échanges avec le trésorier, un déficit de 14,9 K€.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 02 MARS 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 02 MARS 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France

Anne GABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-012 du 28 février 2017

Relative au Programme Général d'Action et aux orientations budgétaires 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 4413-10 alinéa 3° ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve les orientations présentées par la Présidente lors du Conseil d'administration du 6 décembre 2016 concernant la consolidation de l'Agence pour refonder un modèle d'action durable

Article 2: Prend acte du Programme Général d'Action et des orientations budgétaires pour 2017 de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, annexés à la présente délibération.

Article 3 : Les contributions demandées au conseil régional d'Ile-de-France sont les suivantes :

- **Investissement** :

Autorisation de programme hors opérations spécifiques :	6,200 M€
Autorisation de programme Tégéval :	1,800 M€
Autorisation de programme pour les réserves naturelles régionales :	0,367 M€
	8,367 M€

Crédits de paiement : 15,285 M€

- **Fonctionnement :**

Crédits de paiement : 9,420 M€

Nombre de votants	15 + 1
Votes POUR	10
Votes CONTRE	5
Abstentions	1
Ne prend pas part au vote	

RAPPORT

N° 17-012 du 28 février 2017

PROGRAMME GENERAL D'ACTION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2017

- INTRODUCTION -

Le programme général d'action établi chaque année par l'AEV est prévu par l'article L. 4413-1 du code général des collectivités territoriales.

Un débat doit être organisé au sein du Conseil d'administration dans les deux mois précédant le vote du budget primitif. Il s'agit d'une discussion sur les orientations à venir du budget de l'Agence des espaces verts.

Ce débat a un caractère consultatif et ne fait pas l'objet d'un vote.

Ce document présente les éléments permettant de fixer les choix et les priorités pour les années à venir tant en terme de fonctionnement que d'investissement.

*

Pour mémoire, le budget de l'Agence des verts (AEV) pour l'année 2016, approuvé le 31 mars 2016, était un budget de transition, caractérisé par de fortes restrictions de moyens qui ont conduit à reporter ou réinterroger certaines opérations, dans le contexte de l'installation d'une nouvelle Assemblée régionale et de la publication du rapport de la Chambre régionale des comptes de 2015 sur l'activité de l'Agence depuis 2009.

Le budget 2017 doit permettre de consolider les fondamentaux de l'Agence, en mettant en œuvre les orientations annoncées lors du Conseil d'administration du 6 décembre 2016 (recentrage des missions de l'Agence et optimisation du patrimoine régional notamment), ainsi que de déployer l'action de l'Agence en cohérence avec la stratégie de la Région en matière d'espaces verts dans le contexte de l'élaboration d'un nouveau plan vert régional. Ce plan vert devant être adopté au cours du premier semestre de l'année 2017, le budget de l'Agence pourrait être abondé en cours d'année grâce au budget prévu par la Région pour financer ce nouveau plan.

L'Agence contribue aux politiques régionales en matière d'espace vert, notamment à travers sa connaissance du terrain et ses compétences pluridisciplinaires, tout particulièrement dans le cadre des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF).

L'action de l'Agence des espaces verts doit tenir compte de trois grands enjeux :
- La prise de conscience sans cesse croissante de l'importance du développement durable et la réaffirmation du rôle de la Région dans ce domaine ;
- La nécessité de pallier les carences persistantes en matière d'espaces verts dans la région, compte tenu des multiples fonctions de ces espaces : accueil du public dans les espaces naturels, protection de l'environnement (en particulier la biodiversité), production économique (agriculture, forêt, sous-sol…), prévention des risques naturels (en particulier face aux risques d'inondations) ;
- L'exigence d'une gestion rigoureuse qui s'impose à l'ensemble des organismes publics.

- PROPOSITIONS POUR 2017 –

I – INVESTISSEMENT :

Les principaux projets d'investissement pour 2017 sont les suivants :

1 - Acquisition d'espaces verts régionaux (programme 12)

1.1 Autorisation de programme

Proposition totale :	**1,300 M€**
Pour mémoire, AP initiale 2016 :	3,840 M€

Les projets d'acquisition envisagés en 2017 sont présentés selon les axes prioritaires de la convention AEV/Région.

Axe prioritaire 1 : « Participer à la construction d'une métropole agréable à vivre en développant les espaces naturels en zone dense et en zone de densification**. »**

Les autorisations de programme, soit **1,000 M€**, porteront sur l'acquisition des espaces naturels et boisés inscrits dans le périmètre de DUP sur la commune de Cormeilles-en-Parisis (95) au sein du PRIF des Buttes du Parisis ;

Axe prioritaire 2 : « Contribuer au maintien des fronts urbains en limite d'agglomération en préservant l'agriculture péri-urbaine et en développant l'agriculture biologique »

Les autorisations de programme, soit **0,200 M€,** permettront d'intervenir en cas de nécessité en lien avec la veille foncière de la SAFER : vente à des non-agriculteurs, prix spéculatifs, etc.

A ces opérations, s'ajouteront une affectation pour **0,100 M€**, pour le paiement des honoraires liés aux acquisitions.

La Région s'est engagée à rétrocéder la totalité des produits des cessions pour abonder le budget de l'AEV tant en autorisations de programme qu'en crédits de paiement.

1.2 - Crédits de paiement

Les crédits de paiement 2017 relatifs au programme des acquisitions foncières s'élèvent à 4,550 M € :

- 3,788 M€ pour les acquisitions engagées sur des autorisations de programme des années antérieures, dont 2,029 M€ pour les procédures de déclaration d'utilité publique et d'expropriation qui concernent les PRIF de la Butte de Marsinval, de la Butte Pinson et de la Tégéval,
- 0,332 M€ pour les honoraires liés aux acquisitions qui seront réalisées en 2017,
- **et à hauteur de 0,430 M€ pour des opérations nouvelles décrites ci-après**.

Axe prioritaire 1 : « Participer à la construction d'une métropole agréable à vivre en développant les espaces naturels en zone dense et en zone de densification. »

- acquisition des espaces naturels et boisés inscrits dans le périmètre de DUP sur la commune de Cormeilles-en-Parisis (95) au sein du PRIF des Buttes du Parisis, pour un montant de **0,330 M€** concernant une première phase de paiement des indemnités d'expropriation.

Axe prioritaire 2 : « Contribuer au maintien des fronts urbains en limite d'agglomération en préservant l'agriculture péri-urbaine et en développant l'agriculture biologique »

Un budget de **0,100 M€** sera consacré aux opérations de veille foncière avec la SAFER et aux interventions en cas de nécessité : vente à des non-agriculteurs, prix spéculatifs, etc.

2– Aménagement d'espaces verts régionaux et des coulées vertes (programmes 13 et 14)

L'Agence réalise des projets d'aménagement dans le cadre des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIFs), dont la plupart ont, selon les cas, recueilli l'accord des partenaires locaux, bénéficié des premières phases de maîtrise d'œuvre, ou qui ont déjà vu une première tranche se réaliser.

2-1 Autorisations de programme :

Proposition totale, hors RNR :	**4,400 M€**
Pour mémoire, AP initiale 2016 :	3,960 M€

2-1.1 : Assurer la sécurité sur les sites et aménager dans le cadre de la dotation régionale

- Buttes du Parisis (dép. 95) – Butte des Châtaigniers – Suivi des carrières souterraines et des talus.

La présence de galeries souterraines sous le talus de la butte des Châtaigniers nécessite un suivi vidéoscopique. Des suivis inclinométriques des talus conservés de l'ancienne carrière sont nécessaires.

20 000 €.

- Buttes du Parisis (dép. 95) – Mise en sécurité du sommet de la Butte des Châtaigniers.

La préfecture a interpelé l'AEV suite à de nombreuses incivilités se déroulant au sommet de la butte. Une réflexion et des études sur la mise en sécurité du sommet côté Ville de Sannois doivent s'engager rapidement, en lien avec la commune.

500 000 €.

- Buttes du Parisis (dép. 95) – Cascades de Montigny

La première tranche des travaux de mise en valeur de ce site débutera par des travaux hydrauliques.

80 000 €.

- Butte Pinson (dép. 93 et 95) – Études préalables aux travaux de mise en sécurité.
Le site de la Butte Pinson présente de nombreuses carrières souterraines non remblayées, en mauvais état. Divers travaux de mise en sécurité doivent être engagés afin de maintenir le site ouvert au public.

100 000 €.

- Montjean (dép. 91 et 94) – Étude agricole.
L'étude agricole de 2015-2016, portée avec les partenaires locaux (la commune, l'EPA ORSA et le département), a proposé différents scénarii de reconversion du site agricole en un site pouvant accueillir plusieurs exploitations selon un mode de culture respectueux de l'environnement et diversifié. Il s'agit de poursuivre les démarches encours, notamment par une étude de faisabilité.

50 000 €.

- La Roche-Guyon (95) – Travaux écologiques.
Des travaux d'ouvertures de milieux sur les coteaux calcaires seront programmés.

10 000 €.

- Moulin des Marais (77) – Projet d'aménagement pour l'ouverture au public du site.
Le site n'offre pas aujourd'hui de cheminements au travers de la forêt et de nombreux ouvrages hydrauliques autour du puits artésien doivent être réaménagés.

100 000 €.

- Tous secteurs - Investissement bâtiments.
Valorisation du patrimoine bâti, propriété de la région Ile-de-France. Une enveloppe budgétaire est nécessaire afin de répondre aux changements d'usages et autres vétustés. Certains logements et bureaux, notamment les bureaux du secteur nord-ouest, nécessitent des remises en état importantes et des investissements, en particulier pour mettre aux normes l'ensemble des réseaux (assainissement et électricité) et améliorer les performances énergétiques des bâtiments.

400 000 €.

- Tous secteurs – Sécurisation du domaine régional.
La sécurisation du domaine régional acquis recouvre divers types d'opérations : abattages de sécurité le long des chemins dans les massifs boisés, mise en défens et aménagements de lutte contre les incivilités (dépôts de déchets en tout genre, circulation d'engins à moteur), remise en état de terrains occupés de manière illicite, sécurisation vis-à-vis des risques naturels (fontis, pollutions diverses, éboulements)…

2 359 000 €.

- Tous secteurs – Accueil du public
En dehors de certaines actions ciblées, de nombreuses opérations peuvent être menées sur l'ensemble du domaine régional pour améliorer l'accueil du public : cheminements, mobilier, plantations, signalétique, stationnements.

111 000 €.

- Tous secteurs – Travaux sylvicoles.
Selon les recommandations des documents d'aménagement forestier établis pour différentes forêts régionales, un programme de travaux sylvicoles doit être mis en œuvre, comprenant des interventions sur les jeunes peuplements – dépressages, dégagements, broyages de cloisonnements, enlèvement des protections anti-gibier, regarnis, etc.

300 000 €.

- Tous secteurs – Études naturalistes.
Dans le cadre des études préalables aux aménagements forestiers, mais aussi d'autres aménagements sur les PRIFs, des études naturalistes sont nécessaires, en particulier sur le PRIF de Vallières.

60 000 €.

- Tous secteurs – Études sur la biodiversité des sites AEV et l'offre de compensation.
L'AEV est contactée par des maîtres d'ouvrages, afin de respecter leurs obligations concernant les mesures compensatoires qui s'imposent pour des projets d'aménagement en Ile-de-France. Ces mesures compensatoires font l'objet d'un financement. Des études préalables seront réalisées, dans le prolongement du partenariat avec le Muséum national d'Histoire Naturelle.

100 000 €.
(budget en année pleine estimé à 300 000 €)

- Plusieurs PRIFs – Desserte forestière.
Des actions de dessertes forestières sont prévues dans les forêts de Montgé (77), Rosny (78) et Ferrières (77).

160000 €.

- Tous secteurs – Études externalisées.
Pour certains travaux de sécurisation touchant aux réseaux, aux ouvrages d'art ou impliquant une prise en compte de la loi sur l'Eau, l'AEV est accompagnée par un bureau d'études spécialisé.

50 000 €.

Total « Assurer la sécurité sur les sites et aménager dans le cadre de la dotation régionale » : 4 400 000 €

2.1.2 : projets suspendus, à réexaminer en cas de marges de manœuvre

- Butte Pinson (dép. 93 et 95) – Poursuite de l'aménagement du parc (tranche 4)
Mise en œuvre des tranches suivantes de l'aménagement sur les parties ouest et nord du ruban : activités agri-urbaines, friches potagères, extension du ruban vert sur la partie nord du parc jusqu'à la redoute.

100 000 €.

- Coulée verte de Cormeilles-en-Parisis (dép. 95)
Poursuite de l'aménagement de la coulée verte sur 6 ha afin de progresser vers la Seine et assurer la connexion des buttes du Parisis à la Seine.

600 000 €

- Études Grand Paris Sud
Dans le cadre du Contrat d'intérêt national, participation de l'AEV aux études liaisons douces et trame verte et bleue.

186 000 €

- Charte paysagère du plateau de Saclay
Participation à une étude pour la réalisation de la Charte paysagère du Plateau de Saclay, en lien avec le CAUE de l'Essonne.

7 000 €

- Orge aval – Remise à l'agriculture de friches
Remise en état des parcelles enfrichées dans le secteur des Joncs Marins en vue d'une utilisation agricole future.

15 000 €

- Tous secteurs – Études naturalistes
Dans le cadre des études préalables aux aménagements forestiers, mais aussi d'autres aménagements sur les PRIFs, des études naturalistes sont nécessaires, en particulier à la Roche Guyon et Galluis.

45 000 €

- Plusieurs PRIFs – Dessertes forestières
Des actions de dessertes forestières sont prévues dans les forêts de Bréviande, Montgé, Rosny, Port Royal, Etréchy, Buttes du Parisis

900 000 €.

- Tous secteurs – Travaux écologiques
Sur de nombreux espaces naturels, en dehors des Réserves Naturelles Régionales, des travaux écologiques sont nécessaires au maintien des milieux humides et ouverts remarquables.

250 000 €

- Tous secteurs – Prise de possession et sécurisation
Certaines opérations ont été chiffrées à la baisse.

275 000 €

- Tous secteurs – Accueil du public
En dehors de certaines actions ciblées, de nombreuses opérations peuvent être menées sur l'ensemble du domaine régional pour améliorer l'accueil du public : cheminements, mobilier, plantations, signalétique, stationnements.

471 000 €

Total des projets suspendus, à réexaminer en cas de marges de manœuvre : 2 849 000 €

2.1.3 : Réserves Naturelles Régionales

Proposition totale :	**0,367 M€**
Pour mémoire, AP initiale 2016 :	0,802 M€

- Boucle de Moisson (dép. 78)
Conformément aux objectifs fixés dans le plan de gestion, les travaux 2017 concerneront la restauration des habitats ouverts et semi ouverts : pelouses et landes.
Une signalétique représentant le plan de circulation et les rappels de la réglementation sera implantée.

42 500 € (crédits environnement spécifiques)

- Réserve naturelle régionale de Sainte Assise (dép 77)
Conformément aux objectifs fixés par le plan de gestion, les travaux de restauration concerneront cette année la suite de la restauration des landes humides, mésophiles et sèches et le lancement de l'étude hydrologique (crédits spécifiques 2015 et 2016)

85 100 € (crédits environnement spécifiques)

- Marais de Stors (dép 95)
Conformément aux objectifs fixés dans le plan de gestion, les travaux de restauration concerneront principalement cette année les pelouses marneuses au nord-est du site, l'évacuation de remblais présents en lisière.

226 630 € (crédits environnement spécifiques)

- Grand Voyeux (dép 77)
Conformément aux objectifs fixés dans le plan de gestion, les travaux de restauration concerneront principalement cette année la création de chenaux.

12 500 € (crédits environnement spécifiques)

Total Réserves Naturelles Régionales :
366 730 €

2.1.4 : La Tégéval (dép. 91, 94)

Proposition totale :	**1,800 M€**
Pour mémoire, AP initiale 2016 :	1,800 M€

Le SMER la Tégéval prévoit la poursuite des aménagements dans la ZAC du Val-Pompadour à Valenton, le démarrage des travaux de réaménagement du pont des voies SNCF de la grande ceinture à Valenton et de la traversée de la rue Foreau à Villecresnes. Des interventions de sauvegarde des milieux naturels sont par ailleurs programmées au fur et à mesure des acquisitions.
Enfin, il est proposé de poursuivre la démarche participative avec la mise en œuvre des animations issues de l'appel à projets « Animons la Tégéval ! ». La déclinaison du programme de la signalétique sera également engagée pour un déploiement progressif.

Récapitulatif des autorisations de programme :

Assurer la sécurité sur les sites et aménager dans le cadre de la dotation régionale	4 400 000 €
Total des AP proposées en 2017	**4 400 000 €**
Réserves Naturelles Régionales AP spécifiques	**366 730 €**
La Tégéval	**1 800 000 €**
Projets suspendus, **à réexaminer en cas de marges de manœuvre**	2 849 000 €

2.2 Crédits de paiement :

Les crédits de paiement sont issus d'AP antérieures et des AP 2017 proposées précédemment.

2.2.1 : Assurer la sécurité sur les sites et aménager dans le cadre de la dotation régionale

- Buttes du Parisis (dép. 95) – Butte des Châtaigniers – Suivi des carrières souterraines et des talus : 20 000 €
- Buttes du Parisis (dép. 95) – Butte des Châtaigniers –Études pour la mise en sécurité du sommet de la butte : 50 000 €
- Buttes du Parisis (dép. 95) - Réalisation des fouilles sur la coulée verte de Cormeilles : 150 000 €
- Buttes du Parisis (dép. 95) – Poursuite des travaux d'aménagement de la tranche 1 de la Butte d'Orgemont : 185 000 €
- Tous secteurs – Études naturalistes diverses y compris la compensation : 120 000 €
- Butte Pinson (dép. 93 et 95) – Études pour la mise en sécurité du site : 100 000 €
- Butte Pinson (dép. 93 et 95) – Travaux du parc sud et études tranche 4 : 350 000 €
- Fosse aux Carpes (dép.91) – Complément au marché de travaux pour mise en sécurité aux abords de la passerelle : 110 000 €
- Montjean (dép. 94) et le Plessis-Saint-Antoine (dép 91) – Études agricoles : 60 000 €
- Moulin des Marais : mise en œuvre progressive du projet d'aménagement : 60 000 €
- Tous secteurs - Investissement bâtiments : remise en état des bureaux du secteur nord, de maisons d'habitation et en général de tout le patrimoine bâti : 1 460 000 €
- Étude biodiversité et compensation : 100 000 €
- Tous secteurs – Travaux sylvicoles : 300 000 €
- Tous secteurs – Travaux écologiques : 160 000 €
- Hurepoix – Mise en œuvre du schéma directeur : 50 000 €
- Tous secteurs - Pose de mobiliers sur les sites : 100 000 €
- Tous secteurs - Mise en valeur du patrimoine des sites : 30 000 €
- Tous secteurs – Desserte forestière : 160 000 €
- Tous secteurs – accueil du public en forêt, chemins, plantations et signalétiques : 480 000 €
- Orge Aval (91) – Remise à l'agriculture de friches : 15 000 €
- Andilly (95) – Projet de reforestation : 250 000 €
- Buttes du Parisis (dép. 95) – Sécurisation du mur de soutènement : 500 000 €
- Buttes du Parisis (dép. 95) – Aménagement du site des cascades : 40 000 €
- Tous secteurs – Sécurisation du domaine régional : 2 800 000 €
- Rougeau –Bréviande – Amenée des fluides à Ste-Assise : 200 000 €
- Plessis-Saint-Antoine – Finalisation de l'étude agricole : 10 000 €

Total : 7 860 000 €

2.2.2 : Réserves Naturelles Régionales

- RNR des Seiglats (dép. 77) – Mise en œuvre du plan de gestion : 80 000 €
- RNR de Sainte-Assise (dép. 77) – Mise en œuvre du plan de gestion : 386 000 €
- RNR de Moisson (dép. 78) – Mise en œuvre du plan de gestion : 99 000 €
- RNR de Stors (dép. 95) – Mise en œuvre du plan de gestion : 403 000 €
- RNR du Grand Voyeux (dép. 77) – Mise en œuvre du plan de gestion : 95 000 €
- RNR du Grand Voyeux (dép. 77) – Réalisation maison de la réserve : 485 000 €

Total Réserves Naturelles Régionales : 1 548 000 €

2.2.3 : La Tégéval

Les crédits de paiement 2017 relatifs au programme de l'aménagement de la Tégéval s'élèvent à 1,800 M€.

Récapitulatif des crédits de paiement :

Assurer la sécurité sur les sites et aménager dans le cadre de la dotation régionale	7 860 000 €
Réserves Naturelles Régionales	1 548 000 €
La Tégéval	1 800 000 €
Total des CP proposées en 2017	**11 208 000 €**
Total des recettes : RNR (2016 + reliquat 2015), AESN et FEADER (dont 1,4 M€ subvention Région)	**1 573 000 € (dont 1,341 M€ de recettes RNR)**
Total besoin	**9 635 000 €**
Rappel : Dotation région	**10 850 000 €**
Trop perçu prévisionnel par rapport aux dépenses envisagées	**1 215 000 €**

3 - Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades ou l'acquisition d'immeubles à vocation agricole (programme 15)

Proposition totale : **0,400 M€**
Pour mémoire, AP 2016 : 0,400 M€

La proposition de 0,400 M€ d'AP permettra de financer le programme d'accueil du public en forêt domaniale. Cette dotation devrait être réévaluée au regard des ambitions du plan vert régional, qui devrait être adopté au cours du premier semestre de l'année 2017.
La proposition de 1 M€ de CP permettra de payer les projets engagés, sur des autorisations de programme antérieures à 2017, par les départements, les communes, syndicats ou intercommunalités, les associations et personnes de droit privé et l'ONF.

4 - Équipements (programme 16)

Proposition totale : **0,100M€**
Pour mémoire, AP initiale 2016 : 0,800 M€

La proposition de 0,100 M€ d'AP permettra de financer une partie des 0,458 M€ de crédits nécessaires pour l'équipement 2017 de l'AEV. Les recettes perçues au titre du fonds de compensation pour la TVA et l'autofinancement issus de l'amortissement 2017 permettront de compléter ces crédits.

Les investissements envisagés sont les suivants :

- Moyens des services : achats de matériels pour les centres locaux.

- Moyens informatiques des services : accompagnement à la mise en place des factures dématérialisées (« Chorus Pro »).
  Mise en place de la version 5.0 du progiciel comptable « Coriolis » qui permettra, entre autres, la saisie des bons de commande par les agents des services (nouvelles règles de fonctionnement).
  Renouvellement partiel du parc informatique, ainsi que des serveurs d'exploitation sur nos sites distants.
  Poursuite du développement de certains modules Métiers du logiciel de gestion du patrimoine (« NHECTAR »).

- Moyens de communication : poursuite de l'adaptation des moyens de communication.

DOTATION REGIONALE D'INVESTISSEMENT

La dotation de la Région au bénéfice de l'Agence des Espaces Verts pour la section d'investissement est la suivante :

<u>En autorisations de programmes</u> :

Dotation régionale : **8,000 M€**
Pour mémoire, Dotation initiale 2016 : **10,000 M€**

<u>En crédits de paiement</u> :

Dotation régionale : **15,285 M€**
Pour mémoire, Dotation initiale 2016 : **17,350 M€**

II – FONCTIONNEMENT :

1- RECETTES

La contribution régionale pour la section de fonctionnement s'élève à 9,420 M€. Celle-ci est en diminution de 240 K€ par rapport à 2016 (-2,48%).

Par ailleurs, comme chaque année, l'Agence des Espaces verts inscrit dans son budget les prévisions de crédits de paiement complémentaires pour les opérations réalisées sur les réserves naturelles régionales, les sites Natura 2000 et la base de plein air et de loisirs (BPAL) de l'Ile de Vaires pour un montant de 0,881 M€. Cela correspond à des autorisations d'engagements de la Région pour lesquelles les demandes de fonds interviennent après réception des factures.

Les autres recettes sont notamment :

- les contributions des collectivités aux charges d'entretien (pour mémoire, des conventions de financement doivent être renouvelées chaque année, dans le cadre du partenariat avec les collectivités, si bien qu'il s'agit de montants prévisionnels) ;
- les recettes sylvicoles ;
- les redevances d'occupation du domaine public ;
- les loyers et provisions pour charges locatives.

2- DEPENSES

Les principales dépenses de la section de fonctionnement sont : les salaires et les charges sociales ; l'entretien et le gardiennage des propriétés régionales.

Charges de personnel et frais assimilés (fonction 0201) pour un total de 7,006 M€.

Ce budget, en diminution de 0,215 M€, par rapport au budget primitif 2016 intègre la hausse du point d'indice de 0,6% à partir de février 2017 et les effets du Glissement Vieillesse Technicité (GVT). L'enveloppe de masse salariale est donc en baisse d'environ 5% par rapport au tendanciel.

En outre, des augmentions sont aussi prévisibles pour plusieurs autres lignes budgétaires :

- Allocations de chômage :
  Aux allocations en cours s'ajoutent les droits à ouvrir pour des agents dont le contrat ne sera pas renouvelé courant 2017 (CDD recrutés dans le cadre d'accroissement temporaire d'activités, chargés de mission et emplois d'avenir).

- Cotisations aux caisses de retraite :
  Augmentation de la cotisation courante à la CNRACL à laquelle s'ajoute la mise en œuvre de la réforme des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) qui génère une augmentation des cotisations sociales patronales.

Cependant, d'autres lignes budgétaires enregistrent une diminution :

- Personnel permanent : l'effectif total diminue du fait des mobilités externes et des non remplacements annoncés,

- Personnel non titulaire : les recrutements ponctuels doivent être contenus conformément aux orientations définies pour l'établissement,

- Emplois d'avenir : aucun des 3 contrats (sur les 5 ouverts en 2013) arrivés à échéance en janvier n'est reconduit.

Entretien et gardiennage des forêts pour un montant de 3,228 M€ (dont 0,324 M€ pour les RNR)

Les crédits d'entretien et de gardiennage des propriétés régionales sont en augmentation de seulement 1% par rapport à l'année 2016 malgré une augmentation des propriétés régionales (+129 hectares).

Le niveau de cette enveloppe pour l'entretien et le gardiennage des espaces naturels régionaux ne permettra pas d'absorber une éventuelle mise en réserve des crédits de fonctionnement, comme en 2016, sauf à dégrader les conditions d'accueil du public.

DOTATION REGIONALE DE FONCTIONNEMENT

La dotation de la Région au bénéfice de l'Agence des Espaces Verts pour la section de fonctionnement est la suivante :

Dotation régionale :	**9,420 M€**
Pour mémoire, Dotation 2016 :	**9,660 M€**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 02 MARS 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 02 MARS 2017
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-013 du 28 février 2017

Approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 34, 38 et 88 ;

VU la délibération n°08-017 du 25 mars 2008 relative à la détermination des ratios pour l'avancement de grade des personnels titulaires de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération N°16-127 du 13 décembre 2016 portant approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Approuve la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts suivante :

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Technique	Adjoint technique (Cat. C)	Adjoint technique principal de 2ème classe	1	3
		Adjoint technique de 2ème classe	15	13
Administrative	Rédacteur (Cat. B)	Rédacteur principal de 1ère classe	1	3

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Administrative	Rédacteur (Cat. B)	Rédacteur principal de 2ème classe	4	3
		Rédacteur	8	6
	Adjoint administratif (Cat. C)	Adjoint administratif de 2ème classe	6	7

Article 2 Les crédits correspondants à la rémunération et aux charges des emplois sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants....15+1..:
Votes POUR.....13.....:
Votes CONTRE.....:
Abstentions .....3.....:
Ne prend pas part au vote ...:

ANNEXE 1

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 FEVRIER 2017

Tableau des emplois permanents

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires	Emplois créés	Emplois transformés	Total effectifs	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur en chef	A	2			2	2
- ingénieur principal	A	9			9	8
- ingénieur territorial	A	12			12	11
- technicien principal de 1ère classe	B	12			12	12
- technicien principal de 2ème classe	B	8			8	7
- technicien	B	1			1	1
- agent de maîtrise principal	C	1			1	1
- agent de maîtrise	C	6			6	4
. adjoint technique principal 2ème classe	C	1		+ 2	3	2
- adjoint technique de 1ère classe	C	1			1	1
- adjoint technique de 2ème classe	C	15		- 2	13	10
. Filière administrative						
. attaché principal	A	2			2	2
. attaché territorial	A	9			9	8
- rédacteur principal de 1ère classe	B	1		+ 2	3	2
- rédacteur principal de 2ème classe	B	4		- 1	3	3
- rédacteur	B	8		- 2	6	6
- adjoint administratif principal 1ère classe	C	1			1	1
- adjoint administratif 1ère classe	C	6			6	4
- adjoint administratif 2ème classe	C	6		+ 1	7	4
. Filière animation						
- adjoint d'animation de 2ème classe	C	2			2	1
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1			1	1
- adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	5			5	5
Total agents titulaires et stagiaires		**113**	**0**	**+ 0**	**113**	**96**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- directeur / directrice	A	1			1	0
- chef de service action foncière	A	1			1	1
- responsable mission paysage	A	1			1	1
- chargé(e) de projet	A	2			2	1
- chef de projet(s) informatique	A	1			1	1
. chargé(e) d'opérations foncières	A	1			1	0
- chargé(e) de projet paysagiste	A	2			2	2
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- attaché mission médiation	A	1			1	1
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
. administrateur réseaux informatiques	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	1			1	1
- responsable de territoire Education à l'environnement	B	1			1	1
- technicien APEN	B	1			1	1
Total des agents contractuels occupant des emplois permanents		**17**	**0**	**+ 0**	**17**	**14**
TOTAL EMPLOI PERMANENTS		**130**	**0**	**0**	**130**	**110**
Emploi de collaborateur de cabinet		**1**	**0**	**+ 0**	**1**	**1**
TOTAL GENERAL		**131**	**0**	**+ 0**	**131**	**111**

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 FEVRIER 2017

Tableau des emplois non permanents

Grade	Catégorie	Effectifs budgétaires	Contrat (loi 26/01/1984)	Motif du contrat
- Ingénieur territorial	A	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Technicien territorial	B	2	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Adjoint administratif de 2ème classe	C	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Emplois d'avenir		10	décret 2012-1211 du 31 octobre 2012	
- Apprentis			loi N°97-940 du 16 octobre 1997	
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		14		

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 02 MARS 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 02 MARS 2017
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-015 du 28 février 2017

Approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Seiglats)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer le bail.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	15+1
Votes POUR	15+1
Votes CONTRE	
Abstentions	
Ne prend pas part au vote	

Annexe N°1 à la délibération N°17 –015 du 28 février 2017

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
3	SEIGLATS	Un agriculteur	Bail rural à long terme	Voir liste des parcelles en annexe 2 et plan en annexe 3	9ha 73a 56ca	Selon arrêté préfectoral	1 159,29 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

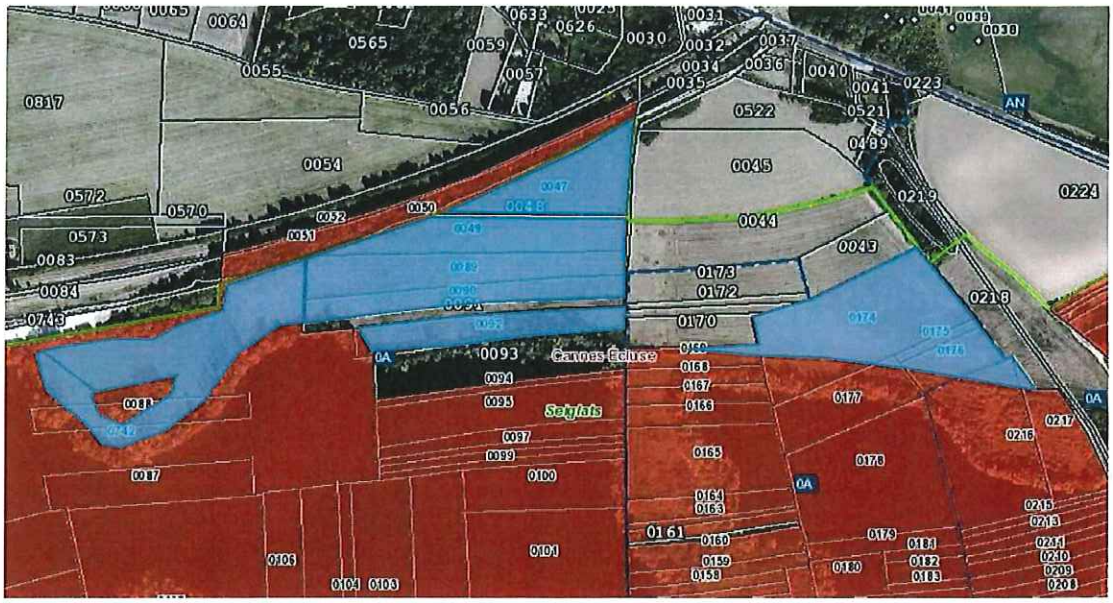
ANNEXE 2 à la délibération N°17 –015 du 28 février 2017

Liste des parcelles louées – Bail rural à long terme Seiglats n°3

Commune	Département	N° Section	N° parcelle	Superficie parcelle	Superficie louée
Cannes-Ecluses	77	A	A 47	1ha 09a 43ca	1ha 09a 43ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 49	1ha 09a 22ca	1ha 09a 22ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 88	0ha 65a 59ca	0ha 27a 00ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 89	1ha 29a 29ca	1ha 29a 29ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 90	0ha 82a 81ca	0ha 82a 81ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 92	0ha 83a 66ca	0ha 78a 32ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 742	9ha 76a 57ca	2ha 04a 44ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 174	2ha 17a 16ca	1ha 74a 97ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 175	0ha 10a 79ca	0ha 10a 79ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 176	0ha 42a 54ca	0ha 33a 25ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 216	1ha 82a 91ca	0ha 09a 84ca
Cannes-Ecluses	77	A	A 217	0ha 71a 77ca	0ha 04a 20ca
			TOTAL	20ha 81a 74ca	9ha 73a 59ca

ANNEXE 3 à la délibération N°17 –015 du 28 février 2017

Plan des parcelles louées – Bail rural à long terme Seiglats n°3



Surfaces louées

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 02 MARS 2017
Transmise au contrôle de légalité, le : 02 MARS 2017
La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-016 du 28 février 2017

Approbation d'une convention de mise à disposition et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Vallée de l'Yerres et du Réveillon)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'une convention de mise à disposition avec l'association « Les Jardins de Wilma » ci-annexée.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants	15+1
Votes POUR	15+1
Votes CONTRE	
Abstentions	
Ne prend pas part au vote	

Annexe N°1 à la délibération N°17 –016 du 28 février 2017

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU DOMAINE REGIONAL

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-016 du 28 février 2017,

Dénommée ci-après « l'Agence »,

D'une part,

Et

L'association « Les Jardins de Wilma », représentée par sa Présidente, Madame Wilhelmina VAN DER BROEK, dont le siège social est sis 48 rue Honoré de Balzac 91860 EPINAY-SOUS-SENART,

Dénommé ci-après « le Preneur »,

PREAMBULE

L'Agence met en œuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades. Se trouvent au cœur de ses missions :

- L'accroissement des espaces naturels ouverts au public,
- La préservation de la biodiversité,
- Le maintien des espaces agricoles périurbains,
- La sensibilisation à l'environnement.

Elle contribue ainsi aux objectifs du Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) et met en œuvre son programme d'agriculture périurbaine et sa stratégie pour la biodiversité.

L'Agence et un agriculteur ont signé un bail rural le 26 janvier 2011 pour l'exploitation en maraîchage d'une parcelle de 6,4762 ha sur la commune de Périgny-sur-Yerres.
Cet agriculteur a décidé de résilier ce bail rural en raison de son déménagement.

Le comité technique de la SAFER réuni le 20 avril 2016 a attribué 4 970 m² de la parcelle ainsi libérée au Preneur.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION
La présente convention a pour objet de fixer les conditions de mise à disposition d'une propriété régionale au Preneur, aux fins d'y développer une activité de maraîchage et de jardin pédagogique.

Le Preneur ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives aux baux agricoles régis par le Code rural ou d'une toute autre réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS À DISPOSITION
Le terrain objet de la présente, dénommé ci-après « la Parcelle », représente une superficie totale de 0,5000 ha, selon le tableau ci-dessous :

Commune	Dépt	N° Section	N° parcelle	Superficie Cadastrale	Superficie mise à disposition
Périgny-sur-Yerres	91	AA	42	6ha 60a 12ca	0ha 49a 70ca

La localisation cartographique de la Parcelle est présentée dans le plan ci-joint en annexe n°1.

ARTICLE 3 : DUREE
La présente convention prend effet à la date de sa signature par les parties.
Elle est conclue pour une durée de six mois à compter de la date de signature.

Les parties conviennent qu'il sera possible de renouveler la présente convention pour une période de trois ans de manière expresse. Le Preneur devra alors adresser à l'Agence, pour réponse préalable, un courrier en recommandé avec accusé de réception, en respectant un délai de 2 mois avant la date prévue pour l'échéance.

À l'expiration de la convention, le Preneur devra avoir remis la Parcelle en bon état d'entretien et l'aura libéré de tout ce qui aura pu y être entreposé, sauf disposition particulière convenue avec l'Agence.
L'Agence reprendra alors possession du bien sans être tenue à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX
Le Preneur prendra la parcelle dans l'état où elle se trouvera à la date de son entrée en jouissance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties au moment de la prise d'effet et au terme de la présente convention. Le cas échéant, une liste définitive des réparations nécessaires sera établie par comparaison avec le premier état des lieux. Les réparations seront prises en charge par le Preneur lorsque les dégradations sont de sa responsabilité.

ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE
Le Preneur devra, pendant le cours de la présente, contracter toutes les assurances nécessaires aux activités exercées dans le cadre de la présente, notamment (cette liste n'étant pas exhaustive) s'assurer pour :

- son matériel et tous les biens lui appartenant et garnissant la Parcelle ;
- le recours des propriétaires et le risque des voisins ;
- ses salariés contre les risques d'accident du travail.

Le Preneur demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'activité découlant de la mise à disposition du terrain ou de son fait personnel.

Dès la signature de la présente convention, le Preneur devra fournir les attestations annuelles d'assurance.

Il en paiera les primes à leurs échéances et justifiera de tout à l'Agence par la production des polices et quittances.

ARTICLE 6 : CESSION ET SOUS-LOCATION

Le Preneur ne pourra céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.
Il ne pourra, même à titre gratuit, sous-louer tout ou partie de la parcelle, ni même la prêter.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 Obligations du Preneur

La présente convention est faite sous les conditions suivantes que le Preneur s'oblige d'exécuter et accomplir, à savoir :

1° Il prendra les biens, objet de la convention, dans leur état actuel sans pouvoir exercer aucune réclamation contre l'Agence pour quelque cause que ce soit.

2° Il ne pourra changer la destination des biens, objet de la convention, qui sont à vocation naturelle et agricole.

3° Il pourra aménager la Parcelle en présentant son projet à l'Agence et recevoir l'accord préalable de cette dernière avant tout démarrage des travaux. Pour tout aménagement réalisé, il devra obtenir le cas échéant les autorisations du service urbanisme de la commune.

4° Il jouira de la Parcelle en se souciant d'une gestion durable, sans commettre, ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations. Il veillera à ce que cette utilisation n'entraîne aucun trouble de voisinage et soit conforme aux règlementations applicables.

5° Il s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir l'Agence de tous ceux qui pourraient se produire afin que l'Agence puisse agir directement.

6° En tant que de besoin, il autorisera l'Agence ou son représentant à pénétrer sur le terrain mis à disposition.

7° Le Preneur ne peut déposer aucune ordure, immondices, ou papiers d'emballage sur le site. Il assurera la surveillance de la Parcelle. En cas de compostage de déchets verts issus d'une source extérieure à la Parcelle, le preneur devra s'assurer de la propreté de ces déchets et qu'aucun polluant non organique ne soit présent.

8° Les feux de toute nature sont interdits.

9° Le Preneur prendra connaissance et respectera les clauses du Règlement intérieur du Domaine de Saint-Leu (ci-joint en annexe n°2).

10° En outre, le Preneur s'oblige à :

- Ne pas faire d'exploitation commerciale sous quelque forme que ce soit sur la Parcelle,
- Informer préalablement l'Agence pour toute manifestation, tout reportage qu'il organisera sur le site mis à sa disposition,
- Prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les risques et assurer la sécurité des personnes participant aux manifestations organisées.

7.2 Obligations de l'Agence

L'Agence met à disposition du Preneur la Parcelle décrite à l'article 2 de la présente convention.

Le représentant de l'Agence sur le terrain est joignable au 06.20.22.45.92.

ARTICLE 8 : REDEVANCE
Les parties conviennent expressément que la présente convention est conclue à titre gratuit et ne donnera lieu à aucun paiement d'aucune sorte de la part du Preneur, pas même une quote-part des taxes et impôts locaux.

ARTICLE 9 – MODIFICATION – DENONCIATION – RESILIATION
9.1. Modification
Toute modification pouvant intervenir à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

9.2. Dénonciation
L'une des parties pourra mettre fin à la présente convention, par lettre recommandée justifiant du motif avec accusé réception, adressée à l'autre partie en respectant un préavis de trois mois.

9.3. Résiliation
En cas d'inexécution par le Preneur de l'une des obligations décrites à la présente convention, et après mise en demeure de s'y conformer, envoyée en courrier recommandé avec accusé de réception, restée sans réponse passé un délai de 15 jours, la convention sera résiliée de plein droit aux torts exclusifs du Preneur.

Le Preneur ne pourra demander à l'Agence aucune indemnité du fait de cette résiliation.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS
Tout litige portant sur l'exécution de la présente convention devra être porté devant la juridiction civile territorialement compétente. Toutefois, un accord à l'amiable sera recherché en priorité.

Fait en 2 exemplaires originaux à
Le

Le Preneur,

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile-de-France,

ANNEXE 1 : Plan de la portion de parcelle mise à disposition

géoportail

Parcelle Jardins de Wilma



© IGN 2016 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 2° 33' 58" E
Latitude : 48° 42' 16" N

ANNEXE 2 : Règlement intérieur du Domaine de Saint-Leu

SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL

de l'ile de france

19 rue d ANJOU.75008 PARIS tél : 265 28 44

DOMAINE SAINT-LEU

COMPLEXE AGRO-TOURISTIQUE

COMMUNE PERIGNY

DEPARTEMENT VAL DE MARNE

- REGLEMENT DE LOTISSEMENT -

STATUTS TYPE A.S.

ETUDES
&
DIRECTION DE TRAVAUX

SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL

du centre

Maître d'Oeuvre

Projet N° Classement N°

siège 44 bis avenue de CHATEAUDUN _ 41 _ BLOIS

tél 78 47 90

Dressé par : [illegible]

SERVICE : TECHNIQUE

Modifications

DATE : 2 avril 1976

DOMAINE DE "ST L E U"

REGLEMENT DE LOTISSEMENT

ARTICLE 1 - Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de fixer les règles et servitudes d'ordre public ou d'intérêt général imposées dans le lotissement de ST LEU,

situé sur la commune de Périgny/Yerres dans le Val de Marne.

Ce lotissement a un caractère agricole. Il y est envisagé la construction de tout bâtiment relatif aux différents secteurs agricoles et concernant notamment la production maraichère, l'équipement, la commercialisation et le logement des personnes attachées à l'explcitation.

Le règlement est opposable à toute personne physique ou morale détenant ou occupant à quelque titre que ce soit tout ou partie du lotissement.

Il doit être reproduit in extenso dans tout acte de mutation, d'aliénation, de vente ou de location d'une ou plusieurs parcelles, ou y sera annexé par voie de référence précise qu'il s'agisse d'une première opération ou d'opérations ultérieures.

ARTICLE 2 - Origine de propriété

Les terrains figurant au plan annexé et objet du présent lotissement seront acquis par la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural de l'Ile de France (SAFER), de différents propriétaires en vertu de promesses de vente tant d'agriculteu que de la Commune de Périgny qui cède les chemins ruraux à lui rétrocéder sur de nouvelles assiettes.

ARTICLE 3 - Situation du lotissement et références cadastrales

Le lotissement est situé sur la commune de Périgny/Yerres, département du Val de Marne.

Il prend la dénomination de "Domaine de ST LEU".

Il est limité :

- au Nord-Ouest, par le chemin rural n° 1 de Périgny à Servon (nouvelle assiette)
- au Nord-Est, par le chemin rural n°2 d'Yerres à Brie-Comte-Robert, et sa prolongation jusqu'au Bois St Leu (nouvelle assiette)
- au Sud-Est par les terrains réservés à la commune pour l'aménagement de la zone touristique.
- au Sud, par le chemin départemental n° 53 (nouvelle emprise) et la zone de promenade et loisirs de la commune de Périgny.
- au Sud-Ouest par la limite d'emprise de l'autoroute A 5 projetée.

Il est traversé du Nord-Ouest au Sud et du Sud au Nord-Est par les chemins communaux de la commune de Périgny.

Il figure au plan cadastral de la commune de Périgny sous les numéros :

- Section A : feuille unique (plan mis à jour en 1955)

  .. La Fosse aux Loups : 30p, 32, 351, 354p
  .. L'Epine : 34 à 50, 50 bis, 50 ter, 51, 51 bis, 52 à 65, 67 à 72, 74
  .. Les Fossés St Leu : 345, 75 à 110, 343
  .. La Mare d'Herse : 111 à 135, 347, 136 à 139, 348, 349, 140 à 144, 148 à 162
  .. L'Ormois : 163, 164, 164p, 172p, 173p, 174, 175 à 178
  .. Les Fossés d'Herse : 278 à 281, 282p, 283p, 284p.

ARTICLE 4 - Description et réalisation du lotissement

Le lotissement s'étend sur une superficie de 71 ha 13 a 21 ca dont 68 ha 49 a 70 de terres en culture, et 2 ha 63 a 51 ca de voirie et espaces communs

Le lotissement comprend 14 lots, dont :

- lots de 1 à 12 destinés aux cultures et à la construction de bâtiments agricole
- lots 13 et 14 destinés aux voies et espaces communs (parcs de stationnement, station de pompage, transformateur, forage et divers).

Les lots 13 et 14 seront cédés à l'Association Syndicale groupant tous les propriétaires.

.../...

ARTICLE 5 - Viabilité du lotissement

Le lotisseur s'engage à réaliser les travaux de viabilité suivants :

- le drainage agricole des lots
- la voirie de desserte
- le réseau d'alimentation en eau d'irrigation
- le réseau d'alimentation en eau potable
- le réseau de desserte en énergie électrique
- le réseau de fourreaux téléphoniques

conformément aux normes en vigueur et en accord avec les organismes concessionnaire dans la mesure où ils sont intéressés par la reprise de ces aménagements.

ARTICLE 6 - Supports - numérotage

Les acquéreurs seront tenus, sans indemnité, de souffrir les clôtures et les constructions, l'apposition de tout signe extérieur, du nom de la voie, ainsi que des supports qui pourraient être nécessaires pour les installations électriques téléphoniques ou autres.

Chaque acquéreur devra faire numéroter sa propriété sur la rue suivant l'usage.

ARTICLE 7 - Acceptation du parcellaire et des servitudes

Tout acquéreur d'une ou plusieurs parcelles accepte leur forme et leur contenance définies au présent règlement et telles qu'elles figurent au plan annexé.

Les acquéreurs des lots jouiront des servitudes actives et supporteront les servitudes passives apparentes ou non pouvant grever les terrains.

Toute division de lot est interdite.

ARTICLE 8 - Servitudes générales d'urbanisme

Le lotisseur, les acquéreurs ou éventuellement les locataires des lots sont tenus de se conformer aux règlements en vigueur et notamment aux règlements et plans d'urbanisme de la commune ou du groupement d'urbanisme dans lequel est incluse la commune.

.../...

ARTICLE 9 - Rappel de l'obligation du permis de construire

Toutes les constructions de quelque nature et quelque importance que ce soit, ne pourront être édifiées que si le propriétaire du lot a obtenu le permis de construire exigé par les textes en vigueur.

ARTICLE 10 - Entretien des réseaux

L'entretien des réseaux sera assuré par le lotisseur jusqu'au jour de leur prise en charge par l'organisme concessionnaire.

ARTICLE 11 - Prohibitions

Il est interdit d'édifier et d'exploiter sur le lotissement des fabriques, des usines ou entrepôts classés parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que des points de distribution de carburant, stations-service et ateliers, garages, autres que ceux nécessaires à l'exercice des professions agricoles prévues.

Il est interdit d'édifier des ateliers, d'exercer des métiers ou d'exploiter des industries ou commerces qui, par leur présence, leurs odeurs, leurs émanations ou toute autre cause, seraient de nature à nuire aux voisins.

Sont interdites les constructions provisoires ou de caractère précaire.

Est de même interdit sur tout le territoire du lotissement, l'établissement de camping ou de village de toile.

L'affouillement du sol en vue de l'extraction de matériaux est interdit.

Pendant la durée des travaux de construction, il est interdit de gâcher le mortier sur les trottoirs ou les chaussées et d'y déposer des matériaux sauf nécessité absolue et après autorisation accordée par l'Association Syndicale des Propriétaires

ARTICLE 12 - Règlements sanitaires - eau - assainissement - électricité -

Le lotissement est soumis aux prescriptions des règlements sanitaires communaux et départementaux, Les constructions doivent obligatoirement être raccordées aux canalisations des services d'intérêt commun installées ou susceptibles de l'être.

Les canalisations d'évacuation d'eaux pluviales ne pourront être raccordées qu'au réseau de drainage ou au fossé d'évacuation de la voirie qu'après avis de l'Association Syndicale des Propriétaires, ou de l'Administration compétente.

.../...

Les eaux usées et les eaux ménagères après décantation seront raccordées à des fosses septiques individuelles dans les conditions fixées par le permis de construire.

Les acquéreurs devront brancher à leurs frais les conduites particulières desservant leurs parcelles. A cet effet, ils pourront ouvrir des tranchées, mais à charge pour eux de remettre les lieux en état et au plus tard dans le mois qui suit la fin des travaux.

Si, pour accéder au réseau commun du lotissement un propriétaire doit passer par un lot voisin, il ne peut le faire que suivant le tracé le plus court et le moins dommageable pour les lots traversés.

Les acquéreurs sont pécuniairement responsables des dégradations et détériorations commises dans les parties communes du lotissement, soit par eux-mêmes, soit du fait de leurs entrepreneurs ou employés.

ARTICLE 13 - Constructions

1/ Prescriptions générales

Toutes les constructions de quelque nature que ce soit seront édifiées à 10 m au moins de l'alignement de la voirie de desserte.

Sur les limites séparatives des lots, la distance L des constructions à la limite sera égale au moins à la hauteur H de la construction ($L \geq H$). Toutefois, les serres et les bâtiments d'exploitation pourront être, après accord entre les partie accolés sur la limite séparative à condition de présenter une unité de forme et de matériaux, et de permettre, en cas de revente, une division sans dommages pour les deux propriétaires contigus.

2/ Bâtiments d'habitation

La hauteur des bâtiments d'habitation comptée du sol à la basse goutte ne pourra excéder 7 m.

La moitié au moins de la surface des façades percées ou baies servant à l'éclairage des pièces d'habitation, doit bénéficier d'un ensoleillement de 2 heures par jour au moins 200 jours de l'année.

Chaque logement doit être disposé de telle sorte que la moitié au moins de ses pièces habitables principales sur la façade réponde à ces conditions.

Les constructions jumelées sur limite séparative sont interdites.

D'une manière générale, les constructions doivent présenter une simplicité de volum une unité d'aspect et des matériaux compatibles avec la bonne économie de la construction, la tenue générale du lotissement et l'harmonie du paysage. En particulier les enduits et peintures extérieurs, les toitures, doivent être choisis parmi les tons et matériaux traditionnels dans la région ou l'agglomération voisine.

Un cahier de prescriptions architecturales sera fourni par la Commune qui apportera son assitance à titre gracieux.

.../...

3/ Bâtiments d'exploitation

La hauteur de ces constructions ne devra pas excéder 10 m à la faîtière. Ces constructions doivent être implantées en arrière ou dans le même alignement que les habitations, à 10 m au minimum de celles-ci, et à 3 m au minimum des limites séparatives, sous réserve des prescriptions générales définies au paragraphe 1.

Les bâtiments destinés à abriter le cheptel et le combustible devront répondre aux conditions de sécurité prescrites par la loi.

4/ Bâtiments annexes

Les constructions à usage de garage, de remise à outils, etc.... ne devront pas excéder une hauteur totale de 4 m. Elles seront édifiées en matériaux durables. Les constructions légères destinées à l'élevage familial telles que volières, poulaillers, clapiers, etc... sont autorisées.

Les bâtiments annexes ne devront pas être disposés en façade sur les voies de desserte des lots, et toujours au-delà de l'alignement des façades arrières des habitations.

5/ Stationnement

En plus de l'aménagement d'une aire de stationnement destinée aux véhicules de livraison et d'exploitation, il sera réservé sur toute parcelle comportant des habitations un emplacement susceptible d'assurer le stationnement d'autant de véhicules qu'il y aura de logement.

6/ Surface totale des constructions privées

La surface totale des constructions doit être en conformité avec le coefficient d'occupation des sols de la commune (0,005).

7/ Bâtiments communs

La station d'irrigation commune et le transformateur public qui lui sera accolé seront construits sur le lot commun n° 13, au centre d'un terre-plein.

ARTICLE 14 - Jardins et clôtures

Chaque attributaire d'un lot devra, dès après la construction d'un logement, aménager un jardin d'agrément, en façade afin de créer un cadre général harmonieux. L'espace aménagé devra être planté d'essences décoratives. Les accessoires de jardin en terre cuite ou en béton moulé dits "décoratifs" sont interdits.

L'étendage du linge devra se faire d'une façon discrète et non visible de la chaussée.

Les lots pourront être clos ou non. Les clôtures seront uniquement traitées en haies vives.

ARTICLE 15 et dernier - Publicité

Il est interdit de louer ou de sous-louer pour publicité ou affichage.

Chaque propriétaire pourra installer à son profit un panneau professionnel à un emplacement recevant l'accord de l'Association Syndicale des Propriétaires.

PROJET DE

- OoO - STATUTS DE L'ASSOCIATION SYNDICALE - OoO -

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - FORMATION DE L'ASSOCIATION

Il est formé une Association Syndicale libre, régie par les lois des vingt et un juin mil huit cent soixante cinq et vingt deux décembre mil huit cent quatre vingt et par les présents statuts, qui existera entre les propriétaires des lots de terrains bâtis et non bâtis, numérotés de

dépendant du domaine de ST LEU à Périgny sur Yerres (94), créé par la SAFER de l'Ile de France.

Tout propriétaire ou co-propriétaire, pour quelque cause que ce soit et à quelque titre que ce soit, de l'un des fonds dont il s'agit, sera membre de plein droit de la présente Association Syndicale.

ARTICLE 2 - NOM - SIEGE - DUREE DE L'ASSOCIATION

Elle prend le nom de :

Le siège est fixé à

Elle aura une durée illimitée.

ARTICLE 3 - OBJET DE L'ASSOCIATION

L'Association a pour but la construction, l'entretien, l'exploitation et la gestion des ouvrages communs du domaine de ST LEU ainsi que l'exécution des travaux complémentaires de grosses réparations, d'améliorations ou d'extension qui pourraient ultérieurement être reconnues utiles.

.../...

Elle aura notamment les charges suivantes :

- la gestion et l'entretien du réseau d'irrigation, des forages, de l'équipement de la station de pompage et du service d'incendie,

- l'entretien des accès au réseau de voirie publique et des ouvrages d'art privés ou d'intérêt communs construits dans le cadre du lotissement, y compris le réseau de voirie privée

- l'entretien des bâtiments qui lui sont dévolus sur le lotissement, en particulier de la station de pompage,

- l'entretien des parties communes du réseau de drainage

- la conservation ou le rétablissement des bornes topographiques implantées sur le lotissement et délimitant les parcelles du lotissement,

- l'établissement d'un règlement de lotissement et l'administration du lotissement et des parties communes,

- le respect du règlement de lotissement pour toutes les questions relevant de l'utilisation en commun des installations

Elle se substituera à la SAFER de l'Ile de France dans les droits et engagements que cette dernière aurait été amenée à contracter vis-à- vis des tiers pour la réalisation de l'objet ci-dessus

Elle a également pour objet :

- les traités et marchés à passer avec tous les fournisseurs de services, marchandises, matériels, etc...

- la répartition des dépenses entre les membres de l'Association,

- le recouvrement et le paiement des dépenses

ARTICLE 4 - TEXTES DE REFERENCES

L'Association est soumise à toutes les règles et conditions édictées par la loi des vingt et un juin mil huit cent soixante cinq et vingt deux décembre mil huit cent quatre vingt huit, par le règlement d'administration publique du neuf mars mil huit cent quatre vingt quatorze et notamment par l'article deux de ce règlement qui dispose que les obligations qui dérivent de la constitution de l'Association Syndicale sont attachées aux immeubles engagés et les suivent en quelques mains qu'ils passent jusqu'à dissolution de l'Association.

Les Associés s'engagent d'ailleurs à informer les acheteurs éventuels des lots engagés à l'Association des charges et des droits attachés à ces lots. L'Association est en outre soumise aux dispositions spéciales et particulières qui sont spécifiées dans les articles ci-après.

TITRE II - ADMINISTRATION

ARTICLE 5 - ORGANES ADMINISTRATIFS

L'Association a, pour organes administratifs, l'assemblée générale, le syndicat et le directeur.

ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 6 - COMPOSITION

L'Assemblée Générale se compose de tous les propriétaires possédant au moins un lot de culture sur le domaine.

Chaque propriétaire a droit à une voix par lot.

ARTICLE 7 - ETAT DES PROPRIETAIRES

Avant le trente et un décembre de chaque année, le directeur fait constater les mutations de propriété survenues pendant l'année précédente et modifier en conséquence l'état nominatif des propriétaires associés ainsi que la liste des syndicataires admis à constituer l'Assemblée Générale. Cette liste est déposée pendant huit jours au siège social de l'Association. Ce dépôt qui a lieu chaque année le trente et un décembre, est en outre annoncé par une affiche collée à la porte du siège social de l'Association. Un registre est ouvert pour recevoir les observations des intéressés.

La liste, rectifiée s'il y a lieu par le syndicat, sert de base aux réunions des assemblées et reste déposée sur le bureau pendant la durée des séances. Au début de chaque séance, l'Assemblée peut vérifier la régularité des mandats donnés par les associés.

ARTICLE 8 - REPRESENTATION AUX ASSEMBLEES

Les propriétaires peuvent se faire représenter par des fondés de pouvoirs, sans que le même fondé de pouvoirs puisse être porteur de plus de deux mandats, ni disposer de plus de trois voix au total. Les fondés de pouvoirs doivent être eux-mêmes membres de l'Association. Toutefois, les fermiers ou locataires, métayers ou régisseurs que les propriétaires auraient délégués pourront assister aux réunions de l'Assemblée avec voix délibérative, mais ne pourront être nommés syndics.

.../...

ARTICLE 9 - CONVOCATION

L'Assemblée se réunit chaque année en Assemblée Générale Ordinaire dans le premier trimestre.

Elle peut être convoquée extraordinairement lorsque le syndicat ou conseil syndical le juge nécessaire.

Le Directeur est également tenu de la convoquer extraordinairement lorsque la moitié au moins des associés réclame cette convocation par lettre écrite collectivement au Directeur.

Les convocations à l'Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire se font :

- collectivement dans la commune de Périgny sur Yerres par voie de publications et d'affiches collées dans les lieux apparents, obligatoirement à la porte du siège social, huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

- individuellement au moyen de lettres d'avis envoyées par le Directeur au moins huit jours avant la réunion à chaque membre de l'Association. Les convocations portent indication du lieu, du jour, de l'heure et de l'objet de la séance

ARTICLE 10 - VALIDITE DE L'ASSEMBLEE

L'Assemblée Générale est présidée par le Directeur, à défaut par le Directeur Adjoint. Elle nomme un ou deux secrétaires. Elle est valablement constituée lorsque le nombre de voix représentées est au moins égal à la moitié plus une du total des voix de l'Association. Néanmoins, lrsque cette condition n'est pas remplie dans une première réunion, une seconde convocation est faite à huit jours au moins d'intervalle et l'Assemblée délibère alors valablement quel que soit le nombre des voix représentées.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

Lorsqu'il s'agit d'une élection, la majorité relative est suffisante au second tour. Le vote a lieu au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame.

Sauf en cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

ARTICLE 11 - FONCTIONNEMENT

L'Assemblée générale nomme les syndics titulaires et suppléants chargés de l'administration de l'Association. Elle a le droit de les remplacer avant l'expiration de leur mandat.

..../....

Son autorisation est nécessaire pour entreprendre des travaux neufs ou faire des acquisitions ou des emprunts dont le montant dépasse un plafond fixé par l'Assemblée Générale.

Elle se prononce sur la gestion du conseil syndical qui doit à la réunion annuelle lui rendre compte des opérations accomplies pendant l'année ainsi que de la situation financière, sur les propositions de modifications de l'acte d'association, d'agrégation de nouveaux membres ou de dissolution.

Dans les réunions extraordinaires, l'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les questions qui lui sont soumises par le Syndicat et sont expressément mentionnées dans les conventions.

- SYNDICAT OU CONSEIL SYNDICAL -

ARTICLE 12 - COMPOSITION

Le conseil syndical se compose de : membres titulaires et de : membres suppléants.

En cas de subvention de l'Etat, le Préfet pourra nommer en outre un syndic.

Les syndics suppléants ne siègent qu'avec un pouvoir d'un membre titulaire empêché.

ARTICLE 13 - DUREE DES MANDATS

Les fonctions de syndic durent six ans et sont renouvelables par tiers tous les deux ans. A la fin de la deuxième et de la quatrième année, les syndics sortants sont désignés par le sort ; à partir de la sixième année et de deux ans en deux ans, les membres sortants sont désignés par l'ancienneté. Les syndics sont indéfiniment rééligibles.

Les syndics démissionnaires ou décédés sont remplacés par l'Assemblée Générale annuelle et leurs pouvoirs durent le temps pendant lequel les membres remplacés seraient eux-mêmes restés en fonction.

Pourra être déclaré démissionnaire par le Syndicat, tout syndic qui, sans motif légitime, aura manqué à trois réunions consécutives.

.../...

ARTICLE 14 - COMPOSITION DU BUREAU

Les syndics élisent tous les deux ans deux d'entr'eux pour remplir les fonction de directeur et de directeur-adjoint qui remplace le directeur en cas d'absence ou d'empêchement. Le Directeur et l'adjoint sont toujours rééligibles. Ils conservent leurs fonctions jusqu'à leur remplacement.

Le conseil syndical nomme aussi un secrétaire, soit parmi ses membres, soit en dehors, la durée des fonctions du secrétaire n'est pas limitée, il peut être remplacé à toute époque par le conseil syndical.

ARTICLE 15 - REUNIONS

Le syndicat fixe le lieu de ses réunions ; il est convoqué et présidé par le directeur. Il se réunit toutes les fois que les besoins de l'association l'exigent, soit en vertu de l'initiative du directeur, soit sur la demande du tiers au moins des syndics.

ARTICLE 16 - DELIBERATIONS

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Les délibérations du conseil syndical sont valables lorsque, tous les membres ayant été convoqués par lettre à domicile, plus de la moitié y a pris part.

Néanmoins, lorsque après deux convocations faites à cinq jours d'intervalle et dûment constatées sur le registre des délibérations, les syndics ne sont pas réunis en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation est valable quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le Président.

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance.

Tous les membres de l'Association ont droit de prendre communication au siège social, sans déplacement du registre des délibérations.

ARTICLE 17 - FONCTIONS

Le syndicat règle par ses délibérations, les affaires de l'Association.

Il est chargé notamment de :

- nommer les agents de l'association et fixer leur traitement.

.../...

- faire rédiger les projets, les discuter et statuer sur le mode à suivre pour leur exécution.

- approuver les marchés et adjudications et veiller à ce que toutes les conditions en soient remplies.

- Voter le budget annuel

- dresser le rôle des taxes à imposer aux membres de l'association

- délibérer sur les emprunts qui peuvent être nécessaires à l'association

- contrôler et vérifier les comptes présentés annuellement par le Receveur et le Directeur de l'association

- autoriser toutes actions devant les tribunaux

- enfin faire les propositions sur tout ce qu'il croira utile aux intérêts de l'association.

Les délibérations du Conseil Syndical sont définitives et exécutoires par elles-mêmes, sauf celles portant sur des objets pour lesquels l'approbation de l'Assemblée Générale est exigée par les statuts.

DIRECTEUR - ARTICLE 18 - POUVOIRS

Le directeur préside les réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil Syndical. Il représente l'Association en justice vis-à-vis des tiers dans tous les actes intéressant la personnalité civile de l'Association.

Il fait exécuter les décisions du Syndicat et exerce une surveillance générale sur les intérêts de l'association et des travaux.

Il veille à la conservation des plans, registres et autres papiers relatifs à l'administration de l'association et qui sont déposés au siège social.

Il prépare le budget, présente au Conseil Syndical le compte administratif des opérations de l'Association et assure le paiement des dépenses

Il passe les marchés et procède aux adjudications au nom de l'association

Et, d'une manière générale, il est chargé de toutes les autres attributions qui lui sont confiées par le présent règlement.

Le Directeur et le directeur-adjoint conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

.../...

TITRE III - MOYENS DE SUBVENIR AUX DEPENSES

FIXATION DES BASES DE REPARTITIONS

ARTICLE 19 - RECETTES

Il sera pourvu aux dépanses de premier établissement au moyen des cotisations des associés, de subventions éventuelles et d'emprunts dont le mode et les conditions seront déterminés par le syndicat. Chaque associé conserve la faculté de se libérer quand il le juge de tout ou partie de sa dette syndicale à condition d'en aviser le directeur six mois au moins avant le vote du budget et d'en verser le montant à la clôture de l'exercice, dans la caisse de l'association.

ARTICLE 20 - DEPENSES

Le montant des dépenses annuelles prévu au budget de chaque année devra faire face :

1/ aux intérêts et aux annuités d'amortissement des emprunts restant dûs

2/ aux frais généraux annuels d'exploitation et d'entretien

3/ à la constitution d'une réserve pour grosses réparations et améliorations.

ARTICLE 21 - REPARTITION DES DEPENSES

Les dépenses visées au numéro un de l'article 20 ci-dessus constitueront la taxe de premier établissement et seront réparties entre les intéressés sur les bases qui seront fixées par le syndicat.

Les dépenses visées au numéro deux constitueront la taxe d'usage et seront réparties entre les intéressés sur les bases qui seront fixées par le syndicat.

La réserve visée au numéro trois sera constituée au moyen des reliquats de chaque exercice et d'une majoration maximum de dix pour cent des taxes d'usages.

.../...

TITRE IV - TRAVAUX

ARTICLE 22 - DESIGNATION DES HOMMES DE L'ART

Le syndicat désigne les hommes de l'art chargés de la préparation des projets et de la direction des travaux.

ARTICLE 23 - IMPORTANCE DES TRAVAUX

Les projets concernant des travaux neufs, des travaux de grosse réparation ainsi que les achats de matériel dont le montant est supérieur à un plafond fixé par l'Assemblée Générale, sont soumis à l'approbation de la dite Assemblée Générale.

Les travaux de simple entretien et les acquisitions courantes peuvent être exécutés sur l'initiative du conseil syndical sans approbation préalable de l'Assemblée Générale.

L'exécution immédiate de travaux urgents peut être ordonnée par le Directeur, à charge par ce dernier de convoquer le conseil syndical dans le plus bref délai pour lui en rendre compte.

ARTICLE 24 - COMMISSION DES TRAVAUX

Lorsque le directeur procède aux adjudications et marchés, il est assisté d'un syndic désigné à cet effet par le conseil syndical.

ARTICLE 25 - RECEPTION DES TRAVAUX

Après l'achèvement des travaux ou l'acquisition de matériel, il est procédé à la réception par le directeur de l'association assité du syndic délégué par le syndicat, en présence, s'il y a lieu, du directeur des travaux.

TITRE V - RECOUVREMENT DES TAXES

ARTICLE 26 - BUDGET

Aussitôt après la constitution de l'association et ensuite avant le premier janvier de chaque année, le directeur rédige un projet de budget qui est déposé pendant huit jours au siège social et où les syndics viennent en prendre connaissance.

Ce délai expiré, le budget est discuté et voté à la première réunion du conseil syndical dans la première quinzaine de janvier.

ARTICLE 27 - RECEVEUR

Les fonctions de receveur de l'association sont confiées soit un receveur spécial désigné par le syndicat, soit à l'un des syndics. Le conseil syndical fixe le montant de son cautionnement et de l'indemnité qui lui est allouée.

Le receveur est chargé de poursuivre la rentrée des revenus et des taxes de l'association ainsi que de toutes les sommes qui lui seraient dues.

ARTICLE 28 - ROLES

Les rôles sont préparés par le receveur, d'après les états de répartition établis conformément aux dispositions des articles vingt et un et vingt ci-dessus. Ils sont arrêtés par le conseil et approuvés par le directeur.

Les taxes de premier établissement portées aux rôles aussitôt après le vote sont payables avant le premier juillet de l'année en cours.

Les taxes d'usage qui sont portées aux rôles dans la première quinzaine de janvier qui suit l'année en cours sont payables avant le quinze février suivant.

ARTICLE 29 - COMPTES

Les comptes annuels du receveur sont soumis à l'examen du conseil syndical qui les contrôle et les arrête avant le premier avril de l'année suivante.

.../...

TITRE VI - DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 30 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement d'ordre intérieur élaboré par le conseil syndical approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire, révisable chaque année, mais restant en vigueur du premier février au trente et un janvier de l'année suivante fixera les détails de fonctionnement de l'Association non prévus dans le présent acte.

ARTICLE 31 - EXTENSION DE L'ASSOCIATION

L'agrégation volontaire de nouveaux adhérents sera étudiée par le conseil syndical qui en fixera équitablement les conditions.



P E R I G N Y S U R Y E R R E S

COMPLEXE AGRO-TOURISTIQUE
ZONE MARAICHERE

Prescriptions Architecturales pour la construction des bâtiments

Les constructions de toute nature : habitations, annexes, bâtiments d'exploitation, hangars, etc... devront être édifiés sur les parcelles dans le cadre du P.O.S. de la Commune et devront répondre aux prescriptions suivantes :

I - IMPLANTATION

Les zones d'implantation des constructions sont indiquées sur le plan annexé. Elles sont disposées de telle sorte que des groupements soient réalisés.

Il pourra être dérogé à cette règle dans le cas de petits bâtiments annexes qui seraient rendus nécessaires par l'exploitation.
Ces bâtiments, soumis à permis de construire, ne devront pas dépasser une emprise au sol de 50 m2, la plus grande dimension ne devant pas dépasser 10 m, et la hauteur de la façade à l'égout du toit ne devant pas dépasser 3 m.
Ces annexes devront être entourées d'arbres de haute tige.

L' emprise des voies d'accès étant fixée à 10 m au droit des zones constructibles, il n'est pas prévu de marge de reculement ou de zone non aedificandi obligatoire.
Cette dernière disposition annule toute autre prescription du règlement de lotissement annexé au permis de lotir approuvé par arrêté préfectoral du 18 Octobre 1976.

II - CONSTRUCTIONS

1) les constructions seront de préférence de plein pied. Dans le cas d'un sous-sol, celui-ci sera au maximum enterré et ne devra pas dépasser 1,70 m par rapport au sol naturel.
Les parements des sous-sols devront être homogènes avec la façade.
Les rampes d'accès de ces sous-sols seront interdites aux véhicules.

./..

2) Les bâtiments principaux, habitation, exploitation et autres, implantés dans les zones constructibles du plan ci-dessus indiqué, seront reliés entre eux par des murs pleins ou des plantations arbustives afin de ne pas présenter de discontinuité. Aussi, ils seront de préférence répartis autour d'une ou plusieurs cours, celles- ci devant être fermées sur la voie.

3) Les volumes devront être simples.

4) Les bâtiments principaux seront couverts par des toitures à deux versants réguliers. Les appentis pourront l'être par des toitures à un seul versant.
La pente des toitures ne devra jamais être inférieure à 20° (37%).

- bâtiments d'exploitation : la couverture sera obligatoirement de couleur rouge vieilli. La couleur rouge vieilli, et les matériaux retenus pour les couvertures sont déterminés de façon uniforme pour l'ensemble du lotissement.

- bâtiments d'habitation : la couverture sera de préférence réalisée en tuile plate rouge vieilli, terre cuite ou béton, ou en tuile béton grande romane rouge vieilli ou marron.

Le Shingle rouge vieilli sera autorisé.

Les débordements des toitures seront faibles sauf s'ils peuvent être justifiés notamment pour les bâtiments d'exploitation.

5) La hauteur maximum de la façade sera de 7 mètres, la hauteur plafond (faîtage du toit) 10 mètres.

6) les ouvertures des façades devront être verticales. Les porte des bâtiments d'exploitation devront être au maximum de proportion carrée(1/1) sauf dans le cas de portes à deux ventaux.

7) Les combles, s'ils sont aménagés, devront être éclairés par des lucarnes ou des chassis de toit. Les ouvertures dites "Chien assis" sont interdites.

8) les revêtement de façade seront de préférence en chaux de teinte naturelle ou en ciment peint : teintes claires sauf blanc La couleur "ton pierre" des matériaux retenus pour les façades des bâtiments d'exploitation est déterminée de façon uniforme pour l'ensemble du lotissement.

Les bâtiments d'exploitation pourront être clos - le bardage nervuré est toléré, le fibro-ciment est interdit.

9) Les volets seront en bois à deux battants.

III - MURS DE CLOTURE

Il serait souhaitable que les cours soient fermées par des murs de clôture de 1,60 m de hauteur minimum.

Leurs revêtements extérieurs devront s'harmoniser avec ceux des bâtiments. Des lissages peints en blanc seront tolérés.

./..

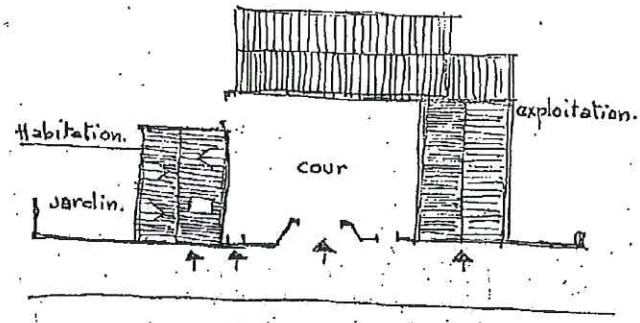
Les portes ou portails seront simples, en bois peint, le fer forgé étant interdit.

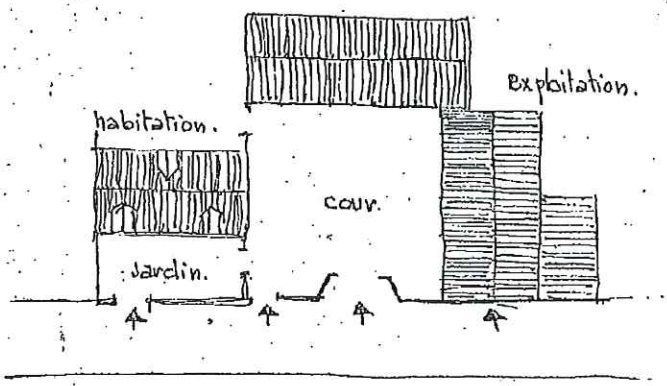
Ces clôtures seront établies à l'alignement. Toutefois des porches en retrait pourront être prévus pour faciliter l'accès des gros engins.

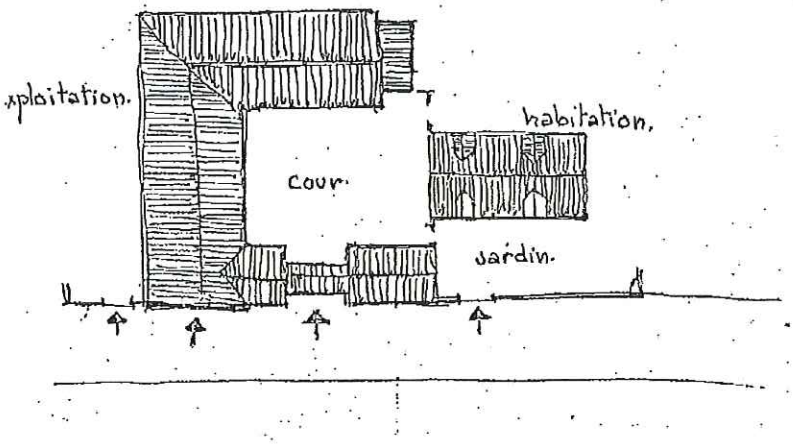
Toutes les dispositions du cahier des Presciptions Architecturales annulent toutes dispositions contraires du règlement de lotissement.

- - - - - - - -

SUGGESTIONS D'IMPLANTATION







SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL

de l'ile de france

19 rue d ANJOU.75008 PARIS

tél : 265 28 44

DOMAINE : SAINT-LEU

COMPLEXE AGRO-TOURISTIQUE

COMMUNE : PERIGNY

DEPARTEMENT : VAL DE MARNE

- NOTE EXPLICATIVE -

ETUDES
&
DIRECTION DE TRAVAUX

SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL
du centre
Maître d'Oeuvre

siège 44 bis avenue de CHATEAUDUN _ 41 _ BLOIS
tél 78 47 90

Projet N° Classement N°

Dressé par L. de BAUDUIT du PLESSIX

SERVICE : TECHNIQUE

Modifications

DATE : 2 avril 1976

1 - NOTE EXPLICATIVE

11 - Exposé

La SAFER de l'Ile de France a déjà réalisé en Val de Marne, à la demande des organisations professionnelles agricoles de l'Ile de France, et avec l'encouragement des autorités départementales du Val de Marne, deux lotissements horticoles sur la commune de Mandres-les-Roses : les domaines de ROSEVAL et de ROSEBRIE.

Poursuivant sa politique de conservation des zones agricoles, la SAFER envisage maintenant l'aménagement d'un lotissement principalement maraîcher pour répondre à la demande des agriculteurs de Périgny.

A cet effet, elle a lancé un programme d'acquisitions à l'amiable sur un territoire d'une centaine d'hectares situé sur la commune de Périgny en limite est du lotissement de ROSEBRIE et dénommé : domaine de ST LEU.

Monsieur le Maire de Périgny s'est intéressé à ce projet et a proposé de combiner l'aménagement maraîcher à un aménagement touristique, formant ainsi un complexe agro-touristique de 90 hectares environ dans lequel les agriculteurs se verraient réserver 80 ha environ de terres de culture à l'irrigation, tandis que la commune de Périgny serait attributaire des chemins ruraux redistribués sur le domaine et complétés par des espaces verts ou boisés pour une superficie totale de 10 ha environ.

Une réunion tenue à la Préfecture du Val-de-Marne le 10 juillet 1975 sous la présidence de M. le Préfet VAUDEVILLE, et en présence des représentants des diverses Administrations intéressées : Préfecture de PARIS, D.D.E. et D.D.A. du Val-de-Marne, Ministère de l'Environnement, Crédit Agricole de Val-de-Marne, représentants des Organisations Agricoles, SAFER, a confirmé la volonté des différents participants de voir aboutir cette opération originale qui s'inscrit dans l'aménagement de la zone naturelle d'équilibre du Plateau de Brie.

Par décision préfectorale, il est demandé que le lotissement s'appuie sur les limites projetées de l'autoroute A5 et sur l'élargissement du CD 53.

12 - Présentation du lotissement

Le lotissement agricole projeté se présente en un ensemble séparé en deux parties (A.B.) par un chemin piétonnier prévu dans le cadre de l'aménagemen touristique et situé hors lotissement ainsi que les chemins et espaces vert communaux.

Les parties A et B du lotissement agricole destinées à des maraîchers sont traversées par un chemin de desserte privé intégré au lotissement et raccordé à la voirie communale de Périgny et de Mandres-les-Roses, réalisant ainsi un bouclage de circulation. Ces deux parties serviront à l'établissement d'agricultours avec siège d'exploitation. Le C.O.S. étant égal à 0,005 la construction sur 70 ha de maraîchage sera donc limitée à 3 500 m2 pour 12 lots soit 290 m2 par lot, ce qui permet la construction de deux logement bâtiments suffisants pour des exploitations de ce type.

Le lot d'entrée (situé dans la partie A) et la voirie de desserte resteront communs à l'ensemble des propriétaires des parties A et B et seront gérés par l'Association qui les réunira.

Le plan figurant dans le présent dossier, reflète ces opérations (voir pièce n° 6)

Les lots maraîchers sont numérotés de 1 à 12.

Le lot commun représentant la voirie privée et les abords est numéroté 13 et 14.

Les lots 15 et 16 représentent les parties à rétrocéder à la Commune et au lot 25 de ROSEBRIE.

En résumé, la partie A (lots 1 à 5, 12 et 13) couvre 33 ha 42 66

la partie B (lots 6 à 11, et 14) couvre 37 ha 70 55

la partie communale ..... 5 ha 80 68

le renforcement de ROSEBRIE (horticulture) 0 ha 42 82 dont 0,25 ha

au total 77ha 36 71

dont 68 ha 49 70 de terres maraichères

2 ha 63 51 de voirie et espaces communs,

Sont exclus du lotissement, pour une superficie de 6 ha 23 50, les chemins ruraux réservés aux piétons, les espaces verts et zone de loisirs, destinés à l'aménagement touristique ainsi que la petite surface destinée à agrandir le lot n° 25 du lotissement voisin de ROSEBRIE, après modification de l'assiette des chemins ruraux.

A noter que les limites du lotissement ont été prévues en maintenant le chemin périphérique en bordure de la commune de Brie-Comte-Robert dans son état initial, mais les autres chemins ont été portés à 8 m en bordure de la commune de Servon en limite Nord-Est du lot 11, à 10 m au Nord-Est du lot 7, à 10 m sur toute la bordure de ROSEBRIE, répondant ainsi aux prévisions formulées par l'Administration lors de l'autorisation de lotir ce domaine.

Le principe de ce plan a d'ailleurs été arrêté au cours d'une réunion tenue le 13 novembre 1975 à la Préfecture du Val-de-Marne sous la présidence de M. ROUSSEAU, Sous-Préfet, en présence des représentants des différentes administrations concernées.

13 - Programme des travaux d'aménagement

La SAFER de l'Ile de France réalisera les travaux de viabilité du lotissement dans le cadre de ses attributions légales, définies par la Loi d'Orientation Agricole, qui l'autorise à aménager les propriétés acquises par elle en vue de l'installation d'agriculteurs.

Les travaux comprendront :

- les études préalables (pédologie, topographie, lotissement, bornage)
- le réseau de drainage général des terres agricoles débouchant sur les exutoires naturels existants)
- le réseau de voirie de desserte privé
- le réseau d'alimentation en eau brute d'irrigation, à partir d'un forage réalisé au calcaire de Champigny et d'une station de pompage en liaison avec le réseau du lotissement de ROSEBRIE relié par mailla
- le réseau d'alimentation en eau potable, relié au réseau du concessio naire intercommunal par une canalisation laissée en attente sur le lotissement voisin de ROSEBRIE.
- le réseau d'alimentation et de desserte en énergie électrique relié d'une part au réseau HT en bordure du C.D. 53 alimentant un transformateur qui sera rendu public, d'autre part au réseau BT du lotissemen voisin de ROSEBRIE.
- le réseau téléphonique raccordé aux fourreaux laissés en attente en bordure du lotissement voisin de ROSEBRIE.

Tous les réseaux seront souterrains.

DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE



Plan Local d'Urbanisme

P.L.U.

Réglement d' urbanisme

Janvier 2007

- TITRE III -

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PROPRES A LA ZONE AGRICOLE

(Zone A)

Section 1 - Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article A 1 Occupations et utilisations du sol interdites :

- Toutes les occupations et utilisations du sol, toutes les constructions ainsi que tous les aménagements ne répondant pas aux conditions définies dans le cadre de l'article R 123. 7 du code de l'urbanisme et visées dans l'article A 2 ci-après.

Article A 2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole. (Les habitations lorsqu'elles sont jugées nécessaires devront être intégrées avec les bâtiments d'exploitation et ne pourront excéder 250 m2 de S.H.O.N. par exploitation)
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- La reconstruction après sinistre sous réserve que les constructions répondent aux conditions définies dans le cadre de l'article R 123. 7 du code de l'urbanisme.

Section 2 - Conditions de l'occupation du sol

Article A 3 Conditions de desserte des terrains (accès et voirie) :

Les accès doivent correspondre aux besoins générés par les constructions, les installations ou les aménagements admis dans la zone au titre des articles précédents.

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut être également refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article A 4 Conditions de desserte des terrains (réseaux eau assainissement) :

a) Eaux:

Toute construction doit, soit être branchée à un réseau collectif d'eau potable, soit pouvoir être alimentée en eau potable par des captages, forages ou puits particuliers, selon la réglementation en vigueur sur l'hygiène publique. Tout constructeur devra assurer par ses propres moyens et à ses frais, l'alimentation en eau potable sans qu'il en résulte aucune charge pour les services publics.

b) Assainissement:

A défaut d'un réseau public d'assainissement, tout constructeur devra assurer par ses propres moyens et à ses frais, l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées conformément au règlement d'hygiène et sans qu'il en résulte aucune charge pour les services publics.

Les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement, conformément aux prescriptions de l'arrêté du 3 Mars 1982 modifié les 14 Septembre 1983 et 23 Mars 1987 et du Règlement de l'Assainissement Départemental.

Ces installations seront conçues pour être branchées sur le réseau public d'assainissement, lorsqu'il sera mis en place. Les rejets des eaux usées en puits absorbants ou puits filtrants sont interdits. L'évacuation des eaux ménagères et effluents non traités est interdite dans les fossés, les égouts pluviaux ou les cours d'eau.

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement et l'évacuation des eaux pluviales ; en l'absence de réseau collecteur ou de l'insuffisance de ce dernier, ou en cas de prescriptions particulières liées à la loi sur l'eau, les aménagements nécessaires sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés au terrain et à l'opération concernée.

Le réseau d'assainissement interne sera de type séparatif et devra respecter l'ensemble des dispositions du Règlement de l'Assainissement Départemental (délibération du Conseil Général n° 04-513-11S-20 du 13/12/2004) ainsi que celles du Règlement d'Assainissement du S.I.A.R.V. (propres au domaine privé).

Pour limiter l'impact des eaux pluviales sur le milieu naturel en application de la loi sur l'eau, il faudra en règle générale faire en sorte que la pollution de temps de pluie soit réduite et traitée à l'amont.

Les aménagements devront intégrer des dispositions techniques dites alternatives limitant le volume des eaux pluviales (usage des espaces verts, etc. ...) et limitant ou écrêtant le débit de ces eaux (rétention en terrasse, chaussées poreuses, etc....).

De toute façon, il est impératif de mettre en place une limitation de débit par stockage ou autre, afin de tenir compte de l'imperméabilisation des surfaces, selon le principe de calcul de limitation de débit des eaux en vigueur dans le département (voir services d'assainissement compétents ; Commune, Département, Syndicats ...).

Les eaux claires (eaux provenant du drainage, des nappes souterraines, des sources, des pompes à chaleur ...) ne doivent en aucun cas être déversées dans les réseaux se raccordant à une station d'épuration.

c) Électricité, Destruction des ordures ménagères:

L'alimentation en électricité et, le cas échéant, la destruction des ordures ménagères conformément aux règles d'hygiène devront être assurées aux frais du constructeur sans qu'il en résulte aucune charge pour la collectivité.

Article A 5 Superficie minimale des terrains des terrains :

Afin de ne pas dénaturer le caractère actuel de la zone pour être constructible les terrains devront disposer d'une superficie d'au moins deux hectares

De plus dans le cadre d'une opération de lotissement, de division de propriété ou de détachement de parcelles Pour que les terrains soient constructibles, chacun des lots concernés devra respecter la superficie minimale de deux hectares fixée ci-dessus. Cette condition ne sera pas exigée pour le ou les lots destinés à un remembrement entre voisins

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables pour les terrains destinés à des équipements publics

Article A 6 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Toute construction devra être édifiée à au moins 10 m de l'alignement (actuel ou futur si le P.L.U. prévoit un élargissement de la voie) sauf indication contraire portée au plan.

Des dispositions différentes pourront être autorisées ou imposées :
- pour des ouvrages techniques liés aux divers réseaux (eaux, assainissement, électricité, gaz, etc...)
- pour les équipements collectifs d'intérêt général ainsi que pour les équipements publics.

Article A 7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

I - Règles générales

1)- les constructions seront édifiées en retrait par rapport aux limites séparatives.

Le retrait ainsi exigé (sauf convention résultant d'un contrat de "cour commune" et cas particuliers visés ci-après) devra être au moins égal à 8,00 m. pour les façades ou pignons comportant des vues directes, et à au moins 2,50 m. dans le cas contraire.

Les constructions nouvelles édifiés face à une limite séparative correspondant à une zone d'habitation, devront respecter un retrait d'au moins 20 m. par rapport à cette limite.

Pour les constructions existantes ne respectant pas les retraits visés précédemment, le retrait existant pourra être maintenu dans le cas de reprise ou de prolongement des murs sous réserve que la surface de la partie ajoutée ne soit pas supérieure à la surface existante avant travaux ; dans ces cas après travaux la façade ou le pignon ainsi créé ne pourra excéder une longueur totale de 15 m.

2) La longueur de vue directe à réserver par rapport aux limites de propriété est d'au moins 8 mètres, sauf convention résultant d'un contrat de "cour commune".

II - Règles particulières :

L'ensemble des règles générales pourront être modifiées :

- pour tenir compte de la topographie ou de la nature du sol,
- pour les équipements collectifs d'intérêt général ainsi que pour les équipements publics.

Article A 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété :

Compte tenu de la spécificité de la Zone, il n'est pas fixé de règles particulières pour l'implantation des constructions les une par rapport aux autres

Article A 9 Emprise au sol des constructions :

l'emprise au sol des constructions de toute nature ne pourra excéder 10 % de la superficie du terrain

Article A 10 Hauteur maximale des constructions :

La hauteur plafond des constructions ne pourra excéder **10 m.**

Cependant, les constructions existantes d'une hauteur supérieure à celles fixées ci-dessus pourront faire l'objet de travaux d'amélioration, de rénovation ou de transformation dans leurs structure et gabarit actuels.

Article A 11 Aspect extérieur des constructions et aménagement des abords :

- Les terrains non bâtis, les constructions de toute nature doivent être aménagés et entretenus de façon à ne pas porter atteinte ni à l'hygiène, ni à la bonne tenue de l'agglomération, ni à l'harmonie des paysages ou de l'architecture locale de la zone ou du secteur.
- Les différents murs d'un bâtiment, y compris les annexes, qu'ils soient aveugles ou non, visibles ou non de la voie publique, doivent être construits en matériaux de même nature ou ayant entre eux une suffisante parenté d'aspect et de couleur. Ils devront présenter un aspect convenable et donner des garanties de bonne conservation.
- Les diverses constructions et notamment les bâtiments agricoles devront s'insérer harmonieusement dans l'environnement et le paysage.
- L'emploi, sans enduit, des matériaux destinés à être recouverts tels que carreaux de plâtre, agglomérés divers, etc..., est interdit.
- Les couvertures apparentes, en papier goudronné, bardeaux bitumineux, bacs aciers, tôles ondulées et produits similaires, sont interdites.
- Le traitement des constructions annexes, garages, extensions doit être en harmonie avec la construction principale, tant par le choix des matériaux que par la qualité de finition.
- Pour les constructions existantes, en cas d'agrandissement, de confortation ou surélévation, les parties ajoutées devront s'intégrer de façon harmonieuse au bâtiment d'origine tout en respectant le rythme architectural des bâtiments environnants et une attention toute particulière devra être prise en considération pour les toitures.
- Les ouvrages d'antennes ou paraboles, interdites en façade, seront intégrées dans la silhouette de toiture de manière à être peu visibles depuis les espaces publics.
- Les clôtures bordant les voies publiques ne peuvent comporter de parties pleines sur plus de 0,90 m de hauteur, piliers et portails exclus. Leur hauteur est limitée à 2,00 m. à l'exclusion des piliers et portails. Dans le cas de reprise d'une clôture existante ne répondant pas à ces caractéristiques, des dispositions différentes pourront être admises
- Les clôtures seront obligatoirement végétales et éventuellement doublées d'un grillage torsadé ou d'un double lissage ne pouvant excéder 2,00 m. Cependant pour les équipements publics, la hauteur maximum de l'ensemble des clôtures est portée à 2,60 m.

Article A 12 Aires de stationnement :

Les possibilités de stationnement des véhicules devront correspondre aux besoins générés par les constructions ou installations et devront être assuré en dehors des voies publiques.

Article A 13 **Espaces libres, aires de jeux et de loisirs et plantations :**

- La protection des plantations existantes devra être assurée au maximum, l'abattage d'arbres sans compensation est interdit
- Les parties de terrain non construites et non occupées par les aires de stationnement ou de desserte seront obligatoirement plantées.
- Les serres ainsi que les bâtiments d'exploitation devront dans toute la mesure du possible, être cachés derrière un rideau de verdure.

Les espaces boisés classés (T.C.) sont définis en application de l'article L 130 1 du code de l'Urbanisme, ils sont figurés sur le plan de zonage conformément à la légende de celui-ci Les conditions s'y rattachant sont définies au TITRE IV du présent règlement.

Section 3 - Possibilités maximales d'occupation du sol

Article A 14 **Coefficient d'occupation du sol (C.O.S.) :**

Pour la Zone il n'est pas fixé de Coefficient d'occupation du sol (C.O.S.).

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 02 MARS 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 02 MARS 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-018 du 28 février 2017

Approbation d'une convention de passage et de mise à disposition du secteur Nord-Est de la Forêt régionale de Bondy et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Bondy association ANCA)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'une convention de mise à disposition avec l'association « les Amis Naturalistes des Coteaux d'Avron» (ANCA), ci-annexée.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants	15+1
Votes POUR	15+1
Votes CONTRE	
Abstentions	
Ne prend pas part au vote	

Annexe N°1 à la délibération N°17 –018 du 28 février 2017

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU DOMAINE REGIONAL

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-018 du 28 février 2017,

ci-après dénommée « L'Agence »,

d'une part,

et

L'Association « les Amis Naturalistes des Coteaux d'Avron» (ANCA), association régie par la loi 1901 déclarée à la préfecture du RAINCY (93) sous le numéro 2642R, dont l'avis de constitution a été publié au Journal officiel du 23 octobre 1985, et ayant son siège au 44, avenue des Fauvettes - 93360 Neuilly-Plaisance, représentée par Madame Sylvie van den Brink, sa Présidente en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE

Le domaine régional géré par l'Agence, constitué d'espaces boisés, de terres agricoles, landes, pelouses, plans d'eau et de zones humides est réparti sur toute l'Ile-de-France.

Ce patrimoine régional fait l'objet d'une gestion diversifiée tenant compte de ses caractéristiques écologiques, paysagères et récréatives.

A ce titre, l'Agence peut autoriser des manifestations encadrées, éducatives, sportives ou culturelles sur les territoires qu'elle gère.

L'Association a pour buts l'étude, l'inventaire, la sauvegarde, la gestion et la mise en valeur des richesses naturelles, faunistiques et floristiques de l'Est parisien. L'Association est agréée au titre de l'article L141-1 du Code de l'Environnement depuis le 6 juin 1989.

L'Association est compétente sur l'étude des amphibiens et de leurs milieux. Elle dispose d'une autorisation préfectorale de capture/relâcher pour étudier ces espèces protégées.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'autoriser l'Association à réaliser une étude des mares et fossés du secteur Nord-Est de la Forêt régionale de Bondy ainsi que des inventaires de la faune et de la flore et une caractérisation des mares et une précision de leur géolocalisation.

Un accès diurne et nocturne à la Forêt est demandé afin de pouvoir réaliser des prospections d'amphibiens.

L'Association présentera à l'Agence des préconisations d'entretien et de gestion.

La présente convention a également pour objet d'autoriser l'Association à participer à un chantier de réhabilitation de la mare aux Joncs mis en œuvre par l'Agence en forêt régionale de Bondy.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de la date de signature pour une durée d'un an.

Elle pourra être renouvelée deux fois, de manière expresse à la demande de l'Association, pour une période similaire de 1 an, par lettre recommandée avec accusé réception, adressée 2 mois avant la date prévue pour l'échéance.

ARTICLE 3 : PERIMETRE DE L'ÉTUDE

Le secteur objet de la présente convention est le secteur Nord-Est de la Forêt régionale de Bondy, selon les indications du représentant de l'Agence sur le site territoire, ainsi que la parcelle de la mare aux Joncs.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS

Dans le cadre de cette convention, l'Association fournira à l'Agence :

- La liste des personnes de l'Association qui interviendront (ou sont susceptibles d'intervenir) sur le site à la date de la signature de la présente convention ainsi qu'à chaque reconduction de celle-ci.
- Un bilan annuel quantitatif et qualitatif sur les mares étudiées ainsi que les inventaires faune et flore qui y seront réalisés.
- Des propositions de gestion et d'entretien des mares étudiées.
- La géolocalisation des mares étudiées.

Au moins deux membres de l'Association seront présents simultanément lors des prospections sur le terrain.

L'Agence sera informée au moins 48 heures avant chaque sortie terrain.

L'Association s'engage à respecter le domaine régional et son règlement intérieur dont elle reconnaît qu'un exemplaire lui a été remis.

L'Association reste responsable des dommages et du dérangement du site pouvant résulter de l'organisation de ses prospections.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La présente convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 6 : ASSURANCE – RESPONSABILITÉ - SECURITE

6.1 – Assurance

L'Association s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour couvrir l'ensemble de ses activités sur le domaine régional.

6.2 – Responsabilité

L'Association demeure seule entièrement responsable de tous dommages qui pourraient résulter de ses activités pendant toute la durée de la convention.

L'Association et son assureur renoncent à exercer tous recours contre l'Agence et son assureur.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à fournir, les attestations annuelles d'assurance couvrant ses activités (à ce titre, l'Association transmettra à son assureur, la nature des activités projetées ainsi qu'un plan de localisation) dès la signature de la présente convention, ainsi qu'à l'échéance du 1er janvier de chaque année.

6.3 – Sécurité

Pour des raisons de sécurité, l'Agence se réserve le droit d'annuler toute sortie programmée par l'Association, en fonction des opérations et travaux d'entretien ou d'aménagement qui se dérouleraient sur le site.

En cas d'intempéries (neige, verglas, vent à partir de 70 km/heure…), le site pourra être fermé et aucune sortie ne sera autorisée ces jours là.

ARTICLE 7 : CESSION ET SOUS LOCATION

L'Association ne pourra céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION - DÉNONCIATION

8.1- Résiliation

En cas de non exécution par l'Association, de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, aux torts exclusifs de l'Association.

L'Association ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

8.2- Dénonciation

L'Association reconnaît avoir connaissance du caractère temporaire de la présente convention. Ainsi, cette dernière pourra être dénoncée à tout moment par l'Agence,pour des raisons dûment motivées, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'Association, en respectant un délai de 6 mois à compter de la notification de la dénonciation.

L'Association ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

De même, l'Association pourra également mettre fin, pour des raisons dûment motivées, à la présente convention par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'Agence en respectant un délai de 6 mois à compter de la date de dénonciation.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION

Dans le cas où l'Association souhaiterait éditer des supports de communication pour ces interventions sur le site, elle devra faire valider leur contenu par l'Agence. Un BAT sera adressé par l'Agence à l'Association au plus tard deux semaines après réception du projet de support.

Les parties s'engagent à faire mention réciproquement des partenaires (nom de l'établissement et logos : Région Ile-de-France, Agence des espaces verts, Association« les Amis Naturalistes des Coteaux d'Avron» (ANCA).

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification éventuelle de la présente, fera l'objet d'un avenant à la convention, en accord entre les deux parties.

ARTICLE 11 - LITIGE

Tout litige pouvant résulter de l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Pantin en deux exemplaires originaux,
Le .....

Pour l'Association,

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile-de-France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 02 MARS 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 02 MARS 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-019 du 28 février 2017

Approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N° 16-018 du 31 mars 2016 portant approbation du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N° 16-067 du 22 juin 2016 portant sur la décision modificative N° 1 du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N°16-101 du 18 octobre 2016 portant approbation du budget supplémentaire ;

VU la délibération N° 16-126 du 13 décembre 2016 portant sur la décision modificative N° 3 du budget primitif 2016 ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2011 d'un montant de 2.380.554,56 € relatives à la DUP de la Butte Pinson ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2016 d'un montant de 205.553 € ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente à signer les actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

Article 2 Habilite la Présidente à mandater, en vue de leur paiement ou de leur consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1, pour un montant total de 5.400 € et à mandater les frais d'opérateur foncier liés à ces opérations.

Article 3 Approuve les acquisitions listées en annexe 2.

Article 4 Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 2 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

Article 5 Un montant de 5.000 € d'autorisations de programme du budget 2016, programme 12, est affecté aux opérations énumérées à l'annexe 2.

Article 6 Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2016, programme 12, s'élève à 200.553 €.

Nombre de votants	15+1
Votes POUR	15+1
Votes CONTRE	
Abstentions	
Ne prend pas part au vote	

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 691 () SOUDRY

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	07/07/15	20/12/16	

Prix total : 5 400,00 € **Surface : 0 ha 05 a 00 ca** **Prix au m² : 10,80 €**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AE	847	0 ha 01 a 04 ca	444
95427	MONTMAGNY	AE	850	0 ha 01 a 29 ca	443
95427	MONTMAGNY	AE	851	0 ha 01 a 32 ca	442
95427	MONTMAGNY	AE	853	0 ha 01 a 35 ca	441

Total Butte Pinson	**0 ha 05 a 00 ca**	**5 400,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**0 ha 05 a 00 ca**	**5 400,00 €**	**Nombre de dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**10,80 €**	

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 805 () GAUBERT Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
23/12/16	10/01/17		0 ha 03 a 70 ca
5 000,00 €			Prix au m² : 13,51 €/m²

Prix total : 5 000,00 € dont prix principal : 5 000,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
93059	PIERREFITTE SUR SEINE	M	21	0 ha 03 a 70 ca	

Total Butte Pinson 0 ha 03 a 70 ca 5 000,00 € Nb dossiers : 1

TOTAL 0 ha 03 a 70 ca

TOTAL 5 000,00 € Dont Prix principal 5 000,00 € dont honoraires

Prix moyen au m² 13,51 Nb dossiers : 1

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-020 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017)

Affectation d'une autorisation de programme dans le cadre de la convention quinquennale entre l'Agence des espaces verts et l'Office national des forêts en vue de favoriser l'accueil du public dans les forêts domaniales d'Ile-de-France

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts d'Ile-de France n° 15-183 du 26 novembre 2015 approuvant la convention quinquennale 2016-2020 de partenariat entre l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France et l'Office national des forêts en vue de favoriser l'accueil du public dans les forêts domaniales d'Ile-de-France ;

VU la délibération N° 16-018 du 31 mars 2016 relative au budget primitif 2016 ;

VU la délibération N°16-126 du 13 décembre 2016 relative à la décision modificative N°3 du budget 2016 ;

VU le nouveau montant disponible de l'autorisation de programme 2016 sur le programme 15 « Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, de forêts et de promenades » d'un montant de 53 717 € ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Approuve l'affectation de programme d'un montant de 52 947 € pour la réalisation des actions favorisant l'accueil du public dans les forêts domaniales d'Ile-de-France selon les annexes ci-jointes. Cette affectation est imputée sur le budget 2016, chapitre 907, programme 15 « Subventions aux collectivités ».

Nombre de votants	4 + 3
Votes POUR	4 + 3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

ACCUEIL du PUBLIC PROGRAMME 2016 F1	Direction Territoriale IdF – NO OFFICE NATIONAL DES FORETS	2568
REALISATION : 2017	Toutes forêts	

INTITULE DE L'OPERATION

OUTIL WEB DE GESTION DES LOISIRS EN FORET

PROBLEMATIQUE

Les forêts périurbaines comme Fontainebleau attirent de nombreux visiteurs et, de par leur notoriété et leur proximité avec les zones urbanisées, accueillent de nombreux évènements, sportifs en particulier. L'une des missions de l'ONF est de favoriser l'accueil du public sur son domaine. Ceci doit se faire en cohérence et complémentarité avec l'ensemble des usages interne et externe de la forêt.
Les usagers sont invités à demander une autorisation, mais ne comprennent pas souvent le contexte et raisons de cette demande. Cette première incompréhension explique que certains usagers ne font pas cette demande, et mettent ainsi les membres de leurs associations ou organisations dans une situation inconfortable. Il arrive aussi que des organisateurs de manifestation ne comprennent pas les contraintes qui peuvent peser autour de leur évènement (étude d'impact Natura 2000, non passage en Réserve Biologique Dirigée…).
De plus, les personnes participants à ces évènements sont nombreuses et représente d'autant plus de personnes à qui l'ONF peut faire passer des messages lors de leur venue sur le massif.
L'ONF souhaite transformer le processus de demande d'autorisation en un réel processus d'information et d'éducation à l'environnement.
Pour le massif de Fontainebleau seulement, l'ONF gère plus de 400 autorisations d'évènements en forêt chaque année. Le traitement administratif des demandes d'organisateurs est chronophage, pas assez transparent ni réactif.
Ces évènements ont un intérêt touristique incontestable pour le territoire. En améliorant le fonctionnement des autorisations de ces évènements, ces derniers se dérouleront dans de meilleures conditions (temps de préparation, anticipation des besoins, etc.) et, par le regroupement de participants qu'ils permettent, constitueront des moments privilégiés de sensibilisation à l'environnement. L'outil permettra également un meilleur suivi des évènements en forêt à même d'améliorer constamment leur qualité et en particulier de réduire leur impact sur l'environnement forestier.

OBJECTIFS RECHERCHES

- Sensibiliser le grand public à l'environnement et aux activités de l'ONF,
- Fluidifier les relations entre organisateurs de manifestations loisirs et sportives et le gestionnaire,
- Améliorer le déroulement des évènements en forêt périurbaine pour éviter les conflits d'usage notamment,
- Améliorer les bases de données ONF sur les chemins et les usages autorisés qui peuvent ensuite être utilisées en dehors du cadre des autorisations.

DESCRIPTIF DE L'OPERATION

Le projet vise à créer un outil d'information interactif combiné à un outil de gestion des évènements en forêt. Il pourra être dupliqué sur d'autres espaces naturels sujets à une pression particulièrement élevée en termes de nombre d'évènements organisés.
Cet outil permet à l'organisateur de faire ses démarches en ligne : traçage des sentiers, formulaire de demande, informations à connaître, etc. Avec cet outil, il anticipe les contraintes pour proposer des projets réalistes et dont l'impact sur l'environnement et les autres usagers sera limité. Il a de plus une réponse argumentée (ex. : circuit interdit car habitat fauvette Pitchou). Il obtient une réponse plus rapide qu'auparavant lui libérant du temps pour effectuer ses démarches par ailleurs (demande à la préfecture, étude d'incidence, etc.). Grace à cet outil il reçoit des informations (chartes, habitats, espèces...) utiles pour l'ensemble des participants.
Cet outil permet pour l'ONF de croiser facilement les demandes d'évènements avec ses bases de données géographiques et ainsi de mettre en valeur ces dernières : carte des incidences environnementales, carte du patrimoine historique sensible, carte des chasses, carte de l'accessibilité des chemins en fonction de chaque type d'usager, etc. Cela permet d'améliorer l'impact des évènements et leur acceptabilité.

Par ailleurs, les données entrées dans la base permettront d'alimenter également la base de données chemins pour obtenir à terme la carte complète des chemins autorisés pour chaque usage. Par exemple, un chemin autorisé pour une course cycliste apparaîtra ensuite comme autorisé aux cyclistes dans la base de données chemins (auto alimentation de la base de données).
Enfin, l'outil permettra plus globalement de sensibiliser le grand public aux problématiques forestières, périurbaines en particulier. Au-delà du meilleur suivi des autorisations en forêt, l'ONF sera plus présent sur ces évènements pour diffuser les bonnes pratiques.

DEVIS ESTIMATIF

MONTANT TOTAL Hors taxes	**66 420 €**
Participation demandée à l'AEV (35%)	**23 247 €**
Participation souhaitée du CD77 (40 %)	26 568 €
Autofinancement ONF (25 %)	16 605 €

ACCUEIL du PUBLIC PROGRAMME 2017 F2	Direction Territoriale IdF – NO OFFICE NATIONAL DES FORETS	2568
REALISATION : 2017	Toutes forêts	

INTITULE DE L'OPERATION
AMELIORER LA QUALITE DE L'OFFRE TOURISTIQUE ET LOISIRS EN ACCORD AVEC LA NOUVELLE STRATEGIE D'ACCUEIL

PROBLEMATIQUE
L'observatoire de la fréquentation lancé en 2014 a apporté des informations importantes sur le public accueilli, notamment les lieux les plus visités, les attentes des usagers et leurs habitudes. Il a montré que c'est le public local qui lit le plus les panneaux d'information. De nombreuses personnes trouvent en effet que le contenu de ces panneaux inadapté : pas de traduction en anglais, pas les sujets qui les intéressent. Il convient donc de revoir l'offre d'accueil avec une vision stratégique.

OBJECTIFS RECHERCHES
– Informer tous les publics (grimpeurs étrangers, grand public francilien, locaux) avec les messages adaptés à leur profil, – Promouvoir l'offre d'accueil, – Adapter le mobilier utile en fonction des publics et des lieux.

DESCRIPTIF DE L'OPERATION

Le projet vise, sur la base de la stratégie d'accueil, à déterminer la typologie du mobilier à installer en fonction de la typologie des aires d'accueil en particulier. Ensuite, il prévoit de déterminer les contenus à mettre sur les panneaux d'information en fonction des publics fréquentant les lieux, de leurs attentes et des messages ciblés que l'on souhaite leur faire passer. Enfin, la majorité du projet consiste à fabriquer et installer ces mobiliers (signalétique touristique, panneaux d'information, bancs) en anticipant dans la conception les besoins de limiter les frais d'entretien.



DEVIS ESTIMATIF

MONTANT TOTAL Hors taxes	**82 500 €**
Participation de l'AEV (36%)	**29 700 €**
Participation souhaitée du CD77 (40 %)	33 000 €
Autofinancement ONF (24 %)	19 800 €

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-021 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'acquisitions foncières et affectation d'autorisations de programme

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N° 16-018 du 31 mars 2016 portant approbation du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N° 16-067 du 22 juin 2016 portant sur la décision modificative N° 1 du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N°16-101 du 18 octobre 2016 portant approbation du budget supplémentaire ;

VU la délibération N° 16-126 du 13 décembre 2016 portant sur la décision modificative N° 3 du budget primitif 2016 ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2016 d'un montant de 200.553 € ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU l'estimation globale et sommaire des Domaines.

DELIBERE

Article 1 Un montant de 200.553 € d'autorisation de programme du budget 2016 est affecté aux opérations d'expropriations réalisées dans le cadre de la déclaration d'utilité publique du 20 juillet 2015 concernant les acquisitions foncières sur la commune de Cormeilles-en-Parisis (95) dans le PRIF de Buttes du Parisis.

Article 2 Les autorisations de programme du budget 2016, programme 12, sont épuisées.

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

Pour la Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-022 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Désignation de la Présidente de l'AEV pour la représenter au Conseil d'administration de Forest Stewardship Council (FSC) France

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le code forestier ;

CONSIDÉRANT l'adhésion de l'Agence des espaces verts à FSC France (7275 ha de forêts régionales certifiées sur 10 000 ha de forêts régionales) et sa participation à son conseil d'administration (délibération 15-106 du 30 juin 2015).

DELIBERE

Article 1 : Désigne la Présidente de l'Agence pour la représenter ou en cas d'impossibilité de cette dernière, le Directeur Général de l'Agence des espaces verts ou par le Responsable du service aménagement et gestion.

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 14 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-023 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Modalités et durées d'amortissement applicables à l'Agence des espaces verts

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France,

VU l'instruction budgétaire et comptable M71,

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

CONSIDERANT la nécessité de définir les modalités et les durées d'amortissement de l'Agence des Espaces Verts ;

D E L I B E R E

Article 1: Rapporte les délibérations 06-004 du 19 janvier 2006 et 06-011 du 21 mars 2006 relatives aux modalités et aux durées d'amortissement applicables à l'Agence des Espaces Verts ;

Article 2: Les biens d'une valeur unitaire inférieure à 1.500 € sont amortis sur un an, quelle que soit la catégorie du bien ;

Article 3 : Les biens de même catégorie, de même nature comptable et ayant fait l'objet d'une commande unique constituent un « lot » ;

Article 4 : Un « lot » donne lieu à un seul numéro d'inventaire, est amorti sur la même durée et chaque élément est valorisé au coût moyen (montant de la facture/nombre de biens constituant le lot) ;

Article 5 : L'amortissement des biens s'effectue selon le principe d'amortissement de type linéaire, avec des annuités de même montant à partir du début de l'exercice suivant la date d'entrée à l'inventaire et courant jusqu'à la fin du dernier exercice.

Article 6 : Les catégories de biens et durées d'amortissement sont adoptées conformément au tableau suivant :

Catégorie	**Compte nature M71**	**Durée proposée**
Frais d'insertion	2033	2 ans
Logiciels et progiciels	2051	2 ans
Agencement de locaux	21351	15 ans
Matériel de transport	21828	5 ans
Matériels informatiques	21838	4 ans
Matériels de bureau et mobiliers	21848	8 ans
Téléphonie	2185	5 ans
Autres biens d'équipement	2188	5 ans
Études non suivies de réalisation	2031	5 ans
Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics	204112 204132 204142 204182	15 ans
Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires privés	20422	15 ans

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 14 AVR. 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France

Anne GABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-024 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Adoption du budget primitif 2017 de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L4413-2 et R4413-1 à R4413-16 ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M71 ;

VU la délibération N°17-012 du 28 février 2017 du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, relative au Programme Général d'Action et aux orientations budgétaires 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

D E L I B E R E

Article 1er : Adopte le Budget Primitif pour l'exercice 2017 voté par fonction au niveau du chapitre tel que présenté par la Présidente du Conseil d'administration qui s'équilibre en dépenses et en recettes, en crédits de paiement d'investissement et de fonctionnement comme suit :

- Dépenses de fonctionnement : 34 741 746,00 €
- Recettes de fonctionnement : 34 741 746,00 €

- Dépenses d'investissement : 51 152 971,00 €
- Recettes d'investissement : 51 152 971,00 €

Article 2 : Sollicite auprès de la Région d'Ile de France l'engagement d'une autorisation de programme 2017 pour la section d'investissement de 8,000 M€ et le versement de trésorerie, selon les modalités en vigueur, de 15,285 M€ de crédits de paiements 2017.

Article 3 : Sollicite auprès de la Région d'Ile de France une autorisation d'engagement de 9,420 M€ au titre de la section de fonctionnement; les crédits de paiement correspondants sont versés selon les modalités en vigueur.

Nombre de votants 4+3 :
Votes POUR 3+3 :
Votes CONTRE 1 :
Abstentions 0 :
Ne prend pas part au vote 0 :

REPUBLIQUE FRANCAISE

AGENCE DES ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE

Numéro SIRET : 287 500 052 00074

POSTE COMPTABLE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX DE PARIS

M71

BUDGET PRIMITIF
voté par fonction

BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2017

SOMMAIRE

I - Informations générales

p.3 A - Informations statistiques, fiscales et financières
p.4 B - Modalités de vote
p.5 C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats
p.6 C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses
p.7 C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes
p.8 D1 - Présentation des AP votés
p.9 D2 - Présentation des AE votés
p.10-12 Annulations d'AP

II - Présentation générale du budget

p.13 A1 - Vue d'ensemble du budget - Exécution du bugdet
p.14 A2 - Vue d'ensemble du budget - Total des opérations réelles et d'ordre
p.16-17 B - Récapitulation par groupes fonctionnels
p.17 C1 - Equilibre financier - Investissement
p.19 C2 - Equilibre financier - Fonctionnement
p.19-20 D1 - Balance générale - Dépenses
p.21-22 D2 - Balance générale - Recettes

III - Vote du budget

p.23-24 A - Section d'investissement - Vue d'ensemble
p.25 A.900 - Services généraux
p. A.901 - Formation professionnelle et apprentissage
p. A.902 - Enseignement
p. A.903 - Culture, sports et loisirs
p. A.904 - Santé et action sociale
p. A.905 - Aménagement des territoires
p. A.906 - (Fonction en réserve)
p.26 A.907 - Environnement
p. A.908 - Transports
p. A.909 - Action économique
p. A.921 - Taxes non affectées
p.27 A.922 - Dotations et participations
p. A.923 - Dettes et autres opérations financières
p.28 A.925 - Opérations patrimoniales
p.29-30 A.926 - Transferts entre les sections
p.31 A.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations
p.32-33 B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble
p.34 B.930 - Services généraux
p. B.931 - Formation professionnelle et apprentissage
p. B.932 - Enseignement
p. B.933 - Culture, sports et loisirs
p. B.934 - Santé et action sociale
p. B.935 - Aménagement des territoires
p. B.936 - (Fonction en réserve)
p.35 B.937 - Environnement
p. B.938 - Transports
p. B.939 - Action économique
p. B.940 - Impositions directes
p. B.941 - Autres impôts et taxes
p. B.942 - Dotations et participations
p. B.943 - Opérations financières
p. B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus
p. B.945 - Provisions et autres opérations mixtes
p.36 B.946 - Transferts entre les sections
p. B.947 - Transferts à l'interieur de la section de fonctionnement
p. B.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations

SOMMAIRE

IV - Annexes

A - Présentation croisée

p.37 A/900 - Services généraux
p. A/901 - Formation professionnelle et apprentissage
p. A/902 - Enseignement
p. A/903 - Culture, sports et loisirs
p. A/904 - Santé et action sociale
p. A/905 - Aménagement des territoires
p. A/906 - (Fonction en réserve)
p.38 A/907 - Environnement
p. A/908 - Transports
p. A/909 - Action économique
p.39-40 A/930 - Services généraux
p. A/931 - Formation professionnelle et apprentissage
p. A/932 - Enseignement
p. A/933 - Culture, sports et loisirs
p. A/934 - Santé et action sociale
p. A/935 - Aménagement des territoires
p. A/936 - (Fonction en réserve)
p.41 A/937 - Environnement
p. A/938 - Transports
p. A/939 - Action économique

B - Eléments du bilan

p. B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
p. B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
p. B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
p. B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
p. B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
p.42 B2 - Méthodes utilisées
p. B3 - Etat des provisions constituées
p. B4 - Etat des charges transférées
p. B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers
p. B6 - Prêts
p.43 B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
p.44 B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

B - Engagements hors bilan

p. C1.1 - Etat des emprunts garantis
p. C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt
p. C2 - Subventions versées
p. C3 - Etat des contrats de crédit-bail
p. C4 - Etat des contrats de PPP
p. C5 - Etat des autres engagements donnés
p. C6 - Etat des engagements reçus
p. C7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale

D - Autres éléments d'information

p.45-47 D1 - Etat du personnel
p. D2 - Liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier
p. D3.1 - Liste des organismes de regroupement
p. D3.2 - Liste des établissements publics créés
p. D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe
p.48 D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe
p. D3.5.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget
p. D3.5.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation
p. D3.5.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures

p. E1 - Décisions en matière de taux
p.49 E2 - Arrêté - Signatures

I - INFORMATIONS GENERALES INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	I A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale		Nombre de m2 de surface utile de bâtiments (3)	
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	

Informations fiscales (N-2)

	Région	Pour mémoire, la moyenne nationale
Indicateur de ressources fiscales /habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)		

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

	Informations financières - ratios -	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population (2)		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (3)	52,17 %	
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal		
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (3)		
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	6,33 %	
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)(3)		

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.
(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I - INFORMATIONS GENERALES MODALITES DE VOTE DU BUDGET	I B

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau du CHAPITRE	pour la section d'investissement
- au niveau du CHAPITRE	pour la section de fonctionnement
- AVEC	vote formel sur chacun des chapitres

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) :

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif de l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.
(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent »
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTAT	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET				
Investissement			(1)	
Fonctionnement			(2)	

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.
(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(3) Indiquer le signe – si dépenses >recettes, et + si recettes >dépenses.

	RESTES A REALISER - N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
TOTAL DES RAR			
Investissement			
Fonctionnement			

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil général

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	
Investissement	
Fonctionnement	

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER EN DEPENSES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL		(I)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL		(II)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER EN RECETTES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL	(I)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL	(II)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
N°	Libellé		
2016 - 12HDP	ACQUISITION	907	1 300 000,00 1 300 000
2016 - 13HDP	AMENAGEMENT	907	4 400 000,00 4 400 000,00
2016 - 14HDP	AMENAGEMENT TEGEVAL	907	1 800 000,00 1 800 000,00
2016 - 15HDP	AIDE A L'ACQUISITION ET A L'AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS, FORETS ET PROMENADES	907	400 000,00 400 000,00
2016 - 16HDP	EQUIPEMENT	900	100 000,00 100 000,00
TOTAL			8 000 000,00

AP de dépenses imprévues (2)	950	0,00

TOTAL GENERAL	8 000 000,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
N°	Libellé		
TOTAL			
AE de dépenses imprévues (2)		952	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriennuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I - INFORMATIONS GENERALES
PRESENTATION DES ANNULATIONS D'AP

PROGRAMME AMENAGEMENT [PROGRAMME13]

ANNEE	CODE	LIBELLE OPERATION	MONTANT A ANNULER
2008	13HDP	LANCEMENT ETUDE SOCIOLOGIQUE	14 088,16
		SOUS TOTAL 2008	**14 088,16 €**
2009	13HDP	ROSNY TRAV REHABILITATION BATIMENT	45 950,86
		SOUS TOTAL 2009	**45 950,86 €**
2010	13HDP	JONCS MARINS DIAGNOSTIC ECOLO, AGRI, PAYSAGE, MNT, HYDRO	9 588,97
		SOUS TOTAL 2010	**9 588,97 €**
2011	13HDP	CPLT PROJET AMGT BUTTE CHATAIGNIERS	4 720,04
2011	13HDP	ETUDE PRE-OPERATIONNELLE STRUCTURE METAL	8 931,13
		SOUS TOTAL 2011	**13 651,17 €**
2012	13HDP	PROTECTION DES FRESQUES FORT CORMEILLES	84,00
2012	13HDP	ABATTAGE DE SECURITE	115,20
2012	13HDP	ORIENTATION ET ACCUEIL PUBLIC + SIGNALETIQUE	776,71
2012	13HDP	Bâtiment	812,47
2012	13HDP	BORNAGES	360,00
2012	13HDP	MAITRISE ŒUVRE	537,15
2012	13HDP	ETUDE PREALABLE MO PROJET BUTTE ORGEMONT	1 049,42
2012	13HDP	PANTIN	1 521,60
2012	13HDP	IMPREVUS	1 792,40
2012	13HDP	ETUDES NATURALISTES	2 852,40
2012	13HDP	TRAVAUX REFECTION MUR ENCEINTE 2EME TRANCHE	3 494,77
2012	13HDP	RENOVATION MAISON MAITRE DE CHATILLON	75 547,57
		SOUS TOTAL 2012	**88 943,72 €**
2013	13HDP	RESTAURATION D'UN RESEAU DE MARES	0,01
2013	13HDP	MATERIEL INFORMATIQUE	0,01
2013	13HDP	MISE EN PLACE DE CLOTURES LE LONG DE LA MARNE	0,02
2013	13HDP	CPLT POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT	0,04
2013	13HDP	PRISE DE POSSESSION ET DEMOLITIONS	0,12
2013	13HDP	MISE EN PLACE DE CONTAINERS ET DE CORBEILLES DE TRI SELECTIF	0,36
2013	13HDP	IMPREVUS	0,44
2013	13HDP	PRISE DE POSSESSION, DEMOLITIONS	0,46
2013	13HDP	SIGNALETIQUE : PANNEAUX D'ENTREE ET DE REGLEMENT	0,59
2013	13HDP	DEMOLITIONS DANS LE BOIS DES AULNAIES	0,83
2013	13HDP	BORNAGES	4,00
2013	13HDP	REPRISE DE CHEMINS ET MISE EN PLACE DE REVERS D'EAU	4,72
2013	13HDP	PLANTATIONS COMPLEMENTAIRES	9,29
2013	13HDP	REMPLACEMENT D'UNE BARRIERE FORESTIERE	12,32
2013	13HDP	AMT POUR SECURISATION D'ACCES A LA FERME DE LA RENAISSANCE	12,85
2013	13HDP	TRAVAUX DE RESTAURATION ECOLOGIQUE	13,10
2013	13HDP	MISE EN VALEUR DU BOIS D'AUBEPINES	24,45
2013	13HDP	FERMETURE DU PARKING DES EPICEAS A FAVIERES	26,14
2013	13HDP	RESTAURATION DE MILIEUX NATURELS	67,85
2013	13HDP	SEPARATION RESEAUX MF DE LA BROSSE	118,80
2013	13HDP	ELAGAGES DE SECURITE RUE DE LA LIBERATION ET VILLEVAUDE	118,96
2013	13HDP	RESTAURATION DE LA MARE LE LONG DU RU DE PISCOP	137,80
2013	13HDP	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SYLVICOLE	157,61
2013	13HDP	COMPLEMENT A LA MISE EN PLACE DE CLOTURES SOUS LIGNES RTE	172,59

I - INFORMATIONS GENERALES
PRESENTATION DES ANNULATIONS D'AP

PROGRAMME AMENAGEMENT (PROGRAMME13)

ANNEE	CODE	LIBELLE OPERATION	MONTANT A ANNULER
2013	13HDP	REFECTION DE VOIRIE SUR L'ALLEE DE BEAUREGARD	202,65
2013	13HDP	INVESTISSEMENT BATIMENT	246,35
2013	13HDP	REALISATION SONDAGE ARCHEOLOGIQUE BOIS DES COURTILLERAIRES	275,28
2013	13HDP	STATION D'ACCUEIL	370,86
2013	13HDP	REOUVERTURE DE CHEMINS - ELAGAGE DE LISIERE	506,23
2013	13HDP	DEMOLITION - PRISE DE POSSESSION	513,62
2013	13HDP	DEMOLITION DES SERRES DAVID	583,81
2013	13HDP	TELEPHONIE	611,91
2013	13HDP	SIGNALETIQUE : STATION D'ACCUEIL ET PANNEAUX ENFANTS	660,93
2013	13HDP	BORNAGE DE L'ANCIENNE DECHARGE ET DE LA RUE COTE GARE	1 024,08
2013	13HDP	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	1 039,08
2013	13HDP	SECURISATION BERGES ILE ST-MARTIN LA GARENNE	1 053,09
2013	13HDP	CPLT POUR DEMOLITIONS	1 443,46
2013	13HDP	ETUDE PAYSAGERE	1 571,99
2013	13HDP	SIGNALETIQUE D'ENTREE DE SITE	2 000,00
2013	13HDP	ETUDES NATURALISTES PREAL. A L'AMT FORESTIER : FLORE-AMPHIB.	2 161,88
2013	13HDP	MISE EN PLACE DU TRI SELECTIF	2 530,92
2013	13HDP	ARBORETUM : RESTAURATION DES MASSIFS	3 178,99
2013	13HDP	MISE EN PLACE DE PANNEAUX PEDAGOGIQUES	3 513,27
2013	13HDP	AMENAGEMENTS SUITE AUX DEMOLITIONS	4 272,76
2013	13HDP	REMPLACEMENT D'UNE POMPE DE FORAGE CHEZ M. LENOBLE	5 000,00
2013	13HDP	ETUDE PREAL A L'AMT FOREST : PAYSAGE, OUVERTURE AU PUBLIC	5 646,00
2013	13HDP	ETUDES PREALABLES A L'AMENAGEMENT FORESTIER : FLORE	5 696,00
2013	13HDP	BORNAGE DU BOIS DES AULNAIES	5 876,68
2013	13HDP	ETUDES PREAL. A L'AMT FORESTIER : FLORE, ENTOMO, AMPHIBIENS	6 126,05
2013	13HDP	ETUDE PREAL. A L'AMT FOREST. : AMPHIBIENS, FLORE HUMIDE	7 046,72
2013	13HDP	DEMOLITION A FRENEUSE	7 553,23
2013	13HDP	INSPECTION ET EXPERTISE DU FORAGE	8 000,00
2013	13HDP	MISE EN PLACE DE PANNEAUX D'INFO SUR LA GESTION DU SITE	8 510,08
2013	13HDP	TRAVAUX DE REFECTION DU MUR D'ENCEINTE (3EME TRANCHE)	9 341,26
2013	13HDP	REPARATION DE LA TOITURE DU HANGAR DE M.LEVACHER	10 000,00
2013	13HDP	MISE EN PLACE CLOTURES EN VUE D'INSTALLER PATURAGE EXTENSIF	10 730,93
2013	13HDP	MISE EN PLACE DE PARQUETS DE REGENERATION	11 000,00
2013	13HDP	ETUDE ARCHEO DES ILES DE HAUTE-ISLE ET ST MARTIN LA GARENNE	11 294,27
2013	13HDP	PRG EXPERIMENTAL DE LUTTE CONTRE LES INVASIVES - 1RE TRANCHE	12 525,82
2013	13HDP	EXPOSITION UTRILLO	13 527,85
2013	13HDP	MISE AUX NORMES ELECTRIQUES DU LOGEMENT LOUE A M.RAEHM	15 000,00
2013	13HDP	DESSOUCHAGE DES PEUPLIERS ET ETREPAGE	15 423,71
2013	13HDP	ETUDE PREAL. A L'AMT FOREST. : FLORE, REPT., ENTOMO, OISEAUX	15 755,29
2013	13HDP	AMT CITE REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT	15 779,80
2013	13HDP	RENOVATION DU PORTAIL DE STE-ASSISE	27 421,43
2013	13HDP	DEMOLITION DES SERRES DAVID	28 515,22
2013	13HDP	PRISE DE POSSESSION D'ACQUISITIONS NOUVELLES	40 999,39
2013	13HDP	REALISATION DU PROJET DU PROTOCOLE DE SACLAY	137 252,00
		SOUS TOTAL 2013	462 766,25 €
		TOTAL PROGRAMME 13	634 989,13 €

I - INFORMATIONS GENERALES
PRESENTATION DES ANNULATIONS D'AP

PROGRAMME ACQUISITION (PROGRAMME 12)

ANNEE	CODE	LIBELLE DE L'OPERATION	MONTANT A ANNULER
2005	12HDP	CAMPAGNE DE PROSPECTION POUR LA TEGEVAL	2 905,92
		SOUS-TOTAL 2005	**2 905,92**
2007	12HDP	VENTE NERA	608,00
		SOUS-TOTAL 2007	**608,00**
2009	12HDP	VENTE COMMUNE DE MONTMAGNY	156,23
		SOUS-TOTAL 2009	**156,23**
2011	12HDP	VENTE CTS ROCHE MARTIN SAINTE BEUVE THIROUIN	10 615,54
2011	12HDP	ETUDE DE VALORISATION DE LA PLAINE DE MONTESSON	6 706,36
		SOUS-TOTAL 2011	**17 321,90**
2012	12HDP	DIVISION PARCELLE BH2 A TAVERNY	3 408,60
2012	12HDP	ETABLISSEMENT D UN DOCUMENT D ARPENTAGE RUE DE LA BROSSE	447,90
2012	12HDP	VENTE COMMUNE DE VERNOUILLET	749,00
2012	12HDP	ETUDE DE VALORISATION DE LA PLAINE DE MONTESSON	4 354,31
2012	12HDP	ETUDES PREPERIMETRALES	195 465,16
		SOUS-TOTAL 2012	**204 424,97**
2013	12HDP	VENTE SAFER	6 016,20
		SOUS-TOTAL 2013	**6 016,20**
		TOTAL PROGRAMME 12	**231 433,22**

PROGRAMME AIDE A L'ACQUISITION ET A L'AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS, FORETS ET PROMENADES (PROGRAMME 15)

ANNEE	CODE	LIBELLE DE L'OPERATION	MONTANT A ANNULER
2010	15HDP	AMGT DE 94 JARDINS FAMILIAUX	57 714,25 €
2010	15HDP	AMENAGEMENT JARDIN DES VERGERS ET COTEAUX	751,41 €
		SOUS TOTAL 2010	**58 465,66 €**
2012	15HDP	ACQUISITION PARCELLE AGRICOLE SECTION ZC N°120	6 750,00 €
2012	15HDP	PLAN DE PLANTATION D'ARBRES 2EME TRANCHE	8 267,00 €
2012	15HDP	PLAN PLURIANNUEL DE PLANTATIONS D'ARBRES 2E TRANCHE	2 170,26 €
2012	15HDP	PLAN DE PLANTATINO	5 116,25 €
		SOUS TOTAL 2012	**22 303,52 €**
		TOTAL PROGRAMME 15	**80 769,18 €**

TOTAL GENERAL	**947 191,53 €**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	51 152 971,00	51 152 971,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	0,00	0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	51 152 971,00	51 152 971,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	34 741 746,00	34 741 746,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	0,00	0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	34 741 746,00	34 741 746,00

TOTAL DU BUDGET (4)	85 894 717,00	85 894 717,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	17 723 543,00	33 429 428,00	51 152 971,00	17 010 576,00	34 142 395,00	51 152 971,00
Crédits de fonctionnement votés	13 428 477,00	21 313 269,00	34 741 746,00	14 141 444,00	20 600 302,00	34 741 746,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	31 152 020,00	54 742 697,00	85 894 717,00	31 152 020,00	54 742 697,00	85 894 717,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — B

	POUR INFORMATION		PROPOSITIONS DU PRESIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0
	BUDGET PRECEDENT (1)	RESTES A REALISER N-1					Services généraux (sauf 01)
AP VOTEES	10 000 000,00		8 000 000,00	8 000 000,00	8 000 000,00	0,00	100 000,00
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**62 491 277,00**	**0,00**	**51 152 971,00**	**51 152 971,00**	**51 152 971,00**	**33 429 428,00**	**895 147,40**
90 Opérations ventilées	22 010 161,00		17 723 543,00	17 723 543,00	17 723 543,00		895 147,40
- en AP/CP (2)	20 524 000,00		17 365 543,00	17 365 543,00	17 365 543,00		537 147,40
- hors AP/CP (2)	1 486 161,00		358 000,00	358 000,00	358 000,00		358 000,00
- Opérations pour le compte de tiers							
92 Opérations non ventilées	40 481 116,00		33 429 428,00	33 429 428,00	33 429 428,00	33 429 428,00	
001 Solde d'exécution reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**62 491 277,00**	**0,00**	**51 152 971,00**	**51 152 971,00**	**51 152 971,00**	**49 579 971,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	3 164 000,00		1 573 000,00	1 573 000,00	1 573 000,00		
- Recettes affectées	3 164 000,00		1 573 000,00	1 573 000,00	1 573 000,00		
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région							
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	59 325 777,00		49 579 971,00	49 579 971,00	49 579 971,00	49 579 971,00	
954 Produits des cessions d'immobilisations	1 500,00						
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution section investissement							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**34 671 560,00**	**0,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**	**21 313 269,00**	**10 072 567,00**
93 Services ventilés	13 705 670,00		13 428 477,00	13 428 477,00	13 428 477,00		10 072 567,00
- en AE/CP							
- hors AE/CP	13 705 670,00		13 428 477,00	13 428 477,00	13 428 477,00		10 072 567,00
94 Services communs non ventilés	20 965 890,00		21 313 269,00	21 313 269,00	21 313 269,00	21 313 269,00	
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**34 671 560,00**	**0,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**	**20 600 302,00**	**10 458 042,05**
93 Services ventilés	14 495 331,00		14 141 444,00	14 141 444,00	14 141 444,00		10 458 042,05
94 Services communs non ventilés	20 176 229,00		20 600 302,00	20 600 302,00	20 600 302,00	20 600 302,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS	B

1 Formation prof. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 900 000,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 828 395,60	0,00	0,00
						16 828 395,60 16 828 395,60		
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573 000,00	0,00	0,00
						1 573 000,00 1 573 000,00		
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 355 910,00	0,00	0,00
						3 355 910,00 3 355 910,00		
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 683 401,95	0,00	0,00
						3 683 401,95		

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - INVESTISSEMENT	C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

	CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90	**Opérations ventilées**	**17 723 543,00**	**1 573 000,00**
900	Services généraux	895 147,40	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00
902	Enseignement	0,00	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00	0,00
907	Environnement	16 828 395,60	1 573 000,00
908	Transports	0,00	0,00
909	Action économique	0,00	0,00
92	**Opérations non ventilées**	**0,00**	**15 437 576,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	15 437 576,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95	**Chapitres de prévision sans réalisation**		**0,00**
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL		**17 723 543,00**	**17 010 576,00**

OPERATIONS D'ORDRE

925	*Opérations patrimoniales*	*12 829 126,00*	*12 829 126,00*
926	*Transferts entre section*	*20 600 302,00*	*21 313 269,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*
TOTAL		***33 429 428,00***	***34 142 395,00***

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926	**712 967,00**

001 Solde exécution section investissement	0,00	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		0,00

TOTAL DE LA SECTION	**51 152 971,00**	**51 152 971,00**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - FONCTIONNEMENT	C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES		DEPENSES	RECETTES
93	**Opérations ventilées**	**13 428 477,00**	**14 141 444,00**
930	Services généraux	10 072 567,00	10 458 042,05
931	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00
932	Enseignement	0,00	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00	0,00
937	Environnement	3 355 910,00	3 683 401,95
938	Transports	0,00	0,00
939	Action économique	0,00	0,00
94	**Services communs non ventilés**	**0,00**	**0,00**
940	Impositions directes	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	0,00
TOTAL		**13 428 477,00**	**14 141 444,00**

OPERATIONS D'ORDRE

946	*Transferts entre sections*	*21 313 269,00*	*20 600 302,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	
TOTAL		*21 313 269,00*	*20 600 302,00*

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946	**712 967,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00

TOTAL DE LA SECTION	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - DEPENSES — D1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire Budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du Président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement - Total		62 491 277,00	0,00	51 152 971,00	51 152 971,00	51 152 971,00
Sous total des opérations réelles		22 010 161,00	0,00	17 723 543,00	17 723 543,00	17 723 543,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 361,00	0,00	2 948,60	2 948,60	2 948,60
18	Comptes de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	451 800,00	0,00	427 642,80	427 642,80	427 642,80
204	Subventions d'équipement versées	3 900 000,00	0,00	2 870 395,60	2 870 395,60	2 870 395,60
21	Immobilisations corporelles	219 000,00	0,00	462 937,00	462 937,00	462 937,00
22	Immobilisations reçues en affectation	17 436 000,00	0,00	13 958 000,00	13 958 000,00	13 958 000,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	1 619,00	1 619,00	1 619,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		*40 481 116,00*		*33 429 428,00*	*33 429 428,00*	*33 429 428,00*
925	*Opérations patrimoniales*	*20 304 887,00*		*12 829 126,00*	*12 829 126,00*	*12 829 126,00*
926	*Transferts entre les sections*	*20 176 229,00*		*20 600 302,00*	*20 600 302,00*	*20 600 302,00*
001	Solde d'exécution reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent

(2) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - DEPENSES — D1

FONCTIONNEMENT		Pour mémoire Budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du Président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement - Total		**34 671 560,00**	**0,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**13 705 670,00**	**0,00**	**13 428 477,00**	**13 428 477,00**	**13 428 477,00**
011	Charges à caractère général	6 410 177,61	0,00	6 361 027,00	6 361 027,00	6 361 027,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 221 292,39	0,00	7 005 700,00	7 005 700,00	7 005 700,00
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges d'activité	74 200,00	0,00	58 750,00	58 750,00	58 750,00
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***20 965 890,00***		***21 313 269,00***	***21 313 269,00***	***21 313 269,00***
946	*Transferts entre les sections*	*20 965 890,00*		*21 313 269,00*	*21 313 269,00*	*21 313 269,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Solde d'exécution reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

BALANCE GENERALE - RECETTES

D2

INVESTISSEMENT		Pour mémoire Budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du Président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement - Total		**62 491 277,00**	**0,00**	**51 152 971,00**	**51 152 971,00**	**51 152 971,00**
Sous total des opérations réelles		**21 220 500,00**	**0,00**	**17 010 576,00**	**17 010 576,00**	**17 010 576,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	705 000,00	0,00	152 576,00	152 576,00	152 576,00
13	Subventions d'investissement	20 514 000,00	0,00	16 858 000,00	16 858 000,00	16 858 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954	Produits de cessions d'immobilisations	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***41 270 777,00***		***34 142 395,00***	***34 142 395,00***	***34 142 395,00***
925	*Opérations patrimoniales*	*20 304 887,00*		*12 829 126,00*	*12 829 126,00*	*12 829 126,00*
926	*Transferts entre les sections*	*20 965 890,00*		*21 313 269,00*	*21 313 269,00*	*21 313 269,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(3) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - RECETTES — D2

FONCTIONNEMENT		Pour mémoire Budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du Président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement - Total		**34 671 560,00**	**0,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**	**34 741 746,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**14 495 331,00**	**0,00**	**14 141 444,00**	**14 141 444,00**	**14 141 444,00**
70	Produits services, domaine, ventes div	926 839,00	0,00	849 123,24	849 123,24	849 123,24
731	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	12 835 409,00	0,00	12 524 972,84	12 524 972,84	12 524 972,84
75	Autres produits de gestion courante	420 677,00	0,00	376 558,00	376 558,00	376 558,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	106 108,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
013	Atténuation de charges	206 298,00	0,00	240 789,92	240 789,92	240 789,92
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		*20 176 229,00*		*20 600 302,00*	*20 600 302,00*	*20 600 302,00*
946	*Transferts entre les sections*	*20 176 229,00*		*20 600 302,00*	*20 600 302,00*	*20 600 302,00*
947	*Transfert à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(3) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES

A

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
90	Opérations ventilées	22 010 161,00	0,00	10 000 000,00	17 723 543,00	17 723 543,00	17 365 543,00	358 000,00	17 723 543,00
900	Services généraux	674 161,00		100 000,00	895 147,40	895 147,40	537 147,40	358 000,00	895 147,40
901	Formation pro. et apprentissage								
902	Enseignement								
903	Culture, sport et loisirs								
904	Santé et action sociale								
905	Aménagement des territoires								
906	Gestion des fonds européens								
907	Environnement	21 336 000,00		7 900 000,00	16 828 395,60	16 828 395,60	16 828 395,60		16 828 395,60
908	Transports								
909	Action économique								
92	Opérations non ventilées	40 481 116,00	0,00	0,00	33 429 428,00	33 429 428,00	0,00	33 429 428,00	33 429 428,00
921	Taxes non affectées								
922	Dotations et participations								
923	Dettes et autres opérations financières								
925	*Opérations patrimoniales*	20 304 887,00			12 829 126,00	12 829 126,00		12 829 126,00	12 829 126,00
926	*Transferts entre sections*	20 176 229,00			20 600 302,00	20 600 302,00		20 600 302,00	20 600 302,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
950	Dépenses imprévues								
TOTAL des groupes fonctionnels		62 491 277,00	0,00	10 000 000,00	51 152 971,00	51 152 971,00	17 365 543,00	33 787 428,00	51 152 971,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)	
TOTAL	51 152 971,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — A

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
90	Opérations ventilées	3 164 000,00	0,00	1 573 000,00	1 573 000,00	1 573 000,00
900	Services généraux					
901	Formation pro. et apprentissage					
902	Enseignement					
903	Culture, sport et loisirs					
904	Santé et action sociale					
905	Aménagement des territoires					
906	Gestion des fonds européens					
907	Environnement	3 164 000,00		1 573 000,00	1 573 000,00	1 573 000,00
908	Transports					
909	Action économique					
92	Opérations non ventilées	59 325 777,00	0,00	49 579 971,00	49 579 971,00	49 579 971,00
921	Taxes non affectées					
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	18 055 000,00		15 437 576,00	15 437 576,00	15 437 576,00
923	Dettes et autres opérations financières					
925	*Opérations patrimoniales*	20 304 887,00		12 829 126,00	12 829 126,00	12 829 126,00
926	*Transferts entre sections*	20 965 890,00		21 313 269,00	21 313 269,00	21 313 269,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement					
954	Produits des cessions d'immobilisations	1 500,00				
TOTAL des groupes fonctionnels		62 491 277,00	0,00	51 152 971,00	51 152 971,00	51 152 971,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)	
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (4)	
TOTAL	51 152 971,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(4) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée	A 900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

AP (1) = 100 000,00 €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28	Sécurité	41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes		Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES D'EQUIPEMENT														
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	895 147,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 147,40
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	895 147,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 147,40
Vote de l'assemblée (3)		0,00	895 147,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 147,40
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)			537 147,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	537 147,40
- Hors AP-CP (4)		0,00	358 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	358 000,00
Dont op. pour compte de tiers			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS														
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée	A 907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

AP (1) = 7 900 000 €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 828 395,60	0,00	0,00	16 828 395,60
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 828 395,60	0,00	0,00	16 828 395,60
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 828 395,60	0,00	0,00	16 828 395,60
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 828 395,60	0,00	0,00	16 828 395,60
- Hors AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573 000,00	0,00	0,00	1 573 000,00
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573 000,00	0,00	0,00	1 573 000,00
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573 000,00	0,00	0,00	1 573 000,00
Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573 000,00	0,00	0,00	1 573 000,00
Financement par le tiers de l'opération		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A922

CHAPITRE 922 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**18 055 000,00**	**0,00**	**15 437 576,00**	**15 437 576,00**	**15 437 576,00**
10222	F.C.T.V.A.	705 000,00		152 576,00	152 576,00	152 576,00
1312	SUBVENTION D'EQUIPEMENT, REGION	17 350 000,00		15 285 000,00	15 285 000,00	15 285 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.
(3) Reversement de dotations (trop perçu).

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**20 304 887,00**	**12 829 126,00**	**12 829 126,00**
1312	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT REGIO	20 304 887,00	12 829 126,00	12 829 126,00
	RECETTES (3)	**20 304 887,00**	**12 829 126,00**	**12 829 126,00**
2218	TERRAINS, AUTRES	6 271 369,00	4 258 162,00	4 258 162,00
2228	IMMOBILISATIONS EN AFFECTATIONS	14 033 518,00	8 570 964,00	8 570 964,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.
(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**20 176 229,00**	**20 600 302,00**	**20 600 302,00**
	Reprises sur autofinancement	**20 176 229,00**	**20 600 302,00**	**20 600 302,00**
13912	SUBVENTION D'EQUIPEMENT REGION	1 315 664,00	1 394 966,00	1 394 966,00
198	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	18 860 565,00	19 205 336,00	19 205 336,00
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**20 965 890,00**	**21 313 269,00**	**21 313 269,00**
	Amortissement des immobilisations	**20 965 890,00**	**21 313 269,00**	**21 313 269,00**
28031	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'ETUDES	921 957,00	919 857,00	919 857,00
28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION	1 080,00	1 728,00	1 728,00
2804112	Bâtiments et installations		46 751,05	46 751,05
2804132	SUBV. DEPARTEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	887 981,00	892 145,00	892 145,00
2804142	SUBV. COMMUNES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	17 571 426,00	17 841 326,00	17 841 326,00
2804182	SUBV. ORG PUBLICS DIVERS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	331 057,00	348 814,00	348 814,00
280422	SUBV. D'EQUIP. AUX PERS. DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTAL.	70 101,00	76 299,95	76 299,95
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, ...	502 909,55	441 738,72	441 738,72
281351	AMORTISSEMENT DES INSTALLATIONS GENERALES & AGENCEMENTS DELOCAUX	251 210,43	252 542,40	252 542,40

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
281828	AMORTISSEMENT MATERIELS DE TRANSPORT	27 454,13	94 470,47	94 470,47
281838	AMORTISSEMENT MATERIELS INFORMATIQUES	240 910,96	257 537,09	257 537,09
281848	AMORTISSEMENT MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	71 141,53	52 633,61	52 633,61
28185	AMORTISSEMENT MATÉRIEL DE TELEPHONIE	34 653,97	38 589,16	38 589,16
28188	AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS	54 007,43	48 836,55	48 836,55
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.
(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.
(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 950 A 951 A 954

DEPENSES

CHAPITRE 950 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AP précédent	Vote de l'assemblée
0,00	0,00

RECETTES

CHAPITRE 951 - Virements de la section de fonctionnement	
Pour mémoire budget précédent (1)	*Vote de l'assemblée*
0,00	*0,00*

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

RECETTES

CHAPITRE 954 - Produits des cessions d'immobilisations				
Pour mémoire Budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES — B

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
93	Opérations ventilées	13 705 670,00	0,00	0,00	13 428 477,00	13 428 477,00	0,00	13 428 477,00	13 428 477,00
930	Services généraux	10 501 168,87			10 072 567,00	10 072 567,00		10 072 567,00	10 072 567,00
931	Formation pro. et apprentissage								
932	Enseignement								
933	Culture, sports et loisirs								
934	Santé et action sociale								
935	Aménagement des territoires								
936	Gestion des fonds européens								
937	Environnement	3 204 501,13			3 355 910,00	3 355 910,00		3 355 910,00	3 355 910,00
938	Transports								
939	Action économique								
94	Services communs non ventilés	20 965 890,00	0,00	0,00	21 313 269,00	21 313 269,00	0,00	21 313 269,00	21 313 269,00
940	Impositions directes								
941	Autres impôts et taxes								
942	Dotations et participations								
943	Opérations financières								
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus								
945	Provisions et autres opérations mixtes								
946	*Transferts entre les sections*	20 965 890,00			21 313 269,00	21 313 269,00		21 313 269,00	21 313 269,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
952	*Dépenses imprévues*								
953	*Virement à la section d'investissement*								
	TOTAL des groupes fonctionnels	34 671 560,00	0,00	0,00	34 741 746,00	34 741 746,00	0,00	34 741 746,00	34 741 746,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)	0,00
TOTAL	34 741 746,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — B

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
93	Opérations ventilées	14 495 331,00	0,00	14 141 444,00	14 141 444,00	14 141 444,00
930	Services généraux	10 454 230,72		10 458 042,05	10 458 042,05	10 458 042,05
931	Formation pro. et apprentissage					
932	Enseignement					
933	Culture, sports et loisirs					
934	Santé et action sociale					
935	Aménagement des territoires					
936	Gestion des fonds européens					
937	Environnement	4 041 100,28		3 683 401,95	3 683 401,95	3 683 401,95
938	Transports					
939	Action économique					
94	Services communs non ventilés	20 176 229,00	0,00	20 600 302,00	20 600 302,00	20 600 302,00
940	Impositions directes					
941	Autres impôts et taxes					
942	Dotations et participations					
943	Opérations financières					
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus					
945	Provisions et autres opérations mixtes					
946	*Transferts entre les sections*	20 176 229,00		20 600 302,00	20 600 302,00	20 600 302,00
	TOTAL des groupes fonctionnels	34 671 560,00	0,00	34 741 746,00	34 741 746,00	34 741 746,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)	0,00
TOTAL	34 741 746,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.
(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles - Présentation croisée

B 930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

AE (1) = €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	Autres organismes		Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT														
Total (RAR N-1 + Vote)		7 012 920,00	3 059 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 072 567,00
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		7 012 920,00	3 059 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 072 567,00
Vote de l'assemblée (2)		7 012 920,00	3 059 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 072 567,00
Dans le cadre d'une AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP		7 012 920,00	3 059 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 072 567,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT														
Total (RAR N-1 + Vote)		273 915,92	10 184 126,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 458 042,05
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		273 915,92	10 184 126,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 458 042,05
Vote de l'assemblée (2)		273 915,92	10 184 126,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 458 042,05

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

AE (1) = €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 355 910,00	0,00	0,00	3 355 910,00
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 355 910,00	0,00	0,00	3 355 910,00
Vote de l'assemblée (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 355 910,00	0,00	0,00	3 355 910,00
Dans le cadre d'une AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 355 910,00	0,00	0,00	3 355 910,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 683 401,95	0,00	0,00	3 683 401,95
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 683 401,95	0,00	0,00	3 683 401,95
Vote de l'assemblée (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 683 401,95	0,00	0,00	3 683 401,95

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 - Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**20 965 890,00**	**21 313 269,00**	**21 313 269,00**
	Dotations aux amortissements et provisions	*20 965 890,00*	*21 313 269,00*	*21 313 269,00*
6811	*DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS*	*20 965 890,00*	*21 313 269,00*	*21 313 269,00*
	Autres	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	RECETTES (4)	**20 176 229,00**	**20 600 302,00**	**20 600 302,00**
	Reprise sur autofinancement	*20 176 229,00*	*20 600 302,00*	*20 600 302,00*
7768	*NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS*	*18 860 565,00*	*19 205 336,00*	*19 205 336,00*
777	*QUOTE-PART DES SUBV. D'INVEST. TRANSF. AU COMPTE DE RESULTAT*	*1 315 664,00*	*1 394 966,00*	*1 394 966,00*
	Transfert de charges	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.
(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement
(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement

IV - PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES		0,00	895 147,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 147,40
165	Depots et cautionnements		2 948,60											2 948,60
203	Frais d'etudes, de recherche et de developpement		1 872,00											1 872,00
205	Brevets, licences		425 770,80											425 770,80
218	Autres immobilisations corporelles		462 937,00											462 937,00
275	Depots et cautionnements versees		1 619,00											1 619,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 828 395,60	0,00	0,00	16 828 395,60
204	Subventions d'equipement versees							2 870 395,60			2 870 395,60
221	Immobilisations recues en affectation, terrains							4 550 000,00			4 550 000,00
222	Immobilisations recues en affectation, amenagements							9 408 000,00			9 408 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573 000,00	0,00	0,00	1 573 000,00
131	Subventions d'equipement transferables							1 573 000,00			1 573 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

A/930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	Autres organismes		Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES		7 012 920,00	3 059 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 072 567,00
606	Achats non stockes de matieres et fournitures		289 092,00											289 092,00
611	Contrats de prestations de services avec des entreprises		406 270,00											406 270,00
613	Locations		885 832,00											885 832,00
614	Charges locatives et de copropriete		200 200,00											200 200,00
615	Entretien et reparations		200 855,76											200 855,76
616	Primes d'assurances		84 377,00											84 377,00
617	Etudes et recherches		24 000,00											24 000,00
618	Services exterieurs, divers		85 700,00											85 700,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	220,00	67 000,24											67 220,24
623	Publicite, publications, relations publiques		167 350,00											167 350,00
624	Transports de biens et transports collectifs		29 200,00											29 200,00
625	Deplacements et missions		40 000,00											40 000,00
626	Frais postaux et frais de telecommunications		47 720,00											47 720,00
628	Autres services exterieurs, divers		106 500,00											106 500,00
633	Impots, taxes et versements assimiles sur remunerations	64 000,00												64 000,00
635	Autres impots, taxes et versements assimiles		363 800,00											363 800,00
637	Autres impots, taxes et versement assimiles (autres organism	7 000,00												7 000,00

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
641	Remunerations du personnel	4 710 700,00												4 710 700,00
645	Charges de securite sociale et de prevoyance	1 809 300,00												1 809 300,00
647	Autres charges sociales	311 700,00												311 700,00
648	Autres charges du personnel	110 000,00												110 000,00
653	Indemnites et frais de formation des elus regionaux		3 000,00											3 000,00
656	Participations		12 550,00											12 550,00
657	Subventions		21 000,00											21 000,00
658	Charges diverses de gestion courante		22 200,00											22 200,00
678	Autres charges exceptionnelles		3 000,00											3 000,00
RECETTES		273 915,92	10 184 126,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 458 042,05
641	Remunerations du personnel	240 789,92												240 789,92
708	Produits des services, du domaine et ventes diverses		58 972,24											58 972,24
745	Dotation d'apprentissage et de formation		4 000,00											4 000,00
747	Participations		9 872 721,89											9 872 721,89
752	Revenus des immeubles		98 432,00											98 432,00
758	Produit divers de gestion courante	33 126,00												33 126,00
778	Autres produits exceptionnels		150 000,00											150 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 355 910,00	0,00	0,00	3 355 910,00
611	Contrats de prestations de services avec des entreprises							106 000,00			106 000,00
614	Charges locatives et de copropriete							1 330,00			1 330,00
615	Entretien et reparations							2 783 580,00			2 783 580,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires							2 500,00			2 500,00
628	Autres services exterieurs, divers							462 500,00			462 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 683 401,95
702	Ventes de recoltes et de produits forestiers							515 000,00			515 000,00
703	Redevances et recettes d'utilisation du domaine							275 151,00			275 151,00
747	Participations							2 648 250,95			2 648 250,95
757	Redevances versees par les fermiers et concessionnaires							245 000,00			245 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - ANNEXES

ETAT DES METHODES UTILISEES

OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION

METHODES UTILISEES

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL GENERAL		Délibération du
AMORTISSEMENT	Biens de faible valeur : 1 500,00 €		31 mars 2017
Linéaire	Seuil d'amortissement sur un an : 1 500,00 €		
	Catégories de biens amortis :	**Durée :**	
	Agencement de locaux	15 ans	
	Matériel de transport	5 ans	
	Matériels informatiques	4 ans	
	Matériels de bureau et mobiliers	8 ans	
	Téléphonie	5 ans	
	Autres biens d'équipement	5 ans	
	Etudes non suivies de réalisation	5 ans	
	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics	15 ans	
	Subventions d'équipement versées à des bénéficiaires privés	15 ans	
	Frais d'insertion	2 ans	
	Logiciels et progiciels	2 ans	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote du Conseil d'administration (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B		20 604 869,60	I	20 604 869?69
16	Emprunts et dettes assimilées hors 16449 et 166 (A)	2 948,60		2 948,60
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	2 948,60		2 948,60
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		20 601 921,00		34 559 921,00
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	1 394 966,00		1 394 966,00
13912	SUBVENTION D'EQUIPEMENT REGION	1 394 966,00		1 394 966,00
19	Libellé non trouvé	19 205 336,00		19 205 336,00
198	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	19 205 336,00		19 205 336,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 619,00		1 619,00
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSEES	1 619,00		1 619,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	20 604 869,60			20 604 869,60

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES

A7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote du Conseil d'administration (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b		21 465 845,00	III	21 465 845,00
Ressources propres externes de l'année (a)		152 576,00		152 576,00
10222	F.C.T.V.A.	152 576,00		152 576,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		21 313 269,00		21 313 269,00
28031	*AMORTISSEMENT DES FRAIS D'ETUDES*	*919 857,00*		*919 857,00*
28033	*AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION*	*1 728,00*		*1 728,00*
2804112	*Bâtiments et installations*	*46 751,05*		*46 751,05*
2804132	*SUBV. DEPARTEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS*	*892 145,00*		*892 145,00*
2804142	*SUBV. COMMUNES BATIMENTS ET INSTALLATIONS*	*17 841 326,00*		*17 841 326,00*
2804182	*SUBV. ORG PUBLICS DIVERS BATIMENTS ET INSTALLATIONS*	*348 814,00*		*348 814,00*
280422	*SUBV. D'EQUIP. AUX PERS. DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTAL.*	*76 299,95*		*76 299,95*
28051	*CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, ...*	*441 738,72*		*441 738,72*
281351	*AMORTISSEMENT DES INSTALLATIONS GENERALES & AGENCEMENTS DELOCAUX*	*252 542,40*		*252 542,40*
281828	*AMORTISSEMENT MATERIELS DE TRANSPORT*	*94 470,47*		*94 470,47*
281838	*AMORTISSEMENT MATERIELS INFORMATIQUES*	*257 537,09*		*257 537,09*
281848	*AMORTISSEMENT MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS*	*52 633,61*		*52 633,61*
28185	*AMORTISSEMENT MATÉRIEL DE TELEPHONIE*	*38 589,16*		*38 589,16*
28188	*AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS*	*48 836,55*		*48 836,55*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	21 465 845,00				21 465 845,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	- 20 604 869,60
Ressources propres disponibles	+ 21 465 845,00
Solde	(6) + 860 975,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance
(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Tableau des emplois permanents - Agents titulaires et stagiaires

Grades	Catégorie	Effectif budgétaire	Effectif pourvu	Temps non complet	Equivalent temps plein travaillé
. Filière technique					
Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux					
- Ingénieur en chef	A	2	2	0	2
- Ingénieur principal	A	9	9	0	8,7
- Ingénieur territorial	A	12	12	0	12
Cadre d'emplois des techniciens territoriaux					
- technicien principal de 1ère classe	B	12	12	0	12
- technicien principal de 2ème classe	B	6	7	0	6,6
- technicien	B	1	0	0	0
Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux					
- agent de maîtrise principal	C	1	1	0	1
- agent de maîtrise	C	6	5	0	5
Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux					
- adjoint technique principal 2ème classe	C	1	1	0	1
- adjoint technique de 1ère classe	C	1	1	0	1
- adjoint technique de 2ème classe	C	15	13	0	13
. Filière administrative					
Cadre d'emplois des attachés territoriaux					
- attaché principal	A	2	2	0	2
- attaché territorial	A	9	7	0	6,6
Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux					
- rédacteur principal de 1ère classe	B	1	1	0	1
- rédacteur principal de 2ème classe	B	4	4	0	4
- rédacteur	B	8	8	0	7,4
Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux					
- adjoint administratif principal 2ème classe	C	1	1	0	1
- adjoint administratif 1ère classe	C	6	4	0	4
- adjoint administratif 2ème classe	C	6	4	0	3,8
. Filière animation (SEE)					
Cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux					
- adjoint d'animation de 2ème classe	C	2	2	0	2
. Filière culturelle (Brigade équestre)					
Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine					
- adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	1	1	0	1
- adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	5	5	0	5
Total agents titulaires et stagiaires		113	102	0	100,1

Etat du personnel de l'Agence des espaces verts au 1er janvier 2016

Tableau des emplois permanents - Agents non titulaires

Emplois	Catégorie	Effectif budgétaire	Effectif pourvu	Temps non complet	Equivalent temps plein travaillé	Indice brut de rémunération	Référence contrat (loi 84-53)
. Filière technique							
- directeur général	A	1	1	0	1	HEB - 3	47
- directeur général adjoint	A	1	0	0	0	HB - 2	47
- chef de service action foncière	A	1	1	0	1	895	3-3-2°
- responsable mission paysage	A	1	1	0	1	668	3-3-2°
- chef de projet informatique	A	1	1	0	1	750	3-3-1°
- administrateur réseaux informatiques	A	1	1	0	1	660	3-3-1°
- chargés de projet SPT	A	1	1	0	1	621	3-3-2°
- chargés de projet mission paysage	A	2	2	0	2	458	3-3-2°
- chargé de projet Natura 2000	A	1	1	0	1	430	3-3-2°
- responsable de territoire Education à l'environnement	B	1	1	0	1	348	3-2
- technicien APEN	B	1	1	0	1	455	3-2
. Filière administrative							
- attaché mission médiation	A	1	1	0	0,8	801	3-3-2°
- attaché pôle secrétariat général	A	1	1	0	1	625	3-3-2°
- chargés de projet SET	A	1	1	0	0,8	621	3-3-2°
- chargé d'opérations foncières	A	1	1	0	1	379	3-3-2°
- chargé de communication	A	1	1	0	1	500	3-3-2°
Total emplois permanents - Agents non titulaires		**17**	**16**	**0**	**15,6**		
Emploi de collaborateur de cabinet	**A**	**1**	**1**	**0**	1	821	110
Total général		**18**	**17**	**0**	**16,6**		

Tableau des emplois non permanents - Agents non titulaires

Grades	Catégorie	Effectif budgétaire	Effectif pourvu	Temps non complet	Equivalent temps plein travaillé	Indice brut de rémunération	Référence contrat (loi 84-53)
. Filière technique							
Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux - ingénieur territorial -accroissement temporaire d'activité - SAG	A	1	1	0	1	379	3-2
Cadre d'emplois des techniciens territoriaux - technicien territorial --accroissement temporaire d'activité - SPT	B	1	1	0	1	366	3-2
. Filière administrative							
Cadre d'emplois des attachés territoriaux - attaché territorial -accroissement temporaire d'activité - COM+SAF	A	2	2	0	2	379	3-2
Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux - adjoint administratif 2ième classe - renfort - SET	C	1	1	0	1	347	3-2
. Emplois d'avenir		10	4	0	4		loi N°2012-1189 du 26 octobre 2012
. Apprentis			2	0	2		loi N°97-940 du 16 octobre 1997
Total emplois non permanents - Agents non titulaires		15	11	0	11		

IV - ANNEXE AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	IV D3.4

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé/objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité
Vente de bois issues des forêts	Vente de bois	29/03/1999	29/03/1999	Vente de bois

RECENSEMENT MARCHES 2016
- AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE -

TYPE DE MARCHE	OBJET DU MARCHE	DATE DE NOTIFICATION	TITULAIRE	CODE POSTAL	MODE DE PASSATION
	MARCHES ENTRE 15 000 € HT ET 89 999,99 € HT				
FOURNITURES					
	Fourniture de matériaux pour rénovation d'une palissade	01/03/2016	FERIAUD	77 220	LC
	Fourniture de postes de travail informatiques et licences logicielles Lot 2 - Licences logicielles	24/05/2016	COMPAREX	92791	MAPA
SERVICES					
	Acquisition d'une licence perpétuelle de FranceRaster® V5 aux échelles 1:1250 et 1:2500 sur l'ensemble du territoire de la Région Ile-de-France avec les droits de représentation électronique.	25/11/2016	ESRI	92195	LC
	Inventaire des chiroptères en forêt régionale de Verneuil-sur-Seine	08/07/2016	BIOTOPE	75012	Marché subséquent Accord-cadre
	Etude flore-habitat sur les propriétés régionales de Montgé	14/12/2016	AIRELE	59286	Marché subséquent Accord-cadre
	Maintenance, assistance, formation au logiciel SIS Marchés	31/05/2016	SIS MARCHES	92411	Marché négocié sans mise en concurrence
	Etude naturaliste (avifaune, chiroptères, flore-habitat) et préconisations sur la forêt régionale de Rosny	14/12/2016	AIRELE	59286	Marché subséquent Accord-cadre
	Prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières - Lot 1	08/01/2016	SUN SERVICES	77412	MAPA
	Prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières - Lot 2	08/01/2016	ECO7S FACILITIES	91 000	MAPA
	Prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières - Lot 3	08/01/2016	RENE JULIEN	92 300	MAPA
	Prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières - Lot 4	08/01/2016	ECO7S FACILITIES	91 000	MAPA
TRAVAUX					
	Réfection d'un mur au Plessis	18/11/2016	MGBR	94420	LC
	Réalisation de travaux de génie végétal et aménagement paysagers sur le site de la Fosse aux Carpes Lot 1: Travaux de protection des berges	23/08/2016	AQUASYLVA	95100	MAPA

RECENSEMENT MARCHES 2016
- AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE -

	MARCHES ENTRE 90 000 € HT ET 208 999,99 € HT (en Fournitures et services) ET 5 524 999,99 € HT (en Travaux)				
FOURNITURES					
	Fourniture de postes de travail informatiques et licences logicielles Lot 1 - Postes de travail informatiques et accessoires	06/05/2016	STIM PLUS	92000	MAPA
SERVICES					
	Maintenance et développement d'applicatifs métiers développés en PHP	22/03/2016	AMJ PLANS	75015	MAPA
	Gestion des relations presse de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France	20/05/2016	RUMEUR PUBLIQUE	75017	MAPA
	Marché d'insertion professionnelle par l'exécution de tâches d'entretien d'espaces verts régionaux - Domaine régional de la Butte Pinson (93/05)	24/06/2016	R.A.P.I.D.	93380	MAPA
	Études hydrologique et naturaliste sur la RNR des Seiglats (77)	22/09/2016	CIAE	77140	Marché subséquent Accord-cadre
	Prestations de services de téléphonie mobile et de fourniture d'équipements associés	29/03/2016	SFR	93 634	MAPA
TRAVAUX					
	Travaux de restauration écologique sur le territoire Nord-Ouest des espaces régionaux d'Ile-de-France	20/07/2016	FL JARDIN	51160	ADD
	Marché de contruction de la maison de la réserve naturelle du Grand-Voyeux - RELANCE Lot 2	08/02/2016	POULINGUE	27210	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 1 Assainissement et réseaux divers	08/04/2016	WATELET TP	78370	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 2 Menuiserie	08/04/2016	ERI SA	94120	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 3 Plâterie et Isolation	08/04/2016	ERI SA	94120	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 4 Maçonnerie et carrelage	11/04/2016	SOTRAFRAN	60000	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 5 Plomberie	08/04/2016	LA LOUISIANE	75018	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 6 Electricité	08/04/2016	TBES	75018	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 7 Couverture	08/04/2016	ERI SA	94120	MAPA
	Marché multi travaux des bâtiments de l'Agence des espaces verts - Lot 8 Peinture et revêtements de sols	08/04/2016	DELORME	75011	MAPA
	Réalisation de travaux de génie végétal et aménagement paysagers sur le site de la Fosse aux Carpes - Lot 2: Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts	10/08/2016	PINSON PAYSAGE	95560	MAPA
	Travaux d'amenée des fluides Sainte Assise	04/11/2016	EUROVIA IDF	77382	MAPA

	MARCHES EGAUX OU SUPERIEURS A 209 000 € HT (en Fournitures et services) ET A 5 525 000 € HT (en Travaux)				
FOURNITURES					
SERVICES					
	Prestations de géomètre expert - Lot 1 Territoire Nord-Ouest	21/07/2016	ATGT	93 000	AOO
	Prestations de géomètre expert - Lot 2 Territoire Sud	21/07/2016	ATGT	93 000	AOO
	Prestations de géomètre expert - Lot 3 Territoire Nord-Est	21/07/2016	ATGT	93 000	AOO
	Accord-cadre multi-attributaires de prestations d'inventaires naturalistes Lot 1: Génie écologique et inventaires naturalistes	04/01/2016	BIOTOPE AIRELE Ouest Aménagement	75012 59286 35651	AOO
TRAVAUX					

ARRETE - SIGNATURES

(Délibération 17-024 : Budget primitif 2017 de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France)

Présenté par le Président (Mme Anne CABRIT)

A Paris, le 14 avril 2017

Le Président,

Nombre de membres en exercice : 24
Nombre de membres présents : 4 + 3 pouvoirs
Nombre de suffrages exprimés : 7
VOTES : Pour : 6
Contre : 1
Abstentions : 0

Date de convocation : 6 avril 2017

Délibéré par le Conseil d'administration, réunie en session du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017)

A Paris, le 14 avril 2017

Les membres du Conseil d'administration

M. Oliver DOSNE	M. Michel CAFFIN	Mme Sophie DESCHIENS	M. Benoit CHEVRON
M. Gerard HERBERT	M. Claude BODIN	Mme Brigitte MARSIGNY	M. Ludovic TORO
M. Jean-François VIGIER	Mme Huguette FOUCHE	Mme Ramatoulaye SALL	Mme Roseline SARKISSIAN
Mme Melissa YOUSSOUF	M. Didier MIGNOT	Mme Corinne RUFET	Mme Vanessa JUILLE
Mme Dominique DUVAL	M. Pierre CUYPERS	M. Damien GREFFIN	M. Michel FOUCHAULT
M. Etienne DE MAGNITOT	M. Christophe HILLAIRET	M. Jean-Jacques BOUSSAINGAULT	

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 14 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17- 025 du 14 avril 2017
(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation du versement d'une indemnité de conseil au comptable assignataire de l'Agence des espaces verts

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R.4413-1 à R.4413-16,

VU le décret 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'État et des établissements publics de l'État,

VU l'arrêté du 12 juillet 1990 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services extérieurs du Trésor, chargés des fonctions de payeur des Départements et des Régions et de leurs établissements publics,

VU le budget général de l'Agence des espaces verts,

VU la nomination de Monsieur Marc JOINOVICI, Comptable, en qualité de chef de poste de la Trésorerie des Établissements publics locaux de Paris à compter du 1er janvier 2017,

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'entériner la nomination de Monsieur Marc JOINOVICI en tant que comptable de l'Agence et de prévoir sa rémunération pour les prestations non obligatoires qu'il est amené à effectuer dans les domaines relatifs à l'établissement des documents budgétaires et comptables, la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie ainsi que l'aide à la mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières,

D E L I B E R E

Article 1 : Monsieur Marc JOINOVICI, comptable assignataire de l'Agence des espaces verts percevra une indemnité de conseil correspondant au montant règlementaire maximum, calculée par application du tarif ci-après, à la moyenne sur les 3 dernières années des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement:

- sur les 7 622,45 premiers euros à raison de 3 pour 1000 ;
- sur les 22 867,35 euros suivants à raison de 2 pour 1000 ;
- sur les 30 489,80 euros suivants à raison de 1,50 pour 1000 ;
- sur les 60 979,61 euros suivants à raison de 1 pour 1000 ;
- sur les 106 714,31 euros suivants à raison de 0,75 pour 1000 ;
- sur les 152 549,02 euros suivants à raison de 0,50 pour 1000 ;
- sur les 228 673,53 euros suivants à raison de 0,25 pour 1000.

Sur toutes les sommes excédant 609 796,07 euros à raison de 0,10 pour 1000.

Article 2 : La dépense afférente au paiement de cette indemnité est imputée à l'article 6225, chapitre 930, fonction 0202 du budget de l'Agence.

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-026 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation du programme d'accès à l'emploi titulaire

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ;

VU la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi N° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la loi N° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

VU le décret N° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre 1er de la loi N° 2012-347 du 12 mars 2012 ;

VU l'avis du Comité technique du 3 novembre 2016 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Approuve le programme d'accès à l'emploi titulaire, au titre de l'année 2017, par la voie de la sélection professionnelle, et conduisant à l'ouverture de 4 postes de catégorie A (1 poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux et 3 autres postes relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux)

Article 2 Approuve l'ajustement du tableau des effectifs (présenté en annexe) consécutif à l'ouverture des 4 postes susmentionnés

Article 3 Les crédits correspondants à la rémunération et aux charges desdits postes sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... 4 + 3 :
Votes POUR ..... 4 + 3 :
Votes CONTRE ..... 0 :
Abstentions ..... 0 :
Ne prend pas part au vote ..... 0 :

ANNEXE 1

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Technique	Ingénieur (Cat. A)	Ingénieur territorial	12	15
Administrative	Attaché (Cat. A)	Attaché territorial	9	10
Emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels	Chef de service action foncière	Sans objet	1	0
	Chargé de projet	Sans objet	2	1
	Chef de projet informatique	Sans objet	1	0
	Attaché mission médiation	Sans objet	1	0

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 AVRIL 2017 (REPORT DE LA SESSION DU 31 MARS 2017)

Tableau des emplois permanents

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires	Emplois créés	Emplois transformés	Total effectifs	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur en chef	A	2			2	2
- ingénieur principal	A	9			9	8
- ingénieur territorial	A	12		+ 3	15	14
- technicien principal de 1ère classe	B	12			12	11
- technicien principal de 2ème classe	B	8			8	7
- technicien	B	1			1	1
- agent de maîtrise principal	C	1			1	1
- agent de maîtrise	C	6			6	4
- adjoint technique principal 2ème classe	C	3			3	2
- adjoint technique de 1ère classe	C	1			1	1
- adjoint technique de 2ème classe	C	13			13	10
. Filière administrative						
- attaché principal	A	2			2	2
- attaché territorial	A	9		+ 1	10	7
- rédacteur principal de 1ère classe	B	3			3	3
- rédacteur principal de 2ème classe	B	3			3	3
- rédacteur	B	6			6	6
- adjoint administratif principal 1ère classe	C	1			1	1
- adjoint administratif principal 2ème classe	C	1			1	1
- adjoint administratif 1ère classe	C	6			6	4
- adjoint administratif 2ème classe	C	6			6	4
. Filière animation						
- adjoint d'animation de 2ème classe	C	2			2	1
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1			1	1
- adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	5			5	5
Total agents titulaires et stagiaires		**113**	**0**	**+ 4**	**117**	**99**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- directeur / directrice	A	1			1	0
- chef de service action foncière	A	1		- 1	0	0
- responsable mission paysage	A	1			1	1
- chargé(e) de projet	A	2		- 1	1	0
- chef de projet(s) informatique	A	1		- 1	0	0
- chargé(e) d'opérations foncières	A	1			1	0
- chargé(e) de projet paysagiste	A	2			2	2
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- attaché mission médiation	A	1		- 1	0	0
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
- administrateur réseaux informatiques	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	1			1	1
- responsable de territoire Education à l'environnement	B	1			1	1
- technicien APEN	B	1			1	1
Total des agents contractuels occupant des emplois permanents		**17**	**0**	**- 4**	**13**	**10**
TOTAL EMPLOI PERMANENTS		**130**	**0**	**0**	**130**	**109**
Emploi de collaborateur de cabinet		**1**	**0**	**+ 0**	**1**	**1**
TOTAL GENERAL		**131**	**0**	**+ 0**	**131**	**110**

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 AVRIL 2017 (REPORT DE LA SESSION DU 31 MARS 2017)

Tableau des emplois non permanents

Grade	Catégorie	Effectifs budgétaires	Contrat (loi 26/01/1984)	Motif du contrat
- Ingénieur territorial	A	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Attaché territorial	A	2	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Technicien territorial	B	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Adjoint administratif de 2ème classe	C	1	art.3 alinéa 1	Accroissement temporaire d'activité
- Emplois d'avenir		10	décret 2012-1211 du 31 octobre 2012	
- Apprentis			loi N°97-940 du 16 octobre 1997	
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		15		

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 17-027 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les lots n°1, 2 et 3 de l'accord-cadre à bons de commande de travaux de voirie forestière, terrassements et réseaux

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, relative aux marchés publics ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU la décision de la Commission d'appel d'offres du 31 mars 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente de l'Agence des espaces verts à signer les lots n°1, 2 et 3 de l'accord-cadre à bons de commande de travaux de voirie forestière, terrassements et réseaux divers (pour chacun des lots le montant annuel minimum est de 50 000 euros HT et le montant annuel maximum est de 700 000 euros HT), attribués aux candidats suivants :

Lot n°1 – Territoire Nord-Ouest : WATELET TP SAS ENGROUPEMENT SOLIDAIRE AVEC EMULITHE
Lot n°2 – Territoire Sud : EUROVIA ILE-DE-FRANCE
Lot n°3 – Territoire Nord-Est : SOBECA SAS

Article 2 Les dépenses afférentes à cet accord-cadre à bons de commande seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 17-028 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation de la convention relative à la prise en charge des frais d'entretien de l'espace régional naturel de la Fosse aux Carpes avec la commune de DRAVEIL (91) et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT que l'Agence des espaces verts entretient et aménage l'espace naturel régional de la Fosse aux Carpes situé sur le territoire de la ville de Draveil, et que cette dernière accepte de financier les frais d'entretien de cet espace naturel.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de participation financière pluriannuelle 2017-2019 relative à l'entretien de la Fosse aux Carpes avec la ville de DRAVEIL.

Article 2 Habilite la Présidente à signer cette convention ci-annexée.

Article 3 Les recettes afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	4+3 :
Votes POUR	4+3 :
Votes CONTRE	0 :
Abstentions	0 :
Ne prend pas part au vote	0 :

CONVENTION FINANCIERE RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENTRETIEN DE L'ESPACE REGIONAL DE LA FOSSE AUX CARPES

ENTRE

La commune de Draveil dont le siège administratif est sis *(adresse)* ....., représentée par son Maire en exercice agissant au nom et pour le compte de la Commune, dûment habilité par décision de son conseil municipal n°..... du.....

ci-après dénommée « la Commune »,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, dont le siège administratif est sis 90-92 Avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN établissement public régional à caractère administratif, agissant en vertu de l'article L. 4413-2 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-028 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017).

ci-après dénommée « l'AEV »,

PREAMBULE

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Ile-de-France.

C'est ainsi que la région Ile-de-France prend en charge les frais d'acquisition et d'aménagement des domaines régionaux et sollicite la contribution des collectivités territoriales de situation pour assumer les dépenses liées au fonctionnement de ces domaines, en application de la délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978 du conseil régional de la Région Ile-de-France.
En effet, ce dernier a subordonné les acquisitions foncières (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, coulées vertes...) à la prise en charge des frais d'entretien par les collectivités territoriales de situation. La pertinence de cette contribution financière est justifiée par l'usage majoritairement local des forêts.

Propriété régionale depuis le 27 mai 1998, le **domaine régional de la Fosse aux Carpes** est une ancienne ballastière, située en rive droite de la Seine sur la commune de Draveil (91) à 30 km au sud de Paris.
Ce site boisé s'étend sur 26 hectares dont 14 hectares de plan d'eau relié à la Seine par un court chenal. Il se compose d'une île d'environ 1,5 hectare et deux presqu'îles. Compte tenu de la richesse et de la fragilité de ce site, seuls 5 hectares sont ouverts au public.

La richesse écologique du milieu est traduite au travers diverses inscriptions :

- ZNIEFF de type 1 n°91021001 et de type 2 n°0165.
- Site inscrit «rive de la Seine »
- Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope n°99-PREF-DCL 0261 du 21 juin 1999.

Sans compter l'intérêt fonctionnel des zones humides et du rôle des annexes hydrauliques pour l'environnement, ce site constitue un maillon important le long des berges de la Seine, à vocation piétonne (chemin de grande randonnée, GR n°2) et naturelle évidente. Il facilite la liaison entre la forêt de Sénart, le Domaine régional du Bois Chardon et la base de loisirs régionale du « Port aux Cerises ».

Courant 2014/2015, le domaine régional de la Fosse au Carpes a fait l'objet d'un aménagement qui a permis de croiser différents enjeux :

- restaurer la continuité de la promenade à tous (valides et PMR) sur le chemin de contre-halage en bord de Seine (rive droite) par le remplacement de la passerelle existante ;
- accompagner la substitution d'un paysage industriel vers un paysage naturel tout en prévoyant d'ouvrir (partiellement) le site au public ;
- protéger et valoriser le patrimoine écologique tout en permettant la découverte et l'observation par le grand public de ces espaces sensibles et rares de milieu humide situés au cœur d'un milieu urbain dense.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par la Commune, des frais de fonctionnement liés à l'entretien et à la surveillance du domaine régional de la Fosse aux Carpes situé sur son territoire, d'une superficie de 26ha 01a 52ca au 31 décembre 2016 ainsi que les engagements respectifs des deux parties.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet les trois exercices budgétaires suivants : 2017, 2018 et 2019. A son terme, elle pourra être reconduite une fois pour la même période (3 ans) **par reconduction expresse** et non tacite effectuée par lettre adressée par l'une ou l'autre des parties dans un délai de trois mois avant la fin de la convention (soit avant le 1er octobre 2019), le cas échéant en y incluant les modifications apportées par avenant (voir article 6 ci-après).

ARTICLE 3 : DEPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement ordinaires recouvrent notamment :

- les travaux d'entretien liés aux milieux naturels et à l'ouverture au public comprennent
  - de manière régulière :
    - *le débroussaillage 1 fois/an à l'automne de certains abords du domaine régional*
    - *le broyage 1 fois/an à l'automne d'une partie de la presqu'ile ouverte au public*
    - *la tonte à 15cm des chemins d'accès de la presqu'ile ouverte au public, des abords du chemin de halage et de l'espace situé au Sud-Est de la passerelle.*
    - *L'éco-pâturage du secteur de la digue assuré par des chèvres des fossés d'avril à octobre*
    - *le ramassage des déchets épars (1 fois tous les 15 jours du 15 octobre au 15 avril et 1 fois par semaine du 15 avril au 15 octobre)*
  - et de manière ponctuelle, selon nécessité :
    - *les éventuelles évacuations de dépôts (selon nécessité)*
    - *les divers travaux de remplacement de barrière abîmée, de poubelles cassées, de clôture détériorée, etc., ...*
- la surveillance du site (ou régie)
  - *tournée de sécurité annuelle permettant de contrôler l'ensemble du patrimoine arboré, et les éventuels travaux d'élagages consécutifs à cette tournée.*

Le plan de gestion du site est joint en annexe à cette convention, ainsi que la carte des zones ouvertes ou non au public.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 – Montant des frais de fonctionnement et montant de la contribution financière

Les frais de fonctionnements annuels moyens concernant le domaine régional de la Fosse aux Carpes, sont estimés à **20 000 euros**.

A titre indicatif, la répartition prévisionnelle annuelle se décompose comme suit :

Descriptif des travaux	**Montant TTC prévisionnel**
TRAVAUX REGULIERS	
Débroussaillage	2 315 €
Broyage 1 fois	2 515 €
Tonte 15 cm	530 €
Eco pâturage	3 000 €
Ramassage des déchets épars	4760 €
TRAVAUX PONCTUELS (si nécessité)	
Évacuation de dépôts	1 800 €
Divers (élagage de sécurité, remplacement mobilier abimé, etc., ...)	1 125 €
SURVEILLANCE DU SITE	
Régie (surveillance du site)	3 955 €
TOTAL	**20 000€**

4.2 - Modalités de versement de la participation

La Commune procèdera au mandatement de la participation annuelle en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV.

Sur présentation du bilan de l'année n-1, si la participation forfaitaire versée n'a pas été consommée en totalité, l'appel à contribution de l'année suivante sera réduit du montant non consommé.

Le versement est effectué à l'ordre Monsieur le Comptable public responsable de la Trésorerie des Établissements Publics Locaux de Paris, comptable assignataire de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

5.1 – Engagements de l'AEV relatifs à la gestion

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion du site. En tant que gestionnaire, elle peut confier les actes de gestion courante du site à un tiers par convention de prestation de service.
Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède ou fait procéder aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer la sécurité et l'information du public à des fins de découverte du site ;
- à développer des actions éducatives et pédagogiques sur le thème de la connaissance de la mise en valeur et la protection des milieux naturels.

L'Agence définit le programme d'entretien et de surveillance. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par le « Service aménagement et gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service, et réalisés par le prestataire retenu selon les règles du code des marchés publics.
L'AEV s'engage à remettre, après la clôture de l'exercice de l'année échue et au plus tard avant la fin du 1er semestre, un mémoire récapitulatif des travaux effectués. Ce mémoire récapitulatif reprendra l'ensemble des travaux de maintenance réalisés, ainsi que les éventuels travaux d'aménagements effectués, les études engagées, etc., ... Il présentera un état exhaustif de la vie du site sur l'année écoulée.
L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de la Commune de Draveil, en particulier sur les panneaux provisoires installés durant des travaux d'entretien particuliers et le cas échéant, sur des plaques ou panneaux pérennes.

L'AEV autorise les services de Draveil Sécurité à effectuer des rondes à pied, à vélo ou à cheval dans le domaine régional et à y effectuer, en cas de besoin, des interventions de sécurité ou de maintien de l'ordre, si nécessaire en véhicule motorisé.

5.2 - Engagement de la Commune

La Commune s'engage à verser annuellement le montant définit à l'Article 4 correspondant à sa contribution aux frais de fonctionnement du domaine régional visé à l'article 1.
La Commune s'engage à diffuser, sur tout support de communication, l'action de la région Ile-de-France et de l'AEV concernant ce site.

La Commune inscrit l'AEV sur sa liste d'abonnement de son journal institutionnel et le lui adresse par voie postale.

La Commune s'engage à inscrire l'AEV sur la liste des personnes publiques associées (PPA) à l'occasion des révisions, modifications ou modifications simplifiées de son document d'urbanisme (plan local d'urbanisme - PLU).
La Commune s'engage à maintenir en zone naturelle de son PLU les terrains situés sur son territoire et inclus dans le Périmètre régional d'intervention foncière - PRIF de la Fosse aux Carpes.

ARTICLE 6 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.
En particulier, en cas d'acquisition par la Région de nouvelles parcelles ayant vocation à relever de la présente convention, un avenant permettra de rectifier en proportion les surfaces de référence et les montants correspondants.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non respect par l'une des parties des engagements découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception en respectant un délai de préavis de deux mois avant la date du terme prévu de la convention.
L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande de la Commune, par lettre recommandée avec accusé de réception.
Une telle demande de remboursement ou d'annulation peut être formulée pendant une durée d'un an à compter de la réception du mémoire récapitulatif mentionné à l'article 5.

Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation :

- à l'ordre de : .....

ARTICLE 8 : CONTRÔLE DES DEPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que la Commune souhaiterait effectuer à posteriori.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le

Pour la Commune de Draveil

Le Maire

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région Ile-de-France

La fosse aux carpes

Eléments complémentaires à la carte d'entretien



Légende

- panneau interdiction accès et risque de chute lié à la pente de la digue
- panneau info (plan)
- pont
- barrière
- coffret technique
- Arbre remarquable
- Zone ouverte au public
- Zone fermée au public

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Sources :

©AEV, Source AEV, 2013

Carte réalisée le 26/08/2014, auteur: AEV

Fosse aux Carpes



Légende

Entretien surfacique

Propreté

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

sources:
©AEV, Source AEV, 2013

Carte réalisée le 26/08/2014, auteur: AEV

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-029 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'une convention de mise en place de mesures compensatoires sur des propriétés régionales des Coteaux de l'Aulnoye gérées par l'Agence des espaces verts et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT que le reboisement d'environ 1,3 ha, imposées à la ville de Coubron dans le cadre de la modification n°2 de son PLU et du défrichement induit par le projet d'ouverture à l'urbanisation, permettront de compenser sur le plan forestier et sylvicole les impacts résiduels générés par le projet.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de compensation ci-annexée.

Article 2 Autorise la Présidente à signer cette convention.

Article 3 Les recettes afférentes aux mesures de compensation seront imputées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants....4+3....:
Votes POUR....4+3....:
Votes CONTRE....0....:
Abstentions ....0....:
Ne prend pas part au vote ....0....:

VILLE de COUBRON
Seine-Saint-Denis

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

CONVENTION DE MISE EN PLACE DE MESURES COMPENSATOIRES DANS LE CADRE DU PROJET DE MODIFICATION DU PLU DE COUBRON

ENTRE :

La commune de Coubron, dont le siège est situé 133, rue Jean Jaurès 93470 Coubron, représentée par M. Ludovic TORO, maire, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes,

Ci-après désigné (e) *« Ville de Coubron »*

D'une part,

ET

L'Agence des espaces verts de la région Ile de France, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1 du Code général des collectivités territoriales, sise 90-92 avenue du général Leclerc - 93500 Pantin, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-029 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017).

Ci-après désignée « AEV »,

D'autre part,

PREAMBULE :

Dans le cadre de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme lancée en 2011 par la délibération n°991, la commune de Coubron a réalisé une évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale a mis en évidence, du fait d'un projet de construction de logements rue du Pressoir, l'existence d'impacts résiduels.

Le projet se trouve, de plus, en bordure du site Natura 2000 ZPS sites de Seine-Saint-Denis, qu'il touche pour partie (0,6 ha, soit 0,05% de la surface du site Natura 2000). De ce fait, une évaluation des incidences sur le site Natura 200 a été menée. Elle conclut que, si les espèces ayant justifié la désignation du site ne sont pas touchées directement (Pic mar, Pic noir, Bondrée apivore), une forme de compensation est nécessaire pour reconstituer un des habitats favorables. Cette compensation consiste en un reboisement et en la protection en Espace Boisé Classé de parcelles actuellement peu boisées. Une possibilité a été trouvée sur des parcelles régionales actuellement gérées par l'AEV.

Cette exigence de mesure découle de l'Instruction technique DGPE/SDFCB/2015-656 29/07/2015 de la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises.

Le Conseil municipal de Coubron a délibéré le 7 décembre 2016 (délibération n°1504) pour autoriser le maire à signer une convention de partenariat entre l'AEV et la commune pour la mise en place de mesures de reboisement sur des parcelles régionales.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir, entre la ville de Coubron et l'AEV, les conditions et modalités de coopération pour la mise en œuvre des mesures compensatoires prévues dans les propriétés régionales des Coteaux de l'Aulnoye dans le cadre de la modification du PLU de la commune de Coubron. Cette modification ouvrant droit à l'urbanisation d'un secteur actuellement en zone AUA, partiellement boisé, et en site Natura 2000 partiellement.

ARTICLE 2 : Désignation et caractéristiques des biens objet de la convention

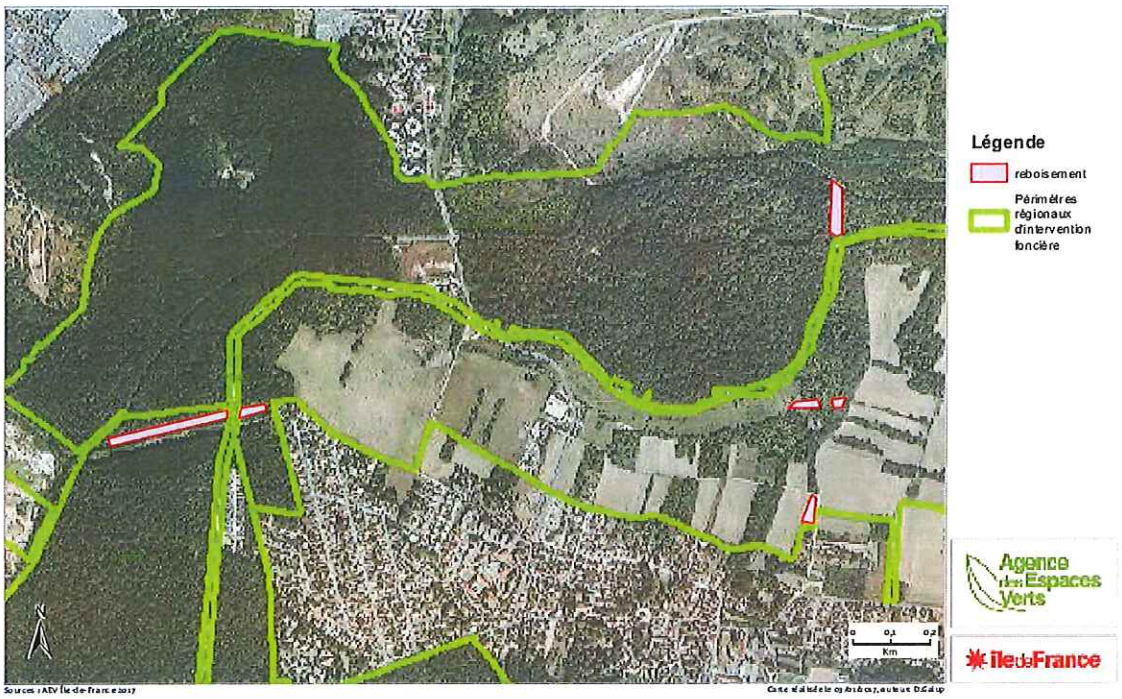
Les mesures seront mises en œuvre au sein du périmètre d'intervention foncière (PRIF) des Coteaux de l'Aulnoye, particulièrement sur les parcelles dont la liste apparaît ci-dessous.

Commune	Parcelles	Surface (m²)
Coubron	B992	1 200
Coubron	A415	1 011
Coubron	A423	842
Coubron	A68	1 620
Coubron	A69	1 520
Coubron	A72	724
Coubron	A318 partiellement	820
Coubron	A329 partiellement	410
Coubron	A328 partiellement	245
Coubron	A327 partiellement	75
Clichy sous-bois	AK36	5 100

Total : 13 567 m²

ER des Coteaux de l'Aulnoye

Parcelles régionales en friches non louées, reboisables sur les communes de Coubron et Clichy sous Bois



Il s'agit de parcelles autrefois emprises de RTE actuellement en friches ou de terrains autrefois entretenus par des tiers et actuellement en friches et n'ayant aucune vocation d'accueil du public.

ARTICLE 3 : Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans et prend effet à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 4 : Programme de mesures

Les parties prenantes s'accordent sur le programme d'actions suivant :

Site / localisation	Mesure	Nature des travaux	Responsable
Ensemble des parcelles listées à l'article 2	*Travaux de plantation*	*Broyage en plein des parquets de reboisement avant plantation et décompaction du sol (sous-solage)* *Plantation de 1500 arbres / ha en racines nues, composée ainsi : chênes sessiles 50% (N+1), merisier : 20% (N+2), alisiers torminaux : 15% (N+2), châtaigniers (N+2) : 15% (orientation des lignes de plantation respectant les plus grandes longueurs et une orientation Nord Sud)* *En option (si nécessaire) : pose de protections adéquates anti-gibier*	*AEV*
Ensemble des parcelles listées à l'article 2	*Gestion*	*Gestion des cloisonnements : gyrobroyage annuel de chaque ligne pendant 4 ans avec dégagement manuel des plants chaque année* *Puis gyrobroyage tous les 2 ans avec dégagement manuel des plants* *Taille et formation des alisiers entre la 4ème et la 6ème année* *Elagage de pénétration la 9ème année*	*AEV*

L'AEV se réserve la possibilité d'adapter les travaux, dans l'objectif de garantir la survie et la bonne valorisation des peuplements (dans la limite des estimations de coûts faites à l'article 5 de la présente convention)

ARTICLE 5 : Estimation du coût des mesures

L'estimation du coût des travaux et mesures explicités à l'article 4, qui constitue un plafond des coûts réels, s'établit comme suit (il est basé sur le coût des travaux fixé au bordereau de prix unitaires du marché de travaux sylvicole de l'AEV) :

localisation	Nature des travaux	unité	Quantité	Prix unitaire € TTC.	Prix total en € TTC.
Ensemble des parcelles listées à l'article 2	Broyage préalable	ha	1,3 ha	2400	3120
Ensemble des parcelles listées à l'article 2	*Sous-solage préalable*	Jour de mise à disposition de matériel	2	1404	2808
Ensemble des parcelles listées à l'article 2	*Fourniture de 1500 arbres /ha en racines*	Forfait de 100	19,5	240	4680
	Mise en place de 1500 arbres	Forfait de 100	19,5	408	7956
	Protections/tuteurs supplémentaires	Forfait de 100	2	180	360
Sous-total travaux de restauration-plantation					**18 924 €**
Ensemble des parcelles listées à l'article 2	*Gyrobroyage et dégagement des tiges chaque année pendant 4 ans puis en 2023, 2025, 2027*	Ha	9,1 (1,3 ha x 7 inter-ventions)	*coût actualisé chaque année (voir tableau récapitulant les actions annuelles en annexe)*	7773
	taille de formation de plants forestiers (n+4 à n+6)	Ha	1,3		735
	élagage de pénétration à 4 m	Ha	1,3		1716
Sous-total travaux de gestion sur la période					**10 224 €**
/	*Coût agents AEV (mise en place du projet et des travaux de boisement / gestion et suivi annuel)*	jours	11	*coût actualisé chaque année (voir tableau récapitulant les actions annuelles en annexe)*	6634
Sous-total coût agents AEV					**6 634 €**
				TOTAL TTC	**35 782 €**

Le prix des travaux de gestion et de temps d'agent AEV dédié à la mise en place et au suivi de ces actions sera révisé chaque année, en début d'année, en fonction des indices adaptés (EV4 pour travaux, coût du travail INSEE pour le coût agent). Ces indices seront appliqués tant qu'ils seront publiés. En cas de suppression de ces indices au profit d'autres indices, ces derniers se substitueront de plein droit aux précédents, dès leur publication et sans qu'il soit nécessaire d'avenanter la présente.

Un tableau relatif à l'estimation des coûts annuels des différentes actions est joint en annexe 2. L'estimation des coûts futurs par année intègre une projection des tendances passées observées sur ces indices (taux de croissance moyen calculé sur la plus longue période de production de ces indices).

ARTICLE 6 : Modalités de paiement

La commune de Coubron financera l'AEV chaque année pour les prestations de restauration, de gestion et de suivi du site tels que définis à la présente convention, dont les coûts seront actualisés selon les termes de l'article 5, et ce dans les limites du chiffrage établi à l'article 5 et du tableau en annexe 2.

Sous réserve de la parfaite exécution de ses obligations par l'AEV, l'indemnité sera versée par paiement annuel (année n) des sommes dépensées (année n-1), sur présentation des factures et d'un bilan de réalisation.

Le versement sera effectué à l'ordre du Comptable public responsable de la Trésorerie de Paris - Établissements Publics Locaux, comptable assignataire de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 7 : Engagements de l'AEV sur la mise en œuvre des actions

L'AEV s'engage à :

- Réaliser les travaux préalables nécessaires à la mise en œuvre des mesures compensatoires, puis mettre en place la gestion, conformément aux termes de l'article 4 de la présente ;
- Ne mener aucune action allant à l'encontre des objectifs des mesures de compensations ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces mesures. Toutefois, pour des raisons de sécurité, ou pour respecter une réglementation s'imposant à elle (ou encore dans le cadre de la gestion courante de parcelles contiguës à des sites ou milieux restaurés et gérés dans le cadre de la présente convention) l'AEV pourra réaliser de manière exceptionnelle des travaux non prévus dans la présente convention. Dans ce cas, elle en avertira la ville de Coubron au moins deux semaines à l'avance (sauf cas de force majeure menaçant la sécurité de manière imminente) ;
- Faire respecter les termes de la présente convention par les éventuels ayant-droits des propriétés faisant l'objet des mesures compensatoires (droit d'occupation, d'usage ou d'accès temporaire ou permanent aux propriétés concernées) ;
- Autoriser le personnel de la ville de Coubron ainsi que toute personne mandatée par ses soins à réaliser, dans le périmètre d'action ou ses abords immédiats, les actions (inventaire, expertise, contrôle...) nécessaires au suivi des travaux ; la ville de Coubron s'engageant à informer l'AEV au moins 2 semaines à l'avance de toute visite ;
- Assurer un reporting annuel (en fin d'année) à l'attention de la ville de Coubron ;
- Faire toute diligence pour répondre à toute sollicitation écrite ou téléphonique du partenaire.

ARTICLE 8 : Obligation de la ville de Coubron

La ville de Coubron s'engage à :

- Respecter les conditions financières de la convention précisées aux articles 5 et 6 ;
- Faire respecter les termes de la présente convention auprès des prestataires, et/ou de ses sous-traitants et personnels ;
- Faire toute diligence pour répondre à toute sollicitation écrite ou téléphonique de l'AEV.

ARTICLE 9 : Communication, confidentialité, utilisation des données et reporting

Les informations ou données dont chaque partie aurait eu connaissance au cours de l'élaboration de la présente convention, puis lors de sa mise en œuvre (en dehors de celles déjà diffusées au public) revêtent un caractère confidentiel. Chaque partie s'engage à ne pas la divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de l'autre partie.

L'AEV se réserve le droit d'utiliser l'intégralité des données brutes de prospection collectées sur le site, en vue de toute adaptation de ses actions de restauration, de gestion écologique (hors mesures spécifiques prévues dans le cadre de la convention) au site concerné. Pour toute communication relative au site concerné, elle mentionnera le contexte des suivis réalisés (Convention AEV-Ville de Coubron de mise en place de mesures compensatoires dans le cadre du projet de modification du PLU de Coubron)

De la même manière, la ville de Coubron se réserve le droit d'utiliser les données relevées par l'AEV pour communiquer sur les mesures compensatoires liées au projet de modification de PLU. Elle mentionnera son partenariat avec l'AEV pour la restauration et la gestion de ces milieux.

L'AEV rédigera des notes informatives annuelles synthétiques, reprenant les travaux de gestion réalisés et les faits marquants, les dépenses correspondantes aux actions, et présentera des photos des interventions et/ou de l'état du site avant et après intervention. Ces notes seront transmises à la ville de Coubron en fin d'année. En l'absence d'action planifiée dans l'année, aucun bilan ne sera transmis.

ARTICLE 10 : Modification de la convention

Si l'une des parties souhaite modifier les modalités de la convention, elle devra en aviser l'autre partie. Les parties se rapprocheront alors pour étudier ces modifications et leurs conséquences sur la convention et le respect de l'autorisation administrative prévoyant les mesures compensatoires. Elle pourra, en cas d'accord, faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

À défaut d'accord entre les parties dans les conditions susvisées, la convention sera considérée comme non modifiée.

ARTICLE 11 : Cas de force majeure ou circonstances nouvelles

En cas de circonstances de force majeure (intempéries, incendies, évolutions climatiques, etc...), et dès lors que ces circonstances rendraient impossible tout ou partie des actions au-delà d'une période de 5 ans à compter de la survenance de ces circonstances, les parties se consulteront pour définir si l'application de la présente convention doit être poursuivie et dans quelles conditions. Elles en informeront l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation. À défaut de solution mettant d'accord les deux Parties dans un délai de 2 mois, la convention pourra être résiliée de plein droit à la demande de la Partie la plus diligente.

ARTICLE 12 : Dénonciation - Litiges

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'AEV, en cas de non-respect de l'une de ses obligations par la ville de Coubron, ou faute grave de la part de la cette dernière, mettant gravement en cause la sécurité et la santé des personnes.

En cas de résiliation de la convention par l'AEV pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée à la ville de Coubron.

La convention pourra être résiliée à tout moment par la ville de Coubron :

- En cas de non-respect, par l'AEV et/ou toute autre personne ayant obtenu de ce dernier un droit d'accès temporaire ou permanent à sa propriété d'un quelconque de ses engagements au titre des présentes ;
- Dans le cas où l'AEV, par une de ses actions, entraverait de façon définitive ou prolongée (pour une durée supérieure à 6 mois) la réalisation des mesures à la charge de la ville de Coubron.

En cas de résiliation par la ville de Coubron, pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée à l'AEV.

Cette notification relative à la résiliation de la convention devra, pour être valable, être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse de la partie défaillante.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.
À défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des parties à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les parties, tous les litiges afférents à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal de Grande Instance territorialement compétent.

La présente convention est régie par le droit français.

Annexes à la convention :

- *Annexe 1 : Délibération du Conseil municipal n°1504 en date du 7 décembre 2016autorisant le Maire à signer la présente convention*
- *Annexe 2 : Tableau récapitulant pour chaque année les actions prévues et l'estimation de coût.*

Fait en deux exemplaires, à Pantin,

Le.....

Pour la ville de Coubron	**Pour L'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France**

Annexe 1 : délibération n°1504 du 7 décembre 2016 – Conseil municipal de Coubron

VILLE de COUBRON
Seine-Saint-Denis

N° 1504

Date de convocation
1er décembre 2016

Date d'affichage
1er décembre 2016

Nombre de conseillers

En exercice	27
Présents	19
Pouvoirs	5
Votants	24

Objet :

CONVENTION AVEC L'AGENCE DES ESPACES VERTS MISE EN PLACE DE MESURES COMPENSATOIRES

Vote :

Pour : **24 (unanimité)**
Contre : 0
Abstention : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE COUBRON

L'an deux mille seize, le 7 décembre
Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de monsieur Ludovic TORO, Maire, Conseiller Régional.

La séance est ouverte à 20h34

Étaient présents :

Franck MANGION, Caroline BRUN, Jean-Claude ANTIGA, Denise AZOUGARH, Jean-Louis ALEXANDRE, Françoise THEVENIN, Jean-Yves CONNAN, Christine HOURT, Maires adjoints,
Claude SPIQUEL, Conseiller Délégué,
Monique PICQUOT-MICHEL, Patricia ROBIDA, Jacques PLAISANT, Mélanie LE SAUTER, Julien MOLINA, Brian GLADIN, Olivier MATO, Sébastien GASPARD, Daniel ALMAGRIDA, Conseillers municipaux.

Absents excusés représentés:
Evelyne GUERIN donne pouvoir à Jacques PLAISANT
Claire BOUCQ donne pouvoir à Ludovic TORO
Laureen COLLGON donne pouvoir à Mélanie LE SAUTER
Palmira DIAS PACHECO donne pouvoir à Christine HOURT
Henri-Philippe CONGAR donne pouvoir à Daniel ALMAGRIDA

Absents excusés non représentés
Julien FERRAND
Gérard AUGER

Absent non excusé non représenté
Georges TOLILA

Françoise THEVENIN est désignée comme secrétaire de séance.

NOTE DE SYNTHESE

La commune a engagé par délibération en date du 4 juillet 2011 la modification n°2 de son PLU.

Cette modification a nécessité la réalisation d'une évaluation environnementale réalisée par le Cabinet ECOTER, qui a mis en évidence la nécessité de trouver des parcelles en friches à reboiser à titre de mesures compensatoires.
L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile de France a proposé à la commune la mise à disposition gratuite de parcelles régionales en friches situées sur notre commune, et sur la commune de Clichy- Sous-Bois, permettant à la commune de procéder à leurs reboisements.

La mise à disposition avait déjà été autorisée par délibération n°1469 du Conseil Municipal en date du 29 juin 2016, mais la précédente convention ne convenait pas pour la réalisation des mesures compensatoires, notamment en raison de l'absence des coûts estimés à la charge de la commune et de la durée de gestion des parcelles.

Les parcelles mises à disposition sont :

Commune	Parcelles	Surface (m²)
Coubron	B992	1 200
Coubron	A415	1 011
Coubron	A423	842
Coubron	A68	1 620
Coubron	A69	1 520
Coubron	A72	724
Coubron	A318 partiellement	820
Coubron	A329 partiellement	410
Coubron	A328 partiellement	245
Coubron	A327 partiellement	75
Clichy sous-bois	AK36	5 100

Total : 13 567 m²

La présente délibération a pour but la validation de la convention définissant les conditions et les modalités de coopération entre la commune et l'Agence des Espaces Verts pour la mise en œuvre de cette mesure compensatoire, demandée au cadre de l'étude environnementale réalisée par le Cabinet ECOTER pour aboutir à la Modification n°2 du PLU portant sur une modification du zonage de la zone AUA.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention entre l'Agence des Espaces Verts Région Ile de France et la Commune pour la mise à disposition gratuite des parcelles régionales ci-dessus nommées, et le programme de mesures établi sur dix années.

DELIBERATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2241-1 à L. 2241-7 ;

VU le PLU approuvé le 19 juillet 2007, modifié le 9 février 2011, mis en révision le 22 avril 2015,

VU la délibération n° 991 en date du 4 juillet 2011 autorisant la modification n° 2 du PLU,

VU la délibération n°1469 en date du 29 juin 2016 autorisant la mise à disposition de parcelles par l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France,

VU la convention entre l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile de France et la commune définissant le programme des mesures, annexée à la présente délibération,

VU la liste des parcelles mise à disposition,

VU les plans de masse et orthophotos des parcelles,

ENTENDU l'exposé de son rapporteur Monsieur Jean Louis ALEXANDRE Maire-adjoint ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, le Conseil Municipal

Article premier : APPROUVE la convention entre l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France et la Commune de Coubron pour la mise en place du programme de reboisement sur les parcelles de la Région,

Article deux : AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les documents s'y rapportant,

Article trois : DIT que les dépenses en résultant seront imputées sur le budget communal,

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
Et ont signé au registre les membres présents.
POUR EXTRAIT CONFORME.

Coubron le 7 décembre 2016
Le Maire
Conseiller Régional d'Ile-de-France

Ludovic TORO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
093-219300159-20161207-1504-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 09/12/2016
Publication : 09/12/2016
Pour l'autorité Compétente par délégation

Annexe 2 : estimation des coûts annuels

année	Nature des travaux	Unité	Quantité	Prix unitaire 2016 HT	prix unitaire actualisé HT	Prix total HT	prix total TTC
2017	accompagnement technique et administratifs préalable AEV (montage convention)	jour ingénieur AEV	2,5	600		1500	1500
	Délimitation des interventions Lancement et suivi des travaux de plantation (sur les plans technique et administratif)	Jour technicien AEV	2,5	400		1 000	1000
	Broyage préalable des parcelles	ha	1,3	2 000		2 600	3120
	Sous-solage des parcelles : mise à disposition d'un tracteur et d'un outil adapté	J	2	1 170		2 340	2808
	fourniture des plants (1000 à 1500)	forfait de 100	19,5	200		3 900	4680
	mise en place des plants	forfait de 100	19,5	340		6 630	7956
	protections supplémentaires	forfait de 100	2	150		300	360
2018	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400	410,3	410	410
	Broyage des cloisonnements	ha	1,3	180,0	181,7	236	283
	dégagement des tiges	ha	1,3	500,0	504,7	656	787
2019	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	420,8	421	421
	Broyage des cloisonnements	ha	1,3	180,0	183,4	238	286

	dégagement des tiges	ha	1,3	500,0	509,4	662	795
2020	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	431,7	432	432
	Broyage des cloisonnements	ha	1,3	180,0	185,1	241	289
	dégagement des tiges	ha	1,3	500,0	514,2	668	802
2021	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	442,8	443	443
	Broyage des cloisonnements	ha	1,3	180,0	186,8	243	291
	dégagement des tiges	ha	1,3	500,0	519,0	675	810
2022	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	454,2	454	454
	taille de formation de plants forestiers	ha	1,3	450,0	471,5	613	735
2023	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	465,8	466	466
	Broyage des cloisonnements	ha	1,3	180,0	190,3	247	297
	dégagement des tiges	ha	1,3	500,0	528,7	687	825
2024	/	/	/	/			
2025	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	490,1	490	490

	Broyage des cloisonnements	ha	1,3	180,0	193,9	252	303
	dégagement des tiges	ha	1,3	500,0	538,7	700	840
2026	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	502,7	503	503
	élagage de pénétration à 4 m	ha	1,3	1 100,0	1 196,2	1 430	1716
2027	Suivi de l'évolution de la plantation, commande, suivi, facturation et réception des travaux d'entretien, reporting à la mairie de Coubron	Jour technicien AEV	1	400,0	515,7	516	516
	Broyage des cloisonnements	ha	1,3	180,0	197,6	257	308
	dégagement des tiges	ha	1,3	500,0	548,8	713	856
total mesures 2017-2027						**30 924 euros HT**	**35 782 euros TTC**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-030 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'un avenant n°1 à la convention d'occupation d'un logement sis Hameau de la Tuilerie à Pontcarré et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Ferrières)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'un Avenant n°1 à la convention d'occupation d'un logement sis Hameau de la Tuilerie à Pontcarré (77), ci annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer l'Avenant à la convention de mise à disposition signée le 3 avril 2014.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces vert

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PROPRIETE REGIONALE SISE SUR LE PERIMETRE DE FERRIERES AVENANT N°1

Entre :

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 Avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, agissant pour le compte de la Région Ile de France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-3, du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice.

Dénommée ci-après " L'Agence "
d'une part,

et

Monsieur TROLETTI Daniel, demeurant Pavillon de la Tuilerie n°2, Hameau de la Tuilerie – 77135 PONTCARRE

Dénommé ci-après " Le bénéficiaire "

d'autre part,

PREAMBULE :

Monsieur TROLETTI Daniel, agent ONF, bénéficie d'une convention d'occupation précaire pour la mise à disposition d'une propriété régionale sise Hameau de la Tuilerie à Pontcarré (77) qu'il occupe depuis 2004 et qui arrivera à échéance le 2 avril 2017.

M. TROLETTI n'étant pas en mesure de libérer les lieux en raison de ses difficultés il est décidé à titre exceptionnel de conclure un avenant à la convention pour prolonger la durée de mise à disposition du logement pour une durée de 3 ans.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 « durée » de la convention précaire de mise à disposition d'une propriété régionale signée le 3 avril 2014.

Article 2 : Modification apportée à l'article 3 « durée de la convention »

La convention de mise à disposition signée le 3 avril 2014 est renouvelée pour une période de 3 ans à compter du 3 avril 2017.

La présente convention étant établie de façon temporaire, elle ne pourra être renouvelée que sur décision de l'Agence par le moyen d'un Avenant.

Article 3 : Disposition diverses

Les autres dispositions de la convention demeurent applicables dans la mesure où elles restent inchangées.

Fait en trois exemplaires à Pantin, le .....

Le Bénéficiaire,

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile de France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 14 AVR. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-031 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Vallées de l'Yerres et du Réveillon) – agriculteur 1

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer le bail.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants : 4+3
Votes POUR : 4+3
Votes CONTRE : 0
Abstentions : 0
Ne prend pas part au vote : 0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 031 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
31	VALLEES DE L'YERRES ET DU REVEILLON	Un agriculteur	Bail rural à long terme	Périgny-sur-Yerres AA n°42	2ha 20a 00ca	Selon arrêté préfectoral	712,21 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-032 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Vallées de l'Yerres et du Réveillon) – agriculteur 2

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer le bail.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	43
Votes POUR	43
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 032 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
32	VALLEES DE L'YERRES ET DU REVEILLON	Un agriculteur	Bail rural à long terme	Périgny-sur-Yerres AA n°42	2ha 20a 00ca	Selon arrêté préfectoral	712,21 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-033 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'un bail rural à long terme et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Vallées de l'Yerres et du Réveillon) – agriculteur 3

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer le bail.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	43
Votes POUR	43
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 033 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
33	VALLEES DE L'YERRES ET DU REVEILLON	Un agriculteur	Bail rural à long terme	Périgny-sur-Yerres AA n°42	1ha 40a 00ca	Selon arrêté préfectoral	453,22 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Gabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-034 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'une convention de mise à disposition avec l'association le Mée sport Canin et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'une convention de mise à disposition avec l'association LE MEE SPORT CANIN

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17-034 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PARCELLES REGIONALES GEREES PAR L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 Avenue du Général Leclerc - 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-034 du14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017),

Dénommée ci-après « l'Agence »,

D'une part,

et

L'association LE MEE SPORT CANIN, représentée par son Président, Monsieur Philippe DOUCET, domiciliée en l'Hôtel de Ville, 77350 LE MEE SUR SEINE,

Dénommée ci-après « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

PREAMBULE

Dans le cadre des acquisitions réalisées sur le PRIF de Bréviande, un terrain comprenant un centre d'éducation canine est devenu une propriété régionale gérée par l'Agence.

L'Association LE MEE SPORT CANIN, gérant ce centre, avait signé avec l'Agence des espaces verts une convention de mise à disposition qui a expirée en septembre 2016.

Dans la mesure où l'activité de l'association est et reste compatible avec la gestion du domaine régional il est proposé de signer avec cette association une nouvelle convention de mise à disposition pour une nouvelle période de 2 ans.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de mise à disposition au Bénéficiaire d'une parcelle régionale située sur la commune de Mée-sur-Seine (77350), à usage exclusif du dressage et de l'entraînement des chiens de l'Association ainsi que de l'organisation annuelle de 5 concours.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS À DISPOSITION

La propriété régionale objet de la présente mise à disposition est composée de la parcelle suivante :

COMMUNE	SECTION	N°	SURFACE	SURFACE LOUEE
Le Mée-sur-Seine	BA	1	47ha 36ca 07a	00ha 54ca 00a

Le terrain mis à disposition est délimité, suivant le plan joint en annexe, par une clôture implantée sur 4 côtés donnant sur la forêt régionale. Il est situé entre le chemin rural délimitant les communes de Vert-Saint-Denis et de Mée-sur-Seine.

Le terrain comprend les installations suivantes :

- Une aire de stationnement engravillonnée.
- un grand enclos engazonné comprenant une cabane de jardin en bois (environ 15 m2), installée sur une dalle de béton (environ 20 m2) et équipé de spots sur mats,
- un second enclos engazonné,
- une galerie couverte séparant ces deux enclos, en charpente bois et couverture fibro-ciment,
- un local technique en poteaux et plaques de béton à couverture de tôles métalliques (d'environ 10 m2) abritant un groupe électrogène et du carburant.
- un enclos comprenant une aire engravillonnée et une zone bâtie sur une dalle béton d'environ 100 m2:
- un hangar en charpente bois, couvert de tôles fibro-ciment, semi fermé par un remplissage de planches de bois (environ 25 m2),
- un local en tôles métalliques (environ 30 m2),
- un auvent et bar de charpente bois et couverture fibro-ciment (environ 30 m2),
- une galerie couverte en charpente bois et couverture fibro-ciment (environ 20 m2),
- un appentis de bois équipé d'un WC.

L'ensemble des structures est desservi par une ligne téléphonique.

ARTICLE 3 – DUREE

La présente convention est conclue à partir de la date de sa signature pour une période de 2 ans.

Elle pourra être reconduite, de manière expresse à la demande du Bénéficiaire, pour une période de 2 ans, par lettre recommandée avec accusé réception adressée 2 mois avant la date prévue pour l'échéance.

ARTICLE 4 – INDEMNITE D'OCCUPATION

La présente convention est conclue moyennant le paiement d'une redevance **annuelle** de **350 euros**.
Dès l'émission du titre de recettes par l'Agence, le Bénéficiaire adresse son paiement libellé au comptable assignataire de l'Agence :
Trésorerie Principale des Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'Agence des Espaces Verts, 26, rue Bénard 75 675 PARIS CEDEX 14.

L'Agence ne délivrera de quittance au Bénéficiaire que sur demande expresse de celui-ci.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'OCCUPATION :

L'Agence autorise l'occupation du bien objet des présentes pour permettre au Bénéficiaire d'y exercer son activité, à savoir :

- Dressage et entraînement des chiens des membres de l'association,
- Organisation de 5 concours régionaux maximum par an,

Au regard de la nature du bien mis à disposition (terrain nu), de l'occupation (ci-dessous mentionnée) et du statut juridique du Bénéficiaire (association), la présente convention ne confère à ce dernier aucun des droits ou avantages reconnus aux titulaires de baux d'habitation, commerciaux ou ruraux.

Aucun recours ne pourra être exercé par le Bénéficiaire contre l'Agence pour quelques motifs que ce soit concernant l'état du terrain objet de la présente.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

6.1. Utilisation du bien mis à disposition
Toute utilisation du bien à d'autres fins que celles visées aux présentes, notamment à l'article 5, est interdite.

6.2. Cession et Sous-location
Toute cession ou sous location des biens mis à disposition du Bénéficiaire sont interdites, même à titre gratuit, la présente convention étant conclue intuitu-personae.

6.3. Assurances
Le Bénéficiaire s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour la mise à disposition de la propriété ainsi que pour les activités exercées sur le domaine régional.

Le Bénéficiaire devra justifier des attestations d'assurance pour l'ensemble des activités qu'il exercera au sein de la propriété régionale.

Dès la signature de la présente autorisation, le Bénéficiaire devra fournir les attestations d'assurance afférentes à la présente mise à disposition.

Le Bénéficiaire demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'ensemble de ses activités et des travaux qu'il aura engagés et des matériels utilisés, découlant de la mise à disposition, de son fait personnel ou l'un de ses commettants.

6.4. Sécurité – Accueil du public
Le Bénéficiaire devra mettre en œuvre tous les moyens permettant de garantir la sécurité optimale du public et des tiers sur le terrain mis à sa disposition.

Toute disposition concernant la présence du personnel de l'Association et l'ouverture au public du terrain et de ses structures, doivent être conformes à la réglementation en vigueur en terme d'accueil du public, de sécurité, notamment incendie, d'hygiène et de mesures sanitaires.

À l'occasion des manifestations, ces dispositions devront faire l'objet de mesures adaptées à la quantité de public attendue.

Les feux de toute nature sont interdits.

Les barrières forestières devront être refermées après chaque passage.

6.5. Constructions - Aménagements
Les bâtiments existants au jour de la convention sont la propriété de l'Association qui en est seule responsable.

Aucune nouvelle construction ne pourra être édifiée sur le terrain objet de la présente convention.

À l'expiration, la résiliation ou la dénonciation de la convention, le Bénéficiaire devra démonter ou démolir l'ensemble des installations édifiées par lui, les évacuer et rétablir les lieux en leur état naturel sans qu'aucun déchet ne subsiste sur le terrain.

Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité tant pour la construction de ces bâtiments que pour leur démolition ou au titre de la remise des lieux en leur état naturel.

Le nivellement du sol devra être restitué parfaitement plan.

Faute par le Bénéficiaire de satisfaire à cette remise en état, l'Agence fera exécuter tous les travaux nécessaires pour le compte de l'Association qui sera tenue d'en rembourser le montant.

Tout type de travaux (bâtiment, clôture, signalétique, ...), en dehors des travaux d'entretien courant, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation écrite détaillée du Bénéficiaire auprès de l'Agence.

Cette dernière donnera son avis écrit, dans un délai maximum de deux mois après réception de la demande.

6.6 Entretien du site

Le Bénéficiaire a à sa charge exclusive la totalité de l'entretien et du gardiennage du terrain, des bâtiments, des réseaux, des voiries et des clôtures. Toutes ces structures devront être maintenues en état normal de présentation et de fonctionnement.

Le Bénéficiaire devra prendre à sa charge, pendant la durée de la convention, tous travaux permettant de maintenir en parfait état de propreté, de salubrité, d'hygiène et de fonctionnement les lieux mis à sa disposition de manière à ne provoquer ni gêne, ni nuisance pour les riverains et pour le site.

Le Bénéficiaire prendra à ses frais les travaux d'élagage des arbres concernés par les activités objet de la présente convention.

Tout élagage requiert l'accord préalable et écrit de l'Agence, un rendez-vous sur place devra obligatoirement être fixé entre l'Agence, le Bénéficiaire et l'entreprise éventuelle choisie, avant et pendant le chantier.

Le Bénéficiaire est informé que l'Agence peut procéder à des opérations sylvicoles programmées, de nettoyage, voire de coupes à blanc et autres. Celles-ci sont en principe mises en œuvre en période hivernale, période créant une moindre gêne pour le Bénéficiaire. Si malgré cela une gêne était inévitable, le Bénéficiaire ne pourrait prétendre à aucune diminution du montant de l'indemnité d'occupation, ni à aucun versement d'indemnité de compensation.

6.7 Visite des lieux

Le Bénéficiaire s'engage à laisser le libre accès, à tout moment, au personnel de l'Agence.

Il s'engage à laisser intervenir toutes personnes ou entreprises autorisées par l'Agence sur l'intégralité du bien objet des présentes.

Le Bénéficiaire s'engage à ne pas gêner la réalisation de tous travaux que l'Agence serait amenée à effectuer à tout moment sur la parcelle objet de la présente convention.

L'Agence informera préalablement le Bénéficiaire, dans un délai d'un mois sauf cas urgent de tous travaux qu'elle serait amenée à réaliser sur le terrain mis à disposition au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DE L'AGENCE

L'Agence s'engage à mettre à la disposition du Bénéficiaire qui l'accepte, le terrain visé à l'article 2 du chapitre 1 de la présente convention.

Le représentant de l'Agence sur le terrain est : Monsieur Sébastien NYS
Maison Forestière Les régales
77176 Savigny le temple
Tél : 01 83 65 39 67
Port : 06 20 22 45 92

ARTICLE 8 – MODIFICATION – DENONCIATION – RESILIATION

8.1. Modification
Toute modification pouvant intervenir à la présente autorisation devra faire l'objet d'un avenant.

8.2. Dénonciation
Le Bénéficiaire pourra mettre fin à la présente convention, à tout moment, par simple lettre recommandée avec accusé réception, adressée à l'Agence en respectant un préavis d'un mois.
Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

Le Bénéficiaire reconnait le caractère précaire de la présente mise à disposition. L'Agence pourra dénoncer la présente convention pour motif qu'elle aura justifié en respectant un préavis de deux mois.
Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

8.3. Résiliation
En cas de non-exécution par le Bénéficiaire de l'une des obligations décrites dans la présente autorisation, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment aux torts exclusifs du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige portant sur l'exécution de la présente convention devra être porté devant la juridiction civile. Toutefois, un accord à l'amiable sera recherché en priorité.

Le Tribunal de Grande Instance de Melun est territorialement compétent

Fait en deux originaux,

À Pantin, Le .....

Le Bénéficiaire

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région Ile-de-France

ANNEXE – PLAN DU TERRAIN MIS A DISPOSITION



Délimitation de la parcelle mise à disposition dans le cadre de la convention

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 14 AVR. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-035 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'une convention de mise à disposition sur le domaine des Seiglats pour la pratique d'une activité de voile et de planche à voile et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'une convention de mise à disposition avec l'association Club Sportif de Cannes-Ecluses CSCE « section planche à voile »

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants....4+3....:
Votes POUR....4+3....:
Votes CONTRE....0....:
Abstentions ....0....:
Ne prend pas part au vote ..0:

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 035 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION SUR LE DOMAINE DES SEIGLATS POUR LA PRATIQUE D'UNE ACTIVITE DE VOILE ET PLANCHE A VOILE

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-035 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017).

Dénommée ci-après « L'Agence »,

D'une part,

et

Le club sportif de Cannes-Ecluses (CSCE) section planche à voile représentée par Monsieur Edmond TONNELIER dont le siège est sis 2, bis rue Mordillat – 92260 FONTENAY AUX ROSES

Dénommée ci-après « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

En 2015, l'AEV a acquis pour le compte de la Région des propriétés sur la commune de Cannes-Ecluse, en partie de plans d'eau. Depuis plusieurs années, ces plans d'eau sont utilisés par des associations pour la pratique d'activités nautiques et subaquatiques.

L'Association **planche à voile** a sollicité auprès de l'Agence des espaces verts une autorisation pour pouvoir continuer à exercer son activité sportive de voile et planche à voile sur le site.

Ces plans d'eau sont couverts par un arrêté préfectoral de protection de biotope (arrêté 99 DAI 1 CV n°110 du 16/07/1999) pris pour la protection de l'avifaune migratrice et hivernante.

Cette activité n'étant pas incompatible avec le site géré par l'Agence et conforme aux dispositions de l'arrêté de protection de biotope mentionné ci-dessus, cette dernière accepte de conclure avec cette association, une convention de mise à disposition du domaine régional concerné.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de mettre à disposition du Bénéficiaire une partie des parcelles régionales désignées à l'article 2, pour la pratique de la voile et planche à voile

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS À DISPOSITION

Les parcelles objet de la présente convention sont récapitulées dans le tableau suivant :

Département	Commune	Sec	N°	Surface	Surface louée
77	CANNES ECLUSE	A	225	0 ha 17 a 49 ca	0 ha 17 a 49 ca
77	CANNES ECLUSE	A	226	0 ha 12 a 02 ca	0 ha 12 a 02 ca
77	CANNES ECLUSE	A	227	0 ha 19 a 61 ca	0 ha 19 a 61 ca
77	CANNES ECLUSE	A	228	0 ha 9 a 75 ca	0 ha 9 a 75 ca
77	CANNES ECLUSE	A	229	0 ha 10 a 37 ca	0 ha 10 a 37 ca
77	CANNES ECLUSE	A	230	0 ha 91 a 28 ca	0 ha 91 a 28 ca
77	CANNES ECLUSE	A	231	0 ha 46 a 85 ca	0 ha 46 a 85 ca
77	CANNES ECLUSE	A	232	0 ha 85 a 01 ca	0 ha 85 a 01 ca
77	CANNES ECLUSE	A	239	0 ha 31 a 56 ca	0 ha 31 a 56 ca
77	CANNES ECLUSE	A	241	0 ha 25 a 25 ca	0 ha 25 a 25 ca
77	CANNES ECLUSE	A	245	0 ha 40 a 86 ca	0 ha 31 a 90 ca
77	CANNES ECLUSE	A	247	0 ha 7 a 79 ca	0 ha 5 a 89 ca
77	CANNES ECLUSE	A	248	0 ha 19 a 54 ca	0 ha 16 a 53 ca
77	CANNES ECLUSE	A	249	0 ha 52 a 89 ca	0 ha 52 a 89 ca
77	CANNES ECLUSE	A	250	1 ha 55 a 71 ca	1 ha 55 a 71 ca
77	CANNES ECLUSE	A	251	0 ha 31 a 90 ca	0 ha 31 a 90 ca
77	CANNES ECLUSE	A	252	0 ha 16 a 47 ca	0 ha 16 a 47 ca
77	CANNES ECLUSE	A	253	0 ha 27 a 33 ca	0 ha 21 a 29 ca
77	CANNES ECLUSE	A	254	0 ha 11 a 36 ca	0 ha 9 a 02 ca
77	CANNES ECLUSE	A	518	0 ha 91 a 50 ca	0 ha 91 a 50 ca
77	CANNES ECLUSE	A	520	0 ha 54 a 07 ca	0 ha 40 a 28 ca
77	CANNES ECLUSE	A	523	0 ha 21 a 13 ca	0 ha 21 a 13 ca

Le plan joint en annexe indique la surface mise à disposition au Preneur.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE POUR L'EXERCICE DES ACTIVITES AUTORISEES

Les activités qui se dérouleront sur le plan d'eau se feront sous la responsabilité du Bénéficiaire et dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'utilisation d'un ou deux dériveurs légers est autorisée

Les activités se dérouleront du 1er mars au 30 octobre de chaque année y compris les jours fériés, selon les horaires suivants :

- Tous les jours de 10h à 20h

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur du domaine régional, joint en annexe, et s'engage à s'y conformer.

Il s'engage à interrompre l'activité en cas de météo pluvieuse et orageuse, de vents violents, rendant l'activité dangereuse.

Le Bénéficiaire ne pourra pratiquer aucune autre activité que celles mentionnées à l'article 1. La pêche sur le domaine régional est strictement interdite. Il s'engage à limiter autant que possible le dérangement de l'avifaune utilisant le plan d'eau pour le repos ou l'alimentation (éviter l'approche, les nuisances sonores, la divagation de chiens, etc.) notamment entre novembre et mars, à une période où la reconstitution de réserves corporelles est vitale pour la survie des oiseaux d'eau et le succès de leur future reproduction.

Le Bénéficiaire devra signaler à l'Agence toute pollution qui pourrait-être occasionnée par les engins à moteurs et à prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les impacts sur le site.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU BENEFICIARE QUANT À LA MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ET LES AMENAGEMENTS AUTORISES

Le Bénéficiaire prend en charge l'entretien, la surveillance et le maintien en bon état de fonctionnement des équipements mis en place sur le site.

Aucune installation autre que celle présente sur le terrain objet de la présente mise à disposition ne pourra être édifiée et aucune extension n'est autorisée.

Les espaces fréquentés devront être maintenus en bon état de propreté permanent.

Le Bénéficiaire s'engage à assurer l'évacuation des déchets issus de son activité.

ARTICLE 5 – DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature par les parties.

Elle pourra être reconduite de manière expresse, à la demande du Bénéficiaire, pour une période similaire, par lettre recommandée avec accusé réception adressée 2 mois avant la date prévue pour l'échéance.

ARTICLE 6 – RESILIATION – DENONCIATION

6-1 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

L'Agence pourra résilier unilatéralement la présente convention en cas de nécessité d'intérêt général

Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation (la présente convention étant exclue du statut des baux commerciaux).

Le Bénéficiaire reconnait le caractère révocable de la mise à disposition des parcelles objet du présent contrat.

6-2 Résiliation de plein droit

En cas de non-exécution par le Bénéficiaire de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, aux torts exclusifs du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

6-3 Dénonciation

Le Bénéficiaire pourra dénoncer la convention en respectant un préavis de 2 mois

ARTICLE 7– REDEVANCE

La section planche à voile du club sportif de Cannes-Ecluses étant une association à but non lucratif, la présente convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS GENERALES DU BENEFICIAIRE

8.1 – Assurance et responsabilité

Le Bénéficiaire s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour les parcelles mises à disposition.

Le Bénéficiaire demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'activité découlant de la parcelle louée, de son fait personnel ou de ses commettants ou des choses dont il a la garde.

Dès la signature de la présente convention par le Bénéficiaire, ce dernier devra fournir les attestations annuelles d'assurance susvisées.

8.2 – Cession et sous location

Le Bénéficiaire ne pourra céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.

Il ne pourra sous-louer tout ou partie des biens mis à disposition, ni même les prêter.

8.3 – Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente, et notamment la signification de tous les actes, le Bénéficiaire fait élection de domicile au 2, bis rue Mordillat – 92260 FONTENAY AUX ROSES

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Prendre les lieux en l'état,
- Utiliser les parcelles mise à disposition à l'usage exclusif d'activité de voile et planche à voile mentionnée à l'article 1
- Entretenir la parcelle mise à disposition, et garantir la sécurité du public qui fréquente cette parcelle.

- Liste des travaux d'entretien : fauche des pelouses, taille des arbres aux abords de la mise à l'eau

- Assurer la sécurité des usagers et la surveillance du terrain qu'il occupe

- Utiliser le bâti à structure légère à l'usage exclusif de stockage de matériel

- Les feux de toute nature sont interdits

- Le Bénéficiaire s'engage à prévenir l'Agence des accidents de pollution qui pourraient être causés par les engins à moteur et prendra toutes les mesures nécessaires pour en limiter les impacts.

- Assurer la sécurité des usagers et la surveillance des parcelles qu'il occupe.

- Informer préalablement et solliciter l'autorisation de l'Agence pour toute manifestation, tout reportage qu'il organisera sur le site mis à sa disposition.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DE L'AGENCE

L'Agence s'engage à mettre à la disposition du Bénéficiaire qui l'accepte, les parcelles visées à l'article 2 de la présente convention selon une surface définie et représentée en annexe (voir plan).

Le représentant de l'Agence sur le terrain est :

Madame Odile JANNIN
Agence des Espaces Verts
Maison forestière des Régales
77176 Savigny-le-Temple
Tel : 01 83 65 39 66

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent contrat devra être porté devant la juridiction administrative compétente.

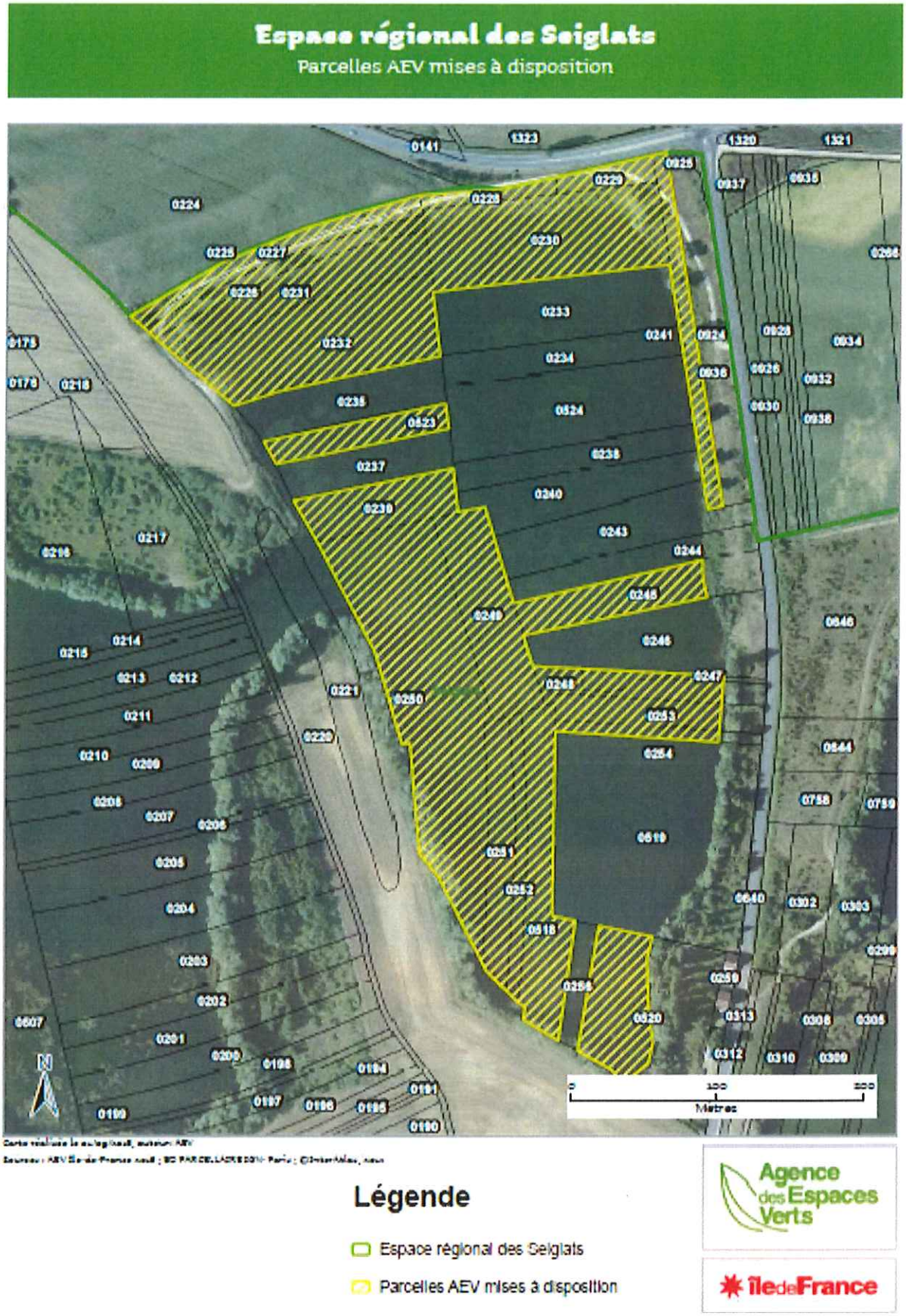
Fait en deux exemplaires originaux, à .....

Le .....

Le Bénéficiaire

Pour l'Agence des Espaces Verts
de la Région d'Ile-de-France

ANNEXE – plan de la surface mise à disposition



Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-036 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'une convention de mise à disposition sur le domaine des Seiglats pour la pratique d'une activité de plongée et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'une convention de mise à disposition avec l'association Club Sportif de Cannes-Ecluses CSCE « section plongée »

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants	4 + 3
Votes POUR	4 + 3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 036 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION SUR LE DOMAINE DES SEIGLATS POUR LA PRATIQUE D'UNE ACTIVITE DE PLONGEE

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-036 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017).

Dénommée ci-après « L'Agence »,

D'une part,

et

L'association du club sportif de Cannes Ecluse (CSCE) section plongée représentée par Madame SAGOT Véronique, Présidente, dont le siège est sis Mairie de Cannes-Ecluse – 67 rue Désiré Thoison 77130 CANNES-ECLUSE

Dénommée ci-après « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

En 2015, l'AEV a acquis pour le compte de la Région, des propriétés sur la commune de Cannes-Ecluses constituées en partie de plans d'eau. Depuis plusieurs années, ces plans d'eau sont utilisés par des associations pour la pratique d'activités nautiques et subaquatiques.

La section plongée du club sportif de Cannes-Ecluse a sollicité auprès de l'Agence des espaces verts une autorisation pour pouvoir continuer à exercer son activité sportive de nage avec palmes et activités subaquatiques sur le site.

Ces plans d'eau sont couverts par un arrêté préfectoral de protection de biotope (arrêté 99 DAI 1 CV n°110 du 16/07/1999) pris pour la protection de l'avifaune migratrice et hivernante. Les parcelles concernées se situent dans la zone D de l'arrêté de protection de biotope.

Cette activité n'étant pas incompatible avec le site géré par l'Agence et conforme aux dispositions de l'arrêté de protection de biotope mentionné ci-dessus, cette dernière accepte de conclure avec cette association, une convention de mise à disposition du domaine régional concerné.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de mettre à disposition du Bénéficiaire une partie des parcelles régionales désignées à l'article 2, pour la pratique de la plongée et de nage avec palmes.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS À DISPOSITION

Les parcelles objet de la présente convention sont récapitulées dans le tableau suivant :

Département	Commune	Section	N°	Surface	Surface louée
77	CANNES ECLUSE	A	285	0 ha 21 a 32 ca	0 ha 21 a 32 ca
77	CANNES ECLUSE	A	287	0 ha 14 a 86 ca	0 ha 14 a 86 ca
77	CANNES ECLUSE	A	288	0 ha 12 a 50 ca	0 ha 12 a 50 ca
77	CANNES ECLUSE	A	289	0 ha 56 a 81 ca	0 ha 56 a 81 ca
77	CANNES ECLUSE	A	290	0 ha 11 a 80 ca	0 ha 11 a 80 ca
77	CANNES ECLUSE	A	291	0 ha 43 a 01 ca	0 ha 43 a 01 ca
77	CANNES ECLUSE	A	292	0 ha 26 a 70 ca	0 ha 26 a 70 ca
77	CANNES ECLUSE	A	293	0 ha 6 a 61 ca	0 ha 6 a 61 ca
77	CANNES ECLUSE	A	294	0 ha 87 a 73 ca	0 ha 87 a 73 ca
77	CANNES ECLUSE	A	295	0 ha 46 a 35 ca	0 ha 46 a 35 ca
77	CANNES ECLUSE	A	296	0 ha 5 a 04 ca	0 ha 5 a 04 ca
77	CANNES ECLUSE	A	297	0 ha 9 a 78 ca	0 ha 9 a 78 ca
77	CANNES ECLUSE	A	298	0 ha 63 a 49 ca	0 ha 60 a 34 ca
77	CANNES ECLUSE	A	299	0 ha 11 a 95 ca	0 ha 7 a 12 ca
77	CANNES ECLUSE	A	303	0 ha 38 a 37 ca	0 ha 2 a 70 ca
77	CANNES ECLUSE	A	304	0 ha 11 a 06 ca	0 ha 5 a 87 ca
77	CANNES ECLUSE	A	306	0 ha 5 a 20 ca	0 ha 3 a 98 ca
77	CANNES ECLUSE	A	308	0 ha 6 a 80 ca	0 ha 4 a 94 ca
77	CANNES ECLUSE	A	309	0 ha 15 a 58 ca	0 ha 9 a 34 ca
77	CANNES ECLUSE	A	310	0 ha 29 a 33 ca	0 ha 8 a 43 ca
77	CANNES ECLUSE	A	320	0 ha 13 a 35 ca	0 ha 7 a 56 ca
77	CANNES ECLUSE	A	322	0 ha 6 a 93 ca	0 ha 6 a 93 ca
77	CANNES ECLUSE	A	324	0 ha 19 a 37 ca	0 ha 14 a 33 ca
77	CANNES ECLUSE	A	325	0 ha 4 a 85 ca	0 ha 4 a 01 ca
77	CANNES ECLUSE	A	326	0 ha 61 a 90 ca	0 ha 49 a 80 ca
77	CANNES ECLUSE	A	327	0 ha 32 a 15 ca	0 ha 26 a 87 ca
77	CANNES ECLUSE	A	328	0 ha 31 a 25 ca	0 ha 26 a 05 ca

77	CANNES ECLUSE	A	329	1 ha 11 a 83 ca	0 ha 96 a 57 ca
77	CANNES ECLUSE	A	330	0 ha 11 a 34 ca	0 ha 9 a 98 ca
77	CANNES ECLUSE	A	399	0 ha 17 a 02 ca	0 ha 17 a 02 ca
77	CANNES ECLUSE	A	575	1 ha 31 a 45 ca	1 ha 27 a 02 ca
77	CANNES ECLUSE	A	644	11 ha 83 a 77 ca	7 ha 14 a 48 ca
77	CANNES ECLUSE	A	646	6 ha 11 a 88 ca	0 ha 24 a 65 ca
77	CANNES ECLUSE	A	650	1 ha 53 a 67 ca	0 ha 50 a 73 ca
77	CANNES ECLUSE	A	759	0 ha 45 a 79 ca	0 ha 28 a 17 ca

Le plan joint en annexe indique la surface mise à disposition au Preneur.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE POUR L'EXERCICE DES ACTIVITES AUTORISEES

Les activités qui se dérouleront sur le site subaquatique se feront sous la responsabilité du Bénéficiaire et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les activités se dérouleront du 1er mai au 30 octobre de chaque année y compris les jours fériés, selon les horaires suivants :

- Tous les jours de 10h à 20h
- Sauf le mercredi, de 10h à 17h

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur du domaine régional, joint en annexe, et s'engage à s'y conformer.

Il s'engage à interrompre l'activité en cas de météo pluvieuse et orageuse, de vents violents, rendant l'activité dangereuse.

Le Bénéficiaire ne pourra pratiquer aucune autre activité que celles mentionnées à l'article 1. La pêche sur le domaine régional est strictement interdite. Il s'engage à limiter autant que possible le dérangement de l'avifaune utilisant le plan d'eau pour le repos ou l'alimentation (éviter l'approche, les nuisances sonores, la divagation de chiens, etc.) notamment entre novembre et mars, à une période où la reconstitution de réserves corporelles est vitale pour la survie des oiseaux d'eau et le succès de leur future reproduction.

ARTICLE 4 – ACCES AU SITE

L'accès au plan d'eau par les adhérents devra se faire depuis la berge de la parcelle cadastrée section A n° 656 appartenant à la commune. Tout accès aux berges le long des propriétés régionales est interdit.

ARTICLE 5 – DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature par les parties.

Elle pourra être reconduite de manière expresse, à la demande du Bénéficiaire, pour une période similaire, par lettre recommandée avec accusé réception adressée 2 mois avant la date prévue pour l'échéance.

ARTICLE 6 – RESILIATION – DENONCIATION

6-1 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

L'Agence pourra résilier unilatéralement la présente convention en cas de nécessité d'intérêt général

Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation (la présente convention étant exclue du statut des baux commerciaux).

Le Bénéficiaire reconnait le caractère révocable et précaire de la mise à disposition des parcelles objet du présent contrat.

6-2 Résiliation de plein droit

En cas de non-exécution par le Bénéficiaire de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, aux torts exclusifs du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

6-3 Dénonciation

Le Bénéficiaire pourra dénoncer la convention en respectant un préavis de 2 mois

ARTICLE 7– REDEVANCE

La section plongée du club sportif de Cannes-Ecluses étant une association à but non lucratif, la présente convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS GENERALES DU BENEFICIAIRE

8.1 – Assurance et responsabilité

Le Bénéficiaire s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour les parcelles mises à disposition.

Le Bénéficiaire demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'activité découlant de la parcelle louée, de son fait personnel ou de ses commettants ou des choses dont il a la garde.

Dès la signature de la présente convention par le Bénéficiaire, ce dernier devra fournir les attestations annuelles d'assurance susvisées.

8.2 – Cession et sous location

Le Bénéficiaire ne pourra céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.

Il ne pourra sous-louer tout ou partie des biens mis à disposition, ni même les prêter.

8.3 – Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente, et notamment la signification de tous les actes, le Bénéficiaire fait élection de domicile au 67 rue Désiré Thoison 77130 CANNES-ECLUSE

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Prendre les lieux en l'état,

- Utiliser les parcelles mise à disposition à l'usage exclusif d'activité de plongée mentionnée à l'article 1

- Entretenir la parcelle mise à disposition, et garantir la sécurité du public qui fréquente cette parcelle.

- Assurer la sécurité des usagers et la surveillance des parcelles qu'il occupe.

- Informer préalablement et solliciter l'autorisation de l'Agence pour toute manifestation, tout reportage qu'il organisera sur le site mis à sa disposition,

- Les espaces fréquentés devront être maintenus en bon état de propreté permanent.

- Le Bénéficiaire s'engage à assurer l'évacuation des déchets issus de son activité

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DE L'AGENCE

L'Agence s'engage à mettre à la disposition du Bénéficiaire qui l'accepte, les parcelles visées à l'article 2 de la présente convention selon une surface définie et représentée en annexe (voir plan).

Le représentant de l'Agence sur le terrain est :

Madame Odile JANNIN
Agence des Espaces Verts
Maison forestière des Régales
77176 Savigny-le-Temple
Tel : 01 83 65 39 66

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent contrat devra être porté devant la juridiction administrative compétente.

Fait en deux exemplaires originaux, à .....

Le .....

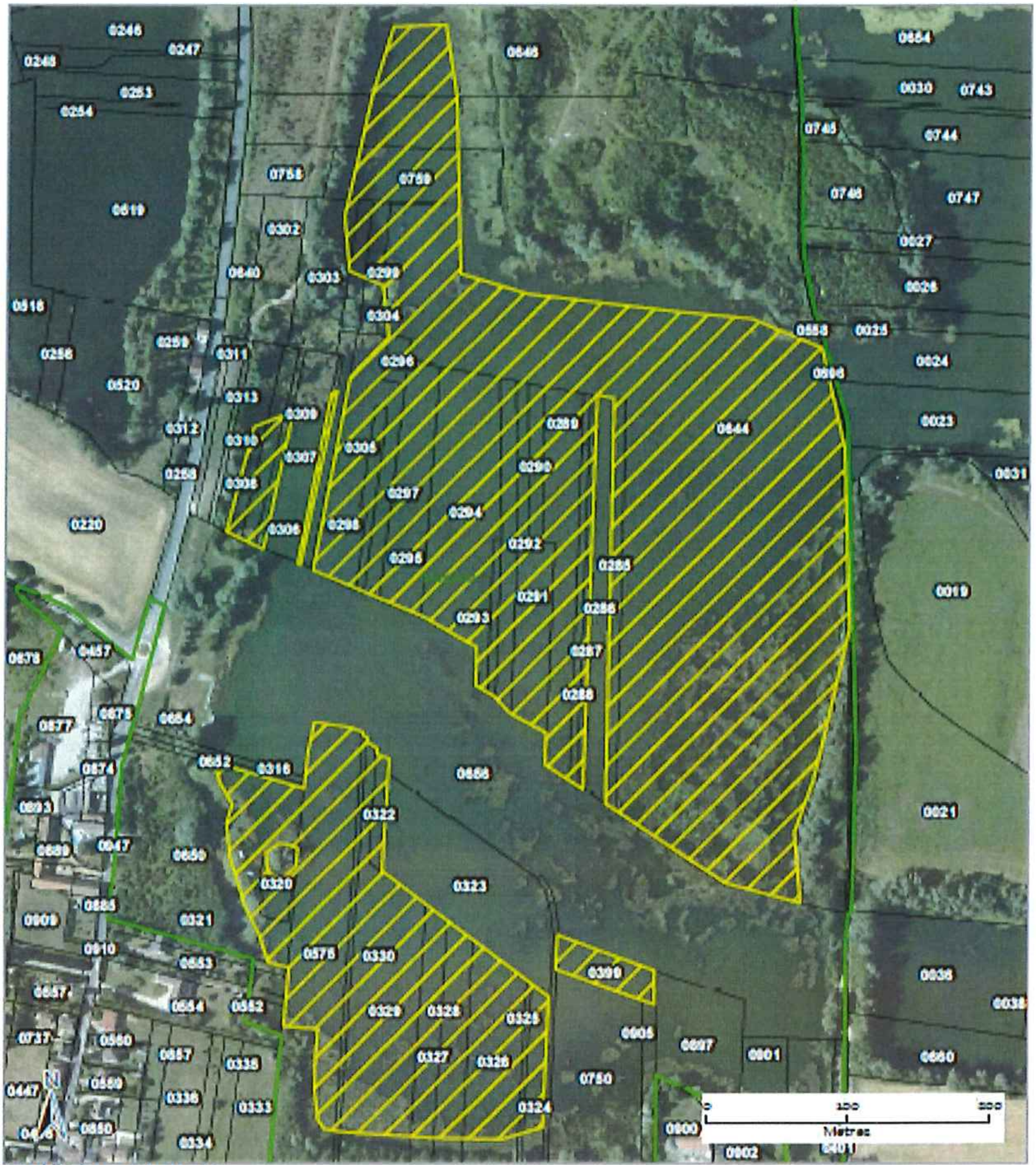
Le Bénéficiaire

Pour l'Agence des Espaces Verts
de la Région d'Ile-de-France

ANNEXE – plan de la surface mise à disposition

Espace régional des Seiglats

Parcelles AEV mises à disposition



Légende

Espace régional des Seiglats

Parcelles AEV mises à disposition

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-037 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'une convention de mise à disposition sur le domaine des Seiglats pour la pratique d'une activité de ski nautique et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'une convention de mise à disposition avec l'association Club Sportif de Cannes-Ecluses CSCE « ski nautique »

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants	43
Votes POUR	43
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 037 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION SUR LE DOMAINE DES SEIGLATS POUR LA PRATIQUE D'UNE ACTIVITE DE SKI NAUTIQUE

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-037 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017).

Dénommée ci-après « L'Agence »,

D'une part,

et

L'association du club sportif de Cannes Ecluse (CSCE) section ski nautique représentée par Monsieur Sébastien MARTINET domicilié 3, rue de la Limousine – 77480 VELLENAUXE LA PETITE

Dénommée ci-après « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

En 2015, l'AEV a acquis pour le compte de la Région, des propriétés sur la commune de Cannes-Ecluses constituées en partie de plans d'eau. Depuis plusieurs années, ces plans d'eau sont utilisés par des associations pour la pratique d'activités nautiques et subaquatiques.

La section ski nautique du club sportif de Cannes-Ecluses a sollicité auprès de l'Agence des espaces verts une autorisation pour pouvoir continuer à exercer son activité sportive ski nautique sur le site.

Ces plans d'eau sont couverts par un arrêté préfectoral de protection de biotope (arrêté 99 DAI 1 CV n°110 du 16/07/1999) pris pour la protection de l'avifaune migratrice et hivernante. Les parcelles concernées se situent dans la zone D de l'arrêté de protection de biotope.

Cette activité n'étant pas incompatible avec le site géré par l'Agence et conforme aux dispositions de l'arrêté de protection de biotope mentionné ci-dessus, cette dernière accepte

de conclure avec cette association, une convention de mise à disposition du domaine régional concerné.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de mettre à disposition du Bénéficiaire une partie des parcelles régionales désignées à l'article 2, pour la pratique du ski nautique.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS À DISPOSITION

Les parcelles objet de la présente convention sont récapitulées dans le tableau suivant :

Département	Commune	Section	N°	Surface	Surface louée
77	CANNES ECLUSE	A	285	0 ha 21 a 32 ca	0 ha 21 a 32 ca
77	CANNES ECLUSE	A	287	0 ha 14 a 86 ca	0 ha 14 a 86 ca
77	CANNES ECLUSE	A	288	0 ha 12 a 50 ca	0 ha 12 a 50 ca
77	CANNES ECLUSE	A	289	0 ha 56 a 81 ca	0 ha 56 a 81 ca
77	CANNES ECLUSE	A	290	0 ha 11 a 80 ca	0 ha 11 a 80 ca
77	CANNES ECLUSE	A	291	0 ha 43 a 01 ca	0 ha 43 a 01 ca
77	CANNES ECLUSE	A	292	0 ha 26 a 70 ca	0 ha 26 a 70 ca
77	CANNES ECLUSE	A	293	0 ha 6 a 61 ca	0 ha 6 a 61 ca
77	CANNES ECLUSE	A	294	0 ha 87 a 73 ca	0 ha 87 a 73 ca
77	CANNES ECLUSE	A	295	0 ha 46 a 35 ca	0 ha 46 a 35 ca
77	CANNES ECLUSE	A	296	0 ha 5 a 04 ca	0 ha 5 a 04 ca
77	CANNES ECLUSE	A	297	0 ha 9 a 78 ca	0 ha 9 a 78 ca
77	CANNES ECLUSE	A	298	0 ha 63 a 49 ca	0 ha 60 a 34 ca
77	CANNES ECLUSE	A	299	0 ha 11 a 95 ca	0 ha 7 a 12 ca
77	CANNES ECLUSE	A	303	0 ha 38 a 37 ca	0 ha 2 a 70 ca
77	CANNES ECLUSE	A	304	0 ha 11 a 06 ca	0 ha 5 a 87 ca
77	CANNES ECLUSE	A	306	0 ha 5 a 20 ca	0 ha 3 a 98 ca
77	CANNES ECLUSE	A	308	0 ha 6 a 80 ca	0 ha 4 a 94 ca
77	CANNES ECLUSE	A	309	0 ha 15 a 58 ca	0 ha 9 a 34 ca
77	CANNES ECLUSE	A	310	0 ha 29 a 33 ca	0 ha 8 a 43 ca
77	CANNES ECLUSE	A	320	0 ha 13 a 35 ca	0 ha 7 a 56 ca
77	CANNES ECLUSE	A	322	0 ha 6 a 93 ca	0 ha 6 a 93 ca
77	CANNES ECLUSE	A	324	0 ha 19 a 37 ca	0 ha 14 a 33 ca
77	CANNES ECLUSE	A	325	0 ha 4 a 85 ca	0 ha 4 a 01 ca
77	CANNES ECLUSE	A	326	0 ha 61 a 90 ca	0 ha 49 a 80 ca

77	CANNES ECLUSE	A	327	0 ha 32 a 15 ca	0 ha 26 a 87 ca
77	CANNES ECLUSE	A	328	0 ha 31 a 25 ca	0 ha 26 a 05 ca
77	CANNES ECLUSE	A	329	1 ha 11 a 83 ca	0 ha 96 a 57 ca
77	CANNES ECLUSE	A	330	0 ha 11 a 34 ca	0 ha 9 a 98 ca
77	CANNES ECLUSE	A	399	0 ha 17 a 02 ca	0 ha 17 a 02 ca
77	CANNES ECLUSE	A	575	1 ha 31 a 45 ca	1 ha 27 a 02 ca
77	CANNES ECLUSE	A	644	11 ha 83 a 77 ca	7 ha 14 a 48 ca
77	CANNES ECLUSE	A	646	6 ha 11 a 88 ca	0 ha 24 a 65 ca
77	CANNES ECLUSE	A	650	1 ha 53 a 67 ca	0 ha 50 a 73 ca
77	CANNES ECLUSE	A	759	0 ha 45 a 79 ca	0 ha 28 a 17 ca

Le plan joint en annexe indique la surface mise à disposition au Preneur.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE POUR L'EXERCICE DES ACTIVITES AUTORISEES

Les activités qui se dérouleront sur le plan d'eau se feront sous la responsabilité du Bénéficiaire et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les activités se dérouleront du 1er mai au 30 de chaque année octobre y compris les jours fériés, selon les horaires suivants :

- Tous les jours de 10h à 20h
- Sauf le mercredi, de 10h à 17h

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur du domaine régional, joint en annexe, et s'engage à s'y conformer.

Il s'engage à interrompre l'activité en cas de météo pluvieuse et orageuse, de vents violents, rendant l'activité dangereuse.

Le Bénéficiaire ne pourra pratiquer aucune autre activité que celles mentionnées à l'article 1. La pêche sur le domaine régional est strictement interdite. Il s'engage à limiter autant que possible le dérangement de l'avifaune utilisant le plan d'eau pour le repos ou l'alimentation (éviter l'approche, les nuisances sonores, la divagation de chiens, etc.) notamment entre novembre et mars, à une période où la reconstitution de réserves corporelles est vitale pour la survie des oiseaux d'eau et le succès de leur future reproduction.

Le Bénéficiaire devra signaler à l'Agence toute pollution qui pourrait-être occasionnée par les engins à moteurs et à prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les impacts sur le site.

ARTICLE 4 – ACCES AU SITE

L'accès au plan d'eau par les adhérents devra se faire depuis la berge de la parcelle cadastrée section A n° 656 appartenant à la commune. Tout accès aux berges le long des propriétés régionales est interdit.

ARTICLE 5 – DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature par les parties.

Elle pourra être reconduite de manière expresse, à la demande du Bénéficiaire, pour une période similaire, par lettre recommandée avec accusé réception adressée 2 mois avant la date prévue pour l'échéance.

ARTICLE 6 – RESILIATION – DENONCIATION

6-1 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

L'Agence pourra résilier unilatéralement la présente convention en cas de nécessité d'intérêt général

Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation (la présente convention étant exclue du statut des baux commerciaux).

Le Bénéficiaire reconnait le caractère révocable de la mise à disposition des parcelles objet du présent contrat.

6-2 Résiliation de plein droit

En cas de non-exécution par le Bénéficiaire de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, aux torts exclusifs du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

6-3 Dénonciation

Le Bénéficiaire pourra dénoncer la convention en respectant un préavis de 2 mois

ARTICLE 7– REDEVANCE

La section ski nautique du club sportif de Cannes-Ecluses étant une association à but non lucratif, la présente convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS GENERALES DU BENEFICIAIRE

8.1 – Assurance et responsabilité

Le Bénéficiaire s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour les parcelles mises à disposition.

Le Bénéficiaire demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'activité découlant de la parcelle louée, de son fait personnel ou de ses commettants ou des choses dont il a la garde.

Dès la signature de la présente convention par le Bénéficiaire, ce dernier devra fournir les attestations annuelles d'assurance susvisées.

8.2 – Cession et sous location

Le Bénéficiaire ne pourra céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.

Il ne pourra sous-louer tout ou partie des biens mis à disposition, ni même les prêter.

8.3 – Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente, et notamment la signification de tous les actes, le Bénéficiaire fait élection de domicile au 3, rue de la Limousine – 77480 VELLENAUXE LA PETITE

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Prendre les lieux en l'état,
- Utiliser les parcelles mise à disposition à l'usage exclusif d'activité de plongée mentionnée à l'article 1
- Entretenir la parcelle mise à disposition, et garantir la sécurité du public qui fréquente cette parcelle.
- Le Bénéficiaire s'engage à prévenir l'Agence des accidents de pollution qui pourraient être causés par les engins à moteur et prendra toutes les mesures nécessaires pour en limiter les impacts.
- Assurer la sécurité des usagers et la surveillance des parcelles qu'il occupe.
- Informer préalablement et solliciter l'autorisation de l'Agence pour toute manifestation, tout reportage qu'il organisera sur le site mis à sa disposition,
- Les espaces fréquentés devront être maintenus en bon état de propreté permanent.
- Le Bénéficiaire s'engage à assurer l'évacuation des déchets issus de son activité

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DE L'AGENCE

L'Agence s'engage à mettre à la disposition du Bénéficiaire qui l'accepte, les parcelles visées à l'article 2 de la présente convention selon une surface définie et représentée en annexe (voir plan).

Le représentant de l'Agence sur le terrain est :

Madame Odile JANNIN
Agence des Espaces Verts
Maison forestière des Régales
77176 Savigny-le-Temple
Tel : 01 83 65 39 66

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent contrat devra être porté devant la juridiction administrative compétente.

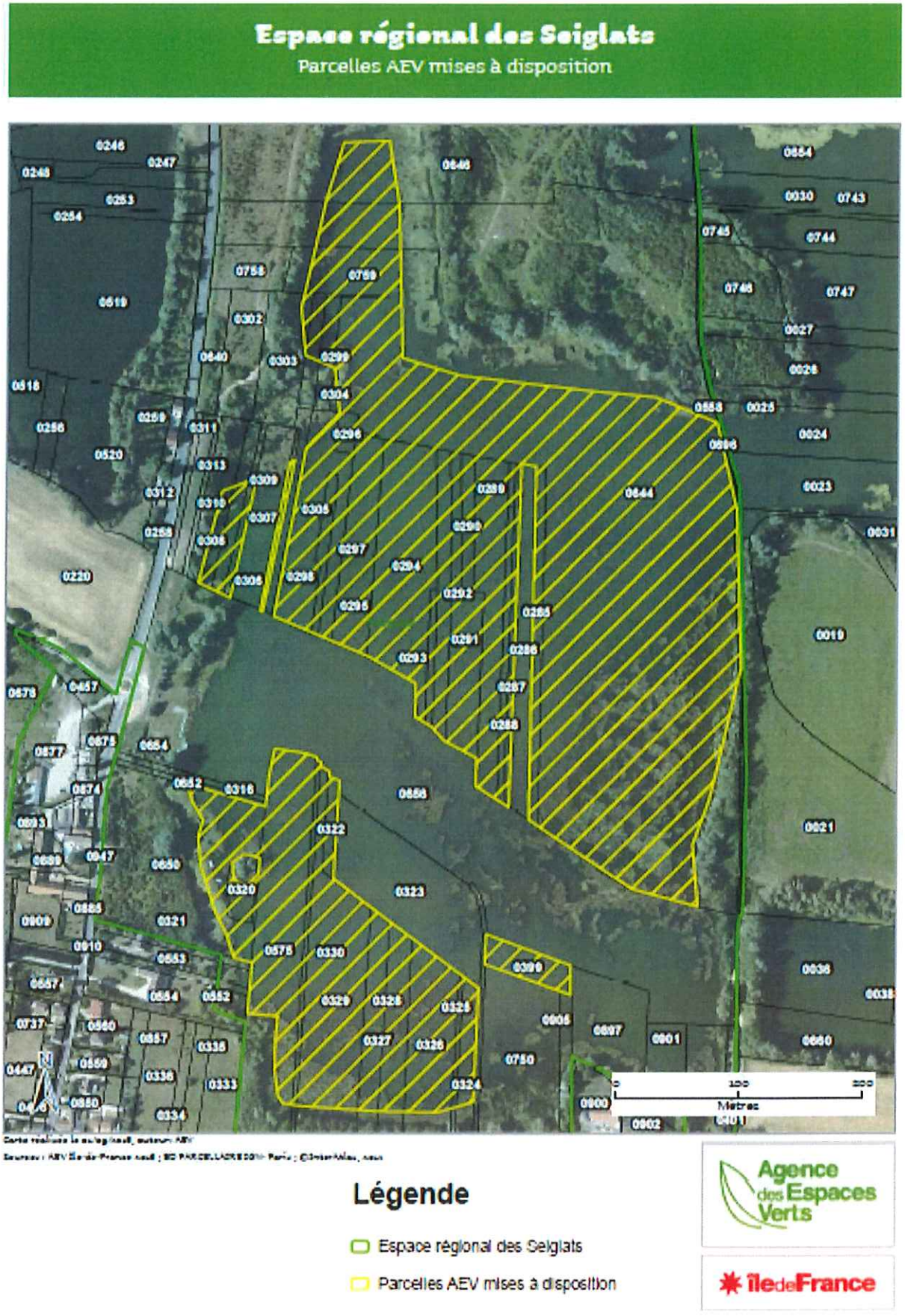
Fait en deux exemplaires originaux, à .....

Le .....

Le Bénéficiaire

Pour l'Agence des Espaces Verts
de la Région d'Ile-de-France

ANNEXE – plan de la surface mise à disposition



Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-038 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'une convention de mise à disposition avec la Fédération Française de Golf et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'une convention de mise à disposition avec la Fédération Française de Golf (FFGOLF)

Article 2 : Habilite la Présidente à signer la convention.

Nombre de votants	4+3 :
Votes POUR	4+3 :
Votes CONTRE	0 :
Abstentions	0 :
Ne prend pas part au vote	0 :

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 038 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
44	Plateau de Saclay	FFGOLF		ZB 301	0ha 91a 70ca		0		A compter de sa signature	Durée de vie de l'ouvrage

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE PROPRIETE REGIONALE POUR LA REALISATION D'OUVRAGES SUR LE DOMAINE REGIONAL

ENTRE :

L'Agence des espaces verts de la région Ile de France, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1 du Code général des collectivités territoriales, sise 90-92 avenue du général Leclerc - 93500 Pantin, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-038, du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017).

Ci-après désignée par « AEV »,

D'une part,

ET

- **LA FEDERATION FRANCAISE DE GOLF,** Association Loi 1901, dont le siège social est à LEVALLOIS-PERRET (92300) au 68 Rue Anatole France, agréée par le Ministère des Sports de la Jeunesse et de la Ville, Reconnue d'Utilité Publique et délégataire de mission de service public, représentée par Monsieur Jean-Lou CHARON, en sa qualité de Président de la Fédération,

Ci-après désignée par « FFGOLF »

- **L'EARL la Douairière**, représentée par son Gérant, Monsieur Vincent BAILLY, exploitant agricole demeurant à la ferme de Villaroy à Guyancourt (78280) ;

- **L'association ARVALIS INSTITUT DU VEGETAL**, dont le siège est sis 3, rue Joseph et Marie Hackin à Paris (75116), pris en la personne de son représentant légal, Monsieur Jacques MATHIEU, Directeur de l'association ;

Ci-après désignée par « LES EXPLOITANTS AGRICOLES »

D'autre part,

PREAMBULE :

La FFGOLF a reçu une autorisation préfectorale pour réaliser des travaux d'aménagement sur le Golf National, situé sur les communes de Guyancourt, Magny-Les-Hameaux et Châteaufort, en vue d'accueillir une compétition internationale, la Ryder Cup.

Ces travaux d'aménagement consistent en la rénovation du système d'irrigation, une modification de la gestion des eaux sur le parcours accueillant la compétition, la rénovation des voieries et leur extension, et la création de plateformes d'hospitalité temporaires pour la logistique des compétitions.

Afin de répondre à l'obligation de compensation de zone humide prescrite par arrêté préfectoral, la FFGOLF souhaite mettre en place deux bassins drainants de type « noue » et une zone humide de compensation sur la propriété régionale mitoyenne au Golf National, exploitée par l'EARL La Douairière et l'association Arvalis Institut du Végétal. Dans ce nouveau schéma, ces ouvrages agricoles serviront d'exutoire au réseau de drainage des terres agricoles sur lesquelles ils seront situés.

Dans la mesure où la réalisation de ces travaux relève d'une autorisation de l'État, et que ces derniers sont compatibles avec l'usage du domaine régional concerné, l'AEV consent à la réalisation de ces travaux.

Les parties se sont donc rapprochées afin de définir les modalités de réalisation et d'entretien des bassins drainants sur les parcelles régionales.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir, d'une part les modalités de mise à disposition du foncier de l'AEV à la FFGOLF pour réaliser deux bassins drainants de type « noue » et une zone humide de compensation désignés ci-après : « les ouvrages », décrits à l'article 5 ; d'autre part de définir les conditions d'intervention pour la réalisation des ouvrages et les conditions de leur entretien à l'issue des travaux.

La FFGOLF fera son affaire de toutes les déclarations relatives aux prescriptions de compensation de zone humide pour les travaux qu'elle aura à réaliser.

La présente convention remplace la convention n°36 signée approuvée par le Conseil d'Administration du 26 novembre 2015 et signée le 26 janvier 2016, qui sera donc annulée.

ARTICLE 2 : Désignation du foncier mis à disposition

Le terrain, objet de la présente mise à disposition, est constitué de la parcelle désignée ci-après :

Commune	Section	Numéro	Surface parcelle	Surface mise à disposition
Châteaufort (78)	ZB	301	65ha 25a 36ca	94a 40ca

En annexe 1 à la présente convention, un plan localise l'emprise des ouvrages.
La surface mise à disposition se décompose comme suit :

- La zone humide de compensation : 1700 m²
- Bassin n°2 : 2040 m2
- Bassin n°3 : 5700 m2

ARTICLE 3 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de la date de sa signature, et ce pendant toute la durée des travaux de réalisation des bassins.

ARTICLE 4 : Conditions de la réalisation de l'ouvrage

Un premier état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties au moment de la prise d'effet de la présente convention.

Un second état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties une fois les ouvrages réalisés.

Après l'intervention de la FFGOLF pour les travaux de réalisation de l'ouvrage, le cas échéant, une liste des travaux de remise en état nécessaires sera établie par comparaison entre les deux états des lieux. Les travaux de remise en état nécessaires seraient à la charge intégrale de la FFGOLF.

En cas de dommage fait à la parcelle ou aux cultures présentes, générant des pertes de revenu pour le ou les agriculteurs cultivant la parcelle lors des travaux de réalisation de l'ouvrage, la FFGOLF s'engage à indemniser l'/les exploitant(s) concerné(s) selon les barèmes en vigueur.

ARTICLE 5 – Description des ouvrages

La FFGOLF s'engage à se conformer aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° SE 2015 - 000012 du 29/01/2015 et l'article 2 de l'arrêté SE 2017 - ..... du .../...../....., joints en annexe 2 et 3, à savoir :

« La partie de la zone humide (caractérisée par une végétation de type roselière) détruite correspond au pourtour du lac 13 sur lequel le bassin sec est construit. Sa surface impactée est inférieure à 0,1ha.
Néanmoins, le bassin enherbé gérant les eaux de la parcelle agricole et le bassin de régulation (lac 13 modifié), seront aménagés avec un cortège floristique de zones humides sur une surface au moins équivalente à celle détruite. »

« La noue et ses abords seront végétalisés avec des espèces choisies en concertation avec le Muséum National d'Histoire Naturelle. »

La zone humide, actuellement située à l'amont du bassin n°3 sera déplacée entre le bassin n°3 et le bassin n°2 (voir plan annexé), tout le long de la limite parcellaire, sur une largeur d'environ 10 mètres. Elle sera alimentée par le rejet du bassin n° 3.

Le volume global de rétention des eaux pluviales du bassin versant intercepté par le golf devra être conforme au paragraphe « gestion des eaux pluviales de la parcelle agricole amont » de l'article 3 de l'arrêté préfectoral :

« Le dimensionnement de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales permettra le rejet à 1 l/s/ha (soit 18 l/s) d'une pluie vingtenale de 67 mm sur 12 h, vers le lac 12 (cf. annexe 1 de l'arrêté préfectoral). Il aura un volume de 5250 m3 ».

ARTICLE 6 - Redevance

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 7 : Engagement de l'AEV

L'AEV s'engage à :

- Permettre la réalisation des travaux de réalisation et d'entretien des ouvrages.
- Ne mener aucune action allant à l'encontre des objectifs des mesures de compensations ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces mesures. Toutefois, pour des raisons de sécurité, ou pour

respecter une réglementation s'imposant à elle, ou encore dans le cadre de la gestion courante de parcelles contiguës à des sites ou milieux restaurés et gérés dans le cadre de la présente convention, l'AEV pourra réaliser de manière exceptionnelle des travaux non prévus dans la présente convention. Dans ce cas, elle en avertira la FFGOLF au moins deux semaines à l'avance (sauf cas de force majeure menaçant la sécurité de manière imminente).

- Faire respecter les termes de la présente convention par les éventuels ayant-droits des propriétés faisant l'objet des mesures compensatoires (droit d'occupation, d'usage ou d'accès temporaire ou permanent aux propriétés concernées)
- Autoriser le personnel de la FFGOLF ainsi que toute personne mandatée par ses soins à réaliser, dans le périmètre d'action ou ses abords immédiats, les actions (inventaire, expertise, contrôle...) nécessaires au suivi des travaux ; la FFGOLF s'engageant à informer l'AEV au moins 2 semaines à l'avance de toute visite.

ARTICLE 8 : Obligation de la FFGOLF

La FFGOLF s'engage à financer et réaliser le projet conformément au descriptif de l'article 5 en respectant les conditions prévues au protocole de remise en état figurant en annexe 4.

Dans le cadre des travaux de terrassement et de renappage, l'ordre des horizons de sols devra être respecté.
Les déblais devront être évacués du site. Le stockage de terre se fera sur l'emprise des dégâts, qui aura été préalablement matérialisée conformément à l'article 2 du protocole figurant en annexe 4. A défaut, le stockage se fera sur l'emprise du golf national
La FFGOLF demeure responsable de l'évacuation de l'ensemble des déblais, déchets et gravats générés par ses travaux.

Dans le cadre des travaux d'aménagement un décompactage devra être effectué après intervention.

Une fois que les travaux de réalisation des ouvrages seront terminés, tout transit d'engin de travaux sur les terres agricoles en dehors de l'emprise des ouvrages est formellement proscrit, sauf accord écrit de l'AEV.

Toute modification ou ajout au projet devra obtenir l'accord de l'AEV après demande écrite préalable de la FFGOLF.

La FFGOLF s'engage à fournir à l'AEV, à la réception des travaux, un plan de récolement de l'ouvrage.

La FFGOLF effectuera à ses frais un bornage délimitant l'ouvrage et remettra le document d'arpentage à l'AEV.

ARTICLE 9 : Obligations relatives à l'entretien des ouvrages

La FFGOLF est à l'origine du besoin de compensation. Elle doit donc assurer le bon entretien des bassins servant de compensation, et uniquement de ceux-ci. Cet entretien sera réalisé par les agriculteurs en place, conformément à l'article 2-a du protocole d'accord figurant en annexe 5. L'AEV et les agriculteurs se portent fort de modifier les baux qui les lient en ce sens, conformément à l'article 2-c du même protocole d'accord.

L'accès à l'ouvrage pour l'entretien se fera depuis le domaine régional avec du matériel adapté et un décompactage devra être effectué en cas de besoin après chaque intervention.

Si ces modalités d'entretien étaient amenées à changer, la FFGOLF s'engage à en informer l'AEV et à soumettre à sa validation les nouvelles modalités d'entretien des bassins.

ARTICLE 10 : Litiges

En cas de litige sur l'exécution de la présente convention, un accord à l'amiable sera recherché en priorité. À défaut, le litige sera porté devant la juridiction civile compétente.

Le Tribunal de Grande Instance de Versailles est territorialement compétent

Annexes à la convention :

Annexe 1 : Plan des travaux de drainage agricole

Annexe 2 : Arrêté préfectoral n°SE 2015 - 000012 du 29/01/2015

Annexe 3 : Arrêté préfectoral n°SE 2017 – 000040 du 24 mars 2017

Annexe 4 : Protocole de remise en état

Annexe 5 : Protocole d'accord

Fait en quatre exemplaires, à .....
Le .....

Pour la Fédération française de golf

Pour l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France

Pour ARVALIS

Par délégation de
Jacques Mathieu, Jean-Pierre Cohan, chef du service SVIG

Pour l'EARL La Douairière

M. Vincent BAILLY

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-039 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'une convention de servitude avec la société VTMTP et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention ainsi que l'acte notarié correspondant (Tégéval)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention de servitude avec la société VTMTP, récapitulée dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer ladite convention.

Article 3 : Habilite la Présidente à signer l'acte notarié de constitution de servitude.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	4+3 :
Votes POUR	4+3 :
Votes CONTRE	0 :
Abstentions	0 :
Ne prend pas part au vote	0 :

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 039 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
6	TEGEVAL	STMTP	Convention de servitude	Limeil-Brévannes D n°54 – 625	0ha 05a 41ca	Selon la délibération 13-072 du 2 juillet 2013	4 624,00 €	937 76 70323 (code service 10)	Date de signature	Durée de vie de l'ouvrage

CONVENTION DE SERVITUDE

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°17-039 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017).

Dénommée ci-après « le Propriétaire »,

D'une part,

Et

La société « Viabilité Terrassement Matériaux Travaux Publics » (VTMTP), représentée par son Président, Monsieur Thierry CASTELLINI, dont le siège social est sis 26 avenue de Valenton, 94450 LIMEIL-BREVANNES,

Dénommé ci-après « VTMTP »,

Il a été exposé ce qui suit :

Le Propriétaire déclare que les parcelles ci-après désignées lui appartiennent :

Commune	Section(s)	Numéro(s)	Nature des sols	Surface
LIMEIL-BREVANNES	D	54	Terre	0 ha 35 a 00 ca
LIMEIL-BREVANNES	D	625	Terrain à bâtir	0 ha 11 a 66 ca

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à VTMTP

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur les parcelles ci-dessus désignées, le Propriétaire reconnaît à VTMTP, les droits suivants :

1/ Établir à demeure des canalisations souterraines d'assainissement et regards de visite, dans une bande de terrain dont les dimensions sont de 475 m² pour la parcelle D n°54 et de 66 m² pour la parcelle D n°625.
Le plan joint en annexe indique l'emplacement prévu pour cette bande.

2/ Établir si besoin des bornes de repérage.

3/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que VTMTP pourra confier ces travaux au Propriétaire si ce dernier le demande.

Par voie de conséquence, VTMTP pourra faire pénétrer sur la propriété ses employés ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le Propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 – Droits et obligations du Propriétaire

Le Propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le Propriétaire s'engage, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, à ne faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le Propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

Il pourra toutefois élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage visé à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 – Droits et obligations de VTMTP

Dans le cadre de la réalisation des travaux de pose de l'ouvrage décrit à l'article 1er, VTMTP s'engage à :

- Effectuer un débroussaillage et circuler sur une largeur de 10 mètres maximum,
- Installer les ouvrages dans les règles de l'art (pentes, distances minimales de retrait, grillages avertisseurs etc.)
- Effectuer le remblaiement à l'identique des tranchées,
- Réutiliser les matériaux extraits et niveler la parcelle D n°54 au moyen des terres extraites du merlon situé en sa partie est,
- Disposer les regards de visite au niveau du sol,
- Interdire aux piétons l'accès au chantier pendant la durée des travaux et avertir le public au moyen de panneaux d'information.
- En fin de travaux, réaliser un merlon d'une hauteur d'1m10 et d'une largeur d'1 mètre minimum de part et d'autres des accès créés afin d'empêcher toute intrusion sur la parcelle D n°54,

ARTICLE 4 – État des lieux

VTMTP prendra les parcelles dans l'état où elles se trouvent à la date de la prise d'effet de la présente convention.

Aucun recours ne pourra être exercé par VTMTP contre le Propriétaire pour quelque motif que ce soit concernant cet état.

Un premier état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties au moment de la prise d'effet de la présente convention.

Un second état des lieux contradictoire sera établi à l'issue des travaux de réalisation des ouvrages.

Le cas échéant, une liste définitive des réparations nécessaires, notamment sur les végétaux, sera établie par comparaison avec le premier état des lieux. Ces réparations seront effectuées à la charge de VTMTP.

ARTICLE 5 – Indemnité

1 / A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, VTMTP s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 9 ci-après, au Propriétaire, qui l'accepte, une indemnité unique et forfaitaire basée sur 80% de la valeur vénale des terrains, selon le calcul suivant :

Parcelle D n°54 : acquise à 8,00 €/m²
Montant indemnité : 8 x 475 m² x 80% = 3 040,00 €

Parcelle D n°625 : acquise à 30,00 €/m²
Montant indemnité : 30 x 66 m² x 80% = 1 584,00 €

Montant total = 4 624,00 €

2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux bois et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 1) feront l'objet d'une indemnité versée au Propriétaire suivant la nature du dommage, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

ARTICLE 6 – Responsabilités

VTMTP prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 – Effets de la présente convention

Le Propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 8 - Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
À défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 9 – Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

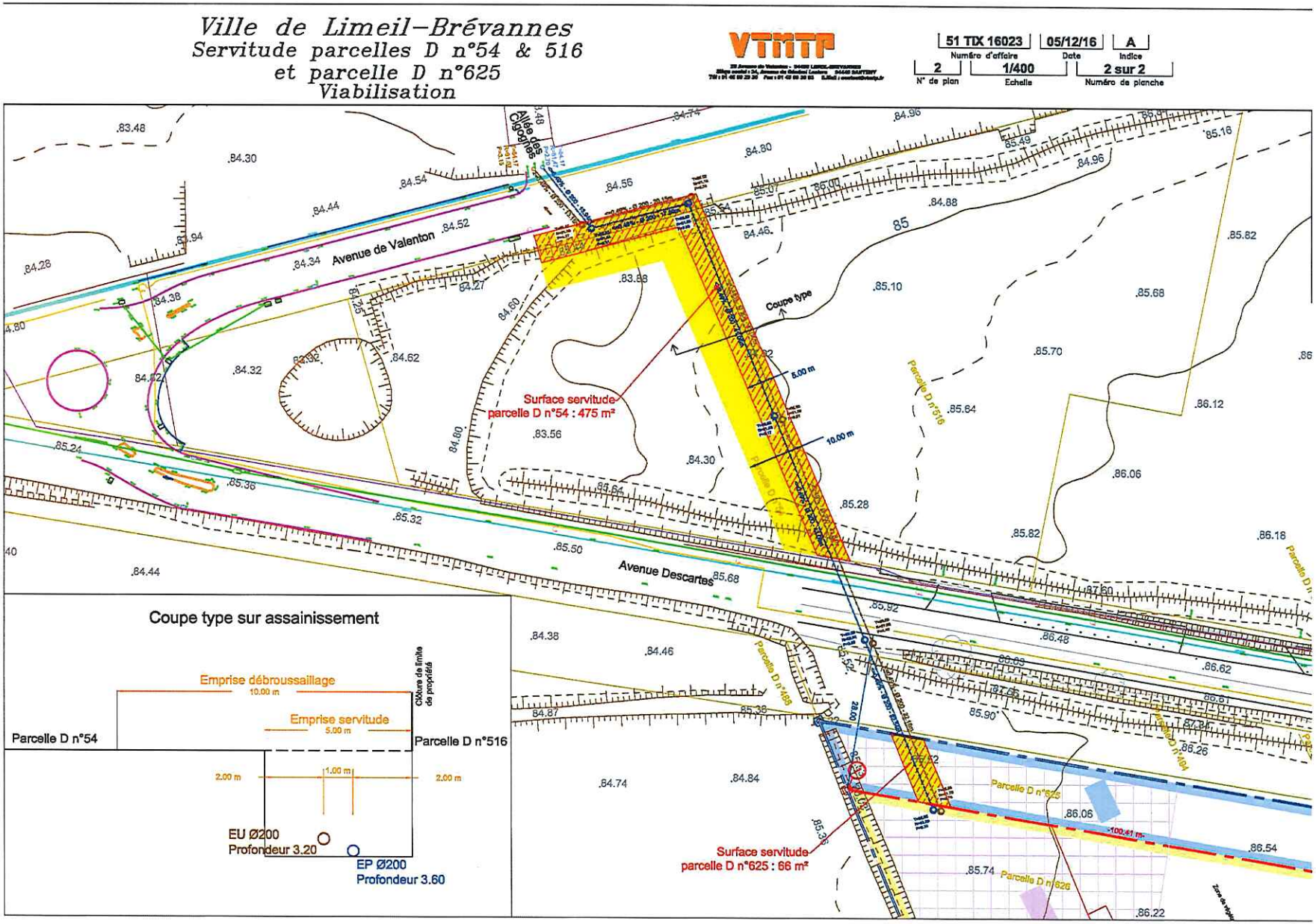
La présente convention sera régularisée par acte authentique devant le notaire choisi par VTMTP, dans le délai maximum d'un an à compter de la date de la signature de la présente convention, les frais dudit acte restant à la charge de VTMTP.

Fait en DEUX EXEMPLAIRES,

À :
Le .....

Pour la société « Viabilité Terrassement Matériaux Travaux Publics » (VTMTP)	Pour l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France,

ANNEXE : PLAN D'IMPLANTATION DE LA CANALISATION



Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 AVR. 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17- 040 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation de l'application du régime forestier à des parcelles régionales (Forêt régionale de Galluis).

LECONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le code forestier et notamment ses articles L. 211-1 et L. 212-1 ;

VU Le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

DELIBERE

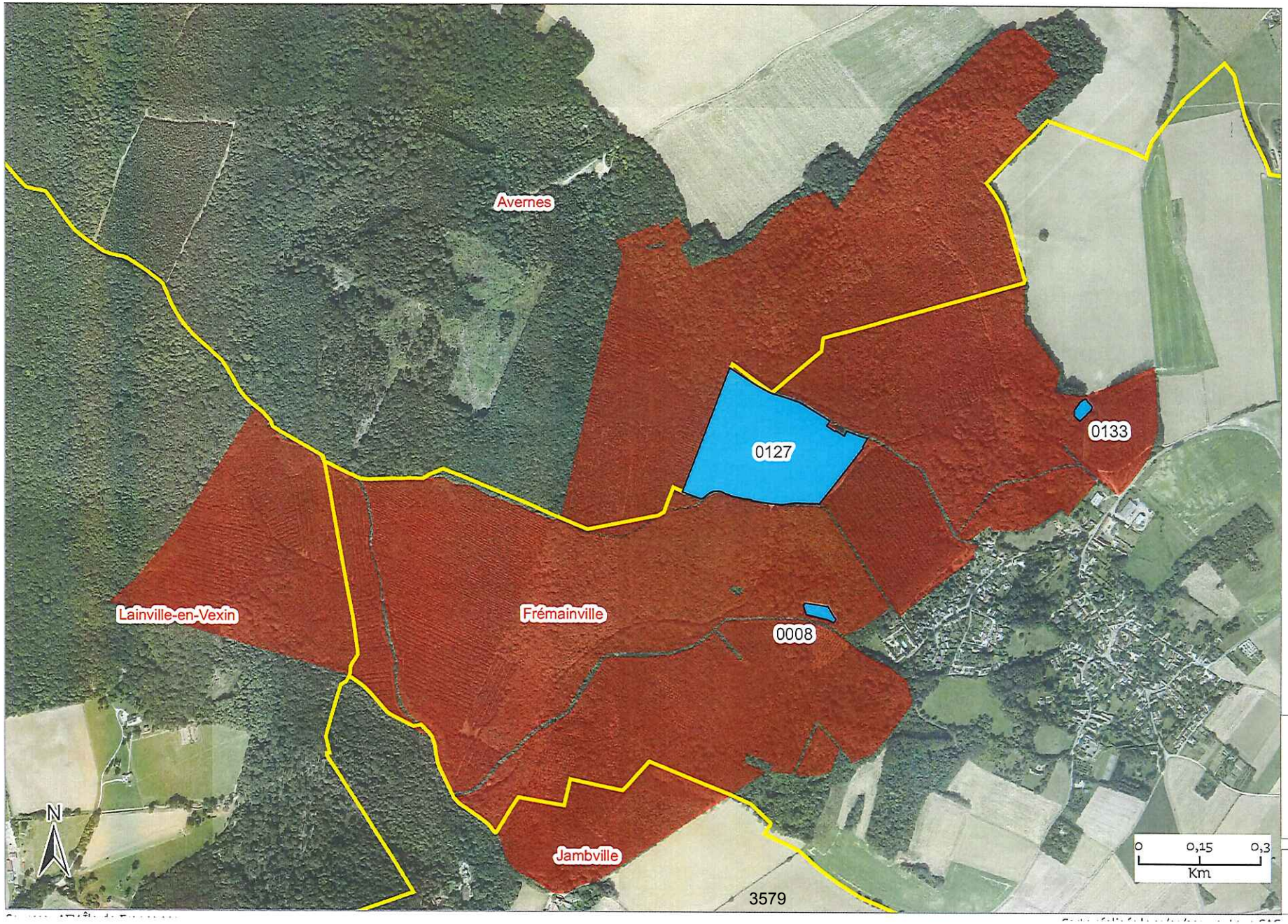
Article 1 Approuve l'application du régime forestier aux parcelles régionales ci-annexées sises en forêt régionale de Galluis.

Article 2 Habilite la Présidente à faire la demande de soumission auprès des services compétents de l'État.

Nombre de votants	4+3 :
Votes POUR	4+3 :
Votes CONTRE	0 :
Abstentions	0 :
Ne prend pas part au vote	0 :

DEMANDE DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER

Forêt régionale de GALLUIS (95)



Légende

- Parcelles à soumettre
- Communes
- Forêt régionale

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Commune	SECTION	N°	Lieu dit	Surface
FREMAINVILLE	A	8	Les Hautes Bruyères	0 ha 20 a 70 ca
FREMAINVILLE	A	127	Le Produ	9 ha 09 a 50 ca
FREMAINVILLE	A	133	Bois Chaumarest et de Cléry	1 ha 41 a 50 ca
			Total	**10 ha 71 a 70 ca**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 18 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Annie Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-041 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts - Autorisations de programme 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération n° 17-024 portant approbation du budget primitif de l'Agence des espaces verts ;

VU le montant de l'autorisation de programme 2017 sur les programmes 13 et 14 (aménagement des espaces verts régionaux et coulées vertes) d'un montant de 6 200 000 € ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Une autorisation de programme d'un montant de 3 564 924 € est affectée à l'aménagement des espaces verts régionaux et ventilée par site ou projet selon les tableaux annexés à la présente. Cette affectation est imputée sur le budget 2017, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

Article 2 Une autorisation de programme d'un montant de 1 800 000 € est affectée à l'opération Tégéval. Cette affectation est imputée sur le budget 2017, chapitre 907, programme 14 « Coulées vertes ».

Article 3 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le financement des opérations éligibles aux aides de cet établissement. Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Union européenne pour le financement des opérations d'accueil du public et de desserte forestière éligibles aux aides du FEADER.

Nombre de votants	43
Votes POUR	43
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

	PRIF	Montant proposé	Total affecté AP 2016	Opérations
1	Rougeau - Bréhémont	231 000,00 €	231 000,00 €	Rougeau : Réfection du mur de soutènement de Montarg d'Bas - Restauration des écoulements du parking de la Maison forestière des Régates Bréhémont : Prise de possession - Pose de barrières - Dessertes des lots : démolition de bâti ; pose d'une passerelle et réfection éventuelle ; pose d'un portail et réfection de mur pour l'accès agricole ; mise en place d'une barrière ; mise en place de clôtures pour le pâturage
4	Fontaines	90 000,00 €	90 000,00 €	Remplacement de ranchitos - Réfection de l'Allée du Puits Chevet - Etude d'opportunité des équipements en bois de l'étang de la Planchette - Mise en place de garduits (filtrage) sur les parkings de Pissop et de Belle-Assise
7	Montigny	50 000,00 €	50 000,00 €	Création d'accès et de places de dépôt
10	Val Vert	80 000,00 €	80 000,00 €	Abattages de sécurité et sécurisation des accès - Etudes naturalistes préalables à l'aménagement
12	Bréglaise	20 000,00 €	20 000,00 €	Prise de possession et mise en sécurité
13	Etude	50 000,00 €	50 000,00 €	Réfection d'allées de promenade ouvertes
35	Maisons	50 000,00 €	50 000,00 €	Base de la Grange : Sécurisation à la suite démolition ou remplacement
38	Brosse et Gondoire	23 000,00 €	23 000,00 €	Prise de possession et mise en place de barrières - Dessertes
48	Vallée de la Morne	10 000,00 €	10 000,00 €	Consolidation et sécurisation de la ferme de la Renaissance
	Total 77	**617 000,00 €**	**617 000,00 €**	
8	Plaine de la Haye	10 000,00 €	10 000,00 €	Suppression du dépôt - Barrages
18	Malassis	25 000,00 €	25 000,00 €	Démolition de cabanes à Fromage - Traitement de cheffes pneumatiques
19	Rosny	50 000,00 €	50 000,00 €	Création de places de dépôts
20	Butte de Marsinval	15 000,00 €	15 000,00 €	Verneuil : changement des lisses du parking
22	Gabuts	20 000,00 €	20 000,00 €	Inventaires naturalistes préalables à l'aménagement forestier
23	Haute et Close	10 000,00 €	10 000,00 €	Reprise de signalétique / limite
	Total 78	**130 000,00 €**	**130 000,00 €**	
28	Bois Chenillon	10 000,00 €	10 000,00 €	Création d'une place de dépôt
29	Orgo Aval	1 000,00 €	1 000,00 €	Fourniture et pose de borne
30	Fosse aux serpes	20 000,00 €	20 000,00 €	Sécurisation du périmètre
	Total 91	**31 000,00 €**	**31 000,00 €**	
33	Rosny	15 000,00 €	15 000,00 €	Démolition d'un portion de filang de Virginie et réfection du plantage
34	Closure de l'Aubraye	28 924,00 €	28 924,00 €	Sécurisation des champs suite de combre les jardins - Plantation forestière (compensation)
	Total 93	**46 924,00 €**	**46 924,00 €**	
55	Montjoux	50 000,00 €	50 000,00 €	Premiers aménagements
	Total 94	**50 000,00 €**	**50 000,00 €**	
24	Roche-Guyon	15 000,00 €	15 000,00 €	Systèmes anti-intrusion
36	Butte Pinson	215 000,00 €	215 000,00 €	Etudes préalables aux travaux de mise en sécurité - Prise de possession - Barrages - Aménagement de l'accès au Bois de Marcel Fontaine
41	Buttes du Parisis	600 000,00 €	600 000,00 €	Complément à l'aménagement du sommet de la Butte des Châtaigniers - Mise en défens des accès à la Butte des Châtaigniers - Cascades de Montigny : travaux hydrauliques - Prise de possession et démolitions - Démolition d'un entrepôt - Barrages et clôtures parcellaires - Dépollution et dépendances du Four - Suivi des inclusionnaires Butte des Châtaigniers
44	Plateau d'Amblly	30 000,00 €	30 000,00 €	Enlèvement de clôtures
45	Rosny	70 000,00 €	70 000,00 €	Suppression d'un bosquet et de clôtures - Aménagement de l'entrée chaussée Jules César - Sécurisation de lisières
48	Bonnes	60 000,00 €	60 000,00 €	Amélioration de l'accès sud de la forêt - Création de places de dépôt
52	Plaine de Plainelaye	85 000,00 €	85 000,00 €	Sécurisation des berges de l'île de Vaux
	Total 95	**1 325 000,00 €**	**1 325 000,00 €**	
	IMPREVUS	200 000,00 €	200 000,00 €	
	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SYLVICOLE	300 000,00 €	300 000,00 €	
	EXTERNALISATIONS AMO MOI	50 000,00 €	50 000,00 €	
	INVESTISSEMENT BATIMENTS	400 000,00 €	400 000,00 €	
	REBOUCHAGE NIDS DE POULT	15 000,00 €	15 000,00 €	
	MISE EN SECURITE TOUS SECTEURS	200 000,00 €	200 000,00 €	
	PRISE DE POSSESSION TOUS SECTEURS	100 000,00 €	100 000,00 €	
	DEMOLITIONS TOUS SECTEURS	100 000,00 €	100 000,00 €	
	TOTAL PROGRAMME 13	3 564 924,00 €	3 564 924,00 €	
	TOTAL PROGRAMME 14	1 800 000,00 €	1 800 000,00 €	
	TOTAL GÉNÉRAL	5 364 924,00 €	5 364 924,00 €	

AMÉNAGEMENTS DES SITES RÉGIONAUX
Autorisations de programme 2017

Espace naturel régional de Rougeau et Bréviande (77-91)



Aménagements réalisés en 2016 :

Bréviande

- Suppression du parcours VTT au bois de la Tour
- Campagne de sécurité abattages et élagages
- Rognage de souches dans le bois de Bréviande
- Renouvellement de mobiliers (barrières forestières et corbeilles)
- Prise de possession du Domaine des îles et suppression de passerelles
- Restauration de mares (Cesson)

•Mise en sécurité du bâtiment Radio-France
•Dessertes forestières DES 4/5 et 6

RNR de Ste-Assise

•Amenée des fluides (en cours)
•Étude pédologique
•Démarrage chantier par Eurovia prévu pour jan 2017
•Étude pollution
•Restauration de landes (5 à 6 ha)
•Opération bois énergie
•Opération de dessouchage
•Valorisation des souches

Rougeau

•Étude pour la valorisation des fours à chaux
•Mise en sécurité par abattage, élagage, valorisation de lisières
•Mise en place mobilier d'accueil
•Mise en sécurité mur Morsang-sur-Seine
•Travaux écologiques fours à chaux
•Démolition ancien pavillon de chasse
•Installation de la MEE à Savigny

Allée royale

•Mobilier d'accueil
•Réception définitive du brise-vue

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Bréviande

Prise de possession	15 000
Pose de barrières	8 000
Aménagement domaine des îles :	
Démolition bâti	70 000
Pose d'une passerelle et réfection éventuelle	40 000
Pose d'un portail et reprise du mur pour l'accès agricole	20 000
Mise en place d'une barrière	5 000

Mise en place de clôture pour le paturage	6 000
Rougeau	
Réfection du mur de soutènement de Morsang sur Seine	50 000
Restauration des écoulements parking MFR Régales	20 000

Forêt régionale du Maubué (77)



Aménagements réalisés en 2016 :

Grange et Boulay

Premiers inventaires à la suite des travaux écologiques de compensation sur les mares

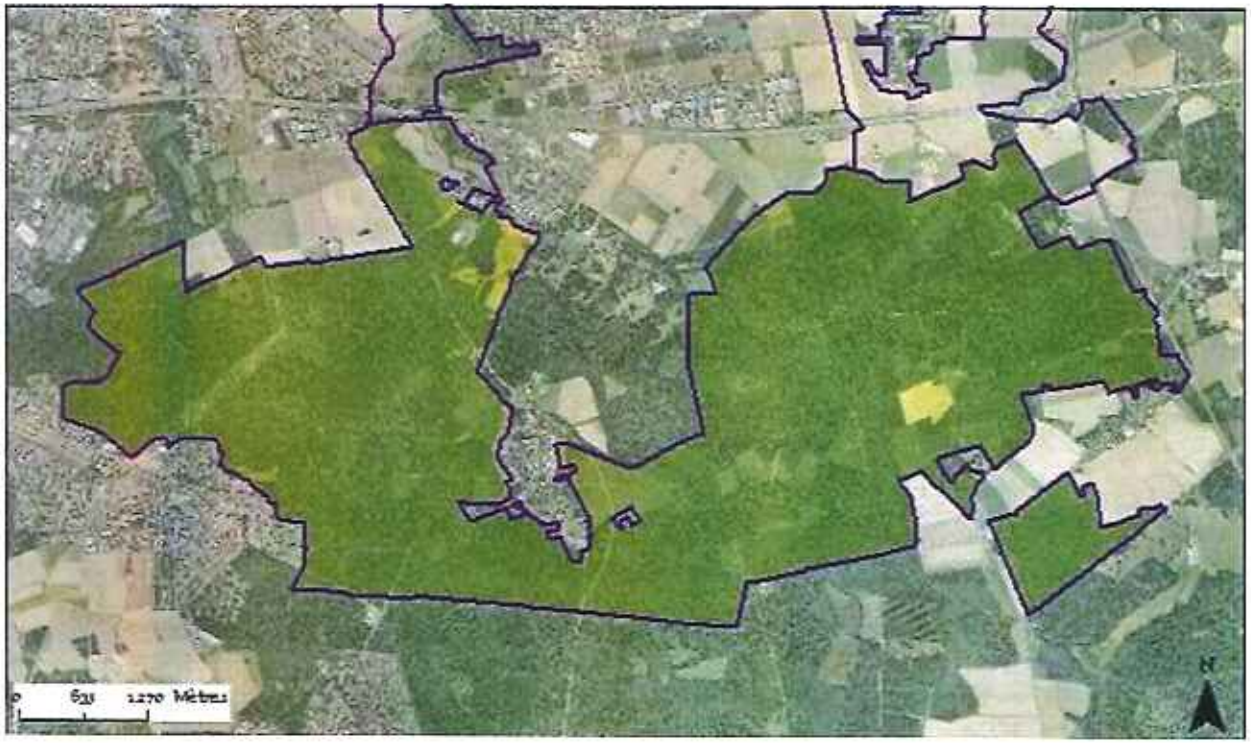
Démolition et évacuation de camps

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Grange et Boulay

Sécurisation à la suite d'évacuation de campements	50 000

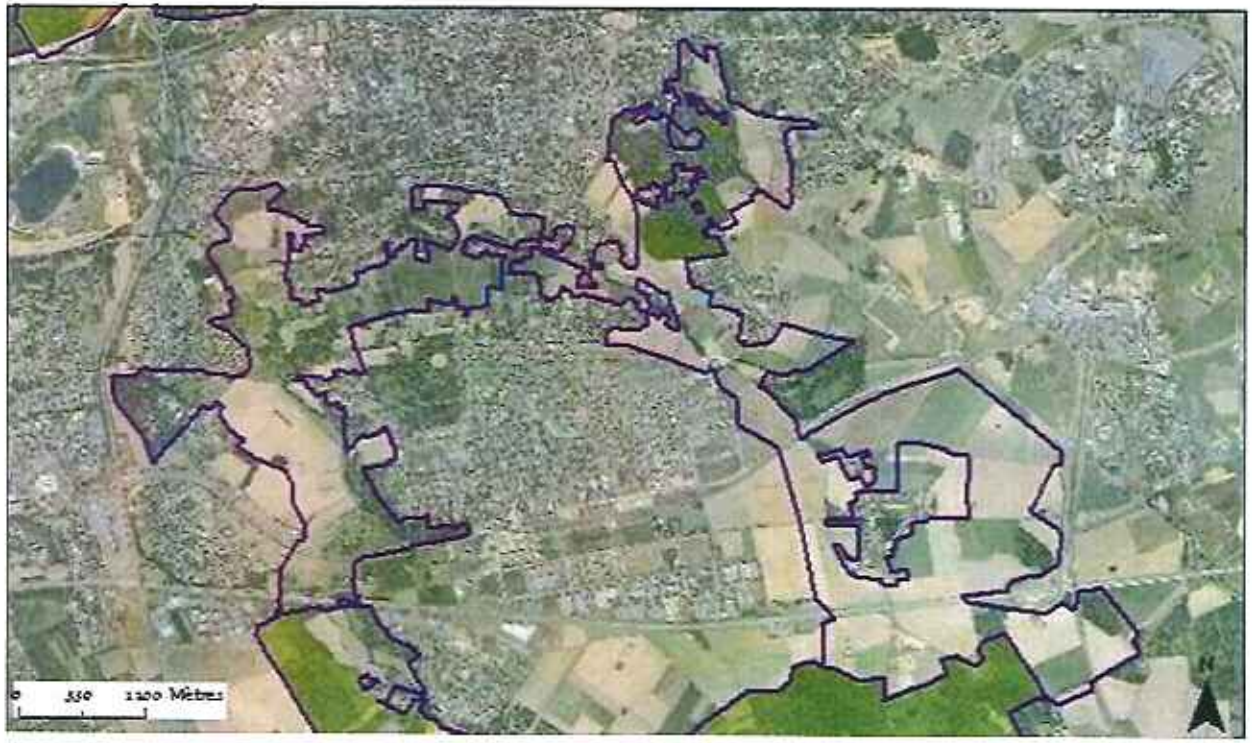
Forêt régionale de Ferrières (77)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Achat et pose de pièges photos - lutte contre les dépôts sauvages	
Sécurisation des places de dépôt	
Démantèlement des cuves à fioul	
Bornage de l'allée de la Taffarette en vue d'une cession à la commune	
Mise en place de clôtures avant vente de la MF des Jondelles	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Remplacement de corbeilles	10 000
Réfection de l'allée du Pas du Cheval	50 000
Etude diagnostic des équipements en bois de l'étang de la Planchette	10 000

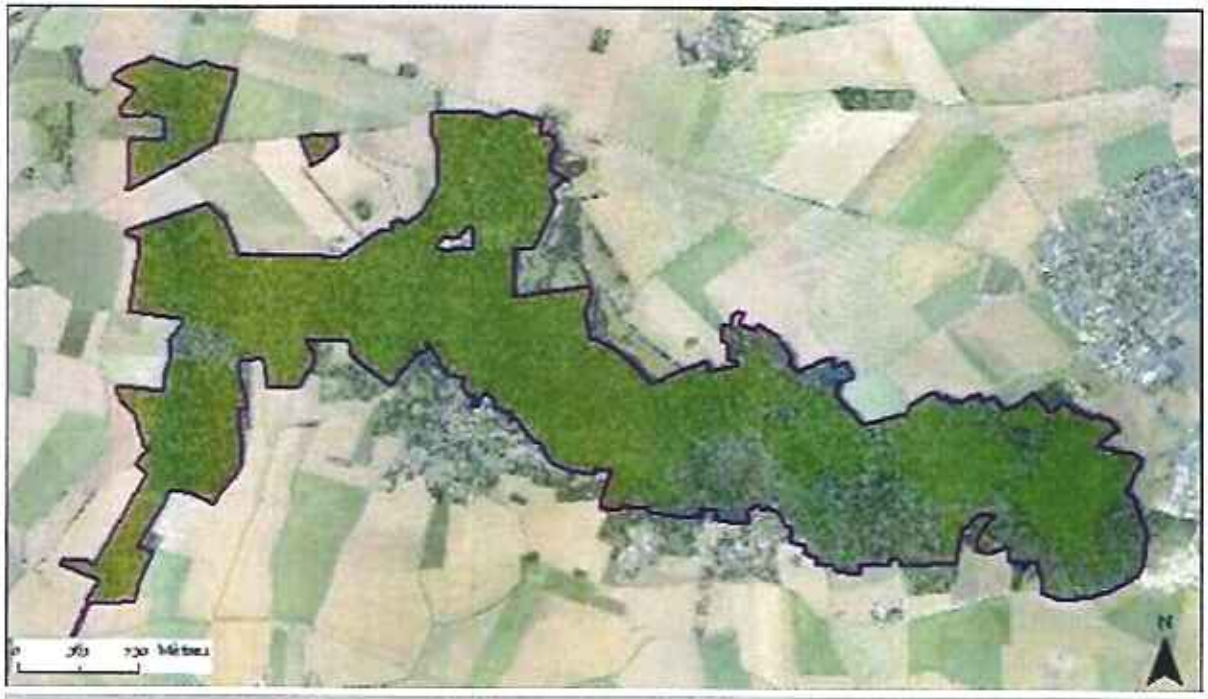
Mise en place de gabarits limiteurs sur les parkings de Piscop et de Belle-Assise	20 000

Espace régional de Brosse et Gondoire (77)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Démolition des bâtiments des parcelles A55 et A52 à Chanteloup en Brie	
Abattages de sécurité dans le Bois de Chigny	
Mise en place de barrières pour 2 entrées	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Prise de possession et mise en place de barrières	15 000
Bornages	8 000

Forêt régionale de Montgé (77)



Aménagements réalisés en 2016:	
Réalisation de la 3ème tranche de la route du Fond de Goëlle	
Etude sanitaire visuelle sur les alignements de platanes et de tilleuls	
Restauration de la mare de l'homme mort	
Mise en sécurité	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Création d'accès et de places de dépôt	50 000

Forêt régionale de la Vallée de la Marne (77)



Aménagements réalisés en 2016 :

Pomponne

Regarnis de la plantation de la Plaine de la Renaissance

Elagages / abattages de sécurité

Bois de Vaires

Enlèvement de clôtures

Brou

Elagages / abattages de sécurité

Inventaire entomologique

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Pomponne

Complément de sécurisation de la Ferme de la Renaissance	10 000

Promenade régionale de la Dhuis(77-93)



Aménagements réalisés en 2016 :

Réfection des allées de promenade ravinées de Dampmart à Coubron
Elagage de lisières avant travaux de réfection d'allées à Claye / Villevaudé
Sécurisation des arbres dangereux
Fourniture de Mobilier d'accueil
Pose de Mobilier d'accueil

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Réfection des allées de promenade ravinées	50 000

Les Seiglats (77)



Aménagements réalisés en 2016 :

Lancement d'une étude hydrologique

Prise de possession: enlèvement de déchets, pose de 2 barrières

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Hors RNR

Prise de possession - mise en sécurité	20 000

Forêt régionale des Vallières (77)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Travaux de démolition sur Dampmart	
Dernière tranche de remplacement des clôtures	
Reprises de voirie sur le chemin du milieu	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Abattages de sécurité et sécurisation des accès	30 000
Etudes naturalistes préalables à l'aménagement	60 000

Espace régional de Hautil et Oise (78)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Abattages de sécurité	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Reprise de signalétique - fontis	10 000

Espace régional de Moisson (78)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Travaux de restauration écologique	
Traitement des chenilles processionnaires	
Mise en sécurité	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Démolition de cabanes à Freneuse	10 000
Traitement de chenilles processionnaires	15 000

Espace régional de la Plaine de la Haye (78)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Abattages de sécurité	
Enfouissement des réseaux électriques	
Suite de la réhabilitation de la maison habitée	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Suppression de dépôts	5 000
Bornages	5 000

Forêt régionale de Rosny (78)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Rénovation de la route Dauphine	
Abattages de sécurité	
Ferme des 8 routes : poursuite des travaux	
Poursuite de la mise en place du mobilier	
Parking de Chatillon	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Création de places de dépôt	50 000

Espace régional de la Butte de Marsinval (78)



Aménagements réalisés en 2016 :

Verneuil

Abattages de sécurité

Vernouillet

Abattages de sécurité

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Verneuil

Changement des lisses du parking	15 000

Espace régional de Bois Chardon (91)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Remplacement d'une passerelle	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Création d'une place de dépôt	10 000

Espace régional de l'Orge aval (91)



Aménagements réalisés en 2016 :

Joncs Marins

Démolitions de bâtiments : 691 et 674

Remise à l'agriculture d'une friche à Brétigny

Installation de clôture pour de l'écopaturage au bois de la Rouche et rue de Bellevue à Brétigny-sur-Orge

Sentier de liaison à Leuville s/Orge

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :

Joncs Marins

Fourniture et pose de 3 bancs	1 000

Espace régional de La Fosse-aux-Carpes (91)



Aménagements réalisés en 2016 :

Etude de danger sur la digue
Début des travaux de confortement de la passerelle
Installation d'un troupeau de chèvres des fossés sur la digue

Aménagements complémentaires à programmer en 2017:

Sécurisation du périmètre	20 000

Forêt régionale de Bondy (93)



Aménagements réalisés en 2016 :

Réfection des allées ravinées
Aménagement PMR d'une entrée à Clichy-sous-Bois
Pose de mobiliers d'accueil
Réfection de la terrasse du chalet d'accueil
Reprises de la voirie des parkings 2 et 3
Démolition des aires de jeux du Canal et du P1, démolition d'un ponton
Rénovation du parking P1

Elagages - abattages de sécurité
Travaux dans le Pavillon des Forestiers Juniors
Travaux écologiques : extension de la roselière de l'étang de Virginie

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Démolition du ponton n°1 de l'étang de Virginie et réfection partielle du platelage	18 000

Espace régional des Coteaux de l'Aulnoye (93)



Aménagements réalisés en 2016 :		
Sécurisation des arbres dangereux		
Démolition de deux cabanons - Diagnostic amiante et démolition		
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :		
Sécurisation des champs le long de la sente de derrière les jardins		10 000
Plantation forestière (mesure de compensation)	18 924	

Espace régional de la Plaine de Montjean (94)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Premiers aménagements	50 000

Espace régional du Plateau d'Andilly (95)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Enlèvement de clôtures	20 000

Espace régional de Boissy-Taverny (95)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Supression d'un bosquet et de clôtures	5 000
Aménagement de l'entrée côté chaussée Jules César	45 000
Sécurisation de lisières	20 000

Espace régional des Buttes du Parisis (95)



Aménagements réalisés en 2016 :

Réparation des jeux sur la coulée verte de Cormeilles
Contrôle aire de jeux
Débardage à cheval P4
Ramassage dépôt amiante
Réfection chemin du bois Trouillet
Abattages de sécurité
Nettoyages sur le site ex-Thomson
Chabrand Thibault : études préalables au confortement du mur de soutènement
Amélioration des accès
Prise de possession

Panneaux signalétiques pour les coupes de bois
Réparations sur le belvédère de la Butte des Châtaigniers

Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Complément à l'aménagement du sommet de la Butte des Châtaigniers	500 000
Mise en défens des accès à la Butte des Châtaigniers	10 000
Cascades de Montigny : travaux hydrauliques	80 000
Prise de possession - démolition (suite DUP Cormeilles et autres)	150 000
Démolition Argenteuil (cabanon)	30 000
Bornages et divisions parcellaires suite empiètements	30 000
Fermeture de dépendances du Fort	40 000
Suivi des inclinomètres Châtaigniers	20 000

Espace régional de la Butte Pinson (93-95)



Aménagements réalisés en 2016 :

Bornages
Démolition d'une maison et d'algecos
Sécurisation de parcelles
Abattages de sécurité
Remplacement de la clôture de la ferme pédagogique
Sécurisation d'un puits
Changement des lisses du parking de la rue Suzanne Valadon
Réparation d'un panneau de basket

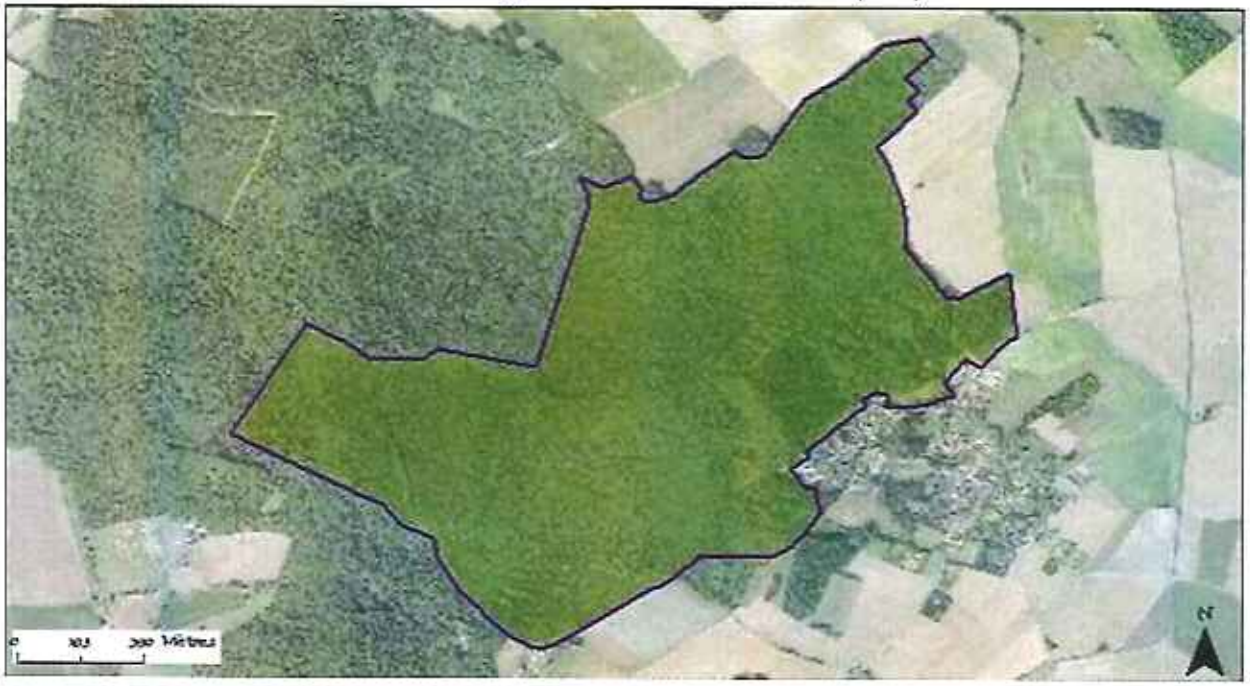
Etudes de conception du parc sud : avant-projet et début du projet	
Etude agropédologique et phytosanitaire du parc sud	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Prise de possession	100 000
Bornages	5 000
Amélioration de l'accès au Bois de Moreau Fontaine	10 000
Etudes préalables aux travaux de mise en sécurité	100 000

Forêt régionale d'Ecouen (95)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Reprise d'un chemin suite aux inondations	
Mise en sécurité	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Amélioration de l'accès sud de la forêt (Sarcelles)	30 000
Création de places de dépôt	30 000

Forêt régionale de Galluis (95)



Aménagements réalisés en 2016 :	
Pose d'enrochements pour fermeture d'accès	
Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Etude flore habitat préalable à l'aménagement	20 000

Espace régional de la Plaine de Pierrelaye (95)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Sécurisation des berges Ile de Vaux	85 000

Forêt régionale de La Roche-Guyon (95, 78)



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Systèmes anti-intrusions véhicules, motos et quads	15 000

Tégéval



Aménagements complémentaires à programmer en 2017 :	
Tégéval	1 800 000

TOUS SITES

Imprévus	200 000
Investissement bâtiments	400 000
Travaux d'investissement sylvicole	300 000
Rebouchage de nids de poule : Territoire nord-ouest	5 000
Rebouchage de nids de poule : Territoire nord-est	5 000
Rebouchage de nids de poule : Territoire sud	5 000
Démolitions tous secteurs	100 000
Prise de possession tous secteurs	100 000
Mise en sécurité - tous secteurs	200 000
Externalisations AMO - MOE	50 000

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 14 AVR. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 14 AVR. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N°17-042 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels et Sensibles.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 215-1, L. 215-8 et L. 215-17 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

CONSIDERANT que les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles proposées sont motivées par les objectifs assignés aux périmètres régionaux d'intervention foncière qui sont l'ouverture au public et la protection des espaces naturels et boisés qui les composent.

D E L I B E R E

Article 1 Autorise l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour les biens décrits à l'annexe 1 ci-jointe, à un prix compatible avec l'avis des Domaines.

Article 2 Habilite la Présidente à signer les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour les opérations mentionnées à l'article 1.

Article 3 Habilite également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour ces opérations, en cas de fixation judiciaire du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation du prix.

Nombre de votants.....4+3.....:
Votes POUR.....4+3.....:
Votes CONTRE.....0.....:
Abstentions .....0.....:
Ne prend pas part au vote ..0:

ANNEXE 1

PRIF des BUTTES DU PARISIS - N° de dossier 1497 – LAFARGE
Montant de la DIA : 19.355.500, 00 € pour la mise en vente d'une propriété de 18 ha 69 a 97 ca dont les parcelles, situées sur la commune de Cormeilles-en-Parisis (95), sont listées ci dessous :

Sec	N°	NOM	SURFACE en m²	parcelles incluses dans la Zone de Préemption ENS	surface comprise dans la zone de préemption	Observations
AR	5	LES LARIS	164	NON		
AR	6	LES LARIS	443	NON		
AR	7	LES LARIS	346	NON		
AR	8	LES LARIS	169	NON		
AR	14	LES LARIS	401	NON		
AR	19	LES LARIS	117	NON		
AR	24	LES LARIS	1310	OUI	1310	
AR	26	LES LARIS	91	OUI	91	
AR	30	LES LARIS	378	OUI	378	
AR	34	LES LARIS	650	OUI	650	
AR	40	LES LARIS	796	OUI	796	
AR	46	LES LARIS	423	OUI	423	
AR	48	LES LARIS	139	OUI	139	
AR	59	LES LARIS	236	OUI	236	
AR	72	LES LARIS	206	OUI	206	
AR	73	LES LARIS	231	OUI	231	
AR	74	LES LARIS	247	OUI	247	
AR	76	LES LARIS	241	OUI	241	
AR	77	LES LARIS	222	OUI	222	
AR	78	LES LARIS	218	OUI	218	
AR	79	LES LARIS	203	OUI	203	
AR	81	LES LARIS	107	OUI	107	
AR	88	LES LARIS	561	OUI	561	
AR	91	LES LARIS	164	OUI	164	
AR	99	LES LARIS	297	OUI	297	
AR	104	LA MARDELLE	141	OUI	141	
AR	106	LA MARDELLE	194	OUI	194	
AR	107	LA MARDELLE	122	OUI	122	
AR	111	LA MARDELLE	178	OUI	178	
AR	112	LA MARDELLE	119	OUI	119	
AR	113	LA MARDELLE	680	OUI	680	
AR	117	LA MARDELLE	160	OUI	160	
AR	118	LA MARDELLE	246	OUI	246	
AR	122	LA MARDELLE	180	OUI	180	
AR	124	LA MARDELLE	394	OUI	394	
AR	132	LA MARDELLE	283	OUI	283	
AR	141	LA MARDELLE	72	OUI	72	
AR	152	LA MARDELLE	316	OUI	316	
AR	161	LA MARDELLE	801	OUI	801	

Sec	N°	NOM	SURFACE en m²	parcelles incluses dans la Zone de Préemption ENS	surface comprise dans la zone de préemption	Observations
AR	170	LA MARDELLE	214	OUI	214	
AR	173	LA MARDELLE	778	OUI	778	
AR	204	LA MARDELLE	254	OUI	254	
AR	207	LA MARDELLE	86	OUI	86	
AR	208	LA MARDELLE	205	OUI	205	
AR	211	LA MARDELLE	346	OUI	346	
AR	214	LA MARDELLE	728	OUI	728	
AR	236	CH DE BASSES PICARDES	1944	OUI	1944	
AR	241	CH DE BASSES PICARDES	870	OUI	870	
AR	243	CH DE BASSES PICARDES	246	OUI	246	
AR	355	LES TREMBLEAUX	1148	NON		
AR	359	LES TREMBLEAUX	201	NON		
AR	364	LES TREMBLEAUX	1400	NON		
AR	368	LES TREMBLEAUX	9854	NON		
AR	375	LES TREMBLEAUX	185	NON		
AR	380	LES TREMBLEAUX	450	NON		
AR	400	LES TREMBLEAUX	1747	NON		
AR	422	CHEM DES ALLUETS	319	NON		
AR	424	RUE DE ST GERMAIN	2726	NON		
AR	639	CH DE BASSES PICARDES	127	OUI	127	
AR	643	LES LARIS	3343	OUI	3343	
AR	644	LES LARIS	2008	OUI	2008	
AR	645	RUE DE LA FRETTE	305	NON		
AR	647	LES LARIS	302	OUI	302	
AR	648	RUE DE LA FRETTE	70	NON		
AR	650	RUE DE LA FRETTE	460	OUI	460	
AR	651	LES LARIS	344	OUI	344	
AR	671	CHEM DES TREMBLEAUX	77	OUI	77	
AR	828	RUE DE LA FRETTE	137	NON		
AR	895	RUE DE LA FRETTE	434	NON		
AR	899	LES LARIS	36	NON		
AR	902	LES LARIS	30	NON		
AR	906	LES LARIS	170	NON		
AR	908	LES LARIS	25	NON		
AR	912	RUE DE LA FRETTE	53126	pour partie	3420	surface approximative
AS	1	RUE DE LA FRETTE	1843	NON		
AS	3	RUE DE LA FRETTE	85508	pour partie	3375	surface approximative
AS	4	RUE DE LA FRETTE	1648	pour partie	795	surface approximative
AS	5	RUE DE LA FRETTE	449	NON		
AS	6	RUE DE LA FRETTE	284	NON		
AR	4	LES LARIS	294	NON		
			186967		30528	

N.B : Le droit de préemption ne s'exercera que sur les seules parcelles et partie de parcelles incluses dans la zone de préemption (ZP ENS régional) mentionnées ci-dessus.

Orge Aval

N° de Dossier : 725 (Orge Aval 29) DAN Gheorge

Montant de la DIA : 50 000,00 €	Surface : 0 ha 09 a 21 ca	Prix moyen : 54,29 €/m²

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91044	BALLAINVILLIERS	D	1223	0 ha 09 a 21 ca	

Total Orge Aval	0 ha 09 a 21 ca	50 000,00 €	Nb dossiers : 1

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 14 AVR. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 14 AVR. 2017

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-043 du 14 avril 2017

(report de la session du 31 mars 2017)

Approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N°17- 024 du 14 avril 2017 (report de la session du 31 mars 2017) portant approbation du budget primitif 2017 ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2011 d'un montant de 2 366 156,56 € relatives à la DUP de la Butte Pinson ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2017 d'un montant de 3.800.000 € ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente à signer les actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

Article 2 Habilite la Présidente à mandater, en vue de leur paiement ou de leur consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1, pour un montant total de 165.000 € et à mandater les frais d'opérateur foncier liés à ces opérations.

Article 3 Approuve les acquisitions listées en annexe 2.

Article 4 Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 2 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

Article 5 Un montant de 3.330 € d'autorisations de programme du budget 2017, programme 12, est affecté aux opérations énumérées à l'annexe 1.

Article 6 Un montant de 800.000 € d'autorisation de programme du budget 2017 est affecté aux opérations d'expropriations réalisées dans le cadre de la déclaration d'utilité publique du 20 juillet 2015 concernant les acquisitions foncières sur la commune de Cormeilles-en-Parisis (95) dans le PRIF de Buttes du Parisis.

Article 7 Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2017, programme 12, s'élève à 496.670 €.

Article 8 Autorise la démolition du bâtiment désigné ci-après et habilite la Présidente à signer la demande de permis de démolir correspondante :

PRIF	Dépt	Commune	Adresse	Parcelles	Bâti
Butte Pinson	95	Montmagny	101 avenue Maurice Utrillo	AC 207 et AC 681	706

Article 9 Habilite la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières relevant de son 9ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

Article 10 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	4+3
Votes POUR	4+3
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

ANNEXE 1

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 751 () SAINTEVILLE

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	26/07/16	20/02/17	

Prix total : 165 000,00 € **Surface : 0 ha 04 a 31 ca** **Prix au m² : 382,83 €**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AC	207	0 ha 03 a 21 ca	226
95427	MONTMAGNY	AC	681	0 ha 01 a 10 ca	226

Total Butte Pinson	**0 ha 04 a 31 ca**	**165 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**0 ha 04 a 31 ca**	**165 000,00 €**	**Nombre de dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**382,83 €**	

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

ANNEXE 2

Buttes du Parisis (41)

N° de Dossier : 1427 () BERNAY Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
09/12/15	20/10/15		0 ha 03 a 17 ca
2 000,00 €			Prix au m² : 6,31 €/m²

Prix total : 2 000,00 € dont prix principal : 2 000,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AR	709	0 ha 00 a 28 ca	
95176	CORMEILLES EN PARISIS	AR	710	0 ha 02 a 89 ca	

Total Buttes du Parisis 0 ha 03 a 17 ca 2 000,00 € Nb dossiers : 1

Galluis (22)

N° de Dossier : 5 () Mme DUFAY Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
16/02/17			0 ha 19 a 07 ca
700,00 €			Prix au m² : 0,37 €/m²

Prix total : 700,00 € dont prix principal : 700,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95253	FREMAINVILLE	A	84	0 ha 07 a 81 ca	
95253	FREMAINVILLE	A	87	0 ha 03 a 80 ca	
95253	FREMAINVILLE	A	94	0 ha 07 a 46 ca	

Total Galluis 0 ha 19 a 07 ca 700,00 € Nb dossiers : 1

La Tégéval (47)

N° de Dossier : 310 () Commune de Valenton Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
02/02/17	16/03/16		0 ha 00 a 12 ca
630,00 €			Prix au m² : 52,5 €/m²

Prix total : 630,00 € dont prix principal : 630,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
94074	VALENTON	AD	612	0 ha 00 a 12 ca	

Total La Tégéval 0 ha 00 a 12 ca 630,00 € Nb dossiers : 1

TOTAL 0 ha 22 a 36 ca

TOTAL 3 330,00 € Dont Prix principal 3 330,00 € dont honoraires

Prix moyen au m² 1,49 Nb dossiers : 3

CESER Île-de-France

avis

Avis n°2017-04
présenté au nom de la commission Éducation, formation, enseignement et recherche
par **Bruno JOUVENCE**

Programme prévisionnel d'investissement des lycées neufs et rénovés pour tous les Franciliens d'ici 2027

23 février 2017

Avis n° 2017-04
présenté au nom de la commission Education, formation, enseignement et recherche
par **Bruno JOUVENCE**

23 février 2017

Programme prévisionnel d'investissement des lycées neufs et rénovés pour tous les Franciliens d'ici 2027

Certifié conforme

Le président

Jean-Louis GIRODOT

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'éducation, notamment son article L. 214-5 ;
- La délibération n° CR 06-08 « Mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013. Rapport-cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées » ;
- La délibération n° CR 50-12 du 28 juin 2012 par laquelle le Conseil régional a adopté le rapport d'étape du Programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 des lycées d'Ile-de-France ;
- La délibération n° CR 106 -12 du 23 novembre 2012 par laquelle le Conseil régional a adopté le programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 des lycées d'Ile-de-France ;
- La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
- Le rapport CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins » ;
- La délibération CR 2017-01 relative à la Stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelle 2017-2021 : une ambition pour l'emploi et la croissance – Contrat de Plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;
- Les travaux du Ceser, présentés au nom de la commission Education, formation, enseignement et recherche :

- l'avis 2007-06 du 19 juin 2007 « projet de schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 (rapporteur Mme Danièle LUCCIONI),
- le rapport et l'avis 2009-02 du 16 mars 2009 « pour une politique régionale de l'AIO (accueil-information-orientation) tout au long de la vie » (rapporteur M. Gérald LEHMANN),
- l'avis 2011-04 du 28 avril 2011 « Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles initiales et continues (CPRDFP) (rapporteur Mme Nicole SERGENT),
- la contribution du Ceser du 25 janvier 2013 relative au rapport n° CR 106-12 « Objectif réussite : le lycée de demain s'invente aujourd'hui – Programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 » présentée par M. ARACIL ;

- La lettre de saisine de la présidente du Conseil Régional, en date du 6 février 2017.

Entendu :

- L'exposé de M. Bruno JOUVENCE, Président de la Commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement et de la recherche.

Considérant :

- La compétence exclusive de la Région en matière de construction et de rénovation des lycées, des Erea et des lycées agricoles (art. L214-5 du Code de l'éducation) ;
- Sa responsabilité en matière de localisation des établissements, de leurs capacités d'accueil, et du mode d'hébergement et de restauration des élèves ;
- Sa compétence partagée avec l'Etat en matière de définition de la carte des formations, en particulier via le CPRDFOP (Contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles – Art. 214-13 du Code de l'éducation) ;
- Les orientations du Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007/2013, à savoir : « Elever le niveau de formation et améliorer la qualification (…), rendre les franciliennes et les franciliens acteurs de leur projet personnel de formation (…), sécuriser et valoriser les parcours de

formation et d'insertion (…), concourir à l'insertion sociale (…), établir des partenariats forts avec le monde professionnel et socio-économique, lutter contre les inégalités et les discriminations » ;

- La charge patrimoniale importante de la Région Ile-de-France qui gère 471 établissements publics, et dont le budget « lycées » s'élève annuellement à plus de 500 millions d'euros en investissement et 270 millions d'euros en fonctionnement, hors frais de personnels ;
- Les contraintes nouvelles liées aux crises économiques et financières qui pèsent sur les finances publiques, et qui pourraient conduire les collectivités territoriales à infléchir le niveau de leurs dépenses et, par voie de conséquence, à réviser la liste des projets ;
- Les objectifs environnementaux à prendre en compte dans le programme d'investissement afin de réduire la facture énergétique tant sur le plan financier que sur son impact environnemental, conformément au projet de SRCAE (Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie de l'Ile-de-France) ;
- L'impact de la loi « Handicap » du 11 février 2005 qui impose la mise en accessibilité des établissements publics et privés recevant du public dans un délai de 10 ans après sa promulgation, et le retard constaté par la Région dans la mise en application de cette loi pour les lycées franciliens ;
- Le programme d'investissement des lycées 2012-2022 (délibération du CR du 18 novembre 2011), et le rapport d'étape du mois de juin 2012, « Programme prévisionnel d'investissement des lycées 2012/2022 » ;
- La volonté de l'Exécutif de réviser le PPI sur la base de critères liés à l'offre de formation, à l'urgence patrimoniale et aux besoins démographiques (délibération CR 83-16 du 19 mai 2016), ainsi que de réviser les modalités de l'intervention régionale en matière de maîtrise d'ouvrage et d'autoriser la présidente à valoriser le foncier détachable des lycées, en vue d'accélérer leur rénovation ;
- Que le Ceser d'Ile-de-France a été saisi tardivement pour avis sur la révision du PPI 2012-2022 et qu'il n'a pas reçu les documents relatifs à cette révision.

Emet l'avis suivant

Article 1 :

Le Ceser regrette les conditions dans lesquelles sont appliquées les dispositions de l'article L4241-1 du Code général des collectivités territoriales. Ce dernier dispose en effet que, préalablement à leur examen par le Conseil régional, le Conseil économique, social et environnemental régional est obligatoirement saisi pour avis des documents de planification ou schémas directeurs qui intéressent la région ainsi que sur les orientations générales dans les domaines sur lesquels le Conseil régional est appelé à délibérer en application des lois reconnaissant une compétence aux régions.

Si dans ce cadre la saisine du Ceser est obligatoire préalablement à l'adoption, par le Conseil régional, d'une modification du Programme prévisionnel d'investissement, encore faudrait-il qu'il dispose des documents permettant cet examen.

Article 2 :

Le Ceser prend acte des grandes orientations présentées par la Vice-Présidente en charge des lycées devant la commission éducation le 21 février et qui ont prévalu dans les travaux de la Région pour la révision du PPI 2012-2022, à savoir :

- La construction de nouveaux lycées ou l'extension d'établissements existants pour répondre aux évolutions démographiques franciliennes mais également aux évolutions structurelles du système éducatif français, représentant 17 000 places supplémentaires à l'horizon 2030 ;

- La nécessité de rénover de nombreux lycées et de mettre en œuvre un plan pluriannuel de

maintenance (PPM) ;

- La mise en œuvre de protocoles visant à réduire les délais nécessaires pour la réalisation de travaux de construction ou d'extension des lycées franciliens, en ayant recours le cas échéant aux marchés de partenariat ;

- La recherche de nouvelles sources de financement des travaux du PPI au travers d'une valorisation des fonciers disponibles ;

- L'adaptation des lycées à l'accueil des jeunes en situation de handicap en favorisant les accueils personnalisés ;

- La relance de la création de places d'internat, notamment en secteur rural ou dans les lycées internationaux.

Article 3 :

Le Ceser rappelle son attachement aux principes énoncés dans la contribution du 25 janvier 2013 relative au rapport n° CR 106-12 « Objectif réussite : le lycée de demain s'invente aujourd'hui – Programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 », et notamment :

- La mise en adéquation de l'implantation des nouveaux lycées ou des extensions avec la réalité de la pression démographique, mais également en cohérence avec les transports en commun existants ou en cours de création ;

- La nécessité d'avoir, au sein d'un même « bassin », l'offre de formations la plus complète possible, et en cohérence avec les décisions prises lors de la définition de la carte des formations professionnelles initiales ;

- La réduction des inégalités territoriales et sociales ainsi que la nécessité de rééquilibrage territorial de l'offre de formation conjuguée avec un objectif de mixité sociale, scolaire et d'égalité filles/garçons ;

- La possibilité, pour chaque jeune en situation de handicap, d'être accueilli dans de bonnes conditions dans un lycée francilien, y compris dans les formations post bac ;

- L'importance d'avoir, pour chaque lycée, un accès facile à des équipements sportifs ou culturels de qualité.

Article 4 :

Le Ceser sera attentif à la programmation et la réalisation des grandes orientations du PPI telles qu'arrêtées par le Conseil régional, notamment dans le cadre de sa mission d'évaluation des politiques publiques.

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 107
Pour : 34
Contre : 2
Abstentions : 65
Ne prend pas part au vote : 6

CESER Île-de-France

avis

Avis n°2017-05
présenté au nom de la commission Transports
par **Vincent GAUTHERON** et **Jean-Michel RICHARD**

Besoins de mobilité des personnes : offres nouvelles et impacts

23 février 2017

Avis n° 2017-05
présenté au nom de la commission Transports
par **Vincent GAUTHERON** et **Jean-Michel RICHARD**

23 février 2017

Les besoins de mobilité des personnes : offres nouvelles et impacts

Certifié conforme

Le président

Jean-Louis GIRODOT

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code des transports ;
- Le projet du « Nouveau Grand Paris », arrêté par le Premier ministre, le 6 mars 2013 ;
- La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, qui confirme le rôle du STIF comme Autorité organisatrice des transports (AOT) de plein exercice en Ile-de-France en tant qu'« établissement public territorial » et élargit ses compétences ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, dite « loi Maptam[1] », qui confère au STIF le statut d'Autorité organisatrice de la mobilité (AOM), avec des compétences étendues aux domaines des usages partagés de l'automobile (auto partage, covoiturage), aux modes actifs et à la logistique urbaine ;
- La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (Macron) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

- La délibération du Conseil régional CR 123-16 en date du 15 décembre 2016, relative à la révision des volets « Mobilité multimodale », « Enseignement supérieur et recherche, innovation numérique et emploi » du « Contrat de plan interrégional État Régions Vallée de la Seine » ;
- La communication du Conseil régional CR 152-16 en date du 13 octobre 2016 : « Point d'étape sur la révolution des transports à la Région et au STIF » ;
- Le Schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) révisé, approuvé par le décret du 27 décembre 2013 (CR 97-13 du 18 octobre 2013) ;
- Le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France (PDUIF) (CR 36-14 du 19 juin 2014) ;
- Le Plan d'action régionale en faveur de la mobilité durable (CR 37-14 du 19 juin 2014) ;
- La politique régionale en faveur du développement des nouveaux véhicules urbains (CR 14-14 du 13 février 2014) ;
- Le protocole État–Région, relatif à la mise en œuvre du Plan de mobilisation pour les transports, sur la période 2013-2017, dans le cadre du Nouveau Grand Paris (CR 55-13 du 20 juin 2013) ;
- La convention cadre pour la mise en œuvre du Schéma directeur d'accessibilité d'Ile-de-France (CR 51-11 du 23 juin 2011) ;
- Les orientations du protocole pour une réforme de la tarification des transports publics en Ile-de-France (CR 143-11 du 15 décembre 2011) ;
- La suppression de la réduction tarifaire des transports pour les étrangers en situation irrégulière (CR 03-16 du 21 janvier 2016) ;
- La suppression de la participation régionale au financement du Pass unique : forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine'R « toutes zones » (CR 18-16 du 21 janvier 2016) ;
- L'accord avec l'État sur le financement du Pass unique pour l'année 2016 (février 2016) ;

- L'Enquête Globale Transport 2010 ;
- Le rapport et l'avis du CESE, adopté le 14 avril 2015, intitulé « Révolution numérique et évolutions des mobilités individuelles et collectives » ;
- L'article « Les voitures en quête d'autonomie », Revue « Pour la science » – Août 2016 ;
- Le rapport « Etude d'impact des transports en commun de région parisienne sur la santé des salariés et des entreprises », Technologia, janvier 2010 ;
- Le rapport d'évaluation en continu du PDUIF – Eléments à mi-parcours 2010-2015 ;

[1] Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

- Les avis et positions du Ceser :

- Les avis relatifs à la révision du SDRIF, notamment l'avis n° 2005-02 du 17 février 2005, relatif aux transports et à la révision du SDRIF de 1994 – bilan – orientations – premières propositions, Lucien DUMONT-FOUYA et Jean-Michel PAUMIER ;
- L'avis n° 2006-03 du 23 mars 2006, relatif à la tarification des transports collectifs de voyageurs en Ile-de-France, Francis CLINCKX ;
- 17 octobre 2007 – Avis relatif aux perspectives d'évolution du rôle et des compétences du STIF, J.- M. PAUMIER et D. RABARDEL ;
- Décembre 2010 – Cahier d'acteurs n° 12 – Arc Express, une réponse indispensable aux besoins immédiats des Franciliens, F. LEFRET ;
- Janvier 2011 – Cahier d'acteurs sur le projet de Réseau de transports publics du Grand Paris, J. DEPRAETER ;
- L'avis n° 2011-16 du 10 novembre 2011, intitulé « Contribution à la mise en œuvre du volet transport de la loi du 11 février 2005, relative à "l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" », Denys DARTIGUES ;
- 17 septembre 2013 – avis intitulé « Quelles perspectives pour les politiques contractuelles de la Région Ile-de-France ? », J.-M. PAUMIER ;
- L'avis n° 2013-18 du 17 octobre 2013, intitulé « Améliorer l'accessibilité terrestre aux aéroports de Roissy – Charles de Gaulle et d'Orly », Bruno JOUVENCE ;
- Les avis relatifs à la révision du PDUIF, notamment l'avis n° 2014-04 du 12 juin 2014, relatif à « la révision du Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France : avis après enquête publique », Denis REMOND ;
- L'avis n°2016-16 relatif à la gouvernance des transports au service de la réalisation du Nouveau Grand Paris des transports, Jean DEPRAETER ;
- L'avis n° 2016-17 relatif aux impacts socioéconomiques des retards dans les transports en Ile-de-France, Nicole DESHAYES ;

- Les auditions des personnalités suivantes :

- Stéphane BEAUDET, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, chargé des transports ;

- DRIEA : Gilles LEBLANC, directeur, et Nicolas OSOUF, chef du service connaissance, études, prospective ;
- IAU : Elisabeth GOUVERNAL, directrice du département Mobilité, et Frédérique PREDALI, chargée d'études ;
- Issy Média (SEM de communication de la Ville d'Issy-les-Moulineaux) : Eric LEGALE, directeur général ;
- Optile : Thierry COLLE, directeur général ;
- RATP : Nathalie LEBOUCHER, directrice Stratégie, innovation et développement ;
- SNCF : Alain KRAKOVITCH, directeur général Transilien, et Erwan FORNER, directeur des relations institutionnelles ;
- STIF : Laurent PROBST, directeur général, et Laurence DEBRINCAT, responsable de la division études générales au sein de la direction du développement des affaires économiques et tarifaires ;
- Transdev : Christophe BOISSIER, directeur adjoint France, Zone Ile-de-France.

Considérant que :

- L'horizon de la présente analyse sur les besoins de mobilité en Ile-de-France et les réponses à y apporter se situe autour de 2020 – 2025 ;

- L'importance de la mobilité des personnes sur la région, à savoir, plus de 40 millions de déplacements journaliers ;

- Les caractéristiques des besoins de mobilité évoluent au fil du temps en fonction des nouveaux besoins professionnels et personnels des habitants, de l'activité économique, de nouvelles organisations du travail, des politiques d'aménagement du territoire tant en 1ère qu'en 2ème couronne, des opportunités offertes par de nouveaux aménagements de transport ;

- La mobilité des habitants de l'Ile-de-France s'est appuyée à la fois sur une offre importante et diversifiée de transports publics, ferroviaires (SNCF et RATP) et routiers (taxis et bus), ainsi que sur les transports individuels liés à la possession d'une automobile par une large partie de la population ou d'un deux-roues (scooter, moto, bicyclette).

- Cette mobilité n'a pas toujours fait une juste part à une complémentarité bien conçue entre modes de transport, l'exemple des gares routières ou des parkings à proximité des gares ferroviaires illustre ce point ;

- Le renforcement du transport collectif sur route, par bus notamment, constitue une piste intéressante, tout particulièrement hors du cœur de l'agglomération parisienne où la diversité des origines/destinations et la faible densité des flux n'autorisent pas un recours efficace aux transports collectifs « lourds ». Il permettrait un enrichissement du service offert dans des zones où l'usage « traditionnel » de la voiture particulière est aujourd'hui presque la seule voie possible alors même que c'est un moyen de transport sous optimisé avec un taux moyen de remplissage de seulement 1,3 personne/voiture ;

- De nouveaux services de mobilité permis par le développement de l'économie numérique émergent cependant comme le covoiturage entre particuliers, différentes formes d'auto partage, la location de vélos, des services de transport de personnes. Le fonctionnement de ces services, réservation et paiement de la prestation, a été favorisé par le déploiement d'outils comme le smartphone ;

- De façon plus générale, la place du numérique est très fortement croissante dans un marché qui n'est plus uniquement celui du transport mais celui de la mobilité ;

- La maitrise de l'information – offres de transport tous modes et leur intégration multimodale, comparaison des services, informations en temps réel, billettique intégrée – à destination de l'usager-consommateur est un enjeu majeur ;

- Le développement de l'application Vianavigo, et ses prochaines extensions, participe bien d'un tel objectif à la condition de préempter très rapidement la satisfaction des besoins et d'assurer une grande qualité opérationnelle du service pour le crédibiliser ;

- La réflexion se focalise donc sur la recherche d'un meilleur équilibre régional de l'offre, avec un focus sur l'intermodalité et sur les nouvelles pratiques de mobilité ;

- Les impacts sont à la fois d'ordre économique – une fragilité constatée des modèles économiques en jeu, social – une meilleure accessibilité à l'emploi, environnemental – des progrès à poursuivre, institutionnel – une clarification nécessaire des compétences des diverses collectivités territoriales ;

- Les préconisations à formuler auprès de la Région visent à :

  - optimiser et adapter les dispositifs existants tout en s'appuyant sur les nouvelles technologies ;
  - accompagner les acteurs publics et privés au service de la mobilité urbaine ;
  - améliorer l'intermodalité ;
  - piloter la convergence des informations fournies par les opérateurs ;
  - faire du STIF une agence de mobilité ;

- mener des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour faciliter le développement des solutions de mobilité alternatives ;
- améliorer la cohérence entre les politiques d'aménagement et de transports ;

Emet l'avis suivant :

Article 1 : Optimiser et adapter les dispositifs existants tout en s'appuyant sur les nouvelles technologies

Le Ceser estime que, pour satisfaire les besoins de mobilité des personnes, beaucoup d'actions relèvent de l'optimisation et de l'adaptation de l'existant.

Il souligne que les nouvelles technologies peuvent faciliter cette démarche qui doit tenir compte des besoins et du contexte spécifiques à chaque territoire, notamment dans les zones périurbaines à faible densité pour :

- Continuer à rendre les transports en commun (TC) plus attractifs, notamment en développant les transports sous une forme incitative et non contraignantes à leur utilisation (ex : veiller à ne pas concevoir des couloirs de bus entravant non seulement la circulation des véhicules individuels mais aussi celle des bus, mettre en place une video-verbalisation pour usage indu des couloirs de bus),

- Encourager les modes actifs pour les déplacements de proximité (marche et vélo) et dynamiser l'usage du vélo sur les moyennes distances (ex: inclure dans les plans vélo des parkings à vélos près des pôles d'activités, commerces, loisirs, santés, etc.. et ne pas limiter leurs installations aux gares, prévoir un Schéma Régional d'amélioration de la signalisation urbaine comprenant notamment des plans dans les villes, lancer des opérations de communication de prévention quant au partage de la voirie, en particulier avec le déploiement des "Hoverboard"[2] et « Gyropode », ou quant au bon usage des smartphones par les piétons),

- Faciliter, sécuriser et promouvoir le co-voiturage et les nouvelles formes de stationnement, adapter l'auto-partage au périurbain (ex: encourager les bassins d'emplois à créer des sites de co-voiturage comme certaines grandes entreprises ont pu le faire sur leur intranet),
- Optimiser le transport à la demande (TAD – ex : lancer une réflexion avec les taxis en grande couronne).

Article 2 : Accompagner les acteurs publics et privés au service de la mobilité urbaine

De nouvelles solutions aux besoins de mobilité connaissent un essor récent du fait d'innovations technologiques (plateformes numériques d'échange, smartphones, géolocalisation, applications mobiles,…) qui autorisent une mise en œuvre pratique et une adoption progressive à grande échelle par une large fraction de la population.

Le Ceser précise que cela n'est pas exclusif de l'extension de la signalétique dynamique (c'est-à-dire « en temps réel ») sur les infrastructures existantes et dans les transports en commun, qui reste nécessaire. L'essor de ces solutions alternatives lui semble, par ailleurs, significatif d'un véritable changement de mentalités et de comportements de l'ensemble des acteurs de la mobilité.

Dans ce contexte, le Ceser souhaite que les collectivités territoriales jouent un rôle important consistant à accompagner toutes les initiatives qui émergent, voire à les amorcer afin de montrer l'exemple et déclencher une dynamique positive sur leur territoire.

[2] Hoverboard ou Gyropode : véhicule électrique monoplace, constitué d'une plateforme munie de deux roues sur laquelle l'utilisateur se tient debout, d'un système de stabilisation gyroscopique et d'un manche de maintien et de conduite. Il peut être décliné sans manche de maintien ou en version mono-roue.

L'exemple de So Mobility, un consortium original animé par la ville d'Issy-les-Moulineaux, est intéressant à ce titre et illustre une nouvelle forme de coopération entre acteurs publics et privés pour promouvoir des expérimentations novatrices, réunissant des acteurs référents du bâtiment, des travaux publics, du transport, des infrastructures de mobilité, de l'énergie et de la technologie. Le Ceser suggère qu'un retour d'expérience approfondi de cet apport soit réalisé.

Article 3 : Améliorer l'intermodalité

L'enjeu consiste à intégrer diverses solutions dans une démarche globale et cohérente de mobilité, via une meilleure coordination entre les différents modes et acteurs d'un même territoire et via un usage plus soutenu des infrastructures sous-utilisées.

Aussi, le Ceser préconise, une nouvelle fois, l'amélioration de l'intermodalité, essentielle au développement des solutions alternatives, et, en particulier à la réussite du Grand Paris Express (GPE).

Pour ce faire, il précise qu'il convient d'agir autant sur l'optimisation des interfaces physiques (ex : tant sur le réseau existant que sur les gares du GPE) que sur les aspects organisationnels, tarifaires et l'information voyageurs (ex : concevoir une gamme tarifaire sur la base du passe NAVIGO élargissant l'offre à des services complémentaires comme Vélib, Autolib...).

Il souligne que la convergence des informations fournies par tous les opérateurs de mobilité est un besoin crucial pour une telle mise en œuvre.

Article 4 : Piloter la convergence des informations fournies par les opérateurs

Le Ceser insiste sur le fait que cette convergence doit être pilotée vigoureusement par la Région pour éviter la captation de la valeur ajoutée qu'elle comporte par de grands acteurs de l'économie numérique.

Article 5 : Faire du STIF une agence de mobilité

Le Ceser rappelle que l'exercice de leurs compétences respectives par les différentes collectivités territoriales impliquées – la Région, la MGP, les EPCI (sans se limiter aux transports urbains de proximité entre EPCI et MGP ou à la définition de la voirie structurante entre Région et MGP) – génère un enchevêtrement d'effets en matière de transport. Cela est souvent source de complexité, voire de frein à la mise en œuvre d'une intermodalité efficace.

Les compétences du STIF, qui comprennent déjà le pilotage de la mise en œuvre du plan de déplacements urbains (PDU), devraient évoluer vers celles d'une agence de la mobilité, comme l'autorise la loi Maptam.

Article 6 : Mener des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour faciliter le développement des solutions de mobilité alternatives

Le Ceser rappelle que les actions d'information, de communication et de sensibilisation sont essentielles au développement des solutions de mobilité alternatives.

Ainsi, une communication active ciblant l'ensemble des usagers quels qu'ils soient – actifs, seniors, scolaires, touristes,… – doit permettre de diffuser les concepts et de mieux faire connaître l'offre de mobilité disponible, en insistant sur les avantages économiques et environnementaux des modes alternatifs.

Par ailleurs, cette diffusion ne doit pas être réduite aux seuls canaux numériques (smartphones,…) mais doit également être adaptée aux personnes peu familières ou ne disposant pas des nouvelles technologies. Dans ce cadre, des actions de sensibilisation à caractère préventif sont également à retenir pour mieux assurer la sécurité des utilisateurs des modes recourant à une même infrastructure (vélos vs. piétons, par exemple).

Le Ceser ajoute, enfin, que des aides financières et des mesures incitatives (avantages clients, gratification financière) peuvent en parallèle être mises en place pour encourager l'usage des modes alternatifs.

Article 7 : Améliorer la cohérence entre les politiques d'aménagement et de transports

Outre l'amélioration des conditions de déplacements, la réduction des besoins et distances de déplacements au quotidien par une meilleure adéquation des localisations de logements et d'emplois est à rechercher. Le Ceser rappelle, dans le respect des orientations du SDRIF, la question de la nécessaire cohérence entre les politiques d'aménagement et de transports, d'autant que la croissance attendue des besoins de mobilité à l'horizon 2030 ne parait guère compatible avec celle de l'offre de transport, limitée par de fortes contraintes physiques pesant principalement sur les infrastructures routières.

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 107
Pour : 105
Contre : 0
Abstentions : 1
Ne prend pas part au vote : 1

CESER

îledeFrance

synthèse

BESOINS DE MOBILITÉ DES PERSONNES : OFFRES NOUVELLES ET IMPACTS

23 février 2017 Plus de 40 millions de déplacements journaliers : ce seul chiffre marque l'importance de la mobilité des personnes en Ile-de-France. Leurs caractéristiques évoluent au fil du temps en fonction des nouveaux besoins professionnels et personnels des habitants, de l'activité économique, des nouvelles organisations du travail, des politiques d'aménagement du territoire et des opportunités offertes par de nouveaux aménagements de transport. L'horizon de la présente analyse sur les besoins de mobilité en Ile-de-France et les réponses à y apporter se situe autour de 2020 - 2025.

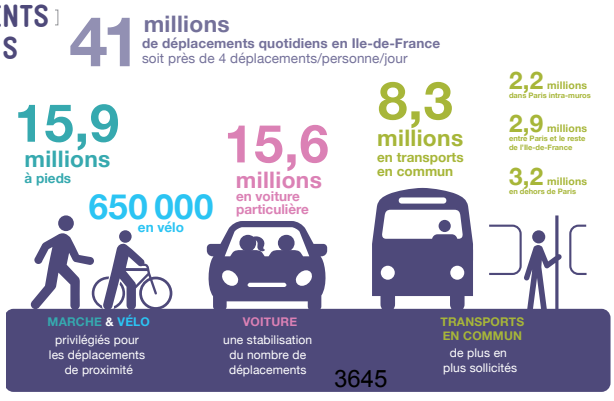
La mobilité des habitants de l'Ile-de-France s'appuie sur une offre importante et diversifiée de transports publics, ferroviaires (SNCF et RATP) et routiers (taxis et bus), ainsi que sur les transports individuels liés à la possession d'une automobile ou d'un deux-roues (scooter, moto, bicyclette) par une large partie de la population. Cette mobilité n'a pas toujours laissé place à une complémentarité bien conçue entre modes de transport. L'exemple des gares routières ou des parkings à proximité des gares ferroviaires illustre ce point.

ENRICHIR LES SERVICES

Le renforcement du transport collectif sur route, par bus notamment, constitue une piste intéressante, tout particulièrement hors du cœur de l'agglomération parisienne. En effet, la diversité des origines/destinations et la faible densité des flux n'autorisent pas un recours efficace aux transports collectifs « lourds ». Le transport collectif sur route permettrait un enrichissement du service offert dans des zones où l'usage « traditionnel » de la voiture particulière est aujourd'hui presque la seule voie possible alors même que c'est un moyen de transport sous optimisé avec un taux moyen de remplissage de seulement 1,3 personne/voiture.

En parallèle, de nouveaux services de mobilité permis par le développement de l'économie numérique émergent, comme le covoiturage entre particuliers, différentes formes d'auto partage, la location de vélos, les services de transport de personnes à la demande.

LES DÉPLACEMENTS DES FRANCILIENS



MAÎTRISER L'INFORMATION NUMÉRIQUE

De façon plus générale, la place du numérique est très fortement croissante dans un marché qui n'est plus uniquement celui du transport mais celui de la mobilité. La maîtrise de l'information à destination de l'usager-consommateur est un enjeu majeur. Elle concerne les offres de transport tous modes et leur intégration multimodale, la comparaison des services, les informations en temps réel ou la billettique intégrée. Le développement de l'application Vianavigo et ses prochaines extensions participe bien d'un tel objectif, à la condition de préempter très rapidement la satisfaction des besoins et d'assurer une grande qualité opérationnelle du service pour le crédibiliser.

BESOINS DE MOBILITÉ DES PERSONNES : OFFRES NOUVELLES ET IMPACTS

Rapport et avis présentés au nom de la commission Transports par Vincent GAUTHERON et Jean-Michel RICHARD.

Source : Enquête Globale transport 2010 «la mobilité en Ile-de-France», STIF/DRIEA/OMNIL.

LES PRÉCONISATIONS DU CESER

Ayant à cœur l'amélioration durable de l'équilibre régional de l'offre de mobilité, le Ceser formule des propositions pour faciliter la satisfaction des besoins des Franciliens.

OPTIMISER ET ADAPTER LES DISPOSITIFS EXISTANTS tout en s'appuyant sur les nouvelles technologies, notamment pour : continuer à rendre les transports collectifs plus attractifs, encourager les modes actifs (marche et vélo) pour les déplacements de proximité, dynamiser l'usage du vélo sur les moyennes distances, faciliter, sécuriser et promouvoir le co-voiturage et les nouvelles formes de stationnement, adapter l'auto-partage au périurbain, et optimiser le transport à la demande.

ACCOMPAGNER LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS au service de la mobilité urbaine.
Les collectivités territoriales doivent accompagner toutes les initiatives, voire les amorcer afin de montrer l'exemple et déclencher une dynamique positive sur leur territoire. L'extension de la signalétique en temps réel sur les infrastructures existantes et dans les transports en commun reste indispensable.

AMÉLIORER L'INTERMODALITÉ, essentielle au développement des solutions alternatives de mobilité et, en particulier, à la réussite du projet Grand Paris Express. Cette démarche repose à la fois sur l'optimisation des interfaces physiques, les aspects organisationnels, tarifaires et l'information voyageurs.

PILOTER LA CONVERGENCE DES INFORMATIONS fournies par les opérateurs. C'est à la Région qu'il revient de piloter vigoureusement cette convergence pour éviter la captation de la valeur ajoutée qu'elle comporte par de grands acteurs de l'économie numérique.

FAIRE DU STIF UNE AGENCE DE MOBILITÉ afin de dépasser l'enchevêtrement des effets et la complexité générés par l'exercice de la compétence transport par les multiples collectivités territoriales impliquées (Région, Métropole du Grand Paris, EPCI).

MENER DES ACTIONS D'INFORMATION, de communication et de sensibilisation pour faciliter le développement des solutions de mobilité alternatives.
Une communication active ciblant l'ensemble des usagers (actifs, seniors, scolaires, touristes,… y compris les personnes familières aux nouvelles technologies ou non connectés) doit permettre de mieux faire connaître l'offre de mobilité disponible, en insistant sur les avantages économiques et environnementaux des modes alternatifs. Des aides financière et des mesures incitatives peuvent également être mises en place.

AMÉLIORER LA COHÉRENCE ENTRE LES POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT ET DE TRANSPORTS. Dans le respect des orientations du Schéma directeur de la Région Ile-de-France, la question de la nécessaire cohérence entre les politiques d'aménagement et de transports reste d'actualité. D'autant plus que la croissance attendue des besoins de mobilité à l'horizon 2030 ne parait guère compatible avec celle de l'offre de transport. Celle-ci est limitée par de fortes contraintes physiques pesant principalement sur les infrastructures routières.

Retrouver l'intégralité du rapport et de l'avis sur : ceser-iledefrance.fr

POUR TOUT RENSEIGNEMENT Nadine Ursulet - Tél. : 01 53 85 66 07 – nadine.ursulet@iledefrance.fr

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/02/2017
- Date de réception en préfecture: 23/02/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-09

portant composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU la délibération du CR 42-14 du 19 juin 2014 relative aux instances statutaires et élections professionnelles au comité technique du 4 décembre 2014 ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile de France du 5 décembre 2014 et la proclamation des résultats de l'élection du 4 décembre 2014 ;

VU l'arrêté n°16-302 du 16 septembre 2016 portant composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n°16-331 du 21 novembre 2016 portant composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France ;

SUR la proposition du directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- **Représentants de la collectivité**

Titulaires :

- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge de l'administration générale
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. Othman NASROU, conseiller régional
- M. Pierre DENIZIOT, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap
- Mme Agnès EVREN, vice-présidente en charge de l'éducation et de la culture
- M. David BONNEAU, directeur général des services
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle « ressources humaines »
- M. Marc SAUVAGE, directeur général adjoint chargé du pôle « achats, performance, marchés et juridique »
- M. Daniel DAEHN, directeur général adjoint chargé du pôle «patrimoine et moyens généraux»
- M. Christophe KERRERO, directeur général adjoint chargé du pôle « lycées »
- Mme Catherine ODIN, responsable de la mission « administration, pilotage et projets transverses » du pôle « développement économique, emploi et formation »
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du pôle « ressources humaines »
- M. Laurent VILMIN, directeur de l'audit externe et du contrôle de gestion du pôle « finances »
- Mme Caroline GODINOT, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle « ressources humaines »
- M. Guillaume AUBIN, responsable de la mission « Administration, pilotage et projets transverses » du pôle « ressources humaines »

Suppléants :

- M. Gilles BATTAIL, conseiller régional
- Mme. Catherine DUMAS, conseillère régionale
- Mme Béatrice LECOUTURIER, conseillère régionale
- Mme Déborah PAWLIK, conseillère régionale
- Mme Christel ROYER, conseillère régionale
- M. Pierre BARRY, directeur de l'enseignement supérieur et de l'orientation du pôle « transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation réseaux »
- Mme Alexa GUENA-ANDERSSON, directrice de la comptabilité du pôle «finances»
- Mme Marjorie KOUBI, directrice de l'administration et de la gestion des établissements du pôle « lycées »
- Mme Guylène ROTTIER, directrice du soutien des sites du pôle «patrimoine et moyens généraux»
- M. Angelo ZAGALOLO, directeur du logement et du renouvellement urbain du pôle « logement et transports »
- Mme Audrey CHANU, directrice-adjointe de l'action sociale, du dialogue social, de la qualité de vie et du bien-être au travail du pôle «ressources humaines»
- Mme Gwenaelle NUN, directrice-adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle « ressources humaines »

- Mme Laurie PRAT, directrice-adjointe de l'audit-contrôle externe – systèmes d'information et Chef du service contrôle de gestion des systèmes d'information du pôle « finances »
- Mme Annabelle MENET, Chef du service conseils, appuis juridiques et ressources de la mission « administration, pilotage et projets transverses » du pôle « développement économique, emploi et formation »
- Mme Emmanuelle PASTUREAU, responsable de la mission « administration, pilotage et projets transverses » du pôle « achats, performance, marchés, juridique »

- **Représentants du personnel**

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- M. Alex DELUGE
- M. Jacques DUFRESNE
- M. Elie ZARKA
- Mme Lydiane LAPORTE
- M. Frédéric SCHNEIDER

Suppléants :

- M. Eddy TENDAVARAYEN
- Mme Nathalie LALYRE
- Mme Adele PEMBOURA
- M. Patrice CAUNET
- M. Olivier FRANCOIS

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- Mme Anne-Marie LASPOUGEAS
- M. Jacqui GUEHENNEUX
- M. Julien FEUILLE

Suppléants :

- M. Michel BAKTHI
- Mme Françoise ZELTY-DAVID
- M. Thierry PROCIDA

. Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale / syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (FA-FPT / SYNPER IDF)

Titulaires :

- M. Vincent CALLIES
- Mme Marie-Josèphe NESTOR

Suppléants :

- M. Xavier PEYRONNET
- Mme Véronique BERTHIER

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaires :

- M. Fabrice DELANGRE
- Mme Marie-Danielle PAWLUK

Suppléantes :

- Mme Anne LE RHUN-HABIB
- Mme Cécile TRACLET

. Fédération des syndicats solidaires, unitaires, démocratiques (SUD EDUCATION)

Titulaire :

- Mme Elise VERMESSE

Suppléante :

- Mme Fabienne PAIRE

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Philippe VESPASIEN

Suppléant :

- M. Cyril RIGAUDIERE

. Union nationale des syndicats autonomes conseil régional d'Ile-de-France affiliée à l'union nationale des syndicats autonomes (UNSA TERRITORIAUX CRIDF)

Titulaire :

- M. Patrick HEBRARD

Suppléante :

- Mme Béatrice IBBA

Article 2 : Mme Marie-Carole CIUNTU est désignée Présidente du comité technique.

Article 3 : L'arrêté n°16-331 du 21 novembre 2016 portant composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 20 janvier 2017

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation
Le Directeur Général des Services

David BONNEAU



La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 09/02/2017
- Date de réception en préfecture: 09/02/2017

île de France

Conseil régional

ARRETE N°17-11

portant délégations de signature du pôle Logement et transports

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Christophe SAINTILLAN, Directeur général adjoint en charge du pôle Logement et transports à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Direction des transports

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à M. Paul BEAUVALLET, Directeur des Transports, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul BEAUVALLET, délégation est donnée à M. Vincent MOUTARDE, directeur-adjoint de la Direction des transports , à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à M. Emmanuel HASTINGS, chef du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel HASTINGS, délégation est donnée à Mme Isabelle GRAMMATICO, adjointe au chef du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Mme Charlotte CHARBONNIAUD, cheffe du service Transports collectifs ferrés, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Mme Nathalie GRANES, cheffe du service Fret et entreprises de transport, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Mme Claire SOUET, adjointe au chef du service Pôles et voiries, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Cédric AUBOUIN, chef du service Mobilités et politique de transports, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction du logement et du renouvellement urbain

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à M. Angelo ZAGALOLO, Directeur du logement et du renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction logement et renouvellement urbain.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à M. Jérôme de VIVIES, chef du service Logement social, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Loïc GANDAIS, chef du service Parc privé, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Srinouvelou ADY, chef du service Renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 16-354 du 1er janvier 2017.

Article 8 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 27 janvier 2017

Valérie Pecresse

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 02/02/2017
- Date de réception en préfecture: 02/02/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-16
du 1er février 2017

Portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU L'article 2 de la délibération n° 123-16 du 15 décembre 2016 portant révision du Contrat de Plan Interrégional Etat Régions Vallée de la Seine ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour signer la révision du Contrat de Plan Interrégional « Vallée de la Seine » 2015-2020 :

Monsieur Didier BARIANI
Vice-président du Conseil régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 09/02/2017
- Date de réception en préfecture: 09/02/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-17

portant délégations de signature du pôle achats, performance, commande publique, juridique

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

VU l'arrêté n° 17-10 du 23 janvier 2017 modifiant l'arrêté 16-326 du 25 novembre 2016 ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Marc SAUVAGE, Directeur général adjoint en charge du pôle achats, performance, commande publique, juridique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc SAUVAGE, délégation est donnée à Mme Emmanuelle PASTUREAU, chef de la MAPP, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle achats, performance, commande publique, juridique.

Mission administration et pilotage des projets transverses

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle PASTUREAU, chef de la MAPP, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences de la mission.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction des achats

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Pascale BOURGEOIS, chef du service achats généraux, énergie, RH et communication, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Angélique CORDIER, chef du service achats prestations intellectuelles et formation professionnelle, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Direction de la commande publique

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Noëlle DESAILLY, directrice de la commande publique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction de la commande publique.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à M. Cédric BRESOLIN, chef du service conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Muriel LAHAYE, chef de la cellule CAO contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Mme Véronique DUPUIS, chef du service passations de marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Direction juridique

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à M. Xavier MANDRY, chef du service conseils et études juridiques, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à M. Alexandre NAIT, chef du service contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 12 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexandre NAIT, délégation est donnée à M. Nicolas DEMARCHE, chef de service adjoint contentieux et assurances, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 11 du présent arrêté.

Article 13 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 16-352 du 20 décembre 2016.

Article 14 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 2 février 2017

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 07/02/2017
- Date de réception en préfecture: 07/02/2017

Conseil régional

ARRETE N°17-18

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation à titre temporaire, du 6 au 10 février 2016 est donnée à M. Marc Sauvage à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leurs exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autres part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 3 - FEV. 2017

Valérie Pecresse

Valérie PECRESSE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 17/02/2017
- Date de réception en préfecture: 17/02/2017

ARRÊTÉ N°17-19 DU 14 FÉVRIER 2017

Portant décision de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional

ÉQUIPEMENTS DES EPLE
CESSIONS DE BIENS MOBILIERS ANCIENS ET HORS D'USAGE

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4221-5

VU La délibération CR n°11-10 en date du 16 avril 2010 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à son président

VU L'arrêté n°16-31 en date du 24 février 2016 portant délégations de signature de l'unité « Lycées »

VU La loi n°83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat

VU La circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des établissements scolaires et à leurs changements d'utilisation

Décide :

Article 1 :

De procéder à la cession de 11 véhicules dont la liste figure dans le tableau joint en annexe 1.

Article 2 :

D'autoriser la sortie d'inventaire d'un véhicule sinistré et économiquement irréparable, listé dans le tableau en annexe 2.

Article 3 :

D'autoriser la désaffectation des biens meubles inscrits à l'inventaire des lycées suivants :
- Lycée des métiers Jacques Brel de Choisy le Roi (94),
- Lycée Saint Exupéry de Mantes la Jolie (78),
- Lycée Garamont de Colombes (92)

présentés en annexe 3.

Pour le Président de la Région
Île-de-France et par délégati...
La Directrice des Politiques Éduca...
et de l'Équipement

Claudie MARTENS

ANNEXE 1

LISTE DES VÉHICULES POUR VENTES OU DESTRUCTIONS FUTURES

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
3604	RENAULT EXPRESS	843 HLJ 75	1989	LYP G. APOLLINAIRE	94 - THIAIS	9 290,25
3682	PEUGEOT PARTNER	269 PJE 75	2002	LYP R. SCHUMAN	94 - CHARENTON LE PONT	9 290,25
3645	RENAULT EXPRESS	305 LLL 75	1995	LYP HECTOR BERLIOZ	94 - VINCENNES	9 290,25
3753	PEUGEOT MINIBUS	226 KTT 75	1994	LP JEAN MERMOZ	95 - MONTSOULT	13 171,05
2970	CITROEN JUMPER C27	21 MXJ 75	1999	LP PAUL PAINLEVE	92 - COURBEVOIE	17 956,21
3062	RENAULT EXPRESS	824 KFG 75	1993	LYP HONORE DE BALZAC	77 - MITRY MORY	9 290,25
3109	PEUGEOT PARTNER	770 NPY 75	2001	LYP HONORE DE BALZAC	77 - MITRY MORY	9 504,75
2969	JUMPERC27 GPL	CC-533-ZE	1998	LP JEAN MONNET	92 - MONTROUGE	15 985,13
2823	PEUGEOTJ5 1000	201 KFV 75	1993	LYT FRESNEL	75 - PARIS 15e	11 205,40
3514	CITROEN C15	807 LNW 75	1996	LYP JACQUES FEYDER	93 - EPINAY SUR SEINE	8 923,16
2919	PEUGEOT J5 1000	147 JST 75	1992	ENREA NEWTON	92 - CLICHY	11 205,40

ANNEXE 2

LISTE DES VÉHICULES POUR SORTIE D'INVENTAIRE

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
3759	PEUGEOTJ5 1000	314 KTH 75	1994	LYP VAN GOGH	95 - ERMONT	11 205,40

ANNEXE 3

Désaffectation des biens meubles inscrits à l'inventaire du :

- **Lycée des métiers Jacques Brel de Choisy le Roi – 94**
- **Lycée Saint Exupéry de Mantes la Jolie – 78**
- **Lycée Garamont de Colombes - 92**

0940141T
ACADEMIE DE CRETEIL
LPO LYCEE DES METIERS JACQUES BREL
90 AVENUE D'ALFORTVILLE
94600 CHOISY LE ROI
Tel : 0148929940

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 1
Numéro d'enregistrement : 13
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 23
Quorum : 12
Nombre de présents : 13

Le conseil d'administration
Convoqué le : 17/09/2016
Réuni le : 27/09/2016
Sous la présidence de : Florian Aujard
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25

Vu

- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.

Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Les membres du conseil d'administration autorisent la mise au rebut d'un lave-vaisselle ainsi que sa sortie d'inventaire.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	14
Pour :	14
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Aujard
Prénom : Florian
Signé le: 30/09/2016 12:00:49

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

LYCEE DES METIERS
JACQUES BREL
90, 100 Avenue d'Alfortville
94600 CHOISY LE ROI – 0940141T
Tél : 01 48 92 99 40

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 SEPTEMBRE 2016

Demande d'une mise au rebut d'une machine à laver la vaisselle

Désignation	Compte	Montant	Dépréciations subies	N° D'inventaire	Financement Lycée	Financement Année	Compte	Montant	Observations
Machine à laver HOBART	21541	13 371,30 €	13 371,30 €	Ae00034V	Subvention Région	1997	13185	13 371,30 €	Mise au rebut

Fait à Choisy-le-Roi le 27 septembre 2016

LE PROVISEUR

Lycée des Métiers Jacques BREL Le Proviseur CHOISY LE ROI

F. AUJARD

LE GESTIONNAIRE

Lycée des Métiers Jacques BREL Le Gestionnaire CHOISY LE ROI

P. VION

0782539L
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE ST EXUPERY
8 RUE MARCEL FOUQUE
78201 MANTES LA JOLIE CEDEX
Tel : 0130632121

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 2
Numéro d'enregistrement : 54
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 27
Quorum : 14
Nombre de présents : 24

Le conseil d'administration
Convoqué le : 25/10/2016
Réuni le : 10/11/2016
Sous la présidence de : Dominique Pinchera
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25

Vu

- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.

Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Déclassification d'une partie de l'actif composé de 3 véhicules dont le détail se trouve joint à la présente délibération (véhicules appartenant à l'EMOP du Lycée Saint-Exupéry et acquis sur fonds propres).

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	20
Pour :	20
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Pinchera
Prénom : Dominique
Signé le: 11/11/2016 19:03:34

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Liste des véhicules à déclassifier avant cession

07/12/2016 00:00

Nom	Service	Immatriculation	année d'achat	Valeur initiale	Valeur nette comptable au 1/01/2017	Raison de la désaffectation	Destination nouvelle du véhicule
MOVANO	EMOP	859BWW78	15/03/2001	23 704,91 €	0,00 €	Réduction du parc de véhicules	Aliénation au profit d'un agent du lycée
KANGOO 4x4	EMOP	489 CQL 78	12/05/2003	16 696,05 €	0,00 €	Réduction du parc de véhicules	Aliénation au profit d'un agent du lycée
MEGANE 3	EMOP	BJ-974-LV	25/02/2011	13 934,02 €	5 573,62 €	Renouvellement du parc de véhicules	Aliénation au profit d'un agent du lycée

Certificat d'immatriculation

N° Immatriculation — Date de 1ère immatriculation

A. BJ-974-LV **B** 25/02/2011

C.1 LYCEE SAINT EXUPERY

C.4a EST LE PROPRIETAIRE DU VEHICULE

C.4.1

C.3

8 RUE MARCEL FOUQUE

78200 MANTES LA JOLIE

D.1 RENAULT

D.2 BZ1A05 **D.2.1** M10RENVP0006833

D.3 MEGANE **E.** VF1BZ1A0544765375

F.1	1762	**F.2**	1762	**F.3**	3062		
G	1290	**G.1**	1215				
J	M1	**J.1**	VP	**J.2**	AB	**J.3**	CI
K	e2*2001/116*0373*20						
P.1	1461	**P.2**	66	**P.3**	GO	**P.6**	5
Q		**S.1**	5	**S.2**		**U.1**	77
U.2	3000	**V.7**	115	**V.9**	715/2007*692/2008EURO5		

X.1 VISITE AVANT LE 25/02/2015

Y.1	231	**Y.2**	0
Y.3	0	**Y.4**	4
Y.5	2.5	**Y.6**	237.5

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation,
la sous directrice de la circulation
et de la sécurité routières

A. Lebrun

Anne LEBRUN

H

I 25/02/2011

Z.1

Z.2

Z.3

Z.4

COUPON DETACHABLE

Certificat d'immatriculation

BJ-974-LV 25/02/2011

2011BA89471

VF1BZ1A0544765375

RENAULT

LYCEE SAINT EXUPERY

CRFRABJ974LV2VF1BZ1A0544765375211022 55VP<<<<

CI<<RENAULT<<<<<<<MEGANE<<<<<<<2011BA8947144

F

PREFECTURE DES YVELINES

78/001/TERM27/ORDG/

N° IMMATRICULATION (A) 489 CQL 78 DATE 12/05/2003 DATE DE 1re MISE EN CIRCULATION (B) 12/05/2003

NOM (C) Prénoms (D) LYCEE SAINT-EXUPERY
NOM d'usage

DOMICILE (E) 8 RUE MARCEL FOUQUE
COMMUNE 361 78200 MANTES LA JOLIE

GENRE	MARQUE (F)	TYPE	
CTTE	RENAULT	FCAVA8	KANGOO

N° dans la SÉRIE du TYPE (G)	CARROSSERIE	EN.	PUISS.	Pl. ass.
VF1FCAVA828803725	FOURGON	GO	7	002

LARG.	SURE	POIDS T.C.	POIDS à vide	POIDS T.R.	Br. (dBA)	Rég. mot. (t/mn)
1M67	6M6	1T890	1T290	2T690	81	3000

DATE et N° CERTIFICAT PRÉCÉDENT
NEUF

DROITS PAYÉS SUR ÉTAT

TAXE RÉGION 203,00 E
TAXE PARAFISC. 29,00 E
TOTAL 232,00 E

AUTO SECURITE
CA30387295

AUTOVISION
AP 18/05/2013
489 CQL 78
F 016180190

AP 29/05/2015
489 CQL 78
F 016180190

S078Z140
A15/07/09
00032631

AUTOVISION
A 29/05/2014
489 CQL 78
F 013099471

S078Z140
A15/05/10
00034314

AUTOVISION
A 17/06/2016
489 CQL 78
F 021704032

S078Z140
AP15/05/11
000529

AUTOVISION
AP 17/06/2017
489 CQL 78
F 025133804

S078Z140
A15/05/12
00077219

Pour le préfet
par délégation
Chef du Bureau
de la circulation

03HL 95745

Fabrice Champroyeux

F

PREFECTURE DES YVELINES

78/004/TERM04/OP11/

N° IMMATRICULATION (A) 859 BWW 78 DATE 15/03/2001 DATE DE 1re MISE EN CIRCULATION (B) 15/03/2001

NOM (C) Prénoms (D) LYCEE SAINT-EXUPERY
NOM d'usage

DOMICILE (E) 8 RUE MARCEL FOUQUE
COMMUNE 361 78200 MANTES LA JOLIE

GENRE	MARQUE (F)	TYPE	
CTTE	OPEL	F9BCH5	MOVANO

N° dans la SÉRIE du TYPE (G)	CARROSSERIE	EN.	PUISS.	Pl. ass.
VN1F9BCH52427138	FOURGON	GO	9	003

LARG.	SURE	POIDS T.C.	POIDS à vide	POIDS T.R.	Br. (dBA)	Rég. mot. (t/mn)
		3T300	1T840	5T300	89	2700

DATE et N° CERTIFICAT PRÉCÉDENT
NEUF

DROITS PAYÉS SUR ÉTAT

TAXE RÉGION 1737,00
TAXE PARAFISC. 182,00
TOTAL 1919,00

ATES VISITES TECHNIQUES (Application des articles R 117-1 à R 122 du Code de la Route) 292,35

AUTO SECURITE
CA30387337

AUTOVISION
AP 18/05/2013
859 BWW 78
F 0092218 N

A 21/05/2016
859 BWW 78
F 020696628

AUTO SECURITE
CA24308425

S078Z140
A15/05/10
00032625

AUTOVISION
A 29/05/2014
859 BWW 78
F 013099470

S078Z140
AP15/05/11
00052881

AUTOVISION
AP 21/05/2017
859 BWW 78
F 025133807

S078Z140
A15/05/12
00077217

AUTOVISION
AP 29/05/2015
859 BWW 78
F 016180187

00PS 58898

0922427N
ACADEMIE DE VERSAILLES
LPO LYCEE DES METIERS CLAUDE GARAMONT
69 RUE DE L'INDUSTRIE
92701 COLOMBES CEDEX
Tel : 0146491620

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 3
Numéro d'enregistrement : 40
Année scolaire : 2015-2016
Nombre de membres du CA : 28
Quorum : 15
Nombre de présents : 17

Le conseil d'administration
Convoqué le : 26/01/2016
Réuni le : 11/02/2016
Sous la présidence de : Pascal Botineau
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Autorisation de vente au service des domaines de l'Etat
Lors de précédents CA de 2012 et 2015, des sorties d'inventaire ont été votées. Le lycée va maintenant tenter de vendre via le service des domaines le matériel qui n'appartient pas à la Région mais qui lui appartient (financé par subvention d'Etat). En cas de succès, le produit de la vente sera réaffecté à un autre projet, présenté ultérieurement en CA. Si aucun acheteur ne se manifeste le matériel sera ferraillé. Les membres du CA donnent l'autorisation au lycée de tenter de vendre le matériel et d'en retirer bénéfice.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	16
Pour :	16
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
-Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Botineau
Prénom : Pascal
Signé le: 19/02/2016 17:40:28

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

LPO Claude GARAMONT
69 rue de l'Industrie
92707 COLOMBES cedex
RNE 0922427N

DEMANDE DE VENTE AUPRÈS DU SERVICE DES DOMAINES

Décision du Conseil d'Administration : séance du 11/02/2016

Désignation N° d'Inventaire	Propriétaire	Utilisation Pédagogique Non pédagogique	Année d'acquisition	Valeur d'origine	Valeur marchande actuelle	Motif de la mesure	Destination	Observations
Sortie d'inventaire du 12/11/2015								
Presse Heidelberg MOZ 2 couleurs Série 612259 N° Da 2 V	Lycée	P	1995	143 115,79	15 000 *	Hors d'usage	Vente aux domaines	Subv. Etat
Sortie d'inventaire du 23/10/2012								
Raineuse Evolution année 2002 ROL 100 CS n° 0153	Lycée	P	2004	35 731,70 €	?	Hors d'usage	Vente aux domaines	Subv. Etat

Valeur globale = 178 847,49 €

* d'après devis d'un éventuel repreneur.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCEE CLAUDE GARAMONT SEANCE DU 23 OCTOBRE 2012.

Le Conseil d'Administration du LPO Claude GARAMONT, sur convocation de son Président, adressée le 12/10/2012 s'est réuni le 23/10/2012 au Lycée Polyvalent Claude GARAMONT à COLOMBES

Date de la Convocation :
23/10/2012

Nombre de membres :
28

Etaient présents :

M. MATRAT	Proviseur
Mme RAVOT	Agent Comptable
M. GULOTTA	Chef de Travaux
M. GAUMAIN	CPE
M. PATTIER	Autre personnalité mairie
M. DELPECH	Professeur
M. KIEFFER	Professeur
M. MOREAU	Professeur
Mme PARIS	Professeur
M. PRADAT	Professeur
M. RALJEVIC	Professeur
M. SAINT JACQUES	Professeur
Mme BINTEIN	ATOSS
M. GRIMAL	Parent d'élève
Mme MARIE	Parent d'élève
Mme SCHOUBYE	Parent d'élève
Mme LANTENOIS	Parent d'élève
M. VOVARD	Elève

Nombre de présents :
18
Date d'affichage :
24/10/2012

Délibération N° 2012/694

OBJET : sorties d'inventaire

Le Conseil d'Administration
Vu la loi N° 83-663 du 22/07/83 modifiée
Vu le décret N° 85-924 du 30/08/85 (Art. 16)
Vu le décret N° 85-934 du 4/09/85 (Art. 3)
Sur le rapport du Chef d'Etablissement

DELIBERE :

En prévision de la réforme de la comptabilité publique de 2013, et du passage au système d'amortissement, il est nécessaire d'avoir une vision parfaite du patrimoine de l'établissement au niveau des matériels immobilisés. C'est le moment propice pour effectuer un grand recensement de l'existant, procédure qui s'est déroulée sur plusieurs mois. Un nouveau logiciel a été acquis pour retracer les biens, le précédent n'étant plus commercialisé (il ne pouvait donc être adaptés à la nouvelle technique des amortissements). Une fois que nous sommes sûrs des biens existant, il faut annuler en comptabilité toutes les sommes qui n'y correspondent pas (d'où la DBM n°9 pour vote qui est effectuée ensuite). Le montant total des biens qui sont conservés se monte à 4 825 342,35 €. Il faut ainsi annuler 2 689 017,67 €. Le listing ci-joint permet d'avoir une vision des biens qui sont désaffectés pour être sortis d'inventaire, avec comme destination la mise au rebus, sauf pour un seul (cf. plus bas). Il est illusoire d'espérer faire correspondre le montant total du listing (2 927 329,50 €) avec la somme exacte à ôter de la comptabilité (par le passé des sorties d'inventaire ont dû être effectuées sans que le toilettage de la base recensant les biens ait été réalisé en contrepartie). L'essentiel aujourd'hui est d'obtenir une base propre et réelle à partir de laquelle on puisse travailler correctement.
Remarque : trois machines signalées par des astérisques (***) ont déjà fait l'objet en 2007d'une demande de désaffectation afin d'être vendues.
La machine (relieuse) signalée par ce symbole (&&&) aura pour destination la vente si toutefois elle a encore une valeur marchande et que l'on réussit à trouver un repreneur (auquel cas nous prendrons soin de faire réaliser une mise en conformité du matériel au préalable). Affaire à suivre.
Le CA se prononce sur la sortie d'inventaire des biens pour revenir à une situation juste et équilibrée. Quelques biens seront conservés dans l'établissement mais l'essentiel est caduque, vétuste, plus adapté à l'enseignement ou cassé et a été déblayé lors des déménagements successifs intervenus lors de la longue et récente rénovation de l'établissement (2007/2010).

Nombre de votants : 18 Suffrages Exprimés : 18
POUR : 18 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

La présente délibération est adoptée, elle sera consignée au Registre des Délibérations du Conseil d'Administration sous le numéro 2012/694.

affichée et transmise à :

- Monsieur le Recteur de l'Académie de VERSAILLES, DACES 3, le 24/10/2012.

- Monsieur le Président du Conseil Régional, Région Ile de France, 24/10/2012.

Extrait certifié conforme du registre des délibérations du Conseil d'Administration.

Fait le 24/10/2012.

Le Président,

LYCEE POLYVALENT CL. GARAMONT
69 rue de l'Industrie
92707 COLOMBES Cedex
Tél. : 01.46.49.16.20
LE PROVISEUR

Christian MATRAT

CADRE RESERVE AUX AUTORITES DESTINATAIRES

Accusé réception le :

Cachet de l'autorité

LPO Claude GARAMONT
69 rue de l'Industrie
92707 COLOMBES cedex
RNE 0922427N

DEMANDE DE VENTE AUPRÈS DU SERVICE DES DOMAINES

Décision du Conseil d'Administration : séance du 23/10/2012

Désignation N° d'Inventaire	Propriétaire	Utilisation Pédagogique Non pédagogique	Année d'acquisition	Valeur d'origine	Valeur marchande actuelle	Motif de la mesure	Destination	Observations
Sortie d'inventaire du 19/12/2015								
Agrafeuse électrique RINAK N° 01062653 Dd 565 V	Lycée	P	2001	1 127,58	?	Hors d'usage	Vente aux domaines	Taxe D'apprentissage
Sortie d'inventaire du 19/12/2012								
Agrafeuse Multinak S Nagel N° 40900204 Dd 674 V	Lycée	P	2005	4 594,67	?	Hors d'usage	Vente aux domaines	Taxe D'apprentissage

Valeur globale = 5 722,25 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 16/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-21

portant délégations de signature du pôle lycées

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Christophe KERRERO, Directeur général adjoint en charge du pôle lycées à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe KERRERO, délégation est donnée à Mme Catherine DESHORS, adjointe au Directeur Général Adjoint, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle lycées.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe KERRERO et Mme Catherine DESHORS délégation de signature est donnée à Mme Claudie MARTENS dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe KERRERO, Mme Catherine DESHORS et de Mme Claudie MARTENS délégation de signature est donnée à M. Robin MONNIER dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe KERRERO, Mme Catherine DESHORS, de Mme Claudie MARTENS et de M Robin MONNIER délégation de signature est donnée à Mme Clotilde FAYET dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe KERRERO, Mme Catherine DESHORS, Mme Claudie MARTENS, de M Robin MONNIER et de Mme Clotilde FAYET délégation de signature est donnée à Mme Marjorie KOUBI dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Mission Administration, pilotage et projets transversaux (MAPPT)

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Mme Clotilde FAYET, Responsable de la mission administration, pilotage et projets transversaux, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de cette mission.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à M. Lionel VALLA, chef du service ressources et informations, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de ce service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Jean-Michèle LESTRADE-CARBONNEL, chef du service du budget et suivi du PPI, à l'effet de signer toutes notifications des autorisations de programme et des crédits de paiement d'investissement et des liquidations des avances aux établissements scolaires, aux mandataires et aux services techniques de l'Etat entrant dans la compétence de ce service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Jean-Michèle LESTRADE-CARBONNEL, délégation de signature est donnée à M. Stéphane ARTISIEN, adjoint au chef du service budget, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claudette PINON-REVEL, chef du service comptabilité et exécution financière, à l'effet de signer toutes conventions, toutes notifications de conventions et de subventions, tous actes relatifs à la liquidation de factures, tous actes nécessaires à la passation et exécution des conventions, acomptes et mémoires, versement de subventions entrant dans la compétence de ce service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudette PINON-REVEL, délégation de signature est donnée à Mme Denise LEPAN, adjointe au chef de service comptabilité et exécution financière, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Direction de l'administration et de la gestion des établissements

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marjorie KOUBI, Directrice de l'administration et de la gestion des établissements, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de cette direction.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Clarisse PICARD, Adjointe à la Directrice de l'administration et de la gestion des établissements, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction de l'administration et de la gestion des établissements du pôle lycées.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Hugues L'HORSET, chef du service administration des EPLE et enseignement privé, à l'effet de signer, tous actes et décisions, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait, entrant dans la compétence de ce service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Kien KUOCH-COLLET, chef du service du fonctionnement et analyses budgétaires des EPLE, à l'effet de signer toutes notifications de dotation ou subvention aux établissements publics locaux d'enseignement, tous documents liés au contrôle budgétaire des établissements publics locaux d'enseignement, entrant dans la compétence de ce service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à M. Norbert DELAUNE, chef du service administratif et juridique, à l'effet de signer tous actes et décisions, tous bons de commande et tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait, entrant dans les compétences de ce service.

Délégation permanente est donnée à M. Philippe CHAVEROT, adjoint au chef du service administratif et juridique, à l'effet de signer tous bons de commande et tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait entrant dans les compétences du secteur MOD/accord cadre de ce service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Norbert DELAUNE, délégation de signature est donnée à M Philippe CHAVEROT, adjoint au chef de service administratif et juridique, dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

Direction des politiques éducatives et de l'équipement

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claudie MARTENS, directrice des politiques éducatives et de l'équipement, à l'effet de signer, tous actes et décisions, tous contrats marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur passation et exécution entrant dans la compétence de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudie MARTENS, délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle MORENO dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Claudie MARTENS et Mme Emmanuelle MORENO, délégation de signature est donnée à Mme Sarah EL QAISI dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle MORENO, chef du service carte des formations – administrations de données, à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, et à la constatation du service fait relevant de ce service.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sarah EL QAISI, chef du service actions éducatives, à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, et à la constatation du service fait relevant de ce service.

Direction des grands projets

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à M. Robin MONNIER, directeur des grands projets, à l'effet de signer tous actes et décisions, tous les contrats, marchés et conventions, tous actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et conventions toutes pièces relatives à l'exécution des travaux et notamment les permis de construire, entrant dans la compétence de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Robin MONNIER, délégation est donnée à M Olivier DEROSAIS dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, délégation est donnée à Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, et de Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, délégation est donnée à Mme Agnès LAURET-GREMILLET dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, de Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, et Mme Agnès LAURET-GREMILLET délégation est donnée à Mme Odile HAGENMULLER dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et M Olivier DEROSAIS, de Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, Mme Agnès LAURET-GREMILLET et Mme Odile HAGENMULLER délégation est donnée à Mme Céline LIRET dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à M. Olivier DEROSAIS, chef du service de la programmation, à l'effet de signer tous les courriers, les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait entrant dans la compétence de ce service.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, chef du service ressources techniques bât et foncier, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait entrant dans la compétence de ce service.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Mme Agnès LAURET-GREMILLET, chef du service qualité environnementale, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait entrant dans la compétence de ce service.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Mme Odile HAGENMULLER, chef du service maitrise d'ouvrage 3, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, toutes pièces relatives à l'exécution des travaux et notamment les permis de construire, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait entrant dans la compétence de ce service.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à Mme Céline LIRET, chef du service maitrise d'ouvrage 2, à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, toutes pièces relatives à l'exécution des travaux et notamment les permis de construire, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la constatation du service fait entrant dans la compétence de ce service.

Direction du patrimoine et de la maintenance

Article 21 :

Délégation temporaire est donnée à Mme Catherine DESHORS, directrice par intérim de la direction du patrimoine et de la maintenance, à l'effet de signer tous actes et décisions, tous marchés et actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et conventions entrant dans la compétence de cette direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine DESHORS, délégation de signature est donnée à M Jean-Louis GAILLARD, adjoint à la directrice du patrimoine et de la maintenance, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine DESHORS, et de M. Jean-Louis GAILLARD, délégation de signature est donnée à M. Michel TRENQUE, sous-directeur expertise au sein de la direction du patrimoine et de la maintenance, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à M. Philippe BABIN DE LIGNAC, sous directeur de l'antenne territoriale Ouest, M. Jacques DUFRESNE, sous-directeur de l'antenne territoriale Est, M. Michel TRENQUE, sous-directeur expertise à l'effet de signer tous actes et décisions nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats et marchés et conventions, dans la limite de 90 000 € HT en prestations intellectuelles et 209 000€ HT en marchés de travaux, tous les actes résultant de l'exécution des marchés à bons de commande et accords-cadres, tous actes relatifs à la constatation du service fait, toutes pièces relatives à l'exécution du programme de travaux et notamment les permis de construire ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans les compétences de leur sous-direction respective.

En cas d'absence ou d'empêchement du sous-directeur, délégation de signature est donnée aux chefs de service de chacune des sous-directions, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent

Article 23 :

Délégation permanente est donnée

Pour la sous-direction territoriale ouest :

- à M. François CARDAROPOLI, chef du service technique ouest 1, et M. Christophe NOURRY, chef du service technique ouest 2 ;
- à M. Patrick CLERY, M. David MANI, Mme Véronique HUYNH, Mme Myriam ELKOUBY-HORN, Mme Véronique THIEBAULT, Mme Safaé LEGOU ingénieurs

à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait, ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Pour l'antenne territoriale est :

- à M. Bruno BRETILLOT, chef du service technique est 1, et M. Frédéric SCHNEIDER, chef du service technique est 2 ;
- à M. Jean Pierre BILLAULT, M Michel BONNEFILLE, M Olivier MONTIGNY, M. Philippe RISCH, M. Jean-Paul DABROWSKI, ingénieurs

à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait, ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Pour la sous-direction expertise :

- à M. François LACOUR, Mme Elizabeth MAZALTOV chefs de service ;
- à M. Toni DOS SANTOS, responsable mission infrastructure, câblage de télécoms et sureté ;
- M. Fabrice RULL, M. Cyril TRUC et Mme Nadine ZUMPICCHIAT

à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait, ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Article 24 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 16-353 du 20 décembre 2016.

Article 25 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 20 février 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/03/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-25
du 28 février 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Institut de Physique du Globe de Paris.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU le Décret n° 90-269 du 21 mars 1990 relatif à l'Institut de physique du globe de Paris ;

VU le Décret n° 2014-336 du 13 mars 2014 modifiant les dispositions du Code de l'éducation relatives à la participation des personnalités extérieures aux conseils constitués au sein des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Institut de Physique du Globe de Paris :

- **Madame Florence BERTHOUT**
  Conseillère régionale d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au contrôle de Légalité le 23/03/2017

île de France

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-26
du 28 février 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Marne Confluence »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU l'Arrêté n° 2010-2772 du 20 janvier 2010 instituant la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Marne Confluence » et fixant sa composition

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Marne Confluence » :

- **Monsieur Olivier DOSNE**
  Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-27
du 28 février 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Etablissement Public chargé de l'Aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (EPA Sénart)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU le Décret n° 97-402 du 23 avril 1997 modifiant le décret n°73-968 du 15 octobre 1973 portant création d'un établissement public chargé de l'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Etablissement Public chargé de l'Aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart (EPA Sénart) :

- **Madame Laure-Agnès MOLLARD-CADIX**
  Conseillère régionale d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/03/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-28
du 28 février 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU le Décret n° 94-844 du 30 septembre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées :

- **Monsieur Grégoire de LASTEYRIE**
  Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/03/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-29
du 28 février 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU le Décret n°94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles :

- **Madame Sylvie PIGANNEAU**
  Conseillère régionale d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/03/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-30
du 28 février 2017

Portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public d'Aménagement EPAMARNE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU le Décret n° 72-770 du 17 août 1972 portant création d'un établissement public chargé de l'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, modifié par le Décret n° 2016-1838 du 22 décembre 2016 ;

VU l'Arrêté n°16-23 du 17 février 2016 portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public d'Aménagement EPAMARNE

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en qualité de suppléante, au sein du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public d'Aménagement EPAMARNE :

- **Madame Hamida REZEG**
  Conseillère régionale d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/03/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-31
du 28 février 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris (ESPCI)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU les Statuts de l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris (ESPCI)

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris (ESPCI) :

- **Madame Béatrice LECOUTURIER**
  Conseillère régionale d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 08/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 08/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-32

Portant délégations de signature Du pôle Finances

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la Direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er : Direction générale adjointe

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Philippe DE SAINT-MARTIN, Directeur général adjoint du pôle Finances, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, relevant de la compétence du pôle Finances, y compris ceux relatifs aux emprunts, aux crédits et avances de trésorerie contractés par la Région d'Ile-de-France et aux garanties d'emprunts accordées par elle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la commission permanente.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe DE SAINT-MARTIN, délégation est donnée à Madame Sylvie VIDAL, Directrice du Budget du pôle Finances, à l'effet de signer les actes visés à l'article 1er du présent arrêté.

Article 2 : Direction du Budget

Délégation permanente est donnée à Madame Sylvie VIDAL, Directrice du Budget, à l'effet de signer les actes qui relèvent de la compétence de la Direction du budget.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Article 3 : Direction des Finances

Délégation permanente est donnée à Monsieur Manuel THOMAS, Directeur des Finances à l'effet de signer les pièces comptables concernant les appels de fonds et les demandes de remboursement entrant dans le cadre de la gestion de la trésorerie régionale, de signer les échéanciers de dettes ainsi que les restitutions de taxes d'urbanisme.

Délégation permanente est également donnée à Monsieur Manuel THOMAS à l'effet de signer les certifications aux pièces originales de tous documents financiers, y compris ceux portant sur les emprunts et garanties d'emprunt.

Article 4 : Direction de la Comptabilité

Délégation permanente est donnée à Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, Directrice de la Comptabilité à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence de la Direction de la comptabilité.

Délégation permanente est donnée à Madame Alexa GUENA-ANDERSSON à l'effet de signer les certifications aux pièces originales de tous documents comptables.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, délégation est donnée à Monsieur Benjamin PELLARDY, adjoint à la directrice de la comptabilité, à l'effet de signer les actes visés à l'article 4 du présent arrêté.

Article 4-1 : Service des dépenses d'interventions « Social et Territoires »

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Valérie METOUT, Chef de service adjointe du service des dépenses d'interventions « Social et Territoires », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des dépenses d'intervention et actions transversales « Social et Territoires ».

Article 4-2 : Service des « Achats Publics - Secteur Enseignement »

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Farida REZGUI, Chef du service « Achats Publics - Secteur Enseignement », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des « Achats Publics - Secteur Enseignement ».

Article 4-3 : Service des « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire »

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Marie BRULE, Chef du service par intérim « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service « Achats Publics – Secteur Fonctions support, Economie et Territoire ».

Article 4-4 **: *Service «Dépenses d'intervention économie, éducation »***

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Gisèle TOURNIERE, Chef du service « Dépenses d'intervention économie, éducation » à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service des « dépenses d'intervention économie, éducation ».

Article 4-5 **: *Service «Actions transversales »***

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Marie PY, Chef du service «Actions transversales » à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service «Actions transversales ».

Article 5 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-349 du 20 décembre 2016.

Article 6 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 28 février 2017

Valérie Pecresse

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/03/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-34
du 1ER Mars 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole Nationale des Arts du Cirque de Rosny-sous-Bois (ENACR)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU les Statuts de l'Association « Ecole Nationale des Arts du Cirque de Rosny-sous-Bois »

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Ecole Nationale des Arts du Cirque de Rosny-sous-Bois :

- **Madame Manon LAPORTE**
  Conseillère régionale d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 07/03/2017
- Date de réception en préfecture: 07/03/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-35
du 2 Mars 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Association « Office de Tourisme Intercommunautaire » regroupant la Communauté de communes du Provinois, la Communauté de communes du Bassée Montois et la Communauté de communes des Deux Morin.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU les Statuts de l'Association « Office de Tourisme Intercommunautaire » regroupant la Communauté de communes du Provinois, la Communauté de communes du Bassée Montois et la Communauté de communes des Deux Morin

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Association « Office de Tourisme Intercommunautaire » :

- **Monsieur Eric JEUNEMAITRE**
  Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-36

portant délégations de signature de la direction des systèmes d'information

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur François SUBRENAT, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de la direction des systèmes d'information y compris les bons de commande, ou décisions, contrats, marchés, et accords-cadres ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François SUBRENAT, délégation est donnée à Mme Sophie GUILLEMAIN, secrétaire générale de la Direction des systèmes d'information, dans les limites fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. François SUBRENAT et de Mme Sophie GUILLEMAIN délégation est donnée à M. Silvain CLOULAS, chef du service « SI, Applicatifs Métiers », dans les limites fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. François SUBRENAT, de Mme Sophie GUILLEMAIN et de M. Silvain CLOULAS délégation est donnée à M. Luc DENIS, chef du service « Projets Techniques et Bureautiques », dans les limites fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. François SUBRENAT, de Mme Sophie GUILLEMAIN, de M. Silvain CLOULAS et de M. Luc Denis délégation est donnée à M. Matthias FONTAINE, Chef du service « Exploitation et Assistance Aux Utilisateurs » dans les limites fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. François SUBRENAT, de Mme Sophie GUILLEMAIN, de M. Silvain CLOULAS, de M. Luc Denis et de M. Matthias FONTAINE délégation est donnée à M. Christophe MARTIN, Chef du service « Mission Stratégie Etudes et Architectures », dans les limites fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°17-01 du 4 janvier 2017.

Article 8 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 2 mars 2017

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 06/03/2017
- Date de réception en préfecture: 06/03/2017

Conseil régional

La présidente

ARRETE N°17-033

portant homologation du téléservice PRISME/FSS traitant les demandes de bourses des étudiants inscrits en formations sanitaires, sociales et paramédicales

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;

Vu le décret n°2010-112 du 2 février 2010 pris pour application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n°2005-1516 relatif à la sécurité des informations échangées par voie électronique,

Vu l'arrêté du 6 mai 2010 du Premier Ministre, dit arrêté RGS, portant approbation du Référentiel Général de Sécurité,

Vu le Référentiel général de sécurité, version 1.0 du 1er juillet 2014 de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information et de la Direction générale de la modernisation de l'Etat du ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique

Vu l'arrêté du 4 juillet 2013 autorisant la mise en œuvre par les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale, les syndicats mixtes, les établissements publics locaux qui leur sont rattachés ainsi que les groupements d'intérêt public et les sociétés publiques locales dont ils sont membres de traitements automatisés de données à caractère personnel ayant pour objet la mise à disposition des usagers d'un ou de plusieurs téléservices de l'administration électronique.

Vu l'étude de sécurité relative au système d'information PRISME/FSS traitant les demandes de bourses pour la direction des formations sanitaires et sociales

Vu l'avis du comité d'homologation du 10 janvier 2016

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

ARRETE

Article 1:

Le téléservice PRISME/FSS est homologué, en conformité avec le référentiel général de sécurité, de manière provisoire pour une durée de 6 mois.

Article 2 :

La Région s'engage à mettre en place les mesures correctives prévues dans le dossier sécurité.
La conformité du téléservice sera réévaluée à l'issue des six mois.

Article 3 :

La décision d'homologation fera l'objet d'une information sur le site Internet de la Région.

Article 4 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 13/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 17-38
du 6 mars 2017

Portant désignation d'un représentant du Conseil Régional d'Ile-de-France au jury (second tour) de sélection du concours de maîtrise d'œuvre pour la construction du bâtiment Auguste Chauveau et de la réhabilitation/extension du bâtiment Edmond Nocard sur le site de Maisons-Alfort (94700) qui se déroulera le 14 mars 2017 à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.4231-3,

VU la décision d'affectation n°307 du 21 septembre 2011 nommant Madame Béatrice Leray-Deveautour Cheffe de service des projets immobiliers de la Direction de l'enseignement supérieur et de l'Orientation du Pôle Transfert recherche enseignement supérieur et orientation réseaux,

VU l'arrêté n°16-356 du 22 décembre 2016 portant délégations de signature du Pôle Transfert recherche enseignement supérieur et orientation réseaux.

ARRETE

ARTICLE I :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au jury de sélection pour la maîtrise d'œuvre de la construction du bâtiment Auguste Chauveau et de la réhabilitation/extension du bâtiment Edmond Nocard sur le site de Maisons-Alfort situé dans le Val de Marne.

- **Madame Béatrice LERAY-DEVEAUTOUR**

ARTICLE II :

Le présent arrêté sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 22/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/03/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-39
du 07/03/17

Portant désignation des membres du jury « 100 quartiers innovants et écologiques » pour la deuxième session et suivantes.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à 9,

VU la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 relative au règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont nommés membres du jury 100 quartiers innovants et écologiques, au titre du collège des élus :

Titulaires	Suppléant(e)s
Gilles BATTAIL Conseiller régional d'Ile-de-France	**Eric JEUNEMAITRE** Conseiller régional d'Ile-de-France
Bruno BESCHIZZA Conseiller régional d'Ile-de-France	**Thierry MEIGNEN** Conseiller régional d'Ile-de-France
Claude BODIN Conseiller régional d'Ile-de-France	**Benjamin CHKROUN** Conseiller régional d'Ile-de-France
Franck LE BOHELLEC Conseiller régional d'Ile-de-France	**Olivier DOSNE** Conseiller régional d'Ile-de-France
Sophie DESCHIENS Conseillère régionale d'Ile-de-France	**Anne CABRIT** Conseillère régionale d'Ile-de-France
Mounir SATOURI Conseiller régional d'Ile-de-France	**Sophie TAILLE-POLIAN** Conseillère régionale d'Ile-de-France
Olivier THOMAS Conseiller régional d'Ile-de-France	**François DAMERVAL** Conseiller régional d'Ile-de-France

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARTICLE 2 :

Sont nommés membres du jury 100 quartiers innovants et écologiques, au titre du collège des personnalités qualifiées :

Michel DELPUECH, Préfet de Région

Jean-Louis GIRODOT, Président du Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Stéphane BEAUDET, Président de l'Association des Maires d'Ile-de-France

Joëlle COLOSIO, Directrice Régionale de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Thierry LAVERNE ou **Michel DESVIGNE,** Paysagiste

Béatrice MARIOLLE, Architecte Urbaniste

Elisabeth ROJAT-LEFEBVRE, Architecte Urbaniste

Taoufik SOUAMI, Professeur, Co-Directeur de l'Ecole d'Urbanisme de Paris – Université Paris Est Marne-la-Vallée

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/03/2017

Conseil régional

Arrêté n° 17- 40
du 8 mars 2017

Portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la session du 13 mars 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9,

VU la Délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont nommés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » au titre du collège des élus :

- **Chantal JOUANNO**, Vice-Présidente du Conseil régional en charge de l'écologie et du développement durable, Présidente du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » ;
- **Sophie DESCHIENS**, conseillère régionale, titulaire, et **Thierry MEIGNEN**, conseiller régional, suppléant ;
- **Olivier DOSNE**, conseiller régional, titulaire, et **Brigitte MARSIGNY**, conseillère régionale, suppléante ;
- **Ghislaine SENÉE**, conseillère régionale, titulaire, et **Annie LAHMER**, conseillère régionale, suppléante.

ARTICLE 2 :

Sont désignés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » au titre du collège des personnalités qualifiées :

- **Caroline de JESSEY**, Directrice de la communication et de l'accompagnement du changement de SNCF Immobilier
- **Maud LE FLOC'H**, Directrice du Pôle des Arts Urbains (POLAU)
- **Pascal DAYRE**, Directeur général adjoint de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France
- **Catherine BERTRAM**, Directrice de la Mission Bassin Minier Nord-Pas de Calais

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-41

portant délégations de signature du pôle Logement et transports

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Christophe SAINTILLAN, Directeur général adjoint en charge du pôle Logement et transports à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Direction des transports

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à M. Paul BEAUVALLET, Directeur des Transports, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul BEAUVALLET, délégation est donnée à M. Vincent MOUTARDE, directeur-adjoint de la Direction des transports , à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à M. Emmanuel HASTINGS, chef du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel HASTINGS, délégation est donnée à Mme Isabelle GRAMMATICO, adjointe au chef du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Mme Charlotte CHARBONNIAUD, cheffe du service Transports collectifs ferrés, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Mme Nathalie GRANES, cheffe du service Fret et entreprises de transport, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Jérôme CHIASSON, chef du service Pôles et voiries, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme CHIASSON, délégation est donnée à Mme Claire SOUET, adjointe au chef du service Pôles et voiries, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Cédric AUBOUIN, chef du service Mobilités et politique de transports, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction du logement et du renouvellement urbain

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à M. Angelo ZAGALOLO, Directeur du logement et du renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction logement et renouvellement urbain.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à M. Jérôme de VIVIES, chef du service Logement social, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Loïc GANDAIS, chef du service Parc privé, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Srinouvelou ADY, chef du service Renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-11 du 27 janvier 2017.

Article 8 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 10 mars

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/03/2017

Conseil régional

Arrêté n° 17- 42 du 13 mars 2017

Portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la session du 20 mars 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9,

VU la Délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont nommés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » au titre du collège des élus :

- **Chantal JOUANNO**, Vice-Présidente du Conseil régional en charge de l'écologie et du développement durable, Présidente du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » ;
- **Sophie DESCHIENS**, conseillère régionale, titulaire, et **Thierry MEIGNEN**, conseiller régional, suppléant ;
- **Olivier DOSNE**, conseiller régional, titulaire, et **Brigitte MARSIGNY**, conseillère régionale, suppléante ;
- **Ghislaine SENÉE**, conseillère régionale, titulaire, et **Annie LAHMER**, conseillère régionale, suppléante.

ARTICLE 2 :

Sont désignés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » au titre du collège des personnalités qualifiées :

- **Caroline de JESSEY**, Directrice de la communication et de l'accompagnement du changement de SNCF Immobilier
- **Maud LE FLOC'H**, Directrice du Pôle des Arts Urbains (POLAU)
- **Pascal DAYRE**, Directeur général adjoint de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France
- **Catherine BERTRAM**, Directrice de la Mission Bassin Minier Nord-Pas de Calais

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 17-40 du 8 mars 2017.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/03/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-43
du 13 mars 2017

Portant désignation des membres du jury « Dessine-moi le Grand Paris de demain – Soutien à la qualité architecturale » pour la première session du 20 mars 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à 9,

VU la délibération n° CR 178-16 du 13 octobre 2016 approuvant la création d'un dispositif expérimental de soutien à la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés membres du jury « Dessine-moi le Grand Paris de demain – Soutien à la qualité architecturale », pour la première session du 20 mars 2017, au titre du collège des personnalités qualifiées :

Véronique GUTTON-BON, Architecte DPLG

Antoine PETITJEAN, Architecte HMONP - Urbaniste

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 17/03/2017
- Par transmission au contrôle de Légalité le 17/03/2017

Conseil régional

Arrêté n° 17- 44 du 16 mars 2017

Portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la session du 20 mars 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9,

VU la Délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont nommés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » au titre du collège des élus :

- **Chantal JOUANNO**, Vice-Présidente du Conseil régional en charge de l'écologie et du développement durable, Présidente du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » ;
- **Sophie DESCHIENS**, conseillère régionale, titulaire, et **Thierry MEIGNEN**, conseiller régional, suppléant ;
- **Olivier DOSNE**, conseiller régional, titulaire, et **Brigitte MARSIGNY**, conseillère régionale, suppléante ;
- **Ghislaine SENÉE**, conseillère régionale, titulaire, et **Annie LAHMER**, conseillère régionale, suppléante.

ARTICLE 2 :

Sont désignés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » au titre du collège des personnalités qualifiées :

- **Charlotte GIRERD**, Directrice de projets au sein du Pôle Communication de SNCF Immobilier
- **Maud LE FLOC'H**, Directrice du Pôle des Arts Urbains (POLAU)
- **Pascal DAYRE**, Directeur général adjoint de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France
- **Catherine BERTRAM**, Directrice de la Mission Bassin Minier Nord-Pas de Calais

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 17-42 du 13 mars 2017.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-45

portant délégations de signature du pôle développement économique, emploi et formation

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Bertrand MARTINOT, Directeur général adjoint en charge du pôle développement économique, emploi et formation à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bertrand MARTINOT, délégation est donnée à M. Jacques ROGEL, Adjoint au Directeur général adjoint en charge du pôle développement économique, emploi et formation, et à Mme Catherine ODIN, Responsable de la mission administration, pilotage et projets transverses (MAPP), dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle développement économique, emploi et formation.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à M. Jacques ROGEL, Adjoint au Directeur général adjoint en charge du pôle développement économique, emploi et formation, à l'effet de signer les avances de fonds et remboursements concernant les dispositifs de la direction de la formation professionnelle dont la gestion a été confiée à l'Agence de Services et de Paiements (ASP).

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques ROGEL, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1 et 2 du présent arrêté à Mme Catherine ODIN, Responsable de la « mission administration, pilotage et projets transverses » (MAPP), à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de l'Unité Développement, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Mission Administration, pilotage et projets transverses

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Catherine ODIN, Responsable de la mission administration, pilotage et projets transverses (MAPP), à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la MAPP, *à* l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine ODIN, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 du présent arrêté à :

- Mme Annabelle MENET, chef du service « conseil, appuis juridiques et ressources », pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Pascale BOUET, chef du service « pilotage budgétaire et projets transversaux » pour ce qui relève de ce service.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 à Mme Annabelle MENET, chef du service « conseil, appuis juridiques et ressources » de la MAPP à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 à Mme Pascale BOUET, chef du service « pilotage budgétaire et projets transversaux » de la MAPP à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Mission soutien communication

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Mme Stéphanie DESCHAMPS, Responsable de la « mission soutien communication », à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa mission à l'exception des contrats et marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Direction de la stratégie et des territoires

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à M. Grégoire CHARBAUT, Directeur de la Stratégie et des territoires à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 11 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Grégoire CHARBAUT, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 10 du présent arrêté à :

- Mme Laëtitia PAGEOT, Chef du service « développement territorial » pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Alice KAMENKA, Chef du service « stratégie et partenariats » pour ce qui relève de ce service.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 10, à Mme Laëtitia PAGEOT, Chef du service « développement territorial » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables et des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 10, à Mme Alice KAMENKA, Chef du « service stratégie et partenariats » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables et des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Direction des entreprises et de l'emploi

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie ESNAULT-BERTRAND, Directrice des entreprises et de l'emploi à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 à M. Sylvain LECLANCHER, Adjoint à la Directrice des entreprises et de l'emploi.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté à :

- Mme Nathalie LEFEVRE, Chef du service « politiques économiques régionales » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Renaud GALVEZ, Chef du service « aides aux entreprises » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Nicolas VIENNOT, Chef du service « gestion et relation avec les entreprises » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Romain DEL GROSSO Chef de la « mission SRDEII », pour ce qui relève de sa mission.

Article 17 :

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service visés à l'article 16 délégation est donnée à :

- M. Jean-Baptiste FERNANDES, Adjoint au chef du service « politiques économiques régionales » dans les limites de l'article 14 à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de son service ;
- M Frédéric BECQUET, Adjoint au chef du service «aides aux entreprises» dans les limites de l'article 14 à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de son service ;
- M Romain FOLEGATTI, Adjoint au chef du service «gestion et relation avec les entreprises» dans les limites de l'article 14 à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de son service.

Direction de la formation professionnelle continue

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Mme Séverine MIGNON, Directrice de la formation professionnelle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 19 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Séverine MIGNON, délégation est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18, à M. Thierry BRIFFAULT, Directeur-adjoint auprès de la Directrice de la Formation Professionnelle, à l'effet de signer, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction.

Article 20 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Séverine MIGNON et de M. Thierry BRIFFAULT délégation est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à :

- M. Patrick BREDIN, Sous-directeur qualification-métiers ;
- Mme Marie-Laure PERIS, Sous-directrice de la formation socle et accompagnement.

Article 21 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Thierry BRIFFAULT, Directeur-adjoint auprès de la Directrice de la formation professionnelle à l'effet de signer les marchés publics et les bons de commande dont le montant est inférieur à 209 000 € et les conventions d'un montant inférieur à 100 000 €.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Patrick BREDIN, Sous-directeur qualification-métiers, à l'effet de signer l'ensemble des actes de gestion afférents aux dispositifs relevant du champ de compétence de sa sous-direction.

Article 23 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Jean-Philippe BOULINEAU, Chef du service « conception et mise en œuvre des dispositifs métiers », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 24 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Laure JORDAN-AUBOIROUX, Chef de service adjoint du service « conception et mise en œuvre des dispositifs métiers », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. William PINARD, Chef de service « administratif et financier de la sous-direction qualifications-métiers », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 26 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Marie-Laure PERIS, Sous-directrice de la formation socle et accompagnement, à l'effet

de signer l'ensemble des actes de gestion afférents aux dispositifs relevant du champ de compétence de sa sous-direction.

Article 27 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Quynh DO PHAN, Chef du service « conception et mise en œuvre des dispositifs-socle », de la sous-direction des formations socles et des parcours professionnels, à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service

Article 28 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Julien FEUILLE, Chef de service adjoint du « service conception et mise en œuvre des dispositifs socle », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 29 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Roxana DOWLATABADI, Chef du service « administratif et financier, de la sous-direction formation socle et accompagnement », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 30 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à M. Hubert BONNEAU, Chef du service « aides individuelles et VAE », de la sous-direction formation socle et accompagnement, à l'effet de signer les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Article 31 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 à Mme Elodie RENAUD, Chef du « pôle support ressources », à l'effet de signer l'ensemble des actes favorables ainsi que tous les actes de gestion entrant dans la compétence de son pôle.

Direction de l'apprentissage

Article 32 :

Délégation permanente est donnée à M Vincent VERGES, Directeur de l'apprentissage à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 33 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent VERGES, délégation est donnée et dans les mêmes limites que celles fixées à l'article32, à Mme Agnès ARABEYRE-NALON, Directrice-adjointe auprès du Directeur de l'apprentissage à l'effet de signer, tous actes,

arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction.

Article 34 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Agnès ARABEYRE-NALON, Directrice-adjointe auprès du Directeur de l'apprentissage, à l'effet de signer les marchés inférieurs à 209 000€ HT et les décisions défavorables.

Article 35 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Vincent VERGES et de Mme Agnès ARABEYRE-NALON, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32 du présent arrêté à :

- Mme Alix HUMBERT, chef du service « offre de formation et accès à l'apprentissage » pour ce qui relève de ce service ;
- M. Dominique LEDOGAR, chef du service « qualité de l'apprentissage et soutien aux employeurs », pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Brigitte TREHEN, chef du service « financement des CFA », pour ce qui relève de ce service ;
- Mme Anne LE-RHUN-HABIB, chef du service « patrimoine et investissement », pour ce qui relève de ce service.

Article 36 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Alix HUMBERT, chef du service « offre de formation et accès à l'apprentissage » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 37 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à M. Dominique LEDOGAR, chef du service « qualité de l'apprentissage et soutien aux employeurs » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 38 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Brigitte TREHEN, chef du service « financement des CFA » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 39 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 32, à Mme Anne LE-RHUN-HABIB, chef du service « patrimoine et investissement » à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000,00 € HT et des décisions défavorables.

Article 40 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-04 du 6 janvier 2017.

Article 41 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 16 mars 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 28/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 28/03/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-46

portant délégations de signature du pôle achats, performance, commande publique, juridique

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

VU l'arrêté n° 17-10 du 23 janvier 2017 modifiant l'arrêté 16-326 du 25 novembre 2016 ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Marc SAUVAGE, Directeur général adjoint en charge du pôle achats, performance, commande publique, juridique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc SAUVAGE, délégation est donnée à Mme Emmanuelle PASTUREAU, chef de la MAPP, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du pôle achats, performance, commande publique, juridique.

Mission administration et pilotage des projets transverses

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle PASTUREAU, chef de la MAPP, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences de la mission.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Direction des achats

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Pascale BOURGEOIS, chef du service achats généraux, énergie, RH et communication, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Angélique CORDIER, chef du service achats prestations intellectuelles et formation professionnelle, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Direction de la commande publique

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Noëlle DESAILLY, directrice de la commande publique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction de la commande publique.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à M. Cédric BRESOLIN, chef du service conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Muriel LAHAYE, chef de la cellule CAO contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Mme Véronique DUPUIS, chef du service passations de marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à M. Steven ZIAJA, chef du service passation de marchés de fourniture et services, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service, à compter du 10 avril 2017.

Direction juridique

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à M. Xavier MANDRY, directeur juridique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences de la direction juridique.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à M. Alexandre NAIT, chef du service contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions entrant dans les compétences du service.

Article 13 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexandre NAIT, délégation est donnée à M. Nicolas DEMARCHE, chef de service adjoint contentieux et assurances, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 12 du présent arrêté.

Article 14 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-17 du 2 février 2017.

Article 15 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 16 mars 2017

Valérie Pecresse

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 04/04/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 04/04/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-47
du 20 mars 2017

Portant désignation d'un représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Conseil d'Administration de la Fondation Serge Daussault

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU les statuts de la Fondation Serge Dassault

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, au sein du Conseil d'Administration de la Fondation Serge Dassault :

- **Monsieur Pierre DENIZIOT**
  Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/03/2017

îledeFrance
Conseil régional

ARRETE N° 17-49 MODIFIANT L'ARRETE N° 16-326

Fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU les articles L 4231-3 et L 4134-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional ;

VU l'arrêté n° 17-10 du 23 janvier 2017 modifiant l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional ;

VU l'avis du comité technique du 6 décembre 2016 ;

ARRETE

Article 1er :

L'article 13 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé de la façon suivante :

Direction opérationnelle du CESER

I. La **direction opérationnelle du CESER** assure le fonctionnement opérationnel du CESER et apporte à ses conseillers l'appui nécessaire à la réalisation et à la valorisation des rapports, avis et études de cette assemblée consultative placée auprès du Conseil régional.

Elle se compose d'une équipe de direction, d'un secrétariat général et d'un pôle études.

II. L'équipe de direction se compose d'un directeur, des secrétariats de la présidence et de la direction.

III. Le **secrétariat général** regroupe toutes les tâches relatives à l'organisation administrative et au fonctionnement de l'assemblée :

- organisation des réunions statutaires (séance plénière, bureau, conférence des présidents) ;
- suivi budgétaire, suivi des marchés et veille juridique ;
- gestion des fonctions des conseillers (formation, représentations extérieures, déplacements...) ;
- secrétariat administratif et secrétariat des commissions thématiques.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

IV. Le **pôle études et communication** est constitué :

- d'un responsable valorisation et suivi des travaux ;
- des chargés de mission qui contribuent aux travaux des commissions ;
- de l'équipe communication, chargée de la valorisation des études du CESER, des relations presse et de la communication.

Article 2 :

L'arrêté n° 17-10 du 23 janvier 2017 est abrogé.

Article 3 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 23 mars 2017

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
Par délégation,



David BONNEAU
Directeur Général des Services

10 Lycées	Demandé le	Reçu le	Envoyé au lycée le	Réponse Lycée le :
Lycée Jacques Brel 94Choisy le Roi vente du	1	1 Lot		O.K.
Extrait C.A.	25-nov.-16	[illegible] janv.-17		
Arrêté				
Saisie DNID	10,03,2017	9-mars-17		
Ctrl de la saisie par le lycée			10-mars-17	15-mars-17
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée AGORA Puteaux 92	2	8 Lots		O.K.
Extrait C.A.	02,06,2016	07,07,2016		
Arrêté				
Saisie DNID				
Ctrl de la saisie par le lycee			16-mars-17	20-mars-17
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée Jean Moulin Le Chesnay vente du 00-00-2016	3	5 Lots		
Extrait C.A.	11,01,2016	23,03,2016		
Arrêté		28-nov.-16		
31/10/2016				
Ctrl de la saisie par le lycée			31-oct.-16	
P.V. transmis le 00-00-2016				
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée Arts graphiques 75 vente du	4	4 Lots	Pas de CA au 16-03	
Extrait C.A	03,02,2017			
Arrêté				
Saisie DNID				
Ctrl de la saisie par le lycée				
P.V. transmis le				
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée Langevin Wallon 94 Champigny sur Marne	5	7 Lots		O.K.
Extrait C.A.	07,07,2016	22,12,2016		
Arrêté				
Saisie DNID	10,03,2017			
Ctrl de la saisie par le lycée			10,03,2017	13,03,2017
P.V. transmis le				
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée Léonard de Vinci	6	2 Lots	Demande tableau le [illegible],03	O.K.
Extrait C.A	10,10,2016	03,02,2017		
Arrêté				
Saisie DNID	15-mars-17			
Ctrl de la saisie par le lycée			16-mars-17	16-mars-17
P.V. transmis le				
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée Mansart 94 St Maur	7	3 Lots		O.K.
Extrait C.A.		17,02,2016		
Arrêté				
Saisie DNID				
Ctrl de la saisie par le lycée				
P.V. transmis le				
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée Ferdinant Buisson 95 Ermont	8	1 Lot		O.K.
Extrait C.A.	30,01,2017	03,02,2017		
Arrêté				
Saisie DNID	13,03,2017			
Ctrl de la saisie par le lycée			13,03,2017	13,03,2017
P.V. transmis le				
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée d'Alembert 75	9	6 Lots		O.K.
Extrait C.A.	16,06,2016	12,12,2016		
Arrêté				
Saisie DNID	13,03,2017			
Ctrl de la saisie par le lycée			13,03,2017	
P.V. transmis le				
Estimations				
Résultat Ventes				
Lycée [illegible] 95 Enghien les Bains	10	1 Lot		O.K.
Extrait C.A.	03,03,2017			
Arrêté				
Saisie DNID				
Ctrl de la saisie par le lycée			21-mars-17	21-mars-17
P.V. transmis le				
Estimations				
Résultat Ventes				
[illegible]	11	1 Lot		O.K.
[illegible]				
[illegible]				
[illegible]				
[illegible]				
[illegible]				
[illegible]				
[illegible]				

0940141T
ACADEMIE DE CRETEIL
LPO LYCEE DES METIERS JACQUES BREL
90 AVENUE D'ALFORTVILLE
94600 CHOISY LE ROI
Tel : 0148929940

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 3
Numéro d'enregistrement : 31
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 23
Quorum : 12
Nombre de présents : 12

Le conseil d'administration
Convoqué le : 19/12/2016
Réuni le : 29/11/2016
Sous la présidence de : Florian Aujard
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Les membres du conseil d'administration autorisent la mise à disposition auprès de la La Région Ile-de-France d'une ponceuse longue à bande, modèle LB60A marque Volpato.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	12
Pour :	12
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Aujard
Prénom : Florian
Signé le: 05/12/2016 10:53:06

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité

Informations générales du PV 2017-MAR-0479

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Jacques Brel 0940141T
100 - Avenue d'Alfortville
94600 Choisy le Roi
N° de Téléphone : 01.48.92.99.40
Coordonnées du responsable : Meglouli Miloud
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

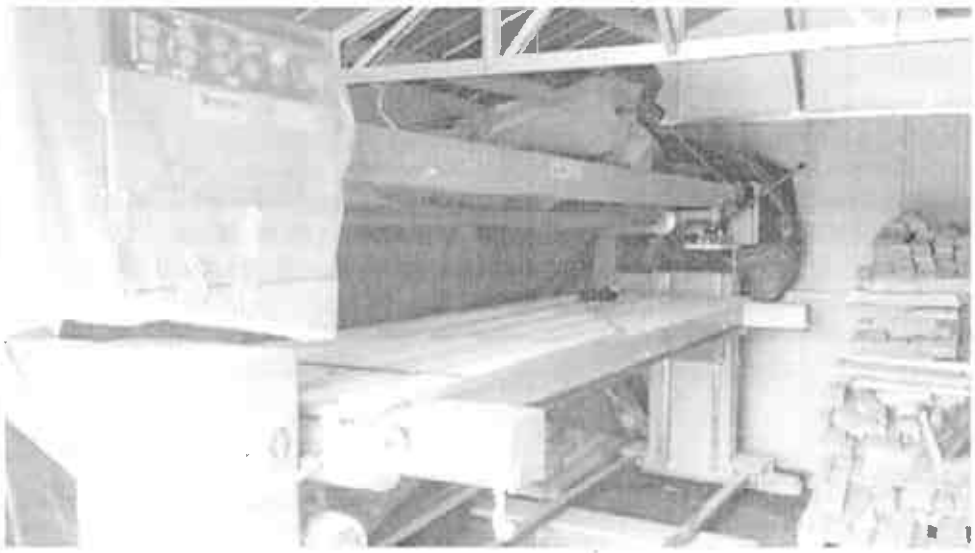
Type de bien
Machines-outils

Description
Machine bois, ponceuse large bande marque VOLPATO modèle LB060A N° de série 351287 Poids 1T Année de mise en service 2000 état général correct.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



0920144G
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE L'AGORA
120 RUE DE VERDUN
92816 PUTEAUX CEDEX
Tel : 0145060641

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : MISE A DISPOSITION EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Numéro de séance : 11
Numéro d'enregistrement : 31
Année scolaire : 2015-2016
Nombre de membres du CA : 23
Quorum : 12
Nombre de présents : 15

Le conseil d'administration
Convoqué le : 20/06/2016
Réuni le : 30/06/2016
Sous la présidence de : Patricia Duseillier
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise la mise à disposition d'équipements techniques

Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Le conseil d'administration autorise le chef d'établissement à mettre à disposition des équipements techniques (cf liste en pièce jointe).

Résultats du vote	
Suffrages exprimés :	15
Pour :	15
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

académie Versailles

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Recherche d'un acte
Bibliothèque de modèles
Actes en élaboration
Préparation
En cours de rédaction (0)
Approbation rédaction (0)
Finalisation CA/CP (0)
À signer (0)
À transmettre (0)
Suivi instruction
En arrivée pour instruction (0)
En cours d'instruction (1)
À valider (0)
En attente de rectification (0)
Règlement conjoint (0)
Acte rectificatif (0)
État final
Validés (8)
Exécutoires sans délai ou délai écoulé (22)
Classés sans suite (1)
Rectification non effectuée (0)
Avis transmis pour information (0)
Actes Affichables
Dépôt de PV
Gestion de séances
Aide en ligne
Espaces collaboratifs

Suivi de l'acte : Modèle vierge du Conseil d'administration

Émetteur :	CA
Thème :	Vierge
Type :	Acte non transmissible
Nom de l'établissement :	LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE L'AGORA
Numéro de l'acte :	31
Année scolaire :	2015-2016
Date de signature :	05/07/2016
Date d'exécution :	05/07/2016

Action	Date	Acteur	Entité	Document
Création	5 juil. 2016 09:32:01	Roland Libeau	EPLE	
Demande d'approbation	5 juil. 2016 10:12:49	Florence Quillet	EPLE	
Approbation de la rédaction	5 juil. 2016 19:42:02	Patricia Duseillier	EPLE	
Demande de signature	5 juil. 2016 19:43:08	Patricia Duseillier	EPLE	
Signature	5 juil. 2016 19:43:23	Patricia Duseillier	EPLE	

MENESR - Crédits et Mentions légales

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DES EQUIPEMENTS

RNE :	0920144G	Lycée détenteur	AGORA	Commune :	PUTEAUX	Interlocuteur au sein du Lycée :	
Adresse de stockage			120 rue de Verdun Puteaux				
Lieu de stockage précisez : Sous sol, R.D.C ou N°Etage,							
Possibilité de stationnement pour le déménageur précisez cour, parking intérieur ou voie publique, etc.							

N°	Designation de l'équipement	Fabricant	Modèle	N° SERIE	N° d'inventaire Région	Dimensions (Haut. x Larg. x Prof.)	Poids	Nature de la demande (Obsolescence, Renouvellement, Reforme carte des formations, Rénovation)	Valeur d'achat	Date mise en service	Date mise en conformité	Etat général	Date de disponibilité	Commentaires
1	Tour conventionel	RAMO	T36	5160								Etat d'usage		
2	Tour conventionel	RAMO	T36	3989								Etat d'usage		
3	Tour conventionel à pince	RAMO	T36	N° dans l'armoire élect Legrand 42686								Etat d'usage		
4	Fraiseuse	VERNIER	270E	11735								Etat d'usage		
5	Fraiseuse	VERNIER	270E	11736								Etat d'usage		
6	Fraiseuse	VERNIER	270E	10482								Etat d'usage		
7	Rectifieuse cylindrique	Ugemec	RC 250	534353								Fonctionnelle		
8	Banc de perçage	ADAM	ME 23	797								Fonctionel		
9		ADAM		14201								Fonctionel		
10		ADAM		14202								Fonctionel		
11		ADAM		14203								Fonctionel		
12	Fraiseuse commande numérique	REALMECA	C200	1063								Fonctionnel problème de variateur de broche distributeur vérin serrage H.S.		NUM 750
13	Fraiseuse commande numérique	REALMECA	C200	1315								Fontionnel. Problème variateur d'axes X, changeur d'outil en panne.		
14	TOUR CN 2axes	SOMAB	200	62014								Fontionnel Problème variateur d'axe en Z étanchéité câble de liaison trainard à refaire.		NUM 720
15	TOUR CN 2axes	SOMAB	Transmab 200	59007								En panne Embrayage du réducteur de broche cassé		
16	Tour commande numérique	REALMECA	SP2	1032								Fonctionnel, manque 2 touches du clavier C.N. étanchéité câble de liaison trainard à refaire.		NUM 1060
17	Tour commande numérique	GILDMEISTER	CTX 310	300093								Bon état qqs. problèmes changeur d'outils		Changeur de capteur automatique
18	C.U. Vertical	MIKRON	VCE 600	79								Bon état. Butées fin de course axes X et Z encrassées, Palpeur Reinshaw 3D cassé		Changeur de capteur automatique
19	C.U. Horizontal palettisé	TONGTAI	TH400	23737						2008		Piles sauvegardes variateurs axes et broches vides. Sans doute calibration des axes à prévoir		40KVA
20	M.M.T	Brown et Sharpe		0298-1644						1998		H.S.Durites du système pneumatique fendus		
21	Projecteur de profil		PF4									Bon état		
22	Banc de mesure	Royal Variset	GMBN	2EP-20-206								Bon état		
23	Banc de mesure	DIGITAL	71-X1-21	93/02-279						1993		Bon état étalonnage à faire		
24	Affuteuse de précision pour fraise	DAREX		83690D								Bon état		
25	Affuteuse de précision pour forets	DAREX		258670H								Bon état		
26	Machine a plastifier													
27	Touret à meuler											Bon état		
28	Touret à meuler											Bon état		

Informations générales du PV 2017-MAR-0855

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée l'AGORA 0920144G
120 - rue de VERDUN
92816 PUTEAUX
N° de Téléphone : 01,45,06,06,41
Coordonnées du responsable : CLAIRIN benjamin
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse commande numérique NUM 750 marque REALMECA type C200 N° de série 1063 Fonctionnel problème de variateur de broche distributeur vérin H.S. Pb. éclairage+carter H.S.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction :

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse commande numérique (13)marque REALMECA type C200 N° de série 1315. Fonctionnelle Problème de variateur d'axes X changeur d'outils en panne.Non conforme.

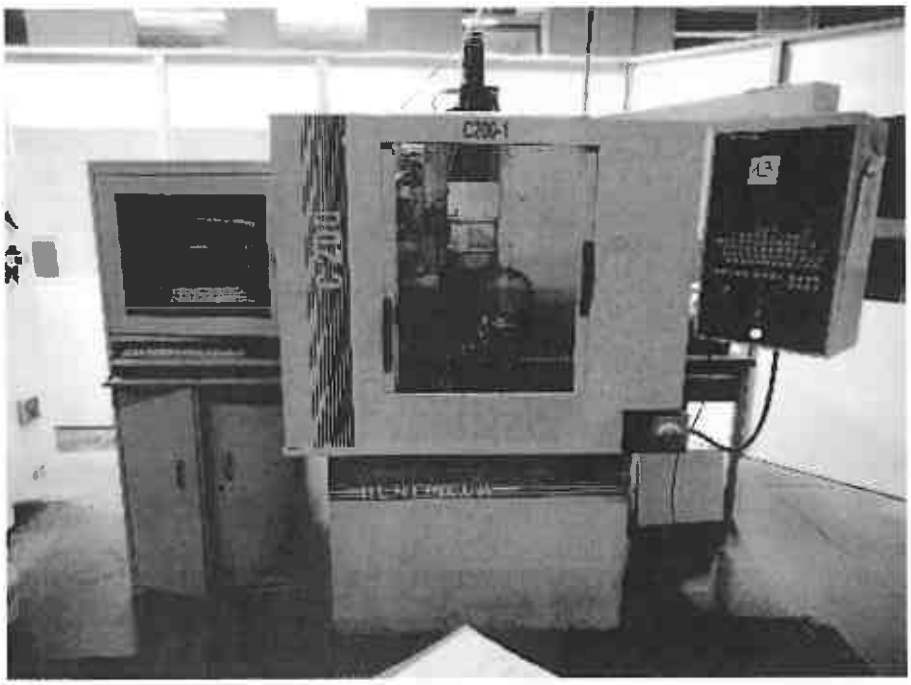
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 3

Type de bien
Machines-outils

Description
Tour à commande numérique NUM 720 2 axes marque SOMAB type 200 N° de série 62014.Fonctionnel problème variateur d'axe en Z étanchéité câble de liaison trainard à refaire.Non conforme.

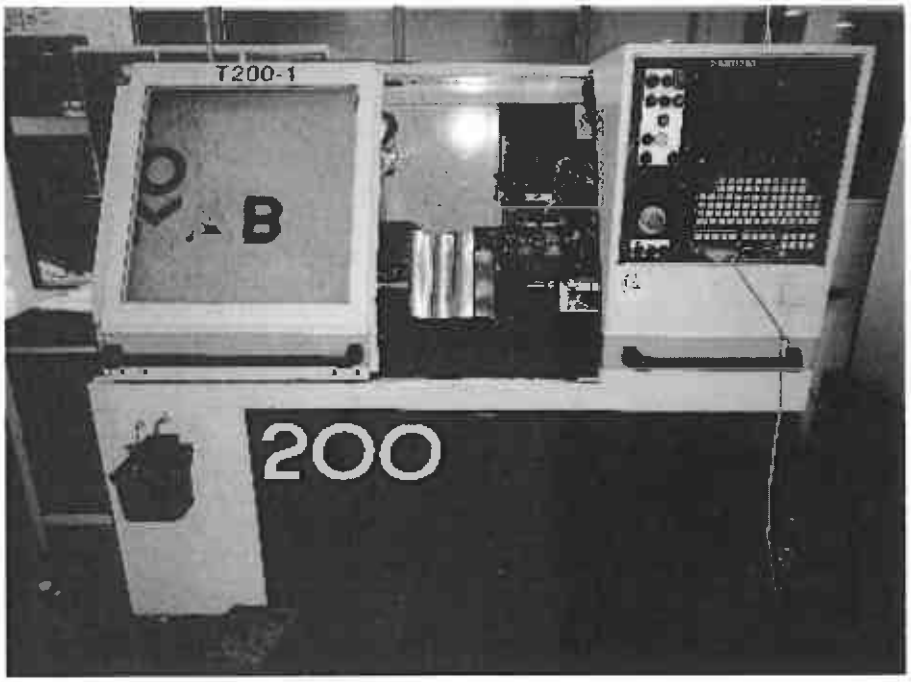
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 4

Type de bien
Machines-outils

Description
Tour à commande numérique 2 Axes marque SOMAB type Transmab 200. (15) N°59007 En panne embrayage du réducteur de broche cassé.Non conforme.

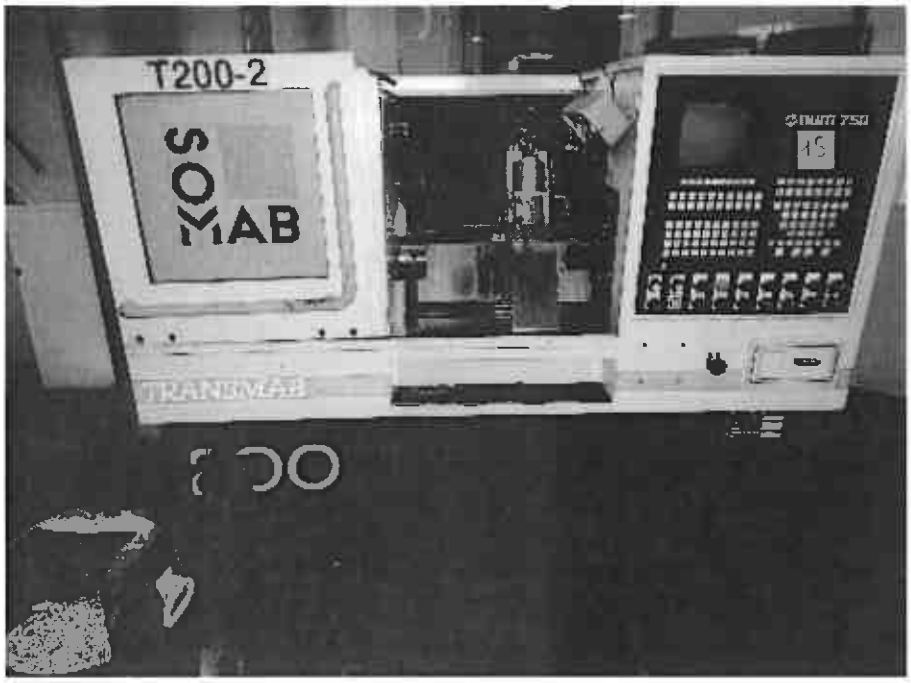
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 5

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Projecteur de profil PF4 (21) Bon état.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 6

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Banc de mesure MARQUE DIGITAL type 71 X1 21 N°93/02-279 Date de mise en service 1993 bon état étalonage a faire.Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 7

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Machine à plastifier marque SPERE mod7le Super Compact TL.Bon état.Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





BIEN N° 8

Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Touret à meuler (27) marque MAPE. Bon état. Equipé d'une meule pour outils carbure. Problème de sécurité sur un touret, ARU du mauvais coté, non accessible. Non conforme.

Divers

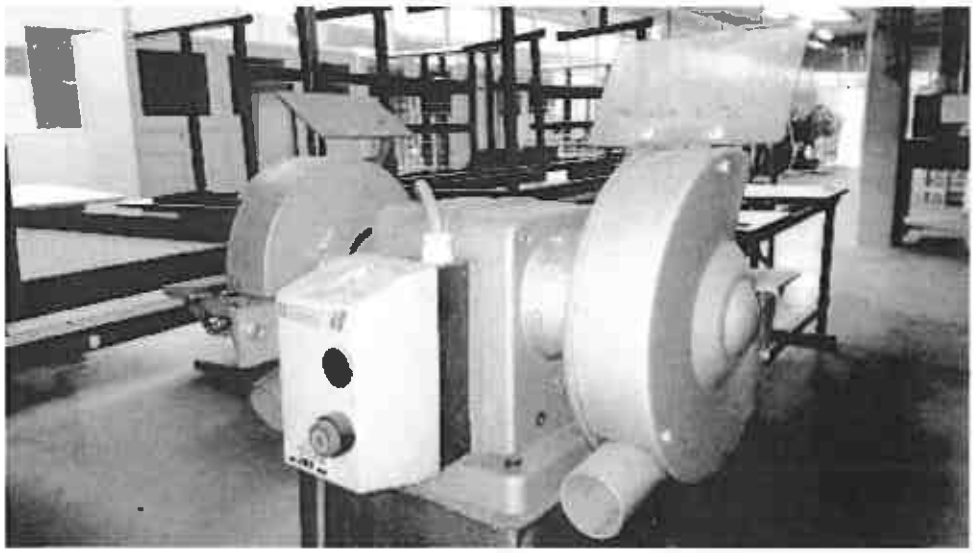
Proposer à la destruction :

Provenance - stupéfiants : (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





0940113M
ACADEMIE DE CRETEIL
LYCEE POLYVALENT LANGEVIN-WALLON
126 AVENUE ROGER SALENGRO
94507 CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX
Tel : 0148812833

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CHEF D'ETABLISSEMENT
Lié à une décision du conseil d'administration

Objet : mise au rebut

Numéro d'enregistrement :37
Année scolaire : 2015-2016

Vu
le code de l'éducation, notamment les articles L.421-3, R.421-9
la délibération du conseil d'administration du 04/07/2016acte n°39
Le chef d'établissement procède à
mise au rebut de divers matériels des ateliers (tours à commande numérique ...)
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Informations générales du PV 2017-MAR-0549

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Langevin Wallon 0940113M
126 - Avenue Roger Salengro
94507 Champigny sur Marne
N° de Téléphone : 01.48.81.28.33
Coordonnées du responsable : NICOLAS Jean-Michel
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

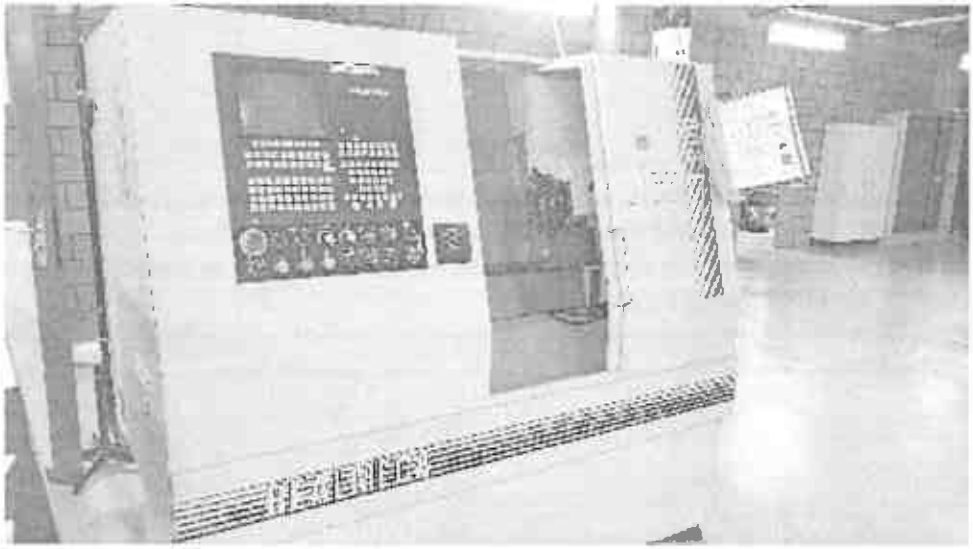
Type de bien
Machines-outils

Description
Tour C.N. REALMECA 1 Modele T200 N° de série 1141 poids 3T mise en service 1991 pas utilisé depuis 5 ans.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

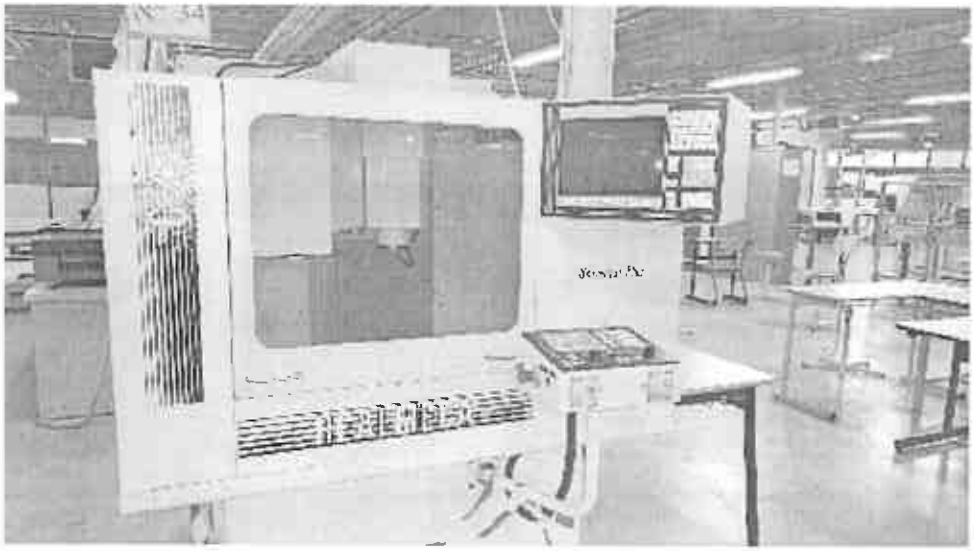
Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse C.N. REALMECA 2 modèle C2 UNIVERSAL+ N° de série 1194 Poids 3T. Mise en service 1999 pas utilisé depuis 5 ans. Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 3

Type de bien
Machines-outils

Description
Tour C.N. SOMAB 3 modèle TRANSMAB 300 N° de série 69404 Poids 3.5T mise en service 2000. Pas utilisé depuis 5 ans.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les

stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 4

Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse 4 C.N. Marque 2L productique/SMI .Modèle PRODUCMILL CV30. Poids 3.5T. N° de série 00/CV30/051.Mise en service 2000. Pas utilisé depuis 5 ans.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction :
Provenance - stupéfiants : (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 5

Type de bien
Machines-outils

Description
Plieuse BLOMBED 5 N° de série 39027. Poids 2.5T.Pas utilisé depuis 5 ans. Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction :
Provenance - stupéfiants : (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 6

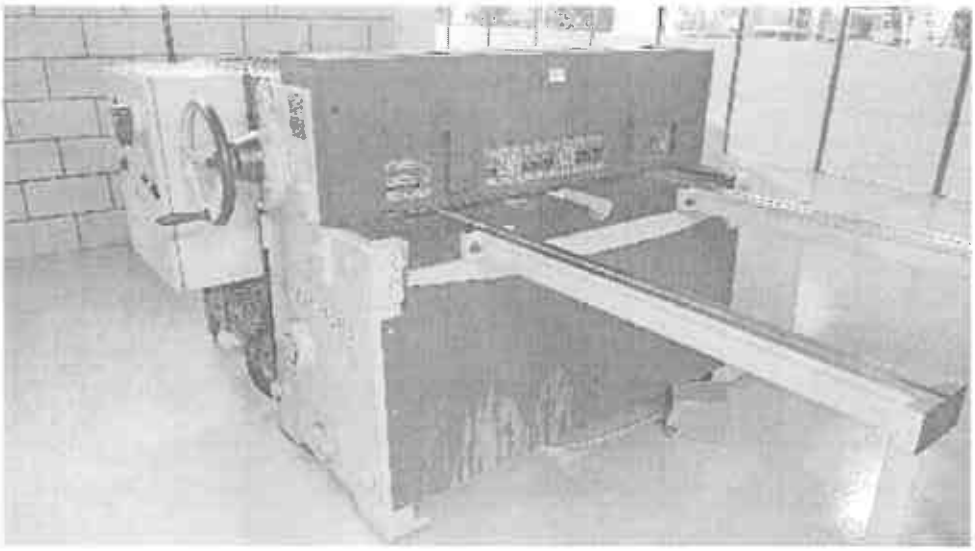
Type de bien
Machines-outils

Description
Cisaille BLOMBED 6.Modèle 28an.N° de série 49179. Poids 4T.date de mise en service inconnue. Pas utilisée depuis 5 ans.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 7

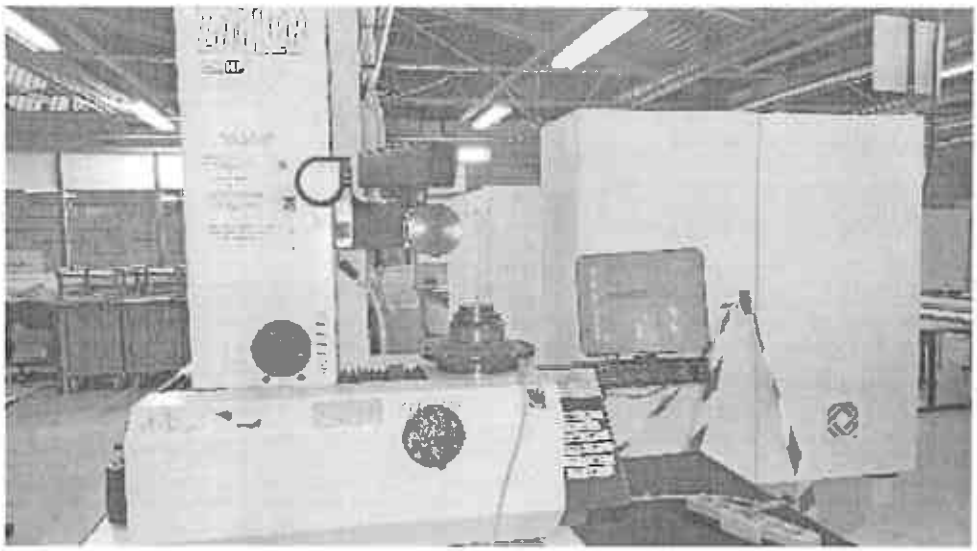
Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Banc de mesure 8 marque ZOLLER.Modèle V420 N° de série 646. Poids 0.3T.Mise en service 1993.Pas utilisé depuis 5 ans.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



Informations générales du PV 2017-MAR-0793

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Léonard De Vinci 0754475G
20 - rue de Bourseul
75015 PARIS
N° de Téléphone : 01.53.68.05.25.
Coordonnées du responsable : SCHNEIDER ALAIN
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Toupie marque CASADEI F114.Date de mise en service 1994.Poids 500Kg. N° de série 94-66-071 .Vendue sans entraineur .Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

Type de bien
Machines-outils

Description
Scie circulaire marque GRIGGIO modèle SC3200 MSC 400 N° de série M000026306/833. Date de mise en service 1996. Bon état général. Non conforme.

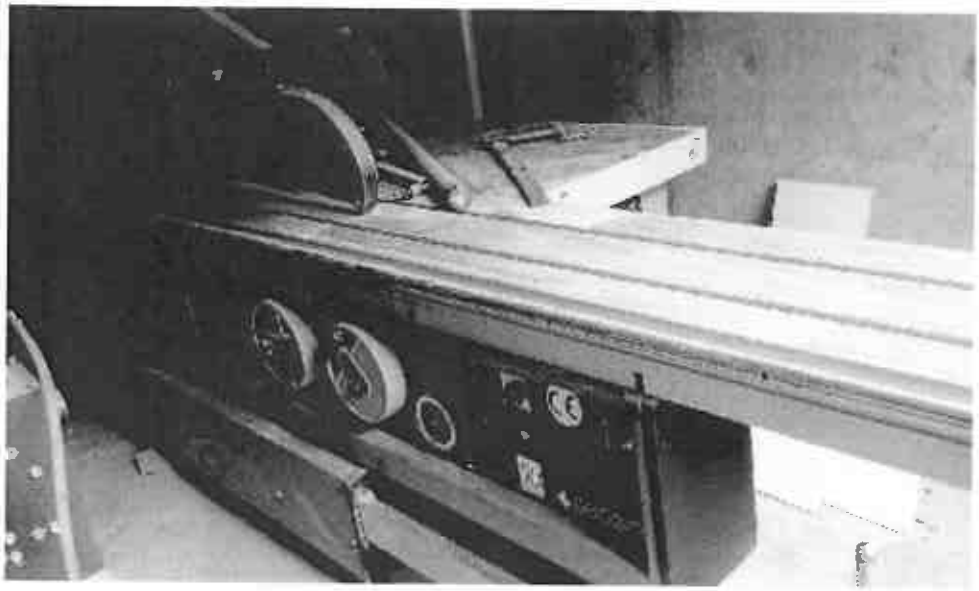
Divers

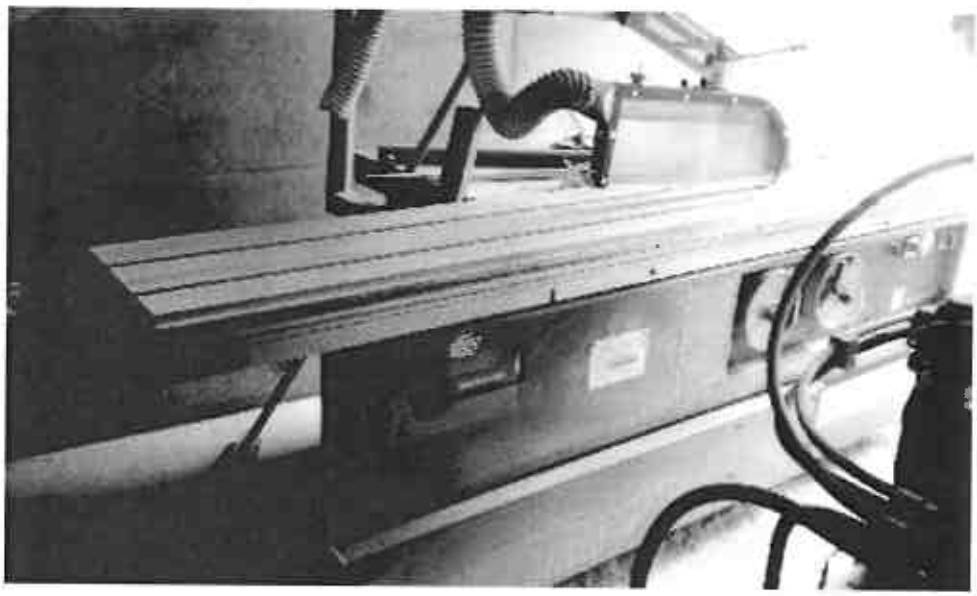
Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





Lycée des Métiers du Bois
Léonard de Vinci
20, rue Bourseul 75015 PARIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 08/11/2016

LISTE DES PARTICIPANTS **(25 membres)**

NOMS et FONCTIONS ou QUALITES			
- MEMBRES DE DROIT			**EMARGEMENT**
Chef d'établissement, Président :	M. VERAN		
Proviseur Adjoint :	Mme GALZY		
Gestionnaire :	Mme ZAGATA		
Conseiller Principal Education :	Mme FIZE		
Chef de Travaux :	M. SCHNEIDER		
- MEMBRES ELUS			
¤ Personnels Administratif, Ouvrier, Service, Santé			
¤ Personnels d'Enseignement et d'Education	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
M. SAINREAU			
M. BUSSON			
Mme BOURGUIGNON			
M. COLLIOT			
Mme FORGE			
M. GAVELLE			
Mme DESMAREST			
		M. CHANUT	
		M. BONNY	
		Mme DEBAY	
		M. CASTANIER	
		Mme SALVAN	
		Mme CRESSON	
		Mme VINCENT-CHOUKROUN	
¤ PARENTS D'ELEVES	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
Mme ABIVEN			
Mme DAMBRUNE			
Mme DECORET			
Mme WIK			
¤ ELEVES	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
M. GUELFI			
M. KAISER			
M. MORGADO			
M. NETO			Neto
M. PEIGNELIN			
		Mme MIAN	
		M. MIRANDA	
¤ PERSONNALITES LOCALES : membres désignés	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
Représentant du Conseil Régional			
M. LEGARET			
Mme CEYRAC			
		M. WEHRLING	
		Mme de CLERMONT-	
Représentants de la Commune			
M. JANANI			
Mme FERHAT			
		Mme DUC	
		M. MARTINEZ	

LYCÉE
DES
METIERS
DU BOIS
Léonard de Vinci

20 rue Bourseul 75015 Paris
Tél. 01 53 68 05 25 fax. 01 53 68 05 26
courriel: ce.0754475g@ac-paris.fr.
www.ac-paris.fr/serail/lyc-leonard-de-vinci

COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU JEUDI 8 NOVEMBRE 2016

Date de la convocation : 13 octobre 2016.
Membres présents : 18 à l'ouverture, le quorum est atteint.

La séance est ouverte à 18 h 05.

Ordre du jour :

1) Approbation du PV du conseil d'administration du 30/06/2016.
2) Vote du règlement intérieur du CA.
3) Installations des instances.
4) Désignation des membres au comité de liaison CFA.
5) Délégation de pouvoir du conseil d'administration au chef d'établissement, ordonnateur des dépenses et des recettes, à effet de signer les marchés.
6) Vote du taux de participation du SRH aux charges de fonctionnement.
7) Tarifs de la demi-pension 2017 pour information.
8) Sortie d'inventaire d'une scie circulaire.
9) DBM pour information.
10) Modification du calendrier des stages 2016/2017 (PFMP).
11) Vote du voyage à Londres des 2ERA du 28 au 30 mars 2017.
12) Vote de la classe à PAC : projet pédagogique « Chaillot 2016 » (coordination : Mme Braud).
13) Questions diverses.

En préambule, Monsieur Veran nous indique la présence à ce conseil de Mme ABDOULAYE, attachée stagiaire IRA, pour 7 semaines. Elle est chargée de la mise à jour du DU (document unique) ainsi que du balayage sécurité (organismes agréés et consignes).
Monsieur Veran nous présente Mme ZAGATA, nouvelle gestionnaire arrivant de Versailles.

1) Approbation du PV du conseil d'administration du 30/06/2016.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité par 18 voix.

2) Vote du règlement intérieur du CA.

Le règlement intérieur est adopté à l'unanimité par 18 voix.

3) Installations des instances.

Les représentants des élèves pour chaque instance ont été nommés avant le conseil d'administration. (voir tableau récapitulatif).

4) Désignation des membres au comité de liaison CFA.

Le lycée dispense des cours par apprentissage, notamment les BP (niveau BAC, les élèves sortent des classes de CAP ou BAC), ainsi que la 2e année du BTS ERA (post BAC). Une unité de formation d'apprentissage (UFA) fait partie du CFA Paris académie. La direction du CFA est tenue par des personnes nommées par le rectorat.

C'est une obligation d'avoir un comité de liaison qui se réunit principalement au moment des conseils de classe.

La proposition des membres pour le lycée est :

- Le chef d'établissement : Monsieur Veran.
- Le chef des travaux : Monsieur Schneider.
- Un professeur de BTS : Monsieur Corbillon.
- Un professeur de BP : Monsieur Caudoux.

Vote à l'unanimité.

5) Délégation de pouvoir du conseil d'administration au chef d'établissement, ordonnateur des dépenses et des recettes, à effet de signer les marchés.

Monsieur Veran, chef d'établissement, ordonnateur des dépenses et recettes, demande une délégation de pouvoir au conseil d'administration à effet de signer les marchés. Vote à l'unanimité.

Arrivée de Mme Ceyrac (région) à 18 h 30. Le nombre de votants passe à 19.

6) Vote du taux de participation du SRH aux charges de fonctionnement.

Les dépenses du service de restauration en gaz, en chauffage et en électricité sont prises en charge par la région successivement depuis 2013 et 2015.

En 2013, le taux de participation était de 21 % ; en 2014, il est passé à 13 %. Il est demandé la reconduction de ce taux pour 2016/2017. Vote à l'unanimité.

7) Tarifs de la demi-pension 2017 pour information.

Le tarif de la demi-pension est voté par la région. Pour cette année, il n'y a pas d'augmentation pour les élèves à savoir :

- Forfait 5 jours : 534,60 €.
- Forfait 3 jours : 375,84 €.
- Forfait 2 jours : 262,08 €.
- Le prix du ticket repas pour les élèves extérieurs est de 4,05 €.

Par contre, pour les commensaux, il y a eu une augmentation de 2 %, le ticket passe de 2,60 € à 2,65 €, de 4,10 € à 4,20 €, de 5,10 € à 5,20 € et pour les extérieurs, de 6,10 € à 6,20 €.

8) Sortie d'inventaire d'une scie circulaire.

Une nouvelle scie circulaire étant arrivée en juin, l'ancienne va être mise en vente aux enchères par la région, l'accord du CA est demandé. Vote à l'unanimité.

9) Sortie d'inventaire d'une cabine à vernir.

Une nouvelle cabine à vernir doit être installée le 9 novembre, l'ancienne datant de 1988, la région a validé sa mise au rebut, l'accord du CA est demandé pour la sortie d'inventaire pour destruction.

Vote à l'unanimité.

10) DBM pour information.

Informations diverses :

- Les travaux de l'annexe n'ont pas commencé, le bureau d'étude ayant fait des erreurs, une nouvelle étude est en cours.
- Les rideaux (6000 €) prévus pour l'annexe seront installés après le changement des fenêtres.
- La rénovation des sanitaires va être engagée avec création de toilettes pour les filles.
- Le câblage informatique est pratiquement terminé, cela a été un énorme chantier, merci à la région et aux professeurs pour les désagréments.
- Dotation récente pour les classes de BTS ERA, BAC ERA et STI : 10 nouveaux ordinateurs arrivent lundi 14 novembre et 3 VPI sont déjà installés.
- Des mesures d'empoussièrement faites dans les ateliers sont en cours d'analyse par un bureau d'étude.

DBM :

- La région a financé, à hauteur de 10 000 €, l'achat d'équipement de musculation.
- Une subvention de 18 000 € pour l'achat d'une toupie a été accordée.
- Une subvention de 2 630 € a été reçue pour la réparation d'une scie (matériel financé par la région).
- Subvention de 65 000 € pour le remplacement de l'ascenseur.
- Travaux en attente des analyses d'empoussièrement pour réaliser l'isolation phonique.
- Nouvelle subvention de 1500 € pour les examens et 7 000 € pour les meubles vendus (la banque d'accueil du rectorat ayant été facturée 17 000 €).

Un exercice anti-intrusion sur le site principal avec les policiers de la MPC a été effectué, une mention particulière est à inscrire pour les professeurs. Des observations ont été relevées (insuffisance d'alarme, absence de gyrophare dans les ateliers...). Il est prévu la pose d'un film occultant dans les bureaux de la CPE et des surveillants, coté rue.
Un exercice d'évacuation incendie est prévu en novembre et en janvier, aura lieu l'exercice de confinement.
Des devis et études sont en cours pour la vidéo protection votée en juin.

11) Modification du calendrier des stages 2016/2017 (PFMP).

Vote à l'unanimité.

12) Vote du voyage à Londres des 2ERA du 28 au 30 mars 2017.

Voyage à Londres pour 12 élèves du 28 au 30 mars 2017 : prix de revient par élève 220 €. Une prise en charge partielle ou totale peut être accordée par le lycée après consultation de la commission du fonds social.
Les élèves seront accompagnés par 3 adultes (professeurs) et une somme de 660 € sera à la charge du lycée. Vote à l'unanimité.

13) Vote de la classe à PAC : projet pédagogique « Chaillot 2016 » (coordination : Mme Braud).

En collaboration avec le théâtre de Chaillot, les élèves assistent à des spectacles et rencontres d'intervenants divers. Aucune participation n'est demandée. Vote à l'unanimité.

14) Questions diverses.

Est-il prévu d'équiper les salles de TP du bas en informatique ?
Elles ont été câblées et les ordinateurs doivent être demandés l'an prochain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 15.

La secrétaire de séance

J. Decoret

Le président de séance

A. Veran

Lycée Léonard de Vinci
75015

INSTANCES 2016/2017

COMMISSION PERMANENTE		
Membres	**Titulaires**	**Suppléants**
Chef d'établissement	M. Alex VERAN	
Chef d'établissement Adjoint	Mme Caroline GALZY	
Gestionnaire de l'établissement	Mme Corinne ZAGATA	
Représentants de la collectivité de rattachement		
Elus des personnels d'enseignement et d'éducation	Mme Frédérique BOURGUIGNON	M. Sébastien COLLIOT
	M. Dominique BUSSON	Mme Marie-Emile FORGE
	Mme Soumia DESMAREST	M. Patrick GAVELLE
Elus ATOSS		
Elus de parents	Mme Sophie DAMBRUNE	Mme Isabelle ABIVEN
	Mme Jocelyne DECORET	Mme Laurence WIK
Elus des élèves	M. Maxime NETO	
	M. Matthias MIRANDA	
Total	10	

CONSEIL DE DISCIPLINE		
Membres	**Titulaires**	**Suppléants**
Chef d'établissement	M. Alex VERAN	
Chef d'établissement Adjoint	Mme Caroline GALZY	
C.P.E.	Mme Anne FIZE	
Gestionnaire de l'établissement	Mme Corinne ZAGATA	
Elus des personnels d'enseignement et d'éducation	M. Jean-François BONNY	Mme Soumia DESMAREST
	Mme Frédérique BOURGUIGNON	M. Jérôme CASTANIER
	M. Sébastien COLLIOT	M. Gérard SAINREAU
	Mme Marie-Emile FORGE	Mme Olympe CRESSON
Elus ATOSS		
Elus de parents	Mme Isabelle ABIVEN	Mme Sophie DAMBRUNE
	Mme Laurence WIK	Mme Jocelyne DECORET
Elus des élèves	M. Florent DAGUENET	M. Quentin PEIGNELIN
	Mme Pascale LOUIS JEAN	M. Alou DIOP
	Mme Maryam MIAN	M. Zakaria YAKINI
Total	13	

Lycée Léonard de Vinci
75015

INSTANCES 2016/2017

COMMISSION D'HYGIENE ET DE SECURITE		
Membres	**Titulaires**	**Suppléants**
Chef d'établissement	M. Alex VERAN	
Chef d'établissement Adjoint	Mme Caroline GALZY	
C.P.E.	Mme Anne FIZE	
Gestionnaire de l'établissement	Mme Corinne ZAGATA	
Représentants de la collectivité de rattachement		
Elus ATOSS		
Elus des personnels d'enseignement et d'éducation	M. Patrick GAVELLE	Mme Karyne SALVAN
	M. Gérard SAINREAU	M. Jean-François BONNY
Elus de parents	Mme Laurence WIK	Mme Isabelle ABIVEN
	Mme Jocelyne DECORET	Mme Sophie DAMBRUNE
Elus des élèves	M. Tom GUELFI	M. Maxime NETO
Experts	**Titulaires**	**Suppléants**
Medecin scolaire	Mme Isabelle CORNILLE	
Infirmier	Mme Odette KIENTZI	
ACMO	M. Jean-Luc PIGNON	

COMMISSION EDUCATIVE		
Membres	**Titulaires**	**Suppléants**
Chef d'établissement	M. Alex VERAN	
Chef d'établissement Adjoint	Mme Caroline GALZY	
Elus de parents	Mme Sophie DAMBRUNE	

Lycée des Métiers du Bois
Léonard de Vinci
20, rue Bourseul 75015 PARIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 02/02/2017

LISTE DES PARTICIPANTS **(25 membres)**

NOMS et FONCTIONS ou QUALITES			
- MEMBRES DE DROIT			**EMARGEMENT**
Chef d'établissement, Président :	M. VERAN		
Proviseur Adjoint :	Mme GALZY		
Gestionnaire :	Mme ZAGATA		
Conseiller Principal Education :	Mme FIZE		
Chef de Travaux :	M. SCHNEIDER		
- MEMBRES ELUS			
¤ Personnels Administratif, Ouvrier, Service, Santé			
¤ Personnels d'Enseignement et d'Education	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
M. SAINREAU			
M. BUSSON			
Mme BOURGUIGNON			
M. COLLIOT			
Mme FORGE			
M. GAVELLE			
Mme DESMAREST			
		M. CHANUT	
		M. BONNY	
		Mme DEBAY	
		M. CASTANIER	
		Mme SALVAN	
		Mme CRESSON	
		Mme VINCENT-CHOUKROUN	
¤ PARENTS D'ELEVES	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
Mme ABIVEN			
Mme DAMBRUNE			
Mme DECORET			
Mme WIK			
¤ ELEVES	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
M. GUELFI			
M. KAISER			
M. MORGADO			
M. NETO			
M. PEIGNELIN			
		Mme MIAN	
		M. MIRANDA	
¤ PERSONNALITES LOCALES : membres désignés	**TITULAIRES**	**SUPPLEANTS**	**EMARGEMENT**
Représentant du Conseil Régional			
M. LEGARET			
Mme CEYRAC			
		M. WEHRLING	
		Mme de CLERMONT-	
Représentants de la Commune			
M. JANANI			
Mme FERHAT			
		Mme DUC	
		M. MARTINEZ	

LYCÉE
DES
METIERS
DU BOIS
Léonard de Vinci

20 rue Bourseul 75015 Paris
tél. 01 53 68 05 25 fax. 01 53 68 05 26
courriel : ce.0754425g@ac-paris.fr
www.ac-paris.fr/eta/lyc-leonard-de-vinci

Compte-rendu du conseil d'administration
du 2 février 2017

Membres présents : 14
Le quorum est atteint.
Mme Ceyrac, représentant la mairie, est excusée car en réunion exceptionnelle au Conseil de Paris.

Ordre du jour :
1. Approbation du PV de séance du 06/12/2016.
2. Vote de la répartition de la Dotation Horaire Globale (DHG).
3. Communication de la date de l'épreuve orale du DNB 2017 et des modalités d'évaluation.
4. Questions diverses

La séance est ouverte à 18h05.

1. Approbation du PV de séance du 06/12/2016 :
Adopté à l'unanimité.

2. Vote de la répartition de la Dotation Horaire Globale (DHG) :
Le CA n'a pas la possibilité d'amender cette répartition mais vote la DHG. S'il est contre, il y aura retour vers la Commission Permanente.

Section d'Enseignement Professionnel (SEP) :
- On peut noter la perte d'une demi-classe de CAP.
- Il y aura dédoublement des heures d'atelier pour l'accueil des élèves de première et terminale TMA et les CAP menuisiers, ainsi que des enseignements de Prépa-pro.
- Un poste « spécifique académique » est devenu « spécifique national » arts du spectacle.
- On note également des compléments de services reçus (CSR) et des compléments de services donnés (CSD) – voir tableau.

Lycée :
- la DHG est la même que l'an dernier. Il y a plus d'élèves en seconde année de BTS cette année. Le recrutement de l'établissement porte ses fruits.
Tous les élèves de 1ère année de BTS ont obtenu leur contrat d'apprentissage pour la 2e année en ERA.
La formation professionnalisante AM (Agents de Métré) offre une voie de réussite intéressante. Les élèves sont recrutés sur le lycée ou ailleurs.
- On note également des compléments de services reçus (CSR) et des compléments de services donnés (CSD) – voir tableau.

DHG adoptée à l'unanimité.

3. Communication de la date de l'épreuve orale du DNB 2017 et des modalités d'évaluation pour les 3e Prépa-Pro :

- 2 EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires) :
  - Science Technologie : biodiversité.
  - Culture et création artistique : jardins de Suresnes.
- Date : jeudi 20 avril 2017.

Les parents seront informés par courrier et choisiront la thématique.

4. Questions diverses :

- Sortie d'inventaire d'une toupie après choix de nouveau matériel (appartenant à la Région).

Vote : oui à l'unanimité

- Mise en place d'un partenariat franco-allemand :

Après recherche d'un partenaire allemand pour un échange inter-lycées, un établissement a été trouvé à Springe, près de Hanovre.
Les apprentis partiront 3 semaines en Allemagne (1 en établissement et 2 en entreprise). De même, de jeunes allemands seront accueillis au LPO Léonard de Vinci.
Chacun des groupes bénéficiera de 40 h d'initiation à la langue avec un professeur spécialisé en initiation orale.
Toutes les entreprises sont d'accord pour l'échange, les jeunes étant ensuite chez eux en binôme (leur employé avec le stagiaire allemand).
Il est prévu que les allemands viennent en novembre-décembre et les français aillent en Allemagne en janvier.
Le lycée bénéficiera d'une plateforme où les entreprises proposeront des stages de façon privilégiée.
Le coût pour l'établissement est très faible. Ne partent que ceux qui le veulent et dont le patron a donné son accord.

Vote : oui à l'unanimité

- Nouveau dispositif MLDS entre le lycée, le GIP et l'association « Réussir moi aussi ».

L'objectif est de proposer à des jeunes en décrochage, de les accompagner dans la recherche d'un projet. Basé sur le volontariat, ce dispositif conduit le jeune vers l'apprentissage ou l'alternance. Il y a, à l'annexe (rue de l'ouest), la possibilité d'accueillir ce dispositif.

Vote : oui à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé le CA s'achève à 19h.

La secrétaire de séance

I. ABIVEN

Le président

A. VERAN

SEP Léonard de Vinci

PROPOSITION DE RÉPARTITION

Rentrée 2017

	classes		1A		1B		TCAPA		TCAPB		2TMA		1TMA		TTMA		2 TAB		TFAB		TFAB		2ERA		1ERA		TERA		1 DTMS		TDTMS		3eme PP		CAP I		CAP Acc		Plateforme	
	effectifs		24 eleves		24 eleves		24 eleves		12 eleves		15 eleves		18 eleves		18 eleves		12 eleves		12 eleves		12 eleves		12 eleves		15 eleves		15 eleves		15 eleves		15 eleves		24 eleves		15 eleves		15 eleves		12 eleves	
	classes/groupes		Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr
[illegible]	Français	91	2	3	2	3	1	4	3		2		2		2		2		2		2		2		2		2		1		1		1	6	2		2			17
[illegible]	Histoire-Géo										2		2		2		2		2		2		2		2		1		1		1	4						
P0210	ECJS	8,5		1		1		1	1		0,5		0,5		0,5		0,5		0,5		0,5		0,5		0,5													
P0210	Histoire du spectacle	4,5																									1		1,5						2			
P0210	**Projet**	1																											1									
P0222	Anglais	43		4		4	1	2	2		2		2		2		2		2		2		2		2		2		2			4	2		2			
P0420	Espagnol	2																														2						
P1315	Matter	55	1,5	4	1,5	4	2	4	4		2		2		2		2		2		2		3		3		2		2		2	4	2					3
P1320	Sciences	25									2		2		2		3		2		2		2		2						1	6			2			
P0300	PSE	19		2		2	0,5	2	1,5		1		1		1		1		1		1		1		1		1						1		1			
1200U	Arts appliqués (M. Valle)	19																											3						16			
P0300	Art du spectacle	36																									18		17,0						1			
P6500	Arts appliqués	39,5		3		3	1	3	2		1		1		1		1		1		1		4,5		4,5		4,5		3					2			4			
P6500	Histoire de l'art et du décor	4																									2		2									
1200	EPS	45	2		2		3		3		2		2		4		2		2		4		2		2		4		2		2		3		2				2	
P1400	Gestion	11									1		1		1		1		1		1		1		1		1		1									
P2100	Fabrication d'un ouvrage	201		22		22		22		11	8			16		16	9		9		9		10,0		10,0		10,0												
P2100	Analyse d'une situation prof	28		8		8		8		4																													
P2100	Analyse technique d'un ouvrage	9									3		3		3																				30					
P2100	Préparation d'une fabrication	12									2		2		3		2		2		2																			
P2100	Etude d'une fabrication	9															3		3		3																			
P2100	déc prof (GIB)	3																														3							
1200	déc prof (EPS)	2																														2							
1315	déc (PP)	2																														3							
	EGLI EPI	15,5									1,5		1,5		1,5		1,5		1,5		1,5		1,5		1,5							2							
	APIAI	20		1		1					2		2		2		2		2		2		2		2														

PROPOSITION POSTES EN SEP

		Appart HP	Total Apport	Report annexe 3	AP	EPI	EGL	CFA *	UNSS	IMP	Total Besoins	Différence	HSA	Commentaires
L0425	Espagnol		2,00	2,00							2,00	0,00	0,00	
L0426														
L1900	EPS													
L1900	M. Chanut (CSR)	17,00	47,00	47,00	1,00						48,00	-1,00	1,00	
L1900	M. Jaunin (CSR)	15,00												
L1900	M. Fait	15,00												
L6500	Enseignements artistiques et arts appliqués		18,00	19,00							19,00	-1,00	1,00	
L6500	successeur de M. Vallet	18,00												
P0210	Lettres histoire-géographie													
P0210	Mme Bottard (CSR)	5,60												
P0210	Mme Louvel	18,00												
P0210	M. Kichenamassy	18,00												
P0210	Mme Forge	14,00	108,10	105,00	3,00	1,00	3,00				112,00	-3,90	3,90	EGL co-enseignement avec le professeur d'atelier
P0210	Mme Thiraull	18,00												
P0210	Mme Fortoul	14,00												
P0210	Mme Braud	18,00												
P0210	CSO	-12,50												
P0210														
P0222	Lettres-Anglais													
P0222	Mme Guebel	18,00	45,00	43,00	2,00						45,00	0,00	0,00	
P0222	Mme Buon	18,00												
P0222														
P1315	Mathématiques-Sciences Physiques													
P1315	M. Pontet	18,00												
P1315	Mme Desmarest	18,00												
P1315	Mme Cresson	14,25	77,25	82,00	4,00						86,00	-8,75	8,75	
P1315	M. Nabli (CSR)	0,00												
P1315	Mme Donon	18,00												
P1315														
P2100	GIE													
P2100	M. Baltzinger	2,00												
P2100	M. Caudoux	4,00												
P2100	M. Adam	18,00												
P2100	M. Berthelot	18,00												
P2100	BMP (M. Cellardot)	18,00												
P2100	BMP	18,00												
P2100	M. Corbillon	0,00												
P2100	M. Saintcas	18,00	236,00	262,00	7,00			20,56			269,00	-33,00	33,00	+ 2HSE hebdomadaires pour plateforme
P2100	BMP (M. Rade)	18,00												
P2100	BMP (M. Bonny)	12,00												
P2100	BMP (M. Gueho)	18,00												
P2100	BMP (M. Otto)	18,00												
P2100	BMP (M. Cagny)	18,00												
P2100	BMP (M. Bedelian)	18,00												
P2100	BMP (M. Gavello)	2,00												
P2100	BMP	18,00												
P2100	BMP (M. Monarret)	18,00												
P6500	Enseignements artistiques et arts appliqués													
P6500	Mme Debay	14,25												
P6500	Mme Salvan	18,00	49,25	43,50	1,00	1,00	4,50				50,00	-0,75	0,75	
P6500														
P6500	Mme Chourreau	9,00												
P6600	Arts du spectacle													
P6600	M. Decroix	18,00	36,00	36,00							36,00	0,00	0,00	
P6600	M. Longhino	18,00												
P7200	Biotechnologies santé-environnement		18,00	19,00							19,00	-1,00	1,00	
P7200	Mme Roudaut	18,00												
P8012	Eco-Gestion option compta et gestion													
L8013	M. Piette (CSR)	3,00	4,00	11,00							11,00	-7,00	7,00	
L8021	Mme Lauriers (CSR)	0,00												
P8012														
	Projet plateforme = 39h (dont 8 HP)		540,60	669,50	18,00	2,00	7,50	20,00	0,00	0,00	697,00	-56,40	56,40	

Il reste 2h AI à placer (1ère année de CAP) + 6h d'EGL

* CFA : heures gagées (ne comptent pas dans la DGH)

27/01/2017

lycée technologique Léonard de Vinci

PROPOSITION DE RÉPARTITION

Rentrée 2017

classes		1ere STI		Tle STI		BTS TC1			BTS TC2			BTS DRB1		BTS DRB2		BTS ERA 1		BTS ERA 2		AM	
effectifs		24 élèves		24 élèves		18 élèves			18 élèves			24 élèves		24 élèves		15 élèves		15 élèves		10 élèves	
classes/groupes		Cl	Gr AC SIN	Cl	Gr AC SIN	Cl	ex-sti	ex-stg	Cl	ex-sti	ex-stg	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr	Cl	Gr
0100	Philosophie	2			2																
0202	Français	17	3				2			2			3		3		4					
0100	Histoire-Géo + EMC	3	2,5		0,5																
0422	Anglais	18	3		3		3			3			2		2		2					
1411	Anglais technique	2	1		1																
0426	Espagnol	4	2		2																
1900	Maths	17	4		4								3		3		3					
1910	Sciences Phys	19	3		4								1	4	1	4	2					
1900	EPS	4	2		2																	
	Accompagnement	8	5		3																	
1411	AC	14		5		9																
1411	Technologies industrielles	7						7														
1410	SIN	14		5		9																
1411	Ens transv	15	7		8																	
1410	Ens transv	4	4																			
1414	Technologies industrielles	11				5			4		2											
8021	Management commercial	7					3	1	2	1												
8021	Gestion de projet	10				1	2		4													
1414	Gestion de projet	6				2			4													
8013	Gestion de projet	2						2														
8013	Communication et négociation	7				3			4													
1414	Communication et négociation	3						1	2													
1411	Communication et négociation	2							2													
8021	Communication et négociation	4					4															
8013	LEJ	6				2	1		2	1												
8021	Développement de clientèle	8				2	2		2	2												
1411	Commercialisation	2											1		1							
1411	Développement de produits	22											3	8	3	8						
1411	Industrialisation de produits	20											2	9	2	8						
1411	réalisation de produits	16												8		8						
72100	réalisation de produits	16												8		8						
72100	culture design et architecture	3															3					
72100	Bureau d'études	14															14					
1411	Bureau d'études	5															5					
72100	Atelier (GIB)	7																			7	

27/01/2017

3760

Lycée technologique Léonard de Vinci

PROPOSITION POSTES EN LYCÉE TECHNOLOGIQUE

Rentrée 2017

		Apport HP	Total Apport	Report annexe 1	Pond 1,1	Pond 1,25	UNSS	AP	IMP	Total Besoins	Différence	HSA	Commentaires
L0100	Philosophie		2,00	2,00	0,20					2,20	-0,20	0,20	
L0100	[illegible]	[illegible]											
L0202	Lettres modernes												
L0202	Mme Bottard	9,40	21,90	17,00	0,40	3,50		1,00		21,90	0,00	0,00	
L0202	CSR	12,50											
L0422	Anglais		18,00	18,00	0,50	3,00		1,00		22,50	-4,50	4,50	
L0422	Mme Bourguignon	18,00											
L0426	Espagnol		4,00	4,00	0,40					4,40	-0,40	0,40	
L0426	[illegible]	[illegible]											
L1000	Histoire-géographie		4,00	3,00	0,40			1,00		4,40	-0,40	0,40	
L1000	Mme Feige (CSR)	4,00											
L1300	Mathématiques												
L1300	successeur de Mme Cazalon	18,00	21,75	17,00	1,00	2,25		2,00		22,25	-0,50	0,50	
L1301	Mme Cresson (CSR)	3,75											
L1510	Physique et électricité appliquée		18,00	18,00	0,50	3,00				22,50	-4,50	4,50	
L1510	M. Nabil	18,00											
L1900	EPS												
L1900	M. Chanut	3,00	13,00	4,00			9,00		1,00	13,00	0,00	0,00	
L1900	M. Jaubin	5,00											
L1900	M. Fait (CSR)	5,00											
L2100	Génie industriel bois												
P2100	M.Gavelle (CSR)	9,00	37,00	37,00		7,50				44,50	-7,50	7,50	
P2100	M. Baltzinger (CSR)	16,00											
P2100	M. Carbillon (CSR)	12,00											
L1411	SII option architecture et construction												
L1411	M. Collict	18,00											
L1411	M. Delsar	18,00	87,00	105,00	2,00	15,50		2,50	4,00	129,00	-38,00	38,00	
L1411	M. Mello	18,00											
L1411	M. Jaillard	18,00											
L1411	M. Marcon	15,00											
L1414	SII option ingenierie mécanique		15,00	20,00		3,75				23,75	-8,75	8,75	
L1414	M. Busson	15,00											
L1413	SII option informatique et numérique		18,00	18,00	1,00			0,50		19,50	-1,50	1,50	
L1413	M. Yahiaoui	18,00											
L8013	Eco-gestion option marketing		15,00	15,00		3,50				18,50	-3,50	3,50	
L8013	M. Piette	15,00											
L8021	Technico-commercial												
L8021	Mme Laurans	15,00	32,00	29,00		7,50				36,50	-4,50	4,50	
L8021	[illegible]	[illegible]											
P6500	Enseignements artistiques et arts appliqués		3,75	3,00		0,75				3,75	0,00	0,00	
P6500	Mme Debay (CSR)	3,75											
			319,40	311,00	6,40	59,25	9,00	8,00	5,00	384,65	-74,25	74,25	

FGL : 10,5=
ce qui fait un total besoins = 384,65 - 10,5 = 395,15

Acte budgétaire du conseil d'administration relatif au budget ou décision budgétaire modificative

LYCEE FRANCOIS MANSART
25, avenue de la banque
BP 99
942111 LA VARENNE ST HILAIRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN SA SEANCE DU : 16.03.15

Le conseil d'administration de l'établissement, sur convocation de son président, adressée le 05.03.15, s'est réuni le 16.03.15 au Lycée François Mansart à La Varenne St Hilaire

Étaient présents : *cf. copie de la liste d'émargement jointe.*

Le quorum étant atteint, la séance a été ouverte par *M. DJARIAN, président* à *18h*

DÉLIBÉRATION N°31/2014-2015

OBJET : Sortie d'inventaire

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu le code de l'éducation – Articles L 421-4, L 421-11 à L 421-16 et R 421-58 à R 421-61,

Sur le rapport du chef d'établissement,

DÉLIBÈRE :

Article 1er : Le Conseil d'Administration adopte la sortie d'inventaire des biens figurant sur la liste jointe d'un montant totale de 68 901.56 €.

Article 2 : Transfert à l'inventaire Mansart de 2 paillasses sèches professeurs, 4 tabourets 6 tables de réunion et 9 chaises en provenance du lycée JJ Rousseau de Vitry sur Seine.

Nombre de membres	Suffrages exprimés	Abstentions et suffrages non exprimés
composant le C. A. : 28		abstentions : 0
présents en début de séance : 20	pour l'adoption : 23	blancs : 0
présents au moment du vote : 23	contre l'adoption : 0	nuls : 0

La présente délibération est adoptée. Elle sera consignée au registre des délibérations du conseil d'administration, affichée et transmise à l'autorité académique.

Date : 17.03.15 **Le président du conseil d'administration** **Michel DJARIAN**	**Rectorat de Créteil** Accusé réception - CRETEIL DAP - DACSES 16 MARS 2015 Accusé de Réception	**Préfecture de région** Accusé de réception le :	**Conseil régional** Accusé de réception le :

Délais et voies de recours
Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, dans un délai de deux mois à compter de la date de publicité de cet acte.

FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DES EQUIPEMENTS

RNE :	0940585A	Lycée détenteur	LYCEE FRANCOIS MANSART	Commune :	LA VARENNE ST HILAIRE	Interlocuteur au sein du Lycée :	M. TANGUY
Adresse de stockage							
Lieu de stockage préciser : Sous sol, R.D.C ou N°Etage,			RDC				
Possibilité de stationnement pour le déménageur précisez cour, parking intérieur ou voie publique, etc.							

N°	Désignation de l'équipement	Fabricant	Modèle	N° SERIE	N° d'inventaire Région	Dimensions (Haut. x Larg. x Prof.)	Poids	Nature de la demande (Obsolescence, Renouvellement, Réforme carte des formations, Rénovation)	Valeur d'achat	Date mise en service	Date mise en conformité	Etat général	Date de disponibilité	Commentaires
1	RABOTEUSE	VEBA	S630	4630104			400	MISE AU REBUT	9209,2	2004		DANGEREUSE	28,05,15	
2	SCIE CIRCULAIRE A TABLE	SCM	SW3-SW1,7	AB8809	120116		400	MISE AU REBUT	4302,26	1986		DANGEREUSE	28,05,15	
3	COMBINE RABOT/DEGAUCHISSEUSE	LUREM	FORMER RD31si	VM016			150		3347,02	1999			28,05,15	TRANSFERT
4	EGRENEUSE A TABLE	QUICKWOOD	D2 1300	3674			450		43474,6	2004			28,05,15	TRANSFERT
5	MORTAISEUSE A CHAINE	SAUTEREAU	SL82	5071222			350	MISE AU REBUT	7622,45	1989		DANGEREUSE	28,05,15	
6	MORTAISEUSE A MECHES	CHAMBON	EC185	X11015467	10072		325	MISE AU REBUT	36465,8	1955		DANGEREUSE	28,05,15	
7	COMBINE RABOT/DEGAUCHISSEUSE	LUREM	FORMER RD31si				150			1999			28,05,15	TRANSFERT
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														

Informations générales du PV 2017-MAR-1267

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée François Mansart 0940585A
25 - Avenue de la Banque
94100 Saint Maur des Fossés
N° de Téléphone : 01.48.83.48.80
Coordonnées du responsable : BRUNET Michael
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Combiné RABOT/DÉGAUCHISSEUSE (3) marque LUREM modèle FORMER RD 31 SI N° de série VM016 poids 150 Kgs date de mise en service 1999.Non conforme.

Divers

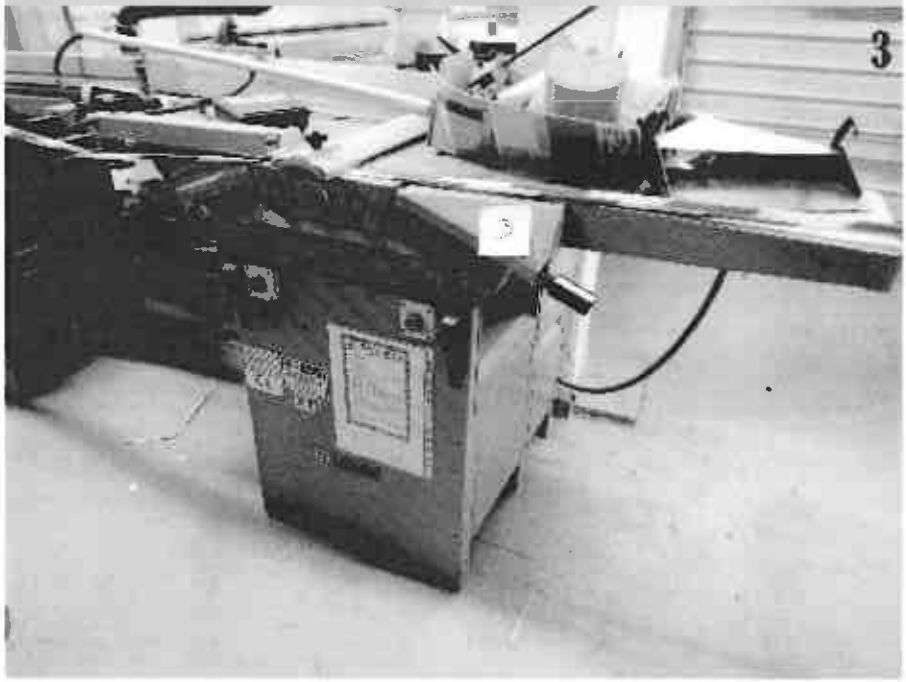
Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





BIEN N° 2

Type de bien
Machines-outils

Description
EGRENEUSE à TABLE (4)marque QUICKWOOD modèle D2 1300 N° de série 3674 poids 450 Kgs

date de mise en service 2004.Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 3

Type de bien

Machines-outils

Description

COMBINE RABOT/DÉGAUCHISSEUSE (7) marque LUREM modèle FORMER RD 31 SI poids 150 Kgs date de mise en service 1999.Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image


7


7
7

0950657Y
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE PROFESSIONNEL FERDINAND BUISSON
245 RUE FERDINAND BUISSON
95120 ERMONT
Tel : 0134157061

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Mise à disposition de la RIDF Machine

Numéro de séance : 3
Numéro d'enregistrement : 24
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 25
Quorum : 13
Nombre de présents : 16

Le conseil d'administration
Convoqué le : 19/01/2017
Réuni le : 30/01/2017
Sous la présidence de : Sylvie Dupeyron
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Le CA est informé de la mise à disposition pour la Région Ile de France d'une Machine de Nettoyage à Sec : FIRBIMATIC SPA Modèle ECO 10ST2 N° de série 092 A6 0044.
Ce matériel sera proposé à la vente via le service du domaine.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	0
Pour :	0
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Décision du Président du conseil d'administration : acte signé avec accord

Dém'Act
Dematerialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Dupeyron
Prénom : Sylvie
Signé le: 02/02/2017 15:49:23

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Informations générales du PV 2017-MAR-0572

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Ferdinand Buisson 0950657Y
245 - Ferdinand Buisson
95120 ERMONT
N° de Téléphone : 01,34,15,70,61
Coordonnées du responsable : CASCARRE ALAIN
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Machine de nettoyage à sec Marque FIRBIMATIC SPA Modèle ECO 10 ST2 N° DE S2RIE 092A60044 Poids 2.2T Date de mise en service 2005.Fonctionne au Perchloréthylène.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



0750650Z
ACADEMIE DE PARIS
LPO LYCEE DES METIERS D'ALEMBERT
22 SENTE DES DOREES
75019 PARIS
Tel : 0142080410

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 2
Numéro d'enregistrement : 9
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 28
Quorum : 15
Nombre de présents : 20

Le conseil d'administration
Convoqué le : 10/10/2016
Réuni le : 18/10/2016
Sous la présidence de : Francoise Sturbaut
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

SORTIE MATÉRIEL RÉGION
Le conseil d'administration autorise la sortie d'inventaire du matériel de la Région, mis à disposition du lycée d'Alembert.
Voir liste des équipements.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	20
Pour :	20
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Sturbaut
Prénom : Francoise
Signé le: 20/10/2016 15:19:24

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Informations générales du PV 2017-MAR-0641

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : lycée d'ALEMBERT 0750650Z
22 - sente des dorées
75019 PARIS
N° de Téléphone : 01,42,08,04,10
Coordonnées du responsable : CHERFAOUI NADIA
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Perceuse a colonne marque MILACRON modèle PC26 N° de série 28949 Poids 290Kg Date de mise en service 1990 bon état .Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

Type de bien

Divers (machines professionnelles)

Description

Touret à poncer Marque FEMI modèle 298 N° inventaire IG96/873 Date de mise en service 1996 mauvais état non conforme.

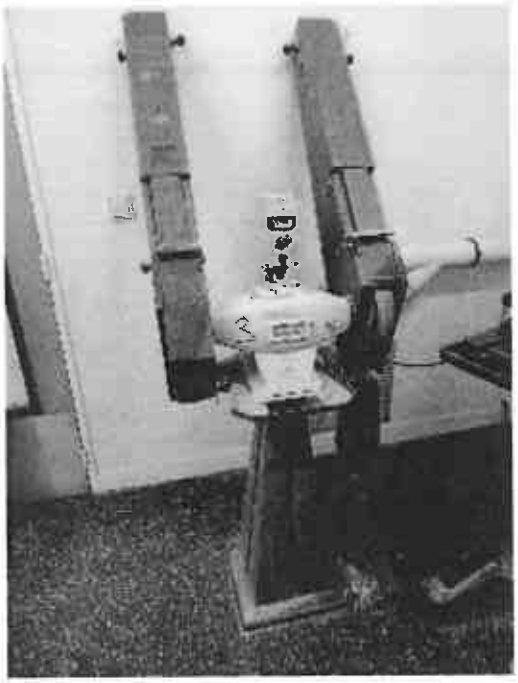
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 3

Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse sur socle marque MILACRON modèle PF32 N° de série 34833 Poids 370Kg état moyen
Non conforme.

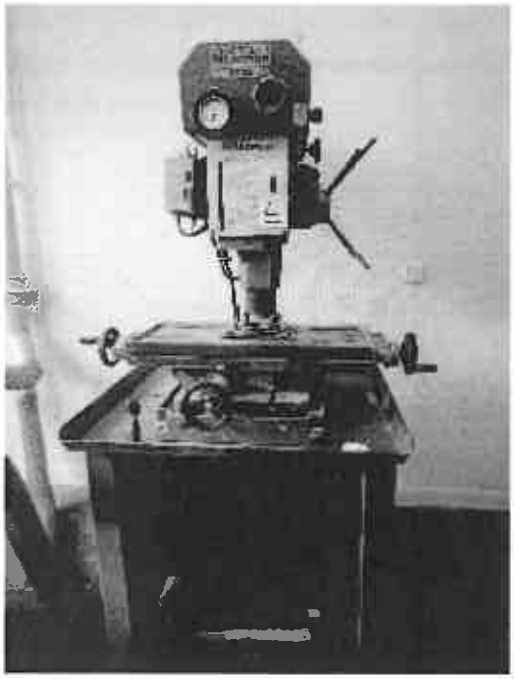
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 4

Type de bien
Machines à coudre

Description
Lot de 5 piqueuse pour assemblage des pièces. Marque ADLER N° de série (19)628339, (20)628349, (21)628334, (22)628336,N° inventaire Region (25)IG94/819.Non conforme.

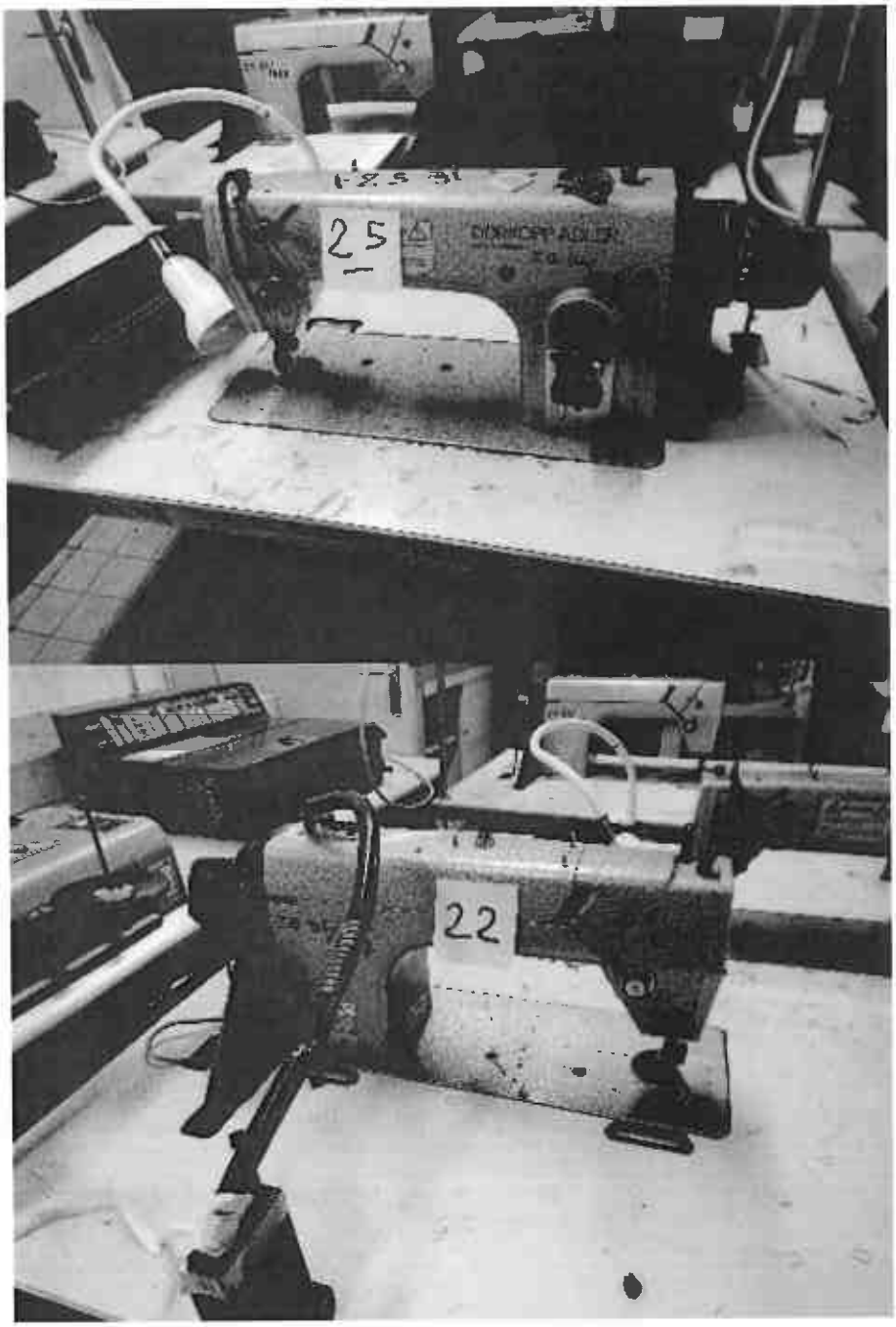
Divers

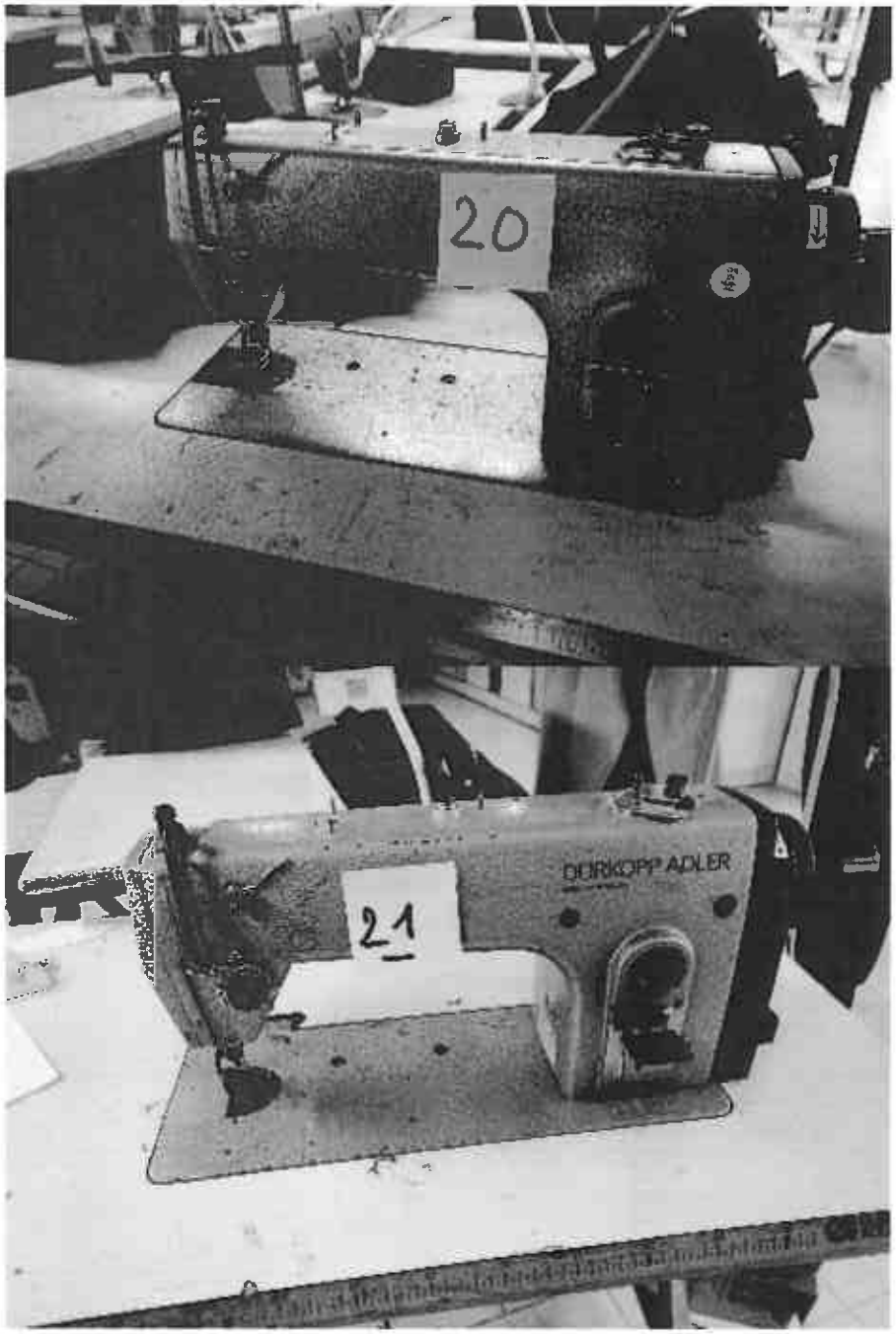
Proposer à la destruction : ☐

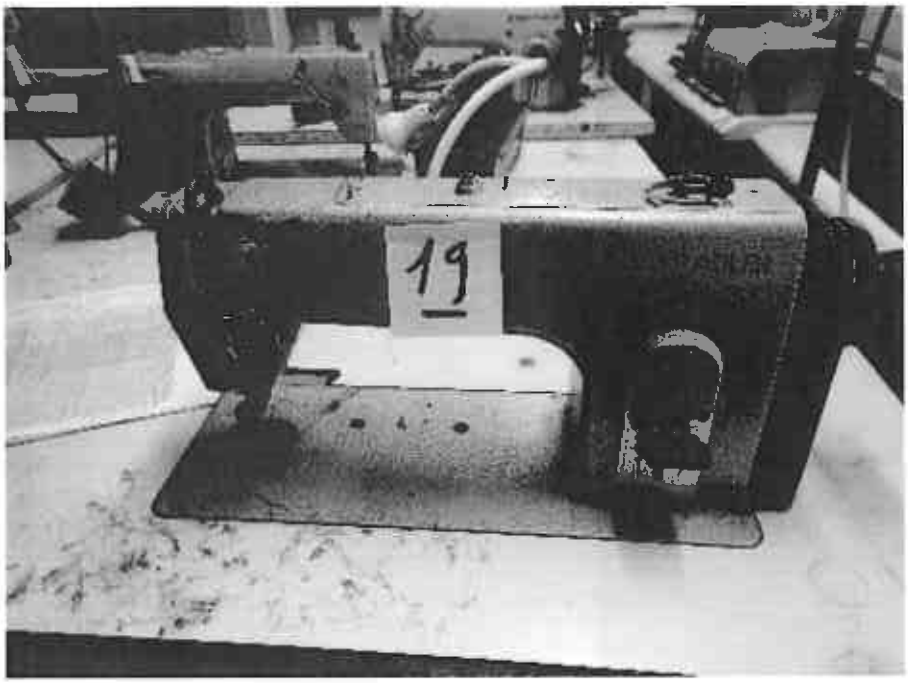
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image


25
22


20
21
DÜRKOPP ADLER



BIEN N° 5

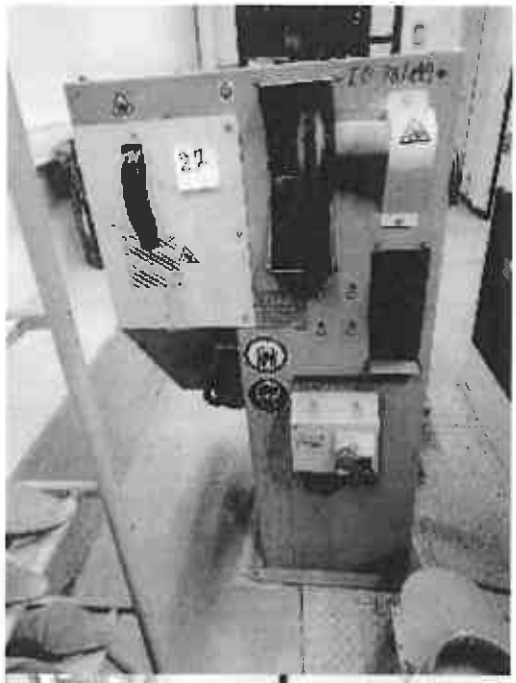
Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Machine de cordonnerie.Touret à rapes. Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





BIEN N° 6

Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Machine de cordonnerie.Machine à conformer les contreforts N° de série 6795.Date de mise en service 1994.Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



0952196W
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD
71 AVENUE DE CEINTURE
95880 ENGHIEN LES BAINS
Tel : 0139893241

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 5
Numéro d'enregistrement : 32
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 30
Quorum : 16
Nombre de présents : 20

Le conseil d'administration
Convoqué le : 06/03/2017
Réuni le : 16/03/2017
Sous la présidence de : Monique Chestakova-Macon
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.

Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité la demande de sortie de l'inventaire du lycée G. Monod de 4 machines-outils.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	18
Pour :	18
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Ce document est au format électronique, il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENLEVEMENT D'EQUIPEMENTS

RNE :	0952196W	Lycée détenteur	LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD	Commune :	ENGHIEN-LES-BAINS	Interlocuteur au soin du Lycée :	Douglas SOUCHU, DDFPT 01 39 89 89 16
Adresse de stockage			71 AVENUE DE CEINTURE , 95 880 ENGHIEN LES BAINS				
Lieu de stockage préciser : Sous sol, R.D.C ou N°Etage,			ATELIERS , RDC				
Possibilité de stationnement pour le déménageur précisez cour, parking intérieur ou voie publique, etc.			Cour intérieure sur SAS Livraison / retrait , donnant sur entrée atelier / Accès via portail à proximité du 11 Rue Carnot à St Gratien (Portail au fond de l'impasse)				

N°	Désignation de l'équipement	Fabricant	Modèle	N° SERIE	N° d'inventaire Région	Dimensions (Haut. x Larg. x Prof.)	Poids	Nature de la demande (Obsolescence, Renouvellement, Réforme suite des formations, Rénovation)	Valeur d'achat	Date mise en service	Date mise en conformité	Etat général	Date de disponibilité	Commentaires
1	CENTRE D'USINAGE	SCUFFORT MULLER ET PESANT	CU1250	DASES 14 312	Néant	2,5*2,2*2,5	Inconnu	Obsolescence	Inconnu	07/12/2000	Néant	Machine H.S	Immédiate	Nombreuses pièces retirées pour maintenance
2	EQUIPEMENT DE MESURES MACHINE DE MESURE TRIDIMENSSIONNELLE	ALTC	MM400	359	Néant	1,6*1,2*1,1	Inconnu	Obsolescence	Inconnu	02/02/1993	Néant	Machine H.S	Immédiate	Nombreuses pièces retirées pour maintenance
3	EQUIPEMENT DE MESURES MACHINE DE MESURE POUR OUTILS	GILDEMEISTER-DEVLIEG	EGS 1535-001 Type MA 2073 DG	72-10-175 N° 267 67/90	Néant	0,8*0,8*0,9	Inconnu	Obsolescence	Inconnu	1990	Néant	Machine H.S	Immédiate	Non fonctionnel
4	TOUR NUMERIQUE	EMCO	TURN 240 Commande NUM770	Insat. ESE 1006 Type: ET242W R.N.E.9 /1 006 IV	Néant	2*2,3*1,6	Inconnu	Obsolescence	Inconnu	1992		Machine H.S	Immédiate	
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														

Informations générales du PV 2017-MAR-1023

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Gustave Monod 0952196W
71 - Avenue DE CEINTURE
95880 ENGHIEN LES BAINS
N° de Téléphone : 01.39.89.32.41.
Coordonnées du responsable : SOUCHU Douglas
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Tour numérique marque EMCO type TURN 242 commande NUM 720 N° de série E9F 1006 machine H.S. Non conforme.

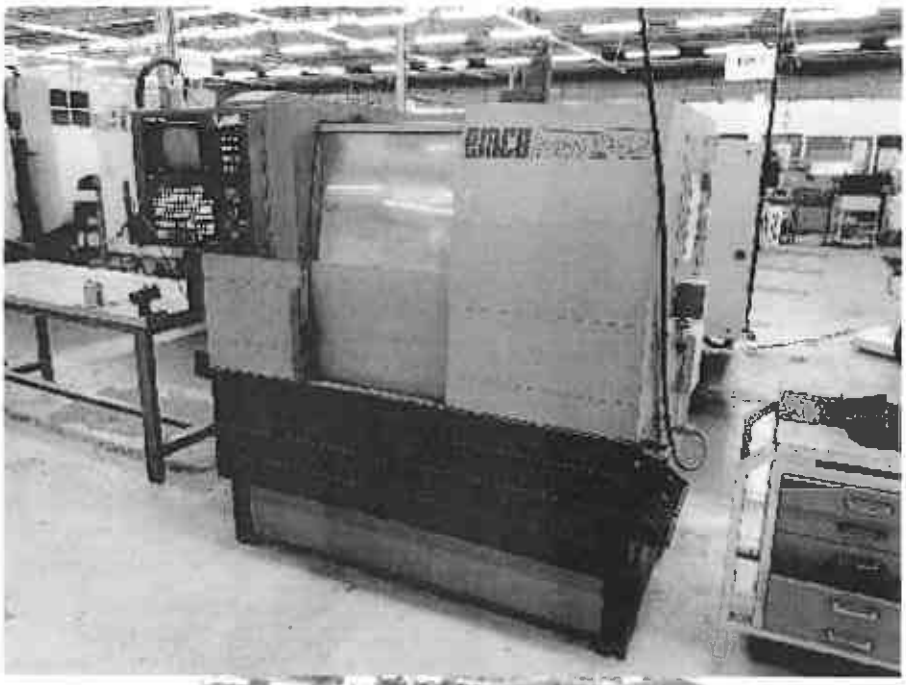
Divers

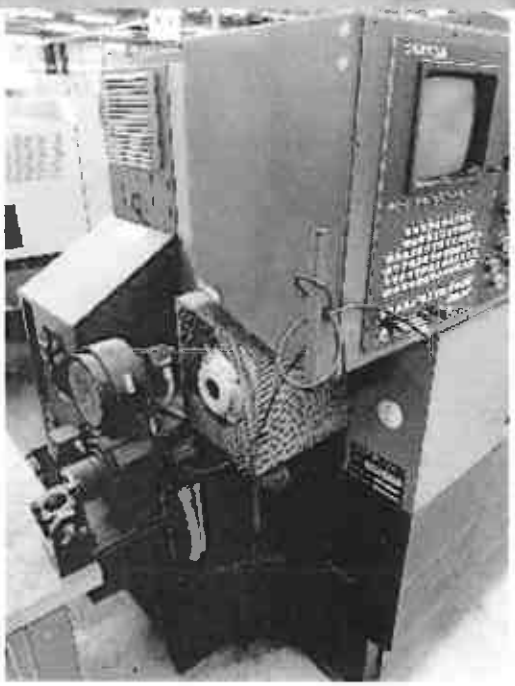
Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





0950667J
ACADEMIE DE VERSAILLES
LPO LYCEE DES METIERS ROMAIN ROLLAND
21 AVENUE DE MONTMORENCY
95190 GOUSSAINVILLE
Tel : 0139339555

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Sortie d'inventaire

Numéro de séance : 2
Numéro d'enregistrement : 26
Année scolaire : 2016-2017
Nombre de membres du CA : 26
Quorum : 14
Nombre de présents : 21

Le conseil d'administration
Convoqué le : 25/11/2016
Réuni le : 06/12/2016
Sous la présidence de : Thierry Dinard
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Il est demandé au CA de se prononcer sur la demande d'enlèvement d'une cisaille hydraulique Amada Promecam PH2010 acquis par la Région. Le matériel sera remis à la disposition de la Région.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	21
Pour :	21
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dematérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Dinard
Prénom : Thierry
Signé le : 13/12/2016 17:39:40

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable administratif de l'entité.

Informations générales du PV 2017-MAR-0802

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Romain Rolland 0950667J
21 - Av. de Montmorency
95190 Goussainville
N° de Téléphone : 01.39.33.95.55.
Coordonnées du responsable : Chartier Franck
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Cisaille hydraulique marque PROMECAM modèle PH2010. Date de mise en service 1984 N° d'inventaire 3239 Etat général: fuite hydraulique. Non conforme.

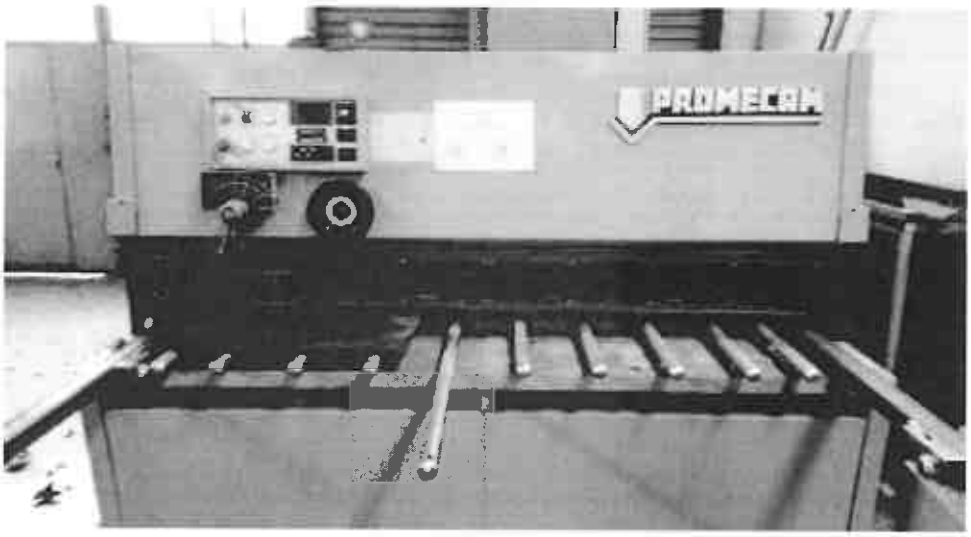
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 30/03/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 30/03/2017

ARRETE N°17-50 du 27 mars 2017

Portant décision de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional

ÉQUIPEMENT DES EPLE
CESSIONS DE BIENS MOBILIERS ANCIENS ET HORS D'USAGE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4221-5

VU La délibération CR n°93-15 en date du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions de pouvoir du conseil régional à sa présidente

Décide :

Article Unique :

De procéder à la cession de 30 machines-outils dont la liste est jointe en annexe 1.

Pour le Président de la Région
[illegible] et par délégation,
La Directrice des Politiques Éducatives
et de l'Équipement

Claudie MARTENS

ANNEXE 1

LISTES DES MACHINES OUTILS POUR VENTES AUX DOMAINES

DESIGNATION LYCEE	VILLE	NOMBRE DE MACHINES
Jacques Brel	Choisy le Roi 94	1
L'Agora	Puteaux 92	8
Langevin Wallon	Champigny sur Marne 94	7
Léonard de Vinci	Paris 15	2
François Mansart	Saint Maur des Fossés 94	3
Fernand Buisson	Ermont 95	1
D'Alembert	Paris 19	6
Gustave Monod	Enghien les Bains 95	1
Romain Rolland	Goussainville 95	1
	TOTAL	30

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/04/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/04/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-51

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation à titre temporaire, du 11 au 14 avril 2017 est donnée à M. Jacques BELTRAN à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leurs exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autres part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 29 mars 2017

Valérie Pecresse

Valérie PECRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 03/05/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 03/05/2017

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 17- 52 du 29 MARS 2017

Portant nomination au Comité de lecture du programme de résidences d'écrivains de la Région Ile de France.

LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L4231-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 2017-61 du 9 mars 2017 « Pour une politique du livre plus ambitieuse et inclusive »

VU la délibération n° CR 31-16 du 18 février 2016 « Désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes »

ARRETE

ARTICLE PREMIER:

Sont désignés comme **membres titulaires du Comité de lecture « Programme de résidences d'écrivains de la Région Ile-de-France »**, en qualité de membres professionnels du livre et la lecture :

Monsieur Mathieu SIMONET
Ecrivain

Madame Valérie ROUXEL
Responsable des développements culturels, bibliothèque départementale de prêt de Seine et Marne

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur Philippe GUAZZO
Libraire, Le comptoir des mots

Monsieur Patrick SOUCHON
Délégation Académique aux Arts et à la Culture, rectorat de Versailles

ARTICLE II :

Sont désignés comme **membres suppléants du Comité de lecture « Programme régional de résidences d'écrivains de la Région Ile-de-France »**, en qualité de membres professionnels du livre et de la lecture :

Madame Hélène FRAPPAT
Ecrivain

Madame Marion NINO
Directrice de la bibliothèque d'Issy les Moulineaux

Monsieur Jean-Christophe MILLOIS
Libraire, La librairie de Paris

Madame Marie BERTHELIER
Inspectrice d'académie – inspectrice pédagogique régionale – Rectorat de Paris

ARTICLE III

Ces désignations prennent effet à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE IV :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/04/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/04/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-53
du 31 mars 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité d'engagement de l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9 ;

VU les statuts de l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité d'engagement de l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC) :

- **Madame Karine FRANCLET**
  Conseillère régionale d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr